DOES NOT CIRCULATE

WITHDRAWN
Regis College Library
Toronto

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/analectajurispon17rome

ANALECTA

JURIS PONTIFICII

DISSERTATIONS SUR DIFFÉRENTS SUJETS

DE

DROIT CANONIQUE, LITURGIE, THEOLOGIE ET HISTOIRE

DIX-SEPTIÈME SÉRIE

BIBLIOTHÈQUE SEMINAIRE QUEBEC

WITHDRAWN Regis College Library

COLL. CHRISTI REGIS
SIN. MAJ.
TORONTO

27744

ROME
Librairie de la Propagande
LE CHEVALIER MELANDRI, GÉRANT.

PARIS
VICTOR PALMÉ, éditeur
25, RUE DE GRENELLE-ST-GERMAIN.

BRUXELLES
J. ALBANEL, Libraire
29, RUE DES PAROISSIENS

1878

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT QUARANTE-SEPTIÈME LIVRAISON.

LE SACERDOCE ET L'EMPIRE

Origine du sacerdoce et du pouvoir terrestre et séculier. Le sacerdoce a existé longtemps avant les royaumes et les empires. — Les Hébreux n'eurent des rois que plusieurs siècles après l'institution du sacerdoce. — Les quatre monarchies. — Royauté de Jésus-Christ. S'il eut un droit spécial au royaume de Judas comme descendant de David. Souveraineté du Christ comme homme. Toute-puissance donnée au ciel et sur la terre. Jésus-Christ n'a pas voulu exercer l'autorité royale. — Comparaison de Rome païenne et de Rome chrétienne pour l'étendue, la force, la stabilité et la durée. — Regeste de S. Grégoire le Grand. Déposition des rois. — Consultation de Pépin le Bref au pape S. Zacharie. — Regeste de S. Grégoire VII.

I

LE SACERDOCE A EXISTÉ LONGTEMPS AVANT LES ROYAUMES ET LES EMPIRES.

Adam et les patriarches offrirent des sacrifices dès l'origine même du monde. Ils furent donc prêtres, tandis que dans l'ordre temporel ils n'avaient que l'autorité paternelle et domestique. Le sacrifice d'Abel est mentionné dans la Genèse. Après la mort d'Adam, Seth exerça le souverain sacerdoce. Les saints pères et les théologiens font remarquer l'existence du sacerdoce dès l'origine du monde, et longtemps avant tout gouvernement politique.

Adam offrit des sacrifices à Dieu. Il eut une autorité domestique et paternelle, sans être jamais investi d'un pouvoir politique. Il exerça son pouvoir sur sa famille ; il put avoir des serviteurs, sans posséder l'autorité politique et législative. Les chefs des diverses familles avaient la même autorité qu'Adam sur la sienne. L'autorité politique ne commença que lorsque plusieurs familles se réunirent pour former une communauté parfaite et un seul corps politique.

Après le déluge, Noé dresse des autels, et offre des sacrifices. La sainte Écriture ne parle des rois qu'à une époque de beaucoup postérieure ; elle nomme Nemrod comme le premier qui ait pris le pouvoir politique. Il s'ensuit que dans le second âge du monde, comme au premier, le sacerdoce exista longtemps avant l'empire.

Il est tout à fait certain que l'Église a existé avant tout gouvernement juste ou injuste. Tout gouvernement suppose une réunion d'hommes formant une société parfaite. C'est une vraie folie de soutenir que l'empire a existé avant l'Église, attendu que l'Église a toujours existé depuis le jour où Adam fut créé ; elle existera jusqu'à la fin des siècles.

Les Hébreux, au rapport de S. Jérôme, croyaient que Sem et Melchisédech étaient un seul et même personnage, lequel aurait vécu depuis le déluge jusqu'au temps d'Isaac. A cette époque, les premiers-nés étaient investis de l'autorité sacerdotale ; quelques auteurs ont cru que c'est là le droit d'aînesse qu'Esaü vendit à Jacob. Melchisédech est le premier roi juste dont l'Écriture fasse mention. — Une nouvelle succession sacerdotale commença en Abraham, dont les droits passèrent à Isaac, ensuite à Jacob. Celui-ci eut douze enfants ; Ruben, qui était l'aîné, perdit le sacerdoce pour avoir souillé le lit de son père, et ses droits passèrent à Lévi, qui eut pour successeur Caath, ensuite Amram, père de Moïse et d'Aaron. Moïse réunit le pouvoir sacerdotal et l'autorité civile ; ne pouvant porter ce double fardeau, il demanda à Dieu le pontificat pour Aaron. Mais la royauté laïque ne fut instituée que plusieurs siècles après Aaron et Moïse.

II

LES HÉBREUX N'EURENT DES ROIS QUE PLUSIEURS SIÈCLES APRÈS L'INSTITUTION DU SACERDOCE.

Moïse réunit donc l'autorité sacerdotale et politique. Moïse fut prêtre : il fit brûler l'encens, sanctifia le tabernacle et l'autel, et offrit des sacrifices. Il consacra Aaron ; ce sont là des fonctions sacerdotales. Les Juges exercèrent à leur tour l'autorité souveraine. Les Hébreux qui demandèrent un roi déplurent à Dieu ; Samuel les en dissuada ; l'établissement du roi fut une erreur du peuple, et non la volonté de Dieu.

Le gouvernement théocratique se retrouve chez plusieurs peuples de l'antiquité. Le cardinal Sfondrate, qui sous le pseudonyme d'*Eugenius Lombardus* publia en 1684 un intéressant écrit, donne de précieux renseignements sur l'influence du sacerdoce chez les Egyptiens, les Gaulois et les Romains. Voici un passage de Sfondrate (tome XI de la *Bibliotheca Pontificia Maxima* de Roccaberti.)

« In lege Mosaica decidendis gravissimis causis senatus quidam, seu concilium constitutum fuerat, quod Synedrion, vel Senedrim vocabant, constabatque septuaginta viris, summo pontifice omnibus præsidente. De quo vide Sigonium, lib. 6 de Rep. Hebræorum, c. 7. In hoc concilio jus et sententia illis causis dicebatur, quæ apud inferiores judices finiri non poterant, proposita capitis pœna non parentibus.

« Apud Romanos tanta fuit augurum dignitas (nam et ipsi sacra procurabant) ut de illis Cicero l. 3 de legibus : *Quæque augur injusta, nefasta, vitiosa dixerit, capitale esto.* Et idem Cicero pro domo sua ait pontifices istos, et religionibus deorum, et summæ reipublicæ a majoribus præfectos esse.

« De pontifice maximo Romanorum Zosimus apud Thomam Dempsterum libro 3 Antiq. cap. 21 : « Unus pontificum omnium supremus erat, qui et Maximus dicebatur, quod maximus rerum, quæ ad sacra et religionem pertinent, judex esset, et iudex contumaciæ privatorum et magistratuum. Festus etiam ait, pontificem maximum judicem et arbitrium esse rerum divinarum atque humanarum. » Hæc Dempsterus.

« De Gallorum sacerdotibus, quos Druidas vocant, hæc scribit Cæsar lib. 6 belli Gallici : « Illi rebus divinis interesunt, sacrificia publica et privata procurant. Religiones interpretantur, de omnibus fere controversiis publicis privatisque constituunt : et si quod est admissum facinus, si cædes facta, si de hæreditate, si de finibus controversia est, iidem decernunt ; præmia pœnasque constituunt ; si quis, aut privatus, aut publicus eorum decreto non stetit, sacrificiis interdicunt ; hæc pœna apud eos est gravissima : quibus ita interdictum, ii numero impiorum et sceleratorum habentur ; ii omnes decedunt : aditum illorum sermonemque defugiunt : neque iis petentibus jus redditur, neque honos ullus communicatur. His autem omnibus Druidibus præest unus, qui summam inter eos habet auctoritatem. Ii certo anno tempore in finibus Carnutum, quæ regio totius Galliæ media habetur, considunt in loco consecrato : huc omnes undique quæ controversias habent, conveniunt, eorumque judiciis decretisque parent, neque tributa una cum reliquis pendunt, omniumque rerum habent immunitatem etc. »

« De sacerdotibus Egyptiis Strabo l. 17 de Meroitarum moribus : « In Meroe olim primum ordinem sacerdotes obtinebant, qui tantam auctoritatem habebant, ut nonnunquam misso nuntio mortem regis imperarent et pro eo alium faciebant. »

« Eadem fere de Ægyptiis lib. 14 Variar. de Persis Eusebius in Chronico. De Atheniensibus et Areopagitis Josephus lib. 14, antiquit. c. 19 narrant.

« Omnium ergo gentium consensus hanc de rebus maximis judicandi auctoritatem præsertim divinis sacerdotibus concessam, naturalis, non humani juris esse convincit ; humanum enim jus variat, nec apud omnes est idem. »

Cette influence du sacerdoce est pareillement signalée par d'autres théologiens. Le pouvoir royal, disent-ils, quoique juste et légitime, ne vient pas immédiatement de Dieu, car on ne le trouve pas avant le deluge, ni après, jusqu'à Nemrod ; il a donc existé chez les gentils avant d'être institué chez le peuple de Dieu. Au contraire, le sacerdoce est d'institution divine ; aussi tous les anciens peuples vénéraient-ils le caractère surnaturel et divin des prêtres et subissaient volontiers leur salutaire influence.

On ne voit nulle part dans l'Écriture sainte que le sacerdoce ait été soumis au gouvernement des princes séculiers ; nous trouvons, au contraire, qu'il dépendait uniquement des pontifes, qui avaient reçu l'onction prescrite par la loi. Les pontifes exercèrent, même sous les rois, une autorité distincte et indépendante.

Les théologiens n'admettent pas que Dieu ait délégué immédiatement le pouvoir aux rois qui furent établis chez les Hébreux. La royauté fut instituée sans l'approbation de Dieu, avec la simple tolérance et permission divine, et le peuple reconnut qu'il avait commis une grande faute en voulant avoir un roi comme les gentils. Du reste, ce roi ne reçut aucun pouvoir sur les choses saintes : le souverain pontife conserva son autorité suprême sur les questions civiles de majeure importance.

Nicolas Sander dit que l'autorité royale eut chez les Hébreux la même cause et la même source que dans les autres peuples, c'est-à-dire la volonté de la nation. La raison montre à l'homme la nécessité d'un gouvernement. On peut dire que le droit des gens confirme l'autorité royale ; il ne s'ensuit pas qu'il exclue toute autre forme de gouvernement. Moïse annonça que le peuple hébreu dirait un jour : *Constituam super me regem.* Cela montre que l'établissement des rois dépend de la volonté libre et spontanée des hommes. Le peuple voulut avoir un roi comme les autres nations ; cela montre que l'autorité royale chez les Hébreux fut de la même condition que chez les autres peuples ; seulement Dieu défendit d'élire un infidèle.

« Etsi alia sit christiani regis et alia ethnici vocatio, si personæ interiorem qualitatem spectemus ; tamen cum ad externam dignitatem utriusque ventum est, ut videlicet de regnandi jure quæratur, eadem est utriusque causa, similis origo, par conditio. Deus enim, a quo est omnis potestas, et per quem reges regnant, tum permisit, tum inspiravit hominibus (non alio tamen, quam rationis lumine ad eam rem adhibito et interposito) ut ne ritu ferarum sparsim singuli degerent, sed cum sint per naturam rationis et consociationis compotes, in communitatem quamdam certis legum et magistratuum vinculis colligatam coirent, quo alter alteri opem ferre, communique consilio, et communem hostem pellere, et communia negotia tractare possent. Hinc sodalitates primum institutæ, mox conditæ civitates, ac demum variæ gubernationum formæ sunt excogitatæ, ut videlicet alii omnium, aut majoris partis communi decreto rem geri vellent ; alii certos optimates sibi præficerent ; alii mallent uni præcipue rerum gerendarum summam committere : quod genus gubernationis regium, aut imperatorium vocatur. Et quoniam unius præfectura tum juri naturali (quod uxorem filios et nepotes uni viro parere jussit) maxime consentanea tum apud plerasque gentes facillime recepta et conservata erat, factum est, ut reges non tam certorum populorum civili, quam pene omnium gentium communi jure præesse jamdiu viderentur. Quod tamen ita non debet accipi, tanquam reges ex præscripto juris gentium regnent (alioqui nullus esset populus, ubi non regnarent), sed quod et in plerisque civitatibus regnent et jus illud, quo regnant, omnium populorum ac gentium consensu jam sit constitutum, et confirmatum. Nam illi etiam populi, quibus reges non præsunt, tamen jus regium, et sciunt, quia id in vicinis locis exerceri vident, et approbant, quia vident illud a recta ratione non abhorrere.

« Jam sciendum est, reges non solum apud infideles nationes, verum et in ipso Dei populo, secundum hoc jus regnasse, sicut et Moyses prædixit, et Samuel declaravit : « Cum dixeris, « inquit Moyses, constituam super me regem, sicut habent « omnes per circuitum nationes, eum constitues, quem Domi- « nus Deus tuus elegerit de numero fratrum tuorum. »

« Tria hic animadvertenda occurrent; unum quod ipse populus prædicitur dicturus: *Constituam super me regem*, ex quo perspicitur constitutionem regum a libera et spontanea hominum voluntate profectam esse. Alterum, quod populus Dei regem sibi constituere volebat, sicut cæteræ nationes habebant; unde patet, judaicum, aut christianum regem non differre in jure quidem regio, a cæterarum gentium regibus, cum ad aliarum gentium formam Dei populus regem sibi constituerit.

« Tertium est quod Deus in persona regis eligenda eam conditionem apposuit, ut populus fidelis non posset infidelem sibi regem constituere. Ista conditio ex Deo est, non ex hominibus. »

L'établissement des rois, continue Sander, vient de Dieu, comme toutes les autres choses, mais il en vient par la volonté des hommes. Samuel dit au peuple : *Grande malum fecistis, petentes super vos regem.* Quoique le serment ne soit pas mauvais, il dérive de la malheureuse condition de l'homme sur la terre. La royauté est une institution séculière, terrestre : on ne peut la ranger parmi les choses surnaturelles dont Dieu est le seul auteur, comme la foi, la religion, le royaume de Jésus-Christ. En disant que son royaume n'est pas de ce monde, Jésus-Christ indique clairement que le pouvoir civil des autres princes est de ce monde. Dieu est l'unique principe du sacerdoce et de l'empire, avec la différence que le sacerdoce a été institué par le bon plaisir de Dieu, au lieu que les sociétés humaines dérivent immédiatement de la volonté des hommes. — Voici le texte de notre auteur :

« Quod vero ad nostrum institutum hoc tempore attinet, satis constat qualiscumque sit persona regis, tamen jus regium ab hominum consensu (Deo ita rem disponente) ortum esse. Quidquid autem populus ullus in ullo genere gubernationis præficiendo sibi et constituendo secundum rectam rationem fecisset, id Deus quoque fecit, tum quia dedit populo eam mentem et concessionem, tum quia opus illud stabilivit, et corroboravit.

« Unde efficitur, ut regum constitutio sit quidem a Deo, sicut alia omnia; sed ita sit, ut Deus non ex solo beneplacito misericordiæ suæ, verum interjectis hominum voluntatibus, eos creaverit et constituerit.

« Jam ex qua parte homines regum constituendorum auctores sunt, reges dicuntur esse terreni, sæculares, et mundani. seu de terra, seculo et hoc mundo. Quod adeo verum est, ut Samuel dixerit : « Grande malum fecistis vobis in conspectu « Domini, petentes super vos regem. Et populus respondit: « Ora pro servis tuis Dominum Deum tuum, ut non moria- « mur. Addidimus enim universis peccatis nostris, ut petere- « mus nobis regem. »

« Sicut ergo juramentum ex malo est, licet malum in se non sit, ita et constitntio regum, quæ non est mala, est tamen ex malo et ideo non cælestibus Dei gratiis et donis, verum terrenis operibus annumeratur; neque ex Deo solo est, ut fides, charitas, religio, et regnum Christi : verum etiam ex hominibus et mundo, ut Christus ipse attestatur, cum dicit : *Regnum meum non est de hoc mundo.* Dicendo regnum suum non esse hinc, nec de hoc mundo, facile significavit aliorum principum et magistratuum civiles potestates quorum ministri pro ipsis decertant, hinc esse, et de hoc mundo esse: ut merito dici et possint et debeant terreni reges, ac seculi principes.

« Unde etiam Augustinus Constantinum Magnum vocat terrenum regem, licet is quoque nec tum quidem a christiana fide abhorreret. Ambrosius Theodosii imperatoris judicium, licet is foret christianus, judicium seculi vocat, et ab ecclesiastico judicio discernit.

« Quapropter, ut communi cum cæteris hominibus jure, christiani emunt, vendunt, et contractus alios ineunt; sic etiam christiani reges communi jure cum cæteris gentium ethnicarum regibus præsunt, nec apostolorum, sed Nemrodi, Nini, Cyri, Alexandri, et Cæsarum successores, et sunt et appellantur.

« Ac jam abunde tum ex Evangelio, tum ex antiqua lege, tum ex sanctorum Patrum testimoniis declaratum est, reges, et principes etiam christianos habere potestatem suam etiam ex hoc mundo, ac non ex solo Deo; et propterea esse, ac manere, non nisi reges terrenos, mundanos, sæculares, nec per fidem, et baptismum Christi ecclesiasticos, aut cœlestes, aut spirituales judices in causis Ecclesiæ cognoscendis, aut judicandis fieri.

« Et quia modum, quo Deus potestatem sæcularem constituit humanæ rationi, et voluntati subjecit; merito dicimus, potestatem sæcularem, sive regiam, seu quamlibet aliam ex hominibus esse. Tum quia homines regna, et politias instituerunt non per fidei divinum lumen, sed per mentis et rationis naturalem vim et facultatem, quæ post peccatum ex se ipsa non nisi rebus terrenis addicta erat : idcirco potestatem regum aut optimatum una cum sanctis Patribus vocamus terrenam, et sæcularem.

« Longe autem secus in Ecclesiæ Dei origine, atque in spiritali potestate instituenda se res habuit. Ecclesia enim Dei, quæ regnum Christi est, non est ex hoc mundo. Filii enim Dei (qui sunt Ecclesia ipsius), neque ex sanguinibus, neque ex voluntate carnis, neque ex voluntate viri, sed ex Deo nati sunt, quia Verbum caro factum est et habitavit in nobis. Quantum ergo inter filios Dei, et filios hominum, hoc est, inter lucem, et tenebras interest, tantum etiam inter Ecclesiam Dei, et rempublicam humanam interest. Quod natum est ex carne, caro est; et quod natum est de spiritu, spiritus est. Deus quidem condidit tam carnem, quam spiritum, hoc est, tam hominum sæcularem consociationem, quam spiritalem in Ecclesia sua vivendi communionem ; sed aliis, atque aliis modis has res procreavit. Regna sæcularia per consensum, et operam humanam : regnum vero Ecclesiæ per mediatorem Dei et hominum, hominem Jesum Christum.

« Quamvis ergo principium sit unum, quia unus est Deus, ex quo sunt omnia: tamen modus est alius, atque alius ; nam humanæ respublicæ per hominum ingenia et placita constitutæ sunt, Ecclesia vero per solum Dei beneplacitum, quo ex nimia charitate sua Christum nobis Salvatorem dedit, in quo ipsi bene complacuit ; propterea dicimus regna secularia esse terrena, regnum vero Ecclesiæ non nisi divinum, et cœleste. Sicut enim Christus, licet in mundo esset, et lux mundi esset, tamen non erat de mundo, sed de cœlo descendit, ut daret vitam mundo: sic et Christi Ecclesia quamquam in mundo sit, et lucerna sit supra candelabrum posita, quæ lucet omnibus, qui in domo Dei sunt, non tamen de mundo, aut ex mundo est, verum ex Deo et de cœlo. Unde Joannes in Apocalypsi ait: Ego Joannes vidi sanctam civitatem Hierusalem novam descendentem de cœlo, a Deo paratam, sicut sponsam ornatam viro suo, et audivi vocem magnam de throno dicentem : Ecce tabernaculum Dei cum hominibus et habitavit cum eis. »

Les deux premiers rois de Juda furent désignés par Dieu. Cependant le Deutéronome semble dire qu'ils furent établis par les Hébreux : *Regem tuum, quem constitueris super te.* Quelques théologiens concluent de ce passage que ces princes ne reçurent pas immédiatement de Dieu leur autorité. On peut voir Suarez, *De-*

fensio fidei adversus regem Angliæ, c. 3. Dans l'Apologie de Bellarmin, Schulkenius s'exprime ainsi : « Si qui « reges a Deo immediate designati sunt, ut Saul et « David, id extraordinarium et singulare fuit. Et ta- « men ii ipsi sic a Deo designabantur, ut consensu po- « puli opus haberent, ut regno a Deo delato reipsa « potirentur. (Roccaberti, tom II.) »

III

LES QUATRE MONARCHIES

La guerre et la violence firent surgir les quatre monarchies qui précédèrent l'établissement de l'Eglise. Ces empires devinrent-ils légitimes et justes ? Plusieurs théologiens en doutent. Voici ce qu'on lit dans S. Antonin (tome IV de Roccaberti). Après avoir dit que le sacerdoce apparaît dans l'histoire aussitôt après le déluge, le saint docteur émet l'opinion que le pouvoir politique légitimement acquis commença en Moïse.

« Incœpit sacerdotium in persona Melchisedech, sginificantis Christum, et summum pontificem. Erat enim sacerdos Dei summi, ut dicitur Genes. 14. Et hunc tradunt Hebræi fuisse Sem primogenitum Noe, et post eum omnes primogeniti pro sacerdotibus habebantur usque ad legem Mosaicam. Sub lege vero scripta magis expressum, et solemnizatum fuit summum sacerdotium usque ad Christum in gente Hebræorum. Dominium autem temporale justo titulo acquisitum initium habuisse videtur in Moyse duce populi constituto a Deo, post quem secuti sunt judices. Et deinde talis modus regendi mutatus in regnum seu regale sceptrum in Saul, vel potius in David. Etsi apud alias nationes essent reges et principes, utrum justo titulo obtinuerint, ignotum est. Monarchia autem, idest principale dominium mundi, primo cœpit a Syris sub Nino rege Ninivæ. Et de Assyriis translatum est ad Medos, et ad Persas sub Cyro, et Dario, et de Medis, et a Persis translatum est ad Græcos, sub Alexandro Magno, et a Græcis translatum est ad Romanos sub Octaviano, quod dominium demum subjugatum est et subditum Christo, ut habetur in visione Danielis cap. 3, signatum per lapidem statuam illam in pulverem redigentem, et ostensum fuit Octaviano imperatori per Sibyllam, die qua natus est Rex regum, et Dominus dominantium.

« Nam, ut narrat magister in hist. scholast. cum Alexander imperator veniret in Judæam cum proposito exterminandi eam, ex visione quam habuit terribili, obvians Joiadæ summo sacerdoti, ad eum venienti induto pontificalibus, de equo descendit, dignissimeque eum veneratus est, et adoravit dicens principibus secum comitantibus se non ipsum adorasse, sed Deum cujus principatum, et vicem gerebat in terris. Et de Sibylla Tyburtina narratur ab historiographis, quod cum ostendisset Octaviano imperatori, quem Romani volebat Deum vocare, circa solem circulum et in medio ejus virginem pulcherrimum puerum gestantem in gremio, et dixisset illum puerum majorem eo, scilicet Christum, adoravit, et prohibuit se Deum vocari. Cum ergo papa sit vicarius Christi, patet dignitatem ejus majorem esse imperiali. »

Les quatre monarchies furent montrées à Daniel sous la figure de bêtes, à cause de leur violence et de leur brutalité. L'Eglise, qui est la cinquième monarchie, loin de s'établir par la violence, est fondée sur l'inclination naturelle et sur la direction de la Providence ; elle a toujours existé en droit ; elle a commencé en fait lorsque la pierre détachée de la montagne a broyé la statue.

Le savant Marchesi, de l'ordre de S. Dominique, à l'endroit de sa théologie où il traite *de Capite visibili Ecclesiæ*, dit que les quatre monarchies furent montrées à Daniel sous l'image de bêtes, et non d'hommes, parce qu'elles s'élevèrent par l'impétuosité de la sensualité et de la brutalité, au lieu d'être une création rationnelle.

« Ex quo alia præexcellentia potestatis spiritualis supra temporalem desumitur in nobilitate scilicet originis ; nam potestas spiritualis immediate a Deo in veteri, et a Christo in novo testamento originem duxit, tradente Christo Petro pro se, et suis successoribus hanc spiritualem potestatem, quando ei dixit : *Tibi dabo claves regni cœlorum*. At vero secularis potestas a principio non sic fuit instituta a Deo, ut patet consideranti initium, quod habuerunt quatuor imperia scilicet Assyriorum et Chaldeorum, Medorum et Persarum, Græcorum, et Romanorum ; non fuit a principio legitime introducta, sed per tyrannidem et violentiam usurpata ; quartum scilicet Romanum per violentiam surrexisse pro indubitato habetur, et communiter narrant historiæ. Quapropter hæc quatuor imperia ostensa sunt Danieli in similitudinem non hominum, sed bestiarum, ut dicitur Daniel 7 ; quia, ut postillat Turrecremata, non insurrexerunt per viam rationis in prima sua origine, sed impetu sensualitatis et bestialitatis. Unde temporis processu hæc regna reducta sunt ad statum legitimum, vel Dei auctoritate, vel populorum consensu. (Roccaberti, tome IX).

Le cardinal Petrus a Monte, théologien du xve siècle, élève aussi des doutes sur la légitimité des quatre grandes monarchies de l'antiquité, notamment l'empire romain, parce que la force ne fait pas le droit, et que le peuple romain n'avait pas le pouvoir de déférer à César l'empire du monde. Voici ce qu'on lit dans cet auteur, *de primatu Papæ*, chapitre *de imperatoriæ majestatis origine et potestate* :

« Quæro itaque primo, unde imperium habuit originem aut initium ?

« Respondeo, in hoc esse opiniones. Quidam enim putant processisse a Deo, et jure divino, et ore Christi fuisse approbatum per illud quod habetur Matthæi 22 : *Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari ; et quæ sunt Dei, Deo*. Item imperium a cœlesti majestate traditum est capit. *de veteri jure enucleando* lib. 1, 23 q. 4.

« Sed contra istam opinionem arguitur. Primo, quia in veteri lege non invenitur a Deo institutum imperium ; cum enim imperium incœpit solum tempore Cæsaris, propter quod omnes imperatores dicuntur Cæsares, cujus tempora longe præcessit lex vetus ; ergo non videtur illa lege institutum fuisse imperium, nec secundum vetus testamentum, cum ipse Deus, qui omnia creavit ex nihilo Dominus est omnium universalis, juxta illud Psalmistæ *Domini est terra, et plenitudo ejus orbis terrarum* ; unde ab initio mundum per se rexit, et præcepta hominibus dedit, et transgredientibus pœnam imposuit. Verum quia omnis communio parit discordiam, voluit, ut hæc mundana non essent communia, sed occupanti concederentur, Deuter. 13 ubi legitur : *Quidquid calcaverit pes tuus, tuum erit*. Deinde lege ista, permissa fuerunt regna, ut patet in personis David, Salomonis et multis aliis a Deo approbatis in lib. Regum II, cap. 19, ubi legitur quosdam reges mandato Dei unctos fuisse ; per hoc, quod habetur Prov. 8 : *Per me reges regnant*. Facit, quod habetur in psalmo *Deus judicium tuum regi da*.

Quicquid tamen dixerint alii, mihi satis videtur verum, quod imperium Romanum et alia regna processerunt divina voluntate et permissione, licet negari non possit, quin initium habuerit a violentia, ut patet per præmissa. Permisit autem hoc ipse Deus propter bonum commune, quia commodius est regi per unum quam per plures, teste Aristot. 12 Metaphys. Item per longissimum consensum provinciarum et populorum qui voluntarie fuerunt sub imperio, satis videtur purgatum vitium violentiæ, et contradictio jam transivit in consensum. Unde his consideratis, satis potest dici, quod imperium est justum.

Rodolphe Cupers pense que toutes les puissances temporelles, jusqu'au triomphe de l'Eglise sous Constantin, s'établirent par l'usurpation, par le droit de la force. Il n'oublie pas les quatre bêtes de la vision de Daniel. Voici ce que dit cet auteur (tome XIX de Roccaberti).

« Omnes potestates temporales, quæ adventum Domini præcesserunt, atque secutæ sunt, usque ad pacem Ecclesiæ redditam, ab usurpatione et violentia sumpserunt principium, ut patet tum de Assyriorum et Chaldæorum imperio, quod in Nemrod principium duxit, qui fuit hominum oppressor. Gen. cap. 10. Tum Medorum et Persarum imperio, quod violentia pariter habuit initium, nam violenter Baldassare Babylonis Rege extincto imperium Medis et Persis est delatum. Danielis cap. 2.

« De imperio vero Græcorum idem Machabæorum primo libro colligitur. Ubi patet Alexandrum ipsorum regem peremisse Darium, cujus adepto regno complures reges bellorum impetu extinxit, suique imperium auxit; veluti etiam de Romanorum complurium historias scribentium testimonio ostenditur, tam civilibus quam externis cædibus erectum. Quare absque jure aliquo quatuor hæc imperia, ut præfertur, exorta, in similitudinem quatuor bestiarum sunt in visione Danieli osteusa, ex quo ratione caruerint. Dan, cap. 7. Sed Domino mundum redimente omniaque ad se trahente Jo. c. 10 et Matth. cap. ult. ibi : *Data est mihi etc.* aliam formam imperiis principatibusque acquirendis traditam esse constat, utpote electione et successione fidelibus regna deferantur, et non amplius tanta hominum strage, nisi quando secus justo Dei judicio ad malorum correctionem permissum desuper visum fuerit : nam constat reges ipsos opus Dei esse, Proverb. cap. 8, ibi : *Per me reges regnant*, et sic patet potestatem spiritualem temporali esse origine nobiliorem, cum siquidem temporalis ab improbis, et iniquis viris, ut præfertur originem duxit: spiritualis autem a Deo immediate divo Petro est collata, Math. c. 16 : *Tibi dabo claves regni cælorum* ; et Joan. c. ult. : *Pasce oves meas.* (Roccaberti, tome XIX). »

IV

ROYAUTÉ DE JÉSUS-CHRIST.

François Penia, auditeur de Rote, publia, vers la fin du XVIe siècle, tout un volume *de Regno Christi*, qui a été insére par Roccaberti, tome XII de la *Bibliotheca Pontificia*.

Le dominicain Marchesi, évêque de Pouzzoli, a résumé la question d'une manière très-lucide. Son travail se trouve aussi dans Roccaberti, tome IX.

Il s'agit ici de la royauté temporelle. Nous parlerons plus loin de l'Eglise, monarchie spirituelle de Jésus-Christ.

Marchesi expose d'abord les différentes opinions sur la royauté temporelle de Jésus-Christ. — Les protestants, à la suite de Jandun, Marsile de Padoue et Ocham, ont osé soutenir que Jésus Christ fut sujet des princes temporels, comme tous les autres hommes.

S. Bonaventure, Bellarmin et d'autres pensent que, sans dépendre d'aucun prince, il ne fut pourtant pas roi, et que sa royauté était purement spirituelle.

S. Antonin pense que Jésus-Christ fut roi et maître de l'univers entier.

Enfin, d'autres théologiens estiment qu'il n'eut des droits spéciaux que sur le royaume de Juda.

« Aliqui dixerunt Christum nullum habuisse regnum, aut dominium temporale, sed potius fuisse subditum regibus ac principibus ; ita Rosellus, Duarenus, Molineus, et Centuriatores Magdeburgenses cent. 1, cap. 7. Placuit hæc opinio Luthero, ut a pontifice Romano omnem principatum et potestatem posset a fortiori auferre, nec multum ab ea distant opinione Marsilius Patavinus, Jandunus, et Ocham.

« Alii vero, etsi Christum nolint, etiam ut hominem esse alicui regi subditum, negant tamen fuisse regem, aut dominum, neque totius mundi, neque regni Judaici, vel alterius provinciæ, sed jus regnandi in ipso fuisse mere spirituale, et hoc jure potuisse in toto universo, et jura et leges, immo et reges mutare, prout sibi visum esset conveniens ad finem spiritualem. Ita S. Bonaventura (lib. *de paupertate Christi;* Victoria lect. 1, qu. 5; Sotus, *de justitia et jure*, in præambulo de dominio Christi; Medina in tertiam partem, q. 59, art. 4; Bellarminus, Valentia tom. 4, disp. 1, quæst. 30, et alii plures.

« Tertio, alii docent Christum fuisse regem ac dominum totius orbis ; ita S. Antoninus (3 p. tit. 3, cap. 2; Turrecremata lib. 2 summæ; Navarius tom. 5. in tertiam partem qu. 22 ; Joannes de Neapoli in disputatis qu. 42, pun. 5, Burgensis in ad. 2 ad part. 1; Cabrera in part. 3, q. 22, art. 1 ; Gandavensis quodlib. 6) citatus etiam Canus a Bannez, et alii plures.

« Denique alii voluerunt Christum non fuisse monarcham, super omnes reges, et tantum habuisse speciale jus et solium in regnum Judæorum. Ita Armacanus, lib. 4 de qu. Armenorum, cap. 15; Joannes Bacconius in 4, qu. 1 prolog. art. 2, conclus. 2; Vega in *Theologia Mariana*. parte 1 ; Palestra 10 certamine. Ex quibus aliqui ponunt hoc jus per Josephum; non per Mariam ; ita inter alios Cornelius a Lapide in caput 1 Matthæi 16. Alii vero Christum habuisse jus ad regnum Judaicum ex eo, quod 1 Machabæorum 14 dicitur hoc regnum, quod cessasset in familia David, senatus et principes Judæorum ex communi consensu statuerunt Simonem Machabæum esse ducem, donec Deus mitteret prophetam fidelem, nempe Christum Dominum, ac proinde cum primum Christus Dominus advenit, acquisivit integrum jus ad regnum. Ita Joannes de Silvera, Hugo de Sancto Victore, Ferrarius, et alii. »

Notre auteur est d'avis que Jésus-Christ n'avait, comme descendant de David, aucun droit héréditaire au royaume temporel des Juifs, parce que le royaume de David s'éteignit en Jéchonias. Il semble qu'on n'a aucune raison de croire que le Sauveur ait été roi des Israélites.

Dès le premier instant de sa conception, Jésus-Christ fut vrai roi et monarque du monde entier ; il eut directement, par sa propre dignité, un domaine universel sur toutes les créatures. Telle est la doctrine de S. Thomas, surtout dans le traité *de regimine principum*, où il démontre que les textes de l'Ecriture concernant la

royauté de Jésus-Christ parlent à la fois de la royauté spirituelle et de la royauté temporelle.

Les prophètes de l'Ancien Testament annoncent la royauté du Messie en des termes qui supposent manifestement le pouvoir temporel. La souveraineté du Christ en tant qu'homme se joint à son domaine éternel comme Dieu.

Dans l'Evangile, Jésus-Christ annonce que toute puissance lui a été donnée dans le ciel et sur la terre; cela doit comprendre tant le sacerdoce que la royauté. Il dit aussi: « Toutes choses m'ont été livrées par mon Père. Vous m'appelez maître et seigneur, et vous dites bien, car je le suis. » S. Paul dit que Jésus-Christ a été constitué héritier de toutes choses et que tout lui a été soumis. L'Apocalypse l'appelle *prince des rois de la terre, roi des rois, et maître de ceux qui commandent.* L'Ecriture veut parler de la dignité royale temporelle.

Plusieurs raisons théologiques confirment la thèse relative à la royauté temporelle du Sauveur. En effet, Jésus-Christ est Fils de Dieu; il est donc son héritier, non-seulement comme Dieu, mais aussi en tant qu'homme. Dieu étant seigneur et roi de l'univers, Jésus-Christ a aussi, comme homme, un domaine et un droit royal sur l'univers entier. En créant le monde, Dieu a acquis un domaine suprême; or, Jésus-Christ a racheté et régénéré le monde; il en est par conséquent le roi et le maître.

Jésus-Christ ne voulut pas exercer l'autorité royale sur la terre, de même qu'il ne fit aucun usage de la science théorique et pratique qu'il possédait pourtant de la manière la plus éminente. Du reste, l'Évangile renferme quelques actes de pouvoir royal; ainsi, lorsque Jésus-Christ fut arrêté par les Juifs, il leur ordonna de ne faire aucun mal à ses disciples, et ils obéirent. En s'abstenant d'exercer l'autorité royale sur la terre, Jésus Christ nous a laissé un plus merveilleux exemple de pauvreté et d'abnégation.

V

L'ÉGLISE COMPARÉE AUX MONARCHIES DE L'ANTIQUITÉ

La puissance spirituelle a pour fin le bonheur éternel des hommes. Cela seul montre la haute dignité de ce pouvoir. Le gouvernement civil ne s'élève pas au-dessus de la paix et de l'ordre temporel. Les théologiens enseignent que le sacerdoce est à l'empire ce que l'âme est au corps. On retrouve cette comparaison dans S. Grégoire de Nazianze; tous les théologiens l'ont employée pour établir le rang respectif des deux puissances.

Le pouvoir civil est borné à la vie présente, au lieu que la puissance spirituelle s'étend jusqu'à la vie éternelle. Le pouvoir civil impose des préceptes, mais il ne peut absoudre devant Dieu ceux qui les transgressent. L'Eglise a le pouvoir d'abroger les lois civiles qui sont en opposition avec le bien des âmes ou la justice. Cela montre que le pouvoir ecclésiastique est beaucoup plus noble que le pouvoir royal et séculier.

Le sacerdoce est plus digne que le pouvoir civil. 1. Il est plus ancien dans les annales du monde, comme on l'a vu plus haut. 2. Il commande à l'âme, qui l'emporte sur toutes les choses humaines. 3. De même que Jésus-Christ, Dieu et homme, participe très-parfaitement à l'une et à l'autre nature, ainsi son Vicaire participe en quelque sorte à la divinité pour le spirituel, et à l'humanité pour la discipline. 4. Les choses spirituelles ont plus de stabilité que les choses temporelles, parce que celles-ci passent, au lieu que les choses spirituelles ne passent jamais.

L'Église a un empire plus étendu que toute monarchie temporelle de l'antiquité ou des temps modernes. Sa juridiction comprend à la fois les choses spirituelles et temporelles. Les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle, au lieu que les institutions humaines sont sujettes à la plus triste instabilité. Sous le rapport de la rectitude, de la connaissance de la religion, la puissance spirituelle a évidemment la prééminence.

La thèse de l'indépendance de l'Église est trop connue pour comporter de longs développements. Jésus-Christ a dit que son royaume n'était pas de ce monde; il n'a pas dit que ce royaume ne fût pas dans ce monde.

VI

POUVOIR ET DIGNITÉ DE L'EGLISE

Thomas Stapleton a publié l'admirable traité *De magnitudine Romanæ Ecclesiæ*, où il montre sa supériorité sur les grandes monarchies de l'antiquité, sous le rapport de l'étendue, de la force, de la durée, de la gloire et des bienfaits.

Les historiens exaltent la puissance des quatre monarchies, surtout de l'empire romain, qui renversa et brisa toutes les autres, comme le fer tranche les autres corps. Juste-Lipse a recueilli dans les écrits de l'antiquité tout ce qui est propre à montrer la grandeur de l'empire romain, ses forces, ses richesses, ses grands hommes et ses œuvres.

Une autre monarchie mérite davantage notre admiration; c'est celle dont parle Daniel : « A l'époque de ces royaumes, Dieu suscitera un royaume qui ne sera jamais renversé, un royaume qui ne sera pas livré à un autre peuple; au contraire, il brisera et détruira tous ces autres royaumes, même le royaume de fer, et, pour lui, il subsistera à perpétuité, comme tu as vu que la pierre se détachant de la montagne a brisé l'argile, et le fer, et l'airain et l'argent. Et la pierre qui avait frappé la statue, devint une grande montagne, et elle remplit toute la terre. »

Les autres prophètes disent que le royaume de Jésus-Christ s'étendra *usque ad terminos orbis terrarum.* Ils exaltent la gloire et les richesses de ce royaume : « Les Ethiopiens se prosterneront devant lui, et ses ennemis baiseront la terre; tous les rois l'adoreront, toutes les nations le serviront. » Isaïe s'exprime ainsi : « Les rois seront tes nourriciers, les reines seront tes nourrices. Ils t'adoreront le visage incliné vers la terre, ils baiseront la poussière de tes pieds. »

Ce royaume est spirituel, sans doute, mais visible. Il n'est pas de ce monde, mais il existe pourtant en ce

monde. Ce n'est pas une institution humaine fondée sur la volonté des hommes; il vient immédiatement de Dieu par Jésus-Christ, qui a communiqué son autorité aux apôtres.

L'empire de Rome chrétienne surpasse en étendue les quatre monarchies de l'antiquité.

Les Perses possédèrent tout au plus cent vingt-sept satrapies; leur empire ne dura que cinquante-deux ans.

Les Grecs ajoutèrent à l'empire persan la Macédoine et l'Achaïe. L'empire turc a été plus grand que celui des Grecs ; il a duré beaucoup plus longtemps que les royaumes d'Alexandre. Après avoir dominé l'Orient, la langue grecque a été envahie par l'arabe et par d'autres idiomes. Les villes grecques de l'Asie ont été presque entièrement détruites ; l'Église, héritière de Rome, a conservé toutes les cités que les Romains avaient fondées dans l'Occident.

Il n'est pas exact de dire que l'empire romain occupa le monde connu; car il ne put dompter plusieurs royaumes de l'Afrique et de l'Asie. Il ne pénétra jamais en Ethiopie ni dans l'Abyssinie. Les Tartares et les Scythes au nord, les Chaldéens à l'orient ne furent jamais conquis. Les Parthes et les Perses ne tardèrent pas à secouer le joug. Quel temps d'ailleurs ne fallut-il pas pour conquérir ! Les quatre premiers siècles, les Romains ne sortirent pas de l'Italie, ils ne franchirent même pas les Apennins ; il fallut deux siècles pour asservir la Grèce, l'Afrique, les Gaules, l'Orient.

Au contraire, le christianisme se propagea, dès le principe, dans toutes les régions du monde connu, et il pénétra dans des pays que les légions n'avaient pu aborder. Dans le partage que firent les apôtres, S. Barthélemy eut la Scythie ; S. Mathieu, l'Ethiopie ; S. Simon, la Perse ; S. Jude, la Mésopotamie ; S. Thomas, l'Inde ; tout cela au delà des frontières du monde romain. Dès le premier siècle, le grand nombre des chrétiens de Rome excita les appréhensions des empereurs et attira les persécutions. On voit dans Origène que l'empereur Adrien, dans le but d'arrêter le mouvement de conversion, proposa d'élever des temples sans idoles, mais que les oracles l'en détournèrent. L'unité des lois, clef de voûte de l'édifice romain, fut de courte durée dans les provinces. Le mot de Virgile : *Imperium sine fine dedi*, ne s'est accompli que par l'Eglise.

Nulle part le sang des martyrs n'a coulé aussi largement qu'à Rome. Tous les papes jusqu'à Constantin, à l'exception d'un très-petit nombre, ont confirmé de leur mort le témoignage pour la vérité. Le prophète annonce la victoire de l'Église : *Conculcabis leonem et draconem*. S. Augustin dit que cela désigne le persécuteur et l'hérésiarque : « Leo sævit aperte : draco occulte insidiatur. Utramque vim et potestatem habet diabolus : quando martyres occidebantur, leo erat sæviens ; quando hæretici insidiantur, draco est surrepens. » Dans un autre endroit : « Persecutor paganus aperte sævit ut leo, hæreticus insidiatur ut draco. Ille cogit negare Christum, iste docet : ille ingerebat violentias, iste insidias : adversus illum opus erat patientia, adversus hunc opus est vigilantia. »

L'Église a eu ses guerres puniques et ses dissensions intestines, ce sont les schismes ; plus heureuse que l'ancienne Rome, elle a vaincu sans perdre sa propre liberté. Quelle merveilleuse sollicitude les papes n'ont ils point montrée pour la conservation de la foi en Orient ! Que de travaux entrepris pour étouffer l'hérésie sans cesse renaissante ! Combien n'y eut-il pas d'hommes envoyés auprès des Orientaux, comme les prophètes de l'Ancien Testament ! Pendant que les papes instituaient les ordres militaires pour la délivrance de l'Orient, les Grecs suscitaient mille entraves pour empêcher le succès des croisades. La lutte des papes contre l'islamisme a duré mille ans, à partir des premières excursions des Sarrasins au VIIIe siècle jusqu'aux dernières campagnes sur le Danube, au siècle dernier. L'énergie de Rome païenne pour l'extension de ses frontières ne comporte pas d'être comparée au zèle que Rome pontificale a montré pendant tant de siècles afin de sauver l'empire d'Orient.

La conversion des infidèles est une des plus grandes œuvres de Rome pontificale. L'empire romain fit preuve de force en domptant les royaumes et les peuples de la plus grande partie de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie ; mais que ces victoires firent verser de sang ! L'esclavage des peuples fit le bonheur des conquérants. Mais que d'innombrables nations, dans toutes les parties du monde, sans être écrasées par la guerre ni privées de leurs biens et de leur liberté, ni rendues tributaires, soient parvenues à la vraie liberté, qui consiste dans la délivrance des âmes, voilà la vraie gloire de Rome pontificale.

Ce fut, sans doute, une gloire pour Rome païenne de vaincre les rois, de les renverser, ou de les rendre tributaires. Auguste regardait tous les rois comme des membres de l'empire. Tibère se glorifiait d'abattre les rois ennemis ou suspects plutôt par des menaces ou des reproches que par la force. Néron voulut couronner solennellement dans Rome Thiridate, roi d'Arménie.

Rome chrétienne, sans armée et sans l'emploi de la force, a dicté la loi aux rois ; elle les a portés sur le trône et couronnés ; et lorsqu'ils ont prévariqué, elle les a punis.

C'est une chose assez curieuse de faire remarquer ce que disent les rabbins juifs de l'abandon de Rome par Constantin. Ainsi, le rabbin Abraham Levita s'exprime en ces termes : « Constantinus Cæsar legem Nazaræorum confirmavit, et ad eorum cultum ac legem transiit annis 300 post Jesum, juxtam eorumdem computationem. Cessit deinde Roma, eamque sacerdotibus Idumæorum ad hanc usque diem dedit, Constantinopoli ædificata. » Abben Esra, commentateur de Daniel, s'exprime ainsi : « Constantinus decoravit locum Romæ, quæ erat sedes ejus, et reliquit eam iniquitati, quæ appellatur Petrus. »

Après la translation de l'empire à Constantinople, Rome n'a jamais été le siége des empereurs ; ils ont résidé à Trèves, à Ravenne, à Milan ; mais à Rome, comme siége de leur empire, jamais.

Abraham Bzovius (c. 43) prouve que Charlemagne ne tint la couronne impériale que du pape : « Carolus,

non a successione hæreditaria, nam illi nihil cum Augustulo, aut Odoacre ; non a Deo immediate, nam ejus rei, aut nihil in Scripturis aut in recenti revelatione non a senatu populoque Romano, qui tunc temporis nihil amplius in creandis imperatoribus juris suffragandi habebat ; non a donatione Græcorum, qui creationem Caroli indigne ferebant ; non jure belli, qui numquam aut Romanam urbem, aut totum imperium armis cepit ; sed ab auctoritate pontificis, qua in universas Christi oves præstans, habet illas pascere, tueri, servare, salutemque universorum curare, imperii sceptrum in Occidente accepit. »

La création de la dignité impériale et le couronnement des empereurs pendant mille ans ont été une grande gloire pour Rome pontificale. Les rois de Pologne et de Hongrie sont redevables de leur couronne au pape. Urbain II couronna le premier roi d'Écosse ; Eugène III, celui de Portugal.

Stapleton parle ensuite des chefs-d'œuvre artistiques de Rome païenne. Tout cela, dit-il, ne profitait qu'au sensualisme, à l'ostentation, ou à l'impieté, si l'on en excepte les aqueducs et les greniers d'abondance ; or les papes les ont rétablis.

Rome païenne n'avait aucun hôpital pour les pauvres, aucun hospice d'enfants exposés, aucun collége gratuit, aucun orphelinat, aucun gymnase pour l'enseignement public des sciences. En revanche, elle possédait deux amphithéâtres, deux théâtres, cinq cirques, douze thermes, trente-six arcs de triomphe, quarante-cinq lupanars, et d'autres établissements qui occupaient presque la moitié de la ville.

Rome pontificale renferme trente hôpitaux, vingt colléges d'éducation, trois universités publiques, plus de trente orphelinats, et une quantité innombrable d'établissements de charité. Le nombre et la richesse des églises surpassent tous les temples de l'antiquité.

Il fallut 228 ans pour construire le temple de Diane à Ephèse, et vingt-sept rois de l'Asie y contribuèrent. La basilique de Saint-Pierre a été achevée en 80 ans.

VII

DIPLOMES DE SAINT GRÉGOIRE

On remarque dans le Regeste de S. Grégoire le Grand un ou deux diplômes munis d'une clause ainsi conçue : « Si quelqu'un des rois, des prêtres ou des juges transgresse notre diplôme, qu'il soit privé de la dignité de son honneur et de son pouvoir : *Si quis regum, sacerdotum, judicum etc., honoris potestatisque suæ dignitate careat etc.* C'est ce que portent tous les manuscrits et toutes les éditions.

La clause semble étrange. Mais est-on bien certain qu'elle soit authentique ? Est-il vraisemblable qu'au sixième siècle S. Grégoire le Grand ait eu l'intention de déposer les rois ?

Le diplôme regarde un monastère de nonnes établi à Autun. Le pape accorde certaines immunités temporelles. Il ordonne que les biens soient inviolables.

Y a-t-il quelque rapport entre les biens d'un couvent de nonnes et la déposition dont les rois sont menacés par S. Grégoire ?

Il est étrange que le diplôme ne parle pas explicitement des évêques, qui sont mieux en position que tout autre de transgresser le privilége pontifical : *Si quis regum, sacerdotum, judicum etc.* Rien qui regarde l'évêque. On peut répondre il est vrai que, dans le style du temps, le mot *sacerdotes* désigne les évêques.

Les diplômes des successeurs de S. Grégoire ne présentent jamais la clause en question. Elle ne reparaît que vers la fin du dixième siècle. La chancellerie romaine a pourtant l'habitude de reproduire constamment les clauses qui sont une fois admises dans le style des diplômes.

Ces considérations, et d'autres que Montalembert énonce, semblent permettre de supposer que la clause *Si quis regum* est apocryphe. (*Moines d'Occident*, 3e édition.)

Est-ce une interpolation ? Est-ce altération du texte ?

Il est permis de supposer que S. Grégoire a écrit : *Si quis episcoporum* etc. ; plus tard les copistes, abrégeant le mot, ont mis *epum*. Dans la suite on a cru devoir lire *regum* ; c'est ainsi que la terrible menace *Si quis regum..... dignitate careat*, s'est formée par la méprise des copistes et a reparu dans les diplômes du dixième siècle.

Au surplus, fût-il démontré que S. Grégoire le Grand a menacé de déposition les rois qui ne respecteraient pas le diplôme en question, on ne peut prendre dans ce document un argument décisif, parce que le texte officiel authentique manque entièrement. Il n'a été inséré dans aucun code et aucun recueil faisant loi dans l'Eglise.

VIII

CONSULTATION DU PAPE ZACHARIE

Le problème historique concernant le pape Zacharie a été traité à fond dans la précédente série des *Analecta*, 145e livraison. Nous nous bornons à résumer la question.

La consultation du pape Zacharie n'est pas certaine ; c'est probablement un fait absolument apocryphe.

Les annalistes contemporains n'en disent mot. Ce n'est qu'à la fin du neuvième siècle, c'est-à-dire cent cinquante ans après l'événement, que l'on voit apparaître la première mention de la célèbre décision qui amena le changement de dynastie.

Le biographe de S. Boniface de Mayence écrivit son livre pendant le règne de Pépin le Bref. Son silence est inexplicable, si Boniface reçut reçut réellement du pape Zacharie la mission de sacrer Pépin le Bref, comme prétend la légende. Il résulte au contraire de la biographie que S. Boniface était gravement malade à l'époque de l'avénement de Pépin. Cette maladie obligea S. Boniface de prendre un coadjuteur. Comment aurait-il pu entreprendre le voyage de Mayence ou de Fulde jusqu'à Soissons pour sacrer le nouveau roi ?

Autre difficulté. Il paraît tout à fait certain que le pape Etienne II, venu en France l'an 754, sacra Pépin et ses deux fils à Saint-Denis ; Pépin aurait donc été sacré deux fois, s'il était vrai qu'il eût déjà été sacré à Soissons par S. Boniface deux ans auparavant.

Le couronnement peut être renouvelé. Les empereurs d'Allemagne prenaient à Cologne la couronne d'argent, à Monza près Milan la couronne de fer, et à Rome la couronne d'or. Mais la cérémonie liturgique du sacre n'a lieu qu'une fois sur la même personne.

Pendant le règne de Charlemagne, sous Louis le Débonnaire, et jusque vers la fin du neuvième siècle, on ne trouve aucun historien qui rapporte que le pape Zacharie, consulté par les Francs sur la translation de la couronne, décida en faveur de Pepin le Bref Les chroniques du temps ont été recueillies dans la grande collection de Bouquet, et récemment dans le *Monumenta Germaniæ* de Pertz. On n'y trouve aucun vestige de la légende.

Vers la fin du neuvième siècle, des chroniques rédigées en Allemagne commencèrent à relater la légende. Mais les chroniqueurs ne s'accordent ni sur l'époque ni sur le pape qui aurait rendu cette décision; car les uns l'attribuent au pape Zacharie, au lieu que les autres veulent que ce soit Etienne II, qui, à l'époque de son voyage en France, ordonna l'élévation de Pepin au trône de France.

Les historiens modernes sont partagés sur la question. Lecointe, dans ses Annales de France, a rédigé une longue dissertation pour montrer l'invraisemblance de la prétendue consultation que les Francs auraient adressée au pape Zacharie.

Il suit de là que le fait est fort douteux. Il n'est donc pas possible d'argumenter de ce fait, comme s'il était certain et démontré.

Les écrivains qui l'ont allégué pour prouver leur thèse ont commis une étrange méprise.

IX

LE REGESTE DE S. GRÉGOIRE VII.

Les lettres de S. Grégoire VII seraient d'une haute importance pour établir les relations juridiques du sacerdoce et de l'empire, si l'authenticité de ces documents se trouvait à l'abri de toute contestation.

On conserve à Rome le Regeste de Grégoire VII. Est-ce le Regeste original, ou bien une copie?

Ce n'est qu'une copie qui est loin de renfermer tous les actes du pontificat. En effet les chroniqueurs du temps citent des lettres qui ne sont pas dans le Regeste romain.

Une autre difficulté est que ce regeste renferme des pièces suspectes et extrêmement douteuses, par exemple le fameux *Dictatus* dont la forme ne peut être celle d'un acte pontifical.

Dans ces dernières années, deux historiens ont traité la question de l'authenticité du Regeste dont il s'agit. Giesebrecht, qui a examiné le manuscrit du Vatican, a rédigé une note assez longue que Jaffé a publiée dans son *Regesta Romanorum pontificum*, à l'article de S. Grégoire VII.

Nous croyons devoir placer ce mémoire sous les yeux de nos lecteurs, afin qu'ils connaissent précisément la question.

In adornandis Gregorii VII regestis mihi contigit, ut optatissimo uti præsidio liceret, quod quidem situm in veterrimo registri codice Vaticano est, omnium qui exstant et manu scriptorum codicum et editionum fonte. Willelmus enim Giesebrecht V. Cl., quum thesauris bibliothecarum et tabulariorum Italicorum ante aliquot annos fruenti aditus ad præstantissimum illum codicem pateret, genuinas ejus lectiones, a quibus haud raro editiones male recedunt, diligenter perscripsit, posteaque, ut locupletarem meum librum, benigne ac liberaliter mecum communicavit. Auxit etiam largitatem muneris, quod quum ab eo petiissem, de proprietate codicis virtutequc ut in meum usum persequeretur scriptura, qua est comitate non dubitavit, quin utilem gratamque, quæ habetur infra, ad me mitteret commentationem. Equidem codicem Vaticanum, ut par fuit, nusquam non secutus, ubi editiones in chronicis signis menda continent, utramque lectionem inter uncos apposui; neque, quam Mansi affert codicis Mutinensis varietatem, ne deesset lectori, prætermittendam putavi.

Gregorii bullæ nomina testium non præbent. Sententia in iis legitur hæc : « Miserationes tuæ Domine super omnia opera tua. » (3625, 3758, 3764, 3806, 3828, 3919, 3965, 3967, 3979, 3982).

Scriptæ per cujus manum bullæ sint, non plus quam semel indicatur :

p. m. Benjamin notarii sacri palatii (3987).

Datæ sunt

p. m. Petri S. R. E. presbyteri cardinalis ac bibliothecarii (3606, 3609, 3624, 3625, 3697, 3703, 3727, 3728, 3729, 3733, 3735, 3758, 3764, 3800, 3808, 3828, 3855, 3919, 3920, 3966, 3967, 3968)

p. m. Petri cancellarii atque cardinalis (3806)

p. m. Cononis cardinalis presbyteri (3787)

p. m. Iohannis R. E. diaconi cardinalis (3814)

p. m. Benjamin fungentis vice Petri S. R. E. presbyteri cardinalis et bibliothecarii (3965)

p. m. Gregorii S. R. E diaconi (3973).

W. Giesebrechti autem commentatio, de qua supra dixi scripta his verbis est :

« Gregorii VII Registrum, quod usque ad nostra tempora, pervenit, non idem esse ac verum illud et genuinum, quod publica auctoritate olim recepto in curia Romana more compositum erat, quum multæ epistolæ, quas aliunde notas frustra quæsiveris, satis ostendunt, tum ex eo intelligitur, quod quæ ipse Gregorius in illo scripta esse apertis verbis refert, nusquam reperiuntur. (Lib. VII, ep. 16). Persuasum igitur habemus, id quod vocant Registrum nihil esse aliud, nisi collectionem epistolarum a scriptore nescio quo confectam atque in lucem prolatam, ut rerum gestarum curiosis pro virili parte consuleret, magnumque Gregorii nomen posteritati commendaret. Quam collectionem jam paulo post obitum hujus papæ conscriptam, moxque et in Italia et in Germania innotuisse, Deusdedit cardinalis Romanus in collect. can. (Steph. Borgia del Dominio temporale, App. p. 13 seq.) et Bernoldus Constantiensis in Chron. ad annum 1085 testes sunt.

« In undecim libros, quorum decimus injuria temporum interierit, opus dispositum fuisse, editores uno ore confirmant, neque dubitare videntur, quin conservato justo ordine temporum epistolæ suo quæque loco positæ sint. Attamen, si paulo accuratius perlustraveris, facile animadvertes, inde ab initio libri VIII omnes fere litteras indictione, plurimas vel die, quo datæ sint, carere; quanquam in prioribus septem libris indictio et dies fere semper diligenter diffiniuntur. Fieri certe nequit, quin ea re scrupulum nobis injiciatur, et critica arte adhibita inveniemus, nequaquam eo, quo nunc eduntur ordine, sed diversis temporibus eas litteras scriptas esse et sæpe inferiorem nunc locum obtinere, quæ ante positis multo priores extiterint. Neglexit igitur, qui Registrum com-

posuit, in extrema operis parte temporum ordinem, quem per septem priores libros diligenter tuitus erat. Quod sane non sine gravi causa admisit, quamvis, quæ fuerit, conjectura modo augurari possimus. Ex mea sententia usque ad finem septimi libri vero et genuino Gregorii VII Registro usus ea, quæ notatu digna videbantur, inde decerpsit : ipsius papæ litteras, acta conciliorum, epistolas ad papam datas, notas de ordinatione episcoporum etc., quæ omnia eodem, quo in Registro erant, ordine in suum librum describenda curavit. Deinde vero ab initio libri VIII hoc valido præsidio destitutus, sive Registrum papæ gravissimis illis temporibus (1080 — 1085) omnino non confectum, sive Gregorio mortuo Salerni relictum erat, sine ordine, quascunque sors et fortuna e diversis locis ei obtulerat, epistolas compegit. Ita accidisse videtur, ut quum in priore parte singulis pontificatus annis singuli libri responderent, et epistolæ eodem anno datæ eodem quoque libro conjungerentur, in posteriore parte hic ordo plane negligeretur.

« Vehementer vero dubitandum est, num ea librorum descriptio quam nunc editiones exhibent, auctoritatem habeat vetustatis. Jam id suspicionem movet, quod Deusdedit cardinalis ex septimo libro, qui apud nos omnino 28 epistolas continet, 70am et 75am, et ex octavo quamquam in editionibus non supra 23am progreditur, 29am et 30am laudat. Quod ad septimum quidem librum, aut aliquis error in numeris latet, aut Deusdedit exemplari nostris locupletiore utebatur; nam quæ laudantur epistolæ in nostris 19a et 21a ejusdem libri sunt. Aliter de octavo libro sentiendum est, eæ enim epistolæ, quas ex hoc commemorat, nunc in nono libro reperiuntur, ubi 6a et 7a numerantur. Unde in exemplo ejus octavum et nonum librum conjunctum fuisse, probabile et verisimile videatur.

« Sed ut certi aliquid de hac re statuamus, ad codices Registri manu scriptos nos vertamus necesse est. Haud raro in bibliothecis Italicis inveniuntur. Ipse iter per Italiam faciens, Romæ duos in archivio Vaticano, quinque in bibliotheca Vaticana (Codd. 3797, 4579, 4906, 4907, 5638), unum Vallicellianum (Cod. C. 17) revolvi ; Venetiis unum in bibliotheca sancti Marci inspexi ; Mutinensem laudat et in usum suum vertit Joannes Dominicus Mansi. Sed omnes hi libri recentioris sunt ætatis, non ante sæc. XVI vel XVII confecti, præter unum illum, qui antiquior in archivio Vaticano exstat, quemque reliquorum omnium tanquam fontem et originem habendum esse, facile probari potest. Ex eodem quoque Antonius Caraffa primus Registrum typis exscribendum curavit et omnes, qui post eum novam editionem instituendam susceperant, nihil aliud egerant, quam ut Caraffæ lectionem, licet plurimis locis valde mendosam, inconsulte ad litteram repeterent, nisi forte lenior sententia ferenda est et de Harduino, nonnulla de conjectura haud male emendante, et de Dominico Mansi, quem codice Mutinensi usum esse jam supra retuli. Antiquissimum vero Vaticanum librum, qui summa cum cura adiri debebat, cum nullus esset fide dignior, post Caraffam nemo non neglexit. Unde factum est, ut usque ad hunc diem omnes Registri editiones plurimis gravissimisque vitiis scaterent. Quæ cum ita sint, facile artis criticæ peritissimus quisque concedet, omnes quæstiones, quæ de indole ac conditione Registri proponantur, totas in hoc ipso codice versari, neque dirimi posse, nisi accurate examinatus fuerit.

« Est vero membranaceus in 4 min., litteris Latinis, quo genere sub fine sæc. XI in usu erant, exaratus; 258 folia continet. In primo quaternione post præfixo manu sæc. XIV scripta inveniuntur et privilegium quoddam monasterii apud Bantium et documenta, die 10 mensis octobr. a. 1369 data, quæ ad Joannem Palæologum ad ecclesiam Romanam reversum pertinent. Tum Registrum excipit his verbis : « In Dei nomine. Incipit liber primus Registri septimi Gregorii papæ. Anno dominicæ incarnationis millesimo LXXIII, indictione XI, regnante domino nostro » etc. Diversis manibus exaratum est, coævis tamen et tanta similitudine, ut eas subtiliter discerni haud parvi negotii sit; nec non sæpius eadem manus, quam jam in priore operis parte deprehenderis, postea iterum iterumque recurrit. Litteræ, quæ nunc primæ ponuntur in libro undecimo, alia manu scriptæ sunt ac præcedentes, rursusque manu plane ab illa diversa eæ, quæ sequuntur et finem Registro imponunt, Multa deleta, mutata, correcta invenies, ut facile in eam sententiam adduci possis, codicem ipsius fuisse, qui collectionem instituerit. Quod ego non enixe contenderim, iterum monens, fieri potuisse, ut Deusdedit cardinalis locupletiore exemplo uteretur. Quod ad descriptionem librorum, suus cuique titulus rubro colore præscriptus est, ac quidem iisdem manibus, quæ ipsas epistolas exararunt, usque ad librum sextum, neque memoratu indignum videatur, codicem Venetum hos tantummodo sex priorum librorum agnoscere titulos. Liber VII et VIII in codice Vaticano eosdem quidem, quos in editionibus, titulos ferunt, eosque rubro colore insignitos, sed relictis lacunis manus paullo recentior, ni fallor sæc. XII exeuntis, eos inscripsit. Denique librarius quidam, qui multo post confectum librum manum imposuit, post epistolam 23 libri VIII, ubi nullum sane indicium vel signum novi libri exstitit, hæc verba atramento interposuit : « Ex libro VIII Registri ejusdem Gregorii papæ septimi ». Idemque post epistolam ad Flandrenses (Mansi Coll. Conc. XX, p. 370) novam inscriptionem adjecit : « Incipit liber X » ; tum vero correxit XI. Singulis epistolis scribæ, cum ipsum Registrum conficerent, neque inscriptiones neque numeros adjunxerunt. Ille vero, qui titulos VII et VIII supplevit, etiam inscriptiones epistolis usque ad finem Registri et numeros Latinos usque ad ep. 47 libri secundi rubro colore adjecit. Post atramento numeros Latinos prosecutus est usque ad ep. 9 libri tertii librarius ille, qui novos titulos libri VIIII et XI commentus erat. Quæ sequuntur epistolæ decimo quarto demum sæculo Arabicis notis signatæ sunt haud dubie ab eodem scriptore, qui indicem Registri composuit. Epistolis enim Gregorianis, f. 237 ad finem perductis, in iis, quæ restant, foliis sæc. XIV ndex additus est, hoc modo initium sumens :

« Incipit Registrum Epistolarum et Conciliorum Domini Gregorii septimi sanctissimi et gloriosissimi Romanorum pontificis, qui electus fuit post mortem Domini Alexandri II in ecclesia sancti Salvatoris anno Dominicæ Incarnationis MLXXIII »

« Habetur autem in hoc libro ejus memoria per XI annos tantum, secundum quos volumen hoc in XI libros partitum est, gestis ejus singulis illorum annorum in uno libro contentis.

« Habet primus liber epistolas numero 84.

« Secundus vero habet epistolas numero 76.

« Tertius vero habet epistolas numero 21.

« Quartus habet epistolas numero 28.

« Quintus habet epistolas numero 23.

« Sextus habet epistolas numero 40.

« Septimus quidem habet epistolas 27.

« Octavus autem habet epistolas 23.

« Nonus vero habet epistolas 35.

« Decimus vero liber non est, vel est error in libro et particione librorum.

« Undecimus habet epistolas duas.

« In quolibet libro est Registrum celebrationis concilii, quod in quolibet istorum annorum legitur celebrasse. Sunt multa eciam principum juramenta, aliqua decreta et hujusmodi, que in ipsa tabula patefiunt.

« Ex iis, quæ hactenus de codice Vaticano disputavi, mani-

festo, nisi fallor, patet, Gregorii epistolas antiquitus in octo non in undecim libros distributas fuisse, et ita quidem, ut priores septem libri ex ordine veri Registri ad singulos annos pontificatus responderent, in octavum vero reliquas epistolas annorum ratione non habita scriptor rejiceret. Tantum ergo abest, ut decimus liber injuria temporum interierit, ut vere, nunquam extiterit. Prima sinceraque Registri dispositio postea jam in ipso codice Vaticano a librario quodam mutata est, qui ratione operis minime perspecta, omnes ejus libros in singulos pontificatus annos convenire voluit et hanc ob causam octavum librum in plures dividit. Quam novam librorum distributionem deinde plerique codices et omnes editiones ex codice Vaticano receperunt. »

Quelques années plus tard, Jaffé a traité de nouveau la question dans le volume du *Bibliotheca rerum Germanicarum*, qu'il a consacré aux actes de S.Grégoire VII.

L'importance du sujet nous détermine à publier ce travail de l'historien allemand, lequel corrige, sur certains points, les aperçus de Giesebrecht.

Fuisse jam superioribus sæculis hunc ecclesiæ Romanæ morem, ad constantiam et perpetuitatem consiliorum negotiorumque servandam perquam idoneum, ut exempla omnium epistolarum, a summis pontificibus jussarum scribi, in eos libros, qui sunt Regesta sive Registra dicti, accurate referrentur, notissima res est alioque loco multis comprobata argumentis. Nec quidquam profecto videretur minus, quam prætermissa esse necessaria hæc communisque antecessorum consuetudo a septimo Gregorio, homine ingeniosissimo, etiamsi ipse mentionem ejus rei minime obscuram non protulisset infra in libri VIII epistola 54 ad Hugonem episcopum Diensem missa. Ibi enim : « Quod a nobis, inquit, factum nequaquam recolimus, nec in registro nostro hujus causæ litteras reperire potuimus; noverit itaque prudentia tua, quia multa tamquam a nobis deferuntur et scripta et dicta, nobis nescientibus. » Quibus ex verbis perspectu facillimum est, copiosa illa epistolarum universarum volumina sub isto etiam pontifice confecta esse, quo et omnino res papalis administraretur severius et illud quoque luxurians adulterinarum litterarum genus facilius dignosceretur. At quod exitium toti fere accidit regestorum papalium seriei ad annum 1198 usque deductæ, in idem Gregorii VII quoque monumenta illa pretiosissima quin sint delapsa, non potest esse dubium.

Nihilo secius proditum nobis est opus, quod item registrum Gregorii VII dicitur cujusque sunt codices calamo scripti. Quorum quidem non veterrimus modo, verum etiam præstantissimus, immo ceteros ex eo ipso deductos (1) penitus obscurans, in tabulario Vaticano servatur. Is est foliorum 258, membranaceus, forma quadrata, conscriptus a variis sæculi XI librariis ; de quo in ea, quæ in Regestis pontificum Romanorum p. 402-405 a me edita est, commentatione exposuit Willelmus Giesebrecht.

Atqui apertissimum est, alium fuisse permagnum illud omnium litterarum pontificiarum corpus, alium hunc quem habemus librum. Quod jam illis ab omni suspicione remotis declaratur epistolis, passim repertis a meque collectis et pone registrum proponendis, quæ, quia in eo quod superest opere desiderantur, magno argumento esse debent, hoc idem nequaquam esse principale registrum. Eamdem rem deinde ostendit omnino ipsa paucitas epistolarum in hoc opere collocatarum. Quis enim crederet, potuisse contingere Gregorio VII pontifici imperium ecclesiamque acerrime concutienti, ut vel toto tertio pontificatus anno non dimitteret plus quam eas, quæ in tertio registri hujus libro insunt, epistolas viginti unam, vel quarto anno non plus quam libri quarti epistolas viginti octo (1).

Sunt autem in promptu indicia nequaquam dubitanda, minus quod remansit opus provenisse ex ipso perdito registro majore. Talis enim in hoc inest varietas epistolarum eæque plurimum sunt tam æqualiter et continue per tempora dispositæ, ut opus ipso sæculo XI — quo quidem expeditum esse jam ex codicis, cujus supra mentio facta est, ætate intelligimus — aliunde prorsus non potuerit effici. Eidemque operis ortui fidem affert tum Registri titulus, e majore corpore translatus, tum librorum annuis spatiis circumscriptorum distinctio.

Et in libros quidem, eosque ad indictiones digestos, jam Gregorii I regesta, quæ una ante Gregorium VII plene salva habentur, distributa esse scimus, ut uno quoque libro temporis annui litteræ inde a die 1 m. septembris ad diem 31 m. augusti usque inessent. Gregorii VII autem quod periit, registrum majus, quemadmodum e minore censeamus oportet, per annos pontificatus a die consecrationis (a die 30 m. junii) initium capientes divisum erat, excepto et primo libro ampliore ab electionis die (a die 22 m. Aprilis) exordiente et novissimo libro breviore in die mortis (in die 25 maii a. 1085) terminato. Sequitur, ut amissi registri majoris fuerint libri duodecim, hæc tempora complexi :

Liber	I	a d. 22 Apr. 1073	ad	d. 29 Junii	1074
-	II	- d. 30 Junii 1074	-	d. 29 Junii	1075
-	III	- d. 30 Junii 1075	-	d. 29 Junii	1076
-	IV	- d. 30 Junii 1076	-	d. 29 Junii	1077
-	V	- d. 30 Junii 1077	-	d. 29 Junii	1078

(1) Hanc sub rationem cadere octo, quos in bibliothecis Italicis vidit, codices ms., testis est Willelmus Giesebrecht in commentatione, cujus mentionem faciam sæpius, atque in libello De Gregorii VII registro emendando p. 43; et alterum quidem tabularii Vaticani codicem, bibliothecæ Vaticanæ codices quinque : 3797, 4579, 4906, 4907, 5638, Vallicellianum C. 17, Venetum bibliothecæ S. Marci App. Cl. III 19, omnes partim sæculo XVI partim sæc. XVII factos. — Eadem sententia erit de codice Pommersteldensi 2691 chartaceo sæc. XVII, de quo cf. Archiv für altere deutsche Geschichtskunde IX 527 ; hic enim bullam monachis Bantinis a Gregorio VII tributam continet, quam veteri Vaticano præfixam esse docet Giesebrecht l. l. — Sed sæculi XII est codex quondam Claravallensis, cujus in chronico circiter anno 1250 formato Albericus monachus (ap. Leibnitium, Access. hist. II 129) meminit sic : « Registratum hujus septimi Gregorii, id est Hildebrandi, apud Claramvallem invenitur », quique ibidem anno 1695 a Stephano Baluzio perlustratus est, et hodie in bibliotheca Trecensi reperitur (V. Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques des départements, Paris 1855, II 392 : N. 952 Registrum epistolarum Gregorii papæ VII, XII siècle, Clairvaux G. 60; on lit au bas de la dernière page la note suivante : « Contuli anno 1695 mense octobri, Stephanus Baluzius »). Hoc ex codice, ex « veteri » enim « codice ms. monasterii Clarevallensis », Bertranni comitis Arelatensis ad Gregorium epistolam edidit Baluzius Miscell. (Lutetiæ 1715) VII 128; quam quidem epistolam alius quoque bibliothecæ Valliscellariæ (Vaucelles diœc. Cameracensis) codex ms. B. 26 post registri Lib. IX ep. 26 (i. e. post VIII 49) præbuit editoribus Galliæ Christianæ I 606. Similis horum est codex Mutinensis sæc. XVI cujus lectiones, in quibus quidem parum momenti inest, attulit Mansi, registrum edens in Conciliorum collectionis tomo XX; ibi enim post lib. IX ep. 30 (i. e. post VIII 53) eadem illa Bertranni comitis epistola legitur, v. Mansi l. l, p. 363.

(1) Nec vero juste usus est in commentatione p. 403 Willelmus Giesebrecht epistola 16 libri VII, ubi referre Gregorium rebatur, ea in registro scripta esse, quæ in opere servato non reperiantur. « In registro nostro » enim inquit Gregorius in epistola illa ad Hubertum episcopum Tarvannensem missa : « legitur, te ab (Huberto) hujus sanctæ sedis legato apud Monasteriolum hereticum publice convictum. » Quod quidem in L. IV ep. 10 ad Adilam comitissam reapse invenitur sic : « neque Huberti archidiaconi » (post episcopi) « verba suscipiatis, — quia, ut audivimus, in heresim lapsus est — et ab Huberto legato hujus sanctæ Romanæ sedis apud Monasteriolum publice est convictus. »

Liber VI a d. 30 Junii 1078 ad d. 29 Junii 1079
- VII - d. 30 Junii 1079 - d. 29 Junii 1080
- VIII - d. 30 Junii 1080 - d. 29 Junii 1081
- IX - d. 30 Junii 1081 - d. 29 Junii 1082
- X - d. 30 Junii 1082 - d. 29 Junii 1083
- XI - d. 30 Junii 1083 - d. 29 Junii 1084
- XII - d. 30 Junii 1084 - d. 25 Maii 1085

Permagni refert intelligere, his perditi registri majoris ibris quatenus libri minoris registri respondeant. Nec vero habet istud omnino nisi libros octo, quorum quidem primi septem terminis superiore tabula descriptis plane continentur. Sunt enim litteræ positæ

in libro I a d. 22 Apr. 1073 ad d. 15 Junii 1074
- - II - d. 28 Aug. 1074 - d. 17 Junii 1075
- - III - d. 20 Julii 1075 - . . . . Junium 1076
- - IV - d. 25 Julii 1076 - d. 28 Junii 1077
- - V - d. 11 Aug. 1077 - d. 22 Maii 1078
- - VI - d. 1 Julii 1078 - d. 28 Junii 1079
- - VII - d. 23 Sept. 1079 - d. 8 Maii 1080

Alia de octavo libro sententia est. Jam septem prima capita (1, 1 a, 1 b, 1 c, 2, 3, 4), quæ quidem ad dies 6, 27, 29 mensis junii a. 1080 pertinent, ab hoc libro abhorrent; licet ista nemo neget sive errore scribentis sive incuria de extremo libro VII in limen libri VIII trajecta esse. Nam quæ iisdem capitibus succedunt epistolæ 5-32, etsi subscripta indictione vacent plerumque — cum inde a die 21 julii (1080) usque ad diem 28 aprilis (1081) omnino anni ordinem observent, capitaque 20 (febr.) et 29 (18 apr.) definite anno 1081 attributa sint — similem cum superiorum librorum epistolis rationem continentes, ad octavum pontificatus annum referendæ sunt, ideoque ex octavo registri majoris libro pendent At contra, quæ bis octavi pontificatus anni litteris subjectæ sunt, epistolæ 33-60, quibus finis et libri octavi et totius operis affertur, eas admodum confusas variisque annis scriptas esse videmus; velut caput 35, ad diem 25 augusti 1081 pertinens, ex nono pontificatus anno, et caput 58, quod ad diem 20 novembris a. 1083 spectat, e pontificatus anno undecimo esse, facile apparet.

Quibus rebus in hanc necessario sententiam ducimur, ut censeamus, registrum minus paullo ante auspicatum majoris registri librum nonum, id est brevi ante diem 30 junii 1081 prodiisse; seriusque epistolas 33-60 jam non ex ipso registro majore sed ex indigestis subsidiis adjectas esse.

Nec vero recte judicaret, qui illam extremi registri minoris perturbationem arbitraretur inde ortam esse, quia ipsius majoris registri libri posteriores quibuscunque de causis omnino non fuissent. Testis est enim veterrimus ille minoris registri codex, accessisse ad idem inferiores ætate correctores duos, ultimis majoris registri libris evidenter usos. Eorum alter sæculo XIII cum — undenam, nisi ex ipso majore registro — novissimarum registri minores rerum perturbationem intellexisset, epistolæ VIII 36 sobrie adjecit notam hanc : « Hec epistola, hic errore scriptoris posita, debuit inferius scribi, » et epistolæ VIII 45 istam : « Hæc similiter epistola debuit in superioribus scribi. » Alter, eodem utique majoris registri præsidio vitium illud minoris doctus, cupidus castigandi nec tamen ea qua opus erat cautione usus, epistolæ VIII 24 præposuit lemma hoc : « Ex libro VIIII registri ejusdem Gregorii papæ VII, » et epistolæ VIII 59 hoc : « Incipit liber X, » posteaque muravit X in XI, ut legeretur : « Incipit liber XI. » Sic igitur non refecto epistolarum illarum ordine, sed amplius conturbato effecit is, ut in editionibus registri adhuc paratis liber octavus non haberet nisi epistolas 23, ejusdemque epistolis 24-57 nonus liber, et epistolis 58-60 liber undecimus prave constituerentur.

Itaque cum id, quod mansit, registrum minus constet ex majore illo in ipsius ecclesiæ Romanæ usum instituto opere haustum esse, idemque jam ante initum pontificatus Gregoriani annum octavum, ante diem 30 junii a. 1081, exstitisse, quis privato consilio potuisse quempiam arbitretur ejusmodi opus vivo ipso Gregorio et fidenter sibi proponere et adducere ad effectum? Quin immo nihil magis patere puto, quam non vivente solum, sed etiam jubente Gregorio hunc librum conscriptum esse.

Cujus vero utilitatis causa eundem laborem perfici jusserit pontifex, facile cognitu videtur. Nam sacerdotio imperioque gravissime inter se discordantibus, cum esset eo ventum, ut doctrinæ quoque litterarumque armis utrimque dimicaretur, Herimannum episcopum Mettensem scimus e papa exegisse, ut contra adversarios, Henricum IV jure excommunicatum esse negantes, sibi per litteras subveniret, ipsumque Gregorium uberrimam illam celebratissimanque epistolam, vel libellum potius sui defendendi causa scriptum, quod infra legitur L. VIII 21, in publicum dispersisse, Nec multo secus est intentio papæ interpretanda, cunctum registrum minus conficiendum curantis. Habemus igitur, ut meum quidem judicium est, librum ab ipso pontifice hac mente et conscribi et vulgari jussum anno 1081, ut suis et ad totam auctoritatem pontificiam vindicandam et ad ipsius inimicorum impetus frangendos abundantibus litterarum adjumentis succurreret.

Atque his subsidiis quam festinanter uti pars Gregoriana didicerit, satis est signi, quod Bernoldus Constantiensis, monachus S. Blasii posteaque Schafhusensis, jam anno 1085, referens de Gregorio proxime mortuo, nihil præstantius ipso registro nihilque uberius cognitum habuit, unde virtus magni hominis perspici posset. Est enim sic apud illum (1) : « Erat enim (Gregorius) catholicæ religionis ferventissimus institutor et ecclesiasticæ libertatis strenuissimus defensor; noluit sane, ut ecclesiasticus ordo manibus laicorum subjaceret, sed eisdem et morum sanctitate et ordinis dignitate præmineret; quod illum latere non poterit, quicumque ejusdem apostolici regestum diligenter perlegerit (2). »

Eodem propemodum tempore Deusdedit, presbyter cardinalis tituli apostolorum in Eudoxia (3), in conficiendo canonum libro, quem Victori III papæ (1086 mai. 24-1087 sept. 16) dicatum esse testatur præfato, registrum Gregorii sæpius adiit. Cui quidem nihil nisi ipsum nostrum minus, nec non modo majus registrum, sed ne copiosius quidem minoris exemplum, præsto fuisse perspicuum est ex libri ejus fragmentis a Borgia publicatis in Breve istoria del dominio temporale della sede apostolica nelle due Sicilie, in Roma 1789, appendice p. 3-22. Ex quibus enim registri Gregoriani tum libris tum librorum capitibus se allata verba sumpsisse declarat Deusdedit, ea aut ibidem prorsus reperiuntur, aut, si non videntur esse eisdem locis, librarii typographive peccatum in causa est. Verissime enim commemorari videmus : libri I caput VII, II XV, II LXIII, II LXX, IV XXVIII, VIII XXIII, VIIIXXVIII, VIII, XXX; parvulo tantum errore scriptum est I LXVI pro I LXVII, I LXVII pro I LXVIII, II XIII pro II XIII, II XVIII pro II XVIII,

(1) Mon. Germ. SS. V. 444.

(2) Sæculo XII fuit Ratisponæ exemplum registri, ut ex Annalium Ratisponensium circiter anno 1130 conscriptorum verbis intelligi potest, ad annum 1089 (Mon. Germ. SS. XVII 584) relatis his : « Urbanus II — auctor est Hierosolimitani itineris; cujus etiam dux esse voluerat Gregorius VII, ut in ejus regesto legimus ». Cf. Petrum diaconum, qui in Chronico Casinensi (Mon. Germ. SS. VII 755) « se registris Romanorum pontificum Gregorii VII et successorum ejus » usum esse scripsit. Olomuci quoque habuerunt anno 1435 « registrum Gregorii septimi », teste Inventario librorum ecclesiæ Olomucensis in Notizenblatt 1852 p. 168.

(3) De quo v. quæ afferunt Ballerinii in Leonis Magni opp. III, p. CCXCIX sq.

II LXXXIIII pro II LXVIII; neque eo dubitatio afferatur necesse est, quod legitur

VII LXX pro VII XIX

et VII LXXV pro VII XXIV;

etenim in utroque numero liquet pari modo erratum esse, ut L et scriberetur pro I et propter id ipsum fieret prima littera, cum I pænultima deberet esse. —

Typis compluries descriptum registrum est. Quarum editionum princeps ab Antonio Carafa cardinali (1), bibliothecario apostolico, ex illo ipso tunc bibliothecæ Vaticanæ (2) hodie Vaticani tabularii codice veterrimo præparata, post ejus mortem curante Antonio de Aquino (3) prodiit in Epistolarum decretalium summorum pontificum tomo III 549-885, Romæ in ædibus populi Romani 1591. Quæ quidem editio, licet non sit vitiorum expers, at ceteris saltem longe præstat. Quicunque enim postea proponebant opus, ii omnes, illam unam editionem aut ipsam aut jam repetitam in usum suum convertentes, mutando transferendo omittendo atque etiam corrigendo quasi attritum diuturna tractatione librum tradiderunt : Binius anno 1606 Parisiis et Coloniæ Agrippinæ, Concilia generalia T. III P. II 1154-1278 ; regii editores anno 1644 Parisiis, Concilia T. XXVI 8-520 ; Labbeus et Cossartius anno 1671 Lutetiæ, sacrosancta concilia T. X 6-306; Harduinus anno 1714 Parisiis, Acta conciliorum T. VI P. I 1195-1510 ; Coletius anno 1728 Venetiis; Mansi anno 1775 Venetiis, sacrorum conciliorum Collectio T. XX 60-373 ; Migne anno 1853 Parisiis, Patrologia T. CXLVIII 283-644.

Equidem in recolendo Gregorii registro hæc duo potissimum secutus sum, ut et universum corpus a numero et ordine et dispositione capitum secundum codicem illum restituerem et singula rursus capita, quorum unumquodque primitus peculiare fuisse liquet, et a vitiis removerem, quantum ferret facultas, et manca supplerem.

Atque ad cognoscendum codicem Vaticanum cum jam oppido multum contulisset Willelmus Giesebrecht edito libello, qui inscribitur : De Gregorii VII registro emendando Brunsvigæ 1858, ut multo etiam commodius meliusque ex eodem fonte haurirem, idem vir mecum pergrata necessitudine conjunctus registri exemplum quod Romæ viginti abhinc annos e Vaticano castigaverat, mihi præbuit benignissime. Quo factum est, ut, adhibita quoque principe editione, in hoc subsidiorum genere nihil relinqueretur.

Nec vero alius generis auxilia, extra ipsum registrum versantia, quibus vel emaculerentur vel explerentur singula operis capita, defecerunt omnino; licet minor eorum numerus fuerit, quam desiderabam. Nonnulla enim aliunde quam ex registro tracta jam ipsius sæculi XI et sequentis scriptores tradiderunt, velut Bruno de bello Saxonico, Hugo Flaviniacensis, Petrus Pisanus cardinalis, Udalricus Babenbergensis, Paulus Bernridensis. Alia quædam debemus recentioribus viris doctis, qui ex tabulis codicibusque manu scriptis, non locatis in registro, largiti sunt; quorum in numero sunt : Severtius (v. 176, VI 33), Martene et Durand et Morice (v. IV 4, 5 cet.), Hartzhein (v. IV 12 a), Brial (v. IV 13, VIII 46), Baluzius (v. VI 34), Fickler (v. VII 24), Guérard, Marion, Delisle, editores chartularii S. Victoris Massiliensis (v. VIII 29).

(1) Tit. SS. Johannis et Pauli presb.; de quo v. L. D. d'Attichy Flores historiæ cardinalium III 503.

(2) Est enim in margine principis editionis sic : « Extat Gregorii VII registrum in Vaticana bibliotheca. »

(3) V. Antonii de Aquino et Sixti V papæ litteras in fronte tomi I Epistolarum decretalium cet. collocatas.

Ceterum cum ad conjectandi quoque artem recurrere necesse haberem, religiose ducebam semper rationem emendationum a Willelmo Giesebrecht in libello de emendando registro p. 31-46 propositarum. Quas quidem, quemadmodum non omnes temere rejecerim, sic neque avide acceptas a me omnes esse, qui illas fecit, is minime offendetur,

Ainsi l'un et l'autre s'accordent à dire que le manuscrit du Vatican ne peut être accepté comme le Regeste original ; ce n'est qu'une copie, dont l'époque n'est pas bien certaine, et qui ne peut offrir un terrain solide pour la critique.

A plus forte raison, les lettres contenues dans cette copie du Regeste ne peuvent-elles fournir de bonnes preuves pour une discussion doctrinale.

Les actes de S. Grégoire VII attendent un historien capable d'entreprendre une étude approfondie. Il devrait collectionner, en dehors du regeste du Vatican, les actes qui sont rapportés dans les chroniques contemporaines ; ceux qui ont été publiés dans la suite d'après les exemplaires originaux, ou d'après les copies qu'on a retrouvées dans les diverses bibliothèques de l'Europe. Il n'est pas impossible que des archives peu explorées jusqu'à ce jour renferment quelques diplômes inédits.

Cette recherche étant terminée, il serait facile de dresser la liste des actes de Grégoire VII qui sont connus par d'autres sources que le regeste du Vatican ; on pourrait indiquer les lettres dont l'authenticité ne se fonde que sur le Regeste.

Or les lettres qui renferment les maximes les plus absolues sont précisément celles qui ne sont connues que par le regeste du Vatican.

Le manuscrit du Vatican n'étant pas le Regeste original, la chancellerie romaine n'est pas en mesure de délivrer des expéditions légales des diplômes de S. Grégoire VII.

Ces lettres furent imprimées pour la première fois vers la fin du XVIe siècle, dans l'édition des lettres des papes qui parut à Rome sous la direction d'Antoine d'Aquin. On les a reproduites dans les éditions des conciles, Binius, Labbe, Coletti, Mansi, etc.

Ce sont là des éditions privées. Les lettres de S. Grégoire VII n'ont été insérées dans aucun code officiel de l'Église. Le décret de Gratien, lequel n'est pas officiel, contient un certain nombre de fragments.

Il est difficile de puiser des preuves péremptoires dans des documents dont le texte officiel et légal n'existe pas.

L'Église n'a pas assumé officiellement la responsabilité de ces lettres. Qu'elles soient l'œuvre de S. Grégoire ou non, peu importe. Il se peut qu'elles aient eu à l'origine une autorité officielle et légale ; mais aujourd'hui, par la force même des choses, ce ne sont plus que des pièces de caractère privé, parce que l'Eglise n'a pas pris soin de les authentiquer dans les formes légales.

(*La suite prochainement.*)

THEOLOGIE DE BILLUART

Supplément. Actes du Saint-Siége depuis l'époque de Benoît XIV jusqu'à nos jours. — Apologie du cardinal Noris. — Prêt à intérêt. — Constitution dogmatique *Auctorem fidei*. — Actes relatifs au concordat français de 1801. — Réclamations du Saint-Siége contre les articles organiques. — Sociétés secrètes. — Rapports de la raison et de la foi. — Thèses examinées par des théologiens en 1862. — Actes du concile du Vatican. — *Postulata* des évêques. — Constitution relative aux censures canoniques. — De onanismo. — Décisions du Saint-Siége postérieures au concile.

La théologie de Billuart est la seule du dernier siècle qui soit parvenue jusqu'à nous ; Bailly et d'autres sont abandonnés depuis longtemps, mais l'œuvre du célèbre dominicain est devenue classique, surtout depuis vingt-cinq ans, et elle est adoptée par un grand nombre de séminaires. Ce succès n'a rien d'étonnant: il est dû à l'orthodoxie et à la solidité de la doctrine, qui est celle même de S. Thomas. Méthode, clarté, programme des matières, attention à élaguer les questions inutiles, sobriété dans l'usage de la scolastique et, quand le sujet l'exige, des thèses exposées avec tous les développements que la science réclame, tels sont les titres qui expliquent et justifient la faveur dont jouit Billuart. Signalons encore des dissertations historiques, qui sont utiles non pas seulement aux théologiens, mais aussi aux prédicateurs et aux professeurs dans les universités de premier ordre, notamment les questions relatives au jansénisme. Aucun théologien des dix-septième et dix-huitième siècles n'a combattu cette hérésie avec plus d'énergie et plus de succès et n'a plus nettement séparé la doctrine thomiste du semi-calvinisme de Jansénius et de ses disciples.

La nouvelle édition publiée par la Société générale de librairie catholique a paru sous le patronage et la direction de Mgr Lequette, évêque d'Arras; elle est enrichie de notes savantes, surtout en ce qui concerne le *Traité de la justice et des contrats*. Ces notes étaient nécessaires pour l'enseignement classique, afin de mettre en harmonie les dispositions du droit civil avec les principes théologiques.

Mais ces notes, quelque précieuses qu'elles soient, ne pouvaient suffire. Billuart est mort en 1757 ; depuis cette époque le Saint-Siége a rendu un très-grand nombre de décisions doctrinales et disciplinaires que notre savant théologien n'a pu connaître et utiliser. Il y a eu notamment la célèbre bulle de Pie VI *Auctorem fidei* qui a frappé le jansénisme au cœur en poursuivant ce Protée, habile à changer de forme et de couleur pour se soustraire à l'autorité de l'Eglise. Billuart, qui avait attaqué le jansénisme avec tant de vigueur, n'a pu mettre à profit les décisions précises par lesquelles Pie VI a stigmatisé les erreurs jansénistes et fixé clairement pour chacune le sens condamné par l'Eglise. En outre, le Saint-Siége, qui n'a jamais été plus consulté de toutes les parties du monde que dans ces derniers temps, a tranché un très-grand nombre de difficultés, soit pour la doctrine, soit pour la discipline et la morale. Tout cela a montré la nécessité de publier un volume supplémentaire qui renfermât les actes et les décisions du Saint-Siége jusqu'à nos jours. Ce volume renferme 102 documents ; le premier remonte au pontificat de Benoît XIV ; le dernier porte la date du 5 juin 1877.

I

Les dix premiers documents sont empruntés au pontificat du savant Benoît XIV ; nous remarquons particulièrement la lettre du souverain pontife à l'inquisiteur général d'Espagne pour l'apologie du cardinal Noris. Benoît XIV y montre la circonspection du Saint-Siége dans l'examen des ouvrages et l'extrême indulgence dont il use avant de frapper les livres des écrivains très-distingués et qui ont rendu des services à la religion ; il parle des Bollandistes, de Tillemont, de Bossuet. Cette lettre est peu connue et ne se trouve pas dans le Bullaire du savant pontife. Les deux frères Ballerini, si célèbres par leur science, la firent paraître en tête de leur édition des *Œuvres du cardinal Noris*. Elle fut réimprimée à Rome en 1854, en une feuille volante, à l'époque où les cardinaux de l'Index et du Saint-Office examinaient les ouvrages de Rosmini.

L'éditeur du volume que nous étudions a donc été fort bien inspiré en insérant cette lettre dans son recueil.

La lettre apologétique mérite d'autant plus d'être rapportée dans les *Analecta* que nous avons publié la lettre de ce pontife à Muratori, laquelle concerne la même question (*Analecta*, 16e série.)

Epistola Benedicti XIV apologetica pro cardinali Henrico Norisio ad supremum Hispaniæ inquisitorem. Benedictus papa XIV. — Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem. — Dum præterito mense junio, ut aere liberiori frueremur, in arce Castri Gandulphi rusticaremur, ad nos delata fuit epistola P. Generalis Ordinis S. Augustini in civitate Florentina degentis, ut visitationem expleat suorum Thusciæ conventuum. Porro in epistola nos monitos fecit, insertas fuisse in Expurgatorium ab Hispana Inquisitione, cui præes, editum, inter libros prohibitos historiam Pelagianam, et dissertationem super V synodo œcumenica, editas a claræ memoriæ Henrico cardinali Norisio sui ordinis religioso; cumque nostram auctoritatem interpellasset, nedum ut vulneri suæ religioni inflicto mederemur, sed ut etiam imminentia mala ac perturbationes in Hispania propediem excitandas averteremus, respondimus, factum ab eo nobis expositum, nobis esse prorsus ignotum, nosque debitas super veritate facti informationes esse sumpturos. Cumque id jam præstiterimus et nobis abunde constet, factum a P. Generali nobis expositum veritati inniti, et inter libros proscriptos in Expurgatorio Hispano recensita cardinalis Norisii opera reperiri, cogimur abrumpere silentium, teque, Ven. Frater, fraterne interpellare, et paterne admonere, ut aquam præpares, quæ vastum incendium jam præparatum extinguat.

Etsi memorata Norisii opera aliquid Bajanismi aut Jansenismi redolerent, prout auctor Bibliothecæ Jansenisticæ immerito autumavit, post tot annorum lapsum, in quorum decursu ea summo plausu excepta sunt, nonne prudens ecclesiastica œconomia exigebat, ut a proscriptione abstineretur, quam unusquisque prævidere poterat multa mala esse excitaturam, uni-

tatem Ecclesiæ Hispanæ esse scissuram, obstrepentibus videlicet, prout unusquisque prævidere poterat, Augustinian. ordinis alumnis, et ipsorum asseclis, obstrepentibus tot aliis doctis viris in Hispania degentibus, et partium studio non abreptis, paratisque ad assumendam defensionem, auctoris non incogniti, non gregarii, sed litteratorum sui temporis facile principis, et ex solo litteraturæ ecclesiasticæ, et profanæ merito sacro Cardinalium collegio adscripti?

Nota profecto tuæ erunt eruditioni, quæ prostant in ecclesiasticis historiis prudentis œconomiæ exempla, juxta quæ pro scandalo frænando, malisque imminentibus avertendis nostri majores censuerunt a rigore juris recedere, etsi locus illi esse debuisset. Nos tibi tantum nonnulla certe tibi ignota suggeremus. Tempore felicis recordationis Clem. XI, examinanda et proscribenda delata sunt celebris Tillemontii opera. Accusatores ex eis multa deprompserant censura digna: pontifex autem silentium imposuit ratus, multa mala ex ejus prohibitione esse derivatura. Similique œconomia usus est, cum supremæ Romanæ Inquisitioni exhibitæ fuerunt ab accusatoribus Vitæ Sanctorum a Bollando incœptæ et deinde a Papebrochio aliisque Soc. Jesu Patribus continuatæ; etsi multa, et bene multa sagaces accusatores deprompsissent, quæ theologicam censuram merebantur. Notum tibi procul dubio erit opus non multis abhinc annis editum, typisque impressum, quod etsi nomine auctoris careat, omnes tamen probe sciunt esse Bossueti episcopi Meldensis, quod ipse dum viveret composuerat, ita jubente Gallorum rege Ludovico XIV, sed manuscriptum in nonnullis bibliothecis reliquerat. Totum opus versatur in asserendis propositionibus a clero Gallicano firmatis in conventu anno 1682. Difficile profecto est aliud opus reperire, quod æque adversetur doctrinæ extra Galliam ubique receptæ de summi pontificis ex cathedra definientis infallibilitate, de ejus excellentia supra quodcumque concilium œcumenicum, de ejus jure indirecto, si potissimum religionis, et Ecclesiæ commodum id exigat, super juribus temporalibus principum supremorum. Tempore felicis recordationis Clem. XII nostri immediati prædecessoris serio actum est de opere proscribendo, et tandem conclusum fuit, ut a proscriptione abstineretur, nedum ob memoriam auctoris, ex tot aliis capitibus de religione benemeriti, sed ob justum novorum dissidiorum timorem.

Notum denique tibi erit nomen Ludovici Antonii Muratori adhuc viventis, multorum librorum communi plausu receptorum editoris, Oh quam multa in eis reperiuntur censura digna! Quot hujusce furfuris nos ipsi eos legentes offendimus! Quot nobis ab æmulis, et accusatoribus oblata sunt! et nos usque adhuc abstinuimus, et abstinebimus ab operum condemnatione, nostrorum prædecessorum exemplis edocti, qui pacis, et concordiæ amore a proscribendis iis, quæ proscriptionem merebantur, cessarunt, quando videlicet censuerunt plus mali, quam boni ex proscriptione derivandum.

Hæc procedunt in hypothesi, in qua Norisiana opera Bajanismum, aut Jansenismum redolerent. Quid autem dicendum erit, cum ea Bajanismi, et Jansenismi nota careant, et carere constet post multiplicatum super eis examen in hac suprema Inquisitione Romana, cui summi pontifices pro tempore viventes præsunt, quique mox recensita examina suo calculo approbarunt?

Quæ mox subdemus, non ex his historiis, non ex auctoribus uni vel alteri parti faventibus, sed ex monumentis, quæ ex archivio supremæ Inquisitionis ad nos deferri fecimus, deprehenduntur. Antequam Norisius historiam Pelagianam, et dissertationem super V synodo typis ederet, rumor insurrexit Bajanismi, et Jansenismi, et hinc factum est, ut opus extra urbem edendum, theologorumque et extraneorum revisorum approbatione munitumante editionem ad urbem transmissum fuerit. Novi idcirco revisores in Urbe fuerunt deputati, et cum hi nihil mali, aut sanæ doctrinæ adversans in opere invenissent, auctori datum est, ut jure suo uteretur, compositumque opus typis ederet.

Opere edito novæ adversus illud excitatæ sunt controversiæ, eo potissimum sub obtentu, quod ei furtive additæ ferebantur nonnullæ paginæ, quæ non erant in opere manuscripto, quæque idcirco non fuerant revisorum oculis subjectæ. Purgavit se ab hac calumnia Norisius, et nulla nota ejus operi insita fuit; communisque plausus nedum perseveravit, sed auctus etiam fuit.

Degebat Norisius Florentiæ apud magnum Hetruriæ ducem, et ecclesiasticæ historiæ cathedram in universitate Pisina moderabatur, tantique viri fama ad aures Innocentii XII, tunc Ecclesiam universalem gubernantis cum devenisset, ipsumque ad Urbem evocasset, ut officio primi custodis Bibliothecæ Vaticanæ fungeretur, ipsiusque æmuli bene prævidissent, ipsum ad Urbem fuisse vocatum, ut inter cardinales mox creandos adscriberetur, pontifici Innocentio XII detulerunt Norisium esse virum doctum, sed malæ doctrinæ, et libellis in vulgum sparsis veteribus repetitis accusationibus Jansenianæ doctrinæ ipsum insimularunt.

Hæsitavit Innocentius, et ne in sacrum cardinalium collegium virum adscriberet malæ, aut dubiæ doctrinæ, octo deputavit theologos, qui a partium studio abessent, illisque curæ dedit, ut in Norisii opera acrius animadverterent. Theologi mandatis, ea qua decet reverentia, strenue morem gesserunt. Ipsorum sententiæ in Congregatione supremæ Inquisitionis, suffragantibus etiam cardinalibus eidem adscriptis perpensæ sunt, cumque nihil anathemate, vel alia censura dignum in operibus fuerit adinventum, pontifex Innocentius theologorum, et cardinalium sensum, facte comprobavit; consultorum quippe Inquisitionis collegio Norisium adscripsit, quod utique non fecisset, si de ejus sana doctrina vel minimam habuisset suspicionem.

Æmuli etsi hoc novo fulmine percussi, nocendi animum nullatenus deposuerunt, sed ne supremæ Inquisitionis judicium ab ipso summo pontifice, ut vidimus, comprobatum directe impugnare velle viderentur, nonnullos tantum dixerunt sibi scrupulos superesse adversus Norisii doctrinam, quos et sparsis in vulgus libellis ediderunt: et tunc jussu pontificis Innocentii quinque eruditas dissertationes Norisius elucubravit; primam *de uno e Trinitate passo*: secundam, hoc est *Apologiam monachorum Scythiæ, ab anonymi scrupulis vindicatam*: tertiam *de Anonymi scrupulis circa veterum semipelagianorum sectatores*: quartam, quæ continet *Responsionem ad appendicem auctoris scrupulorum*: quintam denique, cui titulus: *Jansenianiani erroris Calumnia sublata*. Prodierunt hæ disputationes Romæ anno 1695, iterumque typis impressæ sunt inter opera omnia cardinalis Norisii editionis Veronensis anni 1732. In eis celeberrimus auctor universis adversariorum petitionibus occurrit, scrupulos injectos exturbat, evellit, eradicat, et cum jure merito plaudentibus omnibus, ut victor in Cardinalium collegium fuerit adscriptus, ab eodem Innocentio quoque inter cardinales supremæ Inquisitioni Romanæ præsidentes relatus est; et in ea, sicut et in aliis congregationibus, quibus adscriptus fuit, usque ad obitum strenue, et maxime utilem operam navavit.

Ex his, quæ fuse tibi, Venerabilis Frater, exposuimus, colligere poteris, Bajanismi, et Jansenismi notam Norisio inspectam, novam non esse, eamque repetitis solemnibus Romanis judiciis fuisse penitus eliminatam; non licuisse Hispanæ Inquisitioni eam iterum in controversiam vocare, multoque minus inter proscriptos libros opera Norisiana recensere, justissimos esse clamores ordinis Augustiniani, et aliorum ipsi adhærentium, nec nos denique, qui nedum memores sumus eximiæ benevolentiæ, qua nos, etsi in ætate juvenili constitutos,

cardinalis Norisius prosequebatur, sed ulterius vestigiis pontificum prædecessorum nostrorum inhærere tenemur, patienter esse laturos injuriam in expurgatorio Hispano adversus cardinalem Norisium ex improviso, et immerito jactatam. Te, Venerabilis Frater, ex corde diligimus, nota nobis est tua eximia doctrina, noti tui labores pro Ecclesia Dei exantlati. Te merito æstimamus, enixeque admonemus, et admonendo etiam rogamus, ut opportuna pares remedia, nec sinas dissidia inter te et nos exoriri, et inter Inquisitiones Romanam et Hispanam. Tu scis in celeberrimis quæstionibus de prædestinatione, et gratia, et de modo conciliandi humanam libertatem cum omnipotentia Dei, multiplices esse in scholis opiniones. Thomistæ traducuntur, uti destructores humanæ libertatis, et uti sectatores nedum Jansenii, sed etiam Calvini; sed cum ipsi objectis apprime satisfaciant, nec eorum sententia fuerit unquam a sede apostolica reprobata, in ea Thomistæ impune versantur, nec fas est ulli superiori ecclesiastico in præsenti rerum statu eos a sua sententia removere. Augustiniani traducuntur tamquam sectatores Baji, et Jansenii : reponunt ipsi se humanæ libertatis fautores esse, et oppositiones pro viribus eliminant, cumque eorum sententia usque adhuc a sede apostolica damnata non sit, nemo est, qui non videat a nullo prætendi posse, ut a sua sententia discedant. Sectatores Molinæ, et Suaresii a suis adversariis proscribuntur perinde ac si essent semipelagiani : Romani pontifices de hoc Moliniano systemate usque adhuc judicium non tulerunt, et idcirco in ejus tuitione prosequuntur, et prosequi possunt. Uno verbo episcopi, et inquisitores non notas, quas doctores inter se digladiantes sibi invicem opponunt, attendere debent, sed an notæ invicem oppositæ sint a sede apostolica reprobatæ. Hæc libertati scholarum favet, hæc nullum ex propositis modis conciliandi humanam libertatem cum divina omnipotentia usque adhuc reprobavit. Episcopi ergo, et inquisitores, cum se dat occasio, eodem modo se gerant, etiamsi uti privatæ personæ unius potius quam alterius sententiæ sint sectatores. Nos ipsi etsi uti privati doctores in theologicis rebus uni laveremus opinioni; uti summi pontifices tamen oppositum non reprobamus, nec sinimus ab aliis reprobari. Hi sunt animi nostri sensus, quos libenter tibi patefacimus; teque interea plenis ulnis amplectentes tibi apostolicam benedictionem peramanter impertimur.

Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem die 31 julii 1748, pontificatus nostri anno VIII.

La lettre de Benoît XIV à Muratori fut écrite peu après celle que nous venons de rapporter. Les deux pièces se résument dans cette maxime, « qu'on ne doit pas s'empresser de mettre à l'index les ouvrages des grands hommes pour quelque chose de désagréable qu'on y remarque. » Le savant pontife cite à l'appui de sa thèse la conduite du Saint-Siége à l'égard de Tillemont, du *Defensio declarationis* de Bossuet, et des Bollandistes eux-mêmes.

II

On connaît la célèbre encyclique de Benoît XIV sur le prêt à intérêt : *Vix pervenit*. Elle parut à la vérité environ douze ans avant la mort de Billuart, et, chose étrange, le savant théologien ne la citant jamais, on peut en conclure qu'il ne la connaissait pas. Il était donc nécessaire de la faire entrer dans le supplément. L'encyclique est suivie de toutes les décisions du Saint-Siége sur la question du prêt à intérêt. La collection de ces décisions, loin d'être simplement une œuvre privée, est officielle. En effet, en 1873, la sacrée congrégation de la Propagande a publié un recueil de toutes les décisions du Saint-Siége et elle l'a adressé aux évêques et aux vicaires apostoliques des missions. C'est ce recueil officiel qui est reproduit intégralement dans le volume qui nous occupe. La collection donnée par la Propagande se termine par cinq conclusions pratiques. Nous remarquons particulièrement la quatrième, qui énonce un principe dont les théologiens et les confesseurs doivent tenir un grand compte : c'est que, malgré la tolérance dont le Saint-Siége a fait preuve à l'égard du prêt à intérêt, surtout depuis 1815, il n'entend nullement autoriser le commerce de l'argent à l'égard des pauvres. Voici textuellement la maxime énoncée page 26 : *Tolerantiam minime extendi posse ad cohonestandam usuram quamvis modicam erga pauperes.*

Sur le recueil des décisions relatives à l'usure et au prêt à intérêt, on peut consulter les *Analecta* (13e série, col. 311).

III

Nous ne dirons qu'un mot du célèbre bref de Pie VI : *Super soliditate Petræ* (page 28 et suiv.) On sait que ce bref établit contre Eybel la primauté du Saint-Siége, que les jansénistes et les fébroniens attaquèrent si violemment à la fin du siècle dernier. Ce document trouve naturellement sa place dans notre nouveau volume.

Ce qui frappera surtout les lecteurs, c'est la bulle *Auctorem fidei* et les explications insérées à la suite ; en effet, l'auteur ne s'est pas contenté de reprodnire le texte de cette constitution dogmatique ; il la fait suivre des notes du cardinal Gerdil et de plusieurs dissertations éminemment propres à élucider la doctrine catholique.

Personne n'ignore que Gerdil eut la principale part à la rédaction de la bulle *Auctorem fidei*. On conserve à Rome de précieuses notes du savant cardinal sur chacune des propositions censurées. Ces notes sont principalement empruntées à S. Augustin, dont les jansénistes se prétendaient les seuls représentants dans l'Eglise. Elles sont reproduites dans le volume et y occupent une place considérable (pages 51 à 83). Signalons spécialement les notes sur les propositions 2 et 3 de la bulle, propositions insinuant que le pouvoir du pape et des évêques n'est autre qu'une délégation de l'Eglise.

Il y a aussi des matériaux extrêmement précieux pour le traité de la grâce, sur l'immortalité considérée comme condition naturelle de l'homme, la justice originelle, la grâce prévenante, etc...

Deux propositions de la bulle *Auctorem fidei* se rapportent au Sacré-Cœur. Elles sont en quelque sorte la sanction doctrinale d'une devotion contre laquelle les jansénistes s'élevaient avec tant d'audace. Gerdil a relevé un grand nombre de passages des saints Pères et des théologiens sur l'adoration qui est due à l'humanité du Sauveur et à son Cœur sacré.

Les notes de Gerdil sont suivies de trois dissertations du même auteur. La première concerne les règles

qui ont présidé à la rédaction de la bulle *Auctorem fidei*, les formules dont on s'est servi pour qualifier les erreurs jansénistes. La seconde est une apologie de la bulle contre l'évêque de Nole, qui présenta une requête au gouvernement de Gênes pour empêcher la promulgation de la bulle. La troisième, enfin, concerne l'évêque de Pistoie, dont le synode fournit au Saint-Siége une occasion depuis longtemps attendue de saisir, dans un acte officiel, l'ensemble des erreurs jansénistes.

Au sujet des travaux de Gerdil pour la bulle *Auctorem fidei*, on peut consulter la première série des *Analecta* (col. 480 et seqq.)

IV

Bien des livres ont été écrits sur le concordat français de 1801 ; cependant la vérité n'est pas entièrement connue et la lumière n'est pas encore faite. Il n'y a pas lieu d'en être surpris, car les archives du Vatican n'ont pour ainsi dire rien conservé sur cet acte important et sur les négociations qui le précédèrent. Après la déportation de Pie VII, Napoléon Ier fit transporter à Paris les archives de Rome ; le gouvernement de la Restauration restitua ces papiers, excepté le procès de Galilée, qui n'a été rendu au Saint-Siége que sous Grégoire XVI. — Les documents relatifs au concordat n'ont jamais été restitués ; cela est si vrai que, lorsque, il y a dix ans, le P. Theiner voulut écrire une histoire du concordat, ce n'est pas à Rome qu'il découvrit les documents dont il avait besoin ; il fit donc le voyage de Paris, et puisa à pleines mains dans les archives du ministère des affaires étrangères. Par bonheur la police bonapartiste de Rome, en 1809, oublia les papiers du cardinal Gerdil, qui avait été l'inspirateur du concordat. Ces papiers ont été enfermés dans un grenier du couvent des Barnabites, de Rome, jusqu'en 1850. Quel ne fut pas l'étonnement du bibliothécaire lorsqu'il retrouva des pièces que l'on croyait entièrement perdues ; c'est-à-dire le jugement et l'appréciation des articles du concordat par les théologiens et les cardinaux que Pie VII consulta ; des mémoires du plus haut intérêt sur le serment que fit Caprara en arrivant à Paris ; sur la rétractation et l'absolution des évêques constitutionnels nommés à de nouveaux siéges ; sur les articles organiques ; sur le discours de Portalis ; sur la vente des biens ecclésiastiques ; sur le mariage des prêtres pendant la révolution. Ce sont tous ces documents qui sont insérés, avec le texte du concordat, dans le volume complémentaire de Billuart.

Lorsque l'on connut à Rome les circonstances qui avaient accompagné la publication du concordat à Paris, Pie VII se demanda s'il pouvait décemment assister à un triduum célébré pour remercier Dieu du rétablissement du culte catholique en France. Les cardinaux de la commission du concordat n'eurent que quelques jours pour examiner les difficultés de l'affaire ; ils déployèrent une activité prodigieuse, qui paraîtra surprenante aux hommes qui parlent constamment des lenteurs de la cour romaine.

Le cardinal Consalvi raconte, dans ses mémoires, la tentative qui fut faite pour extorquer sa signature au bas du concordat, tout différent de celui qu'il avait accepté. Un fait analogue, peu connu jusqu'ici, et révélé par les documents de notre volume, se produisit au sujet du serment du cardinal Caprara. Le texte que Napoléon fit publier au *Journal officiel* est apocryphe. Caprara n'a jamais fait ce serment-là. Il eut le tort de modifier la formule précédemment convenue entre le Saint-Siége et le gouvernement français, mais il n'a pas prêté le serment que le *Journal officiel* lui attribue. La vraie formule se trouve dans nos documents, page 89.

Nous citons la note de l'éditeur sur le serment de Caprara :

« Tria habentur exemplaria promissionis quam cardinalis legatus (Caprara) in prima admissione ad primum consulem reipublicæ Gallicanæ recitavit. Forma quam referimus ea est, quæ reapse a legato recitata, eodem anno Romæ jussu Pii VII publicata fuit, cum ceteris actis conventionis ; quæ valde differt ab exemplari in Diario officiali gubernii adnotato. »

Les évêques constitutionnels nommés par Napoléon I aux nouveaux siéges, se vantèrent de n'avoir pas rétracté le schisme dans lequel ils avaient vécu ; ce fut à cette époque un très-grand scandale. Or, nous trouvons dans le volume que nous analysons le texte même de la rétractation qu'ils signèrent et le décret d'absolution des censures qu'ils avaient encourues par leur adhésion au schisme. Ils firent profession d'abandonner la constitution civile du clergé, de se soumettre entièrement aux dispositions du concordat et d'adhérer de tout leur cœur aux décisions du Saint-Siége sur les affaires ecclésiastiques de France.

Les articles organiques, publiés à l'insu du Saint-Siége, formèrent une des principales difficultés. On lira avec le plus vif intérêt le jugement des cardinaux sur ces articles organiques. Le cardinal Gerdil, entre autres, déclare que la plus grande partie de ces articles est incompatible avec les maximes catholiques professées depuis l'origine du christianisme et il ajoute : « *L'univers a été grandement offensé des doctrines contenues dans les articles dits organiques, expression mondaine qui n'a jamais été employée pour les ordonnances qui concernent la police ecclésiastique ; d'autant plus qu'on les a joints aux articles du concordat, comme s'il fallait les regarder comme autant de conséquences de cette convention.* »

Mgr di Pietro, secrétaire de la commission du concordat, plus tard cardinal, composa un long et savant mémoire où toutes les difficultés relatives au concordat français furent traitées à fond. De longs extraits ont été insérés dans notre volume, pages 106 et suiv. La partie piquante de ce mémoire est la comparaison entre les ordonnances des rois de France, depuis Philippe le Bel jusqu'en 1789, et les articles organiques. Par malheur cette partie du *Mémoire* est demeurée inédite ; nous en possédons une copie, que les *Analecta* pourront publier dans la suite.

Pie VII désavoua et désapprouva les articles organiques dans l'allocution du 24 mai 1802, et quelques jours après, le jour de l'Ascension, il assista au *Te Deum*. Voir sur tout ce qui concerne le concordat les

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE LIBRARY

séries 3 et 4 des *Analecta*. Il ne manque que la réclamation que le cardinal Caprara eut ordre de faire en 1803 contre les articles organiques.

Cette protestation du cardinal Caprara contre les articles organiques se lit pages 113 et suiv. du volume. Nous la donnons à la fin du présent article.

Le dernier document concernant le concordat français, c'est la lettre que Léon XII adressa, en 1823, aux anticoncordataires de France et de Belgique, dans le but de les ramener à la communion catholique. Les vrais principes sur les conditions de l'unité y sont exposés avec une grande force. On peut consulter dans les *Analecta* (3e série) la traduction de cette lettre.

V

Personne n'ignore que la question des mariages mixtes a formé partout, depuis 1815, une des principales sollicitudes du Saint-Siége. Le quinzième appendice contient les brefs pontificaux de Pie VII à Grégoire XVI. Mgr l'évêque de S. Gal a présenté au concile du Vatican un *postulatum* qui dévoile les périls inhérents aux mariages mixtes (p. 378).

La vente des biens ecclésiastiques a suscité bien des anxiétés de conscience; les décisions de la Pénitencerie ont déterminé les règles à suivre à ce sujet; elles sont citées pages 126 et suiv. On y traite la plus grave difficulté, celle qui concerne les biens qui ont été aliénés postérieurement aux concordats, et dont la vente n'a pas été ratifiée par le Saint-Siége.

La franc-maçonnerie et les autres sociétés secrètes qui sont venues à la suite sont, on le sait, une puissante et terrible machine de guerre contre l'Eglise. Elles ont emprunté leur organisation aux anciens manichéens. Les papes ont bien vite discerné le péril, et ils n'ont jamais cessé de le signaler. Clément XII, Benoît XIV, Léon XII, Grégoire XVI et notre saint-père le pape Pie IX, heureusement régnant, ont dévoilé au monde entier le danger que les sociétés secrètes font courir à la religion et à la société politique elle-même (pages 129, 139, 221, 232, 363, 373, 418, 428).

VI

Les erreurs modernes devaient naturellement occuper une place importante dans le recueil que nous analysons. Erreurs de Lamennais, Hermès, thèses souscrites par l'abbé Bautain, Nuytz, Bonnetty, erreurs relatives au mariage, rationalisme allemand, Gunther et ses disciples; importance exagérée attribuée par eux à la philosophie; rapports de l'Eglise et de l'Etat, liberté de conscience et de la presse, en un mot tous les actes importants du Saint-Siége sur ces questions, à partir de l'encyclique *Mirari vos*, de Grégoire XVI, jusqu'à l'encyclique *Quanta cura* et au *Syllabus*, de Pie IX, sont fidèlement reproduits dans ce volume supplémentaire de Billuart.

Je crois devoir signaler particulièrement une pièce fort curieuse (pages 210 et suiv.), qui a été communiquée au public par Mgr Bourget, évêque de Montréal, au Canada. Ce sont des thèses sur les erreurs modernes, qui furent signalées au Saint-Siége en 1862 et qualifiées par quelques théologiens. On croit que Mgr Gerbet, évêque de Perpignan, prit une part active à la qualification de ces erreurs. Les thèses et les censures furent communiquées aux évêques au mois de juin 1862, réunis à Rome pour la canonisation des martyrs japonais. On ne prit alors aucune décision, et le *Syllabus*, publié deux ans après, remplit le but qu'on s'était proposé en censurant les thèses en question. Nous rapportons en appendice à la suite de cet article les thèses présentées aux évêques, avec les censures doctrinales des théologiens.

VII

Les professeurs de philosophie auront autant d'intérêt à consulter notre volume que les théologiens eux-mêmes. Il contient, en effet, des actes fort importants du Saint-Siége sur la force de la raison humaine, sur ses rapports avec la foi et sur toutes les maximes que l'école nomme *præambula fidei*. Thèses souscrites par l'abbé Bautain et M. Bonnetty. Théories hardies de certains écrivains allemands sur la démonstration des vérités chrétiennes et sur la prétendue indépendance de la philosophie en matière religieuse; la circonspection de l'Eglise relativement aux questions purement philosophiques (pages 149, 163, 197, 198, 207, 210, 215, 226, 291, 594).

On sait que les ministres anglicans, honteux de leur isolement dans l'Eglise, fondèrent à Londres, il y a quelques années, une société dans le but de procurer la réunion des Orientaux, des protestants et des catholiques. Une lettre, portant cent quatre-vingt-dix-huit signatures de ministres fut adressée à l'Inquisition romaine. Les cardinaux répondirent très-sensément que la réunion n'est possible que par l'unité de foi et par la reconnaissance formelle de la suprématie pontificale (p. 234 et suiv.).

VIII

Nous arrivons à la partie capitale du volume, c'est-à-dire au concile du Vatican et à ses actes.

Quatre appendices sont consacrés au concile du Vatican, depuis la page 250 jusqu'à la page 406.

L'éditeur, dans cette partie de son travail, a été encore heureusement inspiré. Il ne s'est pas contenté de reproduire les actes déjà connus, c'est-à-dire la bulle de convocation, le règlement du concile, les procès-verbaux des sessions, les décrets promulgués dans les troisième et quatrième sessions, les discours prononcés par le Saint-Père et autres pièces qui se trouvent dans tous les volumes publiés en divers pays relativement au concile du Vatican; mais ce que l'on ne trouvera qu'ici, ce sont: 1° le texte officiel des *schemata*, qui furent rédigés par les théologiens appelés à Rome avant le concile, et qui auraient été soumis aux délibérations des Pères si le concile n'eût pas été interrompu; 2° les demandes (*postulata*) que divers évêques présentèrent aux présidents du concile.

Mais, dira-t-on, ces *schemata* et ces *postulata* furent

communiqués aux évêques sous l'obligation de garder le secret : comment l'éditeur a-t-il pu les livrer à la publicité ? La réponse est facile : le souverain pontife a accordé l'autorisation de les imprimer.

Pour montrer l'importance de ces documents, il nous suffira de dire que les *schemata* renferment douze constitutions fondamentales sur des questions de dogme et de discipline, et chacun de ces projets de loi se subdivise en plusieurs chapitres. Bornons-nous à signaler le chapitre XV du deuxième *schemata* ainsi conçu : *De specialibus quibusdam Ecclesiæ juribus in relatione ad societatem civilem* (page 312).

Les *schemata* relatifs à la discipline contiennent des réformes salutaires et qui ne pourraient qu'imprimer à l'Eglise entière une vitalité nouvelle.

Les *postulata* des évêques sont au nombre de quarante. Les évêques de toutes les parties du monde y sont représentés : l'Orient, l'Amérique, l'Italie, la France, la Belgique, l'Angleterre. Tous ces savants prélats par la pureté de leurs vues sur les besoins de l'Eglise, ont fait preuve de haute intelligence et d'une sollicitude complète.

Le premier *postulatum* vise à faire condamner la maxime fondamentale de l'*ontologisme*, savoir : *La connaissance immédiate et directe de Dieu est naturelle à l'homme*. Le *postulatum* porte la signature de deux cardinaux : le cardinal Riario Sforza, archevêque de Naples, dont l'Église déplore la mort récente, et le cardinal Pecci, qui vient d'être nommé camerlingue.

La pétition qui reparaît le plus fréquemment dans les *postulata*, c'est celle qui concerne la rédaction d'un nouveau Code canonique. Tous les évêques ont reconnu la nécessité de ce travail, car depuis la publication des *Clémentines*, sous le pontificat de Jean XXII, en 1317, nul travail de ce genre n'a été entrepris, de sorte que les plus importantes lois de la discipline se trouvent aujourd'hui en dehors des Codes.

En outre, la plupart des évêques ont demandé la révision du bréviaire, l'amélioration des règles de l'Index, la suppression de plusieurs empêchements dirimants de mariage, la modification de la procédure relative aux dispenses matrimoniales, etc., etc. En lisant tous ces documents, qui n'admirerait la haute prudence du souverain pontife, qui n'a mis aucun obstacle à leur publication !

Nous n'insistons pas sur l'importance des *postulata*; nous avons l'intention d'en faire le sujet d'une dissertation spéciale.

APPENDICES

I

LETTRE DU CARDINAL CAPRARA A M. DE TALLEYRAND.

« Monseigneur, je suis chargé de réclamer contre cette partie de la loi du 18 germinal, que l'on a désignée sous le nom d'*articles organiques*. Je remplis ce devoir avec d'autant plus de confiance, que je compte davantage sur la bienveillance du gouvernement et sur son attachement sincère aux vrais principes de la religion.

« La qualification qu'on donne à ces articles paraîtrait d'abord supposer qu'ils ne sont que la suite naturelle et l'explication du concordat religieux. Cependant il est de fait qu'il n'ont point été concertés avec le S. Siége, qu'ils ont une extension plus grande que le concordat, et qu'ils établissent en France un code ecclésiastique sans le concours du S. Siége. Comment Sa Sainteté pourrait-elle l'admettre, n'ayant pas même été invitée à l'examiner ? Ce code a pour objet la doctrine, les mœurs, la discipline du clergé, les droits et les devoirs des évêques, ceux des ministres inférieurs, leurs relations avec le S. Siége et le mode d'exercice de leur juridiction. Or, tout cela tient aux droits imprescriptibles de l'Eglise : « Elle a reçu « de Dieu seul l'autorisation de décider les questions de la « doctrine sur la foi ou sur la règle des mœurs, et de faire des « canons ou des règles de discipline. » (Arrêté du Conseil du « 16 mars et du 31 juillet 1731.)

« M. d'Héricourt, l'historien Fleury, les plus célèbres avocats généraux, et M. de Castillon lui-même, avouaient ces vérités. Ce dernier reconnaît dans l'Église « le pouvoir qu'elle « a reçu de Dieu pour conserver par l'autorité de la prédica- « tion, des lois et des jugements, la règle de la foi et des « mœurs, la discipline nécessaire à l'économie de son gouver- « nement, la succession et la perpétuité de son ministère. » (*Réquisitoire contre les actes de l'assemblée du clergé en* 1765.)

« Sa Sainteté n'a donc pu voir qu'avec une extrême douleur, qu'en négligeant de suivre ces principes, la puissance civile ait voulu régler, décider, transformer en loi des articles qui intéressent essentiellement les mœurs, la discipline, les droits, l'instruction et la juridiction ecclésiastique. N'est-il pas à craindre que cette innovation n'engendre des défiances, qu'elle ne fasse croire que l'Eglise de France est asservie, même dans les objets purement spirituels, au pouvoir temporel, et qu'elle ne détourne de l'acceptation des places beaucoup d'ecclésiastiques méritants ? Que sera-ce si nous envisageons chacun de ces articles en particulier ? Le premier veut « qu'aucune bulle, « bref, rescrit, etc., émanés du Saint-Siége, ne puissent être, « mis à exécution, ni même publiés sans l'autorisation du « gouvernement. »

« Cette disposition, prise dans son ensemble, ne blesse-t-elle pas évidemment la liberté de l'enseignement ecclésiastique ? Ne soumet-elle pas la publication des vérités chrétiennes à des formalités gênantes ? Ne met-elle pas les décisions concernant la foi et la discipline sous la dépendance absolue du pouvoir temporel ? Ne donne-t-elle pas à la puissance qui serait tentée d'en abuser, les droits et les facilités d'arrêter, de suspendre, d'étouffer même le langage de la vérité qu'un pontife fidèle à ses devoirs voudrait adresser aux peuples confiés à sa sollicitude ?

« Telle ne fut jamais la dépendance de l'Eglise, même dans les premiers siècles du christianisme. Nulle puissance n'exigeait alors la vérification de ses décrets. Cependant elle n'a pas perdu de ses prérogatives en recevant les empereurs dans son sein. « Elle doit jouir de la même juridiction dont elle « jouissait sous les empereurs païens. Il n'est jamais permis « d'y donner atteinte, parce qu'elle la tient de Jésus-Christ. » (*Lois ecclésiastiques.*) Avec quelle peine le Saint-Siége ne doit-il donc pas voir les entraves qu'on veut mettre à ses droits ?

« Le clergé de France reconnaît lui-même que les jugements émanés du Saint-Siége, et *auquel adhère le corps épiscopal*, sont irréfragables. Pourquoi auraient-ils donc besoin de l'autorisation du gouvernement, puisque, suivant les principes gallicans, ils tirent toute leur force de l'autorité qui les prononce et de celle qui les admet ? *Le successeur de Pierre doit confirmer ses frères dans la foi*, suivant les expressions de l'Ecriture ; or, comment pourrait-il le faire, si, sur chaque article qu'il enseignera, il peut être à chaque instant arrêté par le refus ou le défaut de vérification de la part du gouvernement temporel ? Ne suit-il pas évidemment de ces dispositions

que l'Eglise ne pourra plus savoir et croire que ce qu'il plaira au gouvernement de laisser publier?

« Cet article blesse la délicatesse et le secret constamment observés à Rome dans les affaires de la Pénitencerie. Tout particulier peut s'y adresser avec confiance, et sans crainte de voir ses faiblesses dévoilées. Cependant cet article, qui n'excepte rien, veut que les brefs, même personnels, émanés de la Pénitencerie, soient vérifiés. Il faudra donc que les secrets des familles et la suite malheureuse des faiblesses humaines soient mises au grand jour pour obtenir la permission d'user de ces brefs. Quelle gêne ! quelles entraves ! Le parlement lui-même ne les admettait pas, car il exceptait de la vérification les *provisions*, les *brefs de la Pénitencerie* et *autres* expéditions concernant les affaires des particuliers.

« Le second article déclare qu'aucun légat, nonce ou délégué du Saint-Siége, ne pourra exercer ses pouvoirs en « France sans la même autorisation. » Je ne puis que répéter ici les justes observations que je viens de faire sur le premier article. L'un frappe la liberté de l'enseignement dans sa source, l'autre l'atteint dans ses agents. Le premier met des entraves à la publication de la vérité ; le second à l'apostolat de ceux qui sont chargés de l'annoncer. Cependant Jésus-Christ a voulu que sa divine parole fût constamment libre, qu'on pût la prêcher sur les toits, dans toutes les nations, et auprès de tous les gouvernements. Comment allier ce dogme catholique avec l'indispensable formalité d'une vérification de pouvoirs et d'une permission civile de les exercer? Les apôtres et les premiers pasteurs de l'Eglise naissante eussent-ils pu prêcher l'Evangile, si les gouvernements eussent exercé sur eux un pareil droit?

« Le troisième article étend cette mesure aux canons des conciles, même généraux. Ces assemblées si célèbres n'ont eu nulle part, plus qu'en France, de respect et de vénération. Comment se fait-il donc que chez cette même nation elles éprouvent tant d'obstacles, et qu'une formalité civile donne le droit d'en éluder, d'en rejeter même les décisions?

« On veut, dit-on, les examiner; mais *la voie d'examen en matière religieuse est proscrite dans le sein de l'Eglise catholique*: il n'y a que les communions protestantes qui l'admettent, et de là est venue cette étonnante variété qui règne dans leurs croyances.

« Quel serait d'ailleurs le but de ces examens? Celui de reconnaître si les canons des conciles sont conformes aux lois françaises? Mais si plusieurs de ces lois, telles que celle sur le divorce, sont en opposition avec un dogme catholique, il faudra donc rejeter les canons et préférer les lois quelque injuste ou erroné qu'en soit l'objet. Qui pourra adopter une pareille conclusion? Ne serait-ce pas sacrifier la religion, ouvrage de Dieu même, aux ouvrages toujours imparfaits et souvent injustes des hommes?

« Je sais que notre obéissance doit être raisonnable; mais n'obéir qu'avec des motifs suffisants, n'est pas avoir le droit non-seulement d'examiner, mais de rejeter arbitrairement tout ce qui nous déplaît.

« Dieu n'a promis l'infaillibilité qu'à son Eglise: les sociétés humaines peuvent se tromper. Les plus sages législateurs en ont été la preuve. Pourquoi donc comparer les décisions d'une *autorité irréfragable* avec celles d'une puissance qui peut errer, et faire, dans cette comparaison, pencher la balance en faveur de cette dernière? Chaque puissance a d'ailleurs les mêmes droits. Ce que la France ordonne, l'Espagne et l'Empire peuvent l'exiger, et comme les lois sont partout différentes, il s'ensuivra que l'enseignement de l'Eglise devra varier suivant les peuples, pour se trouver d'accord avec les lois.

« Dira-t-on que le parlement français en agissait ainsi? Je le sais, mais il n'examinait, suivant sa déclaration du 24 mai 1766, que ce qui pouvait, dans la publication des canons et des bulles, altérer ou intéresser la tranquillité publique, et non leur conformité avec des lois qui pouvaient changer dès le lendemain.

« *Cet abus*, d'ailleurs, ne pourrait être légitimé par l'usage; et le gouvernement en sentait si bien les inconvénients, qu'il disait au parlement de Paris, le 7 avril 1737, par l'organe de M. d'Aguesseau : « Il semble qu'on cherche à affaiblir le pou- « voir qu'a l'Eglise de faire des décrets, en le faisant tellement « dépendre de la puissance civile et de son concours, que sans « ce concours les plus saints décrets de l'Eglise ne puissent « obliger les sujets du roi. »

« Enfin ces maximes n'avaient lieu dans les parlements, suivant la déclaration de 1766, que pour rendre les décrets de l'Eglise lois de l'Etat, et en ordonner l'exécution, avec défense sous les peines temporelles d'y contrevenir. Or ces motifs ne sont plus ceux qui dirigent aujourd'hui le gouvernement, puisque *la religion catholique n'est plus la religion de l'Etat*, mais uniquement celle de la majorité des Français.

« L'article 6 déclare qu'il y aura recours au conseil d'Etat pour tous les cas d'abus, mais quels sont-ils ? L'article ne les spécifie que d'une manière générique et indéterminée.

« On dit, par exemple, qu'un des cas d'abus est l'*usurpation* ou l'*excès* du pouvoir. Mais en matière de juridiction spirituelle, l'Eglise en est seule le juge. Il n'appartient qu'à elle de déclarer *en quoi l'on a excédé ou abusé des pouvoirs qu'elle seule peut conférer*. La puissance temporelle ne peut connaître de *l'abus excessif* d'une chose quelle n'accorde pas.

« Un second *cas d'abus est la contravention aux lois et règlements de la république* ; mais si ces lois, si ces règlements sont en opposition avec la doctrine chrétienne, faudra-t-il que le prêtre les observe de préférence à la loi de Jésus-Christ ? Telle ne fut jamais l'intention du gouvernement.

« On range encore dans la classe des abus l'*infraction des règles consacrées en France par les saints canons*..... Mais ces règles ont dû émaner de l'Eglise. C'est donc à elle seule de prononcer sur leur infraction; car elle seule en connaît l'esprit et les dispositions.

« On dit enfin qu'il y a lieu à l'*appel comme d'abus* « pour « toute entreprise qui tend à compromettre l'honneur des ci- « toyens, à troubler leur conscience, ou qui dégénère contre « eux en oppression, injure ou scandale public pour la « loi. »

Mais si un divorcé, si un hérétique, connu en public, se présente pour recevoir les sacrements, et qu'on les lui refuse, il prétendra qu'on lui a fait injure, il criera au scandale, il portera sa plainte; on l'admettra d'après la loi; et pourtant le prêtre inculpé n'aura fait que son devoir, puisque les sacrements ne doivent jamais être conférés à des personnes notoirement indignes.

« En vain s'appuierait-on sur l'usage constant des *appels comme d'abus*. Cet usage ne remonte pas au delà du règne de Philippe de Valois, mort en 1350. Il n'a jamais été constant et uniforme; il a varié suivant les temps ; les parlements avaient un intérêt particulier à l'accréditer. Ils augmentaient leur pouvoir et leurs attributions: mais ce qui flatte n'est pas toujours juste. Ainsi Louis XIV, par l'édit de 1695, art. 34, 35, 36, 37, n'attribuait-il aux magistrats séculiers que *l'examen* des formes, en leur *prescrivant* de renvoyer le *fond* au *supérieur ecclésiastique*. Or cette restriction n'existe nullement dans les *articles organiques*. Ils attribuent indistinctement au conseil d'Etat le jugement de la forme et celle du fond.

« D'ailleurs les magistrats qui prononçaient alors sur ces cas d'abus étaient nécessairement catholiques; ils étaient obligés de l'affirmer sous la foi du serment; tandis qu'aujourd'hui ils peuvent appartenir à des sectes séparées de

l'Eglise catholique, et avoir à prononcer sur des objets qui l'intéressent essentiellement.

« L'article 9 veut que le culte soit exercé sous la *direction* des archevêques, des évêques et des curés. Mais le mot *direction* ne rend pas ici les droits des archevêques et évêques. Ils ont de *droit divin* non-seulement le droit de *diriger*, mais encore celui de définir, d'ordonner et de juger. Les pouvoirs des curés dans les paroisses ne sont pas les mêmes que ceux des évêques dans les diocèses. On n'aurait donc pas dû les exprimer de la même manière et dans les mêmes articles, pour ne pas supposer une identité qui n'existe pas.

« Pourquoi d'ailleurs ne pas faire ici mention des droits de Sa Sainteté, aussi bien que de ceux des archevêques et des évêques ? A-t-on voulu lui ravir un droit général qui lui appartient essentiellement ?

« L'article 10, en abolissant toute exemption ou attribution de la juridiction épiscopale, prononce évidemment sur une matière purement spirituelle. Car si les territoires exempts sont aujourd'hui soumis à l'Ordinaire, ils ne le sont qu'en vertu d'un règlement du Saint-Siége. Lui seul donne à l'Ordinaire une juridiction qu'il n'avait pas. Ainsi, en dernière analyse, la puissance temporelle aura conféré des pouvoirs qui n'appartiennent qu'à l'Eglise. Les exemptions d'ailleurs ne sont point aussi abusives qu'on l'a imaginé. S. Grégoire lui-même les avait admises, et les puissances temporelles ont eu souvent besoin d'y recourir.

« L'article 11 supprime tous les établissements religieux, à l'exception des séminaires ecclésiastiques et des chapitres. A-t-on bien réfléchi sur cette suppression ? Plusieurs de ces établissements étaient d'une utilité reconnue ; le peuple les aimait ; ils le secouraient dans ses besoins ; la piété les avait fondés ; l'Eglise les avait solennellement approuvés sur la demande même des souverains : *elle seule pouvait donc en prononcer la suppression.*

« L'article 14 ordonne aux archevêques de veiller « au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses de leurs suffragants. » Nul devoir n'est plus indispensable ni plus sacré ; mais il est aussi le devoir du Saint-Siége pour toute l'Eglise. Pourquoi donc n'avoir pas fait mention dans l'article de cette surveillance générale ? Est-ce un oubli ? Est-ce une exclusion ?

« L'article 15 autorise les archevêques à connaître des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants. Mais que feront les évêques, si les métropolitains ne leur rendent pas justice ? A qui s'adresseront-ils pour l'obtenir ? A quel tribunal en appelleront-ils de la conduite des archevêques à leur égard ? C'est une difficulté d'une importance majeure, et dont on ne parle pas. Pourquoi ne pas ajouter que le souverain pontife peut alors connaître de ces différends par voie d'appellation, et prononcer définitivement, suivant ce qui est enseigné par les saints canons ?

« L'article 17 paraît établir le gouvernement juge de la foi, des mœurs et de la capacité des évêques nommés. C'est lui qui les fait examiner, et qui prononce d'après les résultats de l'examen. Cependant le souverain pontife a seul le droit de faire par lui ou ses délégués cet examen, parce que lui seul doit instituer canoniquement, et que cette institution canonique suppose évidemment dans celui qui l'accorde la connaissance acquise de la capacité de celui qui la reçoit. Le gouvernement a-t-il prétendu nommer tout à la fois et se constituer juge de l'idonéité ; ce qui serait contraire à tous les droits et usages reçus ? Ou veut-il seulement s'assurer par cet examen que son choix n'est pas tombé sur un sujet indigne de l'épiscopat ? C'est ce qu'il importe d'expliquer.

« Je sais que l'ordonnance de Blois prescrivait un pareil examen, mais le gouvernement consentit lui-même à y déroger. *Il fut statué par une convention secrète, que les nonces de Sa Sainteté feraient seuls ces informations.* On doit donc suivre aujourd'hui cette même marche, parce que l'article 4 du concordat veut que *l'institution canonique soit conférée aux évêques dans les formes établies avant le changement de gouvernement.*

« L'article 22 ordonne aux évêques de visiter leur diocèse dans l'espace de cinq années. La discipline ecclésiastique restreignait davantage le temps de ces visites. L'Eglise l'avait ainsi ordonné pour de graves et solides raisons. Il semble, d'après cela, qu'il n'appartenait qu'à elle seule de changer cette disposition.

« On exige, par l'article 24, que les directeurs des séminaires souscrivent à la Déclaration de 1682, et enseignent la doctrine qui y est contenue. Pourquoi jeter de nouveau au milieu des Français ce germe de discorde ? Ne sait-on pas que les auteurs de cette Déclaration l'ont eux-mêmes désavouée ? Sa Sainteté peut-elle admettre ce que ses prédécesseurs les plus immédiats ont eux-mêmes rejeté ? Ne doit-elle pas s'en tenir à ce qu'ils ont prononcé ? Pourquoi souffrirait-elle que l'organisation d'une Eglise qu'elle relève au prix de tant de sacrifices, consacrât des principes qu'elle ne peut avouer ? Ne vaut-il pas mieux que les directeurs des séminaires s'engagent à enseigner une morale sainte, plutôt qu'une Déclaration qui fut et sera toujours une source de divisions entre la France et le Saint-Siége ?

« On veut, article 25, que les évêques envoient, tous les ans, l'état des ecclésiastiques étudiant dans leur séminaire ; pourquoi leur imposer cette nouvelle gêne ? Elle a été inconnue et inusitée dans tous les siècles précédents.

« L'article 26 veut qu'ils ne puissent ordonner que des hommes de vingt-cinq ans ; mais l'Eglise a fixé l'âge de vingt et un ans pour le sous-diaconat, et celui de vingt-quatre ans accomplis pour le sacerdoce. Qui pourrait abolir ces usages, sinon l'Eglise elle-même ? Prétend-on n'ordonner, même des sous-diacres, qu'à vingt-cinq ans ? Ce serait prononcer l'extinction de l'Eglise de France par défaut de ministres ; car il est certain que plus on éloigne le moment de recevoir les ordres, et moins ils sont conférés. Cependant tous les diocèses se plaignent de la disette des prêtres ; peut-on espérer qu'ils en obtiennent, quand on exige pour les ordinands un titre clérical de 300 fr. de revenu ? Il est indubitable que cette clause fera déserter partout les ordinations et les séminaires. Il en sera de même de la clause qui oblige l'évêque à demander la permission du gouvernement pour *ordonner* : cette clause est évidemment opposée à la liberté du culte, garantie à la France catholique par l'article 1er du dernier concordat. Sa Sainteté désire, et le bien de la religion exige que le gouvernement adoucisse les rigueurs de ces dispositions sur ces trois objets.

« L'article 35 exige que les évêques soient autorisés par le gouvernement pour l'établissement des chapelles. Cependant cette autorisation leur était accordée par l'article 11 du concordat. Pourquoi donc en exiger une nouvelle, quand une convention solennelle a déjà permis ces établissements ? La même obligation est imposée par l'article 23 aux séminaires, quoiqu'ils aient été, comme les chapitres, spécialement autorisés par le gouvernement. Sa Sainteté voit avec douleur qu'on multiplie de cette manière les entraves et les difficultés pour les évêques. L'édit de mai 1763 exemptait formellement les séminaires de prendre des lettres-patentes (*Mémoires du Clergé*, t. II) ; et la déclaration du 16 juin 1659, qui paraissait les y assujettir, ne fut enregistrée qu'avec cette clause : « Sans préjudice des séminaires qui seront établis par les évêques pour l'instruction des prêtres seulement. » Telles étaient les

dispositions de l'ordonnance de Blois, article 24, et de l'édit de Melun, article 1er. Pourquoi ne pas adopter ces principes ? A qui appartient-il de régler l'instruction dogmatique et morale, et les exercices d'un séminaire, sinon à l'évêque ? De pareilles matières peuvent-elles intéresser le gouvernement temporel ?

« Il est de principe que le vicaire général et l'évêque sont une seule personne, et que la mort de celui-ci entraîne la cessation des pouvoirs de l'autre. Cependant, au mépris de ce principe, l'article 36 prorogo aux vicaires généraux leurs pouvoirs après la mort de l'évêque. Cette prorogation n'est-elle pas évidemment une concession de pouvoirs spirituels faite par le gouvernement sans l'aveu et même contre l'usage reçu dans l'Eglise ?

« Le même article veut que les diocèses, pendant la vacance du siége, soient gouvernés par le métropolitain ou le plus ancien évêque.

« Mais ce gouvernementt consiste dans une juridiction purement spirituelle. Comment le pouvoir temporel pourrait-il l'accorder? Les chapitres seuls en sont en possession ; pourquoi la leur enlever, puisque l'article 11 du concordat autorise les évêques à les établir?

« Les pasteurs appelés par les époux pour bénir leur union, ne peuvent le faire, d'après l'article 54, qu'après les formalités remplies devant l'officier civil ; cette clause restrictive et gênante a été jusqu'ici inconnue dans l'Eglise. Il en est résulté deux espèces d'inconvénients :

« L'un affecte les contractants ; l'autre blesse l'autorité de l'Eglise et gêne ses pasteurs. Il peut arriver que les contractants se contentent de remplir les formalités civiles, et qu'en négligeant d'observer les lois de l'Eglise, ils se croient légitimement unis, non-seulement aux yeux de la loi, quant aux effets purement civils, mais encore devant Dieu et devant l'Eglise.

« Le deuxième inconvénient blesse l'autorité de l'Eglise et gêne les pasteurs, en ce que les contractants, après avoir rempli les formalités légales, croient avoir acquis le droit de forcer les curés à consacrer leur mariage par leur présence, lors même que les lois de l'Eglise s'y opposeraient.

« Une telle prétention contrarie ouvertement l'autorité que Jésus-Christ a accordée à son Eglise, et fait à la conscience des fidèles une dangereuse violence. Sa Sainteté, conformément à l'enseignement et aux principes qu'a établis pour la Hollande un de ses prédécesseurs, ne pourrait voir qu'avec peine un tel ordre de choses. Elle est dans l'intime confiance que les choses se rétabliront en France sur le même pied sur lequel elles étaient d'abord, et telles qu'elles se pratiquent dans les autres pays catholiques ; les fidèles, dans tous les cas, seront obligés à observer les lois de l'Eglise, et les pasteurs doivent avoir la liberté de les prendre pour règle de conduite, sans qu'on puisse, sur un sujet aussi important, violenter leurs consciences. Le culte public de la religion catholique, qui est celle du premier consul et de l'immense majorité de la nation, attend ces actes de justice de la sagesse du gouvernement.

« Sa Sainteté voit aussi avec peine que les registres de l'état civil soient enlevés aux ecclésiastiques, et n'aient plus, pour ainsi dire, d'autre objet que de rendre les hommes étrangers à la religion, dans les trois instants les plus importants de la vie : la naissance, le mariage et la mort. Elle espère que le gouvernement rendra aux registres tenus par les ecclésiastiques la consistance légale dont ils jouissaient précédemment. Le bien de l'Etat l'exige presque aussi impérieusement que celui de la religion.

« Article 61. Il n'est pas moins affligeant de voir les évêques obligés de se concerter avec les préfets pour l'érection des succursales. Eux seuls doivent être juges des besoins spirituels des fidèles. Il est impossible qu'un travail ainsi combiné de deux hommes trop souvent divisés de principes, offre un résultat heureux ; les projets de l'évêque seront contrariés, et par contre-coup le bien spirituel des fidèles en souffrira.

« L'article 74 veut que les immeubles autres que les édifices destinés aux logements, et les jardins attenants, ne puissent être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte, à raison de leurs fonctions. Quel contraste frappant entre cet article et l'article 7, concernant les ministres protestants ! Ceux-ci non-seulement jouissent d'un traitement qui leur est assuré, mais ils conservent tout à la fois et les biens que leur église possède, et les oblations qui leur sont offertes. Avec quelle amertume l'Eglise ne doit-elle pas voir cette énorme différence ! Il n'y a qu'elle qui ne puisse posséder des immeubles ; les sociétés séparées d'elle peuvent en jouir librement; on les leur conserve, quoique leur religion ne soit professée que par une minorité bien faible ; tandis que l'immense majorité des Français et les consuls eux-mêmes professent la religion que l'on prive *légalement* du droit de posséder des immeubles.

« Telles sont les réflexions que j'ai dû présenter au gouvernement français par votre organe. J'attends tout de l'équité, du discernement et du sentiment de religion qui anime le premier consul. La France lui doit son retour à la foi ; il ne laissera pas son ouvrage imparfait, et il en retranchera tout ce qui ne sera pas d'accord avec les principes et les usages adoptés par l'Eglise. Vous seconderez par votre zèle ses intentions bienveillantes et ses efforts. La France bénira de nouveau le premier consul, et ceux qui calomnieraient le rétablissement de la religion catholique en France, ou qui murmureraient contre les moyens adoptés pour l'exécution, seront pour toujours réduits au silence.

« Paris, le 18 août 1803.

« J. B. Cardinal Caprara. »

II

THESES

AD APOSTOLICAM SEDEM DELATÆ
CUM CENSURIS A NONNULLIS THEOLOGIS PROPOSITIS.

De progessu civili. De lege morali. De influxu salutari religionis Christianæ. Jura Ecclesiæ. Principatus civilis Romanorum pontificum. De populari suffragio et voluntate nationali. An principatus hæreditarius opponatur principiis juris naturalis et spiritui Evangelii. Errores de societate domestica et matrimonio.

Theses cum censuris propositis communicatæ fuerunt episcopis mense junio anni 1862 Romæ adunatis pro canonizatione martyrum Japonensium, ut suffragium ea de re ederent. Cum vero tunc nulla resolutio prodierit, post biennium editus est *Syllabus* de quo mentionem alibi fecimus (sér. 7). Theses autem cum propositis censuris Illmus ac Rmus episcopus Marianopolitanus provinciæ Quebecensis in vulgus edidit.

1. Progressus civilis requirit, ut humana societas constituatur super fundamentis merehumanis, nullo habito respectu ad religionem, perinde ac si ea non existeret.

Impia, injuriosa religioni, in atheismum inducens, subversiva ordinis moralis et verbo Dei contraria.

2. Lex moralis, actionum humanarum moderatrix, est a religione radicitus separabilis, nec ulla indiget sanctione divina.

Complexive sumpta falsa, impia, hæresim sapiens et erronea.

3. Intelligentia humana intra sensationum fines sistit, doctrina moralis in utilitatum supputatione, politices in sola materialium virium conjunctione.

Complexive sumpta falsa : quad primam partem, materialismum invehens et hæresi proxima : quoad secundam partem, totius moralitatis eversiva : quoad tertiam partem, ordinis moralis et socialis destructiva.

4. Ea est intelligentiæ humanæ spontanea vis, ut omnis divina revelatio sit ordini sociali inutilis.

Hæretica.

5. Dogma de peccato originali ac dogma de instauratione totius humanigeneris per Christum nihil confert ad præsentem societatis conditionem ejusque leges agnoscendas.

Falsa, erronea et hæresi proxima.

6. Immutabilitas dogmatum christianorum obstat progressui societatis.

Falsa, christianæ religioni injuriosa, sapiens hæresim.

7. Christianismus, prout ab Ecclesia catholica traditur, neque exercuit neque natura sua exercere potest influxum salutarem in jus civile, in jus politicum neque in jus gentium.

Falsa, erronea, Ecclesiæ injuriosa, et quatenus supponit christianismum melius tradi posse, quam in Ecclesia catholica, hæretica.

8. Doctrina evangelica de mutuo fratrum auxilio non respicit nisi personas privatas : neque unquam applicari potest relationibus politicis in favorem legitimorum guberniorum, quæ injuste hostes sive interni sive externi aggressi sunt.

Perniciosa societati, seditiosa, juris publici et gentium destructiva, hæretica.

9 Bonum societatis christianæ postulat, ne spiritualis potestas sit a civili potestate distincta et independens.

Falsa et hæretica.

10. Spiritualis potestatis distinctio et independentia a civili efficit, ut spiritualis potestas absorbeat essentialia jura civilis potestatis.

Falsa et hæretica.

11. Hæc spiritualis potestatis distinctio et independentia a civili potestate spectari debet ut accidentalis ac temporanea, minime vero tanquam normalis conditio societatis per Christum regeneratæ.

Falsa et hæretica.

12. In qualibet recte constituta societate legislatio actusque regiminis debent tanquam regulam sectari indifferentiam systematicam inter veritatem et errorem in negotio religionis.

Impia, indifferentissimum inducens, rectæ rationi et religioni injuriosa.

13. Licet theologice verum sit, unamquamque nationem christianam debere partem constituere unius ejusdemque Ecclesiæ universalis, uni capiti supremo subjectæ; politice tamen utile foret, ut quælibet earum constitueret Ecclesiam nationalem sub primatu respectivi imperantis.

In schisma inducens et hæresi proxima.

14. Politica gubernia tam clero quam populo imponere possunt ectheses seu formularia theologica, licet ejusmodi sint, quæ nequeant ab Apostolica Sede aut ab œcumenicis conciliis probari.

Schismatica et hæretica.

15. Ecclesia nihil debet decernere, quod obstringere possit fidelium conscientias in ordine ad usum rerum temporalium.

Hæretica.

16. Opponitur spiritui Evangelii quod Ecclesia bona temporalia possideat : nec ipsa legitime acceptare potest aut acquirere proprietates seu possessiones ad ministrorum substentationem, ad cultus exercitium et pauperum levamen.

Dudum damnata in concilio Constantiensi et in bulla Martini V, ac hæretica.

17. Ecclesiæ regimen a Christo Jesu institutum non est vere monarchicum.

Hæretica et contraria definitioni concilii Florentini.

18 Possunt gubernia legitime impedire circulationem vitæ catholicæ ponendo obstacularelationibus Apostolicæ Sedis cum variis catholicitatis partibus.

Schismati et hæresi favens, Ecclesiæ constitutionis et libertatis eversiva, Sedi Apostolicæ injuriosa.

19. Episcopus aut concilium provinciale a theologiæ regulis deflectit, dum intra suæ jurisdictionis ambitum prohibet, quominus doceatur judicia gravioris momenti ac solemniora Romani pontificis indigere sanctione civili.

Injuriosa auctoritati Ecclesiæ, schismati et hæresi favens, et quatenus supponit judicia gravioris momenti et solemniora Romani pontificis indigere sanctione civili, hæretica.

20. Ecclesiæ leges non obligant in conscientia nisi cum promulgantur a civili potestate.

Hæretica.

21. Cum necessitatis aut magnæ utilitatis casus sese offerunt, in quibus potestatem suam Romanus pontifex exercere debet per actus, qui sint extra aut supra canones in universa Ecclesia vigentes, ipsius non est decernere, utrum ejusmodi casus existant nec ne.

Detrahens potestati summi pontificis, eidem injuriosa et ad minus erronea.

22. Ad Romanum pontificem non spectat statuere, utrum usus et consuetudines ecclesiarum particularium debeant necne conservari.

Temeraria, potestatis Romani pontificis læsiva, et proxima hæresi.

23. Nulla ecclesiastica potestas, neque ipse summus pontifex aut concilium œcumenicum potest excommunicationis sententiam ferre in supremum imperantem.

Hæretica.

24. Auctoritas spiritualis Romani pontificis est suapte natura potestati civili infensa.

Falsa et hæretica.

25. Primus ex Romanis pontificibus, qui acceptavit potestatem temporalem, ac principes, qui ad eam constituendam concurrerunt, errarunt.

Temeraria, erronea et constanti Ecclesiæ doctrinæ contraria.

26. Dominatio temporalis Romani pontificis adversatur doctrinæ evangelicæ.

Hæretica.

27. Hæc dominatio temporalis non est magni momenti pro spiritualibus catholicitatis negotiis, neque potest componi cum principiis boni civilis regiminis.

Complexive sumpta falsa, hæresim sapiens et erronea.

28. Falsum est dominationem temporalem summi pontificis vi suæ sacræ destinationis induere indolem spiritualem.

Erronea, contraria concilio Tridentino et constitutionibus apostolicis.

29. Romanus pontifex cum excommunicationis sententiam pronuntiat contra invadentes Status Ecclesiæ, utitur armis spiritualibus ad mundanum dumtaxat bonum prosequendum.

Falsal temeraria, captiosa, injuriosa Romanis pontificibus, erronea.

30. Excommunicatio lata in concilio Tridentino et bulla *Cœnæ* contra invadentes dominationes ecclesiasitcas innititur confusioni ordinis spiritualis et ordinis civilis ac politici.

Falsa, temeraria, injuriosa concilio Tridentino et Romanis pontificibus, hæresi proxima.

31. Principia et juramenta, quibus se obstringunt pontifices ad conservandam integritatem Statuum Ecclesiæ eo tantummodo spectant, ut ipsi non distrahant quamlibet eorum partem in favorem suorum propinquorum.

Falsa

32. Orbis catholicus nullum habet jus ad tuendam conservationem et integritatem dominii temporalis papæ.

Falsa, temeraria, erronea.

33. Catholicorum conscientia considerare non debet concursum, quem ipsi præbere possunt utilitati dominii temporalis Sanctæ Sedis, nisi ut negotium, quod nullum præ se fert characterem spiritualem seu religiosum.

Falsa, temeraria, pietati fidelium detrahens, ad minus erronea.

34. In qualibet politica societate necessaria non est existentia potestatis jure divino.

Politicæ potestatis destructiva, hæretica.

35. Præceptum Pauli apostoli, quod continetur his verbis : « Omnis anima subdita sit potestatibus sublimioribus, » temporariam dumtaxat inducit obligationem, neque omnibus epochis, omnibusque generibus societatis applicari potest.

Hæretica.

36. Voluntas populi seu populare suffragium ejusmodi est per se auctoritatis, ut nulla indigeat ratione ad suorum actorum validitatem.

Quatenus constituat voluntatem populi seu suffragium popular supremam legem independentem a jure naturali et divino, hæretica.

37. Principia, quorum vi quilibet supremus princeps non est nisi primus populi deputatus, identica sunt cum sanæ theologiæ principiis.

Falsa, injuriosa theologiæ, et seditiosa.

38. Principia insurrectionis, quæ proclamata sunt in favorem recentium eventuum in Italia, concordant cum sanæ theologiæ doctrina circa tyrannidem.

Falsa, theologiæ injuriosa.

39. Institutio principatus hæreditarii opponitur principiis ujis naturalis ac spiritui Evangelii.

Falsa, erronea et hæresi proxima.

40. Traditio Ecclesiæ catholicæ doctrinam continet tyrannidi seu despotismo faventem.

Falsa et hæretica.

41. In qualibet christiana politica societate nullum reperitur jus, quod suum principium seu fontem non habeat in jure Status.

Falsa et hæretica.

42. Societas domestica seu familia a lege tantum civili suæ existentiæ legitimitatem derivat.

Falsa, contraria juri naturali et divino ; quatenus vero intelligatur de societate seu familia christiana, hæretica.

43. Ad societatis christianæ bonum est universim admittendum, conditiones essentiales conjugalis vinculi immutari debere ad guberniorum et opinionum nationalium nutum.

Hæretica.

44. Progressus socialis inducere debet abolitionem indissolubilitatis vinculi conjugalis.

Hæretica.

45 Causæ matrimoniales non spectant ad judices ecclesiasticos.

Hæretica.

46. Præceptum ab Apostolo promulgatum de subjectione uxoris viro suo adversatur legitimæ emancipationi fœminæ : quod si præteritis temporibus bonum extitit, non item dicendum de futuris.

Impia et hæretica.

47. Proprietas non minus adversatur legi justitiæ, quam legi charitatis christianæ, neque fundatur in jure naturæ et gentium, sed unice in jure civili.

Falsa et hæretica.

48. Conforme est sanæ theologiæ ac juris publici doctrinæ, quod gubernia sint vera proprietaria bonorum, quæ obtinent Ecclesiæ, familiæ religiosæ, hospitia, aliaque loca pia.

Falsa, contraria concilio Tridentino (Sess. 22, c. XI de Refor.), et alias damnata in constitutione cujus initium *Licet juxta* Joan. XXII, IV kal. nov. 1327.

49. Optima œconomiæ politicæ ratio in quolibet Statu exigit, civibus et Ecclesiæ interdici, quominus charitas erga inopes exerceatur.

Perniciosa, jurium Ecclesiæ et privatorum læsiva, et sacris canonibus contraria.

50. Proprietates et filii ita ad nationem pertinent, ut jura proprietatis, et jura parentum in filios eorumque educationem a nationis concessione dimanent.

Complexive sumpta impia, juri naturali ac divino contraria.

51. Bona proinde societatis constitutio postulat, ut natio quæ per Statum repræsentatur, sub una alterave forma, directe aut indirecte monopolium habeat institutionum ac domicilio rum educationis, eorumque proprietatem, sive individualiter sive collective sumantur.

Erronea, perniciosa, juris divini et ecclesiastici læsiva.

52. Obligationes speciales, quæ ordinum religiosorum essentiam constituunt, ex Evangelio originem non trahunt.

Hæretica.

53. Perpetuitas votorum religiosorum oppugnari potest solidis rationibus fundatis in naturæ humanæ inconstantia, in libertatis jure ac in prudentiæ regulis.

Jam damnata in bulla *Auctorem fidei* (prop. 84).

54. Communitates religiosæ, quæ operibus exterioribus charitatis minime devoventur, nullam existentiæ legitimam rationem habent.

Falsa, erronea, perniciosa et hæresi proxima.

55. Juxta recta politices principia statui debet, ut religios ordines a guberniis catholicis a priori tanquam suspecti habeantur.

Injuriosa statui religioso, detrahens institutioni ab Ecclesia probatæ et fundatæ in verbo Dei, ac de hæresi suspecta.

56. Quiquid sit de ultimo uniuscujusque hominis fine in altera vita, finis supremus, ad quem societates politicæ debent omnes leges omnesque actiones dirigere, est cultura et perfectio ordinis materialis.

Impia, materialismo favens, erronea, ordinis moralis ac socialis eversiva.

57. Principia evangelica eo tendunt, ut extenuent et fere extinguant legitimos activitatis humanæ progressus in ordine materiali.

Falsa, religioni christianæ injuriosa, calumniosa et hæresi proxima.

58. Elementum materiale sibi primas partes vindicare debet in juventutis educatione.

Impietati favens, perniciosa, erronea, verbo Dei contraria.

59. Lex religiosa, quæ vetat quibusdam diebus servilia opera exercere ad Dei cultui vacandum, principiis bonæ œconomiæ politicæ adversaretur.

Impia, temeraria, Deo et Ecclesiæ injuriosa.

60. Protestationes episcoporum catholici orbis in favorem dominii temporalis summi pontificis, a studio partium politicarum originem traxerunt.

Falsa, temeraria, calumniosa, cœtui episcoporum injuriosa.

61. Exercitia spiritualia, extraordinaria seu missiones, quibus ex mandato episcopi operam dant sacerdotes sive sæculares sive regulares, non alium generatim effectum producunt, quam verum religionis rumorem, et natura sua paci publicæ sunt infensa.

Jam damnata in Bulla *Auctorem fidei*, prop. 65.

ADNOTATIO

Censuræ theologicæ quibus propositiones præfatæ conficiuntur, auctoritatem dumtaxat privatam præseferunt. Nam, ut supra innuimus, nec Romanus pontifex, nec aliqua ex SS. Cardinalium Congregationibus Romæ institutis, neque episcopi, seu concilia provincialia, neque universitas aliqua catholica easdem recepit suasque fecit. An autem Rmus episcopus Marianopolitanus, qui hujusmodi theologicas censuras publici juris fecit, dum sub lege secreti episcopis Romæ communicatæ fuerant (uti jam diximus, licentiam ad hanc evulgationem obtinuerit specialem, id nobis valde probabile videtur omninoque existimandum.

III

POSTULATA CONCERNANT LES DISPENSES

POSTULATA ARCHIEPISCOPORUM ET EPISCOPORUM PROVINCIARUM QUEBECENSIS ET HALIFAXENSIS. Postulatur ut totius juris ecclesiastici, curante summo pontifice, peracto concilio Vaticano, fiat codificatio cum iis additionibus et mutationibus quæ præsenti rerum statu utiliores et accommodatiores videbuntur.

Rationes postulati.

1. Facilior et communior evaderet cognitio hujus juris, quod nunc pene innumeris constitutionibus et canonibus constat.

2. Multa in desuetudinem abierunt, vel impossibilia facta sunt, vel in maximum Ecclesiæ bonum mutari possunt.

Huic postulationi subscripserunt 13 *concilii Patres.*

Postulatur ut in concilio Vaticano consideretur, utrum expediat in totius juris ecclesiastici codificatione totam legislationem de impedimentis matrimonii ad trutinam revocare, ita ut eorum impedimentorum minuatur numerus, vel saltem augeatur potestas ordinaria episcoporum ab impedimentis dispensandi.

Rationes postulati.

1. Valde intricalæ sunt leges de impedimentis et de dispensationibus, ut constat ex innumeris difficultatibus quæ quotidie solvendæ occurrunt tum Congregationibus Romanis, tum Ordinariis locorum.

2. Avertendum est frequens periculum nullitatis sacramenti.

3. Videntur abolenda impedimenta a quibus semper dispensatur.

Huic postulationi subscripserunt 12 *concilii Patres.*

Postulatur ut tollatur impedimentum cognationis legalis.

Ratio postulati.

Hoc impedimentum multis dubiis obnoxium videtur propter diversitatem legum civilium circa adoptionem; unde multi doctores nunc negant illud existere in præsenti rerum statu, in plerisque regionibus.

Huic postulationi subscripserunt 13 *concilii Patres.*

Postulatur ut e stylo curiæ, in dispensationibus consanguinitatis et affinitatis, tollatur obligatio declarandi incestum patratum.

Rationes postulati.

Hæc obligatio quæ nunc est sub pœna nullitatis dispensationis, videtur :

1. *Inutilis*, quia non impedit incestum, nec illum punit. Tota pœna incidit in miserum confessarium qui sæpe maximis difficultatibus et anxietatibus implicatur;

2. *Nociva*, quia adest periculum infamiæ et violationis sigilli sacramentalis, et insuper hæc obligatio causa est nullitatis plurimorum matrimoniorum quorum rehabilitatio aliquando valde difficilis est.

Huic postulationi subscripserunt 13 *concilii Patres.*

Postulatur ut tollatur impedimentum publicæ honestatis ex sponsalibus *non solemnibus* proveniens.

Ratio postulati.

Hoc impedimentum, quando provenit ex sponsalibus non solemnibus, probationem sæpe non admittit, unde jurgia, lites, nullitates matrimonii et scandala.

Huic postulationi subscripserunt 12 *concilii Patres.*

Postulatur ut tollatur impedimentum consanguinitatis et affinitatis in quarto gradu.

Rationes postulati.

1. Non sunt servanda impedimenta a quibus nunc semper dispensatur quotiescumque occurrent.

2. Ex illis frequentius provenit nullitas matrimonii propter majorem difficultatem illa inveniendi.

Huic postulationi subscripserunt 13 *concilii Patres.*

Postulatur ut tollatur impedimentum affinitatis *ex illicita* in secundo gradu.

Rationes postulati.

1. Ab illo impedimento, quotiescumque occurrit, semper dispensatur, et non videtur conveniens ut statuatur lex quæ non servetur.

2. Præter periculum nullitatis matrimonii, adest periculum infamiæ et etiam revelationis sigilli sacramentalis.

Huic postulationi subscripserunt 12 *concilii Patres.*

Postulatur ut Breviarii Romani fiat nova dispositio in qua : 1. quantum fieri potest, ordinarie recitetur totum psalterium in hebdomada ; 2. brevius sit officium iis diebus quibus parochi et confessarii muneris sui officiis diutius detinentur, prout sunt vigiliæ festorum, sabbata, dominicæ præsertim adventus et quadragesimæ.

Rationes postulati.

1. Juxta primitivam Breviarii dispositionem, totum psalterium singulis hebdomadis recitabatur; nunc vero repetuntur fere semper iidem psalmi de communi sanctorum; hinc minuitur recitantium devotio, et amittitur fructus qui ex aliorum psalmorum recitatione hauriri posset.

2. Parochi et confessarii jam defatigati, non sunt nimio onere gravandi diebus supra expositis.

Huic postulationi subscripserunt 12 *concilii Patres.*

DROITS PAROISSIAUX

Eglises filiales. Chapelles des confréries. Quels sont les droits du curé par rapport au culte divin? L'exposition du Saint-Sacrement n'est pas un droit paroissial. Neuvaines. Messes solennelles. Si la désignation des prêtres qui font ces fonctions appartient au curé ou bien à la confrérie. Si le catéchisme est droit paroissial. Décision de la S. Congrégation du Concile du 25 août 1877.

Quelle est la juridiction d'un curé sur les chapelles établies dans la circonscription de la paroisse ? Les prescriptions canoniques supposent et sauvegardent assurément le droit du curé en ce qui concerne l'administration des sacrements, la célébration de la messe et des fêtes, la bénédiction du Saint-Sacrement, et généralement toutes les fonctions qui, sans être des droits paroissiaux, appartiennent notoirement aux attributions du recteur. En outre, le curé est réputé l'administrateur naturel des offrandes et des aumônes que font les fidèles dans un lieu quelconque de la paroisse.

Les anciens canonistes estiment que le curé pourrait défendre aux recteurs des chapelles filiales de célébrer des messes votives, de confesser, de faire les services des défunts. La jurisprudence moderne du Saint-Siége accorde plus de liberté aux desservants des chapelles dont il s'agit.

En effet, il n'est pas admis que le curé jouisse d'un pouvoir absolu à l'égard de ces églises, et qu'il puisse exercer à son gré non-seulement les droits paroissiaux, mais encore tout ce qui est purement fonction ecclésiastique. Les droits (*jura*) demeurent exclusivement réservés, nul ne doit s'y ingérer sans l'agrément du curé; mais les *fonctions* comportent une plus grande habitude.

Les célèbres décrets *Urbis et Orbis* de la S. Congrégation des Rites en date du 10 décembre 1703 déterminent avec toute la précision et la clarté imaginable ce qui est droit paroissial et ce qui est simplement une fonction.

La célébration des messes solennelles pour les vivants ou les morts n'est pas un droit paroissial. De même, l'exposition des quarante heures et la bénédiction du Saint-Sacrement. Le curé ne peut empêcher les aumôniers des chapelles d'accomplir ces cérémonies.

Sauf la permission de l'ordinaire, les neuvaines, triduums, et autres fonctions où l'on expose le Saint-Sacrement, ne constituent pas du tout des droits strictement paroissiaux.

Le catéchisme est-il un droit paroissial? Le pape S. Pie V a publié une bulle qui prescrit aux ordinaires d'établir partout des confréries de la doctrine chrétienne. Or les membres de ces confréries, lesquels sont laïques, doivent enseigner le catéchisme aux enfants. A bien plus forte raison les prêtres qui desservent les chapelles publiques peuvent-ils faire le catéchisme.

La paroisse Notre-Dame, à Iesi, compte cinq églises filiales qui n'ont pas de recteur et dans lesquelles le Saint Sacrement n'est mis que le jour de la fête du patron et les fêtes de dévotion que l'on y célèbre. Une de ces églises tombe de vétusté, et demeure constamment fermée. Deux autres sont dans la campagne. Les plus importantes se trouvent dans la ville même.

La première, dédiée au Saint-Crucifix, appartient à une confrérie érigée sous le même titre. La confrérie met le plus grand zèle à faire desservir sa chapelle, qui est très-fréquentée de la population.

Dans l'autre église, située sur la place des Cordiers, existe une confrérie sous le vocable de Saint-Sébastien. Ces pauvres gens quêtent avec la plus grande sollicitude pour l'entretien de leur chapelle; ils achètent de beaux ornements et appellent des prêtres qui, par pure charité, disent la messe, administrent les sacrements et font le catéchisme. L'ordinaire autorise ces exercices du culte public.

Le curé de Notre-Dame a soumis deux questions à la S. Congrégation: 1. Les fonctions que l'on fait dans les chapelles dont il s'agit appartiennent-elles au curé? 2. Peut-il désigner un autre prêtre, lorsqu'il est lui-même empêché?

La S. Congrégation répond négativement. Le curé ne peut réclamer que les attributions purement paroissiales.

Æsinas. Jurium parochialium. — Die 25 augusti 1877. Raphael Latini plebanus ecclesiæ S. Mariæ Plani Æsinæ civitatis per secretariam sacrorum Rituum Congregationis sacratissimo principi hæc exposuit: « Intra parœciam sanctæ Mariæ Plani Æsinæ civitatis sunt quinque ecclesiæ dictæ filiales, quæ non habent rectores, nec SSmum Sacramentum, præter dies, in quibus solet solemnizari *dies festus* sancti titularis uniuscujusque ecclesiæ, aut aliæ functiones ex fidelium devotione; quærit itaque: 1. An functiones, quæ fiunt in eisdem ecclesiis, spectent ad parochum pro tempore. 2. An parochus posset nominare alium sacerdotem ad functiones, et sacrum faciendum ipso impedito. »

Hoc habito libello S. Rituum Congregatio sollicita fuit episcopum pro informatione et voto rogare, qui obtemperans mandatis retulit: « Illud pro facti specie contestor revera inter fines parœciæ quinque reperiri ecclesias; et ut me prætteream de duabus ruri positis, ac de una jugiter clausa quia fatiscens, quæ per antea S. Eligio erat dicata; de duabus publicis ecclesiis in civitate positis verba faciam, una SSmo Crucifixo et S. Sabino dicata, in qua beneficium patronatus familiaris fundatum existit cum officiatura missarum et pia unio ejusdem Crucifixi, quæ de Ecclesiæ officiatura occupatur ob devotionem et populi commodum, cum ecclesia sit ampla et spectabilis. Alia ecclesia habetur in platea ubi opificia funium abundant, et affluit multitudo extraordinaria, et etiam in ista habetur pia unio sub invocatione S. Sebastiani. In hac temporum perversitate incredibilis et ædificatione digna habetur pietas illarum pauperum gentium pro stipe missarum unciatim colligenda; signatim vero præ cæteris se distinguit sollicitudo et largitas eximii et religiosi viri de suo peculio in officiatura proceranda et augenda, in supellectilibus acquirendis, in doctrina christiana illi miriadi pauperum puerorum per sacerdotes charitative conquisitos imbuendo se enixe occupat, et tanta pietate movetur ita ut ejus memoria in benedictione erit. Numquam satis dicam de bono spirituali, quod in dicta ecclesia procuratur cum frequenti officiatura missarum, sacramentorum dispensatione, suffragiis prodefunctis, doctrinæ christianæ institutione ceterisque omnibus quæ in multis ecclesiis desiderarentur. Hinc ut divinus cultus augeatur, et animarum lucra curentur, tenerem ut sacerdotibus illam ecclesiam æque ac aliam S. Sabini desuper re-

censitam regentibus, et moderatoribus, parochus inhibere nequeat, ne ibidem sacerdotalia munera expleant, sive quia generaliter officium et potestas parochi nihil cum illis commune habet, sive quia statim ac episcopus ecclesias illas, tamquam loca sacra haberi voluit, in quibus sacra ministeria complerentur, obicem nullum ponere parochi queant, ne sacerdotes addicti ibidem sua officia absolvant, servatis tantummodo parocho juribus parochialibus, scilicet communione paschali, matrimoniis, baptismo, cæterisque, quæ ut pastor ei spectant. Hinc licebit in ecclesia capsulas habere, et oblationes et eleemosynæ erogandæ erunt in beneficium ecclesiæ, prout respondit ita S. C. C. 27 junii 1744 et 8 maii 1745, et recenter ista S. R. C. respondendum censuit : *Nihil obstare quominus functiones, in sacello publico peragantur de licentia tantum episcopi*, ut simili modo contentiones et jurgia penitus arceantur.

« Quibus præjactis et de facto et de jure, prono alveo fluit, functiones, quæ fiunt in ecclesiis publicis, licet filiabus, non spectare ad parochum, dummodo non sint de functionibus parochialibus et multo minus alium nominare poterit posthabitis sacerdotibus, qui jugiter ecclesiæ deserviunt. Ne tamen in mea informatione desideretur, dicam, quod urbanitatis titulo ad majorem functionum splendorem, præsertim in expositione SSmi Sacramenti non prætermissa fuerit invitatio parochi, sed eo impedito vel nolente a sacerdotibus ecclesiæ functiones expletæ rite fuerunt. Quibus præjactis concludam cum requisito voto, ut functiones et quæ parochialia minime lædant, exerceri et institui valeant, de venia tantum, scientia et consensu episcopi, ideoque ad parochum non spectare, et consequenter ipsum nec posse nominare alium sacerdotem ad functiones et sacrum faciendum. »

Habito hoc responso S. Rituum Congregatio operæ pretium duxit die 23 elapsi aprilis rem totam ad S. vestrum Ordinem transmittere.

Acceptis igitur a S. R. C. hisce actis sub die 28 ejusdem mensis sequens edidi decretum : « Eidem episcopo, qui referat quænam fuerit præcedens observantia, et an synodales constitutiones quidquam disponant super propositis quæstionibus. » Quibus mandatis jussa faciens Æsinus præsul sub die 18 maii jam effluxi retulit :

« Quoad præteritam observantiam habemus curante piæ unionis S. Sebastiani gubernatore quando sacerdos præsto non erat, dum hodie habemus, plebanum S. Mariæ invitasse, et quandoque ipso impedito (rite necne) suum capellanum suffecisse. Rebus tamen sic stantibus devotione gubernatoris ejusdem et incredibili fervore crescente novæ functiones inductæ, cultus adauctus, doctrinæ christianæ rudimenta tradita, SSmi Sacramenti solemnis expositio quadraginta horarum, et exemplar dicti divini cultus augmentum. Hoc tamen non semper probante plebano qui talia non faciens in ecclesia sua satis dissita, et populo incommoda non indifferenter in ecclesia S. Sebastiani ea omnia videt accrescere. Hanc tamen ecclesiam affluenti illi genti circumstanti absolute necessariam, neglectam, et derelictam plorarem deficiente concordia parochum inter et gubernatorem regentem illam piam unionem, qui licet homo vulgaris et rudis, tamen non parcens expensis fere semper de suo factis, mirum in modum de sacris supellectilibus deque sacris functionibus occupatur, et per sacerdotem rectorem, aliosque sacerdotes ad doctrinæ sacræ instructionem, ad sacramenta illi genti procuranda et ad funtiones complendas providet. »

Quibus expositis prosequitur : « Cum de jure constituto agendum sit, habemus responsum S. R. C. diei 10 octobris 1640 in *Bisinianensi*, quoad functiones solemnes in ecclesia simplici, intra fines alicujus parœciæ spectare ad rectorem ipsius ecclesiæ. Et alterum consimile in *Ripana* 14 junii 1845 pro ecclesiasticis functionibus, quæ parochialia jura non lædant ; necnon in *Cusentina* diei 26 aprilis 1834 decernitur pro solemnibus functionibus in ecclesiis parochialibus vel succursalibus, requiri consensum parochi, in aliis Ecclesiis consensum rectoris. Nihil denique super propositis quæstionibus nostræ constitutiones synodales disponunt. »

Omnibus itaque rite completis, quæstionem hanc in hodiernis comitiis proponendam duxi sub dubii formula in calce conscripta, nonnulla antea, ut moris est utrinque animadvertens.

Et in primis hæc favore parochi perpendenda videntur. Neminem latet parochum privative quoad omnes, circa sacramentorum administrationem, exactionem oblationum, funeralium et omnium actuum et jurium parochialium exercitium, fundatam habere intentionem in jure, non tantum in parochiali ecclesia, verum etiam intra totius parœciæ fines, cap. *Dilectus*, de capellis monachorum ; cap. 1 et 4 De sepulturis ; cap. 2 De parochis. Clem. *Dudum*, § *Verum*, De sepulturis, cap. *In sacris*, 16, qu. 1 ; Barbosa, *De off. parochi*, part. 1, cap. 12, a n. 1 ; Panimoll. decis. 1, adnot. 10, num. 1 ; et decis. 11, num. 5. Rot. decis. 124, a num. 1, decis. 214, num. 9 et 7, part. 12, et decis. 231, num. 2, par. 13 ; decis. 225, num. 1, par. 19. Hinc ad eum pertinere missas canere et populo cum venerabili in iis benedicere tradunt Monacell. *form. leg.* tom. 2, tit. 13, form. 1, num 59. Pignat. consult. 103, n. 16, tom. 10 ; et tenuit S. C. in *Ferriaren.* jur. par. 22 martii 1698. dub. 2 ; eaque ratione ritus omnes, benedictiones, et functiones ad eos spectare qui curam animarum habent tradit Bass. *De sodalit.* quæst. 12, num. 10. Licet enim functiones hujusmodi non recenseantur inter jura parochialia, pertinent tamen ad functiones parochiales. Monacel. loc. cit. n. 54, et seq. Ursaya, *Discept. eccl.* 29, tom. 2, part. 2. Similiter parochus legitimus censetur administrator oblationum et eleemosynarum quæ quolibet in loco intra parœciæ fines largiuntur, ut tradidit S. C. in *Ferrarien.* confraternitatis 14 septembris 1782, § *Ad secundum* ; idque retinuit S. C. EE. et RR. in *Neapolitana*, Juris administrandi oblationes et custodiendi sacras supellectiles diei 3 martii 1872, confirmata die 3 julii anni 1874, addita clausula *et amplius*.

Idcirco ratione sui officii, et ad conservanda jura sua potest prohibere clericis aliisque capellanis, ne in oratoriis seu ecclesiis sitis intra limites parochiæ quacumque ex causa præsumant sine sua præsentia vel saltem consensu missas sive votivas sive alias, privatim vel cum cantu celebrare. Innocent. in cap. finali de cens. Zabarell. cons. 8. Bayo in prax. Eccl. part. 3, lib. 2, qu. 66. Lezana, *de regular.* tom. 2, cap. 15, num. 22, vers. 7 ; et n. 29, vers. 3. Bordon. tom. 3. oper. moral. par. 2, resol. 72, n. 23. Mantic. decis. 294.

Pariter interdicere valet confraternitatum capellanis ne in illarum ecclesiis confessiones audiant, ministrent sacramenta, mortuos sepeliant, aut solemnes pro illis missas, vel alia officia celebrent præsentibus cadaveribus ibidem tumulandis sine expressa ordinarii et parochi licentia. Lauretus de Franchis. *Controv. inter episc. et regular.* q. 1 de erect. confraternitatis in addit. num. 226. Barbosa *de Jur. Eccl.* lib. 2, cap. 11, num. 105 ; et in *Collect. Apost. decis.* verb. *Confraternitas*, num. 17 Capon. *Discep. for.* tom. 4, discep. 276, num. 32. Julius Lavor. *Lucubrat. var.* cap. 5, sect. 6, num. 228, vers. *Adde parochum*, Bordon. ubi supra resol. 72, num. 23.

Quibus omnibus bene perpensis videretur, parocho competere jus omnes functiones in præfatis ecclesiis exercendi, maxime quia ipsæ perpetuum non habent rectorem. Card. Petra, tom. 2, ad Constit. 1 Anastas. sect. 2, num. 20, 23 ; ideoque ipso impedito alium delegare posse, qui ejus vices gerat.

Altera sed vero ex parte perpendendum videtur, quod ea juris assistentia qua gaudent parochi supra ecclesias intra fines

parœciæ sitas, non adeo absolute accipienda est, ita ut ei pro suo lubitu liceat exercere jura parochialia, et ecclesiasticas functiones in quavis ecclesia intra fines suæ parochiæ existente, sed hujusmodi juris intelligentia, id tantum operatur ut parochus sit solus in tota parochia in exercitio jurium parochialium, absque eo quod in hujusmodi exercitio quisque alius umquam se possit immiscere; et ita de facto doctores interpretantur hanc parochialem jurisdictionem. Pignat. cons. 103, num. 15 et seq. tom. 10. Monacel. loc. cit. part. 2, tit. 13, form. 1, num. 54 et seq. Rota in *Gerunden.* anniversariorum 3 decembris 1708, § *Neque*, coram Scotto. Et jure meritoque « cum nulla ecclesia citra cathedralem fundet intentionem suam de jure super subjectione alterius ecclesiæ etiam fundatæ intra limites suæ parochiæ, præterquam in ordine ad jura parochialia, adeo ut si ultra ea vellet vindicare aliquod jus in aliena ecclesia, deberet probare ex jure speciali hoc sibi competere, ut tenent communiter canonistæ in cap. *Dilectus*, de capel. monach. quos referunt et sequuntur Valenzulo. cons. 65, num. 10; Card. De Luca, *de paroch.* disc. 31, num. 6; et plenissime Rota decis. 551, n. 11 cum seqq. part. 5 rec. tom. 2, ubi rejecto Hostiensi testatur de communi . » Rota decis. 990, num. 1 et 2 coram Molines.

Nec secus passim tradidit hæc Sacra Congregatio in *Nullius seu Nonantulana*, jur. par. 13 januarii 1685, dub. 4; *Brictinorien.* 21 julii 1687, dub. 4; *Comen.* jurium parochialium 9 julii 1714; *Spoletana* parochialitatis 16 novembr. 1715; *Nullius seu Nonantulana* jur. par. 27 junii 1744, confirmata 8 maii 1745 ad dub. 2; *Comen.* funct. 17 maii 1749 confirmata 14 martii 1750 ad dub. 2, 4 et 6.

Imo hoc solemniter reperitur in generalibus Sacræ Congregationis Rituum decretis Urbis et Orbis 10 decembris 1703 relatis a Monacell. loc. cit. sub n. 46, in quibus positum est discrimen inter functiones mere parochiales, ac mere sacerdotales, ceu videre est penes Bened. XIV. *Instit. Eccl.* 105; quarum doctrinam per partes more suo doctissime exponit. Et ne dubitandi occasio superesset super præcipuis functionibus, an parochiales essent necne, proposita inter alia fuere in præfata Congregatione S. R. sequentia dubia : « X. An celebratio missarum solemnium per annum sive pro vivis, sive pro defunctis, sit de dictis juribus parochialibus. XI. An expositio quadraginta horarum et benedictio, quæ fit super populo, sit de juribus mere parochialibus. XIII. An functiones in præcedentibus octo dubiis, videlicet a dubio V ad XII expressæ peragi possint in oratoriis privatis contradicente parocho. » Responsum fuit ad X: *Negative prout jacet.* Ad XI. *Negative.* Ad XIII. *Satis provisum in superioribus*, nempe affirmative ut explicat Bened. XIV loc. cit. qui postquam reprobavit distinctionem functionum quæ dicuntur de jure et de officio parochiali tamquam a doctoribus invectam, sub n. 6 pergit: « Accedit... quod consistoriales advocati pro veritate consilium ferentes, asseruerunt nullum à parocho impedimentum afferri posse, ne functiones illæ in aliis ecclesiis indicantur, quamvis intra suæ parochiæ limites positæ fuerint. »

Idque eo vel magis in themate retinendum, quia non solum parochus non docuit de subjectione dictarum ecclesiarum ex jure speciali sibi competente, verum etiam habemus ex episcopi testimonio præfatas ecclesias regi a sacerdotibus de consensu et scientia ordinarii. Quo in casu ipsis licere putarem inibi sacras functiones quæ parochialia jura minime lædunt, peragere, ceu tenuit Sacra hæc Congregatio in *Reatina* sacrarum functionum diei 12 januarii 1844, in qua propositis dubiis: I. An liceat capellano, novenas, triduos, et alias functiones cum expositione et benedictione SSmi Sacramenti explere in oratorio S. Dominici (jurispatronatus gentis Ricciæ) indepeudenter a parocho in casu. II. An liceat eidem capellano missas solemniter canere independenter a parocho in casu? Responsum fuit : Ad I et II. *Affirmative in omnibus ad forman decretorum Urbis et Orbis S. C. SS. Rituum diei* 10 *decembris anni* 1703, *salvo tamen jure episcopi super licentia benedicendi populum solemniter cum SSmo Sacramento prout de jure.*

Neque ad ostendendam subjectionem quamdam parochus subsumat ad ipsum in themate spectare doctrinæ christianæ explanationem et administrationem oblationum et eleemosynarum, quæ intra parœciæ limites largiuntur. Siquidem christianæ doctrinæ explanatio, licet inter onera parochialia recenseatur, tamen optime de episcopi consensu in alia ecclesia fieri potest. Revera si eam tradere possunt confraternitates laicorum, quas ad hoc institui a locorum ordinariis, præcepit S. Pius V in constit. 137 Bullar. tom. 2, confirmata a Gregor. XIII, Clem. VIII et Paulo V, potiori ratione valent eam docere rectores præfatarum ecclesiarum de consensu ordinarii, cui ex bulla Benedicti XIV, cujus initium *Etsi minime*, omnis cura et diligentia commissa fuit, ut populus in doctrina christiana erudiatur. Neque circa oblationum administrationem se ingerere valet parochus, ceu ceteris missis claret ex resolutione dubii XXVIII recitati decreti *Urbis et Orbis*, ibi : An possit parochus se ingerere in administratione oblationum, vel eleemosynarum in sæpe dictis ecclesiis recollectarum, vel capsulæ pro illis recipiendis expositæ clavem retinere? responsum prodiit : *Negative.*

Minusque adversatur, quod in quibusdam solemnitatibus parochus solemniter celebraverit vel functiones peregerit in dictis ecclesiis et eo impedito suffecisse capellanum. Quandoquidem actus celebrationis, et aliarum functionum exercitium non probat, quod eas peregit tamquam parochus jure superioritatis prout esset justificandum, cum constet ex episcopi testimonio parochum inibi functiones sacras exercuisse, quando fuit a gubernatore invitatus; ex quo actu minime obligatoria consuetudo argui potest ex traditis per Rot. coram Cavaler. decis. 386, n. 1. *Calaguritana* decimar. S. Petri 21 junii 1697, §. *Absque*, coram Molines.

Cum igitur ex deductis appareat nullum jus competere parocho S. Mariæ peragendi sacras functiones in ecclesiis intra fines suæ parœciæ sitis, consequitur ipsum non posse alium sacerdotem nominare ad functiones peragendas et ad sacrum perlitandum, ipso impedito.

Hisce utrinque animadversis videant EE. VV. quonam responso sit dimittendum dubium :

An parocho S. Mariæ Plani jus sit peragendi sacrum et functiones omnes sive per se, sive per alium in casu.

Sacra Congregatio Concilii rescripsit : *Negative nisi agatur de functionibus mere parochialibus, et amplius.* Die 25 augusti 1877.

OFFICE DE LA CATHÉDRALE

Obligation de l'office quotidien. Décret du concile de Trente. Si la coutume a le pouvoir d'abroger la disposition du concile général. Les chanoines de la cathédrale de Nocera ont de temps immémorial l'usage de ne se rendre au chœur que les dimanches et fêtes. Modicité du revenu. Décision de la S. Congrégation du Concile du 25 août 1877.

Nocera de' Pagani, province de Salerne, dans le royaume de Naples, est ainsi appelé à cause des Sarrasins qui l'occupèrent au IXe siècle. Teia, roi des Goths, y fut défait par Narsès, l'an 554.

De temps immémorial les chanoines de la cathédrale ne célèbrent l'office que le dimanche et aux principales fêtes, au lieu de le réciter tout entier au chœur chaque jour, conformément aux saints canons. Le synode diocésain de

1695 constate et consacre l'usage : « Quoniam ob exiliatem redditum majores nostri illam (psalmodiam) ad dies festos de præcepto restrinxerunt cum ulteriori obligatione de habendo choro per octavam Corporis Christi, in majori hebdomada et in vesperis diei sabbati totius anni, inhærendo dictæ consuetudini quousque Deo favente pinguior fortuna succedat, mandamus ad unguem servari omnia decreta synodorum Lenti et Lunadoro. » Ces deux synodes avaient été tenus peu après le concile de Trente.

Un indult pontifical, en date du 10 mai 1837, dispense des vêpres du samedi, et prescrit, en échange, les litanies de la sainte Vierge tous les dimanches, et onze offices complets, savoir les quatre jours des quarante heures, le jour des Cendres et les vendredis de carême. Cet indult confirma et sanctionna la coutume.

En 1860, Mgr d'Aguello d'Auria a fondé vingt autres offices complets; le legs attribue huit ducats (32 francs) pour distributions afférentes à chaque office.

Un indult du 16 mars 1776 a permis aux chanoines de célébrer avant midi les vêpres des jours de chœur.

Le revenu étant très-restreint, l'office quotidien est moralement impossible. La cathédrale est éloignée du centre de la ville. Les chanoines sont obligés de prendre des voitures. Ils reçoivent à peine deux cents livres par an.

Le *folium* que nous rapportons plus loin examine avec soin si la coutume peut abroger une disposition du concile de Trente.

Décision. La S. Congrégation du Concile a permis aux chanoines de Nocera de suivre leurs usages tant que l'état des choses subsistera.

Nucerina paganorum. Servitii chori. Die 25 augusti 1877. Innotuit S. Ordini in cathedrali ecclesia Nuceriæ Paganorum nonnisi de mane et diebus festivis tantum divinum officium persolvi. Hujusmodi habita notitia sub die 26 aprilis lapsi jam anni episcopum requisivi, ut audito capitulo referret « quo titulo choralis officiatura cohibeatur ad dies festos et semel in die, scilicet de mane tantum. »

Quibus mandatis morem gerens antistes, rationum momenta, quibus innititur capitulum in separato folio transmittere curavit.

Quibus acceptis sub die 13 julii 1876 decretum edidi ut causa hæc poneretur in folio. Cum autem in hodiernis comitiis causam hanc disceptandam duxerim sub dubii formula in calce hujus libelli conscripta, mei muneris ratio postulat ut primum, prout de more, aliquid ex officio adjiciam, et dein, quæ capituli patronus in allegatione circumferenda habet, summatim exponam.

Ex juris dispositione aperte colligitur canonicos aliosque cathedralis, vel collegiatæ ecclesiæ servitio mancipatos singulis diebus choro interesse, ac canonicas debere psallere horas, textus in cap. *Licet*, de præb. cap. *Inter quatuor*, et cap. fin. de cleric. non resid. idemque onus imponit renovatque Tridentina synodus sess. 21 et 22 cap. 3 et sess. 24 cap. 12 de reform. et ex innumeris claret S. Congregationis resolutionibus, prout videre est in *Aliphana* servitii chori diei 27 aprilis 1709. *Recineten.* servitii chori 17 septembris 1757 confirmata 2 septembris 1758. *Terracinen*, servitii chori et missæ convent. diei 11 decembris 1784.

Quin imo si hac super re ulterius sacri canones consulantur, non modo apparebit quotidie officium divinum esse recitandum, sed et statis horis. A primis enim ecclesiæ temporibus sancta fuit institutio tempora diei ita piis officiis partita haberi, ut præter illa spatia, quæ aut necessaria quieti, aut muneribus vitæ debitis interjiciuntur, dies noctesque statis quibusdam horis in divinis laudibus clericorum cœtus versaretur. Ex benignitate tamen Ecclesiæ præcipua nunc horarum distributio inter matutinas et vespertinas animadvertitur. Quare id etiam contendere ut vespertinæ horæ ipso mane recitentur absonum nimis ab Ecclesiæ institutis videtur S. C. in *Sarnen.* servitii chori 30 mai 1833, § *Fuit.* Hisce igitur omnibus attentis enunciati canonici ad servitium cathedralis ecclesiæ quotidie præstandum juxta SS. Canonum sanctiones redigendi viderentur.

Neque præsidium ex immemorabili consuetudine captandum foret a canonicis, ut semet ab hoc onere eximerent, cum veluti abusus et juris corruptela rejicienda esset. Ipsa enim adversaretur sanctionibus Tridentinis, ideoque necessario incideret sub censura constitutionis s. m. Pii IV *In principis Apostolorum*, quæ consuetudinem quamcumque concilio Tridentino contrariam nullam et irritam declaravit. Ea vero constitutio, ceu sapienter monuit Benedictus XIV, *Instit. Eccl.* 60, num. 7, « singula ejusdem concilii capita simul complectitur, et nullius efficit momenti consuetudines quæ leges in iisdem capitibus inscriptas violent. » Quod si hæc dicenda sunt de consuetudine decreta Tridentini præcedente, potiori ratione dicenda viderentur de iis consuetudinibus, quæ contra jam statuta decreta introduci vellent propter decretum irritans, quo præfata constitutio munitur. Cujus decreti vis tanta est, ut non modo existentes destruat consuetudines, verum etiam obstaculum ponit ut contrariæ consuetudines ortum habere possint ob deficientiam taciti consensus Romani pontificis, qui numquam præsumitur in iis quæ adversantur constitutionibus clausula irritanti munitis quemadmodum docent De Luca, *de jurisdict.* disc. 95, num. 7 et 8, Pignatell. consult. 134, n. 16, tom. 1. Piton. *de controv. patr.* all. 5, n. 6, *disc. eccl.* 23, n. 16, et seq. disc. 112, num. 29. Ferraris, v. *Consuetudo*, n. 37.

Et hæc in genere; in specie vere de officio chorali monet Barbosa *de offic. et pot. episc.* alleg. 33, num. 131 et 133, pluribus allatis auctoritatibus, quod canonici et qui dignitates obtinent in ecclesiis cathedralibus et collegiatis etiam seclusa consuetudine vel statuto... tenentur psallere in choro; omnibus diebus et horis debent canonici interesse... et non possunt juvari aliqua consuetudine quin teneantur omnibus septem horis inservire. » Quam sententiam ab hoc S. Ordine secutam esse constat ex *Setina* diei 11 januarii 1786, et *Albanen.* 4 aprilis 1789; in qua cum ad declinandam integri servitii choralis legem canonici inveteratam adduxissent observantiam, eorum preces ab Emis Patribus in congregatione 16 maii ejusdem anni penitus fuerunt rejectæ.

Ex quibus prono veluti alveo fluere videtur quod canonici ecclesiæ cathedralis Nucerinæ haud semet eximere valent a quotidianæ officiaturæ servitio sub prætextu immemorabilis consuetudinis.

Multoque minus præsidium captare præsumant ex redituum tenuitate. Hæc enim causa legitima esse posset ad reductionem servitii chori ex benignitate S. C. obtinendam, minime vero causa a jure statuta, quæ ex se satis esset ad servitium ad quoslibet dies et horas coarctandum. Exemplo sit *Sutrina* officiaturæ diei 27 novembris 1779, in qua contendentibus canonicis ipsos tantummodo diebus festis de præcepto ad choro inserviendum teneri proposito dubio : « An et quibus diebus canonici ecclesiæ Assumptæ terræ Anguillariæ teneantur choro inservire in casu, responsum fuit : *Teneri omnibus diebus.* Inde vero inspecta tenuitate redituum præbendarum die 23 februarii 1782 reductionem servitii chori indulsit S. C. Ob eamdemque rationem stante scilicet antiqua consuetudine et

redituum tenuitate concessum est a S. Ordine servitium per mediarias in *Cathacen.* servitii chori 5 septembris 1699, et in *Castri Maris* servitii chori 30 julii 1735.

Verumtamen heic non est prætereundum quod ex archidiaconi confessione annua congrua pro singulis canonicis est circiter ducatorum 55, ultra excessum stipendii missarum in annuis ducatis ferme tresdecim computandum, quæ cum tam levis haud sit, viderentur hac de causa a quotidiano servitio eximi haud posse. Audiatur sane S. C. in *Aliphana et Cerreiqna* reductionis servitii chori diei 7 augusti 1841, § *Quænam*, ibi : « Quænam vero censenda sit tenuitas redituum habetur in Aretina supra laudata. » Legitur enim, ibi : « Nuper S. C. censuit pro servitio chori quotidiano congruum esse emolumentum scutorum triginta, ex quibus etiam stipendium missarum erat deducendum in *Civitatis Castellanæ* reductionis servitii chori 27 junii nuper elapsi, quamquam in hac causæ specie ageretur de canonicatibus collegiatæ in parvo oppido. » Idemque ait in *Messanen.* 14 decembris 1822, § *At*, et in *Mazarien.* 20 novembris 1824, § *Profecto.*

Post hæc inutiliter canonici confugerent ad synodum diœcesanam anni 1695 sive ad pontificia rescripta. Synodus enim diœcesana nullimode rescindere valet quæ fuerunt a jure communi statuta, et pontificia rescripta extendenda non sunt ultra quod in ipsis concessum fuit, cum sint stricti juris, ideoque nullam patiantur extensionem. Pirhing. de rescript. n. 17. Reiffenst. eod. tit. n. 121.

Qui vero capituli jura defendit his innititur potissimum rationum momentis. Præmittit imprimis ecclesiasticas leges posse ex contraria consuetudine centenaria atque immemorabili præsertim tolli ac moderari etiamsi ipsæ prohibeant simpliciter ac generaliter ejusdem introductionem, prout ex communi doctorum opinione tradit Reiff. Inst. Can un. lib. 1, tit. 4, num. 49 et seqq. Quin immo et hanc consuetudinem admittendam esse urget orator, etiamsi lex specialiter contrariam consuetudinem veluti nullam, iniquam, et irrationabilem condemnasset, quoties vel nova causa superveniat, vel jam extans detegatur, quæ iniquitatem tollens, consuetudinem justam ac rationabilem reddat. Reiffenstuel loc. cit. Rot. Rec. decis. 28, part. 7, num. 275 et seqq. Hoc præmisso notat defensor capituli legem quæ quotidiani servitii choralis onus præscribit, minime ex jure naturali et divino, sed ecclesiastico promanare, ac Tridentinam synodum et bullam Pii IV ejus decreta confirmantem nullam continere dispositionem, quæ specifice prohibeat, multoque minus veluti nullam, injustam, et irrationabilem declaret consuetudinem, quæ chorale servitium a quotidiano ad festos tantum dies cohibeat, ideoque consuetudinem in themate posse admitti concludit.

Et reapse pergit, licet pro generali regula ac sacrorum canonum et concilii Tridentini sanctione canonici debeant singulis diebus choro intervenire, uno tamen ore a doctoribus traditur, regulam hanc limitationem pati non modo a fundationis lege vel summi pontificis indulto, sed etiam a consuetudine, quoties justis ac rationabilibus causis sit innixa. Quas inter causas principem locum tenet redituum tenuitas, cum sit et rectæ rationi, et sacrorum canonum dispositioni conforme, quod onus imponatur proportionabiliter ad stipendium, et quod ad assiduum et quotidianum servitium altari præbendum haud sit cogendus qui ex altare non habet unde vivat. Bonacc. tom. 1, de hor. can. disp. 1, quæst. 3, punct. 5, num. 1, et disp. 2, quæst. 1, num. 2 et 3. Antonelli, *de jure cleric.* cap. ult. § 2, num. 85 et seqq. Reiffenstuel *Jus can.* lib. 3, tit. 4, num. 107.

Quam doctrinam exceptam fuisse subdit a S. Ordine qui in casu etiam quo canonici ex lege fundationis ad quotidianum servitium tenerentur, redituum tenuitatis causa sæpe sæpius illud vel ad certum dierum numerum redditibus proportionatum cohibuit, vel ad tertiariam, seu quartariam redegit, si de capitulis ageretur magno canonicorum numero constantibus. Ad quem effectum tenues æstimandos esse duxit reditus, qui annua scutata Romana triginta vel quadraginta non excederent, ceu inter cæteras tradidit in *Cusentina* servitii chori 23 junii 1838; *Lucana* servitii chori 26 januarii 1839; *Puteolana* servitii chori 26 februarii 1842; *Verulana* red. servitii chori 17 septembris 1842, atque in *Firmana* servitii chori 27 aprilis 1844.

Jamvero in facto constare affirmat ne biscentum quidem annuas libellas ex canonicatu præbendatis obvenire, quæ summa haud leviter imminuitur ob expensam curruum, qui æstivo præsertim et hyemali tempore ipsis redduntur necessarii ad cathedralem se transferendi causa, cum longe distet a civitatis centro. Infert hinc, quod etiamsi a fundationis lege ad quotidianum servitium tenerentur, et quotidianum hucusque præbuissent, tamen redituum tenuitatem exhibentes, haud immerito sperare possent ex constanti sacræ Congregationis disciplina servitii ejusdem ad certos dies reductionem. Idque vero multo magis confidit, quia cum de supradicta fundationis lege minime constet, et cum ex consuetudine immemorabili justissimæ stipendii tenuitatis causæ innixa, servitium nonnisi quam superius memoratis diebus præstiterint, hodie quo redditus imminuti potius quam adaucti sunt, servitium longe gravius et quotidianum imponi præsumi nequit.

Quin imo consuetudinem prædictam servandam esse adjicit, quia non modo scientibus et non contradicentibus, quod sufficeret, sed comprobantibus tam episcopis, quam apostolica etiam Sede invaluerit. Constat id primum ex synodo diœcesana anno 1695 ab episcopo Perisio habita. Post expressum enim inibi simplex desiderium quod « psalmodia divina in cathedrali quotidiana posset esse, » subditur immediate : « Sed quoniam ob exilitatem redditiuum majores nostri illam ad dies festos de præcepto restrinxerunt cum ulteriori obligatione de habendo choro per octavam sanctissimi Corporis Christi, in majori hebdomada, et in vesperis diei sabathi totius anni, inhærendo dictæ consuetudini quousque Deo favente pinguior fortuna succedat, mandamus ad unguem servari omnia decreta synodorum Lenti et Lunadoro ».

Ex quibus verbis elucet consuetudinem hanc extitisse jam sub episcopo Lunadoro, qui paulo post concilium Tridentinum diœcesi Nucerinæ præfuit, eamque invaluisse annuentibus prædecessoribus episcopi Perisii atque ab hoc novam obtinuisse adprobationem. Existentiam insuper hujusce consuetudinis cum tacita sin minus omnium episcoporum annuentia apparere adjungit orator capituli ex eorumdem relationibus super propriæ diœcesis statu sacræ Concilii Congregationi exhibitis, atque ex actibus visitationum ab iisdem episcopis peractarum.

Sed, quod magis est, ab apostolica etiam sede nedum tacite, sed etiam expresse confirmatam fuisse propugnat. Ac primum id eruit ex indulta anni 1776 a summo pontifice canonicis vesperas ante comestionem recitandi facultate : cum supponi nullo pacto queat id summum pontificem peregisse nisi plena antea notitia accepta de chorali servitio a canonicis præstito ab immemorabili, multoque minus valeat effingi, quod si consuetudinem hanc reprobandam duxisset, voluerit e contra mitius etiam ac proinde abusivum magis illud servitium reddere.

Idipsum deducit orator ex bulla Gregorii XVI diei 9 decembris 1833, qua episcopalem sedem anno 1818 suppressam Nucerinæ Paganorum restituit, et eumdem canonicorum cœtum qui collegiatam efformabant, in capitulum cathedralis erexit, « eadem tamen bona, eamdemque dotationem quibus in statu collegialitatis capitulum poliebatur » attribuens. Suspicari siquidem non potest quod antea summus pontifex informatus

plene non fuerit non modo de quantitate redituum, sed de qualitate etiam servitii illuc usque a capitulo præstiti ex immemoriali consuetudine, quam si iniquam et irrationalem æstimasset, solemni hac occasione non omisisset expressis verbis improbare, et quotidianum vel gravius saltem chori servitium capitulo imponere. Ast e contra cum redditus minime adauxerit, et nihil de augmento servitii disposuerit, jure ac merito inferendum esse concludit, hoc etiam cujusmodi antea fuerat relinquere voluisse.

Sed validius quoque et luculentius idem demonstrat ex rescripto diei 10 maii 1837. In precibus siquidem a capitulo porrectis sacræ Rituum Congregationi candide exponebatur ipsum ex mera consuetudine ab immemorabili choro non intervenire, nisi in diebus festis nonnullisque aliis, quos inter habebantur, sed pro recitatione tantum vesperarum sabbatum totius anni et vigiliæ festorum, quæ non amplius erant de præcepto ; et petebatur ut postremum hoc servitium in aliud commutaretur, canonicis quidem commodius, sed fidelibus utilius, præstandum diebus in precibus iisdem expressis. Post informationem et votum episcopi, qui dum confirmavit expositorum veritatem, precibus annuendum esse authumavit, res directe fuit delata summo pontifici, qui propterea etiamsi nullam antea scientiam de supradicta consuetudine habuisset, ex dictis precibus, episcopi informatione et voto, nec non ex relatione secretarii sacrorum Rituum Congregationis plenam tunc de eadem suscepisset notitiam. Jam vero summus pontifex petitam gratiam concedens non modo minime reprobavit consuetudinem eamdem, sed apertissimis immo verbis ipsam confirmavit, sic enim rescripsit : «Sanctitas sua, audita relatione etc. attentisque informatione et voto de speciali gratia benigne annuit juxta oratorum preces, commutavitque etc. servato de cætero chori servitio quod usque nunc vel ex lege vel ex consuetudine iidem canonici ecclesiæ cathedralis præstiterunt. »

Cum autem in hoc rescripto in forma, ceu dicitur specifica consuetudo, de qua in precibus confirmetur, capituli defensor deducit, non modo ex consuetudine immemorabili, sed ex expresso etiam summi pontificis indulto a quotidiano servitio canonicos esse dispensatos, atque ad aliud non teneri nisi quod hactenus præbuere.

Hisce pro coronide adjicit, collationem beneficii contractum bilateralem constituere, quo beneficiatus dum jus acquirit ad reditus beneficii percipiendos, obligationem haud majorem contrahit, quam ea onera adimplendi, quæ tempore collationis beneficio inhærent. Atqui cum fuit ipsis universis canonicatus collatus, ex immemorabili hic non alia onera secumferebat, quam supradictis tantum diebus choro interveniendi. Ergo onus illud in eorumdem præjudicium, et adversus jus ab ipsis quæsitum adaugeri non valet. Ipsi enim si istud prævidere potuissent, minime beneficium onus reditibus tam impar imponens acceptassent. Ipsorum igitur jura quolibet in casu sarcta tectaque atque integra servanda tradit, quemadmodum fuit peractum cum præbendæ quibus octo ex sexdecim canonicis gaudebant, fuerunt anno 1836 in communem massam collatæ: decreto enim 4 julii ejus anni ab episcopo edito fuit constitutum, id fieri debere, quando vacatio dictorum canonicatuum contigisset.

Hæc ab oratore disputantur ad excludendum quotidianæ officiaturæ onus : quoad vero vesperarum recitationem ante comestionem, facultatem hanc canonicis vindicat a rescripto diei 16 martii 1776 quo pontifex gratiæ hujusce, quam justis de causis petierant, concessionem remisit arbitrio et conscientiæ episcopi, qui arbitrio sibi commisso utens, executoriali suo decreto gratiam indulgendam censuit, nonnullis tantum exceptis diebus, qui ad perpetuam rei memoriam in tabella in sacrario affigenda fuerunt descripti.

Novum autem robur huic rescripto et decreto exequutoriali adjectum fuisse tradit defensor, tum a subsequuta sæculari observantia, tum potissimum a supra laudato summi pontificis rescripto diei 10 maii 1837 constituente quod servaretur « de cetero chori servitio quousque nunc iidem canonici de jure vel consuetudine præstiterunt. »

Hisce in jure et in facto delibatis erit sapientiæ EE. VV. sequens dirimere dubium :

An choralis officiatura quotidie atque horis etiam vespertinis, vel potius iis tantum diebus et horis, quibus modis persolvitur, explenda sit in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Durante rerum statu nihil innovandum.* Die 25 augusti 1877.

AGREGATION

Un ecclésiastique renvoyé du séminaire diocésain demande l'autorisation de s'agréger à un autre diocèse. Opposition de l'évêque. Recours à Rome. Les évêques doivent juger des vocations, et n'être pas obligés de rendre compte de leurs décisions. Changement de domicile. Preuves de cette translation. Serment déféré à cet effet. Décision de la S. Congrégation du Concile du 25 août 1877.

Un ecclésiastique renvoyé du séminaire diocésain doit-il obtenir le consentement de son évêque pour se faire agréger à un autre diocèse ? Cette question est traitée dans la cause présente.

Vers la fin de 1875, Jean Bertoldi, du diocèse de Turin, fit présenter à la S. Congrégation du Concile une supplique pour demander l'autorisation d'être agrégé au diocèse d'Ivrée.

Mgr l'archevêque de Turin, consulté selon l'usage, adressa les renseignements suivants : « Ce jeune homme fut admis à porter l'habit ecclésiastique en 1873. Il fit au séminaire de Chieri la première année de philosophie et une partie de la seconde année. Il se conduisit fort mal, travailla peu, et ne cultiva en rien les vertus ecclésiastiques, quoiqu'il ne soit plus un enfant, car il a 21 ans. Aussi le recteur du séminaire, quoiqu'il ne soit pas sévère, le directeur spirituel et les deux prêtres assistants me soumirent-ils le cas, en m'assurant qu'ils ne pouvaient espérer une bonne réussite de ce jeune homme dans la carrière ecclésiastique. Je chargeai le recteur du séminaire de Turin d'examiner la question, de prendre des informations et d'exprimer son avis. Le recteur, personnage très-religieux, très-prudent et plein de zèle, m'assura qu'après mûre reflexion il ne pensait pas que ce jeune homme fût appelé à l'état ecclésiastique, et que, vu son âge avancé, il était à propos qu'il déposât la soutane et prît une profession séculière. Averti de ce qui se passait, le jeune homme en informa son père, qui s'adressa à Mgr l'évêque d'Ivrée. Ce prélat ayant promis de le favoriser, le père vint à Turin, alla voir le recteur du séminaire, et dit fièrement qu'il savait où mettre son fils et comment le faire ordonner prêtre, malgré l'archevêque de Turin, et que Mgr l'évêque d'Ivrée le recevrait et l'ordonnerait. Il fit des menaces au recteur, s'il refusait les certificats d'étude et de bonne conduite. Craignant d'être traduit devant les tribunaux on dénoncé dans les mauvais journaux, le

recteur fut obligé de délivrer les certificats; mais il se tient dans les généralités, sans dire un mot des mœurs du jeune homme comme ecclésiastique ni de sa vocation.

Dans une autre lettre, Mgr l'archevêque dit qu'il est à propos de laisser aux évêques le soin de juger des vocations. « Le système opposé produit de graves inconvénients, et met le trouble dans l'administration du diocèse. Si, lorsque l'évêque estime quelqu'un impropre au saint ministère et le renvoie du séminaire, le jeune homme peut recourir à Rome et obliger l'évêque à rendre raison de sa décision; s'il obtient que la S. Congrégation désapprouve le jugement de l'évêque; si ce jeune homme continue ses études dans un autre diocèse, et est ordonné; s'il retourne dans son diocèse, malgré l'évêque, qui sera parfois contraint de se résigner à cette dure nécessité; la discipline du séminaire recevra une dangereuse blessure, et le séminaire ne pourra produire les fruits de sainteté pour lesquels il a été établi. Le concile de Trente prescrit aux évêques de punir et même de renvoyer les séminaristes indisciplinés : « Discolos et incorrigibiles et malorum morum seminatores acriter puniat, eos etiam, si opus fuerit, expellendo. » Le concile semble déférer à l'évêque le jugement définitif. »

D'autre part, Mgr l'évêque d'Ivrée communique les excellents renseignements que l'on verra dans le *folium* de la S. Congrégation.

Un ecclésiastique peut-il changer de domicile sans permission? Voici ce que dit un savant canoniste, Passerini :

« Statuendum est nullius licentiam per se esse « necessariam ad mutandum domicilium : unde est « quod clericus non indiget sui episcopi licentia ad hoc « ut ad aliam diœcesim se transferat; et sic clericus pro « sua libertate vere et valide acquirit domicilium in « aliena diœcesi, ad quam se transtulit..... Quum « domicilium acquiratur animo et libertate acquirentis, « hinc statim ac in instanti, in quo quis se confert ad « aliquem locum animo ibi perpetuo manendi, acquirit « ibi domicilium. »

Décision. La S. Congrégation accorde l'agrégation au diocèse d'Ivrée, pourvu que le jeune homme fasse constater devant le chancelier de l'évêché qu'il a transféré son domicile, et qu'il promette sous la foi du serment d'y toujours demeurer.

Taurinen. Adscriptionis seu incardinationis. — Die 25 augusti 1877. Petitionem summo pontifici, quo sospite lætamur, sub exitu anni 1875 obtulit Joannes Bertoldi ex vico Valpergiæ Taurinensis diœcesis exponens, quod « il Rmo vescovo d' Ivrea è pronto a riceverlo tra i suoi chierici a patto, che V. Santità gli permetta di essere aggregato ai chierici di quella diocesi e colà ordinato; » quapropter ipse « bramoso di adoperarsi da vero ecclesiastico per il bene delle anime umilmente supplica V. S. a volergli accordare si segnalato favore. » Petitione ad S. hunc Ordinem transmissa, primum archiepiscopus Taurinensis, deinceps episcopus Eporediensis a me rogati sua vota pandiderunt quoad preces Bertoldi.

Manifestavit archiepiscopus, quod : « Questo giovane fu ammesso a vestire l'abito ecclesiastico nel 1873, e percorse nel mio seminario di Chieri il 1 anno di filosofia nel 1873-74; e qualche mese del 2 nel 1874-75. Vi si diportò assai male applicandosi poco allo studio, e coltivando per nulla le virtù chiericali, quantunque esso non sia più un ragazzo, ma nato nel 1854, abbia ora 21 anno. Quindi il can. Colombero, allora rettore del seminario, benchè tutt' altro che rigido, ed insieme con esso il direttore di spirito, e i due sacerdoti assistenti presentarono le cose di questo giovane a me, affermando, che essi non potevano sperare una buona riuscita come ecclesiastico da questo giovane. Io raccomandai al rettore del seminario di Torino, canonico Giuseppe Soldati, che esaminasse quanto si esponeva, prendesse le informazioni, e mi dasse il suo giudizio. Il rettore suddetto, personaggio piissimo, prudentissimo, e pieno di zelo, mi assicurò che dopo attento esame egli giudicava questo giovane non chiamato allo stato ecclesiastico, e che stante la sua età avanzata, era al tutto un partito conveniente che esso senz' altro deponesse l' abito chiericale e si applicasse ad una professione laicale.

« Frattanto il giovane Bertoldi accortosi di quanto trattavasi, ne avvertì il suo padre, il quale tosto ricorse a Monsignor vescovo di Ivrea, raccomandandogli il suo figlio, quando questo fosse licenziato dal seminario di Chieri; e Monsignore di Ivrea gli promise assistenza. Allora il padre venne a Torino, si presentò al canonico Soldati, e baldanzosamente dichiarò, che egli sapeva dove collocare suo figlio, e farlo riuscire prete anche a dispetto dell' arcivescovo di Torino; che Monsignore d' Ivrea lo avrebbe ricevuto ed ordinato : e minacciò il detto canonico rettore, se gli negava gli attestati di studio e buona condotta. Per non essere probabilmente citato innanzi al pretore, e trascinato, chi sa, su quali giornali pessimi, il rettore dovette fargli gli attestati chiesti in quel modo; tenendosi però sulle generali, senza dire parola dei costumi del giovane come chierico, ne della sua vocazione. »

Eporediensis autem episcopus, a quo postulaveram, ut referret, « de vita et moribus oratoris; quonam ex tempore idem in diœcesi Eporedien. moretur, et quænam veræ vocationis ac idoneitatis ad ecclesiasticam militiam indubia argumenta perhibuerit, » hæc patefacere curavit : « Hic (Joannes Bertoldi) exeunte mense aprili u. p. una cum suo genitore se sistit rectori mei seminarii clericorum expostulans locum sibi fieri inter ejusdem alumnos; et ab illo, nec non a meo presbytero familiari percunctatus bonam de se opinionem ac spem ingessit, quam sensa a genitore et familia postmodum pluries patefacta etiam firmarunt. Exhibuit deinde attestationem rectoris seminarii clericorum Cheriensis in diœcesi Taurinensi de moribus et vita illuc ducta, et declarationem præfecti oratorii Salesiani (vulgo di D. Bosco) quoque Taurinensis, qua ipsi nunciabat libenter admitti inter alumnos clericos. Testimoniales insuper adduxit proprii parochi et sindaci, qui unanimiter bona et laudabilia de ipso testificabantur. Parochi finitimi, et sacerdotes sui domicilii data occasione confabulandi cum ecclesiasticis meis, bonum quoque de eodem testimonium protulerunt; atque in solemni consecratione novæ ecclesiæ parochialis Castrimontis oppidi finitimi parœciæ Valpergiæ, compositum, promptum ac devotum eum vidi in sacris cæremoniis. Archipresbyter modo dicti oppidi, cujus sacris functionibus adstitit ac inservit, eum quoque literis testimonialibus commendavit. Tandem a superioribus mei diœcesani seminarii per biduum scriptis et verbis de philosophicis disciplinis examinatus satisfecit, probavitque se in theologicis institutionibus proficere posse. Omnibus hisce motus in opinionem veni hunc Joannem Bertoldi a Valpergia bonum clericum et sacerdotem evadere posse, ac meæ diœcesi magna ex parte subalpinis parœciis efformatæ utilem, propterea que si a diœcesi suæ originis excardinaretur, ipsum libenter exciperem. »

In hac prælatorum contradictione opportunum duxi die 8 januarii 1876 Taurinensi metropolitano committere, ut « magis præcise referret, quibus de causis orator dimissus fuerit a seminario, et ex albo clericorum. » Peculiares rationes tunc ipse deduxit, quæ mox erunt enucleandæ; iisdemque perspectis, sub die 14 subsequentis februarii ita fuit oratori responsum : « Recurrat ad proprium archiepiscopum, et stet ejusdem mandatis, idque notificetur ipsimet archiepiscopo. »

Dum itaque res hac ratione composita videbatur, graviter conquestus est in S. Ordine archiepiscopus Taurinensis, mense novembri ejusdem anni 1876 incunte, quod Bertoldus omnino impatiens cujusvis disciplinæ nedum habitum clericalem haud dimiserat, imo vero theologicis studiis navabat operam, eidem ansam præbente Eporediensi episcopo, qui ejusmodi studiorum experimenta a suis examinatoribus excipi consentiebat. Et quum de hoc apud prædictum præsulem gravatus idem fuisset, hoc accepit responsum : « Mi tengo in diritto di accondiscendere a chiunque, fosse anche diocesano di Roma, mi domandasse per fini onesti di farlo esaminare dai miei professori. » Hoc autem occasionem scandali in sua diœcesi præbere querebatur archiepiscopus, hisce præsertim temporibus, in quibus Ecclesiæ inimici totis viribus adnituntur schismatum fomites inter pastores et clerum disseminare. In hac rerum conditione controversiam duxi ad EE. VV. deferre sub dubii formula, quæ in calce conscripta est; et nunc pro meo officio deductiones ab utroque præsule in variis scriptis allatas per summa capita recenseo.

Ut rationem dimissionis juvenis Bertoldi a seminario, juxta mandatum S. O. diei 8 jan. 1876 archipræsul Taurinensis edoceret, hæc protulit de relatione directoris spiritualis alumnorum, atque ex testimonio a nonnullis convictoribus seminarii reddito, et in actis producto; nimirum « che il giovane Bertoldi in seminario e ai superiori ed ai compagni si mostrò mai sempre vuoto affatto di spirito di pietà..... Vuoto affatto di spirito di docilità, e riverenza verso dei superiori..... Vuoto di volonta di studiare; non rispondendo mai un po' bene in iscuola..... Vuoto di ogni spirito ecclesiastico. »

Hisce in facto expositis quoad mores Bertoldi, vividius in alio epistolio insistit, ut demonstret ex professo, summopere expedire regimini Ecclesiarum quod S. Congregatio prudentiæ ac conscientiæ ordinarii relinquat « il giudicare quali giovani sieno idonei al ministero sacerdotale quali nò; quali si debbano ritenere in seminario, e quali licenziare, quali si abbiano a promuovere agli ordini, et quali allontanare » quin faciles præbeat aures clericorum querelis quando a sacro ministerio pèr episcopos repelluntur. Subdit enim quod « I danni che vengono da un sistema diverso sono gravissimi, e tali da recare disturbo tutt' altro, che lieve all' amministrazione bene intesa di una diocesi. »

Pericula autem quæ hic meminit, in substantia ac veluti in compendio in hoc uno cohibentur, quod nimirum vel ex indocilitate clericorum, vel ex improbitate inimicorum Ecclesiæ vilesceret, ut ipse inquit, episcoporum dignitas, si de mandato S. Congregationis in aliena diœcesi tam facile recipi, atque in sacra militia adscisci permitterentur illi juvenes, qui tanquam inidonei atque indigni a proprio Ordinario repelluntur; id quod auctoritate Sacros. Concilii Tridentini obfirmare adnititur. Ita enim conscribit : « Ora se quando il vescovo giudica un seminarista inetto al sacro ministero e perciò lo licenzia dal seminario, questi può ricorrere a Roma e costringere il vescovo a rendere ragione del suo giudizio, ed anche ottenere, che la S. C. disapprovi il giudizio del vescovo, e il giovane licenziato vada a proseguire i suoi studii in altra diocesi, e quivi divenga sacerdote, e forse anche ritorni in diocesi ripugnandovi il vescovo, ma pure per necessità piegandosi alla sua sorte penosa, la disciplina del seminario ne perderà assai, nè il seminario potrà mai produrre i frutti di santità pei quali esso fu instituito. Il concilio di Trento sess. 24 c. 18 de ref. ordinando al vescovo che « discolos et incorrigibiles et malorum morum seminatores acriter puniat, eos etiam si opus fuerit, expellendo », mi pare che esprima in tali parole un giudizio definitivo per parte del vescovo. »

Ad arduam denique conditionem episcoporum hisce in casibus demonstrandam ita subjungit : « Il disturbo che ne viene poi ai vescovi si mostra cento volte più grave quando si ponga mente, che i giovani dimessi dal seminario e tuttavia ricevuti in altra diocesi, e quivi promossi al sacerdozio contro il consenso del proprio vescovo, sacerdoti che siano, ritornano a casa; ed al vescovo che non li voleva promuovere al sacerdozio troppo sovente converrebbe lasciarli esercitare il sacro ministero per non trarsi sul capo odii e persecuzioni senza fine. Imperocchè oggidì quasi tutti i municipii e tutte le amministrazioni delle opere pie, e persino le confraternite nominano maestri, rettori, cappellani, anche stradiocesani, senza farne parola al vescovo, il quale troppo sovente per non patire di peggio, bisogna, che chini il capo. Questi sacerdoti poi per ispirito di risentimento contro il proprio vescovo, saranno bene spesso le sue spine più acute, e si adopereranno a divenire parrochi raccomandandosi ai patroni, ed anche se farà d' uopo, e avranno speranza anche solo remota di riuscirvi, rinnoveranno gli scandali, che deploriamo avvenuti nelle diocesi di Mantova, e che si sarebbero pure deplorati già due volte nella mia diocesi se non mi armava della necessaria fermezza. »

Propriam agendi rationem ex alia parte propugnans episcopus Eporediensis, causam Bertoldii insimul protuetur. Injuria, inquit, adnititur archiepiscopus viam intercipere illi juveni ad sese Ecclesiæ ministerio mancipandum, quum ex testimoniis fide dignis laudabiles ejusdem mores una cum necessaria dispositione ad ecclesiasticum statum amplectendum satis sint comprobati. Ac primo quidem ex fide rectoris Chierensis seminarii, Soldati constat, quod « nel tempo che dimorò nel seminario di Chieri non diede motivo a lagnanze sui suoi costumi e si regolò come conviene ad onesto giovane. » Ex alterius rectoris Sac. Colombero fide edocetur quoad studium « che il chierico Bertoldi ha compito il primo anno di filosofia in questo seminario l'anno 1873-74, e che ottenne voti più che sufficienti nell' esame di promozione al secondo anno; che frequentò regolarmente le scuole del 2° anno dal principio di ottobre al 20 marzo dell'anno scolastico 1874-75. » Parochus etiam Valpergiæ obtestatur « che in tutto il tempo che passò in patria per le vacanze autunnali si portò lodevolmente, e non dette mai motivo di fargli alcun rimprovero sulla sua condotta. » Hisce adjungitur parochus Castrimontis qui testificatur quod Bertoldus « prestò da giugno in qua frequente servizio alle funzioni parrocchiali di Castellamonte dietro consiglio superiore, e da quanto potè conoscere e sapere dal parroco di Valperga tenne sempre ottima condotta tale da dare fondata speranza di riuscire un degno ecclesiastico e vantaggioso alla diocesi. »

Jam autem vix fuerat a seminario dimissus, et celebratissimus sacerdos Bosco eumdem in suam congregationem excipere constituerat ita illi denuncians : « La direzione lo ha accettato in qualità di studente alle seguenti condizioni : 1° che venga in abito di laico rimanendo tale finchè parrà conveniente ai superiori, etc. » Obtestatur insuper religiosus capucinus Corinati sub fine, ceu videtur, superioris anni, eumdem juvenem « unius anni spatio ad pœnitentiæ sacramentum semel in mense accessisse. » Moderator municipii Valpergæ adjungit quod Joannes « è persona di esemplari costumi, di lodevolissime qualità morali, d' inappuntabile ed intemerata condotta privata e pubblica. » Quoad peritiam

denique in theologicis disciplinis acquisitam testatur antecessor seminarii Eporediensis « che avendo esaminato in due distinte volte il chierico Bertoldi Giovanni sui trattati teologici de SS. Trinitate, de Deo Creatore, de incarnatione (ex parte), de gratia, de sacramentis in genere, de baptismo, de confirmatione, ha rilevato nel medesimo diligenza molta, profitto e capacità discreta. »

Ex quo alicquin quælibet via ad clericalem militiam ineundam in propria diœcesi intercipiebatur juveni, optimo jure ejusdem pater desiderium filii, quantum ex eo dependere potest, obsecundavit dando operam, ut et studium theologicum coleret, et ut in aliena diœcesi servitio Ecclesiæ incumberet. Si enim dignus habitus fuit, quod in congregationem D. Bosco exciperetur, inhumanum fuisset ex animo genitoris spem evellere, quod filius extra illam congregationem sacro ministerio posset mancipari. Dum hoc autem præstitit pater Joannis, nec archiepiscopo Taurinensi, nec Ecclesiæ legibus injuriam irrogavit, quia tam adscriptio filii in clerum, quam illius promotio ad sacros ordines non ab eorum voluntate dependent, sed a potestate ordinarii, in cujus diœcesi foret recipiendus. Cæterum nullatenus utique succensendum, quod clericalem habitum adhuc deferat Joannes, quia, pendente recursu ad summum pontificem, nihil est in rerum statu innovandum ex cap. *Dilectus*, 5, de appellat.

Hisce accedit, quod jam ex eo tempore, quo Joannes dimittendus erat e seminario, pater illius domicilium in Eporediensem diœcesim transferre constituerat ad hoc ut filium a jurisdictione metropolitani subtraheret. Quod si hoc consilium ad effectum pertrahere hucusque distulit, ex eo tantummodo hoc provenit, quod cum filius, accedente beneplacito Sedis Apostolicæ, foret diœcesis Eporediensis servitio mancipandus, superfluum esset hanc domicilii totius familiæ mutationem perficere, quod semper notabilem œconomiæ domesticæ jacturam secum ferre solet.

Inutile exinde opus aggreditur archiepiscopus dum nititur contendere, ne Joannes in aliena diœcesi recipiatur, postquam ex proprio seminario absque ulla spe eumdem repulit. Certe non est in ejusdem facultate impedire, quod juvenis etiam independenter a propria familia domicilium alio transferat : « Nihil est impedimento (ait l. 31 ff. ad municipal.), quominus quis ubi velit habeat domicilium, quod ei interdictum non sit; atque in leg. *Placet*, 3, et leg, 4 ff. eod. tit. ibi : « Placet etiam filiumfamilias domicilium habere posse, non utique ibi, ubi pater habuit, sed ubicumque ipse domicilium constituerit. » Perspicue autem a canonistis traditur, quod nec clericus quidem episcopi licentia indiget ut domicilium alibi transferat. Abbas, de paroch. num. 1. Ugolin. *de officiis Ep.* p. 2, c. 26, § 2, n. 2. Pax Jordan. *Elucubrat*, t. 3, tit. 6, n. 55. Campan. div. rub. 9 cap. 8. Barbosa, *De officio et potest. Ep.* p. 2, all. 4, n. 41, Passerinus in 6 decretal. de temp. ordinat. art. 2, n. 31 : « Hoc primo statuendum est, nullius licentiam per se esse necessariam ad mutandum domicilium; unde est quod clericus non indiget sui episcopi licentia ad hoc ut ad aliam diœcesim se transferat; et sic clericus pro sua libertate vere et valide acquirit domicilium in aliena diœcesi, ad quam se transtulit. »

Quum itaque jam animum et mentem pandidisset Joannes de suo domicilio in Eporediensem diœcesim traducendo, vana prorsus opera nunc obsistit archiepiscopus, quominus excardinationem illi concedat S. Ordo, dum permutando Joannes mox domicilium, (illud ipsum, quod ope ipsius excardinationis consequeretur) sua sponte et dispositione etiam legis ordinario prædictæ diœcesis subditur perinde. Scitum enim in jure est domicilium ex animi declaratione mox acquiri in alieno loco in quem quisquam se transtulit; eodem Passerinio cit. tit. de tempor. ordin. art. 2, n. 29, ibi : « Quum domicilium acquiratur animo et libertate acquirentis, hinc statim ac in instanti, in quo quis se confert ad aliquem locum animo ibi perpetuo manendi, acquirit ibi domicilium. » Unde etiam post legitime contractum domicilium licite potest ab ordinario loci in sacram adscribi militiam, quemadmodum idem auctor subsequenti num. 31 concludit, ibi : « Nulla est limitatio per se et formaliter admittenda, quod episcopus ratione domicilii potest clericum quemcumque ordinare, et non prohibetur id facere ex lege prohibente ordinare alienum subditum, quia clericus quicumque ratione domicilii acquisiti in diœcesi fit subditus ejus episcopi. »

Quo magis denique a querela Taurinensis archipræsulis sese defendat Eporediensis episcopus, eamdem inquit esse fundamento destitutam, injustam, atque arbitrariam. Ac primæ quidem notæ rationem reddit ex hoc quod nec Bertoldum ipse requisivit ut in suum clerum adscriberet; nec eumdem excipere promisit nisi post legitimam excardinationem; nec denique inobedientiam ejus confovit, quia jam Bertoldus ad S. Sedem confugerat. Quoad secundam notam contendit, a jure communi haud esse vetitum, laicos ad clericatum adsumere etsi non diœcesanos, modo sint, « regolarmente liberi, » et Ecclesiæ necessitas id postulet. Hoc autem eo vel maxime sibi esse permissum existimat in casu, quia archiepiscopus Taurinensis nonnullos diœcesanos Eporediensis ad sacros ordines promovit eo quod ad congregationem sacerd. Bosco pertinerent, quin tamen Eporediensis ipse præsul dimissorias concesserit. Quoad tertiam denique notam ex hoc eam desumit, quod nequit episcopus obsistere, quominus suus diœcesanus, quin in otio putrescat, studiis etiam sacris incumbat; et quominus postquam ex sua diligentia et studio laudabilia morum et peritiæ in sacris disciplinis retulit testimonia, a clementia summi pontificis imploret, in aliena diœcesi adscisci ut ad ordines promoveatur, dum a propria repellitur.

Hisce rationum momentis pro utraque parte recensitis, mei officii esse censeo ad mentem EE. VV. revocare aliam causam huic affinem, ac superiori mense julio inter eosdem præsules exagitatam pro revocatione clerici Falletti, qui et ipse rejectus ab archiepiscopo Taurinensi, primum in diœcesi Pinarolii exceptus fuit, ac deinceps ex remissorialibus Pinaroliensis ordinarii literis ab episcopo Eporediensi adscitus fuit in clerum. Hisce literis hic præsul innixus propriam jurisdictionem in clericum protuitus fuit contra Taurinensem metropolitam, qui eumdem reclamabat. Excardinationem hic econtra impugnabat, nullas pro Pinarolii ordinario literas tradidisse contendens. Constabat indubie de rejectione clerici a seminario Taurinensi ob ejusdem imparitatem ad sacras hauriendas disciplinas. Deponebant duo testes de veritate remissorialium literarum Taurinensis curiæ ad curiam Pinerolii. In hac itaque rerum conditione S. Ordo ad dubium : « An et quomodo precibus Rmi archiepiscopi Taurinensis sit annuendum in casu etc. In comitiis diei 16 decembris 1876 rescribere censuit : *Juxta ea quæ proponuntur negative:* atque in proximis comitiis 28 julii nuper elapsi decisionem obfirmavit, respondens : *In decisis et amplius.*

Vestrum nunc erit, EE. PP., assueta doctrina ac sapientia sequens derimere dubium :

An et quomodo annuendum sit precibus oratoris Bertoldi in casu etc.

Sacra Congregatio Concilii respondendum censuit : Affirmative exhibita prius ab oratore in cancellaria curiæ Eporediensis probatione se transtulisse domicilium in eadem diocesi Eporediensi, facta promissione jurata se in eadem diœcesi permansurum. Die 25 augusti 1877.

LA CATHÉDRALE D'AOST

ET LA COLLÉGIALE DE SAINT PIERRE

Controverse relative au casuel funéraire. Election de sépulture. Obsèques célébrées dans une autre paroisse. Quels sont les droits respectifs de la cathédrale et de la collégiale par rapport au casuel. Décision de la S. Congrégation du Concile du 25 août 1877.

Nous avons parlé dans la 15e série (col. 717) d'une affaire qui concerne la cathédrale d'Aost et la collégiale Saint-Pierre. La cause fut examinée dans la session du 13 mai 1876. La décision ayant été renvoyée afin d'obtenir de nouveaux renseignements, l'affaire est revenue le 25 août 1877. Rappelons le fait.

Le sous-préfet, qui résidait sur la paroisse Saint-Jean, fille de la cathédrale, mourut au mois de novembre 1874. La veuve prescrivit un service de première classe à la cathédrale. La collégiale de Saint-Pierre fut invitée au service, comme c'est l'usage aux enterrements de première classe. Les chanoines et la collégiale assistèrent donc à l'office en présence du corps. D'autre part, il semble certain que le sous-préfet, avant sa mort, exprima l'intention formelle d'être enseveli dans le cimetière de la collégiale, qui est plus beau que le cimetière de la cathédrale. En effet, la veuve du sous-préfet acheta deux places dans le cimetière de la collégiale, le corps y repose depuis le 17 novembre 1874. Cependant, par la volonté expresse de la veuve, le service du troisième jour après la mort du sous-préfet eut lieu à la cathédrale. On fit de même pour le service du septième jour et du trentième. Voilà le fond de la controverse qui s'est élevée entre la cathédrale et la collégiale. En vertu d'un accord qui remonte à l'année 1232 toutes les fois qu'on fait un service de première classe à la cathédrale pour un défunt de la paroisse filiale de Saint-Jean, le chanoine *mistral* de la cathédrale prévient la collégiale du jour et de l'heure de la cérémonie, et les chanoines de la collégiale reçoivent cinq livres. D'autre part, si le défunt appartient à la paroisse filiale de Saint-Laurent, la collégiale notifie au chanoine mistral le jour et l'heure du service qui doit avoir lieu dans la collégiale, et les chanoines de la cathédrale reçoivent six livres pour leur intervention au service.

Dans le cas du sous-préfet, les chanoines de la cathédrale ont pensé que la collégiale n'a droit qu'aux cinq livres d'usage. La collégiale prétend au contraire s'attribuer tout le casuel, excepté le quart réservé à la paroisse sur laquelle le défunt est mort.

Les statuts synodaux, promulgués dans le diocèse d'Aost en 1835, renferment une disposition qui semble favoriser les prétentions de la collégiale. En effet, le statut porte que, lorsque quelqu'un meurt dans une autre paroisse, le curé du défunt a droit au quart funéraire. Cependant ce curé doit faire la levée du corps, le transporter dans son église, y faire le service d'usage, et continuer les obsèques jusqu'à la porte de la ville. Conformément à ce statut, le chapitre de la cathédrale ne peut réclamer que le quart, en y ajoutant l'honoraire des services qui ont été faits à la cathédrale le jour du décès, et les troisième, septième et trentième jours. Le casuel de ces quatre services s'élève à environ cent francs. La totalité des frais monte à quatre cents livres.

En droit, tout chrétien est libre de choisir sa sépulture à son gré. Cette maxime est consacrée par plusieurs canons des décrétales : *Nulli tamen negamus propriam eligere sepulturam.* Cap. *Nos instituta*, 1, tit. 28, *de sepult.* 3 decret. C'est une autre maxime de droit que le casuel appartient à l'église dans laquelle le défunt a choisi sa sépulture : *Statuimus ut si aliquem parochianorum vestrorum alibi contigerit eligere sepulturam, de testamento ipsius quarta vobis portio relinquatur.* Cap. *Cum super*, 8, tit. *de sepulturis.* 28, lib. 3, decret. Le curé du domicile reçoit simplement le quart.

On se demande si les prescriptions canoniques relatives aux cimetières paroissiaux s'appliquent en tous points aux cimetières qui dépendent aujourd'hui des administrations municipales. Cette question s'est présentée plusieurs fois depuis l'année 1815 ; les arrêts prononcés en plusieurs circonstances semblent modifier les anciennes maximes sur l'élection de sépulture. Ces arrêts sont cités dans le *folium* de la S. Congrégation (*Analecta*, loc. cit.)

Si le cimetière de la collégiale d'Aost est réputé cimetière public, l'élection de sépulture ne produit aucun effet. Tout ce qu'on sait indubitablement, c'est que le cimetière de la cathédrale est réellement municipal et public. Aussi le laisse-t-on dans un état pitoyable, au lieu que le cimetière de la collégiale est entretenu avec le plus grand soin.

Les statuts synodaux de 1835 attribuent à la paroisse du domicile simplement le quart du casuel. Ces statuts obligent le curé du domicile à faire les obsèques dans sa paroisse, et à continuer la cérémonie jusqu'à la porte de la ville. Si l'on prend ce statut pour décider la question actuelle, les chanoines de la cathédrale ne peuvent rien demander, en dehors du quart qui leur est alloué, pour le service célébré *præsente corpore.* Mais une indemnité leur est due pour les services extraordinaires des troisième, septième et trentième jours.

L'affaire fut renvoyée. La S. Congrégation voulut savoir si l'établissement du cimetière est antérieur ou non aux statuts synodaux de 1835. Elle demanda la copie de tous les statuts qui concernent les funérailles et la sépulture.

Mgr l'évêque d'Aost a envoyé ces renseignements. Alors la S. Congrégation a pu rendre l'arrêt. Elle a decidé que le chapitre de la cathédrale n'a droit qu'à la quarte funéraire, c'est-à-dire à cent francs. Le reste (trois cents francs, tout compris, espèces et cierges) appartient à la collégiale, parce que le sous-préfet défunt a fait élection de sépulture dans le cimetière de cette église.

Augustæ prætoriæ funeris emolumentorum. Die 25 augusti 1877. — Roganti mihi in comitiis diei 23 maii 1876 : « An Capitulum cathedralis Augustæ emolumenta omnia funeris perci-

pere debeat solutis tantum libellis quinque capitulo collegiatæ, vel potius quarta funeralis tantum ei competat in casu » responsum prodiit: *Dilata*. EE. enim PP., ut super proposita quæstione ad justitiæ tramites judicium ferre valerent, operæ pretium duxerunt perquirere ab antistite an erectio cœmeterii præcesserit, vel subsecuta fuerit constitutiones synodales anni 1835, simulque mandarunt transmittere copiam omnium articulorum earundem constitutionum, qui funera et sepulturas respicium, necnon uberiores, si quas haberet dilucidationes exhibere.

Eo qua par erat alacritate et celeritate acceptis mandatis morem gessi, et episcopo illico scribere curavi, ut super propositis articulis S. Congregationem instructam redderet. Qui iussa faciens S. V. O. transmisit quæsitam articulorum constitutionum copiam gallico idiomate exaratam. Hi porro articuli tresdecim numero sunt quorum summan fideliter EE. VV. oculis subjiciam. In primo igitur et secundo articulo commemoratis fidei dogmatibus, quibus innituntur preces solvendæ pro defunctis, et funebres exinde cæremoniæ ab Ecclesia statutæ, præcipitur observantia absoluta precum, quæ funerum occasione in Rituali Romano descriptæ reperiuntur. In tertio et quarto sermo fit de nuncianda morte fidelium tintinnabulorum sonitu, deque observandis præscriptis civilis legis circa tumulationis faciendæ tempus. In quinto et sexto præcipitur, ut defunctorum cadavera de more leventur præsente presbytero, atque prohibita humatione nocturno tempore facienda meminit pauperes et divites eadem pietate et religione tumulandos esse. In septimo, octavo, et nono prohibita dilatione sepulturæ sub prætextu non percipiendi jura parochialia, mandatur, ut cadavera supra baram deferantur, et ne avaritiæ suspicio inolescat, prohibetur parochis excitare fideles ad fundanda anniversaria etc. Decimus articulus, qui numero est 350, quique habetur transversus in latinum idioma in folio pro Congregatione diei 13 maii anni 1876 distributo sub § *Ita*, in exemplari sic se habet: « Lorsqu'une personne décédée dans une paroisse sera, pour quelque raison légitime, ensevelie dans une autre, le curé de la paroisse où le décès a lieu, percevra ce que le droit appelle *quarta funeraria seu canonica*. Afin de prévenir tout différend entre les curés, nous fixons cette portion canonique au quart des droits dûs pour une sépulture, sans obligation de célébrer la messe. En pareil cas, et à moins qu'il ne s'agisse d'un village éloigné, le curé du lieu où le décès est arrivé, doit faire la levée du corps, accompagner le convoi d'abord à son église, où il fera les prières ordinaires, et ensuite jusqu'à la sortie du chef-lieu.» Demum in undecimo, duodecimo et decimotertio enumerantur, qui ecclesiastica debent sepultura privari, monentur parochi ut propriam instruant gregem, quod neque ex commessationibus, neque pompis funereis, sed ex bonis operibus, precibus etc. defunctorum animæ levamen recipiunt, pro quibus meminit et parochos teneri fundere preces.

Et hæc quoad constitutionum synodalium articulos; quoad alia a Sacro vestro Ordine exquisita, episcopus retulit « quod dicta erectio indubitanter præcessit memoratas constitutiones. Sane ex certis documentis constat, capitulum SS. Petri et Ursi consuluisse die 17 novembris 1781 de translatione cœmeterii, quod olim prope ecclesiam erat, ad agros ubi nunc habetur, quod quidem ab episcopo Augustensi, Petro Francisco de Sales, approbatum est die 24 ejusdem mensis, ex illoque tempore jugiter in eo cœmeterio cadavera parochiarum S. Laurentii, seu S. Ursi, quod idem sonat, tumulata esse. Item constat jam ab anno 1790 processionem ad prædictum cœmeterium quotannis die 2 novembris factam esse. Itaque certo certius est erectionem cœmeterii paræciæ S. Laurentii, ubi nunc permanenter quiescit cadaver S. Gerensani, præcessisse constitutiones synodales anni 1835.

« Præstat alia ad causam opportuna adjicere: 1° Non potest in dubium vocari, quin cœmeterium S. Laurentii habendum sit uti privatum, seu proprium parochianis collegiatæ. Nemo enim in eo, præter hos parochianos, sepelitur, aut saltem nonnisi ex venia ejusdem capituli. Ideo expensis dumtaxat fabricæ collegiatæ sartum tectum habetur; nullum vero jus in illud sibi vindicat municipium. E contra cœmeterium cathedralis non est commune tantummodo parochianis S. Joannis, sed etiam parochianis S. Stephani in suburbio Augustensi. Est publicum ita ut ipsius tutelæ municipium expensis suis prospiciat. Præterea ipsum cathedralis capitulum fassum est cœmeterium S. Laurentii esse privatum, prout patet ex hisce verbis: Il quale essendo proprietà della Collegiata suddetta è molto elegante. »

« 2° Ex eo quod cœmeterium S. Laurentii censeatur privatum, deducit capitulum collegiatæ suam ecclesiam iisdem potiri juribus, quibus gauderet, ubi sepulchra in ecclesiis permitterentur. Æquum enim non est, ut per mere civilem legem ecclesia prohibeatur a jure percipiendi funeralia emolumenta. Ad rem fortasse facit decisio S. Congreg. Concilii in *Arim.* funerum 16 junii 1827, prout legitur in *Instit. Can.* lib. 3, cap. 5, §. 6, de Quarta funerali, cl. Septimii Vecchiotti.

« 3° Quoad antiquam consuetudinem erogandi capitulo ecclesiæ collegiatæ in cathedrali funeribus adstanti libellas quinque, et libellas sex capitulo cathedralis eadàm de causa ad ecclesiam collegiatam sese conferenti, advertendum anno 1871 actum esse in utroque capitulo de emolumentis funeralibus augendis, remque totam ad episcopum delatam fuiese; morte autem ipsius intercedente, nihil definitum fuit.

« 4° Denique monendum est, utcumque in aliis scriptis prædixi, ex quantitate ceræ exequiarum causa consumptæ nunc superesse dumtaxat valorem 60 libellarum italicarum, pecuniæ vero summam ab herede solutam esse 100 libell.

« Dignentur itaque EE. PP. super jure ad perceptionem horum emolumentorum sententiam suam edicere, cui stabit utrumque capitulum.

« Nihil dico de missis celebratis diebus obitus, et diebus 3, 7 ac 30. Cum enim funeralia hæc officia peracta fuerint in cathedrali ecclesia, huic evidenter debentur stipendia. Hujusmodi autem celebrationi sese non opposuit capitulum collegiatæ, quia jam annuerat transactioni a me propositæ hoc modo, ut omnia emolumenta, non exceptis stipendiis quatuor dictarum missarum, in duas æquales partes distribuerentur.

« Si autem mihi liceat precibus uti, oro, ut constitutiones synodales anni 1835 sartæ tectæque, in quantum fieri potest, hac in causa serventur, ne nervus ecclesiasticæ disciplinæ disrumpatur. »

Hisce habitis in hodiernis comitiis causam iterum proponere duxi.

Redit itaque dubium:

An Capitulum Cathedralis Augustæ emolumenta omnia funeris percipere debeat solutis tantum libellis quinque Capitulo Collegiatæ, vel potius quarta funeralis tantum ei competat in casu.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit:

Negative ad primam partem; affirmative ad secundam salvis eleemosynis missarum ac emolumentis funerum diei 3, 7 ac 30, et amplius. Die 25 augusti 1877.

MARIAGE CASSÉ

Empêchement *impotentiæ*. Dispense du mariage. Maladie incurable. Procédure canonique. Arrêt de la S. Congrégation du Concile du 21 avril 1877. Seconde sentence conforme. Nouvelles animadversions du défenseur d'office près la S. Congrégation. Arrêt du 25 août 1877 continuant le premier.

La seizième série des *Analecta* (col. 568) renferme cette affaire, et les principaux documents qui s'y rapportent, savoir : le *votum* d'un théologien, et les oppositions du défenseur. La S. Congrégation du Concile rendit un avis favorable à la dissolution du mariage.

La constitution de Benoît XIV exige deux jugements conformes. L'affaire a donc été de nouveau appelée le 25 août 1877, quatre mois après le premier arrêt.

Le défenseur d'office a pris de nouvelles conclusions dans le but d'empêcher la confirmation du jugement. Il n'a rien obtenu. La S. Congrégation a pleinement confirmé le premier arrêt, lequel autorise la dissolution par dispense pontificale du mariage où le mari est affecté d'une maladie incurable.

Voici le *folium* de la S. Congrégation et les *animadversiones* du défenseur.

Burgi S. Domnini. Matrimonii. — Die 25 augusti 1877. Proposita hac causa in plenariis comitiis diei 21 aprilis nuper elapsi, atque duobus hisce dubiis discussis. « 1. an constet de nullitate matrimonii in casu etc.» Et quatenus negative, « 2. an sit consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu etc. » responsum retuli ab EE. VV.: Ad I. *Providebitur in II.* Ad II. *Prævia sanatione actorum, affirmative.* Novo posthac experimento indicto, dum restauranda parabatur discussio, litteras accepi ab Ordinario Burgi S. Domnini, quibus edocebar, quod ex illo juvene Philippo, cum quo mulier post separationem a marito, anno 1875 carnale commercium habuerat, sub fine subsequentis anni 1876 effecta est gravida; atque exinde ipsius pater, ne in periculum eadem versaretur fore ab illo deserendam dum ipse in Galliam artis suæ operam exerciturus proficiscebatur, matrimonium, quod aiunt, civile die 26 novembris prædicti anni ab iisdem contrahi studuit. Demandatum mox fuit episcopo, ut eosdem sejungere curaret, sed haud longe retulit ille præsul, quod eo ipso tempore jam Galliam Philippus petierat, non inde reversurus nisi cum aliis operariis hyemali, ut assolent, adveniente tempore.

Quum itaque in hodiernis comitiis ad trutinam revocanda sit quæstio, novas animadversiones a matrimonii vindice exaratas accepi; atque in præsens EE. VV. rogo, ut ea, qua præstatis sapientia et doctrina, infrascriptum dirimere dignemini dubium: An sit standum vel recedendum a decisis in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *In decisis.* Die 25 augusti 1877.

Novæ animadversiones defensoris matrimonii ex officio. Emi ac Rmi Patres. Redit in præsens examinanda controversia de matrimonii Joannis et Teresiæ dispensatione, quam postulat hæc mulier ob præsumptam viri impotentiam, qua obsistente, matrimonium ipsum haud fuisse consummatum affirmat. Diligenter et perspicue controversiæ istius origo enarratur in folio diei 21 aprilis volventis anni 1877, atque in contemporaneis animadversionibus prædecessoris mei. Ratus itaque EE. VV. easdem fore resumpturas, ab historia retexenda brevitatis gratia abstineo. Infausto sydere sacramentalis vinculi causa succubuit in comitiis prædictæ diei 21 aprilis jam præterlapsi.

Rebus verumtamen et factis in perspicua veritatis luce, prouti adnitar perlicere, nunc restitutis, atque exinde tum impotentia viri, tum aliis dispensationis causis refutatis, optima spe confido, quod vos, sacramenti religioni atque incolumitati provide consulatis huic dubio hodie mane disputando: « An sit standum vel recedendum a decisis in casu etc.» benigne respondentes : *Recedendum a decisis et amplius,* quemadmodum obsequentissime deprecor.

Universa serie actorum, qui præsentem respiciunt controversiam, necnon elucubratissimis votis tum theologi tum canonistæ, jam nunc auditoris in hoc S. Ordine, quemque honoris causa nomino, exploratis atque perpensis, in hanc conclusionem deveniendum esse patet, quam antea perspexerat ipsemet canonista, utut nonnullas alias dispensationis, quam proponebat, causas recensuisset, « quod nimirum si acta (ita in suo *Voto*, pag. 12, in prine.) perpendantur attente non aliam dissolutionis causam reperiri datum est, quam viri impotentiam. » Quid, si istiusmodi impotentia in una dumtaxat ac simplici coeundi difficultate, alioquin facile reparabili, cohibeatur? Tunc ferme contrariæ petitionis excutitur fundamentum, atque idcirco in pessima etiam hypothesi inconsummationis matrimonii, in quam S. Ordo in præcedenti disquisitione inclinavit, jus conjugis de impotentia impetiti, ad efficacius carnalis copulæ obeundum experimentum luculenter effulgebit.

Non est quidem in reconditis naturæ legibus, quod impotentiæ, quæ Joanni objicitur, perquirenda sit origo ; quum ex ejusdem confessione, atque ex peritorum judicio ab omni procul dubitatione evincatur, ejusmodi juvenem a coitu fuisse præpeditum ob relaxationem herniæ, qua laborat. Eidem consonant periti physici, quos modo recensebo quum de effectibus hujusce organicæ imperfectionis erit sermo instituendus. Non itaque longe immoror in refutando debilitatis obstaculo, quod ex turpi onanismi habitudine carnali copulæ parari videbatur ; quoniam eadem habitudine ex salutaribus confessarii monitis jam decem abhinc annis obtruncata, nec ullum quidem vestigium reliquit, quod ineptitudinem coitus induceret.

Organica verumtamen imperfectio, qua vere Joannes ob herniam laborat, non adeo perniciosæ ac malignæ indolis est, ut et eumdem reddat absolute impotentem ad copulam, et momentaneum impedimentum quod ex eadem consurgit, salutaris artis remediis omnino faciat rebelle. Econtra post accuratam trium medicorum inspectionem in ejusdem corpore initam, potentia illius ad consummationem matrimonii ex physica ejusdem constitutione invictissime comprobatur.....

Est igitur hernia, quæ principaliter consummationi matrimonii obstitit. Ex ea provenit impotentia, quæ impatienti mulieri prætextum suppeditat ad inviolabile matrimonii vinculum confringendum.

Sed impedimentum istiusmodi perfacile removeri posse, professor Chieppi demonstrat, quoniam ejusmodi incommodum, quod alioquin frequentissimum est, tunc cum opportunis ligamentis contineatur, nullatenus impedire carnalem copulam, traditur a medicinæ-forensis scriptoribus; Gasper *Manuale pratico di medicina legale,* vol. 2, part. special. sez. 1, cap. 1, § 4.

Vix ulla quidem vel minima ex hucusque demonstratis exsurgere potest dubitatio quoad idoneitatem Joannis ad carnalem copulam ineundam ; adeo ut si impedimentum intercipi aliquando visum fuerit, hoc nonnisi quam momentaneum, ac perfacile removendum debeat existimari. Ecquid, si hoc ipsum obstaculum maxima ex parte ex facto et culpa mulieris reddebatur magis arduum?

Recte quidem et certissime. Vehemens ædepol (et quis ambigere hoc posset?) est impetus naturæ, quo veneream ad pugnam vir impellitur ubi in eodem pulvinari cum virgine cubat; sed est non minus etiam exploratum, quod aliquando in hoc certamine, in quo animales ac physicæ potentiæ potissimum congrediuntur, magnam sibi partem vindicat moralis animis sensus, adeo ut plus quam animalis instinctus, ad extollendam vel deprimendam coeundi virtutem ipsius animi affectio prævaleat. Eruditissime post Sanchez in tract. de matrim. lib. 7, disp. 92, n. 13 docet Zacchias, *Quæst. medic. legal.* lib. 3, tit. 1, qu. 1, num. 17, ibi : « Sed et inter causas de foris advenientes venit ipsa mulier; nam ex ipsius quoque culpa quandoque impeditur coitus in viro, ut si sit nimis deformis; adeo enim alienum a coitu hominem deformitas reddere consuevit, ut jure dixerint nonnulli doctores, gravius peccatum esse coire cum deformi, quam cum formosa. Pulchritudo enim, inquam, est incitamentum ad libidinem, unde quidam, ceu ex Alberto refert Sanchez, calore naturali destituti, a fœminæ interdum formositate excitati, ad coitum perfecte moventur, itaque deficiente tali stimulo in deformi, homo seipsum tentare videtur et ea de re gravius peccare dicitur. Potest insuper mulier in causa esse ut vir minime coire possit, si tetrum odorem spiret, si munditiis minus studeat, si maritus sentiat se ab ea contemni, et ipsam ab eo averso esse animo. Et hæ sunt omnes aut insigniores saltem causæ, quæ coitus impotentiam in viro excitare possunt, quarum omnium idcirco hic meminisse operæ pretium est, ut sciamus quænam amoveri aliquo modo possint, quæ non. Hoc enim plurimi jurisconsulti interest scire, cum ubi impotentia coitus ope medica reparari possit, matrimonium non dirimatur. »

Sapientissimo medicinæ forensis magistro recentiores concordant ejusdem scientiæ professores, ex quibus satis sit clarissimus Laura in suo tractatu *Medicina legale*, part. 2, § 3.

Impotentia coeundi ex hucusque demonstratis et perpensis in Joanne penitus explosa, et nullo alio quam temporaneo ac reparabili impedimento detecto, tametsi nullam hucusque matrimonii intercessisse consummationem admittatur, istud nihilominus semper integrum, atque certissimum jus permanet in favorem Joannis, Emi ac Rmi Patres, quod congruum tempus eidem tribuatur, ut et transitoriæ ineptitudinis medelam suppeditet, et carnalis copulæ novam ineat experientiam. Hoc profecto sacramenti religio suadet; hoc matrimonialis contractus exigit natura; hoc sacrorum canonum inculcat auctoritas.

Adeo quippe religiose, atque adeo firmiter S. Mater Ecclesia inviolabilitatem matrimonii, utut tantummodo rati, semper custodivit, ut quantumvis aliquando, post experimentum consummationis multos per annos inutiliter pertentatum, accedente esse etiam juramento conjugum et propinquorum inconsummationem affirmantium, divortii sententia fuisset prolata, ac conjux potens ad secunda vota pertransisset, nihilominus si ex commixtione cum alio viro femina deinceps potens apparuerit, ad priora connubia uterque conjux cogebatur redire; ita textus in cap. *Laudabilem*, 5, atque in cap. *Fraternitatis*, de frigid. et malefic.

Hæc est regula, hæc norma, qua religio et sanctitas sacramenti custoditur et defenditur ab Ecclesia. Numne ab ea deflectere tam facile et tam leviter permissum, ut et matrimonii validitate, et conjugum idoneitate ad maritalia munia obeunda constantibus, ex uno, pene dicam, aut altero consummationis experimento frustra pertentato, vel irritari, vel dispensatione dissociari idem valeat matrimonium? Hoc ædepol idem esset, ac valorem et integritatem sacramenti intra limites adeo exiguos et perstrictos probationis cohibere, in quibus nullum aliud profanum negotium ab humana prudentia definiri solet. Tam parvi an penditur divina ejusdem sacramenti virtus, ut et a gratia sacramentali nullum erit auxilium expectandum? Sed qui tam immerito de divina miseratione diffidunt, justa perinde atque condigna canonicarum legum coerceri debent sanctione.

Inviolabilitati matrimonii, quatenus est sacramentum, adjungitur etiam jus ex eodem matrimonio, tamquam ex contractu, Joanni in casu quæsitum ad propriam idoneitatem juxta canonicas sanctiones atque Ecclesiæ disciplinam experiundam. Neminem porro latere potest, conjugalem societatem suapte natura ad eum tendere finem, ut pro conservatione generis humani procreetur soboles; unde divina ordinatio per apostolum Paulum expressa in ep. 1 Cor. cap. 7 ibi : « mulier sui corporis potestatem non habet, sed vir. Similiter autem et vir sui corporis potestatem non habet, sed mulier. » Est nimirum dominium, quod uterque conjux in alterum adquirit; est jus petendi atque obligatio reddendi debitum conjugale tamquam de re sua, adinvicem assurgens; scitissime de moro suo Sanchez, *de matrim.* lib. 9, disp. 2, n. 8 : « Vinculum conjugale suapte natura eo tendit, ut proles generetur speciesque conservetur, quod obtineri nequit absque jure petendi et obligatione reddendi debitum. Sicut enim in executione minime potest esse proles absque actuali copula, ita neque in vinculo conjugali potest esse ordo efficax ad talem generationem sine jure petendi, obligationeque reddendi. Insuper quia matrimonium transfert dominium mutuum corporum conjugum; ex dominio autem consurgit jus utendi de re sua, et obligatio ipsam reddendi domino petenti. »

Ast dominium, ast jus utendi re sua, jus repetendi debitum conjugale concipi nequit sine jure et facultate illa omnia media adhibendi, quæ ad eumdem finem perducunt; concipi nequit sine jure et facultate obstacula omnia removendi, quæ ejusdem finis assequutioni adversantur; concipi tandem nequit sine jurium omnium ac facultatum subsidio, quibus et lex naturæ, et ecclesiasticæ sanctiones contractum et sacramentum matrimonii pro respectivis finibus consequendis corroborant. Hinc porro cohabitatio; hinc condormitio; hinc tectum, hinc mensa communis; hinc perpetua vitæ consuetudo; hinc verbo una atque individua familia, in qua alter alterius infirmitates et onera supportat. « Accessorium sequitur principale. — Qui vult finem, vult etiam media, quæ ad eumdem perducunt. — Qui vult antecedens vult etiam necessarium consequens. S. Rota Romana decis. 81, num. 11, coram Marco. »

Quid, si momento quodam temporis alteruter conjux ad principalem matrimonii finem obtinendum, procreationis nempe sobolis, impotens sit, ita ut ex ejusdem defectu alter conjux legitimi maritalis voti compos fieri nequeat? Numne dissolvitur societas; vel ob temporaneum impedimentum ab eadem societate conceditur resilire? Nil minus; quandoquidem consummatio matrimonii non ex uno ac nudo actu voluntatis utriusque conjugis semper dependet, sed ex causis ac adjunctis quamplurimis, quæ in humanis actionibus quam plurimum concurrunt; ex adjunctis nempe tum locorum, tum temporum, tum valetudinis, tum pietatis, ac cæterarum hujusce generis rerum, quæ aliquando ex inopino, aliquando ex præviso eventu ad eamdem consummationem, modo brevi, modo diutius intercipiendam insurgere possunt. Non aliud profecto, quam quotidianam experientiam consulere oportet, ut rei ac facti frequentissimi veritas evincatur. Qui itaque a consummando matrimonio, reparabili aliqua infirmitate præpeditur, dum matrimonium contrahit, tam quoad seipsum, quam quoad alium conjugem perinde habendus, ac si alio quocumque temporaneo obstaculo ab ejusdem matrimonii fine assequendo propulsetur.

Neque enim ex jure ecclesiastico, neque ex jure naturali infirmitas seu impotentia temporanea obsistit, quominus con-

juges potestatem sui corporis ad invicem tradant, utcumque non immediate sed tractu temporis sequatur effectus. Non jure ecclesiastico, quod potius indissolubilitatem omnino confirmat prouti in cap. *Fraternitatis*, de frigid. Non jure naturali, quia impotentia temporanea cum finem matrimonii ad tempus suspendat, non tollit voluntatem illud contrahendi, quia qui contrahit, intelligitur suspensioni istiusmodi, quæ ex innumeris causis oriri potest, sese sua sponte subjicere. Ita Guttierez (*de matrim.* cap. 12, n. 3), Sanchez *de matrim.* lib. 7, disp. 92, n. 4). Schmalzgrueber (*Jur. can.* p.3, tit. 15, n.38), ibi: « Etiamsi impotentia temporanea sit ignorata ab altero contrahente, adhuc minime obstat valori matrimonii, quum nullum jus valorem eidem tollat; non ecclesiasticum, quia hoc potius eidem fovet cap. *Fraternitatis*, de frig.; ubi indistincte deciditur per impotentiam temporaneam matrimonium non irritari; non naturale, quia hujusmodi impotentia temporanea non tollit simpliciter finem matrimonii, sed secundum quid, scilicet pro aliquo tempore, ac proinde non efficit involuntarium simpliciter, sed secundum quid, ad instar erroris in qualitate. » Quod autem de indissolubilitate ex capite nullitatis doctissimus canonista hic affirmat, ex identica ratione sibi vindicat indissolubilitas ex ratione dispensationis; eo quia quum in utroque conjuge integre perseveraverit voluntas obtinendi finem matrimonii, etiam ad tempus, post remotionem temporanei impedimenti, tollitur omnino fundamentum dispensationis ipsius, scilicet tum ex perpetua impossibilitate officium matrimoniale adimplendi. tum quoque ex præcedenti atque exclusiva intentione et voluntate immediatam consequendi consummationem; ubi enim eadem est ratio, ibi eadem obtinere debet juris dispositio.

Atqui inter multiplicia jura, quæ conjugalem consequuntur contractum, et quæ pontificiis sanctionibus sunt consecrata, non infimum ædepol nec impervium est jus propriam idoneitatem pertentandi ad experientiam nempe copulæ carnalis ineundam, tum cum in primis carnalibus congressibus infelicem exitum habuerit periculum. Experientiam istiusmodi ad exemplum imp. Justiniani usque ad triennium produxerat Cœlestinus III in cap. *Laudabilem*, 5, de frigid. et malefic.

Eamdem experientiam per triennalem habitationem sancivit etiam Honorius III in cap. 7 de frigid. et malefic.

Datane est Joanni hæc copia experientiæ carnalis copulæ, non dicam per triennium, sed per biennium, per annum, per dimidium saltem anni ineundæ? Vix quinquies e contra, vix sexies vel septies ad mulierem idem valuit accedere.

Condormierunt quidem tribus circiter mensibus; at vix una aut altera hebdomada passa est mulier, experientiam sexies vel septies pertentari consummationis, antequam ad dissolutionem matrimonii impetrandam procederet.

Præstititne mulier quantum per se potuit, ut facilior via ad consummationem redderetur marito? Atqui econtra, vix uno, aut altero experimento pertentato, iratis atque acerbis conviciis confusionem et impotentiam illius ex paucis illis congressibus adaugebat, quemadmodum jam desuper audivimus ex perito physico Chieppi.

Atqui, subjungam, impotentia Joannis ex hoc ipso testimonio est faciliter reparabilis; quoniam non ex defectu dynamico habet originem, quominus in radice possit curari; sed ex defectu, pene dicam, mechanico provenit, ita ut mechanicis etiam remediis provideri aptissime eidem valeat. Res tota in majori vel minori incommodo, necnon tempore, ac dispendio consistit. Quid igitur obstitit quominus matrimonium consummaretur? Hoc obstitit, et non aliud: iracundia mulieris et confusio viri. Sed non hæc est via, qua maritales obligationes adimplentur; non ita conjugale redditur debitum; et si quidem Teresia contumeliosis hisce modis ad impediendam copulam magis quam ad eam confovendam præ omnibus influit, quin congruum daretur marito tempus ad experientiam consummationis repetendam, injuste ferme atque omni procul æquitate nunc a vinculo maritali dissolvi postulat.

Ne quis oggerat triennale experimentum jam ab aula recessisse. Insigne delirium. Quandonam ab aula recessit canonica observantia, quæ sex abhinc sæculis in Ecclesiam invecta, magno semper fuit in honore ad hanc nostram propemodum ætatem? Conspicuum econtra prostat exemplum in *Forolivien.* Matrimonii diei 20 septemb. 1817, in qua etiamsi quinque per annos cohabitassent conjuges, quin propter obstructionem, utut partialem, vasis muliebris, atque ob insufficientiam viri ad impedimentum superandum, matrimonium consummare potuissent, nihilominus S. Ordo, perspecta potentia viri, ac possibilitate carnalis copulæ perficiendæ, duobus hisce dubiis, «1. an constet de nullitate matrimonii in casu, etc. » et quatenus negative » 2. an sit consulendum SSmo pro dispensatione super matrimonio rato et non consummato in casu etc. » consultissime respondit: Ad I. et II. *Dilata et esse locum triennali experimento.* »

Sed neque opus est in casu per integrum triennium experimentum producere, quum breviori ferme tempore res perfacile confici valeat, dummodo in jure suo maritali redintegretur Joannes, atque exinde opportunis salutaris artis remediis adjutus ad conjugale officium evincatur idoneus. Nullo quippe vel minimo remedio adhibito quinquies vel septies experimentum inutiliter tentavit. Sed quum nullatenus, ceu supra demonstravi, laboret ingenita impotentia, facilis erit novi experimenti exitus, si opportunis remediis corrigatur herniæ defectus. Hoc est quod medicus Chieppi jam suggerit; atque hoc etiam erit Joanni providendum, ut voti compos evadat.

Nulla alioquin mulieri ex hoc irrogatur injuria. Nonne hoc impedimentum jam ipsa cognoverat tunc cum matrimonio se Joanni conjunxit? Est eadem Teresia quæ hoc deposuit in judicio.

Jam ipsa igitur ex parte difficultatem consummationis matrimonii per aliquod temporis spatium obeundam prævidere facile potuit. Et quum nihilominus matrimonium cum hernioso celebrasset, hoc pernecesse inferri debet, quod voluntariæ ac sponte sese necessitati corporalis defectus in marito reparandi subjecit; ac proinde volontarie etiam ac deliberato consilio periculum subiit, ut, ad tempus dilata consummatione matrimonii, infirmitatem, quantum ad prædictum officium opus est, Joannes repararet.

Minus autem officit alia, quæ deducitur, dispensationis causa, quod videlicet ex alio viro jam tumescentem ventrem habeat Teresia, atque cum eodem matrimonium, quod aiunt civile contraxerit. Quid? Iniquum est ex propria culpa emolumentum referre cum aliena injuria. Minus autem ex delicto mulieris pessumdari debet sacramenti sanctitas, atque inviolabilis religio, « ne ad commodum ei cedat, quod debet in pœnam ejus potius retorqueri. » Cap. 5 de donat. int. vir. et uxor. Neque enim ex posterioribus nuptiis, quantumvis non illegitime, seu civiliter, sed Ecclesiæ auctoritate contractis, vel ob prolem exinde susceptam passi sunt pontifices priora vota rescindi; sed sapientissime in hisce casibus decreverunt, debere conjugem « ad illam redire, cum qua primo contraxit » (cap. 6 de frigid. et malef.) Usquedum ideireo de impotentia absoluta et perpetua alterius conjugis non constat; atque usquedum spes effulgeat, quod ex congrua experientia sive triennali, sive minoris etiam temporis juxta naturam infirmitatis, matrimonium consummari valeat, non debet cum gravissima sacramenti jactura conjugale vinculum dissolvi.

Animadvertant, quæso, EE.VV., quam frequenter, et quam facile impotentia hujusmodi temporanea atque effimera hac

nostra præser im ætate adolescentes ex inquinato sanguine interdum progeniti afficiantur. Quænam securitas, quodnam diffugium vel contra intolerantiam feminarum, vel contra diffidentiam eorumdem adolescentum daretur, si excusso beneficio experientiæ carnalis copulæ ad congruum tempus atque inter legitimos amplexus ineundæ, et virilis potentia, et maritale decus unius vel alterius noctis concrederetur discrimini ?

t quin immorale, ut aliquando audire occurrit, triennale experimentum dicatur, nonne potius maxime periculosum morali eidtm publicæ esset illud submovere, ex quo, spe qualibet avulsa propriæ idoneitatis post matrimonium legitime experiundæ, incitarentur juvenes ad ejusdem periculum ante nuptias faciendum in lupanaribus cum meretricibus et cum scortis, ne ex nuptiis inutiliter quandoque initis tum fortunæ, tum honoris gravissimum patiantur dispendium?

Hæc, quæso, perpendant EE. VV., et celebratæ doctrinæ et sapientiæ, qua præstatis, confisus, dispensationem hac in causa refutandam fore a vobis non dubito.

Quare etc. — Flavinius Simoneschi Adv. *Defensor matrimonii ex officio.*

DÉCRETS INÉDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1)

(Suite.)

Naples. Insubordination des réguliers. — Mexique. Dominicains. Chapitre provincial. Aliénation. Illégitimes. Latin. Confesseurs. — Cisterciens d'Hautecombe. — Espagne. Massacre des moines. Dispersion. — Cisterciens. Chapitre général. — Sécularisation des convers. Moyens d'existence. — Trappistes de Belgique. — Rétablissement des Bénédictins en France. — Tiers-ordre du Carmel. Exemption de la juridiction paroissiale. — Espagnols fugitifs. Ordination. — Mont-Carmel. Reconstruction de l'église. — Capucins. Clôture des sacristies. — Élections. — Conventuels de Locarno en Suisse. École. — Dominicains de Piémont. Séparation de la province de Lombardie. Vie commune. — Franciscains de l'Observance. Rétablissement de l'institut en France. — Translation d'un chartreux. — Espagne. Dispersion des réguliers. — Écoles chrétiennes. Fondation de Gênes. — Minimes de Naples. Vie commune. — Tiers-ordres franciscains. Election du général par bulletins. — Taxe. Minimes. — Chartreux. Chapitre général. — École primaire. Franciscains. — Procès canonical. Procédure extrajudiciaire. — Taxe générale. Minimes. — Saint Jean de Dieu. Province de France. Noviciat. — Irlande. Fondation d'un couvent d'Augustins. — Solesmes. Profession des deux premiers Bénédictins de France. Approbation des constitutions. — Élection au bulletin. Religieux de Saint Camille de Lellis.

1551. Super regularibus regni Napolitani.

Nuntio Neapolitano. — Da tuttociò che V. S. mi significa sul modo che si tiene costì negli affari ecclesiastici resto persuaso e convinto che col mezzo di progetti e di note ministeriali, non si arriverà giammai a poter mettere un freno alla scandalosa licenza de' Corpi Regolari. Ella è di parere che avendosi a trattare con un re pio e religioso, l'unico mezzo da mettersi in opera colla speranza di felice successo, sarebbe un diretto carteggio fra il S. Padre e Sua Maestà. Io non dubito di abbracciare questo sentimento, e nella prima adunanza di questa S. C. de' VV. e RR. che si terrà nel mese di novembre ne farò la proposta agli Emi miei colleghi, anche per deliberare sui modi che crederemo più adattati a conseguire il fine che si desidera, e quindi se ne farà relazione a S. S. per intenderne le sue sovrane determinazioni. Ella poi sarà fatta consapevole di ciò che siasi risoluto.

Die 14 septembris 1834.

1552. Ordinis Prædicatorum.

Sacra Congregatio utendo facultatibus a S. D. N. Gregorio PP. XVI specialiter concessis, acta capituli provincialis S. Michaelis archangeli et SS. Angelorum ordinis Prædicatorum habiti in conventu S. Domini Civitatis Angelorum in Mexico die 26 maii 1832 in omnibus approbavit, atque confirmavit juxta modum, nempe:

Circa venditiones, permutationes et hypothecas, dummodo consuetudo fuerit legitime recepta, vel obtenta fuerint privilegia, quæ adhuc vigeant, servetur decretum capituli, ea tamen conditione ut constet de evidenti respective contractuum utilitate et de fideli investimento in alienationibus, super quibus onerata maneat P. Provincialis conscientia.

Præscriptio non recipiendi ad habitum et ad religiosam professionem illegitime natos abrogatur ob temporum circumstantias et expositas rationes, ita ut ad professionem, ad officia religionis (exceptis tamen prælaturis) et ad sacros ordines servatis servandis admitti possint.

Permittitur prioribus conventualibus ut recipere possint juvenes latinæ linguæ ignaros ad habitum et ad professionem religiosam; ita in religione recepti latinæ linguæ dent operam, et litteræ testimoniales ad sacros ordines eisdem non tradantur nisi prævio experimento coram superiore locali de sufficienti scientia instructi reperti fuerint.

P. provincialis vel per se vel per priores conventuales alicui religioso ob rationabilem causam petenti facultatem concedere possit sibi eligendi confessarium non regularem approbatum tamen ab ordinario, vicibus eidem P. provinciali vel prioribus conventualibus benevisis.

Denique approbantur et confirmantur gradus in eodem capitulo religiosis collati, dummodo juribus alteri quæsitis præjudicium non inferatur.

Constitutionibus apostolicis et ordinis aliisque speciali mentione dignis non obstantibus.

Romæ, 8 januarii 1835.

---

(1) Voir les livraisons 144 et 145.

(1551). *Naples. Insubordination des réguliers.* Ne pouvant ramener les réguliers à l'obéissance et à la discipline, le nonce proposa d'établir des rapports directs entre le Saint-Père et le roi. Voici ce que le cardinal préfet de la S. Congrégation des Évêques et Réguliers répond au nonce : « D'après ce que Votre Seigneurie m'apprend sur la manière de traiter chez vous les affaires ecclésiastiques, je suis convaincu que les projets et les notes ministérielles ne parviendront jamais à mettre un frein au scandaleux désordre des communautés religieuses. Vous pensez, que puisqu'on a à traiter avec un roi vraiment religieux, l'unique moyen qu'on puisse employer avec espérance de succès, ce serait une correspondance directe entre le Saint-Père et Sa Majesté. Je n'hésite pas à me ranger à cet avis, et dans la première réunion de cette S. Congrégation qui se tiendra au mois de novembre, j'en ferai la proposition aux cardinaux mes collègues, et l'on examinera quels sont les modes les plus propres à atteindre le but; on en référera ensuite au Saint-Père pour recevoir ses décisions souveraines. Rome, 14 septembre 1834. »

(1552). *Mexique. Dominicains. Chapitre provincial. Aliénation Illégitimes. Latin. Confesseurs.* Ce décret confirme les actes du chapitre provincial que les Dominicains célébrèrent à Puebla en 1832. On ratifie les ventes, échanges et hypothèques. — Avant cette époque, les enfants illégitimes ne pouvaient entrer dans l'institut; on abroge la disposition en vue des circonstances; toutefois les illégitimes ne pourront jamais occuper les prélatures régulières. — Il faut savoir le latin pour être admis à prendre l'habit et à professer : on dispense, à condition que les jeunes religieux apprennent le latin, et qu'ils passent un examen avant d'être promus aux ordres sacrés. — Le provincial et les prieurs conventuels sont autorisés à permettre aux religieux de se confesser aux prêtres séculiers. — Rome, 8 janvier 1835.

1553. Super officio B. M. V.

Archiepiscopo Camberiensi. — Studium animique ardorem quo amplitudo tua in eam curam incumbit ut in celebri monasterio Altacumbæ regularis disciplina instauretur et in posterum florescat, SSmus D. N. Gregorius XVI multis laudibus prosequutus est. Scribis autem te auctoritate visitatoris apostolici qua præditus es, nonnullas regulas veluti constitutionum appendicem, sive potius uberiorem earum explicationem condidisse, quibus monachi ad eam virtutis excellentiam quæ eorum instituti propria est, facilius pervenire possint. At vero in iisdem regulis nullum locum dedisse ais, officio B. M. Virginis, quod Cisterciences monachi nulla lege expressa, sed ex antiqua consuetudine quotidie recitare solent, idque ob eam causam fecisse ut monachi aliis muneribus obeundis, quæ tibi potiora videntur, satis vacui temporis haberent. Verum quia probe intelligis tibi nullam esse potestatem ejus piæ consuetudinis abolendæ, ita S. pontificem rogasti, ut monachos Altacumbæ ab hujusmodi obligatione solveret. Qua de re cum jussu S. S. in hac S. C. actum sit, Emi PP. censuerunt eam consuetudinem esse retinendam, tum quia non satis idonea subest causa, cur tollatur, tum quia timendum foret ne cœteris monasteriis Cisterciensibus quæ ita semper B. M. coluerunt, id malo exemplo futurum esset. Cum vero S. Congregationis sententia a S. S. probata fuerit, restat ut amplitudo tua regulas a se conditas ita moderetur, ut monachi diebus singulis recitationi officii B. V. M. vacare possint. Quod pro tua pietate et singulari in Sedem apostolicam reverentia te facturum pro certo habeo, et interim fausta omnia tibi precor a Domino.

Romæ, 10 martii 1835.

1554. Super rebus Hispaniæ.

Cardinali Bernetti, secretario status. — Nella lettera a S. E. il dì 2 marzo corrente intorno ad alcune facoltà e istruzioni richieste da Mgr nunzio, mi riservai di risponderle sul modo da tenersi dallo stesso Mgr nunzio verso quei Regolari che atterriti dalle carneficine dei loro confratelli accadute nel 17 e 18 luglio p. p. in Madrid, fuggirono dai conventi, e continuano a girare per la città senza alcun segno del proprio istituto, od anche senza alcun segno clericale, poichè la S. di N. S. ordinò che sopra questo punto si sentisse il parere di questa S. C. de' VV. e RR. Pertanto nell'adunanza tenuta il giorno 13 corrente, questi Emi miei signori sono stati di sentimento che Mgr nunzio chiami a sè i superiori degli ordini religiosi, e si concerti con loro per ammonire prudentemente quelli che restano ancora fuori de' loro conventi a ritornare al chiostro, rappresentando ai medesimi la lontananza del pericolo di nuova persecuzione, e il loro dovere di stabile permanenza nei proprii chiostri per evitare anche il pubblico scandalo e per non dare alcun pretesto alla soppressione de conventi.

Tutto ciò deve farsi per via di semplice ammonizione e di consiglio, e non già di precetto. Nel caso poi che alcuni non potessero vincere il timore dal quale sono sopraffatti, potrebbero questi mandarsi nei conventi delle provincie, dove pare che il pericolo sia più remoto, e chiamare dalle medesime provincie altri religiosi per riempiere i conventi di Madrid. Che se Mgr nunzio ed i superiori regolari per le attuali circostanze di quei luoghi, incontrassero difficoltà ad eseguire il sudetto progetto, Mgr nunzio potrà communicarlo per prendere altre providenze. S. Santità ha approvato in tutte le parti l'esposto sentimento di questa S. C., talchè V. E. potrà compiacersi di parteciparlo a Mgr nunzio.

Romæ, 20 martii 1835.

1555. Super capitulo Cisterciensium.

P. Benigno visitatori apostolico. — La Santità di N. S. ha inteso con sorpresa che V. P. abbia diretta al P. abbate Sifredi la convocatoria per intervenire al prossimo capitolo generale, dappoichè fin dal 6 febraro p. p. la S. Santità ad istanza della P. V. aveva ordinato che non si convocassero i monaci vocali di Piemonte e Genova per ragione della visita apostolica tuttora colà permanente. La S. Sua ha inteso con egual sorpresa la venuta del P. M. Sifredi in Roma per intervenire al detto capitolo, sebbene ne avesse avuta l'espressa proibizione dall'Emo visitatore apostolico. Tuttavia il S. Padre volendo usare molta condiscendenza verso il P. abbate Sifredi, e insieme mantenere l'osservanza di tutto ciò che riguardo al sudetto capitolo è stato stabilito, assolve il medesimo da qualunque pena e irregolarità che avesse incorso; ordinando però che nel prossimo capitolo non possa avere alcuna voce nè attiva, nè passiva. In seguito poi S. Santità farà conoscere alla P. V. le altre sue determinazioni.

Romæ, 2 maii 1835.

1556. Super sæcularisatione conversorum.

Episcopo Fanen. — Fr. Ilarione da Fano laico capuccino ha rappresentato a questa S. C. de' VV. e RR. di non aver potuto ottenere da V. S. il decreto esecutoriale all'indulto di sua sécolarizzazione degli 11 luglio 1834, per la clausola *Constito de sufficienti substentatione*, giacchè essendo l'oratore privo di beni di fortuna non può costituirsi il patrimonio che

(1552). *Cisterciens d'Hautecombe.* Petit office. Les Cisterciens ont l'usage de réciter chaque jour le petit office de la Sainte-Vierge. Cet usage remonte aux premiers temps de l'ordre. L'archevêque de Chambéry, étant visiteur apostolique, crut devoir supprimer le petit office, afin d'accorder aux religieux le temps d'accomplir d'autres devoirs plus importants. La S. Congrégation est loin de ratifier la suppression de l'office; le motif ne semble pas suffisant, et ce serait un mauvais exemple pour les autres monastères. Rome, 10 mars 1835.

(1554). *Espagne. Massacre des moines. Dispersion.* La S. Congrégation écrit au cardinal Bernetti, secrétaire d'état de Grégoire XVI : « Dans la lettre que j'ai écrite à Votre Éminence le 2 mars courant sur des pouvoirs et des instructions demandés par Mgr le nonce de Madrid, je me suis réservé de répondre au sujet de la conduite qu'il doit tenir envers les religieux qui, effrayés des massacres de leurs confrères à Madrid les 17 et 18 juillet dernier, ont pris la fuite, et continuent de circuler dans la ville ecclésiastique. Le Saint-Père ayant ordonné de prendre sur ce point l'avis de la S. Congrégation des Évêques et Réguliers, voici l'avis que mes collègues ont exprimé dans la réunion du 13 courant : que le nonce mande les supérieurs des ordres religieux, et se mette de concert avec eux pour avertir prudemment ceux qui demeurent encore hors de leurs couvents de retourner au cloître, en leur représentant que le danger d'une nouvelle persécution est éloigné, et qu'ils sont obligés de vivre dans leurs cloîtres, pour éviter le scandale public, et aussi pour ne donner aucun prétexte à la suppression des couvents. Tout cela doit se faire comme monition et conseil, non comme ordre formel. S'il en est qui ne puissent dompter leur épouvante, on pourra les envoyer aux couvents des provinces où le danger paraît plus éloigné, et faire venir d'autres religieux, afin de remplir les couvents de Madrid. Rome, 20 mars 1835. »

(1555). *Cisterciens. Chapitre général.* On a vu ci-devant que les couvents de Gênes et du Piémont furent soumis à la visite apostolique du cardinal Morozzo. Les moines appartenant à ces deux provinces n'assistèrent pas au chapitre général assemblé à Rome en 1835.

(1556). *Sécularisation des convers. Moyens d'existence.* L'indult pontifical, qui sécularise les religieux, pourvoit à leurs moyens d'existence. S'il s'agit de prêtres, la clause est : *Constito de patrimonio sacro.* Pour les convers, on met : *Constito de sufficienti sustentatione.* Cela ne veut pas dire que le convers sécularisé devra constater qu'il possède un patrimoine suffisant; car le tra-

si crede necessario; e quindi ha supplicato questi Emi signori di dichiarare che sia sufficiente per il suo sostentamento la fatica delle braccia. In seguito di tale istanza hanno l'EE. LL. RR. commandato di scrivere a V. S per notificarle che questa S. C. nell'apporre la sudetta clausola rispetto ai laici, non intende mai la costituzione di un patrimonio, ma può anche bastare per sufficiente sostentamento la sola industria delle mani, quando la persona è capace di guadagnarsi onestamente il vitto.

Romæ, 3 aprilis 1835.

1557. Super Trappensibus Belgii.

P. Abbati Westmallen. — Paucis abhinc diebus D. Franciscus Capaccini litteras tuas ad eum datas pridie idus decembris anni proxime elapsi huic S. Congregationis exhibuit, quibus significas te et universam familiam Trappistarum in Belgio vehementer expetere ut constitutiones quæ jamdudum a vobis servantur, apostolica auctoritate firmentur. Earum vero constitutionum exemplum una cum litteris tuis delatum est, quas quidem constitutiones non vestras, sed S. Benedicti appellandas esse perhibes. At vero cum agatur de re non levis momenti, nec satis explorata, necesse est ut, quod animo tibi jam proposueras, opere compleas, nimirum, ut iter ad urbem instituas, vel saltem huc mittas religiosum virum a te deligendum. Tali enim pacto citius et commodius negotium absolvi poterit. Is autem qui Romam venerit, ipse regulam S. Benedicti et constitutiones D. de Rancé secum afferat, ut omnibus simul collatis et diligenter perpensis S. Congregatio decernat quid in vestris constitutionibus, antequam approbentur, vel demere vel addere vel moderari oporteat.

Hæc tibi significanda erant, ut scires quomodo hac in re gerere te debeas, et interim diu valeas in Domino.

Romæ, 13 augusti 1835.

1558. Super instauratione ordinis S. Benedicti in Gallia.

Episcopo Cenomanensi. — Non dubito quin mireris quod litteris amplitudinis tuæ datis quinto calendas februarii sero admodum respondeam. Hoc autem accidit propterea quod is qui litteras tuas ad me perferendas acceperat, coactus est aliquantisper Lugduni consistere infirmiatis causa. Dein vero cum Romam venire initio constituisset, mutato consilio Lutetiam Parisiorum reversus est. Statim ac vero litteræ tuæ ac postulatio pro instauratione Congregationis S. Mauri in Galliis ad me pervenerunt, rem totam ad Emos PP. S. C. retuli, qui in generali conventu habito die 21 augusti 1835, omnibus sedulo perpensis, ita decreverunt : « Scribatur episcopo Cenomanen. ad mentem : mens est, non esse locum petitæ « adprobationi, cum proposita instauratio ita perfici velit ut « multæ inducantur mutationes in regula S. Benedicti, nec « ullus adest ex antiquis monachis a quo novi alumni inforementur et dirigantur. Laudandum tamen esse finem novæ « societatis, utpote quæ tendit in commune bonum Ecclesiæ; « propterea ii qui nomen eidem dederunt in bono proposito « persistant, ut postquam sufficientia exhibuerint de se spe« cimina, successu temporis decerni possit an locus sit erec« tioni et adprobationi novæ congregrtionis quæ vel regulam « S. Benedicti omnino amplectatur, vel aliquam saltem simi« litudinem habeat cum congregatione Maurina, quam sodales « æmulari intendunt. » Facta autem postridie relatione SSmo D. Nostro, Santitas Sua resolutionem S. C. benigne adprobavit et confirmavit.

Romæ, 18 septembris 1835.

1559. Tertii ordinis Carmelitarum.

Ex audientia 30 septembris 1835. SSmus attenta sententia archiepiscopi SSmi Salvatoris de Bahia, ad fovendam pietatem sodalitatis tertii ordinis B. Virginis de Monte Carmelo in eadem civitate fundatæ, sodalitium et ecclesiam ejusdem tertii ordinis ab omni jurisdictione, cura et gubernio parochorum pro tempore exemptam et liberam et immunem declaravit, ad hoc ut sodales tertiarii Carminis exercere possint sacras functiones festivas et funebres, processiones, aliosque pietatis actus absque interventu et interessentia ejusdem parochi, salva semper ordinaria jurisdictione archiepiscopi, a quo deputetur director seu capellanus dicti sodalitii cum facultatibus necessariis et opportunis. Quibuscumque in contrarium non obstantibus.

Romæ, etc.

1560. Ordinationis regularium.

Nuntio Neapolitano. — Adesivamente alle premure avanzatemi da V. S. Illma e Rma col pregiato suo foglio de' giorni 5 di questo mese, ho esposto alla Santità di N. S. l'infelice situazione de' 4 monaci Cisterciensi che salvatisi a stento dall'incendio del monastero di Poblet nella diocesi di Tarragona, rifugiaronsi sopra un brigantino di bandiera Napolitana, e dopo giunti in codesta capitale hanno per ora fissato la loro residenza in Castellamare.

Dalla supplica da essi avanzata e da Lei inviatami, si rileva che due sono sacerdoti e due diaconi, e che mancando di mezzi di sussistenza, non si offre loro altro modo di procurarseli che la elemosina della messa. Chieggono quindi i due diaconi D. Emanuele Astori, e D. Ignazio Carbò di esser ordinati sacerdoti sia da V. S. Illma sia da Mgr arcivescovo di Sorrento, che dicono aver loro accordato il suo favore.

Per quanto si voglia essere facili nel prestar fede alle assertive degli anzidetti religiosi, non può dissimularsi che si presentano gravi difficoltà, nè queste sono punto sfuggite all'alta penetrazione del S. Padre. Mosso però l'animo clementissimo della Santità Sua dalle dolorose circostanze dei ricorrenti, mi ha commandato significarle, che dovrà Ella adoperare ogni

vail des bras fournit des moyens d'existence, et, pour exécuter l'indult, le délégué ne peut demander davantage.

(1557). *Trappistes de Belgique.* La S. Congrégation invite l'abbé à faire le voyage de Rome pour traiter de l'approbation des constitutions. En effet, les constitutions des Trappistes de Westmall furent approuvées l'année suivante. Le décret de la S. Congrégation est dans un précédent volume des *Analecta.*

(1558). *Rétablissement des Bénédictins en France.* Ceci est le premier document de cette importante affaire. La S. Congrégation refusa l'approbation, parce que l'on proposait de graves modifications dans la règle de saint Benoît; elle se borna donc à décerner des éloges au but des fondateurs. D'ailleurs, aucun des anciens religieux ne pouvait former les novices. Le seul moyen qui restât, c'est que les principaux membres de la communauté de Solesmes fissent le noviciat à Rome; c'est ce qui eut lieu. Nous rapportons plus loin d'autres pièces sur l'affaire.

(1559). *Tiers-ordre du Carmel. Exemption de la juridiction paroissiale.* Le tiers-ordre carme de Bahia, au Brésil, possède une belle église. Le présent décret exempte la confrérie et son église de toute juridiction, direction et gouvernement des curés *pro tempore*, de sorte qu'on pourra célébrer toutes les fonctions festivales et funéraires, les processions et les autres actes de piété sans l'intervention et la présence du curé. L'archevêque nommera le directeur ou chapelain de la confrérie.

(1560). *Espagnols fugitifs. Ordination.* La S. Congrégation écrit au nonce de Naples : « J'ai exposé au Saint-Père la malheureuse situation des quatre religieux cisterciens qui, s'étant sauvés à grand'peine de l'incendie du monastère de Poblet dans le diocèse de Tarragone, se refugièrent sur un brigantin de bannière napolitaine, et, arrivés à Naples, ont fixé pour le moment leur résidence à Castellamare. Il résulte de la demande que vous avez transmise que deux sont prêtres et deux diacres. Dépourvus de tout moyen d'existence, ils n'ont pas d'autre ressource que l'aumône de la messe. C'est pourquoi les deux diacres demandent

industria per procurarsi tutte quelle informazioni che sia possibile di avere sopra i costumi e idoneità dei supplicanti, non che sulla seguita loro ordinazione al diaconato. Quante volte poi non riesca conseguire tali verifiche per mezzo di autentici documenti, esige la Santità Sua che si supplisca con una fede giurata dei due monaci sacerdoti compagni dei postulanti diaconi. Ciò premesso acconsente S. Santità che vengano ordinati sacerdoti o da Lei o da Mgr arcivescovo di Sorrento.

Romæ, 14 novembris 1835.

1561. Super reædificatione ecclesiæ montis carmeli.

Joseph Antonius Tit. S. M. a Pace pres. cardinalis Sala S. C. negociis et consultationibus episcoporum et regularium præfectus.

Præpositus generalis PP. Discalceatorum ordinis Bmæ V. M. de Monte Carmelo nuncupatorum, supplices preces ad nos porrexit, ut S. Congregatio pietatem et studium præsulum ecclesiæ excitaret ad colligendas comparandasque fidelium oblationes in subsidium constructionis sive reædificationis S. Templi Deiparæ dicato quod in Monte Carmeli in partibus infidelium olim erectum, modo restituitur.

Nos itaque, ex oraculo Sanctitatis Suæ, quæ pias oratoris preces excipiendas esse decrevit, his literis nostra manu subscriptis et sigillo S. C. munitis, archiepiscopis, episcopis, abbatibus omnibus et singulis locorum ordinariis fratres dicti ordinis commendamus, quos præfatus præpositus generalis vel superiores diversis in locis constituti, mittere disposuerint, et has exhibentes literas valido adjuventur patrocinio quo suffulti opportuna auxilia pro officio sibi commisso commode absolvendo consequantur: nos etenim hac Sanctitatis Suæ gratia et benevolentia impulsi, pro viribus nitimur sanctum istud opus, quod in decus et cultum erga Bmam Dei Matrem augendum mirifice cedit, ad ultimam sui perfectionem provehere.

Datum Romæ, die 22 januarii 1836.

1562. Super clausura.

La S. C. de' VV. e RR. avendo maturamente ponderato quanto è stato riferito dalla P. V. in data li 15 dello scorso gennaio sul quesito proposto all'EE. LL. dal P. Clemente da Civitanova capuccino circa le sagrestie delle chiese di codesto ordine, che hanno una porta nella chiesa e l'altra nella clausura, se cioè le dette sagrestie debbano considerarsi come parte della clausura, ha la medesima S. C. approvato il costume che costantemente si osserva in tutto codesto ordine, che quando cioè è aperto l'adito ad una sagrestia per due porte, di cui l'una metta nel chiostro e l'altra nella chiesa, in tal caso la sagrestia si considera compresa nella clausura; se poi la sudetta sia separata dal chiostro, non potendosi entrare in questo che dalla chiesa o dal coro, in questo caso non è compresa nella clausura, e quindi la medesima ha ordinato di scriversi alla P. V. affinchè communichi tutto ciò al P. provinciale del nominato P. Clemente, ordinando che venga pienamense osservato, quanto in tutti gli altri conventi di codesto ordine.

Romæ, 1 martii 1836.

1563. Super electionibus.

Sacrosanctum Concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 6 de regularibus, cum rationem eligendi superiores regulares præscriberet sic decrevit: Nec in posterum liceat provinciales aut abbates priores aut alios quoscumque titulares ad effectum electionis faciendæ constituere, aut voces et suffragia absentium supplere. Si vero contra hujus decreti constitutionem aliquis electus fuerit, electio irrita sit..... Cum itaque P. M. generalis totius ordinis minorum S. Francisci animadverterit in capitulis præsertim provincialibus abusus aliquot, ut sibi videbatur, contra hujusmodi decretum irrepsisse, et agnoscens quantum intersit secundum præscriptam formam electiones celebrari, hanc S. C. rogavit ut decem quæstiones seu dubia quæ sequuntur, declararet, videlicet:

1. An nomine absentium, quorum suffragia in electionibus supplenda non sunt ex Tridentini Concilii decreto, illi quoque intelligendi sint, qui vita functi fuerint?

2. An sequuta post ultimam congregationem intermediam morte alicujus guardiani, præses a ministro provinciali conventui administrando suffectus, habeat vocem in primo capitulo provinciali?

3. An provincialis et definitores possint ante celebrationem capituli eumdem præsidem conventus, vel alium religiosum in guardianum eligere, et an post hujusmodi electionem ejusque publicationem novus guardianus jus ferendi suffragium in capitulo provinciali consequatur?

4. Licebitne definitorio vel immediate ante, vel in actu capituli substituere religiosum idoneum in locum alicujus guardiani, qui vocem activam et passivam amiserit?

5. Si quis ex definitoribus actualibus sit etiam cœnobii guardianus, poteritne duplex suffragium ferre? et si guardianatu se abdicaverit, poteritne alter substitui, ne ejus vox in capitulo desit?

6. In iis provinciis ubi parvi conventus vel cœnobia extant, quæ hospitia appellari solent, poterit ne minister provincialis decernere, ut præses hujus vel illius parvi cœnobii jus suffragii habeat?

7. Ubi statuta peculiaria vigent quæ lectoribus jubilatis numerariis jus ferendi suffragii in electione ministri provincialis et definitorum provincialium tribuunt, si qui ex hujusmodi

d'être ordonnés prêtres, soit par Votre Seigneurie illustrissime, soit par Mgr l'archevêque de Sorrente, qui, disent-ils, leur a accordé sa protection. Quelque facilité qu'on veuille mettre à prêter foi aux assertions de ces religieux, il n'y a pas moyen de se dissimuler les graves difficultés de l'affaire; le Saint-Père n'a pas méconnu ces difficultés. Toutefois, son cœur très-clément étant touché de la douloureuse position des recourants, il m'ordonne de vous faire savoir que vous devrez prendre tous les renseignements qu'il sera possible de vous procurer sur la conduite et l'aptitude des recourants, ainsi que sur leur promotion au diaconat. Si vous ne parvenez pas à obtenir des pièces authentiques, le Saint-Père exige qu'il y soit suppléé à l'aide de l'attestation sous la foi du serment des deux prêtres compagnons des diacres recourants. Cela fait, le Saint-Père permet qu'ils soient ordonnés prêtres, soit par vous-même, soit par Mgr l'archevêque de Sorrente. Rome, 14 novembre 1835. »

(1561) *Mont-Carmel. Reconstruction de l'église.* Le cardinal Joseph-Antoine Sala, préfet de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, recommande aux évêques du monde les religieux que le prieur général des Carmes déchaussés se propose de faire quêter pour la reconstruction de l'église du Mont-Carmel.

(1562). *Capucins. Clôture des sacristies.* Les sacristies qui ont une entrée dans l'église et une autre dans le cloître, sont comprises dans la clôture. Celles au contraire dans lesquelles on n'entre que de l'église ou du chœur, ne sont pas comprises; les femmes y peuvent donc entrer, sans crainte des censures canoniques. C'est d'ailleurs ce qui s'est constamment observé dans l'ordre des Capucins.

(1563). *Elections.* Le concile de Trente défend d'établir des provinciaux, abbés, prieurs et autres électeurs honoraires qui prennent part aux élections; il défend aussi de remplacer les voix et suffrages des absents. Des abus s'étant introduits dans l'ordre des Franciscains, la S. Congrégation rétablit les saines maximes, en ce qui concerne les chapitres provinciaux : les gardiens intérimaires n'ont pas voix au chapitre. Le double vote est refusé au gardien, qui est en même temps définiteur provincial ou professeur retraité. L'usage ne peut légitimer la transgression du décret de Trente.

lectoribus sit etiam guardianus, poterit lector simpliciter jubilatus ei substitui cum jure suffragii?

8. Si guardianus a civili potestate suo munere interdicatur, quo se abdicare nolit, poteritne alter ejus vices supplere? Et si idem apud legitimos superiores munus suum sponte dimiserit, poteritne alter in ejus locum eligi ut suffragium ferat?

9. Quonam sensu intelligenda sunt illa verba decreti ad effectum electionis faciendæ, utrum nempe ad ipsum tantummodo actum electionis, an vero etiam ad electores ante capituli celebrationem constitutos pertineant?

10. An consuetudo aut præscriptio possit efficere ut ratæ et validæ sint electiones quæ contra formam decreti Tridentini factæ fuerint?

Itaque S. C. in pleno auditorio die 11 martii 1836, referente Emo Card. Polidori, respondit:

Ad 1. *Affirmative.*

Ad 2. *Negative.*

Ad 3. *Ad quodlibet fraudis discrimen avertendum, non eligantur novi guardiani post festum S. Francisci, sed per præsides regimini conventuum, ubi opus sit, rite consulatur juxta constitutiones ordinis.*

Ad 4. *Negative.*

Ad 5. *Negative in omnibus ad utramque partem.*

Ad 6. *Negative.*

Ad 7. *Negative.*

Ad 8. *Negative ad primam partem, ad secundam provisum in tertio.*

Ad 9. *Affirmative quoad utramque partem quatenus verba Concilii tum ad actum electionis, tum ad electores ita referenda sunt ut nec mere titulares, nec alii, qui vicem absentium suppleant ad effectum electionis faciendæ constitui possint.*

Ad 10. *Negative et supplicandum SSmo pro sanatione ad cautelam præteritarum electionum, quæ contra formam decreti Tridentini factæ fuerint.*

Et facta de præmissis relatione SSmo D. N. in audientia diei 25 martii 1836, S. S. responsiones et declarationes S. C. approbavit et confirmavit, et præsens decretum constitutionibus minorum S. Francisci tan observantium quam reformatorum adjungi jussit, sanando ad cautelam electiones quæ usque adhuc aliter peractæ fuerint, de quibus proinde nullo unquam tempore dubia ac quæstiones excitari posse districte prohibuit.

1564. Super scholis.

Generali conventualium. — Nella Congregazione tenuta da questi Emi miei signori li 13 dello scorso maggio, sono state di nuovo proposte dall'Emo signor Card. Castracane ponente, le istanze de' deputati di Locarno, i quali domandano che siano obbligati i religiosi del suo ordine del convento della detta città a riassumere l'esercizio delle scuole di grammatica e di belle lettere, come da essi sono state fatte dal 1784 al 1798.

Benchè dalle informazioni che questa S. C. ha ricevute tanto dal vescovo di Como che dalla P. V. Rma risulti che i conventuali di Locarno non sono obbligati alle scuole nè per fondazione nè per dotazione, nè per legge del congresso federale, non ostante in vista della presente circostanza esige il bene publico che le riassumano, e questo appunto è stato il voto di questi Emi signori nella sudetta congregazione ad imitazione di altri istituti religiosi che nel cantone del Ticino occupano dell'istruzione. Per render quindi più facile l'esecuzione di un tal decreto, ed avere de' religiosi abili per le scuole, e anche di edificazione al popolo, l'EE. LL. Rme inerendo al parere di V. P. R. l'autorizzano a riunire i religiosi ed i due conventi di Locarno, e di S. M. del Sasso alla provincia Illirio-Veneta conventuale sotto il titolo di S. Antonio di Padova in modo che costituiscano una sola provincia sotto l'obbedienza e dipendenza del P. provinciale della medesima derogando a qualunque disposizione a ciò contraria. Incaricherà inoltre la stessa P. V. Rma il nominato P. provinciale di provvedere al più presto possibile i detti conventi degl'individui necessari al bene spirituale de' fedeli fra' quali due per le scuole, onde aderire alle brame di quel popolo.

Romæ, 6 junii 1836.

1565. Super vita communi.

Cardinali Morozzo, episcopo Novariensi. — Piacque all'Eminenza Vostra di manifestarmi con sua lettera del 19 luglio pross. pass. il desiderio di sua Maestà Sarda, che i conventi de' PP. Domenicani del Genovesato, cessino di far parte della provincia di Lombardia, per riunirsi e formare una sola provincia con quella del Piemonte, non intendendo con questa misura di escludere i religiosi Lombardi, e non sudditi, nè di obbligare gl'individui de' conventi da riunirsi a professare la vita comune; ma unicamente di mettere i detti conventi sotto la dipendenza di un solo provinciale da eleggersi nei debiti modi, e che dimori in una delle due città di Torino, o di Genova. Alle rappresentanze di Vostra Eminenza si aggiunsero poco dopo per lo stesso oggetto gli uffizi del signor marchese Crosa ministro di S. Maestà presso la S. Sede, e venne quindi portato l'affare a cognizione del S. Padre, cui piacque occuparsene senza ritardo. Premurosa la Santità Sua di secondare i desiderj del piissimo Sovrano, e confidando che la progettata riunione serva a promuovere maggiormente la regolare osservanza e disciplina, ed agevolare possa la strada ad introdurre successivamente con modi dolci e prudenziali anche tra i Domenicani del Genovesato, la vita comune già abbracciata con tanta lode e vantaggio dai loro confratelli in Piemonte, ha benignamente accordato la grazia richiesta. A

(1564). *Conventuels de Locarno en Suisse. Ecole.* Au siècle dernier les Conventuels de Locarno ouvrirent une école de grammaire et de belles-lettres. La commune ayant demandé le rétablissement de cette école, la S. Congrégation engage les religieux à prendre cette charge, quoiqu'ils n'y soient obligés ni par fondation, ni par dotation, ni par loi du congrès fédéral. Le bien public doit les décider.

(1565). *Dominicains de Piémont. Séparation de la province de Lombardie. Vie commune.* Voici ce que la S. Congrégation écrit au cardinal. Morozzo évêque de Novare, visiteur apostolique des réguliers du Piémont: « Votre Eminence a bien voulu me manifester par lettre du 19 juillet le désir de Sa Majesté sarde que les couvents de Dominicains du Génovésat cessent de faire partie de la province de Lombardie, pour se réunir et former une seule province avec ceux du Piémont. Le roi n'entend pas éloigner par cette mesure les religieux lombards, qui ne sont pas ses sujets, ni obliger les religieux des couvents qui s'uniront à professer la vie commune. Il veut seulement placer ces couvents sous l'autorité d'un seul et unique provincial, qui sera élu selon les règles et qui résidera à Turin ou à Gênes. Les représentations de Votre Eminence ont été bientôt confirmées par les démarches de M. le marquis Crosa, ministre de Sa Majesté près le Saint-Siége. On a par conséquent porté l'affaire au Saint-Père, qui a bien voulu s'en occuper sans retard. Sa Sainteté, désireuse de seconder les désirs du très-pieux souverain et espérant que l'union projetée contribuera à fortifier l'observance et la discipline régulière, et pourra préparer la voie pour introduire dans la suite avec douceur et prudence parmi les Dominicains du Génovésat la vie commune que leurs confrères du Piémont ont embrassée avec tant d'édification et d'utilité, Sa Sainteté a bien voulu accorder la grâce demandée. C'est pourquoi en vertu des ordres donnés par Sa Sainteté à cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers, je communique à Votre Eminence tous les pouvoirs nécessaires et opportuns pour effectuer pleinement la décision pontificale selon la demande et dans les limites indiquées plus haut. Je préviens de toute chose le général de l'ordre dominicain, afin qu'il en fasse part au provincial de la province de Lombardie, lequel devra avertir les religieux des couvents du Génovésat qu'ils devront se détacher de sa province pour obéir aux dispositions du Saint-Siége. Rome, 25 août 1836. »

norma pertanto degli ordini dati da S. Santità a questa Sacra Congregazione de' VV. e RR. communico in nome della medesima all'Emza Vostra le facoltà necessarie ed opportune per il pieno effetto della pontificia determinazione adesivamente alla domanda e nei limiti di sopra indicati. Rendo di tutto consapevole il P. maestro generale dell'ordine Domenicano, affinchè ne dia parte al P. provinciale della provincia di Lombardia, e col di lui mezzo ne rimangano istruiti li religiosi dei conventi del Genovesato, che dovranno separarsi dalla sua provincia in obbedienza alle disposizioni della S. Sede.

Romæ, 25 augusti 1836.

1566. Restitutio ordinis observantium in Gallia.

Archiepiscopo Lugdunensi. — Cum litteras tuas, nonis octobris proxime elapsi, ad me datas accepi, P. vicarius generalis ordinis S. Francisci ab urbe aberat, idque in causa fuit, cur usque adhuc responsum meum desideraveris. Nunc vero cum eumdem P. vicarium convenerim, cum eoque egerim de obedientia tribuenda quatuor viris religiosis, qui conventus fundandi causa in istam diœcesim se conferant, visum est, antequam aliquid decernatur, nonnulla in primis cognoscenda esse. Itaque significandum est, utrum quatuor religiosi viri propria regularis ordinis veste, an presbyterorum sæcularium usuri sint; cui muneri addicti erunt, quanam in re monasterio S. Claræ inservient, et undenam necessaria vitæ subsidia habebunt? Statim ac vero amplitudo tua de his omnibus retulerit, curabo ut res, quantum fieri poterit, ad optatum exitum perducatur.

Romæ, 21 novembris 1836.

1567. Transitus.

Ex audientia 11 novembris 1836. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea commisit moderatori generali congregationis oblatorum SSmæ Virginis Mariæ sine labe conceptæ, ut veris existentibus narratis, petitum transitum (ab ordine Carthusianorum) servatis de jure servandis et firma obligatione religioso (Anselmo Bonafous) perpetuæ castitatis ex solemni voto et sacro ordine subdiaconatus provenientis, nec non permanendi, donec vixerit, in prædicta congregatione pro suo arbitrio et conscientia, impertiatur. Ita tamen ut novam probationem juxta constitutiones ipsius congregationis repetat, et cum effectu compleat novamque professionem suo tempore emittat, utaturque præsenti indulto intra terminum sex mensium; alias eo ipso nullum sit.

Romæ, etc.

1568. Super regularibus Hispaniæ.

Sacra Congregatio, attentis narratis, censuit rescribendum, prout rescripsit, ad præfata dubia, nempe:

Ad 1. *Affirmative de licentia confessarii, donec ob præsentes circumstantias cogantur manere extra claustra.*

Ad 2. *Permitti favore sui ordinis tantum, etiam per hæredem fiduciarium.*

Ad 3. *Negative.*

Ad 4. *Permitti durantibus præsentibus circumstantiis dumtaxat, etiam religiosis sive per se, sive per interpositas personas bona ad ordinem spectantia remoto scandalo conducere, ut facilius, et meliori modo religioni serventur.*

Ad 5. *In casibus particularibus unusquisque consulat probum et prudentem confessarium.*

Romæ, 15 decembris 1836.

1569. De fratribus scholarum christianarum.

Serenissimus Sardiniæ Rex ad promovendam christianam et civilem juventutis institutionem, sibi proposuit fratres scholarum christianarum Januensem in civitatem inducere. Nullus autem constituendæ domui professæ eorumdem fratrum aptior locus occurrit, quam conventus ejusdem civitatis a S. Nicolao in Carbonara nuncupatus, qui ad Patres Augustinianenses Excalceatos pertinet, eoque magis quod alter conventus eorumdem patrum non procul distet, cui ædes sacra, Deiparæ dicata, adnexa est. Qui quidem conventus etsi pro religiosa familia excipienda angustus admodum videatur, facile tamen poterit ex regia largitate amplificari. Illud etiam accedit quod iidem Patres Augustinianenses prope ipsam urbem alium late patentem conventum teneant, in quem novitiatum præsertim et studia transferre commode possunt.

Itaque Majestas Sua per Emum archiepiscopum Januensem SSmo D. N. Gregorio XVI supplicavit, ut cessionem dicti conventus S. Nicolai in Carbonara ratam haberet, suaque auctoritate confirmaret. Quapropter Sanctitas Sua, audito per hanc S. Congregationem EE. et RR. vicario generali memorati ordinis, ejusque consensu habito, benigne annuit, et propterea mandavit committi eidem Emo archiepiscopo, ut præfatum conventum cum ecclesia fratribus scholarum christianum auctoritate S. Sedis perpetuo attribuat atque concedat. Contrariis quibuscumque, etc. Sanctitas Sua præsens decretum per litteras apostolicas in forma brevis expediri jussit.

Romæ, 22 decembris 1836.

1570. Super erectione conventus.

Absoluta jam ecclesia in honorem S. Francisci de Paula, quam regia munificentia serenissimus utriusque Siciliæ rex impensam Ferdinandi Augusti avi sui religionem æmulatus perficiendam, omnique cultu exornandam curavit, votis ejusdem pientissimi regis obsecundans SSmus D. Noster Gregorius XVI, basilicæ honore, aliisque amplissimis privilegiis eamdem ornatam apostolicis de ea re datis litteris edixit. Cum vero ad sacra ibidem peragenda majestas sua familiam minimorum constituendam exoptavit quæ necessario in id operis censu perpetuum in modum ex reliquiis patrimonii regularis bonis adtributo, communis vitæ legibus districte continentem domum incoleret, hinc etiam postulationi SSmus D. N. annuendum censuit, indulsitque ut per consilium conventioni inter S. Sedem et Siciliæ regem initæ exequendæ præpositam idonei ad novi illius cœnobii tuitionem fundi adsignentur. Religiosi autem viri in novum cœnobium admittendi nulla-

(1566). *Franciscains de l'Observance. Rétablissement de l'institut en France.* Cette lettre à l'évêque administrateur du diocèse de Lyon apprend que, dès l'année 1836, il fut question de rétablir en France les frères mineurs de l'Observance. Les Clarisses de Montbrison demandèrent cette fondation; elles espéraient recevoir des secours spirituels des religieux. Nous publions ci-après plusieurs lettres et décrets concernant la fondation franciscaine de Montbrison.

(1567). *Translation d'un chartreux.* L'indult autorise le religieux à passer dans la congrégation des Oblats de Marie, dont le siége était alors à Marseille. Le rescrit suppose comme indiscutable la profession solennelle dans l'ordre des Chartreux.

(1568). *Espagne. Dispersion des réguliers.* On soumet diverses questions à la S. Congrégation sur le vœu de pauvreté, la disposition des biens; l'autorisation d'affermer les domaines des communautés afin de les conserver.

(1569). *Ecoles chrétiennes. Fondation de Gênes.* Le roi de Sardaigne voulant établir les frères des Écoles chrétiennes à Gênes, on leur cède le couvent de S. Nicolas, qui appartient aux Augustins déchaussés. Le pape Grégoire ratifie la cession.

(1570). *Minimes de Naples. Vie commune.* Après avoir terminé la magnifique église de S. François de Paule, le roi de Naples exprima le désir d'établir dans le local contigu un couvent de Minimes dans lequel la parfaite vie commune fût observée. Le présent indult autorise la fondation, et défend de recevoir dans cette maison tout religieux qui ne ferait pas la promesse formelle de toujours conserver la vie commune et le vœu de pauvreté.

tenus recipi poterant, nisi communem vitam suscipiant, eamque se perpetuo servaturos polliceantur: quæ quidem communis vitæ ratio futuris quoque temporibus omnino ibidem servetur.

Romæ, 11 februarii 1837.

1571. Super capitulo generali.

Nuntio Neapolitano. — I religiosi del terzo ordine di S. Francesco per giungere allo scopo di eleggere il loro P. generale con schedole segrete, hanno usato tanti mezzi che questa S. C. de' VV. e RR. non sa a qual partito appigliarsi, non potendo neppur conoscere il vero stato delle cose; per lo che questi Emi miei signori hanno stimato bene di rivolgersi a V. S. affinchè procuri colla sua prudenza di raccogliere tutte quelle notizie che potrà avere sopra quest'affare, e quindi ne informi questa S. C. col suo savio parere. Sappia pertanto che i detti padri celebrarono la seconda congregazione generale nell'ospizio di S. Caterina a Chiaja in Napoli, sotto il dì 20 maggio 1834, e fra gli altri decreti in ultimo luogo fecero il seguente: « A cagione dell'estrema penuria in cui trovasi la massima parte dei conventi della religione, i PP. congregati hanno deliberato di non convocare il prossimo futuro capitolo generale, nè la seguente congregazione intermedia, ma invece di celebrare l'uno e l'altra per ischedole da trasmettersi in Roma, previa le debite facoltà da chiedersi a tempo opportuno alla S. Sede. » In seguito presentarono i sudetti decreti a questa S. C. per averne l'approvazione, e furono approvati col seguente rescritto: «Sacra etc postulantibus PP. Hospitii S. Catherinæ a Chiaja et accedente voto P. Ministri generalis ordinis cum definitorio, declarationes, et decreta superius expressa approbavit ad normam constitutionum apostolicarum et ordinis die 16 septembris 1834. » Il defonto P. generale a cui fu consegnato questo rescritto, e che l'ha lasciato religiosamente registrato nei libri del convento, convocò a tempo opportuno il capitolo generale da celebrarsi nei giorni 11, 12, 13 maggio 1837; avendo ben compreso che l'approvazione dei decreti colla clausola preservativa: *ad normam Constitutionem Apost. et Ordinis,* veniva indirettamente ad escludere qualunque domanda che in seguito si fosse fatta per l'elezione del nuovo P. generale con schedole segrete, poichè un tal modo di elezione non è secondo le costituzioni apostoliche e dell'ordine. Dopo la morte del detto P. generale, il procuratore generale dell'ordine mostrò con fatto, di essere persuaso, che il rescritto non includeva alcuna dispensa dalle costituzioni, mentre umiliò istanza a nome de' PP. delle provincie di Sicilia per fare l'elezione con schedole. A tal domanda fu risposto che era stato già provveduto, e che il capitolo si celebrasse giusta le loro costituzioni. Allora il medesimo P. procuratore generale rappresentò che le lettere convocatorie del capitolo non erano state pubblicate in Sicilia, perchè il governo di S. Maestà aveva dato il regio *exequatur* a quella parte del rescritto pontificio dei 16 settembre 1834, nella quale « dispensandosi dalle costituzioni del terzo ordine di S. Francesco, si permette che il futuro capitolo generale si eseguisca per via di schedole segrete da trasmettersi in Roma, » come V. S. potrà meglio conoscere dall'acclusa copia del rescritto del giudice della regia monarchia di Sicilia. Ora confrontandosi il rescritto della S. C. de' 16 settembre 1834, in cui si approvano i decreti sudetti *ad normam Constitutionum Apost. et Ordinis,* col decreto della monarchia, in cui si dice che la medesima S. C. nello stesso rescritto ha dispensato dalle costituzioni dell'ordine per la celebrazione del capitolo generale con schedole, si è veduto una troppo manifesta contradizione nei termini, e si è dubitato di qualche frode, e perciò si è ordinato al P. procuratore generale di dare in iscritto uno schiarimento. Questo padre non ha saputo dire altro, se non che nel decreto fatto dalla congregazione generale intermedia si era decretato in genere di celebrare per ischedole il capitolo generale, e che l'interino procuratore generale si era arbitrato di aggiungere al foglio presentato alla S. C. la seguente clausola: « previe le facoltà da chiedersi a tempo opportuno alla S. Sede. » Non può V. S. non conoscere che questa risposta non scioglie le difficoltà, poichè è da supporsi, che alla monarchia di Sicilia sia stato presentata

(1571). *Tiers-ordre franciscain. Election du général par bulletins.* Dans tous les ordres le général est élu par l'assemblée générale qui réunit les électeurs. Ce n'est que par exception que l'on permet de faire l'élection à l'aide de bulletins adressés par les électeurs dispersés. Voici ce que la S. Congrégation écrit au nonce de Naples : « Les religieux du tiers-ordre de S. François ont pris tant de moyens pour obtenir de nommer leur général à l'aide de bulletins fermés que cette S. Congrégation ne sait plus quel parti adopter, et qu'elle ne peut même connaître le véritable état des choses. C'est pourquoi les mêmes cardinaux ont cru à propos de s'adresser à Votre Seigneurie afin qu'elle se renseigne prudemment et informe ensuite la S. C. en exprimant son avis. Ces religieux, le 20 mai 1834, célébrèrent la seconde congrégation générale dans la maison de Sainte-Catherine à Chiaja, et, entre autres décrets, firent le suivant : « A raison de l'extrême pénurie de la majeure partie des couvents de l'institut, les pères assemblés ont décidé de ne pas convoquer le prochain chapitre général ni la congrégation intermédiaire subséquente, de remplacer les deux assemblées par des bulletins envoyés à Rome, sauf l'autorisation qui sera demandée au Saint-Siége en temps utile. » La S. Congrégation approuva les décrets *ad normam constitutionum apostolicarum et ordinis.* Le général défunt à qui le rescrit fut remis et qui l'a laissé religieusement enregistré dans les livres du couvent, convoqua à l'époque prescrite le chapitre général qui devait se tenir en mai 1837 : il comprit parfaitement que la clause préservatrice *ad normam constitutionum* écartait indirectement toute demande relative aux bulletins fermés, attendu que ce mode d'élection n'est pas conforme aux constitutions apostoliques ni à celles de l'institut. Après la mort du général, le procureur général montra par le fait qu'il était persuadé que le rescrit de la S. C. ne contenait aucune dispense des constitutions; car il présenta une supplique au nom des provinces de Sicile pour faire l'élection par bulletins. Il fut répondu que la question était déjà résolue et qu'on devait assembler le chapitre suivant les constitutions. Le procureur général représenta alors que la lettre de convocation du chapitre n'avait pas été publiée en Sicile, parce que le gouvernement avait accordé l'*exequatur* à la partie du rescrit pontifical portant que « dispensant des constitutions du tiers-ordre de S. François, on permet que le prochain chapitre général ait lieu par des bulletins fermés qui seront envoyés à Rome. » Or, en comparant le rescrit de la S. C. qui approuve les susdits décrets, *ad normam constitutionum,* avec le décret de la monarchie qui prétend que la S. C. a dispensé des constitutions, on a remarqué une contradiction patente, et l'on a craint quelque supercherie. Le procureur général, invité à donner des éclaircissements, n'a pas su dire autre chose que le décret de la congrégation intermédiaire ordonnait de faire le chapitre général par bulletins, et que le procureur général intérimaire avait pris sur lui d'ajouter à l'exemplaire qui fut présenté à la S. Congrégation la clause : « sauf l'autorisation qui sera demandée au Saint-Siége en temps utile. » Votre Seigneurie voit bien que cette réponse ne tranche pas la difficulté; car nous devons supposer que l'on a exhibé à la monarchie de Sicile la supplique et le rescrit original de la S. Congrégation, et, quoique la clause dont il s'agit se trouve dans la supplique, le rescrit pontifical écarte toujours ce qui n'est pas en harmonie avec les constitutions apostoliques ou avec celles de l'institut. Malgré tout cela, la S. Congrégation, pour la tranquillité de l'institut, était disposée à permettre aux convents de Sicile d'envoyer leurs bulletins pour l'élection; et lorsqu'on en a fait part au procureur général, il a dit une chose fort étrange, savoir, qu'un nouveau rescrit et un autre *exequatur* sont nécessaires; et il n'a su ni voulu en donner aucune raison solide. Cela a fait soupçonner davantage une intrigue secrète. Votre Seigneurie pourra consulter le P. Postiglioni, qui depuis la mort du général remplit les fonctions de supérieur général, conformément aux constitutions de l'ordre, et toute autre personne que vous croirez propre à suggérer ce qu'il y a à faire au milieu de tant de ténèbres. Rome, 21 mars 1837. »

la supplica col rescritto originale di questa S. C. ed ammettendo anche che nella supplica fosse stata messa la clausola « previa le facoltà da chiedersi, » il rescritto escludeva sempre tutto quello che non era secondo le costituzioni apostoliche e dell'ordine. Non ostante tutto ciò, per la quiete dell'ordine, la S. C. era inclinata a permettere che i conventi di Sicilia mandassero le schedole sigillate, ed essendosi ciò manifestato al P. procuratore generale, si è con gran sorpresa inteso dal medesimo che era necessario un nuovo rescritto ed un altro *exequatur*, senza però sapere, o volerne dare alcuna solida ragione: la qual cosa ha fatto crescere i sospetti di qualche intrigo nascosto. Pertanto V. S. potrà sentirne il P. Postiglioni, che dopo la morte del generale fa le veci di superiore generale a norma delle costituzioni dell'ordine, e chi secondo la sua prudenza crederà a proposito di darle dei lumi per poter suggerire a questa S. C. qualche provvedimento da prendersi in mezzo a tanta oscurità.

Romæ, 21 martii 1837.

1572. Super taxa generali.

Generali minimorum. — Il P. provinciale di cotesto ordine della provincia di Messina è ricorso a questa S. Congregazione de' VV. e RR. gravandosi dell'aumento fatto dalla P. V. reverendissima delle tasse generalizie, che sogliono pagarsi dalle provincie dell'ordine, con esprimere in ispecie che la tassa della provincia di Messina di scudi 87 romani è stata aumentata a scudi 100 e quella della provincia di Palermo da 94, è stata elevata a 100. Un tal fatto è stato con dispiacere sentito da questi Emi signori, e conoscendo bene di quanti disturbi nell'ordine e di quant'avversione anche verso la P. V. Rma sarà la causa, mi hanno comandato d'insinuarle che si contenti di percepire le solite tasse generalizie, come hanno percepito i di lei predecessori.

Romæ, 23 martii 1837.

1573. Capituli generalis.

Ex audientia 3 aprilis 1837. SSmus benigne annuit et remisit Emo protectori ordinis Carthusiensis, ut, attentis narratis, facultatem vocandi ad proximum capitulum generale omnes domorum priores, vel ipsis prioribus impeditis simplices monachos ab unaquaque communitate ex senioribus eligendos loco priorum, eosdem monachos ad munera definitorum aliorumque capituli generalis officialium habilitandi cum iisdem privilegiis, juribus, et honoribus, quibus monachi majoris Carthusiæ gaudent, pro suo arbitrio et conscientia impertiatur. Constitutionibus apostolicis et ordinis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

(1572). *Taxe. Minimes.* Les supérieurs prélèvent une taxe sur les couvents pour subvenir aux frais généraux. C'est ordinairement le dixième du revenu. La S. Congrégation écrit au général des Minimes : « Le provincial de Messine s'est plaint à la S. Congrégation de ce que Votre Paternité révérendissime a élevé la taxe généralice que les provinces de l'ordre ont l'usage de payer. Il dit en particulier que la taxe de la province de Messine a été portée de 87 écus romains à 100, et celle de Palerme a été élevée de 94 écus à 100. Les émin. cardinaux ont appris cela avec déplaisir ; et, prévoyant que la disposition produira des troubles dans l'institut et des inquiétudes pour Votre Paternité, ils me commandent de vous conseiller de vous en tenir aux taxes usitées. Rome, 23 mars 1837. »

(1573). *Chartreux. Chapitre général.* L'indult permet de remplacer les prieurs par un moine que chaque chartreuse désignera pour aller au chapitre général, et y remplir les fonctions de définiteurs et autres officiaux du chapitre, avec tous les priviléges des profès de la Grande-Chartreuse.

1574. Observantium S. Francisci.

P. vicario generali. — In seguito della informazione fatta dalla P. V. Rma sul ricorso avanzato da molti zelanti religiosi contro l'uso che si è introdotto nella riformata provincia Romana di far la scuola ai ragazzi, la S. Congregazione dei VV. e RR. ha ordinato che ella richiami sopra tal punto le costituzioni dell'ordine e le faccia osservare, senza però molestare quei religiosi che sono muniti di legittima facoltà.

Romæ, 10 aprilis 1837.

1575. Super processu camerali.

Vicario generali observantium. — In seguito di quanto la Paternità V. Rma ha riferito a questa S. C. de' VV. e RR. in data de' 31 marzo scorso circa il religioso di cotest'ordine P. Francesco da Rimini gravato de' rilevanti addebiti, avendo conosciuto la medesima esser questi divenuto incorreggibile e molesto ai suoi fratelli, ha giudicato espediente a ristabilire la pace fra i religiosi, ed a togliere dall'ordine serafico questo soggetto di disonore, che il medesimo venga espulso dall'ordine stesso con sentenza ad esempio degli altri e non sorta dalla religione mediante una grazia quale sarebbe la secolarizzazione. Ciò posto la stessa S. C. a cui la segreteria di Stato ha rimesso liberamente questo affare, ordina alla P. V. Rma di far consegnare il detto P. Francesco da Rimini al suo P. provinciale degl'osservanti di Bologna, onde procedere ad una tale espulsione. Stimano però bene questi Emi miei signori che la compilazione di questo processo secondo la solita procedura stabilita dalle costituzioni apostoliche, non sia compatibile nelle attuali circostanze per motivi politici, e perciò colle speciali facoltà accordate da S. Santità a questa S. C. autorizzano il sudetto P. provinciale a procedere col suo definitorio sommariamente in questa causa non ostante qualunque disposizione in contrario, cioè, previo il processo camerale,

(1574). *Ecole primaire. Franciscains.* La S. C. écrit au vicaire général de l'ordre : « Plusieurs religieux zélés ont porté plainte contre l'usage de faire l'école aux enfants, lequel s'est introduit dans la province romaine des réformés; d'après la lettre d'information de Votre Paternité révérendissime, la S. Congrégation vous ordonne de faire observer sur ce point les constitutions de l'ordre, sans inquiéter toutefois les religieux qui sont munis d'une autorisation légitime. Rome, 10 avril 1837. »

(1575). *Procès caméral. Procédure extrajudiciaire.* Les constitutions pontificales prescrivent la procédure relative à l'expulsion des religieux incorrigibles. Lorsque les circonstances empêchent la procédure juridique, le Saint-Siége dispense, et permet d'agir extrajudiciairement. C'est ce qu'on appelle le procès *caméral*. La S. Congrégation écrit au vicaire général des Observants : « D'après ce que Votre Paternité révérendissime écrit au sujet du P. François de Rimini, qui est prévenu de méfaits sérieux, la S. Congrégation, voyant que ce religieux est devenu incorrigible et à charge à ses confrères, croit à propos, pour rétablir la paix parmi les religieux et faire disparaître de l'ordre séraphique ce sujet de discrédit, d'ordonner que ce religieux soit expulsé de l'ordre en vertu d'un jugement qui serve d'exemple aux autres. Il ne faut pas qu'il sorte de l'institut par grâce, comme serait la sécularisation. C'est pourquoi la S. Congrégation ordonne à Votre Paternité révérendissime de faire remettre ledit P. François de Rimini à son provincial de Bologne, lequel devra procéder à l'expulsion. Comme l'instruction du procès conformément à la procédure ordinaire des constitutions pontificales ne peut se concilier avec les circonstances politiques du moment, la S. Congrégation faisant usage des pouvoirs spéciaux que le Saint-Père lui a conférés, autorise le provincial à procéder sommairement de concert avec son définitoire, nonobstant toute disposition contraire. On fera donc un procès caméral, extrajudiciaire; les délits seront exposés, avec quelques preuves; le religieux pourra se défendre et l'on portera la sentence, que Votre Paternité révérendissime devra notifier à la S. Congrégation avant de la mettre à exécution. Rome, 15 avril 1837. »

ossia stragiudiziale, colla descrizione dei delitti e con qualche prova dei medesimi ammettendone ancora il religioso ad una difesa prima di procedere alla sentenza, la quale la P. V. Rma è incaricata di partecipare a questa S. C. per l'approvazione prima che sia eseguita.

Romæ, 15 aprilis 1837.

1576. Super taxa generali.

Generali minimorum. — In seguito della risposta data dalla P. V. a Rma questa S. C. de' VV. e RR. relativamente all'aumento da lei fatto delle tasse generalizie che sogliono pagare le provincie di codesto ordine, questi Emi miei signori hanno creduto di non prendere per ora alcuna determinazione. Tuttavia V. P. Rma procuri di non praticare mezzi coattivi per l'esazione di queste tasse, giacchè presentandosi a questa S. C. nuovi reclami, la medesima prenderà su tale affare quelle provvidenze che stimerà opportune a tenore di quanto si prescrive dalle costituzioni dell'ordine.

Romæ, 15 aprile 1837.

1577. Novitiatus.

Ex audientia SSmi die 2 junii 1837. Sanctitas Sua attenta relatione P. prioris generalis ordinis S. Joannis de Deo, nec non sedulo perpensis peculiaribus Gallicanæ provinciæ prælaudati ordinis circumstantiis, enunciatos in precibus articulos pro ejusdem provinciæ bono propositos in omnibus approbavit et confirmavit, eosque a superioribus pro tempore uti aliæ ordinis constitutiones adamussim servari mandavit: ita ut professiones sine prævia hujusmodi quatuor annorum probatione et subsequentis unius anni novitiatus, si quæ forte emittantur, nullæ ac irritæ habeantur. Constitutionibus apostolici et ordinis decreto S. M. Leonis XII aliisque quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Ab hac lege de speciali gratia in exemplum non afferenda dispensavit fr. Norbertum Raynaud, fr. Emmanuel Lelièvre, fr. Ignatium Estrayer, fr. Carolum Lelièvre, fr. Joannem Aloisium Dufour, et fr. Claudium Mariam Gaudes; quibus indulsit ut juxta preces professionem licite ac libere emittere valeant facta ab eisdem declaratione in forma juris valida se hujusmodi indulto uti velle.

Romæ, etc.

1578. Super erectione conventus.

Ex audientia 9 junii 1837. Sanctitas Sua attenta relatione P. prioris generalis ordinis S. Augustini benigne annuit, et propterea mandavit committi episcopo Elphinen. ut veris existentibus narratis erectionem conventus Altonensis patrum Augustinianensium pro suo arbitrio et conscientia approbet, atque confirmet perinde ac si ab initio apostolica auctoritate erectum fuisset. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

(1575). *Taxe générale. Minimes.* (voir num. 1572). Défense d'employer la contrainte. On écrit au correcteur général des Minimes : « D'après la réponse de Votre Paternité révérendissime au sujet de l'augmentation des taxes généralices qui les provinces de l'ordre ont coutume de solder, la S. Congrégation n'a pas cru devoir prendre de décision pour le moment. Cependant Votre Paternité révérendissime doit laisser de côté la contrainte pour percevoir ces taxes. Si de nouvelles plaintes se produisent, la S. Congrégation prendra les mesures qu'elle estimera convenables suivant les constitutions de l'ordre. Rome, 15 avril 1837. »

(1578). *Saint Jean de Dieu. Province de France. Noviciat.* Le décret prescrit quatre années de probation et un an de noviciat, sous peine de nullité de la profession. Dispense pour six novices.

(1578). *Irlande. Fondation d'un couvent d'Augustins.* Cette maison ayant été fondée sans la permission du Saint-Siége, on délègue l'évêque pour confirmer l'établissement comme s'il eût commencé dès l'origine en vertu de l'autorité apostolique.

1579. Ordinis S. Benedicti in Gallia.

Ex audientia SSmi 14 julii 1837. Sanctitas Sua benigne annuit pro gratia et deputavit D. Prosperum Guéranger designatum abbatem monasterii de Solesmis in Galliis ut, postquam ipse professionem solemnem in monasterio S. Pauli extra mænia urbis emiserit, professionem Caroli Brandes recipere possit in S. Specu, accedente consensu superioris localis, et peractis prius spiritualibus exercitiis ab eodem Carolo Brandes per decem dies. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Superior autem localis teneatur asservare in archivio S. Specus fidem enunciatæ professionis.

Romæ, etc.

Ex audientia SSmi die 14 julii 1837. Sanctitas Sua attento voto specialis congregationis deputatæ, designavit P. abbatem monasterii S. Pauli extra mænia urbis pro recipienda religiosa professione oratoris (Prosperi Guéranger) peractis prius ab eodem oratore per decem dies spiritualibus exercitiis. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. P. abbas vero prælati monasterii teneatur asservare in ejusdem archivio fidem enunciatæ professionis.

Romæ, etc.

1580. Super eodem.

Decretum diei 19 julii 1837. Septem Emi et Rmi S. R. C. Cardinales ex S. Congregatione negociis et consultationibus episcoporum et regularium præposita a SSmo Domino Nostro Gregorio XVI speciatim deputati, suprascriptas constitutiones congregationis ordinis S. Benedicti in Gallia instaurandæ sedulo diligenterque perpensas censuerunt approbandas esse, si SSmo Domino Nostro placuerit: facta insuper episcopo Cenomanensi uti delegato apostolico facultate monasterium S. Petri de Solesmis, sublata qualitate et prærogativa prioratus, in titulum abbatiæ, vel per aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam cum omnibus juribus, privilegiis, honoribus, jurisdictionibus, et oneribus quæ ex apostolicis constitutionibus et regula ordinis et ecclesias abbatiales et abbates spectant, nec non P. D. Prosperum Guéranger jam professum in ordine Benedictino et in abbatialem dignitate constitutum in abbatem ejusdem monasterii et superiorem generalem congregationis Galliæ ad formam earumdem constitutionum instituendi. Et facta de præmissis relatione ad SSmum D. N. die 24 julii 1837, Sanctitas Sua decretum S. C. ratum in omnibus habuit, et confirmavit, atque litteras apostolicas in forma brevis expediri mandavit.

Romæ, etc.

1581. Super capitulo generali.

Præfecto generali ministrantium infirmis. — È stata presa ad esame la supplica che V. P. Rma ha presentata alla S. C. de' VV. e RR. per ottenere la facoltà che si possano eleggere per schede i superiori del suo istituto invece di convocare il capitolo generale. Benchè siansi valutate le ragioni addotte, e specialmente la ristrettezza delle rendite che non permette

(1579, 1580). *Solesmes. Profession des deux premiers Bénédictins de France. Approbation des constitutions.* L'abbé de S. Paul hors des murs de Rome est délégué pour recevoir la profession solennelle de dom Prosper Guéranger, qui, de son côté, est autorisé à recevoir, au *Sagro Speco* de Subiac, la profession de Charles Brandes. Cinq jours après, sept cardinaux de la S. Congrégation revêtent de leur approbation les constitutions de Solesmes. L'abbaye est formellement érigée, et dom Guéranger est établi abbé régulier.

(1581, 1582). *Election au bulletin. Religieux de Saint Camille de Lellis.* Le Saint-Siége permet rarement que les élections aient lieu par bulletin, sans réunion de chapitre. Le présent décret

spese straordinarie; pure conoscendosi la massima di Sua Santità di non accordare tali permessi, si crederebbe più conveniente implorare dal S. Padre la concessione, per modo che invece dei capitoli locali e provinciali si proceda per schede all'elezione dei due soci generali, ma questi poi insieme col provinciale rispettivo di ciascuna delle quattro provincie dovrebbero fare la scelta del prefetto, come appunto fu praticato nel 1809.

Il sottoscritto patriarca di Costantinopoli, segretario, comunica tuttociò a V. P. affinchè possa fare i riflessi che crederà opportuni, ed in tale incontro, con distinta stima ed ossequio ri rassegna.

Romæ, 4 augusti 1837.

1582. Super eodem.

Ex audientia SSmi die 27 augusti 1837. Sanctitas Sua, attentis expositis, benigne annuit hac vice tantum ut capitula localia et provincialia per schedulas celebrentur, et ita quidem, ut schedulæ capitulorum localium a provinciali congregationis ministrantium infirmis aperiantur coram duobus patribus senioribus, et facta electione eorum qui majora suffragia obtinuerunt, schedulæ ipsæ ad consultationem generalitiam transmittantur, schedulæ vero capitulorum provincialium ad eamdem consultationem clausæ et obsignatæ per ipsum provincialem transmittantur, a me cardinali præfecto hujus S. Congregationis aperiendæ; capitulum autem generale juxta constitutiones ordinis, et salvis juribus provinciarum, celebretur. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1583. Ordinis S. Benedicti in Gallia.

Ex audientia SSmi 16 septembris 1837. Sanctitas Sua, attenta resolutione S. Congregationis speciatim deputatæ ab ipsa S. Sua pro approbatione constitutionum congregationis ordinis S. Benedicti in Gallia, benigne annuit, et propterea mandavit committi P. abbati monasterii S. Petri de Solesmis cum suo capitulo, ut attentis narratis, eos qui vota simplicia jam emiserunt in præfato monasterio, præviis spiritualibus exercitiis nec non novitios in enunciato monasterio actu existentes qui decem et octo menses in probatione expleverint, pro eorum arbitrio et conscientia admittere possint et valeant.

Romæ, etc.

autorise les religieux de Saint Camille à faire par bulletin les élections qui devraient avoir lieu dans les chapitres provinciaux et locaux; mais les électeurs ainsi désignés iront au chapitre général. Voici ce qu'on écrit au préfet général de l'ordre : « La S. Congrégation a examiné la supplique que Votre Paternité révérendissime a présentée pour obtenir l'autorisation d'élire par bulletin les supérieurs de l'institut, au lieu de convoquer le chapitre général. Quoique les raisons que vous donnez soient sérieuses, surtout la modicité de ressources qui interdit les dépenses extraordinaires, connaissant toutefois le principe du Saint-Père, qui refuse de semblables dispenses, on juge plus convenable de demander à Sa Saintité qu'au lieu des chapitres locaux et provinciaux on procède par bulletin à l'élection des compagnons généraux, qui devront, avec le provincial de chacune des quatre provinces, nommer capitulairement le préfet général, comme il fut fait en 1809. Rome, 4 août 1837. »

(1583). *Bénédictins de Solesmes.* L'indult concerne les religieux qui avaient fait les vœux simples antérieurement à l'approbation des constitutions ou terminé dix-huit mois de noviciat dans le monastère de Solesmes; les uns et les autres pourront faire profession. Ce décret complète ceux qui sont rapportés num. 1579, 1580, et achève l'érection canonique de Solesmes, avec tout au moins douze profès, conformément aux prescriptions canoniques.

1584. Super novitio.

Archiepiscopo Camerinen. — Pietro Turchi di Arcevia ha fatto conoscere alla S. C. de' VV. e RR. che un di lui figlio per nome Cesare di anni 16, entrò nella religione de' Minori Cappucini, e che attualmente trovasi a fare il noviziato nel convento di codesta città sotto il nome di fr. Luigi da Arcevia.

Per alcune notizie avute teme fondatamente che il di lui figlio abbia assunto l'abito religioso per una inconsiderata risoluzione, e che già pentito del passo fatto, vorrebbe ritornare alla casa paterna, ma che a ciò fortemente si oppone il P. Guardiano di quel convento. Dolente di vedere la situazione del figlio, ne ha varie volte scritto a quel P. Guardiano, il quale sempre si è ricusato di dare analoga risposta; anzi ha procurato in ogni modo che il giovane non potesse discorrere con alcuno de' suoi parenti. Interessando alla S. C. di conoscere la verità dell'esposto, ha creduto d'incaricare V. S. affinchè voglia verificare la vocazione del giovane, prevalendosi anche di persona di sua fiducia qualora non potesse ciò eseguire da per se stesso; dandogli inoltre piena facoltà a poter liberamente parlare col medesimo, senza la presenza de' religiosi. Si compiaccerà quindi dare notizia dell'operato per quelle provvidenze che si crederanno opportune.

Romæ, 3 octobris 1837.

1585. Lugdunen.

Vicario generali observantium. — Avendo Mgr l'amministratore della chiesa di Lione fatto conoscere alla S. C. che per ricevere i padri del suo ordine serafico, è disposta un'abitazione libera e conveniente che appartiene in oggi alle clarisse di Montbrison, e che sarà ceduta in proprietà dei religiosi nei modi più validi, ed essendo state spianate tutte le altre difficoltà che potevano far ostacolo alla domandata erezione del convento, potrà pure la P. V. Rma rilasciare ai detti religiosi sacerdoti, e al fratello laico le lettere obbedienziali per la partenza.

Romæ, 12 februarii 1837.

(1584). *Vocation douteuse. Plainte des parents. Examen du novice.* Lorsque les parents doutent de la vocation de leurs enfants, le Saint-Siége consent à faire examiner les sujets par des hommes intègres et impartiaux. Voici ce qu'on écrit à l'archevêque de Camerino : « Pierre T. a fait savoir à la S. Congrégation que son fils âgé de 16 ans est entré chez les capucins et fait son noviciat au couvent de Camerino. Certains renseignements lui font craindre que le jeune homme ait pris l'habit religieux d'une manière irréfléchie; et que, se repentant déjà de son entrée, il voudrait retourner à la maison paternelle; mais que le supérieur s'y oppose vivement. Affligé de cette situation de son fils, le recourant a écrit plusieurs lettres au supérieur, lequel a toujours refusé de répondre clairement, et de laisser voir le jeune homme à ses parents. La S. Congrégation, voulant connaître la vérité, croit devoir charger Votre Seigneurie d'examiner la vocation du jeune homme, en y employant une personne de confiance, supposé que Votre Seigneurie ne puisse remplir personnellement cette commission, avec plein pouvoir de parler au novice en dehors des religieux. Rome, 3 octobre 1837. »

(1585). *Observants. Fondation de Montbrison.* Le local pour recevoir les religieux étant préparé, la S. Congrégation autorise le départ. Elle écrit au vicaire général de l'institut : « Mgr l'administrateur du diocèse de Lyon annonce qu'une maison est prête pour recevoir les pères de votre ordre séraphique. Cette maison appartient aux Clarisses et sera cédée en propriété aux religieux dans les formes les plus sûres. Toutes les autres difficultés qui pouvaient mettre obstacle à la fondation, ont été aplanies. Votre Paternité révérendissime pourra donc délivrer aux religieux prêtres et au frère convers les lettres d'obéissance et de départ. Rome, 12 février 1837. »

1586. Super functionibus nocturnis.

Archiepiscopo Beneventano. — È giunto a notizia di questa S. C. de' VV. e RR. che da molto tempo si è introdotto l'uso nella chiesa de' Minori Osservanti di codesta città, di cantarsi le litanie lauretane dopo suonata l'*Ave Maria* della sera all'immagine di Maria SSma delle grazie, per cui uomini e donne rimangono fino ad un'ora di notte circa in quella chiesa situata per un buon tratto fuori delle mure della città; e che in quest'occasione col favore delle tenebre sono state commesse non solo lungo la strada, ma quello ch'è peggio ancora nella chiesa delle cose contrarie al buon costume, e siccome si è conosciuto inoltre che le misure prese dal P. provinciale per togliere questo disordine sono state inefficaci, così la S. C. ha creduto di dovere concorrere colla sua autorità ad estirpare nella sua causa un abuso sì grave, che sotto l'aspetto di devozione è motivo di scandalo e di peccato. Commette pertanto all'E. V. di ordinare coll'autorità della S. C. a quei religiosi che la detta funzione sia terminata in qualunque siasi giorno un quarto almeno prima delle ore 24, sotto pena di sospensione di lata sentenza ai religiosi che per qualunque pretesto presumessero disobbedire, e di privazione dalla voce attiva e passiva al P. guardiano da incorrersi *ipso facto*, se permetterà o non impedirà che si faccia la detta funzione dopo l'ora di sopra determinata; riservandosi la S. C. di procedere a pene più forti in caso di contravvenzione, spera che codesti religiosi eseguiranno esattamente tali ordini e non tarderanno a chiudere anche la chiesa terminata la funzione, onde togliere ogni pretesto a rimanere in quei luoghi all'imbrunire della sera. Dopo di aver data esecuzione a questa determinazione, si compiacerà V. E. di renderne informata la S. C.

Romæ, 24 januarii 1838.

1586 (*bis*). Ordinis Carthusiensis.

Ex audientia SSmi 19 januarii 1838. Sanctitas Sua, attentis peculiaribus et attenta relatione P. procuratoris generalis ordinis, benigne annuit ad decennium tantum pro facultate celebrand capitulum generale quolibet biennio infra hebdomadam Dominicæ tertiæ post Pentecosten, licet juxta constitutiones unoquoque anno infra tertiam hebdomadam a Paschate Resurrectionis celebrandum sit. Pater prior generalis autem habeat potestatem vocandi ad dictum generale capitulum priores cujusque monasterii etiam extra Galliam existentis, qui teneantur accedere sive per se sive per alium monachum proprii monasterii a patribus ejusdem respective communitatis capitulariter electum.

Romæ, etc.

1587. Super ordinatione regularium.

Vicario generali Mercedariorum. — L'Emo Card. arcivescovo di Napoli, ha rappresentato alla S. C. de' VV. e RR. che essendo stati presentati all'E. S. alcuni religiosi di codest'ordine della Mercede per esser promossi ai sagri ordini, e che avendo avuto di alcuni di essi cattiva informazione, e ritrovati gli altri mancanti della scienza necessaria, non giudicò di poterli ammettere alla S. ordinazione. Che in seguito poi i medesimi religiosi non ostante la ripulsa ricevuta da quell'Emo arcivescovo, sono stati accompagnati con dimissoria di V. P. Rma ai vescovi vicini di Pozzuolo e di Castellamare. Dovendo V. P. conoscere le leggi canoniche, e specialmente il decreto di Clemente VIII di S. M. che proibiscono sotto gravi pene che i religiosi rigettati dai loro diocesani possano venire diretti dai loro rispettivi superiori ad altro vescovo per ricevere gli ordini sacri, desidera la S. C. conoscere con quale autorità V. P. abbia accordato ai sudetti religiosi le sue dimissoriali per darne quindi il dovuto discarico al lodato Emo arcivescovo.

Romæ, 13 februarii 1838.

1588. Super victu novitiorum.

In generali congregatione habita in palatio apostolico Vaticano die 30 martii 1838, relate ad consultationem: *Ordinis Minorum*, super pensione pro alimentis a novitiis persolvenda

(1586). *Cérémonies nocturnes.* S. Pie V a rendu une bulle qui supprime les messes et toutes les autres cérémonies pendant la nuit. L'office du samedi saint, qui commençait autrefois dès que la première étoile paraissait au ciel, se fait maintenant dans la matinée. La seule exception c'est la messe solennelle de la nuit de Noël. Voici ce qu'on écrit à Mgr l'archevêque de Bénévent : « La S Congrégation apprend qu'un abus s'est introduit depuis longtemps dans l'église des Observants de cette ville. On chante les litanies de la Sainte-Vierge à l'image de Notre-Dame des grâces après l'*Ave Maria* du soir. De là vient que des hommes et des femmes demeurent jusqu'à une heure de nuit dans cette église qui est assez loin des murs de la ville. A cette occasion, et à la faveur des ténèbres, des choses opposées aux bonnes mœurs ont été commises, non-seulement le long du chemin, mais aussi dans l'église elle-même. Les mesures que le provincial a prises pour réprimer ce désordre ayant été inefficaces, la S. Congrégation croit devoir employer son autorité pour détruire un abus aussi grave, qui produit le scandale et le péché sous le couvert de la dévotion. Elle commet donc Votre Éminence pour ordonner au nom de cette S. Congrégation aux religieux que la fonction dont il s'agit soit terminée au moins un quart d'heure avant l'*Ave Maria*, sous peine de suspense par le seul fait pour les religieux qui auraient l'audace de désobéir sous un prétexte quelconque ; sous peine de privation de la voix active et passive *ipso facto* pour le gardien s'il permet ou n'empêche pas de faire la dite fonction après l'heure fixée plus haut. La S. Congrégation se réserve d'employer des peines plus fortes en cas de transgression. Elle espère que les religieux observeront ponctuellement ces ordres, et fermeront l'église immédiatement après la fonction, afin d'enlever tout prétexte de demeurer dans ces quartiers après la tombée de la nuit. Rome, 24 janvier 1838. »

(1586 *bis*). *Chartreux. Chapitre général.* Les Cisterciens, qui créèrent les chapitres généraux, s'assemblaient tous les ans. Des extrémités de l'Europe les abbés devaient se rendre chaque année à Cîteaux, sous peine de déposition. L'exemple des Cisterciens entraîna les autres instituts. Au grand concile de Latran, Innocent III canonisa les chapitres généraux, et obligea tous les instituts de les tenir de trois en trois ans. Les Dominicains et les Franciscains, au temps de leur plus grande splendeur, se réunissaient en chapitre général tous les deux ans. Dans l'ordre des Chartreux, les chapitres généraux commencèrent, paraît-il, vers l'an 1140; pendant six siècles et plus, c'est-à-dire jusqu'à la révolution de 1789, les Chartreux tinrent régulièrement leur chapitre général chaque année. Les constitutions désignent la troisième semaine après Pâques pour l'assemblée annuelle. Le présent indult renferme une dispense temporaire, c'est-à-dire pour dix ans; il permet aux Chartreux de convoquer le chapitre général, de deux en deux ans, la troisième semaine après la Pentecôte. L'indult, accordé pour dix ans, a expiré en 1848.

(1587). *Ordination. Réguliers refusés par l'évêque. Prohibition de les présenter à un autre évêque.* Voici ce qu'on écrit au vicaire général de la Merci : « Le cardinal archevêque de Naples a exposé à cette S. Congrégation que quelques religieux de l'institut lui ayant été présentés pour l'ordination, il ne crut pouvoir les admettre, les uns à cause des renseignements défavorables qu'il reçut, les autres parce qu'il les trouva dépourvus de l'instruction requise. Malgré ce refus, les religieux se sont présentés aux évêques de Pozzuolo et de Castellamare, voisins de Naples, avec les dimissoires de Votre Paternité révérendissime. Or, Votre Paternité doit savoir que les lois canoniques et particulièrement le décret de Clément VIII défendent sous des peines fort graves que les religieux rejetés par leurs diocésains soient adressés par leurs supérieurs à un autre évêque pour recevoir les saints ordres. La S. Congrégation désire savoir en vertu de quelle autorité Votre Paternité a délivré les dimissoires à ces religieux, pour pouvoir répondre au cardinal archevêque. Rome, 13 février 1838.

(1588). *Franciscains. Pauvreté commune. Peut-on exiger que les novices paient une pension ?* La pauvreté franciscaine n'admet pas les revenus fixes ; les novices doivent vivre d'aumône comme les

COLL. CHRISTI REGIS
BIB. MAJ.
TORONTON

et illius erogatione favore conventus studiorum; proposita fuerunt sequentia dubia: 1. Se e come sia da tollerarsi la consuetudine di esigere la pensione dei novizi? 2. *Quatenus affirmative*: se e come il decreto in questione si sostenga? 3. *Et quatenus negative*: se e quale provvedimento convenga prendere? Emi et Rmi patres rescripserunt: Ad 1. *Negative*; ad 2. *Provisum in primo*; ad 3. *Scribatur P. generali ad mentem.*

Romæ, etc.

Generali observantium. — In seguito de' reclami presentati a questa S. C. per parte dei religiosi del convento di S. Bernardino di Saluzzo, nella generale congregazione tenuta il giorno 30 del p. p. marzo, fu esaminato il decreto emanato dal definitorio provinciale nell'adunanza che si tenne nel convento di S. Tommaso di Torino il giorno 15 novembre 1835, il quale è del seguente tenore: « Conventus Salutiarum S. Bernardini in quot circa decem novitii quotannis excipiuntur cedere debeat annuam pensionem eorum novitiorum qui in dicto novitiatu ultra sex reperiantur. Hæc autem pensio ad extinctionem debitorum conventus studiorum Vercellarum, tum in posterum in subsidium aliorum conventuum indigentium. » Proposti pertanto a questi Emi miei signori i dubbj: 1. Se e come sia da tollerarsi la consuetudine di esigere la pensione dai novizi? 2. *Quatenus affirmative*, se e come il decreto in questione si sostenga? I medesimi, considerate le ragioni addotte dall'una e dell'altra parte ed inteso il P. procuratore generale, hanno rescritto: Ad 1. *Negative*; ad 2. *Provisum in primo*, ordinando di manifestare a V. P. la sudetta risoluzione, acciocchè la P. V. scriva al P. provinciale che la S. C. ha disapprovata la consuetudine di esigere dai novizi la pensione per il vitto e manifesti questa risoluzione a tutti i conventi di noviziato di quelle provincie ed assolva anche per mezzo di persona da suddelegarsi, *quatenus opus sit*, tutti i superiori che hanno esatto simili pensioni.

Romæ, 7 aprilis 1838.

1589. Administrationis.

Generali Augustianensium. — È ricorso a questa S. C. il religioso agostiniano fr. Tommaso Ricia gravandosi del sequestro apposto sull'assegno del suo vestiario per uno spunto di scudi 121, ritrovato nell'amministrazione delle rendite del convento di Terni senza che prima su di ciò siasi fatto un processo ed emanata alcuna sentenza; e quindi domanda l'oratore di essere nelle dovute forme giudicato prima di subire una condanna. Assicurati questi Emi miei signori da officiali informazioni della verità dell'esposto, hanno comandato di scriversi a V. P. Rma, affinchè, annullando il sequestro sudetto, e lasciando le cose in *statu quo* fino alla decisione della causa, ordini a chi appartiene per costituzione dell'ordine la compilazione di un processo, che si ammetta il preteso reo alle difese e che quindi si emani la sentenza a forma delle costituzioni.

Romæ, 13 aprilis 1838.

1590. Subventionis.

Ex audientia SSmi 22 aprilis 1838. Sanctitas Sua, attenta relatione P. prioris generalis ordinis (Carmelitarum) benigne annuit, et propterea mandavit committi P. provinciali ut veris existentibus narratis facultatem oratori (Angelo Minghini) subveniendi suis conjunctis indigentibus ad quinquennium tantum, in summa prælaudato P. provinciali benevisa, et de licentia P. superioris localis, pro suo arbitrio et conscientia concedat, dummodo non agatur de rebus propriis religionis, et salva lege depositi.

Romæ, etcc.

1591. Super capitulo generali.

Cardinali Justiniani. — Il sottoscritto ha l'onore di significare all'E. V. Rma la determinazione che la Santità di N. S. si è degnata di prendere relativamente al prossimo capitolo generale dell'ordine de' Predicatori, di cui V. P. Rma è deputata in presidente. Sua Santità dunque ha determinato, che nel detto capitolo si elegga il nuovo maestro generale pel prossimo seseno da qualunque provincia dell'ordine, e che la sua giurisdizionne si estenda sopra tutto l'ordine stesso, eccettuata la penisola di Spagna, per la quale si deputerà dalla Santità Sua un commissario apostolico *ad nutum S. Sedis* nell'istesso modo che si è tenuto per i PP. osservanti e capucini. Vuole poi che al capitolo generale siano ammessi quei soli vocali, che vi hanno diritto secondo le costituzioni dell'ordine, come anche fu prescritto il 7 aprile 1837 dalla stessa Santità Sua con decreto di questa S. Congregazione, fermo però il rescritto posteriore in favore del solo P. vicario generale della congregazione de' Domenicani di Manila. Inoltre il S. Padre ha dichiarato espressamente che il breve *Gravissimas inter* emanato sotto il 17 febraro 1835 cessi di avere il suo vigore colla elezione del nuovo generale. Nel significare tuttociò all'E. V. Rma ho l'onore di accluderle una copia di una lettera della segretaria di stato del 31 ottobre 1837 diretta all'Emo prefetto di questa S. Congregazione relativa ai capitoli generali, ed inchinandomi al bacio della S. porpora, etc.

Romæ, 29 maii 1838.

profès eux-mêmes. Le provincial des Observants de Turin ayant rendu un décret qui obligeait le couvent de noviciat de Saluces à remettre à la maison d'étude de Verceil la pension des novices, la S. Congrégation apprit par là que dans cette province les novices payaient une pension. Cet usage fut désapprouvé dans la congrégation générale des cardinaux tenue au Vatican le 30 mars 1838. En communiquant la décision au général de l'ordre, la S. Congrégation le chargea de faire absoudre des censures autant que besoin serait tous les supérieurs qui avaient perçu la pension. Rome, 7 avril 1838.

(1589). *Administrateur. Saisie.* Nul ne devant être condamné sans défense, la S. Congrégatiou écrit au général des Augustins: « Le frère Thomas Ricia a porté plainte du sequestre apposé sur son vestiaire pour un déficit de 121 écus qui a été trouvé dans l'administration du couvent de Terni. Comme il n'y a pas eu de procès ni de sentence, il demande d'être jugé dans les formes avant de subir la condamnation. Les Emin. cardinaux ayant su par des informations officielles que le fait est vrai, veulent que Votre Paternité révérendissime retire le sequestre, et laisse les choses *in statu quo* jusqu'à décision de la cause, et ordonne à qui de droit, suivant les constitutions de l'ordre, d'ouvrir un procès, d'entendre la défense du prévenu et de rendre la sentence conformément aux statuts. Rome, 13 avril 1838. »

(1590). *Secours donné aux parents.* L'état religieux laisse subsister les sentiments et les devoirs naturels. Le présent indult permet à un carme de secourir ses parents avec les ressources que la prédication et d'autres œuvres lui procurent.

(1591). *Dominicains. Chapitre général.* Le cardinal Giustiniani est nommé président du chapitre général qui doit élire pour six ans le général de l'institut. Toutes les provinces, excepté l'Espagne, seront représentées au chapitre. Voici ce que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au cardinal Giustiniani: « Le soussigné a l'honneur de notifier à Votre Éminence révérendissime la décision que le Saint-Père a bien voulu prendre relativement au prochain chapitre général de l'ordre des Prêcheurs dont Votre Eminence révérendissime est nommé président. Sa Sainteté a décidé que le nouveau maître général pour le prochain sexennat pourra être pris dans une province quelconque de l'ordre, et que sa juridiction comprendra l'ordre tout entier, excepté la péninsule espagnole, pour laquelle le Saint-Père désignera un commissaire apostolique *ad nutum S. Sedis*, comme on l'a fait à l'égard des Observants et des Capucins. Il veut qu'on n'admette au chapitre général que les électeurs qui y ont droit suivant les constitutions de l'ordre, sauf le rescrit qui a

1592. Carmelitarum.

Cardinali Odescalchi. — La Santità di N. S. nella udienza benignamente accordata ieri sera a Mgr segretario della S. C. de' VV. e RR. ha deputato l'E. V. in presidente del prossimo capitolo generale dei Carmelitani calzati, che si celebrerà nel convento di S. Maria in Traspontina, ed ha ordinato di notificare all'E. V. una tale deputazione per mezzo di biglietto di questa S. Congregazione derogando dalla spedizione del breve. Pertanto il sottoscritto Card. prefetto partecipa all'E. V. questa pontificia destinazione, affinchè si compiaccia di esercitarne le attribuzioni. Siccome poi due PP. provinciali di Sicilia hanno fatto istanza affinchè il capitolo possa confermare l'attuale prior generale, così la Santità Sua ha ordinato di significare a V. E. che non crede opportuno di accordare una tale grazia, come non è stata accordata a qualche altro capitolo generale. Inoltre è mente di S. Santità che l'E. V. esamini e conosca se i candidati per il priorato generale abbiano l'età e tutte le altre doti e qualità prescritte dalle costituzioni dell'ordine, e che non si pubblichi la elezione, se prima non sarà stata riferita dall'E. V. e approvata dalla stessa Santità Sua.

Romæ, 29 maii 1838.

1593. Dispensationis votorum.

Ex audientia SSmi 20 julii 1838. Sanctitas Sua, attenta relatione P. prioris generalis Carmelitarum discalceatorum congregationis Hispaniæ, benigne annuit, ac propterea eidem committi mandavit, ut veris existentibus narratis, et constito sibi prius de simplicitate votorum, pro suo arbitrio et conscientia indulgeat pro petita dispensatione super voto paupertatis et obedientiæ, nec non pro commutatione voti castitatis in sacramentalem confessionem semel quolibet mense, ad effectum dumtaxat matrimonium legitime contrahendi, ita tamen ut si mulieri cui jungetur orator (Emmanuel Colomè) supervixerit, eodem castitatis voto ut prius obstrictus remaneat.

Romæ, etc.

été donné en faveur du vicaire général de la congrégation des Dominicains de Manille. Le Saint-Père déclare expressément que le bref *Gravissimas inter* du 17 février 1835 cesse d'être en vigueur avec l'élection du nouveau général. En notifiant tout cela à Votre Éminence révérendissime, j'ai l'honneur de lui adresser copie d'une lettre de la secrétairerie d'Etat en date du 31 octobre 1837 sur les chapitres généraux. Rome, 29 mai 1838. »

(1592). *Carmes. Chapitre général. Refus de laisser réélire le général.* La S. Congrégation écrit au cardinal Odescalchi : « Dans l'audience accordée hier soir à Mgr le secrétaire, le Saint-Père a désigné Votre Éminence comme président du prochain chapitre général des Carmes chaussés, lequel se tiendra dans le couvent de Sainte-Marie de Transpontine. Il a ordonné de notifier cette nomination à Votre Eminence par un billet de cette S. Congrégation, en dispensant de l'expédition du bref. Comme deux provinciaux de Sicile ont présenté requête afin que le chapitre général puisse réélire le général actuel, Sa Sainteté a ordonné de faire savoir à Votre Éminence qu'elle ne juge pas à propos de donner cette permission, qui a été refusée à un autre chapitre général. En outre, le Saint-Père entend que Votre Éminence examine et juge si les candidats pour la charge de prieur général ont toutes les conditions et qualités exigées par les constitutions de l'ordre, et que l'élection ne soit pas rendue publique sans que Votre Éminence en ait référé à Sa Sainteté et obtenu son approbation. Rome, 29 mai 1838. »

(1593). *Dispense de vœux simples. Carmes déchaussés d'Espagne.* Supposé que les vœux soient simples, le Saint-Siége dispense du vœu de pauvreté et du vœu d'obéissance. Quant au vœu de perpétuelle chasteté, il est commué en la confession sacramentelle une fois le mois; cela est limité au mariage légitime. Si le recourant survit à sa femme, le vœu de chasteté revivra. Rome, le 20 juillet 1838.

1594. De rebus Hispaniæ.

P. Villardel, ordinis observantium. — Essendo stati proposti alcuni dubbj relativi all'osservanza dei voti religiosi per parte dei Minori osservanti della provincia di Valenza in Ispagna espulsi dai loro conventi, questa S. C. de' VV. e RR. ha creduto dare a V. P. una regola generale, la quale possa servire di norma nei rispettivi casi. I religiosi che sono costretti nelle attuali circostanze di rimanere in Ispagna fuori dei loro conventi, si possono considerare presentemente come i regolari temporaneamente secolarizzati, e per conseguenza fermo sempre rimanendo il voto di castità, riguardo agli altri voti sono tenuti osservare le cose sostanziali per quanto sono compatibili collo stato in cui si trovano. Possono perciò con religiosa moderazione ricevere e ritenere denaro, spenderlo, aver mobili, usare degli stabili che loro fossero concessi, ma non acquistare il dominio e proprietà delle cose, nè disporre della medesima, specialmente *causa mortis* e molto meno ottenere benefizi ecclesiastici. Suole peraltro nei casi particolari la S. C. accordare speciali indulti secondo le circostanze, anche per calmare la coscienza di quei religiosi che con facilità potrebbero passare nei conventi del loro ordine fuori di Spagna, ma non crede espediente fare delle concessioni generali, delle quali potrebbero derivare degl'inconvenienti. Potrà V. P. far conoscere all'opportunità queste determinazioni della S. C. esortando in pari tempo i religiosi a menare in mezzo al secolo una vita esemplare che sia di edificazione ai fedeli e rammentando loro l'obbligazione di tornare al chiostro tosto che poiranno.

Romæ, 18 julii 1838.

1595. Carmelitarum.

Priori generali. — È qualche tempo che i religiosi del suo ordine si fanno lecito di uscire dai loro conventi e girare per la città senza la cappa. La cappa è un decoroso ornamento per

(1594). *Espagne. Religieux chassés des couvents.* Les réguliers expulsés des cloîtres sont regardés comme s'ils avaient obtenu la sécularisation temporaire. Telle est la règle générale qui sert à décider les cas particuliers. On écrit en conséquence au P. Villardel, de l'ordre des Observants : « On a proposé plusieurs questions relatives aux vœux de religion de la part des Mineurs Observants de la province de Valence en Espagne qui sont chassés de leurs couvents. La S. Congrégation croit devoir tracer à Votre Paternité une règle générale qui puisse servir de guide dans les différents cas. Les religieux qui sont forcés dans les circonstances actuelles de demeurer en Espagne hors des convents, peuvent être mis au rang des sécularisés *ad tempus*. De là suit que, le vœu de chasteté demeurant dans toute sa force, ils doivent pour les autres vœux observer les choses essentielles qui sont compatibles avec leur situation. Ils peuvent donc dans les limites de la modération religieuse recevoir et retenir l'argent, et le dépenser, avoir du mobilier, user des immeubles qui leur sont livrés, mais non acquérir le domaine et propriété des choses, ni en disposer, spécialement *causa mortis*, et encore moins acquérir des bénéfices ecclésiastiques. Toutefois la S. Congrégation accorde, selon les circonstances, des indults spéciaux, pour tranquilliser la conscience des religieux qui peuvent entrer dans les couvents de leur institut hors d'Espagne ; mais elle ne fait pas des concessions générales, qui pourraient engendrer des inconvénients. Votre Paternité pourra, à l'occasion, communiquer les décisions de la S. Congrégation, et en même temps exhorter les religieux à mener dans le siècle une vie exemplaire, qui édifie les fidèles, et leur rappeler l'obligation de rentrer au cloître dès qu'ils le pourront. Rome, 18 juillet 1838. »

(1595). *Carmes. Manteau.* Les religieux du Mont-Carmel, successeurs des anachorètes, sont particulièrement obligés de garder la retraite. La S. Congrégation écrit au prieur général de l'institut : « Les religieux de l'ordre se permettent depuis quelque temps de sortir et de circuler dans la ville sans le manteau. Ce vêtement est un grave ornement de l'habit régulier et il communique au religieux une gravité qui le rend plus respectable aux yeux du

l'abito religioso ed aggiunge allo stesso religioso una tal gravità, che lo rende più rispettabile presso il pubblico. Di più la detta cappa è anche per il medesimo religioso un motivo di astenersi dall'intervenire in quei luoghi ove non conviene di vedervi i religiosi. Nel breve tempo trascorso dalla sua venuta in Roma fino al presente la P. V. Rma non avrà potuto ancora conoscere questo inconveniente ed impedirne quindi il proseguimento. Pertanto la S. Congregazione glielo partecipa, e previo l'oracolo di S. Santità ingiunge alla P. V. di proibire a tutti i religiosi di questi conventi di girare per la città senza la cappa. La medesima S. C. è persuasa che tutti i religiosi obbediranno con docilità alla P. V., tanto più che si tratta del loro decoro, ma se vi fosse qualche renuente, Ella si prevalga di quei mezzi che sono a sua disposizione per costringerlo ad obbedire.

Romæ, 30 julii 1838.

1596. Observantium Galliæ.

P. Augustino de Vignanello. — Desidera la S. C. de' VV. e RR. che in codesta nascente religiosa communità di Montbrison vi si stabilisca realmente la regolare disciplina, la pace tra i religiosi, e di più che serva la medesima di edificazione al popolo. Da quanto però ha la P. V. riferito alla stessa S. C. con lettera in data de' 3 giugno p. p. hanno rilevato questi Emi signori che la condotta non plausibile del P. Giovanni Battista da Cluny sarà facilmente la causa per cui andrà a perdersi il bene che da questo religioso stabilimento si sperava di ricavare. Quindi è che l'EE. LL. mi hanno ingiunto di scrivere alla P. V. affinchè si presenti a Mgr vescovo amministratore di Lione coll'acclusa lettera colla quale si raccomanda la sua persona e si prega a volerla benignamente assistere co' suoi consigli, autorità ed opera per ricondurre la pace e l'osservanza regolare in codesto convento.

Romæ, 24 augusti 1838.

1597. Cessionis.

Ex audientia SSmi die 24 augusti 1838. Sanctitas Sua, attenta relatione P. procuratoris generalis ordinis (MinorumReformatorum), benigne annuit et propterea mandavit committi P. provinciali ut veris existentibus narratis, facultatem oratori (Julio de Bergomo) cedendi favore suorum fratrum vel etiam unius fratris magis indigentis, prout charittas ei suggeret, enunciata bona, prælevata aliqua eleemosyna favore conventus, dummodo hujusmodi acta fiant per procuratorem et nomine S Sedis, pro suo arbitrio et conscientia impertiatur; contrariis, etc.

Romæ, etc.

1598. Pontificalium.

Ex audientia SSmi die 31 augusti 1838. Sanctitas Sua, attenta relatione procuratoris generalis ordinis (Cassinensium), benigne annuit, et propterea mandavit committi P. abbati præsidenti generali ipsius ordinis, ut veris existentibus narratis, precibus oratoris (Egidii Pucci), pro suo arbitrio et conscientia indulgeat, ut pontificalium usum habere possit absque ullo tamen præjudicio et gravamine ordinis monasterii cujuscumque, ac sine privilegio conferendi primam tonsuram et ordines minores, servatis in omnibus constitutionibus apostolicis et ordinis ac decretis S. Congregationum circa pontificalium usum quoad abbates regulares.

Romæ, etc.

1599. Super erectione domus.

Ex audientia SSmi die 14 septembris 1838. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea mandavit committi episcopo Amerinen oratori, ut attentis narratis pro suo arbitrio et conscientia ad petitam cessionem devenire, eamque cum expressis pactis et conditionibus approbare ac confirmare possit nec non præfatis religiosis ordinis S. Joannis de Deo, prævia dispensatione ab interpellatione superiorum conventuum aliorum ordinum inibi existentium, indulgeat ut conventum erigere et fundare valeant cum omnibus et singulis juribus et privilegiis quibus alii conventus ejusdem ordinis fruuntur et gaudent, servatis reliquis de jure servandis.

Romæ, etc.

1600. Super regularibus Belgii.

Ex audientia die 21 septembris 1838. SSmus concessit episcopo visitatori apostolico monasteriorum in Belgio ut, veris existentibus narratis, facultatem ad quinquennium dumtaxat oratoribus (PP. ordinis S. Dominici in civitate Gandaven), pro suo arbitrio et conscientia impertiri possit, et valeat, ad hoc ut cum plena a superioribus localibus dependentia, bona, quæ ad ipsos spectant, vel pervenire successionis, alioque legitimo jure possunt, recipere, retinere, et in bonum conventuum per actus inter vivos, sive causa mortis, etiam per testamentum disponere possint, cum potestate nominandi correligiosos in hæredes fiduciarios, non obstante paupertatis voto aliisque.

Romæ, etc.

1601. Indulti.

Ex audientia SSmi die 5 octobris 1838. Sanctitas Sua, benigne annuit, et propterea mandavit remitti Emo abbati ora-

public. En outre, le manteau est pour le religieux lui-même un motif de se retirer des lieux où il ne convient pas que des moines se montrent. Votre Paternité révérendissime arrivée à Rome depuis fort peu de temps, n'a pu assurément être informée de cet inconvénient et y obvier. C'est pourquoi la S. Congrégation l'en avertit, et, par ordre du Saint-Père, commande à Votre Paternité d'interdire à tous les religieux des maisons de Rome de sortir dans la ville sans le manteau. La S. Congrégation est persuadée que tous les religieux obéiront d'autant plus promptement à Votre Paternité qu'il s'agit de leur décorum. Mais s'il se rencontre quelque récalcitrant, Votre Paternité emploiera les moyens de contrainte qui sont à sa disposition. Rome, 30 juillet 1838.

(1596). *Observants. Maison de Montbrison.* On écrit au P. Augustin de Vignanello : « La S. Congrégation désire voir régner dans la communauté naissante de Montbrison la discipline régulière, la paix parmi les religieux, et qu'elle édifie la population. Par malheur, d'après la lettre de Votre Paternité révérendissime du 3 juin dernier, la conduite peu édifiante du P. Jean-Baptiste pourra facilement dissiper et empêcher le bien que l'on espérait de cet établissement religieux. C'est pourquoi les Emin. cardinaux m'ordonnent d'écrire à Votre Paternité de se présenter avec les lettres ci-incluses à Mgr l'évêque administrateur de Lyon, dans laquelle on recommande votre personne et on le prie de vous aider de ses conseils et de son autorité pour ramener la paix et la régularité dans ce couvent. Rome, 24 août 1838.

(1597). *Disposition des biens après la profession.* Les convents de Franciscains, incapables de posséder en commun, n'héritent pas de leurs sujets. Les biens dévolus après la profession passent par conséquent aux héritiers naturels. Le présent indult permet à un réformé de céder à ses frères ou au plus pauvre certains biens, en prélevant une aumône pour le convent. Les actes seront passés par un fondé de pouvoirs et au nom du Saint-Siége.

(1598). *Bénédictins. Privilége des pontificalia.* Indult accordant les *pontificalia*, sans le pouvoir de conférer la tonsure et les ordres mineurs.

(1599). *Fondation. Saint-Jean de Dieu.* Dispense de l'obligation d'interpeller les supérieurs des convents des autres ordres, comme le prescrit la bulle de Clément VIII.

(1600). *Belgique. Succession.* Indult permettant d'accepter et garder les biens dévolus par droit de succession et autre titre légitime, d'en disposer en faveur des couvents, même par testament, et de nommer des confrères comme héritiers, nonobstant le vœu de pauvreté.

tori (cardinali Pacca), ut attentis narratis facultatem enunciato religioso manendi extra claustra ad nutum Eminentiæ Suæ durante munere confessarii tantum pro suo arbitrio et conscientia impertiatur; ita tamen ut habitum regularem semper retineat, negociis ecclesiasticis personis et præsertim regularibus vetitis non se immisceat, vitam religioso dignam ducat, et per præsens indultum nil de regulari disciplina relaxatum intelligatur, et interim sub obediendia ejusdem Emi abbatis etiam in vim voti religiosi maneat.

Romæ, etc.

P. GENERALI REFORMATORUM. — L'Emo sig. Card. Pacca, commendatore dell'Abbadia de' SS. Severo e Martino nella diocesi di Orvieto, ha supplicato la Santità di N. S. di permettere che il P. Cherubino da Montefiascone minore riformato stanziato nel convento di S. Anna della stessa città d'Orvieto, approvato possa dimorare fuori del convento, e convivere col parroco della Torre, luogo di detta Abbadia per assisterlo e coadjuvarlo nella cura delle anime. La Santità Sua benignamente accogliendo le preghiere di S. E. ha ordinato a questa S. Congregazione de' VV. e RR. di rimettere quest'affare all'arbitrio e coscienza di V. P. Rma colle facoltà necessarie ed opportune. Pertanto la P. V. potrà concedere al nominato religioso il richiesto permesso da durare finchè l'Emo Card. abbate commendatario non abbia trovato altro soggetto per assistere il parroco, e prescrivendo al religioso tutte quelle condizioni e cautele che Ella giudicherà espedienti in questa circostanza. Tanto le doveva significare e Dio la guardi.

Romæ, 6 octobris 1838.

1602. SUPER REMOTIONE PRIORIS.

PRÆSIDI GENERALI CISTERCIENSIUM. — Presa ad esame la condanna data ai PP. Tasselino Baldini, e Giberto Nicolini, monaci Cisterciensi nel monastero di S. Bernardino in Perugia, si è veduto che la medesima inerendo soltanto ai documenti sinora presentati non si potrebbe forse sostenere se si procedesse alla revisione in grado di appello nelle debite forme. Difatti benchè Mgr vescovo abbia manifestata alla P. V. la non regolare condotta de' monaci sudetti, pur tuttavia non trattandosi di semplice traslazione, ma ben anche di un anno di prigionia claustrale, di privazione per un triennio della voce attiva e passiva, e della sospensione *ad mentem* dall'officio di priore riguardo al P. Baldini non si poteva procedere senza un regolare processo. Per tali motivi si è creduto espediente di suggerire a V. P. una via conciliativa, cioè che ferma rimanendo per ora la sospensione dell'officio di priore del P. Baldini V. P. induca il medesimo alla rinuncia dello stesso officio, ed alla traslazione dell'uno, e dell'altro monaco del monastero di Perugia, considerando per altro come non emanata la sentenza contro i medesimi. Che se ciò non ostante i medesimi si ricusassero e fermi rimanessero nel proposito di volersi vedere le loro ragioni, sarebbe indispensabile fare un processo nel quale la S. C. si riserva dare gli ordini opportuni, se mai non si potesse riuscire nell'accennata conciliazione. Darà poi V. P. relazione alla S. C. dell'operato e Dio intanto la guardi.

Romæ, 17 decembris 1838.

1603. SUPER RENUNCIATIONE.

P. CAROLO MAYR. — Pervenit ad S. C. EE. et RR. postulatio tua qua exponebas desiderium resignandi abbatis munus quod in monasterio Mariæmontano jamdiu exerces. Verum acceptis relationibus ex personis fide dignis S. C. certior facta est, operam tuam pernecessariam esse ad bonum istius monasterii et ad illius pacem ac tranquillitatem servandam, præsertim cum nonnulla exorta sint dissidia propter translationem monasterii quam aliis omnino adversantibus aliqui ex monachis exoptant. Visum propterea est Emis patribus S. C. non expedire ut resignatio admittatur. Perge igitur in abbatis munere sedulo diligenterque obeundo, et hujus monasterii utilitatem agere, dissidia componere resque novas impedire non omittas; quod si agas, scias te gratum facere Emis patribus quorum nomine cuncta prospera Tibi precor a Domino.

Romæ, 7 januarii 1839.

1604. OLIVETANORUM.

CARDINALI LAMBRUSCHINI. — Si è compiaciuta l'E. V. rimettere a questa S. C. de' VV. e RR. con dispaccio del giorno 18 del passato mese di dicembre, alcuni fogli del religioso sacerdote Olivetano Placido Maria Bresciani, dimorante attualmente in Verona sua patria, con i quali fa alcuni riflessi sopra la risposta data alla nota sua istanza già presentata a questa S. C. ed accompagnata con commandatizie dal signor ambasciatore di Austria. Nel desiderio di secondare per quanto fosse possibile gli officii del lodato signor ambasciatore e del-

(1601). *Franciscain autorisé à vivre hors du couvent en qualité de vicaire paroissial.* Les supérieurs n'ont pas le pouvoir de permettre aux sujets de vivre hors du couvent au delà de trois mois. La S. Congrégation écrit au général des Réformés : « Le cardinal Pacca, commendataire de l'abbaye de S. Sévère et de S. Martin dans le diocèse d'Orvieto, a demandé au Saint-Père de permettre que le P. Chérubin de Montifiascone, mineur réformé de résidence au couvent de Sainte-Anne de ladite ville d'Orvieto, puisse demeurer hors du couvent, et vivre avec le curé de la Terre, pays de l'abbaye, pour l'aider dans la cure des âmes. Le Saint-Père accueillant avec bonté la demande de Son Eminence, a commandé à cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers de remettre l'affaire au jugement et à la conscience de Votre Paternité révérendissime avec les pouvoirs nécessaires et opportuns. Votre Paternité pourra donc concéder audit religieux la permission demandée pour durer jusqu'à ce que le cardinal abbé trouve un autre sujet pour aider le curé, en prescrivant au religieux les conditions et précautions que vous croirez nécessaires. Rome, 6 octobre 1838. »

(1602). *Condamnation. Procès régulier.* La translation d'un religieux se fait sans un procès canonique ; mais la condamnation à une peine afflictive ou infamante ne peut être prononcée qu'à la suite d'une procédure juridique. La S. Congrégation écrit au général des Cisterciens : « On a examiné la condamnation infligée aux pères Baldini et Nicolini, moines cisterciens du monastère de S. Bernardin de Pérouse, et il a été reconnu que, d'après les pièces jusqu'ici présentées, on ne pourrait peut-être soutenir le jugement s'il s'agissait de procéder juridiquement en appel. En effet, quoique Mgr l'évêque ait manifesté à Votre Paternité la conduite peu régulière de ces religieux, il n'était pas possible de procéder sans procès juridique attendu qu'il s'agit non de simple translation mais d'un an de prison claustrale, de privation de la voix active et passive pendant trois ans, et de suspense *ad mentem* de l'emploi de prieur pour le P. Baldini. C'est pourquoi l'on croit devoir conseiller à Votre Paternité la voie de conciliation; tout en maintenant pour le moment la suspense de la charge de prieur du P. Baldini, il faut l'amener à la démission, et faire consentir les deux religieux à leur éloignement de Pérouse ; en ce cas la sentence sera non avenue; s'ils refusent, s'ils persistent à vouloir se justifier, il sera indispensable d'ouvrir un procès. La S. Congrégation se réserve de donner les ordres convenables, supposé que la tentative de conciliation échoue. Rome, 17 décembre 1838. »

(1603). *Bénédictins allemands. Démission non acceptée.* La S. Congrégation refuse la démission que le P. Charles Mayr veut donner.

(1606) *Olivétains. Sécularisation irrégulière.* La S. Congrégation des Evêques et Réguliers répond à une dépêche du cardinal Lambruschini, secrétaire d'Etat de Grégoire XVI. L'ambassadeur d'Autriche a recommandé la demande d'un moine olivétain, Placide Maria Bresciani, lequel s'est retiré à Vérone, sa patrie. Il croit être sécularisé en vertu d'un rescrit du cardinal Odescalchi, protecteur de l'ordre, Que porte ce rescrit? Le cardinal recevant le supplique du religieux qui demande l'autorisation d'aller régler les affaires de sa famille écrit au bas : « L'objet est trop sacré pour m'y opposer. Usez de votre liberté. » Cela signifie simplement que le cardinal protecteur consent; mais ce n'est pas une vraie sécu-

l'imperiale sua Corte, si sono presi ad esame i nuovi fogli; ma con dispiacere si è osservato che nuove non sono le ragioni per sostenere i pretesi suoi diritti. Basta qui osservare quanto egli dice sulla sua pretesa secolarizzazione che forma il punto sostanziale della questione, giacchè se non è legittimamente secolarizzato, nulla può egli pretendere. Dice egli che si deve attendere il rescritto privato dell'Emo Odescalchi giacchè secondo le costituzioni pontificie dell'ordine si deve prestar fede al Card. protettore. Ma quale è mai questo rescritto? Si limitava quel porporato a rescrivere alla supplica dell'oratore che chiedeva il permesso di recarsi a sistemare gli affari di sua casa: « L'oggetto è troppo sacro perchè io mi opponga. Rimane nella sua libertà. » Questo rescritto si può soltanto interpretare del semplice consenso del Card. protettore, ma non già per vera secolarizzazione. Infatti mancano nel rescritto tutte le solennità e clausole che nel concedere le secolarizzazioni suole usare la S. Sede, e specialmente mancava in quel cardinale l'autorità di dare la secolarizzazione giacchè le stesse S. Congregazioni sono prive delle facoltà di accordarle, essendo simili concessioni riservate al S. Padre. Vede pertanto che il monaco Bresciani è fuori del chiostro senza legittima autorizzazione, e che per conseguenza non può rimanere nel secolo senza violare i voti solennemente fatti al Signore, e senza grave danno della sua coscienza. Invece dunque di entrare in discussione con un monaco che ha abbandonato la religione da lui professata, la S. C. deve apertamente dichiarare che la sua pretesa secolarizzazione è di niun valore, e per conseguenza egli è tenuto a tornare al chiostro. Dopo tale passo che egli è in dovere di fare, potrà essere inteso sopra i suoi rendiconti e sopra la sua gestione. Il sottoscritto Card. prefetto della S. C. spera che V. E. vorrà far conoscere al signor ambasciatore d'Austria l'irragionevole e colpevole condotta del monaco Bresciani, acciocchè voglia anch'egli prestarsi per indurlo al ritorno all'Olivetana congregazione.

Romæ, 7 januarii 1839.

1605. Super regressu.

Generali conventualium. — È ricorso a questa S. C. dei Vescovi e Regolari il religioso conventuale P. Giuseppe La Monica di Viterbo secolarizzato fin dal 1834 colla clausola *durante infirmitate*, ed ha implorato la grazia di ritornare nel chiostro. Sentito da questi Emi signori il P. procuratore generale, il medesimo si è opposto al ricevimento dell'oratore, ed ha esibito in allegato un decreto della S. Congregazione della disciplina regolare dei 29 novembre 1815, in cui si dice che i religiosi secolarizzati senza il consenso del definitorio della provincia a cui appartenevano, non possono riassumere l'abito. In questo decreto però non facendosi espressa menzione dei secolarizzati *ad tempus*, non si può intendere che dei secolarizzati perpetuamente; onde la sua religione non può ricusarsi di ricevere l'oratore. Se poi il nominato religioso per le sue mancanze non merita di essere di nuovo ricevuto, fa d'uopo procedere alla di lui espulsione, per la quale occorrendo la S. Congregazione non avrà difficoltà di accordare le opportune facoltà per procedere senza l'osservanza di tutte le formalità richieste in tal caso dalle costituzioni dell'ordine.

Romæ, 22 januarii 1839.

1606. Massilien.

Episcopo Massilien. — Pervenit ad S. C. EE. et RR. epistola amplitudinis tuæ una cum supplici libello presbyteri Barnouin religiosi ordinis Minorum S. Francisci de Paula et oblatorum Amati Francisci Matassy et Joannis Baptistæ Barnouin qui exoptantes in tua diœcesi restituere cœnobium ejusdem ordinis, expostulabant habilitationem ad vocem activam et passivam qua minime gaudent oblati, quæque necessaria est ad capituli conventualis celebrationem.

Perlectis litteris tuis quibus illos valde commendas, Emi patres hujus S. C. censuerunt non expedire ut petita habilitatio modo concedatur; nimis enim exiguus est religiosorum numerus, nec sufficiens ad religiosam communitatem efformandam. Quod si, Deo dante, in posterum augeatur ut in perfectam coalescere possint societatem, S. C. inspectis peculiaribus circumstantiis eorum votis obsecundare curabit prout in Domino expedire visum fuerit. Hæc dum amplitudini tuæ significo cuncta prospera adprecor a Deo.

Romæ, 28 januarii 1839.

1607. Super electione per schedas.

Coram Emo et Rmo D. Card. Patrizi ab Emo et Rmo D. Card. Sala, S. Congregationis episcoporum et regularium præfecto ad hunc actum specialiter deputato, cum interventu Rmi Ferdinandi Mariæ Pignatelli archiepiscopi Panormitani, actualis superioris generalis congregationis clericorum regularium Theatinorum, P. procuratoris generalis et secretarii ejusdem S. Congregationis, apertæ sunt die 7 martii 1839, juxta decretum ejusdem S. C. diei 20 februarii 1830, schedæ viginti quatuor patrum suffragia ferentium pro electione novi præpositi generalis et suffragia viginti unum inventa sunt pro R. D. P. Aloysio Guarini, qui proinde ad enunciatum munus præpositi generalis electus fuit.

Datum Romæ, ex ædibus ejusdem Emi et Rmi D. Card. Patrizi, die 7 martii 1839.

larisation. En effet le rescrit est dépourvu de toutes les solennités et clauses que le Saint-Siége a coutume d'employer pour les sécularisations. Les cardinaux protecteurs n'ont pas le pouvoir de séculariser les réguliers, les SS. Congrégations elles-mêmes ne l'ont pas; c'est entièrement réservé au Saint-Père. Il suit de là que le moine Bresciani demeure hors du couvent sans permission légitime, et qu'il ne peut rester ainsi sans violer les vœux solennellement faits devant Dieu, et sans charger sa conscience. Au lieu de discuter avec un moine qui a quitté son institut, la S. Congrégation doit déclarer hautement que sa prétendue sécularisation n'a aucune valeur, et qu'il est obligé de retourner au cloître. Lorsqu'il aura obéi, on pourra l'écouter au sujet de ses comptes et de son administration. Rome, le 7 janvier 1839. »

(1605). *Sécularisation temporaire. Rentrée.* Les religieux sécularisés *durante infirmitate* conservent le droit de rentrer dans leur ordre. On écrit au général des Conventuels : « Le P. conventuel Joseph La Monica de Viterbe, sécularisé en 1834 *durante infirmitate*, demande à cette S. Congrégation la permission de rentrer dans le cloître. Le procureur général, consulté, s'oppose à l'admission du recourant, et allègue un décret de la S. Congrégation régulière du 29 novembre 1815, lequel porte que les religieux sécularisés sans le consentement du définitoire de leur province, ne peuvent reprendre l'habit. Mais ce décret ne mentionne pas expressément les sécularisés *ad tempus*, on ne peut l'entendre que des sécularisations perpétuelles. L'institut ne peut donc refuser de recevoir le recourant. Si ce dernier a commis des fautes qui le rendent indigne de rentrer dans l'institut, il faut prononcer l'expulsion. En ce cas la S. Congrégation ne refusera pas de dispenser en partie des formalités que prescrivent les constitutions de l'ordre. Rome, 22 janvier 1839. »

(1606). *Marseille. Couvent de Minimes.* Les décrets du Saint-Siége exigent douze profès pour ériger canoniquement les maisons religieuses. Dans la présente lettre la S. Congrégation refuse la voix active et passive à deux Oblats. Les Minimes de Marseille doivent attendre.

(1607). *Théatins. Election du général par bulletins.* Les billets sont ouverts devant le cardinal Patrizzi, délégué du cardinal Sala, préfet de la S. Congrégation des évêques et Réguliers, Mgr Pignatelli archevêque de Palerme, général de l'institut, le procureur général, et le secrétaire de la S. Congrégation. Le P. Louis Guarini, ayant eu 21 voix sur 24, est élu général.

1608. Trappensium Galliæ.

Decretum. — P. abbas procurator generalis monachorum Cisterciensium B. M. de Trappa in Gallia, ut omnis dubitandi causa in interpretatione decreti incipien. Kalendis octobris, editi die 3 octobris 1834 a S. C. negociis et consultationibus EE. et RR. præposita e medio tolleretur, dubia quæ sequuntur eidem S. C. resolvenda proposuit, scilicet :

1. Cum in art. 8 decernatur : quamvis monasteria Trappensium a jurisdictione episcoporum exempta sint, ea tamen ob peculiares rationes, et donec aliter statuatur, jurisdictioni eorumdem episcoporum subesse, qui procedant tamquam apostolicæ sedis delegati : quæritur in quo ea jurisdictio consistat et quænam jura episcopus circa monasteria exercere valeat?

2. Quænam sit abbatum jurisdictio?

3. Utrum abbates potestatem habeant excipiendi suorum monachorum sacramentales confessiones, eamque aliis sacerdotibus monachis suorum monasteriorum delegare valeant absque approbatione episcoporum ?

S. C. audito voto P. procuratoris generalis ordinis Cisterciensium respondendum censuit :

Nempe ad 1. *Donec aliter a S. Sede decernatur monasteria et monachos subjecta esse visitationi et correctioni episcoporum salvis constitutionibus ordinis.*

Ad 2. *In administratione et regimine monasterii abbatem eam potestatem habere, quam habent abbates Cisterciences, salva subjectione ab episcopis ut in primo dubio servatisque aliis quæ in decreto S. C. præscribuntur.*

Ad 3. *Affirmative in omnibus quoad monachos; negative quoad moniales pro quibus servetur art.* XI *citati decreti ejusdem S. C.*

Et facta de præmissis relatione ad SSmum D. N. Gregorium PP. XVI, Sanctitas Sua in audientia habita di 3 maii 1839, resolutionem in omnibus confirmavit et approbavit.

Romæ, etc.

1609. Capucinorum.

Cardinali Lambruschini. — Il P. Eugenio de Rumilly ministro generale de' capuccini, nel passato mese di gennaro implorò il permesso di portarsi in Sardegna per visitare colla sua ordinaria autorità i conventi del suo ordine non ostante che ivi esista tuttora un delegato apostolico per i regolari. Presi i concerti dall'Emo Soglia in allora meritissimo segretario di questa S. C. de' VV. e RR. coll'E. V., ed inteso dalla segreteria della S. C. degli affari ecclesiastici che i conventi di quell'isola erano tornati sotto la giurisdizione de' loro ordinarj superiori, ancorchè sussistesse ancora il delegato apostolico, il quale aveva soltanto l'officio d'invigilare sull'osservanza dei decreti della visita apostolica e di proporre all'occorrenza alla S. Sede, quelle misure che credesse opportune pel retto andamento degli ordini regolari, si permise previo l'oracolo di S. S. al sudetto P. ministro generale di fare la visita de' suoi conventi accompagnandolo con lettera commendatizia diretta a quel apostolico delegato. Si sperava che tutto procedesse senza difficoltà, tanto più che il P. Eugenio da Ramilly era suddito del re di Sardegna. Ma con sorpresa si è ricevuta dal sudetto padre una lettera, nella quale espone le difficoltà incontrate per cagione (come egli crede) di quel Mgr delegato.

Il Card. prefetto della S. C. de' VV. e RR. ha creduto necessario di trasmettere a V. E. una copia della sudetta lettera, non solo acciocchè possa conoscere lo stato delle cose, e la necessità di determinare chiaramente le attribuzioni del delegato apostolico qualora debba rimanere, ma ancora affinchè voglia interporre i suoi officii in sostegno del nominato ministro generale. Il Card. scrivente profitta dell'occasione per baciarle umilmente le mani.

Romæ, 27 maii 1839.

1610. Cisterciensium.

In congregatione generali, die 26 aprilis 1839, habita in palatio apostolico Vaticano, referente Emo Orioli, proposita fuerunt sequentia dubia :

1. Se l'elezione del P. D. Pietro Brillada in abbate di Moncrivello si possa avere per valida? ed in caso negativo, se convenga sanarla?

2. Se e come abbiano a riformarsi i decreti sotto il numero 2 e 3 ?

3. Se e come convenga moderare i decreti, di cui ai numeri 11, 22, 27, 24 ?

Emi patres rescripserunt :

Ad 1. *Supplicandum SSmo pro confirmatione tituli abbatialis tantum et pro sanatione actorum, facta potestate P. Petro Brillada regendi monasterium dumtaxat usque ad complementum quinquennii.*

Ad 2. *Affirmative juxta constitutiones.*

Ad 3. *Firmis censuris dumtaxat contra non gestantes habitum monasticum, in reliquis sedulo serventur constitutiones, ac serio moneantur abbates ut omnino curent illarum observantiam et præsertim quod monachi, quantum fieri potest, incedant cum socio.*

Facta de præmissis relatione ad SSmum D. N. Gregorium XVI, in audientia habita a D. sub-secretario ejusdem S. Congregationis sub die 3 maii 1839. Sanctitas Sua resolutionem S. C. in omnibus ratam habuit et confirmavit.

1611. De secretario generali.

Priori generali Carmelitarum. — Essendo stata riferita nella S. C. de' VV. e RR. l'istanza presentata dalla P. V. per la destinazione del suo segretario all'officio di vice-procuratore generale dell'ordine in mancanza del P. procuratore assente per malattia, questi Emi signori mi hanno comandato di notificarle che la S. C. non suol permettere che l'officio anche di vice-procuratore generale sia esercitato da un religioso, il

(1608). *Trappistes de France. Juridiction des évêques. Pouvoir de confesser. Trappistines.* On explique le décret du 3 octobre 1834 qui constitua la Congrégation. La juridiction déléguée n'est donnée aux évêques que d'une façon provisoire. Les abbés n'ont pas besoin des pouvoirs des évêques pour la confession des moines; mais ces pouvoirs sont nécessaires pour la confession des Trappistines.

(1609). *Capucins de Sardaigne. Visite du général.* Les capucins de Sardaigne furent longtemps placés sous la direction d'un délégué apostolique. La juridiction des supérieurs ordinaires ayant été rétablie et les attributions du délégué limitées à la surveillance et à la faculté d'aviser le Saint-Siége, le P. Eugène de Rumilly, général de l'ordre, est autorisé à faire la visite des couvents.

(1610). *Cisterciens.* La S. Congrégation maintient, entre autres, les censures édictées contre les religieux qui quittent leur habit, et recommande que les moines ne sortent pas sans compagnons autant que possible.

(1611). *Carmes. Secrétaire général.* Il n'est pas permis de cumuler les fonctions de procureur général et de secrétaire général. La S. Congrégation écrit au général de l'institut : « Votre Paternité a demandé la permission de confier au secrétaire général la charge de vice-procureur général à défaut du procureur absent pour maladie. Les Em. cardinaux m'ordonnent de faire savoir à Votre Paternité que la S. Congrégation n'a pas l'habitude de permettre que l'emploi de vice-procureur général soit occupé par un religieux qui a la charge de secrétaire général. D'autre part, voyant la nécessité de nommer provisoirement un vice-procureur général, ils ont décidé de nommer le P. Joseph Palma, ex-procureur général, et l'on va lui adresser le billet contenant sa nomination. Rome, 17 juin 1839. »

quale sostiene la carica di segretario nell'ordine. Ma vedendo dall'altra parte quanto sia commendevole e giusta la domanda di V. P. per la nomina provvisoria di un vice-procuratore, hanno risoluto che si nomini al sudetto officio il P. Giuseppe Palma ex-procuratore generale, cui si va a spedire il relativo biglietto di nomina.

Romæ, 17 junii 1839.

1612. Alienationis.

Generali Reformatorum. — Dalla informazione trasmessa dalla P. V. Rma a questa S. C. in data 31 maggio prossimo passato, risultando non esservi stato il beneplacito apostolico per la cessione fatta dal guardiano e dai P. discreti di questo ritiro di S. Bonaventura, di una mezz'oncia di acqua a favore del cav. Mills vita sua durante, questi Emi, volendo provvedere alla coscienza de' colpevoli, in forza di speciali facoltà concesse dal S. Padre, accordano alla P. V. le opportune e necessarie facoltà per assolverli dalle censure e pene ecclesiastiche incorse non che dispensarli dall' irregolarità, riabilitandoli alla voce attiva e passiva. In quanto poi al contratto sudetto, la P. V. potrà soltanto tollerare che sia continuato finchè non si ordinerà diversamente e che i religiosi percepiscano gli annui scudi cinquanta per mezzo del loro sindaco apostolico.

Romæ, 21 junii 1839.

1613. Ordinis Prædicatorum.

Ex audientia SSmi 26 julii 1839. Sanctitas Sua benigne annuit et propterea mandavit committi eidem P. magistro generali oratori dumtaxat, ut attentis narratis, cum enunciatis religiosis pro suo arbitrio et conscientia dispenset, ipsosque habilitet non obstante defectu duodecim annorum professionis atque ætatis a jure canonico statutæ pro confessariis monialium ad hoc ut officia superioris conventuum, magistri novitiorum et confessarii monialium exercere possint, servatis in reliquis servandis, et dummodo renunciandis superioribus conventuum, magistris novitiorum et in præsentandis confessariis monialium, cætera alia requisita in religiosis inveniantur ad enuncianda munera digne et proficue exercenda.

1614. Indulti.

Generali Observantium. — Il provinciale e padre definitori della provincia di Bologna di codesto ordine hanno rappresentato a questa S. C. che il P. Francesco da Rimini già da due anni detenuto in carcere, non vuole prevalersi dell'indulto di secolarizzazione concessogli a loro richiesta, dicendo di ripugnarvi la sua coscienza e la sua religiosa vocazione. In vista pertanto della detenzione che soffre il detto religioso da due anni, ciò ch'è senza esempio nell'ordine, ed anche dell'attaccamento che mostra all'istituto che non vuol abbandonare, hanno supplicato gli esponenti questa S. C. per la commutazione del carcere in qualche convento di ritiro che sarà più proficuo per l'anima sua. L'EE. LL. preso in benigna considerazione quest'officio del P. provinciale e definitori sudetti, hanno condisceso alle loro preghiere, ed hanno ordinato che rimanendo aperto il processo, il detto P. Francesco da Rimini sia collocato in un convento di stretta osservanza sotto la sorveglianza del P. superiore locale, e del P. provinciale, finchè la S. C. non stabilirà diversamente.

Romæ, 6 augusti 1839.

1615. De regularibus Hispanis.

Commissario Hispano Observantium. — È stata riferita nella S. C. de' VV. e RR. l'istanza presentata dalla P. V. con cui domanda qualche provvidenza per i suoi religiosi dimoranti nella Spagna fuori di convento attese le presenti circostanze, sì per poter disporre del loro peculio formato colle loro religiose fatiche, con elemosine de' benefattori, e con altri leciti mezzi, come anche per l'abilitazione temporanea dei medesimi a benefizi ecclesiastici. Benchè la S. Sede non sia solita di accordare simili indulti in generale, di cui si potrebbe fare abuso, pure attese le attuali straordinarie circostanze della Spagna, e lo stato infelice di quei regolari, la S. C. autorizza la P. V. a far conoscere colla dovuta circospezione e prudenza ai sudetti religiosi del suo istituto, che durante lo stato presente di agitazione della Spagna, e la difficoltà de' ricorsi alla S. Sede potranno: 1° Disporre del loro peculio formato colle sovvenzioni ricevute dai benefattori e parenti e coll'esercizio del sagro ministero e di leciti ed onesti offici anche per mezzo di erede fiduciario in rèmunerazione delle persone, da cui sono stati assistiti in soccorso de' loro religiosi bisognosi, ed in altre cause pie col consiglio del confessore, salvi sempre però rimanendo in diritti dei terzi; 2° Per procacciarsi i mezzi sufficienti per un congruo sostentamento, ricevere in nome della S. Sede, ed a titolo di amministratore un solo beneficio ecclesiastico anche residenziale e curato, e ritenerlo *ad nutum* dei rispettivi

(1612). *Bonaventurins du Palatin.* Absolution des censures. Les religieux franciscains de S. Bonaventure sur le mont Palatin à Rome cèdent une once d'eau au chevalier Mills, leur voisin, pour arroser sa villa, moyennant cinquante écus (250 francs) par an. Cette cession ayant eu lieu sans l'indult apostolique, la S. Congrégation donne pouvoir au général pour absoudre les coupables; elle tolère simplement la cession et permet aux religieux de recevoir les cinquante écus à titre d'aumône par l'intermédiaire de leur syndic apostolique.

(1613). *Dominicains.* Dispense d'âge et de douze ans de profession pour douze sujets destinés à devenir prieurs conventuels, maîtres de novices et confesseurs de religieuses.

(1614). *Incarcération. Sécularisation refusée.* On écrit au général des Observants: « Le provincial et les définiteurs de Bologne ont exposé à la S. Congrégation que le P. François de Rimini, détenu en prison depuis deux ans, refuse l'indult de sécularisation qui a été donné sur leur demande, en disant que sa conscience et sa vocation religieuse y répugnent. Vu la détention que ce religieux subit depuis plusieurs années (chose sans exemple dans l'ordre); eu égard à l'attachement qu'il témoigne pour l'institut, qu'il ne veut pas quitter, les recourants ont prié la S. Congrégation de commuer la détention en un couvent de retraite, lequel sera plus avantageux à l'âme du religieux. La S. Congrégation permet que le P. François soit placé jusqu'à nouvel ordre dans un couvent d'étroite observance sous la surveillance du supérieur local et du provincial. Rome, 6 août 1839. »

(1615). *Espagne. Réguliers expulsés des couvents.* On écrit au commissaire espagnol des Observants: « Votre Paternité a demandé quelques mesures au sujet des religieux que les circonstances actuelles obligent de demeurer hors des cloîtres, soit pour qu'ils disposent du pécule formé par leurs travaux religieux, les aumônes des bienfaiteurs et autres moyens licites, soit pour qu'ils soient provisoirement habilités aux bénéfices ecclésiastiques. Quoique le Saint-Siége n'ait pas l'habitude d'accorder des induits généraux dont on pourrait abuser, toutefois, attendu les circonstances extraordinaires où se trouve l'Espagne, et vu la situation malheureuse des réguliers, la S. Congrégation autorise Votre Paternité à faire savoir avec réserve aux religieux de l'institut que, pendant le présent état d'agitation en Espagne et la difficulté de recourir au Saint-Siége, ils pourront 1° disposer du pécule formé comme il est dit plus haut, pour rémunérer les personnes qui les ont secourus, et pour d'autres causes pies, du conseil de leur confesseur, sauf les droits des tiers. 2° Afin de trouver des moyens d'existence, ils pourront prendre, au nom du Saint-Siége et à titre d'administrateurs, un seul et unique bénéfice ecclésiastique, même résidentiel et paroissial, et le conserver *ad nutum* des ordinaires et des prélats réguliers. Ils devront s'adresser au Saint-Siége dès qu'ils le pourront sans une grave difficulté. Rome, 6 septembre 1839. »

legittimi ordinari, e dei proprii superiori regolari. Avvertirà poi i religiosi medesimi di ricorrere in seguito alla S. Sede, allorchè lo potranno fare senza grave difficoltà. Tanto le significo per suo governo.

Romæ, 6 septembris 1839.

1616. Super confessariis.

Episcopo sancti Severi. — In seguito di quanto V. S. ha riferito a questa S. C. sulle cause che l'indussero a proibire con pubblico manifesto ai religiosi osservanti di S. Bernardino di codesta città e di S. Antonio in S. Paolo di celebrare fuori delle loro chiese e di ascoltare le confessioni, gli Emi miei colleghi non hanno tralasciato di fare le richieste rimostranze al P. ministro generale dell'ordine per la cattiva condotta dei religiosi, come V. S. ha rappresentato, non che di notificargli la sua volontà che i PP. Gaetano da Poggia e Salvatore da Casaservo siano allontanati da codesta diocesi. Il sudetto P. ministro generale ha riferito a questa S. C. in data 14 agosto passato, che in ossequio de' suoi voleri aveva già dati gli ordini opportuni per la remozione dei nominati religiosi. Fa d'uopo però d'altra parte che V. S. senza ritardo revochi la proibizione di dire la messa e di ascoltare le confessioni, le quali non si possono sostenere e servono ad accrescere lo scandalo. Che se in seguito accaderà a V. S. di aver cause sufficienti per la remozione di qualche religioso, o ve la la necessità di prendere qualche provvedimento sopra i regolari, si rivolgerà a questa S. C. la quale interporrà la sua autorità.

Romæ, 12 septembris 1839.

(1616). *Confesseurs de tout un couvent révoqués par l'évêque.* On écrit à l'évêque de Saint-Sévère : « D'après ce que Votre Seigneurie a fait savoir à la S. Congrégation sur les motifs qui l'ont déterminé à prohiber par édit public aux Observants de S. Bernardin et de S. Antoine de célébrer la messe en dehors de leurs églises et d'entendre les confessions, les cardinaux mes collègues n'ont pas négligé de faire les remontrances voulues au général de l'ordre sur la mauvaise conduite des religieux, comme Votre Seigneurie l'a exposé; on lui a aussi notifié que les PP. Gaétan et Sauveur doivent être retirés du diocèse. Le général a fait savoir à la S. Congrégation sous la date du 14 août dernier qu'il a donné l'ordre de faire partir lesdits religieux. D'autre part, il faut que Votre Seigneurie révoque sans retard la défense de dire la messe et de confesser, qui ne peut être maintenue et contribue à augmenter le scandale. Si dans la suite Votre Seigneurie croit devoir révoquer quelques religieux ou juge nécessaire de prendre quelque mesure au sujet des réguliers, elle s'adressera à cette S. Congrégation, laquelle interposera son autorité. Rome, 12 septembre 1839. »

(La suite prochainement.)

MÉLANGES

— S. François de Sales déclaré docteur de l'Église. — Bref pontifical.

Nous avons publié dans la XVIe série, le décret de la S. Congrégation des Rites sur le titre de docteur qui a été conféré à S. François de Sales. Voici le bref pontifical, en date du 16 novembre 1877.

Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. Dives in misericordia Deus, qui Ecclesiæ suæ in hoc militanti nunquam defuit, at juxta varias rerum ac temporum vicissitudines opportuna sapienter præsidia subministrat, cum sæculo XVI christianas gentes in virga furoris sui visitaret, pluresque Europæ provincias grassantium late hæresum tenebris obrui permitteret, haud volens plebem suam repellere, nova sanctorum virorum lumina providæ excitavit, quorum splendore collustrati Ecclesiæ filii in veritate confirmarentur, ipsique prævaricatores ad illius amorem suaviter reducerentur. E quorum clarissimorum hominum numero Franciscus Salesius episcopus Genevensis, inclytæ sanctitatis exemplar, et veræ piæque doctrinæ magister extitit, qui, ne dum voce, sed et scriptis immortalibus insurgentium errorum monstra confodit, fidem asseruit, vitiis eversis mores emendavit, cunctis pervium cœlum ostendit. Qua præcellenti sapientia eam laudem assecutus est, qua veteres illos ac præcipuos Ecclesiæ Dei doctores præstitisse sa: mem: Bonifacius VIII prædecessor noster declaravit (cap. un. de rel. et ven. Sanctorum in 6); qui scillicet « per salutaria documenta illustrarunt Ecclesiam, decorarunt virtutibus, et moribus informarunt », quosque descripsit « quasi luminosas ardentesque lucernas super candelabrum in domo Dei positas, errorum tenebris profugatis, totius corpus Ecclesiæ, tamquam sidus matutinum » irradiantes « Scripturarum reserantes ænigmata, ac profundis et decoris sermonibus ipsius Ecclesiæ fabricam, veluti gemmis vernantibus » illustrantes.

Hoc sane elogium ad Genevensem episcopum pertinere, vel eo adhuc vivente, maxime vero post ejus obitum, fama percelebris testata est, et ipsa scriptorum ab eo relictorum singularis eminentia invicto plane argumento demonstrat. Enimvero magno in pretio Francisci doctrinam, dum in vivis ageret, habitam esse, vel ex eo colligere licet, quod e tot strenuis veritatis catholicae defensoribus, qui eo tempore florebant, unum Genevensem præsulem sa : mem : Clemens VIII prædecessor noster elegerit, quem adire juberet Theodorum Bezam Calvinianæ pestis propugnatorem acerrimum, et cum eo solo solum agere, ut, illa ove ad ovile Christi revocata, plures alias reduceret. Quod munus adeo eximie Franciscus, non sine vitæ suæ periculo, implevit, ut hæreticus homo ex merito confutatus veritatem fassus sit, licet ex scelere, arcano Dei judicio, indignus extiterit, qui ad Ecclesiæ sinum rediret. Nec minori plane æstimatione sanctum episcopum gavisum fuisse exinde constat, quod sa : me : Paulus V prædecessor noster, dum celebris disceptatio *de Auxiliis* Romæ ageretur, sancti hujus præsulis sententiam ea super re exquiri voluerit, ejusque consilio obsecutus, subtilissimam, ac periculi plenam quæstionem diu acriusque exagitatam, indicto partibus silentio, consopiendam judicaverit. Quin imo, si ipsæ epistolæ ab eo ad plurimos scriptæ considerentur, cuique compertum erit, Franciscum ad instar gravissimorum inter veteres Ecclesiæ Patres, a compluribus, de iis, quæ ad catholicam fidem explicandam, tuendamque, quæstiones ea de re enucleandas ac vitam ad christianos mores componendam pertinerent, rogatum saepe fuisse; ipsumque, multa persecutum copiosissime ac docte, apud Romanos pontifices, apud principes, apud magistratus, apud sacerdotes cooperatores suos in sacro ministerio, adeo valuisse, ut ejus studio, hortationibus, monitis, consilia sæpe inita fuerint, quibus regiones ab hæretica lue purgarentur, catholicus cultus restitueretur, religio amplificaretur.

Hæc præcellentis doctrinæ opinio post illius obitum imminuta non est, imo vehementer aucta; virique ex omni ordine clarissimi, ipsique summi pontifices, eminentem illius scientiam magnis laudibus extulerunt. Equidem sa : me : Alexander VII in bulla canonizationis (XIII kalendas maias an. M D C L XV) Franciscum Salesium, doctrina celebrem, sanctitate admirabilem prædicavit, ætatique suæ contra hæreses medicamen, praesidiumque; ita ut scriptorum illius documentis irrigata populorum ac virorum nobilium pectora affluentem evangelicæ vitæ messem peperisse affirmet. Quibus plane congruit, quod in consistoriali allocutione ante canonizationem habita; complexus est, Salesium scilicet « docendo omnes, tum doctrinæ lubris saverbo, tum vitæ innocentis exemplo » multa in Ecclesiæ

bonum præstitisse, ejusque adhuc magnam partem superesse « ope monitorum, et evangelicæ disciplinæ documentorum, quæ libris consignata, fidelium manibus terebantur ». Nec ab his aliena sunt, quæ in literis datis ad moniales Visitationis monasterii Anneciensis V Kalendas augusti an : MDCLXVI aiebat, virtutem nimirum, ac sapientiam illius « christianum orbem universum late perfundere » ; inclyta ejus promerita « doctrinamque plane divinam » se admiratum, eum elegisse, quem « præcipuum vitæ ducem, ac magistrum sequeretur ». Quod quidem magisterium sa : mem : Clementi IX prædecessori nostro ejusmodi visum est, ut et antequam pontifex esset, de Salesio asseruerit « præclarisssimis voluminibus pium quodammodo armamentarium animarum beneficio condidisse » et pontificatum adeptus antiphonam in illius honorem probaverit in ea verba : « Replevit sanctum Franciscum Dominus spiritu intelligentiæ, et ipse fluenta doctrinæ ministravit populo Dei » Suis vero antecessoribus concinens Benedictus XIV sa : mem : libros Genevensis præsulis scientia divinitus acquisita scriptos affirmare non dubitavit, illius auctoritate usus difficiles quæstiones solvit, « sapientissimum animarum rectorem » appellavit. (Const. *Pastoralis curæ* 5 augusti MDCCXLI.)

Itaque mirandum minime est plurimos qui ingenii, ac doctrinæ laude florerent, academiarum doctores, oratores summos, jurisconsultos, theologos insignes, et vel ipsos principes virum hunc vere magnum ac doctissimum ad hæc usque tempora prædicasse : multos vero, ut magistrum, fuisse secutos, atque ex ejus libris plura in sua scripta derivasse.

Porro hæc universalis persuasio, de excellenti Salesii scientia ex qualitate ipsa doctrinæ ipsius exoritur, quæ nimirum in sublimæ sanctitatis culmine ita in eo supereminet, ut doctoris Ecclesiæ tota propria sit, virumque hunc inter præcipuos magistros sponsæ suæ a Christo Domino datos, ascensendum suadeat. Quamvis enim sanctos doctores, qui primis Ecclesiæ sæculis floruerunt, antiquitas ipsa spectatos faciunt, latinique aut græci sermonis, quo libros ediderunt, in iis ornamentum accedat, id tamen potissimum, ac plane necessarium (quod supra monuimus) huic magisterio est, ut in scriptis diffusa ultra communem modum doctrina cœlestis appareat, quæ argumentorum copia, et varietate, splendoribus veluti circumamicta, totum Ecclesiæ corpus nova luce perfundat, sitque fidelibus in salutem.

Hæc itaque laudum præconia Genevensis episcopi libris apprime conveniunt. Sive enim quæ de rebus asceticis ad christianam vitam sancte, pieque ducendam, sive quæ de controversiis ad fidem tuendam, et hæreticos refutandos, sive quæ de divini verbi prædicatione scripsit considerentur, nemo est qui non videat, quanta per sanctissimum virum emolumenta sint in catholicum populum invecta. Equidem duodecim libris insignem, atque incomparabilem tractatum «de amore Dei » docte, subtiliter, dilucideque complexus est, qui tot præcones de suavitate sui auctoris habet, quot lectores. Maxime autem vivis coloribus virtutem, alio opere, quod « Philothea » inscribitur, pinxit ; ac prava sternens in directa, et aspera in vias planas, universis Christifidelibus iter ad eam ita facile commonstravit, ut vera exinde pietas lucem suam ubique effunderet, viam sibi ad regum solia, ad ducum tentoria, ad judiciorum forum, telonia, officinas, et ipsa oppidula pastorum aperiret. Enimvero iis scriptis ex sacra doctrina summa scientiæ sanctorum principia eruit, et ita enucleat, ut insigne ipsius privilegium plane visum sit, quod ad omnes fidelium conditiones sapienter, leniterque eamdem accommodare noverit. Huc accedunt tractatus de rebus ad magisterium pietatis spectantibus ipsæque constitutiones, sapientia, discretione, ac suavitate conspicuæ, quas pro sanctimonialibus ordinis Visitationis beatæ Mariæ ab eo constituti scripsit. Uberrimam etiam rei asceticæ segetem epistolæ ipsius ad plurimos datæ suppeditant, in quibus illud plane mirabile est, quod Spiritu Dei plenus, et ad ipsum suavitatis auctorem accedens, devoti cultus erga sacratissimum Cor Jesu semina miserit, quem in hac nostra temporum acerbitate maximo pietatis incremento mirifice propagatum, summa cum animi nostri exultatione conspicimus. Nec prætereundum est, in his lucubrationibus, ac præsertim in interpretatione Cantici canticorum, plura scripturarum ænigmata, quæ ad morales, et anagogicos sensus pertinent, reserari, enodari difficultates; obscura nova luce perfundi, quibus licet inferre, Deum, cælestis sui irrigui gratia influente, sancto huic viro sensum aperuisse, ut intelligeret scripturas, easque pervias doctis, indoctisque redderet. Porro ad retundendam hæreticorum sui temporis pervicaciam, confirmandosque catholicos non minus feliciter, ac de asceticis rebus « Controversarium » librum in quo plena catholicæ fidei demonstratio est, aliosque tractatus, concionesque de veritatibus fidei, itemque « Vexillum Crucis » conscripit, quibus adeo strenue, pro Ecclesiæ causa certavit, ut innumeram perditorum hominum multitudinem ad ejus sinum reduxerit, fidem in tota Caballiacensium provincia, longe lateque restituerit. Imprimis auctoritatem hujus Apostolicæ Sedis, ac Romani pontificis beati Petri successoris propugnavit, ac ipsius primatus vim ac rationem, ea perspicuitate explicavit, ut Vaticani œcumenici concilii definitionibus feliciter præluserit. Certo, quæ de infallibilitate Romani pontificis, in quadragesimo sermone « Controversiarum » asserit, cujus authographum, cum in concilio res ageretur, detectum est, ejusmodi sunt, quæ nonnullos Patres tunc ea super re adhuc ancipites, ad definitionem decernendam, veluti manu duxerint.

Ex tanto sancti præsulis in Ecclesiam amore, et ejus defendendæ studio, ea ratio enata est, quam in divini verbi præconio adhibuit, sive ad Christianam plebem in elementis fidei erudiendam, sive ad mores doctiorum informandos, sive ad fideles omnes ad perfectionis culmen deducendos. Etenim se debitorem agnoscens sapientibus, et insipientibus, omnibus omnia factus, simplices, et agrestes homines in simplicitate sermonis docere curavit, inter sapientes vero locutus est sapientiam. Qua super re, et prudentissima præcepta tradidit, idque assecutus est, ut sacræ eloquentiæ dignitas temporum vitio collapsa, ad antiquum splendorem proposito sanctorum Patrum exemplo revocaretur ; atque ii disertissimi oratores ex hac schola prodierint, a quibus uberrimi fructus in universam Ecclesiam redundarunt. Itaque sacræ eloquentiæ instaurator, ac magister ab omnibus habitus est.

Denique cœlestis ejus doctrina, veluti aquæ vivæ flumen, irrigando Ecclesiæ agro, adeo utiliter populo Dei fluxit ad salutem, ut verissima appareant, quæ sa : mem : Clemens VIII prædecessor noster, Salesio, cum ad episcopalem dignitatem eveheretur, veluti divinans dixerat, iis proverbiorum verbis adhibitis : « Vade fili, et bibe aquam de cisterna tua, et fluenta putei tui ; deriventur fontes tui foras, et in plateis aquas tuas divide. »

Has itaque salutis aquas haurientes cum gaudio fideles, eminentem Genevensis episcopi scientiam suspexerunt, eumque magisterio Ecclesiæ dignum ad hæc usque tempora existimarunt. Enimvero his causis adducti, plurimi ex Vaticani concilii Patribus, nos, enixis votis, communi voce rogarunt, ut sanctum Franciscum Salesium doctoris titulo decoraremus. Quæ quidem vota et sanctæ Ecclesiæ Romanæ cardinales, et plures ex toto orbe antistites, ingeminarunt; iis vero plura canonicorum collegia, magnorum lycæorum doctores, scientiarum academiæ, augusti principes, ac nobiles proceres, ingens denique fidelium multitudo suis supplicationibus accesserunt. Nos itaque tot tantisque precibus obsecundare lubenti animo volentes, gravissimum negotium, ut oris est, Congregationi venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Ecclesiæ Romanæ cardinalium sacris ritibus tuendis præpo-

sitorum examinandum remisimus. Jamvero dicta venerabilium fratrum nostrum Congregatio in ordinariis comitiis ad nostras Vaticanas ædes die 7 julii labentis anni habitis, audita relatione venerabilis fratris nostri cardinalis Aloisii Bilio episcopi Sabinensis, ejusque sacræ Congregationis tunc prælecti, et causæ ponentis, mature perpensis animadversionibus Laurentii Salvati sanctæ Fidei promotoris, nec non patroni causæ responsis, post accuratissimum examen, unanimi consensu rescribendum censuit : « Consulendum Sanctissimo pro concessione, seu declaratione, et extensione ad universam Ecclesiam tituli doctoris in honorem sancti Francisci de Sales, cum officio, et missa de communi Doctorum Pontificum, retenta oratione propria, et lectionibus secundi nocturni. » Quod rescriptum, nos, edito generali decreto Urbis et Orbis die 19 mensis, et anni ejusdem, approbavimus. Item novis porrectis precibus, ut aliqua additio fieret, tum in Martyrologio Romano, tum in sexta lectione in festo S. Francisci Salesii, utque concessiones omnes hac super re factæ nostris Literis Apostolicis in forma brevis confirmarentur; eadem venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Ecclesiæ Romanæ cardinalium congregatio, in ordinariis comitiis die 15 septembris anni ejusdem habitis, rescripsit : « Pro gratia, ac supplicandum Sanctissimo pro expeditione Brevis. » Addi vere censuerunt elogium Martyrologii Romani post verba : « Annesium translatum fuit, » hæc alia : « Quem Pius IX, ex sacrorum Rituum Congregationis consulto universalis Ecclesiæ doctorem declaravit » ; ad lectionem vero sextam post verba : « vigesima nona januarii, » adjungi sequentia : « et a summo pontifice Pio IX, ex sacrorum Rituum congregationis consulto, universalis Ecclesiæ doctor fuit declaratus. » Et hoc quoque rescriptum memoratæ Congregationis die 20 dicti mensis, et anni ratum habuimus et confirmavimus, atque ut super concessionibus omnibus, hac de re factis, Apostolicæ Literæ expedirentur, mandavimus.

Quæ cum ita sint, supradictorum sanctæ Ecclesiæ Romanæ cardinalium, antistitum, collegiorum, academiarum, ac fidelium votis obsecuti, deque consilio memoratæ venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Ecclesiæ Romanæ cardinalium congregationis sacris ritibus cognoscendis præpositæ, auctoritate nostra Apostolica, tenore præsentium, titulum doctoris in honorem sancti Francisci Salesii Genevensis episcopi ac ordinis sanctimonialium beatæ Mariæ V. Visitationis institutoris, confirmamus, seu quatenus opus sit, denuo ei tribuimus, impertimus, ita ut in universali catholica Ecclesia, semper ipse doctor habeatur, atque in die festo anniversario, cum a sæculari, tum a regulari clero, celebrando officium et missam juxta memoratum sacrorum Rituum Congregationis decretum fiat. Prætera ejusdem doctoris libros, commentaria, opera denique omnia, ut aliorum Ecclesiæ doctorum, non modo privatim, sed et publice in gymnasiis, academiis, scholis, collegiis, lectionibus, disputationibus, interpretationibus, concionibus aliisque ecclesiasticis studiis, christianisque exercitationibus, citari, proferri, et prout res postulaverit adhiberi decernimus.

Ut vero fidelium pietati in hujus doctoris die festo rite colendo, ejusque ope imploranda, excitamenta adjiciantur, de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus, et singulis utriusque sexus Christifidelibus, qui die festo ejusdem sancti doctoris, aut uno ex septem diebus continuis immediate subsequentibus, uniuscujusque Christifidelis arbitrio sibi deligendo, vere pœnitentes, et confessi, sanctissimam eucharistiam sumpserint, et quamlibet ex ecclesiis ordinis sanctimonialium Visitationis beatæ Mariæ Virginis devote visitaverint ibique pro Christianorum principum concordia, hæresum extirpatione, peccatorum conversione, et sanctæ matris Ecclesiæ exaltatione, pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam, et remissionem misericorditer in Domino concedimus.

Quapropter universis venerabilibus fratribus patriarchis, primatibus, archiepiscopis, episcopis, et dilectis filiis aliarum ecclesiarum prælatis, per universum terrarum orbem constitutis, per præsentes mandamus, ut quæ superius sancita sunt, in suis provinciis, civitatibus, ecclesiis, et diœcesibus solemniter publicari, et ab omnibus personis ecclesiasticis sæcularibus, et quorumvis ordinum regularibus, ubique locorum et gentium, inviolabiliter, et perpetuo observari procurent. Hæc præcipimus, et mandamus, non obstantibus apostolicis, ac in œcumenicis, provincialibus, et synodalibus conciliis editis generalibus vel spcialibus constitutionibus, et ordinationibus, ceterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, ut præsentium literarum transumptis, seu exemplis, etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur ipsis præsentibus, si fuerint exhibitæ, vel ostensæ.

Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die 16 novembris MDCCCLXXVII, pontificatus nostri anno trigesimo secundo.

F Card. Asquinius.

— *Livres mis à l'Index. Décret de la S. Congrégation promulgué à Rome.*

Un décret en date du 21 décembre 1877, affiché à Rome le 29, insère au catalogue des livres défendus : *Les Evangiles*, par Ernest Renan; divers ouvrages des vieux-catholiques d'Allemagne, notamment l'*Histoire du concile du Vatican* de Friedrich.

Decretum. Feria II die 17 decembris 1877. Sacra congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a Sanctissimo Domino nostro Pio papa IX sanctaque Sede Apostolica Indici librorum pravæ doctrinæ, eorumdemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana republica præpositorum et delegatorum, habita in palatio apostolico, Vaticano die 17 decembris 1877 damnavit et damnat, proscripsit proscribitque, vel alias damnata atque proscripta in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat quæ sequuntur opera :

Ellero Pietro. *Scritti minori.* Bologna, tip. Fava e Garagnani, 1875. *Scritti politici*, Bologna etc., 1876. *La Questione sociale.* Bologna, 1877.

Zeller Eduard, prof. à l'université de Berlin : *La légende de saint Pierre, premier évêque de Rome*, traduit par Alfred Marchand. Paris, 1876. Quocumque idiomate.

Renan Ernest. *Les Evangiles.* Paris, 1877.

Reinkens Dr. Joseph. *Ueber Einheit der kathalischen Kirche.* Würzburg, 1877. Latine vero : *De unitate Ecclesiæ catholicæ.* Opus prædamnatum ex Reg. II Indicis Tridentini. Decr. S. Off. feria IV die 19 dec. 1877.

Ist an Christi Stelle fur uns der Papst getreten ? Latine vero : *Estne pro nobis Romanus pontifex positus Christi loco ?* Opus prædamnatum ex Reg. II Indicis Tridentini. Decr. S. Off. feria IV die 19 Dec. 1877.

Friedrich Dr. J. *Geschichte des Vaticanischen Konzils.* Bonn, 1877. Latine vero ; *Historia Concilii Vaticani.* Opus prædamnatum ex Reg. II Indicis Tridentini. Decr. S. Off. feria IV die 19 dec. 1877.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis pradicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco, et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel

retinere audeat, sed locorum ordinariis, aut hæreticæ pravitatis Inquisitoribus ea tradere teneatur sub pœnis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus Sanctissimo Domino nostro Pio papæ IX per me infrascriptum S. I. C. a secretis relatis, Sanctitas Sua decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem etc.

Datum Romæ die 21 decembris 1877.

Antoninus Card. de Luca præfectus. — Fr. Hieronymus Pius Saccheri Ord. Præd. S. Ind. Congreg. a secretis.

Loco sigilli.

Die 29 decembris 1877 ego infrascriptus magister cursorum testor supradictum decretum affixum et publicatum fuisse in Urbe. Philippus Ossani mag. curs.

— *Vol dans les Eglises. Profanation des vases sacrés. Circulaire de S. E. le cardinal vicaire aux recteurs des églises de France.*

S. E. le cardinal-vicaire a adressé une circulaire aux recteurs et secrétaires des églises de Rome, en date du 15 janvier 1878, dans le but d'obvier aux vols sacriléges. Voici la traduction de cette circulaire, dont le texte italien est plus loin :

« Depuis peu de temps il est arrivé plus d'une fois dans quelques églises de Rome qu'une main sacrilége, en brisant le tabernacle, ou en l'ouvrant furtivement avec la clef laissée sur l'autel, a volé le ciboire avec toutes les saintes espèces eucharistiques. Pour prévenir autant possible un si horrible méfait, nous ordonnons aux recteurs ou sacristains de redoubler de vigilance, particulièrement aux heures où les églises sont le moins fréquentées. Qu'ils fassent fortifier au besoin la serrure du tabernacle, et qu'ils gardent la clef avec le plus grand soin. Ils ne doivent la confier qu'au prêtre qui doit donner la communion aux fidèles, ou exposer le Saint-Sacrement ; on devra rendre immédiatement cette clef au recteur ou sacristain qui en sera responsable. Afin que notre ordonnance soit observée ponctuellement, nous enjoignons de la tenir affichée dans les sacristies. Rome, 15 janvier 1878. »

Circolare ai rr. rettori e sagrestani delle chiese di Roma. In breve tempo più di una volta è accaduto in qualche Chiesa di Roma che una mano sacrilega sfasciando il ciborio, od aprendolo furtivamente colla chiavetta rinvenuta sopra l'altare, ne abbia involato la pisside con tutte la sante specie eucaristiche. Ad impedire per quanto è possibile che si ripeta un così orrendo misfatto, ordiniamo ai rettori o sagrestani delle Chiese che raddoppino la loro vigilanza, specialmente in quelle ore, in cui il sacro tempio è meno frequento ; che facciano rafforzare, ove occorra, la serratura del ciborio, e ne custodiscano gelosamente la chiavetta, la quale non si consegnerà se non al sacerdote, che deve comunicare i fideli, ovvero esporre o riporre il Venerabile, e quindi verrà immediatamente restituita allo stesso rettore o sagrestano, che ne sarà responsabile.

Affinchè poi sia puntualmente eseguita questa nostra disposizione, commandiamo che la presente rimanga affissa nelle singole sagrestie.

Dalla nostra residenza a dì 15 gennaio 1878. R. CARD. VICARIO
Placido Can. Petacci segretario.

La onzième série des *Analecta* (col. 600) contient une encyclique de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de 1724, laquelle rappelle les prescriptions canoniques.

— *Scapulaire blanc du Sacré-Cœur de Jésus et du Saint Cœur très pur de Marie donné par les Enfants de Marie Immaculée. Bref pontifical concédant des indulgences.*

Les Enfants de Marie Immaculée, dont la maison-mère est à Chavagnes, diocèse de Luçon, ont obtenu du Saint-Siége le privilége de donner le Scapulaire blanc du Sacré-Cœur de Jésus et du Saint-Cœur de Marie. Afin d'accroître la dévotion des fidèles, le Saint-Père a bien voulu accorder de nouvelles indulgences par le bref qui suit, en date du 10 juillet 1877 :

Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. Exponendum nobis curavit dilectus filius moderator generalis Congregationis presbyterorum, qui Filii Mariæ Immaculatæ nominantur, ac principem domum habent in oppido Chavagnes-en-Paillers, diœcesis Lucionen. Nos per alias Apostolicas Litteras Christifidelibus tum diœcesis Lucionen., tum reliquarum Galliæ diœceseon ubi iidem presbyterid vel domos habent, vel sacrum exercent ministerium, ac per rescriptum S. Congreg. de Propaganda Fide Christifidelibus quoque diœcesis Rosen., qui scapulare album SSmi Cordis Jesu et Purissimi Cordis Mariæ a presbyteris memoratæ congregationis juxta formulam adprobatam benedictum atque impositum suscepissent, nonnullas plenarias indulgentias statis diebus lucandras concessisse. Jam vero cum Christifideles complures sacrum scapulare acceperint, aliique multi in dies accipiant, idem dilectus filius præfatæ Congregationis moderator supplices nobis preces admovit, ut quo majori Christifideles pietatis affectu ferantur erga SSma Corda Jesu et Mariæ, et uberiores inde gratiarum fructus percipiant, concessis indulgentiis nonnullas alias addere dignaremur. Nos itaque piis hujusmodi precibus quantum in Domino possumus, benigne annuere volentes, omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus e diœcesibus supra memoratis, qui sacrum scapulare SSmi Cordis Jesu ac Purissimi Cordis Mariæ, ut supra dictum est susceperint, si vere pœnitentes et confessi ac sacra communione refecti, propriam cujusque parochialem ecclesiam in festivitatibus Conceptionis et Annuntiationis B. Mariæ Virginis Immaculatæ a primis vesperis, et uno ad libitum cujusque mensis die, ab ortu usque ad occasum solis dierum hujusmodi singulis annis devote visitaverint, et ibi pro Christianorum principum concordia, hæresum extirpatione, peccatorum conversione ac S. Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, quo die præfatorum id egerint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem misericorditer in Domino concedimus. Præterea eisdem Christifidelibus corde saltem contritis, quolibet die Orationem Dominicam et Salutationem Angelicam pro Romani pontificis incolumitate et pro triumpho ac prosperitate S. Romanæ Ecclesiæ devote recitaverint, tercentos dies de injunctis eis, seu alias quomodolibet debitis pœnitentiis in forma Ecclesiæ consueta relaxamus. Quas omnes et singulas indulgentias, peccatorum remissiones, ac pœnitentiarum relaxationes etiam animabus Christifidelium quæ Deo in charitate conjunctæ ab hac luce migraverint per modum suffragii applicari indulgemus. Cum vero dictus dilectus filius moderator generalis præfatæ Congregationis Presbyterorum etiam nos rogaverit ut iis in locis ubi festum SSmi Cordis Jesu non in dominica, ut in diœcesi Lucionensi sed feria sexta post octavam solemnitatis SSmi Corporis Christi celebrari solet, facultatem Christifidelibus facere dignaremu indulgentiam plenariam pro eo festo ipsis concessam hac feria sexta lucrandi, nos his quoque precibus obsecundare censuimus. Atque ideo memoratis Christifidelibus, qui injuncta pietatis opera rite in Domino præstiterint, ut feria sexta post octavam solemnitatis SSmi Corporis Christi, si hac feria festum

SSmi Cordis Jesu in loco, ubi degunt, celebretur, ita ut ipsi concessum est, consequi possint, elargimur. In contrarium facientibus, non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur ipsis præsentibus, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 10 julii MDCCCLXXVII, pontificatus nostri anno trigesimo secundo.

Pro D. Card. Asquinio — D. Jacobini subst.

— *Rosaire vivant. Bref pontifical qui confie aux Dominicains la direction de la confrérie.*

Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. Quod jure hæreditario pluries quoque ab Apostolica Sede confirmato ad inclytum Fratrum Prædicatorum ordinem in Galliis etiam pertinuerat, propagare nempe pium exercitium cui a Rosario nomen in honorem B. Mariæ Virginis, et sodalitates a sancto Rosario erigere, postliminii jure enixis precibus repetunt trium provinciarum prædicti ordinis in Galliis consistentium præsides.

Pietate et industria bonæ memoriæ Mariæ Jaricot, Lugduni ortum habuit sodalitas a Rosario vivente nuncupata, cujus sodales, in quindenas dispertiti, singulis per mensem diebus, mysterium ad meditandum decademque recitandam sibi unoquoque mense sortiuntur; et sic reliquis deinceps mensibus Hanc sodalitatem adscriptorum numero auctam, laudibus prosecutus est, indulgentiisque ditavit, fel. rec. Gregorius XVI, decessor noster, qui eidem sodalitati patronum dedit eminentissimum virum Aloysium Lambruschini tunc temporis in Galliis nuntium apostolicum, fecitque dilectum filium Bethemps metropolitanæ Ecclesiæ Lugdunensis canonicum ejusdem sodalitatis moderatorem supremum, cujus erat sodalitatum hujusmodi in reliquis diœcesibus præsides deligere, ac zelatores singulis sectionibus præficere. Jamvero, uno et altero, quibus sancta Sedes hujusce sodalitatis patronatum et regimen, ut supra, demandaverat, vita functis, et restituta in Galliis Fratrum Prædicatorum familia, cujus tres ibidem provinciæ constitutæ sunt, quum præfata sodalitas non sine periculo jacturæ indulgentiarum, primæva constitutione et ordinatione sua destituta videatur, dilecti filii hodierni trium Dominicani Ordinis provinciarum in Galliis existentium præsides, enixe a Nobis postulant, ut supremam Rosarii viventis moderationem magistro generali ordinis supradicti, singularum autem sodalitatum seu societatum hujusmodi regimen et curam moderatoribus confraternitatum a S Rosario quæ in locis singulis erectæ sunt, de auctoritate nostra committamus.

Nos igitur, hisce votis obsecundare, omnesque et singulos, quibus nostræ hæ litteræ favent, peculiari beneficentia prosequi volentes et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris ac pœnis, quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, auctoritate nostra apostolica, perpetuis futurisque temporibus, munus supremi moderatoris Rosarii viventis dilecto filio magistro generali ordinis fratrum Prædicatorum demandamus, regimen vero et curam sodalitatum seu societatum a Rosario vivente præsidibus seu moderatoribus confraternitatum a S. Rosario, quæ in singulis locis institutæ sunt, auctoritate item nostra, et perpetuum in modum, committimus.

Decernentes has literas nostras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, dictisque in omnibus et per omnia plenissime suffragari, sicque in præmissis per quoscumque judices ordinarios et delegatos etiam causarum palatii apostolici auditores, Sedis Apostolicæ nuntios, et S. R. E. Cardinales etiam de latere legatos, et alios quoslibet, quacumque præeminentia et potestate fungentes et functuros, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate et auctoritate, judicari et definiri debere; ac irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus nostra, cancellariæ apostolicæ regula de jure quæsito non tollendo cæterisque quamvis speciali atque individua mentione ac derogatione dignis, in contrarium facientibus quibuscumque.

Volumus autem ut præsentium litterarum transumptis seu exemplis, etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur ipsis præsentibus, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Petrum, sub annulo piscatoris, die 17 augusti MDCCCLXXVII, pontificatus nostri anno trigesimo secundo.

F. Card. Asquinius.

— *Circulaire du général des Dominicains sur le Rosaire vivant. Confréries. Directeurs.*

Cette circulaire a pour objet la mise à exécution du bref qui confie la direction du Rosaire vivant aux Dominicains. Les anciens directeurs sont confirmés, les recteurs des confréries du Rosaire sont nommés directeurs du Rosaire vivant.

Nos Fr. Josephus Maria Sanvito, sacræ theologiæ professor ac vicarius generalis totius ordinis Prædicatorum, omnibus patribus, fratribus et sororibus ejusdem ordinis salutem et sanctæ exultationis spiritum. Cum SS. D. N. Pius PP. IX, per breve *Quod jure hæreditario* datum die 17 aug. 1877, nobis supremam Rosarii viventis moderationem commiserit, virtute facultatum ita nobis attributarum, sequentia declarando ordinamus :

Omnes et singuli directores Rosarii viventis hodie existentes in officio suo ad vitam confirmantur, cum facultate eligendi novos zelatores etiam novis quindenis præficiendos. Similiter, omnes zelatores hodie existentes ad vitam in officio suo confirmantur. Omnes denique sodales a prædictis zelatoribus hucusque recepti, aut ab iisdem in posterum recipiendi, pro legitime admissis habendi sunt, ita ut omnibus indulgentiis et gratiis Rosario viventi concessis aut concedendis libere perfruantur.

In posterum autem, ut quis in sodalitatem Rosarii viventis legitime cooptetur et lucretur indulgentias huic sodalitati concessas, necessarium erit illum eligi aut approbari ab aliqua zelatrice seu zelatore, qui ipse approbatus seu institutus fuerit ab aliquo legitimo Rosarii viventis directore. Pro legitimis vero directoribus habendi erunt : 1. Juxta breve supra citatum, omnes directores confraternitatum SS. Rosarii quæ in singulis locis per magistrum generalem FF. Prædicatorum de consensu ordinarii canonice erectæ sunt aut in posterum erigentur; 2. in locis ubi confraternitas SS. Rosarii non existit, sacerdotes qui, vel a nobis immediate, vel ab AA. RR. PP. Provincialibus (virtute delegationis quam singulis in sua provincia concedimus) instituti fuerint.

Nuper quidem in manus nostras pervenerunt nonnulla documenta authentica ab Rosarium vivens pertinentia, quæ

nunquam adhuc prælo commissa sunt : alia vero, quæ nobis desunt, reperire satagemus. Quibus omnibus examinatis et perpensis, necnon consulta (si opus fuerit, ut omnis dubitandi occasio auferatur) S. Congregatione Indulgentiarum, brevem libellum conficiendum curabimus, in quo accurate explicabuntur ea quæ ad prædictam Rosarii viventis devotionem referuntur.

Quamobrem breve pontificium his nostris litteris adjungimus, simulque jubemus ut omnes ad ea quæ sunt præscripta se conforment. Deum igitur enixis precibus pro pontifice nostro Pio papa IX, qui novum beneficentiæ suæ argumentum ordini nostro contulit, exorent. Dum vero benedictionem nostram omnibus vobis ex corde impertimus, vestris quoque precibus nos ipsos, sociosque commendamus. Valete.

— *Autre circulaire du général des Dominicains pour la réorganisation du Rosaire vivant.*

Cette seconde circulaire explique plus en détail les dispositions de la précédente. On y donne la formule de la nomination des directeurs.

Nos Fr. Josephus Maria Sanvito sacræ theologiæ professor ac vicarius generalis totius ordinis Prædicatorum omnibus PP. provincialibus et superioribus congregationum ordinis nostri salutem. Ut in omnibus Ordinis nostri provinciis obtineatur unitas quantum ad moderationem *Rosarii viventis*, quæ nuper a SS. D. N. Pio PP. IX per breve datum die 17 augusti 1877 nobis commissa est, sequentia declarando ordinamus, quæ per modum regulæ directivæ, ab omnibus nostræ auctoritati subjectis observari decernimus :

1° Omnes Rosarii viventis directores, etiam generales seu diœcesani, die 15 novembris hujus anni præsentis existentes, pro confirmatis ad vitam et pro egitimis habendi sunt, non exceptis illis in quorum loco, seu civitate, adest confraternitas SS. Rosarii ipsorum regimini non credita.

2° Isti directores ita confirmati eligere possunt in posterum novos zelatores, non autem novos directores.

3° Novi directores institui non possunt, nisi a Rmo ordinis magistro, vel a provincialibus, ex ejus delegatione, quæ jam singulis in sua provincia commissa est.

4° Omnes directores locales possunt instituere unum, aut etiam plures viros, seu mulieres, qui, cum nomine *præsidentis*, aut alio simili, sub directoris auctoritate, et in ipsius localitate, pluribus præsunt zelatoribus, prout expedire videbitur. Et hoc idem facere possunt provinciales per totam provinciam, in locis ubi non adest confraternitas SS. Rosarii, et ubi non reperitur aliquis sacerdos idoneus, qui possit et velit partes directoris suscipere.

5° Provinciales constituent directores *locales*, non autem *generales*, v. gr. pro tota aliqua diœcesi. Quod si forte aliter fieri videatur opportunum, aut necessarium, recursus ad Rmum magistrum ordinis habeatur. In locis vero ubi talis confraternitas reperitur, diplomata non concedant nisi forte ex speciali causa, et habito recursu ad Rmum generalem.

6° Salva speciali causa, provinciales libenter sacerdotibus (aliunde dignis, et idoneis) concedant diplomata petita pro locis in quibus non adest SS. Rosarii confraternitas.

7° Hæc diplomata esse poterunt, sive ad vitam, sive ad tot annos, prout expedire videbitur.

8° Possunt provinciales hæc diplomata (et etiam diplomata SS. Rosarii a nobis subscripta) concedere pro locis in quibus nulla extat in præsenti ordinis nostri provincia, v. g. in Helvetia, in Algeria, etc.

9° Talis autem esse poterit formula diplomatis, quod concedent Provinciales: Nos Fr . . . . . prior provincialis provinciæ . . . . . sacri ordinis Prædicatorum.

Inter principaliores officii nostri partes esse reputamus, ut magis in dies propagetur et floreat devotio erga beatissimam Deiparam ejusque Rosarium, quod hæreditario jure ad ordinem nostrum pertinere sæpius ab Apostolica Sede declaratum est. Cum igitur SS. D. N. Pius PP. IX per breve sub die 17 aug. 1877 supremam Rosarii viventis moderationem Reverendissimo ordinis nostri generali commiserit, auctoritate nobis ab ipso delegata, te . . . . . instituimus, et facimus ad . . . . . directorem Rosarii viventis in civitate seu loco qui vulgari vocabulo dicitur. . . . . institutumque decernimus et declaramus, cum omnibus juribus et gratiis quæ talium Directorum muneri seu officio competere dignoscuntur : dummodo tamen in dicto loco non existat aliqua confraternitas SS. Rosarii, quæ auctoritate Reverendissimi magistri generalis ordinis nostri de consensu Ordinarii canonice erecta sit. Quod si talis confraternitas in hoc loco deinceps erigatur, tunc ipso facto cessent facultates quas tibi per præsentes impertimur; cum singuli prædictorum confraternitatum directores debeant, regulariter, moderationem Rosarii viventis ejusque zelatorum et sodalium in suo loco possidere. Datum. . . . .

10° Præsentes vero litteræ nostræ typis publicis ne committantur, ut facilius deinceps in regulis suprapositis immutari valeat, quod forte immutandum experientia magistra videbitur.

Dum vero benedictionem nostram omnibus vobis ex corde impertimur, vestris quoque precibus nos ipsos sociosque nostros commendamus. Valete.

Datum Romæ in conv. N. S. M. supra Min. die 15 novembris, D. Alberto Magno O. N. sacro, anno 1877. Fr. Josephus M. Sanvito. vic-generalis ord. Præd. Fr. Hyac. Marchi prov. et socius.

— *Enquête sur la mort de S. Pierre martyr, de l'ordre de S. Dominique.*

S. Pierre martyr fut massacré en 1252, en haine de la foi catholique. Le fragment de l'enquête relative à son martyre, que nous publions plus loin, a paru dans l'*Archivio storico lombardo*, livraison de décembre 1877.

Anno Domini 1252, die 2 septembris, in domo S. Eustorgii Mediolani presentibus fratribus Raynerio de Placentia, et Daniele ordinis fratrum Prædicatorum Inquisitoribus constitutis, auctoritate Dni Innocentii papæ IV super negotio isto.

Millano de Cabiago ad ipsum ordinem nuper ingressus: Manfredus diaconus, et Facius, qui dicuntur de Glussiano a prædictis Inquisitoribus requisiti dicere veritatem sub debito juramento, quod ad mandatum eorum præstiterant, sicut apparet per pubblicum instrumentum ab Alberto Janono, sicut infra legitur.

In primis ipse Manfredus dixit. Cum ego essem in platea nostra de Glussiano in hebdomada Sancti Spiritus, venit illuc Stephanus Confanonerius de Aliate, et invitavit me ad hortum ibi, et cum essemus simul cœpit mihi dicere talia verba. Ego venio de Mediolano; et credentes de Mediolano convenerunt inter se, et dixerunt mihi, quod volunt facere occidi fratrem Petrum da Verona, quid tibi videtur super hoc ? Ego volo quod eamus simul Mediolanum ad tractandum cum eis de negotio isto, et respondi quod placebit mihi, et sic ambo tunc venimus Mediolanum, et cum essemus ibi, dixit mihi ipse Stephanus. Eamus loqui cum Guidoto de Sachella, qui mihi dixit, quod ipse vult de suo ad hoc dari libras viginti quinque, qui etiam mecum venit ad domum Sancti Eustorgii

nuper ad inquirendum de reddilu fratris Petri, qui tunc erat Cumis, et invenimus ipsum Guidotum. Deinde dixit ipse Stephanus. Eamus ad Jacobum de la Clusa de porta Jovis, qui dixit mihi, quod vult omnino esse ad hoc negotium, et invenimus eum, et cum de facto ipso loqueremur secum, diximus inter alia verba; quod pecunia ad hoc necessaria erat, et quesivit ipse Jacobus, quanta pecunia erat necessaria? et nos diximus de libris viginti imperialium, et respondit quod pecuniam habebat paratam, nec volebat quod hoc factum propter pecuniam remaneret, qui adhuc, et mille libras se habere dicebat et addivit se velle aliam tantam pecuniam portare Papiæ ut faceret ibi occidi fratrem Raynerium. His et alijs dictis discessimus ab invicem, dicente nobis ipso Jacobo; quod iremus et sequenti die portaret Glussianum pecuniam, et ita factum est: sequenti enim die venit cum illa pecunia Glussianum, et loquutus est inde mihi, et Facio de Glussiano et dimisit pecuniam in comendatione illius Facij sigillatam sigillo suo, et erant libre quadraginta tertiolorum in denariis grossis minus denarios quadraginta tertiolorum pro cambio. Dixit adhuc, idem Jacobus della Clusa volebat nobiscum venire Cumas, et videre homines, qui fratrem Petrum erant occisuri, et cum ego dixi eis, vos habetis voluntatem stulticiarum (non consulo vobis) sed super nos dimittatis, et respondit, quod secure faceremus fieri factum, et ipse iret Papiam, ut alium faceret expediri de quo supra scriptum fratrem Raynerium. Post hoc autem, ego misi pro homine facere deberet hoc maleficium, scilicet pro Carino de Balsamo, et invitavi eum ad hoc faciendum pro tanta pecunia: et respondit, sic; sed dixit non anderet facere solus, et cum acciperet alium secum nominavit Albertinum Porrum de Lentate, qui dicitur magnificus. Et ego dixi, quod non placebit mihi de ipso, nec confidebo de eo, quia feceram illum banniri, et tunc promisit mihi Carinus, quod de me nihil penitus ei diceret, sed haberet omnino secretum ab illo Albertino, et etiam quod ullo modo non accusaret me alicui homini, si deberet etiam propter hoc torqueri, vel interfici. Deinde statuta die in hebdomada Pasce, ego et prædictus Stephanus ivimus Cumas pro negotio exequendo, et hospitati fuimus in domo Paxini; eodem die venit simul Cumas ad nos prædictus Carinus, et dixit; quod Albertinus Porrus voluerat venire Cumas, sed remanserat in partibus suis, quia magis ibi securus erat ad illud negotium peragendum. Contraximus autem ibi moram tribus diebus et ibat Carinus omni die ad domum fratrum Prædicatorum ut quereret de recessu fratris Petri et sabbato post Pascha, cum inde venisset, nunciavit nobis, quod illo mane recesserat frater Petrus, et requirebat a me ipse Carinus equum meum, ut prosequeretur eum, et ego nolui dare ei, ne cognosceretur; et sic pedes recessit a nobis velociter pro se sequuturus, et perempturus dictum fratrem Petrum, qui occisus fuit, et dedit sibi duo vulnera in capite et in humeris. Nos autem, ego. Stephanus Confanonerius, et Manfredus sumpta ibi comissione reddivimus ad terras nostras.

Ipso die cum essemus Glussianum audivimus ut supra, quod peractum erat maleficium fratris Petri, simul quondam Fratris Dominici, qui comes illius fratris Petri erat, et ipse vulnere percussus diebus aliquibus supervixit: medio itinere videlicet in nemore apud Barlassinam 1252. 6. aprilis. Denique post evasione dicti Carini de carcere communis Mediolani venit ad me Uccellarius Petrus de Lentate frater dicti Albertini, et requirebat dictam pecuniam promissam pro maleficio illo, cui negotium illud nolui revelare, scilicet votum negotii.

Interog. de pecunia, quid factum fuit. Respondit: ego, accepi eam a prædicto Facio, et solus retinui eam sicut volui, et expendi.

Item si prædictus Jacobus secum habuit aliqua verba de factis istis. Respondit: sic haberi, post introitum fratris Danielis de Glussiano ad ordinem fratrum predicatorum quesivit a me, et a predicto Facio idem Jacobus cum pavore; si dictus Daniel aliquod inde sciret. Cui diximus, sic, et ipse nobis dixit. Creditis quod accusabit nos? et nos respondimus, non credimus.

Facius de Glussiano sub eodem juramento dixit: ante mortem fratris Petri per aliquos dies dixerat mihi Manfredus de Glussiano, quod reciperem in commendationem quandam quantitatem pecuniæ quæ aportanda erat per Jacobum della Clusa de Porta Jovis, pro qua debebat fieri quoddam grande factum, et ego respondi, si factum est bonum placet mihi; sin autem non placeret, et non manifestavit mihi factum. Post diem illam, venit ille Jacobus della Clusa Glussianum cum pecunia sua et numeravit eam quadraginta libras minus denarios quadraginta pro cambio in moneta grossa, et postea collectam in sacculo et sigillatam commendavit eam mihi, et tunc manifestatum fuit per eos factum totum, quod faciendum erat de occisione fratris Petri de Verona, et ita dixit mihi ille Jacobus, quod in illud factum expediret, darem pecuniam illam Manfredo, sin autem non fieret darem ei; unde cum factum evenisset, feci sicut mihi comissum erat de prædicta pecunia.

Interrogatus si scivit, vel audivit, quod aliqui alii conscii fuerint illius maleficii, respondit: Audivi de ipso Manfredo et de Stephano Confanonerio, qui bene scivit quod pecuniam illam habebam in deposito, item audivi ab eisdem de Carino de Balsamo et Albertino Porro de Lentate post mortem fratris Petri, quod ipsi ad hoc maleficium conducti fuerant.

Item si prædictus Jacobus postea secum habuit aliqua verba de factis istis, respondit: sic haberi videlicet postquam frater Daniel de Clussiano ad ordinem Prædicatorum intravit, quæsivit a me et ab ipso Manfredo, idem Jacobus, si Daniel aliquid inde sciret et respondimus; quod sic, et ipse dixit nobis, creditis quod accusabit nos, et respondimus, non credimus.

Ego frater aurigo filius quondam Petri de Solario Sacri Pallatii, notarius olim, nunc frater ordinis predicatorum hos testes recepi, et eorum dicta manu mea scripsi et subscripsi.

Testes in facto qui tractaverunt mortem Beati Petri de Verona.

Concordat de verbo ad verbum cum originali habito a D. Philippo Glussiano de Glussiano.

Frater Joannes Seraphinus Villa,

Lector ordinis Prædicatorum.

L'administrateur-gérant :

Palmé.

Paris. — Jules Le Clere et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 19

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT QUARANTE-HUITIÈME ET CENT QUARANTE-NEUVIÈME LIVRAISONS.

LE SACERDOCE ET L'EMPIRE [1]

La bulle de Boniface VIII *Unam sanctam*. — Le texte officiel est-il conservé? — Doctrines de la bulle. Sentiment des théologiens sur le sens de la bulle. — Décrétale *Meruit* de Clément V. — La bulle *Unam sanctam* écartée des codes officiels. — Recueil des décrétales communes. Cette collection n'est pas officielle. — La bulle *Unam sanctam* confirmée par Léon X dans le concile de Latran. — Edition du *Corpus juris canonici* sous Grégoire XIII. — Le *Septimus decretalium*. — Conclusion juridique.

X

LA BULLE *Unam sanctam* DE BONIFACE VIII

On a vu dans la livraison précédente que le regeste original de S. Grégoire VII étant aujourd'hui perdu, et l'Église n'ayant pas donné d'édition officielle des lettres de cet illustre pontife, le texte légal de ces actes (d'ailleurs si importants) est irréparablement perdu.

La bulle *Unam sanctam* est-elle dans la même condition que le regeste de Grégoire VII? Le texte officiel est-il quelque part?

Cette constitution fut rendue, paraît-il, vers la fin de l'année 1302. On ne connaît pas d'une manière certaine la date, le mois, le jour. Le continuateur des Annales de Baronius ayant découvert au Vatican un manuscrit qui précisait une date fixe, s'estima heureux de la communiquer à la république des lettres.

La doctrine de la bulle *Unam sanctam* est connue. On ne peut rien désirer de plus explicite pour affirmer et faire triompher la suprématie de l'autorité spirituelle en matière politique et temporelle.

Il y a deux glaives, dit Boniface VIII, mais il faut que le glaive temporel soit subordonné au glaive spirituel. Les rois et les magistrats tiennent dans leurs mains le glaive temporel; ils doivent en user d'après l'ordre ou la permission du pouvoir spirituel, *ad nutum et patientiam sacerdotis*. Ce passage de la bulle est emprunté à S. Bernard.

Si le pouvoir temporel s'égare et prévarique, c'est le pouvoir spirituel qui le juge. En outre, le pouvoir temporel a besoin d'être institué par l'autorité spirituelle.

Boniface VIII voulait-il vraiment obliger les princes et les magistrats de demander au pape la bulle d'institution canonique, comme on le fait à l'égard des évêques, qui ne peuvent prendre possession de leur diocèse sans présenter la bulle pontificale? Cela n'est pas vraisemblable; car, en ce cas, il faudrait convenir que Boniface VIII fut peu suivi sur ce point. Pendant longtemps une école fort respectable professa et affirma le pouvoir qu'a le pape de juger et de punir les princes temporels qui commettent des crimes ou des fautes; mais l'institution des princes dans leur gouvernement, en vertu de l'autorisation pontificale, c'est là une thèse qui n'a pas trouvé d'écho.

Les deux puissances autonomes, indépendantes l'une de l'autre, ce serait, dit Boniface VIII, le manichéisme dans le gouvernement de la société.

Le pontife dit, comme conclusion, que la soumission au pape est une nécessité de salut pour toute créature humaine.

Quelle est la véritable interprétation de la bulle *Unam sanctam*? Il n'y a jamais eu de sentiment unanime. Les théologiens ont formé deux écoles représentées l'une et l'autre par des docteurs renommés.

Les uns ont dit que le point défini se réduit à la conclusion qui termine la pièce, savoir, que la soumission au pape est un devoir de salut pour toute créature humaine; et cette assertion comprend uniquement les choses spirituelles.

Cette explication éloigne toute difficulté. Les maximes relatives à la suprématie politique de l'Église ne sont que des considérants qui ne sont pas compris dans l'objet de la définition. Il se peut que ces considérants soient un peu outrés; on n'est pas obligé d'y voir des articles de foi. La plus grande partie de la bulle est rédigée dans les formes oratoires; ce n'est pas le style de l'arrêt autoritaire. Tout se réduit donc à la dernière phrase de la bulle, qui énonce simplement la suprématie du pape en matière spirituelle.

Cette explication est probable; bien des esprits s'y sont ralliés. En effet, la suprématie politique, comme Boniface VIII semble la formuler, n'a jamais été acceptée universellement comme un dogme appartenant à la foi.

D'autre part, des théologiens ont été d'avis que la bulle *Unam sanctam* était dogmatique dans toutes ses parties. Ce sentiment a trouvé des défenseurs jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Bellarmin, Suarez et d'autres ont cru pouvoir soutenir que la suprématie politique du pape était un dogme défini par Boniface VIII.

Naturellement cette thèse a été peu goûtée des protestants, jansénistes, parlementaires et régalistes.

(1) Voir la livraison précédente, col. 1 et suivantes.

XI

DÉCRÉTALE DE CLÉMENT V

Quel est le meilleur moyen de dégager la responsabilité de l'Église et du Saint-Siége par rapport à la bulle *Unam sanctam ?*

La Providence, qui assiste l'Église jusqu'à la fin des siècles, semble avoir conduit la suite des événements de façon que la bulle *Unam sanctam* a perdu depuis longtemps toute autorité officielle et légale dans l'Église.

Voyons si la bulle de Boniface VIII est aujourd'hui une pièce privée, dépourvue de toute valeur authentique, absolument comme le regeste de Grégoire VII et les diplômes de S. Grégoire le Grand.

Cette question offre, on le voit, une importance capitale ; nous devons donc la traiter avec soin.

Premièrement, Clément V, successeur immédiat de Boniface, rendit, au début de son pontificat, la décrétale *Meruit*, qui a été considérée par des esprits éclairés comme la révocation implicite de la bulle *Unam sanctam*. Exposons brièvement leurs raisons, quoique la plupart ne nous paraissent pas péremptoires.

Clément V déclare que le royaume de France n'est pas engagé envers le Saint-Siége d'une façon plus étroite qu'il ne l'était avant la publication de cette bulle. N'est-ce pas remettre la question dans les termes où elle était autrefois? N'est-ce pas désavouer le suprême effort de Boniface VIII pour établir la suzeraineté pontificale sur le royaume de Philippe le Bel? Enfin n'est-ce pas dénier à la bulle *Unam sanctam* tout caractère dogmatique?

En effet, la vérité, la doctrine est indépendante du temps. Une et invariable, la doctrine cnmprend toutes les époques.

Si la bulle *Unam sanctam* était dogmatique, Clément V n'eût jamais eu l'idée que Philippe le Bel craignît d'être plus lié envers le Saint-Siége qu'avant la publication de la bulle.

Le pontife fut donc persuadé que la décrétale de son prédécesseur était purement politique, féodale. Il semble que la décrétale *Meruit* ne comporte d'autre sens.

Philippe le Bel ne se contenta pas de cette révocation implicite de la bulle *Unam sanctam*. Il demanda à Clément V de condamner la mémoire de Boniface VIII.

L'enquête fut ouverte, les témoins de part et d'autre furent entendus. Bientôt le roi, cédant aux instances de Clément V, renonça à l'accusation, et remit la question au jugement du pontife, qui, de son côté, donna une pleine absolution au prince pour l'infamie, que l'accusation portée contre le chef de l'Église était de nature à faire rejaillir sur sa personne et sa famille.

Clément V examina le regeste de Boniface VIII et fit raturer tous les passages qui lui parurent exprimer une doctrine excessive.

Là où Boniface VIII proclame que Dieu l'a placé au-dessus de toutes les nations et de tous les rois, pour arracher, renverser, détrnire, édifier et planter, Clément fait effacer et râcler le parchemin.

Les passages supprimés et rendus illisibles dans le regeste de Bonifice VIII sont en très-grand nombre.

Clément V voulait qu'il n'en restât de trace nulle part. Il ordonna de rapporter et de restituer les originaux et les expéditions des bulles. Par malheur cet ordre ne fut pas rempli avec toute la ponctualité qui eût été nécessaire.

Le continuateur de Baronius retrouva plusieurs exemplaires des diplômes de Boniface VIII dans leur intégrité et sans les ratures dont nous venons de parler. Il publia dans ses Annales (imprimées à Rome) la bulle de Clément V et tous les passages raturés. Il n'y a plus d'incertitude à cet égard.

Or, Clément V fit raturer dans les lettres de Boniface VIII les assertions qui présentaient quelque affinité avec les considérants de la bulle *Unam sanctam*. Clément V crut bon de soustraire aux yeux de la postérité les nombreux passages dans lesquels son prédécesseur proclamait avec affectation et trop fréquemment peut-être la suprématie du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel.

Ne semble-t-il pas que la bulle *Unam sanctam* fut atteinte et frappée par la correction radicale que Clément V fit exécuter dans les regestes officiels ?

Voici une blessure beaucoup plus profonde et vraiment irrémédiable.

XII

CLÉMENTINES PROMULGUÉES PAR LE PAPE JEAN XXII

La bulle *Unam sanctam* ne fut pas insérée dans le code officiel des Clémentines.

Il était d'usage de faire entrer dans les collections des canons les documents postérieurs au recueil précédent.

Les décrétales de Grégoire IX, rédigées en 1235, renferment les constitutions pontificales et les décrets des conciles postérieurs à Gratien. Le code embrasse la période de 1151 à 1235. On y trouve les décrets du troisième et du quatrième concile de Latran, et les décrétales des papes depuis Alexandre III jusqn'à Grégoire IX lui-même.

Le Sexte de Boniface VIII suivit la même méthode. Il comprend les décrets du premier concile général de Lyon de 1245, ceux du second concile tenu dans la même ville en 1274, enfin les décrétables pontificales depuis Innocent IV jusqu'à 1298, année de la promulgation du Sexte.

Quatre ans après cette promulgation, c'est-à-dire vers la fin de 1302, Boniface VIII publia la bulle *Unam sanctam* ; elle ne put, par conséquent, entrer dans le Sexte, et être canonisée en prenant place dans le code.

Il fallut attendre que le Saint-Siége fît rédiger un code nouveau.

Ce code parut en 1316, quatorze ans après la bulle *Unam sanctam*.

La constitution de Boniface VIII prit-elle place dans ce code? Non; elle fut omise intentionnellement, et

depuis cette époque elle n'a été insérée dans aucune collection officielle.

On s'expliquerait l'omission si les Clémentines eussent été publiées du vivant de Philippe le Bel.

Aussitôt après le concile de Vienne, Clément V s'occupa de la publication de ses constitutions ; elles devaient former le *Septimus decretalium*, et faire suite au *Sexte* de Boniface VIII.

L'omission de la bulle *Unam sanctam* s'expliquerait naturellement si le code eût paru en ce moment ; mais Clément V n'eut pas le temps d'achever son code. De retour à Avignon, après le concile général de Vienne en Dauphiné, où il avait supprimé les Templiers, il examina de nouveau les constitutions destinées à entrer dans le code ; n'étant pas satisfait de la rédaction, il les modifia sur plusieurs points.

Philippe le Bel mourut sur ces entrefaites (1314) et fut bientôt suivi dans la tombe par le pape Clément V. La publication du code fut donc laissée au pape qui devait succéder.

Après deux ans d'interrègne, le conclave de Lyon élut le savant jurisconsulte Jacques d'Euse, qui prit le nom de Jean XXII. La promulgation des Clémentines fut une de ses premières préoccupations.

Clément V et Philippe le Bel étant morts depuis deux ans, Jean XXII n'était nullement obligé, par esprit de prudence, de supprimer la bulle *Unam sanctam*. C'est donc librement et de sa pleine volonté qu'il ne l'introduisit pas dans les Clémentines.

Si la bulle *Unam sanctam* eût pris place dans le code, on posséderait aujourd'hui un texte officiel et légal, dont l'authenticité ne pourrait être contestée. Mais l'omission a fait subir à la bulle un sort bien différent.

En effet le texte authentique n'existe nulle part, et la bulle *Unam sanctam*, quelque caractère officiel qu'elle ait pu avoir sous Boniface VIII, semble devenue forcément un document privé, dont on peut contester chaque ligne et chaque expression.

Les archives du Vatican conservent le regeste de Boniface VIII. On y remarque les diplômes raturés dont nous avons parlé. La minute de la bulle *Unam sanctam* s'y trouve-t-elle ?

Il paraît qu'elle n'y est plus. En effet le continuateur de Baronius n'en dit pas mot. C'est dans un autre manuscrit du Vatican qu'il trouva la date qu'il estime la plus vraie. Avant lui, c'est-à-dire jusqu'au milieu du XVIIe siècle, plus de quatre cents ans après Boniface VIII, la date de la bulle *Unam sanctam* était inconnue.

On ignore jusqu'à ce jour si la bulle fut publiée dans le concile convoqué pour le mois de novembre 1302. Il n'est pas certain que ce concile ait été tenu.

Ne semble-t-il pas qu'en vérité la bulle *Unam sanctam* soit entourée de nombreux nuages ?

Supposé que la minute de la bulle se conservât dans le regeste de Boniface VIII, le Saint-Siége aurait pu et pourrait encore en tirer l'expédition authentique, et remplir la formalité de la promulgation légale. Or aucun pape, depuis Jean XXII jusqu'à nos jours, n'a procédé à la promulgation ; personne n'a obtenu l'expédition authentique de la bulle. Il s'ensuit que le texte officiel ne se trouve nulle part sur la terre.

Grande est la méprise des écrivains qui discutent la bulle *Unam sanctam* comme ayant force de loi dans l'Église.

En vérité, nul tribunal du monde ne pourrait prendre la bulle *Unam sanctam* comme base de jugement, car il est impossible de la présenter comme revêtue des formes légales qui sont indispensables en justice. Supposons que, les minutes d'un officier ministériel ayant été détruites ou perdues, on possède une simple copie privée, dépourvue des signatures originales et des autres caractères d'authenticité : l'expédition prise sur cette copie privée sera-t-elle admise devant les tribunaux ? Jamais.

XIII

COLLECTION DES DÉCRÉTATES COMMUNES.

Traversons presque deux siècles et parlons de la collection connue sous le titre *Extravagantes communes*.

Le recueil, on le sait, fut rédigé vers la fin du XVe siècle ; on y trouve quelques actes du pape Paul II, qui occupa le trône pontifical de 1464 à 1471.

Le recueil n'est pas officiel. Les Décrétales de Grégoire IX, le Sexte de Boniface VIII et les Clémentines sont munis de bulles qui les déclarent authentiques, et prescrivent de considérer comme ayant force légale, devant les tribunaux et hors des tribunaux, toutes les lois et toutes les dispositions renfermées dans ces codes.

Grégoire IX adressa ses Décrétales aux professeurs et aux étudiants des universités de Bologne et de Paris, dans lesquelles l'étude du droit était particulièrement cultivée.

Boniface VIII agit de même à l'égard du Sexte, et Jean XXII accompagna les Clémentines d'une bulle qui se lit en tête de ce code.

Rien de semblable n'a été fait pour les *Extravagantes communes*. C'est une œuvre privée, dont l'auteur est connu. Le Saint-Siége n'y a eu aucune part. On chercherait en vain en tête du recueil une bulle, un bref pontifical donnant force de loi à la collection.

De là vient que les constitutions que ce recueil contient ne peuvent obtenir force de loi, et que les documents ne peuvent être considérés comme ayant un caractère officiel.

Les vingt *Extravagantes* de Jean XXII, qui se trouvent d'ordinaire avant les communes, sont dans le même cas. La collection n'est pas officielle et légale, mais simplement œuvre privée.

Ce point parfaitement établi, peu importe que la bulle *Unam sanctam* se rencontre dans les *Extravagantes communes* au titre *de majoritate et obedientia*. La décrétale *Meruit* y est aussi ; mais ni pour l'une ni pour l'autre on n'a le texte officiel et légal.

Ce texte sera plus ou moins probable, mais il n'est pas certain ; encore moins est-il authentique. Il n'est donc pas possible de l'alléguer devant les tribunaux

et dans les discussions sérieuses. L'adversaire est libre de révoquer en doute chaque expression, et même le document entier, si cela lui plaît.

XIV

LÉON X CONFIRME LA BULLE *Unam sanctam*.

Dans le cinquième concile de Latran, Léon X rendit un décret portant dans les considérants que le pouvoir de convoquer les conciles généraux, de les présider et de les dissoudre, est réservé au pape. Cette disposition visait le conciliabule qui, commencé à Pise, fut ensuite transféré à Milan, et plus tard à Lyon. Louis XII, roi de France, protégeait hautement le conciliabule et les quatre cardinaux qui en faisaient partie. Tous les autres cardinaux étaient à Rome et assistaient au concile de Latran.

L'époque n'était plus celle du concile de Bâle ; la procédure des quatre cardinaux schismatiques contre le pape légitime ne rencontra aucun écho hors de France, et parut autant ridicule qu'elle était odieuse.

Léon X affirma de nouveau l'autorité pontificale, en ce qui concerne la convocation et la dissolution des conciles généraux ; ce décret était nécessaire, à cause des circonstances que nous venons de rappeler.

A cette occasion, et dans le même décret, Léon X crut devoir confirmer la bulle *Unam sanctam* ; mais il mentionna aussitôt l'explication renfermée dans la décrétale *Meruit* de Clément V. Léon X confirma aussi cette décrétale.

Quelques écrivains, on le conçoit, ont allégué la confirmation de la bulle *Unam sanctam* dans un concile œcuménique que le pape présidait en personne.

En effet, la bulle *Unam sanctam* n'est-elle pas une loi générale, puisque le concile œcuménique l'a adoptée et renouvelée ? Le décret du concile de Latran ne compense-t-il pas surabondamment l'omission de la pièce, en ce qui concerne les Clémentines ? Supposé qu'à l'origine la bulle *Unam sanctam* n'ait pas reçu la promulgation nécessaire, ou que du moins les preuves légales de cette promulgation aient disparu, n'est-il pas évident que cette lacune est surabondamment remplie par le décret du concile de Latran, lequel décret fut promulgué dans une session publique ?

Telle est l'argumentation des théologiens qui pensent que la bulle *Unam sanctam* a force de loi.

Cette preuve n'est pas convaincante ; il semble permis de la renverser par les réflexions suivantes :

Premièrement, il est parfaitement vrai que Léon X a confirmé la bulle *Unam sanctam* dans le cinquième concile de Latran, et que le décret relatif à cette confirmation fut promulgué dans la session publique ; nulle difficulté sous ce rapport.

Bien plus, Léon X fit imprimer à Rome les actes du concile et il déclara cette édition authentique. Le concile de Latran a donc le privilége particulier que nous en avons une édition officielle. Peu de conciles ont eu ce bonheur.

Le troisième et le quatrième de Latran, les deux conciles de Lyon et celui de Vienne ayant été insérés dans le *Corpus Juris*, le texte officiel de leurs décrets nous est parvenu par cette voie.

Les autres conciles n'ont jamais eu d'édition officielle. Ni le concile de Pise, ni celui de Constance, ni celui de Florence, et encore moins celui de Bâle, n'ont été imprimés dans des éditions déclarées officielles et authentiques. N'est-il pas fort étrange que les papes n'aient pas attaché assez d'importance au concile de Florence, et notamment au célèbre décret concernant la primauté pontificale pour donner à l'Eglise une édition officielle et un texte authentique de ces mémorables décisions ?

Le décret de Florence sur la suprématie du Saint-Siége porte-t-il dans le texte latin : *Quemadmodum etiam*, ou bien devons-nous lire : *Secundum eum modum ?* La plupart des théologiens soutiennent *Quemadmodum*, tandis que d'autres pensent que le vrai texte porte : *Secundum eum modum*. Que penser de ce différend ? Nul moyen de le trancher, puisque l'édition officielle n'existe pas.

Revenons à la bulle *Unam sanctam* et au cinquième concile général de Latran.

Si Léon X, confirmant la bulle *Unam sanctam*, l'eût reproduite dans son décret, le texte de la bulle, publié intégralement dans la session publique, et plus tard inséré dans l'édition officielle du concile, ce texte, dis-je, serait tout à fait authentique, et l'on ne pourrait plus dire que le texte légal de la bulle *Unam sanctam* n'existe nulle part.

Mais Léon X n'a pas fait cela. Il s'est contenté de confirmer en général la bulle *Unam sanctam* ; le texte de cette bulle n'a pas été inséré et reproduit dans le décret du concile de Latran.

Léon X confirme la bulle *Unam sanctam*, cela est vrai ; mais quelle est la bulle qu'il entend confirmer ? Où pourrons-nous trouver le texte légal et officiel de cette bulle ? Léon X ne nous communique pas ce texte ; d'autre part, il est impossible de l'obtenir ailleurs.

La question demeure dans le même état qu'avant le cinquième concile de Latran. Après comme avant, le texte officiel de la bulle *Unam sanctam* fait entièrement défaut.

Léon X n'a pas atteint le but qu'il se proposait. Il n'a pas pris les moyens nécessaires pour placer dans les mains des théologiens, des jurisconsultes et des tribunaux une arme officielle et une preuve péremptoire.

La seconde réflexion que nous avons à présenter sera brève.

Le cinquième concile de Latran est-il incontestablement œcuménique et général ?

Nul doute que Jules II et Léon X entendirent et voulurent tenir un concile œcuménique. Cela ressort pleinement des actes et de tous les décrets conciliaires.

Néanmoins, avant la fin du siècle, l'œcuménicité du cinquième concile de Latran semblait douteuse aux yeux de Bellarmin lui-même.

Si l'œcuménicité du cinquième concile de Latran est douteuse, la confirmation dont la bulle *Unam sanctam* a été l'objet perd en partie son importance.

Au surplus, répétons-le, le décret du concile de

Latran n'offre aucun secours pour le texte officiel de la bulle *Unam sanctam*, et l'incertitude subsiste toujours.

XV

ÉDITION DU CORPS DU DROIT CANON SOUS GRÉGOIRE XIII.

Grégoire XIII fit publier à Rome une édition officielle du *Corpus juris canonici*. Cette édition comprend non-seulement les Décrétales, le Sexte et les Clémentines, mais aussi le décret de Gratien, les Extravagantes de Jean XXII et les Extravagantes communes.

Or, la bulle *Unam sanctam* fait partie des Extravagantes communes, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Ne semble-t-il pas que l'édition officielle de Grégoire XIII confère à la bulle un caractère authentique et que le texte est devenu officiel?

La réponse à cette difficulté est fort simple. Grégoire XIII n'a pas voulu communiquer le caractère officiel à toutes les parties de l'édition. Il l'a déclaré formellement dans le bref qui se lit en tête de l'ouvrage. Il a laissé à chaque partie sa valeur et son autorité propre.

Le décret de Gratien continue d'être œuvre privée, quoiqu'il fasse partie de l'édition officielle. Les canons et les lois recueillis par Gratien n'ont d'autre autorité que celle qui leur appartient par leur nature même. Par exemple, le décret d'un concile provincial n'est pas une loi universelle, quoiqu'elle fasse partie du Gratien édité par Grégoire XIII.

Il en est autrement des vraies décrétales officielles. Grégoire IX inséra dans les siennes certains conciles provinciaux ; or ces décrets particuliers sont devenus des lois générales par le fait de leur insertion dans le code des décrétales.

Le décret de Gratien n'a pas une plus grande autorité qu'il n'avait avant l'édition de Grégoire XIII.

Cette maxime s'applique entièrement aux Extravagantes.

Grégoire XIII n'a pas entendu en faire des codes officiels ; elles ont la valeur qu'elles possédaient antérieurement à l'édition. Elles demeurent ce qu'elles étaient, c'est-à-dire des recueils privés et dont le texte n'a rien d'officiel.

La bulle *Unam sanctam* partage la destinée commune. Il n'y a pas de raison de lui faire un sort particulier. C'est un texte non officiel, faisant partie d'un recueil qui est dépourvu d'authenticité légale.

XVI

SEPTIMUS DECRETALIUM

Au commencement du XVIIe siècle, la bulle *Unam sanctam* fut sur le point de prendre place dans un code officiel.

Clément VIII conçut le dessein de codifier les constitutions pontificales et les décrets des conciles célébrés après celui de Vienne.

En 1564, Pie IV avait publié à Rome l'édition officielle du concile de Trente. Léon X avait fait de même en 1521, pour le cinquième concile de Latran. Mais le concile de Florence et un grand nombre de constitutions pontificales demeuraient à l'état d'*Extra vagantes*, dépourvues de tout caractère officiel.

Clement VIII forma une commission de jurisconsultes et de savants pour préparer le nouveau code. Le titre adopté de commun accord fut : *Septimus decretalium*. C'est celui sous lequel le pape Clément V voulut publier ses propres constitutions, ainsi que je l'ai dit plus haut.

Clément V étant mort sans avoir le temps de publier le code, Jean XXII le promulgua sous le titre de Clémentines, au lieu de l'appeler *Septimus decretalium*, comme faisant suite au Sexte de Boniface VIII.

A l'époque de Clément VIII le titre *Septimus decretalium*, adopté pour le nouveau code, a une grande signification. Il démontre évidemment que Clément VIII et les membres de sa commission n'attribuaient pas un caractère officiel aux Extravagantes de Jean XXII ni aux Extravagantes communes ; car ce sont ces deux collections qui auraient dû être dénommées le septième livre des Décrétales. Et comme la bulle *Unam sanctam* était renfermée depuis plus de cent ans dans les Extravagantes communes, il s'ensuit que, de l'aveu de Clément VIII et de ses commissaires, cette bulle n'avait pas jusqu'à cette époque de situation officielle.

Au surplus, le nom d'*Extravagantes*, constamment attribué aux deux recueils, indique clairement que les constitutions renfermées dans ces collections étaient réputées se trouver en dehors des codes officiels. *Extra vagari*, c'est errer en dehors. L'expression ne peut s'appliquer qu'aux documents dispersés de plusieurs côtés.

Vraisemblablement la bulle *Unam sanctam* aurait été insérée dans le *Septimus decretalium* de Clément VIII.

Malgré l'assiduité que les consulteurs mirent à la préparation du code, le travail n'était pas achevé lorsque Clément VIII mourut.

Paul V fit reprendre l'œuvre. On s'en occupa activement durant plusieurs années. Le code fut imprimé, d'abord comme projet, puis comme texte définitif. Il fut convenu et arrêté que l'on pouvait le publier. Au moment où la promulgation allait se faire, Paul V supprima l'édition.

On conserve à Rome quelques exemplaires du *Septimus decretalium*. Trois ou quatre exemplaires ont échappé à la suppression. La bibliothèque Casanate en possède un. D'autres sont conservés dans les archives du Vatican et des Augustins.

Fagnan parle longuement du *Septimus decretalium* sous Clément VIII et Paul V. Selon cet auteur, le motif qui fit supprimer l'édition, c'est qu'on craignait les gloses que les commentateurs auraient faites sur le nouveau code, comme ils en avaient fait sur les décrétales, dont les marges sont couvertes de scolies.

Le motif allégué par Fagnan est-il sérieux ? Il est permis d'en douter. En effet, il aurait suffi de prohiber tout commentaire, Glose et Scolie, et le code aurait

été placé à l'abri des notes et des commentaires.

Le Sexte de Boniface VIII et les Clémentines renferment plusieurs pièces qui n'ont jamais été commentées, parce que le Saint-Siége avait rendu une défense spéciale.

Pie IV fit la même interdiction par rapport au concile de Trente tout entier. Il défendit expressément de faire des gloses et des commentaires sur les décrets du concile, et s'en réserva l'interprétation. Grégoire XIII accorda à la Congrégation de cardinaux, chargée de faire exécuter le concile de Trente, le pouvoir d'interpréter les décrets disciplinaires, mais il se réserva les décrets dogmatiques.

Malgré cette prohibition générale et formelle, quelques écrivains, notamment Gallemart et Barbosa, firent paraître des commentaires sur le concile de Trente; leurs ouvrages furent mis à l'index et y sont encore.

Ces dispositions préservatrices pouvaient donc être prises pour le *Septimus decretalium*, afin de le garantir contre les commentaires.

Le motif allégué par Fagnan ne semble pas avoir été la cause déterminante qui a fait supprimer le code.

Vraisemblablement on recula devant la difficulté que présentaient les actes du concile de Constance.

On pouvait difficilement passer sous silence ce fameux concile qui termina le grand schisme et condamna les erreurs de Wiclef, de Jean Hus et de Jérôme de Prague.

D'autre part, les célèbres décrets des sessions IV et V de Constance, dans le texte fautif que les gens de Bâle avaient fait prévaloir, ne pouvaient prendre place dans un code publié officiellement par le Saint-Siége, lequel ne pouvait admettre la supériorité du concile sur le pape en matière de foi.

La leçon vulgaire porte que toute personne, même papale, doit se soumettre au concile *in iis quæ spectant ad fidem et extirpationem schismatis*. Les plus anciens manuscrits ne portent pas *fidem*. On y lit simplement que toute personne, même papale, doit se soumettre au concile en ce qui concerne l'extinction du schisme et l'extirpation de ses suites : *in iis quæ spectant ad* FINEM *et extirpationem schismatis*. Cette variante est d'une importance capitale. Les théologiens de diverses écoles ont discuté pendant trois siècles sur le *fidem*, qui vraisemblablement n'a pas été employé par le concile de Constance.

Le changement, je ne dis pas d'un mot, mais d'une lettre de ce mot, *finem* au lieu de *fidem*, modifie totalement le sens de Constance. Le décret rétabli de la sorte aurait pu parfaitement entrer dans le code romain.

Quoi qu'il en soit, le *Septimus decretalium* n'ayant pas été promulgué par Paul V, n'a pas force de loi dans l'Église, et la bulle *Unam sanctam* a gardé la position vulnérable qu'elle avait avant cette époque.

Il semble qu'on peut établir comme conclusion définitive, que le texte officiel de la bulle *Unam sanctam* n'existe nulle part et que nul ne peut l'alléguer comme une constitution dogmatique faisant loi dans l'Église.

Depuis le début du XVIIe siècle, le Saint-Siége a montré une très-grande circonspection en tout ce qui concerne les rapports des deux puissances. Un frappant exemple de cette merveilleuse prudence se voit dans les Actes du doctorat de S. François de Sales, que nous publions plus loin.

DOCTORAT DE SAINT FRANÇOIS DE SALES

Actes du doctorat de saint François de Sales devant la S. Congrégation des Rites. — Liste des ouvrages imprimés ou inédits. — Postulatum rédigé pendant le concile du Vatican. — Demandes des évêques après le concile. Universités catholiques. — Information présentée à la S. Congrégation des Rites. Preuves intrinsèques et extrinsèques tendant à montrer que saint François de Sales mérite le titre de docteur. — Animadversions du promoteur de la foi. La doctrine de saint François de Sales a-t-elle le caractère dogmatique et d'utilité universelle qu'il faut pour un docteur ? L'Église a-t-elle jamais décerné le titre de docteur aux écrivains ascétiques. Pouvoir du pape sur le temporel des princes.

Le décret de la S. Congrégation des Rites du 7 juillet 1877 et le bref pontifical du 16 novembre de la même année sont les seuls documents jusqu'ici publiés par rapport au titre de docteur de l'Église qui vient d'être donné à S. François de Sales. Le décret a été inséré dans la 16e série des *Analecta* (col. 1131). Le bref est dans la précédente livraison (col. 115).

Les Actes du doctorat imprimés à Rome pour les consulteurs et les cardinaux de la S. Congrégation des Rites qui ont traité l'affaire forment un fort volume de 400 pages in-folio. Ils comprennent trois parties, savoir : 1. L'*Informatio*, ou plaidoirie du postulateur pour établir que S. François de Sales réunit les conditions que les règles canoniques requièrent pour un docteur de l'Église. Cette plaidoirie est suivie des pièces justificatives, ou *Summarium*; on y a mis les lettres que les cardinaux, les évêques, les universités catholiques, les supérieurs des ordres religieux, et d'autres personnes de distinction ont adressées au Saint-Siége pour le doctorat du saint évêque de Genève. 2. Les objections (*Animadversiones*) du promoteur de la foi, lequel a signalé les obstacles propres à empêcher la déclaration du doctorat. 3. Enfin, la réponse à ces animadversions; document très-remarquable, et formant 130 pages in-folio.

Nous publions plus loin l'*Informatio*, qui énumère les titres de S. François de Sales à être reconnu docteur de l'Église. Nous donnons aussi les animadversions du promoteur de la foi. La réponse aux objections paraîtra dans la prochaine livraison.

En ce qui concerne le *Summarium*, qui comprend 120 pages in-folio; nous ne pouvons le reproduire intégralement. Il faut par conséquent nous borner à quelques indications.

I

En tête du *Summarium* se trouve l'énumération très-complète des œuvres imprimées et manuscrites de S. François de Sales, d'après l'édition publiée à Paris par l'abbé Migne, et suivant celle que M. Vivès

a donnée en douze volumes. Cette liste porte le titre suivant : *Elenchus operum omnium S. Francisci Salesii digestus juxta varia argumenta quæ in iis tractantur, cum indicatione loci quem tenent in editione Parisiensi longe locupletissima typ. Ludovici Vivès ann.* 1865-1870 *duodecim voluminibus comprehensa. — Ea quæ in hac editione desiderantur, atque extant in editione Migne, vel inedita sunt, peculiari indicantur notatione.* La liste des ouvrages occupe dix pages du *Summarium.*

Voici les choses encore inédites, ou qui manquent à l'édition Vivès.

1. *Controverses* (tome 8). Quelques parties assez importantes de cet ouvrage sont demeurées inédites. On les conserve dans les archives du couvent de la Visitation d'Anneci.

2. *Dissertation sur la présence réelle.* Elle est dans le procès de canonisation (tome 5, p. 1370 et suivantes).

3. *Premier sermon de S. François de Sales.* Il manque à l'édition Vivès, mais il est dans Migne (tome 6, p. 366.)

4. *Sermon sur la Conception* (Migne, t. 4, p. 1595).

5. *Dissertation contre Viret*, sur la pureté de la sainte Vierge. Aucune édition ne la donne ; on la trouve pourtant dans l'enquête rémissoriale relative à la canonisation (5e partie, p. 1373 et suivantes).

6. *Traité des énergumènes.* Il est résumé dans la vie composée par Charles-Auguste de Sales (3e livre).

7. *De la Sainte Trinité et de la foi catholique.* Manque dans Vivès. Migne donne cet écrit (tome 6, p. 1146-1253).

8. *Leçon sur la foi et sur les œuvres nécessaires pour le salut.* Inédite. L'autographe est au couvent d'Anneci.

9. *Sermons.* L'édition Migne en renferme plusieurs qui ne sont pas dans Vivès (t. 4, p. 1600 et suiv. ; t. 6, p. 319 et suiv.)

10. Fragments qui se rapportent à l'*Introduction à la vie dévote* et aux Entretiens spirituels (Migne, (t. 6, p. 34-34, 44-63).

11. *Sentences et maximes diverses* (Migne, t. 6, p, 399-404).

12. *Conjectures sur quelques passages de la sainte Ecriture* (Ibid. t. 9, p. 37-42).

13. *Formulaire du prône* (Migne, t. 4, p. 1587).

14. *Préface du Rituel romain* (Ibid. t. 6, p. 91).

15. *Règlement du culte dans le pays de Gex* (Ibid. p. 98).

16. *Pouvoirs des prêtres visiteurs* (Ibid. p. 109).

17. *Mandements.* Migne en a plusieurs qui ne sont pas dans Vivès (t. 6, p. 87-90).

18. *Statuts synodaux.* L'édition Vivès contient les statuts de 1605 ; mais elle n'a pas ceux de 1617. (Migne, t. 6, p. 103).

19. *Lettres patentes pour la fondation d'une chapelle en honneur de la sainte Vierge et de S. Claude* (Ibid. p. 95).

20. *Pouvoir des évêques sur les communautés de femmes.* Inédit. Le document est conservé au couvent d'Anneci.

21. *Réponse au cardinal de Marquemont sur la transformation de l'institut de la Visitation pour en faire un monastère de vœux solennels* (Migne, t. 6, p. 1138).

II

Les cardinaux, archevêques et évêques réunis au concile du Vatican signèrent à l'envi un *Postulatum* tendant à faire déclarer S. François de Sales docteur de l'Église. Ce document a été inséré dans le *Summarium* (p. 13). Il se trouve aussi dans le supplément à Billuart récemment édité par la Société générale de librairie catholique.

Le *Postulatum* recueillit 452 signatures, savoir : 30 cardinaux, 7 patriarches, 74 archevêques, 326 évêques et 15 supérieurs des ordres religieux. La liste des signataires dans l'ordre alphabétique est dans le *Summarium* (p. 19-33).

En 1874, tout espoir de réunir le concile du Vatican étant perdu, Mgr l'évêque d'Anneci renouvela l'instance pour le doctorat de S. François de Sales. Il fut secondé par un grand nombre d'évêques, qui, quatre ans auparavant, avaient le *Postulatum.* Le total des demandes s'élève à 456 (*Summarium*, p. 39-50). Elles sont appuyées dans la plupart des cas par les chapitres des cathédrales.

Une société de missionnaires sous le vocable de S. François de Sales existe en Savoie ; le supérieur est un des plus ardents postulateurs.

Universités. Collége et faculté de théologie de Bologne. Professeurs de la faculté de théologie de Vienne et de celle de Pest. Recteur de l'université de Louvain. La Sorbonne de Paris. Le recteur de l'université de Baltimore.

Parmi les personnes distinguées qui ont demandé le titre de docteur pour S. François de Sales, on remarque la reine douairière de Saxe, le duc Georges et la duchesse Marie, la princesse Clotilde de Savoie, deux princesses de Hohenzollern, plusieurs députés de France et une multitude de bonnes familles d'Italie, France, Espagne, Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, Suisse, etc.

Les professeurs de la Sorbonne de Paris, adhérant aux instances de Mgr l'évêque d'Anneci, y ont ajouté une déclaration particulière :

Nous ne pouvons rapporter ces instances, qui d'ailleurs font valoir les mêmes arguments pour établir que S. François de Sales mérite le titre de docteur.

III

Nous publions plus bas l'*Informatio* présentée à la S. Congrégation des Rites au nom de Mgr l'évêque d'Anneci et de l'ordre de la Visitation.

Dans la première partie, le postulateur considère la doctrine de S. François de Sales en elle-même. La seconde partie examine cette doctrine dans les ouvrages qu'il a composés.

Intelligence bien douée, études approfondies, vie pure, telles sont les qualités nécessaires au docteur.

S. François de Sales avait un esprit naturellement net et judicieux ; il le cultiva et l'exerça avec une continuelle assistance de la grâce. Il était très-savant, et connaissant à fond tous les sujets dont il parlait ou

écrivait. C'était un esprit transcendant par la parfaite bonté de son sens naturel, par la profondeur de son savoir acquis, et par la grandeur des clartés et des lumières que Dieu lui communiquait. Il possédait éminemment l'ensemble des sciences ecclésiastiques, l'Écriture sainte, qu'il cite presque à chaque page de ses écrits, et qu'il commente avec autant de délicatesse que de piété, l'histoire de l'Église, qu'il emploie si à propos à la défense des dogmes et à l'édification des âmes : les ouvrages des pères, dont il rapporte tant de beaux passages ; enfin, par-dessus tout, parce qu'elle est le résumé de tout, la théologie dogmatique et morale. Les docteurs de Sorbonne l'appelèrent le plus savant théologien de son siècle. Dieu lui avait communiqué le don de la foi dans une perfection éminente, et donné sur les mystères, sur le sens des Écritures et la vraie doctrine de l'Église des connaissances extraordinaires.

La seconde partie de l'*Informatio* expose l'argument intrinsèque qui résulte des nombreux ouvrages de S. François de Sales.

Il développe ensuite l'argument extrinsèque, consistant dans la haute estime que les contemporains et la postérité ont toujours fait de la doctrine du saint docteur. On cite les plus grands personnages qui aient paru dans l'Église.

IV

Après l'*Informatio* nous donnons les animadversions du promoteur de la foi.

Le promoteur doute que la science de S. François de Sales ait été éminente au degré nécessaire pour un docteur de l'Église. Il eut la science qui est nécessaire pour le ministère apostolique et pour un pasteur ; mais on ne peut la comparer à l'action des grands docteurs qui ont soutenu l'Église contre l'hérésie et porté la lumière dans les questions obscurcies par l'esprit des ténèbres.

C'est comme écrivain ascétique que S. François de Sales s'est surtout illustré. Or, l'Église n'a pas jusqu'ici conféré le doctorat aux auteurs mystiques ; S. Isidore de Peluse et S. Laurent Justinien n'ont jamais été proposés comme docteurs de l'Église.

Le postulateur objecte les passages dont les Quiétistes ont abusé. Il parle aussi des lettres dans lesquelles S. François de Sales semble désapprouver les maximes de Rome par rapport au pouvoir du Saint-Siége sur le temporel des princes.

Nos lecteurs reconnaîtront que le promoteur de la foi montre un talent très-remarquable. La réponse à ces animadversions n'est pas moins intéressante. Nous la publierons dans la prochaine livraison.

V

URBIS ET ORBIS. CONCESSIONIS TITULI DOCTORIS ET EXTENSIONIS EJUSDEM TITULI AD UNIVERSAM ECCLESIAM, NEC NON OFFICII ET MISSÆ SUB RITU DUPLICI DE COMM. DOCTORUM PONTIFICUM IN HONOREM S. FRANCISCI SALESII, EPISCOPI ET PRINCIPIS GENEVENSIS. — Eminentissime et Reverendissime Domine. 1. Mira divinæ providentiæ dispensatio in Ecclesia Christi regenda et conservanda tum ex aliis se prodit luculentis indiciis, tum ex eo præclarissimo, quod oborientibus labente ætate novis hæresibus, strenuos in aciem producat veritatis adsertores, vitæ sanctimonia et scientia eximia præstantes, qui adversus irrepentes errores pro sana doctrina decertent, verboque ac scriptis acriter filiorum tenebrarum audaciam confringant. Ita contra grassantem Arianam lucm Athanasium et Hilarium Deus excitavit, Macedonio Basilium opposuit, Helvidio Hieronymum, Pelagio Augustinum, Cyrillum deinde Nestorio, Leonem Magnum Eutycheti, atque ita porro effecit pro temporum opportunitate, ne contra alios atque alios hæresum antesignanos postea prodeuntes catholicæ veritatis sancti doctique vindices Ecclesiæ deessent. Jam vero consideranti mihi luctuosam hæresum historiam nulla tetrior latiusque patens videtur pestis extitisse, quam quæ Luthero, Calvino et Zuinglio ducibus, sæculo XVI immanes peperit in Europa universa corporum et animarum clades. Adversus hanc lucm nocentissimam Deus S. Franciscum Salesium excitavit, veluti scite animadvertit cardinalis Maculanus in suffragio quod tulit pro illius canonizatione, scribens : « Visitavit nos Dominus in virga furoris sui, permissis pluribus Europæ provinciis hæresum obrui tenebris ; at ne videretur plebem suam repulisse, B. Franciscum episcopum Genevensem triumphavit in Christo Jesu, et odorem notitiæ suæ per eum manifestavit (1). » In eamdem sententiam cessit card. Pius, inquiens : « Omnium exauditor Deus, qui ultra vires quemquam tentari non sinit, nostris hisce quoque temporibus validissimum orthodoxæ fidei propugnaculum... indefectibilis sapientiæ magistrum tutissimum denique præbuit Ecclesiæ præsidium (2). » Plures alii, haud inficior, hæresi funestissimæ obstitere scriptores illustres inter catholicos, præsertim vero honoris causa nominandi sunt B. Petrus Canisius, et Ven. Robertus Bellarminus ; sed nemo adhuc, si Franciscum Salesium excipias, duabus simul præfulsit dotibus conjunctis, quæ in Ecclesiæ doctore requiruntur, nimirum quod in albo Sanctorum fuerit adscriptus et eminenti doctrina excelluerit. Cum utrumque in sanctum Genevensem antistitem conveniat, jure meritoque permulti S. R. E. cardinales, patriarchæ, archiepiscopi et episcopo ab Apostolica Sede, Vaticani concilii tempore, postularunt ut universalis Ecclesiæ doctor enunciaretur, et modo (præeunte ac judicium instituente Rev. episcopo Anneciensi) flagitant iterum, adjectis precibus innumeris aliorum fidelium, tum ex clero tum ex laicis, ex omni ordine hominum, quorum plures præcelsa dignitas, plures egregia doctrina commendat.

2. Altera ex duabus dotibus, quas jus nostrum exigit, ut quispiam oraculo Sedis Apostolicæ doctor Ecclesiæ renuncietur oratione et studio defensoris non indiget ; nemo est enim tam imperitus qui ignoret bullam canonizationis datam a sa. me. Alexandro VII, die XIII kalendas majas anno 1665, qua Franciscum Salesium sancti nomine et cultu decoravit. Tota igitur controversia in eminenti doctrina versatur, quæ licet satis nota et perspecta sit huic Ordini sapientissimo, a me tamen propter susceptum officium sic est demonstranda, ut nulla dubietas vel contraria suspicio in animis legentium resideat. Quoniam vero in causa persimili quum de S. Alphonso ageretur, faciles ac benignos judicantium animos expertus sum, bifariam dividens lucubrationem meam, intrinseca nimirum ab extrinsecis argumentis sejungens, eamdem et nunc partitionem sequar, sperans fore ut quisquis utrumque probationis genus mente complectatur certum ac persuasum habeat, tantam fuisse Salesii doctrinam, taliaque illus extare monumenta, ut vir summus jure possit ac debeat inter nobilissimos Ecclesiæ doctores accenseri.

(1) Vide apud Cappellum in Actis beatif. et canoniz. S. Francisci Salesii, pag. 149.
(2) Ibid. pag. 168, 169.

CAPUT PRIMUM

De intrinsecis argumentis eminentis doctrinæ S. Francisci Salesii.

3. Hoc argumentorum genus bifariam, ut reor, potest explicari. Licet enim nobis præstantem Salesii doctrinam ipsam in se perpendere, nempe in iis elementis unde constabat, et præsidiis quibus instruebatur; præterea fas est eam arguere atque inferre e scriptis, quæ sanctus antistes posteritati reliquit. Utramque demonstrandi rationem adhibere in animo est; altera enim alterius ope splendidior evadit, ac rem propositam plenius et validius evincit. Ut ordini prospiciam agam seorsim de utraque, adeoque primum hoc caput in binos articulos dividam.

ART. 1. *Scientia S. Francisci in se ipsa consideratur.*

4. Tria sunt quæ doctum ac sapientem virum efficiunt : solers ac celer ingenium ad optima quæque addiscenda comparatum; tum bonarum disciplinarum accedat oportet assidua et recte progrediens cultura; demum remotio impedimentorum omnium quæ sunt inimica sapientiæ, quæ scilicet tenebris offundere mentem, eamque abstrahere a veritate, vel progressus in scientia possint retardare. Jamvero hæc tria in nostro perbelle congruebant : nam primo quidem summam in eo fuisse vim ingenii, et exquisitum animi judicium coævi scriptores mira consensione declarant. Hoc sane discimus a Carolo Augusto Salesio, cujus historia de patrui vita magno in pretio ab hoc sacro ordine habita est (1). S. Franciscum vocat « virum profundæ cogitationis, maturi judicii, tranquillissimi ingenii (2); quod quidem ingenium erat prout explicat scriptor alius *merveilleusement résolutif, et des plus solides*, cui accedebat *une heureuse mémoire* (3). » Ad hæc auctor alter illustris ætatis ejusdem testatur : « Son esprit, qui était naturellement net et judicieux au possible, était cultivé et exercé, avec une continuelle assistance de la grâce divine et la plus fidèle correspondance qu'il est possible humainement d'y apporter, donna jusques au point de l'admiration des personnes qui n'admirent rien de vulgaire. Il est vrai qu'il est très-savant, et connaissant à plein fond tous les sujets dont il parlait ou écrivait; mais outre cela il avait une grâce très-particulière de s'exprimer, ce qui est évident dans tous ses écrits, où il explique et déduit si clairement ses pensées avec tant d'ordre et de méthode, des termes si faciles et si significatifs, des mots si propres, si bien choisis, si bien plantés, si ajustés, tout ce qu'il veut dire, qu'on les jugerait quasi nés et formés pour servir seulement à ses conceptions (4). »

5. Hisce testimoniis aliud adjicimus, quod specie quidem unum, at reapse duplex est, ac legitur in historia vitæ S. episcopi, quam conscripsit P. Joannes a S. Francisco moderator generalis congregationis Fulliensium nuncupatæ : « Je répète encore une fois qu'il a été un des plus savants hommes de son siècle. Il serait bien difficile de trouver quelqu'un capable d'examiner plus exactement, de diriger plus mûrement, de résoudre plus solidement et plus judicieusement une affaire de conséquence. C'était vraiment un esprit transcendant par la parfaite bonté de son sens naturel, par la profondeur de son savoir acquis, et par la grandeur des clartés et des lumières que Dieu lui communiquait abondamment. J'ajouterai ici le témoignage que lui a rendu le père Philibert de Bonneville, provincial des capucins de Savoie, qui a dit, en parlant des congrégations *de Auxiliis* tenues par ordre du pape sur les questions de la grâce : « Dans le temps où l'on tenait ces congrégations, j'eus l'honneur de converser assez longtemps avec lui sur les matières qui y étaient agitées, et quoique j'eusse beaucoup étudié et soigneusement examiné cette question, et que je l'eusse fraîchement enseignée, je reconnus mon ignorance par la profondeur de sa doctrine, et j'admirais la clarté de son esprit, qui m'éclaircissait, et me rendait faciles à entendre les matières les plus obscures et les plus difficiles qui se traitent en théologie (1). »

6. Plenam idcirco fidem sibi conciliat recens biographus Hamon, qui sancti viri historiam accuratissime exaravit. Is post elegantem Francisci prosopographiam, sic ejus animum describit : « Sous cet extérieur si remarquable on admirait une âme plus remarquable encore, dans laquelle la nature semblait avoir rassemblé tous ses dons : jugement exquis, bon sens rare, esprit facile et fécond, génie simple et naïf, ennemi de cette parure recherchée, qui détruit les vraies beautés de la nature, imagination riche et brillante, goût d'ordre qui ne négligeait pas plus les petites choses que les grandes... cœur tendre enfin, sensible et ardent, mais qui en s'attachant à Dieu devint le foyer des plus grands, des plus purs et des plus héroïques sentiments (2). » Et inferius : « Toutes ces sciences étaient accompagnées en François de Sales de deux magnifiques talents : le talent d'écrivain et le talent d'orateur, l'un et l'autre si importants pour communiquer aux peuples les riches trésors de doctrine qui étaient en lui (3). »

7. Quantopere hæc facultas ingenii et animi vis augeri, explicari et erigi debuerit, optimis quibusque disciplinis excultia et expolita, nemo non intelligit. Inerat Francisco adhuc puero vehemens discendi cupido : « François de Sales arrivé à la fin de sa dixième année ne savait point encore lire, mais il brûlait du désir d'apprendre (4). » Nihil enim, si pietatis exercitia excipias præ studio appetebat et « cum de imbuendo litteraria cognitione puero cogitatum est (ceu refert Car. Aug. Salesius), idipsum puer expetebat impendio, perque dies integros, si quando librum habebat, volvendis sponte foliis, noscendisque characteribus sedulam navabat operam » (5). Crevit hæc cupiditas idoneum nacta pabulum, mentisque viribus per ætatem evolutis. Explicat card. Julius Sacchetti in relatione causæ canonizationis S. episcopi quomodo vasta ejus mens scientias fere omnes complexa fuerit : « Disciplinas aptus ad omnes, propensus ad singulas, humanas divinis perfecit (6). » Varios autem earum gradus exponit bulla canonizationis, in qua legitur (§ 2) : « Ab infantia ad pueritiam per pietatis simul ac sapientiæ gradus evasit. Orationi vacabat inter studia litterarum; » mox vero subdit (§ 3) : « Inde sacro chrismate roboratus ad altiora tum virtutis tum doctrinæ ornamenta complectenda se contulit, ut opportunius atque utilius divinæ gratiæ instrumentum fieret. Sortitus enim animam bonam eamdem optimam reddidit accuratiore studio tum litterarum, tum morum (§ 4) humanioribus litteris in collegio Anneciensi perceptis, philosophiæ theologiæque arcana in academia Parisiensi didicit ». Dein voto enarrato, quod in æde Deiparæ nuncupavit, sic pergit (§ 5) : « Hoc voto veluti pharmaco salutari roboratus ad jurisprudentiam capessendam accessit Patavium... (§ 6) : absoluto studiorum curriculo, Romam se

(1) Bened. XIV, de servi Dei beatif. et Ss. canon. lib. 3, cap. 6, num. 12.
(2) Vit S. Franc. Sales. lib. X.
(3) La Rivière, Vie de l'Illme François de Sales (1625), liv. IV, chap. 44.
(4) Traité de la conduite spirituelle selon l'esprit de S. François de Sales, 1637, par le P. Nicolas Caussin, sect. 7, pag. 240.

(1) Dom Jean de S. François. Vie de S. François de Sales, liv. III, pag. 234.
(2) Vie de S. François de Sales, par M. le curé de Saint-Sulpice (M. Hamon). Paris, 1867. Tom. 2, pag. 319.
(3) Ibid. pag. 322.
(4) Ibid. tom. 1, pag. 20.
(5) Carol. Aug. Sales, in Vita, lib. 1.
(6) Cappellus, Acta beatif. et canon. S. Franc. Sales, p. 95.

contulit..... (§ 7). Igitur sui et mundi victor in patriam remigravit, ut fructus legeret litterarii laboris. Nec spem fefellit aut suam aut civium. »

8. Enimvero ut probe teneamus quantum in hac varia et multiplici disciplina vir sanctus profecerit, audiendus est laudatus nuper historicus Hamon, qui veterum recolens testimonia refert : « Tant de belles qualités étaient relevées par une instruction profonde et variée. Versé dans l'antiquité profane et sacrée, il était familier avec les écrits des philosophes tels qu'Aristote et Platon, Épictète et Sénèque, comme avec les ouvrages des historiens grecs et latins ; et les uns et les autres venaient à propos sous sa plume ou dans sa bouche confirmer par quelque trait instructif ce qu'il avait à établir. Il connaissait la rhétorique et la littérature, il possédait même tout ce qu'on savait à son temps de sciences naturelles (1). » Mirabilem ejus peritiam in jurisprudentia canonica et civili declarant amplissime solemnes litteræ quas illi doctoris lauream adepto moderator Patavinæ universitatis concessit, ubi hæc inter cetera conscripta leguntur : « Illustrem D. Franciscum de Sales..... in jure pontificio et civili diligenter et acriter examinandum et excutiendum curavimus qui locis persequendis, argumentis tractandis, quæstionibus solvendis, in omni denique periclitatione sui tam egregie, bene, docte, honorifice, laudabiliter et excellenter se gessit, talemque ac tantam ingenii, memoriæ, doctrinæ, ceterarumque rerum, quæ in consummatissimo jurisconsulto requiri solent, vim ostendit, ut magnam sui expectationem non solum sustinuerit, sed etiam longe superaverit; et ob eam rem ab omnibus excellentissimis dicti Sacri Collegii doctoribus ibidem existentibus unanimiter et concorditer, cunctisque suffragiis, ac eorum nemine penitus discrepante aut dissentiente, nec hæsitante quidem, approbatus fuit (2).

9. Ast hæc fortassis minoris pretii videri poterunt, si cum iis comparentur, quæ de eximia scientia sancti viri in rebus theologicis historici memoriæ prodiderunt. Carolus Augustus Salesius (lib. 1) sic patruum sanctum describit sacra studia capessentem : « Adhibuit statim operi manum quanta fieri potuit diligentia ; nam ut angelici doctoris D. Thomæ Aquinatis theologicam summam semper haberet in promptu, ad quam etiam pro aliorum librorum intelligentia recurreret, eam præ oculis musæi pluteo imposuit. Divi Bonaventuræ libris mirum in modum delectabatur, sacros codices magna cum reverentia pervolvebat. Ex patribus D. Aurelium Augustinum amabat, Hieronymum, Bernardnm, Chrysostomum, sed præ omnibus Cæcilium Cyprianum, quia scilicet (inquiebat) ut in epistola ad Paulinum scribit Hieronymus, B. Cyprianus instar fontis purissimi dulcis incedit et placidus. Tanti patris fluentes periodos conabatur imitari, et sæpissime ad ejus morem aliquot opuscula componebat, quæ utinam ex ejus humilitate vel temporum injuria non periissent. » Biographus Hamon nuper laudatus, diligenter persequutus ea quæ Philibertus de Bonneville, P. Joannes a S. Francisco, aliique coævi tradiderunt, late diffusam atque incredibilem illius in rebus divinis scientiam sic explicat : « Mais ce qu'il possédait éminemment mieux c'était l'ensemble des sciences ecclésiastiques, si vastes dans leur étendue, si hautes et si fermes dans leur doctrine, la science de l'Ecriture sainte, qu'il cite presque à chaque page de ses écrits, et qu'il commente avec autant de délicatesse que de piété, l'histoire de l'Eglise, qu'il emploie si à propos à la défense de nos dogmes et à l'édification des âmes ; les ouvrages des Pères, dont il rapporte tant de beaux passages ; enfin par-dessus tout, parce qu'elle est le résumé de tout, la théologie dogmatique et morale. Fort dans la science du dogme, il résolvait avec une facilité merveilleuse et une clarté étonnante, non-seulement toutes les objections des hérétiques, dont aucun n'osait se mesurer avec lui, mais encore les questions les plus hautes et les plus ardues... Non moins habile dans la science de la morale, il résolvait aisément tous les cas de conscience, appuyant toutes ses décisions sur la somme de S. Thomas, dont il s'était rendu la doctrine si familière, qu'il y trouvait à l'instant les principes de solution dont il avait besoin selon les diverses circonstances... Les cardinaux du Perron et de Bérulle, le docteur Duval et les autres docteurs de Sorbonne l'appelèrent le plus savant théologien de son siècle ; et le général des Feuillants dom Jean de S. François, homme éminent en savoir comme en piété, après avoir répété le même éloge dans les mêmes termes, ajoute qu'il excellait dans toutes les parties de la théologie, qu'il avait une connaissance exacte du droit canonique, avec une intelligence si consommée des saintes Écritures, que son esprit semblait transformé en elles, et qu'il en expliquait avec une admirable clarté les passages les plus obscurs et les plus difficiles (1). »

10. Veritatem historicorum vindicat imprimis sa. me. pontifex Clemens VIII, coram quo (adsidentibus S. R. E. cardinalibus aliisque theologis doctissimis) vir sanctus doctrinæ suæ periculum fecit, quum subiit examen antequam ad episcopatum proveheretur. Gravissimum prædecessoris sui judicium his verbis refert Alexander VII in bulla canonizationis (§ 22) : « Episcopus (Genevensis) eum sibi coadjutorem episcopalis curæ destinavit, rogavitque memoratum prædecessorem nostrum Clementem, ut Franciscum, quem Romam ob catholicæ fidei negotia mittebat, hujusmodi dignitate ornaret : quod idem Clemens libentissime præstitit ; cognitaque ejus doctrina per examen de more interrogata, eumdem ad pedes devolutum his verbis dimisit : *Vade, fili, et bibe aquam de cisterna tua, et fluenta putei tui, deriventur fontes tui foras, et in plateis aquas tuas divide.* »

11. Postquam duas explicavi causas, ex quibus solida et eminens scientia gignitur, easque in Salesium nostrum apprime congruere demonstravi, operæ pretium est ut de tertia dicam, quæ est remotio impedimentorum, quæ sunt inimica sapientiæ, quæ scilicet tenebris offundere mentem, eam a veritate abstrahere, vel progressus in scientia possint retardare (Vid. sup. § 4). Iracundiam impatientem, et cœnum lasciviæ impurum sapientiæ obstare potissimum divinum docet effatum : *In malevolam animam non introibit sapientia nec habitabit in corpore subdito peccatis* (2). Jamvero dulcissimam S. viri lenitatem tot et tam manifesta documenta prædicant, ut ejus nomen etiam imperitissimis evangelicæ suavitatis significatio sit. Ex hac animi tranquillitate mira propensio ad ordinem, et aversio summa a præcipiti temeritate oriebatur. Animus tam bene comparatus non modo illud assequebatur, ut impedimento careret ad scientiam naviter colendam, sed etiam ut opera quæ edebat perfectissima evaderent.

12. At lucidæ veritatis intuitum non minus sordes cupiditatis impuræ, quam iracundi et impatientis impetus animi impediunt. Porro ab hisce sordibus nemo longius abfuit quam noster, qui virginitatis votum in adolescentia coram simulacro Deiparæ nuncupatum sic implevit, ut non humanis sed angelicis moribus præditus videretur. Ac merito Alexander VII votum illud appellat salutare pharmacum, quo roboratus vir sanctus ad jurisprudentiam capessendam accessit (v. sup. § 7).

(1) Op. cit. tom. 2, pag. 320, 321.
(2) Opp. S. Francisci Salesii, tom. 9, edit. Migne, p. 21.

(1) Vita sup. cit. tom. 2, pag. 321, 322.
(2) Sap. 1, 4.

13. De superbia quæ solet obnubilare mentes, easque a lumine veritatis avertere, nihil a me disputandum sacer hic Ordo expectabit, quum singularis illa mansuetudo qua vir sanctus tam præclare enituit non nisi ex summa animi demissione egerminaverit. Pariter de amore profani solatii, et inerti desidia (quæ duo solidæ scientiæ acquirendæ maxime officiunt) nihil a me dicendum arbitror; scitum est enim Franciscum Salesium ab inanibus oblectationibus jugiter ac vehementer abhorruisse, et nullam temporis particulam negotio vacuam prætermisisse. Quid quod ipsæ pietatis exercitationes et labores, quos sustinuit ad gloriam Dei, nobile instrumentum vel causa extiterunt ad scientiam augendam, et aureos libros conscribendos quibus coævos et posteritatem edocuit?

14. Quo tempore Deo vel studiis Salesius minime vacabat, in ecclesiasticis negotiis et sancti ministerii partibus explendis assidue exercebatur; ex iis autem quomodo augeretur ejus prudentia, et zelus ad tuendam veritatem exercitaretur facile compertum est. Neque enim oportet ut a me doceantur Patres Em. in se ipsi experti, quid quantumque prosit quotidianus usus rerum agendarum ad ecclesiasticam disciplinam, ad sacra jura, ad pastoralia officia plenius et intimius agnoscenda. Apostolici vero ministerii perfunctio, quum esset in acie ipsa adversus hæreticos exercenda, non modo occasio et incitamentum erat ad aurea scripta polemica exaranda, sed passim edocebat sanctum fidei adsertorem, quænam essent tela inimicorum, quænam illorum fallaciæ, ex quo simul intelligebat quæ foret aptissima ratio refutationis adhibenda.

15. Hæc cum ita sint, aperte mihi videor demonstrasse, S. Francisci doctrinam eminentem esse existimandam, si ipsa in se spectetur, in elementis unde constabat, in præsidiis quibus instruebatur : egregias enim ingenii et memoriæ facultates excoluit multiplex et exquisita disciplina, semotis iis obstaculis quæ homines a scientiæ fastigio attingendo arcere solent, vel retardare. Possem heic consistere, sed veritatis studium altius conscendere jubet; nam scientiæ humanis viribus et instrumentis partæ alia nolibior accessit divinitus infusa. Nec vana comminiscor : nam testis præ primis locupletissima (femina quidem sed ineluctabilis auctoritatis) se sistit S. Joanna Francisca de Chantal, quæ refert : « Il suffisait de le fréquenter pour reconnaître que Dieu lui avait communiqué le don de la foi dans une perfection éminente, et donné sur nos mystères, sur les sens des Ecritures, et la vraie doctrine de l'Eglise, des connaissances extraordinaires (1) ». Idem porro planius et apertius declaravit juris nostri præceptor immortalis, Benedictus XIV, idoneus, hercle, et justus scientiæ sanctorum æstimator. Disquirens ille et explicans quomodo per scientiam sanctitas illustrior fiat : præteriens Thomam Aquinatem, et Bonaventuram, aliaque exempla nobilissima, quæ ipsi præsto erant, in nostro constitit, oculosque in eum defixit, atque ait : « Si non solum ab omni errore sint immunes (libri servorum Dei), sed etiam Ecclesiæ proficiant, et eo magis si scientia divinitus acquisita conditi fuerint, ceteris ad sanctitatem concurrentibus requisitis, possit eorum haberi ratio in discussione virtutum. Quocirca cardinalis Julius Sacchettus in relatione quam fecit consistorio de actis in causa S. Francisci Salesii, ita de ejus operibus locutus est : Vivit etiam in aureis et seraphicis opusculis ab eo editis, quæ uberrimos in toto christiano orbe fructus parturiunt (2). » Equidem quid gravius et splendidius hoc testimonio afferri possit non video.

16. Illud præterea perpendendum arbitror, quod non modo spiritus intellectus et cognitiones extraordinariæ, sed ipsa dicendi facultas et forma, qua S. episcopus præstabat, indita a Deo visa sit Alexandro VII, qui in bulla canonizationis (n. 27), hæc de ipso prædicavit : « Valebat enim summa et efficacissima dicendi potentia quam illi e cœlo conciliaverat summa cordis innocentissimi sanctitas. » Eodem pertinent verba card. Raggi in suffragio, quod tulit pro ejus canonizatione, ubi legimus « quantam redolent suavitatem misericordia in pauperes profusa..... diffusa gratia in labiis et in libris conscriptis dulci utilitate manantibus » (1); eodemque spectabat archiepiscopus Florentinus Salesium laudans quem « eximio sapientis eloquii dono mentium humanarum, ut inquit Ambrosius, moderatorem Deus comprobavit (2) ». Ex quo fiebat ut peculiaris quædam Spiritus sancti gratia ejus verbis consociaretur, adeoque « card. Perronius dicere soleret : ad hæreticos convincendos sibi satis doctrinæ a Deo traditam esse, ad convertendos vero Spiritus sancti gratiam in electo Genevensi præcipue vigere (3) ».

17. At nolo ulterius progredi quam propositæ controversiæ limites patiuntur; satis sit, me jure posse S. antistitem Ecclesiæ doctoribus æquare; neque acriter huic appellationi obstiturum puto fidei vindicem amplissimum; namque illustris ejus prædecessor Petrus Franciscus de Rubeis Salesium Ambrosio comparavit, quum pro veritate votum edere coactus scripsit : « Libentissime fateor, rem in eo statu esse, quod tuto valeat ad solemnem ejus canonizationem deveniri, ut in sacerdotali ordine post mellifluum Ambrosium alterum extet exemplum, etiam via lactis et mellis ad summum christianæ pietatis et charitatis fastigium posse ascendi (4) ». Quæ verba ad doctrinam certe, non ad vitam et mores referuntur; scitum est enim, Ambrosium et Franciscum in se fuisse austerissimos, et utrumque per asperum ac salebrosum tramitem, non via lactis et mellis, ad excelsum sanctimoniæ culmen pervenisse.

Art. 2. *De argumento intrinseco deprompto ex operibus scriptis a S. Francisco Salesio.*

18. Quamvis omnes ultro fateantur S. episcopum Genevensem a Deo datum fuisse tanquam invictum Ecclesiæ præsidium contra hæreses ætate ejus grassantes, maxime adversus calvinianam pestem; omnibusque persuasum sit prodigio similes esse innumeras conversiones hominum ad catholicam veritatem opera illius patratas; nihilominus falsa quibusdam insidere videtur opinio, quod hæc trophæa virtuti potius et concionibus sancti viri, ore prolatis, quam libris ejus adscribenda sint. Haud ita tamen se res habet; magnam enim hujus gloriæ partem scripta ab eo exarata suo jure sibi vindicant. Hoc illi decus adserebat Em. card. Franciscus Barberini episcopus Portuensis, in suffragio quod tulit pro ejus canonizatione : « Is enim est (inquit) qui cœlestis gratiæ radios indutus, in regione criminum tenebrosa, fidei lumen effulsit, qui virginitate insignis sanctimonialibus laudatissimi instituti leges perscripsit, qui piis doctisque lucubrationibus plurimos ad veram Christi religionem traducens, cunctis etiam pervium cœlum ostendit (5). » Itemque card. Uldericus Carpineus : « Bellum enim (ait) implacabile indixerat tartareis potestatibus, ut prædam illis animarum eriperet. Quod præsertim magna omnium admiratione perfecit, dum tot privatis sermonibus, concionibus publicis, libris scriptis, disputationibus peracutis septuaginta duo hæreticorum Romanæ fidei restituit (6) ».

19. Similis Patrum Eminentissim. vocibus consultorum con-

(1) In proc. sup. canoniz. S. Francisci de Sales Depositio S. Jo. Franc. de Chantal, ad art. 24.

(2) Bened. XIV, de serv. Dei beatif. et Ss. canon. lib. 2, cap. 25, n. 10.

(1) Cappello. Acta beat. et canon. S. Franc. Sales, p. 166.

(2) Ibid. pag. 174.

(3) Compendium vitæ, virtutum etc. B. Francisci de Sales, ex officio editum a Francisco M. Phæbeo, S. R. C. secret.

(4) Ibid. pag. 78, 79.

(5) Cappell. op. cit. pag. 142.

(6) Ibid. pag. 147.

sensio fuit. Alia, ne nimius eim, ejusmodi testimonia prætereo; hoc interim constituisse sufficiat, gloriam debellatæ hæreseos et messis amplissimæ ex conversione innumerabilium mortalium collectæ non minus consilio, voci et laboribus S. episcopi, quam scriptis illius esse tribuendam, et hoc liquere ex gravissimo judicio coævorum vel supparium, qui eodem sæculo XVII, quo Franciscus floruerat, in hoc cœtu sacratissimo suffragium ferebant.

20. Profecto hæc laus, quæ scripta Salesii exornat, ad ea potissimum pertinet, quæ data opera ad tuendam veritatem catholicam et hæreticos refutandos exarata sunt. Eminet inter cetera *Controversiarum* liber, qui vice et loco fungebatur concionum a quibus pronunciandis vir sanctus nonnunquam impediebatur. De his ita disserit card. Sacchettus in relatione causæ S. episcopi Genevensis : « Cum Caballiacenses ab ejus concionibus et consuetudine edicto magistratus abstinere cogerentur, cœpit stylo pugnare, et epistolam cum selectis orthodoxæ fidei conclusionibus ad Tononienses misit, quibus tantam perditorum multitudinem ad Ecclesiæ sinum revocavit (1). » Has conclusiones selectas nil aliud esse quam controversias docet manifesto P. Ludovicus Bofavior in ea testatione, in qua de repertis earum autographis manuscriptis deponit : « Par lesquels cahiers il fut reconnu, que c'estoit un des traitez de controverse composés par ce grand saint au temps de la mission dans le Chablais, et qu'il distribuait par feuilles aux peuples, après que les magistrats hérétiques leur eurent fait déffense d'aller aux prédications du papiste romain (2). »

21. In iis potissime agebatur de Romani pontificis auctoritate, velut tradit Carolus Augustus Salesius Tullianus fratris filius, successor et biographus S. antistitis, enarrans : « Reperimus duodecim codices magnos manu propria scriptos ven. servi Dei et prædecessoris nostri Francisci de Sales, in quibus agitur de multis theologicis punctis inter catholicos doctores et hæreticos controversis, præsertim circa auctoritatem summi Romani pontificis, aut vicarii Jesu Christi et successoris divi Petri (3). » In hac auctoritate explicanda copiose et solide de Romani pontificis infallibilitate sanctus auctor multa disseruerat quæ alicubi mutata, alicubi vero prætermissa sunt in editionibus operum, quæ sæculis XVII et XVIII prodierunt. Quædam ex iis bibliothecæ Chisianæ pluteis deprompta in editione Parisiensi Lud. Vives in pristinos locos sunt restituta. Operæ pretium est a Patrum Emorum oculis subjicere, ut planum fiat quo veritatis studio, et qua doctrinæ copia S. antistes cor ipsum petierit funestæ hæreseos, quæ tota in eo erat ut supremum Rom. pontificis magisterium labefactaret, et quam feliciter Vaticani concilii decretis præluserit. Ideo hoc fragmentum operis immortalis in Summ. num. 2 obsequenter exhibemus.

22. Præstantiam et meritum hujus operis coævi et posteri summis laudibus extulere, et merito quidem ; nam docte, dilucide ac nervose, et propria quadam methodo et forma plenam præbet demonstrationem articulorum fidei, quos acatholici ejus ætatis impugnabant, et istorum argumenta strenue refellit. Bipartitum est opus, cujus prior pars omnes generatim profligat hæreticos, altera vero ad eos pertinet nominatim, quibuscum erat colluctandum.

23. Pressius et acrius urget vir sanctus in altera tractationis parte adversarios suos, ibi enim totius quæstionis caput hoc et fundamentum constituit : « C'est Dieu qui règle notre foi chrétienne, mais avec ses deux instruments, qui nous sont appliqués en diverses façons : 1. par sa parole, comme avec une règle formelle ; 2. par son Eglise, comme par la main du régleur et du compasseur (1). » Hinc naturalis fluit sequentium sermonum seu capitum partitio. In primis enim agitur de verbo Dei, fundamentali, eaque formali regula fidei, et de fontibus unde in nos derivatur, scriptura nempe et traditione : tum de regula applicationis scilicet de Ecclesiæ auctoritate. Adjicitur postremo loco expositio catholicæ doctrinæ circa sacramenta, nec non tractatio de purgatorio et actibus expiatoriis, per quos animabus quæ ibi detinentur Ecclesia suffragatur. Hæc duo (quia præcipuum de illis certamen erat) magna probationum vi et copia evincuntur, et a sophismatibus ex adverso prolatis acerrime vindicantur.

24. Omnia quidem in docto volumine præclara et egregia, sed legentis animus præprimis percellitur ex iis quæ vir sanctus conscripsit dum aggrediebatur alteram operis partem, nempe de fidei regula instrumentali seu applicationis. Ibi Ecclesiæ auctoritatem declaraturus, rationis, Ss. Bibliorum et veterum Patrum auctoritate suffultus uberem et invictam argumentorum copiam explicat incredibili quadam vi et facultate dicendi. Nemo enimvero, quem noverim, antea tam valide, perspicue et copiose catholicam doctrinam de primatu, infallibili magisterio, aliisque prærogativis successorum B. Petri explicaverat. Præter notissima sacræ Scripturæ loca, alia quæ diligentiam superiorum apologistarum effugerant, dissita quidem sed in unum conspirantia, solerter conferuntur, et nova atque insperata viro sapientissimo tela ad vincendum suppeditant. Atteruntur argumentis omnigenis veritatis hostes, nedum præsentes quibuscum prælium committebatur, etiam sequiores, qui post eam ætatem Gallicanos et Febronianos errores erant adserturi. Plane si ea comparemus quæ vir sanctus conscripsit de prærogativis Apostolicæ Sedis cum iis quæ deinceps ad convellendos errores oppositos Ecclesia definivit atque constituit, vix aliquid reperiemus Francisci libris addendum, nihil certe quod ab iis quæ definita sunt deflectat. Imo si quis conferat nonnullas *Controversiarum* pagellas cum prima Vaticanæ synodi constitutione de Ecclesia Christi vehementer mirari cogitur, videns quam apte inter se congruant ; eædem propositiones definitæ, eadem sunt argumenta præcipua, eadem orationis et sententiarum connexio, eadem sæpe verba et locutiones. Perlegesis XXXVI et XLIV controversiarum sermones, tum continuo tria inspice constitutionis conciliaris capita postrema ; hæc ex illis ferme hausta et derivata autumabis.

25. Obstupuerunt homines quo tempore synodus celebrata est, dum ex Chisianis archivis prodire viderunt gravissima illa Salesiani autographi verba ex quadragesimo sermone controversiarum, in quo affirmatur « que S. Pierre, comme pierre fondamentale du gouvernement et administration ecclésiastique, ne pouvoit se froisser et rompre par l'infidélité ou erreur ce qui est la principale porte d'enfer ; » paucisque interjectis subditur : « L'Eglise ne peut pas toujours être ramassée en un concile général, et les trois premières centaines d'années il ne s'en fit point. Ez difficultés doncques qui surviennent journellement, à qui se pourrait-on mieux adresser, de qui pourrait-on prendre les plus assurée, regle plus certaine, que du chef général, et du vicaire de nostre Seigneur ? Or tout ceci n'a pas eu seulement lieu en saint Pierre, mais en ses successeurs. Car, la cause demeurant, l'effect demeure encore. L'Eglise a toujours besoin d'un confirmateur infaillible, auquel on puisse s'adresser, d'un fondement, que les portes d'enfer, et principalement l'erreur ne puisse renverser, et que son pasteur ne puisse conduire à l'erreur ses enfans. Les successeurs doncques de saint Pierre ont tous ces mesmes

(1) Apud Cappell. op. cit. pag. 100.
(2) Opp. S. Franc. Sales. edit. Lud. Vives Paris 1866, tom. 8, pag. 207.
(3) Ibid. pag. 206.

(1) Controverses, avant-propos de la 2e partie.

privilèges, qui ne suivent pas la personne, mais la dignité, et la charge publique. » In prioribus editionibus legebatur : «L'Eglise a toujours besoin d'un confirmateur permanent, » quod epitheton non minus ineptum quam texturæ orationis incongruum est. Causam mutationis pervestigare neque oportet neque libet; sed autographum prodiens vetuit ne amplius in scripta S. antistitis irreperet error, quem ille oderat tamquam portam præcipuam inferorum. Ceterum si res adhuc esset in obscuro, et Chisianis thesauris destitueremur, mentem S. episcopi satis aperirent alia fragmenta controversiarum quæ in archivo Anneciensis ordinis Visitationis servantur. Ibi enim quum omnigenis vetustatis monumentis ostendisset S. auctor, Romanum pontificem tamquam supremum judicet fidei semper habitum fuisse, subjicit : « Les Eusébiens confessent l'authorité du Siége de Rome, quand ils y appellent S. Athanase, et S. Athanase quand il s'y présente. Mais surtout les Eusébiens hérétiques arriens confessent assez combien son jugement est infaillible, quand ils n'y osent comparaître de peur d'y être condamnés. »

Facile intellectu est, ea laudis præconia quibus Em. cardinales et consultores amplissimi sacræ hujus Congregationis, tempore Alexandri VII, honestarunt scripta sancti episcopi quibus catholicam doctrinam contra hæreticos tuebatur (vid. sup. §§. 18, 19) ad controversias potissimum pertinere : idcirco nulla exaggerationis suspicio deprehendi potest in literis Rev. Matris de Changy datis postridie Kal. Januarias ann. 1661 ad universum institutum, quibus sodales edocebat quomodo judices apostolici in processus beatificationis S. episcopi ex lectione ejus voluminis fuissent affecti : « On juge que ce traité est capable de faire autant de fruit parmi les hérétiques pour leur conversion, que *l'Introduction à la vie dévote* en a fait parmi les catholiques pour la dévotion. Et Messeigneurs nos juges disent que les Athanase, les Ambroise et les Augustin n'ont pas plus ardemment soutenu et défendu la foi que ce bienheureux. » Quod judicium suffragio suo confirmarunt quamplures sacrorum antistites in supplici libello, quod Vaticani concilii tempore SS. Domino Pio nono obtulerunt ad postulandum titulum doctoris Ecclesiæ in honorem S. Francisci Salesii.

27. Eapropter mirandum non est quod viri doctrina et pietate clarissimi *Controversiarum* lectione delectarentur admodum, earumque auctorem summis laudibus exornarint. Exemplo sit comes Joseph de Maistre, qui in opere celebratissimo de Romano Pontifice (*du Pape*) cap. 10 longiores tractus e Salesianis controversiis excerpsit prædicans « l'esprit lumineux, qui distinguait le grand évêque de Genève ; » quin etiam illum non obscure cum magnis Ecclesiæ doctoribus comparavit.

28. Controversiarum quasi coronidem et appendicem considerare juvat celebrem disputationem, quam vir sanctus habuit cum Theodoro Beza, de qua hæc refert Alexander VII in bulla canonizationis (n. 20) : « Hisce artibus præstans (S. Franciscus) jussus fuit a Clemente VIII felicis recordationis prædecessore nostro adire Theodorum Bezam, Calvinianæ hæresis acerrimum ministrum ac propugnatorem, et cum eo solo solus agere, ut ea ove ad Christi ovile reducta complures alias revocaret, quod sane eximie Franciscus præstitit, Genevæ non sine vitæ periculo cum Beza congressus, qui tamen ut ex merito confutatus veritatem fassus est, ita ex scelere arcano Dei judicio indignus fuit qui ad Ecclesiam rediret. » Quamvis hæc disputatio Francisci manu exarata non extat, superest tamen antiquis biographis relata diligenter. Tanti pretii ea visa est illustri doctori Ecclesiæ Alphonso de Liguori, ut in historia hæreseum concinnanda licet omnia strictim ac cursim, ut ita dicam, persequutus esset : tamen cum eo pervenisset diutius immorari voluit, ut integram disputationem illam referret.

29. Post Controversiarum volumina memorare oportet libros quatuor quos S. auctor *Vexillum Crucis* inscripsit. De iis ita disserit præsul doctissimus Lucidus Maria Parrocchi, episcopus Papiensis, in egregio commentariolo de præstantia doctrinæ S. Francisci Salesii (pag. 4 et 5) : « E duplice il perno su cui s'avvolge la grandezza scientifica del vescovo di Ginevra, la polemica e l'ascetica, ed in entrambe colse le prime palme. Nel primo ordine occupa un insigne posto il trattato dello stendardo della santa Croce scritto contro un oscuro calvinista, che da una magnifica processione fatta nel 1597 in Annemasse, ad una lega di Ginevra, trasse il pretesto di rinfrescare le vecchie calunnie d'idolatria contro i cattolici in un opuscolo abborracciato alla peggio dalla ignoranza e dalla passione. A questo oppose il Santo uno dei più compiuti trattati, che si conoscono. »

30. Egregii hujus operis meminit Franciscus Maria Phœbeus, a secretis Sacræ hujus Congregationis in compendio vitæ et virtutum S. episcopi, quod ex officio conscripsit : « Non longe a Genevæ mœnibus in pago Annemacio, via publica, ubi olim Philibertus lapideam crucem, mox ab hæreticis avulsam statuerat, ingentem sane sed ligneam solemni pompa restituit..... Ea de re exarsit secta Genevensis, et libellus prodiit auctore Fayano pseudoministro, quo crucis latriam execrabatur ; adversus quem Salesius eximiam scripsit apologiam, cui titulus *Vexillum crucis* (1). »

31. Pari veritatis tuendæ studio et pari copia doctrinæ, qua Fayanum profligaverat, certavit vir sanctus cum Ludovico Vireto, qui non minus impias de SS. eucharistiæ sacramento, quam de immaculatæ Virginis puritate blasphemias effutiverat. Hinc duplex opus S. episcopi, quod in actis canonizationis ejus multa cum laude commemoratur. Scripsit enim laudatus Phœbeus : « Chablasium petivit..... ibi Viretum in eucharistiæ sacramentum impie debacchantem confutavit opusculo in lucem edito cui titulus : « Meditationes in Symbolum apostolorum. » Mox ejusdem blasphemias beatissimæ Virginis puritatem temerare conantes tum ore repressit tum calamo, evulgata dissertatione ita solide refutavit, ut ad palinodiam recantandam impulerit, et Petrum Tornerium primarium syndicum Tononiensem ad Christi pascua reduxerit (2). » Ceterum recolendum est, utrumque ex prædictis catholicis dogmatibus duplici lucubratione a S. episcopo fuisse defensum. Nam contra oppugnantes mysterium Corporis Christi, præter laudatas Meditationes conscripsit etiam dissertationem, quæ manuscripta extat in processu canonizationis vol. V. (vid. sum. num. 1, ser. 1, op. V). Duplex item lucubratio est, qua virginitatem Deiparæ Salesius propugnavit, nam quum adversus primam Viretus quædam objecisset, responsionem istam Franciscus edita replicatione refutavit. Heic vero notandum est, quantopere illi profuerit universalis illa qua præstabat scientiarum peritia ; nam quum ad solvendas adversarii fallacias ante omnia constituendum esset in quo proprio constitit virginitas, vir doctissimus absque erroris formidine ad medicos, ad philosophos, ad jurisconsultos, ad theologos omnes provocavit. Tanta est autem argumentorum gravitas et robur, ut recte dici possit non minus solide Franciscum nostrum refellisse Viretum, quam Hieronymus Helvidii deliramenta refellerat.

32. Verum dum pseudo-minister victas dederat manus, refutandæ supererant Calvini blasphemiæ, qui perosus cultum Deiparæ præstitum, contra usum salutationis angelicæ invehebatur. Ad tuendam piam consuetudinem, stylum vir sanctus arripuit, et doctam tractationem sermonis instar aggressus est : « Calvin (ait) en son Harmonie Evangélique nous appelle superstitieux, tant pour saluer une absente, que pour nous

(1) Apud Cappellum op. sup. cit. pag. 36.
(2) Op. cit. p. 35.

mesler du mestier d'autres (1) ». Atque hic temerarium accusatorem (qui tamen scripturis divinis hærere se jactabat) tot obruit Ss. bibliorum auctoritatibus ad rem depromptis, ut nullum ei reliquum faciat perfugium in quo consistat. Dolendum plane est, quod ex opere egregio fragmentum dumtaxat ad nos pervenerit; sed ex pagellis residuis, quasi ab ungue leo, quale et quantum opus illud fuerit facile licet arguere et animo concipere. Huic jacturæ similis illa est quæ nos orbavit eleganti dialogo super præcipuis religionis dogmatibus, cujus memoriam nobis asservavit commentarius manuscriptus Marchionis de Cumbis (tom. I, pag. 193, 194); unde hæc hausit diligens Francisci biographus Hamon (*Vit.* tom. I, pag. 706) : « Ayant reçu au mois de juillet (1596) la visite de deux de ses frères, il fit apprendre au plus jeune une partie d'un dialogue, qu'il avait composé tant sur les dogmes les plus essentiels de la religion que sur les devoirs qu'impose le nom chrétien, et lorsque le jeune homme posséda parfaitement son rôle, il fit annoncer par toute la ville qu'il y aurait le soir dans l'église de S. Hippolyte un dialogue public sur la religion. La nouveauté du genre attira grand nombre de curieux catholiques et hérétiques. Le saint apôtre proposa les interrogations, le jeune homme donna les réponses, l'un et l'autre avec un intérêt et une grâce qui charmèrent tous les spectateurs, heureux de trouver si bien réunis dans cette soirée l'utile et l'agréable. »

33. Major vero et tristior ea jactura est quæ nobis eripuit librum alium a S. episcopo perscriptum cui titulus « Tractatus de dæmonomania seu de energumenis. » Hunc ait Carolus Augustus Salesius « a Francisco compositum dum ageret Tononii pro conversione hæreticorum, » et nondum editum esse monet, ac se archetypum in charta habere (2). Quomodo hic liber ad propugnandam catholicam veritatem pertineret explicat perspicue laudatus biographus in libro 3 Vit. S. Franc. enarrans : « Per hæc tempora (quum Tononi esset et hæreticis convertendis operam daret) vexabantur ab immundis spiritibus Veragrorum non pauci et Salesius abigendis iis sedulam nec inutilem navabat operam. Terrebant vero ministrorum animos mirabiles tot effectus; nec enim unquam eorum ullus nisi lutheranæ temeritatis particeps rem tentare similem ausus fuit. Magum esse et veneficum Salesium altius ideo inclamabant; alii vero phantasiæ et imaginationis vi vexationis speciem tribuebant, negabantque vel esse dæmones vel tantam in mortalia corpora auctoritatem habere : et accessit ad has nequitias insolens et calumniis refertissimus anonymi cujusdam, qui se medicum Parisiensem ajebat, libellus Regi dicatus in communem Ecclesiæ Parisiensis sensum exorcismorum fulmen impugnans, atque adeo sui auctoris impietatem et pellaciam præseferens. Quæ causa fuit ut tacentibus ceteris, non agendi sed loquendi, non accusandi sed defendendi libertatem Franciscus arripuerit, tractatumque de dæmonomania decreverit scribere, et revera scripsit, licet postea, et qua ratione non constat, luci denegaverit. »

34. Quænam fuerint hujus libri partes, qui tractationis ordo, ita declarat antistes clarissimus : « Continet autem hic tractatus novem capita. Naturam humanam communicare cum angelica. Satanam communicare cum homine a statu peccati, et quo perveniat hæc communicatio. Hujusmodi communicationem, qua Satanas incorporat se homini ab Incarnationis mysterio frequentiorem esse. Eamdem inferre in animo pugnam et in corpore supplicium. Deum vero ordinarium remedium tanto tempore frequenti malo præparasse. Quænam sit præcisa hujus ab immundo spiritu vexationis qualitas. Quænam sint dispositivæ et applicativæ causæ maligni spiritus in corpore possessi. Quodnam sit Satanæ consilium adversus eum quem possidet, et quodnam postremo adversus Ecclesiam, quæ a sua vult eum possessione deturbare. His capitibus quidquid de energumenis dici potest et disputari accuratissime pertractat, concluditque Deum, qui diaboli rabiei cum energumenum vexat terminos imponit, malitiæ etiam et calliditati dare limites, quum Ecclesiam fallere et decipere tentat, ut unius patientia ejus vincat fortitudinem, et alterius prudentia fraudem. Tunc ubi se detectum videt hujus sæculi princeps, ad suum mundum recurrere, ab eoque vim et calumniam, duo veluti brachia quibus impugnet Ecclesiam, et suam tueatur possessionem, mutuari; Ecclesiam vero, quæ contra vim caret armis, habere saltem contra calumniam suis in actionibus innocentiam, suis in verbis veritatem, et ad se tuendam suis in judiciis auctoritatem. »

35. Multam quidem et præclaram adeptus est gloriam vir sanctus his libris quos recensui, at putandus non est, eorum ope dumtaxat pro causa veritatis certavisse. Supersunt enim plures ex iis concionibus quibus fidem catholicam adseruit et illustria conversionum prodigia patravit velut testatur Phœbeus in compendio pluries laudato : « Divione, Gratianopoli et Parisiis quadragesimales conciones habuit, quibus inter plurimos ad catholicam fidem adegit Claudium Buccardum, Lausannæ publicum theologiæ professorem, Franciscum ducem Diguoranum Delphinatus proregem, Barberium et Jacobum Philippum magni nominis pseudoministros (apud Cappell. op. cit. pag. 42). » Plane non tam ad edocendos catholicos jam probe instructos, quam ad hæreticos refellendos simul et illustrandos pertinebant multæ ex iis concionibus quæ inter homilias (sermons) conscriptæ leguntur.

36. Quid quod in ipsis epistolis S. scriptor ad instar Hieronymi et Augustini sæpe multa est complexus quæ sive ad explicandam, sive ad tuendam catholicam fidem pertinerent? Quædam ex iis potius tractatus theologici epistolari forma exarati, quam epistola forent compellandæ. Eminent litteræ datæ idibus aprilis 1603, in quibus S. auctor docte, prolixe et laboriose convellit atque evertit quod nocentissimum erat in lutherana hæresi de fide sine operibus sufficienti ad salutem. Equidem legens satis mirari non poteram, quam plane ac dilucide nativo illo stylo epistolari vir sanctus res difficillimas declaret, puta quid sit Deus, qualia sint SSmæ Trinitatis et Dominicæ incarnationis mysteria. Nec prætereundæ litteræ ad episcopum Savoneusem et Anastasium Germonium datæ, propter quas finis impositus est controversiæ *de auxiliis;* de altera P. Philibertus de Bonneville de facto testis hæc retulit in vita S. episcopi : « Sa doctrine était tellement connue que, lorsque se traitait à Rome la dispute tant célèbre *de auxiliis*, c'est-à-dire de la manière dont Dieu nous dispose pour recevoir les grâces et aides surnaturelles à notre justification, notre très-docte prélat en ayant écrit au Rme Anastase Germonio, lors référendaire de Sa Sainteté, et celui-ci ayant fait voir cette lettre au S. père Paul V, lequel trouva les raisons qu'il apportait si solides, qu'il le communiqua au consistoire des Illmes cardinaux, lesquels, suivant l'avis qu'il donnait trouvèrent bon d'imposer silence à cette dispute, ce qui fut fait : tant était estimé ce qui venait de ce grand cerveau et de cet homme de Dieu « (Vide opp. tom. IX edit. Vivès, pag. 359).

37. Prætereo uberem illam segetem, quam suppeditant scriptiones aliæ, quibus S. episcopus apud pontifices maximos, apud principes, apud magistratus, apud cooperatores suos, et alios instabat, consilia, hortationes, monita, rationes ineundas subjiciens ad purgandas regiones ab hæretica lue, ad catholicum cultum restituendum, ad religionem amplificandam. Eæ profecto acutas de theologia disputationes non continent; sed scriptis polemicis eas adjicere par erat; sunt enim et istæ

(1) Opp. S. Franc. edit. Vives, tom. V, pag. 416.

(2) In Vita S. Franc. Sales. in calce operis in recensione documentorum.

monumenta apostolici zeli, et cum illis conjunctæ perfectam et absolutam exhibent imaginem athletæ fortissimi, qui telis undecumque quæsitis pro veritate dimicavit, et ad extirpandam hæresim viribus totis incubuit.

38. Priusquam recensioni operum dogmaticorum et polemicorum finem faciam, omittere nolo egregiam illam lucubrationem, quæ titulum primum constituit Fabriani codicis, ubi omnes refelluntur errores præcipui Lutheri, Calvini, aliorumque qui per idem tempus hæreseon antesignani extiterunt, gravissimo rationum pondere, doctrina mirabili, et exquisita Ss. Bibliorum, Patrum et conciliarium definitionum peritia; imo sæpe hæreseos præcones suis ipsi telis confodiuntur. Hanc operis partem (si postremam tituli conclusionem excipias) non e penu Antonii Fabri, sed Francisci Salesii prodiisse demonstrat cl. abb. de Baudry tum ex epistolis a Fabro conscriptis, tum ex testimonio coævi historici abbatis de Longaterra (1). In hac copiosa hæreseon refutatione notas illarum S. auctor accurate persequitur, et qui eas tuentur eversores esse veritatum omnium, et absurdissimarum opinionum somniatores evincit. Illos sibi invicem contradicere demonstrat, et nullam habere cui innitantur auctoritatem; spiritum superbiæ, pertinaciæ, contumeliæ, et mendacii quo ducuntur arguit invicte : indecoram illorum originem revelat, nullumque tetrius monstrum vel humanæ societati magis perniciosum ab inferis ortum ostendit. Quisquis hanc S. viri lucubrationem sedulo consideret non modo eum insuperabilem adsertorem veritatis et doctissimum rei theologicæ magistrum deprehendet, sed virum quoque futura divinantem agnosceret, sequentium enim sæculorum historia confirmavit quæ ille præcinuit de exitiis et publici ordinis perturbationibus, quæ ab ea colluvie errorum in hominum societatem redundarent.

39. De libris hucusque disserui polemicis vel dogmaticis : modo ad eos deveniat oratio oportet quos dogmatico-asceticorum compellatione designavi. In hoc numero primi legentium oculos ad se convertunt XII libri *De amore Dei*, quibus nescio an quidpiam in suo genere præclarius sit, ac sublimius. Non enim ad affectus sancte permovendos, fovendamque pietatem dumtaxat pertinent, sed quidquid in philosophia morali de humanis affectibus deque intima amoris natura, quidquid in theologia dogmatica de divinis attributis et benefactis Dei in hominem collatis, de charitatis vi et substantia ejusque societate cum aliis virtutibus, de arctissima animæ conjunctione cum Deo, de gratiæ efficacia, deque hominis arbitrio, de prædestinatione, subtilius et profundius disputari potest, exponunt enucleate, enodant dilucide, simulque explicant apte, ornate, ac venustissime. Certe affirmari potest sine hyperbolis nota, aut nullos aut perpaucos auctores tria illa quæ summum scriptorem demonstrant, optime docere, delectare et movere, tam plene ac feliciter fuisse assequutos quemadmodum Salesius in iis libris præstitit. Præstitit autem in ea re declaranda qua nihil nobilius, nihil homini utilius, nihil acceptius Deo dici potest aut excogitari. Vere ac recte insigne et incomparabile opus illud appellavit Phœbeus, quum nomine hujus Sacræ Congregationis ex officio enarrabat : « Scripsit (S. Franciscus) libros, qui uberrimos in toto Christiano orbe fructus pariunt. *Philoteam* præsertim..... epistolas spirituales et insignem atque incomparabilem tractatum *De amore Dei*, qui omnes, in omnium pene nationum idioma translati, omnium teruntur manibus cum ingenti legentium profectu. In his tanquam in speculo viva Salesii elucet imago, neque enim potuit vir beatus aliter docere quam vixit, aliter vivere quam docuit (2). »

(1) Vide Baudry in edit. Migne Opp. S. Franc. Sales. tom. VI, pag. 120 et seqq., pag. 147 et seqq. et Vitam S. Francisci de Sales scriptam ab Abb. de Longaterra, part. III, pag. 124.
(2) Apud Cappell. Op. cit. pag. 51.

40. Orationis numquam finem facerem, si suffragia recensere vellem vivorum doctissimorum inter catholicos, qui hoc opus laudibus extulere; nam verissime de eo testatus est S. Vincentius a Paulo : « Liber certe admirabilis qui tot præcones de suavitate sui auctoris habet quot sunt ejus lectores. » Tum subdit « quem studiose curavi ut in nostra communitate, omnino tanquam remedium universale omnibus languidis, spiculum torpentibus, incentivum dilectionis, scala ad perfectionem tendentibus legeretur. Oh utinam prout dignus est, ab omnibus tractaretur ! non esset qui se a calore ejus absconderet » (1). Ceterum Patres sapientissimi opus non habent, ut alia nomina laudatorum hujus libri a me doceantur. Multa reperient in litteris postulatoriis ad S. Sedem exhibitis. Illud interim meminisse juvat quod rex acatholicus, sed multa præditus doctrina, hunc Salesii librum magno in pretio habuerit. Namque in testimonio Alberti Gevensis marchionis de Lulin, præfecti regioni Chablasii quod prostat in altero processu super canoniz. S. Francisci legimus (pag. 755 et seqq.) reginam Galliarum Mariam de Medicis tractatum hunc cum *Philothea* eleganter contectos et adamantibus ornatos dono misisse ad Jacobum Angliæ regem. Dein testis refert « hunc regem licet hæreticum, alioquin tamen doctissimum, dixisse, se nunquam libros legisse qui cum hisce duobus possent conferri, et episcopis regni sui exprobrasse, ipsorum neminem eam vim mentis habuisse ut de ejusmodi argumentis tam pure sancteque tractarent, neque et documenta tam apta darent quibus homines ducantur ad Deum » (2).

41. Nihil peculiare et proprium a me dicendum esse puto de duobus fragmentis, quorum alterum de amore Dei inscribitur, alterum de modo quo charitas adhibet virtutes cardinales; siquidem utrumque habendum est tamquam pars vel appendix Tractatus de amore Dei; adeoque ad ea pertinet quidquid de dignitate et excellentia hujus tractatus hucusque disserui. Potius circa homilias sive sermones nonnihil immorandum est, nam propter eas potissimum S. antistes ab Antonio Fabro (3) patribus antiquis Chrysostomo, Hieronymo, Augustino, Gregorio fuit comparatus, et fama nominis sui Galliam, Helvetiam, Italiam replevit. Nobilissimas equidem ac fructuossisimas fuisse ostendi homilias illas, quæ ad refutandos hæreticos spectabant (sup. § 35); ast aliæ extant quamplurimæ, quibus doctrina catholica exponitur, mores emendantur, charitas incenditur, Deiparæ et sanctorum laudes celebrantur.

42. Par est modo, ut ad asceticos libros deflectat oratio, in quorum numero primum obtinet gradum Introductio ad vitam devotam, seu *Philotea*, quæ tot laudibus ornata fuit, tot genuit fructus salutis, ut ejus unius nomine haud indignum sit S. episcopo doctoris titulum flagitare. De hoc opere sic testabatur S. Joanna Francisca de Chantal : « On dit que le seul esprit de Dieu a dicté le livre de l'Introduction à la vie dévote. Ce livre a été loué hautement et universellement des doctes et des indoctes, et a été et est si profitable, qu'il n'y a quasi nation qui ne l'ait voulu avoir en sa langue, et l'on admire la multitude d'impressions qui ont été faites. Un nombre infini d'âmes ont trouvé dans ce livre le moyen de leur salut, et le chemin de la vraie perfection chrétienne, chacun selon sa condition. » Quæ de versionibus hujus libri in plures linguas sancta mulier testatur historici confirmant; scitum est enim jam anno 1656, illum in septemdecim linguas præter gallicam juisse conversum.

43. Ex eo factum est, ut sanctimonia, quæ in templis ac cœnobiis relegata videbatur, ubique jubar suum effunderet. Ait enim testis plena fide dignus : « Tum visa est vera pietas; viam

(1) Deposit. S. Vincentii a Paulo in proc. canon.
(2) Eadem leguntur in testimonio Petri Castagnesy Baronis Castrinovi.
(3) Codex Fabrius, lib. I, tit 1 in fine.

sibi stravit ad regum solia, in ducum exercituum tentoria, in judiciorum forum, in telonia, in negotiatorum officinas et in pastorum oppidula (1). »

44. Neque illud mirandum est quod omnium ordinum homines ad solidæ pietatis viam liber ille perduxerit; nam S. auctor, prout scite notavit episcopus Bitectensis : « Viam sanctitatis facilem adinvenit, prava sternens in directa et aspera in vias planas (2). » Quæ præconia non eo valent ut novas et alias ab evangelicis normas excogitaret Franciscus; sed ut primus ante omnes explanate doceret quid sibi velit in usu vitæ quotidiano evangelicum effatum : « Jugum meum suave est et onus meum leve, » illudque omnibus hominum conditionibus aptaretur.

45. Si a Salesio ad solidam pietatem fideles in unoquoque statu constituti erant informandi, nonne præcipuam partem in asceticis ejus scriptis illos obtinere par erat, qui clericalem vel religiosum statum amplexi perfectioris vitæ rationem profitentur ? At presbyteris ille peculiariter prospexit per ea quæ de missæ sacrificio, de sacerdotum officiis pie ac sapienter exaravit, ac per alios libros, de quibus dicam quum ad opera deveniam quæ theologiam pastoralem attingunt. Regularibus autem suppeditavit documenta egregia in collocutionibus spiritualibus (vulgo *Entretiens spirituels*) quas S. antistes habuit ad sanctimoniales ordinis Visitationis, quæque justi voluminis molem conficiunt. Ibi multa et præclara disseruntur de religiosa obedientia, de humilitate, de resignatione animi voluntati divinæ, deque aliis virtutibus, quæ potissime ab iis colendæ sunt, qui quæve regularem statum elegerunt.

46. Nec prætereundi sunt duodecim tractatus minores (*Petits Traités*) per quos asceticæ sublimioris præcepta ad practicum usum facili, planaque semita deduci possint. In eodem ordine sunt quæ vir sanctus conscripsit de usu temporis et exercitiis diurnis, de tristitia et turbatione interna, de sacra synaxi pie ac fructuose suscipienda, de sanctis commentationibus super mysteriis nativitatis et passionis Domini, deque piis precationibus, quas vel ille subjecit, vel quomodo recitandæ essent edocuit.

47. Eximia peritia magistri asceticæ disciplinæ cum legislatoris sapientia emicat consociata in regulis et constitutionibus, quas vir sanctus ordini Visitationis præscripsit. Eapropter in hoc sacro cœtu singulari laude liber ille ornatus fuit, ut Franciscus Maria Phœbeus in compendio sæpe memorato tradidit : « Fecit prima fundamenta elevavitque vexilla auctor præclari ordinis sanctimonialium Visitationis Beatæ Mariæ sub regula S. Augustini, additis constitutionibus sapientia discretione et suavitate mirabilibus, et has quidem Urbanus VIII, ordinem vero Paulus V summi pontifices approbarunt et confirmarunt (3) ». Quasi ejusdem operis partes haberi debent monita ad antistitas ejusdem ordinis, itemque monita de vocatione ad statum religiosum, de probatione et receptione puellarum.

48. Uberrimam porro segetem rei asceticæ studiosis suppeditant epistolæ sancti episcopi tum ad S. Joannam Franciscam de Chantal, tum ad alios complures conscriptæ. Nulla fere in hac disciplina exciri potest dubitatio quæ non apte solvatur, nulla moralis infirmitas cui accommoda remedia comparata non sint.

49. Singulare enimvero decus hisce litteris ex eo accedit, quod prima in illis germina reperiantur devoti cultus erga sacratissimum Cor Jesu, quem modo mirifice propagatum in orbe catholico gratulabundi conspicimus cum maximo animarum fructu, et fervidæ pietatis incremento. Peculiarem vocationem ordinis a so instituendi ad fovendum hoc pietatis genus agnovit S. fundator haud obscure anno 1608 ad exitum vergente.

50. Anno 1611, quum S. institutori in mentem venisset insigne quoddam, seu stemma proponere quod nova congregatio præseferret, ita eidem sanctæ mulieri sensus suos expromebat die III idus junias : « Notre maison de la Visitation est par sa grace assés noble et assés considerable pour avoir ses armes, son blason, sa devise, et son cri d'armes; j'ai donc pensé, ma chere mere, si vous en estes d'accord, qu'il nous faut prendre pour armes un unique cœur percé de deux fleches enfermé dans une couronne d'espines, ce pauvre cœur servant dans l'enclavure à une croix, qui le surmontera, et sera gravé des sacrés noms de Jésus et de Marie. Vraiement nostre petite Congrégation est un ouvrage du cœur de Jésus et de Marie, le Sauveur mourant nous a enfantés par l'ouverture de son sacré cœur (1). » Memoranda hæc dies erat, scilicet feria VI post octavam festi Corporis Christi, qua die (post annos quatuor et sexaginta) jussit Dominus peculiari pietatis cultu sacrum Cor suum honorari, itemque illud memorandum quod in visione B. Margaritæ Alacoque reperitur.

51. Neque solam Joannam Franciscam hoc igne inflammabat vir sanctus, sed ceteras etiam sorores; siquidem in epistola data ad religiosam puellam tempore solemni Nativitatis Dominicæ legimus : « Vous estes bien auprès de cette cresche sacrée, en laquelle le Sauveur de nos ames nous enseigne tant de vertus par son silence... son petit cœur pantelant d'amour pour nous debvroit bien enflammer les nostres. Mais voyés combien amoureusement il a escript votre nom dans le fond de son divin cœur, qui palpite la sur la paille (2). » Nonne prælusisse videtur S. antistes celebratissimæ precationis formulæ quæ nunc per orbem universum in ore fidelium omnium personat : *Cor Jesu flagrans amore nostri, inflamma cor nostrum amore tui ?* Possem alias adducere epistolas ad alias e sororibus datas, et eas jungere effatis et allocutionibus sancti viri ; sed ne nimius sim ea prætereo; plura enim congesta hac super re invenire licet in historia B. Margaritæ Mariæ Alacoque adornata a viro clariss. Æmilio Bougaud, vicario generali episcopi Aurelianensis, cap. 8, itemque in historia vitæ S. Episcopi a Hyacintho Gallizia exarata. Hoc unum interea monendi sunt Patres Em. quod non in solo Visitationis asceterio hoc studium excitandi et provehendi cultus Cordis Jesu a S. antistite declaratum fuit, pluries enim in aliis operibus de eo verba fecit, ut fideles omnes eodem pietatis sensu incenderentur. Præsertim in tractatu de amore Dei hæc loca possunt conferri lib. III (edit. Vives, tom. I, pag. 473), lib. V (tom. II, pag. 46, 53, 57, 77), lib. VI (tom. II, pag. 113, 125), lib. VII (tom. II, pag. 188), lib. XII (tom. II, pag. 472). Pariter in Philothea, part. V, cap. 13 (Op. tom. I, pag. 287), in sermone pro feria VI majoris hebdomadis (tom. IV, pag. 424), in collation. spiritual. XII (tom. III, pag. 438), ac præsertim in sermone habito in festo S. Joannis ad portam Latinam (tom. IV, pag. 537).

52. Asceticis libris conserere præsat elucubratiunculas historicas, quarum altera enarrabat virtutes Ven. Juvenalis Ancina, quæ magnificissima habita est ab hoc sacro ordine in causa canonizationis venerabilis servi Dei, altera non absimilis de vita pientissimæ virginis Pernettæ Marraine; quæ narratio propter minorem subjecti amplitudinem priori illi posthabenda non est, eadem enim semper est virtutis nobilitas, sive in humilibus fulgeat, sive in sublimioribus : imo eo magis effulget scribentis peritia quod eadem facilitate, nitore, et eloquentia magni episcopi virtutes humilisque mulieris rusticanæ graphice referre et explicare potuerit.

(1) Proces. sup. canoniz. S. Francisci de Sales; depos. S. Jo. Franciscæ de Chantal.
(2) In voto pro canon. apud Cappell. pag. 184.
(3) Cappell. p. 46.

(1) Opp. edit. Vivès, t. VIII, p. 177.
(2) Opp. tom. XI, pag. 197 in fin., 198.

53. Insignem doctoris Ecclesiæ notam in antiquis illis quatuor Gregorio, Augustino, Ambrosio et Hieronymo hanc deprehendit Bonifacius VIII quod eorum facundia *Scripturarum ænigmata reseraverit* (cap. un. de reliq. et vener. Ss. in 6). Hujus peritiæ specimen præclarum edidit vir sanctus in interpretatione Cantici canticorum, cujus libri explanatio maxime ardua ac salebrosa interpretibus omnibus visa est. Allegoricum esse hunc librum nemo inter viros sana doctrina præditos inficiatur, ergo tropicæ voces passim in eo usurpantur. At difficultas maxima in eo sistit, ut veræ illarum significationes attingat interpres, ac semel repertas jugiter retineat, ita ut in locis pluribus, ubi eadem vox reperitur, semper sibi constet recte sensus orationis. Difficultatem pervidit scriptor egregius, eamque feliciter exsuperavit, velut ex ipsa præfatione liquet.

54. Vix est ut moneam, sanctum interpretem accurate præstitisse quod promiserat, et eam præbuisse perdifficilis Cantici explicationem, quæ pervia etiam indoctis doctissimos simul in maximam raparet admirationem; uberiorem namque studiosis sacræ exegesis præstitit utilitatem, quam qui in Gesenii et Furstii libris insudantes, semiticorum idiomatum comparatione instituta, vix sensus extricarunt aliquos, quos apte hebraici textus vocibus accommodarent. Ceterum alia præbuit ille specimina prudentiæ suæ in fragmento quod extabat in archivo monasterii Mutinensi Visitationis B. M. V. et a cl. Migne editum fuit (Opp. tom. IX, pag. 37 et seqq.), ubi loca quædam Geneseos, Psalmorum, Actuum apost. et epistolarum S. Pauli acute et concinne explanantur. Imo divinum lumen, quo mens ejus erat illustrata in sacris paginis declarandis luculenter etiam perfulget in homiliis, sive sermonibus, in quibus sanctus concionator proposito aliquo e sacris bibliis insigni loco, illum explanat, lateque explicat ad instar Chrysostomi, et ad utilitatem audientium accommodat, ut doctiores illi simul, et meliores e concione discedant. Oh utinam quas agitabat animo sacrarum litterarum interpretationes vir sanctus ad exitum perducere potuisset! Siquidem a Carolo Augusto Tulliano ejus historico discimus, ipsum consilia sua de quibusdam S. Scripturæ libris explicandis abbati Joanni a S. Francisco aperuisse, et vasto, prout erat, animo multa et gravia fuisse complexum.

55. Quamvis morale opus, quod nuper a Carolo Augusto memoratum audivimus, conficere S. auctor nequiverit, nefas tamen est affirmare, nos ejusmodi scriptis ab eo derivatis esse destitutos. Ac primo quidem in *Philotea* nullo licet eruditionis apparatu plures gravesque morales quæstiones facile et quasi obiter extricat atque dissolvit. Singularem vero meruere laudem et celebritatem ejus monita ad confessarios, de quibus ait Car. Augustus Salesius (lib. 5) : « Quia de nonnullis confessarios monendos non utile modo, sed et necessarium ratus est..... idcirco vigintiquinque solidas et breves monitiones scripsit, jussitque mandari typis, et quantum deinceps et confessariis et pœnitentibus libellus hic tulerit emolumenti dici satis non potest; nam et per universam Gebennensem diœcesim, et quod magis, brevi per universam Galliam imo et Italiam in varias linguas versus cucurrit. » Ipsemet Benedictus XIV in quæstione gravissima de cautione adhibenda a confessariis in absolutione confitentibus impertienda, ad hoc Salesii opus provocavit (de Synod. diœces. lib. XI, cap. 2, n. 18.)

56. Horumce monitorum auctoritas et celebritas ex eo etiam liquet, quod vir doctissimus Franc. Antonius Zacharia vestigia terens Ludovici Abelly episcopi Ruthenensis, his quasi clypeo impenetrabili sit usus ad tuendam universam disciplinam moralem per varios casus et quæstiones singulares explicatam. Namque in dissertatione historico-didacto-apologetica quam præmisit theologiæ morali S. Alphonsi, dum convellit sententiam eorum qui casuistas nuncupatos despiciunt, creduntque sine illorum opera posse se difficillimas de moribus quæstiones extricare, ait : « Hoc autem judicium suum confirmat (Abellyus) auctoritate trium insignium episcoporum quos sequi omnes debeant. Hi sunt S. Carolus Borromæus... S. Franciscus Salesius..... cardinalis Paleottus..... S. Franciscus Salesius in instructione confessariorum suæ diœcesis eisdem etiam atque etiam commendat lectionem tractatus de prudentia confessarii, quem scripsit P. Valerius Reginaldo Soc. Jesu, et in epistola ad quemdam præsulem, instructionem sacerdotum card. Toleti vehementer laudat tamquam perutilem muneri recte obeundo, quod ei erat impositum (1). »

57. Eadem moderatione prudentiæ et gravitate doctrinæ temperata sunt omnia quæ de rebus moralibus seorsim vir sanctus conscripsit sive in explicatione præceptorum decalogi, sive in instructionibus ad sacramentalem homologesin peragendam, sive in enodandis quibusdam particularibus quæstionibus, sive de principis officiis disserens, sive de duello ubi acute distinguit quid sufficiat ut lethale crimen quis contrahat, vel in excommunicationem incidat. Ceterum nonnisi majoris subtilitatis et perspicuitatis causa moralia ab asceticis operibus distinximus; omnia enim quæ de re ascetica vir sanctus exaravit morales doctrinas vel adstruunt, vel supponunt (altera enim alterius scientiæ pars et complementum est); ita ut omnes laudes quæ Francisco tributæ sunt tamquam immortali pie sancteque vivendi magistro eo spectent etiam, ut illum moralis theologiæ præceptorem præstantissimum habeamus.

58. Pastoris boni imaginem in se exhibens absolutissimam Salesius facere non poterat quin de pastorali theologia apte graviterque multa scriptis traderet. Sane ad pastorale magisterium quod attinet hæc tria potissime pensanda esse Magnus Gregorius edocuit : « Ad culmen quisque regiminis qualiter veniat, atque ad hoc rite perveniens qualiter vivat, et bene vivens qualiter doceat (2). » Jamvero optima de tribus hisce documenta in Salesii libris reperimus. Aureas enim habet ille sententias circa beneficia dignioribus conferenda, et plura de vivendi ratione quam episcopus sequi debet, ejusque dignitate et officiis sapienter conscripsit. Imo a se ipse sumens exordium « ad hoc fastigium evectus sibi et familiæ optimas conscripsit leges, neque enim aliunde dignosci voluit incrementum honoris, nisi a virtutis et sanctitatis incremento, » velut card. Sacchettus in relatione sua scite notavit (3). De præconio divini verbi, sive ad plebem christianam erudiendam in elementis fidei, sive ad mores edoctorum informandos prudentissima tradidit præcepta, et formulas parochis suppeditavit, quarum ope id commode præstarent. Satis autem commendari nequit *Tractatus de prædicatione divini verbi*, quem tempore eloquentiæ corruptissimæ quasi facem in tenebroso loco vir sanctus proposuit et concionum suarum exemplo illustravit (4). Hoc libro duce potissimum est usus S. Alphonsus de Ligorio in exarando opere quod inscribitur *Istruzione ai predicatori*. Quoniam vero recte nequit ille præesse qui diœcesis statum accurate haud exploraverit, et noverit, hinc ea Francisco prima cura fuit. Quomodo autem id optime præstari valeat ceteros pastores edocuit, quodam quasi exemplari proposito in ea descriptione diœceseos sibi creditæ, et expositione necessitatum ejus, quam ad summum pontificem transmisit.

59. Qualis in administratione diœceseos Franciscus extiterit breviter, sed aptissime explicat bulla canonizationis (§ 29), ex qua S. antistitem conspicis « cuncta episcopalis vitæ momenta suis virtutibus, functionibusque animare, synodum cogere,

(1) Zachar. dissert. proleg. ad scientiam moral. p. 3, c. 2.
(2) Regul. Pastoralis Pras. 1, princ.
(3) Apud Cappet. op. cit. pag. 103.
(4) Confer. opus Rev. H. Sauvage inscriptum *S. François de Sales prédicateur*. Parisis 1874 facultati litterarum Parisien. exhibitum.

ecclesiasticæ disciplinæ leges vel restituere vel sancire. » Exhinc fluit series scriptorum, quam in summarii tabulis septimo loco posui, quæ tamen cum præcedenti de pastoralibus scriptis ita est consociata, ut continenter attexta et unum quasi corpus constituens animo concipienda sit. Quum porro de coacta synodo imprimis pontifex meminerit, recolam et ego ante omnia constitutiones synodales, propter quas singulari laude Franciscum ornavit Emus causæ relator memorans : « Cleri mores coacta synodo sanctissimis legibus stabilivit (1). » Has leges non quasi topici concilii statuta, sed digna quæ in universa Ecclesia serventur existimasse videtur immortalis Lambertinius, dum regulas tradens ad clericorum ordinationes rite habendas lectores ad illas delegavit (2). Quare si ex iis dumtaxat sapientia dictantis innotesceret, satis se viris prudentibus probasset. At zelus illius hisce finibus contentus non fuit ; nam prout latius explicat Phœbeus in compendio vitæ et virt. « Coacta synodo, perlustratis oppidis non solum sæcularis cleri disciplinæ nitorem restituit; sed apostolica suffultus auctoritate regulares etiam, præsertim vero monachos cœnobiorum Sixiensis et Talloriensis ad amplectanda primorum Patrum instituta coegit, » ac paulo post subjecit : « In monte Vaironensi eremitas constituit pariter sub invocatione B. Virginis, quibus pias constitutiones conscripsit (3). »

60. In expendendis singillatim scriptis varii generis, quæ in Summ. n. 1. Ser. VIII recensita sunt, non immorabor ; de omnibus vero conglobatim dicam, ea cum præcedentibus juncta vehementer conferre, ut pleniorem conceptum omnigenæ peritiæ S. viri, exquisitæ prudentiæ, facundiæ admirabilis et facultatis scribendi aptissime de re qualibet animo effingamus. Semper « est enim (ut de Hieronymo Cassiodorus aiebat) planus, doctus, dulcis, parata copia sermonum ad quamcumque partem convertit ingenium (4) ». Imo et ista quoque ad imitationem prosunt; non enim semper de Deo, deque divinis et ecclesiasticis rebus a christianis hominibus dicendum vel agendum est. Plura sæpe urgent negotia, plura sive justitiæ sive humanitatis officia sunt exsolvenda, multis aliorum desideriis satisfacere oportet. Quæ dicendi scribendique ratio in variis rerum adjunctis sanctum et prudentem virum maxime deceat, discere et novisse expedit summopere, nequis in verbo labatur, ne vox vel calamus ulterius quam par est excurrat. Nullum autem exemplar de hac styli necessaria varietate accommodatius proferri potest, quam S. Gebennensis antistes : « cum se debitorem agnoscens sapientibus et insipientibus, omnibus omnia factus, simplices et agrestes in simplicitate sermonis edoceret, inter sapientes vero loqueretur sapientiam, exhibens se omnibus formam virtutum, normam disciplinæ 5) ».

CAPUT SECUNDUM

De extrinsecis argumentis eminentis doctrinæ S. Francisci Salesii.

61. Quamvis in prægressa hujus defensionis parte explicanda frequens mihi oblata sit occasio afferendi testimonia ornatissima sanctorum hominum, Romanorum pontificum, S. R. E. cardinalium, præsulum aliorumque clarissimorum virorum de præcellenti doctrina S. antistitis Gebennensis ; ea tamen spectabant ut plurimum ejus opera singillatim, ideoque adducta sunt ut cujusque præstantia et dignitas agnosceretur. Itaque abs re non erit aliquid delibare, ex segete prope infinita, de judiciis summorum hominum circa universa illius scripta et eminentiam scientiæ, quæ ex ipsis elucet.

(1) Apud Cappell. pag. 104, princ.
(2) De Synodo diœces. lib. XI, cap. 2, n. 11.
(3) Apud Cappell. pag. 41.
(4) Cassiodor. Inst. divin. liter., cap. 21.
(5) Phœbeus. in Comp. vitæ et virt. apud Cappell. pag. 30.

62. Et quoniam de Ecclesiæ doctore renunciando disceptatur, liceat mihi doctoris Ecclesiæ auctoritatem ante omnes proferre, scilicet S. Alphonsi de Ligorio, qui unus ex eo ordine excelso post ætatem Salesii floruit. Admonui jam illud acceptum referri Alphonsi libris quod Salesii disputatio cum Theodoro Beza notior et vulgatior evaserit (vid. sup. § 28). Hic porro memoria repetam, S. doctorem proposuisse Franciscum concionatoribus tamquam exemplar absolutissimum sacræ eloquentiæ, qui ipsam instauraverat eo tempore quo corruptissima evaserat.

63. Et sane ita derivavit, ut non modo in scriptis asceticis persæpe illius auctoritate uteretur, sed etiam in operibus dogmaticis et polemicis haud raro ejus nomen et sententias adduceret. Quo majus autem robur adjiceret auctoritati sancti scriptoris, quo tantopere delectabatur, aiebat : « Si noti che i documenti di questo santo sono stati con modo particolare lodati e ricevuti dalla santa Chiesa, la quale ci fa pregare, che colla guida e prattica di essi procuriamo di giungere all' acquisto della vita eterna : *Concede propitius, ut ejus dirigentibus monitis æterna gaudia consequamur.* Così diciamo nell' orazione del Santo (1) ». A vero itaque haud aberraverit, qui Salesii quodammodo discipulum fuisse Alphonsum affirmet.

64. Haud immerito Francisci vestigia terebat sanctus doctor. Ecclesia enim non modo in oratione nuper descripta, sed et in aliis documentis insignibus sic illum commendat, ut parum a doctoribus differre videatur. Quid enim valet illud, quod in sexta lectione ejus officii legitur : « Suis etiam scriptis cœlesti doctrina refertis Ecclesiam illustravit, quibus iter ad christianam perfectionem tutum et planum demonstrat? » Quid illud quod in antiphona ad vesperas? « Replevit S. Franciscum Dominus spiritu intelligentiæ, et ipse fluenta doctrinæ ministravit populo Dei. « Nisi certis constaret argumentis, bullam editam ab Alexandro VII die XIII Kalend. Majas 1665 de Salesii canonizatione dumtaxat agere, crederes illam ad doctorem renunciandum pertinere. In exordiis namque Franciscum prædicat tanquam « doctrina celebrem, sanctitate admirabilem, ætatique huic nostræ contra hæreses medicamen præsidiumque ; » in calce autem Deo benedicit, « quia suscepimus misericordiam in medio templi ejus, dum novum nobis in Ecclesia... intercessorum concessit ad..... fidei catholicæ incrementum hæreticorumque et a via salutis errantium lumen et conversionem (§ 62). « Ejus vero scripta his verbis celebrantur : « Ex hujus charitatis officina volumina prodierunt quorum documentis irrigata populorum ac virorum nobilium pectora affluentem evangelicæ vitæ messem peperere (§ 41). » Alibi demum proponitur Salesius imitans : « Sanctorum Patrum... exempla..... potissimum catholicæ religionis sinceritati consulere, qua mores catholicorum informando, qua sectariorum dogmata evertendo, qua deceptas oves ad ovile reducendo (§ 29). »

65. Cum his congruunt perbelle ea quæ idem pontifex in allocutione consistoriali fuerat complexus. Ibi enim quum memoria repetivisset quæ et quanta Salesius vivens præstiterat : « in reformandis Genevensis diœcesis moribus, in convertendis ad fidem catholicam hæreticis, in revocandis ad pietatem populis, in instituendis religiosis, in docendo omnes tum doctrinæ salubris verbo, tum vitæ innocentis exemplo, » subjicit pontifex sapientissimus : « Superest adhuc, supereritque in terris magna illius pars, quæ idem præstat ope monitorum et evangelicæ disciplinæ documentorum, quæ libris consignata fidelium manibus teruntur (2). »

66. Concinebant pontificis verbis Patrum hujus amplissimi cœtus suffragia. Namque (ut ea præteream quæ superius

(1) Istruz. ai predicatori lett. 1, § 27.
(2) Apud Cappell. op. cit. pag. 140 et 141.

passim descripsi) card. de Aragonia Salesium laudabat tum aliarum virtutum nomine, tum « fructuosissimæ sapientiæ ad « posteros etiam utilissimarum doctrinæ cœlestis lucubratio- « num commercio derivatæ (1). » Adjiciebat card. Pallottus, « Franciscus de Sales unus profecto ex illis censendus est, « quibus dictum legitur : Vos estis lux mundi (2). »

67. Plane Damiatæ archiepiscopus compellabat : « Beatum Franciscum Salesium sal vere evangelicum, qui ad saliendam terram hanc et a calviniana putredine purgandam editus opportune, nihil intactum reliquit; ut in illa Genevensi Babylone pararet Domino plebem perfectam (3). » Haud secus a Vintimiliensi episcopo Salesius laudatus fuit utpote « adeo sapienter arguens, viriliter increpans, ut innumeri vel pseudoministri perversissima quæque monstra in bonum versa turmatim ferocitate deposita in spiritus novitate gauderent. Hæc (subdit) et alia potiora fecit, docuitque Salesius in terra mirabilis, magnus in cœlo. »

68. Optime meminere Patres Emi hæc divini oraculi verba in laudem Francisci a Clemente VIII prolata fuisse (vid. sup. § 10). Quæ si jungantur cum iis quæ nuper retulimus ab Alexandro VII pronunciata, duorum Romanorum pontificum judicio gravissimo eminentiam doctrinæ Salesii nostri perspicue ac solemniter confirmatam intelligimus. Neque aliter senserunt illi qui Franciscum noverant, et hoc supremæ dignitatis fastigium attigerunt. Certe Paulus V manifesto demonstravit quanti faceret Francisci doctrinam in vexatissima *de auxiliis* quæstione, quam sine illo disceptari noluit, et ejus, ut ita dicam, judicio et arbitratu diremit.

69. Leonis XI jam vidimus quænam de Salesio sententia fuerit, quum illum non doctoris modo, sed Apostoli ad instar docuisse existimaverit (vid. sup. § 16). Clemens IX (ut supparem pontificem coævis Salesio adnumerem) et ante et post exaltationem ad Apostolicam Sedem judicium suum apertissime patefecit; namque et in consistorio habito de illius canonizatione hoc protulit suffragium : « Catholicæ religionis propugnator B. Franciscus Salesius..... infensissimos hæreticorum conatus repressit, veramque profligandi dæmonis artem et verbo docuit, et firmavit exemplo. Tum etiam ut omnes eximii ducis expleret partes, præclarissimis voluminibus pium quodammodo armamentarium animarum condidit beneficio, ubi cuique liceat adversus humani generis hostem opportunis sese munimentis instruere. » Ab his judiciis prædecessorum suorum minime deflexit Benedictus XIV, qui, prout ostendi in sup. § 15, Salesii exemplo potissimum est usus, ut declararet quomodo eminentia virtutis heroicæ eximiæ scientiæ splendore illustretur; qui veritus non est affimare libros ejus scientia divinitus acquisita conditos fuisse; qui sæpe ejus auctoritate est usus, ut difficiles enodaret quæstiones; qui demum in constitutione *Pastoralis curæ* non alia appellatione quam *Sapientissimi* eum ornandum putavit.

70. Heic equidem me hærere fateor, extrinsecum namque argumentum aliis adjectis auctoritatibus debilitari potius quam confirmari intelligo. Nullas enim majores vel graviores habeo, aut habere possum iis quas adduxi. At si majores vel pares desunt, reticendum non est, cumulum iis accedere ex mirabili concensione pastorum, quibus Ecclesia docens constituitur. Solebant veteres nostri ad ingentem quemvis numerum significandum sexcentos dicere. Ego vero si dixerim sexcentos sacerorum antistites Franciscum doctoris nomine et cultu dignum censuisse numerum efferam minorem vero; hunc enim longe exsuperant nomina illorum qui in summarii tabulis recensentur. Jamvero licet privati homines qui aliqua ingenii vel doctrinæ fama floruerunt parvi pendissent, vel mediocrem existimassent Salesii doctrinam, nihil eorum opinio detrahere posset gravitati maximæ judiciorum illorum quæ nuper adduxi. Ast absurda hypothesis est. Fieri enim non potuit ut aliquis ingenio et doctrina præstaret, et Franciscum nostrum ejusve libros novisset, ac simul singulari admiratione scientiam ejus minime prosequeretur. Ven. Juvenalis Ancina, de cujus heroica prudentia jam dubitare non licet, et cujus monitis regi volebat Baronius (1), exemplo suo præcessit consultoribus hujus sacri cœtus qui sæpe (ut vidimus) Francisco aptaverunt evangelicum effatum : « Vos estis sal terræ, » quod Ecclesia pro doctoribus suis usurpat. Scilicet cum Franciscus Salutias venisset et rogatus esset a ven. episcopo ut concionem haberet ad populum : « Crucis SSmæ laudes tanta cum facundia et pietate celebravit... ut omnium aures raperet et animos... Finito sacro... Salesio congratulatus est Ancina, et *Tu vere sal es* (inquit) alludendo ad nomen. Cui Franciscus respondit modestissime : *imo tu sal et lux es; ego vero neque sal neque lux*, alludendo ad Salutiæ nomen, quæ postea symbolica dicta suis in litteris usurparunt (2). »

71. Doctis et facundis Francisci concionibus mirifice percitus est etiam Henricus IV, quem ob vastum animum et mentis aptitudinem Gallica gens cognomento Magni merito honestavit. Ille vero hanc compellationem honoris Salesio tribuendam est ratus. A judicio Henrici IV parum differebat sententia Josephi de Maistre, qui, prout animadversum fuit in sup. § 27, dum memoria repetebat *les grands docteurs de l'Église catholique*, satis admirari non poterat « l'esprit lumi- « neux qui distinguait le grand évêque de Genève ».

72. Nimis vero in laudando facilem consultissimum virum extitisse arguet nemo qui cogitet quale de Francisco judicium paulo post ejus obitum Sorbonici antecessores tulerint. Siquidem narrat Carolus Augustus Salesius : « Superesse jam neminem dixere doctores Sorbonici, apud quem recursus ad enodandas theologicas difficultates haberi possit eo defuncto et Jacobo Davidio cardinali Perronio (2). Imo Francisco adhuc vitam agente iidem declaravere libros ab eo editos ex æquo ire cum operibus S. Gregorii, S. Ambrosii et S. Augustini (4); » quam sententiam doctores illorum successores adhuc retinent, et summo pontifici preces fundunt, « ut inter doctores Eccle- « siæ quibus jure æquiparatus fuit, tandem adnumeretur. » (Sum. p. 111, n. 38). »

73. Theophilus Raynaudus, quem sapientissimus juris nostri præceptor plurimi fecit dum illius auctoritatem persæpe usurpavit ad quæstiones enodandas, et suas opiniones fulciendas, hæc de Salesio honorificentissime disserit : « Conscriptis egregiis voluminibus, quibus multiplici idiomate cudendis recudendisque nostratia et externa præla frequentur caluerunt ut non aliis sæpius, catholicus quidam concionator videri potuit, mirabili ratione, eodem tempore, omnibus locis in quæ libri illi sparsi sunt (quo autem non pervaserunt?) et seculares et regulares, quorum manibus assidue teruntur, ad honesti studium et vitiorum detestationem inflammans. Et sunt ejus scriptiones non piæ modo, sed etiam doctrina solida refertæ, quippe de pectoris optime a doctrina constituti vena profluentes. Qua vero erat judicii maturitate, et ad explicanda chartisque committenda sensa sua insigni facultate, mirum est quanta dexteritate nodos theologicos, in quos interdum incurrit, expediverit, et quam dilucide obscurissimas difficultates evolverit, cum res tulit (5). »

(1) Capell. pag. 145.
(2) Ibid. pag. 173.
(3) Ibid. pag. 176.

(1) Vide in posit. causæ Ven. Ancina, Summ. pag. 198, n. 7.
(2) Carol. Aug. Sales in Vita, lib. 5.
(3) In Vita S. Franc. Sales. lib. X, prop. finem.
(4) Vid. sup. § 40 in fine.
(5) Hagiologium Lugdunense, pars I. Indiculus Sanctorum Lugdunensium. Edit. Lugd. apud A. Molin 1662 pag. 79.

74. Æque splendida et illustria sunt quæ de S. episcopo Gebennensi duo doctissimi Galliarum antistites Fénelonius et Bossuetius pronunciaverunt. Quandoquidem primus ille spiritum veritatis per os illius loquentem æque in asceticis ac polemicis libris agnovit, inquiens : « C'est l'esprit de prière qui est l'âme de tout le corps des fidèles... D'un côté voyez la pure spiritualité de S. François de Sales, de l'autre voyez ses principes sur l'Eglise dans ses controverses. C'est le même saint qui parle avec l'onction du même esprit de vérité dans ces deux sortes d'écrits. Tels sont ces aimables saints, qui ont été nourris et perfectionnés dans le sein de l'Eglise-Mère (1). » Fusius ac plenius celeber episcopus Meldensis : « Trois choses (inquit) principalement ont donné à François de Sales beaucoup d'éclat dans le monde : la science comme docteur et prédicateur, l'autorité comme évêque, la conduite comme un directeur des âmes. La science l'a rendu un flambeau capable d'illuminer les fidèles; la dignité épiscopale a mis ce flambeau sur le chandelier pour éclairer toute l'Eglise, et le soin de la direction a appliqué cette lumière bénigne à la conduite des particuliers. Vous voyez combien reluit ce flambeau sacré; admirez maintenant comme il échauffe... Sa science pleine d'onction attendrit les cœurs; sa modestie dans l'autorité enflamme les hommes à la vertu, sa douceur dans la direction les gagne à l'amour de Notre-Seigneur. Voilà donc un flambeau ardent et luisant : si sa science reluit parce qu'elle est claire, elle échauffe en même temps, parce qu'elle est tendre et affective; s'il brille aux yeux des hommes par l'éclat de sa dignité, il les édifie, les excite les enflamme tout ensemble par l'exemple de sa modération. Enfin, si ceux qu'il dirige se trouvent éclairés par ses sages et salutaires conseils, ils se sentent aussi vivement touchés par sa charmante douceur... Notre saint évêque a étudié dans l'Evangile de Jésus-Christ une science lumineuse à la vérité, mais encore beaucoup plus ardente, et aussi quoiqu'il sût convaincre, il savait bien mieux convertir... Dans un pays de son diocèse il n'y avait que cent catholiques quand il commença de prêcher; à peine y restait-il autant d'hérétiques, quand il y eut répandu cette lumière ardente de l'Evangile. ... S. Charles Borromée a réveillé dans le clergé l'esprit de piété ecclésiastique. François de Sales a rétabli la dévotion au milieu du monde (2). »

75. Nobilis hæc instauratæ pietatis gloria effecit ut Salesius pleniorem præ ceteris triumphum de hæresi retulisse censeretur. Nam prout solerter animadvertit Petrus Villarsius episcopus Viennensis, ii qui solis controversiis conscriptis monstrum illud agressi sunt, nonnisi ex parte oppugnarunt. Ast ut debellatum dici possit, intellectus illustrandus est demonstratione veritatis, et incenso pietatis studio voluntas inflectenda (3).

76. Testimoniis theologorum insignium fas mihi sit adjicere auctoritatem jurisconsulti et philologi clarissimi Antonii Fabri, qui alter a Cujacio merito habetur, et Salesium penitus noverat. Is in Fabriani codicis libro I, tit. I, cui materiem, ceu vidimus S. antistes suppeditarat (vid. sup. § 37) quædam post hæresecon refutationem proprio marte adjecit, et cum monuisset, zelo principum, senatus, et episcoporum potissime, Sabaudiam ab hæretica lue immunem fuisse vel liberatam hæc de nostro prædicat memoratu dignissima : « Successor his (Granerio ejusque decessoribus) fuit Franciscus de Sales (quid enim laudibus ejus officere debet quod vivat, meque fraterno et amore et nomine prosequatur quominus a me nominetur qui ab omnibus laudatur?), non modo spendore generis inter nobiliores totius patriæ familias clarissimus, sed etiam doctrinæ, ac quod primum est, pietatis et conspicuæ innocentiæ gloria perillustris. Jurisconsultus (nam et hoc ad rem nostram pertinet) ipso etiam senatus nostri judicio eximius; theologus vero inter doctissimos quoque subtilissimus, et inter subtilissimos scientissimus, prædicator etiam non solum disertissimus, quod ei cum multis commune est; sed etiam quod cum perpaucis, eloquentissimus. Scriptor vero sive latina sive gallica lingua scribendum habeat elegantissimus, et venustatis æque ac succi plenus. »

77. Tum testatus se veritatis studio loqui, non ex adulatione, qua nihil magis execratur, sic pergit : « Possum enim vere, ita salvus sim, affirmare quidquid est sive pietatis et sanctimoniæ pene incomparabilis, sive eruditionis admirabilis, quod in ceteris episcopis vel requirere vel laudare possis totum id in hoc uno elucere tam magnifice ac eminenter, nec eo minus tamen citra ostentationis invidiam, ut sive familiariter colloquentem videas, incredibilem in ore dignitatem, in sermone comitatem morum statim agnoscas, sive graviter ac pie, ut semper solet concionantem audias, non facile possis decernere an eloquentia præstet an doctrina, et an gravitate sententiarum an orationis majestate, an apposite ac partite loquendi facilitate, sive denique cum hæreticis disputantem observes, omnino dubitandum habeas majore ne ille eruditione certaverit ac vicerit (certare nempe illi semper vincere est) an modestia et patientia. Adeo urget ille acerrimis quidem et efficacissimis argumentis, sed ea lenitate et charitate quasi melle temperatis, cui non magis hæreticorum superbia et insolentia felle plena possit respondere; quam ipsorum insania resistere Spiritui qui loquitur in illo. In summa putes te videre vel audire antiquos illos Chrysostomos, Hieronymos, Augustinos, Gregorios et alios si qui sunt ex veteribus episcopis celebriores, quos antiquitas religiosissime ac sanctissime venerata pro magnis et sanctis viris habuit; posteritas vero quæ tales hucusque vix unquam vidit pro miraculis. Subscribet his laudibus non nostra tantum Sabaudia quæ tanti partus matrem se et alumnam esse non immerito gloriatur, sed tota etiam Gallia, quam ille tot concionibus, præsertim Lutetiæ Parisiorum, Divione, Lugduni, nonnullis etiam in ipso Christianissimi regis conspectu habitis, nec minus regem ipsum quam regnum fama sui nominis et admiratione complevit. »

78. Quum talis tantusque vir Salesius esset, nemo obstupescet si ii qui historiam ecclesiasticam concinnarunt ipsum in eodem pene ordine habuerint quo habentur illi qui doctores Ecclesiæ declarati sunt. Prætermitto laudes quibus eum extulit vir doctissimus Thomas Salzano antistes Edessenus in suis libris de ecclesiastica historia, eas namque descripsit in suis precibus Revmus moderator generalis congregationis Ss. Crucis et Passionis D. N. J. C., quæ preces in Summari, tabulis prostant (Sum. p. 104, n. 36). A Salzani sententia minime sane discrepabat judicium Philippi Angelici Becchetti, qui laudes referens Salesio tributas cardin. du Perron et Henrico IV (1) illum Magni cognomento (non secus atque Henricus fecerat) appellabat gesta referens « del gran vescovo di Ginevra S. Francesco di Sales (2), » qui « per rendersi utile agli assenti ancora ed ai posteriavea publicati alcuni trattati utilissimi alla salute delle anime (3). » Sed in eminenti doctrina S. viri enucleanda diligentius versatus est clarissimus Renatus Franciscus Rohrbacher, qui plura de nostro conscripsit in libro LXXXVII Historiæ universalis Ecclesiæ catholicæ. Is illum abscisse doctorem compellat.

79. Enimvero non poterant ecclesiasticæ historiæ cultores diversas ferre sententias ab eo quod censuerunt duo viri prin-

(1) Œuvres de Fénelon, édit. 1828, tom. II. pag. 206. Lettre 7 sur l'Eglise.

(2) Bossuet, Œuvres complètes, édit. Migne 1856, tom. VII, col. 850-851.

(3) In Vita S. Fr. Sales., lib. VII.

(1) Storia degli ultimi quattro secoli della Chiesa lib. 26, § 40. Roma 1858, tom. XIII, pag. 255.

(2) Op. cit. lib. 27, § 18, tom. XV, p. 31.

(3) Op. cit. lib. 27, § 129, tom., XIV, p. 210.

cipes in hac parte sacrarum disciplinarum. Duos dico cardinales S. R. E. Cæsarem Baronium et Sfortiam Pallavicinium, quorum alter semel ac Salesium penitus agnovit « lui rendit tous les honneurs dus à une science éminente (1); » et Salesii sui consuetudine satiari non poterat, (2), » quippe mirabile illud sanctorum et doctorum virorum par in unam mentem virtus cogebat (3); alter vero miratus in libris ejus non ambitiosum acumen, et sanctitatem quæ ex ipsis scriptis pellucebat (4) ita de eo suffragium tulit, ut propter superstites libros, quibus perpetuus fiebat laborum apostolicorum fructus, non dubitaverit eum ipsimet Xaverio quodammodo anteferre.

80. Accedit hisce doctorum virorum judiciis multiplex numero, sed voto unanimi fidelium ex omni ordine, sexu et vitæ instituto suffragium. Ingentia mole volumina conficienda fuissent si typis mandari oportuisset omnes preces et subscriptiones eorum qui Francisco Salesio doctoris Ecclesiae nomen et laureolam ab Apostolica Sede poposcerunt. Docti indoctique simul in unam sententiam convenere ex multis ac dissitis catholici orbis regionibus; et quamvis varia soleat esse de unaquaque re hominum opinio et existimatio, mira tamen fuit atque incredibilis in hac causa postulantium consensio.

81. Idque prorsus expectandum erat, quum S. antistes docuerit et doceat adhuc christianum gregem, ejusque libri in plura idiomata conversi piorum omnium manibus terantur. Dum autem fideles ab eo libentisssime student edoceri ita se gerunt non inconsulta et invita, sed annuente, probante, atque adhortante ceu vidimus, ecclesiastica auctoritate. Congruunt ergo populi voces vocibus summorum pontificum aliorumque Ecclesiæ pastorum in doctrina et sapientia S. episcopi Gebennensis efferenda. Janvero, si teste Mabillonio doctoris nomen Ecclesia his tribuit, quorum doctrina publico ipsius suffragio approbata est, maxime ubi sanctitatis concentus accedit (5), » nihil est quod obesse queat quominus juxta petitiones Rmi episcopi Anneciensis et ordinis Visitationis, cura et ministerio RR. DD. Josephi Abre et P. Josephi Aloisii Fantoni e Soc. Jesu specialiter deputatorum S. Rit. Congregationi exhibitas quibus accessere tot Emi S. R. E. cardinales, Rmi archiepiscopi et episcopi, augusti principes, praesules religiosissimi, prænobiles proceres, collegia docentium et immensa aliorum fidelium multitudo : quominus, inquam, ab Apostolica Sede, ex hujus S. Ordinis sententia, Francisco Salesio doctoris Ecclesiæ universalis titulus, et congruens titulo cultus decernatur.

Quare etc. Hilarius Alibrandi.

Revisa : Augustinus Adv. Caprara S. R. C. assessor et sanctæ fidei subpromotor.

VI

Urbis et orbis. Concessionis tituli doctoris et extensionis ejusdem tituli ad universam ecclesiam nec non officii et missæ sub ritu dupl. de comm. doctorum pontificum in honorem S. Francisci Salesii episcopi et principis Genevensis. Animadversiones R. P. D. Promotoris Fidei.

Eminentissime et Revendissime Domine,

1. Si semper alias, in ea maxime quam aggredimur, disquisitione egregium Ambrosii monitum præ oculis habendum, ut *in judicio gratia absit, causæ merita discernantur* (Officior. lib. 2). Ea namque est omnium animorum in Genevensem sanctissimum præsulem propensio, observantia, devotio : ut pluribus optatissimum, injucundum forte nemini sit futurum, si amplione in Ecclesia cultu eum contigerit honorari. Neque ratio latet. Nam floruit ille quidem multis amplissimisque tum naturæ, tum gratiæ dotibus; claruit ingenii vi et scribendi facilitate; enituit animarum zelo et pastoralis sollicitudinis curis; quin et facilioris habitus auctor semitæ, qua omnigenæ conditionis homines perfectionis culmen attingant. Sed in illo maxima fuit virtus diffusa in ejus corde divina caritas, una cum animi singulari prorsus mansuetudine ac benignitate, ob quam suavissimus ac mitissimus ex omnibus haberetur, quotquot sive hæreticis ad rectam fidem, sive scelestis ad bonam frugem revocandis, sive piis ad sanctitatem promovendis operam dederint. Hæc porro sancti viri nota ac prærogativa, mirum quantum illi animos devinxerit; neque eorum tantum qui viventem adhuc familiarem habuere, sed etiam posterorum qui ejus aut gesta recolunt, aut scripta perlegunt, aut ipsam, ut ita dicam, imaginem contuentur.

2. Tot itaque tantisque tum virtutum cæterarum, tum scientiæ laudibus merito celebrari præclarum hunc, et omnibus diligendum Franciscum Salesium, nec quispiam, puto, ibit inficias, ipseque pleno ore profiteor. Quin et multo etiam plura in medium afferre paratus essem, nisi erudite pariter ac eleganter id jam in Informatione præstitisset vir clarissimus, qua multis ex titulis Salesium doctoris in Ecclesia honorem promereri contendit. De hoc tamen adhuc non leviter addubitare licet. Neque enim in eo modo disquisitio vertitur, num Franciscus scientiarum thesauris dives fuerit, num pius item ac facundus eruditusque scriptor habitus; sed num tanta in eo enituerit in Ecclesia edocendi scribendique peritia ac dignitas, quantam esse doctorum Ecclesiæ decet. Idcirco, quantalibet in sanctum virum observantia admiratioque excogitari valeat, ipsa qua versamus conditio temporum summam in judicando diligentiam maturitatemque deposcit. Acerrimi quippe catholicæ Ecclesiæ hostes eo etiam nomine illi conflare nituntur invidiam, quasi suos inter doctores accensere non abnuat, qui neque doctrina, nec meritis cum antiquis comparari valeant. Horum quidem calumnias refellere heic locus non est; hæ tamen cautissimos oportere esse monent, ut in re tam gravi singula ad severiorem omnino trutinam revocemus.

3. *Eminens* sit oportet doctorum scientia cum sanctitate conjuncta; non enim qui doctus item doctor; cum pluribus inter Ecclesiæ ministros, diverso licet gradu, doctrina opus sit. *Divisiones enim gratiarum in Ecclesia sunt* (Cor. 12, 4) *et quosdam posuit Deus in Ecclesia, primum apostolos, secundo prophetas, tertio doctores... exinde... genera linguarum, interpretationes sermonum* (ibid. 5, 28). Iterumque Paulus discernit *quosdam apostolos, quosdam autem prophetas, alios vero evangelistas, alios autem pastores et doctores* (Ephes. 4, 11); additque causam quæ ad rem nostram maxime facit, *ut jam non simus parvuli fluctuantes, et circumferamur omni vento doctrinæ.. Veritatem autem facientes in charitate, crescamus in illo per omnia, qui est caput Christus, ex quo totum corpus compactum et connexum per omnem juncturam subministrationis, secundum operationem in mensuram uniuscujusque membri* (ibid. 5, 14-16). Nimirum uti explanat Victorinus : « Quomodo membra singula junctura cohærentia diversis in administrationibus totius corporis mensuram faciunt; sic et in Ecclesia singula quæque membra ministeriorum circa sanctificationem mysterii, et circa fidem Christi juncturas præstant, et corpus suum in charitate constringunt, atque ædificant. » (Mai, Scriptor. vet. t. III, p. 129). Diversa scilicet ministeria non solum in celebratione et sanctificatione sacrorum mysteriorum discernuntur, verum etiam in fide Christi docenda, tuenda, ac penitus semper investiganda. Non igitur quisquis doctrinam et Christi fidem studiis suis cum laude prosequitur statim Ecclesiæ doctor dicendus, cum multi, pro suo quisque diverso eruditionis modulo, in variis fidei ministationibus corpus unum efficiant. Hinc profecto est,

(1) Hamon, in Vita S. Franc. Sales, tom. I, pag. 362.
(2) Carol. Aug. in Vita, lib. 4.
(3) Idem, lib. cit.
(4) Pallavicin. in Vita Alexandri VII, lib. 1.
(5) In præf. ad edit. Opp. S. Bernardi, n. 2.

ut Ecclesia plurimorum sanctorum doctrinam commendet, plurimisque efferat laudibus, quos tamen inter doctores minime computat.

4. Itaque in Ecclesiæ ministris tria præsertim sunt munia, quæ doctrina maxime indigent, et quorum singulis proprium nomen, propriumque titulum ejusdem consuetudo præscripsit. Alii scilicet, ceu ex Paulo accepimus, sunt apostoli, alii pontifices, alii episcopi, alii doctores; quibus singulis non solum doctrinæ scientiæque copia tamquam privatis hominibus necessaria est, verum etiam tamquam ceterorum magistris tradendæ, facundia et eruditio. Neque tres hosce ordines apprime distinctos in unum omnes recidere dicendum est. Nam primo apostolorum intelliguntur nomine, qui per subsequentes Ecclesiæ ætates, apostolorum Christi vestigiis inhærentes, sive ad ejus fidem paganas gentes vocare, sive in hæresim, aut schisma prolapsas ab interitu vindicare sategerunt. Hujusmodi homines scientia instructos esse oportere tum res ipsa, tum Christi ipsius portentum demonstrat, qui apostolos suos ex rudiore piscatorum turba delectos, immisso Spiritu Paraclito, divinitus indita scientia replevit et instruxit. At in eo maxime horumce virorum ab aliorum scientia distinguitur, quod ad gentium sanandarum captum, et cujuslibet cœtus eruditionem accommodetur, Domino simul cooperante sequentibus signis, quibus homines excitati ad veri Dei cognitionem et cultum perducuntur. Plane ejusmodi fuere Bonifacius pro Germania, Augustinus pro Anglia, Cyrillus ac Methodius pro Slavonia, Xaverius pro Indis; at, quamvis Orientali Ecclesiæ multi jam dati fuerint doctores, qui tamen Orienti ad unitatem revocando detur, adhuc apostolum expectamus.

5. Episcopos vero quod attinet, eos omnes scientia pollere opus esse, ab ipsis Ecclesiæ exordiis monuit Paulus, qui neque a doctoris nomine episcopis tribuendo abstinuit. *Oportet enim episcopum esse... doctorem* (Tim. 3, ; 2); scilicet *amplectentem eum, qui secundum doctrinam est, fidelem sermonem, ut potens sit exhortari in doctrina sana, et eos qui contradicunt arguere* (Tit. 1, 7). Opportune itaque ad rem nostram Isidorus Hispalensis advertit, ei qui in erudiendis atque instituendis ad virtutem populis præerit, nedum vitæ sanctimoniam necessariam esse, sed et scientiam Scripturarum, « quia si episcopi tantum sancta sit vita, sibi soli prodest sic vivens. Porro si et doctrina et sermone fuerit eruditus, potest ceteros quoque instruere, et docere suos, et adversarios repercutere. » (Offic. ad Fulgent. lib. 2, c. 5.) Scilicet « Episcopus in Ecclesia, instar benigni cujusdam sideris, non modo in se solis justitiæ ac veritatis radios excipere, sed et eos in populum christianum refundere, animasque sibi creditas luce illa cœlitus accepta illustrare tenetur, » uti scribit Ludovicus Abelly a Bened. XIV citatus (de Beatif. et Canonizat., lib. III, c. 34, n. 7). Quo profecto accidit, ut in nullo sanctorum episcoporum elogio, de illorum præsigni doctrina, vel divinitus indita scientia mentio absit.

6. At longe supereminet doctoris Ecclesiæ scientia; adeo ut et sine episcopali decore doctoribus adnumerari quis possit, et docti licet ad episcopi mensuram viri, doctoris nomini impares habeantur. Sunt enim doctores, juxta Gregorii Magni sententiam, Ecclesiæ bases « in basibus quippe columnæ, in columnis autem totius fabricæ pondus erigitur. Non ergo immerito doctores sancti basium nomine designantur, quia dum recta prædicant, omne pondus Ecclesiæ fixa morum suorum gravitate sustentant » (Moral. lib. 28, c. 38). Per doctores enim, uti Bonifacius VIII explicat, « quasi luminosas ardentesque lucernas super candelabrum in domo Domini positas, errorum tenebris profugatis, totius corpus Ecclesiæ tamquam sidus irradiat matutinum; ... profundis quoque ac decoris illorum sermonibus ampla ipsius Ecclesiæ fabrica, veluti gemmis vernantibus, rutilat; et verborum elegantia singulari, gloriosius sublimata coruscat » (Cap. *Gloriosus*. Decret. in sexto). Hæc itaque doctorum intima prærogativa est, ut Ecclesiæ columnæ ac fundamentum habeantur; ut eorum doctrina totius Ecclesiæ corpus nova luce perfundatur, ac veluti novus doctrinæ fons reseratus fuerit. Sive scilicet hi nascentes hæreses confodere; sive veterascentes eradicarunt; sive denique collecta Ecclesiæ dogmata ac præcepta ita in ordinem digessere, ut exinde posteri theologicarum scientiarum fundamentum et renascentium hæresum refutationem haurire valeant. Hæc « doctrina requisita in Ecclesiæ doctoribus, quod videlicet per eam errorum tenebræ fuerint profugatæ, obscura fuerint dilucidata, dubia declarata, Scripturarumque ænigmata reserata (Benedictus XIV, op. cit. lib. IV, parte 2, cap. 11, num. 14.)

7. Et hoc revera præsidium sanctos doctores, quotquot sunt, Ecclesiæ præstitisse palam est. Ita Augustinus, vetere Donatistarum schismate compresso, Manichæorum, Pelagii ac Cœlestii erroribus refutatis maxime inclaruit. Hilarius et Athanasius ideo Ecclesiæ doctores habiti, quod Arianos tum maxime Constantii tyrannide fultos contra Nicænam fidem insurgentes retuderint, et singulari eloquentiæ vi una cum improbo imperatore prostraverint. Merito propterea scribit Hieronymus: « Vir sanctus et eloquentissimus martyr Cyprianus, et nostri temporis confessor Hilarius, nonne tibi videntur excelsæ quædam arbores in sæculo, ædificasse Ecclesiam Dei? (Comm. in Isaiam, lib. 17, c. 61.) Ambrosius, romana illa facundia et inconcussa pectoris firmitate, Arianos a latinarum fere gentium regionibus exturbavit; Isidorus ejusdem hæreseos in barbara Gothorum gente subinde renascentis reliquias extinxit. Leo Magnus in ipsa fere adolescentia, et vix minori clero adscriptus, Zosimo pontifici in detegenda Pelagii versutia administer, mox, Dioscoro atque Eutychete damnatis, Petri vocem roburque imitatus est; cui Chrysologus in eodem Eutychete percellendo socium se pedissequumque præbuit. Notum est quibus vocibus Urbanus II in concilio Barensi Anselmum compellavit: « Pater et magister Anselme... veni... et defende matrem tuam Ecclesiam, quam Græci labefactare conantur; » quapropter « cum... Græcos in processione Spiritus sancti confutasset, magni apud omnes habitus est, et veneratione dignissimus comprobatus » (Benedictus XIV, lib. IV, p. 2, c. 11, num. 15.) Haud absimile testimonium Petro Damiani reddidit Alexander II, scribens ad Galliæ episcopos: « Talem vobis virum destinare curavimus quo nimirum, post nos, major in Romana Ecclesia auctoritas non habetur... noster est oculus et Apostolicæ Sedis immobile firmamentum. (Positio in causa doctoratus S. Petri Damiani). De S. Bonaventura scribit Xistus V in suis Apostolicis Litteris 15 martii 1588: « In rebus concilii (Lugdunensis) arduis operam egregiam præstitit, catholicam fidem constantissime defendit; pravas opiniones acerrime refutavit; ejusdemque prudentia, doctrina, sanctitate, orationibus Gregorii pontificis sollicitudo tantopere adjuta est, ut sublato... schismatis dissidio Michael Paleologus Græcorum imperator orientalesque nationes ad Apostolicæ Sedis obedientiam, unitatem, communionemque redierint. » Vix autem commemorabo ceteros; nemo enim divina factum providentia neget, ut Nestorio Cyrillus, Eunomio et Macedonio Gregorius Nazianzenus, Anomianis et eidem Eunomio Basilius; Vigilantio, Helvidio, Joviniano Hieronymus opponeretur; ac recentioribus quoque temporibus Abælardo, Gilberto Porretano, Arnaldo Brixiensi, Apostolicis Bernardus occurreret, qui laudem extincti Petri Leonis schismatis, adducti ad pedes pontificis Victoris antipapæ laude cumulavit.

8. Non eosdem quidem omnes retulere triumphos; at neminem reperire est, qui illos coæquaverit ob pretiosa Ecclesiæ relicta monumenta peritiæ suæ; sive scilicet in explicandis divinarum Scriptarum ænigmatibus, sive in theologicis quæstionibus enodandis. Qua in laude liceat primum recensere

nobile illud Joannis os, cui aurei cognomen Ecclesia indidit, et ætates succedentes firmarunt; tum inclitæ Dominici familiæ decus doctorem Angelicum, qui Apostolicam Ecclesiam infinitis confutatis hæresibus, suis scriptis illustravit (S. Pius V, in bulla *Mirabilis Deus*). Quæ cum ita se habeant, quis jam audeat sine Hieronymo litteram, sine Gregorio Magno morum præcepta, sine Bernardo mysticam e Scripturis interpretari? Quis in dogmatum disciplinis quidquam proferat, nisi Thomam, Anselmum, Damianum diu multumque meditatus fuerit? Quis moralem theologiam pertractaverit, neque statim Alphonsi de Ligorio sibi nomen auctoritatemque senserit usurpandam? Nil propterea mirum si horum doctorum laudes eruditi homines quotidie in ore habeant, et auribus discipulorum inculcent. Sive enim scholas fueris ingressus, sive concionatores in Ecclesiis audiveris, sive theologorum libros volutaveris, passim horum, quos recensui, doctorum nomina appellari, verba referri, auctoritatem in medium afferri videris. Accidit scilicet, quod his verbis Leo IV præscripsit: « Si tale emerserit vel contigerit inusitatum negotium, quod minime possit per istos (sacros canones) definiri; tum si illorum, quorum meministis, dicta, Hieronymi, Augustini, Isidori, vel ceterorum sanctorum doctorum similium reperta fuerint, magnanimiter sunt retinenda et promulganda. (Gratian. can. de libellis, distinct. 20).

9. Ad Franciscum itaque nostrum jam deflectat oratio. Eum scientia, quæ vires apostolico ministerio operam navantes, et Ecclesiæ pastores decet, affatim fuisse præditum, vel ipsa pluries instituta a S. Congregatione ejus scriptorum examina satis ostendunt. In istam porro laudem commode referri possunt, quæ de acri ejus ingenii vi, de impensis in studiorum curriculo laboribus, deque uberrimo exinde fructu consecuto narrantur (Informat. cap. 1, art. 1). At quæ superadduntur argumenta sive ex ministerii laboribus, sive ex deperditis libris, sive ex ipso scribendorum operum proposito (Ibid.), nullius fere esse pensi in ea quæstione quam agimus, non invitus quisque concedet. Id enim nonnisi de iis scriptis aut laboribus existimandum putaverim, quibus, uti Anselmo et Hilario accidit, in præsentissima Ecclesiæ necessitate, res christiana stetisset. Licet enim horum sanctorum scripta magna ex parte interciderint, non ideo tamen minus uti habendi et doctores colendi in Ecclesia sunt.

10. Jam itaque liceat inquirere, num Anselmo, Hilario, aliisque Ecclesiæ luminaribus superius recensitis Salesius æquiparandus videatur; num verum sit quod asseritur, quemadmodum antiquis temporibus alios doctores suscitavit Dominus compescendis ac debellandis hæresibus tunc grassantibus, ita pariter sæculo XVI Salesium fuisse excitatum profligandæ Lutheri, Calvini, ac Zuinglii teterrimæ lui. (Inform. § 1). At enim neminem latet quot quantosque insignes pietate ac doctrina viros illa ætas tulerit, qui contra eam hæresim fortiter dimicarunt vix caput extulit. Ut alios præteream, nonne de Ignatio Loyolæo, ejusque inclyto sodalitio legimus « constantem fuisse omnium sensum, etiam pontificio confirmatum oraculo, Deum, sicut alios aliis temporibus sanctos viros, ita Luthero ejusdemque temporis hæreticis Ignatium et institutam ab eo Societatem objecisse? » Præcipui ex illa lectissima acie beatus Petrus Canisius ac venerabilis cardinalis Robertus Bellarminus prodiere. Neque advertere juvat, quod « nemo adhuc, si Franciscum Salesium excipias, duabus simul præfulsit dotibus conjunctis, quæ in Ecclesiæ doctore requirantur, nimirum quod in albo sanctorum fuerit adscriptus, et eminenti doctrina excelluerit. » (Informat. loc. cit.) Nisi enim liquido appareat Salesium pari gradu cum duobus illis doctrinæ laude incessisse quemadmodum istis, ad assequendum doctoris titulum, adhuc Sanctorum decretus honor, ita illi eminentis doctrinæ gloria deerit. Re tamen vera Franciscus alteri defensorum agmini adjungendus videtur, qui illius hæreseos monstro non percussores, sed vigiles excubitores se præbuerunt. Quod meritum, insigne illud quidem, singulari animi mansuetudine et charitatis dulcedine cumulavit; adeo ut plurimi suavitate ejus allecti in viam justitiæ ac veritatis redierint. Huc sane spectat celebratissimum illud cardinalis Perronii effatum « sibi quidem vires animumque suppetere ad hæreticos refutandos, sed ad eos convertendos Salesio opus esse. » Quibus verbis, communi jam consensione firmatis, doctrinæ et aptitudinis quæ apostolum designent illi laudem tribui, doctoris non item, palam est.

11. Sed jam sancti viri scientiam ex ejusdem scriptis perpendamus. Ipsemet in primis in operis præfatione cui titulus *Theotimus*, quod omnium prostremum fuit, de se ingenue fatetur « io ho scritto assai poco, e molto meno ancora ho dato alla luce. » (Editio Ital. operum Brixiæ anno 1829). Tum recenset opuscula ab se edita; sunt autem: Meditationes in Symbolum Apostolorum; Vexillum Crucis; funebre elogium Philippi Emmanuelis Lorenensis; Monita ad confessarios, Philotæa, et ipse Theotimus, cui libro supremam apposuit manum anno 1616. » Quamvis itaque plura post ejus obitum in lucem prodierint Salesii scripta, hæc in sua recensione prætermisit, vel quia ad privatorum tantum usum ordinata, vel quia, utpote subcesivis horis elucubrata, incompleta et adhuc limæ labore ac mora expolienda. Hæc inter, nedum disputationes contra Calvinum ac Viretum, sed ipsas *Controversias* reperire est, quas veluti polemicum opus princeps Informatio laudat atque extollit. De sermonibus qui ei tribuuntur, audiendus est Henricus de Maupas episcopus Ebroicensis in sua præfatione ad vitam ejusdem sancti editam anno 1657: « Je dois vous avertir..... que les sermons imprimés sous le nom du bienheureux François de Sales ne sont point les productions de sa plume. Diverses personnes se sont mêlées de ramasser quelques fragments des discours que ce grand évêque prononçait en public, et les ayant accommodés selon leur sens, on n'y découvre plus les lumières de son esprit, ni le fond de son éminente doctrine; ni les agréables figures de son éloquence; ni les puissants attraits de sa dévotion..... Le sermon de l'Assomption de la sainte Vierge..... et quelques autres, que l'on conserve encore écrits de sa main, marquent bien clairement la différence de ses vrais originaux d'avec les fausses copies. » (Migne Opp. compl. tom. IV, pag. 643).

12. Exaggeratione multa judicium ejusmodi peccasse editores contendunt, et nos ex parte dabimus: verum vel ipsi deinde fatentur: « Nous sommes privés de presque tous les sermons que le saint a faits aux laïques, et qui ont converti tant de pécheurs; car comme ce sont les religieuses de la Visitation qui nous ont conservé ce qu'elles avaient retenu de ses sermons et de ses entretiens, et qu'il avait soin d'adapter les discours qu'il leur faisait au besoin de leurs âmes, ces discours ne roulent guère que sur des points de perfection propres à la vie religieuse. Aussi quand elles ont recueilli ces discours, elles n'avaient point la pensée de les faire imprimer. Elles ne les mettaient par écrit qu'afin de les conserver pour le bien particulier de leur ordre » (Ibi, pag. 645). Non autem e scriptis sancti viri hæc fuisse desumpta, ipsamet S. Francisca de Chantal asserit, in epistola de obitu matris Claudiæ Agnetis Joly: « C'est elle qui a eu soin de recueillir les entretiens de notre bienheureux Père, et la plupart de ses sermons. Elle avait la mémoire si heureuse, qu'elle récitait mot à mot ce que ce grand prélat avait prêché plusieurs jours auparavant. » (ibi). Patet igitur neque expolitas, neque perfectas hasce Salesii orationes ad nos pervenire potuisse. De primo autem Fabriani codicis titulo innuisse sufficiat, eum numquam Francisci nomine fuisse inscriptum.

13. Nihilominus quanti hæc facienda sint breviter videamus. A *Controversiis* initium ducimus, ut Informationis sequamur or-

dinem Audito jam controversiarum nomine, suspicari quis posset Salesium aggressum aliquid esse quod Bellarmini, du Perronii, Bossueti absolutis ea de re lucubrationibus comparari possit, vel iis disputationibus quas contra vetustiores alios Ecclesiæ doctores hostes plures agressi sunt. At longe aliter se res habet. Sunt enim hæ Controversiæ sermones quidam Thononensi plebi accommodati quos scripto dictim tradere coactus est, cum voce recitare prohiberetur. Ipsemet Franciscus rei testis in sua ad Thononenses præfatione : « Ayant continué quelque espace de temps la prédication de la parole de Dieu dans votre ville, sans avoir esté oui des votres que très rarement, par interruption, et à la dérobée..... je me suis mis à réduire en escrit quelques principales raysons que j'ay choisies, la plupart tirées des sermons et autres traités que j'ay faits ci-devant de vive voix. » Nec vero se quidquam novi allaturum, sed sed quæ cœteri dixerint ampliori jam forma, se breviori consuturum pollicetur : « Je ne dirai donc rien qui soit nouveau... car tout est ancien dans cet écrit, et n'y a presque rien du mien que le fil et l'aiguille. Le dessein ne m'a consté qu'à le descoudre et le recoudre à ma façon. » Nec aliter poterat ; ut enim in epistola ad Viennensem Præsulem postmodum scripsit « Nello spazio di cinque anni nello Chablais... ho predicato senz'altri libri che la Bibbia, e quelli del gran Bellarmino (Op. et edit. cit.) Opus præterea se perbreve ac præpoperum aggressum fatetur ; aliorum coævorum hortatur adire multo ampliora ; et ideo tantum sua præ aliis commendat, quod fere allobroga veste aliorum rationes induerit : « La méthode et le style ne vous déplairont point ; car son air est tout à fait savoisien. »

14. Opus autem neque perfectum, neque expolitum fuisse, alia plura ostendunt. In præfatione Italicæ versionis Brixiensis jam memoratæ legimus : « Vero è però che il manoscritto resta mancante di molte questioni che il santo vescovo promette nella sua lettera dedicatoria, le quali o son perdute, o dal Santo non furono distese... Oltre di ciò s'incontrano in esso manoscritto molte lacune, come in opera tessuta in fretta, con animo di riempirle di testi scritturali e di SS. Padri con miglior agio, e con comodità di libri. » Idipsum adnotatum jam fuerat in prima editione operis : « Il est facile d'observer dans nos remarques, que plusieurs choses y sont à désirer. » (Vivès, tom. VIII, pag. 562 ; et idipsum confirmatur ibid. pag. 340). Delituit præterea ejusmodi Salesii elucubratio ad annum 1658, ac nonnisi anno 1672, septimo ab ejus canonizatione, primum publici juris facta est (Migne opp. tom. IV, pagg. 351-355). Non tamen pluribus mendis vacua, neque prodiit integra : adeo ut in Aniciensis monasterii pluteis ad hanc usque ætatem viginti duæ ejusdem paginæ manuscriptæ remanserint. Itaque in opere iis in adjunctis exarato mirabitur nemo aliquid præter S. auctoris mentem excidisse ; quale illud est, ut nedum canones concilii Quinisexti referret ad sextum concilium generale (Vivès, op. et loc. cit. pag. 308) ; sed, ut ipsius Michaelis Montagne auctoritate uteretur (Vivès, opp. cit. in serm. XXV). Quis porro iste vir esset, graphice pinxit Italicus recens historicus : « Ben gli sta l'accusa di avere e coi dubbi, e colle asserzioni sviato dalla leale ricerca della verità, e messa in moda la sbadataggine in questioni di primissima importanza ; l'egoismo della morale ; il libertinaggio nella letteratura, e i paradossi suoi contro la società, e le sue idee sull' educazione furono poi adottate da Rousseau. » (Cantù, Storia, lib. 15, cap. 33). Quæ omnia, licet opus satis imperfectum prodant, tamen absque invidia sanctissimi viri dicta velim, qui in tanta rerum varietate et temporis angustia ad singula attendere minime valuerit.

15. De dissertatiunculis contra Viretum, de Eucharistia, et aliis ejusmodi nihil addendum puto, cum eadem dicenda recurrant, quæ modo de controversiis animadvertimus, ac illud præterea, quod nonnisi paucissimis notæ fuerint. Ad *Vexillum crucis* quod attinet, eruditum quidem opus ac maxima commendatione dignumesse non abnuo, sed illud etiam, non secus ac reliqua sancti viri opera, tenuiore stylo, ac rudiori plebi accommodato conscriptum fuit ; suum quippe opus dedicavit « Alli Signori Confratelli delle compagnie de' penitenti della S. Croce, negli stati di Savoia di qua dei monti. » Ut omnium itaque captui sese accommodaret, ingenio facundiæque pepercit, stylum ad monticularum aures attenuavit, et ex multis ea de re antea docte eruditeque ab aliis editis opellam conflavit. De minoribus aliis operibus unius Bossueti sententiam alleram : « Les Opuscules du saint homme sont marqués par deux fois dans la Préface, comme n'ayant pas la trempe et la solidité des autres ouvrages, et comme des productions d'un âge encore tendre et faible — J'avoue que tout ce qui vient des saints mérite la révérence ; il ne faut pourtant pas croire que ce qu'on donne avec tant de précaution dans une préface soit d'une égale autorité que le reste (Préface sur l'Instruction pastorale. Op. vol. 19, § 134). In Monitis autem viginticinque ad confessarios, prudentia viri apostolici et in animarum regimine versatissimi certe elucet ; quamvis etiam in illis festinanter digerendis quidpiam auctoris diligentiæ excidisse videatur. Ita de absolutionis forma brevianda agens scribit : Il est vray, comme le dit le docteur Emmanuel Sa, ès confessions de ceux qui se confessent souvent, on peut retrancher toutes les prières qu'on fait devant et après l'absolution, disant simplement : « Ego te absolvo ab omnibus peccatis tuis, in nomine Patris etc... » On en doit dire le mesme, quand il y a une multitude de pénitens, et que le temps est court ; car on peut prudemment abréger l'absolution ; ne disant sinon : « Dominus noster Jesu Christus te absolvat, et ego auctoritate, ipsius absolvo te ab omnibus peccatis tuis. In nomine etc. » (Vivès, Op. tom. VI, pag. 145). Vides heic de absolutione a censuris verbum non fieri, cum tamen in Rituali Romano etiam urgente aliqua gravi necessitate in periculo mortis præscribatur formula : *Ego te absolvo ab omnibus censuris et peccatis, in nomine Patris etc.* (De Sacram. Pœnitent.). De epistolis denique illud unum satis erit heic loci advertere cum doctissimo Papiensi antistite : « Taluno avrà potuto abusare delle lettere 199, 200, 362 ediz. Lethielleux, per assalire la podestà indiretta del pontefice sul potere civile, e in proposito il valoroso periodico di Bruxelles La Croix fa giustamente le sue riserve. » (Articulo in ephemeride *La Scuola cattolica*, anno 2, vol. IV, fasc. 23). Qua quidem in re quantum a Bellarmino Salesius discesserit, nemo non videt ; at non hic animus est unum, cum altero committere. Ex his tamen omnibus colligere datur, cur forte recensita Salesii opera apud nostrates, non æque atque ascetica, vulgata et omnium trita manibus fuerint.

16. Itaque jam ad *Philotæam* atque *Theotimum* veniamus ; quæ licet inter ascetica sancti viri opera computentur, plura etiam de dogmatica theologia ornate, docte, æ venustissime attingunt. Nihilominus hæc pastorem potius, quam Ecclesiæ doctorem prodere, ipse de se Salesius testimonium perhibet. De *Philotæa* ad Viennensem antistitem hæc primum habet : « Avrete osservato, Monsignore, che questa opera non fu mai fatta con disegno apposito. Egli è un memoriale che io aveva composto per un' anima bella.... e ciò fra le occupazioni della Quaresima, nella quale io predicava due volte la settimana... Mi manca senza dubbio ogni cosa per mettermi alla impresa delle opere di grande volume e di gran fatica.... Io sono in luogo dove non posso avere nè libri, nè conferenze proprie a cose tali, e perciò, lasciando a'grandi operai i disegni grandi, ho concepito alcune piccole operette meno laboriose... Mi avverte (episcopus Montispessulani) che io sono in molti luoghi troppo stretto e conciso, non dando corpo che basti a miei ricordi, nel che senza dubbio io veggo che egli ha ra-

gione..... L'altra cosa che egli mi dice, è che per una semplice, e prima introduzione io porto troppo avanti la mia Filotea... Ora all' uno ed all' altro di questi errori io facilmente rimedierò, se mai questa Introduzione si ristampa. » An datam deinceps præstiterit fidem, tot curis ac negotiis distentus, non liquet. In præfatione vero ad *Theotimum* candidissime scribit : « Delle cose che io dico non ve ne ha alcuna ch'io non abbia imparata da altri. Ma il recordarmi in particolare ciascuna cosa da chi, mi sarebbe impossibile . » Nihilominus hæc ipsa simpliciori stylo se prosecutum narrat : « Bensì ho toccato moltissimi punti di Teologia, ma senza spirito di contesa, proponendo semplicemente non tanto quel che io ho imparato già nelle dispute, quanto quello che l'attenzione al servizio delle anime, e l'impiego di ben ventiquattro anni nella santa predicazione mi han fatto credere essere più conveniente alla gloria dell' Evangelio e della Chiesa » (Opp. edit. sup. cit.).

17. Notum insuper vulgatumque est quantopere Salesii doctrina ad tuendum pseudomysticum suum systema Feneonius fuerit abusus, et ea præsertim quæ in *Theotimo* continetur. Plures quippe S. Genevensis antistitis sententias in opere suo congessit cui titulum fecit *Maximes des Saints;* qua de causa a Bossueto gravissime reprehenditur. At hic etiam, licet solemniter protestatus fuisset : « Je me suis assez attaché à défendre saint François de Sales pour être à couvert du soupçon qu'on pourroit avoir, que je veuille affaiblir son autorité; » non omnia tamen Salesii dicta ita emollire potuit, quin aliquid nec satis planum, neque ad theologicam apodixin exactum in iisdem offenderit : « J'oserai dire avec la liberté d'un théologien, que si l'on suit ce saint pas à pas dans ce qu'il enseigne en divers endroits, on ne trouvera pas toujours sa doctrine si liée ni si exacte qu'il seroit à désirer; et on n'aura pas de peine à reconnoître que, selon l'esprit de son temps, il avoit peut être moins lu les Pères que les scholastiques modernes (Bossuet, Op. Lachat, vol. 19, pag. 297). Ac paulo deinceps : « Je ne prétends pas déroger par là aux conduites intérieures de cet excellent directeur, sous prétexte qu'en ces endroits et en quelques autres sa théologie pouvoit être plus correcte et ses principes plus sûrs. Je ne veux non plus affoiblir en lui le titre qu'on lui donne, de théologien à un degré éminent, mais enfin borné, comme tout l'est dans les hommes. — Denique, hoc aliud retulisse juverit, quod Salesii sanctitatem quam maxime tuetur : « Il n'est pas permis pour cela d'avoir pour suspecte la direction des saints, parce qu'on sait que ces opinions de spéculation se rectifient dans la pratique, lorsque l'intention est droite. » Accedit nimirum, juxta ipsam Bossueti sententiam, nonnulla in hisce sancti viri scriptis reperiri, quæ per se indoctos in errorem possent inducere, quod si non accidat, non ipsi doctrinæ, sed perspectæ viri sanctitati tribuendum; adeoque non doctrina sanctitatem, sed sanctitate doctrinam commendari.

18. Ex quo factum arbitrer ut vel illi quidem qui Francisci scientiam doctrinamque apprime noverant, numquam illam Ecclesiæ doctore dignam putaverint. Neque enim tam facile uni dumtaxat Aniciensis processus testi credendum puto, asserenti Sorbonæ doctores judicasse libros a Salesio conscriptos ex æquo ire cum operibus S. Gregorii, S. Ambrosii et S. Augustini (Informat. § 40). Nam si res ita se habeat, curnam Benedictus XIV, qui Bernardum, Ildephonsum, Bedam aliosque memorat utpote a multis dignos habitos, qui doctoris Ecclesiæ titulo decorarentur; Salesium omnino præterit, cujus et merita et doctrinam laudaverat? (Cit. op. lib. IV, p. 2, cap. 11.) Cardinalis autem Gerdilius, licet Allobrox genere, ac Thononi et Annecii diu versatus, rogatus de optima ratione instituendi Sabaudiæ principis, ei quidem inter alia Fenelonii ac Bossueti operum lectionem suadet; Salesii non meminit. (Gerdil, Op. select. tom. 2. Sulla educazione ed istruzione della gioventù. Milano 1830). Non itaque Francisco aptari posse videtur elogium, quod in Ecclesiæ doctoribus merito requiri Mabillonius scripsit, « quorum scilicet doctrina publico ipsius Ecclesiæ suffragio approbata est ».

19. Non diffiteor tamen Salesii scripta, utpote pietate ac doctrina referta, plurimorum, et amplissima elogia meruisse. At si æqui rerum æstimatores esse velimus, reperiemus ejusmodi laudes ferme ea scripta respicere, quæ ad animarum directionem spectant. Huc sane potissimum pertinent celebratissimæ illæ, ac pluries repetitæ liturgicæ preces : *ejus dirigentibus monitis;* item secundæ Lectionis verba : *suis etiam scriptis cœlesti doctrina refertis, Ecclesiam illustravit, quibus iter ad christianam perfectionem tutum et planum demonstrat.* Hæc pariter respiciebant elogia a Patribus cardinalibus aliisque in suffragio pro Salesii canonizatione edita, quibus adhuc alia ejusdem opera vix aut ne vix quidem innotuerant. Hæc fere omnes repetunt, qui modo postulatorias preces pro Salesii doctoratu dederunt (Informat. cap. 2). Quibus forte innixi Bollandiani Patres in sua postulatione Patris Tournemine sententiam attulere : « Sanctum hunc electum fuisse, qui apostolus esset Calvinistarum, et doctor devotionis. » Ac Papiensis laudatus episcopus ex professo hanc thesim statuit : « A chi dunque obiettasse : il vescovo di Ginevra fu maestro di ascetica incomparabile, più ancora che dotto controversista; potremmo rispondere — e per un momento sia; ma quel titolo, che voi non potete negargli, basta anche solo a valergli l'aureola gloriosissima del dottorato. » (Loc. cit.). Sunt profecto hi limites quibus præsens quæstio necessario coarctatur.

20. Nonne tamen novum, et in ecclesiasticis fastis inauditum censeas id sufficere « anche solo a valergli l'aureola gloriosissima del dottorato? » Haud enim diffiteor Bonaventuram, Anselmum, Bernardum aliosque ex Ecclesiæ doctoribus inter asceticæ insignes magistros recenseri : non iis tamen profecto meritis, ceu vidimus, doctoris titulum assecuti sunt. Neque etiam ideo habendus Augustinus doctor, quia psalmum contra partem Donati ediderit lintrariis et bajulis decantandum; aut Basilius si solas monachis regulas præscripsisset; aut Bernardus quod pro Templi militibus idipsum præstitisset; aut Bonaventura quod Marianum psalterium excogitasset. Qui libri ceteroquin ampliissimam laudem merentur, et Christifidelibus vel ab errore revocandis, vel pietate imbuendis aptissimi censentur. *Debitores enim sumus sapientibus et insipientibus* (Rom. I, 14). Scilicet in hisce tam præclaris verbi ministris sæpe conjunctam videre est doctoris et sacerdotis curam; qui postquam, aquilarum more, ad sublimia quæque scientiæ mysteria avolaverint, mox ad plebes christianas humiliore conatu erudiendas descendunt.

21. Hinc factum, ut plures in Ecclesia viri non exiguis sane ingenii ac doctrinæ meritis conspicui, doctorum numero numquam aggregati fuerint, licet primi suorum temporum asceseos ac mysticæ theologiæ magistri haberentur. Quo in numero primum se sistit sanctus Isidorus Pelusiota, Joannis Chrysostomi discipulus, de quo Baronius scribit : « Fuit hic... celebris inter ecclesiasticos scriptores græcos... multa nobilia relinquens posteris et sanctitatis, et scriptorum monumenta. » (Notæ ad Martyr. Rom. die 4 februar.) Hic, præter alia, duodecim millia epistolarum conscripsit, quæ non secus ac illæ Salesii nostri, immo multo magis, inexhaustum præbent Scripturarum enarrandarum thesaurum, et Chrysostomo ipso, ac Basilio non indignæ reputatæ sunt. De sancto Laurentio Justiniano legimus : « libros... cœlestem doctrinam ac pietatem spirantes... conscripsit; » item de S. Joanne a Cruce : « in divinis explicandis arcanis... Apostolicæ Sedis judicio, divinitus instructus, libros de mystica theologia cœlesti sapientia refertos conscripsit. » Quid, quod neque rudes,

neque ipsæ fœminæ ab hujus laudis participatione excluduntur? Nam, ut alios prætеream, de sancto Paschali Baylon uti prodigium habetur, quod « homo rudis et illitteratus de mysteriis fidei difficillimis respondere, atque aliquot etiam libros conscribere potuit. » Item sancta Francisca Fremiot de Chantal, præcipua Salesii discipula, commendatur « scriptis etiam divina sapientia refertis. » Præsertim vero Theresiæ a Jesu virginitatis pariter ac doctrinæ eximiæ ab Ecclesia illud elogium tribuitur, *ut cœlestibus ejus doctrinæ pabulo nutriamur*, non secus ac Salesio, *ut ejus dirigentibus monitis*, cœlestia præmia consequamur.

22. Hæc, ni fallor, ostendunt Ecclesiam numquam ob quantamlibet asceseos tradendæ scientiam doctoris titulum alicui tribuisse. Cum enim hæc dos non imperitis modo, sed etiam fœminis inveniatur communis, ad donum potius administrationis, quam ad doctoris munus pertinere videtur. Quod si adhuc desideretur exemplar, cui Salesius noster opportunius conferri possit, hoc nullum aliud esse puto, quam ipsius S. Caroli Borromæi. Nam et de ipso legimus : « In profligandis hæreticis e partibus Rhætorum et Helvetiorum, quorum plurimos ad christianam fidem convertit, maxime laboravit ;... plura scripsit ad episcoporum præsertim instructionem utilissima ; cujus etiam opera parochorum catechismus prodiit. » Verum nemo forte Bossueto felicius hanc inter Carolum et Franciscum comparationem prosequutus est in panegyrica oratione, quam de eodem Salesio habuit : « Je trouve, inquit, dans ces derniers siècles, deux hommes d'une sainteté extraordinaire, S. Charles Borromée et François de Sales. Leurs talents étaient différents, et leurs conduites diverses, car chacun a reçu son don par la distribution de l'Esprit ; mais tous deux ont travaillé avec même fruit à l'édification de l'Eglise, quoique par des voies différentes. Saint Charles a réveillé dans le clergé cet esprit de piété ecclésiastique ; l'illustre François de Sales a rétabli la dévotion parmi les peuples. Avant S. Charles Borromée, il semblait que l'ordre ecclésiastique avait oublié sa vocation, tant il avait corrompu ses voies, et l'on peut dire, mes sœurs, qu'avant votre saint instituteur l'esprit de dévotion n'était presque plus connu parmi les gens du siècle. » (Bossuet, op. vol. 12, pag. 75, 76 edit. Lachat). Quæ cum ita se habeant, nemo tamen miratur, quod illi sanctissimo Mediolanensi antistiti, et Romanæ Ecclesiæ cardinali amplissimo, doctoris Ecclesiæ laus minime tributa fuerit. Eum quippe *pastoralis officii sollicitudo gloriosum reddidit*, adeo ut, non secus ac Salesius, suæ gentis apostolus non immerito dici possit.

23. Unum forte est quod, præ Carolo, Salesium commendet ; extrinsecum scilicet argumentum ex plurimis episcoporum totius orbis postulationibus depromptum. Quomodo id factum fuerit, semel iterumque admonet informationis clarissimus auctor. Cum scilicet Vaticani concilii tempore de Romani pontificis *ex cathedra* loquentis infallibilitate adhuc disceptaretur, non sine divinæ Providentiæ dispositione accidit, ut e Chisianis pluteis sancti viri autographum Controversiarum extraheretur. « Obstupuerunt homines, dum... prodire viderunt gravissima illa Salesiani autographi verba ex 40 sermone controversiarum... L'Eglise a toujours besoin d'un confirmateur infaillible. » (Informat. pag. 20, § 25). In editionibus antiquioribus pro *infaillible* legebatur *permanent*. Præterea alia tunc in lucem prodiere Controversiarum fragmenta eo usque in archivo Anneciensis ordinis Visitationis servata, quæ idipsum pluribus confirmant. Bonum profecto omen id fuit ; ac propterea Vaticani Patres minime sibi cunctandum putarunt, quin votis Anneciensis antistitis annuerent, et oblatæ ab eo postulationis formulæ unus post alium subscriberent. Iterarunt deinde preces ; attamen non immerito in illis aliquid desiderandum ; vix enim est qui innuat, quis modo in populis sibi commissis Salesii doctrinæ usus, sive in scholis, sive in disputationibus, sive in sacris concionibus ; ut nimirum appareat qua ratione suis scriptis, non minus quam exemplis, ille hodie Ecclesiam universam illustret ac doceat. Quod vero attinet ad Pontificiæ inerrantiæ dogma, quamvis non exigua sit Genevensis antistitis laus, quod Ecclesiæ judicium præverterit, cum tamen genuina ejus hac de re doctrina nonnisi in arena cognita fuerit, postquam eo usque aliter docuisse putaretur ; plane asseri non potest eam concilii Vaticani dogmaticam definitionem ipsius auctoritati fuisse innixam.

24. Ex his aliisque plurimis, quæ pro sua sapientia perpendent, Emi Patres judicabunt : an doctrina Salesii nostri ejusque gesta apostolum tantummodo, aut eximium pastorem, vel etiam doctorem Ecclesiæ prodant : ea inquam doctrina, qua, non secus ac reliqui superius recensiti, vere ac proprie dici possit *sal terræ*, quod escas tabi obnoxias putrescere præpediat, et *lux mundi*, quæ tenebras depellat et ipsa se spectabilem faciat. Qua in re nihil omnino sanctissimi præsulis laudibus detractum volo, quocumque demum titulo denotandus definiatur ; cum sanctitatis amplitudo et gloria, non ministrationis genere, sed ipso perfectionis gradu, et charitatis impetu, quo quisque demandatum sibi munus impleverit, censeatur.

Quæ dicta sint sub censura, salvo etc. LAURENTIUS SALVATI, S. C. ADV. S. FIDEI PROMOTOR.

(*La suite prochainement.*)

REMARQUES SUR LE DÉCRET DE GRATIEN (1)

(*Suite*)

Entrée des ecclésiastiques dans les couvents. Consentement de l'évêque. — Enfants voués par leurs parents. — Profession distincte de la consécration des filles. — Age pour la profession. — Pluralité des bénéfices. — Affaires séculières. — Habit modeste. — Toge romaine. — Tribunal séculier. — Serment devant les tribunaux. — Parjure. — Est-il jamais permis de mentir ? Doctrine de S. Augustin et de S. Ambroise. Abraham, Joseph, les femmes d'Egypte commirent-ils des mensonges ? — Guerre. Doit-on employer la force des armes pour réduire les hérétiques ? Polémique de S. Augustin avec les Manichéens et les Donatistes. Tolérance des méchants. — Prescience et prédestination. — Vengeance réservée à Dieu. — En quel sens S. Jérôme dit-il que l'Église ne doit persécuter personne ?

CAUSE XIX

DEUXIÈME QUESTION

Le pape Léon, au chap. 1er, défend de recevoir un clerc qui aura quitté son église malgré son évêque, pour passer dans un monastère. Cela est vrai, dit Gratien, mais il faut l'entendre des clercs qui veulent quitter leur diocèse sans cause légitime, mais non pas de ceux qui ont dessein de se consacrer plus particulièrement à Dieu en se faisant moines.

Chap. 2. Nous apprenons du pape Urbain II qu'il y a deux sortes de lois : la loi primitive intérieure et éternelle ; quand cette loi parle, on ne doit pas écouter la loi ecclésiastique, qui est celle que les saints pères nous ont laissée dans les canons. L'une est générale, l'autre particulière ; c'est celle-ci qui doit régler notre vocation

(1) Voyez la 16e série, col. 971.

par les mouvements et l'inspiration de la grâce, et toutes les fois que le Saint-Esprit nous parle et nous persuade d'entrer dans un monastère, on doit lui obéir sans écouter l'évêque qui le défend. *Quisquis igitur hoc Spiritu ducitur, etiam episcopo suo contradicente, eat liber nostra authoritate.* Voilà le droit ancien et nouveau.

TROISIÈME QUESTION

Est-il permis à un chanoine régulier de se faire moine? Non, répond Grégoire VII dans un concile, et nous défendons à tous les abbés et les moines de recevoir parmi eux aucun chanoine régulier. Voyez la différence que le concile fait entre les clercs réguliers et les moines.

Gratien dit qu'il faut entendre cette règle de ce concile de ceux qui n'ont pas la permission de leurs abbés ou de leurs supérieurs; car si les supérieurs des chanoines réguliers leur permettent de passer dans un monastère, ils y peuvent être reçus; c'est ce qui est prouvé par le chap. 2.

Dans la troisième partie, ceux qui veulent entrer dans les monastères, à quel âge faut-il les tonsurer? S. Grégoire dit qu'il ne faut pas donner l'habit monastique à qui que ce soit qu'il n'ait passé deux ans dans le noviciat. Les canons et les lois n'ont jamais été fixes sur ce point; tantôt ils demandaient un an, tantôt deux, quelquefois trois; encore n'y avait-il pas une obligation précise à cela, en sorte que, si on y manquait, on irritât la profession. S. Grégoire sur cette matière a parlé diversement; ici il semble mettre quelque limitation; mais si ceux qui entrent dans les monastères sont soldats, que faudra-t-il faire? Il faut, dit S. Grégoire, nous en avertir avant que de les tonsurer. La loi de l'empereur Maurice avait été publiée nouvellement. Il ne dit pas : Vous n'obéirez pas à l'empereur. Il ne voulait pas dire : Vous suivrez son édit; mais il dit : Vous attendrez notre consentement, vous m'en avertirez.

Dans la quatrième partie ceux qui sont entrés dans les monastères ont-ils la liberté de tester? Non, parce que le monastère succède à leur place. Vous voyez donc que c'est avec grande justice que, lorsque les princes ont fait des lois contraires, on s'y est opposé pour les faire révoquer, et ce que dit ici S. Grégoire se trouve dans tous les autres papes et sanctions ecclésiastiques.

Gratien s'objecte l'action de S. Paul ermite, qui légua son habit à S. Athanase et sa tunique à S. Antoine, comme si c'était là un testament de conséquence. Il répond que S. Paul était solitaire, non pas moine; il ne s'était donné à personne, mais les cénobites et les religieux des communautés ne sont pas à eux; ainsi ils ne peuvent tester.

Chap. 9. Ce qu'il y a de meilleur ici et qui demanderait une grande étendue est dans ce chapitre. Voici ce que portent les lois impériales, et on ne doit pas douter que l'Eglise ne les ait volontiers embrassées. L'empereur Justinien dit : Si quelqu'un entrant dans un monastère pour y faire profession, n'a point d'enfants, tout son bien est au monastère. *Jubemus*, c'est une loi; il peut avoir des parents, des proches, n'importe : pourvu qu'il n'ait point d'enfants, le monastère sera son héritier. Mais si, ayant des enfants, il se fait moine avant que d'avoir disposé de ses biens en leur faveur, voici une dispense, mais vous en voyez la nécessité. Après sa profession il ne pouvait plus tester; mais s'il a oublié de leur donner leur portion, que fera-t-il? il donnera à chacun une légitime par son testament, et ce qui restera demeurera au monastère. S'il veut tout partager à ses enfants, à la bonne heure! mais qu'il se compte lui-même comme un de ses enfants.

Les pères disaient : S'il a un enfant, qu'il compte Jesus-Christ pour le second; s'il en a deux, qu'il le compte pour le troisième. Mais c'est la même chose en divers termes. Si l'empereur dit qu'il se compte lui-même comme un de ses enfans, qu'il donne sa légitime au monastère; mais s'il voulait leur donner tout son bien et rien au monastère, il ne le pourrait pas, les canons le défendent, et les lois civiles, conformes aux canons, s'y opposent aussi. Il faut du moins qu'il retienne sa légitime. Que s'il mourait dans le monastère, les enfants ne peuvent être frustrés de leur légitime.

Voilà les lois civiles qui étaient autrefois en vigueur dans la chrétienté, très-conformes aux canons, et les anciens canons aussi très-conformes aux lois civiles : car, dit-il ensuite, quand quelqu'un se fait moine, quoiqu'il ne fasse pas de testament, ses biens appartiennent au monastère, parce que, se donnant lui-même, il est censé donner tout ce qui est à lui, parce que dans lui tous ses biens sont renfermés.

Chap. 10. La Novelle 123 défend aux parents d'exhéréder leurs fils, parce qu'ils se sont faits religieux, quand même ils auraient commis un crime qui méritât cette peine, parce que leur faute est assez expiée par les rigueurs de la vie monastique; ainsi ils cessent d'être déshérités, ou déshéritables.

CAUSE XX

Un père mit deux de ses enfans encore jeunes dans un monastère : l'un de son plein gré, l'autre contre sa volonté; le premier étant parvenu en âge de puberté, c'est-à-dire ayant atteint quatorze ans, sortit du monastère; le deuxième voulut entrer dans un autre plus rude et plus austère.

PREMIÈRE QUESTION

On demande si ceux que leurs parents vouent, même dès leur bas âge, aux monastères, sont obligés d'y demeurer?

Il semble d'abord que non, parce que S. Basile dit que, si une fille fait des vœux, ils seront valides, pourvu qu'elle soit en âge nubile. Dans l'Occident nous avons interprété cet âge nubile à l'âge de douze ans. S. Basile le prenait au moins à seize, et souvent il a pris la puberté pleine en l'âge de dix-sept ou dix-huit ans.

Gratien dit : Il faut entendre ce que dit S. Basile

de ceux et de celles qui, contre le consentement de leurs parents, se vouent à Dieu dès leur bas âge ; mais quand ce sont leurs parents qui les vouent et qui les mettent dans les monastères, il n'y a plus moyen d'en revenir.

Chap. 2. S. Grégoire dit : Ceux de l'un et de l'autre sexe que les parents dès leur enfance auront renfermés dans des monastères, *ab infantiæ annis*, lorsqu'il viendront en âge de puberté, ne pourront en sortir, niavoir la liberté de se marier, *quia nefas est ut oblatis a parentibus Deo filiis voluptatis fræna laxentur*. Cela est dans le droit ancien et nouveau. Il y a des livres entiers pour ce point.

Je vous avoue que cette contrainte paraissait injuste, mais à qui ? à ceux qui abondent en leur propre sens; car, à considérer l'autorité que les parents avaient sur leurs enfants, rien de si juste. Il n'y a pas lieu de s'en étonner; car, outre ce que nous lisons ici, n'était-il pas permis aux parents par la loi romaine de vendre leur enfants comme des animaux pour subvenir à leurs nécessités. Ils pouvaient même les tuer sans en être justiciables. Ils pouvaient donc à plus forte raison les donner à Dieu et les consacrer à son service. Ceux qui savent combien il est doux de lui appartenir, ne trouveront pas ce procédé étrange.

Chap. 3. Le concile de Tolède distingue deux sortes de moines : les uns qui entrent volontairement dans les monastères, et les autres qui n'y vont que parce que leurs parents les y ont voués : or les uns et les autres sont obligés d'y demeurer, ils y sont tous deux liés, *monachum aut paterna devotio aut propria professio facit*; *quidquid horum fuerit, alligatum tenebit*. Voilà une disjonctive qui oblige ; mais ce sont leurs parents qui les ont jetés dans les monastères malgré eux ? Eh bien ! Jephté ne sacrifia-t-il pas sa fille de cette sorte, et Abraham, pour faire mourir son fils Isaac, donna-t-il son consentement ? Le chapitre suivant d'Isidore dit la même chose.

Chap. 5. S. Grégoire demande une puberté parfaite à ceux qui entreront dans les monastères qui sont dans les îles, parce que la vie est plus rude et plus austère; c'est pourquoi il défend de faire faire profession avant l'âge de seize ans ; mais dans les lieux où la vie est plus douce il permet qu'on la fasse dans un âge moins avancé, savoir à quatorze ans.

Chap. 7. Ce chapitre est tiré du Pénitentiel de Théodore, qui est si fameux dans l'histoire. Un père avait voué un de ses enfants à un monastère ; pouvait-il le changer ? Peut-on juger de cet enfant comme d'un animal qui avait été voué, et qui pouvait être racheté en substituant un autre à sa place ? Théodore répondit qu'oui. Ce changement était permis dans l'ancien Testament. Théodore a raisonné de même pour les enfants.

Chap. 8. Gratien rapporte une lettre du pape Léon qui contient des paroles bien remarquables. Une fille qui, n'étant point violentée par ses parents, mais de son plein gré, aura formé la résolution de consacrer à Dieu sa virginité, ou si elle en a pris l'habit, et qu'elle veuille ensuite se marier, elle est prévaricatrice, quoiqu'elle ne soit pas voilée ou consacrée; car le voile ne lui aurait pas manqué, si elle avait persévéré dans sa première résolution. C'est un grand péché de violer ce bon propos, quoiqu'on n'ait pas reçu la consécration. Voilà une décrétale fort considérable, où il faut distinguer deux choses : *propositum*, un bon propos, et *consecratio*, la consécration. Cela est nécessaire pour l'intelligence de cette matière. Ce qu'on appelle *propositum* est le vœu que les filles faisaient à l'âge de douze ans, ou auparavant si leurs parents les vouaient; mais ne parlons plus des parents : le vœu était ou solennel en entrant dans quelque religion, ou particulier en demeurant dans la maison paternelle dans l'habit de vierge ; mais longtemps après, et dans un âge plus avancé, se faisait la consécration, qui était une cérémonie ancienne que l'évêque faisait, donnant le voile à ces vierges aux jours de grandes fêtes.

Il faut bien observer que cette décrétale du pape Léon revient à la constitution de l'empereur Marcien, faite vers ce temps, et apparemment à la sollicitation de ce pape, qui dit que si une fille est forcée par ses parents d'entrer en religion, elle ne prendra le voile qu'à quarante ans. D'où il paraît qu'on faisait une distinction manifeste de l'un et de l'autre, et qu'avant ce voile qu'on ne devait donner, selon le concile de Chalcédoine et l'édit de Marcien, qu'à quarante ans, il y avait *propositum*, c'est-à-dire un vœu de virginité qui avait précédé; et ici le pape Léon distingue manifestement le propos et la consécration. Le même pape dans son pontifical dit la même chose : *ut monacho*, que les *moniales* ne prendront le voile qu'à l'âge de quarante ans. Vous voyez qu'il les appelle *moniales* avant cet âge; mais quelque *moniales* qu'elles soient, elles attendront cet âge pour recevoir le voile solennel qu'il appelle ici *consécration*. Or ce voile ne leur peut être refusé, si elles gardent leur bon propos.

On ne peut douter que ce ne soit un grand péché lorsqu'on ne garde pas l'obligation qu'on a contractée par le premier vœu, et ratifiée par la consécration. Gratien, qui n'avait pas le même dessein que nous, dit : Il est marqué dans cette décrétale que les filles qui, n'étant pas contraintes par leurs parents, se marieront après avoir fait vœu de virginité, seront prévaricatrices; donc, si elles y avaient été forcées, elles ne seraient pas déclarées telles. Mais cela n'est-il pas contre la pratique de la vieille Eglise, qui a ordonné que les enfants ne pourraient sortir des monastères lorsque leurs parents les y auraient engagés ? Cela est vrai, dit Gratien ; mais il faut entendre ceci des filles nubiles, sur lesquelles les parents n'ont pas de droit; mais avant l'âge de douze ans pour les filles, et de quatorze pour les garçons, ils pouvaient être voués aux monastères sans avoir la liberté d'en sortir.

Il dit, dans la troisième partie, qu'on ne pourra donner le voile qu'à certains jours ; voilà ce que le pape Léon vient d'appeler consécration.

On ne donnera le voile solennel, dit le pape Gélase, qu'aux grandes fêtes de l'année ; comme l'on faisait du baptême, à moins qu'il n'y eût quelque nécessité. Vous voyez que le pape Gélase et le pape Léon sont bien d'accord ; car ils supposent que ces filles sont déjà professes, *devotis Deo*; de sorte que cette consécration et le voile donné par l'évêque sont bien dif-

férents, du vœu de virginité qui se faisait dès l'age de douze ans.

Pour ce qui est des veuves, il dit qu'elles ne seront pas voilées par l'évêque : *viduis autem velare pontificum nullus attentet.* Il y avait des cérémonies particulières pour elles quand elles faisaient vœu de continence; mais les prêtres les devaient voiler, ou elles-mêmes se donner le voile, mais non pas les évêques, à cause que les vierges ont cet avantage au-dessus d'elles que par leur virginité elles sont une plus parfaite image du mariage et de l'alliance de Jésus-Christ avec son Eglise.

Chap. 12. Il faut observer un certain temps pour la consécration des filles; car S. Grégoire dit que les vierges, pour être abbesses, doivent avoir soixante ans; étant jeunes, elles ne sont pas capables du gouvernement des monastères; ainsi il est nécessaire de s'en tenir à un certain temps, comme pour les anciennes diaconesses, pour la consécration desquelles S. Paul a marqué l'âge de soixante ans. Le concile de Chalcédoine les a mises à quarante. Ce n'est pas que S. Grégoire voulût que les abbesses ne fissent profession de virginité qu'à soixante ans; cela serait ridicule en cet âge, et nous avons vu qu'il a dit que dans les monastères trop rigides et éloignés des villes, la profession ne se ferait qu'à dix-huit ans; il parle donc ici d'une autre profession, lorsqu'il la limite à soixante ans; si bien qu'il faut distinguer exactement toutes ces choses. Le concile de Trente a déterminé le temps des professions des filles à seize ans; mais pour pouvoir être abbesse, il a voulu qu'on eût atteint l'âge de quarante ans.

Chap. 13. Le concile d'Agde, cité sous le nom de Carthage, demande l'âge de quarante ans pour la consécration : *Sanctimoniales ante annum quadragesimum non velentur.* Ce concile s'est conformé au concile de Chalcédoine, qui, croyant que l'Eglise depuis le temps de S. Paul avait avancé en perfection, avait aussi abrégé le temps que cet apôtre avait marqué. De tout cela il paraît que le vœu et la consécration étaient des choses bien différentes.

Chap. 14. Le concile de Carthage ne se peut entendre qu'avec cette distinction, lorsqu'il dit qu'on ne pourra ordonner un diacre ni consacrer une vierge avant l'âge de vingt-cinq ans. Est-ce qu'il fallait attendre l'âge de vingt-cinq ans pour faire vœu de virginité? Il faut se souvenir que le concile parle de la consécration, non pas du vœu particulier; car on pouvait le faire dès l'âge nubile, qui précédait de beaucoup la consécration. De même les diacres ne seront ordonnés qu'à vingt-cinq ans, mais auparavant ne faisaient-ils pas vœu de continence? Et n'avons-nous pas remarqué souvent que les sous-diacres vouaient leur chasteté, et les lecteurs en Afrique à l'âge de dix-huit ans n'étaient-ils pas obligés d'opter : ou de se marier, et conserver l'office de lecteurs, ou de vouer leur chasteté par leur profession?

Le concile de Tribur dans le chap. 2. de la question suivante (c'est un concile assemblé en France du temps des capitulaires) dit : Si une fille avant l'âge de douze ans prend elle-même le voile, ses parents ou ses tuteurs pourront la faire sortir du monastère; mais si elle a passé un an et jour dans l'habit de religieuse, quoiqu'elle n'ait pas encore douze ans, ni elle ni ses parens ne peuvent la retirer. Mais si, étant devenue nubile, elle prend cette résolution, elle ne pourra plus y revenir. Cela est du style des capitulaires de Charlemagne, où les vœux et la profession sont bien distingués, et où cette dernière a été faite tantôt à soixante ans, tantôt à quarante.

Le chap. 15 de la première question, attribué à Pie Ier, est bien éloigné de la pratique de son siècle.

Gratien, dans la troisième partie, dit que, quoique les veuves ne puissent être voilées solennellement, elles prendront néanmoins un habit de viduité pour se distinguer des autres. Cet habit, que le concile de Tolède leur donne, n'a rien de considérable que la modestie. Il veut qu'après avoir donné leur profession par écrit, elles prennent un habit d'une même couleur et qui ne soit pas composé de diverses étoffes, car autrefois les habits étaient de plusieurs étoffes de différentes couleurs.

DEUXIÈME QUESTION.

Jusques à quel âge les parents peuvent-ils donner leurs enfants à la religion? Jusqu'à quatorze ans, répond le concile de Tolède, parce que dans cet âge les enfants peuvent disposer d'eux; et si les parents les y engagent sans leur consentement, on ne tient rien au-dessus de cet âge, ils peuvent faire ce qu'ils voudront. Le chapitre suivant, que nous avons déjà expliqué, nous fait remarquer que les filles prenaient souvent le voile elles-mêmes, et se le mettaient sur la tête, ce qui faisait leur profession. C'étaient des professions tacites, qui obligaient et qui s'observaient encore en quelques lieux. Il y en a dans les décrétales, mais à présent il n'y en a plus que des expresses, suivant les divers formulaires. Cela est remarquable, car il revient à ce que le pape Léon entend par *propositum*, c'est-à-dire profession tacite.

TROISIÈME QUESTION.

Chap. 1. Ceux qui de leur plein gré ont pris l'habit de religion ne peuvent plus le quitter. C'est du pape Léon. Voyez qu'il parle d'un bon propos, d'une bonne résolution qu'on ne peut quitter sans péché. Il ne peut ensuite retourner ni à la guerre, ni au mariage. Ce n'est pas que la guerre ne soit licite. Le pape dit ceci, parce qu'il y en avait qui croyaient que la guerre n'était pas licite, puisque les pénitents en étaient exclus; mais les Pères ont reconnu qu'elle est permise et quelquefois nécessaire. Le mariage était défendu aux pénitents, ou durant ou après leur pénitence; il était néanmoins licite et honnête. Il en était de même de la guerre.

Chap. 2. Le concile de Tolède dit que, si quelqu'un, après avoir pris volontairement l'habit de religion, en veut sortir, on le forcera d'y rentrer. Il ne parle que de la prise de l'habit, et ne fait aucune mention des vœux; c'est parce qu'il y avait un habit de profès, lequel étant pris, la profession était faite. Si après la prise d'habit

on l'a mis dans l'Église, il ne peut plus quitter. Ce concile ne dit pas : si on l'a mis dans un monastère. Pourquoi cela? n'est-ce point ce que prétend le concile de Chalcédoine dans le chapitre suivant, lorsqu'il dit que les clercs sont autant attachés au clergé que les moines à la religion, et qu'ils ne peuvent plus revenir au monde, ni pour la milice, ni pour des charges séculaires? Est-ce qu'un clerc ne pouvait pas quitter la cléricature? non. Il est très-constant que, selon l'ancienne discipline et les lois impériales, lorsqu'on avait une fois fait profession de la vie cléricale, comme un moine de la monastique, on ne pouvait pas quitter la cléricature, il fallait mourir en cet état. On était bien en liberté de se marier, quoiqu'on eût les quatre mineurs ou un des quatre; mais on était clerc mineur toute sa vie, et obligé de servir à l'Église. Aussi on jouissait des priviléges des clercs. Mais depuis le temps qu'on a exclu le mariage de la cléricature, il n'est pas libre de pouvoir conserver ces deux choses, et lorsqu'un clerc mineur se marie, il est exclu des priviléges de la tonsure pour le for, et des bénéfices ; mais autrefois il était aussi inséparable de la cléricature que les moines du monastère.

Chap. 4. Comme il n'était pas en la liberté de celui qui s'était donné volontairement à Dieu de changer de dessein, aussi, dit Gratien, lorsque la chose se faisait contre la volonté de l'enfant, il pouvait en revenir; en voici un exemple. Le pape Nicolas écrit à tous les évêques de France touchant un nommé Lambert que son père avait enfermé malgré lui dans un monastère qu'il avait fondé. Afin qu'il succédât à ses biens, les moines lui firent prendre la coulle, mais ensuite les parents furent bien aises qu'il en sortît. Son père réclama, et étant allé à Rome avec son fils, il témoigna au pape la résistance que son fils avait toujours faite pour n'être pas moine, et la surprise qu'il avait eue, l'enfermant dans un monastère dont il ignorait l'austérité. Son père dit aussi qu'il n'avait fait aucune cérémonie en le donnant à Dieu, *indutum illum obtuli*. Il y avait diverses cérémonies ; en voici une ordinaire Les parents enveloppaient leurs enfants dans une nappe et les mettaient sur l'autel, promettant à Dieu pour eux qu'ils garderaient la règle. Le pape voyant qu'il n'y avait eu aucun consentement de la part du fils, que le père avait été surpris, qu'il n'avait pas observé les cérémonies ordinaires, déclare qu'il n'est point obligé dans ce monastère, qu'il peut en sortir; ensuite il veut qu'il jouisse de la succession, sans que ses parents puissent s'en saisir; et lui, que deviendra-t-il? Le pape dit qu'il vivra en chanoine régulier, éloigné des choses du monde. Apparemment le père et l'enfant avaient demandé cela au pape, lequel considérant qu'il n'y avait pas grande différence de la vie d'un moine à celle d'un chanoine régulier dit: Il ne sera pas laïque, mais je lui permets d'être chanoine régulier, car l'un est assez approchant de l'autre.

Gratien, dans la partie 9, dit: Si un évêque ou un abbé a attiré par promesses, et séduit par flatterie, un enfant, afin de lui faire recevoir ou la tonsure cléricale, ou l'habit monastique, qu'arrivera-t-il? Ses biens seront-ils à l'Eglise ou au monastère? Il n'est pas juste, dit le concile de Mayence, que la dot soit à l'un ou à l'autre; ses biens seront aux parents de l'enfant, qui sont ses légitimes héritiers ; mais pour lui, quoiqu'il ait été séduit et attiré, il demeurera néanmoins dans le clergé ou dans le monastère. Voilà la pratique de ce temps. Les professions forcées étaient rigoureusement gardées ; cela causait de grands désordres dans les monastères, et S. Bernard, en voyant que les vœux forcés n'aboutissaient qu'à la ruine de la règle monastique, n'a point été de ce sentiment, et a fait en sorte que, Dieu ne voulant que des serviteurs volontaires, ces sortes de professions ne fussent pas ratifiées, mais déclarées nulles.

QUATRIÈME QUESTION

Il est permis aux moines de passer dans une religion plus austère.

Chap. 3. Le concile d'Agde traite d'une autre matière que nous avons expliquée : il défend aux moines d'avoir des cellules séparées, non pas comme celles qu'on a à présent, mais de celles qui étaient un peu éloignées, comme au coin d'un jardin. Il le permet néanmoins à ceux qui, ayant longtemps vécu dans une vie cénobitique, seront assez forts pour embrasser la vie d'anachorètes, ou à ceux qui pour leurs indispositions demanderont d'être un peu éloignés ; mais les uns et les autres seront sous la direction de leur abbé, qui aura l'œil sur eux, et veillera sur leur conduite.

Pour ce qui est de l'abbé, il ne pourra avoir à lui plusieurs cellules ; nous dirions présentement prieurés ou bénéfices. Si ce n'est dans les pays frontières, où les abbayes sont dans la campagne, les abbés pourront avoir quelque lieu dans les villes voisines qui leur servira de refuge pendant les guerres, comme nous en voyons encore assez à présent.

CAUSE XXI

Un archiprêtre ayant une dignité dans une église, on lui en offrit une seconde dans une autre église ; il l'accepta, mais il ne voulut pas quitter la première. Ensuite il se chargea des affaires séculières, et, étant devenu riche, il s'habilla splendidement. Son évêque l'en reprit, et il quitta son office et eut recours à un juge séculier.

PREMIÈRE QUESTION

On demande si un clerc peut avoir deux bénéfices en même temps.

Chap. 1. Le septième concile œcuménique le défend et dit qu'un clerc ne doit pas être immatriculé dans deux églises. Voyez avec quelle raison il a dit que la pluralité des bénéfices était contraire aux canons. Nous avons appris du Seigneur qu'on ne peut servir deux maîtres, et qu'en aimant l'un il faut nécessairement fuir l'autre ; et S. Paul nous apprend qu'il faut demeurer dans l'état où nous sommes appelés. Il ne faut pas contracter un double mariage; vous avez une épouse qui est votre Eglise, pourquoi en voulez-vous une autre? Cette pluralité de bénéfices ne cause qu'une

inquiétude dans la vie présente et qu'un étrange égarement de Dieu.

Gratien, après le chap. 2, dit : Il est arrivé qu'un évêque ayant été élu archevêque n'a pas quitté sa première église ; mais ayant pris l'une en commende, il a retenu l'autre en titre. Apparemment il y a eu quelque commencement de ceci de son temps ; le pape Leon IV le dit dans le chap. 3, mais d'un autre côté le concile d'Agde défend dans le chap. suivant à un abbé d'avoir deux monastères, soit en titre ou en commende.

Chap. 5. Gratien rapporte l'exemple de l'évêque de Tracine, dans l'Italie, à qui S. Grégoire laissa l'évêché de Fondi comme en commende et lui laissa celui de Tracine en titre ; mais pourquoi cela ? C'est parce que Fondi avait été entièrement ruiné ; c'est ce qui paraît par la lettre de S. Grégoire, et les correcteurs romains ont remarqué que Gratien ne prenait pas ce passage comme il faut. Le premier évêché était ruiné par les maux de guerre ; il s'en présenta un autre, le pape en pourvut l'évêque de Fondi à cause que cet évêché n'était pas capable de l'entretenir, qu'il était désolé et que le peuple y était très-petit, on unit en sa personne les deux églises ; vous voyez par là qu'on peut garder deux bénéfices, l'un en commende, l'autre en titre ; mais c'est une commende où il y a plus de peine que de profit, car on ne les prenait que par obéissance. Depuis ce temps elles ont bien changé de nature.

DEUXIÈME QUESTION.

Un clerc peut-il passer de son église à une autre sans la permission de son évêque ? Non, dit le sixième concile dans le chap. 1.

Chap. 3. Le concile de Chalcédoine dit : Si un clerc passe d'une église à une autre, il ne conservera aucun droit sur celle qu'il a quittée, mais si ce second est un bénéfice simple, n'importe ; étant intitulé dans une église, il n'aura rien de commun avec les autres églises. Ce sont là des bénéfices simples. *Martyria* étaient des lieux où reposaient des reliques de quelque martyr ; *xenodochium* était un hôpital pour les étrangers, pour les pèlerins. Il y devrait avoir *tochiis*, non pas *parochiis* ; c'était un autre lieu pour les pauvres, comme nous voyons dans les grandes villes divers hôpitaux destinés à divers pauvres. Dans la Grèce il y avait une multitude de ces lieux pour les passants, pour les vieillards, pour les malades, etc.

Mais aussi, comme un clerc ne pouvait être à plusieurs églises, une même église ne pouvait être coupée et divisée entre plusieurs. Le concile de Reims le défend dans le chap. 4. Il fut tenu vers le temps d'Alexandre II. Dans la déroute de la maison de Charlemagne, où il y eut d'étranges révolutions dans l'État et dans l'Eglise, les laïques s'étant emparés des bénéfices, les partageaient en trois et en quatre parts qu'ils donnaient à plusieurs et s'en réservaient la meilleure. Ce concile tâcha d'y remédier, montrant qu'une église comme une chaste épouse ne pouvait être à plusieurs ; qu'il y a un mariage indivisible de part et d'autre ; qu'un bénéficier ne peut être à plusieurs églises, ni une église à plusieurs bénéficiers.

Chap. 5. Voici un autre désordre qui s'introduisait sous Innocent II, qui est la confidence. *Præcipimus etiam ne conductitiis presbyteris ecclesiæ committantur.* On prenait des prêtres à gage pour faire servir quelque église, et, sous prétexte de quelque petit émolument, le confidentiaire recevait tout le revenu et ne portait aucune charge.

TROISIÈME QUESTION

Un ecclésiastique ne doit pas se charger des affaires séculières, dit le concile de Carthage, mais il en excepte quelques cas : 1. la tutelle légitime ; 2. s'il s'agit de la cause des veuves et des orphelins opprimés, car pour lors ce que l'on fait procède d'un esprit de charité et non pas de cupidité.

Chap. 4. Il n'y a rien de si beau que ce que dit S. Cyprien. Il écrit aux prêtres, aux diacres et au peuple de Furne. Voici la manière ancienne d'écrire : *Cyprianus presbyteris et diaconis et plebi Furnis consistentibus salutem.* Il y a longtemps, leur dit-il, qu'on a ordonné qu'aucun laïque ne pourrait prendre aucun clerc pour tuteur ou curateur, parce que les clercs doivent être tous occupés de Dieu, et ne vaquer qu'au service de ses autels (le temps de ce père est remarquable, et encore, dit-il, qu'il y a longtemps que cela a été ordonné de la sorte). S'il le fait, il sera excommunié ; mais c'est un testateur qui est mort ? eh bien : *Non offerretur pro eo* (voilà le sacrifice établi pour les morts), *nec sacrificium pro dormitione ejus celebraretur ;* parce que celui-là ne mérite pas d'avoir part aux prières des prêtres, qui les détourne des offices divins et du service des autels. Voilà l'autel, voilà les offrandes, voilà le sacrifice pour les morts, et par ces paroles : *Nominari in sacerdotum prece*, il entend parler du *memento*, où le nom des fidèles était nommé tout haut, et lorsqu'on n'entendait pas nommer celui des morts, c'était une marque qu'il était excommunié.

Chap. 6. S. Cyprien ajoute que les ecclésiastiques ne doivent penser qu'à servir Dieu, sans partager leurs cœurs et leurs pensées aux affaires du monde. Mais de quoi vivront donc ces clercs ? ils vivront de l'autel, sans inquiétude et sans aucun embarras, parce qu'on leur distribuera manuellement ce dont ils auront besoin, comme les dîmes, afin d'avoir l'esprit plus libre pour s'appliquer à Dieu.

QUATRIÈME QUESTION.

Il n'est pas permis aux ecclésiastiques de porter des habits magnifiques. Cela est tiré du septième concile : *Omnis jactantia et ornatura corporalis a sacrato ordine aliena est.* Les évêques et les clercs qui tomberont dans ce désordre seront mis à la pénitence : *Opitimio tradantur.* Il se sert de ce mot, parce que ceux qui devaient faire pénitence publique la recevaient par écrit dans un papier.

Ensuite le concile blâme ceux qui ont condamné le culte des images, et qui ont invectivé contre ceux qui s'habillaient très-modestement ; c'étaient les iconoclastes, qui étaient si animés contre les religieux qu'ils

les persécutaient jusque dans leur habit; parce qu'ils se vêtaient de noir, ils les appelaient les enfants des ténèbres; cela est remarqué dans l'histoire. Or ce concile défend les habits somptueux, et veut que les clercs n'en portent que des médiocres. Les clercs avaient emprunté cette modestie des religieux. Sur la fin il est défendu d'en avoir de soie ou de couleur éclatante.

Chap. 2. Le concile *in Trullo* ordonne que les clercs portent des habits propres à leur ordre: *stolis utantur*. Apparemment cela veut dire l'habit long; mais les habits longs, les vestes-toges n'étaient-ils pas communs à tous les Romains ? Il faut donc dire que ce mot signifie quelque habit propre, et particulier aux clercs, comme ceux que portent les chanoines réguliers ; car les anciens clercs, comme eux, portaient des habits singuliers. La soutane est la veste des Romains, l'aube est l'habit ecclésiastique.

Chap. 3. Le pape Zacharie défend d'aller par la ville *sine operimento*, c'est-à-dire sans habit long, *tunica sacerdotali*. Ils peuvent aller en habit court à la campagne. Du temps du pape Zacharie, au VIIIe siècle, on avait introduit la pratique des habits courts chez les Romains, cela avait été introduit par les Gaulois et les Allemands; car c'étaient les seules nations qui s'en servaient. Comme c'étaient des nations guerrières, l'habit court étant un habit de milice, l'usage leur en était commun, et ils en laissèrent la mode partout, mais on défendait toujours aux ecclésiastiques d'aller sans soutane.

Chap. 4. Le pape Léon vers le IXe siècle défend aux ecclésiastiques les habits traînants, c'est-à-dire d'une trop grande longueur, *sine ornatu*, mais qu'ils les portent comme les pères l'ont ordonné; et dans le chapitre suivant les papes Innocent et Eugène disent la même chose : *nec in superfluitate* ; qu'ils soient cousus par devant; qu'ils ne soient pas d'une couleur éclatante.

CINQUIÈME QUESTION.

Le clerc dont nous avons parlé quitta son évêque, et, déclinant sa juridiction, eut recours au juge séculier; cela est il permis ? Non, répond le concile d'Agde dans le chapitre premier. Lorsqu'un clerc a recours au juge laïque, que celui-ci juge et décide l'appel, l'un et l'autre doivent être châtiés et privés de la communion.

Chap. 2. Le canon d'Antioche dit que, si un prêtre étant déposé par son évêque, ou un évêque par le concile (car comme la déposition d'un prêtre se faisait par l'évêque, celle d'un évêque se faisait par le concile provincial), si l'un et l'autre ont recours à l'empereur, au lieu de demander un concile plus nombreux, ils seront punis et irrévocablement déposés. Ce canon était juste: cependant il avait été fait avec une mauvaise intention, puisqu'il fut fait contre S. Athanase, lequel ayant été injustement condamné et déposé dans le concile de Jérusalem, eut recours à l'empereur et fut rétabli par son successeur. Le même canon fut allégué contre S. Chrysostome, qui, ayant été déposé par le concile, fut remis, et lorsqu'on lui opposa ce canon, il le déclina parce qu'il avait été fait par les ariens. L'occasion et l'intention étaient mauvaises, mais le canon est très-juste; n'est-il pas raisonnable, pour ne pas soumettre l'autorité ecclésiastique à la puissance séculière, que, après une sentence de déposition, ou d'un prêtre par son évêque, ou de l'évêque par le concile de sa province, on défendît d'avoir recours à l'empereur, mais qu'on ne peut aller qu'au juge ecclésiastique ou à un concile plus nombreux? Les évêques mêmes qui le firent en avaient abusé les premiers, car ils avaient eu souvent recours à l'empereur ; mais pour couper le chemin à S. Athanase et l'empêcher d'user de la même licence et le contraindre de s'en tenir à un concile plus nombreux, qui sans doute eût malicieusement confirmé sa déposition, ils le firent de la sorte. Dans la suite tous ces canons ont été reçus.

Chap. 6. Quelque règlement qu'on eût fait dans l'Orient et dans l'Occident pour empêcher que les empereurs ne se mêlassent de juger des affaires ecclésiastiques, néanmoins ils ne laissaient pas de le faire. Nous voyons qu'après le concile de Sardique S. Grégoire se plaint dans ce chapitre de ce que l'empereur entreprend au delà de sa juridiction. Il paraît que le pape se croyait chargé des affaires de tous les évêques du monde. Cela tend au mépris des papes, cela tend au mépris des conciles qui l'ont défendu; et si ce désordre continue, S. Grégoire en demeurera-t-il là? ne résistera-t-il pas à l'entreprise de l'empereur, au refus des évêques qui ont recours à lui? J'attendrai un peu, dit-il, je ne précipiterai pas mes châtiments ; mais si ces évêques qui ont décliné mon jugement tardent à revenir à leur devoir, je leur ferai ressentir les effets de ma puissance.

CAUSE XXII

Un évêque ayant juré à faux, croyant dire la vérité, son archidiacre, étant persuadé de son faux serment, jura de ne lui pas obéir. L'évêque le voulut forcer à lui rendre l'obéissance et les devoirs accoutumés, mais il fut accusé d'un double parjure : 1° parce qu'il avait juré à faux, 2° parce qu'il avait obligé son archidiacre d'aller contre son jurement.

PREMIÈRE QUESTION

Gratien demande s'il est permis de jurer?

Il semble que l'Evangile le défend, puisque le Fils de Dieu dit que toutes nos paroles ne doivent être que celles-ci : oui, non, *est*, *non*, et que S. Jacques dit en termes formels : *Ante omnia, fratres mei, nolite jurare omnino*. Mais il y a bien de la différence, dit Gratien, de jurer volontairement et sans nécessité et de jurer dans le besoin, ce qui peut arriver pour trois raisons, pour établir son innocence, pour confirmer les traités de paix, ou pour persuader aux auditeurs ce qui leur est utile de croire, et qui ont de la peine de le recevoir, si on ne les assurait par jurement. L'un est défendu, mais l'autre est permis, et quelquefois nécessaire.

Chap. 2. S. Augustin dit que le jurement n'est pas contraire au commandement de Dieu, lorsqu'il est nécessaire. Dieu a juré, l'apôtre S. Paul a juré, et,

quoique Jésus-Christ vous ait défendu de répondre autre chose qu'oui, non, s'il y a du mal dans le jurement, *non est a malo tuo*, ce n'est pas vous qui le faites, mais celui qui ne vous croit pas dans les choses importantes, et qui vous oblige de les confirmer par serment à cause de sa méfiance.

Chap. 5. Le même saint dit que le jurement dans les choses nécessaires n'est pas un bien, ou si c'est un bien, c'est un bien nécessaire; mais il arrive quelquefois qu'on nous force à jurer, et c'est là, dit S. Augustin, une peine du péché d'être si méfiant les uns des autres, de croire son prochain si peu sincère dans ses paroles qu'on ne le croie pas à moins qu'il ne jure, de sorte qu'en suite du péché le jurement est quasi devenu nécessaire dans la société des hommes. S. Augustin ne dit pas que ce soit un péché de jurer par nécessité, mais une infirmité.

Chap. 9. Le concile de Carthage défend aux clercs de jurer par les créatures; ce n'est pas qu'il ne soit aussi défendu aux laïques, mais ce canon regarde particulièrement les clercs. Il y a certains petits jurements que nous croyons être très-peu de chose, néanmoins il faut corriger ceux qui les font, et le concile ici excommunie ceux qui s'accoutument à jurer, ou par plaisir, ou par habitude.

Chap. 10. *Si quis per capillum Dei vel caput juraverit*, cela est rapporté du pape Pie, mais il est tiré de ces fausses décrétales attribuées aux premiers papes. Il y a des peines très-rigoureuses contre ceux qui jureront par le nom de Dieu, par sa tête et son sang. Le pape Pie est trop ancien pour cela, et cette méchante coutume de jurer de la sorte n'est venue que longtemps après lui.

Chap. 2. Gratien demande dans la deuxième partie : Qu'est-ce que l'on doit plutôt garder, ou ce qu'on a juré sur les Evangiles, ou ce qu'on a juré au nom de Dieu? S. Chrysostôme dit que c'est une grande simplicité de s'imaginer qu'on est plus étroitement obligé par le jurement qu'on fait au nom de Dieu. C'est mettre Dieu au-dessous de ses Ecritures: *Stulti! Scripturæ sanctæ propter Deum sunt, non Deus propter Scripturas.* Il y a néanmoins fondement à ce doute; car on jure sans réflexion et par habitude par le nom de Dieu dans les conversations; mais quand on jure sur les Evangiles, comme on ne le fait que dans des matières importantes et avec quelque solennité, on y pense sérieusement; ainsi il est d'une obligation plus étroite.

Chap. 12. Il est défendu de jurer non-seulement sur les autels et les reliques des saints, mais même dans les discours familiers. Cela a quelque chose du style des capitulaires, non pas de S. Jérôme.

Gratien dans la partie 3 explique ce que signifie *a malo*. Il y a souvent des jurements qui ne supposent aucun péché, ni de notre part, ni de celle des autres; que ce n'est seulement qu'une misère, une peine du péché, et une infirmité qui nous fait tomber dans le soupçon et la méfiance des autres.

Est-il permis d'exiger le jurement? S. Augustin dit dans le chap. 15 : J'ai bien lu dans l'Ecriture qu'il est défendu de jurer, mais je n'y ai jamais lu qu'il soit défendu de recevoir le jurement d'autrui.

Voici une autre question : Est-il permis de recevoir et d'exiger le jurement des infidèles? car ils ne peuvent jurer que par leurs fausses divinités. Le jurement étant un acte de religion, n'est-on pas cause de leur idolâtrie? S. Augustin dit dans le chap. 16 : Si les idolâtres jurent et se parjurent par leurs fausses divinités, se parjurant ils vont contre leur foi, car ils l'avaient engagée à leurs dieux qu'ils croyaient véritables; lorsque nous les obligeons à jurer, nous ne considérons précisément que la fidélité que nous voulons qu'ils nous gardent, et non pas le jurement dont ils se servent; mais ne les portons-nous pas à l'idolâtrie? Il répond que nous avons des exemples de cela dans l'Ecriture sainte, où nous voyons que Jacob fit jurer Laban son beau-père, tout idolâtre qu'il était, et qu'Abraham obligea Abimelech d'en faire de même. Néanmoins, pour ce qui regarde ce dernier, nous ne savons pas s'il était idolâtre, la plupart croient qu'il était fidèle; pour Laban la chose est certaine, il est constant qu'il avait des idoles et qu'il jura par ses faux dieux. Ainsi l'exemple de Jacob semble nous permettre d'exiger le jurement des infidèles dans les choses nécessaires.

Gratien dans la rubrique prouve la même chose par le pacte fait entre les Juifs et les Romains dont il est parlé dans les Machabées, où les Juifs jurèrent par le véritable Dieu, et les Romains par leurs fausses divinités.

Est-il permis de jurer par les créatures? Nous avons dit que non; nous voyons néanmoins que Joseph jura par Pharaon, *per salutem Pharaonis non exibitis hinc.* Gratien répond fort exactement que Joseph ne considéra pas tant Pharaon comme une créature et un homme particulier que comme une image et une portion de la Divinité, *omnis potestas a Deo est*; et Jésus-Christ ne répondit-il pas à Pilate : *Non haberes in me potestatem nisi esset tibi data desuper.* C'est ainsi que les princes doivent être considérés, comme portant sur eux les caractères de la Divinité, et lorsque dans cette vue on jure par eux, c'est un acte de religion. Cependant il était défendu aux Juifs de jurer par les créatures, ou de peur que par cette licence ils ne se parjurassent, ou de peur qu'enfin ils ne crussent que les créatures étaient des divinités, puisqu'on jurait par elles.

DEUXIÈME QUESTION

Qu'est-ce que le parjure? en quoi consiste-t-il?

Chap. 2. S. Jérôme dit qu'il faut que le jurement soit accompagné de vérité, de jugement et de justice; autrement c'est un parjure.

Chap. 4. Voici de belles règles et des maximes indubitables de S. Augustin. Il ne faut pas considérer les paroles des hommes selon l'intention de celui qui les dit, mais elles doivent être considérées dans celui qui écoute; dans nos paroles et dans nos réponses, il ne faut pas se servir d'équivoques, de subterfuges, ni de tromperies. Il ne faut pas croire qu'il soit permis de mentir pour obliger son prochain, de même que ce serait un péché d'ôter du bien à un homme qui en aurait trop, quoiqu'il n'en fût pas incommodé, pour

en faire l'aumône à un misérable qui en serait beaucoup soulagé ; ainsi de mentir pour obliger quelqu'un il y a toujours du péché. Il arrive souvent, continue ce père, que l'on meurt en disant la vérité, et souvent on dit vrai en avançant une fausseté. Celui qui se trompe, par exemple, en quelque chose et qui se trompe conformément à sa pensée, ne ment pas, et néanmoins il parle contre la vérité ; tout au contraire, celui qui avance une vérité sans le savoir, croyant que c'est une fausseté, ment, et néanmoins dit vrai.

Chap. 6. Est-ce un péché de se tromper soi-même? S. Augustin répond : Se tromper soi-même dans les choses de foi, il n'y a rien de si pernicieux ; mais dans les choses qui ne regardent ni la foi ni les mœurs, dont la connaissance, le doute, ou l'ignorance sont indifférentes, il n'y a point de péché; ou s'il y en a, il est très-petit et très-léger, il se peut faire qu'il y aura quelque témérité ou quelque légèreté.

Gratien, sur ces paroles de David : *Perdes omnes qui loquuntur mendacium*, dit que toutes sortes de mensonges ne sont pas sujets de damnation, et qu'ainsi cette sentence n'est pas absolument vraie, et pour faire voir la différence qu'il peut y avoir entre les mensonges il rapporte un passage de S. Augustin, où nous voyons des mensonges très-griefs, et qui sont sujets de damnation; mais en voici quatre ou cinq dont on douterait à présent s'ils sont seulement véniels.

Chap. 8. S. Augustin, qui a fort écrit de cette matière, nous exprime ici ses sentiments, qui paraîtront rudes, mais ils sont véritables. Ne peut-on pas mentir pour conserver le bien d'autrui? Un homme perdra tout son bien, si je viens à découvrir son trésor ; je sais où il est ; on me le demande, je dis que je n'en sais rien, et par ce mensonge je lui sauve ses trésors, qui autrement seraient tous perdus.

De même peut-on mentir pour sauver la vie de son prochain ? Il sera tué si je ne dis un mensonge, et en le disant je lui sauve la vie.

Enfin mentir pour sauver l'honneur d'une femme.

Voilà trois mensonges qui ne font tort à personne ; au contraire ils sont très-utiles, puisqu'ils ne tendent qu'à conserver la vie, les biens et l'honneur du prochain. Est-il permis de mentir dans tous ces cas?

S. Augustin conclut dans le livre qu'il a fait *de mendacio*, et il faut dire que tous les anciens pères, tout le droit canon ancien et nouveau, tous les bons casuistes concluent comme lui que c'est un péché de mentir; mais il n'est pas mortel. Voyez, je vous prie, comment on se trompe par des raisons plausibles.

Il faut conserver la virginité d'une femme ; la vérité, qui est toute chaste partout, qui est la virginité de l'âme, plus pure que la chasteté même, n'est-elle pas plus précieuse que la chasteté du corps? Pourquoi donc dire un mensonge qui détruit cette vérité pour conserver la virginité. La vérité est la vie de l'âme ; il n'est pas permis de lui donner quelque atteinte pour conserver celle du corps, La vérité est plus que tous les biens du monde ; elle est la source de toutes les richesses, de toute la prospérité de la terre ; pourquoi donc conserver des biens périssables à son préjudice?

Que faut-il donc faire ? c'est qu'il faut se taire et avoir de la constance. Il porte ensuite l'exemple d'un évêque qui aima mieux mourir que de parler se voyant dans cette extrémité, ou de dire un mensonge, ou d'exposer à la mort celui qu'il découvrirait en confessant la vérité.

Chap. 10. Est-il permis de mentir par humilité pour cacher ses vertus ou se rendre plus criminel? C'est une humilité indiscrète, dit S. Grégoire, lorsqu'elle combat la vérité et qu'elle est voilée du mensonge, car la vérité est la reine des vertus, il n'y en a point qui lui soient contraires; ainsi, si n'étant pas pécheur vous dites que vous l'êtes, ce n'est qu'une humilité indiscrète, car il n'y a point d'humilité où il n'y a point de vérité.

Chap. 11. S. Augustin dit : Il ne faut pas abandonner la vérité dans l'appréhension de concevoir des sentiments de vanité si elle est découverte.

Chap. 14. Si on ne peut sauver sa vie ou celle d'autrui qu'en mentant, que faut-il faire? S. Augustin répète sa maxime : Il faut se taire, car il n'est jamais permis de mentir ; on peut bien cacher la vérité, mais non pas dire un mensonge. Mais on vous tuera ! N'importe, la vérité est plus chère que la vie temporelle.

Ensuite ce père distingue deux sortes de mensonges : l'un que l'on dit en riant dans la conversation, l'autre pour servir le prochain ; l'un et l'autre ne sont pas sans péché, mais il n'est pas grand. Voilà qui est sévère, mais c'est la doctrine de ce père. Il ne nuit à personne, car celui à qui nous parlons connaît bien à notre mine qu'il faut prendre à contre-sens ce qu'il entend. Quelquefois les discours sont figurés; et toute ironie est une figure, et cependant si on la prenait littéralement, ce serait un mensonge ; mais parce que vous faites connaître que vous raillez, ce n'est pas un mensonge bien dangereux. Nonobstant tout cela, *non est sine culpa;* voilà comme S. Augustin coupe le chemin à toutes les évasions qu'on pourrait donner.

Chap. 18. Joseph ne mentit-il pas pour faire revenir ses frères, feignant que l'un d'eux avait dérobé sa coupe dont il se servait pour ses augures, car ce n'était là qu'une fiction, et sa coupe ne lui servit jamais à cet usage ? S. Augustin ne résout pas la difficulté, mais il semble qu'on peut dire qu'un si grand homme que Joseph voulait faire croire par là que sous ses paroles et sa fiction il y avait quelque chose de caché et de mystérieux. S. Augustin se contente de dire que Joseph pour rire voulut passer pour devin, quoiqu'il ne le fût point.

Chap. 20. Les sages-femmes mentirent-elles, car elles furent récompensées? S. Grégoire dit que dans leur récompense il y a une espèce de punition à cause de leur mensonge, car ce qu'elles firent ce fut par un acte de charité ; mais parce que cette action eut quelque tache de mensonge, elles ne furent récompensées que temporellement, ce qui marque que l'action n'est pas parfaite, puisqu'elle ne reçoit qu'une récompense temporelle.

Abraham ne mentit-il point quand il dit à ses serviteurs : Attendez-nous au pied de la montagne, et aussitôt que nous aurons adoré Dieu, Isaac et moi nous reviendrons vous prendre, et néanmoins il allait pour immoler Isaac? S. Ambroise se tire de cette difficulté, disant

qu'Abraham parlait dans un esprit prophétique. Dieu ne voulut pas en donner la connaissance, de peur qu'Abraham ne fût interrompu dans son sacrifice.

Mais n'y eut-il pas de mensonge lorsque Dieu commanda à Abraham d'immoler son fils, car il ne voulait pas qu'il fût immolé? Gratien dit que Dieu ne lui commanda les choses que figurativement, car il y a des actions figurées comme des paroles; il ne faisait la chose que pour le tenter et éprouver son obéissance; car il savait bien que, lorsqu'il serait en état d'ôter la vie à son fils, il l'en empêcherait.

Chap. 21. S. Jérôme dit que Jéhu ne mentit pas lorsqu'il feignit vouloir se rendre idolâtre, et par ce moyen ayant assemblé tous les prêtres de Baal, il leur coupa la gorge; c'était le stratagème de guerre dont il ne fut pas blâmé. De même quand David fit le fou devant Abimeleth, et par ce moyen il sauva sa vie; ce qui montre qu'il y a certains mensonges qui ne sont pas dangereux pour le salut, ce ne sont que fictions.

Chap. 22. Abraham, quand, entrant dans l'Égypte, il dit et fit dire à Sara sa femme qu'elle était sa sœur, mentit-il? Non, dit S. Augustin, car Abraham avait deux choses à conserver, l'honneur de sa femme et sa vie; il pourvut à l'un et abandonna l'autre à la Providence; il mit à couvert la pudeur de sa femme; en la faisant passer pour sa sœur, il ne mentait pas; car, selon les Hébreux, elle était sa sœur, étant la fille de son frère. Au contraire il fit bien, car, ayant un moyen comme celui-là pour conserver sa femme, s'il n'en avait usé, il aurait irrité Dieu, puisque raisonnablement il pouvait par lui-même éviter ce danger.

Gratien, dans une longue rubrique qui suit, dit que Jacob ne mentit pas, disant qu'il était le frère aîné d'Esaü, parce que, encore bien que la naissance ne lui eût pas donné ce titre et le droit de primogéniture, il l'avait néanmoins, parce qu'il l'avait acheté. D'ailleurs on peut dire qu'il était aîné mystérieusement, signifiant que sa postérité serait plus considérable, étant choisie pour être le peuple de Dieu.

Saül ne se parjura pas lorsque contre son serment il ne fit pas mourir Jonathas son fils, parce qu'il ne tint pas à lui qu'il n'exécutât la chose, mais le peuple s'y opposa; il n'avait pas juré d'empêcher le peuple de s'opposer à la mort de ce grand capitaine.

QUATRIÈME QUESTION

Les jurements illicites doivent-ils être gardés?

Non, quand ils sont d'une chose mauvaise et défendue. Nous avons remarqué dans les décrétales la différence qu'il y a entre le droit canon et le civil sur cette matière. Le droit canon met pour loi qu'il faut garder toute sorte de jurement, qnoique fait par violence, quoique d'une chose préjudiciable, pourvu qu'elle ne soit pas contre le salut éternel. Voilà la maxime du droit canon.

Les légistes nous font grande guerre là-dessus et prétendent que c'est une pratique nouvelle des canonistes et des papes derniers où l'Église, s'établissant le juge des juremens, a étendu cette matière, afin de rétrécir la juridiction séculière et d'abroger par ce moyen le droit civil. Il faut donc voir à présent si les anciens pères, les papes et les conciles n'ont pas été de ce sentiment. Gratien n'est pas suspect, car le bon homme ne s'imaginait pas que dans la suite cette difficulté se formerait, et qu'il fût nécessaire d'examiner si cette pratique de garder toute sorte de jurement, s'il n'est contraire au salut, avait été établie par les derniers papes, savoir depuis Alexandre II, l'an 1060, ou si elle avait eu lieu parmi les anciens. Nous pourrons ici éclaircir cette difficulté.

Chap. 1. Les jurements illicites ne doivent point être gardés, dit le concile de Tolède. Vous avez juré de tuer votre père, ou de violer la virginité d'une fille, gardez-vous bien de l'accomplir. Les décrétales ne sont-elles pas conformes à cela?

Chap. 2. S. Ambroise dit la même chose. Hérode avait juré qu'il donnerait à une infâme danseuse tout ce qu'elle lui demanderait; elle lui demanda la tête d'un prophète. Devait-il accomplir son jurement? Non, il était contre le salut éternel. Et dans le chapitre suivant David avait juré de faire mourir Nabal; néanmoins il ne le fit pas, *non implevit, major pietas fuit.*

Chap. 8. S. Ambroise, sur le même sujet de S. Jean-Baptiste, dit : Les jurements honteux, cruels, ne doivent point être gardés; qu'y avait-il de plus honteux que de promettre à une danseuse, pour une danse, un royaume? Qu'y avait-il de plus cruel que de faire mourir un prophète pour contenter la passion d'une infâme?

Chap. 11. Le concile de Lérida ordonne une longue et rude pénitence à celui qui a juré de ne se réconcilier jamais avec sa partie; car c'est un jurement d'inimitié qui est opposé à la charité. Et dans le quatorzième : Celui qui a mal juré doit en faire pénitence, dit le concile de Tolède, qui a dans le chap. 15 : *Stulta vota frangenda sunt*, et dans le suivant : *quod observatum pejor vergat in excitum, illud mutandum noverimus.*

Chap. 18. Vous avez juré de briser les saintes images, c'est une impiété; c'est pourquoi le septième concile défend de le faire. On était pour lors en dispute contre les hérétiques touchant le culte des images.

Chap. 19. Il ne faut pas garder, dit Isidore, les jurements qui sont contre le commandement de Dieu. Et S. Jérôme, dans le même chapitre, dit que l'on ne doit pas garder trois sortes de jurements : 1° lorsqu'on jure une chose illicite, *cum quis male jurat;* 2° lorsqu'on jure de faire quelque action mauvaise, et qu'on ne la croit pas telle, *cum quis incaute jurat non putans hoc esse peccatum;* 3° lorsque de jeunes enfants avant l'âge de puberté ont fait quelque jurement auquel leurs père et mère se sont opposés. Voilà les jurements qui n'obligent pas; et dans le chap. 21 les pactes faits pour des adultères et des amours incestueux ne doivent pas être gardés.

Chap. 22. Gratien attribue cette lettre à S. Augustin; mais où l'a-t-il été chercher? car ce n'est pas son style. Un nommé Hubaldus étant passionné pour son amante, avait juré de mettre sa mère et ses frères hors de sa maison sans leur donner de quoi s'entretenir. Il avait été forcé par les parents de cette concubine de jurer qu'il l'épouserait. S. Augustin dit : il n'y a point de

mal d'avoir pour femme légitime celle qu'on a eue pour concubine. Ainsi le mariage doit être bon. Mais il a juré de chasser sa mère et ses frères, et de ne les assister de quoi que ce soit : ce jurement est illicite, il ne doit pas être gardé.

Vous voyez que, parmi les anciens, ç'a été une règle et une maxime indubitable que les jurements qu'on ne doit pas garder sont ceux qui sont contre le salut éternel, et que les autres sont inviolables, quoique forcés.

Ensuite il y a l'exemple de Josué, qui épargna les Gabaonites, quoique Dieu lui eût commandé de les défaire, parce que ces peuples ayant surpris les principaux d'Israël, ils les avaient obligés de jurer qu'ils ne leur feraient point de mal ; mais ils avaient été surpris, n'importe. *Josue tamen pactum quam dederat revocandum non censuit quia firmatum erat sacramenti religione*, dit S. Ambroise dans le chap. 23.

Gratien, dans une longue rubrique, comme pour ramasser tout ce qui a été dit dans la question, montre que le jurement peut être illicite en trois manières : 1° lorsque la chose est mauvaise en soi, comme de commettre un homicide, un adultère ; 2° quand ce que l'on jure est mauvais, à cause de quelque circonstance, comme de se marier, après avoir fait vœu de chasteté; 3° quand on fait quelque serment par surprise, sans considération, et pour lors s'il n'est pas contraire au salut, on doit le garder. Un père, par exemple, voulant obliger son fils de prendre la tonsure ou l'habit de moine, celui-ci jura qu'il ne ferait jamais ni l'un ni l'autre ; ce serment n'est pas contre le salut éternel : la cléricature et la religion sont bien des chemins pour se sauver, mais ils ne sont pas uniques. On peut se sauver dans le monde, dans l'état séculier. On voit par là le sentiment de Gratien, et combien le droit ancien est conforme aux décrétales nouvelles.

CAUSE XXIII.

Quelques évêques tombèrent dans l'hérésie et entraînèrent avec eux leurs diocésains; ils usèrent même de violence pour forcer leurs voisins à se jeter dans leur parti. Le pape, qui est ici appelé apostolique (car c'est le style dont on se servait depuis deux ou trois cents ans), commanda aux évêques voisins qui tenaient une juridiction temporelle de l'empereur de prendre les armes pour soutenir les catholiques attaqués par les évêques apostats ; ils obéirent au pape, et, ayant levé des troupes, commencèrent une rude guerre contre ces apostats. Ils en tuèrent quelques-uns, ils châtièrent les autres par la prison, par la privation de leurs biens et d'autres peines juridiques. On fait là-dessus plusieurs questions.

PREMIÈRE QUESTION

Gratien demande s'il est permis de faire la guerre? Il est accoutumé de tenir au commencement la négative dans toutes ses questions. Il semble, dit-il, que la milice soit illicite, parce qu'on ne fait la guerre que pour se défendre ou pour défendre ses alliés. Or l'un et l'autre n'est pas permis ; le Fils de Dieu dans l'Évangile dit : *Si quis te percusserit in unam maxillam, præbe ei et alteram.* Et ailleurs : *Si quis te angariaverit mille passus, vade cum eo duo millia.* Jésus-Christ reprit S. Pierre de ce qu'il avait mis la main à l'épée pour le défendre. S. André s'opposa à la charité et au zèle de ceux qui voulaient le tirer des mains des bourreaux ; et Dieu ne dit-il pas dans les Proverbes : *Mihi vindicta?* Enfin Gratien apporte beaucoup d'autres passages, qui semblent prouver que la guerre est illicite ; mais il renverse dans la suite tout ce qu'il avance. Voici comme il commence.

Chap. 1. S. Grégoire nous apprend de belles choses; il montre avec quel esprit les ecclésiastiques doivent regarder les guerres qui se font dans le monde ; ils doivent lire celles qui sont marquées dans l'Écriture sainte. C'est aux soldats à faire la guerre, mais c'est aux ecclésiastiques à découvrir ce que Dieu y prétend, qui n'est autre chose que de nous faire voir par les guerres temporelles, les spirituelles et les combats que nous sommes obligés de livrer contre le démon et le péché. Pourquoi Dieu, qui est la bonté et la sainteté par essence, aurait-il voulu que l'Écriture sainte contînt de si longs tissus de guerre, si ce n'est pour nous instruire ? Est-ce que la sanctification de l'Évangile et le triomphe de l'Eglise dépendaient de ces guerres? Non ; c'était seulement afin que, sous ces apparences extérieures et ces combats visibles, nous pussions découvrir ceux qu'il nous fallait livrer aux démons, et en cela, dit ce père, par de faibles essais il nous a donné de belles leçons pour résister aux puissances de l'enfer.

Ensuite Gratien dit : Les guerres ne sont pas toujours défendues, et ce que nous avons rapporté au commencement de l'Ecriture sainte doit être pris dans le sens que les Pères, qui en sont les véritables interprètes, ont donné. Quand le Fils de Dieu dit de présenter l'autre joue lorsqu'on a reçu un soufflet, il ne faut pas croire pour cela qu'on soit obligé de prendre ce passage dans le sens littéral et l'accomplir exactement, mais être dans une telle patience intérieure qu'on soit en disposition non-seulement de tendre l'autre joue, mais de souffrir toutes choses. Cela néanmoins n'empêche pas qu'il ne faille s'opposer hautement à ceux qui nous font insulte, non pour nous défendre, mais pour les corriger.

Voilà comme S. Augustin explique la chose dans la lettre 5 à Marcellin.

Le Fils de Dieu nous est un modèle de cette conduite : car lui-même, qui était le plus doux et le plus patient de tous les hommes, puisqu'il se laissa mourir sur une croix, n'endura pas un second soufflet sans répondre à celui qui lui avait donné le premier. Il ne tendit pas l'autre joue, ou, s'il le fit, ce fut intérieurement, mais par un dessein charitable, pour faire connaître à celui qui le frappait la faute qu'il faisait, il lui fit ce reproche que nous lisons dans l'Évangile : *Si male dixi, exprobra de malo.* S. Paul ne manqua jamais de patience dans ses plus grandes persécutions ; cependant il reprit le grand-prêtre qui lui avait donné un soufflet.

Il faut, continue ce père, quelquefois faire du bien

aux hommes contre leur volonté, et ils s'opposent à leur bien plutôt qu'au nôtre, quand ils rejettent la correction que nous leur faisons avec sévérité extérieure, mais qui ne doit partir que d'une véritable charité.

Dans la république chrétienne on voit souvent des guerres; ces guerres sont-elles justes et utiles? Oui, dit ce père, lorsqu'elles procèdent d'un esprit de charité, et qu'elles regardent l'intérêt de ceux à qui on les déclare. Voilà le fruit de la guerre: la paix qui en naîtra sera la gardienne de la charité qui produira la justice et la piété dans ceux mêmes qui s'y opposaient par leur rébellion. On leur veut ôter le pouvoir et la liberté de faire du mal; y a-t-il rien de plus avantageux à un homme que de l'empêcher de se nuire à lui-même? N'est-ce pas triompher de lui à son avantage, puisqu'il n'y a rien de pis que l'impunité où il s'abandonnerait si on ne le délivrait par une guerre extérieure?

Chap. 3. Le même S. Augustin, écrivant au comte Boniface : Ne vous imaginez pas, dit-il, que toutes les guerres soient injustes. David était un grand saint, néanmoins il entreprit beaucoup de guerres, donc l'art de la milice n'est pas mauvais. Sachez que la véritable vertu militaire est un don de Dieu, et que c'est en cette qualité qu'il faut s'en servir, non pas pour combattre contre Dieu, mais contre ses ennemis. On ne fait pas la paix pour se préparer à la guerre, mais on fait la guerre pour venir à une paix indissoluble. On doit être pacifique au dedans pendant qu'on paraît tumultueux au dehors, afin qne la victoire soit autant utile aux vaincus qu'aux victorieux mêmes. Ce n'est pas que dans la guerre il ne faille user de forces d'armes, et ôter la vie à ceux qui en abusent, mais c'est une nécessité.

Chap. 4. Le même Père écrivant contre les manichéens, leur dit : Que trouvez-vous de si étrange dans le vieux Testament pour le blâmer de la sorte? Qu'y a-t-il de mauvais dans les guerres et les combats de Moïse? Est-ce que le Dieu de l'ancien Testament est un Dieu mauvais et un principe de mal pour être un Dieu de guerre? Car voilà les reproches que faisaient les manichéens, et ce que dit ici S. Augustin est un précis d'un volume tout entier qu'il a fait contre eux.

Ce Dieu est-il cruel à cause des guerres? Quel grand mal y a-t-il que des hommes, qui doivent peut-être mourir dans vingt ans, meurent dix ans auparavant? N'est-ce pas là un grand malheur? D'immortel devenir mortel, c'est un fâcheux changement, c'est ce que le péché a fait; mais étant mortel, d'avancer le temps de sa mort de quelques jours, quel grand sujet de plainte y a-t-il? Lorsque les enfants meurent dans leur bas âge, vous ne criez pas contre le Dieu du vieux Testament. Mais ce qui attire vos blasphèmes sont les désastres qui suivent les guerres, et de voir la mort de quelques-uns avancée ; vous ne prenez pas garde qu'on en fait mourir quelques-uns pour conserver le gros en paix.

Qu'est-ce donc qu'il y a de blâmable dans la guerre? Le voici : le dessein de nuire, l'amour de la vengeance, l'esprit de cruauté et de sang, qui l'accompagnent ordinairement. Les guerres qui se font dans ces sentiments sont détestables, mais lorsqu'elles se font par nécessité, elles sont excusables, et même louables. Cependant, afin qu'elles soient justes, il faut que les princes les déclarent. Dieu leur a confié cette autorité. C'est ce qui est nécessaire pour la paix du genre humain, qu'il n'y ait que les souverains qui déclarent la guerre, et s'ils la déclarent par passion, ou par des inclinations injustes, S. Augustin dit que c'est à eux à y prendre garde; les sujets n'en doivent pas être les juges, et ils ne sont pas participants de leur faute; pourvu qu'ils ne soient pas certains que la guerre est injuste, ils doivent présumer pour les princes qui sont des lois vivantes et animées; car si la guerre est injuste en elle-même, et que l'injustice n'en soit pas évidente, ou si elle est juste et que les princes s'y portent par passion, les soldats qui suivent leurs ordres n'en sont pas coupables. Nous voyons même que plusieurs saints y ont obéi, parce qu'ils ne reconnaissaient que l'autorité que Dieu avait donnée à ces souverains qui, quelque injustes qu'ils fussent, ne laissaient pas d'être établis de lui. C'est pourquoi, si un homme juste porte les armes sous un roi sacrilége, il n'est pas coupable, parce qu'il ne lui est pas évident que cette guerre soit injuste, ou qu'il est sûr qu'elle est juste, et dans ces deux rencontres il doit obéir.

Voilà une maxime incontestable et qui fait voir que les rois commandent quelquefois injustement, et que les sujets obéissent avec justice.

Chap. 5. S. Augustin dit : Ce n'est pas un péché de porter les armes ni de déclarer la guerre, mais c'est toujours un péché de faire la guerre par un esprit d'avarice et de cupidité. Mais il y a une autre guerre pacifique, qui est celle de la milice civile, c'est-à-dire les magistratures, *militia togata*. Or ce n'est pas un péché de prendre les dignités et les judicatures, mais c'est un mal de les prendre par un motif d'intérêt.

On ne fait point ordinairement de réflexion sur ce point, qui est au moins aussi important que l'autre. Afin que la conscience soit à couvert, il faut que la guerre soit juste, ou que les sujets ne soient pas évidemment persuadés qu'elle est injuste ; mais il faut raisonner de même de la milice civile des magistratures; elle est permise en elle-même, elle n'est pas criminelle, mais ne l'exercer, ne prendre soin de la république que par ambition, pour s'agrandir soi-même et mettre sa famille à son aise aux dépens des particuliers, c'est ce qui est détestable. C'est pourquoi, dit S. Augustin, S. Jean ne défendit pas aux soldats d'aller à la guerre, ni de recevoir la solde, mais de s'abstenir des vols et des autres désordres. Voilà la guerre encore confirmée.

DEUXIÈME QUESTION.

Quelle est cette guerre juste? Isidore dit que c'est celle qui se fait par l'édit du prince, et lorsqu'il est nécessaire de repousser ses ennemis, de se défendre de leur violence et de redemander son bien.

Chap. 2. Est-il permis d'user d'artifice? Oui, répond S. Augustin. Ne voyons-nous pas dans l'Écriture que

Dieu commanda à Josué de dresser des embûches à ses ennemis, dans lesquelles ils furent pris ? et pourvu qu'une guerre soit juste dans son commencement, il n'y a plus d'injustice dans la suite d'user de force, de ruse et de violence.

La guerre est toujours juste lorsque l'on venge les injures qu'on a reçues, ou qu'on redemande le sien. Voilà deux raisons légitimes pour déclarer la guerre quand les villes ne veulent pas réparer le tort qu'elles ont fait par leur rébellion, ou qu'elles ne veulent pas rendre le bien qu'elles détiennent.

Chap. 3. Il est question d'un autre sujet de guerre dont parle S. Augustin. Les Hébreux déclarent la guerre aux Amorrhéens, parce qu'après leur avoir promis qu'ils les dédommageraient de tout ce qu'ils pourraient souffrir pour leur laisser le passage libre parmi leurs terres, ceux-ci le leur refusèrent ; cette guerre était juste, car le passage est dû par le droit des gens, pourvu qu'on ne fasse point tort, ou, s'il y en a, qu'on le répare.

TROISIÈME QUESTION.

Est-il permis de repousser par force d'armes une violence faite à ses alliés ? Il semble que non, parce que le Fils de Dieu ne voulut aucune défense pour lui-même quand Hérode le chercha pour le faire mourir. Il aima mieux être caché pendant sept ans. Quand les Juifs le voulurent lapider, il se cacha, et quand on le mena à la croix, il pouvait soulever tout le peuple qui l'avait reçu depuis peu dans Jérusalem avec des joies et des acclamations publiques ; cependant il n'en fit rien ; mais il y a bien des choses que nous n'exigeons pas, et que d'autres doivent exiger pour nous.

Chap. 1er. S. Augustin dit que parmi les Hébreux la loi permettait de crever un œil pour un autre, mais cette conduite était indigne d'un homme raisonnable ; on l'avait permis pour arrêter la passion de ce peuple, car pour un il en aurait crevé deux s'il avait entrepris de se venger ; ainsi on en abandonna un pour conserver l'autre. Parmi les fidèles il est défendu de vouloir se venger ; mais il est commandé aux juges de le faire pour nous. Un homme qui, ayant reçu du mal, voudrait en faire, rendrait mal pour mal ; mais quand un juge punit un criminel d'un mal, il en tire un bien qui est le châtiment des méchants et la sûreté publique. Si un homme se venge, c'est par cupidité ; il n'y a rien de si bas ; mais si un juge le venge, c'est par un pur amour de la justice.

Gratien dit : Il y a des rencontres où l'on peut faire des choses qui ne sont pas permises en d'autres. Il n'est pas permis d'aliéner les vases sacrés ; mais lorsqu'il faut racheter les captifs, on peut les engager, rien de si louable. Il est quelquefois défendu de repousser l'injure qu'on a reçue, mais quelquefois il est permis, comme lorsqu'on le fait pour acquérir la paix à ses alliés ; mais aussi quand c'est pour mener une vie plus licencieuse, rien de si pernicieux. S. Paul, qui était si achevé dans la perfection, recourut aux magistrats pour obtenir une escorte, afin d'éviter les embûches que les Juifs lui dressaient. Il le faisait pour se conserver à l'Église, à qui il était si utile. L'Évangile traite de mercenaire celui qui, voyant venir le loup, abandonne son troupeau, parce qu'alors il doit résister comme un véritable pasteur. Ainsi l'Église s'oppose aux méchants pour se mettre à couvert de leur injustice. C'est dans cet esprit que l'Église demande quelquefois la protection des princes, et que les plus grands saints ont eu recours au bras séculier, non pas qu'ils se souciassent d'une vie périssable, mais pour se conserver à leurs troupeaux par charité et par prévoyance. C'est ce que dit S. Augustin dans les chapitres suivants.

Chap. 4. Vous avez tort, dit-il aux donatistes, de vous plaindre de ce que nous avons recours aux empereurs ; nous cherchons notre sûreté et non pas votre persécution.

Est-ce être bon chrétion que d'égorger son prochain, quelque sujet qu'on en ait ? S. Augustin dit : Il y a de bons chrétiens partout. Les catholiques, dans une guerre juste, sont comme S. Pierre. Cet apôtre n'était-il pas louable lorsqu'il voulait tuer ceux qui attaquaient son maître ? véritablement il ne faisait pas l'action d'un pape, mais il était juste, il était fidèle ; il n'avait point encore renié son maître, sa foi était pure. Jésus-Christ l'avait dit dans la Cène. Ainsi il y a de bons soldats qui font leur salut dans la guerre ; ils ne sont pas contemplatifs, mais ils sont vertueux et éloignés de toute sorte de mal. Ils combattent pour l'Église. Vous autres hérétiques, vous ressemblez au serviteur du grand-prêtre, vous vous armez pour persécuter les membres de Jésus-Christ. — Voilà comme ce saint a défendu sa cause. Il faut toujours revenir à notre première distinction : que si l'on fait la guerre, ce n'est pas à dessein de faire du mal, mais pour empêcher les autres de vous en faire, étant disposés par le devoir du christianisme à tout souffrir intérieurement.

QUATRIÈME QUESTION.

S. Augustin continue de combattre les donatistes, qui crient contre l'Église de ce qu'on tolère les méchants.

Les prophètes, dit ce père, qui vivaient dans la Synagogue, conversaient au milieu des libertins qu'ils voulaient corriger. Le Fils de Dieu lui-même ne toléra-t-il pas Judas, quoiqu'il sût qu'il était très-méchant ? Quel est donc le devoir des fidèles envers les méchants pour ne pas se souiller de leurs crimes, selon cette sentence : *Qui immundum tetigerit* etc. ? Il faut nous séparer par désir et de cœur de la société des méchants, mais demeurer avec eux corporellement ; leur reprocher continuellement leurs crimes, c'est une séparation très-utile.

Chap. 5. S. Augustin renferme dans trois mots tout ce que nous devons faire dans ces rencontres, savoir : corriger le mal que nous pouvons, éviter les méchants que nous ne pouvons corriger, ou, si nous ne les pouvons exclure de la compagnie des fidèles sans scandale, les improuver, mais les tolérer parmi nous. Voilà le devoir d'un fidèle et d'un ecclésiastique, *arguendo corrigere*. Si cette voie ne réussit pas, il faut

aller jusqu'à l'excommunication ; mais il ne faut jamais en venir à cette extrémité quand il y a danger de schisme, quand il faut corriger de grands États, des princes qui troubleraient la paix de l'Église ; il faut tolérer, il ne faut pas approuver leur conduite, partager avec eux les mêmes errements et non pas une même société de mœurs. S. Augustin déguise cette maxime dans les chapitres suivants en mille manières.

Gratien, dans la seconde partie, conclut qu'il est vrai qu'on doit corriger les mauvais ; mais faut il les punir corporellement ? il semble que non, car les infidèles ne sont pas de notre juridiction. Quelquefois le nombre en est si grand qu'il faut dissimuler pour éviter le schisme.

Voici une objection spéculative qu'il se propose dans la troisième partie. Toutes les corrections sont inutiles, car les gens à qui on les fait sont prédestinés ou non ; s'ils le sont, ils se convertiront toujours ou tôt ou tard, et s'ils ne le sont pas, toutes ces choses ne leur serviront de rien.

Ce raisonnement n'a point de solidité. Il répond qu'ils se corrigeront par nos prières, par des grâces efficaces, et le prouve par les Pères.

Chap. 21. S. Grégoire dit que la prédestination ne s'exécute pas immédiatement, mais par les causes secondes. Ainsi, quoique Dieu dans ses idées éternelles ait prédestiné quelqu'un, il ne faut pas laisser de prier Dieu pour lui, et de le corriger s'il tombe dans quelque faute.

Chap. 22. Ce chapitre est d'un passage faussement attribué à S. Augustin au livre de la Prédestination. Il ne faut pas croire que les corrections, les prières des autres, et tout ce qui se passe à l'extérieur, soit fort considérable ; ce sont les grâces qui touchent intérieurement les pécheurs qui opèrent leur conversion. Il est dit dans l'Écriture que Nabuchodonosor fit pénitence ; sa pénitence lui fut utile, et après toutes ses impiétés il rentra dans son royaume dont il avait été privé. Pharaon au contraire, quoiqu'il ait été châtié et même plus châtié que lui, ne se convertit pas ; il s'endurcit davantage dans ses crimes ; d'où vient cela ? quant à la dignité, deux princes ; quant à la cause, tous deux ont persécuté le peuple, tous deux ont été châtiés, l'un plus que l'autre, et néanmoins leur sort est bien inégal, et étant extérieurement les mêmes, ils sont bien différents. C'est que l'un a pleuré et fait pénitence de ses crimes, et l'autre, persistant opiniâtrément dans le mal, a résisté volontairement à Dieu.

Chap. 23. Les grands pécheurs, dit S. Prosper, ont mérité par leurs grands crimes d'être abandonnés et aveuglés de Dieu. Il ne faut pas s'étonner si, étant abandonnés de la sorte, ils tombent dans des fautes si énormes, et enfin dans l'impénitence finale. Ensuite ce saint dit : Il faut distinguer la prédestination et la prescience en Dieu ; car la prédestination ne regarde que ce que Dieu fait par lui-même, c'est pourquoi elle n'a lieu que dans le bien, dans les œuvres de miséricorde pour la rémission des péchés, ou dans les œuvres de la justice pour le châtiment des méchants, mais non pas pour leurs crimes. La prescience a lieu dans ce que Dieu ne fait pas, comme sont les péchés et les impiétés des hommes.

Voilà un beau passage, qui nous montre bien que de ce temps on ne savait ce que c'était que des décrets prédestinants qu'on a découverts dans l'école et qui font un si grand embarras. Gratien même, qui dit la même chose du sien dans une rubrique, nous fait voir qu'il était dans ce sentiment, et que ce décret lui était inconnu, quoiqu'il fût très-habile homme.

La prédestination et la prescience ne cause aucune nécessité aux hommes, dit Gratien dans la rubrique qu'il a tirée de S. Augustin. Il y a deux sortes de nécessité : l'une absolue, comme celle qui est imposée aux hommes de mourir que personne ne peut éviter ; l'autre conditionnelle : par exemple, supposé que vous marchiez, un homme vous voit marcher ; son regard ne vous cause aucune nécessité, c'est la présence de votre action et de votre démarche qui fait cette nécessité. Il en est de même de la prescience de Dieu. Il voit ce que vous faites, mais vous ne le faites pas parce qu'il le voit, cette vue n'impose aucune nécessité, et dans Dieu il ne faut pas s'imaginer qu'il y ait une science des choses futures, tout lui est présent, et ce qui est pour nous ou passé ou futur, lui est actuellement présent, parce qu'il est essentiellement immuable, et qu'il jouit indivisiblement de tout son être, car il est bien loin de tous ces degrés qu'on s'est imaginés. Autrement il gagnerait ou perdrait quelque chose, car ce qui serait passé, et qu'il aurait eu, serait perdu pour lui, et ce qui serait futur et qu'il n'aurait pas encore il le gagnerait ; ce qui combattrait son immutabilité. Ainsi il ne faut pas demander si cette vue actuellement présente de toutes choses apporte quelque nécessité. Vous voyez la véritable doctrine de S. Prosper et de S. Augustin, qui n'ont pas distingué tous ces décrets qui ont fait tant de bruit ; S. Thomas même n'a jamais eu d'autre sentiment.

Gratien propose ensuite une autre difficulté : D'où vient que Dieu, sachant et prévoyant que plusieurs ne se convertiront pas, ne laisse pas néanmoins de leur donner ses grâces, et d'autres qui se convertiraient s'ils étaient appelés ne le sont pas néanmoins ? Il ne serait peut-être pas malaisé d'y répondre selon la doctrine de quelques modernes ; mais il faut considérer la bonté de Dieu dans ceux qui se convertissent, dans l'élection des prédestinés, et sa justice dans la réprobation de ceux qui persévèrent volontairement dans le crime et qui se perdent par leur malice. Dieu fait grâce à qui il lui plaît, comme il veut et quand il veut. Et quand ceux à qui il en fait n'en usent point, c'est leur faute.

Après tout cela, dit Gratien, il y a lieu de pousser à main armée les impies, et S. Augustin dit que les donatistes nous ont plus d'obligation qu'ils ne pensent, qu'ils ont tort de se plaindre de la conduite de l'empereur Théodose qui a fait des lois et des édits sévères contre les hérétiques : car si des malheureux frénétiques voulaient périr dans un embrasement, ne ferions-nous pas tous nos efforts pour les en retirer en dépit d'eux ? ainsi il y a une charité qui fait faire du bien aux hommes malgré eux.

Chap. 24. S. Augustin, pour autoriser cette grande règle que nous avons établie si souvent, dit qu'il faut user de la douceur et de la condescendance quand il y a un grand nombre de peuples qui se sépareraient de l'Eglise, ou qui n'y entreraient pas si l'on usait de toute la sévérité des lois ecclésiastiques. C'est pourquoi il justifie la conduite de l'Église en faveur des donatistes, qui leur permit d'aller contre la rigueur des canons s'ils entraient dans son sein ; qu'ils jouiraient de leurs premières fonctions et de leurs dignités ecclésiastiques. Cette indulgence avait commencé dans le concile de Rimini, et plus tôt dans les conciles d'Arles et de Rome ; on avait usé de la même douceur auparavant dans le concile de Nicée en faveur des novatiens, et pour les donatistes, non-seulement on accorda aux hérétiques leurs mêmes dignités, mais on reçut même les apostats avec la même grâce. C'était une grande indulgence et une grande blessure que l'on faisait aux canons par cette dispensation. S. Augustin la compare à ce que fait un homme qui blesse un arbre, et y fait incision pour y enter une greffe ; il semble que ce fer soit employé pour lui ôter une partie de sa vie, mais c'est plutôt pour lui en communiquer une nouvelle. Ainsi on fait une blessure aux canons de l'Eglise quand, au lieu de punir les hérétiques, on les rétablit dans leurs premières dignités. Ce n'est que pour la guérir d'une plus grande plaie. On fait une incision à l'arbre, mais la charité récompense et adoucit tout cela. Selon les lois, les hérétiques devraient perdre la cléricature et l'épiscopat, mais par indulgence on ne garde pas leur sévérité, parce qu'on appréhenderait la division et le schisme, qui sont toujours très-nuisibles à l'Église, alors on ne saurait trop avoir de douceur.

Gratien dans sa quatrième partie dit : Voilà les occasions où il faut user de douceur. Mais il y en a d'autres où il faut employer la sévérité. Il fait à ce propos une question : D'où vient que les disciples qui demandèrent au Fils de Dieu qu'il fit descendre le feu du ciel pour consumer les Samaritains, ne furent pas écoutés? C'est parce qu'ils le demandaient, non pas par un zèle véritable de la justice, mais par une certaine amertume et un ressentiment des affronts que Jésus-Christ et eux avaient reçus. Le Fils de Dieu ne les écouta pas, mais quand ils eurent reçu le Saint-Esprit après la Pentecôte, lorsqu'ils furent animés de sentiments célestes et divins, ils parurent se venger dans quelques occasions et même avec plus de sévérité. S. Pierre fit mourir à ses pieds Ananie et Saphire. S. Paul fit perdre la vue au magicien Elimas, et livra au démon le fornicateur corinthien. Toutes ces actions venaient d'un zèle de justice, et non pas d'un esprit de vengeance.

Chap. 27. S. Grégoire reprend un évêque qui avait excommunié un particulier duquel il avait été offensé. L'excommunication est un juste sentiment, qui ne doit tendre qu'au salut du prochain, et non pas à assouvir sa rage.

Mais Elie ne fut-il pas poussé par son intérêt particulier de faire descendre le feu du ciel sur les soldats qui allaient pour le prendre ? Non, il ne le fit que pour montrer qu'il rendait honneur au véritable Dieu, et découvrir en même temps la fausseté de celui que Jézabel adorait.

Gratien rapporte encore quelque chose du sien qui semble combattre ce que nous avons dit ; n'est-ce pas une vengeance que le pape Silvère tira quand, après sa déposition, il excommunia Vigile? Ceci est rapporté dans l'histoire ecclésiastique. Belisaire, l'ayant sollicité à venir chez lui, fit écarter le clergé et le peuple qui le suivait, et l'ayant fait entrer dans le cabinet ou la chambre impériale avec le diacre Vigile, il lui fit quitter les marques pontificales dont il était revêtu, les donna à Vigile et exila Silvère. Ce pape, ayant été si maltraité, assembla quelques évêques dans le lieu de son exil, et prononça la sentence d'anathème contre ses persécuteurs et contre son diacre Vigile, ce qu montre bien qu'il était l'auteur de l'outrage qu'il avait reçu, lui qui fut son successeur et par après un des bons papes que nous ayons jamais eus.

Gratien répond que ce pape, quelque exilé qu'il fût, était néanmoins le chef de l'Eglise, qui avait reçu un sanglant affront en sa personne ; qu'ainsi il vengeait l'Eglise. Moïse, qui dans les injures qu'il avait reçues avait été si débonnaire, ne laissa pas d'exercer sa vengeance sur une part du peuple, après qu'il eut adoré le veau d'or, ou tombé dans la fornication, afin que par le châtiment de quelques particuliers les autres fussent intimidés et rentrassent dans leurs devoirs ; et au contraire, lorsque Dieu voulut exterminer tout ce peuple, il sut bien fléchir la justice divine et lui arracher la foudre des mains. Ainsi Dieu punit toujours quelques-uns de ceux qui commettent de grands péchés; mais il ne les punit pas tous, afin que l'on sache que c'est dans l'autre monde que les punitions et les châtiments sont réservés. (Voilà la doctrine de S. Augustin.) Elie ne voulut pas faire mourir tous les adorateurs de Baal, mais il ramassa les prophètes, et en les faisant périr il donna la terreur aux autres.

Dans la rubrique après le chap. 30, Gratien nous donne d'autres règles. Il y a, dit-il, des crimes qu'il ne faut pas punir, par exemple lorsqu'ils ne sont pas évidents. Jésus-Christ ne punit pas Judas, quoiqu'il sût qu'il était le plus perfide et le plus méchant de tous les hommes.

Chap. 32. S. Augustin répète ce que nous avons dit souvent, qu'il ne faut pas punir quand il y a danger de schisme ; mais il faut prendre des occasions favorables pour exhorter le peuple de se convertir, surtout s'il se présente quelque punition exemplaire, quelque fléau du ciel. Ce n'est pas que ces châtiments extérieurs soient toujours des marques de la colère de Dieu. Il punit temporellement les bons aussi facilement que les mauvais ; cependant S. Augustin veut bien qu'on prenne de là occasion d'exciter les peuples à la pénitence de leurs fautes.

Que prétend S. Jérôme dans la partie 7, lorsqu'il dit que l'Église ne doit persécuter personne ? Il faut, répond Gratien, distinguer deux sortes de persécutions : l'une qui est juste, l'autre qui ne l'est pas. La première n'est pas blâmable, au contraire c'est un acte de justice. Jésus-Christ n'a-t-il pas persécuté plusieurs personnes,

comme lorsqu'il chassa à coups de fouet les vendeurs du temple?

Chap. 37. S. Augustin dit qu'il est juste d'employer l'autorité impériale pour châtier les hérétiques. Il avait été autrefois dans un sentiment contraire : qu'il valait mieux user de douceur à leur égard ; mais ayant vu les suites funestes et le peu de profit que cette douceur avait produit, il changea de sentiment. Il en donne ici quelques raisons. Vous dites, donatistes, qu'il ne faut jamais forcer personne pour le porter au bien. Voyez si Dieu se conduit de la sorte. Saül fut forcé à sa conversion non-seulement par la terreur, mais par l'expérience du châtiment. Il est vrai que Jésus-Christ convertit S. Paul par l'infusion de sa charité, mais ce fut là le dernier sceau de sa conversion ; il commença par la terreur et finit par la charité. Le commencement des conversions est accompagné de peines, de châtiments et d'autres amertumes qui font comme une sainte violence à une âme quand elle résiste à Dieu. C'est ce qui arriva à S. Paul.

Il y a deux sortes de persécutions, continue ce père : les bons persécutent les méchants, les méchants persécutent les bons ; ainsi il ne faut pas dire que toute persécution soit blâmable, mais seulement celle que les méchants font aux bons. Les impies ont fait mourir les impies. Jésus-Christ a flagellé les juifs, comme les juifs ont flagellé Jésus-Christ. C'est la figure de ce qui est arrivé dans la suite : les hérétiques ont fait la guerre à l'Eglise, mais l'Eglise la leur a faite aussi, celle-ci par justice, et eux par malice et par cruauté. Constant a ordonné que tous les biens des hérétiques qui s'opiniâtreront seront confisqués.

Chap. 38. Voici un raisonnement pareil à l'autre. Vous dites qu'il faut laisser vivre chacun comme il veut, et ne forcer personne pour le porter au bien ; je vous demande : L'épiscopat n'est-ce pas une bonne chose ? *et tamen tam multi ut episcopatum suscipiant tenentur inviti, perducuntur, clauduntur, custodiuntur, donec eis adsit voluntas suscipiendi opus bonum.* Cette violence convertit-elle la volonté ? oui, car à force de souffrir et d'être persécuté, à la fin on commence à se reconnaître et à vouloir le bien. Vous dites que nous avons le franc arbitre, selon lequel nous avons la liberté d'embrasser le bien, ou de suivre le mal, que c'est un don de Dieu commun à tous les hommes ; mais ne voyez-vous pas ce que Dieu a fait aux Israélites pour les tirer de leur crime? ç'a été par les terreurs, par les châtiments. L'Ecriture sainte n'est remplie que de prodiges étonnants pour le peuple de Dieu.

Vous dites que la religion doit être libre et qu'il faut abandonner les méchants à leur mauvaise volonté. Pourquoi Jésus-Christ n'a-t-il pas laissé à Paul la volonté de persécuter l'Église ? il l'a converti, mais comment? par des prodiges terribles. Voyez la violence qu'il lui fit : il l'a terrassé pour l'aveugler, il l'a aveuglé pour le changer, il l'a changé pour l'envoyer, enfin par cette terreur et par ce châtiment il a converti sa mauvaise volonté ; mais après l'avoir converti, il lui a inspiré sa charité, la charité lui porte le zèle de souffrir autant et davantage pour la vérité qu'il avait persécutée, qu'il n'avait souffert pour l'erreur qu'il avait soutenue.

Vous dites que le Fils de Dieu ayant avancé un discours difficile à concevoir, quelques-uns l'ayant abandonné, il laissa les autres dans la même liberté. Mais vous ne voyez pas qu'il faut distinguer deux temps bien différents, c'est ce que les hérétiques ne sauront jamais comprendre : la naissance et le progrès de l'Eglise. Il ne faut pas mesurer l'Eglise naissante avec la même Eglise avancée dans la perfection, car l'Eglise naissante ne pouvait pas disposer de la puissance impériale ; elle ne pouvait l'exiger ; c'était en ce temps que s'accomplissait cette prophétie : *Quare fremuerunt gentes*, etc. Toutes les puissances séculières étaient déclarées contre l'Eglise et la persécutaient, mais un autre temps est venu auquel il a été vrai de dire : *Et nunc reges intelligite*, etc. Tous les princes ayant été soumis à l'Eglise, elle a employé leur autorité pour se défendre de ses adversaires, et ce double temps nous est marqué dans l'Évangile, lorsque, par la parole de ce maître du banquet, nous y découvrons les différentes manières de la vocation des gentils : car au commencement ce maître du banquet envoya prier les invités, mais à la fin n'ayant pas voulu venir, comme il y avait des places vides, il envoya ses serviteurs pour obliger par force les passants à venir à sa table. Voilà comment l'Eglise en a usé envers ses ennemis. Il a été très à propos que Jésus-Christ montrât d'abord son humilité dans l'établissement de l'Eglise, mais après que cette Eglise a été établie par humilité, il a été nécessaire de la soutenir par l'autorité.

Chap. 39. C'est une suite de S. Augustin. Nous avons dans l'Ecriture sainte des exemples qui nous représentent cette conduite différente.

Nabuchodonosor est une image des princes qui ont occupé l'empire durant ces divers siècles de l'Eglise. Nabuchodonosor était au commencement impie et faisait des lois contre le culte du véritable Dieu ; voilà l'image des premiers empereurs qui persécutaient l'Eglise ; mais le même roi Nabuchodonosor fut converti, et par un édit contraire il voulut obliger tout le monde au culte du véritable Dieu ; voilà ce qu'ont fait dans la suite les empereurs chrétiens.

Chap. 40. Vous-mêmes, donatistes, vous faites le contraire de ce que vous voulez qu'on vous fasse, car vous persécutez les catholiques parce qu'ils ne suivent pas vos erreurs. Tous les hérétiques disent qu'il faut laisser la liberté de conscience à tout le monde, et cependant ils ne font pas ce qu'ils disent. Calvin même a fait mourir des hérétiques d'une autre secte, il en a fait décoller d'autres, et il criait contre des maximes qu'il avait appuyées par sa conduite. Les circoncellions en faisaient de même.

Chap. 43. S. Augustin montre qu'il faut quelquefois faire une sainte violence à ceux qu'on veut ramener au sein de l'Eglise. Il a déjà dit ceci, mais d'une autre manière.

Jésus-Christ a converti et appelé à soi les apôtres par sa douceur, mais il n'a converti S. Paul que par sévérité, puisqu'il le jeta par terre et qu'il l'aveugla. Il était aveuglé, car d'où viendrait qu'Ananie, vers lequel il avait été envoyé, lui a rendu la vue, s'il ne l'avait perdue? il lui imposa les mains, il le guérit. Comment

donc les donatistes crient-ils qu'il doit être libre de croire ou de ne pas croire! comment était-il libre celui que Jésus-Christ violentait ? Voilà une grâce violente et efficace, et ce qui est merveilleux, celui qui a été attiré par la crainte a plus travaillé que les autres. Ce n'est pas que la crainte seule ait fait une si grande conversion, mais elle l'a commencée. Une grande crainte ouvrit une grande porte pour y faire entrer une grande charité, mais cette grande charité étant la perfection et le comble de la conversion, bannit la crainte de cet apôtre, et le rendit le plus zélé et le plus glorieux de tous ses compagnons.

Chap. 48. On peut, dit S. Grégoire, faire la guerre aux hérétiques pour leur faire quitter leurs erreurs. Il loue pour ce sujet le gouverneur d'Afrique de s'être opposé à force d'armes aux donatistes, et par occasion il le prie d'avertir le concile de ne plus faire de primat, c'est-à-dire de métropolitain, à l'ancienne manière, c'est-à-dire le plus ancien d'ordination, parce qu'il se pouvait faire qu'un évêque d'une petite ville le fût ; mais il veut qu'on établisse le métropolitain dans quelque grande ville, et que l'on choisisse quelque homme de bien et de mérite.

Chap. 49. S. Grégoire loue ce même patrice d'avoir combattu par ses prières avant que de triompher par ses armes, ce qui montre que la guerre qu'il a entreprise n'a pas été dans le dessein de répandre du sang, mais dans le dessein d'agrandir l'empire romain et l'Église, parce qu'alors l'Eglise n'était que dans l'Empire romain.

Voici quelques citations de S. Augustin sur la liberté de conscience et la tolérance des hérétiques : « Semper mali persecuti sunt bonos et boni persecuti « sunt malos, illi nocendo per injustitiam, isti consu- « lendo per disciplinam, illi servientes cupiditati, isti « charitati. »

Dieu châtia les Hébreux pour les retirer de leurs crimes : « Si voluntas semper suæ permittenda est li- « bertati, quare Israelitæ recusantes et murmurantes « tam duris flagellis a malo prohibebantur, et ad « terram promissionis compellebantur? Quare Paulus « non est permissus uti pessima voluntate qua perse- « quebatur Ecclesiam ? Prostratus est ut excæcaretur, « excæcatus ut mutaretur, mutatus ut mitteretur, « missus ut qualia ferebat in errore, talia pro veri- « tate pateretur. »

L'enseignement de Thomassin sur la tolérance est en plein accord avec ce qu'il en dit dans un traité spécial qu'il a écrit sur ce sujet.

(*La suite prochainement.*)

DÉCRETS INÉDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1).

(Suite.)

Espagne. Religieux renvoyés du cloître. Pauvreté. Disposition des biens. — Chartreux. Deux ans de noviciat. — Religieux sécularisés. Patrimoine. — Chartreux. Prieur de Naples. Démission. — Carmes de Toscane. Deux maisons ne peuvent former une province. — Dominicains. Chapitre général. Dominicains. Révocation d'un prieur ex informata conscientia. — Sardaigne. Clôture de la visite apostolique des réguliers. — Carmes. Préséance. — Minimes. Affaire remise à la Rote. — Carmes de Sicile. Chapitre provincial. — Malte. Bras séculier. — Gouvernement protestant. — Basiliens. Professeur de théologie. Dignités honoraires. — Capucins. Suspense des confesseurs. — Cisterciens. Vie commune. — Franciscains. Argent. Dispense refusée. — Basiliens de Sicile. Retour des religieux sécularisés. Tribunal. de la monarchie. — Religieux sécularisés temporairement. — Camaldules. Deux ans de noviciat. — Cisterciens. Monastère de vie commune. — Augustins. Conseil provincial. Citations juridiques. — Franciscains de Bavière. Chapitre. Mgr Reisach. — Religieux sécularisé. Engagement militaire. — Retraites dans les couvents. — Basiliens. Indult de sécularisation. — Capucins de Marseille. Validité des professions. — Conventuels. Rentrée au couvent. — Conventuels de Bavière. Etablissement d'un noviciat à Wurtzbourg. — Franciscains de Bavière. Chapitre. Réforme.

1617. ORDINIS PRÆDICATORUM.

COMMISSARIO HISPANIÆ. — Questi Emi signori della S. C. de' VV. e RR. hanno benignamente condisceso di communicare alla P. V. Rma la risoluzione della stessa S. C. da lei richiesta ai dubbi proposti nell'anno 1836 dall'inallora maestro generale di codest'ordine di predicatori sulla facoltà di acquistare e disporre per i religiosi Spagnuoli del medesimo ordine dimoranti fuori del chiostro per le circostanze della Spagna.

Dubbio 1° Che vivendo i religiosi sudetti fuori del chiostro per fatto del governo e vincolati dal voto di povertà, acquistano mobili e denari dalla pietà de' benefattori. Non essendo facile il ricorso a' loro superiori per rassegnare quanto acquistano, potranno essi *tuta conscientia* ritenersi finchè non siano riaperti i conventi, o basterà di rassegnarli al proprio confessore da cui riceveranno le opportune licenze ?

Ad 1. *Affirmative de licentia confessarii, donec ob præsentes circumstantias cogantur manere extra claustra.*

2° In caso di morte potrànno essi far testamento e creare

(1617). *Espagne. Religieux renvoyés du cloître. Pauvreté. Disposition des biens.* Ne pouvant pas consulter les supérieurs sur la disposition des biens acquis dans le monde, les religieux sont autorisés à agir de concert avec leur confesseur. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au commissaire des Dominicains d'Espagne : « Les émin. cardinaux ont bien voulu communiquer à votre paternité révérendissime la décision qui fut prise en 1836 sur la demande du général, concernant la permission d'acquérir et de disposer pour les religieux espagnols qui vivent hors du cloître à raison des circonstances. Les questions suivantes furent examinées : 1. Les religieux susdits vivant hors du cloître par le fait du gouvernement, et liés par le vœu de pauvreté, acquièrent des meubles et de l'argent que fournissent de pieux bienfaiteurs. Ne pouvant pas facilement s'adresser à leurs supérieurs pour remettre ce qu'ils acquièrent, peuvent-ils en conscience garder ces objets jusqu'à ce que les couvents se rétablissent, ou suffit-il d'en faire part au confesseur, lequel donnera les permissions nécessaires ? La S. Congrégation répond que la permission du confesseur suffira, tant que les religieux seront forcés de demeurer hors du cloître. — 2. Pourront-ils, en cas de mort, faire un testament et désigner un héritier fiduciaire pour conserver à l'ordre leurs acquisitions ? La S. Congrégation décide qu'on peut autoriser la disposition en faveur de l'institut, même au moyen d'un fidéicommis. Rome, 30 décembre 1839. »

(1) Voyez la livraison précédente.

un erede fiduciario per conservare all'ordine i loro acquisiti?

Ad 2. *Permitti favore sui ordinis tantum etiam per hæredem fiduciarium.*

Romæ, 20 decembris 1839.

1618. Cartusianorum.

SSmus D. N. Gregorius PP. XVI, attento voto capituli generalis nuper celebrati in ordine Cartusiensi, nec non relatione P. procuratoris generalis ipsius ordinis, in audientia diei 6 septembris 1839, annum novitiatus a S. concilio Tridentino præscriptum ampliavit atque extendit ad biennium quoad ordinem Cartusiensem, ita ut in posterum nullius sit roboris religiosa professio in eodem ordine nisi peracto per biennium novitiatu emittatur. Contrariis quibuscumque etiam speciali et individua mentione dignis non obstantibus.

Romæ, etc.

1619. De sæcularisatione.

Episcopo Novarien. — Riferitosi a questa S. C. de' VV. e RR. il dubbio proposto dall'E. V. con lettera dei 19 agosto prossimo passato, cioè, se in vigore della clausola: *Dummodo orator provisus sit legitimo ac sufficienti patrimonio aut ecclesiastico titulo*, che è solita mettersi nei rescritti di secolarizzazione de' regolari possa l'oratore costituirsi in patrimonio sacro un beneficio ecclesiastico, questi Emi miei signori mi hanno comandato di far conoscere all'E. V. che i religiosi senza speciale indulto della S. Sede non possono avere beneficii ecclesiastici, per cui nei rescritti di secolarizzazione non vi è espressa l'abilitazione a conseguirli, nè s'intende concessa colla clausola: *Dummodo provisus sit de legitimo ac sufficienti.* Che se poi nello stesso indulto di secolarizzazione o separatamente il ricorrente ha l'abilitazione ai benefici, questi potranno servire di patrimonio.

Romæ, 11 septembris 1839.

1620. Super renunciatione prioris

Priori generali Cartusianorum. — Acceperam jam litteras die 29 augusti a P. V. datas quibus de electione P. Dominici Rossi in priorem Cartusiæ ad S. Martinum Neapolis S. C. certiorem faciebas, cum preces electi prioris ad Sanctitatem Suam delatæ sunt ut ipsum a prioratus officio eximeret et P. Michaelem Donadio in eo confirmaret, ratus se adjutricem manum in exercitio præfati muneris ei libenti animo præstiturum. Precibus P. Dominici Rossi annuendum esse non solum illius communitatis votum, verum etiam aliæ graviores causæ suadebant. Sed nihil te inconsulto innovandum esse sacra hæc censuit Congregatio. Expedire enim visum est ut a te prius renunciatio P. Rossi rata habeatur, et alterius confirmatio proveniat. Quæ cum perfeceris S. C. certiorem facias oportet.

Romæ, 12 septembris 1839.

1621. Super capitulo provinciali.

Archiepiscopo Florentino. — La S. C. de' VV. e RR. ha esaminato gli atti del capitolo celebrato dai PP. Carmelitani calzati li 19 aprile p. p. in codesto convento del Carmine, ed è restata ancor questa volta molto sorpresa di vederne gli atti irregolari, prescindendo ancora dalla illegalità dello stesso capitolo. Ma ciò non ostante per un tratto di condiscendenza si è creduto sanarli, e perciò se ne è fatta relazione alla Santità di N. Signore li 6 del corrente, e sua beatitudine ha commandato di scriversi a V. S. affinchè assolva i religiosi che vi hanno presa parte dalle censure e pene incorse, e li dispensi dall'irregolarità anche per mezzo di persona ecclesiastica da suddelegarsi da Lei. Circa poi gli atti del detto capitolo, Sua Santità si è benignamente degnata di rimettere al suo arbitrio e conscienza di sanarli, dichiarando espressamente che per questa grazia pontificia non s'intende eretta la religiosa provincia de' Carmelitani calzati in Toscana, nè costituitovi il provinciale, ma solamente per un triennio un vicario provinciale, il quale senza i socj abbia il voto nel capitolo generale, se mai intanto si avesse a celebrare. Sua Santità inoltre ha ordinato d'ingiungersi ai sudetti religiosi che sul finire del presente triennio, ricorrano a questa S. C. onde sappiano dalla medesima come dovranno regolarsi e senza il beneplacito di essa si astengano assolutamente da celebrare il capitolo. V. S. pertanto si compiacerà di notificare ai nominati religiosi le determinazioni di Sua Santità di sopra espresse.

Romæ, 20 septembris 1839.

1622. Ordinis prædicatorum.

SSmus D. N. Gregorius PP. XVI, ex justis et rationabilibus causis animum suum moventibus, et universa rei ratione sedulo perpensa a nonnullis S. R. C. Cardinalibus ex S. R. EE. et RR. delectis, benigne indulsit ut perpetuis futuris temporibus suffragium in electione magistri generalis ordinis Prædicatorum habeant et locum in definitorio generali ad instar aliorum

(1618). *Chartreux. Deux ans de noviciat.* Le concile de Trente prescrit un an complet de noviciat, sous peine de la nullité des professions. Par le présent décret, Grégoire XVI ordonna que dans l'ordre des Chartreux le noviciat fût porté à deux; la validité des professions dépend de cette prescription. Grégoire XVI étendit la disposition à d'autres ordres, par exemple aux Camaldules, ainsi qu'on dira plus loin.

(1619). *Religieux sécularisés. Patrimoine.* L'indult de sécularisation perpétuelle renferme une clause qui oblige le religieux de constituer un patrimoine ou autre titre d'ordination. Cette clause ne comprend pas les bénéfices, car il faut un indult spécial pour que le religieux sécularisé soit pourvu de bénéfices ecclésiastiques. C'est ce que la S. Congrégation écrit à l'évêque de Novare. Rome, 11 septembre 1839.

(1620). *Chartreux. Prieur de Naples. Démission.* La S. Congrégation remet au général des Chartreux le soin d'accepter la démission du prieur de Saint-Martin de Naples et de confirmer l'élection du successeur.

(1621). *Carmes de Toscane. Deux maisons ne peuvent former une province.* La discipline traditionnelle des ordres religieux veut que les provinces renferment pour le moins trois maisons. La S. Congrégation écrit à Mgr l'archevêque de Florence: « Ayant examiné les actes du chapitre que les pères carmes ont tenu le 19 avril dernier dans le couvent de Florence, la S. Congrégation a constaté avec surprise l'irrégularité de ces actes, sans parler de l'illégalité du chapitre lui-même. Cependant elle a jugé devoir les revalider par condescendance; on en a référé au Saint-Père dans l'audience du 6 courant, et Sa Sainteté a commandé d'écrire à votre seigneurie pour absoudre des peines et censures les religieux qui y ont pris part, et les dispenser de l'irrégularité, en subdéléguant, au besoin, une personne ecclésiastique que vous désignerez à cet effet. Pour les actes du chapitre, le saint-père remet à votre jugement et à votre conscience de les revalider; mais il faudra déclarer expressément que par cette concession pontificale on n'entend pas ériger la province religieuse des Carmes chaussés en Toscane, ni établir un provincial. Il y aura simplement un vicaire provincial pour trois ans. Ce vicaire seul, et non ses compagnons, aura voix au chapitre général, si on en tient un pendant ces trois ans. En outre, le saint-père a commandé de prescrire à ces religieux qu'à l'expiration des trois ans ils s'adressent à cette S. Congrégation pour savoir ce qu'ils auront à faire, et qu'ils se gardent absolument de tenir le chapitre sans la permission de la S. Congrégation. Rome, 20 septembre 1839. »

(1622). *Dominicains. Chapitre général.* Grégoire XVI statue que dorénavant auront voix au chapitre et définitoire pour l'élection du général les ex-généraux, le procureur général, le maître du sacré-palais, le commissaire du saint-office et le secrétaire de l'Index.

capitularium etiam magistri ex-generales, procurator generalis, magister S. Palatii apostolici, commissarius S. Officii et secretarius S. congregationis Indicis. Constitutionibus apostolicis et ordinis aliisque contrariis quibuscumque etiam speciali et individua mentione dignis non obstantibus.

Datum Romæ ex S. C. EE. et RR. die 30 septembris 1839.

1623. Super remotione.

Generali ordinis S. Dominici. — È stato riferito alla Santità di N. Signore li 15 corrente quanto la P. V. ha rappresentato sui disordini esistenti in codesto convento di S. Domenico circa l'osservanza regolare, e l'istanza che ha fatta nel tempo stesso di deporre *ex informata conscientia* l'attuale priore del sudetto convento P. Girolamo Gigli dal suo officio e sostituirvi uno nuovo, riconoscendo la P. V. che tolti il nominato P. Gigli ed i PP. Giovanni Galia, e Lorenzo Martucci, ritornerà nel convento l'antica pace. La Santità Sua però non ha creduto di accordare alla P. V. facoltà speciali in proposito, ha comandato di significarle che si serva de' suoi diritti a forma delle costituzioni dell'ordine.

Romæ, 18 novembris 1839.

1624. De regularibus sardiniæ.

R. P. D. Vizzardelli. — In una congregazione particolare tenuta il giorno 22 del p. p. novembre nelle camere dell'Emo Lambruschini, si è risoluto di supplicare la Santità di N. Signore acciocchè voglia degnarsi con sua lettera in forma di breve scrivere a Mgr Bua arcivescovo di Oristano che andando a cessare i motivi per cui fu destinato delegato apostolico ed dovendo a momenti portarsi a Torino il nunzio pontificio, Sua Santità crede opportuno ch'egli sia sollevato dal peso della delegazione apostolica che con premura e zelo ha finora sostenuta: ma che siccome potrebbe essere attualmente pendente qualche affare relativo alla sudetta delegazione, lo potrà ultimare nel termine di mesi sei, trasmettendone poi gli altri alla S. Sede, ma che intanto lasci a forma delle istruzioni già ricevute che i superiori degli ordini esercitino senza ostacolo la loro giurisdizione sopra i rispettivi regolari di quell'isola, essendo stati ripristinati nell'esercizio della loro ordinaria autorità. Il S. Padre essendosi degnato approvare tale risoluzione, il sottoscritto Cardinal prefetto della S. C. ne rende consapevole V. S. affinchè possa spedire l'opportuna lettera da consegnarsi all'Emo signor Card. Lambruschini. Il Card. scrivente peraltro bramerebbe avere una copia per unirla alla posizione.

Romæ, 2 decembris 1839.

1625. Super præcedentia.

Commissario Hispaniæ. — Presa ad esame da questa S. C. de' VV. e RR. l'istanza di V. P. Rma, degli ex-procuratori, socii generali, e segretario generale del suo ordine nella questione insorta sulla precedenza, la medesima S. C. ha disposto che la P. V. si consideri come padre graduato ed esente da tutti gli oneri e pesi de' quali i padri graduati superiori ai provinciali sono dispensati. Sia quindi ingiunto al Rmo P. priore generale che le assegni il posto immediato dopo il corpo generalizio, riservandosi la S. C. di dare ulteriori provvedimenti sulla precedenza degli ex-priori generali in occasione del futuro capitolo.

Romæ 12 februarii 1840.

1626. Minimorum.

In congregatione generali habita in palatio apostolico Quirinali die 6 decembris 1839, auditis partibus tam voce quam scriptis, referente Emo Patrilio, Emi Patres proposito dubio :

(1623). *Dominicains. Révocation d'un prieur ex informata conscientia.* La S. Congrégation ne veut pas donner un pouvoir spécial, et dit de s'en tenir aux statuts de l'ordre. Voici ce qu'on écrit au général des Dominicains : « On a référé au Saint-Père dans l'audience du 15 courant ce que votre paternité révérendissime a fait connaître au sujet des désordres qui règnent dans le couvent de S. Dominique par rapport à l'observance régulière; ainsi que la demande de déposer *ex informata conscientia* le prieur actuel et de le remplacer par un autre religieux. Le Saint-Père n'a pas cru devoir accorder à votre paternité des pouvoirs spéciaux à ce sujet, et il a commandé de vous faire savoir que vous n'avez qu'à user de vos droits conformément aux statuts de l'ordre. Rome, 18 novembre 1839. »

(1624). *Sardaigne. Clôture de la visite apostolique des réguliers.* Voici ce qu'on écrit à Mgr Vizzardelli, secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires : « Dans une congrégation particulière tenue le 22 novembre dernier dans l'appartement du cairdnal Lambruschini, on a decidé de demander au Saint-Père d'adresser un bref à Mgr Bua, archevêque d'Oristan, pour lui dire que, les motifs qui l'ont fait nommer délégué apostolique devant bientôt cesser, et Mgr le nonce pontifical étant sur le point de se rendre à Turin, le saint-père juge à propos d'exonérer ce prélat de la délégation apostolique qu'il a jusqu'ici remplie avec sollicitude et zèle; si quelque affaire concernant la dite délégation est actuellement pendante, Mgr l'archevêque pourra la terminer dans le terme de six mois et devra en adresser ensuite les actes au Saint-Siége; en attendant, il devra, conformément à ses instructions, laisser aux supérieurs des ordres la liberté d'exercer sans obstacle leur juridiction sur leurs religieux respectifs. Le saint-père ayant approuvé cette décision, le cardinal préfet de la S. Congrégation en donne avis à votre seigneurie, afin qu'elle puisse expédier la lettre, laquelle devra être remise à S. E. le cardinal Lambruschini. Le cardinal soussigné désirerait avoir une copie de cette lettre, pour la joindre au dossier. Rome, 2 décembre 1839. »

(1625). *Carmes. Préséance.* Par suite de la révolution d'Espagne, le Saint-Siége nomma des commissaires apostoliques résidants à Rome pour chacun des instituts religieux qui existaient dans la péninsule. Quels sont les droits honorifiques des commissaires ? Doivent-ils prendre place immédiatement après le corps généralice et avoir le pas sur les autres gradués ? La question fut agitée parmi les Carmes chaussés. Le P. Edouard Comas, commissaire apostolique d'Espagne, résidant au couvent de la Traspontina, à Rome, demanda d'être placé dans les actes communs immédiatement après le procureur général, avant les assistants généraux, dont l'un avait été procureur général et l'autre remplissait les fonctions de secrétaire. Le général réunit un congrès pour examiner la question; le P. Comas réclama la préséance même sur les ex-généraux et procureurs généraux et tous les autres. D'une part, les commissaires nommés par le Saint-Siége pour la péninsule espagnole ont les attributions de vicaires généraux, et, en outre, sont investis de pouvoirs extraordinaires; ils méritent donc les plus grands égards. D'un autre côté les fonctionnaires du corps généralice doivent marcher ensemble. C'est pourquoi la S. Congrégation décide que le commissaire espagnol prendra son rang immédiatement après le corps généralice. Voici ce qu'elle écrit au commissaire : « La demande de votre paternité, des ex-procureurs, des assistants généraux et du secrétaire général ayant été examinée, la S. Congrégation a jugé que votre paternité doit être considérée comme père gradué et exempt de toutes les charges et obligations dont les gradués supérieurs aux provinciaux sont dispensés. Elle a donc ordonné au révérendissime prieur général d'assigner à votre paternité le rang immédiat après le corps généralice. Elle se réserve de trancher la question relative aux exprieurs généraux à l'occasion du prochain chapitre. Rome, 12 février 1840. »

(1626). *Minimes. Affaire remise à la Rote.* Autrefois les SS. Congrégations renvoyaient des affaires à la Rote, soit pour le vote consultatif, soit pour le jugement définitif. C'étaient le plus souvent des causes matrimoniales ou des questions de succession. Ces renvois ont été fort rares dans le présent siècle. Il s'agit ici d'un chirographe de Pie VI; les Minimes demandent l'autorisation d'entendre leurs réclamations contre le chirographe. La S. Congrégation décide de remettre l'affaire à la Rote.

An intret arbitrium pro aperitione oris, ita ut sit locus reportationi rescripti et decreti executorialis in casu? rescripserunt: Ad Dnum secretarium cum SSmo ut dignetur remittere causam Rotæ cum clausula de aperitione oris etiam quoad chirographum S. M. Pii VI. Et facta de præmissis relatione SSmo Domino nostro Gregorio XVI in audientia habita die 14 februarii 1840, Sanctitas Sua resolutionem S. C. in omnibus approbavit et confirmavit.

Romæ, etc.

1627. Super capitulo provinciali.

Archiepiscopo Panormitano. — Dovendo i PP. Carmelitani scalzi celebrare quest'anno secondo le loro costituzioni i capitoli provinciali nella feria sesta avanti la domenica terza dopo la Pasqua di Risurrezione, ne viene che anche in codesta provincia di Sicilia devesi celebrare il detto capitolo. Desidera questa S. C. de' VV. e RR. che un tal capitolo sia regolarmente celebrato a tenore di quanto viene su di ciò prescritto dalle nominate costituzioni, che in esso vengano eletti ai rispettivi offici soggetti idonei sì per il mantenimento della regolare osservanza che per il progresso degli studi; onde dal medesimo risulti un bene generale alla stessa provincia e all'ordine. Per conseguire un tal fine questi Emi signori hanno stimato bene di deputare l'E. V. presidente nel detto capitolo nella certezza che si degnerà di cooperare con tutto il suo zelo e prudenza, affinchè questo capitolo sia celebrato a seconda dei desiderj sopra espressi di questa S. Congregazione. A tale effetto l'EE. LL. accordano all'E. V. tutte le facoltà necessarie ed opportune per convocare il capitolo provinciale dei P. Carmelitani scalzi di codesta provincia di Sicilia per l'indicato giorno e per presiedere al medesimo anche per mezzo di persona idonea da suddelegarsi dalla stessa E. V. Tenutosi il capitolo, si compiacerà di trasmettere a questa medesima S. C. la nota degli eletti prima di farne la pubblicazione con aggiungervi quelle note che crederà opportune, permettendo che intanto seguitino a reggere i superiori attuali.

Romæ, 24 februarii 1840.

1628. Insulæ melitensis.

Priori generali Carmelitarum. — Ha esposto V. P. Rma a questa S. C. de' VV. e RR. trovarsi nella necessità di spedire nell'isola di Malta il P. Giuseppe Raimondo Sabina procuratore generale colla qualifica di suo commissario generale e visitatore per occorrere ad alcuni sconcerti suscitati nei due conventi dei Carmelitani calzati esistenti in quell'isola. ed ha communicata ancora la patente che ha creduto rilasciare al sudetto religioso all'effetto di cui si tratta. La S. C. non ha incontrato difficoltà che V. P. spedisca il religioso medesimo; crede per altro necessario che nella patente riformi due articoli, cioè nel dare la facoltà di deporre i superiori, conviene aggiungere : *Servatis servandis ad formam constitutionum,* ed invece di dare il permesso d'implorare il braccio secolare di quel governo, si statuisca d'implorare il soccorso ed il patrocinio di quella curia ecclesiastica, non potendosi ammettere il ricorso ad un governo protestante. V. P. poi ben conosce con quanta cautela e prudenza conviene procedere in quell'isola per non mettersi nel pericolo di compromettersi col governo. Perciò ordinerà al P. commissario di andare di concerto colla curia vescovile, e prima di prendere qualunque misura, vedere se possa compromettere, giacchè in tal caso egli si limiterà a visitare i conventi, ed a farne relazione alla S. C. delle determinazioni necessarie a prendersi e degli ostacoli che si potrebbero incontrare nella esecuzione. Si unisce poi alla presente una lettera diretta a Mgr vescovo di Malta, cui si raccomanda il commissario da lei deputato.

Romæ, 24 februarii 1840.

1629. Ordinis s. basilii.

Decretum. — Ex præscripto constitutionum ordinis S. Basilii jam ab anno 1542 ab apostolica Sede approbatarum, præter eum prælatorum numerum qui a capitulo generali singulis monasteriis præficiuntur, decem alios ejusdem conditionis, ætatis, et vitæ cujus prælati esse debent, ad prælaturam habilitandi sunt, ut prælato alicujus monasterii decedente, abbas generalis per se ipsum unum ex illis monasterio prælato carenti deputare possit. Quæ quidem habilitandi potestas ex constitutione Innocentii X, anni 1648, incipien. *Nuper dicta* deinceps attributa fuit. Verum in generalibus comitiis annis 1791 decretum est, ut lectores qui per annos decem laudabiliter suo perfuncti fuerint officio, essent eo ipso habilitati. Hujusmodi statutum confirmatum fuit in capitulo generali anni 1818, cujus acta apostolica sedes rata habuit. Hoc lectoribus concesso privilegio factum est ut imposterum vix ulla servata fuerit methodus in habilitatorum numero præfiniendo, et in dieta celebrata anno 1838, usque ad quindecim habilitatorum numerum excrevit. Quapropter de legitimitate habilitationum dubitans P. abbas Joannes Bellia, visitator generalis illius ordinis, enixe sacram hanc congregationem deprecatus est, ut omnem dubitandi rationem e medio tolleret, et certum methodum constitueret in re tanti momenti ex qua legitimum spiritalis jurisdictionis exercitium quammaxime pendet. Hanc nactus occasionem prælatus visitator generalis exposuit etiam perutile ordini futurum si abbatis generalis, definitorum generalium officium et gubernium abbatum in eodem monasterio non amplius triennio, sed sexennio, uti jam a Paulo V, anno 1620, quoad officium abbatis generalis sancitum fuerat, perduraret.

(1627). *Carmes de Sicile. Chapitre provincial.* Le cardinal archevêque de Palerme est nommé président du chapitre des Carmes déchaussés. Les nominations, avant d'être publiées, seront communiquées à la S. Congrégation.

(1628). *Malte. Bras séculier. Gouvernement protestant.* La S. Congrégation ne permet pas de demander le bras séculier à un gouvernement qui n'est pas catholique. Voici ce qu'elle écrit au général des Carmes mitigés : « Votre paternité révérendissime a représenté qu'elle se voyait dans la nécessité d'envoyer à Malte le procureur général de l'ordre avec la qualité de commissaire général et de visiteur, afin d'obvier aux désordres qui se sont élevés dans les deux couvents de l'ordre qui existent dans l'île. Votre paternité a, en outre, communiqué la patente qu'elle a cru devoir délivrer à ce religieux à l'effet dont il s'agit. La S. Congrégation ne voit pas de difficulté à la mission du commissaire général. Cependant elle croit nécessaire de modifier deux articles de la patente. A l'article qui confie le pouvoir de déposer les supérieurs, il faut ajouter : *servatis servandis ad formam constitutionum.* Au lieu de donner le pouvoir de réclamer le bras séculier du gouvernement de Malte, il faut prescrire de demander l'aide et l'appui de l'évêché; car il n'est pas possible d'autoriser le recours à un gouvernement protestant. Votre paternité sait fort bien qu'il faut user de beaucoup de circonspection et de prudence pour ne pas se compromettre auprès du gouvernement. C'est pourquoi vous recommanderez au commissaire d'agir de concert avec l'évêché, et d'éviter toute démarche compromettante. En cas de danger, il devra se contenter de visiter les couvents et rendra compte à la S. Congrégation des mesures nécessaires et des obstacles que l'exécution peut rencontrer. On joint à la présente une lettre adressée à Mgr l'évêque de Malte pour lui recommander le commissaire. Rome, 24 février 1840. »

(1629). *Basiliens. Professeurs de théologie. Dignités honoraires.* Le présent décret règle la désignation ou les droits des professeurs de théologie dans l'ordre de S. Basile. La durée de l'abbé général et des autres supérieurs est limitée à six ans. Le chapitre général sera convoqué tous les six ans, et, dans l'intervalle on tiendra la diète intermédiaire. Cette disposition se rapproche du quatrième concile de Latran, et de celui de Trente qui prescrivent le chapitre général dans tous les ordres religieux tous les trois ans.

Audito super singulis expostulationibus voto P. procuratoris generalis, universæque rei ratione sedulo diligenterque perpensa, in plenario S. C. auditorio habito die 14 februarii 1840, referente Emo Bianchi, Emi Patres quod sequitur decretum edendum edixerunt, nempe :

1. Omnes habilitationes et acta quæ ex iisdem subsecuta sunt quoad præteritum sanantur atque convalidantur.

2. In posterum vero decem tantum per secreta suffragia habilitentur in capitulo generali, et totidem in secunda dieta, quæ intermedia dicitur ad formam cap. 14, p. 1 antiquarum constitutionum anni 1542, quæ relate ad numerum et qualitates habilitandorum plene innovantur, non obstantibus decretis capitulorum generalium anni 1791 et 1818. Privilegium enim lectoribus concessum quoad habilitationem abrogatum esse intelligatur.

3. Unumquodque capitulum generale pro necessitate temporum et locorum lectorum numerum præfiniet qui per concursum eligantur, habita præsertim ratione doctrinæ et probitatis vitæ præter alias prærogativas a constitutionibus præscriptas; et in proximis futuris comitiis generalibus anno 1842 habendis, patres aliquod præmium constituere poterunt ad lectorum ingenium excitandum, dummodo tamen constitutionibus et præsenti decreto non opponatur.

4. Officium abbatis generalis, definitorum generalium et gubernium abbatum in eodem monasterio per sexennium perdurabit.

5. Abbas generalis quolibet biennio sacram visitationem monasteriorum perficiet.

6. Capitulum generale unoquoque sexennio una cum dieta immediata celebretur, et tribus elapsis annis cogatur dieta intermedia, in qua etiam per secreta suffragia decem habilitentur ad abbatiam prius repropositis iis ipsis qui in anteriori capitulo generali habilitati fuerunt et sic fiant successive.

7. Curet autem abbas generalis pro tempore ut præsens decretum sedulo servetur. Electores autem deposito partium studio præ oculis dumtaxat habeant quod ordini bonum faustumque esse in Domino judicaverint.

Et facta de præmissis relatione SSmo D. Gregorio XVI, in audientia habita die 13 martii 1840, Sanctitas Sua decretum S. Congregationis in omnibus approbavit, confirmavit et servari mandavit. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1630. Super suspensione confessariorum.

Archiepiscopo Baren. — È stato riferito a questa S. C. de' VV. e RR. che pendente in appello alla S. Sede la causa fra codesto capitolo metropolitano ed il convento de' capuccini, la sua curia abbia sospesi tutti i padri di quella religiosa famiglia dalle confessioni ed interdetto publicamente ai medesimi di celebrare nelle chiese di Bari. La S. C. vuole sperare che tali fatti non sussistano, ma in caso contrario, farà subito sospendere gli atti, ordinerà alla sua curia che per l'esposto motivo non siano affatto molestati, e renderà quindi sollecitamente informata questa medesima S. C. dell'operato. Tanto le doveva significare per comandamento di questi Emi miei signori.

Romæ, 3 aprilis 1840.

1631. Super vita communi.

Præsidi Cisterciensium. — Sono più anni dacchè alcuni monaci Cisterciensi della congregazione di S. Bernardo in Italia, supplicano per avere un monastero in cui rigorosamente si osservi la vita comune. Una tale petizione commendata da pie e ragguardevoli persone, non poteva non essere presa nuovamente in considerazione da questa S. C. de' VV. e RR. anche sul riflesso che presentemente non si chiede l'osservanza secondo le costituzioni di Alessandro VII e di Clemente XIII, ma soltanto lo stabilimento di un monastero di perfetta vita comune, ritenendo le regole attualmente in vigore. Di fatti niuno de' superiori regolari può ignorare il decreto d'Innocenzo XII, del 18 juglio 1691, in cui quel pontefice ordina : « ut in unaquaque provincia quamprimum deputent aliquos conventus vel unum saltem, ibique auctoritate apostolica statuant omnimodam observantiam regulæ, constitutionum, et decretorum apostolicorum præcipue vero perfectæ vitæ communis, » ed è ben nota l'utilità che ritraggono i Camaldolesi del monastero di perfetta vita comune, recentemente stabilito in Gubbio, e dai Silvestrini in Montefano. L'allegato decreto pertanto richiama l'obbligazione de' superiori ed i citati esempi escludono qualunque difficoltà che si volesse in contrario addurre. Quindi questa S. C. previo l'oracolo della Santità di N. S. cui è sommamente a cuore la regolare osservanza, vuole che nel primo futuro capitolo generale si tratti di proposito di tale oggetto, e commette ai padri del medesimo di formare un progetto per lo stabilimento di un monastero di perfetta vita comune negli stati pontifici da rimettersi alla S. C. Perciò questi Emi miei signori incaricano V. P. acciocchè nella qualifica di presidente del capitolo, communichi al medesimo le presenti disposizioni della S. C.

Romæ, 2 maii 1840.

1632. Ordinis S. Francisci.

Provinciali Alcantaren. Neapoli. — Essendo principale precetto della regola Serafica che i religiosi « Nullomodo denaria vel pecuniam recipiant, » e da vari sommi pontefici essendo state emanate delle bolle per la tutela del medesimo, la S. C. de' VV. e RR. non ha stimato bene di aderire all'istanza della P. V. per la facoltà ai guardiani di codesta provincia Alcantarina che non hanno il sindaco fedele, di conservare presso di loro quegli avanzi che vi potranno essere di

(1630) *Capucins. Suspense des confesseurs.* Le Saint-Siége n'admet pas que les ordinaires retirent simultanément à tous les confesseurs d'une communauté religieuse le pouvoir d'entendre les confessions des fidèles. On écrit en conséquence à Mgr l'archevêque de Bari : « La S. Congrégation a appris que la controverse entre le chapitre de la métropole et le couvent des capucins étant portée en appel au Saint-Siége, votre cour a frappé de suspense tous les pères de cette famille religieuse et leur a publiquement interdit de célébrer dans les églises de Bari. La S. Congrégation veut espérer que ces faits ne subsistent pas; mais dans le cas contraire, votre seigneurie fera arrêter immédiatement les actes, ordonnera à sa cour de ne pas molester les religieux pour ledit motif, et informera la S. Congrégation dans le plus bref délai. Rome 3 avril 1840. » De nouveaux renseignements constatèrent que la suspense avait été édictée avant l'appel. L'usage immémorial à Bari est que les curés séculiers entrent avec la croix dans les chapelles des réguliers et fassent l'absoute.

(1631) *Cisterciens. Vie commune.* Plusieurs religieux de la congrégation d'Italie ayant demandé un couvent de parfaite vie commune, conformément au décret du pape Innocent XII en date du 18 juillet 1691, la S. Congrégation écrit au général que le premier chapitre général rédige un projet pour l'établissement d'un monastère de vie commune dans l'Etat pontifical. Rome, 2 mai 1840.

(1632). *Franciscains. Argent. Dispense refusée.* La disposition principale de la règle franciscaine est que les religieux ne peuvent en aucune façon manier l'argent en espèces. Dans le but de sauvegarder cette disposition les papes Nicolas III, Clément V, Martin IV, Martin V, Paul IV prescrivirent les règlements qu'on doit observer au sujet de l'argent. Ils voulurent que chaque maison eût un syndic chargé de recevoir et de dépenser les fonds. Innocent XI, par le bref *Sollicitudo pastoralis*, déclara que : « quævis contrectatio pecuniæ quæ non sit pure naturalis... cujuscumque domini sint denarii, fratribus minoribus de observantia est omnino prohibita. »

pecuniaria elemosina. Se vi sono in codesta provincia dei sindaci non fedeli, la P. V. li rinnova, e sostituisca altra persona in ciascun convento, di onore, ed anche non bisognosa, la quale nomini un terziario per suo sostituto che abbia presso di sè quelle elemosine pecuniarie che alla giornata possono occorrere.

Romæ, 4 maii 1840.

1633. Super sæcularisatione.

Visitatori generali Basilianorum. — Il procuratore generale di codest'ordine ha proposti a questa S. C. de' VV. e RR. i seguenti dubbj :

1. Se un monaco Basiliano perpetuamente secolarizzato possa tornare all'ordine medesimo senza il previo consenso dello stesso ordine per esservi ricevuto ?

2. Se occorrendovi questo consenso dell'ordine per essere ricevuto, debba il medesimo prestarsi dal capitolo generale per voti segreti ?

Richiedendo la risoluzione di tali dubbj un maturo esame, si rende necessario di aver prima gli schiarimenti opportuni. Perciò questi Emi signori mi hanno ingiunto di scrivere alla P. V. Rma che trasmetta alla stessa S. C. le occorrenti notizie, e che intanto non permetta ad alcun religioso perpetuamente secolarizzato di rivestirsi l'abito *inconsulta S. Congregatione.*

Romæ, 15 maii 1840.

Si les syndics abusent des fonds qui leur sont confiés, il faut choisir un homme d'honneur, qui soit dans l'aisance; ce syndic peut désigner un substitut; c'est ordinairement un tertiaire qui demeure dans le couvent et conserve ce qui est nécessaire pour les petites dépenses de chaque jour. Voici ce que la S. Congrégation écrit au provincial des Alcantarins de Naples : « Le principal commandement de la règle séraphique étant que « nullomodo denaria vel pecu- « niam recipiant » et divers souverains pontifes ayant rendu des bulles pour sauvegarder cette disposition, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers n'a pas cru devoir accueillir la demande de votre paternité pour autoriser les gardiens de la province dont le syndic a malversé, de conserver chez eux le produit des aumônes en espèces. S'il existe des syndics dans la province qui manquent de fidélité, votre paternité doit les révoquer et choisir à leur place des gens d'honneur et aisés; chacun d'eux peut prendre pour substitut un tertiaire, qui conservera l'argent nécessaire pour les petites dépenses de chaque jour. Rome, 4 mai 1840. »

(1633). *Basiliens de Sicile. Retour des religieux sécularisés. Tribunal de la monarchie.* Le procureur général des Basiliens adressa à la S. Congrégation le mémoire que voici : « Certains religieux, après avoir obtenu la sécularisation perpétuelle et demeuré dans le monde aussi longtemps qu'ils ont voulu, s'imaginent avoir le droit de rentrer dans leur ordre, sans subir d'épreuve, et nonobstant les fautes dont ils ont pu se rendre coupables. C'est là un très-grave inconvénient, qui mérite assurément les sollicitudes de la S. Congrégation. Les religieux qui se font séculariser sont ordinairement l'écume des monastères. Il est arrivé bien souvent au recourant d'être consulté sur les demandes de sécularisation perpétuelle; or, sans s'appesantir beaucoup sur la réalité des faits allégués et sur la légitimité des motifs, il s'est contenté de représenter au saint-père qu'il était utile et avantageux pour l'ordre que tel ou tel sujet se retirât, et le saint-père a secondé dans sa sagesse les vœux et les vues du recourant. Il s'est d'autant plus tenu à cet expédient qu'en Sicile la police du royaume ne permet pas d'exécuter les décrets *de ejectis.* L'appel du religieux expulsé au juge de la Monarchie paralyserait les décisions et les arrêts des juges réguliers contre les incorrigibles; c'est dans ce but que le recourant a favorisé la sortie des mauvais religieux, à l'aide de la sécularisation perpétuelle. Mais l'expédient entraînera des effets encore plus désastreux, si les religieux peuvent, à leur gré, rentrer dans l'institut, les bons comme les mauvais, sans être soumis à aucune épreuve, et sans le consentement de la communauté. C'est pourquoi le recourant croit qu'il serait utile 1. que le saint-père ordonnât que la rentrée d'un moine basilien (l'institut n'existe guère qu'en Sicile) sécularisé ne pût avoir lieu sans le consentement de l'ordre entier qu'il a quitté. 2. Que le consentement doive être donné par le chapitre général *pro tempore,* au scrutin secret. 3. Que les sujets ainsi reçus soient immédiatement appliqués aux exercices spirituels et passent un an dans une maison de stricte observance. 4. Que ceux qui auront été sécularisés par la raison que la validité de leur profession est douteuse, refassent le noviciat et la profession. Si la S. Congrégation croit devoir examiner mûrement une si importante affaire, afin de fixer une règle générale pour tous les ordres religieux, le recourant demande l'autorisation de présenter un petit mémoire tendant à montrer : 1. Que la prétention des sécularisés d'être reçus au couvent est insoutenable en droit. 2. Qu'en fait elle nuirait à tout le monde. En attendant que la S. Congrégation prenne une décision définitive, le recourant demande qu'on recommande au visiteur général de ne plus recevoir les sécularisés. » — L'affaire ayant été examinée, la S. Congrégation écrivit au visiteur général des Basiliens ce qui suit : « Le procureur général de votre institut a proposé les questions suivantes : 1. Un moine basilien sécularisé à perpétuité peut-il rentrer dans l'ordre sans le consentement préalable de l'ordre même. 2. Supposé que ce consentement soit nécessaire, est-ce le chapitre général qui doit le prêter au scutin secret ? Comme la décision de ces questions exige un examen approfondi, des éclaircissements sont nécessaires. C'est pourquoi les émin. cardinaux m'ont commandé d'écrire à votre paternité révérendissime d'adresser à la S. Congrégation les renseignements opportuns, et que, en attendant, votre paternité ne permette à aucun religieux perpétuellement sécularisé de reprendre l'habit *inconsulta S. Congregatione.* Rome, 15 mai 1840. »

1634. De sæcularisato ad tempus.

Procuratori generali conventualium. — Il P. Francesco Martignani conventuale, godendo già l'indulto di secolarizzazione *durante genitricis vita,* ed esercitando l'officio di economo curato in Colleseipoli, diocesi di Todi, supplicò nell'anno 1836 la Santità di N. S. per organo di questa S. C. de' VV. e RR. onde ottenere la perpetua secolarizzazione per aiutare un fratello. In seguito però dell'informazione della P. V. Sua Santità nell'udienza dei 17 marzo anno successivo, ordinò di scriversi *Redeat ad claustra.* Ora dal nuovo memoriale presentato in nome del detto religioso a questa S. C. ed alla P. V. rimesso per l'informazione, risulta che il medesimo ha più volte richiesto ai suoi superiori di essere ricevuto in religione, ma che questi si sono mostrati sempre contrari di riammetterlo, per cui è dovuto restare finora nel secolo; quindi è che di nuovo supplica per la perpetua secolarizzazione o perchè l'ordine sia obbligato a riceverlo. Pertanto questi Emi signori coerentemente all'enunciato comando di Sua Santità, mi hanno ingiunto di scriverle che ordini al P. provinciale di chiamare e ricevere il ridetto religioso, e che renda quindi intesa la S. C. della pronta esecuzione di quest'ordine.

Romæ, 5 junii 1840.

1635. Super novitiatu.

SSmus D. N. Gregorius PP. XVI, attentis precibus capituli generalis PP. eremitarum Camaldulensium Montis Coronæ

(1634). *Religieux sécularisés temporairement.* Il est tout à fait certain qu'un religieux sécularisé *ad tempus* peut et doit rentrer dans son couvent. Voici ce que la S. Congrégation écrit au procureur général des Conventuels : Le P. François Martignani, conventuel, ayant obtenu l'indult de la sécularisation *durante genitricis vita,* et remplissant l'emploi de pro-curé dans le diocèse de Todi, demanda en 1836 la sécularisation perpétuelle pour venir en aide à son frère. D'après l'information de votre paternité révérendissime, le Saint-Père, dans l'audience du 17 mars 1837, ordonna de répondre : *Redeat ad claustra.* Maintenant la nouvelle supplique que ce religieux a fait présenter et qui a été renvoyée à votre paternité pour information, constate qu'il a plusieurs fois demandé de rentrer dans l'institut et que les supérieurs ont constamment refusé de le recevoir; ce qui l'a contraint de demeurer au siècle jusqu'à ce moment. C'est pourquoi il demande de nouveau, soit la sécularisation perpétuelle, soit que les supérieurs le reçoivent. Les Emin. Cardinaux, se conformant audit ordre du saint-père, m'ont commandé d'écrire à votre paternité d'ordonner au père provincial d'appeler et de recevoir le religieux susdit; et de rendre ensuite compte à la S. Congrégation de l'exécution de cet ordre. Rome, 5 juin 1840. »

habiti die 10 maii 1840, nec non voto P. prioris generalis, in audientia habita ab infra Domino secretario S. C. EE. et RR. die 5 junii ejusdem anni, novitiatus annum a S. Concilio Tridentino præscriptum ampliavit atque extendit ad biennium pro novitiis qui in præfata congregatione Eremitarum Camaldulensium in statu clericali religiosam professionem emittent, ita ut in posterum nullius sit roboris illorum professio nisi illa peracto per biennium novitiatu emittatur. Contrariis quibuscumque etiam speciali et individua mentione dignis non obstantibus.

Romæ, etc.

1636. Super vita communi.

Præsidi generali Cistercensium. — Nella congregazione generale tenuta il giorno 10 del corrente luglio proposta l'istanza di alcuni monaci Cisterciensi che imploravano di poter osservare la vita comune in un monastero da destinarsi a tale oggetto, gli Emi padri risposero ai dubbj:

1. Se e come convenga annuire all'istanza de' monaci Cisterciensi? *Et quatenus affirmative.*

2. Quale provvedimento si debba prendere per l'esecuzione?

Ad 1. *Quoad primam partem affirmative; ad secundam partem juxta regulas S. Benedicti et constitutiones approbatas a SSmo D. N. Gregorio PP. XVI habita præsertim ratione observandæ vitæ communis.*

Ad 2. *Ad Emum præfectum cum Emo ponente.*

Dovendosi dare esecuzione alla sudetta risoluzione se ne fa communicazione a V. P. per sua norma, ed acciocchè trasmetta alla S. C. lo stato attivo e passivo del monastero di Monte l'Abbate, e suggerisca ove si possano trasferire i monaci che ne formano la famiglia e che non vogliono rimanervi per farvi la vita comune.

Romæ, 28 julii 1840.

1637. Ordinis s. augustini.

Cardinali Rivarola. — Fin dai 6 dicembre dello scorso anno questa S. C. de' VV. e RR. confermò nell'officio di provinciale della provincia romana degli Agostiniani scalzi il P. Giovanni Damasceno della SSma Concezione, affinchè come delegato reggesse la detta provincia per tutto quel tempo che doveva reggerla il defonto provinciale. Non contento di questo favore, nel principio del corrente, il nominato religioso supplicò questa medesima S. C. con memoria firmata da due legali per la nomina del definitorio provinciale già sospeso fin dall'anno 1837, per decreto di una congregazione particolarmente deputata, ed approvato da Sua Santità per gli affari dell'accennato ordine. Preso ad esame la supplica, questi Emi signori rescrissero: *Servetur decretum congregationis particularis* 19 *aprilis* 1837 *circa suspensionem definitorii provincialis.* In seguito il detto P. Damasceno ha avuto l'ardire di spedire per mezzo dei legali una citazione in forma giuridica avanti la S. C. della disciplina contro il P. commissario generale per la revoca dell'obbedienza data da questo al P. Rodolfo di S. Agata di andare a Spoleto, obbedienza già confermata dalla sudetta congregazione della Disciplina, la quale previo l'oracolo di N. S. ha rimesso l'affare a questa S. C. de' VV. e RR. Finalmente lo stesso P. Giovanni Damasceno ha presentato nella segreteria di questa S. C. una ingiuriosa scrittura firmata anche questa da due legali contro il vicario generale e definitorio generale, nella quale domanda di nuovo la ripristinazione del definitorio, e giunge perfino a pretendere la communicazione dell'incarto esaminato dalla congregazione deputata. Ciò posto l'EE. LL. mi hanno ingiunto di scrivere all'Emza vostra, affinchè si compiaccia di chiamare il ridetto P. Giovanni Damasceno della SSma Concezione, di ammonirlo gravemente a nome della S. C. tanto per la citazione diretta alla disciplina quanto per la scrittura ingiuriosa presentata come sopra in questa segretaria. Si compiacerà inoltre di manifestargli che la S. C. in virtù di S. obedienza strettamente gli proibisce di fare in proposito della provincia romana ulteriore ricorso imponendovi su tale oggetto perpetuo silenzio, di servirsi più dell'opera degli avvocati in simili oggetti, di non assumere in avvenire il titolo di provinciale, ma quello solo di pro-provinciale, riconoscersi quel delegato del P. vicario generale. Che se non obbedirà a tale precetto, oltre la mancanza all'obbedienza ed alle pene a forma delle costituzioni, la S. C. si riserva di procedere a più gravi pene inclusivamente a quella della privazione della carica e della voce attiva e passiva. In questa circostanza poi il sottoscritto Card. prefetto si fa un dovere partecipare all'E. V. il desiderio della S. C. che s'informi del motivo radicale di tanti dissapori nel sudetto ordine, ed accenni quei mezzi che stimerà più efficaci a rimediare a simili inconvenienti.

Romæ, 22 augusti 1840.

(1635). *Camaldules. Deux ans de noviciat.* Extension de la disposition prise pour les Chartreux (num. 1625). Les deux ans de noviciat sont prescrits sous peine de nullité des vœux.

(1636). *Cisterciens. Monastère de vie commune.* On a dit plus haut que les Cisterciens d'Italie demandèrent l'établissement d'une maison dans l'Etat pontifical, où la vie commune et le vœu de pauvreté pourraient être parfaitement gardés. La S. Congrégation remit au chapitre général le soin de dresser un plan. Puis la question fut traitée par la S. Congrégation dans l'assemblée générale du 10 juillet 1840. Elle permit la fondation d'un monastère de vie commune, où l'on observerait la règle de S. Benoît et les constitutions que Grégoire XVI avait munies de son approbation. Le monastère de Monte-l'Abbate fut choisi pour cet établissement, et l'on décida de transférer ailleurs les moines de ce couvent qui ne voudraient pas embrasser la vie commune.

(1637). *Augustins. Conseil provincial. Citations juridiques.* Il n'est pas permis aux religieux d'employer les avocats et les actes juridiques contre leurs supérieurs dans les choses de pure administration. Voici ce que la S. Congrégation écrit au cardinal Rivarola, protecteur des Augustins réformés : « Le 6 décembre de l'an dernier, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers confirma dans la charge de provincial de la province romaine le P. Jean de Damas, pour la gouverner comme délégué pour le temps que le provincial défunt aurait dû rester en charge. Ne se contentant pas de cette faveur, le religieux, au commencement de ce mois, présenta à la S. Congrégation un mémoire signé de deux avocats. Il demandait la nomination du définitoire provincial; or, en 1837, une congrégation particulière pour les affaires des Augustins décida de surseoir au définitoire provincial. C'est pourquoi la supplique eut pour réponse : *Servetur decretum congregationis particularis diei* 19 *aprilis* 1837 *circa suspensionem définitorii provincialis.* Après cela, le P. Jean de Damas a eu l'audace de faire juridiquement citer et avec le concours des avocats devant la S. Congrégation de la Discipline le père commissaire général pour faire révoquer l'obédience donnée au P. Rodolphe pour aller à Spolète, obédience précédemment confirmée par la S. Congrégation de la Discipline. Le saint-père a ordonné de remettre toute l'affaire à cette S. C. Enfin, le même père Jean de Damas a présenté au secrétariat un écrit injurieux contre le vicaire général et le définitoire général de l'institut ; dans ce mémoire, qui porte comme les précédents la signature de deux avocats, il demande de nouveau le rétablissement du définitoire, et en vient jusqu'à demander la communication du dossier qui servit à la congrégation particulière. Cela posé, les émin. cardinaux m'ont commandé d'écrire à votre éminence d'avoir la bonté d'appeler le P. Jean de Damas et de lui adresser une sévère monition au nom de la S. Congrégation, tant pour la citation présentée à la Discipline que pour l'écrit injurieux qu'il a adressé à notre secrétariat. En outre, la S. Congrégation lui défend absolument, en vertu de la sainte obéissance, de faire d'autres démarches au sujet de la province romaine, et lui impose silence. Elle lui défend aussi de s'adresser aux avocats pour les affaires de ce genre; de prendre désormais le titre de provincial, mais simplement celui de pro-provincial et délégué du vicaire général. S'il n'obéit pas, outre les peines

1638. Super capitulo provinciali.

R. P. D. Reisach, visitatori apostolico. — Essendo giunto a notizia di questa S. C. de' vescovi e regolari che nel futuro mese di settembre si dovrà celebrare il capitolo provinciale de' Minori Riformati di S. Francesco coll'immediato definitorio, questi Emi miei signori hanno risoluto dare a V. S. quale visitatore apostolico dell'ordine Francescano in codesti stati Bavaresi le seguenti istruzioni, acciocchè la visita medesima possa conseguire quell'effetto che la S. Sede si è prefisso nel deputarla. V. S. pertanto potrà ordinare anche in nome di questa S. C. che i capitolari prima di unirsi in capitolo si preparino alle elezioni con spirituali esercizi per quel tempo che V. S. crederà opportuno, implorando così dal Signore i lumi necessari per procedere con retta intenzione alla scelta di probi ed idonei superiori. Non ostante il commissario deputato dal P. ministro generale, V. S. interverrà al capitolo medesimo ed al definitorio immediato colla qualifica di presidente specialmente designato da questa S. C. colla facoltà di approvare le elezioni, se lo crederà opportuno, ed in caso opposto, di sospendere l'approvazione e la pubblicazione de' nuovi superiori, lasciando temporaneamente gli attuali nell'esercizio dei loro rispettivi officii per poter intanto esporre lo stato delle cose a questa S. C. la quale non ometterà di prendere se vi sarà di bisogno anche misure straordinarie. È abilitata inoltre V. S. a proporre nel capitolo medesimo e nel definitorio quelle riforme che crederà opportune per richiamare quei religiosi alla prima osservanza della regola che hanno professata. Questa S. C. spera che V. S. col suo zelo e prudenza concorrerà al bene di codesti regolari, i quali memori della loro vocazione si uniranno certamente con Lei a procurare il miglioramento della disciplina regolare secondo le intenzioni della Sede apostolica. Desidera poi di avere in seguito una relazione di quanto sarà stato operato.

Romæ, 3 augusti 1840.

Cardinali Lambruschini. — In seguito del dispaccio in data 29 dello scorso luglio, con cui l'E. V. nella qualifica di segretario di stato e di protettore dell'ordine Minoritico, si è compiaciuta interpellare questa S. C. de' VV. e RR. sopra i dubbj proposti da Mgr Reisach vescovo di Eichstatt, visitatore apostolico de' PP. Francescani di Baviera, si è stesa l'opportuna istruzione in forma di lettera diretta a quel prelato, la quale si unisce a sigillo volante affinchè l'E. V. ne possa conoscere il tenore per quindi spedirla al suo destino. Si è creduto procedere per via di abilitazione nel caso particolare, sì perchè non si aveva presente il breve apostolico, come ancora per non istabilire delle massime di assoluta indipendenza dai superiori regolari, le quali come V. S. ben conosce, hanno per lo più prodotte cattive conseguenze nelle visite apostoliche destinate negli stati esteri; non senza gravi difficoltà si è potuto poi ristabilire il libero esercizio dell'autorità ordinaria dei superiori generali.

Romæ, 3 augusti 1840.

1639. Super ascriptione militiæ.

Episcopo Regien. — Ferdinando Gnoli chierico professo ne' minori Riformati ora secolarizzato, ha supplicato questa S. C. de' VV. e RR. per la deroga di tuttociò che possa impedirgli abbracciare tranquillamente la carriera militare, essendogli di ostacolo le condizioni di osservare la sostanza de' voti professati e di vivere sotto l'obbedienza dell'ordinario apposta nel rescritto di sua secolarizzazione. Presa ad esame da questi Emi signori una tale istanza non è loro sembrato assolutamente conveniente che un religioso benchè secolarizzato e non insignito de' sacri ordini intraprenda la carriera militare. L'EE. LL. pertanto mi hanno comandato di scrivere a V. S. che dissuada il ricorrente del concepito disegno eccitandolo ad applicarsi ad altre occupazioni più convenienti al suo stato.

Romæ, 4 septembris 1840.

exprimées dans les constitutions de l'ordre, la S. Congrégation se réserve d'en infliger de plus graves, compris la destitution et la privation de la voix active et passive. La S. Congrégation désire connaître la cause radicale des dissentiments qui agitent l'institut etc. Rome, 22 août 1840. »

(1638). *Franciscains de Bavière. Chapitre. Mgr Reisach.* On a dit plus haut que Mgr Reisach, évêque d'Eystatt (plus tard archevêque de Munich et cardinal), fut nommé visiteur apostolique des couvents de Franciscains en Bavière. Un chapitre provincial devant avoir lieu, la S. Congrégation charge le visiteur de le présider. Voici ce qu'on écrit à ce prélat : « La S. Congrégation des Evêques et Réguliers ayant appris que le chapitre provincial des Mineurs Réformés de l'ordre franciscain doit se tenir au mois de septembre prochain, les émin. cardinaux ont décidé d'adresser à votre seigneurie, comme visiteur apostolique de l'ordre franciscain dans le royaume de Bavière, les instructions suivantes, pour atteindre le résultat qu'on s'est proposé en prescrivant la visite. Ainsi, votre seigneurie pourra ordonner, au nom même de la S. C., que les capitulaires, avant d'ouvrir le chapitre, se préparent aux élections par les exercices spirituels pour le temps que votre seigneurie croira convenable; ils demanderont à Dieu les lumières nécessaires pour faire dans de bonnes intentions l'élection de supérieurs édifiants et éclairés. Malgré la présence du commissaire que le général de l'ordre a nommé, votre seigneurie assistera au chapitre et au définitoire immédiat comme président spécialement désigné par cette S. Congrégation. Elle aura le pouvoir de confirmer les élections, si elle le juge à propos, et, dans le cas opposé, de suspendre l'approbation et la proclamation des nouveaux supérieurs pour en référer à cette S. Congrégation, qui ne manquera pas de prendre des dispositions extraordinaires, s'il le faut. En attendant, les supérieurs actuels resteront en fonction. En outre, votre seigneurie est autorisée à proposer au chapitre et au définitoire les réformes qu'elle croira utiles pour rappeler les religieux à la règle qu'ils ont professée. La S. Congrégation espère que votre seigneurie travaillera avec zèle et prudence au bien de ces réguliers, qui, pénétrés de l'esprit de leur vocation, s'uniront certainement à votre seigneurie pour procurer l'amélioration de la discipline régulière selon les intentions du Saint-Siége. La S. C. désire avoir par la suite une relation de ce qui aura été fait. Rome, 3 août 1840. » — On écrit le même jour au cardinal Lambruschini, secrétaire d'Etat de Grégoire XVI et protecteur de l'ordre de S. François : « D'après la dépêche du 29 juillet dernier, par laquelle votre éminence, en sa qualité de secrétaire d'Etat et de protecteur de l'ordre franciscain, a bien voulu consulter cette S. C. sur les questions que fait Mgr Reisach, on a rédigé l'instruction sous forme de lettre adressée à ce prélat : la lettre n'est pas cachetée, afin que votre éminence en puisse prendre connaissance avant de l'envoyer à destination. On a cru devoir agir sous forme d'autorisation dans ce cas spécial, soit parce qu'on n'avait pas sous les yeux le bref apostolique du visiteur, soit pour éviter d'établir des maximes d'indépendance par rapport aux supérieurs réguliers. Votre éminence n'ignore pas que ces maximes ont produit de fâcheuses conséquences dans les visites apostoliques qui ont été ordonnées dans les États étrangers : et ce n'est pas sans de sérieuses difficultés qu'on a pu rétablir ensuite le libre exercice de l'autorité ordinaire des supérieurs réguliers. Rome, 3 août 1840. »

(1639). *Religieux sécularisé. Engagement militaire.* Est-il convenable qu'un religieux sécularisé prenne la carrière militaire? Il s'agit évidemment d'un sujet qui n'a pas reçu les ordres sacrés. On écrit à l'évêque de Regio : « Ferdinand Gnoli, clerc profès des Franciscains réformés, actuellement sécularisé, a demandé la dispense de tout ce qui est de nature à l'empêcher d'embrasser la carrière militaire; l'indult de sécularisation l'oblige de garder la substance de ses vœux et de rester sous l'obéissance de l'ordinaire. Les Emin. cardinaux ayant pris connaissance de cette demande, il ne leur a pas semblé absolument convenable qu'un religieux, quoique sécularisé et non revêtu des ordres sacrés, prenne la carrière militaire. C'est pourquoi ils m'ont commandé d'écrire à votre seigneurie de dissuader le recourant de son projet, et de l'engager à prendre des occupations mieux en rapport avec son état. Rome, 4 septembre 1840. »

1640. Hospitalitatis.

Generali observantium. — È stato rappresentato a questa S. C. de' VV. e RR. che il vicario generale di Velletri abbia prescritto al diacono Antonio Mangiafava di fare per un mese gli esercizi spirituali nel convento de' PP. Minori Osservanti di Cori e che quel guardiano siasi ricusato col rispondere essere necessario il permesso di questa S. C. quindi è che questi Emi signori mi hanno ingiunto di scrivere alla P. V. Rma affinchè ordini al guardiano medesimo di ricevere quel diacono senza però alcuna remissione di quel convento.

Romæ, 14 septembris 1840.

1641. Super regressu.

Visitatori apostolico ordinis S. Basilii. — I monaci Basiliani D. Basilio e D. Giacomo Laya, dimoranti fuori del chiostro per l'indulto ottenuto nello scorso anno della loro perpetua secolarizzazione, hanno supplicato questa S. C. de' VV. e RR. affinchè autorizzi la P. V. a riceverli di nuovo nell'ordine a cui desiderano di ritornare. Questi Emi signori pertanto; attese alcune relazioni ricevute che i medesimi sieno usciti dal chiostro senza prima riportare il decreto esecutoriale della curia, mi hanno comandato di scrivere alla P. V. significandole che se il sudetto indulto non è stato in realtà eseguito dall'ordinario a cui fu commesso, gli oratori si trovano illegittimamente al secolo, e perciò la P. V. li riammetterà nell'ordine, assolvendoli dalle censure incorse, con imporre ai medesimi una salutare penitenza. Ricevuti poi che li avrà in un monastero da designarsi dalla P. V. ivi li riterrà per dieci giorni onde attendano agli esercizi spirituali; dopo di che in vigore di speciali apostoliche facoltà le quali colla presente l'EE. LL. le accordano, potrà dispensarli dall'irregolarità contratta, e dalle altre pene comminate contro i fuggitivi e gli apostati nel modo che crederà più opportuno ; e se poi l'enunciato indulto di secolarizzazione è stato legittimamente eseguito, dovrà informarsi delle loro buone qualità e della condotta tenuta nel secolo e sentirà ancora in proposito il voto de' PP. definitori generali, i quali se converranno di riceverli, potrà riammetterli, non ostanti le disposizioni già a lei date da questa S. C.

Romæ, 20 novembris 1840.

1642. Super nullitate professionis.

Episcopo Massilien. — Ex litteris ab amplitudine tua VI kalendas julii missis ad hanc S. C. EE. et Reg. nonnulla et quidem valde opportuna colliguntur de conventu capucinorum Massiliæ jam fundato. Ea tamen adhuc desiderantur quæ propius respiciunt judicium de votis a fr. Petro Josepho Mol emissis ferendum; ad quod requiritur rerum notitia non ex opinione quadam deprompta sed quæ ex indubiis argumentis quantum fieri poterit, sit deducta. Quare Emi patres supplicem ejusdem viri religiosi libellum denuo ad te mittere decreverunt, ut per juridicum examen inquiras de fundatione cœnobii, de legitima auctoritate in constituendo novitiatu, de ratione servata in emittenda professione deque ceteris omnibus quæ ad hoc negotium expediendum necessaria esse judicaveris. Quod ut præstes, poteris audire viros religiosos qui in conventu commorabantur aliasque personas quæ hac super re aliquam notitiam dare possunt. Si autem fuerint audiendi qui in alia diœcesi commorari contigerit, suos episcopos nomine S. C. subdelegabis ut eorum testimonium excipiant. Testimonia vero quæ collegeris ad S. C. transmittere curabis. Fausta interim omnia tibi precor a Domino.

Romæ, pridie nonas decembris 1840.

1643. Super regressu.

Generali conventualium. — Il religioso minore conventuale fra Giuseppe la Monica dimorante nel secolo con indulto temporaneo sul finire dell'anno 1838, supplicò questa S. C. de' VV. e RR. che ordinasse a' suoi superiori di riceverlo nuovamente in religione. Si fece perciò conoscere alla P. V. Rma con lettera de' 22 gennaio 1839, che essendo il detto religioso secolarizzato *ad tempus*, non poteva la sua religione ricusarsi di riceverlo, e che se fosse reo di delitti tali da meritare l'espulsione, conveniva procedere a forma delle costituzioni apostoliche. Ora torna il religioso la Monica ad esporre che non si è voluto ricevere e per conseguenza implora o che sia rinnovato l'ordine per essere riammesso, o che gli si assegni a carico della religione una pensione. Non ignora la P. V. che allor-

(1640). *Retraites dans les couvents.* Les réguliers doivent-ils accueillir les membres du clergé séculier que les évêques envoient faire des retraites? La S. Congrégation écrit au général des Franciscains : « Le vicaire général de Velletri a ordonné au diacre Antoine N. de faire les exercices spirituels pendant un mois dans le couvent des Observants de Cori ; mais le gardien a refusé, en disant qu'il fallait la permission de cette S. Congrégation. De là vient que les émin. cardinaux m'ont commandé d'écrire à votre paternité révérendissime d'ordonner au gardien de recevoir ce diacre, toutefois sans aucune charge pour le couvent. Rome, 14 septembre 1840. »

(1641). *Basiliens. Indult de sécularisation.* La forme gracieuse est rarement employée pour la sécularisation perpétuelle. L'indult qui se donne *in forma commissaria* ne devient définitif que par la fulmination. On écrit au général des Basiliens : « Les moines Basile et Jacques Laya, demeurant hors du cloître, en vertu de l'indult de sécularisation perpétuelle qu'ils obtinrent l'an dernier, ont demandé que la S. Congrégation autorise votre paternité à les recevoir de nouveau dans l'ordre où ils désirent rentrer. Comme ils ont quitté le cloître avant d'obtenir le décret exécutorial de l'ordinaire, les émin. cardinaux m'ont commandé de faire savoir à votre paternité que, si l'indult n'a pas été réellement exécuté par l'ordinaire auquel il fut adressé, les recourants se trouvent illégitimement dans le siècle ; par conséquent votre paternité les recevra dans l'ordre, et les absoudra des censures encourues, en leur imposant une pénitence salutaire. Ils feront d'abord les exercices spirituels durant dix jours, puis votre paternité pourra les dispenser de l'irrégularité et des autres peines portées contre les fugitifs et apostats. Mais si l'indult de sécularisation a été légitimement exécuté, votre paternité devra s'assurer de leurs bonnes qualités et de la conduite qu'ils ont tenue dans le monde; si les définiteurs généraux sont d'avis d'accueillir ces deux religieux, votre paternité pourra le faire, malgré les dispositions précédemment données par la S. Congrégation. Rome, 20 novembre 1840. »

(1642). *Capucins de Marseille. Validité des professions.* Avant de se prononcer sur la validité des vœux, la S. Congrégation prescrit une enquête juridique sur la fondation du couvent, sur l'établissement légitime du noviciat, sur la manière dont la profession s'est faite. La constitution de Benoît XIV *Si datam* prescrit la procédure relative aux professions religieuses.

(1643). *Conventuels. Rentrée au couvent.* Le religieux sécularisé temporairement conserve le droit de rentrer dans la communauté. La S. Congrégation écrit au général des Conventuels : « Le religieux Joseph La Monica, qui demeure dans le monde avec un indult de sécularisation temporaire, demanda, vers la fin de 1838, qu'il fût ordonné aux supérieurs de le réadmettre. C'est pourquoi on fit savoir à votre paternité révérendissime par une lettre du 22 janvier 1839 que, ce religieux étant sécularisé *ad tempus*, l'ordre ne pouvait s'opposer à sa rentrée ; et, s'il avait commis des délits dignes de l'expulsion, il était nécessaire de procéder conformément aux constitutions apostoliques. Le religieux se plaint de ce qu'on n'ait pas voulu le recevoir ; il demande en conséquence que l'injonction soit renouvelée, ou que l'institut lui fasse une pension. Votre paternité sait que, lorsqu'un religieux qui n'est pas légalement expulsé ou sécularisé à perpétuité veut retourner au cloître, on ne peut lui en refuser l'entrée, et que l'institut doit lui donner une pension alimentaire. Cela posé, votre paternité fera connaître les motifs pour lesquels on n'a pas rempli jusqu'à ce jour ce que la S. C. ordonna au début de 1839. Rome, 22 janvier 1841. »

quando un religioso non espulso legittimamente e non perpetuamente secolarizzato vuol tornare nel chiostro, non gli si può negare l'ingresso, e che la religione è tenuta prestargli gli alimenti. Ciò posto farà conoscere la P. V. i motivi per cui finora non sia stato eseguito quanto la S. C. dispose fin dal 1839.

Romæ, 22 januarii 1841.

1644. Erectio novitiatus in Bavaria.

Generali conventualium. — La Santità di N. S. nell'udienza dei 15 corrente, si è degnata di rimettere all'arbitrio e coscienza della P. V. Rma la facoltà di erigere il noviziato in Würtzburg, come vedrà dal rescritto a Lei rimesso per l'esecuzione. In tale circostanza la stessa Santità Sua ha ordinato ancora di scriversi alla P. V. significandole che per ben stabilire e sistemare il noviziato nel detto convento, si faccia render conto ogni anno per un triennio dello stato del medesimo, della condotta de' novizi, della regolare osservanza e ne renda quindi intesa questa medesima Congregazione.

Romæ, 16 januarii 1840.

1645. Super vita communi.

Illmo Reisach episcopo Eystetten. — La S. C. de' VV e RR. è restata pienamente soddisfatta della celebrazione. del capitolo provinciale de' PP. di S. Francesco tenuto nel convento di Monaco e finito li 20 ottobre prossimo passato, su di cui Ella ha informato l'EE. LL. in data dei 5 dicembre scorso e avendo conosciuto la regolarità con cui è stato celebrato, lo zelo con cui V. S. si è prestata, e la cooperazione dei religiosi pel ristabilimento della regolare disciplina, specialmente riguardo all'osservanza della povertà a forma delle costituzioni apostoliche, e dell'ordine, non che il ristabilimento della clausura. Spera perciò la S. C. che la visita apostolica riuscirà sommamente utile a cotesti religiosi, e in breve tempo saranno tolti gli abusi, i quali di tanto in tanto anche negli ordini regolari si postono introdurre. Interessa però sommamente alla S. C. che V. S. invigili sopra il noviziato, acciocchè siano ricevuti giovani forniti degli opportuni requisiti, e che facciano regolarmente la prova, onde un giorno possano essere di utilità al loro istituto. Così ancora raccomanda lo studio che tanto può concorrere a formare buoni ed utili religiosi sopra le quali cose la S. C. bramerebbe a suo tempo di essere informata.

Romæ, 3 februarii 1841.

1646. Super secularisatione.

Episcopo Eystetten. — La S. C. de' VV. e RR. non suole accordare in genere le facoltà di concedere secolarizzazioni ai religiosi, e venendo ad essa presentate le istanze per tali secolarizzazioni, la medesima ne richiede le opportune informazioni, e quindi se ne fa da monsignor segretario relazione a Sua Santità per la definitiva provvidenza. Se V. S. pertanto conosce esservi de' religiosi fra codesti capuccini soggetti alla sua visita apostolica ai quali per il bene dell'ordine o per giusti motivi, o loro particolari ragioni, convenga di accordare la secolarizzazione, ne trasmetta una nota a questa S. C. esprimendo le rispettive cause per la detta grazia, onde possa farsi dal sudetto Mgr segretario la relazione a Sua Santità.

Romæ, 3 februarii 1841.

1647. Super illegitimo provinciali.

Nuncio Viennen. — È stato riferito a questa S. C. de' VV. e RR. quanto il P. Mariano Jaich Minore Osservante ex-provinciale della provincia Capistrana in Ungheria, ha esposto nel suo memoriale trasmesso ed accompagnato da V. S. con lettera dei 26 febbraio prossimo passato. Questa S. C. pertanto in forza di speciali facoltà l'autorizza a poter anche per mezzo di persone ecclesiastiche da suddelegarsi, assolvere l'ex-provinciale oratore dalle censure e pene incorse, non che dispensarlo dall'irregolarità, e riabilitarlo alla voce attiva e passiva, ingiungendogli una salutare penitenza. S'informerà poi V. S. se egli abbia fatto degli atti nulli che si debbano sanare, e ne renderà intesa la medesima S. Congregazione.

Romæ, 16 martii 1841.

(1644). *Conventuels de Bavière. Etablissement d'un noviciat à Wurtzbourg.* Le général des Conventuels, faisant la visite des maisons de son ordre en Allemagne, trouva le couvent de Wurtzbourg réduit à quelques sujets. Le roi de Bavière accorda des ressources pour augmenter le nombre. Le général, à son retour à Rome, demanda l'érection d'un noviciat dans cette maison, qui renfermait dès lors sept prêtres, observant la vie commune, à la satisfaction de l'évêque et de la population. L'éloignement du noviciat faisait perdre des vocations; car peu de jeunes gens avaient le courage d'entreprendre un voyage de douze cents milles pour faire le noviciat en Italie. En outre les Conventuels ont besoin de quelques sujets allemands pour avoir des pénitenciers à S. Pierre de Rome et à Lorette. — Grégoire XVI permit la fondation du noviciat de Wurtzbourg par le rescrit suivant: « Ex audientia SSmi diei 15 januarii 1841. SSmis annuit arbitrio P. ministri generalis pro petita facultate erigendi in præfato conventu novitiatum, dummodo in eo saltem sex religiosi sacerdotes commorentur, vigeat claustralis et regularis observantia, ac adsit locus separatus pro recludendis novitiis seorsim ab aliis religiosis etc. » En outre, on écrivit au général la lettre suivante : « Le saint-père, dans l'audience du 15 courant, a bien voulu remettre au jugement et à la conscience de votre paternité révérendissime la faculté d'ériger le noviciat de Wurtzbourg. En cette circonstance, le saint-père a aussi ordonné de notifier à votre paternité que, pour bien établir et organiser le noviciat dans ce couvent, chaque année pendant trois ans elle se fasse rendre compte de sa situation, de la conduite des novices, de l'observance régulière et qu'elle en informe ensuite cette S. Congrégation. Rome, 16 janvier 1840. »

(1645). *Franciscains de Bavière. Chapitre. Réforme.* On a dit plus haut que Mgr Reisach fut nommé visiteur apostolique des Franciscains de Bavière et président de leur chapitre. On lui écrit : « La S. Congrégation des Évêques et Réguliers est restée pleinement satisfaite de la célébration du chapitre provincial des Pères de S. François, lequel s'est tenu à Munich le 20 octobre dernier. La lettre de V. S. en date du 5 décembre a fait connaître la régularité avec laquelle le chapitre a été célébré, le zèle que V. S. a déployé, et le concours des religieux pour le rétablissement de la discipline régulière, particulièrement sur l'article de la parfaite pauvreté, et la clôture. C'est pourquoi la S. Congrégation espère que la visite apostolique sera extrêmement utile à ces religieux et qu'on verra bientôt disparaître les abus qui peuvent parfois se glisser dans les ordres religieux eux-mêmes. La S. Congrégation désire vivement que votre seigneurie ait l'œil sur le noviciat, pour n'y laisser entrer que des jeunes gens doués des qualités nécessaires et qui puissent être bien formés par les épreuves d'usage. Elle recommande aussi l'étude, qui exerce tant d'influence pour former de bons et utiles religieux. Rome, 3 février 1841. » (Voir n. 1638).

(1646). *Méthode relative à la sécularisation des religieux.* Mgr Reisach ayant demandé le pouvoir de séculariser les religieux, on lui répond ce qui suit : « La S. Congrégation des Évêques et Réguliers n'a pas coutume d'accorder en général le pouvoir de séculariser les religieux. Lorsque les demandes lui parviennent, elle prend les renseignements nécessaires; puis Mgr le secrétaire en réfère au saint-père pour la décision finale. En conséquence, si votre seigneurie voit que parmi les Capucins soumis à la visite apostolique il se trouve des religieux qu'il serait bon de séculariser dans l'intérêt de l'ordre ou pour le bien personnel des sujets, elle pourra en adresser la liste à cette S. Congrégation, en exprimant les motifs spéciaux à chacun, et l'on pourra en référer au saint-père. Rome, 3 février 1841. »

(1647). *Provincial intrus. Absolution des censures.* On dira plus loin la suite de l'affaire. Il s'agit de la province franciscaine de S. Jean Capistran en Hongrie. Ici la S. Congrégation délègue le nonce de Vienne pour l'absolution des censures et des peines canoniques.

1648. Super cessione bonorum.

Generali Barnabitarum. — Il P. Giovanni Maria Tacchi, barnabita vice rettore del collegio di Caravaggio in Napoli, ha esposto a questa S. C. che nel suo ingresso in religione rinunciò e cedette ai fratelli Giuseppe ed Antonio Tacchi tutti i beni a lui spettanti con patto di riversibilità in qualunque caso di soppressione dell'abbracciato istituto, e che ora Giuseppe Tacchi, uno dei sunnominati fratelli ha venduto alcuni de' beni soggetti al patto di riversibilità a favore di un tal Mazio Mazi coll'obbligo verso il compratore di rendere liberi i fondi alienati per cui implora la sanzione della rinuncia sui beni alienati, riservandosi il diritto di riversibilità sugli altri beni posseduti da ambedue i fratelli. La S. C. pertanto con rescritto dei 12 corrente ha rimesso le accennate preci all'arbitrio e coscienza della P. V. Rma colle necessarie facoltà di provvedervi, e tal grazia l'ha accordata non già per sanzionare l'indebita riserva di diritti, i quali forse non possono stare col voto di povertà, ma per togliere qualunque dubbio che potesse trovare altrimenti il compratore dei sudetti fondi. Quindi è che la P. V. nell'eseguire il succennato rescritto secondo la mente di questa S. C. non riserverà il diritto di riversibilità sopra gli altri beni dei fratelli.

Romæ, 18 martii 1841.

1649. Super cessione.

Sacra Congregatio benigne commisit P. abbati præsidenti generali (Cisterciensium) ut veris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia indulgeat pro petita renunciatione (D. Amedei Bernardini) quatenus opus sit. Caveat autem præfatus abbas præses generalis ne in renunciationibus similes jurium reservationes apponantur quæ fortasse nullius roboris sunt.

Romæ, 22 martii 1841.

(1648). *Réversibilité.* Le religieux qui dispose de ses biens avant la profession solennelle, peut-il se réserver la faculté de reprendre ces biens en cas de suppression de la communauté? La question s'est bien des fois présentée depuis la révolution ; elle est fort débattue. La S. Congrégation écrit au général des Barnabites : « Le P. Tacchi, vice-recteur du collége de Caravaggio à Naples, a représenté à cette S. Congrégation qu'à l'époque de son entrée en religion il abandonna à ses deux frères tous les biens qui lui appartenaient, avec pacte de réversibilité en tout cas de suppression de l'institut des Barnabites. Maintenant l'un des frères a vendu une partie des biens à un certain Mazi et s'est engagé à purger de toute charge les biens aliénés. Le recourant a demandé la ratification de la renonciation aux biens vendus, en réservant le droit de réversibilité sur les autres biens que les deux frères possèdent. Par un rescrit du 12 courant la S. Congrégation a remis la demande au jugement et à la conscience de votre paternité révérendissime, avec faculté d'y aviser; mais elle n'a pas entendu sanctionner par là une réserve illégale de droits qui peut-être sont incompatibles avec le vœu de la pauvreté. Elle a seulement voulu dissiper tous les doutes que l'acquéreur pourrait conserver. Ainsi, en exécutant le rescrit, votre paternité s'abstiendra de réserver le droit de réversibilité sur les autres biens des frères du religieux. Rome, 18 mars 1841. »

(1649). *Renoncement conditionnel. Vœu de pauvreté.* C'est un cas semblable au précédent. Amédée Bernardini, prêtre, et moine cistercien, représente qu'à l'époque de sa profession, lorsqu'il abandonna ses biens patrimoniaux, il se réserva de les reprendre si pour une raison quelconque il venait à quitter son institut. Voulant maintenant faire l'abandon absolu et entier en faveur de sa famille, il en demande la permission. La S. Congrégation remet la question au général de l'ordre, en le prévenant de ne pas permettre ces réserves, qui n'ont peut-être aucune valeur.

1650. Translationis.

Ex audientia 26 martii 1841. Sanctitas Sua, attenta relatione episcopi Tridentini et voto P. ministri generalis ordinis (capucinorum) benigne annuit et propterea mandavit committi eidem episcopo ut veris existentibus narratis, facultatem transferendi conventum in alium locum idoneum ab ordinario de consensu P. provincialis designandum, ibique ecclesiam et conventum construendi cum solitis adnexis, nec non postquam familia religiosa in novum cœnobium translata fuerit, priorem conventum cum adnexis non minori pretio a peritis taxando alienandi pro suo arbitrio et conscientia impertiatur, ita tamen ut pretium in actu alienationis retrahendum erogetur in expensas pro constructione novi conventus et ecclesiæ, sub pœnis contra alienantes bona regularium edictis. Excipitur ecclesia actualis, quæ vendi nequeat, et pro cujus cultu ipse ordinarius providere curabit. Facta eisdem religiosis potestate ad effectum de quo agitur eleemosynas colligendi, et præstationes ac dona acceptandi, contractus conficiendi, ita tamen ut deponantur eleemosynæ penes duas idoneas personas ecclesiasticas ab eodem ordinario designandas, et omnia acta et contractus fieri debeant nomine S. Sedis per syndicum, etc.

Romæ, etc.

1651. Facultas recurrendi ad laicos judices.

Generali ordinis Prædicatorum. — Il provinciale de' Domenicani della provincia di Val di Noto in Sicilia, ha esposto a questa S. C. de' VV. e RR. che nella visita fatta nel Collegio di Noto del suo ordine ha trovato il medesimo in un pessimo stato economico per la cattiva amministrazione delle sue rendite e che non può colla sua autorità provincializia costringere due religiosi che hanno amministrato e sembrano esser la causa del disastro a render conto ed alla rifazione dei danni, perchè ambedue trovansi alle loro case, essendo uno già secolarizzato, e facendo l'altro la causa di nullità della sua professione. Non esistendo di più in Sicilia alcun tribunale ecclesiastico per poterli ivi convenire, l'oratore non ha altro mezzo che citare avanti il tribunale civile, non solo i due religiosi sopraccennati, ma ancora i loro attinenti e qualunque altro fosse di bisogno per il rendiconto e per la refazione dei danni recati al collegio

(1650). *Capucins de Trente. Translation du couvent.* La décrétale de Boniface VIII réserve au Saint-Siége la fondation des couvents de *mendicantes* et leur translation. Le présent décret permet de vendre l'ancien couvent, mais non l'église, qui est cédée à l'ordinaire. Les contrats seront passés par le syndic *nomine S. Sedis.*

(1651). *Dominicains. Tribunaux séculiers.* A défaut de tribunal ecclésiastique, le Saint-Siége permet d'appeler des religieux devant les juges séculiers. La S. Congrégation des Évêques et Réguliers écrit au général des Dominicains : « Le provincial de Val di Noto en Sicile représente que, visitant le collége de Noto, il l'a trouvé dans un déplorable état à cause de la mauvaise gestion de ses revenus; qu'il ne peut par son pouvoir de provincial contraindre deux religieux qui ont administré et paraissent les auteurs du désastre à rendre leurs comptes et à indemniser la maison parce qu'ils sont rentrés dans leur famille; l'un est déjà sécularisé, et l'autre poursuit la cause de nullité de sa profession. Comme il n'y a plus en Sicile de tribunal ecclésiastique devant lequel on puisse appeler les deux religieux, le recourant n'a pas d'autre moyen que celui de s'adresser au tribunal civil, qui pourra faire comparaître tous complices et témoins autant qu'il faudra pour la reddition des comptes et les dommages-intérêts. Ayant pris l'avis du procureur général de l'institut, la S. Congrégation confère à votre paternité révérendissime le pouvoir d'autoriser le provincial à intenter une action civile devant les tribunaux civils contre les deux religieux susdits et toutes autres personnes. Le provincial devra toutefois ne pas comparaître en personne devant les tribunaux; mais il nommera un procureur. Rome, 26 avril 1841. »

sudetto. Sentito pertanto il P. procuratore generale dell'ordine, questi Emi signori si sono degnati di compartire alla P. V. Rma le opportune facoltà di autorizzare il P. provinciale oratore a chiamare in giudizio civile presso i tribunali Laici i sudetti religiosi e qualunque altro occorresse per l'effetto di cui si tratta. La P. V. però notificherà allo stesso P. provinciale di non comparire personalmente nei tribunali ma per mezzo di procuratore.

Romæ, 26 aprilis 1841.

1652. Canonicorum lateranensium.

In Congregatione generali EE. et RR. S. R. E. Card. negociis et consultationibus episcoporum et regularium præposita habita die 2 aprilis 1841, cum propositæ fuerint suprascriptæ constitutiones canonicorum regularium SSmi Salvatoris Lateranensium noviter confectæ, Emi Patres, referente Emo Polidorio, omnibus sedulo diligenterque perpensis, præfatas constitutiones prout in præsenti exemplari habentur, si SSmo Dno placuerit, approbandas esse censuerunt. Et facta relatione SSmo Dno Nro Gregorio PP. XVI in audientia habita eadem die, Sanctitas Sua resolutionem S. Congregationis ratam habuit et confirmavit, ac proinde easdem constitutiones approbavit, et ab omnibus canonicis regularibus SSmi Salvatoris Lateranensibus observari mandavit.

Romæ, etc.

1653. Super illegitimo provinciali et nullitate professionum.

Nuncio Viennen. — In seguito di quanto V. S. ha riferito a questa S. C. de' VV. e RR. con lettera in data 9 aprile prossimo passato sul P. Mariano Jaich Minore Osservante ex-provinciale della provincia Capistrana in Ungheria, questi Emi signori, anche in vigore di speciali facoltà loro accordate dalla Santità di N. S. sanano tutti gli atti fatti del nominato religioso durante il suo officio di provinciale della sudetta provincia nell'esercizio della sua autorità; meno le religiose professioni che per tale motivo potessero forse essere nulle, per le quali l'EE. LL. autorizzano quante volte occorra l'attuale P. provinciale a poterle ricevere di nuovo, ma privatamente, ed anche per mezzo di persona da suddelegarsi da lui senza ripetere il noviziato da quei religiosi che ne dubitassero. Nei singoli casi poi di rinnovazione di tali professioni l'attuale P. provinciale e la persona da lui suddelegata farà dichiarare in iscritto dal religioso, il quale rinnova la professione che esso si vuol servire di quest'indulto per la convalidazione della medesima, conservando inoltre questa dichiarazione nell'archivio della provincia, e facendosene l'annotazione nel libro delle professioni. V. S. pertanto comunicherà all'attuale provinciale questa disposizione con quelle prudenziali riserve che crederà opportune.

Romæ, 15 maii 1841.

1654. Super admissione novitiorum.

Generali conventualium. — Monsignor arcivescovo di Amalfi ha riferito a questa S. C. de' VV. e RR. che riputò indegno di essere promosso agli ordini sagri il minorista Ferdinando M. di Ravello perchè fuggito dal seminario si era dato ad una vita licenziosa con grande ammirazione del pubblico: che ricevuto poi in codest'ordine senza aver cercata alcuna informazione dalla curia arcivescovile, fu mandato in Urbino, ove è stato ordinato sacerdote e dopo pochi giorni è tornato a Ravello, sua patria, col permesso di V. P. Rma. Che per la recente memoria degli scandali dati non solo nel suo paese, ma nei luoghi anche vicini, aveva egli ordinato che celebrasse il P. Ferdinando in una cappella privata del convento e non in pubblica chiesa; ma tutto fu inutile, perchè ottenuto un ordine diretto al P. reggente di farlo celebrare pubblicamente a suo dispetto, celebrò e vestito degli abiti sacerdotali volle che il popolo fosse salito all'altare a baciargli la mano. Questa S. C. pertanto disapprova altamente che siasi ricevuto il Ferdinando in codest'ordine e che sia stato promosso al sacerdozio senza prima informarsi sulle qualità morali del medesimo, atteso ciò che si è come sopra per lui operato. Vede la necessità che vi è di allontanare all'istante questo religioso dalla sua patria, e di non accordargli il permesso di più ritornarvi *inconsulta S. Congregatione*. Commettono perciò alla P. V. questi Emi signori di eseguir l'enunciata disposizione eccitandola in pari tempo ad ordinare ai provinciali che usino la più esatta diligenza nell'ammettere novizi, onde conoscere le loro qualità, mentre accade pur troppo che per mancanza d'indagini si ricevano degli indegni.

Romæ, 18 junii 1841.

1655. Super dimissione habitus.

Generali conventualium. — Benchè non sia solita questa S. C. de' VV. e RR. di permettere ad un religioso di dimettere l'abito, e rimanere nel secolo se prima non riporta l'accettazione dell'ordinario, pure attese le particolari ciscostanze espo-

(1652). *Chanoines réguliers de Latran. Constitutions.* Ce décret confirme les nouvelles constitutions pour les chanoines réguliers de Latran, dont la principale maison est à Rome à Saint-Pierre *in Vineoli*, sur l'Esquilin.

(1653). *Provincial illégitime. Professions nulles.* La profession doit être acceptée par un supérieur légitime. Si ce supérieur est un intrus, il faut de toute nécessité revalider les actes de sa gestion. Voici ce qu'on écrit au nonce de Vienne: « D'après ce que votre seigneurie a fait connaître à cette S. C. des Évêques et Réguliers dans la dépêche du 9 avril dernier sur le P. Marien Jaich, mineur de l'Observance, ex-provincial de la province de S. Jean Capistran en Hongrie, les Em. cardinaux, faisant usage de pouvoirs spéciaux que le Saint-Père leur a communiqués, revalident tous les actes accomplis par ce religieux dans les fonctions de provincial, excepté les professions qui peuvent être nulles pour ce motif. Le provincial actuel devra recevoir de nouveau ces professions, mais en particulier, et même par subdélégué, sans faire refaire le noviciat de ceux qui doutent de la validité de leurs vœux. Chaque religieux devra déclarer par écrit qu'il entend et veut se servir de la présente autorisation; la déclaration sera déposée aux archives de la province, et il faudra la noter dans le livre des professions. Rome, 15 mai 1841. » (Voir num. 1647).

(1654). *Ecclésiastique renvoyé du séminaire. Profession. Défense d'aller dans le pays natal.* Voici ce que la S. Congrégation écrit au général des Conventuels: « Mgr l'archevêque d'Amalfi a représenté à cette S. C. qu'il estima indigne de l'ordination le clerc minoré Ferdinand M. parce que, s'étant échappé du séminaire, il mena une vie licencieuse qui scandalisa le public. Puis admis dans l'ordre des Conventuels sans qu'on demandât de renseignement à l'archevêché, il fut envoyé à Urbin, où il a été ordonné prêtre; peu de jours après, il est retourné à son pays avec la permission de votre paternité révérendissime. A cause des scandales que Ferdinand avait donnés peu auparavant dans son pays et dans les contrées limitrophes, l'archevêque donna l'ordre de ne le laisser dire la messe que dans une chapelle particulière du convent, et non dans l'église publique. Tout fut inutile; Ferdinand obtint un ordre de le laisser célébrer publiquement, ordre adressé au supérieur; il célébra, et il exigea que la population lui baisât la main à l'autel. La S. Congrégation désapprouve hautement que ledit Ferdinand ait été admis dans l'ordre des Conventuels. et qu'on l'ait promu au sacerdoce sans prendre des informations sur ses qualités morales, vu sa conduite passée. Elle reconnaît la nécessité d'éloigner à l'instant ce religieux de son pays, et de ne jamais l'autoriser à y retourner sans l'agrément de la S. Congrégation etc. Rome, 18 juin 1841. »

(1655). *Sécularisé. Habit religieux.* Avant de sortir du couvent et de quitter l'habit, un religieux sécularisé doit être accepté dans un diocèse. Voici ce qu'on écrit au général des Conventuels:

ste da P. S. riguardo al religioso fr. Antonio Ornano, la S. C. autorizza la stessa P. V. a permettere che il detto religioso dimetta l'abito, e lasci il chiostro al solo effetto di procurarsi il patrimonio sagro, e l'esecuzione dell'ottenuta secolarizzazione dentro il termine di sei mesi nel rescritto del 7 maggio prossimo passato prescritti; passati i quali inutilmente il religioso, sotto le pene contro gli apostati, dovrà tornare nel chiostro, e l'ordine non potrà ricusarsi di riceverlo. Il medesimo poi non potrà celebrare la messa se non previa l'espressa licenza degli ordinari nelle cui diocesi si troverà; ben inteso che rimarrà sospeso dalla medesima, se dentro i sei mesi non si costituirà il patrimonio e non otterrà l'esecuzione del rescritto di secolarizzazione.

Romæ, 23 junii 1841.

1656. Super electionibus.

Generali capucinorum. — Questa S. C. de' VV. e RR. ha creduto bene di osservare le costituzioni dell'ordine approvate dalla S. M. di Urbano VIII, prima di emanare alcun decreto sull'istanza presentata a nome della P. V. Rma, colla quale domanda che si dichiari se il ministro generale de' capuccini abbia la facoltà di dare la voce attiva e passiva a qualche meritevole religioso, il quale assista alle congregazioni definitoriali in quelle provincie, in cui per causa di morte od altro è mancato qualche definitore. Similmente se abbia la facoltà di dare la voce attiva e passiva ad altri religiosi che crede di deputare ad intervenire nei capitoli provinciali, onde si aumenti il numero degli elettori, sia per mantenere l'equilibrio delle custodie, sia per indebolire il partito degli ambiziosi. *Et quatenus negative.* Che le siano accordate tali facoltà *durante munere.* Prese pertanto a maturo esame le succennate costituzioni, la S. C. non ha potuto rinvenire che si dia al P. generale *pro tempore* l'arbitrio di alterare le prescrizioni specialmente in materia di elezioni, nelle quali è tanto facile che rientri il vizio di nullità, per cui essendo munite di sanzione apostolica, convien concludere che il P. generale non ha altre facoltà sulle costituzioni dell'ordine che quelle che gli danno le costituzioni medesime. Si aggiunge che il S. Concilio di Trento, nella sess. 24, *de regularibus*, cap. 6, ordina : *Nec in posterum liceat provinciales, aut abbates, priores aut alios quoscumque titulares ad effectus electionis faciendæ constituere, et voces aut suffragia absentium supplere... Facultatesque super his concessæ eo ipso abrogatæ censeantur ; et si in posterum aliæ concedantur, tamquam subreptitiæ habeantur.* Di più nella costituzione d'Innocenzo XII, *Christi fidelium*, si prescrive : *Nolumus tamen absentium vota nec protectoris, nec cujuscumque alterius auctoritate suppleri. Sed jus eligendi iis solis juxta juris et instituti regulas ad hunc effectum assumptis... prout de jure permanere omnino volumus.* Ciò premesso la S. C. ha sospeso per ora di pronunziare qualunque decreto, e mi ha comandato di comunicare le succennate difficoltà che incontra in questo affare la richiesta della P. V. ; onde se Ella ha qualche rilievo da farvi, lo manifesti alla stessa S. C. per riassumere la discussione.

Romæ, 11 julii 1841.

1657. Super converso militiæ adscripto.

Præsidi generali Cisterciensium. — Per mezzo della segreteria di Stato, questa S. C. de' VV. e RR. è venuta a conoscere che nel secondo reggimento estero al servizio della S. Sede, vi è un certo Antonio Serra, converso professo dell'ordine Cisterciense in Ispagna, prima delle note vicende appartenente al monastero di Pobleto nella Catalogna. Essendo molto sconveniente che un religioso professo benchè converso, meni la vita militare in uno stato specialmente ove può attendere nella sua religione all'osservanza de' suoi doveri, si è la medesima messa di concerto coll'Emo signor Card. segretario di stato, onde il nominato religioso sia dimesso dalla milizia, condotto in Roma e consegnato alla P. V. Rma. Pertanto questi Emi signori inerendo alle disposizioni date da Sua Santità, mi hanno ingiunto di renderne intesa la P. V. ordinandole in pari tempo di riceverlo e collocarlo in un monastero di codest'ordine e rendere quindi informata la medesima S. C. dell'operato. Romæ, 12 julii 1841.

« Quoique cette S. Congrégation des Évêques et Réguliers n'ait pas l'habitude de permettre à un religieux de déposer l'habit et de demeurer dans le monde avant d'obtenir l'acceptation de l'ordinaire, cependant, vu les circonstances spéciales que vous avez représentées au sujet du frère Antoine Ornano, la S. Congrégation autorise votre paternité à permettre à ce religieux de quitter l'habit et de sortir du couvent dans le but de se procurer le patrimoine d'ordination et l'exécution de l'indult de sécularisation qu'on lui a accordé le 7 mai dernier. S'il n'a pas réussi dans six mois, il devra retourner au cloître sous les peines édictées contre les apostats, et l'ordre ne pourra refuser de le recevoir. Il ne pourra célébrer la messe qu'avec la permission expresse des ordinaires des diocèses où il se trouvera, bien entendu qu'il sera suspens de la messe si dans les six mois il ne constitue pas un patrimoine et n'obtient l'exécution de l'indult de sécularisation. Rome, 23 juin 1841. »

(1656). *Capucins. Elections.* Le général des Capucins représente à la S. Congrégation qu'il se voyait parfois obligé de désigner quelque bon religieux pour assister aux assemblées définitoriales dans les provinces où quelque définiteur a manqué par suite de décès ou pour autre cause : il est pareillement forcé d'augmenter le nombre des électeurs pour les chapitres provinciaux, soit pour maintenir l'équilibre des custodes, soit pour affaiblir le parti des ambitieux, qui prennent tous les moyens d'élever aux charges des sujets qui ne les tourmentent pas. Les saints canons ne prescrivent pas un système électoral; ce sont les constitutions de l'ordre qui le fixent. Or, le général a le pouvoir de dispenser des statuts. D'ailleurs, il peut conférer le titre d'ex-provincial ; ce titre donne le droit de voter. — La demande est remise au cardinal Orioli *pro voto.* Il est d'avis que le général des Capucins n'a pas le pouvoir en question. Les constitutions de ces religieux ayant été approuvées par Urbain VIII *in forma specifica*, le général n'a à leur égard que le pouvoir qu'elles lui confèrent. Cependant le cardinal Orioli estime qu'on peut, à la rigueur, et avec quelques réserves, accorder l'indult. — Voici ce que la S. Congrégation écrit au général des Capucins : « Avant de répondre à la demande de votre paternité révérendissime, la S. Congrégation a cru devoir examiner les constitutions de l'ordre, lesquelles ont été approuvées par Urbain VIII. Or, elle n'a pu trouver dans ces constitutions que l'on donne au général *pro tempore* la faculté d'altérer à son gré les statuts, surtout en matière d'élection où il est si facile d'avoir des actes frappés de nullité. Les constitutions étant confirmées par le Saint-Siége, il faut en conclure que le général n'a pas d'autres facultés sur les constitutions de l'ordre que celles que les constitutions elles-mêmes lui donnent. Ajoutez à cela que le concile de Trente défend absolument de créer des électeurs supplémentaires. La constitution du pape Innocent XII défend aux cardinaux protecteurs eux-mêmes de faire représenter les électeurs absents. Ainsi la S. Congrégation s'est abstenue de prendre une décision pour le moment, elle m'a commandé de communiquer à votre paternité révérendissime les difficultés qu'elle a remarquées dans cette affaire etc. Rome, 11 juillet 1841. » Le général n'insista pas, comprenant sans doute que l'arbitraire ne devait pas s'exercer dans les élections.

(1657). *Convers sécularisé. Engagement militaire.* N'étant pas convenable qu'un religieux suive la carrière des armes, on écrit au général des Cisterciens : « La S. Congrégation a su de la secrétairerie d'État que dans le second régiment étranger au service du Saint-Siége se trouve un certain Antoine Serra, convers profès de l'ordre de Cîteaux en Espagne; il faisait partie du monastère de Pobleto, en Catalogne. Comme il est tout à fait inconvenant qu'un religieux profès, même laïque, mène la vie militaire, surtout dans un Etat où il peut vivre dans son institut et remplir ses devoirs monastiques, la S. C. s'est mise de concert avec le cardinal secrétaire d'Etat, afin que ce religieux soit congédié du régiment, conduit à Rome, et remis à votre paternité. Rome, 12 juillet 1841. »

1658. Super fundatione domus et cessione parœciæ.

Ex audientia SSmi 16 julii 1841. Sanctitas Sua, attentis serenissimi Sardiniæ regis votis, benigne annuit pro petita restitutione ecclesiæ et domus (Carmelitarum excalceatorum in civitate Januensi) una cum concessione parœciæ quæ ad eamdem ecclesiam translata est. Ita tamen ut in dicta domo erigatur conventus in quo morari debeant saltem sex religiosi quorum quatuor ad minus sint sacerdotes. In exercitio vero curæ animarum et parochi deputatione servetur constitutio benedictina incipien. *Firmandis*; ac realis domus et ecclesiæ restitutio ac parœciæ concessio locum tantum habeat in obitu præsentis parochi. Contrariis quibuscumque etiam speciali mentione dignis non obstantibus.

Romæ, etc.

1659. Erectio novitiatus.

Ex audientia SSmi 9 julii 1841. Sanctitas Sua attenta relatione P. procuratoris generalis ordinis (Carmelitarum) benigne annuit, et propterea mandavit committi P. priori generali ut veris existentibus narratis, petitam facultatem hac vice tantum pro suo arbitrio et conscientia impertiatur, servatis aliis de jure servandis ac dummodo in præfato conventu (in insula Melitensi) vigeat regularis observantia, et adsit locus separatus pro recludendis novitiis seorsim ab aliis religiosis professis. Ceterum hujus indulti expressa mentio fiat in regesto professionis novitiorum de quibus agitur. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1660. Alienationis.

Præsidi generali Cassinensium. — Monsignor vescovo di Tropea con lettera dei 19 luglio prossimo passato, ha riferito a questa S. C. che il contratto di vendita de' beni spettanti al monastero di S. Scolastica di Subiaco siti in Longobardi e Fiume-freddo, è stato stipolato senza che prima fosse stato da lui eseguito il rescritto facoltativo di questa medesima S. C. e senza portare nell'istromento tutte le condizioni poste in detto rescritto. Perciò in vista di tale irregolarità la S. C. ha dichiarato il sudetto rescritto di niun effetto, ed ha insinuato allo stesso Mgr vescovo di trattare per l'ultimazione del nuovo contratto di vendita. Questi Emi signori poi mi hanno ingiunto di tutto partecipare a V. P. Rma, affinchè si metta d'intelligenza con quel prelato per rimuovere qualunque ostacolo si potesse frapporre.

Romæ, 24 augusti 1841.

(1658). *Carmes déchaussés. Rétablissement du couvent de Gênes et cession d'une paroisse.* La S. Congrégation autorise la cession de la paroisse, à deux conditions : l'une, que l'union ne produise son effet qu'après le décès du curé actuel ; la seconde, que l'on observe la constitution *Firmandis* de Benoît XIV pour la nomination du curé et pour l'exercice de la cure.

(1659). *Malte. Noviciat.* La S. Congrégation permet aux Carmes mitigés de recevoir les novices dans le couvent de Malte. Ces novices devront demeurer entièrement séparés des profès.

(1660). *Aliénation. Décret exécutorial de l'ordinaire.* Les indults autorisant l'aliénation des biens ecclésiastiques sont remis à l'ordinaire, qui les fulmine dans les formes usitées. Cette exécution doit précéder la stipulation du contrat. La S. Congrégation écrit au président général des Bénédictins du Mont-Cassin : « Mgr l'évêque de Tropea a fait savoir que l'acte de vente des propriétés du monastère de Sainte-Scolastique de Subiac a été passé avant que ce prélat eût exécuté le rescrit facultatif de cette S. Congrégation, et sans insérer dans l'acte toutes les conditions exprimées audit rescrit. A cause de ces irrégularités la S. Congrégation a jugé que l'indult demeurait sans effet, et elle a suggéré à Mgr l'évêque de négocier la conclusion de la vente. Les émin. cardinaux m'ont ordonné de communiquer tout cela à votre paternité révérendissime, afin qu'elle se mette de concert avec ledit prélat. Rome, 24 août 1841. »

1661. Ordinis Olivetanorum.

Cardinali pœnitentiario majori. — Il sacerdote Placido Maria Bresciani della congregazione Olivetana, sebbene da più anni dimori indebitamente fuori del chiostro, ha usato ogni mezzo per rimanervi ed ottenere dall'ordine una pensione. A tale oggetto ha fatto interporre anche gli officii della Corte d'Austria per mezzo della segreteria di stato ; ma questa S. C. de' VV. e RR. non ha creduto mai d'annuire alle replicate istanze di un religioso che senza le debite facoltà rimane fuori del chiostro per cui ha sempre rescritto : *Redeat ad claustra*, e nel febbraio p. p. vi aggiunse ancora la clausola : *et preces amplius non recipiantur.* Ora poi è ricorso di nuovo esponendo di aver ottenuto per organo di codesta S. penitenzieria il permesso di temporanea secolarizzazione nel passato marzo. Il Card. scrivente è nella persuasione che il P. Bresciani non abbia esposta la pendenza che sull'oggetto esisteva presso questa S. C. ma prima di prendere qualunque determinazione sul proposito, crede opportuno di rivolgersi all'E. V. onde si compiaccia fargli conoscere il vero stato delle cose.

Romæ, 24 augusti 1841.

1662. Super parocho regulari.

Generali ordinis S. Dominici. — In seguito di quanto la P. V. Rma ha riferito a questa S. C. de' VV. e RR. in data 22 agosto p. p. sui reclami di alcuni parocchiani della cura di S. Domenico in Valletta, diocesi di Malta, per la deposizione del proprio paroco fr. Francesco Jonna, questi Emi signori sono stati di parere di rimettere tutto l'affare all'arbitrio della P. V. affinchè, considerate le particolari circostanze del fatto e del luogo, nella sua prudenza prenda quelle determinazioni che stimerà più opportune. Rapporto però al decreto fatto che i PP. del convento di S. Domenico di Valletta nominino ogni due anni tre religiosi onde Mgr vescovo di Malta possa scegliere chi stimerà più idoneo, non sembra espediente all'EE. LL. di fissare la durata del paroco per un biennio, giacchè a tenore della costituzione : *Firmandis* della S. M. di Benedetto XIV, i parochi regolari sono amovibili *ad nutum* del vescovo e dei superiori regolari.

Romæ, 4 septembris 1841.

(1661). *Olivétains. Moine demeurant hors du cloître sans permission.* La S. Congrégation écrit au cardinal pénitencier majeur à Rome : « Le religieux Bresciani, de l'institut Olivétain, demeure illégitimement hors du cloître depuis plusieurs années, et il a tenté tous les moyens pour y rester et obtenir une pension de l'ordre. Il s'est fait recommander à la secrétairerie d'Etat par la cour d'Autriche ; mais cette S. C. n'a jamais cru devoir accueillir les suppliques réitérées d'un religieux qui demeure hors de son couvent sans permission. Elle a donc répondu constamment : *Redeat ad claustra* ; et en février dernier, on a ajouté la clause : *Preces amplius non recipiantur.* Il vient de présenter une nouvelle requête, portant qu'il a obtenu au mois de mars de la Pénitencerie la permission de la sécularisation temporaire. Le cardinal soussigné est convaincu que le P. Bresciani s'est gardé de dire que son affaire était pendante devant cette S. Congrégation ; toutefois, avant de prendre une décision, le soussigné croit devoir s'adresser à votre Éminence, afin qu'elle ait la complaisance de faire savoir le véritable état des choses. Rome, 22 août 1841. »

(1662). *Curé régulier. Amovibilité.* Les curés faisant partie d'un institut religieux ne peuvent être nommés à vie. La bulle *Firmandis* de Benoît XIV prescrit que les curés réguliers demeurent amovibles au gré de l'évêque et des supérieurs de l'institut. On ne peut donc les nommer pour un laps de temps déterminé. Voici ce que la S. C. écrit au général des Dominicains : « D'après ce que votre paternité révérendissime a fait savoir au sujet des plaintes de quelques paroissiens de la cure de S. Dominique à la Valette, diocèse de Malte, lesquels demandent le changement de leur curé, les émin. cardinaux ont été d'avis de remettre toute

1663. Funerum.

In congregatione generali habita in palatio apostolico Quirinali die 26 septembris 1840, proposita fuit causa *Aquilana funerum* verten inter P. provincialem provinciæ S. Bernardini ordinis Minorum Observantium et parochos civitatis Aquilæ; et ad dubium: An funeralia quæ conficiuntur in ecclesia regulari S. Bernardini in die depositionis, octavariis, et anniversariis, obeunda sint a Minoribus Observantibus vel potius a parochis civitatis sub quarum parœcia defunctus morabatur in casu? Emi patres cum procurator parochorum non comparuerit, rescripserunt: *pro informantibus.* Denuo vero proposita causa in congregatione generali habita in palatio apostolico Vaticano, die 12 martii 1841, referente Emo Bernetti, ponente, ac auditis partibus voce et scriptis, Emi patres rescripserunt ad idem dubium: *Quoad funeralia quæ conficiuntur in die depositionis cadaverum jus pertinere ad parochos, et quoad octavaria ad Minores Observantes.* Proposito vero dubio: An sit standum in primo vel secundo loco decisis? In congregatione generali habita in palatio apostolico Quirinali, die 16 julii 1841, Emi patres, referente eodem Emo Bernetti, ponente, rescripserunt: *In ultimo loco decisis.* Ac tandem super declaratione resolutionis S. C. diei 12 martii 1841, Emi patres in congregatione generali, die 17 septembris 1841, referente Emo Bernetti, rescripserunt: *Excepto funere diei depositionis cadaveris in reliquis spectare ad religiosos Minores Observantes.*

Romæ, etc.

1664. Carthusianorum.

Priori generali. — Con lettera del 6 luglio p. p. per comandamento di questi Emi miei signori della S. C. de' VV. e RR. significai a V. P. che i medesimi riputavano conveniente, attese le particolari circostanze delle Certose d'Italie che in procuratore generale ed in priore della Certosa di Roma venisse deputato un italiano. Non essendosi ricevuta sul proposito alcuna risposta, debbo parteciparla che quante volte la P. V. non creda nominare un italiano, sospenda la deputazione del nuovo priore e procuratore generale fino a nuovo ordine della S. Congregazione. Le serva di governo, etc.

Romæ, 27 septembris 1841.

1665. Super taxa generali.

In congregatione generali habita in palatio apostolico Quirinali, die 17 septembris 1841, referente loco Emi Bianchi, Emo Polidori, Emi patres rescripserunt ad præfata dubia: Firmo favore P. generalis (tertii ordinis S. Francisci) jure ad annuam perceptionem scutatorum sexaginta sex, servatoque interim rescripto S. C. diei 6 julii 1838, remittendam esse congruam dictæ summæ repartitionem examini proximi capituli generalis, ita tamen ut ejus resolutio S. C. probanda subjiciatur.

Romæ, etc.

1666. Erectio novitiatus et revalidatio professionum.

Sacra Congregatio vigore facultatum deputavit in visitatorem præfatorum conventuum (ordinis B. M. de Mercede) ad nutum ejusdem S. C. episcopum S. Joannis de Cuyo (in Brasilia) cum facultatibus necessariis et opportunis ut quoad præteritum pro suo arbitrio et conscientia absolvat a censuris et pœnis ecclesiasticis, dispenset super irregularitate, quatenus opus sit; acta electionesque sanet ac præsentes superiores quatenus idonei sint confirmet, secus ad aliorum deputationem deveniat, prout ipse in Domino judicaverit; nec non in casibus particularibus professiones revalidet, accedente consensu respectivorum professorum. Quo vero ad futurum prælaudatus episcopus possit constituere unum vel duos conventus pro novitiatu, dummodo in iis vigeat regularis observantia, præscriptus numerus religiosorum adsit, aliaque serventur de jure servanda ac insuper eas omnes facultates nomine S. C. super eosdem conventus et hospitia ac religiosos exercere valeat quæ de jure vel consuetudine spectant ad superiorem generalem ac etiam indulgere ut vicarium provincialem habere possint cum omnibus et singulis privilegiis quæ ad verum provincialem juxta constitutiones apostolicas et ordinis pertinent. Deputatio vero vicarii provincialis, definitorum provincialium et secretarii ab eodem episcopo fiat. Ceterum ipse auditis superioribus referat ad eamdem S. C. de numero conventuum, hospitiorum et religiosorum de observantia regularis disciplinæ, de redditibus, et quomodo provideri possit eorum stabili regimini, ac utrum expediat novam provinciam erigere. Contrariis, etc.

Romæ, 1 octobris 1841.

Episcopo S. Joannis de Cuyo. — Per adnexum decretum satis provisum est regimini religiosorum ordinis B. M. V. de Mercede de quibus in supplici libello ad hanc S. C. EE. et RR. transmisso amplitudo tua loquebatur. In eodem decreto conceduntur tibi facultates etiam pro sanatione professionum. Hæc vero facultas data intelligitur ad auxietates religiosorum removendas, non tamen ad declarationem nullitatis professionum. Nam si quis prætextu nullitatis suæ professionis a votis eximi vellet, necesse esset ut nullitatis causam ageret ad formam constitutionis Benedicti XIV *Si datam hominibus fidem.* Hæc dum amplitudini tuæ significo, prospera, etc.

Romæ, 1 octobris 1841.

l'affaire au jugement de votre paternité, afin qu'elle prenne les dispositions que réclament les circonstances du fait et du lieu. En ce qui concerne le décret portant que les pères du couvent nommeront tous les deux ans trois religieux, parmi lesquels Mgr l'évêque de Malte choisira, il n'est pas possible de fixer à deux ans la durée du curé; car, suivant la constitution *Firmandis* de Benoit XIV, les curés réguliers sont amovibles *ad nutum* de l'évêque et des supérieurs de l'ordre. Rome, 4 septembre 1841. »

(1663). *Funérailles. Absoute.* Lorsque le service a lieu dans une église des réguliers, appartient-il aux curés séculiers de faire ce service? La S. Congrégation, prenant en considération l'usage immémorial, reconnait ce droit pour le jour de l'enterrement; tous les autres services et les anniversaires sont réservés aux réguliers.

(1664). *Chartreux. Procureur général. Prieur de la chartreuse de Rome.* Ces fonctions doivent-elles être réservées aux Italiens? La S. Congrégation écrit au général des Chartreux: « Dans une lettre du 6 juillet dernier j'ai notifié à votre paternité que les émin. cardinaux de cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers jugeaient convenable, vu la situation particulière des chartreuses d'Italie, que la charge de procureur général et celle de prieur de la chartreuse de Rome fussent conférées à un Italien. N'ayant reçu aucune réponse à ce sujet, je dois faire savoir que, si votre paternité ne croit pas devoir nommer un Italien, elle suspende la nomination du nouveau prieur et procureur général jusqu'à nouvel ordre de la S. Congrégation. Rome, 27 septembre 1841. »

(1665). *Taxe pour les frais généraux.* Pour couvrir les dépenses de l'administration centrale, les couvents acquittent des taxes dont le chiffre est fixé par les statuts ou par l'usage. Le présent décret alloue 66 écus au général du tiers-ordre franciscain (environ 350 fr.) La répartition de la somme sera examinée dans le prochain chapitre général.

(1666). *Brésil. Ordre de Notre-Dame de la Merci.* L'évêque de S. Jean de Cuyo, au Brésil, est nommé visiteur apostolique des religieux de la Merci, avec pouvoir d'ériger les noviciats, d'établir des vicaires provinciaux, de revalider les professions et d'obvier aux irrégularités. Les pouvoirs du général sont communiqués au visiteur.

1667. Super regularibus Belgii.

Internuncio Bruxellen. — Fin dall'anno 1834 dalla Santità di N. S. fu rivestito il P. J. Corselis della qualifica di visitatore e delegato apostolico degli ordini regolari esistenti in codesta provincia del regno Belgico. Nel mese di settembre decorso ha egli trasmessa una relazione dello stato in cui trovansi attualmente codesti monasteri. Questi Emi miei signori della S. C. de' VV. e RR. volendo in oggi prendere ad esame i vari oggetti su cui il sudetto padre ha creduto di riferire, mi hanno incaricato di dirigermi a V. S. affinchè informi riservatamente sulla persona dello stesso P. Corselis residente a Bruges; riferisca se la sua visita apostolica proceda regolarmente, se dalla medesima finora siano stati prodotti dei vantaggi, se sia espediente farla continuare, o piuttosto chiuderla e trasmetta infine alla S. C. tutte quelle notizie che sul proposito crederà più opportune.

Romæ, 17 decembris 1841.

1668. Super dimissione habitus.

Generali Capucinorum. — La dimissione dell'abito religioso è gravemente proibita dal capo *Ut periculosa*, ne clerici vel monachi, in 6; ed il Concilio di Trento, sess. 25 de Reg. cap. 19, prescrive anche: « ne detur licentia cuiquam regulari occulte ferendi habitum suæ religionis. » Quindi è che questa S. C. de' VV. e RR. allorchè giunge in Roma qualche religioso che abbia dimesso l'abito, suole ordinare che si riceva in qualche convento e riassuma subito l'abito; ne lascia in libertà de' superiori di rimetterlo al suo convento, facendolo intanto incedere senza l'abito religioso contro le prescrizioni canoniche. Che se poi per particolari motivi alle volte crede accordargli la secolarizzazione, ingiunge che tali religiosi premettino gli spirituali esercizi in questa stessa città, sì perchè possano provvedere sollecitamente alla propria coscienza, come ancora per far conoscere che la stessa S. C. ha ingiunta almeno una salutare pena correzionale ed ha richiesta una qualche soddisfazione d'adempirsi sotto li suoi occhi. Per tali riflessi si era ordinato con foglio del 17 corrente che il P. Enrico da Palermo dovesse riassumere senza dilazione l'abito e fare per 10 giorni gli esercizi spirituali in codesto convento. La P. V. ha rappresentato qualche difficoltà specialmente per la riassunzione dell'abito; ed è perciò che la S. C. per sola condiscendenza e per questa volta soltanto facendo uso di speciali facoltà, permette che il religioso medesimo possa rimanere senza l'abito religioso per i giorni che rimarrà in Roma, e che impiegherà nel viaggio onde condursi in uno dei conventi della diocesi di Palermo, fermo però rimanendo che egli debba fare gli esercizi spirituali in codesto convento di Roma.

Romæ, 21 januarii 1842.

1669. Super revisione administrationis.

Generali conventualium. — Sono stati presentati a questa S. C. de' VV. e RR. varii ricorsi del presidente e PP. Minori Conventuali di Bettona a carico del P. maestro Santa Pace per i danni che pretendono aver il medesimo cagionati al loro convento colla sua cattiva amministrazione. Preso pertanto a maturo esame tuttociò che su tal affare è stato dedotto, questi Emi signori hanno stimato opportuno per dar fine a sì lunga vertenza di decretare, che la P. V. Rma chiami a sè i libri relativi alla sudetta amministrazione del convento di Bettona, tenuta dal P. Pace con i distinti rilievi fatti dal P. Luigi Aloisi: che il detto P. Aloisii ed il P. Pace nominino un perito computista per ciascuno, sia dell'ordine, sia estraneo, e che dietro le deduzioni di detti periti e le rispettive contestazioni, la P. V. unitamente ai suoi assistenti pronunzi la sentenza, e questa sia inappellabile per l'una e per l'altra parte. Occorrerà per tale operazione qualche spesa; ma questa non deve gravitare in modo alcuno sul convento di Bettona; per cui la P. V. prima di dar principio a quanto sopra, ingiungerà ai tre ricorrenti PP. Luigi Carletti, Luigi Aloisii e Biagio Feraglia, di formare un deposito di scudi 50 di proprie limosine presso la stessa P. V. ed in caso di loro vittoria dovranno essere indennizzati dal P. Pace di tutta la spesa occorsa. Il sottoscritto Card. prefetto nel partecipare alla P. V. questo decreto della S. C., l'incarica della piena esecuzione, attendendo quindi riscontro, etc.

Romæ, 31 januarii 1842.

1670. De provinciali illegitimo et nullitate professionum.

Nuncio Viennen. — Fin dal febraro del perduto anno 1841, V. S. trasmise a questa S. C. de' VV. e RR. una supplica del

(1667). *Belgique. Visiteur apostolique des ordres religieux.* La S. Congrégation écrit à l'internonce de Bruxelles : « En 1834 le saint-père nomma visiteur et délégué apostolique des ordres religieux du royaume de Belgique le P. J. Corselis. Au mois de septembre dernier ce visiteur a envoyé une relation sur l'état actuel des monastères. Voulant examiner aujourd'hui les diverses questions proposées par le visiteur, les Emes Cardinaux m'ont chargé d'écrire à S. S. de prendre en secret des renseignements sur la personne dudit P. Corselis, qui réside à Bruges; sachez si la visite apostolique procède régulièrement, si elle a produit de bons résultats, et s'il est à propos de la continuer, ou s'il vaut mieux la fermer. Rome, 17 décembre 1841. »

(1668). *Habit religieux. Obligation de le porter.* Le Saint-Siége n'autorise les religieux à quitter l'habit que lorsque la sécularisation est mise à exécution. Voici ce que la S. Congrégation écrit au général des Capucins : « La décrétale *Ut periculosa* titre *ne clerici vel monachi*, du Sexte, défend absolument aux religieux de quitter leur habit; et le concile de Trente prescrit : *Ne detur licentia cuiquam regulari occulte ferendi habitum suæ religionis.* C'est pourquoi lorsqu'un religieux arrive à Rome sans son habit, la S. Congrégation a coutume d'ordonner qu'on l'admette dans un couvent et qu'il reprenne immédiatement l'habit; elle ne tolère pas que les supérieurs renvoient le religieux à son couvent sans l'habit religieux. Si parfois pour des raisons particulières elle juge d'accorder la sécularisation, elle exige que le religieux fasse une retraite à Rome même, soit pour qu'il puisse pourvoir à sa conscience, soit pour montrer que la S. Congrégation inflige tout au moins une peine correctionnelle salutaire et exige une satisfaction qui soit donnée sous ses yeux. C'est dans ces vues que la S. Congrégation a commandé le 17 de ce mois que le P. Henri de Palerme reprît immédiatement l'habit et fit dix jours de retraite dans le convent de Rome. Votre paternité a fait quelques difficultés pour la reprise de l'habit. Ainsi la S. C. par pure condescendance et seulement pour cette fois, usant de pouvoirs spéciaux, permet que ce religieux demeure sans l'habit religieux durant son séjour à Rome et dans le voyage qu'il fera pour se rendre dans un des couvents du diocèse de Palerme; mais il devra toujours faire sa retraite dans le couvent de Rome, comme c'est ordonné dans la lettre du 17. Rome, 21 janvier 1842. »

(1669). *Conventuels. Préjudices causés par l'économe. Examen des comptes.* On écrit au général des Conventuels : « Le président et les pères Conventuels de Bettona ont porté plainte contre le P. Pace pour les préjudices que la mauvaise administration de ce religieux aurait causés à la communauté. La S. Congrégation veut que votre paternité se fasse porter les livres de compte, ainsi que les observations du P. Aloisi; celui-ci et le P. Pace devront choisir chacun un expert, soit appartenant à l'ordre, soit étranger; d'après le rapport de ces deux experts, votre paternité, aidée des assistants généraux, prononcera, et le jugement sera sans appel de part et d'autre. Les dépenses de l'expertise ne pouvant être supportées par le couvent de Bettona, votre paternité, avant de commencer la procédure, ordonnera aux trois plaignants de faire un dépôt de 50 écus avec leurs ressources personnelles; s'ils gagnent, ils seront indemnisés par le P. Pace. Rome, 31 janvier 1842. »

(1670). *Provincial illégitime. Professions nulles.* On a parlé plus haut du provincial de la province de S. Jean Capistran en Hongrie.

P. Mariano Jaich, Minore Osservante, nella quale esponeva l'anticanonica sua elezione a ministro provinciale della provincia Capistrana in Ungheria, ed implorava l'assoluzione delle censure incorse *ipso facto*, e la dispensa dell'irregolarità. Preso pertanto a maturo esame tal supplica, questi Emi signori anche in vigore di speciali facoltà, annuirono alle preci dell'oratore P. Mariano Jaich; riservandosi bensì di essere informati da V. S. sugli atti nulli che il medesimo avesse fatti durante il suo governo per la necessaria sanazione. In seguito V. S. con dispaccio dei 9 aprile informò pienamente questa S. C. su quanto aveva richiesto; per cui sanati tutti gli atti fatti dal P. Jaich, meno le professioni che per l'esposta causa potessero esser nulle; autorizzò l'attuale provinciale a riceverne privatamente la rinnovazione da quei religiosi che ne dubitavano, anche per mezzo di persona da suddelegarsi, e senza ripetere il noviziato. Tale provvidenza fu notificata a V. S. la quale con altro suo dispaccio dei 5 novembre espose la consuetudine vigente nella provincia dei Minori Osservanti in Ungheria che tutti i religiosi nel giorno 16 aprile di ogni anno rinnovano e confermano la loro professione secondo la formola trasmessa, per cui domandava ulteriori istruzioni. Fattane pertanto relazione nella piena adunanza tenuta li 10 dicembre p. p. nel palazzo apostolico Vaticano, ponente l'Emo signor Card. Bianchi, è stata presa la risoluzione che qui sotto si trascrive : — Dubio. Quale istruzione si abbia a dare a Mgr Nunzio nel caso? Emi patres rescripserunt : *ad mentem*; mens est : Che avuto in vista la rinnovazione annua de' voti preceduta dalla dichiarazione : « Quibus (votis) si nos majestati tuæ jam ante non obstrinxissemus, de novo vellemus nos obstringere, ideoque illa saltem nunc renovamus. » Si sono credute rattificate le professioni; non ostante si è creduto che si debba a cautela supplicare la Sua Santità per la sua sanazione in radice delle professioni medesime. Et facta relatione SSmo Dno Gregorio PP. XVI, in audientia habita die 10 decembris 1841, Sanctitas Sua professiones de quibus agitur in radice sanavit, atque revalidavit. Ceterum nuntius apostolicus præsens decretum in archivio nuntiaturæ servari mandet, et authenticum exemplar tradat P. provinciali ut illud in secreto archivio provinciæ caute servare faciat. Tanto dunque la partecipo per suo governo, e le prego, etc.

Romæ, 18 januarii 1842.

1671. Super defectu ætatis.

Vicario generali Augustinianorum. — Il sottopriore e maestro de' Novizi nel convento di S. M. del Buon Consiglio in Genazzano di codesto ordine, ha esposto a questa S. C. de' VV. e RR. che nello scorso ottobre gli fu mandato da' suoi superiori il giovane Giovanni Battista Caponi per vestirsi in breve chierico novizio. L'esponente supponendo imminente la di lui vestizione, lo ricevette in convento, anzi lo ammise in noviziato ed ai quotidiani esercizi de' novizi meno l'abito. Ultimamente poi il medesimo è venuto a conoscere che il detto Caponi si vestirà e sarà annoverato fra i novizi nel prossimo febraro, siccome mese stabilito dal penultimo capitolo generale per la vestizione ed ammissione al noviziato, e che frattanto non avendo il Caponi compiti gli anni venti, non poteva a tenore de' pontifici decreti abitare in convento, motivo per cui l'ha mandato subito a dormire fuori, seguitandolo a tenere fra giorno occupato nei comuni esercizi de' novizi. Quantunque il ricorrente asserisca di aver proceduto senza la minima cognizione di poter mancare nel ricevere ad abitare e a dormire in convento questo giovane, pure per quiete di sua coscienza, temendo di aver incorso la pena comminata dai pontifici decreti, ha supplicato questa S. C. per essere assoluto e per le facoltà di poter ritenere in appresso in convento a dormire il nominato Caponi. La S. C. pertanto anche in forza di speciali facoltà, autorizza V. P. ad assolvere anche per mezzo di persona da suddelegarsi il sudetto sotto-priore e maestro de' novizi unitamente al giovane delle censure e pene che avessero potuto incorrere, e a dispensare il sudetto religioso dalla irregolarità a cautela, non che permettere al medesimo giovane di poter dormire nel sudetto convento, benchè non abbia la conveniente età, finchè non sarà legittimamente ammesso al noviziato, prescrivendo le consuete cautele a scanso di ogni inconveniente.

Romæ, 17 januarii 1842.

1672. Erectio educandatus.

Ex audientia SSmi 18 februarii 1842. Sanctitas Sua, attenta relatione P. magistri generalis ordinis (Prædicatorum) benigne annuit, et propterea mandavit eidem committi ut veris existentibus narratis, ac dummodo enunciatus educandatus erigatur in parte conventus separata a religiosis, in præsidem ejusdem constituatur religiosus probatæ vitæ et maturæ ætatis, alumni habeant saltem ætatem annorum duodecim expletorum, ac persolvantur ab eisdem congrua alimenta ne aliquod detrimentum statui œconomico monasterii inferatur, facultatem erigendi præfatum educandatum pro suo arbitrio et conscientia impertiatur, de consensu episcopi loci (in Dalmatia) ubi situs est conventus de quo agitur et cum facultate etiam pro alumnis gestandi habitum ordinis. Contrariis, etc.

La S. C. a revalidé les actes de l'intrus, excepté les professions. Plus tard elle autorise le provincial actuel à recevoir en particulier la rénovation de la profession des religieux qui auraient quelques doutes. Le nonce fait savoir que c'est l'usage dans la province de Hongrie que le 16 avril de chaque année, tous les religieux renouvellent leurs vœux, avec la formule suivante : « Quibus votis) si nos majestati tuæ jam ante non obstrinxissemus, de novo vellemus nos obstringere, ideoque illa saltem nunc renovamus. » La S. Congrégation estime les professions suffisamment ratifiées. Cependant pour plus de sûreté on demande à Grégoire XVI la revalidation *in radice*. Le nonce déposera le décret aux archives de la nonciature, et en donnera copie au provincial, qui le fera garder dans les archives secrètes de la province.

(1671). *Augustins. Postulant ayant moins de vingt ans.* Les décrets du Saint-Siège défendent de recevoir les jeunes gens au-dessous de vingt ans, si ce n'est pour les faire entrer immédiatement au noviciat. Voici ce qu'on écrit au général des Augustins : « Le sous-prieur maître des novices dans le couvent de Genazzano a représenté à la S. Congrégation qu'au mois d'octobre dernier les supérieurs lui adressèrent le jeune Caponi pour prendre bientôt l'habit de clerc novice. Pensant que la prise d'habit était imminente, le recourant reçut le jeune homme dans le couvent et l'admit au noviciat et aux exercices journaliers des novices, moins l'habit. Il a appris dernièrement que Caponi ne prendra l'habit et ne sera rangé parmi les novices qu'au mois de février, qui est l'époque adoptée par l'avant-dernier chapitre général pour la prise d'habit et l'admission au noviciat. En attendant, Caponi, n'ayant pas vingt ans révolus ne pouvait habiter dans le couvent. C'est pourquoi le recourant l'a envoyé passer la nuit dehors, mais durant le jour il l'a gardé avec les novices. Quoique le recourant assure qu'il n'a pas cru manquer en cela, il craint d'avoir encouru les peines exprimées dans les décrets du Saint-Siége, et, pour la tranquillité de sa conscience, il demande l'absolution. C'est pourquoi la S. Congrégation autorise votre paternité à faire absoudre le maître des novices et le jeune homme des peines et censures qu'ils ont pu encourir, et à permettre que le jeune homme couche dans le couvent, quoiqu'il n'ait pas l'âge voulu, jusqu'à ce qu'il soit légitimement admis au noviciat, sauf les précautions d'usage dans le but d'écarter tout inconvénient. Rome, 17 janvier 1842. »

(1672). *Dominicains. Pensionnat.* L'institut des Dominicains ne s'oppose pas absolument à l'établissement des colléges et pensionnats. Le présent décret permet un pensionnat dans un couvent de Dalmatie. Les élèves pourront porter l'habit religieux de l'institut.

1673. Super regressu ad bona.

Ex audientia SSmi 11 februarii 1842. Sanctitas Sua, attenta relatione archiepiscopi episcopi Salutiarum, et P. procuratoris generalis ordinis (Cisterciensium), benigne annuit, et propterea mandavit committi eidem archiepiscopo, ut veris existentibus narratis, precibus oratoris (Joannis Baptistæ Macro) pro suo arbitrio et conscientia indulgeat pro sanatione acquisitionis præfatorum bonorum de quibus in precibus, non obstante nullitate reservationis regressus ad eadem bona fratri suo donata, dummodo ejus frater illa oratori sponte restituerit, ac jus alteri quæsitum non lædatur ; nec non indulgeat etiam pro facultate acquirendi atque acceptandi hæreditates et legata, ac de iisdem bonis in precibus enunciatis ac de aliis in posterum legitime acquirendis post præsentis indulti executionem disponendi per actus inter vivos sive etiam causa mortis, dummodo non agatur de rebus propriis religionis ; et pariter jus alteri quæsitum non lædatur; prælevata aliqua summa in causas pias et alia ab eodem archiepiscopo episcopo taxanda favore religionis.

Romæ, etc.

1674. Super benedictione abbatis.

Ex audientia SSmi 4 martii 1842. SSmus D. N. Gregorius PP. XVI, electionem P. Macarii Mariæ Baldelli in abbatem et superiorem monasterii Casæmaris (instituti Trappensium), et aliorum quæ ab eodem dependent, benigne approbavit et confirmavit, et commisit episcopo Verulano ut cum adsistentia duorum canonicorum cathedralis loco abbatum assistentium, eumdem electum abbatem benedicere possit et valeat; servatis servandis. Contrariis quibuscumque etiam speciali et individua mentione dignis non obstantibus, etc.

Romæ, etc.

1675. Super expulsione.

Archiepiscopo Taurinensi. — Il sacerdote Minore Osservante fra Adeodato Gamondi di Alessandria, appartenente a codesta provincia di S. Tommaso apostolo, ha rappresentato a questa S. C. de' VV. e RR. che dietro illegale processo perchè mai ammesso alle necessarie difese nel 1832, fu espulso dall'ordine (de' Minori Osservanti), per cui implora qualche provvedimento, tantopiù che si vede tuttora sospeso *a Divinis*, ed immerso nella estrema miseria. Prese da questa S. C. sul proposito le solite informazioni, non risulta con certezza essere stata osservata per espellere il ricorrente una regolare procedura. D'altronde questi Emi signori compassionando l'infelice stato del religioso sudetto, desiderano di secondare per quanto è possibile i suoi desideri di fare ritorno nel chiostro ; perciò mi hanno ingiunto di scrivere a V. S. affinchè esamini *secundum Deum* tutto l'accaduto; e se troverà che il medesimo abbia dati sufficienti segni di resipiscenza e che il suo ritorno in religione non sia per riuscire di danno alla medesima, ingiunga a codesto P. provinciale fr. Amadeo di Villafranca di riceverlo con carità nell'ordine; nel caso poi che V. S. non credesse che il religioso possa presentemente riammettersi, il Gamondi dovrà perseverare nella condizione di espulso, finchè colla sua buona condotta, meriti una volta di essere riabbracciato dalla sua madre provincia a giudizio di V. S. Tanto dunque le partecipo per suo governo e le prego.

Romæ, 12 martii 1842.

1676. Super recessibus s. bonaventuræ.

Generali Observantium. — Lo stato i cui si trovano presentemente i ritiri di S. Bonaventura hanno indotto questa S. C. de' VV. e RR. a proporre alla Santità di N. S. alcuni straordinari provvedimenti, al solo fine di riordinare i ritiri medesimi e di richiamare gl'individui a quella regolare osservanza, per la quale furono fondati, e formare nuovi allievi osservanti ed istruiti. Essendosi Sua Santità degnata di approvarli e di ordinarne per la piena osservanza la publicazione, questa S. C. a tale effetto li communica a V. P. nei seguenti articoli.

1. I cinque ritiri di S. Bonaventura sono ridotti a tre, cioè, a quello di S. Bonaventura in Roma, ed agli altri di Scandriglia e di Vicovaro. Gli altri ritiri si daranno provvisoriamente ai PP. riformati, a condizione di restituirti di mano in mano che si avranno idonei soggetti per ristabilirvi i ritiri medesimi.

2. Ciascuno dei tre accennati ritiri avrà il suo guardiano indipendente l'uno dall'altro col rispettivo vicario e con gl altri officiali secondo le leggi dell'ordine.

3. La elezione dei sudetti guardiani ed officiali si farà dal P. provinciale dei riformati, ma prima che abbia effetto ne dovrà riportare l'approvazione dalla S. Congregazione.

4. I ritiri saranno sotto l'immediata giurisdizione del P. provinciale, il quale avrà la sua residenza nel ritiro di S. Bonaventura di Roma, e non potrà prendere possesso dell'officio, nè essere rimosso senza licenza della S. Congregazione.

5. Il noviziato rimarrà nel ritiro di Scandriglia, e lo studentato in quello di Roma. Sarà deputato in maestro de' novizi il P. Francesco da Roma, ancorchè non abbia tutti i requisiti voluti dalle leggi, giacchè su tale difetto si accorda l'opportuna dispensa.

6. Mancando soggetti nei ritiri per coprire le cariche, il P. provinciale potrà sceglierli dalla riforma.

7. La recezione dei novizi dipenderà dal P. provinciale col suo definitorio a forma della circolare emessa dal P. generale, con questo peraltro che riguardo alla scienza basti lo studio della sola grammatica.

8. Nei sudetti tre ritiri si dovrà osservare la loro regola in quelle cose che non si oppongono alle presenti disposizioni, giacchè lo scoppo non è di sopprimere i ritiri, ma di farli rivivere; ed a tal fine dovranno tendere tutte le mire dei superiori.

La S. C. pertanto incarica V. P. della pronta esecuzione di

(1673). *Cisterciens.* Le religieux, au moment de sa profession, a cédé ses biens à son frère, au pacte de retour. Le frère voulant spontanément restituer les biens, la S. Congrégation autorise le religieux à les recevoir et à en disposer.

(1674). *Trappistes. Bénédiction d'un abbé.* Il s'agit de l'abbé de Casamare, au diocèse de Véroli, dans l'État pontifical. L'évêque de Véroli, assisté de deux chanoines de la cathédrale au lieu de deux abbés monastiques, fera la bénédiction.

(1675). *Expulsion illégale. Suspense.* Il s'agit d'un franciscain expulsé de l'ordre en 1832. Il n'est pas constaté que l'expulsion ait été faite à la suite d'une procédure régulière. La S. Congrégation écrit à l'archevêque de Turin d'examiner la question devant Dieu, et de faire rentrer le religieux dans sa communauté, supposé qu'il ait donné des marques suffisantes de repentir et que le retour ne doive pas causer de préjudice à l'institut. Sinon, il restera dans la position de religieux expulsé et suspens *a divinis* jusqu'à ce que sa bonne conduite fasse rouvrir la porte du couvent, au jugement de l'archevêque. Rome, 12 mars 1842.

(1676). *Bonaventurins. Réorganisation.* Les Bonaventurins forment une branche spéciale de l'ordre de S. François d'Assise. Leur principale maison est à Rome sur le mont Palatin. Ils dépendent du général des Observants. Saint Léonard de Port-Maurice, récemment canonisé, est la plus grande gloire de cette rigide réforme.

questo regolamento, e di procedere alla consegna dei ritiri ai PP. riformati ; ai rispettivi inventari degli oggetti appartenenti ai medesimi, onde poi siano restituiti nel ristabilimento degli stessi ritiri. Desidera inoltre la S. C. che V. P. non ometta d'indagare se tra gli attuali individui dei ritiri ve ne sia qualcuno il quale possa disturbare la pace ed impedire la regolare osservanza nei tre ritiri che rimangano, e di renderne poi informata la S. C. per le opportune provvidenze.

Romæ, 21 martii 1842.

1677. Ordinis s. benedicti austriæ.

Decretum. — Gravissimas inter curas maximasque sollicitudines quibus SSmus D. N. Gregorius XVI pro regenda gubernandaque Ecclesia catholica continenter detinetur, illa profecto animum suum sæpe ac vehementer solet urgere quæ ad regularem religiosarum familiarum disciplinam tuendam atque instaurandam pertinet, ut qui, abdicatis omnibus Deo arctius adhærere optantes, religionis sacramento Christo Salvatori sese obstrinxerunt, non solum nihil omnino prætermittant quo initam vitæ rationem vel diligentissime servent, verum etiam euntes de virtute in virtutem atque æmulantes semper charismata meliora, populorum bono qua verbo et doctrina qua opere, qua exemplo prospicere summopere curent. Cum igitur ab Emo Dno Friderico Card. Schwarzenberg archiepiscopo Salisburgensi acceperit in sua et in suffraganeis diœcesibus nonnulla existere monasteria ordinis S. Benedicti quorum alumni, licet in animarum salutem curandam et in adolescentulis instituendis sedulo incumbant, tamen impares esse ad finem plene assequendum. Nam eadem monasteria nullo vinculo inter se devincta sunt, ac ideo in aliquibus ob exiguum monachorum numerum regularis disciplina diligenter servari nequit ; nec semper idonei monachi ad munus suum rite obeundum haberi possunt. Sanctitas Sua valde expedire judicavit si monasteria ipsa in unam congregationem erigantur, abbati præsidi generali certa lege subjiciantur, et commune novitiatus studiorumque monasterium constituatur. Quapropter deputavit ad triennium Emum Dnum Fridericum cardinalem Schwarzenberg in præfatorum monachorum ordinis S. Benedicti in sua suorumque suffraganeorum diœcesibus existentium visitatorem apostolicum cum omnibus necessariis et opportunis facultatibus, ut possit :

1. Deputare idoneas personas ecclesiasticas sibi benevisas in convisitatores, prout in Domino expedire judicaverit.

2. Visitare sive per se sive per convisitatores omnia et singula memorata monasteria tam in spiritualibus quam in temporalibus, ac ea condere decreta, quæ ad restituendam et promovendam regularem disciplinam et temporalem monasteriorum rectam procurationem necessaria duxerit.

3. Præsidere eorum capitulis si expediens judicaverit.

4. Convocare abbates aliosque sibi benevisos monachos ut, inito inter eos consilio, proponant quomodo dicta monasteria in congregationem erigi possint, quænam facultates et jura abbati præsidi generali concedenda sint ; quomodo idem abbas eligendus ; quasnam qualitates habere, quonam tempore ejus munere perdurare, in quo monasterio residere debeat, ac tandem in quibus monasteriis communis novitiatus et communia studia constitui expediat.

Voluit vero Sanctitas Sua ut Emus Schwarzenberg in præfatis actis perficiendis semper se gerat uti visitator apostolicus, et deinceps omnium actorum relationem ad hanc S. C. EE. et RR. transmittat ad effectum decernendi quæ eisdem monasteriis bene feliciterque vertere dignoscantur.

Datum Romæ, ex S. C. EE. et RR. die 30 martii 1842.

1678. Super electione per scedulas.

Decretum. — Cum nuper procedendum sit ad electionem præpositi generalis congregationis clericorum regularium Theatinorum, Sanctitas Sua, attentis peculiaribus circumstantiis, mandavit ut hac vice tantum loco capituli generalis locales per schedas clausas subscriptas et subsignatas ad electionem deveniant præpositi generalis pro futuro triennio, ea lege ut enunciatæ schedæ ad S. C. transmittantur, et coram Emo præfecto aperiantur. Hujus vero decreti executionem Sanctitas Sua P. Aloysio Guarini præposito generali commisit. Contrariis etc.

Romæ, ex S. C. EE. et RR. die 12 aprilis 1842.

1679. Super recursu ad laicos judices.

Nuncio Neapolitano. — Il P. abbate procuratore generale de' canonici regolari Lateranensi ha rappresentato a questa S. C. che il P. abbate Romei superiore della canonica di S. Teresa di Bitonto, volendo costringere al pagamento di scudi 332,98, il P. abbate Petrini della stessa congregazione, qual preteso debitore di una tal somma alla nominata canonica, ha fatto il legale sequestro ad un tal Michele Angelo Cristini, debitore del medesimo per tutte le somme dovute al Petrini ; ed inoltre ha citato a comparire nel tribunale di Trani dentro 50 giorni il P. abbate generale dei medesimi canonici regolari, ed il P. abbate Orsi, ex-abbate generale qual ultimo superiore del Petrini. Ciò posto, il P. procuratore generale ha supplicato questi Emi signori affinchè si degnino di ordinare che una tale vertenza sia esaminata e giudicata dal definitorio della congregazione regolare Lateranense a cui compete, e non mai da un tribunale laico. Questa istanza è stata dall'EE. LL. riconosciuta ben giusta, e perciò mi hanno comandato di scrivere a V. S. affinchè ordini al P. abbate Nicolao Romei, di cessare dal proseguimento degli atti presso i tribunali e di abbandonare il sequestro, facendogli conoscere quanto sia indecente e contrario alle leggi il chiamare in giudizio presso i tribunali laici il superiore. Che per ricuperare la somma dovuta alla sua canonica, si rivolga al definitorio generale dell'ordine, il quale procederà come di ragione.

Romæ, 12 aprilis 1842.

1680. Erectio novitiatus.

Ex audientia Sanctissimi die 15 aprilis 1842. Sanctitas Sua attenta relatione archiepiscopi Bardigalen. benigne annuit, et

(1677). *Bénédictins de la province de Salzbourg. Visite apostolique.* L'empereur Joseph II désorganisa les ordres religieux. Depuis lors, les monastères bénédictins demeurèrent sans aucun rapport entre eux. Le présent décret nomme visiteur le cardinal Schwarzenberg et lui donne la mission de préparer la formation d'une congrégation monastique.

(1678). *Théatins. Election du général par bulletins.* L'indult dispense les Théatins de convoquer le chapitre général et permet l'usage de bulletins qui seront transmis à la S. Congrégation.

(1679). *Chanoines réguliers de Latran. Recours au tribunal civil.* Le supérieur de la maison de Bitonto a fait assigner au tribunal de Trani un religieux de l'institut comme débiteur de 332 écus (environ 1600 fr.) à cette maison ; il a adressé une citation au général actuel et au précédent en tant que responsables des actes de leur sujet. Le procureur général demande que la question soit traitée devant le définitoire général de l'institut. La S. Congrégation fait défense au supérieur de Bitonto de poursuivre un procès si indécent ; car les lois canoniques ne tolèrent pas qu'un supérieur d'institut soit appelé devant les tribunaux séculiers. Rome, le 12 avril 1842. »

(1680). *Carmes. Couvent et noviciat de Bordeaux.* Cet indult autorise l'érection canonique des Carmes de Bordeaux. La maison devra compter douze profès, dont huit pour le moins soient prêtres. Le noviciat occupera un local distinct, en sorte que les novices ne communiquent pas avec les profès.

propterea mandavit committi eidem, ut veris existentibus narratis, ad erectionem enunciati conventus pro suo arbitrio et conscientia devenire possit, et valeat, de consensu P. præpositi generalis ordinis (Carmelitarum excalceatorum), ita tamen ut in eodem conventu permanere debeant duodecim saltem religiosi, quorum octo ad minus sint sacerdotes; factaque etiam potestate in eodem erigendi novitiatum, dummodo vigeat regularis observantia, adsit locus separatus, pro recludendis novitiis seorsim ab aliis religiosis professis, et reliqua serventur de jure servanda. Contrariis quibuscumque non obstantibus, etc.

Romæ, 15 aprilis 1842.

1681. Super vita communi.

Præposito generali Somaschæ. — Questa S. C. de' VV. e RR. avendo sempre in vista di richiamare negli istituti religiosi la regolare osservanza, benignamente accolse le preci di alcuni religiosi Somaschi, i quali imploravano la vita comune, e perciò rimise al capitolo generale celebrato nel settembre dell'anno scorso l'esame dell'accennata istanza. Non senza soddisfazione la stessa S. C. ha inteso aver il capitolo risoluto: « Curandum erit ut vita communis introducatur et servetur saltem in domibus in quibus degunt novitii » ed è perciò che eccita efficacemente V. P. a voler accordare la vita comune ai religiosi già professi che la richiedono, ed a stabilire che ai novizi i quali in seguito professeranno sia dichiarato prima della professione essere dessi tenuti ad abbracciare la vita comune, quante volte vi siano chiamati dai superiori e ritenuti nelle case di vita comune, non ostante qualunque consuetudine in contrario.

Romæ, 15 aprilis 1842.

1682. Transitus ad statum clericalem.

Ex audientia SSmi 27 maii 1842. Sanctitas Sua, attenta relatione P. commissarii apostolici ordinis (Capucinorum) pro Hispania, benigne annuit, et dummodo orator (Gaetanus a Lanza) sufficienta doctrina et a superioribus ab eodem P. commissario delegandis diligenti prævio examine probanda, ad ordines sacros suscipiendos requisita sit præditus, petitam facultatem transeundi de statu laicali ad clericalem pro suo arbitrio et conscientia impertiatur, ita tamen ut novum probationis annum uti clericus repetat in loco ab eodem P. commissario designando, et cum effectu compleat; novamque professionem suo tempore emittat, ineligibilis remaneat ad præfati ordinis prælaturas absque præcedenti S. Sedis apostolicæ dispensatione, et tempus professionis factæ in statu laicali ei minime suffragetur pro præcedentia; sed a die promotionis ad statum clericalem ea sit desumenda.

(1681). *Somasques. Vie commune.* Le chapitre général de l'institut ayant décidé d'établir la parfaite vie commune, tout au moins dans les maisons de noviciat, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au général : « Constamment préoccupée de rétablir l'observance dans les instituts religieux, la S. Congrégation accueillit favorablement la demande de quelques prêtres somasques qui imploraient la vie commune. Elle remit donc au chapitre général tenu au mois de septembre dernier l'examen de cette proposition. La S. Congrégation a appris avec satisfaction que le chapitre général a décidé qu'on devrait établir et conserver la vie commune, tout au moins dans les maisons où sont les novices. C'est pourquoi elle engage fortement votre paternité à accorder la vie commune aux profès qui la demandent et à prescrire que désormais on déclare aux novices avant la profession qu'ils devront embrasser la vie commune, lorsque les supérieurs les enverront dans les maisons de vie commune, nonobstant tout usage opposé. Rome, 15 avril 1842. »

(1682). *Capucins. Convers passant à l'état clérical.* Il faut un indult pontifical pour qu'un frère convers, novice ou profès, puisse passer au rang des choristes. Il doit renouveler le noviciat et la profession.

1683. Super domo generalitia.

Decretum. — Ut rectæ procurationi conventus S. Andreæ de Fractis urbis Minimorum S. Francisci di Paula prospiciatur, et paci ac tranquillitati consulatur, S. Congregatio EE. et RR. universa rei ratione sedulo diligenterque perpensa, sequens decretum perpetuis futuris temporibus servandum esse edixit, nempe :

1. P. corrector generalis cum suis collegis salvo jure representantium ad formam constitutionis Benedicti XIV, constituat familiam ex æquali numero individuorum constantem tam ex infima quam ex superiori Italia, eisque juxta distributivam justitiam tribuat officia, familiamque et officia S. C. approbationi subjiciat.

2. Religioso qui munus parochi in Ecclesia præfato conventui adnexa pro tempore exercet non concedantur nisi ea emolumenta quæ illi obveniunt ex stola alba et nigra, scilicet, incerti minori et ex oblatoribus fidelium in benedictionibus domorum die sabbati sancti; reliqua omnia a conventu percipiantur.

Et facta de præmissis relatione SSmo D. N. Gregorio PP. XVI, in audientia habita die 6 maii 1842. Sanctitas Sua, decretum S. C. ratum habuit et confirmavit. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1684. Ordinis præmonstratensium.

Internuntio Bruxellen. — Il superiore delle cinque abbadie dell'ordine Premonstratense ristabilite nel Belgio, cioè dell'abbadie : Averbodiensis, Grimbergensis, Pachensis, Postellensis, Torgerlensis, essendo privi dell'abbate generale, hanno supplicato questa S. C. de' VV. e RR. affinchè munisca V. S. di tutte le facoltà di cui godeva il loro generale abbate del monastero Premostratense in Francia, ove non v'è alcuna speranza di ripristinazione; ed anche autorizzi V. S. a scegliersi fra loro il suo vicario per l'ordine Premastrotense nel Belgio, fino a che vi sia un soggetto il quale possa essere eletto generale. Circa una tale istanza questi Emi signori hanno comandato che si scrivesse a V. S. per sentirne il suo sentimento, per conoscere lo stato di tali monasteri, il numero dei monaci nei medesimi esistenti, e quei provvedimenti che Ella crede opportuni pel bene e decoro di quest'ordine. In questa circostanza poi debbo ancora eccitarla a trasmettere la relazione su quanto le è stato richiesto dalla S. C. sulla visita dei regolari di codesto regno. Il che si starà attendendo.

Romæ, 19 augusti 1842.

1685. Dispensationis.

Sacra Congregatio, vigore specialium facultatum a SSmo D. N. concessarum, benigne commisit R. P. D. commendatori

(1683). *Minimes. Maison de S. André delle Fratte à Rome.* Le présent décret règle le personnel de la communauté. Le curé qui dessert la paroisse unie au couvent aura simplement le petit casuel de l'étole blanche et de l'étole noire, et les offrandes de la bénédiction des maisons le samedi saint.

(1684). *Prémontrés de Belgique.* Cinq abbayes de Prémontrés rétablies en Belgique, se voyant privées de général, demandent que les attributions jadis exercées par l'abbé général qui demeurait en France, soient conférées à l'internonce de Bruxelles, lequel pourra désigner pour son vicaire un religieux de l'institut, jusqu'à ce qu'il y ait un sujet qui puisse être élu général. La S. Congrégation consulte le nonce et lui rappelle l'affaire du visiteur général des ordres religieux en Belgique. Rome, 19 août 1842.

(1685). *Chanoines réguliers du Saint-Esprit. Dispense d'une partie du noviciat.* Le grand hôpital du Saint-Esprit à Rome était desservi par des chanoines réguliers. Le présent indult autorise deux Français à embrasser l'institut, avec dispense d'une partie du noviciat.

Mons Sancti Spiritus urbis ut veris existentibus narratis petitam dispensetionem a prosequutione novitiatus juxta preces pro suo arbitrio et conscientia oratoribus (N. et Hippolyto Jannain) concedat ; ita tamen ut iidem ante professionem spiritualibus exercitiis saltem per dies decem vacent. Novitii vero oratores ante emissionem professionis declarare debeant se hujusmodi indulto uti velle in forma juris valida; quæ declaratio una cum præsenti rescripto et executoriali decreto in archivio servetur, facta adnotatione in libro professionum. Contrariis, etc.

1686 et 1687. Camaldulensium cracovien.

Abbati majori. — Questa S. C. de' VV. e RR. è venuta in cognizione dei disordini e degli abusi esistenti nell'eremo di Monte Argentino presso Cracovia, e si è persuasa della necessità di prendere pronti provvedimenti ; tanto più che l'ordinario di quella diocesi brama che V. P. dia le opportune disposizioni, come rileverà dall'annessa lettera del vicario capitolare di quella diocesi. Desidera quindi la S. C. che V. P. secondi le giuste intenzioni del sudetto vicario, e che specialmente spedisca in quel luogo un idoneo soggetto del suo ordine come suo delegato, il quale prese le convenienti intelligenze coll'ordinario, visiti anche a nome di questa S. C. quell'eremo, vegga quali religiosi debbansi chiamare in Italia, e quanti mandare in quello stesso eremo, tolga gli abusi, vi ristabilisca la pace, la regolare disciplina, e proponga poi anche i mezzi straordinari che egli credesse necessari all'uopo; operando in modo che sia pienamente riconosciuta la giurisdizione di V. P. sopra quell'eremo. Sarebbe peraltro assai spediente che il detto religioso nel portarsi in Cracovia si presentasse prima a Mgr nunzio di Vienna per ricevere le opportune istruzioni e lettere commendatizie al vicario capitolare di Cracovia. In seguito V. P. di tutto l'operato farà relazione alla S. C. cui sommamente interessa il ristabilimento di quell'eremo.

Romæ, 5 decembris 1842.

Nuncio Viennen. — In seguito di quanto V. S. ha riferito a questa S. C. de' VV. e RR. in data 21 novembre p. p. circa l'eremo di Monte Argentino presso Cracovia, si è conosciuta la necessità di prendere dei pronti provvedimenti e ristabilire così in detto eremo la regolare osservanza. A conseguire l'enunciato fine si è insinuato al P. maggiore degli eremiti Camaldolesi di Monte Corona di spedire a Monte Argentino un idoneo religioso come suo delegato, il quale prese le convenienti intelligenze coll'ordinario, visiti anche a nome di questa S. C. il ridetto eremo, vegga quali religiosi debbano chiamarsi in Italia e quali mandarsi in quel luogo, tolga gli abusi e vi ristabilisca la pace e la regolare disciplina. Si è inoltre significato al medesimo P. maggiore che faccia presentare a V. S. il religioso da lui delegato prima di portarsi in Cracovia, onde ricevere le opportune istruzioni e le commendatizie al vicario capitolare di quel luogo. Pertanto la S. C. raccomanda a V. S. il medesimo religioso, affinchè sia ben ricevuto ed eserciti liberamente la sua giurisdizione.

Romæ, 5 decembris 1842.

1688. Transitus ad statum clericalem.

Ex audientia SSmi diei 16 decembris 1842. Sanctitas Sua, attenta relatione P. procuratoris generalis PP. Trappensium, benigne annuit, et propterea mandavit committi P. superiori generali eorumdem patrum ut veris existentibus narratis, et dummodo præfatus religiosus sufficienti doctrina requisita ad sacros ordines suscipiendos et a superioribus diligenti prævio examine probanda sit præditus, petitam facultatem transeundi de statu laicali ad clericalem pro suo arbitrio et conscientia eidem concedat, ita tamen ut novum probationis annum uti clericus repetat, et cum effectu compleat, novamque professionem suo tempore emittat, ineligibilis remaneat ad præfati ordinis prælaturas absque præcedenti S. Sedis apostolicæ dispensatione, et tempus professionis factæ in statu laicali ei minime suffragetur pro præcedentia, sed a die promotionis ad statum clericalem sit desumenda.

Romæ, etc.

1689. Dispensationis.

Ex audientia SSmi diei 3 decembris 1842. Sanctitas Sua, oratorem (fr. Nilum Trappensem) quatenus opus sit, absolvit a censuris et pœnis ecclesiasticis ob illegitimum discessum a suo ordine, et permanentiam in sæculo, et dispensat ab irregularitate, cum habilitatione permanendi in habitu presbyteri sæcularis, et celebrandi missam extra claustra ad annum, ad effectum curandi executionem sequentis indulti sæcularisationis ; ac præterea eadem Sanctitas Sua, attenta relatione P. abbatis procuratoris generalis ordinis Trappistarum, benigne annuit, et propterea mandavit committi Ordinario originis oratoris ejusdem, ut veris existentibus narratis, et dummodo orator ipse provisus sit de sufficienti patrimonio, facultatem eidem manendi in sæculo quoad vixerit in habitu presbyteri sæcularis retento aliquo suæ religiosæ professionis signo, pro suo arbitrio et conscientia impertiatur; nec non dictam pensionem, si superior generalis et capitulum monasterii illam admiserit, approbare possit et valeat; facta insuper etiam potestate eamdem pensionem constituendi in sacrum patrimonium juxta diœcesanam taxam, ita tamen ut substantialia votorum cum statu compatibilia observet, et sub obedientia ordinarii etiam vi voti religiosi vivat.

Romæ, etc.

1696. Dispensationis super biennio novitiatus.

Ex audientia SSmi diei 13 januarii 1843, Sanctitas Sua, attenta relatione P. procuratoris generalis (Camaldulensium), benigne annuit, et propterea mandavit committi P. superiori generali, ut, attentis narratis, facultatem enunciato novitio computandi præfatos tres menses uti partem biennii novitiatus ad effectum ut libere et valide professionem emittere possit, servatis aliis de jure servandis, pro suo arbitrio et conscientia impertiatur; facta prius ab eodem novitio declaratione in forma juris valida se hujusmodi indulto uti velle, ac præterea dicta declaratio una cum præfato rescripto et decreto executoriali servetur in archivio, et fiat adnotatio in libro professionum. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

(1687). *Camaldules de Cracovie. Visiteur.* Des abus s'étant introduits parmi les Camaldules de Mons Argentinus près Cracovie, la S. Congrégation ordonne au général d'envoyer un visiteur qui rétablisse la paix et la discipline monastique. Le visiteur devra voir le nonce de Vienne et agir de concert avec le vicaire capitulaire de Cracovie. Rome, 5 décembre 1842.

(1688). *Convers passant au rang de choriste. Trappistes.* L'indult est conçu dans les mêmes termes que celui qu'on a donné plus haut concernant les Capucins. Indépendamment du noviciat et de la profession qu'il faut renouveler, le religieux est écarté des prélatures de l'institut, et son rang de préséance date du jour de sa profession en qualité de choriste.

(1689). *Trappistes. Dom Nil. Sécularisation.* Consultez la seizième série des *Analecta* (col. 1005), où se lit (num. 1548) l'affaire relative aux Trappistes du Gard et à Dom Nil. Huit ans après, le Saint-Siége accorde à ce religieux l'indult de sécularisation pour tout le temps de sa vie.

(1690). *Camaldules. Deux ans de noviciat.* On a dit plus haut que Grégoire XVI porta à deux ans pour les Camaldules la durée du noviciat. Cet indult dispense de trois mois.

1691. Super facultate alienandi.

Cardinali episcopo Iesino. — In seguito di quanto si è compiaciuta l'E. V. di riferire a questa S. C. de' VV. e RR. sul taglio di quercia eseguito nel fondo in contrada Passetti di proprietà di codesto convento de' PP. Minori Conventuali. Le debbo significare in esecuzione de' comandamenti di questi Emi signori che i superiori regolari in seguito del decreto di Urbano VIII non hanno facoltà per l'alienazione de' beni ecclesiastici, e pel taglio degli alberi; ma debbono impetrarle o dalla S. Sede o dagli ordinari secondo la diversità del valore. Quindi il P. provinciale si è attribuita la facoltà che non gli compete, ed è perciò che questa medesima S. C. anche in forza di speciali facoltà autorizza l'E. V. ad assolvere per mezzo ancora di persona ecclesiastica da suddelegarsi il detto provinciale e gli altri colpevoli delle censure e pene ecclesiastiche che avessero potuto incorrere, di dispensarli dalla irregolarità, e riabilitarli alla voce attiva e passiva, ingiungendo loro di astenersi in seguito da simili arbitri. In quanto poi agli alberi, se il legname serve al convento, V. E. ingiungerà al convento medesimo l'obbligo di reintegrare dentro un decennio il valore dello stesso legname per mezzo di annue rate, assegnando un congruo fondo per l'adempimento delle stesse rate; onde poi tal somma si rinvesti; che se il legname non serve al convento, in tal caso si procederà alla vendita nei debiti modi, ed il prezzo si dovrà rinvestire.

Romæ, 10 februarii 1843.

1692. Nullitatis professionum.

Ex audientia SSmi diei 17 martii 1843. Sanctitas Sua, attenta relatione P. ministri generalis ordinis (Capucinorum), benigne annuit et propterea mandavit committi eidem ut veris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia, etiam per subdelegatum absolvat præfatos religiosos (provinciæ Sabaudiæ) ac in cautelam etiam ipsos inscios in forma gratiosa, et ab irregularitate dispenset, nec non professiones de quibus agitur non requisito a professis hujusmodi novo consensu, quatenus prior moraliter perseveret, in radice, ut ajunt, sanet et convalidet, una cum actis in precibus enunciatis, eosdemque religiosos habilitet ad prælaturas et officia quæ modo obtinent retinenda, et ad alia in posterum assequenda, cum usu vocis activæ et passivæ. Usus vero mittendi novitios ad eleemosynas colligendas omnino abrogetur, et præsens rescriptum una cum decreto executoriali in provinciæ archivio caute servetur, ut in quocumque futuro eventu de hujusmodi sanatione *in radice* constare possit. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1693. Super molestiis.

Archiepiscopo Messanen. — È stato rappresentato a questa S. C. de' VV. e RR. che il vescovo di Lipari non cessa di vessare con abuso di poteri la comunità de' capuccini esistente presso la sua sede. Indispettitosi egli perchè codesto provinciale non ha voluto fissare in Lipari la sua residenza per poterlo assistere nel governo della diocesi, come aveva fatto fin dall'epoca che vi giunse da vescovo, nè avendo potuto ottenere dal superiore che glielo desse per suo vicario generale, se l'ha presa contro l'intera famiglia religiosa. 1. Proibendo ai sacerdoti della medesima di celebrare in tutte le chiese ed oratori privati quantunque abbia quel convento un pio legato da soddisfare in una chiesa rurale. 2. Ordinando che tutti i confessori religiosi intervenissero alla sua aula ve-

(1691). *Conventuels. Aliénation.* Urbain VIII a enlevé aux supérieurs réguliers tout pouvoir par rapport à l'aliénation des biens. Ils doivent par conséquent consulter soit le Saint-Siége soit les ordinaires, suivant l'importance de l'affaire. Le produit de la coupe des bois, loin de faire partie du revenu, doit être capitalisé. Voici ce qu'on écrit au cardinal évêque d'Iesi : « D'après ce que votre éminence a bien voulu notifier à cette S. C. relativement à la coupe des bois appartenant aux Conventuels d'Iesi, je dois dire par l'ordre des émin. cardinaux que les supérieurs réguliers, depuis le décret du pape Urbain VIII, n'ont pas de pouvoir pour la vente des biens ecclésiastiques et la coupe des bois; mais ils doivent demander permission, soit au Saint-Siége, soit aux ordinaires, selon la valeur. Ainsi le provincial s'est attribué un pouvoir qui ne lui appartient pas. La S. C. autorise votre éminence à absoudre (même par subdélégué) le provincial et les autres coupables des censures et peines qu'ils ont pu encourir, à les dispenser de l'irrégularité et à leur rendre la voix active et passive. Si le bois est employé au couvent, votre éminence imposera audit couvent l'obligation d'en rembourser le prix dans le laps de dix ans au moyen de versements annuels qui seront garantis par un immeuble, et la somme remboursée devra être placée. Si le couvent ne se sert pas du bois, il faudra le vendre selon les règles, et le produit devra être placé. Rome, 10 février 1843. »

(1692) *Capucins de la province de Savoie. Professions revalidées.* L'an de noviciat que prescrit le concile de Trente devant être continu et sans interruption, les novices ne peuvent découcher, pas même pour une nuit. Si on les envoie à la quête, la validité des vœux comporte des doutes. En 1843, la S. Congrégation des Évêques et Réguliers reçut la demande qui suit : « Le ministre provincial des Capucins de Savoie, fr. Victorin de Chambéry, très-humble orateur de Votre Sainteté, expose qu'il se trouve dans cette province un grand nombre de religieux même gradués et présentement supérieurs, lesquels, par l'ignorance de leurs maîtres de novices, ne firent pas l'année entière de noviciat, en ce que plusieurs fois ils passèrent la nuit hors du cloître à cause de la quête à laquelle on les employait de temps à autre. Malgré cela, on les admit de bonne foi à la profession solennelle dès que l'année après leur prise d'habit fut terminée. Maintenant quelques religieux ayant appris que l'année de noviciat doit être *integer et nunquam interruptus*, ainsi que les canonistes l'expliquent, autrement la profession est toujours nulle, le recourant supplie la clémence de Votre Sainteté pour avoir une ratification générale de toutes les professions émises avec ledit vice, et de tous les actes illégitimes de juridiction jusqu'à ce moment faits de bonne foi par les supérieurs passés et présents; les absoudre de toutes les censures et les dispenser de toute irrégularité, et les réhabiliter à toutes les charges et emplois qu'ils occupent ou occuperont dans la suite. » — Le général de l'ordre, consulté selon l'usage, répondit ce qui suit : « Consuetudinem mittendi novitios ad eleemosynarum quæstuationem, eosdemque ob hujusmodi causam extra claustra sæpius pernoctandi perantiquam et immemorabilem esse in provincia Sabaudiæ infrascriptus minister generalis testatur, cum ipse eam noverit ante regularium expulsionem anno 1789 factam. Nihilominus infrascriptus arbitratur talem consuetudinem abolendam esse et oratoris preces exaudiendas esse, eo vel magis quia nulla inconvenientia ex professionum renovatione exoriri possunt, præsertim si Sanctitas Vestra apostolici indulti executionem infrascripto committere dignetur cum facultate subdelegandi etc. Ex conventu Capucinorum Urbis die 14 martii 1843. Fr. Eugenius a Rumiliaco, minister generalis Capucinorum. » — Grégoire XVI revalida les professions *in radice*, et ordonna d'abroger l'usage d'envoyer les novices à la quête.

(1693). *Lipari. Capucins. Vexations.* Le provincial des Capucins n'ayant pas voulu se fixer à Lipari pour aider l'évêque dans le gouvernement du diocèse, et le supérieur ayant refusé de laisser nommer vicaire général ledit religieux, le prélat s'est mis à tourmenter la communauté tout entière. Il défend aux religieux de célébrer la messe dans les églises et chapelles. Il exige que les confesseurs assistent aux conférences morales qui ont lieu à l'évêché, sous peine de suspense de la confession par le seul fait. Il ne permet pas d'exposer le Saint-Sacrement. Il veut que les cloches ne soient pas sonnées avant la cathédrale. Il demande que le provincial, venant faire la visite, se présente d'abord à l'évêché; le provincial n'ayant pas cru nécessaire ni opportun de céder, le prélat a envoyé une circulaire aux curés pour empêcher le provincial de dire la messe. Ces vexations durent depuis plusieurs mois, etc. — La S. Congrégation écrit à l'archevêque de Messine de prendre des informations et d'entendre l'évêque de Lipari. Rome, 27 mars 1843.

covile alla discussione de' casi morali sotto pena di sospensione dall'ascoltare le confessioni da incorrersi *ipso facto*. 3. Proibendo che i religiosi associassero i bambini morti col battesimo, quantunque chiamati dai parenti. 4. Proibendo la solenne esposizione del SSmo Sagramento solita farsi in quella chiesa tutte le domeniche dell'anno, per un pio legato accettato coll'approvazione de' vescovi antecessori. 5. Ingiungendo al guardiano di uniformare i segni della campana a quei della cattedrale sottopena di sospensione a tutti i confessori delle confessioni e togliere anche il Sagramento dalla chiesa. 6. Pretendendo che il provinciale mentre va alla visita de' suoi religiosi, debbasi a lui prima presentare come superiore ecclesiastico, e poichè il provinciale sudetto non istimò necessario nè opportuno di secondare tal pretensione, diresse una circolare a tutti i parochi delle sue chiese e padroni di oratori privati, vietando ai medesimi di permettere al provinciale ridetto la celebrazione della S. messa. Si aggiunge di più che questi passi violenti ed irregolari del vescovo di Lipari hanno recato grande ammirazione nella città, specialmente nel vedere che dopo due mesi di sofferenza di quei religiosi non si sono ritirati i succennati ordini, per cui reclamano sul proposito qualche provvedimento. Prima per altro di venire ad alcuna determinazione, questi Emi miei signori mi hanno ingiunto di scrivere all'E. V. come metropolitano, affinchè sentito il vescovo di Lipari, si compiaccia informare pienamente la medesima S. C. sopra l'esposto, rimanendo frattanto sospesa qualunque minaccia di censura.

Romæ, 27 martii 1843.

1694. Alienationis.

Episcopo Pinnen. — In seguito di quanto V. S. ha esposto a questa S. C. de' VV. e RR. cioè, di non poter affiggere gli editti e premettere la stima de' periti per la vendita de' beni che i PP. Barnabiti di S. Giuseppe a Pontecorvo possiedono in Nocciano perchè ostano le leggi del regno (di Napoli), debbo significarle che qualunque siano le leggi civili costì esistenti rapporto alla vendita de' beni ecclesiastici, queste non tolgono la necessità del beneplacito apostolico. Tutti i vescovi di codesto regno procedono alla stima de' fondi a seconda delle prescrizioni date dalla S. Sede; nè la medesima tollera che si stipulino contratti de' beni ecclesiastici se non si osservano le condizioni apposte nel beneplacito apostolico. Nel caso particolare poi di cui si tratta, la S. C. non ha creduto ammissibile la domanda che si fa per derogare all'affissione degli editti e di procedere privatamente alla stipolazione del contratto. Quindi V. S. dopo che saranno stati fatti gli esperimenti di asta e le opportune stime presso de' tribunali potrà procedere alla esecuzione del beneplacito apostolico in data 11 gennaro 1841, coll'autorizzazione speciale di servirsi degli atti di asta e delle perizie de' tribunali senza esigere oltre a ciò altro esperimento di vigesima e sesta, purchè V. S. riconosca nel sudetto contratto un' evidente utilità e giusta la stima. In caso contrario, si asterrà dall'approvare il ridetto contratto.

Romæ, 1 aprilis 1843.

(1694). *Barnabites. Aliénation. Affiches. Lois du royaume de Naples.* Quelles que puissent être les lois civiles, les dispositions canoniques doivent être gardées. La S. Congrégation écrit à Mgr l'évêque de Penne, ville du royaume de Naples : « Votre seigneurie représente qu'elle ne peut faire mettre les affiches ni procéder à l'expertise pour la vente des biens que les Barnabites de Pontecorvo possèdent à Nocciano, parce que les lois du royaume s'y opposent ; je dois faire savoir que, quoi que puissent édicter les lois civiles établies dans le pays concernant la vente des biens ecclésiastiques, elles ne détruisent pas la nécessité du *beneplacet* pontifical. Tous les évêques du royaume de Naples font expertiser les biens d'après les instructions qu'ils reçoivent du Saint-Siége, et celui-ci ne souffre pas qu'on passe des actes d'aliénation sans garder les conditions exprimées dans l'indult pontifical. Dans le cas particulier dont il s'agit, la S. Congrégation n'a pas cru admissible la demande que l'on fait pour dispenser des affiches et procéder d'une manière privée à la stipulation du contrat. Ainsi après l'expertise et les enchères devant les tribunaux, votre seigneurie pourra en venir à l'exécution de l'indult du 11 janvier 1841 ; on l'autorise spécialement à employer les enchères et les expertises des tribunaux, sans exiger d'autre épreuve de vigésime et sexte, supposé que votre seigneurie trouve le contrat avantageux et l'estimation juste. Sinon, s'abstenir de ratifier la vente. Rome, 1er avril 1841. »

1695. Ordinis Conventualium.

Archiepiscopo Theatino. — È stato rappresentato che V. S. da qualche tempo guarda di mal occhio i PP. minori conventuali di codesta città per la falsa supposizione di aver il loro generale sostenuto contro di lei i canonici della sua cattedrale presso questa S. C. de' VV. e RR. Per questo motivo di fatti si asserisce che nello scorso dicembre V. S. intimò la visita della loro capella sotto il titolo dell'Immacolata Concezione, per cui il guardiano, dopo averle fatto inutilmente riflettere che ella poteva visitare la sola amministrazione della confraternita ivi eretta e mai la detta capella, non potendo altrimenti sostenere i suoi diritti, fece chiudere la cancellata; che saputo questo fatto V. S. mandò un sacerdote ad intimare la sospensione a tutti i confessori di quel convento, sospensione la quale fu formalmente confermata e communicata sotto il giorno 31 dicembre con sua lettera in cui si legge: « Rinnovo quanto disposi, cioè, che restassero interdette tutte le funzioni sacre all'accennata congregazione, e sospeso dalle confessioni e da padre spirituale della stessa, chiunque de' frati sia stato da me approvato. » Si aggiunge ancora che dal 3 dicembre dura questa sospensione, che V. S. prosegue a minacciare la visita anche del convento, quantunque vi sieno dodici religiosi, e che molte sono state le trattative amichevoli per mezzo del P. ministro e del suo agente, senza poterne avere alcun consolante risultato. Questi Emi signori pertanto, bramando di poter porre un fine a tale vertenza, prima di prendere alcuna determinazione, mi hanno ingiunto di scrivere a V. S. affinchè pienamente informi la medesima sopra l'esposto.

Romæ, 4 aprilis 1843.

1696. Camaldulensium cracovien.

Decretum. — S. C. attentis peculiaribus circumstantiis monasterii montis Argentini prope Cracoviam congregationis eremitarum Camaldulensium, illuc mittendum duxit P. Archangelum de Martino procuratorem generalem præfatæ congre-

(1695). *Conventuels de Chieti. Conflit.* L'archevêque soupçonne à tort le général des Conventuels d'avoir appuyé les chanoines de la métropole dans un litige qu'ils ont eu avec leur prélat devant la S. Congrégation. Depuis lors l'archevêque regarde de mauvais œil les Conventuels de Chieti. Il a retiré le pouvoir de confesser à tous les religieux. Il annonce hautement qu'il veut visiter le couvent, quoiqu'il y ait douze religieux. Après six mois de souffrances, les Conventuels portent plainte, et la S. Congrégation demande des informations à l'archevêque lui-même. Rome, 4 avril 1843.

(1696). *Camaldules de Cracovie.* On a parlé plus haut de ces religieux et de l'envoi d'un commissaire. Le présent décret montre que le projet fut mis à exécution. Le commissaire est investi de pouvoirs extraordinaires dont il ne pourra user que du consentement formel du vicaire apostolique de Cracovie. Entre autres, le pouvoir de renvoyer les moines incorrigibles, après un simple procès extrajudiciaire, qui consiste à énoncer les délits notoires, en apportant quelques preuves sommaires, et laissant à l'inculpé le moyen de se défendre. Cependant, le commissaire, pour prononcer l'expulsion, prendra deux assesseurs, et l'arrêt sera soumis à la confirmation du vicaire apostolique de Cracovie. Rome, 15 avril 1843.

gationis Eremitarum Camaldulensium Montis Coronæ, cui relate ad enunciatum monasterium infrascriptas facultates mertap itest quibus uti possit durante dumtaxat ejus permanentia in eodem monasterio, ac de consensu expresso vicarii apostolici Cracoviæ, scilicet : 1. Convalidandi professiones invalidas ex quocumque defectu, servatis de jure servandis, et facta attestatione hujusmodi sanationum in folio in archivio dicti monasterii deponendo. 2. Absolvendi a censuris et pœnis ecclesiasticis, injunctis de jure injungendis, ac rehabilitandi ad officia et munia congregationis, cum restitutione vocis activæ et passivæ. 3. Convalidandi et sanandi contractus forsan initos contra formam constitutionis *Ambitiosæ*, dummodo constet de illorum utilitate. 4. Ejiciendi monachos incorrigibiles prævio processu extrajudiciali cum descriptione delictorum et aliqua probatione ac defensione, non servatis aliis præscriptionibus a jure statutis, ita tamen ut procedere debeat in hujusmodi expulsionibus una cum suo socio, et alio ex gravibus patribus dicti monasterii, et sententia a prælaudato vicario apostolico confirmari debeat. 5. Erigendi quatenus opus fuerit, noviliatum in præfato monasterio, præscriptis tamen de jure præscribendis. 6. Utendi facultatibus quas superior generalis habet. Cæterum præfatus monachus de omnibus actis relationem facere eamque S. C. exhibere teneatur. Contrariis, etc.

Romæ, 15 aprilis 1843.

1697. Oblati.

Ex audientia SSmi die 28 aprilis 1843. Sanctitas Sua, attenta relatione P. abbatis procuratoris generalis ordinis (Cassinensium), benigne annuit, et propterea mandavit committi P. abbati præsidi generali ut, attentis narratis, nec non consensu uxoris oratoris (Guillelmi Mariæ Ayrali Benneville) et monachorum monasterii S. Benedicti Sublaci, eumdem oratorem in præfato monasterio dumtaxat uti oblatum pro arbitrio suo et conscientia admittere ac recipere possit et valeat. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

(1697). *Oblat. Monastère de S. Benoît à Subiac.* L'homme marié ne peut entrer au couvent dans la pensée d'y professer que lorsque l'épouse consent tout au moins à faire le vœu de chasteté. Si elle est encore jeune, on exige qu'elle se renferme dans un couvent. En 1843, la S. Congrégation des Évêques et Réguliers reçut la demande qui suit : « Guillaume Marie Ayral-Benneville, baron de Sérignac, diocèse de Montauban en France, représente que, consacré à S. Benoît dès sa naissance par sa pieuse mère, loin de remplir le vœu de cette sainte femme, il prit pendant la révolution de 1789 la carrière des armes, et parvint au grade de commandant d'artillerie. Toutefois il conserva constamment dans son cœur le désir de remplir le vœu maternel. En 1832, libéré du service militaire, il décida d'entrer au monastère du *Sagro Speco*, à Subiac. La communauté le reçut, mais il dut partir pour assister au lit de mort sa mère nonagénaire. A cette occasion, dans le but de consoler la moribonde, il fit des vœux de conscience dans les mains d'un digne ecclésiastique, il endossa l'habit de S. Benoît et se fit voir de la sorte à la pieuse femme. Après son décès, le recourant, désirant plus ardemment que jamais accomplir son dessein, annonça son retour au supérieur de Subiac. Il y arriva en effet au mois de mai 1835; mais l'époque de l'admission des novices étant passée, le recourant demanda un indult spécial, qui fut accordé le 2 juillet par l'organe de la S. Congrégation de la Discipline. Alors s'éleva un nouvel obstacle, l'arrangement des affaires de famille. C'est maintenant fini; le recourant n'a gardé qu'une pension viagère, qu'il se propose de céder au monastère du *Sagro Speco*. Par malheur, un autre obstacle se présente. Le supérieur du couvent ayant demandé entre autres pièces le certificat de liberté d'état, le recourant n'a pu présenter que le consentement de sa femme à son entrée au couvent et à sa profession dans un institut monastique. La pièce originale est unie à la présente requête. Le supérieur ne croit pas que la pièce soit suffisante, si la femme ne fait vœu de chasteté. Le recourant ne croit pas devoir exposer plusieurs raisons de la nullité de son mariage. Il n'a jamais eu d'enfant, et depuis longtemps sa femme a été par lui considérée comme sœur. Parvenu à l'âge de 74 ans, mais jouissant encore d'une excellente santé, il désire ardemment revêtir légitimement la laine sacrée de S. Benoît, et mourir dans ce saint habit, en se retirant pour le reste de ses jours dans le monastère du *Sagro Speco*. Il demande donc la permission d'être admis en qualité de novice, pour ne faire les vœux solennels que lorsque les circonstances changeront. » Telle fut la demande du comte de Sérignac. Le procureur général des Bénédictins du Mont-Cassin fit savoir que la communauté de Subiac était disposée à recevoir le recourant comme oblat, mais non comme novice, jusqu'à nouvel ordre. L'indult ci-dessus est renfermé dans les mêmes termes.

1698. Super regularibus belgii.

Internuntio Bruxellen. — Fin dall'anno 1834 dalla Santità di N. S. fu rivestito il P. J. Corselis della qualifica di visitatore e delegato apostolico degli ordini regolari esistenti in codesta provincia del regno Belgico. Nel mese di settembre 1841 il detto P. Corselis trasmise una relazione dello stato in cui trovansi codesti monasteri; e volendo questi Emi signori della S. C. de' VV. e RR. prendere ad esame i varii oggetti su cui il ridetto P. Corselis ha creduto di riferire, mi hanno ingiunto di dirigermi a V. S. affinchè informi sulla persona dello stesso visitatore residente in Bruges. Riferisca se la visita apostolica proceda regolarmente, se dalla medesima finora siano stati prodotti dei vantaggi; se sia espediente farla continuare, o piuttosto chiuderla e trasmetta infine alla S. C. tutte quelle notizie che sul proposito crederà più opportune. A tal effetto le debbo significare che il P. Roberto Van-Ommeren dell'abbazia di S. Bernardo di Bornhem, superiore dell'ordine Cisterciense, ha esposto a questa S. C. che il P. Corselis, sebbene sia una persona molto pie, poco o niente è versato nel diritto canonico, specialmente in ciò che riguarda i regolari; d'onde accade che non possa rispondere alle frequenti difficoltà e dubbi e che in ciascun monastero vi sia una diversa prassi. Aggiunge che il medesimo P. Corselis è molto scrupoloso, per cui prescrive o almeno vuol prescrivere delle cose contrarie agli usi generali; che sempre teme di disgustare i vescovi; per cui non garantisce i diritti dei religiosi; che non ha quasi alcuna cognizione de' privilegi dei regolari; anzi quando si parla di tali privilegi, risponde ai religiosi con S. Bernardo : *Hoc sit maximum vobis privilegium nullum habere privilegium;* che finalmente in ciascuna diocesi ha suddelegato per la visita de' monasteri sempre sacerdoti secolari ignari affatto di diritto canonico e non sempre favorevoli ai regolari; per cui dalle loro visite n'è provenuto più male che bene.

Romæ, 15 maii 1843.

(1698). *Belgique. Visiteur des ordres religieux.* On a parlé plus haut du P. Corselis, que Grégoire XVI en 1834 nomma visiteur et délégué apostolique des ordres religieux en Belgique. Voici une nouvelle lettre de la S. Congrégation à l'internonce de Bruxelles : « Dès l'année 1834 notre saint-père conféra au P. Corselis le titre de visiteur et délégué apostolique des ordres religieux existants dans la province du royaume belge. Au mois de septembre 1841 ledit P. Corselis envoya un rapport sur la situation des monastères. Voulant examiner les divers points de ce rapport, les émin. cardinaux m'ont ordonné de m'adresser à votre seigneurie, pour avoir des renseignements personnels sur le visiteur, qui réside à Bruges. On veut savoir si la visite apostolique procède régulièrement, si elle a produit quelque bien, s'il est à propos de la continuer ou de la fermer. Le P. Robert Van-Ommeren, supérieur du monastère cistercien de Bornhem, a représenté à cette S. Congrégation que le P. Corselis, quoique très-pieux, ne connaît pas le droit canonique sur tout ce qui concerne les réguliers. Cela fait qu'il ne peut répondre aux difficultés et questions qui se présentent fréquemment, et qu'il n'y a pas d'uniformité dans les monastères. Le P. Corselis, étant très scrupuleux, ordonne ou veut ordonner des choses opposées aux usages généraux. Il craint de déplaire aux évêques, et il ne soutient pas les droits des religieux. Il n'a presque aucune connaissance des privilèges des réguliers. Lorsqu'on lui parle de privilèges, il répond avec S. Bernard : *Hoc sit maximum vobis pri-*

1699. Erectio provinciæ.

SSmus D. N. Gregorius XVI, attentis precibus P. prioris generalis, et relatione P. procuratoris generalis, benigne approbavit erectionem enunciati novi conventus PP. Carmelitarum loci *Castellina* in Hetruria, cum assignatione annuæ præstationis scutatorum 300 monetæ, quorum centum a conventu Pisano, reliqua vero scut. 200 a conventu Florentino persolvi debeant: ita tamen ut in novo conventu quinque saltem religiosi morentur, et sedulo diligenterque regularis disciplina servetur: facta potestate aperiendi scholam quam elementarem vocant ad edocendos pueros in loco tamen a dormitorio religiosorum separato, deputato uno vel altero ex magis idoneis et probis religiosis ad magistri officium qui christianam institutionem puerorum pro viribus curent. Et insuper eadem Sanctitas Sua tres enunciatos conventus in Hetruria existentes in provinciam constituit cum iis juribus quibus reliquæ provinciæ ordinis legitime fruuntur; sed ea tamen expressa conditione et lege ut nova provincia sicuti et reliquæ provinciæ ordinis subjecta remaneat P. superiori generali ordinis pro tempore, et in eadem provincia diligenter serventur quæ a constitutionibus apostolicis et ordinis præscribuntur non solum quoad jura et auctoritatem P. superioris generalis, sed etiam relate ad regularem observantiam et disciplinam religiosorum et ad electionem provincialis, priorum localium et aliorum officialium. Quod si aliquando contigerit ut aliquod a patribus ejusdem provinciæ attentetur contra jura et auctoritatem P. superioris generalis, vel procedatur ad electiones contra præscriptum constitutionum apostolicarum vel ordinis, id irritum et nullius ponderis prorsus sit, ac auctores pœnas a SS. canonibus et constitutionibus ordinis inflictas incurrant.

Romæ, 20 maii 1843.

1700. Super capitulo generali cartusianorum.

Priori generali. — Essendo prossima la celebrazione del capitolo generale, questa S. C. de' VV. e RR. le commette a significare ai PP. del capitolo medesimo che nulla si stabilisca contro la separazione dell'officio di procuratore generale da quello di priore della Certosa di S. M. degli Angeli in Roma, dovendo la medesima separazione rimanere ferma e stabile, secondo la mente già esternata dalla S. C. per i motivi altre volte accennati; come ancora tanto il priore di detta Certosa quanto il procuratore generale dovrà essere italiano. Inoltre i priori che saranno eletti in detto capitolo per le Certose d'Italia, non potranno prendere possesso della carica se prima non riporteranno l'approvazione di questa S. C. a cui si dovrà trasmettere la nota dei priori medesimi. Infine qualunque legge che si crederà fare per tutto l'ordine o che riguardasse imposizione di tasse alle diverse Certose, non potrà aver effetto senza l'approvazione di questa S. C. Queste misure suggerite da prudenziali riflessioni non tendono in modo alcuno a diminuire quella fiducia e stima che la S. C. ha verso V. P. Rma e verso i PP. del capitolo, i quali nella loro saggezza procederanno sicuramente con quella circospezione e prudenza necessaria a mantenere l'unione e la pace in un ordine diffuso in diversi luoghi. — Romæ, 18 junii 1843.

(*La suite prochainement.*)

FIANÇAILLES

Causes canoniques pour dispenser de l'empêchement de fiançailles. Aversion irréconciliable. Mariage civil. Indemnité due à la fille dont les fiançailles sont rompues. Décision de la S. Congrégation du Concile du 25 août 1877.

L'Eglise accorde la dispense des fiançailles lorsque des causes légitimes réclament la dissolution de l'engagement. La principale et la plus fréquente de ces causes, c'est l'aversion qui s'établit entre les fiancés, aversion qui rend toute réconciliation impossible et doit faire perdre tout espoir de trouver la paix dans le ménage. D'autre part, la fille séduite a le droit de réclamer une indemnité, qui est ordinairement fixée suivant le chiffre de la dot que la jeune personne pouvait avoir de sa famille.

Dans la 16e série des *Analecta* (col. 461) on a parlé de la promesse de mariage intervenue entre deux personnes du diocèse d'Ostuni, Nicolas et Thérèse, dans le royaume de Naples. Rappelons brièvement les circonstances.

Nicolas, à peine âgé de vingt ans, s'éprit d'une fille nommée Thérèse. Les parents de celle-ci consentirent à la fréquentation, mais l'oncle de Nicolas, qui destinait à son neveu une riche succession, déclara qu'il ne consentirait jamais à ce mariage. Au mois de juillet 1866, Thérèse mit au monde une fille, et, quatre mois après, elle forma opposition à l'évêché d'Ostuni contre tout mariage que Nicolas voudrait contracter, pour cause de séduction après promesse de mariage.

Le vicaire général d'Ostuni, par arrêt du 17 juillet 1874, reconnut la réalité des fiançailles et la validité de l'opposition. Nicolas interjeta appel au tribunal métropolitain de Brindes. Comme l'archevêque est administrateur du diocèse d'Ostuni, Nicolas crut qu'il pouvait se contenter de présenter les actes judiciaires au procureur fiscal de la cour d'Ostuni, et il négligea de les transmettre à la cour de Brindes dans le délai d'un mois, conformément aux règles canoniques. Ayant été averti de son erreur, il s'adressa à l'arche-

vilegium nullum habere privilegium. Enfin, il a subdélégué dans chaque diocèse pour la visite des monastères des prêtres séculiers qui ne savent absolument rien en droit canonique et ne sont pas toujours favorables aux réguliers. Aussi la visite a-t-elle plus fait de mal que de bien. Rome, 15 mai 1843. »

(1699). *Carmes de Toscane. Erection d'un couvent et de la province.* On a parlé plus haut des Carmes de Toscane, qui ne pouvaient former une province parce qu'ils ne possédaient que deux maisons. Une troisième étant fondée, Grégoire XVI permet l'érection canonique de la province.

(1700). *Chartreux. Procureur général. Prieur de la maison de Rome.* La S. Congrégation écrit au général des Chartreux : « La célébration du chapitre général étant prochaine, cette S. Congrégation charge votre paternité de faire savoir aux pères du chapitre que l'on ne prenne aucune disposition contre la séparation de la charge de procureur général et de celle de prieur de la chartreuse de Rome, cette séparation devant être ferme et stable pour les raisons précédemment exprimées. En outre, le prieur de Rome et le procureur général devront être Italiens. De plus, les prieurs élus dans ce chapitre pour les chartreuses d'Italie ne pourront prendre possession de la charge avant d'obtenir la confirmation de cette S. Congrégation, à laquelle on devra adresser la liste. Enfin, toute loi concernant l'ordre entier ou imposant des contributions aux chartreuses, n'aura d'effet qu'après l'approbation de cette S. Congrégation. Ces mesures, suggérées par la prudence, ne tendent en aucune façon à diminuer la confiance que la S. C. a en votre paternité et envers les pères du chapitre, lesquels garderont assurément la circonspection et la prudence nécessaires pour conserver l'union et la paix dans un ordre qui est répandu en plusieurs lieux. Rome, 18 juin 1843. »

vêque et déclara que si son appel était rejeté, il serait forcé de faire un mariage simplement civil.

Le 2 mai 1876, l'archevêque de Brindes, considérant que Nicolas avait fait appel dans le délai requis, mais que, par ignorance de la procédure canonique, il avait négligé de demander dans le délai d'un mois la transmission des actes juridiques à la cour métropolitaine de Brindes, qui par là était devenue incompétente pour pouvoir discuter l'appel; que, malgré cela, Nicolas, en raison de son ignorance et de l'inexpérience de ceux qui l'ont guidé, peut encore demander la restitution *in integrum* pour poursuivre son appel, tout au moins devant le tribunal suprême de Rome; à ces causes la cour métropolitaine de Brindes se déclara incompétente, et remit entièrement l'affaire aux tribunaux ecclésiastiques de Rome.

Alors Nicolas s'adressa à la S. Congrégation du Concile, à laquelle il demanda la cassation de l'arrêt que la cour d'Ostuni avait rendu le 17 juillet 1874.

Sur ces entrefaites Nicolas prit le parti de contracter un mariage purement civil avec une autre fille. Thérèse forma opposition devant le tribunal civil de Lecce, puis devant la cour de Trani en appel. Thérèse perdit le procès devant les deux juridictions. Cependant Nicolas ne s'est pas prévalu de la liberté qu'on lui donnait de contracter le mariage civil. Il a attendu la décision de l'autorité religieuse.

La S. Congrégation du Concile a confirmé le jugement du vicaire général d'Ostuni, qui a reconnu la réalité de la promesse et la légalité de l'opposition. Voici la décision textuelle : « I. An concedenda sit « restitutio in integrum in casu? et quatenus affirma- « tive, II. An et quomodo sententia curiæ Ostunensis « sit confirmanda vel infirmanda in casu? S. Congre- « gatio Concilii rescribendum censuit : Ad I. *Affirma-* « *tive.* Ad II. *Sententiam curiæ Ostunensis esse confir-* « *mandam et ad mentem.* Die 3 martii 1877. »

Voici l'explication de la clause : *Ad mentem.* La S. Congrégation écrivit à Mgr l'évêque d'exhorter fortement Nicolas à ne point exposer le salut de son âme en passant sa vie dans les liens d'un mariage nul devant l'Eglise; supposé qu'il pût alléguer des causes légitimes, il devrait les exprimer et demander la dispense de l'empêchement de fiançailles.

Cette lettre fut envoyée le 3 mars 1877. Avant la fin du mois (le 24) la S. Congrégation reçut une supplique de Nicolas, demandant qu'on voulût bien lui rendre sa liberté, et rétablir la paix dans sa famille, y compris la jeune femme qu'il a épousée civilement. Thérèse doit attribuer à sa mauvaise conduite le retrait de la promesse de mariage. Nicolas n'a pas de fortune ni de profession. Les cinq procès qu'il a eus pour l'affaire présente l'ont ruiné. Il demande pardon de ses fautes, et sollicite avec les plus vives instances la dispense qui le réconciliera avec Dieu et avec l'Eglise.

Mgr l'évêque administrateur d'Ostuni est d'avis que de graves raisons réclament la dispense. Le mariage entre Nicolas et Thérèse est impossible, Nicolas ayant contracté le mariage civil avec une autre fille. En ce qui concerne les dommages-intérêts, Nicolas offrit jadis 200 ducats (800 fr.) Aujourd'hui, ruiné par les procès que Thérèse lui a faits, il ne peut pas donner plus de 200 francs.

Décision. — La S. Congrégation juge qu'il y a lieu d'accorder la dispense, après que Nicolas aura payé tout au moins deux cents livres à Thérèse à titre d'indemnité : *Consulendum SSmo pro dispensatione ab impedimento sponsalium, solutis Theresiæ saltem biscentum libellis, et ad mentem.* Le 25 août 1877.

Ostunen. Super dispensatione sponsalium. Die 25 augusti 1877. Inter Nicolaum, et Theresiam e civitate et diœcesi Ostunensi acta fuit quæstio super remotione impedimenti ex defloratione cum promissione matrimonii exorti, quod mulier provocaverat contra liberum statum Nicolai. A qua porro controversia cum victus ab arena discesserit vir a curia Ostunensi ad curiam archiepiscopalem Brundusii appellationem interposuit, quin tamen ad eam infra mensem apostolos transmitteret. Ex quo factum fuit, ut curia Brundusina semet incompetentem declaraverit quare ad S. V. Ordinem confugit.

Eminentissimi Patres ea qua præstant sapientia ac religione omnia perpendentes die 3 martii decurrentis anni sententiam episcopalis curiæ confirmandam esse duxerunt. Quandoquidem propositis tunc dubiis : « An concedenda sit restitutio in integrum in casu. » Et quatenus affirmative : « An et quomodo sententia curiæ Ostunensis sit confirmanda vel infirmanda in casu, » consultissimum prodiit responsum : « Ad I. *Affirmative.* Ad II. *Sententiam curiæ Ostunensis esse confirmandam et ad mentem.* » Mens autem fuit, ut scriberetur episcopo, ut in Domino graviter Nicolaum hortaretur, ne animam propriam æternæ perditioni exponere velit per turpissimum concubinatum, quem sub titulo matrimonii civilis novatores contegere nituntur, sed ubi legitimæ præsto essent causæ eas S. C. exhiberet una cum analoga petitione ad effectum obtinendi a summo pontifice dispensationem super impedimento sponsalium, ac verum matrimonium, idest sacramentum coram Ecclesia contrahendi.

Ut tanto malo remedium ocissime afferri posset mentem S. V. Ord. antistiti Ostunensi aperui qui illico acceptis mandatis obtemperasse videtur. Quandoquidem sub die 24 martii supplex exhibitus fuit libellus a Nicolao, Sanctissimum, quo sospite lætamur, exorante « de rendre la liberté et la paix non-seulement à lui, mais à toute la famille, y compris la fille qu'il a épousée civilement. C'est à sa mauvaise conduite que l'adversaire doit attribuer la rupture de la promesse de mariage qui lui avait été faite. Le recourant est sans fortune; il n'exerce aucune profession ni aucun métier. Les procès qu'il vient de supporter l'ont ruiné. Il demande pardon de ses fautes, et il implore la dispense qui puisse le réconcilier avec Dieu et l'Eglise. »

Hoc accepto libello sub die 27 martii, decretum edidi : « *Archiepiscopo administratori pro informatione et voto referat de legitima petitionis causa, et an et quænam summa persolvenda esset pro reparatione damnorum, et pro alimentis prolis.* »

Quibus mandatis morem gerens archiepiscopus sub die 4 elapsi aprilis respondit : « En ce qui concerne la dispense, il semble qu'il y a de graves raisons de l'accorder. Le mariage est impossible entre Nicolas et Thérèse. Nicolas se trouve marié civilement avec une femme, qui va avoir un enfant. Toutefois il se repent de sa conduite et il est disposé à faire une pénitence quelconque pour se réconcilier avec l'Eglise. Le père a plusieurs fois proposé de prendre chez lui l'enfant de Thérèse; on n'a pas voulu le donner. Pour mettre fin au procès, il voulait payer 200 ducats (800 fr.), somme bien lourde pour ses faibles ressources. Mais après les procès qu'il

a eus devant le tribunal ecclésiastique et le tribunal civil, à peine peut-il proposer 200 livres. »

Acceptis hisce literis sub die 14 aprilis sequens edidi decretum : « Proponatur per summaria precum quoad petitam dispensationem. Idque notificetur archiepiscopo administratori, qui præfigat terminum dierum viginti Mariæ Teresiæ ad effectum deducendi jura, si quæ habeat contra dispensationis petitionem, ac de resultantibus idem archiepiscopus S. C. certioret. »

Omnibus itaque de more completis, causa hodie coram amplissimo vestro senatu discutienda proponitur nonnullis prius de more in jure ex officio adjectis una cum iis quæ a partibus utrinque adducta fuere.

Et præ primis ex parte Teresiæ animadverti potest Nicolaum a petita dispensatione rejiciendum esse. Siquidem gratia contra matrimonii impedimentum concedi non potest, nisi maxima justitia duce ad tradita per Reiffenst. in append. ad lib. 4 de disp. § 1, num. 1 seq. ibi : « Quamvis sponsalia solvi potius quam dispensari dicantur . . . notandum quod ad dispensandum in impedimento voti et sponsalium pontifex necessario habere debeat justam causam, quia ambo impediunt matrimonium jure divino, in quo nec valide nec licite dispensare potest papa. » Quæ si de simplici sponsalium impedimento dicta videntur, potiori ratione dicenda erunt si promissioni matrimonii defloratio accesserit, tunc enim contractus do ut des intercessisse censetur, quem ex parte sua perficere debet improbus mæchator. D. Thom. in 4 dist. 28, quæst. un. art. 2, ad 4. Sanchez lib. 1 *de matrim.* dist. 10, num. 3. Pirrhin. de adult. et stupr. num. 56. Rota decis. 183, num. 20, p. 9, tom. 1 rec. S. Congreg. in *Bisinianen.* Spons. 19 decembris 1855, § *Pariter*, et ad 2 dub. quin beneficium summi principis implorare valeat, ne sui criminis præmium quodammodo reportaret, præsertim ut ait mulier : « Après un long et dispendieux procès, qui a constaté la validité des fiançailles. »

Eo vel fortius petita gratia est deneganda, quia ageretur in themate de tollendo jus parti quæsitum, quod pontifex « tollere non intendit nec potest sine peccato . . . Sane hoc esset exercere potestatem ad destructionem non ad ædificationem, quæ tamen ædificatio papæ incumbit, ut divus testatur Paulus in suis epistolis; » ita Fagnan. in cap. *Consultationibus*, de cler. ægrot. n. 50.

Cum igitur concludit, si dictum matrimonium civile fraude et dolo contractum fuerit hanc ob causam dispensatio concedenda non est, ne fraus et dolus ipsis patrocinari videantur contra juris principium firmatum in L. Itaque fulco ff. de furtis.

Ex adverso vero perpendendum est, quod uti notavimus, adstante legitima causa valet summus pontifex, suprema qua pollet potestate, cui nihil est detrahendum, dispensationem ab impedimento sponsalium concedere. Quæ porro causæ in themate adstare videntur, tam in aversione viri contra mulierem, adeo ut ad aliam mulierem animum adjecerit, quacum in turpissimo vivit concubinatu, quam in harum nuptiarum improbatione ex parte parentum Nicolai, necnon ex agendi ratione ipsius Mariæ, ut ait vir. Jamvero expositæ causæ ad relaxandam coactionem conjugii permagni a DD. et Rota penduntur; ita in decis. 979, n. 9, coram Molines. *Pampilonen.* sponsalium 6 decembris 1726, § 4 coram Cincio, *Valentina* sponsalium 31 januarii 1757, § 4 coram Canillac. *Calaritana* seu *Arboren.* sponsalium 15 maii 1767, § 15 coram De Veri. *Amerina* sponsalium 8 februarii 1841, § 6 coram Quaglia, ibi : « Vicissim vero satis validæ visæ sunt causæ per Vincentii oratores adductæ, ob quas reluctatur matrimonium contrahere. Occurrit animorum dissociatio exorta ante litis initium, quæque per hanc litem recrudescit; occurrit propinquorum, atque præsertim Vincentii matris harum nuptiarum improbatio; ac demum occurrit, Vincentium animum adjecisse ad aliam mulierem, ac cum ea matrimonium præparasse, quæ quidem causæ etiam sejunctim satis sunt ad excludendam coactionem. »

Hinc nil mirum si pluries II. S. Ordo perpendens mala quæ ex coactione oriri solent dispensationem concessit, prouti videre est in *Andrien.* remotionis impedimenti diei 3 martii 1877, § *Subest.* Qua in mox recitata causa, licet copula carnalis haud defuerit, perquisitus S. V. O. : « An et quomodo sit locus remotioni impedimenti sponsalium in casu, » et quatenus negative : « An sit consulendum SSmo qro dispensatione in casu, » respondere censuit : Ad I. *Providebitur in secundo.* Ad II. *Affirmative, solutis ab oratore ducatis biscentum in compensationem damnorum.*

Hisce igitur utrinque perpensis grave ne sit EE. VV. sapientiæ et prudentiæ decernere quonam responso oratoris preces sint dimittendæ in casu.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Consulendum SSmo pro dispensatione ab impedimento sponsalium, solutis Theresiæ saltem biscentum libellis, et ad mentem.* Die 25 augusti 1877.

MARIAGE CASSÉ

Le code civil de Belgique autorise le divorce, mais il interdit aux époux divorcés de se réconcilier. Mariage contracté en 1873. L'épouse refuse obstinément de se soumettre aux devoirs matrimoniaux. Le mari entièrement libre sous le rapport civil, demande à Rome la dissolution du mariage *rati et non consummati.* Enquête juridique. Serment des époux. Intervention de la *septima manus.* Motifs canoniques allégués pour obtenir la dispense. Affaire traitée devant la S. Congrégation du Concile.

Cette affaire a été appelée trois fois devant la S. Congrégation du Concile. L'enquête de l'Ordinaire ayant été reconnue vicieuse et incomplète, la S. Congrégation, le 27 janvier 1877, ordonna un supplément d'information. L'affaire fut de nouveau traitée le 28 juillet de la même année ; la S. Congrégation se prononça pour la dissolution du mariage. Voir la 16e série des *Analecta* (col. 192, 936).

Comme la constitution *Dei miseratione* de Benoît XIV exige deux sentences conformes pour la dissolution d'un mariage, le défenseur d'office près la S. Congrégation a fait appel de l'arrêt du 28 juillet 1877. La S. Congrégation ne reconnaît pas de tribunal supérieur auquel on puisse porter l'appel. C'est donc elle-même qui doit reviser son jugement.

Le défenseur d'office a présenté de nouvelles *animadversiones.* Il s'est surtout attaché à montrer que, n'étant pas absolument et juridiquement certain que le mariage n'a jamais été consommé, il n'y a pas lieu d'accorder une dispense qui dépasse le pouvoir de l'Église.

Le *folium* inséré plus loin résume la plaidoirie du ministère public.

Dans la séance du 22 septembre 1877, la S. Congrégation a confirmé purement et simplement le jugement rendu le 28 juillet. Ainsi, le mariage est cassé. Albert est libre de contracter une autre union.

Le divorce civil prononcé par jugement du 4 août 1874 pour injures graves, conformément à

l'article 231 du Code civil. Il suit de là que les époux ne sont plus libres aujourd'hui de se réconcilier, car l'article 295 du Code belge s'y oppose; s'ils se réunissaient, la loi civile les traiterait comme concubinaires et leurs enfants seraient réputés illégitimes. En effet, la loi belge, par une disposition étrange, n'admet pas que les divorcés puissent se réconcilier. On a vu plusieurs fois des Belges forcés de changer de nationalité dans le but de révoquer leur divorce.

Telle est l'aversion de Marie à l'égard d'Albert, qu'il n'est pas possible, de l'aveu de tous, qu'ils puissent vivre en paix. Au contraire, tout fait supposer qu'ils se sépareraient de nouveau avec scandale. La cohabitation est impossible, attendu que les deux époux seraient l'objet de la dérision générale. Les parents des deux côtés s'y opposeraient, et ils auraient parfaitement raison, après ce qui s'est passé.

Ce serait très-dur pour Albert, qui a à peine vingt-quatre ans, de se voir condamné au célibat toute sa vie; la jeune femme n'a que vingt-deux ans et jouit d'une parfaite santé. Dans toute cette affaire Albert n'a rien à se reprocher. Il éprouvait une vive affection pour la femme qui a témoigné pour lui tant de mépris; il a employé tous les moyens de la ramener à de meilleurs sentiments. Le principal motif qui le porte à demander la dissolution du mariage, c'est la considération du bien spirituel de cette pauvre femme, qui est très-exposée en ce moment et vise à se remarier.

Matrimonii. — Die 22 septembris 1877. Bis hoc anno in plenariis comitiis judicio S. Ordinis hæc causa subiit; primo quidem die 27 mensis januarii; atque proposito tunc dubio : « An sit consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu, » responsum datum fuit : *Dilata, et suppleantur defectus processus juxta instructionem dandam.* Secundo autem die 28 proximi julii; atque diremptа fuit quæstio ope rescripti : *Affirmative.* Excepta posthac petitione defensoris matrimonii pro nova audientia, ad trutinam revocare controversiam constitui in præsenti consessu; et quum ex eodem defensore novas animadversiones habuissem, easdem per summa capita nunc recensendas pro meo officio adsumam.

Ad hoc ut severitatem et rigorem inquisitionis in causis matrimonii inviolabilitatem respicientibus præfatus vindex demonstret, altissimam dignitatem ex nota sententia Ap. Pauli ostendit, ad quam evectum est christianum connubium a Christo D., ad imaginem nempe referendam portentosæ conjunctionis Verbi divini cum Ecclesia; unde Paulus ait : *Magnum sacramentum; hoc dico in Christo et Ecclesia.* Et quoniam illa divina conjunctio ex eo indissolubilis evasit, quia, *quod Verbum semel assumpsit, numquam dimisit,* hinc indissolubile quoque redditum est matrimonium christianum, tunc maxime quando jam consummatum est.

Ad hanc idcirco inviolabilitatem validius protuendam judiciorum severitas pro consummationis præsumptione eo perducta est a sacris canonibus, ut extremos rigoris fines pertingere videatur; exinde nempe triennalis experientia cohabitationis; exinde inspectio corporis; exinde etiam rescissio posterioris matrimonii a cap. 5 de frigid. et malefic. decreta, si postquam prius matrimonium dissolutum fuerit ob impotentiam viri, hic deinceps ex carnali copula cum alia fœmina dignoscatur potens. Quum igitur de dissolvendo matrimonio per dispensationem agatur ex causa deficientis consummationis, « non est statim (ut ait Coscius, *De separ. tor.* I, t, c. 16, n. 63) conjugum assertioni de non consummatione plena fides adhibenda, quia dubitari potest, quod inter se de condicto contra matrimonium colludere velint, nisi aliunde quoque illorum assertio coadjuvetur, ex probationibus nempe quod post matrimonium numquam simul convenerint. »

Quin at verum in casu probationes inconsummationem statuentes opitulentur, contendit matrimonii defensor, ex confessione uxoris moralem certitudinem erumpere de consummationis veritate. Præmonet ipse per integrum prope annum insimul conjuges Albertum et Mariam cohabitasse; mensibus pene octo obdormivisse in eodem conclavi; noctibus saltem duabus in eodem lecto; utcumque tamen in divisis lectulis ordinario jacuissent, nihilominus ita cubiles erant conjuncti, ut, ex testium fere omnium depositione appareat, quod « ne formavano uno solo. » Et quamvis autem indocile ingenium atque aversionem erga maritum brevi post nuptias ostendisset mulier, nihilominus eadem obtestatur, quod « per qualche tempo siamo stati benissimo insieme. »

Hisce itaque præmonitis, ad confessiones Mariæ deveniens exponit, quod quum ita ab eadem sciscitatus fuisset ecclesiasticus judex : « Vostro marito ha mai provato di consumare il matrimonio durante il viaggio o dopo? » sic ipsa respondit : « Ha provato. Io mi sono prestata in apparenza, e gli ho fatto credere che la consumazione aveva avuto luogo; etsi mox subdiderit « egli non ha mai compiuto l'atto conjugale. » Idipsum examussim confirmat Sac. Julius Verschuren director scholarum piarum : « Ella mi disse, che un giorno avea lasciato fare, e che aveva fatto credere a lui, che l'atto era stato compito, quamquam subjungat hic etiam : « ma che non era stato consumato realmente. »

Non autem semel tantum vel iterum conjugali officio intendit Albertus, sed pluries, seu propemodum decies, ut eadem mulier manifestavit judici « ha provato più volte di consumare il matrimonio; presso a poco dieci volte; forse neanche tanto. » Hoc autem Albertum pertentasse vicibus propemodum denis, non de simplici ac pura verbali sollicitatione, sed de reali copulæ facto seu experimento intelligendum esse, ex eo infert matrimonii vindex, quod Albertus in diuturno octo mensium curriculo, in quo intra idem cubiculum, et in altero ex lectulis, « che ne formavano uno solo » condormierat cum sponsa, postquam maritalia gaudia prælibaverat, præsumi non potest vix decies, « e forse neanche tanto » debitum conjugale sollicitasse ab uxore, eo vel maxime dum angebatur « vedersi sempre sotto gli occhi una bella donna, e non poterne prendere diletto. »

Hoc autem eo vel magis obfirmatur, quia mulier aperte expressit, Albertum nonnisi repetitis vicibus pertentasse consummationem matrimonii, quam post nuptialem peregrinationem « dopo il nostro viaggio di nozze ha provato di consumare presso a poco dieci volte. Non ricordo bene, se abbia provato durante il viaggio. » Atqui si de verbali sollicitatione loqueretur, nedum in vehementissimam præsumptionem contrariam offenderet, verum etiam sibi ipsi contradiceret, quia paullo ante confessa est, jam postridie a nuptiis conjugale debitum ab Alberto fuisse requisitum. « Il secondo giorno delle nozze, volendo compiere l'atto mi chiese la parte, in cui doveva farlo, aggiungendo poi, che egli lo sapeva benissimo. »

Nec ita satis. Ex alterius testis depositione secreta quædam ac confidentialis revelatio patefacta est, quam post divortium Maria fecerat ejusdem matri, et in qua aperte innuitur de veris ac physicis conatibus Alberti ad matrimonium consummandum directis, eo quia ibidem fit etiam mentio de seminis ejaculatione; ita namque deponit advocatus Biervliet : « Risulta

da una certa confidenza, che fece la Signora dopo pronunciato il divorzio a sua madre, e che questa ultima ripetè al padre, che nei tentativi del marito per compiere l'atto conjugale, non vi era neppure stata mai l'ejaculazione sufficiente pel compimento di questo atto. » Non hic oportet inquirere, utrum recte hoc affirmaverit Maria. Quidquid tamen sit de hac insufficientia seminationis, perfacile potuit ipsa decipi circa eamdem, quum exploratum sit apud peritos, teste Zacchia, *Quæst. med. leg.* lib. 3, t. 1, qu. 7, n. 12 : « fieri posse, ut sine voluptatis sensu mulier semen emittat ; » atque hoc, maxime in persona Mariæ propter antipathiam contra maritum conceptam. Hoc verumtamen ex hac confessione certissime constituitur, quod quum Maria confessa sit « ha provato di consumare presso a poco dieci volte, » non de incitamentis et sollicitationibus intellexit, sed de conjugali concubitu.

Hisce in facto constitutis, nonnisi quam contra omnem verisimilitudinem affirmari posse defensor contendit, quod consummatio defuerit in casu. Ad evincendum præ primis quam arduum sit pudicitiam servare in supremo ejusdem discrimine, quædam recolit conspicua exempla sacrarum historiarum, in quibus viri sancti vividissimam pugnam substinuerunt ne in proximo periculo succumberent. Quod si tantam sibi vim irrogare iidem debuerunt, tametsi nonnisi quam de insidiis eorum pudicitiæ præparatis ageretur, multo quidem majorem opus fuisset violentiam in casu subire, dum non de insidiis, vel de actis ad copulam præparatoriis res esset, sed de physica corporum viri et mulieris conjunctione; ita ut in personis ad copulam potentibus commixtio carnalis nonnisi quam per miraculum defuisse, affirmari quodammodo possit, quemadmodum non aliter quam per miraculum contingere posset, ut ignis cum palea, flamma cum stuppa incendium excitare non posset.

Ad hanc thesim protuendam invocat defensor auctoritatem Coscii, quam ex integro hic referre censui propter ejusdem analogiam cum nostra specie; ita Coscius *de separation. h.* lib. 3, cap. 2, num. 261, ibi : « Si vero conjuges non solum simpliciter condormierint, verum etiam copulam vir tentaverit, et sponsa se ad actum etsi non libenter præbuerit, et uterque affirmet, quod nihilominus propter reciprocum odium et antipathiam copulam habere non potuerint, hoc opus, hic labor erit inveniendi aliquem, qui absque ulla amaritudine statim iltis credere possit hoc fecisse miraculum. Illud profecto facere nescierunt, qui invisum matrimonium per vim, et metum cadentem in constantem virum, propter antipathiam et odium, contrarietatem, aversionem, et abominationem, seu corporis deformitatem sine consensu nulliter contraxerunt, et tamen in occasione positi ex eorum congressu filios procrearunt. Illud non posse facere dubitarunt etiam viri sanctissimi tantum odium implacabile nutrientes contra peccatum, quantum habere poterant, qui ex intimo sensu Deum amabant; tantumque idcirco odium et aversionem in fœminas sibi ad peccandum oblatas fovendas, quantum haberi potest nedum a sancto, sed simpliciter ab honesto viro contra abominabile scortum; quorum aliqui nihilominus molliter inter flores, manibus, pedibusque ligatis per vim ad actum venereum compulsi propriam linguam dentibus in frustula discissam in faciem inhonestæ fœminæ illos ad turpia blandientis projecerunt, ut se continerent; alii ab illis pariter tentati eas titione fugarunt, ne tentationi succumberent. Alii econtra, non obstante antipathia et odio contra peccatum, contra carnis illecebras, contra luxuriam, contra abominabiles meretrices (aliquando etiam et sæpe copiosa lue celtica infectas) eorum castitati turpiter insidiantes, tamen in laqueum sibi paratum inciderunt. Durum est ergo credere quod duo sponsi ambo potentes, qui ad explendam libidinem voluntarie statum conjugalem elegerint, in ea ætate, quæ viribus pollet, inter noctis tenebras, quæ nec pulchritudinem admirari, nec deformitatem contemnere sinunt, inter tactus cujuscumque partis corporis diversi sexus, inter amplexus, qui in actu simili evitari non possunt, nec semel forsan, nec una nocte tantum, sed pluries, in actuali situ conjunctionis positi, durum, inquam, est credere, quod in duas lapideas statuas converti possint. Durum est credere, quod adolescens cum puella, solus cum sola, nudus cum nuda propter solam antipathiam in actu conjunctioni tam proximo libidinis æstus concorditer, et constantissime suffocaverint, nisi dicendum quoque sit, quod ignis cum palea, flamma cum stuppa nequaquam magnum incendium excitare valeant. »

Præsumptioni de perfecta consummatione matrimonii ex natura rei post pertentatam sæpius copulam desumptæ violenta quoque adjungitur præsumptio juris ex pervulgato capit. *Literis*, de præsumpt. Animadvertit defensor contingere aliquando in moralibus causarum armis quod in armis materialibus accidit, ut nempe ex diuturno obtundantur exercitio. Nihilominus confidit, præsumptionem admissæ copulæ ex citato cap. *Literis* desumptam, majorem in casu exerere vim et robur, eo quia actus ex quo carnalis commixtio deducitur, valde proximior, et magis connexus est eidem copulæ, quanto huic commixtioni magis proxima est confusio membrorum, quam simplex condormitio. Si namque in præcitato canone summus pontifex, quum constaret « solum cum sola, nudum cum nuda, in eodem lecto ea intentione jacuisse, ut eam cognosceret, » decrevit, « quod ex hujusmodi violenta et certa suspicione fornicationis potest sententia divortii promulgari, » argumento a minori ad majus deducto, multo magis retineri debet matrimonii consummatio, si non tantum cum uxore maritus condormierit, sed matrimonio consummando ita operam navaverit, ut credere posset « che la consumazione avea avuto luogo. »

Præsumptionem ejusmodi numquam occurrere verius posse autumat defensor quam in hac causa, propterea quod valde ampliora sunt extrema facti, quæ commixtionis carnalis suspicionem violentiorem ostendunt, unde merito in casu dijudicandam esse præsumptionem juris et de jure concludit cum Pignatellio consult. 148, t. 1, n. 21, « quæ omnia probanda sunt probationibus concludentibus, imo superabundantibus, maxime respectu non consummationis, quum in hoc casu supponatur cohabitatio et condormitio quinque mensium, ex qua resultat præsumptio juris et de jure pro consummatione. »

Neque valere in contrarium putat, quod quum mulier insimul inconsummationem matrimonii affirmaverit, dividi nequeat ejusdem confessio, ita ut retenta copula excludatur consummatio. Distinctione enim facta, admittit defensor dividi non posse confessionem, quando contra alterutram partem non militat contraria rei verisimilitudo vel juris præsumptio, juxta leg. Si is, 14, § 1 ff. de interrog. in jur. fac., « in totum confessiones ita ratæ sunt, si id quod in confessionem venit, et jus et naturam recipere potest. » Ast si contraria rei verisimilitudo, vel juris præsumptio alterutri confessionis parti refragatur, tunc scinditur confessio, et parte vera admissa, altera minus vera et minus juri conformis refellitur. Scaccia, *de judic.* l. 2, c. 2, art. 4, n. 350 : « generaliter et indistincte concludimus, confessionem posse non acceptari in ea parte, cui repugnat præsumptio juris, quamvis confessio sit qualificata et connexa; retenta ergo conclusione primi casus, quod confessio possit scindi et dividi in ea parte, cui repugnat præsumptio juris vel verisimilitudo, etiamsi ea pars confessionis esset contra ipsum confitentem, amplia conclusionem, etc. Concordat ceteris omissis Rota Rom. decis. 802, n. 1, part. 1 diversor. decis. 118, num. 26, part. 5 rec. et dec. 644, n. 2, cor. Serafini.

Exemplum divisionis confessionis ob contrariam præsumptionem juris adducit ex Baldo in eo qui homicidium confitens, vel casu hoc evenisse, vel in sui defensionem protestatur, ob dispositionem, l. 1 c. de sicar. et l. *Si non convicii*, c. de injur., excluditur pars confessionis quæ homicidium justificat; « nam lex (ait Baldus ad l. 2, c. de donat. ant. nupt. n. 2) separat illam confessionem præsumendo dolum in homicidio; et tunc pars potest acceptari, et pars respui. » Alind exemplum divisionis confessionis ob inverisimilitudinem rei in confessionem deductæ affert ex Rota Romana in *Urbevetana* successionis super examine testium 21 januarii 1848, § 2, coram Alberghini, ibi : « Nec refert probationes viduæ adversarias productas recipi in hac parte non posse, nisi et altera pars admittatur, qua contenditur fœtum ad vitam producendam fuisse inhabilem. Utut enim verum sit scripturam et confessionem qualificatam vel esse in totum accipiendam, vel in totum respuendam, non novum tamen in jure est, id minime procedere, quando vel legis præsumptio, vel contraria adsit probatio in ea parte, quæ respuitur. Hinc si ex lege est indubium, quod fœtus, qui vivus natus est vitalis habeatur, nihil vetabat, quominus confessiones aliæque probationes a reis conventis productæ reciperentur in altera tantum parte, quæ respicit vitam. » Quum autem ex supra demonstratis sit omnino inverosimile, et contra violentam præsumptionem juris, quod dum mulier fatetur « mi sono prestata; ha provato presso a poco dieci volte; l'ho lasciato fare; gli ho fatto credere, che la consumazione aveva avuto luogo », consummatio tamen non fuerit sequuta, hinc merito ex juribus desuper allatis dividenda est confessio, ut admissa parte carnalem commixtionem affirmante, respuatur alia pars consummationem excludens.

Nec magis in contrarium valere defensor contendit confessionem mariti et depositiones testium unanimiter consummationem rejicientium. Ostendit enim ipse testimonia hujusmodi unam originem, unam radicem, unum fundamentum habere in affirmationibus Mariæ, quæ in publicum integram virginitatem in matrimonio servasse ostentavit. Sic enim urget Albertum. Est ipse « sicurissimo », prouti judici declarat, quod matrimonium numquam fuit consummatum. At ejus uxor confitetur « ha provato di consumare presso a poco dieci volte »; numne incassum adlaboravit Albertus? « ho provato; » ita ipse respondet « ma inutilmente a causa della opposizione, che essa faceva. » Instat tamen defensor, quod aliquando docilem habuit uxorem « mi sono prestata, l'ho lasciato fare; » atque usque eo docilem habuit ut ipse crederet consummasse matrimonium « gli ho fatto credere, che la consumazione aveva avuto luogo. » Hæc omnia perfecerat Albertus; et quamvis factum proprium haud ignorasset, nihilominus ex quo post suam depositionem mox subjunxit : « mia moglie si è vantata in pubblico di essere rimasta vergine, » per se manifeste ostenditur, quod ex hisce ipsis jactationibus perfacile et ipse opinionem ebibit se illusum fuisse in opere inconsummationis matrimonii; atque in hoc eo vel magis sese facile accommodavit, quia optimam causam exinde suppeditabat eidem ad dissolutionem matrimonii obtinendam.

Facilius autem testes in hanc opinionem devenerunt, quum ex una parte unanimi choro obtestentur ex ore mulieris fabellam integritatis ipsius audivisse; ita quippe Maria Colpaert deponit : « la Signora stessa me lo ha detto; » R. P. Van-Mullen : « Essa stessa mi disse questo; » soror Alberti : « lo so per mezzo di lei; » R. P. Petrus Cappuccinus : « da quanto la Signora mi ha detto; » Paulus Biervliet : « dopo le affermazioni più energiche della Signora; » Regina Story : « per quanto mi disse mia nipote; » Carolus Verhulst : « essa me lo ha detto. » Ex alia autem parte opinio, quam habebant de muliere, quod esset « superba e testarda; » et de Alberto quod esset « troppo buono, » veracitatis auram jactationibus Mariæ conciliabat. Sive verumtamen maritus, sive etiam omnes testes fuissent opinati, numquam matrimonium esse consummatum, non majus robur ejusmodi depositionibus dandum est, quam jactationibus Mariæ, a quibus illorum opinio originem habuit; et quum perspicua et irrefragabilis sit ejusdem mulieris confessio quoad operam ab Alberto, eadem sese exhibente, ad consummandum matrimonium pluries datam, hinc concordatis mariti et testium depositionibus cum confessionibus mulieris, in hanc sententiam deveniendum esse concludit defensor, quod non ita facile existimassent deponentes inter actus consummationi matrimonii immediate connexos et inhærentes eamdem consummationem fuisse interceptam, nisi dicendum sit, ut observat Coscius desuper citatus, quod « absque miraculo ignis cum palea, flamma cum stuppa, nequaquam incendium excitare valuissent. »

Nihil ex parte Alberti de novo deductum fuit ab ejusdem defensore; unde præcedentia folia ab EE. VV. resumi deprecor, atque pro assueta sapientia et doctrina insimul exoro sequens dirimere dubium : An sit standum, vel recedendum a decisis in casu. — S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *In decisis*. Die 22 septembris 1877.

RÉSIDENCE

Les chanoines doivent-ils résider dans la ville où est la cathédrale? Ne peuvent-ils pas résider ailleurs, supposé qu'ils assistent ponctuellement à l'office du chœur? Usage immémorial. On accorde l'*aperitio oris* à l'égard d'une décision de la Congrégation consistoriale qui prescrit la résidence corporelle. Décision de la S. Congrégation du Concile du 22 septembre 1877.

La cathédrale d'Alife, dans le royaume de Naples, est sous le vocable de Saint-Sixte, pape et martyr. Le chapitre se compose de dix chanoines et de deux dignités. Cependant les chanoines qui ne sont pas nés à Alife résident à une lieue, dans la ville de Piédimonte, qui compte huit mille habitants et dans laquelle se trouvent l'évêché, le séminaire, la plupart des communautés d'hommes et de femmes, et les administrations civiles. Les tremblements de terre, la peste et l'insalubrité du climat ont dépeuplé Alife, qui depuis longtemps n'est plus qu'une bourgade de trois mille habitants, dont la plupart vivent dispersés dans les métairies rurales et qui ne peut offrir aux chanoines un asile sûr et des maisons où ils puissent s'installer.

En 1696, vu la difficulté pour les chanoines de parcourir deux fois par jour la route de Piedimonte à Alife, la S. Congrégation du Concile accorda un indult permettant de réciter tout l'office dans la matinée, y compris vêpres et complies.

Les statuts capitulaires dressés l'an 1703 ordonnent au directeur du chapitre d'aviser les chanoines qu résident à Piédimonte toutes les fois que des fonctions ecclésiastiques auront lieu. N'est-ce pas reconnaître que les chanoines ne sont pas tenus d'établir leur résidence matérielle dans le bourg d'Alife?

Dans les relations des évêques *ad limina*, les prélats ont constamment manifesté que plusieurs chanoines ne demeuraient pas à Alife. Or, la S. Congrégation du Concile n'a jamais pris de mesure, ni fait la moindre observation.

En 1779, la S. Congrégation, apprenant que les chanoines résidents à Piédimonte ne se rendaient pas exactement à l'office, leur ordonna d'assister ponctuellement au chœur, mais elle ne leur enjoignit pas le moins du monde de transférer leur résidence dans le bourg d'Alife.

En 1853, une bulle pontificale érigea Piédimonte en *cité* et permit à l'évêque d'y établir sa résidence. Les chanoines d'Alife saisirent cette occasion pour soumettre plusieurs questions à la S. Congrégation Consistoriale, à l'insu de leurs collègues qui demeurent à Piedimonte. Que décida la S. Congrégation? Elle dit que les deux cités, Alife et Piédimonte, n'étaient pas censées au même rang en ce qui concerne les effets canoniques, dont un est que les chanoines ne doivent nullement présumer de remplir l'obligation de la résidence par cela qu'ils demeurent dans la ville de Piedimonte : « Civitates Aliphanam et Pedemontanam censendas esse haud omnino æquiparandas quoad eos canonicos effectus, quorum alter in eo præsumitur, ut Aliphanæ cathedralis canonici sibi arrogent residentiali obligationi satisfacere, dummodo in Pedemontana civitate incolatum degant. »

Obligé naturellement de faire exécuter la décision du Saint-Siége, Mgr l'évêque enjoignit aux chanoines de transférer leur domicile à Alife.

Alors les cinq chanoines non résidents adressèrent une supplique au Saint-Siége, en date du 4 mai 1876, dans laquelle ils demandèrent la révocation du décret consistorial, et une déclaration portant que les membres actuels et futurs du chapitre remplissent l'obligation de la résidence en habitant Piédimonte d'autant qu'ils assistent ponctuellement au chœur.

Mgr l'évêque accompagne la supplique d'une lettre textuellement rapportée dans le *folium* de la S. Congrégation que nous avons inséré ci-après. En voici le résumé : « Laissant de côté les raisons des chanoines et les pièces à l'appui, je ne puis me dispenser de recommander chaudement la supplique au saint-père pour les motifs suivants : 1. Quoique je ne puisse affirmer absolument l'insalubrité du climat d'Alife, attendu que les habitants nient, au lieu que les Piédimontais affirment, il est pourtant certain que le doute subsiste; autrefois le climat était détestable, tout le monde en convient; le voisinage du fleuve, la malpropreté des rues et la présence d'animaux de toute espèce ne sont pas de nature à assainir l'atmosphère. 2. Les maisons manquent; véritablement il serait impossible de louer cinq maisons convenables pour les chanoines qui résident à Piédimonte. 3. Durant tous les siècles passés les chanoines non alifains n'ont jamais résidé à Alife. Il n'y a actuellement que le curé et le pénitencier qui, étrangers à Alife et à Piédimonte, aient pris leur domicile à Alife. 4. Enfin, la principale raison qui me porte à recommander la demande en question c'est que je suis convaincu qu'il est non-seulement utile, mais *nécessaire*, que tout au moins cinq chanoines résident auprès de l'évêque. En effet, le chapitre de la cathédrale devant être le sénat de l'évêque, est-il possible que le prélat dirige convenablement son diocèse si tous les chanoines résident dans une autre ville? D'ailleurs, je certifie que les cinq chanoines remplissent assidûment leur devoir par rapport à l'office du chœur, nonobstant l'éloignement; ils prennent des voitures pour aller à Alife, qui est à une lieue. »

Une assemblée capitulaire a été tenue le 4 juin 1876 pour examiner la question. En dehors des cinq chanoines qui ont signé la demande, trois ont émis un vote favorable, quatre se sont opposés. Les premiers n'ont pas entendu faire de concession pour l'avenir, car ils ont expressément réservé leur tolérance aux chanoines actuels qui résident à Piédimonte. Tout cela ayant été traité verbalement, le procès-verbal de la séance n'a pas été écrit. Le lendemain les sept chanoines se sont rendus à l'évêché; après avoir lu la teneur de la supplique envoyée au Saint-Siége, ils ont changé d'opinion et ils ont communiqué au prélat un avis entièrement opposé à la demande des cinq.

On remarquera dans le *folium* de la S. Congrégation publié plus loin le résumé de la discussion qui s'est engagée devant le Saint-Siége.

Voici ce qu'on a dit pour obtenir la dispense de la résidence matérielle.

Il est permis de réclamer contre les décisions du Saint-Siége lorsqu'elles ont été obtenues grâce à l'allégation d'une fausseté ou en omettant des faits qu'il était nécessaire d'exprimer. La décrétale *Super litteris*, au titre *de rescriptis*, est formelle. Le décret que les chanoines d'Alife ont obtenu de la S. Congrégation Consistoriale a été notoirement subreptice. Ils n'ont pas dit que de temps immémorial plusieurs chanoines ont leur résidence à Piédimonte ; sans doute ce n'est pas une coutume dans le sens rigoureux et juridique, mais ce fait si ancien fait présumer un indult pontifical, qui a péri dans les incendies et les tremblements de terre qui ont détruit plusieurs fois les archives de l'évêché et de la cathédrale. On n'a pas parlé de l'indult du 5 mai 1696, qui autorisa les chanoines à dire tout l'office en une fois et avant midi. On n'a point parlé des relations épiscopales *ad limina*, qui ont constamment manifesté au Saint-Siége que la plupart des chanoines résidaient à une lieue d'Alife. Enfin, l'on n'a pas dit mot des statuts capitulaires qui consacrent implicitement l'usage. Evidemment le décret de la S. Congrégation Consistoriale a été obtenu subrepticement.

Ce n'est pas à la résidence *matérielle* que les chanoines sont obligés. L'Eglise leur impose la résidence *formelle*, qui consiste à remplir les fonctions en vue desquelles la résidence est prescrite. Les canonistes enseignent que résider c'est simplement desservir l'église dans l'office divin, conformément à la décrétale *Conquerente*. Les chanoines absents pour le service de l'évêque sont réputés servir la cathédrale. Or, au témoignage du prélat, le séjour des chanoines à Piédimonte est utile et même nécessaire à l'administration du diocèse.

Les raisons des chanoines opposants sont exposées au long dans le *folium* de la S. Congrégation.

Décision. La S. Congrégation du Concile, accordant *aperitio oris* contre le décret consistorial, décide qu'en l'état présent des choses nulle innovation n'est nécessaire, de façon que les chanoines peuvent habiter Piédimonte. « An sit locus aperitioni oris in casu? Et

quatenus affirmative, II. An canonici teneantur in urbe Aliphana residere in casu? S. Congregatio censuit : Ad I. *Affirmative*. Ad II. *Negative, et nihil innovandum in præsenti rerum statu*. Die 22 septembris 1877. »

Aliphana. Aeritionis oris et residentiæ. Die 22 septembris 1877. — In perantiqua et illustri urbe Aliphana cathedralis extat ecclesia divo Xysto pontifici et martyri dicata, cujus capitulum decem canonicis et duabus dignitatibus constituitur. Verumtamen plures ex iis, qui canonicorum albo adscripti sunt ex eadem urbe originem haud duxerunt, ex eo quod circiter tribus millibus habitantibus in majori parte agrorum curæ addictis tantummodo constat. Porro quinque ex his postremis canonicis, qui alibi nati sunt, ad hanc S. C. recursum promoverunt, exponentes capitulares non Aliphanos ab immemorabili habitare solitos fuisse in Pedemontis urbe tribus milliariis ab ecclesia cathedrali distante ac octo millibus incolis frequenti, in qua episcopus cum suo seminario ac universa civilia officia in præsentiarum resident : et hospitale ac pleræque tam virorum quam mulierum religiosæ domus extant.

Cujus rei causa fuisse videtur aeris insalubritas, pestes et terræmotus, a quibus ita depopulata fuit Aliphana civitas, ut neque tutum asilum, neque opportunas habitationes amplius præberet, in quibus canonici sese reciperent. Quapropter cum nimis difficilis ac durus redderetur quotidianus et bis in die ad ecclesiam pro divinis laudibus persolvendis accessus, S. hæc Congregatio audito Ordinario, sub die 5 maii 1696 benigne indulsit, ut integrum de mane etiam cum vesperis et completorio recitarent officium, eisque suffragaretur perinde ac si debitis horis illud persolverent.

Statuta vero capitularia die 30 dec. anni 1703 condita, casu quo mors alicujus canonici in urbe Pedemontana obvenerit, statuunt ut canonicus qui supremum diem obiverit, capitulariter associetur ; item curatori mandant, ut omnes de capitulo Pedemonte degentes præmoneat et advocet si functiones ecclesiasticæ in cathedrali Aliphana celebrandæ sint.

Nec satis : episcopi in relationibus suæ diœcesis hujusce non residentiæ constanter mentionem fecerunt, quin S. Congregatio vel questus moveret, vel providentiam in futurum suggereret. Imo, volvente anno 1779 cum canonici in Pedemontano oppido residentes chorali servitio præstando non intervenirent, et cum hujusmodi onus obirent canonici in Aliphana urbe degentes, distributionibus negligentium sibi adsignatis, S. Congregatio de re commonefacta illico rescripsit canonicos absentes ad quotidianum cathedralis officium adstringendos esse, quin aliquid de eorum domicilio Aliphæ constituendo præscriberet. Ex quo alicujus privilegii præsumptionem oratores deducendam esse autumant, cujus existentiæ defectum tribuendum censent variis vicissitudinibus, quibus ob deprædationes et terræmotus capitulare archivium obnoxium fuit.

His tamen non obstantibus, anno 1853 capta occasione bullæ pontificiæ, qua Pedemontis oppido in civitatem erecto, episcopo facultas data fuit in urbe Pedemontana residendi, omnes canonici Aliphani, cæteris autem inconsultis qui Aliphæ haud degunt, et silentio præteritis quæ favore canonicorum Pedemonte habitantium a S. Sede constituta jamdiu fuerant, ad Sacr. Congregationem consistorialem confugerunt, plurium dubiorum solutionem proponentes, inter quæ illud, quod canonicorum in civitate Pedemontana morantium residentiam pertingit.

Sacra Congregatio consistorialis igitur ad quartum dubium circa canonicorum residentiam sic respondere censuit : ... « 4. Denique civitates Aliphanam et Pedemontanam censendas « esse haud omnino æquiparatas, nec esse ullatenus æquiparandas quoad eos canonicos effectus, quorum alter in eo « præsumitur, ut Aliphanæ cathedralis canonici sibi arrogent « residentiali obligationi satisfacere, dummodo in Pedemontana civitate incolatum degant. »

Canonici ab episcopo Aliphano pressi, ut prædictum decretum executioni mandarent sub die 4 maii anni 1876 ad sacratissimum principem, quem Deus diu sospitet, recursum obtulerunt enixis precibus postulantes, ut, prævia recordati consistorialis decreti revocatione, declaretur capitulares cum præsentes, tum futuros residentiæ oneri satisfacere, tametsi in civitate Pedemontana incolatum habeant. Idque eo vel magis, quod servitium chorale ab ipsis laudabiliter persolvitur.

Oratorum preces episcopus commendat epistolis ad II, S. C. eadem die missis, quas fidelissimis EE. VV. oculis subjicere operæ pretium ducimus. « Giunge in cotesta S. Congregazione una petizione di cinque canonici di questa cattedrale Alifana, residenti qui in Piedimonte e non già nella città di Alife. Eglino (costretti da me di porsi in piena regola in forza delle leggi di S. Chiesa, riguardante la residenza dei canonici) hanno umiliato al S. Padre tutte le loro ragioni, per le quali eglino hanno sempre dimorato qui in Piedimonte e per le quali credono, che bene a ragione possano seguitare ad aver qui la loro residenza.

« Io però (lasciando a parte le loro singole ragioni, una con i documenti annessi) non posso non raccomandare caldamente la loro petizione alla clemenza del S. Padre per i seguenti motivi :

« 1. Bene è vero, che io non posso assicurare la malsania dell' aria colà in Alife, conciossiachè mi sembra, che sia un fatto controverso, affermandolo i Piedemontesi e negandolo gli Alifani. Però che vi siano gravi dubbi all' oggetto, è cosa certa ; sorgono questi dubbi dal perchè nei tempi andati era pessima quell' aria a confessione di tutti, e poi la vicinanza al fiume, il trebbiare il grano in città nei mesi estivi, la mancanza di nettezza per le strade, il far dimorare fra i limiti stessi della città ogni specie d'animali non possono rendere al certo molto salutare l'aria, che quivi si respira.

« 2. Quivi havvi difetto di case e quindi tornerebbe impossibile in verità il poter prendere in fitto cinque abitazioni decenti, perchè i canonici residenti qui in Piedimonte potessero trasferirsi colà, una con le loro singole famiglie.

«3. Costa ben chiaramente, che in tuttii secoli andati, i canonici non Alifani, non abbiano giammai dimorato in Atife, così come oggi dimora colà soltanto il canonico curato ed il canonico penitenziere, come che non siano Alifani, nè nativi di Piedimonte.

« 4. Da ultimo, il motivo principalissimo, che mi spinge di raccomandare la petizione in parola, si è il mio convincimento che debba tornare non che utile, ma necessaria la residenza (almeno di cinque canonici) colà dove il vescovo risiede. Se il capitolo della cattedrale forma per legge il senato del vescovo, fia possibile, che il vescovo possa ben governare una diocesi avendo intiero il capitolo residente in un' altra città? Io dunque ripeto, in vista di questa ben grave ragione, raccomando caldissimamente la petizione, che cinque canonici di questa cattedrale si trovano già aver avanzata presso cotesta S. Congregazione e la raccomando non che per il loro comodo personale (e qui non posso rimanermi dal certificare, che, non ostante la loro lontananza, prestano assiduo servizio al coro di questa cattedrale Alifana) ma anche per i canonici successori, parendomi necessario, che cinque canonici almeno, si trovino residenti colà dove il vescovo risiede. Sicuro della carità etc. »

Hisce acceptis S. hæc C. sub die 10 maii ejusdem anni rescripsit : « Eidem episcopo coadjutori, qui audiat capitulum

« in scriptis ac referat quomodo se gesserint canonici post de-
« cretum S. C. consistorialis de quo in precibus. »

Rmus episcopus Aliphanus ea qua par erat diligentia amplissimi vestri Ordinis mandatis moremgessit, et audito capitulo super bono oratorum jure, animi sui sensum patefecit ea confirmans quæ in superius exposita epistola retulerat. « In vista del riverito foglio di cotesta S. Congregazione in data dei 18 maggio del corrente anno N. 159020 mercè il quale mi si comandò di ripetere in iscritto dal Rmo Capitolo di questa cattedrale chiesa Alifana, il proprio parere quanto alla petizione avanzata di già presso cotesta medesima S. Congregazione da cinque canonici della stessa cattedrale Alifana riguardante in loro residenza qui in Piedimonte (invece di Alife) io ordinai che si fosse convocato capitolo all' oggetto, il cui parere poi mi fosse stato trasmesso in iscritto nel luogo della mia residenza. Il capitolo si tenne il dì 4 dello scorso giugno e tre voti furono favorevoli (sebbene nulla si mise in iscritto) e quattro gli sfavorevoli. I voti favorevoli si ristringevano soltanto per la residenza dei cinque canonici supplicanti, non mai pei loro successori; non mai, cioè, per un sistema da essere elevato contro il decreto della consistoriale: in questi sensi adunque vennero emessi, ma a voce, i detti tre voti favorevoli. I quali tre voti favorevoli, uniti a quelli dei cinque canonici supplicanti (che si astennero di votare) risulta il numero di otto, cioè di due terzi del detto capitolo Alifano, conciossiachè un canonico a nome Luca Panella, non godendo più delle integrità delle sue forze mentali in forza dell' età già inoltrata fino a 85 anni, può dirsi oggi questo capitolo Alifano composto soltanto di dodici canonici.

« Poscia, nel giorno seguente, tutti i detti canonici (in numero di sette) mi chiesero una copia della detta petizione già avanzata costì dai cinque canonici non residenti; la quale, sì tosto come venne letta da essi, credettero cangiar di consiglio ed inviarmi un loro voto sfavorevole del tutto, che io accludo in questo mio foglio originalmente.

« Siccome poi nel detto riverito foglio di cotesta S. Congregazione a me in diretto mi si comanda di riferire in che modo siasi comportato intiero il detto capitolo Alifano dopo la emanazione del già noto decreto della consistoriale (referat quomodo se gesserint canonici post decretum S. Congregationis consistorialis) io non posso non far conoscere a cotesta medesima S. Congregazione, come il detto decreto sia stato sempre rigorosamente eseguito nel senso, che sempre siansi negati ai non residenti i godimenti di alcuni diritti, che giusta le proprie usanze, son dovuti solamente ai residenti. Non credendo intanto opportuno aggiungere altra mia osservazione al già detto nella mia lettera in data dei 4 maggio dei volgente anno, non mi rimane che prostrarmi ai suoi piedi ecc. »

Rebus sic perstantibus die 31 julii 1876 rescriptum prodiit:
« Ex audientia SSmi 7 aug. 1876. SSmus annuit ut causa dis-
« ceptari possit in plenario Emorum PP. consessu, cum
« clausula de aperitionis oris arbitrio, et ponatur in folio. »

Cum itaque causa in hodiernis comitiis dirimenda proponitur sub dubiorum formula in calce exscripta, præstat una cum a contendentibus deductis aliquid in jure pro utraque parte animadvertere.

Arbitrium pro oris aperitione haud denegandum esse videtur canonicis in urbe Pedemontana degentibus. Sane scitissimi juris est adversus decreta seu rescripta pontificia oris aperitioni locum fieri, si quid necessarium non est expressum vel si quid falsum allegatum. Cap. *Super litteris*, de rescriptis. Idque eo vel magis cum per hujusmodi rescripta seu decreta jus alicui quæsitum sublatum esse ostendatur, c. 19 de rescriptis et c. 1. de Const. in 6. Concinit Rota in *Terracinen* seu *Setina* aperitionis oris 17 junii 1819, p. 3, coram Emo Odescalchi, in *Balneoregien.* reintegrationis seu aperitionis oris 2 aprilis 1824, p. 13, coram Marco.

Jam vero, quod decretum a capitulo Aliphano contra canonicos in urbe Pedemontana incolatum habentes subreptionis vitio laboret, in dubium revocari nullo pacto posse tuentur canonici actores. Si quidem a capitulo Aliphano reticitum præ primis fuit, quod ii canonici ab antiquis temporibus ad urbem Pedemontanam suos lares transtulerunt. Quæ temporis diuturnitas, si non veram consuetudinem, quæ in themate invocari non potest, saltem præsumptionem secumfert pontificii indulti, licet nullum reperiatur ad rem documentum. Quod mirum non est, si paulisper attendatur, quod archivium tam curiæ, quam cathedralis ecclesiæ terræmotibus ac incendiis pluries subjectum fuit.

Neque mentio facta fuit indulti, quod obtinuerunt a S. vestro Ordine capitulares Aliphani die 5 maii 1696 integram nempe explendi officiaturam de mane, donec ab Aliphæ universitate obligationi satisfactum non fuerit, qua domus canonicalis construendæ sese obstrinxerat. Ratio autem ob quam hujusmodi indultum concessum fuit in eo reperitur, quod Pedemontanis canonicis, quibus ferme totum constituebatur capitulum nedum difficilis, sed impossibilis erat quotidianus accessus et recessus mane et vespere ad cathedralem longo præsertim itinere intercedente. Eruitur id ex relatione die 6 septembris 1726 ab Emo card. Petra peracta, qui a S. Congregatione requisitus fuerat ut suum panderet votum super capituli Aliphani preces quibus petebat, ut sibi facultas integrum de mane etiam cum vesperis et completorio recitandi officium indulgeretur. Et licet hoc rescriptum neque expresse revocatum, neque in usu diceretur esse, tamen consulta S. Congregatio die 6 septembris 1726 rescribere censuit:
« Quo vero ad futurum episcopus certum præfigat terminum
« universitati Aliphanæ ad sua jura in S. Congregatione
« deducenda, et interim per modum provisionis canonicis
« indulgeat ut gaudere valeant impetratis sub enunciata die
« 5 maii 1696, » quod idem est ac usque dum canonicalis domus ab universitate Aliphana extructa non fuerit, quæ adhuc optatur. Hæc rescripta absque dubio præsumere faciunt indultum apostolicum canonicis concessum in Pedemontano oppido commorandi.

Silentio insuper præterita fuere capitularia statuta a canonicis omnibus die 38 dec. 1703 accepto habita et a Rmo Porfirio episcopi munus gerente adprobata, ex quibus evincitur canonicos Aliphanos tunc temporis in Pedemontano oppido commorasse, quod præsumere facit aliquo indulto ad hoc fuisse donatos; maxime quia episcopus ipse edicto die 25 januarii 1716 improbavit canonicos Aliphanos, qui semet conferebant ad associandum defunctorum cadavera, quin confratres in Pedemontana regione commorantes antea commonefacti fuissent.

Item indulti existentiam præsumere faciunt in suis relationibus plures episcopi, de quibus pariter a capitulo ne verbum quidem factum fuit in dubiis ad S. C. consistorialem dirimenda propositis. Prætereundum tandem haud est, quod hujusmodi consistoriale decretum, quemadmodum inconsultis ac irrequisitis canonicis indulto fruentibus impetratum; sic dubiorum resolutio ipsis nec notificata fuit. Quæ agendi ratio quam sit a jure et a praxi aliena, nemo est, qui inficiari valeat.

Cum igitur ea omnia, quæ a capitulo Aliphano reticita fuerint, hujusmodi sint, ut necessario forent patefacienda; hinc sequitur quod decretum consistoriale tali modo impetratum subreptionis vitio infectum dicendum sit, et quod adversus illud oris aperitionis arbitrio locus detur.

Constito igitur de subreptione impetrati rescripti canonici Pedemonte commorantes semet residentiæ oneri satisfacere contendunt, licet alibi, quam in proprii beneficii loco domi-

cilium teneant. Residentiæ enim vocabulum non materialiter, seu pro corporalis in loco beneficii præsentia, sed formaliter, idest pro muneris exercitio ad quod residentia ordinatur accipiendum esse autumant. Teste Fagnano qui in cap. *Conquerente*, n. 17, de clerc. non resid., et cap. *Licet*, n. 23, de præbend. docet, residere nihil aliud esse, quam deservire ecclesiæ in divinis officiis, per textum in cit. cap. *Conquerente*. Concinit Pirhing. in lib. 3 Decret. num. 1, qui insuper tradit clericum uti non residentem habendum esse, etiamsi personaliter quidem in loco beneficii existat, officium tamen suum nunquam præstet. Quid enim prodest clericorum præsentia in loco, si divinis non adsunt, propter quæ sunt beneficia instituta? Glossa cap. un. vers. *Præstantes* h. t. in 6. Jam vero canonici Pedemonte degentes in locum beneficii sui singulis diebus sese conferunt; cathedralis ecclesiæ servitio sedulo incumbunt, divinisque persolvendis officiis egregiam dant operam, ita ut divinus cultus ne minimum quidem detrimentum patiatur. Cujus rei amplissimum exhibet testimonium Aliphanus episcopus in sua informatione. Præterea animadvertendum est cum Fagnan. in cap. *De cetero*, de cleric. non resid. n. 12 et 13, quod canonici absentes ab ecclesia beneficii pro servitio episcopi, « juris censura præsentes reputantur et censentur inservire ecclesiæ, cum eccclesia sit in episcopo; cap. *Scire debes*, 7, q. 1 ; c; *Similiter*, 16, q. 1 ; cap. *Hæc hujus placiti*, 12, q. 2, et notat hic Glossa 1 Host. in princip. et reliqui omnes. Verum horum canonicorum in urbe Pedemontana commoratio nedum utilis, sed etiam necessaria juxta episcopi mentem censeri debet. Sane in præfata epistola episcopus ad rem sic se exprimit : « Da ultimo il motivo principalissimo che mi spinge di raccomandare la petizione in parola, si è il mio convincimento, che debba tornare nonche utile, ma necessaria la residenza (almeno di cinque canonici) colà dove il vescovo risiede. Se il capitolo della cattedrale forma per legge il senato del vescovo, fia possibile, che il vescovo possa ben governare una diocesi, avendo intiero il capitolo residente in altra città? » Quæ cum ita se habeant, concludi posse putarem canonicos in urbe Pedemontana habitantes, tamquam in proprii beneficii loco residentes habendos esse.

Verum dato etiam quod residentiæ nomen ita stricte accipi debeat, ut pro ea corporis præsentia in beneficii loco intelligatur ; tamen ab hujusmodi residentiæ onere sese esse dispensatos pluribus suffulti rationum momentis evincere nituntur canonici. Aiunt siquidem residentiæ obligationem, quæ singulis ecclesiæ cathedralis vel collegiatæ canonicis incumbit, pluribus ex causis fieri posse ut vel imminuatur vel penitus ab habente auctoritatem dispensetur. Quod autem ipsi penitus dispensati sint ex eo deduci posse arbitrantur, quod omnes Aliphanæ cathedralis canonici antecessores, præsertim qui in urbe Pedemontana nati sunt, ibi jugiter ab immemorabili tempore domicilium suum fixerint. Quæ immemorabilis consuetudo res est adeo omnibus nota et perspecta, ut eam neque capitulares Aliphæ morantes in dubium revocare audeant. Sed præter horum capitularium consensum, eam triplici ex capite evincere student. Ac præprimis decretum adducunt ab hac S. Congregatione canonicis omnibus die 5 maii 1696 indultum, vi cujus ipsis potestas facta erat integrum officium cum vesperis et completorio de mane recitandi. Ratio autem quæ eminentissimorum patrum animum movit ad hujusmodi indultum elargiendum hæc fuit ; quod scilicet major canonicorum pars in oppido Pedemontis lares habebant, quod oppidum trium milliarium spatio circiter distabat a civitate Aliphana, quod difficilis admodum ipsis erat quotidianus accessus et recessus mane et vespere ad cathedralem longo præsertim itinere intercedente. Hujusmodi decreto concordant statuta capitularia Aliphanæ cathedralis die 30 dec. anni 1703 condita, quæ pariter immemorabilem præfatam consuetudinem confirmant. Sane articulus 7 capitularium statutorum de morte canonicorum agens in urbe Pedemontana degentium sic sonat : « Se poi morisse (qualche canonico compagno) in Piedimonte, sempre dovrà essere associato capitolarmente con cotta e mozzetta nel luogo ove si lascia, o sieno tenuti almeno associarlo appresso al feretro cogli abiti lunghi. » Concinit art. 8, cujus verba hæc sunt : « Occorrendo ancora da farsi qualche officio in questa nostra chiesa, messe cantate votive, litanie o seppellirsi qualche defonto, il procuratore a spese del capitolo (quando non fosse pronta altra comodità) o per un canonico compagno sia tenuto mandare persona a posta in Piedimonte a chiamar tutti del capitolo, con dargli parte del giorno et hora, acciò nessuno si possa dolere sapendolo. » Denique præfatam consuetudinem adstruunt relationes quas episcopi omnes faciunt de suæ diœcesis statu ad H. S. C. siquidem in ipsis de plurium Aliphanorum capitularium ab ecclesia cathedrali absentia fit mentio. Quæ omnia nedum consuetudinis immemorabilis existentiam favore canonicorum in urbe Pedemontana habitantium extra omnem dubitationem in tuto ponunt, sed præsumere faciunt aliquod indultum vel beneplacitum apostolicum. Hujusmodi enim est longissimi temporis vel immemorabilis consuetudinis natura et vis, ut qui eam adducit, allegare possit titulum de mundo meliorem, etiam privilegium vel decretum seu indultum atque beneplacitum apostolicum ad notata per card. De Luca, *de Benef.* dis. 32, n. 2 et 4, Bonfin. *de Jure fideicommis.* disp. 114, n, 31. Rota cor. Olivatio decis. 624, n. 8, et cor. Ansaldo, dec. 546, num. 11, ubi habetur quod immemorabilis seu centenaria « existit adeo efficax, ut suppleat vices expressi privilegii apostolici, cum ea sola nominali differentia, quæ inest inter tacitum et expressum. »

Neque ad hujusmodi doctrinam infirmandam juvat regerere quod conc. Trid. in præfata sess. 24 contraria statuta vel consuetudines expresse damnaverit, quæ propterea induci non possunt. Sapientissime enim observat laudatus De Luca, *de Can. et Cap.* disc. 12, n. 9, ibi : « Attamen id recte procederet, quando allegatur sola consuetudo tamquam purum beneficium temporis, seu tamquam præscriptio ; secus autem ubi allegatur specialis concessio apostolica ad cujus probationem adducitur observantia, tamquam probatio præsumptiva, cum tunc non sit de directo ferire decretum irritans, seu agere de ejus non comprehensione. »

Concludunt tandem canonici etiam post consistoriale decretum ipsis licere in urbe Pedemontana domicilium retinere, quia prior ratio subsistit adhuc ob quam ab antiquis temporibus a cathedrali ecclesia absentiæ probabiliter indultum concessum fuit ; quæ ratio fuit domorum defectus pro decenti canonicorum habitatione, cœli inclementia et aeris malignitas. Quidquid enim in contrarium asserant canonici Aliphæ degentes, factum esse aiunt omnibus exploratum quod Aliphæ nunc etiam non extent nisi parvæ domus ad usum et habitationem familiarem rei agrariæ addictarum ad summum aptæ. Quoad vero aeris insalubritatem probationem reperiunt in facto ipso, quod canonici qui extra Aliphæ mœnia nati sunt, at ibi morantur infirmitate laborant et continuis curis magno rei familiaris damno studere debent. Denique si vera essent (aiunt) quæ cæteri canonici de excellenti Aliphanæ civitatis conditione tantopere magnificant, curnam curia episcopalis cum suo seminario et cætera omnia officia publica, et tribunalia ad urbem Pedemontanam translata sunt, quæ paucis abhinc annis urbs recognita fuit? Curnam hæc omnia in urbe Aliphana non extant, quæ Pedemontem nobilitate ac temporis vetustate adeo præcellit?

Ex altera vero pro parte canonici in urbe Aliphana residentes decretum Congregationis Consistorialis nulla subreptionis labe

laborare affirmant. In casu enim agi ajiunt de dubiorum resolutione, quæ a juris principiis dimanant, quæque nullam neque dependentiam neque relationem præseferunt cum rationibus facti vel possessionis, quantumvis immemorabilis, quas adversarii pro viribus jactant. Cum igitur jura quæ ab adversariis opponuntur ad rem non laciunt; erat prorsus inutile, quod de iis mentio fieret, cum recursus ad Congregationem consistorialem pro hujusmodi dubiorum resolutione promotus fuerit. Si ergo silentii velo tecta tuere, non ideo asseri jure potest Congregationis consistorialis responsa subreptionis vitio infecta fuisse.

Tunc enim decreta uti subreptitia habentur et nullius sunt roboris, cum aliquid tacetur, quod si pontifex cognovisset, decretum non concessurus, vel aliter dubia fuisset resoluturus c. 2, 19 et 20, lib. 1, tit. 3, de Rescript. Hoc autem in themate, ut ex dictis patet, profecto non verificatur, cum silentium super negociis ad rem non facientibus versatumfuerit

Quod si canonici Aliphani, adversariis haud consultis S. Congr. consistorialem adiverunt; id prudentiæ causa moti peregerunt. Quapropter fraudis vel doli suspicione accusandi minime sunt. Tunc enim quis doli vel fraudis reus reputari debet, cum aliquid se facturum dicit, et aliud vel contrarium, vel in damnum juris a tertio acquisiti exequutioni mandat.

Tandem veluti commentitium retinendum esse arbitrantur quod adversarii objiciunt, resolutionem nempe dubiorum a S. C. peractam ipsis haud fuisse panditam. Compertum siquidem est hujusmodi consistoriale decretum coram capitulo lectum fuisse. Cujus rei fidem facit adnotatio in margine literæ episcopi a secretario capitulari adjecta, qui episcopum certiorem faciebat dictum decretum lectum fuisse coram capitulo legitime congregato. Qua de re quidam ex canonicis Pedemonte degentibus graves questus moverunt, nullus tamen pro hujusce decreti abrogatione summum pontificem adire ausus est. Quæ adversariorum agendi ratio profecto ostendit eos vehementer dubitare de causæ justitia quam hodie mordicus propugnant.

Ad residentiæ onus devenientes, quo devinciuntur canonici Pedemonte degentes canonici Aliphani recolunt tritissimi juris esse canonicos omnes ad personalem residentiam in suis sive cathedralibus, sive collegiatis ecclesiis adstrictos teneri. Hæc siquidem obligatio ex juris communis dispositionibus satis aperte profluit, ceu videre est in cap. *Quia nonnulli*, 3; cap. *Relatum*, 4, et cap. *Conquerente*, 6, de cleric. non resid. Et concordat textus in conc. Trid. sess. 24, c. 12, de Reformat. par. *Præterea*, ibi: « Præterea obtinentibus in « eisdem cathedralibus aut collegiatis dignitates, canonicatus, « præbendas aut portiones, non liceat vigore cujuslibet « statuti aut consuetudinis, ultra tres menses, ab eisdem « ecclesiis quolibet anno abesse. »

Quæ cum ita sint, mirum non est si hæc S. Congregatio Tridentinæ synodi legum interpres constituta super hujusmodi præscriptionis observantia et executione semper institerit, et longiorem quam trium mensium absentiam tunc solum concesserit, cum justa et necessaria adesset petitionis causa, licet de iis ecclesiis ageretur, in quibus quotidianum totus anni servitium requireretur; ut in *Capuana* indulti, 3 sept. 1740.

Quibus juris communis principiis admissis, aiunt canonici Aliphæ degentes, adversarios ad causas a residentiæ obligatione excusantes inutiliter confugere, ut se quoque ab hujusmodi lege dispensatos et exemptos proclament. Nulla enim ex causis pro residentiæ dispensatione a jure admissis eorum favore in præsentiarum subsistit. Sane Aliphana urbs in præsenti domibus et habitationibus adeo frequens est, ut asylum conveniens et satis commodum canonicis Pedemonte adhuc commorantibus præbere valeat. Clementiam vero cœli et aeris salubritatem haud ibi deficere patet ex eo, quod civium numerus a 1600 ad 3000 paucos post annos excrevit, et omnes optima valetudine fruuntur, ipsis canonicis haud exceptis dies suos Aliphæ ducentibus, quorum plerique, licet alibi nati sint, ad tardam usque senectam tamen pervenerunt. Quod si tandem et ipsi diem supremum obiverint, id non aeris malignitati vel cœli inclementiæ vitio, sed universali mortis decreto hominibus statuto tribuendum esse censent.

Nihil pariter proficit, prosequuntur canonici, consuetudo, quam adversarii acriter propugnant quæ cum a jure reprobata sit, nullam vim vel efficaciam præseferre potest. Sane conc. Trid. in præcitata sess. 24, cap. 12, de Reformat. decernit canonicos a propria ecclesia cathedrali aut collegiata ultra tres menses abesse non posse, licet aliquod particulare statutum vel specialis consuetudo, aliud consentire videantur, ibi: « Obtinentibus... canonicatus, præbendas aut portiones non « liceat vigore cujuslibet statuti aut consuetudinis ultra tres « menses ab iisdem ecclesiis quolibet anno abesse. » Hujusmodi Tridentinæ dispositioni concinit sequens pontificia declaratio anno 1573 emanata lib. 1 Decr. Congr. Conc. pag. 33, a tergo, ibi: « SS. D. noster etiam ex sententia Sac. Cong. « Conc. declaravit immemorabilem consuetudinem non « excusare a residentia in ecclesiis cathedralibus et collegiatis « insignibus: in collegiatis autem non insignibus posse « excusare etc. »

Cum igitur quævis consuetudo licet immemorabilis nihili facienda ac quovis valore prorsus destituta sit, jam ex hoc consequi asserunt canonici, adversarios in gravi errore versari arguentes ex hac consuetudine utpote immemorabili præsumi et deduci debere aliquod privilegium seu indultum pontificium, in vim cujus potestas ipsis facta sit apud Pedemontanam urbem jugiter commorandi. Ad hoc enim ut actus suos effectus pariat necesse est, ut sit validus et in suo robore consistat. Compertum siquidem in jure est, quod actus nullus, nullum parit effectum. L. *Aut nullum*, cod. de legit. hær.

Verumtamen, dato etiam at non concesso, quod pontificium indultum ex consuetudine quantumvis omni robore destituta deduci atque oriri queat; incassum tamen ab adversariis in præsenti quæstione invocatur. Hujusmodi siquidem indultum utpote odiosum stricte accipiendum est et veluti sub conditione concessum censeri debet; perdurantibus scilicet rationibus et causis specialibus, quæ pontificis animum ad tale indultum largiendum moverunt. Cum igitur ejusmodi speciales rationes, quæ indulto pontificio causam dederunt, ceu ex superius dictis clare descendit, in præsentiarum amplius non subsistant; consequitur, quod hujusmodi indultum specialibus hisce rationibus sustentatum cessare et evanescere oporteat. Sane explorati juris est, actum cessare debere, cum ratio deficiat, quæ dedit causam actui, et cujus existentiæ tantummodo innitebatur, seu resoluta conditione sub qua indultum concessum fuit, ipsum quoque indultum resolvatur necesse est. Ea enim est ratio et indoles conditionis resolutivæ, ut, ipsa si existat, rem vel actum resolvat et annulet, qui ab ejusmodi conditionis eventu dependet, l. 3. ff. de contrah. empt.

Quæ loquendi ratio cum pro recta indultorum declaratione valeat, quæ a summi pontificis oraculo prodierunt, sic pariter imo multo magis admitti debet, cum agatur de episcoporum relationibus occasione visitationis ad sacra limina productis explicandis, vel cum agatur de capitularibus constitutionibus interpretandis, ad quas pro suis juribus tuendis, nimis fidenter adversarii confugiunt. Constitutiones siquidem capitulares, et episcoporum ad sacra limina relationes nihil juris canonicis Pedemonte habitantibus tribuere possunt: quod si aliquam vim præseferunt, hanc in tantum habent, in quantum indulti pontificii existentiam præsupponunt, cujus propterea veluti accessorium existimari debent. Verum acces-

sorii indoles est, ut principalis naturam sequatur : *Accessorium naturam sequi congrait principalis.* Reg. jur. 42, lib. 6 Decret. Cum igitur principale, seu indultum conditionatum in themate retinendum sit; sequitur, quod constitutiones capitulares quemadmodum et episcoporum relationes hujusmodi conditione affectæ censeri debeant. Quod præsumpti indulti tenor sic accipiendus sit, ostendere videntur verba quibus S. C. consistorialis ad primum dubium relate ad episcopi residentiam respondit. In eo siquidem leginus obligationem episcopo ad urbem Aliphanam remeandi impositam, statim ac id commode exequi poterit. En decreti verba : « Residentiam videlicet Aliphani pro tempore antistitis neutiquam adhuc habendam esse utpote in perpetuum obligatoriam, sed ita nempe precariam et facultativam, ut Aliphanus quisque præsul valeat pro lubitu suo, debeatque in eadem Aliphana dumtaxat civitate residere statim ac id poterit convenienter contingere. » Res cum ita se habeant absque ulla dubitationis alea concludi posse videtur quod canonici incolatum Pedemonte tenentes in urbe Aliphana apud cathedralem ecclesiam residendi obligationis onere sint obstricti.

Quæ cum ita sint, videant EE. PP. pro ea qua pollent sapientia, quo responso dirimenda sint dubia :

I. An sit locus aperitioni oris in casu? Et quatenus affirmative,

II. An canonici teneantur in urbe Aliphana residere in casu?

Sacra Congregatio Concilii ad prædicta dubia respondendum censuit : Ad I. *Affirmative.* Ad II. *Negative et nihil innovandum in præsenti rerum statu.* Die 22 septembris 1877. »

ORGANISATION PAROISSIALE

Paroisse de Sainte-Agathe à Brescia. Organisation particulière. Trois vicaires nommés à vie. Ont-ils besoin de la délégation du curé pour administrer les sacrements et faire les mariages? Alexandre VI et la bulle de fondation des trois vicariats. Jugement de première instance. Appel à l'archevêché de Milan. La S. Congrégation du Concile casse les deux jugements. Règlement sur les rapports du curé avec les vicaires inamovibles. Décision du 22 septembre 1877.

La paroisse Sainte-Agathe à Brescia, est desservie par le curé, qui porte le titre de *prévôt*, et par trois vicaires nommés à vie. Alexandre VI, en 1502, rendit une bulle approuvant cette organisation particulière. Chaque vicaire reçoit l'institution canonique dans une chapellenie affectée à sa charge. Ils sont donc nommés pour toute la vie. Trois siècles se passèrent sans voir de conflit entre le curé et les vicaires. Aussitôt après leur prise de possession, les vicaires se mirent à leurs fonctions, administrant les sacrements, surtout le baptême, assistant aux mariages et remplissant les autres attributions curiales. Le prévôt leur conféra-t-il une délégation? Il n'y en a pas de vestige.

En 1790, le prévôt essaya de troubler les vicaires dans la paisible possession de leurs droits. La question fut déférée au tribunal de l'*Avogaria* de Brescia; le tribunal se prononça en faveur des vicaires et fit défense au prévôt de mettre des entraves à l'exercice de leurs fonctions. Même décision en appel à l'*Avogaria* de Venise. L'évêque de Brescia confirma les deux arrêts par une décision qu'il prit en date du 19 février 1791; toutes choses mûrement considérées, il décida qu'il y avait lieu de maintenir les trois vicaires dans le libre exercice de l'administration des sacrements, surtout le mariage, conformément à l'usage.

Peu d'années après, c'est-à-dire en 1795, le prévôt recommença la lutte; mais bientôt il se désista et, comme son prédécesseur, il reconnut par écrit le droit des vicaires.

Durant les cinquante ans qui suivirent, les vicaires administrèrent les sacrements et firent les mariages sans demander l'autorisation expresse du curé.

En 1845, le prévôt annonça qu'il retirait la délégation pour les mariages, et en chargea exclusivement un des vicaires. En acceptant la délégation, le vicaire protesta qu'il ne la prenait qu'autant qu'elle pouvait être nécessaire pour les mariages, et sans préjudice des droits des trois curés, lesquels seraient fixés par l'autorité ecclésiastique selon la bulle d'Alexandre VI. A partir de ce moment, les deux autres vicaires cessèrent d'administrer les sacrements.

En 1867, le chapelain Poletti ayant demandé la permission de faire un mariage, le prévôt donna l'autorisation par écrit, et inscrivit dans le registre des mariages la note suivante : « M. Poletti est autorisé à unir en mariage NN. » Ce procédé déplut aux trois vicaires; ils portèrent plainte à l'évêché, dans le but de sauvegarder leurs droits. Vu la bulle de fondation, le long et paisible exercice des attributions paroissiales et diverses ordonnances rendues en faveur des chapelains, la cour épiscopale rendit le 9 novembre 1869 un arrêt portant « qu'il y avait lieu de maintenir les trois vicaires en possession du droit d'administrer en qualité de curés les sacrements et d'assister aux mariages dans la paroisse de Sainte-Agathe, sans avoir besoin de la délégation du prévôt, sauf la soumission qu'ils devaient avoir pour ses ordres dans cet exercice coadjutoral de la cure. »

Tant le prévôt que les vicaires firent appel à la cour métropolitaine de Milan, le prévôt pour le fond de l'arrêt, les vicaires parce qu'ils se crurent lésés par la dernière clause du jugement.

La cour métropolitaine jugea la cause en *pétitoire* et non en simple *possessoire*, ainsi que demandaient les appelants : « Le droit de pleine parochialité et notamment celui d'assister aux mariages dans ladite paroisse appartient à titre de parité et de réciprocité en vertu de la fondation aussi bien aux coadjuteurs titulaires qu'au prévôt curé. »

Le prévôt ne pouvait acquiescer à un pareil arrêt. Il demanda à la S. Congrégation du Concile de revoir toute l'affaire tant au possessoire qu'au pétitoire. On verra le texte de la requête dans le *folium* que nous publions plus loin. « Le curé demande que l'on examine l'acte de fondation qui est le principal fondement de la sentence du second degré. Il demande aussi que l'on décide : 1° Que la cure habituelle dans la paroisse de Sainte-Agathe appartient au prévôt seul et nullement aux chapelains conjointement avec lui. 2° En ce qui concerne la cure actuelle, que les chapelains ne peuvent l'exercer indépendamment du curé. »

Mgr l'évêque de Brescia, consulté *pro informatione et voto*, conformément à la procédure de la S. Congrégation, a envoyé les renseignements suivants :

« 1. Les chapelains n'ont jamais pris le titre de *curés*, et en cette qualité n'ont jamais eu droit aux dépouilles et n'ont ni la charge de la messe *pro populo* ni celle du principal entretien de l'église. 2. Les paroissiens se sont toujours adressés au curé pour les attributions paroissiales, particulièrement pour inviter des prêtres étrangers à faire les mariages. Le prévôt a toujours délégué sans consulter les vicaires. Les paroissiens n'ont jamais soupçonné qu'il pût y avoir *quatre* curés dans la paroisse. Les testateurs ont institué légataire le curé de Sainte-Agathe et non les curés ou la corporation des curés ; par ce mot ils ont entendu parler du prévôt, et c'est à lui seul que les legs ont été délivrés. 3. *De facto*, l'évêché, à son tour, n'a jamais considéré les chapelains de Sainte-Agathe comme des curés ou con-curés. Demandes, invitations, ordonnances, dispenses de mariages et de bans, tout cela est envoyé, non aux chapelains de Sainte-Agathe, mais au prévôt. Les chapelains n'ont jamais siégé parmi les curés de la ville. Durant la vacance de la prévôté, l'ordinaire a constamment désigné un pro-curé pour administrer la paroisse en dehors des trois chapelains. C'est ce qui eut lieu lors de la dernière vacance en 1838. 4. Enfin, l'acte de fondation des chapellenies de Sainte-Agathe donne aux trois vicaires le simple titre de *chapelains*; cela est bien différent des trois anciennes collégiales de la ville, dont les chanoines possèdent collectivement la cure. »

La S. Congrégation du Concile a traité l'affaire à deux reprises : le 24 mai 1875 et le 22 septembre 1877. Nous publierons plus loin l'un et l'autre *folium*. On y verra toute la discussion, les motifs et les prétentions *hinc inde* des parties en litige, la répugnance que le droit canon oppose à la juridiction collective qui semble incompatible avec l'ordre et avec l'unité que la constitution générale de l'Eglise affecte aux divers degrés de la hiérarchie.

Décision. La S. Congrégation, le 24 juillet 1875, juge que le jugement de première instance et celui de l'appel doivent être réformés; que les chapelains ont le droit d'exercer la cure avec le prévôt et sous sa dépendance, selon un règlement que l'évêque rédigera et communiquera à la S. Congrégation : « Sententias primi et secundi gradus esse reformandas ; capellanis jus esse exercendi curam animarum una cum præposito et dependenter ab ipso juxta ordinationem ab episcopo proponendam et ad S. Congregationem transmittendam. Die 24 julii 1875. »

Comment expliquer la clause : *Jus exercendi curam animarum una cum præposito et dependenter ab ipso ?* Le prévôt n'a pu se mettre d'accord avec les trois vicaires.

Ceux-ci ont pensé que la S. Congrégation reconnaissait en eux le même droit curial que pour le curé, et que la soumission à laquelle ils sont tenus comprend simplement quelques actes de politesse à l'égard du prévôt, lequel en effet est leur égal en ce qui concerne la cure habituelle, ou tout au plus *primus inter æquales in jure*.

Ces prétentions ont obligé le curé d'écrire de nouveau à la S. Congrégation. Les chapelains se sont défendus par des subtilités et des sophismes.

Règlement. La S. Congrégation a ratifié le règlement que Mgr l'évêque de Brescia a dressé pour fixer les rapports du curé et des trois vicaires. Cette ordonnance est rapportée intégralement dans le *folium* du 22 septembre 1877. Voici les principales dispositions :

1. Le prévôt, étant le chef de son église, occupera la première place dans toute fonction. Les vicaires garderont leur rang d'ancienneté.

2. Les vicaires ayant le droit, ou la faculté en droit d'exercer la cure des âmes dans la paroisse, avec, c'est-à-dire en commun avec le prévôt, les attributions naturelles seront sauvegardées, et le prévôt ne pourra les empêcher ni les restreindre.

3. Les fonctions des dimanches et fêtes seront célébrées, à tour de rôle, par le prévôt et les chapelains selon l'usage établi. Lorsque le prévôt voudra faire en personne une fonction liturgique, il avertira le chapelain qui en est chargé.

4. Les fonctions solennelles, avec pluvial, clergé, orgue, qui ont lieu dans le courant de l'année, ou celles qui sont demandées par les fidèles, sont réservées au curé. Les chapelains feront les fonctions ordinaires *d'étole*, baptêmes, services, viatique.

5. Le prévôt célébrant la messe solennelle sera assisté de deux chapelains. En son absence, le chapelain de semaine officiera.

6. Les prédications seront faites alternativement par le prévôt et les chapelains. Ils aideront le prévôt pour le catéchisme. La messe *pro populo* est à la charge du prévôt.

7. Les fonctions d'étole seront faites par les chapelains, une semaine chacun.

4. Quoique les chapelains partagent la sollicitude pastorale, on gardera l'usage des trois districts, qui sont particulièrement confiés à chaque chapelain. Chacun prendra soin des malades et des pauvres de son quartier, et assistera aux mariages. On ne déléguera pas un prêtre étranger à l'insu du curé. Cependant le prévôt pourra assister personnellement à tous les mariages, mais il fera verser dans la caisse des chapelains l'offrande qui sera reçue.

9. Le casuel provenant de toutes les fonctions religieuses sera partagé en deux parts, dont une pour le prévôt, et l'autre, versée dans la caisse des chapelains, sera partagée entre eux chaque trimestre, excepté l'honoraire de la messe, lequel appartiendra au célébrant.

10. Si le prévôt s'absente, il préviendra les chapelains; ceux-ci devront pareillement prévenir le prévôt ou leurs confrères, en sorte que le service de l'église ne souffre pas de l'absence.

Voilà le règlement que la S. Congrégation a muni de l'approbation. Il nous reste à publier le *folium* du 24 juillet 1875 et celui du 22 septembre 1877.

Brixien. Jurium parochialium. — Die 24 julii 1875. Extat Brixiæ parœcialis ecclesia sub titulo S. Agathæ, quæ a sua fundatione usque ad annum 1502 ab uno tantum administrata fuit parocho præpositi nomine insignito.

Verum exeunte dicto anno quidam canonicus Bartholomæus

a Puteo hujusce ecclesiæ præpositus, ut meliori modo quo posset, crescentis gregis sibi commissi saluti prospiceret, petiit et obtinuit ab Alexandro VI, tum temporis supremo reipublicæ christianæ moderatore, ut tres aliæ capellaniæ perpetuæ, cum fructibus pro capellanorum sustentatione adsignatis, in dicta ecclesia S. Agathæ erigerentur pro tribus aliis perpetuis capellanis, qui una cum præfato Bartholomæo, et pro tempore existente dictæ ecclesiæ rectore horis canonicis interesse, et curam animarum parochianorum exercere, residere ac celebrare tenerentur. Ita erectionis bulla, quæ se refert ad diem 5 septemb. 1502 et in summario præpositi legi potest.

Hujusmodi capellani beneficiorum institutorum possessionem vix nacti, munus sibi creditum obire, sacramenta maxime baptismatis administrare, matrimoniis adsistere, atque alia munera peragere cœperunt, quæ a parochis curam animarum exercentibus peragi solent: nec ullum extat vestigium eis a præposito delegationem demandatam fuisse.

Hoc modo res processisse videntur per tria fere sæcula quin aliqua vel jurgii vel dissensus causa præpositum inter et capellanos intercesserit. Verum admirabile hoc concordiæ ac pacis vinculum ruptum tandem fuit adventante anno 1790. Hoc enim tempore præpositus Martinengo capellanos curatos in perantiqua et pacifica jurium parochialium administrationis quasi possessione turbare perteutavit. Capellani at vero nedum præpositi intentioni non acquieverunt, sed imo fortiter obstiterunt, et illico recursum ad Brixien tribunal, vulgo *Avogaria* dictum promoverunt. Tribunal judicium capellanis favorabile protulit præposito mandans : « quod per se nec per interpositas personas sub quovis colore aut prætextu turbare de facto non audeat dictos instantes in libera possessione prædicta, sub pœna etc. » Hujusmodi judicium præposito haud arrisit, hinc causa ad tribunal ejusdem nominis *Avogaria* Venetiis constitutum deduxit.

Verumtamen etiam in hac judicii sede infenso sidere certavit præpositus, siquidem eo res perducta fuit, ut ipse optimum capellanorum jus sponte sua per constitutum diei 14 feb 1791 recognoverit. Quare die 19 febr. 1791 utrumque hoc judicium confirmavit episcopus Brixien., quandoquidem omnibus rite perpensis quæstionem diremit, edicens manutenendos esse dictos reverendos curatos in libero exercitio administrationis sacramentorum parochianis dictæ parœciæ, et præsertim sacramenti matrimonii, ut est in praxi. Paucos at vero post annos a lato decreto, idest die 27 maii 1795 præpositus Callini litem instauravit, etsi postea ab incœptis destiterit et in omnibus et per omnia, non excepto ipso constituto, antecessoris sui Martinengo laudabili exemplo sese conformavit.

Post hæc per annos quinquaginta pacifice jura sua exercuerunt capellani ; donec sub die 31 octobris 1815 præpositus ipsis indixit se delegationem assistendi matrimoniis ad se revocare et eam capellano Batticini tantummodo indulgere. Ab hoc tempore ab administrandis sacramentis omnes capellani sese abstinuerunt, si Batticini excipias, qui, delegationem aceptans, hanc emisit protestationem die 8 decemb. ejusdem anni : « Super expressa delegatio a subscripto recipitur et retinetur, quatenus potest esse necessaria ad assistendum matrimoniis, quum agatur de sacramentis, servatis omnino, et sine aliquo præjudicio trium curatorum S. Agathæ juribus, quæ dirimenda sunt ab Alexandri papæ VI bulla, 4 idus septemb. 1502, cujus explicatio et declaratio pendet a legitima auctoritate ecclesiastica. » Antecessoris vestigiis insistens, haud aliter se gessit curatus Rigatti, qui delegationem a præposito sponte oblatam recipiens die 14 octobris 1849 eamdem reservationem in libris matrimoniorum vol. 6, pag. 199 adnotavit. Tandem die 18 feb. 1867 capellanus Poletti ad celebrandum matrimonium Caroli Porro cum Elisabeth Zuccoli invitatus præpositum adivit pro assequendo consensu. Libenter annuit præpositus hanc adnotationem in matrimoniorum regestro scribens : « Si concede licenza al reverendo curato Poletti di unire in matrimonio il signor Carlo Porro colla signora Elisabetta Zuccoli e parimenti Pietro Chiodi con Maria Bregoli. »

Displicuit hæc agendi ratio capellanis curatis ; hinc ne sua jura deperirent, die 26 martii 1867 questus contra præpositum ad episcopum moverunt, expetentes : « che si degni riconoscere e confermare il predetto loro possesso in che si mantennero fino al presente e ciò per conseguente effetto delle leggi canoniche. » Curia episcopalis in examen adductis bulla fundationis, libero et pacifico exercitio longissimi temporis in cura animarum, variis decretis capellanorum favore ad rem promulgatis, et cæteris omnibus prout de jure expensis die 9 nov. 1869 hanc protulit sententiam : « Doversi ammettere a norma della petizione 18 feb. 1867 delli reverendi curati etc. il possesso da loro professato nella loro qualità di curati di amministrare i santissimi sagramenti, non che di assistere ai matrimonii in detta parrocchia di S. Agata, senza bisogno di relativa delegazione del reverendo preposto, salvo la dipendenza da' suoi ordini in tale esercizio coadjutorale di cura di anime. »

Verumtamen hæc sententia neutri satisfecit; quapropter utraque pars appellationem ad sedem metropolitanam interposuit. Præpositus quidem, quia gravatum se putavit ab exitu judicii; capellani vero, quia sua jura per postrema sententiæ verba cohiberi posse credebant. Tribunal autem metropolitanum non in possessorio, prout partes appellantes postulaverant, sed in petitorio controversiam diremit præscribens : « Il diritto di piena parrocchialità e quindi nominatamente di assistere ai matrimonii in detta parrocchia spettare a parità e reciprocanza, in vigore di fondazione, così ai coadjutori titolari, come al parroco preposto. » Hæc litis definitio S. Agathæ præposito haud placuit, quia sententia prioris judicii naturam mutavit et ultra petita vagata est. Hinc supplici misso libello controversiam sapienti H. S. Congregationis commisit judicio petens ut res tum in possessorio, tum etiam in petitorio dirimatur. « Chiede pertanto che venga esaminata la fondazione posta a principale fondamento della sentenza di secondo grado. Domanda poi che venga deciso :

1. La cura abituale nella parocchia di S. Agata appartenere al solo rettore preposto, non già ai cappellani comulativamente con esso.

2. In quanto alla cura attuale non potere i cappellani esercitarla indipendentemente dal preposto. »

Hisce habitis precibus die 24 maii 1874, episcopo de more scriptum fuit : *pro informatione et voto, auditis interesse habentibus, referat de bono jure oratoris, transmissa et soluta* etc.

Episcopus mandato H. S. C. obtemperans die 30 junii 1874 respondit hæc referens : « 1. Quei beneficiati non furono mai chiamati parrochi e come tali non ebbero mai nè diritto agli spogli nè l'onere della messa *pro populo*, nè l'onere del mantenimento principale di quella chiesa.

« 2. I parrocchiani di S. Agata nelle contingenze di una giurisdizione parrocchiale si erano sempre rivolti al prevosto e specialmente per ottenere delegazione a favore d'altri sacerdoti ad assistere ai matrimoni, delegazione che il prevosto avea sempre dato senza chiedere nulla ai beneficiati; e gli stessi parrocchiani non aveano mai pensato vi potessero essere in S. Agata quattro parrochi, talmente che i benefattori nei loro testamenti chiamavano legatario non i parrochi, o il ceto dei parrochi, ma unicamente il parroco di S. Agata, e per parroco intesero il prevosto, a cui sempre anche dall' autorità vennero aggiudicati tali legati.

« 3. De facto anche l'ordinariato diocesano non chiamò nè considerò mai i beneficiati di S. Agata come parrochi o

comparrochi e succedendo domande, inviti, ordini, dispense di matrimoni e di pubblicazioni ai parrochi della città non s'indirizzarono mai ai beneficiati di S. Agata ma al prevosto e quei beneficiati non siedettero mai tra i parrochi. Anzi nelle vacanze della prepositura l'Ordinariato elesse sempre un economo spirituale a reggere la parrocchia e questo anche estraneo ai beneficiati, comè e succeduto nell' ultima vacanza nel 1838.

« 4. Finalmente le tavole di fondazione dei benefici di S. Agata (ove quei beneficiati sono chiamati cappellani) pareano molto diverse nelle espressioni di giurisdizione parrocchiale da quelle dei curati delle tre antiche collegiate diocesane che si consideravano comparrochi. »

Rebus sic stantibus die 15 julii 1874 decretum editum fuit : *Ponatur in folio et notificetur episcopo.*

Omnibus absolutis in pleno EE. PP. conventu causa hodie disceptanda proponitur sub dubiorum formula in calce hujus libelli exscribenda. Præstat itaque nonnulla ex rationum momentis decerpere quæ capellani pro suo jure tuendo protulerunt. Quoad vero rationes jus præpositi respicientes summam earum exponam, quas patronus a præposito delectus exhibet in oratione typis edita et sapienti EE. PP. examini subjicienda.

Capellanorum jus erui posse videtur tum a tabulis fundationis, tum a pacifica et perantiqua trium fere sæculorum consuetudine, quam etiam ex pluribus sententiis eorum favore juxta varia tempora prolatis, quibus et ipsi præpositi sponte se subjecerunt. Sane circa fundationis tabulas haud inutile præmonere putamus, quod hæ in themate nostro legem constituunt, atque ad eas præsertim nos referre debemus pro recta hujusce controversiæ solutione. Jam vero verba bullæ adeo clara esse videntur ut nullam interpretationem admittere posse videantur. In ea enim legimus, prædictos capellanos vocatos fuisse « ad curam animarum una cum rectore reverendo illius tempestatis ac pro tempore successoribus exercendam. » Porro neminem latet particulam *una cum* æqualitatem inter eas personas inducere ad quas refertur. Paris. *Cons.* 19, num. 21, lib. 3. Rota Decis. 216. *Faventina* 20 junii 1564. Barbosa disc. 431, n. 1. Æqualitas autem saltem eam dependentiam respuit, quæ in capellanis obligationem inducit sacramenta sine consensu et delegatione præpositi non administrandi. Nec refert quod sic haberetur jus parochialitatis inter plures in solidum. Probe enim distincto hoc jure a libero exercitio curæ animarum, proposita difficultas illico evanescit. Præterea hoc etiam omisso neque in jure novum, neque in praxi insuetum esse videtur jus parochialitatis in solidum haberi, præsertim si qua vel circumstantia vel rationabilis et legitima ratio, sicut in præsentiarum, id expostulet. Pitonius, constitutiones et decisiones pro parochis n. 1404 et seq. 3 junii 1678. Neque aliter sentit S. H. C. in *Tiburtina* 25 martii et 9 julii 1757.

Verum dato etiam quod tenor bullæ hujusmodi sit, ut aliqua interpretatione indigeat ; hæc profecto in casu nostro non defuit. A prima enim capellaniarum institutione usque ad annum 1791, seu per spatium tercentorum annorum capellani curam animarum continuo exercuerunt, quin unquam a præposito delegationem expostulaverint, quin imo nec in regestris parochialibus datur reperire adnotationem vel minimam hujus delegationis prouti exigit Rituale Romanum, quod habet speciale caput, cui titulus *Formulæ scribendæ in libro parochorum,* et quemadmodum practicare solitum fuit tum cum sacerdotes extranei ad sacramentorum administrationem vocati, vel cum ipsi præpositi admissi sunt ad conjungendos alterius parœciæ sponsos. Sed, quod magis insuper est, nuspiam apparet præpositos, qui tribus prioribus hisce sæculis ad S. Agathæ ecclesiam regendam adlecti fuerunt, ullum questum vel protestationem contra hunc capellanorum agendi modum emisisse. Quod quidem præpositorum silentium quanti valeat, nemo est qui non videat, præsertim si attentio cohibeatur ad præpositi silentium, qui capellaniarum erectionem obtinuit. Hujusmodi enim diuturno silentio satis aperte demonstrarunt non aliam dandam esse interpretationem bullæ pontificis. Ad rem ait De Luca in opere cui titulus *il Dottor Volgare*, tom. 1, cap. 6, pag. 87 : « Si considera anche dai giureconsulti una specie di osservanza o consuetudine la quale si dice interpretativa, da non indurre nuova legge, nè da distruggere la vecchia, ma che interpreti la legge, la quale già vi sia nei casi dubbi : e questa non richiede i suddetti requisiti, ma basta che si sia per qualche tempo così osservato secondo le qualità e circostanze dei casi, dei quali si tratta. »

Vis autem hujus interpretationis maximopere crescit, si paullisper attendatur ad ipsam consuetudinem, quæ cum plusquam centenaria sit, natura sua valorem induit veri ac legitimi tituli et privilegii, eaque præditus potest allegare titulum de mundo meliorem l. in summa 2 ff. 7 de aqua et aquæ pluviæ arcendæ ; l. hoc jure 3 par. 4 ff. de aqua quotid. G. super quibusdam 26 de verb. signif. Rota recent. part. 1 decis. 677, n. 4, part. 3, decis. 489, n. 2, part. 4, tom. 1 et alibi passim. Quapropter De Luca, lib. 7 *de alien.* disc. 3, n. 6, ait : « Sola centenaria (præscriptio) sufficit non obstante moderna constitutione Urbani VIII ob facultatem allegandi quemcumque titulum de mundo meliorem. » Cujus rei rationem adducit in lib. 15, disc. 21, *de judiciis,* n. 50, hisce verbis : « Omnia enim dominia ac bona vel jura quæ ab antiquissimo ac immemorabili tempore bene concluso possideantur, aliquod principium absque dubio supponunt. » Quapropter concludi posse videtur, quod observantia tanti temporis capellanis patrocinetur nedum in linea *interpretativa* et *præsumptiva,* sed et in linea *præscriptiva.*

Verum iis, quæ sunt usque huc exposita si copulentur rationum momenta extrinseca, quæ favore capellanorum militant, bina nempe decreta tribunalis Avogaria dicti, constitutum duorum præpositorum, judicium ab episcopo Nani anno 1791 prolatum, nec non duæ postremæ sententiæ, altera episcopi Brixien. sub die 9 novemb. 1869 lata, altera vero sedis metropolitanæ diei 6 septembris 1873 ; haud dubie affirmari posse videtur optimum capellanorum jus, sive in possessorio, sive in petitorio uti lux meridiana illucescere.

Nec obstare videtur tenor literarum ad nutum etc., quas præpositus capellanis possessionem beneficii nanciscentibus expedire solebat : error enim in quo versabatur præpositus valori bullæ apostolicæ præjudicium afferre non poterat. Quemadmodum neque contra capellanorum jus facere videtur, quod aliqui eorum per aliquot annorum lapsum sese ab administratione sacramentorum abstinuerint. Nam, præterquam quod jura spatio triginta, non vero viginti quinque annorum (ut in casu evenit) præscribuntur : protestatio ab altero ex capellanis in assumendo delegationem emissa, cæterorum etiam jura, quatenus a bulla emanabant, sarta tecta servavit.

Neque majori in honore habenda esse videntur, quæ episcopus favore præpositi adnotat. Revera, quoad ea quæ primo loco dicuntur, mirum non est si capellani gravati non fuerint onere neque manutentionis ecclesiæ, neque celebrationis missæ pro populo. Capellani enim, præter redditus ex fundis sibi adsignatis provenientes, nihil aliud sperare poterant pro compensatione laboris et operæ quam præstabant : cœtera emolumenta cujuscumque speciei et naturæ præposito cedebant. Æquum ergo est ut ille totum incommodum persentiat, qui totum habet commodum. Quæ vero secundo loco adjiciuntur, innuunt solum quod præpositus est caput ecclesiæ S. Agathæ et in jurisdictione primus : quod ipsi capellani libenter fatentur : at profecto non indicant, quod capellani

munia parochialia neque exercuerint, neque exercere valeant absque præpositi delegatione, id enim ab ipso esset probandum eo quod caput et fundamentum est istius controversiæ. Neque aliter sentiendum videretur de his quæ tertio loco exribuntur, eoquod neque sensum bullæ destruere, neque vim perantiquæ consuetudinis infirmare possunt. Quin aliquid negocii facessit quod verba bullæ Alexandri VI, vi cujus capellani liberum curæ animarum exercitium consecuti sunt, diversa sint in expressionibus jurisdictionem significantibus ab illis, quæ existentiam dederunt tribus antiquis diœcesanis collegiatis, quarum coadjutores sacerdotes habentur ut comparochi et unum idemque sunt cum præposito in sacramentorum administratione. Nos enim non de verbis, sed de verborum significatione solliciti esse debemus; littera enim occidit, spiritus autem vivificat. Jam vero si ad sensum respectus habeatur, profecto apparebit bullas inter se in nihilo differre : bulla enim Alexandri VI liberum ac plenum exercitium animarum capellanis S. Agathæ attribuit, quin hi opus habeant delegatione, quemadmodum erui potest ex verbis superius citatis. Numquid in bullis expediendis una eademque formula jugiter est adhibenda? Quæ cum ita sint, recte concludi posse videtur, quod capellani in themate animarum curam libere, et absque ulla delegatione exercere possint, et valeant.

Altera sed vero ex parte præpositi defensor initio animadvertit in diversa abiisse Brixiensis et Mediolanensis tribunalis judicia : primum enim, veluti coadjutorum instantia ferebat, in *possessorio* prodiit : alterum in *petitorio*. Ille vero utcumque de possessione legitime dimicandum esse censeat, etiam de jure disserit, ut contradictorum intentionem undique profigari demonstret.

In possessorio judicio aliud cum alio coadjutores confundere deprehendit. Etenim sive retinendæ sive recuperandæ possessionis interdicta proponantur, oportet in jure vel factum continuum detentionis vel amissionis, recens esse; nam si antiquum sit, ad interpretationem quidem in petitorio allegari poterit, minime vero ad interdicta sustinenda. Igitur coadjutores, et primi gradus sententia, qui possessionem probant decreto anni 1792, quamquam eadem sententia non diffiteatur privativam jurisdictionem præpositi « nello spazio di ventiquattro anni fino alla presente causa » ea ratione dimicant in possessorio judicio, quæ ab illo alienissima est.

Deinde interdictum *retinendæ* ad casum aptari non posse animadvertit, quia in illo agitur de servanda possessione, quam primi gradus sententia, saltem viginti quatuor ab hinc annis amissam profitetur : præpositus autem episcopi testimonio ac monumentis innixus contendit etiam antea ac semper penes suos decessores extitisse. Hisce positis, non minus absonum in jure putat uti interdicto *recuperandæ*, quod non conceditur nisi in possessione quæ aut vi aut clam aut precario occupata fuerit. Baimberger, *Dritto romano privato e puro :* lib. 3, cap. 1, §. 195. Atqui ne coadjutores quidem unquam allegarunt præpositum precario, clam aut vi possessionem private ministrandi occupavisse. Unde concludit nullum possessorium interdictum coadjutoribus competere.

Hoc autem evidentius erumpere contendit ex ipsis collationum literis, quibus coadjutores munus nacti sunt. Illos enim rector vocavit « ad coadjuvandum in cura animarum nos et pro tempore existentem hujus ecclesiæ parochialis præpositum » collato ministerio « horis canonicis interessendi, una cum rectore ejusdem ecclesiæ pro tempore existente, præposito nuncupato, et curam animarum exercendi ad nutum rectoris ipsius. » Quamobrem, ait defensor, possessio illa quam coadjutores vindicant, exercendi pari jure ac potestate cum præposito, nulla ratione concipi potest. Nemo enim plus juris habere potest quam traditum illi fuit : collationis autem semel acceptæ fines beneficiarius prætergredi nequit, ex Rota in decis. 816 coram Merlino. Quidquid antiquitus contigerit, si quid etiam probari posset, hoc certe exploratum est hodiernos coadjutores haud aliud munus accepisse quam exercendi ad nutum rectoris. Accedit quod in possessione animus sibi retinendi requiritur, teste Baimberger loc. cit. § 186 : quisquis autem liberam exercendi facultatem non sibi retinet, sed ab altero accepit, alteri legitime possidet, non sibi. Hanc igitur exercendi libertatem, concludit cum coadjutores non possideant, plane sequitur possessorio interdicto condici non posse.

In petitorii vero controversia definienda ait unum potissimum quæri, utrum vel ex jure communi, vel ex peculiari aliqua lege deceat paræciam non unius, sed quatuor parochorum arbitratu regi. Quo in loco, auctoritate nititur textus in cap. *Sicut*, qu. 2, cap. *In quibus*, 7, qu. 1. Rebuff. in *Praxi*, tit. de non promotis intra annum num. 69, et Barbosæ in *Collectan.* ad cap. 15 de præbend. qui vetant plura capita uni ecclesiæ præesse parochi titulo. Quod si plures presbyteri paræciæ præficiantur, demonstrat card. De Luca, *De paroch.* disc. 14, id contingere posse vel quatenus ii presbyteri corpus conficiant, vel quatenus præter istiusmodi sacerdotes non desit is qui propriam rectoris personam gerit. Si corpus seu collegium componant, non plures reapse rectoris vice funguntur, sed unus, scilicet moralis collegii persona. Si rector præterea non deficiat (ut in casu præpositus non deest), tunc unus rector est, alii vero sunt vicarii seu adjutores ad exercitium curæ. At qui ad exercitium vocatur dum regimen alteri adscribitur, ita se gerere debere tradit Rota in decis. 39 num. 1 seqq. par. 15 Rec. « ut unus se habeat dependenter, et tanquam coadjutor alterius. »

Nec secus a jure communi in coadjutorum fundationibus dispositum fuisse contendit. Et sane præpositus ipse capellanorum constitutionem a pontifice impetravit, participatione oblata ex reditibus quibus ille potiebatur. Præsumi autem nequit illum beneficii sui dismembrationem proposuisse, suorumque fructuum partem abdicavisse ut sibi non vicarios, non inferiores adjungeret, sed pares atque æmulos. Accedit, quod « collationem et provisionem dictarum trium capellaniarum » pontifex in apostolicis literis præpositis asseruit. Unde præpositi defensor duo potissimum consectaria derivat. Primum est quod in collatione institutio auctorizabilis ad gerendam animarum curam non comprehenditur, quippe quæ ab inferioribus episcopo committi nequit ex textu in cap. 4, de offic. archidiac. Si quando conferendi jus ex privilegio admitti placuit, haud aliter contigit, quam vicario nomine episcopi. Pifon. *Disc. eccl.* 20, num. 31. Barbosa, *De episc.* alleg. 72, num. 186, et facta in singulis collationibus hujus vicariæ potestatis mentione. S. Congreg. partic. in *Tarvisina* jurium capitularium 15 junii 1858. Igitur coadjutores, qui a præposito beneficium accipiunt ordinaria facultate, absque ullius privilegii mentione, parochi esse nequeunt. Alterum hoc est, quod cum jus conferendi inter ampliora jurisdictionis et superioris gradus judicia adnumeretur, juxta Rigant. in reg. cancell. to. 1, reg. 2, § 2, num. 9, absonum arbitratur defensor collatorem et electos in eodem dignitatis gradu confundere.

Animadvertit præterea in fundatione Alexandri VI accurate semper adjutores *capellanorum* nomine, præpositum vero *rectoris* titulo distingui; unde concludit huic solummodo regimen animarum competere ex Rota in decis. 489, par. 3, num. 3, Rec. ac præposito facultatem impertiri, capellanis absentibus, « alium seu alios loco absentium substituere, » quod inter superiorem quidem et inferiores decet, minime vero inter pares.

Ac frustra objici contendit verba illa fundationis « tres alias capellanias pro tribus aliis perpetuis capellanis, qui una tum præfato Bartholemæo, et pro tempore existente dictæ

ecclesiæ rectore in ipsa ecclesia horis canonicis interesse et curam animarum parochianorum prædictorum exercere, in ipsaque ecclesia personaliter residere, et per se ipsos, non autem per substitutos, impedimento cessante legitimo, deservire, ac singulis diebus in ipsa ecclesia per se vel per alios missas celebrare teneantur, » perinde ac si clausula *una cum* paritatem ministerii induceret inter parochum et adjutores. Primo enim nil velat famulum cum domino, institorem cum præponente, militem cum duce, suo quemque gradu in officium incumbere. Deinde res duplici sensu usurpari potest. Capellani ita usurpant, ut clausula *una cum* in singulis officiis repetita censeatur, in horis canonicis, in exercitio curæ in residentia, in personali ministerio, in missæ celebratione; quod absurdum ait defensor, sequeretur enim adjutores una cum præposito « per se vel per alios missam celebrare, » et rursus una cum præposito « deservire. » Alio igitur sensu legendum putat, uti verba sonant, nempe ut capellani « una cum... rectore in ipsa ecclesia horis canonicis interesse... teneantur, » ac cætera præstent quæ in constitutione recensentur, et in iis curæ exercitium, quin clausula *una cum* his etiam muneribus adjiciatur. Animadvertit postremo ordinem in cura animarum exercenda requirere ut inter plures sit aliquis præses, ne in matrimoniis aliisque gravioribus negociis contingat alterum concedere, alterum negare, et singulos diversa ratione eumdem populum regere.

Nec in petitorio saltem valere contendit quæ a capellanis in possessorio frustra afferebantur. Possessio, ait, seu potius consuetudo trium ferme sæculorum præposito luculenter suffragatur. Atque ut instituat ab usu fundationi proximo, qui potissimum in pretio haberi debet, meminit anno 1515 præpositum decrevisse « quod nullus de cura animarum totius parœciæ se impediat tam in audiendis confessionibus quam cæteris conferendis sacramentis, nec quisque sacerdos audeat in præsenti ecclesia celebrare absque licentia domini præpositi seu sacristæ etc. »; post sæculum autem capellanos fateri debuisse « ita semper fuisse observatum » : quod anno 1625 confirmarunt scribentes « se teneri ad coadjuvandum ipsum rev. D. præpositum in functionibus parochialibus juxta illius mandata, et non aliter. » Atque addit votum præsulis Pamphilii mox ad supremum Ecclesiæ senatum et ad Petri cathedram evecti, coram S. Congregatione « quod cum capellani teneantur exercere curam animarum donec præposito placuerit, cura ipsa est penes præpositum, non autem penes capellanos, qui licet respectu præbendarum sint perpetui, respectu tamen curæ sunt temporarii, cum illam exerceant pro libito præpositi, qui potest eos amovere ab exercitio curæ, et quem solum volentem teneantur coadjuvare, et ideo non possunt dici curati. »

Quæ cum ita sint, animadvertit perspicuam fundationem trium ferme sæculorum usui conjunctam deleri non posse absque legitima præscriptione. At coadjutores, ait, nihil aliud objiciunt quam decretum anno 1791 in possessorio latum a sæculari magistratu, ingravescente rerum publicarum eversione, et auctore quodam presbytero Moladori, quem S. Ordo vehementer redarguit. Primo enim decretum ipsum jura in petitorio præservavit, et reapse præpositus anno 1795 judicium instituit, postulans « che li cappellani.... debbono bensì cooperare .. ma sempre con la dovuta sudordinazione e dipendenza nelle parrocchiali funzioni, dal preposito. » At judicium hæsit, ait defensor, quia alter ex coadjutoribus, quocum ille dimicabat, scripto præpositi delegationem agnovit. Anno demum 1848 præpositus constitutiones edidit de ordine servando in exercitio curæ ad nutum ejusdem præpositi, quæ hactenus servatæ sunt. Ut autem perpetuæ consuetudini fastigium imponat, Brixiensis episcopi literas ad S. Ordinem recitat (in præpositi summario recensitas num. 19), quæ hunc unum uti parochum rectorem a curia et ab aliis in omnibus, capellanos vero uti inferiores adjutores semper haberi consuevisse demonstrant.

Hisce præjactis grave ne sit EE. VV. sequens dirimere dubium:

An et quomodo sententia curiæ Mediolanensis sit confirmanda, vel infirmanda in casu?

S. Congregatio Concilii rescripsit : *Sententias primi et secundi gradus esse reformandas; capellanis jus esse exercendi curam animarum una cum præposito, et dependenter abipso juxta ordinationem ab episcopo proponendam, et ad sacram Congregationem transmittendam.* Die 24 julii 1875.

Brixien. Jurium parochialium. Die 22 septembris 1877. Roganti mihi in comitiis diei 24 julii 1875 : » An et quomodo sententia curiæ Mediolanensis sit confirmanda, vel infirmanda in casu, » amplissimus vester Ordo consultissimum responsum tulit : « *Sententias primi et secundi gradus esse reformandas : Capellanis jus esse exercendi curam animarum una cum præposito et dependenter ab ipso juxta ordinationem ab episcopo proponendam et ad S. Congregationem transmittendam.*

Mandatis hujus S. Ordinis morem gerens sacer antistes deputavit viros in jure canonico peritos, qui accitis interesse habentibus, eorumque auditis atque perpensis rationibus et argumentis normam et fines hujus dependentiæ indicarent. Hæ igitur normæ literis ab antistite datis sub die 24 januarii 1876 ad me transmissæ fuerunt, easque modo præ meo munere fidelius EE. VV. oculis subjicio.

« 1. Cum Rmus rector præpositus caput sit suæ ecclesiæ, primus ei debetur locus in qualibet sacra functione. Coadjutores capellani ipsi assident juxta antiquitatem institutionis.

« 2. Quia vero etiam coadjutoribus jus est, seu de jure facultas exercendi curam animarum in parœcia, una idest communiter cum cum præposito, suæ et ipsis integræ maneant ex officio connaturales attributiones, quas præpositus perturbare aut imminuere nequeat.

« 3. Sacræ functiones in parœcia consuetæ tam diebus festis, vel dominicis, quam profestis peragantur a præposito et coadjutoribus juxta vicem huc usque retentam. Præpositus, cui functiones liturgicas de more a coadjutoribus exercendas, semper liberum sit, legitima suadente causa, exercere per se, quando jure suo erit usurus, coadjutorem præmoneat, cui aliter ritus sacer esset obeundus.

« 4. Sed præter functiones, quas consuescit obire, præposito reservatæ habeantur cæteræ solemnes, idest cum pluviali, clero et organo, quæ per annum occurrant, sive ex consuetudine Ecclesiæ, sive ex voto publico, sive fuerint rogatu fidelium celebrandæ; coadjutoribus servatis functionibus ordinariis, quas de stola dicimus, puta baptismata, funera, delatio SSmi ad infirmos.

« 5. Bini saltem ex coadjutoribus præposito solemniter celebranti adstent ministerio, libero manente tertio ex eis propter quascumque, quæ occurrant, fidelium spirituales necessitates. Præposito non peragente per se functionem, quæ fuerit sibi quomodocumque reservata, vices ejus obeat coadjutor, qui hebdomadarium agit, dimidiatis inter eos emolumentis, si quæ a fidelibus offerantur.

« 6. Prædicationis onus ita commune sit præposito et coadjutoribus, ut isti homiliam habeant per vicem, et nonnisi a præposito præmoniti : iidemque eum adjuvent in catechesibus.

« Applicatio autem sacri pro populo præposito incumbat, diebus ab Ecclesia præscriptis.

« 7. Functiones porro minus solemnes, vel de stola, a coadjutoribus exercendæ ita dividantur inter eos, ut quisque illas peragat per hebdomadam in orbem; hebdomadario autem impedito, subeat qui hebdomada sequenti functurus erit munere hebdomadarii.

« 8. Quamvis in partem sollicitudinis pastoralis præpositi

assumpti sint coadjutores, ut totius paræciæ saluti studeant una cum præposito, tamen ut melius fidelium utilitati provideatur, mos retinendus salubriter inolitus ut paræcia dividatur in tres regiones, tribus coadjutoribus singillatim distribuendas : quisque autem ex ipsis in regione sibi assignata specialem infirmorum curam agat, pauperibusque in ea degentibus eleemosynas distribuat, nec non incolarum saluti propensiori cura invigilet. Item matrimoniis quæ ratione solemnitatis non pertineant ad præpositum, assistat quisque ex coadjutoribus, de cujus regione fuerit sponsa : eo impedito, suppleat qui erit de hebdomada. Causa intercedente delegandi, ne ad id muneris delegetur extraneus, inscio præposito. Insuper semper liberum sit præposito assistere personaliter matrimoniis etiam minus solemnibus, illatis tamen in capsam capellanorum oblationibus inde perceptis.

« 9. Obventiones cujuscumque generis hebdomadario a fidelibus oblatæ ratione alicujus spiritualis functionis, sive per orbem suum eam exerceat, sive vicem agendo præpositi, salva in hoc casu præposito sua medietate, in capsam inferantur ut inter coadjutores singulis trimestribus dividantur, eleemosyna missæ excepta, quæ in rem celebrantis cedat.

« 10. Discessurus e paræcia, sive præpositus sive aliquis ex coadjutoribus meminerit quæ tam salubriter, sive a Tridentino sive a nostris constitutionibus sancita sunt, tam quoad tempus absentiæ beneficiatorum cum cura animarum a propria sede, quam etiam quoad servitium ecclesiæ providendum absentiæ tempore; et ideo sive præpositus coadjutores, sive coadjutores præpositum vel collegas admoneat, de suo discessu atque secum invicem ita conveniant ut interim aliqui ex ipsis præsto sint fidelibus in opera spirituali. »

Verum hac in occasione lis quædam inter capellanos et præpositum exorta est circa interpretationem enunciati rescripti diei 24 julii 1875. Capellani enim jactabant amplissimum vestrum Senatum recognovisse « in loro il diritto parrocchiale come nel prevosto, *una cum præposito,* e che la dipendenza a cui sono obbligati, non deve intendersi nel vero significato della parola, ma soltanto per alcuni atti di urbanita verso il prevosto che infatto è a loro eguale nel diritto della cura abituale ed al più è primus inter æquales *in jure.* »

Hujuscemodi interpretatio haudquaquam præposito arrisit; hinc ad hunc S. Ordinem obtulit sequentem libellum. . . « mi trovo costretto a supplicare le loro eminenze a prendere in serio esame questa vertenza, provvedendo che rimanga intatto e libero il diritto del rettore, ne si lasci luogo a nuove pretese nei coadjutori e sia mantenuta la dispendenza sapientemente riconosciuta nella decisione . . . Se mai nel regolamento presentato da Monsig. vescovo si trova (come è a temersi) qualche restrizione al diritto parrocchiali del prevosto, ovvero qualche concessione ai cappellani, supplico le eminenze vostre a porvi opportuno rimedio. Il caso e assai grave trattandosi di stabilire ciò che formera legge perpetua e inalterabile. »

Ut autem hujus controversiæ ratio haberi possit in solutione dubii in calce hujus libelli exscripti, præ meo munere duxi contendentium deductiones summatim referre.

Præpositus contendit in laudata declaratione sancitum esse quod capellani curam exerceant dependenter ab ipso. Ad quam interpretationem adstruendam præ primis recolit, ex bulla Alexandri papæ VI pro erectione trium capellaniarum in ecclesia S. Agathæ civitatis Brixiæ exploratum fore, quod capellani ipsi teneantur interesse una cum præposito horis canonicis in ipsa ecclesia, et (tenentur) exercere curam animarum parochianorum, et per seipsos, non autem per substitutos deservire. Insuper animadvertit capellanos ipsos constanter in actis curiæ episcopalis, et in ipsa visitatione apostolica diœcesis Brixiensis anno 1581 nuncupatos fuisse capellanos coadjutores rectoris præpositi. Cum autem aliquando capellaniæ istæ collatæ fuerint a summis pontificibus Clemente papa VIII, Paulo V et Urbano papa VIII, in eorum bullis collationalibus onus capellanorum semper designatum fuit hisce verbis : « Quam capellaniam pro tempore obtinenti rectorem dictæ ecclesiæ S. Agathæ pro tempore existentem præpositum nuncupatum in exercitio curæ animarum dilectorum filiorum illius parochianorum coadjuvandi onus incumbit. »

Quibus præstitutis infert S. Congregationem Conc. in superiori declaratione adjudicasse capellanis non curam habitualem paræciæ, sed tantum jus exercendi curam animarum. Jus intellige quod coadjutoribus competit, ita ut nullus ex extraneis possit absque injuria eos impedire ab exercitio : non autem jus contra voluntatem rectoris præpositi, cujus sunt coadjutores; quare ipso coadjuto invito vel contradicente iidem nihil agere possunt in iis quæ ad curam spectant. Ferraris *Bibl. Can.* verbo *Coadjutor,* num.28, 29. Ideo in laudata declaratione statuitur quod capellani curam exerceant dependenter a præposito.

Altera autem ex parte capellani inclamant : « Chi ha autorizzato il prevosto ad interpretare a suo talento le parole della sentenza della S. Congregazione del Concilio, e limitarne il valore? Poteva essere necessaria una sentenza della S. Congregazione del Concilio per poter ritenere che nessun estraneo abbia diritto d'impedire ai curati di S. Agata la cura delle anime nella loro parrochia? Il buon senso di qualunque persona non diebbe lo stesso dei coadjutori ex. gr. di S. Giovanni benche non siano investiti? La dipendenza cioè, sara regolata dalla S. Congregazione, e non dalla volonta personale del prevosto.

« Chiunque legge spassionatamente la bolla di Alessandro VI si convince all'evidenza che le parole *tenentur una cum præposito* . . . afficiunt tutti gli officî nei quali si riassuma la cura d'anime. Rilevasi infatti che nei scritti del prevosto il verbo *tenentur* artificiosamente è messo in principio e ripetuto in seguito, mentre nel breve di fondazione vi ha una volta sola, e questa in fine del periodo. E tale fu il giudizio di S. Carlo visitatore apostolico esplicitamente espresso colle parole : « Capellani tres coadjutores qui una cum præposito tum ad personalem residentiam, et ad horas canonicas collegiatim recitandas, tum ad animarum curationem ex fundatione teneri comperti sunt. »

« Per tutto quello che può avvenire si fa osservare che nel breve di fondazione alle parole, *per seipsos, non autem per substitutos deservire;* seguono immediamente questo altre, *legitimo cessante impedimento,* dal che è facile arguire che quando vi fosse impedimento possono *deservire* anche per sostituto, in forza del breve di fondazione.

« Non può dirsi che constanter in actis curiæ episcopalis « nuncupati fuere capellani coadjutores rectoris præpositi, » mentre il massimo numero delle bolle o atti di collazione dei relativi benefici ripetono le precise parole del breve di fondazione dove si dice « pro tribus perpetuis capellanis qui una cum præposito horis canonicis interesse, personaliter residere, ac curam animarum parochianorum exercere teneantur. » Per ciò poi che riguarda la visita apostolica evidentissima è la falsità dell'asserzione che si chiamassero « capellani coadjutores rectoris præpositi, » solo che si rifletta alle parole del santo visitatore apostolico ricordate di sopra, dove si chiamano « capellani tres coadjutores non præpositi, sed qui una cum præposito etc.

« Relativamente poi alla collazione fatta dai tre sommi pontefici di un beneficio che si rese vacante nelle epoche in cui i sommi pontefici si erano riservata per sei mesi la collazione di tutti i beneficii in Italia se v'ebbe qualche modificazione nelle

relative formole, cio avvenne perchè si appogiarono all'esposizione inesatta che fecero i Rmi prevosti degli uffici dei curati quando ne promovenano l'investitura. Tanto è vero che colle successive collazioni si ritornò sempre alla formola che leggesi nel breve di fondazione, e in quasi tutti gli atti di collazione dei benefici. E per certo se i sommi pontefici avessero inteso di derogare, alterare autoritativamente il breve di fondazione, non si sarebbe in seguito ripetuto il consueto formulario. »

Perperam præpositum arguere prætensam dependentiam, instant capellani ex verbis deductis a Ferraris loc. cit. : coadjuto invito et contradicente iidem nihil agere possunt. Siquidem hanc distinctionem in medum proferunt : nihil agere possunt : « Se il prevosto è invito e contradicente juxta ordinationem concedo : ma se egli si elevasse al di sopra della ordinazione approvata della S. Congregazione del Concilio o comunque poi la violasse, chi non vede che potrebbero agire liberamente? »

Eoque minus obstare autumant verba, « statuitur quod capellani curam exerceant dependenter a præposito » quoniam semper repetunt juxta ordinationem « e non altrimenti, giarchè è chiaro che il modo ed i confini della dipendenza debbono essere proposti dal vescovo e riconosciuti dalla S. Congregazione.

« Si osserva da ultimo essere evidente che in sostanza la S. Congregazione del Concilio ha confermato la sentenza di I e II istanza riformandole soltanto per cio che riguarda il superiore da cui deve stabilirsi la pragmatica che deve regolare l'esercizio del diritto e la dipendenza ad evitare collisioni. E in vero il giudizio diocesano ha riconosciuto nei curati il *jus exercendi curam animarum* salvo dipendenza dal prevosto nell'esercizio di tale dritto. Il giudizio metropolitano riconoscendo pure il jus a parita e reciprocanza del prevosto, vuole che l'esercizio sia regolato dal vescovo a norma del concilio prov. IV. La S. Congregazione riserva a se l'approvazione del regolamento che deve essere proposto dal vescovo. E questa terza autorevolissima sentenza fu pronunciata ne' noti termini dalla S. Congregazione quantunque i curati siansi ritirati dalla causa, l'uno di essi per essere stato promosso alla prepositura di Lovere, e l'altro per l'unico motivo dell'essere impossibilitato a sostenere il grave dispendio, come ebbe egli stesso a dichiarare all'Illmo e Rmo ordinario, e non abbiano quindi presentato alcun atto od alcuna risposta a propria difesa in confronto dell'opponente il quale ha fatto il possibile collo scritto e colle stampe per interpretare e far interpretare a suo modo e il breve di fondazione, e tutti gli atti successivi e la pratica di oltre trecent'anni.

« Si crede opportuno l'aggiungere l'interpretazione del giudizio metropolitico per cio che riguarda le parole, *una cum*. La bolla Alessandrina nel suo senso ovvio d'interpretazione prova nel senso di una cura di anime che incombe *una cum* al prevosto ed ai curati con reciproca uguaglianza. E si aggiugne pure il testo della sentenza dello stesso giudizio. Il diritto di piena parrocchialita e quindi canonicamente di assistere ai matrimoni in detta parrochia, spettare a parita e reciprocanza in vigore di fondazione cosi ai coadjutori titolari come in parroco prevosto. »

Quibus perpensis grave ne sit EE. VV. dirimere dubium :

An et quomodo propositæ ab episcopo ordinationes probandæ sint in casu?

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Affirmative in omnibus*. Die 22 septembris 1877.

LEGS DE MESSES

Legs de cinq messes par semaine. Le testateur n'ayant pas expressément ordonné l'application de ces messes, on demande si l'application est libre. Décision de la S. Congrégation du Concile du 22 septembre 1877.

Lorsque le legs prescrit simplement la célébration, faut-il supposer que l'application des messes est obligatoire ? Les canonistes embrassent divers sentiments. Amostase, Pignatelli et Pasqualigo, cités dans le *folium* que nous rapportons plus loin, sont d'avis que l'obligation de célébrer implique l'application, parce qu'on ne peut supposer que le bienfaiteur qui impose la charge de dire des messes n'a pas voulu que le fruit lui en fût appliqué. D'autre part, quelques auteurs pensent que l'application n'est pas due lorsque le legs ne la prescrit pas expressément. Plusieurs décisions de la S. Congrégation confirment cette interprétation.

En 1631, un prêtre de Chiari, diocèse de Brescia, institua héritier le chapitre de la collégiale de cette ville : « Je laisse au chapitre de Chiari, mon héritier, un capital de..... avec la charge de me faire un anniversaire solennel avec musique tous les ans pour mon âme, pour celles de mes père, mère et parents. » Il fonda aussi un canonicat, et imposa au nouveau chanoine l'obligation d'assister ses collègues pour la cure paroissiale et de dire cinq messes chaque semaine : « Qu'il soit tenu de célébrer cinq messes à l'autel de S. Joseph ou à tout autre qu'il croira plus commode pour la population dans ladite église paroissiale et collégiale. »

Au début on mit en doute si les cinq messes devaient être appliquées. Quelques chanoines se bornèrent à la célébration ; d'autres crurent que l'application était prescrite. En 1731, un décret de l'évêché déclara libre l'application des cinq messes. De là vient que de temps immémorial les messes dont il s'agit n'ont plus été appliquées.

Le canonicat étant vacant à présent, l'évêché de Brescia a consulté la S. Congrégation. L'information de Mgr l'évêque atteste que les procès-verbaux des visites pastorales ne mentionnent jamais l'obligation d'appliquer les cinq messes, quoiqu'il y soit question de la charge relative à la paroisse. Le canonicat rend à présent 750 livres ; l'obligation d'appliquer 250 messes par an serait onéreuse et même intolérable.

Pour l'anniversaire, le testateur prescrit expressément l'application. Il aurait enjoint l'application des cinq messes par semaine si telle eût été son intention. Il a désigné l'autel de S. Joseph ou tout autre plus commode pour la population. Cela indique qu'il s'est plutôt proposé l'avantage spirituel des fidèles et le service de l'église que des suffrages pour lui-même.

La paroisse compte dix mille âmes. Cinq bénéficiers assistent le curé. Si l'on exige l'application des 250 messes, aucun prêtre ne voudra occuper le canonicat, dont le revenu ne s'élève qu'à 750 livres.

Décision. La S. Congrégation du Concile décide qu'il ne conste pas de l'obligation d'appliquer les cinq messes. *Non constare de onere applicationis.* Die 22 septembris 1877.

Brixien. Applicationis, absolutionis et reductionis missarum. Die 22 septembris 1877. Sacerdos Paulus Cinquini ex oppido vulgo Chiari diœcesis Brixiensis ultimo quo suo decessit elogio anno 1631 capitulum dicti loci suum vocavit hæredem edicens : « Lascio al capitolo di Chiari mio erede un capitale col peso di celebrarmi un'anniversario solenne con musica ogni anno per l'anima mia, di mio padre, madre e parenti. » Voluit insuper ut in ecclesia prædicta tunc collegiata fundaretur canonicatus, adjecto onere novo canonico coadjuvandi ceteros confratres in cura animarum, nec non celebrandi quinque missas in qualibet hebdomada. Fundationis tempore reditus hujus canonicatus summam 400 libellarum pertingebat, quæ progressu temporis ex additione nonnullorum legatorum excrevit ad libellas 750. Ipso in limine fundationis dubitatum fuit, an sub nomine *celebrationis* intelligenda esset tantummodo præsentia, vel potius comprehenderetur etiam *applicatio;* hinc dictæ missæ a præbendato aliquando applicatæ fuisse videntur aliquando non, quin imo constat decreto curiæ anni 1731 declaratum fuisse præfatas missas esse liberæ applicationis. Unde factum est, quod a tempore hominum memoriam superante enunciata sacrificia haud amplius applicata fuerunt.

Rebus sic stantibus et vacante in præsens prædicto canonicatu ordinarius Brixiensis supplici libello diei 25 januarii jam effluxi a S. V. Ordine declarari petiit, an in themate urgeat obligatio applicationis. Et quatenus hac in re EE. VV. in affirmativam abeant sententiam, absolutionem pro præteritis omissionibus humiliter expostulat, necnon dispensationem, aut saltem magnam reductionem, eo quia haud valet inveniri sacerdos, qui canonicatum adipisci velit, cui est adnexum onus alios coadjuvandi in exercitio curæ animarum.

Hujusmodi habito libello sub die 13 februarii 1877 rescribendum censui : « Episcopo qui transmittat particulas docu« mentorum, ex quibus apparet ipso in limine fundationis « dubitatum fuisse de obligatione applicandi missas, atque « inspectis actis sacrarum visitationum, referat an in iisdem « mentio aliqua occurrat de prædicta obligatione. »

Morem S. Ordini gerens antistes literis diei 22 junii 1877 respondit : « In ipso limine fundationis de obligatione applicandi missas dubitatum fuisse, imo probabilius non extitisse, ex eo evincitur, quod in actis pastoralis visitationis tempore piæ fundationis nulla de hujusmodi obligatione mentio fit. Confirmari videtur ex allegatione quam ex exemplari in bibliotheca Morcelliana illius paræciæ fideliter excriptam mitto. Inspectis vero pastoralium visitationum actis ab anno fundationis 1631 usque in præsens, mentionem quidem de onere cooperationis in cura animarum factam esse, nullam vero de missarum applicatione fieri deprehendi. Ratione insuper habita de redditnum tenuitate hujusmodi obligatio non modo onerosa sed plane importabilis foret. Ea tamen ad unguem servabuntur quæ sacra Congregatio servanda esse declaraverit. »

Post hæc rescriptum edidi : *Per summaria precum.*

Hodie itaque in plenariis comitiis hæc causa disceptanda proponitur; hinc meum est in medium afferre quæ hinc inde observatu digna videntur.

Facit pro applicatione principium, quod injuncta celebratione censeatur quoque volita applicatio, nisi hæc arbitrio capellani fuerit relicta. Amostaz. *de caus. piis,* lib. 2, cap. 3, num. 49. Pasqualig. *De sacrif. nov. leg.* quæst. 208, n. 6. Pignatell. *Consult. canon.* 139, n. 12 et seq. tom. 1. Deficiente ideo in fundatione expressa exemptione ab applicatione, dicendum videtur, quod canonicus in themate ad missas applicandas teneatur. Amostaz. loc. cit. cap. 3, n. 59. Pignat. loc. cit. n. 15.

Et jure merito; præsumi enim non potest, quod fundator dum onus celebrationis missarum demandavit, præcipuum ipsarum fructum sibi suisque noluisset applicari. Hinc ex hac præsumpta fundatorum voluntate principium invaluit etiam in foro, quod missa pro fundatore est applicanda, licet ipse applicationem non expresserit. Exemplo sint resolutiones S. Ordinis in *Tinen.* applicationis sacrificii diei 8 aug. 1668, lib. 26 decr. fol. 61. *Mediolanen.* applic. miss. 16 maii 1733. *Taurinen.* 9 sept. 1775 ad 2 dub.

Post hæc inutiliter ad observantiam confugiendum videretur, primo quia ipsa semper constans a fundatione non fuit; secundo quia non obstante contraria observantia Sacra hæc Congregatio alias applicationi locum esse definivit, prouti videre est in *Tridentina* applicationis missarum diei 26 augusti 1769, § *Et quatenus.*

Altera sed vero ex parte perpendi potest, quod in fundatione nullum onus applicationis injunctum reperitur, imo hoc exclusum censendum esse videtur, quia fundator solam celebrationem, non vero applicationem demandavit, quam expresse imperasset, si eam voluisset, ad tradita per Pignatel. consult. 139, num. 3, tom. 1. Suarez, tom. 2 de Relig. tract. 8, lib. 2, cap. 17, num. 7. Quod argumentum majus robur acquirere videtur, ex eo quod testator præcipiendo suo hæredi anniversarium solemne expresse illud celebrari voluit « per l'anima mia, di mio padre, madre, e parenti, » proindeque censendum est noluisse applicationem pro aliis missis, pro quibus applicationem non expressit, ceu tenuit H. S. C. in *Romana* red. et applic. miss. diei 15 decemb. 1714, dub. 2, et in alia *Romana* 29 januarii 1791.

Eo vel fortius in hanc sententiam deveniendum esse putarem, quia testator non modo designavit ecclesiam in qua essent celebranda dicta sacrificia, verum etiam edixit celebranda esse « all'altare di S. Giuseppe, ovvero a quell'altare che lui giudichera a comodita del popolo nella suddetta chiesa. » Quare contemplata potius videtur a testatore commoditas populi et ecclesiæ cultus, ac decus, quam suffragium ipsius fundatoris, ut innuit Tamburin. lib. 3 de sacrific. missæ, cap. 5, et 3, num. 22 quo in casu missas applicandas non esse ex sola celebratione præscripta docent resolutiones a S. Ordine editæ in *Callen.* applic. sacrificii diei 17 decembris 1679, lib. 40 decret. fol. 4. *Tricastinen.* applic. sacrif. proposita die 18 julii et resol. die 8 augusti 1711. *Mantuana* applic. sacrif. 19 novembris 1718. *Novarien.* 22 novembris 1727, *Fulginaten.* 7 septembris 1737.

Quibus omnibus, si addere placeat reditnum tenuitatem, quæ anno 1776 ad applicationem excludendam prolata fuit, onus impositum canonico coadjuvandi parochum in exercitio curæ animarum, electionem canonici factam a testatore in persona sibi benevisa, decretum curiæ anni 1731 post quorumdam theologorum vota declarans præfatas missas esse liberæ applicationis (quæ omnia ex reperto et exhibito documento scatent), nec non immemorabilem observantiam, ac tot antistitum patientiam, absque dubio viderentur præfatæ missæ minime onus applicationis secumferre.

Verumtamen si EE. PP. præ ea sapientia et prudentia qua fulgent in dirimendis quæstionibus judicent prædictas missas esse quoque applicandas, tunc dignentur videre 1° num absolutio pro præteritis omissionibus sit concedenda. Ipsam enim suaderet bona fides, quæ in jure, et penes H. S. Congregationem præsertim in hisce casibus quanti valet nemo est qui ignorat. Dignentur 2° decernere, num dispensatio, aut

magna reductio concedenda sit « poichè (ut ait vicarius generalis) altrimenti non può aversi il sacerdote, che voglia occupare il canonicato col peso annesso della cura di anime in assistenza e sollievo degli altri cinque beneficiati in una parrocchia di oltre diecimila anime, mentre le sue rendite attuali accresciute dopo la fondazione per altri lasciti ascendono a lire 750 circa. »

Hisce igitur perpensis ea qua solent sapientia, et religione videant EE. VV. quid in themate sit decernendum.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii rescripsit : *Non constare de onere applicationis*. Die 22 septembris 1877.

INSTITUT D'ESTE

Testament de François V, duc de Modène. Legs de deux cen mille florins pour soulager l'infortune ou favoriser l'education professionnelle ou littéraire. Capitaux placés partout ailleurs qu'en Italie. Règlement soumis à l'approbation du pape. Décision de la S. Congrégation du Concile du 22 septembre 1877.

François V, duc de Modène, dans le testament qu'il a fait à Vienne le 22 avril 1873, a prescrit d'établir un grand institut de bienfaisance. Le texte italien de la disposition testamentaire est inséré dans le *folium* de la S. Congrégation, que nous donnons plus loin. En voici le résumé :

« L'usurpation ne pouvant briser mon affection pour le pays où je suis né, où j'ai passé la plus grande partie de ma vie, que j'ai gouverné durant treize ans, et où j'ai laissé un grand nombre de personnes qui me sont affectionnées et dont plusieurs sont dans le besoin, je prescris à mon héritier de fonder sans retard une œuvre de bienfaisance sous le nom d'*Institut d'Este*, en employant un capital de deux cent mille florins.

« Mon héritier consultera en toute chose l'archevêque de Modène *pro tempore* et d'autres personnes de Modène qu'il désignera et qui feront partie du conseil d'administration de l'œuvre.

« Nous ne prescrivons rien d'invariable pour l'emploi du revenu, parce que les besoins peuvent changer avec le temps ; mais nous voulons que les ressources de l'œuvre soient toujours affectées, soit à soulager des misères imméritées, soit à encourager les talents techniques et même littéraires, pourvu que les talents et l'instruction soient unis à de bons sentiments catholiques, ainsi qu'à la bonne conduite et au travail qui en sont en quelque sorte la conséquence nécessaire. Voulons que le statut soit soumis à l'approbation papale. Les capitaux seront toujours placés hors de l'Italie, même au cas où les princes légitimes seraient rétablis. Si les rentes des capitaux de l'œuvre placés à l'étranger étaient frappées de quelque impôt, ou détournées de leur destination, soit en totalité, soit en partie, ou enlevées au libre contrôle du conseil d'administration que l'archevêque de Modène présidera, ou soustraites à l'autorité de mon héritier ou de ses successeurs ; dans ces diverses hypothèses on cessera de verser les rentes en Italie, et elles seront accumulées à l'étranger, et capitalisées jusqu'à ce que l'œuvre soit de nouveau exonérée de toute contribution et de toute autorité étrangère.

« En cas de dissentiment entre l'héritier ou ses successeurs et le conseil d'administration sur le règlement et les changements à y apporter, sur l'emploi ou le cumul du revenu, nous prions le pape régnant d'évoquer la question et de décider sans appel.

« Si par malheur un des successeurs de mon héritage n'était pas catholique, ou s'il tombait dans des censures ecclésiastiques, s'il refusait de joindre le nom d'Este au sien, il ne pourrait plus être protecteur de l'institut d'Este tant que ces obstacles ou l'un d'eux subsisteraient. En ce cas l'institut serait placé sous la direction exclusive de l'archevêque *pro tempore* de Modène et du conseil d'administration. Alors le compte rendu annuel serait fait au saint-père et non plus à mes héritiers à perpétuité. »

Dès que le legs a été délivré au nouvel institut, le conseil d'administration a été constitué ; son premier soin a été de dresser le règlement de l'œuvre, en vingt-huit articles, dont la plupart reproduisent les dispositions du testament.

Un désaccord s'est produit entre la commission et l'héritier sur l'article 18, portant que toute proposition de modifier le règlement est approuvée, si elle réunit les deux tiers des voix. Le fondé des pouvoirs de l'héritier objecte qu'en vertu de cet article la commission pourrait supprimer le protecteur.

L'article 20 se rapporte à la même question. Le protecteur prétend que les modifications lui soient soumises avant d'être portées au saint-père.

Pour le moment, on ne fondera pas un établissement spécial pour l'éducation littéraire ou professionnelle ; les ressources serviront à soulager les individus ou à conférer des bourses aux jeunes gens admis dans les colléges existants.

Le règlement a été soumis à l'approbation du Saint-Père, comme veut le testament du pieux bienfaiteur. La S. Congrégation du Concile, dans la séance du 22 septembre 1877, a traité la question. Elle a décidé d'approuver le règlement, sauf de légères modifications.

Mutinen. Approbationis statuti. — Die 22 septembris 1877. Supremis quibus decessit tabulis die 22 aprilis 1873 religiosissimus ac clementissimus vir Franciscus V, Mutinensis dux, inter cætera hæc disposuit : « L'usurpazione non potendo sciogliere i vincoli di affezione verso il paese ove nacqui, ove passai la miglior parte della mia vita, che governai per 13 anni, ed ove lasciai molte persone affezionate, e anche molte di esse bisognose, prescrivo all'erede di fondare senza ritardo un' opera pia sotto il nome di Lascito Estense, erogandovi un capitale di duecento mila fiorini, salvi i possibili diffalchi propri a tutti i legati in caso che viene precisato più sotto, e salvo l'onere comune, sperabilmente transitorio, dell'obolo di S. Pietro, di cui si dira piu sotto.

« Il lascito Estense verrà fondato dall' erede o chi per lui, se fose minorenne al momento della mia morte, e d'accordo in ogni caso col mio esecutore testamentario, e dopo udito pure in ogni caso l'arcivescovo *pro tempore* di Modena, nonchè altre persone Modenesi ed autorevoli da lui suggerite, e frattanto io ne cito alcune di mia confidenza, e che desidero entrino

nella organizzazione e nel consiglio di amministrazione, ossia fra queste che nomino, quelle che mi sopraviveranno, od almeno alcune di esse.

« Queste persone sarebbero il conte Giuseppe Forni, il conte Teodoro de Volo, desidero che l'erede o chi per lui scelga almeno fra questi, in numero però non mai minore di tre, non che fra i propostigli da Monsignor Arcivescovo. Essi costituiti in una commissione proporranno la migliore erogazione dei redditi, cioè quale sarebbe il maggior vantaggio che ne potrebbe derivare al paese ed ai poveri da tali risorse.

« Non fissiamo poi nulla d'invariabile quanto al genere della erogazione, perchè coll'andare del tempo potrebbero variarsi i bisogni; ma desideriamo che le risorse di tale opera vadano sempre o a sollevare miserie immeritate, o ad incoraggiare talenti tecnici in ispecie, ma anche letterari, purchè tali talenti e l'istruzione vadano uniti a buoni sentimenti cattolici, e ad buoni portamenti ed operosità, che ne sono in certo modo una conseguenza necessaria. Vogliamo inoltre che lo statuto sia sottoposto all'approvazione papale, e che i capitali siano sempre impiegati fuori d'Italia, ancorchè gli affari politici fossero più o meno ben ristabiliti in Italia stessa, non escluso neppure il ristabilimento dei governi legittimi, che potessero forse col tempo risorgere; e che, ove accadesse che le rendite dell'opera pia che verranno dall'estero, fossero tassate o sviate dal loro scopo in tutto od in parte, o sottratte al libero controllo stabilito del consiglio di amministrazione presieduto dall'arcivescovo *pro tempore* di Modena, ed all'autorità dell'erede mio o dei successori nella eredità e nel cognome di Este aggiunto al proprio; vogliamo, come si disse, che in tutti questi casi si cessi dal versare le rendite in Italia, e disponiamo che si accumulino all'estero al capitale fino a che l'opera pia sia di nuovo libera da pesi e da autorita estranee all'opera stessa.

« Vogliamo in fine che il consiglio di amministrazione, tranne tutto al più un contabile ed un cassiere da mantenersi dall'erede o suoi successori nell'eredita e nel cognome di Este aggiunto al proprio, sia gratuito, e che l'erede e suoi successori pensino pure a provvedere un locale a loro spese per l'ufficio, se pure uno degli amministratori e facoltosi non vorrà essere si patriottico e generoso di offrire in casa sua lo stretto necessario locale per l'ufficio, che dovrà impiantarsi nel modo il più semplice e modesto possibile, essendo ciò un male necessario, e non dovendo essere un soggetto di vanità nè di sfarzo.

« Qualora accadessero divergenze d'opinioni fra l'erede o successori nell'eredità circa l'amministrazione del lascito, circa il regolamento o cambiamento da farsi in quello, e l'erogazione o l'accumulamento delle rendite, preghiamo il Santo Padre allora regnante ad avvocare a sè la questione e decidere inappellabilmente.

« Oltre le condizioni che il capitale dell'opera pia del lascito Estense debba essere fuori d'Italia, e della eventuale sospensione delle rendite, ossia della loro erogazione, qualora esse non la potessero essere colla dovuta indipendenza da governo qualunque che vi fosse in Modena, e dovessero esse rendite soggiacere a tasse in Italia, stabilisco ancora qual condizione *sine qua non*, che se per disgrazia un successore nell'eredità fosse od acattolico o caduto in censure ecclesiastiche, o rifiutasse di aggiungere al suo il cognomo d'Este, esso non potrà essere più a lungo protettore del lascito Estense finchè durassero tali eccezioni, o l'una o l'altra di esse; ed in tal caso esso lascito rimarrebbe sotto l'esclusiva direzione dell'arcivescovo *pro tempore* di Modena e del consiglio d'amministrazione, di cui Monsignore sarà di diritto il presidente, il quale darebbe allora direttamente l'annuo resoconto a Sua Santità il papa in luogo di darlo al protettore erede mio od erede dell'erede all'infinito. »

Adita ab instituto hæreditate, ut excelsi Principis testatoris suprema voluntas executioni mandaretur, regulariter instituta est commissio administratrix hujus pii relicti, quæ sequens edidit statutum, quod nunc huic S. Ordini probandum proponit.

« 1. L'opera pia laicale e privata del *Lascito Estense*, come ha avuto vita dalla volontà del suo munifico istitutore, così prende norma di agire nelle disposizioni del suo testamento in data di Vienna 22 aprile 1873.

« 2. Protettore nato e perpetuo della pia opera è il successore *pro tempore* nella eredità della defonta A. R. l'arciduca Francesco V d'Austria di Este, il quale professi la religione cattolica, non sia soggetto a censure ecclesiastiche, porti il cognome d'Este aggiunto al suo proprio, e adempia tutte le condizioni prescrittegli nel testamento.

« 3. Al protettore appartiene di scegliere i membri del consiglio d'amministrazione dietro proposta dell'arcivescovo di Modena, qual presidente di esso consiglio; e di ricevere annualmente il conto della gestione di esso consiglio.

4. L'eccelso protettore, quale successore nell'eredità del principe fondatore, ha l'obbligo di mantenere un contabile ed un cassiere in servigio dell'amministrazione del Lascito Estense, e di provvedere a sue spese un locale per l'uffizio il quale dovrà impiantarsi nel modo piu semplice e modesto possibile.

« E ciò ancora nel caso, che si spera non succederà mai, che per mancanza d'alcuna delle condizioni dette di sopra, il consiglio di amministrazione dovesse (a termini del testamento) astenersi dal rendere a Lui l'annuo conto della sua gestione.

« In questo caso il conto deve essere rassegnato dall'arcivescovo alla Santità del papa regnante.

« 5. Il consiglio di amministrazione si compone di quattro membri elettivi e dell'arcivescovo di Modena *pro tempore* che ne è il presidente dal momento che sia eletto a tale dignità dal S. Padre. Per la prima volta i membri del consiglio sono nominati dal protettore prendendoli tra le persone indicate nominativamente dal principe fondatore, e quelle che l'arcivescovo gli proponga, a termini del testamento.

« 6. In avvenire la nomina de' membri medesimi sarà fatta dal protettore e scegliendo alcun altro dei designati determinatamente dal testatore o sopra proposte di monsignor arcivescovo.

« 7. Nel caso che rimanesse sospeso nel protettore il diritto di ricevere il conto annuale, la nomina de membri del consiglio sarà fatta dall'arcivescovo di Modena.

« 8. Le funzioni dei consiglieri sono affatto gratuite.

« 9. Essi stanno in ufficio per quattro anni. Per la prima volta la sorte determinerà i due membri che cessino dalle loro funzioni a capo di un biennio.

« 10. Per la nomina de' nuovi consiglieri in posto degli scaduti, o in caso di morte o di rinunzia in pendenza del quadriennio, l'arcivescovo presidente, sentito il parere del consiglio, propone una lista di persone, tra le quali il protettore eleggerà.

« 11. Questa lista conterrà non meno del doppio, nè piu del triplo del numero de consiglieri da eleggere.

« 12. I membri che cessano pel compimento del quadriennio possono essere posti nella lista e venir confermati dal protettore.

« 13. Le persone indicate nominativemente nel testamento saranno poste a preferenza nella lista.

« 14. Il consigliere eletto nel posto di un consigliere mancato per morte, o che abbia rinunziato, starà in ufficio pel tempo che vi sarebbe stata la persona alla quale e sostituito.

« 15. L'arcivescovo presidente può farsi rappresentare nel consiglio di amministrazione da persona di sua confidenza, anche estranea al consiglio ed ecclesiastisca o secolare.

« 16. In caso di morte dell'arcivescovo o di sua rinunzia all'arcivescovo accettata dal papa, la presidenza si trasmette al vicario capitolare.

« Ma per questo non s'intende di dare all'opera del lascito Estense il carattere di opera pia ecclesiastica, volendosi conservarla laicale e privata e assolutamente autonoma a termini del testamento che le da vita.

« 17. Alla validità e regolarità delle deliberazioni del consiglio basta la presenza di tre membri, compresovi il presidente o chi lo rappresenta, per gli oggetti ordinarii.

« Ma ove si dovesse trattare di mutazioni o modificazioni di questo Statuto, si richiede il concorso di tutti i consiglieri non impediti legittimamente. E si lascia al prudente arbitrio dell' arcivescovo presidente di domandare il concorso anche di altre persone da lui proposte per avere da esse un voto consultivo. In questo caso non presentandosi in numero sufficiente i consiglieri non impediti, avrà luogo una seconda convocazione; e anche questa non riuscendo per mancanza di numero, l'arcivescovo presidente nè convocherà una terza, nella quale si potrà deliberare, qualunque sia il numero degli intervenuti.

« 18. In tal caso la proposta di mutamento o modificazione non si intenderà approvata, se non raccoglie due terzi dei voti. Se il numero dei volanti è pari, l'arcivescovo presidente ha doppio voto.

« 19. La proposta di mutamento o modificazione dello statuto non potrà mai essere fatta se non dalla persona dell'arcivescovo presidente.

« Tal facoltà non passa nel vicario capitolare.

« 20. Per essere poi eseguito il mutamento o la modificazione che il consiglio abbia trovato conveniente di approvare, la proposta dovrà essere comunicata al protettore e rassegnata alla Santità del sommo pontefice per la definitiva conferma.

« 21. Avvenendo il caso di discrepanza di opinione tra il protettore e il consiglio circa l'amministrazione e l'erogazione o l'accumulamento delle rendite, nel caso che questo debba essere fatto in forza delle disposizioni scritte nel testamento; si dovrà in esecuzione del testamento medesimo rassegnare la questione alla Santità del papa regnante per la sua suprema ed inappellabile decisione.

« L'esecuzione di questo articolo è di esclusiva attribuzione dell'arcivescovo presidente, o del vicario capitolare in caso di sede vacante.

« 22. L'amministrazione economica sarà regolata con articoli addizionali al presente Statuto.

« 23. I redditi del lascito Estense sono destinati dal volere del testatore o a sollevare miserie immeritate o ad incoraggire talenti tecnici in ispecie, ma anche letterarii, con che tali talenti e l'istruzione vadano uniti a buoni portamenti ed operosità che ne sono in certo modo una conseguenza necessaria.

« 24. Non essendo poi prescritto un invariabile modo di erogazione, ma essendo anzi lasciato alla prudenza del consiglio di regolarsi secondo la varietà dei bisogni che si verifichi coll' andare del tempo; perciò in pendenza della deliberazione che si possa prendere circa la fondazione di un istituto diretto massimamente alla educazione ed istruzione tecnica ed anche letteraria di giovanetti di famiglie povere senza loro colpa; il consiglio per ora avrà in mira massimamente il sollievo delle immeritate miserie, preferendo nei sussidii da accordare quelli che possano essere applicati all'educazione ed istruzione.

« 25. Il consiglio, procuratesi le opportune informazioni, formerà d'anno in anno un conto preventivo della distribuzione da fare dei redditi nelle provincie che costituivano gli Estensi Dominii.

« 26. Ove esistano istituti o pubblici o privati che diano opera alla cristiana e civile educazione ed istruzione, segnatamente tecnica ed anche letteraria, potrà esse assegnato loro alcun sussidio da applicare a giovani meritevoli a senso della mente del testatore.

« 27. Una parte di questi sussidii può essere applicata alla educazione delle fanciulle.

« 28. Tutti gli assegni fatti dal consiglio si intendono pel solo anno corrente.

Omnes præcitati articuli tam ab ipsa commissione, quam a procuratore tutoris augusti hæredis probati fuerunt, si demas articulum 18 et 20, quos circa, ut refert archiepiscopus, quædam exorta est discrepantia inter commissionem et præfatum procuratorem.

Rebus itaque ita perstantibus totam rem in amplissimo EE. VV. consessu disceptandam proposui, ut non modo dictum Statutum probare, verum etiam discrepantiam mox exponendam circa præfatos articulos vigentem, abrumpere dignemini.

Revmus igitur archiepiscopus et commissio administratrix autumant se voluntatem Excelsi testatoris rite interpretasse, si articuli 18 et 20 retineantur prout jacent; dum e contra patronus agens pro hærede vellet « al primo dei suddetti articoli... aggiungere che le proposte di mutamento, oltre a un terzi almeno dei voti dovessero per la validità loro riportare l'approvazione del protettore. In pari tempo poi dall'altro articolo cassava la riserva che la proposta di mutamenti per essere eseguita dovesse prima comunicarsi al protettore. »

Ad suam protuendam sententiam præfatus procurator hanc argumentandi methodum instituit: « Quando la modificazione dello Statuto sta nel piacimento di due terzi del consiglio di amministrazione, in allora un successivo consiglio potrebbe, a modo di dire, stabilire che il lascito non abbisogna di protettore; al che credo di dovermi opporre: il citato passo del testamento non si riferisce, a mio parere, almeno nel testo tedesco, al mutamento dello statuto. Se nel testamento non è detto che lo statuto deve essere approvate dall'erede, non è nemmeno detto che esso può essere stabilito senza di lui. »

At vero nuper allata argumentatio Rmo archiepiscopo et commissioni administratrici haud placet, quia onerosæ conditiones ponendæ non sunt contra aut præter voluntatem testatoris; testator enim quod voluit expressit. Insuper addunt: « 1. Il protettore è ingiunto nel testamento, e però qualsiasi cangiamento dello Statuto non potendo contraddire mai alle disposizioni testamentarie, non equivarrà a cangiare il testamento. Resta quindi infondato il supposto, che una modificazione dello Statuto possa escludere o menomare l'azione del protettore in tutto ciò che inè proposito stabilito nel testamento. 2. Autentico testo delle ultime disposizioni del compianto principe è quello scritto di sua mano in lingua italiana. Fa d'uopo adunque in caso di dubbia interpretazione riportarsi a questo, e non ad una versione in lingua tedesca. 3. Ora i luoghi dell' articolo 15 del testamento, che hanno riferimento sia a modificazioni dello Statuto, sia alle approvazioni necessarie per tali modificazioni, sono testualmente i seguenti: — Non fissiamo nulla di invariabile quanto al genere di erogazione; giacchè coll'andare del tempo potrebbero variarsi i bisogni... Vogliamo che lo Statuto sia sottoposto all'approvazione papale... Qualora accadessero divergenze di opinione fra l'erede o successori nella eredità circa l'amministrazione del Lascito, circa il regolamento o cambiamento da farsi in quello ecc. preghiamo il S. Padre allora regnante ad avvocare a sè la questione, e decidere inappellabilmente. — Nelle quali espressioni emerge chiaramente che lo Statuto e le eventuali mutazioni di esso debbono riportare la sanzione pontificia, ma non appare che sia pure necessaria quella del protettore. Che anzi, ove questi sollevasse divergenze colla commissione, andrebbero esse a venir sottoposte al giudizio del Romano pontefice. Ne infine pare attendibile in niuna maniera la massima che siavi titolo a sostenere ciò che dal testamento non è escluso, o per meglio dire ciò dichè il testamento non parla;

essendo manifeste le strane conseguenze alle quali tale massima potrebbe condurre. »

Hisce expositis, EE. VV. exorantur, ut propositum Statutum, vel uti jacet, correctum aut emendatum, probare dignentur.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Pro gratia approbationis juxta modum facto verbo cum SSmo.* Die 22 septembris 1877.

MÉLANGES

— Mort du pape Pie IX. Oraison funèbre prononcée par Mgr Nocella, secrétaire des letires latines.

Parentalibus Pii IX pont. max. Oratio ad eminentissimos ac reverendissimos s. e. r. cardinales, Carolo Nocella, protonotario apostolico decuriali atque ejusdem pontificis ab epistolis latinis, habita in æde sixtina die xvii februarii a. mdccclxxviii. — Tristis sane, Emi ac Rmi Patres, tristis sane atque acerbus dolor nobis contigit, ut nempe pontificis ejus funus videremus, quem in caligine hujus sæculi velut insigne sidus lumenque respeximus, quem mirifice cum universo populo christiano dileximus, et de quo semper unanimis votis optavimus, ut post tanta discrimina et post tot procellas tandem tranquillo pacato florentique Ecclesiæ statu feliciter frueretur. At judicia Dei hominum noxas ulciscentis votis nostris non annuerunt; atque hodierna die augustæ Pii noni memoriæ, cui putabamus gratulationem pro felici rerum conversione nos oblaturos, funebrem laudationem et lacrymas cogimur, in supremum amoris et pietatis officium exsolvere. Sed facilius est ingentem tanti pontificis imaginem posse nobis animo effingere, quam orationis ope, suis lineamentis expressam, ut decet, exhibere. Agimus enim de eo pontifice, qui eo carior Ecclesiæ fuit, quanto diuturnius mortalis peregrinationis spatium implevit, de eo pontifice qui universos pastores et fideles suarum virtutum præcones habet, de eo qui vivens uti amplitudine meritorum, sic historiæ præconiis jam posteritati commendabatur. Quamnam igitur orationem ejus dignitati parem me afferre posse confidam? Nitar tamen, Emi Patres, Deo juvante, ac benignitate vestra favente memoriæ ejus debitum venerationis pignus offerre, in ipso spectans pontificem parem certamini quod contra Ecclesiam excitatum fuit, pontificem nempe qui supremi pastoris et principis dignitatem ac munera admirabiliter sustinuit, qui magnarum virtutum exempla catholicis populis præbuit, qui magnis gloriæ insignibus in suis tribulationibus effulsit, ita ut revera de eo dici possit, splendidum hoc sæculo spectaculum extitisse mundo et angelis et hominibus. Ex hoc spectaculo illud accidit, ut humana nequitia confusa fuerit, divinæ potentiæ gloria amplificata, ac Ecclesiæ divinum opus et divina vis novum splendorem acceperit. Habetis quid susceperim, præstare ut possim, quæso et obsecro, vestro me studio et benevolentia sustentate.

Ea est tempestas, ut nostis, quæ contra Ecclesiam nostro ævo erupit, ut in ipsam omni in terris defensore nudatam, diræ conjurationis acerbitas, omnes iniquitatis et calliditatis artes, potentium opes, violentiæ arma, conversa fuerint, adeo ut ea ubique pene in servitutem redacta, ipsa ejus vita in extremum fuerit conjecta discrimen.

Oppressa hoc modo Ecclesia, altera ex parte errorum lues, depravatio morum, omni ope ad corruptelam mentium animorumque provecta est, eo conatu et exitu, ut hujusmodi pestis non modo extremos societatis ordines, sed primores etiam funeste pervaserit. Non fidei solum, sed ipsius societatis civilis fundamenta convulsa fuere, et salutiferæ revelationis divino munere rejecto, eo etiam perventum, ut humanæ rationis ac naturæ vis et auctoritas, tamquam supremum numen consecraretur. In tanta perturbatione rerum, in ea tyrannide quæ libertatis nomen obtinuit, defuerunt in magnis rerum humanarum fastigiis fortes animi, quorum vires pares certamini, pares causæ ostenderentur. At non talis fuit tuus animus, tua virtus augustæ memoriæ, Pie, ut magnitudine dimicationis et infidelis animis terreri posses; tu Dei potentia subnixus certamen strenue suscepisti, et in pontificia statione ac vigilia collocatus ostendisti te esse constitutum ut ædificares, plantares, evelleres, destrueres, confirmares infirma, depravata converteres, et verbum vitæ in æternitatis cibum effunderes; ostendisti te esse dignum ea causa quam propugnabas, dignum apostolico munere quo fungebaris. Vos enim scitis, Emi Patres, nihil illi tota vita antiquius fuisse, quam ut errores qui insidiose serpebant apostolica damnatione ac censura confoderet, disciplinam morum defenderet, quarum rerum causa errorum hujus ævi syllabum edendum, et œcumenicum concilium indicendum putavit, intelligens quam magni momenti ea opera essent, ut catholica fides et doctrina incolumis maneret, ac novo lumine illustraretur. Episcopale autem ministerium respiciens divina ordinatione constitutum, ad regendos in omni orbis regione fideles, in illud tamquam in arcem et propugnaculum ecclesiæ suas curas perpetuo convertit, operam navans in strenuis viris dignisque eligendis, in iis omni præsidio confirmandis, in viduis Ecclesiis suo rectore muniendis, in hierarchia per plures provincias constituenda quo divina religio tutelam haberet, incrementa susciperet. Ejus apostolicum zelum sensit sacerdotalis ordo, cui voce et exemplo maxima semper ad virtutem incitamenta dedit, sensere sacri ordinis alumni, quibus vel seminaria condidit, vel conditis subsidia impertivit, sensere religiosæ familiæ quarum temporali et spirituali bono studiose consuluit, sensit omnis christianus populus quem jubilæis indictis ad emendationem morum et sanctitatem excitavit, et suis privatis concionibus quæ deinde vulgabantur, ad precum officia, ad justitiæ et salutis opera cohortari non destitit, sensere gentes ab omni civili humanitate remotæ, quæ evangelicæ veritatis præcones acceperunt, sensere demum omnes terræ reges et populi quorum alteros prout adjuncta poscebant divina qua præcellebat auctoritate monuit, ut Dei causam susciperent, aut ut se patres et pastores, non graves dominos populorum esse meminissent, alteros hortabatur, ut debitum obsequium supremæ auctoritati præstarent. Conventiones porro ab eo initæ cum civilibus potestatibus, Pontificiæ litteræ quas dedit innumerabiles, tot illustria monumenta sunt apostolici ardoris, quo ad suum ministerium implendum, ad Ecclesiæ rationes curandas, ad roborandos in præliis Domini animos, flagrabat. Ex his autem omnibus curis pulcherrimum eum fructum percepit, ut nempe videret firmam ac stabilem episcoporum et fidelium cum apostolica Sede conjunctionem, quæ admirabile spectaculum vel ipsis hostibus hoc ævo constituit.

At ardenti ejus in religionem studio ille quoque ardor conjunctus fuit, quo decorem domus Dei, et pietatis incrementa in dies magis promovenda censuit. Hic ardor enituit in instauratione templorum, in pretiosis donariis quæ sacrorum splendori dicavit, in largitione sacræ supellectilis qua tot ecclesias instruxit, in augendis sanctorum cœlitum honoribus, in sæcularibus aliisque solemnibus quæ ad demerendam cœlestium opem peregit, ac præsertim in eo supremi magisterii oraculo, et augusta illa religionis celebritate, qua anti-

quam et unanimem fidelium venerationem erga Deiparam ab origine immaculatam, in magna orbis cathelici gratulatione obsignavit.

Vestri quoque ordinis dignitas, Emi Patres, ei carissima fuit; nunquam enim vacuas vestri ordinis sedes implere destitit, ac dignitatis vestræ insignia, ad Græcos, Ruthenos, ad extremas Americæ terras extendens, effecit ut obsequium et honor erga vestrum amplissimum ordinem latius propagaretur.

Cum autem tot nefariis ausibus Ecclesiæ et apostolicæ Sedis jura violata et conculcata fuere, frontem impavidam præferens apostolicam vocem extulit, hostibus sacerdotalis animi robore obstitit, vexatis quod potuit præsidium attulit, pro Christi hæreditate tuenda sanguinem etiam profundere paratus fuit. Hoc tempore quanta illi perpetienda aspera rerum et acerba fuere! Maximum imprimis eum dolorem tulit, ut causam Dei desertam videret, et se in ea conditione positum ut nullum tot malis remedium afferre posset. Necesse ei præterea fuit ad Romani pontificatus dignitatem tuendam octo fere annos se domi perpetuo continere, opus fuit petulantiam procacium scriptorum ac turpium imaginum ludibria subire, opus fuit iniqua eorum vota sæpe perferre, qui mortem senis expectare longum censebant. Sed Christi et justitiæ causa omnia hæc æquo animo pertulit et constantissimo ac perferendo viam magna ex parte munivit, ut aliquando devia humana societas ad cor revertens, vocem supremi pastoris audiat et veneretur.

Quod si in eo imaginem principis et reipublicæ rectoris contemplemur, videbimus ejus erga civilem societatem merita talia fuisse, ut nihil optimo principi defuerit, nisi ut melioribus temporibus uteretur. Num enim non optimus is esse poterat, qui ea fundamenta in quibus ordo civilis nititur, tamquam gubernacula habebat quibus reipublicæ procurationem moderaretur? Regnum ab insigni clementiæ opere exorsus, cujus ut nostis amarissimos fructus tulit, nihil potius habuit ab inito principatu, nisi ut curas et contentiones omnes ad utilitatem et prosperitatem civium intenderet. De animorum et mentium cultu imprimis sollicitus, scientias artesque provexit, magisteria instituit, magnis sumptibus adjumenta quæ scientiarum cultoribus usui essent, comparavit, juvenilem præsertim institutionem tam in populo quam in majoribus societatis gradibus omni liberalitatis genere promovit, quam deinde institutionem sub nova dominatione in disciplinam nequitiæ immutatam videns, magno dolore ingemuit, ac effusis impensis contendit, ut aliquod remedium gravissimo huic malo pararetur. Nec præterea animum non adjecit ad rempublicam opportunis institutis et legibus juvandam, ac optans ut præmia et incitamenta civibus præsto essent, nova honorum ornamenta remunerandis optime meritis constituit.

Quod autem fuerit ejus studium in iis quæ ad externum urbis decus, et ad vitæ civilis utilitatem pertinent, ostendunt publica opera ejus auspiciis et munificentia perfecta, ostendunt viæ militares restitutæ, aquæ deductæ, clivi Aricini opus ausus Romanorum temporum repræsentans, maxima ædificia in usum pauperum excitata. Docent etiam instituta, quibus rei agrariæ prospexit, monumenta vetera alia, a squalore eruta, alia in apricum prolata, docent effossa ex colonia Ostiensi marmora ac signa, qua in re effecit, ne hæc urbs Pompeianarum antiquitatum opes, Campaniæ oris invideret. Neque in tantis his molitionibus quibus lucri opportunitatem operariorum classibus sapienter aperiebat, unquam passus est vel in magnis publici ærarii angustiis, ut sui cives novis vectigalibus gravarentur.

Mirabitur sane posteritas, P. E., quod tantus hic princeps potuerit regno et libertate spoliari; at hoc iniquitate hominum et temporum bonis omnibus intimo dolore affectis per summam injuriam passus est, sed ita passus, ut dignitatem et principalia S. Sedis jura impavide sustineret, ita passus ut omnia quæ poterat præsidia ad impedienda vel minuenda publica civium mala tum animorum tum præsentis vitæ adhiberet, ita passus ut civibus suis qui publica munera gesserant sua stipendia servaret, effecitque charitate sua ut ii, qui paternum ejus imperium non amplius sentiebant, patris tamen animum et opem experirentur. O Pie, nostræ lacrymæ fortasse consumentur, sed de te cogitare nunquam poterimus, quin semper infixus in animo hæreat dolor.

At aliud etiam fuit illustre spectaculum ac decus quod princeps optimus populo christiano præbuit, ac contulit, magnarum scilicet exempla virtutum, quæ in eo ita singulæ nitebant, ut in una aliqua seorsim excolenda ipsum se exercuisse putares, sic junctæ lucebant universæ, ut utra alteri præstaret non facile judicasses. Aliis quidem ætatibus Deus inter Ecclesiæ membra extulit viros, quorum præcipuus sanctimoniæ splendor oculos omnium ad se potenter raperet, hoc autem ævo magnarum virtutum lumen in ipso visibili Ecclesiæ capite ostendere voluit, ac in eo tanquam splendidam facem edito e loco exhibuit, quam omnes gentes aspicerent, ac ducem lubrico in tramite sequerentur. At quænam fuit hujus lucis vis magnitudo? Ut taceam de iis virtutibus quæ in sanctuario pectoris abditæ testem habuere Deum, et eos qui consuetudine optimi pontificis fruebantur, nemo non admirabatur ipso præclaram vitæ innocentiam, humilitatem in imperio, indefessam in rebus Ecclesiæ curandis contentionem, humanitatis gratiam, quam totius oris dignitas, et suavis ille oculorum conjectus augebat, ac præsertim vim illam qua erat potens et dominator sui, ac rex ejus regni, quod iniquitas hominum ei eripere non poterat. Nemo non suspexit firmam illam fiduciam qua nitebatur in Deo, ex qua ea constantia et fortitudo invicta manabat, qua frangi flectique nescius restitit semper Ecclesiæ oppugnatoribus, ac iniquas eorum spes labefactavit.

Insidet autem animis vestris Emi Patres luctuosa recordatio malorum publicorum, quæ sæpe ille in amplissimo cœtu vestro cum magno dolore recensebat, nostis etiam acerbissimos dolores quibus ipse diu cruciatus fuit, at pariter in his omnibus nostis, qua æquitate animi divinæ voluntati subjecti, qua patientia et oris serenitate, tot mala perferebat.

Ejus autem charitatis in Deum præclara argumenta sunt fervidæ preces quas diu producebat, animi fervor cum rei divinæ operaretur, ac quæstus et lacrymæ quas nullus privatus dolor, sed injuriæ divino numini illatæ ex ore et oculis ejus sæpissime expresserunt.

Voluit Deus ut sancta hæc Sedes bonis suis inique ereptis, admirando pietatis exemplo omnium orbis fidelium amplis muneribus et largitionibus juvaretur, at optimus pontifex charitate erga dominicum gregem incensus non ea ad augendum dignitatis suæ splendorem, non ad opes suorum amplificandas, sed ad religionis præsidium, ad sublevandam familiam Christi perpetuo contulit, quæ in hac urbe et ubique locorum tum in privatis tum in publicis calamitatibus eum semper solatorem ac patrem invenit. Qua in re certare quodammodo visæ sunt divini largitoris benignitas et inexhausta pontificis beneficentia, ut quo magis iste quæ præsto erant, in egentium subsidium erogaret, eo majori liberalitate opes ex toto orbe in unius gremium affluerent.

Ex hoc virtutum spendore qui omnium oculis emicabat factum est, ut fidelis populus pastorem suum non modo dum viveret quasi cœlitem degentem in terris venerabundus suspiceret, sed etiam in obitu virtuti ejus testimonia luculenta præberet, quod nos in hac urbe commotis animis conspeximus, concurrentibus ingenti agmine civibus et advenis ad exuvias ejus, ut extremo officio novisque cum lacrymis, filialem venerationem et pietatem patri merentissimo testarentur. Merito

utique, vos populi fideles, merito etiam tu urbs nostra carissima tanti pontificis desiderio commoti : intellexistis enim quantam honorum jacturam in funere ejus fecistis, qui erat clypeus ac solamen Ecclesiæ, exemplum sanctimoniæ, magister et adsertor justitiæ ac veritatis.

At quæ unquam gloria cum ea comparari queat quam ipse dum iniquitates hostium perferret, a Deo et ab hominibus assequebatur ? Totum enim tribulationum ejus tempus quasi cursus quidam gloriæ, et continens triumphus fuit. Primum quidem talis erat ejus senectus in tot acerbitatibus, ut quod Hieronymus de Paulo Concordiensi ait, non memoriæ tenacitatem antiquior ætas dissolveret, non calidi acumen ingenii frigidus sanguis obtunderet, non contractam rugis faciem arata frons exasperaret. Futuræ resurrectionis virorem in eo Dominus ostendebat, ut peccati sciremus esse quod cæteri adhuc viventes præmoriuntur in carne, justitiæ, quod ipse adolescentiam in aliena ætate mentiretur.

Pastores autem et fideles Ecclesiæ ingentem pontificiæ virtutis speciem in illo intuentes, ejus laudes, ut nostis, publicis celebrabant litteris, laboranti fidem et amorem suum profitebantur, nullum largitionibus modum inaudito exemplo statuebant, ex dissitis regionibus confluebant ad Patrem, ac memorias ejus summo studio quærebant, quas veluti sacra pignora religiose servarent. Sed inter has glorias eæ præcipua quadam luce nituerunt, quas ipse obtinuit cum Deo largiente sacerdotalem jubilæum attigit, et cum Romani pontificatus spatium ultra B. Petri annos, et ultra quinquagesimum annum ab episcopali dignitate accepta propagavit. Plurimi ex vobis, P. Emi, qui dierum illorum gratulationem et lætitiam viderunt, sciunt optime quam illustria, quam augusta ea spectacula fuerint, quos intimos sensus excitarint, ut eorum recordatio nulla diuturnitate temporis possit extingui. Hostes enim ejus ante annos e vivis evanescebant, at ipse retributionem peccatorum videns dierum longitudine repletus vitali vita et gloriæ amplitudine fruebatur. Putabant impii tantum pontificem se vicisse, et oppressa potestate ejus, pontificatus vim simul obruisse, at orbis in terra universus eum venerabatur, et sentiebat ac prædicabat eum esse hostibus suis, eorum invidia et vexatione majorem.

Unum visum est defuisse ad cumulum gloriæ desideratissimi Patris, ut nempe diem illum videret quo sua Ecclesiæ jura, sua libertas restituta esset. Sed summus Deus illi melius consultum fore putavit, si eripiens animam ejus a sæculi fluctibus, oculos ejus a lacrymis, ei tribueret eam gloriam et gaudium, quod nullis temporum limitibus, nullis felicitatis finibus continetur. Abiit enim princeps sanctissimus accipere sibi regnum quod non deposuit sed mutavit in tabernacula Christi jure pietatis adscitus, in illam Hierusalem supernam ubi nunc positus dicit, sicut audivimus ita et vidimus in civitate Domini virtutum, in civitate Dei nostri, quam Deus fundavit in æternum. Cum autem ea dies terris advenerit, qua pax optata refulgeat, non poterit magnus pontifex ea gloria carere, ut nempe omnes, qui pace illa fruentur, ejus constantiæ, laboribus, precibus eam magna ex parte deberi fateantur.

At tu interea, anima beatissima, supremi pontificatus insigne ornamentum et decus, tuorum meritorum immortali corona perfruere. Tibi dedit Deus ut nobilis victrix iniquorum temporum e terra discederes, dedit virtuti tuæ commune orbis studium, desiderium et præconium, daturus fortasse etiam olim, ut tua memoria cœlitum honoribus consecretur. Nobis quidem ingens superest dolor, quod tuo aspectu, tua voce, tuo solatio destituti sumus, at tuo nomini ea fortuna superest, ut triumphalibus Ecclesiæ fastis inscriptum, in honore et prædicatione versetur, donec justitia, veritas ac recte facta in terris commendabuntur. Virtutis autem tuæ exempla vigebunt semper in animis nostris; et quoties iniquitas temporum nos in discrimen adducet, toties ex iis stimulos capiemus, ut ad firmitatem et constantiam erigamur. Dum vero piaculares ritus hic tibi instauramus, nos vicissim e tua sede respice, a Deo posce, ut justitiæ consilia mitescant, ut quæ a te sunt gesta pro sua gloria, fortunet, ut quas benedictiones tanto cum animi affectu nobis impertire consueveras, confirmet, earumque fructum copiose largiatur.

— *Entrée des cardinaux dans le conclave. Discours prononcé par le prélat secrétaire des brefs aux princes sur l'élection du pape.*

Dicturus, Eminentissimi Patres, ad hunc Sacrum Senatum de summo pontifice eligendo, non minus ab augusta cœtus majestate commoveor, quam ab amplitudine materiæ et gravitate. Verum, cum gratissimo perpendam animo, me, nulla licet laude perspicuum et fere delitescentem fuisse a vobis ad hunc honorem vocatum simulque nihil a me proferi posse, quod sapientiæ, experientiæ, religionique vestræ non sit perspectissimum; recreor et confirmor, ac benignitati vestræ plane confisus, quæ, non aliena proposito themate, menti suggesserunt præsentia temporum et rerum adjuncta ingenue efferam et paucis.

Si unquam oportuit, ut qui præficiendus erat universæ Ecclesiæ vocaretur a Deo tamquam Aaron, nunc certe necessarium est in primis, cum in adjunctis prorsus insuetis ipsa versetur, sive ex hominum, sive ex divinæ providentiæ factis. Semper equidem Ecclesia in militante sua vita vel cum potentium ambitu, vel cum morum licentia, vel cum errore, schismate, hæresi colluctari debuit. Sed hæc ab isto aut illo procedebant principe, istud aut illud impetebant jus ejus aut dogma, istam aut illam nationem commovebant : dum impræsentiarum in orbe universo populi meditati sunt inania, et principes, qua torpendo, qua insectando convenerunt in unum adversus Dominum, et adversus Christum ejus. Ipsa rebellionis indoles est plane diversa. Dum enim Sancta Sedes sua civili ditione privatur, et cum illa destituitur propria temporali autonomia, spectatur præcipue spiritualis ejus auctoritatis depressio et deletio. In ordine vero fidei, non hoc aut illud peculiare jus aut dogma oppugnatur, sed quotquot unquam fuerunt errores una congeruntur, et ad ipsum efferuntur atheismum ; per quem securis admovetur totius veri et justi radici et fundamento : ita ut videre debuerimus primum, post novemdecim generalia concilia, Vaticanum ad asserendam Dei existentiam coactum. Hanc a corrupta plebe passim contemni audimus et irrideri, hanc impugnari conspicimus a pseudophilosophis sive per pantheismi et materialismi doctrinas, sive directe per sophismata, non minus in cathedris, quam in editis operibus; et ad eam deventum est impudentiam, ut in hac ipsa Italia circumferatur ephemeris, cui titulus l'Ateo, novo prorsus exemplo, cum non solum inter christianos, sed nec inter ipsas gentes tanta impietas umquam tolerata fuerit; et Protagoras ab Atheniensibus impietatis damnatus, ejusque volumina publico decreto combusta id aperte testentur.

Nec mirum : ille, qui dixerat olim in cœlo : Non serviam, quique fuit eritque semper auctoris sui ejusque operum osor infensissimus, asseclas se dignos sibi quæsivit inter homines, cosque sibi per concupiscentiæ superbiæque nexus obstrictos, in nefarias turbulentasque coegit consociationes quæ, frustra confixæ pluries ab Ecclesia, negligentibus et haud raro fabentibus populorum rectoribus, ita creverunt, tantamque sibi compararunt potentiam et gratiam, ut aulas omnes principum

invaserint, rerumque demum summa potitæ fuerint. Istæ spiritu ducis informatæ et desideria patris sui volentes perficere, bellum divinæ humanæque indixerunt auctoritati; ea tamen arte, ut humanam cum sacra committentes ad hanc delendam illa uterentur; quæ solido sic fundamento destituta, facile deinde subrui valeret. Cum itaque ab una mente tota rebellio regatur, qua patet orbis, eadem plano methodo eademque ratione ubique gliscere, procedere, invalescere, conspicitur; discrimine tantum serto indolis morumque nationum, scilicet, ut cautius liberiusve procedat, violentius vel remissius, prout suadeat publicæ indignationis et commotionis vitandæ necessitas.

Ceterum ubique spoliatur Ecclesia, ne ministros alere possit sacrumque cultum sustentare, beneficia supprimuntur; legibus, calumniis, cachinnis sacra deprimitur auctoritas; disjiciuntur religiosæ familiæ : seminaria abolentur clericique vocantur ad arma ; spirituale Sanctæ Sedis commercium cum episcopis et populis intercipitur : mulctis, exilio, carcere præsulibus et sacerdotibus os obstruitur, ne scelestas moderatorum machinationes aperiant populis, eosque in avita fide et pietate confirment: execratur matrimonium; institutio juventutis, adolescentiæ ipsiusque infantiæ subducitur ab Ecclesia, ne prima ætas sanis imbuta doctrinis cavere valeat a fraudibus, aut, iis decepta, serius resipiscere. Laica vero potestas, usurpatis Ecclesiæ juribus, judicio suo subjicit litteras apostolicas, mandata, rescripta; præsules e sua sede depellit; inquirit non solum in sacras conciones ut in verbo captet oratores, sed in ipsam sacramentorum administrationem : procurationem et dispensationem ecclesiasticorum honorum laicis committit; præceptores, ut plurimum perversos, ad docendum vocat, ut totam plane vitiet succrescentem sobolem, cui etiam crebiora obtrudit licentiæ lenocinia ; et, ad consummandum schisma populo facultatem asserit eligendi episcopos et parochos. Quæ omnia sicuti indole sua, ad Jesu Christi regnum subvertendum excogitata conspiciuntur : sic ab impietatis coriphæis accepta referri Satanæ liquet, tum e laudibus, quibus ipsum prædicant auctorem et promotorem veri progressus, tum ex ominosa illa et nefaria inferorum salutatione, qua præsentium commotionum eruptio celebrari consuevit.

Luctuosissima hæc ab inferis et humana malitia. Quod si ad divinæ providentiæ ordinem convertamus oculos, perspicere videmur, eam, insolita ratione, per mirorum potius factorum evidentiam, quam per humanum ministerium obterere decrevisse superbiam et insipientiam impiorum, qui divinitatem institutionis Ecclesiæ irridentes, eamque tribuentes humanæ versutiæ et figmentis, se ipsam deleturos jactarunt. Et sane, si alias ab alicujus ambitu civilis Sanctæ Sedis ditio impetita fuit aut etiam occupata, potentior illi objectus est, qui patrimonium Ecclesiæ pontifici redderet. Quoties hæresis et schisma mysticam Christi vestem consciderunt, toties excitati sunt viri clarissimi sanctitate, scientia, fortitudine, qui fiducialibus veluti litteris muniti miraculorum, prophetiæ, cœlestium charismatum, sisterent errorum irruptionem, offusas populis tenebras discuterent, confirmataque fide, vires eorum converterent in tutelam veritatis.

At in præsentiarum, ubi agitur de insectatione, non ab aliqua natione, sed a toto orbe commota in Ecclesiam, non de peculiari errore, sed de omnium errorum congerie ad athismum usque provecta : non modo sivit Dominus sponsam suam frusta circumspicere, cum non sit inter potentes qui eam adjuvet, non modo nullum ei dedit e colosseis illis viris, quos alias in minori periculo adhibuerat, sed fortiores et milites præripi sivit, vel a communi naturæ lege, vel a ferro aut veneno, vel ab exilio et carcere; et alios ad cessandum cogi a prudenti metu gravioris discriminis Ecclesiæ inferendi. Summus, quem lugemus, supererat pontifex, validissimum Ecclesiæ columen, insigni, tum in adversis perferendis, tum in propugnandis sacris juribus constantia commendatus ab ipsis ejus hostibus, quem omnes veluti pharum salutis suspiciebant, et qui virtutum omnium laude, ac potissimum caritate, liberalitate et benignitate, omnes ita sibi devinxerat, ut verba ejus, quantumvis captivi, trepidationem ingererent osoribus Ecclesiæ, etiam potentibus, ac afflictam catholicam familiam mirifice recrearant, et ad spirituale certamen alacrius urgendum incenderent. Et hunc quoque patrem amantissimum et præstantissimum præsidium a nobis amovit Deus, ne scilicet confideremus in homine.

Verum dum humanis quibusque subsidiis Ecclesiam suam ipse privari sinebat, episcopatum universum arctiore, quam antea vinculo obsequii et amoris obstringebat capiti suo; per miras Deiparæ apparitiones et innumera miracula nutantem ac pene extinctam in plurimis fidem suscitabat et confirmabat in ceteris; fidelium animos religionis proculcatione et discrimine fractos ad communem parentem, unitatis catholicæ centrum, convertebat, et ab eo recreatos in auxilium adhibebat oppressi cleri et episcopatus; ad extremas terræ regiones, et ad regna catholicæ religioni impervia evangelii lumen proferebat ; restituebat in Anglia et Hollandia ecclesiasticam hierarchiam jamdiu deletam, idem beneficium Scotiæ mox collaturus; plurimas excitabat pias consociationes et religiosas familias, quæ diversis fidelium necessitatibus curandis addictæ integritati et propagationi fidei prospicerent; credentium, numerum sic augebat, ut per centenas novarum episcopalium sedium erectiones iis consulere oportuerit ; summo autem pontifici ad inopiam redacto adeo largiter subveniebat per miram, inter publicas privatasque rerum angustias, fidelium omnium liberalitatem, ut ei liceret solitis munerare stipendiis quotquot militaribus aut civilibus muneribus functi fuerant, erigere scholas, collegia, seminaria; episcopos per Italiam omni reditu atque ipsa domo destitutos sustentare ; templorum instaurationi incrementoque divini cultus ingentes impendere sumptus; magna opera moliri; juges profusasque largiri eleemosynas egestati; et haud raro urbibus et oppidis, in exteris quoque regionibus, incendio, terræ motu, inundatione vastatis auxiliari. Quibus evidentissimis factis, ac plane miris, dum Deus luculenter ostendebat, Ecclesiam reapse opus esse suum et incassum idcirco humano ei subduci præsidia et exitia moliri; subsannabat simul inimicos suos, ac indubiam fidelibus spem ingerebat victoriæ, eo nobilioris et amplioris, quo clarius sibi soli successum servasse demonstrabat.

At quidquid ipse facere constituit in sui nominis gloriam et humanæ familiæ beneficium, id non solum enixe peti, sed et, collata hominum opera, conciliare voluit. Vos itaque, Eminentissimi Patres, congregavit, ut paretis ei viam et rectas faciatis semitas ejus per electionem sacerdotis juxta cor suum, qui consiliis suis sit plane responsurus. Meum certe non est ejus designare notas, quas gentium Apostolus perspicue descripsit, et post eum encleate fuseque recensuerunt Ecclesiæ Patres; vos ipsi vero facile dispicietis in tanta Ecclesiæ vexatione, in tanto animarum discrimine, in tanta rerum trepidatione et difficultate, quanto studio res maturanda sit, et quo zelo, qua caritate, qua prudentia, qua firmitate ornatum esse oporteat illum, cui naviculæ Petri undique jactatæ clavus sit committendus.

Hujusmodi certe laudes non desiderantur in amplissimo senatu vestro; exploratissima vero vestra religio et impensum illud studium, quo flagratis, unius divinæ gloriæ et utilitatis Ecclesiæ, vos veluti sponte ad ejus electionem adducent, qui cumulate iis dotibus instructus, idoneum se præbere valeat adjutorem Dei, et ab ipso propterea se vocatum exhibeat tamquam Aaron. Hunc a Deo jugi prece poscit catholicus orbis universus, hunc anxius inter pericula quotidie majora a vestro

in Ecclesiam amore et a vestri maturitate judicii ipse citius expectat; certus, spem suam minime foro decipiendam.

— *Consistoire. Notification adressée aux cardinaux. Objet de l'assemblée consistoriale. Costume des cardinaux.*

Notre saint-père le pape Léon XIII a tenu son premier consistoire le jeudi 28 mars 1878. La veille, les appariteurs du palais apostolique ont porté au domicile des cardinaux la notification suivante :

Intimatio per cursores facienda domi dimisso exemplari. — Feria quinta die 28 martii 1878 Sanctissimus Dominus noster Leo PP. XIII in superiori aula palatii apostolici Vaticani, hora decima matutina, primum habebit consistorium secretum, in quo sacro Cardinalium collegio de sua ad supremi pontificatus apicem assumptione gratias aget; mox rebus consistorialibus absolutis, catholicæ fidei professionem emittet, et inviolabilem nonnullarum prædecessorum suorum constitutionum observantiam promittet atque jurabit; ac tandem reserato præfatæ aulæ ostio, galerum rubrum pontificalem eminentissimo et reverendissimo D. Cardinali Mac Closkey ex ritu tradet.

Intimentur omnes et singuli eminentissimi et reverendissimi DD. S. R. E. Cardinales, qui vestibus et cappis violaceis cum pellibus armellineis induti intererunt, quorum caudatarii vestem nigram cum pallio simili assument.

De mandato SS. D. N. SS. D. N. Papæ
Pius Martinucci
Protonot. Apost. Cœrem. præfectus.

— *Procès-verbal du consistoire. Allocution du saint-père Léon XIII aux cardinaux. Coopération des cardinaux au gouvernement de l'Eglise. Serment par lequel le pape s'engage à ne pas céder l'Etat temporel du Saint-Siége.*

A 10 heures, le Saint-Père quittait ses appartements et se rendait dans une salle voisine de celle du consistoire ; il y revêtait les vêtements pontificaux avec le *piviale* de satin rouge et plaçait sur sa tête la mître de drap d'or; puis, suivi des cardinaux, il faisait son entrée dans la grande salle et allait prendre place sur le trône.

Après avoir reçu les hommages du Sacré-Collége, Léon XIII a prononcé l'allocution suivante :

« Vénérables frères,

« Aussitôt que dans le courant du mois dernier, nous avons été appelé par les suffrages que vous nous avez donnés, à assumer le gouvernement de l'Eglise universelle et à être sur cette terre le vicaire du prince des pasteurs, Jésus-Christ, nous nous sommes senti en proie à un très-grand trouble et à une émotion très-vive.

« En effet, d'une part nous étions atterrés, et par la conscience de notre indignité et par la pauvreté de nos forces, tout à fait au-dessous d'une charge si lourde. Cette indignité nous apparaissait d'autant plus grande que la renommée de notre prédécesseur Pie IX, pontife d'immortelle mémoire, s'était répandue dans le monde plus splendide et plus célèbre. Ayant combattu sans relâche et avec une ardeur invincible pour la vérité et pour la justice et ayant exemplairement tenu avec de grandes fatigues l'administration de la république chrétienne, cet illustre recteur du troupeau catholique a non-seulement illustré ce Siége Apostolique par la splendeur de ses vertus, mais encore il a tellement rempli l'Eglise tout entière d'amour et d'admiration pour lui que, de même qu'il a surpassé tous les pontifes romains par la longue durée de son pontificat, de même par bonheur et même à la préférence de tous il a obtenu les plus amples témoignages de respect et de vénération constante et publique.

« D'autre part, nous étions grandement affligés par la très-triste condition dans laquelle se trouvent presque partout dans les temps présents non-seulement la société civile, mais aussi l'Eglise catholique, qui, violemment dépouillée de sa puissance temporelle, a été placée dans une situation telle qu'elle ne peut jouir entièrement du plein, libre et indépendant usage de son pouvoir.

« Cependant, vénérables frères, quoique ces motifs nous poussassent à refuser l'honneur offert, comment aurions-nous néanmoins pu résister à la volonté divine, qui s'est manifestée dans l'assentiment de vos suffrages et dans cette très-pieuse sollicitude qui a été cause que vous ayez eu uniquement en vue le bien de l'Eglise catholique et que vous ayez réussi à faire en sorte que l'élection de son souverain pontife fût très-prompte?

« Nous avons donc cru devoir accepter la charge qui nous était offerte et obéir à la volonté du Seigneur, mettant en lui toute notre confiance et espérant fermement qu'il soutiendrait par sa vertu notre humilité, puisqu'il nous en avait conféré la dignité.

« Maintenant, vénérables frères, puisqu'il nous est donné d'adresser pour la première fois la parole de cette place à votre grand ordre, nous voulons, avant tout et par dessus tout, protester solennellement que rien ne sera plus sacré pour nous dans cette charge de servitude apostolique que de tourner tous nos soins vers l'inviolable conservation du dépôt de la foi catholique, vers la fidèle sauvegarde des droits et des canons de l'Eglise et du siége apostolique, disposé en ces circonstances à ne nous soustraire à aucune fatigue, à ne refuser aucune incommodité, à ne jamais laisser penser que notre vie soit plus précieuse que nous-même.

« Dans l'accomplissement de ces parties de notre ministère, nous avons aussi confiance que votre conseil et votre sagesse ne nous feront pas défaut et c'est notre vif désir qu'ils ne nous manquent jamais; nous ne voulons pas que vous pensiez que cela est dit presque pour la forme, mais bien par une solennelle déclaration de notre volonté. En effet, en nous est gravé le souvenir de ce que, d'après le récit des livres saints, Moïse fit pour obéir à un divin ordre : Moïse, épouvanté de la lourde charge de gouverner le peuple entier, convoqua autour de lui soixante-dix hommes choisis parmi les plus anciens d'Israël, afin qu'ils partageassent avec lui cette charge et qu'ils allégeassent par leur labeur et par leur conseil les immenses soucis de la direction du peuple d'Israël.

« Ayant devant les yeux cet exemple, et quoique nous ayons été, malgré notre peu de mérite, institué chef et recteur de tout le peuple chrétien, nous ne pouvons pas ne pas demander aide pour nos fatigues et soutien pour notre esprit à vous qui occupez dans l'Eglise de Dieu le poste de ces soixante-dix hommes d'Israël.

« Nous savons également que, comme l'attestent les divins oracles, *là est le salut où nombreux sont les conseils;* nous savons que, comme l'enseigne le concile de Trente, l'administration de l'Eglise universelle, entre les mains du Pontife romain, trouve appui dans le conseil des cardinaux ; nous savons enfin que saint Bernard appelle les cardinaux les collatéraux et les conseillers du Pontife romain ; et c'est pour cela que nous qui, pendant vingt-cinq ans environ, avons eu

l'honneur d'appartenir à votre collége, nous avons apporté sur ce siége suprême non-seulement une âme pleine d'amour et de déférence pour vous, mais aussi une ferme volonté de nous servir maintenant de votre aide comme de celle de compagnons et de collaborateurs dans nos fatigues et dans nos conseils, comme nous avons eu jadis avec vous cette communauté d'honneur.

« Maintenant, il nous survient une chose très-agréable et très-opportune, vénérables frères, c'est de devoir partager avec vous un fruit de douce consolation que, grâce à un travail heureusement conduit, nous avons cueilli pour la gloire de notre religion. En effet, ce que notre prédécesseur, de mémoire sacrée, Pie IX avait déjà entrepris par suite de son zèle envers le catholicisme, qui avait été décrété par le vote de ceux parmi vous qui appartiennent à la congrégation sacrée de la Propagande, c'est-à-dire que la hiérarchie épiscopale étant constituée dans le royaume d'Ecosse, cette Eglise reprit son ancienne splendeur, il nous a été concédé, avec l'aide de Dieu, d'accomplir heureusement et de conduire cette tâche à son terme ; nous avons ordonné que des lettres apostoliques fussent publiées le 4 de ce mois et de cette année. Nous nous réjouissons, en effet, vénérables frères, que dans cette circonstance on ait pu satisfaire aux désirs ardents de fils chéris en Jésus-Christ : le clergé et le peuple d'Ecosse ont donné des preuves nombreuses et éclatantes de leur attachement à l'Eglise catholique et à la chaire de saint Pierre.

« Nous avons la ferme confiance que cette œuvre accomplie par le Saint-Siége sera couronnée par le plus beau succès, et que, grâce à l'intervention des saints protecteurs de l'Ecosse, dans ce pays chaque jour davantage *suscipiant montes pacem populo et colles justitiam.*

« Du reste, vénérables frères, nous ne pouvons absolument douter que vous, animés de la même volonté que nous, vous travaillerez avec ferveur pour la défense et l'intégrité de la religion, pour le soutien de ce siége apostolique, pour la plus grande gloire de Dieu. Vous n'oublierez pas que dans le ciel la récompense sera commune, si commun a été notre travail dans l'intérêt de l'Eglise.

« En attendant, interposez la médiation puissante de la Vierge Marie Immaculée, du saint patron de l'Eglise, saint Joseph, et des saints apôtres Pierre et Paul, et conjurez de concert avec nous ce Dieu plein de miséricorde qu'il nous aide tout jours de sa grâce, qu'il guide vers le bien nos propos et nos actions, qu'il accorde à notre ministère des jours heureux et qu'enfin les vents apaisés et la tempête calmée, il conduise au port désiré de la tranquillité et de la paix la barque de Pierre, que, dans la fureur de la tempête, il a voulu nous confier. »

En réponse aux sentiments de bienveillance spéciale ains exprimés par Sa Sainteté, l'éminentissime cardinal di Pietro, sous-doyen du Sacré-Collége, a prononcé, en son nom et au nom de ses éminentissimes collègues, le discours latin dont voici la traduction :

« Votre Sainteté a bien voulu, dans l'allocution qu'elle vient de lire, exprimer ses sentiments de gratitude pour notre collége, en raison des suffrages qui, par une admirable disposition de la divine Providence, vous ont si justement élevé au Siége suprême du pontificat romain. Vous avez, en outre, daigné joindre à ce témoignage les paroles les plus aimables pour réclamer de nous, en ces temps si difficiles, le secours d'une vaillante coopération.

« Mais, en vérité, si les suffrages de notre Sénat sacré se sont réunis sur vous seul sans hésitation et par le plus grand accord des esprits, afin de vous faire monter sur le trône des souverains pontifes en qualité de vicaire de Jésus-Christ, nous nous réjouissons de pouvoir attribuer cela aux paroles du prince des apôtres, lorsqu'il dit : Dieu, qui connaît les cœurs, nous a fourni lui-même son témoignage, en vous donnant et à nous le Saint-Esprit.

« C'est pourquoi, sans la moindre controverse, Dieu vous a désigné par son Saint-Esprit comme pasteur de l'univers tout entier, et il a voulu (ainsi que le disait Bernard à son très-cher pape Eugène) que vous fussiez placé comme en un haut observatoire, « d'où, gardien vigilant, vous considériez toutes « choses, étant placé à la tête de toutes choses, afin d'arra- « cher et de détruire, de disperser et de dissiper, d'édifier et « de planter. » Grand labeur assurément! « Car cette surveil- « lance amène le travail, et non le repos. Il n'est pas de repos, « en effet, quand on est pressé par l'active sollicitude de « toutes les églises. »

« Or, cette fin réclame la vivacité d'un esprit prompt et une constante sollicitude telle, en un mot, qu'il la faut chez celui qui entre dans un héritage qui, s'il apparaît extérieurement très-beau et très-grand, consiste cependant, on le sait, dans la croix de Jésus-Christ et dans d'innombrables travaux.

« Pour nous, très-saint Père, nous étions absolument certains et vous venez de confirmer cette certitude, que vous aviez grandement à cœur et que vous vouliez accroître encore l'honneur et la dignité de notre sacré-collége. De notre côté, fortifiés par de si grandes et de si nobles promesses, nous vous assurons de la complète obéissance qui nous fera, d'un esprit prompt, vous porter aide et secours. Peut-être ce respectueux concours allégera-t-il la gravité du poids si grand que vous avez daigné assumer pour céder aux desseins de Dieu et vous rendre à nos prières.

« Mais nous savons à n'en pouvoir douter que nos promesses, en vous apportant quelque allégement, ne diminueront en rien les graves sollicitudes que vous cause le troupeau qui vous est confié et ne détruiront pas votre crainte. Cependant Votre Sainteté, qui, étant riche de si précieuses vertus de tout genre, suit par là même avec plus de sincérité la voie de l'humilité chrétienne, effrayée d'un si rude labeur, élèvera ses yeux vers le ciel et se confiera à la promesse divine, en vertu de laquelle chacun recevra une récompense proportionnée à son propre travail. Cette pensée fortifiera votre cœur abattu, et, reprenant confiance, vous répéterez les paroles de saint Bernard : « Si la grandeur de la tâche effraye, la récompense encourage. »

« Toutefois, outre cette récompense que vous avez, très-saint Père, le droit d'attendre dans le royaume céleste, daignez agréer aussi le vœu que nous formons et en vertu duquel vous recevrez, même sur cette terre, une grande récompense, qui sera de voir pendant votre pontificat d'innombrables nations de toutes les parties du monde venant se ranger progressivement dans l'Eglise catholique et accourir avec soumission à cette chaire pacifique de Pierre et à votre trône pontifical, de manière à pouvoir dire avec S. Ambroise : « Non pas avec les nœuds de la perfidie, mais avec les liens de la foi. »

Puis S. Em. le cardinal Borromeo s'étant démis de sa diaconie des Saints Vite et Modeste, a opté pour le titre de Sainte Praxède, passant de l'ordre des diacres à celui des prêtres.

Le Saint-Père ayant ensuite conféré dans les formes ordinaires la charge de camerlingue de la sainte Eglise romaine à l'Eme cardinal Camille di Pietro, a désigné comme il suit :

L'Eglise épiscopale de Philadelphie, in partibus infidelium, pour le R. P. Dominique Lancia, des ducs de Brolo, de la congrégation de Saint-Benoît du Mont-Cassin, prêtre de Palerme, professeur de théologie dogmatique et morale, ancien prieur du monastère de Saint-Placide, près Messine, auxiliaire de Mgr Celesia, archevêque de Palerme.

L'Eglise épiscopale de Carre, in partibus inf. pour le R. Antoine Crusca, prêtre de Vienne, ancien camérier secret surnuméraire, professeur de théologie à l'université de Vienne,

chanoine de cette métropole, aumônier de l'armée impériale et royale d'Autriche, docteur en théologie.

Ont été ensuite publiées les églises suivantes pourvues par bref :

L'Eglise de Glasgow, en Ecosse, récemment érigée en archevêché, pour Mgr Charles Eyre, transféré d'Anazarba, *in part. inf.*

L'Eglise de Saint-André d'Edimbourg, en Ecosse, récemment érigée en métropole, pour Mgr Jean Strain, transféré d'Abila, *in part. inf.*

L'Eglise archiépiscopale de Hiéropolis, in part. inf., pour Mgr Paul Goethals, de la compagnie de Jésus, vicaire apostolique du Bengale occidental, transféré d'Evaria, *in part. inf.*

L'Eglise épiscopale de Curium in part. inf., pour Mgr Jean Joseph Conroy, évêque démissionnaire d'Albany, en Amérique.

L'Eglise d'Aberdeen, en Ecosse, récemment érigée en cathédrale, pour Mgr Jean Mac-Donald, transféré de Nicopolis, *in part. inf.*

L'Eglise épiscopale de Tempe, in part. inf., pour le R. Joseph Masi, prêtre de Mezzojuso, dans l'archidiocèse de Palerme, député évêque ordinand, du rite grec, en Sicile.

L'Eglise de Dunkeld, en Ecosse, récemmenté érigée en cathédrale, pour le R. Georges Rigg.

L'Eglise de Galloway, en Ecosse, récemment érigée en cathédrale, pour le R. Jean Mac-Lachlan.

L'Eglise d'Argyll et des îles, en Ecosse, récemment érigée en cathédrale, pour le R. Enée Mac-Donald.

L'Eglise cathédrale de Vincennes, aux Etats-Unis, pour le R. François Chatard, ancien camérier secret surnuméraire et recteur à Rome du collége des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale.

L'Eglise cathédrale de Richmond, pour le R. Jean-Joseph Keane, prêtre du diocèse de Baltimore et administrateur du vicariat apostolique de la Caroline septentrionale.

L'Eglise épiscopale d'Eucarpie, in part. inf., pour le R. Edouard Gasnier, vicaire apostolique du Siam occidental.

L'Eglise épiscopale de Tanasie, in part. inf., pour le R. Giordano Ballsieper, vicaire apostolique du Bengale oriental.

Ensuite la demande du sacré pallium a été faite pour les siéges archiépiscopaux de Glasgow et de Saint-André d'Edimbourg en faveur des susdits archevêques, actuellement présents à la curie.

Sa Sainteté a prononcé, selon l'usage, la profession de foi et prêté serment aux constitutions apostoliques.

La salle consistoriale ayant été alors ouverte, l'Eme cardinal Jean Mac-Closkey, créé et publié le 15 mars 1875, du titre de Sainte-Marie sur Minerve, archevêque de New-York, ayant rempli les formalités d'usage et ayant fait les révérences dues, s'est rendu auprès du trône pontifical, et là s'étant agenouillé, ayant baisé les mains et les pieds du Saint-Père et en ayant reçu l'accolade, est allé embrasser tous ses éminentissimes collègues ; après quoi il est retourné à son trône, et, s'étant agenouillé de nouveau, Sa Sainteté lui a posé le chapeau cardinalice, en prononçant la formule prescrite.

Le saint-père s'étant retiré dans la salle destinée aux ornements, pour les quitter, le Sacré-Collége s'est rendu processionnellement dans la chapelle érigée tout auprès de la salle consistoriale, où les chantres des chapelles pontificales ont chanté le *Te Deum* et où le cardinal di Pietro, sous-doyen du Sacré-Collége, a fait les prières accoutumées *Super electum.*

Ensuite Sa Sainteté a daigné recevoir en audience particulière Mgr le cardinal Mac Closkey.

Voici le texte latin de l'allocution prononcée par notre saint-père le pape Léon XIII dans le consistoire du 28 mars 1878 :

VENERABILES FRATRES,

Ubi primum superiori mense, vobis suffragia ferentibus, ad suscipienda Ecclesiæ universæ gubernacula, et ad vices in terris gerendas principis pastorum Jesu Christi vocati fuimus, gravissima sane perturbatione, ac trepidatione, animum nostrum sensimus commoveri. Nam ex una parte nos maxime terrebat, tum intima de indignitate nostra persuasio, tum virium nostrarum infirmitas tanto oneri ferendo penitus impar, quæ quidem tanto major videbatur quanto clarior et celebrior prædecessoris nostri Pii IX immortalis memoriæ pontificis, sese per orbem fama diffuderat. Cum enim insignis ille catholici gregis rector pro veritate et justitia invicto semper animo certaverit, magnisque laboribus in christiana republica administranda fuerit in exemplum perfunctus, non modo virtutum suarum splendore hanc Apostolicam Sedem illustravit, sed etiam universam Ecclesiam amore et admiratione sui adeo complevit, ut quemadmodum omnes Romanos antistites diuturnitate pontificatus superavit, ita sorte præ ceteris amplissima publici et constantis obsequii ac venerationis testimonia retulerit. Ex altera autem parte nos vehementer angebat asperrima conditio, in qua hisce temporibus pene ubique non modo civilis societas, sed et catholica Ecclesia, atque hæc præsertim Apostolica Sedes versatur, quæ sua per vim temporali dominatione spoliata eo adducta est, ut pleno, libero, nullique obnoxio suæ potestatis usu, perfrui omnino non possit.

At quamquam, Ven. Fratres, hisce de causis ad delatum honorem recusandum movebamur, quo tamen animo obsistere divinæ voluntati potuissemus quæ tam luculenter nobis enituit, in vestrarum sententiarum consensu, et in ea pientissima sollicitudine, qua vos catholicæ Ecclesiæ bonum unice spectantes, illud assecuti estis, ut quam citissime summi pontificis electio perficeretur ?

Oblatum itaque supremi apostolatus munus nobis suspiciendum, et divinæ voluntati parendum esse duximus, fiduciam nostram penitus in Domino collocantes, ac sperantes firmiter daturum humilitati nostræ virtutem, qui contulerat dignitatem.

Cum vero, Ven. Fratres, nunc primum ex hoc loco vestrum amplissimum ordinem alloqui nobis datum sit, illud imprimis solemniter coram vobis profitemur, nihil unquam nobis in hoc apostolicæ servitutis officio antiquius fore, quam divina adjuvante gratia eo curas omnes intendere, ut catholicæ fidei depositum sancte servemus, jura ac rationes Ecclesiæ et Apost. Sedis fideliter custodiamus, et omnium saluti prospiciamus, parati in his omnibus nullum laborem defugere, nulla incommoda recusare, nec unquam committere, ut animam nostram pretiosiorem quam nos facere videamur.

In his autem partibus ministerii obeundis, consilium, sapientiamque vestram nobis non defuturam confidimus, et ut numquam desit, vehementer exoptamus ac petimus ; quod quidem ita a vobis accipi volumus, ut non officii studio, sed pro solemni testificatione nostræ voluntatis hoc dictum intelligatis. Alte enim insidet menti nostræ quod in sacris litteris ex Dei jussu Moyses fecisse narratur, qui gravi pondere universum populum regendi deterritus congregavit sibi septuaginta viros de senibus Israel ut una cum eo onus ferrent, atque opera consilioque suo in gentis Israeliticæ regimine curas ejus allevarent. Quod quidem exemplum, nos, qui totius christiani populi duces ac rectores, licet immerito, constituti sumus, præ oculis habentes, facere non possumus quin a vobis septuaginta virorum Israel in Ecclesia Dei locum obti-

nentibus, laboribus nostris opem, animoque nostro levamen conquiramus.

Noscimus insuper, uti sacra eloquia declarant, *salutem esse, ubi multa consilia sunt*, noscimus, ut monet Tridentina Synodus cardinalium consilio apud Romanum pontificem universalis Ecclesiæ administrationem niti noscimus denique a S. Bernardo Romani pontificis collaterales et consiliarios cardinales appellari, ac propterea nos qui fere vigintiquinque annos honoris collegii vestri compotes fuimus, in hanc supremam Sedem non modo animum attulimus plenum erga vos dilectionis ac studii, sed etiam firmam eam mentem, ut quos olim consortes habuimus honoris, eis nunc laborum et consiliorum nostrorum sociis ac adjutoribus, in expediendis Ecclesiæ negotiis maxime utamur.

Nunc autem illud nobis jucundissimum et peropportunum accidit, Ven. Fratres, ut dulcem consolationis fructum vobiscum communicemus, quem ex felici opere ad religionis nostræ gloriam peracto, in Domino percepimus. Quod enim a decessore nostro sanctæ memoriæ Pio nono pro eximio suo in rem catholicam zelo fuerat susceptum, et ex sententia eorum ex vobis, qui in sacro concilio christiano nomini propagando censentur, decretum fuerat, ut nempe episcopali hierarchia in illustri Scotiæ regno constituta, Ecclesia illa ad novum decus revocaretur, id nobis feliciter implere, et ad exitum perducere, Deo juvante, datum est per Apostolicas litteras, quas die 4 hujus mensis hoc eodem anno vulgari mandavimus. Gravis profecto sumus, Ven. Fratres, quod hac in re contigerit nobis fervidissimis votis dilectorum in Christo filiorum, cleri et fidelium Scotiæ satisfacere, quos propensissimo in catholicam Ecclesiam, et Petri cathedram animo esse, multis iisque præclarissimis argumentis comperimus; firmiterque confidimus fore, ut opus ab Apostolica Sede perfectum, lætis fructibus cumuletur, et cœlestibus Scotiæ patronis suffragantibus, in ea regione in dies magis *suscipiant montes pacem populo, et colles justitiam.*

Cæterum, Ven. Fratres, nulla ratione dubitamus vos conjunctis nobiscum studiis, ad tutelam et incolumitatem religionis, ad præsidium hujus Apostolicæ Sedis, ad incrementum divinæ gloriæ alacriter esse adlaboraturos, animo reputantes communem futuram omnium nostrum in cœlo mercedem, si in Ecclesiæ rebus adjuvandis communis fuerit abor. Divitem porro misericordia Deum, interposito etiam Deiparæ Immaculatæ, sancti Josephi patroni cœlestis Ecclesiæ ac SS. apostolorum Petri et Pauli validissimo interventu, humilibus nobiscum votis obsecrate, ut nobis jugiter præsens bonusque adsit, consilia actusque nostros dirigat, ministerii nostri tempora feliciter disponat, ac tandem Petri navim, quam nobis gubernandam mari sæviente commisit, domitis ventis fluctibusque compositis, ad optatum portum tranquillitatis et pacis adducat.

A cette allocution, Son Éminence le cardinal di Pietro, sous-doyen du Sacré-Collége et camerlingue de l'Eglise romaine, a répondu :

Benigne placuit Sanctitati tuæ in allocutione nuper perlecta grati animi sensus nostro S. R. Ecclesiæ collegio exprimere ob suffragia quæ miro divinæ Providentiæ ordine te ad supremam Romani pontificatus Sedem meritissime extulerunt. Ad hæc insuper verba humanissima addere dignatus es, quibus auxilium ac validam cooperationem, hisce difficillimis temporibus a nobis expostulas.

Sed vero si sacri nostri senatus suffragia in te unum absque ulla hæsitatione, ac maximo animorum consensu confluerunt, ut qua Christi in terris vicarius pontificium solium conscenderes, id profecto verbis principis apostolorum attribuendum esse lætamur, scilicet : *Qui novit corda Deus testimonium perhibuit dans tibi Spiritum sanctum sicut et nobis.*

Quare citra ullam controversiam sancto suo Spiritu Deus te universi orbis pastorem constituit, voluitque ut in eminenti specula sisteres (pronti aiebat divus Bernardus dilectissimo suo papæ Eugenio) : « Unde prospicias omnia speculator « super omnia constitutus, ut evellas et destruas, disperdas « et dissipes, ædifices et plantes. » Nimis certe improbus labor! « Enim vero prospectus iste procinctum parit non « otium : neque enim locus est otio ubi sedula urget sollici- « tudo omnium Ecclesiarum. »

Hæc certe destinatio prompti aciem ingenii constantemque sollicitudinem expostulat, qualis adamussim in eo exquiritur qui eam adit hæreditatem, quæ etiam si amplissima et exteriori intuitu pulchra esse videatur, illico tamen noscitur consistere in Christi cruce et in laboribus plurimis.

Cæterum nos omnes firmissima certitudine innitebamur te, sanctissime Pater, veluti in præsentiarum iterum confirmasti, summopere diligere ac promovere decus et dignitatem sacri nostri collegii. Nos vero vicissim tantis, tamque nobilibus roborati promissis, te certiorem reddimus de nostra submissa obedientia, ut tibi prompto animo, opem auxiliumque feramus. Hic noster obsequens agendi modus, fortasse imminuet gravitatem tanti ponderis, quod tu divinis obtemperans placitis, nostraque secundans preces, assumere dignatus es. At probe noscimus et compertum habemus promissiones hasce, si alicujus levaminis tibi forent, nonnisi in minima parte, gravissimas concrediti gregis curas imminuere, atqui timorem tuum tollere. Profecto, Sanctitas Tua, quæ, utpote præclaris omnigenisque ditata virtutibus, idcirco sincerius christianæ humilitatis vestigia sequitur, labore permagno territa sublevet tamen ad cœlum oculos et in divina promissione confidet unumquemque secundum proprium laborem mercedem accipere. Hinc dimissum prope animum recreet, atque fidens sibi repetat divi Bernardi verba : Si labor terret, merces invitat. Verumtamen præter hanc mercedem quam tu, beatissime Pater, in cœlesti regia jure meritoque tibi adpromittere debens, augurium alterum etiam nostrum nunc excipere digneris, nempe ut etiam hic in terris mercedem magnam consequaris, hoc est, ut videas in tuo pontificatu innumeras ex toto orbe gentes magis magisque ad catholicam Ecclesiam confluere, et ad hanc pacificam Petri cathedram accurrere, atque pontificio tuo solio, ut verbis Ambrosii, devinciantur : *Non nodis perfidiæ, sed vinculis fidei.*

L'administrateur-gérant :

PALMÉ.

Paris. — JULES LE CLERE et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 17.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT CINQUANTIÈME LIVRAISON.

LA PROMULGATION DES LOIS

Nécessité de promulguer les lois. — Formalités traditionnelles observées dans l'Eglise. — Les encycliques peuvent-elles être promulguées? — Allocutions, brefs particuliers, lettres latines. — Doctrine du pape Grégoire XVI sur les caractères et les conditions des constitutions dogmatiques.

I

CONSTITUTIONS DOGMATIQUES.

La constitution dogmatique est un acte immédiat que le pape adresse à tous les chrétiens sans exception. En effet, les bulles qui renferment des constitutions dogmatiques ont pour suscription : *Universis Christi fidelibus, salutem et apostolicam benedictionem.* C'est ce que porte la constitution de S. Pie V sur le baïanisme; celles de Grégoire XIII et d'Urbain VIII sur le même sujet; de même la constitution *Cum occasione* d'Innocent X censurant les cinq fameuses propositions de Jansénius; celle d'Alexandre VII *Ad beati Petri Sedem;* la constitution *Unigenitus* de Clément XI censurant cent une propositions de Quesnel; enfin l'admirable constitution dogmatique *Auctorem fidei* de Pie VI.

Les encycliques ne présentent pas ce caractère d'universalité. Ce sont de simples circulaires adressées aux évêques seuls: *Leo decimus tertius universis patriarchis, archiepiscopis, episcopis, aliisque locorum ordinariis communionem sanctæ sedis habentium salutem et apostolicam benedictionem.* Telle est la suscription qui se lit sur les encycliques.

La promulgation est une condition essentielle pour toute constitution et toute loi générale.

Un jugement, un arrêt judiciaire n'oblige qu'à partir du moment où on le fait notifier officiellement aux intéressés. Quoique l'arrêt ait été rendu et publié dans la séance formelle du tribunal, il n'est exécutoire qu'après que l'officier public en a remis la copie légale aux intéressés. Il se peut que l'on divulgue des copies privées qui font connaître le texte de l'arrêt avec tous ses considérants et son dispositif. Cette notification particulière n'est pas suffisante; l'exécution est suspendue jusqu'à ce que l'huissier officiel signifie le jugement.

Ce principe fondamental se base sur le droit naturel. En effet, il n'est pas possible que l'homme soit atteint par un jugement qui ne lui serait pas officiellement intimé.

D'après ce principe, toute constitution, toute loi générale devrait être signifiée officiellement à chacun des membres de la société, qui seront tenus de se conformer à cette constitution et à cette loi.

Toutefois n'étant pas possible d'adresser un exemplaire authentique de la loi à chacun des membres qui forment la nation, la promulgation légale, dans les formes établies, tient lieu de la signification individuelle que, sans cette fiction juridique, l'on devrait faire à chacun des membres de la société.

Dans une société aussi étendue que l'Eglise, qui est répandue parmi toutes les nations de la terre et compte ses enfants par centaines de millions, la notification individuelle de la loi serait encore plus impraticable que pour toute autre agrégation sociale. De là vient que la promulgation légale des actes pontificaux comprenant l'Eglise entière présente une importance tout autrement capitale que dans la sphère politique et civile.

C'est pourquoi les constitutions dogmatiques ou disciplinaires du Saint-Siége renferment une clause expresse portant que, publiées et affichées aux portes des basiliques romaines et au champ de Flore (*in acie Campi Floræ*), elles atteindront et obligeront chacun des fidèles du monde catholique, comme si elles étaient signifiées et notifiées à chacun en particulier.

Tel est le style immuable de la chancellerie pontificale. Il est en harmonie avec les principes constitutifs de la jurisprudence et de l'équité naturelle.

Quoique les papes aient constamment exprimé leur intention et leur volonté que la publication accomplie à Rome dans les formes que nous venons d'exprimer fût suffisante pour rendre la loi obligatoire dans l'universalité du monde chrétien, cependant les théologiens et les canonistes se sont demandé si la promulgation des lois dans les provinces était nécessaire, indépendamment de la promulgation romaine. Les avis ont été jadis partagés sur cette question; mais tout le monde s'est accordé pour admettre que toute loi dogmatique ou disciplinaire du Saint-Siége doit être tout au moins promulguée à Rome dans les formes officielles d'usage. Personne n'a eu la folie de soutenir qu'une loi pût devenir obligatoire sans être promulguée.

La promulgation est de l'essence des lois. Elle est aussi essentielle qu'il est nécessaire que les arrêts des cours d'assises qui infligent la peine capitale soient signifiés aux criminels envoyés à l'échafaud.

Donc, tout acte pontifical pour lequel on ne remplit pas la formalité de la promulgation légale, c'est-à-dire, qui n'est pas affiché au champ de Flore et aux portes

des basiliques de Rome (seul mode de promulgation que l'Eglise connaisse, en dehors des sessions publiques des conciles), cet acte pontifical, dis-je, semble ne pouvoir être considéré comme une loi générale et obligeant tous les chrétiens; il ne mérite pas de prendre rang parmi les constitutions dogmatiques.

Que l'on examine les décrets dogmatiques que renferme le bullaire romain, et l'on constatera toujours la promulgation légale de ces actes. Non-seulement une constitution dogmatique renferme la clause d'après laquelle l'affichage aux portes des basiliques équivaut à la signification qui serait faite à chaque individu de l'univers chrétien; mais, en outre, la constitution pontificale est munie de la déclaration du *magister cursorum*, attestant que tel jour et telle heure l'acte pontifical a été légalement publié et affiché aux portes des basiliques.

Toutes les constitutions pontificales en matière de doctrine ont été promulguées à Rome dans les formes susdites. Qu'il suffise de mentionner les bulles de S. Pie V, de Grégoire XIII et d'Urbain VIII concernant les doctrines de Baïus; les bulles d'Innocent X, d'Alexandre VII, de Clément IX, d'Alexandre VIII et de Clément XI contre le jansénisme.

La constitution dogmatique *Auctorem fidei* de Pie VI, qui porta au jansénisme le coup de mort, contient, comme toutes les autres, la déclaration du *magister cursorum* sans laquelle la loi pontificale n'aurait pas de caractère obligatoire.

Conçoit-on qu'une formalité aussi accidentelle tienne en suspens l'autorité universelle et irréfragable d'un acte suprême du Saint-Siége?

Après dix ans d'études et d'examens solennels, Paul V fit préparer la constitution dogmatique destinée à trancher la fameuse controverse *de auxiliis divinæ gratiæ*. Il paraît certain que la bulle fut rédigée presque entièrement et préparée pour la promulgation. Elle a été divulguée dans la suite; on la trouve dans l'histoire des congrégations *De auxiliis*. Pourquoi n'a-t-elle pas force de loi? Que lui manque-t-il? Rien, si ce n'est une petite formalité, c'est-à-dire l'affichage à la porte des basiliques par le ministère du *cursor* pontifical.

Ce que je viens de dire s'applique aux bulles proprement dites. Les brefs dogmatiques sont pareillement soumis à la formalité essentielle de la promulgation. Sans cela ils ne pourraient acquérir un caractère légal et obligatoire pour tous les chrétiens; car il n'est pas possible d'imposer un jugement qui n'est pas signifié.

De là vient que les brefs dogmatiques sont affichés aux portes des basiliques de Rome absolument comme les bulles.

Je puis citer comme exemple le bref d'Innocent XI concernant les détestables maximes de Molinos; celui d'Innocent XII sur le livre de Fénelon intitulé *Explication des maximes des Saints;* le bref de Benoît XIV qui a condamné cinq propositions sur le duel, bref commençant par le mot *Detestabilem*; tout récemment les brefs de Pie IX prohibant l'ouvrage de Népomucène Nuytz et celui de Grand-Vigil, écrivain de Lima.

Tous ces brefs ont eu la formalité de la promulgation légale; aucune loi ne peut se soustraire à cette règle essentielle.

Il est si vrai que tout acte général du Saint-Siége, sous quelque forme qu'il soit rendu, exige la promulgation, que les simples décrets émanés des Congrégations romaines sont affichés à la porte des basiliques avec toutes les formalités usitées pour les brefs et les bulles. C'est ainsi que le Saint-Siége a fait promulguer par l'affichage les divers décrets qui ont été rendus à différentes époques au sujet des aberrations des casuistes; par exemple, le décret de Clément VIII concernant la confession par lettre; les décrets d'Alexandre VII qui ont censuré comme téméraires et dangereuses certaines propositions des casuistes mitigés; celui d'Innocent XI qui a proscrit un grand nombre de ces maximes relâchées; enfin les décrets de même genre qui ont été rendus par Alexandre VIII et Innocent XII. Tous ces décrets ont été promulgués afin de pouvoir être placés au rang des lois générales.

Aujourd'hui encore on promulgue à Rome, avec les mêmes formalités, les décrets du Saint-Office et de l'Index, qui prohibent les livres dangereux. De même, les décrets de la Congrégation des Rites, qui se rapportent à la canonisation des saints, sont promulgués, affichés publiquement dans Rome.

Tout homme qui a visité Rome ces dernières années peut en rendre témoignage.

Ce style comprend tous les décrets généraux qui émanent directement des Congrégations romaines.

Les arrêts qui sont rendus dans les causes particulières n'ont pas besoin d'être promulgués; on se contente de les signifier sous forme authentique aux intéressés. Or, un décret, un arrêt particulier est authentique et mérite créance au for soit intérieur, soit extérieur, du moment qu'il porte la signature du cardinal préfet, celle du secrétaire, et le sceau officiel de la Congrégation. Mais cela ne suffit pas pour un décret; car il faut, en outre, que ce décret soit promulgué officiellement; sans cette formalité le décret n'obligerait pas ceux qu'il prétend atteindre, il serait non avenu pour la généralité des individus qui forment la société chrétienne.

On doit reconnaître, après tout ce que je viens de dire, l'indispensable nécessité de la promulgation pour une loi générale.

II

LES ENCYCLIQUES.

Les encycliques doctrinales sont assez rares dans l'antiquité chrétienne. Ce sont des circulaires adressées aux évêques qui vivent dans la communion du Saint-Siége.

Je viens de dire que lorsque les papes ont voulu décider des questions dogmatiques, ils ont publié des constitutions proprement dites, constitutions adressées à l'universalité du peuple chrétien et promulguées dans les formes légales.

J'ai dit que la promulgation a la même valeur que si une expédition authentique de la loi était signifiée à chacun des membres de la société chrétienne par le ministère d'un officier public.

Les trente volumes in-folio du bullaire romain renferment-ils une seule encyclique *doctrinale* avant l'époque de Grégoire XVI?

La lettre du pape S. Léon à Flavien fut communiquée aux provinces comme une sorte d'encyclique, de circulaire ; dans les actes du concile de Chalcédoine elle est appelée *Epistola synodica*; cela fait supposer qu'elle fut préparée et discutée dans un concile tenu à Rome sous la présidence du pontife. On sait que les papes avaient l'usage de tenir un concile tous les ans, l'anniversaire de leur sacre.

Cette réflexion s'applique à la circulaire que le pape S. Zosime rendit pour annoncer la condamnation des Pélagiens. S. Augustin nous a conservé des fragments de cette encyclique, qui portait le titre de *Tractatoria*, paraît-il.

Depuis l'époque du concile de Trente, les papes ont pris l'habitude d'envoyer une encyclique, *initio pontificatus*, pour annoncer leur élection et réclamer les prières des fidèles. Observons toutefois qu'on ne rencontre encore aucune encyclique dans le bullaire de S. Pie V ni dans celui de Grégoire XIII.

1. Sixte-Quint, au commencement de son pontificat, publia un jubilé. L'encyclique, adressée à tous les fidèles, n'a rien de doctrinal.

2. En 1596, Clément VIII adressa l'encyclique *Quam semper* aux fidèles du royaume de France, afin de leur annoncer un jubilé (23 mai).

3. En 1621, Grégoire XV publia un jubilé *Initio pontificatus*. L'encyclique n'a absolument rien qui se rapporte aux doctrines.

4. Plusieurs jubilés furent accordés par Urbain VIII durant son pontificat, qui fut long. On remarque de belles réflexions de piété et de morale dans le bref *Unanimi catholicæ Ecclesiæ*, du 1er avril 1632, bref publié dans le but d'exhorter les évêques et tous les fidèles à prier peur le rétablissement de la paix parmi les princes chrétiens. On n'y remarque pas la moindre invasion du terrain doctrinal.

5. Innocent X et d'autres papes ont accordé le jubilé *Initio pontificatus*, avec des formules d'une grande netteté et simplicité. Rien qui demande d'être particulièrement signalé jusqu'à Benoît XIV.

6. En effet, c'est cet illustre pontife qui a donné le premier exemple d'une encyclique adressée à tous les évêques, au début de son pontificat. Voici le titre qu'elle a dans le bullaire : *Encyclica et commonitoria ad omnes episcopos*. Elle commence par les mots : *Ubi primum placuit Deo*, et elle est datée du 3 décembre 1740. Elle se renferme dans les questions de discipline ecclésiastique, surveillance des clercs, ordinations, séminaires, curés, prédicateurs, catéchismes, retraite ecclésiastique, résidence des évêques, visite canonique. Cette circulaire n'est pas scellée *sub annulo piscatoris*, comme les brefs proprement dits.

7. L'encyclique *Vix pervenit* du 1er novembre 1745, sur l'usure, mérite notre attention.

Ce n'est pas une constitution adressée à tous les fidèles du monde catholique, comme le sont les bulles dogmatiques, ni même envoyée à tous les évêques de l'univers ; Benoît XIV adressa simplement cette encyclique aux évêques d'Italie : *Venerabilibus patriarchis, archiepiscopis, episcopis, et ordinariis Italiæ*. L'Italie comptait deux patriarches : Aquilée et Venise.

Cependant Benoît XIV prit quelques solennités des constitutions dogmatiques.

Délibérations. Le pontife annonce qu'il a consulté des théologiens et des cardinaux; que deux congrégations ont été tenues en sa présence; que l'unanimité s'est ralliée à la doctrine concernant l'usure.

Exposition de la doctrine. Benoît XIV énonce par voie d'exposition les principes que les théologiens et les cardinaux ont unanimement adoptés au sujet de l'usure ; il approuve et confirme tout ce qui est exprimé dans les sentiments susdits, parce que les professeurs de théologie et de droit canonique, plusieurs témoignages des saintes lettres, les décrets des papes, l'autorité des conciles et des Pères semblent concourir à démontrer ces mêmes sentiments. C'est pourquoi le pape communique ces principes aux évêques d'Italie, afin qu'ils ne s'en écartent pas dans leurs synodes et dans les instructions qu'ils font au peuple. Il recommande instamment aux évêques de ne pas laisser enseigner le contraire dans des écrits ou des discours.

Censures. Nulle peine *ipso facto*, ou particulièrement désignée, mais simplement les peines édictées par les saints canons contre ceux qui méprisent et transgressent les ordres du Saint-Siége (1).

On voit ici des formules particulières et *sui generis*. Ce n'est pas la définition proprement dite, accompagnée des censures théologiques et des qualifications; les opposants ne sont pas retranchés de la communion de l'Église par le fait même. Ce n'est pas non plus la simple exposition, puisque le pape recommande aux évêques d'Italie de ne pas s'éloigner et de ne pas tolérer que d'autres s'écartent des maximes qu'il exprime dans son encyclique, sous les peines édictées aux saints canons contre tous ceux qui méprisent et violent les ordonnances du Saint-Siége, *mandata apostolica*.

8. On remarque de nouvelles formules dans l'encyclique *Ad assiduas*, de Benoît XIV, en date du 4 mars 1755, qui condamne et prohibe le livre de Laborde, intitulé : *Principes sur l'essence, la distinction et les limites des deux puissances spirituelle et temporelle*.

Ce n'est pas une bulle, ni un bref *sub annulo piscatoris*, ni un décret rendu en congrégation du Saint-Office et promulgué dans les formes légales ; c'est une circulaire que Benoît XIV adresse aux évêques de Pologne.

Un décret du Saint-Office en date du 5 août 1753 avait déjà condamné le livre. Le pape, apprenant que, malgré cette prohibition, l'ouvrage avait été réimprimé en français et en polonais, supposant que les évêques de Pologne n'avaient pas connu la condamnation ou n'avaient pas assez réfléchi au venin de ces doctrines, adressa sa circulaire aux prélats.

(1) Adprobamus, et confirmamus quæcumque in sententiis superius expositis continentur, cum scriptores plane omnes, theologiæ et canonum professores, plura sacrarum litterarum testimonia, pontificum decessorum nostrorum decreta, conciliorum, et Patrum auctoritas ad easdem sententias comprobandas pene conspirare videantur.

Le dispositif rejette et réprouve le livre sous certaines censures et en défend la lecture et l'usage à tous les fidèles, sous peine d'excommunication réservée au Saint-Siége.

Quelles sont les censures? L'encyclique dit que l'auteur du livre émet des propositions captieuses et fausses, impies et erronées, précédemment condamnées et hérétiques, extrêmement injurieuses pour l'Eglise, et subversives de son pouvoir, de ses droits et de sa liberté.

Deux propositions sont particulièrement signalées. Premièrement l'auteur ébranle, renverse et fait disparaître le pouvoir que l'Eglise a reçu de Jésus-Christ, non-seulement pour diriger par des conseils et les moyens de persuasion, mais encore pour ordonner par des lois, et obliger, et contraindre les gens dévoyés et rebelles par le jugement extérieur et des châtiments salutaires. Secondement, il soumet le pouvoir ecclésiastique au pouvoir civil jusqu'à soutenir que ce dernier a le droit de régler tout le gouvernement extérieur et sensible. Or, c'est le détestable et pernicieux système précédemment condamné comme hérétique par le siége apostolique et surtout par Jean XXII, dans la constitution *Licet juxta doctrinam.*

La bulle *Auctorem fidei* (prop. 4 et 5) éclaircit cette question et précise la censure théologique qui permet de fixer les peines canoniques.

9. Dans l'encyclique *Ex omnibus*, du 16 octobre 1756, adressée aux évêques de France, Benoît XIV enseigne que la bulle *Unigenitus* a une si grande autorité dans l'Église et qu'elle exige partout un respect, un assentiment et une obéissance sincère au point que nul fidèle ne peut, sans exposer son salut éternel, se soustraire à la soumission qui lui est due, ou s'y opposer d'une manière quelconque. C'est pourquoi le pape prescrit de refuser les derniers sacrements à ceux qui sont publiquement et notoirement réfractaires (1).

10. Clément XIII a laissé un plus grand nombre d'encycliques que ses prédécesseurs; mais aucun de ses documents n'est doctrinal, au sens rigoureux du mot.

La première, *A quo die*, fut adressée aux évêques en 1758, *initio pontificatus*. Elle est remplie de maximes morales, pour recommander aux évêques l'union, la charité, la pratique de toutes les vertus, la fuite de l'adulation et de la vaine gloire, la charité envers les pauvres, l'esprit de prière, ce qu'il faut surtout enseigner aux fidèles, l'épreuve des ordinands, la prédication, la résidence, le courage contre les ennemis de la foi, des mœurs et de la piété.

11. L'encyclique *Appetente*, du 20 décembre 1759, renferme des réflexions théologiques et morales sur le jeûne et son mérite devant Dieu. (Bull. cont. tom. I, p. 270.)

12. Catéchisme de S. Pie V : avantages de l'uniforme, inconvénients de la multiplicité des catéchismes, tel est l'objet de l'encyclique *In Domini agro*, du 14 juin 1761 (ibid. tom. I, page 134).

13. Le 25 novembre 1766, Clément XIII adressa aux évêques l'encyclique *Christianæ reipublicæ* afin d'exciter leur vigilance contre les mauvais livres. Quoiqu'il y parle de l'athéisme, du matérialisme, de l'audace des écrivains, des assauts qui sont livrés à la chaire de Saint-Pierre, on ne peut dire que c'est là un acte doctrinal, car les erreurs qu'il flétrit sont notoirement impies. Le philosophisme y est décrit à grands traits (ibid., tom. III, page 225).

14. Outre le jubilé *Initio pontificatus*, Clément XIV adressa aux évêques l'encyclique *Cum summi apostolatus*, en date du 12 décembre 1769. L'ascétisme y domine, comme dans les encycliques de Clément XIII. Vertus propres aux évêques, espérance de l'éternelle récompense. Le pape insiste sur l'accord des deux puissances, sur l'obéissance qu'on doit rendre aux princes, sur les prières qu'il faut faire pour leur prospérité. L'hostilité envers la religion jette la perturbation dans l'ordre civil, car il existe une grande union entre les droits de la puissance divine et ceux de la puissance humaine; le chrétien, sachant que les ordres des rois sont sanctionnés par l'autorité de la loi divine, leur obéit de grand cœur. *Magna est enim inter divinæ ac humanæ potestatis jura conjunctio; ac proinde qui christianæ legis auctoritate regum imperia munita esse norunt, alacri animo ipsis obtemperant.*

15. Le caractère ascétique se montre pareillement dans l'encyclique de Pie VI *Inscrutabili*, du 25 décembre 1775. Dispensation fidèle des mystères divins, surveillance des ordinations, formation du clergé, devoirs des évêques, etc. Le pontife flétrit l'impiété, l'athéisme, le désir effréné de la liberté.

Les vingt-trois années du pontificat de Pie VII n'ont eu que deux encycliques : celle du 15 mai 1800 *initio pontificatus*, et celle qui fut adressée aux évêques de France en 1817.

16. L'encyclique du 15 mai 1800 à tous les évêques du monde catholique commence : *Diu satis videmur.* Elle n'a rien de doctrinal. Pie VII se plaît à reconnaître la main de la Providence dans l'apaisement de la tourmente révolutionnaire. Il montre la nécessité de relever les ruines; ordination des clercs, éducation chrétienne des enfants, conservation du dépôt de la foi, mauvais livres, lois disciplinaires de l'Église.

17. En ce qui concerne la France, l'encyclique *Vineam quam plantavit Dominus*, du 12 juin 1817, traite de la circonscription des diocèses.

Cinq encycliques se rencontrent dans le bullaire de Léon XII.

1. L'encyclique *Ubi primum*, adressée aux évêques du monde catholique le 5 mai 1824, *initio pontificatus*, à l'occasion de la prise de possession, débute par des considérations sur les vertus propres aux évêques, telles que l'édification, la charité, etc. Le pape recommande particulièrement les ordinations, la résidence, la visite pastorale. Il parle des attaques dont l'Eglise est l'objet de la part de la secte philosophique. Il flétrit l'indifférence, la tolérance; il signale l'absurdité de

(1) Tanta est profecto in Ecclesia Dei auctoritas apostolicæ constitutionis quæ incipit, *Unigenitus*, eademque sibi tam sinceram venerationem, obsequium, et obedientiam ubique vindicat, ut nemo fidelium possit, absque salutis æternæ discrimine, a debita erga ipsam subjectione sese subducere aut iidem ullo modo refragari.

la tolérance religieuse, qui permet d'adopter telle opinion que l'on veut, sans danger pour le salut. *Docens amplam unicuique libertatem a Deo factam esse, ut quæ cuique sectæ juxta suum privatum judicium vel opinio arriserit, eam quisque sine salutis periculo amplecti vel adoptare valeat.* Un hérétique du IIe siècle, Apelle, soutenait pareillement que la foi n'a pas besoin d'examen et que chacun doit garder les opinions dont il s'est une fois imbu. L'indifférence finit par tolérer le naturalisme et le déisme. Enfin, Léon XII parle des mauvais livres, de la Société biblique ; il recommande d'affirmer l'autorité de l'Eglise, il excite le zèle des évêques.

19. Le 24 mai 1824, Léon XII adressa à tous les fidèles (*universis Christifidelibus præsentes litteras inspecturis*) l'encyclique qui commence : *Quod hoc ineunte anno,* pour le grand jubilé de l'année suivante.

20. Encyclique aux évêques : *Ad plurimas,* du 25 janvier 1825, sur l'incendie de la basilique de Saint-Paul *extra muros.*

21. L'extension du grand jubilé au monde entier motiva une nouvelle encyclique aux évêques : *Charitate Christi urgente nos,* du 25 décembre 1825. Les peuples sont exhortés à la conversion. Pouvoir des confesseurs. Le pape, désapprouvant le délai d'absolution, recommande aux confesseurs de préparer les fidèles qui se confessent sans les dispositions requises.

22. Enfin, à l'occasion du jubilé, Léon XII adressa aux anticoncordataires français l'encyclique *Pastoris æterni*, du 2 juillet 1826.

Le pontificat de Pie VIII fut de courte durée : il n'a guère laissé que trois documents.

23. L'encyclique adressée aux évêques, à l'occasion de la prise de possession. Elle commence ainsi : *Traditi humilitati nostræ*, 24 mai 1829. Pie VIII flétrit les mauvaises doctrines, les mauvais livres, l'indifférentisme, la Société biblique. Il renouvelle les constitutions de ses prédécesseurs contre les sociétés secrètes, recommande aux évêques de veiller aux séminaires et d'enseigner aux fidèles que le sacrement de mariage est régi par la loi divine.

24. Allocution consistoriale, *Non dubitamus*, du 26 mars 1830. Emancipation des catholiques anglais. Promotion du cardinal Weld.

25. Allocution *Quæ in venerabilem*, prononcée dans le consistoire du 5 juillet 1830, pour la concession du pallium au patriarche chaldéen de Babylone.

26. La première encyclique doctrinale du pape Grégoire XVI, *Cum primum*, du 9 juin 1832, fut adressée aux évêques de Pologne. Fût-il certain que les encycliques adressées aux évêques du monde chrétien remplissent par là même la première condition de la définition *ex cathedra*, qui doit être adressée à l'Eglise universelle, il semble que l'encyclique, qui n'est faite que pour quelques évêques particuliers ne doit pas avoir autant de solennité.

Exposé doctrinal. « Certaines gens propagent des doctrines erronées et de faux dogmes, qui ne peuvent se concilier avec les oracles de l'Ecriture et avec des monuments très-certains de la tradition ecclésiastique. Car ces sources nous apprennent que l'obéissance que les hommes doivent rendre aux pouvoirs établis de Dieu est un commandement absolu, auquel nul ne peut contrevenir, sauf le cas où l'on commanderait une chose opposée aux lois de Dieu ou de l'Eglise. » Cette dernière réserve embrasse bien des cas, qui atténuent l'absolutisme de la maxime.

Dispositif. Grégoire XVI n'enjoint pas aux évêques de Pologne de publier son encyclique pour l'instruction des fidèles ; il n'a en vue que le clergé, il désire que les ecclésiastiques soient irréprochables pour la doctrine, la prudence, la sainteté de vie, et que par là ils se concilient la bienveillance de l'empereur (1).

27. L'encyclique *Mirari vos arbitramur*, en date du 15 août 1832, fut adressée aux évêques du monde chrétien, *initio pontificatus*, à l'occasion de la prise de possession de Saint-Jean de Latran.

Censure. Le pape ne prononce pas de censure canonique contre les partisans des maximes qu'il signale ; mais il dit aux évêques de faire usage de la parole, glaive spirituel, et de donner le pain à ceux qui ont soif de la justice. (*Exerite gladium spiritus, quod est verbum Dei, habeantque a vobis panem, qui esuriunt justitiam*).

L'encyclique traite d'abord des maux de l'Eglise. Nécessité de l'union à la chaire de Pierre. La dispense des canons appartient au Saint-Siége. Célibat ecclésiastique. Indissolubilité du mariage. Indifférentisme en matière de religion. Grégoire XVI aborde ensuite trois questions : 1. La liberté de conscience. 2. La liberté de la presse. 3. La séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Liberté de conscience. Grégoire XVI expose que la pleine et illimitée liberté de conscience est une absurdité et une erreur. Ce n'est pas tout à fait la même chose que de la censurer doctrinalement, théologiquement, par la qualification *erronea*, ce qui exprime une sentence, un vrai jugement et non plus une simple exposition doctrinale. Mais admettons que les deux formules sont équivalentes et que le pape a condamné et proscrit comme *erronée* la proposition suivante : « On doit affirmer et garantir à tout homme (*cuilibet*) la liberté de conscience. Or nulle société n'a donné la liberté sans limites (*plena atque immoderata*) que Grégoire XVI condamne comme une absurdité, une erreur, et une chose dangereuse pour la religion et la société, *in sacræ et civilis rei labem.* C'est à la liberté illimitée que la triple censure s'applique. En outre, l'opinion qui soutiendrait que

(1) Ex hisce fontibus purissimis... apertissime edocemur, obedientiam, quam præstare homines tenentur a Deo constitutis potestatibus, absolutum præceptum esse, cui nemo, præterquam si forte contingat aliquid imperari, quod Dei et Ecclesiæ legibus adversetur, contraire potest... Hæc dum vobis, venerabiles fratres, communicamus, sic a nobis dicta volumus, non quasi illa comperta non habeatis, aut quasi nos timeamus ne satis ardenti zelo in propugnanda disseminandaque sanioris doctrinæ præcepta, circa obedientiam quam subditi legitimo principi suo exhibere tenentur, incumbatis ; sed eo talia diximus, quo facilius intelligatis quinam sit animus noster erga vos et quomodo cupiamus omnes istius regni ecclesiasticos viros doctrinæ puritate, prudentiæ splendore, vitæque sanctimonia ita elucescere, ut omnium oculis et judicio irreprehensibiles appareant... Fortissimus imperator vester benignum se erga vos geret. (Encyclique aux évêques de Pologne, 9 juin 1832.)

cette liberté sans frein peut procurer quelque avantage à la religion mériterait, d'après l'encyclique, la qualification *summa impudentia*. Voilà tout ce qu'on peut exprimer de l'encyclique en ce qui regarde la liberté de conscience.

Liberté de la presse. Ce qu'en dit Grégoire XVI peut se diviser en trois propositions; faisons bien observer qu'il parle de la liberté *illimitée*, sans aucun frein, *libertas ad scripta quælibet edenda in vulgus*.

La première proposition peut être formulée de la façon suivante : « On doit réclamer et s'efforcer d'ob- « tenir la liberté illimitée de la presse. » *Quam tanto convicio audent nonnulli efflagitare ac promovere*. Or, le pape flétrit l'audace qui réclame une chose si dangereuse, aussi exécrable et aussi détestable que la liberté illimitée, absolue de la presse. *Teterrima illa, ac numquam satis exsecranda et detestabilis libertas artis librariæ ad scripta quælibet edenda in vulgus*. Quel gouvernement a jamais accordé la liberté sans restriction ?

« Le déluge de mauvais livres est suffisamment « compensé par quelque bon ouvrage qui paraît pour « la défense de la religion et de la vérité. » Soutenir de propos délibéré cette proposition, dit Grégoire XVI, c'est le comble de l'impudence.

« Non-seulement la censure des livres par l'autorité « ecclésiastique est extrêmement pesante et onéreuse, « mais elle n'est pas juste, et l'on doit refuser à l'Eglise « le droit de l'exiger et de l'exercer. » L'encyclique dit que cette doctrine est manifestement fausse, téméraire, injurieuse envers le Saint-Siége, et propre à attirer de grands maux sur le peuple chrétien, *falsa, temeraria, Apostolicæ Sedi injuriosa, et fœcunda malorum in christiano populo ingentium*. Ces qualifications doivent paraître modérées pour une doctrine qui refuse radicalement à l'Eglise le pouvoir de condamner les mauvais livres.

Séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'encyclique énonce trois maximes : 1. L'accord des deux puissances a toujours été bon et salutaire pour la religion et l'ordre civil. 2. Les partisans de la liberté immodérée, *impudentissimæ libertatis amatores*, redoutent cette alliance. 3. La séparation de l'Église et de l'État ne promettrait rien de bon ni pour la religion ni pour les souverains (1).

(1) Ex hoc putidissimo indifferentismi fonte absurda illa fluit ac erronea sententia, seu potius deliramentum, asserendam esse ac vindicandam cuilibet libertatem conscientiæ. Cui quidem pestilentissimo errori viam sternit plena illa, atque immoderata libertas opinionum, quæ in sacræ et civilis rei labem late grassatur dictantibus per summam impudentiam nonnullis, aliquid ex ea commodi in religionem promanare...

Huc spectat deterrima illa, ac numquam statis exsecranda et detestabilis libertas artis librariæ ad scripta quælibet edenda in vulgus quam tanto convicio audent nonnulli efflagitare ac promovere. Sunt tamen, proh dolor ! qui eo impudentiæ abripiantur ut asserant pugnaciter hanc errorum colluviem inde prorumpentem satis cumulate compensari ex libro aliquo, qui in hac tanta pravitatum tempestate ad religionem ac veritatem propugnandam edatur... Patet luculentissime, quantopere falsa, temeraria, eidemque Apostolicæ sedi injuriosa, et fœcunda malorum in Christiano populo ingentium sit illorum doctrina, qui nedum censuram librorum veluti gravem nimis et onerosam rejiciunt, sed eo etiam improbitatis progrediantur, ut eam prædicent a recti juris principiis abhorrere, jusque illius decernendæ habendæque audeant Ecclesiæ denegare...

28. Une autre encyclique doctrinale est celle du 25 juin 1834, qui condamne les *Paroles d'un croyant*, de Lamennais. Ce n'est pas une lettre apostolique en forme de bref *sub annulo piscatoris*, c'est une lettre circulaire adressée aux évêques du monde chrétien comme la précédente, et commençant : *Singulari nos affecerant*. Dans une déclaration que Lamennais signa le 11 décembre 1833 et qui fut transmise à Rome, il avait promis de suivre uniquement la doctrine de l'encyclique *Mirari vos arbitramur*. Ces espérances furent cruellement déçues par la publication des *Paroles d'un croyant.*, livre qui semble n'avoir pas d'autre objet que de renverser les doctrines de l'encyclique.

Délibérations. Grégoire XVI dit qu'il a entendu quelques cardinaux (*auditis*) ; cette formalité n'est pas exprimée dans les deux encycliques qui précèdent.

Condamnation du livre. Après avoir dit que par un abus vraiment impie de la parole de Dieu, le livre de Lamennais est propre à corrompre les peuples et à les exciter à la révolte contre les deux puissances, le pape le réprouve et le condamne comme renfermant des propositions *respective* fausses, calomnieuses, téméraires, induisant à l'anarchie, opposées à la parole de Dieu, impies, scandaleuses, erronées, précédemment condamnées par l'Eglise dans les Vaudois, dans les Wiclefites, dans les Hussites, et autres hérétiques de ce genre.

Censure. Grégoire XVI n'édicte pas de censure particulière contre les lecteurs et les partisans du livre. Il recommande aux évêques d'étouffer la contagion en enseignant la saine doctrine.

Vers la fin de l'encyclique se trouve un paragraphe relatif au système philosophique de Lamennais. Passion de la nouveauté, mépris des traditions apostoliques, doctrines vaines, futiles, incertaines, nullement revêtues de l'approbation de l'Eglise ; folie de s'imaginer que ces doctrines peuvent servir à la consolidation de la vérité (1).

Neque lætiora, et religioni et principatui ominari possemus ex eorum votis, qui Ecclesiam a regno separari, mutuamque imperii cum sacerdotio concordiam abrumpi percupiunt. Constat quippe pertimesci ab impudentissimæ libertatis amatoribus concordiam illam, quæ semper rei et sacræ et civili fausta extitit ac salutaris. (Encyc. *Mirari vos arbitramur*.)

(1) Contra fidem sua illa declaratione solemniter datam, captiosissimis ipse ut plurimum verborum fictionumque involucris, opugnandam evertendamque suscepit catholicam doctrinam, quam memoratis nostris litteris, tum de debita erga potestates subjectione, tum de arcenda a populis exitiosa *indifferentismi* contagione, deque frenis injiciendis evaganti opinionum, sermonumque licentiæ, tum de damnanda omnimoda conscientiæ libertate, teterrimaque societatum, vel ex cujuscumque falsæ religionis cultoribus, in sacræ et publicæ rei perniciem conflatarum conspiratione, pro auctoritate humilitati nostræ tradita definivimus...

Quo (libro) per impium verbi Dei abusum, populi corrumpuntur ad omnis ordinis publici vincula dissolvenda, ad utramque auctoritatem labefactandam, ad seditiones in imperiis, tumultus, rebellionesque excitandas, fovendas, roborandas; librum ideo propositiones respective falsas, calumniosas, temerarias, inducentes in anarchiam, contrarias verbo Dei, impias, scandalosas, erroneas, jam ab Ecclesia præsertim in Valdensibus, Wiclefitis, Hussitis, aliisque id generis hæreticis damnatas continentem, reprobamus, damnamus...

Probe autem intelligitis, nos hic loqui etiam de fallaci illo haud ita pridem invecto philosophiæ systemate plane improbando, quo ex projecta et effrenata novitatum cupiditate veritas, ubi certo consistit, non quæritur, sanctisque et apostolicis traditionibus post-

Bien des années avant son élévation au pontificat, en 1799, Grégoire XVI avait publié un ouvrage important sous le titre : *Trionfo della santa Sede*, *Triomphe du S. Siége*. Le livre fut réimprimé après la promotion du pontife, en un beau volume in-folio. Or, dans cet ouvrage, Grégoire XVI énumère six conditions nécessaires pour les constitutions doctrinales.

Les encycliques remplissent-elles ces conditions, et notamment les deux principales : la première, qui veut que l'acte pontifical soit adressé à l'Église entière, et la seconde, qui exige la promulgation légale ?

III

LES ENCYCLIQUES NE SONT PAS IMMÉDIATEMENT ADRESSÉES A TOUS LES FIDÈLES.

La constitution dogmatique est un acte direct, immédiat, que le pape adresse à tous les chrétiens sans exception.

En effet, les bulles qui renferment des constitutions dogmatiques portent pour suscription : *Universis Christifidelibus salutem et apostolicam benedictionem.*

Les encycliques ne présentent pas ce caractère d'universalité. Ce sont des circulaires adressées aux Evêques seuls : *Gregorius XVI universis patriarchis, archiepiscopis, episcopis aliisque locorum ordinariis communionem Sedis apostolicæ habentibus salutem et apostolicam benedictionem.* Telle est la suscription qui se lit en tête des encycliques.

Les simples chrétiens sont-ils obligés de prendre pour règle de conduite un document qui ne leur est pas adressé, qu'ils ne connaissent pas officiellement et qui par conséquent ne les regarde pas?

Dans l'ordre judiciaire, personne ne se considère comme atteint par un jugement, si ce jugement n'est pas notifié directement à chacun des intéressés.

Dans la sphère du droit criminel, il se peut que le gouvernement, le garde des sceaux adressent des circulaires aux préfets et aux parquets du royaume. Ces circulaires ne sont pas des lois dont les tribunaux doivent tenir compte.

La cour d'assises pourrait-elle alléguer dans les considérants de ses arrêts les circulaires dont nous parlons? Ce serait le renversement de l'ordre judiciaire.

Conçoit-on qu'un tribunal criminel prononce un arrêt de mort ou toute autre peine afflictive, en se basant uniquement sur une circulaire administrative, circulaire qui n'a pas obtenu la promulgation légale et que les citoyens ne connaissent pas officiellement, attendu qu'elle n'a été communiquée qu'aux membres du parquet? Une pareille énormité soulèverait l'indignation générale.

Un principe fondamental en matière de foi et de doctrine, c'est que les questions dogmatiques doivent se traiter avec toute la rigueur des causes criminelles. En effet, un jugement dogmatique décapite pour ainsi parler la raison et l'intelligence humaine et lui enlève la liberté d'opinion dont l'homme est en possession. De là vient que les théologiens exigent une procédure aussi exacte, des preuves aussi péremptoires et des arrêts aussi formels et aussi bien notifiés dans les formes légales que lorsqu'il s'agit de faire rouler la tête d'un homme sur l'échafaud.

Voici une autre maxime de la jurisprudene universelle. Lorsque le législateur, qui était libre de parler clairement, s'est exprimé d'une façon obscure, l'interprétation doit se faire contre lui.

Non-seulement les encycliques sont adressées exclusivement aux évêques; mais le pape ne prescrit nullement à ces derniers de les communiquer à leurs diocésains. On ne pourrait citer aucune encyclique, depuis 1831 jusqu'à nos jours, qui renferme une injonction quelconque à cet égard. Il se peut donc que l'évêque dépose l'encyclique pontificale dans ses archives, et que la population chrétienne n'ait pas connaissance du document. Est-il admissible que les diocésains soient obligés, en conscience, de prendre pour règle de conduite et de croyance un enseignement qu'ils ne connaissent pas?

Mais, dira-t-on, les encycliques sont publiées dans tous les journaux ; elles sont donc parfaitement connues.

La publicité qui provient des journaux n'a pas le caractère authentique et officiel qui est indispensable pour former l'obligation de conscience. On n'a aucune garantie de l'exactitude du texte qui paraît dans les journaux.

Les journaux judiciaires relatent chaque jour les jugements civils ou criminels; personne n'a jamais pensé que les intéressés fussent obligés d'obtempérer aux jugements connus par la voie des journaux. Assurément la publicité acquise de cette façon ne tient pas lieu de la signification légale des jugements.

Au surplus, supposé que l'évêque publie un mandement notifiant l'encyclique pontificale dans son diocèse ; cette encyclique acquerrait-elle le rang et le caractère des vraies constitutions dogmatiques ? La notification ne serait que médiate ; or, d'après la doctrine des théologiens et de Grégoire XVI lui-même dans le livre *Triomphe du St-Siége*, la constitution dogmatique est nécessairement un acte direct, immédiat du pape, acte adressé par lui personnellement, directement et immédiatement à tous les fidèles du monde chrétien.

On peut objecter que les encycliques ont été publiées dans le journal officiel de Rome. Trois réponses à cette remarque.

1. Le Saint-Siége n'a jamais exprimé l'intention que l'insertion de ses actes dans le journal officiel dût être considérée comme tenant lieu de promulgation. L'Église n'a connu jusqu'à ce jour que deux modes pour la promulgation légale des actes pontificaux : la publication en session publique des conciles et l'affichage aux portes des basiliques et des églises. C'est ce qui s'observe d'ordinaire à Rome pour les bulles, les brefs, les décrets de l'Index et des Rites qui acquièrent la promulgation légale.

habitis, doctrinæ aliæ inanes, futiles, incertæque, nec ab Ecclesia probatæ adiscuntur, quibus veritatem ipsam fulciri ac sustineri vanissimi homines perperam arbitrantur ...

Datum Romæ apud sanctum Petrum septimo kalendas julias anno millesimo octingentesimo tricesimo quarto, pontificatus nostri anno quarto. (Encyclique *Singulari*, contre les *Paroles d'un Croyant.*)

Les papes n'ont jamais exprimé la volonté de substituer à l'affichage officiel la simple insertion dans les colonnes du journal officiel. Il semble donc qu'il n'y a rien de changé dans le mode de promulgation des lois pontificales, et que la publication des encycliques dans le journal officiel de Rome n'offre pas l'authenticité nécessaire, en une matière aussi importante.

2. On peut se demander si le Saint-Siége a présentement un journal officiel. La feuille reconnue comme organe officiel a cessé de paraître le jour de l'entrée des Piémontais à Rome, le 20 septembre 1870.

3. Dans la plupart des États l'insertion d'un acte législatif dans les colonnes du journal officiel n'est pas réputée suffisante pour la promulgation légale. On exige, en outre, que l'acte soit inséré au *Bulletin des lois*. Aucun tribunal ne voudrait et ne pourrait, d'ailleurs, appliquer une loi qui ne serait connue que par le journal officiel.

Le Saint-Siége n'adressait pas aux évêques les numéros du journal officiel contenant des encycliques. On en fait une édition spéciale, dont les exemplaires sont envoyés aux nonces qui sont chargés de les communiquer aux évêques. L'authenticité des encycliques est suffisamment probable et certaine, quoiqu'elles ne renferment aucune signature officielle ni aucun sceau authentique. C'est suffisant pour des circulaires qui ne sont pas destinées à la publicité.

Il en est autrement des constitutions universelles qui doivent prendre un caractère légal dans le for extérieur. La chancellerie romaine n'oublie pas d'y insérer une clause portant que tout exemplaire imprimé, revêtu de la signature d'un notaire et muni du sceau d'un dignitaire ecclésiastique, a la même valeur que l'original même de la constitution.

On n'a jamais rien vu de semblable dans les simples encycliques.

IV

LES ENCYCLIQUES NE PEUVENT ÊTRE PROMULGUÉES.

D'après ce qui vient d'être dit, les encycliques ne sont pas promulguées. Non-seulement elles ne sont pas promulguées, mais elles ne peuvent l'être.

Qu'est-ce que la promulgation? C'est la notification officielle d'un acte juridique à tous les membres de la société sans exception aucune.

Or les encycliques ne sont pas adressées à tous les membres de la société; ce sont des circulaires réservées aux évêques seuls, *universis episcopis communionem sedis apostolicæ habentibus*. Donc impossible de promulguer une encyclique. Ce serait comme si l'on signifiait un jugement aux gens qui ne prennent aucune part au procès.

Les jurisconsultes définissent la loi : « Un précepte *commun*, promulgué par celui qui prend soin de la société. » La loi doit exprimer un commandement qui comprend tous les membres de la société; la promulgation n'est possible et logique qu'à l'égard d'un précepte commun. Or l'encyclique, qui n'est autre chose qu'une circulaire réservée aux évêques auxquels on l'adresse, ne peut exprimer une injonction commune. Il suit de là que la promulgation est impossible pour les encycliques.

Que l'on examine l'une après l'autre les encycliques de Grégoire XVI et celles qui ont paru dans la suite, on n'y remarque aucune clause qui se rapporte à la promulgation. On n'y trouvera jamais le certificat du *magister cursorum*, qui atteste la promulgation par l'affichage : *Hæc encyclica publicata fuit Romæ per infrascriptum magistrum cursorum et affixa ad valvas basilicæ principis apostolorum, et in acie Campi Floræ aliisque consuetis almæ Urbis locis. Hac die etc.* Aucune encyclique ne s'est présentée au monde chrétien sous cette forme.

Si l'encyclique, pure circulaire, est divulguée, c'est par accident; on ne la promulgue pas comme une loi.

Une encyclique est un discours, une homélie, une composition oratoire; c'est l'exposition doctrinale, ce n'est pas l'arrêt qui censure, flétrit, condamne et frappe le coupable.

Entre le jugement dogmatique et l'encyclique oratoire, il y a la même différence qu'entre la plaidoirie de l'avocat général et l'arrêt juridique du tribunal.

Quel est le prévenu qui croira être condamné en vertu du discours de l'avocat général?

Autre hypothèse. Une affaire de la plus haute importance est déférée à la cour de cassation. Or, les juges n'osant rendre un arrêt juridique, se contentent de rédiger un mémoire sur la question de droit. Ils signent ce mémoire ou ne le signent pas (comme c'est arrivé pour certaines pièces récentes); mais ils le divulguent, et même ils l'adressent aux préfets sous forme de circulaire.

Je demande si le mémoire doctrinal des juges de la cour de cassation tient lieu de l'arrêt qui serait juridiquement intimé aux intéressés. Je demande si les plaideurs seront juridiquement convaincus d'avoir gagné leur procès ou de l'avoir perdu.

V

LETTRES LATINES, ALLOCUTIONS CONSISTORIALES, ETC.

Les principes juridiques exposés plus haut par rapport aux encycliques s'appliquent à bien plus forte raison aux lettres latines, aux brefs particuliers, aux allocutions consistoriales, etc.

Les lettres latines ne sont pas des brefs officiels *sub annulo piscatoris;* ce sont simplement des lettres particulières qui jusqu'ici n'ont jamais été mises dans le bullaire romain.

Les principaux signes qui permettent de discerner le bref proprement dit et la lettre latine sont : 1° Le bref est écrit sur parchemin, au lieu que la lettre latine est sur papier ordinaire. 2° Le bref porte invariablement la date : *Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo piscatoris*; la date pour la lettre latine est simplement celle-ci : *Datum Romæ apud S. Petrum die etc.* L'anneau du pêcheur n'est pas imprimé sur la lettre latine.

La plupart des actes pontificaux que les journaux baptisent du nom de *brefs* sont de simples lettres latines; il est facile de s'en convaincre à l'aide des signes caractéristiques que j'ai exposés plus haut.

Des questions doctrinales d'une assez grande importance ont été quelquefois traitées dans les lettres latines; par exemple, les deux lettres adressées à l'archevêque de Cologne et à l'archevêque de Munich au sujet du gunthérianisme; de même la lettre latine que le Saint-Père écrivit en 1860 à l'évêque de Breslau, au sujet d'un professeur de l'université du nom de Baltzer. Ce disciple de Gunther continuait de soutenir, après la condamnation de son maître que l'âme de l'homme n'est pas le seul principe et la forme vitale du corps. La lettre latine de 1860 s'applique à réfuter cette doctrine vitaliste. Elle est éminemment dogmatique.

Enfin on connaît la lettre latine adressée à Mgr l'archevêque de Munich en 1863 au sujet des réunions que les théologiens allemands venaient de tenir.

Les allocutions consistoriales sont adressées aux cardinaux. Il n'est donc pas possible de les promulguer pour le commun des fidèles, qu'elles ne concernent pas. Si elles sont *divulguées*, c'est là un procédé qui n'affecte aucun caractère juridique, légal; car c'est d'une façon tout à fait indirecte, *per accidens*, que les simples fidèles connaissent ces allocutions. La publicité qu'elles reçoivent dans les journaux n'est pas officielle; elle ne donne aucune garantie de l'intégrité du texte. Il semble par conséquent difficile de supposer que dans de telles conditions les allocutions puissent devenir la règle des consciences chrétiennes pour la doctrine et la foi, quoiqu'elles jouissent d'une très-grande autorité et méritent la vénération de tous les membres de la sainte Église.

On ne rencontre dans le bullaire romain aucune allocution consistoriale avant l'époque de Benoît XIV. Il ne peut se faire que les papes en aient prononcé; la collection papale les a laissées dans l'ombre. Aucun de ces discours ne se rapporte à la doctrine et ne vise à trancher des questions débattues.

1. Allocution de Benoît XIV dans le consistoire du 21 avril 1749, sur le titre de roi *très-fidèle*, que le pape décerna au roi de Portugal. (*Bullaire de Benoît XIV*, appendice du tome 3, p. 523.)

2. Allocution consistoriale du 5 juin 1751 sur la suppression du patriarcat d'Aquilée.

3. Clément XIII a laissé un plus grand nombre d'allocutions et d'encycliques que ses prédécesseurs. Signalons d'abord l'allocution du 11 juillet 1758 *Pro gratiarum actione post electionem* (Bull. cont. tom. 1, p. 1).

4. Dans le consistoire du 2 octobre 1758, Clément XIII consulte les cardinaux sur la promotion de son neveu à la pourpre (*Ibid.* p. 44).

5. Allocution du 24 septembre 1759 sur la création de 24 cardinaux, dont le dernier est Laurent Ganganelli (*Ibid.*, p. 230).

6. L'investiture du royaume de Naples en faveur de l'infant d'Espagne don Ferdinand est annoncée aux cardinaux par l'allocution consistoriale du 28 janvier 1760 (*Ibid.* p. 275).

7. Pie VI, dans le consistoire du 13 novembre 1775, annonce la mort de deux dominicains dans la mission du Tonkin, et parle, en outre, de la création de quelques cardinaux. (*Ibid.*, tom. 5, p. 159).

8. Allocution consistoriale du 27 septempre 1780 sur la nomination de l'archiduc Maximilien en qualité de coadjuteur de Cologne (*Ibid.* tom. 6, p. 252).

9. L'allocution de Pie VI sur la mort de Louis XVI, dans le consistoire du 17 juin 1793, est en latin et en français dans le Bullaire (*Ibid.* tom. 9, page 318, 612). La version française est chargée des notes d'un inconnu.

Le pontificat de Pie VII présente quelques encycliques et un assez grand nombre d'allocutions consistoriales; mais nous n'y remarquons aucun acte strictement dogmatique, aucune proposition condamnée spécifiquement ou *in globo*.

On ne peut guère ranger parmi les jugements dogmatiques la bulle du 13 septembre 1821, qui commence : *Ecclesiam a Jesu Christo Servatore nostro supra firmam petram fundatam*, et condamne le carbonarisme. Cependant Pie VII flétrit l'indifférence en matière de religion que les carbonari prêchent et recommandent : il signale la profanation de la Passion de Jésus-Christ, le mépris des sacrements; en morale, l'assassinat de ceux qui violent le secret. Après avoir confirmé les bulles de Clément XII et de Benoît XIV contre la franc-maçonnerie, Pie VII condamne toutes les sociétés secrètes, défend d'y entrer et de les propager, sous peine d'excommunication réservée au Saint-Siége; il prohibe sous la même peine les catéchismes, les statuts, les livres des carbonari. C'est une vraie bulle datée *anno Incarnationis Dominicæ*; les notaires publics sont autorisés à en délivrer des copies authentiques, sous le sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique.

Les vingt-trois années du pontificat de Pie VII n'ont eu que les deux encycliques mentionnées plus haut.

Outre diverses allocutions relatives à la promotion des cardinaux, il nous en reste encore vingt-deux du pontificat de Pie VII. Voici la liste et le sujet de ces allocutions :

10. Allocution du 24 mai 1802 sur la publication du concordat entre le Saint-Siége et le gouvernement français. On y trouve tout l'exposé des négociations, les circonstances qui ont accompagné la publication du concordat, les réserves et les protestations relatives aux articles organiques. C'est incontestablement la plus importante allocution du Bullaire romain jusqu'à cette époque. (*Contin. Bull. Rom.* tom. 11, p. 335). On remarque à la suite des pièces justificatives, serment de Caprara, absolution de constitutionnels, etc.; nous les avons publiées dans les *Analecta* (3e série).

11. Avant de se mettre en route pour Paris afin de couronner l'empereur Napoléon, Pie VII, dans le consistoire du 29 octobre 1804, annonça aux cardinaux son départ et ses espérances. Il ne dit pas dans cette allocution aux cardinaux qu'il entreprend le voyage suivant leur avis et leur conseil (*Quorum sententias antequam in re tanti momenti quidquam a nobis statue-*

retur et sciscitati sumus et, uti par erat, plurimi fecimus.)

12. De retour à Rome, Pie VII rendit compte de son voyage aux cardinaux dans une allocution consistoriale du 26 juin 1805. Il y parle de son séjour à Fontainebleau, où Napoléon vint à sa rencontre; et il assure qu'il ne pourra jamais oublier les heureux jours qu'il a passés dans cette résidence. Le sacre est sèchement relaté. Viennent ensuite les déclarations que les évêques constitutionnels ont souscrites, la réouverture de Fourvières, la rétractation de Scipion Ricci, ancien évêque de Pistoie, etc. L'allocution fut d'autant plus longue et plus étudiée que les fruits du voyage furent médiocres (*Ibid.* tom. XII, p. 325).

13. Allocution *Illuxisse demum*, du 16 mars 1808, sur les démêlés avec Napoléon, l'invasion de l'État pontifical, la violation de la souveraineté temporelle du Saint-Siége. (*Ibid.* tom. XIII, p. 259.)

14. Nouvelle allocution sur le même sujet : *Nova vulnera*, 11 juillet 1808. A propos de la déportation des cardinaux, Pie VII rappelle les constitutions qui leur défendent de sortir de Rome sans la permission du pape. Origine de la souveraineté temporelle ; Pépin et Charlemagne n'ont pas donné Rome et son duché. Pie VII constate que c'est son refus de conclure avec Napoléon une alliance offensive et défensive qui a motivé la persécution. (*Ibid.* p. 290.)

Pendant l'exil de Pie VII, le Bullaire garde le plus complet silence ; on n'a pas cru devoir insérer les brefs rendus à Savone ou à Fontainebleau.

15. Allocution consistoriale *Optatissimus tandem* du 26 septembre 1814. Pie VII raconte sa délivrance de la captivité et son retour ; il rend grâces à la Providence, à la sainte Vierge, aux saints apôtres Pierre et Paul, aux papes martyrs S. Martin Ier et S. Silvère. (*Ibid.* p. 329).

16. Allocution *Quid causæ fuerit*, du 10 juillet 1815. Départ de Rome pendant les cent jours. Couronnement de la Vierge de Savone.

17. Dans le consistoire du 4 septembre 1815, Pie VII proteste contre les articles du traité de Vienne qui privaient le Saint-Siége d'une partie de ses Etats, tels que les pays de la rive gauche du Pô que l'Autriche s'était fait adjuger, Avignon et le comtat Venaisin cédés à la France sans indemnité. L'allocution consistoriale relate le voyage du cardinal Consalvi en Angleterre. On voit à la suite de l'allocution une note diplomatique de Consalvi, qui établit la nullité du traité de Tolentino, extorqué du pape à la suite d'une guerre injuste ; d'ailleurs le gouvernement révolutionnaire, n'observant pas les conditions du traité, le mit à néant par l'invasion de Rome et des autres provinces pontificales qu'il avait promis de respecter.

18. Allocution consistoriale *Inter tot ac tanta*, du 28 septembre 1816. Martyre de missionnaires en Chine. Promotion de cinq cardinaux. (*Ibid.* tom. XIV, p. 240).

19. Allocution *Quo sensu nos affecerit* 14 avril 1817. Il y est parlé de la reine de Portugal qui vient de mourir. Voici un point qui mérite d'être signalé. Le concordat conclu avec la république cisalpine en 1803 stipula la suppression des siéges épiscopaux de Bertinore et de Sarsina ; mais, comme le pape ne rendit jamais de bulle apostolique pour réaliser cette suppression, les deux siéges n'ont jamais cessé d'exister, et l'évêque de Sarsina a continué d'administrer le sien jusqu'à sa mort.

20. En annonçant le nouveau concordat qui venait d'être conclu avec la France, l'allocution consistoriale *Ex quo Sedi apostolicæ*, du 27 juillet 1817, crée trois nouveaux cardinaux : Alexandre de Talleyrand-Périgord, de La Luzerne, de Bausset.

21. Allocution *Duorum præstantium*. Promotion de cardinaux. Affaires de France.

22. Concordat conclu avec le gouvernement de Bavière. Allocution consistoriale *Quatuor menses*, 15 novembre 1817. (*Ibid.* 440.)

23. Concordat de Naples. Allocution *Non alieno*, 16 mars 1818 (*Ibid.* tom. XV, p. 1.)

24. Allocution consistoriale *Ad conventionum illarum normam*, 6 avril 1818. Affaires ecclésiastiques de Bavière. Promotion de deux cardinaux.

25. La tolérance des dissidents formait une des difficultés du concordat bavarois. Pie VII ne se rassura que lorsque le gouvernement de Bavière eut déclaré qu'il entendait parler uniquement de la tolérance civile. Allocution : *Cum initam a nobis conventionem*, 2 octobre 1818.

26. Allocution *Quam dilectissimus*, du 4 juin 1819. Promotion de l'archiduc Rodolphe à la pourpre.

27. Allocution *Compertum satis*, 23 août 1819. Affaires religieuses de France.

28. Promotion de deux cardinaux. Allocution *Cum ordinis vestri splendor*, 27 septembre 1819.

29. Allocution *Meministis*, du 13 août 1821, sur les affaires de Prusse.

30. Allocution *Tertius jam et vicesimus*, du 10 mars 1823. Promotion de dix cardinaux, notamment de Pedicini et de Bertazzoli, évêque d'Edesse.

31. Enfin l'allocution *Ad majorem*, du 26 mai 1823, concernant la promotion de deux cardinaux.

Toutes ces pièces reflètent les principaux événements du pontificat ; elles sont intéressantes sous ce rapport, mais nous n'y voyons aucun acte doctrinal.

Cinq encycliques et cinq allocutions se partagent le bullaire de Léon XII. Nous avons mentionné les encycliques plus haut. Voici le sujet des allocutions consistoriales.

32. La première, *Vos ex hoc sublimi loco*, adressée aux cardinaux dans le consistoire du 17 novembre 1823, a pour objet de les remercier de l'élection, *pro gratiarum actione*.

33. Allocution *Qui vertentem annum*, du 25 mai 1824, sur le grand jubilé.

34. Promotion de cardinaux annoncée dans l'allocution consistoriale, *Plures ab aliquo tempore*, du 13 mars 1826. Micara et Maur Capellari (Grégoire XVI) y sont compris.

35. Dans l'allocution *Quod a Pio VII*, du 21 mai 1827, Léon XII annonce aux cardinaux l'érection des siéges de Fribourg, Mayenne, Rottenbourg, Limbourg et Fulde.

36. Affaires religieuses et concordat des Pays-Bas.

Allocution consistoriale *Quas pro instaurandis*, du 17 septembre 1827.

Puisque nous avons mentionné la bulle de Pie VII sur le carbonarisme, parlons aussi de celle de Léon XII, *Quo graviora*, du 13 mars 1825. Le pontife confirme et rapporte intégralement les constitutions de Clément XII, de Benoît XIV et de Pie VII; il condamne de nouveau les sociétés secrètes et leurs livres, remplis d'impiété et d'athéisme, sous peine d'excommunication réservée. Le serment par lequel les carbonari promettent de ne jamais manifester leurs collègues est particulièrement condamné. Enfin, Léon XII fait savoir aux fidèles que l'initiation aux sociétés secrètes est un très-grand crime.

Ainsi nous n'avons, dans le pontificat de Léon XII, aucun acte qui définisse des doctrines controversées, car les erreurs flétries appartiennent à la classe des impiétés notoires, à l'égard desquelles aucun doute n'est possible.

Le pontificat de Pie VIII fut de courte durée ; il n'a laissé que trois documents, parmi lesquels deux allocutions.

37. Allocution consistoriale, *Non dubitamus*, du 26 mars 1830. Emancipation des catholiques anglais. Promotion du cardinal Weld.

38. Allocution *Quæ in venerabilem*, prononcée dans le consistoire du 5 juillet 1830, pour la concession du pallium au patriarche chaldéen de Babylone.

Le pontificat de Grégoire XVI a laissé un plus grand nombre d'actes. Nous avons parlé plus haut des encycliques *doctrinales*, qui furent exclusivement notifiées aux évêques.

Voici les encycliques et les allocutions qui semblent étrangères aux questions doctrinales :

39. Allocution consistoriale *Vos per vos ipsos*, du 28 février 1831. Grégoire XVI adresse des actions de grâces aux cardinaux pour son élection. Il parle aussi de la mort du roi de Naples.

40. Allocution *Acerbus*, consistoire du 30 septembre 1831. Mort de Charles-Félix, roi de Sardaigne.

41. Dans le consistoire du 21 janvier 1832, Grégoire XVI annonce aux cardinaux le démembrement de l'évêché de Sabine et l'érection du nouveau siége de Poggio-Mirteto.

42. Allocution *Cum divina aspirante gratia*, 11 juin 1832, sur la promotion de neuf cardinaux.

43. Allocution *Grave admodum*, sur les affaires religieuses de Portugal (30 septembre 1833).

44. Allocution *Dum intima*, du 10 décembre 1837. Affaires de Cologne ; protestation contre la déportation de l'archevêque.

45. Dans le consistoire du 5 septembre 1838, Grégoire XVI annonce l'érection du siége épiscopal d'Alger (*Cuncta provide*). Affaire de Cologne.

46. Consistoire du 30 novembre 1838, pour la démission du cardinal Odescalchi, qui renonce au cardinalat pour entrer dans une communauté religieuse.

47. Affaire des mariages mixtes en Russie ; consistoire du 5 juillet 1839.

48. Allocution consistoriale *Multa quidem*, du 22 novembre 1839, sur les affaires religieuses de Russie et la persécution qui a provoqué le schisme des Ruthènes. Le 3 décembre suivant, Grégoire XVI prit une noble revanche en publiant le célèbre bref qui condamne le servage comme indigne d'une nation chrétienne. Nous en parlerons dans le paragraphe suivant.

49. Encyclique *Probe nostis*, du 15 août 1840, pour recommander aux évêques l'œuvre de la Propagation de la foi. Grégoire XVI parle des assauts que l'impiété livre à l'Eglise, des missions protestantes, des motifs de consolation que donnent les missions catholiques fécondées par le sang des martyrs.

50. Reconstruction de la basilique de Saint-Paul. Encyclique aux évêques du monde catholique.

51. Allocution consistoriale du 1er mars 1841, sur les affaires religieuses d'Espagne. Nullité des actes et censures canoniques.

52. Lettre apostolique *Catholicæ religionis causa*, du 22 février 1842, accordant un jubilé universel pour l'Espagne.

53. Encyclique *Inter ea*, du 1er avril 1842, aux évêques de Suisse, pour les avertir de la nullité des ventes de biens ecclésiastiques.

54. Allocution consistoriale *Hærentem diu*, du 1er juillet 1842, sur la persécution religieuse en Russie.

55. Allocution *Quoniam ex hoc loco* du 24 novembre 1845. C'est l'oraison funèbre de l'archevêque de Cologne.

Le pontificat de Grégoire XVI ne semble pas offrir un seul exemple d'allocution consistoriale proprement doctrinale et se rapportant au dogme, même sous forme de simple exposition.

VI

BREFS PROMULGUÉS AVEC LES FORMALITÉS TRADITIONNELLES

Indépendamment des encycliques *doctrinales* dont nous parlons plus haut, Grégoire XVI a rendu quelques brefs qu'il a munis des formalités nécessaires et qui ont été promulgués selon les prescriptions canoniques.

Les actes du Saint-Siége ne présentent pas toujours les mêmes caractères. La première classe comprend les constitutions qui condamnent et censurent particulièrement quelques propositions. Dans la seconde classe, on peut ranger les bulles et les décrets qui censurent un certain nombre de propositions *in globo*, sans qualifier chacune en particulier. La troisième classe comprend les brefs et les décrets qui prohibent certains livres comme renfermant des propositions *respective* censurables sous des qualifications diverses ; mais ces propositions ne sont pas énoncées dans l'acte pontifical, au lieu qu'elles sont insérées dans les bulles et brefs de la seconde catégorie, qui condamnent des propositions *in globo*.

Benoît XIV et Pie VI ont employé une forme mixte qui se lie, sous quelques rapports, à la seconde classe,

et sous d'autres à la troisième. En effet, les brefs de condamnation de certains livres présentent tout le dispositif de la troisième catégorie, et prohibent ces livres comme renfermant des propositions *respective* censurables ; d'autre part, quelques-unes des doctrines pernicieuses qui motivent la prohibition du livre sont énoncées dans le bref pontifical ; elles sont discutées sobrement, sous forme d'exposition, d'affirmation de la vraie doctrine, avec répudiation de l'erreur opposée ; mais on ne voit pas que les doctrines erronées soient directement censurées, comme cela se fait par rapport aux propositions qui sont censurées *in globo* ou en particulier.

Grégoire XVI a rendu plusieurs brefs suivant le modèle de Benoît XIV et de Pie VI.

1. On a le bref *Cum in ecclesia*, du 17 septembre 1833, qui prohibe cinq livres allemands comme renfermant des propositions *respective* fausses, téméraires, scandaleuses, erronées, injurieuses envers le Saint-Siége et dérogeant à ses droits, subversives du gouvernement ecclésiastique et de la divine constitution de l'Église, favorables au schisme, induisant en hérésie, schismatiques, hérétiques, déjà condamnées dans Luther, Baïus, Richer, Eybel, Pistoie et autres.

Délibérations. Grégoire XVI dit avoir pris l'avis et les suffrages de plusieurs théologiens, et le conseil et le jugement des cardinaux attachés à la congrégation des Affaires ecclésiastiques. (*Auditis itaque consultationibus acceptisque suffragiis plurium in facultate theologiæ magistrorum, deque consilio et sententia cardinalium ex congregatione ecclesiasticis negotiis curandis præposita.*)

Censure. Les cinq ouvrages sont condamnés comme renfermant des propositions qualifiées comme il est dit plus haut. Défense de les lire et de les retenir, sous peine, pour les séculiers, d'excommunication réservée au Saint-Siége, et de suspense pareillement réservée, en ce qui concerne les personnes ecclésiastiques. — Le bref pontifical est affiché dans Rome ; les notaires pourront délivrer des copies authentiques.

Quelles sont les mauvaises doctrines qui ont mérité cette condamnation ? Le bref pontifical, dans l'exposé, signale les suivantes : « Tous les évêques, comme successeurs des apôtres, ont reçu de Jésus-Christ un pouvoir égal et suprême pour le gouvernement de l'Église. Ce pouvoir ne réside pas dans le pape seul, il réside dans tout l'épiscopat. — Jésus-Christ a voulu le gouvernement républicain dans l'Église, en sorte que tout le monde, clercs inférieurs et laïques, ait droit de suffrage.

« Tout le pouvoir a été donné immédiatement à la masse des fidèles, qui le communiquent aux évêques et au pape. — La discipline actuelle de l'Église renferme une multitude de choses inutiles, dangereuses, nuisibles, qui ne conviennent pas à notre époque. — Le sacrement de pénitence, tel qu'on l'administre de nos jours, est inutile, pernicieux, et l'efficacité de cette salutaire institution est perdue. — La loi du célibat ecclésiastique dégénère en ignominie, en déshonneur et en péril pour le clergé ; c'est une loi contre nature. — Le caractère de l'ordination est une invention des scolastiques ; avec permission de l'Église, c'est-à-dire de chaque évêque, un prêtre peut redevenir laïque. »

On voit que le bref de Grégoire XVI est entièrement calqué sur le bref *Super soliditate*, de Pie VI, et autres de même style.

2. La constitution *Commissum divinitus*, du 17 mai 1835, condamne les articles arrêtés dans la conférence de Baden, en Suisse, comme renfermant des assertions fausses, erronées, sentant l'hérésie et schismatiques. Le pape expose que ces articles attaquent la liberté de l'Église pour l'enseignement, et prétendent la soumettre au pouvoir civil pour la publication des décrets dogmatiques. On revendique pareillement le *placet* pour les choses de discipline. Intervention du gouvernement dans les synodes et les séminaires. Ordre de bénir les mariages mixtes. On prétend empêcher l'appel à Rome ; exemption des réguliers.

Délibérations. Grégoire XVI déclare qu'il agit d'après le conseil et l'avis des cardinaux de la congrégation des Affaires ecclésiastiques.

Censure. On a vu plus haut quelques-unes des qualifications théologiques. Nulle censure canonique contre les personnes qui soutiendraient les articles de Baden. Cependant Grégoire XVI écrit aux évêques suisses : *Exerite gladium spiritus, quod est verbum Dei.* Du reste, les saints canons permettent la procédure contre les gens qui soutiennent des propositions ainsi qualifiées.

3. Le bref *Melchitarum catholicorum*, du 3 juin 1835, condamna les statuts d'un concile célébré à Antioche, en 1806 et dans lesquels on avait introduit une multitude d'erreurs empruntées au synode de Pistoie, sur le pouvoir coercitif de l'Église, l'appel au Saint-Siége, l'autorité souveraine des conciles provinciaux, le célibat ecclésiastique et les sacrements. Le concile d'Antioche fut imprimé en 1810, pendant la captivité de Pie VII ; on surprit l'approbation du délégat apostolique du Liban, qui était médiocrement versé dans la langue arabe. L'approbation des conciles provinciaux n'est pas de la compétence ordinaire des délégats. Pendant bien des années, le Saint-Siége ignora tout ce qui s'était passé au concile d'Antioche. Enfin Grégoire XVI le condamna, cassa tous ses actes, et prohiba l'usage du livre qui les renfermait.

4. Le bref *Dum acerbissimas*, du 26 septembre 1835, condamne les livres d'Hermès.

Délibérations. Grégoire XVI dit dans son bref que deux congrégations de théologiens ont d'abord examiné les livres ; puis l'affaire a été renvoyée aux cardinaux du Saint-Office ; une congrégation a été tenue en présence du pape, les cardinaux ont jugé que, sur la nature de la foi, sur l'Écriture et la tradition, sur la révélation, sur l'autorité de l'Eglise, sur les motifs de crédibilité, sur les preuves de l'existence de Dieu, sur ses attributs, sur la nécessité de sa grâce, sur les récompenses et les peines, les péchés et la chute originelle, les livres d'Hermès renferment des doctrines et des propositions *respective* fausses, téméraires, captieuses, conduisant au scepticisme et à l'indifféren-

tisme, erronées, scandaleuses, injurieuses envers les écoles catholiques, subversives de la foi divine, sentant l'hérésie.

Censure. Grégoire XVI condamne ces livres, ordonne de les inscrire à l'Index, recommande aux évêques de les retirer des écoles et de préserver leurs ouailles de ces pâturages empoisonnés.

5. Le bref *In supremo apostolatus*, du 3 décembre 1839, condamne le commerce des nègres, en défendant de soutenir en public ou en particulier que ce commerce est licite.

L'expositif du bref rappelle les protestations des papes contre ceux qui réduisent en captivité les Indiens et les nègres, ou favorisent ces attentats à la liberté.

Délibérations. Grégoire XVI dit qu'il a pris le conseil de quelques cardinaux (*adhibitis in consilium nonnullis cardinalibus*).

Dispositif. Le pape conjure de ne pas réduire en esclavage les nègres, les Indiens et autres hommes de cette espèce ; il défend de les tourmenter, de les dépouiller de leurs biens, de leur liberté. « Nous réprouvons avec autorité apostolique toutes ces choses comme entièrement indignes du nom chrétien, et nous prohibons et interdisons qu'un ecclésiastique ou un laïque ose enseigner en public ou en particulier que ledit commerce des nègres est licite. »

Le bref fut promulgué et affiché aux endroits accoutumés de Rome.

VII

CONDITIONS DES CONSTITUTIONS DOGMATIQUES.

Avant de terminer, je crois utile de rappeler les conditions que le pape Grégoire XVI, dans le *Triomphe du Saint-Siége*, exige pour la constitution dogmatique.

Les principales notes sont les suivantes :

« 1. Il faut que le point défini appartienne à la foi.

« 2. Le pape définitle point de foi, afin de tracer aux fidèles la règle infaillible de leur croyance et de dissiper dans leur esprit tout doute, toute anxiété, toute crainte ; le jugement doit indiquer dans le pape cette fermeté et cette stabilité d'esprit.

« 3. Le pape est le chef de l'Eglise entière, et la foi intéresse toute l'Eglise. Donc, lorsque le pape décide en qualité de chef, il doit notifier sa décision à l'Eglise.

« 4. Il doit par conséquent parler *immédiatement* à l'Eglise et lui adresser sa décision.

« 5. Le pape définit comme juge ; il détermine l'objet de la foi, il commande à la volonté de captiver l'intelligence sous le joug de la foi. Ce n'est plus un théologien qui ne se propose que de convaincre l'esprit. Il faut donc que la décision soit conçue dans des termes qui témoignent l'intention de commander absolument l'*acte de foi* sur l'article défini.

« Et comme la distinction entre la définition juridique et le raisonnement du théologien dépend plutôt de la volonté du pape que de la nature de l'objet dont il s'agit ; vu d'autre part que l'usage constant de l'Eglise et des souverains pontifes consacre certaines formules pour signaler sans équivoque à toute la chrétienté le jugement suprême et définitif, ainsi que les peines qui atteignent les récalcitrants ; il s'ensuit que si le pape néglige ces formules et s'il n'exprime pas clairement que, malgré cette omission, il entend et veut définir comme juge suprême de la foi, on doit croire qu'il n'a pas rendu son jugement en cette qualité ; car il doit s'adapter à l'intelligence universelle.

« La principale de ces formalités consiste à qualifier d'*hérétique* la doctrine condamnée, ou bien à fulminer l'anathème contre toute personne qui professerait désormais cette doctrine ; si le jugement du pape ne renferme pas cette formule, ou une expression équivalente, ce jugement ne pourra être regardé comme définitif. On ne pourra admettre que le pape ait entendu faire usage de son autorité suprême dans un jugement formulé de la sorte.

« 6. Il est parfois nécessaire de distinguer dans une définition le juge d'avec le théologien privé. Ainsi, lorsque le pape emploie des arguments et des raisonnements théologiques, il est alors un théologien de premier ordre, sans doute, les pères d'un concile le sont également dans les études et les raisonnements qui précèdent les canons dogmatiques, et ce serait une grande témérité que de rejeter ces expositions doctrinales. Mais le jugement qui definit l'article de foi, est bien moins le résultat des investigations théologiques que l'objet de l'assistance divine.

« Ainsi : un décret qui ne traiterait pas de matière de foi ; un décret qui serait conçu avec hésitation ; un décret qui serait rendu sans la volonté formelle d'obliger les consciences ; un décret qui serait dépourvu des formalités caractéristiques ; un décret qui se bornerait à des raisonnements théologiques ou à des propositions incidentes, au lieu d'attaquer l'objet immédiat de la définition ; un pareil décret ne saurait être rangé parmi les définitions dogmatiques *ex cathedra*, qui ont besoin d'être rendues dans la plénitude de l'autorité pontificale. »

En alléguant des principes aussi clairs et aussi catégoriques, Grégoire XVI a-t-il pu supposer un instant que les lettres particulières, les allocutions consistoriales, et les encycliques elles-mêmes doivent êtres réputées de vraies lois et des constitutions dogmatiques ?

La promulgation est essentielle ; les jurisconsultes et les théologiens la comprennent dans la définition même de la loi.

Dans le décret de Gratien on remarque (distinct. 4) le canon *In istis*, ainsi conçu : *Leges tunc constitui, cum promulgantur*. Les lois ne sont établies que par la promulgation.

S. Thomas d'Aquin, 2, 2, de la Somme, quest. 70, article 4, dit parfaitement : *Promulgatio necessaria est, ut lex habeat suam virtutem*. La loi n'est mise en vigueur que par sa promulgation.

S. Alphonse de Liguori, traité *De legibus*, reconnaît l'indispensable nécessité de la promulgation pour que la loi oblige : *Lex nequit obligare, nisi perveniat per promulgationem ad notitiam communitatis. Hinc lex non obligat, si denuntietur tantum personis par-*

ticularitus. Il suit de là que l'acte qui est adressé et notifié à quelques particuliers, au lieu d'être intimé par la promulgation à la société, *communitati* comme parlent les jurisconsultes, cet acte, dis-je, n'est pas une loi.

Une ordonnance qui n'est pas légalement notifiée à la société entière, n'est pas une loi générale : *Cum a superiore non communitati, sed alicui tantum, aut aliquibus, in particulari, aliquid præcipitur, non appellatur lex.* (S. Alphonse, loc. cit. num. 90.)

La promulgation qui se fait à Rome par l'affichage aux portes des basiliques suffit-elle ? S. Alphonse estime plus probable le sentiment d'après lequel la promulgation dans les diverses provinces du monde chrétien n'est pas nécessaire pour que la loi oblige ; mais aucun théologien ni jurisconsulte n'a supposé qu'une loi pût obliger et même exister sans promulgation, sans être publiée officiellement, tout au moins à Rome. « Secunda sententia, valde communis et probabilior, tenet leges pontificias obligare fideles sola promulgatione Romæ peracta... Nulli dubium quod lex, ut vim habeat obligandi, debet esse promulgata. Bullæ pontificiæ Romæ promulgantur locis ibi ad id destinatis, et vigore hujusmodi constitutionum, deinde omnes causæ ecclesiasticæ judicantur... Statuta per totam Ecclesiam condens (Pontifex) eaque solemniter promulgans cum clausulis obligatoriis, proculdubio præsumitur omnes fideles obligare velle, statim ac ipsis notitia pervenerit... Sed quod magis nostræ sententiæ vim præbet, sunt duæ clausulæ quæ apponi solent in his bullis, quæ Romæ promulgantur, locisque consuetis affiguntur. Altera clausula sic dicit : *Ut autem præsentes litteræ ad omnium notitiam facilius deveniant et nemo illarum ignorantiam allegare valeat, volumus illas ad valvas basilicæ principis apostolorum etc. affigi, et publicari, sicque publicatas omnes et singulos quos illæ concernunt, perinde arctare et afficere, ac si unicuique eorum personaliter intimata fuissent.* Altera dicit : *Volumus autem ut præsentium litterarum transumptis, etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in dignitate ecclesiastica constitutæ munitis, eadem prorsus tam in judicio quam extra illud ubique exhibeatur observantia, ac si unicuique forent exhibitæ, vel ostensæ.* Hæc autem clausulæ nimis diserte ostendunt, mentem pontificis esse, velle omnes fideles obstringere ad hujusmodi statuta independenter ab eorum publicatione in singulis provinciis (S. Alphonse de Liguori, loc. cit. num. 96).

Le Saint-Siége a indubitablement le pouvoir de changer le mode et les formalités de la promulgation des constitutions et des lois générales. A-t-il changé ce mode et ces formalités ? Il ne l'a pas fait, car il n'a rien déclaré à ce sujet. La révocation d'une loi traditionnelle doit se faire d'une manière expresse et légale. L'abrogation implicite ne semble pas possible. Il suit de là que la discipline traditionnelle sur la promulgation des lois pontificales conserve à l'heure qu'il est toute sa force.

Au surplus, le changement du mode de promulgation ne pourrait s'accomplir que par une loi formelle, qui, à son tour, devrait être promulguée selon les formalités usitées jusqu'à ce jour.

Que l'on décide d'après ce que nous avons exposé dans ce mémoire s'il est possible de ranger parmi les constitutions et les lois les actes qui non-seulement n'ont pas été promulgués, mais ne peuvent pas l'être, vu leur caractère et leur nature.

DOCTORAT DE S. FRANÇOIS DE SALES [1]

(FIN.)

Réponse aux animadversions du promoteur de la foi. — Science éminente de S. François de Sales non-seulement dans les choses ascétiques, mais aussi dans la théologie dogmatique et la polémique. S. François de Sales philosophe d'après Silvio Pellico et Cantù. Pouvoir indirect sur le temporel des gouvernements civils.

La réponse du postulateur aux animadversions du promoteur de la foi est un des plus remarquables travaux qui aient été présentés depuis longtemps à la S. Congrégation des Rites. Nous avons publié dans la précédente livraison les animadversions du promoteur. Elles sont spécieuses, subtiles, et propres à faire naître des doutes sur l'opportunité de déclarer S. François de Sales docteur de l'Église. Le postulateur répond à toutes les objections et dissipe tous les nuages. Nous croyons devoir publier intégralement ce savant mémoire, qui est la principale pièce du dossier et pourra rendre service aux apologistes et aux éditeurs du saint docteur.

Les objections du promoteur de la foi se résument dans les points suivants : La science de S. François fut médiocre; on peut lui accorder les connaissances d'un évêque ou d'un apôtre, mais il n'a pas eu la science éminente qui est nécessaire à un docteur. Plusieurs hommes distingués ont professé une médiocre estime de certains ouvrages de S. François de Sales. L'ascétisme est le seul point sur lequel on puisse reconnaître une véritable supériorité. Or, l'Eglise n'a jamais conféré le doctorat pour des ouvrages ascétiques.

D'après le postulateur, la science du docteur est la même, quant à la nature et au genre, que la science de l'apôtre et que celle du docteur. Le degré seul varie. S. Paul, S. Grégoire le Grand, S. Isidore de Séville requièrent dans un docteur la science éminente des choses divines, et cette science trouve un secours et un soutien dans les sciences humaines et la culture littéraire. Boniface VIII, dans la décrétale qui est fondamentale sur la question, exalte les quatre docteurs, parce qu'ils ont manifesté les mystères renfermés dans l'Ecriture sainte, dénoué les difficultés, éclairé les obscurités, agrandi le patrimoine de l'Église par leurs explications, et collaboré à l'édifice des bonnes mœurs. Herméneutique, polémique, homélitique, ascétisme, morale, voilà les diverses parties de la science théologique qui constituent le docteur.

(1) Voir la livraison précédente, col. 140.

S. François de Sales eut besoin d'une science éminente pour convaincre des esprits cultivés. Il en ramena un grand nombre à l'Église par ses savants ouvrages. Sa doctrine a répandu une nouvelle lumière dans l'Église. Ces écrits ont exercé une influence universelle sur toutes les classes, toutes les conditions et tous les états. Ils sont parvenus aux extrémités de la terre par d'innombrables éditions et traductions. La nouveauté consiste dans la manière d'expliquer la doctrine de Jésus-Christ, dans la route qu'il traça pour indiquer à toutes les conditions la perfection évangélique, dans la mission spéciale que Dieu lui conféra pour cela. Il frappa d'un terrible coup l'hérésie et prépara les armes propres à renverser le jansénisme et le faux mysticisme. Les livres de S. François de Sales renferment des trésors de science, une merveilleuse habileté pour éviter les écueils et rendre la vérité accessible aux esprits les moins cultivés. Il renouvela la prédication dénaturée par un genre détestable, par le pédantisme, le paradoxe, la subtilité. Le postulateur cite le livre récent : *Saint François de Sales prédicateur*, de M. Sauvage.

Le mémoire du postulateur contient des extraits d'ouvrages italiens. Je crois devoir traduire les principaux.

Cantù, dans l'*Histoire universelle*, s'exprime ainsi : « Les livres de S. François de Sales et surtout l'*Introduction à la vie devote* qui respire un christianisme plein de mansuétude, sont des meilleurs ascétiques... pour la profondeur, la lucidité de l'esprit philosophique et chrétien, je ne vois pas qu'on puisse lui préférer un des plus éminents écrivains du grand siècle. » Silvio Pellico appelle S. François de Sales « excellent philosophe. » Le comte Dandolo (*Histoire de la pensée chez les modernes*) s'exprime ainsi : « François de Sales fut un autre Borromée pour l'activité épiscopale, un autre Xavier pour le zèle des conversions, un autre Philippe de Néri pour la prudence dans la fondation d'un institut bienfaisant; mais, joignant à une âme ardente un esprit parfaitement cultivé, il se montra un des plus éloquents prosateurs de la France à l'époque de la grande littérature et un des fondateurs de l'Académie. »

Mgr Henri Bindi, archevêque de Sienne : « Les précieux et immortels ouvrages de S. François de Sales seront, tant que l'Eglise vivra de la foi dans ce lieu de pèlerinage et de combat, comme le rayon de miel coulant de la bouche du lion pour fortifier les âmes contre les afflictions de la vie et les encourager à la conquête du royaume. (*Panégyriques*, Florence. 1801.)

Parlant des avis de S. François de Sales aux confesseurs, Finazzi, théologal de Bergame, dernièrement décédé, dit fort bien : « Ces avis pourront sembler trop courts, mais ils suffisent pour nous donner une idée des principales recommandations de ce grand maître pour l'exercice du ministère. Heureux les confesseurs qui se conforment aux principes et à l'esprit de ce grand restaurateur de la piété dans les temps modernes, de ce parfait modèle de charité, de douceur, de patience, de zèle, de ce profond et affectueux connaisseur du cœur humain, de ses faiblesses, de ses maladies, des remèdes dont il a besoin. (Finazzi, *Il Confessore diretto*, Bergame 1857.)

En 1695, Michel de Portilla publia à Madrid la *Vita del glorioso S. Francisco de Sales*. Voici ce que cet auteur dit de la part que prit le saint évêque de Genève à la conclusion de la controverse *de auxiliis* : « Ce qui montre plus que toute autre chose le cas que l'on faisait de ses lumières et de sa prudence, c'est que le Saint-Siége le consulta relativement à la célèbre controverse de la science moyenne, ce point culminant, ce profond abîme, ce labeur sans issue de l'esprit humain et de toute la scolastique du siècle dernier et de celui-ci, question capable de troubler les écoles jusqu'à la fin du monde. La réponse de François suffit pour terminer la controverse. La lettre qu'il écrivit au pape Paul V est actuellement conservée au Vatican. Le saint y exprime les sentiments qu'il a développés plus tard dans ses ouvrages. On peut voir les chapitres 10 et 12 du second livre *de l'Amour de Dieu*, et le chapitre 5 du quatrième livre. » On trouve dans le procès de canonisation de S. François de Sales la lettre que lui écrivit en 1607 Anastase Germon, alors référendaire à la cour pontificale : « J'ai lu au Saint-Père la lettre que vous m'avez écrite ; il l'a si fort goûtée qu'il a ordonné de la communiquer au cardinal Finelli, chef de la S. Congrégation du Saint-Office, et par conséquent de celle *de auxiliis*. La lettre a été lue dans la congrégation des cardinaux. »

« C'est à raison de sa profonde science que S. François de Sales fut appelé l'Augustin et le Jérôme de son temps. C'est pour cela que ses sentiments étaient respectés comme des oracles émanés du sanctuaire. C'est pour sa science que les Calvinistes le redoutaient et n'osaient pas entrer en discussion avec lui. Ses ouvrages de controverse sont pleins d'éclairs théologiques qui détruisent l'hérésie. (Rossi, *Panégyriques*, Venise, 1865.)

Le cardinal du Perron et le cardinal de Bérulle l'appelèrent le plus savant théologien de son siècle.

Thomas Sanchez, publiant à Madrid en 1742 les opuscules spirituels de S. François de Sales, dit, au sujet des lettres : « Elles renferment une foule d'instructions éminemment utiles pour exciter les âmes catholiques à tous les exercices des vertus dans toutes les conditions. On y trouve pour toute sorte de personnes des avis extrêmement sages, très-doux et très-efficaces, qui font que ce glorieux et spécial maître de la vie spirituelle est vraiment digne des éloges que l'Église lui décerne, en le comparant à S. Paul, maître universel de la foi ; car elle dit de lui qu'il s'est fait tout à tous, *omnia omnibus factus est.* »

Le célèbre Bianchi, franciscain, lequel vivait au dernier siècle, a rapporté dans *Della potesta della Chiesa* la doctrine de S. François de Sales sur la suprématie pontificale : « Le pape est le souverain pasteur et père spirituel des chrétiens... Il a l'ordinaire souveraine autorité spirituelle sur les chrétiens, empereurs, rois, princes et autres, qui en cette qualité lui doivent non-seulement amour, honneur, révérence et respect, mais aussi aide, secours et assistance envers tous et contre tous qui l'offensent, en l'Église, en cette

autorité spirituelle et en l'administration d'icelle, si que comme pour droit naturel, divin et humain chacun peut employer ses forces et celles de ses alliés pour sa juste défense contre l'injuste offenseur, aussi l'Eglise ou le pape (car c'est tout un) peut employer ses forces et celles des princes chrétiens, ses enfants spirituels, pour la juste défense et conservation des droits de l'Église contre ceux qui les voudraient violer et détruire. » Bianchi ajoute : « Pouvait-on exprimer avec plus de force l'usage indirect des choses temporelles par l'autorité spirituelle du pape, et le contrôle indirect qu'a ce pouvoir sur les choses temporelles en faveur du spirituel ? »

Dans les deux derniers siècles, les hommes hostiles à la religion lisaient cependant Philothée, Théotime, et la correspondance du saint évêque de Genève avec un charme qui réprimait leur brutalité. Cette observation est du théologien Solari dans son panégyrique de S. François de Sales.

« Ses lettres sont des monuments impérissables ; la profondeur des pensées s'y cache sous les plus gracieuses formes. » (Edition de Milan, 1858.)

S. Alphonse de Liguori cite très-fréquemment S. François de Sales. Le postulateur en rapporte un grand nombre d'exemples : « Sermon pour le second dimanche de l'Avent. S. François de Sales disait que la science des saints consiste à souffrir courageusement pour Jésus, et que c'est le moyen de parvenir rapidement à la sainteté. » Troisième dimanche : « S. François de Sales écrit que, si nous ne songions qu'à nous défier de nous-mêmes en considérant notre faiblesse, cela ne servirait qu'à nous rendre pusillanimes. C'est une balance dans laquelle plus le plateau de la confiance en Dieu monte, plus celui de la confiance en nous mêmes baisse. » Quatrième dimanche : « S. François de Sales expliquant le mot de S. Paul : *Charitas Christi urget nos*, dit que Jésus-Christ vrai Dieu nous a aimés jusqu'à endurer pour nous la mort et la mort de la croix. » Dimanche dans l'octave de Noël : « S. François de Sales dit que, si les anges pouvaient pleurer en voyant la perte de l'âme qui commet un péché mortel, ils ne feraient pas autre chose que pleurer. » Second dimanche de Carême : « S. François de Sales disait que la voix de Marie sera comme celle des rossignols dont le chant est plus mélodieux que celui des autres oiseaux. » Quatrième dimanche après Pâques : « S. François de Sales parlant de l'obéissance au confesseur, rapporte le mot de Jean d'Avila, que c'est le plus sûr moyen de connaître la volonté de Dieu. » Second dimanche après la Pentecôte : « S. François de Sales dit que ce serait un grand honneur si le roi envoyait de sa table un plat de son dîner... On doit recevoir par seul amour celui qui se donne à nous par pur amour... Dieu lui-même dit à Ste Melchtilde : Lorsque tu communies, désire tout l'amour qu'un cœur a jamais eu pour moi » Septième dimanche après la Pentecôte : « Il est très-important d'insinuer les saintes maximes aux jeunes enfants. La reine Blanche, mère de S. Louis roi de France, lui disait : Je préférerais te voir mort dans mes bras qu'en état de péché. » Cela est tiré de Philotée, p. 3, c. 38.

Le promoteur de la foi a fait une difficulté de ce que S. François de Sales exprima un autre sentiment que Bellarmin sur le pouvoir indirect du Saint-Siége. On connaît les trois lettres du saint évêque à ce sujet (n. 199, 200, 362, édition Lethielleux). Le postulateur a produit une lettre dans laquelle Bellarmin exprime la plus grande considération pour les lumières du saint évêque : « Je ne reçois jamais de vos lettres, lui écrivait-il, qu'elles ne me donnent quelque tentation du désir d'être pape, afin de vous mettre aussitôt dans le sacré-collége ; car il me semble qu'il aurait besoin de beaucoup de personnages semblables à vous, à qui je reconnais que Dieu communique des vues et des lumières pour le bien de l'Eglise universelle, que Sa Sainteté devrait avoir, et sur lesquelles les cardinaux devraient occuper leurs soins et leurs pensées. » Bellarmin soutenait fermement le pouvor indirect sur la puissance temporelle. S. François de Sales eût préféré que l'on gardât le silence ; il estimait la discussion de la thèse inopportune pour l'époque, à cause des troubles politiques qui agitaient la France et dont les Calvinistes tiraient parti. Il est si vrai que S. François de Sales eut sur cette question des lumières dans l'intérêt de l'Église entière que tous les papes qui ont occupé depuis cette époque la Chaire de S. Pierre ont apporté la plus grande circonspection pour éviter de réveiller la question. Ce sont plutôt les ennemis de l'Eglise qui prennent plaisir à ressusciter la polémique, et cela fait que les écrivains catholiques sont parfois obligés d'en parler. Quelques personnes pensent que la cause de béatification de Bellarmin a subi de si longs délais précisément parce qu'au siècle dernier un pape, qui assurément n'était pas dépourvu d'une science éminente, craignit que la béatification de Bellarmin ne servît de prétexte pour réveiller l'incendie que S. François de Sales redoutait. Au reste, il ne faut pas croire que le saint évêque de Genève ait abandonné la cause du Saint-Siége ; il la soutint avec plus d'efficacité en enseignant des maximes qui ne pouvaient déplaire à personne et que personne ne pouvait contester, et qui, fidèlement gardées, eussent fait disparaître toute équivoque. Il imita l'apôtre S. Paul, qui conserva l'accord dans les familles sans revendiquer pour les parents le droit de punir, de renvoyer et de déshériter leurs enfants, mais en recommandant à ceux-ci le commandement de Dieu, qui ordonne d'honorer le père et la mère. Il fournit par là aux apologistes des droits du Saint-Siége des armes pour réduire leurs adversaires au silence.

Le mémoire du postulateur renferme de précieux renseignements critiques et littéraires sur tous les ouvrages. On y remarquera aussi un très-grand nombre d'indications historiques qui dénotent de profondes études.

M. le docteur Alibrandi, auteur du mémoire, n'est pas dans les ordres. Ce n'est qu'à Rome qu'on trouve des laïques si profondément versés dans toutes les branches de la science religieuse. Les avocats des causes des saints sont actuellement peu nombreux, mais ils se distinguent par leur supériorité.

URBIS ET ORBI. CONCESSIONIS TITULI DOCTORIS NEC NON OFFICII ET MISSÆ ET EXTENSIONIE EJUSDEM TITULI AD UNIVERSAM ECCLESIAM SUB RITU DUPL. DE COMM. DOCTORUM PONTIFICUM IN HONOREM S. FRANCISCI SALESII, EPISCOPI ET PRINCIPIS GENEVENSIS. RESPONSIO AD ANIMADVERSIONES R. P. D. PROMOTORIS FIDEI.

Eminentissime et Reverendissime Domine,

1. *Exordium et partitio.* Perlegenti mihi ac sedulo pervestiganti ea quæ in accurata lucubratione sua artificiose non minus quam docte ornateque est complexus fidei vindex amplissimus, hic demum visus est animus et hoc consilium fuisse scribentis, ut adversarii ritu habituque, defensoris industriam excitaret ad ea expromenda quæ ipse pervidit acutissime in causæ informatione desiderari, quæ si in mediam lucem prolata sint reluctantes etiam et invitos adigent ut eminentem doctrinam S. episcopi Genevensis, de qua quæstio fit, dilucide agnoscant et libenter fateantur. Hæc opinatio, quam jure an perperam conceptam nescio, certe me ad respondendum efficit alacriorem, et stimulos addit ut censori egregio quasi justo exactori, non tanquam infenso adversario plenissime ac, si fieri poterit, cumulate satisfaciam. Quum autem ob eam rem prolixior forsan et uberior hæc replicatio futura sit, quam aliquis prima fronte possit conjicere, ideo, ut perspicuitati et commodo legentium prospiciam, eam in partes dispescam, ordinem rerum sequutus quem mihi animadversiones præstiterunt. Plane hæc mihi series earum et dispositio videtur, ut, præmissis brevibus notationibus quæ judicantibus suffragia laturis moras injiciant (§§ 1, 2), generatim primo perpendatur scientiæ amplitudo in Ecclesiæ doctore requisitæ, ut mediocris fuisse Salesii doctrina credatur (§§ 3-10); tum scripta ejusdem ad trutinam revocentur de quibus viri illustres non adeo præclara et egregia sensisse dicuntur (§§ 11-18), dein nominatim agatur de S. viri præstantia in re ascetica, quæ impar dicitur ad doctoris titulum promerendum (§§ 19-22); ac demum quædam subjiciantur de petitionibus sacrorum antistitum aliorumque, quorum nomine novus hic honor Salesio postulatur (§ 23). Hæc animadversionum partitio justam mihi causam præbet, ut in quinque capita totam scriptionem meam distribuam, quorum rubricæ iis argumentis respondeant, quæ a censore lectissimo proposita nuper significavi.

CAPUT PRIMUM.

Adnotationes prodromæ.

2. *Diluitur metus, ne populari gratia honor Salesio quæratur.* Quod a nonnullis fieri in oratoria palæstra Tullius edocet, ut primas hastas soleant jactare leniter, et ante congressum quædam faciant quæ non ad vulnus, sed ad speciem valere videantur, id actum ego fuisse persentio a censore eximio, qui in orationis exordio quasi mihi consociatus multis laudibus Salesium extollit, interea tamen Patres eminentissimos præmonet, ne gratia qua vir immortalis apud omnes merito floret, minus austeros eos efficiat, quam horumce judiciorum ratio ac severitas flagitat; proinde nobile præfert Ambrosii effatum : *In judicio gratia absit, causæ merita discernantur.* Equidem testor neque mihi, neque viris egregiis quorum postulata tueor, hanc mentem fuisse, ut gratia vel partium studio ad doctoris titulum Salesio decernendum Sedes Apostolica moveatur; sed petitionem nostram juris intentionem habere, si paret scilicet in sancto pastores eas dotes eaque ornamenta enitere, quæ in Ecclesiæ doctore jura nostra requirunt. Verum nolim, gratiæ nomine obtento, censuram conari factum illustre et solemne labefactare et evertere, quod petitionibus oblatis solidum substruit firmamentum.

3. Nam quinam, quæso, ii sunt quorum gratia fruitur Salesius? « Ea est (ait censor veracissimus) *omnium* animorum in Genevensem sanctissimum præsulem propensio, observantia, devotio, ut pluribus optatissimum, injucundum forte nemini sit futurum, si ampliore in Ecclesia cultu cum contigerit honorari. » Honores isti ad nomen et cultum doctoris perspicue pertinent; non enim agitur de patrono alicui civitati cooptando, vel de officio pro corporis tumulatione decernendo, aliisve ejusmodi. Ergo censorium monitum huc redigitur, ut Sacra Congregatio morosior ac difficilior esse debeat et petitione nostra excipienda, eo quod ea res a fidelibus omnibus (quibus præeunt complures S. R. E. cardinales, et innumeri sacrorum antistites) expetatur. Si quæras cur expetitur, postulata singula et universa rationem afferunt apertissime; quia hoc honore Franciscus dignus censetur. Hæc itaque animadversio seipsam necat et nobis favet apprime; nam si *doctoris nomen Ecclesia his tribuit quorum doctrina publico ipsius suffragio approbata est*, velut ex Mabillonio censor peritissimus edocet (1), et apud omnes fidelium ordines gratiosus est Franciscus Salesius tanquam vir sanctus, qui egregie scripsit, adeoque optant omnes eum doctoris nomine decorari, jam non cunctantes et timidos, sed propensos et effusos ad oblatas preces excipiendas Patres eminentissimos esse convenit, ac prope dicam, oportet.

4. *Timendum non est, ne hostes Ecclesiæ contra propitium S. Congregationis rescriptum obloquantur.* Quo facilius eos formido retardet, quos hominum gratia pronos ad assensum facit, hostes acerrimos in insidiis collocatos censura ostendit, et metum injicit judicantibus, ne obloquendi causam illis præbeant, qui catholicæ Ecclesiæ « eo etiam nomine conflare nituntur invidiam, quasi suos inter doctores accensere non abnuat, qui neque doctrina, nec meritis cum antiquis comparari valeant. » Utrum S. Genevensis præsul cum vetustis doctoribus conferri possit suo loco inquiram : interim dicam, veteres omnes doctores perquam invisos fuisse acerrimis Ecclesiæ hostibus, quia illorum errores vehementer oppugnarunt : hinc nova ratio exurgit, ut optatus titulus Salesio tribuatur. Verum et hic rursus rogito, quinam proprie sint hostes quod animadversio spectat præcipue? Si ea secta intelligitur quæ veterum catholicorum dicitur (quam subobscura quidem, at satis pellucida locutione innuit censor eximius) hæc utique doctorales honores S. Alphonso tributos limis oculis est intuita, et momordit dente maligno, antiquorum doctorum sapientiam extollens. Ast illorum voces Sedes Apostolica contempsit. Antiqua enim sed inanis versutia est efferre laudibus sapientiam veterum, ad recentiores, quorum scripta magis offendunt, deprimendos. Etiam ii qui protestantes dicuntur, primævorum patrum sapientiam celebrantes, divi Thomæ auctoritatem de medio tollere voluissent, sed eum S. Pius V doctoris titulo decoravit. Illius furfuris homines jamdiu hanc rationem inierunt laudandi veteres, ut inferant ecclesiasticam traditionem in primis sæculis dumtaxat quærendam esse, ne ea scilicet recipiant dogmata, quæ postea fuerunt solemniter definita. Modo illos pungit quisquis Romani pontificis infallibilitatem aperte tradidit ac defendit : quod cum præstiterit Salesius invictissime, fortisan eum doctoris titulo ornari graviter ferent. Non arbitror tamen iras et clamores validos exinde excitum iri ; sciunt enim Franciscum nostrum admodum placuisse, et fuisse probatum Dollingerio, quem ducem et principem venerantur. Scilicet in Enchiridio Historiæ ecclesiasticæ christianæ, quod ille cum doctore Hartig conscripsit (cum nondum adeo antiquus esset) vulgavitque Landshuti in Bavaria anno 1828, pag. 681, compellavit Salesii scripta « magnifici monumenti di una devozione ardente,

(1) Animadv. § 18 in fine.

e d' una vita santa in Dio, » et inferius adjecit : « La più pura morale e la più elevata si trova negli scritti dei veri asceti e mistici cattolici. Le opere di S. Francesco di Sales sono di questo numero (ibid. pag. 885) ; » alibi vero scripserat : « Uomini usciti dalla scuola *diun S. Francesco di Sales*, d'un S. Vincenzo de Paoli resero stimabile la religione cattolica persino ai protestanti (ib. pag. 561). » Quare nimis verendum non est ne ab hoc hostili agmine invidia Ecclesiæ comparetur, si inter doctores Salesium adscripserit.

5. Si vero, prout sonant voces « acerrimorum catholicæ Ecclesiæ hostium » fidei vindex præstantissimus eos intelligit, qui bellum acerbissimum et maxime formidolosum hoc tempore inferunt Ecclesiæ, meminerit illos esse ejusmodi, qui vi magis et armis, quam doctrinæ præsidiis domum Dei aggrediuntur. Ab hostibus istis lucubrationes expectandæ non sunt solidæ scientiæ speciem habentes, quibus parum peritum Salesium fuisse contendatur. Si unius vel alterius ephemeridis parum obstrepat clamor, jam ante gallicinium et diei insequentis auroram sonitus ille conticescet, et rumoribus quos nova dies allatura est obrnetur. Ab hoc hostili agmine, quod veteres catholicos numero et potentia longe exsuperat non quæritur an Salesius (velut inquit censura) doctrina et meritis cum antiquis comparari valeat; sed omnis doctrina sana in contemptum ac ludibrium vocatur, sive in Irenæo, sive in Athanasio, sive in magno Leone, sive in Alphonso de Liguori aut Francisco Salesio enituerit. Rejiciuntur omnes qui Deum regnare in cœlis, aut Christum filium Dei esse, et divinitus Ecclesiam institutam fuisse docuerint. Quapropter si hoc genus hostium spectemus, proniorem esse decet sacrum Ordinem ad honores Salesio augendos, adeoque ad ejus patrocinium magis conciliandum, quia hostes sunt ejusmodi, quorum conversio ad veritatem nonnisi per prodigium singulare divinæ gratiæ speranda est; Franciscus autem (fatente censore in § 10 animadv.) hoc dono fuit maxime insignis, quo corda obdurata emolliuntur, et cervices pervicacissimæ catholicæ veritati subjugantur. Quas ob res licet Patribus eminentissimis æquo et propenso erga nos animo ad suffragium accedere, quum neque gratia et studium fidelis populi quidquam habeat quod illos moretur, neque inimicorum malignitas formidolosum aliquid minetur, quod eos ab officio humaniter, uti solent, obeundo deterreat.

CAPUT II.

De doctrina in Ecclesiæ doctore requisita, deque ea qua S. Franciscus Salesius excelluit (Anim. §§ 3-10).

6. *Explicatur censuræ argumentum in* § 3 *et seqq. animadv. objectum.* Quæ duo juris nostri disciplina requirit, ut aliquis inter Ecclesiæ doctores ab apostolica Sede recenseatur, ea conjuncta in Salesio enituisse censor egregius sic inficiari non audet, ut eum utroque expertem prorsus fuisse contendat; imo vero præstantis sanctitatis et doctrinæ laudem ei libenter impertit, sed ut æquissimæ intentioni nostræ, imo universi catholici episcopatus, modesto vetito intercedat, subtilem proponit distinctionem, cui parem aut similem nemo vel acutissimus, ut opinor, inter Aristotelis studiosos excogitasset. Seposita scilicet scientissime ab hoc judicio quæstione de sanctitate eximia Francisci (quem non modo sanctum, sed sanctissimum ultro compellat) scientiam in abstracto conceptam ita distinguit, ut aliam esse dicat apostoli, aliam episcopi, aliam doctoris. Ad rem porro quam agimus deveniens, apostoli et episcopi scientia Genevensem antistitem affatim instructum fatetur (1); at contendit acriter, eum fuisse doctoris scientia destitutum. In hoc autem assumpto demonstrando (dicam audacter cogente defensoris officio) censura ita se implicuit, ut contrarium prorsus evinceret illi quod demonstrandum susceperat.

7. *Eadem est quoad naturam et genus scientia quæ in apostolo, episcopo et doctore requiritur.* Ac sane, nequid obscurum aut ambiguum controversiam involvat, imprimis quærendum et constituendum est utrum scientia in hoc triplici sanctorum ordine juxta mentem objicientis *natura et genere* an *gradu* differat. Si dixeris natura et genere differre, vide ne in gravissimum errorem corruas. Nam scientiam rerum divinarum a Deo revelatam Christus apostolos suos edocuit : *Omnia quæcumque audivi a Patre meo nota feci vobis* (1). Hanc in lectissimos illos Spiritus sanctus descendens consummavit et implevit : *Paraclitus autem Spiritus sanctus quem mittet Pater in nomine meo, is vos docebit omnia, et suggeret vobis omnia quæcumque dixero vobis* (2). Ejusdem generis scientiam (studio saltem et industria quæsitam) exigunt in episcopis Paulus apostolus, Isidorus Hispalensis et Ludovicus Abelly ab amplissimo fidei vindice in § 15 Animadv. laudati. Id egregie declarat Gregorius Magnus pontifex simul et doctor, ubi de doctrina a pastoribus colenda disserit. Namque descripto officio regendi et monendi subdit : « Sed omne hoc rite a rectore agitur si supernæ formidinis et dilectionis spiritu afflatus sacri eloquii præcepta meditetur... Valde nampe inter humana cor defluit, cumque indubitanter constet quod externis occupationum tumultibus impulsum a semetipso corruat, studere incessabiliter debet, ut per eruditionis studium resurgat. Hinc est enim quod prælatum gregi discipulum Paulus admonet dicens : *Dum venio attende lectioni* (1 Tim. 4, 13). Hinc David ait : *Quomodo dilexi legem tuam, Domine, tota die meditatio mea est* (Psal. 118, 97). Hinc Moysi Dominus de portanda arca præcepit dicens : *Facies quatuor circulos aureos, quos pones per quatuor arcæ angulos, faciesque vectes de lignis Sethim .... ut portetur in eis* (Exod. 15, 12). Quid per arcam nisi sancta Ecclesia figuratur?..... vectesque de lignis Sethim fiunt qui eisdem ad portandum circulis inseruntur, quia fortes perseverantesque doctores velut imputribilia ligna quærendi sunt, qui instructioni sacrorum voluminum semper inhærentes sanctæ Ecclesiæ unitatem denuntient..... Ad hoc namque vectes esse in circulis semper jubentur, ut cum portari arcam opportunitas exigit, de intromittendis vectibus tarditas nulla generetur, quia videlicet cum spiritale aliquid a subditis pastor inquiritur, ignominiosum est si tunc quærat dicere, cum quæstionem debet enodare. Sed circulis vectes inhæreant, ut doctores semper in suis cordibus eloquia sacra meditantes testamenti arcam sine mora elevant, si quidquid necesse est protinus docent. Unde bene primus pastor Ecclesiæ pastores ceteros admotet, dicens : *Parati semper ad satisfactionem omni poscenti vos rationem de ea quæ in vobis est spe* (1 Petr. 3, 15) (3).

8. Quoniam tenemus cujus generis scientia sit quæ apostolos et Ecclesiæ pastores decet, videamus an alterius generis sit, quæ ad doctores pertineat. Num sanctos viros qui Platonem in philosophia excolenda, vel Papinianum in jurisprudentia, vel Hippocratem in scientia medica, vel Neutonium in arcanis naturæ investigandis exæquaverint, in albo doctorum Ecclesia adscribit? Minime gentium : nam scientia præcellens rerum divinarum doctores Ecclesiæ facit, licet hæc humanarum scientiarum et litterarum præsidio et cultura instructior et ornatior possit elucescere. Id plane expressit Clemens XII in litteris apostolicis quæ incipiunt *Verbo Dei* datis die 28 augusti 1733, ubi, Thomam Aquinatem commendans, inquit « ipsam scientiam res divinas et mores christiano homine dignos ad rectam

(1) Animadv. § 9 princ.

(1) Joann. XV, 15.
(2) Joann. XIV, 26.
(3) S. Gregor. Reg. Pastor. Part. 2. cap. XI.

Ecclesiæ ministrorum institutionem et salutem animarum solide pertractantem, ejusque doctores ac magistros pietate venerabiles commendari tunc maxime convenit, cum ingruente falsorum dogmatum illuvie fides catholica et christiani mores supremæ curæ nostræ commissi periclitantur. Quo loco decessores nostri Romani pontifices sanctum Christi confessorem Thomam Aquinatem ordinis Prædicatorum et Ecclesiæ doctorem honoris causa Angelici cognomento appellatum semper habuerunt. » Tum memoratis pontificibus, qui Thomam laudibus ornaverant, pergit « qui omnes uno eum ore approbantes in sacris Ecclesiæ fastis juxta ac magnos Ecclesiæ doctores Gregorium, Ambrosium, Augustinum et Hieronymum, Thomam quoque et vitæ probitate et sanctioris theologiæ scientia venerabilem miraque eruditione Ecclesiam Dei clarificantem, ac sancta operatione fecundantem coli voluerint (1). » Non ergo genere et natura differt ea scientia qua doctores Ecclesiæ eminent ab ea qua instrui oportet illos qui apostolico ministerio vel pastoris officio funguntur. Ac sane festivus, imo ineptus ferme ille dicendus esset, qui Ambrosium, puta, triplici theologia instructum fuisse diceret, alia qua ad veritatem divinitatis Christi agnoscendam et adorandam Arianos permovit, aliam qua gregem Mediolanensem pascendum et ad sanam doctrinam informandum curavit, aliam quam scriptis tradidit, per quam coævos et posteros mirifice edocuit.

9. Quid multa? Ipsam decretalem Bonifacii VIII, quæ in hisce quæstionibus tanquam caput et fundamentum habetur, si sedulo inspicias et excutias, nonnisi varias theologiæ partes, asceticam, moralem polemicam, hermeneuticam sacram, homileticam enumeratas intelliges, quibus quatuor illos veteres Augustinum, Ambrosium, Hieronymum, Gregorium floruisse et ceteris præstitisse pontifex declaravit. Ait enim : « Horum quippe doctorum perlucida et salutaria documenta prædictam illustrarunt Ecclesiam, decorarunt virtutibus, et moribus informarunt. Per ipsos præterea quasi luminosas ardentesque lucernas super candelabrum in domo Dei positas, errorum tenebris profugatis, totius corpus Ecclesiæ tanquam sidus irradiat matutinum : eorum etiam fœcunda facundia, cœlestis irrigui gratia influente, scripturarum ænigmata reserat, solvit nodos, obscura dilucidat, profundis quoque ac decoris illorum sermonibus ampla ipsius Ecclesiæ fabrica velut gemmis vernantibus rutilat, et verborum elegantia singulari gloriosius sublimata coruscat (2). » Jamvero si ejusdem generis et naturæ est ea scientia, qua apostolos, episcopos, et doctores præditos esse decet, discrimen a fidei promotore amplissimo constitutum in alio idearum ordine, nempe in alio partitionis fundamento et ratione erit inquirendum.

10. *Nonnisi in gradu scientiæ discrimen ponere censura potuit inter apostolos, episcopos et doctores.* Quærendum est scilicet, an juxta mentem animadversoris egregii, discrimen quod apostoli et pastoris doctrinam ab ea secernit quæ ad doctores pertinet in vario ejusdem gradu, sive in majori minorive ejus copia et præstantia consistat. Atque hanc quidem viri clarissimi sententiam esse liquet manifesto. Ait namque initio § 3 : « Eminens sit oportet doctorum scientia cum sanctitate conjuncta, non enim qui doctus item doctor; cum pluribus inter Ecclesiæ ministros diverso licet gradu doctrina opus sit. » Atque hic continuo subtexit locos ex Pauli epistolis, in quibus de apostolis, pastoribus et doctoribus sermo est. Inferius autem subdit : « Non igitur quisquis doctrinam et Christi fidem studiis suis cum laude prosequitur, statim Ecclesiæ doctor dicendus, cum multi pro suo quisque diverso eruditionis modulo in variis fidei ministrationibus corpus unum efficiant. » Dein explicata in §§ 4 et 5 anim. ea scientia quæ apostolis et sacrorum antistitibus convenit, pergit in § 6 : « At longe supereminet doctoris Ecclesiæ scientia, adeo ut et sine episcopali decore doctoribus adnumerari quis possit, et docti licet ad episcopi mensuram viri doctoris nomine impares habeantur. » Demum in § 10 mentione injecta B. Canisii et Ven. Bellarmini, subjecit : « Nisi enim liquido apparcat Salesium pari gradu cum duobus illis doctrinæ laude incessisse : quemadmodum istis ad assequendum doctoris titulum adhuc sanctorum decretus honor, ita illi eminentis doctrinæ gloria deerit. » Non itaque aberrare a veritate mihi videor, si affirmavero, triplicem hanc scientiam apostoli, pastoris et doctoris, non genere et natura, juxta mentem censoris optimi, sed gradu et majori minorive modulo differre.

11. *Argumentatio ab animadversione instituta contra ipsam retorquetur.* Jamvero ratio et firmitas hujus gradationis (quæ aliquam particulam veritatis haberet, si recte et probe intelligeretur) nescio qua de causa ab ipsomet censore humanissimo pessumdatur et evertitur : atque hic sistit contradictio, de qua nuper animadversionem arguebam (sup. in fin. § 6). Utitur namque vir amplissimus eo argumento, quod si ad rem nostram pertineret, contrarium prorsus evinceret illi quod probandum sibi proposuerat. Mens enim scribentis erat, ni fallor, ostendere scientiam non adeo profundam et exquisitam viris apostolicis adserere, majorem quamdam et præstantiorem episcopis, maxime eminentem et præinsignem doctoribus. De primis namque ait : « In eo maxime horumce virorum ab aliorum scientia distinguitur, quod ad gentium sanandarum captum, et cujuslibet cœtus eruditionem accommodetur, Domino simul cooperante sequentibus signis, quibus homines excitati ad veri Dei cognitionem et cultum perducuntur (1). » Hujusmodi porro fuisse dicit Bonifacium pro Germania, Augustinum pro Anglia, Cyrillum ac Methodium pro Slavonia, Xaverium pro India. Hic, prout quisque videt, scientia nonnisi secundas partes agit juxta mentem egregii censoris, quum ea requiratur quæ etiam infimi vulgi captui accommodetur, et ad finem obtinendum potissime conferat gratia Domini cooperantis, qui internis excitamentis et auxiliis prodigia quæque solet adjicere; nemo autem ignorat scientiam Bonifacii, Cyrilli, et Xaverii, quos censura memorat, peculiari laude minime consuevisse in eorum elogiis ornari. Ad episcopos deinde veniens censor eximius in § 5 inquit : « Episcopos vero quod attinet, eos omnes scientia pollere opus esse ab ipsis Ecclesiæ exordiis monuit Paulus, qui neque a doctoris nomine episcopis tribuendo abstinuit..... quo profecto accidit, ut in nullo sanctorum episcoporum elogio, de illorum præinsigni doctrina vel divinitus indita scientia mentio absit. » Demum § 6 : « At longe supereminet doctoris Ecclesiæ scientia etc. » Quare ad censoris mentem in tribus hisce classibus, minimus scientiæ gradus viris apostolicis tribuitur, paulo major episcopis, maximus doctoribus.

12. Unde hoc probatur? Divino Bibliorum testimonio ex epistolis Pauli apostoli. Audi : « Non enim (repetam censuræ verba) qui doctus item doctor; cum pluribus inter Ecclesiæ ministros, diverso licet gradu doctrina opus sit. Divisionem enim gratiarum in Ecclesia sunt (1 Cor. 12, 14), et quosdam posuit Deus in Ecclesia, primum apostolos, secundo prophetas, tertio doctores... exinde... genera linguarum, interpretationes sermonum (ibi, v. 28). Iterumque Paulus discernit quosdam quidem apostolos, quosdam autem prophetas, alios vero evangelistas, alios autem pastores et doctores (Ephes. 4, 11), additque causam, quæ ad rem nostram maxime facit, ut jam non simus parvuli fluctuantes, et circumferamur omni vento doctrinæ etc. » Sedata, quæso, mente rationes supputemus. Aut hæc loca ex Pauli epistolis ad divisiones gratiarum dumtaxat (prout ipse præfatur) pertinent, ac nihil habent commune

(1) Bullar. Rom. tom. 13, pag. 353.
(2) Cap. unic. de reliquiis et vener. Sanctor. in 6.

(1) Animadv. § 4 in fine.

cum variis scientiæ gradibus ; ex quo fluit, illos ad rem nostram nihil facere, et extra chorum ad canendum induci. Aut Paulus significare voluit, prout clarissimus censor contendit, varios scientiæ gradus in diversis ministeriis requisitos, cum multi (prout inquit animadversio) « pro suo quisque eruditionis modulo, » in variis fidei ministrationibus corpus unum efficiunt, atque exinde inferre cogimur scientiæ gradus ratione prorsus inversa ab ea quam censor vellet procedere; nam Paulus apostolis primum locum nominatim et diserte tribuit, tertium doctoribus. Neque profecto ea erat orationis gradatio, ut ab imo ad summum adscenderet ; tunc enim ipsos Christi apostolos in scientia rerum divinarum imperitissimos omnium (dictu nefas !) pronunciavisset. Manifesto itaque illos tanquam dignitate præstantissimos antefert. Et merito quidem apostolos omnibus antefert, eorum enim nomina in fundamentis civitatis Dei conscripta sunt (Apoc. 21, 14), quippe quibus Christus nota fecit *omnia quæcumque* audivit a Patre suo, et Spiritus sanctus pariter *omnia* docens, *omnia* suggessit quæ præterea Christus esset dicturus (1). Ubi vero ad Ephesios scribens Paulus etiam pastorum mentionem facit, rursus collocat præprimis *apostolos*, tum insertis prophetis et evangelistis *pastores* memorat, postremo *doctores* recenset. Hæccine solida est probatio illius quod censura spectabat? Nonne potiori jure subtilis defensor aliquis deducere posset, eum qui afflatim præditus est ea scientia quæ viros apostolico ministerio operam navantes et Ecclesiæ pastores decet (uti de Salesio nostro censura fatetur § 9), eum, inquam, in se habere majus aliquid et præstantius, quam necesse foret ad doctoris titulum et honores promerendos?

13. *Quid verum, quid falsum sit in argumento animadversionis explicatur.* Verum neque ipse subtilitatibus delector, neque Salesii causa ejusmodi est ut in argumentis ad hominem spes victoriæ ponatur. Libenter dabo censori amplissimo doctoris titulum, prout in hac judicii sede intelligitur, non semper tribui sanctis viris, qui vel pastorali dignitate enituerunt, vel apostolico ministerio cum laude perfuncti sunt; atque hæc est veritatis particula quam initio sup. § 6 adversæ argumentationi inesse fatebar. Sed ea omnia quæ in causæ informatione allata sunt non eo pertinent, ut liqueat sanctum episcopum Gebennensem instructum fuisse dumtaxat ea doctrinæ copia, quæ satis est ut apostolicum ministerium fructuose obiret, vel episcopale munus rite recteque exerceret, sed luculenter evincunt : ipsum ea doctrinæ præcellentis edidisse specimina, ac monumenta tam præclara reliquisse, ut cum iis comparandus sit, qui doctoris nomen Ecclesiæ suffragio meruerunt.

14. Quamvis autem doctissimo fidei promotori concedamus libenter, non omnes episcopos et viros apostolicos ministerio suo cum laude perfunctos ilicet doctoris titulum promeruisse; nolumus tamen sic accipi propositam distinctionem, ut in æstimando eminentis doctrinæ merito negligantur ac seponantur ea quæ vir sanctus conscripsit ad hæreticos convertendos, vel gregem suum evangelica doctrina merito erudiendum. Ineptum esset objicere, illum in iis rebus gerendis apostolici viri vel sacri antistitis, non doctoris partes egisse : semel atque eas res præstitit docte admodum, erudite et sapienter, jam illustria præbuit argumenta illius doctrinæ eminentis, propter quam eum decet ille honoris titulus quem ipsi vindicamus. Si secus foret, neque Ambrosio, Augustino, Basilio etc. ad doctrinæ laudem prodessent ea quæ ad hæreticos ætatis suæ refutandos, et convertendos pertinebant, neque ad Leonis vel Chrysostomi decus quidquam conferrent aureæ homiliæ quibus ille Romanum, hic Antiochenum vel Byzantinum populum alloquebantur. In re autem qua de agitur sedulo meminisse oportet, S. virum non barbaræ genti et rerum omnium ignaræ lucem evangelii attulisse, ut simplex veritatis manifestatio, cooperante Deo et sequentibus signis, ad eam convertendam valeret ; sed cum viris decertasse, sæpe doctis, qui sacras litteras, Ecclesiæ traditiones et historiam noverant, aut se nosse præsumebant, adeoque necessum habuisse disputationibus doctis, gravibus, subtilibus, ut rationum vi et doctrinæ copia veritatem illis persuaderet. Neque hæc præsidia et instrumenta abjici poterant in concionibus ad fideles qui contra illorum hostium artes et fallacias erant præmuniendi. Si itaque Gebennensis præsul plurima hæreticorum millia « doctissimis lucubrationibus ad catholicam fidem revocavit, » prout olim de eo prædicavit card. Sacchettus huic Sacræ Congregationi præfectus (1), iidemque fere verbis pronunciavit card. Chisius (2), si dum gregem suum instituebat « ex ore ejus sermo egressus est suavitate non minus, quam doctrina admirabilis, » ceu card. Franciottus gravissime testabatur (3), demum si in utroque officio apostoli et pastoris obeundo et christiana plebe informanda ad solidam virtutum et perfectionem *scientiarum thesauris dives* apparuit, et in iis promendis, *pius, facundus eruditusque scriptor est habitus*, velut ipse fatetur censor religiosissimus (4), eccur, quæso, dicemus hæc omnia abesse a merito et laude doctoris, quia aliud est apostoli, aliud episcopi, aliud doctoris ministerium?

15. *Nihil causæ nocent laudes doctrinæ aliis SS. episcopis tributæ.* Quæstio igitur (quod ad hoc caput animadversionum attinet) in eodem loco graduque est quo fuerat cum informatio causæ exhibita fuit. Illud unum in tuto et in aprico positum est, quod in æstimanda præcellenti doctrina S. episcopi Gebennensis oporteat in pretio habere etiam ea scripta quæ tanquam vir apostolicus et Ecclesiæ pastor edidit, nimirum quæ ad hæreticos profligandos, ad peccatores convertendos, ad erudiendos fideles diœcesis suæ, ad episcopale ministerium optime exercendum docte et sapienter exaravit. Neque ullo pacto censuram juvat quod in calce § 5 Anim. notat usuvenisse, scilicet « ut in nullo sanctorum episcoporum elogio de illorum præsigni doctrina vel divinitus indita scientia mentio absit. » Nam primo quidem plures extant SS. antistites quorum doctrina in sacra liturgia nulla laude commendatur, quales sunt inter RR. pontifices Leo II, Petrus Cœlestinus aliique complures; inter simplices episcopos vero S. Nicolaus Myrensis, S. Norbertus, S. Andreas Corsini etc. Præterea, quamvis plures SS. pastores tanquam docti, non tanquam doctores ab Ecclesia laudentur, non ideo tamen sequitur hæc elogia esse aspernanda, quum causa doctoratus agatur : imo vero si alia adsint argumenta doctrinæ eminentis, hæc prosunt summopere, velut compertum fuit ætate nostra cum de S. Hilario deque S. Alphonso quæstio est instituta. Demum etiam vis et amplitudo hujusce præconii præ oculis est habenda. Si quis autem animo complectatur ornamenta laudis quibus decoratus fuit Franciscus Salesius a Romanis pontificibus et a Patribus sacri hujus Ordinis (quorum scilicet judicio vel suffragio elogia probantur quæ censura significat) et cum laudibus comparet quæ aliis episcopis confessoribus tributæ fuerunt, facile comperiet discrimen ingens quod inter utraque intercedit.

16. *Locus S. Gregorii a censura adductus explicatur.* Ut sensum et notionem eminentis scientiæ in Ecclesiæ doctore requisitæ præter modum efferat et exaggeret censura solers, præter insignem decretalem Bonifacii VIII quam in sup. § 9 descripsi, duo loca adducit, quorum alterum e Moralibus S. Gregorii, alterum e libris Benedicti XIV de Serv. Dei

(1) Vide sup. § 6. Joann. XIV, 15 ; XIV, 26.

(1) Vide apud Cappellum pag. 105.
(2) Ibid. pag. 159. Vide inform. causæ, pag. 16, § 18.
(3) Ibid. pag. 148.
(4) Animad. § 2.

beatif. et beator. canoniz. decerpsit. At Benedictus XIV repetit tantummodo et strictiori stylo contrahit quæ Bonifacius edixerat; S. Gregorius autem de doctoribus eo sensu non loquebatur quem in hac judicii sede nunc usurpamus. Ipse enim fuit inter primos quibus peculiaris ejusmodi cultus tributus est. Cur ergo basibus et columnis sacrum hoc tribunal opplevit animadversio, quasi de xysto aliquo vel basilica extruenda deliberetur? Certe magnus pontifex rectissime aiebat : « Non immerito doctores sancti basium nomine designantur, quia dum recta prædicant, omne pondus Ecclesiæ fixa morum suorum gravitate sustentant. » At si ex hac Gregorii sententia meritum et præstantia doctorum Ecclesiæ (qualem in hac quæstione accipimus) æstimanda esset, jam S. Genevæ pastor majus aliquid in se haberet quam oportet. Ecquis enim deneget eum recta prædicasse? Aliquis, puto, ex Dania hæreticus, at ex catholicis nemo quem sciam. Quis fixam morum ejus gravitatem in dubium revocet? Ne hæreticus quidem. Jamvero illi qui dum recta prædicant exemplum præbent sanctorum operum, idest *verbo* et *exemplo* præeunt, recte dicuntur a Gregorio pondus Ecclesiæ sustinere. Nam si verbi Dei prædicatio deficeret, si virtutes ab Ecclesia exsularent, jam divinum hoc ædificium prolapsum corruisse censeretur. Ideo pro Romanis pontificibus qui præcipue hoc pondus sustinent quotidie Deum rogat Ecclesia universa : « Famulum « tuum quem pastorem Ecclesiæ tuæ præesse voluisti propi- « tius respice, da ei, quaesumus, verbo et exemplo quibus « præest proficere etc. » Nihil ergo ad propositam controversiam adjicit S. Gregorii auctoritas, ut aliquid majus in Salesio exigatur quam in causæ informatione supposui. De fundamentis quæ basibus et columnis latenter substruit animadversio ut Ecclesiæ fundamenta velit esse doctores, antestor contra, vehementer obsisto, et obreptionem tentari contendo. Fundamentum enim aliud nemo potest ponere præter id quod positum est, quod est Christus Jesus (1). Insuper Ecclesiæ fundamenta secundaria apostoli recte dicuntur, velut superius ex Apocalypsi demonstravi. Si apostolis censura velit consociare prophetas non reluctabor (2), alios non sinam; sed videat ne nihil sibi prosit si ad vetus Testamentum controversiam transtulerit.

17. Redit itaque quæstio ad Bonifacii VIII decretalem, quam tamquam principium et normam juris in hac disceptatione venerabundi suscipimus. Ecquid tandem hæc constitutio in Ecclesiæ doctoribus exigit? « Ut eorum doctrina (ait Animadversio) totius Ecclesiæ corpus nova luce perfundatur, ac veluti novus doctrinæ fons reseratus fuerit. » Quod primam partem respicit ultro assentior censori doctissimo; affirmo tamen illam Salesio nostro apprime congruere. Quod vero ad novum doctrinæ fontem attinet, distinctione opus est; nihil enim de eo novo fonte Bonifacius dixit, ac revera circa doctrinæ substantiam nihil novi sincerus Ecclesiæ doctor valet afferre. Nam, veluti monet Vincentius Lirinensis in Commonitorio, § 27, explicans Pauli verba : *Depositum custodi*, quæ quidem officium theologi cujusque spectant : « Quid est depositum? Id est quod tibi creditum est, non quod a te insertum : quod accepisti, non quod excogitasti; rem non usurpationis privatæ, sed publicæ traditionis, rem ad te perductam, non a te prolatam, in qua non doctor debes esse, sed custos; non institutor, sed sectator; non ducens, sed sequens. » Potest tamen novitatis meritum in doctore enitere, tum circa modum explanandæ explicandæque doctrinæ quo pluribus utilior ac fructuosior sit, tum circa copiam rerum optimarum, quæ ab eo afferuntur ut Christi doctrina illustretur. Utramque porro hanc laudem ad Franciscum quoque pertinere contendo.

18. *Doctrina S. F. Salesii Ecclesiæ corpus nova luce perfudit.* Vident Patres Em. me, excitante ac prope dixerim hortante censore egregio, tria demonstranda assumpsisse. 1. Doctrina S. Francisci Salesii totum Ecclesiæ corpus nova luce fuisse perfusum. 2. In ea doctrina novitatis meritum enitere, cum circa modum fructuosissimum quo fuit explicata; 3. tum propter copiam eruditionis qua illustrata fuit. Ad primum ilicet deveniam. Salutaris certe doctoris opera et scriptorum ejus utilitas non debet uni hominum ordini prodesse, sed omnibus, non unius diœcesis aut regionis finibus circumscribi, sed ad universam Ecclesiam extendi quæ nova exinde luce decoratur. Verum quis hominum ordo est qui luminibus careat a Salesio diffusis, quando « omnibus omnia factus simplices « et agrestes in simplicitate sermonis, inter sapientes vero « loquutus est sapientiam (1) ? » quippe ab eo *prodierunt volumina* (ceu testatum est in bulla canonizationis), *quorum documentis irrigata populorum ac virorum nobilium pectora affluentem evangelicæ vitæ messem* peperunt (2). Nonne probante Clemente IX, ecclesiastico ritu quotannis celebratur Salesius quod repletus spiritu intelligentiæ *fluenta doctrinæ ministravit populo Dei* (3)? Nonne præeunte card. Sacchetto, commendavit Benedictus XIV opera sancti scriptoris, utpote quæ uberrimos « in toto christiano orbe fructus parturiunt, » quum scilicet apta statui suo monita quisque reperiat, « sive « sæculo deditus ille sit, sive claustro, sive cœlebs, sive con- « jugatus, seu princeps seu privatus (4). » Cujus rei rationem attulerat Alexander VII renuncians, documenta ejus « libris consignata fidelium manibus teri magno cum uniuscujusque emolumento..... quamcumque hominum conditionem ad semitam salutis, » ab eo fuisse reductam, unde recte affirmabat : « D. Francisci Salesii sapientia *Christianum orbem universum* late perfundit (5).

19. Quæ porro pars est catholici orbis quo libri S. antistitis non pervenerint? Innumeras versiones in omnia idiomata, et editiones operum ejus jam a sæculo XVII factas fuisse constat, alias porro accessisse duobus sequentibus sæculis nemini ignotum est. Postulationes quæ, non modo ab episcopi fere totius orbis, sed etiam a piis viris et mulieribus ex Italia, Gallia, Hispania, Germania, Hungaria, Polonia, et Helvetia, imo ex dissitis Orientis plagis ad Apostolicam Sedem pervenerunt (6) apertissime declarant in omnes orbis regiones S. antistitis libros fuisse propagatos. Multa quæ huc pertinent possem adjicere, præsertim circa versiones et editiones operum S. episcopi, quæ in Germania confectæ sunt, sed ne diutius legentes morer, heic ab iis afferendis abstinebo. Nolim tamen prætermittere ea quæ vicarius apostolicus Cracoviensis de versionibus polonicis nos admonet : « Plura (ait) ex ejus scriptis in linguam polonicam jamdudum translata et sæpius edita..... manibus omnium tam ecclesiasticorum quam sæcularium virorum et mulierum teruntur (7). » Et quum Polonorum facta sit mentio, juvat elegantem, sed aptam solidamque rationem adducere universalis diffusionis Salesianorum operum ab egregio scriptore illius gentis traditam. P. Hieronymus Kajsiewicz concionator illustris, et moderator generalis congregationis a Resurrectione appellata, in oratione quam habuit Cracoviæ V kalend. februarii anno 1846, quæ eodem anno Lutetiæ typis impressa est (pag. 26) hæc inter alia scite notavit, quæ juxta gallicam versionem profero : « Il existe beaucoup d'œuvres spirituelles et des traités de dévotion, mais très-peu de ce genre qui soient en même temps propres à chaque siècle, à chaque pays, à chaque particulier. On sent

(1) I Corinth. 3, 11.
(2) Ephes. 2, 20.

(1) Vide Inform. pag. 47, § 70 in fine.
(2) Ibid. pag. 49, § 94.
(3) Summ. pag. 72 in med.
(4) Bened. XIV de Serv. Dei beatif. lib. 2, c. 23, n. 10.
(5) Vide inform, pag. 50, § 65.
(6) Summ. pag. 51 princ. et Summ. addit. num. 2.
(7) Summ. pag. 88, vers. *Siquidem*.

ouijours dans ces ouvrages quelque chose qui provient d'un manque de fond, quelque chose de sec, de limité, et trop borné pour satisfaire l'intelligence et le goût naturel de l'homme. Les uns sont trop abstraits et profonds, les autres ne renferment que des notions superficielles et des pensées rampantes : tantôt ils sont trop secs, on parlent trop à l'imagination, et d'une manière trop sentimentale, tantôt trop austères, rebutant les esprits, ou trop faciles et assoupissant la conscience ; enfin ils ne contentent ni par leur essence ni par leur développement. Le livre de S. François de Sales, et l'Imitation de N. S. Jésus-Christ, sa sœur aînée, ont, après la parole de Dieu, le plus grand don et privilége d'*universalité ;* c'est là qu'on sent le mieux le parfum et l'onction du Saint-Esprit : ils ont gagné dans tous les pays un immense nombre d'âmes à Notre-Seigneur et en gagnent encore tous les jours. »

20. *Quomodo et quando Ecclesia doctorum scriptis nova luce perfunditur.* Postrema hæc verba mirifice viam sternunt ad rem explicandam, quam mihi in hac parte orationis recte definiendam esse, et solide constituendam intelligo. Certe totum Ecclesiæ corpus radios excepisse e libris Salesii manantes nemini jam dubium est ; verum solertissimus fidei vindex scite admodum flagitat in Ecclesiæ doctoribus ut « eorum doctrina totius Ecclesiæ corpus *nova luce perfundatur.* » Verum quid nomine lucis juxta ecclesiasticum verborum usum intelligitur? Declaravit divinus præceptor cum ait : « Sic luceat *lux vestra* coram hominibus, ut videant *opera vestra bona*, et glorificent Patrem vestrum qui in cœlis est (1). Huic rationi loquendi adhæsit Paulus quum inquit : « Ut sitis sine querela, et simplices filii Dei sine reprehensione in medio nationis pravæ et perversæ, *inter quos lucetis* sicut luminaria in mundo (2). » Lux ergo bona opera ac virtutes sunt, unde et virgines illæ evangelicæ habere semper accensas dicuntur lampades suas ; adeoque qui virtutes colunt filii lucis, qui in vitiis sordescunt filii tenebrarum compellantur (3). Neque secus fieri potest ; nam divinus evangelicæ perfectionis magister est *lux vera quæ illuminat omnem hominem venientem in hunc mundum*, et lex ejus est *præceptum Domini lucidum illuminans oculos* (4). Ecquando igitur majori luce fulgebit Ecclesia Dei ? Quum fideles omnes, vel maxima eorum pars, plenius ac perfectius evangelicas virtutes coluerint, easque sequentur impensius. Honores, opes, potentia, metus hostibus injectus, sæcularis sapientia, artium cultura, et similia, possunt subsidio esse et instrumento ad Ecclesiæ decus, pacem, et libertatem tuendam ; sed vera, et divina lux tunc in ea maxime fulget, quum virtutum claritas in ejus membris quamplurimis enitescit. Itaque doctorum opera tunc maxime præstat illud cui destinata est, cum efficit ut ejusmodi luce fulgeat Ecclesia, ideoque illi sideribus comparantur. « Qui « autem docti fuerint fulgebunt quasi splendor firmamenti, « et qui ad justitiam erudiunt multos quasi stellae in perpetuas « æternitates (5). » Primum propterea ac præcipuum decus, quod in antiquis doctoribus Bonifacius VIII commendavit hoc est, quod illorum « perlucida et salutaria documenta prædictam « illustrarunt Ecclesiam, decorarunt virtutibus et moribus in- « formarunt. » Quo in loco non de virtutibus a scriptore exercitis, sed per ejus documenta partis, auctis, excultis in Ecclesia, nempe in cœtu fidelium, sermo est apertissimus. Jamvero hæc laus Salesium præprimis pertingit, ut in calce paragraphi præcedentis vidimus, proindeque Alexander VII qui de eo prædicaverat : « Quamcumque hominum conditionem prudenti ac suavi divini Spiritus insinuatione ad semitam salutis reducit, » disertissime de scriptis ejus testatur « ingens Ecclesiæ universæ lumen afferunt » (1).

21. *Nova lux e Salesii scriptis effulsit propter modum, quo Christi doctrinam explanavit.* Hisce probe compertis, facile demonstratu est quod secundo loco declarandum suscepi (sup. § 18) : nempe in doctrina S. episcopi novitatis meritum enitere propter modum fructuosissimum quo Ecclesiæ doctrina ab eo fuit explicata. Hoc meritum tanti est, ut post redemptionis beneficium, Ecclesiæ constitutionem et doctrinam salutis a Christo traditam, vix dicere possis an aliquid præstantius et optatius Christianæ societati, imo humano generi contigerit. Ecceur enim immortalia hæc benefacta Deus et Dominus noster hominibus impertivit ? Scilicet ut *serviamus illi in sanctitate et justitia coram ipso omnibus diebus nostris* (2). *At angusta porta et arcta via est quæ ducit ad vitam, et pauci sunt qui inveniunt eam* (3). Nonne igitur mirandum, inauditum, ac prope divinum dixeris cogitatum et inventum illius qui, testante censore egregio, « facilioris est habitus auctor semitæ, qua omnigenæ conditionis homines perfectionis culmen attingant » (4)? Si auctor fuit, novitatis meritum denegare non possumus. Neque hæc temere vir gravissimus dixit ; nam plures habebat ejusdem sententiæ sufiragatores, quos inter card. Delcium qui affirmaverat « divinum plane modum excogitavit ; » et episcopum Bitectensem qui pronunciaverat : « Viam sanctitatis facilem adinvenit prava sternens in directa, et aspera in vias planas (5). » Id peculiari missioni divinæ acceptum retulit Emus Card. Wiseman, idque scripsit ab Ecclesia testatum cum in missæ collecta, tum in celebri illo elogio : *Suis etiam scriptis cœlesti doctrina refertis Ecclesiam illustravit, quibus iter ad christianam perfectionem tutum et planum demonstrat.* « La Chiesa ha riconosciuto in « fatti (aiebat scriptor Emus) in S. Francesco di Sales uno spi- « rito che gli è proprio, un dono spirituale tutto speciale..... « La Chiesa riconosce che S. Francesco di Sales ha ricevuto « una missione speciale dalla divina bontà per far sentire a « tutti la dolcezza della carità e condurre le anime alla salute « piuttosto per questo sentiero, che per quello dell'austerità « e della penitenza (6). » Scriptis igitur sancti viri non modo vera luce perfusa est Ecclesia Dei, sed *nova* luce, prout censor egregius flagitat, idque eo mirabilius est, quod ea ætate tenebris teterrimis catholici orbis facies obscurabatur, testante Bossueto, rei scientissimo, qui moniales Visitationis alloquens aiebat : « On peut dire, mes sœurs, qu'avant votre saint instituteur l'esprit de dévotion n'était presque plus connu parmi les gens du siècle (7).

22. *Sternens faciliorem semitam ad perfectionem S. Fr. Salesius hæresim valide oppugnavit.* Crescit in immensum hoc laudis meritum quo floret S. Gebennensis antistes, si perpendamus utilitatem quam christianæ reipublicæ attulerunt aurei ejus libri, introductionis ad vitam devotam, de amore Dei, aliique ejusdem generis, ut arma validissima confringerentur, quibus hæretici ejus ætatis ad aggrediendam Ecclesiam, suumque agmen augendum usi fuerant. Eo scilicet tempore quo Calvinus, Lutherus aliique reformationis quam vocabant duces surrexerunt, iners dominabatur inter fideles rerum spiritualium oblivio, cum quibus rerum mundanarum cura componi non posse videbatur ; vitia late serpebant, corruptio morum magis magisque invalescebat, ipsamet cœnobia, quæ sola ferme sanctitatis et pietatis asyla putabantur, multis in

(1) Matth. V. 13.
(2) Philipp. II. 15.
(3) I Thessal. V. 5.
(4) Joann. I. 9. Psalm. XVIII. 9.
(5) Dan. XII. 3.

(1) Inform. pag. 50, § 55 in fine.
(2) Luc. I. 74. 75.
(3) Matth. VII. 14.
(4) Animad. § 1.
(5) Vide inform. pag, 34, 35 § 44.
(6) In præfet. Anglicæ versionis Collationum spiritualium (Entretiens).
(7) Bossuet. Opp. tom. 12, pag. 75.

locis laxioris vitæ studio aditum patefecerant, et veste non moribus ascetas incolas suos prodebant. Multi proinde eo rerum conspectu deterriti christiani gregis emendationem in votis habebant, mores cleri et populi reformandos esse inclamabant. Tum pessimi illi hæreseon magistri accommodam sibi occasionem rati, specie colendi fovendique spiritualem vitam præseferentes, et antiquæ fidei morumque puritatis zelum jactantes, complures ea fallacia deceperunt, qui pravorum morum ubique vigentium pertæsi, emendationem christianæ reipublicæ volvebant animo, et novis rebus ac doctrinis capti illusique in hæresim collapsi sunt.

23. Quid adversus hasce hostiles artes agendum erat? Dimovendi erant hostes ex eo loco quem per fraudem occuparant, telaque ex eorum manibus erant eripienda. Id magna ex parte præstiterat Tridentina synodus, quæ ad emendationem morum christiani gregis sedula incubuit. Verum non ea erant vulnera, quæ solis decretis et præscriptis ecclesiasticæ auctoritatis possent consanari. Demonstranda erat vera et pulcherrima spiritualis vitæ ratio ex intimis catholicæ doctrinæ medullis eruta, et solidæ caritatis principiis innixa; ea porro sic explananda erat ut omnibus pervia agnosceretur, ex quo fieret ut cuncti ad eam amplectendam allicerentur, simulque fucata illa novatorum severitas (cujus velamine malignitas invida turpisque licentia tegebantur) fallaci veste exueretur, omnemque vim et robur ad credulitatem simplicium decipiendam amitteret. Quum id egregie effecerit scriptor sanctissimus, incredibile dictu est quanto salutis fructui, et religionis emolumento arma ab hostibus extorta in ipsos converterit, omnemque opportunitatem ulterius grassandi ipsis ademerit. Hinc, ceu testatur Hyacinthus Gallizia : « Il libro della Filotea ha servito a ridurre innumerabili eretici alla fede di Cristo, ancorchè non tratti di materie di controversie, onde; il soprannominato arcivescove (Viennensis Petrus de Villars) ebbe a dire che questo libro ha fatto più conversioni, che tutti insieme i libri dei dottori cattolici che hanno scritto di controversia (1).» Hunc salutis fructum quem contra hæreticos Philothea gignebat, epistolæ S. viri adversus incredulos præstiterunt; fatebatur namque illustris de Sacy ex academia gallica, testis minime suspectus : « Pour moi j'avoue sincèrement, quand je lis les lettres d'un S. François de Sales, toutes les objections de la critique et de l'incrédulité contre la divinité du christianisme me paraissent bien frivoles (2). » Hæc autem dum gerebat illustris fidei defensor, solida quoque præjecit fundamenta doctrinæ et tela invicta paravit, quibus freti et instructi catholici scriptores oppugnare deinde possent etiam jansenianam pestem et pseudo-mysticismi labem, quas Galliæ et Germaniæ infestissimas extitisse nemo prudens ignorat.

24. *Et arma præbuit, quibus jansenismus et pseudomysticismus profligarentur.* Hominibus namque illius furfuris non secus atque superioribus illis mendacii præconibus illud commune fuit, ut veram christianæ perfectionis notionem subverterent, apta illius acquirendæ media despicerent ac perversa traderent; plurimi vero ex iis pharisæos veteres sectabantur, qui imponebant aliis onera intolerabilia; mundabant quod deforis est calicis et paropsidis, dum intus pleni erant rapina et immunditia (Matth. 23, 25). Perniciosissimis his erroribus S. Gebennæ præsul verbis et scriptis perpetuum bellum indixit, eosque profligavit ita ut eorum fallaciam et exitiosam indolem facile omnes valeant perspicere. Docet vir sanctus, perfectionis intimam vim in caritate consistere, præ omnibus exercitiis internæ abnegationi, et vitiorum coercitioni studendum esse; non adeo spectandum esse quid agatur, sed quo spiritu et animi intentioni negotia gerantur : licere in quovis humanæ societatis statu pietatem colere, et spiritualem vitam agere : tum practice demonstrat quæ et qualia suis quæque temporibus usurpata adjumenta et exercitia a Christo instituta, ab Ecclesia præscripta, ad perfectionis fastigium perducant, quomodo simul fidelis homo possit, juxta sanam doctrinam catholicæ religionis, suaviter atque expedite suis perfungi officiis, inter homines versari, placere Deo, in semita virtutis proficere.

25. *Novum genus concertationis contra hæreticos instituit.* Si hactenus constitisset Salesius, uberrimos afferens salutis fructus, qui omnibus comperti sunt, id satis esset ut recte diceretur nova luce Ecclesiam perfudisse, novosque doctrinæ fontes reserasse, ac recenseri posset a censore egregio inter bases et columnas, quæ gravitate morum suorum, quos vivendo ostenderint, scribendo explicaverint, omne pondus Ecclesiæ sustentant. Sed hic ille non constitit; majora est aggressus et perfecit. Etenim in eo certamine quod cominus et consertis, ut ita dicam, manibus, contra hæreticos sustinuit, arduum sane et novum, sed efficax et fructuosissimum concertationis genus posteris ac nostræ præsertim ætati præmonstravit. Hoc censoria virga plectit Animadversio in § 13, dum, quasi aspernantis instar, memorat : *Sermones quos scripto dictim tradere coactus est.* Sed nescit (seu potius dissimulat) quam difficilis sit hæc dimicandi ratio, quam strenuum quam validum, quam bene instructum et comparatum militem flagitet, ut ad victoriam perducat. Sciunt illi viri præclarissimi, qui nunc in Italia quotidianis editis scriptionibus contra veritatis hostes infensissimos simili ferme præliandi genere uti coguntur, et licet plures extent eruditione insignes, eloquentia præstantes, vix junctis viribus minimam partem referunt manubiarum, quas Franciscus unus ab hostibus eripuit. Dum cæsim ac punctim ferit hostes Salesius, dum eos fugat, profligat, conterit et ad deditionem cogit, erumpit ex ore et scriptis ejus sermo Dei vivus et efficax, et penetrabilior omni gladio ancipiti, et pertingens usque ad divisionem animæ ac spiritus, compagum quoque ac medullarum (1). Det mihi hominem censura, qui tantumdem efficiat, et victas dedam manus, prout victas dedidere Salesio « septuaginta duo millia hæreticorum, et plures inter hos doctrina et auctoritate præstantes (2) ».

26. *Mira et salutaris S. episcopi methodus in re dogmatica exponenda.* At de controversiis earumque stylo et forma iterum sermo redibit; quare diutius hic non immorabor. Ad eam novam lucem oculos animumque convertam, quam vir sanctus cum in expositione rei dogmaticæ, tum in ea parte sacrarum disciplinarum quæ homiletica dicitur, effudit. Nemini ignotum est, catholicam doctrinam in iis maxime partibus quæ salutis æternæ consecutionem pressius ac propius attingunt, ea ætate qua Salesius floruit, et quæ proxime præcesserat, a multis perperam fuisse traditam, non sua et germana, sed mendaci sub specie exhibitam, nonnunquam turpiter deformatam. Nemo pariter hac in parte laudem illam Francisco denegaverit, qua ipsum ornavit doctissimus archiepiscopus Edessenus Thomas Michael Salzano dum eum compellavit « insigne scrittore che mostrò nel vero punto di vista lo spirito della cattolica religione (3). » Quin etiam in sublimioribus et difficilioribus dogmatibus exponendis (quod sæpe facit in controversiis, in Theotimo, in concionibus, in epistolis) S. scriptor idem fere præstitit quod in theologia practica, rationem iniens, qua converteret aspera in vias planas. Multum profecto in declarandis christianæ fidei dogmatibus meruerunt Thomas Aquinas ejusque asseclæ illustriores; sed ipse sum expertus, et multi mecum, ardua, abstrusa, et salebrosa multi in aureis iis libris reperiri, unde solidum quidem pabulum viri doc-

(1) Gallizia. Vita di S. Francesco de Sales, pag. 211.
(2) Préface aux lettres de S. François de Sales.

(1) Hebr. IV, 12.
(2) Card. Chrisius cit. in causæ Inform. pag. 16, § 18.
(3) Salzano. Corso di storia Eccles. 1852, vol. 2, pag. 297.

tissimi jucunde decerpunt, sed nihil audet attingere vulgus fidelium, ne exceptis quidem mediocri cultura præditis qui volumina illi sapientibus reservata venerabundi suspiciunt, quemadmodum montem, in quo Deus Moysen alloquebatur, populus Israel obsequenter dissitus suspiciebat. Atqui christianæ plebis maxime interest doctrinas illas (præcipuas saltem) perspicue nosse et probe callere, eoque præsertim tempore intererat, quo hæreticorum petulantia sublimiores theologiæ quæstiones e scholarum penetralibus in quotidianam disputationem, in fora et compita propemodum adduxerat. Tum vero oportebat ut ipsum fidelium vulgus insidiis hostium impetitum, ac sæpe captum, rationes nosset, quibus illorum fallaciæ refutantur. Res erat perquam difficilis sic illud instruere ut veritatem teneret, et hostiles impetus ab se retunderet. « Difficilius forte est (scite notant Bollandiani Patres) scribere accurate de rebus dogmaticis, moralibus et asceticis ita ut scripta intelligantur ab indoctis, et non spernantur a doctis, quam grandiora de theologia condere opera. Quæ difficultas tanta est ut non superetur nisi a summis viris (1). » Nihilominus vir sanctus rem arduam est aggressus, et feliciter confecit. Etenim docendorum hominum rationem ac methodum directe mutuatus a præceptore divino qui *multis parabolis loquebatur eis verbum prout poterant audire* (2), per aptas similitudines, imagines venustas, et faciles analogias, congruis sed usitatis vocibus res gravissimas explicans, eas omnium captui accommodavit, atque ita omnes erudiens, erroris nexibus solvit irretitos, et simplices deceptionibus obnoxios contra fallaciam prava docentium communivit.

27. Hoc ornamentum laudis quo præfulsit Gebennensis antistes plurimi æstimatum fuit et commendatum non modo a Gallicis scriptoribus (3), sed etiam a doctissimis Germaniæ theologis, qui inter catholicos fidem tueri coacti eadem fere in conditione sunt, in qua noster versatus fuerat. Id optime novit et declaravit Joannes Alzog, qui hæc memoratu dignissima de Salesii scriptis protulit : « Quæ scripta ut originalia hac re excellunt, quod veritates revelatas similitudinibus et parabolis plurimis iisque aptissimis declarant et illustrant (4). » Verum ut hæc apertius perspecta sint patribus eminent., mihi liceat uti testimonio viri clariss. magni Jocham sacræ theologiæ professoris Monachiensis, qui optime gnarus est scriptorum qui potissime in Germania celebrantur. Is itaque in docta lucubratione quam insernit ephemeridi pastorali diœcesis Monachiensis et Frisingensis anno 1876, n. 9, hæc inter alia de Salesio prædicavit : « Sed ipsi jam a primis sacerdotii sui annis obtigerat negotium et munus aliud, nempe exponendi hominibus, variis erroribus ab Ecclesia catholica abalienatis, veritatem catholicam ea perspicuitate et gravitate et virtute dicendi ut in captivitatem dare cogerentur intellectum in obsequium Christi (2 Corinth. 10, 5) quicumque nondum erant obdurati cordis..... Summum ipsius studium et labor in eo versabatur, ut cœlestes veritates et mysteria divina hominibus errore et peccato obcæcatis ea suavitate et amœnitate proponeret qua illæ veritates et illa mysteria hominibus in intimo cordis placeant, iisque arrideant, et quemvis alliciant ad investigandam et amplectendam religionem catholicam. Valde autem errat, qui magnum hunc doctorem ignorasse opinetur quidquid boni et optimi schola antiqua comparaverat, nobisque tradiderat.... Quidquid docet, quidquid declarat, innititur fundamento theologico. Ubi disserit et discutit de anima.... inferiorem partem secernit a superiore sicut scholastici distinguunt. Quod ad inferiores, quod ad superiores animæ potentias attinet, quodque operari iis convenit, similitudinibus ex rebus apparentibus ita dilucidare consuevit, ut quæ docet ob oculos versari, et testimonio propriæ experientiæ comprobari videantur. »

28. Hinc nominatim scriptor egregius Theotimum laudat « ubi (ait) SSmus doctor doctrinam de unitate Dei et Trinitate, de Filio Dei ante omnia sæcula genito, de Spiritus sancti ex Patre Filioque processu ita plane et correcte tractat, ut prophetam divinitus inspiratum audire tibi videaris... Eadem admiratione dignum est quod de divina per æternum Dei Filium Redemptorem erga creaturas ratione præditas providentia docet lib. II, cap. 5, 6, 7. De Christo ejusque opere doctrinam ab alio eadem brevitate, iisdemque firmis fundamentis, et eadem gravitate traditam esse vix crediderim. Quare illustrissimi Germaniæ theologi sanctissimum doctorem Salesium semper semperque prædicaverunt et laudaverunt, tanquam lumen singulare Ecclesiæ fulgens, eumque magistrum divinitus inspiratum celebraverunt. Fidelissimus ille S. Benedicti filius Dominicus Schramm, qui eadem perspicuitate et eadem industria sacros Ecclesiæ canones explanavit qua sanctorum patrum opera commentatus est, in libro, qui *Institutiones Theologiæ mysticæ* inscribitur, universæ suæ doctrinæ sanctum Salesium affert auctorem et testem. Res sublimissimas tractans, quidquid docet Salesii testimonio confirmat .. Eadem pietate sanctum Salesium nostrum veneratur Georgius Gobat soc. Jesu in Germania magister, qui in operibus suis moralibus (tom. II, tract. IV, num. 418) Salesium laudat virum eruditione et sanctitate illustrem.... Eadem mente doctissimus Bavariæ S. Benedicti congregationis magister rev. Sebastianus Wiest episcopum Gebennensem celeberrimum illorum doctorum laudat, qui de mystica theologia scripsere, eumque in hac via tanquam ducem commendat nunquam fallentem, nusquam dubium. Qui omnes viri doctissimi in Salesio illam sapientiam admirantur, qua summæ simul ac profundissimæ theologiæ doctrinæ summa simplicitate ac planitate explicantur et demonstrantur. Hanc sancti nostri Salesii sapientiam in investigandis et declarandis sanctissimæ fidei nostræ veritatibus admiratus est etiam maximus Germaniæ theologus quem sæculum XIX protulit, clarus ille Joannes Adamus Moehler, qui sanctum nostrum tanquam auctorem et testem fallere et falli nescientem ingenti cum laude adfert. Hic celeberrimus Germaniæ theologus cum librum suum, cui *Theologiæ symbolicæ* nomen dedit, contra iniquissimas et imprudentissimas interpretationes defendit, has Salesii laudes scribit: S. Franciscus Salesius inter excellentes practicæ theologiæ scriptores insignis ac ingenuus hanc Ecclesiæ doctrinam (scil. de privatione gratiæ supernaturalis et de vulneratione supernaturalium donorum primi hominis quæ ipsi per peccatum accidit) imaginibus et similitudinibus, uti consueverat, mira planitate et simplicitate exponit etc. »

29. *S. F. Salesius sacræ eloquentiæ instaurator.* Novam lucem e Salesii scriptis adeptas esse sacras disciplinas etiam in ea parte quæ homiletica dicitur et sacram eloquentiam respicit, in sup. § 26 significavi. Ut recte intelligatur quanta hæc lux fuerit et quam salutaris Ecclesiæ hac in re sancti scriptoris industria, præprimis considerandum est prædicationem divini verbi medium esse præcipuum, maxime universale, a Christo Domino institutum, quo catholica doctrina declaratur; et recolere est opus quam atra nox fuerit in qua tunc temporis ea disciplina jacebat. Clarissimus Joannes Andres, vergente ad exitum sæculo XVIII, hæc scribebat : « Certo egli è che nel passato secolo era troppo deplorabile la depravazione della sacra oratoria, della quale sin dal principio del secolo ce ne fa una lacrimevole pittura il medesimo Borromeo (Fridericus). Gonfio e ampolloso stile, pensieri bizzarri, arditi paradossi,

(1) Summ. pag. 102.
(2) Marc. IV 33.
(3) Late id explicat H. Sauvage in opere inscripto : *S. François de Sales prédicateur*, pag. 78 et seqq.
(4) Alzog. Historia univers. Ecclesiæ christianæ, pag. 911.

testi troncati, e violentemente sforzati a dire ciò che non dicono, proposizioni più maravigliose che vere, prove più sottili che concludenti, più acutezza d' ingegno che sodezza di ragioni formano il distintivo delle prediche di quel tempo (1). » Adversus hasce ineptias et inanes calamistros vocem extulit vir sanctus in aureo tractatu de prædicatione divini verbi, et exemplo demonstravit, quæ dicendi ratio esset iucunda, gravis nempe, sine fuco, solida, eloquentiæ veterum Patrum conformis, quæ mentes illustraret, et corda moveret. « Divini verbi prædicatoribus (ait episcopus Nivernensis) veram et apostolicam annuntiandi Evangelii methodum exponit in tractatu inscripto *De la prédication* quam quidem methodum ille constanter tenuit (2). » Comparentur, quæso, cum miseris illis eloquentiæ corruptissimæ monumentis, quæ Gallia, Italia, Hispania eo tenebricoso tempore suppeditavit, cum homiliis et sermonibus S. episcopi Genevensis, et pronunciet æquus quisque judex, num ex ejus lucubrationibus nova lux Ecclesiæ accesserit. Certe doctissimus Faber illius conciones audiens sibi visus est « audire antiquos illos Chrysostomos, Hieronymos, Augustinos, et alios, si qui sunt, ex veteribus episcopis celebriores, » atque audacter testem vocavit Galliam universam, quam vir sanctus non minus quam regem ipsum, per conciones quas habuit, fama nominis sui et admiratione complevit (3).

30. Neque Fabrum fefellit opinio ; nam S. Alphonsus, Ecclesiæ doctor, præcepta et exempla Salesii concionatoribus proponebat, atque hæc præsertim monita quæ totidem verbis descripsit in opere cui titulus : *Istruzione ai predicatori*, et italice reddidit. « La tessitura dee esser naturale senza vani ornamenti e senza parole affettate. I nostri antichi padri e tutti quelli che hanno fatto frutto si sono astenuti dal parlare con troppa pulizia ed ornamenti mondani... so che molti dicono che il predicatore dee dilettare ; ma quanto a me distinguo e dico, che vi è una dilettazione la quale è conseguente alla dottrina che si predica, ed alla commozione degli ascoltanti ; poichè qual anima è così insensata che con estremo piacere non intenda il modo d'incamminarsi al cielo, d'acquistarsi il paradiso e non intenda l'amore che ci porta Dio ? e per dilettare in questa forma si dee usare ogni diligenza coll'insegnare e muovere. Vi è poi un altra sorta di dilettazione, che spesso impedisce d'insegnare e muovere : questa è una certa ansia o solletico che si fa all' orecchie, il quale proviene da una certa eleganza profana, da alcune curiosità, e da una aggiustatezza di parole che tutta consiste nell' artifizio, e quanto a questa io risolutamente dico, che un predicatore non dee usarla, perchè ella è propria degli oratori mondani, dei ciarlatani che vi si applicano, e che chi predica così, non predica Gesù Crocifisso, ma se medesimo. S. Paolo detesta i predicatori prurientes auribus cioè quei che vogliono compiacere chi li sente. » S. doctor, qui hæc descripsit, diserte pronunciat. « E come insegnava il santo, così praticava ; » atque inferius subdit : « con tutto che predicasse senza belletti, il frutto che faceva era immenso. » Tum verba refert mulieris prænobilis jam in § 62 Inform. descripta : « Gli altri coi discorsi volano come per aria ; ma Monsignor di Geneva scende alla prede e quale oratore del santo amore investe subito il cuore e se ne rende padrone (4). »

31. Jamvero si nihil in oratore præstabilius est quam posse (ut Tullii verbis utar) *voluntates impellere quo velit, unde autem velit deducere* (1), si in cordibus permovendis, vincere dominari, regnare orator dicitur, si propter hanc vim et facultatem ab eodem Tullio, et vetustiore auctore quem ille laudat *flexamina atque omnium regina rerum oratio* dicitur (2), omnino princeps sacrorum oratorum ætatis suæ Franciscus existimandus est. Et sane fuit, ceu docet V. C. Petrus Feret in opere quod de card. Du Perronio scripsit ; ubi, cum laudasset inter sacros oratores ejus ævi in Galliis quinque dumtaxat, licet ætatis illius vitiis haud expertes, sic pergit : « Mais au-dessus de tous, au-dessus de Fenolliet, Cospean, Coëffetau, Bertaud, du Perron, nous devons placer S. François de Sales... Celui-là comprenait trop bien la dignité de la chaire pour y manquer lui-même, traçait de règles trop sages pour ne pas les suivre... On le peut dire, en S. François de Sales ce qui fait le fond de l'écrivain fait aussi le fond de l'orateur. Ce naturel admirable, cet inimitable simplicité, et à la fois cette justesse d'observation, cette finesse d'esprit, cet à-propos sous le voile de l'ingénuité, en un mot cet ensemble indéfinissable de qualités, qui dans les autres ouvrages du saint charme et captive, se retrouve dans ses sermons (3). » Ex eo admirabilior vir sanctus fuit, quod ea ætate non modo concionatores ceteri (perpaucis exceptis, quos nuper audivimus) captabant auras inanes ; sed auditores ipsi assueverant ea probare quæ risu potius et miseratione digna, quam laude et plausu censenda fuissent. Atque eo res pervenerat, uti docet S. Alphonsus, ut, loquente altero ex oratoribus qui tunc celebrabantur, Salesius ingenue illi fateretur : *A tutti avete piaciuto fuorchè ad un solo* (4), sibi nimirum, qui hoc salubri monito vitium concionatoris emendavit. At postquam a viris prudentibus et ab ipso rege probari cepit dicendi ratio a S. episcopo inducta, tanta rerum immutatio est insequuta, ut ipse unus libenter audiretur, et qui eum imitarentur ; ceteri vero displicerent. Venustissime scriptor recens ait : « François de Sales avait fait à tous (ce dont se plaignait un de ses auditeurs) beaucoup de bien, et un mal dont on ne guérirait plus, il avait dégoûté des autres prédicateurs..... La voie nouvelle est tracée. Tous ceux qui ne la suivront pas sont condamnés à s'égarer (5). » Ex eo factum est, ut in Galliis prius quam in aliis Europæ regionibus sacra eloquentia renovata nobilem, gravem, dignitate plenam formam induerit, et pro ineptis illis quorum perierunt nomina, viri clarissimi Bourdaloue, Bossuet, Fénelon, Fléchier, Mascaron, Massillon floruerint. « En résumé (ait cl. Féret jam adductus, post laudes Salesio tributas) une heureuse et forte impulsion était donnée. Elle fut suivie et accrue dans la société de Jésus par Lingendes, Biroat, Castillon, pour aboutir à Bourdaloue, et dans la congrégation de l'Oratoire par Sénault, Le Jeune, pour avoir la gloire de produire Soanen, Mascaron, Massillon. Le clergé séculier ne demeurait pas en retard, et de ses rangs devaient sortir Fléchier, Fénelon, et celui qu'on nomme à juste titre le prince de l'éloquence sacrée, Bossuet (6). »

32. *Instauratio sacræ eloquentiæ a S. Francisco peracta Italis quoque et Germanis profuit.* Documenta et exempla sancti viri Italis quoque et Germanis profuisse non est ambigendum. Quod ad nos attinet, satis foret innuisse, S. Alphonsum Ecclesiæ doctorem eorum documentorum exemplorumque præconem et adsertorem factum esse, sed reticendum non est, adhuc sæculo nostro sacræ eloquentiæ præceptores eadem discipulorum auribus inculcare. In lectionibus sacræ eloquentiæ

(1) Andres, *Dell'origine, progresso e stato attuale d'ogni letteratura*, tom. 3, cap. 7, n. 153, pag. 512. Quod ad Gallicos oratores peculiariter attinet conf. H. Sauvage in opere laudato *S. François de Sales prédicateur*, cap. 1, per totum.

(2) Summ. pag. 193 vers. *Divini*.

(3) Vide Informat. § 77.

(4) S. Alphonsi opera, Taurini, 1847. Tom. 3, pag. 322 et 314.

(1) De orat. lib. 1, c. 18.

(2) Ibid. lib. 2, c. 44.

(3) Féret : *Le cardinal du Perron orateur, controversiste, écrivain.* Etude historique et critique. Paris, 1877, pag. 101, 102.

(4) Tom. cit. pag. 313.

(5) Sauvage, *S. François de Sales prédicateur*. Paris, 1874, pag. 267.

(6) Féret, op. cit. pag. 102, 103.

Taurini editis anno 1840 ac nominatim in lectione 12 quæ est de homiliis episcoporum, V. C. Gulielmus Audisio, testatus se magistri personam deponere et discentis assumere, præcepta memorat ex aureo Salesii tractatu deprompta, quorum pluribus recitatis, ait : « Io mi sento rapire, e non istupisco a questi commovimenti del più sublime e del più santo amore (1). » Atque in lectione 24 monita et præcepta exponens quorum ope sacra eloquentia rursus apud Italos reflorescat, talia edisserit, quæ cum iis quæ tradidit Salesius magna ex parte conveniunt.

33. De Germania auctores habemus antecessores universitatis Vindobonensis qui nunciant : « Conciones, homiliam ab ipso (Salesio) ad mentem SS. Patrum revocatam esse testantur, atque Verbi divini prædicatoribus normæ inserviunt, qua ad munus suum fructuose subeundum utantur (2). » Fusius autem hanc rem prosequitur et explicat prof. magnus Jocham in ea lucubratione quam superius (§ 27) laudavi : « Celebratur (inquit) in Germania Salesius, præsertim ut prædicator. Ipsius enim sermones, quibus et diœcesis suæ et majoris Galliæ partis Ecclesiæ doctor florebat, eumdem honorem et titulum ipsi vindicant in Germania, idque eodem jure quo S. Chrysostomum Salesii et exemplar et normam ut Ecclesiæ doctorem veneramur. » Enumerat heic scriptor sermonum illorum versiones et editiones in Germania confectas, tum prosequitur : « Longior illa ad quemdam Ecclesiæ præsulem epistola de bene prædicandi methodo a cl. J. M. Sailero in linguam germanicam versa una cum pluribus omnium sæculorum ævi Christiani epistolis edita est, quam quidem epistolam Sailer instructionem pastoralem unctione et benignitate et experientia insignem prædicatoribus utilissimam nominat. Ab illo inde tempore ista instructio ab omnibus, qui de theologia practica in Germania scripsere, excerpta est ; quare S. præsul Gebennensis prædicatorum in Germania magister est factus et doctor. »

33. *Exquisitæ eruditionis copia catholicam doctrinam vir sanctus illustravit.* Ut ex integro ea præstem, quæ initio § 18 sum pollicitus, ostendam oportet, in operibus S. episcopi novitatis meritum enitere etiam ex copia eruditionis seu rerum optimarum quibus doctrinam catholicam illustravit. Sic itaque habendum est, non modo omnes theologiæ partes ab eo studiose fuisse excultas ; sed omnium humanarum scientiarum et litterarum præsidia ad eas illustrandas fuisse conversa. Ex quo verissime illi aptari potest quod in Ecclesiæ doctoribus censura flagitat, nempe quod novi doctrinæ fontes ab eo fuerint reserati. Atque hic primum Patres Emos obtestor, ut ea velint memoria repetere quæ in § 8 et seqq. Informationis exposui de omnigena bonarum disciplinarum eruditione qua vir sanctus excelluit. Iis porro adjiciant quæ Joannes Jacobus Olier scientia non minus quam pietate illustris memoriæ mandavit in sermone quem de Salesii doctrina habuit (3). Hic itaque demonstraturus S. antistitem a Deo fuisse constitutum ut universam Ecclesiam doceret, illique aptans divinum effatum : *Implevit eum Dominus spiritu sapientiæ et intellectus*, hæc inter alia scripsit : « Dieu voulant l'allumer comme un flambleau au milieu de l'Église pour éclairer ce corps vaste et immense, le remplit d'un don merveilleux de science et de sagesse proportionné à ses desseins... On peut dire que sa science était universelle par les choses, et en cela elle me paraît admirable. Comme Dieu par sagesse sait proportionner les causes avec les effets qu'il veut produire, ayant à éclairer ce vaste et immense corps de l'Eglise il verse à proportion sa lumière dans l'esprit du grand François de Sales, l'un des plus capables de son temps : *Dedit unicuique secundum propriam virtutem*. Notre saint devait servir à tant de choses dans l'Eglise, il devait être instruit de toutes sortes de sciences, et réunir en soi les sciences divines et humaines. » Cum porro declarasset vir egregius sancti antistitis præstantiam in humanis disciplinis, pergit : « Pour les sciences divines comme est la théologie, il était éminent en toutes espèces, soit dans la théologie positive, soit dans la théologie scolastique, soit dans la théologie morale, soit enfin dans la théologie mystique. » Dein cum id late probasset Olierus, maxime ex operibus S. viri, ac memorasset notissima verba Clementis VIII : *Bibe aquam de cisterna tua etc...* concludit : « D'après cet oracle du ciel, il doit répandre partout ses eaux : *Deriventur fontes tui foras*, ce qui était la vocation de notre grand saint. » Etiam Hispanus Michael de la Portilla, professor linguæ græcæ in universitate Complutensi, affirmat tantam, tam late patentem, tam extraordinariam fuisse sancti viri scientiam, ut sacrum cardinalium collegium merito illum compellaverit : *Os Dei et tabernaculum divinorum mysteriorum* (1). Multiplex hæc cognitionum omnigenarum varietas sanctum scriptorem mirifice adjuvit ut excelleret in ea methodo quam in §§ 26 et seqq. superius significavi ; qua nempe potuit res perdifficiles ac sublimes planissime exprimere, et captui multitudinis accommodare. Huc pertinent ea quæ animadvertit cl. Paulus Palasthy, prof. theologiæ moralis in universitate Pesthinensi, qui, exponens historiam theologiæ moralis, et Salesianæ Philotheæ præstantiam commendans, hæc habet : « In explicandis his rebus (in hoc opere pertractatis) sancto Francisco universa rerum creatarum copia subsidio fuit, ut nusquam reperiamus doctrinam subtilissimam pluribus et aptioribus exemplis ac imaginibus illustratam (2).

35. *Scientia philosophica et litterarum cultura S. F. Salesius excelluit.* Præprimis vero philosophicum robur informat et exquisita litterarum cultura exornat quidquid a S. antistite conscriptum fuit. Duo hæc ornamenta conjuncta non in omnibus Ecclesiæ doctoribus (propter ætatem scilicet qua nonnulli eorum conscripserunt) facile reperies : at in iis maxime conspicies qui aurea quæ dicitur ætate floruerunt. Ejusmodi fuerunt Gregorius Nazianzenus et Chrysostomus inter Græcos, Augustinus et Hieronymus inter Latinos. Neque hæc mea sententia est, sed illorum quorum neque contemni, neque pro suspectis haberi possunt judicia. « I libri di S. Francesco di Sales (ait Cesar Cantù) e massime la Filotea spirante un cristianesimo mansueto, sono de' migliori ascetici... quanto a profondità, a lucidezza di spirito filosofico e cristiano non saprei a qual posporlo dei sommi scrittori del gran secolo (3). » Gulielmus Audisio in lectionibus eloquentiæ sacræ Franciscum exemplar proponens inquit : « S. Francesco di Sales è un egregio filosofo » (4). Eumdem Sylvius Pellico compellat pariter « un ottimo filosofo » (5), et comes Tullius Dandolo subdit : « Francesco di Sales non fu solamente un altro Borromeo per la episcopale operosità, un altro Saverio per lo zelo convertitore, un altro Filippo Neri per la sagacia fondatrice d'istituto benefico, ma a cuor fervido appaiando intelletto cultissimo si chiarì uno dei più eloquenti prosatori della Francia a dì della sua grande letteratura, ed uno dei fondatori dell'Accademia (6). » Hoc docti viri judicium a Gallicis scriptoribus confirmatur. Nam Tourneminius refert : « L'Académie française, dans le dessein de prendre pour mo-

(1) Vol. 2 ; pag. 284-286.
(2) Summ. pag. 114.
(3) Olier : *Discours sur la doctrine de S. François de Sales.*

(1) In vita S. Francisci Salesii, lib. VI, cap. 15.
(2) *Theologia morum catholica.* Ratisbonæ 1861, part. 1, cap. 2, § 4, pag. 37.
(3) Cantu, *Storia universale*, 8 ediz. Torino : unione tipographica editrice 1858, tom. IX, part. 2, pag. 2, pag. 521.
(4) Audisio : *Lezioni di S. eloquenza*, part. 2, lez. 13, pag. 420.
(5) Opere complete, Milano 1868 : *Dei doveri degli uomini*, cap. 13, pag. 103.
(6) *Storia del pensiero nei moderni*, prefaz. pag. 17.

dèles nos meilleurs écrivains, joignit S. François de Sales à Malherbe (1). » Atque auctor operis inscripti : *Etudes sur S. François de Sales,* Parisiis editi anno 1844 : « Celui qui parlait de la pesanteur de son esprit (Salesius nempe qui ita de se loquebatur in præfatione Theotimi) est, et sera toujours un des premiers génies de l'époque, un des pères de la langue française, le continuateur de S. Augustin, le précurseur de Fénelon (2). » Nemo non videt quam apte hæc congruant cum novissima laude, quam Bonifacius VIII doctoribus tribuit, inquiens, *eorum fœcunda facundia Ecclesiæ fabrica velut gemmis vernantibus rutilat, et verborum facundia elegantia singulari gloriosius sublimata coruscat* (3). Exinde manavit vis et suavitas illa quæ legentes Salesii libros allicit, rapit et docenti conciliat, quam præclare verbis expressit vir cl. me. Henricus Bindi archiepisc. Senensis scribens : « Le preziose ed immortali sue opere saranno, finchè la Chiesa di Gesù peregrinando, e combattendo vivrà di fede, come il favo del miele stillante dalla bocca del leone da confortare le anime redente nelle amarezze della vita, e da ringagliardirle nella conquista del regno (4). » Ita S. scriptor industria et operibus suis implevit quod Gregorius Magnus præsagiverat de summis viris, qui docendi munus in Ecclesia exercerent : « Dum per eos singulis diebus magis magisque scientia cœlestis ostenditur, quasi interni nobis luminis vernum tempus aperitur, ut novus sol nostris mentibus rutilet, et eorum verbis nobis cognitus seipso quotidie clarior micet. Urgente enim mundi fine superna scientia proficit, et largius cum tempore excrescit (5). »

36. *Doctoris scientia patefieri potest pluribus modis quam iis quos censura recenset.* Quandoquidem affatim ac dilucide potuit demonstrari scientiam S. episcopi Genevensis eum attigisse gradum, qui Ecclesiæ doctori convenit, parum moveor ex iis quæ de doctoribus jam renunciatis censor eruditissimus in calce § 6, itemque §§ 7 et 8 animadv. scienter disputat. Præcellens fuerit eorum doctrina : insiguia sint eorum in Ecclesiam merita. Quid ergo ? Pium quemque et cordatum virum fateri oportet, doctoris nomen et honores jure merito illis fuisse tributos. Id equidem libenter fateor et contestor. Verum non ita res exaggeranda est, ut non aliis ille honoris titulus sit conferendus, quam iis « qui vel nascentes hæreses confodere, vel veterascentes eradicarunt, vel denique collecta Ecclesiæ dogmata ac præscripta ita in ordinem digessere, ut exinde posteri theologicarum scientiarum fundamentum et renascentium hæresum refutationem haurire valeant. » Petrus Damianus, exempli causa, neutrum præstitit, licet disputatio ejus de fide catholica, antilogus contra Judæos, dialogus inter Judæum et Christianum, nec non sermones et epistolæ plurimam sibi laudem et admirationem concilient. Imo nescio an duo illi magni et immortales viri, quorum sermo fuit auro comparatus, Chrysostomus, et Chrysologus, in amplissimo doctorum agmine essent recensendi si propositionem illam severi censoris stricte ac rigide acciperemus. Potest aliquis docte, laboriose, fructuosissime contra hæreticos pugnare, quin hæresis recens sit, vel, si pridem enata fuerit, quin prorsus eradicetur. Græcorum errores antiquiores Anselmo fuerunt et postea perdurarunt, huic tamen merito versum est laudi quod eos refutaverit. Ambrosius jamdiu grassatos confodit Arianos, ac post ejus obitum Italia hujusmodi hæreticis adhuc abundavit. Potest etiam quispiam gravissima et utilia docere fideles cum maximo regionum et ætatum omnium emolumento, quin hæc præcepta et documenta pene ad scholarum usum (velut actum fuit a Thoma et Alphonso) digesta sint. Num ideo doctoris nomen huic denegandus si scientia probetur eminens, decora Ecclesiæ, universis fidelibus maxime salutaris ?

37. Equidem nolim quidquam detrahere de laudibus eximiis quibus fidei promotor sapiens eos qui doctoris habuere nomen meritissime cumulavit, pariterque nolim ita Francisci causam constituere quasi minora præstiterit quam ii qui ab animadversione laudantur, vel de ipso nequeant prædicari quæ de illis verissime affirmari potuerunt. Hoc unum dumtaxat meo jure contendo, ne locutio illa *eminentis scientiæ* quæ late patet, et multiplici varioque indicio a scriptoribus potest manifestari, tam angustis finibus coerceatur, ut nulla esse intelligatur eminentia doctrinæ ubi scriptor aliquis ad unguem et amussim illud non effecerit quod ab aliquo veteri factum similiter non reperiatur. Quin imo, si stricta hæc interpretatio esset adhibenda, falsum esset quod paulo ante censura solertissime notaverat, nempe doctorum meritum ex eo maxime demetiendum si « eorum doctrina totius Ecclesiæ corpus *nova luce* perfundatur, ac veluti *novus doctrinæ fons* reseratus fuerit. » Hoc novitatis meritum quomodo cum ea pedissequa ac prope servili veterum imitatione conciliatur ?

38. *Duplex doctorum classis ab animadversione memorata.* Hic vero, ut puto, me loquentem intercipit censor egregius, conquerens quod ejus dicta nimis rigide accipiam. Nam generatim oportet ut præcedentium merita æquaverint ii pro quibus honos doctoris postulatur; non tamen exigitur, ut perfectam eorum imaginem, quoad omnia et singula, in se ipsi retulerint atque expresserint. Explicet ergo vir lectissimus in quo sistat hæc paritas meriti et laudis sobrie lateque intellecta. Præmissis verbis Benedicti XIV ac Bonifacii VIII asserentium, ope doctorum « tenebras errorum fuisse profugatas, obscura fuisse dilucidata, dubia declarata, scripturarum enigmata reserata, » graviter subdit : « Et hoc revera præsidium sanctos doctores, quotquot sunt, Ecclesiæ præstitisse palam est. » Si hæc ita forent et nihil aliud ad ministerium doctoris pertineret, adhuc doctor primi ordinis desideraretur, qualem scilicet Bonifacius VIII inprimis commendabat, cujus nempe scripta *documenta Ecclesiam decorent, virtutibus moribus informent* (quod mirifice præstitisse Salesium vidimus); at seponamus prima decretalis verba. Verum et indubium sit undequaque quod animadversor eximius affirmat. Omnesne doctores omnia ista simul effecere ? Non audet censura id illis vindicare, imo quum tria postrema a Bonifacio et Benedicto significata ad obscurorum dilucidationem commode referri queant, in duo quodammodo agmina seriem doctorum dispescit, et in § anim. 7 recenset illos, qui in profugandis errorum tenebris, seu in hæresibus oppugnandis præsidium Ecclesiæ tulerunt, insequenti vero § 8 memorat illos qui, licet similes non retulere triumphos, tamen fuerunt Ecclesiæ præsidio, pretiosis relictis monumentis peritiæ suæ, sive in explicandis divinarum scripturarum ænigmatibus, sive in theologicis quæstionibus enodandis.

39. *Utriusque laudes æmulatus est Salesius : nam* I, *præsidio fuit Ecclesiæ contra hæresim.* Bene est : ergo ut dicatur Salesius laudem adeptus parem illi quam doctores jam declarati meruerunt, demonstrandum est, cum *præsidio* Ecclesiæ fuisse in alterutro : nimirum I. aut in oppugnandis hæreticis, eorumque erroribus profligandis, II. aut in explicandis scripturarum ænigmatibus, vel in theologicis quæstionibus enodandis. Alterutrum, inquam, juxta animadversiones sat esset ostendere; quid si in utroque excelluisse Salesium evincam ? Ac primo quidem quis inficiari potest immortalem virum in oppugnandis hæresibus validum *præsidium* Ecclesiæ attulisse ? Ecquis virilius oppugnavit arcem illam Calvinianæ

(1) *Journal de Trévoux,* 1730.
(2) Tom. 2, pag. 218.
(3) Vide sup. § 9 prope finem.
(4) Bindi : *Panegirici ed altri discorsi sacri e morali.* Firenze 1801, vol. 1, pag. 173.
(5) S. Gregor. Moral. lib. IX, cap. 6.

hæreseos, quæ Roma Calviniana dicebatur ? efficacius impedivit ne latius manaret ea pestis quæ non modo Helvetiam et Sabaudiam, sed etiam Gallias infecerat et alias Europæ regiones aggredi conabatur ? Sed pro nihilo sit judicium meum : eos audiamus, cujus vox plena sit auctoritatis. Dicat censor humanissimus : cujusnam de eo merito judicium est? Ut puto si de milite ageremus de quo quæratur an validum patriæ contra hostes præsidium attulerit, judicium maximum, nulli provocationi obnoxium, supremi imperatoris esset : tum permagno essent habenda suffragia eorum qui gravissima in exercitu munia administrarunt. Pari itaque ratione cum agitur de catholicæ veritatis defensore contra hæreticos, judicium potissimum est penes Romanum pontificem, atque infra eum penes S. R. E. cardinales, et sacrorum antistites, præsertim si prudentia et virtute commendantur.

40. *Idque RR. pontificum, cardinalium et episcoporum judiciis probatur.* Agedum recole quid in bulla canonizationis Francisci Salesii Alexander VII pronunciavit : « Erecto, inquit veritatis vexillo, per patientiam et doctrinam, omnibus omnia factus, jacentem religionem substinuit et dominantem impietatem fregit ac dejecit quasi alter David (§ 10). » Præclara, inquiet censor, hæc sunt, sed nondum video illud *præsidium*, quod vocabulum consulto et data opera in animadversione usurpavi. Redeat ergo ad bullæ exordia quæ Salesium celebrant tanquam « doctrina celebrem . . . ætatique huic nostræ contra hæreses medicamen *præsidiumque* (1). » Id optimus pontifex inferius explicat adjiciens : « In Ecclesiæ defensionem incubuit . . . et cum voce prohiberetur adjuvare populorum fidem, cœpit ex scripto . . . intime hæresim percellere, tantumque effecit ut . . . cum insigni religionis catholicæ incremento plures ad veritatis lumen viros doctrina celebres, quorum præcipue auctoritate mendacium nitebatur, adduxerit (2). » Pariter Clemens IX in litteris datis ad sanctimoniales ord. Visitationis die 10 septembris 1667 sic ordiebatur : « Dives in misericordia sua Dominus Ecclesiæ catholicæ in hac tam exercita militia laborante nova subinde sanctorum virorum lumina et *præsidia* pro rerum ac temporum conditionibus provide sufficit. Temporibus igitur nostris, qua veræ sanctitatis exemplar, qua fulgens veræ piæquæ doctrinæ sidus Franciscum Salesium, etiam in faciem acatholicorum, opportune prælucere voluit. » Hæc verba sane validius et illustrius Ecclesiæ præsidium allatum declarant, quam quod innuunt verba Alexandri II de Petro Damiano conscripta, quæ in animadv. § 7 doctissimus fidei promotor nobis objecit.

41. Similia porro illis, quæ de Francisco Alexander VII et Clemens IX pronunciarunt, ea sunt quæ de eodem testabantur S. R. C. cardinales quibus Sacra hæc Rituum Congregatio ea ætate constabat ; nec non episcopi qui ad suffragium de ejus canonizatione ferendum arcessiti fuerunt (3). Cardinalis Pius Alexandro VII concinens, aiebat : « Omnium exauditor Deus... hisce quoque temporibus validissimum orthodoxæ fidei propugnaculum . . . indefectibili sapientiæ magistrum, tutissimum denique præbuit *Ecclesiæ præsidium* (4). » Ceterum quid aliud valent ea verba cardinalis Sanctacrucis ? « Hæreticos perpetuo insectatus et coram et scriptis eos nullo loco passus est consistere (5). » Et illa card. Franciotti ? « Lucubrationum suarum pietate et sapientia Christi universa familia apprime adjuta firmiter opinatur manum cum ipso Domini fuisse omnipotentis (6). » Atque ut alios reticeam, nonne id aperte professus est card. Rospigliosus, qui deinde ad Petri cathedram evectus Clementis IX nomen assumpsit ? Ait enim : « Catholicæ religionis propugnator B. Franciscus Salesius . . . infensissimos hæreticorum conatus repressit (1). » Congruebant verbis Emorum Patrum elogia episcoporum, namque eorum alter aiebat : « Gladio suæ doctrinæ hæresum monstra confodit ; » alter « scriptis immortalibus fidem asseruit . . . hæresim confutavit (2). » Plures iisdem fere laudibus Salesium ornasse liquet ex iis quæ in §§ 19 et 67 inform. allata sunt, neque rerum earumdem repetitione legentes fatigabo. Jam si fidei vindici amplissimo nefas est dicere viros tam graves, tam rei conscios, tantaque plenos auctoritate, circa facta eo tempore recentia et prope in omnium conspectu posita turpiter fuisse ementitos, fateri cogitur Franciscum nostrum contra hæreticos validum præsidium Ecclesiæ fuisse.

42. Eo magis autem ad hoc adigitur quod ex utroque venerando cœtu, nempe S. R. E. cardinalium et sacrorum antistitum, complures extant ætate nostra qui eadem repetunt quæ olim antiquiores illi coram Alexandro VII de Francisco Salesio prædicabant. Emus card. De Angelis, memorans hæreticos innumeros a S. viro profligatos, ait : « Agebatur de hominibus tum ira et odio excandescentibus in Ecclesiam Christi, tum ingenii vi præditis, nec non astutiarum, fallaciarum, sophismatum peritissimis, qui in numero vere mirando numquam victas dedissent manus, nisi præclaræ doctrinæ pondere perculsi, atque in humum dejecti (3). » Scienter Emus archiepiscopus Beneventanus laudans illos Ecclesiæ pastores, qui labore, industria, et doctrina « lupos rapaces, vel a grege prohibuerunt, vel in agnos mutaverunt, » continuo subdit : « Quos inter nullus indubitanter inficietur adnumerandum decus illud et ornamentum sacrorum antistitum divum Franciscum Salesium, qui . . . universam Ecclesiam ita illustravit, ut nunquam laus ejus recedat de ore hominum . . . opere et sermone potens . . . non solum hæresim insectatus est, sed etiam septuaginta duo millia hæreticorum ad fidem convertit (4). » Quid, quæso, ab hoc differt si dicas Salesium Ecclesiæ contra hæresim præsidium fuisse ? Ab iis plane non distant quæ cl. me. card. Rauscher commemorabat : « S. Franciscus Salesius . . . potens verbo et opere . . . arduum aggressus est opus erroribus Calvinianis infectos ad veritatem catholicam reducendi . . . tanto fructu laboravit, ut religionis catholicæ in territoriis, quæ Sabaudiæ dux a Genevensibus receperat, restitutæ auctor merito haberetur. Apostolicis his laboribus addidit scripta quibus veritatis catholicæ adversus protestantes causam egregie sustinuit (5). »

43. Hæc eminentissimorum patrum judicia episcopi secuti sunt Rmus antistes Seguntinus missionem divinam Francisco datam tempore calamitosissimo magnifice quidem, sed vere sic explicat : « Ex quo sæculi XVI novatores impiis suis dogmatibus inconsutilem Christi tunicam susdeque scindere conati fuerunt, et dira protestantismi hæresis ferme per omnes Europæ populos longe lateque dominata est, adeo charitas refriguit multorum, ut ad confortandas manus dissolutas et genua debilia roboranda, ad aperiendos oculos cœcorum, et aures surdorum opus fuerit homine veluti a cœlo divinitus misso. In his enim rerum adjunctis misericors et miserator Dominus in sanctis suis mirabilis . . . S. Franciscum Salesium suscitavit, amplissimis donis a Deo ditatum, scientiis divinis non minus quam in his omnibus, quibus puerilis ætas ad humanitatem informari solet ac jam informata subsistit, ad plenum eruditum, qui tam potens fuit verbo, ut velociter cucurrerit sermo ejus terræ emissus etc. (6). » Similia sunt quæ de Salesio præ-

(1) Vide Informat. § 64.
(2) Vide ibi § 26 in fine.
(3) Inform. §§ 18, 19, 67.
(4) Ibid. pag. 2.
(5) Ibid. pag. 16, § 18.
(6) Ibid. pag. 50 in fine, pag. 51 princ.

(1) Ibid. pag. 16, 17, § 19.
(2) Summ. pag. 54, in fine.
(3) Summ. pag. 57 in fine, 58 princ.
(4) Summ. pag. 60.
(5) Summ. pag. 89, in fine, 90 princ.
(6) Ibid. pag. 85, num. XXVIII.

dicat Rmus episcopus Salmanticensis scribens : « Cum protestantismi hæretica lue omnes fere Europæ gentes vastarentur, mirabilis Deus in sanctis suis suscitavit B. Franciscum Salesium . . . suis etiam scriptis cœlestis doctrina refertis Ecclesiam illustravit. Libros etiam edidit de rebus dogmaticis et sanctissimæ nostræ religionis apologeticis, quibus hæreticorum errores mirifice profligantur (1). »

44. Si hæc de Francisco senserunt Hispani antistites dissiti ab iis locis, ubi ille contra hæresim decertavit, quid eos judicasse putamus, qui in iisdem vel finitimis regionibus pastorali munere funguntur? Audite episcopum Hebronensem, vicarium apostolicum Genevensem : « Quum per Genevensem diœcesim undique serperet ac grassaretur pestis calviniana, divus Franciscus Salesius tanquam murus et antemurale et tanquam gladius ex ore Dei procedens cœlitus missus mire invaluit, et robore accinctus est ad fidem catholicam tuendam perversamque hæreticorum doctrinam profligandam, sese simul impavidum præconem et eximium doctorem exhibuit (2). » Concordat Rmus episcopus Anneciensis scribens : « Non minus scientia et doctrina quam vitæ sanctitate sese informans hæresim profligavit pluribus scriptis (3). »

45. Salutares horumce scriptorum effectus, cum citra tum trans Alpes, celebrant episcopi Augustensis et Gratianopolitanus, quorum alter ait : « Extollant Chaballiacenses Augustensibus filiis quanta virtute et doctrina patres suos in viam veritatis reduxerit Salesius ille potentissimus sermone et suavitate ; nos vero, quos olim omnipotentis dextra contra Calvinum fortes effecit, unum addemus, scilicet quod devicto errore apud illos, magis in dies confirmati sint in fide patres nostri, scriptis et præsertim libro controversiarum muniti. Fervente novatorum pestilenti zelo in finibus nostris, quis dicere poterit quanto auxilio fuerint pietati Augustensium quæ Salesius ad vindicandum S. sacramenti eucharistiæ, S. crucis D. N. J. C. et B. Mariæ virginis cultum separatis libellis scripsit, quam bene et sancte in Ecclesiam et Romanum pontificem devotionem auxerit (4) ? » Gratianopolitanus autem antistes addit : « Quotidie prædicabat, quarum prædicationum memoria usque ad nostra tempora vivax permansit... Ecce ille lucerna ardens et lucens, ad cujus clarissimum et dulcissimum fulgorem omnes tum catholici, tum etiam spretis suorum ministrorum minis et furiis calvinistæ currebant . . . Conversionem inclyti comitis-stabuli domini de Lesdiguières præparavit maturavitque, qui primus in ista civitate et provincia erat qui sectæ hujus in armis dux et propugnator fuerat . . . Tunc plures hæretici, inter quos unus apostata et alter ex doctissimis ministris, ad lumen veritatis sibi prædicatæ reducti. Tunc multi homines ad meliorem frugem conversi (5). »

46. Quum hæc præconia Salesius meruerit a præsulibus diœcesium quæ zeli ejus fuere testes, vix est ut alios ex Italia et Gallia antistites testes adducam. Juvat autem inter Italos Marsorum episcopum proferre, cujus verba gravissima mihi visa sunt. Inquit enim : « Novimus præterea non solum nostro privato judicio, verum etiam plurimorum episcopali dignitate fulgentium patrum, Salesium in justitia erudisse plurimos, elucidasse catholicam doctrinam eamque tuitum fuisse præsertim vivo vocis eloquio ; ita ut ex uno sancti Salesii ore doctrinam venerabilis Tridentini concilii, sive introductam sive restitutam communissime merito putetur ubi Calviniana hæresis profundius radices egerat, et catholicam fidem labefactaverat. » Inter Gallos vero proferam potissime episcopum Nannetensem, cujus brevia et significatissima hæc verba sunt : « Sufficit asserere quod ipse scriptis suis omnibus profuit ; heterodoxis quidem (ut patet ex factis) quorum innumeram multitudinem ab errore in veram fidem traduxit, et reconciliavit Ecclesiæ : fidelibus autem cujusvis ordinis, cujusvis gradus (1). » Merito igitur episcopus Engolismensis repetebat verba Alexandri VII quibus Salesius dicebatur : « Contra hæreses medicamen præsidiumque (2), » atque episcopus Sarlatensis affirmabat illum « scriptis Ecclesiam illustrasse, antiquos Ecclesiæ maximos doctores coæquasse (3) », cui elogio præluserat nobilissimum agmen S. R. E. cardinalium, et sacrorum antistitum, qui in postulatione concilii Vaticani tempore exhibita memoraverunt dicta vestustiorum quorumdam episcoporum adserentium : « Athanasium, Ambrosium, Augustinum non majori cum ardore fidem vindicasse quam Franciscum Salesium (4). »

47. *S. F. Salesius præsidio fuit Ecclesiæ adjuvans sacræ scientiæ cultores pretiosis peritiæ monumentis.* Quandoquidem probatum est virum sanctum validum præsidium Ecclesiæ fuisse adversus hæreses, nihil illi officeret si communem laudem nullam haberet cum ea classe doctorum qui in § 8 Animadv. celebrantur. Horum gloria potissima est quod etiam procul a certamine adversus hostes, decori tamen et ornamento fuerint Ecclesiæ, sacrarum disciplinarum cultores edocendo quum divina eloquia explicarent vel theologicas quæstiones enodarent. Nil mirum (ait perbelle censor sapientissimus), « si horum doctorum laudes eruditi homines quotidie in ore habeant et auribus discipulorum inculcent ; sive enim scholas fueris ingressus, sive concionatores in ecclesia audiveris, sive theologorum libros volutaveris, passim horum quos recensui doctorum nomina appellari, verba referri, auctoritatem in medium afferri videris. » Enimvero etsi necessum non esset ejusmodi laudem Salesio adserere ; tamen ceu proposui in sup. § 39, hæc optimo jure potest ei vindicari, nam verissime in precibus episcoporum doctoris nomen ei postulantium legitur : « Jam ubi ut talis de facto habetur in ecclesiarum, universitatum, seminariorum cathedris et apud populum christianum hujusce beati præsulis, non solum de rebus mysticis et piis ; sed etiam de fidei morumque quæstionibus, ut inconcussa tenentur testimonia (5). »

48. *Par SS. Patribus existimatus fuit, ejusque auctoritatem S. Alphonsus persæpe adhibuit.* Magna ejus auctoritas adhuc viventis erat propter exquisitam in sacris scripturis peritiam. In eo namque Olieri sermone quem in sup. § 34 laudavi, legitur : « Il avait une telle connaissance des écritures, qu'il passait hautement dans l'Allemagne pour un homme comparable à S. Augustin, à S. Jérôme et à S. Ambroise, » ac sane, ut inquit episcopus Nivernensis, « in ipsamet scriptura sacra quam diligenter versatus fuerit, omnia ejus opera aperte declarant (6). » Quum porro huic peritiæ jungeretur scientia late patens sacrarum omnium disciplinarum, factum est, ut ad theologicas quæstiones enodandas Salesii auctoritas passim adhiberetur. Unus qui post ejus ætatem doctor Ecclesiæ enunciatus fuit S. Alphonsus sæpe sæpius e Salesii scriptis haurit quæ doceat fideles, ac sententias suas libenter illius auctoritate confirmat, ceu libenter testatur vir clarissimus Nicolaus Mauron in regenda SSmi Redemptoris congregatione Alphonsi successor : « Dilexit (ait) vehementer Salesii libros Alphonsus, neque tantum illius suaviloquentiam est imitatus, sed etiam sententias et locos insignes ex ejus operibus in libros

(1) Summ. pag. 97, num. XXXIII.
(2) Ibid. pag. 34, prop. fin.
(3) Summ. pag. 69, in fine, 70 princ.
(4) Summ. pag. 96.
(5) Summ. pag. 78, prop. fin.

(1) Ibid. pag. 81 in med.
(2) Ibid. pag. 75 in fine.
(3) Ibid. pag. 88.
(4) Summ. pag. 14 prope finem.
(5) Summ. pag. 51 cum. XI, Vers. *Jam ubique.*
(6) Summ. pag. 95.

suos libenter derivavit (1). » Id vero non solum egit in aureo libro: *Pratica di amar Gesù Cristo,* aliisque scriptis asceticis, ubi scatent testimonia e Salesii voluminibus excerpta, non solum in concionibus (prout inferius ostendam) (2), sed etiam in operibus dogmaticis, maxime ubi de gratia sermo est, et in morali theologia quæ in scholis quotidie (ut voce censoris utar) discipulorum auribus inculcatur (3).

49. *Similiter se gessit Benedictus XIV.* Is qui doctissimus inter Romanos pontifices elapsi sæculi habitus fuit, Benedictus XIV, non modo testatur Salesii doctrinam omnibus admirationi fuisse, scribens: « Universique hominum cœtus qui S. Francisci Salesii doctrinam admirabantur (4); » sed et pluribus in locis operum suorum ad Salesii auctoritatem provocat, et ejus ope salebrosas quæstiones illustrat ac dirimit (5): et merito quidem, quum non humanam, sed divinitus inditam scientiam in ipso suspiceret (6). Ex quo factum est ut nonnunquam in hoc ipso foro nostro subtiles perplexæque quæstiones ad sublimiores theologiæ partes spectantes, nomine quidem et libris Benedicti enodentur, revera tamen luminibus ingenii et doctrinæ Francisci, cujus auctoritatem pontifex sapientissimus usurpat et sequitur. Ita id videre licet, cum agitur de quibusdam factis sanctorum extraordinariis, et a proborum hominum usu remotis, de criteriis quibus divinus impulsus in iis dignoscitur, de peccatis sanctorum fideli populo patefaciendis, de ecstasibus divinis ab humanis et dæmoniacis discernendis, deque suspectis revelationibus (7); ex quibus controversiis ab immortali pontifice naviter explicatis non modo addiscimus quanti fuerit apud eum Gebennensis episcopi auctoritas, sed etiam novimus christianæ prudentiæ magistrum præstantissimum cardinalem Joannem Bona e Salesii fluentis nonnihil in segetes suas derivasse.

50. *Episcopi sacerdotibus diœcesium suarum scripta Salesii tanquam præceptoria optima proposuerunt.* Quo tempore sanctus Ecclesiæ doctor, et pontifex doctissimus scripta Salesii quasi magistri adhibebant, non defuerunt episcopi qui illum tanquam sapientissimum præceptorem in officio gravissimo sancti ministerii viris ecclesiasticis diœcesis suæ proponerent, enixe hortantes ut ejus doctrinas et præscripta religiose addiscerent et sequerentur. In constitutionibus synodalibus Josephi Philippi Purpurati episcopi Salutiarum editis anno 1750, tit. 11, *De sacramento pœnitentiæ* hæc legimus: « Plura jam monita dedimus in sæpe memorata epistola nostra pastorali parochis omnibus et confessariis nostræ diœcesis, ipsisque animadvertenda proposuimus et toto animo commandavimus, ut sacramentum pœnitentiæ ea qua par est prudentia, suavitate, puritate, sinceroque et ardentissimo salutis animarum zelo ab illis semper administretur, quæ ab ipsis frequenter legi et studiosissime observari mandamus. Quum autem ea fere omnia quæ in dicta epistola sparsa sunt ex scriptis sancti Francisci Salesii selecta et decerpta fuerint, propterea monita ipsa a sancto episcopo Genevensi parochis et confessariis suæ diœcesis data in appendice hujus synodi apponi decrevimus, cunctosque sacerdotes tam sæculares quam regulares, qui ad confessarii munus exercendum in hac nostra diœcesi vocati sunt, plurimum in Domino hortamur et obsecramus, ut monita hæc, et cetera quæ ad fidelium pœnitentium directionem et ipsorum salutem consequendam a sapientissimo illo animarum rectore, tam sancte tam suaviter et salubriter sapienterque tradita sunt, præ oculis semper habeant et animo sæpius revolvant, atque ipsis se recte et plene conformare magis magisque in dies studeant et nitantur, præcipue in excipiendis fidelium confessionibus et ipsos in viam salutis dirigendos: quippe quæ optimorum conscientiarum moderatorum experimento est, quod longe majoris ponderis est, Apostolicæ Sedis judicio, utpote animarum saluti accommodatissima sæpius probata et commendata fuerunt. Suis etenim scriptis cœlesti doctrina refertis iter ad christianam perfectionem tutum et planum demonstrat; in his igitur omnibus quæ ad doctrinam morum, conscientiarum directionem et confessarii munus probe sancteque obeundum spectare videntur, parochos omnes, concionatores et confessarios nostræ diœcesis vehementer obtestamur, ut sanctum Franciscum Salesium veluti magistrum optimum, sanctissimumque exemplar sequantur et imitentur. » Neque hæc solummodo elapso sæculo fiebant; scimus enim hac ætate nostra in synodo Mechliniensi paucis abhinc annis celebrata, lectionem operum S. Francisci Salesii una cum operibus S. Alphonsi confessariis fuisse propositam, scilicet ut sacerdos « in sacro pœnitentiæ tribunali inter lepram et lepram discernere, et tamquam peritus medicus morbos animæ remediis aptis curare valeat (1) ».

51. *Idem actum est ab iis qui libros ad confessarios edocendos conscripserunt.* Hæc ita præscripta sunt ab episcopis religiosissimis quod auctores perinsignes qui libros ad confessarios edocendos conscripsere, nihil antiquius habuerant quam Salesii auctoritatem. In opere egregio can. Joannis Finazzi, cui titulus: *Il confessore diretto secondo la dottrina dei santi*, hæc legimus de Francisci monitis ad confessarios: « Troppo scarsi a dir vero ci potrebbero parere questi avvertimenti, ma bastano intanto a darci come una idea dei principali avvisi di così grande maestro per la pratica del ministero. Benedetti tutti i confessori che avranno posto ogni studio per conformarsi alle massime ed allo spirito di questo grande ristoratore della pietà de'tempi moderni, di questo insigne modello di carità, di dolcezza, di pazienza, di zelo, di questo così profondo ed affettuoso conoscitore del cuore umano, delle sue miserie, delle sue malattie, de' suoi rimedii, a dir breve di questo così rinomato direttore delle anime (2). » Ob eam causam cl. Baccari in sua *Pratica del confessionale* Salesium vocabat, « gran maestros di spirito » (3). Laurentius Berti regulas usurpabat ab eo traditas ex *aureo* Philotheæ libro depromptas (4), atque in Enchiridio confessariorum Florentiæ edito, anno 1847, Francisci nostri auctoritas edocendis animarum moderatoribus adhibetur (5). Idem a Scaramellio actum fuerat, qui, pariter confessarios edocens, Salesii documenta ad instar oraculorum afferebat: « Senta il direttore come parla S. Francesco di Sales etc. (6). »

52. *A scriptoribus scientiæ theologicæ auctoritas S. Francisci adhibetur.* Prætereo moralis theologiæ scriptores, qui hujus sancti viri auctoritate sese tuentur, quum satis sit S. Alphonsum adduxisse, licet alii ante illum (quos inter Roncaglia meminisse placet) (7) idipsum fecerint. Quid, quod etiam

(1) Ibid. pag. 110 prop. finem.
(2) Vide infra §§. 156, 157.
(3) Vide S. Alphonsi opus dogmaticum, Taurini 1848, pag. 525, 887, et Theolog. moralis, Bassani, 1810; tom. I, pag. 71; tom. 2, pag. 284; tom. III, pag. 250, 252, 253, 278, 279, 279, 287, 295, 296, 297, 306, 307.
(4) Bullar. Benedict. XIV, tom. III Bull. 52, cap. 3.
(5) Summ. pag. 121.
(6) Vide Inform. § 15 in fine.
(7) Benedict. XIV de Serv. Dei Beatif. et Canoniz. lib. 3, cap. 11, § 20; cap. 30, § 4; cap. ultim. § 8.

(1) Summ. pag. 121 in fine, et 122.
(2) Finazz: *Il Confessore diretto etc.* Bergamo, Stamperia Mazzolini, 1357, pag. xj.
(3) Baccari: *La Pratica del confessionale*, vol. 2, pag. 29. Milano Berroni e Scotti. 1838.
(4) Berti: *Theolog. discipl.* tom. VII, lib. 33, cap. 17, art. 2. Bassani, typ. Remondini, 1792.
(5) *Manuale dei confessori*, part. 3, vol. 3, append. I, pag. 410, 424, 427.
(6) *Direttorio ascetico*, tratt. 1, num. 78 in fine. Confr. tratt. 1, num. 436, Tratt. II, num. 43, et num. 62.
(7) Roncaglio. *Univ. Moral. theol.* tom. 1, tract. 2, pag. 25, tom. 2, tract. 18, pag. 38, Lucæ 1730.

magistri perinsignes theologiæ dogmaticæ in libris suis quæstiones gravissimas elucidant, lumen et auxilium a Salesio mutuantes ? Exemplo sit vir clarissimæ memoriæ Joannes Perrone, qui in salebrosa quæstione explicanda de prædestinatione Salesium auctorem adducit, et istud quidem in prælectionibus theologicis ad scholarum usum destinatis (1) ? Quid in adserenda Romani pontificis auctoritate, nonne ad eumdem appellat? placet ejus verba referre dum expendit insignem Matthæi locum cap. 16, v. 18 : « Merito propterea (inquit) S. Franciscus Salesius præmissis Christi verbis : *Tu es Petrus* etc. concludebat : His verbis Dominus noster hujus fundamenti perpetuitatem et immutabilitatem ostendit. Petra supra quam constructum est ædificium primaria est : ceteræ supra ipsam consistunt. Fieri quidem potest, ut dimoveantur et corruant alii lapides absque ædificii ruina ; at qui fundamentum submovet, ædificium subvertit. Si ergo portæ inferi nihil possunt contra Ecclesiam, nihil possunt contra ejus fundamentum et caput, quod ipsum non possunt submovere et evertere, quin totum subverterent ædificium. Quæ verba in textu originali ita se habent : *Par ces paroles*, etc. (2). »

53. *Idem probatur nominatim quoad Germaniæ theologos.* Eamdem vim et idem pondus auctoritatis, quod Salesii scriptis tribuebat theologus italicus nuper laudatus, tribuerunt etiam illustres rerum divinarum scriptores in Germania, velut facile perviderunt patres emi ex his quæ in sup. § 28 relata sunt de Dominico Schramm, Sebastiano Wiest, Adamo Moehler etc. His adjicere possumus Constantinum de Schuzler, qui in opere inscripto : *Novæ disquisitiones super dogmate de gratia et super essentia fidei Christianæ* (Moguntiæ, 1867), disserens de efficacia gratiæ divinæ, deque ejus relatione ad liberum arbitrium, Francisci auctoritatem invocat (pag. 224) et locum affert descriptum ex Theotimo, quem ipse aureum librum (*goldenes Buch*) appellat. Similiter Ernestus Muller, olim professor theologiæ moralis in universitate Vindobonensi, doctrinam catholicam explicans de amore spei seu concupiscentiæ erga Deum, quo nempe Deum prosequimur tanquam summum bonum, et adversarios refellens, utitur potissime expositionibus a Salesio depromptis « quo (ait) nemo perspicacius pulchriusque de hoc argumento disseruit in opere non satis commendando *Theotimus* (3). » Item ubi de charitate disserit (4) eumdem cum Thoma, Bonaventura et Alphonso auctorem adducit ; atque ubi filialem et servilem timorem explicat (5) post doctorem angelicum ea super re Franciscum nostrum laudat et legendum commendat. At hosce quidem Mulleri locos speciminis causa adduxi ; namque in opere universo, si quid incidat de quo Salesius egit, eumdem continuo inter præcipuos auctores profert, illico post SS. Patres et doctores, non raro ante S. Alphonsum. Perro ejus effata sæpe prolixa describit, laudem præmittens his vel similibus verbis : *Præclare, egregie, perbene, eleganter, non minus sapienter quam eleganter pro more suo, pulcherrime S. Franciscus Salesius hanc veritatem explanat, desuper scribit, dicit etc.*

54. Causam celebritatis quam jamdudum Gebennensis episcopus in Germania obtinuit jam vidimus in eo præclaro Olieri testimonio, quod in sup. § 48 allatum fuit. Nonnihil hæc intermissa fuit, seu potius studium operum ejus paulisper intermissum est quum sterilis ac gelidus rationalismus Germaniam pervasit et inter ipsos theologiæ professores asseclas nactus est. Verum, ceu docet clariss. magnus Jocham, prof. Monachiensis jam alias in §§ 27 et 33 laudatus : « Præterlapsa hac tristissima ætate, quum primum vita religiosa ac ecclesiastica frondescere cœpit, plurimi honestorum piorumque viorum episcopum Gebennensum adierunt, magistrum ipsum sibi eligendo. Alteri Philotheam sibi ducem sumpsere, alteri Theotimum studio prosequebantur. Fuit illo tempore clarissimus Salesii cultor J. M. Sailer, qui postea Ratisbonensi ecclesiæ præerat, quique jam tum Salesium omnibus discipulis suis laudaverat, et vitæ sanctæ perfectissimum exemplar et spiritualis vitæ eximium doctorem. Jam anno 1820 edita est prima hujus sæculi versio Theotimi, instigante clariss. Sailer a J. P. Silberto procurata. Quæ versio multo cum amore et studio elaborata omnibus ita erat accepta, ut per quatuor annos quatuor imprimi necesse esset, quamquam Augustæ Vindelicorum et Monachii editiones furtim impressæ essent, quas ut genuinas vendebant. Tunc temporis et per plures deinceps annos eam et emeriti animarum pastores sacri hujus libri studio juvenum instar delectabantur, id unum maximo dolere conquesti, quod ipsis, cum theologiæ studio vacarent, ejusdem generis libri non essent traditi. »

55. Postmodum numerata amplissima collectione operum omnium S. Francisci Salesii, quæ studio et industria prodiit Michaelis Sintzel annis 1846-1867, et ad quæstionem nostram propius accedens, ita pergit antecessor illustris : « Ecclesiæ doctorem non eruditione tantum ac scientia excellere oportet, sed et illa sapientia et doctrina eminere, qua tanquam lumen Ecclesiæ super candelabro positum fidelium turbas ad pedes suos congreget docendas, doctrinam suam omnibus patentem, ac permanentem faciendo. Qua de re non penes doctores tantum judicium est, sed populus christianus audiri debet, cujus vox est vox Dei... Hanc sapientiam et doctrinam omnes omni tempore in S. Salesio admirati sunt, quæ quidem præclarissime elucet in ejus institutionibus ad piam devotamque vitam in illa theologiæ sectione quam practicam nominat. » Et inferius : « Quum ante 40-50 annos devicto isto rationalismo lævissimo ac temerario complures doctrinam catholicam ex fontibus cognoscere studerent vitamque secundum normam Ecclesiæ catholicæ instituere satagerent, seminariorum regentes Salesii operum amatores, alumnos suos pretiosissimam Philotheam ut legerent et meditarentur admonuere, sæpissime Salesii sententias allegantes, cum de practicæ theologiæ quæstionibus esset sermo. »

56. *Idemque demonstratur de theologis gallicis.* Quum itaque ab italicis et germanicis scriptoribus tam crebro et obsequenter usurparetur Salesii auctoritas, ecquis non videt multo magis id fieri oportuisse in Galliis, cujus regionis idiomate ut plurimum S. antistes est usus ? Paulo post Salesii obitum Ludovicus Abelly in libro, cui titulus : *Medulla theologica ex sacris Scripturis*, etc. plures veritates catholicas ejus auctoritate confirmabat, et in alio opere inscripto : *La Tradition de l'Eglise touchant la dévotion de la sainte Vierge*, doctrinas S. præsulis laudabat et in medium proferebat. Jam vidimus in causæ informatione (§ 74) quomodo duo doctissimi nationis ejusdem scriptores Bossuetus et Fenelonius Francisci scripta magni fecerint, ita ut eorum primus audacter dixerit, scientiam ipsi inter homines claritatem dedisse tanquam doctori, *la science comme docteur*. Quin imo in ipsa controversia inter duos illos excitata (quam refricat animadv. in § 17) conatus utriusque ad Francisci sententias in partes suas attrahendi declarant dilucide quanta esset nominis et judicii ejus auctoritas. Idem fere Augustino contigit, quum in Ecclesia quæstiones de gratia propter Jansenianos errores exarserunt. Ex quo pars utraque Augustinum sibi faventem invocabat, profitebatur indubie, se illum loco gravissimi doctoris habere. At perperam dixi idem *fere* contigisse ; namque idem omnino

(1) Perrone, *Prælect. Theol.*, vol. 4, pag. 161. Taurini, typis Marietti 1866.

(2) Perrone. *De Rom. Pontif. infallibilitate*, cap. 2, art. 1, pag. 18, Augustæ Taurinorum, typ. Marietti, 1874.

(3) Müller, *Theologia moralis*, edit. 2, Vindobonæ, 1873, lib. 2, § 13, pag. 59.

(4) Ibid. lib. 2, § 19, pag. 69 et seqq. §. 71, pag. 78.

(5) Ibid. lib. 1, § 101, pag. 272, 273.

Salesio nostro et Augustino usuvenit. Siquidem ex libro laudati Abelly Parisiis edito typis Georgii Josse anno 1650 et inscripto : *Sentiments et maximes du B. François de Sales touchant la vraie piété*, discimus libellum editum fuisse a Jansenianis ut locos e scriptis Francisci ad errores suos tuendos detorquerent, quos catholicus auctor merito refellit, S. episcopum demonstrans sanæ doctrinæ catholicæ adsertorem. Idipsum quod ab Abellyo docemur, confirmatur etiam ex opere P. Petri a S. Josepho : *Théologie du temps*, ubi fideles monentur ne Jansenianorum fallaciis decipiantur, quum S. antistitis doctrina iis adversetur. Quod ut apertius liqueat, istius sententias de prædestinatione et gratia in calce primi voluminis auctor describit. Apertius est eloquutus clariss. Marande regis eleemosynarius, qui in libro inscripto : *Inconvénients d'état procédant du jansénisme*, ita Salesium laudavit, ut eum tanquam clypeum fidelibus datum contra errores Yprensis episcopi declararet (ibid. pag. 35).

57. Nil dicam de controversiis in Gallia excitis circa primatum et infallibilitatem Romani pontificis. Nam dum Gallicani qui dicebantur, verentes pondus immensum auctoritatis episcopi Gebennensis, nil habebant reliquum quam ut scripta ejus mutila vel corrupta exhiberent, strenuus Romanæ doctrinæ vindex comes de Maistre in aureo opere de Romano pontifice (*du Pape*) passim adversarios suos Francisci scriptis profligabat. Neque illi contra tueri se poterant, quum Sorbonica academia hæc scripta cum operibus veterum Patrum et doctorum æquasset (1). Quod judicium adhuc ætate nostra a viris doctissimis in Gallia servatur, qui locos e Salesii voluminibus excerptos passim adducunt cum veterum illorum quos laudavi testimoniis. Exemplo sit clariss. Gay, alter e theologis Vaticanæ synodi, qui in eximio opere multis episcoporum suffragiis munito et inscripto : *De la vie et des vertus chrétiennes*, singulis fere paginis cum antiquis Ecclesiæ doctoribus promiscue nostrum in medium profert, his puta verbis : « Y a-t-il un saint docteur qui ne leur (religiosis viris) ai prêché l'obéissance aveugle ?... voir en particulier S. François de Sales, etc. » Neque id magnopere mirandum est, quum gravissimi auctores quasi cleri magistrum Salesium proposuerint prout egit clariss. Boulanger in opere inscripto : *Le Prêtre à l'école de S. François de Sales*, et quum in celebri editione operum omnium patrum et doctorum Ecclesiæ studio can. Migne adornata, conjuncta illorum libris Salesii scripta S. theologiæ cultores in Galliis legere assueverint.

58. *Auctoritatem Salesii a docentibus usurpari episcoporum postulationes demonstrant.* Sed quorsum ego longinquos testes inquiro qui referant in scholis Galliarum auctoritatem librorum Salesii adhiberi, et celebrari, quum in summarii tabulis testes adsint locupletissimi qui de seipsis testentur ? « In seminario diœcesecos Aturensis (ait Rmus episcopus Nivernensis), ex qua sum oriundus, dum philosophiam sacramque theologiam clericos edocerem, decem nempe per integros annos, in perlegendis et penitus meditandis S. Francisci libris impensum studium dedi, necesse autem habeo profiteri palam, me in erudiendis et instituendis clericis, ex his divi Francisci operibus uberem et luculentam doctrinam hausisse. Porro autem annis labentibus, firmatoque jam e maturante judicio meo, magis magisque compertum habeo, in beati præsulis operibus quasi inexhaustam scientiæ venam inesse, ex qua christifideles et ipsemet clerus cœlestes thesauros capere queant (2). » Quanto autem salutis fructu ab operibus tanti viri theologiæ cultores sanam doctrinam hauriant ostendit mirifice doctissimus episcopus Pictaviensis cujus nomini et testimonio venerandus hic cœtus quantum tribuat optime novi. « Pour moi (inquit) je fais acte de justice comme de gratitude en le déclarant. Parmi les préjugés d'école qui avaient cours dans la première moitié de ce siècle, notamment en ce qui est de la constitution monarchique de l'Eglise, et du magistère suprême de son chef, c'est l'étude familière des œuvres de S. François de Sales qui a écarté de moi les ténèbres de plus d'une erreur, qui a éclairci dans mon esprit plus d'une obscurité, résolu plus d'un doute, et si j'ai pu avancer tant soit peu dans le mystère de la grâce et dans le sanctuaire secret des Ecritures, je l'ai appris principalement à l'école de ce grand maître. Combien d'autres que moi ne sont-ils pas dans le cas de rendre le même témoignage (1) ! » Recte igitur affirmat Rmus episcopus Cuneensis : « Franciscum Salesium de facto jam esse in Ecclesia magistrum (2), sive ut alii Rmi antistites testantur : jam ubique ut talis (doctor) de facto habetur, in ecclesiarum, universitatum, seminariorum cathedris, et apud populum christianum hujus beati præsulis verba, non solum de rebus mysticis et piis, sed etiam de fidei morumque quæstionibus ut inconcussa tenentur testimonia. Etiam non (lege *nunc*) discoli et heterodoxi tanti antistitis verborum gratia et veritate sæpe et facile revincuntur (3). » Quod si ejus auctoritas nondum tam late pervulgata esset quam vidimus, verba gravissima antistitis Pictaviensis nuper allata evincerent, doctoris titulum ei decerni oportere, quo plures numero sint illi, qui e fontibus ejus latices salutares exhauriant.

59. *Anacephæosis responsionis ad §§ 7 et 8 Animadversionum.* Quæ cum sint ita, satis perspicue demonstratum arbitror, ejusmodi esse Francisci merita, et tantam scriptorum ejus dignitatem, ut commode ac decenter connumerari valeat in utrovis doctorum agmine, eorum scilicet qui tum in paragrapho 7, tum in 8. Animadversionum recensentur. Namque et Ecclesiæ contra hæresim valido præsidio fuit, et talia peritiæ suæ monumenta reliquit, quæ passim usurpata a scriptoribus et docentibus ad enodandas quæstiones theologicas atque obscura dilucidanda optimum subsidium afferant et solidum emolumentum. Quibus recte constitutis, ni mea me fallit opinio, non modo facili negotio extricari possunt ea quæ in duobus sequentibus §§ Animadversionis oggesta sunt, sed sponte sua diffluunt et dilabuntur.

60. *Duplici vitio laborat censuræ notatio in 9 Animadv. exposita.* Negat enim censura ad meritum doctoris in Salesio demonstrandum sufficere ea quæ in causæ informatione a pag. 3 ad 13 « de acri ejus ingenii vi, de impensis in studiorum curriculo laboribus, deque uberrimo exinde fructu consequuto narrantur. » Nam quum in concesso sit, eum « scientia, quæ viros apostolico ministerio operam navantes, et Ecclesiæ pastores decet, affatim fuisse præditum, » prædicta omnia in causæ informatione exposita in istam laudem commode referri possunt. Duplici hæc animadversio vitio laborat, siquidem pars illa informationis non eo spectat ut plenam demonstrationem doctoralis meriti (ut ita dicam) S. Francisci exhibeat, sed ut solidum substratum ponat cui reliqua pars demonstrationis innitatur. Secundo ingenii vis tam valida, scientia tam multiplex, varia, profunda, excellens, tantisque laboribus quæsita, quæque otiosa non fuit, sed tota in bonum Ecclesiæ, in coævis posterisque edocendis occupata, non simplicem missionem a Deo datam prodit pascendæ particulæ Dominici gregis, vel infidelis alicujus regionis evangelicam veritatem edocendæ, sed aliquid majus et gravius, scilicet ut ea fax in candelabro posita totam Ecclesiam in præsens atque in posterum illustraret, quemadmodum a Joan. Jacobo Olier perbelle intellectum et declaratum vidimus (sup. § 34). Exinde magna ex parte profluxit meritum illud novitatis, seu fons ille novæ doctrinæ quam in operibus

(1) Vide informat. § 40 in fine.
(2) Summ. pag. 91 in fine, et 92 princ.

(1) Summ. pag. 85 fine, 86 princ.
(2) Ibid. pag. 72 in fine.
(3) Ibid. pag. 51, num. XI.

S. Scriptoris copiose fluere et abundare perspeximus (loc. cit.)

61. *De operibus S. F. Salesii deperditis.* Quod porro notat animadversio de scriptis S. episcopi deperditis ejusmodi est, ut argumentum in ipsum objicientem facile valeat retorqueri. Significat enim, tunc demum deperditorum operum in causa declarationis doctoratus rationem haberi posse, si ea maximi momenti fuerint. Hoc valent, ni fallor, hæc censuræ verba : « Id enim nonnisi de iis scriptis aut laboribus existimandum putaverim, quibus, uti Anselmo et Hilario accidit, in præsentissima Ecclesiæ necessitate res christiana stetisset. » Equidem contra sentio, scilicet existimo meliorem esse causæ conditionem si sancti viri, quo de agitur, scripta potiora præsto sint, et ad pleniorem demonstrationem meriti illius aliquid adjici possit de laude quam est adeptus etiam per ea scripta, quæ tempus absumpsit. Ratio enim et experientia docent, doctoris titulum post obitum quibusdam sanctis viris tribui ratione habita potissime librorum, quorum merita a S. Congregatione expenduntur, quorum proinde copia habetur et dignitas potest æstimari. Id non modo ex natura harumce causarum proficiscitur et praxi diuturna confirmatur, sed etiam arcte jungitur cum fine quo hujusmodi judicia et declarationes intendunt; fiunt quippe non modo ad decus sanctorum virorum, qui honorantur, sed etiam ad utilitatem fidelium, quibus in rebus dubiis et obscuris luminaria quædam designantur, unde lucem mutuari ad quæstionum resolutionem valeant, velut in calce § 8 Animadversionum non ambigue censura significat. Hæc utilitas autem e scriptis existentibus, non ex amissis percipitur. Jam vero constat in facto, e scriptis Salesii extare præcipua, quorum ope nimirum hæresis Calviniana profligatur, sana doctrina explicatur, innumeri fideles ad christianam perfectionem adducuntur; ea quæ lugemus amissa (quatenus ex indiciis judicare licet) minus gravia illis quæ prostant fuisse videntur (vide Summ. n. 1). Itaque si Anselmo et Hilario profuerunt opera præcipua deperdita, quæ eximiam auctorum doctrinam nonnisi per obscurum quoddam velamen judicantibus demonstrabant juncta cum aliis extantibus quorum pretium et vis poterat æstimari; multo magis erunt profutura Salesio scripta præclarissima in aperta luce proposita, consociata cum libris amissis, quæ ad uberiorem rei explicationem, ad probationis cumulum, ac fere dixerim ad causæ ornamentum a defensore adhibentur.

62. *S. F. Salesii scriptis potest laus, quem deperditis operibus SS. Hilarii et Anselmi censura tribui.* Jam si censor solertissimus urgeat et dicat, se ideo verba superius descripta in laudem Hilarii et Anselmi protulisse, quia in hisce causis præter meritum librorum etiam meritum viri qui ea scripsit magni penditur, ideoque se scripta deperdita conjunxisse cum laboribus auctorum et ipso scribendorum operum proposito; tunc ex adverso insurgam et contendam, etiam Salesium nostrum, per libros superstites et amissos, et per labores quos exantlavit, effecisse ut in gravi certamine, quo fungebatur Ecclesia, res catholica staret, neve in hac ipsa Italia, religionis centro, invalescentis hæreseos viribus obrueretur. Siquidem calviniani errores jam Gallias infecerant ab Hugonianis propagati atque in Helvetia, unde orti fuerant, et Sabaudia grassantes exitium Italiæ minabantur. Tum vir summus in Alpibus positus, strenue prœliatus prœlia Domini in eo naturali regionis nostræ munimine, hostes et plures eorum proceres ad deditionem coegit, suam et finitimas, cis et trans Alpes, diœceses in fide confirmavit (1), atque Italiam a lue servavit immunem : ex quo splendida præconia et elogia *præsidii* contra hæresim divinitus dati a Romano pontifice et S. R. E. cardinalibus et ab Italiæ episcopis promeruit (2).

63. Ulterius porro in Galliis ipsis hostes adortus et fideles roborans sanæ doctrinæ pabulo aulam Parisiensem adivit, ubi rex sedebat qui erroribus Calvinianis ab adolescentia imbutus, et nuper ad catholicam fidem revocatus, quasi modo genitus infans erat confirmandus, eo vel magis quod hæreticorum insidiis undique pateret. Huic itaque se et quam prædicabat doctrinam ita probavit, ut magnus princeps nil melius aut solidius quam quæ audiebat a nostro dici aut excogitari posse existimaret (1). Tunc inter plures hæreticos viri etiam prænobiles, et magni nominis falsæ religionis administri, ad fidem ope Salesii revocati sunt (2). Sane præsens et opportunum auxilium Galliarum ecclesiæ allatum testatur præprimis invicte clerus nobilissimæ illius gentis in generali cœtu Parisiis habito die 19 martii anno 1625, dum supplicem libellum concinnavit, quo Gebennensis episcopi canonizationem ab Urbano VIII postulabat: « Quum (inquiunt) eam apud nos vitam traduxerit, quæ ad fidem quamplurimos, ad admirationem omnes pertraheret... gravissimis laboribus exhaustus, magnum... desiderium Gallorum omnium animis reliquerit... fac ut cujus antea, dum in vivis foret, recreati sumus auxilio, ejus etc. Tum subdunt : « Apud nos diem suum obiit.... tanto totius regni luctu.... ut nemo sane fuerit qui non ad hujus tanquam communis parentis mortem ingemuerit, non quod ejus quem omnes beatum putarent felicitati invideret, sed quod sibi toties satis probatum auxilium ereptum esse sentiret. »

64. *De amissis S. episcopi litteris super celebri quæstione De auxiliis.* Dum contra aggressiones externas vir sanctus Ecclesiam tuebatur, internum dissidium in eorum animis discordiam alebat, qui junctis viribus et studiis hostes oppugnare debuissent. Disputationibus et scriptis ultro citroque jactis flamma ita creverat, ut in exitiosum incendium erumpere minaretur. Controversiam innuo de gratiæ auxiliis, quam nescit nemo quam diu et acriter fuerit exagitata. Consilium rei definiendæ, quod prævalere videbatur, deterius quoad exitum fortasse quam certamen ipsum fuisset futurum. Namque in eo studio partium, in eo animorum æstu, in eo fervore dimicationis, vehementer metuendum erat, ne altera sententia damnata, plures e parte devicta aut a fide aut a debita Romano pontifici obedientia deficerent. Tum sapientissime Paulus V consilium a S. viro exquiri voluit, qui litteris datis ad Anastasium Germonium solidas attulit rationes, quibus quæstionem consopiendam esse suadebat. « Periculosissima (scribebat inter alia) est quæstionis illius disceptatio, et suis in extremitatibus hæreses habet subjectas, et proximas: quam ob rem qui in iis opinionibus stat, videat ne cadat. Porro alia sunt quibus gemit Ecclesia, et quibus potius incumbendum esset, quam elucidandæ quæstioni illi, cujus lucidatio nihil boni reipublicæ christianæ allatura est, mali vero nimis, quandoquidem ad malum prona sunt tempora. Subtilissima autem illa ingenia Dominicanorum et Jesuitarum ad concordiam brevi sunt ventura (3). » Prævaluit sapientis episcopi consilium; et doctrina viresque catholicorum prudentium a jurgatione intestina ad communes hostes oppugnandos conversæ sunt. Si gravissimam hanc epistolam, licet ex parte deperditam, censor egregius illis adnumerare velit quibus res christiana stetit, non abnuo; nam in acie catholica tempore calamitosissimo concordiam servavit; scitumque est res etiam parvas concordia crescere, dissidio res magnas dilabi. Neve me quispiam arguat quod documentum, cujus vix particulam novimus, gravissimum dixerim. Nam Philibertus de Bonneville, cui res probe comperta fuit, narrat Germonium Francisci

(1) Vide sup. §§ 44, 45, 46.
(2) Vide sup. §§ 40 et seqq.

(1) Vid. inform. § 71, et § 77, pag. 60 princ.
(2) Ibid. § 35.
(3) Hæc pars epistolæ deprompta ex lib. 7 historiæ vitæ S. Franc. Salesii conscriptæ a Carolo Augusto Salesio relata est in editione opp. omnium S. Franc. Salesii Parisiis apud fratres Huyot 1850, Tom. 3, pag. 157, epist. 222.

epistolam legendam dedisse : « Au saint-père Paul V, lequel trouva les raisons qu'il apportait si solides qu'il les communiqua au consistoire des Illmes cardinaux, lesquels, suivant l'avis qu'il donnait, trouvèrent bon d'imposer silence à cette dispute, ce qui fut fait (1). »

65. Hujus facti veritatem testantur, non modo laudatus historicus, et abbas de Longaterra, quos in causæ informatione adduxi, sed etiam alii scriptores gravissimi. D. Joannes a S. Francisco, auctor coævus, explicata indole, et difficultate quæstionis quæ agebatur, subdit : « Il considéra toutes ces circonstances, et en écrivit ses sentiments au Rme Anastase Germonio, lors référendaire de Sa Sainteté aux deux signatures, et maintenant archevêque de Tarantaise, son ami, qui fit voir sa lettre au pape, que Sa Sainteté goûta, et voulut avoir plus amplement l'advis de notre prélat, auquel il voulut être déféré, terminant la dispute en la manière qu'il avait trouvé plus convenable (2). » Similia refert P. de la Rivière ex ordine Minimorum in historia vitæ S. episcopi, lib. 4, cap. 36, pag. 525 et seqq. Præterea Complutensis doctor Michael a Portilla, ejusdem sæculi scriptor, in historia vitæ S. viri, Matriti edita anno 1695, lib. 4, cap. 15, pag. 427, 428, diserte profitetur epistolam illam in pluteis Vaticanis ætate sua extitisse. Maximam autem fidem auctor meretur propter necessitudinem quam habuit cum card. Ludovico Emmanuele Portocarrero, cujus gratia opus suum exaravit. Ejus itaque verba in italicum sermonem translata ita sonant : « Ma ciò che dee più d'ogni altra cosa considerarsi a lode della sua gran dottrina e sapienza, si è che la Sede Apostolica lo consultasse in ordine alla celebre controversia della scienza media tra Domenicani e Gesuiti (punto eminente, abisso profondo, fatica portentosa dell' ingegno umano, di tutta la teologia scolastica di questo e del passato secolo, tale da echeggiare per le scuole cristiane per tutta la durata del mondo) e che a decidere tanta causa valesse la risposta di Francesco, quella cioè che egli scrisse a Paolo V, e che ora si conserva nella libreria Vaticana (3). » Idem auctor in lib. 4, cap. 21, pag. 272, tradit res a S. viro expositas in ea epistola congruere cum iis quæ tradidit in lib. 2 et 4 Theotimi : « Y fuè su sentir el que « despues puso en sus escritos. Vease el capo 10 y 12 del lib. 2 « de la practica del Amor de Dios, y el excelente simil del « lib. 4, cap. 5. » Ex quo validum argumentum duci potest, epistolam ipsam a biographo fuisse inspectam. Addit insuper, patres ordinis Prædicatorum ac societatis Jesu gratias plurimas sancto episcopo propter consopitam controversiam habuisse.

66. De iis quæ in celebri epistola continebantur plura tradit S. D. Jo. Jacobus Olier, qui optime noverat sanctum episcopum et gloriabatur « d'avoir été retiré de la mort par sa bénédiction, « d'avoir aussi reçu sa bénédiction à sa mort, et d'avoir porté « pendant le cours de sa vie la sainte soutane par ses avis et « son conseil (4). » Is itaque in eo sermone cujus lacinias quasdam descripsi (sup. § 34) hæc inter cetera memoratu dignissima refert : « Il fut consulté par le pape Paul V sur la matière de la grâce, *de Auxiliis*, mais, par effet de son humilité ordinaire, il refusa cependant de répondre à ce souverain pontife, s'excusant sur la nature de la matière que Dieu tenait cachée pour nous humilier (*quæ verba satis innuebant intelligenti, rem eo tempore non fuisse definiendam*). Enfin, se voyant pressé de nouveau, il envoya ses sentiments, qui sont couchés au long dans les 7, 8, 9 et 10 chapitres du deuxième livre de l'*Amour de Dieu*. Il y décide les choses avec une solidité, et une netteté qui sont un effet de l'esprit de Dieu qui l'animait. Il y porte les âmes à opérer leur salut avec confiance, appuyées sur Jésus-Christ Notre-Seigneur, mort pour tous les pécheurs et qui leur a mérité à tous pour se sauver une très-grande abondance de grâces, quoique tout le monde ne s'en serve pas. Dispensation consolante, qui rend le joug du Seigneur doux et ses commandements possibles à tous les hommes, puisque Dieu ne dénie à personne le nécessaire; (*poterant ne melius et aptius Janseniani errores profligari tamdiu ante constitutionem Unigenitus?*) que s'il se rencontre des sujets plus remplis de grâce les uns que les autres, il faut adorer les jugements de Dieu. Tout ce qu'il dit sur cette matière est admirable, surtout tenant (comme il fait) l'âme dans la véritable humilité. Car d'un côté il montre que tout vient de Dieu, et qu'on ne peut se sauver que par la grâce seule de Jésus-Christ ; et de l'autre qu'on peut se damner par sa propre malice, en se soustrayant à la grâce de Dieu, ce qui est le plus grand de tous les malheurs. » Denique in processu canonizationis S. viri, vol. 2, pag. 115, prostat epistola Anastasii Germonii ad S. virum data anno 1607 (cujus exemplar Emo causæ relatori exhibebimus) quæ rem aperte et valide confirmat. Ibi enim inter alia hæc leguntur : « Lessi la lettera, ch'ella mi scrisse, alla Santità di N. S. e la gustò di maniera che mi ordinò doverla mostrare al sig. cardinal Finelli, come capo della S. Congregazione del S. Uffizio, ed in conseguenza di quella *de Auxiliis* e di più che le ne dessi copia volendola far leggere alla Congregazione suddetta : come pure ieri l'altro feci, cioè glie ne diedi la copia molto bene scritta (1). »

67. Quum res tam gravibus testimoniis comperta sit, etiam diligentissimi scriptores in Germania (ubi nimietas magis quam defectus in usu critices historiæ invaluit) minime ambegerunt eam prodere, tamquam indubiam, posteritatis memoriæ. Doctores itaque Rass et Weiss, quorum alter Argentinus, alter Spirensis antistes fuit, quique historiam vitæ sanctorum concinnarunt, in ea parte quæ Salesium pertingit hæc referunt, quæ ità sonant italice : « Il nostro santo, la fama del quale cresceva di giorno in giorno, ricevette da Roma nel 1607 lettere, che gli faceva scrivere Paolo V, che in quel tempo occupava la Santa Sede. Gli se domandava il suo avviso sopra la famosa questione che disuniva allora i padri Domenicani e i Gesuiti. Trattavasi del modo col quale la grazia coopera col libero arbitrio dell'uomo, epperò la congregazioni che si adunavano a questo scopo ricevettero il nome di *congregationes de Auxiliis*. Il santo nella sua risposta non prese partito nè per gli uni nè per gli altri..... Tuttavia non è difficile riconoscere la sua opinione nel trattato dell'amor di Dio. Del resto biasimava in genere lo spirito di partito come contrario alla carità cristiana, e condannava altamente la condotta di coloro, che invece di consacrare alla gloria di Dio il tempo, di cui il pregio è infinito, lo perdono in questioni controverse, oscure e inutili alla salute. » Quoniam facti veritas in dubium revocari non potest, præclarum et insigne meritum agnoscendum est sancti viri in ea quæstione consopienda, velut constitui in sup. § 64, ac propterea sive ad opera Salesii extantia sive ad deperdita censor eximius animum advertat, utraque in unum conspirant, ut doctoris titulum optime Salesio convenire magis magisque evincatur. Ceterum quo levior jactura sit quam attulit posteritati quorumdam librorum amissio, locos quosdam insignes adhuc ineditos in summario additionali patribus Emis offerimus, quos eorum perspicacitati commendamus.

68. *Animad.* § 10. *Non imminuitur Salesii gloria ex meritis B. Canisii, V. Bellarmini aliorumque qui eadem ætate contra*

(1) Vide inform. § 36.

(2) Vita S. Francisci de Sales, lib. 3, pag. 229.

(3) Hispana vox *libreria* archivum etiam commode significare potest. Titulus libri est : *Vida del glorioso S. Francisco de Sales*, Madrid, 1695.

(4) Olier, Serm. sup. cit. in princ.

(1) Prostat hæc epistolas in gallicam linguam translata in edit. *Migne* opp. S. Salesii, tom. VI, pag. 935, epist. 27.

hæresim decertarunt. Parum tamen permoveri utroque scriptorum operum genere, extantium nempe ac deperditorum, censura videtur, eo quod ætas illa, quæ propter errores Lutheri, Calvini et Zuinglii luctuosa fuit Ecclesiæ, plures alios tulerit « insignes pietate et doctrina viros, qui contra eam hæresim fortiter dimicarunt, vix caput extulit. » Ecquis tam excors est, qui falsum suppositum cui hæc adstruitur notatio non videat? Hoc enim sibi præsumit animadversio, quod doctoris titulus non aliter alicui conferatur quam si unicus ille aliquod hæresium genus oppugnaverit. Hoc vero non modo falsum est, sed etiam quodammodo absurdum. Falsum est quia nonnunquam plures doctores declarati sunt, qui unam hæresim sunt aggressi, prout videre est in Hieronymo, et Augustino quorum uterque Pelagianos profligavit. Ipse censor doctissimus Leonis Magni et Chrysologi nomina consociat in Eutychetis hæresi percellenda ; imo quatuor memorat, quorum præcipuum decus est quod Arianos retuderint ac refutaverint. Ait enim : « Hilarius et Athanasius ideo Ecclesiæ doctores habiti quod Arianos tum maxime Constantii tyrannide fultos... retuderint. » Ac paulo post : « Ambrosius romana illa facundia et inconcussa pectoris firmitate Arianos a latinarum gentium regionibus exturbavit ; Isidorus ejusdem hæreseos in barbara Gothorum gente subinde renascentis reliquias extinxit (Animadv. § 7). » Si quatuor viris doctoralis laurea est imposita eo quod Arianam lucem oppugnarint, eccur tribus aliquando imponi non poterit (si Canisius et Bellarminus canonizationis honores fuerint adepti) propter certamina quæ contra tricipitem hæresim strenue obierunt?

69. Quod porro affirmavi nuper, quodammodo absurdum esse suppositum, quo nititur Animadversio, huic rationi innititur. Scilicet quoties hæresis aliqua insurgit, præsertim si valida sit et latius propagetur, numquam Deus tam inopem præsidii Ecclesiam suam esse sinit, ut vir unus, coelitis instar, infenso aggredientium agmini objiciatur. Plures sæpe consurgunt scriptores doctrina insignes, qui communem catholici nominis causam tueantur ; quod enim censor optime pervidit contigisse ætate qua Ariana lues invaluit, et ea qua protestantismi labes Europam invasit, idipsum tempore quo aliæ vigerunt hæreses usuvenit, nimirum catholica veritas plures scientia illustres reperit defensores. Jamvero si ad excludendum aliquem e doctoris gradu et honore sufficeret quod plures « insignes pietate et doctrina viros illa ætas tulerit qui contra eam hæresim fortiter dimicarunt, » valedicendum fuisset ab initio postulationibus quæ fiunt ut aliquis doctor declaretur. Paucis : hic honoris titulus nemini fuisset unquam aut esset tribuendus.

70. Nomen Ignatii Loyolæi et institutæ ab eo societatis quod censor egregius huic quæstioni admiscet, intentioni nostræ nocere nequit, etiamsi argumentum ab æmulatione petitum (huc enim censura demum recidit) aliquid in judiciis hisce sanctissimis valeret. Nam licet concedatur : « Demum sicut alios aliis temporibus sanctos viros, ita Luthero ejusdemque temporis hæreticis Ignatium et institutam ab eo societatem objecisse, » tamen nemo unquam somniavit, actionem commode posse institui ut Ignatius vel instituta ab eo societas doctores renuncientur. Neque enim sanctus illius conditor, qui tam sero litteras discere cœpit, doctarum lucubrationum copia, sed aliis artibus ac præsidiis hæresim oppugnavit, neque doctoris gradus est hujusmodi qui conglobatim, ac per modum unius, ut aiunt, alicui collegio sive personæ morali valeat conferri. Secus enim doctor esset appellandus ordo Basilianus, itemque ordo S. Benedicti, qui reliquias antiquarum hæresium impugnarunt, congregatio Camaldulensis et Cisterciensis, quæ contra Simoniacos, concubinarios et errores Abælardi in acie constiterunt, ac doctor renunciandus esset insignis ordo Prædicatorum qui adversus Albigenses, Cataros, Patarenos seu contra novos Manichæos et Gnosticos fortiter præliati sunt. Quæstio ergo redigitur ad nobiliores quosdam viros e meritissima societate Jesu, qui contra hæresim sæculi XVI et XVII multa cum laude certaverunt. Scitissime censura duos quos memini in medium profert, Canisium et Bellarminum, quos etiam ergo libenter inter sanctos ac dein inter doctores adnumeratos conspicerem. Verum quid obest Salesio quod alii duo certaminis et gloriæ socii producantur?

71. « Nisi liquido appareat (reponit censor lectissimus) « Salesium pari gradu cum duobus illis doctrinæ laude « incessisse, quemadmodum istis ad assequendum doctoris « titulum adhuc sanctorum decretus honor, ita illi eminentis « doctrinæ gloria deerit. » Vellet, ni fallor, vir sagacissimus, me ex tuto munitoque loco, in quo prius quæstionem posueram, in lubricum et incertum adducere. Nam licet ego privatim sentiam cum censore sapientissimo duos sanctos illos viros doctoris titulum promereri posse, si canonizati fuerint, nihil tamen de eminenti scientia eorum suprema Ecclesiæ auctoritas pronunciavit, nec ullus propheta, de cujus inspiratione divina certo constet, doctores illos aliquando declaratum iri præcinuit. Comparatio igitur non inter duos illos et Salesium instituenda est, sed commodius (etsi necesse non sit) inter nostrum et eos qui jam decreto Sedis Apostolicæ fuere jam doctores renunciati, velut censura sapienter in paragraph. præced. Animadv. constituit. At ego in universo fere hujus capitis decursu ostendere sum conatus (ac perfecisse reor) Genevæ antistitem meritum et laudem æquasse illorum qui publico Ecclesiæ judicio doctores agniti et nominati sunt. Ergo non modo majus aliquid quam quod censura flagitat præstiti, sed illud quod aptius et utilius ad controversiam qua de agitur dirimendam conducit. Qua in re velim Patres Emi animadvertant, me gravius quoddam onus assumpsisse quam causæ necessitas omnino exigeret. Neque enim Bonifacius VIII aut Benedictus XIV, dum eminentiam doctrinæ requirunt in Ecclesiæ doctore, præscribunt ut par vel eadem laus in omnibus demonstretur. Quæstio enim ad absolutum, non relativum meritum refertur, et quisquis doctorum indicem præ oculis habeat, facile persentire valet quantopere stella a stella differat in claritate. Verum, ut dixi, quoniam comparatio illa ad quæstionem dirimendam directe conferebat, non me pœnitet suscepti laboris, et æquis censuræ desideriis satisfactum existimo.

72. Licet ergo, decet et expedit me declinare comparationem illam a censura propositam, quæ si fusius a me tractaretur, plena foret invidiæ et molestiæ. Neque me stimuli ab animadversione injecti adeo faciunt inurbanum et immemorem observantiæ quæ magnis viris debetur, ut contendam optime judicasse Petrum de Villars qui Salesii scripta Bellarmini libris præferebat (1). Non quæram uter majorem aciem ingenii præsetulerit in celebri quæstione pertractanda quæ tunc temporis incendia schismatis minabatur in Galliis, ubi hæresis ignes tanto labore et industria Salesius restinxerat. Non quæram utrum Canisii et Bellarmini scripta eam messem salutis pepererint, quæ e Francisci operibus redundavit, utrum duorum illorum libri in tot idiomata versa fuerint ac toties edita, prout de Salesii libris contigisse novimus : utrum Romani pontifices, S. R. E. cardinales, et episcopi utriusque scripta iis laudibus ornaverint, quibus (ceu vidimus) Francisci lucubrationes extulerunt : utrum denique S. Alphonsus, qui certus est Ecclesiæ doctor, Salesii magis quam Canisii aut Ven. Bellarmini vestigiis institerit.

73. *Optime de Salesii doctrina senserunt viri præclarissimi e soc. Jesu.* His itaque prætermissis dicam, divinæ dispensationi

(1) Vide inter opera S. Francisci de Sales edit. Migne, tom. V, pag. 707, epist. 185.

admodum consentaneum videri quod plures viros sanctimonia vitæ et doctrinæ laude præstantes excitaverit contra illam hæresim variam, multiplicem, late grassantem, quæ sæculo sexto decimo exorta est, neque invidiam conflari posse in Salesium etsi quis alius extiterit, qui summa cum laude veritatis causam simul tueretur. Id eo magis perpendi oportet, quod tres viri prædicti ex loco certaminis discreti fuerint, et peculiari decori vertatur Salesio nostro quod Calvinianos præsertim impetiverit, et profligaverit, gentesque Alpinas et Gallicas potenti præsidio suo præ primis adjuverit, quum pacatus in Italia Bellarminus volumina sua perscriberet, et Canisius maxime inter Germanos zelum suum exercuisset. Huc porro accedit, quod non modo B. Canisius et ven. Bellarminus egregiam foverint de sancto episcopo æstimationem, sed quod viri doctissimi ex eadem societate ultro agnoverint et fassi sint, inter primos catholicæ veritatis adsertores contra hæreticos ætatis suæ Franciscum processisse. Patres nimirum Bollandiano musæo ad Acta sanctorum illustranda adscripti hæc ingenue testantur : « Quum post concilium Tridentinum misericors Deus multos suscitasset viros qui sanctimonia vitæ, scientiæ laude, et sollicitudine pastorali repararent ruinas factas ab hæreticis pravisque catholicis, inter eos præcelsum locum consequutus est S. Franciscus Salesius; » ac deinde : « ut gigas processit debellaturus vitia et errores (1). » Nec minus vere quam facunde et ornate P. Quiricus Rossi ex eadem societate Bollandianis præiverat inquiens : « Questo scienza fu quella per cui Francesco di Sales era detto e l'Augustino e il Gerolamo de' suoi giorni. Questa per cui ricevevansi i pareri di lui siccome oracoli usciti dal santuario. Questa per cui sì terribile era ai più dotti ministri del Calvinismo che non ardivano di affrontarsi con lui in disputa..... Francesco in tutte le opere sue diffuse il chiaro lume della scienza... Parlo dei suoi scritti di controversia pieni di theologiche folgori dell' eresia possentissime sterminatrici (2). »

74. *S. Antistes hæresis percussor nedum excubitor fuit, nec quidquam detrahit de ejus laude celebre effatum card. du Perron.* Fallitur ergo animadversio cui « Franciscus alteri defensorum agmini adjungendus videtur, qui illius hæreseos monstra non percussores, sed vigiles excubitores se præbuerunt. » Ignoscat vir amplissimus si obsequenter moneo, eum non posse attingere Romanorum pontificum scripta quæ (ut vocibus utar Benedicti XIV) « a papa proveniunt uti supremo Ecclesiæ duce et pastore (3), » cujus generis, ni fallor, sunt bullæ canonizationis. In ea vero qua Francisco nostro sanctorum honores decernuntur legitur apertissime : « cepit ex scripto intime hæresim *percellere* tantumque effecit ut etc. » (vide sup. § 40). Ergo inter *percussores*, non inter vigiles excubitores dumtaxat sanctum episcopum recensere oportet. Quoniam vero animadversioni nulla suppetit pontificia auctoritas cui innitatur, cardinalitiam quæsivit quam objiciat. Ac primum præmonet Salesium insigne excubitoris meritum « singulari animi mansuetudine et charitatis dulcedine cumulasse « adeo ut plurimi suavitate ejus allecti in viam justitiæ ac veritatis redierint. » Tum subdit : « Huc sane spectat celebratissimum illud cardinalis Perronii effatum, sibi quidem vires animumque suppetere ad hæreticos refutandos, sed ad eos convertendos Salesio opus esse. » Quibus verbis communi jam concessione firmatis, doctrinæ et aptitudinis quæ apostolum designent illi laudem tribui, doctoris non item, palam est (Anim. § 10 in fine).

75. *Vis illius effati explicatur.* Etiamsi quis hæc omnia concederet, æquitas postulationis nostræ minime labefactaretur; nam licet gladio lacteo et mellito Salesium instructum excogites, tamen semel ac scriptis suis hæresim intime perculit, Ecclesiæ præsidio fuit, atque (ut alia repetam prolata ab Alexandro VII) « religionem sustinuit, et dominantem impietatem fregit ac dejecit quasi alter David (sup. § 40), » semper manet illi juris titulus ad compellationem doctoris. Ad summum alter erit doctor mellifluus, ut cum Bernardo geminum par efficiat. Verum, ut propius ad rem accedam, confidenter dicam, perperam ab animadversione converti ad extenuandam laudem sancti viri id quod theologus Emus ad summum illius decus graviter pronunciavit. Nam si in eo qui aliquam causam defendit primum est, supra omnia et juxta aureum Apollodori effatum (1), persuadere judici et sententiam ejus ducere in id quod velit, adeoque ad illum pertinet docere seu probare et flectere (2) : si in eo qui egregia pollet dicendi scribendique facultate « ita inter se (ut Quintiliani verbis utar) connexa et indiscreta sunt omnia, ut si quid ex iis defuerit frustra sit in ceteris laboratum (3) », ecquis non videt, a cardinali du Perronio optimum causæ catholicæ defensorem judicatum fuisse Salesium, quippe qui præstare poterat unus quod in facultate scribendi dicendique summum et extremum est, nec potest consistere nisi auditori persuasum antea fuerit quod proponitur et objecta sophismata fuerint profligata? Scilicet quum cardinalis modestissime aiebat, se posse tantum hæreticos refutare, sed alterius (Francisci nimirum) esse illos convertere, fatebatur se partem tantum officii defensoris boni præstare posse, Franciscum catholicæ veritatis adsertorem esse numeris omnibus absolutum. Nam fieri potest ut alterius errores revincam quin ipsum in meam sententiam ducam; fieri tamen nequit, ut eum (si modo animal rationale sit) in meam sententiam traham, nisi prius illi persuaserim quod intendebam, idest nisi liquido demonstraverim me veritatem tueri et ipsum in errore versari. Breviter sed concinne admodum doctissimus præsul Ludovicus Eduardus Pie totam rem explicabat inquiens : « Monseigneur de Genève ne convertit si sûrement que parce qu'en même temps il éclaire (4). » Quid multa? Ipse card. du Perron qui hæreticos per Salesium converti testabatur, laudem suam cumulabat, vocem consocians cum card. de Berulle : dum ambo « l'appellèrent le plus savant théologien de son siècle (5). »

76. *Recapitulatio eorum quæ dicta sunt in cap.* 2. Jam ut Patres Emi brevi in unum collecta ob oculos habeant quæ in hac orationis altera parte fusius disputavi, ubi generalis quæstio acta est de meritis quibus Salesius præstat ut doctoris appellatione decoretur, sic omnia paucis discreta capitibus complectar :

I. Distinctio censoris amplissimi de gradibus scientiæ quæ propria sit apostolici viri, vel episcopi, vel doctoris, fucum facere nequit, ut lumen obscuretur eminentis doctrinæ quo S. Franciscus de Sales prælulget (§§ 6-16).

II. Congruunt autem cum istius meritis ea quæ de Ecclesiæ doctoribus jam renunciatis prædicantur, quia

1) Ejus scripta totum Ecclesiæ corpus nova luce perfuderunt (§§ 17-20).

2) Novum doctrinæ fontem reserarunt, tum propter modum quo catholica doctrina in iis explicatur (§§ 21-33), tum propter copiam eruditionis quo illustrata fuit (§§ 34, 35).

Ex quo *novitatis* conceptu fluit, paritatem perfectam et absolutam inter doctorem declarandum et jam declaratos non posse requiri (§§ 36-38).

III. Communem gloriam Salesius habet cum duplici doctorum serie a censore laudata, nimirum :

(1) Summ. pag. 100 num. 35.
(2) Rossi, *Panegirici*, pag. 49, 50, Venezia 1865.
(3) De serv. Dei beatif. et beat. canoniz. lib. 2, cap. 26, § 4.

(1) Apud Quintil. Inst. orat. lib. 2, cap. 15, § 12.
(2) Ibid. lib. VIII, proœm. § 7; Cic. Orat. c. 31.
(3) Ibid. lib. X, cap. 1, § 2.
(4) Opp. Tom. VII, pag. 496.
(5) Vide informat. causæ, pag. 8, § 9.

1) Cum iis qui contra hæreres Ecclesiæ præsidio fuerunt (§§ 39-46).

2) Cum iis qui docentibus et discentibus usui sunt et subsidio ad obscura elucidanda et theologicas quæstiones enodandas (§§ 47-59).

IV. Adversus objecta in § 9 Animadv. ostensum fuit, fructus laborum S. viri et ejus scripta deperdita admodum conferre, ut meritum ejus ad honorem doctoris obtinendum clarius evincatur (§§ 60-67).

V. Demum contra § 10 Animadv. demonstratum est, præstantiam doctrinæ B. Canisii et ven. Bellarmini, nec non judicium card. du Perron de S. Francisco Salesio nihil obesse quominus huic doctoris titulus decernatur (§§ 68-75).

CAPUT TERTIUM

De scriptis S. Francisci de Sales particulatim spectatis.

77. *Non pauca fuerunt S. F. Salesii scripta.* Non omnia Francisci scripta quæ post ejus obitum prælo sunt impressa, et multa replent volumina, in lucem pridem prodiisse cum ille viveret, Animadversio contendit; affert autem locum excerptum e præfatione Theotimi, ubi sanctus auctor modeste scribit: « Io ho scritto assai poco, e molto meno ancora ho dato alla luce. » Atque heic sex opera recenset quæ ad promerendam doctoris laudem sufficiunt; sed nolo in iis immorari, nam omnia S. auctoris scripta in hoc judicio perpendere et æstimare oportet. Quomodo vero censoris notatio possit evertere fundamentum alterum defensionis meæ, quod in operibus S. episcopi constitutum fuit, equidem non video. Etenim si copiam operum spectemus, modesta illa S. auctoris elocutio *assai poco* excusationem habere potuit in ejus zelo inextinguibili, qui plura semper et majora molliebatur, ast oppido nihil valet si cum iis quæ ab eo reapse scripta sunt conferatur. Extitit vir doctus et diligens qui ex editione can. Migne folia comparavit quæ occupantur a Salesii operibus, et a libris plurium doctorum veterum, puta S. Athanasii, S. Basilii, S. Gregorii Nazianzeni inter Græcos, atque inter Latinos S. Hilarii, S. Ambrosii, S. Petri Chrysologi, S. Leonis, S. Isidori, S. Petri Damiani, S. Anselmi. Horumce vero singulorum scripta minora Salesii operibus esse comperit. At exquisita et ampla Eorum Patrum eruditio mihi molestæ hujus descriptionis onus remittit. Nullum itaque pondus verbuscula illa *assai poco* in hoc judicio habere possunt, nisi forte scriptiones, post mortem S. auctoris in lucem editas spurias esse aut suspectas aliquis censeat. Verum hunc metum aufert ipse censor religiosissimus dum subdit: « Quamvis itaque plura post ejus obitum in lucem prodierint Salesii scripta, hæc in sua recensione prætermisit, vel quia ad privatorum tantum usum ordinata, vel quia, utpote subcecivis horis elucubrata, incompleta et adhuc limæ labore, ac mora expolienda. »

78. *Nihil adimit de dignitate et præstantia quorumdam S. viri scriptorum quod ad privatum usum fuerint ordinata.* Fateor libenter, plura Francisci scripta, juxta auctoris mentem, fuisse ad privatum usum ordinata; verum eorum dignitas, pretium, fructus exinde perceptus ab universis fidelibus ex quo vulgata sunt, idem manet. Quot scripta sanctorum patrum et doctorum, quum exarata sunt, ad privatorum usum ordinabantur! nihilo tamen secius multum contulerunt ut egregiam laudem scribentibus parerent, et emolumentum amplissimum posteritas ex iis caperet. Nonne multa eaque gravissima a Hieronymo et Augustino ad privatum usum conscripta sunt, quibus deinde universa Christi familia edocta fuit atque edocetur? Cujus, quæso, generis est S. Cypriani epistola ad Cæcilium, qua comprehensa est pulcherrima expositio doctrinæ catholicæ de eucharistiæ sacramento, quæ in festo Corporis Christi per totam Ecclesiam quotannis legitur? Quid? Pauli epistolæ ad Timotheum, ad Titum, ad Philemonem; Joannis litteræ ad Electam dominam et Gaium seniorem, nonne ad privatum usum fuerant ordinatæ? At certum est, totum Ecclesiæ corpus ex iis novo lumine perfundi. Quam mira et nova lux accedit ad illustrandum universum Christi gregem ex Evangelio Lucæ et Actis apostolicis, etiamsi Theophilum, in utroque libro memoratum, privatum virum (uti vocabulum sonat et plurimis doctissimis placet) fuisse credamus! Imo, ne a Francisci scriptis discedam, quis est qui nesciat ad instaurandam disciplinam oratoriam sacram plurimi valuisse tractatum ejus de prædicatione, de quo superius egi, quamvis ad privatum virum edocendum videatur conscriptus? Quid dicam de ejus epistolarum sylloge, quam viri doctissimi summis laudibus, utpote perutilem et salutarem omnibus, extulerunt! Placet de iis judicium describere Thomæ Sanchez hispani theologi perillustris: « Sono in esse molti ed utilissimi ammaestramenti per eccitare le anime cattoliche ad ogni esercizio di virtù in ogni stato. Che per ogni maniera di persone ha in esse lettere sapientissimi, dolcissimi, ed efficacissimi documenti, i quali rendon per sè questo glorioso e singolar maestro della vita spirituale degno dell' elogio del quale l'onora la Chiesa (1), e pel quale lo somiglia a Paolo apostolo, maestro universale della fede, imperocchè di lui che, *omnia omnibus factus est* (2). »

79. *Vel quod nonnulla subsecivis horis exarata censeantur, vel quod modestissime de illis S. auctor loquutus sit.* Nonnulla ex operibus S. viri subsecivis temporibus fuisse conscripta incredibile non est, nec inficias ierim; multis enim et gravibus occupationibus distinebatur. Etiam S. Hieronymo idem usuvenit, ac multo magis illis doctoribus qui episcopali dignitate præfulserunt. Non ideo tamen putaverim « ea fuisse incompleta et adhuc limæ labore ac mora expolienda. » Nam Plinius, exempli causa, in præfatione immortalis operis de historia naturali inquiebat: « Homines sumus et occupati officiis, subsecivisque temporibus ista curamus; » judicio tamen peritorum omnium philosophiæ naturalis, nihil habet in eo genere antiquitas iis libris plenius aut præstantius. At si perfecta erant Francisci scripta nondum vulgata, eccur, inquies, dixit se parum scripsisse? Quoniam copiam scriptorum eorumque perfectionem et dignitatem certis argumentis aliunde agnoscimus, ea fides hac in parte modesto auctori est habenda quæ illi accommodatur cum ingenii sui tarditatem accusat, et quæ Hieronymo habetur quum aurea scripta sua nugas appellat. Sciendum est enim Franciscum in ea epistola, cujus particulam censura adducit, totum in eo fuisse, ut scriptoris laudem quæ illi dabatur ab se repelleret, velut ex integriori contextu intelligitur. Inquit enim: « Je ne fais pas pourtant profession d'être écrivain, car la pesanteur de mon esprit, et la condition de ma vie exposée au service et à l'abord de plusieurs, ne me le sauraient permettre. Pour cela j'ai donc fort peu écrit, et beaucoup moins mis en lumière, et pour suivre le conseil et la volonté de mes amis, je te dirai que c'est afin que tu n'attribues pas la louange du travail à celui qui n'en mérite point du sien propre (3). »

80. *Scriptorum ejus copia et excellentia confirmatur.* Neminem puto ex Patribus Emis præterierunt ea verba : *beaucoup moins mis en lumière,* quibus vir sanctus implicite fatetur, scripta a se nondum edita multo plura fuisse quam sex illa opera quæ nominatim memorantur. Ex quo copia scriptorum quam adserui confirmatur. Cum præterea ad

(1) Respicit Auctor orationem in officio S. Francisci quæ incipit : *Deus qui ad animarum salutem.*

(2) Vide Cartas espirituales de S. Francisco de Sales traducidas del idioma frances al castellano. Madrid, 1742, pag. 4.

(3) Opp. S. Franc. Salesii, tom. 10, edit. Migne 1861, pag. 356.

ea vulganda defuerit *le conseil et la volonté des amis* quæ scriptoris timidam humilitatem vincere poterat, veriorem rationem habemus cur illa latuerint, quam commentitiam imperfectionem et limæ defectum, quem Animadversio gratis excogitat. Plane theologus illustris Joannes Ortiz de Moncada scripsit : « A mi siempre me ha parecido una autorcha muy resplandeciente todo lo que esto santo ha escrito (1), » eique coævi et posteri suffragati sunt : quare, etiamsi fingamus, S. auctoris judicio aliquid defuisse perfectioni operum, quæ vivus ipse non evulgavit, erit defectus illi similis quem veteres philologi Maronis Æneidi, et quem theologi catholici summæ theologicæ D. Thomæ facile condonarunt.

81. *Controversiarum libri ad publicum usum ordinati sunt.* Miratur animadversio, inter scripta, quæ vivus antistes in lucem non edidit, reperiri « ipsas controversias, quas velut polemicum opus princeps infermatio laudat atque extollit. » Si historiam illarum controversiarum quæ in § 13 animadv. exponitur, censor eximius heic præ oculis habuisset, nunquam hunc movisset lapidem qui in ipsum revertitur. Non enim opus illud natura destinatum fuit ad privatum usum, multoque minus ut in scriniis latitaret; sed ut publice quam plurimis pateret et ab iis legeretur; atque ita sane multa hæreticorum millia conversa sunt. Tantummodo ob peculiaria rerum adjuncta, apographa a librariis manu fiebant, non prælo a typographis (2); sed hoc rei ipsius substantiam non immutat. Si ad declarationem doctoris opus esset ostendere, auctoris ipsius cura vel jussu, scripta typis plumbeis aut ferreis in lucem edita fuisse, nemo ex iis qui ante S. Alphonsum doctores renunciati sunt, eo titulo potuissent honestari.

82. *Animad.* § 11 *in fine et* 12. *Judicium Henr. de Maupas nil detrahit de meritis sermonum S. Francisci.* Judicium Henrici de Maupas de pluribus inter sermones S. episcopi, quales tunc extabant, consulto ac solerter a censore amplissimo temperatur et extenuatur, dum subdit : « Exageratione multa judicium ejusmodi peccasse editores contendunt : et nos ex parte dabimus. » Consulto, inquam, et solerter censor judicium illud nonnihil exaggeratum dixit, nam si veritati omni ex parte congrueret, nobis faveret magis quam obesset. Quid enim tandem sibi vult criticus ille, quum affirmat eos sermones quales a collectoribus et rapsodis editi erant, haud amplius præferre « les lumières de son esprit, ni le fond de son éminente doctrine, ni les agréables figures de son éloquence, ni les puissants attraits de la dévotion ? » Significant hæc verba, sermones, quales ex ore sancti oratoris prodiere, multo illustriores, pulchriores magisque refertos ingenii luminibus, doctrinæ copia et elocutionis ornatu fuisse, ita ut vix languida illorum imago in editionibus vulgatis Henrici ætate appareret. Evolve nunc sermones illos : nobiles certe et laude digni sunt, et omnibus placuerunt. At si vir sanctus multo meliores ac mirabiliores pronunciavit, legitime infertur, illum non prope divinam, sed divinam prorsus (uti censuit Benedictus XIV) dicendi facultatem habuisse.

83. *Hi sermones fideliter posteritati proditi sunt.* At quoniam de hyperbole et superlatione veritatis Henricus Maupas a censura et clarissimo canonico Migne in crimen vocatur, nolumus ejusdem criminis insimulari, et mediam viam, quæ animadversioni magis videtur arridere, tenebimus. Nimirum sermones aliqui sancti viri, quales episcopus Ebroicensis legerat ante annum 1657, aliquid non totum de pristino robore et elegantia amiserint. Sed hæc posteritatis jactura tanta non est, quantam censura deplorat. Primum enim secernendi sunt sermones de Assumptione, et alii « que l'on conserve encore écrits de sa main, » velut ipse præsul de Maupas fatebatur. Hisce alii adjiciendi ex manuscriptis editi, de quibus Sorbonæ doctores (ceu liquet ex eorum verbis positis in calce editionis quæ prodiit anno 1662) testati fuerant : « Nous certifions avoir vu et lu un livre intitulé *Sermons du bienheureux François de Sales*, dans lequel sont contenus quelques sermons et fragments très-doctes et très-pieux, pris sur l'original écrit de sa main, avec plusieurs autres sermons faits aux religieuses de la Visitation de S. M. d'Annecy fidèlement recueillis. » In hac porro editione, quæ prodiit anno 1662, tres et viginti nominatim notantur ex manuscriptis S. auctoris deprompti. Quod autem ad reliquos quadraginta septem attinet, ii neque abjiciendi neque aspernandi sunt. Nam licet a sancto viro exarati minime serventur, fidelissime tamen fuerunt excepti, uti nuper didicimus (fidèlement recueillis) et literis consignati ; ad eos enim describendos ministerium fuit adhibitum matris Claudiæ Agnetis Joly, quæ, testante S. Joanna Francisca de Chantal, « avait la mémoire si heureuse qu'elle récitait mot à mot ce que ce grand prélat avait prêché (1). » De hac felicissima sanctimonialis memoria dubitare non licet, nisi veracitas S. Franciscæ (cujus heroicæ virtutes, adeoque justitia, ejusque pars potentialis *veritas* a Sede Apostolica probatæ sunt) in dubium revocetur. Quid quod memoriæ sanctimonialis optimæ manuscripta quedam feliciter reperta suppetias tulerunt? Namque in literis datis a S. Francisca de Chantal ad equitem Torquatum de Sillery anno 1637 legimus: « On a trouvé dans une vieille malle... une explication en forme de méditation du Cantique des cantiques... Il y a dix-huit de ses sermons, des premiers qu'il fit ; il me semble qu'ils sont tout entiers, ou peu s'en faut. Il y a encore quinze autres petits cahiers, qui sont des mémoires de prédication en abrégé, le commencement y est seulement marqué et la suite par points ; tous ces cahiers sont écrits de sa bénite main, et le cantique (2). » Omnibus hisce subsidiis prostantibus, nulla inest dubitatio, quin descriptio sermonum quæ vulgata est per editionem anni 1662 maxime accurata et fidelis extiterit, at posita fideli descriptione ecquid est de quo censura conqueratur ?

84. Inter eruditos omnes constat enarrationes S. Augustini in psalmos, non ab eo conscriptas fuisse, sed ab ejus auditoribus, quorum tenacissima reminiscendi facultas tam ineluctabili testimonio probata non est. Idipsum dicendum de sermonibus ejusdem S. doctoris in Joannem, velut diligenti lectori facile patet. Ecquis tamen censuit unquam, eminentem doctrinam S. episcopi Hipponensis ex iis quoque documentis confirmari non posse? Neque scriptoribus tantum rerum divinarum id contigit, sed etiam auctoribus qui in aliis disciplinis excelluerunt. Scitum est Jacobi Cujacii opera non pauca discipulorum industria, qui eum audiebant, ad nos pervenisse ; ita ut hiatus quidam appareant, et quædam alicubi ordinis perturbatio. Nihilosecius etiam propter eam librorum partem principem interpretum juris Romani Tolosatem jurisconsultum veneramur. Quid quod in Augustini et Cujacii editionibus adornandis ea non potuit adhiberi diligentia et cautio ne quid alienum irreperet, quam cautionem adhibitam esse scimus a S. Francisca Frémiot de Chantal, ut sermones Salesii integri ac sinceri in lucem prodirent (3) ? Quid quod recentiores editiones et emendatiores dilucide jam secernunt sermones, quorum sinceritas minus comperta est, ab iis qui ex integro vel maxima ex parte propria oratoris manu exarati habentur, vel ex ejus ore religiose excepti et asservati sunt ? Quum autem huc res redacta sit, dicenda sunt opera S. Auctoris in eadem conditione versari, in qua sunt opera SS. Patrum et doctorum fere omnium, quorum accuratæ editiones constanter hanc

(1) In judicio censorio præmisso operi sup. laud. Cartas espirituales de S. Francisco etc. Madrid, 1741.
(2) Vide Inform. c. 20 in fine.

(1) Animad. § 12.
(2) Opp. S. Francisci Salesii, edit. Migne, tom. 4, pag. 1900.
(3) Hac de re conf. Opp. S. Francisci edit. Migne, tom. 4, pag. 644.

partitionem exhibent, ut post legitima et sincera scripta quæ indubia codicum fide adnituntur, ea reperiantur, quæ nonnihil dubia vel minus integra severa critice judicavit. Si contentio nostra in eminenti doctrina Salesii demonstranda huic parti scriptorum maxime fuisset innixa, aliqua censuræ suppeteret querimoniæ causa ; sed aliter se res habet, nam de sermonibus sancti viri scribentes generatim eos semper intelleximus, quos optimorum criticorum sententia proprios illi et genuinos adjudicavit.

85. *Probatur primum titulum Fabriani codicis a S. episcopo fuisse conscriptum.* In legitima scriptorum Salesianorum familia dubitat animadversio utrum recensendus sit primus Fabriani codicis titulus, quippe qui, « nunquam Francisci nomine fuerit inscriptus. » Nullius pretii hæc videbitur dubitandi ratio, si meminerimus naturam ipsam negotii a sancto episcopo suscepti flagitasse, ut potius Fabri quam Salesii nomine opus inscriberetur. Cum enim uterque juris consultissimus esset, noverat juris adagium « majorem partem trahere ad se minorem. » Sciunt porro omnes titulum illum minimam (nedum minorem) partem totius codicis a Fabro exarati constituere ; oportebat ergo ut opus integrum istius nomine inscriberetur. Nihilosecius Faber, quum religiosissimus esset et sciret se juris peritum, non theologum esse, timido ac verecundanti animo adtexuit titulum libro qui nomen suum præferebat. En verba epistolæ quam ipse dedit ad sanctum episcopum die 10 octobris anno 1605, prout a Baudryo refertur, qui eam in archivo monasterii Anneciensis servari testatur : « Je vous remercie mille et mille fois du souvenir que vous avez de moi, et de mon chapitre... Je ne crois pas en avoir besoin avant un mois, parce que le huitième et le neuvième livre restent à imprimer, et, quoi qu'il en soit, vous pouvez le finir où il vous plaira, si le plan que je vous avais proposé se trouve trop long et trop ennuyeux ; car aussi bien je me fais conscience de tromper tant de gens, qui me prendront pour quelque grand théologien... Je trouverai toujours belle la forme que vous lui donnerez, et je ne veux point lui en souhaiter de plus belle (1). » Postrema hæc verba valent etiam ad quæstionem dirimendam utrum solam tituli materiam, an digestam et plana scriptione expositam amico suo vir sanctus præbuerit. Manifestum est, ni fallor, Franciscum præter inventionem etiam eloquutionem præstitisse.

86. Siquis dubitet adhuc de quo opere Antonius Faber in his litteris ageret, præsto est alia epistola die 25 ejusdem mensis ab eodem ad Salesium conscripta, quæ nominatim codicem memorat, ejusque Sabaudi epitheton appingit, eoquod, ut sciunt omnes, Fabrianus codex non explanationem codicis Justinianæi complectitur, sed decreta senatus Camberiensis juxta ordinem titulorum Justinianæi codicis digesta. Cedo epistolam : « J'attends de bon cœur l'ornement que vous m'avez promis pour mon code savoisien, que je vais avançant de jour à autre le plus que je peux, etc. (2). » Omnem præterea dubitandi rationem aufert coævus historicus abbas de Longueterre, qui in historia vitæ S. episcopi Gebennensis, parte tertia, pag. 124, rem sic narrat : « Il a fait paraître la variété de ses lectures dans le code d'Antoine Fabre, premier président du souverain sénat de Savoie, où il a plus décidé de matières que les ennemis de l'Eglise qu'il réfute n'en ont malheureusement inventé contre les trois personnes de l'adorable Trinité. » Luculenter innuit historicus rubricam tituli *de summa Trinitate et fide catholica* ; scite tamen dicit plus de matières etc. quia non modo Arianos, Macedonianos et similes, sed etiam hæreticos ætatis suæ vir sanctus inibi refutavit.

87. Demum prætereundum non est argumentum intrinsecum, quod docte ac dilucide more suo sic explicat clarissimus abbas de Baudry : « Si les cahiers de controverse de saint François de Sales, qui n'ont été imprimés que plus de cinquante ans après... avaient été publiés dès lors, je crois qu'il aurait été assez difficile de cacher la participation qu'avait eue le saint évêque au premier chapitre du code Fabrien ; car on eût pu le reconnaître aisément à la conformité qu'il y a entre certains endroits de ces deux ouvrages. Je citerai pour exemple le tableau des titres donnés au pape par les anciens Pères, tableau qui a été fort loué par le comte de Maistre dans son ouvrage *Du Pape*, liv. 1, chap. 10. Si l'on compare ce tableau avec la cinquième note des hérétiques, qui se trouve dans le chapitre premier du code Fabrien, on verra que le second ouvrage dit en latin ce que le premier avait dit en français (1). » Quas ob res nemo jam potest ambigere quin illustris ille titulus, solida doctrina catholica refertus, sancto episcopo nostro merito vindicatus, per quemlibet æquum et cordatum judicem debeat adjudicari.

88. *Animadv.* § 13. *In libris Controversiarum novitatis meritum enitet.* Novo certaminis genere contra hæreticos Franciscum dimicare debuisse, dum eas quas controversias dicunt composuit in sup. § 25 jam prænotavi. Animadverti etiam quam difficile hoc certamen fuerit, quam feliciter illo perfunctus sit Salesius, quam opima spolia ex hostibus retulerit, quam salubre et utile exemplum posteris atque ætati nostræ præsertim reliquerit. Exinde inferebatur novitatis meritum in hac operum Salesianorum parte luculenter enitere, adeoque S. Auctorem, juxta præmissa censoris optimi, titulum Doctoris promereri. Confirmat hæc modo animadversio : dum recolit, illum haudquaquam « aggressum esse aliquid quod Bellarmini, Du Perronii, Bossueti absolutis ea de re lucubrationibus comparari possit, vel iis disputationibus, quas contra vetustiores alios Ecclesiæ hostes, doctores plures aggressi sunt..... sunt enim hæ controversiæ sermones quidam Thononensi plebi accommodati, quos scripto dietim tradere coactus est, cum voce recitare prohiberetur. Ipsemet Franciscus rei testis in sua ad Thononenses præfatione, etc. Mirabitur fortasse quispiam censorem acutissimum hæc commemorasse, quæ ad Francisci meritum efferendum magis quam deprimendum valent ; ast ille negans Salesianum opus comparari posse cum Bellarmini aliorumque absolutis ea de re lucubrationibus, innuit imperfectam esse nostri scriptionem, idque confirmat exordiens § sequentem his verbis; « Opus autem neque perfectum neque expolitum fuisse alia plura ostendunt »

89. *Opus illud in suo genere perfectissimum est.* Si hæc censuræ mens est, ejus argumentandi ratio triplici vitio laborat eoque gravissimo. Nam I. quoties auctoris alicujus meritum æstimandum est, summo in pretio sunt peculiarium rerum adjuncta in quibus versabatur. Si quis ex tempore dicere coactus optime dicat (quamvis limatius aliquod proferri queat ab alio cui tempus et otium suppetat) nonne is maxima dignus erit laude et admiratione ? Tullius ingenium et poeticam Archiæ facultatem vehementer admirabatur, quod ipsum audivisset « quum litteram scripsisset nullam, magnum numerum optimorum versuum de ipsis rebus quæ tum agerentur dicere ex tempore — licet fateretur perfectiora esse — quæ accurate cogitateque scripsisset. » (Pro Archia, § 8). Eadem fere dicenda sunt de quibusdam veterum doctorum orationibus, quæ pro re nata ac nulla scriptione prægressa, ab ipsis imparatis pulcherrime pronunciata sunt. Sæpe ego maximis meritisque laudibus ornatum audivi theologum eximium, qui de iis rebus quæ pridie acta fuerant vel tunc agebantur ex tempore scriptiones doctas, concinnas, elegantes ad persuadendum ac movendum idoneas, dietim exarare consuevit et vulgare ad causam justitiæ et religionis naviter tuendam. Finge alium posse (quod non facile putaverim) quidpiam perfectius et po-

(1) Vide Opp. S. Francisci de Sales, edit. Migne, tom. 6, pag. 122.
(2) Op. et tom. cit. pag. 121.

(1) Op. cit. edit. Migne, tom. 6, pag. 125.

litius conscribere cogitate accurateque : numquid primi illius meritum ac dignitas extenuatur ? Imo vero augeri et præclarius effulgere existimo. Facile est hæc omnia ad Salesium nostrum ejusque controversias transferre.

90. Vitium alterum quo laborat Animadversio, quæ præproperas et imperfectas Salesii scriptiones dicit, in falso supposito facti consistit. Sciendum est enim neque paratam materiam Francisco scribenti defuisse, neque dicendi rationem, seu formam externam aliquid desiderare, ut perfectissimum opus valeat judicari. Primum evincitur ex eo præfationis loco quem censura describit : « Je me suis mis à réduire en escrit quelques principales raysons, que j'ay choisies, la plus part tirées des sermons, et autres traités, que j'ai faits ci devant de vive voix. » Credendum vero non est tractatus illos et sermones præcedentes, unde materies operis deprompta est, temere et nulla præmissa meditatione et studio scriptos aut recitatos fuisse. Quod autem ad stylum et formam operis externam attinet, concedit ultro censor eximius utrumque legentibus et loco esse accommodatum, ait enim : « Ideo tantum sua præ aliis (Salesius) commendat quod fere allobroga veste aliorum rationes induerit. — La methode et le stile ne vous deplairont point, car son air est tout à fait savoisien. » Qua in re vir sanctus ad unguem exequutus est quod summi præceptores artis bene dicendi tradiderunt. Ut enim (ait Tullius) in vita, sic in oratione nihil est difficilius quam quid deceat videre..... Est autem quid deceat oratori videndum non in sententii solum sed etiam in verbis. Non enim omnis fortuna, non omnis honos, non omnis auctoritas, non omnis ætas, nec vero locus aut tempus, aut auditor omnis eodem aut verborum genere tractandus est aut sententiarum, semperque in omni parte orationis, ut vitæ, quid deceat considerandum, quod et in re de qua agitur positum est et in personis et eorum qui dicunt, et eorum qui audiunt (1).

91. Item Quintilianus : « Nec tantum quis et pro quo, sed etiam apud quem dicat interest... quum... non idem apud graves viros quod leviores, non idem apud eruditum quod militarem ac rusticum deceat... Tempus quoque ac locus egent observatione propria... et loco publico privatove, celebri a secreto, aliena civitate an tua, in castris denique an foro dica interest plurimum, ac suam quidque formam et proprium quemdam modum eloquentiæ poscit (2). » His consentanea sunt quæ S. Isidorus docebat episcopos : « Episcopi sermo debet esset purus, simplex, apertus... unumque admonens diversa exhortatione, juxta professionem, morumque qualitatem : scilicet ut prænoscat quid, cui, quando, vel quomodo proferat (3). » Id præstitit Franciscus, ceu testatur Renatus Josephus de Tournemine : « S. François de Sales a un style particulier, excellent, en son genre, inimitable... Un écrivain serait téméraire, s'il se flattait de conserver dans le changemen de son style cette suavité insinuante, ces expressions efficaces cette éloquence familière et sa conversation plus persuasive que les discours étudiés et sublimes. Non, on ne fera jamai que des copies informes de ce merveilleux original (4). » Quum itaque S. Auctor scribendi ratione loco, tempori et personis aptissima usus fuerit, eam dedit operi formam quam perfectissimam judicemus oportet. Maxima vero rei difficultas ex eo intelligitur quod non modo sermones illi fuerint Thononens plebi accommodati (velut censura notat) sed etiam idonei ad persuadendum nobilibus doctisque viris, eosque permovend ut ejerata hæresi ad catholicam veritatem redirent. Id facta inde sequuta evincunt, quibus luculentior demonstratio neque flagitari potest neque præberi.

(1) Cic. Orator. §. XXI.
(2) Instit. Orat. lib. XI, cap. 1, §§ 43, 45, 47.
(3) Lib. 2 Offic. ad Fulg. c. 5.
(4) *Journal de Trévoux*, juillet 1730.

92. *Res et sententias ob se inventas et excogitatas, non aliunde petitas, S. Auctor iis libris complexus est.* Tertium quod inest vitium adversæ argumentationi in eo latere puto, quod a priori, et ex adjunctis extrinsecis de præstantia et perfectione operis judicare velit ; quum illud præsto sit, et legentibus pateat, nullum errorem quem Salesii adversarii defenderent apta solidaque refutatione carere, nullum catholicum dogma quod illi impugnarent indefensum ab eo fuisse relictum. Quare Romani pontifices, S. R. E. cardinales, episcopi aliique viri doctissimi opus istud in suo genere egregium ac perfectissimum judicarunt velut in causæ informatione §§ 18-27 et in sup. § 73 demonstravi. Ut hanc replicationem prævertat, censor sagacissimus non inficiatur optima esse quæ in controversiis continentur, sed aliunde ea deprompsisse dicit atque ipsius utitur testimonio. « Nec vero se quidquam novi allaturum, sed quæ ceteri dixerint ampliori jam forma se breviori consuturum pollicetur. Je ne dirai donc rien qui soit nouveau... car tout est ancien dans cet écrit, et n'y a presque rien du mien que le fil et l'aiguille. Le dessein ne m'a coûté qu'à le descoudre, et le recoudre à ma façon. » Ne objectio prima fronte gravis animum defensoris dejiceret, ejus tenuitati et imperitiæ promptæ subvenit censor lectissimus ; nam supercilio quidem arguentis, sed adjuvantis benignitate, pergit continuo. « Nec aliter poterat, ut enim in epistola ad Viennensem Præsulem postmodum scripsit — nello spazio di cinque anni nello Chablais... ho predicato senza altri libri che la Bibbia e quelli del gran Bellarmino. » Hæc verba, si intimius inspiciantur et cum iis jungantur quæ initio hujus § animadv. scripta sunt, difficultatis solutionem quam sum daturus pleniorem efficiunt.

93. Quod ut probe intelligatur, statuendum est præprimis, rectissime S. auctorem dixisse : « Je ne dirai rien qui soit nouveau, » idque tum ad totius rei substantiam, tum ad singula capita doctrinæ quam explanabat pertinet. Nam certum et exploratum est, doctrinam catholicam unam semper et immutabilem esse, velut in sup. § 17 significavi. Hinc S. Thomas quærens an progressu temporis articuli fidei creverint, vel augeri possint, respondit eos quoad substantiam eosdem semper esse, crevisse tamen et posse crescere quoad explicationem (1). Verum ea explicatio, per quam articuli fidei augentur, ad Romanum pontificem et concilia spectat cum definitiones dogmaticæ ab iis feruntur. Necesse autem erat ut hoc sensu se nihil novi dicturum vir sanctus protestaretur, quum hæreticos alloqueretur qui hanc prætexebant causam secessionis suæ, quod Ecclesiæ Romana (prout inquiebant) Evangelii doctrinam immutasset. Quum autem id profiteretur Salesius, opportune lectores alliciebat, adjiciens se in methodo et stylo dumtaxat ipsis accomodato aliquid novi allaturum. « La méthode et le style ne vous déplairont point, car son air est tout à fait savoisien. » Inhærebat ergo sapientissimo monito Vincentii Lirinensis : Eadem quæ didicisti doce : ut cum dicas *nove*, non dicas *nova* (2).

94. Ast in antiqua et immutabili catholica doctrina explicanda multas certe proferebat Franciscus sententias, auctoritates, similitudines, argumenta etc. quibus sanam doctrinam declarare et legentibus persuadere conabatur. Num hac in parte aliquid novi afferebat? Profecto; sed non ideo illud erat aliunde, idest ex alienis libris haustum. Nam novo ordine et ornatu S. auctor exponebat ea quæ antea scripserat vel pronunciarat. Erant enim fere omnia « tirés des sermons et autres traités quo j'ai faits ci devant de vive voix. » Non igitur ex alienis mercibus pulcherrinam illam rerum dicendarum copiam mutuatus fuerat sanctus oratur; sed e penu sua depromebat. Si anteriores illi tractatus et sermones extarent, objicere posset Animadversio, duplicem ejusdem operis edi-

(1) 2, 2, qu. 1 n. 7.
(2) Commonit. § 22.

tionem nos habere, ordine tantum et textura immutata; sed quum priora quæ dicta fuerant nullibi sint nec esse possint, quid nocet, quæso, pretio ac dignitati controversiarum, quod eæ lucubrationes opus, post secundas, ut aiunt, curas ab auctore adhibitas, nobis exhibeant? Hæccine causa est cur opus imperfectum dicatur? Imo vero perfectius et expolitius propterea censendum est.

95. *Nil detrahit de laude S. auctoris quod SS. Biblia et Bellarmini opera dum scribebat haberet.* Quod autem forma et materies ad catholicam doctrinam explicandam a Francisco usurpata aliunde sumpta non fuerit vehementer confirmatur e notationibus censoris amplissimi (atque hunc spectat illud quod in calce § 92 significavi). Etenim unde haurire poterat? Aut a sacris Bibliis aut Bellarmino; hæc enim duo solummodo habebat subsidia. At divina eloquia catholicæ doctrinæ substantiam præbent, et fundamenta argumentorum ad hæresim refellendam, non formam argumentorum, doctrinæ explicationem, legitimas illationes ex ipsis Scripturæ locis deductas, rerum dicendarum ordinem, notiones e variis disciplinis arcessitas ad propositam rem illustrandam, vestem totius operis: paucis quidquid *novi* ascriptore orthodoxo dici potest. Proinde subsidium commune et necessarium Patribus omnibus et doctoribus SS. Biblia præbuerunt. « Quid aliud est (inquit sapienter alibi sanctus auctor) doctrinam sanctorum Patrum quam Evangelium explicatum, quam Scripturæ sacræ elucidatæ (1)? » Quare ad perfectionem operis pertinet quod Biblia habuerit scriptor immortalis; miserum si caruisset! operis meritum ceteroquin et dignitas ex eo subsidio non imminuitur. Restat Bellarminus ex quo suspicari quis posset ne forte vir sanctus hauserit ex eo quidquid novi in ejusmodi disputationibus proferre licebat; sed hanc suspicionem amovet censor solertissimus admonens : « Suspicari quis posset Sale-« sium aggressum aliquid esse quod Bellarmini..... lucubra-« tionibus comparari possit... At longe aliter se res habet. » Jam si vir sanctus Bellarminum descripsisset, ipse quidem novi operis merito et honore destitueretur; sed opus non modo comparari, sed æquari (ex parte saltem) cum ven. cardinalis lucubrationibus oporteret.

96. *Controversiarum libri opportunæ eruditionis ornatu minime destituuntur.* Unicum patet animadversioni perfugium ut dicat : ex defectu librorum defuisse auctori commodum infarciendi plurimas auctoritates et allegationes, quibus ii gloriantur qui eruditionis copiam affectant. At quandonam hæc ornamentorum redundantia in iis operibus emicuit quæ tanquam classica et (uti vocare solent) originalia posteritas est admirata? Quid quod cum illis adversariis ratione et Scripturarum testimoniis maxime certandum erat? Usui erant profecto ad immutabilitatem doctrinæ demonstrandam definitiones conciliorum veterum, Patrum antiquorum auctoritates, historiæ ecclesiasticæ documenta; sed nonne hæc passim in controversiis occurrunt? Ac sane mirandum est quomodo scriptor egregius libris destitutus tam sæpe, tam accurate, tam opportune hæc allegare potuerit. Quas ob res merito ab episcopis, qui hunc librum examinaverunt, Salesius comparatus fuit Athanasio, Ambrosio, Augustino (2): quod si ipse verbis meritum operis sui extenuabat, festinationem prætexens qua elaboratum fuit et suadens lectoribus ut aliorum coævorum multo ampliora adirent, id miram arguit scribentis humilitatem majoremque illi apud cordatos viros existimationem conciliat.

97. *Animadv.* § 14. *Extrinsecæ imperfectiones haud imminuunt operis pretium, vel auctoris meritum.* Extrinsecæ imperfectiones, quæ ex jactura nonnullarum quæstionum, ex hiatibus, sententiis incompletis, defectu auctoritatum quarumdam inserendarum oriuntur, meritum et præstantiam auctoris haud imminuunt; imo quæcumque residua sunt efficiunt pretiosiora. Sic in antiquis monumentis et sculptis imaginibus, si quæ pars collapsa vel divulsa fuerit, aut imperfecta ab artifice relicta, non ideo minus operis elegantiam atque amplitudinem, et auctoris peritiam ingeniumque demiramur. Nonne sæpe in quibusdam libris doctorum veterum simile quidpiam evenisse novimus? Facile autem ferenda jactura est, ubi partes operis residuæ tantæ sunt, tam sibi cohærentes, tam dilucide explicatæ, ut illud quod deest probabili conjectura assequi quisque et supplere valeat. Ut vero levius sit censoris amplissimi desiderium efficiet ea pars operis in suum. addit. descripta et in sup. § 67 memorata, quæ in pluteis monasterii Anneciensis inedita servabatur. Atque hic adprecamur Patres Emos ut considerent quo robore argumentorum, qua eloquentiæ vi, qua subtilitate ingenii, qua rationum ubertate auctoritatem docentis Ecclesiæ et prærogativas Romani pontificis sanctus scriptor defenderit ac demonstraverit; quo facto potissimum ejus ætatis errorem evertebat, qui vi et potestati privati spiritus et examinis maxime innitebatur.

98. *Perperam a censura objicitur Controversiarum libros ad annum 1672 delituisse.* Quum judicium quod agitur totum in eminentia doctrinæ S. episcopi Gebennensis versetur, certum mihi ac persuasum est, neminem ex judicantibus commotum iri quod liber Controversiarum nonnisi anno 1672 typis editus fuerit. Num eo doctior quisque est quo citius scriptiones ejus prælo vulgantur? Nequis vero in errorem inducatur ex censuræ verbis : « Delituit præterea ejusmodi Salesii elucubratio ad annum 1658, ac nonnisi anno 1672 septimo ab ejus canonizatione, primum publici juris facta est » nequis, inquam, in errorem inducatur, Patres Emos obsecro ut recolant quæ in sup. § 81 a me scripta sunt. Non latuit hoc opus illos quorum lectioni destinatum fuit, proindeque multa hæreticorumm illia ejus ope ad catholicam veritatem conversa sunt. Non latuit eos qui præcipue judices doctrinæ in eo comprehensæ esse poterant, adeoque a Romano pontifice, a purpuratis Patribus et consultoribus quibus hic cœtus constat, ab episcopis revisoribus multis et amplissimis laudibus fuit honestatum diu ante annum 1672.

99. *Non erravit S. episcopus in allegatione canonis concilii Quinisexti.* At vero, urget Animadversio, hæc Controversiarum lucubratio pluribus mendis vacua non prodiit. Hæ plures ad duas reducuntur; neutra vero indecoram illam mendæ compellationem meretur. Primum nempe S. auctor insimulatur quod canones concilii Quinisexti ad sextum concilium generale retulerit. Miror hanc objectionem a viro ecclesiastici juris consultissimo prodiisse. Memini me adolescentem adhuc in institutionibus canonicis Joannis Devoti perlegisse laudatas quasdam lacinias ex epistolis S. Innocentii I Romani pontificis, qui allatis canonibus conciliaribus quos Nicænos dicebat, addiderat : « Alium enim canonem Romana non admittit Ecclesia. » Heic vero doctissimis auctor notabat : « Cum Nicænos canones Innocentius memorat intelligit etiam Sardicenses, quoniam hoc concilium tamquam Nicæni appendix habebatur (1) ». Ex quo intellexi neque sanctum maximumque pontificem errasse, neque ejus successorem Zozimum, qui simili locutione usus fuit (2), neque catholicum quemvis errare, si tamquam canones concilii generalis eos appellet et laudet, qui editi sint in synodo quæ generalis appendix habetur. Jam vero in eodem libro et capite hæc etiam perlegi : « Synodus hæc (Trullana) dicitur Quinisexta, quod ejus præsules editis de dis-

(1) Tract. de divini Verbi prædicat. Conf. locum e Regula Pastor. S. Gregorii descriptum in sup. § 7.
(2) Summ. pag. 14, prop. fin.

(1) Devot. institut. juris can. in prole gom. cap. 5, § 57, in nota.
(2) Tizzani Concil. gener. tom. 1, pag. 33.

ciplina canonibus videri vellent supplevisse illud quod V et VI generales synodi non præstiterant. Romana Ecclesia eos tantum probavit hujus concilii canones, qui nihil haberent quod superioribus synodis, probatisque moribus adversaretur, sicuti Humbertus cardin. episcopus Sylvæ candidæ ac Leonis IX legatus apud Græcos declaravit (1). » Eodem pertinent quæ tradit cl. Jo. Anselmus Mortreuil : » En 692 le concile Trullien, appelé par les canonistes grecs le sixième concile, précisa le premier les sources de droit canonique qui devaient être reconnues par l'Eglise orientale. Il reçut le nom *In Trullo* parce qu'il fut tenu dans la salle du conseil du palais impérial de Constantinople, et celui de synodus *Quinisexta* parce qu'il eut pour but de suppléer aux cinquième et sixième conciles universels tenus à Constantinople (2). » Hisce propositis, argumentum a pari facile conficitur. Si licet canones Sardicenses Nicæno concilio adscribere, qui Sardicensis synodus Nicænæ appendix fuit, nemini piaculo adscribetur quod Tullenses canones (eos nempe qui a Romana Ecclesia probati sunt) ad sextum concilium œcumenicum revocaverit, quandoquidem Trullensis synodus istius supplementum habetur. Donec ergo censor clarissimus subtilem, sed veram distinctionem afferat inter appendicem et supplementum, aut demonstret canonem a Salesio adductum sanæ doctrinæ et moribus a Romana Ecclesia receptis repugnare, verba S. episcopi quovis mendo carere meo jure contendam. Imo cum decretum illud ad catalogum librorum canonicorum referretur, in quo apprime cum orientalibus Ecclesia Romana consentiebat, merito S. præsul tanquam scitum Ecclesiæ universalis illud exhibuit. Diligentius autem et accuratius ille est loquutus quam Innocentius I et Zosimus; nam eorum verbis lector imperitus credere posset Sardicenses canones Nicææ fuisse conditos; Franciscus vero diserte in Trullo canonem quem laudat prolatum fuisse affirmat : « Mais quelque temps après au concile troisième de Carthage (où se trouva S. Augustin), confirmé au sixième général de Trulle, outre les livres précédents de second rang, « furent encore reçus etc. (3). » Itaque Trullanam synodum memoravit diserte; sextam vocavit quia Græci qui illam habuerant sic appellabant, generalem dixit quia decreta ejus synodi quæ ab Ecclesia latina recepta sunt reapse vim et potestatem decretorum concilii universalis habuere. Intererat autem S. scriptoris hæreticis ostendere, universalem Ecclesiam jam antiquitus consensisse in canonicis libris agnoscendis et recipiendis.

100. *Nec reprehendendus est quod semel auctoritate Michaelis Montaigne usus sit.* Immerito autem emendatione dignum censura existimat quod S. auctor conscripsit in sermone 25 qui inscribitur : *De la corruption des versions vulgaires*, ut sapientiam declararet Sedis Apostolicæ in vulgaribus S. Scripturæ versionibus prohibendis. Inter alia argumenta utitur vir sanctus testimonio hominis, docti quidem, sed propter liberiorem opinandi morem heterodoxis (quos Salesius alloquebatur) minime suspecti, quasi nimio studio et cœco obsequio facile probaret quidquid a Sede Apostolica præscriptum fuisset. Ait itaque : « Savons-nous bien, dit un docte profane, qu'en Basque et en Bretagne il y a des juges assez téméraires pour établir cette traduction toute en leur langue, quoique l'Église universelle n'ait point de jugement plus difficile à rendre, ainsi c'est l'intention de Satan de corrompre l'intégrité de ce saint Testament ; » ac paulo post, ne quis ignoraret quis profanus ille esset, subdit : « Je me souviens d'avoir lu dans « les *Essais* du sieur de Montaigne, quoique laïque, qu'il trou- « vait ridicule de voir tracasser entre les mains de toutes « sortes de personnes dans une salle, ou dans une cuisine, le « saint livre des sacrés mystères de Dieu et de notre créance. « Car, dit-il, ce n'est pas en passant, ni tumultuairement, qu'il « faut manier une étude si sérieuse et vénérable etc. » Poteratne quidpiam sapientius afferri ?

101. At Michael Montaigne insimulatur « d'avere e coi dubbi e colle asserzioni sviato dalla reale ricerca della verità, e messa in moda la sbadataggine in questioni di gravissima importanza. » Audio. Numquid magis infensus christianæ religioni Porphyrio fuit? Non arbitror nihilominus S. Alphonsus Ecclesiæ doctor veritatem Ecclesiæ catholicæ demonstrabat adducta Porphyrii auctoritate : « Anche Porfirio (inquit) fa memoria dei miracoli che avvenivano ai sepolcri degli Apostoli (1) ». Alibi vero de humanæ rationis infirmitate disserens Baylium invocat, qui Michaele Montaigne certe deterior fuit, et inquit : « Conferma ciò lo stesso Bayle costretto dall'evi- « denza a dire : La ragione fa conoscere all'uomo le sue te- « nebre, la sua impotenza, e la necessità di una rivela- « zione (2) ». Nunquam dicendi finem facerem si, a Paulo Apostolo qui ethnicos poetas laudavit exordiens, omnes recensere vellem patres, doctores, scriptores ecclesiasticos probatissimos, qui ad aliquam confirmandam veritatem, quam fideles Ecclesia docet, testimoniis et auctoritatibus usi sunt eorum, qui vel alieni fuerunt a fide, vel minus illi obsequentes opinionibus suis præ eo quod fas erat indulserunt. Id vero non modo sine reprehensione egerunt, sed prudentium suffragio plausuque accedente, nam ut scite Lezana tradit : « Veritas quæ ab inimico pectore et ore extorquetur gratior esse solet (3). »

102. *Animadv.* § 15. *Immerito censura deprimit ea quæ contra Viretum Salesius scripsit.* Lucubrationes S. episcopi contra Viretum, et alias hujusmodi iisdem animadversionibus obnoxias esse censura dicit quæ adversus controversias oggestæ sunt. Verum cum animadversiones illas nil grave et solidum continere perspexerimus, manent integræ pro libris contra Viretum scriptis eæ laudes quibus card. Franciottus et præsul Phœbeus illas honestarunt (1). Vix autem potest intelligi cur censura dicat lucubrationes illas nonnisi paucissimis notas fuisse. Nam librum de Eucharistia contra Viretum in lucem jam editum fuisse Phœbeus sæculo XVII docuit, deque dissertatione qua B. M. Virginis puritas defenditur idem testabatur « evulgata dissertatione ita solide (Viretum) refutavit, ut ad palinodiam recantandam impulerit (5). » Hæc opera ergo in vulgus edita sunt. Cum autem universi hominum cœtus Salesii doctrinam admirarentur, velut a Benedicto XIV testatum audivimus (6), prorsum est ut credamus plures fuisse legendi studiosos; quo jure igitur censura prædicat perpaucos extitisse quibus ii libri noti fuerint ?

103. *Meritum et præstantia defenditur operis inscripti « Vexillum Crucis.* » Sed hisce paulisper omissis, censor lectissimus opus perinsigne proponit quod inscribitur *Vexillum crucis* : merita laude illud exornat, sed criminales judices imitatus circumstantias attenuantes solerter admiscet : « Ad *Vexillum crucis* quod attinet (inquit) eruditum quidem opus et maxima commendatione dignum esse non abnuo; sed illud etiam non secus ac reliqua sancti viri opera tenuiori stylo, ac rudiori plebi accommodato, conscriptum fuit; suum quippe opus dedicavit « alli signori fratelli delle compagnie de' penitenti della Sancta Croce negli Stati di Savoia di qua dai monti. » Ut omnium itaque captui sese accommodaret, ingenio facun-

(1) Devoti Op. cit. cap. cit. § 56, nota 2.
(2) Mortreuil, *Histoire du droit byzantin*. Paris 1841, vol. 1, pag. 409.
(3) Opp. S. Franc. de Sales, edit. Vivès, tom. VIII, pag. 308.

(1) *Verita della fede*, parte 2, cap. 17, § 3.
(2) Ibid. Parte 2, cap. 1, § 8.
(3) Consit. 3, n. 36.
(4) Vide Inform. § 31.
(5) Loc. cit.
(6) Vide sup. § 49.

diæque pepercit, stylum ad monticolarum aures accommodavit, et ex multis ea de re antea docte eruditeque ab aliis editis, opellam conflavit. » Si excipias postremam objectionis partem, de qua seorsum dicam, huic animadversioni ubertim satisfactum esse censeo per ea quæ in supp. §§ 90 et 91 disserui de eo quod servare decet in ratione dicendi ut optima existimetur. Summa laus scriptoris et oratoris est, qui legentis et audientis ingenio et auribus stylum accommodavit. Servanda scilicet a S. viro methodus erat, quam Paulus apostolus commendavit inquiens: *Et sermones et prædicatio mea non in persuasibilibus humanæ sapientiæ verbis* (1). Crescit porro Francisci laus si meminerimus, eum episcopum fuisse cujus sermones maxime decet simplicitas, prout a doctore Hispalensi (sup. § 91) didicimus. Ipse Augustinus longe doctissimus inquiebat: « Melius est reprehendant nos grammatici, quam non intelligant populi (2). » Nequis vero timeat ne Salesius a grammaticis fuerit reprehensus: namque a Tourneminio jam accepimus in sup. § 35, inter classicos scriptores eum adscriptum fuisse. Atque auctor operis inscripti: *Etudes sur S. François de Sales* (ibidem laudatus) cum S. antistitem compellasset, *un des pères de la langue française*, adducit Fenelonium testantem: « Le style de S. François de Sales montre une simplicité aimable, qui est au-dessus de toutes les grâces de l'esprit profane (3). »

104. Quamvis hæc verissima sint, nolumus tamen existimari, nobilissimum opus *Vexillum crucis*, pronum humi repere, neque altius assurgere. Nemo enim arbitrari debet illos quos Salesius vocat « Signori confratelli delle compagnie de' penitenti dellaCroce negli Stati di Savoja di qua dai monti, » rusticanos quosdam, blennos ac rerum omnium ignaros fuisse, eo quod censura rudiorem plebem et monticolas eos appellare delectatur. Plures ego novi homines in iis locis natos, qui ingenio, solertia, rerum peritia et notionum amplitudine multos vincebant, qui citra Padum et Duriam, imo cis Macram, Arnum, et Tyberim nati fuerant, ac se multa sapere et scire arbitrabantur, Opus certe iis oblatum doctum erat, testante in hoc S. cœtu card. Franciotto qui de causa Salesii canonizandi referebat (4). Si illud (uti censura monet) accommodatum erat « alli signori confratelli della compagnia de' penitenti della Santa Croce, » oppido inferendum est, dominos illos sodales e cœno rudioris plebiculæ nonnihil emersisse, ut intelligere et degustare possent opus, in quo S. auctor ostendit (ut doctissimi episcopi Papiensis vocibus utar) « un raro valore nel maneggio della polemica, ed una profonda perizia nella dommatica, non che nella scrittura e tradizione (5). » Enimvero Bartholomæus Alcazar, theologus illustris e societ. Jesu, affirmat « nell' opera si vedon campeggiare, come veramente campeggiano l'eloquenza e l'erudizione con la più pura, solida e sublime teologia dommatica, per mezzo della quale scuopre e a meraviglia, combatte gli errori degli eretici nemici giurati della Croce (6) ». Quod si inter censorem qui nullum in hoc libro lumen eloquentiæ videt, et Alcazarum qui ejus eloquentiam admiratur, aliquid mea sententia valeret, non neglectum incomptumque stylum, quovis indicio facundiæ et ingenii destitutum, in eo opere adhibitum judicarem, sed illum, qui operibus didascalcis maxime congruit, nec nimis elatum, nec nimis summissum, sed ex utroque temperatum; expertem ornatibus insignibus et calamistris, sed planum, dilucidum, facile fluentem, munditia et modesta quadam elegantia conspicuum, qui (ut cum Tullio dicam) « imitabilis quidem videtur esse existimanti, sed nihil est experient minus. » At prostat opus cuilibet legere volenti: Patribus Emis apprime compertum est: ii melius et prudentius et de stylo et de doctrinæ copia atque excellentia judicabunt.

105. Opellæ nomen, quo censura compellat tractatum hunc plenissimum (1) et in quatuor libros distributum, eo sensu usurpatum puto, quo S. Hieronymus sæpe corpusculum dixit, loquens de corporibus hominum qui ad virilem ætatem pervenerant, eoque sensu quo Horatius operam valde laboriosam, forensem nempe, opellam vocavit (2), et quo V. C. Aloisius Taparellius eamdem vocem adhibuit, dum causam exponens, cur opus de jure naturali scripserat (quod in duo volumina distinctum paginas supra millenas et quingentas complectitur) ait: « Ecco lettore cortese, l' origine di questa operetta (3). » Forsitan etiam hæc Animadversionis vox ad elegantiam et venustatem operis refertur; concinne enim diminutiva inflexio in ea significatione a latinis usurpatur. Nonnemo autem mirabitur quod a censura dicatur hæc opella « ex multis ea de re antea docte eruditeque ab aliis editis conflata. » Ex quo ingeritur opinio, rapsodi et descriptoris operam dumtaxat in hoc libro præstantissimo Salesium contulisse, ex quo everteretur primum illud præconium quo censura librum laudarat tamquam « eruditum opus et maxima commendatione dignum. » Equidem vehementer optarem ut superiores istæ aliorum lucubrationes doctæ eruditæque in medium proferrentur. Agebatur namque de refutando libello recentissimo cujusdam Fayani pseudo-ministri, qui sophismata sua nemini quem sciam catholicorum scriptorum antea communicaverat. Utique fontes innotescunt unde argumenta sua vir sanctus deprompsit; ast hæc notitia scriptoris meritum non deprimit, sed extollit. Testantur enim professores universitatis Vindobonensis: « Liber de *Vexillo crucis* cultum sanctæ Crucis contra hæreticorum impietatem defendit argumentis exquisitissimis e sacra Scriptura, SS. Patribus ipsisque sanctæ Crucis historia desumptis (4). « Quod si censura intelligit, etiam rationes quasdam lectissimas ab aliis scriptoribus allatas ad defendendum S. Crucis cultum, opportune fuisse adhibitas a S. auctore et cum aliis congestas non inficiabor: tunc autem plenum operis judicium sic erit ferendum uti clariss. Hamon verbis expressit: « Ce traité est vraiment admirable d'ordre, de méthode, de logique et de finesse; tout ce que les Écritures, les Pères et les auteurs ecclésiastiques ont dit de plus convaincant sur le culte de la croix, tout ce que la raison peut ajouter de lumière au dogme catholique, vient éclairer chaque question, défaire les dires de son adversaire, selon la pittoresque expression de l'auteur, et l'obliger ou à ruiner la raison et lui jurer inimitié, ou se rendre à la force des preuves, à l'évidence des démonstrations (5). »

106. *Refellitur Bossueti judicium de minoribus S. antistitis operibus.* De minoribus S. episcopi operibus solertissime dicit censor egregius, se unius Bossueti sententiam afferre, cujus hæc verba sunt: « Les opuscules du saint homme sont marqués par deux fois dans la préface comme n'ayant pas la trempe et la solidité des autres ouvrages, et comme les productions d'un âge encore tendre et faible. J'avoue que tout ce qui vient des saints mérite la révérence, il ne faut pourtant pas croire que ce qu'on donne avec tant de précaution dans une préface soit d'une égale autorité que le reste. » Verissime censura dixit hanc esse *unius* Bossueti sententiam, ceteri namque omnes qui de opusculis S. episcopi

(1) Corinth. XI, 4.
(2) In psalm. 138, n. 20.
(3) *Etudes sur S. François de Sales*, tom. 2, pag. 218, 219.
(4) Vide Inform. § 30, in fine.
(5) In ephemeride *Scuola cattolica*, anno II, vol. IV, fasc. XXIII.
(6) El Estandarte de la SS. Cruz de N. Redentor J. C. traducido per Floriam. Anisen. Madrid 1738, pag. 3.

(1) Vide Inform. § 30.
(2) Officiosaque sedulitas et opella forensis adducit febres et testamenta resignat. Epist. 7, lib. 1, vers. 8, 9.
(3) *Saggio teoretico di dritto natur.* Introduz. pag. XI.
(4) Summ. pag. 114.
(5) In historia Vitæ S. Francisci Salesii, tom. 1, pag. 384.

loquuti sunt, summis ea laudibus extulerunt. Præsertim Benedictus XIV qui nullas cum Fenelonio controversias habebat, et ab omni partium studio remotus erat, repetens ac sanciens judicium card. Julii Sacchetti scientiam divinitus a Salesio acquisitam demiratus est « in aureis et seraphicis opusculis ab eo editis (1). » Atque Alexander VII post præconia quibus ornaverat Philotheam et alia majora Francisci opera, « eadem (subjecit) dico de aureo libro de Amore Dei deque ceteris magni hujus viri operibus (2). »

107. Ceterum Bossuetus ipse cum ab æstu disputationis contra Fenelonium procul aberat, doctoris meritum et scientiam amplissimis verbis in Salesio agnovit et prædicavit (3). Eccur illa aspernamur, et quasi ex insidiis aucupamur verbuscula quæ ex ore Meldensis episcopi prodierunt, quum unice eo spectabat ut adversarium suum omnibus armis, queis conabatur instrui, prorsus exueret? Quid quod eo æstu sic abripiebatur, ut non intelligeret nihil valere argumentum ab se adductum ad imminuendam opusculorum Salesii dignitatem? Ipse S. auctor (inquit) ea designat « comme des productions d'un âge encor tendre et faible. » Ecquid ab homine heroica humilitate prædito expectabat? An ut merces suas laudaret? S. Thomas immortale opus summæ theologicæ ad tironum usum modeste protulit : ecquis propterea illud a doctoribus sapientissimis nocturna diurnaque manu versandum esse inficiatur? Ipsemet Tullius ethnicus et ad cenedoxiam proclivis, de lucubrationibus quas juvenis confecerat timide ac verecunde loquitur (licet omnes oratorum studiis dignas existiment) et nos aliquot parvi pendemus libellos sancti viri qui fuit, Bossueto teste, « un flambeau sur le chandelier pour éclairer toute l'Eglise, » eo quod ipse pudenter monuit eos esse « des productions d'un âge encore tendre et faible? » Si ejusmodi criteria in hisce judiciis valere debent, postmodum exigat censura, uti reor, ab hoc sacro ordine, ne in albo sanctorum amplius illi adscribantur qui se peccatores esse testati sunt.

108. *In monitis ad confessarios nihil festinanter scriptum fuit aut diligentiæ S. auctoris excidit.* Gravior ea nota videtur, qua censor amplissimus *Monita ad confessarios* adspergit, in quibus « prudentia (inquit) viri apostolici et in animarum regimine versatissimi certe elucet, quamvis etiam in illis festinanter digerendis quidpiam auctoris diligentiæ excidisse videatur. Ita de absolutionis forma brevianda agens scribit : « Il est vray, comme le dit le docteur Emmanuel Sa es confessions de ceux qui se confessent souvent, on peut retrancher toutes les prières qu'on fait devant et après l'absolution, disant simplement : *Ego te absolvo ab omnibus peccatis tuis, in nomine Patris etc.....* On en doit dire le mesme, quand il y a une multitude de pénitents, et que le temps est court; car on peut prudemment abréger l'absolution ne disant sinon : *Dominus noster Jesus Christus te absolvat, et ego auctoritate ipsius absolvo te ab omnibus peccatis tuis. In nomine etc.* Vides heic (notat censura diligens) de absolutione a censuris verbum non fieri, cum tamen in Rituali Romano etiam urgente aliqua gravi necessitate in periculo mortis præscribatur formula : *Ego te absolvo ab omnibus censuris et peccatis in nomine Patris etc.*

109. Duo sunt in monito sancti episcopi, quæ novum aliquod præseferre videntur : I. quod affirmet, in quibusdam casibus omitti posse « toutes les prières qu'on fait devant et après l'absolution; » II. quod obiter memorata absolutionis formula, reticeatur vox *censuris*. Primum illud doctissimus animadversor non carpit; optime namque novit quæ scripsit S. Alphonsus in Theologia morali, lib. VI, tract. IV, de pœnitentia, cap. 1, dub. 1, § 430, vers. *Dubitatur* 3 : « Communiter doctores dicunt omnes has preces posse omitti sine ullo peccato. Ita Lugo cum Navarro..... Itemque Sa, Bosco, Dic. et Gobat apud Croix. Hocque videtur verius, dum Tridentinum dicit quod hæ preces tantummodo laudabiliter adjunguntur; verbum enim *laudabiliter* nullum utique videtur importare præceptum. » Si itaque opinionem Emmanuelis Sa est amplexus Ecclesiæ doctor de quo censura scribit : « quis moralem Theologiam pertractaverit, neque statim Alphonsi de Ligorio sibi nomen auctoritatemque senserit usurpandam (1)? » magna laus est Salesii nostri, quod in æquissima illa sententia amplectenda Alphonsum præverterit. Ob eas res alio prorsus convertit ictus suos censura sagax, et omissionem verbi *censuris* arripuit. Id se velle testatur perspicue, dum allata Monitorum particula, subdit : « Vides heic de absolutione a censuris verbum non fieri, » et cum alioquin apertissimum esset propositum sancti viri non immutandi formulam absolutionis, sed tantum « de retrancher toutes les prières qu'on fait devant et après l'absolution, » omissionem censurarum tribuit lapsui, qui propter festinationem scribendi S. episcopo acciderit. Ideo consulto cogitateque dicit : « quamvis etiam in illis (monitis) festinanter digerendis quidpiam auctoris diligentiæ excidisse videatur. »

110. Verumtamen objectio hisce limitibus circumscripta ejusmodi est, quæ factum supponat ipsamet objectione explicatu difficilius. Quis sibi persuaserit, episcopum tam prudentem, in lucubratione tam gravis momentis (quam vidimus a viris sapientissimis admodum commendatam), in formula sacramentali expromenda, non semel sed *bis* tam incuriosum fuisse ut verbum significantissimum propter scribendi festinationem omitteret? Id ne censori quidem egregio persuasum est; nam quasi dubitans ait : « Quidpiam auctoris diligentiæ excidisse videatur. » Enimvero si res ita se haberet, levior Franciscus putandus esset muliercula illa, quæ cum ultra horæ spatium in Ecclesia fuisset ut nuptias celebraret, omnia se religiose atque attente peragisse aiebat, nisi forte per incuriam oblita fuisset reponere *Utique pater*, cum a parocho rogaretur. Levior, inquam, Salesius fuisset; non enim loquebatur, sed scribebat; et scriptum certe reviserat. Insuper non semel, sed *bis* propter incuriam in formula erravisset. Ut meam sententiam proferam, si tam incuriosus ac temere festinans in rebus tam gravibus Salesius fuisset, vix crederem sacrum hunc Ordinem in causa beatificationis ejus de heroica ipsius prudentia suffragium ferre potuisse. Res eo magis implicita fit, quod objectio etiam declaratum Ecclesiæ doctorem et (incredibile dictu) synodum quoque œcumenicam involvit. Nam S. Alphonsus in opere dogmatico, sess. XIV, cap. 6, § 72, scripsit : « Dal concilio di Trento sta dichiarato che la forma non vaglia se non in modo indicativo : *Ego te absolvo a peccatis tuis.* » Et censuræ quo abierunt? Pariter catechismus Romanus ita loquitur de sacramenti pœnitentiæ forma, ut nihil præter absolutionem peccatorum et adjectas preces a sacerdote pronunciari videatur : « Est autem forma : *Ego te absolvo*, quam non solum ex illis verbis licet colligere (Matth. 18) : *Quæcumque solveritis super terram erunt soluta et in cœlo*; sed ex eadem Christi Domini doctrina ab apostolis tradita accepimus; ac quoniam sacramenta id significant quod efficiunt, et illa *Ego te absolvo* ostendunt peccatorum remissionem hujus sacramenti administratione effici, planum est hanc esse sacramenti perfectam formam... adduntur præterea complures preces, non quidem ad formam necessariæ, sed ut ea removeantur quæ sacramenti vim et efficientiam, illius culpa cui administratur, impedire possent (2). »

111. Alibi ergo quam in auctoris properantis indiligentia

(1) Vide Inform. causæ, pag. 13, 14, § 15.
(2) Vide ibid. pag. 32, § 40.
(3) Ibid. pag. 57, § 74.

(1) Animadv. § 8.
(2) Catechism. Rom. part. 2, cap. 4 de pœnitentia.

hujus omissionis explicatio quærenda est. Ac primo quidem recolere oportet *Monita ad confessarios*, de quibus agitur, edita fuisse a S. antistite mense octobri anno 1603 (1), et constitutionem Pauli V qua Rituale Romanum (quod objicit censura) promulgavit, diem habere 17 junii anni 1614. Meminisse decet plenam esse formam illam quam Salesius innuit; nam S. Alphonsus proposito dubio: « An per verba *te absolvo* possit sacerdos valide absolvere pœnitentem tum a peccatis tum a censuris? respondit : Communiter affirmant Palaus, Bon. Rom. Salm. Viva, Holz. Ratio ; quia nihil prohibet quin verba illa ex intentione dirigantur ad absolutionem tam a censuris quam a peccatis... Probabiliter vero Holzm. et Viva cum Granaden. id omnino excusant, si nulla adsit probabilis suspicio quod pœnitens aliquam censuram incurrerit (2). »

112. Denique sciendum, Rituale Romanum, etiam in ea parte quæ respicit administrationem sacramentorum, anno 1603 nondum undequaque receptum fuisse in universa diœcesi Gebennensi. Siquidem S. episcopus, cujus maxima diligentia fuit in eo recipiendo (nam biennio prævertit agere quod Paulus V dein omnibus episcopis commendavit) hæc scribebat anno 1612, februario mense, in præfatione ad parochos, quam rituali a se nuper edito præfixerat : « Ac quidem in his, quæ in eum finem (rem nempe ecclesiasticam ad meliorem statum reducendi) animo conceperat (prædecessor Claudius de Granier) non ultimo loco reponendum existimo, novam Ritualis ad normam S. Romanæ Ecclesiæ exactam editionem. Nam quamvis multa extent Ritualium exemplaria, quorum inscriptio Rituum Romanæ Ecclesiæ ordinem ac seriem lectori pollicetur, vix tamen ulla invenies, quæ inscriptioni penitus respondeant, idque præstent quod illa promisit. Quare merito operæ pretium fore censebat optimus antistes, si Ritualem librum edendum curaret, quem ad ipsissimum Romani Ritualis exemplar conformatum, omnes in hac diœcesi unanimiter et solum haberent : ac proinde in tanta rituum varietate unicam rituum celebrandorum rationem sequerentur. » Expositis deinde rationibus propter quas Granierus opus perficere non poterat, sic pergit : « Propterea nos, qui nobiscum felicissime actum iri credimus, si tanti Patris non solum in munere, sed etiam in eodem obeundo successores et imitatores fuerimus, Ritualem hunc librum, nunc tandem aliquando, quod ipse multum optaverat, vobis expectantibus exhibemus. Rem autem ita fecimus. Primum aliquot Ecclesiæ nostræ cathedralis doctis piisque hominibus nobiscum adhibitis, variarumque provinciarum Ritualibus libris in medium allatis, ex solo quidem Romano omnia, quæ ad ritum administrandorum sacramentorum spectent, adamussim excerpimus : ex aliis, ac maxime ex antiquo Gebennensi plurimas benedictionum formulas accepimus, quarum usum inter populares nostros pro laudabili recepta consuetudine retinendum existimavimus. »

113. Si hæc omnia cum monitis S. episcopi compares (quæ et ipsa sinceri ac pretiosi documenti loco haberi oportet) facile in eam persuasionem devenies quod anno 1603 in ea rituum varietate omnes quidem sacerdotes Gebennensis diœcesis in Tridentina formula adhibenda convenerint, mentio vero censurarum vel tunc tantum facta sit in casu peculiari quo pœnitens ea videretur indigere, vel saltem a multis omissa quoties necessaria non videretur. Quoniam vero S. antistes in eo monito, de quo agitur, formam absolutionis nec præscribere nec mutare vellet, sed notam supponeret, atque ageret tantummodo de adjectis precibus quum opus esset amputandis, sapientissime formulam illam absolutionis obiter memoravit, cujus verba certissime apud catholicos omnes sacerdotes erant recepta. Gratulamur autem cum censore eximio quod nobis opportunitatem præbuerit demonstrandi sollicitudinem quam gessit S. antistites, ut se et suos Rituali Romano conformaret. Nam Paulus V plures nancisci potuit episcopos qui eo ipso anno quo bulla Ritualis confirmatoria edita est hortationibus suis parerent, neminem vero alium præter Salesium, qui citius quam ipse loqueretur ejus desideria præverteret.

114. *Summam laudem vir sanctus meretur ob ea quæ scripsit de indirecta quam vocant R. pontificis potestate.* Oratoria præteritione utitur censor egregius attingens epistolas quasdam S. episcopi quæ in editione Lethielleux recensitæ sunt sub num. 199,200,362, eo quod scilicet a Bellarmino Salesius discesserit, et ipse censor nolit « unum cum altero committere. » Id timendum animadversioni non est, nam duo magni viri invicem sese maxima existimatione prosequebantur dum viverent, ac Franciscus quidem ven. cardinalem vocabat « il mio gran Bellarmino (1); de isto vero hæc narrat auctor operis *L'Esprit de S. François de Sales*, in parte 16, cap. 5 : « J'ai « vu une de ses lettres au bienheureux, où il parlait, sinon en « ces termes, du moins en ce sens : Monseigneur, je ne reçois « jamais de vos lettres qu'elles ne me donnent quelque tenta- « tion du désir d'être pape, afin de vous mettre aussitôt dans « le sacré collége ; car il me semble qu'il aurait besoin de « beaucoup de personnages semblables à vous, à qui je re- « connais que Dieu communique des vues et des lumières « pour le bien de l'Eglise universelle, que Sa Sainteté devrait « avoir, et sur lesquelles les cardinaux devraient occuper « leurs soins et leurs pensées. Vous me ferez plaisir de me « les communiquer à mesure que Dieu vous les départira, afin « que de temps en temps, et selon les occurrences, je puisse « les suggérer à Sa Sainteté. » Quomodo ergo veremur ne alter cum altero committatur?

115. Notandum porro est, per eas litteras quas cl. censor innuit, non de eminenti doctrina quæstionem fieri posse; sed de eminenti prudentia, quam heroicam fuisse certissimum est in Salesio, cui Deus, Bellarmino teste, lumina sua pro bono Ecclesiæ universalis communicabat. Nimirum dum V. cardinalis potestatem indirectam Rom. pontificis acriter tuebatur, S. antistes Gebennensis maluisset eam quæstionem silentio sedari quam effervescere, ac sane tres illæ epistolæ nil aliud continent quam « il privato giudizio del santo, essere cioè inopportuna la discussione di quella tesi ai suoi giorni, per le turbolenze politiche della Francia abilmente sfruttate dall'eresia » ceu fatetur Rmus episcopus Papiensis in ea lucubratione, cujus particulam affert animadversio. Adeo porro verum est, in ea re Salesium « lumina a Deo habuisse quæ Romanum pontificem decent in bonum universalis Ecclesiæ, » ut quotquot Petri cathedram tenuerunt a Salesii ætate caute abstinuerint ne quæstioni illi fomentum præberent. Potius hostes Ecclesiæ libenter illam refricant ad invidiam excitandam, ideoque catholici scriptores aliquando eam retractare coguntur. Imo apud quosdam invaluit opinio (utrum extent documenta queis probetur, melius præ me novit censor doctissimus) causam beatificationis Bellarmini ipsius ideo longas habuisse moras, eo quod elapso sæculo pontifex aliquis, cui eminens scientia non deerat, veritus sit ne data occasione incendium illud quod Salesius timebat exardesceret. At non hic est animus cum Apostolica Sede censuram committere.

116. Neque vero putandus est vir sanctus Romani pontificis causam deseruisse ; imo vero eam efficacius tuebatur, talia docens homines quæ nemo ægre ferret audiens vel inficiari valeret, quæque si jugiter fuissent servata omnem disceptationis causam sustulissent. Scilicet imitatus est doctorem gentium, qui familiarum concordiam fovit non jactans parentum jura puniendi, abdicandi e familia, et exhæredandi, sed

(1) Opp. S. Franc. Salesii, edit. Migne, tom. IV, pag. 70.
(2) Theol. Moral. loc. cit. vers. *Dubitatur* 4.

(1) Animadv. § 13, prope fin.

auribus filiorum inculcans atque explicans divinum mandatum: *Honora patrem tuum etc.* (1). Ita doctis adsertoribus pontificiorum jurium ea præbuit arma Salesius, quæ adversarios ad silentium redigerent. Exemplo sit quod in altera ex iis epistolis legitur : « Le pape est le souverain pasteur et père spirituel des chrétiens..... il a l'ordinaire souveraine autorité spirituelle sur les chrétiens, empereurs, rois, princes et autres, qui en cette qualité lui doivent non-seulement amour, honneur, révérence et respect, mais aussi aide, secours et assistance envers tous et contre tous qui l'offensent, en l'Eglise, en cette autorité spirituelle et en l'administration d'icelle, si que comme pour droit naturel, divin et humain chacun peut employer ses forces, et celles de ses alliés, pour sa juste défense contre l'injuste offenseur, aussi l'Eglise ou le pape (car c'est tout un) peut employer ses forces et celles de l'Eglise, et celles des princes chrétiens, ses enfants spirituels, pour la juste défense et conservation des droits de l'Eglise contre ceux qui les voudraient violer et détruire. » Hæc verba referens I. A. Bianchi in opere : *Della podestà della Chiesa*, lib. XI, § 10, ait : « Con qual più viva espressione potrà rappresentarsi l'uso indiretto delle cose temporali spettanti alla podestà spirituale del papa, e il riguardo indiretto che ha questa podestà sopra le cose temporali per ordine alle spirituali, quanto di quella di cui si vale il santo vescovo di Ginevra, dicendo che il papa si può servire delle sue forze spirituali e delle forze temporali dei principi per difesa dell'autorità della Chiesa e della sua? »

117. *Ex his quæ dicta sunt, conclusio* § 15 *animad. sponte collabitur.* Conclusio qua § 15 animadversionum absolvitur sponte diffluit semel ac fundamenta queis innitebatur disjecta sunt : « Ex his omnibus (inquit) colligere datur, cur forte recensita Salesii opera apud nostrates, non æque ac ascetica, vulgata et omnium trita manibus fuerint. » Si factum existeret quale a censura significari videtur, illud ex rationibus a censura allatis deduci non posset; eas namque nullam vim habere perspeximus. At factum ipsum declarandum est. Epistolæ (de iis namque nuperrime actum fuit) apud nostrates notissimæ sunt, et cum operibus asceticis commemorantur. Ideo theologus Solari, in oratione quam habuit in laudem Salesii, eas cum Philothea et Theotimo jungebat inquiens : « Parlino per me quegli nomini malvagi di due secoli appena passati, i quali, sebbene avversarii alla religione, leggevano la Filotea, il Teotimo, e la corrispondenza epistolare del S. vescovo di Ginevra con tale un gusto che loro serviva di freno alla indomita loro brutalità. » Nec lapsu temporis intercideruut, aut oblivioni traditæ sunt. « Le sue lettere (aiebat Mediolanensis editor operum S. episcopi) sono monumenti indistruttibili, ove bene spesso la profondità del pensiero si nasconde sotto le forme più graziose (2). » Si minus vulgatæ ac tritæ fidelium Italorum manibus epistolæ S. viri fuissent, quomodo præsul Phœbeus in hoc sacro cœtu de iis affirmare potuisset « uberrimos in toto christiano orbe fructus pariunt » (3)? Si censura reponat, se de tribus epistolis tantum fuisse loquutum, me vero de omnibus verba facere, eam rogabo ut indicet quæ sit italica versio epistolarum Salesii, ubi tres illæ omissæ fuerint, vel unde sciat pios lectores ceteras quidem legere, tres autem illas quasi periculosos angues præterire. De aliis porro operibus hactenus a censura memoratis, nempe de Controversiis, Vexillo Crucis et Monitis ad confessarios, fateor equidem illa (etsi pluribus editionibus vulgatæ sint) pauciores habuisse lectores quam Theotimum, Philotheam et epistolas; verum id non modo apud nostrates, sed etiam penes exteros usuvenit, et ipsa rerum natura exigente factum est. Nam multa hominum millia reperiuntur, qui vitam Deo devotam pie agere exoptant, eamque doceri student; at noscere rationes quibus hæretici refutantur ad doctos viros pertinet; scire demum monita queis confessiones decet excipere, illorum dumtaxat est, qui eo sancto ministerio funguntur.

118. *Animadv.* § 16. *Quod Salesius de Philothea sua modeste ac summisse scripserit, id auctoris meritum non imminuit, sed auget.* Meritis laudibus effert censura Philotheam et Theotimum, sed adjicit : « Nihilominus hæc pastorem, potius quam Ecclesiæ doctorem prodere ipse de se Salesius testimonium præbet. » Atqui hoc lepidum est! Debuisset ergo Franciscus profiteri, se scribere tanquam Ecclesiæ doctorem ! Si hoc egisset, canonizationis, puto, caruisset honoribus propter superbiæ obstativum, adeoque ex defectu primi ornamenti, quod a jure requiritur numquam Ecclesiæ doctor potuisset declarari. S. Leo Magnus in epistola ad Flavianum potuit scribere quasi doctor Ecclesiæ universalis; at Ambrosius, Augustinus, Hilarius, Athanasius, Chrysostomus etc. ea scribebant quæ juxta eorum mentem pastorem proderent. Frustra ab animadversione descripta afferuntur verba quædam S. auctoris, quibus meritum voluminis sui deprimit ipse atque extenuat. Ergone opus immortale quod Romani pontifices divinum existimarunt, quod Ludovicus Bourdaloue (Gallorum Tullius) immediate post sacra Biblia collocabat (1) quod Bossuetus sublime judicavit, quippe quo errorum tenebræ circa pietatem et christianam vivendi rationem profligatæ sunt (2), quod Sorbonæ doctores cum libris Augustini, Ambrosii, Gregorii Magni compararunt (3), quod plurimi S. R. E. cardinales, sacrorum antistites, academiæ, scriptores clarissimi satis demirari non poterant, hoc opus, inquam, aliquid de sua dignitate amiserit quia S. auctor modeste ac demisse de eo est eloquutus? Eccur pro verbis epistolæ Francisci ad Viennensem præsulem potius istius verba quibus Francisco rescripsit, censura non attulit? Tres sunt epistolæ quibus anno 1609 episcopus eximius hunc librum summis laudibus ornavit. Pauca hæc ex multis delibare sufficiat : « Pius ille libellus tuus, quem recens prælo commisisti, rapit me, inflammat, et in ecstasin adeo rapit ut nec lingua mihi suppetat, nec calamus, quo affectum ingentem in te meum exprimere queam ob redditum tam insigne divinæ bonitati obsequium et inæstimabile emolumentum iis futurum, qui libellum hunc, ut decet, lecturi sunt (4) ». Videat censor doctissimus ne propter officii rationem aliquid audeat quod nec ipsi hostes fidei ausi non sunt. Etenim illi fatebantur (teste Petro Hyacintho Gallizia) se nihil reperisse quod in eo libro reprehenderent, quemadmodum nihil in auctoris vita reprehendendum invenerunt (5).

119. *Manet integra hujus operis laus etsi S. auctor quæ cogitabat addere vel immutare nequivisset.* De immutationibus et additionibus quas sibi S. auctor proposuerat juxta hortationes episcopi Montispessulani dubitat censura, an propter sollicitudines quibus distinebatur fidem præstare potuerit. Id parum ad eminentiam scientiæ pertinet, nam opus quale nunc prostat expendendum est, et illud omnium laudes meruit. Ceterum ambigi nequit quin S. auctor curas secundas illi adhibuerit, nam in præfatione legitur : « Affinchè l'opera fosse più utile ed aggradevole io l'ho riveduta e l'ho disposta con qualche ordine, aggiungendovi molti documenti conforme alla mia intenzione. » Si tertias censura desiderat, quas amicus suadebat, gravis jactura non esset earum omissio; namque ille brevitatem in quibusdam minus probabat, ast hæc brevitas

(1) Ad Eph. VI.
(2) Opere complete di S. Francesco di Sales, nuova edizione-Milano 1858, vol. 15, pag. 57.
(3) Vid. Inform. § 48, pag. 57.

(1) In panegyr. S. F. Sales, part. 2.
(2) Bossuet, editio Vives opp. tom. XII, pag. 76; tom. XIX, pag. 297.
(3) Vide inform. pag. 32, § 40 in fine.
(4) Carol. Aug. Sales. in Vita S. Francisci, pag. 324.
(5) Gallizia, in Vita S. Francisci de Sales, pag. 211.

nunquam est ejusmodi ut perspicuitati noceat. Aiebat præterea « che per una semplice e prima introduzione (S. auctor) portasse troppo avanti la sua Filotea ». Si hoc monitum eo spectabat ut omnia ea demerentur quæ ad sublimiorem perfectionem pertinent, nobis gratulandum est quod de hisce ademptionibus nil certe afferre possimus.

120. *Inventionis et novitatis laude Theotimus præfulget.* Fastidit censura S. virum de Theotimo suo dixisse : « Delle cose che io dico non ve ne ha alcuna che io non abbia imparato da altri. » Quid dedecoris in hoc sit non video, nam donec aperte ostendi possit extare ideas imo notiones innatas, quas Platoni relinquimus, commune hoc fatum doctorum omnium dicendum est. Verum non omnia e libris hauserit S. auctor, subdit enim : se proponere « non tanto quel che io ho imparato già nelle dispute, quanto quello che l'attenzione al servizio delle anime e l'impiego di ben ventiquattro anni nella santa predicazione, mi ha fatto credere essere più conveniente alla gloria dell' Evangelio e della Chiesa ; » proinde lectori non dissimulat plura repertum iri in libro suo, quæ in aliis libris non reperiuntur « io spero . . . che potrò renderti ancora qualche sorta di servigio e che vi troverai molte buone considerazioni che non ti sarà sì facile trovare altrove, come per converso trovai altrove più cose belle che qui non sono. » Atqui in theologia practica hoc insigne est auctoris meritum, ut archetypum opus non simplicis collectoris sit, si scilicet multa ex propria observatione et experientia valeat afferre. Ideo S. Alphonsus eminet tantopere in morali theologia, quia verissima erant, quæ in præfatione est professus : « Nec non plurima hic exposui, quæ magis missionum et confessionum exercitio, quam librorum lectione didici. »

121. *Animadv.* § 17. *Opus idem a Bossueti censura vindicatur.* Quo minus excellens videatur opus de Amore Dei, quod maximam S. viro existimationem sapientium comparavit, censor clarissimus quædam affert minus cauta verba, quæ e stylo Bossueti contra Fenelonium disputantis exciderunt. Præmittit autem omnibus notum esse « quantopere Salesii doctrina ad tuendum pseudo-mysticum suum systema Fenelonius fuerit *abusus* et ea præsertim quæ in Theotimo continetur. » Atque hic primum statuendum est scriptoris sapientissimi dignitatem ac meritum imminui non posse ex eo quod aliquis verbis ejus fuerit abusus. Monet princeps apostolorum quosdam in pravum sensum convertisse Pauli epistolas « sicut et ceteras scripturas » (1); neque tamen exinde potest inferri aliquid esse de divini eloquii dignitate detractum. Cyrilli verbis abutebantur Eutyches ejusque asseclæ, constat tamen et illibata manet S. episcopi eminens scientia et auctoritas. Jansenius, Bajus, Quesnellus abusi sunt S. Augustini libris; nemo tamen proinde dixerit, magni antistitis Hipponensis doctrinam non semper esse, « si lisse ni si exacte, qu'il seroit à désirer. » Quod autem doctrina in Theotimo tradita qualibet macula vel levissima sit expers satis constat ex præconiis quibus illam tanquam divinitus quæsitam sacer hic Ordo et Benedictus XIV commendarunt (2).

122. Sed potuit, inquies, aliquid imperfectum inesse libris de Amore Dei, ita ut facilius ansam, ceu dici solet, Fenelonius arriperet ad errores suos tuendos. Utrumque negandum est ex ipsius Bossueti judicio. Nam tractatus ille uberrimus, prout ex omnium consensu et ipsius libri inspectione patet, inter opera majora Salesii recensendus est. At Bossuetus qui in Salesio doctoris scientiam mirabatur, « la science comme docteur... pour éclairer tout l'Église (3), » aliquid minus perfectum tantummodo in opusculis juvenilibus sese deprehendere putabat « comme n'ayant pas la trempe et la solidité des autres ouvrages (1). » Ergo in majoribus operibus doctrinam solidam, limaque expolitam, dignam doctore agnoscebat. Præterea, in ipsis quæstionibus, quæ inter Meldensem antistitem et Cameracensem agebantur, sanam doctrinam Salesius diserte tradiderat. « Il est de mon devoir (scribit Bossuetus) d'ôter aux nouveaux mystiques quelques auteurs renommés dont ils s'appuient, et entre autres S. François, qu'ils ne cessent d'alléguer comme leur étant favorable, quoiqu'il n'y ait rien qui leur soit plus opposé que la conduite et la doctrine de ce grand saint (2). » Alibi vero testatur Salesium prævenisse omnes abusus qui de doctrina sua fieri potuissent (3). » Et alibi : « S. François est un grand saint, et j'ai toujours soutenu que sa doctrine qu'on nous objecte est toute pour nous dans les matières dont il s'agit (4). » Eccur ergo auctoritatem magni viri, cujus præsidio utebatur, labefactabat ? Quia Fenelonius quasi infallibilem eam afferre videbatur. Hinc in loco adducto Meldensis antistes pergit : « mais il ne faut pas pour cela le rendre infaillible, et on ne peut pas oublier qu'il a montré plus de bonne intention que de science sur quelques articles. » Hisce similia sunt ea quæ in animadversione allegantur. At subit studium sciendi, quinam essent hi articuli, in quibus doctrinam Salesii Bossuetus minus probat? Non illi de quibus tunc disceptabatur; nam « sa doctrine est toute pour nous dans les matières dont il s'agit. » Ergo erant alii articuli propter quos intactam exceptionem contra auctoritatem gravissimam servare volebat Meldensis antistes, qui forte gypsatas manus se habere sentiebat. Quinam hi fuerint ? Num vox infallibilitatis, quæ paulo ante exciderat, aliquod huic quæstioni lumen posset afferre ?

123. Quicumque vero isti articuli fuerint, certe humani aliquid passus est, sive ex æstu disputationis, sive alia de causa scriptor ille, qui licet ultro agnosceret in sancto viro « le titre qu'on lui donne de théologien à une degré éminent, » ausus tamen est proferre « que, selon l'esprit de son temps, il avait peut-être moins lu les Pères que les scholastiques. » Quibus paucis verbis tria complectitur cordato viro prorsus indigna. Etenim I. scholasticorum adeoque S. Thomæ auctoritatem deprimit, namque illorum studio refert acceptum « qu'en ces endroits et en quelques autres sa théologie pouvait être plus correcte, et ses principes plus sûrs. » Utinam ipse Meldensis auctor Aquinati doctori in omnibus arctius adhæsisset, non enim Gallicanas doctrinas propugnasset, atque ita fuisset « sa théologie plus correcte, et ses principes plus surs ! » De nostro utique legitima auctoritas pronunciavit « suis scriptis cœlesti doctrina refertis Ecclesiam illustravit quibus iter ad christianam perfectionem tutum et planum demonstrat. » An hæc securitas in omnibus Bossueti scriptis inveniatur, alii disquirant. II. Quum dicit : « selon l'esprit de son temps, » theologos impetit gravissimos, quos ipse censor merito laudavit Du Perron, Bellarminum, Canisium, aliosque præclarissimos Salesio coævos, quasi patrum antiquorum libros parum novissent. III. Demum contra testimonium disertissimum Caroli Augusti Salesii, cujus historica fides et auctoritas a Benedicto XIV et ab hoc sacro Ordine magni habita est, veterum patrum lectioni parum vacasse Franciscum dicit, dum biographus ille religiosissimus, ceteris suffragantibus, impensum narrat studium quo Salesius SS. Patrum lectioni et meditationi vacavit. Ipsa Francisci opera Bossuetum arguunt falsi-

(1) 2 Petr. 3, 16.
(2) Vid. Bened. XIV de serv. Dei beat. lib. 2, cap. 26, n. 10.
(3) Vide causæ inform. pag. 57, § 74.

(1) Vide Animadv. sup. § 15.
(2) *Instructions sur les états d'oraison*, lib. 1, § 12.
(3) Tertia memoria episcopi Melden. super sententiis S. Francisci Salesii.
(4) *Préface sur l'instruction pastorale de M. de Cambrai*, § 126. Quam vere hæc dicta sint et quam aliena fuerint S. Francisci Salesii scripta a Fenelonii erroribus præclare ostendit clariss. episcopus Papiensis in ephemeride *Scuola Cattolica*, anno II, vol. 4.

loquii, locis enim lectissimis ex operibus Patrum excerptis referta sunt.

124. Reliquum est igitur ut dicamus, lumen illud clarissimum, quo semper præfulsit tractatus ille aureus de amore Dei, obscurari ex iis non posse quæ, subiratus in adversarium suum, parum circumspecte Bossuetus effutivit. Valeat potius judicium quod ab illis tricis alienus doctus auctor Vindobonensis tulit, inquiens : « Vix in thesauro locuplete pietatis, quem Patres et illustres doctores Ecclesiæ reliquerunt liber invenietur, qui sanctum Dei amorem in toto ambitu suo tam solide et lucide pertractarit, ejusque profunditates penitissimas tanta claritate illustrarit, sicut hoc opus mirabile S. Francisci Salesii, quod ab omni tempore animabus perfectionem appetentibus intime carum erat (1). » Quod si Meldensis antistitis auctoritatem quantum oportet deferre velimus, dicamus sedatum pacatumque (proinde rectum) ipsius judicium de operibus sancti episcopi Gebennensis expromendum esse ex illis quæ vir doctus protulit quum nullo partium studio, nulloque æstu disputationis abreptus in adversarios, qui venerandam illam auctoritatem objiciebant, tranquillo animo et ingenue quid sentiret ipse fatebatur. « La science (inquit) l'a rendu un flambeau capable d'illuminer les fidèles . . . Voilà donc un flambeau ardent et luisant : si sa science reluit parce qu'elle est claire, elle échauffe en même temps parce qu'elle est tendre et affective. » Ac quasi præsagus censuræ quæ nuper nobis objecit : « Hoc revera præsidium (confodiendi hæreses) sanctos doctores Ecclesiæ præstitisse palam est (2), » confidenter reponit Salesium fuisse « ce rare et admirable génie dont les ouvrages presque divins sont le plus ferme rempart de l'Eglise contre les hérétiques modernes » quibus verbis solide confirmat quod proposuerat, Francisco dedisse « beaucoup d'éclat dans le monde la science comme docteur (3). »

125. *Animadv.* § 18. *Immerito objicitur, nunquam doctore dignam habitam fuisse Salesii doctrinam.* Ex Bossueti verbis, quæ superius ostendi ab eo prolata quum ex controversia diuturna animus incalescebat, immerito deducit animadversio : « Ex quo factum arbitror, ut vel illi quidem, qui Francisci scientiam doctrinamque apprime noverant, nunquam illam Ecclesiæ doctore dignam putaverint. » Itane vero? Ergo omnes illi S. R. E. cardinales, archiepiscopi, episcopi, religiosorum ordinum moderatores, doctorum universitates, aliique viri prænobiles, qui doctoris nomen Salesio postularunt, illum hoc honore dignum affirmantes, urbanissime dimittentur, indicto sicce ac jejune quod filiis Zebedæi Dominus denunciavit *nescitis quod petatis?* Vel quod eodem redit, ideo petiistis quia Francisci scientiam doctrinamque apprime haud novistis? De hisce postulantibus (reponere censura videtur) seorsim dicetur in § 23 animadv. nunc de illis qui superioribus ætatibus vixerunt; at nonne eadem veterum existimatio fuit?

126. *Confirmatur Sorbonæ judicium de scriptis S. episcopi.* Certe canonicus Gard in processu Anneciensi retulit ex testimonio card. de Berulle « omnes doctores Sorbonæ publice declarasse hoc opus (Philoteam) ex æquo ire cum operibus S. Gregorii, S. Ambrosii et S. Augustini (4). » Temuit hunc testem censor amplissimus, inquiens : « neque enim tam facile uni dumtaxat Anneciensis processus testi credendum puto. » Attamen eodem ferre recidit Carolus Augustus Salesius sancti viri historicus, qui cum narrasset S. patruum suum a quodam fuisse vocatum « doctissimum omnium quotquot viverent pergit, » in eoque effato sectatores habuit Jesuitas, doctores Sorbonicos, et ceteros omnes de rerum divinarum humanarumque scientiis benemeritos (1). Reponet fortasse rursus animadversio, se Carolo Augusto non tam facile credendum putare. Sed enim Petrus Hyacinthus Gallizia de Theotimo scribens affirmat : « I Padri della Compagnia di Gesù giudicavano che questo libro poteva stare al paragone de' libri de' Santi Padri, ed i dottori della Sorbona dissero che poteva citarsi egualmente che uno dei libri dei quattro dottori della Chiesa (2). » Neque ego unius Hyacinthi testimonio (censura reponet) credendum puto. Plane doctorum illorum successores instant : « Nos sacræ facultatis theologicæ Parisiensis doctores et professores prædecessoribus nostris omnino consentientes votum supplices emittimus, ut inter doctores Ecclesiæ, quibus jure æquiparatus fuit, noster Salesius tandem adnumeretur (3). » Sed audire videor replicantem animadversionem : « Non ego recentiorum horumce doctorum judicio facile credendum puto. » Atqui superius attuli S. D. Joannem Jacobum Olier testantem « qu'il passait hautement dans l'Allemagne pour un homme comparable à S. Augustin, à S. Jérôme et à S. Ambroise, et j'ajouterai à S. Grégoire le Grand. » At expecto regerentem censuram, se Oliero hæc testanti facilem fidem non esse habituram. In causæ informatione § 77 descripsi verba Antonii Fabri docentis : « Putes te videre vel audire antiquos illos Chrysostomos, Hieronymos, Augustinos, Gregorios, et alios siquidem sunt ex veteribus Episcopis celebriores, subscribet his laudibus non nostra tantum Sabaudia, sed tota etiam Gallia. » Vereor tamen ne hic quoque fidem apud censuram non inveniat. Qui in publico concilio sedebant Britanniæ provinciæ sperabant fore ut Salesius apud pontificem maximum eumdem favorem nanciscereturr, ac magnus Ecclesiæ doctor (4). At neque publicis consiliis facile credit animadversio. Donec ergo aliquis tam singularis et beatus reperiatur, cui propensas ad credendum aures censura inclinet, satius erit reliqua quæ opponuntur expendere ac refutare.

127. *Benedicti XIV auctoritas non obest Salesii merito, sed suffragatur.* Si ita se res habeat, et multi crediderint, Salesii libros cum Patrum antiquorum scriptis posse conferri, « cur nam (rogat fidei vindex amplissimus) Benedictus XIV, qui Bernardum, Ildephonsum, Bedam aliosque memorat, utpote a multis dignos habitos qui doctoris Ecclesiæ titulo decorarentur, Salesium omnino præterit, cujus merita et doctrinam laudaverat? (de Serv. Dei beat. lib. IV, part. 2, cap. 11). Ratio in aprico est ; nam pontifex eruditissimus eo loco commemorabat eos pro quibus postulati fuerunt doctoris honores, pro nostro autem hæc postulatio porrecta non erat. Levissima igitur objectio est quæ huc reducitur : Cur ante Benedicti XIV ætatem doctoris titulus petitus non fuit? Hujus facti perquam simplex et facilis explicatio est. Ab anno enim canonizationis episcopi Gebennensis (1665) ad tempus quo Benedictus XIV opus illud scribebat, pauciores anni quam septuaginta quinque elapsi erant, nam juris nostri præceptor libros illos exarabat antequam ad pontificatum maximum eveheretur, quem anno 1740 adeptus est. Jamvero hic temporis tractus brevior videbatur, quam satis esset ut postulantes confiderent ejusmodi petitionem felicem exitum habituram. Ipsemet prædecessor desideratissimus censoris egregii in animadversionibus super doctoratu S. Alphonsi hujus rei causam aperuit, inquiens « aliorum doctorum diuturna tantum interposita mora declarationem editam fuisse. » Putabant ideo passim homines (quam falsam opinionem sustulit decretum de Alphonsi doc-

(1) Silbert. in præf. ad German. version. Theotimi, pag. 1.
(2) Animadv. § 7 princ.
(3) Bossuet, Opp. edit. Migne, tom. 7, pag. 850, 851.
(4) Informat. pag. 32, § 40 in fine.

(1) Ibid. pag. 23, § 44 in fine.
(2) Gallizia in Vita S. F. Salesii, pag. 248.
(3) Summ. pag. 111, num. XXXIII.
(4) Vide inform. § 80.

toratu) non aliter hunc honorem a Sede Apostolica concedi, nisi anni quamplures, imo sæcula a canonizatione fuissent elapsi. Proinde in numero eorum quibus petitus fuerat doctoris honos nequivit noster a Benedicto XIV recenseri.

128. Id vero minime vetuit, quominus immortalis pontifex egregia præberet testimonia, tum de existimatione hominum, tum de sua, circa eminentem Salesii doctrinam. Quid enim splendidius ab eo dici poterat, quam quod universi hominum cœtus Francisci doctrinam fuerint admirati? (vid. sup. § 49) quod scientia divinitus acquisita libri ejus conditi fuerint et id in hoc sacro cœtu palam sit prædicatum? (inform. pag. 13, 14). Quid illustrius epithetis sapientissimi et magni quibus Salesium exornat (1)? Quæ major existimationis declaratio quam in gravissimis quæstionibus ad ejus auctoritatem confugere, et tanquam decretoriam usurpare (2). Hæc auctoritas tanti erat apud pontificem sapientissimum ut aperte profiteretur, se Francisci opiniones amplecti, non quia rationes ab eo adductæ eamdem sibi persuasionem ingessissent, sed quia nomen et sententia ejus vicem argumenti ineluctabilis præstare censeret. Ita loquens de choreis et ludis quos passim agebant homines auctoritatem Salesii præseferentes, maximus pontifex concludit: « Igitur choreæ saltusque ab iis quibus fas est instituantur, sed eæ leges una serventur quas auctoris sanctitate et gloria ducti maxime probamus et libenter amplectimur (3). » Opportune igitur et ad rem nostram ab optimo fidei vindice doctissimi hujus pontificis mentionem injectam arbitramur, ut ejus quoque suffragio petitionem nostram communire possimus.

129. *Idem dicendum de auctoritate card. Sigism. Gerdil.* Nec minus commode invocatum fuit a censura nomen et auctoritas card. Sigismundi Gerdil, qui Salesium vocavit « patriæ nostræ singulare decus atque ornamentum, » ejusque meritum eximium melius a se explicari non posse est ratus, quam descriptis verbis Alexandri VII, quæ superius ex parte retulimus: « Inter nomina Ecclesiæ catholicæ veneranda, Fran« ciscum de Sales episcopum Genevensem, doctrina celebrem, « sanctitate admirabilem, ætatique huic nostræ contra hæreses « medicamen præsidiumque referre numine inspirante de« crevimus (4). » Auctor eminentissimus scriptis quibusdam illustris S. Caroli Borromæi et beati Alexandri Sauli majorem auctoritatem se conciliare non posse autumabat quam si testaretur ea Salesio fuisse probata. Inquit enim alicubi: « Hic proponendæ nonnullæ regulæ, quibus juvetur confessarius in enodandis implicatissimis plerumque difficultatibus, quæ in refellendis occasionibus proximis sæpius enascuntur. Eas autem ex institutionibus S. Caroli Borromei ad confessarios ut plurimum eruemus, quæ magnam a sanctissimis Ecclesiæ præsulibus, et imprimis S. Francisco Salesio atque a summis pontificibus commendationem habuerunt et auctoritatem (5). » Atque alibi in historia vitæ B. Alexandri Sauli: « L'an 1581 fournit la date précise d'un monument précieux du zèle et de la science d'Alexandre; je veux parler de l'excellent catéchisme qu'il publia sous le titre de *Doctrine du Catéchisme Romain*..... Je n'entreprends pas ici de relever le mérite de cette production. Il suffira de dire que S. François de Sales en faisait un cas infini, et quand on lui proposa de travailler à un nouveau catéchisme, il répondit que l'ouvrage était fait (6). » Nonne videris audire Tullium qui orationes Isocratis celebrans, id unum satis esse affirmat quod a divino Platone laudatæ fuissent (7).

(1) Bullarium Ben. XIV, tom. 2, pag. 402, Prati, 1846, et ibi, tom. 3, p. 1, pag. 372, et Summ. pag. 121, n. XLI.
(2) Vide sup. § 49, et Summ. pag. 121, n. XLI.
(3) Benedict. XIV, *de Institutionib. ecclesiasticis*, Inst. XIV, n. 24.
(4) Gerdil, Op. Roma, 1806, tom. 13, pag. 293.
(5) Opp. tom. 18, pag. 180.
(6) Opp. tom. 20, pag. 128.
(7) Orat. ad M. Brutum, c. 13.

130. Quid plura? Arduam quæstionem Gerdilius aggressus de pœnitentia quæ cum amore Dei commixta non sit, sed illum haud excludit, eam Salesii auctoritate dirimit (1), atque alibi disserens de frequenti susceptione SS. Eucharistiæ, quoad illos qui graves noxas sæpe contrahunt, neque de emendatione solliciti sunt, vel culpis venialibus voluntate et affectu adhærent, quum eam quæstionem Benedicti XIV auctoritate dissolvisset, plenissimum robur huic ut adjiceret subdit: « E ciò è conforme alla dottrina di S. Francesco di Sales (2). » Denique in ipso opere quod scripsit de optima ratione instituendi Sabaudiæ principis (in quo Gerdilius a censura dicitur Salesii nomen reticuisse) diserte ad ejus auctoritatem provocat scribens: « On peut voir dans les réflexions de Bossuet sur la comédie les dangers du théâtre, soit pour la représentation, soit pour la lecture, et dans S. François de Sales et autres écrivains de cette trempe le moyen de s'en préserver (3). » Regius itaque princeps ex Gerdilii consilio a Salesii libris cautiones illas debebat ediscere, licet ad discendam artem regendi populos ad libros Bossueti et Fenelonii (qui ad filios Ludovici XIV instituendos vocati nominatim ea de re scripserant) delegaretur. Equidem ex hi ce Gerdilii suasionibus perspicere nequeo argumentum ad deprimendam Francisci dignitatem comparatum. De libris Ecclesiæ doctorum a principe legendis Gerdilius siluit, neque ipsum opus D. Thomæ de regimine principum commemoravit. Inter sanctos scriptores unius Salesii meminit: ergone scientiam illius doctore Ecclesiæ dignam nunquam putavit? Adeo hoc argumentum novi generis et alienum a tenuitate mea persentio, ut quid illi reponam nescire me, candide profitear. At Salesii meminisse debuerat Sigismundus dum verba fecit: « *Sulla educazione ed istruzione della gioventù.* Cujus juventæ? Clericorum an laicorum? Oppido patrum et doctorum opera clericis legenda præbentur. Et Gerdilius noster in opere inscripto: *Considerazioni per la formazione di un convitto ecclesiastico*, juvenibus ecclesiasticis suadebat lectionem Salesii nostri tanquam « una pratica quotidiana da non omettersi mai (4). »

131. *Cum Salesii doctrina convenit id quod de doctorum Ecclesiæ doctrina Mabilonius tradidit.* Si quis paulisper colligat et complectatur animo quæ tum in hoc tum in superiori capite disputavi, facile dignoscet quam alienum a veritate sit illud quod ex iis quæ objicerat censura deduxit: « Non itaque Francisco aptari posse videtur elogium quod in Ecclesiæ doctoribus merito requiri Mabillonius scripsit, quorum scilicet doctrina publico ipsius Ecclesiæ suffragio approbata est. » Etenim non modo integra et inconcussa manere vidimus quæ in causæ informatione producta fuerant ad hoc publicum Ecclesiæ suffragium demonstrandum, non modo singula quæ contra oggesta fuerant diluta omnino et sublata sunt, sed etiam passim sese dedit occasio multas gravesque auctoritates ac testimonia proferendi e viris doctissimis omnium gentium, quibus publicum illud suffragium luculentius evinceretur. Quare etsi mihi materies adhuc suppetat, atque ea super re e scriptis auctorum probatissimis alia possent excerpi; tamen, ne nimius sim, huic parti orationis finem imponam et ad reliqua quæ censura subdit extricanda deveniam.

CAPUT IV

De præstantia S. Francisci Salesii in re ascetica.

132. *Animad.* §§ 19 *et* 20. *S. F. Salesius non tantum in re ascetica, sed et in aliis theologiæ partibus excolendis excelluit.*

(1) Gerdil, Opp. tom. 19, pag. 204.
(2) Gerdil, *Opuscoli teologici inediti*, Roma, 1859. Dell'Eucaristia, pag. 59.
(3) *Plan des études pour le Prince de Piémont.* Opp. tom. 1, pag. 299.
(4) Gerdil, Opp. tom. 20, pag. 307.

Victas ex parte manus dedens fidei vindex religiosissimus fateri tandem non abnuit : « Salesii scripta utpote pietate ac doctrina referta plurimorum et amplissima elogia meruisse. At (subjicit) si æqui rerum æstimatores esse velimus, reperiemus ejusmodi laudes ferme ea scripta respicere, quæ ad animarum directionem spectant. » Hinc tanquam demonstratam habens S. viri egregiam præstantiam in rebus asceticis, certamen committit cum Rmo episcopo Papiensi (1) multis passuum millibus dissit », qui in lucubratione alias laudata scripsit : « A chi dunque obiettasse : il vescovo di Ginevra fu maestro di ascetica incomparabile più ancora che dotto controversista, potremmo rispondere : e per un momento sia, ma quel titolo che voi non potete negargli basta anche solo a valergli l'aureola gloriosissima del dottorato. » Academicam quæstionem heic agit animadversio et falso supposito innititur ; namque in causæ informatione egregium S. auctoris meritum demonstravimus ex ejus eminenti scientia etiam in aliis theologiæ partibus, puta polemica, dogmatica, morali, pastorali, exegetica etc. Hinc censor ipse diligentissimus singulos aggrediens Salesii libros controversias primum impetivit « quas velut polemicum opus princeps informatio laudat atque extollit. » Tum ad sermones sese convertebat (2) in quibus christianum populum S. auctor edocuit sanam doctrinam, divina eloquia passim explanans. Demum librum contra Viretum et eximium opus *Vexillum crucis* censura est aggressa, quibus voluminibus catholicam doctrinam vir sanctus strenue defendit (3). Propterea in toto hujus disputationis decursu luculentius apparuit, plures viros doctissimos etiam opera Salesii ab asceticis diversa laudibus egregiis ornare. Quare verum hujus quæstionis criterium ita constituendum est : quum S. Franciscus tum in polemica, dogmatica, pastorali theologia etc., tum in ascetica excolenda mirifice inclaruerit, mereturne inter Ecclesiæ doctores adscribi? Atque hic censor ipse scientissimus opportune nomina subjicit Bonaventuræ, Anselmi et Bernardi, quos merito tradit « inter asceticæ insignes magistros recenseri, » quibus etiam Gregorii Magni, Thomæ Aquinatis et Alphonsi de Liguori nomina liceat adjicere. Si igitur prædictis immortalibus viris ad doctoris lauream assequendam valuit conjuncta et cumulata laus in pluribus sacris disciplinis, ascetica haud excepta, cur non eodem jure doctoratus honorem Francisco Salesio vindicamus?

133. *Etiam propter scripta ab asceticis diversa vir sanctus egregiis laudibus ornatus fuit.* Ut probet censura laudes Salesio tributas ea ferme respicere quæ animarum directionem spectant, ait : « Huc sane potissimum pertinent celebratissimæ illæ ac pluries repetitæ liturgiæ preces : « ejus dirigen- « tibus monitis ; » item secundæ lectionis verba : « suis etiam « scriptis cœlesti doctrina refertis Ecclesiam illustravit, quibus « iter ad christianam perfectionem tutum planumque demons- « trat. » Hæc respiciebant elogia a patribus cardinalibus, aliisque in suffragio pro Salesii canonizatione edita, quibus adhuc alia ejusdem opera vix aut ne vix quidem innotuerant. Hæc fere omnes repetunt, qui modo postulatorias preces pro Salesii doctoratu dederunt. » Brevis huic objecto et facilis responsio præsto est. Quod asceticæ doctrinæ sancti viri magnopere commendatæ fuerint, concedimus; quod *solæ* laudatæ sint negamus. In ipsis breviarii lectionibus antequam mentio fieret de scriptis quæ tutum ad perfectionem iter demonstrant, jam prænunciatum fuerat, ad præconium divini verbi Salesium fuisse destinatum, et septuaginta duo millia hæreticorum ad fidem convertisse (4), qua in re controversiarum sermones qui scripti extant magno usui fuisse certissime novimus (1). Insuper quum fides necessarium substratum sit ad vitam æternam adipiscendam, cum moralia præcepta observanda sint ab omnibus qui perfectionem volunt attingere, sapientissime elogium hominis qui viam perfectionis docuit ab Ecclesia electum fuit ad celebrandum Franciscum, qui hæc tria præstitit, nimirum fidei doctrinam explicavit et defendit, fideles docuit quid agendum vitandumque esset, ac bonis exquisitiora præcepta tradidit queis culmen perfectionis attingerent. Enimvero sola illa verba : « suis scriptis cœlesti doctrina refertis Ecclesiam illustravit, » si cum Bonifacii VIII celebri decretali comparentur satis dilucide notam et insigne doctoris præseferunt. Neque fastidiat censor egregius ea verba orationis propriæ, *ejus dirigentibus monitis.* Namque ea sic concinnare decebat, ut conclusioni congruerent : *æterna gaudia consequamur.* Quam inelegans oratio fuisset si profligatæ hæreses mentio nominatim illuc fuisset incerta! Quid quod voces illas, *suis dirigentibus monitis,* Alphonsus de Liguori multo latius quam censura intellexit? Eas namque ad opus theologiæ pastoralis et homileticæ, de prædicatione divini verbi accommodavit (2). Quid demum quod Romani pontifices non modo breviarii lectiones et orationes in laudem Salesii probarunt, sed etiam explicite declararunt illum contra hæreses præsidium a Deo datum fuisse (3)?

134. Homini vero qui prorsus analphabetus non sit, incredibile videri debet quod censura contendit de elogiis Salesio tributis ab Emis cardinalibus, episcopis aliisque qui pro illius canonizatione suffragium tulere. Conferantur, quæso, ea quæ relata sunt in causæ informatione §§ 1, 18, 19, 20, 30, 31, 35, 37, 58, 59, 66, 67, et in sup. § 41 hujus responsionis, atque æquus quisque judex decernat, num sola opera ascetica S. episcopi laudata fuerint a patribus emis et consultoribus sacri hujus ordinis, et num verum sit, illis « alia ejusdem (Francisci) opera vix aut ne vix quidem innotuisse ». Ergone commendebant opera illa quæ ignorabant? Jamdiu didici impios blasphemare quæ ignorant, sed in hoc cœtu sanctissimo, in hac veritatis sede et augusto justitiæ domicilio, laudari ea quæ ignorantur hercle nunquam audivi. Quod si omnes tacuissent, satis superque foret veneranda vox Alexandri VII, qui quum laudibus maximis Philotheam decorasset subjiciebat : « Quæ de Philothea dixi eadem dico de aureo libro de Amore Dei, deque ceteris magni hujus viri operibus (4). » Et alia præter ascetica certe sciebat, nam quadraginta annis diu noctuque ea fuisse a se versata testabatur (5); imo plura noverat quam quæ typis vulgata fuissent, nam pars controversiarum integrior in Chisianis pluteis reperta est.

135. Nulla reor indigere defensoris industria quod in § 19 animadv. adjicitur : « Hæc fere (scripta Salesii quæ ad animarum directionem spectant) omnes repetunt, qui modo postulatorias preces pro Salesii doctoratu dederunt. » Utique hæc ab omnibus; sed neque sola, neque primo loco repetuntur. In precibus Vaticani concilii tempore oblatis, quas muniunt quadringentæ quinquaginta duæ subscriptiones, partim S. R. E. cardinalium, partim patriarcharum, archiepiscoporum et episcoporum, partim abbatum aliorumque qui religiosis familiis præerant, sic opera laudantur a S. viro conscripta : « Spectant autem alia ad theologiam tum dogmaticam, tum apologeticam, tum asceticam, alia ad mores et ad disciplinam, et in eo prodierunt ordine, quem expostulabant tempus et Ecclesiæ necessitates ; scripsit de notis Ecclesiæ, de primatu Petri, de sanctæ Romanæ Ecclesiæ sacramentis, de unione hæreticorum cum Ecclesia Romana. Viretum in Eu-

(1) Rmo Lucido M. Parocchi, modo archiepiscopo Bononiensi.
(2) Animadv. §§ 11, 13.
(3) Animadv. § 15.
(4) Lection. V, in fine.

(1) Inform. pag. 21. § 26 in fine.
(2) Vide inform. causæ, pag. 48, § 63.
(3) Vide sup. § 40.
(4) Inform. pag. 32, § 40.
(5) Ibid. pag. 50, § 65.

charistiæ sacramentum impie debacchantem confutavit opusculo cui titulus, *Meditationes in symbolum apostolorum*. Ejusdem blasphemias beatissimæ Virginis puritatem temerantes tum ore repressit tum calamo. Contra protestantes S. Crucis latriam detestantes eximiam aliam scripsit apologiam cui titulus *Vexillum crucis*. Inter dogmatica et apologetica S. Francisci opera principem locum obtinet pervulgatissimus liber Controversiarum, de quo vix quum prodiit, affirmare non dubitaverunt non unus episcopus, « Athanasium, Ambrosium et Augustinum non majore cum ardore fidem vindicasse, quam Franciscum Salesium. » Non minorem sane gradum obtinent alii duo libri, doctrina simul et pietate fulgentes, videlicet tractatus de Amore Dei, qui de tam altis tam alte loquitur, et Philothea, sive introductio ad vitam devotam etc. (1). » Ecquis hisce perlectis dixerit postulantes, tanta dignitate insignes, ea sola scripta respexisse quæ ad animarum directionem pertinent?

136. Eadem leguntur in postulatione postintermissas synodi sessiones a Rmo episcopo Anneciensi exhibita, cui pariter quamplurimi sacrorum antistites subscripserunt (2). In aliis porro precibus quas alii Ecclesiæ pastores obtulere hæc reperimus : « Scripta ejus magnam redolent doctrinæ profunditatem ut videre est in libro de *Vexillo crucis* et de controversiis adversus protestantes, sed præsertim in *Tractatu de Amore divino*, quem in multis leguntur linguis. In hoc enim opere numquam satis laudando præter mirandam mentis humanæ analysim altamque philosophiam occurrunt theses vere arduæ de influxu gratiæ, ejusque cum libero arbitrio consonantia, de prædestinatione, et præscientia divina in ordine ad salutem absque ullo libertatis humanæ detrimento. Quæ omnia etsi scientiæ theologicæ etiam peritis multum periculosa, ea sapientia ac mensura aggreditur Franciscus, ut ne quidem in uno puncto deficere videatur. » Tum demum mentio injicitur *Introductionis ad vitam devotam*, qua pro meritis laudata, verba fiunt de colloquiis ad sanctimoniales habitis, de interpretatione Cantici canticorum, de statutis synodalibus, de monitis ad parochos, de rituali, de beneficiis ecclesiasticis, atque adjicitur : « In omnibus scriptis circa ecclesiasticum gubernium videtur S. auctor non solum circa scientias divinas sed et circa jus civile et canonicum apprime versatus (3). » Hæc speciminis loco sint; cetera in summarii tabulis pervideat qui studio videndi tenetur, neque enim causa et tempus postulat, ut petitiones omnium ex integro describam.

137. *Postulatio patrum Bollandianorum eximiam Salesii doctrinam in omnibus ejus scriptis agnoscit et prædicat.* Offendit censuram libellus supplex a patris Bollandianis porrectus, in quo adducitur lacinia scriptionis P. Renati de Tournemine, qui dixerat : hunc sanctum a Deo electum fuisse qui apostolus esset Calvinistarum, et doctor devotionis. Nondum animo sibi defigere censura potuit quod ex Paulo et Apocalypsi superius (§ 12) ostendi, aposloli nomen majus aliquid et præstantius præseferre quam nomen doctoris. Quum itaque scriptis suis Franciscus innumeros ex hæreticis Calvinianis non modo refutarit, eosque veritatem catholicam docuerit, sed etiam ad illam converterit, putavit Tourneminius, se hanc laudem præclarius explicare non posse, quam si diceret Salesium fuisse apostolum Calvinistarum. Quod si dixisset doctorem Calvinistarum et devotionis, nemo videt quam inepta locutio extitisset propter antilogiam idearum quæ ex vocibus Calvinistarum et devotionis in animo legentis excitatur. Ceterum doctissimi auctores ante descriptum Tourneminii locum, satis se *omnia* Salesii opera laudare velle declaraverant, nam cum affirmassent spiritum Christi in omnibus Salesii operibus sese prodere dixerunt : « Qui spiritus tantopere pervadit omnes scriptiones beati viri, asceticas, polemicas, homiliticas, atque ipsas epistolas, ut quemadmodum S. Augustini lucubrationes sola lectione agnoscuntur, sic S. Francisci scripta etc. » Et paulo post : « Quanta tamen in iis elucet sapientia et doctrina! Difficilius forte est scribere accurate de rebus dogmaticis, moralibus, et asceticis, ita ut scripta intelligantur ab indoctis, quam grandiora de theologia condere opera. Quæ difficultas tanta est, ut non superetur nisi a summis viris. Et re quidem vera nemo negabit S. Franciscum fuisse doctissimum (1). » Ergo juxta mentem scribentium apparuit noster summus vir et doctissimus non modo in iis scriptis quæ ad devotionem pertinent, sed etiam in polemicis, homiliticis, dogmaticis et moralibus.

138. *Eminentia doctrinæ S. viri in re ascetica admodum valere debet ad honorem doctoris ei comparandum.* Cum ex iis quæ nuper disputavi magis magisque confirmatum fuerit illud quod sæpe contendi, eminentiam doctrinæ qua Salesius præstitit non in solis asceticis scriptis enucare, ignoscent mihi Patres Emi si l reviter et quasi perfunctorie operam meam interponam in ea quæstione quam acriter aggreditur Animadversio, præclarissimi antistitis Papiensis sententiam oppugnatura. Hæc sententia est « quel titolo (di maestro di « ascetica incomparabile) basta anche solo a valergli l'aureola « gloriosissima del dottorato ». Atque heic in primis memoria repetendum est doctum episcopum in ficta hypothesi versari, nam prius ostenderat invicte S. virum etiam ex operibus polemicis et dogmaticis doctoris titulum promereri : hinc illis qui forte objecissent « il vescovo di Ginevra fu maestro di ascetica incomparabile più ancora che dotto controversista » istud dederat momento temporis (ceu dici solet), sed non concesserat : « E per un momento sia etc. » Præterea judicantes rogo, ut patienter recolere velint quæ in supp. §§ 30 et seq. disputavi de vera notione metaphoricæ *lucis* quam doctores Ecclesiæ dicuntur a Bonifacio VIII in Ecclesiam effundere, deque præcipuo doctorum merito, qui Ecclesiam ipsam *decorarunt virtutibus* et *moribus* informarunt. Quum hanc lucem effuderint et hæc bona præstiterint potissime ea Salesii scripta quæ ascetica dicuntur, nemo inficias ierit, thesim a Papiensi antistite propositam gravissimis rationibus inniti. Eo vel magis autem ad laudem doctoris S. auctori adserendam ea scripta comparata sunt et idonea, quod inter eos eminent Philothea et Theotimus, quorum altera ad hæresin profligandam magno præsidio Ecclesiæ fuit, ceu demonstratum est in supp. §§ 22, 23; alter vero non modo ad animarum directionem pertinet, sed (veluti nuper notatum fuit § 136) explicationem et solutionem continet quæstionum, quæ in theologia dogmatica perquam arduæ et sublimes existimantur.

139. *Dignitas asceticæ inter sacras disciplinas vindicatur.* Huc accedit intima dignitas et præstantia hujus disciplinæ inter sacras et profanas nobilissimæ quæ de virtutibus, deque charitate præsertim ac de ratione perfectionis assequendæ disserit, et utilia præcepta exponit. Siccine copiosa illa messis, quam ex operibus D. Thomæ excerpserunt præceptores juris nostri de canonizatione agentes, quum de virtutibus, earumque heroicitate disputant, nihil valitura erat ad nomen doctoris Aquinati promerendum? Tanta est asceticæ theologiæ copia in summa D. Thomæ, ut totum fere opus suum exinde hausisse Scaramellius fateatur (in præfat.). Quid de Alphonso de Ligorio dicam, cujus doctrinæ eminentia ex asceticis libris magna ex parte fuit demonstrata? Quo jure audet censura contendere, Bonaventuræ, Anselmo et Bernardo nihil profuisse ad assequendum doctoris nomen, quod insignes fuerint asceticæ magistri? Qua ratione illustria volumina, quæ de hac principe sententia sanctorum agunt cum iis

(1) Summ. pag. 14.
(2) Summ. pag. 34 in fine, et 35.
(3) Summ. pag. 51, 52.

(1) Summ. pag. 102.

scriptis comparat quæ vel pro imperitissimo vulgo sunt exarata, vel ceteris incomperta ad nonnullorum usum dumtaxat prodierunt?

140. « Neque (inquit) ideo habendus Augustinus doctor, quia psalmum contra partem Donati ediderit lintrariis et bajulis decantandum, aut Basilius si solas monachis regulas præscripsisset, aut Bernardus quod Marianum psalterium excogitasset. Qui libri ceteroquin amplissimam laudem merentur, et christifidelibus vel ab errore revocandis, vel pietate imbuendis aptissimi censentur; debitores enim sumus sapientibus et insipientibus (Rom. I, 14). » Prætermisso Augustini psalmo a lintrariis et bajulis contra Donatum canendo (de quo non video quid commune habeat cum ascesi et perfectione) hæc hujus objectionis summa esse videtur, quod Ecclesiæ patres et doctores tunc ad aliquid de theologia ascetica scribendum descenderunt cum se *insipientibus* quoque debitores esse intelligerent. Ergone tractatus et libri de perfectione christiana ad insipientes pertinent? At secus sentiebat Bonaventura qui theologiam mysticam definiens aiebat : « Hæc theologia est consummatio omnis scientiæ. Hic est status et finis sapientiæ christianæ (1). » Itane insipientes alloqui voluit Christus cum denunciabat : *Estote ergo perfecti sicut et Pater vester cœlestis perfectus est* (2)? Desipere putabat Jacobus duodecim tribus quæ sunt in dispersione, quum ad eas literas dabat animos addens : *Ut sitis perfecti et integri in nullo deficientes* (3)? Pro insipientibus tantum scriptum fuit Pauli monitum ad Ephesios : *Accipite armaturam Dei, ut possitis resistere in die malo et in omnibus perfecti stare* (4)? Et aurea illa ac divina quæ de charitate (in ea namque perfectio sita est) cum ipse doctor gentium ad Corinthios, tum Joannes apostolus in epistolis suis conscripserunt, erantne insipientibus destinata? Quum vero Chrysostomus et Augustinus in iis explanandis insudabant, pro insipientibus tantam operam conferebant? Maxime (ait censura) : « Scilicet in his tam præclaris verbi ministris sæpe conjunctam videre est doctoris et sacerdotis curam ; qui postquam aquilarum more ad sublimia quæque scientiæ mysteria avolarint, mox ad plebes christianas humiliore conatu erudiendas descendunt (anim. § 20 in fine). » Oh plebes rudes sed beatas ! pro quibus tantum : *Christus aperiens os suum docebat dicens : Beati pauperes spiritu*, cum iis quæ sequuntur in cap. V, VI, VII Matth. in quibus iter tutum ad christianam perfectionem demonstratur. Oh insipientes sapientissimos qui hæc discere contenditis ! nam « Ista est summa sapientia per contemptum mundi tendere ad regna cœlestia (5). Quare D. Bernardus in serm. 50 in Canticum : « Quis, ait, sapiens et intelligat hæc? Da mihi hominem qui ante omnia quidem ex toto corde diligat Deum, se vero et proximum in quantum diligunt ipsum Deum (atque hic fuse et eleganter hominem describit virtutibus omnibus ornatum, tum pergit) « talem, inquam, da mihi hominem et ego audacter illum *sapientem* pronuncio. » Est itaque magisterium asceseos, magisterium veræ solidæque sapientiæ : adeoque dupliciter peccat Animadversio : I, quod christianæ sapientiæ magistris præsignibus doctoris nomen tribuendum inficiatur. II. Quod patres et doctores Ecclesiæ tunc istius præcepta sapientiæ homines docuisse affirmet, quum se *insipientibus* quoque debitores esse intelligerent.

141. *Ascetica scientia pars est theologiæ nobilissima.* Equidem vix intelligo quem sibi conceptum scientiæ theologicæ animo effinxerit censor egregius, vel potius quem sibi finxisse simulet, quum exquisita doctrina præcellat. Theologia practica, cujus pars nobilissima ascesis est, non aliquid tenue et contemptibile sacris disciplinis adjectum constituit, sed potius est sublimissimum illarum fastigium et complementum. Nam si totius theologiæ distributio, ceu docet S. Thomas in operis sui immortalis partitione, petenda est ex divino Christi effato : *Ego sum via, veritas et vita*, si verbum *viæ* ad media pertinet quibus homines, infideles præsertim et peccatores ducuntur ad Deum ; si vox *veritas* innuit, theologiam contemplari Deum ut est veritas prima omnigena perfectione ornata, et in creaturis veluti totidem speculis enitens ; si denique vocabulum *viæ* significat, scientiam sacram Deum considerare ut est vita beata et ultimus finis, ad quem tendimus artibus humanis et virtutibus (velut idem S. doctor explicat), cequis non videt præceptorem divinum graduali illa recensione attributorum suorum declarasse, in summo christianæ sapientiæ culmine eam scientiam esse collocatam per quam Deum intuemur tanquam ultimum finem, docemurque quomodo ad eum tendamus actibus humanis et virtutibus? Atqui hoc est quod præstat asceseos christianæ disciplina. Porro ut brevius rem expediam : nonne totius scientiæ theologicæ finis ultimus est ipsius theologi et eorum quos erudit æterna salus? *Attende tibi et doctrinæ* (monebat Timotheum Paulus), *hoc enim faciens et teipsum salvum facies, et eos qui audiunt* (1). Hinc S. Bonaventura docebat : « Thelogia est scientia affectiva, et hujus cognitio est gratia speculatoris, sed principaliter ut ipsa boni fiamus (2). » At finis iste a practica, non a speculativa theologia proxime attingitur. Finis (ait D. Thomas) theologiæ in quantum est practica est beatitudo æterna (3).

142. Errant plane, vehementer errant qui scientiam theologicam, quæ suapte natura una est, ita proscindunt quasi tota sit in parte theorica et speculativa, et in hac parte summis doctisque viris excolenda ; quidquid vero ad praxim attinet, quasi palea levis vel siliqua tenuiorum hominum et imperitorum mentibus pascendis adsignetur. Non ita, inquam, se res habet ; imo vero, prout egregius scholæ S. Thomæ alumnus Vincentius Contensonius explicat : « Theologia non sistit in sola contemplatione sui objecti, sed insuper se extendit ad operationes quas dirigit, neque enim divinas veritates otiose solum speculatur, sed etiam tradit normas bonæ et christianæ operationis, atque principia recte vivendi. Quorum omnium radix est, quia Deus, qui est ejus objectum, est prima veritas et ultimus finis, supremum intelligibile et summum bonum. Ergo est simul objectum speculationis et regula indefectibilis actuum humanorum, qui a fine diriguntur. Atqui rationes quæ sunt in objecto formali resplendent in habitu ipsum contemplante. Ergo utramque rationem speculationis et praxeos theologia adunat (4). » Quare idem auctor affirmat, se theologiam scholasticam ea ratione colendam et venerandam arbitrari, quod de se a nimiis contentionibus immunis radix sit sanctitatis et omnium virtutum copiosissima scaturigo (5). Quas ob res ascetici tractatus absolutissimi pleniores sunt quam quælibet de theologia speculativa tractationes. Illi enim perfici nequeunt nisi theoriæ fundamenta substernantur (quod mirifice præstitit noster in Theotimo, ubi sublimissimas atque elegantissimas dogmaticæ quæstiones explanavit, ut reliquum opus suum illis adstrueret), theoriæ vero theologicæ exponi valent utique sine ulla rerum agendarum mentione (velut plures fecerunt), verum punctum omne non ferunt, si quidquid ad praxim pertinet auctor prætermittat. Neque secus se res habere potest, nam fides (quæ a dogmatica theologia expli-

(1) S. Bonav. *Illuminationes Ecclesiæ in Hexameron*, serm. II. Opp. tom. IX, edit. Vives, pag. 39.
(2) Matth. V, 48.
(3) Jacob. I, 4.
(4) Ephes. VI, 13.
(5) De Imit. Christi, lib. I, cap. 1, v. 3.

(1) I Timoth. IV, 16.
(2) Lib. I Sentent. quæst. 3. Conclusio.
(3) I Pars, q. 1, 4. C.
(4) Contenon, *Theol. mentis et cordis*, lib. 1, diss. 1, cap. 2, Specul. 1.
(5) Op. lib. et dissert. cit. Append. 2 ad cap. 1.

catur) ad spem ordinatur (1), a spe charitas gignitur in qua perfectio consistit, et perfectionis doctrinam sibi ascetica vindicat. Qui eousque non perveniat theologus numeris omnibus absolutus vocari non potest; ideoque sapienter Augustinus præcipiebat : « Hac ergo dilectione tibi tanquam fine proposito, quo referas omnia quæ dicis, quidquid narras ita narra, ut ille cui loqueris audiendo credat, credendo speret, sperando amet (2). »

143. *Idem probatur ex theologi officio.* In hujus rei gravissimæ æstimatione nemo decipi potest, nisi qui ignoret quodnam sit christiani theologi officium. Hujus profecto est Christi doctrinam fidelibus explanare, itaque tunc tenebimus qualis provincia sit in qua theologus versari debeat, si qualis fuerit doctrina Christi, quale ejus magisterium expendamus. Id ita explicatur a Dionysio Petavio in tract. de Incarnatione, lib. 2, cap. 10, § 7 : « Nunc cujusmodi illius doctrina sit, ad quam hominibus importandam a Patre missus est, paucis expediam. Divinum magisterium quam παιδαγωγίαν vocat ita describit gravis auctor et in hoc argumento sæpiuscule laudandus a me Clemens Alexandrinus, ut sit recta veritatis perductio ad inspectionem Dei, et sanctarum actionum descripta ratio in sempiterna permansione (1 Pæd. cap. 7, pag. 81); quibus verbis significat finem hunc et scopum cœlesti magistro esse propositum, ut quos instituendos suscepit, tum per dogmatum ac mysteriorum veritatem ad Dei contemplationem dirigat, tum virtutis et officii leges præscribat quibus perpetuo ac constanter insistant, ut ab eo non minus recte et honeste vivendi, quam vere cognoscendi Dei et ad eum perveniendi disciplina tradatur. » Tum in § 8 suffragatorem adducit Chrysostomum scribentem (tom. 5, homil. 34) : Veniens Christus virtutem omnem docere homines voluit. Porro qui instituit, non verbo tantum docet, sed etiam opere (id variis exemplis illustrat, dein subdit); itaque quoniam et ipse ideo venit ut nos omnem virtutem doceret, quæ agenda sunt tum dicit, tum reipsa facit. » Eodem redit Petavius, in seq. cap. 11, ubi § 2, hæc habet : « Tertium caput doctrinæ Christi iter est ad beatæ immortalitatis et illius regni cœlestis adeptionem, quod præstantissimus doctor verbo simul et exemplo monstravit hominibus. Ipse enim via est illa, quod inquirenti Thomæ respondit (Joan. XIV, 6), qui ideireo carnem suscepit, ut hominem Deum esse et divine agere doceret, » atque heic affert Tertulliani effatum ex lib. 2 contra Marcion. c. 27 : *Conversabatur Deus, ut homo divine agere doceretur.* Demum in § 3 ejusd. capitis subjicit : « Quæ via inusitata hactenus et invia primum exposita est in illo mirabili sermone, quem in monte Christus ad discipulos habuit. Hunc enim sermonem omnibus præceptis quibus christiana vita informatur esse perfectum, ait Augustinus in lib. 1 ad eumdem... Viam autem qua ad illud (regnum cœlorum) contenditur peræque mortalibus inauditam et ignotam, præterquam si forte paucis quibusdam et eximiis, eamdem in schola patefecit, voluntariam paupertatem, luctum, vexationem, et malorum omnium acerbitatumque tolerantiam, ut de iis sileam, quæ supra præcepti necessitatem capessenda proposuit, quæ evangelica consilia nominantur, ac neque facilibus neque mediocribus virtutum officiis constant etc. »

144. *Conclusio quæ ex dictis manat, et objecti refutatio.* Quicumque igitur summopere excellat in explicandis doctrinis quæ spectant ad christianam perfectionem, in quibus summa sapientia est ac præcelsum theologicæ scientiæ fastigium jus ac titulum potissimum habet ad doctoris nomen assequendum, præsertim vero si scientia illius in aliis quoque theologiæ partibus excolendis eminuerit. Neque illud obstat quod « plures in Ecclesia viri non exigui sane ingenii ac doctrinæ meritis conspicui doctorum numero nunquam aggregati fuerint, licet primi suorum temporum asceseos ac mysticæ theologiæ magistri haberentur. » Nam primo præclusa illis via non est ad hunc honorem si postulatus fuerit, et sacer hic ordo vere illos eminenti scientia præditos fuisse cognoverit. Antequam S. Alphonsus doctor declararetur, nullus erat cujus potissime laus in morali theologia explicanda sita esset : num propterea a doctorum agmine debuisset arceri? Quum autem aperte innotescat hunc aditum honoris patere illis qui theologiam practicam egregie illustraverint, et cum in hoc genere inferiorem gradum moralis obtineat, quippe quæ peccata vitare doceat, sublimiorem ascesis quæ bonos ad culmen perfectionis perducit; quam perversum foret et a ratione devium, si illum quidem doctoris nomine honestares, qui tradit quomodo noxa sis expers, illum vero parvi penderes, qui noxa expertem ad arduum ac prope divinum perfectionis fastigium cœlestibus doctrinis extollit ?

145. *Non obstant exempla SS. scriptorum rei asceticæ qui doctores declarati non sunt.* Secundo loco quæri posset an scriptores illi quos Animadversio laudat ita doctrina excelluerint, uti Salesius noster excelluit. Certe clariss. prof. Ernestus Muller in sua Theologia morali (Vindobonæ 1873, lib. 1, § 13, n. 7) cum celebriores asceticæ magistros recensuisset, atque inter ceteros S. Joannem a Cruce et S. Teresiam a censura memoratos, subjicit : « quibus supereminent S. Franciscus Salesius et S. Alphonsus de Liguori, quorum scripta commendatione et laude non indigent... » Verum cum ejusmodi comparationes invidiæ plenæ et periculo sint, illud respiciam quod sapienter dixerat censor eximius, requiri nempe in doctoribus « ut eorum doctrinam totius Ecclesiæ corpus nova luce perfundatur, » atque hæc doctrina « publico Ecclesiæ suffragio approbata sit » (1). Jamvero quam pauci sunt qui opera versant eorum quos recenset Animadversio, si cum iis comperentur qui e Salesii libris salutis fructum percipiunt ! Eleganter Adalbertus Waibel in sua Theologia morali juxta spiritum S. Alphonsi de Liguori (Ratisbonæ 1839, tom. 1, pag. 40) scripsit se inter omnes theologos asceticos Franciscum Salesium universaliter versatissimum (allseitigsten) censere. Perdurat itaque ad ætatem nostram illud fidelium studium quod sæculo XVII in hoc sacro cœtu prædicabat Phœbeus quum de Salesii libris aiebat : « omnium teruntur manibus cum incredibili legentium profectu (2). »

146. Exhinc vero inferre non ausim, neminem ex insignibus viris ac mulieribus de quibus censura loquitur doctoris nomen esse habiturum ; at facilis ratio redditur cur minus solliciti fideles fuerint in hoc honore pro iis postulando. Profecto scientiæ eminentiam idoneam ad titulum doctoris impetrandum agnoverunt docti Patres Bollandiani in S. Teresia (3), quum reapse per eam errorum tenebræ profligatæ fuerint, obscura dilucidata, dubia declarata, scripturarum ænigmata reserata. Ac revera splendidum Ecclesiæ testimonium est cum Deo precatur, *ut cœlestis ejus doctrinæ pabulo nutriamur.* At fortasse studia cultorum virginis nobilissimæ retardavit metus, ne illud Pauli : *Mulieres in Ecclesia taceant* (4), impedimento sit, juxta quorumdam sententiam, quominus Ecclesia inter doctores suos feminam colendam proponat. Eadem multo magis valent quod S. Joannam Franciscam de Chantal, cujus nomen præterea in hoc judicio nemo adduxisset, quum magister ejus doctrina et meritis longe illustrior nondum esset hoc honore decoratus.

147. Quod censura memorat S. Paschalem Baylon id extra

(1) Hebr. XI, 1.
(2) S. Augustinus, *De catechizandis rudibus*, cap. 4.

(1) Animadv. §§ 6 et 18.
(2) Vide informat. § 31.
(3) Acta sanctorum, octobris 15, pag. 360, n. 1609.
(4) Corinth. XIV, 34.

chorum cani videtur; nam si sanctus ille vir divino lumine illustratus « de mysteriis fidei difficillimis respondere atque ai quot etiam libros conscribere potuit, » quisquis pro eo postulare vellet, hoc deberet aggredi, ut ejus doctrinæ eminentiam in theologia *dogmatica* ostenderet, neque timenda esset hæc censoris exceptio quæ ex sola præstantia in ascesi depromitur. Pariter si de Isidoro Pelusiota esset agendum, non de simplici asceticæ magistro quæstio esset constituenda, sed simul de invicto fidei adsertore qui eam contra Judæos, Arianos, Nestorianos, Sabellianos aliosque hæreticos defendit, qui realem Christi præsentiam in Eucharistia, et cultum Deiparæ sanctisque debitum demonstravit. Causa itaque cur inter doctores adscriptus non fuerit alibi quærenda est, quam in judicio ab hoc S. ordine præconcepto, quod in agmine doctorum adscribi haud oporteat, qui tantam asceseos magistri haberentur. Idem dicas de S. patriarcha Venetiarum qui alia præter ascetica reliquit opera (1), et cujus auctoritas passim in hoc foro nostro quum de virtutibus quæritur a defensoribus laudatur. Miror autem amplissimum fidei vindicem inter libros ad plebes christianas humiliore conatu erudiendas, conscriptos illos accenseri qui classici habentur in ea disciplina in qua ipse tantopere excellit. At vir solertissimus ideo fortassis Laurentii meminit, quia speravit Venetorum diligentiam excitum iri ut perinsigni antistiti suo eos, qui modo petuntur Salesio, honores postularent. Restat itaque Joannes a Cruce, cujus comparatio cum Francisco nostro aliquam censuræ utilitatem ad finem quo de agitur posset afferre. At I. nemo non videt hanc comparationem aliquid fuisse valituram, si de ejus doctoratu actum esset et postulatio repudiata. II. Tria (ni fallor) ejus opera de theologia mystica et cantica spiritualia cum acervo voluminum quæ Salesium reliquit neque rerum varietate, neque doctrinæ amplitudine posse conferri. III. Ipsam theologiam mysticam quæ maxime usui est ad moderandas animas quasdam nobilissimas quas per vias extraordinarias Deus perducit, partem dumtaxat ascetices constituere, et vix posse contingere ut per eam *totum Ecclesiæ corpus* nova luce perfundatur. Ceterum non ego is sum qui velim sæpire viam cupientibus pro viro doctrina et sanctimonia præclarissimo declarationem doctoris flagitare, neque ullum prætoris edictum *de postulando* adhuc S. Joannem a Cruce recensuit inter illos, pro quibus postulare non licet.

148. *Animadv.* § 22. *De comparatione a cl. censore instituta inter S. Carolum et S. F. Salesium.* Etsi summa prosequar veneratione memoriam et benefacta S. Caroli Borromei, nequeo tamen Animadversioni assentiri quæ doctrinam ejus cum Salesii scientia conferre voluit. Obstat censuræ ipsa Bossueti auctoritas qua tantopere delectatur; recte namque ille dixit: *Leurs talents étaient différents;* cum paulo ante in eadem oratione de nostro testatus esset Francisco dedisse, « beaucoup d'éclat dans le monde, la science comme docteur... la science l'a rendu un flambeau capable d'illuminer les fidèles; la dignité épiscopale a mis ce flambeau pour éclairer toute l'Eglise... voilà donc un flambeau ardent et luisant... sa science reluit parce qu'elle est claire... à peine y restait-il autant d'hérétiques (centum) quand il y eut répandu cette lumière ardente de l'Evangile etc. » Ex quo compertum erat, ita Salesium lucrum fecisse ex talento quod illi Deus dederat. Poteratne idem præstare Carolus? Modeste reponit Meldensis orator: « Leurs talents étaient différents... chacun a reçu son don par la distribution de l'esprit. » Ergo dona illa et talenta, sine quibus scientia vere eminens acquiri nequit, Carolus a Deo non acceperat: quomodo vero sine validis fundamentis ædificium amplissimum potuisset adstruere?

(1) Vide edit. opp. S. Laurentii Justiniani. Venetiis, 1751. Volumina 2 in folio.

149. Regulam (inquies) pastoralem conscripsit: hoc utique dignum doctorum opus; nam Gregorius Magnus idem est aggressus et perfecit, sed cedo alia majora: « In profligandis hæreticis e partibus Rhætorum et Helvetiorum, quorum plurimos ad christianam fidem convertit, maxime laboravit. » Et hoc dignum agnesco doctore Ecclesiæ, nam doctores veteres a censura memorati in § 7 Animadv. quidpiam ejusmodi aggressi dicuntur; sed ubi disputationes sunt similes Salesianis controversiis, quibus hæretici devicti sunt? At Bossuetus (urgere videtur censura) similes in eo reperit duos sanctos antistites quod « Saint Charles a réveillé dans le clergé cet esprit de piété ecclésiastique; l'illustre François de Sales a rétabli la dévotion parmi le peuple. » Haud inficior, sed Theotimus alter et altera Philotea pro clericis a Carolo conscripti neque extant ullibi, nec unquam extitisse feruntur. Quid ergo? Paritas vel similitudo meritorum in aliqua re minime vetat, quominus alter alia præfulserit laude quæ alteri defuit. Plutarchus, exempli causa, cum Alexandro Macedone C. Julium Cæsarem scitissime comparavit; sed Julius (Tullio teste minime suspecto) facundissimus orator et scriptor elegantissimus fuit; Alexander vero (magnus ille licet) hoc ornamento laudis fuit destitutus.

CAPUT V.

De postulationibus pro doctoratu S. Francisci Salesii exhibitis.

150. *Animadv.* § 33. *Quænam fuerit juxta censuram postulationum pro Salesio exhibitarum causa exponitur.* Quantum inter scientiam Caroli Borromei et Francisci Salesii discrimen intercedat illud argumento est apertissimo, quod innumeri sacrorum antistites doctrinam dignam Ecclesiæ doctoris in Salesio commendarint, adeoque hunc honoris titulum unanimes pro eo petierint, de Carolo vero nemo unquam simile quidquam cogitarit. Vim hujus argumenti non inficiatur censor clarissimus, et inquit: « Unum forte est quod præ Carolo Salesium commendet; extrinsecum scilicet argumentum ex plurimis episcoporum totius orbis postulationibus depromptum. » Ut vero validissimum ejus robur infringat Animadversio, me quasi reum confessum culpam vel nimiam facilitatem episcopatus catholici in medium producit, et adigit enarrare quæ nunquam enarrasse reminiscor; sic enim pergit: « Quomodo id factum fuerit semel iterumque admonet informationis... auctor. Cum scilicet Vaticani concilii tempore de Romani pontificis ex cathedra loquentis infallibilitate adhuc disceptaretur, non sine divinæ Providentiæ dispositione accidit, ut e Chisianis pluteis sancti vivi autographum controversiarum extraheretur. Obstupuerunt homines dum... prodire viderunt gravissima illa Salesiani autographi verba ex 40 sermone controversiarum... L'Eglise a tous-jours besoin d'un confirmateur infaillible (Inform. pag 20, § 25). In editionibus antiquioribus pro *infaillible* legebatur *permanent.* Præterea alia tunc in lucem prodiere controversiarum fragmenta eo usque in archivio Anneciensi ordinis Visitationis servata, quæ idipsum pluribus confirmant. Bonum profecto id omen fuit; ac propterea Vaticani Patres minime sibi cunctandum putarunt quin votis Anneciensis antistitis annuerent, et oblatæ ab eo postulationis formulæ unus post alium subscriberent. »

151. *Censuræ assumptum in causæ informatione nullum præsidium habet.* Equidem ea verba quæ censura ex causæ informatione § 25 descripsit me exarasse memini; sed non ut causam declararem quare postulationes fuerint exhibitæ, vel Rmorum antistitum suffragiis munitæ, bene vero ut melius explicarem quod in calce § 24 affirmaveram, nimirum magnam esse similitudinem inter nonnullas controversiarum pagellas et primam Vaticanæ synodi constitutionem. Id perlegenti cuilibet perspicue manifestum est. Narratio enimvero ad ani-

madversione tradita (si rigidius eam interpreteris) eo demum reducitur, ut Vaticani Patres videantur celebres illas porrexisse preces, non quia data opera, ex animi sententia eminentem Salesii doctrinam affirmare vellent, ac proinde doctoris nomen illi flagitare quem eo honore dignissimum censerent; sed quia obstupescentes ex insigni codice reperto et bonum omen capientes, unius ex collegis desiderio facili proclivitate indulserunt. Hæc sola cogitatio quasi piaculum mihi ex intima christiana plebe minimo visa fuisset, ac, liberrime, dicam, ausus vix tolerabilis. Quod alius ex alia sede hæc dicat officii causa, ut omnia a defensore diluantur etiam quæ in mentem perditissimorum Ecclesiæ hostium venire potuerint haud gravate concedam; sed ego hæc in causæ informatione dicere nolui, nec potui, nec debui. Ac sane quamvis a Bossueto (hoc enim auctore censura delectatur), didicerim episcopos esse « brebis à l'égard de Pierre, » numquam tantum sum ausus, ut viros maxime venerandos conferrem cum iis ovibus, quas pingit Alighierius noster in 3 carmine de Purgatorio, quum scilicet aliæ post alias e septis exeuntes quod ab una fieri vident et ipsæ faciunt, et gradiendi sistendique causam ignorant.

152. *Vera postulationum causa explicatur.* Tolerabilior esset censuræ narratio, si dixisset repertum illud manuscriptum causam fuisset *occasionalem* ad plures suffragatores petitioni conciliandos; ac si hoc esset nihil detraheretur de gravissimo testimonio quod eminentiæ doctrinæ S. episcopi tot Emi cardinales ac venerandi præsules præbuerunt. Verum neque hæc affirmatio veritati respondet, quum nomen doctoris antea Salesio postulatum sit, quam documentum illud in lucem prodierit. Causa insuper cur Vaticani Patres honorem illum concilii tempore flagitaverint ex eorum litteris elucet apertissime; namque ita supplicem libellum concluserunt: « Qui honor non sine singulari divinæ Providentiæ consilio tempore concilii œcumenici Vaticani a sanctitate vestra, concilii auctore et præside, tribuendus illi superest. Quod enim ad tantam Ecclesiæ gloriam docuit et fecit in tot hæreticis ad ovile revocatis, et in moribus ac disciplina restituendis, hoc potissimum in concilii Tridentini decretis hausit. Et cum hæc eadem omnia in concilio Vaticano sanctitas vestra restauranda sibi et nobis proponat, et in his totus incumbat, novus honor qui ex S. Francisci Salesii sanctitate et doctrina in concilium Tridentinum redundavit erit etiam titulo doctoris Ecclesiæ oriundorum ex concilio Vaticano bonorum pignus et benedictio (1). »

153. Sed fingito demum, si placet, Vaticanos patres, non propter intimam persuasionem eminentis scientiæ S. episcop Gebennensis, precibus illis subscripsisse, sed quia stupore perculsi ex invento felici, atque ethnicorum ritu boni ominis credulitate adducti, votis Rmi episcopi Anneciensis obsecundare voluerint. Certe sedata mente, post plures annos, quum petitionis suæ gravitatem considerassent et testimonium datum Romano pontifici in re maximi momenti quæ totius rei christianæ interest, debuissent vel a postulatione recedere, vel saltem abstinere ne quod præpropere expetiverant, iteratis precibus impetrare contenderent. Nihil minus « iterarunt deinde preces » (ait censura); neque solum qui rogaverunt, sed innumeri qui concilii tempore non petierant (vel quod abessent vel quod nondum episcopali dignitate fuissent ornati), deinde preces suas exhibuerunt. Hi vero quonam quæso fuerant stupore perciti? Quos codices nuper invenerunt? quos oscines, vel parras, ominis causa, captaverant?

154. *Nihil quod ad rem pertineat in postulatis desideratur.* Utique iteratæ preces, instat animadversio, a sacrorum antistitibus oblatæ sunt; « attamen non immerito in iis aliquid desiderandum. Vix enim est qui innuit quis modo in populis sibi commissis Salesii doctrinæ usus sive in scholis sive in disputationibus, sive in sacris concionibus, ut nimirum appareat qua ratione suis scriptis non minus quam exemplis, ille hodie Ecclesiam universam illustret ac doceat. » Mirum est a censore eximio formam præscribi episcopis postulantibus qua preces suas concipere eos oporteat, cum liberrimum unicuique sit iis uti verbis quæ magis apta et opportuna existimaverit. Quod ad rem ipsam pertinet, in pluribus hujus responsionis locis copiose demonstravi, cum ex litteris postulatoriis (1) tum ex aliis documentis, auctoritatem S. episcopi in scholis, in disputationibus usurpari, et quod potissimum est in libris præceptorum sacrarum disciplinarum adhiberi. De usu vehujusro auctoritatis in sacris concionibus ejusmodi testimonium et argumentum afferam quod religiosissimus fidei vindex repudiare non poterit.

155. *Usus operum S. F. Salesii in sacris concionibus e scriptis S. Alphonsi invicte probatur.* Nimirum insignis Ecclesiæ doctor qui unus post Salesii ætatem floruit, Alphonsus de Liguori, in concionatoriis orationibus quas pro singulis dominicis diebus totius anni conscripsit, frequentissime locos e Salesii scriptis excerptos non secus atque depromptos ex Augustino, Chrysostomo, et Hieronymo afferebat. Videsis sermones qui anno ecclesiastico ineunte occurrunt. In eo qui recitatus est II dominica adventus statim noster apparet: « Dicea S. Francesco di Sales: questa è la scienza dei santi soffrire costantemente per Gesù e così diverremo presto santi (§ 7). » In sermone pro III adventus dominica, pars altera sic incipit: « Scrive S. Francesco di Sales, che se noi non attendessimo che a diffidare di noi guardando solamente la nostra debolezza, ciò non servirebbe ad altro, che a renderci pusillanimi ecc. » Et paulo post: « Questa è la bilancia, dice il medesimo santo, nella quale quanto più s'innalza la coppa della confidenza in Dio, tanto più discende la coppa della confidenza in noi stessi (§ 5). » In sermone dicendo die IV dominica adventus, iterum Salesius profertur scripturarum œnigmata reserans: *Charitas Christi urget nos*, « scrive S. Francesco di Sales su questo testo, sapendo noi che Gesù Christo vero Dio ci ha amato sino a soffrire per noi la morte e morte di croce ecc. (§ 6). »

156. In concionibus quæ adventum sequuntur semper sibi constat S. doctor in hac gravissima auctoritate adhibenda; oratio enim habenda die dominica infra octavam Nativitatis Christi hæc exhibet § 9 in fine: « Dicea S. Francisco di Sales, che se gli Angeli potessero piangere nel vedere la ruina che si tira sopra un'anima che commette un peccato mortale, essi non farebbero altro che piangere. » Pariter II dominica quadragesimæ, § 3 in fine: « Dice S. Feancesco di Sales che la voce di Maria sarà come quella di un rossignolo in un bosco che supera il canto di tutti gli altri uccelletti che vi sono. » Nonnunquam S. doctor aliorum effata Salesii auctoritate communit et confirmat. Sic in concione pro IV dominica post Pascha, § 2: « Quindi S. Francesco di Sales (introduz. cap. 4) parlando dell'obbedienza al confessore riferisce il detto del P. maestro d'Avila: per quanto voi cerchiate, voi non troverete mai così sicuramente la volontà di Dio ecc. » Nonnunquam cumulat plures auctoritates doctorum quibus Salesium jungit vel etiam præmittit. Sic de Eucharistia disserens (Serm. pro dom. II post Pentecosten, § 3): « Scrive S. Francesco di Sales: quanto si stimerebbe onorato quell'uomo al quale il re inviasse dalla sua mensa una porzione del suo piatto? » Atque heic Chrysostomi, Thomæ Aquinatis, et Bernardi effata subtexit. Redit deinde in § 9 Salesius solus, cujus dicta verbis Christi in revelatione loquentis confirmat: « Diceva S. Francesco di Sales: si deve ricevere per solo amore colui che per solo

(1) Summ. pag. 18.

(1) Vide sup. § 47 in fine, et in Summ. Postulata n. XI, XII, XIII, XV, XVII, XX ad XXVII, XXXIX, XXXI, XXXIV, XXXV, etc. ad XL.

amore a noi si dona... Disse il signore medesimo a S. Matilde : quando ti comunichi desidera tutto quell'amore che mai un cuore ha avuto verso di me ecc. » Nonnunquam denique verba Salesii excerpit ne significans quidem auctoris nomen. Sic in sermone pro VII domin. post Pentecosten. § 7 : « Giova molto ancora insinuare ai figli che sono fanciulli le buone massime. La regina Bianca, madre di S. Luigi re di Francia, gli dicea : Figlio prima vorrei vederti morto fra le mie braccia che stare in peccato. » Hæc totidem fere verbis ex Philothea part. 3, cap. 28, deprompta sunt. Ostendunt satis hæc omnia (ut a longiori recensione abstineam) impensum studium quo S. doctor Salesii libros diurna nocturnaque manu versabat, et existimationem quam de iis fovebat ; nam cum conciones suas locis Scripturarum ac sanctorum patrum et doctorum repleret, alios vero auctores raro adduceret, patet ipsum auctoritatem Salesii ad instar Ecclesiæ patris ac doctoris habuisse.

157. *Ante Vaticanam synodum innotescebat Salesii sententia de R. pontificis infallibilitate.* Novissima censuræ objectio (si tamen hac voce appellanda est) ita se habet : « Quod vero attinet ad pontificiæ inerrantiæ dogma, quamvis non exigua sit Genevensis antistitis laus, quod Ecclesiæ judicium præverterit, cum tamen genuina ejus hac de re doctrina nonnisi in arena cognita fuerit, postquam eo usque aliter docuisse putaretur ; plane asseri non potest, eam concilii Vaticani dogmaticam definitionem ipsius auctoritate fuisse innixam. » Nunquam tanta socordia fuit eorum qui ante synodum Vaticanam infallibilitatem Romani pontificis ex cathedra docentis tuebantur, ut Franciscum Salesium aliter docuisse putarent. Nonne in omnibus editionibus operum Salesii viderant quanto studio vir sanctus adseruisset docentis Ecclesiæ inerrantiam? Atqui *l'Eglise ou le pape est tout un*, idem scripsit (vid sup. § 116). Facilis admodum erat ex hisce præmissis illatio.

158. Prostabant insuper cuique legenti perspicua et aperta ea quæ in sermone scripserat pro festo die S. Petri in vinculis : « Considérez le premier psaume, vous y verrez décrit saint Pierre ou le pape. C'est cet homme fort et puissant, qui doit confirmer et fortifier ses frères. C'est lui, qui n'est point allé dans l'assemblée des iniques ; car Jésus a prié pour lui à fin que sa foi ne défaille point. C'est lui qui ne s'est pas tenu dans la route des pécheurs, car il demeure en sa bergerie. C'est lui qui ne s'est pas assis dans la chaire de pestilence, puisqu'on le loue dans la chaire des anciens. C'est lui qui est comme un arbre planté sur le bord des eaux, puisqu'il a la perpétuelle influence de la foi. C'est lui qui est cet arbre dont les feuilles ne sèchent jamais, et qui donne des fruits en son temps, puisque les brebis du Seigneur se nourrissent de sa doctrine, et vivent sous ses feuilles à l'abri de la chaleur et du froid etc. (1). » Ut multa omittam quæ in hac scriptione apertissima sunt, hoc unum animadvertam. Si Romanus pontifex ex cathedra docens de rebus ad fidem vel mores spectantibus erraret, quomodonam dici posset beatus ille vir a propheta prænunciatus, qui in cathedra pestilentiæ non sedit? Imo cathedra ejus omnium esset pestilentissima. Nam vulgo erroris magistri improborum aures dumtaxat dociles invenium, et prompte ac facile a gravibus viris refutantur. Romanus vero pontifex, si erroris magister fieret, quidquid in humana societate optimum et lectissimum est inficeret, eo quod « les brebis se nourrissent de sa doctrine, » et nullam reperiret parem majoremve auctoritatem quæ prava ejus documenta refelleret. Quid vero quod in ipso sermone controversiarum XI, etsi versuti editores vocem *infallibilis* in permanentem immutaverint, tamen sublato etiam modesto vocabulo ea manent quæ ejusdem vis ac potestatis sunt? « S. Chrysostome l'appelle *os Christi*, parce que ce s'il dict pour toute l'Eglise et à toute l'Eglise ce n'est tant parole humaine que de Notre-Seigneur. *Amen dico vobis : qui accipit quem misero, me accipit.* Donc ce qu'il disoit et déterminoit ne pouvoit estre faux. » Et inferius : « Ainsy quand S. Pierre fut mis au fondement de l'Eglise et que l'Eglise fut asseurée que les portes d'enfer ne prévaudroient point contre elle, ne fut-ce assez dire que S. Pierre ne pouvoit se froysser et rompre par l'infidélité ou erreur, qui est la première porte d'enfer? »

159. Quid plura? In editione accuratissima canonici Migne tom. IV, pag. 520, quæ prodierat anno 1861, nimirum decem circiter annis antequam dogmatica definitio fieret restitutum legitur diserte : « L'Eglise a tous-jours besoin d'un confirmateur infaillible ; » atque hominum admiratio et gratulatio quæ sequuta est Chisiani codicis evulgationem potius ex eo oriebatur quod insperato et ineluctabili documento vox illa a S. episcopo adhibita demonstraretur, et inter lectiones varias genuina et vera fuisset constituta, quam quod homines antea aliter ducuisse Salesium existimassent. Ceterum pretiosi documenti evulgatio quæ contigit dum quæstio disceptabatur, erat hujusmodi ut moveret patres omnes, qui doctoris ferme loco Salesium habebant (veluti postulatis suis declararunt) adeoque faventes confirmaret in solemni voce infallibilis adhibenda, ac perplexos et nutantes (siqui fuerant) ad assentiendum inclinaret.

Omnino manet illa conformitas inter scriptionem S. viri et primam constitutionem Vaticanæ synodi quam in calce § 25 informationis adnotavi : hanc si censor egregius sic explicet ut dicat Vaticanos patres Francisci auctoritatem fuisse sequutos, mihi assentietur, sin vero neget, majus aliquid et nobilius adstruet. Nimirum Spiritum sanctum ita fideli ministro suo docenti adstitissse, ut ante duo sæcula tam graviter, tam apte, tam bene ac solemniter dissereret, uti diu postea synodus generalis esset loquutura. Utrumlibet censura optaverit, id quod in petitione et intentione mea præcipuum est confirmabit solidabitque.

160. *Mira conformitas eorum quæ in Vat. synodo constituta sunt cum Salesii scriptis.* Mirandum porro illud est quod etiam plura ex iis quæ in constitutione dogmatica sequuntur, edita in sessione tertia concilii, ubi de fide et de ratione disseritur, jampridem a Salesio conscripta fuerint in eo fragmento quod superest inscriptum : *Du bon usage de la raison en matière de religion* (1). Ille enim dixerat : « L'Evangile renferme bien des mystères, qui sont au-dessus de notre faible intelligence, mais il ne contient rien et ne peut rien contenir d'opposé à la raison ; puisque la révélation et la raison ont également Dieu pour auteur, et par conséquent ne peuvent pas se contredire. » Audi concilii verba : « Verum etsi fides sit supra rationem, nulla tamen unquam inter fidem et rationem vera dissensio esse potest : cum idem Deus qui mysteria revelat et fidem infundit, animo humano rationis lumen indiderit ; Deus autem negare seipsum non possit nec verum vero unquam contradicere. » Hinc synodus constituit : « Ecclesiam jus etiam et officium habet falsi nominis scientiam proscribendi, nequis decipiatur per philosophiam et inanem fallaciam » quæ consentanea sunt iis quæ dicta fuerant de fide « qua Dei aspirante et adjuvante gratia, ab eo revelata vera esse credimus, non propter intrinsecam rerum veritatem naturali rationis lumine perspectam, sed propter auctoritatem ipsius Dei revelantis. » Præluserat hisce Salesius scribens : « Les calvinistes ne trouvant rien dans l'Ecriture sur lequel ils puissent l'appuyer, se sont jetés sur la philosophie. Mais quand j'ai la parole de Dieu pour moi, je n'ai pas besoin de m'occuper des difficultés tirées de la philosophie. Dieu ne demande pas de vous

(1) Opp. S. Francisci Salesii, edit. Migne, tom. VI, pag. 352.

(1) Edit. Migne, tom. VI, pag. 223 et seqq.

de comprendre ce qui est au-dessus de votre intelligence, mais de croire ce que sa parole vous enseigne. »

161. Insuper Salesius adjecerat : « Il était convenable que la foi ayant pour objet des choses dont la connaissance est au-dessus des forces de la nature, fût attestée par des œuvres surnaturelles, afin que ces œuvres fussent comme le cachet du maître de la nature apposé sur la prédication de ceux qu'il charge d'annoncer aux hommes ses mystères et ses volontés. Le maître souverain dont le pouvoir ne peut être limité par des lois que lui-même a données à la nature, rend par le miracle un témoignage à l'authenticité de la mission de ses envoyés... Les miracles sont le genre de preuve le plus adapté à l'intelligence des hommes simples et grossiers... » Mox vero subdit : « La prophétie requiert dans l'entendement humain la connaissance certaine des choses qu'on ne peut prévoir par aucun moyen naturel, et que par conséquent on ne peut savoir que par une inspiration surnaturelle. Ainsi tout ce qu'on a dit auparavant sur l'autorité des miracles faits en preuve d'une doctrine doit s'appliquer également à l'autorité des prophéties. » Eadem licet verbis parum immutatis tradidit Vaticana synodus : « Ut nihilominus fidei nostræ obsequium rationi consentaneum esset, voluit Deus cum internis Spiritus sancti auxiliis externa jungi revelationis suæ argumenta, facta scilicet divina atque imprimis miracula et prophetias, quæ cum Dei omnipotentiam et infinitam scientiam luculenter commonstrent, divinæ revelationis signa sunt certissima, et omnium intelligentiæ accommodata. Quare tum Moyses et prophetæ, tum ipse maxime Christus Dominus multa et manifesta miracula et prophetias ediderunt, et de apostolis legimus : *Illi autem profecti prædicaverunt ubique Domino cooperante et sequentibus signis.* Et rursum scriptum est : *Habemus firmiorem propheticum sermonem, cui bene facitis attendentes quasi lucernæ lucenti in caliginoso loco.* » Hæc similitudo et conformitas inter definitiones concilii, cujus ministerio Spiritus sanctus indubitanter loquebatur, et scripta Salesii tam diu ante exarata, vehementer confirmat quod Benedictus XIV pronunciaverat : Francisci libros scientia *divinitus acquisita* conditos fuisse (1). Quis itaque hunc virum divina et humana scientia tantopere instructum inter doctores Ecclesiæ universalis recensere addubitaverit? Hunc inquam virum, cujus vestigiis Ecclesia docens, in synodum coacta, tam presse ac fideliter adhæsit, sive conscia id fecerit, sive quod ita, licet inscia, a Spiritu Dei ageretur?

162. *Opportunitas recensendi Salesium inter doctores. Conclusio.* Quandoquidem dissoluta et sublata sunt omnia quæ acutissimi ingenii vis et ars exquisita censoris optimi adversus eminentem Francisci doctrinam excogitare et proferre poterat, fas mihi sit spem fovere, Patres Eminentissimos suffragio suo preces oblatas humaniter ac libenter adjuturos. Tempora enim et conditio in qua Ecclesia et humana societas versatur hujusmodi sunt ut nihil salubrius et opportunius videatur posse decerni : « Temporum iniquitas (ait Emus card. Philippus De Angelis), in qua vivimus, dum undique et vi et insidiis impetitur Ecclesia catholica, præsertim in ejus capite Romano pontifice, impulit ut eis opponatur tanti antistitis auctoritas, qui magnam vitæ suæ partem insumpsit in revocandis ad Ecclesiæ sinum hæreticis, semperque summa veneratione Romanum prosequutus est pontificem, ejusque primatum et prærogativas est testatus (1). » Illi qui sapientes sæculi sese putant et jactant, nihil ætate nostra curant impensius, quam ut in rebus omnibus naturæ et gratiæ dominatus, humanæ et divinæ scientiæ studia, civis et christifidelis officia, politicæ societatis et Ecclesiæ potestas et jura, tamquam sibi invicem adversa, aggere insuperabili interposito sejungantur. At hæc uni cuncta subjacent rerum omnium conditori et moderatori Deo, quæ nisi in unum amice conspirent, et quod in homine inferius est illi quod præstat subjiciatur, nulla pax erit, nullus ordo, nulla salus, nulla solida prosperitas, in qua societas humana convulsa jampridem et collapsa tuta demum conquiescat. Jamvero nemo alius præ Salesio nostro necessariam hanc rerum diversarum conjunctionem strenue defendit et adseruit ita, ut natura gratiæ, humana scientia sapientiæ divinæ, civilia officia religioni, majestas imperii Ecclesiæ sanctitati primas concedat et obsequatur. « Il a considéré (inquit doctissimus episcopus Pictaviensis, postquam miram Salesii sagacitatem et zelum circa christianam rempublicam declarasset), il a considéré les choses encore de plus haut. D'un regard ferme et profond il a vu l'ancienne pensée catholique abandonnée par les rois chrétiens. La grande unité religieuse de l'Europe est à la veille de se dissoudre en droit, après s'être dissoute en fait. Les divisions entre peuples chrétiens se raniment, les guerres intestines sont inévitables. Enrôler de nouveau tous ces instincts remuants au service du droit et de la vérité, réunir sous la bannière du fils aîné de l'Eglise les héros de la ligue, pardessus tout christianiser le pouvoir qui se machiavélise, remettre la politique d'accord avec l'Evangile, voilà ce que S. François de Sales a conçu, voilà ce que dès l'an 1602 il a prêché dans la chaire de Notre-Dame (2). »

163. Hujus igitur sancti viri auspiciis novus rerum ordo nascatur, aut saltem ejus diei quam optamus rubescat aurora, isque doctor Ecclesiæ declaratus, non modo scriptis suis, queis novum signum auctoritatis sit additum, sed etiam prece potenti apud Deum ea bona nobis obtineat quæ jamdiu inhiantes optamus, quæque vivens ipse Ecclesiæ et universo hominum cœtui comparare studuit ac vehementer contendit. Dum hæc fervidis omnibus votisque prosequimur, supplices apud sacrum hunc ordinem obsequenter instamus una cum Rmo episcopo Anneciensi ceterisque Ecclesiæ præsulibus qui ejus postulationi accesserunt, cumque viris lectissimis RR. DD. Josepho Abre et P. Josepho Fantoni soc. Jesu ad causam agendam deputatis, ut Emi suffragatores eam sententiam Patri beatissimo, summo causæ judice ferendam suadeant, qua Francisci honori et decori Ecclesiæ prospiciens, pastorum simul et innumeræ fidelium multitudinis desideriis indulgeat, petitionibus annuat, atque ita eam lætitiam cumulet, qua catholicus orbis exultat, dum ipsum feliciter annum ab episcopali consecratione quinquagesimum prope jam explevisse gratulatur.

Quare etc. Hilarius Alibrandi. Revisa : *Augustinus adv. Caprara S. R. C. assessor et S. fidei subpromotor.*

(1) Vide Informat. § 15.

(1) Summ. pag. 54.

(2) Pie Mons. Edouard, Œuvres, tom. XII, pag. 495.

DÉCRETS INÉDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1).

(Suite.)

Camaldules. Procureur général. — Camaldules de Cracovie. Réformes. — Carmes de Sardaigne. Habit religieux de l'Institut. — Retour d'un religieux sécularisé. — Second noviciat. Somasques. — Bénédictins. Sicile. Abbé intrus. — Dominicains. Alternative. — Camaldules. Clôture. — Belgique. Franciscains. Procès caméral. — Aliénation illégale. Séquestre. — Etats-Unis. Augustins. Erection du noviciat. — Grades académiques. Franciscains. — Récollets. Erection de province. — Olivétains de Palerme. Visite apostolique. — Chartreux. Sécularisation. — Chirurgie. — Olivétains de Palerme. Visite apostolique. — Procédure. Défenseur nommé d'office. — Franciscains de Bavière. Statuts de la province. — Bavière. Recours au gouvernement. — Disposition des biens après la profession. — Chartreux. Testament. — République de l'Equateur. Religieux de la Merci. — Dominicains. Chapitre général. Assistants. — Bénédictins. Abbé intrus. — Vie commune. Cisterciens. — Sicile. Olivétains de Palerme. — Chartreux. Visite apostolique. — Solesmes. Bénédictins. Etudes des religieux. — Solesmes. Privilèges. Pontificalia. — Cellerier. Administration des communautés. — Franciscains de Bavière. Recours aux magistrats. — Trappistes de France. Visite. — Olivétains de Palerme. — Suspension du noviciat des Olivétains. — Chartreuse de Fossanova. — Olivétains de Palerme. — Disposition des biens après la profession solennelle. — Ministre des infirmes. Etudes pendant le noviciat. — Chartreux. Biens acquis durant la sécularisation. — Convers passant à l'état clérical. — Franciscains de Bavière. Paroisse. — Jardin affermé. Franciscains. — Trinitaire. Tribunaux. — Anneau de prix. Vente. — Ordre de la Merci en Amérique. — Basiliens. Parrain de confirmation.

1704. Camaldulensium.

Abbati generali. — Mi sono fatto un dovere di sottoporre al S. Padre il biglietto che quello P. abbate Sauli scrisse alla P. V. il 9 corrente. Il S. Padre in seguito del medesimo autorizza la P. V. a nominare una persona di sua fiducia per esercitare gli offici di procuratore generale della sua religione fino a nuovo capitolo. Volendo inoltre il S. Padre avere tutti i riguardi al lodato P. abbate Sauli, mi ha ordinato di ritirare la lettera che nel maggio decorso questa S. C. scrisse alla P. V. in cui veniva ella autorizzata di nominare un vice-procuratore generale, giacchè non avendo avuto questa il suo effetto, e procedendosi ora alla nomina di altro soggetto in forza dell'accennato biglietto del P. Sauli, questo e non quella deve restare negli atti. Farà perciò grazia di rimettermelo unitamente alla nomina del soggetto e mi rassegno con distinta stima.

Romæ, 22 augusti 1843.

1702. Cracovien.

Eidem generali. — Con somma soddisfazione questa S. C. de' VV. e RR. ha inteso il felice riuscimento della visita di codesto eremo dei PP. Camaldolesi di Bielany e la energica cooperazione prestata dal Rmo vicario apostolico di Cracovia. È desiderando la stessa S. C. secondare i desiderj del vicario apostolico e di V. P. previo l'espresso oracolo della Santità di N. Signore, autorizza V. P. a stabilire le seguenti disposizioni: 1. Il P. priore D. Dionisio dovrà rimanere *ad nutum* della S. C. in codesto eremo in qualità di vicario con tutte le facoltà che hanno i superiori generali. 2. Che la cura del noviziato al presentarsi de' nuovi postulanti sia particolarmente assunta dal sudetto P. D. Dioniso. 3. Che si facciano venire costà dall'Italia almeno un sacerdote e due conversi a spese del sudetto eremo. 4. Che due individui dello stesso eremo si mandino in Italia ed uno in Varsavia. 5. Che si ristabilisca nell'eremo la clausura a forma delle costituzioni dell'ordine. Spera la S. C. che in tal modo l'utilità arrecata dalla visita sarà per essere permanente, che rifiorendo nell'eremo medesimo sempre più la regolare osservanza, codesta religiosa communità sarà per essere di esempio alle altre e di edificazione ai fedeli.

Romæ, 22 augusti 1843.

Nuncio Viennen. — In seguito della lettera in data del 23 luglio p. p. scritta a questa S. C. dal signor uditore di codesta nunziatura, si approvano le misure suggerite dal P. Arcangelo di concerto con Mgr vicario apostolico di Cracovia, come V. S. potrà rilevare dalla lettera diretta allo stesso P. Arcangelo che si compiega a sigillo volante, affinchè dopo averla letta, la possa V. S. spedire al suo destino. Gode sommamente la S. C. del felice riuscimento della visita medesima, della efficace cooperazione del sullodato vicario apostolico e del particolare favore mostrato dal signor principe di Metternich, e ripete questo dall'avvedutezza, dallo zelo e dalla energia di V. S. Si augura poi che somigliante visita possa aver luogo per le altre corporazioni religiose di Cracovia, onde nelle medesime ristabilire ed accrescere lo spirito religioso.

Romæ, 22 augusti 1843.

1703. Carmelitarum.

Vicario generali. — È giunto a notizia di questa S. C. de' VV. e RR. che i Carmelitani specialmente della diocesi di

(1) Voir la livraison précédente.

(1701). *Camaldules. Procureur général.* Dans tous les grands ordres, les charges supérieures sont conférées par l'élection du chapitre général. En cas de démission, on désigne un religieux pour faire l'intérim, en attendant la réunion du chapitre. Voici ce que la S. Congrégation écrit au général des Camaldules : « Je me suis fait un devoir de soumettre au saint-père le billet que le P. Sauli a écrit à votre paternité révérendissime. D'après ce billet, le saint-père autorise votre paternité à nommer une personne de confiance pour remplir les fonctions de procureur général de l'institut jusqu'au nouveau chapitre. En outre, voulant avoir tous les égards pour ledit père abbé Sauli, le saint-père m'a ordonné de retirer la lettre que la S Congrégation écrivit à votre paternité au mois de mai dernier pour l'autoriser à nommer un vice-procureur général; puisque cette lettre est demeurée sans effet et qu'on va maintenant nommer un autre sujet, par suite du billet susdit, c'est celui-ci et non la lettre qui doit rester au dossier. Ayez donc la bonté de me renvoyer la lettre, avec la nomination du procureur général. Rome, 22 août 1843. »

(1702). *Camaldules de Cracovie. Réformes.* Un commissaire spécial fut envoyé de Rome à Cracovie, ainsi qu'on a dit plus haut (num. 1687, col. 267). La mission eut un plein succès. On écrit au général des Camaldules : « Cette S. Congrégation a appris avec vive satisfaction l'heureux résultat de la visite du désert des pères Camaldules de Bielany et l'énergique concours qu'a prêté le révérendissime vicaire apostolique de Cracovie. Désirant seconder les désirs du vicaire apostolique et ceux de votre paternité, la S. Congrégation, sur la décision expresse du saint-père, autorise votre paternité à prendre les dispositions suivantes : 1. Le prieur dom Denis devra demeurer *ad nutum* de la S. Congrégation dans le couvent en qualité de vicaire investi de tous les pouvoirs des supérieurs généraux. 2. Il prendra particulièrement la direction du noviciat lorsque des postulants entreront. 3. On fera venir d'Italie tout au moins un prêtre et deux convers, aux frais du monastère de Cracovie. 4. Deux religieux de la communauté seront envoyés en Italie et un ira à Varsovie. 5. La clôture sera rétablie conformément aux constitutions. La S. Congrégation espère que par ce moyen le bon résultat de la visite sera durable, que l'observance régulière refleurira de plus en plus dans la communauté, qui servira d'exemple aux autres et fera l'édification des fidèles. Rome, 22 août 1843. » La lettre suivante au nonce de Vienne apprend que le prince de Metternich favorisa de tout son pouvoir la réforme des Camaldules de Cracovie.

(1703). *Carmes de Sardaigne. Habit religieux de l'Institut.* L'habit des Carmes n'est point noir, mais de couleur brune. En outre, le manteau blanc fait partie du costume. La forme varie parmi les

Alghero, invece di vestire l'abito Carmelitano, indossano un abito negro e si fan lecitio di vagare ovunque senza la cappa bianca che dovrebbero indossare. Quindi è che questa medesima S. C. commette alla P. V. di ordinare ai Carmelitani di Alghero d'indossare l'abito prescritto dalla regola, di usare ancora la cappa bianca fuori di convento. Tanto dunque serva di governo alla P. V. la quale in seguito resta incaricata di riferire sul risultato, etc.

Romæ 12 septembris 1843.

1704. Super receptione sæcularisati.

Generali reformatorum. — Fr. Alessandro da Trevi, già laico professo della riformata provincia Seratica, ed ora perpetuamente secolarizzato per assistere la madre, qual causa ora è cessata, desidera di tornare alla sua religione. Si è per questo fine presentato al suo provinciale più volte, ma questi ha sempre ricusato di riceverlo, e perciò è ricorso il nominato Fr. Alessandro a questa S. C. de' VV. e RR. affinchè ordini che esso sia ricevuto nella sua religione. Sentito su tal istanza il P. procuratore generale, il medesimo ha riferito a questa S. C. che il provinciale ha ricusato di ricevere il ricorrente per la sua cattiva condotta tenuta in religione; ma per altro lo stesso P. procuratore generale è di sentimento di esaudire le preci dell'oratore nel modo seguente, cioè che il medesimo sia ricevuto in un convento da stabilirsi dal P. provinciale ed ivi resti per un anno in abito secolare come probando; se in questo tempo darà prove certe di sua conversione, sia di nuovo ammesso all'abito religioso; se poi non condurrà una vita da buon religioso, sia espulso dal convento. L'EE. LL. inerendo pienamente all'enunciato parere del P. procuratore generale, m'hanno comandato di scrivere alla P. V. Rma affinchè a tenore dell'espresso sentimento del P. procuratore generale, dia gli ordini opportuni onde Fr. Alessandro da Trevi sia ricevuto in quel convento che gli assegnerà il suo provinciale.

Romæ, 25 septembris 1843.

diverses branches de l'ordre. On écrit au vicaire général de l'ordre : « Cette S. Congrégation a appris que les Carmes, particulièrement ceux du diocèse d'Alghero, au lieu de porter l'habit de l'ordre, prennent un habit noir et se permettent d'aller partout sans le manteau blanc qu'ils devraient endosser. C'est pourquoi la S. Congrégation charge votre paternité d'ordonner aux Carmes d'Alghero de porter l'habit qui est prescrit par la règle, et de prendre aussi le manteau blanc lorsqu'ils sortent du couvent. Rome, 12 septembre 1843. »

(1704). *Retour d'un religieux sécularisé.* Il n'est pas rare qu'un religieux sécularisé demande à rentrer dans son institut. Si sa conduite n'a pas été convenable, on le prend à l'épreuve, en réservant l'expulsion, supposé qu'il ne s'amende pas. La S. Congregation écrit au général des Franciscains : « Le frère Alexandre de Trévi, jadis convers profès de la province réformée, aujourd'hui sécularisé pour la vie afin de secourir sa mère, motif qui a cessé à présent, désire rentrer dans son institut. Il s'est plusieurs fois présenté dans ce but à son provincial, mais celui-ci a constamment refusé de le recevoir; c'est pourquoi frère Alexandre a fait recours à cette S. Congrégation, afin qu'elle ordonne son admission. Le procureur général, entendu sur la question, a informé que le provincial a refusé de recevoir le recourant à cause de sa mauvaise conduite dans l'institut; cependant le procureur général est d'avis d'exaucer la demande, de cette façon, que le recourant soit placé dans un couvent que le provincial désignera et qu'il y passe un an, en habit séculier, à titre d'essai; si dans l'intervalle il donne des marques certaines d'amendement, on pourra lui rendre l'habit religieux; autrement il sera renvoyé de la communauté. Les Emes cardinaux se ralliant pleinement à l'avis du procureur général, m'ont ordonné d'écrire à votre paternité révérendissime de prendre les mesures pour que le frère Alexandre de Trévi soit reçu dans le couvent que le provincial désignera, conformément à l'avis du procureur général. Rome, 25 septembre 1843. »

1705. Super secunda probatione.

Sacra Congregatio vigore specialium facultatum a SSmo concessarum benigne commisit P. præposito generali congregationis Somaschæ, ut, attentis narratis collegium Clementinum in domum secundi, ut aiunt, novitiatus et studiorum ac procuræ generalis in omnibus juxta suprascriptos articulos quos eadem S. Congregatio approbat atque confirmat pro suo arbitrio et conscientia, constituere possit et valeat, dummodo tamen locus in quo morari debent novitii secundæ probationis seu studentes sit separatus a collegio convictorum, ita ut nulla adsit communicatio; ac insuper præfati novitii seu studentes proprias habeant scholas et capellam pro quotidianis spiritualibus exercitationibus, atque refectorio intersint una cum aliis religiosis, non vero cum convictoribus ejusdem collegii; contrariis, etc.

Romæ, 3 octobris 1843.

1706. Ordinis Cassinensium.

Nuncio Neapolitano. — Questa S. C. de' VV. e RR. trasmette a V. S. l'annesso reclamo de' monaci Benedettini del monastero di S. Niccolò l'Arena di Catania contro l'abbate D. Gianfrancesco Corveja, il quale impedisce la esecuzione degli atti dell'ultima dieta tenuta in Subiaco, onde rimanere al regime di quel monastero contro ogni regola. Desidera pertanto la S. C. che V. S. procuri di rimuovere tutti gli ostacoli per la esecuzione degli atti della dieta medesima; codesti monaci nutrono fiducia che si potrà ottenere quanto dessi bramano se V. S. invece di trattare col ministero si dirigesse direttamente a S. M. Siciliana, la quale si è mostrata propensa nell'udienza concessa ai PP. Seva ed Abbatelli. In tale circostanza considerando la S. C. gli ostacoli che in codesti stati si oppongono agli affari dei regolari, alle disposizioni non solo de' superiori, delle diete e dei capitoli, ma ben anche a quelli della S. Sede, e vedendo le luttuose conseguenze che ne ridondano a danno degli ordini regolari, crede necessario di occuparsi seriamente di tale oggetto per farne relazione al S. P. Quindi V. S. potrà trasmettere a questa S. C. una distinta relazione delle disposizioni che rimangono inesegnite siano dei superiori, siano dei capitoli, siano della S. Sede; delle cause donde nascono tali opposizioni e delle provvidenze che crederebbe opportune.

Romæ, 3 octobris 1843.

(1705). *Second noviciat. Somasques.* Plusieurs instituts font faire un second noviciat. Le présent décret autorise l'érection du second noviciat des Somasques dans le collége Clémentin de Rome; mais le local des novices devra être complétement séparé des pensionnaires.

(1706). *Bénédictins. Sicile. Abbé intrus.* Loin d'être nommés à vie, les abbés de la congrégation du Mont-Cassin ne peuvent remplir leur charge que pour un laps de temps restreint à quelques années, conformément à la constitution de Grégoire XIII, qui a supprimé en Italie les abbés perpétuels. Voici ce qu'on écrit au nonce de Naples : « Cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers remet à votre seigneurie la plainte ci-jointe des moines bénédictins du monastère de S. Nicolas l'Arène de Catane contre l'abbé dom Jean-François Corveja, lequel empêche l'exécution des décisions de la dernière diète tenue à Subiac, afin de garder le gouvernement dudit monastère, contrairement à toutes les regles. C'est pourquoi la S. Congrégation désire que votre seigneurie tâche de faire disparaître les obstacles qui empêchent d'exécuter les décisions de la diète. Les moines espèrent parvenir à l'objet de leurs vœux, si votre seigneurie, au lieu de traiter avec le ministère, s'adresse directement au roi de Naples, qui s'est montré favorable dans l'audience qu'il a accordée aux pères Seva et Abbatelli. A cette occasion la S. Congrégation, réfléchissant aux difficultés que rencontrent les affaires des réguliers dans les Etats de Naples, et qui arrêtent non-seulement les dispositions des

1707. Alternativæ.

Generali ordinis Prædicatorum. — La P. V. ha interpellato questa S. C. de' VV. e RR. sulla risposta da darsi al signor principe di Trabia, ministro degli affari ecclesiastici di Napoli, relativamente al preteso diritto di alternativa per la celebrazione del primo capitolo generale. Deve pertanto ella sapere che già l'Emo signor cardinale Lambruschini, segretario di stato, ha dato categorica risposta sull'oggetto al lodato ministro, con intelligenza di questa S. C. Quindi V. P. si potrà limitare a scrivere al detto signor principe che ha appreso da questa S. C. che già l'Emo segretario di stato ha data in proposito categorica spiegazione, e che perciò V. P. si riporta alla risposta medesima, la quale è conforme alla mente della stessa S. Congregazione.

Romæ, 20 novembris 1843.

1708. Clausuræ camaldulensium.

Sacra Congregatio vigore specialium facultatum a SSmo Domino nostro concessarum benigne annuit pro petito indulto ad decennium tantum in omnibus juxta preces, ita tamen ut mulieres comitantibus probatis viris, P. superiore locali et duobus senioribus monachis enunciatam eremum (Camaldulensium prope Cracoviam) ingrediantur ad sonum campanæ, ad hoc ut ceteri monachi in chorum vel in proprias cellas sese recipiant, et nullam in eadem sumant refectionem. Ingressus autem fiat post solis ortum tempore quo exercitia communis observantiæ non impediantur, et egressus ante solis occasum omnino sequatur.

Romæ, 7 decembris 1843.

1709. Super expulsione.

Ex audientia SSmi die 1 decembris 1843. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea mandavit committi visitatori apostolico ordinum regularium in Belgio cum vicario provinciali (reformatorum ordinis S. Francisci), et parvo definitorio enunciatæ provinciæ S. Josephi in Belgio, ut attentis narratis pro eorum arbitrio et conscientia procedere possint et valeant ad expulsionem dicti religiosi absque experimento carceris et aliis formalitatibus a jure præscriptis, prævio tamen processu camerali seu extrajudiciali ad probandam incorrigibilitatem cum descriptione delictorum et aliqua defensione. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1710. Super alienatione.

Episcopo Algherien. — La S. C. de' VV. e RR. ha conosciuto che da codesti Padri Carmelitani del convento di Alghero siano state fatte delle alienazioni dei beni del convento medesimo senza l'apostolico beneplacito, e che quantunque alcune di tali vendite siano state sanate colla ingiunzione di reintegrare con annue rate il prezzo distratto, pure si è omesso di adempire tale prescrizione. Questi Emi signori pertanto, non volendo che siano rinnovati tali atti, mi hanno commesso di scrivere a V. S. che faccia conoscere agli autori di tali attentati, alienazioni e distrazioni le censure nelle quali sono incorsi non solo in forza della costituzione *Ambitiosæ*, ma ben anche del decreto di Urbano VIII, e delle altre canoniche sanzioni. Inoltre V. S. proibirà espressamente ai medesimi di rinnovare simili attentati. Affinchè poi sieno reintegrate le somme distratte, si autorizza V. S. a far sequestrare ed apporre un amministratore a quei fondi del convento che crederà necessarii pel sudetto reintegro. Ella poi farà conoscere alla S. C i nomi di quei religiosi che hanno tali cose attentato, specialmente dopo la visita e che non si sono dati carico di fare il prescritto reintegro. La S. C. concede poi a V. S. le opportune facoltà per poter assolvere anche per mezzo di persona da suddelegarsi i religiosi colpevoli dalle censure incorse, quante volte diano segni di rescipiscenza e promettano a forma de' S. Canoni di non ricadere in simili mancanze, e V. S. le potrà ancora dispensare dalla irregolarità se lo crederà opportuno, ferma per altro restando la privazione della voce attiva e passiva, ed abilitando soltanto i superiori che si trovassero in officio a rimanere nel medesimo sino a nuove disposizioni della S. C.

Romæ, 23 decembris 1843.

supérieurs, des diètes et des chapitres, mais aussi celles du Saint-Siége ; voyant les désastreuses conséquences qui en résultent pour les ordres religieux, la S. Congrégation, dis-je, croit nécessaire de s'occuper sérieusement de la question, afin d'en référer au saint-père. C'est pourquoi votre seigneurie pourra envoyer à cette S. Congrégation un mémoire circonstancié sur les dispositions non exécutées, soit des supérieurs, soit des diètes, soit du Saint-Siége ; sur les causes de ces obstacles, et sur les mesures que votre seigneurie croirait opportunes. Rome, 3 octobre 1843. »

(1707). *Dominicains. Alternative.* Le gouvernement napolitain ayant prétendu que le chapitre général des Dominicains fût alternativement tenu à Naples et à Rome, la S. Congrégation écrit au général de l'ordre : « Votre paternité a consulté cette S. Congrégation sur la réponse qu'elle doit donner au prince de Trabia, ministre des affaires ecclésiastiques de Naples relativement au prétendu droit d'alternative pour la célébration du prochain chapitre général. Il faut que votre paternité sache que le cardinal Lambruschini, secrétaire d'Etat, a fait sur l'objet une réponse catégorique audit ministre, de concert avec cette S. Congrégation. Ainsi votre paternité pourra se borner à écrire au prince de Trabia qu'elle a su de cette S. Congrégation que déjà le cardinal secrétaire d'Etat a envoyé une explication catégorique, et que votre paternité ne peut que s'en rapporter à cette décision, qui est conforme à la pensée de cette S. Congrégation. Rome, 20 novembre 1843. »

(1708). *Camaldules. Clôture.* La S. Congrégation prescrivit le rétablissement de la clôture dans l'enclos des Camaldules de Cracovie (num. 1702). Le présent indult accorde pour dix ans la permission de faire entrer les femmes en certains jours de l'année, au son de la cloche pour avertir les moines de se retirer dans leurs ermitages, après le lever du soleil et avant le coucher.

(1709). *Belgique. Franciscains. Procès caméral.* Ne pouvant observer la procédure relative à l'expulsion, les religieux obtiennent l'autorisation de procéder extrajudiciairement.

(1710). *Aliénation illégale. Séquestre.* Lorsque les religieux aliènent sans permission leurs propriétés, la S. Congrégation charge les évêques de mettre les biens sous séquestre pour refaire le capital. Voici ce qu'on écrit à l'évêque d'Alghero, en Sardaigne : « La S. Congrégation a appris que les pères Carmes du couvent d'Alghero ont vendu des biens de leur communauté sans indult apostolique ; et si quelques ventes ont été revalidées avec l'ordre de reconstituer le capital par des versements annuels, on a négligé de faire ces versements. Ne voulant pas tolérer un pareil désordre, les Emes cardinaux m'ont chargé d'écrire à votre seigneurie de notifier aux auteurs de ces attentats, aliénations et détournements qu'ils ont encouru les censures de la constitution *Ambitiosæ*, du décret d'Urbain VIII et des autres dispositions canoniques. En outre, votre seigneurie leur défendra expressément de renouveler de pareilles tentatives. Afin que les sommes détournées soient réintégrées, on autorise votre seigneurie à placer sous séquestre et à faire administrer les fonds du couvent qu'elle croira nécessaires pour effectuer le remboursement. Elle fera connaître à la S. Congrégation les noms des religieux qui se sont rendus coupables à cet égard, surtout depuis la visite et ne se sont pas souciés d'effectuer la réintégration ordonnée. Enfin la S. Congrégation accorde à votre seigneurie les pouvoirs nécessaires pour faire absoudre, même par un subdélégué, les coupables des censures encourues, pourvu qu'ils témoignent du repentir, et promettent, conformément aux saints canons, de ne pas retomber dans ces manquements. Votre seigneurie pourra aussi les dispenser de l'irrégularité, si elle croit ; mais ils demeureront privés de la voix active et passive, et les supérieurs qui sont en fonction ne seront autorisés à continuer que jusqu'à nouvel ordre de la S. Congrégation. Rome, 23 décembre 1843. »

1711. Super erectione novitiatus.

Ex audientia SSmi 22 decembris 1843. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea mandavit committi P. vicario generali (ordinis S. Augustini) oratori seu religioso ab eo subdelegando, ut attentis narratis facultatem qua concorditer cum episcopo Philadelfiæ uti debeat, erigendi præfatum conventum in novitiatus domum, ibique recipiendi novitios, eosque admittendi ad professionem juxta preces, pro suo arbitrio et conscientia concedat, dummodo tamen in eodem conventu vigeat claustratis et regularis observantia, adsit locus separatus pro recludendis novitiis seorsim ab aliis religiosis professis. Ceterum super præmissis observari debeant conditiones et cautelæ per sacros canones, sacrum concilium Tridentinum et apostolicas constitutiones præscriptæ. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

Super eodem. — Ex audientia SSmi 22 decembris 1843. Sanctitas Sua, attentis expositis, acta omnia et singula a præfato superiore facta, nec non receptiones novitiorum et professiones huc usque a novitiis emissas et ob præmissa fortasse nullas; quatenus prior eorum respectivus consensus moraliter perseveret, in radice sanat et revalidat, eosdemque religiosos ad prælaturas et officia quæ modo obtinent, retinenda, et ad alia in posterum assequenda cum usu vocis activæ et passivæ respective confirmat et habilitat, quin ipsi religiosi de hujusmodi sanatione confirmatione et habilitatione certiorari debeant. Ut autem in quocumque futuro eventu de hujusmodi actorum et professionum validitate constare possit, præsens rescriptum in archivio secreto conventus in quo dictus superior moratur deponi debeat, relicto exemplari authentico in archivio curiæ P. vicarii generalis. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1712. Super gradibus academicis.

Ex audientia SSmi die 15 decembris 1843. Sanctitas Sua, attenta relatione P. procuratoris generalis ordinis (observantium S. Francisci) benigne annuit, et propterea mandavit committi P. provinciali, ut veris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia precibus oratoris (Bonaventuræ Merlin), indulgeat pro petita habilitatione ad enunciatos gradus assequendos in facultate philosophica et theologica tantum, quin tamen gestare possit insignia, nisi in actu collationis graduum, quatenus ea gestari soleant, sed incedere debeat cum habita religioso dumtaxat, et nullimode exemptus sit ab auctoritate suorum superiorum ordinis, eisque ut prius subjacere et parere debeat, nec in ordine habere valeat præeminentiam nisi aliter ei juxta constitutiones competat.

Romæ, etc.

1713. Super erectione provinciæ in Belgio.

Ex audientia SSmi 22 decembris 1843. Sanctitas Sua precibus oratoris benigne annuit pro expeditione literarum apostolicarum in forma brevis ad confirmandum decretum a P. ministro generalis ordinis (observantium Recollectorum) apostolicis facultatibus prædito die 12 maii 1842 latum, quo provincia Belgica ordinis minorum strictioris observantiæ seu recollectorum S. Josephi erecta est. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1714. De regno neapolitano.

Nuncio Neapolitano. — È rimasto sommamente amareggiato il S. Padre nel conoscere dalla lettera dell'uditore di codesta nunziatura del giorno 21 del p. p. dicembre e dall'altra di V. S. in data del 29 dello stesso mese, le difficoltà manifestate dal signore principe di Trabia, ministro degli affari ecclesiastici sulla esecuzione del decreto per la visita del monastero degli Olivetani di Palermo, imperciocchè dalle difficoltà medesime risulta che mentre si estendono oltre la disposizione della costituzione di Benedetto XIII le prerogative del tribunale della monarchia di Sicilia, si vorrebbe dall'altra parte impedire al sommo gerarca della chiesa l'esercizio de' suoi diritti nativi strettamente connessi col primato che esercitar deve sopra tutta la Chiesa. Ciò non ostante volendo il S. Padre mostrare per quanto è possibile la sua condiscendenza, permetterà che nel sudetto decreto della visita si omettano le parole *apostolicum ad nutum S. Sedis* e la specifica menzione delle facoltà, sostituendo la generica espressione : *cum facultatibus necessariis et opportunis etiam ad effectum nominandi convisitatores*, ma non può assolutamente condiscendere che si tolga dal decreto la ingiunzione al visitatore di fare relazione della visita alla S. Sede, giacchè la pretensione che sia tolta quella clausola si oppone alla prerogativa ed alla obbligazione che ha il romano pontefice di conoscere lo stato delle chiese particolari e degli ordini regolari, a fine di provvedere alle opportunità con quelle disposizioni che il signore al suo vicario

(1711). *Etats-Unis. Augustins. Erection du noviciat.* Le présent décret permet l'érection du couvent de Philadelphie comme noviciat; local séparé pour les novices, afin qu'il n'aient pas de communication avec les profès. En outre, les professions antérieures sont validées.

(1712). *Grades académiques. Franciscains.* On autorise un religieux de l'ordre de S. François à recevoir les grades de philosophie et de théologie; mais il ne pourra prendre les insignes que pour sa promotion.

(1713). *Récollets. Erection de province.* La fondation de la province des Récollets de Belgique, faite en 1842 par le général de l'ordre en vertu de pouvoirs spéciaux, est formellement approuvée. L'érection canonique des provinces est un point réservé au Saint-Siége.

(1714). *Olivétains de Palerme. Visite apostolique.* En Sicile, le tribunal de la Monarchie, récemment supprimé par une bulle pontificale, produisait de graves abus et causait une foule de désagréments au Saint-Siége. La lettre suivante, écrite au nonce de Naples, en est un exemple : « Le Saint-Père a été profondément affligé en apprenant, par la lettre de l'auditeur de la nonciature du 21 décembre dernier et par celle de votre seigneurie du 29, les difficultés que fait le prince de Trabia, ministre des affaires ecclésiastiques, sur l'exécution du décret relatif à la visite du monastère des Olivétains de Palerme. Il résulte de ces difficultés mêmes que, tandis qu'on étend bien au delà de la constitution de Benoît XIII les prérogatives du tribunal de la Monarchie de Sicile, on voudrait d'autre part empêcher le chef suprême de l'Eglise d'exercer les droits inhérents à la primauté dont il est investi dans l'Eglise entière. Cependant, le saint-père, voulant porter la condescendance aux extrêmes limites, permettra de supprimer dans le décret les mots *apostolicum ad nutum S. Sedis* et la mention spéciale des pouvoirs, laquelle sera remplacée par l'expression générique : *cum facultatibus necessariis et opportunis etiam ad effectum nominandi convisitatores*; mais il ne peut absolument faire disparaître l'ordre pour le visiteur de rendre compte de la visite au Saint-Siége; car la prétention de supprimer cette clause est en opposition avec le droit et le devoir du souverain pontife de connaître l'état des églises particulières et des ordres religieux, pour qu'il puisse aviser par les mesures que Dieu inspire à son vicaire; prérogatives et devoirs tellement inhérents à la dignité pontificale que la conscience même empêche de les perdre de vue. C'est pourquoi le Saint-Père veut que votre seigneurie agisse énergiquement pour obtenir que sa majesté sicilienne, dans son éminente piété et religion, écarte tout obstacle à l'exécution du décret que l'on rendrait de nouveau dans le sens formulé plus haut. Si l'on prétendait persister à exiger du saint-père ce qu'il ne peut accorder, il se verrait forcé de prendre des mesures fort graves pour le monastère des Olivétains de Palerme, et de faire usage de l'autorité suprême et des droits imprescriptibles du Siége apostolique. En communiquant ces ordres pontificaux à votre seigneurie, je dois lui notifier aussi que, si le décret dont il s'agit est exécuté, d'autres instructions seront confidentiellement transmises au cardinal visiteur. Rome, 15 janvier 1844. »

spira, prerogative ed obbligazione così connesse colla pontificale dignità che non si possono trasandare senza compromettere la propria coscienza. È mente pertanto di N. S. che V. S. si adoperi efficacemente affinchè Sua Maestà siciliana nella sua esimia pietà e religione rimuova ogni ostacolo alla esecuzione del decreto, che sarebbe di nuovo spedito nel senso di sopra espresso. Che se per altro si volesse persistere nell'esigere da Sua Santità quello in cui non può convenire, si vedrebbe costretta a prendere sul monastero degli Olivetani di Palermo forti disposizioni, usando della suprema pontificia autorità e dei diritti imprescrittibili della Sede Apostolica. Nel communicare a V. S. questi ordini pontifici, debbo ancora significarle che avendo corso il decreto di cui si tratta si daranno le altre opportune istruzioni all'Emo visitatore in via confidenziale e riservata. Ed intanto in attenzione di sollecita risposta, etc.

Romæ, 15 januarii 1844.

1715. Carthusianorum.

Archiepiscopo Tranen. — Il sacerdote Ambrogio Arnone, monaco Certosino, ottenne l'indulto di sua perpetua secolarizzazione che finora non ha potuto far eseguire per mancanza di patrimonio. Si è per altro obbligato il P. generale dei Certosini come risulta da documento esistente presso la segreteria di questa S. C. de' VV. e RR. di corrispondere al detto sacerdote Arnone in tutti gli anni e sua vita durante 360 franchi per la celebrazione di altrettante messe, che sarà il medesimo obbligato di celebrare secondo la sua intenzione ed a sgravio della gran Certosa, e di più un soccorso di 100 franchi annui, quale obbligazione cesserà se il ridetto Arnone si troverà in appresso una situazione tale da poter vivere convenientemente secondo il suo stato di prete secolare. Quindi è che questa S. C. anche in forza di speciali facoltà autorizza V. S. a poter eseguire l'indulto di secolarizzazione senza procedere atteso il succennato assegnamento alla verifica della clausola : *dummodo provisus sit*. Siccome poi potrebbe essere decorso il termine stabilito per l'esecuzione, ed essere l'Arnone rimasto fuori del chiostro dopo il sudetto termine, così la stessa S. C. concede a V. S. le opportune facoltà per assolverlo dalle censure e pene ecclesiastiche che avesse potuto incorrere, e dispensarlo dalla irregolarità, e prorogargli ad un anno il termine per la esecuzione del pontificio rescritto.

Romæ, 19 januarii 1844.

1716. Super exercitio chirurgiæ.

Generali observantium. — Fr. Giuseppe Pierozzi laico professo nel convento de' Minori Osservanti di S. Margherita di Cortona, ha supplicato questa S. C. de' VV. e RR. per la facoltà di ricevere e servirsi di qualche elemosina offertagli da persone secolari per l'assistenza chirurgica che loro presta bene spesso fuori del chiostro. In seguito però delle informazioni ricevute su tal istanza, questi Emi miei signori mi hanno ingiunto di scrivere alla P. V. Rma che subito proibisca per mezzo del P. provinciale al sudetto laico di esercitare la flebotomia.

Romæ, 4 martii 1844.

1717. Olivetanorum.

Decretum. — De expresso mandato SSmi D. N. Gregorii PP. XVI, S. Congregatio negotiis et consultationibus EE. et RR. præposita, attentis peculiaribus circumstantiis deputat in visitatorem monasterii congregationis Olivetanorum Panormi existentis Emum S. R. C. cardinalem archiepiscopum Panormitanum cum facultatibus necessariis et opportunis etiam ad effectum nominandi duos convisitatores, unum scilicet ex sæculari, alterum vero ex regulari clero. Vult autem Sanctitas Sua ut Emus archiepiscopus visitator ad eamdem S. C. EE. et RR. transmittat relationem et acta visitationis, ut quid in Domino expedire visum fuerit, decerni possit. Datum Romæ, die 29 februarii 1844.

1718. Super processu summario.

Generali conventualium. — Avendo riferito V. P. che il laico Giuseppe B. di codesto suo ordine non vuole deputare il suo difensore nella causa di espulsione intentata contro di lui anche in forza di speciale rescritto di questa S. C. de' VV. e RR. con cui si dava la facoltà di procedere sommariamente, debbo significarle che fatta la dovuta intimazione al detto laico per difendersi e deputare il suo difensore, e passato il termine prescritto inutilmente, si deve procedere alla nomina del difensore *ex officio* quante volte nel modo sopra accennato non siasi già proceduto, ed il difensore così nominato deve avere la communicazione dell'incarto per procedere agli atti necessari e di difesa. Dopo di che i giudici deputati potranno procedere alla sentenza che crederanno, la quale si dovrà intimare al sudetto laico, salvo il diritto al medesimo di appellare a questa S. C. se il medesimo appellerà, dovrà trasmettersi l'incarto e la sentenza alla S. C. senza procedere intanto alla esecuzione della medesima. Che se poi egli non appellerà dentro i dieci giorni da computarsi dal giorno della intimata sentenza, potrà darsi a quella esecuzione.

Romæ, 11 martii 1844.

(1715). *Chartreux. Sécularisation.* Ambroise Arnon a obtenu la sécularisation perpétuelle; mais, faute de patrimoine, l'indult n'a pu être fulminé. Le général des Chartreux a pris l'engagement de fournir 360 francs par an en intentions de messes, et 100 francs à titre de secours. La S. Congrégation autorise l'évêque de Trani à fulminer l'indult de sécularisation, la clause *Dummodo provisus sit* étant censée remplie par l'engagement que le général des Chartreux a pris.

(1716). *Chirurgie.* La S. Congrégation ne permet pas qu'un frère convers se mêle d'opérer des saignées et d'exercer la chirurgie. Voici ce qu'on écrit au général des Franciscains de l'Observance : « Frère Joseph Pierozzi, convers profès dans le couvent des Observants de Sainte-Marguerite de Cortone, a demandé l'autorisation de recevoir et de dépenser les petites aumônes que lui offrent des personnes séculières pour le service chirurgical qu'il leur fait assez souvent hors du cloître. D'après les informations qu'on a reçues sur la demande, les Emes cardinaux m'ont ordonné d'écrire à votre paternité de prohiber immédiatement par l'intermédiaire du provincial audit convers de faire des opérations chirurgicales Rome, 4 mars 1844. »

(1717). *Olivétains de Palerme. Visite apostolique.* Voir num. 1714. Grégoire XVI nommant le cardinal Pignatelli, archevêque de Palerme, visiteur apostolique des Olivétains, prescrit d'adresser au Saint-Siége les actes de la visite et la relation, comme c'est marqué dans la dépêche du 15 janvier (*Ibid.*) Bientôt il fut obligé d'interdire la prise d'habit et la profession, ainsi qu'il sera dit plus loin.

(1718). *Procédure. Défenseur nommé d'office.* Lorsqu'un religieux cité au tribunal de ses supérieurs refuse de désigner un avocat, le tribunal le nomme d'office. La S. Congrégation écrit au général des Conventuels : « Votre paternité a fait savoir que le convers Joseph B. ne veut pas nommer son défenseur dans la cause d'expulsion intentée contre lui-même en vertu d'un rescrit de cette S. Congrégation, lequel a permis de procéder sommairement. Je dois vous dire que, l'intimation légale pour se défendre et désigner son défenseur ayant été faite et le délai expiré, on doit nommer le défenseur *ex officio*, et ce défenseur doit recevoir communication de l'enquête pour remplir les actes et présenter la défense. Après cela, les juges délégués pourront rendre la sentence qu'ils croiront, et la sentence devra être signifiée au convers, lequel pourra faire appel à cette S. Congrégation. S'il appelle, il faudra adresser l'enquête et la sentence à la S. Congrégation, et s'abstenir d'exécuter le jugement. S'il laisse passer dix jours à partir de la signification du jugement sans faire appel, en ce cas on pourra mettre la sentence à exécution. Rome, 11 mars 1844. »

1719. Ordinis S. Francisci in Bavaria.

Episcopo Eystetten. — Preso in considerazione quanto V. S. ha esposto con lettera del 13 novembre 1843 sul capitolo provinciale dei Minori Riformati celebrato in codesto convento di Monaco nel passato agosto, questa S. C. de' VV. e RR. nulla ha da osservare circa le elezioni fatte nel sudetto capitolo. Rapporto poi alla nuova compilazione degli statuti provinciali decretata nello stesso capitolo da farsi dai religiosi deputati, e da esaminarsi dal provinciale e suo definitorio, questi Emi miei signori dispensando dall'obbligo di proporla al capitolo provinciale, commettono a V. S. di esaminarla, onde e quante volte nulla vi sia di contrario ai sagri canoni ed alle costituzioni dell'ordine, approvarla in forma generica, e proporla alla intera provincia e farne eseguire le disposizioni. Inoltre sanano l'acquisto fatto dal convento di Monaco della cantina di cui si parla nella sua relazione, a condizione però che si ritenga a nome della S. Sede per mezzo del sindaco apostolico o di persona da costituirsi dal medesimo. Di più permettono che si ritenga a nome della S. Sede il deposito di 12 mila fiorini raccolti da vecchi padri nel tempo della loro secolarizzazione, e consegnati ai superiori di codesta provincia in una cassa chiusa a tre chiavi da ritenersi una da persona da delegarsi da V. S. e l'altra dal provinciale e l'altra dal sindaco apostolico. Detta somma poi si debba alla circostanza erogare nei bisogni della provincia, dei conventi e degli ospizi dal P. provinciale col consenso del suo definitorio, e dopo averne riportata l'approvazione da V. S.

Romæ, 22 martii 1844.

1720. Super recursu ad bavaricum gubernium.

Generali Conventualium. — Monsignor visitatore apostolico dei Francescani di Baviera ha fatto conoscere a questa S. C. de' VV. e RR. lo stato del convento dei Conventuali di Wirzburgo, e le istanze fatte da V. P. presso il governo Bavaro perchè il convento medesimo fosse sottratto dalla dipendenza del visitatore apostolico e perchè non sia ricevuto il P. Hengel, che è desiderato da quei religiosi e da Mgr visitatore apostolico. Non ammette dubbio che anche l'ordine de' PP. Conventuali sia soggetto alla visita apostolica in forza delle lettere apostoliche ove Mgr vescovo di Eichstatt è dichiarato visitatore *omnium regularium ordinum Franciscalium*. Quindi la S. C. non comprende come V. P. siasi diretta al governo Bavaro per ottenere una modificazione ad una disposizione della S. Sede, tanto più che ella poteva prevedere l'esito di tale domanda, siccome poi l'ha mostrato il fatto, avendo S. Maestà Bavara decretato che anche i conventuali debbano essere soggetti al visitatore apostolico. Crede pertanto la S. C. necessario che V. P. si astenga in seguito da tali passi, i quali possono compromettere la S. Sede ed il suo ordine, e che non turbi la giurisdizione del visitatore apostolico, come ancora desidera che sia spedito il P. Hengel in quel convento come commissario generale, essendo pratico della lingua tedesca e rispettato da quei religiosi.

Romæ, 22 martii 1844.

1721. Super renuntiatione bonorum.

Ex audientia SSmi 19 aprilis 1844. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea mandavit committi P. præposito general congregationis Somaschensis ut, veris existentibus narratis, facultatem oratori (Joanni Bettoloni) renunciandi etiam post ingressum in dicta congregatione enunciata bona pro suo arbitrio et conscientia impertiatur, dummodo tamen accedat congregationis Somaschensis consensus, et renunciatio ejusdem nomine fiat, ac non agatur de rebus propriis ipsius congregationis, sine præjudicio juris tertii quæsiti, ac prælevata aliqua parte favore præfatæ congregationis.

Romæ, etc.

1722. Super eodem.

Ex audientia SSmi die 19 aprilis 1844. Sanctitas Sua, attenta relatione P. procuratoris generalis ordinis (Carthusianorum), benigne annuit et propterea mandavit committi P. generali ipsius ordinis, ut veris existentibus narratis, et dummodo accedat consensus interesse habentium, et bona a donatariis ad-

(1719). *Franciscains de Bavière. Statuts de la province.* On a dit plus haut que Mgr Reisach, alors évêque d'Eystatt, visiteur apostolique des Franciscains en Bavière, fut chargé de présider le chapitre provincial. Ce chapitre se tint à Munich au mois d'août 1843. La S. Congrégation écrit au prélat : « Ayant pris en considération tout ce que votre seigneurie a représenté touchant le chapitre provincial des Mineurs Réformés tenu dans le couvent de Munich au mois d'août dernier, la S. Congrégation n'a rien a signaler au sujet des élections qui ont eu lieu dans ce chapitre. Quant à la nouvelle rédaction des statuts provinciaux qui a été décrétée par le chapitre, rédaction qui sera faite par les religieux députés et revue par le provincial et son définitoire, les Emes cardinaux dispensent de l'obligation de la soumettre au chapitre provincial, et chargent votre seigneurie de l'examiner, de sorte que, s'il n'y a rien qui s'oppose aux saints canons et aux constitutions de l'ordre, elle pourra l'approuver « sous forme générique, l'adresser à toute la province et en faire observer les dispositions. Les Emes cardinaux autorisent l'acquisition de la cave dont parle votre seigneurie dans sa relation, à condition qu'elle soit gardée au nom du Saint-Siége et par le moyen du syndic apostolique ou de son subdélégué. Ils permettent aussi de conserver au nom du Saint-Siége le dépôt de douze mille florins qui ont été amassés par les anciens religieux durant l'époque de leur sécularisation, et ont été consignés aux supérieurs de la province dans une caisse fermée de trois clefs, dont une dans les mains d'une personne que votre seigneurie désignera, la seconde appartiendra au provincial, la troisième sera tenue par le syndic apostolique. Cette somme sera, à l'occurrence, employée aux besoins de la province, des couvents et des hospices par le provincial, avec le consentement de son définitoire, et sous l'approbation de votre seigneurie. Rome, 22 mars 1844. »

(1720). *Bavière. Recours au gouvernement.* Désirant que le couvent de Wurtzbourg ne fût pas compris dans la visite apostolique, les Conventuels recoururent au gouvernement. Voici ce que la S. Congrégation écrit au général : « Mgr le visiteur apostolique des Franciscains de Bavière a fait connaître à cette S. Congrégation la situation de la maison des Conventuels de Wurtzbourg et les instances que votre paternité a faites près le gouvernement bavarois pour que ce couvent fût soustrait à l'autorité du visiteur apostolique et qu'on n'y reçoive pas le P. Hengel que les religieux et Mgr le visiteur apostolique demandent. Il n'y a pas le moindre doute que l'ordre des Conventuels est soumis à la visite apostolique, en vertu des lettres apostoliques qui nomment Mgr l'évêque d'Eystatt visiteur apostolique *omnium regularium ordinum Franciscalium*. La S. Congrégation ne s'explique donc pas que votre paternité se soit adressée au gouvernement bavarois pour faire modifier une disposition du Saint-Siége. Votre paternité pouvait prévoir ce qui est arrivé, à savoir, que le roi de Bavière a déclaré que les Conventuels doivent se soumettre à la visite apostolique comme les autres. C'est pourquoi la S. Congrégation croit nécessaire que votre paternité s'abstiennent désormais de semblables démarches, qui peuvent compromettre le Saint-Siége et l'ordre des Conventuels, et qu'elle n'entrave pas la juridiction du vicaire apostolique. Elle désire aussi que le P. Hengel soit envoyé dans ce couvent comme commissaire général ; il sait l'allemand et les religieux ont une grande considération pour lui. Rome, 22 mars 1844. »

(1721). *Disposition des biens après la profession.* Un religieux de l'ordre des Somasques est autorisé à disposer de ses biens patrimoniaux après sa profession, du consentement de l'institut et au nom de cet institut.

(1722). *Chartreux. Testament.* Avant la profession solennelle, dans les deux mois qui la précèdent, le novice dispose de ses biens patrimoniaux ou écrit son testament. Le vœu solennel de pauvreté ne permettant pas de révoquer ou de modifier le testament, dom Bonaventure, chartreux, obtient la permission de refaire ce testament.

huc adita non sint, petitam facultatem renovandi enunciatum testamentum pro suo arbitrio et conscientia oratori (Bonaventuræ Flandin) impertiatur, ita tamen ut aliqua pars remaneat favore causarum piarum quibus per testamentum bona donaverat.

Romæ, etc.

1723. Super alienationibus.

Archiepiscopo Quiten. — Nihil jucundius accidere poterat Emis patribus Cardinalibus hujus S. C. negociis et consultationibus EE. et RR. præpositorum quam accipere relationem et acta visitationis apostolicæ conventuum ordinis S. M. de Mercede in republica Equatoris existentium : ex iis enim cognoverunt quantum curæ et sollicitudinis amplitudo tua et religiosus Marianus Bravo de Borja visitator apostolicus deputatus adhibuerit ad regularem disciplinam restituendam et ad ordinis incrementum; verum Emi patres animadverterunt explicatione indigere quæ de alienatione prædii *Perihuela* nuncupati, deque erogatione pretii obiter dicta sunt ; non enim apparet id specialibus facultatibus factum fuisse, et insuper ipsis visum est minime conforme decreto Clementis VIII, quod sancitum legitur in art. 3 decreti diei 23 octobris 1839 de exercitio muneris magistri novitiorum per turnum, nec rata haberi posse præscripta in art. 1 memorati decreti contra religiosos presbyteros omittentes celebrare missas ; sed edixerunt hac super re constitutiones ordinis servandas esse. Duxerunt etiam permittendam non esse alienationem sacrorum utensilium et supellectilium in infirmorum subsidium quin immo præscribendum ut diligenter servetur decretum Urbani VIII, circa bona Ecclesiæ et regularium non alienanda, nec tolerandum abusum, ut P. provincialis una cum aliis religiosis ingentem pecuniæ vim ad exercenda sua officia a conventibus percipiant ; sed imposterum id tantum habeant, quod a constitutionibus conceditur. Summopere laudandam esse existimarunt constitutionem vitæ communis, sed relate ad religiosos jam professos non uti præceptum proponendam : enixe vero excitandos esse superiores ut pro viribus curent illam constituere et verbo ac exemplo religiosos ad regularis disciplinæ et constitutionum observantiam inducant. Reliqua vero decreta visitationis apostolicæ quoad disciplinam et regularem observantiam, et administrationem tam in spiritualibus quam in temporalibus, salvis semper SS. canonum sanctionibus et constitutionibus apostolicis et ordinis, approbanda esse censuerunt. Ac propterea amplitudini tuæ necessarias et opportunas facultates impertiti sunt ad superius notata decreta respective reformanda. Hæc quidem dum amplitudini tuæ significo prospera cuncta adprecor a Domino.

Romæ, 30 aprilis 1844.

1724. Ordinis prædicatorum.

Cardinali Mai protectori ordinis. — Essendo stati presentati a questa S. C. de' VV. e RR. dei progetti per sistemare l'ordine dei Predicatori secondo l'esigenza delle attuali circostanze, fu trattato di tale oggetto in una congregazione particolare deputata dal S. Padre, alla quale intervenne V. E. e le cui risoluzioni furono approvate da S. Santità ; considerato dagli Emi padri dell'accennata congregazione che si trattava di oggetto assai grave, il quale deve interessare tutto l'ordine, i medesimi crederono opportuno e conveniente che se ne dovessero rendere intesi i padri del prossimo futuro capitolo generale, affinchè prendendo in considerazione i bisogni dell'ordine stesso, diano il loro imparziale parere, avendo in mira soltanto il vero bene dell'istituto. I punti principali del progetto sopra i quali i padri del capitolo debbono portare le loro riflessioni sono i seguenti:

1. Assegnare al P. generale quattro assistenti come hanno tutti i generali degli altri ordini per assisterlo nelle cose più gravi, quali per es. potrebbero essere la conferma dei provinciali, il regolamento degli studi, le disposizioni sulla disciplina regolare e sulla vita comune.

2. Che questi assistenti debbano essere eletti dal capitolo generale, e durare nella carica quanto il generale.

3. Che abbiansi a prendere per quanto possibile dalle rispettive provincie.

4. Che la elezione del P. procuratore generale debba commettersi al capitolo che elegge il generale, come quegli debba durare nella carica.

5. Che si debba mantenere in vigore la celebrazione del capitolo generale de' definitori ogni tre anni.

6. Che il P. generale renda conto al capitolo triennale dell'amministrazione del patrimonio della camera generalizia.

V. E. come meritissimo protettore dell'ordine Domenicano, si compiacerà di proporre nei modi che crederà ai padri del prossimo futuro capitolo generale per l'esame gli accennati articoli, oltre gli altri che V. E. credesse aggiungere, colla intelligenza per altro che quanto sarà dai medesimi stabilito, non possa aver vigore se non si otterrà l'approvazione pontificia per organo di questa S. C. ed in seguito della relazione di V. E. su quanto sarà risoluto. Il Card. prefetto sotto nel partecipare a V. E. tali disposizioni, le bacia, ecc.

Romæ, 10 maii 1844.

1725. Super remotione abbatis.

Nuncio Neapolitano. — Questa S. C. de' VV. e RR. non ha tralasciato d'interessarsi per provvedere alla pendenza rela-

(1723). *République de l'Equateur. Religieux de la Merci.* L'archevêque de Quito, nommé visiteur apostolique des couvents de la Merci, rend compte de sa mission. La S. Congrégation désapprouve les aliénations accomplies sans l'indult pontifical. Les fonctions de maître des novices ne peuvent être exercées à tour de rôle par les religieux. Le provincial prélève de fortes sommes sur les couvents; c'est abusif. On ne peut imposer la vie commune aux anciens profès; l'exhortation suffit.

(1724). *Dominicains. Chapitre général. Assistants.* Tous les généraux s'entourent d'assistants. Les Dominicains n'en ayant jamais eu, la S. Congrégation écrit au cardinal Maï, protecteur de l'ordre : « On a présenté des projets à cette S. Congrégation pour organiser l'ordre des Prêcheurs selon les besoins actuels. La question a été traitée dans un congrégation particulière, à laquelle votre éminence a pris part et dont les décisions ont reçu l'approbation du saint-père. Réfléchissant que c'est là une affaire importante et qui intéresse l'ordre tout entier, les Emes cardinaux ont estimé convenable de prendre l'avis du prochain chapitre général. Les principaux articles du projet communiqué aux pères du chapitre sont : 1. Assigner quatre assistants au général comme les ont tous les généraux des autres ordres, pour l'aider dans les choses importantes, par exemple, pour l'approbation des provinciaux, le règlement des études, les mesures relatives à la discipline régulière et à la vie commune. 2. Ces assistants seraient élus par le chapitre général et dureraient comme le général. 3. Ils seraient pris dans toutes les provinces autant que possible. 4. L'élection du procureur général serait confiée au chapitre qui élit le général, et il durerait autant que le général. 5. Le chapitre général des définiteurs serait tenu tous les trois ans comme c'est l'usage. 6. Le général rendrait compte de l'administration des fonds généralices au chapitre triennal. Votre éminence, en qualité de très-digne protecteur de l'ordre de S. Dominique, voudra bien proposer, en la forme qu'elle croira, les susdits articles aux pères du prochain chapitre général, outre les autres articles que votre éminence croira bon d'ajouter etc. Rome, 10 mai 1844. »

(1725). *Bénédictins. Abbé intrus.* On a parlé plus haut de l'abbé de Catane, lequel prétendit garder sa charge en dépit de la décision de la diète. Voici la suite de l'affaire. On écrit au nonce de Naples : « Cette S. C. des Evêques et Réguliers n'a pas négligé de penser à l'affaire de dom Corveja, lequel empêche l'exécution des résolutions de la diète tenue dernièrement à Subiac, afin de

tiva al P. abbate D. Gian-Francesco Corveja Cassinese, il quale impedisce la esecuzione degli atti dell'ultima dieta tenuta in Subiaco onde rimanere al regime del monastero di S. Niccolò l'Arena di Catania contro il voto dell'ordine, siccome già fu scritto a codesta nunziatura ai 3 ottobre 1843. Ed è perciò che essendosi portato in Roma Mgr Scotti, n'è stato parlato al medesimo, affinchè volesse interporre i suoi offici per porre un termine ad una questione tanto dispiacente. Avendo quel prelato promesso di prendere interessamento sull'oggetto, se ne previene V. S. affinchè possa prendere col medesimo gli opportuni concerti. Intanto però si è conosciuto che un dispaccio di codesto signor ministro degli affari ecclesiastici ha dato ordine per l'*exequatur* agli atti della dieta sudetta, eccettuate però le elezioni tutte risguardanti il monastero di Catania o quella dell'abbate del monastero di Messina. Siccome per altro il P. abbate Corveja è la causa di tali limitazioni, volendo egli contro il voto dell'ordine e contro ogni legge rimanere al regime del monastero di Catania, non senza grave scandalo e perturbamento della disciplina, così interessa a questa S. C. che V. S. procuri che il governo desista dal proteggerlo ed a sostenerlo nelle sue illegali pretese, essendo in ogni caso men male che si venga al partito di escludere anche il P. Seva e di venire alla elezione di un terzo, purchè non si sostenga il Corveja. V. S. pertanto potrà agire in questo senso coll'intelligenza di Mgr Scotti e poi riferire il risultato alla S. C. per gl' opportuni provvedimenti.

Romæ, 15 julii 1844.

1726. Super vita communi.

Episcopo Montisregali. — Presa ad esame la supplica del P. Wenceslao Marchini, abbate di governo dei Cisterciensi di Maria Santissima di Vico esistenti in codesta diocesi, colla quale implorava l'introduzione della vita comune in detto monastero, si è osservato che atteso lo scarso numero dei postulanti e l'opposizione degli altri, per ora non può mandarsi ad effetto quanto eglino desiderano. Questi Emi padri per altro hanno sommamente lodato e commendato il pio desiderio di quei monaci, e sperano che il tempo potrà somministrare opportuna occasione per la vita comune, la quale tanto giova ad ottenere e conservare la regolare disciplina. V. S. pertanto parteciperà ai monaci sudetti tali disposizioni, e le auguro dal Signore, ecc.

Romæ, 26 julii 1844.

Generali Cisterciensium. — Benchè in vista di particolari circostanze la S. C. de' VV. e RR. non creda per ora potersi introdurre la vita comune nel monastero di M. SSma di Vico nella diocesi di Mondovì, ciò non ostante non deve non lodarsi sommamente il commendevole desiderio di quelli monaci che l'hanno implorata siccome uniforme alle costituzioni apostoliche e tendente a ottenere la vera regolare osservanza e disciplina tanto necessaria per gli ordini religiosi. È mente pertanto di questi Emi padri che i monaci sudetti cui per mezzo di Mgr vescovo di Mondovì sono stati partecipati i sentimenti della S. C. non sieno per l'istanza da loro presentata molestati sotto qualunque pretesto, nè direttamente, nè indirettamente, tanto dai superiori quanto dai monaci di diverso parere, giacchè se accadesse diversamente, la S. C. si troverebbe nella necessità d'intervenirvi colla sua autorità. V. P. farà esattamente eseguire tali disposizioni, e Dio, ecc.

Romæ, 26 julii 1844.

1727. De negotiis siciliæ.

Nuncio Neapolitano. — Il signor cardinal Pignatelli arcivescovo di Palermo, ha fatto conoscere a questa S. C. che la pendenza sulla visita del monastero degli Olivetani di Palermo, è stata discussa nel consiglio di stato, nel quale, non ostante la relazione favorevole del signor principe di Trabia, ministro degli affari ecclesiastici, la maggior parte dei membri del consiglio medesimo furono di sentimento contrario; ma che Sua Maestà Siciliana ha intanto ordinato che tale questione si tratti separatamente nel consiglio dei signori ministri, e quindi si riproduca nel consiglio di Stato. Spera per altro il sudetto Emo arcivescovo che Sua Maestà nella sua esimia religione sia per permettere la esecuzione del decreto della visita qualunque sia per essere il sentimento dei ministri. Ho creduto necessario communicare a V. S. in via riservata tali notizie acciocchè le possano servire di norma. Intanto debbo ricordare a V. S. che si tratta di un oggetto cui prende sommo interesse il S. Padre; che si è proceduto d'intelligenza col signor ministro principe di Trabia, il quale ha impegnato la sua parola, siccome potrà vedere dalla posizione esistente in codesta nunziatura; che una negativa metterebbe Sua Santità nella necessità di ricorrere a forti misure dalle quali ne potrebbero venire dispiacenti conseguenze. Conosce perciò V. S. quanto deve adoperarsi affinchè siano rispettati i diritti della S. Sede, non si arrechi grave amarezza al S. Padre e si prevenghino contestazioni.

Romæ, 31 julii 1844.

conserver la supériorité du monastère de S. Nicolas l'Arena de Catane contre le vœu de l'ordre, ainsi qu'on l'a écrit à cette nonciature le 3 octobre 1843. Mgr Scotti étant arrivé à Rome, on lui en a parlé; il a promis d'intervenir pour mettre un terme à une question aussi regrettable. On en prévient votre seigneurie pour qu'elle se mette de concert avec Scotti. Dans l'intervalle on apprend que le ministre des affaires ecclésiastiques a donné l'ordre d'*exequatur* pour les actes de la diète, excepté les élections concernant le monastère de Catane et celle de l'abbé de Messine. Comme l'abbé Corveja est cause de ces restrictions parce qu'il veut, avec grand scandale et trangression de la discipline, demeurer au gouvernement de monastère de Catane contre la volonté de l'institut et contre toute loi, la S. Congrégation attache une grande importance à obtenir que le gouvernement napolitain cesse de protéger et de soutenir ce religieux dans ses prétentions illégales. Il y aurait moins d'inconvénients à écarter le P. Seva et à procéder à l'élection d'un tiers, pourvu que dom Corveja ne soit pas soutenu. Votre seigneurie pourra agir dans ce sens de concert avec Mgr Scotti et annoncer ensuite le résultat à la S. C., pour qu'elle prenve les mesures qu'il faudra. Rome, 15 juillet 1844. »

(1726). *Vie commune. Cisterciens.* Quelques religieux de Piémont ayant demandé un monastère dans lequel on observerait la parfaite vie commune, le Saint-Siége accueillit le projet avec faveur. On peut voir plus haut (num. 1631, 1636; col. 220, 222). Le projet échoua, parce que peu de religieux acceptèrent la vie commune. La S. Congrégation écrit à l'évêque de Mondovi : « On a examiné le requête du P. Venceslas Marchini, abbé du monastère de Notre-Dame de Vico, lequel a sollicité l'introduction de la vie commune dans ce monastère. Vu le nombre restreint des partisans et l'opposition des autres, il n'est pas possible de réaliser le projet en ce moment-ci. Cependant les émin. cardinaux ont hautement loué et recommandé le pieux désir de ces religieux!; ils espèrent que le temps pourra fournir une occasion opportune pour la vie commune, qui est d'un si grand secours pour acquérir et conserver la discipline régulière. Rome, 26 juillet 1844. »

(1727). *Sicile. Olivétains de Palerme.* Malgré la condescendance que témoigna Grégoire XVI, le gouvernement napolitain continua de mettre des entraves à la visite des Olivétains. La S. Congrégation écrit au nonce de Naples : « S. E. le cardinal Pignatelli, archevêque de Palerme, a fait savoir à cette S. Congrégation que l'affaire de la visite des Olivétains de Palerme a été portée au conseil d'Etat, et que, malgré le rapport favorable de M. le prince de Trabia, ministre des affaires ecclésiastiques, la majorité du conseil a été de l'avis opposé ; mais que le roi a ordonné de traiter la question en conseil des ministres, pour la représenter ensuite au conseil d'Etat. Le cardinal archevêque espère toutefois que le roi, dans sa grande piété, permettra l'exécution du décret relatif à la visite, quel que soit l'avis des ministres. J'ai cru nécessaire de communiquer confidentiellement ces nouvelles à votre

1728. Ordinis cartusianorum.

Episcopo Gratianopolitano. — Literis ad amplitudinem tuam datis die 12 junii currentis anni, expostulatum est an paratus esses ad acceptandum munus visitatoris apostolicis hujus magnæ Cartusiæ Gratianopolitanæ, non quidem quasi jam visitator apostolicus deputatus fores, sed ut S. Congregatio mentem tuam agnosceret, antequam ad deputationem reapse procederet. Verum licet amplitudo tua significaverit te hujusmodi officium esse assumpturum, tamen necesse est ut referas etiam an peculiares circumstantiæ ejusdem Cartusiæ deputationem visitatoris apostolici omnino exquirant : nam quamvis nonnullæ quærelæ præsertim relatead personam superioris generalis ad hanc S. C. denuo delatæ sint, tamen fidem eisdem minime præstandam duximus, nisi tuum testimonium accedat. Officii ergo tui partes erunt rem iterum diligenter inquirere et de omnibus ad S. C. referre. Hæc quidem amplitudini tuæ significanda erant. Interim vero omnia fausta a Domino adprecamur.

Romæ, 4 septembris 1844.

1729. Ordinis s. benedicti in gallia.

Episcopo Cenomanen. — Non sine maxima animi sui lætitia SSmus Dnus noster exceperat literas quibus amplitudo tua commendabat presbyterum Gueranger ejusque sodales quæ in ista tua diœcesi Cenomanensi familiam Benedictinorum instituendi facultatem enixis precibus postulabant. Gratulabatur enim Sanctitas Sua te peculiari favore prosequi S. Benedicti ordinem de Christiana republica optime meritum, illumque te auspice in Gallia restitui; sperabat enim novos Benedictinæ familiæ filios veterum monachorum exempla sequuturos qui pietate et doctrina floruerunt. Quapropter SSmus D. N. quam libentissime commendationibus tuis obsecundavit, tibique potestatem fecit erigendi Solesmense monasterium, illiusque te visitatorem apostolica auctoritate declaravit. Verum vix monasterium illud constitutum fuerat nonnullæ controversiæ inter te et abbatem dicti monasterii inopinato subrepserunt. Occurrit quidem auctoritate sua hæc S. C. negociis et consultationibus EE. et RR. præposita, ut querelæ plane cessarent, sed nuper iterum excitatas esse haud immerito conjici potest. Quantum detrimenti exinde Benedictinorum familia accipere possit nemo est qui non videat ; nam si calamitosis hisce temporibus alieno animo illam respicias, nec alumnorum studia in interioribus monasterii scholis peragenda tuearis, verendum erit ne præter tuam voluntatem ordo S. Benedicti in Gallia in aliquod discrimen adducatur, et ne impediatur ea litteraria et religiosa alumnorum institutio qua ipsi doctrina pariter et pietate ac regulari disciplina imbui possint. Cum igitur amplitudo tua certo abhorreat ab iis quæ vergere possunt in detrimentum ordinis religiosi cujus restitutionem semel atque iterum expostulaverat, Sanctitas Sua confidit te pro ea qua præstas devotione erga S. Benedictum, studio in illius ordinem, pietate et zelo in rebus religionis promovendis et observantia in apostolicam sedem, deposita qualibet quærularum causa unice prospecturum ut tuo favore ac patrocinio Solesmense cœnobium incrementum accipiat, illiusque alumni in literaria ac religiosa institutione proficiant. Hæc quidem SSmus D. N. amplitudini tuæ summopere commendat, tibique et gregi pastorali tuæ curæ concredito apostolicam benedictionem peramenter impertitur : et nos interim fausta cuncta a Domino adprecamur.

Romæ, 7 septembris 1844.

1730. Super eodem.

P. Petro Gueranger abbati Solesmensi. — Litteris datis die 28 aprilis et die 5 septembris anni 1838, hæc S. C. negociis et consultationibus EE. et RR. præposita enixe te, sodalesque tuos hortabatur ad removendam omnem causam controversiarum quæ post restitutam in Gallia Benedictinorum familiam, erectumque Solesmense monasterium in diœcesi Cenomanensi, inter illius diœcesis antistitem et vos ob monastica privilegia inopinato subrepserunt : vota enim S. Sedis et vestrum ipsum bonum efflagitare significabat ne ordinis privilegiis plus æquo præfidentes temere quidpiam pertentaretis : et dein vobis proponebat spectatissimos e ceteris religiosis familiis in Gallia alumnos, qui summa cum antistitum ac populorum gratulatione in suscepto instituto, sacroque in ministerio assidue tranquilleque versantur. Sperabat profecto eadem S. C. fore ut controversiæ plane cessarent. Verum aliter res se habuit, et graviores querelæ subortæ sunt quæ institutum Benedictinum in grave discrimen adducere possunt. Hæc quidem SSmus D. N. non sine animi sui mœrore accepit et necessarium duxit auctoritate sua imminentibus malis occurrere. Mandat igitur Sanctitas Sua ut in exteriori jurium privilegiorumque tuorum usu modeste, temperanter et caute te geras, speciatim vero, ut, donec aliter a S. Sede provisum fuerit, tum a tonsura, minoribusque ordinibus conferendis, tum ab adhibendis insigniis pontificalibus, etiam cum sacra pergas in sacello monasterii prorsus abstineas. Permittit tamen a te pontificalia insignia adhiberi posse die festo principali monasterii et in aliquo alio casu in quo tamen episcopi Cenomanensis delegatione apostolica monasterii visitatoris consensus accedat, servatis insuper apostolicæ Sedis decretis circa pontificalium usum. Confidit profecto sacra hæc Congregatio te cum sodalibus tuis prompto docilique animo Sanctitatis Suæ mandata excepturos : id enim exigit reverentia et obsequium erga pontificem maximum qui benigno favore vos prosequutus, Benedictinorum familiam in Gallia restituit, quique hæc decernenda duxit ob temporum difficultates, non vero quod minus benevolo erga vos et vestrum cœnobium animo sit. Cuncta interim tibi sodalibusque tuis felicia adprecamur a Domino.

Romæ, 7 septembris 1844.

seigneurie, pour qu'elles lui servent de règle. En même temps je dois rappeler à votre seigneurie que le Saint-Père s'intéresse vivement à la question ; que l'on a marché de concert avec M. le prince de Trabia, qui a engagé sa parole, ce qui résulte du dossier conservé à la nonciature ; qu'un refus mettrait le Saint-Père dans la nécessité de prendre des mesures énergiques qui pourraient amener de fâcheuses conséquences. Ainsi votre seigneurie comprendra tout ce qu'elle doit tenter pour faire respecter les droits du Saint-Siége, pour éviter un grand déplaisir au Saint-Père et empêcher des conflits. Rome, 31 juillet 1844. »

(1728). *Chartreux. Visite apostolique.* La S. Congrégation, ayant reçu des plaintes concernant le général, consulte l'évêque de Grenoble sur l'opportunité de la visite apostolique.

(1729). *Solesmes. Bénédictins. Etudes des religieux.* Mgr l'évêque du Mans voulait que les religieux fissent leurs études de théologie au séminaire diocésain. La S. Congrégation recommande au prélat de conserver sa bienveillance à une communauté qui lui doit en quelque sorte sa fondation.

(1730). *Solesmes. Privilèges. Pontificalia.* En 1838, la S. Congrégation exhorta, à deux reprises, les Bénédictins à éviter tout sujet de contestation au sujet des privilèges monastiques ; elle proposa pour modèle les autres communautés qui vivent en harmonie avec les évêques et les populations. Dans la présente lettre, Grégoire XVI exprime la volonté que l'abbé s'abstienne jusqu'à nouvel ordre de conférer la tonsure et les ordres mineurs ; qu'il n'officie pontificalement que le jour de la principale fête du monastère et en quelque autre cas, avec le consentement de l'évêque du Mans, délégué apostolique.

1731. Super officio cellerarii.

Præsidi generali Cisterciensium. — Nella ristrettezza del tempo non potendosi prendere misure definitive sopra i reclami presentati da alcuni monaci e dal cellerario di codesto monastero di S. Croce, questa S. C. de' VV. e RR. per ora si limita a significare a V. P. che dessa è persuasa che V. P. abbia operato con retta intenzione se ha deviato dal servirsi nell'amministrazione del sudetto monastero del P. cellerario, ma che la stessa S. C. desidera che ella in avvenire proceda nell'amministrazione esattamente, secondo le norme delle regole e delle costituzioni, passando tutti i suoi ordini al cellerario ed agli altri rispettivi officiali, affinchè regni nella comunità l'ordine e la pace. Spera poi che il P. cellerario e gli altri officiali rispettino nei debiti modi l'autorità di V. P. e ne ricevino gli ordini con ogni subordinazione, ed all'occorrenza li vengano a richiedere col dovuto rispetto. Siccome poi si suppone che i creditori del monastero si dirigono al P. cellerario per essere soddisfatti e che il medesimo non abbia mezzi, quindi ad evitare il disdoro che ne potrebbe ridondare al monastero dal ritardo nel pagare i debiti, V. P. procurerà al P. cellerario i mezzi necessarii per tali pagamenti.

Romæ, 20 septembris 1844.

1732. Super recursu ad laicos judices.

Ex audientia SSmi die 27 septembris 1844. SSmus declaravit comprehendi in visitatione apostolica Franciscalium Bavariæ episcopo Eystetten commissam etiam minores conventuales. Indulsit pro absolutione P. Ludovici Hemmert ob recursum ad laicam potestatem et denunciationem religiosi ejusdem ordinis nec non pro sæcularisatione, omissa etiam clausula *dummodo provisus*, cum remissione R. P. D. visitatori apostolico.

Romæ, etc.

1733. Super negotiis trappensium.

Maxima profecto sollicitudine apostolica sedes advigilat ut in cœnobitarum familiis dissidia si quæ irrepserint statim componantur, pax et concordia servetur, et illarum alumni de virtute in virtutem progredientes, charismata meliora æmulentur. Cum igitur sacra hæc congregatio negociis et consultationibus EE. et RR. præposita nuper acceperit quasdam controversias et querelas excitatas esse in quibusdam domibus Trappistarum Galliæ, licet speret fore ut minime comprobentur, tamen ne Trappistarum familiæ ulli discrimini exponantur, judicavit necessarium esse ab antistibus locorum, ubi monasteria illorum existunt, statum cœnobii respectivæ diœceseos causasque querelarum agnoscere et ingruentibus malis sine mora occurrere. Quapropter eadem S. C. summopere desiderat agnoscere ab amplitudine tua an in familia hujus monasterii et in congregatione Trappistarum aliquod dissidium excitatum sit, et qua ex causa originem ducat, quomodo regularis disciplina servetur, an plus æquo rigidior observantia urgeatur, et monachi qui constitutiones P. abbatis de Rancé professi sunt, ad severiorem regulam P. abbatis Augustini de l'Estrange inviti cogantur; utrumque capitula præsertim generalia libere celebrentur, vel potius unius vel alterius superioris imperio omnia dirigantur et decernantur; utrum ab omnibus et præsertim a superioribus sana doctrina publice et private retineatur, vel aliquis nimiæ severitatis amore ductus doctrinis minime probatis indulgeat. Quæ ut amplitudo tua facilius agnoscat, poterit ad cœnobium accedere, et si expedire judicaverit, non solum superiores, verum etiam singulos monachos sejunctim et secreto audire, caute tamen et prudenter, ne ullo modo quæ in claustris fiunt evulgentur. Deinceps vero faveat amplitudo tua de omnibus ad hanc S. C. quamprimum referre, sententiamque tuam adaperire circa media necessaria ad restituendam pacem et concordiam, quatenus revera turbata sit. Hæc quidem amplitudini tuæ significanda erant et interim felicia et fausta a Domino adprecamur.

Romæ, 25 septembris 1844.

N. B. Hæc epistola missa fuit ad sequentes episcopos: Bisuntinum, Cenomanensem, Ambianensem, Argentinensem, Constantiensem, Sagiensem, Valentinensem, Andegavensem, Venetiensem. — Sub eadem die 25 septembris.

1734. Super rebus siciliæ.

Nuncio Neapolitano. — La Santità di Nostro Signore, con suo dispiacere vedendo sì a lungo protratta l'esecuzione del decreto di deputazione dell'Emo signor card. arcivescovo di Palermo in visitatore de' monaci Olivetani, e conoscendo le premure a tal oggetto fatte da V. S. e le sue assicurazioni che quanto prima sarebbe mandato in esecuzione l'accennato decreto, ha fondato sospetto di credere che il ritardo sia cagio-

(1731). *Cellerier. Administration des communautés.* La règle de S. Benoît ne tolère pas que l'abbé garde la caisse et manie l'argent. Toute l'administration doit passer par les mains du cellerier. La S. Congrégation écrit au général des Cisterciens: « Le manque de temps ne permet pas de prendre des mesures définitives sur les plaintes de quelques moines et du cellerier du monastère de Sainte-Croix de Rome. La S. Congrégation se borne pour le moment à notifier à votre paternité qu'elle est persuadée que votre paternité a agi dans des intentions parfaitement droites en écartant le cellerier de l'administration; elle désire toutefois qu'à l'avenir votre paternité se conforme aux règles et aux constitutions et donne ses ordres au cellerier et aux autres officiaux, afin que l'ordre et la paix règnent dans la communauté. Elle espère que le cellerier et les autres officiaux respecteront comme ils doivent l'autorité de votre paternité, recevront ses ordres avec toute la soumission nécessaire et iront au besoin les réclamer avec le respect voulu. En outre, comme l'on assure que les créanciers du monastère s'adressent au cellerier pour être soldés et qu'il n'a pas le moyen de les contenter, votre paternité devra fournir au cellerier le moyen d'acquitter les comptes, afin que le retard ne jette pas du discrédit sur ta communauté. Rome, 20 septembre 1844. »

(1732). *Franciscains de Bavière. Recours aux magistrats.* Les saints canons défendent de recourir et de dénoncer aux magistrats civils. Un conventuel ayant commis la faute de recourir aux magistrats et de dénoncer ses confrères, la S. Congrégation accorde l'absolution des censures et la sécularisation.

(1733). *Trappistes de France. Visite.* Des controverses s'étant élevées, la S. Congrégation nomme visiteurs apostoliques l'archevêque de Besançon et les évêques du Mans, d'Amiens, de Strasbourg, de Coutances, de Séez, de Valence, d'Angers et de Vannes. Elle ne veut pas qu'on impose les statuts de l'abbé de l'Etrange aux Trappistes qui ont professé les constitutions de l'abbé de Rancé. Quelques supérieurs sont signalés comme partisans de doctrines rigoristes.

(1734). *Olivétains de Palerme.* Le gouvernement du roi de Naples opposant sans cesse des entraves à l'autorité religieuse, Grégoire XVI se vit forcé de faire des menaces. Voici ce que la S. Congrégation écrit au nonce: « Le saint-père, voyant à son grand regret que l'on diffère si longtemps l'exécution du décret qui nomme le cardinal archevêque de Palerme visiteur des moines Olivétains, informé des démarches de votre seigneurie et des assurances qu'on lui a données que le décret serait mis à exécution dans le plus bref délai, se persuade avec raison que le retard provient des intrigues de ces religieux. C'est pourquoi, ne pouvant voir d'un œil indifférent l'arrêt apporté aux mesures pontificales, il est absolument décidé à prendre, dans la plénitude de son autorité, des mesures de rigueur, en prohibant la prise d'habit et la profession. Toutefois, avant d'en venir à cette extrémité, il m'a chargé d'écrire de nouveau à votre seigneurie pour lui notifier la nécessité d'obtenir immédiatement le décret d'exécution, et pour en même temps faire appel au zèle de votre seigneurie, afin qu'elle emploie tous les moyens d'arracher ce décret. Rome, 7 novembre 1844. »

nato dagli intrighi di quei monaci. Non potendo però con indifferenza vedere sospese le pontificie disposizioni, è nella assoluta determinazione di adottare nella pienezza della sua autorità de' mezzi di rigore proibendo la vestizione de' nuovi monaci e l'ammissione de' novizi alla professione. Prima però di venire a questo passo mi ha commesso di scrivere nuovamente a V. S. per farle conoscere la necessità che subito si ottenga il decreto di esecuzione, impegnando in pari tempo il suo zelo a porre in opera ogni mezzo per ottenerlo. Sarà quindi compiacente di darmi con tutta sollecitudine l'analogo riscontro per farne relazione a Sua Santità.

Romæ, 7 novembris 1844.

1735. Super eodem.

Decretum. — Inter multiplices curas ac sollicitudines quibus SSmus Dnus noster Gregorius PP. XVI, pro sui pastorali officii munere quotidie destinetur, illa quidem est accensenda, quæ ad tuendam ac instaurandam regularem sacrarum familiarum disciplinam conferre potest; nam catholicæ Ecclesiæ summopere interest ut qui religiosa professione sese Deo abstrinxerunt, apostolicæ sedis præsidio ad perfectæ vitæ fastigium alacrius contendant et de virtute in virtutem progredientes charismata meliora semper æmulentur. Quapropter nativo suo jure solet sæpe sæpius apostolica sedes per suos visitatores sedulo diligenterque inquirere an religiosæ familiæ saluberrimas SS. fundatorum regulas adamassim sectentur, et utrum eorum vestigia imitantes populo christiano exemplo et opere præfulgeant; ut si secus fuerit, auctoritate sua occurrere possit. Hac igitur de causa Sanctitas Sua oculos convertens ad congregationem Olivetanorum, eique consulere cupiens, illam visitationi subjecit. Verum cum in monasterio Panormitano ejusdem congregationis visitatio præter suam expectationem adhuc perfici nequiverit, SSmus Pater, inspectis peculiaribus circumstantiis, necessarium duxit prorsus interdicere prout præsentis decreti tenore apostolica auctoritate interdicit omnibus et singulis superioribus ejusdem Panormitani monasterii recipere postulantes eosque ad habitum et novitiatum et novitios si qui sint ad professionem admittere, donec in eodem monasterio visitatio peracta non fuerit; et hujusmodi receptiones, admissiones, probationes ac professiones si quæ contra hujus prohibitionis formam fiant, irritas omnino et nullius roboris esse declarat, quacumque concessione, exceptione, et privilegio etiam specialiter et individua mentione digno, aliisque contrariis quibuscumque non obstantibus, etc.

Romæ, 30 novembris 1844.

Nuncio Neapolitano. — La Santità di N. S. non senza dispiacere vede di giorno in giorno dilazionata l'esecuzione del decreto di visita del monastero degli Olivetani di Palermo e frapposto un impedimento all'esercizio della sua pontificia autorità con disdoro della medesima. Quindi è che ha ordinato di trasmettere a V. S. l'annesso decreto in forma autentica con cui si proibisce agli Olivetani di quel monastero sotto pena di nullità di ricevere ed ammettere alla vestizione ed alla professione finchè non sarà eseguita la visita medesima nello stesso monastero. V. S. nella sua ben nota prudenza farà conoscere il medesimo al sig. ministro Trabia o ad altro che credesse opportuno in via confidenziale. E quindi referirà alla S. C. l'effetto prodotto ed il modo di notificarlo ai superiori dello stesso monastero. V. S. deve essere ben persuasa delle intenzioni di Sua Santità sull'oggetto e della somma premura che ha della effettuazione della visita, ed è perciò inutile che torni ad inculcarle caldamente essere necessario per corrispondere alla volontà di Sua Santità e per la dignità della S. Sede che V. S. si adoperi con tutta l'efficacia.

Romæ, 30 novembris 1844.

1736. Super restitutione cartusiæ.

Decretum. — Cum pluribus abhinc annis Ecclesia et monasterium quod Fossanova appellant, monachis Carthusianis S. Bartholomæi Trisultii concessum fuerit, necessarium erat illud in Cartusiam erigere ibique religiosam familiam constituere ut ædes illæ antiquitate et architectura celebres non solum non deperirent, sed in pristinum statum restituerentur. Hinc S. C. EE. et RR. vigore specialium facultatum a SSmo Dno nostro Gregorio PP. XVI sibi concessarum, monasterium illud in Cartusiam erigit, ita tamen ut filialis sit Cartusiæ S. Bartholomæi Trisultii a qua dotanda erit juxta modum in alio decreto exprimendum; et licet suum habere debeat superiorem qui illam rectoris titulo regat, nihilominus in iis quæ temporalem procurationem respiciunt, rationem reddere teneatur priori Cartusiæ S. Bartholomæi. In superiorem vero novæ Cartusiæ eadem S. C. præsentis decreti tenore deputat P. Franciscum Bracaglia, eique attenta ejus renunciatione officio prioris Cartusiæ Trisultii titulo prioris insigniri decernit, licet alii superiores imposterum rectores debeant appellari. Quod autem spectat ad designationem familiæ et ad reliqua quæ decerni debent, deinceps providebitur. Contrariis, etc.

Romæ, 14 decembris 1844.

Episcopo Piperneu. — Dopo avere la sana memoria di Leone XII ordinata la ricupera della Chiesa e monastero di Fossanuova e dopo essere stati l'una e l'altro ricuperati di fatto a tutto carico e spesa del publico erario, si degnò stabilire che gli accennati locali venissero donati ai monaci Certosini di Trisulti, i quali secondando le sue benefiche vedute,

(1735). *Suspension du noviciat des Olivétains.* Trois semaines après la date de la lettre ci-dessus, Grégoire XVI, ne recevant aucune satisfaction, fit rendre un décret prohibant sous peine de nullité toute prise d'habit et toute profession dans la communauté des Olivétains de Palerme. Le décret fut accompagné d'une lettre au nonce, ainsi conçue : « Le saint-père voit avec regret qu'on retarde d'un jour à l'autre l'exécution du décret relatif à la visite du monastère des Olivétains de Palerme et qu'on entrave l'exercice de l'autorité pontificale de manière à avilir ce pouvoir. Il a donc ordonné d'adresser en forme authentique à votre seigneurie le décret ci-joint, qui défend aux Olivétains de Palerme sous peine de nullité de recevoir à la prise d'habit et à la profession, tant que la visite apostolique n'aura pas lieu. Votre seigneurie, avec sa prudence ordinaire, communiquera le décret au prince de Trabia et à d'autres personnes sous forme confidentielle. Elle fera ensuite part à la S. Congrégation de l'effet produit par cette communication et indiquera le moyen de notifier le décret aux supérieurs du monastère de Palerme. Votre seigneurie doit être bien persuadée des intentions du saint-père et de la haute importance qu'il met à l'accomplissement de la visite. Il est donc inutile que je recommande instamment de déployer toute l'activité pour répondre à la volonté du saint-père et sauvegarder la dignité du siége apostolique. Rome, 30 novembre 1844. »

(1736). *Chartreuse de Fossanova* Saint Thomas d'Aquin, appelé au concile général de Lyon, tomba malade à Fossanova, et y mourut, après avoir durant sa maladie dicté l'admirable commentaire du Cantique des cantiques. C'était à cette époque un monastère cistercien. Le gouvernement napoléonien vendit le couvent et les biens. Léon XII les fit racheter par le trésor public, et résolut de donner la maison aux Chartreux, et d'en faire une dépendance de la Chartreuse de Trisulti. Le présent décret érige canoniquement la Chartreuse de Fossanova. Voici ce qu'on écrit à l'évêque de Piperno : « Après avoir ordonné de racheter l'église et le monastère de Fossanova aux frais du trésor public, Léon XII, de sainte mémoire, décida de donner cette maison aux chartreux de Trisulti, lesquels, secondant ces vues bienfaisantes, devaient la restaurer, rétablir le culte divin dans ce sanctuaire célèbre par son ancienneté et son architecture, et cultiver sous le rapport religieux les populations des campagnes environnantes. D'après cette décision, des accords furent pris avec le cardinal protecteur de l'ordre des Chartreux et avec le chargé d'affaires des religieux; le 3 janvier 1827, la révérende chambre aposto-

non solo li avessero ristaurati, ma ridonato ancora e mantenuto aperto al divin culto ed alla spirituale coltura delle popolazioni dimoranti nelle limitrofe campagne, quel santuario celebre per la sua antichità ed architettura. In seguito di tale sovrana determinazione, furono presi i relativi concerti coll'Emo protettore dell'ordine Certosino non che coll'incaricato degli stessi monaci, e sotto il giorno 3 gennaro 1827, fu stipulato dalla R. C. A. publico istromento di donazione dei locali sudetti a favore dei monaci Certosini di Trisulti, i quali per altro, attese le diverse circostanze, non adempirono le assunte obbligazioni. Volendosi ora procedere onninamente all'esecuzione di quanto sopra, questa S. C. de' VV. e RR. in forza di speciali facoltà concessele dalla Santità di N. S. ha eretto il monastero di Fossanova in Certosa ed ha nominato in priore della medesima il P. Francesco Bracaglia, colla dipendenza in quanto al temporale dal priore della Certosa di Trisulti, come risulta dal decreto che le sarà presentato. Tanto, ecc.

Romæ, 22 decembris 1844.

1737. Olivetanorum.

Nuncio Neapolitano. — Ha incontrato la piena soddisfazione di Sua Santità l'energia ed attività che V. S. ha usata nel trattare la questione relativa alla visita apostolica degli Olivetani di Palermo. Ma nello stesso tempo si è creduto dare opportune istruzioni all'Emo sig. Card. Pignatelli arcivescovo di Palermo, affinchè non abbia ad agire in nome di Sua Maestà Siciliana, ma bensì di Sua Santità, a forma del decreto di visita già comunicato a V. S. non potendosi tolerare che si apra una visita a nome dell'autorità laica. Unisco pertanto alla presente copia del breve epistolare scritto all'Emo Pignatelli, affinchè le possa servir di norma, non che il plico contenente lo stesso breve, affinchè V. S. trasmetta colla massima sollecitudine al detto porporato. Tanto, ecc.

Romæ, 28 decembris 1844.

1738. Super renuntiatione.

Andrea Calandrini chierico professo dei chierici regolari della Madre di Dio umilmente alla S. V. espone come prima della sua solenne professione fece la rinunzia degli scarsi suoi beni a favor di Tarquinia unica sua sorella orfana di ambedue i genitori, riservandosi un livello vitalizio di annui scudi quattro. Oltre di ciò riservossi in detta rinunzia il diritto di ritornare al possesso della metà de' suoi beni qualor fosse uscito di religione. Ora determinatasi detta sorella di vestirsi religiosa, e non potendo in vista di tale condizione costituirsi la dote spirituale, si rivolge l'oratore alla clemenza di V. B. di abilitarlo a rinnovare la rinuncia stessa o abilitarlo a dichiarare che, fermo il dritto del livello di annui scudi 4 a suo favore si abbia per non apposta l'altra condizione, il diritto cioè de regresso nel caso sopra esposto.

S. Congregatio remisit preces arbitrio P. superioris generalis pro facultate declarandi conditionem regressus ad primæva jura uti non appositam haberi posse, firma tamen remanente reservatione livelli.

Romæ, 7 januarii 1845.

1739. Super litterariis studiis.

Il prefetto generale e sua generale consulta de' chierici regolari ministri degli infermi, implorano dalla S. V. la grazia che i giovani novizi vestiti per lo stato sacerdotale, durante anche il tempo della formale canonica probazione, possano studiare le scienze necessarie al sacerdozio. E ciò perchè essendo per le costituzioni del loro ordine il tempo di detta probazione per anni due, dimenticherebbero certamente in sì lungo spazio quanto forse sapevano, restando molto indietro nello studio ecclesiastico tanto necessario per l'esercizio del S. Sacerdozio tale ministero e del nostro particolare angelico istituto.

Votum generalis. Quamvis constitutiones (part. II, cap. v, n. 10) ordinis nostri dicant, quod tyrones a quolibet literarum studio sunt avertendi, attamen ex contextu apparet non esse prohibitum studium sacrarum litterarum cum velint etiam quod exerceantur in habendis concionibus, vel in explicanda sacra Scriptura; jubent etiam ut qui habitum religionis suscipiunt, linguam latinam apprime calleant; quod si annum vigesimum primum emensi fuerint, ea polleant eruditione ut statim se ad theologiæ facultatem ediscendam conferre valeant. Hæc autem omnia eo procul dubio fine statuta sunt ut novitii ad exercenda gravissima instituti ministeria rite ut decet instruantur. Et revera, si res ita non se haberet, juvenes deberent

lique passa un acte de donation du local en faveur des chartreux de Trisulti. Cependant diverses circonstances ont jusqu'ici empêché les religieux de remplir leurs obligations. Comme on veut absolument aujourd'hui en venir à l'exécution, cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers, munie de pouvoirs spéciaux que le Saint-Père lui a conférés, a érigé le monastère de Fossanova en Chartreuse, et nommé prieur le P. François Bracaglia, lequel quant au temporel dépendra toutefois du prieur de la Chartreuse de Trisulti, comme cela apparaît du décret qui sera présenté à votre seigneurie. Rome, 22 décembre 1844. »

(1737). *Olivétains de Palerme* Voir plus haut, num. 1734, 1735. La menace de fermer le noviciat produisit un grand effet. La S. Congrégation écrit au nonce de Naples : « Le saint-père a su avec une entière satisfaction l'activité et l'énergie que votre seigneurie a déployées dans l'affaire de la visite apostolique des Olivétains de Palerme. En même temps on a cru devoir adresser de spéciales instructions au cardinal Pignatelli, archevêque de Palerme, pour qu'il se garde d'agir au nom du roi de Naples; car il doit représenter le Saint-Père, n'étant pas tolérable que l'on fasse une visite au nom du pouvoir séculier. Je joins à la présente la copie du bref épistolaire qui a été écrit au cardinal Pignatelli, pour votre gouverne, ainsi que le pli renfermant le bref, afin que votre seigneurie le fasse tenir au cardinal le plus promptement possible. Rome, 28 décembre 1844. »

(1738). *Disposition des biens après la profession solennelle.* Une fois la profession faite, le religieux n'a plus le pouvoir de disposer de ses biens patrimoniaux. La S. Congrégation reçoit la demande qui suit : « André Calandrini, clerc profès des clercs réguliers de la Mère de Dieu, représente qu'avant de faire profession, il disposa de ses quelques biens en faveur de Tarquinia, son unique sœur, orpheline de père et de mère, en se réservant une pension viagère de quatre écus par an. Il réserva aussi le droit de rentrer en possession de la moitié des biens, s'il venait à sortir de l'institut. Maintenant la sœur s'est décidée à entrer dans un couvent; mais elle ne peut former sa dot. Le recourant, faisant appel à la bonté de votre sainteté, demande l'autorisation de refaire la renonciation ou de déclarer que le droit de retour aux biens doit être censé non avenu, sauf la pension viagère de quatre écus. » L'indult est accordé sous la forme demandée.

(1739). *Ministres des infirmes. Etudes pendant le noviciat.* Les constitutions prescrivent deux ans de noviciat pendant lesquels le novice doit s'abstenir de toute étude, afin de s'appliquer entièrement aux exercices spirituels. C'est là du reste la discipline traditionnelle de tous les ordres religieux. Togni, auteur du Manuel des ordinands qui est adopté à Rome, étant général de son institut, demanda l'autorisation d'appliquer les novices à l'étude. Les motifs de cette étrange disposition sont exprimés dans le *votum generalis.* Je me contente de rapporter la demande : « Le préfet et le conseil supérieur des Clercs réguliers ministres des infirmes demandent à votre sainteté la permission d'appliquer à l'étude des sciences nécessaires au sacerdoce les jeunes novices qui ont pris l'habit pour la prêtrise. Comme les constitutions prescrivent deux ans de noviciat, les novices oublieraient tout ce qu'ils savaient, et seraient très-arriérés pour les études ecclésiastiques. » Le S. Congrégation accorde l'indult, quoique cela déroge à la pratique générale. Deux ans suffisent à peine pour transformer l'homme et faire un religieux. Durant l'âge d'or, qui comprend les 150 premières années de l'ordre, les Dominicains gardaient cinq ans les jeunes religieux dans les exercices réguliers, avant de les appliquer à l'étude.

inutiliter terere tempus duorum annorum cum certa oblivione eorum, quæ in sæculo didicerant; at quodnam damnum afferre potest educationi, vitæ spirituali et observantiæ, sacrarum scientiarum studium, cum tempus studendi sit ita ordinatum ut tempus remaneat pro omnibus iis exercitiis, quæ a constitutionibus præscripta sunt pro novitiorum educatione? Item quam occasionem avocationis a rebus spiritualibus præbere potest studium scientiarum quæ ex se et primario ad sacerdotium diriguntur, et quæ de Deo vel mediate vel immediate tractant? Hisce omnibus accedit, quod clerici in nostra religione ob instituti exercitium peragendum ad S. Ordines promoveri nullo modo possunt nisi expleto studiorum curriculo, quod in aliis religionibus necessarium minime est; et quotidie accidit in istis, ut etiam sacerdotio initiati studiorum curriculum adhuc complere debeant; quod in nostra religione verificari non potest, ac proinde si nostri alumni integro novitiatus tempore a sacris studiis arcendi forent, et in ætate nimis provecta ordinari possent, gravissimum imponeretur religioni onus eosdem alendi tam longo temporis intervallo, ac demum utilius et promptius instituti exercitium impediretur.

Quibus positis enixe rogo S. V. pro meæ conscientiæ tranquillitate ut gratiam petitam mihi concedat, et facultatem mihi tribuat permittendi studium supradictum etiam pro primo novitiatus anno, cum secundus conciliaris non sit novitiis mei ordinis. Accedit quod semper in mea religione vidi tyrones studio sacrarum scientiarum incumbere, quin viderim vel sciam specialem facultatem obtentam fuisse, quam tamen ego pro meæ conscientiæ tranquillitate humillime imploro.

Datum Romæ ex ædibus S. Mariæ Magdalenæ hac die 15 januarii 1845. — Aloysius Togni, præfectus generalis Clericorum regularium ministrantium infirmos.

Rescriptum. Ex audientia die 24 januarii 1845. SSmus annuit arbitrio P. præfecti generalis pro petita facultate juxta preces, proviso tamen ne novitii ea omittant, quæ in novitiatu juxta contitutiones apostolicas et ordinis a novitiis fieri debent.

1740. Ordinis cartusianorum.

Il priore della venerabile Certosa di Firenze espone i seguenti dubbi sopra l'importante voto della povertà religiosa, desiderando avere la di loro risoluzione per sapersi prudentemente regolare nel governo del suo monastero e della provincia di Toscana (come visitatore ordinario) a lui come dal suo ultimo capitolo generale confidata.

1. Se la bolla di Clemente VIII, *pro reformatione regularium*, massimamente i paragrafi 3 e 7, concernenti all'osservanza del voto di povertà, sia obbligatoria sotto pena di peccato grave, e se obbligati siano i Certosini di osservarla *ad unguem*, giacchè ancora felicemente in tutti i monasteri dell'ordine si osserva la stretta vita comune?

2. Se un certosino essendosi secolarizzato con pontificio rescritto, nel quale se gli concedeva l'autorizzazione anche di poter testare dei beni nel secolo acquistati, ritornando dopo molti anni alla religione con alcuni mobili di valore, possa disporre dei medesimi, senza la dipendenza del superiore solamente in virtù del mentovato breve pontificio di secolarizzazione, o se debbano essi beni essere incorporati con gli altri comuni del monastero?

3. Se a questo tale religioso ritornato dal secolo alla religione, debba essere applicabile rapporto alla roba seco portata quel noto principio del diritto canonico: *Quidquid acquirit monachus, non sibi sed monasterio acquirit?*

4. Se specificando chiaramente lo statuto Certosino nel cap. 2, n. 3 della seconda parte, le cose permesse di portare seco ad un religioso traslato dal suo in altro monastero del suo ordine, sia mai al medesimo sacerdote lecito oltrapassare i limiti dalla regola permessigli, dovendosi notare di più che oltre il citato capitolo 21 che così stabilisce, esistono due ordinazioni emanate dal capitolo generale (le quali se leggono nel fine del suddetto capitolo 21 della seconda parte) la prima del 1602, nella quale confermando il mentovato statuto, si aggiunge la clausola di non portarsi più di quanto sta ordinato *sine licentia prioris domus e qua discedit in scriptis obtenta;* imponendo la pena al trasgressore che sia castigato *tamquam proprietarius.* L'altra del 1648 (che abbia forse avuto origine dai paragrafi 7, 15 e 40 della bolla di Clemente VIII) che oltre l'approvar di nuovo la mentovata ordinazione del 1602, aggiunge la importante circostanza: *Adempta licentia prioribus super eo dispensandi.*

5. Se parimente questo certosino mandato per ubbedienza ad altro monastero dell'ordine di suo proprio arbitrio avesse portato seco della roba di valore, solamente con una non ben fondata tacita o presunta licenza, o per una certa specie di approvazione dimostrata dopo il fatto dal suo superiore, creduta nel suo pensiero come concessagli o da non doversegli di giustizia mai negare, atteso di averla nel secolo acquistata con le sue fatiche; ma peraltro colla protesta di non voler mai toglierla alla prima casa e soltanto per servirsene per suo uso e come cosa prestata; si domanda se questo mentovato mo-

(1740). *Chartreux. Biens acquis durant la sécularisation.* Six questions sont proposées à la S. Congrégation au sujet d'un religieux qui, rentrant au cloître après avoir passé plusieurs années dans le siècle, y porte quelques meubles de prix. « Le prieur de la vénérable Chartreuse de Florence expose les questions suivantes, touchant le vœu vraiment important de la pauvreté religieuse; il désire en obtenir la décision pour pouvoir se conduire prudemment dans la direction de sa communauté et de la province de Toscane, dont il est visiteur ordinaire, par décision du dernier chapitre général. 1. La bulle de Clément VIII *de reformatione regularium*, surtout les § 3 et 7. sur l'observation du vœu de pauvreté, oblige-t-elle sous peine de péché grave? les Chartreux doivent-ils l'observer *ad unguem*, eux qui, par bonheur, ont encore la vie parfaite commune dans toutes leurs maisons. 2. Un chartreux a été sécularisé en vertu d'un indult pontifical qui lui a permis de disposer par testament des biens qu'il acquerrait dans le monde; après bien des années il rentre au couvent, et apporte quelques meubles de prix. Peut-il disposer de ces objets sans l'agrément de son supérieur, en vertu dudit indult de sécularisation; ou faut-il les réunir aux biens de la communauté? 3. A ce religieux retourné du siècle à l'institut, peut-on appliquer, en ce qui concerne les objets qu'il apporte le célèbre principe du droit canonique qui dit que tout ce que le moine acquiert, il l'acquiert non pour lui même, mais pour le monastère? 4. Les statuts des Chartreux désignent clairement les objets qu'un religieux peut emporter lorsqu'il est transféré à un autre monastère de l'ordre. Le chapitre général de 1602 prescrit qu'on ne puisse rien emporter, dans les limites mêmes des statuts, sans la permission du prieur, permission donnée par écrit. Le chapitre général de 1648 a ôté au prieur le pouvoir de dispenser. Le religieux jadis sécularisé peut-il dépasser ces limites? 5. Ce même religieux envoyé dans un autre monastère a porté arbitrairement des objets de valeur; il a présumé la permission, ou bien il a obtenu une sorte de ratification subséquente; il croit qu'on ne peut refuser la permission pour des choses qu'il a gagnées avec son travail; mais il déclare qu'il ne les garde qu'à titre de prêt et qu'il entend réserver la propriété à sa première maison. Le supérieur doit-il éclairer charitablement ce religieux sur l'illusion dans laquelle il vit? 6. Enfin, si le supérieur, agissant plutôt par compassion que par l'intention de retirer les objets arbitrairement enlevés, a engagé le religieux à recourir au Saint-Siége, ce supérieur a-t-il manqué de prudence, et mal interprété les statuts desquels il semble résulter que le religieux est tombé dans le vice de propriété? — La S. Congrégation décide que la bulle de Clément VIII oblige *sub gravi* et comprend les Chartreux eux-mêmes. Les biens apportés par le religieux rentrant au cloître sont réunis à la communauté. Le cas dont il s'agit est soumis au principe général qui adjuge au monastère toute acquisition que le religieux fait. On peut s'en tenir entièrement au chapitre général de 1602; toutefois le supérieur ne peut pas laisser prendre les meubles superflus et encore moins les objets de prix. Rome, 30 janvier 1845. »

naco merita di essere ammonito dal suo superiore caritatevolmente del mancamento fatto, facendogli vedere il male commesso in oltrepassare i limiti permessigli dal cap. 21, n. 5 della seconda parte dello statuto; col pericolo di cadere nel vizio di proprietà in cui potrebbe incorrersi dal trasgressore per l'ordinazione del capitolo generale del 1602, ancorchè avesse ciò fatto sulla falsa supposizione che il superiore fosse per accordargli una tal licenza, che non poteva concedergli per i paragrafi 7, 15 e 40 della bolla di Clemente VIII, che proibisce a qualunque superiore quantunque fosse generale; *declaravit... adversus eos unquam dispensandi; alioquin sciant se in pœnam generalatus et officiorum privationis ac inhabilitationis perpetuæ... ipso facto et sine ulla exceptione respective incidisse*; come si legge nell'ultimo citato paragrafo 40 della medesima bolla?

6. Finalmente se il superiore mosso più della compassione della disgraziata e tenace illusione del suo suddito che della roba esportata indebitamente dal suo monastero avesse caldamente scongiurato il medesimo monaco a ricorrere quanto prima alla S. Sede Romana per la sanazione della di lui indebita maniera di operare, onde potesse egli godere in buona coscienza la sua roba seco portata, avrà agito con poca prudenza, citandogli impropriamente i testi legittimi delle leggi, per il quale motivo è persuaso avere il suo suddito mancato in materia grave ed esso anche incorso nel vizio di proprietà?

Questi sono, o Emi e Rmi signori, gli schiarimenti che l'oratore riverentemente domanda dalle eminenze loro in grazia e carità per quiete della propria coscienza e vantaggio spirituale di qualcheduno dei suoi sudditi.

Certosa di Firenze, 20 gennaio 1844.

Fr. Francesco Ferreira de Matos, priore e visitatore ordinario della provincia di Toscana.

Sacra Congregatio respondendum censuit:

Ad 1. *Affirmative quoad utramque partem: et standum in omnibus cap. 19 statuti Cartusiensis de vitio proprietatis.*

Ad 2. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.*

Ad 3. *Affirmative.*

Ad 4. *Posse stare omnino ordinationi capituli generalis ordinis Cartusiensis anni 1602, dummodo non permittat mobilia superflua et multo minus pretiosa.*

Ad 5. *Affirmative quoad admonitionem.*

Ad 6. *Laudandum esse superiorem et in reliquis acquiescat.*

Romæ, 30 januarii 1845.

1741. Transitus ad statum clericalem.

Guardianus (Observantium) collegii S. Rosæ de Oropa, diœcesis Limanæ in Ameriea ad S. V. exponit fr. Antonium Gallisans in eodem collegio comorantem absque fraude et dolo a statu laicali ad clericalem transitum fecisse, et jam nunc sacerdotali charactere insignitus est. Cum vero ob hujusmodi transitum prædictus Antonius voce careat activa et passiva, hinc orator a S. V. postulat, ut illum declarare benigne dignetur habilem cum voce activa et passiva ad omnes electiones, officia et munia, etc.

Votum ministri generalis. Cum fr. Antonius Gallisans transitum fecerit a laicali ad clericalem statum absque dolo et fraude, ut in precibus, jamque sacerdotali charactere insignitus inveniatur; cumque mihi constet optimis religiosis et sacerdotalibus moribus esse donatum, et maxima cum sedulitate in vinea Domini operari, christifidelium confessiones audiendo et conciones ad populum habendo, non indignum eum judico frui voce activa et passiva. Quinimo habita ratione rigorosæ regularis disciplinæ, Dei gratia vigentis in collegio S. Rosæ de Oropa, multorum spiritualium exercitiorum quibus illuc vacare debent religiosi minoritæ simulque sacerdotum caritatis, qua illud collegium laborat, haud dubitanter affirmo aliquod emolumentum fore eventurum illi collegio si præfatus fr. Antonius voce activa et passiva donabitur. Nisi aliter videatur B. V. ad cujus pedes provolutus apostolicam benedictionem enixe efflagito.

Romæ ex Aracœli, die 16 januarii 1845. — Fr. Aloysius a Laureto, minister generali.

Ex audientia 24 januarii 1845. SSmus annuit, arbitrio P. ministri generali etiam per subdelegandum pro facultate a censuris et pœnis ecclesiasticis absolvendi et ab irregularitate quatenus opus sit dispensandi, ac oratorem ad utramque vocem habilitandi. Contrariis, etc.

1742. Super parochia p. franciscanis concredita.

Il ministro de' Minori Riformati nella provincia di S. Antonio in Baviera, avendo la chiesa dell'ordine presso Monaco parocchia coll'incarico di amministrare i suoi proventi, come fu stabilito da quel serenissimo principe, supplica la S. V. per la facoltà di commettere la medesima amministrazione al parroco o ad altro religioso idoneo e di potere altresì applicare una porzione degli stessi proventi a vantaggio di quel convento, in compenso delle fatiche sostenute dai religiosi a disimpegno degli obblighi parrochiali. Che, etc.

Ex audientia SSmi diei 7 februarii 1845. SSmus annuit arbitrio ordinarii pro facultate concedendi enunciatum indultum juxta preces; ceterum parochus vel alius religiosus deputandus hujusmodi bonorum administrationem retineat nomine sanctæ Sedis et quolibet trrimestri rationem P. provinciali, vel personæ ab eo deputandæ reddere teneatur. Contrariis, etc.

1743. Super locatione horti.

Il guardiano de' Minori Osservanti riformati del convento di Manturia in Lecce, regno di Napoli, implora la proroga per l'affitto dell'orto del suddetto convento sul rescritto ottenuto *ad quinquennium* che termina in quest'anno.

Votum procuratoris generalis. Hortus de quo est sermo in supplici libello, est omnino sejunctus ab horto qui commoditati fratrum inservit. Hinc cum conventus oratoris nequeat puris eleemosynis omnibus occurrere quibus ad sustentandam familiam eget, censeo preces ejus exaudiendas esse, dummodo tamen per syndicum apostolicum vel hujus substitutum ineatur contractus locationis, ita ut in nihil appareat frater minor.

(1741). *Convers passant à l'état clérical.* Le postulant reçu en qualité de convers ne peut passer à la branche sacerdotale sans l'indult pontifical. Le présent décret concerne un franciscain du couvent de Sainte-Rose d'Orope, au diocèse de Lima, lequel a passé au rang des clercs sans permission. Depuis longtemps ordonné prêtre, il prêche et confesse. On lui accorde l'absolution des censures et l'habilitation à la voix active et passive.

(1742). *Franciscains de Bavière. Paroisse.* Les réguliers sont frappés d'un empêchement dirimant qui les écarte des paroisses séculières. Les Franciscains sont particulièrement exclus de l'administration des biens ecclésiastiques. Voici la demande adressée à la S. Congrégation : « Le provincial des Réformés de Bavière expose que le couvent près Munich dessert une paroisse dont il doit administrer les revenus, par décision du roi. Il demande la permission de confier cette administration au curé ou à un religieux, et d'appliquer une partie des revenus au couvent, à titre d'indemnité des travaux que les religieux s'imposent pour remplir les obligations paroissiales. — L'indult met pour condition que le curé devra prendre l'administration au nom du Saint-Siége et rendre compte au provinciat tous les trois mois. Rome, 7 février 1845. »

(1743). *Jardin affermé. Franciscains.* Ces religieux ne pouvant posséder aucune rente, l'indult permet d'affermer un jardin entièrement séparé du couvent, et distinct de celui qui sert aux récréations. Rome, 28 février 1845.

Datum ex conventu S. Francisci ad Ripam Tyberis, die 24 februarii 1845. — T. Venantius a Celano, procurator generalis.

Ex audientia SSmi diei 28 februarii 1845. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita prorogatione locationis ad quinquennium, constito de evidenti utilitate, ita tamen ut omnia acta fiant nomine sanctæ Sedis per syndicum apostolicum.

1744. Suspensionis.

D. Giuseppe Oriol Rifè, sacerdote religioso dei PP. Trinitari calzati, residente ed attuale economo della città di Balaguer nel vescovato di Urgel, espone, che essendo stato richiesto dall'autorità civile a dare dichiarazione nel processo criminale formato in detta città di Balaguer per la verifica dei rei di un assassino commesso nella medesima, dalle quali dichiarazioni non risultarono meriti per la carcerazione, nè arresto dell'imputato, nè risultò in detto processo criminale altro gravame se non la imposizione della nona parte delle spese che ascendono per parte del sudetto economo alla somma infima di 60 reali, e colla completa assoluzione da ogni imputazione. Vide l'esponente colla maggior sorpresa che l'illmo governatore della diocesi di Urgel, a cui appartiene l'interessato, senz'altro neo di colpa che quello che gli causò la condanna della sudetta porzione di spese, rilasciò un'ordinanza sospendendo il ricorrente da tutte le licenze che godeva in detto vescovato, finchè non ottenga da V. S. la dispensa *ad cautelam* dalla supposta irregolarità. In questo stato di cose, col solo oggetto di dare adempimento agli ordini dell'indicato superiore, implora da Vostra Santità si degni dispensargli l'assoluzione *ad cautelam*.

Ex audientia 7 februarii 1845. SSmus annuit arbitrio legitimi ordinarii pro petita dispensatione quatenus opus sit.

Romæ, etc.

1745. Super mobili pretioso.

Michele Bertini rettore generale de' chierici regolari della Madre di Dio, avendo ricevuto da un sovrano un anello del valore di scudi 120 circa per lavori fisici dal medesimo commessogli, e desiderando di venderlo per impiegare il ritratto sì in vantaggio della sua congregazione come per suoi particolari bisogni, supplica riverentemente la S. V. per la necessaria licenza.

S. Congregatio remisit preces arbitrio P. procuratoris generalis pro petita facultate juxta preces.

Romæ, 4 martii 1845.

1746. Ordinis B. M. de Mercede in America.

Superior coventus ordinis B. V. Mariæ de Mercede civitatis Cuzevanæ in America exponit quod provinciale capitulum Cuzevanum dicti ordinis non fuit celebratum statuto in tempore ab notas Peruanæ regionis vicissitudines, ac modo Mercedarii fratres sicut et alii regulares subjacent ordinario loci, et quia hac de causa officia præfati conventus quæ in dicto capitulo conferebantur, non obtinentur ad præscriptum constitutionum, atque etiam nonnulli religiosi ejusdem conventus ad habitum et professionem fuerunt admissi, et quidam ex professis ad gradus præsentatorum ac magisterii promoti debitis sine requisitis, idcirco prædictus superior S. V. humiliter precatur pro facultate ut quamdiu desideretur præfatum capitulum, et recursus ad superiorem generalem ordinis maneat a gubernio impeditus, possint fratres sacerdotes ejusdem conventus sibi eligere per suffragia secreta singulis triennis superiorem qui gaudeat facultatibus quæ de jure communi et particulari dicti ordinis competunt superiori locali, et etiam potestate obeundi, de consensu tamen patrum e consilio ea munia, quæ obiret provincialis juxta ordinis statuta si in eadem provincia adesset. Precatur insuper quatenus S. V. convalidare dignetur prædicta officia, vestitiones, professiones, et gradus supplendo quidquid defuisset.

Votum procuratoris generalis. Attentis peculiaribus circumstantiis in quibus Americæ conventus reperiuntur, convenientissimum, immo et necessarium ducerem ut fratres sacerdotes civitatis Cuzevanæ possent sibi superiorem localem eligere ad juris normam, qui facultatibus gauderet, ut in precibus, quoad comitia provincialia celebrari non possint, et recursus ad supremum totius ordinis caput sit a sæculari potestate interdictus. Putarem igitur S. V. oratoris precibus benigne annuere posse, sanando insuper omnes juris nullitates quantum ad officia, vestitiones, religiosas professiones, et gradus. Ex hoc collegio Pio S. Adriani de Urbe 3 martii 1845. — Fr. Michel Xancò, procurator generalis.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 14 martii 1845. SSmus attentis particularibus circumstantiis, enunciatos defectus super præmissis omnibus sanavit, et insuper petitam facultatem ad sexennium si tamdiu expositæ circumstantiæ perduraverint in omnibus juxta preces benigne concessit. Mandavit vero fieri adnotationem in libro professionum quoad professiones. In memoriam vero electionis perficiendæ fiat mentio hujus apostolicæ facultatis. Contrariis, etc.

1747. Super patrino.

Allorchè nel gennaro 1845 recossi in questa dominante il Rmo sig. D. Filippo Berga, priore de' monaci Basiliani di Grotta-Ferrata, fu pregato da Luigi Ottini, oratore umilissimo dell'E. V. onde volesse aver la compiacenza di essere compare di cresima del suo piccolo figlio per nome Domenico e respettivamente nepote del sudetto religioso. Urbanissima fu la di lui risposta su tal proposito, ma soltanto gli fece osservare che dovendo desso nella sua qualifica di monaco, dipendere interamente dai venerati voleri della lodata E. V. Rma, credeva

(1744). *Trinitaire. Tribunaux.* Joseph Oriol Rifé, jadis Trinitaire, puis vicaire dans une paroisse du diocèse d'Urgel, expose ce qui suit: « Le tribunal de Bellaguer l'a appelé comme témoin dans une cause d'assassinat; l'enquête a fini par un arrêt de non-lieu, car le prévenu n'a pas été mis en prison. Seulement le recourant fut condamné à solder la neuvième partie des frais, 60 réaux (15 francs). Malgré cet acquittement indéfini, l'évêché d'Urgel a rendu une ordonnance qui a suspendu tous les pouvoirs dont le recourant était muni pour le diocèse, jusqu'à ce qu'il ait obtenu du Saint-Siége l'absolution *ad cautelam* de cette prétendue irrégularité. — Grégoire XVI délègue le légitime ordinaire d'Urgel pour donner cette absolution, supposé qu'elle soit nécessaire. Rome, le 7 février 1845. »

(1745). *Anneau de prix. Vente.* Le général des Clercs réguliers de la Mere de Dieu (fondés par le bienheureux Jean Leonardi) a reçu d'un prince souverain un anneau valant 120 écus (650 francs) pour des travaux *physiques* dont il l'a chargé. Le général désire vendre l'anneau pour employer le prix à son institut et à ses besoins particuliers. La S. Congrégation autorise la vente.

(1746). *Ordre de la Merci en Amérique.* Le chapitre provincial n'ayant pu se tenir, et le gouvernement ayant défendu de traiter avec le général résidant à Rome, la S. Congrégation confère des pouvoirs spéciaux pour l'élection des supérieurs, la prise d'habit, les professions et les grades. Rome, le 14 mars 1845.

(1747). *Basiliens. Parrain de confirmation.* Un régulier ne peut être parrain de baptême ou de confirmation. Voici la demande présentée à la S. Congrégation : « Dom Philippe Berga, prieur des Basiliens de Grotta-Ferrata, étant venu à Rome au mois de janvier 1845, fut prié par Louis Ottini de vouloir bien être le parrain de confirmation de son fils Dominique, qui est le neveu du religieux. Dom Philippe fit une réponse très-aimable, mais il fit observer que, étant moine, il dépendait entièrement de votre Eminence. C'est pourquoi le recourant demande instamment l'autorisation dont il s'agit. — La S. Congrégation remet la chose au cardinal protecteur, afin que le religieux soit parrain *procuratorio nomine*, comme représentant son institut. Rome, 2 avril 1845.

esser suo potissimo dovere di riportarne in antecedenza dalla medesima il corrispondente permesso. Desiderando in oggi l'oratore di mandare ad effetto le succennate sue brame, si permette di avanzarne suppliche di accogliere con l'ordinaria sua piacevolezza, accordando l'implorata grazia.

S. Congregatio remisit preces arbitrio Emi visitatoris pro petito indulto, procuratorio nomine.

Romæ, 2 aprilis 1845.

1748. Super confirmatione abbatum.

Il P. abbate presidente generale de' Cisterciensi rappresenta che in occasione de' capitoli generali della sua congregazione, fu sempre consuelo di ottenere dai sommi pontefici la facoltà al capitolo di confermare nei governi de' monasteri quelli abbati che avessero nell'antecedente quinquennio lodevolmente governato; quindi l'oratore devotamente supplica la S. V. di volersi benignamente degnare di accordare la grazia. Inoltre il medesimo P. abbate presidente rappresenta essere ristrettissimo il numero deg'individui componente la congregazione Cisterciense in Italia, a tanto che non possono cuoprirsi tutti gl'impieghi annessi ai monasteri e chiese, senza destinarvi li più inesperti ed invalidi. Quindi l'oratore trovando indispensabile una concentrazione d'impieghi in diversi monasteri, onde anche essere più quieti sulle responsabilità della stessa congregazione, supplica anche perciò la S. V. di facoltizzare il prossimo capitolo generale a poter disporre col succitato provvedimento.

S. Congregatio vigore specialium facultatum remisit arbitrio Patrum capituli generalis, pro petita facultate, si ita in Domino expedire judicaverit, et dummodo quoad pluritatem officiorum non agatur de officiis sua natura incompatibilibus.

Romæ, 2 aprilis 1845.

1749. Super missionibus philippinis.

Frater Dominicus Treserra, provinciæ SSmi Rosarii Philippinæ nunc missionarius et vicarius religiosorum ordinis Prædicatorum in Hispania, ad illam provinciam se transferre volentium, a S. V. suppliciter petit licentiam admittendi secumque deferendi ad Hispaniam ad collegium S. patris Dominici de Occam ejusdem provinciæ religiosos dicti ordinis extra Hispaniam commorantes qui ad inserviendum Deo in illis orientalibus missionibus se cognoverint vocati, etc.

Ex audientia SSmi 11 aprilis 1845. SSmus indulsit P. magistro generali ut de consensu P. commissarii apostolici concedere possit oratori licentiam transferendi decem religiosos Hispanos qui modo in Italia degunt ad effectum de quo agitur, servatis servandis, etc.

Romæ, etc.

(1748). *Cisterciens. Supérieurs prorogés.* Les prélatures ne sont pas données à vie. L'expérience a constaté les inconvénients du pouvoir perpétuel. Depuis quatre siècles le Saint-Siége saisit toutes les occasions de supprimer le pouvoir à vie dans les ordres religieux. Voici la teneur de la demande présentée à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers: « Le général des Cisterciens représente que, lors de la convocation des chapitres généraux, on a toujours obtenu des souverains pontifes le pouvoir de proroger pour la direction des monastères les abbés qui ont bien géré leur communauté pendant les cinq ans précédents. Le nombre des sujets de la congrégation d'Italie étant pour l'heure fort restreint, on ne pourrait remplir toutes les charges des monastères et des églises qu'en prenant des gens inexpérimentés ou incapables. Il est donc nécessaire d'opérer une concentration d'emplois, laquelle puisse dégager la responsabilité de l'institut. — La S. Congrégation remet la question aux membres du prochain chapitre général; mais elle réserve les emplois incompatibles de leur nature. Rome, 2 avril 1845.

(1749). *Philippines. Dominicains missionnaires.* L'indult permet au supérieur des Dominicains des îles Philippines de conduire dans cette mission dix religieux espagnols résidents en Italie.

1750. Super ritu dominicano.

Il padre Giovanni Fedele di Martina nel regno di Napoli espone che dopo aver ottenuto la sua secolarizzazione ed uscito dall'ordine de' PP. predicatori, desiderebbe la grazia di ritenere gli stessi riti della religione, etc.

Ex audientia SSmi 4 aprilis 1845. SSmus annuit arbitrio ordinarii pro petito indulto quoad recitationem dumtaxat horarum canonicarum juxta ritum et calendarium ordinis. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1751. Ordinis capucinorum.

Nel 1829 un religioso capuccino riprese in Parma l'abito del suo ordine, e prima di venir ad un tal atto, donò al convento lire 3805,84, onde coi frutti di questo capitale si pensasse ai medicinali pei religiosi. Questa donazione perciò che spetta al governo, venne sanzionata da sovrano decreto. Necessitavasi quindi l'abilitazione pontificia e questa venne concessa con un breve, nel quale davasi facoltà di ritenere quella somma costituendone un censo o comprandone un fondo, affinchè i frutti servissero pei medicinali. Tal breve si perdette nel viaggio; per cui il vescovo di Parma che tutto questo asserisce, implora che si rinnovi la grazia a favore di quei religiosi, necessitandogli ancora un tal documento onde rispondere ad una interpellazione del governo che gli chiede se debbasi o no annullare il suddetto atto sovrano di approvazione come contrario agli statuti di quell'ordine.

Ex audientia SSmi 23 maii 1845. SSmus annuit arbitrio ordinarii pro petito indulto ita tamen ut fundus vel census retineatur nomine S. Sedis et fructus exigantur per syndicum apostolicum. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1752. Super translatione novitiatus.

Il procuratore generale dei capuccini fr. Andrea d'Arezzo espone dietro ripetute istanze del P. provinciale di Francia che il convento di Aix attuale noviziato in quella nuova crescente capuccina provincia essendo troppo angusto, il luogo non adattato pel noviziato, l'oratore perciò implora la facoltà di potere autorizzare quel P. provinciale a trasferire detto

(1750). *Rite dominicain. Indult pour un religieux sécularisé.* Le père Fidèle de Martina représente qu'ayant obtenu sa sécularisation et étant sorti de l'institut, il désire conserver le rite de l'ordre. — La S. Congrégation permet pour l'office canonique et le calendrier.

(1751). *Capucins. Legs pour l'infirmerie.* Mgr l'évêque de Parme adresse à la S. Congrégation la demande suivante: « Un capucin reprit en 1829 l'habit de son ordre et donna auparavant à sa communauté 3805 livres pour payer les remèdes pharmaceutiques des religieux. Le gouvernement approuva la donation. L'autorisation pontificale fut donnée par un bref, qui prescrivit de constituer une rente perpétuelle ou d'acheter un immeuble dont le revenu fût affecté à la pharmacie de la communauté. Malheureusement le bref se perdit en route. Mgr l'évêque demande le renouvellement de l'indult. Le gouvernement a l'intention de retirer l'approbation civile, parce qu'il croit qu'elle est en opposition aux statuts des Capucins. — La S. Congrégation met pour condition que l'immeuble ou la rente perpétuelle soit maintenue au nom du Saint-Siége et que le syndic apostolique retire le revenu. Rome, 23 mai 1845.

(1752). *Capucins. Translation du noviciat d'Aix à Lyon.* D'après les instances du provincial de France, lequel atteste que le local est insuffisant pour le noviciat, le procureur général de l'institut demande l'autorisation de transférer le noviciat d'Aix dans le couvent de Lyon, et d'y conduire les novices en habit séculier, sans que l'an de noviciat soit censé interrompu.

noviziato nel convento di Lione come pure supplica per la grazia di trasferire ivi i novizi in abito secolare a cagione delle ciscostanze locali, senza interruzione dell'anno di prova.

Ex audientia SSmi die 23 maii 1845. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita translatione novitiatus in præfatum conventum, dummodo in eo regularis observantia vigeat, et serventur de jure servanda nec non pro translatione dictorum novitiorum juxta preces.

Romæ, etc.

1753. Super reductione missarum.

Superior conventus ordinis B. V. Mariæ de Mercede civitatis Cuzevanæ in America exponit, quod ex bonis quæ ad commune patrimonium ejusdem conventus pertinebant, partim decursu temporis finierunt, partim ob bella et vicissitudines Peruanæ regionis extenuata sunt: censuum redditus ad medietatem sunt diminuti ex lege civili, et gubernium subtraxit duodecim millia scuta romana pro collegio et beneficentiæ operibus. Prædictis bonis sic diminutis, usque ad quartam partem plus vel minus remanent ex eisdem novem millia ducenta quadraginta et duo scuta romana ad conservationem domus permagnæ et pro victu et substentatione plusquam octoginta individuorum ex quibus præfatus conventus componitur. Missarum numerus ad quem conventus ipse erat adstrictus propter bona prædicta, ignoratur et sciri haud potest, quia libri in quibus missarum onera erant inscripta disperierunt. Earum numerus qui culpabiliter aut sine culpa non fuit completus videtur immensus. Illa vero quarum notitia habetur et quotannis celebrantur sunt quatuor quotidiana, nempe duæ privatæ et duæ cum cantu: item una cum cantu singulis diebus primæ et secundæ classis. Item triginta cum vigilia et cantu mense novembris. Quapropter cum orator anxius sit circa prædicta missarum onera, ac conari teneatur ea quibus indiget præfatus conventus, ideo S. V. humiliter precatur pro absolutione missarum quarum numerus non fuit completus, pro dispensatione earum quæ ignorantur nec sciri possunt, et pro reductione illarum quarum notitia habetur, attentis redditibus quos modo conventus percipit. Et Deus, etc.

S. Congregatio vigore specialium facultatum remisit arbitrio ordinarii pro absolutione missarum non celebratarum quoad præteritum, injuncto aliquo missarum numero, nec non taxandi aliquem missarum numerum, quem ipse in Domino judicaverit pro missis quarum obligationes ignorantur, nec cognosci possunt, ita tamen ut si tractu temporis hujusmodi obligationes agnoscantur, iisdem omnino satisfieri debeat. Quo vero ad petitam reductionem eadem S. C. preces remittit ordinario cum facultatibus necessariis et opportunis ad hoc ut inspectis omnibus circumstantiis aliquam reductionem quam in Domino necessariam judicaverit, super quo ejus conscientia onerata remaneat, ad decennium concedere possit et valeat. Fiat vero adnotatio in tabella missarum in sacrario retinenda.

Romæ, 9 maii 1845.

1754. Super erectione novi conventus.

Carlo Morlacchi, vescovo di Bergamo, espone che nella parocchia alpestre di Serina, luogo della sua diocesi, esisteva già un vasto monastero di religiosi Domenicani, quale venne soppresso; e siccome la detta parocchia è assai numerosa contando 1200 anime, così sarebbe di sommo vantaggio al paroco ed anche di suo aiuto se potesse collocarvi un convento di Minori Riformati di S. Francesco, i quali sarebbero a sussidiare il clero secolare; ed avendo l'oratore presa in considerazione la cosa, venne accettata tanto dall'enunciato paroco non che dalla deputazione amministrativa della fabbriceria parochiale, per il che fatte le opportune pratiche presso il provinciale di Trento alla cui provincia sarebbe unito l'enunciato convento, questo venne accomodato agli usi necessarj d'una comunità mediante spontanee oblazioni. I religiosi che formeranno la famiglia sono già pronti in numero di sei sacerdoti e quattro fratelli laici professi non potendosene staccare di più stante la scarsezza dei medesimi; per altro tal numero è sufficiente per i bisogni della parocchia di Serina e delle limitrofe. Ora adunque non manca che l'esecuzione della cosa, mediante l'approvazione della Santa Sede. Onde il vescovo oratore supplica B. V. affinchè voglia degnarsi accordargli la facoltà di addivenire alla formale erezione del divisato convento.

Votum procuratoris generalis. Preces Illmi e Rmi D. episcopi Bergomen, quæ ejus ostendunt pastoralem sollicitudinem in animarum salutem procurandam et animum benevolum in regulares religiosos meos, qui illam foveant adjuventque in excolenda vinea Domini sibi commissa, ut exaudiantur, reor, dummodo: 1. In aperitione conventus de quo in precibus constitutiones observentur omnino summorum P. nempe Clementis VIII incip. *Quoniam ad institutam,* Gregorii XV incip. *Cum alias,* et Innocentii X incip. *Instaurandæ regularis.* Hinc ut adsit in conventu clausura, et in ecclesia commode et decenter conservetur SSmum Eucharistiæ cum exemptionibus per ap. S. Sedem eis concessis. 2. Ut dependeat juxta ordinis constitutiones e ministro vel custode provinciali custodiæ vel provinciæ Lombardæ de novo instituendæ a Rmo Patre Min. generali ad separationem conventuum in regno Lombardo existentium a provincia Tyrolensi, de quo jam habita est venia ab imperatore Austriæ con dispaccio die 18 decembris proxime elapsi anni 1844. 3. Ecclesia, conventus et alia quæcumque bona mobilia et immobilia si quæ forent nomine sanctæ Sedis recipiantur, et per syndicum apostolicum administrentur. Hisce omnibus quæ humillime exposui comprobatis religio minorum observantium reformatorum libenter novam domum incolabit.

Datum ex conventu S. Francisci ad Ripam Tiberis die 25 februarii 1845. F. Venantius a Celano, procurator generalis ordinis Minorum observantium reformatorum.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 9 maii 1845. SSmus annuit arbitrio ordinarii de concessu P. minoris generalis pro petita erectione et receptione enunciati conventus, dummodo habeantur ædes sufficientes cum officinis necessariis, ecclesia et horto cum clausura, et in eodem conventu saltem sex reli-

(1753). *Ordre de la Merci en Amérique. Réduction des obligations de messes.* Le gouvernement ayant usurpé une partie des biens, le Saint-Siége autorise l'ordinaire à diminuer proportionnellement les fondations de messes.

(1754). *Franciscains réformés. Fondation d'un couvent dans le diocèse de Bergame.* La permission du Saint-Siége est nécessaire pour ériger les couvents. La bulle de Clément VIII *Quoniam ad institutam* prescrit une enquête pour consulter les magistrats, la population, le clergé séculier et les réguliers de la localité. Voici la démande présentée à la S. Congrégation: « Mgr Charles Morlacchi, évêque de Bergame, représente que la paroisse alpestre de Serina possédait autrefois un important monastere de Dominicains, lequel fut supprimé. La paroisse renferme 1200 âmes. Ce serait un grand secours pour le curé si l'on pouvait établir un couvent de Franciscains qui viendrait en aide au clergé séculier. Le curé et la fabrique de la paroisse consentent. Le provincial des Franciscains de Trente accepte la fondation. La maison a été restaurée, grâce aux offrandes spontanées des fidèles. Dix religieux, dont six prêtres, sont prêts pour constituer la nouvelle communauté. Ce nombre suffit pour les besoins de Serina et des paroisses limitrophes. Il ne manque que l'approbation du Saint-Siége. — Le procureur général des Réformés se montre favorable. — Grégoire XVI autorise la fondation; le syndic apostolique devra accepter la maison au nom du Saint-Siége, vu que les Franciscains sont radicalement incapables de toute propriété.

giosi morentur, quorum quatuor ad minus sint sacerdotes, et serventur alia de jure servanda. Ceterum acceptatio conventus fiat nomine Sanctæ Sedis per syndicum apostolicum. Contrariis, etc.

1755. Super prætensa illegitimitate capituli generalis.

Proponesi al vostro P. concesso un dubbio di non lieve momento intorno alla validità del capitolo generale celebrato dai PP. trinitari scalzi nel convento di S. Maria alle Fornaci li 12 maggio 1843. Da una parte i PP. Michele de' Santi, ed Anastasio di S. Filippo col P. Clemente di S. M. sostengono che essendo stati subornati taluni vocali e procurati i loro voti col farsi prima delle elezioni girare e raccomandare dal Rmo P. Giovanni della Visitazione superior generale e presidente al capitolo una carta o specchio ove erano nominati e descritti quelli che dal medesimo si volevano eletti a distinte cariche o prelature anche col dire ad uno che guardasse bene di regolarsi secondo la carta, sostengono, dissi, che tutte le elezioni fatte in detto capitolo siano nulle per essersi lesa la libertà degli elettori, contro il prescritto dal concilio di Trento (sess. 25 de Refor. c. 6) e dalla costituzione *Nullus omnino*, al § 35 di Clemente VIII, data sotto li 25 giugno 1599: il cui decreto confermò e rinnovò Urbano VIII, nella costituzione 25 *Sacra Congregatio* del 1624, e che perciò i subornatori e padri siano incorsi nelle pene dai S. canoni stabiliti. Tralascio la ragione dell'attestato riguardo alla soddisfazione degli obblighi delle messe mentre Innocenzo XII, nel citato n. 33, parla dei capitoli provinciali e non dei generali: « Teneantur . . . in provincialibus capitulis, seu congregationibus exhibere attestationem. » Dall'altra parte il Rmo P. Antonio della Madre di Dio, procuratore generale dell'ordine, dando eccezione ai ricorrenti, esclude affatto la pretesa subornazione, e procurazione dei voti, e domanda un decisivo decreto della S. Congregazione sulla validità e legittimità del predetto capitolo generale e di tutte le elezioni nel medesimo avvenute con precetto sotto pena di censura di non parlarne mai più, ed inoltre d'intimare allo stesso P. Michele de' Santi, supposto sedizioso, la perpetua secolarizzazione da eseguirsi nello spazio di pochi mesi in luogo di espulsione.

Confesso il vero che la domanda del decreto sulla validità del capitolo e di tutte le elezioni mi dà ombra, mentre suppone nell'animo dello stesso P. generale un timore che non fossero valide, e questo timore mal si comporrebbe colla persuasione di avere per sedizioso e seduttore degli altri a segno di espellerlo perciò dall'ordine il religioso P. Michele de' Santi, che ricorre per non incorrere nelle censure della bolla Clementina e quietare la coscienza. Ora per compiere l'onorevole commissione passatami dall' Emza V. Rma, sembrami dover distinguere coi dottori due sorta di subornazione, l'una buona e l'altra malvagia. « Subornatio enim (dicono essi) est suasio qua suadetur aliquid, nimirum aut verum aut falsum in bonum vel malum finem. » Clemens III, *De testibus* num. 2, Navarr. 5 de excom. cons. 20, n. 7): « ideo illa est subornatio bona quæ est suasio veri in bonum finem et illa est suasio mala quæ est suasio falsi vel etiam suasio veri sed in malum finem. Passerini, *de elect. Can.* c. 5, n. 44. » Anche la procurazione dei voti si può considerare secondo la sostanza e secondo le circostanze; e nell'uno e nell'altro rispetto può essere buona o malvagia. Persuadere agli elettori che un indegno sia eletto e che il meno degno sia preferito al più degno col mentire false virtù e coll'ocularne i vizi e i difetti, o procurare i voti all'indegno ed anche al meno degno coll'esclusione del più degno, e procurarli ancora con importune preghiere, con patti illeciti, con convenzioni, favori e denaro, questa è subornazione e procurazione malvagia, fomentatrice dell'ambizione e dell'interesse e nutrice di molti peccati, contro la quale fu giustamente stabilita dalle costituzioni apostoliche la nullità, e data oltre le altre pene e censure la privazione dell'officio ottenuto e l'inabilitazione a qualunque altro in futuro. Un tal divieto secondo la sostanza si appoggia al diritto naturale contro cui la consuetudine non prescrive (cap. final. de Cons. D. Thomas, p. 2, 2, qu. 7, ar. 3, ad 1). Al contrario persuadere agli elettori che eleggano un soggetto degno in vece di un indegno, e preferiscano il più degno al meno degno dimostrando le di lui vere virtù, e procurare a tale oggetto i voti con mezzi leciti e giusti e col retto fine della maggior gloria di Dio ed utilità della religione, è questa una subornazione buona, e perciò sentono i dottori che considerate tutte le cose essendo un atto di virtù non è punto dalle citate costituzioni vietato. Navarr. loc. cit. et in man. c. 23, n. 110. Rodrig. p. 2, q. 56, a 1. Nald. v. *Religio*, n. 42. Pasqualigod. 255, ex dec. 225, n. 10. Peyr. in subd. Relig. q. 2, c. 2, § 11. Castellini c. 3, n. 6. Doriat. p. 3, 4, 1, q. 11, r. 11. Samuel. t. 1, disp. 4, contr. 31, n. 2. Passerini l. c. n. 44. Quindi è permesso prima dell'elezione il trattato consultivo (salva la carità e la giustizia), onde considerate tutte le cose, deliberare chi debbasi eleggere secondo Dio. Imperocchè le umane azioni non si fanno rettamente se fannosi senza consiglio, e il consiglio umano non è senza inquisizione di ciò che deve farsi. S. Thomas, p. 2, q. 14, a. 1. Navar. cons. 20, de excom. Rodig. l. c. a. 2. Castelli l. 2. Lezzana p. p. c. 15, n. 24.

(1755). *Chapitre général. Candidatures officielles. Trinitaires.* On met en doute la validité des élections qui ont été faites par le chapitre général. On a fait circuler avant l'élection une liste contenant le nom des religieux dont le général désirait la nomination. Trois individus prétendent que toutes les élections sont nulles, parce que la liberté des électeurs a été violée, contrairement au concile de Trente, à la constitution *Nullus omnino* de Clément VIII et au bref d'Urbain VIII *Sacra Congregatio*. Il suit de là que les subornateurs ont encouru les peines canoniques. D'autre part, le procureur général des Trinitaires nie la subornation et la pression sur le vote. Il demande que la S. Congrégation prononce la validité et la légitimité du chapitre général et des élections. — Le P. Cipoletti, ancien général des Dominicains, consulteur de la S. Congrégation, dit qu'il y a la suggestion bonne et une autre qui est coupable. Suggérer le vrai dans une intention droite est louable, mais il est mauvais de conseiller le mal, ou le bien lui-même, lorsque c'est par mauvaise intention. La recherche des votes peut être considérée pour le fond et pour les circonstances; sous les deux aspects elle peut être bonne ou mauvaise. C'est évidemment mal de suggérer aux électeurs d'élire un indigne, de préférer le moins digne, de prôner de fausses vertus, de dissimuler les vices et les défauts ; d'employer les instances importunes, les accords illicites, les promesses, l'argent. Voilà les moyens illicites que les prescriptions canoniques condamnent et qui rendent l'élection nulle. Cette prohibition se fonde sur le droit naturel contre lequel la coutume ne prescrit pas. Mais il est permis et c'est un acte de vertu de persuader aux électeurs de choisir un sujet digne, de préférer le plus digne à d'autres qui le sont moins, de montrer les mérites et les qualités réelles; et de gagner des voix par des moyens licites et justes dans le but de procurer la gloire de Dieu et l'utilité de la communauté. Toute élection est précédée d'une délibération, dans laquelle on se consulte sur les sujets qu'il convient de nommer. Les actions humaines ne peuvent être faites sans conseil, ce conseil exige une enquête. Admettons que dans le chapitre général des Trinitaires on ait employé la subornation et la recherche des voix. Le résultat a-t-il été de faire élire des indignes ou d'écarter les plus dignes? La plainte n'en parle pas. La suggestion n'ayant pas été malicieuse, elle ne tombe pas sous les dispositions canoniques. La seule difficulté consiste dans la liste qu'on fit circuler de l'aveu du général ; comme celui-ci n'était pas soumis à l'élection, les membres du chapitre ont pu subir l'influence de la crainte révérentielle. Mais cette liste peut se considérer, à mon avis, comme une proposition sur laquelle les électeurs devaient délibérer quant à la désignation des sujets. Ce qui prouve que la liste n'a pas entravé la liberté, c'est qu'il a fallu trois scrutins pour établir la majorité. — La S. Congrégation se prononce pour la validité du chapitre, et impose le silence. Rome, 6 mai 1845. »

Passerini l. c. n. 46, 47, 48. Ciò posto, ammettiamo pure che nel capitolo generale de' PP. Trinitari abbia avuto luogo la subornazione e procurazione dei voti. Questa però non fece che alle distinte cariche e prelature fossero eletti gli indegni e preferiti i meno degni ai più degni; del che nel ricorso non si fa cenno, nè la pretesa carta ne nomina alcuno. Dunque la subornazione e procurazione anzidetta non fu malvagia, e in conseguenza non cade sotto le citate apostoliche costituzioni. L'unica difficoltà sarebbe la carta mandata in giro con intelligenza del P. superiore generale, il quale non essendo soggetto alla ballottazione, ma continuando a reggere l'ordine *ad beneplacitum S. Sedis,* poteva per un timore reverenziale ledere la libertà degli elettori. Ma questa carta a mio credere può considerarsi come proposizione di un trattato consultivo affinchè gli elettori stessi deliberassero intorno ai soggetti da eleggere secondo il cuore di Dio. Che poi una tal carta non li costringesse nè punto, nè poco, apparisce dalla discussione che secondo la relazione del Rmo P. procuratore generale nacque nel dare i voti, la diversità dei quali sino al terzo ed ultimo scrutinio manifesta che non v'era un accordo, perchè altrimenti vi sarebbe stata l'inclusiva nel primo scrutinio. Farà ombra l'intimazione fatta dal superiore generale al R. P. Natale di Gesù Bambino « che guardasse bene di regolarsi secondo la carta. » Ma siccome nè lo stesso deponente giurato, nè gli altri fanno menzione di esservi nominato un indegno o preferito il meno degno al più degno, così la proposizione stessa che guardasse bene di regolarsi secondo la carta mirava all'elezione di buoni e degni soggetti, e quindi non era subornazione o procurazione malvagia, ma buona. Il che vien confermato dal documento autografo del superiore generale Lett. P. e dal documento dello stesso P. Natale di Gesù Bambino che smentisce la pretesa intimazione e la carta, e finalmente dal documento del B. P. Benigno della Madre di Misericordia.

Per la qual cosa sono nell'umile parere che il ridetto capitolo generale sia legittimo e valido, e unisco il mio voto a quello del Rmo P. procuratore generale che la S. Congregazione si degni apporvi il decisivo decreto, imposto silenzio ai reclamanti. Non mi sembra però espediente nè il precetto sotto pena di censura, nè la perpetua secolarizzazione del Michele de' Santi da eseguirsi nello spazio di pochi mesi in luogo di espulsione, essendo queste pene gravissime da darsi ai contumaci e ribelli in sequela di gravi delitti legalmente provati, tanto più che i religiosi perturbatori della pace si tengono in dovere colle pene delle loro costituzioni. In quanto poi al ritiro che per sua quiete implora l'istesso P. Michele de' Santi nella casa paterna *retento religionis habitu,* non adducendo egli alcun motivo canonico, non mi pare espediente l'accordarlo, mentre a guarantirlo da qualche monastica persecuzione, basterebbe un avviso al P. superiore generale. Mi rimetto d'altro al più saggio parere dell'E. V. Rma. — Fr. Tommaso Giacinto Cipolletti, ex-generale dell'ordine de' Predicatori, Consultore.

Scribatur P. superiori generali ad mentem; mens est: Che la S. Congregazione, presi in considerazione i ricorsi fatti contro la validità del capitolo esposti dal padre Michele de' Santi, ha dichiarato lo stesso capitolo legittimo e valido, e perciò impone perpetuo silenzio anche in virtù di santa obbedienza.

Romæ, 6 maii 1845.

1756. Super erectione novi conventus.

I conjugi Vincenzo ed Antonia Carlucci di Strangolagalli D. di Veroli ottuagenuari e senza prole hanno fatto istanza al P. commissario generale degli Agostiniani scalzi, perchè accettasse tutti i loro beni ad effetto di aprire in detto paese un convento di detti padri e con le debite formalità hanno emessa la loro donazione e disposizione a favore di detto ordine.

Il locale stabilito pel nuovo convento è una casa di due piani, ognuno composto di sette camere ben grandi, oltre le corrispondenti a pian terreno. La chiesa attualmente non esiste, ma la casa istessa presenta un vano dove precariamente destinarla, per quindi venirne alla nuova costruzione. La dote e rendite le quali potrà avere il nuovo convento consistono in un capitale di scudi 7399,40, e queste in scudi 771. E perciò che il P. commissario generale degli Agostiniani scalzi implora dalla S. V. le necessarie facoltà per accettare la suddetta donazione ed a suo tempo procedere alla erezione del nuovo convento.

Il vescovo di Veroli è favorevole ed assicura che il clero e popolo di quel paese, compresi alcuni i quali avrebbero potuto sperare porzione di quei beni come parenti dei donanti, anzichè opporsi, hanno mostrato il più vivo desiderio di avere fra loro una casa religiosa.

Anche il P. vice-procuratore dell'ordine ha dato il suo voto favorevole sulla dimanda.

Ex audientia SSmi die 20 junii 1845. SSmus remisit preces arbitrio ordinarii cum facultatibus necessariis et opportunis tam pro acceptatione dictæ donationis, quam pro erectione præfati conventus, ita tamen ut quoad erectionem serventur de jure servanda et ædes reducantur ad usum conventus, et aptæ reddantur ad clausuræ indemnitatem servandam. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1757. Ordinis S. Benedicti in Polonia.

Nel settembre del 1837, morì D. Colombiano Wnorowski abbate Benedittino del monastero Plosko Buttoviense unico restato in Polonia dopo la soppressione di altri monasteri del medesimo ordine avvenuta nel 1817. Dopo 22 giorni dalla morte del medesimo si riunirono i votanti in numero di 13 sotto la presidenza del priore del monastero, essendo presente il vescovo di Plosko nella cui diocesi è sito il monastero stesso, e ciò in adempimento delle civili disposizioni. Si divenne alla nomina dell'abbate che in quel monastero deve durare a vita e nel terzo scrutinio con 8 voti si nominò la persona di D. Agos-

(1756). *Augustins déchaussés. Fondation de couvent.* Les époux Carlucci, octogénaires et sans enfants, désirant fonder dans leur pays un couvent d'Augustins réformés, ont fait donation de leurs biens, qui rendent environ 4000 francs. La maison a deux étages composés de quatorze grandes pièces, indépendamment du rez-de-chaussée. On n'aura pas d'église pour le moment, mais on pourra établir la chapelle dans une grande pièce. L'évêque se montre favorable, et assure que le clergé et la population témoignent le plus grand désir d'avoir une maison religieuse. Les héritiers eux-mêmes sont contents. — La S. Congrégation délègue l'évêque pour accepter la donation et procéder *servatis servandis* à l'érection canonique du couvent. Rome, 20 juin 1845.

(1757). *Bénédictins de Pologne. Election de l'abbé.* La Pologne avait jadis plusieurs monastères bénédictins. La plupart furent supprimés en 1817. Il n'en reste qu'un seul, celui de Plocko. Les constitutions prescrivent d'élire l'abbé un mois après le décès du précédent dans un chapitre présidé par le général de la congrégation de Pologne. L'abbé étant mort en septembre 1837, treize électeurs, 22 jours après, se réunirent sous la présidence du prieur, et en présence de l'évêque, conformément aux dispositions civiles. On ne put appeler le général, qui n'existe plus. Huit voix furent données au père Augustin Mystinski. Quoique le gouvernement confirmât l'élection, on douta de sa canonicité, et dom Augustin n'osa pas prendre possession de l'abbaye. Huit ans après, le prieur et les moines demandent au Saint-Siége la ratification de l'élection, et, vu la difficulté des communications avec Rome, ils proposent que le monastère soit placé sous la juridiction de l'évêque, lequel puisse résoudre les questions que les élections feront naître. — Le rescrit de la S. Congrégation délègue l'évêque actuel de Plocko, sa vie durant. Rome, 30 mai 1845.

tino Mystinski. Succeduta simile elezione insorse il dubbio sulla sua canonicità, perchè vogliono le costituzioni che l'elezione si faccia non dopo 22 giorni dopo la morte dell'abbate, ma sibbene dopo 30 giorni, ed inoltre esigono che il capitolo venga presieduto dal presidente della Congregazione e non dal priore locale. È a notarsi che non v'ha più il tale presidente de' monasteri di Polonia. La sudetta elezione di abbate poi venne già confermata dalla suprema autorità del regno di Polonia. Nel sudetto timore di mancanza di legitimità sembra che l'eletto non sia neppure entrato in possesso dell'abbazia ed insieme con gli altri monaci per mezzo del priore supplica la S. V. a volersi degnare.

1. Di sanare qualunque difetto che vi possa essere nella elezione assolvendo da qualsivoglia censura e dispensando qualsiasi irregolarità si fosse contratta.

2. Di dare una qualche norma onde nelle novelle elezioni, tanto degli abbati quanto degli offizi triennali non abbiano ad insorgere dubbj somiglianti.

3. Avuto riguardo all'unico monastero rimasto, ed alle difficoltà per le communicazioni voglia sottoporre il monastero stesso all'ordinario che è il vescovo di Plosko e che questo vescovo in avvenire possa decidere se nascessero dubbi nelle novelle elezioni, tanto degli abbati quanto degli uffizi triennali.

Il vescovo di Plosko raccomanda caldamente l'affare e supplica anche egli per le grazie anzidette.

Ex audientia SSmi die 30 maii 1845. SSmus annuit arbitrio Rmi Francisci Pawloski episcopi Plocen, prævia etiam per subdelegandum quatenus opus sit absolutione, dispensatione a censuris et pœnis ecclesiasticis, et super irregularitate, pro sanatione et confirmatione quoad præteritum; quo vero ad futurum eidem Rmi Francisco Pawloski episcopo Plocen facultates necessarias et opportunas ad ejus successores minime transferendas benigne concessit, ut prout in Dno judicaverit providere possit donec aliter a S. Sede decernatur. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1758. Ordinis capucinorum.

Il procuratore generale dei Capuccini Fr. Andrea d'Arezzo, espone dietro le premurose istanze del P. ministro provinciale della Francia e sgravio di sua coscienza, come in quella provincia di nuovo ripristinata, i religiosi alunni dimorando ivi quali missionari e non potendo fare pubblicamente la questua, neppure possono provvedere ai giornalieri occorrenti bisogni, enza ricevere e ritenere limosina pecuniaria. L'oratore pertanto a nome di quel P. provinciale implora da V. B. la facoltà di potere autorizzare ciascun superiore locale a ricevere o per sè o per altro religioso dette elemosine pecuniarie e sperderle quando occorre e ritenere in convento, coll'usare però ogni cautela non avendo o dimorando assai lontano il rispettivo amico spirituale.

Ex audientia SSmi 13 junii 1845. SSmus remisit preces arbitrio P. ministri generalis cum facultatibus necessariis ec opportunis ad effectum de quo agitur, ita tamen ut indultum ultra quinquennium non perduret, et debitæ cautelæ præscribantur ne scandalum oriatur.

Romæ, etc.

1759. Super erectione novi conventus

Il comune di Forlimpopoli ha comprato un antico convento colla spesa di scudi 2500, convento annesso alla madonna del popolo, e con somme elargite dal capitolo Vaticano, dalla compagnia detta dei Contadini, dallo stesso comune e da molti particolari, si supplì alle spese della compra predetta ed alle molte altre necessarie per ristorarlo e fornirlo. Il comune ha poi risoluto di cederlo ai PP. riformati, coi quali ha stabilito un convenio. I capuccini di Bertinoro hanno elevato un animato ricorso, dicendo ch'essi dovevano essere interpellati, restando situato il nuovo convento da cedersi ai Riformati entro il raggio di quattro miglia come ordina la nota costituzione di Gregorio XV. Sembra senza malizia la tralasciata interpellazione, molto più che il gonfaloniere di Forlimpopoli crede la distanza fra i due conventi maggiore di quattro miglia. Checchè sia di ciò, si è richiesto il voto dell'Emo Acton come protettore de' capuccini, il quale, considerate le circostanze d'un' intera popolazione che richiede i Riformati, ha opinato esser meglio per gli stessi capuccini che sia accordata la grazia, onde non esporli a maggiori danni, giacchè per essersi conosciuto la loro contrarietà, il popolo ha già cominciato a diminuir le elemosine. Altronde si è osservato:

1. Essere necessaria una religiosa corporazione ai bisogni spirituali, tanto di Forlimpopoli quanto della Meldola che mancano di sacerdoti.

2. Non essere stato ripristinato in Forlimpopoli verun convento di sei che prima vi esistevano.

3. Non ricevere la popolazione di Forlimpopoli nessun'assistenza dai capuccini di Bertinoro come dall'informazione dell'ordinario.

4. Non convenire di disgustare una popolazione di Romagna per un oggetto come il presente, popolazione che attualmente si trova molto agitata pel solo dubbio della grazia. Il gonfaloniere scrive che si vedrebbe in necessità di lasciare il paese.

Il comune di Forlimpopoli pertanto supplica la Vostra Santità per la grazia, volendosi degnare di approvare i capitoli della convenzione.

Quattro cose si esigono per la erezione dei conventi de' mendicanti, oltre il definitivo decreto della S. Sede.

1. Il consenso dell'ordinario.
2. Il consenso del comune.
3. Che vi sia maniera di mantenerli.

(1758). *Capucins. Maniement de l'argent.* Le procureur général représente, d'après les vives instances du provincial de France et pour la sécurité de sa conscience, que les religieux de cette province récemment rétablie, vivant comme missionnaires et ne pouvant quêter publiquement, sont forcés de prendre l'argent en espèces pour subvenir aux besoins journaliers. Il demande le pouvoir d'autoriser chaque supérieur local à recevoir par lui-même ou par un autre religieux les aumônes pécuniaires, à les dépenser, ou les garder dans le couvent, lorsque l'ami spirituel manque ou demeure loin. — Grégoire XVI renvoie la supplique au général des Capucins, avec tous les pouvoirs nécessaires et opportuns, de façon toutefois que l'indult ne dépasse pas le laps de cinq ans. Rome, 13 juin 1845.

(1759). *Franciscains réformés. Fondation.* Les constitutions de Clément VIII et de Grégoire XV prescrivent que les réguliers établis dans le rayon de quatre milles soient entendus sur les nouvelles fondations. La commune de Forlimpopoli a acheté un ancien couvent et l'a fait restaurer, grâce aux libéralités des fidèles et à un secours donné par le chapitre du Vatican. Puis, la commune a décidé de donner la maison aux Franciscains réformés. Les capucins de Bertinoro ont demandé d'être entendus, parce que le nouveau couvent est compris dans les quatre milles réglementaires. Le gonfalonier de Forlimpopoli atteste que la distance est beaucoup plus grande. Forlimpopoli et Meldola manquent de prêtres, une communauté religieuse est nécessaire pour les besoins spirituels. Aucun des six couvents existants avant la révolution n'a été rétabli. Les capucins de Bertinoro ne prêtent aucun secours à la population de Forlimpopoli. Celle-ci, ayant appris l'opposition des Capucins, a arrêté les aumônes qu'elle faisait d'ordinaire à ces religieux; leur intérêt exige donc que la fondation ait lieu. — Grégoire XVI permet de procéder à l'érection canonique du nouveau couvent, sans requérir le consentement des Capucins. La maison devra compter tout au moins douze religieux, parmi lesquels il y aura huit prêtres. Rome, 6 juin 1845.

4. L'acquiescenza degli altri conventi de' mendicanti situati entro un raggio di quattro miglia.

Nei fogli intorno all'apertura di un convento de' minori Riformati in Forlimpopoli si osserva chiaramente che esistono i tre primi requisiti, giacchè, sebbene si voglia sostenere che potrà avervi deficienza di questue, chi conosce l'abbondanza del paese non può dubitare di questo. Manca però il quarto requisito, e secondo i documenti è incerto se vi abbisognasse. Se si legge una lettera del gonfaloniere di Forlimpopoli (Alleg. lettera *A*), il convento de' capuccini di Bertinoro è lontano dal nuovo stabilito pei Riformati di oltre quattro miglia, per cui non abbisognerebbe l'assenso di quelli. Se si legge un certificato del gonfaloniere di Bertinoro (Allag. lettera *B*) la distanza fra i due conventi è minore delle qnattro miglia, per cui vi abbisognerebbe l'annuenza dei capuccini. Questi infatti reclamano contro l'apertura del nuovo convento, sostenendo che non esistono le quattro miglia richieste dalla legge.

Potrebbero farsi verificare con esattezza quelle distanze; prima però sembra opportuno volger la mente ad alcune osservazioni:

1. Alle forti spese di circa scudi 4500 fatte in buona fede dalla popolazione di Forlimpopoli per comprare il locale e per fornirlo del necessario.

2. Al danno che per la opposizione ne viene agli stessi capuccini ai quali già niegasi da molti l'elemosina appunto pel mal umore che hanno suscitato con quella opposizione.

3. Ai bisogni spirituali tanto di Forlimpopoli, quanto della Meldola, che mancano di sacerdoti.

4. Al non essere stato ripristinato in Forlimpopoli verun convento di sei che ve ne esistevano.

5. Alla niuna assistenza che i capuccini di Bertinoro prestano a Forlimpopoli, come dall'informazione dell'ordinario.

6. A quanto non convenga disgustare una popolazione di Romagna per un oggetto come il presente, popolazione già molto inquieta solo pel dubbio della grazia. Il gonfaloniere scrive che si vedrebbe in necessità di lasciare il paese.

Ex audientia SSmi die 6 junii 1845. SSmus annuit arbitrio canonici deputati de consensu P. ministri generalis pro petita acceptatione et erectione enunciati conventus, non requisito consensu PP. capucinorum, sed servatis in reliquis de jure servandis, ita tamen ut acceptatio et reliqua omnia acta fiant nomine S. Sedis per syndicum apostolicum, et in eodem conventu saltem duodecim religiosi morentur, quorum octo ad minus sint sacerdotes. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1760. Super regularibus Hispaniæ.

Dalla segreteria della S. Congregazione degli affari ecclesiastici straordinari.

Il sottoscritto segretario della S. C. degli affari ecclesiastici straordinari in riscontro all'ossequiato ufficio di V. Eminenza Rma in data del 2 aprile si onora di significarle, non esservi a suo credere verun motivo di variare il sistema saviamente introdotto in codesta S. Congregazione de' VV. e RR. relativamente alle istanze di secolarizzazione provenienti dai regolari del regno di Spagna. Se finora si sono accordate secolarizzazioni meramente temporanee, le circostanze attualmente migliorate in que regno non possono al certo essere una ragione per cui si abbia quindi a concedere indulti di secolarizzazione perpetua. Il sottoscritto trova anzi nelle circostanze medesime una nuova ragione di rimanere costanti nella massima come sopra adottata.

Umo devmo servitore
Carlo Vizzardelli.
al Card. prefetto della S. C. de' VV. e RR.

Romæ, etc.

1761. Super renunciatione bonorum.

Il sacerdote Carlo Fabretti professo della Congregazione di Somasca, e colpito dalla generale soppressione avvenuta nell'invasione dei Francesi in Italia, visse sempre fuori del chiostro, perchè nel regno Lombardo-Veneto a chi appartiene e per nascita e per provincia, per molti anni vi era che una sola casa ristabilita in Somasca. Ora avendo la Congregazione aperti alcuni orfanotrofi e ricuperato qualche collegio, si è determinato di rivestire l'abito, e prestare l'opera sua a pro del bene publico. Però avendo raccozzato qualche capitale colle sue pensioni e fatiche, desidera di poterne disporre in quel modo che stimerà bene e perciò supplica V. B. di potere fare testamento anche dopo aver rinnovato i santi voti colla sua Congregazione.

Ex audientia die 18 julii 1845. SSmus annuit arbitrio P. præpositi generalis pro facultate renunciandi etiam post ingressum in religionem dicta bona, dummodo tamen accedat religionis consensus, et renunciatio illius nomine fiat, non de rebus propriis religionis, salvo jure tertii, prælevata aliqua parte favore ejusdem religionis.

Romæ, etc.

1762. Super defectu ætatis.

Emanuele Stefano Robles espone che avendo poco più di 14 anni, emise la solenne professione nel 1831 fra i Benedettini del monastero di Cardena in Ispagna, mediante una fede falsa di battesimo, che i suoi genitori ottennero dal paroco. Avvalora questa asserzione con analoghi documenti, e sup-

(1760). *Espagne. Religieux dispersés.* Mgr Vizzardelli, secrétaire de la S. Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires, écrit à celle des Evêques et Réguliers la lettre qui suit: « En réponse à la dépêche de votre éminence en date du 2 avril, le soussigné a l'honneur d'exprimer l'avis qu'il ne voit aucun motif de changer le système sagement établi dans la S. Congrégation des Evêques et Réguliers relativement aux demandes de sécularisation qui proviennent du royaume d'Espagne. Si l'on a donné jusqu'ici des sécularisations purement temporaires, les circonstances aujourd'hui un peu meilleures ne peuvent assurément fournir une raison d'accorder les sécularisations perpétuelles. Tout exige au contraire que l'on conserve la maxime suivie jusqu'à ce jour. »

(1761). *Somasques. Disposition des biens.* Le religieux qui, renvoyé des cloîtres lors de la révolution, passe un grand nombre d'années dans le monde, et retourne ensuite à sa communauté, ne peut disposer des biens qu'il a acquis par ses travaux et ses économies. Les biens appartiennent à l'institut. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit la demande qui suit: « Charles Fabretti, prêtre, profès de l'institut des Somasques, ayant été atteint par la suppression générale qui eut lieu sous la domination des Français en Italie, demeura toujours hors du cloître, parce qu'il n'exista longtemps dans le royaume lombard-vénitien, auquel il appartient par sa naissance et sa province, qu'une seule maison rétablie, c'est-à-dire celle de Somasque. Aujourd'hui l'institut a ouvert quelques orphelinats et repris quelques colléges. Le recourant s'est décidé à reprendre l'habit et à travailler pour le bien public. Toutefois, comme il a amassé un capital par ses pensions et ses travaux, il désire en disposer à son gré, et il demande l'autorisation de faire testament même après qu'il aura renouvelé ses vœux dans l'institut. » Grégoire XVI permet, à condition que l'institut consente. Rome, 18 juillet 1845.

(1762). *Profession nulle par défaut d'âge.* Le concile de Trente annulle la profession faite avant seize ans révolus. Ce vice n'est jamais guéri par le laps de temps. Emmanuel Robles fit profession en 1831 chez les Bénédictins de Cardena, en Espagne, grâce à un faux acte de baptême que le curé délivra aux parents. Il s'abstint de réclamer, durant la vie du curé, pour ménager sa réputation. La révolution a mis un autre obstacle. Il n'a jamais voulu recevoir les ordres. — Grégoire XVI prescrit l'enquête canonique, conformément à la bulle *Si datam* de Benoît XIV.

plica la S. V. per la restituzione in *integrum contra lapsum quinquennii*. Aggiunge poi di non avere incominciata in tempo la causa di nullità di professione per non ledere la buona fama del paroco che ancora viveva, e d'aver diferita l'istanza fino a questo punto pei noti avvenimenti di Spagna. Narra finalmente di non aver voluto ricevere nessun ordine sacro. Inteso in proposito il vicario capitolare di Oviedo alla cui diocesi appartiene; questi certifica la verità di quanto si narra in ordine alla professione, aggiungendo che quel giovane in realtà fino al 1837 e 1838 non giunse a conoscere il vizio della sua professione, e che da quel tempo in poi si è dato a una vita dissipata; per cui sarebbe da desiderarsi che questa si dichiarasse nulla, onde col matrimonio possa rimediare i suoi sconcerti.

Ex audientia SSmi die 22 augusti 1845. Sanctitas Sua facultates necessarias et opportunas concessit ordinario ad effectum conficiendi processum super causis restitutionis in integrum et nullitatis professionis, auditis quatenus fieri poterit, superioribus, et servata in substantialibus constitutione S. M. Benedicti XIV, *Si datam*, cum potestate indulgendi oratori, ut interim extra claustra remanere possit in habitu decenti, firmo voto castitatis et servatis substantialibus aliorum votorum donec nullitas suæ professionis legitime declarata non fuerit. S. vero sua mandavit processum remitti ad hanc S. C. EE. et RR. cui indulsit ut non obstante lapsu quinquennii et permanentia oratoris extra claustra, causam in plenario conventu summarie proponat atque definiat.

Romæ, etc.

1763. Ordinis mendicantium.

Michele Viale Prelà, arcivescovo di Cartagine, nunzio in Vienna, supplica la S. V. affinchè durante il tempo di detta sua nunziatura, possa concedere ai religiosi mendicanti la facoltà di ricevere in offerta il denaro e ritenerlo presso di loro onde erogarlo nei loro bisogni.

Ex audientia die 8 augusti 1845. SSmus benigne indulsit nuntio apostolico oratori Vindobonæ constituto ad quinquennium, si tamdiu in suo munere perduraverit, ut petitam facultatem enunciatis religiosis ad quinquennium concedere possit, dummodo caute se gerant, ne oriantur scandala, et præter ocasionem itineris vel missionum pecuniam deponant penes syndicum apostolicam vel amicum spiritualem.

Romæ, etc.

1764. Super dilatione professionis.

Frater Florianus Biendrayer sacerdor et minister provincialis minorum Reformatorum in regno Saxoniæ, et precise in provincia S. Crucis ejusdem regni, humiliter exponit juxta mandatum regis non posse ad professionem religiosam juvenes novitios admittere antequam hi annum vigesimum quintum ætatis expleverint neque ipsos in conventibus retinere, elapso probationis anno, cum Tridentinum id vetet, sessione XXV, c. 16; et Pius papa V die 8 novembris 1569 declaraverit, ipsos novitios saltem infra sex menses expleto tyrocinio ad professionem admittendos ore. Quare V. S. tota mente exorat, ut malo quod imminet illi minorum Reformatorum provinciæ benigniter occurrat facultatem faciendo ministro provinciali pro tempore existenti, ut possit novitios etsi nondum professos in uno vel altero ex illis conventibus retinere ad scientiarum studia, quæ interdicuntur novitiis a statutis ordinis, adsignare, ac tandem elapso anno vigesimo quinto ætatis ad professionem religiosam præfatos novitios admittere absque novo novitiatu et in conventibus ubi actu de familia commorantur.

Votum ministri generalis. Attentis quæ S. V. exponebat orator pater Florianus Biendrayer provincialis minister S. Crucis in Saxonia censet generalis minister impertiendam esse facultatem provinciali pro tempore existenti, juvenes novitios, etsi nondum professos, in conventibus retinendi, nec non ad studia scientiarum quæ juxta ordinis statuta interdicuntur novitiis adsignandi, ac tandem expleto anno vigesimo quinto ætatis ad professionem admittendi, ea tamen lege ut præfati juvenes ferant professorum suffragia secreta bis anno novitiatus, tertio antequam solemniter profiteantur, præmissis octo vel decem diebus exercitiorum spiritualium : ni aliter dijudicaverit S. V. cui se committit dum SSmos pedes deosculatur.

Ex conventu Aracœlitano 4 septembris 1845. — Fr. Aloysius a Laureto, minister generalis.

Ex audientia SSmi die 12 septembris 1845. SSmus annuit pro petito indulto ad quinquennium ea tamen lege ut præfati juvenes ferant professorum suffragia secreta bis anno novitiatus, et tertio antequam solemniter profiteantur, præmissis octo vel decem diebus exercitiorum spiritualium, facta adnotatione in singulis casibus hujus rescripti in libris professionem. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1765. Super magistro novitiorum.

Il P. Domenico della Madre di Dio, vice-provinciale dei Passionisti in Inghilterra, non avendo soggetto di età matura adattato per l'officio di maestro de' novizi, e prescrivendo le regole della sua Congregazione che chi ha da eleggersi per tal carico abbia 35 anni di età e 10 anni di religione, supplica la S. V. che voglia degnarsi di accordar la necessaria dispensa, onde possa eleggersi il P. Costantino di S. Francesco di Sales, il quale di età ha 29 anni e da nove anni si trova aver vestito l'abito della nostra Congregazione. Il nominato padre ed in Italia ed anche in Inghilterra ha esercitato fin'ora bene e con lode l'officio di vice-maestro de' novizi, ed è fornito delle qualità necessarie per far bene il maestro, e però spera l'oratore che farà un'ottima riuscita se la S. V. si degna dispensarlo.

Ex audientia SSmi die 5 septembris 1845. SSmus annuit arbitrio P. vice-provincialis pro petita habilitatione et dispensatione ad effectum de quo agitur. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1766. Super regularibus belgii.

(Bruxelles. — Nunziatura apostolica).

Eminenza Reverendissima,

Interpellatosi da me questo visitatore apostolico degli ordini regolari Mgr Corselis sull'oggetto che riguarda il veneratissimo

(1763). *Franciscains. Argent.* Mgr Viale-Prela, nonce de Vienne, obtient le pouvoir d'autoriser les religieux *mendicantes* à recevoir les offrandes en espèces et à les conserver pour leurs besoins. L'indult est donné pour cinq ans.

(1764). *Profession différée.* Le concile de Trente prescrit de faire professer les novices à l'expiration de l'an de noviciat. Une bulle de S. Pie V accorde six mois pour faire professer ou renvoyer. En Saxe, le gouvernement défend les professions avant l'âge de vingt-cinq ans. C'est pourquoi le provincial des Franciscains réformés demande la permission de placer les novices dans divers couvents hors du noviciat, de les appliquer aux études et de recevoir la profession lorsqu'ils atteindront vingt-cinq ans.

(1765). *Passionistes d'Angleterre. Maître de novices. Dispense d'âge.* Le décret de Clément VIII exige que le maître des novices ait trente-cinq ans d'âge et dix ans de profession. La S. Congrégation reçoit la demande qui suit : « Le P. Dominique de la Mère de Dieu, vice-provincial des Passionistes en Angleterre, n'ayant pas de sujet qui atteigne l'âge prescrit par les constitutions de l'ordre pour l'emploi de maître des novices, demande la dispense nécessaire pour nommer le P. Constantin de S. François de Sales, qui a vingt-neuf ans et porte depuis neuf ans l'habit de l'institut. En Italie et en Angleterre il a parfaitement rempli l'emploi de vice-maître de novices. — Grégoire XVI accorde la dispense d'âge. Rome, 5 septembre 1845.

foglio dell'Emza V. Rma dei 21 del passato luglio, mi fa risapere che non senza gravi inconvenienti potrebbe acconsentirsi alla dimanda avanzatasi dal P. commissario generale de' canonici regolari della S. Croce. Saviamente riflette che all'appoggio di questo esempio tutti gli altri ordini religiosi si metterebbero nell'impegno di ottenere una simile esenzione, e che tanto più facilmente profitterebbero della favorevole circostanza in quanto che ad essi non riesce sommamente aggradevole il trovarsi assoggettati alla giurisdizione di un prete secolare.

Il mio sentimento si accorda con quello del visitatore apostolico, essendo persuaso della giustezza de' suoi prudenti riflessi. Anche nel caso che non si assecondassero le possibili pretensioni che potrebbero sul dato esempio sollevarsi, non si riuscirebbe per lo meno ad evitare le molte inquietudini che seco trarrebbe il dispiacere di un incontrato rifiuto. Credo poi ancor più conveniente di accostarmi alla opinione del visitatore apostolico, perchè questi si è espresso di essere disposto di accordare al P. commissario generale tutte le facilitazioni e tutta la libertà perchè egli, salva la di lui autorità e giurisdizione, possa compiere nel Belgio le ordinarie sue visite.

Bruxelles, 28 settembre 1845. — Gioachino, arcivescovo di Damiata, nunzio apostolico.

1767. Dispensationis super abstinentia.

Dom Lodovico Ciolfi della Certosa di Trisulti, rispettosamente espone che stabiliti da circa un anno alcuni Certosini nel monastero di Fossa-nuova, abitato nei passati tempi dai PP. Cisterciensi Riformati, e insorto il dubbio, se in quel locale ove per anco non è stata introdotta la regolare osservanza, possa o no dagli inservienti secolari mangiarsi di grasso. Quindi per non illaqueare la coscienza dei molti artisti che faticano nei restauri del detto locale, i quali eludendo la sorveglianza dei monaci, mangiano clandestinamente di grasso. Il priore supplicante implora da V. B. che venga accordato l'indulto di potere preparare nel ridetto locale di Fossanuova, i cibi di grasso e somministrarli agli artisti che vi sono a travagliare nella fabbrica colla facoltà ai medesimi di poterne mangiare dentro il recinto di quel monastero.

Votum procuratoris generalis. Poichè la S. V. con un decreto della S. C. de' VV. e RR. de' 1844, ebbe l'alta dignazione di erigere in Certosa l'antica abbazia de' PP. Cisterciensi di Fossanuova, e che fino dai 13 gennaio 1845 andaronvi ad abitare collegialmente cinque monaci e tre conversi, non già per assistere ai restauri, ma bensì per praticarvi l'osservanza regolare, mi sembra che fin da quel punto in cui colà s'introdussero, debba considerarsi siccome stabilita canonicamente, sebbene senza alcuna formalità in quella casa la monastica clausura. I decreti di Clemente VIII e di Urbano VIII prescrivono che ogni convento abbia la sua clausura.

Ciò ammesso, per gl'istituti regolari in genere, fa d'uopo ammettere lo stesso per l'istituto Certosino in particolare, ed a questo unir pure il divieto di mangiare carne dentro le rispettive clausure, non tanto per i religiosi che ne professano l'astinenza perpetua, quanto ancora per gli estranei, sotto gravissime pene fulminate fin dai primordi dell'ordine, dalla S. Sede apostolica, sopra i contraventori. Più particolarmente poi i Sommi Pontefici Clemente XI con un suo breve degli 11 maggio 1731, e Clemente XIV, con breve dei 20 dicembre 1771, vietarono ai Certosini, sotto pena di scomunica, di permettere non che di somministrare a chicchessia di estranei, il cibo di grasso nella clausura dei loro monasteri.

Ciò non pertanto, siccome attualmente nella Certosa di Fossanuova si trovano molti artisti che faticano nei restauri della medesima, e dai quali difficilmente potrebbe esigersi che si astenessero dal mangiar carne, io son di parere che meritar possa adesione l'infrascritta istanza del priore della Certosa di Trisulti, a condizione che le carni si cucinino dai secolari in stanza separata.

Certosa di Roma, 26 novembre 1845. — F. Leone Nicolai, procuratore generale.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 28 novembris 1845. SSmus annuit arbitrio P. procuratoris generalis, pro facultate indulgendi ut in dicto monasterio durante illius reparatione pro artificibus et operariis tantum carnes coqui possint et eisdem artificibus subministrari, ita tamen ut coquantur et subministrentur a persona sæculari in locis separatis a dormitorio, refectorio et culina monachorum, et quantum fieri poterit in vicinioribus portis monasterii. Romæ, etc.

(1766). *Réguliers de Belgique. Visite apostolique.* Les chanoines réguliers de Sainte-Croix ayant demandé d'être exemptés de la visite apostolique, le nonce de Bruxelles, Mgr Joachim Pecci (actuellement Léon XIII) adressa à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers les informations suivantes: « J'ai consulté Mgr Corselis, visiteur apostolique des ordres réguliers sur la question dont parle la très-vénérée dépêche de votre Eminence en date du 21 juillet dernier. Il me répond qu'il y aurait de graves inconvénients à accueillir la demande du commissaire général des chanoines réguliers de Sainte-Croix. Il fait observer très-justement que cet exemple porterait tous les autres ordres religieux à demander la même exemption. Ils profiteraient d'autant plus volontiers de l'occasion qu'ils sont extrêmement contrariés de se trouver sous la juridiction d'un prêtre séculier. Mon sentiment est pleinement d'accord avec celui du visiteur apostolique; je suis tout à fait persuadé de la justesse de ses prudentes réflexions. Supposé que les prétentions suscitées par cet exemple ne fussent pas accueillies, on ne pourrait tout au moins éviter une foule de tracas que le refus amènerait. Je crois d'autant plus convenable de me rallier au sentiment du visiteur apostolique qu'il a exprimé l'intention de donner au commissaire général toutes les facilités et toute la liberté de faire la visite ordinaire en Belgique, sans porter atteinte à la juridiction et à l'autorité du visiteur apostolique. Bruxelles, 28 septembre 1845. »

(1767). *Chartreux. Abstinence.* Non-seulement les Chartreux doivent garder l'abstinence, mais ils ne peuvent pas tolérer que les étrangers mangent de la viande dans l'enceinte du cloître. Cette disposition est inhérente à la clôture elle-même. Dès les premiers temps de l'Ordre, les souverains pontifes ont porté de graves peines contre les transgresseurs. Clément XII, dans un bref du 11 mai 1731, et Clément XIV, dans un autre bref du 20 décembre 1771, ont défendu aux Chartreux, sous peine d'excommunication, de permettre aux étrangers, quels qu'ils soient, de prendre des aliments gras dans la clôture des monastères. — La S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit la demande suivante : « Dom Louis Ciolfi, de la Chartreuse de Trisulti, représente respectueusement que quelques religieux sont établis depuis environ un an dans le monastère de Fossanova, qui appartenait autrefois aux Cisterciens réformés. Comme l'observance régulière n'est pas encore établie, on s'est demandé si les domestiques séculiers pouvaient manger gras. Pour exonérer la conscience d'un grand nombre d'ouvriers qui travaillent aux réparations du monastère, et qui, trompant la surveillance des moines, mangent de la viande en secret, le prieur demande la permission de préparer des aliments gras pour les ouvriers, en sorte qu'ils puissent licitement faire gras dans l'enclos du monastère. — Le procureur général des Chartreux pense que la clôture canonique existe. Depuis bientôt un an cinq moines et trois convers habitent conventuellement la maison, non assurément pour surveiller les réparations, mais pour y pratiquer la vie monastique. Il faut donc croire que la clôture canonique a été établie dès le premier jour, quoiqu'aucune formalité n'ait été employée. Les décrets de Clément VIII et d'Urbain VIII veulent que chaque couvent ait sa clôture. De la clôture résulte pour les Chartreux la défense de prendre des aliments gras, soit pour les religieux qui font profession de l'abstinence perpétuelle, soit pour les étrangers. Cependant, comme il n'est pas possible d'exiger que les nombreux ouvriers qui travaillent aux constructions s'abstiennent de manger de la viande, le procureur général favorise la demande du prieur, mais il met pour condition que les séculiers fassent cuire leurs aliments dans une cuisine séparée de celle du monastère. — Grégoire accorde l'indult, à condition que la préparation des repas pour les ouvriers soit faite hors du dortoir, du réfectoire et de la cuisine des moines. Rome, 28 novembre 1845.

1768. Ordinis conventualium in Bavaria.

Il sacerdote Giovanni Schellemberg, già paroco per 15 anni ed ora da tre mesi novizio tra i minori conventuali in Wurtburgo nella Baviera, ha continuato in buona fede ad ascoltare le confessioni dopo incominciato il noviziato. Attese le ottime qualità del sudetto novizio, il ministro generale de' minori conventuali implora umilmente la sanatoria del passato, e benigna dispensa del futuro, onde possa proseguire ad ascoltare le confessioni durante il suo noviziato.

Votum procuratoris generalis. Constitutionibus ordinis cautum est neminem novitiorum tempore probationis his muneribus fungi posse quibus adjungitur necessitas agendi cum extranea quacumque persona, ideoque novitius sacerdos abstinere se debet ab audiendis christifidelium confessionibus, ne per hoc exercitium distrahatur ab observantia omnium et singulorum statutorum religionis. Sed P. Schellemberg, cum esset ætate gravis, moribus præstans et in audiendis confessionibus a plurimis annis addictus, etiam cum habitu novitiorum perseveravit in eo officio in nostra ecclesia Herbipolensi, quia existimabat id non esse prohibitum. Nunc vero re cognita, a ministro generali ordinis ut consuleretur tum exactæ observantiæ regularum pro novitiis, ac etiam bono fidelium, qui in sua pietate foventur a P. Schellemberg præsertim in illis regionibus ubi catholici mixti cum hæreticis assiduam curam et vigilantiam expostulant, necessarium et opportunum existimo elargiri sanationem præteriti novitiatus ad cautelam, et simul facultatem pro futuro de licentia ordinarii, superioris localis et magistri sui nisi aliter videbitur S. V.

Datum Romæ apud SS. XII Apostolos, die 12 julii 1845.— P. Salvator Calé, procurator generalis.

Ex audientia SSmi die 22 augusti 1845. SSmus annuit arbitrio P. ministri generalis pro facultate etiam per subdelegandum sanandi quemlibet defectum, si quis ob expositam causam in ejus novitiatu irrepserit, nec non pro habilitatione in futurum audiendi christifidelium sacramentales confessiones, dummodo ab ordinario loci approbatus fuerit, vel approbetur, scilicet debitam facultatem obtineat. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1769. Cisterciensium belgii.

Infrascripti vacantis abbatiæ B. Mariæ V. loci de Bornhem ordinis Cisterciensis communis observantiæ in archidiœcesi Mechliniensi in Belgio superior ac monachi S. Congregationi ea qua decet reverentia, exponunt ut sequitur :

Anno Domini 1844 die 11 mensis novembris in loco solito capitulariter congregati deliberavimus de contractu ineundo cum abbatia Vallis-Dei, ejusdem ordinis in diœcesi Leodiensi in Belgio ad effectum impediendi ne hæc abbatia e qua duo tantum iique senio confecti monachi supersunt, penitus intereat, sed e contra reviviscat et refloreat. Audito prius Illmo ac Rmo Corselis visitatore ac delegato apostolico eoque totum negotium laudante et adprobante. Hujus contractus articuli sunt sequentes:

1. Religiosi ad abbatiam Vallis-Dei ex abbatia B. Mariæ loci de Bornhem mittendi post sufficiens probationis tempus ibidem incorporabuntur.

2. Quoniam communitas Vallis-Dei sufficientia, unde subsistere possit, media non habeat, abbatia B. M. V. loci S. Bernardi sequentia ei per modum eleemosynæ cedet.

1. Statim summam bis mille francorum numerata pecunia.

2. Tot effectus publicos (fonds publics) ut dent interesse quinque millia francorum. Effectus tamen illi tamdiu in abbatia B. M. loci S. Bernardi depositi remanebunt (periculo tamen Vallis-Dei) et administrabuntur a provisoribus utriusque abbatiæ quamdiu id necessarium judicaverit delegatus apostolicus visitator ordinum Regularium in Belgio.

Die 31 decembris cujusque anni solvetur illa summa inchoando a 31 decembris 1844.

3. Ex utensilibus, maxime quæ ad ecclesiæ servitium spectant, ea dabuntur quæ superior abbatiæ B. M. V. loci S. Bernardi de consensu sui conventus concedi posse judicabit.

4. Si familia abbatiæ Vallis Dei umquam existere canonice desinat, omnia bona sua ad abbatiam B. M. V. loci S. Bernardi revertentur.

4. In abbatia Vallis-Dei easdem quas nunc in abbatia B. M. V. loci S. Bernardi constitutiones observabunt, salvis tamen mutationibus a S. Sede in adprobatione earum forsitan faciendis aut per specialem dispensationem obtinendis.

Deliberationes super hoc negotium locum habuerunt tribus distinctis vicibus. Primo quidem die 9 mensis octobris ejusdem anni cum præfatus Illmus Dnus delegatus apostolicus P. Corselis visitationem institueret, restauratio abbatiæ Vallis-Dei in capitulo a superiore proposita fuit, monitique sunt religiosi ut mentem suam desuper visitatori apostolico aperirent. Deinde die 31 ejusdem mensis et anni in capitulo omnium inspectioni expositum fuit scriptum, conditiones de quibus deliberandum esset continens, monitique sunt religiosi ut eas examinarent et observationes suas, si quas haberent, superiori communicarent, quod scriptum juxta variorum observationes a superiore modificatum fuit et redactum ad formam superius expressam. Sicque modificatum rursum in capitulari loco omnium inspectioni patuit per integrum diem 10 mensis novembris, et sequenti die 11 novembris in capitulo comparuerunt tum infrascripti tum alii qui extra monasterium curæ animarum vacant, et ob locorum distantiam non comparuerunt, declararunt tamen sese omnia adprobare quæ pluralitate votorum statuenda erant et præter hos 18 nullus est qui de jure vocem in capitulo habet. Postquam ergo præsentes capitulariter congregati essent, superior simpliciter, sine præstatione juramenti ad scrutinium de singulis supradicti contractus articulis processit, juxta formam quæ prout a majoribus accepimus antiquitus in abbatia B. M. V. loci S. Bernardi servabatur, quæque est hujusmodi. Suffragia dantur per globulos albos et nigros immissos in capsulam clausam, quam singulis offert cantor. Omnibus suffragiis collectis, cantor cum illo monacho, qui ordine admissionis ad habitum senior est ad capituli præsidem accedit, et hi tres et nullus alius suffragia inspiciunt, ac tum capituli præses sine ullo juramento palam pronuntiat scrutinium fuisse favorabile vel contra ; non tamen exprimit numerum votorum favorabilium vel contrariorum.

Scrutinio itaque hoc modo peracto, de singulis supradicti contractus articulis ad singulos pronuntiavit superior scrutinium fuisse favorabile ac consequenter contractum tamquam a conventu admissum haberi. Verum quoniam in eo agitur de bonorum eorum alienatione quæ juxta bullam Bened. XII *Fulgens stella* ad effectum perduci nequit sine S. Sedis consensu, ideo recursum habent infrascripti ad hanc S. Congregationem supplicantes:

1. Ut requisitus S. Sedis concedatur consensus. 2. Ut si in

(1768). *Novice. Confession. Conventuels de Bavière.* Un novice doit éviter tout rapport avec les étrangers. Il ne peut donc remplir le ministère de la confession. Un prêtre de Bavière, curé durant quinze ans, est entré au noviciat des Conventuels de Wurtzbourg, et il a continué de bonne foi d'entendre les confessions des fidèles. Attendu les excellentes qualités du novice, le général demande l'absolution quant au passé, et la dispense pour l'avenir, en sorte que le novice puisse continuer de confesser durant son noviciat. — Grégoire XVI accorde l'indult. Rome, 22 août 1845.

(1769). *Cisterciens. Belgique.* Les religieux de Val-Dieu, diocèse de Liége, cèdent leur abbaye aux Cisterciens de Bornhem. Le présent décret ratifie les conditions de cette cession.

toto hoc negotio aliquid de jure essentialiter requisitum prætermissum sit, defectum hunc benigne sanare et super eum dispensare dignetur.

In fidem expositorum et petitorum præsens instrumentum propria manu subscripsimus, etc.

Ex audientia SSmi die 8 augusti 1845. SSmus annuit arbitrio visitatoris apostolici pro approbatione enunciatæ cessionis cum expressis pactis et conditionibus. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1770. Super ordinatione oblati.

L'abbate di governo del monastero de' Cassinesi di Novalese, diocesi di Susa, espone che un tale fra Antonio Macchia di Montoglio (diocesi di Casale) già converso non professo in detto monastero, venne ammesso fra i coristi in qualità di oblato, e che l'abbate suo antecessore gli conferì la tonsura e gli ordini minori. L'ordinato Macchia ha esercitato gli ordini illegittimamente conferiti per mancanza di autorità nell'ordinante, estendendosi il privilegio degli abbati degli ordini monastici ai soli sudditi propriamente detti, cioè ai professi, e non agli oblati.

Interpellato in proposito l'Emo sig. Card. Bianchi, questi con solide ragioni addimostra come l'ordinazione sia valida ma illecita; per cui abbisogna il medesimo di essere assoluto e riabilitato dalla S. Sede. È poi di parere che non gli si debba negare la grazia essendo avvenuto un tale sconcerto non per dolo, ma per l'ignoranza sì dell'ordinato come dell'abbate ordinante già defonto.

Perchè poi il Macchia assoluto e riabilitato possa essere promosso agli ordini sacri, è d'uopo che si provveda di titolo, non essendo religioso professo, ed è d'uopo che per l'ordinazione dipenda dal proprio vescovo di origine che è quello di Casale o da quello di Susa ordinario del suo domicilio, a tenore de' SS. canoni.

Anche il P. abbate è favorevole.

Ex audientia SSmi diei 22 augusti 1845. SSmus annuit arbitrio P. abbatis gubernii pro facultate etiam per subdelegandum præfatum oblatum a censuris et pœnis ecclesiasticis ob præmissa fortasse incursis absolvendi, et cum eodem super inhabilitate et irregularitate dispensandi, nec non illum ad ordines sacros suscipiendos habilitandi, ita tamen ut in ordinibus suscipiendis serventur de jure servanda tam quoad dependentiam a proprio ordinario ad formam constitutionis Innocentii XII incipient. *Speculatores,* tum relate in reliquis omnibus quæ a SS. canonibus præscribuntur. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1771. Super reclusione in conventibus.

Non sono rare le circostanze onde richiamare al dovere

cuni ecclesiastici di questa archidiocesi (di Ferrara) e rimuovere dal gregge affidatomi ogni ammirazione e scandalo, per obbligo del mio pastorale officio, mi trovo costretto a punirli in via correzionale, ed alcune volte per maggiori delitti a sottoporli ben ancora a formale processo.

Pel passato in simili occasioni i miei predecessori, non essendovi qua le carceri proprie per gli ecclesiastici, nè locale atto a formarvele, mandarono i delinquenti od inquisiti nelle famiglie religiose, o perchè nel ritiro e nel silenzio del chiostro riformassero i loro costumi, o perchè ristretti in qualche stanza soggiacessero ai procedimenti necessari per avverare le imputazioni di cui erano colpiti. Infatti, per tacere di altri esempi, il mio antecessore l'Emo Rmo sig. Card. Della-Genga nel 1840, ordinò che il sacerdote Antonio N. fosse tradotto nel convento dei PP. capuccini di questa città come casa di stretta osservanza, e dove espiando la propria pena, vi rimase per più di due anni. Anche io sull'esempio de' miei predecessori in tre circostanze mandai per alquanto tempo in via correzionale alcuni sacerdoti al convento de' PP. capuccini, alla casa dei signori della Missione ed anche al convento degli Agostiniani scalzi.

Oggi per altro le dette religiose famiglie, communicandomi gli ordini dei loro rispettivi superiori di non potere cioè ricevere in appresso per gli indicati motivi verun ecclesiastico, si scusano di non potere aderire a' miei giusti desideri. In tale angustiante situazione che dovrò io fare? Farli tradurre nelle pubbliche carceri con sommo disdoro del carattere sacerdotale, in questi tempi nei quali i maligni prendendo occasione dalle cose anche le più innocenti, parlano così male del sacerdozio? Ad evitare pertanto questi due perniciosissimi estremi, prego vivamente V. E. a far sì che codesto S. consesso abbia la degnazione di ordinare che in appresso i RR. PP. capuccini

(1770). *Bénédictins. Oblat. Ordination.* L'abbé ne peut conférer la tonsure et les ordres mineurs qu'à ses propres sujets, c'est-à-dire aux choristes profès. Un Oblat doit demander les dimissoires de l'ordinaire, soit origine soit domicile. L'abbé de Novalese, diocèse de Suse, représente qu'un nommé Antoine Macchia, du diocèse de Casal, étant novice convers, fut admis parmi les profès en qualité d'oblat, et le précédent abbé lui conféra la tonsure et les ordres mineurs. Antoine a exercé les ordres qui lui ont été illégitimement conférés. Le cardinal Bianchi, protecteur, montre par de bonnes raisons que l'ordination a été valide mais illicite. L'absolution et la réhabilitation sont par conséquent nécessaires. Pour recevoir les ordres majeurs, l'Oblat devra présenter un titre canonique d'ordination et obtenir les dimissoires de son évêque, soit celui de Casal dans le diocèse duquel il est né, soit celui de Suse, ordinaire du lieu dans lequel il réside. — Grégoire XVI accorde l'absolution, la réhabilitation, et recommande d'observer la constitution *Speculatores* du pape Innocent XII. Rome, 22 août 1845.

(1771). *Réclusion des ecclésiastiques séculiers dans les couvents.* Les réguliers doivent-ils accueillir les ecclésiastiques que les évêques envoient à titre de punition correctionnelle, ou comme mesure paternelle? La question est tranchée dans une lettre que le cardinal Cadolini, archevêque de Ferrare, adressa à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers : « Assez souvent, pour rappeler au devoir quelques ecclésiastiques du diocèse et faire cesser la surprise et le scandale, le devoir de ma charge pastorale m'oblige de les punir correctionnellement, et parfois les délits exigent un procès formel. N'ayant pas de prison particulière pour les ecclésiastiques ni de local pour cela, mes prédécesseurs envoyèrent les coupables ou les prévenus dans les communautés religieuses, pour que dans la retraite et le silence du cloître ils pussent amender leur conduite, ou bien que, confinés dans une pièce séparée, ils fussent soumis aux enquêtes nécessaires pour élucider les choses dont ils étaient accusés. En effet, pour ne citer qu'un exemple, mon prédécesseur immédiat, le cardinal Della Genga, en 1840, ordonna de transporter au couvent des Capucins de Ferrare Antoine N. prêtre, lequel y demeura plus de deux ans pour expier sa peine. En ce qui me concerne, j'ai fait de même en trois circonstances, en envoyant correctionnellement quelques prêtres au couvent des Capucins, ou chez les prêtres de la Mission, et même au couvent des Augustins déchaussés. Actuellement ces communautés me communiquent des ordres de leurs supérieurs qui leur défendent de recevoir désormais les ecclésiastiques pour les motifs susdits, et elles s'excusent de ne pouvoir condescendre à mes justes désirs. Que devrai-je faire dans une situation si affligeante? Faire traduire les ecclésiastiques dans les prisons publiques, au grand déshonneur du caractère sacerdotal? Afin d'éviter cette douloureuse extrémité, je prie vivement votre éminence de faire en sorte que la S. Congrégation veuille bien ordonner que les révérends pères Capucins de Ferrare reçoivent désormais dans leur couvent, comme celui où l'observance est la plus rigoureuse et qui est le plus commode, les ecclésiastiques que j'enverrai. Toutes les dépenses seront ponctuellement payées par ces ecclésiastiques ou par moi. » — La S. Congrégation accorde, en ce qui concerne quelques jours de retraite; elle n'envisage pas le cas de la réclusion correctionnelle ou criminelle. Elle écrit au général des Capucins que « l'archevêque de Ferrare ayant parfois besoin de faire faire les exercices aux personnes qui ont commis quelque faute, la S. Congrégation désire que ces personnes soient reçues dans le couvent des Capucins de Ferrare, sans aucune charge pour le couvent. Rome, 8 août 1845. »

di questa città abbiano da ricevere nel loro convento come quello di maggiore e più stretta osservanza e per la sua comodità all'uopo più atto, gli ecclesiastici che da me saranno ivi mandati. Le spese tutte saranno puntualmente pagate dai medesimi ecclesiastici o da me stesso.

Ferrara li 23 giugno 1845. — Card. Cadolini.

Scribatur P. ministro generali capucinorum ad mentem: che occorrendo all'arcivescovo di Ferrara alle volte di mandare a fare gli esercizi delle persone che hanno commesso qualche mancanza, questa S. C. desidera che li medesimi sieno ricevuti nel convento de' capuccini di Ferrara, senza però alcun pregiudizio nell'interesse; e perciò V. P. farà conoscere al superiore di quel convento la mente di questa S. C.

Romæ, 8 augusti 1845.

1772. Super translatione monasterii trappensium.

Abbatia Gardiensis ordinis Cisterciensis, desinente ultimo seculo magna ex parte diruta, anno 1816 in abbatiam secuncundum reformationem de Trappa iterum erecta est. Sed magna semper egestate laboravit, tum quia non parvas perpessa est calamitates, tum quia soli malitia victum non suppeditat, unde regularia loca reficiendi copia huc usque non fuit.

Præterea non satis removetur a strepitu et conturbatione hominum; nam una ex parte sub ipsis mœnibus via publica nuper patefacta est; altera vero parte canalis adhærens navium onerariorum frequentia sternitur; denique medium viridarium dividet via ferrea (*chemin de fer*) auctoritate publica mox conficienda.

Quibus permotus abbas hujus loci, post multas indagationes alium opportuniorem locum supra omnem spem, Deo protegente, reperit, scilicet antiquam celeberrimamque abbatiam a septem fontibus (*Sept fons*) in diœcesi Molinensi sitam, cujus præcipua ædificia remanent integra, septa quatuor fere millibus spatiosa firmissima maceria per circuitum claudit, forisque adjacentes campi latissimi ingenti hominum multitudini operam ac victum facillime ministrabunt. Et quod magis juvat, quos abscondit Deus in abscondito faciei suæ, profundissimum silentium locum vastæ solitudinis, sed non horroris, præsertim cum inhabitabitur a viris et canentibus et dantibus laudem Deo.

Quæ omnia pacto admodum commodo comparandæ offeruntur. Huic proposito favent Illmus Molinensis episcopus, magistratus, provinciæ præfectus et populus, jamque de novorum incolarum adventu sibi gratulantur. Quæ cum ita sint, abbas Gardiensis ad pedes V. S. humiliter provolutus, enixe rogat atque obtestatur, ut translationi monachorum supradictæ abbatiæ in cœnobium cui nomen septem fontium (*Sept fons*) benigne annuat, suaque potestate apostolica eamdem confirmare, idemque antiquissimum monasterium rursus abbatiæ titulo insignire, et tamen omnes prærogativas ac privilegia Gardiensi abbatiæ annexa illuc transferre dignetur.

Juxta antiquas ordinis nostri constitutiones, fundare, mutare, transferre abbatiam, ad capitulum generale pertinet; sed cum nunc temporis non celebretur capitulum et periculum esset in mora, ut norunt omnes qui versantur in diœcesi Molinensi, hinc directe ad supremam Vestræ Sanctitatis auctoritatem confugiendi necessitas fuit, cujus observ. obseq. dev. atque humil. servit. et filius in Christo F. Stanislaus orator et abbas Gardiensis. — Datum in abbatia nostra Gardiensi diœcesis Ambianensis in Gallia, die 2 augusti 1845.

(1772). *Trappistes. Abbaye du Gard. Translation a Sept-Fons.* La supplique de l'abbé du Gard, la lettre de l'évêque d'Amiens et celle de l'évêque de Moulins expriment les motifs qui exigèrent la translation.

Litteræ Illmi episcopi Ambianensis. Nos Joannes Maria episcopus Ambianensis, viso supplici libello ad sanctam apostolicam Sedem directo de translatione abbatiæ monachorum Trappistarum, vulgo *du Gard* in nostra diœcesi degentium, ad cœnobium cui nomen *Septem fontes* in diœcesi Molinensi, dolentes in Domino eos non amplius in nostra diœcesi ad Dei gloriam et proximi ædificationem manserunt, votis eorum annuimus, nec non spei melioris cœnobii status ipsorumque religionis amplificandæ; quapropter eorum preces S. Sedi apostolicæ omni studio commendamus.

Datum Ambiani, die 27 augusti 1845. — Joannes episcopus Ambianensis.

Litteræ episcopi Molinensis. Le diocèse de Moulins, d'érection récente et dont j'ai l'honneur d'être institué premier évêque par l'autorité du Saint-Siége apostolique et le concours du gouvernement français, est sur le point d'avoir à recevoir sur son territoire le précieux établissement du monastère de Sept-fonts, lequel dépendait de l'antique et célèbre abbaye de la Trappe, ordre de Cîteaux, et suivait la réforme du Rme abbé de Rancé. Ledit monastère de Sept-fonts, habité et sanctifié par la présence de tant de saints religieux, avait subi le malheureux sort de toutes les communautés religieuses dévastées et devenues désertes pendant la tourmente suscitée en France par l'esprit révolutionnaire. Il est en ce moment près d'être rétabli et rendu à sa première destination, grâce au rév. P. Stanislas, recteur actuel de l'abbaye du Gard, diocèse d'Amiens, qui entreprend de le relever de ses ruines et d'y transporter sa communauté, que des circonstances survenues et indiquées dans la pétition ci-contre adressée à Votre Sainteté obligent de changer de demeure et de s'établir dans une localité plus convenable et plus solitaire, où les enfants de S. Bernard et de Rancé puissent s'efforcer de marcher sur les traces de leurs prédécesseurs.

L'évêque de Moulins ne saurait trop exprimer combien son diocèse se trouvera favorisé et enrichi par les bénédictions célestes que la renaissance du merveilleux établissement de Sept-fonts ne saura manquer de lui procurer; aussi quelle extrême satisfaction et consolation éprouve pour son compte son premier évêque d'avoir, avant de terminer sa longue carrière, à l'illustrer, en secondant de tous ses efforts la translation de l'abbaye du Gard et son introduction dans le diocèse de Moulins, qu'il aurait à munir de son approbation particulière, à la suite des pouvoirs apostoliques que le rév. père Stanislas aspire à obtenir et sollicite avec ardeur à l'effet de confirmer ladite translation des moines de l'abbaye du Gard dans le monastère de Sept-fonts, d'investir de nouveau ce très-ancien monastère du titre d'abbaye et d'y annexer les prérogatives et priviléges dont est en possession l'abbaye du Gard.

Daignez agréer, très-saint Père, les très-humbles et non moins vives instances à l'appui qu'ose présenter, en se prosternant aux pieds de Votre Sainteté, le plus soumis, le plus obséquieux et le plus religieusement dévoué serviteur et fils en J.-C. — Antoine, évêque de Moulins.

Rescriptum pontificium. Ex audientia SSmi die 21 novembris 1845. SSmus annuit arbitrio episcopi Molinensis et Ambianensis pro facultate confirmandi et approbandi petitam translationem monasterii et monasticæ familiæ in monasterium a Septemfontibus nuncupatum cum titulo abbatiæ, ac aliis privilegiis, prærogativis et oneribus, quæ abbatiæ Gardiensi adnexa erant. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1773. Super defectu ætatis.

Essendo stato accettato nella Compagnia di Gesù il giovane

(1773). *Dispense d'âge.* Les convers ne peuvent être admis avant

Enrico Ginnasi per fratello coadjutore, e non avendo ancora compito i 20 anni di sua età quali si richieggono, si dimanda la dispensa per l'ingresso nella religione.

Ex audientia SSmi diei 14 novembris 1845. SSmus annuit arbitrio P. præpositi generalis pro petita dispensatione. Contrariis quibuscumque obstantibus.

Romæ, etc.

1774. Ordinis olivetanorum.

Decretum. — Inter maximas summi pontificatus sollicitudines Romani pontifices oculos suos ad regulares familias sedulo convertere solent, ut selecta ejusdem gregis pars in vinea Domini prospere feliciterque vigeat atque floreat; et si fortasse inimicus homo zizania superseminaverit, omnino convellant. Cum igitur in congregatione Olivetana tam ob monachorum defectum, quam ob temporum vicissitudines aliasque peculiares circumstantias regularis observantiæ fervor in dies tepesceret et monastica disciplina collaberetur, Leo XII et Pius VIII, pontifices maximi omnem curam adhibuerunt ut ingruentia mala depellerent. Verum quod prælaudati pontifices perficere minime potuerunt, omni sollicitudine curandum esse duxit SSmus D. N. Gregorius PP. XVI, cujus jussu die 22 junii 1835 ad collapsam regularem disciplinam in ea religiosa familia instaurandam, et ad quietem denique eidem restituendum, saluberrimum latum est decretum.

Sed non sine maximo animi sui mœrore Sanctitas Sua deinceps accepit, latum decretum pene oblitum esse, et monasticam disciplinam minime restitutam, quin imo statum illius Congregationis in deterius ruere. Ne igitur ullo modo deesset Congregationi quæ inclytam florentemque olim ordinis sancti Benedicti partem constituebat, iterum auctoritate apostolica eidem occurrit, ac archiepiscopos Panormi, Florentiæ et Januæ visitatores monasteriorum deputavit ut de Olivetanæ familiæ statu inquirerent atque referrent. Acceptis igitur visitationis actis, aliisque relationibus, auditisque nonnullis S. R. E. cardinalibus ex Sacra Congregatione Episcoporum et Regularium delectis, novum decretum per eamdem S. Congregationem edendum mandavit, confidens Olivetanæ familiæ alumnos, memores suæ professionis tandem aliquando decori instituti, et regularis disciplinæ instaurationi, deposito quolibet partium studio, pro viribus prospecturos. Itaque SSmus Dnus hæc, quæ sequuntur, statuit atque decrevit.

1. In electione superiorum generalium, abbatum monasteriorum, aliorumque superiorum, et officialium nulla imposterum ratio habeatur cujuscumque alternativæ, vel sectionis.

2. Duo tantum ob exiguum monachorum numerum visitatores eligantur.

3. Abbas generalis habeat etiam monachum cancellarium; et ipse cum duobus visitatoribus ac cancellario in monasterio montis Oliveti majoris residere debeat.

4. In sacra peragenda visitatione secum ducat unum ex visitatoribus et cancellarium.

5. Monachi omnes in psalmodiam, ecclesiasticas exercitationes, solitudinem et silentium quæ monasticam vitam maxime fovent, toto animo incumbant.

6. Singuli monachi, nemine excepto, in egrediendo et ingrediendo benedictionem a præside monasterii omnino accipiant.

7. Habitum regularem, et ab omni prorsus levitate alienum etiam in itinere induant.

8. In quovis monasterio sit una mensa, eaque omnibus communis; ex eaque nemini liceat quidquam etiam sub titulo charitatis reservare et extraneis distribuere.

9. De peculiaribus nummis et livellis monachorum serventur constitutiones ordinis, et decreta hujus S. Congregationes in iis omnibus, quæ ad eorum depositum et erogationem pertinent.

10. Monachi omnino vetantur privatas domus frequentare, atque etiam a laicorum consuetudine se contineant, nisi rationabilis causa intercesserit.

11. Novitiatus in monasterio Quarti statim aperiri poterit: in monasteriis vero montis Oliveti majoris, et Panormi, quando decreta visitationis, et hujus Sacræ Congregationis executioni demandata fuerint et regularis observantia restituta, super quibus expectandum erit judicium hujus Sacræ Congregationis.

12. Novitiatus in loco clauso et seorsim a monachis professis constituantur; et in iis religiose observentur decreta sacri concilii Tridentini, et constitutiones apostolicæ et statuta ordinis, eaque præsertim quæ a Clemente VIII, super receptione et educatione novitiorum præscripta sunt.

13. In monasteriis ubi novitiatus positus est scholæ habeantur, studiaque bene sint ordinata; et lectores, qui quantum fieri poterit, ex monachis deligantur, sint probati et idonei.

14. Superior generalis et abbates præsules monasteriorum attentius pervigilent ut regulæ et constitutiones ordinis accurate ab omnibus observentur.

15. Idem superior generalis, et abbates præsules monasteriorum curare omnino debeant, ut hoc decretum statim in singulis monasteriis executioni demandetur, illudque monachi diligenter servent. Ac propterea superiores monasteriorum quelibet anno de illius observantia ad superiorem generalem; iste vero ad hanc S. Congregationem episcoporum et regularium referat. Idem superior generalis de executione ejusdem decreti in sacra visitatione sedulo inquirat, et quatenus minime servari compererit, efficaciter illius observantiam urgeat, etiam implorata, si opus fuerit, hujus S. Congregationis auctoritate. Ut autem omnibus semper innotescat, superiores singulorum, sub pœna privationis vocis activæ et passivæ, illud quotannis tempore exercitiorum spiritualium semel in refectorio legere faciant.

16. Hoc autem decretum Sanctitas Sua publicari, et ab omnibus ad quos spectat servari mandavit. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex S. Congregatione Episcoporum et Regularium, die 15 novembris 1845. — P. Card. Ostinius, præfectus. — C. archiepiscopus Pergensis, secretarius.

1775. Ordinis B. M. de mercede.

Fr. Joachinus Ruiz, vicarius provincialis Alparchiæ, visitator ordinis M. V. de Mercede in Mexicana republica ad pedes S. V. maxima cum reverentia provolutus supplex exponit.

'Age de vingt ans révolus. Henri Ginnasi, voulant entrer chez les Jésuites, obtient la dispense.

(1774). *Olivétains. Décret général. Réforme.* Léon XII et Pie VIII ont pris des mesures pour rétablir la régularité de l'institut des Olivétains. Grégoire XVI prescrit les dispositions suivantes: 1. L'alternative est abolie pour l'élection des supérieurs. 2. L'institut aura deux visiteurs généraux. 3. Le général, les deux visiteurs et le chancelier résideront à Mont-Olivet. 4. Le général faisant la visite sera accompagné d'un visiteur et du chancelier. 5. Psalmodie, exercices spirituels, solitude, silence. 6. Ne pas sortir du couvent sans demander la bénédiction du supérieur. 7. Porter l'habit, même en voyage. 8. Table commune. 9. Pensions particulières des religieux. 10. Défense de fréquenter les séculiers. 11, 12 et 13. Noviciat. 14. Vigilance des supérieurs pour faire observer les statuts. 15. Exécution du présent décret, lequel devra être lu pendant la retraite de chaque année. Rome, 15 novembre 1845.

(1775). *République mexicaine. Ordre de Notre-Dame de la Merci.* Les constitutions défendent absolument d'employer les biens affectés au rachat des esclaves à d'autres œuvres de charité. Ces ressources n'ayant plus d'emploi à l'heure qu'il est, le vice-provincial obtient la permission de les consacrer aux missions. Rome, 28 novembre 1845.

Quod in præfati ordinis constitutionibus distincte præcipitur universis fratribus sub pœna excommunicationis majoris et privationis vocis activæ et passivæ et ulterius virtute formalis obedientiæ et privationis officiorum, atque inhabilitatis ad illa in perpetuum ut redemptionis bona nulla ratione vel pretextu ad alia etiam indigentiæ, aut cujuscumque pietatis transferant, seu transferri permittant, nisi ad usus effectivæ redemptionis.

Sed ex aliqua circumstantia nunc ista bona non amplius impenduntur ad captivorum redemptionem; idcirco orator S. V. humiliter precatur pro facultate ut possint superiores conventuum dictæ provinciæ de consensu etiam definitoris provincialis prædictæ Redemptionis bona adhibere ad impendia missionum quandiu peragenda non sit captivorum redemptio nec in bella adversus barbaros indos infideles.

Ex audientia SSmi 28 novembris 1845. SSmus annuit pro petito indulto ad sexennium juxta preces. — C. archiepiscopus Perg. secretarius.

Romæ, etc.

1776. Super bonorum dispositione.

Minister provincialis ordinis Minorum S. Francisci recollectorum provinciæ S. Josephi Belgii humillime exponit, quod volens quidam novitius ejusdem provinciæ sibi subjectus paucis diebus ante finem novitiatus disponere juxta regulam de rebus suis in favorem sororis suæ infirmæ, debuit de notarii judicio cum habitu accedere ad loca parentum suorum; cum autem discreti conventus novitiatus judicabant rem moram non pati, ipsum dimiserunt sine oratoris et conventus Trudonensis discretorum consensu, quod tamen statuta generalia, cap. 1, § 2, n. 2, requirunt, existimantes locum esse epikeiæ. Cum autem lex illa utpote irritans non admittat epikeiam supplicat S. V. ut pro sua benignitate dignetur sanare quemcumque defectum, ita ut licite et valide possit præfatum novitium ad solemnem professionem admittere.

Votum procuratoris generalis. — Circa bonorum tyronum dispositionem ultimæ voluntatis, præceptum regulæ est, conventus fratres et eorum minister, ne solliciti sint de rebus suis temporalibus ut libere faciant (tyrones) de rebus suis quidquid Dominus inspiraverit eis. Hinc utens ex una parte, tyro, de quo in precibus jure suo disponens de rebus suis in favorem sororis suæ infirmæ, et cum juxta Belgii leges civiles hoc suum explere nequiret propositum, nisi se coram notario gubernii sisteret, et bona fide putantes ex altera ut asseritur, discreti conventus novitiatus nullam pati moram accessum tyronis ad publicum notarium, ita ut autumarent haud præstolandum fore consensum ministri provincialis et discretorum conventus Trudonensis, indulgentia digni habentur tam mittentes quam missus; ideoque preces oratoris exaudiendas esse reor et quemcumque incursum hac in discretorum et tyronis operatione sanandum fore defectum, nisi aliter sapientissime disposuerit. — Datum ex conventu S. Francisci ad Ripam Tyberis, die 20 novembris 1845. — Fr. Venantius a Celano, procurator generalis.

Ex audientia SSmi 21 novembris 1845. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita sanatione, emissa a præfato novitio declaratione in forma juris valida sese hujusmodi indulto uti velle, quæ una cum præsenti rescripto et decreto executoriali servetur in archivo, facta adnotatione in libris professionis.

Romæ, etc.

(1776). *Belgique. Récollets. Noviciat interrompu.* Un novice est sorti du couvent pour passer un acte devant notaire dans le but de disposer de ses biens en faveur de sa sœur. Les statuts exigent en pareil cas l'agrément du provincial et de son conseil. Grégoire XVI accorde la dispense. Rome, 21 novembre 1845.

1777. Super ordinatione.

L'ordine de' canonici Regolari della SS. Trinità è ridotto ad una sola casa esistente in Palermo; conseguentemente non essendovi provinciale manca di chi è autorizzato a dare dimissorie *ad ordines* a norma del decreto della S. M. di Clemente VIII. In tale stato di cose, dovendosi promuovere tanto agli ordini minori come ai sacri, il chierico professo don Giuseppe Ciminnita, il superiore di quella casa don Gaetano Garazio, supplica la S. V. per l'autorizzazione di potergli spedire le analoghe dimissorie.

Nell'anno scorso in altro simile caso si rivolse il predetto P. Garazio alla S. V. e dietro agli ordini dati nell'udienza del 6 dicembre fu spedito in favore del chierico D. Andrea Traina il decreto seguente: « SSmus annuit pro facultate concedendi dimissorias præfato clerico jam in dicto ordine professo ad formam tamen decreti Clementis VIII, diei 15 martii 1595.

Ex audientia SSmi 14 novembris 1845. SSmus annuit pro facultate concedendi dimissorias præfato religioso in dicto ordine professo ad formam tamen decreti Clementis VIII, diei 15 martii 1595.

Romæ, etc.

(1777). *Chanoines réguliers de la Sainte-Trinité de Palerme. Ordination.* Il n'existe plus qu'une maison de l'institut; on n'a donc aucun provincial qui délivre les dimissoires. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit la demande qui suit: « L'ordre des chanoines réguliers de la Sainte-Trinité ne possède plus qu'une maison qui est à Palerme. De là vient qu'à défaut du provincial il n'y a plus personne qui ait le pouvoir de donner les dimissoires *ad ordines*, conformément au décret de Clément VIII. Comme il y a lieu de conférer les ordres mineurs et majeurs à dom Joseph Ciminnita, clerc profès, le supérieur de la maison demande à votre sainteté la permission de lui délivrer les dimissoires voulus. L'an dernier, ledit supérieur a obtenu un pareil indult pour dom André Traina. — Grégoire XVI autorise le supérieur de Palerme à délivrer les dimissoires conformément au décret de Clément VIII du 15 mars 1595. Rome, 14 novembre 1845.

(*La suite prochainement.*)

MÉLANGES

Encyclique du saint-père Léon XIII aux évêques du monde catholique. — Bulle d'érection de la hiérarchie épiscopale en Écosse. — Diverses lettres du saint-père. — Décrets des SS. Congrégations. — Documents.

Encyclique du saint-père Léon XIII aux patriarches, primats, archevêques et évêques ayant la grâce et la communion du siége apostolique.

Le premier article de cette livraison des *Analecta* renferme des indications complètes sur les encycliques que les souverains pontifes ont l'usage d'envoyer aux évêques *initio pontificatus*. Grégoire XVI différa un an et demi l'envoi de sa circulaire. Le saint-père Léon XIII a fait paraître la sienne deux mois après son élection. Voici ce document :

SS. Domini nostri Leonis divina providentia papæ XIII epistola encyclica ad patriarchas, primates, archiepiscopos et episcopos universos catholici orbis, gratiam et communionem cum apostolica sede habentes. — Vener. fratribus patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis universis catholici orbis gratiam et communionem cum apostolica sede habentibus Leo PP. XIII. Venerabiles fratres, salutem et apostolicam

benedictionem. Inscrutabili Dei consilio ad apostolicæ dignitatis fastigium licet immerentes evecti, vehementi statim desiderio ac veluti necessitate urgeri nos sensimus, vos litteris alloquendi, non modo ut sensus intimæ dilectionis nostræ vobis expromeremus, sed etiam ut vos in partem sollicitudinis nostræ vocatos, ad sustinendam nobiscum horum temporum dimicationem pro Ecclesia Dei et pro salute animarum, ex munere nobis divinitus credito confirmaremus.

Ab ipsis enim nostri pontificatus exordiis tristis nobis sese offert conspectus malorum quibus hominum genus undique premitur: hæc tam late patens subversio supremarum veritatum quibus, tamquam fundamentis, humanæ societatis status continetur: hæc ingeniorum protervia legitimæ cujusque potestatis impatiens; hæc perpetua dissidiorum causa, unde intestinæ concertationes, sæva et cruenta bella existunt; contemptus legum quæ mores regunt justitiamque tuentur; fluxarum rerum inexplebilis cupiditas et æternarum oblivio usque ad vesanum illum furorem, quo tot miseri passim violentas sibi manus inferre non timent, inconsulta bonorum publicorum administratio, effusio, interversio; nec non eorum impudentia qui, cum maxime fallunt, id agunt, ut patriæ et libertatis et cujuslibet juris propugnatores esse videantur; ea denique quæ serpit per artus intimos humanæ societatis lethifera quædam pestis, quæ eam quiescere non sinit, ipsique novas rerum conversiones et calamitosos exitus portendit.

Horum autem malorum causam in eo præcipue sitam esse nobis persuasum est, quod despecta ac rejecta sit sancta illa et augustissima Ecclesiæ auctoritas, quæ Dei nomine humano generi præest, et legitimæ cujusque auctoritatis vindex est et præsidium. Quod cum hostes publici ordinis probe noverint, nihil aptius ad societatis fundamenta convellenda putaverunt, quam si Ecclesiam Dei pertinaci aggressione peterent, et probosis calumniis in invidiam odiumque vocantes quasi ipsa civili veri nominis humanitati adversaretur, ejus auctoritatem et vim novis in dies vulneribus labefactarent, supremamque potestatem Romani pontificis everterent, in quo æternæ ac immutabiles boni rectique rationes custodem in terris habent et adsertorem. Hinc porro profectæ sunt leges divinam catholicæ Ecclesiæ constitutionem convellentes, quas in plerisque regionibus latas esse deploramus; hinc dimanarunt episcopalis potestatis contemptus, objecta ecclesiastici ministerii exercitio impedimenta, religiosorum cœtuum disjectio ac publicatio bonorum, quibus Ecclesiæ administri et pauperes alebantur; hinc effectum ut a salutari Ecclesiæ moderamine publica instituta, caritati et beneficentiæ consecrata, subducerentur; hinc orta effrenis illa libertas prava quæque docendi et in vulgus edendi, dum ex adverso modis omnibus Ecclesiæ jus ad juventutis institutionem et educationem, violatur et opprimitur. Neque alio spectat civilis principatus occupatio, quem divina Providentia multis abhinc sæculis Romano antistiti concessit, ut libere ac expedite potestate a Christo collata, ad æternam populorum salutem uteretur.

Funestam hanc ærumnarum molem vobis, venerabiles fratres, commemoravimus, non ad augendam tristitiam vestram, quam miserrima hæc rerum conditio per se vobis ingerit; sed quia intelligimus ex ea vobis apprime perspectum fore, quanta sit gravitas rerum quæ ministerium et zelum nostrum exposcunt, et quam magno studio nobis adlaborandum sit, ut Ecclesiam Christi et hujus apostolicæ sedis dignitatem tot calumniis lacessitam, in hac præsertim iniquitate temporum pro viribus defendamus ac vindicemus.

Clare innotescit ac liquet, venerabiles fratres, civilis humanitatis rationem solidis fundamentis destitui, nisi æternis principiis veritatis et immutabilibus recti justique legibus innitatur ac nisi hominum voluntates inter se sincera dilectio devinciat, officiorumque inter eos vices ac rationes suaviter moderetur. Jamvero ecquis negare audeat Ecclesiam esse, quæ diffuso per gentes Evangelii præconio, lucem veritatis inter efferatos populos et fœdis superstitionibus imbutos adduxit, eosque ad divinum rerum auctorem agnoscendum et sese respiciendos excitavit; quæ servitutis calamitate sublata, ad pristinam naturæ nobilissimæ dignitatem homines revocavit; quæ in omnibus terræ plagis redemptionis signo explicito, scientiis et artibus adductis aut suo tectis præsidio, optimis caritatis institutis, queis omnis generis ærumnis consultum est, fundatis et in tutelam receptis, ubique hominum genus privatim et publice excoluit, a squalore vindicavit et ad vitæ formam, humanæ dignitati ac spei consentaneam, omni studio composuit? Quod si quis sanæ mentis hanc ipsam qua vivimus ætatem, religioni et Ecclesiæ Christi infensissimam, cum iis temporibus auspicatissimis conferat, quibus Ecclesia uti mater a gentibus colebatur, omnino comperiet ætatem hanc nostram perturbationibus et demolitionibus plenam, recta ac rapide in suam perniciem ruere; ea vero tempora optimis institutis, vitæ tranquillitate, opibus et prosperitate eo magis floruisse, quo Ecclesiæ regiminis ac legum sese observantiores populi exhibuerunt. Quod si plurima ea quæ memoravimus bona, ab Ecclesiæ ministerio et salutari ope profecta, vere sunt humanitatis civilis opera ac decora, tantum abest ut Ecclesia Christi ab ea abhorreat eamve respuat, ut ad sese potius altricis magistræ et matris ejus laudem omnino censeat pertinere.

Quin immo illud civilis humanitatis genus, quod sanctis Ecclesiæ doctrinis et legibus ex adverso repugnet, non aliud nisi civilis cultus figmentum et absque nomen inane putandum est. Cujus rei manifesto sunt argumento populi illi, queis evangelica lux non affulsit, quorum in vita fucus quidam humanioris cultus conspici potuit, at solida et vera ejus bona non viguerunt. Haudquaquam sane civilis vitæ perfectio ea ducenda est, qua legitima quæque potestas audacter contemnitur; neque ea libertas reputanda, quæ effreni errorum propagatione, pravis cupiditatibus libere explendis, impunitate flagitiorum et scelerum, oppressione optimorum civium cujusque ordinis, turpiter et misere grassatur. Cum enim erronea prava et absona hæc sint, non eam vim profecto habent, ut humanam familiam perficiant et prosperitate fortunent, miseros enim facit populos peccatum (1); sed omnino necesse est, ut mentibus et cordibus corruptis, ipsa in omnem labem pondere suo populos detrudant, rectum quemque ordinem labefactent, atque ita reipublicæ conditionem et tranquillitatem serius ocius ad ultimum exitium adducant.

Quid autem, si Romani pontificatus opera spectentur, iniquius esse potest, quam inficiari quantopere Romani antistites de universa civili societate et quam egregie sint meriti? Profecto decessores nostri, ut populorum bono prospicerent, omnis generis certamina suscipere, graves exantlare labores, seque asperis difficultatibus objicere nunquam dubitarunt: et defixis in cœlo oculis neque improborum minis submisere frontem, neque blanditiis aut pollicitationibus se ab officio abduci degeneri assensu passi sunt. Fuit hæc apostolica sedes, quæ dilapsæ societatis veteris reliquias collegit et coagmentavit; hæc eadem fax amica fuit, qua humanitas christianorum temporum effulsit; fuit hæc salutis anchora inter sævissimas tempestates, queis humana progenies jactata est; sacrum fuit concordiæ vinculum quod nationes dissitas moribusque diversas inter se consociavit; centrum denique commune fuit, unde cum fidei et religionis doctrina, tum pacis et rerum gerendarum auspicia ac consilia petebantur. Quid multa? Pontificum maximorum laus est, quod constantissime se pro muro et propugnaculo objecerint, ne humana societas in superstitionem et barbariem antiquam relaberetur.

(1) Prov., 14, 31.

Utinam autem salutaris hæc auctoritas neglecta nunquam esset vel repudiata! Profecto neque civilis principatus augustum et sacrum illud amisisset decus, quod a religione inditum præferebat, quodque unum parendi conditionem homine dignam nobilemque edicit; neque exarsissent tot seditiones et bella, quæ calamitatibus et cædibus terras funestarunt, neque regna olim florentissima, e prosperitatis culmine dejecta, omnium ærumnarum pondere premerentur. Cujus rei exemplo etiam sunt orientales populi, qui abruptis suavissimis vinculis, quibus cum apostolica hac sede jungebantur, primævæ nobilitatis splendorem, scientiarum et artium laudem, atque imperii sui dignitatem amiserunt.

Præclara autem beneficia, quæ in quamlibet terræ plagam ab apostolica sede profecta esse illustria omnium temporum monumenta declarant, potissimum persensit Itala hæc regio, quæ quanto eidem propinquior loci natura extitit, tanto uberiores fructus ab ea percepit. Romanis certe pontificibus Italia acceptam referre debet solidam gloriam et amplitudinem, qua reliquas inter gentes eminuit. Ipsorum auctoritas paternumque studium non semel eam ab hostium impetu texit, eidemque levamen et opem attulit, ut catholica fides nullo non tempore in Italorum cordibus integra custodiretur.

Hujusmodi prædecessorum nostrorum merita, ut cætera prætereamus, maxime testatur memoria temporum S. Leonis Magni, Alexandri III, Innocentii III, S. Pii V, Leonis X aliorumque pontificum, quorum opera vel auspiciis ab extremo excidio, quod a barbaris impendebat, Italia sospes evasit, incorruptam retinuit antiquam fidem, atque inter tenebras squaloremque rudioris ævi scientiarum lumen et splendorem artium aluit, vigentemque servavit. Testatur nostra hæc alma urbs pontificum sedes, quæ hunc ex iis fructum maximum cepit, ut non solum arx fidei munitissima esset, sed etiam bonarum artium asylum et domicilium sapientiæ effecta, totius orbis erga se admirationem et observantiam conciliaret. Cum harum rerum amplitudo ad æternam memoriam monumentis historiæ sit tradita, facili negotio intelligitur non potuisse, nisi per hostilem voluntatem indignamque calumniam, ad hominum deceptionem, voce ac litteris obtrudi, hanc apostolicam sedem civili populorum cultui et Italiæ felicitati impedimento esse.

Si igitur spes omnes Italiæ orbisque universi in ea vi communi utilitati et bono saluberrima, qua sedis apostolicæ pollet auctoritas, et in arctissimo nexu sunt positæ, qui omnes christifideles cum Romano pontifice devinciat, nihil nobis potius esse debere cognoscimus, quam ut Romanæ cathedræ suam dignitatem sartam tectamque servemus, et membrorum cum capite, filiorum cum patre conjunctionem magis magisque firmemus.

Quapropter ut in primis, eo quo possumus modo, jura libertatemque hujus sanctæ sedis adseramus, contendere nunquam desinemus, ut auctoritati nostræ suum constet obsequium, ut obstacula amoveantur, quæ plenam ministerii nostri potestatisque libertatem impediunt, atque in eam rerum conditionem restituamur, in qua divinæ sapientiæ consilium Romanos antistites jampridem collocaverat. Ad hanc vero restitutionem postulandam movemur, venerabiles fratres, non ambitionis studio aut dominationis cupiditate; sed officii nostri ratione et religiosis jurisjurandi vinculis quibus obstringimur; ac præterea non solum ex eo quod principatus hic ad plenam libertatem spiritualis potestatis tuendam conservandamque est necessarius; sed etiam quod exploratissimum est, cum de temporali principatu sedis apostolicæ agitur, publici etiam boni et salutis totius humanæ societatis causam agitari. Hinc prætermittere non possumus, quin pro officii nostri munere, quo sanctæ Ecclesiæ jura tueri tenemur, declarationes et protestationes omnes, quas sa. me. Pius IX decessor noster tum adversus occupationem civilis principatus, tum adversus violationem jurium ad Romanam Ecclesiam pertinentium pluries edidit ac iteravit, easdem et nos hisce nostris litteris omnino renovemus et confirmemus. Simul autem ad principes et supremos populorum moderatores voces nostras convertimus, eosque per nomen augustum summi Dei etiam atque etiam obtestamur, ne oblatam sibi tam necessario tempore opem Ecclesiæ repudient, atque uti consentientibus studiis circa hunc fontem auctoritatis et salutis amice coeant, eique intimi amoris et observantiæ vinculis magis magisque jungantur. Faxit Deus, ut illi, comperta eorum quæ diximus veritate, ac secum reputantes doctrinam Christi, ut Augustinus aiebat, magnam, si obtemperetur, salutem esse reipublicæ (1) et in Ecclesiæ incolumitate et obsequio suam etiam ac publicam incolumitatem et tranquillitatem contineri, cogitationes suas et curas conferant ad levanda mala, quibus Ecclesia ejusque visibile caput affligitur, atque ita tandem contingat, ut populi quibus præsunt, justitiæ et pacis ingressi viam, felici ævo prosperitatis et gloriæ fruantur.

Deinde autem ut totius catholici gregis cum supremo Pastore concordia firmior in dies adseratur, vos hoc loco peculiari cum affectu appellamus, venerabiles fratres, et vehementer hortamur, ut pro sacerdotali zelo et pastorali vigilantia vestra fideles vobis creditos religionis amore incendatis, quo propius et arctius huic cathedræ veritatis et justitiæ adhæreant, omnes ejus doctrinas intimo mentis et voluntatis assensu suscipiant; opiniones vero etiam vulgatissimas, quas Ecclesiæ documentis oppositas noverint omnino rejiciant. Qua in re Romani pontifices decessores nostri, ac demum sa. me. Pius IX, præsertim in œcumenico Vaticano concilio præ oculis habentes verba Pauli: « Videte ne quis vos decipiat per philosophiam et inanem fallaciam secundum traditionem hominum, secundum elementa mundi et non secundum Christum (1), » haud prætermiserunt, quoties opus fuit, grassantes errores reprobare et apostolica censura confodere. Has condemnationes omnes, decessorum nostrorum vestigia sectantes, nos ex hac apostolica veritatis sede confirmamus ac iteramus, simulque Patrem luminum enixe rogamus, ut fideles omnes perfecti in eodem sensu eademque sententia idem nobiscum sapiant, idemque loquantur. Vestri autem muneris est, venerabiles fratres, sedulam impendere curam, ut cœlestium doctrinarum semen late per dominicum agrum diffundatur et catholicæ fidei documenta fidelium animis mature inserantur, altas in eis radices agant et ab errorum contagione incorrupta serventur. Quo validius contendunt religionis hostes imperitis hominibus, ac juvenibus præsertim, ea discenda proponere quæ mentes obnubilent moresque corrumpant, eo alacrius adnitendum est, ut non solum apta ac solida institutionis methodus, sed maxime institutio ipsa catholicæ fidei omnino conformis in litteris et disciplinis vigeat, præsertim autem in philosophia, ex qua recta aliarum scientiarum ratio magna ex parte dependet; quæque non ad evertendam divinam revelationem spectat, sed ad ipsam potius sternere viam gaudet, ipsamque ab impugnatoribus defendere, quemadmodum nos exemplo scriptisque suis magnus Augustinus et Angelicus doctor, cæterique christianæ sapientiæ magistri docuerunt.

Optima porro juventutis disciplina ad veræ fidei et religionis munimen atque ad morum integritatem a teneris annis exordium habeat necesse est in ipsa domestica societate; quæ nostris hisce temporibus misere perturbata, in suam dignitatem restitui nullo modo potest nisi iis legibus, quibus in Ecclesia ab ipsomet divino auctore est instituta. Qui cum matrimonii fœdus, in quo suam cum Ecclesia conjunctionem significatam

(1) Ep. 138, alias 1, ad Marcellinum n. 15.
(2) Ad Coloss. 2, 8.

voluit, ad sacramenti dignitatem evexerit, non modo maritalem unionem sanctiorem effecit, sed etiam efficacissima tum parentibus tum proli donavit auxilia, quibus, per mutuorum officiorum observantiam, temporalem ac æternam felicitatem facilius assequerentur. At vero postquam impiæ leges, sacramenti hujus magni religionem nil pensi habentes, illud eodem ordine cum contractibus mere civilibus habuerunt, id misere consecutum est, ut violata christiani conjugii dignitate, cives legali concubinatu pro nuptiis uterentur, conjuges fidei mutuæ officia negligerent, obedientiam et obsequium nati parentibus detrectarent, domesticæ charitatis vincula laxarentur, et, quod deterrimi exempli est publicisque moribus infensissimum, persæpe malesano amori perniciosæ ac funestæ discessiones succederent. Hæc sane misera et luctuosa non possunt, venerabiles fratres, vestrum zelum non excitare ac movere ad fideles vigilantiæ vestræ concreditos sedulo instanterque monendos, ut dociles aures doctrinis adhibeant quæ christiani conjugii sanctitatem respiciunt, ac pareant legibus quibus Ecclesia conjugum natorumque officia moderatur.

Tum vero illud optatissimum consequetur, quod singulorum etiam hominum mores et vitæ ratio reformentur : nam veluti ex corrupto stipite deteriores rami et fructus infelices germinant, sic mala labes, quæ familias depravat, in singulorum civium noxam et vitium tristi contagione redundat. Contra vero, domestica societate ad christianæ vitæ formam composita, singula membra sensim assuescent religionem pietatemque diligere, a falsis perniciosisque doctrinis abhorrere, sectari virtutem, majoribus obsequi, atque inexhaustum illud privatæ dumtaxat utilitatis studium coercere, quod humanam naturam tantopere deprimit ac enervat. In quem finem non parum profecto conferet pias illas consociationes moderari et provehere quæ magno rei catholicæ bono nostra maxime hac ætate constitutæ sunt.

Grandia quidem et humanis majora viribus hæc sunt, quæ spe et votis nostris complectimur, venerabiles fratres; sed cum Deus sanabiles fecerit nationes orbis terrarum, cum Ecclesiam ad salutem gentium condiderit, eique suo se auxilio adfuturum usque ad consummationem sæculi promiserit, firmiter confidimus, adlaborantibus vobis, humanum genus tot malis et calamitatibus admonitum, tandem in Ecclesiæ obsequio, in hujus apostolicæ cathedræ infallibili magisterio salutem prosperitatem quæsiturum.

Interea, venerabiles fratres, antequam finem scribendi faciamus, necesse est ut vobis declaremus gratulationem nostram pro mira illa consensione et concordia, quæ animos vestros inter vos et cum hac apostolica sede in unum conjungit. Quam quidem perfectam conjunctionem non modo inexpugnabile propugnaculum esse contra impetus hostium arbitramur; sed etiam faustum ac felix omen quod meliora tempora Ecclesiæ spondet; ac dum eadem maximum solatium affert infirmitati nostræ, etiam animum opportune erigit, ut in arduo, quod suscepimus munere omnes labores, omnia certamina pro Ecclesia Dei alacriter sustineamus.

Ab hisce porro spei et gratulationis causis, quas vobis patefecimus, sejungere non possumus eas significationes amoris et obsequii, quas in his nostri pontificatus exordiis vos, venerabiles fratres, et una cum vobis exhibuere humilitati nostræ ecclesiastici viri et fideles quamplurimi, qui litteris missis, largitionibus collatis, peregrinationibus etiam peractis, nec non aliis pietatis officiis, ostenderunt devotionem et caritatem illam qua meritissimum prædecessorem nostrum prosecuti fuere, adeo firmam stabilem integramque manere, ut in persona tam imparis non tepescat heredis. Pro hisce splendidissimis catholicæ pietatis testimoniis humiliter confitemur Domino, quia bonus et benignus est, ac vobis venerabiles fratres, cunctisque dilectis filiis, a quibus ea accepimus, gratissimos animi nostri sensus ex intimo corde publice profitemur, plenam foventes fiduciam nunquam defuturum nobis, in his rerum angustiis et temporum difficultatibus, hoc vestrum ac fidelium studium et dilectionem. Nec vero dubitamus quin egregia hæc filialis pietatis et christianæ virtutis exempla plurimum sint valitura, ut Deus clementissimus, officiis hisce permotus, gregem suum propitius respiciat et Ecclesiæ pacem ac victoriam largiatur. Quoniam autem hanc pacem et victoriam, ocius et facilius nobis datum iri confidimus si vota precesque constanter ad eam impetrandam fideles effuderint, vos magnopere hortamur, venerabiles fratres, ut in hanc rem fidelium studia et fervorem excitetis, conciliatrice apud Deum adhibita immaculata cœlorum Regina, ac deprecatoribus interpositis sancto Josepho patrono Ecclesiæ cœlesti, sanctisque apostolorum principibus Petro et Paulo, quorum omnium potenti patrocinio humilitatem nostram, cunctos ecclesiasticæ hierarchiæ ordines ac dominicum gregem universum supplices commendamus.

Cæterum hos dies, quibus solemnem memoriam Jesu Christi resurgentis recolimus, vobis, venerabiles fratres, et universo dominico gregi faustos salutares ac sancto gaudio plenos esse exoptamus, adprecantes benignissimum Deum ut sanguine immaculati Agni, quo deletum est chirographum quod adversus nos erat, culpæ quas contraximus deleantur, et judicium quod pro illis ferimus clementer relaxetur.

Gratia Domini nostri Jesu Christi et charitas Dei et communicatio sancti Spiritus sit cum omnibus vobis, venerabiles fratres, quibus singulis universis, nec non et dilectis filiis clero et fidelibus ecclesiarum vestrarum in pignus præcipuæ benevolentiæ et in auspicium cœlestis præsidii apostolicam benedictionem amantissime impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum, die solemni Paschæ, 21 aprilis anno 1878, pontificatus nostri anno primo. Leo PP. XIII.

Rétablissement de la hiérarchie épiscopale en Ecosse. Érection des siéges épiscopaux.

Lettres apostoliques de N. T. S. père en Jésus-Christ et seigneur Léon XIII, pape par la divine providence, rétablissant la hiérarchie épiscopale en Écosse. — Léon, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, en perpétuelle mémoire. Du faîte de l'apostolat où nous venons d'être récemment élevé, non en vertu de nos mérites, mais par une disposition de la divine bonté, les pontifes romains, nos prédécesseurs, n'ont jamais cessé de considérer, comme du sommet d'une montagne, toutes les parties du champ du Seigneur, pour reconnaître ce qui dans le cours des ans convenait le mieux à la condition, à la dignité et à l'affermissement de toutes les Eglises; conséquemment, et autant qu'il leur a été donné d'en haut, ils ne furent pas moins soucieux de ressusciter les anciens siéges épiscopaux qui avaient péri par l'injure du temps que d'en ériger de nouveaux dans tout le monde. Car le Saint-Esprit ayant établi les évêques pour régir l'Eglise de Dieu, dès que l'état de la sainte religion dans un pays permet d'y introduire ou d'y organiser le régime de l'ordinariat épiscopal, il convient de lui conférer aussitôt les bienfaits qui découlent naturellement de cette divine organisation. C'est pourquoi notre prédécesseur, de saine mémoire, Pie IX, dont nous déplorons tous la perte toute récente, dès le commencement même de son pontificat, comme il apparaissait que la prospérité des missions établies dans le très-illustre et très-florissant royaume d'Angleterre permettait de leur donner le mode de constitution ecclésiastique qui existe dans presque toutes les autres nations catholiques, s'empressa de rendre aux Anglais leurs

évêques ordinaires par ses lettres apostoliques du 1er octobre de l'an de l'Incarnation 1850, commençant par ces mots : *Universalis Ecclesiæ*. Et peu de temps après, ayant jugé que les illustres contrées de la Hollande et du Brabant pouvaient jouir des mêmes dispositions salutaires, il ne tarda pas à y rétablir aussi la hiérarchie épiscopale, par d'autres lettres apostoliques datées du 4 mars 1853, et commençant ainsi : *Ex qua die*. Ces mesures, sans parler du rétablissement du patriarcat de Jérusalem, ont été prises avec un à-propos si manifeste que le résultat, à la faveur de la grâce divine, a pleinement répondu à l'attente de ce Saint-Siége; car tout le monde connaît assez l'avantage qui est résulté pour l'Eglise catholique du rétablissement de la hiérarchie épiscopale dans ces deux pays.

Mais l'esprit du très-pieux pontife supportait difficilement que l'Ecosse n'eût pas encore pu partager cette condition. Le chagrin de son âme paternelle était d'autant plus grand qu'on savait combien avaient été féconds autrefois les progrès de l'Eglise catholique en Ecosse. Et certes, quiconque est un peu versé dans l'histoire ecclésiastique, sait parfaitement que la lumière de l'Evangile a lui de bonne heure pour les Scots; car, sans parler de ce que la tradition nous rapporte des antiques missions apostoliques dans ce royaume, l'histoire raconte qu'au quatrième siècle S. Ninian, qui, au témoignage du vénérable Bède, avait été instruit à Rome dans la foi et les mystères de la vérité, et au cinquième siècle S. Palladius, diacre de l'Eglise romaine, tous deux honorés du bandeau sacré, y ont prêché la foi de Jésus-Christ; puis, que S. Colomban, abbé, qui débarqua dans ce pays au sixième siècle, y construisit un monastère d'où beaucoup d'autres sont sortis. Et quoique, depuis le milieu du huitième siècle jusqu'au onzième, les documents historiques manquent à peu près sur l'état de l'Eglise en Ecosse, il est de tradition cependant qu'il y a eu là plusieurs évêques, quoique quelques-uns fussent sans siéges fixes.

Mais après que Malcom III se fut emparé du pouvoir, en l'an 1057, la religion chrétienne, qui avait subi de graves dommages, soit à cause des excursions des peuples étrangers, soit en raison des vicissitudes politiques, commença, par les soins et à l'instigation de sainte Marguerite, sa femme, à se relever et à s'accroître; et les ruines encore debout des édifices sacrés, des monastères et des autres monuments religieux, rendent un éclatant témoignage à la piété des anciens Scots. Mais pour continuer sommairement ce qui se rapporte plus particulièrement à notre sujet, il est constant qu'au quinzième siècle les siéges episcopaux s'étaient déjà tellement multipliés, qu'on en compte treize, savoir : ceux de Saint-André, de Glascow, de Dunkeld, d'Aberdeen, de Murray, de Bréchin, de Dumbar, de Ross, de Caithness, de Galway, de Lismor, de Sodor ou d'Argyll et des Orcades, qui tous relevaient immédiatement de ce siége apostolique. Il est constant aussi, ce dont les Scots se glorifient à juste titre, que les pontifes romains, prenant le royaume d'Ecosse sous leur protection particulière, entourèrent d'une bienveillance spéciale lesdites Eglises, et c'est pourquoi, en se conduisant comme métropolitains d'Ecosse, ils ont plusieurs fois décrété que les priviléges et immunités qui leur avaient été concédés depuis longtemps par l'Eglise romaine, mère et maîtresse de toutes les autres, devaient être maintenus dans leur intégrité, en sorte que l'Eglise d'Ecosse, selon ce qu'avait établi Honorius III, de sainte mémoire, était soumise, sans aucun intermédiaire, au siége apostolique, comme une fille privilégiée.

Jusqu'alors donc, comme l'Ecosse n'avait pas de métropolitain, Sixte IV, considérant les dépenses et les difficultés résultant pour ses habitants des rapports avec la métropole de Rome, érigea, par lettres apostoliques du 17 août 1472 commençant ainsi : *Triumphans Pastor æternus*, en métropole et en siége archiépiscopal pour tout le royaume le siége de Saint-André, qui, tant par l'antiquité de son origine qu'à cause de la vénération pour l'apôtre, patron du royaume, avait acquis le premier rang, et lui donna les autres siéges pour suffragants. Cela eut lieu aussi en 1491 pour le siége de Glascow, qui, ayant été distrait de la province ecclésiastique de Saint-André, fut élevé par Innocent VIII à la dignité de métropole et eut pour suffragants quelques-uns des siéges nommés plus haut.

Pendant que l'Eglise d'Ecosse ainsi constituée florissait, l'irruption de l'hérésie au seizième siècle la réduisit malheureusement à la dernière extrémité; cependant ni le zèle, ni la sollicitude, ni l'intérêt des souverains pontifes, nos prédécesseurs, ne manquèrent jamais aux Ecossais, en sorte que les forts persévérèrent dans la foi, comme on le voit manifestement par plusieurs documents. Car, voyant grandir au loin la tempête, pleins de commisération pour ce peuple, ils s'appliquèrent incessamment, soit par des envois réitérés de missionnaires des diverses familles de réguliers, soit par des légations apostoliques et d'autres secours du même genre, à venir en aide à la religion déchue. Par leurs soins, dans cette citadelle du monde catholique un collége particulier, outre le collége Urbanien, s'ouvrit à des jeunes gens choisis dans la nation écossaise, pour qu'ils pussent s'y former dans les études sacrées et être promus au sacerdoce, afin d'exercer le sacré ministère dans leur patrie et de porter le secours spirituel à leurs concitoyens. Et comme cette partie chérie du troupeau du Seigneur était veuve de ses pasteurs, Grégoire XV, de sainte mémoire, envoya, dès qu'il le put, en Angleterre et en Ecosse à la fois, Guillaume créé évêque de Chalcédoine et muni de pleins pouvoirs, même de ceux qui sont propres aux ordinaires, afin qu'il prît la charge pastorale de ces brebis dispersées, comme on peut le voir dans les lettres apostoliques *Ecclesia Romana* du 23 mars 1623. Les lettres *Inter gravissimas*, en forme de bref, du 18 mai de l'an 1630 de la nativité de Notre-Seigneur, montrent que François Barberini, cardinal de la sainte Eglise romaine, reçut d'Urbain VIII, en qualité de protecteur des Anglais et des Ecossais, une grande provision de pouvoirs, à l'effet de rétablir la foi orthodoxe dans l'un et l'autre royaume et de procurer le salut de leurs habitants. Les autres lettres *Multa sunt* du même pontife, adressées le 12 février 1633 à la reine de France, pour recommander à sa bienveillance les fidèles de ce pays et cette Eglise plongée dans l'affliction, tendent aussi au même but.

Mais, afin de pourvoir de la manière la plus efficace à l'administration spirituelle des Ecossais, le pape Innocent XII envoya, en 1696, en qualité de nonce apostolique, Thomas Nicholson, revêtu du titre et du caractère d'évêque de Perth, en confiant tout le royaume et les îles adjacentes à ses soins. Et peu après, comme un seul vicaire apostolique ne pouvait plus suffire à cultiver cette vigne du Seigneur, Benoît XIV s'empressa d'adjoindre un compagnon à cet évêque, ce qu'il put heureusement mettre à exécution en 1747. Il arriva ainsi que tout le royaume d'Ecosse fut divisé en deux vicariats apostoliques, dont l'un comprenait la partie inférieure, et l'autre la partie supérieure. Mais cette division, qui avait paru suffisante pour le gouvernement des catholiques qu'il y avait alors, ne pouvait plus convenir après que leur nombre se fut accru de jour en jour; aussi, le siége apostolique trouva bon de procurer un nouveau moyen de conserver et de propager la religion en Ecosse par l'institution d'un nouveau vicariat. A cet effet, Léon XII, d'heureuse mémoire, par les lettres apostoliques *Quanta lætitia affecti simus*, en date du 13 février 1827, divisa l'Ecosse en trois districts ou vicariats

apostoliques, savoir : celui d'Orient, celui d'Occident et celui du Nord. Personne n'ignore quels fruits abondants l'Eglise catholique y a dès lors recueillis par le zèle des nouveaux prélats et les soins de notre Propagande; par où l'on voit assez que ce Saint-Siége n'a jamais rien négligé, dans sa sollicitude de toutes les Eglises, pour relever et remettre la nation écossaise de toutes ses anciennes et déplorables calamités.

Mais le pape Pie IX, de saine mémoire, desirait surtout ardemment qu'il lui fût donné de ramener l'insigne église d'Ecosse à son ancienne noblesse et à sa constitution; car les illustres exemples de ses prédécesseurs, qui semblaient avoir voulu lui aplanir la voie, l'excitaient particulièrement à cette œuvre. Et, certes, considérant, d'un côté, la situation de la religion catholique en Ecosse, et le nombre de jour en jour croissant des fidèles du Christ, des ouvriers sacrés, des églises, des missions, des maisons religieuses et des autres institutions du même genre, ainsi que l'état des ressources temporelles; et, de l'autre, voyant disparaître de plus en plus, grâce à la liberté accordée aux catholiques par l'illustre gouvernement britannique, tous les obstacles à la reconstitution du régime des évêques ordinaires en Ecosse, ce pontife s'était convaincu qu'il ne fallait plus du tout différer le rétablissement de la hiérarchie épiscopale.

Sur ces entrefaites, les vicaires apostoliques eux-mêmes et beaucoup de membres du clergé, et parmi les laïques des hommes recommandables par leur noblesse et par leurs vertus, lui demandèrent instamment de ne pas retarder davantage l'accomplissement de leurs vœux. Ces supplications lui furent renouvelées lorsque les chers fils des diverses classes de ce pays, sous la conduite du vénérable frère Jean Strain, évêque d'Abyla *in partibus infidelium* et vicaire apostolique du district oriental, vinrent ici pour se réjouir avec lui du cinquantième anniversaire de sa consécration épiscopale. Les choses étant ainsi, le vénérable pontife avait confié l'affaire, en raison de sa gravité, à nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Eglise romaine préposés à la propagation de la foi, pour être examinée à fond; et leur avis l'avait confirmé de plus en plus dans son dessein. Mais, tandis qu'il se réjouissait de pouvoir enfin accomplir l'œuvre tant et si longtemps désirée, il fut appelé par le juste juge à recevoir la couronne de la justice.

Ainsi, ce que notre prédécesseur n'a pu faire, en ayant été empêché par la mort, le Dieu riche en miséricorde et plein de gloire en toutes ses œuvres nous l'a permis, afin que nous inaugurions comme par un heureux présage le pontificat suprême que nous avons accepté en tremblant, au milieu de ces temps si calamiteux. C'est pourquoi, ayant pris une entière connaissance de toute cette affaire, nous avons jugé qu'il fallait, sans retard, mettre à exécution ce qui avait été décrété par Pie IX, de saine mémoire. Ayant donc levé les yeux vers le Père des lumières, de qui vient toute chose excellente et tout don parfait, nous avons invoqué le secours de la grâce divine, réclamant en même temps l'aide de la bienheureuse Marie, vierge conçue sans péché, de saint Joseph, son époux et le patron de l'Eglise universelle, des saints apôtres Pierre et Paul, de saint André et des autres habitants du ciel que les Ecossais vénèrent comme leurs protecteurs, afin que, par leurs suffrages auprès de Dieu, ils nous aidassent à terminer heureusement cette affaire. Après quoi, de notre propre mouvement, de science certaine et par l'autorité dont nous jouissons sur toute l'Eglise, pour la plus grande gloire de Dieu et l'exaltation de la foi catholique, nous établissons et décidons que dans le royaume d'Ecosse revivra, selon les prescriptions des lois canoniques, la hiérarchie des évêques ordinaires qui seront appelés aux siéges que, par cette constitution, nous érigeons et constituons en province ecclésiastique. Or, nous voulons que, pour le présent, il y ait à ériger et il soit érigé dès maintenant des siéges au nombre de six, savoir: celui de Saint-André, auquel s'ajoutera le titre d'Edimbourg, ceux de Glascow, d'Aberdeen, de Dunkeld, de Galloway et d'Argyll.

Mais, nous rappelant les fastes illustres de l'ancienne église de Saint-André, et tenant compte de ce que cette ville est aujourd'hui la principale du royaume, prenant en considération d'autres raisons encore, nous n'avons pu nous refuser, tirant pour ainsi dire du sépulcre ce siége célèbre, et lui adjoignant le titre d'Edimbourg, de l'élever ou plutôt de le rétablir dans le rang et la dignité de siége métropolitain ou archiépiscopal, dont l'avait décoré notre prédécesseur de vénérée mémoire, Sixte IV, et de lui assigner comme suffragants quatre des siéges nommés plus haut, savoir : Aberdeen, Dunkeld, Galloway et Argyll, comme par la teneur des présentes et en vertu de notre autorité apostolique nous les lui assignons, adjoignons, attribuons.

Quant au siége de Glascow, considérant l'ancienneté de cette ville, sa grandeur, sa noblesse, et surtout ayant égard à l'état très-florissant de la religion dans ses murs, en même temps qu'aux priviléges archiépiscopaux qui lui furent conférés jadis par Innocent VIII, nous avons cru qu'il convenait d'attribuer à son évêque le nom et les insignes d'archevêque, comme en fait nous le lui accordons par la teneur des présentes, sous cette condition toutefois qu'aussi longtemps qu'il n'en aura pas été autrement décidé par nous ou nos successeurs, il n'exercera, en dehors de la prérogative comprenant le nom et les insignes, aucun droit propre du vrai archevêque et métropolitain. Or, nous voulons et ordonnons que l'archevêque de Glascow, tant qu'il restera sans suffragants, se réunisse aux autres évêques dans le synode provincial d'Ecosse.

Quant au siége archiépiscopal et métropolitain de Saint-André et d'Edimbourg, il comprendra les comtés d'Edimbourg, de Lennox, d'Haddington, de Bervik, Selkirk, Peeblgs, Roxbury et la partie méridionale de Fife qui est à droite du fleuve Eden; le comté de Stirling, à l'exception toutefois des territoires de Baldernock et de Kilpatrik est.

Dans l'archidiocèse de Glascow seront compris les comtés de Lanark, de Renfrew, de Bray, les territoires de Baldernock et de Kilpatrik est, situés dans le comté de Stirling, la partie nord du comté d'Ayr, qui est séparée de la partie est par la rivière de Lugdon qui se jette dans le fleuve de Garnock, plus la grande et la petite île de Cumber.

Le diocèse d'Aberdeen comprendra les comtés d'Aberdeen, Kincardine, Banff, Elgin ou Murray, Nairn, Ross (à l'exception de Leog), de Cromarty, de Sutherland, de Caithness, les îles Orcades et Sethland ; enfin cette partie d'Inverness qui est au nord du lac Luing jusqu'aux confins est du même comté d'Inverness, au point où se rencontrent les comtés d'Aberdeen et de Baeff.

Le diocèse de Dunkeld comprendra les comtés de Perth, Forfary, Clacman, Kinross et la partie nord de Fife qui est à gauche du fleuve Eden, ainsi que les parties du comté de Stirling qui sont isolées et entourées par les comtés de Perth et de Clacman.

Le diocèse de Galway comprendra les comtés de Dumfries, de Kirkudbright, de Wington, et la partie du comté d'Ayr qui s'étend à gauche de la petite rivière de Lugdon allant à l'est se jeter dans le fleuve Garnock.

Enfin le diocèse d'Ergadi et d'Argyll comprendra le comté d'Argyll, les îles de Bute et d'Aran, Abuda et la partie est du comté d'Inverness qui s'étend du lac Luing jusqu'aux confins est du même comté en suivant la ligne droite indiquée plus haut.

Par conséquent, il y aura donc en Ecosse, outre l'archevêché d'honneur de Glascow, une seule province ecclésiastique, se composant d'un seul archevêque ou évêque métropolitain et de quatre évêques suffragants.

Et maintenant nous ne doutons pas que les nouveaux évêques, suivant les traces de leurs insignes prédécesseurs qui par leur propre mérite ont illustré l'ancienne Eglise d'Ecosse, ne donnent tous leurs soins à ce que le nom de la religion catholique brille dans leurs régions du plus vif éclat, et que le bien des âmes et l'accroissement du culte divin soient poursuivis par les meilleurs moyens qui seront en leur pouvoir. Dans cet espoir, nous déclarons nous réserver, ainsi qu'à nos successeurs sur ce Saint-Siége, le droit de partager ces diocèses en d'autres diocèses, lorsqu'il sera besoin d'en augmenter le nombre, d'en changer les limites, en un mot d'accomplir librement tout ce qui aura paru dans le Seigneur devoir servir à la propagation de la foi orthodoxe.

Puis, voyant à cela un grand avantage pour ces Eglises, nous voulons et ordonnons que les prélats à qui elles sont confiées n'omettent jamais de transmettre les rapports sur l'état de leurs siéges et des fidèles qui leur sont confiés, à notre congrégation de la Propagande, qui a toujours eu jusqu'ici une grande sollicitude et un soin particulier pour tout ce qui concerne ces régions; afin que, par cette congrégation, nous soyons tenu au courant de tout ce que les évêques jugeront nécessaire ou utile pour remplir leur charge pastorale et pour procurer l'accroissement de leurs églises. Qu'ils n'oublient pas qu'ils sont tenus de fournir ce rapport et de faire le voyage *ad limina SS. Apostolorum* tous les quatre ans, ainsi qu'il est porté en la constitution de Sixte V, de sainte mémoire, commençant par ces mots : *Romanus Pontifex*, et donnée le 22 décembre 1581. Pareillement et pour tout ce qui est de leur ministère pastoral, les archevêques et évêques nommés ci-dessus jouissent et jouiront des mêmes droits et des mêmes pouvoirs que les autres évêques catholiques des autres nations, et cela en vertu des dispositions ordinaires des saints canons et des constitutions apostoliques. Ils seront de même astreints aux mêmes obligations dont sont tenus les autres archevêques et évêques, en raison de la discipline commune et générale de l'Eglise catholique. C'est pourquoi, tout ce qui, en fait de priviléges ou de coutumes particulières, aurait été précédemment en vigueur, soit en raison des anciennes coutumes des Eglises d'Ecosse, soit dans la suite et à cause de l'état des missions, en vertu de constitutions particulières, tout cela désormais, les circonstances ayant changé, ne conférera aucun droit et n'imposera aucune obligation. A cett fin et pour qu'il ne puisse, dans l'avenir, s'élever aucun doute à cet égard, nous enlevons, par la plénitude de notre autorité apostolique, à tous ces statuts particuliers, ordonnances, priviléges et coutumes de quelque genre que ce soit, et à quelque temps ancien et immémorial qu'ils remontent, toute valeur, soit pour obliger, soit pour conférer un droit.

Par conséquent les évêques d'Ecosse auront toute liberté de décréter ce qui concerne l'exécution du droit commun et ce qui est permis aux évêques, de par la discipline générale de l'Eglise. Qu'ils aient donc pour certain que notre autorité apostolique leur viendra volontiers en aide pour tout ce qui paraîtra devoir augmenter la gloire du nom divin et exciter le bien spirituel des âmes. Et afin que nous produisions un témoignage de cette bienveillance envers la chère fille du Saint-Siége l'Eglise d'Ecosse, nous voulons et déclarons que ces évêques, lorsqu'ils auront été revêtus du nom et des droits des évêques ordinaires, ne doivent jamais être privés des avantages et des plus amples pouvoirs dont ils jouissaient auparavant sous le titre de vicaires apostoliques de nous et de ce Saint-Siége. Car il n'est pas permis de faire tourner à leur détriment ce qui a été décrété par nous, d'après le vœu des catholiques écossais, pour le plus grand bien de la religion parmi eux. Et, puisque l'état de l'Ecosse est tel qu'il n'y a point de temporalités suffisantes pour l'entretien des ministres de Jésus-Christ et les diverses nécessités de chaque Eglise, nous avons le ferme espoir que, dans l'avenir, nos chers fils les fidèles de Jésus-Christ, dont nous avons volontiers accueilli les supplications pressantes pour la restauration de la hiérarchie épiscopale, auront à cœur, par des aumônes et des dons, de venir largement au secours des pasteurs que nous mettons à leur tête, afin que ceux-ci puissent travailler à l'édification des maisons épiscopales, des temples, à la splendeur du culte, au soutien du clergé et des pauvres et parer aux autres nécessités de l'Eglise.

Et maintenant nous adressons nos très-humbles pensées à Celui en qui il a plu à Dieu le Père d'instaurer toutes choses, dans la dispensation de la plénitude des temps, afin que, comme il a commencé toute bonne œuvre, il l'achève, la confirme et la fortifie ; afin qu'à tous ceux dont c'est le rôle d'accomplir les choses que nous avons décrétées, il accorde la lumière de la grâce céleste et cette force qui fera entièrement tourner au bien de l'Eglise catholique cette hiérarchie épiscopale rétablie par nous dans le royaume d'Ecosse. C'est à cette même fin que nous invoquons l'intercession auprès de Jésus-Christ, notre réparateur, de sa très-sainte mère, de S. Joseph, son père putatif, des saints apôtres Pierre et Paul, de S. André que l'Ecosse entoure d'un culte particulier, des autres saints et surtout de sainte Marguerite, reine des Ecossais, l'honneur et la sauvegarde de ce royaume, afin qu'ils veuillent entourer de leur bienveillante faveur cette Eglise renaissante.

Enfin nous décrétons que ces lettres apostoliques ne pourront jamais, ni en aucun temps, être notées ou attaquées pour vice de subreption ou d'obreption, ou pour quelque autre défaut d'intention de notre part; qu'elles seront toujours valides et fermes, qu'elles doivent en toutes choses obtenir tous leurs effets et être observées inviolablement ; nonobstant tout ce qui pourrait être allégué de contraire, en invoquant soit les édits généraux ou les sanctions spéciales des conciles synodaux, provinciaux et universels, soit les droits et priviléges des anciens siéges d'Ecosse, des missions et vicariats apostoliques qui y ont été constitués par la suite, des églises et des lieux pies, qui auraient été consacrés par serment, par confirmation apostolique ou de quelque autre manière. A tout cela, en tant que cela s'oppose à ce qui est dit plus haut, nous dérogeons expressément, même si, pour cette dérogation, l'on devait faire une mention spéciale ou observer une forme requise, quelle qu'elle soit. Nous déclarons donc nul et sans effet tout ce qui, par quiconque et par quelque autorité que ce soit, sciemment ou non, pourrait être fait à l'encontre de ces lettres. Et nous voulons qu'aux exemplaires de ces lettres, même imprimées, signées d'un notaire public et munies du sceau d'un personnage constitué en dignité dans l'Eglise, on accorde la même foi qu'on aurait sur le vu du diplôme même, à la signification de notre volonté.

Qu'à personne donc il ne soit permis de déchirer cette page de notre érection, constitution, restitution, institution, assignation, adjonction, attribution, décret, mandat et volonté, ou d'aller à l'encontre par une audace téméraire. Que si quelqu'un osait commettre cet attentat, qu'il sache qu'il encourra l'indignation du Dieu tout-puissant et de ses saints apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, l'an de l'incarnation du Seigneur mil huit cent soixante-dix-huit, le 4 mars, la première année de notre pontificat. C. card. Sacconi, prodataire. P. card. Asquinius.

Lieu du sceau. Visa. J. Cugnonius. Enregistré à la secrétairerie des Brefs.

Lettres du Saint-Père notifiant son avénement à l'empereur de Russie, à l'empereur d'Allemagne, au président de la confédération helvétique.

L'abondance des matières n'a pas permis de publier, dans la précédente livraison des *Analecta*, diverses lettres par lesquelles le saint-père Léon XIII a notifié son avénement aux souverains.

Il a trouvé les affaires religieuses gravement troublées sur plusieurs points du globe. Il était urgent de calmer la crise. Aussi, le jour de son élection, en notifiant son avénement à la Russie, à l'Allemagne, à la Suisse, au Brésil, Léon XIII a pris l'iniative de la pacification, et il a exprimé le désir d'aplanir les difficultés qui ont troublé la paix religieuse. Dans plusieurs communautés orientales, Arméniens, Chaldéens, Malabar, le pape Pie IX a cru devoir modifier la discipline qui était observée depuis longtemps au sujet de l'élection des évêques et des patriarches. Le grand concile de Latran, sous Innocent III, avait confirmé cette ancienne discipline; et les Orientaux, en se réunissant au Saint-Siége, avaient constamment réservé les droits des patriarches (*jura patriarcharum*). Par malheur il s'était produit récemment des abus et des désordres qui avaient obligé le Saint-Siége de modifier l'ancienne discipline. Les nouvelles bulles de Pie IX ont servi de pretexte pour fomenter des dissentiments qui ont bientôt amené un déplorable schisme. On assure que Léon XIII a pris des mesures pour rétablir la paix parmi ces communautés orientales.

Voici la lettre de Sa Sainteté à l'empereur de Russie, et la réponse de Sa Majesté :

Lettre de S. S. le Pape à S. M. l'Empereur.
(Traduction de l'italien)

Le pape Léon XIII,

Au très-sérénissime et très-puissant Empereur et Roi, salut. Par les voies impénétrables du Seigneur et sans aucun mérite de notre part, nous avons été élevé au siége du prince des apôtres et nous nous faisons l'agréable devoir de porter avec empressement ce fait à la connaissance de Votre Majesté Impériale et Royale, sous le sceptre puissant et glorieux de laquelle se trouvent un si grand nombre d'adhérents de notre sainte religion.

Regrettant de ne plus trouver les rapports qui existaient si heureusement autrefois entre le Saint-Siége et Votre Majesté, nous en appelons à la magnanimité de son cœur pour obtenir que la paix et la tranquillité des consciences soient rendues à cette partie considérable de ses sujets. Et les sujets catholiques de Votre Majesté ne manqueront pas, ainsi que le leur impose la foi même qu'ils professent, de se montrer, avec la plus scrupuleuse soumission, respectueux et fidèles envers Votre Majesté.

Pleinement assuré de la justice de Votre Majesté, nous implorons le Seigneur de lui accorder les dons du ciel avec abondance et le supplions de daigner unir Votre Majesté à nous par les liens de la charité la plus parfaite.

Donné à Rome, près la basilique de Saint-Pierre, le 20 février 1878, et de notre règne la première année.

(Signé) PAPE LEON XIII.

Réponse de S. M. l'Empereur à la notification de S.S. le pape Léon XIII, en date de Saint-Pétersbourg le 22 février (6 mars) 1878.

Nous avons reçu la notification que Votre Sainteté nous a faite de son avénement au trône pontifical et les vœux qu'elle nous exprime afin que les bonnes relations entre notre gouvernement et le Saint-Siége catholique et romain puissent se rétablir à l'avantage des populations de notre empire qui professent cette religion. Nous partageons ce désir de Votre Sainteté. La tolérance religieuse est un principe consacré en Russie par les traditions politiques et les mœurs nationales. Il n'a pas dépendu de nous que l'Eglise catholique romaine, comme toutes celles existant dans notre empire sous l'égide des lois, n'accomplisse en pleine sécurité la mission que la religion, strictement étrangère aux influences politiques, est appelée à exercer pour l'édification et la moralisation des peuples. Votre Sainteté peut être convaincue que, dans ces limites, toute la protection compatible avec les lois fondamentales de notre empire, que notre devoir est de faire respecter, sera accordée à l'Eglise dont elle est le chef spirituel, et que nous seconderons avec empressement tous ses efforts tendant au bien-être religieux de nos sujets du rit catholique romain.

Université de Louvain. Adresse des professeurs et des élèves au saint père. Réponse du cardinal secrétaire d'Etat.

Le saint-père Léon XIII *in minoribus constitutus* fut internonce pontifical en Belgique pendant trois ans, de 1843 à 1846. Apprenant son élévation au souverain pontificat, les professeurs et les élèves de l'université de Louvain se sont empressés de signer des adresses au nouveau pontife. S. E. le cardinal Franchi, secrétaire d'Etat, a écrit à Mgr l'internonce de Bruxelles la lettre suivante:

Illustrissime et révérendissime seigneur. L'affluence des adresses qui arrivent chaque jour au pied du trône apostolique est tellement considérable qu'elle ne permet pas de donner à chacune d'elles une réponse spéciale. Toutefois le Saint-Père a voulu qu'il fût fait exception, sans le moindre retard, en faveur des deux adresses que le recteur et les professeurs de l'Université de Louvain d'une part, les étudiants de l'autre, lui ont humblement offertes à l'occasion de son exaltation sur la chaire de Saint-Pierre. Sa Sainteté entend manifester par là combien l'Université de Louvain est dans son cœur et dans sa mémoire unie au précieux souvenir qu'elle a gardé de son séjour en Belgique et de toutes les démonstrations d'attachement qui y furent autrefois données en sa personne au représentant du Saint-Siége.

Ce nouvel hommage rendu à son autorité suprême lui est d'autant plus agréable qu'il est le témoignage d'une ferme adhésion à la chaire de Saint-Pierre et d'un filial dévouement au chef visible de l'Eglise, sentiments que n'ont pu affaiblir ni les vicissitudes du temps, ni les maximes perverses dont la jeunesse studieuse est imbue ailleurs. Le Saint-Père aura toujours pour cette réunion d'élite de savants et de disciples chrétiens la bienveillance particulière que leur ont portée à bon droit ses glorieux prédécesseurs.

Et comme gage de ses sentiments paternels, Sa Sainteté accorde dès aujourd'hui à tous et à chacun des membres de cette université la bénédiction du Très-Haut et le prie de les affermir tous dans la voie du bien, de les préserver des périls

qui les menacent, et de rendre de plus en plus leurs travaux fructueux pour le plus grand bien de la religion et de la société.

En confiant à Votre Excellence le soin de faire part de ces sentiments du Saint-Père aux auteurs des deux adresses, je profite de cette occasion pour vous renouveler l'expression de l'estime très-distinguée avec laquelle je suis, de votre Excellence, le dévoué serviteur,

ALEXANDRE, cardinal FRANCHI,
Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

Office de S. François de Sales. Antiennes. Addition dans les leçons. Martyrologe.

Après le décret de la S. Congrégation des Rites et le bref pontifical qui ont décerné le titre de docteur à S. François de Sales, il a été nécessaire de mentionner cette qualité dans l'office, dans la messe et dans le martyrologe. C'est pourquoi la S. Congrégation des Rites a prescrit les additions opportunes.

DIE 29 JANUARII IN FESTO S. FRANCISCI SALESII EPISCOPI, CONFESSORIS ET ECCLESIÆ DOCTORIS.

In officio, omnia ut in Breviario Romano hac die, præter sequentia :

Antiphona ad Magnificat in utrisque Vesperis : « O Doctor optime, Ecclesiæ sanctæ lumen, beate Francisce, divinæ legis amator, deprecare pro nobis Filium Dei. »

Lectiones primi Nocturni Sapientiam *ut in Communi Doctorum.*

In secundo Nocturno, ad 6 *Lectionem post verba* vigesimanona Januarii, *addantur hæc alia :* « et a Summo Pontifice Pio Nono ex Sacrorum Rituum Congregationis consulto, universalis Ecclesiæ Doctor fuit declaratus. »

Lectiones tertii nocturni de Communi Doctorum primo loco, Homilia S. Augustini episcopi Ostendit Dominus, *in Evangelium* Vos estis sal terræ.

℟. 8. In medio Ecclesiæ aperuit os ejus, et implevit eum Dominus spiritu sapientiæ et intellectus. ℣. Jucunditatem et exsultationem thesaurizavit super eum. Et. Gloria Patri. Et.

Missa In medio Ecclesiæ *de Doctoribus, cum oratione tantum propria, ut in Missali Romano hac die.*

Et dicitur Credo.

Addenda ad Martyrologium Romanum 5 *kalendas januarii :*

In elogio S. Francisci Salesii post verba Annesium fuit, *addantur sequentia :* Quem Pius Nonus, ex Sacrorum Rituum Congregationis consulto, universalis Ecclesiæ Doctorem declaravit.

Concordat cum Originali existente in Secretaria Sacrorum Rituum Congregationis. In fidem. etc.

Ex eadem Secretaria hac die 17 novembris 1877. — L. † S. — Plac. Ralli S. R. C. Secretarius.

Règlement paroissial. Attributions des curés. Obligations des vicaires. Ordonnance de Mgr l'évêque de Badajoz.

La S. Congrégation du Concile a rendu un grand nombre de décisions sur les rapports des vicaires et des curés. Ces résolutions ont été recueillies dans notre *Traité des vicaires provinciaux*, qui se trouve dans la cinquième série des *Analecta* (col. 838, 970).

Mgr l'évêque de Badajoz, en Espagne, a publié dernièrement une circulaire qui détermine les obligations réciproques des curés et des vicaires. Nous croyons devoir rapporter cette circulaire à titre de renseignement.

Le concordat de 1851 reconnaît certaines attributions en faveur des coadjuteurs paroissiaux. En 1854, le gouvernement fit, de concert avec le nonce, un règlement qui fixa les principaux articles, en laissant aux évêques le soin de prescrire les choses de détail. En 1863, Mgr Pantaléon Monserrat, évêque de Badajoz, adressa une circulaire, qui dans l'intention du prélat, eut un caractère purement intérimaire. La nouvelle circulaire renouvelle celle de 1863, et constitue, d'une façon purement intérimaire, une jurisprudence uniforme et générale pour le diocèse.

1. Quoique l'enseignement de la doctrine chrétienne, l'explication de l'Evangile et l'administration des sacrements soient un droit personnel des curés, chaque vicaire devra remplir les obligations du saint ministère. Le sacrement de baptême et le mariage sont particulièrement réservés au curé; on ne pourra les administrer sans délégation spéciale.

2. Les vicaires sont autorisés généralement par l'évêque ; cependant ils devront demander l'agrément du curé pour les actes du ministère, spécialement pour la confession et la prédication.

3. Auxiliaires du curé et subordonnés à sa volonté en toutes les fonctions du ministère, ils devront cependant garder les ordonnances de l'évêque. Ils se considéreront comme autorisés pour tout ce qui concerne le ministère, excepté le baptême, le mariage, la bénédiction nuptiale, comme il est dit plus haut. On excepte aussi les actes d'autorité, par exemple le port de la chape dans les processions, et autres semblables.

4. Afin que les fonctions communes au curé et aux vicaires soient faites dans l'ordre voulu, on établira une alternative rigoureuse pour administrer les sacrements aux malades, pour les obsèques, anniversaires, neuvaines, messes votives ou de fondation, récitation du rosaire, assistance des malades.

5. Chaque vicaire devra à tour de rôle entendre les confessions, administrer la communion, enseigner la doctrine chrétienne le dimanche, examiner les adultes en temps de carême etc.

6. La messe *pro populo* demeure au curé, qui devra l'appliquer tous les jours de fêtes même supprimées. Les vicaires diront la messe dans l'église paroissiale, et l'on fixera de concert l'heure commode pour la population. Pendant la semaine, la messe conventuelle sera dite alternativement par le curé et les vicaires.

7. Les vicaires sont particulièrement chargés de la doctrine chrétienne, qui surtout pendant le carême précède d'habitude le sermon que les curés doivent adresser aux fidèles en général, afin qu'ils se disposent convenablement à recevoir les sacrements durant le temps pascal.

8. Conformément au concordat, on formera un fonds commun des offrandes que font les fidèles pour les fonctions religieuses. On prendra ce qui est nécessaire pour la fabrique, la sacristie, les chapelains et les ministres assistants. Quant à l'excédant, la moitié appartiendra au curé, l'autre moitié sera partagée entre les

vicaires. Ceux-ci ne peuvent réclamer le casuel attaché aux fonctions que l'article 2 réserve au curé.

Obispado de Badajoz circular. — Entre las diversas prescripciones establecidas en el Concordato de 1851, no podemos ménos de apreciar como una de las más importantes la de su art. 33, que otorga derechos, para el ejercicio del ministerio parroquial, á los Coadjutores que nombre el Diocesano con arreglo á dicho convenio y á la Real cédula de ruego y encargo de 3 de Enero de 1851, dada de acuerdo con el M. Rdo Nuncio de la Santa Sede. En una y otra disposicion claramente se define lo que ha de ser esa utilísima clase del Clero luégo que sea un hecho en cada diócesis el arreglo parroquial, como en su dia ya lo precisara nuestro digno predecesor, el illustrísimo señor D. Pantaleon Monserrat, en su circular de 20 de setiembre de 1863; sobre cuyas distintas reglas pensamos calcar las de esta nuestra, si bien con el mismo carácter de interinidad que las de aquélla, por no haber aún obtenido la sancion de la Corona el arreglo parroquial por Nós formado.

Urge, empero, determinar las obligaciones y derechos de los Coadjutores, siquiera sea para constituir, en el particular, una jurisprudencia uniforme y general, y evitar quejas y reclamaciones enojosas que hasta Nós más de una vez han llegado. En su virtud, pues, hemos venido en resolver lo siguiente.

1. Por más que primaria y principalmente corresponda á Párroco el personal cometido en la enseñanza de la doctrina cristiana explicacion del Evangelio y administracion de los sacramentos á sanos y enfermos, nunca dejará de contar con el coadjutor ó coadjutores en el desempeño de estos importantes oficios. Se lo reserva, sin embargo, de una manera especial, cuanto conviene á los sacramentos del bautismo y matrimonio, que no podrán administrar aquéllos sin especial delegacion del Párroco.

2. Si bien los coadjutores serán considerados como meros delegados nuestros, y en su virtud obtengan el correspondiente nombramiento, no obstante, no les será lícito, con solo él, ejercer los actos ministeriales, especialmente los de confesar y predicar, necesitando, por tanto, además habilitarse con las licencias oportunas.

3. Su cualidad de auxiliares subordinados al parroco en todas las funciones de su cargo, no les eximirá por eso de atemperarse en su ejercicio á las prescripciones establecida al efecto por el prelado. Se considerarán, sin embargo, facultados para todo lo perteneciente al ministerio (una vez autorizados con el nombramiento y las licencias *in scriptis*) cuando no hubiesen recibido instrucciones particulares. Se exceptúa, empero, de esta regla, como queda dicho, la administracion del bautismo y matrimonio con sus velaciones, que se reserva al parroco : asi bien todos aquellos actos que signifiquan autoridad, como llevar la capa en las procesiones y otros análogos.

4. Para que las funciones comunes al parroco y coadjutores se desempeñen con el órden debido, se establecerá un turno rigoroso entre aquél y éstos, respecto á la administracion de sacramentos á enfermos, oficios de sepultura, aniversarios, novenas, misas de entierros y otras votivas ó fundadas en la parroquia; rezo del santo rosario y assistencia á los enfermos. Si la filigresia fuese numerosa y ocurriesen actos simultáneos se sustituirán los unos á los otros. Este turno nunca podra embarazar al párroco el ejercicio de su ministerio, sin perjuicio de los derechos que vayan anejos al cargo de coadjutor.

5. Nunca habrá turno para oir confesiones, administrar la sagrada comunion, enseñar y explicar la doctrina cristiana los domingos por la tarde á los niños y examinar á los adultos en cuaresma, como deberes que pesan sobre todos, á no impedirlo otra instantánea ocupacion, propia asimismo de ministerio.

6. Será obligacion del parroco la misa *pro populo* en todos los dias de fiesta, áun en los suprimidos. Los coadjutores celebrarán la santa misa en la misma parroquia, ó en su ayuda, si la tuviere, poniéndose ántes de acuerdo para fijar las horas más proporcionadas á la comun necesidad del pueblo, aunque con libre applicacion por parte de los mismos. En los demas dias, no festivos, la misa conventual estará sujeta á turno entre parroco y coadjutores.

7. Alcanza tambien al coadjutor el especial ejercicio de la doctrina cristiana que, principalmente en tiempo de cuaresma, suele preceder al sermon que los parrocos deben predicar á los fieles en general, á fin de que éstos se dispongan convenientemente para recibir los santos sacramentos en el tiempo pascual; pudiendo tambien los mismos alternar con su propio párroco en las pláticas doctrinales y sermones, segun convengan entre sí.

8. A la fin de que los coadjutores no queden lastimados en los derechos de estola y altar en las comunes obligaciones que les dejamos assignadas en el núm. 4 de esta nuestra circular, se formará, en armonía con el concordato y por ahora, un acervo comun de los emolumentos que devenguen y perciban en el desempeno de aquéllas, asi parrocos como coadjutores; excepto la limosna de la misa, que será siempre de aquel que la celebre, y deducidos tâmbien los que correspondan á fábricas, sacristan, capellanes y ministros asistentes. La mitad de este acervo comun corresponderá al parroco, y la restante al coadjutor ó coadjutores; sin que éstos puedan pretender derecho alguno de los que se devenguen en las funciones, reservadas al párroco segun el núm. 2, y cuando hayan de ejercitarlas por enfermedad ó impossibilidad de mismo. Idéntica regla se observará con los beneficiados que llevan el carácter de coadjutores.

9. Siendo el parroco el único jefe responsable del archivo parroquial, solo á él incumbe extender en debida forma los asientos que deban inscribirse en cada uno de los libros de su propia iglesia, cuyo número, clase y circunstancias tenemos consignado en nuestra circular de 10 de mayo de 1874. Cuando algun sacerdote, áun los coadjutores, administre por delegacion del párroco cualquier sacramento de los que le están especialmente reservados, se hará constar siempre en la partida esta circunstancia, que jamás se omitirá. Las partidas en que esto tenga lugar serán autorizadas por el parroco y sacerdote celebrante.

10. Toda clase de certificaciones, sea cualquiera la causa que las motive, se expedirán y autorizarán por el párroco, sellándo las además con el de la parroquia. Ningun coadjutor podrá extender certificados de esta clase, á no ser que el cura ó regente se halle enfermo ó legitimamente ausente, circunstancia que en uno ú otro caso procurará anotar el coadjutor en el encabezamiento del escrito, como encargado interinamente en el ejercicio de la cura de almas.

11. Todos los demás sacerdotes no coadjutores adscritos á las parroquias, á más del servicio que deben prestar en ellas por su titulo ó por disposicion del diocesano, auxiliarán en caso de necessidad á los parrocos en el desempeño de sus funciones.

Esperamos confiadamente que todos los eclesiásticos pertenecientes al clero parroquial en sus diferentes categorías, se ajustarán estrictamente á las reglas anteriormente prescritas; advirtiendo que si en algun caso ocurriere dificultad ó duda respecto de su ejecucion, será, por el pronto, resuelta por el arcipreste ó parroco en la forma que estimaren más oportuna, á fin de regularizar el ejercicio de las funciones eclesiásticas;

pero debiendo inmediatamente darnos cuenta para resolver lo que mejor convenga. Badajoz 1 de diciembre de 1877. — Fernando, obispo de Badajoz. — Por mandado de S. S. I. el obispo, mi señor, Dr. Joaquin Rodriguez, secretario.

— *Suppression des fêtes. Décret du gouvernement étendant aux colonies le bref pontifical de* 1867. *Protestation du gouverneur ecclésiastique de la Havane.*

Le gouvernement espagnol ayant cru pouvoir étendre aux pays d'outre-mer un bref pontifical concernant les fêtes d'obligation, dom Sébastien Pardo Martin, gouverneur ecclésiastique de la Havane, a réclamé auprès du roi Alphonse XII. Nous publions le texte espagnol du Mémoire, lequel montre que le pouvoir de régler les fêtes est réservé à l'Église.

Exposicion del gobernador ecclesiástico de la Habana sobre la reduccion de los dias festivos.

Señor : Otra vez ve el vicario capitular de la Habana, sede vacante, en la triste necesidad de llegar hasta el trono, manifestando ahora á V. M. que no puede dar cumplimiento al R. D. de 13 agosto último, por el que, sin la intervencion de Su Santidad, se hace extensivo á las iglesias de Ultramar el pontificio de 2 de mayo de 1867 sobre reduccion de fiestas, ya que V. M. no ha podido dictarle sin ese requisito por carecer de competencia para legislar en materias religiosas; y exponiendo, además, y por el contrario, que si la Santa Sede no interviene en este asunto y extiende su ya precitado decreto á estas iglesias, habrá de advertir á los fieles de esta su diócesis el deber en que se hallan de seguir gardondo como hasta aquì los referidos dias de fiestas en la forma establecida por las disposiciones ecclesiásticas vigentes.

La institution de los dias festivos pertenece de derecho á la Iglesia, pues tales actos tienden primera y principalmente al culto divino y al provecho de las almas, y como dedicados á Dios, admirable y glorioso en sus santos, son verdaderamente espirituales, de religion y de piedad. (*Clement. unica de Reliq. et veneratione Sanctorum cap.* 1° *y* 2° *de Reliquiis*). Y como *ejus est tollere cujus est condere*, á la misma corresponde la supresion de aquéllos, su aumento ó disminucion.

De aquí se sigue que el poder civil nada puede disponer ni mandar, con autoridad propria, en estas cosas, en que está obligado á obedecer, porque así plugo à Nuestro Señor Jesucristo, que al distinguir oficios y jurisdicciones dió la temporal á las potestades seculares, reservando la espiritual para los pastores de la Iglesia que adquirió y fundó con su preciosísima sangre. De aquí que haya ejercido siempre esta facultad nuestra santa madre la Iglesia, como se desprende del canon 1°, distincion 3 *De Consecrat.*, del cap. *Conquestus, de Feriis*, y del cap. 12, ses. 25 del Concilió de Trento, *De Regularibus*. De aquí que, fijadas las fiestas para la Iglesia en general por la Santidad de Urbano VIII en su constitucion *Universa* de 1644, han sido siempre los Romanos pontifices los que han entendido en la reduccion de las mismas, definido su número y establecido los preceptos que envuelven para las diversas naciones y distintas diócesis como lo hicieron, entre otros, Benedicto XIII por su breve *Superabundavimus gaudio* de 1727, accediendo á lo solicitado por el Sínodo provincial de Tarragona; Benedicto XIV por los suyos *Non multi menses* y *Cum sicut*; Clemente XIII y Clemente XIV, para otros reinos y provincias; Pio VI, en su breve *Nullius* de 1785, para la de Toledo, y de 1788, para la Santander, y por el *Paternœ Charitatis* de 1791 para todas las diócesis de España; Pío VII para la Francia; y, en fin, Leon XII, Pío VIII, Gregorio XVI y el que en la actualidad rige con gloria los destinos de la Iglesia' nuestro santísimo padre Pío IX. De aquí que si alguna vez la autoridad secular ha pretendido hacer declaraciones sobre fiestas, los Romanos pontífices han tenido por nulo y de ningun valor lo decretado por ella, y así lo han declarado, siendo digno de notarse en este particular el breve de Innocencio X, de 1653, que empieza *Cum nuper*, que tuvo por nulo el edicto público del gobernador del estado de Milan, que mandaba observar el dia de Santo Domingno, considerando, dice el pontifice, cuán pernicioso sería para la autoridad ecclesiástica que los príncipes seculares se arrogasen el derecho de mandar en las cosas de la Iglesia, cuando solo tienen la necesidad de obedecer. »

Sentada esta doctrina, que reconoció el gobierno de la augusta madre de V. M. en 1867, que demuestra el modo parcial con que ha venido haciéndose la reduccion de fiestas, y que nunca los gobiernos se han atrevido á hacer extensivos los indultos otorgados para determinados países á los suyos propios, ni áun los obispos, especialmente despues de la constitucion *Universa*, los conceditos por los Romanos pontífices á algunas diócesis de la misma nacion, á las suyas, el vicario capitular se emplace en creer que solo una poco cabal inteligencia del decreto de 2 de mayo de 1867 ha podido mover el ánimo de V. M. para promulgar el del 13 de agosto, que es objeto de esta representacion. S. M. entendió que comprende á las iglesias de Ultramar el decreto pontificio de 2 de mayo ya citado, porque se dió para el reino de España, y á los dominios y reino de España pertenecen las iglesias de estas islas, ha de ser lícito al vicario capitular afirmar que contra esa interpretacion hay razones de gran peso que nacen de los términos del mismo decreto pontificio, de la conducta seguida por el gobierno de V. M. en este asunto, de la interpretacion dada por el gobierno de vuestra augusta madre en 1867 y de las circunstancias todas, así antecedentes como consiguientes, que reclaman como justa y procedente la consulta á Su Santidad. Il juicio del que suscribe, ni el gobierno de vuestra augusta madre pensó en las iglesias de Ultramar a pedir la reduccion de fiestas en 1867, ni Su Santidad, al concederla para el reino de España en su decreto de 2 de mayo tantas veces citado, ni áun suponiendo pedido y concedido lo que se pretende, podia hoy aplicarse la pontificia disposicion, despues del trascurso de diez años, sin ser nuevamente oida y consultada la autoridad dispensadora.

Dícese en la exposicion de motivos que precede al decreto de 13 de agosto último que « no rige en Ultramar el de 26 de « junio de 1867, porque se consideró opportuno en asunto de « tal importancia oir préviamente el dictámen de los gober- « nadores generales, prelados, superiores de las ordenes « religiosas y consejo de administracion; » luégo se enumeran las causas que mueven al Sr. ministro de Ultramar á proponer á V. M. que sancione su decreto, « terminada ya la informa- « cion y habiendo recaido sobre ella el más autorizado parecer « del consejo de Estado. » ¿ En este, señor, el procedimiento que debe seguirse? Para pedir la derogacion de la ley justo es que ántes se expongan las causas á fin de que el legislador pueda, apreciarlas debidamente, así como para conocer aquéllas es lógico y justo que se abran informaciones y se oiga á quien pueda y deba dar prudente consejo y noticias convenientes.

Este es el órden : la informacion primero para el conocimiento de las causas; despues la alegacion de las causas á la suprema autoridad que ha de derogar, con conocimiento de las mismas, la ley que se pretende. Si, pues, el decreto de 26 de junio de 1867 no rige en Ultramar, es porque al pedir el gobierno la reduccion de fiestas, á Su Santidad no pensó en estas iglesias, ni la pidió para estas iglesias. Y, ¿cómo

habia de pedirla, si ni áun conocía las causas que habia de alegar en su apoyo; causas que inquirió despues por la ámplia informacion á que el decreto de 13 de agosto se refiere?

Asi, en efecto, lo reconocio y declaró el gobierno de la augusta madre de V. M., que fué el que entendió en el asunto. El Sr Ministro de Ultramar de entónces remitiò de Real órden, al Excmo Sr. gobernador general esta isla, en 5 de julio de 1867, el *decreto pontificio dictado por Su Santidad para la reduccion de dias festivos en la Peninsula* (son sus palabras), á fin de que, oyendo á los Rdos prelados y consejo administracion, informase lo que creyere oportuno acerca de la conveniencia de hacerlo extensivo á este territorie.

Hé ahí lo que signifiéan las palabras *Segni Hispaniæ* que se leen en el decreto, segun la interpretacion del ministro de Ultramar que formaba parte del gobierno que entendió en la peticion : *las diócesis de la Península, no las de Ultramar.*

Si el gobierno no pensó en las iglesias de Ultramar al pedir la reduccion de fiestas en 1867, tampoco Su Santidad concedió lo que no le pedian. En otro caso, es casi seguro que habria pedido ántes informes á sus obispos, procediendo en esto con la prudencia y sabiduria que procede siempre el Jefe de la Iglesia, y seguisimo que habría remitido despues para su cumplimiento el decreto de reduccion y dado las instrucciones convenientes al efecto.

Por otra parte, y en la tercera hipótesis, la ley que reduce es la pontificia, es el decreto pontificio de 2 de mayo de 1867. Esto es indudable segun los buenos principios del derecho público, y así lo reconoce V. M.

V. M. debe obedecer la disposicion y hacer que se obedezca en todas sus partes, asi en la esencia como en la forma, y desde el dia en que ha de empezar á regir, segun la voluntad del pontifice, á no ser que los obispos expusieran á la Santa Sede las dudas que se les ofreciesen en su aplicacion, conforme á la facultad que les otorga y reconoce el texto.

Pues bien, señor; nuestro santo padre Pio IX dice que su decreto empezarà à regir desde el 1° de ereno de 1868. Se pensó en las iglesias de Ultramar? Y entónces, ¿por qué no se aplicó immediatamente el decreto pontificio y se mandó cumplir y guardar como se hizo en la peninsula por el de 26 de junio de 1867? ¿Pueden por ventura los príncipes seculares retener leyes pontificias sin el consentimiento de Su Santidad? ¿Pueden alterar las fechas en que, segun la voluntad del legislator, han de empezar à regir? ¿ Es en ellos potestativo, sobre todo tratándose de leyes eclesiásticas que se dan por legítima causa, suspender el cumplimientp de las mismas por un espacio de tiempo, poderoso acaso á hacer cesar los motivos porque se otorgaron, como sucede ene y caso presente, hasta para dar origen à costumbre contra ley?

Este es, por fin, y para terminar este ya largo escrito, el juicio que emitió sobre el particular el el malogrado Sr. Obispo de esta diocesis, D. Apolinar Serrano y Diez (Q. E. P. D.), quien terminó el informe que le pidiera el Excmo Sr. Gobernador general en abril de 1876, con estas palabras : « Esta es « mi parecer, el cual someto al juicio y resolucion de la Igle- « sia, confiando en que V. E., de acuerdo con el Romano « pontifice, resolverán lo que sea más conveniente á los es- « piritualeс intereses de estos fideles. »

Es, pues, preciso, señor, attendida la buena doctrina y teniendo en consideracion los términos del decreto pontificio, a interpretacion dada al mismo por el gobierno de vuestra augusta madre en 1867, y los antecedentes y consitifice á quien el vicario que suscribe ha dado cuenta por la que á esta diócesis toca, y someta á su fallo la extension á esta iglesia del decreto pontificio sobre reduccion de fiestas pues hasta que esto no se haga y recaiga in aprobacion de Su Santidad, no puede el vicarìo dar valor alguno al Decreto de 13 de agosto, como dictado dor auctoridad no competente; viendose, por el contrario, en la necessidad de advertir a los fieles de esta diocesis que les urge, como antes, el precepto de oir misa y de santificar los dias festivos que en dicha disposicion civil se dan per suprimidos. Esto exige el cumplimiento de mi deber, y esto piden las respetables y sacrosantos derechos de la iglesia. V. M. lo comprendera asi y accedera, como buen catolico, a los ruegos del vicario.

Dios guarde a V. M. muchos anos. Habana 13 de noviembre de 1877. A. L. R. P. D. V. M. — Sebastian Pardo Martin.

Trappistes. Office. Si les profès de vœux simples qui n'ont pas reçu les ordres majeurs sont obligés à l'office.

Conformément à ce qui a été souvent décidé, la S. Congrégation des Évêques et Réguliers déclare que les religieux trappistes qui n'ont pas reçu les saints ordres, et ont professé les vœux perpétuels, mais non solennels, doivent néanmoins réciter l'office divin, en vertu de la coutume.

F. Joannes Maria, abbas monasterii vulgo N. D. de Bellefontaine ord. Cisterciensis reformati vulgo Trappensium, ad pedes S. V. provolutus, humiliter exponit. In dicto monasterio existere nonnullos monachos qui, etiamsi non provecti sint ad sacros ordines, interveniunt cum sacerdotibus ad recitandum officium divinum. Quæritur an monachi in sacris non ordinati, et *qui non solemnia*, sed perpetua vota emiserunt, teneantur ad officium divinum recitandum?

S. Congr. Em. et Rev. S. R. E. Cardinalium negotiis et consultationibus Episcoporum et Regularium præposita, censuit respondendum proposito dubio, prout respondet : *Affirmative juxta consuetudinem.*

Romæ datum ex secretaria ejusdem S. Congreg. hac die 15 jannarii 1870. *A. Card. Quaglia, præfect. — S. Svegliati, secretarius.*

Liturgie particulière des Trappistes. Permission pour les prêtres séculiers de suivre le calendrier et le missel de l'ordre.

Un indult de la S. Congrégation des Rites permet que les prêtres séculiers ou réguliers qui célèbrent la messe dans les chapelles des Trappistes puissent suivre le calendrier et le missel de l'institut.

Ordinis Cisterciensium congregationis Trappistarum. Quum in multis ecclesiis ordinis Cisterciensium, congregationis Trappistarum, sacrosanctum missæ sacrificium celebrent sacerdotes sæculares vel regulares etiam aliorum ordinum, sæpesæpius iidem sacerdotes sæculares conformare se nequeunt kalendario prædictarum congregationum, præsertim quando in kalendario ipso occurrunt festa beatorum. Ut huic incommodo occurrat hodiernus procurator generalis ordinis Cisterciensis, nomine duorum procuratorum generalium Trappensium Sanctissimo D. nostro supplicia vota porrexit, ut privilegium multis religiosis ordinibus jam concessum ad duas prædictas congregationes extendere dignaretur, vi cujus sacerdotes vel sæculares vel regulares in earumdem ecclesiis celebrantes conformare se possint kalendario et missali. Cisterciensi reformato, etiam in festis beatorum. Sanctitas porra sua, referente S. Rituum congregationis secretario benigne juxta preces annuere dignata est. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

L'administrateur-gérant :

PALMÉ.

Paris. — JULES LE CLERE et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 17.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT CINQUANTIÈME ET UNIÈME LIVRAISON.

REMARQUES SUR LE DÉCRET DE GRATIEN

d'après Thomassin (1).

(*Suite*)

Homicide. S'il est permis de se venger. — Modération de l'Eglise. — Si le suicide est permis en certains cas. — Bras séculier. Tolérance civile à l'égard des hérétiques et des mauvais chrétiens. — Instruments de la justice divine. — Confiscation des biens des hérétiques. — Service militaire des évêques à raison des fiefs. — Si un concile est nécessaire pour condamner les hérétiques. — La barque de S. Pierre représente l'Eglise. Union des évêques avec le Saint-Siége. — Si on peut excommunier quelqu'un après sa mort? Ancienne discipline de l'Eglise romaine. — Pouvoir du pape sur les saints canons. Priviléges. — Sortiléges. Le sort est-il défendu? Election de l'apôtre S. Mathias. — Superstitions empruntées au paganisme. Causes physiques. Astrologie judiciaire. Le démon ne connait pas l'avenir. Connait-il les pensées des hommes par l'impression qu'elles font sur le corps? Le sabbat des sorcières. Si on peut faire dire la messe des morts pour faire mourir une personne vivante? — Pythonisse de Saül. — Absolution à l'article de la mort. — Etrennes du premier janvier. — Obsession diabolique.

CAUSE XXIII.

QUESTION V

Est-il permis de tuer quelqu'un? Gratien, à son ordinaire, dit que non. Il le prouve par l'Ecriture : *Non occides. Omnis qui acceperit gladium, gladio peribit.*

Chap. 1. Il appuie ce sentiment par l'autorité de S. Augustin, qui, écrivant au comte Marcellin sur ce que les Donatistes avaient tué Restitut, prêtre, et crevé les yeux à d'autres ecclésiastiques, qu'ils usaient de la même cruauté contre les laïques fidèles, l'exhorte néanmoins de ne pas exercer envers eux la même vengeance. Ainsi il semble qu'il défend l'homicide à un juge même qui pourrait l'exercer justement. Voici la raison qu'il apporte : Ceux que les Donatistes ont mis à mort sont martyrs ; or ce n'est pas la coutume de l'Eglise de venger le sang des martyrs par des peines et des supplices temporels.

Nous avons de pareils exemples dans S. Ambroise, et S. Augustin a sans doute marché sur les pas de son maître. Il semble que c'est flétrir l'honneur des martyrs que de joindre à leur sang celui des assassins. Ce n'est pas néanmoins que par là on veuille laisser leurs crimes impunis, et que l'Eglise leur donne la licence de les commettre sans appréhender le châtiment ; mais on ne veut simplement qu'arrêter leur insolence sans les faire mourir ou les mutiler ; car il n'est pas permis aux ecclésiastiques de faire par eux-mêmes, ni de procurer à qui que ce soit de pareils supplices. La mort ou la mutilation sont deux chefs d'irrégularité. Voici ce qu'il demande : qu'ils soient corrigés ; mais quelle sera cette correction ? par quelque châtiment léger, par quelque peine corporelle on les empêchera de faire du mal, on les occupera à quelque ouvrage pénible, afin de leur faire faire pénitence et de leur ôter la liberté de retomber dans les mêmes fautes. Ce que nous leur ordonnons est une peine, mais c'est une peine bienfaisante.

On peut dire : Mais l'Eglise se venge toujours ; elle ne poursuit pas jusqu'à la mort, mais elle condamne les criminels à des peines très-longues et très sévères. Non, dit S. Augustin ; ce n'est pas une vengeance, mais c'est une correction. La pure charité invente toutes ces fâcheuses occupations pour le salut de ceux que l'on châtie.

On pourrait aussi dire que S. Augustin faisait comme nous à présent. Ceux qui ont reçu quelque coup mortel, sachant bien que leur assassin qui est pris sera puni de mort, laissent faire à la justice, et, pourvu qu'ils protestent qu'ils ne poursuivent et ne cherchent pas leur mort, ils sont exempts de l'irrégularité ; mais il faut répondre que dans ce cas S. Augustin y allait sérieusement ; il ne se contentait pas de protester qu'il ne voulait pas la mort des Donatistes, mais il empêchait même cette mort. Il écrit à ce comte : Faites l'office de père à l'égard de ces malheureux, et dans leur châtiment employez la même douceur dont vous avez usé dans leurs questions ; vous la leur avez donnée, non pas selon la rigueur des lois civiles, vous n'y avez employé ni les chevalets ni les flammes, mais vous vous êtes contenté des verges. Cette correction peut bien être employée par un juge, puisque les maîtres s'en servent sur leurs disciples, les pères sur leurs enfants et les évêques mêmes sur leurs diocésains. Il faut ici remarquer jusqu'où va la douceur de l'Eglise, non pas à empêcher les juges séculiers de faire leur devoir ; mais elle modère tant qu'elle peut, et après elle leur laisse faire et en demeure là. Elle n'a de tout temps souffert qu'avec peine qu'on donnât à

(1) Voir la livraison de février-mars, col. 210.

des accusés des questions si rigoureuses qu'elles étaient aussi redoutables que la mort. Elle voyait que quelquefois les innocents se rendaient criminels par la terreur de ces supplices, et que les preuves qu'on tirait par cette voie étaient assez souvent fausses. Mais il faut suivre les lois quand elles sont faites. Les Pères les ont modérées autant qu'ils ont pu, et ainsi S. Augustin avait raison de louer ce comte de n'avoir employé contre les Donatistes que des peines dont les pères, les maîtres et les évêques ont coutume d'user envers leurs fils, leurs disciples et leurs ouailles.

Chap. 3. Il écrit au même comte : Nous souhaitons que les Donatistes soient punis, mais que ce ne soit pas d'une peine de mort. *Rogo te ut præter supplicium mortis sit.* Si vous les faites mourir, nous désespérons de leur salut ; ainsi nous ne demandons la prolongation de leur vie temporelle que pour leur en procurer une éternelle. Car ils feront pénitence et feront leur salut ; mais au contraire si, étant surpris dans leur crime, on les met à mort, ils n'auront pas le loisir de se corriger. Si on les fait mourir, d'abord ils ne recevront aucun sacrement. Car c'était la pratique de refuser aux criminels qui avaient été condamnés la confession et la communion ; elle a duré presque jusqu'à nous. Et pour montrer que S. Augustin voulait sérieusement empêcher la mort de ces hérétiques, il dit ensuite : Nous ne vous livrerons plus ces méchants si vous les faites mourir. Ainsi ces malheureux, sachant qu'ils ne seront plus punis, prendront occasion de là de faire plus de mal aux chrétiens ; ils nous perdront, et se damneront. Il est bien facile de voir que, si S. Augustin eût cru que le comte Marcellin les eût condamnés à mort, il ne les aurait jamais mis entre ses mains.

Chap. 4. Il faut mêler et unir ensemble l'autorité du juge qui châtie et la charité du médiateur qui s'interpose, afin que de ce mélange on en tire un fruit salutaire, qui est la correction et l'amendement de la vie ; voilà comment un juge doit employer sa rigueur.

Chap. 6. Il rapporte de S. Jérôme une chose qui n'est pas de moindre conséquence, quoiqu'elle soit d'un sujet différent. Il parle de ceux qui ont été punis temporellement en cette vie. L'Ecriture sainte dit que Dieu ne se venge jamais deux fois, et que ce qui a été puni en cette vie ne l'est pas en l'autre. *Non judicabit Dominus bis in idipsum.* Si cela est, il faut croire que ceux des Égyptiens qui ont été noyés dans la mer, ceux des Israélites qui sont morts dans le désert, les Sodomites qui ont été consumés du feu du ciel, ne seront pas châtiés dans l'autre vie, parce qu'ils l'ont été dans celle-ci. Cela ne paraît-il pas étrange ? Est-ce que, si on surprend quelqu'un dans l'adultère, qu'on lui coupe la tête, il ne sera pas puni dans l'autre vie parce qu'il aura reçu son châtiment dès celle-ci ?

Il faut distinguer deux sortes de péchés : les grands et les petits. Il semble que S. Jérôme parle ici avec quelque doute des fautes qui sont moins énormes. Il y a apparence que, pour les Israélites qui sont morts dans le désert, plusieurs ont été sauvés, soit que leurs fautes n'aient pas été si grandes, soit qu'ils les aient expiées. Pour ceux qui ont péri dans le déluge, on peut dire la même chose ; car quelques-uns voyant ce danger eurent le loisir de se repentir ; mais pour les Sodomites il est certain qu'ils étaient quasi tous dans le crime, et qu'ils y ont été surpris. Il faut prendre ce que dit ici ce saint comme une règle générale qu'il donne, qui peut néanmoins avoir des exceptions ; car plusieurs Pères croient qu'Ananie et Saphire furent sauvés, appuyés sur cette raison. Il faut conclure qu'à la vérité il n'y a que Dieu qui, sachant la grandeur des crimes, connaisse la mesure et l'étendue de leurs châtiments, mais qu'il y a apparence que, quand ce ne sont que des fautes légères, Dieu n'est pas si rigoureux que de les punir deux fois.

Voilà la première partie que traite Gratien ; mais, dit-il dans la seconde, nous lisons dans l'Ecriture quantité d'exemples des grandes punitions et des châtiments de mort que les hommes ont exercés. Il faut donc conclure qu'en certaines rencontres il est permis d'infliger une peine de mort, mais qu'on ne le peut faire d'une autorité privée.

Chap. 8. Je ne crois pas, dit S. Augustin, qu'il faille conseiller de tuer un homme de peur d'en être tué. Un soldat pourra se défaire de son ennemi, non par amour de sa propre vie, non par passion et par haine, mais par le zèle du bien de la patrie ; un magistrat prononcera une sentence de mort, non par animosité mais par le devoir de sa charge, et un pur effet d'un désir de rendre la justice. Ainsi ces gens-là peuvent infliger des peines de mort, parce qu'il n'y a que la cause publique qui les anime.

Chap 9. Il n'est pas permis, dit S. Augustin, de se tuer soi-même, parce que nous sommes renfermés dans cette loi générale : *Diliges proximum tuum sicut teipsum* ; c'est-à-dire que l'amour du prochain étant un modèle de celui que nous nous portons, s'il nous est défendu de le tuer, il ne l'est pas moins de nous ôter la vie à nous-mêmes ; mais que faut-il donc dire de l'action de Jephté qui sacrifia sa fille ? Cette question est embarrassée, répond ce père ; s'il y a eu commandement de Dieu, c'est un acte de justice, mais autrement il y a lieu d'improuver sa conduite. Pour ce qui est de Samson, qui pour faire périr les Philistins ébranla une colonne et s'ensevelit volontairement sous les ruines de la maison, il faut dire qu'il fut inspiré et poussé de Dieu à le faire, et une grande marque de cela fut la force miraculeuse qu'il eut pour faire cette action. Dieu, qui l'assistait et qui lui donnait tant de vigueur, lui inspira de se faire mourir avec ses ennemis, mais hors de ces rencontres il n'est jamais permis d'être homicide de soi-même.

Chap. 11. S. Jérôme, écrivant sur le prophète Jonas, dit qu'il n'est pas permis, quand on verrait la mort inévitable, de se l'avancer d'un moment, si ce n'est pour la défense de la chasteté. S. Jérôme est en cela plus hardi que S. Augustin et S. Chrysostome. Ces pères auraient bien justifié Euphrosine et Pélagie, la mère et la fille, qui se sont poignardées et jetées dans le feu plutôt que de consentir à la lubricité des infâmes qui les persécutaient ; S. Augustin et S. Chrysostome auraient bien excusé cela par l'inspiration, mais ils n'en auraient pas fait une règle générale ; car on n'a pas toujours des garants aussi forts que l'Eglise qui les

a honorées du culte des martyrs. S. Jérôme semble avoir jeté les yeux sur ces exemples ou sur d'autres pareils que nous ignorons pour en faire cette règle générale, qu'il n'est permis de se donner la mort que quand il faut perdre ou la vie ou la chasteté.

Chap. 12. Le concile de Brague prive de la sépulture, des offrandes et de la messe ceux qui se sont empoisonnés pour se faire mourir ; les excommuniés seront traités de même, et ceux qui auront été condamnés à la mort par arrêt du juge. La raison de cela est que les anciens, voyant que les juges faisaient mourir les criminels lorsqu'ils les surprenaient dans leurs fautes sans leur donner le loisir de passer par les classes de la pénitence et expier par cette rigueur la grandeur de ces fautes, ne leur donnaient ni confession ni communion et désespéraient beaucoup de leur salut.

Chap. 20. Les princes séculiers, dit Isidore, doivent prêter les mains à l'Eglise pour venger les crimes qu'elle, qui n'a point d'armes en main, ne saurait corriger.

Ce que Gratien rapporte ici d'Isidore se trouve dans les conciles de France ; ce qui y est dit en termes généraux, l'est ici dans une expression particulière. Les princes sont les exécuteurs nés des lois ecclésiastiques, et l'Eglise n'aurait pas besoin d'eux si, par leurs menaces et leurs châtiments, ils ne faisaient faire ce qu'elle commande, et qu'elle ne pourrait obtenir par des paroles et par la douceur. *Cæterum intra ecclesiam potestates necessariæ non essent, nisi ut quod non prævalet sacerdos efficere doctrina et sermone, potestas hoc impleat per disciplinæ terrorem.* Vous direz peut-être : Les princes ne sont pas exécuteurs des lois des évêques, cela n'est guère digne de leur rang. Mais voici qui fait pour eux : les canons, les lois ecclésiastiques sont des lois divines ; ainsi les princes qui exécutent les canons obéissent à Dieu, non aux hommes ; cette exécution ne déshonore pas leur grandeur. Il ne faut pas regarder les évêques ni les puissances ecclésiastiques comme des hommes particuliers, mais comme d'autres Jésus-Christ revêtus de son autorité et de son pouvoir. Or cette soumission n'est pas indigne de leur majesté. Car, comme dit Isidore, les princes ont reçu le pouvoir qu'ils ont de Dieu même ; c'est lui qui les a établis pour se faire obéir par leur moyen, et pour contraindre les hommes à accomplir ses lois ; ils sont donc sur terre les exécuteurs de ses volontés, et s'ils ne s'acquittent pas de leurs obligations, ils seront comptables, non pas aux évêques, mais à Dieu même, de qui est toute leur souveraineté.

Chap. 33. Il ne faut pas, dit S. Augustin, contraindre personne à la religion catholique, mais on peut faire violence aux hommes pour les empêcher de faire mal, et dans ces occasions il faut employer la douceur, les conférences et les instructions ; c'est ce qui fut pratiqué de son temps, où l'on employa de grandes conférences pour faire revenir les donatistes ; mais on fut obligé d'user de violence dans la suite.

Chap. 43. Voici un autre exemple tiré de l'histoire. Après le cinquième concile touchant les trois chapitres qui y furent condamnés, les évêques de Ligurie, d'Istrie et de Venise furent trop opiniâtres ; ils se cantonnèrent, firent un schisme et, se séparant de l'Eglise occidentale qui s'était rendue à ce concile, firent une assemblée particulière ; ce qui obligea le pape Pélage de prier les généraux d'armée qui étaient dans l'Italie, d'user de main forte pour réduire ces évêques à leur devoir, parce qu'ils se séparaient des siéges apostoliques, dit le pape, à cause de quelques contestations, quoique ce fût la coutume de recourir au Siége apostolique pour en avoir la décision et non pas faire un schisme. Voilà la pratique de tous les siècles. Les évêques ont un évêque au-dessus d'eux, qu'ils doivent consulter dans leurs différends ; les évêques sont les docteurs de l'Eglise, mais ils ont un docteur au-dessus d'eux qui les instruit. Il fallait, selon la pratique ordinaire, recourir au premier siége, qui est l'interprète du concile général, pour s'éclaircir de leur doute, et non pas diviser l'Eglise par un schisme.

Chap. 46. Le pape Léon dit qu'on peut porter les armes utilement, et qu'il faut considérer ceux qui meurent dans une guerre juste pour la défense de l'Église, comme ceux qui meurent pour la cause de Dieu.

Chap. 47. Urbain II dit presque la même chose ; il s'agissait de ceux qui avaient tué les excommuniés ; cela regarde le temps auquel l'empire était révolté contre l'Eglise, et qu'il y avait guerre entre l'un et l'autre. Après que l'Eglise se fut servi inutilement de ses censures et des armes spirituelles, elle fut obligée de repousser l'insolence des opiniâtres par la guerre. Plusieurs, animés d'un véritable zèle, firent mourir des excommuniés ; d'autres par intérêt furent aises que cette occasion se présentât pour faire servir le prétexte de la religion à leur vengeance et à leurs inimitiés particulières. Le pape, dit-il, fait imposer pénitence à tous ces gens-là ; mais comment ? *Secundum intentionem modum congruæ satisfactionis.* Il faut avoir égard à leurs intentions ; car les uns sont autant louables devant Dieu que les autres lui sont odieux ; mais, comme il est difficile de distinguer si c'est un véritable zèle ou un esprit de vengeance qui les a portés à la guerre, le plus sûr est de leur imposer à tous pénitence, parce que dans le cœur il y a certains replis que l'homme même ne peut découvrir. Voilà qui justifie la conduite de l'Eglise, qui de tout temps a imposé pénitence aux soldats, qui ne les recevait à la communion qu'après l'expiation de leurs fautes, qui pendant ou après la pénitence publique leur défendait l'usage des armes. Ce n'est pas qu'elle crût que la guerre était toujours injuste et qu'elle la condamnât, mais c'est qu'il était bien difficile qu'il n'y eût pas de la duplicité cachée sous cette pureté d'intention, et que parmi le zèle de servir le prince et l'Eglise il n'y eût quelque mélange de passion, de vengeance et d'intérêt.

Après le chap. 49, Gratien dit que Dieu punit les hommes par les hommes en deux manières. Car quelquefois ceux qui sont les instruments de sa justice ne savent pas ce qu'ils font, et les desseins de Dieu, comme Sennachérib, Assur et Antiochus, qui ignoraient que Dieu se servît d'eux pour punir les Israélites. D'autres fois ceux qui sont les instruments de

la colère divine savent bien ce qu'ils font, par exemple quand Dieu se servit des Israélites pour exterminer les Chananéens et les Amorrhéens. Or il y a bien de la différence entre ces deux sortes d'hommes ; car ceux qui ne savent pas ce qu'ils font et qui n'entreprennent la guerre que par ambition ou par passion, bien loin d'être récompensés, méritent d'être punis, et c'est ce qui est arrivé souvent quand Dieu, après avoir châtié ses enfants par les armes des infidèles, a voulu se servir de ces mêmes enfants corrigés pour punir ces infidèles. Nous avons l'exemple de Jabin, roi des Chananéens, dans l'Ecriture.

La question VI n'est qu'une répétition de quelques passages qui prouvent qu'il faut quelquefois faire une sainte violence aux méchants pour les convertir. Nous les avons vus dans la question IV de cette cause.

QUESTION VII.

Pour revenir à notre premier sujet, les hérétiques peuvent-ils être privés de leurs biens ?

Pourquoi non ? dit S. Augustin dans le chap. 1er. Car tous les biens que nous possédons, nous ne les possédons que par droit divin ou par droit humain. Le droit divin rend toutes choses communes; les biens sont à tous les hommes par le droit naturel. Qui est-ce donc qui a fait tout ce partage ? Ce sont nos crimes ; car dans l'état d'innocence tout aurait été commun ; mais après le désordre du péché, pour arrêter l'avarice et la cupidité de l'homme, il a été nécessaire de faire des partages, afin que chacun vécût en paix. Ces partages ont été faits par les hommes mêmes, et c'est ce qui s'appelle le droit humain ou le droit des empereurs, non pas qu'ils soient les maîtres absolus de nos biens, mais, étant les directeurs du droit humain, ils sont les arbitres et les juges des hommes. Or par ces deux sortes de droits les hérétiques ne peuvent rien posséder, ni par droit divin parce qu'ils sont ses ennemis, ni par droit humain parce que les empereurs leur en ont défendu la jouissance. Ils se plaignent qu'il y a des catholiques qui s'emparent de leurs biens par avarice et non pas par un zèle de la religion ; S Augustin dit : Ce sont de méchants catholiques; nous improuvons leur conduite et leur avarice, mais Dieu se sert d'eux pour punir les hérétiques. Ainsi ce que Dieu fait nous plaît, mais ce qu'ils font nous déplaît.

Chap. 3. S. Augustin les combat toujours de la même force. Les hérétiques se plaignent que nous les persécutons pour avoir leurs biens, et de plus ils se plaignent que nous les violentons pour rentrer dans la communion de l'Eglise. Ces deux plaintes sont si opposées qu'elles se détruisent l'une l'autre ; car si nous voulions avoir leurs biens, nous ne voudrions pas leur conversion, parce que, quand ils rentrent dans l'Église, ils rentrent en même temps dans leurs possessions. Ainsi nous n'aurions garde de les violenter pour se faire catholiques, si l'interêt nous conduisait comme ils disent. Après tout, s'ils considéraient comment nous possédons les biens de l'Eglise, cette plainte cesserait ; car nous les possédons comme le bien des pauvres et comme étant pauvres. Si nous sommes pauvres avec les pauvres de l'Eglise, ces biens sont à eux et à nous ; mais si nous avons en particulier de quoi vivre de notre patrimoine, cela ne nous appartient pas.

N'est-ce pas la décision que Fagnan nous a donnée et que le droit nouveau a établie ? Celui qui a un patrimoine suffisant doit regarder les biens d'Eglise comme le bien des pauvres, et ne doit pas épargner ce patrimoine pour dérober aux pauvres leur portion. Il ne peut se servir de ce bien que selon l'intention de celui qui l'a donné : s'il est pauvre, qu'il s'en serve ; mais s'il a du patrimoine ou quelque autre bénéfice, ce bien n'est pas à lui, il n'en est que le dispensateur, et s'il se regarde comme le propriétaire, c'est une usurpation damnable, c'est un sujet de damnation.

Chap. 4. Les donatistes disent. Pourquoi nous forcez-vous de rentrer dans l'Eglise ? qu'y gagnons-nous ? Vous ne nous rebaptisez pas ; vous ne nous mettez pas à la pénitence ; comment donc nous faites-vous expier nos fautes ?

Il est vrai que les hérétiques qui étaient fidèles parmi eux, c'est-à-dire non atteints de crimes capitaux, n'étaient pas mis à la pénitence publique quand ils revenaient à l'Eglise ; s'ils étaient clercs, on les recevait parmi les clercs ; si parmi les hérétiques, ils étaient atteints de quelques crimes, on les mettait à la pénitence ; mais ceux qui n'avaient pas d'autres vices que leur hérésie, étaient reçus sans aucune pénitence. Ainsi c'est avec vérité qu'ils disent qu'on ne les baptise pas.

S. Augustin répond : Il faut bien que vous fassiez pénitence, quand vous reviendrez à l'Église ; il est vrai qu'on ne vous mettra pas dans les classes de la pénitence, que vous ne serez pas distingués par des marques extérieurement honteuses, comme le cilice et la cendre ; mais toute votre vie doit être une continuelle pénitence et nous vous laissons dans une obligation généreuse de la faire. Voilà la pratique de l'Église, qui usait de cette douceur pour attirer les hérétiques. D'ailleurs l'hérésie est le dernier des vices en un sens ; car quoi qu'elle soit le plus grand, parce qu'elle ferme la porte du ciel et détruit la foi, elle est le moindre dans un autre, parce que le malheur de la naissance que l'on tire des parents hérétiques fait plus d'hérétiques que la malice et la volonté propre de chacun. De plus, quand on a abjuré son erreur, on est quitte de ce vice. Mais pour l'impureté et les autres péchés, il faut changer non-seulement la créance, mais les mœurs, et pour ainsi dire l'homme tout entier.

QUESTION VIII.

Les évêques et les ecclésiastiques peuvent-ils porter les armes de leur propre autorité ?

Il semble que non, car S. Pierre a reçu un commandement de Jésus-Christ de ne pas porter un glaive matériel. Et S. Ambroise dit que les armes des évêques sont les prières et les larmes, et S. Paul dit qu'il ne faut pas se défendre. *Non vos metipsos defendentes*. Tous ces passages montrent que la guerre est défendue aux ecclésiastiques.

Après le chap. 6, Gratien répond qu'il est défendu aux ecclésiastiques de porter leurs mains aux armes, mais qu'ils peuvent exhorter les laïques à les prendre. Nous voyons que le pape Léon IV se mit à la tête des troupes, pour venir au côté de l'Italie où les Sarrasins voulaient faire une descente ; que lui-même invoqua le nom de Dieu sur son armée, et composa cette oraison : *Deus, cujus dextera beatum Petrum ambulantem in fluctibus* etc. Aussi il remporta la victoire. Le pape Adrien appela Charlemagne à son secours pour faire la guerre contre les Lombards. Les apôtres mêmes et les grands hommes, dit S. Jérôme dans le chap. 13, se sont servis de ces voies. Elie a usé de rigueur, S. Pierre a fait mourir Ananie et Saphire à ses pieds, et ces actions sont des actions de piété, non pas de cruauté, quand c'est pour la cause de Dieu.

Après le chap. 18, part. 3, Gratien s'oppose que le pape Nicolas écrivant à Louis et Charles, rois de France, dit qu'il n'appartient pas aux evêques de faire la guerre. Ce pape, voulant tenir un concile à Rome, avait mandé des évêques de chaque royaume ; il n'y en eut pas un de France, parce qu'ils étaient à la tête de l'armée qui combattait contre les Normands; cela n'est-il pas contraire à l'état ecclésiastique? Il faut distinguer, dit Gratien. Il y a des évêques qui n'ont que des biens spirituels, des décimes et des offrandes; ceux-là ne sont obligés qu'à Dieu; mais il y en a d'autres qui ont des fiefs, des baronies, des comtés qu'ils tiennent de l'empire. Ces grands fiefs sont chargés de certains devoirs envers l'empire : ils sont obligés de secourir les princes dans les guerres, tant par des tributs que par certains nombres de soldats qu'ils doivent fournir et qu'ils vont eux-mêmes conduire, non pour se battre, mais pour s'acquitter de ce devoir. C'était la pratique de l'Église depuis le pape Nicolas jusques à deux ou trois cents ans près de nous; car dans la France Charlemagne mit de grands fiefs entre les mains des abbés et des évêques. Il vit bien que, s'il les donnait à de grands seigneurs, outre qu'ils n'auraient pas la conscience bien pure, ils pourraient troubler la paix de l'empire par quelque révolte, et que du côté des ecclésiastiques il n'y avait rien à craindre de pareil. C'est pourquoi il donna tout à l'Église, mais il voulut en même temps qu'on lui fournît tant de soldats; ce qui a duré presque jusques à nous; les évêques et les abbés s'en sont rédimés, et, au lieu de fournir des troupes, ils ont donné une certaine somme d'argent. Ainsi ce que nous voyons faire tous les cinq ans dans le clergé est très-juste, généralement parlant. On présente un don gratuit et on se délivre du reste.

Dans la quatrième partie, il dit : Ne serait-il pas mieux que les empereurs eussent exempté l'Eglise de toutes ces contributions? Oui, et il rapporte l'exemple de Joseph, qui exempta les prêtres du tribut de Pharaon. Constant, dans le chapitre suivant, leur donne cette exemption, et dans le chap. 25 le concile de Worms dit que les curés doivent être francs pour leur portion, leurs décimes ou leurs offrandes; mais que, s'ils ont des fiefs, il est juste qu'ils fournissent aux nécessités de l'empire.

CAUSE XXIV.

Un évêque étant tombé dans l'hérésie fit le procès à quelques prêtres, les déposa et même les excommunia. Cet évêque étant mort, on l'accusa d'hérésie, et il fut condamné avec toute sa famille.

PREMIÈRE QUESTION.

On demande si un évêque étant tombé dans l'hérésie peut faire le procès et donner sentence d'excommunication contre qui que ce soit?

On répond que non, parce qu'étant hérétique ou il est l'auteur d'une nouvelle erreur, ou il est le partisan d'une ancienne ; il est déjà condamné avec l'auteur, et par conséquent incapable de déposer ou d'excommunier qui que ce soit. En voici un exemple.

Chap. 1er. Acace n'était pas l'auteur d'une nouvelle erreur, il n'était pas le sectateur de l'erreur, mais il conservait la communion des Eutychiens. Lorsqu'on le condamna, les Orientaux se plaignirent de ce qu'on n'avait pas assemblé un concile; mais le pape Gélase répond qu'il n'était pas nécessaire, parce que n'ayant pas fait de nouvelle hérésie, la condamnation fulminée dans le concile de Chalcédoine contre les Eutychiens tombait pareillement sur lui, et que, sans assembler un nouveau concile, il n'avait qu'à réitérer cette première sentence. Sa manière de parler est bien remarquable. *Factus sum itaque executor veteris constituti, non promulgator novi.* Lorsque j'ai condamné Acace, dit-il, j'ai été l'exécuteur d'une ancienne constitution, et non pas le promulgateur d'une nouvelle. De là il paraît qu'il appartient au pape d'être l'exécuteur des constitutions synodales, étant le conservateur, le défenseur et le gardien des canons.

Chap. 2. Le même pape donne une bonne raison pour justifier son procédé. On ne peut plus retoucher à ce qu'a fait le concile de Chalcédoine, et il y a cette différence entre les questions agitées devant le concile, et après : que devant le concile on en peut demander l'examen, mais non pas après; autrement on n'aurait jamais fait. Ainsi le concile de Chalcédoine, ayant condamné Eutychès, a enveloppé dans sa sentence tous ses sectateurs. Il ne faut donc plus de nouveau concile. Il cite après quelques exemples et bien à propos, car les hérétiques inféreraient de là que jusqu'à ce qu'une erreur soit condamnée dans un concile général, on peut demander un nouveau concile; mais voici ce que dit Gélase: L'erreur de Sabellius fut condamnée dans un concile, et il n'a pas fallu de nouveau concile pour ses sectateurs. Or quel est ce concile où Sabellius a été condamné? Ç'a été avant le concile de Nicée. Ce n'était donc pas un concile général, puisque celui-ci est le premier œcuménique. C'était peut-être celui d'Antioche, où Paul de Samosate fut condamné, car ils vivaient presque en même temps dans le IIIe siècle et ils avaient presque les mêmes erreurs. Après cet exemple il en apporte d'autres des hérétiques qui ont été condamnés dans des conciles généraux, comme Arius,

Macédonius, Nestorius. Pour ce qui est d'Eunomius, on peut douter si ce fut un concile général qui le condamna.

Après le chap. 4, Gratien dit : Si cet évêque a inventé une nouvelle erreur, il ne peut pas porter une sentence dans l'Église ; il a perdu ce pouvoir, car ce n'est qu'à l'Église dans son unité que Jésus-Christ a donné le pouvoir de prononcer juridiquement ; hors de l'Église, il n'y a point de puissance de lier et de délier. Quand Jésus-Christ a donné ce pouvoir à S. Pierre, il l'a donné à cet apôtre et à toute l'Église en unité. Voilà pourquoi il l'a donné tantôt à Pierre, tantôt aux autres. C'est pour cela que S. Paul ayant excommunié l'incestueux de Corinthe, dit qu'il l'a fait avec l'Église, du conseil des fidèles ; ce qui montre l'unité de l'Église et des évêques, et qu'il faut que l'évêque fidèle excommunie un fidèle, car il n'a aucun pouvoir sur un infidèle.

Chap. 5. Ces paroles fameuses de S. Léon y sont rapportées : *Manet ergo Petri privilegium, ubicumque ex ipsius fertur æquitate judicium.* Les sentences contraires aux canons ne sont pas appuyées sur S. Pierre, et par conséquent elles n'ont aucune autorité. S. Pierre n'est pas considéré comme particulier et en sa personne, mais universellement, comme embrassant toute l'Eglise et embrassé de toute l'Eglise.

Chap. 7. S. Ambroise dit que le navire de S. Pierre représente l'Eglise, et que c'est à lui à qui Jésus-Christ a dit : *Duc in altum;* c'est-à-dire que, dans les grandes abîmes des chicanes, dans la mer des disputes, on ne saurait se mettre à couvert de l'orage, si on n'est sous la conduite de S. Pierre.

Chap. 12. Innocent Ier, écrivant aux évêques d'Afrique assemblés dans le concile de Milève, montre le privilége de S. Pierre et l'union des évêques avec lui ; il dit que, si les évêques délibèrent sur un point de foi, ils doivent avoir recours préalablement à l'auteur de leur dignité et de leur honneur, c'est-à-dire à Pierre ; il ne dit pas que tous les évêques empruntent tout leur pouvoir de Pierre, comme s'ils n'étaient pas de droit divin, mais il dit que l'universalité de l'Eglise est dans l'unité de Pierre, et que tout l'épiscopat est de droit divin ; mais qu'il est renfermé dans un seul épiscopat qui est celui de Pierre.

Chap. 14. Il y a là la confession de Pélage qui a passé parmi les œuvres de S. Jérôme, et qu'il a soumise à la censure de Rome, sachant bien que si elle y était approuvée, elle serait reçue partout.

Chap. 16. Le pape Léon dit que l'église d'Alexandrie, qui est la seconde Eglise, n'est pas différente de celle de Rome, parce qu'elle a été instituée par S. Marc, disciple de S. Pierre ; or le disciple n'a pas répandu d'autre doctrine que celle de son maître.

Chap. 18. S. Cyprien dit que S. Pierre est le fondement de toute l'Eglise : *Super unum ædificat Ecclesiam* ; et quoique le Fils de Dieu, après sa résurrection, donnât à tous ses apôtres une puissance égale, et qu'il leur dît à tous : *Sicut misit me Pater et ego mitto vos* ; ainsi tous les évêques sont de droit divin établis immédiatement. Outre cela, il y a une autorité qui est particulière à S. Pierre. Pourquoi cette unité dans l'Eglise ? C'est afin qu'il n'y eût point de schisme parmi les évêques. C'est de cette façon qu'ont parlé les papes Gélase et Léon, qui ont usé de leur autorité, et qui néanmoins n'ont pas laissé de reconnaître que tous les évêques étaient les successeurs des apôtres, comme eux l'étaient de S. Pierre et que, comme les apôtres avaient une même puissance et un même honneur que S. Pierre, les évêques avaient par droit divin les mêmes avantages qu'eux ; que néanmoins, comme S. Pierre, avait été le centre de l'unité, et établi de Jésus-Christ chef des apôtres, les papes étaient le centre de l'unité et le chef des évêques. Il n'y a qu'un épiscopat, il n'y a qu'un chef ; mais il y a une supériorité de l'un sur les autres. Toute l'Eglise est un arbre, les évêques en sont les branches ; toute l'Eglise est une source, les évêques en sont les ruisseaux ; mais cela marque l'unité dans l'origine, les rayons sont concentrés dans le soleil, les branches sont liées dans le tronc, et les ruisseaux coulent d'une même source. Ainsi toute la multiplicité des évêques est émanée de l'unité de S. Pierre : *Unitas tamen servatur in origine.* Il en est de cette unité comme d'un corps ; les membres et le chef ont une même substance, c'est une même âme indivisible qui les anime, mais il y a toujours une supériorité de droit naturel du chef sur les membres. Voilà comme S. Cyprien, S. Léon et le pape Gélase doivent être entendus contre les hérétiques qui donnent une primauté à tous les évêques, dont ils ruinent ensuite l'autorité.

Chap. 23. S. Ambroise, faisant l'oraison funèbre de son frère, dit de lui, qu'ayant abordé l'île de Sardaigne, il voulut se faire baptiser ; que pour cet effet il fit appeler l'évêque, mais qu'il voulut auparavant savoir s'il était catholique ; mais comment ? s'il était dans la communion de l'Eglise romaine ; *Si cum Romana Ecclesia conveniret* ; mais par malheur c'était un pays où les Luciférien régnaient ; il est vrai qu'ils n'étaient pas hérétiques ; car, comme dit ce saint, Lucifer était un grand évêque, bon catholique, et Satyre (c'est le nom de ce frère de S. Ambroise), qui est bien instruit de tous les points les plus délicats de notre religion, ne crut pas que la véritable foi pût être parmi les schismatiques. Le schisme assez souvent ne consiste que dans la division des évêques ; mais quand on se sépare de l'Eglise romaine par un schisme, quoiqu'on n'ait point de doctrine ni de dogme contraire à la foi, on ne laisse pas de pécher contre elle, parce que l'Eglise étant Jésus-Christ même, ceux qui déchirent son corps, qui est l'Eglise, ne gardent pas une véritable foi envers lui. Ainsi, quoique les schismatiques n'aient rien innové pour le dogme, cependant ils sont hérétiques, parce qu'ils ne tiennent pas le point principal de la foi, qui est l'unité de l'Eglise.

Chap. 25. S. Jérôme explique son sentiment touchant un schisme des Orientaux, c'est-à-dire du diocèse oriental dont Antioche était la capitale. L'Orient était partagé par trois évêques d'Antioche ; par Paulin, qui tenait pour Rome et que Lucifer avait établi dans sa légation pour terminer les différends qui étaient entre les Mélétiens et les Eustatiens ; par Vital, évêque des Apollinaristes, et par les évêques dont Mélèce était

le chef. S. Jérôme était occidental et très-bien instruit de la véritable pratique. C'est pourquoi, étant parmi les Orientaux, il crut dans ces divisions qu'il ne pouvait avoir une loi saine s'il ne se liait très-étroitement au pape Damase; il lui écrivit pour s'instruire de la pureté de sa foi. J'ai cru, dit-il, qu'il fallait recourir au siége de Pierre et à cette foi qui a été louée par l'apôtre S. Paul écrivant aux Romains, et s'y est toujours maintenue inviolablement. Autrefois la foi a pris naissance dans l'Orient, mais le soleil de justice se lève présentement dans l'Occident : *Nam in Occidente sol justitiæ oritur; in Oriente autem Lucifer ille qui ceciderat supra sidera posuit thronum suum.* Voilà le renversement qu'il y a eu; l'Orient, qui était la plus auguste partie de l'Eglise, est devenu la dernière par ses schismes et par ses divisions. Ce n'est qu'avec peine, ajoute-t-il, que j'ose écrire au siége apostolique et à un si grand évêque; mais je parle au successeur de S. Pierre; c'est-à-dire d'un pêcheur, et d'un disciple de la croix. Je ne reconnais que Jésus-Christ, et dans toutes ces divisions j'adhère à la chaire de Pierre, sur laquelle vous siégez; je n'en reconnais point d'autre dans toute l'Eglise : *Super illam petram ædificatam ecclesiam scio.* On donne plusieurs sens à ces paroles, mais voyez comme S. Jérôme les interprète. Il parle à Damase sur le sujet de la division des Orientaux, et dit que l'Eglise a été fondée singulièrement sur S. Pierre. L'Eglise romaine est comme l'arche de Noé; quiconque y est n'a pas fait naufrage, et quoique je sois si éloigné de Rome, je communie avec ceux de l'Egypte qui sont romains. Dans ces divisions c'est toujours le plus sûr et l'uniquement sûr de s'attacher au siége de Rome.

Chap. 33. Le pape Pélage dit que l'évêque d'Aquilée ne peut ni sacrer ni être consacré par un autre, parce qu'il était dans le schisme des trois chapitres. L'évêque d'Aquilée et celui de Milan n'allaient pas à Rome pour se faire sacrer, soit pour la longueur du chemin ou pour quelque autre chose; mais ils se sacraient l'un l'autre, et il fallait que celui qui devait sacrer vînt dans la ville de l'autre, afin de présider à l'élection, la faire canoniquement, et ensuite consacrer l'élu.

Chap. 34. Le même pape se sert de l'autorité de S. Augustin, qui, parlant contre les Donatistes, dit que, pour marque de la foi et de la véritable religion, il faut s'attacher aux siéges apostoliques, c'est-à-dire ceux à qui les apôtres ont adressé des lettres, par exemple à Corinthe, à Colosse, à Philippes. Voilà un sens bien étendu; car, à proprement parler, ces églises n'ont jamais été des siéges apostoliques, et on ne les nomme telles que lorsqu'elles ont été fondées par les apôtres; d'ailleurs toutes ces églises sont dans le schisme et dans l'hérésie, mais il reste toujours la règle générale qu'il faut communier avec l'Eglise universelle, et la proposition de S. Augustin subsiste toujours, qu'il faut s'attacher aux siéges apostoliques, mais entre ceux-ci à celui qui a été de tout temps nommé par excellence le Siége apostolique.

Chap. 35 et 36. Il y a quelque chose de plus approchant au sujet de Gratien. Nestorius, après avoir publié son erreur, excommunia ceux qui lui résisteraient. Le pape Célestin, ou plutôt le concile d'Éphèse, répondit que toutes les excommunications étaient nulles, parce qu'il était hérétique. Voilà le cas de Gratien décidé, et, avant d'être condamné, ses sentences furent traitées comme nulles.

Après le chapitre 37 Gratien s'oppose S. Augustin, qui dit que ceux qui tombent dans l'hérésie ne perdent pas le droit de baptiser; donc ils ne perdent pas l'ordre, et si cela se fait quelquefois autrement, c'est extraordinairement, dans la nécessité et sans autorité. — Il répond qu'il est vrai qu'ils ne perdent pas l'ordre, mais ils perdent la juridiction; or l'excommunication est un acte de juridiction; et avant le chapitre 40, comme il y a une grande différence entre le baptême et les autres sacrements, ainsi un évêque qui tombe dans l'hérésie ne perd pas l'ordre, c'est-à-dire ne perd pas le pouvoir de conférer le baptême; mais comme il perd la juridiction de lier et de délier, il perd le droit d'administrer les autres sacrements, de sorte qu'au lieu qu'à présent nous mettons le pouvoir de conférer tous les sacrements pour marque de juridiction, Gratien met d'un côté le pouvoir de donner le baptême comme la marque de l'ordre qui reste, et de l'autre il met pour marque de juridiction que l'on perd le pouvoir d'excommunier et de conférer les autres sacrements, parce que, dit-il, ils ne sont pas comme le baptême d'une égale nécessité.

Chap. 40. Celui, dit S. Augustin, qui est dans l'extrémité, fera mieux de se faire baptiser par un hérétique que de mourir sans baptême; cela est singulier dans ce père, car tout le monde n'était pas dans son sentiment; apparemment il était bien aise de le dire contre les Donatistes, car ils croyaient que le baptême des catholiques n'était pas bon.

QUESTION II.

Peut-on excommunier quelqu'un après sa mort?

Non, répond Gratien, selon l'usage de l'Église romaine,

Chap. 1er. Le pape Léon dit qu'on ne communie après la mort par prières qu'avec ceux avec qui on a communié étant vivant. L'Église a été partagée sur ce point, quant aux temps et quant aux lieux. Lorsque des pénitents mouraient dans leur pénitence avant qu'ils en eussent reçu l'absolution, dans quelques églises on piait pour eux, on offrait le sacrifice de la messe pour eux, et c'est ce qu'on appelait communier les morts, parce qu'on présumait qu'ils étaient bien morts, et que Dieu avait eu pitié d'eux. Mais l'Église romaine était dans une pratique contraire; car elle ne voulait pas qu'on fît aucune prière pour eux, elle les abandonnait à la providence et à la miséricorde de Dieu; aussi elle ne les relevait pas par là de l'excommunication; car tous les pénitents étaient excommuniés en un sens, puisqu'ils étaient privés de la communion et de la participation des plus saints mystères.

Chap. 2. Le pape Gélase parle dans le même sens d'une manière différente; car il s'agissait de remettre

Acace dans la communion de l'Église; or Acace n'était pas mort impénitent, quoique ce fût quelque chose d'approchant, car il était mort dans la communion eutychienne. Cependant le pape Gélase dit absolument qu'on ne donne la communion de l'Eglise après la mort qu'à ceux qui l'ont eue durant leur vie. Voilà l'usage ancien de l'Eglise romaine; elle changea de sentiment après le cinquième concile, savoir : qu'après la mort on pouvait excommunier des personnes qui seraient mortes dans la communion de l'Église, parce qu'on peut découvrir de nouvelles actions si noires qu'elles mériteraient cette peine; et enfin elle commença de prier pour les morts pénitents, quoiqu'ils n'eussent pas eu la communion avec elle durant leur vie.

Il est vrai, dit Gratien dans la seconde partie, qu'il y a certains péchés qu'on ne peut pas lier ni délier après la mort; mais il y en a dont on peut être accusé après la mort, et ensuite excommunié, comme l'hérésie. En voici un exemple.

Chap. 6. Dans le cinquième concile, Théodore étant mort dans la communion de l'Église, fut excommunié après sa mort. Les Romains s'y opposèrent et n'approuvèrent pas d'abord cette pratique; mais le concile passa outre, et pour se justifier il allégua plusieurs exemples d'une pareille chose.

S. Chrysostome après sa mort fut remis dans les sacrés diptyques de plusieurs Eglises dont il avait été rayé pendant sa vie. S. Augustin a maintenu la sainteté et la pureté de la doctine de l'évêque Cécilien, et néanmoins, écrivant aux Donatistes, il leur dit que, quand Cécilien serait coupable, l'Eglise n'en serait pas moins innocente, parce que, s'ils pouvaient convaincre cet évêque de quelque erreur, l'Eglise l'anathématiserait après sa mort. C'était donc un fondement au cinquième concile pour excommunier Théodore après sa mort, et c'est ce que fit Rambulas, évêque d'Edesse. Il y a encore un autre exemple de Dioscore antipape, mais probablement il fut excommunié durant sa vie.

QUESTION III.

Gratien demande si l'on peut excommunier toute une famille à cause de quelque crime de son chef. Il prend d'abord l'affirmative et l'autorise pat l'exemple des Sodomites, dont plusieurs de leurs enfants, quelque innocents qu'ils fussent, furent enveloppés dans le châtiment de leurs pères, et dans le Nouveau Testament nous voyons que les péchés de quelques grands ont attiré les fléaux du ciel, comme la peste, sur tout leur royaume.

Il dit ensuite : Cela est bon pour les châtiments corporels, parce que ce sont des suites du péché, et non pas pour les châtiments spirituels. Il n'y a que le péché originel qui passe des pères aux enfants, tous les autres crimes que leurs ancêtres commettent ne leur sont pas imputés. Or l'excommunication est une peine spirituelle; et vers la fin de cette rubrique, Gratien dit qu'il ne faut excommunier que ceux qui ont été accusés ou convaincus, ou qui se sont avoués criminels. Il rapporte sur ce sujet une belle lettre de S. Augustin.

Chap. 1. Je voudrais bien (dit S. Augustin à un évêque à qui il écrit) que vous me montrassiez comment on peut excommunier une personne innocente. Vous êtes jeune évêque et je suis âgé, je n'ai jamais pu le concevoir et encore moins osé l'entreprendre. C'est pourquoi, dit Gratien, il n'est pas permis d'excommunier pour les fautes d'autrui toute une famille; car au reste une sentence d'excommunication fulminée mal à propos lie plutôt celui qui la prononce que celui contre qui elle est fulminée. C'est ce que dit S. Jérôme dans le chap 4 : Celui qui lie mal se lie lui-même.

Chap. 6. Le concile de Paris tenu sous Louis le Débonnaire cite une loi de Justinien qui ordonne que les évêques et les prêtres, c'est-à-dire les curés, ne pourront excommunier qui que ce soit sans connaissance de cause. Ceux qui doutent si les curés ont pu excommunier, verront ici qu'apparemment ils le pouvaient autrefois, quoiqu'à présent ils ne le puissent pas. Il faut aussi remarquer comme l'Eglise embrasse les lois des empereurs quand elles sont conformes aux canons; et si quelqu'un a été excommunié injustement, que faut-il faire? Il faut se faire délier, parce qu'il faut toujours craindre les peines ecclésiastiques : *Majoris sacerdotis authoritate ad gratiam sanctæ communionis redeat*; mais celui qui aura fulminé mal à propos, sera privé de la communion par son supérieur pour tout le temps qu'il voudra.

Après le chap. 25, Gratien dit qu'il faut considérer la différence qu'il y a entre l'hérésie et le schisme; et S. Jérôme dit, dans le vingt-sixième, que le schisme vient de quelque division qui est entre les évêques. Par exemple, de son temps il voyait Paulin et Mélèce dans Antioche qui partageaient le diocèse d'Orient; c'était une division d'évêques, non pas une opposition de foi, car Mélèce et Paulin étaient dans la même foi. L'hérésie au contraire regarde *perversum dogma*. Cependant voici qui est véritable : tout schisme dégénère en hérésie, parce que tout schisme sépare de l'unité de l'Eglise, qui est un point de foi; mais S. Jérôme en donne une autre belle raison, c'est que les schismatiques étant séparés de l'Eglise, on leur impute toujours quelque erreur, et eux imputent quelque chose à l'Église.

Chap. 29. S. Augustin dit que ceux qui, étant nés dans l'hérésie ou dans le schisme, sont séparés de Eglise et qui néanmoins ne soutiennent pas opiniâtrément leurs erreurs, et au contraire sont dans la disposition d'embrasser la vérité, ceux-là à peine sont-ils hérétiques, car ils cherchent la vérité, ils détestent leurs erreurs et sont dans la disposition devant Dieu d'embrasser la véritable créance. *Nequaquam sunt inter hæreticos deputandi*; mais c'est là une cause réservée au jugement de Dieu.

CAUSE XXV.

L'Eglise romaine avait donné privilége à une baptismale de recevoir toutes les dîmes des diocèses, c'est-à-dire des paroisses, et la même Eglise romaine avait donné un autre privilége à un monastère de ne

point payer de dîmes. Voilà deux priviléges opposés, L'église baptismale demande les dîmes, et le monastère prétend en être exempt; l'un et l'autre est fondé sur des priviléges apostoliques.

PREMIÈRE QUESTION.

L'église baptismale ne peut pas s'approprier les dîmes, parce qu'il en faut faire quatre parts, et la quatrième est pour les pauvres; c'est le partage que tous les saints pères ont fait par leurs décrets et par les canons, et l'Église romaine ne peut rien faire contre les canons; c'est ce qui est prouvé dans le chapitre premier.

Chap. 1. Le pape Gélase dit qu'il n'y a point de siége qui soit plus intéressé à maintenir les canons que le premier siége. *Nullam magis exequi sedem præ cæteris oportere quam primam.*

Chap. 4. Le pape Hilaire dit qu'il n'y a personne qui puisse violer les constitutions divines, et moi qui suis le premier prêtre *,potentissimi sacerdotis* (il y a plus bas *potissimi*, et c'est mieux), je serais coupable si je négligeais de venger le mépris qu'on en ferait.

Chap. 7. Le pape Zozime dit: Le siége romain même ne peut pas employer son autorité à violer les statuts des saints pères. Ces paroles sont belles, magnifiques et véritables.

Chap. 10. Ceci n'est pas fort à propos. Childebert, roi de France, était entré en défiance de Pélage, à cause du cinquième concile, car en France nous ne nous séparâmes pas de l'Eglise romaine qui l'avait accepté, mais demeurant dans le respect le pape était suspect à plusieurs. C'est pourquoi le roi le pria de signer la lettre du pape Léon et de lui envoyer sa profession de foi; le pape fit l'un et l'autre et lui envoya sa justification. Quelques-uns de là prétendent conclure que les princes ont droit d'exiger des papes ces sortes de justifications, mais cette prétention est ridicule, et il n'y a pas toujours des occasions pressantes comme celle-ci, où le pape soit obligé de se justifier et où les princes puissent l'exiger. On voit bien que le sujet était très-raisonnable.

Gratien, dans la longue rubrique qui fait le reste de cette question, dit des choses admirables. L'Eglise romaine a droit et autorité de faire et de confirmer les canons; mais elle n'est pas liée aux canons; elle en peut faire parce qu'elle est le chef de toutes les Eglises. Ainsi elle donne autorité aux canons sans s'y assujettir elle-même. Cela est vrai en un sens, car comme Jésus-Christ, quoiqu'il fût législateur, s'est néanmoins soumis aux lois qu'il avait faites, non pas servilement, mais royalement et comme un législateur qui pour se rendre honneur à soi-même s'obéit à soi-même, ainsi les souverains pontifes révèrent les canons, qu'eux ou leurs prédécesseurs ont faits, et se font honneur à eux-mêmes en y obéissant. Cependant en certaines rencontres ils montrent qu'ils sont les maîtres et les auteurs des canons, soit en commandant, soit en les expliquant : *Nonnunquam vero, seu jubendo, seu definiendo, seu aliter agendo, se decretorum dominos et conditores esse ostendunt.* Voilà des paroles bien fortes et magnifiques.

Il y aurait de la peine de trouver quelque chose de semblable dans l'antiquité; mais il ne faut pas s'arrêter aux paroles quand le sens est bon, il faut seulement savoir que ce qu'il dit est nouveau dans les termes. Pour *conditores*, à la bonne heure, cela se peut trouver, mais pour être les maîtres des décrets de leurs prédécesseurs, *dominos*, c'est ce qui ne se trouvera pas. Cependant il reconnait qu'ils sont obligés de garder les canons. Voici comment. Il y a deux sortes d'obligations. Les sujets sont obligés de garder les lois comme sujets; les princes sont obligés de les garder comme princes, les uns quant à la vertu directive, les uns quant à la coactive. C'est ce que Gratien veut dire, qu'ils peuvent dispenser des canons sans que la vertu coactive les touche; ils gardent les canons par autorité comme souverains, non par nécessité comme les sujets. Il ne dit pas qu'ils aient l'autorité de les violer parce que leur exemple attire tout le monde. Les papes sont les vengeurs de la loi, et comme vengeurs et conservateurs des canons ils doivent les garder eux-mêmes pour les faire observer aux autres. Cependant, dit Gratien, il faut remarquer que, quand les conciles ont fait des canons, ils ne les ont faits qu'en mettant en réserve l'autorité de l'Eglise romaine : *nisi auctoritas Romanæ Ecclesiæ aliter imperavit;* ou bien, *salvo tamen in omnibus jure sanctæ Romanæ Ecclesiæ.* Ce n'est pas à dire que le siége de Rome ne soit obligé aux canons; mais Gratien veut dire qu'il peut dans la nécessité dispenser des canons. Ainsi il parle comme les nouveaux canonistes, quand il dit que les papes sont les maîtres des canons; mais il parle comme les anciens quand il dit qu'ils doivent garder les canons. Les papes, dit-il ensuite, donnent des priviléges; or l'autorité de donner des priviléges n'exempte pas d'obéir aux lois; l'empereur obéit aux lois, mais il peut donner des priviléges; il montre par là qu'il est en quelque sens au-dessus des lois. Il en est de même des papes; ils peuvent par dispensation donner des priviléges, mais cette dispensation pontificale ou impériale doit toujours être fondée sur la justice et l'équité.

Mais voici un autre point; si un privilége accordé à un particulier tend à la ruine d'un autre, il n'a pas de lieu, car le pape faisant grâce à l'un, ne peut préjudicier à un autre. Ainsi ayant donné l'exemption des dimes à certains monastères, l'évêque s'en trouvant grevé pourrait redemander les dimes, les empereurs l'ont voulu ainsi; voilà une grande règle dont on pourra tirer une grande conséquence en faveur des évêques. Il semble qu'ils pourraient rentrer dans le droit de tirer la quarte des mortuaires et des autres droits qu'ils ont perdus.

QUESTION II.

Gratien demande si le pape par un nouveau privilége peut déroger aux priviléges précédents? Non, répond S. Grégoire dans le chapitre 4; car par ce moyen le pape semblerait se détruire lui-même, puisqu'il ren-

verserait ce que lui ou ses prédécesseurs auraient établi.

Après le chapitre 21, dans la partie 2, il dit que l'Église romaine peut tout, qu'elle peut assembler ce qui est divisé, et diviser ce qui est assemblé : *Congregata valet disjungere, et disjuncta congregare.* Mais comment? voici le correctif : *rationis tamen æquitate considerata.* L'Église romaine peut donner des priviléges, il est vrai ; mais elle le doit faire avec justice, elle est souveraine et au-dessus des lois; mais il y a une loi éternelle et divine qui est au-dessus d'elle ; la souveraineté de puissance qu'elle a reçue de Jésus-Christ est toujours accompagnée de la souveraineté de justice que Jésus-Christ a établie sur son trône ; ainsi elle doit avoir égard dans les dispenses qu'elle accorde aux motifs qui les exigent, autrement tous les priviléges sont nuls. Rien de si juste que le sentiment de Gratien.

CAUSE XXVI.

Un prêtre étant adonné aux sortiléges fut convaincu devant son évêque, et, ne se corrigeant pas, il fut excommunié. Ensuite il tomba malade, et étant à l'extrémité un autre prêtre le réconcilia sans la permission de l'évêque par qui il avait été excommunié; revenant en santé, ou dans sa maladie ayant quelques jours favorables, on lui imposa pénitence selon les canons.

PREMIÈRE QUESTION.

Qu'est-ce qu'on appelle sortilége? Isidore de Séville dit que les sortiléges sont ceux qui consultent *sortes sanctorum.* Cela sera mieux expliqué par le concile d'Agde. C'était un livre, ou l'Écriture sainte ou un autre, qu'on ouvrait au hasard, et du premier verset qu'on rencontrait on en tirait un bon ou mauvais augure du futur. On appelait cela *sortes,* parce que l'on tirait au hasard, et *sanctorum*, parce que c'était un livre saint dont on se servait. Quel jugement il faut faire de ces consultations, nous verrons dans la suite le sentiment de S. Augustin.

QUESTION II.

Est-ce un péché de tirer au sort? Il semble que non, car nous voyons que pour découvrir le larcin d'Achab on tira au sort. Saül, pour découvrir celui qui avait fait contre le jurement auquel lui et le peuple s'étaient engagés, fit jeter le sort qui tomba sur Jonathas. Zacharie donna de l'encens aux autels, étant déclaré par le sort. Enfin S. Mathias fut élu apôtre par cette voie. Ces exemples de l'ancien et du nouveau Testament justifient le sort, et, comme dit S. Augustin, le sort n'est pas quelque chose de mauvais, mais ce qu'il y a de blâmable est de résoudre les doutes par ce moyen.

Mais, dit Gratien dans la partie 2, cela avait lieu dans l'Ancien Testament, car avant que la doctrine de l'Évangile eût été publiée, il y avait bien des choses permises qui ne le sont pas à présent. Le mariage des prêtres, le libelle de répudiation étaient en usage dans l'Ancien Testament; mais l'Église a défendu tout cela. Il en faut dire autant de l'astronomie, ou de l'astrologie judiciaire ; on s'y est appliqué autrefois, mais pour ce qui est des catholiques ils ne peuvent plus s'en servir : *Astrologia apud catholicos in desuetudinem abiit*; car ces occupations curieuses les empêchent de s'attacher à des choses plus importantes qui regardent leur salut.

Chap. 1er. S. Jérôme dit que, quoique les apôtres aient élu Mathias par le sort, cela ne doit pas faire une règle générale pour les chrétiens. Si les apôtres ont élu Mathias par le sort, ou non, c'est une question ; il est toujours certain que le mot de *sort* se trouve dans le grec. Si le sort a toujours été défendu dans l'Église, comme prétend Gratien, c'est une autre affaire ; car il y a plusieurs cas où il est permis de s'en servir ; par exemple, dit S. Augustin, lorsque dans un temps de peste il y a dispute parmi plusieurs prêtres, et qu'on ne peut pas mieux faire, il faut tirer au sort qui restera dans la ville, mais dans les élections le sort est très-blâmable, car c'est frustrer celui qui est digne de l'épiscopat.

Chap. 3. S. Augustin nous donne une belle règle de modération. Ceux, dit-il, qui veulent tirer des conjectures de l'avenir, et qui se servent de l'Ecriture sainte pour cela, font bien mieux que s'ils avaient recours aux sorciers ; mais il serait à souhaiter qu'ils ne se servissent ni de l'une ni de l'autre voie, car l'Écriture sainte n'est pas pour satisfaire la curiosité des hommes, mais pour leur donner de belles instructions de la vie éternelle.

Chap. 6. Le même père nous enseigne les choses qui sont appelées sortiléges, et il dit qu'il faut distinguer ce qui est de vertu naturelle et ce qui est de vertu magique ; et pour faire ce discernement, il nous donne une règle générale : partout où l'on ne se sert que de certains signes ou de quelques paroles qui n'ont ni vertu naturelle ni physique, il faut s'en défier; que s'il n'y a pas des figures, des paroles, ou d'autres choses inefficaces mais des choses physiques qui peuvent avoir des effets naturels, il ne faut pas croire qu'il y ait de la magie. Il faut porter le même jugement de certaines ligatures qu'on suspend au cou, ou au bras ; on a beau donner à ces choses le nom de physique, ce n'est que superstition. Il y a certains pendants d'oreilles que l'on prétend avoir quelque vertu naturelle, ou des osselets d'autruche, mais on se trompe, ou bien, pour empêcher le hoquet, prendre de sa main droite le pouce gauche. Ce n'est pas que S. Augustin veuille dire qu'il y ait magie dans ces petites choses, mais il improuve fort tout cela, parce qu'on sortait seulement de la gentilité et du paganisme ; or les païens avaient été superstitieux en mille manières, comme à mettre un pied devant l'autre en marchant, à chausser le soulier gauche avant le droit, serrer le pouce gauche pour empêcher le hoquet. Tout cela est une impertinence, non pas une magie, et S. Augustin l'a décrié, afin de retirer les chrétiens de la superstition des païens. Il en faut dire autant des prédictions astrologiques ; car de regarder les astres, considérer leurs mouvements, et en tirer des conjectures pour l'avenir, c'est un effet de la science des hommes; mais prétendre deviner la vérité des actions futures et libres, c'est trop entreprendre, et c'est vendre une superstition à prix d'argent, qui ne sert qu'à mettre l'esprit des hommes curieux à la servitude et les

accabler sous le poids de la crainte. L'Écriture sainte a traité cette astrologie du nom de fornication : car l'âme qui n'a d'autre époux que la vérité éternelle, choisit le démon pour savoir la vérité des choses à venir, et en cela il y a une espèce de fornication, non-seulement quand les astrologues nous trompent, mais même lorsqu'ils disent la vérité, car ou c'est le hasard ou une permission divine qui veut que les curieux soient punis de leur mauvais procédé.

QUESTIONS III ET IV.

Gratien nous explique l'origine et les différentes espèces de divinations. Il rapporte sur ce sujet dans le chap. 1er beaucoup de choses de S. Augustin qui condamnent l'astrologie; et dans le chap. 2, qui est fort curieux, il dit que les démons sont des animaux aériens. Il ne faut pas prendre ces paroles à la rigueur, comme si, dans la pensée de ce père, les démons avaient des corps, et que, comme il y a des animaux aquatiques et terrestres, il ait cru que les démons fussent des animaux aériens. Il veut seulement dire que les démons sont très-légers et qu'ils se portent dans un moment d'une extrémité du monde à l'autre ; c'est ainsi qu'ils peuvent nous apprendre des choses fort distantes comme présentes, et nous croyons qu'ils prédisent l'avenir. Il dit ensuite que les démons ayant une longue vie et étant immortels, ils recueillent par expérience des choses qu'ils ont déjà vues, certaines règles pour fonder leurs prédictions, comme les vieillards qui à cause de leurs années sont plus capables de conjecture que les jeunes gens. De plus, ils ont quelquefois permission et pouvoir de faire du mal. Ayant ce pouvoir, ils prédisent le mal qu'ils doivent faire; et il se peut faire qu'ils prédisent souvent, non pas celui qu'ils feront, mais celui qui arrivera par les dispositions des causes secondes dont ils ont la connaissance. Il y a certains effets naturels, et, comme ils sont philosophes et astrologues, ils peuvent prévoir des événements et des signes qui porteront la guerre ou la contagion; ou même ils pourront connaître certaines choses futures par les desseins que les hommes forment, par les impressions que leurs pensées font sur leur corps.

Chap. 3. S. Augustin a rétracté ce dernier sentiment; il avait dit que le démon savait les pensées des hommes par l'impression qu'elles faisaient sur les corps, et ici, au livre 2 de ses rétractations, ayant vu que c'était là un sentiment qui pouvait être véritable, mais qui n'était pas si certain, il dit qu'il a avancé cette proposition avec plus d'assurance qu'il ne devait. Ainsi ce grand saint nous donne une preuve de sa grande humilité, non pas à rétracter ce qu'il avait dit faussement, car c'est à présent l'opinion commune que les démons connaissent nos pensées par l'impression qu'elles font sur le corps; mais à rétracter ce qu'il avait trop fortement assuré dans le doute qu'il en fallait avoir.

QUESTION V.

Faut-il excommunier ceux qui ont pratiqué quelque sortilége? Oui, dit Gratien, et il le prouve par un grand nombre de passages qui ne souffrent pas de difficulté.

Chap. 12. Il y a un passage attribué à S. Augustin au livre *De spiritu et anima*, mais cet ouvrage n'est pas de lui, quoiqu'il soit assez ancien. Il nous apprend quels sont les fantômes qui composaient le sabbat; car à présent, à ce qu'on dit, il est composé de dérisions des mystères de notre religion ; voici ce qu'il dit : Certaines femmes méchantes, abandonnées aux démons et à leurs illusions, croient et s'imaginent que vers minuit elles se promènent avec Diane ou Hérodiade à cheval, et qu'un grand nombre d'autres femmes vont sur de grandes bêtes, obéissent à ce spectre qui porte la figure de Diane, et viennent partout lui rendre leur service; mais ces femmes, qui sont chrétiennes d'ailleurs, en abusent beaucoup d'autres et les attirent dans leur infidélité ; voilà qui est bien différent de ce qu'on rapporte du sabbat qui se fait à présent.

Dans la seconde partie, Gratien dit qu'il y a une autre espèce de superstition blâmable ; quelques-uns, par haine et par une espèce de sortilége, dépouillent les autels, les revêtent d'habits lugubres, éteignent les lumières, et font célébrer des messes des morts pour des personnes vivantes, croyant par là de les faire mourir; c'est de cela dont se plaint le concile de Tolède dans le chap. 13, comme d'un abus très-ancien.

Gratien a demandé auparavant s'il était permis pour le crime d'un particulier d'excommunier toute une famille. Il dit que non ; mais il faut avouer qu'il y a certaines excommunications qui s'appelaient autrefois générales, que l'on fulminait dans une ville ou dans un royaume pour le crime d'un magistrat, ou d'un prince; c'est ce que nous appelons interdit. Ces excommunications n'étaient pas totales, parce qu'elles ne privaient pas de certains sacrements, comme du baptême et de l'absolution à l'heure de la mort. Or ces premiers interdits, qui ont paru dans l'antiquité, ont été jetés, comme nous venons de dire, en dépouillant les autels, éteignant les cierges, fermant la porte de l'église en y mettant à l'entrée des fagots d'épines ; alors on faisait la chose pieusement, parce que les princes étant rebelles et l'Eglise n'étant pas assez forte pour les ramener à leur devoir, on obligeait par là les peuples à se révolter et à leur refuser l'obéissance. Voilà l'origine des interdits; mais dans la suite les méchants ont abusé de cette sage conduite.

Chap. 14. Il y a un passage attribué à S. Augustin, mais l'ouvrage d'où il a été tiré est apparemment d'un autre auteur. Que faut-il croire de la pythonisse qui fit paraître Samuel devant Saül? Il faut dire que ce n'était pas Samuel qui parut; mais que c'était le démon qui voulut abuser Saül par la pythonisse, lui faisant croire qu'elle avait pouvoir sur les bons et sur les méchants, et que Samuel paraîtrait à ses invocations par la force de sa nécromancie. Il dit ensuite que le démon parla à Saül, mais qu'il le trompa, en lui prédisant ce qui devait arriver; il le trompa en se faisant adorer de lui, car Saül se prosterna devant l'ombre qui paraissait, et pour la prédiction le démon la pouvait bien conjecturer, car, voyant le courage des Philistins et l'abattement des Israélites, il lui dit que la victoire serait du

côté des premiers. L'Ecriture sainte ne rapporte la chose que comme une histoire, sans dire qu'elle fût véritable ; elle décrit ce qui s'est passé, que si le démon travesti en Samuel répondit à Saül qu'ils seraient tous deux ensemble, ce fut un artifice pour faire croire que Saül, tout méchant qu'il était, serait au même lieu que Samuel, quoique très-saint ; tout cela est probable.

QUESTION VI.

Celui qui a été excommunié par son évêque étant tombé malade, peut-il être réconcilié par un autre que par son évêque ? Non, à moins que ce ne soit par le métropolitain ou par le pape. Les prêtres, dit Gratien, reçoivent de leur évêque la permission d'excommunier, de sorte qu'ils ne l'ont pas s'ils ne l'ont reçue. Par ce mot d'excommunier, il entend ce que nous appelons *lier*, car tout prêtre qui donne l'absolution peut la suspendre ; ainsi il lie et délie, selon qu'il use de son pouvoir. Ensuite il apporte plusieurs canons qui ont quelque chose de remarquable.

Chap. 1er. Le concile de Carthage dit que c'est le propre des évêques de faire le chrême ; il ne dit pas de l'appliquer sur le front, cela peut favoriser l'opinion de ceux qui croient que dans l'Eglise latine les prêtres donnaient la confirmation. Il dit ensuite que c'est aussi aux évêques de faire la cérémonie des voiles des vierges et de réconcilier les pénitents, *in publica missa*.

Gratien, après le chap. 3, explique fort exactement deux sortes de réconciliation qu'il y avait dans l'Eglise, l'une publique, et c'était celle que l'on faisait à la porte de l'église pour réconcilier ceux qui avaient fait pénitence pour des péchés publics ; or ce n'était que l'évêque qui la faisait, et dont parle le canon ; mais il y avait des réconciliations particulières et secrètes pour des péchés secrets. Celles-ci se donnaient par les prêtres. Il est bien vrai que ces deux réconciliations étaient en usage, mais en ce que Gratien dit, que la pénitence publique ne s'imposait que pour les péchés publics, il parle comme un homme de son temps, ou de quatre ou cinq cents ans devant lui, mais du temps du concile de Carthage ou de celui d'Agde on ne faisait point cette distinction. La pénitence était attachée à tels péchés qui de leur nature étaient énormes quoiqu'ils fussent secrets. Le concile de Trente même a renouvelé cette pratique.

Chap. 4. Le pape Evariste dit que les prêtres pourront réconcilier les pénitents de leurs péchés occultes avec la permission de l'évêque. Cela sent le pape Evariste, c'est-à-dire une lettre qui lui est supposée ; car il n'y a pas une marque d'antiquité, puisque cette distinction des péchés occultes ou publics était inconnue aux IIIe, IVe et Ve siècles, de sorte que c'est une pièce de la marchandise d'Isidore.

Chap. 5. Du concile de Carthage : si quelque pénitent dans l'extrémité de sa maladie demande à se réconcilier, le prêtre doit demander permission à l'évêque pour secourir ce misérable. Il paraît donc que les prêtres ne donnaient pas l'absolution de la pénitence canonique sans la permission des évêques, car il y avait une autre pénitence pour les péchés ordinaires dont les prêtres étaient les juges.

Chap. 6. Martin de Brague dit : Si quelqu'un dans l'extrémité reçoit l'absolution, et qu'ensuite il revienne en santé, il fera le reste de sa pénitence, et sera seulement participant des prières de l'Eglise. Cela est tiré du concile de Nicée.

Chap. 7. Du concile d'Orange : Ceux qui sont en danger après avoir reçu la pénitence, ou qui, étant malades, l'ont demandée, *placuit in reconciliatoria manus impositione eos communicare*, cela suffit pour leur salut. Il y a deux explications de ce canon, l'une opposée à l'autre. La première explique ce mot de *communicare*, de l'absolution, *sine reconciliatoria etc.* c'est-à-dire sans donner l'eucharistie. Un homme, disent-ils, qui en mourant demande la pénitence, que lui donnera-t-on ? l'absolution sans l'eucharistie, et cela suffit pour son salut, c'est ce qu'on appelle viatique. Les plus savants suivent cette explication ; elle est néanmoins difficile à soutenir.

La seconde, qui est de M. de Valois, est plus probable ; il croit qu'il faut expliquer ce canon de l'eucharistie sans l'absolution ; que le concile d'Orange a voulu qu'on la donnât aux malades sans leur donner l'absolution ; cela suffit pour les réconcilier, et cette communion, selon les Pères, est appelée viatique. Car il est inouï que l'absolution ait jamais été appelée de ce nom. Il n'y a qu'une difficulté qui fasse de la peine ; car on peut dire qu'il est bien dur de donner la communion sans l'absolution ; mais cela s'est fait mille fois, et il ne faut jamais avoir ouvert l'histoire ecclésiastique pour trouver cela étrange, et ignorer que cela se soit pratiqué dans les IIe, IIIe et IVe siècles.

Chap. 8. Celui qui dans sa maladie aura perdu la parole ou sera tombé en frénésie, doit être baptisé, si auparavant il l'a souhaité ; il faut aussi lui donner la pénitence, s'il l'a demandée. Il s'agit ici d'un homme qui n'était pas catéchumène, car s'il l'était, on n'attendait pas qu'il le demandât ; de même pour la pénitence ; si c'était un infidèle, il fallait avoir quelque témoignage qu'il l'eût demandée ; mais s'il était fidèle, on la donnait avec l'eucharistie, sans qu'il eût fait aucun signe, car étant fidèle il était dans une disposition prochaine qui demandait ces sacrements, comme l'état de catéchumène le baptême.

Chap. 9. Voici un canon que Martin de Brague vient de nous alléguer ; il est de Nicée. Celui qui a reçu l'absolution et l'eucharistie dans l'extrémité, s'il revient en santé, que faudra-t-il faire ? Il sera rétabli dans la pénitence au nombre des consistants, qui était la quatrième classe, c'est-à-dire de ceux qui assistaient à la messe sans recevoir la communion. Ce fut le concile de Nicée qui commença cette pratique, car auparavant l'eucharistie donnée aux mourants était comme une indulgence plénière de leurs péchés, et après on ne parlait plus de pénitence. Le concile de Nicée veut bien qu'ils ne passent pas par tous les rangs de la pénitence, mais aussi qu'ils n'en soient pas entièrement exempts. Ensuite on fut encore plus rigoureux, car on les remit dans tous les degrés de la pénitence.

Chap. 10. Le pape Léon se plaint d'une pratique de

France où l'on était si rigoureux que de refuser à la mort l'absolution à ceux qui la demandaient; c'est pourquoi il écrit aux évêques de France de détruire cette mauvaise coutume et d'user d'une plus grande douceur.

Chap. 11. Il est dit : Si quelqu'un est mort dans l'excommunication, parce qu'un prêtre qu'il aura demandé ne sera pas venu assez à temps, on ne laissera pas d'offrir pour lui après sa mort. Voilà une pratique contraire à celle de Rome, qui ne voulait donner la communion après la mort qu'à ceux qui l'avaient eue durant leur vie. Elle est du concile d'Epaone, tenu en Bourgogne. Le ve concile et le pape Vigile furent en différend pour ce point. Ceux qui étaient morts à Rome dans l'excommunication, on ne les réconciliait pas, mais en Afrique et en France on priait pour eux.

Gratien, dans la rubrique qui suit, dit: Il paraît donc que celui dont nous parlons étant excommunié et tombé malade pouvait être réconcilié par un prêtre; car l'évêque n'y était pas. D'ailleurs, dit-il, il pourrait se faire absoudre par un laïque : *Morituris succurritur etiam a laicis, si presbyter absit.* Cela s'est pratiqué plusieurs siècles. Gratien a eu fondement pour le dire, mais le mal est qu'il cite S. Augustin pour ce point de discipline, et jamais cela n'est tombé dans l'imagination de ce père.

Il conclut nettement par le chap. 14 du troisième concile de Carthage, qu'un prêtre pourra réconcilier un pénitent, si son évêque le lui permet, et même il le pourra faire quand il ne le permettrait pas, si la chose est si pressée qu'on ne puisse recourir à lui; mais si le crime du pénitent est tellement public qu'il ait causé un scandale extraordinaire, il faudra que l'absolution se donne publiquement dans l'église, en présence du peuple, devant le jubé, afin que ceux qui ont été scandalisés par son péché soient édifiés par sa pénitence. On pourrait dire que ce canon parle des péchés publics, et nous avons remarqué qu'avant le pape Evariste on n'avait point distingué les péchés occultes et les publics; mais il faut prendre garde que le concile ne distingue pas ici les péchés publics d'avec les occultes, mais il dit seulement qu'entre les péchés publics il y en a qui sont extraordinairement scandaleux. Cela est bien différent, car non-seulement il met les péchés publics, mais outre cela parmi les publics des péchés très-énormes.

QUESTION VII.

Faut-il imposer pénitence à ceux qui sont au lit de la mort? Théodore de Cantorbéry dit, dans le chap. 1er, que ceux qui demandent pénitence à l'heure de la mort, on la leur fera connaître; mais on ne la leur imposera pas, c'est-à-dire qu'on se contentera de leur exposer combien d'années de pénitence ils mériteraient; mais il faut que leurs amis suppléent pour eux. Voilà comme les uns suppléaient pour les autres, ou par aumône ou autrement. C'était la communion des suffrages de s'aider réciproquement; si ce malade revient ensuite, il fera pénitence; s'il meurt, pour sa consolation on lui donnera l'extrême-onction et la communion. C'était la pratique de donner l'eucharistie après l'extrême onction; elle a duré jusqu'au XIIe siècle.

Chap. 6. Le concile de Carthage dit que les prêtres veilleront sur les pénitents, qu'ils avanceront le terme de la pénitence, s'ils sont fervents à la faire, mais qu'ils le reculeront s'ils sont négligents. Il parle ensuite d'une ancienne pratique : lorsque les pénitents aux jours de jeûne recevaient l'imposition des mains, et aux jours de rémission, c'est-à-dire les dimanches et depuis Pâques jusqu'à la Pentecôte, ils se mettraient à genoux, car les fidèles se tenaient debout, *diebus autem remissionis genua flectant.* Que si ces pénitents, avant que d'être réconciliés, viennent à mourir, on communiera avec eux, et ils seront soulagés par les sacrifices et les prières des fidèles. Voilà une pratique d'Afrique conforme à celle de France et contraire à celle de Rome.

Chap. 8. Il paraît que le 8e concile était dans le relâchement, car il semble mettre la pénitence arbitraire au jugement des prêtres : *Hoc sit in judicio positum etc.* Cependant il faut expliquer cela doucement, car il est certain que les évêques ne se sont pas relâchés sur ce point, et qu'ils ont toujours imposé la pénitence selon les canons. Car on regardait les constitutions canoniques, on voyait le nombre de jeûnes ou d'autres mortifications qu'on devait imposer, et on donnait la pénitence par écrit. Les Grecs se sont maintenus dans cette pratique et l'observent encore ainsi; car les confesseurs en écoutant les pénitents tiennent les canons ouverts devant leurs yeux pour imposer la pénitence selon les canons. Voilà la règle générale qu'on a toujours suivie dans l'Eglise; mais il y a une règle particulière, qui regarde le pouvoir des confesseurs, dont il faut expliquer ceci : c'est que le confesseur pouvait, selon la tiédeur ou la ferveur des pénitents, abréger ou prolonger la pénitence imposée par les canons.

Chap. 13. Martin de Brague défend aux chrétiens de garder certaines cérémonies superstitieuses qui s'observaient aux calendes de janvier, au jour des étrennes; c'est pourquoi l'Eglise, pour en faire perdre le souvenir aux fidèles, a substitué en ce jour un des plus grands mystères. Il n'est pas permis non plus de couronner les maisons de lauriers et d'autres verdures; cela se fait encore en certains jours de l'année, mais il ne tient plus de la gentilité; les païens le faisaient au nom de leurs faux dieux et par superstition; à présent il n'y a pas de danger qu'on devienne idolâtre. Le chapitre suivant du pape Nicolas défend la même chose, de faire fête le premier jour de l'année.

Chap. 16. S. Augustin (mais cela n'a jamais été de lui) dit qu'il n'est pas permis de donner des étrennes aux calendes de janvier, *in quibus cantilenæ quædam et comessationes ad invicem dona donantur.* Cela est bon pour le temps de S. Augustin, à cause du voisinage des païens qui étaient si superstitieux; mais à présent on fait cela dans l'Eglise simplement, et si nous voulions condamner tout ce qui est de l'antiquité des païens, nous ôterions une partie des cérémonies de l'Eglise et nous abandonnerions les choses les plus saintes. Il n'y a sujet de se plaindre que lors-

qu'il y a danger que ce que l'on fait ne tienne quelque chose du paganisme. Il n'est pas permis non plus de chercher des divinations, de se servir de la nécromancie, et de prétendre tirer la vérité par certains chiffres. Ceci est plus remarquable, parce qu'il y a plusieurs personnes pieuses, mais simples, qui s'amusent à des chiffres, des nombres, et à l'observation des astres, et par là ils prétendent deviner ; il n'y a rien de si impertinent.

Chap. 18. Celui qui est tourmenté d'un démon, c'est-à-dire qui en est obsédé, pourra porter sur soi certaines pierres, ou certaines herbes pour s'en délivrer, *dæmonium substinenti licet petras vel herbas habere sine incantatione*. Quoi ! ces pierres et ces herbes ont-elles quelque vertu contre le démon? Cela est rapporté de S. Jérôme, mais faussement. Gratien cite beaucoup de choses qui ne sont pas, et, quoiqu'on ait autorisé son décret, ce n'est qu'autant que ses citations sont véritables. Il est bien vrai que, dans l'histoire de Tobie, une certaine partie d'un poisson étant mise sur le feu était capable de chasser le démon. Joseph parle de certaines herbes qui avaient cette vertu, mais il ne faut pas croire tout ce qu'il dit, il ne faut pas aussi condamner cela à cause de l'Ecriture. Il n'y a rien de si beau que la règle de S. Augustin qui dit que, dans les choses qui ne sont pas certaines, la plus grande science est d'en savoir douter. Ce que nous lisons de Tobie peut donner quelque autorité à ce sentiment.

(*La suite prochainement.*)

ESSAI SUR L'HISTOIRE DE LA BIBLE

Etudes bibliques pendant le moyen-âge. Charlemagne. Alcuin. Agobard. — Strabon et la glose. — Ecole de Saint-Victor. — Version de la Bible. — Vaudois.

L'étude de l'Écriture a toujours été pour l'Église catholique un devoir et un attrait. Les Pères et les docteurs pourraient nous fournir sur ce point de nombreux témoignages. Écoutons seulement le plus savant interprète qu'aient produit les premiers siècles. « Vivre avec l'Écriture, dit S. Jérôme, la méditer, ne connaître, ne chercher qu'elle, n'est-ce pas sur la terre habiter déjà la patrie céleste (1) ?.... Si, comme le dit S. Paul (II Cor. 1, 24), le Christ est la force et la sagesse de Dieu, et si celui qui ignore les Écritures ignore la force et la sagesse de Dieu, assurément ignorer les Écritures c'est ignorer Jésus-Christ lui-même (2). »

Depuis deux siècles on a souvent affirmé que le moyen âge avait rompu avec ces glorieuses traditions, et qu'il avait fallu la réforme pour rendre à l'étude de la Bible la place importante à laquelle elle a droit. Dans toute la période qui va de Charlemagne à Luther, on n'a pas su l'hébreu, on n'a rien tenté en fait d'exégèse ; on a peut-être copié les Pères sans les comprendre, mais assurément on a négligé le texte lui-même et on a suivi avec opiniâtreté la routine sans ouvrir une voie nouvelle (1).

Nous avons l'intention de montrer qu'une étude plus attentive ne donne pas raison à ces accusations. Un récit rapide, mais toujours appuyé sur des faits rigoureusement contrôlés, montrera que le moyen âge a fait, non pas peut-être tout ce qu'il était possible de faire, mais beaucoup plus qu'on ne le suppose. L'Église a montré pour ces études une sollicitude qu'on nie trop volontiers aujourd'hui.

I

Alcuin, par qui commence notre travail (2), n'a guère laissé sur la Bible d'écrits qui aient un caractère critique : ils sont plutôt conçus au point de vue moral ou dogmatique. Il avait pourtant appris, sous Egbert et Elbert, successivement évêques d'York, les langues latine et grecque et les premiers éléments de l'hébreu (3). Il se servit de ces connaissances pour travailler à une révision du texte de la Bible. L'existence de ce travail nous est attestée par deux lettres de Charlemagne aux évêques et abbés, en 788 et 789. Plusieurs de ces derniers avaient écrit au roi avec beaucoup de piété, mais dans un style fort peu correct, *sermones incultos*. Charlemagne en conclut à leur peu d'intelligence des Écritures, « in « sanctarum Scripturarum ad intelligendum sapien- « tia. » Il les exhorte en conséquence à s'appliquer sérieusement à l'étude des lettres, afin de pénétrer plus facilement les mystères des divines Écritures, car, ajoute-t-il, plus on a acquis de connaissance des lettres profanes, plus on est à même de pénétrer le sens spirituel des saints livres (4).

Toutes les écoles fondées par Charles n'avaient d'autre but que de préparer à la connaissance approfondie des saintes lettres. Le capitulaire de 789 prescrit d'avoir dans les écoles monastiques ou épiscopales les livres catholiques bien purs de toute faute : « Il leur arrive souvent en effet, dit le roi, qu'en croyant prier Dieu comme il faut, leurs livres mal corrigés leur font faire de mauvaises prières. » Charlemagne défendait aussi de confier le soin de transcrire les livres saints à d'autres qu'à des hommes savants et déjà avancés en âge : « Et si opus est Evangelium vel Psalterium et « Missale scribere, perfectæ ætatis homines scribant « cum omni diligentia. » Dans le même capitulaire il

(1) Ep. 54 ad Paulinum, n° 9, éd. Migne, t. I, c. 550.
(2) Prol. in Isaiam, *ibid.*, t. IV, c. 17.

(1) Glassius, *Philologia sacra, Lipsiæ*, 1705, in- 4° ; J. Soury, *Des études hébraïques et exégétiques au moyen âge*. Paris, Raçon, 1866, in- 8° p. 37.

(2) Les Gloses de Reichenau (768 environ), fragment d'un glossaire explicatif des mots les plus difficiles de la Bible, n'entreront pas dans notre sujet : elles offrent plus d'intérêt pour l'histoire de la langue française que pour celle de la Bible. (V. Brachet, *Gramm. historique de la langue française*, 4e éd., introd., p. 33).

(3) Dom Ceillier, *Histoire des auteurs sacrés et eccl.*, éd. Bauzon, t. XII, p. 165.

(4) « Cum in sacris paginis, schemata, tropi et cætera his similia inserta inveniantur, multi dubium est quod ea unus quisque legens tanto citius spiritualiter intelligit, quanto prius in litterarum magisterio plenius instructus fuerit. » (*Concilia Galliæ*, t. I, p. 121).

interdisait la lecture des pseudographes et de tous les livres douteux, et ne laissait introduire dans les écoles que les livres canoniques. Ces efforts furent heureux. Leidrade, archevêque de Lyon, dans une lettre à Charles, dit que plusieurs des lecteurs de son Église étaient capables d'expliquer le sens des Évangiles : la plupart pouvaient interpréter les prophètes, les livres de Salomon, les Psaumes, et même Job (1).

Dans la constitution qui suit la lettre de 788, Charlemagne se plaint aussi que les livres de l'Écriture ont été altérés par la négligence ou l'ignorance des copistes, et il ajoute que depuis longtemps il avait fait corriger avec soin tous les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament (2). Alcuin répète la même chose dans la préface qu'il avait mise en tête de l'Homiliaire de Paul Diacre (3). Il est plus que probable que Charlemagne ne se préoccupait que des exemplaires latins en usage de son temps (4); mais il n'y a rien de contradictoire à supposer qu'il ait fait faire des recherches dans les originaux bibliques pour arriver à cette exactitude si désirée. Au témoignage d'Eginhard, Charles ne se contenta pas de parler le latin aussi bien que sa langue maternelle, et il parvint, sinon à bien parler, du moins à comprendre le grec (5). Il avait même fondé à Osnabruck une école spéciale pour former les clercs à la connaissance de cette langue (6). Mais, tout en admettant ces faits, nous n'allons pas jusqu'à ajouter foi au récit de Thegan (7) d'après lequel l'empereur, après avoir associé son fils à la couronne, pour se consacrer tout entier à la prière et à la correction des saints livres, aurait comparé la version latine des Évangiles avec l'original grec et la version syriaque.

Nous n'admettons pas davantage qu'il ait désiré mettre à la portée de ses nombreux sujets qui n'entendaient pas le latin une traduction de l'Écriture en langue vulgaire. Usserius, qui rapporte ce fait (8), affirme qu'en 807 Charlemagne donna commission à Strabon, Raban Maur et Haymon, de préparer une traduction de la Bible en langue théostique. Flaccus Illyricus, qui a le premier mis ce fait absolument faux en circulation (9), n'en a pas seulement imposé à Usserius, mais encore à Thomassin (10). Cette assertion ne repose sur aucun texte contemporain (11).

Le fait historique à dégager de ces légendes, et qui est tout à l'honneur de Charlemagne, c'est la révision du texte latin de la Bible, entreprise sur son ordre par Alcuin. Cette révision fut purement grammaticale. La science d'Alcuin, encore qu'elle surpassât de beaucoup celle de ses contemporains n'était guère étendue du côté des langues orientales. Ses commentaires sur l'Écriture ne s'éloignent jamais des explications de S. Augustin, qu'il a choisi pour guide. Rien n'y indique qu'il sache autre chose que les premiers éléments de l'hébreu et quelque peu de grec (1). Après de rudes efforts, nous apprend lui-même Alcuin (2), il put enfin présenter à l'empereur la sainte Écriture revue et corrigée tout entière sur les sources les plus pures (3). Mais le texte ne fut pas revu sur les originaux et la révision ne fut qu'orthographique et grammaticale. On eut soin pourtant d'y introduire des divisions et un système de ponctuation qui facilitaient beaucoup l'intelligence du texte.

Cette révision se multiplia bientôt, et ses nombreux exemplaires se propagèrent sous le nom de Bible d'Alcuin ou Bible de Charlemagne (4); les uns furent conservés pour l'usage des membres de la famille impériale, les autres furent donnés à différents monastères (5).

Alcuin a écrit une exposition des noms hébraïques des ancêtres de Notre-Seigneur, qui n'a pas de valeur, et un commentaire mystique sur l'Apocalypse (6), intéressant parce qu'il y cite une traduction latine de l'Apocalypse différente de la Vulgate. De ses nombreux ouvrages sur l'Écriture, ce sont les seuls que nous mentionnerons. Il ne faut pas oublier en effet qu'il n'y a rien d'original dans tous ses travaux, et que, pour emprunter les paroles d'un savant professeur, « toute la littérature ecclésiastique des temps carlovingiens est une littérature de compilateurs et de copistes (7). » Les quelques détails qui suivent vont le prouver surabondamment.

Raban Maur, mort en 856, n'appartient pas à la France par sa naissance; nous devons cependant le citer à cause de la grande influence qu'eurent ses écrits. Il fut vénéré au moyen âge comme le maître de la science; *doctus ut Rabanus* était passé en proverbe. Cet auteur a rappelé les réserves faites par les anciens au sujet des *antilegomena* de l'Écriture; mais sa science sur ce point est tirée tout entière de S. Isidore de Séville. Ses commentaires sur la Bible sont empruntés presque toujours aux Pères (8). Notons cependant que, dans son commentaire sur les livres des Rois, il cite souvent un Juif, son contemporain, ou qui du moins avait vécu peu de temps avant lui, « Hebræum quemdam qui mo-

(1) *Patrol. lat.*, t. XCIX, c. 871.
(2) *Ibid.*, t. XCVIII, c. 875.
(3) *Ibid.*, t. XCVI, c. 1160.
(4) Reuss, *Histoire du Canon des saintes Écritures*, Strasbourg, 1864, in-8, p. 268, et *Revue de théologie*, 1re série, t. II, pp. 65 et suiv.
(5) *Vita Karoli Magni*, c. 25, dans Pertz, *Monumenta*, t. II, p. 456.
(6) Baronius, *Annales*, ad ann. 804, n° 121. Launoi doute de l'existence de cette école. *De scholis celebrioribus*, c. IX, Hamburgi, 1717, in-8, p. 44.
(7) *Vita Ludovici Imp.*, c. I, dans Pertz, *Monumenta*, t. II, p. 592.
(8) *Historia dogmatica controversiæ descripturis et sacris vernaculis*. Londini, 1690, in-4, p. 111.
(9) R. Simon, *Histoire critique des Versions du Nouv. Test.*, p. 316.
(10) *Discipline de l'Église*, éd. de 1725, t. II, p. 628.
(11) Reuss, *Revue de théol.* t. II (1851), pp. 5 à 21.

(1) Rosenmuller, *Historia interpretationis librorum sacrorum in Ecclesia christiana*, pars 5, Lipsiæ, 1814. pp. 111 et suiv.
(2) Lettre à Gisèle et à Columba, en tête du livre VI de son Comm. sur l'Evangile de S. Jean.
(3) Le P. de Valroger, *Introd. au N. T.*, p. 292, et *Histoire litt. de la France*, t. IV, p. 19.
(4) V. Lelong, *Bibl. Sacra*, 1723, in-f°, t. I, p. 235, et *Description de la Bible écrite par Alcuin, de l'an 778 à 800, et offerte par lui à Charlemagne le jour de son couronnement à Rome*, par de Speyr-Passavant, Paris, 1829, in-8.
(5) L. Delisle, *le Cabinet des manuscrits de la Bibl. Imp.*, t. I, p. 2.
(6) Mai, *Script. veter.*, t. IX, p. 257-338.
(7) M. Heinrich, dans la *Revue critique*, 1870, t. I, p. 388.
(8) R. Simon, *Histoire crit. du Vieux Testament*, Amsterdam, 1685, in-4°, p. 410, et Rosenmuller, *Historia interpr.*, p. 134.

« dernis temporibus floruit (1). » C'est de ce Juif qu'il a appris tout ce qu'il cite du texte hébreu; et, comme il était incapable de vérifier les affirmations de son guide (2), il s'en est souvent laissé imposer. Plus tard on a commis parfois une erreur assez grave en attribuant à S. Jérôme les annotations de ce juif converti (3).

Les travaux d'Agobard, archevêque de Lyon (816 840), ont une valeur critique plus considérable. Agobard a soutenu contre Frédégise, abbé de Saint-Martin de Tours après Alcuin, une controverse importante sur l'inspiration de l'Écriture. Pour Frédégise, l'inspiration s'étendait jusqu'aux mots eux-mêmes : « non solum sensum prædicationis, et mo-« dos vel argumenta dictionum Spiritus sanctus iis « (scriptoribus) inspiraverit, sed etiam ipsa corpo-« ralia verba extrinsecus in ore ipsorum firmave-« rit (4). » Agobard lui répond qu'il ne reste plus en ce cas qu'à prétendre que le Saint-Esprit a fait parler les prophètes, tout comme autrefois l'ange fit parler l'ânesse de Balaam : « Restat ergo ut sicut ministerio angelico vox articulata formata est in ore asinæ, ita dicatis formari in ore prophetarum (5); » c'est-à-dire, ajoute avec raison R. Simon, sans même que les prophètes connussent ce qu'ils disaient.

Agobard avait lu S. Jérôme : il emploie très-souvent dans sa discussion les écrits de ce Père. A ses côtés, plaçons son ami Florus, prêtre de l'église de Lyon. On met la date de sa mort vers 862. Ce n'est pas le lieu d'étudier son commentaire sur les épîtres de S. Paul, qui est tiré de S. Augustin. Mais il faut citer salettre à Hildrade, sur la correction du Psautier (6). Il y fait preuve d'une érudition assez étendue, compare la version des Septante avec celle de S. Jérôme, et peut-être même consulte le texte hébreu. Dans la correction du Psautier qu'il entreprit, il suivit les principes qu'il avait exposés dans cette lettre (7).

Parlerons-nous de Druthmar, moine de Corbie vers le milieu du IXe siècle? Il a laissé un commentaire sur S. Matthieu (8), qui a donné lieu, au XVIIe siècle, à une longue controverse entre les catholiques et les protestants (9). Druthmar affecte plus d'érudition que n'en a réellement. Son but, dit-il, est d'expliquer un certain nombre de mots que S. Jérôme a passés sous silence comme ayant peu d'importance (10). S'il cite parfois des auteurs grecs, Homère, Isocrate, Aristophane, Platon, c'est qu'il a pu consultes un moine, nommé Euphemius (11), qui sait lire ces auteurs dans leur langue.

(1) Migne, *Patrol. lat.* t. CIX, c. 10.
(2) « Quod scriptum reperi, ejus probationem lectoris judicio derelinquo » (ibid.).
(3) R. Simon, *Critique de Dupin*, 1730, t, I, p. 293 et suiv.
(4) Lettre à Frédégise, n° 12; Migne, *Patr. lat.*, t. CIV, col. 166.
(5) *Ibid.*
(6) Dans Mai, *Script. veter.*, t. III, p. 251.
(7) Dom Ceillier, éd. Bauzon, t. XII, p. 492.
(8) Imprimé pour la première fois en Allemagne, en 1514. Migne, *Patrol. latin.*, t. CVI, c. 1261-1521.
(9) On en trouvera le récit dans R. Simon, *Crit. de Dupin*, t. I, pp. 300 et suiv.
(10) Migne, *Ibid.* c. 1262.
(11) *Ibid.* c. 1266.

Mais les étymologies qu'il étale avec complaisance montrent ou que ce moine n'était pas lui-même très-fort, ou bien que Druthmar ne profitait guère de ses leçons. Il soutient, en effet, que *thesaurus* est un mot demi-grec et demi-latin, composé de θέσις qui signifie *positio*, et de *aurum* ; pour lui *thesaurus* veut donc dire *positio auri* (1). Il y a toutefois de bonnes choses dans ce commentaire, qui n'est pas l'œuvre d'un simple compilateur (2). Druthmar ne mêle à ses explications que peu d'allégories, et son but était en effet de développer surtout le sens littéral de l'Écriture (3). Sans l'histoire, dit-il, on ne peut passer aux sens qui s'appuient sur elle, et c'est agir sans raison que de ne pas chercher à la connaître.

Un peu plus tard, Otfrid, moine de Wissembourg, Frank de naissance, écrit en vers une espèce d'harmonie évangélique (865). C'est la plus ancienne messiade en haut allemand qui existe (4). Comme nous y trouvons un essai de vulgarisation de l'Écriture, nous en parlons ici sans nous préoccuper de son mérite littéraire (5).

On s'étonnera peut-être de voir le nom d'Otfrid introduit dans un travail qui ne s'occupe que de la France, et de trouver dans ces pages la mention d'un ouvrage écrit en langue tudesque. Nous ne croyons pourtant pas dépasser les limites que nous nous sommes tracées. A l'époque d'Otfrid, le français n'était encore qu'une langue informe et hésitante, qui n'avait point trouvé ses lois propres et n'était pas en état de supporter la poésie (6). Les Francs Austrasiens, quoique parlant encore le teutonique, sont pourtant nos ancêtres, et déjà porter leur nom semblait un titre de gloire supérieur à tous les autres (7).

L'ouvrage d'Otfrid n'est pas une traduction des Évangiles. Ce moine « a simplement composé en vers une vie de Jésus-Christ tirée des quatre Évangiles, en y ajoutant quelques moralités pour l'instruction du peuple (8). »

Illyricus, le premier éditeur d'Otfrid, dit dans sa préface qu'il avait vu à Strasbourg un Psautier de la même époque, écrit dans le même dialecte. Et si nous en croyons Thegan (9), ces traductions de la Bible, avec d'autres que nous ne connaissons pas, auraient été entreprises par ordre de Louis le Débonnaire (10). Il ne faut ajouter aucune confiance à ce renseignement. Le fils de Charlemagne n'a fait faire aucune traduction de l'Écriture. Le passage sur lequel on s'appuie pour lui

(1) Migne, *ibid.* c. 1315.
(2) R. Simon, *op. cit.*, p. 305.
(3) « Studui autem plus historicum sensum sequi quam spiritualem, quia irrationabile mihi videtur spiritualem intelligentiam in libro aliquo quærere et historicam pœnitus ignorari » (ib. c. 1262).
(4) Scharpff, dans le *Dictionn. encycl. de la théol. cath.*, art. Otfried, t. XVI, p. 476.
(5) Publié pour la première fois par Flaccus Illyricus, Bâle, 1571, in-8°, et en second lieu par Schilter, dans son *Thesaurus antiq. theuton.* Ulm, 1726. Ce poëme a été édité d'une manière plus correcte par Gralt, Kœnigsberg, 1831-1834.
(6) G. Paris, *Histoire poétique de Charlemagne*, p. 44.
(7) *Ibid.*
(8) R. Simon, *Hist. des Comm.*, p. 316.
(9) *L. c.*
(10) Masson, *Biblical Litterature in France, during the middle age*, London, 1865, in-8, p. 5.

donner cet honneur (1) ne s'applique pas du tout à cet empereur, et son nom ne s'est trouvé là que par suite d'une confusion, ou par le fait d'un moine ignorant (2).

Les travaux scripturaires ne sont guère en faveur à cette époque dans le clergé. Déjà du temps de Charlemagne un concile de Tours, tenu en 813, avait fait cette prescription : « Easdem homilias (3) quisque « episcopus aperte transferre studeat in Romanam « rusticam linguam aut theotiscam, quo facilius cuncti « possint intelligere quæ dicuntur (4). » Un concile de Mayence, en 847, donnait le même ordre (5). Citons encore le canon 10e du concile de Toul en 859. Les Pères de ce synode recommandent le rétablissement des écoles, afin de faire revivre la science sacrée : « quia, quod nimis dolendum est, et perniciosum « maxime, divinæ Scripturæ verax et fidelis intelligentia « jam ita dilabitur ut vix ejus extrema vestigia repe- « riantur (6) ». Déjà, en 855, le 3e concile de Valence se plaignait de la faiblesse de ces études : « Ex hujus « studii (divinæ et humanæ litteraturæ) longa intermis- « sione, pleraque Ecclesiarum Dei loca et ignorantia « fidei et totius scientiæ inopia invasit (7). »

Les plaintes et les ordonnances de ces conciles ne parvinrent pas à retarder la décadence. On voit, par les statuts de Riculfe, évêque de Soissons, promulgués en 889, combien on était forcé de peu exiger du clergé en fait de science sacrée. Riculfe prescrit à ses prêtres de se livrer à la lecture des saints Livres ; mais parmi les livres qu'il leur ordonne d'avoir, on ne trouve, comme textes bibliques exigés, qu'un livre d'évangiles et un psautier. L'évêque conseille, il est vrai, de tâcher d'avoir toute la Bible, mais il ne recommande d'une manière pressante que le premier livre de l'histoire sainte, c'est-à-dire la Genèse (8).

Dans de pareilles conditions il était inévitable que la science des Écritures diminuât chaque jour. Quoiqu'on retrouve encore, à la fin du XIe siècle, quelques traces des écoles fondées par Charlemagne, on peut affirmer qu'à partir de ce temps jusqu'au XIIe siècle, il y a une éclipse considérable. Il est impossible de trouver en France un homme dont la science soit comparable à celle de Notker, moine de Saint-Gall, mort en 912, dont le Traité des interprètes des saintes Écritures (9), très-remarquable pour le temps, fait preuve d'une science assez considérable. Les quelques écrivains que la France compte à la fin du IXe et dans le Xe siècle, s'occupent surtout de rédiger et souvent d'embellir les légendes des saints, ou bien encore d'écrire quelque chronique plus ou moins exacte des événements contemporains.

(1) *Recueil des historiens de France*, t. VI, p. 256.
(2) Reuss, *Revue de théologie*, t. II, pp. 14-21.
(3) C'est un recueil de formules donnant ce qui est strictement nécessaire pour l'instruction des fidèles.
(4) Quoique ces prescriptions ne se rapportent pas directement à notre sujet, nous les citons néanmoins, car le minimum exigé des clercs montre bien ce que pouvait être l'étude des sujets plus relevés. *Conc.*, éd. Labbe, t. VII, c. 1263.
(5) *Conc.* éd. Labbe, t. VIII, c. 42.
(6) *Conc.* éd. Labbe, t. VIII, c. 682.
(7) *Conc.* éd. Labbe, t. VIII, c. 142.
(8) *Patrol. lat.*, t. CXXXI, c. 15-24.
(9) *Ibid.* t. LXXXVI, et dom Ceillier, t. XII, pp. 763-764.

II

L'âge de fer commence. Et dans cette inféconde époque, quels noms méritent d'attirer notre attention ? On dit que Sigon, abbé de Saint-Florent de Saumur, mort en 1070, sut le grec et l'hébreu (1). L'abbé Lebeuf, à qui nous empruntons ce renseignement difficile à vérifier, croit aussi que Sigebert de Gemblours savait l'hébreu (2). Le savant abbé ne fait que reproduire ici l'assertion de l'*Histoire littéraire de la France* (3). Suivant cet ouvrage, Sigebert, durant le séjour qu'il fit à Metz comme maître d'école, s'attira l'affection des Juifs autant que celle des chrétiens. Ce moine, « possédant la langue hébraïque, savait mettre une différence convenable entre le texte hébreu et les versions qui en avaient été faites, et il s'accordait avec les Juifs en ce qui est conforme au texte original. » Cette assertion des bénédictins, reproduite aussi par dom Ceillier (4), n'est pas sérieuse. Elle repose sur un texte mal compris et qui ne contient pas ce qu'on lui fait dire : « Judæis in eadem urbe commanentibus erat « carissimus, pro eo quod *hebraicam veritatem* a cæteris « editionibus secernere erat peritus, et in his quæ « secundum hebraicam veritatem dicebant, Judæorum « erat consentiens assertionibus (5). » *Hebraicam veritatem*, dans la plupart des textes du moyen âge, ne signifie pas le texte hébreu, mais seulement la traduction qu'en a faite S. Jérôme. Aussi avec Bethmann refusons-nous à Sigebert la connaissance de l'hébreu (6). Comme Bethmann encore, nous pensons que Sigebert savait le grec : on trouve en effet dans ses écrits un grand nombre de mots tirés de cette langue (7).

Nous citerons en passant la traduction rhythmée de l'Ecclésiaste que Sigebert avait écrite, et qu'il avait accompagnée d'un triple commentaire littéral, allégorique et mythologique (8) : ce dernier mot surtout nous fait regretter la perte de cet ouvrage. Citons aussi son *Comput ecclésiastique*, où il suivait la chronologie hébraïque, et qui, lui aussi, est perdu (9).

Abbon, abbé de Fleury, mort en 1004, a écrit une épître à Odilon, abbé de Cluny, *de Canonibus Evange-*

(1) Lebeuf, *De l'état des sciences en France, depuis la mort du roi Robert* dans Leber, *Collection des traités relatifs à l'histoire de France*, t. XIX, p. 492. L'histoire de l'abbaye de S. Florent de Saumur, où se trouvent les détails sur la science de Sigon, a été publiée par Martène, *Anecdot.*, t. III, p. 843. M. Hauréau ne dit rien des connaissances littéraires de cet abbé, *Gall. Christ.* t. XIV, c. 627.
(2) Lebeuf, *ibid.*
(3) T. IX, p. 536.
(4) *Hist. des auteurs*, éd. Bauzon, t. XIV, p. 65.
(5) *Chronicon*, dans Migne, *Patrol. lat.*, t. CLX, col. 11.
(6) *Patrol. lat.*, *ibid.*, c. 14, note 23e.
(7) Bethmann ajoute : « Nec adeo rarus illis regionibus tunc fuit græcæ linguæ usus; multi enim in S. Amandi Elnonensis, S. Laurentii Leodiensis, et ipsius S. Petri Gemblacensis, quos etiam nunc extantes codices vidi, Græcas voces atque sententias et vero integras paginas continent » (*ibid.*).
(8) « Descripsi heroico metro Ecclesiasten, quem opere stromateo tripliciter digessi, ad litteram, allegorice, *mythologice* » (*de Script. eccl.* cap. 171, Patr. t. CLX, c. 588).
(9) Dom Ceillier, *ibid.*, p. 68.

liorum (1), cette lettre n'a qu'une médiocre importance, et aucun de ceux qui se sont occupés de l'histoire du Canon, pas plus R. Simon que MM. Reuss et Westcott, ne la citent.

Lebeuf, dans le Mémoire que nous avons déjà cité, fait cette réflexion (2): « Il n'est pas certain que toutes « les connaissances de ces savants fussent bien pro- « fondes ». Nous ajouterons que, selon toute probabilité, elles se bornaient à quelques étymologies prises dans S. Jérôme. D'autres auteurs de ce temps se contentaient d'une science beaucoup plus sommaire, en dépit de ses prétentions. L'auteur d'une vie de saint Ysarn (3), abbé de Saint-Victor de Marseille, explique ainsi le nom du saint dont il écrit l'histoire: « Nequa- « quam fortuito, sed veluti prophetico quodam spiritu, « nomen hoc ei fuisse inditum non injuria videtur. « *Ys enim* hebraice *vir* apud nos dicitur; *arnus* autem « lingua patria *acutum* sonat; Ysarnus igitur virum « designat acutum (4). »

Dans le XIe siècle et au commencement du XIIe, la Normandie, seule des provinces françaises, a conservé quelque goût pour les études bibliques. Pendant qu'ailleurs on ne trouve que chroniqueurs, sermonnaires et poëtes, nous avons dans ce pays plusieurs noms à citer. En 1089, un anonyme offre à Arnulf, abbé de Troan, dans le diocèse de Bayeux, un commentaire qu'il a composé sur l'Ecclésiaste (5). Guillaume du Merlerault, moine de Saint-Évroult au XIe siècle, écrivit des homélies sur l'Apocalypse (6). Un prieur de la même abbaye composait une glose sur le Psautier (7).

On a prétendu que l'illustre archevêque de Cantoréry, Lanfranc, employait ses moments de loisir à la correction de la Bible (8), et d'après Mathieu-Pâris, les églises de France et d'Angleterre lui auraient témoigné une grande reconnaissance pour ce travail. Lanfranc avait fait aussi un commentaire sur les Psaumes qui ne nous est pas parvenu. Quant au commentaire sur les Epîtres de S. Paul qui porte son nom, il est tiré des œuvres de S. Augustin et de S. Ambroise. « Il a suivi une méthode assez exacte et qui était apparemment celle dont il se servait auparavant en expliquant les auteurs profanes à ses écoliers. Outre l'interprétation de son texte, il met sur les mots qui ont quelque difficulté d'autres mots plus clairs qu'on peut nommer gloses interlinéaires (9). »

Robert de Tombelaine, abbé de Saint-Vigor (10), a laissé un commentaire sur le Cantique des cantiques (1), qui a été longtemps publié avec les œuvres de S. Grégoire le Grand, auquel on l'a attribué jusqu'au XVIIe siècle (2). Un de ses disciples, Richard de Fourneaux (3), abbé de Préaux, a écrit de nombreux commentaires sur l'Ecriture: « Eximiam « explanationem super parabolas Salomonis con- « texuit.... Ecclesiasten et Cantica canticorum ac « Deuteronomium luculenter exposuit, multosque trac- « tatus super obscura prophetarum problemata allego- « rice seu tropologice disseruit (4). » On n'a publié jusqu'à présent que des extraits de son commentaire sur la Genèse (5).

L'étude de la Bible se renferme alors dans les gloses. C'est surtout la *Glossa ordinaria* qui fait le fond de l'enseignement des écoles durant cette période. Quoique très-probablement elle ait été augmentée et retouchée à différentes époques (6), on l'attribuait alors absolument à Walafrid Strabon, mort en France en 849 (7). Ce bénédictin, qui, dit-on, savait le grec, avait écrit des explications sur tous les mots difficiles de l'Ancien et du Nouveau Testament. Il avait pris ces notes dans Raban Maur, et n'avait été chercher dans les interprètes plus anciens que les endroits non expliqués par son maître. Il donne toujours en premier lieu le sens littéral, *historice*, puis, mais pas toujours, le sens mystique, *allegorice* ou *mystice*, et parfois le sens moral, *moraliter* (8). Mais il faut bien avouer que ce que Strabon appelle le sens littéral, ne mérite pas toujours ce nom. Il cherche trop aussi des subtilités étrangères à son sujet, et s'attarde à des explications raffinées qui ne nous semblent guère à leur place dans un commentaire biblique.

Ce que nous appellerions aujourd'hui un défaut fit justement la popularité et la gloire de Strabon (9). On appela cet ouvrage la glose *ordinaire* par excellence, et même la *langue de l'Ecriture*. Pierre Lombard, le premier des scolastiques, la cite en ces termes: « Auctoritas dicit. » Et S. Thomas d'Aquin, non content de la louer plusieurs fois dans son commentaire sur S. Paul, l'explique souvent avec autant de soin que le texte lui-même de l'Ecriture (10).

La glose *interlinéaire*, qui est un peu plus récente, ne fait qu'outrer les défauts de la glose ordinaire, et s'attache surtout au sens mystique. Son auteur, Anselme de Laon, mort en 1117, savait, dit Wetzer (11), le grec et l'hébreu. Il est permis d'en douter, en lisant dans son travail les étymologies puériles et ridicules qu'il y a insérées (12).

(1) V. *Codex canonum vetus Ecclesiæ Romanæ*, Paris, 1768, in-f°, p. 406.
(2) *Ibid.* t. XIV, p. 492.
(3) Mort vers 1047 ou 1048. L'auteur de sa vie est son contemporain.
(4) Acta SS. t. VI sept., p. 737.
(5) Lelong, *Bibl. Sacra*, t. II, p. 1111. — Ce commentaire, encore inédit, se trouvait en 1723 dans la bibl. de la cathédrale de Tours, ms. n° 30.
(6) D. Ceillier, t. XIII, p. 269, et O. Vital, éd. Le Provost, t. V° pp. VIII et XXIV.
(7) *Ibid.* p. x et xxv.
(8) Dom Ceillier, t. XIII, p. 442.
(9) R. Simon, *Hist. crit. des Comment. du N. T.*, 1693, in-4°, p. 365.
(10) V. sur lui *Hist. litt. de la France*, t. VIII, p. 334, et *Gallia Christ.* t. XI, p. 404.

(1) O. Vital, éd. cit. t. III, p. 264.
(2) *Patrol. lat.*, t. CL, c. 1361-1370.
(3) *Hist. litt. de la France*, t. IX, p. 107.
(4) O. Vital, *ibid*, t. III, p. 430, 431.
(5) *Patr. lat.*, t. CLV, c. 1629-1632.
(6) R. Simon, *Hist. des Comm.*, p. 377.
(7) *Hist. litt. de la France*, t. V, p. 59.
(8) *Dict. encycl. de la théol. cath.*, t. IX, p. 406.
(9) Les éditions de la glose avec ou sans additions sont fort nombreuses. La première est de Rome, 1472. Elle est reproduite, mais sans les additions, dans la *Patrol. lat.*, t. CXII et CXIV.
(10) V. Rosenmuller, *Historia Interpretat.*, t. V, p. 136.
(11) *Dict. encycl. ib.* p. 407.
(12) V. Rosenmuller, *ibid.* p. 191.

Le grand défaut de toutes ces gloses est que petit à petit elles usurpaient le rôle du texte lui-même, finissaient par se confondre avec lui et par prendre la même autorité.

III

Heureusement arrive le XIIe siècle, et avec lui un mouvement fécond. Des efforts sérieux se produisent de toutes parts, et l'on travaille avec une noble ardeur.

Notons en passant un des fondateurs de la théologie mystique du moyen âge, Hugues de Saint-Victor, mort en 1140. Il se rattache à notre sujet par son ouvrage intitulé : *De scripturis et scriptoribus sacris Prænotationes*; c'est une espèce d'introduction à l'Ecriture telle qu'on la concevait alors. On y trouve bien des appréciations exactes; mais en même temps nous sommes forcés de reconnaître à ce livre une influence fâcheuse. Car Hugues, sous l'action de ses idées mystiques, amené à établir un parallélisme absolu entre l'ancienne et la nouvelle alliance, arrive à ranger les Pères parmi les écrivains du Nouveau Testament (1). La doctrine de l'inspiration des écrivains sacrés recevait là une blessure assez grave. Aussi Hugues reconnaît-il aussitôt que les écrits des Pères ne font point partie du « texte des Ecritures divines »; mais il les assimile en même temps « à la Sagesse de Salomon et à d'autres livres de l'Ancien Testament qu'on lit, quoiqu'ils ne soient pas seuls reçus dans le Canon. » Cette manière peu précise d'envisager les écrits des Pères et les deutéro-canoniques fut suivie par Richard de Saint-Victor, élève de Hugues, et Pierre Comestor.

M. Reuss prétend « que la science de ce temps-là était toute d'emprunt, et que l'on ne peut pas faire grand fonds sur les apparences de critique qui se rencontrent de côté et d'autre dans des écrivains essentiellement compilateurs (2). » Peut-être cette réflexion ne manque-t-elle pas de justesse, si on ne l'applique qu'au sujet traité par le professeur, l'histoire du Canon. Mais elle est inexacte au point de vue de la critique du texte, qui fut dès lors l'objet de soins minutieux.

Depuis la révision des Bibles, faite par ordre de Charlemagne, les exemplaires s'étaient de nouveau altérés, et les hommes intelligents s'en préoccupaient à bon droit. Dès 1109 (3), S. Etienne, troisième abbé de Cîteaux, ayant remarqué des variantes dans les manuscrits de la Bible qu'il avait consultés, chercha autour de lui des moines capables de rétablir la vraie leçon. Il n'en trouva pas qui pussent, au moins pour l'Ancien Testament entreprendre cette tâche. Il prit alors le parti de faire venir quelques juifs habiles qui exécutèrent ce travail (4).

Probablement ces juifs étaient des convertis. Vers ce même temps, un de ces convertis, Pierre Alphonse, traduisait de l'arabe un opuscule encore inédit qu'il faisait précéder d'une longue lettre à ses amis de France, dans laquelle il traite des études qui avaient alors le plus de vogue dans ce pays (1).

Parmi les chrétiens d'origine aussi, on rencontre parfois quelques hommes familiers avec les langues orientales. Ainsi lorsque Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, mort en 1156, voulut, pendant son voyage en Espagne (1142-1143), s'occuper de la conversion des musulmans, il chercha à faire traduire l'Alcoran en latin, afin d'en entreprendre plus facilement la réfutation (2). Un premier essai, confié à un certain Pierre de Tolède, ne réussit pas au gré du saint abbé, qui se décida à faire entreprendre une nouvelle traduction. L'auteur était un Anglais, nommé Robert de Rétines (3), qui fut aidé par un Dalmate du nom d'Hermann. Dans la préface de sa traduction, Robert se plaint, avec une certaine vivacité, de l'ignorance de ses co-religionnaires : « Latinitas tamen omnis hucusque non dicam « perniciosis incommodis, ignorantia negligentiave « pressa, suorum hostium causam et ignorare et non « depellere passa est (4) ». Sur cette traduction, Pierre le Vénérable composa une réfutation de l'Alcoran, dont deux livres nous restent (5). Il s'occupa aussi de la conversion des Juifs ; mais il ne savait pas l'hébreu (6), et il eut souvent affaire à de rudes adversaires. Quant à ses écrits scripturaires, la partie exégétique en est tirée des ouvrages de S. Jérôme.

Un moine de Saint-Victor, profondément inconnu aujourd'hui, André, élève de Hugues, savait l'hébreu, et dans ses commentaires il suit de préférence les explications des rabbins. Nous trouvons dans son explication d'Isaïe des preuves manifestes d'un contact habituel avec les juifs. Ce sont toujours leurs systèmes qu'il adopte, et, même dans les passages les plus délicats, comme par exemple la célèbre prophétie du chapitre VII, d'Isaïe, relative à la Vierge Mère, c'est aux Juifs qu'il demande des inspirations. Il y a là une preuve frappante d'un travail original, différent de tout ce que produisaient alors les chrétiens. On ne pourra pas nier d'une manière aussi absolue qu'on le faisait jusqu'ici l'existence de savants hébraïsants au moyen âge.

André de Saint-Victor (7), Anglais d'origine, fit dans le monastère de Saint-Victor de solides études. Il s'adonna spécialement à l'Écriture sainte, et il écrivit plusieurs commentaires qui sont demeurés inédits. Les livres historiques de l'Ancien Testament et les prophètes, Isaïe en particulier, furent l'objet de ses travaux. C'est probablement de lui que parle Hugues de

(1) *De Script.*, c. 6, dans Westcott, *On the canon of the New Testament*, London, 1866, in-8°, p. 518-519.
(2) *Hist. du canon*, p. 275-276.
(3) *Hist. litt. de la France*, t. IX, p. 123.
(4) Mabillon, *Traité des études monastiques*, éd. in-12, t. I, p. 81.

(1) Dom Pitra, *Archives des missions scientifiques et litt.* Paris, 1854, IV, p. 107. Ce ms. du XIIe siècle est au British Museum. Il paraît avoir été écrit vers 1106.
(2) *Patr. lat.*, t. CLXXXVIII, p. 649, *Petri... Epistola de translatione sua.* M. l'abbé Demimuid affirme à tort que Pierre savait l'arabe.
(3) *Ib.*, c. 659. Ce Rétines étudiait l'astrologie en Espagne. Il s'y fixa et y mourut chanoine de Pampelune. Suivant Huet, *de Claris Interpr.* p. 141, sa traduction n'est pas très-bonne. Ce fut cependant celle dont on se servit durant tout le moyen âge. (Fabricius, dans *Patrol. lat.*, t. CLXXXIX, c. 1073.)
(4) *Ib.*, t. CLXXXVIII, c. 657.
(5) *Ib.*, c. 959-720.
(7) *Hist. litt. de la France*, t. IX, p. 135.
(6) V. Pour plus de renseignements et pour le texte lui-même, notre travail : *André de Saint-Victor*, Paris. 1876, in-8°.

Saint-Victor, dans un de ses ouvrages (1). Il y dit qu'un homme de vie recommandable, *probabilis vitæ*, s'appliqua tellement aux questions difficiles de l'Écriture qu'il négligea des études moins relevées et plus nécessaires, et finit par ne trouver dans ses recherches qu'un piége et un déréglement d'esprit.

Ce qui nous intéresse dans la vie d'André, fort obscure du reste, c'est son commentaire sur Isaïe. Dans le chapitre VII de ce prophète, un texte célèbre occupe depuis longtemps les critiques et sera toujours l'objet d'une controverse sérieuse entre les docteurs chrétiens et les rabbins juifs : c'est le v. 7e : *Ecce virgo concipiet*. On sait que le prophète engage le roi Achaz à demander un signe de la délivrance de son peuple. Le roi répond qu'il ne veut pas tenter Dieu, et alors Isaïe s'écrie : « Dieu vous donnera un signe : une vierge concevra, elle enfantera un fils et on lui donnera le nom d'Emmanuel. Il mangera le beurre et le miel pour savoir rejeter le mal et choisir le bien (2). »

Voici comment André raisonnait sur ce texte : Si Isaïe parle ici de Notre-Seigneur Jésus Christ, comment peut-il donner comme signe de la délivrance prochaine de Jérusalem un événement que les contemporains ne doivent jamais voir, c'est-à-dire la venue du Messie ? Et l'examen du texte auquel il se livre est fait d'après les docteurs juifs : il n'y tient aucun compte de la tradition chrétienne (3). Les objections des Juifs, leur argumentation avaient frappé André. Il n'ose pas les réfuter, craignant, avoue-t-il ingénûment, de subir la victoire et les railleries de ces puissants docteurs.

Nous ne connaissons pas le nom du rabbin juif qui servit de maître à André. Il y avait à Paris, au XIIe siècle, un certain nombre de docteurs juifs dont Benjamin de Tudèle a fait un grand éloge. C'est probablement de l'un d'eux qu'André apprit l'hébreu. Sa science n'est pas probablement tirée des commentaires récents de Rashi ou d'Aben-Ezra. Les travaux de ce dernier venaient à peine de paraître, et André n'a pu en avoir connaissance ; quant à Rashi, son commentaire sur cet endroit d'Isaïe (4) n'est nullement conforme à celui d'André. Le commentaire sur Isaïe qui a le plus de rapport avec celui du moine de Saint-Victor, est le commentaire de Kimchi (5). Mais Kimchi, postérieur à André (il vécut à la fin du XIIe siècle et au commencement du XIIIe), n'a pas sans doute consulté le travail du Victorin. Il faut donc supposer à ces deux ouvrages une source commune qu'avec une connaissance plus approfondie de la littérature rabbinique, il ne serait peut-être pas impossible de trouver.

Il est indubitable en tous cas que le commentaire d'André est tout à fait en dehors des idées chrétiennes : pas un mot sur le Messie ou sur la Vierge mère. A ses yeux, la prophétie a pour unique objet la délivrance prochaine d'Achaz et de son royaume.

Cette audacieuse interprétation força un confrère d'André, Richard de Saint-Victor, à réfuter ce passage du commentaire. Pour cela, il écrivit un traité en trois livres, intitulé *de Emmanuele* (1). Tout en citant sans cesse le travail d'André, Richard ne nomme l'auteur nulle part : on n'avait pas, à cause de cette réserve, déterminé d'une manière précise le nom de l'adversaire de Richard. Celui-ci craignait sans doute de s'attaquer ouvertement à André, car, au début de son œuvre, il déclare que c'est contre les Juifs qu'il discute.

Après avoir exposé assez nettement l'objection telle qu'André l'avait formulée, Richard répond que le signe donné par Dieu serait honteux, si on l'entendait au sens des Juifs, et en outre que, même entendu ainsi, il n'est pas plus un signe que celui de la venue du Messie (2). Il soutient que le mot *alma*, employé par Isaïe, a chez les Hébreux le sens de vierge, aussi bien que le mot *betula* (3), et il reproduit sur ce point l'explication de S. Jérôme. Mais cette manière d'agir est trop contraire à ses habitudes d'esprit, et il ajoute aussitôt cette raison mystique : « Quid ergo dicturi sunt judæi « si dicimus Spiritum sanctum, posito æquivoquo, « sacramentum consilii sui sub verbi ambiguitate velle « celari, ut esset unde judæus posset excæcari (4). » Comme cette preuve n'est probablement pas, même à ses yeux, très-convaincante, il ajoute : Ce qui forcera les Juifs à accepter notre interprétation, c'est qu'autrement le signe annoncé par le prophète serait nul. On sent que Richard est peu familier avec son sujet, et lui-même semble en convenir, puisqu'il conclut ainsi sa réponse aux objections : « Quæ ergo explanare non « possumus aut nolumus, nonne melius est tacendo « præterire quam veritatem absolvere et perfidiæ « laqueos spargere (5) ? »

Nous ne trouvons pas de trace d'une réponse d'André. D'après Pitseus (6), il préférait la paix à la dispute, et il ne daigna pas répondre à son contradicteur. Un fait plus certain, attesté par Richard lui-même, c'est que la discussion de ce dernier blessa un disciple d'André, très-attaché aux idées de son maître (7) ; malheureusement le nom de ce disciple ne nous est pas parvenu. André avait fait de nombreux élèves, et la renommée qui s'était promptement attachée à son travail persistait près d'un siècle après sa mort. Roger Bacon s'occupe assez longuement de lui, et reconnaît qu'il savait l'hébreu (8). Au XIVe siècle encore Nicolas de Lyre prend soin de le réfuter.

La méthode de travail personnel, quoique parfois trop hardi, suivie par André n'eut pas d'adhérents. Dans toutes les écoles du temps, on ne cherchait

(1) *Eruditionis didasc.* V. 7, dans Migne, *Patrol. lat.* t. CLXXVI, 795.
(2) Is. VII, 14.
(3) Nous l'avons donné d'après les deux mss. latins de la Bibl. nat. 574 et 125, dans l'opuscule cité plus haut, pp. 4-8.
(4) V. ce commentaire dans la Bible de Bomberg, imp. à Venise en 1526, in-f°, t. III, ou en latin dans la traduction de Breithaupt, Gotha, 1713 in-4°, pp. 54 et 55.
(5) Dans les bibles de Buxtorf, ou dans la trad. lat. de Malanimeo, Florence, 1774, in-4°.

(1) *Patrol. lat.*, t. CXCVI, c. 603 et suiv.
(2) *De Emman.* I, 4 et 5.
(3) Migne imprime partout *becula*.
(4) *Patrol. lat.*, t. CXCVI, col. 613.
(5) *Ib.* c. 614.
(6) *Relationum historicarum*, Parisiis, 1619, in-4°, 2e partie, p. 214.
(7) De Emm. lib. II, Prol., c. 633.
(8) *Opus minus*, éd. Brewer, London, 1859, in-8° I t., p. 482.

pas à étendre le cercle des connaissances, mais seulement à expliquer ce qu'on avait reçu de la tradition. Dès qu'un mouvement semble se produire, assitôt les voix les plus autorisées s'élèvent pour l'arrêter. Ainsi, en Espagne, essaye-t-on de se familiariser avec la langue et la littérature arabes : aussitôt Alvare de Cordoue se plaint amèrement du penchant des chrétiens pour la langue des Sarrazins (1). Et en France Hugues de Saint-Victor reproche à l'évêque de Séville de se livrer avec trop d'ardeur à l'étude de la philosophie païenne (2).

Nous possédons une espèce de programme de cours d'Écriture sainte, tel qu'on le suivait dans les monastères de cette époque. Un anonyme, qui écrivait vers 1170, trace à ceux qui entrent dans le cloître la marche qu'ils devront suivre dans leurs lectures de la Bible. Le principe toujours mis en avant, c'est qu'il ne faut s'occuper du texte que pour s'élever à l'allégorie. Les auteurs indiqués par l'anonyme pour rendre cette étude plus facile sont le livre des étymologies d'Isidore, l'exposition des noms hébraïques de S. Jérôme, et deux autres ouvrages appelés, l'un « Liber derivationum », l'autre « Portionarius » (3). Ce sont probablement des abrégés sous forme alphabétique de la glose ordinaire. L'auteur inconnu conseille de faire un résumé de ce qu'on aura lu et de l'apprendre par cœur. Le commençant devra ne lire d'abord que le Pentateuque, en s'aidant de Josèphe et d'Hégésippe. Une fois bien pénétré du contenu de ces livres, il passera aux Prophètes. Puis il lira Esther, Esdras, les Machabées, Judith et Tobie. Viendront ensuite la Sagesse, les Proverbes, l'Ecclésiastique et l'Ecclésiaste, et enfin le Psautier, Job et le Cantique des cantiques.

Il sera temps alors de commencer l'étude du Nouveau Testament. Selon l'usage presque universel du moyen âge, l'auteur place les épîtres canoniques avant celles de S. Paul. Toute cette étude littérale n'est que la préface à l'étude du sens moral et allégorique : « Sicque demum felici et delecta-« bili proventu, animus exultanter exhilaratus novis « allegoriis studendis et novis instructionibus mo-« rum meditandis vacabit. » La lettre se termine par une recommandation chaleureuse de ne jamais lire Origène, et par la reproduction du plan donné par S. Jérôme pour la lecture de la Bible (4).

Ce plan d'études bibliques ne manque pas de mérite. Il témoigne chez son auteur une érudition assez étendue. La marche qu'il indique est prudente, et, sauf la défense de lire Origène, qui ne s'explique pas très-bien, on peut approuver ce programme.

Il ne faut pas oublier les vives polémiques qui, durant les XIIe et XIIIe siècles, s'élevèrent de tous côtés contre les juifs (1). C'est au XIIe siècle que florissaient leurs plus savants docteurs, Aben-Ezra, Maimonide, Kimchi, Larchi, bien capables par leur immense érudition de résister à leurs adversaires chrétiens.

Un abbé de Westminster né en Normandie, Gislebert Crispin (2), mort en 1123, a écrit une discussion entre un juif et un chrétien (3). On y trouve un détail assez curieux. L'adversaire de Crispin n'avait jamais entendu parler de la version des Septante ; c'est le théologien chrétien qui la lui fait connaître. Nous n'analyserons pas les traités dirigés contre les juifs par Guibert de Nogent, Rupert, abbé de Tuy, Odon d'Orléans et Pierre de Blois. Tous ces traités purement dogmatiques négligent l'Écriture pour traiter spécialement de la justification par le Messie et de l'Incarnation. Ils appartiennent plutôt à l'histoire du dogme qu'à celle de la Bible.

Tel est surtout le caractère de la relation qu'on trouve dans les *œuvres* d'Odon, évêque de Cambrai, mort en 1113, d'une discussion qu'il eut avec un juif nommé Léon (4). Un autre travail d'Odon mérite d'être signalé. « Dans le temps qu'il était abbé de Saint-Martin de Tournay, il avait fait un Psautier à quatre colonnes (5) où l'on voyait autant d'anciennes versions des psaumes, la gallicane, la romaine, l'hébraïque et la grecque ; le manuscrit original s'en voit encore à Saint-Martin de Tournay. On conclura de là, si l'on veut, qu'il savait le grec et l'hébreu : c'est du moins une preuve qu'il souhaitait qu'on étudiât le sens des psaumes dans les sources les plus pures. Ces Tétraples sont datées dans le manuscrit de l'an 1105 (6). »

Nous pensons aussi qu'on peut voir dans ce fait la preuve de l'étude de l'hébreu et du grec dans quelques monastères du moyen âge.

Il faut mentionner aussi une lettre d'Abélard sur l'étude de l'Écriture sainte ; le célèbre auteur du *Sic et non* y soutient que la connaissance de l'hébreu est nécessaire pour bien comprendre la Bible (7). Cette lettre pleine de bon sens ne peut suffire pourtant à faire oublier la présomption avec laquelle Abélard prétend commenter les livres sacrés.

IV.

Les traductions de la Bible en français apparaissent à cette époque.

Il est probable que des essais de traduction avaient déjà eu lieu au XIe siècle ; mais on en est

(1) Andres, *Historia d'ogni litteratura*, t. I, p. 274.

(2) A. Jourdan, *Recherches critiques sur l'âge et l'origine des traductions latines d'Aristote*. Paris, 1843, in-8°, p. 93.

(3) « Liber Derivationum qui in copiosis armariis invenitur, et liber qui Portionarius vel Glossarius appellatur, qui quanto antiquior invenitur, tanto plurium ignotarum dictionum continebit expositionem. »

(4) Martène, *Thesaurus Anecdotorum*, t. I, p. 487.490.

(1) Guill. d'Auvergne, *Opera*, t. I, p, 25.

(2) Il a laissé un commentaire encore inédit sur les lamentations de Jérémie. Bibl. d'Angers, mss, n° 47. V. *Hist. litt. de la France*, t. XI pp. 192-201, et dom Chamard, *Revue du monde cathol.*, t. VII, p. 512.

(3) *Patr. lat.*, t. CLIX, c. 1005-1036.

(4) *Patr. lat.*, t. CLX, col. 1103-1112.

(5) Sanderus, *Bibl. Belg. mss.* part. I, p. 92, et *Voy. litt. de deux Bénéd.* II, 102-103 (Note de d. Ceillier).

(6) D. Ceillier, t. XIV, p. 77.

réduit sur ce point à des conjectures. Sans nous en occuper, nous nous contenterons d'examiner les textes de ce siècle que nous connaissons et de réunir ensuite toutes les indications que nous avons trouvées sur les traductions du XIIe siècle.

Celle des quatre livres des Rois publiée par M. Leroux de Lincy (1) doit être d'abord citée. Ecrit au plus tard dans la seconde moitié du XIIe siècle, le manuscrit qui la contient n'est que la copie d'un original qui remonte au moins à la première moitié de ce même siècle. Le dialecte est celui de l'Ile-de-France, parlé dans le pays qui constituait le domaine royal, et dans une partie de la Champagne et de la Normandie (2). Le traducteur a suivi un système que rendait presque nécessaire l'usage alors général des Bibles glosées. Il intercale souvent dans son travail des extraits des Pères ou d'autres commentateurs. Mais en général il abrége plus souvent son texte qu'il ne le développe, se gardant bien en particulier de reproduire les passages de l'original dont le sens pouvait être tourné contre le clergé (3). Il donne toujours au grand-prêtre le titre d'évêque, et au IIIe livre des Rois, chapitre VI, au lieu de suivre le latin de la Vulgate, il trace une description détaillée d'une église gothique. Du reste cette traduction a un véritable mérite littéraire : elle est claire et très-concise. Comme on peut la consulter dans la publication que nous avons indiquée tout à l'heure, nous ne nous étendrons pas davantage sur son sujet.

La piété des fidèles devait chercher un aliment dans les psaumes. Aussi trouvons-nous dès lors un certain nombre de traductions des hymnes de David. Malheureusement ce n'est pas la France qui peut revendiquer l'honneur de les avoir fait connaître la première. L'Angleterre nous a dévancés en ce point. M. Fr. Michel a publié à Oxford, aux frais de l'Université de cette ville, le célèbre Psautier de Montebourg (4). Nous reproduisons le premier psaume :

« Beneurez li huem chi ne alat el conseil des feluns, et en la veie des peccheurs ne stout, et en la chaere de pestilense ne sist.

« Mais en la lei de nostre Seignur la voluntet de lui, et la sue lei purpenserat par jurn et par nuit.

« Et iert ensement cume le fust qued est plante ! de juste les decurs des ewes, chi dunrat sun frut en sun tens.

« Et sa fuille ne decurrat, et tutes les coses que il unques ferat serunt fait prospres.

« Nient eissi li felun, nient essi ; mais ensement cume la puldre qua li venz getet de la face de terre.

« Empur ice ne resurdent li fe un en juise, ne li pecheur el conseil des dreituriers.

« Kar nostre sire cunuist la veie des justes, e le eire des feluns periral (5).

M. F. Michel a joint à cette traduction, des variantes tirées de deux manuscrits, l'un de la bibliothèque cottonienne du Musée Britannique, l'autre de la Bibliothèque nationale, fonds latin, n° 768 (1).

On voit par là que la lecture des psaumes en langue vulgaire devait commencer à se répandre. Nous pouvons en effet attribuer encore à cette époque la version des psaumes citée par Warthon (2), et celle qui était conservée dans la bibliothèque de Norfolk (3), qui reproduit la version donnée par M. Michel.

C'est aussi à la fin du XIIe siècle qu'il faut, d'après Lelong (4), rapporter la traduction ou plutôt la paraphrase de Pierre de Paris (5) ; mais le manuscrit est d'une écriture très-récente (commencement du XIVe siècle), et quoiqu'il soit évidemment une mauvaise copie d'un texte plus ancien, rien ne nous autorise à le reporter à cette époque.

L'abbé Lebœuf nous donne sur le sujet qui nous occupe quelques autres renseignements. « Albéric, dit-il, assure dans sa chronique (ad annum 1177) que Lambert de Liége, autrement dit de Saint-Christophe, traduisit au XIIe siècle les vies des saints et les Actes des apôtres (6) ». Le même savant cite une traduction du Cantique des cantiques, faite, suivant Lambert d'Ardres, par un nommé Landri de Wallanio : « On ne la retrouve plus, peut-être fut-elle supprimée à cause du mauvais usage qu'on pouvait en faire. »

C'est vers ce temps que se place la traduction vaudoise. Il est certain qu'elle n'était pas l'œuvre de Pierre Valdès lui-même : il n'avait pas assez d'instruction pour entreprendre un pareil ouvrage. Ce fut, nous apprend le dominicain Etienne de Bourbon (7), un prêtre de Lyon, nommé Etienne de Ansa ou de Emsa, qui fit cette version pour Valdès. Elle fut transcrite par un autre prêtre de la même ville, nommé Bernard Ydros, de qui E. de Bourbon tenait ces renseignements. La traduction était commencée dès 1179, puisqu'au concile de Latran, tenu cette année sous Alexandre III, des partisans de Valdès (8) se présentèrent au pape, avec un psautier et d'autres livres de la Bible, traduits en français, et lui demandèrent la permission de

(1) *Les quatre livres des Rois traduits en français du XIIe siècle...* publiés par M. Leroux de Lincy, Paris, Imp. Roy., 1841, in-4°.

(2) *Ib.*, Introd. pp. lvj et lvij.

(3) *Ibid.*, p CXX.

(4) *Libri psalmorum versio antiqua gallica e cod. ms. in Bibl. Bodleiana asservato una cum versione metrica aliisque monumentis pervetustis nunc primum descripsit et edidit* Fr. Michel. Oxonii, 1860, in-8° de XXXIV-377. pp.

(5) *Ibid.*, p. 1.

(1) Ancien Colbert 3133. Dans le Calendrier qui se trouve en tête du vol., il est mention de S. Louis, mais il est certain que cette mention est due à une main postérieure à celle qui écrivit d'abord ce manuscrit.

(2) Dans Lelong, *Bibl. Sacra*, l. c.

(3) *Ibid.*

(4) *Ib.*, I, 323.

(5) Lelong a lu P. de *Patis*, mais c'est probablement *Paris* qu'il faut lire. Aussi ne nous occuperons-nous de cette traduction que lorsque nous serons arrivé au XIVe siècle. V. plus bas.

(6) *Recherches sur les plus anciennes traductions en langue française*, dans les *Mémoires de l'Acad. des Inscript.* (1751), t. XVII, p. 720. Lamberg le Bègue, prêtre de Liége, instituteur des Béguines, mourut avant 1189 (*Hist. litt. de la France*, t. XIV, p. 403). L'attribution que lui fait l'abbé Lebeuf de plusieurs traductions, ne reposerait, selon l'*Hist. litt.*, sur rien de positif (*ib.* p. 406.). Cependant l'auteur de cette notice venait de dire : « Gilles d'Orval atteste qu'il s'occupa dans sa prison à traduire en langue vulgaire les Actes des apôtres » (p. 405).

(7) Mort en 1261. *De VII donis Spiritus sancti*, pars IV, tit. 7, c. 30, dans d'Argentré, *Collectio judiciorum*, Paris 1724. in-f°, t. I, p. 87.

(8) Mais non Valdès lui-même, car le *Chronicon Uspergense* nomme le principal d'entre les Vaudois, Bernhard (Labbe, *Concilia*, t. X, c. 1533).

prêcher (1). Gautier de Mappes, à qui le pape confia l'examen de l'affaire, se moqua des pauvres de Lyon et fit rejeter leur demande.

Cette traduction, due à l'initiative de Valdès, comprenait-elle tout l'ancien et le nouveau Testament? Nous n'avons pas de documents suffisants pour répondre à cette question. Nous ne pouvons pas plus sûrement conjecturer si elle était littérale ou glosée. Gautier de Mappes nous apprend que le psautier des Vaudois était glosé. Traduire littéralement n'était pas trop conforme aux habitudes du temps, qui aimait les gloses dans le texte, dit M. Reuss. Et pourtant les traductions du psautier que nous avons citées tout à l'heure ne renferment pas de gloses. Valdès en fit-il introduire dans sa traduction? Nous pouvons, avec plus de probabilité tenir pour l'affirmative, quel que fût l'amour de l'hérésiarque pour la littéralité (2).

La langue de la traduction devait être sans doute l'idiôme parlé alors à Lyon (3) ; mais quel était-il ? Ce que l'on peut affirmer, c'est que Emsâ ne s'était servi ni du patois des Vaudois modernes, ni du provençal (4).

Existe-t-il encore des exemplaires de cette version ? Lelong en doute et R. Simon avoue qu'il n'en avait pu voir de manuscrits (5). M. Gilly s'était prononcé en faveur de la conservation de quelques parties de la traduction vaudoise (6) ; mais les preuves qu'il donne ne sont pas suffisantes. Le seul nouveau Testament auquel on puisse avec certitude attribuer une origine vaudoise, est postérieur à l'an 1519 (7). Il est donc impossible de retrouver l'œuvre d'Etienne de Emsâ.

MM. Paulin Paris (8) et Berger de Xivrey (9) supposent qu'il existe encore des exemplaires manuscrits de quelques parties de cette version. Le manuscrit français 899 de la bibliothèque nationale est voisin de l'époque où Innocent III condamnait les traductions de Metz, dont nous allons parler tout à l'heure. Mais, dit M. P. Paris, on ne désigne à cette époque aucun autre traducteur que Emsâ. Ne pourrait-on lui attribuer la traduction contenue dans ce manuscrit ?

La pureté du style ne peut être un motif suffisant pour repousser le travail d'un Lyonnais ; car ce Lyonnais était grammairien, et nous avons vu ailleurs qu'Aimé de Varennes, habitant du Lyonnais, faisait des vers français fort corrects et même très-élégants. D'ailleurs l'ouvrage d'Etienne de Emsâ, copié par un scribe de Champagne ou de l'Ile-de-France, se dépouillait naturellement de ses irrégularités d'accent et de langage. Or, je ne doute pas que le manuscrit 899 n'ait été exécuté dans le diocèse de Reims ou dans celui de Sens (1). »

Nous allons citer quelques passages de cette traduction, pour permettre de la mieux juger.

« Mez li serpens estoit li plus noiseus de toutes les choses qui ont ame et que damedex avoit fet. Et il dist à la feme. Por quoi vous a dex comande que vos ne mengiez pas de touz les luz de paradis. La femme respondi : nos mangerons del fruit de touz les luz de paradis, mes il nos a comande que nos ne menjons pas del fruit del fust qui est au milieu de paradis et que nos ni atouchons pas que nos ne muirons. Li serpenz dist a la feme : vos ne morroiz pas. Damedex set bien que le jor que vos en mangeroiz, vostre hueil seront aouvert, et seroix si come dex sachant bien et mal. La feme vit que li fuz estoit buens a mengier, et beaus et delitables a veoir. Si prist del fruit et en menja, et en dona a son mari et il en menja. Et li hueil dambedeus furent aouvert. Et quant il sorent que il estoient nu, il cousirent fueille de figier et se firent braies. Et quant il oirent la voiz dameden qui aloit en paradis au vent apres midi, Adam et sa feme se repostrent el milieu de paradis (2).

Voici la traduction du premier psaume :

« Li hom est beneoiz qui nala pas el conseil des felons et qui nestat mie en la voie des pecheors, et qui ne sist mie en la chaiere de pestilence.

Mes sa volentez est en la loi nostre Seignor, et il i pensera par jor et par nuit.

Et il sera comme li arbres qui est plantez ioste le decorement des eues, qui donra son fruit et son tens.

Et sa fueille ne charra mie, et tout ce quil fera serà en prosperite en tout tens.

Li felon ne seront mie en tele manière, mes seront come la poudre que li venz lieve de terre.

Et por ce ne ressordront mie lie felon en iugement, ne li pecheor el conseil dos iustes.

Porce a coneu nostre sires la voie des iustes, et la voie des elons perira (3). »

Donnons maintenant la description du combat de David contre Goliath :

« Saul arma David de ses armes, et li mist son hiausme sor son chief, et li vesti son haubert. Et quant David ot ceint sespee sor ses armes, il comença a essaier se il peust aler armez, car il ne lavoit pas acostume. Il dist donc a Saul. Ge ne poroie ainsi aler, car ge ne lai pas acostume. Si se desarma et prist son baston quil avoit toz jors en sa main, et prist v. clerres pierres dans ruissel et les mist en sa penetiere que il avoit o lui, si come ont li pasteur (4), et prist sa fronde en sa main. Si ala contre le Philistien. Et li Philistiens vint contre David, et ses escuiers devant lui (5). Et quant il reguarda et il vist David, il lot en despit. Li enfes estoit rous et beaus a voir. Li Philistiens li dist : ja ne suis ge pas chiens que tu vienz contre moi o baston. Li Philistiens maudist lors David en ses dex (6). Et David li dist : vien contre moi o hante et o escu et o glaive, et ge vien a toi o nom dameden qui est sire de lost as fils Israel que tu as hui laidengiez (7). Et dex te donera en ma main si que ge toccirai et te couperai le chief, et donerai encore a tuit les charoingnes de lost as Philistiens as oiseaus del ciel et as bestes de la terre, que tuit cil qui sont en terre sachent que dex est el pueple Israel. Et en ceste assemblee sache que damedex ne sauve pas o glaive ne o hante.

(1) « Vidimus in concilio Romano... Valdesios homines idiotas, illiteratos... qui librum domino papæ præsentaverunt, lingua conscriptum gallica, in quo textus et glossa Psalterii, plurimorumque legis utriusque librorum continebantur. » (*De nugis curialium. distinctiones quinque, ed. from the unic. ms. in the bodleian library*, by Th. Wrigt. Printed for the Camden Society, MDCCCL, in-4° p. 64).

(2) Reuss, *Rev. de Théol.* ib. pp. 332 et 333.

(3) *Ibid.* p. 334.

(4) Je ne parle pas de la *Nobla Leyczon*, dont la critique a fixé la date véritable au xve siècle (v. P. Meyer, *Revue crit. d'hist. et de litt.*, t. I (1866), pp. 36-42), ni de la prétendue confession de foi de 1120, dont M. E. Reuss a fait voir le peu d'antiquité (*Rev. de théol.* t. II, pp. 326-328).

(5) *Hist. crit. des vers. du N. T.*, p. 317.

(6) *The romaunt version of the Gospel according to S. John...* London 1848, in-8°.

(7) Reuss, *ibid.*, t. VI, pp. 74-80.

(8) *Manuscrits français*, t. VII, p. 188.

(9) *Etudes sur le texte et le style du N. T.* Paris, 1856, in-8°, pp. 57 et suiv.

(1) *Mss. fr.* t. VII, p. 189.

(2) F° 1.

(3) F° 233.

(4) Si come... est un glose.

(5) Le trad. a plutôt abrégé ici que traduit tout à fait littéralement.

(6) Le traducteur ou le copiste a oublié ici un verset.

(7) La trad. est ici assez peu exacte.

car ceste bataille est sene et il vos livrera en noz mains. Quant li Philistiens fu venuz pres de David, David s'avanca et ala contre lui et mist sa main en sa panetiere, si prist i pierre et lagita o sa fonde, si quil ferist le Philistien el front si aspresment que la pierre li entra el front et quil chai adenz sor la terre. Einsi occist David le Philistien (1).

La traduction de l'ancien Testament est, comme on peut en juger par ces extraits, assez fidèle; les gloses n'y sont pas multipliées, quoiqu'on en rencontre plus dans les Psaumes que dans les livres historiques. Le livre de Job (2) est en particulier traduit fort littéralement et serre le texte de très-près. Les gloses sont plus nombreuses dans le nouveau Testament. Ainsi au chap. v de S. Mathieu, v. 21, on lit : « cil qui ocira sera corpable de jugement, ce est a dire, il sera corpables et doit estre jugiez a mort (3). » Au ch. 10, v. 1 : « lor dona pooir sor les malignes espriz, ce est sor les deables qu'ils les getassent fors (4). »

Nous ne multiplierons pas ces citations : celles qui précèdent suffisent pour donner une idée de la manière du traducteur.

Doit-on voir dans cette traduction, comme le veulent MM. P. Paris et B. de Xivrey, celle des Vaudois? Rien assurément ne nous autorise à l'admettre, comme rien non plus ne nous force à le rejeter. Nous croyons cependant que la Bible française dont nous parlons a été écrite par un catholique fidèle, et que rien n'autorise à y voir l'œuvre d'un hérétique.

En 1198, circulait à Metz une version des quatre Évangiles, des Épîtres de S. Paul, du livre des Psaumes, avec d'autres parties de la Bible et des commentaires moraux sur Job. L'évêque de Metz jugea prudent de consulter le pape Innocent III à ce sujet. Dans sa réponse le souverain pontife réprima cette nouveauté (5). Ce qu'il condamne surtout, ce sont les assemblées secrètes où l'on se réunissait pour lire cette traduction, et la tentative faite en même temps par des laïques pour se passer des prêtres (6). Dans une lettre spéciale au chapitre de Metz, Innocent III s'élève plus fortement contre ces traductions, prescrit d'en rechercher l'auteur et de savoir quels sont ses sentiments et sa foi (7).

En l'absence des textes, il est impossible de résoudre la question d'identité de ces traductions de Metz avec celles des Vaudois. D'après M. Reuss, elles devaient plutôt ressembler à celle des Albigeois.

Des traductions en vers de la Bible existent dès cette époque. Donner le nom de traduction à ces poëmes est peut-être aller loin : assurément le mot paraphrase est plus exact. A la fin de ce siècle, en 1192, un Champenois, nommé Evrart, écrivit une histoire de la Genèse (1). Il nous donne lui-même la date de son travail dans les vers suivants :

Cil ki lestoire li descrit
Dit ke tant avoit en lescrit
Mil et deus cens ans, seut viij. mains,
Ke Deus en terre vint humains
Et qu'il prist incarnation,
Par sainte annuntation,
El cors a la virgeue Pucele
Dont dotre vie renouvele (2).

Nous savons qu'Evrart était Champenois par les grands éloges qu'il fait, dans son prologue et dans divers endroits, du comte Henri de Champagne et de sa femme la comtesse Marie. Les louanges qu'il donne à la cathédrale de Troyes, construite par le même comte, nous amènent à la même conclusion (3).

Voici le début du poëme d'Evrart :

In principio creavit Deus celum et terram.
Or mescoutez ne vos desplaise :
Je orez por coi lon se taise
Et bien et bel et dulcement
Si com Deus al commencement
Crea et lo ciel et la terre,
Dum il tient la clef et la serre
En sa baillie et en sa main,
Et nuit et ior et soir et main.
Al commencement ie di bien
Si ni cuit mesprendre de rien
Ensi puet estre enromancie
Qua ce que deuz ot commencie
Doit avoir fin en pluisors choses
Ke je vos nomerai sens gloses (4).

L'auteur est assez familier avec l'ancien et le nouveau Testament, qu'il cite souvent; il avait sans doute sous les yeux une Bible glosée, peut-être même l'histoire scolastique, dont nous allons parler tout à l'heure. Ses interprétations allégoriques sont assez curieuses. Ainsi, à propos de Benjamin, dont la naissance causa la mort de Rachel, Evrart fait une application à l'apôtre S. Paul, de ce passage de la Genèse :

Nos en resiot molt et conforte
Que de son tribu fu sainz Pous (5)
Cil qui de travail en repous
Se mist et meint autre apres lui.
Bien puet on dire de celui
Quil est filz de la destre au pere
Et de lui fu mote sa mere.
Morte de lui, ce ne seit nuls
Mes ge vos en dirai dessus
La glose tel com ge la sai,
Que bien lai toichie a lessai (6).
Sainz Pols fu fel et maus tirans
Et sor sainte eglise furanz,
Por ce quil cuidoit bien tenir
Sa loi, quant il pooit venir
Sor crestiens tot destruoit (7).

(1) F° 137.
(2) F°s 217-222.
(3) F° 373, col. 1re.
(4) F° 276.
(5) « Quos cum aliqui parochialium sacerdotum super his corripere voluissent, ipsi eis in faciem restiterunt, conantes inducere rationes de scripturis, quod ab his non deberent aliquatenus prohiberi » (*Epistol. Innoc.* III, lib. II, p. 141, ed. Baluze, t. II, p. 432).
(6) « Quidam etiam ex eis simplicitatem sacerdotum suorum fastidiunt, et cum ipsis per eos verbum salutis proponitur, se melius habere in libellis suis, et prudentius se posse id eloqui submurmurant in occulto. » (*Ibid.*).
(7) « Inquiratis etiam sollicite veritatem, quis fuerit auctor translationis illius, quæ intentio transferentis, quæ fides utentium, quæ caussa docendi, si sedem apostolicam et catholicam ecclesiam venerentur. » (*Ib.*, p. 435).

(1) Il y en a trois ex. à la Bibl. nat. fonds fr. 900, 12456 et 12,457. — *L'inventaire des manuscrits français...* par M. Delisle, Paris, in-8°, t. I, b.9, semble faire deux ouvrages distincts des deux n°s indiqués, quoique ce soit le même.
(2) 15,456, f° 3, v°, col. 2e.
(3) *Ibid.*, note ms. de M. Paulin Paris.
(4) *Ibid*, f. 3, v° col. 2e.
(5) 12456, f° 101 : « fu Sains Polz ».
(6) 12456 omet : « lai. »
(7) *Ib.* : « Destruiant. »

Et la synagogue estruoit (1)
Au mielz quil la pooit estruire,
Cest por sainte eglise destruire.
Quant dex volst qu'il se porpensast
Por mal laissier, et ce tensast
Quil soloit destruire et abatre
Tant tost qu'il si (2) pooit embatre.
Mes damedex le converti
Quant a sainte eglise averti
Et quil i fu creanz et fers
Lonc ce quil ot est enfers
Lors fu sa mere par lui morte
Ensi com la ver te raporte.
La synagoge ere sa mere... (3) »

Ces fragments suffiront pour faire apprécier la méthode que les poëtes d'alors suivaient lorsqu'ils prenaient la Bible pour sujet de leurs compositions. Il n'y faut pas chercher d'originalité : Evrart traduit et développe le texte qu'il a sous les yeux, mais sans jamais y chercher matière à ce que nous appelons aujourd'hui poésie. Comme les jongleurs et les trouvères ses contemporains, il versifie avec facilité, mais il délaie si bien sa pensée qu'il finit par la noyer et lui enlever toute valeur (4).

V

Le travail le plus célèbre au moyen âge fut la compilation de Pierre Comestor ; il est probable que beaucoup de clercs la préférèrent à la Bible elle-même.

Pierre Comestor, c'est-a-dire le Mangeur (5), d'abord doyen de l'église de Troyes, puis chancelier de celle de Paris en 1164, chargé de l'école de théologie de cette cathédrale jusqu'en 1169, enfin chanoine de Saint-Victor, mourut suivant les uns en 1179, suivant les autres en 1198 (6). Il passa pour un des plus habiles théologiens de son temps (7).

Il avait dédié son *Histoire scolastique* à Guillaume, archevêque de Sens ; comme ce prélat fut transféré, en 1176, à l'archevêché de Reims, nous connaissons la date approximative de l'achèvement de l'ouvrage, et nous pouvons le placer vers 1173 (8). Il est intitulé: *Scolastica historia super vetus et novum Testamentum cum additionibus atque incidentiis* (9). C'est une histoire de la Bible, divisée en seize livres, qui va depuis le commencement de la Genèse jusqu'à la fin des Actes des apôtres, et embrasse ainsi tous les siècles qui s'étendent de la création du monde à l'an 63 après Jésus-Christ (1). On trouve dans ce récit, mêlées à de nombreuses citations des Pères, des digressions d'histoire naturelle et de métaphysique, comme on en faisait alors.

Pierre le Mangeur y étale une vaste et indigeste érudition. A propos de l'expression *creavit*, du premier chapitre de la Genèse, il s'écrie que Moïse par ce mot écrase les erreurs de Platon, d'Aristote et d'Epicure (2). Il cite souvent des mots grecs *ideas, ile* (3). Il sait quelque peu d'hébreu : « Ubi nos habemus *Deus*, hebræus habet *Eloim* ». Et plus loin : « Hebræus habet pro *super ferebatur*, *incubabat*, vel syra lingua : *fovebat*, sicut avis ova » (4). Ailleurs : « Quod vero legitur in Genesi : *Hic erit ferus homo*, hebræus habet *phara*, quod sonat onager (5). » Plus loin, à propos de Bersabee, il distingue les deux sens hébreux du mot *Sabee* (6). Il semble donc que Pierre avait quelques notions d'hébreu, et l'on pourrait peut-être soutenir que pour lui l'*hebraica veritas* n'est pas seulement la traduction de S. Jérôme (7).

Il a des notions assez exactes sur les diverses traductions de la Bible, antérieures à celles de S. Jérôme, et il cite souvent les versions de Théodotion et de Symmaque (8). Josèphe lui est familier, et quelquefois il nomme Bérose (9), Philon (10), Pythagore (11), Origène (12). Mais à côté de ces traces d'érudition sérieuse, que de contes, de préjugés, d'ignorances, sur lesquels il s'étend longuement et avec une complaisance visible Il fera, par exemple, une longue dissertation sur la saison de l'année dans laquelle le monde a dû être créé, et, après avoir exposé diverses théories sur un point si important, il conclut : « In martio factum dogmatizat Ecclesia (13). La génération spontanée lui paraît certaine, et il ne doute nullement que les mouches et les vers ne naissent de la corruption (14). La feuille du figuier a des propriétés extraordinaires (15); le crachat de l'homme à jeun tue le serpent (16). Dans la mer Morte, tout ce qui vit surnage, tout ce qui est sans vie s'enfonce : « Lucerna ardens supernatat, extincta mergitur. » Autour de cette mer, les fruits,

(1) *Ib.* : « Estruiant. »
(2) *Ib.* : « Quil se. »
(3) 900, f° 82.
(4) M. Gaston Paris signale, d'après M. Stengel (*Rivista de filologia Romanza*, t. II, p. 82-91), des fragments d'une véritable chanson de geste sur les Machabées. « L'éditeur a reconnu que le poëme, écrit au XIIIe siècle, devait remonter au XIIe siècle, et que le dialecte était celui du sud-est du domaine français » (*Romania*, 1875, p. 498).
(5) Trithème (*de Script. eccl.* c. 380), dit : « Quod sanctæ scripturæ auctoritates in sermonibus sæpius allegando, quasi in ventrem memoriæ manducarit. »
(6) V. du Boulay, *Hist. univ. Paris*, sæc. IV, p. 443. M. L. de Lincy place la mort de Comestor en 1178 (*les IV Livres*, introd., p. XXIII).
(7) V. d. Ceillier, t. XIV, p. 743, et Reuss., *Revue de théol.*, t. XIV, p. 3 et suiv.
(8) *Hist. litt. de la France*, t. XIV, p. 14.
(9) Imprimé pour la première fois à Reutling, 1471, in-f°. Nous nous sommes servi des éd. de Frellon, Paris, 1513, in 8°, de Lyon, 1543, in-8°, et de Migne, *Patr. lat.*, t. CXCVIII, col. 1049-1721, qui reproduit l'édition donnée par Sacedo à Madrid, 1699, in-4°.

(1) « In antiquis editionibus nullum librorum sive XVI, ut Labbeus et Caveus, sive XX, ut Trithemius et Simlerus, vestigium, sed tantum librorum historicorum historiæ distinguuntur, ut historia Geneseos per capita 115, historia Exodi per capita 78, etc. » (Fabricius, dans Migne, *ibid.*, c. 1049).
(2) Migne, c. 1055.
(3) Migne, c. 1062.
(4) *Ib.* c, 1057.
(5) *Ib.* c. 1096.
(6) *Ib.* c. 1104.
(7) M. Reuss, *Op. cit.*, p. 9, est d'un avis contraire au nôtre.
(8) *Ib.* c. 1077, 1083, etc.
(9) *Ib.* c. 1085.
(10) *Ib.* c. 1088.
(11) *Ib.* c. 1067.
(12) Ed. Frellon, f° 173 v°.
(13) Migne, c. 1050. Je dois dire que Roger Bacon, dans l'*Opus tertium*, s'occupe aussi de cette question.
(14) *Ib.* c 1062.
(15) *Ib.* c. 1073.
(16) *Ib.* c. 1074.

beaux en apparence, sont en dedans pleins de cendres (1).

A la suite de son récit de la visite de la reine de Saba à Salomon, il ajoute gravement sur le bois de la croix la légende suivante, qui a été si populaire au moyen âge : « On dit que cette reine écrivit à Salomon ce qu'elle n'avait pas osé lui dire de vive voix : elle avait vu dans le temple (2) un morceau de bois auquel devait être plus tard suspendu quelqu'un dont la mort serait cause de la destruction du royaume des Juifs. Certains indices le lui firent connaître au roi. Par crainte, Salomon le fit cacher profondément en terre. C'était la vertu de ce bois qui, lorsque l'eau s'agitait dans la piscine probatique, guérissait les malades. (Les Hébreux se défendent d'avoir ces détails dans leurs livres). On ne sait comment, au temps de N. S., ce bois aura surnagé. On croit qu'il servit à faire la croix de Jésus. (3). »

Souvent Comestor ajoute des particularités inconnues au texte biblique. Après avoir reconnu, après S. Epiphane, que la transformation de Nabuchodonosor en bête ne fut pas réelle, mais un effet de son imagination et ce que nous appellerions aujourd'hui une *lycanthrophie*, il ajoute : « Et videbatur ei quod « bos esset in anterioribus, et in posterioribus leo, « secundum tyrannorum mysterium, qui in prima « ætate voluptatibus dediti, et cervicosi jugo Belial « subduntur ; in fine vero interficiunt, diripiunt et « conculcant (4). » Comestor a choisi sans doute ce détail dans la traduction de Théodotion pour placer la réflexion morale qu'il ajoute (5).

Ses idées linguistiques sont assez curieuses. La langue hébraïque fut au commencement du monde la seule en usage : c'est en cette langue qu'Adam donna leurs noms aux divers animaux (6). Quant à sa science étymologique, quelques citations la feront juger : « Dicuntur autem *bestiæ* quasi *vastiæ* a vastando, id est « lædendo et sæviendo (7). » Et ailleurs : « dicitur « cœlum quasi casa *Elios* (8). » La lumière est ainsi « appelée « quia *luit*, id est purgat tenebras (9). » Le firmament s'appelle *cœlum*, « quia celat, id est tegit « omnia sensibilia (10). » Le sol a reçu le nom de *terra*, « qui ateritur pedibus animantium (11). » Le soleil doit son nom à ce qu'il luit seul, « quia *solus* lucet, id est « nullum cum eo (12). »

(1) Migne, c. 1101.

(2) Qques mss. ont : « In domo saltus. »

(3) Ed. Frellon, f° 130 v°. Dans l'*Evangile de l'Enfance*, ch. 39, on lit que le trône du roi de Jérusalem était fabriqué avec un bois, qui existait dès le temps de Salomon (Trad. Brunet, Paris, 1863 n-12, 89). V. aussi la légende de l'invention de la Croix, dans J. del Voragine, *La Légende dorée*, tr. par G. B., Paris 1843, in-12, t. II, p. 108, et Mussafia, *Sulla Leggenda del Legno della croce*, Vienne, Gerold, 1870.

(4) Ed Frellon, f° 167 v°.

(5) Théodotion, au lieu d'*oiseaux* que porte le texte, a lu *lions*, et a traduit ὡς λεόντων. Il est possible aussi que la réflexion de Comestor soit empruntée à quelque *Bestiaire*, genre de composition si fréquent à l'époque où il écrivait.

(6) Ed. Migne, c. 1070.

(7) *Ibid.* c. 1062.

(8) *Ibid.* c. 1058.

(9) Frellon, f° 1, v°.

(10) *Ib.*, f° 2.

(11) *Ib.*, f° 2, v°. — (12) *Ibid.*

Ces développements sont bien plus considérables dans le Pentateuque que dans les autres livres, qui d'ailleurs y prêtaient moins.

Notons encore que les livres d'Esdras et les petits prophètes (1) ne sont pas expliqués dans l'*Histoire scolastique*, qui, après avoir brièvement analysé les livres des Machabées, passe au Nouveau Testament, où le récit se termine par la mort des apôtres S. Pierre et S. Paul.

Quel jugement porter sur cet ouvrage ? Suivant quelques auteurs (2), « le but de Comestor fut de résumer en un seul corps d'ouvrage les connaissances diverses qui, de son temps, étaient considérées comme indispensables à l'étude du texte sacré. En étendant toujours le cercle des interprétations, on était parvenu à composer une encyclopédie, et à appliquer au livre par excellence tous les travaux de l'esprit humain. » Ce jugement si élogieux dépasse un peu la mesure, et il n'est pas probable que Comestor ait visé si haut.

Quoi qu'il en soit, le succès de l'*Historia scolastica* fut immense. L'ouvrage se répandit promptement en France, en Allemagne, en Italie. On n'appela plus Comestor que le maître, le maître en histoire (3). Nous étudierons bientôt la traduction de l'*Historia*, si populaire au moyen âge, qui a pour auteur Guiars des Moulins. Indiquons dès maintenant, comme preuves de cette popularité, deux traductions allemandes rimées de l'*Historia scolastique*, l'une écrite par ordre de Henri, landgrave de Thuringe, l'autre composée vers 1271 par Jean Van Mierlands (4).

A côté de la compilation de Comestor peut se placer l'*Aurora* de Pierre de Riga. Moins connue aujourd'hui que l'*Histoire scolastique* ; elle a eu, durant le moyen âge, une vogue presque aussi grande. Roger Bacon s'indignait de ce succès. « Il serait bien préférable, disait-il, de faire réciter aux enfants et de leur faire écrire *en prose*, non pas toute la Bible, mais les Évangiles, les Épîtres et les livres de Salomon (5). » Ainsi, plus de soixante ans après la mort de Riga, l'*Aurora* était encore dans les mains de tous les écoliers.

Pierre de Riga mourut à Reims en 1209, après avoir été chantre de Sainte-Marie de cette ville, et chanoine régulier dans l'abbaye de Saint-Denis de la même ville (6). Son poëme biblique, qui contient plus de quinze mille vers, reçut de l'auteur le nom d'*Aurora*, parce que, comme l'aurore chasse les ténèbres nocturnes, cette œuvre dissipe les ombres et les obscurités de la vieille loi : le moyen peu sûr dont Riga se sert pour atteindre son but, est d'éclairer le sens historique

(1) M. G. Brunet, *Dict. de Bibliologie*, t. II, c. 286, prétend à tort que les livres de Tobie et d'Esther ne sont pas expliqués par Comestor. Le premier de ces livres commence dans l'éd. de Frellon au f° clviij v (Comestor a eu soin de dire dans sa préface que les Juifs tiennent ce livre pour apocryphe), et le second au f° clxxxiij.

(2) Brunet, *ib.* c. 287, qui emprunte cette opinion à M. Leroux de Lincy, *les Quatre livres des Rois*, introd., p. xxvj.

(3) Pésavel, *la Bible en France*, p. 36 et 37.

(4) *Bibl. sacra*, 1723, t. II, p. 683. Elles étaient encore inédites toutes deux à cette époque. V. sur Comestor, Fabricius, Papillon, *Auteurs de Bourgogne*, Reuss.

(5) Cité par M. Cousin, *D'un ouvrage inédit de R. Bacon*, dans le *Journal des savants*, mai 1848, p. 298.

(6) *Hist. litt. de la France*, t. XVII, pp. 26-35.

par le sens allégorique. Il a eu, pour donner ce titre, un autre motif encore : n'ayant pu arriver qu'avec beaucoup de peine à la fin de son travail, il a pu adresser à son livre les mots que l'ange adresse à Jacob, après leur combat nocturne : « Aurora est, dimitte me (1). »

L'ouvrage, laissé imparfait, fut achevé par Gilles de Paris, l'auteur du *Carolinus*, qui y fit de nombreuses additions.

L'*Aurora*, que d'autres manuscrits appellent *Hepta-teuchus*, entreprise d'après la méthode d'Hildebert, dans son poëme de la création du monde, voit dans tous les faits de la Bible des allégories qui servent souvent de thème à de très-bizarres explications (2). Non content de cela, Pierre ajoute souvent au récit biblique des inventions qui lui sont personnelles, ou que ses lectures lui ont fournies.

On jugera du style de l'auteur par les fragments inédits de son *Aurora* que nous donnons ici :

Primo facto die duo, cœlum, terra leguntur.
Fit firmamenti sphera sequenti die.
Tertia præbet aquam pelago, dat gramina terræ.
Stellarum (3) speculo quarta nitere datur.
Quinta dies pisces et aves producit ad ortum (4).
Sub sexta fit homo. Septima complet opus.
Principio cœlum terramque creasse refertur.
Qui sine principio, qui sine fine manet.
Ex nihilo non ex aliquo simul omnia fecit,
Non tamen effigiat cuncta creata simul (5).
. . . . . .
His factis hominem faciamus imagine nostra,
Conspicuum, similem, conditor unus ait.
Omnis atque piscis, avis omnis, bestia terræ
Quælibet, omne quidem reptile subsit ei.
Cui dominus dicat faciamus, nemo legendo
Inveniet : non hoc pagina sacra refert.
Hæc si spiritibus affirmes dicta superuis,
Plures, non unus ergo creator erit.
Sed persona triplex actore notatur in uno,
Cum maneat simplex in deitate trina (6).

Pierre de Riga choisit dans le texte biblique quelques sujets plus propres, selon lui, au développement. Ainsi, dans l'Exode, voici quelques-uns des points qu'il juge utile de versifier : la verge par laquelle Moïse opère ses miracles, — les dix plaies, — la spoliation des Egyptiens, — la libération des fils d'Israël, etc.

Tout son ouvrage n'est pas écrit en distiques. Son explication du Cantique des cantiques, pour laquelle il a, dit-il, suivi les homélies d'Origène (7), est en hexamètres rimant deux à deux. Nous en citerons quelques exemples.

Voici le commencement :

Omni plena bono Salomonis cantica regis :
Christum commendant super omnia cantica regis.

(1) *Patr. lat.*, t. CCXII, préface.
(2) L'*Hist. litt. de la France*, l. c., en donne quelques curieux exemples.
(3) Le ms. lat. 10321 a : « terrarum. »
(4) 10321 : « projicit in hortum. »
(5) Ms. latin 16244, f°s 5 v° et 6. Ce ms. est accompagné d'un long commentaire en prose.
(6) *Ibid.* f° 8 v°.
(7) *Ibid.* f° 86.

Qui legit hæc et percipit hæc, cantare paratus
Tam solemne melos, vir dicitur esse beatus (1). »

Pierre de Riga commente ainsi le passage : *Inter ubera mea commorabitur.*

Uberibus quibus incumbens hærendo moratur.
Dilectus, merito dilectio bina notatur
Pergeminum Christus puer est nutritus amorem
In mammis sponsæ lactis suggendo liquorem (2). »

Il commente ainsi ce verset : *Favus distillans, labia tua sponsa* :

Doctores notat Ecclesiæ nomen labiorum
Per quos verborum stillat dulcedo sacrorum.
In redolente favo latitat mel, cera videtur,
Clausus in his verbis moralis sensus habetur.
Est favus in labiis dum doctor prædicat ore
Doctrinam quæ mente latet sine laudis amore (3). »

A la fin de l'ouvrage est une récapitulation, en vers aussi, de tout ce qui y est contenu. Les citations qui précèdent suffisent pour donner une idée de la manière de Pierre de Riga, qui eut, comme nous l'avons dit plus haut, une grande popularité (4).

Parmi ses imitateurs on cite le bénédictin Jean le Petit, dont les *Rhythmi in Vetus et Novum Testamentum* se trouvaient au XIIIe siècle parmi les manuscrits de Saint-Sulpice de Bourges. L'auteur et son œuvre sont restés inconnus. Nous citerons aussi le dominicain Thibaud de Troyes, auteur d'une *Biblia metrificata* (5).

Ajoutons quelques renseignements sur la manière dont les hérétiques de ce siècle comprenaient l'étude de la Bible. En 1176, au concile d'Albi, les Albigeois, interrogés sur leur doctrine, répondirent, d'après Roger de Hoveden, qu'ils ne recevaient pas la loi de Moïse, les Prophètes, les Psaumes, le vieux Testament tout entier ; dans le Nouveau, ils ne considéraient comme livres divins, que les Évangiles, les Épîtres de S. Paul, les Actes des apôtres et l'Apocalypse (6). Ils rejetaient par conséquent les épîtres de S. Pierre, de S. Jacques et de S. Jean.

A Reims, vers 1180, une femme de la secte des publicains, nom que les Albigeois ont souvent reçu au moyen age, arrêtée par ordre de l'archevêque, montra une grande connaissance de l'Écriture. Et pourtant elle n'admettait, comme tous ceux de la secte, que les Évangiles et les Épîtres canoniques (7).

(1) *Ibid.*
(2) *Ib.* f° 88.
(3) *Ib.* f. 94° Au f° 90, il fait une allusion à son nom :
« Accipe riga petre per aperta foramina petræ vulnera pendentis Christi pro te morientis.... »
(4) Quelques fragments de Riga sont dans la *Patrol. lat.*, t. CCXII, c. 9-47. Les mss. de l'*Aurora* sont très-nombreux : Cambrai, 371, Charleville, 341, Paris, Bibl. nat., mss. lat. 10321, 16244, 16703, etc.
(5) Bibl. de Troyes, mss. 1554, in-4. (XVe s.). Thibaud n'est pas cité par Quétif et Echard.
(6) Dans du Boulay, *Hist. univ. Paris.*, in-f°, t. II, p. 416.
(7) Raoul de Cogeshal, p. 295.

(*La suite prochainement.*)

DROITS PAROISSIAUX

Chanoines et collégiale de Manduria. — Attributions paroissiales. Obsèques. Droit de porter l'étole et de faire la conduite. Usage portant que le convoi soit présidé par la première dignité du chapitre. Ordonnance épiscopale abrogeant l'usage. Plainte des chanoines. Affaire traitée devant la S. Congrégation du Concile le 22 septembre 1877.

Les paroisses établies dans les églises cathédrales et collégiales donnent parfois lieu à des dissentiments entre les chanoines et les curés relativement aux attributions curiales.

Le chapitre de la collégiale de Manduria, diocèse d'Oria, en Sardaigne, a fait présenter au Saint-Siége la réclamation suivante :

« La cure habituelle réside dans le chapitre. De temps immémorial c'est l'usage que, lorsque le chapitre est invité aux convois, le droit de bénir le défunt et de porter l'étole est réservé à la première dignité, ou en son absence aux autres dignitaires et chanoines; le curé et le vicaire n'ont pas ce droit. La première dignité étant vacante, on a nommé pro-curé Augustin Guarini, lequel, ne voulant pas se conformer à l'usage, a porté plainte à Mgr l'évêque. Par décret extrajudiciaire du 18 novembre 1875, Mgr l'évêque, sans entendre le chapitre, a déclaré abusif tout acte exercé par un prêtre quelconque du clergé de Manduria, et il a ordonné que l'archiprêtre seul, et, actuellement le pro-curé ou son délégué ,ont le droit de porter l'étole, de donner la bénédiction dans la maison du défunt, conformément au Rituel romain et à la discipline de l'Eglise. Le vicaire forain ayant notifié le décret, le chapitre se réunit et signa un mémoire réfutant péremptoirement les raisons de l'évêché, et concluant que les circonstances actuelles empêchaient seules les chanoines d'insister pour l'exercice de leurs droits, mais qu'ils se réservaient de faire valoir leurs raisons quand ils croiraient. Aujourd'hui le chapitre fait présenter cette humble requête à la S. Congrégation, en demandant la révocation du décret épiscopal et le maintien de l'usage. »

La S. Congrégation a consulté Mgr l'évêque, conformément à la procédure d'usage. La réponse du prélat est ainsi conçue : « La prétendue coutume immémoriale manque de toute base juridique. Il est entièrement faux que les chanoines de Manduria possèdent la cure habituelle. La cure actuelle a toujours appartenu à l'archiprêtre, première dignité du chapitre ; présentement, la dignité étant vacante, la cure actuelle appartient au pro-curé. Le chapitre ni aucun de ses membres n'ont jamais prêté aucun concours ni coopération personnelle pour la cure, pour l'administration des sacrements, ni pour toute autre attribution curiale. Le casuel n'a jamais été versé dans la main du chapitre ; il a été constamment perçu par le curé. La coutume dont on parle n'a jamais existé et n'existe pas. Il suit de là que devant la disposition du Rituel romain qui réserve au curé le droit en question, la violation de ce droit serait un abus qu'il ne serait pas possible de tolérer. La paroisse posséderait donc un grand nombre de curés, contrairement aux lois de l'Eglise, au Rituel romain, à la jurisprudence de la S. Congrégation des Rites, qui déterminent le règlement des paroisses. Il est faux que le chapitre n'ait pas été entendu avant de porter le décret du 18 novembre 1875 ; car le contraire est prouvé par une délibération capitulaire en date du 14 octobre. »

Après ces renseigements, l'affaire a été inscrite au rôle de la S. Congrégation. Le *folium* que nous publions plus loin donne le résumé des allégations de part et d'autre.

Mgr l'évêque ayant nié la coutume et même la cure habituelle en faveur du chapitre, les chanoines se sont placés sur le terrain.

« La coutume dont il s'agit est-elle condamnée par la raison ? Est-ce l'occasion de quelque péché ou d'un scandale pour la population de Manduria que le chapitre assiste aux obsèques et que le doyen porte l'étole, bénisse le corps et l'accompagne à la paroisse ? Est-ce un usage anormal qu'un des membres d'une église qui sont tous obligés d'enseigner le catéchisme, de diriger les consciences et de coopérer à la cure, remplisse les fonctions de curé en ce qui concerne les obsèques ? Le droit établi par l'usage peut-il être condamné comme un acte illicite, comme une dépravation et comme un abus subversif des lois ecclésiastiques ? Voici ce que vingt témoins attestent par écrit : On a constamment suivi l'usage en question, même durant la vacance de la paroisse ; car c'est la première dignité et non le pro-curé qui a porté l'étole et béni les corps. Tel est l'usage immémorial ; les témoins attestent que la tradition provient de leurs ancêtres. Il y a un ou deux ans, la population a vu avec surprise le pro-curé, qui est un des derniers du chapitre, porter l'étole et occuper la première place de la procession, pendant que la première dignité se tenait au dernier rang. Le droit du chapitre se fonde soit sur une réserve qui remonte à la fondation de la paroisse, soit sur une coutume raisonnable et reconnue par le droit canonique. »

La S. Congrégation du Concile a pensé qu'elle ne pouvait en l'état rendre son jugement. Elle a demandé d'autres investigations et d'autres preuves de nature à constater l'usage : *Dilata et coadjuventur probationes.* Rome, 22 septembre 1877.

Oritana Jurium parochialium. Die 22 septembris 1877. — Capitulum ecclesiæ collegiatæ oppidi Manduria Oritanæ diœceseos amplissimum vestrum Ordinem supplici libello adivit exponens, quod « la cura abituale delle anime risiede presso il capitolo, e che da tempo immemorabile è vigente la consuetudine che quando nell' associatura dei cadaveri è invitato il capitolo, il diritto di benedire e d'indossare la stola appartiene alla prima dignita del capitolo che è presente alla funzione, ed in mancanza di tutte le dignita al canonico piu anziano, e non gia al parroco o al suo coadjutore.

« Ora nella vacanza dell' arcipretura, che è la prima dignita di detta chiesa, è stato nominato economo curato il sacerdote D. Agostino Guarini il quale non volendo riconoscere questa consuetudine presentò un reclamo a Monsignor vescovo.

Questi senza udire il capitolo con decreto estragiudiziale del 18 novembre 1875 dichiarò abusivo qualunque atto esercitato da ogni sacerdote del clero di Manduria ed ordinò doversi addossare dal solo arciprete curato ed ora nella vacanza, dall' economo curato Guarini, o dal di lui coadjutore da esso delegato la stola nella associazione dei cadaveri dando la benedizione in casa del defonto, osservate le prescrizioni del Rituale Romano, e della pratica della chiesa.

« Contro questo decreto di cui per ordine di Monsignor vescovo fu data conoscenza al clero col mezzo di quel vicario foraneo, il clero stesso capitolarmente adunato rispose in iscritto con atto formale confutando tutte le considerazioni della curia, e concludendo che solo per la condizione dei tempi il capitolo non senza grave rincrescimento sospendeva per allora l'esercizio del suo diritto di portare la stola e benedire i cadaveri, riserbandosi però di sperimentare le sue ragioni quando lo avesse creduto opportuno.

« Ora pertanto il ricorrente capitolo presenta questa rispettosa istanza a codesta S, C. affinche..... si degni revocare il suddetto decreto dechiarando che si deve osservare la consuetudine di cui si tratta. »

Literis benigne acceptis sequens rescriptum prodiit : *Episcopo pro informatione et voto, auditis interesse habentibus, referat de bono oratorum jure.*

Mandatis hujus S. Ordinis morem gerens sacer antistes hæc retulit : « Sul contenuto del riclamo, in adempimento degli ordini della S. Congregazione mi pregio sommettere al di lei savio giudizio che il preteso diritto della immemorabile consuetudine avventurato da quel clero è privo di ogni elemento giuridico. Si pretende il diritto di essere la cura delle anime abituale presso il clero, quando la medesima è attuale, ed è stata sempre presso dell' arciprete curato prima dignita di quel capitolo, o impedito del suo coadjutore, e nella vacanza del vicario curato, ossia economo. Costa pienamente per fatto che niuna concorrenza, o personale opera si è ma, prestata dal clero, o da uno di esso nella cura delle anime nell' amministrazione de' sagramenti, o in alcun dovere parrochiale, e n'un esito si è mai portato dal clero, ma il tutto si è erogato dall' arciprete, ed ora dall' economo curato Agostino Guarini canonico succantore di quella collegiata. Quindi in fatto non puo regger la pretesa consuetudine, la quale non mai ha esistita, e non esiste, ne si sa se abbia avuto origine, in qual tempo, e per qual causa. Esistendo intanto le prescrizioni del Rituale Romano, che accorda la esclusiva competenza ai parrochi, ogni violazione di esse sarebbe, sempre un' abuso a doversi togliere. E quel che piu monta pretendere un diritto per sognata consuetudine del clero di Manduria sarebbe certamente arrogarsi ognuno di esso l'ufficio di parroco in una sola parrochia, ed avere l'esistenza di tanti parrochi, il che si oppone alle leggi della Chiesa, allei disposizioni del Rituale Romano, ed alle molteplici decision, della S. Congregazione de' Riti, che formano la legge scritta regolatrice, e sicura norma per tutte le parrocchie.

« Fa poi alta meraviglia come quel clero abbia potuto permettersi tale strana pretensione, ed arrogarsi dritti e consuetudini sulla cura delle anime, quando il medesimo in casi di urgente necessita si è mostrato negligente ed alieno anche al proprio carattere sacerdotale. Soffra la pena l'eminenza vostra Rma prendere in considerazione il fatto che pochi anni or sono afflitta quella popolazione dal morbo del colera tutti i sacerdoti di quel clero coll' economo curato che esercitava la cura delle anime or strapagato fuggirono dalla residenza, abbandonando i loro afflitti concittadini nella desolazione, facendo mancare ai morienti i sagramenti, e gli ajuti di religione, e fu mestieri in quella imperiosa occorrenza chiamare sacerdoti secolari, e regolari di alieni, e lontani paesi; fatto tutto scandaloso a quel popolo, e di ammirazione all' attuale governo, il quale virilmente ebbe a sostenere la nomina, e destinazione dell' attuale econono curato canonico succantore Guarini a tale ufficio, come quello che si mostrò laborioso in quella circostanza afflittiva del colera, interessandosi le autorita della Provincia a rimuovere le opposizioni del clero suscitate contro il venerato canonico succantore Guarini. Eppero se non è stata mai esistente una qualunque sognata consuetudine sul preteso dritto, si è voluto assalire violentemente la competenza del parroco, e suoi coadjutori, specialmente nei tempi presenti, risultante tale licenzioso fatto da lettera di riclamo dello stesso parroco del di 6 ottobre 1875, e del suo coadjutore di cui annetto copie conformi.....

« Inamissibile evidentemente essendo il reclamo del capitolo di Manduria, falso è l'esposto dello stesso che non fu gia stato inteso prima di decretare questa mia curia, rilevandosi apertamente dai dettati di una di lui conclusione del di 14 ottobre 1875, con cui di riscontro al mio dato avviso sul fatto violento arrecato all' economo curato Guarini, e suo coadjutore nell' associatura di un cadavere nel sostenere la pretesa consuetudine.

« A vista del presente riscontro che mi pregio umiliare a cotesta S. Congregazione sorge spontaneo dover' essere rigettato il reclamo del capitolo collegiale di Manduria, ed essere ritenuto, e confermato il predetto decreto di questa mia curia del 18 novembre 1875, che defini appartenere all' arciprete e nella vacanza all' economo curato ora canonico succantore Guarini e suoi coadjutori benedire, ed indossare la stola nell' associatura de' cadaveri. »

Quibus omnibus absolutis rescribendum duxi : *Ponatur in folio.* Cum vero in hodiernis comitiis causa disceptanda sit sub dubii formula in calce hujus libelli exscripta, præstat præ primis nonnulla adnotare quæ œconomo curato favent, deinde capituli deductiones breviter exponere.

Stolæ usus et cadaveris benedictio, etsi capitulum ecclesiæ collegiatæ accedat ad munus, ad œconomum curatum spectare videtur. Quandoquidem exploratum in facto est Augustinum Guarini, parœciæ rite gubernandæ causa, subrogatum atque substitutum fuisse ab episcopo, archipresbytero e vivis elato. Porro tralatitium in jure est subrogatum de jure succedere in locum ejus, cui subrogatur in commodis æque ac in incommodis. L. un. c. de colleh. lib. 11., L. 1. C. de offic. vic. eodemque jure et privilegio utitur eleganter dixit bald. in l. *Parabolanos*, c. de epis. et cleric. n. 1, et 2. « Ille, qui est subrogatus. debet esse ejusdem juris, et conditionis, cujus est ille, in cujus locum subrogatur, Gabr. de reg. jur. concl. 2, num. 1., Caputaq. dec. 227. in fin. part. 3. Rota dec. 252. n. 7. part. 5, Rec., et in terminis Gratian. *Disceptat.* 298. num. 4. Quare ambigendum haud est Augustino Guarini œconomo curato præstandum fore eumdem honorem, eamdemque præcedentiam quæ archipresbytero in prædictis functionibus conceditur, Samuel, *De Sepultur.* tract. 1, disput. 3, contr. 2. n. 11., Gratian. *Discept. forens.* 298. n. 84. Mastrill. *de Magistrat.* lib. 1, cap. 29, n. 33, ad 37., Natta cons. 638 num. 8. lib. 3., Rota in *Sutrina* præcedentiæ 1 februarii 1713, §. *Separatis*, in fin. cor. Lancetta.

Neque in his terminis materiæ ecclesiasticæ, et observationis sacrorum rituum necesse est ad effectum gaudendi iisdem prærogativis, ut in subrogato concurrant cæteræ qualitates subrogantis : quia in his terminis non attenditur majoritas, vel minoritas personæ, sed functio, exercitium actus, et indumentum sacrum ad effectum habendi præcedentiam, quæ regulariter debetur subrogato in iis, in quibus subrogantem repræsentat, Felin. in cap. *Cum olim*, num. 1, de offic. deleg. Gratian. *Discept. forens.* 298, num. 4. Hinc est, quod minus nobiles præferuntur nobilioribus, ac dignioribus ratione actus

competentis ex officio et in illius exercitio. L. 1 C. de offic. vicar. Felin. in rubr. de major. et obed. num. 1. Gratian. loco alleg. num. 1 et 2. Seraph. decis. 964 num. 2. Add. ad Gregor. XV decis. 124, num. 2, Rota in *Taurinensi* delationis baldacchini 4 julii 1756 coram card. Corrado. Adeo ut simplex capellanus curatus amovibilis ratione officii præcedere debeat aliis sacerdotibus ætate, ac promotione antiquioribus ex declaratione Sacræ Congregationis Rituum in *Nucerina* 16 aprilis 1644. Imo is capellanus faciens officium cum superpelliceo et stola præcedit etiam ipsi rectori ecclesiæ cui inservit ex simili declaratione, et non obstante contraria consuetudine, ut in *Nucerina Paganorum* 11 julii 1637, his verbis : « S. Rituum Congregatio censuit sacerdotem capellanum, seu portionarium in parochiali, facientem officium cum cotta et stola, debere habere primum, et digniorem locum in choro, etiam supra proprium rectorem. non obstante contraria consuetudine. » Hoc ipsum censuit in *Maceraten.* 10 junii 1656 : « Capellanus curatus S. Blasii Montis Milonis Maceraten. diœcesis declarari postulavit, ipsi in funeralibus ratione stolæ præcedentiam deberi, etiam super alios quoscumque sacerdotes curatos, prout in similibus alias S. Congregatio declaravit; quodque Emi Patres ejusdem Congregationis in loco prædicto servari jusserunt. » Eademque ratione ipse episcopus assistens cum cappa vesperis solemnibus thurificatur post celebrantem juxta dispositionem Cæremonialis lib. 2 cap. 2. Et officium faciens in choro, vel functionem cujuscumque speciei præcedit cæteris omnibus quantumvis dignioribus.

Præterea communis doctorum opinio est, quod in processione funebri, in qua parochi incedunt tamquam prælati, atque pastores, præcedere semper omnibus debeat proprius parochus, et ab illo privative quoad alios exercendi sunt omnes actus jurisdictionales, qui ob eamdem occasionem explentur sive in domo defuncti sive per viam, sive intra ecclesiam parochialem, ut pluries resolvit Sacra Rituum Congregatio, et præsertim in *Aversana* 15 septembris 1640, in *Novarien.* 21 septembris 1681, Barbosa, *De paroch.* cap. 9, num. 11, et cap. 26, num. 74, Amostaz. *De caus. piis*, lib. 6, c. 2, num. 23 in fin. Card. De Luca *De præeminentiis* disc. 21 per tot. Samuel *De sepult.* disp. 3, controv. 7, num. 16. Monacell. *Formul. legal.* tit. 10, formul. 17, sub num. 4; et tit. 13 formul. prim. sub n. 70; Panimoll. decis. prima, annot. 7 num. 20, 30, et adnot. 10 num. 1, Rota coram Peutinger. decis. 172 num. 1 et seq., et in Recent. decis. 572 n. 5 part. 5, et in *Tranen.* præeminentiarum 20 februarii 1713, §. *Supereral* et seq. coram Card. Scotto, et in durioribus terminis pro præcedentia parochorum, qui re vera subjecti erant archipresbytero, respondit Rota in decis. 101 coram san. mem. Innoc. X per tot.

Atqui delatio stolæ in processione funebri signum est parochialis officii et jurisdictionis ut pluribus adductis Sac. Congregationis Concilii decretis firmat Rota in *Nullius* seu *Montis Cassinen.* manutentionis super delatione stolæ 22 junii 1714, §. *Merito*, coram Ansaldo. Samuel *De sepultur.* tract. prim. disputat. 3, controv. 7, num. 9, et disput. 4 controv. 12, num. 12 Monacell. *formul. legal.* tom. 2, tit. 13, formul. prim. num. 77. Ergo procul dubio inficias ire nemo potest, quin illa a proprio parocho sive illius œconomo privative deferenda sit cum omnimoda præcedentia supra quoscumque, ut uno ore tuentur Barbosa *De offic. et potest. paroch.* part, 3, cap. 26, num. 7, Gratian. discept. 298 num. 65 cum pluribus seqq. Card. De Luca *de Præeminent.* disc. 43, num. 3 Rota coram Zaratt. decis. 45 num. 4, in *Nullius* seu *Montis Çassinen.* Manutentionis 10 junii 1712, §. *Et quamvis*, coram Lancetta, et in *Calaritana* jurium parochialium super bono jure 2 julii 1724 § *Delatio*, coram Rato. In eamdem sententiam abiit Sacra Congregatio Concilii in *Ebrunen.* in respons. ad XI die 23 junii 1695. Et jure optimo. Eo enim ipso, quod quis sit constitutus parochus aut œconomus, debet non solum suo, populo administrare sacramenta, sed ea etiam, quæ ex suo munere ipsis sacramentis sunt adnexa ratione exercitii curæ animarum. Officium autem funeris, et administratio sacramentorum sunt invicem adnexa tamquam ordinata ad ea quæ debentur morituro, ac defuncto ex officio pastorali. Constat autem quod jus ministrandi sacramenta in articulo mortis pertinet ad parochum seu œconomum quoad omnes qui sunt in ipsius parochia. Quare etiam ad ipsum spectat jus peragendi officium; in adnexis enim est idem judicium; cap. *Translato*, de constit. Præcipue quia officium funeris inter sacramentalia numeratur, ut clare colligitur ex can. *Dictum est*, 1, quæst. 1, ubi verbum *sepultura* pro ipso officio funeris accipiunt doctores, ut per Hostien. in Sum. lib, 3 tit. de sepult. num. 1 in fine. Atqui nemo potest intra fines paræciæ sacramentalia ministrare absque privilegio, nisi solus parochus : nam ad eum pertinet sacramentalia ministrare, ad quem et sacramenta, Suarez in 3 par. D. Thom. disp. 15, sect. 2, in fine. Sunt enim veluti pars sacramentorum. Sacramenta autem ministrare ad solos parochos spectat ex sac. Conc. Trid. sess. 24 cap. 13, de reform. et ex Clem. *Dudum*, § *Verum*, de sepult. Quia sicut hujusmodi officia per Ecclesiam sunt instituta, ita ministri eorum illi sunt, qui juxta eamdem Ecclesiæ institutionem sunt ad hoc ministerium designati.

Minime relevantibus auctoritatibus in contrarium deducendis, ac præsertim Rota coram Coccin. decis. 2009 num. 17. decis. 552 part. 5 recent. et coram Emerix jun. decis. 1192, num. 5 et 6, quia loquuntur in casu diverso, et istæ procedunt in hypothesi qua funus non fit in ecclesia parochiali, neque ad eamdem ecclesiam cadaver defertur, dum cæteroquin si funus in propria parochia peragitur, et ad illam transfertur cadaver, utique omnia funus concernentia parochus sive ejus vicarius explere debet prout declaravit S. Ritnum Congregatio, de qua Barbos. de canon. cap. 18, num. 68. Cum igitur in themate funus in propria parochia peragatur, et ad illam transfertur cadaver, jam prono alveo fluit, in præsentiarum ad œconomum curatum spectare in funeribus stolam deferre, aqua benedicta cadaver aspergere antequam e domo efferatur, et antiphonam præcinere juxta præscripta Ritualis Romani in tit. de exequiis.

Incassum convolat ad consuetudinem capitulum pro hujuscemodi juribus sibi vindicandis. Nam talis consuetudo veluti abusus et corruptela reputatur in jure. Sane ita habendas esse omnes consuetudines adversus parochialia jura statuit Pius V in constitutione *In principis apostolorum Sede* diei 17 februarii 1566, et firmavit hæc S. Congregatio in *Nullius Sublacen.* Jurium parochialium 18 septembris 1824. Quin imo eadem jura sarta, tectaque servanda voluit contra quadragenariam vel centenariam consuetudinem uti in *Baren.* Jurium parochialium 28 augusti 1756. *Bovinen.* Jur. parochial. 27 junii 1820. *Brictinorien.* jur. decimandi 8 maii 1824, *Nullius Sublacen*, jurium paroch. 29 jan. 1825. Hinc nullius roboris censenda est præfata consuetudo, ad tradita S. Rit. Congreg. Decr. 16 mart. 1591, et 18 junii 1689, Decr. 3 augusti 1839, apud P. Antonin Maurel, *Guide pratique de Liturgie Romaine.*

Ex quibus omnibus patet juri communi apprime quadrare decretum ab episcopo rogatum favore œconomi curati proindeque esse sustinendum.

E contra capitulum contendit jus de quo quæstio sibi duplici ratione competere tam virtute habitualis curæ animarum penes ipsum residentis, quam immemorabilis consuetudinis. Et ad primum quod attinet argumentum denegari non posse protuetur habitualem curam penes capitulum et clerum

dictæ civitatis residere. Et licet id fateri edisserit in ipsomet controverso decreto diei 18 novembris 1875, tamen ut omne dubium hoc super articulo amoveatur, recolit decretum a curia editum die 25 augusti 1799. Hoc decretum latum fuit occasione qua duo sacerdotes utpote adspirantes ad recipiendam in collegiata ecclesia participationem adveniente tempore admissionis, ac adimpleto servitio, juxta statuta petierant admitti ad examen tam quoad doctrinam quam quoad requisita. In enunciato decreto sequens reperitur declaratio : « Visis actis examinis sacerdotum Joseph Sammarco, et Gregorii Ricchiuti... adspirantium ad admissionem participationis in ecclesia collegiata receptitia cum cura animarum... perpensis ipsorum adspirantium qualitatibus ac requisitis, quæ majori studio et exercitatione indigent, ut provectiores, ac Ecclesiæ Dei utiliores reddantur et maximo sint adjumento populo in animarum cura, dicimus... ad participationem supradictæ ecclesiæ... esse admittendos adveniente tempore admissionis de more illius Ecclesiæ. Verum post annum melius instructi redeant ad novum examen... ut perspecto eorum profectu in studiis et ecclesiæ servitio possint deputari ad catecheses in ecclesia faciendas, aliasque functiones parochiales absolvendas pro conscientiarum directione animarumque salute. » Quin imo subdit eodem decreto vetitum fuisse capitulo inservientes etiam absoluto servitio ad participationem admitti nisi prius exhibuissent ipsi capitulo præter alia consueta requisita quoad servitium, etiam litteras declaratoriales... curiæ de idoneitate et habilitate petentium. » Ex quo documento aperte proffuere dicit : « 1. che la cura delle anime risiedeva abitualmente presso il capitolo, 2. che i singoli partecipanti di essi dovevano per conseguenza essere abili ad catecheses in ecclesia faciendas, aliasque functiones parochiales absolvendas pro conscientiarum directione, animarumque salute ad onta che il parrocco, l'economo curato, o chi per lui avesse la cura attuale delle anime.

Posto adunque in sodo che la cura abituale delle anime è stata sempre e la è anche al presente presso il capitolo e che il parrocco o chi per lui ne esercita *actu* come da quello delegato la relative attribuzioni, non può, e non deve recare meraviglia alcuna se il capitolo siasi dal principio riservato uno di quei dirritti che al solo parroco competono secondo il diritto canonico, quello cioè di fare indossare la stola nera nelle funzioni funebri alla prima dignità, o al più anziano dei canonici e benedire i cadaveri, quando all'associazione interviene o l'intiero capitolo o una parte di esso. » Atque ad hujusmodi roborandum argumentum, exemplum affert capituli Basilicæ Vaticanæ, in quo licet actualis animarum cura per vicarium beneficiatum exerceatur, tamen ea potissimum ratione quia habitualis cura penes capitulum residet singula ipsius membra jus habent docendi parochianos catechesim, eucharistiam infirmis deferendi, præsertim in præcipuis anni festivitatibus, nec non baptismatis sacramentum conferendi etiam non parochianis ex speciali privilegio.

Perperam, prosequitur, Rituale Romanum, constitutio *Apostolicæ Sedis* S. Pii V et resolutiones S. R. C. ex adverso adducuntur; ex iis enim elucet ad parochum defuncti spectare in funeribus stolam deferre, aqua benedicta cadavera aspergere antequam e domo efferantur, et antiphonam præcinere. Atqui in themate de quo agitur, parochus defuncti ipsum est capitulum. Nulla ergo repugnantia adesse potest quod interveniente capitulo, vel ipsius parte a digniori deferatur stola simulque aqua benedicta aspergatur cadaver, atque antiphona præcinatur. Eo vel magis quia in themate favore capituli militet immemorabilis consuetudo, quæ cum sit magis juri conformis, quanti habenda sit, nemo est qui ignorat.

Et ita ad secundum descendens argumentum protueri studet capitulum, quod etsi ageretur de consuetudine contra jus, haud tamen proprium jus fluctuaret. Ut enim consuetudo contra jus vim legis habeat, duo requiruntur; oportet primo ut sit rationabilis, secundo ut legitime sit præscripta cap. ult. de consuet. Jamvero rationabilis dicitur consuetudo quæ nec peccandi licentiam, aut occasionem præbet vel alia ratione est communi utilitati perniciosa. Reiffenst. lib. 1 decret. tit. 4, § 2, n. 34. Suarez lib. 7 de leg. cap. 6 num. 10, aliique quamplurimi : legitime autem præscripta dicitur quando ex lapsu temporis de jure requisiti sit obtenta, et roborata ad similitudinem præscriptionis. Reiffenst. loc. cit. § 4, num. 90; nempe opus habet frequentia actuum quibus inducatur, voluntate ejus inducendæ in illis qui eam servare debent, consensu sive explicito sive tacito legislatoris, diuturnitate temporis, quod in consuetudine contra jus esse debet 40 annorum. « Cum hæc servata sunt, non modo consuetudo legi vim adimit, sed etiam vim tantam habet, ut recentiori lege non derogetur, nisi id nominatim conscriptum cautumque sit. Devoti Instit. Canon. lib. 1, cap. 2, §. 50. Atqui hæc omnia in casu verificari tenet capitulum. Sane ait : « E forse irragionevole o dà occasione a qualche peccato, o scandalo il vedersi dalla popolazione di Manduria, che quando nelle funzioni, o pompe funebri interviene il capitolo in tutto, o in parte, la prima fra le dignità presenti ovvero nella mancanza di tutte il canonico il più anziano indossi la stola, benedica il cadavere, e lo accompagni alla parocchia? E forse un uso esorbitante contrario alle leggi canoniche se uno dei membri della chiesa, i quali debbono tutti insegnare al popolo il catechismo, dirigere la coscienza delle anime, provvedere alla loro salute eseguire tutte le funzioni parrocchiali « ut « maximo sint adjumento populo in animarum cura » nelle funzioni mortuarie disimpegni ciò che conviene al parroco? come mai nel decreto di cui domandiamo la revoca, questa costumanza, ossia questo *jus moribus inductum* può qualificarsi per un atto illecito ed irragionevole per una corruttela, per un abuso sovversivo delle leggi ecclesiastiche? »

Ut autem ostendat consuetudinem actuum frequentia roboratam, atque legitime præscriptam esse, exhibet documentum a viginti testibus obsignatum, qui unanimiter de consuetudine favore capituli inducta fidem faciunt. Quos testes maxime attendendos esse sustinet, quia omnibus requisitis extant absoluti, quæ exigit Glossa in cap. 1, verb. *Memoria*, de Præscript. in 6°. Deponunt enim de visu id ab immemorabili observatum fuisse, sunt omni exceptione majores, atque fatentur id a majoribus audivisse. De Luca Adnot. ad Conc. Trident. disc. 11, num. 12; de Decim. disc. 7, num. 3. Ex quorum testimonio porro habetur : « Che lo stesso si è praticato anche nel caso dell'arcipretura vacante, come è attualmente, in cui non mai l'economo curato, ma la prima dignità del capitolo ha sempre esercitato il diritto della stola e della benedizione dei cadaveri... Che è stata questa la constante ed inviolata consuetudine della loro chiesa non solo per tutto il tempo che risale alla memoria di essi dichiaranti, ma anche dei tempi più remoti stando alla tradizione dei loro maggiori... Che siffatta consuetudine è stata solamente violata un due anni indietro dall'attuale incaricato della cura delle anime il quale dopo di essersi per molti anni uniformato a siffatta pratica, solo ultimamente per mezzo dei suoi sostituti ha preteso il diritto della stola e della benedizione in parola, e quindi in quest' ultimo tempo soltanto il pubblico non abituato a ciò ha ammirato la sconveniente novità di vedere uno degli ultimi sacerdoti che occupa il primo posto nella processione vestito di stola, mentre al fine della stessa la dignita del capitolo si vede andarsene senza con una dispiacevole ammirazione del pubblico. »

Cum igitur concludit ambigendum haud sit præfatum jus capitulo et clero competere « sia in virtù di una riserva che

rimonta all' istituzione di quella chiesa in parocchia, sia in virtù di una consuetudine ragionevole, ed ammessa dalla legge, il decreto della curia di Oria è ingiusto fino al punto che debba essere intieramente revocato. »

Hisce igitur hinc inde animadversis rogantur EE. PP. respondere ad dubium :

An decretum Curiæ Oritanæ sit confirmandum, vel infirmandum in casu?

S. Congregatio Concilii respondit : *Dilata et coadjuventur probationes.* Die 22 septembris 1877.

FIANÇAILLES

Causes canoniques autorisant les dispenses des fiançailles. — Aversion irréconciliable. — Bien spirituel des âmes. Indemnité et dommages-intérêts pour la dot et pour la pension alimentaire. — Affaire traitée par la Congrégation du Concile le 15 décembre 1877.

Spalaten. Super dispensatione sponsalium. Die 16 decembris 1877. — Quidam Georgius Spalatensis diœcesis in 18 anno ætatis suæ constitutus de parentum consensu coram laico magistratu astitit die 17 junii 1858, ibique sponsalitium contractum perfecit cum quadam Maria N., quæ spe futuri matrimonii illecta jam ab ipso fuerat deflorata, et adhuc viventis filii mater effecta. Amor iste defervescere cœpit vero quandoquidem Georgius ad aliam se convertit mulierem, qua cum scandalosam ducit vitam. Cum hac igitur nuptias contrahere cupiens, astitit coram parocho, ut ecclesiastici matrimonii celebratione tanto malo finis imponeretur. Verum vix per incœptas publicationes ad aures pervenit Mariæ Georgium cum præfata muliere nomine Magdalena nuptias initurum illico sponsalium impedimentum objecit.

Omnia parochi necnon Georgii patris ac ipsiusmet coadjutoris episcopi officia ad hoc adhibita, ut vir Mariam in uxorem duceret, in irritum cesserunt. Siquidem neque ante neque post commissum cum Maria crimen, asserebat verum habuisse animum illi nubendi declarans semet coram laico magistratu eam in uxorem ducendi spopondisse timore ductum ne in militiæ delectu conscriberetur. Cœterum manifestavit, ex eo tempore quo Mariam deseruit, aversionem erga ipsa expertum fuisse, simulque firmum propositum contrahendi matrimonium cum Magdalena, quacum minitabatur civile, ut aiunt, fœdus contracturum.

Ut autem optatum finem consequi valeret, episcopalem curiam adiit Georgius, expostulans facultatem « di contrarre il S. matrimonio colla Maddalena, e così ridonare la pace alle anime nostre che da 18 anni sono divise da Dio e dalla S. Chiesa Il misero stato in cui mi trovo è causa ance di gobierave disrdine morale e materiale che regna nella mia famiglia composta del padre d'anni 75 e inetto ad ogni lavoro, della madre nell'età di anni 72 e in parte priva della luce degl occhi, e d'un provero fratello ridotto ad uno stato d'imbecillimento. » Animadvertebat insuper « che la Maddalena è priva di ogni bene di fortuna, che passa miseramente la vita con la vecchia madre, e con un fratello dal quale per mia cagione è del continuo maltrattata, e molte volte corre pericolo o di perdere la vita o di dovere abbandonare la famiglia, per gettarsi sulla via del vizio e della disperazione. » Episcopus coadjutor et simul vicarius generalis ad quem istiusmodi preces pervenerunt putavit rem ad S. V. Ordinem deferre, ut attenta animorum aversione, nec non timore matrimonii, quod aiunt civile, oratori super contractis sponsalibus largiretur dispensatio « rimanendo alla Maria per i danni sofferti quei diritti che le dà la legge civile a penale. »

Hisce igitur omnibus habitis die 24 novembris mox effluxi rescribendum censui : *Per summaria precum.* Præstat tamen de more nonnulla ex officio animadvertere.

Et præprimis ex parte mulieris animadverti potest Georgium a petita dispensatione rejiciendum esse. Etenim gratia contr dictum impedimentum matrimonii concedi nequit quin auferatur jus parti quæsitum, quod pontifex tollere non intendit nec potest sine peccato. Fagnan. in cap. *Consultationibus*, de cler. ægrot. n. 50. Atqui in facto est Georgium contractum perfecisse sponsalitium coram laico magistratu cum præfata muliere. Ergo ad datam fidem observandam adigendus videretur, juxta textum in cad. *Litteris*, 10 de Spons. Surd. consil. 364, num. 10, vers. *Sed etiam quando.* Eo vel magis quia mulier ex facto viri publica infamia notata mansit ad quam diluendam, vel saltem tegendam, promissa data adimplendo, virum teneri omnia jura clamant.

Neque obtutu fictæ, vel saltem ex timore factæ promissionis miseratione dignus videretur Georgius, ut ex suprema principis potestate cui certo certius nihil est detrahendum, dispensationem posset obtinere. Siquidem id falsum apparet. Quandoquidem de Georgio refert vicarius generalis « dal primo momento in cui l'abbandonò » expertus fuit « una invincibile avversione la quale tuttora persiste. » Cum igitur post contractum sponsalitium Mariam deseruisse ex facti specie facile deprehendatur, dicendum remanet in ipso promissionis actu sincero amore ductum erga Mariam vere et libere ipsam in uxorem ducere promisisse.

Multoque minus dispensationis beneficio donandus ex eo quod aversionem in Mariam concepit, et ut scandalum, sive ex illicito commercio cum Magdalena ortum sive oriturum per civilem concubinatum contrahendum, averti posset. Etenim dicendum tunc videretur contractui sponsalitio valedicendum esse, facile enim viri tali modo puellas deciperent, et ad alias se converterent, cum ipsarum damno et honestatis jactura, facileque via pateret fraudibus et dolis, qui nemini debent patrocinari ad tradita per L. *Itaque Fulco*, ff. de furtis.

E contrario perpendendum venit quod summus pontifex suprema qua pollet potestate dispensationem ab impedimento sponsalium concedere valet et solet quoties adsint veræ ac legitimæ causæ. Jamvero nulla alia major et potior causa excogitari potest quam ea quæ fundamentum habet in vitando animarum discrimine. Quod quidem in casu verificatur eo quod orator simul cum Magdalena « vive scandalosamente » ut refert episcopus coadjutor, « a distaccarlo dalla quale a nulla valsero i tentativi adoperati. » Cum igitur tentamina omnia ad revocandum Georgium ad bonam frugem, ut nuptias cum Maria contraheret in irritum cessissent, cumque aperte asseruisset se potius paratum esse civile contubernium inire cum Magdalena, quam Mariam despondere, videretur, quod ad vitanda majora mala ei dispensatio super sponsalibus danda esset.

Accedit, quod propter aversionem animi quam vir pluribus abhinc annis profitetur adversus Mariam, non posset ipsi copulari quin difficiles exitus et majora timerentur malai Quæ quidem causæ maximi haberi solent a DD. et Rota ad relaxandam conjugii coactionem; ita in decis. 979, n. 9 cor. Molines; in *Amerina* sponsalium 8 feb. 1841, § 6 cor. Quaglia. Cui quidem sententiæ adhæsit S. C. ceu cæteris missis videri potest in *Andrien.* remotionis impedimenti die 3 martii jam effluxi in qua perquisitus S. V. Ordo: « An et quomodo sit locus remotioni sponsalium in casu; et quatenus negative, An sit consulendum SSmo pro dispensatione in casu, » respondit : Ad primum : *Providebitur in secundo.* Ad secundum : *Affirmative solutis ab oratore ducatis biscentum in compensationem damnorum.* Pariter in *Ostunen.* super dis-

pensatione sponsalium inter summaria precum relata in comitiis dici 25 augusti præterlapsi, licet adfuerit defloratio cum matrimonii promissione, tamen cum constaret de legitimis dispensationis causis, quas inter recensebantur et animi aversio, ac civile contractum contubernium S. Ordo decernere duxit : *Consulendum SSmo pro dispensatione ab impedimento sponsalium solutis Teresiæ saltem biscentum libellis, et ad mentem.*

Hisce raptim expositis, videant EE. VV. qui in themate sit sentiendum.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Prævia congrua assignatione tam pro dote quam pro alimentis prolis, pro gratia, facto verbo cum SSmo.* Die 15 decembris 1877.

PROCÉDURE CANONIQUE

Constitution de Benoît XIV prescrivant deux sentences conformes dans les causes matrimoniales. Si la désuétude peut atteindre cette disposition ? Empêchement *impotentiæ* non reconnu dans la loi civile. Ce que doivent faire les époux dont le mariage est cassé par l'Eglise. Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 décembre 1877.

Maurianen. Dubia super matrimonio. Die 15 decembris 1877. — Reverendissimus episcopus Maurianensis literis S. huic Ordini datis die 30 aprilis volventis anni, quæ sequuntur exposuit : « 1° In Sabaudia haud in praxim deducta est bulla *Dei miseratione*, felic. record. PP. Benedicti XIV. Vi hujusce constitutionis, nefas est conjugibus novas inire nuptias nisi post duas conformes sententias in duabus diœcesibus latas de impotentia relativa et perpetua. Petitur an tolerari possit consuetudo permittendi novas nuptias post unam sententiam, an vero necesse sit prædictæ constitutioni simpliciter stare? 2° Lex civilis gallica non agnoscit impedimentum impotentiæ, ita quod mulier, quæ vult Ecclesiæ legi obtemperare atque discedit a viro, vi auctoritatis publicæ cogatur permanere in domo viri. Unde petitur quænam esse debeat agendi ratio episcopi, parochi, et confessarii erga impotentes, qui non separantur ab invicem. »

Habito hujusmodi libello, die 14 maii 1877 rescriptum edidi : *Per summaria precum.* Cum itaque hodie dubia suprascripta resolvenda proponantur, operæ pretium duxi nonnulla, uti fieri solet, pro meo munere adjicere.

Ad primum igitur, quod spectat, dubium, consuetudo, quæ in Sabaudia contra Benedictinam constitutionem jamdiu inolevit, toleranda videtur. Neminem etenim fugit consuetudinis tantam esse vim, ut ipsa quamcumque humanam legem destruere valeat, cap. ult. de consuet. Quod si hæc de longæva consuetudine suis numeris absoluta dici queit, a fortiori dicendum est de consuetudine immemorabili, quæque ex se sola habet vim supremæ legis et potestatis, ut notat Trobat. *De effect. immemorab.* quæst. 13, art. ult. num. 162. Gratian. *Discept. forens.* cap. 578, num. 11. Rota decis. 29 num. 1 et seqq. part. 7 rec., adeo ut illam pro se habens dicatur habere totum id quod ex justitia, vel gratia potest concedere vel imperator, vel summus pontifex ad notata per Bald. in leg. *De quibus*, ff. de reg. jur. Gratian. loc. cit. cap. 378, num. 19. Rota decis. 393, num. 4 et 5, part. 19 recent. Atqui in facto est consuetudinem, de qua sermo, immemorabilem esse, siquidem de ejus origine nullum extat vestigium et ipsius constitutionis publicationem longe exsuperat. Ergo sustinenda videretur.

Neque dicatur consuetudinem hanc abolitam fuisse ab comet pontifice in recitata constitutione prouti facile patet ex § 16, ibi : « Demum volumus, ac decernimus præsentes literas semper firmas, validas, et efficaces existere... Non obstantibus præmissis, ac constitutionibus, et ordinationibus apostolicis, necnon quibusvis etiam juramento, confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus. » Siquidem primo refert episcopus ipsam constitutionem in actu numquam fuisse traductam. Atqui tradunt doctores, decennii lapsum satis esse ad præscribendam legem, statutum, aut constitutionem quæ non fuerit ab initio recepta. Cephal. cons. 130, lib. 1°. Suarez de Leg. lib. 5, cap. ult. Secundo quia a publicatione prædictæ constitutionis, a die nempe 18 maii 1743 plusquam centum anni effluxi sunt. Jamvero scitum in jure est centenariam æquiparari immemorabili, ipsamque apostolicum inducere beneplacitum juxta Rotam decis. 624, num. 8, coram Olivatio : « Spatio enim centenariæ, cursuque ætatis tam prolixo beneplacitum apostolicum inducitur, et intercessisse præsumi debet, quamvis non prolatum. » Omnibus igitur rite perspectis concludendum videtur quod consuetudo in themate non modo toleranda, sed et pro lege esset habenda.

Ex adverso vero perpendendum est, quod lex de duplici sententia conformi super dissolutione matrimonii dirimenti impedimento initi, a Benedictina constitutione primum invecta fuit, proindeque in hoc articulo immemorabilis consuetudo neutiquam dari aut allegari valet. Revera impossibile est immemorabilem existere potuisse antequam recitatæ constitutionis dispositio superveniret, quia cum eo tempore istiusmodi lex nondum in orbe catholico fuisset introducta, non intelligitur quomodo nasci potuerit consuetudo, seu præscriptio super ea; quod enim natum non est, præscribi nequit, nec valet immemorabilis allegari quoad ea quæ superveniunt de novo, ut tradit Rota coram Puteo decis. 150, num. 2, vers. *Immo*, lib. 1 in correctis, et coram Bicchio decis. 386, num. 32.

Multoque minus immemorabilis desumi posset a publicatione ipsiusmet constitutionis, quia dato initio non amplius datur immemorabilis, sed solum centenaria. Ista autem nec minus valet allegari primo propter ipsius irrationabilitatem. Hujusmodi enim dijudicandæ sunt consuetudines, quæ eo tendunt, ut eos ipsos abusus iterum gignant ad quos compescendos lata lex fuit. Audiatur sane De Angelis in neoterico opere *Prælection. Juris canon.* tom. 1, tit. 4, num. 12, ibi : « Nam si præexistens consuetudo abolita est ut corruptela, vel in futurum enasceus consuetudo abusibus det locum vel iisdem, vel aliis, propter quos abolita fuit, tum profecto inolescere nequit; equidem propter defectum rationabilitatis, quæ prima est, et essentialis prærogativa consuetudinis. » Atqui constitutionem Benedictinam ad abusus compescendos editam fuisse vix § 1 legenti patet, ibi : « Ad commissum pastoralis officii munus pertinere dignoscimus subnascentes ex infernalis hostis astutia, et hominum malitia abusus, quibus et animarum saluti pernicies, et sacramentis Ecclesiæ injuria infertur, radicitus evellere. » Ergo nullimode ipsa valet allegari. Eo vel fortius secundo quia decretum irritans quo ipsa extat munita adeo irritat omnem contrarium actum, ut non permittat ullo tempore aliquam inchoari posse consuetudinem, vel præscriptionem etiam centenariam, ut communiter affirmant. Card. de Luca, *de Jurisdict.* disc. 95, num. 7, et 8. Pignat. cons. 134, num. 16, tom. 1. Garz, *De benef.* par. 5, cap. 4, num. 179 et seq. Rota, decis. 317, num. 12, et seqq. part. 16, et decis. 22 num. 18, et decis. 192 part. 18 rec. Per hujusmodi enim decretum pontifex non modo existentes immemorabiles destruit. Piton. *Discept. eccl.* 23, n. 16, verum etiam consuetudini futuræ resistere vult, eamque abrogare. Rot. coram Celso, decis. 200, num. 6; coram Merlino,

decis. 81 4, num. 6, in Rec. decis. 574, num. 27, part. 4, tom. 3, et decis. 217, num. 6, part. 7. Jamvero præfatam constitutionem decreto irritanti esse munitam patet præ ceteris ex § 16 ubi legitur : « Sublata eis (judicibus ordinariis et delegatis, etc.) et eorum cuilibet quavis aliter judicandi, et interpretandi facultate et auctoritate, ubique judicari, et definiri debere, ac irritum, et inane, si secus super his a quodam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. » Hisce igitur breviter attentis perfacile evinci videtur quod consuetudo in themate veluti abusus et juris corruptela esset abroganda, et constitutio *Dei miseratione* in actu modo traducenda.

Ad secundum dubium descendens certum est, ex communi canonistarum et theologorum doctrina, quod declarata ad tramites juris matrimonii nullitate haud amplius conjuges maritalis vitæ consuetudine uti valent. Quare possent remoto periculo peccandi simul cohabitare habentes se invicem tamquam frater, et soror, quemadmodum antiqui Ecclesiæ canones exoptarunt, cap. 4 de frigid. et maleficiat. non vero carnalem copulam pertentare. Hinc prolata duplici sententia conformi super matrimonii nullitate præ oculis habita animarum salute, prudentiæ erit parochi, confessarii, et episcopi innocenti mulieri coactæ a civili lege cum prætenso viro cohabitare ea suggerere remedia, quæ ipsi in casibus particularibus magis in Domino expedire judicabunt.

Hisce breviter delibatis videant EE. VV. præ ea qua pollent sapientia et prudentia quid propositis dubiis sit respondendum.

Quare, etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit. Ad 1. *Servandam esse constitutionem Benedictinam.* Ad 2. *Vivant ut frater et soror; quod si id fieri non possit sine peccati periculo, separentur omnino, et ad mentem.* Die 15 decembris 1877.

OBLIGATION DU THÉOLOGAL

Si le théologal peut remplacer le cours d'Ecriture sainte à la cathédrale par le cours de dogme au séminaire. Dispositions canoniques. Décret du concile de Trente. L'ancienne jurisprudence n'empêchait pas absolument de substituer au cours d'Écriture les conférences de cas de conscience. L'encyclique de 1843 a changé la jurisprudence. Consultation du théologal de Citta di Castello. La chaire de dogme dans le séminaire diocésain ne dispense pas le théologal du cours d'Écriture sainte, qu'il est tenu de faire publiquement à la cathédrale. Décision du 2 septembre 1876. Nouvelles instances du théologal pour être dispensé du cours d'Ecriture sainte à la cathédrale où l'auditoire ne se compose que de quelques personnes. La S. Congrégation confirme la première décision. Arrêt du 15 décembre 1877.

L'Église a toujours encouragé l'étude des Écritures saintes. Le troisième concile général de Latran ordonna d'établir dans chaque cathédrale un professeur pour l'instruction des pauvres qui ne pouvaient fréquenter les universités.

Au quatrième concile de Latran, Innocent III fit davantage ; car il prescrivit d'instituer un théologal dans chaque église métropolitaine pour l'explication de l'Écriture sainte. Cette disposition fut étendue à toutes les cathédrales par le concile de Bâle (sess. 31, chap. 3). Soixante-dix ans plus tard, la disposition passa dans le concordat entre Léon X et la France ; non-seulement le concordat prescrivit de nommer un théologal dans toutes les cathédrales pour enseigner la sainte Ecriture, mais il fut réglé, en outre, que ce théologal posséderait un canonicat perpétuel et devrait faire son cours d'Écriture au moins deux fois par semaine. C'est au concile de Trente que la discipline a reçu son dernier complément. En effet, le premier décret de la cinquième session *de reformatione* prescrit sous forme de loi générale que l'on affecte un canonicat dans chaque cathédrale pour un théologal chargé d'exposer et d'interpréter l'Écriture sainte. Le concile confirme dans un autre passage que c'est vraiment le cours d'Écriture sainte que le théologal doit faire.

La jurisprudence a toléré pendant longtemps que le théologal fît indistinctement le cours d'Ecriture sainte ou qu'il enseignât la scolastique et même la théologie morale en certains cas exceptionnels. On a sur ce point divers arrêts de la S. Congrégation du Concile, qui permirent jadis l'enseignement de la théologie morale, supposé que la population n'assistât pas au cours que le théologal faisait à la cathédrale, supposé aussi que le clergé eût besoin d'instruction pratique. Mais cette jurisprudence a changé à partir de 1843. Cette modification a été motivée par l'encyclique que publia Grégoire XVI au sujet des sociétés bibliques et dans laquelle il fut recommandé aux évêques de veiller à ce que le théologal se bornât absolument à l'interprétation de l'Écriture sainte. Depuis cette époque, la S. Congrégation du Concile a constamment refusé de laisser substituer le cours de morale à celui d'Écriture sainte. Plusieurs arrêts de date récente sont mentionnés dans le *folium* qu'on trouvera ci-après.

Les principes que nous venons d'exposer furent appliqués au théologal de Citta di Castello. Indépendamment de ses fonctions de théologal, il est professeur de dogme au séminaire. Ne sachant comment il pourrait concilier les devoirs inhérents à ces doux emplois, il consulta la S. Congrégation sur trois points : « 1° Pour être dispensé du cours d'Écriture sainte que mes fonctions de théologal m'obligent de faire, dois-je enseigner gratuitement la théologie dogmatique ? 2° Cette obligation comprend-elle toute l'année scolaire, ou bien est-elle limitée à un nombre déterminé de leçons, nombre correspondant à celui des leçons d'Écriture que je devrais faire comme théologal ? 3° Suis-je dispensé d'assister à l'office les jours où je fais mon cours au séminaire, ou bien ne suis-je dispensé que des heures de l'office qui coïncident avec le cours ? »

Mgr l'évêque de Citta di Castello donna les renseignements suivants : « Le théologal ne jouit des biens de son canonicat que depuis un an. Le traitement du professeur de théologie au séminaire ne va pas au delà de cent-soixante-six livres par an. Mgr l'évêque est d'avis que le théologal n'est dispensé du chœur qu'aux heures de son cours au séminaire. Il a un traitement d'ailleurs modique. Si l'on veut qu'il fasse son cours gratuitement, en ce cas il est juste de lui accorder la dispense de l'office. Comme le cours du séminaire doit être complet et qu'il ne suffirait pas de faire les quarante leçons qui sont prescrites par les dispositions canoniques, il est juste d'accorder la dispense du chœur pour tous les jours où le cours du séminaire a lieu. »

La S. Congrégation décida, le 5 août et le 2 septembre 1876, que le théologal de Citta di Castello était obligé de faire le cours d'Ecriture sainte à la cathédrale. Vu cependant les circonstances particulières on lui permit de s'absenter de l'office les jours où il devrait faire le cours de théologie dogmatique au séminaire. (Seizième série des *Analecta*, col. 59.)

Cette décision n'a pas entièrement satisfait le théologal de Citta di Castello; il a fait présenter la demande suivante :

« Comme on a cru à tort que le recourant perçoit un traitement pour le cours qu'il fait au séminaire, la S. Congrégation a jugé naturellement qu'il était obligé de faire aussi le cours d'Ecriture sainte à la cathédrale. Afin de dissiper cette méprise, qui est en opposition avec la vérité, et pourvoir à la sécurité de sa conscience, il demande de nouveau :

« 1. Si, se basant sur l'enseigement de Benoît XIV et sur un grand nombre de décisions de la S. Congrégation du Concile, il est en son pouvoir de substituer (avec le consentement de l'ordinaire, qui approuve la substitution et la croit utile) de substituer, dis-je, le cours de théologie dogmatique qu'il fait gratuitement aux élèves du séminaire aux leçons publiques d'Ecriture sainte ?

« 2. Supposé que la réponse soit favorable, le recourant peut-il s'absenter du chœur en totalité ou en partie les jours où il fait le cours au séminaire ?

« 3. Si la S. Congrégation adopte une nouvelle maxime et décide qu'il n'est pas au pouvoir du recourant de substituer aux leçons d'Ecriture sainte le cours gratuit qu'il fait au séminaire, il demande humblement que, vu le petit nombre d'auditeurs qu'il aurait à la cathédrale, d'autre part l'intérêt du séminaire qui est dispensé par là de prendre un professeur de dogme, on veuille bien l'exempter par indult des leçons d'Ecriture sainte dont tiendra lieu le cours de dogme qui est fait aux élèves du séminaire. »

Decision. Nonobstant l'avis favorable de Mgr l'évêque de Citta di Castello et quoique le chapitre de la cathédrale ait consenti à la substitution, la S. Congrégation du Concile a confirmé sa décision du 2 septembre 1876, qui a maintenu les leçons publiques d'Ecriture sainte à la cathédrale, en accordant toutefois au théologal de Citta di Castello l'indult de pouvoir s'absenter du chœur les jours où il fait le cours de dogme au séminaire. L'indult comprend toutes les parties de l'office divin.

Le *folium* que nous publions plus loin montre l'importance du cours public d'Ecriture sainte. Le manque d'auditeurs n'est pas une excuse légitime. Le chanoine pénitencier, les curés, les confesseurs doivent assister à ce cours. D'ailleurs l'évêque a le pouvoir d'y faire intervenir tous les ecclésiastiques. L'ignorance de l'Ecriture c'est l'ignorance de Jésus-Christ même.

Civitatis Castelli. Præbendæ theologalis. Die 15 decembris 1877. — Supplices inter libellos pro Congregatione diei 5 augusti effluxi jam anni relatæ fuerunt preces Josue Bicchi, canonici theologi cathedralis ecclesiæ Civitatis Castelli, simulque professoris theologiæ dogmaticæ in patrio seminario. Qui ut tuta conscientia procedere posset a S. V. Ordine declarari expetivit :

« 1. Se per essere dispensato dall' obbligo che ha come canonico teologo di spiegare la S. Scrittura sia tenuto insegnare *gratis* la dommatica teologia?

« 2. Se nell' ipotesi di risposta affermativa alla precedente domanda un tale onere si estenda a tutte le lezioni dell' intero anno scolastico, ovvero solo ad un determinato numero delle medesime, corrispondente al numero delle lezioni scritturali, che come canonico teologo dovrebbe fare?

« 3. Se nei giorni nei quali da lezioni in iscuola in sostituzione delle lezioni scritturali, sia dispensato dall' intera officiatura corale di quei giorni, ovvero solo da quella, che coincide colle ore della scuola? »

Ut rem maturius perpenderent EE. VV. in præfata Congregatione quæstiunculam hanc differre putarunt rescribendo *Dilata*. In repropositione autem controversiæ, quæ accidit die 2 septembris recitati anni sequens editum fuit rescriptum : *Canonicum Bicchi teneri ad lectiones scripturales; attentis tamen peculiaribus circumstantiis, indulgendum ei ut abesse possit a choro diebus, quibus vacat scholæ theologiæ dogmaticæ.*

Hujusmodi rescriptum canonico Bicchi haud arrisisse videtur, quandoquidem existimavit S. Congregationem in hanc devenisse sententiam quia retinuit ipsum stipendium recipere pro theologia dogmatica in seminario explananda.

Retulit enim : « Essendo stato ritenuto per equivoco, che l'oratore percepisse lo stipendio della scuola, la decisione della S. Congregazione naturalmente si fu che esso era obbligato a fare le lezioni scritturali.

« A rimuovere cotesto equivoco contrario alla verità, e conseguire la desiderata sicurezza di coscienza, l'oratore torna di nuovo a dimandare :

« 1. Se sia in sua facoltà, fondandosi nella dottrina di Benedetto XIV, e in molte risoluzioni della S. Congregazione del Concilio, sostituire col consenso dell'ordinario, che tale sostituzione approva e retiene utile, le lezioni di teologia dommatica date da lui gratuitamente ai chierici del seminario alle lezioni scritturali?

« 2. Se nel fatto d'affermativa risposta alla precedente dimanda, sia tenuto nei giorni nei quali da lezioni in scuola intervenire per intero o in parte alla officiatura corale?

« 3. Quante volte poi gli Emi Padri venissero a stabilire nuova massima, e a dichiarare che non è in potere dell' oratore soddisfare all'obbligo delle lezioni scritturali per mezzo delle lezioni gratuite della scuola, il medesimo fa umile istanza perchè atteso lo scarso numero di uditori che avrebbe alle lezioni scritturali, ed il vantaggio del seminario che non deve per questa guisa sostenere la spesa par l'insegnamento della teologia dommatica, vogliano dispensarlo dall'obbligo delle lezioni scritturali, e concedergli potere ad esse sostituire le lezioni gratuite della scuola. »

Hasce preces uti fieri solet episcopo remisi pro informatione et voto audito capitulo. Qui acceptis mandatis morem gerens sub die 21 decembris præterlapsi anni retulit : « Hoc capitulum audivimus, a quo die 28 novembris resolutum fuit assentiri rationibus et precibus ab oratore Bicchi expositis pro substitutione scholæ dogmaticæ lectionibus scripturalibus, eo magis quia orator non petit exemptionem a choro. Ad nos autem quod attinet, nolumus omnino obstare legi Tridentini jubentis lectionem scripturalem, neque aliis quibuscumque ecclesiasticis resolutionibus. Si tamen dicendum foret quid utilius sit lectio nempe scripturalis, an dogmatica instructio in seminario, certe judicamus pro secunda; auditores enim lectionum scripturalium pauci quidem essent, contra schola dogmatica in seminario est neces-

saria, complures habentur discipuli. Unde si proposita dubia solvantur contra exponentem, attentis enarratis non dubitamus commendare ut orator in sua prece exaudiatur, cum eo scilicet dispensando, ut lectionibus scripturalibus lectiones dogmaticas substituere possit, absque tamen chori detrimento extra horas lectionum. »

Pauca super singulis dubiis ex officio de more subjiciam. Et quoad primum ne vestra tempora morentur, operæ pretium duxi nonnulla recolere, quæ in præteritis foliis ex benignitate resumendis, magis evoluta reperiuntur. Licet igitur doctrinam Benedicti XIV pluries amplexata sit hæc S. C. præcipue in *Hispana*, 5 april. 1576; *Fulginaten.* 3 julii 1784; *Nullius Sublacen*, 11 april. 1807, ab hac sententia tamen recessisse videtur post publicationem encyclicæ Gregorii XVI, *Inter præcipuas machinationes.* Re sane vera in *Derthonen.* 27 julii 1844 visitationis SS. LL. proposito dubio III : « An et quomodo sit annuendum postulatis super commutatione lectionis sacræ Scripturæ in casuum conscientiæ explicationem in casu, » consultissimum responsum prodiit : *Non expediire; et episcopus curet executionem nuperrimæ encyclicæ SSmi Domini nostri.* Eamdem doctrinam tenuit sacr. Congreg. in *Centumcellarum* 18 decembris 1847 per summaria precum. Ita pariter in *Casalen.* præbendæ theologalis habita sub die 26 junii 1847 dubio proposito : « An et quomodo theologus parere debeat mandatis episcopi circa lectiones sacræ Scripturæ instar concionis habendas, habita præcipue ratione sensus mystici et moralis in casu? respondit : *Negative et servetur lectio biblica ad tramites Conc. Trid. sess.* 5 *cap.* 1 *et prout exponitur in Conc. Roman. anni* 1725 *tit.* 1 *cap.* 8. In *Cuneen.* præbendæ theologalis 18 aprilis 1863 dubio 1 : « An et quomodo canonicus theologus officio præbendæ theologalis satisfacere dicendus sit collationibus moralibus et biblicis in casu? » respondit : Ad 1. *Negative in omnibus et amplius.*

Nec rem acu tangere videtur orator, dum hæc edisserit : « Essendo stato ritenuto per equivoco, che l'oratore percepisce lo stipendio della scuola, la decisione della S. Congregazione naturalmente si fu che esso era obbligato a fare le lezioni scritturali. A rimuovere cotesto equivoco contrario alla verità, e conseguire la desiderata sicurezza di coscienza l'oratore torna di nuovo a dimandare... »

Siquidem 1. Observandum venit vinculum justitiæ fortius esse charitatis vinculo. 2. Notum exploratumque fuisse huic S. Ordini honorarium quod pensitabat seminarium canonico Bicchi magisterii causa. Ita enim sacer antistes reponebat S. Congregationi : « Referimus stipendium hujus seminarii theologiæ ludimagistro assignatum non excedere summam libellarum 166 annuatim. » Imo ipsemet orator cum justo veritatis studio ferebatur, quærebat : « Se per essere dispensato dall'obbligo che ha come canonico teologo di spiegare la sacra Scrittura, sia tenuto ad insegnare gratis la dommatica teologia? » Cum igitur nimis indignum sit quod sua quisque voce dilucide protestatus est, id in eumdem casum infirmare, testimonioque proprio resistere, ut est in leg. *Generaliter*, 13, Cod. de non numer. pecun. videretur quod canonicus Bicchi audiendus non esset.

Ad secundum dubium deveniens videtur indultum a S. vestro Ordine canonico Bicchi concessum, pro diebus et horis intelligendum esse. Lectores enim qui in publicis universitatibus S. theologiam docent, indulto absentiæ donari statutum est in cap. *Super speculo*, 5, de magistris, ubi glossa V. *Integre* hæc addit : « Non tamen percipiant quotidianas distributiones, quæ tantum residentibus dari consueverunt. » Hanc juris canonici regulam semper sectata est S. Congregatio et indultum concessit archipresbytero Cagliensi, ut theologiam in diœcesano seminario Feretrano doceret, pro solis horis matutinis, et diebus, in quibus haberentur lectiones, et ad triennium amissis distributionibus favore inservientium, ut in *Feretrana.* indulti 12 julii 1817. Ita pariter in *Romana*, dubia indultorum 6 maii 1820 proposito V dubio : « An et quomodo sit concedendum indultum lectoribus in publicis universitatibus? reposuit ad V : « *Affirmative pro diebus et horis, amissis*, etc. »

Altera autem ex parte videtur pro tota die indultum fore intelligendum. Nam S. hujus Ordinis disciplina traditum est, canonicum theologum suos facere fructus et distributiones quotidianas nedum tempore et hora in quibus docet, sed tota die, etiamsi choro non inserviat. Ita in *Bisarchien.* 26 septembris 1857, proposito III dubio : « An canonicus diebus quibus docuit et docet sit immunis a choro pro tota die ad effectum lucrandi quotidianas distributiones in casu? » responsum fuit : *Affirmative.* Ita etiam in *Arboren.* theologalis, 7 decembris 1861, proposito dubio : « An canonicus theologus teneatur interesse choro vespere illorum dierum quibus de more docet in casu? prodiit rescriptum : *Negative.* Denique idipsum censuit rescribendum in *Barchinonen.* per summ. precum 3 junii 1860, ubi pariter de canonico theologo scholasticam theologiam docente agebatur. Hoc enim privilegium concessum lectori sac. theologiæ censendum est ad eum alliciendum, ut muneri suo præstantissimo vigilantius incumbat, et sicuti lectiones theologiæ dogmaticæ animi præparationem et studium exigunt, quod cum servitio chori compatibile haud est, loco illius succedere videntur.

Tandem ultimum dubium quod attinet negativo responso dimittendum putarem. Siquidem defectum auditorum minime excusare ab habenda sacrarum Scripturarum lectione resolutum fuisse apparet a S. Congregatione in *Fundana* 15 octobris 1618 : rogata enim respondit : Non posse canonicum theologum sese eximere ab explanatione Scripturæ prætextu quod non habeat auditores (Ferraris v. *Canonicus*, c. 9, num. 159). Eamdemque sententiam S. C. sequuta est in *Cuneen.* præbendæ theologalis 18 aprilis 1863 : proposito dubio : « An et quomodo canonicus theologus ob defectum auditorum, tenuitatem redituum et consuetudinem, ab officio præbendæ theologalis adimplendo exemptus reputari valeat in casu? reposuit : *Negative in omnibus et amplius.* Et jure optimo : nam cardinalis Petra *Comment. ad Const.* 2 *Innoc. VI*, num. 69 motus ex pluribus hujus S. Congregationis resolutionibus animadvertit, ad interveniendum lectioni theologali cogi semper possunt ab episcopo parochi, etiam regulares, canonicus pœnitentiarius, ac confessarii sæculares. Imo clerici omnes ab episcopo, docente Monacelli formul. V, cogi queunt : tum quia in rebus honestis tenentur obedire superiori, C. *Si autem vobis*, 11, quæst. 3; tum quia tenentur ignorantiam evitare, et legem scire, ut alios erudiant; ignorantia enim scripturarum ignorantia Christi est, nec excusatione digna, nec venia, cap. *Ignorantia*, et cap. *Sicut stellas*, dist. 38. Et cum hæc deficientia assistentiæ cleri cathedralis sine scandalo laicorum non possit evenire, sequitur quod possint cogi, ut scandalum videtur, ut probat textus in cap. *Cum ex injuncto*, § *Super* de nov. oper. nunc.

Perperam orator ut se levaret ab onere explicandi sacras Scripturas, ad sidera extollit « il vantaggio del seminario che « non deve per questa guisa sostenere la spesa per l'inse- « gnamento della teologia dommatica. » Quandoquidem quod ipse edicit, utilitatem privatam seminarii respicit; dum e converso sacræ Scripturæ expositio atque interpretatio bono publico christiani populi consulit, quodque magno in pretio habendum est hisce præsertim luctuosissimis temporibus, in quibus Ecclesiæ hostes sacris libris ad incautos decipiendos, falsasque doctrinas tradendas, in alienum sensum eos interpretantes ac detorquentes, tantopere abutuntur.

Jamvero tralatitium in jure est utilitatem publicam præferr-privatæ. L. *Si quis* § *Utrum*, ff. ad Sillan. Bartol. L. *Quemadmodum* num. 4, c. de agric. et cens. lib. 11. Jas. L. *Cætera*, § *Si quis*, num. 2, ff. de legat. I. Omnibus igitur perpensis videretur præfatum indultum canonico Bicchi esse denegandum.

Cæterum quidquid sit in subjecta materia, certe non erit grave EE. PP. sapientiæ et prudentiæ decernere, utrum petita gratia eidem sit largienda maxime quia agitur de tradenda theologica doctrina in diœcesano seminario, quod in publicam utilitatem redundare videtur. Scitum porro in jure est ex causa publicæ utilitatis recedi a regulis juris communis, multaque permitti quæ alias essent prohibita. L. *Ita vulneratus*, § *Multa*, ff. de I. Aquil. Andr. Gail. observ. Cæm. Imper. lib. 1, observ. 56, n. 4.

Hisce delibatis videant EE. VV. quonam responso oratoris preces sint dimittendæ.

Quare, etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *In decretis sub die* 2 *septembris* 1876, *et amplius*. Die 15 decembris 1877. »

CASUEL

Collégiale de Ceprano, ville frontière de l'Etat pontifical. Acquittement des legs. Célébration des messes éventuelles. L'archiprêtre et le primicier, chargés de la cure, doivent-ils avoir leur part du casuel lorsqu'ils n'assistent pas à l'office? Même question au sujet du théologal et du pénitencier. Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 décembre 1877.

La collégiale de Ceprano a été canoniquement érigée par une bulle de Grégoire XVI de l'année 1841. Elle se compose du curé, qui a le titre d'archiprêtre et de première dignité, du primicier lequel exerce les fonctions paroissiales dans une église succursale, et de huit chanoines. Grégoire XVI statua que l'archiprêtre, le primicier, le théologal et le pénitencier absents pour l'accomplissement de leurs obligations devraient être considérés comme présents à l'office. Quelques chanoines ont suscité une controverse relativement aux legs et aux messes éventuelles que les fidèles demandent en l'honneur d'un saint. Les deux curés, le théologal et le pénitencier, participent-ils au casuel de ces offices extraordinaires s'ils n'assistent pas au chœur à raison de leurs fonctions particulières?

La S. Congrégation du Concile décide que les deux chanoines remplissant des fonctions paroissiales, ainsi que le théologal et le pénitencier absents pour leurs attributions particulières participent aux honoraires des messes dont il s'agit, à moins qu'il ne conste de la volonté contraire du fondateur ou du bienfaiteur. Elle recommande à Mgr l'évêque de Véroli d'obvier à certains abus qui sont signalés dans le procès-verbal de l'assemblée capitulaire du 8 octobre 1876. Voici les abus : « Messieurs les chanoines ont distribué indistinctement le casuel des obsèques aux chanoines présents ou absents pour un motif quelconque légitime ou illégitime, cela semble priver d'une partie des suffrages les âmes des défunts. Les chanoines s'exemptent trop facilement d'assister au chœur ; bien souvent on n'aurait pu dire l'office si on n'avait eu le concours de quelques prêtres. On prend un modique casuel pour les obsèques, la dernière classe pour les pauvres, *more pauperum*, et l'on prend l'engagement de réciter un nocturne de l'office des morts; or ce nocturne n'est jamais dit depuis plusieurs années. » Mgr l'évêque de Véroli devra avoir l'œil sur de pareils abus.

La question de droit est traitée dans le *folium* de la S. Congrégation, lequel est rapporté plus loin. C'est une maxime de la jurisprudence canonique actuellement reçue que le curé, le théologal et le pénitencier absents du chœur à raison de leurs attributions gagnent les distributions ordinaires et extraordinaires. Le *folium* rapporte un long extrait d'un auteur qui fait autorité, Scarfantoni, notes sur le traité des chanoines de Ceccoperius. La S. Congrégation a constamment jugé que les distributions extraordinaires sont dues au curé, au théologal et au pénitencier, sauf le cas où les testateurs auraient expressément écarté les chanoines qui ne seraient pas réellement présents à l'office. Le *folium* cite un arrêt pour Séville, 1576 ; pour Ascoli, 20 novembre 1830 ; pour Rome, 12 septembre 1874 ; pour Andria, 19 mai 1877.

Verulana. Emolumentorum. Die 15 decembris 1877. — In ecclesia majori civitatis Ceperani Verulanæ diœcesis præter archipresbyteratum cum cura animarum septem beneficia extabant fundata, quibus adnexum erat onus inserviendi ecclesiæ, et chorale explendi servitium. Præter hæc in eadem civitate erecta reperiebantur duo alia beneficia simplicia, necnon abbatia cam cura animarum sub invocatione divi Rochi. Vertente mense maii anni 1841 ad instantiam archipresbyteri, abbatis D. Rochi, beneficiorum tunc temporis, magistratus, ac populi, prædicta ecclesia in collegiatam erecta fuit a Gregorio XVI fel. rec. Per apostolicas literas capitulum constitutum fuit a parocho archipresbytero uti prima dignitate, a primicerio altera post primam dignitate pariter cum cura animarum in ecclesia filiali ejusdem collegiatæ exercenda, ab octo canonicis ex quibus et theologus et pœnitentiarius, necnon ex duobus capellanis. Præcepit autem laudatus pontifex ut enunciata beneficia vacantia et vacatura suppressa declararentur, mensamque capitularem constituerent, unamque administrationem efformarent. Sancivit etiam ut tam archipresbyter quam primicerius « quoties in animarum cura fuerint quomodocumque legitime occupati tamquam in choro præsentes habeantur. » Item voluit ut theologus et pœnitentiarius absentes ex respectivi muneris exercitio tamquam præsentes in choro censerentur.

Constituta itaque collegiata ecclesia quædam controversia exorta est in capitulo circa perceptionem emolumentorum, quæ ipso obveniunt sive ex piorum legatorum satisfactione pro benefactorum animabus suffragandis, sive ex missarum celebratione, quæ ex fidelium pietate in honorem alicujus sancti capitulo committuntur. Contendunt enim capitulares præfatas dignitates ob animarum exercitium, pænitentiarium fidelium confessiones in dicta ecclesia excipientem, et theologum ea die qua legit, prouti a choro realiter absentes, haud participes fieri de prædictis emolumentis. Quare ut hac super re omne dubium evanesceret, S. hunc Ordinem adierunt supplici libello diei 26 augusti anni 1876, enixe expostulantes ut per sapientissimum EE. VV. oraculum huic quæstioni finis imponatur.

Oratorum preces die 28 præfati mensis remissæ fuerunt episcopo pro informatione et voto auditis in scriptis capi-

tulo, ac seorsim canonicis parochis necnon pœnitentiario ac theologo referat de præcedenti observantia etc. Qui S. Ordinis jussa faciens literis diei 14 martii labentis anni antequam animi sui sensum aperiret, haec animadvertenda putavit :

« Quidque boni vel mali, si ita loqui fas est, existebat circa leges disciplinares veteris beneficiatorum capituli vitam amisit cum erectione collegiatæ. Revera summus pontifex ante hujusmodi erectionem habuit et acceptavit resignationem beneficiorum quæ tunc suppressa declaravit. Ergo beneficia, beneficiati, eorum constitutiones capitulares sive scriptæ, sive de observantia, non amplius existebant; cum erectione igitur collegiatæ novas præbendas modernasque leges editas esse haud in dubio est. In his itaque modernæ collegiatæ literis apostolicis, in argumento, de quo agitur, habetur : « Archipresbyter et primicerius chori servitio, divinorumque officiorum celebrationi, sicut et canonici interesse debeant, et quoties in animarum cura fuerint quomodocumque legitime occupati, tamquam in choro præsentes habeantur. »

« Quoad pœnitentiarium et theologum, quoties eorum officiis incumbunt, ita habetur : qui quidem canonicus pœnitentiarius dum confessiones in ecclesia audiat, præsens in choro interim censeatur.

« In iisdem apostolicis literis constitutiones a capitulo edendas fore dispositum fuit, ibi : Ut ipsi capitulares in constitutionibus et statutis eorum ecclesiæ intra sex menses conficiendis, accurato tamen examini tui (id est episcopi Verulani) et approbationi subjiciendis etc.

« In capitularibus constitutionibus juxta lit. ap. præscriptionem editis et ab episcopo approbatis die 5 martii 1842, cap. 3, de chori disciplina, num. 6 habetur : Igitur parochi, quoties in animarum cura fuerint quomodocumque legitime occupati, admitti debent ad lucrandas distributiones ordinarias et extraordinarias, nec non ad fallentias aliorum canonicorum.

« Septem post menses a collegiatæ erectione aliqui ex capitularibus, qui tunc præbenda carebant, episcopum executorem literarum apostolicarum postulabant, ut quæstioni illico ortæ circa distributiones incertorum, missarum adventitiarum et funerum suam ipse daret sententiam; ita episcopus omissis etc. : Distributiones vero, quæ capitularibus obveniunt pro interventu in extraordinariis functionibus anniversariorum et festivitatum etiam in choro peragendis, confundendæ non sunt cum distributionibus quæ ab Ecclesia sunt adsignatæ pro persolvendis in choro horis canonicis. Illæ enim capitularibus quidem competunt non ratione canonicatus, sed vel vigore particularium legatorum pro suffragandis animabus piorum benefactorum, qui hoc intuitu proprias substantias ecclesiæ reliquerunt, vel viventium fidelium devotione, qui missas ad sanctorum honorem per capitulares extraordinarie celebrare faciunt. Et ideo aptiori nomine appellandæ essent non distributiones, sed emolumenta debita non iis qui pro interessentibus ficte reputantur, uti sunt infirmi etc., ex privilegio ab interessentia chori exempti, sed vere et præcise interessentes juxta juris communis dispositionem, exceptis duabus dignitatibus quando in muneribus parochialibus legitime occupantur, pœnitentiario dum audit in ecclesia collegiata confessiones sacramentales, theologo eo die quo legit, atque canonico ad negotia suæ ecclesiæ utilia occupato, dummodo tamen ex lege fundatorum vel benefactorum viventium voluntate non requiratur vera et corporalis præsentia, in quo casu etiam dignitates, pœnitentiarius et alii superius nominati si percipere velint emolumenta ex anniversariis et missis adventitiis provenientia, debent esse physice præsentes.

« Ex hisce igitur præmissis luculenter mihi in jure concludendum esse videtur, titulares parochos, canonicosque prædictos in quibuscumque distributionibus participes fieri, quoties chorali servitio absentes eorum respectivo ministerio occupati reperiantur, excepto casu si benefactores aliter disposuerint.

« In facto autem constat : titulares parochos præfatos constantem habuisse comparticipationem incertorum de quibus quæstio est. »

Præfatas dignitates et canonicos theologum ac pœnitentiarium haud admittendos esse ad participationem emolumentorum quæ ex legatis vel dantium pietate promanant nisi choro realiter intersint tum ex juris censura, tum ex consuetudine suadere nituntur capitulares in allegatione scriptis exarata. Ex juris enim censura scatere edicunt ad præfata emolumenta lucranda requiri præsentiam veram et actuale servitium, nec suffragari fictum adimplementum. S. C. in *Terracinen. Privernen.* emolumentorum die 23 decembris 1826, § *Dein. Calaritana*, onerum 17 septembris 1831, § *Quoad reliquum. Romana*, distributionum et proventuum 20 decembris 1873, § *Distributiones*. Emolumenta enim quæ a peculiaribus fundatorum legatis promanant non alia mente censentur relicta, quam ut percipiantur ab iis qui reipsa anniversariorum celebrationi intersint ad divinum opem pro defunctorum suffragio implorandam, ut advertunt Monet. *De distrib.* p. 1, q. 3, num. 10, et seq. Piton. *De controv. patron.* tom. 2, alleg. 64. n. 23. Rota decis. 59, num 7, part. 7 recent. Quæ potiori ratione dicenda veniunt de emolumentis quæ ex viventium voluntate proficiscuntur, cum ea potissimum largiantur a fidelibus, ut ab omnibus laudes Deo in honorem alicujus sancti persolvantur et ita ex omnium canonicorum præsentia divinus augeatur cultus. Unde licet S. C. canonicos jubilatos participes faciendos esse putaverit de emolumentis ex anniversariis fixis provenientibus in *Novarien.* jubilationis 29 novembris 1681. *Lunen Sarzanen.* jubilationis 30 septembris 1684 aliisque quamplurimis; attamen eis denegavit portionem emolumentorum provenientium ex funeralibus et anniversariis incertis et extraordinariis in cit. *Lunen. Sarzanen.* ad secund. dub., in *Romana* jurium canonicalium 5 maii 1703, lib. 53 decret. pag. 186. Quæ paritate rationis in themate nostro dici posse contendunt, licet agatur de canonicis animarum curæ incumbentibus, necnon de pœnitentiario et theologo officii ratione a choro absentibus, cum isti eo tempore non secus ac jubilati tantum fictione juris præsente in choro censeantur. Attenta igitur juris dispositione concludunt capitulares, neque archipresbyterum et primicerium, neque theologum et pœnitentiarium de prædictis emolumentis participare posse nisi realiter intersint.

Neque præsidium quæritare præsumant ex literis apostolicis fel. rec. Greg. XVI, in quibus præfati canonici absentes pro exercitio proprii muneris tamquam præsentes in choro habendi sint. Etenim respondent cum in themate agatur de privilegio, plane patere stricte esse interpretandum servata nempe verborum proprietate, Bonac. *De horis conon.* tit. 1, disp. 2, q. 5, punct. 4. Quapropter verba illa, quæ in literis apostolicis perleguntur, intelligenda esse sustinent de lucro distributionum quotidianarum quando præfati canonici absunt ratione muneris sibi debiti, non vero de emolumentis extraordinariis, pro quibus lucrandis realis et non ficta præsentia requiritur.

Minusque secundo juvari possunt constitutionibus capitularibus diei 5 martii 1842 in quibus perlegitur, sub capite *De chori disciplina*, ibi : « Parochi, quoties animarum curæ fuerint quomodocumque legitime occupati admitti debent ad lucrandas distributiones ordinarias et extraordinarias, necnon ad fallentias aliorum canonicorum. Item eas lucratur canonicus pœnitentiarius dum in ecclesia collegiata et non extra audiat confessiones sacramentales : item canonicus theologus eo die quo in ea habet lectionem. » Etenim, reponunt, præfatæ constitutiones numquam a capitulo et curia episcopali probatæ fuerunt, neque ideo pro capitularibus constitutionibus habitæ. Quod adeo verum esse propugnant ut ipsemet Ve-

rulanus episcopus decreto die 25 jun. 1862 capitulo præcepit, ut ipsas efformaret, quod revera factum fuit, sed qua de causa ignoratur usque adhuc a Verulana curia haud probatæ fuerunt.

Ad argumentum a consuetudine depromptum devenientes capitulares recolunt ex immemorabili consuetudine præfata emolumenta realiter præsentibus tantum fuisse distributa. Nemo autem ignorat immemorabilis tantam esse vim, ut non minus quam lex scripta servari debeat. Tex. in §. *Sine scripto*, instit. tit. de jur. nat. gent. et civ. Fagnan. in cap. *Cum contingat*, de for. comp. num. 6. S. C. in *Firmana* juris deferendi crucem, 13 maii 1876, § *Cum*. Quin imo veluti lex habetur consuetudo decennalis, si juri non adversetur. Sperel. decis. 375 num. 8. par. 2 rec. Consuetudinem vero, quæ in præfata viget ecclesia non intra decennii limites cohiberi, sed hominum memoriam vincere in propatulo esse censent canonici. Revera aiunt : « Prova ne sia il capitolo tenutosi dall' arciprete Pesci nel 1793, 30 luglio con i beneficiati, in cui stabilivasi un cellerario per la divisione degli incerti *inter præsentes* da farsi in ogni giorno, in cui questi cadevano. Da tal fatto può dedursi, che se l'arciprete Pesci nel 1793 con beneficiati aveano già tal pratica, convien dire averla appre sa dai loro antecessori, e così via discorrendo. La stessa pratica era riconfermata nel capitolo del 10 gennaio 1811 in cui l'arciprete Lucatelli con 6 beneficiati, ed un sostituto, stabilivano che gl' incerti *inter præsentes* doveano sul momento distribuirsi. Prova ne sia la testimonianza del canonico Vitaliani che dal 1825 si è trovato al servizio di questa chiesa nella qualifica di sostituto alla f. m. del cardinal Sala beneficiato di questa chiesa. Prova ne sia la testimonianza di De Simones canonico non prebendato nella erezione della collegiata. Così ancora potrebbero servire di prova libri dei punti riguardanti agli incerti, quali libri tuttora si conservano seguitandosi in essi a fare ciò che prima si é fatto. »

Quin oggeri valeat ex mutatione status Ecclesiæ consuetudinem destructam fuisse. Siquidem prætermisso, quod nullum habeatur verbum in apostolicis literis de specifica abolitione prælatæ consuetudinis, subsecuta observantia ab anno 1841 tam in linea interpretativa, quam in linea præsumptiva magnum suppeditaret argumentum ad excludendos canonicos ficte præsentes a prædictorum emolumentorum participatione. Observantia enim optima dicitur interpres legis fundationis ex Lotter. *De re benef.* lib. 2, quæst. 11, n. 125. De Luca, *de jurepatr.* disc. 60, num. 9; maxime si, ut in casu, sit illi proxima et coæva, Piton. *Discept. eccl.*, num. 44. Eaque si decennalis sit, valet etiam contra legem præscribere. Ad rem De Angelis in *Prælection. juris canonici* tom. 1, p. tit. 4, n. 9, ibi : « Jus canonicum affirmat consuetudinem præscribere contra legem quando est longa vel longæva; longævitatis autem tempus non determinat ; in materia communi, tacente jure canonico, recurrimus ad jus civile Romanorum ; cum autem hoc longi vel longævi temporis nomine intelligat tempus decem annorum, L. *Super longi*, Cod. de præscript. longo temp. consuetudinem ergo decem annorum nos dicemus longam vel longævam consuetudinem præscribentem contra legem. »

Attenta igitur etiam locali consuetudine concludunt capitulares neque archipresbyterum, neque primicerium neque pœnitentiarium ob exercitium confessiones fidelium in ecclesia excipientem, neque theologum ea die qua legit, participes fieri posse de missarum emolumentis, nisi realiter præsentes sint.

E contrario tam parochi quam theologus et pœnitentiarius in juribus propriis tuendis hæc habent. Scitissimi juris est parochum, theologum et pœnitentiarium a choro absentes officii ratione non modo lucrari ordinarias seu quotidianas sed et extraordinarias distributiones. Audiatur sane Scarfantoius ap. ad lucubr. Ceccoperii lib. 2, tit. 10, num. 6, et seqq., ibi : « Canonicus retinens theologalem præbendam in cathedrali vel collegiata non tantum horis quibus legit, sed ex gratia S. Congregationis pro tota illa die excusatur ab interessentia chori cum distributionum quam aliorum emolumentorum. Canonicus pœnitentiarius tenetur congruis horis in suo confessionali sui copiam facere, et ibi confessiones omnium audire. Quo tempore numeratur uti præsens in choro, processionibus, ac defunctorum exequiis; ita declaravit S. Congregatio. Et eo magis certa capituli persona, cui dumtaxat imminet cura animarum cumulanda est distributionibus, si divinorum tempore parochialia munia exerceat. Accipe de quibuscumque distributionibus tam ordinariis, quam extraordinariis. » Addunt præterea plures resolutiones ab hoc S. Ordine editas, quas inter parochis favet Asculana, diei 20 novembris 1830, in qua proposito dubio : « An et quæ distributiones ac emolumenta percipere possint canonici curati absentes a chorali servitio pro exercenda animarum cura responsum fuit : *Affirmative quoad omnes distributiones, et emolumenta, exceptis iis, quatenus non intersint, quæ ex voluntate testatorum debentur actu præsentibus.* » Concinunt *Romana* distributionum et proventuum 12 septembris 1874 ab 1 dub., *Andrien.* distributionum et emolumentorum diei 19 maii jam præterlapsi. Quod et sancitum fuisse pro pœnitentiario constat ex causa *Viterbien.* diei 15 martii 1631 dub. 2 necnon pro theologo ea die qua legit in *Hispalen.* diei 5 aprilis 1586 ad dub. 17.

Quin contrarium suadere queat consuetudo, ad quam confugiunt canonici. Ipsa enim, cum juris communis censuræ adversetur, saltem quadragenaria; nulloque actu intercepta probetur necesse est, ut vim suam exerere valeat, veluti post text. in cap. *Irrefragabili* de offic. ordin. tradit Rota coram Molines decis. 961, num. 17 et decis. 1316, num. 19. Atqui ab erectione collegiatæ, a qua ob mutationem status ecclesiæ foret repetenda, quadraginta anni nondum præterlapsi sunt. Ergo si dici vellet consuetudinem hanc illico ortum habuisse, adhuc insufficiens esset ad aliquid statuendum contra præfatas dignitates et canonicos. Verumtamen ipsam excludunt tam sententia septem post menses edita ab executore literarum apostolicarum, quam ipsæ constitutiones capitulares anni 1842, prouti ex literis episcopi supra relatis facile percipitur. Pariter contra consuetudinis existentiam advertunt parochi, quod hodierni capitulares usque adhuc nunquam denegarunt duobus parochis comparticipationem incertorum de quibus sermo est, sed referunt tantummodo in capitulari sessione diei 3 septem. 1857 motum fuisse simile dubium; ast parochus primicerius contra hanc præsumptionem protestatus fuit ; similisque protestatio a duobus parochis iterata fuit in altera sessione habita die 14 julii 1862. Jamvero tam protestatio a parochis emissa, quam factum canonicorum, qui in præfatis sessionibus de consuetudine neque verbum neque volam moverunt ad parochos a prædicta participatione excludendos haud indubium præbent argumentum ipsam numquam extitisse. Pro theologo et pœnitentiario nihil observandum duco ad prætensam consuetudinem subvertendam cum recenti tempore hæc officia canonice erecta fuerint, ita ut teste episcopo, primus theologus die 16 novembris 1871, et primus pœnitentiarius in possessionem fuerit immissus die 8 augusti 1875. Verumtamen prætereundum non est quod pœnitentiarius ad consuetudinem profligandam proclamavit in publico capitulo diei 8 octobris 1876 : « I signori canonici hanno distribuito i funerali indistintamente a presenti ed assenti per qualunque motivo legittimo od illegittimo, ed in questo modo pare che venga..... defraudato un suffragio ai morti. Riguardo poi al culto di Dio per le ore canoniche si è visto per esperienza, che se non erano alcuni simplici sacerdoti... non si potea officiare. Inoltre è in questo capitolo l' uso di prendere un piccolo emolumento dai funerali semplici detti

more pauperum coll'obbligo di recitare un notturno, e sono già vari anni che non si sono recitati. »

Hisce igitur utrinque animadversis dignentur EE. VV. sequens dirimere dubium :

An canonici curati, pœnitentiarius et theologus, pro respectivi officii exercitio, absentes a choro participare valeant de missarum emolumentis in casu ?

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Affirmative nisi obstet voluntas fundatoris vel dantis, et amplius, et episcopus provideat ad removendos abusus de quibus mentionem egit pœnitentiarius in sessione capitulari diei 8 octobris.* Die 15 decembris 1877. »

DISPENSE DE MARIAGE

Autriche polonaise. Empêchement *impotentiæ*. Atrophie. Description de cette maladie d'après les médecins anciens et modernes. Le comte Ladislas et la comtesse Félicie-Gabrielle. Arrêt du tribunal civil déclarant nul le mariage. On s'adresse au tribunal ecclésiastique. Indult pontifical permettant de faire usage de l'enquête civile, au lieu d'ouvrir un nouveau procès canonique. Instruction pour les causes matrimoniales composée par le cardinal Rauscher et adoptée dans tous les évêchés de l'empire autrichien. Arrêt du consistoire archiépiscopal latin de Lemberg. Appel au Saint-Siége. Sentiment des jurisconsultes catholiques sur l'atrophie. Zacchias. Inspection corporelle. Nécessité du bain. Instruction de la S. Congrégation de 1840. Coscius. Roubaud. *De l'impuissance et de la stérilité.* Laura. Ziino. Tonini, *Physiologie du mariage.* Arrêt de la S. Congrégation du Concile du 15 décembre 1877 annulant le mariage. On défend au comte Ladislas de se remarier sans obtenir la permission du Saint-Siége.

Leopolien. Matrimonii. Die 15 decembris 1877. Per diuturnum sex annorum effluxum, ab initis nempe nuptiis die 25 augusti 1870, conjugali vitæ consuetudine transacta, comes Ladislaus ætatis annorum 36 in diœcesi Tarnoviensi et comitissa Felicia Gabriela annorum 24 Leopoliensis diœcesis, ad tramitem Austriaci codicis a Leopoliensibus laicis judicibus dissolutionem matrimonii eorumdem declarari postularunt anno 1875, in judiciali libello deducta « disproportione membrorum pudicorum apud maritos, quod coitum inter eos facit impossibilem. » Constituto matrimonii defensore, deputati sunt duo periti in arte medico-obstetricia ad inspectionem corporis utriusque conjugis exequendam. Obtemperarunt duo medici huic mandato, atque oculari investigatione peracta, contextualem emiserunt peritiam declarantes sub juramenti religione, comitissam perpeti impotentia relativa, comitem vero absoluta, hoc etiam adjicientes, quod impossibilitas coeundi antecessisset etiam matrimonium. Hac accepta relatione, sententiam die 1 octobris 1875 pronunciarunt illi judices, matrimonium prædictorum conjugum « nullum esse »; atque eorumdem judicium primo superius tribunal provinciale ejusdem civitatis, deinde tribunale signaturæ Vindobonæ sedens plenissime confirmarunt.

Nulla mora archiepiscopum Leopoliensem ritus latini adiverunt conjuges supplicatum « che si degni nulla sua qualità di tribunale ecclesiastico per le cause matrimoniali di pronunciare che il matrimonio contratto..... è nullo. » Petitionem ad S. Ordinem transmisit prælatus, in qua post plenam rei expositionem hoc animadverso, quod novus processus præterquam quod nihil aliud adstruere posset, quam quod probatum fuit in foro laicali, pro temporum autem et locorum conditione esset quoque summis obnoxius difficultatibus, idcirco ad expeditiorem rei definitionem super fundamento præindicatæ medicorum peritiæ proposuit impetrari dispensationem a matrimonio rato et non consummato. Post acceptam a pontificio legato Viennæ residenti informationem, veniaque a SSmo impetrata normas quasdam archiepiscopo conscripsi, ut actus judicii civilis adhiberet pro ecclesiastico, atque ut novum conficeret processum, in quo juramentum tum a conjugibus, tum a septima manu esset præstandum; deputaretur matrimonii defensor; formiter et seorsim examinarentur periti jam antea adhibiti; aliisque tribus peritis illorum relatio traderetur examinanda.

Sed neque hisce præscriptionibus executionem dari posse archiepiscopus retulit, tum quia novo examini omnino conjuges reluctabant, tum quoque quia juxta quamdam instructionem ab archiepiscopo Vindobonensi Emo Raucher de anno 1855 evulgatam atque in curiis ecclesiastici imperii Austro-Hungarici vigentem, nec examen septimæ manus, nec juramentum conjugum exigitur; unde occasio præberetur supplicantibus sese merito gravandi de insueto rigore in eorumdem causa adhibendo. Nova exinde a SSmo impetrata venia pro dispensatione a canonico processu, ad archiepiscopum rescripsi ut copiam actorum processualium laici tribunalis adhibere valeret ad effectum cognoscendi ac definiendi causam a partibus propositam super matrimonii nullitate, defensore vinculi ex officio deputato. Hisce acceptis mandatis judices ab archiepiscopo delegati procedentes in causam die 17 julii labentis anni pronunciarunt : « 1. Matrimonium... ob « absolutam, insanabilem atque jam ante contractum hocce « matrimonium existentem, et qua talem per rei peritos me- « dicos rite probatam viri impotentiam ad præstandum de- « bitum conjugale, nullum ac invalidum esse. 2. Suprafatum « comitem ad nullum aliud deinceps matrimonium contra- « hendum admitti posse. » Appellavit matrimonii vindex ad S. hunc Ordinem; appellavit etiam Ladislaus contra secundum sententiæ articulum, insimul postulans vel sententiam quoad hanc partem infirmari, vel dispensationem a matrimonio rato et non consummato concedi; ad sapientissimum vestrum judicium deferendam esse duxi controversiam, atque hodiernis in comitiis eamdem proponens pro meo officio defensorum utriusque partis, necnon vindicis sacri vinculi deductiones de more breviter exponam.

Contendit defensor mulieris satis esse ad matrimonium dissolvendum demonstrare in persona Ladislai impotentiam, sive ea sit absoluta, sive relativa; dummodo matrimonium ipsa præcesserit, sit perpetua, et sit insanabilis, Schmalzgrueber, lib. 4, tit. 15, n. 38 : « Si impotentia sit perpetua, videndum est an solum sit respectiva, an vero absoluta. Si primum, dirimit matrimonium respectu illius, vel illarum solarum personarum, respectu quarum impotentia datur. Si secundum, et impotentia sit absoluta, præcedatque contractum matrimonii, illud dirimit respectu omnium. » Perpetuam, insanabilem, ac matrimonium præcedentem impotentiam Ladislai demonstrat ex ejusdem confessione in libello elicita « sexenni convictu cum dom. Felicia... edoctus sum me non posse debitum conjugale præstare, multis tentaminibus et diligenti cura in matrimonio consummando posita... cum conscientia mihi profitendum est; quæ præterea juramento adfirmare paratus sum, me cum D. Felicia etc. omnibus tentaminibus et labore consumpto in tractu sexennis communis vitæ matrimonium non consummavisse, et hocce numquam consummare posse. » Adjicit etiam testimonium peritorum affirmantium, quod Ladislaus « laborat ex atrophia testis »; quam porro atrophiam ita describit Zacchias, *Quæst. med. leg.* vol. 1, pag. 285, n. 41 : « Non multum abest a paralysis natura atrophia, hoc est partis alicujus consumptio et ariditas, in qua passione corpus seu corporis pars aliqua non amplius nutrimento fruitur, et naturaliter semper aliquibus decedentibus, nullis vero in eorum locum succedentibus summa macies oritur. »

Ita autem referunt de comite periti exploratores : « Comes laborat, ut exploratio docet, ex atrophia testis, quæ impedimentum est ponendi actus naturalis jamdiu; hanc ægritudinem sequitur impotentia consistens in permutationibus anatomicis, quæ vestigari possunt : ergo stabilis. Efficit illa vel defectum erectionis penis, vel non perfectam, et ob eam causam in vaginam induci non potest. Quo angustior est vagina uteri, eo majori est impedimento coeundi, et propterea pro hoc casu cum ut apud comitissam existant omnia naturalia impedimenta inducendi penis, talis inductio seu coitus eo magis erat estque impossibilis. Propterea coitus inter maritos Ladislaum et Gabrielam etc. absolute impossibilis est. »

Pro coronide affert ex facto judicium, ut ait, naturæ, quum post sexennale contubernium mulier integra reperta sit. Omissa in hoc peritorum analysi, conclusionem eorumdem adducit : « Exploratio membrorum genitalium comitissæ docet eam hactenus non concubuisse, quia non sequuta est defloratio, quæ certe sequeretur si... comes inisset quandocumque in vaginam. Hanc autem integritatem servatam esse, non ob fastidium mulieris, sed ob unam viri impotentiam probant tentamina expleta. » Quod autem coitus non sequutus propter renisum comitissæ probant optime vestigia tentaminum coeundi. « Apud comitissam membra genitalia universaliter et specialiter talia sunt, qualia inveniuntur apud virgines, quæ non coierunt; attamen sunt in ea vestigia, quæ probant tentamina inducendi corporis alieni quamquam inefficacia. »

Nec officere ait defectum probationis per cognitores juxta Ecclesiæ disciplinam absolvendæ. Distinguit enim causam disciplinæ a causa probationis. In illa dispensavit S. Ordo; in hac autem cum probationis substantia servata sit, satis est ad judicium ; et quum hæc servata fuerit per ocularem inspectionem medicorum, hinc melius veritati consultum est, quam per obstetricum intermedium. Accedit, quod in hoc judicio probatio per peritos expleta est juxta instructionem a Vindobonensi archiepiscopo anno 1855 editam, atque ab apostolico nuncio Viale Prelà omnibus episcopis privatis literis diei 2 februarii 1856 commendatam.

Quamvis autem ex instructione S. Ordinis anno 1840 evulgata ad tutiorem virginitatis investigationem præscribatur etiam balneum ab Hostiensi invectum, nihilominus magis placuisse inquit in Ecclesiæ judiciis, probationem ex certo cognitorum suffragio exploratam non infirmari ob defectum balnei, teste Rota decis. 9 post Zacchiam, n. 9, Decis. *Romana* invaliditatis matrimonii 13 oct. 1606 cor. Penna. Ita etiam S. hic Ordo non raro de virginitate mulieris judicavit absque balnei subsidio, ceu in *Veglien.* matrimonii 21 martii 1863, etsi defensor matrimonii exceptionem defectus calidarii opposuisset; ita quoque in *Sutrina* matrimonii 23 septembris 1865. Quum itaque in præsenti causa vitia processus tantum formam et non substantiam afficiant, hinc nullatenus illa obsistere deducit validitati judicii quoad impotentiam viri obfirmandam.

Sed ejusmodi impotentia est etiam perpetua. Hoc primum statuit ex præsumptione juris a diuturna habitatione sine consummationis effectu deducta, juxta Rot. post cons. Farinac. dec. 65, n. 4 : « Quod si post triennalem habitationem non potuerint matrimoninm consummare, tunc bene intrat præsumptio, quod impedimentum sit perpetuum. » Concordat decis. 11, n. 19, ad ornat. card. de Luca l. 14, t. 2; Cosci de sep. tor. l. 3, c. 2, n. 379. In facto autem obfirmatur impotentiæ perpetuitas judicio peritorum obtestantium « permutationes anatomicæ consistentes in atrophia averti non possunt quod jam atrophia occubuit, recrescere non potest; propterea impossibilitas præstandi debiti conjugalis inter comitem etc. perpetua est, cum tempore non solum cedere nequit, sed etiam ex causis adductis potius augetur. »

Perpetuitati impedimenti accedit etiam insanabilitas, quæ teste Zacchia, l. 9, q. 2, n. 4, semper eamdem perpetuitatem concomitatur quando a natura derivatur. Cognitores at vero Leopolienses non minus in hoc sunt expliciti dum referunt : « Vitia commemorata non possunt operari; non consistunt enim in ulla deformatione, quæ ultro averti potest, sed potius in defectu regularium functionum genitalium. Operationes, quæ pro hoc casu proponerentur ad extendendam vaginam, sunt inefficaces, idcirco ab arte medica non respectantur. Propterea impossibilitas coeundi per remedium, præcipue per operationem cedere non potest. »

Invaliditati matrimonii a sententia curiæ archiepiscopalis sancitæ atque ab hoc S. Ordine obfirmandæ novam petitionem Ladislai non obstare subjungit defensor Gabrielæ, sive quod impotentia absoluta, sive quod relativa, qua tantummodo idem comes laborare contendit, admittatur; unde non obsistit defensor cuilibet reservationi etiam inhabilitatem absolutam excludenti, dummodo incolume servetur deductæ nullitatis decretum. Obsistit tamen novæ inspectioni corporis viri, quum quoad alias nuptias ab eodem contrahendas opportunum subsit remedium ex assueta reservationis formula : *Vetito viri transitu ad alias nuptias, nisi consulta prius S. Congregatione.*

Verumtamen, neque huic reservationi locum fieri posse contendit, quominus absolute obfirmetur prima sententia; tum nempe quia summus pontifex jam dispensavit a qualibet nova investigatione, hoc solum injungens, ut actus civilis processus adhiberentur ad definiendam causam, utcumque antea mandasset examen peritiæ per alios peritos instituendos; tum etiam quia judicium peritorum absolutam ejusdem impotentiam statuentium ipse admisit coram judicibus ecclesiasticis per suum procuratorem postulans decerni nullitatem ex titulo « d'una impotenza assoluta ed incurabile. »

Neque locum fieri debere subjungit experimento triennali, ex eo quod posita perpetuitatis impedimenti certitudine, quoldibet aliud argumentum superfluum esset ad nullitatem decernendam. Cosci, loc. cit. n. 26 : « Quando constat de antecedenti impotentia perpetua per inspectionem corporum a sacris canonibus demandatam, aut est certa, evidens et indubia. tunc statim matrimonium declarandum est nullum, absque triennali experimento tum conjugum juramento. » In facto autem nedum triennium sed sexennium elapsum est inefficaciter; idcirco jam legi satisfactum contendit, quia ejusmodi experimentum, quidquid nonnulli canonistæ senserint, textus in cap. *Laudabilem*, de frigid. fieri præscribit, *a tempore celebrati conjugii si frigiditas prius probari non possit.* Ita interpretantur Pont. *De matrim.* caus. 33, qu. 1, § 3; Bonacin. *De imp. matr.* qu. 3, punct. 13, n. 21. Gutt. *De matr.* p. 3, c. 121, n. 21. Sanch. *De matr.* l. 7, c. 110, n. 4.

Minus officere, prosequitur defensor, silentium sex annorum a conjugibus observatum, quum ex sententia Schmalzgr. l. 4, t. 15, n. 74, Coscii loc. ult. c. 2, n. 33, « constito per inspectionem corporis mulieris de ejus virginitate, nihil interest, an ipsa intra bimestre reclamaverit, quia post multos etiam annos reclamare et viri impotentiam allegare potest. » Suffragantur autem exempla nullitatis admissæ, utut post multos annos reclamatæ, ceu testantur Osaschius cons. 59, n. 17; Laderchius cons. 82 n. 2; Rot. cor. Penia dec. 1017; dec. 10 et 11 ad orn. ad card. De Luca l. 14, t. 2. S. Ordo in *Giennen*; matrim. anni 1723.

Hæc omnia eruuntur ex defensione mulieris. Ex parte autem viri exhibuit illius defensor fidem trium salutaris artis professorum, unanimiter ex illius corporis inspectione affirmantium, ceu videre est in Sum. in calce restrictus ab eodem distribuendi, « che alle parti genitali esterne del signor conte Ladislao non vi è nessuna alterazione morbosa; » quamobrem primæ huic interrogationi « puossi asserire dalla vista e dall'esame dello stato corporale, che il signore sia incapace di

esercitare un coito? » respondent: « Essendo le parti genitali esterne perfettamente normali riguardo alla forma e consistenza; essendo inoltre esclusa una malattia del midollo spinale per le eseguite prove, possiamo negare definitivamente la fattaci domanda. »

Ad disquisitionem autem atrophiæ testium progredientes obtestantur, quod « deve pur venire negata. » Aiunt enim, quod ejusmodi genitalia « specialmente il sinistro proporzionatamente piccoli; ma la grandezza dei medesimi non è, in circostanze del resto normali, definitiva per la potenza. » Subjungunt verumtamen quod ex eorum qualitate « non risulta affatto la necessità dell'ammissione, o soltanto la probabilità, » quod existere non possint eructiones plenæ et constantes. Hinc huic quæsito : « Se non esiste realmente un'impotenza relativa, la quale asserisce di soffrire verso la sua moglie, » reponunt cognitores : « non si può rispondere con certezza partendo dal punto di vista medico, » utcumque hæc dari possit perpetua et insanabilis erga datam personam ob peculiares psychicas circumstantias.

Contra utriusque conjugis thesim insurgit matrimonii vindex, tum impotentiam sive absolutam sive relativam eorumdem conjugum, tum integritatem mulieris impugnans. Animadvertit vel imprimis, esse quidem peramplam dispensationem illam, quam in postremis literis 23 martii labentis anni ex audientia SSmi retuli « a confectione canonici processus; » sed non eo tamen sensu esse interpretandam, ut aliquam veritas patiatur jacturam, quum dispensatio data fuisset pro usu actorum civilium « Ad effectum cognoscendi et definiendi causam, » unde actus ipsi tantum attendi debent, quantum valeant per se. Et quum unus actus qui judicio tribunalis ecclesiastici fundamentum præbuit, sit peritia judicialis, hinc ad ejusdem examen suum studium intendit.

Utramque, prouti est in jure cognita, impotentiam admittunt periti; absolutam in viro ; relativam in fœmina. Prius itaque de viro sermonem facit. Impotentem aiunt Ladislaum ex atrophia testis. Sed hanc atrophiam impugnat Ladislaus vel ipse relationem cognitorum de errore impetens ex sententia aliorum medicorum, quorum fidem jam produxit. Istorum quippe testimonium non est minus attendendum quam judicialium peritorum relatio, eo vel maxime quia tres sunt perinsignes ejusdem artis salutaris professores, qui de propria scientia et conscientia obstestantur; dum econtra ex duobus judicialibus peritis alius est quodammodo alterius subalternus, prouti excipiebat vindex sacramenti in curia archiepiscopali affirmans « unum e peritis, nempe medicum Hinze, ætate et praxi medica juniorem esse altero, et eo tempore inferiorem illo in munere apud nosocomium occupasse locum, adeo ut quadammodo ejus subalternus censeatur; » unde non ex parte utriusque libera ac independens dici potest sententia; atque hoc potissimum quia nec separatim inspectionem corporum absolverunt, nec seorsim propriam cujusque pandiderunt opinionem, quemadmodum providissimo consilio præscribit S. hic Ordo in instructione 22 augusti 1840 : « singuli ex peritis, ac seorsim corpus viri inspiciant ea qua fieri poterit decentia, ut singuli scriptam emittant relationem; » quin officiat huic præscriptioni prænotata dispensatio, quia, ut ait Rot. Rom. dec. 392 n. 27, rec. « Quando agitur de dissolutione matrimonii, quod est magnum sacramentum, omnis diligentia cautela adhibenda est, ut quantum humana fragilitas patitur, et omnis fraus et error excludatur. »

Utcumque autem aliqua in præsens impotentia admitteretur in Ladislai, deficit tamen huic impedimento essentialis nota, quod matrimonium præcesserit, id quod absolute requiritur, teste præ cæteris Coscio, *De separ. tor.* c. 13, num. 4. Tribunal enim laicum opportune rogaverat peritos « utrum impossibilitas præstandi debiti conjugalis est orta ante initum matrimonium? » Sed periti hoc sybillinum reddiderunt responsum, quop « permutationes anatomicæ in testibus Ladislai sunt adeo formatæ, ut certe affirmare possimus, eas jam ante initum matrimonium extitisse. » Impotentiam autem quoad illud tempus non deduxerunt ex hisce permutationibus anatomicis, sed ex defectu deflorationis, ita porro subjungentes : « Exploratio autem comitissæ docet eam hactenus non concubuisse, quia non sequuta est defloratio. » Ast impotentia præcedens debuisset deduci ex natura morbi non ex defectu deflorationis, quia præterquam quod defloratio deficere potuisset ex aliis quamplurimis causis, nec ex judicio peritorum ipsorum illius defectus absolute probat defectum concubitus : « Constat enim, aiunt, deflorationem non necessario oriri ex coitu; et retrorsum defectum deflorationis non probare absolute defectum coitus. »

Intimius autem peritiam perpendendo defensor sacramenti, hanc thesim propugnat, nec de corporalis inspectionis tempore inidoneitate copulæ laborasse Ladislaum; quia admissa etiam atrophia in ejusdem genitalibus, haud illum usque gradum ipsa attigit, qui ad maritalem actum reddat aliquem impotentem. Admittit cum peritis, quod tales permutationes anatomicæ lentissime procedunt, et explicatio earum in summo gradu postulat longissimum tempus. » Sed animadvertit quod ad veram atrophiam constituendam requiritur *consumptio*, *ariditas* et *summa macies* partis affectæ, ceu tradit Zacchias, *Quæst. med. legal.* l. 4, tit. 1, qu. 8, n. 41 : et ad producendam impotentiam coeundi requiritur ut atrophia membrorum sit completa, prouti docet clar. Roubaud *De l'impuissance et de la stérilité*, liv. 2, pag. 551, edit. 3, 1877 : « Le pronostic au point de vue de la fécondité est toujours excessivement grave; mais cette gravité n'est réelle (il ne faut pas se lasser de le répéter) que lorsque l'atrophie attaque les deux testicules, et encore dans ce cas il est nécessaire que l'atrophie soit complète. »

Hoc tamen in statu omnis apparatus genitalis emaciatur; et penis ac testes viri adulti vix æquant illos pueri quinque aut octo annorum; idem Roubaud pag. 551 : « D'ailleurs l'appareil génital externe, tout entier, la verge et le scrotum, n'ont pas suivi le développement progressif des autres parties du corps, et l'adulte offre alors, comme je le dirai tout à l'heure, un pénis et des testicules d'un enfant de cinq à huit ans. « Imo etiam ex alio recenti rei medico-legalis scriptore testes ipsi vix formam præseferunt nodulorum vel leguminum. Laura, *Medic. leg.* part. 2, sez. 1, c. 1, § 1, pag. 30 : » E per cagione d'impotenza la vera, reale, e confermata ipotrofia o atrofia degli organi seminali ridotti nell'adulto a proporzioni minime a forma di duri nodetti, nè maggiori di un pisello. Tale scadimento dei t... si associa ad un mirabile stato di cacotrofia (malum nutrimentum) generale. » Ex peritia alioquin Leopoliensium cognitorum hic status in Ladislao haud quaquam ferme relevatur, quum de eo dicatur in relatione « penis parvus, valde contractus, ab ora usque ad glandem septem centimetra (dum ex alio scriptore Ziino, *Manual. di medicin. legal.* § 121, in homine adulto est « dai due ai tre pollici, » idest sex ad novem centimetra) ; orbis autem glandis novem centimetra efficit; scrota remissa, testis læva ab dextera superius postea. Testes ipsi non præstant majorem deminutionem quam ova columbæ. »

Ita refutata illa suprema atrophiæ gravitate et gradu, e quo absoluta impotentia de præsenti tempore existere deberet, multo magis excludenda esse inidoneitatem de tempore nuptiarum concludit matrimonii defensor. Quum itaque, ad plenam impotentiæ ex atrophia derivantis certitudinem adstruendam, fundamentum a peritia desumptum necessaria careat solidtate, et quum nullum ab integritate mulieris, prouti in progressu demonstrabitur, mutuari possit admini-

culum, etiamsi actualis impotentia agnosci et admitti deberet, eo tamen quia hoc morbum accidentale esset in hoc casu, hinc semper quidem præsumendum esset, quod ipsa non antecesserit, sed sequuta fuerit matrimonium, ad tradita per Sanchez, *De matr.* l. 7, disp. 103, num. 3 : « Quando est impotentia accidentalis, ut ex alio quolibet morbo consurgens... quum non probetur fuisse ante matrimonium, non præsumitur eandem antecedenti tempore fuisse, sed præsumptio militat pro qualitate naturali, quæ est potentia coeundi. Quare non est opus confugere ad matrimonii favorem, ut præsumendum sit, eam impotentiam subsequutam; id enim necessarium foret, ubi ipsa juris præsumptio non convinceret, impotentiam subsequutam esse. Cum id convincat præsumptio, quæ a natura ipsa proficiscitur, ita in hoc eventu, cessante omni matrimonii favore, præsumendum est impotentiam esse subsequutam, et ideo illud esse validum. »

Hæc de marito. Ad mulieris autem conditionem deveniens defensor, vanum esse inquit fundamentum proclamatæ impotentiæ sive unius sive utriusque conjugis, quod ex integritate illius desumunt periti referentes « apud comitissam universaliter et specialiter talia sunt, qualia inveniuntur apud virgines. » Haud mirum, inquit defensor, quod periti in hac investigatione, quæ summis est obnoxia difficultatibus, allucinationem perpessi sint, dum tam facile erraverunt in inspectione, ullatenus alioquin impervia viri. Ita exinde ratiocinatur. Censent quidem recentiores doctores, haud esse insolubile virginitatis problema, teste cit. Laura pag. 105 : « A noi l'anatomica verginità appare un problema generalmente di non arduo discioglimento; » nihilominus summam ipsum problema præseferre difficultatem subdit, si de defloratione remota res sit : « La defloratione antica, nella quale non si ha altro fatto fuori di quello dei resti (abrupti hymenis) è cosa oscura, e a dichiararsi dal medico legale difficilissima. » Nemo etiam inficiatur posse deflorationem obstringentibus medicamentis occultari. Zacchia, *Quæst. med. leg.* lib. 55. t. 2, n. 2 : Cohærentia partium... medicamentis procurari talis potest, quæ non modo adæquet, sed etiam superet naturam, ut notant medici; » id quod fatetur alter vivens scriptor Ferdinandus Tonini, *Fisiologia del matrimonio*, part. 1, cap. 8, sez. 1. Obfirmatur autem gravissima hujus S. Ordinis auctoritate in instructione anni 1810, dum usum balnei præscribit injungens « ne ullum spatium, aut momentum temporis mulieri detur, quo ad arctandum vas ullo medicamento, aut aliqua fraude uti queat. » Quum alioquin ex ipsa confessione mulieris satis perspicue appareat, quod in integro sex annorum curriculo nonnisi quam in prioribus matrimonii temporibus maritali officio incumbere studuerunt : « Alle questioni seguenti IV. Le prove per adempiere questi doveri sono state fatte abbastanza sovente ? » Rispondo : « Al principio abbastanza sovente; poi sempre meno per causa del digusto che bisognava superare, » hinc manifesto patet, quod sive de virginitate, sive de defloratione loquantur periti, de vetusti eventus inquisitione respondent; et quoniam in eadem inquisitione nullam diligentiam ad fraudes eliminandas adhibuerunt, hinc imprudens et incertum eorumdem judicium existimandum est.

Sed urgent majora. Nedum incertum, sed erroneum esse contendit ejusmodi judicium; atque ex analysi judicialis peritiæ, et ex comparatione illius cum signis virginitatis a prænotato scriptore Laura, part. 2, sez. 2, § 1, pag. 106 descriptis, deducit, non virginem, sed jamdiu corruptam fuisse mulierem. Hanc tamen demonstrationis partem, quam ob defensionis necessitatem, opportunis quidem cautelis quantum potuit, adhibitis, matrimonii vindex enucleat, facile est perlegere in ejusdem animadversionibus § 35 ad 38.

Sed etsi quidem (subjungit) de virginitate constaret, non inde tamen inferri deberet ad impotentiam alterutrius conjugis, atque ad dissolutionem matrimonii, quoniam non agitur in hac causa de dispensatione a matrimonio rato et non consummato, sed de nullitate conjugii ex capite impotentiæ, prouti demonstrat libellus introductivus judicii, posterior epistola S. Ordinis causam dispensationis excludens, et formula dubii quæ proponitur disceptanda; parum igitur vel nihil confert ad causam disquisitio virginitatis, quoniam, teste Tond. *Quæst. benef.* c. 79, n. 8; et Rota Rom. dec. 14, n. 10 post Zacch. *Qu. med. leg.* « non valet consequentia; uxor reperitur intacta, ergo vir est impotens, impotentia naturali et perpetua, quæ sufficiat ad dirimendum matrimonium ».

Hisce omnibus adjicit defensor vinculi, haud magnam dandam esse fidem conjugibus, utut unisone impotentiam affirmantibus, quia si assertioni conjugum standum esset, jam nihil valeret severitas SS. Canonum religiosam veritatis disquisitionem præscribentium in hac materia. Et præter hoc magnam suspicionem collusionis ingerit studium viri, qui vix reddita in prima sede a judicibus laicis sententia, sategit novam obtinere a medicis peritiam quæ impotentiam absolutam excluderet; ad hoc, ceu patet, ut ad nova vota migraret.

Quibus expositis vestrum erit, ea qua præstatis prudentia et doctrina, sequens dirimere dubium :

An sententia curiæ archiepiscopalis Leopoliensis sit confirmanda vel infirmanda in casu ?

S. Congregatio Concilii rescripsit : *Sententiam curiæ archiepiscopalis esse reformandam ita ut comiti Ladislao non liceat transire ad nuptias, nisi petita prius et obtenta venia ab Apostolica Sede.* Die 15 decembris 1877.

Le concordat signé entre le Saint-Siége et le gouvernement impérial d'Autriche-Hongrie 1855 réserva les causes matrimoniales aux tribunaux ecclésiastiques, conformément à la célèbre décision du concile de Trente, laquelle est ainsi conçue : « Si quelqu'un dit que les causes matrimoniales n'appartiennent pas aux juges ecclésiastiques, qu'il soit anathème. » Afin de faire restituer aux ordinaires de l'empire autrichien le jugement des causes matrimoniales, le Saint-Siége consentit à d'importantes concessions sur d'autres points ; ainsi il autorisa les tribunaux civils à traiter les causes criminelles et civiles des personnes ecclésiastiques. Le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne, composa à l'usage des ordinaires une instruction détaillée, qui fut examinée et approuvée par plusieurs jurisconsultes de Rome, et ensuite communiquée aux évêques par le nonce apostolique de Vienne. Nous avons publié cette instruction dans les *Analecta*, seconde série.

Dans la suite, le gouvernement autrichien a cru pouvoir, nonobstant le concordat de 1855, rendre le jugement des affaires matrimoniales aux tribunaux séculiers. C'est ainsi que la cause de nullité que nous venons de rapporter a d'abord été traitée devant le tribunal impérial. Mais l'arrêt du tribunal n'ayant que l'effet civil et ne brisant que le contrat fait devant le magistrat, les bons catholiques s'adressent à l'Eglise pour ce qui concerne la conscience et le sacrement du mariage. Notons que l'empêchement dirimant *impotentiæ* est admis dans la législation civile de l'Autriche. Remarquons aussi que, vu la difficulté d'entreprendre une enquête canonique, le Saint-Siége a autorisé le tribunal ecclésiastique de Lemberg à s'appuyer sur le procès civil, comme si les actes dont il se compose eussent été dressés par le tribunal ecclésiastique. Cet indult, qui n'est pas sans exemple, facilite l'intervention des juges ecclésiastiques.

DÉCRETS INÉDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1).

(Suite.)

Protestant converti. Dispense des trois ans exigés avant d'entrer au noviciat des Conventuels. — Dominicains. Commissaire espagnol. Préséance. — Mexique. Augustins. Fondation canonique du noviciat. — Franciscains. Pauvreté. Quête. Vente des denrées superflues. Argent. — Capucins. Irrégularité. — Eglises. Chaises fixes. — Homicide. Irrégularité. — Ordination des réguliers. Evêque du domicile. — Chartreux. Dispense de quelques mois de noviciat. — Capucins. Expulsion. — Schisme russe. Absolution de l'apostasie. — Indult permettant à une religieuse bénédictine d'entrer au Mont-Cassin. — Convers. Dispense d'âge. — Augustins. Chapitre général. Convocation des Américains. — Dominicains. Santiago du Chili. Collége. — Augustins de Sicile. Messes pour chaque defunt. — Ordre de la Merci. Espagnol. Noviciat fait à Rome. — Chartreux. Permission de prêcher et de confesser. — Servites. — Tiers-ordre régulier de S. François. Elections. — Trinitaire. Procès extrajudiciaire pour l'expulsion. — Bréviaire des Carmes. Indult. — Vente d'une terre. Convers. — Passage d'un convers à la profession cléricale. Nouveau noviciat. — Bénédictins du Mont-Cassin. Elections. — Carmes. Définiteurs provinciaux. Age. — Capucins de Sardaigne. Legs. — Assistance des parents accablés par la veillesse et la misère. Capucins. — Palais épiscopal. Obligation de demeurer dans le cloître. — Dominicains. Missions des Philippines et du Tonkin. Collége d'Ovagna. — Olivétains. Maison de Ste Françoise Romaine. Restitution du titre de monastère.

1778. Dispensationis super biennio novitiatus.

Il nobile giovane signor Francesco Giuseppe Giusto Vigilio Vigelius di Strasburgo di anni 28, nato e cresciuto nel protestantismo, e da un anno in qua convertito al cattolicismo, fa istanza per venire accettato nell'ordine de' PP. minor. Conventuali in Bavierain qualità di chierico. Informato il generale di detto ordine che il giovane aspirante a farsi suo religioso, è non solo dotato di vastissima erudizione, ma altresì che piu importa ferventissimo cattolico, rimarchevole per estraordinaria pietà, prostrato ai piedi della S. V. umilmente implora per lui la dispensa di due anni onde potergli subito cominciare il suo noviziato.

Votum procuratoris generalis. Optimo sanoque consilio constitutiones ordinis in cap. 2, tit. 8, n. 2, repellunt a suscipiendo habitu ordinis recens conversos ab hæresi vel ab infidelitate, quos tantum recipiendos permittunt post elapsum triennium; dummodo per id temporis pie et catholice vixerint. Nam semper timetur hujusmodi conversos non esse ita in fide roboratos ut queant statum perfectiorem intra claustrum apprehendere et vota solemnia emittere sine periculo profanationis. Sed hæc regula generalis aliquando patitur exceptionem; siquidem in casu nostro habentur fortissima argumenta sinceræ conversionis ad veram fidem et vocationis ad statum perfectiorem; nam Franciscus Vigelius de quo in precibus, Borussiæ natus inter protestantes nobilis et dives, nunc ætate maturus, litteris eruditus et in scientiis nimis expertus, ab hæresi recessit non cæco quodam impetu motus, non coactus a necessitate vitæ, non spe compulsus majoris utilitatis, nullo denique incitamento prorsus humano illectus, sed adiuvante gratia Dei transivit inter catholicos vivens in terra protestantium post factum studium veræ religionis, forti animo, ætate maturus superavit præjudicia educationis, unde colligitur veram sinceramque fuisse ejus conversionem etc.

Datum Romæ, die 5 decembris 1845. — Fr. Salvator Calè, procurator generalis.

Ex audientia SSmi 19 decembris 1845. SSmus annuit arbitrio R. P. D. visitatoris apostolici ordinis S. Francisci in Bavariæ regno pro facultate indulgendi præfato juveni etiam per subdelegandum ut post annum a facta abjuratione admitti possit in conventum, ibique morari, nec non expleto secundo anno in novitiatum recipi valeat, ibique sicuti alii novitii tyrocinium explere non obstante prohibitione admittendi ad habitum inter novitios ante triennium a die abjurationis recens conversos ab hæresi, vel ab infidelitate. — C. archiep. Perg. secretarius.

Romæ, etc.

1779. Super præcedentia.

Dal Quirinale, li 22 dicembre 1845. — L'istanza del P. Gio. Genis commissario apostolico per gli affari di Spagna dell'ordine de' predicatori, mi sembra molto ragionevole e giusta. Egli chiede di avere un posto distinto sopra i provinciali, come è stato già conceduto da codesta S. C. de' VV. e RR. sotto la data de' 12 febrajo 1840 al P. commissario spagnolo de' Carlitani posto nelle medesime circostanze.

Per conoscere secondo il mio debole parere la ragionevolezza di quest'istanza, bisogna riportarsi alla notissima bolla *Inter graviores,* la quale non è stata mai fino ad ora rivocata.

(1778). *Protestant converti. Dispense des trois ans exigés avant d'entrer au noviciat des Conventuels.* D'après la recommandation de S. Paul, les néophytes récemment convertis sont écartés de la profession ecclésiastique ou religieuse. Dans l'ordre des Conventuels, les statuts prescrivent le laps de trois ans pour recevoir au noviciat l'infidèle ou l'hérétique qui est entré dans l'Eglise. En 1845, le général des Conventuels présente la demande qui suit : « Le noble jeune homme François-Joseph Vigelius, de Strasbourg, agé de vingt-huit ans, né et élevé dans le protestantisme et converti depuis un an, demande d'entrer parmi les Conventuels de Bavière en qualité de clerc. Comme il est très-instruit, catholique très-fervent et extrêmement pieux, le général des Conventuels demande pour lui la dispense de deux ans pour pouvoir lui faire commencer de suite son noviciat. » — Grégoire XVI permet de recevoir le jeune homme dans le couvent; toutefois on ne lui ouvrira le noviciat que lorsque la seconde année depuis l'abjuration sera terminée. On ne dispense donc que d'un an. Rome, 19 décembre 1845.

(1) Voir la livraison d'avril, col. 435.

(1779). *Dominicains. Commissaire espagnol. Préséance.* La révolution ayant dispersé les moines d'Espagne, Grégoire XVI nomma des commissaires apostoliques pour chaque institut, lesquels firent leur résidence à Rome. Nous avons cité plus haut la décision de la S. Congrégation, qui donna au commissaire la première place après le corps généralice des grands Carmes. La question ayant été soulevée aussi dans l'ordre de S. Dominique, la S. Congrégation prit l'avis du P. Buttaoni, maître du sacré-palais. Voici le *votum* de l'illustre maître : « La demande du P. Genis commissaire apostolique de l'ordre des Prêcheurs pour les affaires d'Espagne, me paraît très-raisonnable et juste. Il demande d'avoir un poste distinct, avant les provinciaux; c'est ce que la S. Congrégation accorda par décret du 12 février 1840 au père commissaire espagnol des Carmes, lequel est dans la même condition. Pour connaître, à mon humble avis, la justice de la demande, il faut se reporter à la célèbre bulle *Inter graviores,* qui jusqu'ici n'a pas été révoquée. Or, suivant cette bulle rendue par Pie VII, je ne me rappelle pas l'année, l'ordre de S. Dominique fut partagé en deux branches, comme les autres instituts, savoir : la congrégation d'Espagne dite d'outre-mont, comprenant les provinces de la péninsule espagnole, celles des deux Amériques et les établissements de l'Asie; puis la congrégation d'Italie, ou de Rome, qui embrassait toutes les autres provinces de l'ordre avec celles du Portugal. Après la dernière révolution d'Espagne, un assez grand nombre de religieux espagnols s'étant réfugiés en Italie, et particulièrement dans l'Etat pontifical, le saint-père Grégoire XVI, envisageant peut-être les destinées que la divine Providence réservait aux ordres réguliers de ce royaume, jugea

Ora, secondo questa bolla emanata dalla S. M. di Pio VII, non ricordo l'anno, come gli altri ordini regolari così quello de' Domenicani fu diviso in due giurisdizioni, cioè quella di Spagna così detta di là dei monti, che comprende le provincie della penisola Spagnuola, quelle di ambedue le Americhe e degli stabilimenti dell'Asia, e quella d'Italia o di Roma, che abbracciava tutte le altre provincie dell'ordine inclusivamente al Portogallo.

Dopo i recenti sconvolgimenti delle Spagne, essendosi rifugiati in Italia, e specialmente nello stato Pontificio non pochi religiosi Spagnuoli, la S. di N. S. Gregorio XVI, avendo forse in vista i destini degli ordini regolari di quel regno, riservati alla divina Provvidenza, giudicò nella sua somma sapienza di instituire un commissario apostolico nella persona del P. M. Genis, con alcune facoltà analoghe alle circostanze e da prevalersene e farne uso colla dovuta prudenza in ordine ai religiosi Spagnuoli.

Il P. Genis adunque secondo questa istituzione pontificia è nella sua qualifica di commissario apostolico in certo tal modo come un rappresentante della giurisdizione contemplata dalla bolla *Inter graviores* al di là dei monti, e come tale è riverito e rispettato da tutti gli Spagnuoli dispersi, salvo sempre le giurisdizioni locali.

Merita per conseguenza un posto d'onore distinto nel suo ordine, e questo mi pare che sia bene, e sapientemente da esso stesso indicato, cioè dopo tutti i Rmi dell'ordine e sopra tutti i provinciali, sicchè egli dovrebbe essere sempre preceduto degli ex-generali e dai quattro Rmi, il maestro de' SS. Palazzi, il procuratore generale, il segretario dell'indice ed il commissario del S. offizio, e dovrebbe poi precedere tutti i provinciali, inclusivamense il provinciale romano: ciò corrisponde in sostanza a quanto è stato conceduto al commissario Spagnuolo de' PP. Carmelitani, come apparisce dall'esibito rescritto, in forza del quale il commissario Spagnuolo precede il provinciale del suo ordine.

Inclinerei poi tantopiù a questa risoluzione definitiva in quanto che fino ad ora si è mantenuto l'ordine sopra indicato, avendo sempre il P. Genis preceduto senza controversia tutti i provinciali non escluso l'attuale P. M. de' Maurizi, il quale non so per quale ragione ha creduto recentemente di occupare nel coro della Minerva contro il consueto lo stallo superiore a quello del commissario apostolico di Spagna.

Questo è quanto ho creduto di esporre in questo affare per se stesso di poco momento, ma meritevole di caritatevole considerazione in adempimento dell'incarico ricevuto dall'E. V. Rma a cui ecc. — Fr. Domenico Buttaoni, maestro del S. Palazzo.

devoir dans sa profonde sagesse établir un commissaire apostolique, et désigna le P. Genis, avec certains pouvoirs adaptés aux circonstances, pouvoirs dont il ferait prudemment usage par rapport aux religieux espagnols. D'après cette disposition pontificale, le P. Genis, en sa qualité de commissaire apostolique, représente de quelque façon la juridiction envisagée dans la bulle *Inter graviores*, et il est révéré et respecté en cette qualité par tous les Espagnols dispersés, sauf, en tout cas, les autorités locales. Il mérite par conséquent une place d'honneur dans son ordre. Il demande d'être placé après tous les révérendissimes de l'ordre et avant tous les provinciaux; cela me paraît juste et convenable. D'après cela, il céderait le pas aux ex-généraux, aux quatre révérendissimes, savoir : le maître du sacré-palais, le procureur général, le secrétaire de l'Index et le commissaire du Saint-Office; puis, il précéderait tous les provinciaux, y compris celui de la province de Rome. Cela correspond au fond à ce qu'on a accordé au commissaire espagnol des Carmes. Je pencherai d'autant plus pour cette décision définitive que c'est ce qui s'est pratiqué jusqu'à ce moment; car le P. Genis a toujours joui de la préséance sur tous les provinciaux, y compris le provincial actuel le P. de Maurizi; mais dernièrement celui-ci a cru, je ne sais pourquoi, devoir, contre l'usage, occuper au chœur de la Minerve la stalle supérieure à celle du commissaire apostolique d'Espagne. Fr. Dominique Buttaoni, maître du sacré-palais. » — La S. Congrégation décide que le commissaire apostolique de la péninsule espagnole doit avoir la préséance sur tous les provinciaux; elle ordonne de traiter le commissaire comme un père gradué. Rome, e 24 décembre 1845.

Rescriptum S. Congregationis. Die 24 decembris 1845. S. Congregatio indulsit P. commissario apostolico Peninsulæ Hispaniæ ut præcedentiam habeat super omnes provinciales etiam provinciæ Romanæ, isque uti pater graduatus ab omnibus habeatur. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1780. Super erectione novitiatus.

Fr. Bonifacius Munez, rector provincialis provinciæ Mechoacanensis ordinis eremitarum S. Augustini in Mexicana republica, exponit, in prædicta provincia sua unum tantum nunc extare cœnobium, Morelianum nempe, ubi juvenes probandi recipiuntur, et expleto tyrocinii anno solemnem emittunt professionem. Cum autem Moreliæ conventus fundis careat sive eleemosynis ad plurium novitiorum sustentationem necessariis, et parvus religiosorum numerus augeri ubique omnino debeat, hinc Sanctitatem vestram supplex orat ut eidem facultatem tribuat, qua præter Morelianam domum, Guadalaxarensem etiam pro novitiatu stabilire possit et valeat.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 5 decembris 1845. SSmus annuit arbitrio P. vicarii generalis etiam per subdelegandum pro facultate erigendi novitiatum etiam in conventu Guadalaxarensi, ita tamen ut constituatur novitiatus in loco clauso et seorsim a religiosis professis, vigeat regularis disciplina in eodem conventu, et serventur alia de jure servanda.

Romæ, etc.

1781. Super venditione rerum mobilium.

Il definitorio della Toscana Riformata provincia, congregato nel convento di S. Francesco di Monte Carlo, col più profondo rispetto espone :

Conoscendo per una parte (come fu più volte rappresentato a V. B.) che i mezzi di sussistenza dei nostri conventi consistono nella questuazione dei generi usabili in propria specie, o nelle elemosine dei fedeli offerte spontaneamenie, o per lavori spirituali, vedendo per l'altra che il modo d'usare dei presenti mezzi è soggetto a mille perplessità di coscienza trovandosi bene spesso i superiori locali a dover supplire da per se stessi all'incuria o infedeltà dei sindaci apostolici.

Riflettendo inoltre che le facoltà impetrate da V. B. dai passati ministri ai guardiani di ritenere cioè le dette elemo-

(1780). *Mexique. Augustins. Fondation canonique du noviciat.* Le présent indult permet d'établir un noviciat à Guadalaxara, pourvu que le local soit entièrement séparé de la partie qui est occupée par les profès.

(1781). *Franciscains. Pauvreté. Quête. Vente des denrées superflues. Argent.* Le définitoire de la province des Franciscains réformés de Toscane fait adresser à la S. Congrégation le mémoire qui suit : « Les moyens d'existence de nos couvents consistent dans la quête des denrées en nature ou dans les aumônes que les fidèles offrent, soit spontanément, soit pour des œuvres spirituelles. D'autre part, l'usage des moyens actuels entraîne mille perplexités de conscience, parce que les supérieurs locaux sont souvent forcés d'obvier à la négligence ou à l'infidélité des syndics apostoliques. Les généraux de l'institut ont obtenu l'autorisation pour les gardiens de conserver les aumônes précuniaires et d'en prescrire l'usage le plus avantageux pour l'entretien des couvents et des religieux; mais ces pouvoirs ont été trop larges, et les supérieurs ont pu en abuser pour des besoins non réels; ou bien ils ont été trop limités et insuffisants pour tranquilliser les consciences. C'est pourquoi le définitoire de Toscane demande : 1° Que le provincial *pro tempore* ait le

sine pecuniarie, e di ordinarne quell'uso, che fosse sembrato loro più conducente alla sussistenza dei sottoposti, e manutenzione dei conventi, erano o troppo libere per cui gli anzidetti ne potevano abusare nelle necessità non vere, o troppo ristrette o insufficienti, perciò a tranquillizzare le conscienze dei medesimi.

Consapevoli finalmente, che il rescritto ottenuto (sono ora tre anni) dalla S. Congregazione per alcune condizioni appostevi e per altre circostanze non potè ridursi alla pratica, onde i guardiani medesimi hanno reclamato generalmente di non potere con sicura coscienza intromettersi nel maneggio economico dei propri conventi (richiesto inevitabilmente dal bisogno per la lontananza e incuria dei sindaci) senza pontificia concessione.

Quindi è che il definitorio medesimo si è trovato in necessità di affacciare a V. B. le petizioni che seguono:

1. Che il ministro *pro tempore* della provincia venga autorizzato a comunicare ai superiori locali, che ne abbisognano la facoltà di poter fare vendere per mezzo del sindaco o sostituto quei generi questuati che sopravanzano talora al bisogno delle famiglie religiose onde provvedere ad altre necessità.

2. Che il suddetto possa communicare la facoltà ai guardiani o superiori locali, di ritenere le pecuniarie elemosine a noi offerte, o per messe, o per prediche, o per lavori spirituali, o per altra spontanea oblazione dei benefattori da spendersi a seconda degli occorrenti bisogni, per mezzo di un sostituto del sindaco prossimo al convento, e ciò in lontananza del primo, o per la di lui sospetta fedeltà od incuria.

3. Che il medesimo possa come sopra communicare ai cercatori (non terziari cui non abbiamo) la facoltà di ricevere il denaro, quando spontaneamente vien dato loro invece del genere che questuano, come talora i benefattori far sogliono senza scandalo alcuno.

Essendo le petizioni suddette, reclamate dal vero bisogno in che si trovano la maggior parte dei nostri conventi, talchè alcuni superiori locali sono presentemente costretti a ciò fare senza licenza, e si protestano i più idonei a tale impiego di ritrarsene, qualora i definitorio non s'impegni come fa di presente di impetrarne le opportune facoltà da V. B. Perciò desso definitorio a quiete delle coscienze e a scanso di abusi e disordini, nell'atto di baciarle il S. Piede, implora quanto sopra.

Dato dal nostro convento di S. Francesco a Monte Carlo, li 15 maggio 1845.

Votum procuratoris generalis. Quiddam novi ex una parte, alias ostendisse, et nunc S. V. in supplici libello ostendere videtur definitorium provinciæ reformatæ Tusciæ, animo haud revolvens, quod ex apostolica regulæ Seraphicæ approbatione, ex ejus confirmatione, ex solemni sanctione, ex declarationibus in eam ex commissione, responsione, prohibitione, mandato et victui et quidquid vitæ necessarium sit, ex pura rerum mendicatione nobis minoribus proveniunt, et ex hac tantummodo originem ducere debebunt, si fratres minores persistere velimus, uti vi solemnis voti debemus! Ex altera vero miror, quod cum tot sæculorum usu sit fratrum Minorum regula consecrata, adhuc locus conscientiæ perplexitati remaneat in iis mediis mendicatis utendo, dum ab ista S. Apostolica Sede præscriptum, sive normam habemus, juxta quam se gerentes fratres habent et puritatem regulæ et securitatem conscientiæ! Habemus declarationes Nicolai III *Exiit* et Clementis V *Exivi*, in omnibus fere capitulis generalibus, plenis ulnis, receptas, et in concilio Viennensi tamquam sensum literalem S. P. N. Francisci continenter, approbatas, ita ut in statutis ordinis præcipitur omnibus et singulis nostræ religionis et patribus et fratribus ut declarationes prædictas nostræ evangelicæ regulæ omnino observent, et in peculiari reformatorum constitutione, cap. 1, n. 1 italo idiomate mandatur: « Per osservanza... si comanda a tutti i Riformati che osservino la regola de' frati Minori secondo le dichiarazioni di Niccolò III e di Clemente V, le quali contengono le purità di essa e l'espongono secondo lo spirito del nostro serafico Padre S. Francesco. » Hasce declarationes ante oculos suos habens definitorium provinciæ Tusciæ omnis amovetur conscientiæ perplexitas; et si qui fuerint incuria vel infidelitate inventi syndici apostolici, commodius faciliusque occurri poterit, prout infra subjiciam. Quod vero addit in secunda et tertia observatione, fatetur definitorium ex una parta abusum facultatum quibus donantur guardiani, cum eis ex gratia concedantur a S. V. et ex altera ostendit conditiones in rescripto ultimo apostolico præinsertas non sinere eis tuta conscientia illis uti facultatibus, et hoc, ni fallor, aut quia paulatim titulo colorato agendi secura conscientia, prætendunt se in æconomicam intromittere administrationem, et velut dominos se gerere, quod est expresse prohibitum, in res quæsitas, quarum, pecunia et rebus statui nostro haud congruentibus exceptis, non habemus nisi simplicem usum facti. Hisce præhabitis, super narratione definitorii, quod sequitur submitto Sanctitati Vestræ super tribus ejus postulationibus.

1. Quod sibi donandum fore cupit P. minister provincialis pro se et successoribus suis jam provisum est a declaratione Nicolai III, *Exiit*. Cum enim in art. 8 dicatur: Pecunia, quæ acquiritur ex venditione rerum mobilium patribus inutilium facta per syndicum transit in Ecclesiæ Romanæ dominium pro necessitatibus fratrum modis congruis expendenda (Kerchowe, c. 3, § 2, n. 19). Patet syndicum virtute institutionis suæ ad hoc munus autorizari, audito tamen consensu, sive requisitione fratrum, hoc est, fratrum necessitate præsente, præterita, vel certe ingruente humillime exposita a superioribus, quibus ad summum licitum est tantum rogare, ut per personas idoneas res vendantur. Ait enim summus pontifex Nicolaus: « Interdum contingit seu expedit vendi, vel etiam commutari, fratrum necessitatibus, eorum conscientiis providere volentes, eadem auctoritate concedimus ut commutatio talium rerum... de generalium et provincialium ministrorum in suis administrationibus conjunctim vel divisim auctoritate procedat... Si vero res hujusmodi, æstimato pretio, vendi contingat, cum fratribus ipsis per se vel per alium recipere pecuniam (regula prohibente) non liceat, ordinamus et volumus, quod talis pecunia vel pretium recipiatur et expendatur... per procuratorem. » Ex quo patet quod commutatio rerum inutilium vel superfluarum uni communitati fieri potest (non tamen commutatione civili et stricte dicta), in res fratribus necessarias ministrorum auctoritate, quia non interponitur pecunia; venditio vero hujusmodi fieri solummodo potest per syndicum. Syndicus ergo ad recipiendas pecunias quocumque honesto modo fratribus proveniendas pro fratrum minorum necessitatibus autorizatur non a fratribus, prout cupit agere P. provincialis, sed a summo pontifice; nec eas recipit loco fratrum,

pouvoir de communiquer aux supérieurs locaux qui en auront besoin l'autorisation de faire vendre par le syndic ou son subtitut les denrées en espèces qui ont été quêtées et n'ont pu être employées. 2° Que les supérieurs locaux puissent garder les aumônes pécuniaires qui nous sont offertes pour des messes, ou pour des sermons et autres travaux spirituels, ou par aumône spontanée, et les employer aux besoins courants, par l'intermédiaire d'un substitut du syndic, soit que ce dernier demeure loin du couvent, soit qu'on ait des doutes sur sa probité. 3° Comme nos couvents n'ont pas de tertiaires, nous demandons que les frères quêteurs puissent accepter l'argent comptant, lorsqu'on le leur offre spontanément au lieu de la denrée qu'ils demandent; c'est ce qui se pratique sans aucun scandale. » — Le procureur général s'oppose vivement à ces mitigations de la pauvreté franciscaine. C'est pourquoi la S. Congrégation refuse tout. Rome, 1er décembre 1845.

sed loco papæ; nec tandem nomine fratrum, sed nomine et auctoritate papæ vel donantium easdem expendit, ita ut syndicus proprie dici possit et sit realiter receptor pecuniæ papæ vel donantium, et non receptor pecuniæ fratrum, vel interposita eorum persona, quapropter si respondere oporteat, responsio, exorarem, ut esset quoad 1 observentur declarationes Nicolai III et Clementis V.

2. Præcipiente firmiter regula fratribus universis, ut nullo modo denarios vel pecunias recipiant per se vel per interpositam personam, et ita vehementius hoc mandante ut si aliarum rerum necessariarum, sicut declaravit Innocent XI *Sollicitudo pastoralis*, possint fratres minores de corpore observantiæ habere usum, licet non dominium, denariorum autem nec usum nec dominium, et proinde quævis contrectatio pecuniæ... (ad finem eam disponendi) fratribus minoribus observantibus seu de observantia, est omnino prohibita » ; ideo statuitur juxta sæpe laudatas declarationes, ut omnes eleemosynæ pecuniariæ in communem dispensationem syndici, vel amici spiritualis per provinciales designandi, reponantur; super quod si dispensationem obtinerent superiores locales, tales persæpe assumerent personas, quibus tamquam famulis suis uterentur, et quibus auctoritative qua Domini præciperent quid de deposita apud se pecunia fieri velint, ut ex secunda definitorii expositione interdum accidisse fertur; sicque pecunia ad beneplacitum fratrum expenderetur, imo per interpositam personam et reciperetur et expenderetur, quod est contra regulam, et contra laudatas declarationes, dum de apostolicæ potestatis plenitudine declaravit præfatus Innocent XI *Sollicitudo pastoralis* « omnes et singulos fratres de corpore observantiæ etc. teneri in conscientia observare regulam fratrum minorum S. Francisci et præcepta ejus a fel. record. Nicolao III et Clemente V Romanis pontificibus prædecessoribus nostris exposita et enumerata. » Hinc absolute negative respondendum esse ad secundum censeo, et si infidelis quisque inveniatur syndicus apostolicus vel longinquus a conventu, alius instituatur qui et fidelitate sit donatus et vel ipsemet proprior maneat ad conventum, vel substitutus ejus, et eleemosynæ tum missarum tum libere oblatæ dummodo dantes nolint eas secum retinere donec expendantur tum pro quocumque laboritio quod tamen juxta regulam pertineat ad honestatem, deponantur penes syndicum, vel qua dantium elemosynam depositarium, vel qua summi pontificis substitutum.

3. Ad tertium quod attinet: interdum res in propria specie quæritatæ non sufficit fratrum meris necessitatibus explendis, tunc hoc solum casu si sponte et libere a benefactoribus sine scandalo sicut asseritur, pro genere, sive pro re quæritata in propria specie, offeratur pecunia, et dummodo, si rem illam haud habeat benefactor, non quæratur pro illa obulum, a quæstatore, ad tempus permitti potest, hoc adjecto mandato, quod citius collecta eleemosyna pecuniaria deponere faciat apud syndicum nomine dantium, et per syndicum vel sustitutum ejus expendatur tantummodo pro illo genere queritato, pro quo et non pro alio obula benefactores obtulerunt: si pro panem e. g. panem; si pro vino, vinum; si pro cera, ceram emat, et non aliud.

Hæc, B. Pater, quæ submisso animo S. V. humilis, accepi ab oraculis ipsismet S. V. in cujus persona omnes uniuntur, terminantur et loquuntur gloriosi prædecessores vestri romani pontifices, accepi ab oraculis istius S. apostolicæ Sedis super regula fratrum minorum omni tempore constanter ad puritatem ejus tuendam emissis; et haud valere mihi videtur quod hodie in plurimorum resonat ore: hic dies aliam vitam affert; vulgo *siamo in altri tempi*. Tempus est idem, Bme Pater, forsan ego sum alius. Experientia etiam hodieque docet, quod ubi observentur et regula seraphica et istius S. Sedis constitutiones et declarationes regulam ipsam exponentes tuentesque, nihil fratribus deficit. Paupertas ordinis seraphici B. P. licet altissima, est paupertas nimis felix et exigit observari a professoribus suis, tunc habent fratres minores totum mundum, qui eis inservit, habentque victui, vestitui et cultui plusquam necessarium, etiamsi qui fuerint ab iis qui a religione videntur alieni. Dicant ipsi Tusciæ fratres minores qui usque dum strictiores se tenuerunt in regulam et in istius S. Sedis declarationes et ordinationes, nunquam eis aliquid et quoad syndicos et quoad res necessarias deficit, et eo tempore solum conqueri cœpere quo minus ferventes in regulæ observatione se præbuerunt. Attamen B. P. regulam fratrum minorum ante pedes S. Sedis posuit mens seraphicus patriarcha; quodcumque super eam disposuerit S. V. dispositum veneramur velut a divo Petro, imo a Jesu Christo, cujus vices vicarii in terris gerit S. V.

Datum ex conventu S. Francisci ad Ripam Tyberis, 23 augusti 1845. — Fr. Venantius a Celano, procurator generalis ordinis Minorum observantium reformatorum.

Sacra Congregatio ad suprascripta dubia sequentem in modum respondendum censuit:

Ad 1. et 2. *Negative.*

Ad 3. *Recurrendum in casibus particularibus docto de necessitate respectivi conventus.*

Romæ, 1 decembris 1845.

1782. Super natalium defectu.

Presbyter Rodulphus Lütenekr, frater jam professus ordinis S. Francisci capucinorum annorum 34, in ordine autem a sexdecim annis existens provinciæ Austriaco Hungaricæ ingremiatus, humiliter exponit per plures jam annos in diversis conventibus tum lectoris philosophiæ tum concionatoris ac confessarii munera adimplevisse, ita quod a patribus definitoribus pro administrando guardianatus officio candidatus sit.

Cum autem P. S. orator prius in illegitimo thoro natus canonice sublatus fuerit per professionem religiosam ab irregularitatis impedimento et in presbyterum ordinari quidem potuerit, S. V. humillime supplicat ut quippe sublato ad sacros suscipiendos ordines irregularitatis defectu, dignetur quidem ad officium superioratus, non obstante irregularitatis prædictæ impedimento, eum dispensare.

Ex audientia SSmi, die 19 decembris 1845. SSmus annuit, arbitrio P. provincialis, pro dispensatione a præfata irregularitate ex natalium defectu proveniente ad effectum ut ad guardiani officium servatis aliis jure servandis eligi possit.

Romæ, etc.

1783. De sedibus in Ecclesia non collocandis.

Filippo Felici attualmente priore nella comune di Onano, diocesi di Acquapendente, supplichevole rivolgesi alle EE. VV. RR. implorando la grazia facoltativa a propria disposizione di avere due sedie nella chiesa di quel convento appartenente ai PP. MM. Riformati, ov'egli abitando in prossimità in un colla di lui famiglia, concorre alle S. funzioni.

Spera l'oratore di essere esaudito, tanto più che sin de

(1782). *Capucins. Irrégularité.* Quoique la profession religieuse efface l'irrégularité de bâtardise en ce qui concerne l'ordination, l'exclusion de la supériorité subsiste. Le présent indult accorde dispense à un capucin de la province austro-hongroise.

(1783). *Eglises. Chaises fixes.* Le prieur de la commune d'Onano, diocèse d'Aquapendente, demande l'autorisation de placer deux chaises fixes dans l'église des Franciscains réformés, dont il est le procureur. La S. Congrégation refuse, parce que, la chapelle étant fort petite, les chaises fixes sont gênantes pour faire les cérémonies. Rome, 5 janvier 1846.

molto tempo a questa parte ha il bene di esercitare l'officio del procuratore di quel convento.

Votum procuratoris generalis. Non debere sedes esse in ecclesia extra tempus concionum jam statuit ista S. Congregatio EE. et RR. die 7 aprilis in *Januen.* et si quæ fuerint in ecclesiam regularium, licet eadem ista S. Congregatio, die 22 martii 1603 in *Assisien.* declaraverit non posse superiores regulares a loco solito eas removere, nisi cum circumspectione, debent tamen sollicite attendere superiores regulares, ait Matheucci (cap. 12, n. 18), ne in suis ecclesiis ea de causa rumores et scandala oriantur, et in casu procedant juxta evenientes circumstantias.

Cum enim in ecclesia fratrum Minorum Immaculatæ Virginis Conceptione terræ Onani sex sint familiæ, inter quas comprehenditur familia Felici quæ suas retinent sedes ad numerum decem, super his nil innovatum est, sed cum multæ aliæ familiæ promerent in medium suas ibidem retinere sedes, hoc inhibuit superior localis et solum quæ nisi vi, saltem temere introductæ fuerant, idem guardianus amovit « perchè, ipse refert, essendo la chiesa sì piccola, e sì numeroso il popolo che v'interviene, tante volte è astretto stare gran parte fuori di chiesa, non potendo questa contenerlo : secondamente sono di distrazione al sacerdote che celebra, sono d'impedimento per chi vuol confessarsi, sono d'impiccio quando si fa la via *Crucis* » unde guardianus nec sedes sex familiarum, quæ jam ibi erant ab ecclesia amovit, nec ut alia introducerentur permisit, et solum quæ audacter introductæ fuerunt ejecit ob ejusdem ecclesiæ necessitatem, hoc est, ob ejus angustiam et aliam potiori ratione ; sic extra concionum tempus, quia ecclesia quæ est domus orationis, et locus habitationis Dei, esset reducta ad formam theatri et ad locum distractionis tum pro sacra mysteria celebrantibus, tum pro christifidelibus eisdem assistentibus ob rumores et quandoque ob scandala, quæ oriuntur, quibus obviare debent superiores regulares.

Quibus humillime submissis, opinionem teneo oratoris preces ea potissimum ratione rejiciendas esse, quod si huic indulgeatur, tot pervenerint ad istam S. Congregationem postulationes hujusmodi, quot sunt familiæ paratæ ad introducendas sedes in illam parvam ecclesiam. Quod si ut asserit orator, munere ipse fungitur procuratoris, loco tamen Patris, qui est syndicus apostolicus et qui moratur extra Onanum in S. Lorenzino, cum familia Felici suas habeat in illa ecclesia sedes, nil aliud quærat. De cætero, etc.

Datum ex conventu S. Francisci ad Ripam Tyberis, 15 decembris 1845. — Fr. Ven. a Celano, procurator generalis ordinis Minorum Reformatorum.

S. Congregatio episcoporum et regularium rescribendum censuit : *Non expedire.* Die 5 januarii 1846.

Romæ, etc.

1784. Irregularitatis.

Antonius Gots, sacerdos professus ordinis Minorum diœcesis Urgellen., exponit, quod degens in patria sua appellata Fons in dicta diœcesi extra claustra ob notissimas Hispaniarum vices, dictam patriam suam superioribus annis nonnulli armati homines petierunt, ad quorum aggressionem repellendam orator cum aliis civibus, non multi sane utpote parvi loci incolæ, armatus eis occurrit, explosisque utrimque bellicis tormentis uni ex aggressoribus vulnus inflictus fuit.

Oratori certo non constat vulneratum fuisse inimicum hominem a suo tormento, sed cum ipse inter vulnerantes certo fuerit, veretur ne irregularis evaserit, ideoque humiliter rogat S. Vestram absolutionem ad cautelam a prædicta irregularitate, si eam forte incurrerit, atque ita tuta salvaque conscientia vivere.

Votum commissarii generalis pro Hispania. Pro informatione et voto mihi a S. C. EE. et Reg. commissis S. V. humiliter. Quod oratorem cognovi in nostro cœnobio Barcinonensi optimis moribus ornatum : postea vero cum in nostro Manresæ cœnobio a recto tramite alienum audivi, utpote transgressorem ordinum sui superioris in rebus ad disciplinam regularem pertinentibus. Nunc ipsum pœnitentem lego in suis humillimis precibus ; sed cum antedicta non tam pravitate animi quam ex defectu actualium Hispaniæ circumstantiarum evenisse cogitem, non immerito judico, quod orator inter angustias fluctuans ne pereat, firmissima spe veniæ recurrit ad securum portum salutis notoriæ clementiæ S. V. quapropter ipsum dignum puto, si vera sint exposita, gratia, quam suppliciter postulat, nisi aliter benevisum fuerit S. V.

Romæ, ex cœnobio S. Andreæ de Fractis 29 januarii 1846. — Fr. Joannes Vilademunt comm. ap. ord. Minimorum pro Hispania.

Ex audientia SSmi diei 30 januarii 1846. SSmus annuit arbitrio P. commissarii apostolici etiam per subdelegandum pro dispensatione super enunciata irregularitate postquam orator spiritualibus exercitiis in aliqua religiosa vel ecclesiastica domo vacaverit. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1785. Ordinationis extra tempora.

Il vescovo di Bagnorea, fondato nel privilegio dell'*extra tempora* che hanno i regolari, nella prossima trascorsa domenica ha ordinato due studenti conventuali d'Orvieto, l'uno al diaconato e l'altro al sacerdozio. Nel leggere egli gli attestati della cancellaria d'Orvieto, gli parve che dicesse che quel vescovo non teneva ordinazione nel sabbato de' quattro tempora, ma rinviandola nella sera di domenica, cioè dopo seguita l'ordinazione, vide che così non diceva, ma invece che monsignor vescovo non teneva ordinazione se non nel sabbato quattro tempora. Stando così le cose, si accorse che non poteva prevalersi del sudetto privilegio dell'*extra tempora* a norma della costituzione *Impositi nobis* della S. M. di Benedetto XIV e che tanto egli quanto gli ordinati erano incorsi nelle censure e pene ecclesiastiche, per le quali implora dalla S. V. assoluzione e riabilitazione.

(1784). *Homicide. Irrégularité.* Antoine Gots, franciscain espagnol, vivant hors du cloître par suite de la révolution, fait savoir qu'il prit les armes avec les autres habitants du pays pour repousser des brigands, dont un fut blessé. Ne sachant pas si son fusil a causé la blessure, il demande *ad cautelam* dispense de l'irrégularité. Grégoire XVI concède la dispense, et ordonne quelques jours de retraite. Rome, 30 janvier 1846.

(1785 et 1786). *Ordination des réguliers. Evêque du domicile.* Les réguliers doivent recevoir les ordres de l'évêque du lieu où ils résident. Si le prélat ne fait pas d'ordination, le chancelier de l'évêché en rend témoignage, et, avec cette attestation, les ordinands peuvent s'adresser à un autre évêque. C'est ce que prescrit la constitution *Impositi nobis* de Benoît XIV. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à Mgr l'évêque de Bagnorea : « Votre seigneurie a représenté que, persuadé que les réguliers ont le privilége de recevoir les ordres *extra tempora*, elle a ordonné, dimanche de la Septuagésime, deux étudiants de l'ordre des Conventuels qui demeurent dans la maison d'Orvieto. Votre seigneurie a cru que le certificat de la chancellerie épiscopale d'Orvieto portait que l'évêque ne ferait pas d'ordination le samedi des quatre-temps de carême; mais, dans la soirée du même dimanche, ayant relu le dit certificat, il se trouva que le chancelier disait simplement que Mgr l'évêque d'Ovieto ne ferait d'ordination que le samedi des quatre-temps. S'apercevant avoir agi d'une façon irrégulière, votre seigneurie a demandé l'absolution et la réhabilitation tant pour elle-même que pour les deux religieux qui ont été ordonnés. Le saint-père, à qui on a dû

1786. Super eodem.

Littera S. C. episcopo Balneoregien. — Ha esposto V. S. che persuasa del privilegio dell'*extra tempora* che credono avere i regolari, nella passata domenica della settuagesima ha promossi due studenti dell'ordine de' Minori Conventuali dimoranti nel convento di Orvieto, l'uno al diaconato e l'altro al sacerdozio, essendole sembrato nel leggere l'attestato della cancelleria vescovile d'Orvieto che dicesse non tenere quel vescovo ordinazione nel sabbato delle prossime quattro tempore. Soggiungeva V. S. che avendo nella sera della stessa domenica in cui erasi proceduto alla ordinazione, letto di nuovo quell'attestato, si era avvedato di aver preso un equivoco, giacchè nel medesimo si esprimeva, che Mgr vescovo non teneva ordinazione se non nel sabbato quattro tempora. Avendo in tal modo conosciuto di avere operato irregolarmente implorava la opportuna assoluzione e riabilitazione tanto per lei quanto per gli ordinati. La Santità di N. S. cui se n'è dovuta fare relazione, ha benignamente concesso tanto a V. S. quanto ai due religiosi promossi l'assoluzione da qualunque censura che siasi potuto incorrere, non che la dispensa da qualunque irregolarità ed inabilitazione e pena contratta per tutte le cose premesse, riabilitando ancora V. S. ai pontificali. Vuole peraltro il S. Padre che V. S. faccia una parte officiosa a Mgr vescovo di Orvieto per essere rimasta lesa la sua giurisdizione.

Romæ, 15 februarii 1846.

1787. Ordinis carthusianorum.

Il priore della Certosa di Firenze, visitatore ordinario della provincia di Toscana, espone alla S. V. che nella Certosa di Pisa vi sono degli abusi a togliere, per i quali è d'uopo inviare colà de' soggetti che abbiano vero spirito monastico, ma questi non possono chiamarsi dalle Certose fuori di Toscana per le difficoltà che si presentano in quello stato pel ricevimento di religiosi forestieri, e da quella di Firenze unica in Toscana oltre la Pisana, non può diminuirsi il numero attuale dei professi senza pericolo della regolare osservanza. In tale stato di cose si presenta un solo rimedio, ed è quello di accelerare la professione di due novizi di Firenze che danno speranze le più lusinghiere; l'uno si è D. Alberto Stefani che vestì l'abito nel maggio 1844 e l'altro D. Guglielmo Masi, già religioso Domenicano che lo riprese in settembre 1845, ma che altra volta erasi fatto Certosino nel 1841, avendone dovuto dimettere l'abito per motivi di salute quando era già prossimo alla professione. Aggiunge poi il P. visitatore essere ancor più necessario che nuovi soggetti possano inviarsi presto a Pisa, in quanto che in aprile venturo professerà un novizio di quella Certosa, che non avendo avuta buona educazione, renderà forse più difficile il rimedio de' mali. Supplica pertanto per l'autorizzazione di ricevere le due professioni anzidette (previo il consenso capitolare de' religiosi) il giorno della SSma Annunziata di quest'anno, dispensando la S. V. il resto del noviziato che nella sua totalità dovrebbe essere per l'uno e per l'altro di due anni.

Il P. procuratore generale dà il favorevole suo voto in vista della pietà e vera vocazione di quegli individui, l'uno de' quali ha 26 anni e l'altro 40.

Ex audientia SSmi diei 13 februarii 1846. SSmus annuit arbitrio P. procuratoris generalis, seu vice-procuratoris generalis etiam per subdelegandum, pro petita dispensatione juxta preces, emissa a præfatis novitiis declaratione sese hujusmodi indulto uti velle, eaque una cum præsenti rescripto et decreto executoriali servetur in archivio, et fiat adnotatio in libro professionum.

Romæ, etc.

1788. Ordinis capucinorum.

Il sacerdote Napoleone N. già religioso professo de' capuccini, stando in Roma nel 1830, ebbe l'obbedienza pel convento di Genova. Invece però di recarsi alla sua destinazione, andò in Francia spogliandosi prima dell'abito religioso, e dopo d'aver molto vagato per la Francia, per l'Italia ed essere perfino stato in America a fare il missionario, ritornato in Francia e stando a Brignoles per sorvegliante del seminario, fece istanza al superiore del convento de' capucini di Crest, per ottenere la sua secolarizzazione; e questi direttosi al vescovo di Valenza, di fatto gliela ottenne. Tutto questo si deduce dai costituti fatti al medesimo nel tribunale del vicariato, dal quale venne fatto arrestare e tradurre al forte S. Angelo, dietro requisitoria della corte di Francia.

Il debito del quale fu imputato si è d'aver fatte molte falsificazioni, e fra queste anco diverse alterazioni nella fede del conferitogli ordine sacerdotale.

en référer, a bien voulu accorder à votre seigneurie et aux deux religieux l'absolution de toute censure qu'on ait pu encourir, la dispense de toute irrégularité, inhabilitation et peine contractée pour les choses susdites; il a aussi réhabilité votre seigneurie aux pontificaux. Le saint-père veut cependant que vous vous excusiez auprès de Mgr l'évêque d'Orvieto de ce que sa juridiction a été lésée. Rome, 15 février 1846. »

(1787). *Chartreux. Dispense de quelques mois de noviciat.* On a rapporté plus haut le décret de Grégoire XVI qui a prescrit deux ans de noviciat pour les Chartreux, sous peine de la nullité de la profession. En 1846, la S. Congrégation reçoit la demande qui suit : « Le prieur de la chartreuse de Florence, visiteur ordinaire de la province de Toscane, représente qu'il s'est introduit dans la chartreuse de Pise certains abus qui exigent qu'on y envoie des sujets animés du véritable esprit monastique; mais qu'il n'est pas possible de les trouver dans les chartreuses hors de Toscane, à cause des obstacles que met le gouvernement à l'admission des étrangers. La Toscane n'a que deux maisons : Florence et Pise. On ne peut en ce moment diminuer le nombre des religieux de Florence sans mettre en péril l'observance régulière. Le seul moyen qui reste c'est d'avancer la profession des deux novices de Florence qui promettent beaucoup; c'est Albert Stefani, qui a pris l'habit au mois de mai 1844, et Guillaume Masi, ancien dominicain, lequel prit l'habit de chartreux en 1841, et le quitta pour cause de santé au moment de faire profession; il l'a repris au mois de septembre 1845. Il est d'autant plus nécessaire d'envoyer incessamment de nouveaux sujets à Pise qu'en avril, on doit faire professer un novice qui n'a pas été bien formé et rendra peut-être plus difficile la répression des abus. C'est pourquoi le visiteur demande l'autorisation de faire professer les deux novices le jour de l'Annonciation de cette année, avec dispense du reste du noviciat qui devrait être de deux ans pour l'un et l'autre. Le chapitre des religieux consent. Le procureur général est favorable à cause de la piété et de la vraie vocation des deux novices; l'un a 26 ans, et l'autre en a 40. Grégoire XVI donne la dispense; toutefois les deux novices devront déclarer par écrit qu'ils entendent user de cette dispense; leur déclaratien sera déposée aux archives de la chartreuse de Florence et annotée dans le registre des professions. Rome, 13 février 1846.

(1788). *Capucins. Expulsion.* En 1830, Napoléon N. profès, se trouvant à Rome, reçut l'obédience pour le couvent de Gênes. Au lieu de se rendre à destination, il alla en France, quitta l'habit, et circula fort longtemps en France, en Italie et jusqu'en Amérique, en qualité de missionnaire. Etant retourné en France et se trouvant à Brignoles comme surveillant du séminaire, il demanda au supérieur des Capucins de Crest de lui obtenir la sécularisation; le supérieur recourut à Mgr l'évêque de Valence, qui obtint en effet l'indult pontifical. Tout cela résulte de l'interrogatoire que Napoléon a subi devant le tribunal du vicariat, qui l'a fait arrêter et écrouer au fort Saint-Ange, sur plainte de l'ambassade française. On lui reprochait une foule de faux, entre autres diverses alterations dans les lettres de prêtrise. Relâché après six mois de

Dopo sei mesi di carcere fu messo in libertà, ed ora trovasi per elemosina nel convento de' capuccini qui in Roma.

In tale stato di cose fa egli istanza onde poter recarsi in America, onde quivi esercitare il ministero sacerdotale. Siccome peraltro ha egli perduto il documento di sua secolarizzazione col decreto esecutoriale del vescovo di Valenza, così ne implora uno nuovo rimesso *ad benevolum*, con facoltà di celebrare per un dato tempo anche fuori di chiostro ed in abito di prete secolare quantunque senza titolo.

La sua condotta è stata pessima, essendosi reso anco reo di furto più e più volte, per cui a detta del superiore de' capucini di Marsiglia, se non fuggiva di Francia sarebbe in galera.

Mentre stava in segreta nel forte S. Angelo, per molti giorni non volle prender cibo, tentando di morire di fame. Sono poi varii mesi che trovasi fra i capucini, e nulla vi ha in questo tempo contro di lui, anzi il P. procuratore generale lo raccomanda.

Sacra Congregatio rescripsit : *Negative*. Die 13 martii.

Romæ, etc.

1789. Super transitu ad schismaticos.

Generali Observantium. — Il P. Ladislao minore osservante nella diocesi di Vilna, amministrava una parocchia in Polonia in tempo della rivoluzione, ove compromesso col governo, per evitarne le molestie, e secondo i consigli avuti dal P. provinciale de' Basiliani, firmò la promessa di passare alla chiesa Rutena nel 1831; quindi nel 1835 fu costretto a rendere pubblica la sua apostasia ; si ricusò peraltro di essere prete ruteno, e così dovette da secolare portarsi alla propria casa. Agitato dai rimorsi, si recò in Prussia, poscia si presentò in Vienna a Mgr nunzio per riconciliarsi colla Chiesa cattolica. Quel prelato lo mandò al collegio de' gesuiti di Gratz, ove fatti gli esercizi spirituali con molta edificazione, gli concesse il passaporto per gli stati pontificii.

Monsignor nunzio nel trasmettere tale religioso, conosceva che il religioso medesimo si è diretto al convento della Madonna degli Angeli in Assisi, ove attende gli ordini di questa S. C. de' VV. e RR. Si è pertanto procurato dalla S. Penitenziaria il necessario rescritto per l'assoluzione che compiegato al presente si trasmetta a V. P. e siccome il detto religioso non può tornare in Polonia, V. P. lo farà collocare in qualche convento di osservanza, facendolo trattare con tutta carità. Darà poi relazione di quanto avrà operato.

Romæ, 12 martii 1846.

1790. Transitus ad statum clericalem.

Fr. Athanasius Ramirez, laicus professus ordinis Eremitarum S. Augustini provinciæ SS. NN. Jesu in Mexicana republica, exponit, quod ex primo suo professionis exordio usque adhuc (nempe ab anno 1820) semper habuit in votis ex statu suo laicali ad clericalem, si Deo placuerit, ascendere ; quapropter cum ipse latinæ linguæ rudimentis ediscendis se applicaverit et in præsens moralibus disciplinis et studiis vacet, superiori anno in capitulo provinciali licentiam a venerabili definitorio impetravit, ut juxta constitutionem fel. rec. Clem. PP. X, in legibus ordinis expressam posset ad S. V. recursum facere, pro ea gratia obtinenda, assurgendi nempe e statu laicali ad clericalem. Supplex igitur ad clementiam B. Vestræ accedit, ac enixe postulat habilitationem ad sacros ordines et ad presbyteratum inclusive, servatis servandis, et non obstante professione ab eo emissa in statu laicali.

Ex audientia SSmi diei 3 aprilis 1846. SSmus annuit arbitrio P. provincialis cum suo definitorio pro petito transitu cum solitis clausulis.

Romæ, etc.

1791. Indulti.

Maria Crocifissa Affatati, monaca Benedittina del venerabile monastero di S. Leonardo nella diocesi di Monopoli, espone che trovandosi nell'età di oltre a 60 anni, con indulto apostolico ottenne per causa di salute uscire di monastero. Ora per sua particolar divozione verso il suo S. padre fondatore e per curiosità, desidererebbe visitare il santuario di Monte Casino. Supplica quindi V. Bne a volere concedere tanto a lei come alla sua nepote Adelaide la dispensa della clausura.

Ex audientia SSmi, die 3 aprilis 1846. SSmus annuit arbitrio abbatis ordinarii, pro petita facultate semel tantum, etc.

Romæ, etc.

1792. Dispensatio super defectu ætatis.

Il Prussiano Giuseppe Bebber desidera entrare fra i Gesuiti in qualità di coadjutore temporale ; ma siccome gli mancano cinque mesi al compimento di anni 20, che si richieggono dalle regole per essere ricevuto come tale, supplica la S. V. per una benigna dispensa.

Il P. procuratore generale dà il favorevole suo voto ; ed il P. Theiner dell'Oratorio ha dato le più favorevoli informazioni del supplicante. Il P. provinciale poi a cui si rivolse per

prison, il a été reçu par charité dans le couvent des Capucins de Rome. Dans cette position, il demande la permission d'aller en Amérique, pour y exercer le ministère sacerdotal. Ayant perdu son indult de sécularisation et le décret exécutorial de l'évêque de Valence, il en sollicite un nouveau, remis au *benevolum receptorem*, et le pouvoir de dire la messe hors du cloître, en habit de prêtre séculier, et sans titre d'ordination. Sa conduite a été fort mauvaise; il a commis plusieurs vols, et, au dire du supérieur des Capucins de Marseille, il serait aux galères s'il ne s'était évadé. A l'époque où il était au secret dans le fort Saint-Ange, il refusa toute nourriture pendant plusieurs jours, pour se laisser mourir de faim. Depuis plusieurs mois qu'il est chez les Capucins, sa conduite est irréprochable; le procureur général le recommande. — La S. Congrégation rejette la demande. Rome, 13 mars 1846.

(1789). *Schisme russe. Absolution de l'apostasie.* Un franciscain administrait une paroisse dans le diocèse de Vilna. S'étant compromis dans la révolution de 1831, il promit par écrit d'entrer dans l'église ruthène, et, en 1835, fut obligé de rendre son apostasie publique. Il ne voulut pas toutefois être prêtre ruthène, et se retira dans sa famille. Tourmenté de remords, il alla en Prusse; à Vienne, le nonce lui donna un passe-port pour l'Etat pontifical. La Pénitencerie lui accorda l'absolution. La S. Congrégation écrit au général des Observants de placer ce religieux dans un couvent régulier et de le faire traiter avec la plus grande charité. Rome, 12 mars 1846.

(1791). *Indult permettant à une religieuse bénédictine d'entrer au Mont-Cassin.* Les monastères sont soumis à la clôture passive, laquelle empêche d'y introduire des femmes. La S. Congrégation reçoit la demande qui suit : « Sœur Marie Crucifiée Affatati, religieuse bénédictine du vénérable monastère de S. Léonard, diocèse de Monopoli (royaume de Naples), représente que, dépassant l'âge de 60 ans, elle a obtenu la permission de sortir du cloître pour raison de santé. Maintenant, par dévotion spéciale envers son saint père fondateur et par curiosité, elle désire visiter le sanctuaire du Mont-Cassin. Elle supplie donc Votre Sainteté de vouloir bien accorder, tant à elle-même qu'à sa nièce Adélaïde, la dispense de la clôture. » Grégoire XVI accorde, au gré de l'abbé du Mont-Cassin, pour une seule fois. Rome, 3 avril 1846.

(1792). *Convers. Dispense d'âge.* Les décrets du Saint-Siége défendent de recevoir les convers avant l'âge de vingt ans révolus. Joseph Bebber, prussien, désire entrer chez les Jésuites en qualité de coadjuteur temporel, mais il lui manque cinq mois pour

essere ammesso, ha condisceso alle istanze del medesimo ei senza quel impedimento potrebbe appagare i suoi voti.

Ex audientia SSmi die 24 aprilis 1846. SSmus annuit arbitrio P. præpositi generalis, pro petita dispensatione ad effectum de quo agitur. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1793. Super capitulo generali.

Fr. Filippo Angelucci, vicario generale dell'ordine Eremitano di S. Agostino, espone ossequiosamente che nella Pentecoste del 1847, dovrà celebrarsi qui in Roma il capitolo generale per la scelta de' nuovi superiori. Or siccome è d'uopo spedire un anno prima le lettere di convocazione per le provincie di America, ne dà egli quindi sin da ora avviso alla S. V. perchè possa abbassare al medesimo quegli ordini che nell'alta sua saviezza giudicherà convenevoli.

Die 8 maii 1846. Scribatur P. vicario generali ad mentem: mens est, che il S. Padre l'autorizza ad invitare al futuro capitolo i vocali di America colle opportune cautele affinchè non si abbiano ad incontrare ostacoli per parte di quei governi.

Romæ, etc.

1794. Ordinis prædicatorum in chile.

Fr. Franciscus Alvarez, prior et vicarius generalis conventus de rigida observantia ordinis Prædicatorum in civitate S. Jacobi de Chile, humillime exponit, quod ipse religioni ac reipublicæ cupiens inservire, statuta ordinis servare, nec non stabilitati et incolumitati prædicti conventus consulere, animum appulit ad collegium seu seminarium erigendum in quo centum et ultra juvenes alumni una cum respectivis magistris et lectoribus eos edocturis possent commorari. Antequam vero progrederetur ad ulteriora, totum negotium submisit orator deliberationi capituli conventualis et ab eodem fuit libenter approbatum. Pro fundando enim enunciato collegio seu seminario locus est satis aptus et commodus, vineto contiguus et horto ejusdem conventus. Ibi possunt ædificia construi et cætera domui studiorum necessaria stabiliri, quin vel minime lædatur monasterium, aut aliquod detrimentum accipiat neque in habitationibus neque in observantia. Pro expensis autem necessariis ad fundationem extant duo prædia rustica quæ proventus suppeditant ad communitatis sustentationem et quorum residua ad levamen pauperum supersunt. Ex his ergo residuis licet incertis, spem habet orator rigorosa adhibita œconomia posse enunciatis expensis occurrere, eo vel magis quod opus non erit statim absolvendum neque hoc vel illo dato tempore, sed lente ac prout circumstantiæ ferent. Tandem pro juvenum sustentatione, pro stipendiis professorum sæcularium qui cathedras illas moderabuntur, quarum regimen non possent religiosi vere idonei præstare, nec non pro reliquis necessariis computandæ sunt alumnorum pensiones a quibus illa tantum pecuniæ summa exigetur quæ ad similes erogationes sufficiens judicabitur, quin hoc impedimentum afferat ne aliqui juvenes pauperes, si possibilitas adsit, gratis recipiantur.

Collegium seu seminarium fruetur capella et oratorio ad usum commodumque collegialium et ceterorum ipsi collegio addictorum, nec non interdum aliorum etiam de publico præter alias omnes officinas quæ necessariæ existimabuntur.

Hæc scientiæ docebuntur, nempe, grammatica, humaniores literæ seu rhetorica, philosophia, theologia, jus canonicum et romanum seu civile, geographia, ceteræque literæ.

Unus ex religiosis prædicti conventus exclusive rectoris munere fungetur.

In lectores seu præceptores donec in propria observantiæ domo religiosi ad id idonei non fuerint, alii extra ipsum eligentur, atque onus eosdem persolvendi ipsi conventus injungetur.

Quo hisce stipendiis aliisque expensis occurrentibus pro juvenum sustentatione, inservientium salariis solvendis aliisque id generis, pensionistæ pariter in seminarium excipientur qui eam pecuniæ summam quotannis suppeditabunt quæ necessaria ad hujusmodi sumptus subeundos visa fuerit; attamen notabilis juvenum nobilium sed e classe indigentium gratis seu ex eleemosyna alentur.

Rector ac præceptores seu lectores religiosi ab illa familia religiosa eligentur. Hi postremi, nempe magistri, in eodem seminario morabuntur durante munere, seu dum in juvenibus edocendis sese exercuerint; verum in claustro observantiæ utpote huic vel finitima cubatum ire omnino debebunt. Rector autem in eo semper moram ducet una cum alio religioso presbytero qui veluti socius ac minister sibi præsto erit, nec non cum uno vel duobus religiosis laicis qui ad rem domesticam et ad cetera omnia quæ ad illud seminarium pertinebunt sedulo incumbant.

Quamobrem cum de opere agatur maxime desiderato ab incolis omnibus, a gubernii præsidibus et ab ipso diœcesis ordinario, cum etiam de utilitate erga juvenes religione scientiisque erudiendos per hujus collegii erectionem, haud dubitari queat, humillimus orator nomine etiam suorum religiosorum sanctitatem tuam deprecatur ut opportunas ac necessarias facultates, servata tamen jam exposita methodo, velit de benignitate apostolica impertiri.

Dubium: Se ed in qual modo possa annuirsi all'istanza del R. P. maestro Francesco Alvarez, priore e vicario generali dei Domenicani in S. Jacobo del Chili nel caso?

In congregatione generali diei 6 martii 1846 referente Emo Orioli, Emi patres rescripserunt: *Affirmative et ad mentem*, mens est.

1. Quod collegii tantum et non seminarii nomine donetur.

2. Quod ita stabiliatur collegii existentia, ut jurisdictionum collisio evitetur suumque cuilibet jus, ordinario, scilicet parocho, et religiosis sartum tectumque servetur.

2. Quod domesticum intra ædificii septa concedatur erigendi oratorium facultas, non autem publicum.

Et facta præmissorum relatione SSmo D. N. Gregorio PP. XVI in audientia habita die 13 martii 1846. Sanctitas Sua resolutionem S. C. confirmavit, ac propterea necessarias et opportunas facultates ad illius executionem benigne impertita est. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

atteindre le complément des vingt ans. Le P. Theiner, de l'Oratoire, a fourni de très-bons renseignements. Le provincial est disposé à recevoir le prussien, et le procureur général est favorable. — Grégoire XVI donne la dispense. Rome, 24 avril 1846.

(1793). *Augustins. Chapitre général. Convocation des Américains.* Les statuts des Augustins prescrivent d'envoyer les lettres de convocation en Amérique un an avant la réunion du chapitre général. Le général représente qu'à la Pentecôte de 1847 on devra tenir à Rome le chapitre général pour élire de nouveaux supérieurs. Comme il faut envoyer un an auparavant les lettres de convocation pour les provinces d'Amérique, le général en prévient le Saint-Père, pour qu'il veuille donner ses ordres. — Grégoire XVI permet d'appeler les électeurs d'Amérique au prochain chapitre général, en prenant les précautions qu'il faut pour éviter les obstacles de la part des gouvernements. Rome, 8 mai 1846.

(1794). *Dominicains. Santiago du Chili. Collége.* Grégoire XVI permet l'érection d'un collége pour élever une centaine de jeunes gens. Les religieux de l'ordre pourront être professeurs de grammaire, de littérature, de rhétorique, etc. La juridiction de l'ordinaire et du curé est sauvegardée. Cet indult montre une fois de plus que la direction des colléges d'éducation ne déroge pas essentiellement à l'ordre de S. Dominique. Il s'agit ici des religieux du grand ordre et non de tertiaires.

1795. Reductionis missarum.

Il priore e i religiosi sacerdoti Agostiniani scalzi, componenti la famiglia del convento di Gesù, Maria e Giuseppe nella diocesi di Trapani in Sicilia, espongono che per determinazione di più capitoli generali confermati dalla S. Congregazione de' VV. e RR. sono stati per molto tempo aggravati dalla celebrazione di 83 messe per ogni religioso defonto della Palermitana provincia, lo che sempre con piacere si è eseguito perchè molti religiosi componevano la detta comunità. Or però chè i sacerdoti di detto convento non ascendono che a numero sei ed essendo poverissimo e nell'indispensabile circostanza di riparare alle fabbriche del convento, che imminente rovina minacciano, e per cui la somma relata ascende ad once 700, non trovasi quindi più in stato di adempiere il peso di cui si è parlato. Perlochè si supplica la B. V. perchè si compiaccia assolvere per l'avvenire dall'accennata obbligazione, o almeno ridurre ad uno scarso numero quello di messe 83 sopraindicate, supplendosi il suffragio per li trapassati religiosi con altre pie opere e dal tesoro della Chiesa.

Ex audientia SSmi die 27 martii 1846. SSmus annuit arbitrio ordinarii attentis peculiaribus circumstantiis pro facultate indulgendi ad decennium ut quilibet sacerdos familiæ dicti conventus celebret tres missas in morte cujusque religiosi memoratæ provinciæ.

Romæ, etc.

1796. Super novitiatu.

Fino dall'ottobre dell'anno scorso lo spagnuolo Giovanni Folen di anni 30 ritrovasi nel collegio generalizio dei Mercedari di questa dominante; e siccome desidera di assumere l'abito di quella religione in qualità di converso, si rivolge alla S. V. a volersi degnare in vista delle circostanze di Spagna di accordargli la facoltà di assumerlo nel sudetto collegio e di far quivi il noviziato e di emettervi la professione, venendo quindi adottato dal P. generale nella provincia di Aragona quando fosse ristabilita.

Il priore generale insieme alle buone informazioni del soggetto dà il favorevole suo voto, anco perchè nel collegio predetto non vi è nessun laico.

Ex audientia SSmi die 6 martii 1846. SSmus annuit arbitrio P. vicarii generalis (ordinis B. M. V. de Mercede) pro petito indulto, dummodo in dicto collegio regularis vigeat observantia, et orator in forma juris valida declaret sese hujusmodi gratia uti velle, et sub cura probi et provecti religiosi erudiatur. Ceterum dicta declaratio una cum præsenti rescripto et decreto executoriali in archivio caute custodiatur, facta etiam adnotatione in libro professionum. Contrariis, etc

Romæ, etc.

(1795). *Augustins de Sicile. Messes pour chaque défunt.* Plusieurs chapitres généraux ont prescrit 83 messes pour chaque religieux défunt de la province de Palerme. On a volontiers rempli l'obligation, parce que la communauté était nombreuse. Réduits maintenant à six prêtres, la maison étant fort pauvre et menaçant ruine, ils demandent l'absolution de cette obligation, ou tout au moins la diminution du nombre des messes. Grégoire XVI permet pour dix ans que les messes pour les défunts de la province soient réduites à trois, que devra dire chacun des prêtres du convent. Rome, 27 mars 1846.

(1796). *Ordre de la Merci. Espagnol. Noviciat fait à Rome.* Jean Folen, Espagnol âgé de 30 ans, se trouvant depuis un an dans la maison généralice de Rome, demande, à raison de la situation de l'Espagne, la permission de faire le noviciat en qualité de convers et de professer dans ladite maison, pour être ensuite agrégé à la province d'Aragon lorsqu'elle sera rétablie. Le général transmet de bons renseignements. — Grégoire XVI permet, sous les clauses d'usage. Rome, 6 mars 1846.

1797. Carthusianorum.

Ex audientia SSmi 20 martii 1846. Sanctitas Sua benigne annuit et propterea mandavit committi P. visitatori apostolico enunciatæ Cartusiæ (Fossanova) ut veris existentibus narratis oratorum precibus pro suo arbitrio et conscientia indulgeat pro opportuna facultate ad hoc ut monachi monasterii Fossanovæ officium confessarii pro viris tantum assumere possint quatenus ab ordinario loci eis conferatur, ac etiam verbum Dei prædicare de licentia ejusdem ordinarii. Contrariis quibuscumque non obstantibus. Hoc autem indulto uti possint dumtaxat in ecclesia præfati monasterii.

Romæ, etc.

1798. Super reassumptione habitus.

Trovasi in questa città un sacerdote Parmense già dell'ordine de' Servi di Maria, che deposto l'abito nella soppressione degli ordini regolari, non vi ha più fatto ritorno dopo il loro ripristinamento. Trovasi nella età di sessantaquattro anni ed appellasi Pellegrino Pontoli.

Oggi mi ha espresso un vivo suo desiderio di vestire cioè di nuovo l'abito dell'ordine sudetto, continuando però a rimanere nel secolo, perchè nella religione non potrebbe avere tutta quella assistenza e riguardi che esigono e la sua mal ferma salute e gli incomodi della vecchiezza. Io espongo alla Emza V. queste di lui brame, non avendo per mia parte nulla in contrario per essere da lei bene accolto e potendo anzi attestarle della buona condotta del supplicante.

Sinigallia, li 30 aprile 1846. — Card. Cagiano vescovo.

Votum procuratoris generalis. Ordinis nostri constitutiones nullo modo permittunt, ut qui sacro habitu vestitus est, extra claustra degat. Cum itaque orator Peregrinus Pontoli sub hac conditione tantum ordini nostro iterum aggregari cupiat, ut sacro indutus habitu extra monasterium morari queat, nihilque dicat, quid ipse in bonum ordinis præstare possit, et velit, ego, ne meo consensu contra constitutiones agam et ordinis causæ forte gravamini sim, precibus ejus non adnuendum esse arbitror. — Fr. Albreinus Maria Patschedeis, procurator generalis ordinis servorum.

S. Congregatio episcoporum et regularium ad supplicem libellum rescribendum censuit: *Non expedire.* Die 1 julii 1846.

1799. Tertii ordinis S. Francisci.

Il procuratore generale del terzo ordine di S. Francesco espone che nel giorno 24 giugno 1845, nella sua provincia di

(1797). *Chartreux. Permission de prêcher et de confesser.* Les Chartreux de Fossanova sont autorisés à confesser les hommes et à prêcher dans l'église de leur monastère, sous l'approbation de l'Ordinaire. On trouvera plus loin un indult qui permet de confesser les femmes.

(1798). *Servites.* Il serait étrange qu'un religieux sécularisé prît l'habit en continuant de résider dans le monde. En 1846, le cardinal Cagiano, évêque de Sinigallia, écrit ce qui suit : « Il y a ici un prêtre de Parme, ancien servite, lequel ayant quitté l'habit lors de la suppression des ordres religieux, n'est jamais plus rentré dans sa communauté. Il a 64 ans et se nomme Pellegrino Pontoli. Il m'a exprimé un très-grand désir de reprendre l'habit de son ordre, en continuant toutefois de vivre dans le monde, parce que sa mauvaise santé et les infirmités de la vieillesse réclament des soins qu'il n'aurait pas en communauté.. Je puis attester la bonne conduite du recourant, et n'ai, en ce qui me concerne, aucun motif de m'opposer à sa demande. Cardinal Cagiano, évêque. Sinigallia, 30 avril 1846. » — Le procureur général des Servites s'oppose. La S. Congrégation refuse. Rome, 1er juillet 1846.

(1799). *Tiers-ordre régulier de S. François. Elections.* Le procureur général du tiers-ordre de S. François expose qu'un chapitre

Dalmazia ebbe luogo la celebrazione del capitolo provinciale; per la scarsezza di soggetti confirmarono nella stessa carica di provinciale il P. Giacinto Milohnich, provinciale che compiva il suo triennio, ed in quella di definitore il P. Romano Gheroscovi che esercitava pure da tre anni lo stesso officio. Elessero inoltre in difinitore e confermarono priore il P. Alfonso Vallorich che faceva da presidente in esso capitolo e come tale non poteva nel medesimo essere eletto a veruna carica.

Essendo le sudette elezioni in opposizione alle costituzioni dell'ordine che vietano a pena di nullità il conferire cariche al presidente del capitolo provinciale (cap. 25, § 4) e che per coloro che hanno compita la durata della loro carica di provinciale e di definitore che si eleggono a triennio (cap. 28, § 2) prescrivono gl'interstizi di tre anni per poter essere nuovamente eletti, quindi dovendosi riguardare come nulle le suddette elezioni, spetterebbe all'oratore procuratore generale provvedere di altri soggetti le sudette cariche (cap. 25, § 4 e cap. 30, § 34). Ma conoscendo che non per disprezzo delle leggi, ma per mancanza di soggetti ebbero luogo così fatte elezioni e non avendo soggetti migliori in quelle provincie dei sunnominati, trovandosi in piena armonia i religiosi di quella provincia, implora quindi dall'EE. VV. RR. una benigna sanatoria delle ripetute elezioni.

Ex audientia SSmi diei 17 julii 1846. SSmus præfatas electiones sanavit nec non acta exinde sequuta plene revalidavit. Contrariis non obstantibus.

Romæ, etc.

1800. Ordinis ss. trinitatis.

Fr. Antonio della Madre di Dio, procuratore generale dell'ordine de' Trinitari scalzi, per comando del capitolo generale celebrato li 10 maggio e seguenti del presente anno nel convento di S. Maria alle Fornaci di Roma, espone quanto segue:

Un certo P. Ilario sacerdote professo nell'ordine de' Trinitarii scalzi, ottenne un rescritto di perpetua secolarizzazione spedito li 27 agosto 1830. Spogliato dell'abito religioso si portò in sua patria nella diocesi d'Ivrea, ma il rescritto ottenuto non ebbe mai l'esecuzione, per cui codesta S. Congregazione per le istanze di Mgr vescovo d'Ivrea, il quale non poteva tollerare in diocesi un prete così scandaloso e di già sospeso *a Divinis* da sette anni, ordinò al Rmo P. superiore generale dei Trinitari scalzi, con dispaccio de' 5 dicembre 1843, di rivestirlo dell'abito e di porlo in un convento di osservanza.

Si sono fedelmente eseguiti i venerati comandi di codesta S. Congregazione, ma il P. Ilario si rende ogni giorno viepiù incorreggibile; e quantunque non sia stato mai riabilitato alla celebrazione della S. messa, pur nondimeno si fa beffa di tal sospensione e *insrdescit in censuris*. La di lui fede è sospetta, scandalosa la vita, e disperato il ravvedimento, per cui è una pietra di scandalo, e può divenire, quantunque tenuto sotto stretta sorveglianza, la rovina di non pochi religiosi.

Volendo l'ultimo capitolo generale porre un pronto riparo a questi danni, e riflettendo alle presenti circostanze dell'ordine, le quali non permetterebbero di poter eseguire tutto quello che viene prescritto nelle costituzioni pontificie e dell'ordine sull'espulsione degl'incorreggibili, nella sessione VI, ha stabilito a voti pieni di scegliere tre sacerdoti professi ed un quarto *in defectum* di alcuno dei tre primi, i quali con facoltà da ottenersi specificamente per il presente caso da codesta S. C. potessero compilare un processo sulla vita e costumi del predetto P. Ilario, e quindi presentarlo alla stessa S. Congregazione, affinchè pronunziasse la sentenza di espulsione.

L'oratore pertanto prega di concedere ai predetti PP. la facoltà di formare nelle forme debite il predetto processo contro del P. Ilario sudetto colla condizione di presentarlo quindi a codesta S. C. dalla quale dovrà pronunciarsi la giusta sentenza o di ergastolo o di espulsione perpetua.

Ex audientia SSmi diei 17 julii 1846. SSmus annuit ut a religiosis a capitulo deputatis fiat juxta preces processus, et ab eisdem prævia defensione rei procedatur usque ad sententiam inclusive; quæ tamen ante executionem ad S. C. remitti debeat cum relativis actis. Abstineant vero religiosi deputati ab iis cognoscendis quæ suspicionem fidei respiciunt, eaque vel ad ordinarium, vel ad sanctum officium deducant.

Romæ, etc.

1801. Super breviario.

Il P. Eduardo Comas, commissario apostolico de' Carmelitani calzati di Spagna, umilmente espone che trovandosi superiore al convento di Ponzano, nuovamente fondato di vita perfettamente commune e di esatta osservanza, e concorrendo ivi spontaneamente (come non di rado accade) sacerdoti secolari o per far gli esercizi spirituali o per passar qualche tratto di tempo nel raccoglimento e nella osservanza o altri fini religiosi, con loro rammarico non possono del tutto uniformarsi alla

provincial a été tenu dans la province de Dalmatie le 24 juin 1845. Par manque de sujets, on a réélu le provincial et un définiteur en charge. On a nommé définiteur et réélu prieur le président du chapitre. Ces élections sont en oppostion avec les statuts, qui prescrivent trois ans pour élire les supérieurs qui ont été trois ans en charge. C'est la nécessité, et non le mépris des lois, qui a fait agir de la sorte. — Le Saint-Père revalide les élections et toutes les mesures subséquentes. Rome, 17 juillet 1846.

(1800). *Trinitaire. Procès extrajudiciare pour l'expulsion.* Un certain P. Hilaire profès de l'ordre des Trinitaires déchaussés, obtint un indult de sécularisation perpétuel e en date du 27 août 1830. Ayant quitté l'habit, il retourna au diocèse d'Ivrée, son pays; mais l'indult ne fut jamais mis à exécut on. Mgr l'évêque ayant porté plainte contre ce prêtre, qui depuis sept ans était frappé de suspense *a divinis*, la S. Congrégation, par dépêche du 5 décembre 1843, ordonna de lui rendre l habit et de le placer dans un couvent d'observance. Le P. Hilaire se montre de plus en plus incorrigible. Quoiqu'il n'ait jamais été réhabilité à la célébration de la sainte messe, il se moque de la dispense, et *insordescit in censuris*. Sa foi est suspecte, sa conduite scandaleuse; tout amendement est désespéré. Il est une pierre d'achoppement, et, quoique surveillé de près, il peut perdre plusieurs religieux. Les circonstances actuelles ne permettent pas de remplir toutes les prescriptions des décrets du Saint-Siége et des statuts de l'ordre sur l'expulsion des incorrigibles; le dernier chapitre général a désigné trois religieux pour faire une enquête sur la vie et la conduite dudit Hilaire; l'enquête sera soumise à la S. Congrégation, qui prononcera l'arrêt, condamnant le coupable soit à l'ergastule soit à l'expulsion. — Le Saint-Père autorise le procès, jusques et y compris la sentence, laquelle ne sera toutefois mise à exécution qu'après avoir été communiquée à la S. Congrégation. Les trois juges laisseront à l'écart les imputations relatives à la suspicion de foi. Rome, 17 juillet 1846.

(1801). *Bréviaire des Carmes. Indult.* Les Carmes réformés ont le bréviaire romain de S. Pie V. Mais la liturgie spéciale des églises latines de la Terre-Sainte a été conservée parmi les grands Carmes. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit la demande qui suit : « Le P. Edouard Comas, commissaire apostolique des Carmes chaussés d'Espagne, expose que, se trouvant supérieur du couvent de Ponzano nouvellement fondé comme maison de parfaite vie commune et de régulière observance, il y vient assez souvent des prêtres séculiers pour faire des retraites ou passer quelque temps dans le recueillement. Ils ne peuvent, à leur grand regret, se joindre aux religieux pour réciter l'office vu la diversité du rite. Le recourant demande que ces prêtres et tous autres ecclésiastiques qui viendront dans ce couvent puissent se conformer entièrement au bréviaire carme, lorsqu'ils réciteront l'office avec les religieux. — L'indult est accordé pour trois ans. Rome, 14 août 1846.

recita dell'ufficio con i religiosi per la diversità del rito. Perciò l'oratore prega la Santità Vostra che i detti sacerdoti quanto altri ecclesiastici ivi concorreranno, possano perfettamente uniformarsi al breviario Carmelitano quante le volte si uniranno a salmeggiare con i religiosi sudetti.

Ex audientia diei 14 augusti 1846. SSmus benigne annuit pro petito indulto ad triennium favore ecclesiasticorum qui in dicto conventu vel ratione exercitiorum spiritualium, vel ratione convictus commorabuntur. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1802. Super venditione.

Giacomo Velletrani laico professo dell'ordine di S. Domenico, stanziato nel convento di Foligno, espone di possedere nel territorio di Foligno, come erede del di lui defonto genitare Angelo Velletrani, un piccolo terreno olivato del valore incirca di scudi 50, dal quale ritrae tenuissimo fruttato che non è sufficiente neppure ai suoi più urgenti bisogni. D'altronde ha la madre non solo di avanzata età, ma di più affetta da malattia cronica, che stante la mancanza assoluta di beni di fortuna, vive in una vera miseria sino a mancanza del necessario sostentamento. Vorrebbe l'umile oratore alienare il detto fondo per sollevare da tanta miseria gli ultimi giorni della infelice genitrice, per cui implora dalla S. V. la facoltà di poter fare la determinata vendita.

Ex audientia diei 21 augusti 1846. SSmus annuit arbitrio ordinarii, pro facultate vendendi dictum fundum, et tradendi pretium in subsidium matris oratoris.

Romæ, etc.

1803. Transitus ad statum clericalem.

Fr. Ferdinando Maria Vasquez e Fernandez laico professo de' Minori osservanti di S. Francesco ed appartenente al convento de' PP. predicatori di S. Antonio de Herbon della provincia, non che diocesi di Compostella nella Spagna, espone che avendola supplicata per la facoltà di passare dallo stato laicale al clericale, atteso che si trova bastantemente versato nella lingua latina, nelle materie di morale, benignamente si è degnata esaudire tale sua preghiera nell'analogo rescritto datato li 22 maggio corrente anno, commesso per l'esecuzione al P. commissario apostolico per la detta Spagna, co potestà di suddelegare. Vi è la condizione che debba innovare l'anno del noviziato come chierico in qualche convento fuori dello stesso regno, e quindi a suo tempo emettere la nuova professione. Per le ben note circostanze non può l'oratore eseguire quanto come sopra gli è stato ingiunto. Quindi supplica S. V. perchè a compimento di grazia si degni togliere dall'accordato rescritto la succennata condizione, della rinnovazione cioè del noviziato e della professione, e così subito, secondando la sua vocazione, possa ascendere agli ordini minori e sagri.

Ex audientia diei 28 augusti 1846. SSmus annuit, arbitrio P. commissarii etiam per religiosum subdelegandum, pro facultate dispensandi oratorem a novo novitiatu, ita tamen, ut vacare debeat per mensem spiritualibus exercitiis et deinde renovare professionem, servata in reliquis omnibus forma ac tenore præcedentis concessionis.

Romæ, etc.

1804. Ordinis cassinensium.

D. Benedetto Tomassetti, attuale procuratore generale della Congregazione Cassinese, per commissione del Rmo P. abbate presidente di detta Congregazione, rappresenta qualmente fin dall'epoca del capitolo generale tenuto in Monte Cassino il 14 ottobre del 1844, essendo stato eletto presidente della Congregazione il P. abbate Ermenelgildo Marchesi, professo di S. Caterina da Siena, si venne in seguito all'elezione di visitatore per singole provincie, e per quella di Toscana, venne eletto il P. D. Ferdinando Ricci abbate e professo anch'esso del nominato monastero di S. Caterina da Siena, e perciò comprofesso del presidente. Simile elezione contraria alle costituzioni Cassinesi, non fu fatta maliziosamente, ma dettata dalla imponente circostanza, poichè in quella provincia di Toscana non vi si trovavano che questi soli due abbati comprofessi, nè poteasi scegliere altro abbate di altra provincia, non trovandosi un tal caso contemplato nelle accennate nostre costituzioni. Da simile inattesa irregolarità di elezione, ne è accaduto che nella dieta tenutasi nel monastero e badia di Firenze, ove risiede il lodato abbate presidente, il giorno di maggio del corrente anno, e tenendosi per tale congresso dietale riuniti i soli visitatori, come è prefisso, intervenne, come era di dovere, il P. abbate Ricci, comprofesso del presidente. Il congresso fece le sue sedute, ed eseguì le sue operazioni di promozione, ed altro a tenore dei bisogni della Congregazione, ed il tutto riuscì pacificamente e senza il

(1802). *Vente d'une terre. Convers.* Tout ce que le religieux acquiert après sa profession appartient à sa communauté, supposé que celle-ci ait qualité pour posséder. « Jacques Velletrani, convers profès de l'ordre de S. Dominique, possède sur le terroir de Foligno, comme héritier de son père aujourd'hui défunt, un terrain planté d'oliviers valant environ 50 écus (250 fr.) Le revenu est fort petit et ne suffit pas aux plus urgents besoins. D'autre part, il a sa mère, fort âgée, atteinte d'une maladie chronique, privée de tous moyens d'existence et vivant réellement dans la misère. Le recourant voudrait vendre le terrain pour venir en aide à sa mère pour les derniers temps de sa vie. — Le Saint-Père permet la vente, au gré de l'ordinaire. Rome, 21 août 1846.

(1803). *Passage d'un convers à la profession cléricale. Nouveau noviciat.* Le convers qui obtient l'autorisation de passer à l'état clérical, doit renouveler le noviciat et la profession. Ferdinand-Marie Vasquez et Fernandez, convers profès de l'ordre des Observants de S. François et appartenant au couvent de Herbon, province et diocèse de Compostelle en Espagne, a obtenu du Saint-Siége la permission de passer à l'état clérical, parce qu'il est suffisamment versé dans la langue latine et dans la théologie morale. Mais l'indult apostolique prescrit de refaire l'année de noviciat comme clerc dans quelque couvent hors d'Espagne et de renouveler la profession à l'époque voulue. Les circonstances présentes ne permettent pas au recourant de remplir ces conditions. Il demande la révocation de la clause relative au noviciat et à la profession, de sorte qu'il puisse suivre sa vocation et recevoir sans délai les ordres mineurs et majeurs. — Le Saint-Père dispense du noviciat, et prescrit un mois de retraite spirituelle avant de renouveler la profession. Rome, 28 août 1846.

(1804). *Bénédictins du Mont-Cassin. Elections.* Les statuts des communautés religieuses sont le plus parfait modèle d'un bon système électoral. On y remarque les plus sages précautions pour empêcher toute pression sur les votes. Dom Benoît Tomassetti, procureur général du Mont-Cassin, représente, au nom du général, que dans le chapitre général célébré au Mont-Cassin le 14 octobre 1844, on élut général de la congrégation le P. Marchesi, profès du monastère de Sienne; en même temps on élut visiteur de la province de Toscane le P. Ricci, abbé et profès dudit monastère de Sienne. Les statuts défendent d'élire deux profès du même monastère. On a agi de la sorte par nécessité, vu que la province de Toscane n'avait que ces deux abbés, et l'on ne pouvait en prendre un autre dans une autre province, le cas n'étant pas prévu dans les statuts. De là est venu que dans la diète tenue à Florence au mois de mai dernier, le P. Ricci intervint, quoique co-profès du général. La diète procéda à ses opérations sans aucune réclamation et sans concevoir le moindre doute sur la légalité et la validité des décisions. Ce n'est que plus tard que le général a communiqué son anxiété au recourant. La mort de Grégoire XVI a été cause qu'on a dû différer la demande pour obtenir la ratification de tous les actes illégaux. — Le Saint-Père absout des censures et de l'irrégularité, pour autant qu'il est nécessaire, et revalide les opérations du chapitre général et de la diète. Rome, 17 juillet 1846.

minimo dubbio sulla legalità del congresso e sua validita. Dopo qualche giorno il R. P. abbate presidente volle fare conoscere all'umile oratore il dubio natogli sulla validità degli atti dietali per la circostanza accennata della presenza del suo P. abbate Ricci visitatore comprofesso. A tale partecipazione ognuno riconobbe l'esistenza della illegalità ed invalidità degli atti sudetti. Si sarebbe al momento fatto l'esposto per ottenere la necessaria sanatoria, ma attesa la inaspettata morte di Gregorio XVI, convenne sospendere la supplica, attendendo la elezione del nuovo sommo pontefice. Ora che la divina Provvidenza ci ha concesso con universale applauso il sommo gerarca nella persona della S. V. non ritardo un solo istante a ricorrere a V. B. esporre con tutta sincerità l'accaduto e chiedere istantemente l'opportuna sanatoria, affinchè gli atti della riferita dieta ottengano quella validità che è necessaria e le coscienze degli abbati intervenuti al nominato congresso unitamente al presidente, siano assolte da qualunque censura abbiano incorsa. — S. Calisto, 10 luglio 1846. — D. Benedetto Tommasetti, abbate procuratore generale de' Cassinesi.

Ex audientia SSmi die 17 julii 1846. SSmus benigne annuit, ac propterea absolvit a censuris et pœnis ecclesiasticis quatenus opus sit, omnes in præmissis culpabiles, et cum eisdem super irregularitate ad cautelam dispensavit, nec non omnia et singula præmissis non obstantibus plene sanavit et revalidavit.

Romæ, etc.

1805. Super defectu ætatis.

Le costituzioni de' PP. Carmelitani scalzi esigono che i definitori provinciali abbiano almeno 30 anni, quantunque non si parli di nullità se avviene altrimenti. Il capitolo celebratosi in quest'anno nella provincia di Piemonte scelse a tale officio il P. Gregorio di S. Giuseppe mancante di quel requisito, e questi successivamente intervenne col suo voto a tutti gli atti a cui era chiamato in forza dell'assunto impiego. A togliere ogni dubbio che possa esservi in proposito, il procuratore generale supplica la S. V. a volersi degnare di sanare l'irregolarità di quella elezione, non che tutti gli atti ai quali il P. Gregorio di S. Giuseppe prese parte come definitore.

Ex audientia SSmi die 24 julii 1846. SSmus annuit, arbitrio P. præpositi generalis, pro sanatione præfatæ electionis P. Gregorii a S. Joseph in definitorem provincialem non obstante ætatis defectu, nec non omnia inde subsequuta acta quæ ob præmissa fortasse nullitatis vitio obnoxia esse possent.

Romæ, etc.

1806. Super alienatione legatorum.

Il P. vice-procuratore generale dell'ordine de' Capuccini, espone che essendo venuto in cognizione che il convento di Nulvi della provincia di Sassari in Sardegna, teneva già da alcun tempo alcuni legati nulli, di cui annette lo stato, perchè intestati ai medesimi capuccini incapaci di poterli ricevere, e desiderando tanto lui quanto il provinciale di quella provincia di voler regolarizzare l'affare senza danno della causa pia, per cui già ricorreva al vescovo, ma inutilmente come dall'annessa supplica, perciò prega V. S. a degnarsi di concedere la vendita degli indicati stabili per mezzo del sindaco apostolico ed a nome della S. Sede, e quindi impiegare il prodotto ad esecuzione della mente dei testatori.

Ex audientia SSmi die 17 julii 1846. SSmus annuit, arbitrio ordinarii, pro facultate retinendi hujusmodi pia legata nomine sacrarii et missas ad instar missarum adventitiarum, ita tamen ut dicta pia legata nuncupentur nomine respectivorum piorum testatorum et omnia acta fiant nomine S. Sedis per syndicum apostolicum, cui etiam committatur bonorum administratio. Quod si aliquos fundos vendi expediat, ordinarius mandet procedi ad peritorum æstimationem et ad edictorum affixionem, et deinde de resultantibus referat, expressis fundis alienandis cum respectivis legatis.

Romæ, etc.

1807. Super subsidio.

P. Felice della Cava sacerdote capuccino della provincia di Bari, espone che ora egli trovasi in patria, per essere di aiuto al padre decrepito e miserabile, non che a due sorelle nubili, che senza i soccorsi che da lui ricevono sarebbero esposte per la loro povertà. Anzichè chiedere la secolarizzazione, sarebbe egli contento di poter rimanere nel convento della Cava, ma a prolungare quivi la sua dimora, converrebbe che venisse aggregato alla religiosa provincia di Napoli, alla quale appartiene per origine, abbandonando in tal modo la provincia di Bari di cui è alunno. Si rivolse a tale oggetto al vicario generale dell'ordine, e questi gli rispose che avrebbe appagati i suoi desideri, quando fosse stato ricevuto dal provinciale di Napoli. Ma la Congregazione di quella provincia lo escluse, dando per ragione che se si ammette lui, debbono ammettersi anco altri che fecero eguale istanza. In tale stato di cose, l'umile esponente si rivolge alla S. V. supplicando a volersi degnare di autorizzarlo a rimanersene nel convento della Cava non ostante la suespressa delibera della Congregazione della provincia di Napoli.

Ex audientia SSmi die 10 julii 1846. SSmus annuit, arbitrio P. vicarii generalis, pro facultate indulgendi religioso oratori ut in præfato conventu ad nutum S. C. ad effectum opitulandi patri et sororibus, ita tamen ut ipse habitualiter intra clausura

(1805). *Carmes. Définiteurs provinciaux. Age.* Les constitutions des Carmes déchaussés prescrivent l'âge de trente ans pour un définiteur provincial, mais elles ne parlent pas de nullité si on fait autrement. Le chapitre de la province de Piémont a nommé définiteur le P. Grégoire de S. Joseph, lequel n'atteint pas ledit âge. Il a rempli toutes les attributions de sa charge. Afin de dissiper tous les doutes, le procureur général demande la ratification de l'élection et des actes subséquents. — Le Saint-Père exauce la demande. Rome, 24 juillet 1846.

(1806). *Capucins de Sardaigne. Legs.* La pauvreté *in communi* dont les Capucins font profession les empêche de recevoir les legs en leur propre nom; mais on permet de les attribuer à la sacristie et d'acquitter les messes comme si elles étaient manuelles et offertes journellement par les fidèles. La S. Congrégation reçoit la demande qui suit : « Le vice-procureur général de l'ordre des Capucins expose qu'il a appris que le couvent de Nulvi, province de Sassari en Sardaigne, avait quelques legs absolument nuls parce qu'ils sont expressément attribués aux Capucins, qui sont sans capacité juridique pour les accepter. Désirant, comme le provincial, régulariser l'affaire sans nuire à la cause pie, il s'est adressé à Mgr l'évêque, sans rien obtenir. Il demande la permission de faire vendre les immeubles par l'intermédiaire du syndic apostolique et au nom du Saint-Siége, pour employer le prix à l'exécution de l'intention des testateurs. » — La S. Congrégation refuse la vente, mais permet de garder les legs au nom de la sacristie et de célébrer les messes comme des messes éventuelles. Le syndic administrera les biens et fera tous les actes *nomine Sanctæ Sedis*. Rome, 17 juillet 1846.

(1807). *Assistance des parents accablés par la vieillesse et la misère. Capucins.* Le P. Félix de la Cava, prêtre capucin de la province de Bari, se trouve dans son pays pour secourir son père, qui est dans la décrépitude et la misère, et deux sœurs nubiles pareilment pauvres. Au lieu de demander la sécularisation, il se contente de rester au couvent de la Cava; mais le conseil refuse de l'agréger à la province de Naples, parce que le précédent susciterait un grand nombre de demandes. — Le Saint-Père permet la demeure du religieux au couvent de la Cava *ad nutum S. Congregationis*, pour secourir son père et ses sœurs, sans être cependant exempté du service commun du couvent. Rome, 10 juillet 1846.

degat et a servitio communi conventus non eximatur. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1808. Super indulto manendi extra claustra.

Martino Orsino, vescovo di Patti, espone come lontano dalla propria patria, non potendo avere altri congiunti in un paese straniero ove trovasi stabilito che possano aiutarlo ed interessarsi della sua inferma salute, ha fondato il suo appoggio nella compagnia del suo fratello germano fr. capuccino P. Michele da Catania, il quale da dottore in medicina passò alla seratica religione. La distanza del palazzo vescovile e l'aria cattiva del convento di Patti, rende inabile il detto religioso fratello ad aiutare il proprio fratello prelato ed abitare nello stesso tempo nel chiostro. Quindi è che l'oratore prega la paterna carità della S. V. a benignarsi concedergli che il detto capuccino abiti nel suo vescovile palazzo sino a tanto che lo crederà necessario.

Votum procuratoris generalis. Una jam et altera vice sub diebus 9 junii ac 27 novembris mox elapsi anni, salva semper reverentia oratori debita, vota sua negativa prius S. Congregationi disciplinæ regularis, dehinc episcoporum et regularium promebant procuratores ordinis, eo innixi fundamento, quod summi pontifices, ac præsertim Benedictus XIII et Clemens VIII prohibuere omnino ne religiosi extra conventus claustra morarentur; sed sub sui superioris obedientia perpetuo manerent in claustro, monentes insuper ne in posterum hujusmodi facultates concederentur, nisi ex gravissima causa a S. Sede apostolica probata, quæ certo gravissima causa non reperitur in precibus oratoris, nisi excludantur tot probatissimi viri in sua diœcesi, quos et adjutores sibi ad implendas partes ministerii posset associare et suæ saluti consulere. Nihilominus, ut saltem pro parte possibili oratoris voluntati satisfacerent, superiores ordinis eo devenerunt ut patrem religiosum de quo in supplici libello, locarent in conventu viciniori ea facultate donatum, quod pro libito accedere posset ad Illmum ac Rmum episcopum; sed heu nimia fragilitas humana! emancipatus aliquantulum ab illa strictiori observantia quam est professus, paulatim decidit, excitando suis pravis moribus oblocutiones ac recursus contra se et episcopum et eo usque suæ vocationis spiritum amisit, ut ausus sit pertentare sæcularisationem. Hæc sunt quæ omnino obstarunt et obstant, quominus procurator generalis valeat annuere oratoris postulato. Ex cœnobio Capucinorum Urbis, die 26 junii 1846. — P. Venantius a Taurino, procurator generalis.

S. Congregatio rescribendum censuit: *Non expedire.* — Die 1 julii 1846.

Romæ, etc.

1809. Super executione rescripti.

Fr. Francesco Treserna, rettore del venerabile collegio de' missionarii per le isole Filippine ed Asia dell'ordine de' Predicatori, esistente nella città di Ocagna nel regno di Spagna, espone che avendo ricevuto un rescritto di S. S. Gregorio XVI in data 27 marzo 1846 pel novizio Fr. Francesco Ballia del medesimo convento, col quale S. S. benignamente concede la grazia di poter fare la sua professione religiosa computandole quattro mesi di noviziato, non già un mese dopo i quali stette in casa de' suoi genitori per averlo l'autorità civile violentemente estratto dal noviziato e collegio per aggregarlo all'esercito, giacchè prima di vestire il sagro abito era sortito soldato nella coscrizione di quell'anno. Al venire il sudetto rettore a dare esecuzione alla grazia di Sua Santità, il novizio che tanto nel vestire il suo abito, come nella supplica avanzata a Sua Santità aveva detto essere libero di ogni obligazione reale e personale, nella certezza che aveva d'essere inutile per soldato, giacchè non arrivava alla taglia o misura, mosso da stimoli di coscienza, vedendo che il rescritto portava la restrizione: *Si vera sunt exposita*, dichiarò che veramente prima di vestire il sagro abito sapeva essere caduta in lui la sorte di essere soldato, ma che avendo una volta detto essere libero sulla mentovata persuasione di essere inutile per timore e rispetti umani, continuò nella medesima asserzione, esponendo nella supplica che ignorasse essere in lui caduta la sorte di essere soldato. Onde non potendo adesso far uso della citata grazia, l'oratore implora le sia sanato questo difetto e confermata la grazia, essendo d'altronde vero che quando fece la citata supplica, era già stato dichiarato libero e ritornato al noviziato.

Votum commissarii apostolici. Essendo che nell'esposizione del P. rettore del collegio di Ocagna si vedono la colpa col pentimento del novizio Fr. Francesco Ballia, non posso non supplicare la V. B. si degni compatire un giovane il di cui fine e oggetto non era cattivo, anzi diretto alla santificazione del prossimo e all'aumento della nostra santa fede nelle missioni delle isole Filippine e del Tunckino. — Fr. Giovanni Genis, commissario apostolico.

Rescriptum. Ex audientia SSmi diei 3 julii 1846. SSmus annuit, pro facultate exequendi enunciatum rescriptum diei 27 martii 1846, præmissis non obstantibus, servata illius forma ac tenore.

Romæ, etc.

1810. Super erectione monasterii.

D. Ignazio di Regno, abbate generale della Congregazione Olivetana, espone che nel 1832 il pontefice Gregorio XVI dichiarava questo monastero di S. Francesca Romana in Roma semplice ospizio e mera procureria generale dell'ordine Oli-

(1808). *Palais épiscopal. Obligation de demeurer dans le cloître.* Le Saint-Siége permet rarement qu'un religieux demeure habituellement hors de son couvent pour se mettre au service d'un évêque. Mgr Orsino, évêque de Patti, en Sicile, représente que, n'ayant pas de parent qui puisse l'aider dans un pays étranger et prendre soin de sa santé qui est mauvaise, il a mis toutes ses espérances dans la compagnie de son cousin germain, le P. Michel de Catane, capucin, lequel, étant docteur en médecine, a embrassé l'institut séraphique. L'éloignement du palais épiscopal et le mauvais air du couvent ne permettent pas que le religieux puisse assister le prélat en demeurant dans son cloître. Il demande que le capucin puisse résider dans le palais épiscopal tant qu'il le croira nécessaire. — Le procureur général de l'institut s'oppose à l'indult, pour les motifs exprimés dans le *votum* rapporté ci-dessus. C'est pourquoi la S. Congrégation rejette la demande. Rome, 1er juillet 1846.

(1809). *Dominicains. Missions des Philippines et du Tonkin. Collége d'Ocagna.* La révolution espagnole n'a pas touché au collége d'Ocagna, qui est en quelque sorte un séminaire pour les missions des îles Philippines et du Tonkin. Cette maison a continué de recevoir des novices et des profès. Le présent indult concerne un novice que la conscription fit sortir du couvent et qui bientôt fut reconnu impropre au service militaire. Le noviciat ayant été interrompu, l'indult pontifical fut demandé, et accorda dispense de quatre mois de noviciat. Par malheur, l'exposé manquait de sincérité. Lorsque le jeune homme entra au couvent, il savait qu'il avait tiré un mauvais numéro, mais il espérait être réformé. Le rescrit pontifical contient constamment la clause: *Si vera sint exposita.* De là vient la nécessité de demander la revalidation de l'indult. — Le Saint-Père autorise la mise à exécution du rescrit, nonobstant les choses susdites. Rome, 31 juillet 1846.

(1810). *Olivétains. Maison de Ste Françoise Romaine. Restitution du titre de monastère.* En 1832, Grégoire XVI décida que la maison de sainte Françoise Romaine à Rome serait un simple hospice et une pure résidence pour le procureur général des Olivétains. En janvier 1846, le pontife promit en quelque sorte au général de rendre bientôt à la maison le titre de monastère, lequel fut

vetano. Nel gennaio peraltro dell'anno corrente, il prelodato pontefice con oracolo di sua viva voce faceva sperare all'oratore che avrebbe in breve restituito al detto ospizio procureria generale il già d'allora richiesto titolo di monistero, il che non gli venne fatto prevenuto dalla morte. In proposito pertanto l'umile oratore a nome dell'ordine suo e delle nobili oblate Olivetane di Torre de' Specchi che in questa chiesa di S. Francesca romana vengono ad emettere la sua loro oblazione, osa rinnovare a V. S. calde suppliche, acciò voglia degnarsi ridonare al prefato ospizio il sospirato titolo di monastero.

Ex audientia SSmi die 31 julii 1846. SSmus annuit pro restitutione præfati hospitii in monasterium, et pro deputatione P. abbatis Josephi Lynchi, procuratoris generalis in illius abbatem, ita tamen ut in reliquis omnibus firma remaneant quoad enunciatum monasterium quæ a Gregorio XVI s. m. sancita fuerunt.

demandé à ladite époque. La mort empêcha Grégoire XVI de réaliser sa pensée. C'est pourquoi le général des Olivétains, tant en son nom qu'en celui des oblates olivétaines de l'ou de' Specchi qui vont faire leur oblation dans l'église de sainte Françoise Romaine, renouvelle la demande, afin que le titre de monastère soit rendu à l'hospice. — Le Saint-Père consent au rétablissement de l'hospice comme un monastère. Il nomme le procureur général abbé de ladite maison. Rome, 31 juillet 1846.

(*La suite prochainement.*)

MÉLANGES

— *Ecosse. Rétablissement de la hiérarchie épiscopale. Texte latin de la bulle pontificale.*

La traduction des lettres apostoliques *sub plumbo* qui rétablissent la hiérarchie canonique en Écosse a paru dans la précédente livraison des *Analecta* (col. 496). Nous croyons devoir publier aussi le texte de la bulle. Les gloires passées de l'Écosse et la sollicitude que le Saint-Siége témoigna de tout temps à cette importante partie du monde catholique sont exprimées dans un langage vraiment élevé et touchant.

Nous signalons le passage relatif à la suppression des anciens priviléges et coutumes qui seraient en opposition avec le droit commun. En effet, tout siége épiscopal érigé de nouveau, est nécessairement soumis aux prescriptions canoniques de la législation commune. L'ancien état est mis à néant par l'acte pontifical qui confère l'existence et la vie aux siéges épiscopaux. Ainsi Pie VII, dans la bulle qui ratifia le concordat conclu avec la France en 1801, supprima et éteignit les églises archiépiscopales et épiscopales ainsi que tous leurs priviléges et tout leur ancien état.

SANCTISSIMI IN CHRISTO PATRIS ET DOMINI NOSTRI DOMINI LEONIS DIVINA PROVIDENTIA PAPÆ XIII

Literæ apostolicæ quibus hierarchia episcopalis in Scotia restituitur.

Leo episcopus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Ex supremo apostolatus apice, ad quem, nullo meritorum nostrorum suffragio, sed divina sic disponente bonitate, nuper evecti sumus, Romani pontifices prædecessores nostri universas dominici agri partes, quasi de montis vertice speculari nunquam destiterunt, ut quid ecclesiarum omnium conditioni, decori, et firmamento labentibus annis magis conveniret, dignoscerent; ac proinde quantum quidem ipsi ex alto datum fuit, quemadmodum novas ubique gentium erigere episcopales sedes, ita eas quæ temporum injuria perierant, ad novam vitam revocare solliciti in primis fuerunt. Cum enim Spiritus sanctus posuerit episcopos regere Ecclesiam Dei, ubi primum in aliqua regione is est sanctissimæ religionis status, ut ordinarium episcopale regimen inibi aut constitui, aut restaurari sinat, illico eidem ea conferre beneficia decet, quæ ex hujusmodi divinitus stabilita ordinatione suapte natura dimanant. Quocirca decessor noster sa. me. Pius IX, quem paucis abhinc diebus omnium desiderio sublatum dolemus, vel ab initio sui pontificatus, cum missiones in nobilissimo florentissimoque Angliæ regno ita profecisse innotuisset, ut regiminis ecclesiastici forma in eum modum restitui posset, in quo extat penes alias catholicas gentes, suos Anglis ordinarios episcopos reddere curavit literis apostolicis kal. octobris anno incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo quinquagesimo datis, quarum initium *Universalis Ecclesiæ.* Et, quoniam haud multo post iisdem salutaribus dispositionibus illustres Hollandiæ ac Brabantiæ regiones frui posse perspexerat, haud immoratus est episcopalem hierarchiam ibi quoque instaurare, quod aliis apostolicis literis IV non. martii anno millesimo octingentesimo quinquagesimo tertio datis, incipien. *Ex qua die* præstitit. Quæ quidem, ut de restituto patriarchatu Hierosolimitano sileamus, provido sane consilio facta fuisse ex eo liquet, quod, auspice divina gratia, hujus S. Sedis exspectationi plane respondit eventus; quantum enim emolumenti Ecclesia catholica ex restaurata episcopali hierarchia utrobique perceperit, omnibus notum exploratumque est.

At ægre ferebat pientissimi pontificis animus, quod eadem sors Scotiæ quoque communis nondum esse potuisset. Quæ paterni ejus animi ægritudo vel inde augebatur, quod compertum esset, quam uberes progressus in Scotia olim Ecclesia catholica fecerat. Profecto quicumque in ecclesiastica historia vel parum versatus fuerit, probe novit Evangelii lumen Scotis mature illuxisse; siquidem, ut silentio prætereamus quæ de antiquioribus in illud regnum apostolicis missionibus fert traditio, narrantur S. Ninianus sæculo IV exeunte, qui, teste ven. Beda, Romæ fidem, et mysteria veritatis edoctus fuerat, et sæculo V S. Palladius, Ecclesiæ Romanæ diaconus, sacra infula decorati, ibi Christi fidem prædicasse; nec non S. Columba ab., qui sæculo VI eo appulit, monasterium construxisse, ex quo plura alia prodierunt. Et, quamquam a medio sæculo VIII ad XI de ecclesiastico Scotiæ statu historica documenta ferme deficiant, memoriæ tamen proditum est, plures ibi episcopos, quamvis aliquos sine certis sedibus, extitisse. Postquam vero summa rerum Malcolmus III anno MLVII potitus est, ejus opera, hortante sancta conjuge Margarita, christiana religio, quæ sive ob exterorum populorum incursiones, sive ob varias politicas vicissitudines haud levia damna subierat, restitui, et ampliticari cœpit: et quæ extant adhuc sacrarum ædium, monasteriorum, aliorumque religiosorum monumentorum reliquiæ, splendidum pietatis veterum Scotorum præbent testimonium. Sed, ut quæ ad rem nostram potius faciunt, strictim persequamur, constat sæculo XV sedes episcopales adeo jam excrevisse, ut tresdecim numerarentur, nempe S. Andreæ, Glasguensis, Dunkeldensis, Aberdonensis, nec non Moraviensis, Brechinensis, Dumblinensis, Rossensis et Katanensis, Candidæ Casæ, et Lismorensis et Sodorensis, sive Insulana, atque Orcadensis; quæ quidem omnes huic Apostolicæ Sedi immediate subjectæ erant. Constat etiam, de quo Scoti merito gloriantur, Romanos pontifices sub pecu-

liari protectione Scotiæ regnum suscipientes, singulari memoratas ecclesias benevolentia fuisse prosecutos ; quare dum ipsi metropolitanos se Scotiæ gerebant, illarum privilegia ac immunitates, ab Ecclesia Romana omnium matre et magistra jamdiu concessas, integras servandas esse haud semel decreverunt, ita ut, quemadmodum ab Honorio III s. m. statutum fuit, Scotiæ ecclesia Sedi Apostolicæ, sicut filia specialis, nullo medio esset subjecta.

Cum vero antea Scotia metropolitano caruisset, Sixtus IV, præ oculis habens dispendia et difficultates Scotis subeundas, ut Romanam adirent metropolim, apostolicis literis XVI kal. septembris anni millesimi quadringentesimi septuagesimi secundi incip. *Triumphans Pastor æternus*, sedem S. Andreæ, quæ tum originis vetustate, tum veneratione erga apostolum regni patronum, principem facile obtinuerat locum, in metropolitanam et archiepiscopalem totius regni sedem erexit, reliquis sedibus eidem tamquam suffraganeis subjectis. Quod pariter factum est cum Glasguensi sede anno MCDXCI, quæ ab ecclesiastica provincia S. Andreæ distracta, ad metropolitanæ dignitatem ab Innocentio VIII elata est, suasque habuit ex supradictis suffraganeas sedes.

Cum ita constituta Scotorum Ecclesia floreret, hæresi erumpente sæculo XVI, ad extremam ruinam misere adducta est ; nunquam tamen Scotis defuit summorum pontificum, decessorum nostrorum, impensa cura, sollicitudo ac providentia, ut fortes in fide perseverarent, quod ex pluribus sane documentis liquido apparet. Nam prospicientes grassantem late tempestatem, erga illum populum commiseratione commoti, qua iteratis missionariorum ex variis regularium familiis expeditionibus, qua apostolicis legationibus, aliisque omne genus collatis subsidiis in id indefesse adlaborarunt, ut collapsæ religioni auxiliarentur. Eorum opera in hac catholici orbis arce selectis ex Scotica gente adolescentibus præter Urbanianum, peculiare patuit collegium, in quo sacris disciplinis imbui, et sacerdotio initiari possent ad sacrum ministerium deinde in patria exercendum, et spiritualem opem popularibus suis ferendam. Et quoniam dilecta illa Dominici gregis pars suis fuerat viduata pastoribus, s. m. Gregorius XV cum primum ei licuit, Willelmum Chalcedoniæ episcopum ordinatum amplisque munitum facultatibus, etiam illis quæ ordinariorum propriæ sunt, ad Angliam simul et Scotiam misit, ut dispersarum illarum ovium pastoralem curam assumeret, ceu videre est in apostolicis literis incipien. *Ecclesia Romana*, X kal. aprilis, anno millesimo sexcentesimo vigesimo tertio datis. Ad restituendam in utroque regno orthodoxam fidem et Anglorum atque Scotorum salutem procurandam, Francisco S. R. E. card. Barberinio eorum protectori magnam facultatum copiam ab Urbano VIII attributam fuisse ejus literæ *Inter gravissimas* in forma brevis die 18 maii anno a Nativitate MDCXXX datæ ostendunt. Huc spectant etiam aliæ ejusdem pontificis literæ *Multa sunt* ad Galliarum reginam die 12 febr. anno MDCXXXIII scriptæ, ut illius benevolentiæ Christifideles et Ecclesiam illam squalore confectam commendaret.

Verum ut meliori qua fieri posset ratione, spirituali Scotorum regimini consuleret, Innocentius PP. XII in vicarium suum apostolicum Thomam Nicholson, episcopali Peristachii titulo ac charactere insignitum anno MDCXCIV deputavit, integro regno ac insulis adjacentibus ipsius curæ commissis. Et haud multo post, cum unus dumtaxat apostolicus vicarius illi vineæ Domini excolendæ par amplius non esset, Benedictus XIII, socium prædicto episcopo adjungere properavit, quod anno MDCCXXVII executioni feliciter mandari potuit. Ita factum est, ut universum Scotiæ regnum in duos fuerit vicariatus apostolicos divisum, quorum alter inferiorem, superiorem partem alter complectebatur. Sed quæ divisio catholicis, quot tunc temporis erant, gubernandis satis idonea visa fuerat, cum in dies eorum numerus augeretur, opportuna amplius esse non poterat; proinde tertii vicariatus institutione novum præsidium religioni in Scotia tuendæ ac dilatandæ Apostolica hæc Sedes suppeditari oportere animadvertit. Ea de causa fel. rec. Leo XII literis apostolicis datis idibus februarii anno millesimo octingentesimo vigesimo septimo, quarum initium *Quanta lætitia affecti simus*, Scotiam in tres districtus, seu vicariatus apostolicos, orientalem nempe, occidentalem, et septentrionalem partitus est. Nemo ignorat, quam uberes fructus, zelo novorum præsulum, ac studio nostræ de Propaganda Fide congregationis, catholica Ecclesia inibi collegerit; ex quo satis elucet, nihil unquam intentatum Sanctam hanc Sedem pro ea, quam gerit, ecclesiarum omnium sollicitudine, reliquisse, ad Scotiæ gentem ex lugendis veteribus calamitatibus reficiendam in dies, recreandamque.

At profecto sa. me. Pio PP. IX. id cordi apprime erat, ut illlustrem Scotiæ ecclesiam ad pristinum decus, et formam iterum excitare datum esset; præclara enim prædecessorum suorum exempla illum urgebant, cui ad hujusmodi opus viam ipsi veluti sternere voluisse videbantur. Et sane ex una parte perspiciens universum religionis catholicæ in Scotia statum, ac succrescentem in dies Christifidelium, sacrorum operariorum, ecclesiarum, missionum, religiosarum domorum, aliarumque hujusmodi institutionum, ac temporalium etiam adjumentorum copiam, ex alia vero animadvertens per eam, quam inclytum gubernium Britannicum catholicis impertitur, libertatem, in dies removeri quidquid impedimento fuerat, quominus penes Scotos ordinarium SS. antistitum regimen restitueretur, facile sibi ille pontifex persuaserat, episcopalis hierarchiæ restaurationem ad aliud tempus minime esse differendam. Interea ipsi vicarii apostolici, et permulti sive ex clericis, sive ex laicis, generis nobilitate, ac virtutum laude spectati viri enixe ab eo flagitarunt, ut hac in re eorum votis satisfacere haud diutius immoraretur. Quæ quidem supplicationes iterum ei porrectæ sunt, cum dilecti cujusvis ordinis filii illarum regionum, duce ven. fr. Joanne Strain, episcopo Abile in partibus infidelium et districtus orientalis vicario apostolico, huc advenere, ut de die quinquagesimum annum ab episcopali ejus consecratione claudente cum ipso gratularentur. Cum ita se res haberent, prælaudatus pontifex negotium hoc, prout ejus gravitas postulabat VV. FF. NN. sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalibus, Fidei Propagandæ præpositis, undequaque discutiendum commiserat atque eorum sententia in suscepto consilio eum magis magisque confirmaverat. Dum vero ipse ad opus diu multumque optatum absolvendum se pervenisse lætabatur, ad coronam justitiæ recipiendam a justo judice advocatus fuit.

Quod itaque prædecessor noster morte interceptus perficere non potuit, copiosus in misericordia Deus et in cunctis suis gloriosus operibus largitus est nobis, ut ita supremum pontificatum, quem in tanta temporum calamitate trepidantes suscepimus, fausto quodam veluti omine auspicaremur. Quapropter sine mora, cum totius hujusce negotii plenam nobis notitiam comparaverimus, quod a rec. me. Pio PP. IX decretum fuerat, executioni mandandum esse ultro existimavimus. Erectis itaque oculis ad Patrem luminum, a quo omne datum optimum, et donum perfectum, divinæ gratiæ præsidium invocavimus, exorata simul ope B. M. V. sine labe conceptæ B. Josephi ejus sponsi atque universæ Ecclesiæ patroni, beatorum apostolorum Petri et Pauli, sancti Andreæ, aliorumque cœlitum, quos Scoti veluti protectores venerantur, ut suis nos apud Deum suffragiis ad idem negotium prospere maturandum juvarent. Hisce itaque præhabitis, motu proprio, certa scientia, ac de apostolica, qua in universam Ecclesiam pollemus, auctoritate, ad majorem Dei omnipotentis gloriam et catholicæ fidei exaltationem constituimus, atque decerni-

mus, ut in Scotiæ regno juxta canonicarum legum præscripta reviviscat hierarchia ordinariorum episcoporum, qui a sedibus nuncupabuntur, quas hac nostra constitutione erigimus, atque in ecclesiasticam provinciam constituimus. Porro sex numero sedes in præsens erigendas easque ex nunc erectas esse volumus, nimirum S. Andreæ cum adjuncto titulo Edimburgi, Glasguensem, Aberdonensem, Dunkeldensem, Candidæ Casæ seu Gallovidianam, nec non Ergadiensem atque insularum.

Recolentes autem illustria veteris sancti Andreæ ecclesiæ monumenta, habitaque ratione hodiernæ illius regni principis civitatis, aliisque rationibus perpensis, non possumus, quin celebrem illam sedem veluti e sepulcro excitantes, ad metropolitanæ seu archiepiscopalis dignitatis gradum, adjecto Edimburgi titulo, evehamus, vel restituamus, quo antea a ve. me. Sixto IV decessore nostro decorata fuerat, eidemque suffraganeas quatuor ex præenuntiatis sedibus, nempe Aberdonensem, Dunkeldensem, Candidæ Casæ seu Gallovidianam, Ergadiensem atque insularum adsignemus, quemadmodum tenore præsentium auctoritate nostra apostolica adsignamus, addicimus, attribuimus. Quod vero ad Glasguensem sedem attinet, considerata illius civitatis vetustate, amplitudine, et nobilitate, ac præsertim præ oculis habito florentissimo in ea religionis statu, et archiepiscopalibus præeminentiis eidem ab Innocentio VIII collatis, decere omnino duximus ipsius sacrorum antistiti archiepiscopi nomen et insignia tribuere prout tenore præsentium pariter tribuimus, quin tamen, donec aliter a nobis vel successoribus nostris definitum fuerit, præter nominis et honoris prærogativam ullum consequatur jus proprium veri archiepiscopi et metropolitani. Volumus autem, atque mandamus, ut Glasguensis archiepiscopus, quoadusque sine suffraganeis permanebit, in provincialem synodum una cum aliis conveniat.

In prædicta vero S. Andreæ atque Edimburgi archiepiscopali seu metropolitica sede comprehendantur comitatus Edimburgensis, Limnuchensis, Hadintonanus, Bervicensis, Selkirkensis, Peblianus, Roxburgensis et pars meridionalis Fifæ quæ est ad dexteram fluminis Eden; comitatus quoque Sterlinensis, demptis tamen territoriis de Baldernock et Kilpatrick orientali nuncupatis.

In archidiœcesi Glasguensi comprehendantur comitatus Lanarcensis, Renfroanus, Britannodunensis, territoria de Baldernock et Kilpatrick orientali nuncupata, in comitatu Sterlinensi sita, pars borealis comitatus Aërensis, quæ ab australi ejusdem regione, rivulo Lugton in Garnock fluvium defluente, separatur: insulæ quoque Cumbra major et minor.

In diœcesi Aberdonensi contineantur comitatus Aberdonensis, Kincardinensis, Bamfiensis, Elginensis, seu Moraviensis, Narniensis, Rossiensis (præter Leogum in Œbudis), Cromartiensis, Sutherlandiensis, Cathanesiensis, insulæ Orcades et Hethlandicæ: denique ea pars comitatus Ennernessensis quæ sita est ad septentrionem lineæ rectæ ductæ ab extremitate septentrionali lacus Luing ad fines orientales ejusdem comitatus Ennernessensis, ubi sibi occurrunt comitatus Aberdonensis et Bamfiensis.

In diœcesi Dunkeldensi comprehendantur comitatus Perthensis, Forfarensis, Clacmananus, Kinrossianus, et pars septentrionalis Fifæ quæ est ad lævam fluminis Eden, eæ quoque partes comitatus Sterlinensis, quæ disjunctæ jacent atque a comitatibus Perthensi et Clacmanano sunt circumseptæ.

Diœcesis Candidæ Casæ seu Gallovidiana contineat comitatus Dumfrisiensem, Kircudberechtensem, Victoniensem, et Aërensis partem, quæ ad lævam rivuli Lugton in flumen Garnock defluentis ad Austrum extenditur.

Diœcesis denique Ergadiensis et Insularum complectatur comitatum Argatheliensem, Botam et Araniam insulas Æbudas, et partem australem comitatus Ennernessensis, quæ a lacu Luinge ad fines comitatus ejusdem orientales juxta lineam rectam supra descriptam, protenditur.

Ita igitur in Scotiæ regno præter Glasguensem archiepiscopatum honoris, unica erit provincia ecclesiastica ex uno archiepiscopo seu metropolitano antistite, et quatuor suffraganeis episcopis constans.

Neque dubitamus, quin novi præsules prædecessorum suorum, qui propria virtute veterem Scotiæ ecclesiam illustrarunt, vestigiis inhærentes omnem daturi sint operam, ut catholicæ religionis nomen in eorum regionibus splendidius fulgescat, et animarum profectus, divinique cultus augmentum meliori qua fieri poterit ratione promoveatur. Ea propter nobis, nostrisque in apostolica Sede successoribus jam nunc reservatum declaramus, ut prædictas diœceses in alias, ubi opus erit, partiamur, earumque numerum augeamus, limites immutemus, et quidquid aliud ad orthodoxæ fidei propagationem ibi magis conferre in Domino visum fuerit, libere perficiamus.

Quod vero iisdem ecclesiis valde profuturum perspicimus, volumus ac jubemus, ut earumdem præsules relationes de sedium, atque ovium eorum curæ creditarum statu ad nostram de Propaganda Fide congregationem, quæ hactenus peculiarem sedulamque de regionibus ipsi sollicitudinem gessit, transmittere nunquam omittant; nesque per eamdem Congregationem certiores faciant de iis omnibus, quæ pro pastorali munere adimplendo, et suarum ecclesiarum incremento procurando nunciare se necessarium aut utile judicaverint. Meminerint autem, se hanc relationem exhibere, sicut et SS. Apostolorum limina adire, quarto redeunte anno teneri, prout in const. s. m. Sixti V diei XIII kal. januarii anni millesimi quingentesimi octogesimi quinti data, quæ incip. *Romanus Pontifex*, sancitum est. In ceteris pariter, quæ ejusdem pastoralis officii sunt, archiepiscopi et episcopi supramemorati omnibus fruantur juribus et facultatibus, quibus alii aliarum gentium catholici antistites ex communi sacrorum canonum, et apostolicarum constitutionum vi fruuntur, ac frui possunt ac poterunt, iisdemque adstringantur obligationibus, quibus alii archiepicopi et episcopi ex eadem communi et generali catholicæ Ecclesiæ disciplina devincti sunt. Quæcumque idcirco sive ex antiqua ecclesiarum Scotiæ ratione, sive in subsequenti missionum conditione ex peculiaribus constitutionibus, aut privilegiis vel consuetudinibus particularibus viguerint, mutatis nunc circumstantiis, nullum posthac sive jus, sive obligationem inducant. Atque eum in finem, ut nulla hac super re in posterum suboriri valeat dubitatio, nos iisdem illis peculiaribus statutis, ordinationibus, et privilegiis cujuscumque generis et consuetudinibus a quocumque etiam vetustissimo et immemorabili tempore invectis, ac vigentibus, omnem prorsus obligandi, et juris afferendi vim ex plenitudine apostolicæ auctoritatis adimimus. Quocirca Scotiæ præsulibus integrum erit ea decernere, quæ ad communis juris executionem pertinent, quæque ex generali ipsa Ecclesiæ disciplina episcoporum auctoritati permissa sunt. Pro certo autem teneant, nos eis apostolica nostra auctoritate libenter fore adfuturos, atque in omnibus nostram eis opem laturos, quæ ad divini nominis gloriam amplificandam, et animarum spirituale bonum fovendum conducere visa fuerint. Cujus quidem propensæ voluntatis nostræ erga dilectam S. Sedis filiam, Scotiæ ecclesiam, ut pignus exhibeamus, volumus, et declaramus, antistites ipsos, cum ordinariorum episcoporum nomine et juribus fuerint insigniti, iis haudquamquam privari debere commodis, et amplioribus facultatibus, quibus in antecessum una cum titulo nostrorum et apostolicæ Sedis vicariorum fruebantur. Neque enim fas est, ut in eorum vertant detrimentum, quæ a nobis ex catholicorum Scotorum voto in majus sacræ apud ipsos rei bonum decreta sunt. Et, quoniam ea est Scotiæ conditio, ut Christi ministris, et variis

cujusque ecclesiæ necessitatibus temporalia subsidia haud congrua suppetant, certa spe futurum substentamur, ut dilecti ipsi filii nostri christifideles, quorum impensissimis postulationibus pro episcopali hierarchia restituenda libenti animo obsecundavimus, pastoribus, quos eis preficiemus, eleemosynis ac oblationibus suis largius etiam succurrere pergant, quibus episcopalium sedium instaurationi, templorum, ac divini cultus splendori, cleri pauperumque substentationi aliisque ecclesiæ necessitatibus valeant consulere.

Sed jam ad illum humillimas preces nostra convertimus, in quo placuit Deo Patri in dispensatione plenitudinis temporum instaurare omnia, ut qui cepit opus bonum, ipse perficiat, confirmet, solidetque, ac illis omnibus, ad quos res a nobis decretas, exequi pertinet cœlestis gratiæ lumen et robur adjiciat, quo restituta a nobis in Scotiæ regno episcopalis hierarchia religioni catholicæ omnino benevertat. Ad quem etiam finem deprecatores apud reparatorem nostrum Jesum Christum adhibemus sanctissimam ejus matrem, B. Josephum ipsius putativum patrem, beatos apostolos Petrum et Paulum, nec non S. Andream, quem Scotia peculiari cultu prosequitur, aliosque sanctos, ac præsertim beatam Margaritam Scotorum reginam, ejusdemque regni decus et columen, ut renascentem illam ecclesiam benigno favore prosequi velint.

Decernimus tandem has nostras litteras nullo unquam tempore de subreptionis vitio, sive intentionis nostræ alioque quovis defectu notari vel impugnari posse, et semper validas et firmas fore, suosque effectus in omnibus obtinere atque inviolabiliter observari debere. Non obstantibus apostolicis, atque in synodalibus, provincialibus et universalibus conciliis editis generalibus vel specialibus sanctionibus nec non veterum Scotiæ sedium et missionum ac vicariatuum apostolicorum inibi postea constitutorum, et quarumcumque ecclesiarum ac piorum locorum juribus aut privilegiis, juramento etiam confirmatione apostolica aut alia quacumque firmitate roboratis, ceterisque contrariis quibuscumque. His enim omnibus, tametsi pro illorum derogatione specialis mentio facienda esset, aut alia quantumvis exquisita forma servanda, quatenus supradictis obstant, expresse derogamus. Irritum quoque et inane decernimus, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Volumus autem, ut harum literarum exemplis etiam impressis, manuque publici notarii subscriptis, et per constitutum in ecclesiastica dignitate virum suo sigillo munitis eadem habeatur fides, quæ nostræ voluntatis significationi ipso hoc diplomate ostenso haberetur.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ erectionis, constitutionis, restitutionis, institutionis, adsignationis, adjectionis, attributionis, decreti, mandati, ac voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo octigentesimo septuagesimo octavo IV nonas martias pontificatus nostri anno I.

C. Card. SACCONI, Pro-Datarius. F. Card. ASQUINIUS.

Visa
De Curia J. De Aquila e vicecomitibus.
Loco † *Sigilli*

J. Cugnonius,
Reg. in Secretaria Brevium,

Préséance. Docteurs.

Le second concile provincial de Tarragone renferme un statut qui défère la préseance aux gradués, c'est-à-dire aux docteurs ou licenciés. Mgr l'évêque de Lérida ayant renouvelé cette disposition dans un Règlement récent, le maître de cérémonies de la cathédrale, lequel a quarante-trois ans de sacerdoce, n'a pu se résoudre à céder le pas à de jeunes prêtres. La S. Congrégation des Rites a déclaré insoutenable la disposition du Règlement. Quoique le concile de Tarragone ait été examiné par le Saint-Siége, on ne peut considérer comme légales les dispositions qui ne sont pas en harmonie avec les prescriptions canoniques.

Illerden. Marianus Puigilat y Amigó, cl. m. episcopus Illerden., provinciæ ecclesiasticæ Tarraconensis, novis editis constitutionibus sub nomine vulgo *Regulamento provisional* suffultus decreto concilii provincialis secundi, quo statutum fuerat « ut doctores et licentiati in theologia vel jure canonico, commensales aut beneficiati primum et immediatum ante commensales seu portionarios, tam in choro quam in processionibus obtineant locum, servata cujusque in præcedentia doctoratus antiquitate, » novam hujusmodi induxit disciplinam, ab universo clero suæ ecclesiæ cathedralis observandam. Jamvero sacerdos Felix Costa, præfatæ cathedralis ecclesiæ Illerdensis magister cœremoniarum non graduatus, sed a quadraginta tribus annis in presbyteratus ordine constitutus, ægre ferens quod neosacerdos graduatus sedem choralem præcedentiæ in vim prædicti decreti sibi arriperet, a Sacra Rituum Congregatione insequentium dubiorum resolutionem suppliciter petiit, nimirum :

Dubium 1. An tuto dispositio dicti Regulamenti provisionalis sit admittenda et retinenda?

Dubium 2. An orator restitui debeat in sua sede præcedentiæ licet non sit graduatus?

Dubium 3. Et supposito quod affirmative, an talis canonica præscriptio sit ab omnibus choralibus observanda?

Dubium 4. An talis constitutio synodi Tarraconensis possit stare vel aliquam vim obtinere pugnans adversus tam repetita decreta sacrorum Rituum Congregationis constituentis veram dignitatem in sacerdotio?

Sacra eadem Congregatio ad relationem subscripti secretarii, exquisito voto in scriptis alterius ex apostolicarum cæremoniarum magistris, omnibus rite perpensis, declarare censuit :

Ad 1. *Negative.*

Ad 2, 3 et 4. *Provisum in primo.*

Atque ita declaravit ac servari mandavit. Die 1 septembris 1877. — A. Ep. Sabinen. card. Bilio, S. R. C. præf. — Placidus Ralli, S. R. C. secretarius.

— *Chemin de la Croix. Erection canonique. Indult accordé par le général des Franciscains.*

Comme le Rosaire appartient à l'ordre de S. Dominique et le scapulaire est réservé aux religieux de Notre-Dame du Carmel, ainsi le Chemin de la Croix est le patrimoine spécial des Franciscains qui ont été, depuis l'époque des croisades, les gardiens des saints lieux de Jérusalem et de la Palestine. C'est par conséquent au général des Franciscains qu'on demande le pouvoir d'ériger le chemin de la croix. Quelquefois le saint-père accorde directement la faculté en vertu d'un bref. Voici la formule de la patente délivrée à Mgr l'évêque d'Huesca et Barbastro, en Espagne :

Fr. Bernardinus a Portu Romatino strictioris observantiæ sancti patris nostri Francisci, jam S. theologiæ lector, Venetæ provinciæ ex-minister, ex-procurator reformatorum, totius ordinis Minorum minister generalis, et humilis in Domino servus.

« Vigore præsentium litterarum facultatem impertimur Excellmo almo Duo Honorio Maria de Onaindia, episcopo Oscen. et Barbastren. in Hispania, quatenus per se vel per alios sacerdotes idoneos sibi subditos suæ diœcesis ab ipso deputandos, sacras viæ crucis stationes benedicere ac erigere possit et valeat in ecclesiis, intra limites suæ jurisdictionis, publicis oratoriis, monasteriis, locis piis, cœmeteriis, et oratoriis etiam privatis in quibus ex apostolico indulto S. Missæ sacrificium celebrare liceat; cum singulis adnexis indulgentiis lucrandis ab omnibus Christifidelibus eas devote visitantibus. Servatis omnibus aliis de jure servandis, et relicto peractæ erectionis semper testimonio propria manu subscripto.

« Datum Romæ ex nostra residentia S. Mariæ de Aracœli 21 novembris 1877. — Fr. Bernardinus, minister generalis. — De mandato Paternitatis Suæ Reverendissimæ, Fr. Franciscus M. a Salerno, lector jubilatus, secretarius generalis ordinis.

— *Concours pour la nomination du chanoine pénitencier de l'église métropolitaine et patriarcale de Séville. Edit de l'archevêque et du chapitre.*

La nomination du pénitencier étant simultanée entre l'archevêque et le chapitre, l'édit de convocation est rendu en leur nom. Le canonicat est devenu vacant par la promotion de Mgr Manuel Gonzalez y Sanchez à l'évêché de Jaen. Plusieurs bulles du Saint-Siége et le concordat de 1851 prescrivent le concours. Les candidats qui concourent doivent être docteurs, ou tout au moins licenciés en théologie ou en droit canonique. Ils doivent avoir reçu leurs grades dans une des universités d'Espagne, ou bien à l'université de Bologne, ou bien encore dans un des séminaires d'Espagne qui ont le pouvoir de conférer les grades. L'inscription des candidats demeurera ouverte deux mois entiers. Chacun devra présenter au secrétaire du chapitre ses titres, les testimoniales de son prélat, l'acte de baptême pour constater l'âge, lequel, d'après la bulle *Supremæ* de Grégoire XV, doit être celui de quarante ou tout au moins trente ans. On préviendra les candidats qui ne sont pas prêtres, qu'ils doivent recevoir les ordres dans le délai d'un an ; ils devront avant la prise de possession se démettre de tout emploi de nature à les empêcher de remplir personnellement les fonctions de pénitencier. Ils prendront l'engagement de n'accepter aucun emploi, sauf celui de juge synodal. Le concours a lieu de la façon qui suit. Les théologiens feront un cours sur un article de la *secunda secundæ* de S. Thomas ; ils devront répondre à toutes les objections qu'on leur fera. En outre, ils prêcheront une heure entière sur un des trois passages de l'Évangile qui leur seront présentés. Les canonistes feront de même sur une décrétale du code de Grégoire IX. On accorde trente-six heures de préparation. Les exercices littéraires étant terminés, l'archevêque et le chapitre décideront de concert l'approbation des candidats ; puis, le prélat choisira parmi les candidats approuvés celui qu'il croira le plus apte et le plus digne.

Tel est le système qui est observé dans l'église de Séville pour la nomination du pénitencier. Voici le texte de l'édit de convocation du concours.

Edicto para la oposicion del canonicato de Penitenciaria de la santa iglesia metropolitana y patriarcal de Sevilla, con termino de sesenta dias, que se cumplirán en 18 de febrero de 1878.

Nós Dr. D. Fr. Joaquin Lluch y Garriga, por la gracia de Dios y de la Santa Sede Apóstolica, Arzobispo de Sevilla, et cétera.

Y el Dean y Cabildo de su santa metropolitana y patriarcal iglesia.

Hacemos saber á los que el presente edicto vieren y leyeren : que por promocion del Dr. D. Manuel Gonzalez y Sanchez á la dignidad de Obispo de Jaen, ha resultado vacante el canonicato de Penitenciaria que en ella poseía, cuya provision nos pertenece, asi por Bulas apostólicas como por el Novísimo Concordato, y hemos acordado se efectúe prévia oposicion, al tenor de sus disposiciones. Por tanto, los que siendo Doctores ó Licenciados en Teologia, ó en Derecho canónico en alguna de las Universidades aprobadas en estos reinos, ó en la de Bolonia, como colegiales del mayor de los españoles, ó en alguno de los Seminarios conciliares habilitados para conferir dichos grados, quisieren oponerse al expresado canonicato, comparecerán ante nuestro Secretario capitular por sí, ó por Procurador competentemente autorizado, á firmar la oposicion dentro del término de sesenta dias, que correrán desde el 20 del presente Diciembre hasta el 18 de Febrero del año de 1878, vésemes oportune, habrán de presentar sus titulos, las testimoniales de sus respectivos Prelados, y las fes de bautiamo, por las acrediten tener la edad de cuarenta año , que es la requerida para dicha Prebenda por la Bula *Supremæ dispositiones arbitrio* de la Santidad de Gregorio XV, ó cuando ménos la de treinta cumplidos, por si se diese el caso excepcional de que se hace mencion en la citada Bula; debiendo además de esto tener entendido los aspirantes que el que fuere elegido quedará obligado á ordenarse de Presbítero dentro de un año, si ya no lo fuese al tiempo de la provision; y que si tuviese oficio de administracion de justicia dado por S. M., ó por el Prelado, ó algun otro cargo ó empleo que le impedia cumplir personalmente las obligaciones de la referida canongía, le habrá de renunciar ántes de ser admitido á la posesion, obligándose, con la formalidad que en esta iglesia se acostumbra, á no aceptar ni servir en lo sucesivo ninguno de dichos empleos, cargos ú oficios (salvo el de Juez sinodal) so pena de considerarse vacante por ese mero hecho el canonicato, y quedar Nós en plena libertad de volver á proveerle.

Los opositores admitidos con dichos requisitos y condiciones principiarán desde luégo á hacer sus correspondientes ejercicio literarios, los cuales, de conformidad con le prescrito en las indicadas disposiciones pontificias y antígua práctica de esta santa iglesia, se verificarán de la manera siguiente : Los Teólogos tendrán una leccion de hora con puntos de vainticuatro sobre uno de los tres piques, que se han de dar en la 2ª 2ª de la Summa de Santo Thomás, debiendo contestar acto contínuo á dos argumentos de media hora en forma silogística, los que se harán recíprocamente los opositores, segun el turno para los ejercicios se hubiera establecido, y un sermonl de hora con puntos de cuarenta y ocho sobre el asunto que escoja el ejercitante de entre los que a virtud de otros tres piques en los cuatro Evangelios se hubieren ofrecido á su eleccion. Y los canonistas á su vez leerán por igual tiempo y la misma preparacion sobre el capitulo que eligierem, mediante los tres piques, que en tal caso se darán en los cinco

libros de las Decretales de Gregorio IX, contestando asimismo á sus respectivos argumentos en forma de media hora cada uno; y por último, relatarán y fallarán el pleito que les quepa en suerte, debiendo prepararse para este ejercicio incomunicados en el local que se determine por espacio de treinta y seis horas, y no pudiendo exceder de una en su desempeño. Concluidos que sean todo estos ejercicios literarios, y prévio el acuerdo capitular sobre su aprobacion, elegiremos canónicamente de entre los opositores que la hubieren obtenido al que nos pareciere más apto é idóneo para el buen desempeño de las obligaciones anejas á la referida prebenda y más útil al servicio de Dios Nuestro Señor y bien de esta santa iglesia.

En testimonio de lo cual hemos mandado expedir y expedimos el presente edicto, firmado por Nós, sellado con los de nuestras armas y refrendado por nuestro Secretario capitular en Sevilla á 17 de Diciembre de 1877. — Fr. Joaquin, Arzobispo de Sevilla. — Dr. Cristóbal Ruiz Canela, Dean. — Por mandado de SS. EE. los Sres. Arzobispo y Dean y Cabildo de la santa metropolitana y patriarcal iglesia de Sevilla, Dr. Antonio Rodriguez y Montero, Canónigo Magistral, Secretario.

— *La vénérable Guillelmine-Emilie de Rodat, fondatrice des sœurs de la Sainte-Famille. Approbation du procès apostolique.*

Decretum. Ruthenen. Beatificationis et canonizationis ven. servæ Dei Guillelmæ Æmiliæ de Rodat, institutricis congregationis sororum a Sancta Familia nuncupatarum Quum decimoquinto kalendas aprilis 1875 Sanctissimus Dominus noster Pius papa IX benigne indulserit, ut de fama sanctitatis vitæ, virtutum, miraculorum in genere ven. servæ Dei Guillelmæ Æmiliæ de Rodat prædictæ ageretur in congregatione Sacrorum Rituum ordinaria, absque interventu et voto consultorum ad instantiam Rmi D. Joannis Josephi Rousseille, procuratoris generalis seminarii Parisiensis Missionum ad exteros, et hujus causæ postulatoris constituti, Emus et Rmus dominus cardinalis Carolus Sacconi, ejusdem causæ ponens, sequens dubium discutiendum proposuit in ordinariis Sacrorum Rituum comitiis hodierna die ad Vaticanum habitis; nimirum : « An constet de validitate et relevantia processus apostolica auctoritate constructi super fama sanctitatis vitæ, virtutum et miraculorum in genere dictæ ven. servæ Dei in casu et ad effectum de quo agitur? » Emi et Rmi Patres sacris tuendis ritibus præpositi, omnibus mature perpensis, auditoque voce et scripto R. P. D. Laurentio Salvati sanctæ fidei promotore, respondendum censuerunt : *Affirmative.* Die 15 septembris 1877. Quibus per infrascriptum secretarium fideliter relatis Sanctissimo Domino nostro Pio papa IX, Sanctitas Sua rescriptum Sacræ Congregationis ratum habuit ac confirmavit. Die 20 iisdem mense et anno. A. Ep. Sabinen. Card. BILIO S. R. C. Præf. Loco † Sigilli. *Placidus Ralli, S. R. C. secretarius.*

— *Indulgences. Si elles commencent la veille, où seulement à minuit. Les œuvres prescrites doivent être faites le jour marqué pour gagner l'indulgence. Si l'on peut gagner plusieurs indulgences le même jour. Si les conditions peuvent être observées plusieurs fois.*

Geneven. Super nonnullis operibus injunctis, rite peragendis. *Decretum.* Gaspar Mermillod, episcopus Hebron et vicarius apostolicus Genevensis, infrascripta dubia ad hanc S. Congregationem Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositam transmisit :

1. Utrum, nisi aliud expresse habeatur in indultis, indulgentiæ lucrandæ incipiant a media nocte, an vero a primis vesperis?

2. Utrum, si quis utens recenti privilegio confessionem et communionem pridie ejus diei peragat, cui affixa est indulgentia, etiam reliqua opera præscripta pridie fieri, adeoque pridie etiam indulgentia lucrifieri possit?

3. Utrum si eidem pio operi, quod a fidelibus iterari non potest variis titulis indulgentiæ annexæ sunt, possint omnes lucrifieri?

Emi Patres in congregatione generali habita in palatio apostolico Vaticano die 14 decembris 1877, auditis consultorum votis, rebusque mature perpensis, responderunt :

Ad primum : *A media nocte ad mediam noctem.*

Ad secundum: *Negative.*

Ad tertium : *Affirmative, dummodo opera injuncta vere iterari nequeant, vel non soleant, sicuti confessio, nisi sit aliunde necessaria.*

Et facta de præmissis relatione SSmo D. N. Pio PP. IX ab infrascripto secretario in audientia habita die 12 januarii 1878, Sanctitas Sua resolutionem S. Congregationis approbavit. Datum Romæ ex secretaria ejusdem S. C. die 12 januarii 1878. — A. card. Oreglia a S. Steph., præf. —A. Panici, secr.

— *Image du Sacré Cœur de Jésus. Si, pour acquérir les indulgences, on doit prier devant une image représentant extérieurement le Cœur humain et matériel du Sauveur.*

Quelques artistes se sont mis à sculpter ou à peindre des images du Sacré-Cœur de Jésus où le Cœur n'est pas représenté, mais seulement le Sauveur porte la main vers le côté de la poitrine qui fut ouvert par la lance. La S. Congrégation des Indulgences condamne cette innovation, et décide que les indulgences ne sont acquises que lorsqu'on fait des prières devant une Image qui représente extérieurement le Sacré-Cœur. Voici la décision textuelle.

Parisien. — De Indulgentia pro orantibus ante imaginem Sanctissimi Cordis Jesu Decretum. Summus pontifex Pius VI per rescriptum datam Florentiæ die 2 januarii 1799 concessit indulgentiam septem annorum, totidemque quadragenarum Christi fidelibus, qui cum debitis dispositionibus templum, oratorium seu altare ubi sacri Cordis D. N. J. C. imago publicæ venerationi, decenti forma quæ convenit, ut moris est exposita habeatur, pie visitaverint, nec non per aliquod temporis spatium juxta mentem S. S. Deum oraverint.

Hinc Rev. P. Ramière Soc. Jesu S. Congregationi Indulgentiis SSque Reliq. præpositæ infrascriptum proponit dubium :

Utrum Redemptoris imaginibus in quibus SSmi Cordis Imago extrinsecus non appareat, applicari possit concessio Indulgentiæ a sa. me. Pio VI facta pro qualibet oratione quæ fiat coram imagine aliqua SSmi Cordis Jesu publicæ venerationi exposita?

Emi Patres in congregatione generali habita in palatio apostolico Vaticano die 14 decembris 1877, auditis consultorum votis, rebusque mature perpensis responderunt: *Negative.* Et facta de præmissis relatione SSmo D. N. Pio papa IX ab infrascripto secretario in audientia habita die 12 januarii 1878, Sanctitas sua resolutionem S. Congregationis approbavit. Datum 12 januarii 1878.—A. card. Oreglia a S. Stephano præf. — A. Panici secr.

Animadversiones ex officio una cum consultoris voto. Jam vero quid veniat nomine imaginis SS. Cordis Jesu tum ipsa

verba, tum usus universalis, qui apparitionibus etiam ac revelationibus a B. Margarita Alacoque acceptis est apprime conformis, docere satis videntur. Colligitur siquidem ex actis ejusdem beatificationis, atque ex scriptis ab ipsa superiorum jussu factis, non alio quidem modo imaginem illam subjiciendam esse oculis Christifidelium, nisi sensibiliter sub figura cordis carnei et in pectore imaginis divini Servatoris exterius expressa. Quoties enim B. Margarita de divini Cordis Jesu apparitione mentionem init, toties illud quibusdam adjunctis designat, ut imaginem sub sensu cadentem necessario supponant. Ait quippe divinum illud Cor ita apparuisse ut fulgore solem vinceret, radios undequaque diffunderet, vulnere sauciatum, corona spinea sursum, et crucis signo deorsum munitum. Et ipsum Christum Dominum significasse tradit desiderium, quod ad hominum cordium duritiem emolliendam ipsorum oculis prædicti sui Cordis carnei imago exponeretur; acceptissimum sibi futurum honorem sub hac figura redditum; uberesque se gratias honoris hujusce causa effusurum.

Quibus accedit pictam primitus tabulam ipsa prope B. Margarita suggerente, eisdem quæ diximus emblematibus expressam adhuc asservari ad cujus plus minus normam usque ad nostra tempora cæteræ Imagines vel pictæ vel sculptæ fuerunt repræsentatæ. Nuper vero ad hanc praxim impugnandam plures christianas artes etiam colentes insurrexerunt contendentes, haud esse artis regulis conformem hanc repræsentationem SS. Cordis Jesu, et insinuare potius nituntur, ut aliæ imagines sculpantur vel pingantur in quibus exhibeatur Christus lateris sui vulnus manu ad pectus admota ostendens, aut quolibet alio modo suum amorem manifestans. Neque inter ipsos desunt qui dictitent id et conformius etiam esse spiritui revelationum a B. Margarita acceptarum et Evangelio ubi non legitur quod cor, sed quod latus Redemptoris fuit lancea perforatum, et ex quo constat neque in morte neque post mortem fuisse ipsius corpus divisum, ac tandem christianæ etiam veteri iconographiæ; juxta quam latus Redemptoris dextrum, ac minime sinistrum a Longino perforatum repræsentatur.

Et cum usus in Gallia præsertim jam invalescat loco carnei Jesu Cordis imaginem publicæ venerationi exponendi Redemptoris figuram amorem suum prædicta ratione exprimentem, Rev. P. Ramière societatis Jesu Sacræ Congregationi relatum proposuit dubium; quo desuper Rmus Pater Tosa O.P. hujus S. Congreg. consultor de sua sententia rogatus, paucis hisce verbis eam manifestat: « Quidquid est de præsumptis artis regulis, imago quælibet, utut pia, Salvatoris Christi in qua SSmum ipsius Cor depictum non appareat, nec est nec dici potest imago SSmi Cordis Jesu. Ergo nec est nec dici potest ornata privilegio earum indulgentiarum, quæ ab aliquo summo pontifice orantibus coram imagine aliqua SSmi Cordis Jesu concessæ fuerint. Ita omnino quæsito proposito respondendum censeo. » Atque huic consultoris opinioni favere etiam videntur verba in superiori rescripto sa : me : Pii VI adjecta, *ut moris est*, quæ ad formam imaginis ante quam est exorandum, videntur referri.

— *Liturgie. Langue vulgaire. Culte supplémentaire. Ancien usage d'employer la langue polonaise dans certaines parties de la liturgie. Si l'on peut lui substituer la langue russe? Décision de la S. Congrégation du Saint-Office.*

Le rite latin est gardé dans un grand nombre d'églises de Pologne et de Lithuanie. Cependant on emploie le polonais dans certaines parties de la liturgie et dans quelques formules relatives à l'administration des sacrements. Cet usage est fort ancien et immémorial. Depuis quelques années les partisans du schisme font de grands efforts pour abolir le rite latin dans les églises catholiques, et le remplacer par les offices en langue russe. Jusqu'à ce jour ils n'ont pu réaliser leur dessein que sur un point, c'est-à-dire qu'ils ont introduit le russe dans les parties supplémentaires de la liturgie dont il est question plus haut. Effrayés d'une innovation aussi dangereuse pour l'orthodoxie, plusieurs Polonais ont consulté le Saint-Siége. L'affaire ayant été examinée en congrégation générale du Saint-Office, il a été décidé qu'il n'est pas permis de substituer, sans l'autorisation du Saint Siége, la langue russe à la langue polonaise, qui est employée de temps immémorial dans le culte supplémentaire dont il s'agit. Voici la décision textuelle :

Resolutio quoad usum linguæ Russiacæ in liturgia catholica. Beatissime Pater. Fautores schismatis ex aliquot annis omni contentione inducere conantur Russiacam linguam in publicum cultum divinum ecclesiarum catholicarum ritus latini in provinciis Poloniæ, Lithuaniæ, aliisque imperio Russiaco subditis. Innovatio autem hactenus quidem in eo consistit, quod in illis partibus sacræ liturgiæ et administrationis sacramentorum, quæ cultus suppletorius appellatæ ex immemorabili consuetudine hucusque peragebantur lingua Polonica, nunc pro Polonica iidem schismatis fautores substituere conantur linguam Russiacam non sine gravi catholicæ fidei discrimine ac maxima fidelium perturbatione et offensione.

In hisce angustiis plures sacerdotes ac laici Ecclesiæ catholicæ filii, ut suæ aliorumque plurimorum conscientiæ consulerent, ad Apostolicam Sedem confugerunt, ab ea lumen impetraturi. Unice ergo ad sanctæ religionis catholicæ, quam a majoribus acceperunt conservationem, et ad conscientiarum securitatem, iidem sacerdotes ac fideles humillime imploraverunt declarationem sequentium quæstionum :

I. Utrum in cultu suppletorio quem dicunt, pro lingua Polonica, quæ ex immemorabili consuetudine in usu est, absque S. Sedis auctoritate substituere linguam Russiacam licitum sit?

II. Utrum sancta Sedes hujusmodi substitutionem linguæ Russiacæ toleraverit vel tolerare censenda sit?

Feria IV die 14 julii 1877. In Congregatione generali S. Romanæ et universalis inquisitionis habita coram Emis ac Rmis DD. S. R. E. cardinalibus generalibus inquisitoribus, propositis suprascriptis dubiis, iidem Emi ac Rmi DD. decreverunt : Ad primum et secundum : *Negative.*

L✝S. — A. Jacobini, *assessor* S. O. — J. Pelami *S. Rom. et Univ. Inquis. Notarius.*

— *Espagne. Curés desservant deux paroisses. Indult pontifical permettant d'appliquer une seule messe pour les deux populations.*

La révolution espagnole ayant notablement éclairci les rangs du clergé, il arrive bien souvent que les curés desservent deux paroisses. La messe *pro populo* devant être appliquée chaque dimanche pour la population de chaque paroisse, les curés sont obligés d'appliquer ou de faire appliquer deux messes. En 1871, Mgr l'archevêque de Compostelle obtint pour sept ans un indult pontifical qui accorda dispense à ce sujet, de sorte que les curés dont le traitement ne dépasse pas

six mille réaux (environ quinze cents francs) ne sont obligés qu'à une messe *pro populo* les dimanches et fêtes. La prorogation de l'indult pour sept années a été obtenue dans un rescrit de la S. Congrégation du Concile du 21 janvier 1878.

Dans une circulaire qui a accompagné la communication du rescrit au clergé de l'archidiocèse de Compostelle, S. Em. le cardinal archevêque a notifié que le revenu de six mille réaux dont parle l'indult, s'entend du revenu net que chaque curé reçoit du trésor public. Il paraît que le gouvernement espagnol retient le quart du traitement qu'il devrait servir au clergé d'après le concordat de 1851 et les conventions subséquentes. Il n'est pas surprenant que les finances espagnoles soient dans la plus déplorable situation. Tout gouvernement qui désire se ruiner, et faire banqueroute, a un moyen fort simple : s'emparer des biens ecclésiastiques et réduire le clergé à la mendicité. C'est là une loi historique qui est constatée par l'histoire, surtout pendant les trois derniers siècles.

Voici l'indult pontifical et la circulaire de S. Em. le cardinal archevêque de Compostelle :

« Arzobispado de Compostela. — Con el propósito de hacer más llevaderas las cargas y obligaciones que pesan sobre todos aquellos que por su ministerio se hallan atenidos á celebrar las misas *pro populo* en los dias de precepto, hemos instado sin cesar á fin de obtener de la Santa Sede la reduccion de aquel deber cuanto nos fuese posible. Consiguientemente, además de las gracias ya conocidas de nuestros muy amados hermanos, últimamente hemos conseguido la que expresa el rescripto que al pié copiamos, de la cual pueden hacer uso desde luégo, como pudieron hacerlo igualmente de las ya publicadas. Para su gobierno debe entenderse que la renta que cada uno percibe y á la cual han de ajustar sus cálculos para el uso de la gracia, es la líquida que les resta, deducido el 25 por 100 que ahora se descuenta, porque en realidad esta deduccion equivale á una baja efectiva de asignacion.

Palacio arzobispal de Santiago 4 de abril de 1878. — Miguel, Cardenal Payá, arzobispo de Compostela.

« Beatissime Pater. Cardinalis archiepiscopus Compostellanus, attenta parochorum paupertate et temporum ac locorum circumstantiis, venerato rescripto S. Vtræ diei 6 februarii 1871 obtinuit ad septennium facultatem reducendi obligationem applicandi ad unam missam pro utraque plebe favore tantum eorum parochorum, quorum congrua non excedit sex mille regales. Cum hæc facultas jam sit expirata et causæ ob quas concessa fuit, non modo perdurent, sed etiam graviores evaserint pro clero Hispaniæ, hinc est quod a S. Vtra benignam prorogationem implorat una cum sanatione quoad præteritum tempus.

« Die 21 januarii 1878. — SSmus Dnus noster, audita relatione infrascripti pro-secretarii S. Congregationis Concilii, præviaque sanatione quoad præteritum, petitam prorogationem ad aliud quinquennium tantum, servata forma præcedentis indulti, Emo Dno cardinali archiepiscopo oratori benigne impertitus est. — P. Card. Caterini, præf. — J. Verga, pro-secretarius. »

— *Décret de l'Index.* — *Le divorce considéré en théorie et en pratique.* — *L'Etat et l'Eglise de M. Mighetti. L'Eglise catholique et l'Italie, par M. Cerruti, pénitencier de la cathedrale de Novare.* — *Brière : Le vrai mot de la situation présente. Lettre à l'official de Chartres.*

Le premier décret de l'Index que le saint-père Léon XIII ait muni de son approbation, a été promulgué à Rome dans les formes d'usage le 26 avril 1878, par conséquent cinq jours après la publication de la première encyclique du pontife. Le décret avait été porté trois semaines auparavant; car il est daté du 8 avril, et le Saint-Père l'a confirmé dès le lendemain.

Les ouvrages mis à l'index sont indiqués plus haut. Le plus important c'est incontestablement celui de M. Minghetti, ancien ministre du gouvernement pontifical et ensuite ministre du nouveau gouvernement italien.

Decretum. Feria 2 die 8 aprilis 1878. Sacra Congregatio eminentissimorum ac reverendissimorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a sanctissimo domino nostro Leone papa XIII Sanctaque Sede apostolica Indici librorum pravæ doctrinæ, eorumdemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana Republica præpositorum et delegatorum, habita in palatio apostolico Vaticano die 8 aprilis 1878 damnata atque proscripta in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat quæ sequuntur opera :

Earle Carolus Joannes, B. A. *Tye Spiritual Bodi.* Latine : Corpus spirituale. — The Forty Days. Latine : Quadraginta dies. Londini. 1876.

Brière Abbé (sub falso nomine Georgii Perdrix). *Le vrai mot de la situation présente.* Paris, 1877.

Lettre adressée à monsieur l'abbé Pouclée, official diocésain de Chartres.

Bernardo (di) Domenico. *Il divorzio considerato nella teoria e nella pratica.* Vol. unico. Palermo, 1875.

Cerruti Giuseppe, canonico penitenziere della cattedrale di Novara. *La Chiesa Cattolica, e l'Italia,* storia ecclesiastica e civile dalla venuta di san Pietro, principe degli apostoli a Roma sino all'anno 30 del fortunoso pontificato di Pio IX. Vol. I, II. Torino tipografia Cavour, 1877. *Auctor laudabiliter se subjecit et opus reprobavit.*

Minghetti Marco. *Stato e Chiesa.* Ulrico Hoepli editore, Milano, 1878.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis prædicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco, et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sed locorum ordinariis, aut hæreticæ pravitatis inquisitoribus ea tradere teneatur sub pœnis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus sanctissimo Domino nostro Leoni papæ XIII per me infrascriptum S. I. C. a secretis relatis, Sanctitas Sua decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem, etc.

Datum Romæ, die 9 aprilis 1878. — Antoninus Card. de Luca, præfectus. — Fr. Hieronymus Pius Saccheri Ord. Præd. S. Ind. Congreg. a secretis. — Loco † sigilli.

Die 26 aprilis 1878, ego infrascriptus magister cursorum testor supradictum decretum affixum et publicatum fuisse in Urbe. — Philippus Ossani Mag. curs.

L'administrateur-gérant :

Palmé.

Paris. — Jules Le Clere et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Casselle, 17.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT CINQUANTE-DEUXIÈME LIVRAISON.

ESSAI SUR L'HISTOIRE DE LA BIBLE [1]

(*Suite*)

Les *Correctoria Bibliæ*; Hugues de Saint-Cher; Roger Bacon; Nicolas de Hanapes. — Traduction du Psautier de P. de Paris; autres traductions : Guiars des Moulins et les *histoires escolastres*; manuscrit de Strasbourg. — Efforts des papes pour conserver l'enseignement des langues orientales; décret du concile de Vienne; Nicolas de Lyra. — Macé, curé de Saincoins; Hermant de Valenciennes; zèle des rois de France pour la traduction de la Bible; Jehan de Viguay; Raoul de Presles. — Le xve siècle; les derniers professeurs d'hébreu à Paris; décret du concile de Bâle; Gerson; Jean de Blois; autres traducteurs.

VI

La popularité des ouvrages de Comestor et de Riga détourna la masse de l'examen direct du texte, et cela au moment même où quelques efforts se produisaient pour réviser et améliorer la Vulgate (2). C'est alors en effet que nous voyons apparaître les *Correctoria Bibliæ*, « espèce de commentaire critique sur les variantes de chaque passage, sur les grandes divisions du texte et celles des phrases, sur les particularités grammaticales, etc. (3).

Il en existe dès le commencement du XIIIe siècle, puisqu'un décret du chapitre général des Dominicains, tenu en 1238, commande à tous les religieux de l'ordre d'adopter la correction de la Vulgate, à laquelle les Pères du couvent de Paris travaillaient (4); un autre décret de 1256 défendit l'usage du *correctorium* dit de Sens (5).

Le travail des Dominicains de Paris se fit sous la direction du célèbre Hugues de Saint-Cher, plus tard cardinal. Respectant le texte qu'ils avaient sous les yeux, les correcteurs n'y retranchaient rien, et se contentaient d'indiquer leurs additions « par des barres marquées sous les mots, lesquelles tiennent lieu d'obèles » (6). Ils mettaient en note les corrections que l'étude leur suggérait. Richard Simon pense qu'ils consultèrent l'hébreu, ou du moins de plus anciennes corrections faites sur l'hébreu (7). Ce travail, remarquablement exécuté, indique de bons principes de critique et une science étendue.

(1) Voir la livraison précédente.
(2) En Italie, vers cette époque, le card. Nicolas faisait aussi corriger la Vulgate sur les meilleurs manuscrits. Lindanus, *de optimo scripturarum interpret. genere*, Colon., 1558, in-8°, l. III, c. 3.
(3) Reithmayr, *Introd. au N. T.*, tr. de Valroger, Paris, 1861, in-8°, t. I, p. 293.
(4) Quétif et Echard, *Scriptores ord. Prædic.*, t. I, p. 197.
(5) Martène, *Thesaurus anecdot.*, t. IV, c. 1676 et 1715.
(6) R. Simon, *Nouv. Observ.*, p. 129.
(7) *Ibid.*, p. 131.

Un autre *correctorium*, dont les auteurs se servirent, celui des Dominicains, était conservé dans la bibliothèque de la Sorbonne (1). Il est intitulé : « Incipit correctorium Bibliæ, secundum hebræos, græcos et latinos. » Ce travail montre dans ses auteurs une connaissance assez étendue des Pères et une critique intelligente. « On y lit souvent les noms d'Origène, d'Hilaire, d'Ambroise, de Chrysostôme, de Bède, de Raban, de Haimon, d'Isidore et de quelques autres écrivains ecclésiastiques. Le nom de S. Jérôme s'y trouve plus souvent qu'aucun autre (2). »

Les Chartreux et les Franciscains firent des travaux semblables. Le P. Vercellone, ce savant Barnabite dont la science regrette encore la perte, a cru avoir retrouvé à la bibliothèque vaticane le *correctorium* entrepris par Roger Bacon; les règles critiques qui y sont suivies sont en effet celles que Bacon admirait dans le *correctorium* anonyme dont il parle et qu'il vante comme un chef-d'œuvre. « L'auteur compare son texte de la Vulgate avec trois séries de manuscrits latins, les modernes, les anciens et les très-anciens.... Il se garde bien de corriger notre Vulgate d'après l'ancienne version italique ou d'après le texte grec, et s'attache à y conserver le style de S. Jérôme, dont il montre une connaissance profonde. C'est pourquoi il ne veut faire usage ni des citations des Pères latins qui ont suivi l'italique, ni même des fragments de cette version conservés dans la liturgie, et il note les méprises de ceux qui ne s'étaient pas conduits d'après cette règle (3). »

Hugues de Saint-Cher et Roger Bacon, le premier dominicain, le second franciscain, ont eu tous les deux les mêmes préoccupations scripturaires; mais le dominicain, si attentif qu'il soit à procurer la pureté du texte sacré, n'apporte pas dans ses études le coup d'œil de génie de son contemporain; ce qui cependant ne doit pas empêcher d'énumérer les services qu'il a rendus à la science sacrée. Hugues était né à Vienne, en Dauphiné; il mourut à Orvieto le 19 mars 1263. On lui doit un ouvrage considérable, les *Postilles sur toute l'Écriture sainte* (4), C'est lui qui, le premier, a divisé la Bible en chapitres, subdivisés eux-mêmes pour

(1) C'est le ms. lat. 15554 de la Bibl. nationale, petit in-f° de 256 feuillets.
(2) R. Simon, *Hist. crit. des versions du N. T.*, p. 117.
(3) Vercellone, analysé par le P. de Valroger, *op. cit.*, t. I, p. 506. Voir la troisième série des *Analecta*, col. 683.
(4) Imprimées pour la première fois à Venise 1487, et à Bâle, même année, 6 vol. in-f°, elles ont été reproduites à Bâle, 1498, 1504, à Paris, 1508, 1538, 1548. 5 vol. in-f°, à Venise, 1600. 8 vol. in-f°, à Cologne, 1621, à Lyon, 1645, 1669.

faciliter les citations et les renvois (1). C'est lui aussi qui a eu le premier l'idée des concordances. « Il est bien reconnu, dit Daunou, que les premières concordances en langue latine sont du XIIIe siècle, et les Dominicains ont prouvé qu'on les devait à Hugues de Saint-Cher (2). Il paraît qu'Arlotto de Prato et Conrad d'Halberstadt n'ont fait que distribuer la Bible en lieux communs, que rapprocher les passages qui ont trait à certaines matières (3) ; mais Hugues de Saint-Cher s'est proposé de rassembler tous les textes où un même mot est employé, et de les disposer dans un ordre alphabétique. Cinq cents frères prêcheurs l'ont aidé dans ce travail, qu'on a fort perfectionné depuis, mais dont les premiers essais méritent beaucoup d'éloges (4). »

Dès 1250, Hugues donna de son travail une nouvelle édition plus complète, où les textes n'étaient plus seulement indiqués, mais reproduits en entier. Cette édition fut principalement soignée par les Dominicains anglais, qui résidaient alors à Paris, et dont les principaux sont : Jean de Derlington, Richard de Stavenesby et Hugues de Cryndonio ; aussi donne-t-on à cette édition le nom de *Concordantiæ anglicanæ* (5).

La renommée de Hugues s'efface devant la gloire de Roger Bacon, le savant le plus original du moyen âge.

On commence à revendiquer pour la France l'honneur d'avoir vu naître Bacon (6). Ce savant, né en 1210, mort en 1294, compléta ses études à Paris et y entra, vers 1240, dans l'ordre des Franciscains. C'est à Paris qu'il passa de longues années de sa vie (7) dans l'étude des sciences.

Bacon savait à fond le grec, l'hébreu et l'arabe. Nous avons parlé tout à l'heure de sa correction de la Bible. La source principale où nous trouvons ses idées critiques se trouve dans l'*Opus tertium* (8). Déjà, dans l'*Opus majus* il avait déploré que l'hébreu, l'arabe et le grec ne fussent pas mieux connus de ses contemporains (9). Mais dans l'*Opus minus* il va plus loin, trop loin peut-être, car il soutient que toute personne, pourvu qu'elle soit un peu intelligente, peut arriver à lire facilement l'Écriture dans les originaux, et même à la corriger. Cela lui a valu la juste critique de Bayle.

Négligeons cette exagération qu'un esprit enthousiaste pouvait seul concevoir, et ne tenons compte que de ses vues exactes sur la nécessité d'une étude sérieuse de l'Écriture, ainsi que de ses plaintes trop légitimes sur l'ignorance des langues orientales. « Il n'y a pas, dit-il, quatre Latins qui sachent la grammaire hébraïque, grecque ou arabe ; je puis bien en parler, car des deux côtés de la mer j'ai fait à ce sujet des recherches diligentes et je m'en suis beaucoup préoccupé (1). » Pour remédier à cette pénurie, Bacon faisait instruire quelques jeunes gens, et en particulier un nommé Jean, qui, d'après lui, est, malgré sa jeunesse, le plus savant de tous ceux qui sont à Paris (2).

Énumérant les sept défauts qui font obstacle à l'étude de la théologie, il signale comme le plus grand d'entre eux la corruption du texte de la Vulgate. Même dans les endroits où il n'est pas corrompu, ce texte ne mérite pas de confiance et excite beaucoup de doutes. Car autant de lecteurs, autant de correcteurs ou plutôt de corrupteurs ; chacun en effet se permet de changer tout ce qu'il ignore, liberté qu'il ne se permettrait pas envers les livres des poëtes (3). Il conjure le souverain pontife de faire corriger toute la Bible d'une manière authentique (4). Les correcteurs de Paris n'étaient pas, d'après Bacon, en état de fournir un bon texte ; ils ne suivent pas les Bibles anciennes, et ignorent le grec et l'hébreu, ce qui les entraîne dans une quantité d'erreurs, puisque le texte primitif est hébreu et grec. Ils ne savent pas non plus de quelle traduction se sert spécialement l'Eglise latine : à l'exception des Psaumes, c'est toujours celle de S. Jérôme (5). L'éloge qu'en fait Bacon prouve qu'il l'avait étudiée à fond et qu'il l'avait appréciée comme elle mérite de l'être. Il indique en passant une raison curieuse et réelle de la corruption du texte : c'est l'usage fait par la liturgie de passages scripturaires modifiés pour en rendre le sens plus clair et pour exciter la dévotion. Les clercs et les moines familiers avec ces textes ont fini par les introduire dans les copies qu'ils faisaient de la Bible (6).

Bacon parle ensuite de l'ignorance du grec et du latin, de celle de l'histoire naturelle et l'archéologie (7), et il indique encore en finissant, comme une cause d'erreurs, l'ignorance qui ne tient pas compte de la propriété des termes employés dans la sainte Écriture (8).

Dans le *compendium* publié à la suite de l'*Opus tertium*, Bacon insiste encore sur la nécessité d'apprendre l'hébreu et le grec. Il n'en demande pas une connaissance aussi étendue que de la langue maternelle, mais au moins veut-il qu'on soit en état de comprendre les difficultés que présente le latin (9). Son ardeur l'emporte même à quelques jugements assez sévères sur les pontifes qui, depuis le temps du pape Damase, ne se sont pas préoccupés de faire profiter l'Eglise de l'avantage qu'apportent de nouvelles traductions (10).

(1) Rosenmuller, *Hist. interp.*, t. V, p. 240, prétend qu'il n'a fait que revoir et améliorer de temps en temps ce travail ; mais la preuve sur laquelle il se fonde, l'antériorité du *Correctorium Parisiense* ne paraît pas bien sérieuse.

(2) *Script. ord. Præd.*, t. I, p. 203.

(3) Les *Script. ord. Præd.*, t. I, pp. 203-209, donnent une histoire des concordances. C. de Halberstadt est postérieur à Hugues, loin d'être son prédécesseur, et il a réduit sa concordance, en abrégeant les citations, vers 1300-1310.

(4) *Hist. litt. de la France*, t. XVI, p. 70, et t. XIX, p. 43.

(5) Quétif et Echard, *ibid.*

(6) Il y avait des Bacon en Normandie, V. M. Ch. Jourdain, *Comptes rendus de l'Acad. des inscript. et belles-lettres*, 1873.

(7) Wadding, *Ann. minor.* Lugdun. 1628, in-f°, t. II, p. 449. De 1247 à 1267, dit M. Jourdain, l. c.

(8) *Fr. Rog. Bacon opera quædam hactenus inedita*, éd. by J. S. Brewer, London, 1849, in-8°, t. I (le seul publié jusqu'ici).

(9) *Opus majus*, pars II. Venetiis, 1750, in-4°, pp. 33 et suiv.

(1) *Opus tert.* c. X, éd. Brewer, p. 33. Il avoue cependant au même endroit qu'un certain nombre de Latins sont familiers avec ces langues, mais sans savoir la grammaire, et sans pouvoir communiquer ce qu'ils savent.

(2) V. Cousin, *Journal des Savants*, mai 1848, p. 304.

(3) *Ibid.* éd. Brewer, p. 330.

(4) *Ibid.*, p. 333.

(5) *Ibid.*, p. 334 et 339.

(6) *Ibid.*, p. 348.

(7) *Ibid.*, pp. 351-355.

(8) *Ibid.*, p. 357.

(9) *Ibid.*, p. 434.

(10) *Ibid.*, p. 474

Toutes ces vues sont d'une grande sagesse et d'un mérite réel. Elles avaient le tort de venir dans un siècle qui ne se préoccupait guère des études sacrées. Aussi Bacon ne fit-il point d'élèves.

Parmi ceux qui marchèrent sur ses traces, nommons Raymond Lulle (1). Ce savant, chez qui les illusions se mêlent trop souvent à des vues élevées et pratiques, ne cessait d'exhorter à l'étude des langues de l'Orient. Son zèle lui fit adresser plusieurs lettres au roi de France, et à l'Université de Paris; il y réclamait avec force la création et la dotation d'un collége dans lequel les religieux apprendraient les langues des infidèles. C'est de Paris, cette ville mère et maîtresse de la vérité et de la science chrétiennes, que doivent émerger à travers le monde les rayons de la vérité qui dissipera les ombres et les erreurs des peuples infidèles (2). On voit de quelle réputation jouissait au XIIIe siècle l'Université de Paris. Elle était réellement le centre des études théologiques. Les papes favorisaient de tout leur pouvoir les efforts tentés pour qu'à Paris, à côté des études philosophiques et théologiques, pût fleurir l'étude des langues orientales. Innocent IV, Alexandre IV, Clément IV, Honorius IV, s'occupèrent attentivement de ce projet; pour le faire aboutir, en subvenant à l'entretien des clercs qui apprenaient à Paris l'arabe et les autres langues orientales. Alexandre IV avait taxé à dix livres par an durant trois ans tous les monastères et églises de France. En 1285, Honorius IV renouvela ces ordonnances (3).

Les papes, et avec eux Roger Bacon, Raymond Lulle, Robert Grossetête, évêque de Lincoln, ainsi que tous les hommes intelligents, comprenaient que la meilleure méthode pour expliquer les livres sacrés est d'en rechercher dans les textes mêmes le sens littéral (4).

Ce n'est pas le lieu de porter un jugement d'ensemble sur Bacon. Nous nous contenterons de faire remarquer la parfaite orthodoxie du célèbre franciscain, que les philosophes rationalistes eux-mêmes ont été forcés de reconnaître (5). Et avec eux, comme avec tous les bons juges, nous proclamerons Bacon « parmi les esprits les plus éminents du moyen âge, le plus extraordinaire (6).

Malheureusement la voie ouverte par ce grand homme ne fut ni frayée ni entretenue, et parmi les commentateurs de ce siècle, nous n'en trouvons pas qui aient suivi ses principes. S. Thomas d'Aquin fait entrer dans l'exégèse les procédés de la scolastique rigoureuse dont la *Somme* est le monument. S. Thomas ne savait pas l'hébreu et connaissait médiocrement le grec : il se contenta des textes que son temps lui offrait.

Nous ne trouvons guère à citer parmi les érudits de ce temps qu'un sermonnaire, le chancelier Prévostin, qui possède les premiers éléments du grec et de l'hébreu. (1) Il donne même dans ses sermons une assez bonne explication du tétragramme, *Jehovah*.

Si nous citons Nicolas de Hanapes, mort patriarche de Jérusalem en 1291, c'est que son ouvrage intitulé : *Virtutum vitiorumque exempla ex universo divinæ Scripturæ promptuario desumpta*, devint bientôt populaire, et fut surnommé la Bible des pauvres. Son livre eut un tel succès qu'il a été quelquefois attribué à saint Bonaventure. Dans les cent trente-quatre chapitres que contiennent les *Exempla*, Hanapes s'est borné à résumer en très-peu de mots les récits bibliques. Il range ces résumés, non pas suivant le hasard alphabétique, mais dans un ordre étudié. C'est seulement lorsqu'il fut imprimé que, pour en rendre l'usage plus facile, on le rangea dans l'ordre alphabétique (2). L'imprimeur lui donna alors le nom de *Biblia pauperum*.

Parmi les auteurs qui jouirent dans ce siècle d'une grande réputation, nous citerons le dominicain Nicolas de Gorran, auteur de *Postilles* très-estimées alors (3); le dominicain Guillaume Mackelelfield et le franciscain Jean de Galles, dont les écrits sont perdus (4); Guillaume de Méliton, frère mineur, que nous retrouverons tout à l'heure (5). Citons enfin les *Distinctions* du théologien Maurice (il mourut vers 1300), qui s'occupe beaucoup plus du sens allégorique que du sens littéral (6).

On a attribué longtemps à S. Louis, et à tort, une initiative pour la traduction des livres saints en français. Quelques auteurs, Lelong, Lebeuf, M. Leroux de Lincy ont, sans autre autorité qu'un passage de Jean de Serres (7), admis qu'il avait fait traduire la Bible en français. Mais les historiens du saint roi prouvent bien par la manière dont ils s'expriment, qu'il n'y a rien de sérieux dans l'assertion de Jean de Serres. Le confesseur de la reine Marguerite nous apprend que le roi lisait la Bible glosée. Un passage de Geoffroy de Beaulieu nous prouve que les lectures de S. Louis étaient en latin (8). De pareils témoignages ont plus de poids qu'une compilation du XVIe siècle.

VII

Les traductions françaises de la Bible se multiplient dans ce siècle. Vers 1210, Pierre, évêque de Paris, avait traduit le Psautier en français (9), ou plutôt en avait donné une paraphrase assez étendue (10). Ce

(1) Cantù, *Histoire universelle*, t. X, p. 565.
(2) Martène, *Thesaurus Anecdot.*, t. I, pp. 1315 et suiv.
(3) Ch. Jourdain, *Index chronologicus chartarum*. Paris, 1862, in-f°, p. 51.
(4) Cf. Daunou, discours sur l'état des lettres au XIIIe siècle, dans l'*Hist. litt.*, t. XVI, p. 140.
(5) M. E. Saisset, *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1861, p. 390.
(6) *Ibid.*, p. 391.

(1) Lecoy de la Marche, *La Chaire au moyen âge*. Paris, 1868, in-8°, p. 435.
(2) *Hist. litt. de la France*, t. XX, pp. 65 et suiv.
(3) *Ibid.* t. XX, p. 327.
(4) *Ibid.* t. XXV, p. 146-154 et 191.
(5) *Ibid.* t. XIX, p. 416, et du Boulay, *Hist. univ. Parisien.* t. III, p. 685.
(6) *Ibid.* t. XXI, p. 132.
(7) Cité par M. Berger de Xivrey, *Etudes sur le texte et le style du N. T.* Paris, 1856, in-8°, p. 53.
(8) *Recueil des historiens*, t. XX, p. 47.
(9) Lebeuf, *Recherches sur les plus anciennes trad.* dans les *Mém. de l'Acad. des inscr.*, t. XVII, p. 731.
(10) *Bibl. nat.* mss. fr. 1761. C'est l'ouvrage que Le Long (*Bible sacra*, 1723, t. I, col. 323) met sous le nom de Pierre de Patis. Ce ms., exécuté par un nommé Lynardin (f° 188), est du commencement du XIVe siècle.

travail est intitulé : « Si coumence le Sautier translate dou latin en frances par maistre Pierre de Paris, as preere de fre Simon le Rat de la sainte maison de lospitau de Saint Jouha, de ierlm (1). » Une assez longue épître préliminaire contient un résumé de théologie, qui se termine ainsi : « Dont par verite lon peut dire seurement que les dis des prophetes ne peuvent compliment estre entendus de nous, jaseit ce que nous parvenons a la connissance de aucune estancelle chascun selon la force de son entendement qui ressoit enluminement et clarte en soy selon la grace qui li est otree. » En tête de chaque psaume il y a des sommaires. Ainsi, au commencement du premier psaume, Pierre écrit : « a cette première saume David coumence a parler des prosperites que juste home doit avoir, e des vengences que nostre Seignor prent des felons (2). »

La bibliothèque nationale possède aussi un Psautier de la fin du XIIIe siècle (3), dont la traduction est littérale et ne contient pas de gloses, comme on pourra en juger par les passages suivants :

« Li hons est beneures qui non ala el conseill des felons, et non estu en la voie des pecheors et non cist en la chaere de pestilence.
Meis en la lei nre Seigoor fut sa volentes, et en sa loi pencera de or et de nuit.
E sera enssement come li fust qui est plantes ioste decors des aigues qui donra son fruit en son tens.
E sa leulle non decorra, et toutes les choses qu'il fera sera propres.
Non issi li felon, non issi, meis ensement come la poudre que li vens jete de la face de la terre.
En por ice li felon ne sesdreceront mie en iugement, ne li pecheor el conseill des justes.
Car nostre Sires conut la voie des justes, et la voie des felons perira. »

Nous citerons encore la traduction du psaume 127^e : *Beati omnes qui timent Dominum, qui ambulant in viis ejus.*

« Tuit cil sont benoit qui criement nostre Seignor, qui vont en ses voies.
Tu mangeras le labor de tes mains, benois es et bien en sera a toi.
Ta feme est habondans come vigne en angles de ta maison.
Li fill sont aussi come novel olivier environ de ta table.
Estevos enssi sera beneys li hom qui crient nostre Seignor.
Li Sires de Syon te beneisse, et voie les biens de Iherusalem lesiors de ta vie.
E voie les fiz de tes fiz et pais sur Israel (4). »

A la fin du siècle un dominicain traduisit les épîtres et les évangiles qu'on lit à l'office divin (5). Ce jacobin était confesseur du roi Philippe le Hardi. Comme son royal pénitent n'entendait pas le latin, frère Laurent traduisit pour lui le missel en français. Cette traduction fut mise à la fin du fameux traité de morale ascétique qu'on appelait *la Somme le Roy*, et qui fut si populaire au moyen âge (6).

(1) F° 3 v°.
(2) Le commencement du premier psaume a été donné par Le Long, *ib.*
(3) Fr. 2431.
(4) F° 207 v°.
(5) Lebeuf, *op. cit.*, p. 725.
(6) *Hist. litt. de la France*, t. XIX, p. 397, et P. Paris, *Manusc. franç.* t. III, p. 388. V. aussi Quétif et Echard, *Scriptor.*, t. I, p. 386.

Mais l'ouvrage qu'on lut avec le plus d'attention fut la traduction française de l'*Historia scolastica* de Pierre Comestor. Sous le titre de *Bible historiaus* ou d'*Histoires escolatres*, on la rencontre fréquemment dans les manuscrits du XIVe et du XVe siècle. Son auteur, Guiars des Moulins, chanoine, puis doyen de l'église de Saint-Pierre-d'Aire en Artois, était mort en 1322 (1). Il nous apprend, dans le prologue de sa traduction, qu'il a commencé son travail à l'âge de quarante ans, en juin 1291, et qu'il l'a terminé en février 1294 (2). Un passage de son explication de la Genèse donne encore un renseignement intéressant sur la date de son travail :

« *Et se main sera con're tous et li main de tous contre lui.* Il sanle que ceste cose soit avenue en le destruction dAcre et de Tripl° et de toute crestinte de la le meir, car on seit vraiement que diex en a souffert le destruction pour les oribles pechies de le tere. Et el tans que cele tere fu destrute fi cis livres commenchies atranslater et en cele mesme anee » (3).

Voilà tout ce que nous savons de la vie de Guiars. Quant à son œuvre, il est assez difficile de se rendre un compte exact de ce qu'elle était à l'origine. Nous possédons beaucoup de manuscrits intitulés *Bible hystoriaux*, mais, parmi ce que nous avons étudiés, nous n'en connaissons qu'un qui ait probablement le droit de passer pour une copie exacte de la traduction faite par le chanoine d'Aire. Encore ce manuscrit contient-il une explication de l'Apocalyspe que nous ne pouvons attribuer à Guiars (4).

Après le prologue dont nous avons déjà parlé, on trouve la table du manuscrit :

« Ci apres sont li livre historial de la Bible qui en cest livre sort translate et tout par histoires les escolatres.
« Premièrement est en cest livres translatez li livres de Genesis. Et puis
« Exodes,
« Levitiques,
« Li livres des Nombres,
« Deuteronomes,
« Li livres Josue,
« Li iiij livres des Rois,
« Les paraboles Salemon,
« Li livres Job,
« Li livres Thobie, et Iheremie et Ezechiel et Daniel,
« Li livres Susanne et les histoires qui apres viennent si comme vous trouverez.
« Li livres Judic et les histoires qui apres viennent si comme vous les trouverez.
« Li livres Hester la roine et les histoires qui après viennent, si comme vous les trouverez.
« Li dui livre des Machabieus.
« Listoire evvangeliste,
« Li Evvangile,
« Li faiz des apostres.
« En cette manière sont cist livres ordene li uns après l'autre en histoires les escolastres, car ien suis du tout et ensuivrai le mestre en histoire, et en toute sordenance sauve ce que les paraboles Salemon et li livres Job ne sont mie contenus en hystoires,

(1) Morand, *Revue des Sociétés savantes*, 1861, t. I, p. 495-500.
(2) Ms. fr. 155. Ce prologue de Guiars a été publié par M. P. Paris, *Manuscr. franç.*, t. I, p. 6, et par M. Reuss, *Revue de théologie*, t. XIV, p. 12. C'est la *Bible hystoriée*, imprimée par Antoine Vérard avant 1499, 2 vol. in-f° (Bibl. nat. Impr. A. 156 réserve) qui a confondu la date de l'achèvement de l'ouvrage avec celle de l'élévation de Guiars au décanat de l'église d'Aire, qui n'eut lieu qu'en février 1297.
(3) Ms. fr. 152, f° 24.
(4) Bibl. nat. ms. fr. 155, ancien 1819. A appartenu à la chambre des comptes de Blois, in f° vél. de 206 feuillets.

mes ie les ai mis en cest livre mout abregies pour la bonte daus (1). »

Voilà, autant que nous pouvons croire, en quoi consistait primitivement une *Bible hystoriaus*. Ce n'était pas une bible, au sens que nous attachons à ce mot. Malgré les lacunes imposées par le plan du traducteur, qui n'avait ajouté à l'histoire escolâtre que les paraboles de Salomon et un court résumé du livre de Job, l'ouvrage de Guairs eut un grand succès. Nous pouvons affirmer qu'au XIVe et au XVe siècle, il fut, sauf quelques exceptions que nous indiquerons à leur place, la base de toutes les bibles que les princes ou les particuliers se firent faire; chacun se contenta d'intercaler dans la traduction de Guiars les livres de l'ancien et du nouveau Testament qui lui plaisaient le plus.

D'abord on n'ajouta les traductions qu'à la suite de l'œuvre de Guiars. Ainsi, après les Actes des apôtres, un manuscrit (2) placera les Lamentations de Jérémie, le premier chapitre de S. Matthieu, le premier chapitre de S. Jean, le cantique des enfants de la fournaise, et les visions de Daniel; viendront ensuite les épîtres de S. Paul et l'Apocalypse. Mais on ne respectera pas toujours l'ordre adopté. Sur trois manuscrits conservés à Genève, l'un donne le Psautier, la Sagesse, l'Ecclésiastique, le Cantique des cantiques, les Prophètes; un autre ne donne que Jérémie et Ézéchiel; mais tous ces livres sont intercalés dans l'œuvre primitive de Guiars (3). Dans les manuscrits de Paris le même désordre paraît, et il nous semble impossible, parmi cette confusion, d'arriver à un classement des manuscrits. Guiars n'avait pas, comme nous venons de le voir, traduit le livre de Job : il s'était contenté de donner les premiers chapitres et la conclusion de cet incomparable poëme. De plus hardis entreprirent une traduction complète : « Cy fine le livre de Job. Et pour ce quil est trop fort a entendre aux gens lays, le nomment aucuns le grant Job et le livre qui s'ensuit le petit Job, combien qu'il ne fust que cellui Job pour seulement. Mais il est appelles petit Job pour cause quil est abregie pour le mieulx faire entendre aux lays et simples gens (4). » Ce grand Job, c'est-à-dire la traduction complète de Job, est joint dans plusieurs manuscrits (5) au petit, c'est-à-dire à celui de Guiars, et dans la première édition de Vérard on retrouve cette disposition. D'autres manuscrits s'en tiennent au petit Job (6), et quelques-uns ne donnent que le grand (7). Enfin un manuscrit donne une traduction de Job différente de celle que nous venons d'indiquer (8). D'autres manuscrits changeront la traduction des Rois et insèreront dans une œuvre qui garde toujours au titre le nom de Guiars, de nouvelles traductions (9).

Des conclusions données en 1857 par M. E. Reuss (10), la troisième est contredite par l'examen des manuscrits de Paris. Il est parfaitement certain que Guiars avait introduit dans la traduction de Comestor les Proverbes de Salomon (1) et un abrégé du livre de Job : là-dessus aucun doute ne peut subsister. Il est certain aussi que Guiars n'a pas eu l'intention de traduire les autres livres didactiques, pas plus que les psaumes.

Mais l'usage continuel fait par l'Eglise des hymnes du Psautier fit joindre bientôt une traduction de ces poëmes au travail du doyen d'Aire. Le manuscrit 155, qui est la reproduction la plus exacte de l'œuvre de Guiars, que nous connaissions (2), ne les donne pas; mais parmi les manuscrits que nous avons vus, vingt les donnent (3).

Guiars nous expose ainsi la marche qu'il avait suivie dans sa traduction : « Ci doit-on savoir que iai translate les livres hystoriaus de la Bible selonc le texte de la Bible et selonc hystoires les escolastres si com devant est dit. Si ai escrit le texte de la Bible premierement de grosse lettre, et puis apres en ordenne les histoires de plus delice lettre i. poi, et quant il i a poi a esposer par histoires, je les ai mises en gloze et ai poursuivi mon ouvrage en ceste maniere iusques en la fin (5). »

Voici un passage de sa traduction des Proverbes :

« Mon filz enten ma discipline et encline tes oreilles a ma sapiance (5). Les levres de la fole feme sont aussi douces comme rees de miel et sa gargace est plus reluisanz que huile, mes quant len en a fait cest plus amere que nus aloisnes et plus ague que nule espee a ii. trenchanz. Si pie descendent en mort et si pas trespacent enfer (6). Biau filz fui ses voies ne naproche mie lentree de sa maison. Biau filz regarde le fourmis et son sens. Si ne soies mie pereceus. Car encore nait li fourmis meneur, ne commandeur ne prince, si pourvoist il en este sa viande contre yver, et assemble en tens de meisson ce quil doit tout lan mengier. Li pereceus iusques a quant dormiront-il? Quant se leveront-il de leur somme? Car poi que li pereceus dorme, li vient disete et povrete, et, biau filz se tu nes mie pereceus, ta meisson te rendra aussi com une fontaine sourt et povrete te fuira (7). »

On voit que cette traduction n'est pas tout à fait littérale, et que l'auteur traite le texte assez librement. Nous donnerons encore son prologue sur les Actes des apôtres.

« Ci commencent les fails des apostres apres la passion nostre Seigneur Ihu Christ selonc le texte et la lettre de la Bible et selonc hystoire. Si les ai translatez en ces ii. manieres tout en ordre par chapitres pour ce que li mestres en hystoire dit mlt de bien sus texte et lexpose mlt tres bien si com vous orrez ci apres. Et

(1) *Ibid.* f° 1.
(2) Fr. 152 (ancien 6818).
(3) Reuss, *Revue de théol.* t. XIV, p. 15.
(4) Ms. fr. 159, f° 225.
(5) Bibl. nat. mss. fr. 161, 164, 20087, 3, 5, 9, 20090.
(6) 160, 8, 15392, 20089.
(7) 159, 6, 15391.
(8) 156.
(9) 6.
(10) *Op. cit.* pp. 78 et 79.

(1) « Notez que lystoire de Thobie devroit selon le maistre en hystoires tantôt suivr apres le quart livre des Roys. Mais iai ci mi devant Thobie les paraboles Salemon moult abregies et le commencement et la fin du livre Job pour ce qu'il gisent en la Bible devant Thobie. Et non pourquant ne deussent il mie estre en cest livre, car il ne sont mie livre hystorias, ne li maistres nen traite mie en hystoire. Mais ie les ai mis en cest livre pour la bonte et la biaute deus en tel ordre com il gisent en la Bible » (ms. fr. 155, f° 97 v°).

(2) Je ne parle pas au point de vue de la langue. Nous avons dû laisser ce point de vue de côté. Il serait facile de le traiter avec le beau travail de M. de Wailly, *Observations sur des Chartes françaises d'Aire en Artois*, dans les *Mémoires de l'Acad. des inscript.*, t. XXVIII, pp. 135-209.

(3) 152, 156, 159, 160, 161, 15393, 164, 20087, 896, 2, 3, 5, 6, 8, 9, 15391, 15392, 20089, 20090, etc.

(4) Ms. fr. 155, f° 1 v° et 2.

(5) Un v., le 2e est omis.

(6) Les v. 6 et 7 sont aussi omis.

(7) Fr. 155, f° 98.

entendez que la grosse lettre est le texte de la Bible, et la deliee lettre est ce pue le mestres en dit et expose (1). »

Nous reviendrons plus loin sur les corrections ou imitations qui se firent, au XIVe et au XVe siècle, de l'œuvre de Guiars (2).

M. E. Reuss a donné la description d'un manuscrit de la bibliothèque de Strasbourg qui datait de ce dernier siècle. La glose qui s'y trouvait n'était pas celle de Comestor, traduite par Guiars, mais la glose ordinaire, dont nous avons parlé plus haut. Seulement le traducteur avait choisi de préférence les explications mystiques et allégoriques, et il avait laissé de côté les notes historiques et exégétiques (3).

Une œuvre singulière et qui donne une idée du goût du temps est l'histoire sainte en vers, par Jean Malkaraume ; le compilateur inconnu a intercalé dans cette histoire le Roman de Troie de Benoît de Saint-More (4). Mais nous ne pouvons que l'indiquer ici. La versification en est bien rude :

« A donques Noe demanda
A Dieu quel signe li donra
Que ne revaigne plus li aigue
Nostre sires dist j'apparoille... »

VIII

Le XIVe siècle est marqué par une décadence regrettable. Ni originalité, ni recherches personnelles ; on néglige le sens littéral pour chercher dans le texte sacré les sens les plus invraisemblables et les plus mystérieux. On érige même cette vicieuse pratique en théorie, et le fameux Jean Petit s'écrie : « Dans l'Écriture sainte, le sens littéral est faux. » (5)

A quoi bon citer cette foule d'interprètes qui n'osent montrer aucune initiative!

Rappelons plutôt les quelques efforts faits pour maintenir la vraie exégèse, ou pour la trouver.

D'abord une louange légitime est due aux papes : ils font tout leur possible pour pousser à l'étude du texte sacré. Une constitution du concile de Vienne prescrivit que les langues hébraïque, chaldaïque et arabe, seraient enseignées partout où résiderait la cour romaine, et dans les villes de Paris, d'Oxford, de Bologne et de Salamanque. Il importe de donner ici le texte même du concile, texte qui a été reproduit dans le code officiel des *Clémentines* (6). Après avoir rappelé combien il est difficile, si on ignore les langues, d'expliquer l'Écriture sainte, et que Jésus-Christ, en envoyant ses apôtres dans le monde, voulut qu'ils fussent instruits en toutes les langues, « in omni linguarum genere fore voluit eruditos, » le décret ajoute :

« Ut igitur peritia linguarum hujusmodi possit « habiliter per instructionis efficaciam obtineri, hoc « sacro approbante concilio, scholas in subscriptarum « linguarum generibus, ubicumque Romanam curiam « residere contigerit, necnon in Parisiensi et Oxoniensi, « Bononiensi et Salamantino studiis providimus eri- « gendas : statuentes ut in quolibet locorum ipsorum « teneantur viri catholici sufficientem habentes He- « braicæ, Arabicæ et Chaldeæ linguarum notitiam ; « duo videlicet, uniuscujusque linguæ periti, qui scho- « las regant inibi, et libros de linguis ipsis in Latinum « fideliter transferentes, alios linguas ipsas sollicite « doceant, earumque peritiam studiosa in illos instruc- « tione transfundant ; ut instructi et edocti sufficienter « in linguis hujusmodi, fructum speratum possint, « Deo auctore, producere, fidem propagaturi salubriter « in ipsos populos infideles. Quibus equidem in Ro- « mana curia regentibus, per sedem apostolicam ; in « studiis vero Parisiensi, per regem Franciæ ; in Oxo- « niensi, Angliæ, Scotiæ, Hiberniæ, ac Waliæ ; in « Bononiensi per Italiæ ; in Salamantino per Hispaniæ « prælatos, monasteria, capitula, conventus, collegia, « exempta et non exempta, et ecclesiarum rectores, « in stipendiis competentibus et sumptibus volumus « provideri, contributionibus onera singulis, juxta « facultatum exigentiam imponendo. »

Cette initiative des papes n'eut pas, en France du moins, un bien grand succès. Ainsi, dans son statut de 1366, l'Université de Paris exige l'étude de la grammaire pour ceux qui veulent devenir bacheliers ; mais du grec, et *a fortiori* de l'hébreu, il n'est nullement question (1). Le goût universel de l'époque pour la scolastique arrêta l'initiative du concile de Vienne. Une bulle de Jean XXII, datée de 1325, « recommande d'entourer d'une surveillance sévère les professeurs de langues orientales » (2). La mesure prise par Jean XXII n'a pas les conséquences qu'on a voulu y trouver (3). Quoi de plus juste que, dans une lettre adressée à son légat en France, le pape lui recommande de veiller sur les professeurs de langues étrangères à Paris, de peur qu'ils n'introduisent, à la faveur de leurs études, des doctrines nouvelles, tirées des livres qu'ils sont obligés d'étudier (4) ?

Le plus grand exégète du temps est le franciscain Nicolas de Lyre, né en 1271 à la Neuve-Lyre (5), et mort à Paris, le 23 octobre 1340. Né juif (6), il commença à étudier avec les rabbins ; puis, s'étant converti au christianisme, il se fit frère mineur vers 1292. Il fut reçu docteur à Paris, où, pendant de longues années, il expliqua l'Écriture dans le grand couvent de son ordre. En 1332, il figure dans l'acte de fondation du collége de Bourgogne, dû aux libéralités de la reine Jeanne,

(1) *Ibid.*, f° 174.
(2) Signalons un abrégé de Guiars, dans lequel ne sont insérés que les faits principaux de l'histoire biblique. Bibl. nat. mss. fr. 9563.
(3) *Revue de théologie*, t. IV, p. 12. — M. Reuss donne d'assez longs extraits de cette traduction.
(4) Bibl. nat. mss. fr. 903.
(5) D'Argentré, *Collect. judicior.* t. I, pars 2, p. 131.
(6) *Clement.* liv. V, tit. I, 1. *Corpus juris*, Paris, 1705, in-f°, t. II, p. 369.

(1) *Hist. litt. de la France*, t. XXIV, p. 267.
(2) M. Soury, Thèse citée, p. 36.
(3) *Ibid.*
(4) Crevier, *Hist. de l'Univ. de Paris*, t. II, pp. 226-228.
(5) Dans le département de l'Eure.
(6) Quelques auteurs, comme Rosenmuller (*Hist. interpr.*, t. V, p. 283-284), ont cru qu'on ne lui avait attribué une origine juive qu'à cause de sa grande connaissance de l'hébreu des rabbins. Nous suivons l'opinion plus probable de M. J. V. Leclerc, *Hist. litt. de la France*, t. XXIV, p. 337.

veuve de Philippe V, dit le Long. Cette reine l'avait choisi avec Pierre Bertrand, évêque d'Autun, pour l'un de ses exécuteurs testamentaires. Le testament de la reine, daté de 1325, nous apprend qu'à cette époque Nicolas était provincial de son ordre en Bourgogne.

Nous ne parlerons pas de son traité de l'Incarnation contre les Juifs (1), écrit peu de temps après sa conversion, selon l'usage de la plupart des prosélytes (2), et nous viendrons à ses ouvrages purement scripturaires. Le plus célèbre est intitulé : « Postillæ perpetuæ in Vetus et Novum Testamentum. » Conservées dans un assez grand nombre de manuscrits, ces Postilles furent imprimées pour la première fois à Rome, en 1471 et 1472, 5 vol. in-f°. Depuis, elles ont été souvent rééditées (3).

Nicolas de Lyre est familier avec l'hébreu, même avec le rabbinique : il a lu les commentaires des Juifs sur l'Écriture : « Son grand auteur, dit R. Simon, est Rasci ou R. Salomon Isaaki, qu'on nomme ordinairement Jarhi. Il le cite souvent dans ses remarques ; et la plupart de ceux qui ont mis après lui dans leurs commentaires quelque érudition juive n'ont fait que le copier. On peut lui donner cet éloge que personne avant lui n'avait si bien pénétré le sens littéral de l'Écriture. Il serait néanmoins à désirer qu'il n'eût pas mêlé tant de choses inutiles prises des rabbins, et qu'il n'eût rapporté de leurs livres que ce qui contribuait à l'éclaircissement de la Bible (4). » Et ailleurs le même critique dit : « On peut dire à sa louange que ceux qui sont venus après lui l'ont copié, et qu'ils n'ont parlé rabbin qu'après lui (5). »

Et cependant, sans s'appuyer sur aucune preuve, un jeune érudit n'a pas craint d'écrire : « Nicolas... sut l'hébreu comme on le savait de son temps, c'est-à-dire qu'il n'interprétait un texte qu'après se l'être fait expliquer par un juif » (6). Cette affirmation tranchante a l'inconvénient d'être en contradiction avec tout ce que nous savons sur Lyra, et de ne pouvoir expliquer sa grande science hébraïque et rabbinique. Elle a aussi le défaut d'être isolée et opposée à l'opinion unanime des savants. Nous venons d'entendre R. Simon ; voici ce que dit Rosenmuller : « In eo omnes consentiunt Lyranum non tantum hebræi sermonis peritum, sed etiam in scriptis rabbinorum probe versatum fuisse (7). »

Cette science approfondie de l'hébreu donne au commentaire de Lyra sur l'Ancien Testament une valeur supérieure à celle de son commentaire sur le Nouveau. Il ne savait pas en effet le grec (8) ; aussi ses qualités ne reparaissent-elles que dans l'interprétation des endroits qui doivent s'expliquer à l'aide des parties hébraïques de l'ancien Testament.

Les Postilles, divisées en trente-cinq livres, sont précédées d'une introduction sur les livres canoniques et non canoniques. Il y a autant de différence, dit Nicolas, entre les canoniques et les non canoniques qu'entre le certain et le douteux : les canoniques sont l'œuvre du Saint-Esprit, les non canoniques ou apocryphes n'ont ni auteur ni époque connue. Comme ils sont bons et utiles et qu'ils ne renferment rien de contraire aux livres canoniques, l'Église les lit et permet aux fidèles de les lire pour leur dévotion et le progrès de leurs mœurs. Mais ils sont sans autorité pour prouver ce qui est douteux ou en discussion, et on ne les juge pas propres à confirmer l'autorité des dogmes ecclésiastiques.

Après avoir indiqué les apocryphes, Nicolas donne une courte notice sur les traducteurs de la Bible ; il développe ensuite dans ses prologues les règles d'interprétation qu'il juge utile de suivre. Tout en ayant d'abord l'air d'approuver les quatre sens généralement admis (littéral ou historique, — mystique ou spirituel ou allégorique, — moral ou tropologique, anagogique), il enseigna cependant que le sens littéral doit être préféré aux trois autres, car tous ces sens le supposent comme leur base. Et à cette occasion il se plaint des commentateurs, qui ont tellement multiplié les interprétations mystiques qu'elles ont presque étouffé le sens littéral. C'est aussi à ce sens littéral qu'il s'applique surtout dans son commentaire, où les explications morales et allégoriques ne manquent pourtant pas.

On a encore de Nicolas de Lyra un traité de la différence qui existe entre notre édition latine de l'Ecriture et le texte hébreu (1). Ce recueil de variantes n'est pas complet : il en contient souvent d'insignifiantes et en omet d'importantes ; malgré ses défauts cet ouvrage est utile et pourrait servir de guide pour un début.

Nicolas de Lyre eut un contradicteur dans Paul de Burgos, qui relève assez vivement les erreurs du critique : mais comme, par sa nationalité, Paul n'appartient pas à notre sujet, et que d'ailleurs il ne relève presque toujours que les points de théologie ou de philosophie qui lui paraissent répréhensibles, il ne nous arrêtera pas.

Qui citer après Nicolas de Lyre ? Sera-ce un autre franciscain, Pierre Auriol ou Oriol (Aureolus), mort archevêque d'Aix après 1345 (2) ? On a de lui : *Breviarium Bibliorum, sive Epitome S. Scripturæ juxta sensum litteralem ;* cet ouvrage a eu beaucoup d'éditions (3) ; il est cependant d'une mince valeur.

Nous ne parlerons pas des *Postilles* du dominicain Guillaume de Mackelelfield (4). Tous ses ouvrages sont depuis longtemps perdus, et si, avec le P. Touron, on leur attribue quelque valeur, c'est par pure supposition. Les commentaires du franciscain Jean

(1) Imprimé pour la première fois à Cologne, 1471, in-f°.
(2) Basnage, *Histoire des Juifs*, 1716, in-12, t. IX, 2e partie, p. 586.
(3) La meilleure édition est celle d'Anvers, 1634, 6 vol. in-fol.
(4) *Hist. crit. du Vieux Testament.* Amsterdam, 1685, pp. 414-415.
(5) *Critique de Dupin.* Paris, 1730, t. I, p. 353.
(6) J. Soury, *thèse citée*, n° 11, p. 36.
(7) *Historia interpr.*, t. V, p. 282.
(8) *Ibid.* p. 284, et Wadding, *Annal. minor.* t. V, p. 264 et suiv.

(1) Imprimé pour la première fois à Rouen, par Martin Morin (S. d., de 1510 à 1520), in-8 goth. de 95 ffts.
(2) Je donne cette date d'après Oudin, qui prétend (*Script.*, t. III, c. 857) qu'Auriol était de l'ordre du Val des Ecoles (c. 852). Le P. Le Long le fait naître à Verberie-sur-Oise, la *Biogr. gén.* de Didot à Toulouse. On ne sait donc à quoi s'en tenir ni sur sa naissance, ni sur sa vie, ni sur sa mort.
(3) La première est de Paris, 1508, in-8.
(4) *Hist. litt. de la France*, t. XXV, pp. 146-154.

de Galles sur les épîtres de S. Paul et l'Apocalypse sont aussi inconnus que les précédents (1). Les commentaires du dominicain Eudes le Français (Odo Gallus), mort dans les premières années du XIVe siècle, ne nous sont connus que par Sixte de Sienne, qui nous apprend qu'Eudes écrivit une postille scolastique sur toutes les épîtres de S. Paul (2).

Quand nous aurons nommé Vital du Four (3) et Guillaume de Paris (4), nous aurons à peu près épuisé les auteurs de ce siècle. Ce Guillaume de Paris, dominicain, mort en 1312, avait été inquisiteur et, en cette qualité, avait pris part au procès des Templiers. Il avait acquis une bible hébraïque, léguée par lui en 1310, à la bibliothèque des dominicains de Bologne, et sur laquelle on lisait : « Quicumque legerit in ea, oret pro eo (5). »

En dehors de la critique sacrée proprement dite, on dirige encore quelques attaques contre le judaïsme qui voit s'accroître le nom et la célébrité de ses docteurs (6). Parmi ces adversaires du judaïsme, nous devons indiquer un anonyme, dominicain français probablement, qui a écrit contre les Juifs un livre intitulé : *Incipit pharetra fidei contra Judæos super Talmuth*. Cet ouvrage, sous forme de dialogue entre l'Eglise et la Synagogue, est divisé en deux parties : la première, qui contient treize chapitres, attaque les erreurs du Talmud. Voici les titres de quelques-uns de ces chapitres : « 5. De Turpitudine Talmuth. 6. Quid sentiunt de Angelis. 7. Fabula de dæmonibus. 8. Sententia eorum de animabus. 9. Fabula de Angelo mortis (7). »

Charles V, dans une décharge donnée par lui, le 21 avril 1372, au garde du trésor des Chartes, Gérard de Montagu, s'exprime en ces termes : « Cy sensuivent les livres des diz Juifs que nous avons retenus par devers nous pour mettre en notre librairie (8). » Nous ne savons pas autre chose de ces livres, sinon qu'ils étaient en assez grand nombre et divisés en deux séries (9).

Charles V avait encore parmi ses livres un ouvrage que nous citerons ici comme se rapportant à notre sujet (un clerc, médecin à Paris, venait de le faire paraître) : « La rédempcion des filz d'Israel » en un volume couvert de marche que fit translater debrieu en français, à Paris, maistre Ernoul de Quiemquempois (10). » Il y avait donc encore à cette époque des traces d'études orientales à Paris. Guillaume Le Breton, l'auteur du *Vocabulaire*, avait songé à étudier l'hébreu (11). Quoique M. Jourdain (12) affirme qu'au XIV siècle on perd la trace des études orientales, il n'en est pas moins certain qu'en 1325 l'Université de Paris avait des cours de chaldéen et d'hébreu (1). La traduction que nous venons de citer pourrait être l'œuvre d'un professeur ou d'un élève de ces cours.

(1) *Ibid.*, p. 191.
(2) *Ibid.*, p. 629.
(3) Ell. Dupin, XVe *siècle*, p. 215.
(4) *Ibid.*, p. 189.
(5) Quétif et Echard, *Scriptores ord. præd.*, t. I, p. 519.
(6) *Hist. litt. de la France*, t. XXIV, p. 339.
(7) Quétif et Echard, *op. cit.*, t. I, p. 732.
(8) Aucun catalogue du temps ne parle de ces livres (*Hist. litt. de la France*, t. XXIV, p. 322).
(9) L. Dessales, *Le trésor des Chartes*, dans les *Mém. de l'Acad. des inscr. et bel.-lettres, div. savants*, série I, t. I, p. 483.
(9) *Hist. litt.*, *ibid.*, p. 387.
(2) *Ibid.*
(3) Ch. Jourdain, *Un collége oriental au* XIIIe *siècle à Paris*, in-8°, p. 8.

IX

La traduction des saintes Ecritures occupe une grande place dans l'histoire littéraire de la seconde moitié du siècle, en raison de la faveur que lui accorda le roi Charles V.

A la fin du XIIIe ou au commencement du XIVe siècle, Macé, de la Charité-sur-Loire, curé de Sancoins, au diocèse de Bourges, traduit sur le conseil d'Etienne, abbé de Fontmorigny, de 1283 à 1312, la Bible en vers (2). Macé n'a pas traduit tous les livres de la Bible, mais à force d'ajouter des comparaisons, des rapprochements entre l'ancien et le nouveau Testament, il est parvenu à écrire un poëme de quarante mille vers (3). Dans ce poëme n'entrent pas les Prophètes, les Livres sapientiaux, à l'exception du Cantique des cantiques, les Psaumes et les Epîtres.

Vers le même temps, peut-être avant Macé, un prêtre de Valenciennes, nommé Hermant, écrivait, lui aussi, un long poëme biblique (4). C'est une histoire de l'ancien et du nouveau Testament. L'auteur y mêle aux témoignages de l'Écriture sainte les récits de divers livres apocryphes, ceux par exemple qui racontent la naissance de la sainte Vierge et celle de sainte Anne. Il faut encore citer son poëme intitulé *Genesis*, qui est comme l'introduction à ce livre de la Bible (5). Les ouvrages d'Hermant sont d'une orthodoxie irréprochable. On lui doit aussi une *Vie de Tobie* (6), et *la Passion de Notre-Seigneur*.

Rien n'est plus éloigné de notre manière de comprendre et d'interpréter la Bible que ces longs développements, qui, pour être en vers, n'en sont pas plus poétiques. Assurément il n'y a dans ces longues compositions ni poésie ni intelligence de l'Écriture sainte. Il faut dire du reste que c'est ainsi que les trouvères comprenaient l'antiquité.

« Il n'est pas étonnant, dit l'abbé Lebeuf, que, durant tout le XIVe siècle, on ait donné dans le goût des traductions de l'Écriture sainte et des Pères ; la reine de France, Jeanne de Bourgogne, épouse de Philippe de Valois, avait témoigné, dès l'an 1332, le désir qu'elle avait qu'on y travaillât (7). C'est ce que nous apprenons par une lettre du pape Jean XXII, qui, étant informé que Pierre Roger, archevêque de Rouen, n'a-

(1) *Hist. litt. de la France*, *ib.*, p. 386.
(2) Bibl. nat. mss. fr. 401 (ancien 7011). Ce ms. a été écrit en 1343 par Thomas Tranchever. « Le bled était si cher cette année que l'écrivain mettait tout l'argent qu'il gagnait à avoir du pain » (note du ms.).
(3) P. Paris, *Les manuscrits français de la Bibliothèque du Roi*, 1840, t. III, p. 360.
(2) Bibl. nat. mss. fr. 1444, 2162, 25439.
(3) Bibl. harleïenne, mss, n° 122.
(4) Bibl. nat. fr. 2560.
(1) L'assertion de Lebeuf est un peu trop étendue : la reine demande plutôt des extraits des livres saints et des Pères qu'une t aduction complète.

vait pu donner cette satisfaction à la princesse, qui ne savait pas le latin, en chargea Gautier de Dijon, de l'ordre des Frères Mineurs » (1).

Le zèle de cette reine suscita d'autres traductions. Les Dominicains de la rue Saint-Honoré conservaient au XVIIe siècle une traduction de Epîtres et des Evangiles de toute l'année (2), faite par un religieux de l'ordre du Hautpas (3), frère Jehan de Vinay (4). Normand de naissance, ce religieux a laissé un grand nombre de traductions : c'est « un traducteur lourd mais exact », a dit de lui un excellent juge (5). Nous ne devons parler ici que de la traduction que nous avons tout à l'heure indiquée. Ce travail fut achevé le 12 mai 1336 : son titre dit qu'il fut fait « a la requeste de madame la royne Jehanne de Bourgoigne, jadis femme de Philippe de Valois, roy de France, au tems qu'il vivoit encore. » Voici comment Jehan de Vinay rend le commencement de l'Evangile selon saint Jean :

« Au commencement estoit la parole, et la parole estoit avec Dieu, et la parole estoit Dieu. Cette parole estoit au commencement avec Dieu, et toutes choses sont faites par luy et nulle chose nest faite sans luy. Ce qui est fait en luy estoit vie et vie estoit la lumière des hommes et la lumière luit en tenebres et les tenebres ne l'ont pas comprise... » (6). Cette traduction est vraiment remarquable de fidélité. R. Simon, qui l'avait étudiée en détail, fait remarquer que du Vinay traduit d'une manière toute particulière le passage : *Hoc est corpus meum*. Au lieu de dire : « Ceci est mon corps », comme on le fait ordinairement, il traduit : « C'est mon corps » (7).

Sous le règne de Charles V, vers 1272, le célèbre Raoul de Presles, auquel on a longtemps, mais à tort, attribué la paternité du *Songe du Vergier* (8), traduisit la Bible en français. Voici quelques extraits de cette traduction (9) :

« Au commencement Dieu crea le ciel et la terre, laquelle par avant estoit voide et vainne et estoient tenebres par la face abisme. Ou premier iour il fist la lumiere, et pour ce qu'il la vist bonne il la devisa de tenebres. Et appella la lumiere iour et les tenebres nuit. Ou second iour il fit le firmament ou milieu des eaues pour deviser celles qui estoient dessus le firmament de celles qui estoient dessoubz. Le firmament il appella ciel. Ou tiers iour il assembla toute le yaues (sic) qui estoient dessoubz le firmament en ung lieu. Et lors apparu la terre seche. Ce qui estoit sec il appela terre. Et lassemblee des eaues il appella mers. Et lors la terre apporta herbes verdoians et faisant semence. Et arbres portans fruis chascun selon sa nature. Ou quart iour il fist deux grans lumineres... (10).

(1) Lebeuf, *op. cit.* La lettre de Jean XXII est dans Martène, *Thesaurus anecd.*, t. I, p. 1384 : « Quia ipsa latinum non intelligit, tibi de cujus fidelitate et sapientia plenius confidimus auctoritates prædictas assignare mandamus. »

(2) Bibl. nat. mss. fr. 22890.

(3) Ces religieux desservaient l'hôpital Saint-Jacques du Haut-Pas, qui devint plus tard le séminaire de Saint-Magloire.

(4) *Hist. litt. de la France*, t. XXV, p. 29.

(5) M. P. Meyer, *Documents de l'ancienne littérature de la France conservés dans les bibliothèques de la Grande-Bretagne*, Paris, imp. nat. 1871, in-8°, p. 29.

(6) Cité par R. Simon.

(7) *Nouv. Obs.*, p. 144.

(8) M. P. Paris, *Mém. de l'Acad. des inscrip. et b.-lettres* (1842), t. XV, pp. 356-368.

(9) Bibl. nat. mss. fr. 153, 158, 20065-20066, 22885-22886.

(10) *Ibid.* 153, f° 1.

Dans le livre de Job, qui, selon le traducteur, est « vraie histoire » (1), nous choisissons le passage suivant du chapitre IXe (2) :

« Et dit le teuxte par ceste maniere : Vraiement, dist Job ie say bien qu'il est ainsi. Cest assavoir que Dieu ne supplante pas le jugement, ne subvertist ce qui est iuste. Et que homme nest point iustifie pour se comparer a Dieu. Car sil veult contendre avecqs ly de la iustice divine il ne pourra respondre une parole pour mile, cest a dire ne pourra respondre raisonnablement. Car nostre Seigneur est sage en cuer et fort en puissance. Qui a resiste a ly et a eu paix. Aussi comme si voulsist dire que nul comme sa sapience et sa puissance soient infinis. Cest cely qui transporte les montaignes et nen saront riens ceulx quil trebucha en sa fureur. Qui esmuet la terre de son lieu et entrehurte ses ceulonnes. Cest à dire quil fait la terre trembler quant les vens se boutent et entonnent dedans. Qui commande au soleil et ne luist point, si comme il sarresta par ung iour ou temps de Josue. Et enclost les estoilles aussi comme soubz ong seel. »

On voit que Raoul de Presles introduit volontiers des gloses dans sa traduction et ne traduit pas toujours littéralement.

Outre les gloses qu'il a introduites dans le texte, Raoul de Presles a aussi fait précéder chaque livre d'un prologue, où il expose, la plupart du temps d'après S. Jérôme, quelquefois d'après S. Isidore ou le maître des histoires, ou bien encore Nicolas de Lyre, le but de chaque auteur et les principales matières qu'il traite. Son prologue sur le Lévitique nous apprend que ce fut par l'ordre du roi (Charles V) qu'il entreprit sa traduction.

Le plan de Raoul de Presles est bien supérieur à celui de Guiars des Moulins : sa traduction est claire, ses gloses en général courtes et précises. En somme, cette œuvre est une des plus recommandables que le moyen âge ait produites.

Suivant quelques auteurs, en même temps que Raoul de Presles, Nicolas Oresme, mort évêque de Lisieux en 1382, se serait occupé d'une version de la Bible (3). Les auteurs de la *Gallia Christiana* prétendent que ce travail aurait été exécuté de 1370 à 1377 (4). Mais R. Simon croit qu'il y a là une erreur : on a mis sur quelques exemplaires de Guiars des Moulins le nom d'Oresme, qui en réalité n'a aucun droit au titre de traducteur de la Bible (5). Quoique Launoy soit d'un avis contraire (6), les textes cités par R. Simon sont décisifs.

Il est certain que les princes et les seigneurs de cette époque eurent un grand goût pour les traductions de la Bible. Charles V en particulier la lisait souvent. Philippe de Maizières, dans le *Songe du vieil pélerin*, faisant donner des conseils par la « royne vérité » personnifiée, à Charles VI, lui adresse ces paroles : « En « la Bible tu trouveras souveraine prouesse et vail- « lance véritable et approuvée... Et si te conseille, « beau fils, que communément tu te tiennes à elle, en « suivant la doctrine de ton père Charles V, qui,

(1) Prologue, *ibid.* f° 388.

(2) f° 393 v°.

(3) Huet, *de Interpretatione*, éd. cit., p. 183. Lalouette a suiv l'opinion de Huet (p. 10).

(4) T. XI, col. 788.

(5) *Hist. crit. des versions du Nouv. Test.* p. 324.

(6) *Regii Navarræ gymnasii Parisiensis historia*, Paris, 1677 2 vol. in-4°, t. I, p. 458.

« chascun an, la lisait toute, en personne (1). » Et Catherine de Pisan nous apprend que ce sage roi « fit « translater de latin en françois tous les plus nota- « bles livres, si comme la Bible en iij. manières, cest « assavoir le teste et les gloses ensemble, et puis « d'une autre manière alégorisée (2). » Nous ne connaissons pas, sauf celui de Raoul de Presles, les noms des traducteurs employés par Charles V.

Ses trois frères eurent le même goût que lui pour la Bible. Louis d'Anjou fit continuer une traduction que Jean de Sy avait commencée pour le roi Jean (3), Louis d'Orléans fils de Charles V fit exécuter en 1398 une grande Bible glosée. C'était une traduction et une exposition de la Bible que rédigeaient Jean Nicolas, Guillaume Vivien, Jean de Chambles, tous trois dominicains de Poissy, Simon d'Omont, maître ès arts, et étudiant en théologie, Gilles Paquet, Henri Chicot, maître ès arts, Jean de Signeville, maître ès arts, messire Nicolas Vales de Rouen, et maître Geoffroy de Pierrepont, d'Orléans (4). En 1410 Jean de Chambles et Nicolas Vales travaillaient encore à cet ouvrage (5), qui était la Bible, commencée par Jean de Sy, et qui avait appartenu déjà au duc d'Anjou.

X

Le quinzième siècle, au point du vue critique, n'a rien qui puisse nous consoler de la décadence constatée, malgré une brillante exception, dans le siècle précédent. Dès le commencement de ce siècle, un grand homme, sur lequel nous nous étendrons davantage tout à l'heure, Gerson, dans son *Projet de réformation de la théologie scolastique* (6), se plaignait que la faculté de théologie de Paris ne sût plus rien des vérités solides de la morale, et de la Bible. Dans un des articles de ce projet, Gerson dit que les théologiens scolastiques sont exposés à la risée des docteurs des autres facultés, qui les appellent des docteurs fantastiques, sans science solide, ne sachant rien de ce qui concerne l'Ecriture sainte et la prédication (7). Et le chancelier, citant un mot de Sénèque, s'écriait avec le philosophe : ils ne savent pas le nécessaire, parce qu'ils n'ont appris que le superflu (8). A la mort de Gerson, la mal qu'il avait si vivement repris ne fit que s'aggraver.

Nous ne devons pas pourtant nous lasser de chercher dans ces ruines de la fin du moyen âge quelques vestiges de science et de travail consciencieux. Du reste, l'imprimerie arrive qui facilitera la reprise des études fécondes et donnera à la science une impulsion puissante.

En 1421, on constate encore à Paris l'existence d'un professeur d'hébreu et de chaldéen : « maistre Paul de Bonnefoy... de présent... au pays de France le seul docteur en Ebrieu et Caldee » (1). L'Université de Paris, qui fait appel en sa faveur à la générosité des grandes villes de France, nous apprend dans sa requête que maître Paul est un converti, et que son traitement actuel est insuffisant pour le faire vivre. L'Université trouvait, et on doit le signaler à son honneur, que cette rareté des hébraisants est « au grand reproche de tout chrestiens et au deshonneur de de notre dite foy » (2). Ce cri d'alarme n'eut pas d'écho. L'étude des langues dans lesquelles la Bible est écrite ne prospéra point. En 1430, quelques maîtres de grec et d'hébreu proposent à la faculté des arts de donner quelques leçons moyennant un salaire convenable (3). Il n'est guère probable que cette démarche ait eu le moindre succès.

Pourtant le concile de Bâle, dans sa dix-neuvième session, tenue en septembre 1434, avait renouvelé « la constitution du concile de Vienne, portant qu'il y aurait dans les universités deux maîtres chargés d'enseigner les langues hébraïque, arabe, grecque et chaldéenne. On décida même que chaque recteur, à son entrée en charge, ferait le serment de tenir la main à l'observation de l'ordonnance du concile » (4). Le concile ajoutait : « Les conciles des provinces où ces études sont établies devront veiller avec soin à ce que ceux qui enseigneront ces langues reçoivent une rétribution convenable (5). »

L'Université de Paris mit pendant quelque temps ces ordres à exécution. En 1455, on constate encore l'existence d'un professeur d'hébreu à Paris ; mais c'est pour la dernière fois (6). A partir de cette époque l'Université s'opposera obstinément à tout enseignement de ce genre.

Le seul commentateur éminent que nous puissions citer ici, Jean Gerson, né en 1363, mort en 1429, avait été reçu docteur à la fin du XIVe siècle, en 1392. Il comprit très-bien, comme nous l'avons déjà vu tout à l'heure, les inconvénients que présentait la scolastique arrivée aux extrémités les plus incroyables. Aussi signale-t-il les subtilités et les bruyantes controverses » (7) où elle était habituée à se perdre.

Dans son projet de réformation de la théologie, il se plaint douloureusement qu'on méprise la Bible, « *spreta*

(1) Cité par Pétavel, *la Bible en France*, p. 49.
(2) Cité par M. L. Delisle, *le Cabinet des Manuscrits*, t. I, p. 39.
(3) Pétavel, *Ibid.* p. 50. D'après M. L. Delisle, le ms. fr. 15397 serait probablement un fragment de l'œuvre de Jean de Sy. (*Inventaire... des manuscrits français*, Paris, 1876, in-8°, t. I, p. 2).
(4) L. Delisle, *le Cabinet des Manuscrits*, t. I, p. 101.
(5) V. dans l'ouvrage de M. Delisle d'intéressants détails sur les livres bibliques possédés par les membres de la famille royale.
(6) Ecrit à Bruges, en 1400.
(7) « Ne tractentur ita communiter doctrinæ inutiles, sine fructu et soliditate, quoniam per eas doctrinæ ad salutem necessariæ et utiles deseruntur. Nesciunt necessaria, quia supervacua didicerunt, inquit Seneca » (*Opp. Gersonii*, ed. Dupin, t. I, c. 122). Cfr. R. Simon, *Critique de Dupin*, t. II, p. 491.
(8) Per eas theologi ab aliis facultatibus irridentur, nam ideo appellantur phantastici, et dicuntur nihil scire de solida veritate, et moralibus et Biblia » (*Ibid.* c. 122).

(1) Ch. Jourdain, *De l'enseignement de l'hébreu dans l'Université de Paris au* XVe *siècle*, Paris, 1863, in-8, p. 6.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.* p. 12.
(4) *Ibid.* p. 13.
(5) *Concilia*, éd. Hardouin, Paris, 1714, in-f°, t. VIII, p. 1191. — M. Jourdain a omis d'ajouter cette importante prescription du concile.
(6) Jourdain, *ibid*, p. 14.
(7) *Epist. de reform. theol.* dans ses *Opera*, éd. Ell. Dupin, t. I, p. 101 et suiv.

Biblia (1) », et qu'on la lise à peine (2). Prévenant les décisions du concile de Trente, il demandait d'interdire les traductions en langue vulgaire des Ecritures : « Sequitur ex præmissis prohibendum esse vulgarem « translationem librorum sacrorum, nostræ Bibliæ « præsertim, extra moralitates et historias. Claras ra- « tiones ad hoc plurimas invenire facile est (3). » Ailleurs il dit : « C'est périlleuse chose de bailler « aux simples gens, qui ne sont pas grans clercs, livres « de la sainte Ecriture translatée en françoys, car par « mauvais entendement ils peuvent tantôt cheoir en « erreur » ; et encore : « Comme il peut venir aucuns « biens si la Bible est bien au vray translatee en fran- « çoys et entendue sobrement, ainsi par le contraire « en peuvent venir maus et erreurs sans nombre si elle « est mal translatee, ou si elle est présomptueusement « estudiée et entendue, en refusant les sens ou expo- « sicions des saints docteurs (4). »

Cette dernière citation corrige un peu ce que les deux premières pouvaient avoir d'absolu, et elle représente bien la pensée de Gerson, qui, dans son traité *de Consolatione theologiæ*, montre le profit que le chrétien peut tirer de la lecture bien dirigée de la Bible (5).

Signalons encore, parmi les œuvres du chancelier, son traité intitulé : *Propositiones de sensu litterali Scripturæ et de causis errantium.* Il commence par établir que le sens littéral de l'Ecriture est toujours vrai ; ce sens, il faut le déterminer, non d'après les règles de la logique et de la dialectique, mais plutôt d'après celles de la rhétorique, et suivant les images et les locutions figurées qu'autorise l'usage, en tenant compte du contexte et des autres endroits analogues de l'Ecriture. Ce sens littéral, ajoute-t-il dans une troisème proposition, c'est l'Eglise, gouvernée par l'Esprit-Saint, qui le décide, et non la volonté ou l'interprétation du premier venu. Neuf propositions sont consacrées à développer ce dernier point. A l'époque de Gerson, il fallait appuyer fortement sur cette vérité, que les trop nombeux partisans de Wicleff et de Huss combattaient énergiquement (6).

Il faut remarquer cependant que Gerson, tout en proclamant dans ses traités dogmatiques la nécessité et la vérité du sens littéral de l'Ecriture, n'a nullement suivi la lettre dans ses œuvres scripturaires (7). Il cherche et expose avec prédilection les allégories et les sens analogiques et moraux. Cette remarque ne s'applique pas du reste à son *Monotessaron* ou concordance des quatre Évangiles (8). Dans cet ouvrage, Gerson rapproche et soude, pour ainsi dire, les paroles des quatre évangélistes (1) : un travail de ce genre n'avait pas été entrepris depuis les plus anciens écrivains ecclésiastiques.

Parmi les traducteurs de la Bible, nous trouvons dans ce siècle Jean de Blois, augustin, mort en 1451. Les savants auteurs des *Scriptores ordinis Prædicatorum*, qui ont reconnu qu'il n'avait jamais été dominicain (2), se sont trompés en écrivant que Jean de Blois avait seulement ajouté des sommaires à la traduction des Psaumes de Guiars. Nous avons vu plus haut que Guiars n'avait pas traduit les Psaumes. En tête des Psaumes on lit :

« Cy commence ung nouvel prologue fait et compose par frere Jehan de Blois de lordre des Augustins, maistre en sainte théologie a Paris sur les causes pourquoy les psaums du psautier furent faits et composez premierement. »

« Comme il soit ainsy que selon la doctrine du philozophe au commencement du livre de metaphisique, tout homme desire savoir et par consequent congnoistre les causes dun chacun effet et que es bibles tant en latin comme en celles qui sont translatees de latin en francois ne furent oncques assignees clerement les causes et raisons pourquoy David fist ung chascun pseaume du psautier que moult de gens desirent savoir. Pourceie frere Jehan de Bloys augustin a la requeste et prieres daucunes devotes personnes ay extrait selon les docteurs et mis cy par maniere de cas brief la cause et le motif pour quoy chascun pseaume fut fait. Et pource que dicelles causes pluseurs docteurs ont diverses et differens opinions. Je dessus nommey cy esleu comme la plus seure et la plus ferme loppinion du seurs et ferme docteur mon pere et maistre, la lumiere des docteurs saint Augustin quant a ce quil met que David fist et dicta tous les pseaumes du psautier. Et ce presuppose je procederai en lœuvre dessus dicte. Et ou nom du pere et du filz et du Saint esprit. En assignant a chacun pseaume par maniere de rubriche la cause qui mouvoit David a ce faire selon loppinion de ceulz que lè vueil ensuyvir sans prejudice dautres oppinions lesquelles seroient longues a reciter. Si men passe pour cause de briefte. Cy fine le prologue du psautier (3). »

Voici la traduction du psaume 84 : *Benedixisti terram tuam* ; ces deux extraits donneront une idée suffisante de la manière de Jean de Blois ; il traduit littéralement et avec exactitude :

« En cestui pseaume david figure par la delivrance de babyloine la redempcion generale faite par ihu crist.

« Sire tu as donne ta beneicon à ta terre, tu as oste et trestourne la chetivison de jacob. Tu as pardonne liniquite de ton peuple tu as convers tous le pechies. Tu as assovagie toute ton yre et te es trestourne de lyre de tindignacion. Diex qui es nostre salu convertis nous. Te couronceras tu a nous pardurablement ou tu estendras ton yre de generacion en generacion. Sire diex convertis nous et vivifie et ton peuple sesleecera en toi. Sire monstre nous ta misericorde et nous donnes ton salu. Je orrai que nostre Sires dira de moy pour ce quil dira paix en son peuple et sus ses sains et en ceulz qui se convertissent en leur cuers. Li saluz nostre Seigneur est pres de ceulz qui criement que sa gloire habite en notre terre. Misericorde et verite encontrerent lune et lautre, justice et paix se sont entrebesiees. Verite est nee de terre et justice regarda du ciel. Adecertes nostre Sires donra debonnairete et nostre terre donnera et rendra son fruit. Justice yra devant lui et mettra ses elements en la voie (4). »

Jean de Blois, qui a traduit aussi le petit office de la sainte Vierge, emploie dans cet ouvrage une traduction différente de celle que nous venons de citer.

(1) *Ib.*, p. 122.
(2) « Vix legitur... Biblia » (*ib.* c. 123).
(3) *Lectiones duæ contra vanam curiositatem*, lectio 2ª, éd. Dupin, t. I, col. 105. V. aussi le *sermo contra adulatores regum*, ibid., IV, 623.
(4) Cité par M. Thomassy, *Jean Gerson*, Paris, 1843, in-16, p. 104.
(5) *Opp.* t. I, c. 154-156.
(6) *Opp.* Ed. Dupin, t. I, col. 2 et 3.
(7) Les plus importantes sont l'Exposition du *Cantique des cantiques.* — L'Exposition et les méditations sur les *Psaumes de la pénitence.* — Les deux leçons sur S. Marc. *Opp.*, t. IV.
(8) Non cité par Lelong.

(1) Cf. Dupin, *Gersoniana*, en tête des *Opera Gersonii*, p. lvj.
(2) Quétif et Echard, t. I, pp. 908-909.
(3) Bibl. nat. ms. fr. 9 f° 281 v°. La traduction du ms. fr. n° 3, qui donne aussi des sommaires, n'a pas de rapport avec celle de Jean de Blois.
(4) *Ib.* f° ccc v°.

Mais est-ce une raison suffisante pour lui enlever le mérite d'avoir écrit celle dont il s'agit ici (1) ? Nous ne le pensons pas.

D'autres traductions de cette époque existent encore : un manuscrit de la bibliothèque nationale (2) contient une traduction en prose du livre de la Sagesse. La bibliothèque de Carpentras possède une histoire de l'ancien Testament, traduite par Julian Macho et Pierre Ferget, augustins de Lyon (3) ; cet ouvrage a été imprimé à Lyon, chez R. Buyer, vers 1477. Le nom d'un Toulousain, Jacques Legrand, de l'ordre des Ermites de Saint-Augustin, mérite d'être rappelé ici : il avait traduit la Genèse en français à la fin du XIVe siècle (4). En 1462, un anonyme, peut-être docteur de Navarre, fit une traduction du livre de la Genèse « selon l'exposition de maître Nicole de Lyra, selon aussi l'exposition que fit un vénérable docteur, maître Jacques Legrand » (5). Cet ouvrage, en deux volumes, qui faisait partie de la bibliothèque du collége de Navarre, est aujourd'hui perdu (6).

Nous arrêtons ici ces recherches. L'invention de l'imprimerie va changer toutes les conditions du travail, et mettre tous les monuments de l'antiquité à la portée des plus humbles étudiants. Puis, la prétendue réforme va bouleverser l'Église. En voulant attribuer à la Bible la seule autorité dogmatique, elle va amener des controverses qui, chez les catholique, auront pour résultat le triomphe de la vérité révélée, et chez les protestants conduiront au scepticisme et au rationalisme.

Nous pouvons résumer comme il suit notre essai sur l'histoire de la Bible.

I. L'Église n'a pas au moyen âge interdit l'étude des originaux bibliques ; elle l'a au contraire encouragée : les prescriptions des conciles, les lettres des papes, les écrits de ses plus savants docteurs le prouvent.

II. Il y a eu de grands efforts de faits à diverses reprises pour corriger le texte de la Vulgate.

III. Les traductions françaises de la Bible sont très-multipliées au moyen âge.

L'abbé Trochon.

(1) Quétif et Echard, *ibid.* c. 909.
(2) Ancien 7012, f° 8 v°.
(3) N° 27, in-f° de 296 ff. V. le *Catal. des mss. de la Bibl. de Carpentras*, par C. G. A. Lambert. Carpentras, 1862. 3 vol. in-8.
(4) R. Simon, *Critique de Dupin*, t. I, pp. 392-397.
(5) Lalouette, *Histoire des versions françaises de la Bible*, p. 17.
(6) L. Delisle, *Cabinet des manuscrits*, t. II, p. 252 et suiv.

REMARQUES SUR LE DÉCRET DE GRATIEN

d'après Thomassin (1).

Indissolubilité du mariage. Entrée en religion. Etrange pratique des Orientaux. — Bénédiction nuptiale. — Mariage contracté avec un infidèle. Conseils évangéliques. — Erreur sur la personne et sur l'état libre. Distinction de noble et de roturier inconnue avant le XIIe siècle. Auparavant il n'y avait que les soldats qui fussent nobles. — Mariage des serfs. — Mari parrain de son enfant pour pouvoir se séparer de sa femme. — Mariages clandestins. — Continence des nouveaux mariés. — Empêchement de crime. — But du mariage. — Consentement des parents. — Polygamie des anciens patriarches. — De l'impuissance d'après l'ancien droit. — Compétence des tribunaux ecclésiastiques pour les causes matrimoniales. — S'il est permis de tuer la femme trouvée en flagrant délit?

CAUSE XXVII.

QUESTION II.

Une fille a quitté son mari avant la consommation du mariage pour en prendre un autre ; cela est-il permis ? et ce second mariage est-il valide ? La difficulté est grande ; comment est-il permis, après que le mariage est contracté *per verba de præsenti* et qu'il n'est pas encore consommé, de prendre un second mari ? car le mariage est indissoluble, la consommation n'est pas du sacrement ; comment est-ce que cette indissolubilité peut subsister avec le droit canon, qui donne deux mois pour délibérer, et qu'on sépare tous les jours des mariages de cette manière ?

Voilà l'état de la question. Gratien regarde le mariage avant la consommation comme des fiançailles, mais qui est nul sans la consommation qu'il regarde comme les épousailles : car quand *non sunt facti una caro*, il semble qu'ils ne sont pas *conjugés*. Il dit dans la 5e rubrique qu'il semble que ce mariage soit bon, parce qu'il y a un traité de société fait entre les époux, et après le chap. 2, que la consommation du mariage n'est pas nécessaire comme une chose qui fasse son essence. Le mariage de la Mère de Dieu avec S. Joseph n'était-ce pas un véritable mariage? et cependant il n'a jamais été consommé.

Gratien rapporte sur ce sujet un passage de S. Augustin ; mais il n'est pas de lui, il est dans le Maître des sentences cité de S. Augustin, et les correcteurs l'ont cité de même sur sa bonne foi ; mais ils auraient de la peine à nous le garantir. Nous ne nous arrêtons pas davantage à examiner cette difficulté, la laissant aux scolastiques ; c'est pourquoi nous laissons des chapitres qui éclaircissent beaucoup cette question.

Chap. 19. S. Grégoire écrivant à une dame

(1) Voir la livraison précédente.

romaine dit : Quelques-uns veulent que le mariage peut être dissous par l'entrée d'un des deux conjoints dans la religion après la consommation. Cela est bon quant à la loi civile, qui le permet ; mais quant à la loi divine, il est défendu : car, après que le mariage est consommé, il ne se fait qu'une même chair du mari et de la femme, une même liaison. Gratien regarde le mariage dans la signification la plus rigoureuse; lorsqu'il est consommé, alors il est indissoluble ; c'est ce que les papes ont toujours soutenu, puisque les Grecs le croient dissoluble pour la religion, se fondant sur les lois civiles.

Chap. 20. S. Grégoire traite la même question, Il s'agissait des sous-diacres de Sicile qui ne gardaient pas cette règle que les papes précédents, et particulièrement le pape Léon, avaient publiée, qu'ils garderaient la continence. Les prédécesseurs de S. Grégoire donnèrent autorité à cette loi ; ils y allèrent même avec un peu trop de rigueur, car les sous-diacres qui se mariaient étaient sujets au fouet. S. Grégoire les obligea de se retirer de l'Église ou d'y garder la continence. Un d'entre eux aima mieux se priver de la dignité de sous-diacre que des libertés du mariage. Après sa mort sa femme se remaria ; l'évêque du lieu ensuite la traita trop rigoureusement : il la fit enfermer dans un cloître, prétendant qu'elle ne pouvait se marier. Le pape lui écrit que cela n'est pas juste ; il est vrai qu'à l'avenir la femme d'un sous-diacre qui gardera continence ne pourra pas se marier, mais jusqu'à présent le contraire s'est pratiqué dans la Sicile et ailleurs. Ce sous-diacre avait préféré le mariage au sous-diaconat ; il n'est donc pas juste d'ôter à sa femme après sa mort la liberté de se marier. S. Grégoire écrit la même chose dans le chapitre suivant.

Chap. 22. Par le 8e concile qui est ici faussement cité, car les correcteurs ont bien remarqué que ce passage est de S. Basile, nous apprenons que ce que les Grecs ont depuis pratiqué est bien contraire à la doctrine de ce Père, car il dit qu'il ne faut pas recevoir un mari dans la religion s'il n'a le consentement de sa femme. Il faut entendre cette proposition du mariage consommé ; néanmoins les Grecs ne pratiquent pas cela, et s'ils ont pris la liberté de rompre les mariages pour l'entrée de la religion, les Latins ont bien eu raison de donner à ceux qui ne l'avaient pas consommé deux mois de temps pour choisir, ou la religion ou le mariage.

Gratien conclut après le chap. 26 : Donc il paraît que les personnes mariées ne peuvent pas faire profession de continence sans l'aveu l'un de l'autre ; mais ceux qui ne sont qu'épousés peuvent quitter leur épouse et entrer en religion. Nous en voyons l'exemple dans Macaire, ce célèbre anachorète qui, le jour de ses noces, après le festin, au lieu d'entrer dans sa chambre, passa la mer et se jeta dans une solitude. S. Alexis en fit de même. Gratien se combat en ce point ; car, quoiqu'il les appelle *sponsi*, cependant ils étaient véritablement mariés ; car il dit que ce fut le jour de leurs noces qu'ils abandonnèrent leur épouse ; c'est ce que nous appelons à présent *per verba de præsenti*. Gratien dit : Ce n'est pas le *conjugium*, mais *sponsalia*. Ces deux exemples font voir quel est son dessein, et qu'il est tout à fait conforme à ce que nous suivons, quoiqu'il s'explique d'une autre manière.

Tout cela est bien difficile d'être accordé avec l'indissolubilité du mariage. Dans la rubrique du chap. 8, il dit encore qu'il paraît que ceux qui sont fiancés ou qui sont mariés, mais qui n'ont pas consommé le mariage, peuvent vouer sans le consentement de l'un des conjoints, et que ce n'est pas là un véritable mariage. Pour autoriser son sentiment, il en donne une preuve après le chap. 29. Une femme qui prouvera que son mari est impuissant, peut faire dissoudre son mariage. Il faut distinguer : si l'impuissance a précédé le mariage, il sera dissous ; mais si elle n'est que subséquente, le mariage est valide ; donc avant la consommation du mariage ce n'était pas un mariage, car le mariage est indissoluble. Il donne une autre preuve : si un mari meurt avant que d'avoir consommé le mariage, sa femme n'est pas veuve ; car peut-elle être vierge et veuve tout ensemble ? De même si la femme venant à mourir avant ce temps, l'homme se remariant direz-vous qu'il soit bigame ? Donc le mariage qui n'est pas consommé n'est pas mariage. Que si deux personnes ont contracté *per verba de præsenti*, et qu'ils se séparent, peut-on dire que ce soit un divorce ? Non. C'est ce qui fait dire à S. Ambroise qu'il n'y pouvait pas avoir de divorce dans le mariage de S. Joseph, s'il eût quitté son épouse, parce qu'il n'y avait pas un mariage consommé.

Après le chap. 34, il revient et demande pourquoi on appelle un mariage, quoique non consommé, *conjugium*. C'est, dit-il, parce que c'est un mariage commencé, mais qui ne peut être parfait que par la consommation : *conjugium desponsatione initiatur, commixtione perficitur*.

Après le chap. 39, il s'oppose un passage de S. Augustin qui dit qu'entre S. Joseph et la sainte Vierge il y a eu parfait mariage ; il faut, dit-il, entendre cela *non ex officio*. Il n'était pas parfait quant au devoir essentiel du mariage, — *sed ex iis quæ comitantur officium conjugii, ex fide videlicet, prole et sacramento*, mais quant aux suites du mariage, la fidélité, la fécondité et le sacrement, ces trois choses s'y trouvèrent ; c'était donc un parfait mariage. La fécondité ne se trouve pas ailleurs sans la consommation ; c'est pourquoi il en dit trop. Voilà néanmoins comme il se justifie ; et, après le chap. 45, il s'objecte encore d'où vient que S. Jean Chrysostome dit que c'est la seule volonté qui fait le mariage, *non coitus*, et que S. Ambroise dit : *Non defloratio virginitatis, sed pactio conjugalis matrimonium facit?* Il répond qu'il faut entendre cela bonnement, c'est-à-dire que ce n'est pas la perte de la virginité seule qui fait le mariage, mais cette perte avec d'autres circonstances qui la précèdent; le contrat et le consentement commencent à la vérité le mariage, et la consommation l'achève.

Il rapporte une décrétale du pape Sirice. Vous me demandez si une fille épousée peut se marier à un autre; ce mariage est détestable parmi les fidèles. *Quia illa benedictio quam nupturæ sacerdos imponit,*

apud fideles cujusdam sacrilegii instar est, si ulla transgressione violetur. La bénédiction que le prêtre fait sur les époux est sainte, et c'est une espèce de sacrilége de la violer. Il paraît, 1. que ce pape tombe dans le sentiment de Gratien, quand il dit : *nupturæ*, car pour lors le consentement y est ; néanmoins il ne dit pas *nuptæ*. 2. Le mariage dès ce temps était considéré comme un sacrement ; et c'est là un bon argument pour prouver que le mariage est plus qu'un contrat civil. 3. Ceux qui croient que le prêtre fait le sacrement, non pas le consentement des époux, trouvent ici quelque fondement ; car le pape ne fait pas instance sur la foi qu'ils se sont donnée mutuellement, mais sur la bénédiction du prêtre qui a été le nœud sacré qui les a liés et qu'on ne peut violer sans sacrilége.

CAUSE XXVIII.

Un infidèle s'étant marié se convertit à la foi catholique ; sa femme, en haine de sa religion, le quitta ; lui épousa une fidèle ; après la mort de celle-ci, il fut fait ecclésiastique, et enfin sa piété l'éleva à l'épiscopat.

QUESTION I.

On demande si le mariage contracté avec les infidèles est un véritable mariage ?

Il semble que non : car, selon S. Paul, tout ce qui se fait hors de la foi est péché, *omne quod non est ex fide, peccatum est.* Esdras commanda aux Israélites de quitter les femmes étangères qu'ils avaient épousées. Au contraire il y a d'autres autorités qui prouvent la validité de ce mariage. Par exemple, ce que dit le Fils de Dieu : *Erunt duo in carne una.* Cela s'entend de tous les hommes, et S. Paul exhorte et conseille à un homme fidèle de ne pas se séparer d'une infidèle.

Chap. 1. Le pape Innocent dit que celui qui aura eu deux femmes, l'une avant le baptême, l'autre après, sera bigame ; donc il avait contracté un légitime mariage avec la première.

Chap. 4. S. Augustin dit qu'il y a plusieurs raisons qui obligent un mari à quitter sa femme infidèle, par exemple si cette femme lui dit après sa conversion qu'elle n'aura point de commerce avec lui s'il ne continue ses brigandages, et que par ses injustices et ses larcins il n'entretienne son luxe comme il faisait auparavant.

Chap. 5. Le même saint montre que la fornication pour laquelle Jésus-Christ a dit qu'il est permis de quitter sa femme n'est pas un si grand crime que la fornication qui sépare l'âme de Dieu. L'avarice, l'idolâtrie sont autant de fornications, parce que l'âme a contracté un mariage spirituel avec Dieu ; lorsqu'elle ne lui est pas fidèle, elle est adultère ; ainsi cette fornication dont parle Jésus-Christ est générale et universelle.

Chap. 6. Gratien rapporte un passage comme de S. Augustin. Il est de Hermas au livre du Pasteur, qui dit qu'un mari est obligé de quitter sa femme quand elle ne lui a pas gardé la foi, qu'autrement ce serait favoriser son crime. Il y a beaucoup de sentiments pareils dans les anciens pères ; d'autres plus doux ont abandonné cela à la prudence du mari. Jésus-Christ laisse la liberté de choisir ce qu'on voudra.

Chap. 8 et 9. S. Augustin demande si celui qui a été infidèle, s'étant converti à la foi, doit quitter sa femme, si elle demeure dans son infidélité. Il répond que, si cette femme le trouble dans l'exercice de sa religion, il doit absolument la quitter. Jésus-Christ n'a rien commandé là-dessus ; il a laissé aux mariés la liberté de faire ce qu'ils voudraient. S. Paul a décidé la chose, non par précepte, car il ne le pouvait pas, mais par conseil. Le Fils de Dieu n'ayant point fait de commandement sur ce point, l'un étant plus parfait que l'autre, l'Apôtre a pu déterminer l'un et laisser l'autre par conseil. Neanmoins celui à qui S. Augustin écrit, était d'un sentiment contraire ; il croyait que S. Paul avait obligé les mariés par précepte de ne se point quitter. S. Augustin est dans le meilleur sentiment.

Cette question est ici traitée incidemment ; elle est tirée de l'ouvrage *De conjugiis adulterinis* de ce père, où il a éclairci une question bien considérable, savoir : si un mari qui répudie sa femme en peut épouser une autre. Qu'un mari puisse quitter sa femme adultère, cela est trop clair dans l'Évangile, mais qu'il soit permis de passer à de secondes noces, sa première femme étant vivante, c'est ce qui est très-difficile. Les Grecs ont suivi les lois impériales là-dessus, et ont laissé la liberté de se remarier, mais ils se sont trop émancipés. Pour l'Église latine, il est constant qu'elle a rigoureusement défendu ces nouveaux mariages. Il est vrai qu'on a infiniment douté sur ce point, et S. Augustin s'est tiré de cette difficulté, et en a tiré toute l'Eglise par cet ouvrage, où il prouve qu'il n'est pas permis de se remarier tant que la première femme est en vie.

Pour ce qui est de l'infidèle dont il est ici question, S. Paul l'a conseillé, non pas commandé, et il n'y a que la charité qui y oblige, et souvent, dit ce père, la charité fait faire des choses plus agréables que la loi même, parce qu'étant libres pour les faire ou les laisser, il y a beaucoup de mérite de les faire par ce principe de charité. Voilà les conseils évangéliques justifiés contre les hérétiques ; il apporte après l'exemple du même S. Paul, lequel dans Achaïe et dans Corinthe s'entretenait par le travail de ses mains ; ce n'était que par conseil, car il n'y était pas obligé. Les fidèles étaient obligés de l'entretenir. Voilà un exemple de l'observance des conseils ; ce n'est pas que les préceptes ne soient accomplis par la charité, mais dans les conseils il y paraît une plus grande charité. Pourquoi le Fils de Dieu n'a-t-il pas commandé de quitter cette femme infidèle ? car S. Augustin dit qu'il est de justice de permettre à un homme de quitter sa femme quand elle tombe dans la fornication ; or l'infidélité spirituelle est une fornication qui donne un sujet bien plus légitime de quitter sa femme que la première ; d'un autre côté S. Paul a conseillé de ne la pas abandonner.

mais de la convertir. Il y a une raison de cette conduite de Jésus-Christ, car l'intérêt que l'on doit prendre pour le salut d'autrui fait que ce qui est licite n'est pas toujours expédient; par exemple, dit-il, il est licite de ne pas se marier, cependant le conseil de se marier est quelquefois expédient quand on est en danger d'incontinence ; de même à l'égard d'autrui il y a des choses licites *quæ tamen non expediunt*, savoir quand il y a du danger pour le salut de son prochain. C'est la charité du prochain qui doit régler tout cela ; ainsi il faut conclure que, dans ces sortes de mariages, il est quelquefois expédient de quitter sa femme, lorsqu'il y a danger de se pervertir, et quelquefois il est expédient de la conserver, lorsqu'on peut servir à sa conversion. Voilà des règles dignes du plus grand disciple qu'ait eu S. Paul.

Chap. 10. Le concile de Tolède dit que les femmes chrétiennes qui auront des maris juifs quitteront ces maris, s'ils ne veulent pas se convertir, et les enfants qu'ils auront suivront la religion de leur mère. Si leur père était chrétien, ils suivraient la religion de leur père. Ce concile semble faire un précepte de ce que Jésus-Christ a laissé libre, et que S. Paul n'a proposé que comme un conseil; mais Gratien en donne la raison : c'est qu'il arrivait que dans l'Espagne les maris juifs pervertissaient plutôt leurs femmes chrétiennes que ces femmes ne convertissaient leurs maris; c'est pourquoi S. Paul, conseillant aux femmes de demeurer avec leurs maris quoique infidèles, le faisait dans l'espérance qu'elles les convertiraient; alors il n'y a pas de danger d'être perverti; mais du temps de ce concile, la raison étant contraire, le concile avait droit de parler de la sorte.

CAUSE XXIX

Une dame de qualité promit de se marier avec un gentilhomme. Un autre, qui était d'une condition servile, se présenta à sa place; elle l'épousa, et le mariage fut consommé. Mais dans la suite, reconnaissant qu'elle était trompée, elle demanda de le quitter et d'épouser le véritable gentilhomme.

Gratien ne met pas ici de différence entre le noble et le libre, non plus qu'entre le roturier et le serf; cela est remarquable, car nous apprenons que cette distinction de noble et de roturier est une chose nouvelle, qui n'était pas connue vers le temps de Gratien, où, depuis la déroute de la maison de Charlemagne, on mettait de la différence d'un libre à un esclave. On savait ce que c'était que la qualité de sénateur, de chevalier et de peuple, mais celle de gentilhomme, de noble et de roturier était inconnue. Il semble que cela commença vers le temps de Gratien. Depuis Charlemagne il n'y avait que les soldats qui fussent nobles, *miles et nobilis* étaient la même chose ; tout le reste était soumis à ses conquêtes et réduit à une servitude quasi générale, et même à présent, excepté quelques royaumes dans l'Europe, tout le reste est dans l'esclavage, et les princes ne regardent leurs sujets que comme leurs esclaves.

QUESTION I.

Gratien demande s'il y a mariage entre une dame qui croit épouser un noble, et qui n'épouse qu'un roturier. Il semble d'abord que oui, parce qu'il y a consentement, et que le consentement fait le mariage ; au contraire il répond fort bien qu'il n'y a point de consentement, parce qu'il y a erreur ; car cette dame ne consentait au mariage que dans la pensée d'épouser un noble et un libre, non pas un esclave ; n'y ayant donc point de consentement, il n'y a point de mariage.

Gratien dit ensuite qu'il y a quatre sortes d'erreurs: 1° quand on prend Virgile pour Platon, c'est une erreur de personne; 2° si on prend un serf pour un libre, c'est une erreur de condition 3°; si on prend un pauvre qu'on croit riche, c'est une erreur de fortune ; 4° si on prend un méchant homme qu'on croit homme de bien, c'est une erreur de qualité. Or ces deux dernières erreurs, qui peuvent arriver de la qualité ou de la fortune, ne rendent pas le mariage nul, comme celui qui consentirait à accepter une église dont il aurait été élu évêque, quoiqu'il n'y consentît que dans la pensée que cette église est riche ; étant néanmoins pauvre, ce mariage spirituel serait valide. Mais les deux autres, qui sont de la personne ou de la condition, rendent le mariage nul, c'est ce que Gratien traite ici ; quand on consent pour une, on ne consent pas pour l'autre. Il n'y a qu'une difficulté à l'égard de Jacob, qui, prétendant épouser Rachel, n'eut que Lia; mais il répond que ce mariage ne fut bon que par le consentement subséquent de Jacob lorsqu'il eut aperçu qu'il était trompé.

QUESTION II.

Gratien propose dans celle-ci l'erreur de la condition : quand on épouse un esclave qu'on croit libre, le mariage est-il bon ?

Il semble que oui, parce que *in Christo Jesu nec est Judæus, nec Græcus, nec servus, neque liber*. Il importe peu si on est Grec ou Juif, libre ou esclave.

Il y a ensuite quelques décrétales des papes Jules et Zacharie qui ne prouvent rien ; c'est pourquoi Gratien répond que tous ces papes ont parlé des mariages qui ont été contractés volontairement et sciemment; or il est certain que, si un homme libre veut épouser une femme esclave, sachant bien qu'elle est esclave, le mariage est bon ; c'est comme cela que S. Paul l'a entendu. Mais si celui qui est esclave se fait passer pour libre, et qu'ensuite il se marie, le mariage est nul, parce qu'il y a erreur de condition, et que l'erreur de condition est quasi la même chose que l'erreur de la personne ; car la servitude ou la liberté n'est pas comme les richesses ou la vertu, c'est quelque chose de plus intrinsèque; voilà pourquoi on l'appelle *état*.

Chap. 4. La même chose est décidée dans le concile *apud Vermeriam;* ce fut une assemblée tenue du temps de Charlemagne dans un palais royal où Pepin assista; mais il y a un peu de modification. Si un homme

libre se marie à une femme esclave, ne le sachant pas, il l'affranchira s'il peut de la servitude ; s'il ne le peut, il la quittera et en épousera une autre ; mais si, lorsqu'il s'est marié, il savait bien qu'elle était esclave, le mariage ne pourra jamais être dissous.

Chap. 7. Si un homme, étant ennuyé de sa femme, se donnait en servitude pour venir à bout de sa mauvaise fin, et faire rompre le mariage, pourrait-il épouser une esclave ? Non, répond le concile de Tribur, parce que c'est par une pure malice qu'il est tombé dans ce malheur, et d'ailleurs les lois civiles n'auront pas de lieu dans cette occasion qui oblige les femmes d'entrer dans la condition de leurs maris.

Chap. 8. Il paraît un autre attentat, que les maîtres avaient entrepris sur les mariage de leurs esclaves qu'ils séparaient à leur gré. Le concile de Châlons dit qu'en Jésus-Christ il n'y a point d'esclaves, que le sacrement est indissoluble, et que les maîtres n'y ont point de droit pour le rendre nul.

CAUSE XXX

Gratien propose plusieurs cas assez embarrassants et qui ne pourront être éclaircis que les uns après les autres.

QUESTION I.

Il demande si un homme qui a tenu son fils sur les fonts du baptême, et qui en est devenu le parrain, contracte avec sa femme une nouvelle alliance, en sorte qu'il ne puisse plus habiter avec elle.

Il répond affirmativement, et dit que c'est une cause de dissolution du mariage, ce qu'il prouve par une décrétale.

Chap. 1er. Deusdedit, qui tenait le siége de Rome vers l'an 614, répond à l'évêque de Séville qui l'avait consulté sur ce point ; mais cette réponse, aussi bien que la lettre, est fausse, quoique Baronius ait tâché de la justifier, et l'ait même corrigée, et qu'on ait inséré les corrections dans les dernières éditions de Gratien. Léandre était pour lors évêque de Séville, et néanmoins ce n'est pas à lui que cette lettre s'adresse, mais à Gordien, ce qui en montre la fausseté. Ce pape dit : Une femme un samedi saint dans une église fut tirée de la foule pour tenir quelqu'un sur les fonts. Il se trouva par hasard que ce fut son fils qui y était baptisé. Vous me demandez si son mariage doit être rompu ? J'ai consulté sur ce point les archives de Rome et j'ai vu que chose pareille était arrivée dans les églises d'Isaurie, d'Éphèse et de Jérusalem. Il n'y a pas d'apparence que cela soit vrai, car jusqu'au VIIe siècle on ne trouvera en nul endroit cette difficulté proposée ni cette dissolution de mariage, et cette séparation de lit ordonnée. Ce fut S. Boniface qui proposa le premier cette difficulté à Grégoire II ou III, et lui écrivit qu'il n'y avait rien dans les anciens canons touchant cette difficulté, et il disait vrai ; de plus, cette manière d'écrire fait voir que c'est une mauvaise main qui a forgé cette lettre. Il y avait *Ecclesia Isauriæ;* Baronius a corrigé *Ecclesia*. Cet auteur croyait qu'Isaurie était une ville comme Ephèse, et néanmoins c'était une grande province dont Séleucie était la capitale. Le pape dit ensuite que Jules, Innocent et Célestin ont décidé ce point. Cela est peu apparent, car il n'y a rien de pareil. Enfin il répond que le mariage doit être dissous. La réponse est très-mauvaise.

Ce n'est pas qu'il n'ait pu échapper à ce pape ou à ses confrères une erreur en matière de sacrement, parce que c'est un point qui ne regarde pas la foi, quoique la pratique ne laisse pas non-seulement d'être très-importante, mais même elle touche la foi de bien près : ce n'est pourtant qu'un point de discipline. Nous avons souvent remarqué que, dans des cas pareils, de très-grands hommes ont été partagés, et qu'une église a tenu un sacrement valide, qu'une autre église a tenu invalide. Il y a eu comme cela des grands changements dans ces matières, et les papes avouent dans les décrétales nouvelles qu'ils ont souvent changé de sentiment ; cela ne doit pas scandaliser les fidèles, parce que ce n'est pas une matière de foi, mais un fait de discipline.

Il vaut mieux pour Deusdedit dire que cette lettre est supposée. Ce qu'il y dit à la fin est plaisant : *Scitis quomodo sunt septem dona Spiritus sancti, ita sunt septem dona baptismi a primo pabulo sacrati salis et ingressus ecclesiæ usque ad confirmationem sancti Spiritus per chrisma.* Voilà une manière d'exposer les choses bien obscure. Comme il y a sept dons du Saint-Esprit, il y a sept dons du baptême, et il n'est pas permis d'épouser une commère spirituelle. Il n'y a point de sens à tout cela, le pape Deusdedit ne l'a jamais dit ; d'ailleurs l'Écriture sainte était assez connue pour ne pas savoir qu'il n'y a point d'autre dissolution du mariage que la fornication. Ce n'est pas qu'on ne les ait rompus autrefois pour d'autres causes, mais la pratique en était mauvaise, nous en avons des exemples, et dans le chap. 2, il semble que la France a donné dans ce sentiment : *Si quis filiatrum suum ante episcopum levaverit ad confirmationem, separetur ab uxore sua et nunquam aliam accipiat.* Cela est tiré des Capitulaires.

Chap. 3. Le pape Nicolas, beaucoup mieux instruit, dit que, si un époux haïssant sa femme tient son enfant sur les fonts, dans l'espérance d'être séparé, il ne le sera pas pour cela. *Sed revertantur in idipsum,* parce que l'homme n'a pas pouvoir sur son corps, mais la femme, et réciproquement celle-ci sur le corps de son mari.

Chap. 4. Le concile de Châlons tenu en France, où nous lisons que la chose est arrivée, décide le cas. Nous avons appris que certaines femmes par malice tenaient leurs enfants devant l'évêque qui les confirmait, et qu'après elles demandaient d'être séparées ; nous le défendons, mais nous ordonnons qu'elles fassent bonne pénitence. Voici un cas où la pénitence n'empêche pas le mariage. Mais comme ces femmes avaient fraudé, elles ne méritaient pas qu'on leur accordât la séparation qu'elles demandaient.

Chap. 5. Le concile de Mayence est plus sévère : *Si prævaricator conjugii supervixerit, severa pœnitentia mulctetur et sine spe conjugii maneat.* Celui qui sera coupable sera privé après la mort de sa femme de l'espé-

rance de se remarier, et fera une sévère pénitence. Voilà quelque chose de l'ancienne rigueur des canons touchant la pénitence et le mariage.

Chap. 7. Jean VIII dit : Non-seulement celui qui tient son fils sur les fonts ne contracte point de nouvelle alliance, mais même celui qui le baptise, car il est permis aux laïques dans la nécessité de baptiser ; *quod filium suum absentia scilicet sacerdotum necessitate cogente baptizasset, cum ipse propriis manibus retinendo suscepisset*. Cette manière de parler suppose l'ancienne manière de baptiser ; on plongeait l'enfant dans l'eau et on le retirait ; c'est ce qui s'appelle *susceptor*, que nous appelons parrain. Cet homme était donc père spirituel en deux manières : parce qu'il avait baptisé son enfant, et parce qu'il l'avait tenu ; néanmoins ni l'un ni l'autre ne rompent le mariage.

Dans la question II, on demande si on peut contracter à l'âge de sept ans. On répond que non, parce qu'il faut le consentement. C'est le droit ancien et nouveau.

QUESTION III.

Peut-il y avoir mariage entre les enfants charnels d'un côté, et les enfants spirituels ou adoptifs de l'autre? Le pape Nicolas répond qu'il y a une alliance si étroite qu'il ne peut plus y avoir aucun commerce de mariage ; car, selon les lois civiles, il y a alliance entre les enfants naturels d'un père et ses enfants adoptifs, de sorte que l'adoption durant ils ne pourraient se marier (comme il est dit dans le chap. 6, tiré du Digeste) ; mais l'adoption étant finie ils pourraient se marier ; de même l'adoption durant, si un enfant est émancipé, il peut épouser sa sœur adoptive, parce qu'il n'est plus sous le pouvoir de son père ; mais quand l'adoption n'est pas finie, il ne peut y avoir aucun mariage. Il semble que l'alliance spirituelle ait imité cela.

Chap. 7. Le concile de Tribur nous montre que dans les sacrements on n'a pas été invariable dans l'Église : *Illud etiam nec canonica institutione difinimus, nec interdictione aliqua refutamus, sed propter eos qui diversa de eo sentiunt, hoc loco aliquid commemoramus*. Cette proposition est ambiguë ; nous ne voulons rien décider, mais nous donnons conseil.

QUESTION V.

On demande si les mariages clandestins sont valides. Dans le chap. 1er nous apprenons ce que c'est que les mariages clandestins, quoiqu'il soit rapporté d'une fausse lettre. Afin que les mariages soient canoniques, il faut que la fille soit donnée par ceux qui ont pouvoir sur elle, qu'elle soit demandée par celui qui veut l'épouser. *A parentibus et propinquioribus sponsetur, a legibus dotetur, a suo tempore sacerdotaliter, ut mos est, cum precibus ac oblationibus a sacerdote benedicatur et a paranymphia, ut consuetudo docet, custodita associata a proximis congruo tempore petita legibus detur ac solemniter accipiatur, ac biduo vel triduo orationibus vacent et castitatem custodiant*. Cela est digne de l'antiquité. Voilà les cérémonies qui devaient être observées dans les mariages. Entre autres, il faut remarquer ces deux points, que la chose se fasse dans l'église avec celébration du sacrifice, et que les mariés étant bénis soient deux jours en prière sans avoir commercé ensemble ; c'est ce que Tertullien a remarqué. Et le concile de Carthage : les deux épousés gardaient continence deux ou trois nuits, afin de sanctifier le mariage. Si l'on fait autrement, *non conjugia, sed adulteria, vel contubernia, vel stupra, aut fornicationes potius quam legitima conjugia esse non dubitat*. Si ce n'est qu'ayant été clandestins, on les rende publics, et que les pères et mères y aient consenti.

Il paraît par là que les mariages clandestins ont toujours été tenus pour nuls dans l'Église ; quelques-uns tiennent qu'ils ont été valides jusques au concile de Trente ; il y a de grands et savants canonistes qui croient qu'ils ont toujours été invalides. Il est certain que dans le temps moyen ils ont été tenus pour illicites, mais valides. Le concile de Trente a repris l'ancienne sévérité et nous sommes obligés de croire les mariages clandestins invalides ; cependant beaucoup de personnes savantes ont cru que le concile ne pouvait pas déclarer l'invalidité de ces mariages, mais ils n'ont pas considéré que l'Église avait un pouvoir infini pour les choses de pratique.

Chap. 3. Le pape Nicolas semble dire ce qui a été rapporté dans le chap. 1er, et il dit de plus que l'énumération de toutes ces choses n'est pas également nécessaire ; par exemple, qu'on donne l'anneau, cela n'est pas essentiel, comme les Grecs se l'imaginaient. Le pontife écrit aux Bulgares, qui doutaient s'ils se donneraient à Rome ou aux Orientaux ; c'est pourquoi les Grecs blâmaient nos pratiques, mais avec injustice ; les Latins condamnaient les leurs avec plus de justice. On avait gagné les Bulgares ; mais les Grecs les firent revenir.

Chap. 5. Le concile IV de Carthage dit ce que nous avons déjà remarqué, que les mariés gardent continence le premier jour de leurs noces.

Gratien, après le chap. 6, conclut que les mariages clandestins sont nuls : *His omnibus auctoritatibus, occultæ nuptiæ prohibentur, atque ideo cum contra auctoritatem fiunt nuptiæ, pro infectis haberi debent*. Cela serait bien s'il s'en tenait là ; mais, après le chap. 9, il croit que ce qui se pratiquait de son temps s'est fait dans tous les siècles passés, et pour se tirer d'affaire et montrer que les mariages clandestins n'étaient pas nuls dans les premiers temps de l'Eglise, voici sa réponse : Quand on dit que les mariages clandestins sont nuls, on n'entend pas qu'ils soient nuls en eux-mêmes, mais seulement quand une des parties se récrie devant les juges ecclésiastiques qui peuvent les dissoudre ; car, étant clandestins, il n'y a point de preuve, point de témoins ; l'un dit qu'il est marié, l'autre le nie, et comme les tribunaux se fondent sur les preuves, n'y en ayant aucune, on cassait les mariages. Voilà qui est bien inventé. Si cela est véritable, c'est une autre affaire. Il y a apparence que les choses allaient autrement dans les siècles passés ; mais toujours Gratien est louable de vouloir autoriser la pratique de son siècle par celle des siècles qui l'ont précédé.

CAUSE XXXI

QUESTION I.

Gratien parle des mariages contractés entre deux adultères, et, par les autorités qu'il allègue dans les premiers chapitres, ils sont nuls.

S. Léon, dans le chap. 1er : *Nullus ducat in matrimonium quam primo polluit adulterio.* Dans le chap. 3 il y a la même chose. Voilà qui est dit en termes généraux. Voici l'exception que donne Gratien : *Hic subaudiendum est : nisi primo peracta pœnitentia,* et *si nil in mortem viri machinatus fuerit, vel si vivente viro fidem adulteræ non dedit se sumpturum eam in conjugem etc.* Il paraît par là que ce que nous lisons dans les décrétales répond à ceci. Ce droit nouveau commença à être en vogue du temps de Gratien, car ces deux conditions, qui sont des empêchements dirimants, ne sont pas dans le texte, mais ajoutées par lui-même, ce qui montre que ç'a été vers le temps moyen qu'on a mis ces deux conditions.

Chap. 4. Le concile de Tribur dit qu'un homme qui a commis adultère et a fait promesse de mariage après la mort de sa femme, ne pourra se marier. Voilà quelque chose de semblable, plus ancien que Gratien, mais ce n'est pas une constitution qui établisse cette condition, mais un simple exposé qui la rejette.

Chap. 6. Ce qui est rapporté d'un concile de France *apud Vermerias*, qui était un palais royal du temps de Charlemagne, est bien plus étrange. Si une femme a conspiré avec quelqu'un pour faire mourir son mari, et que celui-ci en se défendant ait tué quelqu'un de ses conjurateurs, s'il peut prouver que sa femme a conspiré contre sa vie, il nous semble, dit le concile, qu'il peut la quitter et en épouser une autre : *Potest ipsam uxorem dimittere, ac si voluerit, aliam ducere.* Voilà ce que porte le texte. Cependant, comme ces canons ont été insérés dans le droit nouveau, les correcteurs romains y ont ajouté : *post mortem uxoris potest aliam ducere.* Ce qui nous apprend que le droit nouveau est plus exact que l'ancien ; mais on a fait comme on a pu. De même dissoudre les mariages des adultères, cela n'était pas si exact que de le faire avec les conditions que le droit nouveau y a mises.

Gratien là-dessus s'objecte le mariage de David et de Bersabée ; David ne conspira-t-il pas pour la mort d'Urie? Bersabée n'en inspira-t-elle pas le dessein, et néanmoins le mariage subséquent ne fut-il pas licite ? Il est vrai, dit-il ; mais c'est là une liberté accordée au vieux Testament, il n'en n'est pas de même dans le nouveau. Plusieurs choses étaient licites dans la synagogue qui ne le sont plus à présent, comme le libelle de répudiation. Les sacrifices mêmes que Dieu avait permis aux Israélites sont dans ce rang. Dieu les voulant empêcher de tomber dans les crimes des Egyptiens qui sacrifiaient les animaux aux démons, permit à son peuple de lui en offrir, mais c'était une dispensation. Gratien nous montre par là qu'il était instruit dans la bonne théologie, et qu'il savait ce que les Pères avaient dit sur ce sujet, les sacrifices des animaux étaient une chose purement permise et non pas commandée. Ce n'est pas qu'après le péché on n'eût besoin de sacrifices, mais ce n'était pas celui des animaux qui était nécessaire, c'était un autre ; et comme le démon avait voulu, prévoyant que Dieu devait sauver tout le genre humain par un sacrifice, s'attribuer des sacrifices à lui-même, Dieu par une condescendance merveilleuse aima mieux amuser les Israélites grossiers en se faisant égorger des victimes que de permettre qu'ils les offrissent au démon.

Chap. 10. S. Jérôme parle des secondes ou troisièmes noces, et il en parle fort rudement ; mais il ne dit rien qui ne soit excusable, et qu'il n'ait ensuite corrigé lui-même. Il écrit contre Jovinien, qui élevait trop le mariage, et lui pencha trop dans une autre extrémité. Au milieu du chapitre il dit que, si S. Paul a parlé des veuves de soixante ans, il ne restreint pas leur profession à cet âge, mais qu'il a seulement parlé de celles qui étaient attachées à l'Eglise et qui en retiraient leur entretien ; car il dit que, si elles ont des enfants et du bien, elles vivent de leur patrimoine, mais que si elles sont pauvres, elles soient entretenues des aumônes de l'Eglise. C'est de celles-ci que S. Paul a limité le temps à soixante ans, car, en disant ailleurs que les veuves seront damnées si elles violent le vœu de continence qu'elles auront fait, il montre bien que ce n'était pas en un âge si avancé qu'elles le faisaient, puisqu'elles auraient été incapables de le violer.

Chap. 11. S. Jérôme est justifié par ce chapitre, car il ne rejette point les secondes ni les troisièmes noces ; *non damnat bigamos, imo nec trigamos, si dici potest, octogamos.* S. Jérôme avait demeuré longtemps en Orient, il était très-savant de la pratique d'Occident, et néanmoins il ne met aucune différence entre les Grecs et les Latins. Les Grecs à présent ont rendu non-seulement illicite, mais même invalide, tout ce qui se fait au-dessus des quatrièmes noces, et imposé de rudes pénitences à ceux qui les contractent. Apparemment ils sont tombés dans ce sentiment depuis S. Jérôme, et vous voyez que nous sommes bien fondés dans l'antiquité de permettre non-seulement les troisièmes et quatrièmes noces, mais même les cinquièmes et les sixièmes, et tout autant qu'il s'en peut faire, pourvu cependant qu'on n'ait pas deux femmes en même temps.

QUESTION II.

Peut-on contraindre quelqu'un au mariage ?

Le pape Urbain, dans le chap. 1er, dit : On nous a rapporté qu'on avait fait un mariage auquel le père, et la fille qui n'avait pas l'âge, n'avaient pas consenti. Ceci est remarquable pour éclaircir cette question, savoir si, un père mariant sa fille au-dessous de l'âge de puberté, la fille est obligée de suivre ce que son père a promis. Ici le pape Urbain déclare le mariage nul ; mais il ajoute en même temps que le père y a été contraint et violenté, *ipse coactus.*

Chap. 2. Un père ne peut marier sa fille sans son consentement, si elle est adulte ; mais autrement il

le peut. Voici qui est clair. Le pape Hormisdas dit : *Potest autem de filio non adulto; ejus voluntas nondum discerni potest, pater, si vult in matrimonium tradere, et postquam filius pervenerit ad perfectam ætatem, omnino observare et adimplere debet, hoc ab omnibus orthodoxæ fidei cultoribus sancitum a vobis tenendum mandamus.* Nous avons vu ceci dans les décrétales. Il est vrai que les canonistes, pour n'avouer pas ingénûment que la pratique de l'antiquité a été telle, expliquent cet *omnino* de bienséance, mais il est certain qu'autrefois on a pratiqué cela ; il est vrai qu'on pouvait mieux faire. De plus, il faut considérer que c'était dans l'empire romain, où les pères selon les lois avaient toutes sortes de droits sur leurs enfants ; sur leur liberté, ils pouvaient les vendre ; sur leur vie, ils pouvaient les faire mourir ; c'est pourquoi ce pouvoir de les marier contre leur gré n'était pas une chose si étrange ; mais à présent que tout est changé, ce serait une chose inouïe de les marier ainsi.

CAUSE XXXII

QUESTION I.

Est-il permis d'épouser une femme publique ? Nous avons déja résolu ce cas. Si on le fait par piété, c'est un acte de charité qui peut servir d'une partie de la pénitence canonique.

Il y a une autre difficulté qui regarde l'obligation que les maris ont de se séparer de leurs femmes lorsqu'elles sont tombées dans l'adultère.

Chap. 1. S. Chrysostome dit que celui qui sait que sa femme vit dans l'adultère, et ne s'en sépare pas, est participant, auteur et protecteur de son crime. Dans le chap. 2, S. Jérôme rapporte de l'Ecriture : *Qui adulteram tenet, stultus et impius est.* Le chap. 4 parle aussi de cela.

Gratien, après le chap. 4, dit qu'il faut entendre cela avec cette exception : si la femme ne se corrige pas ; car si elle se corrige, son mari la peut garder ; encore n'est-il pas dit qu'il y soit obligé. Que si elle néglige de se corriger, il faut qu'il la quitte; c'est ce qui est dit dans le chap. 6e tiré du Pénitentiel de Théodore de Cantorbéry. S. Augustin est dans ce sentiment dans le chap. 7, et les lois civiles dans la rubrique du chap. 10. *Crimen lenocinii contrahunt qui deprehensam in adulterio uxorem in matrimonio retinuerunt.* C'est se rendre prostituteur de sa femme de ne s'en pas séparer lorsqu'elle vit dans l'adultère.

Gratien ajoute : *Hoc in mulieribus non obtinet.* Cela est porté par les mêmes lois civiles, mais les Pères de l'Eglise s'en sont plaints ; car l'obligation étant réciproque, la liberté le doit être aussi. La loi chrétienne impose la même fidélité au mari et à la femme. N'est-il pas juste que, les femmes étant punies si elles y manquent, les hommes aussi le soient? Après le chap. 13, il conclut cette question, et dit que, si on voit dans l'Ecriture que Raab adultère a été épousée par un prince de la tribu de Juda qui était un des prédécesseurs du Fils de Dieu ; si Osée a épousé une femme publique. *Aliud est meretricem ducere vel adulteram retinere quam tua consuetudine, castitate et pudicitia exornes, atque aliud aliquam earum habere quam nullo pacto a luxu carnis suæ revocare valeas ; hoc enim penitus prohibetur, illud laudabiliter factum legitur.* Il faut concevoir qu'Osée n'épousa cette femme que pour la rendre chaste et faire cesser son impudicité ; de même que ce prince de la tribu de Juda épousant Raab la rendit pudique.

QUESTION II.

Si on n'épouse une femme que pour satisfaire son incontinence, doit-on appeler cela mariage ? Il semble que non, parce que, comme dit S. Ambroise dans le chap. 1er : *Pudor est fœminis nuptiarum prœmia non habere, quibus sola causa est nubendi.* Il est honteux à une femme d'être stérile, puisqu'on ne se marie qu'en vue des enfants qu'on voudrait avoir.

Gratien, dans la seconde partie, dit qu'il faut distinguer les temps ; le mariage dans le paradis terrestre avait été institué dans l'honnêteté, et par la seule nécessité de multiplier les descendants d'Adam, de sorte que, comme on aurait conçu sans plaisir, on aurait enfanté sans douleur ; mais après le péché, quand les passions ont été allumées dans l'homme, quand par cette funeste maladie il est tombé dans le dernier désordre, le mariage, qui était un office de la nature, est devenu le remède de cette même nature et de l'incontinence des hommes. Ainsi, si le mariage est contracté dans cette vue, il ne laisse pas d'être saint ; car il est juste que les hommes cherchent quelque soulagement à cette maladie ; et, comme dit S. Paul, ceux qui seront en danger de brûler, qu'ils se marient. D'où Gratien conclut qu'il y a bien de la différence de se marier pour favoriser son incontinence, et se marier parce qu'on ne pourrait garder la continence. Ce dernier dégénère beaucoup de cette première pureté qui fait rechercher les noces pour la seule propagation, mais il est néanmoins louable.

Chap. 6. Il y a un passage de S. Augustin qui ne fait pas au dessein de Gratien. Il veut prouver que ce n'est pas une fornication d'employer le commerce conjugal pour servir de remède à l'incontinence, et le passage de S. Augustin parle d'une autre conjonction qui est entre un homme et une concubine ; car il dit que, si ces deux personnes vivent en sorte qu'elles se promettent une fidélité réciproque, qu'elles ne mettent aucun empêchement à la procréation des enfants, leur mariage est bon ; il est vrai que la solennité extérieure y manque, mais pour ce qui est du consentement réciproque, de l'unité de cœur, de la communauté des biens, de la fidélité, de l'indissolubilité, de la fécondité, tout cela s'y rencontre ; d'où vient donc que ce ne serait pas un mariage ?

Ce que dit S. Augustin est très-bien dit, et nous sert infiniment pour expliquer un grand nombre de passages des Pères, et des décrets de conciles qui semblent tantôt justifier le concubinage et tantôt le blâmer ; ils le justifient lorsque les conditions que demande S. Augustin s'y rencontrent ; ils le

blâment quand quelqu'une y manque. C'est ainsi qu'il faut expliquer quelques décrets du pape Léon.

Chap. 8. S. Augustin et Moïse dans l'ancien Testament ont mis une grande différence entre un fruit qu'on perd avant qu'il soit animé et celui qu'on perd après; le crime est bien plus grand, et la peine aussi doit être plus rude à l'égard de ceux qui procurent l'avortement d'un fruit animé que de celui qui ne l'est pas encore.

Chap. 9. Il y a un passage comme de S. Augustin, mais il est d'un auteur dont les ouvrages ont été insérés dans les siens, qui était au-dessous de l'âge et du mérite de ce grand saint. Il ne faut pas toujours croire, dit-il, que la perte d'un fruit soit un homicide; la semence se perd assez souvent avant que l'homme soit formé, et il faut croire que l'âme n'est infuse dans le corps qu'après qu'il est organisé; ainsi quand la perte du fruit se fait avant cette organisation, alors le crime n'est pas si grand. Or nous apprenons, par l'exemple d'Adam, que l'âme n'est répandue qu'après la formation du corps; car pendant son sommeil Dieu forma de sa côte un corps à Eve, et le corps étant formé il y répandit l'âme, et dans Adam même ce ne fut pas dans la boue et dans le limon que Dieu inspira son âme; mais d'abord il fit un corps de cette boue, et, étant formé, il l'anima. Cela montre qu'il faut que le corps soit organisé lorsqu'il est animé. Moïse même distingue le fruit animé d'avec le non-animé; cela est contraire à ceux qui croient que la forme est dans la semence. C'est l'opinion de quelques auteurs, qui se sont en cela retirés de l'opinion commune des philosophes, et autant le sentiment de ceux-ci est probable, autant l'opinion des autres est improbable.

Chap. 12. Gratien demande si le consentement des parents est nécessaire pour le mariage. Il tient l'affirmative, autrement les noces ne seraient pas légitimes, *aliter non fit legitimum conjugium, nisi a parentibus tradatur.* C'est une grande question entre le barreau et les ecclésiastiques, savoir si le consentement du père est nécessaire ou non. Nous tenons constamment qu'il n'est que de bienséance, nullement nécessaire pour la validité du sacrement. Le barreau tient le contraire et casse tous ces mariages. Les scolastiques croient que la chose a toujours passé dans l'Eglise comme elle y est à présent; mais ils se trompent, car on ne peut mieux juger du sentiment de l'ancienne Eglise que par sa pratique, car pratique et sentiment dans ces matières sont la même chose; or il est certain qu'on trouvera des preuves qui marquent bien qu'on a eu là-dessus une différente pratique et par conséquent divers sentiments. Il paraît par là que ce serait un méchant argument si ces messieurs du barreau prétendaient avancer pour eux quelque pratique, parce que sur ces choses il y a mille changements dans la discipline. Autrefois néanmoins on a cru ces mariages nuls; ici ils sont traités comme cela; c'est le devoir des filles, dit S. Ambroise dans le chap. 13, de demander le consentement de leurs parents. Il apporte à ce propos un passage d'Euripide qu'il a traduit du grec, qui dit en la personne d'une fille: *sponsaliorum meorum pater meus cura subibit; hoc enim non est meum.* Les païens ont reconnu cette vérité. Ensuite il cite S. Paul, qui donne la liberté à toutes les femmes de se marier, mais *electionem mariti parentibus deferat.* Néanmoins S. Paul ne parle que par rapport à la volonté du père, et n'a pas prétendu faire une loi de cela. Le concile de Trente nous oblige de croire que le consentement du père n'est nécessaire que par bienséance, et non pas pour valider le mariage.

QUESTION IV.

Comment peut-on excuser la polygamie des anciens patriarches, d'Abraham, d'Isaac et de Jacob? S. Augustin, dans le chap. 2, dit que ces patriarches sont excusables, parce que leur polygamie contenait un mystère. L'Eglise et le baptême sont merveilleusement représentés là-dedans, et comme l'Eglise devient féconde par le baptême des hérétiques et des méchants aussi bien que par son propre baptême (car les hérétiques par leur baptême donnent des enfants à l'Eglise), les enfants du baptême des hérétiques sont comparés à ceux que les patriarches avaient eus de leurs servantes; et comme les enfants des servantes ont eu part aux bénédictions des patriarches comme ceux des femmes libres, ainsi dans l'Eglise les enfants qu'elle reçoit des hérétiques, ou qu'elle-même se donne, participent également de ces avantages. Il dit ailleurs que la pudicité de ces premières femmes était si grande que, voyant qu'elles ne pouvaient pas donner autant d'enfants qu'il était nécessaire pour la multiplication du peuple et l'accomplissement de la prophétie que Dieu leur avait faite, elles priaient leurs maris d'aller à d'autres femmes, ce qu'ils ont fait par complaisance.

Dans la partie 2, Gratien dit que, comme le fils de Dieu devait venir par une propagation charnelle, il était du bonheur de chaque famille de donner des enfants le plus qu'elle pouvait, et ainsi les patriarches, étant les principaux de la loi, ont dû donner l'exemple à tout le peuple; c'est pour cela que le mariage était si commun qu'il était même lié avec le sacerdoce. Ainsi ces patriarches sont bien excusables, et on ne peut se fonder là-dessus pour abuser de plusieurs femmes. La chose, dit Gratien, a bien changé; et autant qu'il était louable dans l'ancien Testament de se marier, autant l'est-il dans le nouveau de faire profession de virginité.

Chap. 3. S. Ambroise dit que, du temps de ces patriarches, l'adultère n'était pas défendu. Il faut entendre cela comme S. Paul, quand il dit que sans la loi il n'y aurait pas de péché, c'est-à-dire qu'explicitement cela n'était pas défendu, parce que la loi n'était pas donnée, mais cela n'empêche pas que le péché soit toujours péché; il est vrai qu'il est moindre avant la loi.

Chap. 6. S. Jérôme dit qu'il faut concevoir que les mariages étaient aussi saints dans l'ancien Testament que la virginité à présent. Il faut prendre cela bonnement; c'est-à-dire qu'il se peut faire que des gens mariés aient été aussi saints que nos vierges, à comparer les personnes avec les personnes, mais pour ce qui est de l'état celui de vierge est plus parfait que celui de mariage.

Chap. 11. S. Augustin dit que la simple fornication

est défendue par la loi divine, quoique *mœchia* ne signifie que le péché d'adultère; mais il en est comme du larcin. Dieu a défendu dans ce commandement toute sorte d'usurpation injuste. Ainsi toute sorte d'impureté est défendue.

Chap. 14. S. Jérôme dit qu'il faut garder une honnête liberté dans le mariage. Or c'est une règle générale que cette liberté ne s'étend qu'à la procréation des enfants; *liberorum ergo ut diximus in matrimonio opera concessa sunt*, car les voluptés dans lesquelles on croit se pouvoir plonger, et qui ne sont pas nécessaires à cette fin, sont très-méchantes.

QUESTION V.

Une fille peut-elle perdre par violence la pudicité? Non, car c'est une vertu de l'âme, et quelque violence qu'on fasse sur le corps, on ne peut lui donner aucune atteinte; au contraire, celles qui sont assez heureuses pour mourir dans ces occasions sont doublement martyres, comme doublement chastes. Car l'action des tyrans leur cause une espèce de martyre. S. Ambroise dans le chap. 2 : *Revera non potest caro corrumpi, nisi mens fuerit ante corrupta*, et S. Augustin dans le 3e : *Non polluit aliena libido; si autem polluit, aliena non est;* et pour le dire en un mot : *Cum pudicitia virtus sit animi*, on ne peut la perdre par violence. Cela est dit de la pudicité qui est la pureté de l'âme, mais non pas de la virginité qui est la pureté et l'intégrité du corps que l'on perd par violence.

Chap. 4. Ce même père, parlant de l'action de Lucrèce, dit qu'ayant considéré la cupidité de Tarquin qui la viola, et la chaste volonté de cette femme, il est vrai de dire, *duo erant, et unus adulterium admisit.*

Chap. 14. S. Léon revient à ce que nous avons déjà dit de la virginité et de la pudicité; les filles qui ont été violées doivent beaucoup s'humilier, car elles ne sont pas si pures que les vierges mêmes; qu'elles pleurent d'avoir perdu ce qu'elles n'ont pas pu conserver. Autrefois parmi les vierges on ne souffrait pas les violées, mais chacune avait son rang.

Dans la 3e partie, Gratien dit que les maris ne peuvent pas répudier leurs femmes qui auraient été violées, parce qu'elles sont pudiques, et que la loi de Jésus-Christ comprend seulement celles qui ont consenti à la fornication.

QUESTION VI.

Supposé qu'une femme ait commis un adultère, et son mari un autre : peuvent-ils se séparer? Non, car la loi de Jésus-Christ n'est que pour le cas où l'un des deux est innocent, autrement on ne peut se séparer. S. Augustin est dans ce sentiment.

QUESTION VII.

Un mari ayant répudié sa femme peut-il en épouser une autre? Cette question est difficile à décider pour le temps ancien; à présent nous ne doutons pas là-dessus. Il est vrai que les Grecs sont dans une pratique différente de la nôtre, et permettent le mariage après la répudiation. Nous avons dit qu'on a infiniment douté là-dessus. Enfin S. Augustin découvrit qu'il n'était pas permis; c'est l'opinion de Gratien et la véritable; il l'appuie de plusieurs passages des Pères. Le concile d'Elvire même est dans cette opinion, mais il faut avouer que dans l'antiquité on a beaucoup douté, et si Gratien avait voulu rapporter des passages contraires, il aurait pu en citer un pareil nombre.

Après le chap. 16, Gratien dit : Lorsque les pères et les canons défendent aux maris d'épouser une seconde femme après avoir répudié leur première, il ne faut pas entendre cela de ceux qui n'ont pas assez de force pour garder la continence étant séparés; car il est permis à ceux-ci de se marier. Il rapporte un passage de S. Ambroise dans le chap. 17, qui dit la chose clairement. Gratien s'embarrasse dans la suite pour l'explication de ce passage, mais les correcteurs l'ont aidé à se retirer d'affaire en rejetant le passage. En effet il n'est pas de S. Ambroise, et il y a plusieurs passages dans ce père bien contraires à ce qui est dit ici. Il est de quelque auteur ancien, d'Hilaire ou de quelque autre, il n'importe. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des réponses égarées. L'opinion de cet auteur n'est pas assez considérable pour nous épouvanter, car il a fait de grandes fautes sur les matières de la grâce, et la véritable réponse est que S. Ambroise n'a jamais dit cela.

Chap. 18. Ce passage de Grégoire III à Boniface est bien plus fâcheux; car il est véritablement de ce pape. Si un mari se sépare de sa femme, il est bon qu'il garde continence; mais s'il ne le peut, qu'il se marie, et qu'il entretienne sa première : *Nubat magis* Il est bien difficile de se tirer de là.

Chap. 24. Du concile de Tribur : Si une femme a commis un inceste, son mari la quittera, et ni l'un ni l'autre ne pourront se marier; mais il est permis au mari, s'il ne peut garder continence, de se remarier.

Gratien, pour se tirer d'affaire, dit que cela s'est fait par dispensation, et après il se brouille dans sa réponse; car il dit que S. Grégoire accorda aux Anglais dispense des 4e et 5e degrés. Il prend les Allemands pour les Anglais, et Boniface pour Augustin. Il est bien vrai que S. Grégoire avait écrit à Augustin d'Angleterre de dispenser les Anglais pour se marier aux 4e et 5e degrés; auparavant on ne se mariait qu'au 7e degré. Grégoire a pu dispenser. Nous avons vu que, même pour le 2e degré, on a dispensé, et que ce n'est pas un empêchement naturel; on l'a cru comme cela dans les premiers siècles, mais ce que dit ici Grégoire III est bien plus étrange, outre que le cas est singulier. Si ç'avait été pour un mal commun, pour ne pas irriter tout un État, on pourrait croire que c'est par dispense, mais il ne s'agit ici que d'un particulier; la bonne réponse est que ce sont des matières de pratique qui ne sont pas toujours uniformes.

Chap. 27. S. Augustin fait mieux voir qu'on n'a pas toujours été déterminé dans l'Eglise. Si dans l'ancien Testament une femme était stérile, on pouvait recourir à d'autres pour avoir des enfants. Savoir si on peut en

faire autant dans le nouveau Testament, ce père n'ose pas le décider : *Utrum nunc fas sit temere non dixerim.* Voyez la modestie de ce saint. Il y a d'autres cas où il parle comme cela, en doutant, de peur d'avancer quelque chose qui pourrait combattre la pratique de l'Eglise. Dans la question 8, S. Augustin dit qu'il n'est pas permis à l'homme qui a voué continence de se marier avec une païenne, si celle-ci promet de se convertir, parce que, quelque apparence de vertu qu'ait une action, il n'est jamais permis de rien faire contre son devoir.

CAUSE XXXIII.

QUESTION I.

On demande si ceux qui sont mariés avec une femme impuissante peuvent faire dissoudre leur mariage, et en épouser un autre ? Il semblerait que non ; car Jésus-Christ a dit seulement *fornicationis causa;* mais Gratien répond que le mariage étant consommé, l'impuissance ne peut pas le faire rompre. Il a raison, car l'impuissance empêche le mariage, si elle a été antécédente ; mais si elle n'est que subséquente et qu'elle arrive après le mariage consommé, elle ne le rompt pas.

Chap. 1. De S. Grégoire. Vous me demandez si celui qui est marié (*matrimonio junctus non potest*; voilà le style des anciens; *nubere* se prend pour la consommation, alors le mariage devient *nuptiæ*) avec une une impuissante, peut prétendre une autre femme ? Il répond affirmativement.

Chap. 2. Du même S. Grégoire : Si deux personnes sont mariées et que l'une des deux se plaigne de l'impuissance de l'autre, et qu'elle veuille avoir des enfants, alors on les fera jurer *septima manu*, avec sept conjurateurs, qu'elles n'ont pas consommé le mariage, et on leur permettra de se remarier. Mais s'il arrive que le mari dont la femme se plaignait ait des enfants d'une autre, que faut-il faire? Il faut les séparer, car il paraît bien qu'il n'y avait pas impuissance et que le mariage était indissoluble, et les rejoindre comme auparavant, car les témoins se sont trompés ou ils ont été trompés.

Chap. 4. Hincmar de Reims dit que, si quelqu'un est impuissant par maléfice, par sortilége, il faut employer les prières, les larmes et toutes les bonnes œuvres pour les guérir, même se servir d'exorcismes. Si tous ces remèdes sont inutiles, *separari valebunt.* Si étant mariés à d'autres ils ont des enfants, faut-il les rejoindre? Non, dit ce grand canoniste, *etiamsi possibilitas concumbendi eis reddita fuerit, reconciliari nequibunt.* Gratien dit que S. Grégoire et Hincmar sont différents; il se pourrait faire que comme deux théologiens ils eussent des sentiments différents, mais il est plus naturel de dire que ces deux cas sont différents ; car dans celui de S. Grégoire, il s'agissait d'une impuissance intrinsèque qui ne saurait être pour une personne qu'elle ne le soit pour toutes ; mais dans le cas d'Hincmar il s'agit d'une impuissance extrinsèque, qui n'est que par rapport avec une telle, et qui ne subsiste point avec une autre. Ainsi le second mariage dans ce dernier cas est bon, mais dans le premier il ne peut être valide.

QUESTION II.

Gratien prouve que celui qui aurait répudié sa femme sans l'intervention d'un juge de l'Église serait obligé de la reprendre.

Chap. 1. Le concile de Carthage, où S. Augustin assista, ordonne que les causes qui regardent le mariage doivent être portées au concile provincial.

Chap. 2. S. Ambroise dit qu'il n'est pas permis de répudier sa femme de son chef, et, quoique la loi civile ne le défende pas, la loi divine le fait ; et dans la partie troisième Gratien dit que c'est une peine de répudier une femme; or une peine ne peut être imposée que par un juge.

Chap. 5. Du pape Nicolas : Il est dit que les maris qui ont tué leurs femmes, si elles n'étaient pas adultères, feront pénitence. Est-ce, dit Gratien après ce chapitre, que le pape Nicolas a prétendu que si elles étaient adultères, il était permis à leurs maris de les tuer ? Oui, dit-il; mais c'est d'une mort spirituelle causée par la glaive de l'excommunication.

Chap. 6. Le même pape explique le chapitre précédent en disant que l'Église n'a pas d'autre glaive que le spirituel de l'excommunication ; il ajoute que, selon les lois civiles, un mari peut tuer sa femme adultère. Cela n'est pas tout à fait vrai, il faut le prendre bonnement; il est vrai que ce crime était ordinairement impuni.

Chap. 8. Le pape Etienne nous fait connaître le sens qu'il faut donner au passage du pape Nicolas dans la pénitence qu'il impose à un homme qui avait tué sa femme. « Elle n'a pas attenté sur votre vie, et vous ne l'avez pas trouvée en adultère. » Il semble que le pape veuille dire que, si le mari eût trouvé sa femme conspirant contre sa vie, ou dans l'adultère, il eût eu sujet de la faire mourir; mais ce n'est pas sa pensée. Il veut dire seulement que cette femme aurait été coupable, car il dit clairement : si elle avait été surprise dans le crime d'adultère, il fallait lui faire faire pénitence pendant sept ans, et après le mari pouvait la répudier, s'il eût voulu. Mais jamais il ne lui aurait été permis de la tuer.

Il est vrai que dans ces circonstances le meurtre de cet homme aurait été moindre ; et c'est ce que le pape veut faire connaître ; ensuite il lui impose une pénitence très-rude, il lui conseille de se faire religieux, car ce sera une pénitence qui durera toute sa vie, et qui ne sera pas si pénible ni si honteuse ; que s'il veut demeurer dans le monde durant tous les jours de sa pénitence, il ne boira point de vin ni de bière, il ne mangera jamais de la viande hors du jour de Pâques et de Noël. Vous voyez qu'en quel jour que tombât le jour de Noël, on ne mangeait pas maigre. Il jeûnera, il veillera ; point de milice pour lui, point de mariage ni de concubine ; il ne se trouvera en aucun festin, aux bains, aux lieux de divertissements ; enfin, après avoir passé toute sa vie dans cette pénitence, on

lui permettra de recevoir la communion à l'heure de la mort.

Dans la 5e partie Gratien demande pourquoi les pénitences étaient taxées à sept ans, sur ce que le pape dit que cette femme aurait dû en faire une de cette manière si elle avait été criminelle. Gratien se trompe, car cela n'est pas général, il n'est pas vrai que ce temps soit prescrit. Les canons du temps moyen ont bien ordinairement imposé une pénitence de sept ans pour un péché mortel, mais pour ceux qui étaient énormes, la pénitence était plus longue; il tâche d'en donner quelque raison de convenance, qu'il tire de l'Ecriture sainte, où il est dit que la sœur d'Aaron, pour avoir murmuré contre Moïse, fut lépreuse pendant sept jours ; mais tout cela est frivole, car dans l'imposition des pénitences on pouvait imposer, et effectivement on imposait un temps ou plus long ou plus court ; et Gratien le reconnaît dans le chap. 12, où il dit : *Majorum criminum pœnitentia septem annorum spatio concludatur, nisi vel officii excellentia vel criminum magnitudo* etc., à moins que les circonstances de la personne ou de la grandeur du crime ne fassent imposer une pénitence bien longue.

N'est-il pas vrai, dit-il dans la 6e partie, qu'il n'est jamais permis aux pénitents de se marier ? Il répond que cela est constant, et il apporte une lettre du pape Sirice qui est formelle là-dessus. Nous avons déjà remarqué cent endroits pareils, mais devant le chap. 13 il remarque que, refusant aux pénitents ou de prendre une femme, ou d'user de celle qu'on avait, il arrivait ou qu'ils cachaient leurs crimes, ou qu'ils refusaient d'accepter la pénitence. C'est pourquoi, pour leur ôter cet obstacle et les traiter avec plus de douceur, on leur a permis dans la suite de contracter et d'user des libertés du mariage. Ce fut un adoucissement qu'on apporta vers le ve siècle, encore ce ne fut qu'en certains endroits.

Chap. 15. Le pape Nicolas impose une pénitence à un enfant qui avait tué sa mère ; elle approche de celle que le pape Etienne vient de marquer.

FIN DE LA SECONDE PARTIE DE GRATIEN.

DISPENSE DE MARIAGE

Mariage platonique. La jeune fille a cru contracter une union purement idéale. Elle refuse absolument toute cohabitation corporelle et abandonne bientôt le toit conjugal. Le mari demande au Saint-Siége la dissolution du mariage. Enquête canonique. *Septima manus*. Influence d'une institutrice française sur l'esprit de la jeune fille. Arrêt de la S. Congrégation du Concile du 15 décembre 1877 autorisant la dissolution du mariage pour l'obstination de la fille à refuser l'effectuation.

Il a été rendu compte de l'affaire dans la 16e série des *Analecta*, col. 940. Le *folium* de la S. Congrégation y est rapporté intégralement. Mais il ne fut pas possible de donner la décision, parce que la S. Congrégation voulut faire une dernière tentative de réconciliation avant de prononcer l'arrêt définitif cassant le mariage *ratum*. La tentative ayant échoué, la S. Congrégation, par arrêt du 15 décembre 1877, a décidé qu'il y avait lieu de suggérer au pape d'accorder la dispense, c'est-à-dire l'annulation de ce mariage.

L'affaire intéresse le diocèse de Vienne en Autriche, patrie de la femme, et celui de Javarin en Hongrie, où réside le mari. Michel, âgé de trente ans, a épousé en 1874, Emilie, qui en avait vingt-deux et appartient à une famille riche. On devait se mettre en voyage de noces le jour même du mariage; mais, à la gare, les billets étant déjà pris, Emilie ne voulut pas partir. Pendant deux mois, elle refusa obstinément la cohabitation conjugale. Bientôt elle s'évada secrètement, avec son institutrice qui ne la quittait pas d'une seconde, et retourna dans sa famille à Vienne. Michel fit diverses tentatives pour ramener la pauvre femme, qui était et est encore trompée et comme fascinée par son institutrice. Perdant tout espoir de réconciliation, il a demandé au Saint-Siége la dissolution du mariage *ratum et non consummatum*. Mgr l'évêque des Javarin a fait l'enquête canonique conformément à la constitution *Dei miseratione* de Benoît XIV. Les époux ont affirmé sous la foi du serment que le mariage n'a jamais été consommé. Les parents (*septima manus*) ont déposé. On peut consulter le *folium* complet que nous avons publié dans la précédente série.

L'affaire a été remise au rôle de la S. Congrégation le 15 décembre 1877. La dissolution du mariage a été prononcée.

JAURINEN. ET VINDOBONEN. DISPENSATIONIS MATRIMONII. Die 15 decembris 1877. Postulanti mihi sub die 28 julii currentis anni : « An sit consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu ? » EE. VV. sapientia rescribendum censuit : « Dilata et ad mentem. » Licet vero isthæc mens tam Jaurinensi episcopo, quam archiepiscopo Vindobonensi a me fuerit patefacta, ambo tamen retulerunt nihil quoad ipsam peragere valuisse. Quare causam in hodiernis comitiis reproponendam duxi, rogans enixe EE. PP. ut sueta benignitate recolere dignentur præteritum folium, et propositum enodare dubium :

An sit consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu.

S. Congregatio Concilii censuit respondendum : *Affirmative*. Die 15 decembris 1877.

FIANÇAILLES

Preuves nécessaires pour constater l'existence des fiançailles. Promesse mutuelle. Le fait de la séduction n'est pas une preuve suffisante. Rumeur publique. Présomption juridique en faveur des filles auparavant réputées honnêtes. Action criminelle distincte de la cause relative aux fiançailles. Arrêt de la S. Congrégation du Concile du 15 décembre 1877 confirmant le jugement de première instance.

L'obligation inhérente aux fiançailles gêne la liberté de l'homme et a pour suite l'engagement perpétuel du mariage. Il faut donc que l'existence des fiançailles repose sur des preuves irréfutables. Le moindre doute doit être dissipé, car la possession est en faveur de la liberté, et la séduction ne prouve pas nécessairement qu'il y ait eu promesse mutuelle de mariage.

L'affaire que nous rapportons appartient au diocèse d'Ostuni. Le royaume de Naples adresse au Saint-Siége un plus grand nombre de causes de fiançailles que tout le reste du monde catholique.

Angèle, jeune fille d'Ostuni, se présenta à l'évêché le 12 juin 1876, et forma opposition au mariage de Donat, lequel, dit-elle, lui avait promis le mariage et l'avait rendue mère. L'évêché ouvrit l'enquête canonique, entendit les témoins et les avocats; puis un jugement intervint, le 4 septembre, déclarant que l'opposition d'Angèle n'était pas fondée.

Angèle a fait appel à la S. Congrégation. On a dit que l'évêché avait négligé de faire comparaître neuf témoins, soit qu'on ne leur ait pas adressé de citation, soit que l'adversaire les ait intimidés. C'est pourquoi la S. Congrégation a conféré à Mgr l'archevêque de Brindes, administrateur d'Ostuni, tous pouvoirs pour entendre ces témoins. Or ils ne se sont pas présentés. Angèle elle-même, quoique citée, a fait défaut. Donat seul a comparu. Angèle a pourtant écrit au vicaire général qu'elle n'avait pas le moyen de payer les modiques frais de déplacement des témoins.

Voici ce qui résulte de l'enquête. Angèle affirme que Donat lui a promis le mariage par des serments réitérés et formels. Un témoin dit que l'opinion publique croit à la réalité de la promesse. La présomption juridique veut qu'une fille honnête ne succombe que parce qu'on lui promet sérieusement le mariage. Neuf témoins attestent l'honnêteté d'Angèle antérieurement à cette déplorable catastrophe.

D'autre part Donat allègue qu'il n'existe aucune preuve écrite ou testimoniale constatant la promesse de mariage. Ce qu'il y a de plus fort dans la déposition de la fille, c'est que, la voyant extrêmement troublée, après l'accident, Donat l'aurait relevée, en disant : « Crois-tu peut-être que je ne sois pas homme à t'épouser ? » Elle avoue que ni avant, ni après, Donat ne lui a jamais fait d'autre promesse. Au surplus, cette parole devrait-elle être interprétée comme une véritable promesse du côté de Donat, il manque toujours la repromesse d'Angèle pour former l'engagement réciproque. Sauf le témoin mentionné plus haut, les autres ne disent pas mot de la promesse mutuelle ni de la rumeur publique. Parmi ces témoins, qui attestent d'ailleurs la probité de Donat, aucun n'affirme que Donat lui ait jamais parlé de son aventure. Fût-il légalement prouvé que Donat s'est rendu coupable de séduction et de viol, Angèle pouvait intenter l'action criminelle, mais non la cause *sponsalium*, pour former opposition à la liberté d'état de son adversaire.

Décision. La S. Congrégation du Concile confirme le jugement de première instance de l'évêché d'Ostuni. C'est pourquoi Donat est entièrement libre par rapport au mariage.

Ostunen. Sponsalium. Die 15 decembris 1877. Angela e civitate et diœcesi Ostunensi sub die 12 junii superioris anni 1876 in curia episcopali Ostunen astitit, impedimentum sponsalium objiciens contra liberum statum Donati N. ejusdem loci, a quo, asserebat, spe futuri matrimonii inlectam, fuisse compressam, matremque effectam.

Reclamante verum Donato ac impedimenti remotionem postulante, curia metropolitana instituto hac super re processu, eoque cum examine testium et defensorum alligationibus expleto, sub die 4 septembris ejusdem anni 1876 sententiam Donato amicam protuli, declarans « oppositiones productas ab Angela adversus statum liberum Donati non constare, ideoque Donatum liberum esse ad contrahendum matrimonium cum alia, et expensæ conpensentur inter collitigantes, habita ratione honestatis et paupertatis puellæ.

Animo haud fracta mulier, ab adversa sibi sententia ad S.V. Ordinem appellationem interposuit. Et cum contrarium hoc judicatum ex eo repeteret, quod novem testes examini subjecti non fuerint, vel quia non citati, vel quia non comparuerunt ex adversæ partis inhibitione; hinc enixe efflagitabat ut inducti vel inducendi ab ipsa testes ab Ostunensi curia examinarentur.

Accepto istiusmodi libello sub die 8 januarii currentis anni 1877 rescriptum prodiit : « Archiepiscopo cum omnibus « facultatibus necessariis et opportunis ad hoc ut testes ab « oratrice inductos vel inducendos rite examini subjiciat, « ac deinde relativas depositiones ad S. Congregationem trans- « mittat. »

Archiepiscopus hujus S. Ordinis mandatis illico obtemperans, die 29 martii ejusdem anni hæc retulit : « Testes inductos Philippum Cesaria, et Angelum Trinchera, nec non partes admoneri curavi ut die 22 huj. coram me in hoc palatio archiep. Brundusii se sisterent ad effectum etc. Donatus revera comparuit personaliter; verum Angelam ac testes frustra expectavimus. Tantum supplex libellus exhibitus ad pro-vicarium generalem Ostunen. datus, quo Angela, dum testes produceret, se inhabilem fatebatur ad modicas expensas variis testibus præbendas. Itaque re infecta discessimus. Interea tamen Donatus iterum atque iterum rogat, « ut quoniam actrix beneficio pontificis, quod instanter petiit frui nequivit, vel potius noluit, sacer iste cœtus in causa sententiam jamdiu expectatam pronunciet. »

Actibus rite completis, in mulieris, licet de more monitæ contumacia, viro causæ definitionem urgente, in hodiernis comitiis quæstionem hanc pertractandam putavi nonnullis pro utraque parte ex officio animadversis.

Jure tam cæsareo quam canonico traditum est, ut qui aliquam mulierem promittit uxorem ducere ad fidem servandam et promissionem persolvendam sit adigendus cap. *Ex literis*, 2, de sponsal. Abbas in dict. cap. n. 3, vers. *Sed ego contrarium*. Menoch. vol. 4 consil. 386 per totum. Sicuti enim ex ceteris promissionibus et contractibus, ita ex promissione quoque sponsalitia naturalis exurgit obligatio promissum adimplendi. Coscius *De sponsal. filiorum* f. vot. 3, num. 13 et seq. Atqui ipsa Angela retulit de Donato quod « nell'ottobre del passato anno 1875 adhibendola a lavorare nel fondo del padre di lui in contrada Contropa . . . si promise sotto la santità di ripetuti ed espliciti giuramenti farla sua moglie. » Cui concordare videtur testis Turco qui fatetur : « Nulla sapere della gravidanza e della promessa per propria scienza, ma che l'abbia inteso dire dal pubblico e propriamante dal vicinato. » Ergo mulieri jus esse videtur legitimum opponendi aliis quibuscumque nuptiis impedimentum, et Donatum ad implendam sibi datam matrimonii fidem adigendi.

Neque subjungere fas est in themate repromissionem deficere, adest enim factum, quod ipsa repromissione potentius est, jactura nempe virginitatis ab ipsa passæ. Pergit enim « e fu allora che sedotta da tali promesse divenne alle sue prave voglie, che si rese poi necessità a secondarlo per più volte fino ad uscirne gravida di una bambina data alla luce il dieci andante di guigno. »

Minusve Donatus juvari posse videretur exceptione, quod

inducti ab actrice testes neque de promissione vel repromissione fidem faciunt, ideoque tantum valere mulieris depositionem sponsalia affirmantem, quantum ipsius assertionem contrarium tamquam putidam calumniam tenentem. Quandoquidem militant favore mulieris conjecturæ et præsumptiones, quæ admittendæ et ponderandæ sunt in foro externo, quoties casus urget de defloratione, multoque magis de prolis susceptione conjuncta honestati puellæ. Rot. cor. Priolo in *Camerinen. sponsalium* 22 junii 1722 apud Cosci decis. 29 post tract. n. 10. Compertum siquidem in jure est quod honesta puella non censetur sui corporis copiam alteri facere, nisi suo sponso ac sola spe oblati connubii sub qua, experientia teste, honestæ ceteroquin mulieres a viris illaqueari solent. Reiffenst. lib. 4 decret. tit. 1 de Sponsal. et matr. § 4, num. 68. Menoch. *De præsumpt.* lib. 1. Sporer. part. cap. 1 sect. 2, num. 186.

Jamvero hæc in proposita specie concurrunt. Novem enim inducti testes unanimiter deponunt de honestate puellæ et duobus exceptis alii de publica fama referunt Donatum auctorem fuisse prægnantiæ mulieris. Cum igitur de ipsius honestate ejusque defloratione ac prolis susceptione ambigi nequeat, haud levis conjectura et præsumptio exurgit, Angelam reapse sub spe futuri matrimonii deceptam fuisse, ideoque improbum mœchatorem cogendum esse juris remedio, ut datam fidem adimpleat, ceu post text. in cap. *Litteris*, 10, de sponsal. et cap. *Requisivit*, eod. tit. tenuit S. Congregatio in *Melficten.* spons. 26 jun 1841.

Contra sed vero hæc animadverti posse putarem. Ad sponsalium obligationem decernendam, quæ nativam cujusque libertatem adimit, perpetuumque matrimonii vinculum infert, sponsalium existentia et validitas ita demonstrari debet, ut omnis vel levissima dubitatio in contrarium exulet, ceu decrevit S. Rota in *Pampilonen.* spons. 28 unii 1754, et hæc Sacra Congreg. inter millenos casus in Romana seu *Comen* sponsalium 24 novembris 1781, § *Præ oculis.* In quovis enim dubio proniores semper fuere leges ad inducendam liberationem argumento ducto ex leg. 47 ff. de obligat. et act. L. 99 ff. de ver. oblig. Jamvero ipsa actrix nullam omnino probationem affert nec per scripta nec per testes de sponsalibus initis cum Donato. Ipsa ergo haud sustinenda videntur.

Absurdum autem foret ex passo stupro sponsalitium contractum arguere. Siquidem et ipso extante probandum esset sub data receptaque matrimonii fide contigisse. Cosci *de sponsal.* vot. 7, nun. 72, Rota, decis. 374, num. 3. coram Celso. Atqui fatente muliere isthæc promissio numquam adfuisse videtur. Etenim coram judice enarrat « che invitata dalla sorella di Donato per la semina del grano nella proprietà contrada Contropa accettò l'invito, e la mattina seguente si portò in detto fondo a lavorare arrivata ora di prima, e perchè mancava il letame per la seminazione, il Donato la chiamava per andare al luogo dov'era riposto ; ma invece la condusse nella casetta di detto fondo, e chiusa la porta l'afferrò gettandola a terra abusando del suo corpo. All'atto essa svenne, null'avvertendo della violazione avvenuta e solo dopo di essere uscito Donato dalla casetta per vedere se il padre si fosse accorto, ascoltò il rumore della porta, nel che fece ritorno Donato la trovò che tuttavia giaceva per terra, e le disse afferandola per mano ; come ancora resti a terra ? E vedendola amareggiata le soggiunse : Credi tu forse hec non sono buono a sposarti ? Post hæc addit : « che nè prima nè dopo di tal fatto narrato l'avesse fatta altra promessa o avvicinata ..... e sua gravidanza..... essere stata effetto di una tale unione carnale. » Cum igitur expressio « credi tu forse che non sono buono a sposarti ? » haud habenda videtur uti promissio vera et deliberata de futuro matrimonio. Ex ipsa igitur mulieris confessione patet haud spe futuri matrimonii fuisse deceptam.

Quod si dici vellet dictam expressionem importare promissionem, adhuc repromissio ex parte mulieris desiderari videtur Etenim ipsa fatente actrice post passum ab ipsa stuprum fuerunt hæc verba prolata, quin verbum habeatur de ejus repromissione quæ ex facto, quod jam erat præterlapsum, deduci nequit. Cum igitur et in hac hypothesi mulieris repromissio deficeret, dicendum prætensa sponsalia in tenues aures abire. Multoque minus facta promissio et repromissio ex adductis testibus evincitur; dempto enim Turco, cujus verba superius relata fuerunt reliqui omnes de promissione et repromissione etiam ex publica fama nullum habent verbum. Deficiente igitur tam ante quam post deflorationem promissione et repromissione de contrahendo matrimonio, concludendum videtur, quod licet violenti stupri auctor demonstraretur Donatus unica Angelæ suppeteret via ad actionem criminalem contra virum, minime vero ad præsens judicium instituendum.

Verumtamen prætereundum non esse censeo, quod ex adductis ab actrice testibus ne ullus quidem invenitur, qui fidem facit aliquid a Donato, quem alioquin honestum edicunt, de illato stupro audivisse. Imo ipsa Angela postquam factum enarravit, subdit : « che per questo fatto avvenuto non ci sono prove, » et quamvis asseruit « che essa tiene molte prove da « produrre in giudizio per attestare la confessione ed i van- « tamenti del giovane della seduzione fattale, nonchè delle « promesse, « ex actis tamen de iis nullum apparet vestigium.

Quapropter omnibus æqua lance perpensis ea qua assolent prudentia et doctrina, videant EE. VV. quo responso dirimendum sit dubium :

An sententia curiæ Ostunensis sit confirmanda vel infirmanda in casu.

S. Congregatio Concilii censuit rescribendum : *Sententiam curiæ Ostunensis esse confirmandam.* Die 15 decembris 1877.

La création du mariage civil n'a pas le pouvoir de modifier les habitudes ni d'altérer les traditions de l'Italie chrétienne. Quoique depuis plusieurs années le gouvernement piémontiste déclare fièrement qu'il ne reconnaît pas la juridiction ecclésiastique, la population continue de s'adresser à l'Eglise pour les causes matrimoniales. Le mariage civil étant facultatif en Italie, il arrive fort souvent qu'on se marie à l'Eglise sans se présenter à l'état civil. Le concile de Trente a porté l'anathème contre quiconque soutient que les causes matrimoniales ne relèvent pas des juges ecclésiastiques ; et cela, exclusivement, tout au moins pour ce qui concerne le fait de l'existence ou la validité des mariages. Peu importe que le gouvernement séculier refuse la main-forte (*bracchium seculare*) aux divers actes de la procédure ecclésiastique. Le tribunal épiscopal procède en vertu de sa juridiction native. Il reçoit la plainte, expédie les citations aux parties en litige et aux témoins, rend l'arrêt sans s'inquiéter du concours de la puissance séculière. La conscience chrétienne de la population est une base sûre d'opération. Il en est de même en Autriche, comme le prouve la cause matrimoniale rapportée plns haut. Le pouvoir civil ne peut empêcher radicalement l'exercice de la juridiction canonique.

DÉCRETS INEDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1).

(Suite.)

Passage d'un convers à l'état clérical. — Franciscains. — Aumône pécuniaire. — Séculier reçu comme pensionnaire. — Ecoles chrétiennes. Dispense des vœux. — Dette. Augustins. — Chanoines réguliers du Latran. Emprunt. — Préséance. Carmes mitigés. — Conventuels. Secours envoyés aux parents. — Conventuels de Sicile. Fondation illégale. — Fondation de messes. Lieu déterminé. — Bénédictins de Solesmes. Perpétuité de l'abbé. — Carmes de Naples. Visiteurs. — Administration séculière. — Professeur de la Sapience. Révocation. — Convers. Office. — Doctrinaires. Emprunt. — Capucins. Exemption de l'octroi municipal. — Franciscains. Argent. — Carmes. Elections. — Permission de quêter l'argent. — Chartreux. Conversion des sauvages. — Sourd-muet. Demande pour entrer chez les Dominicains. Opposition du général. — Suisse. Augustins et Conventuels de Fribourg. — Trappistes de France. Séparation des deux observances. — Dominicains. Conseil supérieur. — Erection canonique. Belgique. — Profès de vœux solennels. Disposition des biens. — Trappistes. Translation. Erection du titre abbatial. — Carmes. Etablissement des assistants généraux. — Institut de S. Camille. Constitutions. — Espagne. Augustins. Commissaire pontifical. — Bibliothèque. Legs. — Bibliothèque. Procès. — Capucins. Pharmacie. — Carmes de Turin. Permission de changer de chapeau.

1811. Super transitu ad statum clericalem.

Fr. Antonius Morlanes hispanus oppidi vulgo Sabinon diœcesis Taurinonensis, nunc vero ibi degens ad B. V. pedes humillime provolutus exponit se inter religiosos ordinis S. Francisci quos observantes vocant in statu laicali solemniter professionem emisisse ; nunc vero quoniam in juvenili adhuc ætate est constitutus, ac satis in moralibus studiis versatus, enixe B. P. exorat ut eidem benignam facultatem facias, quominus possit de laicali ad clericalem statum in eodem ordine religioso servatis servandis rite transire.

Ex audientia SSmi die 24 julii 1846. SSmus annuit arbitrio P. commissarii apostolici etiam per subdelegandum pro petito transitu ad statum clericalem peractis exercitiis per mensem in aliqua pia et religiosa domo et emissa nova professione in manibus religiosi a P. commissario sive ab ejus subdelegato deputati, diligenti prævio examine cum solitis clausulis. Reformentur preces ita ut facta minime mentione ordinum, tantum petat transitum.

Romæ, etc.

1812. Super pecunia.

Il ministro provinciale dei Minori osservanti della provincia di S. Bernardino nel regno di Napoli, espone che fin dal 20 maggio 1836, ottenne dalla S. C. de' VV. e RR. un benigno rescritto col quale si permetteva che i questuanti della provincia potessero ricevere da' benefattori che l'offrono il denaro; che i sacerdoti i quali celebrano fuori di convento, potessero anco ricevere la elemosina corrispondente delle messe ; e finalmente che i predicatori potessero raccomandare dal pulpito la elemosina pecuniaria, quando su di essa specialmente è poggiato il loro onorario. Essendo ora scorsa quella facoltà, e continuando le stesse ragioni per cui fu conceduta quella grazia, l'oratore ne implora dalla clemenza di V. Bne una benigna conferma.

Ex audientia SSmi diei 21 augusti 1846. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro facultate confirmandi ad decennium præfatum indultum, servata in omnibus illius forma ac tenore.

1813. Super viro sæculari degente in conventu.

Giuseppe Gallucci di Ancona supplica umilmente la S. V. a volersi degnare di permettergli che possa stabilire la sua dimora nel convento de' Minori riformati di Castel d'Emilio, dando a que' PP. una congrua retribuzione.

Votum ministri generalis. Sebbene le nostre leggi eziandio confermate da' sommi pontefici, ci proibiscano severamente ai superiori di accettare e ritenere nei conventi i secolari, e molto più di tenerli a dozzina, ciò non ostante possono darsi circostanze tali e sì imponenti motivi che le dette leggi meritino un rilassamento ed una benigna indulgenza dalla S. Sede. Tale sembra essere il caso di Giuseppe Gallucci, il quale naturalmente pio e religioso, per genio brama con ardore di dimorare nel convento de' Minori riformati di Castel d'Emilio, ed è in lui sì forte questa brama, che se non potesse secondarla, grave danno ne soffrirebbe il suo fisico e molto più il suo spirito, siccome ne sono assicurato da testimonianze superiori ad ogni eccezione. Per le quali considerazioni io sono di subordinato parere che la S. V. possa senz'alcuna difficoltà consolare l'oratore e permettere insieme al P. guardiano del convento di Castel d'Emilio di poterlo ricevere e ritenere in convento con quella gratificazione che avrà pattuito coll'oratore medesimo. — Da Aracœli, 11 agosto 1846. — Fr. Luigi da Loreto, ministro generale.

S. Congregatio annuit, arbitrio P. ministri generalis pro petito indulto cum solitis, ita tamen ut alimenta persolvat, et a P. guardiano quando voluerit dimitti possit. Contrariis, etc.

Romæ, 17 augusti 1846.

1814. Super dispensatione votorum.

Fratello Agostino religioso delle scuole Cristiane, chiamato al secolo Pietro Berti, espone che trovandosi da tre anni e mezzo religioso di detto istituto, al presente è costretto a

(1) Voyez la livraison précédente.

(1811). *Passage d'un convers à l'état clérical.* On a vu précédemment plusieurs exemples de l'indult autorisant un convers à s'élever à la branche ecclésiastique. Ordinairement le Saint-Siége fait renouveler le noviciat et la profession. En ce cas-ci l'on se contente de prescrire un mois de retraite comme tenant lieu de l'année de noviciat et le renouvellement de la profession.

(1812). *Franciscains. Aumône pécuniaire.* La défense de manier l'argent est une des plus grandes difficultés de la règle franciscaine. La S. Congrégation reçoit la demande qui suit : « Le provincial des Observants de la province de S. Bernardin, au royaume de Naples, obtint en 1836 un indult de la S. C. permettant aux quêteurs de recevoir l'argent offert par les bienfaiteurs; pour les prêtres qui célèbrent hors du couvent, la permission de recevoir l'honoraire; enfin pour les prédicateurs, l'autorisation de recommander du haut de la chaire l'aumône pécuniaire, lorsque leur honoraire n'est fondé que sur elle. L'indult pontifical étant expiré et les circonstances étant les mêmes que précédemment, le provincial demande le renouvellement. — Le Saint-Père accorde pour dix ans. Rome, 21 août 1846.

(1813). *Séculier reçu comme pensionnaire.* Les instituts monastiques reçoivent des oblats qui veulent passer au couvent le reste de leurs jours et y laisser leurs biens. Les ordres *mendicantes* qui vivent d'aumônes admettent rarement les étrangers. En 1846, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit cette demande : « Joseph Gallucci, d'Ancône, demande la permission de demeurer dans le couvent des réformés de Castel d'Emilio, en donnant à ces religieux la rétribution convenable. » Le général de l'ordre envoie ces renseignements : « Nos statuts, confirmés par les souverains pontifes, défendent rigoureusement aux supérieurs de recevoir et de garder les séculiers dans les couvents, et surtout de les tenir en pension. Cependant il peut se rencontrer des circonstances et des motifs qui exigent l'indulgence. Joseph Gallucci,

chiedere alla S. V. la dispensa de' suoi voti semplici triennali per diverse ragioni, la principale delle quali è di assistere alla sua povera genitrice da diverso tempo inferma, e della quale è figlio unico; di più godendosi dal medesimo la privativa delle corde armoniche, e non essendovi in famiglia uomo alcuno da poter sostenere ed assistere il detto negozio, egli è costretto a vederlo in altre mani. Trovandosi inoltre tre sue zie sole tutte tre nubili ed orfane di ambo i genitori, prive di un uomo che possa assisterle, custodirle e procurarle un vantaggioso ed onesto collocamento. Oltre a tutto ciò da circa due anni non trovasi contento nel detto istituto, e per conseguenza restando con tale rincrescimento conosce pregiudicargli nell'anima, e nel corpo, ma la ragione che fa più d'ogni altra cosa alla Santità Vostra rimarcare, è l'aiuto della vedova sua genitrice.

Ex audientia SSmi diei 14 augusti 1846. SSmus annuit arbitrio ordinarii loci, in quo moratur pro petita dispensatione super votis simplicibus in præfata congregatione emissis.

Romæ, etc.

1815. Super impositione debiti.

Il priore ed i padri del convento di Giovinazzo nel regno di Napoli dell'ordine Eremitano di S. Agostino, espongono ossequiosamente all'Eme LL. RR. che per sentenza del tribunale di Trani furono testè condannati a pagare vistosa somma ad un certo mastro Pasqua, per alcuni diritti che asseriva egli avere contro il medesimo convento nella sua qualifica di architetto della fabbrica della contigua chiesa, la quale è stata or ora con grandissimo dispendio compiuta, e può meritamente riputarsi la più bella in tutta quanta la Puglia. Minacciando però il creditore di far sequestro delle rendite del luogo pio, se non vien subito soddisfatto, e non avendo gli oratori in cassa denaro, supplicano l'EE. LL. Rme perchè vogliano degnarsi di autorizzarli a prendere a questo fine in imprestito ducati due mila.

Ex audientia SSmi die 11 septembris 1846. SSmus annuit arbitrio ordinarii, constito de necessitate, pro petita impositione debiti in summa ducatorum 2000 minori quo fieri poterit interusurio, absque approbatione usuræ ex parte subventoris, ad effectum dictam summam fideliter erogandi in causam expressam cum dependentia ab ordinario, cui ratio reddenda erit, et cum obligatione dictum debitum extinguendi annuis ratis ducatorum 100, assignato aliquo fundo.

Romæ, etc.

1816. Super impositione debiti.

L'abate e i canonici regolari Lateranensi si trovano in squilibrio di spese notabilissimo; ora, non potendo accollare tutte queste spese sulla loro rendita corrente, supplicano l'E. V. Rma a degnarsi di accordare loro la facoltà di poter prendere da una persona amica la somma di scudi 500 al 5 per cento a patto di restituirli fra due anni.

S. Congregatio, vigore specialium facultatum a SSmo concessarum, annuit arbitrio P. abbatis gubernii de consensu capituli dictæ canoniæ, pro facultate imponendi enunciatum debitum in summa scutatorum 500 minori quo fieri poterit interusurio absque approbatione usuræ ex parte subventoris, ad effectum dictam summam fideliter erogandi in causam expressam cum obligatione reddendi rationem eidem capitulo et extinguendi præfatum debitum infra biennium deposita summa et assignato fundo. — Die 19 septembris 1846.

Romæ, etc.

1817. Super præcedentia.

Fr. Girolamo Priori, maestro Carmelitano, assistente, socio generale, rappresenta esser gli dovuta la precedenza ai provinciali e priori dei conventi, come rilevasi dalle costituzioni nell'appendice al 1738, con questi termini : « Quia præcedentia concessa per rescriptum Benedicti XIII sociis generalibus inter se inutilis et impraticabilis esset sine præeminentia in religione post procuratorem generalem, ideo hæc servanda pariter conceditur. » Siccome adunque il procuratore generale precede e i provinciali nelle loro provincie e i priori nei loro conventi, così anche gli assistenti e soci generali debbono precedere agli uni e gli altri meno il priore della Traspontina che viene escluso dalla legge nei soli luoghi materiali del coro, refettorio, nei quali luoghi è vice-gerente del Rmo generale, « dempto (soggiunge il sudetto statuto) P. priore Traspontinæ, qui in locis tantum materialibus chori et refectorii dictos assistentes præcedet. »

Oltre alle sudette disposizioni nel capitolo generale del 1838, cioè dopo un intiero secolo della precedente legge, i padri di questo capitolo, nel mentre volevano togliere la precedenza al priore della Traspontina, confermarono la non mai variata consuetudine di precedenza degli assistenti ai provinciali e priori, come rilevasi dagli atti di questo generale capitolo stampato in Roma nel suddetto anno, dove nella sessione 10 così leggesi : « Deinde M. secretarius proposuit resolvendum an assistentes, qui juxta mentem Benedicti XIII præcedunt omnes provinciales et priores in suis respectivis provinciis et conventibus, præcedere etiam debeant priorem

homme très-religieux, désire vivement habiter le couvent de Castel d'Emilio; s'il ne pouvait suivre cet attrait, il souffrirait beaucoup au physique et au moral. » — La S. Congrégation permet. Joseph paiera une pension; le gardien pourra, à son gré, le renvoyer. Rome, 17 août 1846.

(1814). *Ecoles chrétiennes. Dispense des vœux.* Le Saint-Siége ne dispense presque jamais des vœux solennels, mais il sécularise les religieux qui ne peuvent demeurer au couvent. En ce qui concerne les instituts de vœux simples, le Saint-Siége donne la dispense proprement dite, surtout s'il s'agit de vœux temporaires. Il s'agit ici d'un Italien, frère des Ecoles chrétiennes. Sa mère, veuve et malade, n'a pas d'autre fils que lui. La famille possède le monopole des cordes de musique; personne dans la famille n'est en état de diriger ce commerce. Trois tantes encore jeunes et orphelines ont besoin d'un homme pour les diriger. Il est entré chez les frères il y a trois ans et demi; mais depuis deux ans il n'est pas content. — La dispense est donnée, et remise pour l'exécution à l'Ordinaire de la résidence. Rome, 14 août 1846.

(1815). *Dette. Augustins.* Les supérieurs des communautés religieuses n'ont pas le pouvoir de contracter des emprunts. S'ils s'endettent sans l'indult pontifical, ils tombent sous le coup des censures canoniques que le pape Urbain VIII a spécifiées dans son décret. « Le prieur et les pères Augustins de Giovinazzo, royaume de Naples, représentent que le tribunal de Trani les a condamnés à payer une forte somme à maître Pasqua, architecte de l'église, laquelle, si elle a coûté beaucoup, est la plus belle de la Pouille. Le créancier menace de saisir les revenus du couvent. N'ayant pas d'argent en caisse, les religieux demandent l'autorisation d'emprunter deux mille ducats. — Le Saint-Père permet l'emprunt. Les religieux devront dépendre de l'ordinaire et lui rendre compte, et réserver annuellement cent ducats pour éteindre la dette. Rome, 11 septembre 1846.

(1816). *Chanoines réguliers du Latran. Emprunt.* Ces religieux se trouvant en déficit obtiennent la permission d'emprunter cinq cents écus (2,800 fr.) pour deux ans. Le chapitre de la communauté devra consentir et prendre connaissance des comptes. Rome, 19 septembre 1846.

(1817). *Préséance. Carmes mitigés.* Les statuts donnent la préséance aux assistants généraux sur les provinciaux et les supérieurs locaux. On excepte le prieur de la Transpontina à Rome, lequel est réputé représenter le général au chœur et au réfectoire. La S. Congrégation confirme cette règle en faveur du P. Priori, qui a été dans la suite général de l'institut.

S. Mariæ Transpontinæ, qui in locis tantum materialibus chori et refectorii dictos assistentes præcedit?

L'oratore trovasi per disposizione del P. generale nel convento di S. Grisogono, luogo di sua figliolanza, insignito della qualifica d'assistente e socio generale, quel priore P. Giovanni Albani non vuole cedere la precedenza all'assistente ad onta delle disposizioni di legge. Non ha mancato l'oratore far conscio il P. generale di tale insubordinazione alla legge; ma non essendosi il P. generale compiaciuto ordinarne l'osservanza, supplica l'EE. LL. RR. affinchè diano gli opportuni ordini acciò siano osservate le leggi.

Rescriptum. S. C. audito voto Emi protectoris, declarat assistentes generales habere jus præcedendi quoscumque provinciales et priores in suis respectivis provinciis et conventibus, etiamsi iidem assistentes generales existant extra actum visitationis et sine generali, dempto solo priore Transpontinæ qui in locis dumtaxat materialibus chori et refectorii dictos adsistentes præcedat; nullatenus vero extra muros portasve eorumdem locorum, ac propterea P. Hieronymo Priori assistenti generali spectare præcedentiam super priorem conventus S. Chrysogoni de urbe. Mandat igitur eadem S. C. omnibus et singulis ad quos spectat, ut hanc declarationem exequi faciant, et præfatum assistentem generalem in possessionem juris præcedentiæ immittant. Hujusmodi decretum significetur P. priori generali ut illud omnino servare faciat.

Romæ, 16 septembris 1846.

1818. Super eleemosyna missarum.

Il sacerdote minore professo conventuale, fra Domenico Cingolani ora stanziato in Pavaro, espone di avere ottenuto dalla S. Sede per anni 5 la facoltà di erogare annui scudi 20 provenienti dalla elemosina delle messe che sono di lui libera applicazione, a favore dei genitori miserabilissimi, di una sorella cronica e di due fratelli inabili a procacciarsi il vitto, come dal rescritto emanato per organo della S. Congregazione de' VV. e RR. li 27 maggio che annesso si umilia. Quantunque a detta di lui sorella sia ora risorta dal male cronico che l'opprimeva, ed uno dei fratelli abbia preso servigio nella truppa pontificia ivi arrollato come comune, tuttavia li detti di lui genitori rimangono sempre nello stato della più grave miseria, e nè la sorella nè il fratello che trovasi nell'età di quindici in sedici anni possono in alcun modo ritrarre il necessario sostentamento per loro stessi e per li detti genitori. Implora quindi dalla bontà della S. V. che voglia degnarsi confermargli la già accordata facoltà di erogare a sostentamento e sollievo degli enunciati di lui genitori li scudi annui venti, sempre sulle elemosine che ritrae dalle messe.

Rescriptum. Ex audientia SSmi diei 4 septembris 1846. SSmus annuit arbitrio P. ministri generalis pro petita confirmatione enunciati indulti ad quinquennium, servata in omnibus forma ac tenore præcedentis concessionis.

Romæ, etc.

1819. Super illegitima fundatione conventus.

I padri minori conventuali del convento di Montevago nella provincia di Sicilia, diocesi di Girgenti, divotamente espongono che ad istanza del decuriato di detta città ottennero nel 1839 l'approvazione del governo per l'erezione del loro convento nel santuario di S. Maria delle grazie, a poca distanza da Montevago. Il vescovo diocesano di Girgenti con decreto dei 12 marzo 1839 prestò il suo consenso, ed inoltre incaricò il suo vicario foraneo del luogo a mettere i religiosi oratori nel materiale possesso della chiesa cogli annessi diritti. Qual possesso ebbe luogo il dì 21 di marzo 1839 coll'intervento del vicario foraneo, dell'arciprete parroco e del sindaco della comune; indi ratificato dal vescovo. Mancò allora il beneplacito apostolico, che forse non si credeva necessario. Gli oratori per esser sicuri del loro possesso, domandano supplichevoli dalla S. V. la benigna sanazione di tal difetto.

Votum procuratoris generalis conventualium. Anno 1838 incolæ oppidi Montisvagi in diœcesi Agrigentina, ubi non extabant domus regularium, exhibuerunt ordini Minorum conventualium quamdam parvam domum conjunctam cum ecclesia S. Mariæ Gratiarum extra habitatum sita, ut ibi instituerent conventum religiosorum ad ecclesiam colendam. Consentientibus itaque præfecto civili provinciæ, episcopo diœcesano et supremo gubernio Siciliæ, obtinuerunt regium rescriptum instituendi hunc novum conventum. Inde episcopus Agrigentinus præfatam ecclesiam S. M. Gratiarum ordini donavit, et suo decreto commisit vicario ejusdem oppidi Montisvagi ut immitteret conventuales in possessionem, quam solemniter receperunt cum interventu vicarii archiepiscopi et syndici municipalis. Interea minister provincialis Siciliæ habuerat facultatem a ministro generali ordinis instituendi hunc novum conventum. Defuit tamen facultas apostolica præsertim pro donatione ecclesiæ, uti præscribunt sacri canones; quam tunc illi non esse necessariam falso existimabant, autumantes sufficere decretum solius episcopi. Fuit itaque rite constitutus conventus ab eo tempore, et adhuc viget cum ingenti bono incolarum. Nunc vero patres oratores expostulant sanationem cujuscumque defectus ut in precibus pro securitate possessionis et tranquillitate conscientiæ. — Datum Romæ SS. XII ap. die 13 septembris 1846 — Fr. Salvator Calé, procurator generalis.

Rescriptum. Ex audientia diei 18 septembris 1846. SSmus remisit preces ordinario cum facultatibus necessariis et opportum ad effectum sanandi et revalidandi cessionem præfatæ ecclesiæ. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1820. Super celebratione missæ extra ecclesiam.

Espone alla S. V. l'umile Odoardo Cannarile sacerdote Scolopio in Benevento trovarsi privo della elemosina nella celebrazione della S. messa, mancando queste alla propria chiesa, nè essergli permesso celebrare altrove inibendolo

(1818). *Conventuels. Secours envoyés aux parents*. Le F. Dominique a obtenu du Saint-Siége pour cinq ans la faculté d'employer vingt écus (107 fr.) à secourir ses parents, son père et sa mère qui sont pauvres gens, sa sœur malade, et deux frères qui ne peuvent gagner leur pain. Le religieux a pris la somme sur ses honoraires de messe. Il demande le renouvellement de l'indult. C'est accordé. Rome, 4 septembre 1846.

(1819). *Conventuels de Sicile. Fondation illégale*. Les Conventuels de Montevago, diocèse de Girgenti, représentent qu'en 1839, sur la demande de la municipalité, ils obtinrent l'agrément du gouvernement pour établir le couvent dans le sanctuaire de Notre-Dame de Grâce, à peu de distance de Montevago. Mgr l'évêque de Girgenti consentit, et chargea son vicaire forain de mettre les religieux en possession de l'église et du local. La prise de possession eut lieu le 21 mars 1839, avec le concours dudit vicaire forain, du curé, et du syndic de la commune; tout cela fut ratifié par Mgr l'évêque. Mais on ne demanda pas le *beneplacitum* du Saint-Siége; vraisemblablement on ne le crut pas nécessaire. Afin d'être assurés de leur possession, les recourants demandent la revalidation de la fondation. — La demande est remise à l'Ordinaire avec le pouvoir de revalider la cession de l'église et du local. Rome, 18 septembre 1846.

(1820). *Fondation de messes. Lieu déterminé*. Les messes doivent être acquittées dans les églises et aux autels que les fondateurs désignent. Il est rare qu'on déroge à cette règle dans l'intérêt privé. Edouard Cannarile, prêtre de l'institut des Ecoles Pies à Bénévent, manque d'intentions de messes. Les statuts de la con-

l'istituto della religione cui appartiene ; ed altresì mancargli il tempo come addetto alla istruzione di andare altrove ed avere l'obbligo di dire la S. messa agli alunni addetti alle scuole. D'altronde l'oratore è nella necessità della detta elemosina, onde provvedersi dell'indispensabile occorrente che non passa la religione. A conciliare le cose tutte di cui sopra, avrebbe egli rinvenuto messe 200 annue, 100 cioè dalla chiesa parrochiale di S. Marco, ed altre 100 da quella del SSmo Salvatore, le quali per la esuberazione che ne hanno sono costrette farle celebrare da estranei. Pieno di fiducia pertanto il ripetuto oratore implora dalla S. V. la grazia sudetta di celebrare nella propria chiesa le messe addette a qualunque altra ed altari.

Rescriptum. S. Congregatio rescripsit: *Non expedire*.

Romæ, 1 septembris 1846.

1821. Ordinis s. benedicti in gallia.

Episcopo Cenomanen. — Graves admodum causæ expostulant, ut minime executioni demandentur, quæ in constitutionibus præscripta sunt quoad confirmationem P. abbatis Gueranger in perpetuum abbatem et superiorem generalem congregationis Benedictinæ Galliarum post expletum sui officii novennium et tres continuas confirmationes in eodem officio. Quapropter tam præfato abbati, quam monachis significare non omittas, abbatem dicti monasterii non obstante constitutionum præscripto, minime haberi posse uti perpetuum abbatem, et superiorem generalem, licet per novennium suum officium expleverit, et tribus vicibus continuis confirmatus sit: sed ad perpetuitatem obtinendam necessariam omnino fore hujus S. Congregationis expressam facultatem. Hæc quidem amplitudini tuæ significanda erant, et interim fausta omnia adprecor a Domino.

Romæ, 23 septembris 1846.

1822. Ordinis b. m. v. de monte carmelo.

Cardinali archiepiscopo Neapolitano. — Con lettera del giorno 20 passato mese di agosto riferiva vostra eminenza a questa S. C. de' VV. e RR. i disordini che in genere regnano nei conventi dei Carmelitani scalzi della provincia di Napoli e soggiungeva che già ne aveva scritto al P. generale senza risultato, e perciò concludeva essere suo desiderio che la S. C. chiamato il P. generale, o chi per lui, e riunite le notizie del suo foglio diretto alla S. Congregazione alle altre contenute nella lettera al P. generale, si prendesse un provvedimento, che però V. E. in ispecie non accennava. Chiamato pertanto il religioso che faceva le veci del superiore generale, secondo i suoi desiderii gli fu fatto conoscere la necessità di provvedere, nè gli poteva occultare che le premure venivano da V. E. mentre egli aveva in mano la lettera da lei diretta al P. generale. Si conobbe pertanto che già era stato deputato in visitatore di quella provincia il P. Eliseo, persona che si supponeva accettissima all'E. V. e che solo si aveva ad ottenere il regio *exequatur* per la esecuzione. Per tali riflessi e nella fiducia che Sua Maestà non avrebbe impedito la visita, unico mezzo da provvedere ai mali, cui egli desiderava si rimediasse, si eccitò V. E. ad interporsi presso S. M. per la esecuzione della visita medesima. Sono giunte quindi inaspettate le posteriori lagnanze, ma conosciuto che non si può sperare che abbia effetti la visita nella persona del P. Eliseo, si è commesso al P. generale di deputare il P. Giuseppe Maria del Cuore di Gesù procuratore generale colla facoltà al medesimo anche di trasferire i religiosi. Il nuovo religioso estraneo alla provincia e al regno di Napoli, essendo persona e proba e di esperienza, potrebbe rimediare ai disordini ; ma finchè la potestà laica si vorrà immischiare nelle cose dei religiosi, ed impedirà od intralcerà ai superiori maggiori di esercitare liberamente la loro autorità, poco di bene si potrà sperare. Ella però nel caso presente potrà coadjuvare il nuovo visitatore, specialmente col fare rimuovere gli ostacoli che potrebbe incontrare per parte del governo, e perciò la S. Congregazione a lei lo raccomanda. Tanto le dovea significare, e le bacio le mani.

Romæ, 28 septembris 1846.

1823. Super administratione seculari.

Fr. Hyacinthus Presas sacerdos Hispanus ordinis capucinorum commorans in diœcesi Barcinonensi exponit, quod cum a consobrino suo Francisco Esprin et Presas in Guaymas republica Mexicana degente mandatum acceperit ut de rebus suis curam habeat ejusque jura et actiones defendat, et cum negotiis secularibus implicari a regula suæ professionis religiosæ omnino prohibitum sit, S. V. humillime deprecatur ut dignetur cum oratore dispensare, stantibus circumstantiis, ut possit licite gerere vices prædicti Esprin et cujuscumque alterius qui illius fidei aliquod temporale committere credat.

grégation défendent de célébrer dans une église étrangère. Il doit dire la messe aux élèves du collége, et il n'a pas le temps de sortir. D'autre part il a besoin de la rétribution des messes pour certaines choses que la communauté ne prend pas à sa charge. Pour tout concilier il pourrait avoir deux cents messes par an, dont cent seraient fournies par l'église paroissiale de S. Marc et les cent autres par l'église du S. Sauveur; ces églises possèdent un excédant de messes qui oblige d'appeler des étrangers. Le recourant implore l'autorisation de célébrer dans son église les messes attachées à d'autres églises et à des autels déterminés. — La S. Congrégation refuse. Rome, 1er septembre 1846.

(1821). *Bénédictins de Solesmes. Perpétuité de l'abbé.* La S. Congrégation notifie à Mgr l'évêque du Mans qu'elle se réserve la question relative à l'installation de l'abbé pour la vie. Rome, 23 septembre 1846.

(1822). *Carmes de Naples. Visiteurs.* Le gouvernement napolitain, par la manie de s'occuper des communautés religieuses, paralysait l'action des supérieurs et donnait lieu à de graves désordres. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au cardinal-archevêque de Naples : « La lettre de V. E. du 20 août dernier a fait connaître les désordres qui règnent généralement dans les couvents de Carmes déchaussés de la province de Naples. Comme V.E. avait déjà écrit au général sans avoir de résultat, elle a exprimé le désir que la S. Congrégation prît quelque mesure après avoir interpellé le général ou son remplaçant. On a donc appelé le religieux qui fait fonction de général. Il a fait savoir que le P. Elysée a été nommé visiteur de la province et qu'il ne restait plus qu'à obtenir l'*exequatur* du gouvernement. D'après cela, et dans la confiance que le roi ne s'opposerait pas à une visite qui est le seul moyen d'obvier aux désordres dont sa majesté désire elle-même la répression, on a engagé V.E. à intervenir auprès du roi pour l'effectuation de la visite. Cela posé, on ne s'attendait pas à recevoir de nouvelles plaintes. Sachant maintenant qu'il n'y a pas lieu d'espérer que le P. Elysée fasse la visite, on a chargé le général d'envoyer P. Joseph-Marie du Cœur de Jésus, procureur général, avec pouvoir de transférer les religieux. Ce religieux, étranger à la province et au royaume de Naples, étant une personne vertueuse et expérimentée, pourrait obvier aux désordres; mais, tant que le pouvoir séculier voudra s'ingérer dans les affaires des communautés, et empêchera ou entravera le libre exercice de l'autorité des supérieurs majeurs, on ne pourra rien attendre de bon. Cependant votre éminence pourra dans le cas actuel aider le nouveau visiteur, surtout pour écarter les obstacles du côté du gouvernement, et la S. Congrégation le recommande à votre éminence. Rome, 26 septembre 1846. »

(1823). *Administration séculière.* Un capucin espagnol, demeurant dans le monde par suite de la suppression des couvents, est autorisé à prendre la procuration d'un cousin résidant au Mexique, pour surveiller ses affaires et réclamer ses droits. L'indult est accordé pour cinq ans. Défense d'aller personnellement aux foires et marchés.

Votum commissarii apostolici. Accurate perpensis circumstantiis intra Hispaniæ regnum, nihil creditur obstare quominus dispensatio oratori concedatur ut ipsemet supplicat. — Romæ, die 24 septembris 1846. — F. Firminus ab Alcavez.

Rescriptum. Ex audientia SSmi diei 25 septembris 1846. SSmus annuit arbitrio P. commissarii apostolici etiam per subdelegandum, pro simplici superintendentia administrationis et simplici defensione jurium, ad proximum quinquennium si tamdiu extra claustra permanserit, ita ut ad nundinas et mercatus non accedat, nil per se ipsum agat quod sacerdotali caracteri disconvenat.

Romæ, etc.

1824. Super manutentione in cathedra.

Il P. Tommaso Bobone dell'ordine de' Predicatori, espone essere da tre anni che egli a nome del procuratore dell'ordine sostiene la cattedra di teologia dogmatica nella romana università. Se non che in questi giorni il generale dell'ordine si è rivolto segretamente ad un altro religioso, invitandolo a cuoprire quel posto. Questa inattesa risoluzione ha immerso nel più profondo dolore il supplicante, il quale riflette che nell'essere destituito, va senza dubbio incontro al ridicolo ed all'infamia. Niuna mancanza da parte dell'oratore ha dato motivo a sì grave misura e al detto dello stesso generale dell'ordine non esiste contro lui alcun ricorso. Che se la S. V. altri e migliori ragguagli bramasse intorno all'esponente, viene pregata udire il P. Buttaoni maestro de' SS. PP. il P. Genis commissario apostolico de' religiosi Spagnuoli, il P. Cipolletti pro-commissario di S. Officio, ed il P. Alberti procuratore generale dell'ordine, la testimonianza de' quali come è imparziale, così spera che sarà a lui favorevole.

Rescriptum. Ex audientia habita 1 octobris 1846. SSmus mandavit manuteneri oratorem in exercitio cathedræ.

Romæ, etc.

1825. Super officio conversorum.

Fr. Vincenzo Fiumana, laico professo dell'ordine di S. Domenico, supplica per volerle concedere la grazia di sostituire ai *Pater noster* d'obbligo di costituzione, invece dire l'ufficio della Madonna, tale grazia l'implora l'oratore durante la sua vita. La commutazione si desidera non solo per disimpegno dell'ufficio di sagrestano o altro che i suoi superiori del suo ordine può stabilirlo, ma pur anco per divozione che fin dalla tenera età dell'oratore, ebbe verso la Bma Vergine.

Votum magistri generalis. In esecuzione de' venerati ordini dell'Emze loro reverendissime, mi onoro di esporre che i laici conversi del nostro ordine sono tenuti all'obbligo di recitare ogni giorno 150 *Pater noster* in forza delle nostre costituzioni e non già di legge canonica, proveniente da ordizione della Chiesa. Potranno quindi l'EE. LL. Rme commutare al supplicante l'obbligo de' *Pater noster* all'ufficio piccolo della Vergine, come si usò con altri conversi. — Fr. Vincenzo Ajello, generale dell'ordine de' Predicatori.

Rescriptum. S. Congregatio remisit preces arbitrio P. magistri generalis pro petita commutatione si ita in Domino expedire judicaverit.

Romæ, 11 septembris 1846.

1826. Super impositione census.

I Dottrinari del collegio dell'Annunziata esistente nella città e diocesi d'Ivrea, nel fare acquisto di un fabbricato fruttifero, avendo sborzato contestualmente buona parte del prezzo, si obbligarono di completare il pagamento delle residuali dieci mila lire dopo un determinato lasso di tempo. Essendo ora questo decorso, e non essendo in grado i supplicanti di soddisfare tale loro obbligazione, ed altronde sollecitati dal creditore al doveroso sborso, pregano la S. V. a facoltizzarli di creare un censo passivo di sole lire duemila, avendo perciò ottenuto del padre generale e suo definitorio, lusingandosi di poter in seguito sborzare le rimanenti lire ottomila coi sopravanzi che sperano ottenere dalle rendite del collegio medesimo.

Rescriptum. S. Congregatio remisit preces arbitrio ordinarii, constito de vera necessitate, pro petita impositione census in summa lib. 2000, minori quo fieri poterit interusurio, ad effectum dictam summam contextualiter erogandi in causam expressam cum dependentia ab ordinario, et cum obligatione censum extinguendi postquam integrum debitum extinctum fuerit, deponendi annuas ratas ad ejusdem census extinctionem librarum 2000 assignati.

Romæ, 11 septembris 1846.

1827. Super exemptione ab oneribus civilibus.

R. P. D. Delegato Centumcellarum. — Essendo insorta questione tra il guardiano de' capuccini di Tolfa ed il priore comunale, se il mosto che un particolare vendeva al convento dovesse essere soggetto al vigente dazio di consumo, V. S. con lettera proponeva a togliere ogni abuso che potrebbe nascere per parte dei venditori, di conciliare piuttosto un

(1824). *Professeur de la Sapience. Révocation.* Quoiqu'un office soit amovible au gré des supérieurs, il y a pourtant lieu de prendre en considération que la révocation attire toujours quelque déshonneur. C'est pourquoi l'obéissance ne s'oppose pas à ce qu'un religieux fasse recours contre son supérieur. Le P. Thomas Bobone, dominicain, fait depuis trois ans le cours de théologie dogmatique à l'université romaine de la Sapience au nom du procureur général. Ces jours derniers le général s'est adressé secrètement à un autre religieux pour l'engager à accepter le poste. Cette décision inattendue a plongé le P. Bobone dans la plus vive douleur; car la révocation le fait tomber dans le ridicule et le déshonneur. Il n'a commis aucune faute qui motive une si grave mesure, et le général reconnait qu'il n'a reçu aucune plainte. Si votre Sainteté désire de meilleurs et plus complets renseignements sur le recourant, elle est priée de vouloir bien entendre le P. Buttaoni, maître du sacré-palais, le P. Genis, commissaire apostolique des Espagnols, le P. Cipolletti pro-commissaire du Saint-Office et le P. Alberti, procureur général de l'institut. Leur témoignage impartial sera, on l'espère, favorable au recourant. Le Saint-Père ordonne de laisser le P. Bobone dans sa chaire. Rome, 1er octobre 1846.

(1825). *Convers, Office.* Les convers récitent un certain nombre de *Pater*, qui tiennent lieu de l'office. Ceux qui savent lire préfèrent réciter le petit office. Les constitutions des Dominicains prescrivent aux convers 150 *Pater* chaque jour. « Le Fr. Vincent Fiumana, laïque profès de l'ordre de S. Dominique demande la permission de substituer aux *Pater noster* prescrits par les constitutions l'office de la sainte Vierge. Il désire la commutation pour mieux remplir l'emploi de sacristain ou tout autre que les supérieurs pourront lui confier, et aussi pour satisfaire la dévotion qu'il a eue dès son bas âge pour la sainte Vierge. » — Le général fait savoir que ce sont les statuts de l'ordre et non une loi canonique qui prescrivent ces prières. — La S. Congrégation remet la supplique au général pour accorder la commutation.

(1826) *Doctrinaires. Emprunt.* Les doctrinaires du collége de l'Annonciation d'Ivrée sont autorisés à contracter un emprunt de deux mille livres dans le but de solder l'acquisition d'une maison. Ils devront faire, sous la surveillance de l'ordinaire des versements annuels pour éteindre la dette. Rome, 11 septembre 1846.

(1827). *Capucins. Exemption de l'octroi municipal.* La S. Congrégation écrit au délégat de Civita-Vecchia : « Un conflit a surgi entre le gardien des Capucins de la Tolfa et le prieur de la municipalité, pour savoir si le moût qu'un particulier vend au couvent est passible du droit de consommation. Votre seigneurie, dans le but de prévenir tout abus de la part des vendeurs, a proposé de fixer une indemnité annuelle que la commune paierait

compenso annuo da pagarsi dalla comune al convento come si pratica in altri luoghi, e dimandava se potesse dare opera alla conciliazione succitata, sempre però nei termini dell'equo e del giusto. Questa S. C. benchè voglia che si ritenga ferma la esenzione de' dazi concessa dai sommi pontefici ai mendicanti, desidera d'altronde ad evitare ogni abuso per parte dei venditori, che si combini un equo e giusto compenso, ed autorizza V. S. a procedere alla sudetta conciliazione, mettendosi in relazione col P. generale dell'ordine de' capuccini, per determinare il compenso che sarà convenuto.

Romæ, 25 septembris 1846.

1828. Indulti.

Fr. Giocondo da Pescia attual definitore de' Minori osservanti riformati di S. Francesco in Toscana, dimorante nel convento di S. Agnese presso la città di Montepulciano, dimanda unitamente agli altri suoi confamigliari discreti, la facoltà pel guardiano *pro tempore*, di potere ritenere presso di sè e quindi fare spendere pel suo sostituto le elemosine pecuniarie, che lui a perverranno per titolo o di celebrate messe o di uffizi di prediche o altro. E ciò domandasi per la ormai esperimentata incuranza, negligenza ed anche infedeltà dei moderni sindaci apostolici come del loro attuale. Che, etc.

Rescriptum. S. Congregatio respondendum censuit : *Non conceditur*. Die 15 novembris 1846.

Romæ, etc.

1829. Super electionibus.

Il preposto generale de' Carmelitani scalzi della congregazione d'Italia, essendo venuto in cognizione essere stato da Clemente VIII di S. memoria ordinato che nelle elezioni da farsi nei capitoli conventuali, non debbano aver voto quei religiosi che non ebbero stanza permanente nel convento medesimo per tre mesi avanti il giorno dell'elezione stessa, ed essere stata confermata la legge dalla S. C. de' VV. e RR. con decreto del 7 febraio 1843. Esponeva che nella sua congregazione non elegendosi in alcuni conventi il così detto socio da aver suffragio nel capitolo provinciale, i padri di voce attiva che sono di famiglia in alcune piccole communità, venissero destinati a conventuali in altra casa dove si recavano a tempo opportuno per votare soltanto nella elezione del socio medesimo, per il che fissatosi dopo il capitolo provinciale la famiglia de' rispettivi conventi, si portavano al loro destino i sacerdoti forniti di voce attiva, e votavano per la elezione de' così detti discreti ed esaminatori, sebbene non fossero stati tre mesi in quel convento. La qual pratica asseriva esser appoggiata alle costituzioni dell'ordine approvate da Urbano VIII di S. memoria li 22 marzo 1631, e mai alterate malgrado le citate disposizioni di Clemente VIII, e successive della S. Congregazione.

Il nominato P. preposto esponeva ancora, che per essere prossima l'apertura de' capitoli provinciali, erano già stati eletti nelle provincie i rispettivi socii, per cui supplicava per un'ampla sanatoria ai socii già eletti, perchè potessero legittimamente votare nei capitoli provinciali, e l'EE. RR. accordarono la sanatoria per le già eseguite elezioni; ma il ridetto P. preposto, ad ovviare a qualunque dubbio di nullità per l'avvenire, faceva istanza perchè si emettesse una dichiarazione sulle pontificie disposizioni, e siccome tale istanza ha formato l'oggetto di una consultazione, nella quale venne proposto il seguente dubbio :

An attentis dispositionibus constitutionum et praxi antiqua congregationis, collocati de familia in cœnobiis Carmelitarum discalceatorum Italiæ, sive ad illam tamquam conventuales tempore electionis socii, seu alterius cujuscumque electionis convenientes, possint habere vocem in quocumque capitulo, etiamsi per tres menses immediate proximos ibidem non permanserint? » a cui l'EE. LL. nella superiorità de' loro lumi emisero l'analoga decisione, così il P. preposto supplica con ogni ossequio l'E. V. affinchè si degnino accordargliene la spedizione, perchè la decisione medesima possa avere il pieno suo effetto e giovarsene per l'avvenire.

Rescriptum. S. Congregatio respondendum censuit : *Affirmative facto verbo cum SSmo*. Et facta relatione, Sanctitas Sua benigne adprobavit.

Romæ, etc.

1830. Super eleemosynis.

Fra Giocondo da Pescia, attual definitore de' Minori riformati di S. Francesco dimorante nel convento di S. Agnese presso la città di Montepulciano in Toscana, domanda pel suo attual guardiano che il cercatore *pro tempore* della sudetta città possa da sè ricevere anche elemosine pecuniarie, per poi convertirle od in pane od in cera od in altra specie, di cui a suo tempo va questuando.

Votum procuratoris generalis. Oratoris precibus indulgendum fore arbitror, hisce appositis conditionibus: 1. Ut quæstor non quæritet eleemosynam a benefactoribus nisi in propria specie; et si spontanee et libere loco vel panis, vel ceræ, vel

aux Capucins, ainsi que cela se pratique ailleurs. La S. Congrégation veut conserver l'exemption que les souverains pontifes ont accordée aux frères mendiants; d'autre part, pour couper court à toute fraude, elle désire qu'on fixe une indemnité équitable et juste. V. S. pourra donc stipuler cet accord, en se mettant de concert avec le générat de l'ordre. Rome, 25 septembre 1846.

(1828). *Franciscains. Argent.* On a vu précédemment que la S. Congrégation a plusieurs fois refusé aux supérieurs l'autorisation de garder l'argent dans le couvent et de le faire dépenser par l'intermédiaire d'un substitut. Voici ce qu'on lui demande : « Frère Giocondo de Pescia, actuellement définiteur des Franciscains réformés de Toscane, demeurant dans le couvent de Sainte-Agnès près de Montepulciano, demande, de concert avec les autres discrets du couvent, l'autorisation pour le gardien *pro tempore* de garder près de lui et de faire ensuite dépenser par son substitut les aumônes pécuniaires qui lui parviendront pour des messes ou pour des prédications, et autres titres. L'inertie, la négligence et même l'infidélité des syndics apostoliques actuels oblige de présenter cette demande. » La S. Congrégation refuse. Rome, 15 novembre 1846.

(1829). *Carmes. Elections.* Le général des Carmes déchaussés de la congrégation d'Italie représente qu'il a eu récemment connaissance d'un décret de Clément VIII qui défend de laisser voter au chapitre conventuel les religieux qui ne résident pas dans ce couvent depuis trois mois. La S. Congrégation a confirmé ce décret le 7 février 1843. Au lieu d'observer ce décret, les Carmes s'en sont tenus aux statuts approuvés par Urbain VIII le 22 mars 1631. Aujourd'hui la convocation des chapitres provinciaux étant imminente, le général demande la revalidation de toutes les élections qui ont été faites par les chapitres conventuels. La S. Congrégation déclare que les religieux carmes doivent prendre part au chapitre conventuel quoiqu'ils résident dans le couvent depuis moins de trois mois.

(1830) *Permission de quêter l'argent.* Les quêteurs doivent demander les denrées naturelles, pain, cire, et autres. Si les bienfaiteurs offrent spontanément de l'argent, les quêteurs sont autorisés à l'accepter, mais on doit le remettre immédiatement au syndic ou à son substitut. « Frère Giocondo de Pescia, actuellement définiteur des Franciscains réformés de Toscane, demeurant dans le couvent de Sainte-Agnès près de Montepulciano, demande pour le gardien que le frère quêteur *pro tempore* puisse recevoir directement les aumônes pécuniaires pour acheter du pain, de la cire et les autres denrées qu'il va quêter. La S. Congrégation accorde l'indult pour cinq ans, à condition que le quêteur ne demande pas de l'argent, mais seulement les denrées en nature Rome, 18 décembre 1846.

vini, etc. elargiatur benefactor obulum, possit quæstor professus illud recipere. 2. Ut eleemosynæ pecuniariæ hoc modo et sensu collectæ statim syndico apostolico vel hujus substituto tradantur, ut per hunc et non per fratrem professum, ad mentem dantis pro fratrum necessitate impendantur. His adjectis conditionibus, minus læditur illud magnum et præcipuum fratrum minorum præceptum ut nullo modo denarios vel pecuniam recipiant. Et hæc læsionis minoritas indulgentia apostolica sanatur.

Datum ex conventu S. Francisci ad Ripam Tiberis die 28 novembris 1846. Fr. Venantius a Celano, procurator generalis ordinis Minorum observantium reformatorum.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 18 decembris 1846. SSmus annuit arbitrio P. ministri generalis pro petito indulto ad quinquennium, ea tamen conditione ut pecunia non petatur, sed res in propria specie, sed pecunia ipsa a sponte offerentibus recipi possit eaque statim tradatur syndico apostolico vel ejus substituto ad effectum erogandi in necessitates religiosorum conventus. Ceterum apostolicum indultum ad removendum scandalum satis evulgetur. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1831. Carthusianorum.

Fr. Brunone Lempfrit sacerdote professo nella reale Certosa di Torino, espone alla S. V. che nutrendo da molti anni gran desiderio di dedicarsi alla conversione de' poveri selvaggi, non potendo ciò effettuare finchè trovasi nell'ordine che egli ha professato, supplica devotamente onde accordargli la perpetua secolarizzazione per poter quindi passare alla congregazione degli oblati di Maria Immacolata istituita in Marsiglia a questo scopo.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 4 decembris 1846. SSmus annuit arbitrio ordinarii Massilien pro facultate perpetuo discedendi ab ordine Carthusiano ad effectum ingrediendi servatis servandis congregationem præfatorum oblatorum, ut missionibus vacare possit, servatis substantialibus et dummodo provisus sit de sufficienti patrimonio, quatenus presbyteri ejusdem congregationis de legitimo patrimonio se providere debeant. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

1832. Super admissione surdi-muti

Il generale de' Domenicani ricevendo con profondissima venerazione gli ordini della S. V. si dà l'onore di sottomettere all'alto vostro giudizio i motivi che lo determinarono a non ricevere in qualità di religioso professo il supplicante sordomuto Luigi Maria Fontana. Questi all'intento di vestire e professare il nostro istituto che chiamava sua vocazione, ma che io meglio direi capricciosa voglia, ne avanzò supplica al mio antecessore Rmo P. maestro Ancarani, dal quale ottenne invece di essere ammesso alla partecipazione de' beni spirituali dell'ordine. Non ne rimase però contento, ed eletto che io fui generale dell'ordine, rivolse a me forti e replicate istanze affinchè l'accettassi e lo destinassi in uno de' nostri conventi. In vista della sua imperfezione, mi fu forza rispondergli che ciò non conveniva, ma che per appagare in parte il suo desiderio, ordinava che fosse ascritto al nostro terz'ordine come lo fu di fatti. Non per questo desisteva dal replicar nuove suppliche pel suo primiero divisamento, cui rispondendo con dolcezza e carità li faceva riflettere che Dio non lo chiamava ad uno stato ove egli pel difetto dell'udito e della parola non eragli possibile l'osservanza delle primarie obbligazioni; che perciò si contentasse di appartenere all'ordine in qualità di terziario, e che ciò essendo quel più che concedergli poteva, si astenesse per l'avvenire di più insistere su tal proposito. Ciò nondimeno proseguì ad inviarmi lettere sempre del medesimo tenore, alle quali credei di non rispondere. Questo è quanto si passò tra me ed il supplicante sordomuto. Ora si rivolge a V. S. per giungere a quanto non valse colla S. M. di Gregorio XVI. Ma con qual cuore potrei caricar l'ordine di un individuo, dal quale la religione niun servizio può attendersi, neppure quel minimo di servir la messa?

(1831). *Chartreux. Conversion des sauvages.* Dom Bruno, profès de la chartreuse de Turin, désire depuis bien des années se consacrer à la conversion des sauvages. Ne pouvant remplir ce dessein en demeurant dans l'institut qu'il a professé, il demande la sécularisation perpétuelle, pour entrer dans la congrégation des Oblats de Marseille. — La permission est accordée, au gré de l'évêque de Marseille. Cependant Dom Bruno devra garder l'essentiel de ses vœux solennels et se procurer un patrimoine comme titre d'ordination, supposé que les Oblats de Marseille soient tenus d'avoir ce titre. Rome, 4 décembre 1846.

(1832). *Sourd-muet. Demande pour entrer chez les Dominicains. Opposition du général.* Le dossier comprend trois pièces : 1. Lettre du cardinal Gizzi, secrétaire d'Etat au cardinal préfet de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. 2. Informations adressées par le général des Dominicains à la S. Congrégation. 3. Réponse du cardinal préfet de la S. Congrégation au cardinal Gizzi. Voici la lettre du cardinal Gizzi : « Quirinal, 2 octobre 1846. Au mois de février 1841, un nommé Louis-Marie Fontana, sourd-muet, demanda et obtint de Grégoire XVI l'autorisation d'entrer dans l'ordre des Dominicains; par dépêche du 4 mars 1841, la secrétairerie d'Etat notifia au général que le Saint-Père lui conférait tous les pouvoirs pour recevoir le recourant en qualité d'oblat et sans profession religieuse. Depuis lors Fontana a fait plusieurs instances, et dernièrement il en a adressé une autre au Saint-Père. Sa Sainteté a bien voulu donner l'ordre de renvoyer la demande à votre Eminence, afin qu'il lui en soit spécialement référé. Le cardinal secrétaire d'Etat soussigné s'empresse de remplir l'ordre pontifical et prie votre éminence de lui communiquer en temps opportun la décision du Saint-Père. *Le cardinal Gizzi.* — La S. Congrégation consulte le général des Dominicains, lequel répond : « Le général des Dominicains reçoit avec le plus profond respect les ordres de votre Eminence, et a l'honneur de soumettre à sa haute appréciation les motifs qui l'ont déterminé à ne pas recevoir en qualité de profès le sourd-muet Louis-Marie Fontana. Voulant suivre ce qu'il appelait sa vocation et que je regarde comme un pur caprice, Fontana en fit la demande à mon prédécesseur, le P. Ancarani. Celui-ci accorda simplement la participation des biens spirituels de l'ordre. Fontana ne fut pas content. Dès que je fus nommé général, il me conjura instamment et à plusieurs reprises de le recevoir dans un de nos couvents. Je ne pus y consentir à cause du surdo-mutisme; voulant toutefois le contenter de quelque manière, je le fis inscrire dans le tiers-ordre. Il n'insista pas moins pour l'accomplissement de son dessein. Je lui représentai avec douceur et charité que Dieu ne l'appelait pas à un état où le manque de l'ouïe et de la parole rendait impossible l'accomplissement des principales obligations, et qu'il devrait se contenter d'appartenir à l'ordre en qualité de tertiaire. Comme c'est tout ce que je pouvais accorder, je le priai de ne pas insister. Malgré cela, il continua de m'accabler de lettres; je ne crus pas devoir répondre. Voilà ce qui s'est passé entre moi et Fontana. Maintenant il recourt à votre Sainteté pour obtenir ce qu'il n'a pu avoir sous Grégoire XVI, de saine mémoire. Mais puis-je en conscience charger l'ordre d'un sujet qui ne peut rendre aucun service, ni même celui (bien modique) de servir la messe? L'obstination insurmontable qu'il a montrée dénote une volonté entièrement opposée à l'esprit qui doit animer un religieux, qui doit dans la profession renoncer à son propre jugement. Des gens privés d'un sens qui est la cinquième partie de l'humanité, sont naturellement inquiets, turbulents, extrêmement attachés à leurs idées; ils troublent par conséquent la paix de leurs collègues. Personne n'aimerait assurément de vivre avec un sourd-muet. Les communautés n'en voulant pas, aucun supérieur ne le prendrait, et plusieurs l'ont clairement notifié. Voilà les motifs qui m'empêchèrent de recevoir Fontana dans notre institut. Je les soumets au jugement supérieur de votre Sainteté, et je suis disposé à recevoir avec soumission, respect et vénération, tout ce que votre Sainteté voudra décider. Fr. Vincent Ajello, général de l'ordre des Prêcheurs. » — Enfin, la décision

Ollreciò l'indefessa sua insistenza non vinta da tante decisive ripulse, dimostra nel supplicante una volontà infrangibile del tutto opposta allo spirito che dee animare il claustrale, spogliandosi nella santa professione del proprio volere. Persone tali cui manca un organo del sentimento che è la quinta parte dell'umanità, sono per difetto di lor natura inquiete, moleste, tenaci delle loro opinioni, e turbano perciò la quiete di quelli tra' quali vivono; e niun per certo si augurerebbe di aver compagno un sordo-muto, e molto meno può gradirlo un superiore che per dargli un collocamento incontrerebbe forti opposizioni nei conventi a riceverlo, come già mi fecero conoscere di non volerlo. Questi, S. P. sono i motivi che mi alienarono dal ricevere all'ordine il supplicante sordo-muto, i quali sottopongo all'a to giudizio di V. S. disposto a ricevere con sommissione rispetto e venerazione quanto le piacerà di ordinarmi. — Fr. Vincenzo Ajello, generale dell'ordine de' Predicatori.

Epistola Emi cardinalis status. Dalle stanze del Quirinale, 2 ottobre 1846. Fin dal febbraio del 1841, un tal Luigi Maria Fontana, sordo-muto, implorò ed ottenne dalla S. memoria di Gregorio XVI la necessaria dispensa ond'essere ammesso nell'ordine Domenicano, e questa segreteria di stato con dispaccio del giorno 4 marzo dello stesso anno, partecipò al R. P. maestro generale de' Predicatori che il S. P. gli conferiva tutte le facoltà, onde l'infelice supplicante potesse essere ricevuto nel sudetto ordine in qualità però di oblato e senza professione religiosa. Dopo quel tempo ha rinnovato il Fontana varie istanze, ed una recentissima ne ha rassegnata alla S. di N. S. allo stesso effetto. Essendosi pertanto degnata la Santità Sua di ordinare che sia rimessa la detta istanza all'Emza V. onde le ne sia fatta apposita relazione, lo scrivente cardinale segretario di stato si affretta di eseguire il pontificio comando e pregandola a volergli communicare a suo tempo il definitivo oracolo che dalla stessa Santità Sua verrà emesso in proposito. — P. Card. Gizzi al Card. prefi. della S. C. de' VV. e RR.

Responsum S. Congregationis. Con dispaccio del 2 del primo passato ottobre si compiaceva V. E. di trasmettere una supplica di un tal Maria Fontana, sordo-muto, il quale insisteva per essere ammesso nell'ordine Domenicano nella qualità di oblato in seguito dell'abilitazione a tale effetto ottenuta dalla S. M. di Gregorio XVI. Il sottoscritto Card. prefetto della S. C. de' VV. e RR. ha creduto necessario interpellare sull'oggetto il P. maestro generale dell'ordine, il quale ha risposto che non poteva gravare la sua religione di un individuo da cui non poteva avere servigio alcuno, tanto più che le persone cui manca tal sentimento, sono di natura loro inquiete, moleste, tenaci della loro opinione, e perciò turberebbero la pace e la tranquillità della communitá religiosa, che infine non si troverebbe convento che lo volesse ricevere. Fatta relazione alla S. di N. S. di quanto aveva esposto il P. maestro generale, Sua Santità ha ordinato che la posizione si ponesse agli atti.

Romæ, 16 decembris 1846.

fut annoncée au cardinal Gizzi par une dépêche du cardinal préfet de la S. Congrégation: « Le soussigné a cru nécessaire de consulter le général des Dominicains au sujet de la supplique de Fontana, qui veut entrer dans cet institut en qualité d'oblat. Le général a répondu qu'il ne pouvait charger l'institut d'un sujet qui ne peut rendre aucun service; que d'ailleurs les gens privés de la parole sont naturellement inquiets, turbulents, tenaces, et pourraient troubler la paix et la tranquillité des communautés, et que nul couvent ne voudrait le recevoir. On en a référé au Saint-Père, qui a ordonné de mettre le dossier aux archives. Rome, 16 décembre 1846. »

1833. Super visitatione apostolica in Helvetia.

SS. D. N. Pius papa IX consulere cupiens disciplinæ ac regulari observantiæ conventuum ordinis S. Augustini et Minorum conventualium S. Francisci qui Friburgi in Helvetia reperiuntur, ob speciales eorumdem conventuum circumstantias præsentis decreti tenore in illorum apostolicum visitatorem deputat ad nutum S. Sedis Rmum Stephanum Marilley episcopum Lausanen cum facultatibus necessariis et opportunis, ita tamen ut episcopus visitator apostolicus relationem et acta visitationis ad hanc S. C. EE. et RR. transmittere teneatur, ut quidquid in Domino expedire visum fuerit, decerni possit. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ, 9 februarii 1847.

1834. Decretum circa trappenses.

Licet monachi Trappenses jam a sæculo XII, strictiorem Cisterciensium regulam profiterentur, tamen cum ingruentibus bellis e monasterio egredi coacti fuerint, eorum fervor in sæculo ita remissus fuit, ut deinceps ad claustra regressi laxiorem disciplinam prosequerentur. Sed post plures illorum vicissitudines tandem sæculo XVII Joannes Armandus Bouthilier abbas monasterii de Trappa nuncupati, monasticam in eo disciplinam prout tempore S. Bernardi in monasterio Claræ-Vallis servabatur, stabilivit, ut monachi in Dei servitio, et antiqua monastici instituti observantia, ferventiores evaderent; et ad hujusmodi reformationem, quam apostolica Sedes laude dignam declaraverat, constabiliendam suas constitutiones concinnavit. Verum plurimos post annos monachus Augusticus de l'Estranges e Gallia confugiens ob perturbationes anno 1793 excitatas, una cum viginti quatuor sociis confugit apud Vallem Sanctam in ditione Friburgensi, ibique rigidiorem reformationem invexit, suasque pariter constitutiones adjunxit, quæ tamen apostolicæ Sedis placito ratæ minime fuerunt. Hinc exortæ sunt duæ observantiæ, quarum unaquæque sua monasteria habebat, suisque superioribus regebatur. Sed deinceps nonnullis visum est utrique observantiæ profuturum, si in unam erigerentur congregationem, ac unius superioris regimini subjicerentur, ut hujusmodi nexu melius consisterent, et facilius dilatari augerique possent. Quapropter supplices preces ad apostolicam Sedem datæ fuerunt ad unicæ

(1833). *Suisse. Augustins et Conventuels de Fribourg.* Mgr Marilley, évêque de Lausanne, est nommé visiteur apostolique des Augustins et des Conventuels établis dans la ville de Fribourg. Le visiteur devra adresser à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers la relation et le procès-verbal de la visite. Rome, 9 février 1847.

(1834). *Trappistes de France. Séparation des deux observances.* Réunies en 1834, les deux observances, la première suivant les statuts de l'abbé de Rancé, la seconde gardant les statuts primitifs de Citeaux, avaient un seul et même chapitre et dépendaient d'un seul et même vicaire général élu à la majorité des voix pour cinq ans. L'expérience ayant constaté l'utilité de séparer les deux observances, le présent décret règle les détails. Dans l'observance moderne (celle qui a les statuts primitifs de Citeaux) l'abbé de monastère de la Trappe remplira les fonctions de vicaire-général. La question de perpétuité est réservée. Le travail manuel sera de six heures par jour en été et de quatre heures et demie le reste de l'année; les supérieurs pourront limiter ce travail. Les évêques continueront d'être délégués apostoliques par rapport aux Trappistes de France. Les Trappistines font partie de ces congrégations, sans être exemptes des ordinaires. Un ou deux moines auront la direction spirituelle des religieuses. Ils seront désignés et approuvés par les évêques, qui pourront envoyer des prêtres étrangers, même séculiers, en qualité de confesseurs extraordinaires. Rome, 25 février 1847.

congregationis institutionem sub certis legibus impetrandam; et monachi reformationis Vallis Sanctæ profitebantur se a constitutionibus abbatis de l'Estranges recessuros, et regulam S. Benedicti unice servaturos. Cum igitur rationes ex unitate regiminis instituendi desumptæ non parvi momenti viderentur, atque exempla hujusce unionis, in aliis etiam regularibus ordinibus præsto essent, unio utriusque observantiæ experientia duce profecto probanda erat. Hinc auctorante summo pontifice ab hac S. C. EE. et RR. latum est decretum die 3 octobris 1834, quo monasteria omnia Trappensium in Gallia in unam congregationem constituebantur.

Hoc autem decreto executioni demandato, quæstio de qualitate et natura votorum exorta est, qua sedulo perpensa Gregorius XVI sa. me. edixit vota Trappensium, quæ a die 1 mensis martii 1837, imposterum intra fines Galliarum regni emitterentur, tamquam simplicia habenda esse donec aliter a Sede apostolica statuatur. Ad vota vero antea emissa quod attinebat, gravissimis ductus rationibus abstinendum censuit a quocumque judicio circa eadem proferendo.

Rebus omnibus ita compositis, nil aliud decernendum plane videbatur. Sed cum decreta apostolicæ Sedis non secundum eorum genuinum sensum accepta fuerint, et quædam acta prolata quæ a nonnullis observantiæ abbatis de Rancé adversa putabantur, aliquot post annos factum est, ut aliqui ex monachis enixe peterent separationem utriusque observantiæ in duas congregationes. Horum votis interea temporis omnium Trappensium consensus accessit; hærebat enim eorum animis hoc tantum remedio pacem servari posse.

Hæc quidem magni ponderis visa sunt, ut diligenter perpendi deberent; nam etsi unio utriusque observantiæ expetenda prius fuisset, tamen cum commoti deinceps fuerint animi, neminem latebat ea media adhibenda esse quæ ad pacem tuendam et animorum unionem ac tranquillitatem fovendam magis conducerent, posthabitis aliis quæ antea meliora putebantur.

Auditis igitur episcopis singularum diœcesum in quibus monasteria erecta sunt, attentoque consensu vicarii generalis et communi Trappensium suffragio, nec non inspectis peculiaribus circumstantiis quæ post unionem supervenerant, Emi PP. Card. ex S. C. negotiis et consultationibus EE. et RR. præposita speciatim deputati, in conventu habito die 23 augusti 1846 censuerunt ea quæ sequuntur decernere et statuere:

1. Monasteria omnia Trappensium in Gallia duas congregationes efformabunt, quarum una antiquioris reformationis B. M. de Trappa, altera vero recentioris reformationis B. M. de Trappa appellabitur. Utraque erit monachorum Cisterciensium congregatio, sed antiquior constitutiones abbatis de Rancé observabit, altera vero non constitutiones abbatis de l'Estranges, a quibus ab anno 1834 recessit, sed regulam S. Benedicti cum primitivis Cisterciensium constitutionibus a S. Sede approbatis observabit, salvis præscriptionibus quæ hoc decreto continentur.

2. Utrique congregationi moderator generalis ordinis Cisterciensis præerit, et singulos abbates confirmabit.

3. In Gallia utraque congregatio suum habeat vicarium generalem omni potestate præditum ad eam recte administrandam.

4. Id muneris in congregatione recentionis reformationis perpetuo conjunctum erit cum abbatia antiqui monasterii B. Mariæ de Trappa, ita ut singuli illius monasterii abbates canonice electi potestatem simul et munus vicarii generalis consequantur. Nihil autem in præsens decernitur de perpetuitate hujusmodi abbatis in suo munere; sed apostolica Sedes, defuncto hodierno abbate, id statuet quod magis in Domino expedire judicaverit, ac proinde in prima vacatione, suspensa electione abbatis, statim certior fiat apostolica Sedes, ejusque judicium expectandum omnino erit. In congregatione vero antiquioris reformationis, singulis quinquenniis vicarius generalis a proprio capitulo generali eligatur inter abbates ejusdem observantiæ.

5. Quotannis uterque vicarius generalis, tum capitulum celebrabit, reliquis suæ observantiæ abbatibus, vel prioribus conventualibus accitis: tum singula monasteria per se vel alium abbatem visitabit. Monasterium vero B. Mariæ de Trappa a tribus abbatibus monasteriorum Malleaciensis, Bellofontensis, et Aquebellensis visitabitur. Monasterium item ex quo alterius congregationis vicarius generalis assumptus fuerit, visitabitur a duobus abbatibus in capitulo generali eligendis.

6. Quoad vota satis provisum est per apostolicæ Sedis decretum diei 1 martii 1837.

7. Pareant decreto congregationis S. Rituum diei 10 aprilis 1822, super Rituali, Missali, Breviario, et Martyrologio, quibus uti debebunt.

8. Labor manuum ordinarius æstivo tempore ultra sex horas, et ultra quatuor et dimidia reliquo anni tempore non producatur. Quod vero ad jejunia, precationes et cantum chori pertinet, aut S. Benedicti regulam, aut constitutiones abbatis de Rancé ex recepto more cujusque monasterii sequantur.

9. Quæ articulo octavo constituta sunt, ea præsides monasteriorum moderari possint, et mitigare pro iis monachis quos ob ætatem aut valetudinem, aut aliam justam causam aliqua indulgentia dignos existimaverint.

10. Quamvis monasteria Trappensium a jurisdictione episcoporum exempta sint, ea tamen, ob peculiares rationes, et donec aliter statuatur, jurisdictioni eorumdem episcoporum subsint, qui procedant tamquam apostolicæ Sedis delegati.

11. Licet monachi Trappenses per se ipsos eleemosynas ostiatim quæritare nequeant, collectæ tamen minime vetitæ sunt dummodo colligantur a viris probis ab episcopis delectis, vel saltem ipsis benevisis, exclusis monachis.

12. Moniales Trappenses in Gallia ad has congregationes pertineant; et earum monasteria a jurisdictione episcoporum non erunt exempta; cura tamen spiritualis uniuscujusque monasterii monialium uni aut alteri monacho proximioris monasterii committatur, prout hucusque committi consueverit. Monachos autem quos idoneos ad illud munus judicaverint, episcopi deligant, atque approbent et confessarios extraordinarios a clero etiam sæculari deputare poterunt.

13. Constitutiones quas moniales servare imposterum debebunt, judicio S. Sedis subjiciantur.

Hoc decretum quod SSmus D. N. P. Pius IX, in audientia habita a D. secretario S. Congregationis præpositæ die 28 augusti 1846 approbaverat, in nova audientia habita, die 5 februarii 1847, in omnibus confirmavit, et servari mandavit. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex S. Congregatione EE. et RR. die 25 februarii 1847.

1835. Ordinis s. dominici.

Decretum. SSmus D. N. Pius IX, animadvertens in proximo præterito capitulo generali ordinis Prædicatorum in hac alma urbe celebrato minime perpensa fuisse quæ ad meliorem

(1835). *Dominicains. Conseil supérieur.* Ce décret établit un conseil, *definitorium*, pour décider avec le général les plus importantes affaires : discipline, vie commune, noviciats, professoriats, études, administration de la caisse générale. Le conseil se réunira deux fois par mois; les membres jouiront du vote délibératif. Rome, 1er mars 1847.

reddendum statum ejusdem ordinis ab hæc S. C. EE. et RR. Patribus capituli discutienda proposita fuerant, nonnullasque concurrere causas, quæ celebrationem capituli triennalis impediunt, aliter providendum esse præfato ordini existimavit. Ac propterea, audito voto P. M. generalis, præsentis decreti tenore constituit definitorium in ordine Prædicatorum, ut statutum fuit anno 1844, usque ad futurum capitulum generale duraturum, ut majoris momenti ac ponderis negotia, ea quæ decet prudentia et consilio perpendantur, præsertim vero quæ respiciunt regularem disciplinam, vitam communem, novitiatus, professoria, ac studia, et ut syndicus cameræ generalitiæ ad redditionem rationum vocetur, omnia examini diligenter subjiciantur, quæ a capitulo generali ex præscripto hujus S. C. juxta adnexam instructionem discutienda erant, et deinceps ad S. Congregationem referantur. Deputavit vero in definitores P. Vincentium Ajello magistrum generalem, P. M. Antoninum Degola S. C. indicis secretarium, P. M. Joannem Genis, commissarium apostolicum Hispaniæ, P. M. Gregorium Giammartini, socium pro Italia, et P. M. Marianum Spada, ex-socium præcedentis magistri generalis, eisque deliberativum suffragium concessit ; in secretarium autem cum voto consultivo dumtaxat nominavit P. M. Hyacinthum Barberi socium pro Sicilia. Tandem mandavit hujusmodi definitorium bis in mense saltem omnino convocari, et omnia acta, ac resolutiones in libro per secretarium referri quæ in subsequenti conventu a definitoribus subscribantur. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ, die S. C. EE. et RR. 1 martii 1847.

1836. Super erectione conventus.

Ex audientia SSmi die 21 maii 1847. Sanctitas Sua benigne annuit, ac propterea mandavit committi Emo archiepiscopo Mechlinen, ut veris existentibus narratis, facultatem erigendi enunciatum conventum (ordinis S. Dominici) servatis servandis, constitutiones juxta canonicas et ordinis, monitisque religiosis, ut quantum fieri poterit, vita communis servetur, pro suo arbitrio et conscientia concedat. Erectionem vero provinciæ pro nunc non expedire, sed Sanctitas Sua præsentis rescripti tenore potestatem facit visitatori apostolico ordinum regularium in ditione Belgica deputandi idoneum virum religiosum in præfectum præfatorum duorum conventuum, cui priores subjecti sint. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1837. Super bonorum dispositione.

Ex audientia SSmi die 23 julii 1847. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea mandavit committi ordinario loci in quo oratoris (Adrianus Franciscus Van de Weyen, ordinis Prædicatorum) conventus reperitur, ut attentis expositis, precibus oratoris, pro suo arbitrio et conscientia indulgeat pro opportuna facultate ad hoc ut orator ipse in Belgio cum plena a superioribus localibus dependentia, bona quæ ad ipsum spectant, vel pervenire successionis alioque legitimo jure possunt, recipere, retinere, et in bonum conventus per actus inter vivos, sive causa mortis etiam per testamentum disponere possit, cum potestate nominandi correligiosos in hæredes fiduciarios, non obstante paupertatis voto, aliisque contrariis quibuscumque.

Romæ, etc.

1838. Super translatione et erectione monasterii trappensium.

Ex audientia SSmi 1 octobris 1847. Sanctitas Sua, audita relatione Emi archiepiscopi Bisuntini, benigne annuit, et propterea mandavit committi eidem archiepiscopo, ut veris existentibus narratis, ac prævia petita translatione, facultatem erigendi præfatum monasterium, sublata qualitate prioratus, in abbatiam, quatenus dictum monasterium qualitates habeat necessarias ad gradum abbatiæ pro suo arbitrio et conscientia concedat.

Romæ, etc.

1839. Super assistentibus.

Cum maxime conducat ad bonum regularium ordinum constituere consilium quo superiores generales in rebus gravioris momenti utantur, S. C. EE. et RR. illud in ordine Carmelitarum certis legibus præfinire ejusque auctoritatem augere existimavit, ut consiliarii ipsi, qui adsistentes in Carmelitarum religione vocantur, adjutricem operam moderatori generali efficaciter præstare valeant. Et ne religiosi, qui in præsens consilium ipsum efformant, ulla nota afficiantur, dum alii in eorum locum ob speciales rationes sufficiuntur, eos specialibus favoribus prosequi necessarium duxit. Sacra igitur Congregatio vigore specialium facultatum a SSmo D. N. Pio papa IX concessarum, hæc quæ sequuntur, decernenda statuit, nempe :

1. P. magister Joannes Chrysostomus Schirò declaratur ex-procurator generalis cum privilegiis et juribus, qui ex-procuratoribus generalibus præfati ordinis competunt. Declarantur ex-assistentes P. M. Simon Spilotros, et Laurentius Piccioni, qui pariter ex-assistentium generalium privilegiis fruantur et gaudeant.

2. S. C. deputat P. Raymundum Lobyna in procuratorem generalem : in primum assistentem generalem P. M. Elisæum Romanazzi, in secundum P. M. Hieronymum Priori, in tertium P. M. Albertum Angelum Ricciardi, in quartum P. Eliam Alberani.

3. Primus assistens officium secretarii generalis exercebit ; ipso vero impedito secundus assistens, et sic de reliquis.

4. Saltem semel in hebdomada definitorium celebrari debeat ; eidem P. prior generalis, et eo absente, vel impedito P. procurator generalis præsideat.

5. Votum decisivum, quod antea ad P. priorem generalem tantum spectabat etiam procurator generalis et quatuor assistentes habeant.

6. Graviora negotia ordinis præfato consilio seu definitorio proponantur, et definiantur, et præsertim deputatio commissariorum, et visitatorum generalium, provincialium in parti-

(1836). *Erection canonique. Belgique.* Le décret commet le cardinal archevêque de Malines pour ériger canoniquement un couvent de Dominicains. La Belgique ne possédant que deux maisons, on ne peut établir une province formelle ; mais le visiteur apostolique des ordres réguliers de Belgique désignera un religieux comme préfet des deux couvents. Rome, 21 mai 1847.

(1837) *Profès de vœux solennels. Disposition des biens.* Un Dominicain belge est autorisé à garder ses biens patrimoniaux, à en disposer dans l'intérêt du couvent, et nommer des héritiers, sauf l'agrément du supérieur local. Rome, 23 juillet 1847.

(1838). *Trappistes. Translation. Erection du titre abbatial.* L'archevêque de Besançon est commis pour opérer la translation d'une maison de Trappistes, et ériger le prieuré en abbaye monastique. Rome, 1er octobre 1847.

(1839). *Carmes. Etablissement des assistants généraux.* Les assistants généraux existent dans la plupart des ordres, et forment le conseil du général. Les Carmes mitigés n'ayant jamais eu d'assistants, le décret institue ce conseil, et fixe ses attributions : nomination des commissaires et visiteurs généraux, provinciaux honoraires, présidents des chapitres provinciaux, études, grades, noviciats, caisse centrale, etc. Rome, 8 novembre 1847.

bus, priorum conventuum qui P. priori generali immediate subsunt, præsidum capitulorum provincialium; omnia insuper quæ studia, graduum collationem et novitiatum respiciunt, præter alia, quæ jam ad idem consilium spectabant.

7. Infra duos menses P. prior generalis rationem reddat eidem consilio de omnibus redditibus generalitiis, et consilium ipsum capsam ordinis, qua illius necessitatibus occurratur, constituet, et ex ea desumenda erit summa pro vestiariis P. prioris generalis, P. procuratoris et assistentium generalium.

8. P. Raymundus Lobina deputatur quoad vixerit in postulatorem pro causis sanctorum ordinis, et consilium sacræ congregationi proponet quid postulatori in vestiarium assignandum sit, et ex qua capsa desumendum.

9. Infra duos menses ratio reddenda erit eidem consilio de omnibus redditibus causarum sanctorum ordinis, quod imposterum postulator quotannis præstabit.

10. Facultates extraordinariæ præfato consilio attributæ usque ad proximum capitulum generale perdurabunt. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ, die 8 novembris 1847.

1840. Super approbatione constitutionum.

Cum in capitulo generali congregationis clericorum regularium infirmis ministrantium celebrato anno 1844, demandata fuerit consultationi generali nova constitutionum editio, qua editioni anno 1725, approbatæ et prblicatæ quædam immutarentur ac adderentur juxta præscripta in posterioribus decretis et præsertim in iis quæ in memorato capitulo generali lata fuerunt, consultatio generalis ordinationibus ejusdem capituli obsequens, constitutiones reformavit, easque huic S. C. EE. et RR. exhibuit, enixe expostulans apostolicæ Sedis confirmationem.

Propositis igitur constitutionibus sedula diligenterque perpensis a nonnullis S. R. E. cardinalibus ex hac S. C. a SSmo D. N. Pio PP. IX delectis, Sanctitas Sua eorum votis benigne adhærens, constitutiones ipsas prout in hoc exemplari a pag. 10 usque a 106 continentur in forma specifica sua auctoritate probavit, et confirmavit, mandans omnibus et singulis superioribus et religiosis totius instituti, ut præfatas constitutiones omnino et præsentem tantum illorum editionem habeant loco præcedentium quæ vigore hujus decreti nullius roboris declarantur. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex S. C. EE. et RR. die 10 decembris 1847.

1841. Hispaniæ.

Decretum. — Sanctissimus Dominus noster Pius PP. IX, attentis peculiaribus circumstantiis peninsulæ Hispaniæ, patrem Josephum Vidal in commissarium apostolicum fratrum ordinis Eremitarum sancti Augustini calceatorum, qui ad conventus ejusdem peninsulæ pertinent, ad nutum et beneplacitum Sanctæ Sedis elegit, atque constituit, eidem tribuit facultates omnes, quibus superiores generales fruebantur, facta insuper eidem potestate patres provinciales, et definitores provinciales citra celebrationem capitulorum deputandi. Constitutionibus ordinis, aliisque contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex S. Congregatione Episcoporum et Regularium, die 4 junii 1847.

1842. Super legato bibliothecæ.

Nuntio Neapolitano. — È già qualche anno che trattasi in questa S. C. de' VV. e RR. la controversia fra Luigia Angela Scotti, sorella ed erede del defunto Mgr Angelo Antonio Scotti di Napoli ed i PP. della Compagnia di Gesù in codesta città per il legato lasciato ai medesimi dal sudetto Mgr Scotti della sua biblioteca coll'obbligo di celebrare per l'anima sua messe 600, supponendo la nominata Scotti, che ai sudetti PP. venga proibito dalle loro costituzioni di accettare legati con peso di messe. Rese inutili le osservazioni fatte alla nominata erede Scotti sulla qualità del legato, e sulle prescrizioni delle costituzioni, il P. provinciale di Napoli nell'anno 1845, supplicò la S. M. di Gregorio XVI, a dichiarare che le costituzioni della Compagnia non escludono di conseguire il surriferito legato, ed il defunto pontefice « attenta informatione P. procuratoris generalis benigne annuit, pro gratia juxta preces, contrariis quibuscumque non obstantibus. » Proseguendo però sempre la Scotti nella sua pretensione sulla biblioteca malgrado le nuove insinuazioni dell'Emo arcivescovo, la S. Congregazione stima che sia sommamente desiderabile nel caso presente di ottenere una conciliazione, e perciò ha comandato di scriversi a V. S. incaricandola di trattare colla nominata Scotti, e col P. provinciale della Congregazione.

(1840). *Institut de S. Camille. Constitutions.* Le chapitre général de 1844 ordonna une nouvelle édition des constitutions. Le conseil général de l'institut les a corrigées et fait imprimer : le Saint-Siége les confirme sous forme spécifique; chaque article est donc formellement approuvé, et devient invariable. Rome, 10 décembre 1847.

(1841). *Espagne. Augustins. Commissaire pontifical.* Le décret nomme pour les Ermites de Saint-Augustin un commissaire apostolique investi des attributions du général, avec pouvoir de créer des provinciaux sans le chapitre. Ces mesures extraordinaires sont la suite de la révolution d'Espagne. Rome, 4 juin 1847.

(1842). *Bibliothèque. Legs.* Voici ce qu'on écrit au nonce de Naples : « Il y a plus d'un an que la S. C. examine le litige entre Louise-Angèle Scotti, sœur et héritière de Mgr Scotti, de Naples, et les Pères Jésuites pour le legs que Mgr Scotti leur a fait de sa bibliothèque, en leur imposant l'obligation de célébrer six cents messes pour son âme. La dame Scotti dit que les constitutions des Jésuites défendent de recevoir les legs qui obligent à des messes. Toutes les réflexions qu'on a placées sous ses yeux sur la qualité du legs et sur les dispositions des constitutions n'ayant produit aucune impression sur l'héritière, le provincial de Naples, en 1845, pria Grégoire XVI de déclarer que les constitutions des Jésuites n'empêchent pas la délivrance du legs en question; et le pontife, vu l'information du procureur général, adhéra à sa demande en tout, nonobstant toute chose contraire. Cependant la dame Scotti persiste dans ses prétentions sur la bibliothèque, nonobstant les nouvelles représentations du cardinal archevêque. La S. Congrégation pense qu'il est extrêmement désirable d'obtenir une conciliation; c'est pourquoi elle a ordonné d'écrire à Votre Seigneurie et de la charger de traiter avec la dame Scotti et avec le provincial. Votre Seigneurie pourra notifier à la dame la réponse que l'on fait à ses prétentions. 1° Elle dit que le legs étant grevé de messes, les religieux, d'après leurs statuts, ne pouvaient l'accepter; que l'indult pontifical qui leur a permis de recevoir le legs ne peut avoir d'effet, parce qu'il a été accordé sur un faux exposé, et lorsque la dame Scotti, héritière universelle, avait déjà pris possession du legs frappé de nullité. On ne pouvait donc la dépouiller en vertu d'une concession postérieure qui ne peut être faite au préjudice d'autrui. 2° Le défunt ne pouvait disposer de la partie de la bibliothèque qui appartenait à la plaignante en qualité d'héritière partielle de son père, et de ses oncles, dont les livres sont compris dans cette bibliothèque. Les religieux répondent : 1° Les statuts ne s'opposent pas à l'acceptation du legs, qui impose une obligation de peu d'importance en comparaison du legs. L'indult pontifical est, non une grâce et une concession pour obtenir le legs, mais une pure interprétation du texte des constitutions. 2° Le testateur ayant légué conformément aux lois une bibliothèque qu'il connaissait fort bien, l'héritier est tenu de céder cette bibliothèque ou d'en payer le prix au légataire. Cependant les religieux, sachant que la dame Scotti désire céder la bibliothèque à sa patrie, ne veulent pas s'y opposer entièrement; ils sont disposés à lui laisser une partie de la bibliothèque, afin d'arranger l'affaire.

Potrà V. S. fare conoscere allla prima le eccezioni che soffrono le seguenti sue ragioni.

1. Perchè essendo il legato gravato di messe, non poteva dai PP. Gesuiti accettarsi a tenore delle costituzioni, nè giovare il rescritto pontificio che gli abilitava ad accettare il legato: giacchè questo fu concesso per un falso asserto, e perchè fu concesso quando la Scotti come erede universale, già era entrata in possesso del legato nullo, e non poteva essere spogliata per una grazia posteriore, che non è mai data a danno del terzo.

2. Perchè il defonto non poteva disporre di una parte della libreria che spettava alla istante, come parziale erede del padre, dei zii, i libri dei quali fanno parte della stessa libreria.

Alle quali cose ragionevolmente si risponde dai Gesuiti:

1. Che le costituzioni non si oppongono all'accettazione del legato, che importa una obligazione di poca entità a confronto del legato istesso, che il rescritto pontificio non importa una grazia o facoltà per conseguire il legato, ma soltanto una mera interpretazione del testo delle costituzioni.

2. Che a tenore di legge avendo il testatore legato la libreria che bene conosceva, l'erede è tenuto a consegnare la libreria medesima, o pagare il prezzo al legatario. Tuttavia i RR. PP. conoscendo che la Scotti desidera fare un beneficio alla patria della detta libreria, non vogliono opporvisi per intiero, e sono disposti di cedere alla Scotti porzione della libreria, perchè ciò serva a terminare la questione amichevolmente.

La prelodata S. C. spera che V. S. colla sua persuasione saprà ottenere quello che finora non si è potuto conseguire, e qualora possa combinare una tale conciliazione, la rimetterà alla stessa S. Congregazione per l'approvazione, in caso diverso poi l'informerà dell'operato.

Romæ, 22 februarii 1848.

1843. Super eodem.

Cardinali archiepiscopo Neapolitano. — Per ultimare la nota vertenza per il legato Scotti a favore del collegio de' PP. Gesuiti di Napoli esistente tra i medesimi, e la Scotti sorella del defonto Mgr, si è decisa questa S. C. aderire a quanto richiedesi dalla sudetta Scotti, di agire cioè in causa per detto legato. In seguito di ciò si partecipa alla E. V. affinchè si compiaccia fare conoscere alla Scotti, che la S. C. sarà per occuparsi della causa predetta, ma essere mestieri che la medesima qui in Roma deputi un suo procuratore legale.

Romæ, 26 februarii 1848.

1844. Ordinis capucinorum.

Ex audientia SSmi diei 4 februarii 1848. Sanctitas Sua audita relatione P. procuratoris generalis benigne annuit et propterea mandavit committi P. ministro generali ordinis, ut veris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia, concedat facultatem retinendi nomine S. Sedis, pro valetudinario præfatam officinam medicamentariam (in conventu Panormitano Capucinorum) indulgendo etiam ut duo religiosi conversi pharmacopolæ valetudinarii ejusdem conventus possint pharmaca absque tamen studiosa negotiatione extraneis vendere, accipere, et retinere pecuniam, ita tamen ut qualibet die accepta pecunia reponatur in capsa duabus clavibus obserata, quarum una a vicario valetudinarii, altera vero a tertiario per guardianum eligendo retineatur; quando nova pharmaca, et aliæ res ad dictum officinam necessariæ comparandæ erunt, religiosi pharmacopolæ qualitatem, quantitatem, pretium, et cognoscant, et præfiniant, pretium vero per tertiarium persolvatur: quod si factis necessariis expensis et proviso conservationi ejus officinæ medicamentariæ, aliqua summa supererit, ea tantum impendatur pro necessitatibus valetudinarii; nunquam vero favore conventus, cum omnimoda dependentia a guardiano. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1845. Ordinis carmelitarum.

Priori generali. — Conosciutosi da questa S. C. de' VV. e RR. come in Torino siano insultati i fratelli de' Carmelitani scalzi per la forma del cappello simile a quella de' PP. Gesuiti, e nel desiderio di porvi un argine, ha creduto espediente rimettere il tutto con le facolta opportune alla prudenza e discrezione della P. V. affinchè nella provincia del Piemonte sia provveduto in modo da evitare simili inconvenienti.

Romæ, 26 martii 1848.

1836. Ordinis carthusiensis.

Ex audientia SSmi diei 31 martii 1848. Sanctitas Sua benigne annuit et propterea mandavit comm. P. procuratori generali ordinis (Carthusianorum) ut veris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia indulgeat pro extensione præfati indulti diei 20 martii 1848, etiam quoad excipiendas confessiones mulierum (in ecclesia monasterii Fossænovæ) servata relate ad tempus, et in reliquis omnibus forma ac tenore ejusdem indulti. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1847. Super particulari congregatione.

Episcopo Fanen. — A provvedere nel tempo presente a quanto si riferisce alla Compagnia di Gesù, la Santità di N. S. ha formata una particolare Congregazione della quale sostiene

(1843). *Bibliothèque. Procès.* La dame Scotti ne voulant pas entendre parler de conciliation, la S. Congrégation écrit au cardinal archevêque de Naples : « Afin de trancher le conflit qui s'est élevé entre la dame Scotti et le collége des jésuites de Naples au sujet du legs de la bibliothèque, la S. Congrégation a résolu de faire ce que cette dame demande, c'est-à-dire de traiter la question d'une façon juridique. On prie donc votre éminence de vouloir bien faire savoir à la dite dame que la S. Congrégation s'occupera de l'affaire, mais qu'elle doit désigner à Rome un procureur légal. Rome, 26 février 1848. »

(1844). *Capucins. Pharmacie.* Les capucins de Palerme ont une belle pharmacie annexée à leur infirmerie. permet aux religieux qui gèrent la pharmacie de vendre des remèdes aux séculiers; le bénéfice sera affecté à l'infirmerie, jamais à la communauté. Rome, 4 février 1848.

(1845). *Carmes de Turin. Permission de changer de chapeau.* La S. Congrégation écrit au général des Carmes déchaussés : « On a appris que les Carmes déchaussés sont insultés à Turin à cause de leur chapeau, qui ressemble à celui des Jésuites. La S. C. remet l'affaire à la prudence et au jugement de votre paternité révérendissime pour prendre des mesures propres à éviter de semblables inconvénients dans la province de Turin. Rome, 26 mars 1848. »

(1846). *Chartreux. Permission de confesser les femmes.* On a vu précédemment que les Chartreux de Fossanova furent autorisés à prêcher dans leur église et à confesser les hommes. Le présent indult étend l'autorisation à la confession des femmes. Rome, 31 mars 1848. »

(1847). *Dispersion des religieux.* La S. Congrégation écrit à Mgr l'évêque de Fano : « Afin d'aviser à ce qui concerne présentement la compagnie de Jésus, le saint-père a formé une congrégation particulière qui a pour secrétaire Mgr Mertel, auditeur de Rote. Votre seigneurie pourra donc s'adresser à lui pour recevoir les instructions opportunes. Rome, 18 avril 1848. »

l'incarico di segretario Mgr Mertel, uditore della S. R. Rota. Al predetto adunque V. S. potrà rivolgersi per le opportune istruzioni. Nel parteciparle intanto il sottoscritto cardinal prefetto queste sovrane disposizioni, le prega che Dio la prosperi, etc.

Romæ, 18 aprilis 1848.

1848. Super regulari deputato.

Vicario capitulari Januen. — Il P. Giovanni-Battista Giuliani, chierico regolare Somasco, ha rappresentato potersi dare il caso che venisse eletto membro della camera de' deputati da qualcuno de' circondari di Genova, non ostante la sua qualità di religioso; quindi nel desiderio di poter giovare agli affari ecclesiastici o misti ha implorato la opportuna abilitazione. Sua Santità si è degnata benignamente annuire nella supposizione, che il supplicante sia persona proba, e che possa colla sua influenza giovare agli interessi della Chiesa. A maggiore sicurezza per altro si unisce alla presente il relativo rescritto, affinchè ella, quante volte creda che il sudetto religioso abbia le convenienti doti di probità e di capacità per servirsi di tale officio in bene della Chiesa e dello Stato, consegni a lui l'annesso rescritto: altrimenti lo ritenga presso di sè, e colla prudenza che l'è propria lo dissuada ad assumere tale rappresentanza, mostrandogli le difficoltà e gli imbarrazzi, a cui potrebbe essere esposto. Tanto per la regolare esecuzione si partecipa a V. S.

Ex audientia SSmi diei 5 maii 1848. Sanctitas Sua benigne annuit, pro dispensatione ut orator non obstante statu religioso in deputatum eligi, ejusdemque deputati munus exercere possit et valeat. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1849. Ordinis carthusianorum.

Priori generali. — Ha supplicato V. P. per aver la conferma delle facoltà che concesse Pio VI al superiore generale de' Certosini, allorquando avvenne la soppressione degli ordini regolari ad effetto di provvedere ai monaci discacciati da' loro monasteri, i quali sono stati già espulsi nella Svizzera e che potranno ancora essere disciolti nella Francia. Le circostanze in cui si trovavano le cose religiose nel pontificato di Pio VI, erano ben diverse da quelle presenti; e benchè sia già accaduto lo scioglimento de' monasteri nella Svizzera, non deve mostrarsi sullo stesso oggetto diffidenza verso l'attuale governo di Francia con preventive misure. Inoltre la S. Sede con maturità di consiglio ha fissate per le Spagne e pel Portogallo delle massime in circostanza delle avvenute soppressioni, le quali mentre proveggono ai religiosi, sono dirette a mantenere la fiducia del ripristinamento degli ordini regolari. Quindi inerendo alla stessa massima questa S. C. anche in forza di speciali facoltà, ed a tranquillità delle coscienze, dichiara che i religiosi Certosini, i quali sono costretti nelle attuali circostanze della Svizzera, a rimanere fuori del chiostro, e non possono comodamente trasferirsi in altre Certose, si abbiano a considerare come i religiosi temporaneamente secolarizzati, e per conseguenza fermo sempre rimanendo il voto di castità, riguardo agli altri voti sono tenuti osservare le sostanziali cose per quanto sono compatibili collo stato in cui si trovano, e loro si concede di mangiare di grasso, finchè rimangono fuori del chiostro, e di adattarsi nella recita dell'officio e nella celebrazione della messa al calendario della diocesi in cui si trovano, lasciando il rito Certosino. Possono perciò con religiosa moderazione ricevere e ritenere denaro, spenderlo, aver mobili, usare degli stabili, che loro fossero concessi, ma non acquistare il dominio e proprietà delle cose, nè disporre delle medesime, specialmente *causa mortis*, e molto meno ricevere beneficii ecclesiastici. Dovranno peraltro gl'individui, allorchè lo potranno, fare ricorso ala S. C. per mettersi in regola ed ottenere speciale indulto che loro sia di giustificazione presso gli ordinari, nelle cui diocesi vogliono rimanere.

Potrà V. P. far conoscere colla dovuta prudenza e riservatezza queste determinazioni della S. C. esortando in pari tempo i religiosi a menare in mezzo al secolo una vita esemplare che sia di edificazione ai fedeli, rammentando ai medesimi l'obbligazione di tornare al chiostro tosto che potranno. In quanto poi alle monache del suo ordine, se mai esistessero nella Svizzera, debbono i rispettivi vescovi fare ricorso alla S. Sede.

Romæ, 5 junii 1848.

(1848). *Elections. Député. Somasque.* Un religieux de l'institut des Somasques est autorisé à se présenter à la députation. On écrit au vicaire capitulaire de Gênes : « Le P. Giuliani, clerc régulier somasque, a représenté qu'il se peut qu'il soit élu député par un des arrondissements de Gênes, malgré sa profession de religieux. C'est pourquoi, par désir de collaborer aux affaires ecclésiastiques et mixtes, il a demandé l'autorisation requise. Le saint-père a bien voulu consentir, dans la supposition que le recourant est homme de bien, et qu'il peut par son influence servir les intérêts de l'Eglise. Cependant pour plus de sûreté on joint l'indult à la présente lettre. Si votre seigneurie estime que le religieux réunit les qualités et la capacité qu'il faut dans l'intérêt de l'Eglise et de l'Etat, elle lui remettra l'indult ci-joint. Autrement qu'elle le garde, et conseille prudemment au religieux de se désister de sa candidature, qui pourrait lui causer des difficultés et des embarras. Rome, 5 mai 1848. »

(1849). *Suisse. Chartreux. Suppression des couvents.* Le Saint-Siége n'a pas cru devoir renouveler de nos jours les pouvoirs extraordinaires que Pie VI conféra aux supérieurs des communautés menacées de suppression. Voici ce que la S. Congrégation écrit au général des Chartreux : « Votre paternité a demandé la confirmation des pouvoirs que Pie VI accorda au supérieur général des Chartreux lors de la suppression des ordres réguliers. Votre paternité désire pourvoir à la position des moines de Suisse qui sont déjà chassés de leurs maisons et à ceux de France pour lesquels on craint une semblable dispersion. Les circonstances où étaient les affaires religieuses à l'époque de Pie VI étaient bien diverses de la situation présente. La suppression des monastères est accomplie en Suisse, il est vrai; mais il ne faut pas que des mesures préventives témoignent de la défiance à l'égard du gouvernement actuel de la France. En outre, le Saint-Siége a adopté avec la plus grande maturité pour l'Espagne et le Portugal certaines maximes, qui, en fixant la position des religieux renvoyés de leurs communautés, tendent à entretenir l'espoir du rétablissement des ordres réguliers. La S. Congrégation, se conformant à ces maximes et d'ailleurs investie de pouvoirs spéciaux, déclare, pour la tranquillité des consciences, que les Chartreux, qui, par suite de la situation actuelle de la Suisse, sont contraints de vivre hors du cloître et ne peuvent commodément se retirer dans d'autres Chartreuses, doivent se considérer comme les religieux sécularisés temporairement; par conséquent, le vœu de charité subsistant dans toute sa force, ils doivent, en ce qui concerne les autres vœux, observer les choses essentielles qui sont compatibles avec leur position. On leur permet de faire gras tout le temps qu'ils vivent hors du cloître, et de suivre pour l'office et la messe le calendrier de leur diocèse, et abandonner le rite chartreux. Ils peuvent donc dans la mesure de la modération religieuse recevoir et garder de l'argent, le dépenser, avoir des meubles, l'usage des immeubles qui leur seront cédés, sans acquérir le domaine et la propriété, ni en disposer, spécialement *causa mortis*, et encore moins prendre des bénéfices ecclésiastiques. Cependant les religieux devront recourir à la S. Congrégation lorsqu'ils pourront, pour se mettre en règle et avoir un indult spécial qui leur serve de justification auprès des Ordinaires dans les diocèses desquels ils veulent demeurer. Votre paternité pourra notifier avec prudence et circonspection ces décisions de la S. Congrégation; en même temps exhorter les religieux à garder dans le monde une conduite exemplaire et édifiante. Qu'ils sachent qu'ils devront rentrer au cloître dès qu'ils pourront. En ce qui concerne les religieuses de l'ordre des Chartreux, supposé qu'il y en eût en Suisse, les évêques respectifs devront recourir au Saint-Siége. Rome, 5 juin 1848. »

1850. Ordinis barnabitarum.

Cardinali archiepiscopo Neapolitano. — La lunga e disgustosa vertenza che si è agitata tra il religioso Pasquale Salvati, barnabita, ed i superiori del suo istituto, hanno resa indispensabile la sua secolarizzazione. Perciò non deve recare maraviglia a V. E. se in questo caso straordinario seguendo le istruzioni date da Sua Santità per simili casi, rilasciata siasi la secolarizzazione in forma graziosa, cioè senza commissione col solo obbligo di mostrare all'ordinario l'indulto medesimo, ed il titolo di patrimonio. V. E. pertanto ne resta avvertita per sua norma, ed è autorizzata ad assolvere anche per mezzo di suddelegato dalle censure e pene ecclesiastiche che il medesimo per la dimora fuori dell'istituto avesse potuto incorrere e dalla irregolarità che avesse contratto, ed a ridurre anche a minor somma la tassa del S. patrimonio.

Romæ, 8 julii 1848.

1851. Super trappensibus galliarum.

Episcopo Valentinensi. — Gaudeo quammaxime in monasterio Aquæbellensi congregationis B. M. V. de Trappa recentioris reformationis pacem atque concordiam restitutam esse ; quo fieri poterit, ut monastica disciplina in eo magis magisque vigeat, atque florescat. Verum optandum etiam foret ut quælibet diffidentiæ causa inter vicarium generalem præfatæ congregationis et P. Orcise ejusdem monasterii abbatem e medio omnino removeretur. Sed hæc S. C. EE. et RR. hujusmodi spe freta interim eumdem abbatem Orcise, donec aliter decernatur, ab obligatione accedendi ad capitulum generale ob peculiares circumstantias benigne eximit.

Hac autem occasione non abs re erit amplitudini tuæ significare declarationem datam die 3 maii 1839 a Gregorio XVI S. M. circa facultates quas episcopi in monasteria Trappensium in Gallia tamquam apostolicæ Sedis delegati exercere possunt. Propositum fuit dubium sequentis tenoris : Cum in art. 8 decreti diei 3 octobris 1834, decernatur : quamvis monasteria Trappensium a jurisdictione episcoporum exempta sint, ea tamen ob peculiares rationes, et donec aliter statuatur, jurisdictioni eorumdem episcoporum subesse, qui procedant tamquam apostolicæ Sedis delegati : quæritur in quo ea jurisdicatio consistat, et quænam jura episcopi circa monasteria exercere valeant ? Summus pontifex, die 3 maii 1839 respondendum edixit : Donec aliter a S. Sede decernatur, monasteria et monachos subjectos esse visitationi et correctioni episcoporum salvis constitutionibus ordinis. Ex hac declaratione amplitudo tua agnoscere poterit auctoritatem quam in monasterium Aquæbellense infra limites istius diæcesis existens rite exercere valeat. Hæc dum amplitudini tuæ significo, prospera cuncta et felicia adprecor ad Dnum.

Romæ, 18 decembris 1848.

1852. Taxæ.

Generali ordinis prædicatorum. — Nel capitolo generale dell'ordine de' Predicatori tenuto nel maggio 1844, alcune provincie avendo reclamato per essere troppo gravate sulle contribuzioni dovute al P. generale, procuratore generale e socj, si decretò che tali contribuzioni fossero allora sospese, finchè si esaminassero le rendite della Camera generalizia per conoscere lo stato, e costando al P. maestro generale della necessità delle dette contribuzioni, se ne dovesse fare un' equa distribuzione nelle provincie.

Sono passati già quattro anni, e questo esame ancora non è stato fatto ; per cui si è ricorso a questa S. C. de' VV. e RR. domandando che l'enunciato decreto sia eseguito. Inoltre da questa S. C. de' VV. e RR. con decreto del 1° marzo 1847, fu prescritto che il sindaco della Camera generale dovesse rendere conto al definitorio, e quindi se ne facesse relazione alla stessa S. Congregazione. Ma la medesima niun rapporto ha avuto su tale oggetto. Infine crede assolutamente necessario che si ponga in regola l'amministrazione della cassa per le cause de' Santi. Quindi è che la S. C. volendo assolutamente la esecuzione del citato decreto del capitolo generale e di quanto ha essa prescritto, e che si provegga alla causa dei Santi, ha ordinato che s'ingiunga a V. P. Rma, perchè dentro il termine di un mese, dia esecuzione all'enunciato decreto del capitolo generale, insieme col suo definitorio generale, tassando le convenienti contribuzioni, e renda conto allo stesso definitorio della rendita dell'ospizio, e della cassa dei Santi, e quindi trasmetta quanto avrà operato a questa S. C. col voto in iscritto dello stesso definitorio generale.

Romæ, 16 septembris 1848.

1853. Super delatione habitus.

Generali Olivetanorum. — Pur troppo è riprovevole la condotta di quei religiosi che arbitrariamente si sono permessi pressochè disertare questo monastero di S. Francesca Romana ; non meno è colpevole la sottrazione di somme, che di comune accordo si è fatta dalla cassa del B. Bernardo, siccome V. P. riferisce col suo foglio del 14 corrente. Da lungo tempo la S. C. ha chiesto un rendiconto della detta cassa al P. abbate

(1850). *Barnabites. Sécularisation.* Quoique l'indult de sécularisation soit d'habitude remis à l'Ordinaire pour qu'il l'exécute et le fulmine, il est des cas où il faut le délivrer sous forme gracieuse. La S. Congrégation écrit au cardinal archevêque de Naples : « La longue et déplorable question qui a eu lieu entre le religieux Pascal S. Barnabite et les supérieurs de son institut, a rendu sa sécularisation indispensable. Votre éminence ne doit donc pas trouver étrange que dans ce cas extraordinaire, suivant les instructions du Saint-Père, on ait accordé la sécularisation en forme gracieuse, c'est-à-dire sans commission, à la seule condition de présenter l'indult à l'Ordinaire, ainsi que le titre du patrimoine. Votre éminence en est avertie pour sa gouverne ; elle est autorisée à absoudre (même par subdélégué) le religieux des censures et des peines ecclésiastiques qu'il a pu encourir en demeurant hors du cloître, et à le dispenser de l'irrégularité. Elle pourra aussi abaisser le chiffre du patrimoine. Rome, 8 juillet 1848. »

(1851). *Trappistes. Dispense du chapitre général.* Dom Orcise, abbé d'Aiguebelle, est dispensé jusqu'à nouvel ordre d'assister au chapitre général. Conformément au décret du 3 mai 1839, la S. Congrégation déclara que les Trappistes de France sont soumis à la visite et à la correction des évêques en qualité de délégués apostoliques, excepté pour les choses exprimées dans les constitutions. Rome, 18 décembre 1848.

(1852). *Dominicains. Caisse générale. Caisse des saints.* La S. Congrégation écrit au général : « Quelques provinces ayant porté plainte contre les contributions excessives qu'elles payaient au général de l'institut, le chapitre général, tenu au mois de mai 1844, décida que ces contributions fussent supprimées jusqu'à ce qu'on eût examiné les revenus de la chambre généralice, et que la nécessité des contributions constatée par le général, on devrait les distribuer équitablement entre les provinces. Quatre ans sont passés, et cet examen n'est pas encore fait. On a fait recours à la S. Congrégation pour demander l'exécution du décret. En outre, un décret de cette S. Congrégation en date du 1er mars 1847 a prescrit que le syndic de la chambre généralice rende compte au définitoire et qu'on en réfère ensuite à la S. Congrégation. Or celle-ci n'a jamais reçu de rapport. Enfin elle croit absolument nécessaire de régler l'administration de la caisse pour les causes des saints. Voulant absolument que ces diverses dispositions soient mises à exécution, elle a ordonné de commander à votre paternité révérendissime de remplir, de concert avec le définitoire, le décret du chapitre général, dans le délai d'un mois ; de fixer les contributions convenables, de rendre compte du revenu de l'hospice au définitoire, ainsi que de la caisse des saints. Rome, 16 septembre 1848. »

procuratore generale, che di continuo lo ha ripromosso : recentemente se ne rinnovò la domanda verbalmente : se anco a questa mancherà, la S. C. dovrà divenire a misure di rigore ; intanto vorrà V. P. prevenirlo.

Riprovevolissimo poi e ridicolo è il contegno del P. Ambrogio Bernabò, soverchiamente pusillanime. Tuttogiorno si vedono in Roma religiosi di tutti gli ordini e di tutti gl'istituti, che accudiscono con edificazione dei fedeli alle proprie incombenze, percorrendo ogni parte della città senza usare la bassezza di travestimento e finzione, ma facendosi gloria di mostrare que' religiosi distintivi che assunsero alla professione, eppure nessuno per questo è stato molestato.

Sarà pertanto officio di V. P. di ammonire e richiamare al dovere i sudetti, ognuno perciò che lo riguarda, etc.

Romæ, 19 januarii 1849.

1854. Capucinorum in hispania.

Nuntio Hispaniarum. — Il P. Firmino d'Alcarni, commissario apostolico in Roma de' religiosi capuccini Spagnuoli, nell'atto di dover ritornare in Ispagna per la sua promozione al vescovato di Osma, ha presentato a questa S. C. l'acclusa istanza. In essa come rileverà V. S. fu presentata la sua ferma fiducia che possa in codesto regno riaprire alcuni conventi sotto il titolo di Missioni, e affinchè nei medesimi abbia da bel principio da introdursi la esatta osservanza regolare, supplica perchè venga distinato un commissario apostolico, il quale unitamente a due assistenti o definitorj, possa prendere giusta cognizione delle persone religiose e dei locali, ed in seguito adottare le analoghe provvidenze per la regolare apertura dei conventi. Il prelodato padre inoltre propone i soggetti che crederebbe adattati all'oggetto, suggerendo anche i modi di sostituzione in caso di morte di uno degli eletti, e ciò fino a che non verranno prese delle stabili provvidenze dalla S. Sede sulla situazione de' regolari in codesto regno.

La S. C. non ha potuto a meno di non prendere in considerazione le accennate istanze, e prevalendosi anche delle speciali facoltà accordate dalla S. di N. S. ha creduto di commettere alla sperimentata prudenza di V. S. tutte le facoltà necessarie ed opportune per potere prendere quelle provvidenze che nella sua saviezza crederà confacenti alla desiderata apertura dei sudetti conventi, deputando in commissario apostolico *ad nutum S. Sedis* ed in assistenti quei religiosi che vengono in detta supplica proposti, o altri che colla intelligenza del prelodato P. Firmino credesse V. S. più meritevoli, concedendo al P. commissario eletto tutte quelle facoltà che godono i superiori di detto ordine.

La S. C. è nella certezza, che mediante il di lei zelo e premura, potrà in codesto regno rifiorire un ordine tanto benemerito della Chiesa.

Romæ, 2 martii 1849.

1855. Super expulsione.

Generali fratrum pænitentiæ. — La S. C. de' W. e RR. ha preso in considerazione quanto le venne rappresentato dalla P. V. sulla cattiva ed incorreggibile condotta del religioso Raffaele, sacerdote professo del suo ordine, attualmente stanziato in codesto convento, ed ha trovato espediente il partito suggerito di espellerlo dall'ordine, onde impedire la prevaricazione degli altri. Ad ottenere peraltro lo scopo è necessario di procedere nelle forme consuete prescritte dai sagri canoni e dalle costituzioni dell'ordine stesso contro gli incorreggibili. E perciò la S. C. commette alla P. V. di fare rinchiudere il detto religioso in una camera opportuna e spartata dal convento, e quivi ritenerlo *loco carceris*. Abilitandola per l'effetto a servirsi de' mezzi più efficaci, ed anche della forza, ben inteso che in quest'ultimo caso si usino tutte quelle avvertenze, cautele e riguardi che sono necessarj per non compromettere il decoro dell'ordine e la quiete di codesta religiosa famiglia. Si darà poi cura la P. V. di compilare un incarto a forma di processo sugli addebiti del detto religioso, e questo portato a fine colla maggior possibile sollecitudine, lo trasmetterà a questa S. C. la quale si riserva di prendere le successive determinazioni.

Romæ, 16 januarii 1850.

1856. Super testamento episcopi.

Sacra Congregatio, vigore specialium facultatum, attentis precibus oratoris (fr. Clementis Mangini, ordinis Carmelitarum excalceatorum episcopi Cuneen), vigore specialium, etc., precibus benigne annuit, pro facultate disponendi, etiam per testamentum, ita tamen ut bona in tres partes dividantur, quarum una ecclesiæ cathedrali cedere debeat, alia in opera pia, de tertia vero libere disponere possit, reservatis sacris supellectilibus ad formam const. S. Pii V, favore ecclesiæ cathedralis ; contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, 25 februarii 1850.

1857. Super regularibus reipublicæ chilensis.

Expositum est SSmo D. N. Pio PP. IX, quemadmodum in

(1853). *Habit. Olivétains. Révolution.* Au mois de janvier 1849, Rome n'était pas encore agitée au point d'obliger les religieux de quitter l'habit. La S. Congrégation écrit au général des Olivétains : « Il faut hautement désapprouver la conduite des religieux qui se sont permis d'abandonner arbitrairement le monastère de sainte Françoise Romaine et d'emporter les fonds de la cause du bienheureux Bernard. La S. Congrégation a depuis longtemps demandé au procureur général le compte de cette caisse, il l'a promis; dernièrement on a renouvelé verbalement la demande; s'il recule encore, la S. Congégation devra prendre des mesures de rigueur. Votre paternité voudra bien l'en aviser. En outre, la conduite du P. Bernabo a été souverainement ridicule et condamnable. Nous voyons journellement à Rome des religieux de tout ordre et de tout institut remplissant leurs fonctions à l'édification des fidèles et circulant dans toute la ville sans avoir la lâcheté de se déguiser; au contraire, ils mettent leur honneur à porter les marques distinctives de leur profession, et nul n'a été molesté. Votre paternité voudra bien avertir et rappeler au devoir ces religieux, chacun en ce qui le regarde. Rome, 19 janvier 1849.

(1854). *Espagne. Capucins. Collége pour les missions.* Le P. Firmin, commissaire apostolique des capucins espagnols, nommé évêque d'Osma, espère pouvoir rétablir quelques couvents sous le titre de Missions. La S. Congrégation délègue tous pouvoirs au nonce de Madrid pour rétablir ces couvents, nommer le commisaire apostolique et ses assistants. Rome, 2 mars 1849.

(1855). *Incorrigible. Expulsion.* La réclusion dans une chambre tient lieu de prison. On écrit au général des Frères de la Pénitence : « Vu la mauvaise et incorrigible conduite du P. Raphaël, la S. Congrégation approuve qu'il soit expulsé de l'institut, afin d'empêcher la perversion des autres. Il faudra donc procéder dans les formes canoniques et selon les statuts de l'ordre. La S. Congrégation commet à votre paternité de faire enfermer le religieux dans une chambre écartée et de s'y détenir *loco carceris*. Votre paternité pourra prendre à cet effet les moyens les plus efficaces, et, au besoin, employer la force, en usant toutefois de toute la circonspection, précautions et égards nécessaires pour garder l'honneur de l'institut et la paix de la communauté. Puis votre paternité aura soin de faire dans le plus bref délai une enquête canonique et de l'adresser à la S. Congrégation, qui se réserve les décisions subséquentes. Rome, 16 janvier 1850.

(1856). *Evêque régulier. Testament.* Mgr l'évêque de Cunéo, carme déchaussé, obtient l'autorisation de disposer de ses biens par un testament, savoir, un tiers pour la cathédrale, le second tiers en œuvres de bienfaisance, et le surplus au gré du prélat. Les ornements sacrés sont réservés à la cathédrale, conformément à la bulle de S. Pie V. Rome, 25 février 1850.

(1857). *Chili. Visite apostolique des réguliers.* Mgr l'archevêque de S. Iago est nommé pour cinq ans visiteur et délégué apostolique de

Chilensi Republica ob anteacti temporis calamitates nonnulli abusus in plures regularium familias irrepserint, quamvis cæteroquin religiosi ordines sacris illic rebus non levi præsidio et ornamento sint. Ad eos igitur abusus radicitus evellendos, atque ut eædem familiæ ad pristinum regularis disciplinæ splendorem revocatæ, de ecclesia ac de animarum salute inibi magis in dies bene mereantur, Sanctitati Suæ enixis precibus supplicatum est, ut illis visitatorem apostolicum congruis instructum facultatibus deputare dignaretur. Itaque summus idem P. Pius IX, regularium earumdem familiarum bono prospicere cupiens, rebus omnibus mature perpensis, pro sua benignitate, et de apostolicæ potestatis plenitudine R. P. D. Raphaelem Valentinum Valdiviero archiepiscopum S. Jacobi de Chile, multa sibi religionis, doctrinæ, prudentiæque laude commendatum elegit, et ad quinquennium ab hinc futurum nempe ad totum annum millesimum octingentesimum quinquagesimum quintum, interim vero ad suum Sanctæque Sedis beneplacitum deputavit in delegatum et visitatorem apostolicum omnium et singularum familiarum regularium cujuscumque ordinis et instituti, quæ nunc in Chilensi republica existunt. Itaque idem SS. Pater omnibus et singulis regularibus in republica Chilensi existentibus cujuscumque instituti aut congregationis, eorumque officialibus cujuscumque gradus in virtute sanctæ obedientiæ præcepit, ut ei debitum præstent obsequium, ac diligenter obediant, sublata idcirco, apostolica visitatione durante cuilibet ex superioribus cujuscumque regularis ordinis generalibus potestate quidpiam vel per se vel per alios, sive scriptis, sive voce mandandi, consulendi, et decernendi, quod retardare vel imminuere quomodolibet possit hujus visitationis et delegationis apostolicæ effectum, atque insuper decernendo, ut omnes superiores, et definitorium seu consultatio provinciæ auctoritate sui muneris non aliter uti possint, nisi quatenus id apostolicus visitator permiserit. Salvam tamen nihilominus declaravit auctoritatem Romanarum Congregationum, præsertim S. C. Episcoporum et Regularium negotiis præpositæ, atque ad missiones quod attinet S. C. de Propaganda Fide. Juxta hæc, ut archiepiscopus visitator et delegatus apostolicus officii sui partes rite, ac majori cum fructu exercere valeat, Sanctitas Sua non modo illi concessit eas facultates quæ ejusdem propriæ sunt muneris, verum etiam illas omnes quas habent supremi moderatores seu generales cujuscumque regularis ordinis, aliasque prout sequitur benigne est impertita, nempe : 1. Visitandi tam in spiritualibus, quam in temporalibus, ac æconomicis omnia et singula monasteria, conventus, collegia, domos, hospitia, grancias, et eremos in quibus sive permanenter, sive per aliquod etiam breve temporis spatium sint, aut commorentur viri religiosi cujuscumque ordinis, congregationis aut instituti. 2. Regularem disciplinam restaurandi, ubi labefacta fuerit, abusus qui irrepserint divellendi. 3. Designandi, aut etiam de novo erigendi monasteria, vel conventus pro novitiatu in quibus vigeat observantia regularis disciplinæ, juxta tamen canonicas sanctiones, et regulas cujuslibet ordinis, ceteris vero, ubi opus fuerit, suppressis et clausis. 4. Licentiam impertiendi novitios ad habitum recipiendi et expleto tyrocinio in monasteriis vel conventibus ab ipso visitatore ut supra institutis ad solemnem professionem admittendi, taxato eorum numero juxta redditus, vel eleemosynas, ex quibus congrue sustentari possint, et ea insuper providentia salutari sive in usum revocata, sive de novo decreta, ut omnes recens professi, maneant adhuc in novitiatus cœnobio (in parte tamen a novitiorum mansionibus distincta)] vel transeant ad aliud cœnobium multæ pariter observantiæ laude commendatum, ubi per triennium sive per aliud tempus peculiaribus instituti sui ordinationibus definitum non modo in studia incumbant, aut si laici sint operibus vacent laicis propriis, verum etiam sub communi directione destinandi ad id religiosi viri gravitate, prudentia et disciplinæ imprimis studio præstantis, ad regularem observantiam plenius assuescant. 5. Dispensandi super excessu ætatis a constitutionibus nonnullorum ordinum pro admissione ad habitum, et professionem. Mens tamen est Suæ Sanctitatis, ut archiepiscopus visitator facultate hac parce admodum utatur, quandoquidem præstat omnino, ut regulari tyrocinio ac subinde probatione peracta, ad professionem recipiantur adolescentes ejus fere ætatis in qua id a sacrosancto Tridentino concilio permissum est; aliter enim timendum esset, ne plures provectiori ætate admissi, professione postmodum facta constantes minime sint in studio salutaris disciplinæ, cui mature non assueverunt, vel redeant etiam ad pravos vitiorum habitus diuturno antea usu contractos. 6. Instituendi ac deputandi quædam monasteria, vel conventus ubi vitæ prorsus communis ratio et primævæ institutoris seu fundatoris regulæ observentur, ad quod admitti queant ii religiosi qui libere, ac sponte id petierint. 7. Licentiam impertiendi religiosis, ut plura simul munera exercere valeant, si hoc necessitas aut utilitas postulaverit. 8. Regulares unius cœnobii ad aliud ejusdem ordinis transferendi. 9. Concedendi justis de causis licentiam religiosis professis, transeundi ad aliam religionem, cujus regulæ et institutum, quoad substantiam, quantum fieri potest, a propriis non differant. 10. Capitula conventualia, ac etiam provincialia statutis temporibus indicendi, pro superiorum et officialium electionibus aliisque de more peragendis, eisque, si id expedire videbit, præsidendi absque suffragio, eadem etiam capitula prorogandi, ac ad tempus, si opus fuerit, suspendendi et interim deputandi eos qui aut regere aut gerere possint. 11. Dispensandi ab interstitiis in statutis aut constitutionibus ordinis præscriptis pro prorogatione, aut confirmatione in officiis, ac muneribus. 12. Superiores electos confirmandi, eorum electiones, si aliquo vitio (excepto simoniaco) laborent, sanandi, eosdem ab officiis, et dignitatibus ad tempus suspendendi, idemque etiam circa ministros, officiales, aliosque munera in religione exercentes. Quoad depositionem vero aut privationem ab officiis recurrendum erit ad S. Sedem apostolicam. 13. Regulares delinquentes corrigendi et puniendi juxta canonicas sanctiones, et regularia instituta; incorrigibiles vero ejiciendi, sive expellendi, servato summarie saltem et in substantialibus ordine juris ad tramites constitutionum apostolicarum. 14. Processus conficiendi, decreta interponendi, sententias proferendi, reservata appellatione in devolutivo tantum ad Sanctam apostolicam Sedem. 15. Concedendi indultum sæcularisationis perpetuæ, atque huic adjungendi habilitationem ad beneficia etiam cum cura animarum gravibus de causis, cum solitis conditionibus, quando id in Domino ipsi opportunum videbitur, ita tamen ut sæcularisationes ab eo concedendæ numerum sexaginta casuum non excedant. 16. Absolvendi seu dispensandi super pœna suspensionis, aut privationis vocis activæ atque passivæ quomodolibet incursæ, nisi ob delicta S. Sedi reservata. 17. Adprobandi, ac deputandi religiosos ad audiendas confessiones regularium, ac licentiam impertiendi, ut etiam apud sacerdotes regulares aliorum ordinum, aut apud sacerdotes sæculares idoneos, religiosi possint exomologesim sacramentaliter peragere. 18. Absolvendi regulares ab omnibus casibus et censuris, a quibus superiores, etiam majore ordines absolvere possunt. 19. Deputandi cum congruis facultatibus viros ecclesiasticos sive e regulari sive etiam e sæculari clero probitate, prudentia, et disciplinæ studio commendatos,

toutes les communautés religieuses de la république, et investi de pouvoirs extraordinaires. Ériger les noviciats; dispenser de l'âge canonique les postulants; établir des monastères réformés; transférer les sujets; confirmer les élections; séculariser les religieux, etc. Rome, 20 juin 1850.

qui peculiaria aliqua cœnobia ejus nomine invisant, et referant ad ipsum apostolicum visitatorem de illorum statu, aut decreta ab eo edita exequantur. Tandem mandavit SSmus D. N. ut prædictæ visitationis et delegationis apostolicæ primo absoluto triennio authentica exempla actorum quæ per id tempus in sacra visitatione ediderit, ad Sedem apostolicam transmittat, simulque ad summum pontificem referat de statu cujuscumque ordinis congregationis vel instituti, exponendo insuper eas correctiones, modificationes, vel emendationes regulis tamen et constitutionibus cujuslibet ordinis conformes pro instauranda regulari disciplina quas in Domino magis expedire existimaverit. Hæc SSmus D. statuit, indulsit, decrevit; contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ, 20 junii 1850.

1857 *bis*. Ordinis prædicatorum.

Decretum. — Cum in præsens ea sit conditio rerum ac temporum, ut in inclyto ordine Prædicatorum S. Dominici difficile admodum sit generalia comitia celebrari, et aliunde SSmus D. N. Pius PP. IX, pro summo quo religiosas familias studio, ac favore prosequitur, ejusdem ordinis bono et utilitati continuo consulere cupiat, necessarium censet religiosum virum pietate et prudentia præditum ac zelo regularis disciplinæ incensum in vicarium generalem eligere, ea tamen spe fretus fore ut generale capitulum quamprimum utiliter convocari possit. Acceptis igitur relationibus a personis omni exceptione majoribus, universaque rei ratione sedulo diligenterque perpensa, Sanctitas Sua religiosum Vincentium Jandel in vicarium generalem ordinis Prædicatorum ad suum et apostolicæ Sedis beneplacitum præsentis decreti tenore nominat, deputat, atque constituit, eique omnes facultates, honores, prærogativas, ac jura tribuit, et impertitur, quibus magistri generales ordinis juxta illius regulam et constitutiones utuntur, fruuntur, et gaudent, ac insuper districte præcipit etiam in virtute sanctæ obedientiæ omnibus dicti ordinis provincialibus, prioribus, aliisque cujuscumque gradus religiosis, ut eumdem religiosum virum Vincentium Jandel in vicarium generalem agnoscant, eidemque debitum honorem, reverentiam et obedientiam omnino præstent. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Cæterum Sanctitas Sua mandavit super præsenti decreto expediri literas apostolicas in forma brevis.

Datum Romæ, die 30 septembris 1850.

1858. Ordinis prædicatorum.

Decretum. — S. Congregatio ad propositionem P. Vincentii Jandel, vicarii generalis ordinis Prædicatorum deputat atque constituit in ejusdem P. vicarii generalis socios pro Italia superiori religiosum virum P. Marchesi, pro regno utriusque Siciliæ P. Marianum Spada, pro Gallia P. Hyacinthum Besson, pro Anglia et Hybernia P. Ahite, eisque omnia jura, privilegia, et attributiones impertitur, quibus socii magistri generalis juxta constitutiones ordinis fruuntur, utuntur et gaudent. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, 4 octobris 1850.

Decretum. — Sacra Congregatio, vigore specialium facultatum, etc., ad propositionem P. Vincentii Jandel, vicarii generalis ordinis Prædicatorum deputat atque constituit in enunciati ordinis procuratorem generalem religiosum virum P. Franciscum Gaude provincialem provinciæ Lombardiæ, eique ea omnia jura, privilegia et attributiones impertitur, quibus procuratores generales juxta constitutiones ordinis fruuntur, utuntur et gaudent. Contrariis, etc.

Romæ, 5 octobris 1850.

1859. Ordinis b. m. de mercede.

Ex audientia SSmi die 20 decembris 1850. SSmus D. N. ea spe fretus ut imposterum scandala orta in celebratione capituli provinciali (Mercedariorum provinciæ Quitensis) non renoventur, et omnes ab ambitu se abstineant, singulos in præmissis culpabiles a censuris et pœnis ecclesiasticis præfatam ob causam incursis, absolvit, et cum iisdem super irregularitate ex violatione dictarum censurarum contracta dispensavit, injuncta singulis pœnitentia recitandi tribus vicibus psalmos pœnitentiales cum litaniis et precibus. Et insuper ob peculiares circumstantias electiones in eodem capitulo factas, omniaque acta exinde sequuta ab electis superioribus facta benigne sanavit, et revalidavit ea tamen lege, ut definitorio quatuor religiosi graduati probatæ vitæ a P. Bravo provinciali deputandi addantur qui pari modo ut definitores votum habeant. Promotiones quoque ad gradus sanavit, et statuta confirmavit in iis quæ sacris canonibus, constitutionibus, et decretis apostolicis et regulis ordinis non opponuntur, juxta modum scilicet: quoad methodum studiorum, eam sequantur, quæ ab apostolica Sede die 12 februarii 1649 approbata fuit, et director generalis studiorum in iis dirigendis evitet noxias novitates, et præ oculis habeat quod in bonum sacrosanctæ religionis et christiani populi vertat. Minime vero adprobatur prohibitio quoad recollectos transeundi ad conventum maximum. Pars ejusdem art. 4, relate ad egressum recollectorum ita moderata intelligatur ut loco necessitatis in eadem parte expressa substituatur « in casibus dumtaxat a legibus permissis. » Imposterum vero nemo lector, aut prædicator instituatur quin servetur forma statutorum capitul generalis Podiensis quæ die 12 februarii 1649, a S. Sede approbata fuerunt. Quod vero speciat ad obligationem denunciandi religiosos vocales in capitulo, Sanctitas Sua statuit ut imposterum in literis convocatoriis capituli sub præcepto formalis obedientiæ et sub pœna excommunicationis majoris latæ sententiæ præcipiatur, ut si quis ex capitularibus sciat aliquem ad suffragandum esse impeditum, quamprimum illum provinciali denunciet, ut denunciatus sese defendere possit. Quod si constiterit de impedimento, vocalis voto carere debeat. Omnes vero vocales et præsertim capituli præses,

(1857 *bis*). *Dominicains. Nomination du P. Jandel comme vicaire général de l'institut.* Les supérieurs généraux des ordres religieux sont nommés en chapitre général et par élection. Lorsque le Saint-Siége les nomme directement, ils prennent d'habitude le titre de vicaire-général. C'est ce qui a lieu dans l'ordre de S. Dominique. Le chapitre général ne pouvant être convoqué, le présent décret nomme le P. Jandel, profès de la province de France, vicaire général de l'institut. Le P. Jandel a conservé ses fonctions douze années consécutives; élu par le chapitre général de 1862, il a pris le titre de *magister generalis*, et il a conservé sa charge jusqu'à la mort. Rome, 30 septembre 1850.

(1858). *Même affaire. Assistants et procureur général.* Après la nomination du vicaire général des Dominicains, il était nécessaire de pourvoir aux autres charges supérieures. C'est pourquoi la S. Congrégation désigne les quatre assistants généraux, savoir : pour l'Italie, le P. Marchesi; pour le royaume de Naples, le P. Spada; pour la France, le P. Besson; pour l'Angleterre et l'Irlande, le P. Ahite. Le second décret nomme procureur général le P. Gaude, provincial de la province de Lombardie, depuis cardinal. Rome, 4 et 5 octobre 1850.

(1859). *Quito. Religieux de Notre-Dame de la Merci.* Des irrégularités ayant été commises dans le chapitre provincial, la S. Congrégation accorde l'absolution et ratifie les élections, et les promotions aux grades. Un plan d'études pour ces religieux fut approuvé pour le Saint-Siége en 1649. Avant la réunion du chapitre provincial, on doit signaler les religieux qui ne peuvent y prendre part. Dans le mois qui précède l'ouverture, les électeurs jouissent de la complète immunité à l'égard de toute poursuite criminelle ou correctionnelle. Le provincial est autorisé à désigner un vicaire provincial, qui le remplacera en cas de décès. Rome, 30 novembre 1850.

a mense immediate præcedente celebrationem capituli immunitate gaudeant, quæ immunitas pro proximo sequente capitulo dumtaxat suffragetur. Tandem S. S. facultatem tribuit P. Bravo provinciali nominandi vicarium provincialem, qui in casu ipsius mortis vices provincialis gerat, ita tamen ut si prælaudatus P. Bravo moriatur antequam vicarium provincialem deputaverit, vices provincialis gerat antiquior ex patribus graduatis, qui non fuerit impeditus. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, 30 novembris 1850.

1860. Transitus ad statum clericalem.

Ex audientia SSmi die 31 januarii 1851. SSmus, audita relatione P. commissarii apostolici ordinis (Observantium) pro Hispania, benigne annuit et eidem commisit, cum facultate etiam subdelegandi, ut attentis narratis et dummodo orator (Gregorius Edreira) de sufficienti scientia requisita ad sacros ordines suscipiendos a subdelegato alioque examinatore ab enunciato P. commissario vel ab eodem subdelegato deputando, prævio rigoroso examine probanda sit præditus, petitam facultatem transeundi de statu laicali ad clericalem, pro suo arbitrio et conscientia concedat; ita tamen ut orator peractis per mensem exercitiis spiritualibus in aliqua religiosa domo regulari seu pia, et emissa nova professione uti clericus in manibus religiosi ab eodem P. commissarii ordinis pro Hispania deputandi, ad ordines minores et sacros, servatis servandis, promoveri possit. Ineligibilis vero remaneat ad prælaturas ordinis, absque præcedenti S. Sedis indulto, et tempus professionis in statu laicali ei minime suffragetur pro præcedentia, sed a die promotionis ad statum clericalem sit desumenda.

Romæ, etc.

1861. Super erectione domus.

Ex audientia SSmi die 9 februarii 1851. Sanctitas Sua benigne annuit, et propterea commisit episcopo Aginnen, ut veris existentibus narratis et de consensu Patris generalis Carmelitarum excalceatorum pro suo arbitrio et conscientia erigere possit canonice præfatum conventum Aginnen. Insuper eadem S. S. benigne annuit ut præfatus conventus subjectus remaneat superioribus ordinis congregationis Italicæ, cum omnibus juribus et privilegiis, quibus alii conventus ejusdem ordinis fruuntur et gaudent.

Romæ, etc.

1862. Ordinis observantium.

Sacra Congregatio, audito voto P. ministri generalis ordinis (Observantium S. Francisci) facultatem tribuit episcopo Bajonen præfatum conventum juxta preces canonice erigendi, ita tamen ut sub immediata jurisdictione enunciati P. ministri generalis remaneat, donec erectis aliis conventibus provincia constituatur.

Romæ, 5 maii 1851.

1863. S. Joannis de deo in bavaria.

Ex audientia SSmi die 27 junii 1851. Sanctitas Sua, prævia quatenus opus sit, apostolica confirmatione erectionis duorum conventuum hospitalium de quibus agitur, benigne annuit pro eorumdem unione et erectione in vicariatum provincialem sub immediata subjectione a priore generali, ejusque definitorio cum omnibus legibus, conditionibus, facultatibus, sanationibus, aliisque omnibus expressis in suprascriptis tribus articulis ab eodem generali propositis, quos Sanctitas Sua in omnibus approbavit, confirmavit, et ratos habuit.

Romæ, etc.

1864. Super rebus carthusianis.

SSmus D. N. Pius PP. IX in audientia die 22 junii 1851, a me subrascripto cardinali præfecto S. C. EE. et RR. suprascripta acta et dispositiones capituli generalis præsertim quoad ordinationem tertiam circa professionem, et relate ad dispositionem incipien: *Ut in posterum*, contrariis non obstantibus, approbavit et confirmavit; ita tamen ut in eadem ordinatione tertia, post verba: *Dispensari possint nisi a Rmo Patre*, addatur: *Vel a summo pontifice;* ac insuper facultas eligendi unicam personam ad officium procuratoris generalis et prioris Carthusiæ S. Mariæ Angelorum de urbe, nulla habita ratione nationis pro hac vice tantum concessa; nec ulla per præsens decretum apostolica approbatio statutorum quoad moniales data intelligatur. Romæ datum ex secretaria S. Congregatione Ep. et Reg. die 16 julii 1851.

1865. Super congregatione missionis in republica mexicana.

Ex audientia sub die 19 decembris 1851. SSmus, attenta relatione archiepiscopi Mexicani, et audito procuratore generali congregationis Missionis, benigne remisit preces eidem R. P. D. archiepiscopo Mexicano cum facultatibus necessariis et opportunis ad hoc ut enunciatas domos de quibus agitur etiam ad effectum in eis respective constituendi et erigendi novitiatum, approbare possit et valeat, proviso quod nulla omnino communicatio inter utrasque ædes habeatur. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1866. S. Joannis de deo.

Ex audientia SSmi diei 14 januarii 1853. Sanctitas Sua

(1860). *Passage d'un convers à l'état clérical.* Grégoire Edreira, franciscain espagnol, obtient la permission de passer à l'état de clerc. Il fera un mois de retraite avant la nouvelle profession et pourra recevoir les saints ordres, mais il est écarté des prélatures de l'institut, sauf un nouvel indult apostolique. Rome, 31 janvier 1851.

(1861). *Carmes. Fondation d'Agen.* Le présent indult commet Mgr l'évêque d'Agen pour ériger canoniquement le couvent des Carmes. Cette maison fera partie de la congrégation d'Italie. Rome, 9 février 1851.

(1862). *Observants. Fondation de Bayonne.* Mgr l'évêque de Bayonne obtient l'autorisation d'ériger canoniquement cette maison, qui demeurera sous la juridiction immédiate du général jusqu'à ce que l'érection d'autres maisons permette d'établir une province. Rome, 5 mai 1851.

(1863). *Bavière. Ordre de S. Jean de Dieu.* La S. Congrégation, confirmant l'établissement de deux hôpitaux, les érige en vicariat provincial sous la juridiction immédiate du général. Il faut régulièrement trois maisons pour former une province. Rome, 27 juin 1851.

(1864). *Chartreux. Chapitre général.* La S. Congrégation confirme les décrets du chapitre général, surtout pour ce qui concerne la profession. Elle permet pour cette fois de réunir la charge de prieur de la Chartreuse de Rome et celle de procureur général et les conférer à un religieux quelconque, sans distinction de nationalité. Les constitutions des Chartreusines ne sont pas approuvées. Rome, 16 juillet 1851.

(1865). *Mexique. Prêtres de la Mission. Sœurs de la Charité.* L'archevêque de Mexico reçoit commission du Saint-Siége pour ériger le noviciat pour les prêtres de la Mission et un autre pour les sœurs de la Charité. Il n'y aura aucune communication entre les deux maisons. Rome, 19 décembre 1851.

(1866). *Breslau. S. Jean de Dieu.* Le cardinal Melchior de Diepenbrock, évêque de Breslau, est nommé pour cinq ans délégué

precibus procuratoris generalis et definitorum ordinis S. Joannis de Deo, juxta suprascriptos quinque articulos benigne annuit; ac Eumum cardinalem Melchiorem de Diepenbrock episcopum Wratislavien in præfatorum conventuum et provinciæ delegatum apostolicum juxta petita ad quinquennium nominavit atque constituit, eique facultatem tribuit deputandi audito prius visitatore provinciali, alium conventum in professorium ad formam articuli tertii. Ceterum dictæ provinciæ et conventuum moderatores pro viribus curent, ut regularis disciplina magis magisque floreat.

Romæ, etc.

1867. Super regularibus Austriæ.

Archiepiscopo Strigonien. — Expostulabat amplitudo tua litteris ad hanc S. C. EE. et RR. die 15 decembris 1852 datis quid agendum sit in peragenda visitatione apostolica regularium tibi et Emo archiepiscopo Pragen commissa, quando conventus alicujus provinciæ regularis partim sint in una provincia ecclesiastica et partim in altera, ita ut nonnullæ domus tibi, aliæ Emo archiepiscopo Pragen subjaceant. Facta de proposito dubio relatione SSmo D. N. Sanctitas Sua benigne annuit ut visitatores apostolici rem hanc invicem componere possint juxta modum: nempe unus alteri deleget propriam jurisdictionem ad visitationem peragendam conventuum regularis provinciæ, quæ ad diversas provincias ecclesiasticas non eidem visitatori apostolico subjectas extenditur.

Romæ, 10 februarii 1853.

R. P. D. Santucci. — In risposta al pregiato foglio di V. S. Rma del giorno 12 gennaio p. p. il sotto segretario crede opportuno significarle che già Mgr vescovo di Strigonia, visitatore apostolico de' regolari, aveva proposto il dubbio come si dovrebbero regolare i due visitatori apostolici quando una provincia regolare fosse estesa in due provincie ecclesiastiche non soggette allo stesso visitatore; e che questa S. C. previo l'oracolo di S. S. ha risposto che i due visitatori debbano combinarsi, delegando uno la propria giurisdizione all'altro per visitare quei conventi, che sebbene compresi nella stessa provincia regolare, si trovano in diverse provincie ecclesiastiche.

Romæ, 11 februarii 1853.

1868. Super regularibus Dalmatiæ.

R. P. D. Santucci. — Nella intelligenza che la Dalmazia non fosse compresa nella visita apostolica deputata per le provincie ecclesiastiche dagli stati Austriaci, questa S. C. de' W. e RR. che già aveva dato qualche impulso ai superiori generali a fine di provvedere ai conventi della Dalmazia; vi fece spedire due visitatori, uno per i Domenicani e l'altro per i Minori osservanti; ma niuna disposizione aveva ancor presa per rapporto alle case delle Scuole Pie. Quando conobbe che il governo si opponeva a tali visite, ritenendo che quella provincia fosse sottoposta all'Emo arcivescovo di Praga, visitatore apostolico. Per conoscere perciò come il P. Molinari siasi portato in Dalmazia, il sottoscritto pro-segretario della stessa S. C. si è diretto al P. preposito generale delle Scuole Pie, dalla cui risposta che si unisce in copia, V. S. Illma e Rma potrà desumere le necessarie notizie all'oggetto di cui si tratta. Intanto lo scrivente non può tacerle che Mgr nunzio di Vienna con foglio del 27 dicembre p. p. significava a questa S. C. doversi ritenere soggetta alla visita apostolica la Dalmazia, perchè è compresa tutta nella provincia ecclesiastica nominata di Zara, espressa nel breve apostolico. Lo scrivente infine in quanto alla comunicazione dei religiosi compresi nella visita apostolica con i loro superiori generali, inerendo all'espressione del breve, crede potere osservare che i superiori non possono esercitare qualunque atto di giurisdizione, la quale durante la visita rimane sospesa, ma non per questo resta vietata ogni comunicazione diretta a domandare, o dare consiglio, o direzione, senza però porre ostacolo alcuno all'andamento della visita. Inoltre, i religiosi soggetti alla visita non sono dalla circostanza esenti dal prestare gli atti di rispetto dovuti alla dignità di cui sono i superiori generali degli ordini regolari rivestiti. Lo scrivente dato così riscontro al pregiato foglio di V. S. Illma e Rma dell'1 del corrente mese, ha il bene di confermarle i sensi della sua ossequiosa stima.

Romæ, 12 februarii 1853.

1869. Super promotione abbatis.

Decretum. — SSmus D. Noster, attento voto abbatis præsidis congregationis Cassinensis et procuratoris generalis, D. Simplicium Pappalettere Neapolitanæ provinciæ monachum, qui in capitulo generali præterito anno celebrato cancellarii titulo auctus fuit, ac propterea uti ajunt inter abbates locum assequutus est, ad abbatis gradum et dignitatem præsentis decreti tenore promovet, ac promotum esse decernit cum omnibus honoribus, præeminentiis, prærogativis, juribus, et privilegiis quibus abbates Cassinenses legitime utuntur, fruuntur, et gaudent.

Datum Romæ, 14 martii 1853.

apostolique des couvents de S. Jean de Dieu, avec pouvoir de désigner une autre maison de professorat, pour y réunir les jeunes profès sur lesquels on compte pour la réforme de l'institut. Rome, 14 janvier 1853.

(1867). *Autriche. Visite des réguliers.* Le concordat entre le Saint-Siége et le gouvernement fut précédé de la visite générale des communautés. Le cardinal archevêque de Prague visita les maisons placées dans la partie allemande de l'Autriche, tandis que l'archevêque de Gran dut inspecter les communautés de Hongrie. S'étant rencontré que des provinces monastiques s'étendaient dans les deux arrondissements, le Saint-Siége remit au deux visiteurs apostoliques le soin de se concerter et d'abandonner l'un à l'autre la visite des maisons dont il s'agit. Rome, 10 février 1853. — La lettre qui suit, adressée à Mgr Santucci, secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires, confirme cette décision.

(1868). *Dalmatie. Visite apostolique des réguliers.* La S. Congrégation écrit à Mgr Santucci, secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires : « Dans la persuasion que la Dalmatie n'était pas comprise dans la visite apostolique prescrite pour les provinces ecclésiastiques des États autrichiens, cette S. C., qui précédemment avait engagé les supérieurs généraux à pourvoir aux couvents de Dalmatie, y fit envoyer deux visiteurs, un pour les Dominicains et l'autre pour les Observants; mais aucune disposition n'avait été prise pour les maisons des Ecoles Pies lorsqu'on apprit que le gouvernement s'opposait à la visite, parce qu'il pense que la Dalmatie est comprise dans la commission du cardinal archevêque de Prague. Mgr le nonce de Vienne, dans une lettre du 27 décembre dernier, a notifié à cette S. Congrégation que le bref apostolique exprime nommément la province ecclésiastique de Zara, laquelle embrasse la Dalmatie entière. En ce qui concerne les rapports des religieux compris dans la visite apostolique avec leurs supérieurs généraux, le soussigné, suivant les clauses du bref, croit pouvoir observer que les supérieurs ne peuvent exercer aucun acte de leur juridiction, laquelle demeure suspendue durant la visite, mais cela n'interdit pas toute communication qui a pour but de demander et donner un conseil ou une direction, sans apporter le moindre obstacle à l'accomplissement de la visite. En outre, les religieux soumis à la visite ne sont pas dispensés des actes de respect qu'ils doivent rendre à la dignité dont les supérieurs généraux sont revêtus. Rome, 12 février 1853. »

(1869). *Dom Pappalettere nommé abbé de Saint-Paul.* Les deux décrets regardent Dom Simplice Pappalettere, bénédictin de la province de Naples, lequel a reçu dans le dernier chapitre, le titre de chancelier. Il est élevé à la dignité d'abbé. Le lendemain, il est nommé abbé du monastère et de l'abbaye *Nullius* de Saint-Paul au gré du Saint-Siége. Rome, 14 mars 1853.

Decretum. — Cum per promotionem ad ecclesiam Foroliviensem D. Mariani Falcinelli vacet abbatia nullius S. Pauli congregationis Cassinensis, SSmus Dnus Noster in monasterii S. Pauli et memoratæ abbatiæ nullius abbatem ad nutum tamen et beneplacitum Sanctitatis Suæ et S. Sedis præsentis decreti tenore D. Simplicium Pappalettere licet ad Neapolitanam provinciam spectet, nominat, deputat, atque constituit cum omnibus honoribus, facultatibus, et privilegiis quibus abbates S. Pauli servatis servandis de jure fruuntur.

Datum Romæ, 15 martii 1853.

1870. Super regularibus belgii.

R. D. De Corselis visitatori regularium. — Natale Stefano Lucas, monaco Benedettino del monastero di Afflighem, chiamato in religione col nome di Martino, ha esposto alla S. di N. S. che allorquando emise la solenne professione, venne assicurato che la scelta del superiore di quel monastero era riservata ai monaci esclusivamente, quante volte vi fossero 12 sacerdoti, e che ciò non ostante V. S. come visitatore apostolico de' regolari nel Belgio, nominò ultimamente il superiore nell'indicato monastero, sebbene tredici fossero i monaci sacerdoti. Ha esposto inoltre che da principio si credè temporanea tale elezione, ma che nell'aprile però dello stesso anno V. S. nella detta sua qualifica dichiarò che a lei solo spettava il diritto di nominare il superiore, e che perciò il nominato resterebbe in carica anche durante la vita qualora ella lo credesse opportuno. In seguito di che crede il nominato religioso nulla la sua professione, ed ora dopo 14 anni che ha dimorato nel ridetto monastero, si è fatto a supplicare, affinchè venga dichiarata nulla la sua professione, o gli venga concessa la sua secolarizzazione, non volendo rimanere in una congregazione, nella quale egli pensa di essere stato tratto in errore. La S. di N. S. mi ha ordinato farne di tutto comunicazione a V. S. perchè si compiaccia somministrare sull'oggetto analoghi schiarimenti, manifestando in pari tempo il suo prudente parere.

Romæ, 16 martii 1853.

1871. Super regularibus in republica peruviana.

Decretum. — Expositum est SSmo Dno N. quemadmodum in Peruviana republica ob anteacti temporis calamitatem nonnulli abusus in plures regularium familias irrepserint, quamvis ceteroquin religiosi ordines sacris illic rebus non levi præsidio et ornamento sint. Ad eos igitur abusus radicitus evellendos, atque ut eædem familiæ ad pristinum regularis disciplinæ splendorem revocatæ de Ecclesia, ac de animarum salute inibi magis in dies bene mereantur, Sanctitati Suæ enixis precibus supplicatum est, ut illis visitatorem apostolicum congruis instructum facultatibus deputare dignaretur. Itaque summus idem pontifex regularium earumdem familiarum bono prospicere cupiens, rebus omnibus mature perpensis, pro sua benignitate et de apostolicæ potestatis plenitudine R. P. D. Franciscum Xaverium Luna-Pizarro archiepiscopum Limanum multa sibi religionis, doctrinæ, prudentiæque laude commendatum, elegit, et ad quinquennium abhinc futurum, nempe ad totum annum millesimum octingentesimum quinquagesimum octavum, interim vero ad suum, sanctæque Sedis beneplacitum deputavit in delegatum et visitatorem apostolicum omnium et singularum familiarum regularium cujuscumque ordinis et instituti, quæ nunc in Peruviæ republica existunt. Itaque idem SSmus Pater omnibus et singulis regularibus in Peruviæ republica existentibus, cujuscumque instituti aut congregationis, eorumque officialibus cujuscumque gradus in virtute sanctæ obedientiæ præcepit, atque mandavit, ut prædictum archiepiscopum in visitatorem et delegatum apostolicum agnoscant et excipiant, eique debitum præstent obsequium, ac diligenter obediant, sublata idcirco, apostolica visitatione durante, cuilibet ex superioribus cujuscumque regularis ordinis generalibus potestatem, quidpiam vel per se, vel per alios, sive scripto sive voce mandandi, consulendi et decernendi, quod retardare, vel imminuere quomodolibet possit hujus visitationis et delegationis apostolicæ effectum, atque insuper decernendo ut omnes superiores et definitorium seu consultatio provinciæ auctoritate sui muneris non aliter uti possint, nisi quatenus idem apostolicus visitator permiserit. Salvam tamen nihilominus declaravit auctoritatem Romanarum congregationum, præsertim Sacræ Congregationis EE. et RR. negotiis præpositæ, atque ad missiones quod attinet, Sacræ Congregationis de Propaganda Fide. Juxta hæc, ut archiepiscopus visitator et delegatos apostolicos officii sui partes rite ac majori cum fructu exercere valeat, Sanctitas Sua non modo illi concessit eas facultates, quæ ejusdem propriæ sunt muneris, verum etiam illas omnes quas habent supremi moderatores seu generales cujuscumque regularis ordinis, aliasque prout sequitur benigne est impertita, nempe:

1. Visitandi tam in spiritualibus, quam temporalibus ac œconomicis omnia et singula monasteria, conventus, collegia, domos, hospitia, grancias, et eremos in quibus sive permanenter, sive per aliquod etiam breve temporis spatium sint aut commorentur viri religiosi cujusque ordinis, congregationis, aut instituti.

2. Regularem disciplinam restaurandi ubi labefactata fuerit, abusus, qui irrepserint divellendi.

3. Designandi, aut etiam de novo erigendi monasteria, vel conventus pro novitiatu in quibus vigeat observantia regularis disciplinæ juxta tamen canonicas sanctiones et regulas cujuslibet ordinis, ceteris vero, ubi opus fuerit, suppressis et clausis.

4. Licentiam impertiendi novitios ad habitum recipiendi, et expleto tyrocinio in monasteriis vel conventibus ab ipso visitatore, ut supra institutis, ad solemnem professionem admittendi, taxato eorum numero juxta reditus, aut eleemosynas ex quibus congrue ali ac sustentari possint, et ea insuper providentia salutari sive in usu revocata, sive de novo decreta, ut omnes recens professi maneant adhuc in novitiatus cœnobio (in parte tamen a novitiorum mansionibus distincta) vel transeant ad aliud cœnobium multa pariter observantiæ laude

(1870). *Belgique. Supérieur imposé.* La S. Congrégation écrit au révérend père de Corselis, visiteur des réguliers de Belgique : « Noël-Etienne Lucas, religieux bénédictin du monastère d'Afflighem, a représenté au saint-père qu'à l'époque où il fit la profession solennelle on lui donna l'assurance que le choix du supérieur du monastère était exclusivement réservé aux moines, supposé qu'il y eût douze prêtres. Que malgré cela votre seigneurie, en qualité de visiteur apostolique des réguliers de Belgique, a nommé dernièrement le supérieur du monastère, qui renferme treize prêtres. On crut d'abord que la nomination était provisoire, mais au mois d'avril de la même année votre seigneurie a notifié qu'elle avait seule le droit de nommer le supérieur, et par conséquent il garderait sa charge, même toute la vie, si votre seigneurie le jugeait à propos. D'après cela ledit religieux croit sa profession nulle. Après avoir passé quatorze ans dans ce monastère, il demande que sa profession soit déclarée nulle, ou qu'on lui accorde la sécularisation. Il ne veut pas demeurer dans une communauté dans laquelle il croit avoir été induit en erreur. Le saint-père a ordonné de tout communiquer à votre seigneurie, afin qu'elle veuille bien donner des renseignements et exprimer son prudent avis. Rome, 16 mars 1853. »

(1871). *Pérou. Visite apostolique des Réguliers.* On a vu plus haut le décret relatif à la visite des réguliers du Chili. La même disposition fut prise en 1853 à l'égard du Pérou; l'archevêque de Lima fut nommé visiteur apostolique de toutes les communautés d'hommes. Le décret pontifical renferme les mêmes clauses que le précédent. Rome, 15 mai 1853.

commendatum, ubi per triennium sive per aliud tempus peculiaribus instituti sui ordinationibus definitum, non modo in studia incumbant, aut, si laici sint operis vacent laicorum propriis, verum etiam sub communi directione destinandi ad id religiosi viri, gravitate, prudentia, et disciplinæ in primis studio præstantis ad regularem observantiam plenius assuescant.

5. Dispensandi super excessum ætatis a constitutionibus nonnullorum ordinum pro admissione ad habitum et professionem. Mens tamen est Suæ Sanctitatis ut archiepiscopus visitator facultate hac parce admodum utatur, quandoquidem præstat omnino, ut ad regulare tyrocinium, ac subinde, probatione peracta, ad professionem recipiantur adolescentes ejus fere ætatis, in qua id a sacrosancto Tridentino concilio permissum est. Aliter enim timendum esset ne plures provectioris ætatis admissi, professione postmodum facta, constantes minime sint in studio salutaris disciplinæ cui mature non assueverant, vel redeant etiam ad pravos vitiorum habitus diuturno antea usu contractos.

6 Instituendi ac deputandi quædam monasteria vel conventus, ubi vitæ prorsus communis ratio, et primævæ institutionis, vel fundatoris regulæ observentur, ad quos admitti queant ii religiosi, qui libere ac sponte id petierint.

7. Licentiam impertiendi religiosis ut plura simul munera exercere valeant, si hoc necessitas aut utilitas postulaverit.

8. Regulares unius cœnobii ad aliud ejusdem ordinis transferendi.

9. Concedendi justis de causis licentiam religiosis professis transeundi ad aliam religionem cujus regulæ et institutum quoad substantiam quantum fieri potest, a propriis non differant.

10. Capitula conventualia ac etiam provincialia statutis temporibus indicendi pro superiorum et officialium electionibus, aliisque de more peragendis, iisque, si id expedire videbitur, præsidendi absque suffragio, eadem capitula prorogandi, ac ad tempus si opus fuerit, suspendendi et interim deputandi eos, qui aut regere, aut gerere possint.

11. Dispensandi ab interstitiis in statutis aut constitutionibus ordinum præscriptis pro prorogatione aut confirmatione in officiis ac muneribus.

12. Superiores electos confirmandi, eorum electiones si aliquo vitio (excepto simoniaco) laborent, sanandi; eosdem ab officiis, et dignitatibus ad tempus suspendendi, idemque etiam faciendi circa ministeria, officiales, aliosque munera in religione exercentes. Quoad depositionem vero, aut privationem ab officiis superiorum canonice electorum, recurrendum erit ad S. Sedem apostolicam.

13. Regulares delinquentes corrigendi et puniendi juxta canonicas sanctiones et regularia instituta; incorrigibiles vero ejiciendi sive expellendi, servato summarie saltem in substantialibus ordine juris ad tramites constitutionum apostolicarum.

14. Processus conficiendi, decreta interponendi, reservata appellatione in devolutivo tantum ad S. Apostolicam Sedem.

15. Concedendi indultum sæcularizationis perpetuæ, atque huic adjungendi habilitationem ad beneficia, etiam cum cura animarum gravibus de causis, cum solitis conditionibus, quando id in Domino ipsi opportunum videbitur, ita ut sæcularizationes ab eo concedendæ numerum sexaginta casuum non excedant.

16. Absolvendi seu dispensandi super pœna suspensionis aut privationis vocis activæ atque passivæ quomodolibet incursis, nisi ob delicta S. Sedi reservata.

17. Adprobandi ac deputandi religiosos ad audiendas confessiones regularium, ac licentiam impertiendi, ut etiam apud sacerdotes regulares aliorum ordinum, aut apud sacerdotes sæculares idoneos, religiosi possint exomologesim sacramentaliter peragere.

18. Absolvendi regulares ob omnibus casibus et censuris, a quibus superiores etiam majores ordinum absolvere possunt.

19. Deputandi cum congruis facultatibus viros ecclesiasticos sive e regulari, sive etiam e seculari clero probitate, prudentia, et disciplinæ studio commendatos, qui peculiaria aliqua cœnobia ejus nomine invisant, ut referant ad ipsum apostolicum visitatorem de illorum statu, aut decreta ab eo edita exequantur.

Tandem mandavit SSmus Dnus noster, ut prædictus visitator et delegatus apostolicus, primo absoluto triennio, authentica exempla actorum quæ per id tempus in sacra visitatione ediderit, ad Sedem apostolicam transmittat, simulque ad summum pontificem referat de statu cujuscumque ordinis, congregationis, vel instituti, exponendo insuper eas correctiones, modificationes, vel emendationes, regulis tamen et constitutionibus cujuslibet ordinis conformes, pro instauranda regulari disciplina, quas in Domino magis expedire existimaverit. Hæc SSmus Dnus statuit, indulsit atque decrevit. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ, ex S. C. EE. et RR. die 15 maii 1853.

1872. Ordinis capucinorum.

Ministro generali. — Fin dallo scorso febraro, questa S. C. alla istanza del P. Ugolino da Pellinngo, religioso di cotesto suo ordine colla quale domandava la perpetua secolarizzazione rescrisse: *Inveniat episcopum benevolum receptorem et dein providebitur*. Tornando ora il detto religioso a supplicare per lo stesso oggetto, la nominata S. C. ha ordinato d'incaricare la P. V. Rma affinchè faccia conoscere all'oratore essere indispensabile ch'egli rinvenga prima un vescovo benevolo recettore e quindi nuovamente ricorra per l'opportuno provvedimento.

Romæ, 19 junii 1853.

1873. Super spolio religiosorum.

Cardinali Marini præfecto camerae spoliorum. — Il sottoscritto Card. prefetto della S. C. de' W. e RR. nella intenzione di corrispondere nel miglior modo possibile ai desiderj di V. E. di aver la nota cioè dei religiosi secolarizzati, che possono essere soggetti allo spoglio, ha data istruzione alla segreteria

(1872). *Capucin. Sécularisation.* Un prêtre ne peut mener une vie indépendante. Le religieux qui sort de son couvent doit s'agréger à un diocèse, et se faire accepter par un évêque; car il n'a pas absolument le droit de retourner au diocèse d'origine, attendu qu'il a reçu les ordres sans les dimissoires de l'évêque; d'ailleurs, la profession a en quelque sorte le même effet que l'excorporation, l'*exeat*. Voici ce qu'on écrit au général des Capucins : « Au mois de février dernier, le fr. Hugolin ayant demandé la sécularisation, la S. Congrégation lui répondit de trouver un évêque qui voulût le recevoir et qu'on aviserait ensuite. Comme il renouvelle sa demande, la S. Congrégation a ordonné de charger votre paternité révérendissime de faire savoir au religieux qu'il est indispensable qu'il trouve un évêque bénévole, et qu'ensuite il recoure de nouveau. Rome, 19 juin 1853.

(1873). *Religieux décédés dans le monde. Succession.* L'ancienne discipline veut que les biens laissés par les membres du clergé (sauf les biens patrimoniaux) fassent retour à l'Eglise et aux pauvres. Il en est de même des religieux sécularisés qui n'obtiennent pas un indult spécial pour disposer de leurs biens. Si la communauté possède *in communi*, elle hérite. Si elle fait profession de la parfaite pauvreté, comme les Franciscains, les biens passent à la chambre pontificale *spoliorum*. Présentement cette chambre est annexée à la Propagande, et le produit des dépouilles doit être employé aux missions. Voici ce qu'on écrit au cardinal Marini, préfet de ladite chambre : « Le préfet de la S. Congrégation soussigné, voulant répondre aussi bien qu'il est

di rimetterle le note semestrali. In quanto però al passato la lontananza degli archivi esistenti al Vaticano, la moltiplicità delle posizioni che si dovrebbero svolgere, ed il ristretto numero degli impiegati che non possono arrivare che a stento al disbrigo degli affari ordinarj, rendono impossibile la generale ricerca sulle secolarizzazioni già per l'innanzi concesse.

Il Card. scrivente nel riscontrare i fogli di V. E. segnati cogli 8108 e 8143 profitta della opportunità per rinnovarle i sensi del suo profondo ossequio con cui le bacia umilissimamente le mani.

Romæ, 30 junii 1853.

1874. Super parochia regulari.

Ex audientia SSmi diei 17 junii 1853. Sanctitas Sua, ob dissensum definitorii provincialis, licet consensus P. ministri generalis ordinis (observantium S. Francisci) habeatur, dismembrationem de qua in precibus præfatæ parœciæ ad biennium duntaxat, permisit, ut interim cura animarum partis parœciæ divisæ per modum experimenti a religiosis Minorum observantium in ecclesia eorum conventus S. Agathæ per idoneum religiosum amovibilem et deputandum ad formam constitutionis S. M. Benedicti XIV incipien. *Firmandis*, cujus tenor in omnibus servandus erit exerceatur, assignata dotatione juxta preces, quæ dotatio ab ordinario (Ferentino) per syndicum apostolicum administretur. Prope vero exitum biennii, audito iterum definitorio, denuo recurrendum erit.

Romæ, etc.

1875. S. Joannis de Deo.

Decretum. — Ex audientia SSmi habita die 17 junii 1853. Sanctitas Sua, attento voto definitorii generalis, nominavit atque constituit procuratorem generalem ordinis S. Joannis de Deo presbyterum Felicem Massot, qui in præsens officio prioris in conventu hospitalis loci Lille in Gallia fungitur. Constitutionibus apostolicis et ordinis aliisque contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1876. Super unione provinciarum.

Ex audientia SSmi diei 15 julii 1853. Sanctitas Sua probe noscens ex divisione provinciæ Siculæ ordinis Prædicatorum S. Dominici in tres provincias scilicet di Val di Mazzara, di Valdemone e dei Val di Noto, eam utilitatem, quæ sperabatur minime allatam fuisse, sed potius detrimentum præsertim quoad studia exinde promanasse, facultatem tribuit P. vicario generali ipsius ordinis enunciatas tres provincias supprimendi Siculamque provinciam in pristinum, quo ante divisionem erat, statum restituendi; ac pro hac vice tantum absque celebratione capituli provincialem eidem provinciæ deputandi, non obstante decreto diei 13 decembris 1838, aliisque contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1877. Super erectione conventus.

Ex audientia diei 29 julii 1853. Sanctitas Sua, audita relatione P. ministri generalis ordinis (Observantium Reformatorum) facultatem tribuit episcopo Clodien oratori procedendi de consensu ejusdem ministri generalis ad erectionem præfati conventus, dummodo ædes cum ecclesia et clausura aptæ sint ad conventum erigendum, juxta sacros canones et apostolicas constitutiones; in eo constituatur recessus cum observantia perfectæ vitæ communis, et saltem duodecim religiosi inibi commorentur. Ut autem præfatus religiosorum numerus facile haberi possit, minister provincialis, etiam religiosos alienæ provinciæ probatæ vitæ, et regularis observantiæ zelo præditi, de consensu tamen ejusdem ministri generalis, in eodem conventu recipere poterit.

Romæ, etc.

1878. Ordinis theatinorum.

Ex audientia SSmi diei 5 augusti 1853. Sanctitas Sua benigne annuit et propterea mandavit committi P. præposito generali oratori, ut attentis narratis, pro suo arbitrio et conscientia deputet præfatum religiosum (P. Brandi) in consultorem ad biennium, si tamdiu alteruter ex dictis consultoribus ob exposita extra curiam commorentur, cum jure sedem et

possible aux désirs de votre éminence d'avoir la note des religieux sécularisés qui peuvent être soumis aux dépouilles, a prescrit au secrétariat de lui adresser les notes semestrielles. Quant au passé, l'éloignement des archives, qui sont au Vatican, la multitude des dossiers qu'il faudrait consulter et l'insuffisance numérique des employés qui parviennent à peine à expédier les affaires courantes, rendent impossible d'entreprendre l'investigation générale des sécularisations accordées par le passé. Rome, 30 juin 1853. »

(1874). *Paroisse. Franciscains.* Une paroisse du diocèse de Ferentino est cédée pour deux ans aux Franciscains; le curé amovible sera nommé conformément à la constitution *Firmandis* de Benoît XIV. Les Franciscains étant radicalement incapables de toute gestion, la dotation de la paroisse sera administrée par l'ordinaire de Ferentino, par l'intermédiaire du syndic apostolique des religieux. Le définitoire provincial n'ayant pas consenti à la cession de la paroisse, quoique le général de l'ordre l'ait approuvée, la S. Congrégation autorise seulement pour deux ans la cession d'une partie de cette circonscription. Rome, 17 juin 1853.

(1875). *Ordre de S. Jean de Dieu. Procureur général.* Dans les instituts laïques, les prêtres qui sont reçus pour célébrer l'office divin et administrer les sacrements ne peuvent occuper les dignités et les charges supérieures. Le présent indult nomme procureur général de l'ordre de S. Jean de Dieu le prêtre Félix Massot, précédemment prieur du couvent de Lille, en France. Ce religieux n'avait pu devenir supérieur local qu'en vertu d'un autre indult. Rome, 17 juin 1853.

(1876). *Dominicains. Sicile. Provinciaux.* La discipline traditionnelle des grands ordres veut que les charges soient conférées par l'élection. Le général n'a pas le pouvoir ordinaire de nommer les provinciaux et encore moins les supérieurs conventuels. Le présent indult autorise le P. Jandel, vicaire général de l'ordre de S. Dominique, à nommer cette fois le provincial de Sicile, sans réunir le chapitre provincial. En 1838, on créa trois provinces en Sicile; mais l'expérience démentit l'espoir des heureux résultats qu'on en attendait. Les études souffrirent du démembrement. C'est pourquoi le Saint-Siége ordonne de rétablir l'ancien état, en sorte que les couvents de Sicile ne forment désormais qu'une province. Rome, 15 juillet 1853.

(1877). *Franciscains Réformés. Fondation d'un couvent à Chioggia, près Venise.* Ce sera une maison de parfaite vie commune. Douze religieux y seront maintenus, conformément aux bulles des papes Grégoire XV et Urbain VIII qui défendent d'ériger canoniquement les couvents qui comptent moins de douze religieux. Ceux qui sont établis sans ledit nombre ne jouissent pas de l'exemption, et ils demeurent sous la juridiction de l'Ordinaire. Par une disposition assez rare, le provincial est autorisé à faire appeler, sauf l'agrément du général, des religieux d'une autre province pour former la nouvelle communauté de Chioggia. Rome, 29 juillet 1853.

(1878). *Théatins. Consulteurs.* Quelques membres du conseil supérieur étant absents, le général des Théatins reçoit l'autorisation de conférer pour deux ans cette charge à un religieux, lequel devra résider à Rome, et encourra la déchéance s'il s'absente trois mois. Rome, 5 août 1853.

locum absentium consultorum occupandi, sed cum obligatione in urbe morandi, ita ut si per tres menses absens fuerit, eo ipso ab officio et a quovis jure ab eodem munere promanante decidat, et absque ulla declaratione privatus omnino intelligatur.

Romæ, etc.

1879. Fratrum pœnitentiæ super carceribus ecclesiasticis.

R. P. D. Sagretti, præsidi tribunalis S. Consultæ. — Nella udienza del giorno 19 del corrente, la Santità di N. Signore si degnò prescrivere quanto si contiene nei sette articoli dell'annesso foglio relativamente al trattamento degli ecclesiastici che saranno detenuti nel carcere recentemente eretto nel convento di S. Maria delle grazie dei fratelli della penitenza in Roma, ed al compenso che si dovrà dare ai nominati religiosi pel trattamento medesimo, ordinando che se ne facesse comunicazione a V. S. Illma e Rma ed al P. generale dei religiosi per la esecuzione. Il sottoscritto segretario della S. C. de' W. e RR. nell'adempire gli ordini sovrani, le dichiara essere stato approvato il sudetto regolamento in via provvisoria, acciocchè i religiosi non abbiano a risentire detrimento nel caso che il fissato compenso non fosse sufficiente. Lo scrivente profitta dell'opportunità per rinnovarle i sensi della sua ossequiosa stima.

Articoli prescritti da Sua Santità pel trattamento degli ecclesiastici che saranno detenuti nel nuovo carcere formato nel convento dei Fratelli della Penitenza alla Madonna delle Grazie a Porta Angelica in Roma.

1. I religiosi in via provvisoria assumeranno il trattamento dei carcerati per bajocchi 25 a testa al giorno.

2. A pranzo passeranno quello stesso vitto che hanno i religiosi, il lesso però non dovrà essere meno di once 4, cotto di carne vaccina, ed il pane tra mattina e sera non meno di once 18, ed il vino una foglietta tra mattina e sera.

3. Nella sera avranno i carcerati una insalata condita.

4. Dovranno i religiosi pensare alla nettezza dei locali, non che alla nettezza della biancheria personale dei detenuti, del letto e di quella di tavola, che consiste in una sola salvietta. Il cambio della biancheria dovrà aver luogo ogni 10 giorni nei mesi di estate, e due volte al mese nel rimanente dell'anno.

5. Dovranno i religiosi tenere acceso un lume pel custode, ed un altro nel corridojo ove sono le porte delle carceri.

6. Dovranno prestare l'assistenza spirituale e celebrare la messa nelle feste di precetto coll'applicazione libera, a loro carico la cera.

7. Il governo dovrà dare i letti, la biancheria, il mobilio, e pensare a tutto l'altro occorrente.

Dalla segreteria della S. C. de' W. e RR. li 21 agosto 1853.

1880. Congregationis somaschæ.

P. Generali. — Nella circostanza che fu fatta relazione alla Santità di N. S. della supplica data a nome di codesto cancelliere generale diretta ad ottenere l'approvazione di alcune particolari disposizioni adottate dal capitolo generale celebrato in Casale-Monferrato nel mese di settembre passato, e nell'atto che la Santità Sua concesse la implorata approvaziane, esternò in pari tempo il desiderio che la P. V. Rma venga a fissare la sua dimora in Roma, come gli altri generali de' varj ordini religiosi. Mi affretto quindi di parteciparle il suespresso desiderio del S. Padre, aggiungendovi ogni eccitamento, affinchè Ella si dia carico di adempirlo.

Romæ, decembris 1853.

(1879) *Prison ecclésiastique établie à Rome près la porte Angelica.* La procédure canonique exige parfois l'incarcération, soit comme mesure préventive pendant l'instruction des causes criminelles ou correctionnelles, soit à titre de détention pénale, en exécution des sentences. Le bras séculier n'est pas indispensable pour faire exécuter les arrêts. Si ce concours fait défaut, l'Eglise conserve le pouvoir d'employer *in subsidium* les armes spirituelles. Le coupable qui résiste aux peines spirituelles se met hors de l'Eglise, et se place au niveau du criminel qui s'évade hors du royaume pour éviter la poursuite des tribunaux séculiers. Une prison pour les ecclésiastiques ayant été ouverte à Rome sous la direction des Frères de la Pénitence, la S. Congrégation écrit à Mgr Sagretti, président de la Consulte, qui juge en appel les affaires criminelles : « Dans l'audience du 19 courant, le Saint-Père a approuvé les sept articles ci-joints concernant le traitement des ecclésiastiques qui seront détenus dans la prison qui vient d'être établie dans le couvent de Notre-Dame-de-Grâce des Frères de la Pénitence à Rome. L'indemnité qui sera servie aux religieux pour l'entretien des prisonniers se trouve fixée dans lesdits articles. Le Saint-Père a ordonné de communiquer ces dispositions à votre seigneurie illustrissime et révérendissime et au général des Frères pour l'exécution. Le règlement a été approuvé d'une manière provisoire afin que les religieux n'aient pas à souffrir de préjudice s'il se trouve que l'indemnité est insuffisante. Articles prescrits par le Saint-Père pour l'entretien des ecclésiastiques qui seront détenus dans la nouvelle prison établie dans le couvent des Frères de la Pénitence à Notre-Dame des Grâces à la porte Angelica à Rome. 1. Les religieux se chargent provisoirement de l'entretien des prisonniers pour 25 sous (bajocchi) par tête chaque jour. 2. Le dîner sera celui des religieux. Le bouilli de bœuf ne pèsera pas moins de quatre onces. Le pain, matin et soir, sera de dix-huit onces. Les prisonniers auront un demi-litre de vin pour les deux repas. 3. Le soir les prisonniers mangeront une salade garnie. 4. Les religieux auront soin d'entretenir la propreté du local. Ils feront blanchir le linge personnel des détenus, le linge de lit et celui de table, qui se compose d'une serviette. Le linge sera changé tous les dix jours pendant les mois d'été, deux fois par mois le reste de l'année. 5. Les religieux tiendront une lampe pour le gardien, et une autre lampe dans le corridor où sont les portes des cellules. 6. Ils devront donner les secours spirituels et célébrer la messe les jours de fête d'obligation, avec l'application libre, les cierges demeurant à la charge des religieux. 7. Le gouvernement devra fournir les lits, le linge, le mobilier et subvenir à toutes les autres dépenses. Du secrétariat de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Le 21 août 1853. »

(1880). *Somasques. Installation du général à Rome.* Douze siècles se sont écoulés dans l'Eglise sans que les supérieurs généraux des ordres religieux fixassent leur résidence à Rome, auprès du souverain pontife. S. Dominique et S. François d'Assise n'y demeurèrent que par occasion, mais leurs successeurs s'en firent une loi. Les anciens ordres, qui prirent la vie contemplative comme leur principal objectif, recherchèrent la solitude. Le Mont-Cassin, Camaldules, Cluny, Vallombreuse, les Chartreux Cîteaux, et un grand nombre d'autres instituts de même nature, ont eu leur chef-lieu loin du centre romain. Au XIIIe siècle, lorsque les *Mendicantes* s'adonnèrent à la prédication, au ministère spirituel et aux missions, on sentit le besoin de tenir constamment auprès du souverain pontife les chefs de ces puissantes hiérarchies monastiques qui couvrirent le monde entier et contribuèrent efficacement à l'unification de la chrétienté. Cette tradition fut suivie par les clercs réguliers établis dans le cours du seizième siècle : Théatins, Barnabites, Infirmiers de S. Camille, Clercs réguliers mineurs, Écoles Pies, etc., vinrent successivement s'établir à Rome et y furent représentés par le supérieur général et son conseil. Cependant les Somasques, fondés au XVIe siècle par S. Jérôme Emilien, prirent pour chef-lieu un village de la province vénitienne. En 1853, la S. Congrégation écrit au général de cet institut : « On a fait relation au Saint-Père de la demande que le chancelier général a présentée à l'effet d'obtenir l'approbation de statuts qu'a dressés le chapitre général tenu à Casal de Monferrat au mois de septembre dernier. Le Saint-Père a donné l'approbation; à cette occasion il a exprimé le désir que votre paternité révérendissime vienne établir sa résidence à Rome, comme les autres généraux des divers ordres religieux. Je m'empresse de faire part à votre paternité de ce désir du Saint-Père, et j'y ajoute toute exhortation, afin que votre paternité prenne soin de le remplir. Rome, décembre 1853. »

(*La suite prochainement.*)

MÉLANGES

Enseignement du catéchisme dans les écoles. Lettre du saint-père Léon XIII au cardinal vicaire de Rome. — Dernière allocution de Pie IX. — Le vénérable André-Hubert Fournet, prêtre de Poitiers. — Le vénérable Joseph-Benoît Cottolengo. — Le bienheureux Vulferm de Leaval, curé du diocèse d'Aost. Confirmation du culte. — Trappistes. Service militaire. Profession différée. — Ecoles dominicales en Espagne. — Prêtres habitués. — Assistance des moribonds. Décision de la S. Congrégation du Concile du 23 mars 1878. — Dimissoires refusés injustement. Indult du 23 mars 1878 permettant de recevoir l'ordination *a quocumque antistite catholico.* — Irrégularité. Les bossus sont-ils absolument irréguliers? Indult du 15 juin 1878.

LETTRE DE SA SAINTETÉ LE PAPE LÉON XIII AU CARDINAL LA VALETTE VICAIRE GÉNÉRAL DE ROME.

Monsieur le cardinal,

Si, dès le commencement de notre pontificat, nous avons eu de nombreux motifs de consolation et de contentement dans les témoignages d'affection et de respect qui nous arrivaient de tous les côtés du monde, les graves amertumes ne nous ont pas fait défaut, soit que nous considérions les conditions générales de l'Eglise en butte presque partout à une cruelle persécution, soit que nous portions notre regard sur ce qui se passait dans cette ville même de Rome, centre du catholicisme et siége auguste du vicaire de Jésus-Christ, où l'on voit : ici, une presse sans frein, des journaux poursuivant sans relâche ce seul but de combattre la foi par le sophisme et par l'ironie, et d'anéantir les droits sacrés de l'Eglise et d'en diminuer l'autorité ; ici des temples protestants, dus à l'or des sociétés bibliques, s'élevant dans les rues populeuses, comme une insulte à notre foi ; ici des écoles, des asiles, des hospices ouverts à la jeunesse, dans le but en apparence philanthropique de lui être utile aussi bien dans la culture intellectuelle que dans ses besoins matériels, mais dans le dessein véritable d'en former une génération ennemie de la religion et de l'Eglise de Jésus-Christ. Et, comme si cela n'était pas assez, un décret a paru récemment de la part de ceux qui par devoir de leur état seraient tenus à veiller sur les intérêts véritables de la population de Rome, et ce décret proscrit le catéchisme catholique des écoles municipales : mesure très-blâmable, qui vient rompre cette digue à l'hérésie et à l'incrédulité qui font irruption de toute part et laisse la voie ouverte à un nouveau genre d'invasion étrangère, plus funeste et dangereux que l'ancien, en ce qu'il tend plus directement à arracher du cœur des Romains le précieux trésor de la foi et des fruits qui en dérivent.

Ce nouvel attentat à la religion et piété de notre peuple nous a rempli l'âme d'un vif et cuisant chagrin, et nous contraint à vous adresser, monsieur le cardinal, qui tenez notre place dans le gouvernement spirituel de Rome, la présente lettre sur ce douloureux sujet pour nous en plaindre hautement à la face de Dieu et des hommes.

Et ici dès le commencement, en vertu de notre ministère pastoral, nous devons rappeler à tout catholique le devoir très-grave que la loi naturelle et la loi divine lui imposent d'instruire ses enfants dans les vérités surnaturelles de la foi et l'obligation qui pèse sur les hommes, qui ont entre les mains l'administration d'une ville catholique, de faciliter et veiller à l'accomplissement de ce devoir des pères de famille. En même temps qu'au nom de la religion nous élevons notre voix pour en défendre les droits sacrés, nous voulons aussi que l'on comprenne combien cette mesure imprévoyante est contraire au vrai bien de la société.

Certainement on ne saurait imaginer le prétexte qui a pu donner lieu à cette mesure, si ce n'est peut-être celui de la déraisonnable et pernicieuse indifférence en fait de religion, dans laquelle on voudrait maintenant élever les peuples. Jusqu'ici la raison, et même le simple bon sens naturel, ont enseigné aux hommes de mettre de côté, et comme hors d'usage, tout ce que l'expérience n'a pas montré utile ou qui a été reconnu inutile en vue de certains changements survenus. Mais qui pourra affirmer que l'enseignement du catéchisme n'ait pas produit un grand bien?

N'est-ce pas l'enseignement religieux qui a relevé le monde, sanctifié et adouci les rapports mutuels des hommes, qui a rendu plus délicat le sens moral et formé cette conscience chrétienne qui réprime moralement les excès, réprouve les injustices et élève les peuples fidèles sur tous les autres? Dira-t-on que les conditions sociales de notre âge ont rendu cet enseignement superflu ou nuisible? Mais le salut et la prospérité des peuples n'ont pas d'abri en dehors de cette vérité et de cette justice, dont la société actuelle a le plus vif besoin, et auxquelles le catéchisme catholique conserve leurs droits dans leur intégrité. Pour l'amour donc des fruits précieux qu'on a déjà recueillis et qu'on pourra encore recueillir de cet enseignement, non-seulement on ne devrait pas le bannir des écoles, mais on devrait chercher à l'y répandre par tous les moyens.

C'est là d'ailleurs ce que demande aussi la nature de l'enfant et la condition toute spéciale où nous vivons. On ne peut, cela est hors de doute, renouveler sur l'enfant le jugement de Salomon et le partager d'un coup d'épée déraisonnable et cruel qui sépare son intelligence de sa volonté. Tandis que l'on cultive la première, il est nécessaire d'acheminer la seconde à la conquête des habitudes vertueuses et au but final. Celui qui dans l'éducation néglige la volonté et concentre tous les efforts à la culture de l'intelligence, parvient à faire de l'instruction une arme dangereuse dans les mains des méchants, car c'est l'argumentation de l'intelligence qui vient parfois s'ajouter aux mauvais penchants de la volonté et leur donner une force contre laquelle il n'y a plus moyen de résister.

C'est là une chose si évidente qu'elle a été reconnue, même au prix d'une contradiction, par ceux-là mêmes qui veulent que l'enseignement religieux soit banni des écoles. En effet, ils ne bornent point leurs efforts à la seule intelligence, mais ils les étendent aussi à la volonté, en faisant enseigner dans ces écoles une éthique qu'ils appellent *civile* et *naturelle* et en acheminant la jeunesse à l'acquisition des vertus sociales et civiques. Mais, outre qu'une morale de cette espèce ne peut mener l'homme au but très-haut que la divine bonté lui a destiné, qui est la vision béatifique de Dieu, cette morale n'a pas même la force suffisante sur l'âme de l'enfant pour lui donner le goût de la vertu et le maintenir inébranlable dans le bien. Cette morale ne répond pas aux vrais et profonds besoins de l'homme, qui est en même temps un être animal religieux et un être animal sociable, auquel les progrès de la science ne pourront jamais arracher de l'âme les racines très-profondes de la religion et de la foi. Pourquoi donc ne pas se servir du catéchisme catholique pour élever dans la vertu le cœur des jeunes gens, de ce

catéchisme, le moyen le plus parfait et la semence la plus féconde d'une saine éducation?

L'enseignement du catéchisme ennoblit et élève l'homme dans son propre esprit, en lui apprenant à respecter, en tout temps, soi-même et les autres. C'est un grand malheur que a plupart de ceux qui condamnent le catéchisme à sortir des écoles, aient oublié ou ne veuillent plus considérer ce qu'ils ont appris eux-mêmes du catéchisme, lorsqu'ils étaient enfants. Autrement il leur serait bien facile de comprendre la valeur d'un enseignement qui apprend à l'enfant qu'il est sorti des mains de Dieu et est le fruit de l'amour que Dieu a mis en lui; que tout ce qu'il voit est soumis à lui, roi et seigneur de toute la création; qu'il est si grand et a une telle valeur que le Fils éternel de Dieu ne dédaigna point de se revêtir de sa chair pour le racheter; que son front est baigné dans le baptême du sang de l'Homme-Dieu; que sa vie spirituelle se nourrit des chairs de l'Agneau divin; que le Saint-Esprit, demeurant en lui comme en un temple vivant, lui communique une vie et une vertu toute divine; ils comprendraient que cet enseignement équivaut à donner à la jeunesse une impulsion très-efficace pour garder soigneusement la qualité glorieuse de fils de Dieu et l'honorer par une conduite vertueuse. Ils comprendraient aussi qu'il est permis d'attendre de grandes choses de la part de l'enfant qui apprend à l'école du catéchisme qu'il est appelé à un but très-haut tel que la vision et l'amour de Dieu; qui l'instruit à veiller sans relâche sur lui-même et se trouve soutenu par des secours de toute nature dans la guerre que lui font des ennemis implacables; que l'on exerce à être soumis et docile et qui apprend à vénérer dans ses parents l'image du Père qui est dans les cieux, et dans le prince l'autorité qui vient de Dieu et puise en Dieu la majesté et sa raison d'être; qui est conduit à respecter dans ses frères la divine ressemblance qui resplendit sur son front même et à reconnaître sous les guenilles du pauvre le Rédempteur lui-même; qui est soustrait de bonne heure aux angoisses du doute et de l'incertitude, par un bienfait de la doctrine catholique, doctrine qui porte l'empreinte de son infaillibilité et authenticité dans son origine divine, dans le fait prodigieux de son établissement sur la terre et dans les fruits très-doux et très-salutaires qu'elle produit. Finalement, ils comprendraient que la morale catholique, escortée de la crainte du châtiment et de l'espérance certaine de très-hautes récompenses, ne court pas le sort de cette éthique civile qu'on voudrait lui substituer, et ils n'auraient jamais pris la funeste résolution de priver la génération présente d'un si grand nombre de précieux avantages, en bannissant des écoles l'enseignement du catéchisme.

Nous disons *bannir*, parce que la transaction à laquelle on est venu de donner l'instruction religieuse aux jeunes gens dont les parents en feront la demande formelle, est un tempérament illusoire. On ne parvient pas à comprendre en effet comment les auteurs de cette disposition malencontreuse ne se sont pas aperçus de l'impression sinistre que devait produire sur l'âme des enfants le fait que l'enseignement religieux allait se trouver dans des conditions si différentes de tous les autres enseignements. La jeunesse, qui a besoin d'apprécier l'importance et la nécessité de ce qu'on lui enseigne, pour se consacrer avec ardeur à l'étude, quelle stimulation, quelle impulsion pourra-t-elle sentir pour un enseignement envers lequel l'autorité sclolastique se montre ou froide ou hostile, et qu'elle ne semble tolérer qu'à contre-cœur? En outre, s'il y avait (et il n'est pas difficile qu'il y en ait) des parents qui, par perversité d'âme ou bien plus peut-être par ignorance ou par négligence, ne s'aviseraient pas de demander pour leurs enfants le bienfait de l'instruction religieuse, une grande partie de la jeunesse demeurerait privée des doctrines les plus salutaires au détriment de la société civile. Les choses étant en cet état, ne serait-il pas du devoir des personnes qui président aux écoles de rendr vaine la malice ou la négligence des parents? Comme on en espérait des avantages, bien moins importants sans doute que ceux que nous venons d'indiquer, on a pensé tout récemment à rendre obligatoire l'instruction élémentaire et à contraindre, même par les amendes, les parents à envoyer leurs enfants à l'école, et maintenant comment pourrait-on avoir le triste courage de soustraire les jeunes catholiques à l'instruction religieuse, qui est, sans nul doute, la plus solide garantie d'une sage et vertueuse direction de notre existence ici-bas? N'est-ce pas une cruauté de prétendre que les enfants grandissent en dehors des idées et des sentiments de la religion, jusqu'à ce qu'ils atteignent la bouillante adolescence où ils se trouveront face à face avec la séduction et la violence des passions, sans aucun frein, avec la certitude d'être traîné sur le chemin glissant du crime? C'est une grande douleur pour notre cœur paternel de considérer les conséquences lamentables de cette délibération insensée, injustifiable, et notre peine s'accroît encore en réfléchissant qu'aux temps actuels les excitations au vice sont plus fortes et plus nombreuses que jamais. Vous, monsieur le cardinal, qui dans l'exercice de la haute charge de notre vicaire, êtes plus à même que tout autre de suivre pas à pas toutes les phases de la guerre qui se fait, dans notre Rome, contre Dieu et contre son Eglise, vous savez bien, sans que nous ayons besoin de plus longs développements, combien sont nombreux et puissants les dangers de pervertissement pour la jeunesse; on répand des doctrines pernicieuses et subversives de tout ordre constitué, on s'abandonne à des pensées audacieuses et violentes au détriment et à l'abaissement de toute autorité légitime. Enfin, l'immoralité marche sans obstacle et sans voile, et s'ouvre le chemin à ternir les yeux et à corrompre les cœurs.

Lorsque la foi et les mœurs sont aux prises avec ces assauts et d'autres semblables, on peut juger si on a vraiment choisi le moment opportun pour repousser l'éducation religieuse des écoles. Est-ce que l'on voudrait, par aventure, avec de semblables dispositions, changer la nature du peuple romain, qui était vanté pour sa foi, même dès les temps apostoliques, et a été jusqu'à nos jours admiré pour l'intégrité et la religieuse culture de ses mœurs, pour en faire un peuple sans religion, dissolu, et le conduire ainsi à la condition des barbares et des sauvages? Et au milieu de ce peuple, ainsi perverti avec une inique déloyauté, comment le Vicaire de Jésus-Christ pourrait-il, lui le maître de tous les fidèles, tenir avec honneur le siége auguste qu'il occupe et veiller, respecté et tranquille, aux obligations de son ministère pontifical? Voilà, monsieur le cardinal, la condition qui nous est déjà faite en partie et que l'on nous prépare dans l'avenir, si Dieu, dans sa miséricorde, ne veut point mettre une limite à cette suite d'attentats, plus condamnables l'un que l'autre.

Mais, tant que la Providence, dans ses jugements adorables, voudra permettre la durée de l'épreuve présente, s'il n'est pas dans notre pouvoir de changer l'état des choses, il est de notre devoir de chercher à en amoindrir les maux et à rendre moins sensibles les dommages. qui en sont la conséquence. Il est donc nécessaire que non-seulement les curés redoublent de diligence et de zèle dans l'enseignement du catéchisme, mais qu'on cherche par des moyens nouveaux et efficaces à remplir les vides qui résulteront des fautes d'autrui. Nous sommes persuadé que le clergé de Rome ne faillira pas, dans cette circonstance encore, à l'accomplissement des devoirs sacrés de son ministère sacerdotal, et qu'il s'emploiera, par les soins les plus affectueux, à préserver la jeunesse

romaine des périls qui menacent sa foi et sa moralité. Nous sommes certain aussi que les sociétés catholiques, qui fleurissent dans cette ville avec tant de profit pour la religion, voudront apporter le concours de tous les moyens qui sont entre leurs mains à la sainte entreprise qui consiste à empêcher que cette noble ville, en perdant le caractère sacré et auguste de la religion et la gloire enviée de ville sainte, ne devienne une victime de l'erreur et un théâtre d'incrédulité. Et vous, monsieur le cardinal, avec cette sagacité et cette fermeté qui forment l'ornement de votre personne, veuillez prendre souci de la multiplication des oratoires et des écoles, où les jeunes gens se rassemblent pour être instruits sur la très-sainte religion catholique, dans laquelle, par une grâce spéciale du Ciel, ils sont nés.

Tâchez, ainsi que cela se fait déjà avec fruit dans quelques églises, que des laïques vertueux et charitables, sous la surveillance d'un ou plusieurs ecclésiastiques, donnent leurs soins à enseigner le catéchisme aux enfants; veuillez faire en sorte que tous les pères de famille soient exhortés par leurs curés à envoyer leurs enfants à ces réunions, et qu'il leur soit rappelé qu'ils ont le devoir d'exiger pour leurs enfants l'instruction religieuse même dans les écoles. Les catéchismes pour les adultes, qu'on pourra tenir dans des endroits adoptés, seront aussi très-utiles, parce qu'ils maintiendront dans les âmes le souvenir des préceptes salutaires reçus dans l'enfance. Ne cessez jamais de ranimer la piété et de réchauffer le zèle des ecclésiastiques et des laïques, en attirant leur attention sur l'importance de leur œuvre, des mérites dont ils s'enrichiront envers Dieu, envers nous et envers l'entière société. Pour notre part, nous saurons tenir dans toute la considération qui leur est due les plus zélés d'entre eux.

Il ne nous échappe pas, en dernier lieu que, pour mieux atteindre notre but, les subsides matériels sont nécessaires, et que ceux-ci ne sont point proportionnés au besoin. Mais si, contraints que nous sommes à vivre de l'obole des fidèles, qui sont eux-mêmes dans de graves détresses, à cause des temps troublés et de deuil où nous vivons, nous ne pouvons pas abonder en secours, ainsi que notre cœur le voudrait, nous ne laisserons cependant pas de faire tout ce qu'il nous sera possible pour détourner les affreuses conséquences que peut produire, au détriment de l'enfance et de la société civile, l'absence de l'éducation religieuse.

Au reste, il est nécessaire avant tout d'invoquer l'aide divine, sans laquelle tous nos desseins et toutes nos sollicitudes demeureraient sans aucun espoir de succès. Nous nous adressons donc à vous, monsieur le cardinal, et vous recommandons chaudement d'exhorter vivement le peuple romain à élever au trône de Dieu Notre-Seigneur des prières ferventes, pour qu'il daigne maintenir entière en cette sainte ville la foi catholique, que prétendent obscurcir ou même éteindre les sectes hérétiques qu'on accueille maintenant avec honneur; ces sectes et les autres conspirations de l'impiété qui s'épuisent en efforts pour renverser la pierre très-solide contre laquelle, ainsi qu'il est écrit, les portes de l'enfer ne prévaudront jamais. Dans le cœur des Romains la dévotion envers l'immaculée Mère du Sauveur est ancienne; mais, en ce moment où les périls sont plus pressants, ils doivent recourir plus souvent et avec plus d'ardeur à celle qui a écrasé le serpent et vaincu toutes les hérésies.

Dans ces jours qui ramènent la mémoire solennelle des glorieux apôtres Pierre et Paul, que les Romains se prosternent dans leurs basiliques et les conjurent d'intercéder auprès de Dieu en faveur de la ville qu'ils ont sanctifiée de leur sang, et à laquelle ils ont laissé le dépôt de leurs cendres presque comme un gage de leur protection incessante. Faisons une douce violence de supplications aux célestes patrons de Rome, lesquels ou par le sang ou par les œuvres du ministère apostolique, ou par les saints exemples, ont rendu plus ferme dans le cœur de nos pères la foi qu'on voudrait arracher du sein de leurs enfants. Et Dieu se laissera attendrir, il aura pitié de nous, il ne permettra pas que sa religion devienne le jouet des méchants.

En attendant, recevez, monsieur le cardinal, la bénédiction apostolique, que nous vous donnons du fond de notre cœur, à vous, au clergé et à tout notre peuple bien aimé.

Du Vatican, 26 juin.

LÉON XIII, PAPE.

— *Consistoire du 28 décembre 1877. Dernière allocution que le saint-père Pie IX ait prononcée.*

Quoique le saint-père fût depuis plusieurs mois attaqué de la cruelle maladie qui l'a porté au tombeau, il voulut tenir un consistoire le 28 décembre 1877. Il y prononça une allocution, la dernière de sa vie. Voici ce discours :

Sanctissimi Domini nostri Pii divina providentia papæ IX allocutio *habita in consistorio secreto die XXVIII decembris* 1877. — Frequentia et conspectus vester jucundissimam nobis opportunitatem affert quam vehementer optavimus, nempe ut vobis singulis universis gratias habere possimus pro iis dilectionis officiis, quibus nos hoc tempore adversa valetudine affectos perhumaniter prosecuti estis.

Hoc grati animi munus libentissime implemus hodie, venerabiles fratres, et gratulamur in Domino, quod sicut vos fidissimos adjutores ad apostolici ministerii onus ferendum experimur, ita ex vestra virtute et constanti charitatis affectu dulcem consolationem habemus, qua multiplices acerbitates animi nostri leniri sentimus.

Sed dum de vestra in nos dilectione ac studio gaudemus, probe cognoscimus, nos vestra ac omnium venerabilium fratrum et fidelium cooperatione in dies magis indigere, ut præsens Dei auxilium in tantis nostris et Ecclesiæ necessitatibus assequamur. Summopere igitur hortamur vos, venerabiles fratres, ac eos præsertim ex vobis, qui episcopale ministerium in diœcesi sibi credita exercent, itemque singulos pastores, qui dominico gregi in toto catholico orbe præsident, ut assiduas preces pro nobis ac Ecclesia ad divinam clementiam effundant ac offerri curent ut ea nobis, dum corpus affligitur, vires animi donet ad certamen quod fervet strenue sustinendum; Ecclesiæ autem respiciat labores et injurias, ac dimittens universa delicta nostra, det gloriam nomini suo, det bonæ voluntatis munus cum fructu pacis illius, quam angelici chori nascente Domino hominibus annuntiarunt.

— *Le vénérable André-Hubert Fournet, fondateur de l'institut des sœurs de la Croix de Saint-André. Introduction de la cause de béatification et de canonisation.*

D'après les décrets généraux du pape Urbain VIII, l'introduction de la cause d'un serviteur de Dieu ne peut être traitée par-devant la S. Congrégation des Rites que dix ans après que l'on a présenté à Rome l'enquête de l'Ordinaire établissant la réputation de sainteté qu'a laissée le dit serviteur ou servante de Dieu. Secondement, il faut que les écrits aient été examinés de façon à constater légalement qu'ils ne contiennent absolument rien qui forme obstacle à l'introduction

de la cause. Enfin l'affaire doit être traitée dans une assemblée générale, à laquelle sont appelés les consulteurs de la S. Congrégation des Rites. Le saint-père a dispensé de ces trois règles pour la cause du vénérable André-Hubert Fournet, prêtre du diocèse de Poitiers, fondateur de l'institut des religieuses de la Croix de Saint-André. C'est pourquoi, sur la requête du P. Virili, prêtre de l'institut du Précieux-Sang et missionnaire apostolique, postulateur de la cause, la S. Congrégation, assemblée au Vatican le 7 juillet 1877, a décidé qu'il y avait lieu d'introduire la cause du vénérable André-Hubert Fournet. Le saint-père a signé la commission d'introduction de la cause le 19 du même mois. Le décret a été publié et promulgué à Rome dans les formes d'usage.

Decretum. Pictavien. Beatificationis et canonizationis ven. servi Dei Andreæ Huberti Fournet sacerdotis fundatoris congregationis Filiarum Crucis, vulgo sororum Sancti Andreæ. — Quartodecimo kalendas novembris anni 1871, quum Sanctissimus dominus noster Pius papa IX benigne indulserit, ut de dubio signaturæ commissionis introductionis causæ serv. Dei Andreæ Huberti præfati ageretur in congregatione Sacrorum Rituum ordinaria absque interventu et voto consultorum, licet non elapso decennio a die præsentationis processus ordinarii in actis Sacrorum Rituum Congregationis, et scriptis ejusdem servi Dei non perquisitis et examinatis, subscriptus cardinalis eidem Sacræ Congregationi præfectus et causæ relator ad instantiam R. D. Francisci Virili alumni congregationis Pretiosissimi Sanguinis Domini nostri Jesu Christi missionarii apostolici, et hujus causæ postulatoris constituti, attentis postulatoriis litteris nonnullorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium aliorumque virorum ecclesiastica, vel civili dignitate illustrium, in ordinariis Sacrorum Rituum comitiis ad Vaticanum hodierna die coadunatis sequens dubium discutiendum proposuit : *An sit signanda commissio introductionis hujus causæ in casu et ad effectum de quo agitur ?* Et Sacra eadem Congregatio omnibus maturo examine perpensis, auditoque voce et scripto R. P. D. Laurentio Salvati Sanctæ Fidei promotore, rescribendum censuit : *Affirmative*, sive *signandam esse commissionem si Sanctissimo placuerit*. Die 7 julii 1877.

Facta postmodum de præmissis per infrascriptum secretarium Sanctissimo domino nostro Pio papa IX relatione, Sanctitas Sua sententiam Sacræ Congregationis ratam habuit et confirmavit, propriaque manu signavit commissionem introductionis causæ ven. servi Dei Andreæ Huberti Fournet præfati. Die 19 ejusdem mensis et anni. — A. ep. Sabinen. S. R. C. præf. Loco † sigilli. *Placidus Ralli S. R. C. secretarius.*

— *Le vénérable Joseph-Benoît Cottolengo, prêtre de Turin. Introduction de la cause de béatification et de canonisation.*

Le chanoine Cottolengo, chanoine de la collégiale du *Corpus Domini*, et fondateur de la petite maison de la divine Providence, est mort à Turin il y a quelques années, en laissant la réputation d'un saint. Les grandes vertus qu'il a pratiquées et les merveilleuses œuvres de charité et de zèle qu'il a exercées ont laissé des souvenirs impérissables. Un grand nombre de dignitaires ecclésiastiques ont demandé au Saint-Siége l'introduction de la cause de béatification et de canonisation de cet illustre serviteur de Dieu. La postulation a été confiée au P. Amédée d'Orviéto, de l'ordre des Capucins. Dix ans ne sont pas écoulés depuis le jour où l'enquête de l'Ordinaire a été transmise à la S. Congrégation des Rites. Comme dans le cas précédent, le saint-père a dispensé de cette formalité. Il a également permis de procéder à l'introduction de la cause avant l'examen des écrits et de traiter de l'affaire dans la congrégation *ordinaire* des Rites, au lieu de la déférer à la congrégation *générale*, comme c'est prescrit par les règlements d'Urbain VIII et de Benoît XIV. De nos jours ces deux dispenses sont fréquemment accordées, mais on maintient plus fermement l'obligation de ne commencer la procédure que dix ans après la présentation de l'enquête. Dans la réunion ordinaire du 7 juillet 1877, la S. Congrégation des Rites a exprimé un avis favorable à l'introduction de la cause en béatification et canonisation du vénérable Benoît-Joseph Cottolengo. Le saint-père a signé de sa main, le 19 dudit mois, la commission qui saisit la S. Congrégation des Rites de cette importante procédure. Voici le décret publié et affiché au champ de Flore et aux portes des basiliques de Rome.

Decretum. — Taurinen. Beatificationis et canonizationis ven. servi Dei Josephi Benedicti Cottolengo, canonici collegiatæ ecclesiæ Sanctisimi Corporis Christi et fundatoris instituti Taurinensis parvæ domus divinæ Providentiæ.

Quarto idus junii anni 1875 quum sanctissimus dominus noster Pius papa IX benigne indulserit ut de dubio signaturæ commissionis introductionis causæ servi Dei Josephi Benedicti Cottolengo præfati ageretur in congregatione Sacrorum Rituum ordinaria absque interventu et voto consultorum, licet non elapso decennio a die præsentationis processus ordinarii in actis Sacrorum Rituum congregationis, et scriptis ejusdem servi Dei non perquisitis et examinatis, Emus et Rmus D. card. Aloisius Oreglia de Sancto Stephano, hujus causæ ponens ad instantiam R. patris fr. Amadei ab Urbeveteri sacerdotis professi ordinis Minorum sancti Francisci capucinorum et hujus causæ postulatoris constituti, attentis postulatoriis litteris plurium virorum ecclesiastica præsertim dignitate illustrium in ordinariis Sacrorum Rituum comitiis hodierna die ad Vaticanum coadunatis sequens dubium discutiendum proposuit nimirum : *An sit signanda commissio introductionis hujus causæ in casu et ad effectum de quo agitur ?* » Et Sacra eadem Congregatio, omnibus maturo examine perpensis, auditoque voce et scripto R. P. D. Laurentio Salvati sanctæ Fidei promotore rescribendum censuit: *Affirmative sive signandam esse commissionem si Sanctissimo placuerit*. Die 7 julii 1877.

Facta postmodum de præmissis per infrascriptum secretarium sanctissimo domino nostro Pio papæ IX relatione, Sanctitas Sua sententiam Sacræ Congregationis ratam habuit et confirmavit, propriaque manu signavit commissionem introductionis causæ ven. servi Dei Josephi Benedicti Cottolengo prædicti. Die 19 ejusdem mensis et anni. — Loco † sigilli. Aloisius episc. card. Bilio S. R. C. præf. *Placidus Ralli S. R. C. secretarius.*

— *Le bienheureux Vullerm de Leaval, curé de Morgex, diocèse d'Aost. Confirmation du culte.*

Notre siècle inflige un démenti au préjugé peu favorable à la sainteté publique des curés par rapport à la canonisation et au culte ecclésiastique. Le vénérable Etienne Bellesini, mort curé de Genazzano en 1840, est en voie de canonisation ; les documents relatifs à

l'introduction de sa cause sont insérés dans la seconde série des *Analecta*, (col. 1953). Le vénérable Jean-Baptiste Vianney, curé d'Ars, décédé en 1859, a été déclaré vénérable treize ans après, par un décret apostolique en date du 26 septembre 1872. On peut consulter la douzième série des *Analecta* (col. 672) et la quinzième (col. 785 et seqq.).

Le bienheureux Vullerm, curé de Morgex, vivait au VIIe siècle; il combattit victorieusement le paganisme et l'hérésie arienne. De temps immémorial le culte public lui a été décerné sans interruption jusqu'à nos jours. Les procès-verbaux des visites pastorales des évêques d'Aost constatent tout au moins depuis le commencement du XVe siècle que le saint homme recevait le titre de bienheureux, et que ses reliques étaient l'objet de la vénération publique. Un inventaire de 1445 prouve que l'autel sous le vocable du bienheureux Vullerm existait dès lors dans l'église paroissiale de Morgex. Même constatation dans l'inventaire de 1460. La fête annuelle du bienheureux remonte à la plus haute antiquité, elle fut constamment célébrée le 7 février. En 1532, Claude de Leaval fit un legs testamentaire pour solenniser la fête. Les preuves surabondent pour attester la continuation du culte. En 1658, Alexandre VII concéda des indulgences aux fidèles qui le jour de la fête, visiteraient l'église de Morgex. En 1687, l'ordinaire d'Aost dressa une enquête canonique pour constater la découverte des reliques du bienheureux, et à cette occasion, recueillit et légalisa les signes du culte. En 1742, un chanoine d'Aost laissa ses biens à l'autel de Morgex. En 1819, une relation conservée aux archives de l'évêché désigne le bienheureux Vullerm comme patron secondaire de Morgex.

On conserve un grand nombre de statues et tableaux qui présentent les attributs réservés aux saints, l'auréole, le nimbe, le titre de *bienheureux*. Les historiens et les annalistes s'accordent à reconnaître le culte du bienheureux. On peut voir, entre autres, un savant mémoire publié en 1865 par le P. Albini, général des Barnabites, consulteur de la S. Congrégation des Rites. En 1873, Mgr l'évêque d'Aost ouvrit l'enquête canonique sur le culte. Indépendamment de ce qui est dit plus haut, quinze témoins ont attesté que toute la population et les pays voisins honorent Vullerm comme un saint. La fête est solennellement célébrée le 7 février; c'est l'usage de donner le nom de Vullerm aux enfants qui naissent ce jour-là. On remarque sur le bord de la Dora une gracieuse chapelle sous le vocable du bienheureux Vullerm. Mgr l'évêque d'Aost a rendu, le 14 janvier 1874, l'arrêt juridique décrétant légalement le fait immémorial du culte public décerné au bienheureux.

Ce décret de l'ordinaire devait être confirmé par le Saint Siége. La S. Congrégation des Rites a traité la question dans l'assemblée ordinaire du 3 février 1877. D'après la relation de S. E. le cardinal Bilio, préfet de la S. Congrégation et *ponens* de la cause, après avoir entendu verbalement et par écrit le promoteur de la foi, la S. Congrégation a jugé qu'il y avait lieu de confirmer le jugement de première instance. Voici le décret publié et affiché au champ de Flore et aux portes des basiliques.

Augustana in Pedemonte confirmationis cultus ab immemorabili tempore præstiti servo Dei Vullermo De Leaval, parocho Morjacii Beato nuncupato. — In ordinario cœtu Sacrorum Congregationis Rituum subsigata die ad Vaticanum coadunato per me subscriptum cardinalem hujus causæ ponentem proposito dubio: *An sententia lata ab Augustensi episcopo super cultu ab immemorabili tempore præstito servo Dei Vullermo de Leaval præfato, seu super casu excepto a decretis sa.me. Urbani papæ VIII, sit confirmanda in casu et ad effectum de quo agitur?*

Sacra eadem Congregatio, omnibus maturo examine perpensis, auditoque voce et scripto R. P. D. Laurentio Salvati sanctæ Fidei promotore, rescribendum censuit: *Affirmative, seu sententiam esse confirmandam.* Die 3 februarii 1877.

Quibus per infrascriptum secretarium Sanctissimo domino nostro Pio papæ IX fideliter relatis, Sanctitas sua rescriptum sacræ Congragationi ratum habuit et confirmavit. Die decima quinta februarii iisdem mense et anno. —

A. EP. SABINEN. CARD. BILIO S. A. C. præf.
Plac. Ralli S. R. C. secretarius.

Loco ✝ signi.

— *Trappistes. Profession. Service militaire. Indult permettant de différer la profession.*

D'après le concile de Trente, les novices doivent professer lorsqu'ils ont achevé le noviciat, ou bien sortir de la communauté. Le Saint-Siége tolère que la profession soit différée de cinq ou six mois, lorsque les supérieurs le croient utile; mais il ne faut pas que l'engagement soit indéfiniment prorogé.

Les lois modernes concernant le service militaire entravent notablement les communautés religieuses et la liberté des aspirants, surtout lorsque les novices ne sont pas destinés aux saints ordres. Voici un indult qui a été accordé aux Trappistes il y a déjà quelque temps. Supposé que les jeunes religieux soient exposés à être appelés au service, les supérieurs pourront leur faire émettre des vœux simples pour six mois et renouvelables tous les semestres.

Beatissime Pater. F. Franciscus Regis, procurator generalis Trappensium, ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus humiliter exponit.

Post completum novitiatum, novitii debent professionem facere intra sex menses; porro, ob vicissitudines temporum, juvenes ad militiam omni momento vocari possunt. In his conditionibus imprudens videretur superior qui tales ligaret vinculo votorum; idcirco orator supplex enixe deprecatur Sanctitatem Vestram ut concedatur superioribus facultas novitiatum continuandi, donec cesset periculum. Et Deus etc.

Ex audientia SSmi habita ab infra D. subsecretario Sacræ Congr. Episcop. et Regularium sub die 21 aprilis 1871. Sanctitas Sua gratiam prout petitur haud concedendam esse existimavit, sed potius indulsit ut donec præfatum periculum perduraverit, novitii, qui tempus novitiatus rite expleverunt, admittantur ad professionem votorum simplicium ad sex menses valituram, ac de semestri in semestre renovandam. Contrariis quibuscumque non abstantibus. A. Card. Quaglia præf. — A. Tombetta subsecret.

— *Ecoles du dimanche. Règlement de Mgr l'évêque de Cordoue. Catéchisme. Travaux manuels.*

On a établi dans plusieurs diocèses d'Espagne des

écoles du dimanche pour les garçons et les filles qui ne peuvent quitter leurs occupations journalières. Mgr l'évêque de Cordoue vient de publier un règlement dont nous résumons les principales dispositions.

1. Le curé fait appel aux personnes pieuses et instruites qui peuvent employer trois heures pour l'école du dimanche. Si des religieuses et des institutrices existent, on acceptera leur concours avec la plus vive reconnaissance. 2. On nommera une directrice, une trésorière et une secrétaire ; elles formeront la commission. Le curé ou son délégué sera conseiller. 3. On prendra autant que possible le local de l'école publique. 4. Mobilier. 5. L'enseignement se bornera généralement à la doctrine chrétienne, lecture, écriture, travaux manuels les plus simples et nécessaires pour les femmes. 6. Le catéchisme aura quatre divisions. 7. Il y aura aussi plusieurs classes de lecture. 8. Les travaux seront ceux qui conviennent aux familles pauvres. Si dans quelques cas particuliers on croit devoir permettre la confection d'objets de luxe, on avertira les enfants qu'elles sont dispensées du précepte ecclésiastique qui défend de travailler les jours de fête : le prix sera employé à un objet de piété. 9. Les élèves ne seront pas reçues avant douze ans ni après vingt-cinq ans. 10. La commission veillera à faire confesser et communier les élèves le jour de la très-pure Conception, ou dans l'octave, le jour de la fête du patron de la paroisse et à Pâques. 11. On distribuera des prix le jour de la fête de la très-pure Conception et durant le temps pascal. 12. Pour couvrir les dépenses, on invitera les bonnes familles à y contribuer par des aumônes. Les dames qui souscriront pour une cotisation mensuelle acquerront le titre de *protectrices des écoles dominicales*, et, en cette qualité, seront invitées à assister aux communions et aux distributions de prix; elles pourront visiter l'école à leur gré. 13. Messieurs les archiprêtres et curés rendront compte des écoles dominicales à l'évêque tous les deux mois, tant de celles qui existent déjà que de celles qui seront établies conformément à la présente instruction. Ceux qui ne pourront les établir nous feront connaître les motifs qui les empêchent ou les difficultés qu'ils rencontrent. Cordoue, 6 janvier 1878.

Instruccion para el establecimiento de las escuelas dominicales.

1. El Sr. archipreste ó cura párroco de las poblaciones en donde no haya escuela dominical de niñas, convocará á las señoras más piadosas é instruidas y que por su posicion puedan dedicar tres horas de cada domingo á la escuela; y leyéndoles la circular anterior las invitarán á crearla, haciendoles entender el gran bien que pueda proporcionar á las niñas y al pueblo, y el mérito que contraerán delante de Dios. Si en la poblacion hubiere hermanas religiosas dedicadas á la enseñanza ó maestras seglares que puedan prestarse á esta excelente obra, se las oirá en la reunion y se aceptará con agradecimiento los servicios que ofrezcan.

2. De entre las señoras que se presten á trabajar en la escuela se nombrará en la misma reunion una directora, una tesorera y una secretaria, las cuales desempeñarán el cargo que los nombres indican, y juntas formarán la junta directiva de la escuela, de la cual será consiliario el mismo Sr cura párroco ó el eclesiástico á quien delegue. En las poblaciones mayores podrian nombrarse además dos ó cuatro señoras que formen parte de la junta directiva con el titulo de vocales.

3. Formada la junta, se procederá á buscar local para a escuela. En varios lugares sirven para este objeto las mismas escuelas públicas : una de las escuelas dominicales de Madrid se estableció en el salon de actas del instituto provincial, otra lo está en las escuelas de los padres escolapios de San Anton, y otra en el colegio del Cármen. En donde esto sea posible, la instalacion de la escuela dominical se simplifica mucho; pero debe ponerse cuidado en retirar cada dia al final de las escuelas los papeles, plumas y demas menaje movible de la dominical, para no confundirlo con lo de la publica, ni causar á ésta ninguna perturbacion. Cuando por cualquier motivo el local de la escuela publica no pueda ser utilizado por la dominical, deberá buscarse otro; pero atendiendo á que en los principios no ha de ser muy grande, ni el menaje ha de ser costoso, fácilmente se encontrará : algunas escuelas se han principiado en el cuarto ó salon particular de una casa piadosa.

4. Si se ha de amueblar la escuela, téngase presente que en estas obras más se busca el aprovechamiento que el lugo; y que tal vez se aprende más en una pobre mesa habiendo caridad, que en un menaje vistoso guiándose por otro espiritu.

5. La eseñanza en las escuelas dominicales debe limitarse generalmente á la doctrina cristiana, lectura, escritura y á las labores más sencillas y necesarias propias de la mujer.

6. Para la enseñanza del catecismo, se dividirá éste en cuatro secciones, correspondientes á otras tantas clases de las alumnas, comprendiendo la primera el Padre Nuestro, Ave Maria, Gloria Patri, Credo, Salve, Confesion, Acto de contricion, Mandamientos de la ley de Dios, Mandamientos de la Iglesia, Sacramentos, y los tres capítulos de preguntas, Del nombre y señal del cristiano, De las obligaciones del cristonia, Sobre el Credo, y Sopre los articulos que pertenecen á la divinidad; las que sepan estas cosas aprenderán en la segunda clase los artículos de la fe, enemigos del alma, virtudes teologales y cardinales, potencias del alma, sentidos orporales, dones del Espíritu santo, frutos del Espíritu santo, bienaventuranzas, cosas con que se perdona el pecado venial postrimerías del hombre, y los capítulos de preguntas sobre los artículos de la santa humanidad, sobre los sacramentos y sobre la penitencia ; la tercera clase aprenderá las preguntas sobre el Padre Nuestro, de otras oraciones, sobre el Ave Maria y la Salvey sobre la comunion; en la cuarta clase aprenderánlo demás del catecimo, repasando oportunamente en cadra clase lo aprendido en las anteriores. Las maestras procurarán explicar los puntos más convenientes sirviéndoles para este fin el catecismo, explicando de mazo, el del P. Claret con láminas, ó el catecism en ejemplos del Dr Pratmans, adicionado por el P. Mach. El consiliario procurará autorizar con su presencia esta eseñanza y dirigir alguna breve plática á las jóvenes, animándolas y exhortándolas á la virtud.

7. Para las clases de lectura y escritura se formorán tambien grupos ó clases, reuniendo las alumnas que estén á un mismo nivel de instruccion y lean las mismas lecciones, on lo cual se facilitarà el trabajo de la maestra y el adelanamiento de las jóvenes.

8. En la eseñanza de labores más bien conviene dirigir que enseñar. Debiendoesta enseñanza reducirse á los trabajos comunes entre las clases pobres del país, las maestras pueden encargarles que traigan cada una los de su casa y enseñarles cómo han de hacerlos, bien entre semana ó proporcionarles otras labores análogas para que las hagan de la misma manera. Si en algun caso particular el cura párroco juzgase que deben

rabajar para la más completa enseñanza en la escuela dominical, sera advirtiéndoles de la dispensa del precepto eclesiástico que prohibe trabajar en los dias festivos y destinando el fruto del trabajo á algun objeto piadoso.

9. En las escuelas dominicales solo se admitirá por regla general á jóvenes solteras mayores de doce años y menores qu veinte y cinco.

10. La [junta directiva procurará que las alumnas confiesen y comulguen el dia de la Purísima Concepcion ó en uno de su octava, en la fiesta del santo patrono de la parroquia, y para cumplir el precepto pascual, preparándolas de antemano debidamente.

11. En la fiesta de la Purísima y en el tiempo pascual se darán premios á las alumnas más aplicadas, en la forma que estime mejor la junta directiva, escogiendo siempre objectos que sean de verdadera utilidad á las premiadas, como libros.

12. Para ocurrir á los gastos se invitará á las personas comodadas de la poblacion á contribuir con las limosnas que su caridad les sugiera; á las señoras que se suscriban por una cantidad mensual se les dará el título de *sócias protectoras de la escuelas dominical,* y como á tales se las invitará á asistir á las comuniones, reparticion de premios y demás actos públicos de la escuela, pudiendo visitar la misma escuela, siempre que lo tengan á bien.

13. Los Sres arciprestes ó curas párrocos nos darán cuenta ántes de dos meses, á contar desde esta fecha, de las escuelas dominicales que hoy existen en sus distritos, de las que se funden conforme á las presentes instrucciones, del estado en que unas y otras se encuentre y de las observaciones que tengan á bien hacer para su adelantamiento. Los que no pudiesen establecerlas nos comunicarán tambien los motivos porque no lo hayan hecho ó las dificultades que hayan encontrado.

Córdoba 6 de enero de 1878.—El Obispo.

— *Paroisses espagnoles. Prêtres habitués assistant à la messe solennelle* pro populo. *Honoraire de* 50 *centimes.*

Par édit du 31 mars 1878, Mgr l'évêque de Jaen a décidé que les coadjuteurs et les autres ecclésiastiques attachés aux paroisses recevraient 50 centimes pour l'assistance à la messe solennelle *pro populo* qui est célébrée les dimanches et fêtes de précepte. La situation gênée des fabriques paroissiales ne permet pas d'accorder une rémunération plus élevée, laquelle est en réalité une faible indemnité pour les frais de costume (surplis et barrette) que lesdits ecclésiastiques doivent s'imposer. Voici le texte espagnol de l'ordonnance :

« Deseando compensar de algun modo el servicio de vestuarios que en las misas solemnes *pro populo* se viene prestando por los coadjutores y ecclesiásticos asignados á las parroquias; pero teniendo en cuenta al mismo tiempo el estado precario en que se encuentran las fábricas parroquiales por efecto de lo exígno de sus consignaciones, su S. I. el Obispo, mi señor, se ha servido disponer que á los ecclesiásticos que presten el servicio de vestuarios en las misas *pro populo* que se celebren en las parroquias los domingos y dias festivos de precepto, se abonen de los fondos de fábrica los derechos consignados á los mismos en las fiestas mayores, ó sea 50 céntimos de peseta á cada uno. Dejarán de abonarse, por tal concepto, las consignaciones que anteriormente estuviesen señaladas por plantilla, pues no serán pasadas en cuentas.

Lo que de órden de su S. I. se hace saber á los señores párrocos, administradores de fábrica y demás personas interesadas para los efectos oportunos.

Jaen 31 de marzo de 1878. — Licenciado Francisco Fernandez presbitero secretario. »

— *Obligation des curés. Assistance des moribonds et recommandation de l'âme. Tradition de l'Eglise et prescriptions du Rituel.* (Affaire traitée à la S. Congrégation du Concile le 23 mars 1878.)

Mgr l'évêque de Bâle, en Suisse, vient d'adresser à la S. Congrégation du Concile la consultation suivante :

« Quoique le Rituel romain et les commentateurs indiquent clairement que les curés sont tenus d'assister les moribonds, cependant, en fait, cette discipline salutaire n'a presque jamais été en pleine vigueur, et aujourd'hui elle semble le plus souvent oubliée; car, après avoir administré les sacrements et fait plusieurs visites aux malades, un grand nombre de curés, sans aucun remords de conscience, négligent l'assistance des moribonds, surtout dans les grandes paroisses. Cette charge si particulière du pasteur, cette œuvre si nécessaire de miséricorde est laissée à des femmes. C'est pourquoi, afin qu'en une si grave affaire dont l'éternité dépend, toute erreur soit dissipée et tout abus soit radicalement extirpé, on soumet humblement les questions suivantes. Les ordinaires recommandent dans leurs statuts le ministère paroissial envers les moribonds, mais les curés entendent cela d'un pur conseil et non d'une obligation rigoureuse. Il n'y a que l'autorité suprême de la sainte Eglise romaine qui puisse réprimer l'abus en définissant clairement le droit.

« On demande par conséquent : 1. Si les curés et autres gérants de la cure des âmes sont tenus d'assister les moribonds, auxquels ils ont d'ailleurs administré les sacrements. 2. Si cette obligation est *sub gravi*? 3. Si l'obligation subsiste en toute rigueur à l'égard des moribonds qui ont vécu pieusement et paraissent bien disposés. 4. Si les curés légitimement empêchés sont tenus de se faire remplacer par un autre prêtre, supposé qu'ils puissent l'avoir. 5. Si dans une longue agonie le prêtre est tenu de ne pas abandonner le moribond jusqu'au dernier soupir. 6. Si, conformément aux prescriptions de S. Charles Borromée, il ne faut admettre que deux causes qui dispensent de l'obligation d'assister les moribonds : La nécessité d'administrer les sacrements à d'autres malades, et d'autres occupations nécessaires. 7. Si on doit considérer comme de légitimes empêchements, entre autre excuses, une santé peu robuste, une affaire médiocrement urgente, l'éloignement, les mauvais chemins, la nuit, le mauvais temps, le péril de contagion ou d'un autre mal, l'incertitude de l'agonie, la fatigue, la répugnance de la famille du malade, la fréquence des cas d'agonie, comme dans les hôpitaux. 8. Si les curés sont tenus de notifier à leurs paroissiens qui n'y sont point habitués la nécessité d'avertir le curé pour les moribonds et l'obligation de faciliter

l'entrée, et d'écarter sérieusement les obstacles pour parvenir au chevet des moribonds? »

Voilà les très-importantes questions que Mgr l'évêque de Bâle a soumises à la Sacrée Congrégation. Le *folium* que nous rapportons plus loin les traite avec soin. On cite le Rituel romain publié par l'ordre de Grégoire XIII et la disposition formelle du Rituel de Paul V. Ce dernier prescrit que les parents appellent le curé dès que l'agonie commence, *ut morientem adjuvet ejusque animam Deo commendet*. On cite les canonistes, Denys le chartreux, Passerini, Barbosa, Martène (*de antiquis Ecclesiæ ritibus*), une infinité de conciles provinciaux et de statuts synodaux, Benoît XIV, constitution *Firmandis*, num. 10. Frassinetti, dans l'ouvrage *Manuel pratique du nouveau curé*, en italien, dit : « Après avoir administré les sacrements, le curé doit assister le malade jusqu'au dernier passage ; et l'on doit désapprouver hautement la coutume, et pour mieux dire l'abus qui règne dans certains pays où les curés administrent les sacrements aux malades et ne se présentent plus dans leurs maisons. Cela serait à peine tolérable pendant l'hiver dans les localités où l'on devrait cheminer à travers la neige, la glace et des tempêtes dangereuses pour la vie elle-même. On pourrait tolérer que dans ces pays le curé, après avoir administré les sacrements et l'indulgence, recommandât le malade à la charité d'une pieuse personne pour l'assister et la conforter, en recommandant toutefois de rappeler sans délai le ministre du Seigneur si le malade ressent un besoin particulier, comme par exemple si sa conscience n'est pas tranquille. »

L'assistance des moribonds oblige-t-elle *sub gravi*? Les conciles et les synodes qui ont infligé de graves peines aux curés qui négligent la recommandation de l'âme, ont été persuadés de la gravité de cette obligation. Le *folium* cite Barbosa (*de Officio parochi*) et Catalani, commentaire du Rituel romain. Possevinus est le seul auteur que l'on rapporte comme ayant été d'avis que l'obligation n'est que *sub levi*; mais, qu'on le remarque, Possevinus limite son assertion aux bons chrétiens, dont les excellentes dispositions ne font pas doute.

Le prêtre qui assiste un malade doit-il demeurer auprès du moribond durant tout le temps de l'agonie, qui parfois est très-longue? Possevinus est d'avis que l'assistant ne doit pas quitter jour et nuit le moribond mal disposé et impénitent. Frassinetti, cité plus haut, s'exprime ainsi : « Il ne faut pas prétendre qu'après avoir administré les sacrements le curé ne doit plus quitter le chevet du malade, jusqu'à ce qu'il meure ou se trouve notablement mieux. C'est là un abus par excès, c'est une pratique vicieuse, parce qu'elle oblige le curé ou son remplaçant à passer les jours et les nuits auprès du malade sans pouvoir s'occuper des autres choses du ministère. En outre, sachant qu'après l'extrême-onction les parents réclament la continuelle assistance auprès du malade, le curé est fortement tenté de différer l'administration du sacrement pour ne pas perdre prématurément sa liberté. »

Quant aux causes qui excusent de l'assistance, il est nécessaire d'en laisser l'appréciation à la conscience du curé, qui doit surtout considérer l'état du moribond et ses qualités morales.

Nul doute que le curé doit s'en tenir à la prescription du Rituel romain, qui lui ordonne d'avertir les parents de le faire appeler si le mal s'aggrave. Il doit prendre tous les moyens de sauver les âmes qui lui sont confiées ; par conséquent, nonobstant la désuétude de la loi, il est tenu de notifier aux paroissiens l'obligation de l'appeler et de faciliter l'accès auprès du malade en éloignant énergiquement les obstacles.

Décision. La S. Congrégation du Concile déclare qu'en ce qui concerne l'assistance des malades, il faut s'en tenir aux prescriptions du Rituel romain. Sur les points controversés entre les auteurs, consulter les écrivains autorisés. Rome, 23 mars 1878.

Basilien. Super adsistentia infirmorum. — Die 23 martii 1878. Episcopus Basileensis supplici libello huic S. Ordini dato sequentia exponit :

« Etsi Rituale Romanum, cum suis commentatoribus... clare innuant, parochos teneri moribundis adsistere... nihilominus de facto, quia operosa res est, in pleno robore vix unquam fuit hæc salutaris disciplina et nunc sæpius obsoleta videtur, ita ut sacramentis administratis ac infirmis pluries visitatis, *adsistentiam moribundorum* absque ullo conscientiæ stimulo prætermittant parochi multi, præsertim in populosis parœciis, tantum boni pastoris munus et tam necessarium misericordiæ opus vel mulieribus committentes. Hinc ut in tanto negotio, a quo pendet æternitas, quivis error sedulo præcaveatur, ac omnis corruptela stirpitus eradicetur, sequentia dubia benigne enucleanda humillime et suppliciter proponuntur. Commendant equidem ordinarii in suis statutis parochiale ministerium erga moribundos, sed accipiunt parochi non ut officium obligatorium, bene vero uti purum putumque consilium. Quem abusum corrigere valet sola Sanctæ Romanæ Ecclesiæ summa auctoritas, jus clare definiens.

« Quæritur ergo :

« I. An teneatur parochi aliique animarum curam gerentes, moribundis adsistere, etiam si eos sacramentis rite munierint?

« II. An hæc obligatio sit sub gravi?

« III. An eadem urgeat obligatio erga moribundos, qui pie vixerint ac bene dispositi videantur?

« IV. An parochi impediti alium sacerdotem, si haberi possint, sufficere teneantur?

« V. An in longa agonia usque ad extremum spiritum perstare teneantur?

« VI. An ad mentem S. Caroli Borromæi *duæ* tantum admitantur causæ ab obligatione moribundis adsistendi dispensantes; necessitas videlicet aliis infirmis sacramenta administrandi, vel aliæ necessariæ occupationes?

« VII. Inter cæteras excusationes, quæ afferri possunt, an speciatim parum firma valetudo, negotium non ita urgens, locorum distantia, viarum difficultas, tempus nocturnum, cœli intemperies, contagionis vel alicujus mali periculum, incerta agonia, defatigatio non minima, familiæ infirmi repugnantia,, nimium frequentes casus agonizantium, ut in nosocomiis, sint legitima impedimenta?

« VIII. An teneantur parochi : 1. Parochianos inassuetos præmonere de necessitate parochum vocandi pro moribundis et de obligatione ipsi facilem accessum præbendi. —

2. Obices serio removere ut sibi viam ad moribundos sternant? »

Iis perlectis decretum editum fuit *Per summaria precum* : et hodie causa proponitur nonnullis prius de more in jure perpensis.

Et ad primum quod attinet dubium hæc advertenda esse putavi. Juxta verba S. Scripturæ : *Descendit ad vos diabolus habens iram magnam, sciens quia modicum tempus habet.* Apoc. 12, nemo non videt quanta cura sit præstanda illis, quin in extremo vitæ periculo positi sunt. Etenim « callidissimi atque nequissimi hostes animarum nostrarum dæmones » ita Dionys. Carthus. (in tract. de morte art. 3), agnoscentes mortem esse terminum merendi et demerendi, et animas in ea affectione in qua per mortem recedunt a corporibus immutabiliter permanere, in ipsa hora mortis acerrime tentant agonizantes. Ideoque benigna mater Ecclesia saluberrimas super hac materia statuit dispositiones, inter quas imprimis heic meminisse juvat, quæ in Rituali Romano, jussu Greg. XIII in principio capitis, *Modus adjuvandi morientes*, leguntur, scilicet : « Hora tantæ necessitatis atque instantis mortis discrimine « debet unusquisque fidelis caritatem suam erga proximum « migraturum tanto ferventius abundantiusque monstrare, « quanto tunc major est indigentia ; præsertim omnis præ- « latus parochus sive ejus vicarius » erga sibi commissos, ne ex sua negligentia ovis sibi credita ab infernalibus illis lupis, dolosissimisque prædonibus et procacissimis et fallacissimis hostibus devoretur ac omnium Creatori, Salvatorique animarum æternaliter auferatur. Pastor ergo et custos ac medicus animarum tunc præcipue curet adesse migraturo pro quo et ipse coram Deo rationem reddere obligatur secundum verba S. Scripturæ: *Impius si in iniquitate sua morietur, sanguinem ejus de manu vestra requiram.* Ezechiel, 33, v. 6. — Nec secus in Rit. Rom. recognito a Bened. XIV. in c. *De administratione Extremæ Unctionis*, ibi : « Admoneat (parochus) etiam « domesticos et ministros infirmi, ut si morbus ingravescat vel « infirmus incipiat agonizare, statim ipsum parochum accer- « sant ut morientem adjuvet ejusque animam Deo commen- « det ; sed si mors immineat priusquam discedat, sacerdos « animam Deo rite commendabit. » Et in sequenti cap. *de modo adjuvendi morientes*, ibi : « Ingravescente morbo parochus « infirmum frequentius visitabit et ad salutem diligenter ju- « vare non desinet ; monebitque instante periculo se confes- « tim vocari, ut in tempore præsto sit morienti. »

Quæ sollicitudo benignæ matris Ecclesiæ erga moribundos maxime clarescit ex dispositionibus, quæ in Ritualibus particularium diœcesium continentur, quæque omnes sacerdotibus adsistere moribundis usque dum exspiraverint, præscribunt. Martène, in lib. 3, *De antiquis Ecclesiæ ritibus.* Quibus una voce concinunt synodi tam provinciales quam diœcesanæ. Bened. XIV in sua constit. *Firmandis*, n. 10. Passerinus in tract. *De officio curati*, c. XIII, n. 13 : Dionys. Carthus. in tract. *De quatuor noviss. De judicio anim.* art. 37. Barbosa, *De officio parochi*, p. I., c. VII, n. 26. Audiatur sane Frasinetti in suo opere *Manuale prattico del parroco novello*, ibi : « Amministrati i sacramenti il parroco deve assistere l'infermo fino all'estremo passaggio; ed è grandemente da disapprovare la consuetudine o meglio abuso, vigente in alcuni luoghi, dove i parrochi costumano dare i sacramenti agli infermi e quindi non si accostano più alle loro case. Cio si potrebbe tollerare appena pel tempo d'inverno in certe località ove deve farsi disastrosissimo cammino tra nevi, ghiacci e bufere pericolose alla stessa vita. Appena in queste località il parroco, dati i sacramenti e l'indulgenza, potrebbe raccomandare l'infermo alla carità di qualche pia persona perchè lo assistesse e lo confortasse : ordinando però che soprawenendo all'infermo qualche singolare bisogno, come sarebbe se si trovasse con la coscienza inquieta, lo chiamassero subitamente. »

Omnibus igitur his ponderatis ac perpensis nullum dubium esse potest, parochum aliumque animarum curam gerentem teneri moribundis assistere.

Ad secundum dubium descendens in quo quæritur an hæc obligatio sit sub gravi? in duplicem abeunt DD. sententiam. Alii enim tenent istiusmodi obligationem parochum urgere sub gravi. Ita Catalani in Commentario ad Rit. Rom. supra cap. de administr. extr. unct. § 19 : « Teneri ex justitia parochum infirmis parochiæ suæ assistere, potissimum in commendatione animæ, certa sententia est, unanimi theologorum consensu comprobata, peccantque idcirco lethaliter parochi illi, qui ubi infirmis præsertim pauperibus sacramenta administrarunt, eorum facies amplius non vident, nisi cum mortuos afferre ad Ecclesiam debent. » Cui concinit Barbosa. *De officio parochi*, part. I, c. VIII, n. 26, qui ita tenet : « Si infirmus incipiat agonizari, advertat parochus majorem ei incumbere adjuvandi obligationem ac magnum et necessarium ministerium esse moribundis opem ferre in eo statu a quo vel in bono vel in malo dependet æternitas. Ob hanc rationem penitus rejicienda est quorumdam opinio, eximens parochum a mortali culpa non assistentem infirmo morti proximo post recepta sacramenta ; gravissimæ enim culpæ reus esset, si cum commode posset eum desereret ; cujus quidem culpæ repetenda est gravitas ab ea temporis circumstantia, in qua infirmus, si quando sui pastoris ope indiget, tunc certe est, cum diabolus ipsius calcaneo insidiatur. Huic necessitati accedit et alia gravior animadversio, quod nempe infirmus indigeat iterum ob aliquod novum peccatum confiteri, qui casus cum non raro contingat quisque intelligit parochum dictum infirmum deserentem a mortali culpa excusari non posse. » Quibus adjungi debent statuta plurium synodorum tam provincialium quam diœcesanarum, quæ graves infligentes pœnas contra id negligentes indubie retinuerunt hujusmodi defectum lethale peccatum importare.

Contra vero non desunt qui contrarium tenent, quos inter recensendus Possevinus, qui in tractatu *De officio curati*, c. XIII, num. 13, postquam asseruerat pastorem animarum teneri ad præstandam moribundis adsistentiam, quærit an sub gravi? et respondet : « Non credo, quia videtur res levis nisi in eo, qui ad talem statum sit redactus cum mortali, vel cum perseverantia in statu mortali, quia iste cum sit in magna indigentia pœnitentiæ, videtur curatus tamquam pastor teneri omni modo et via dum superest halitus, illius salutem procurare et tanto gravius teneri credo quanto periculosius est damnum vicinum et irreparabile moribundi. »

Ad tertium quod attinet dubium, observandum puto, quod certo certius in extrema vitæ hora dæmones maximos faciunt impetus, ut æternaliter devorent et auferant animas, hinc non est dubium, quin majori periculo expositi sint qui in prava habitudine et vitiose vixerunt quam qui piam et honestam vitam duxerunt. Proinde etiam major urget obligatio erga moribundos, in quibus ille habitus vitiosus remanet et qui infernalibus hostibus facilem accessum præbet, quam erga illos qui christiane vixerunt. Exinde etiam mox enunciatus auctor cit. loco rite animadvertit : « Cum iste sit in magna indigentia pœnitentiæ, videtur curatus tanquam pastor teneri omni modo et via, dum superest halitus, illius salutem procurare et tanto gravius credo teneri, quanto periculosius est damnum vicinum et irreparabile moribundi. » Majorem hanc necessitatem adjuvandi moribundos male dispositos etiam Rituale Rom. agnoscit, quando in cap. *de modo adjuvandi moribundos* ita sese exprimit : « Hora tantæ necessitatis atque instantis mortis discrimine debet unusquisque fidelis caritatem suam erga proximum migraturum tanto ferventius abun-

dantiusque monstrare quanto tunc major est indigentia. » Ipsum igitur Rituale Rom. majorem fervoris gradum admittit in illis, qui majori indigent auxilio in extrema lucta. Demum notandum est : si moribundi pie vixerunt et bene dispositi videntur, assistentia parochi est quidem bona, sed non necessaria - consuetudine generali ita interpretante, » uti observat idem autor loc. cit. num. 5.

Ad quartum descendens dubium animadverti posse videtur. Quamvis ad dæmonum artes illudendas impetusque frangendos cujuslibet sacerdotis præsentia plurimum valet, maxime tamen illa parochi juvabit, quia cum sit a Deo constitutus illius animæ pastor et custos, credendum profecto est, Deum summe misericordem uberiora charismata esse largiturum pro salute animæ, cujus cura ei est demandata. Parochus igitur infirmo se subtrahens post administrata sacramenta privat illum singulari beneficio, quod ex pastorali ejus assistentia in extremo vitæ discrimine sperare potest. Attamen quia multiplex est parochorum occupatio, proinde facile evenire potest, ut duo concurrant officia quæ simul perfici nequeunt, ita ut visitatio et assistentia morientium sæpe sæpius omitti debeat. Ideoque Rit. Rom., hunc prævidens casum, statuit : « Quod si parochus legitime impeditus, infirmorum, ut quando plures sint, visitationi interdum vacare non potest, id præstandum curabit per alios sacerdotes. » Licet nunc Rituale Romanum modo generali ita locutum sit, non distinguens inter varios infirmorum gradus, nihilominus admittendum putarem etiam præ oculis habuisse casum, quo quis in extremis sit constitutus.

Quapropropter prætermissis synodis provincialibus et diœcesanis statuentibus parochum per seipsum vel per alium sacerdotem teneri ad præstandam moribundis adsistentiam, satis sit mihi referre verba S. Caroli Borromæi in conc. Mediolan. IV, ubi statuit, ut procuretur alius sacerdos in casu, quo parochus legitime impeditus fuerit morientibus assistere, ibi : « Ubi hoc officium (administrationem (SS.) pie accurateque præstiterit (parochus) si æger adhuc vivit aut animam agit, ne eidem præsens adesse omniaque salutaria officia præstare omittat. Si vero adesse aliquando non potest, vel quia aliis graviter ægrotantibus sacramenta ministrare necesse habet, vel quia in necessariis parochialis curæ occupationibus aliis impeditur, tunc ea pietatis officia illi a sacerdote, si quis alius eo loco est, sollicite præstari curet. »

Circa quæstionem quæ in quinto dubio proponitur observandum puto cum Possevinio loc. cit. qui quærens : An curatus teneatur apud moribundum manere die ac nocte ? respondit : « Si moribundus sit impœnitens credo teneri omni modo et via, dum superest halitus, illius salutem procurare et tanto gravius teneri, quanto periculosius est damnum vicinum et irreparabile moribundi. Si vero is recepit sacramenta et christiane vixerit, est bonum apud illum manere, sed non necessarium, consuetudine generali ita interpretante. » Et Frasinetti in suo libro *Manuale prattico del parroco novello*, habet : « Tuttavia non è da pretendere che amministrati i sacramenti il parroco o chi per esso, non si abbia più da allontanare dal letto dell'infermo finchè muoia o prenda notabile miglioramento, questo è un abuso per eccesso e non lascia di essere una prattica viziosa, primieramente perchè obbliga il parroco o altri per lui a fermarsi presso l'infermo le giornate e le notti senza che possa occuparsi in altre cose del ministero ; secondariamente perchè sapendo il parroco che dato l'olio santo i parenti pretendono quell'assidua assistenza al loro infermo, è fortemente tentato, a differirne quanto più l'amministrazione per non privarsi troppo presto della sua libertà. » Cæterum iis perpensis nec non aliis quæ usque adhuc exposita fuerunt, grave non erit EE. PP. sapientiæ etiam hanc dirimere quæstionem.

Circa sextum et septimum propositum dubium dubitari nequit quæstiones has varios in se continere casus. Difficillime siquidem esse videtur determinare, in hoc vel alio speciali casu veram et propriam adesse rationem dispensationis ab officio assistendi moribundis. Ponderandæ potius viderentur circumstantiæ parocho occurrentes, necnon status moribundi, ejusque morales qualitates. Etiam S. Carolus Borromæus, hanc prævidens difficultatem, casus pro dispensatione occurrentes enumerare abstinuit et modo tantum generali locutus est conscientiæ parochi relinquens, quando illæ circumstantiæ evenire possent.

Ex iis quæ hucusque disputata sunt plane descendere videtur ad ultimum dubium responsio. Si enim Rituale Romanum præscribit ut parochus moneat domesticos et ministros infirmi ut si morbus ingravescat ipsum accersant, si omni modo curare debet salutem animarum, quæ ejus curæ commissæ reperiuntur, haud ambigendum videretur quod non modo parochus inassuetos parochianos præmonere debet de obligatione ipsum vocandi, ipsique facilem accessum præbendi, verum etiam et ad obices serio removendos teneatur ut sibi viam ad moribundos sternat. Qui enim tenetur ad finem tenetur etiam ad media.

Quibus animadversis videant EE. PP. quonam responso proposita dubia sint dimittenda.

Quare etc.

Congregatio Concilii respondendum censuit : *Super adsistentia infirmorum standum esse præceptionibus Ritualis Romani ; in reliquis consulat probatos auctores.* Romæ, 23 martii 1878.

La collection des *Analecta* renferme plusieurs articles sur l'assistance des moribonds et la recommandation de l'âme. On peut consulter la quatrième série (col. 2011 et seqq.), la cinquième série (col. 831 et seqq.), la douzième série (col. 89, 466), la treizième série (col. 973). Quinzième série (col. 420, 1102). On y rapporte un grand nombre de décisions du Saint-Siége sur ce devoir essentiel de la sollicitude pastorale. La coutume peut-elle prescrire légitimement ? Les SS. Congrégations n'ont jamais reconnu la désuétude dans une question qui intéresse de si près le salut des âmes. Les simples prêtres et les réguliers eux-mêmes sont-ils obligés par le devoir de la charité d'assister les moribonds à défaut du curé légitimement empêché ? Cette question est traitée *loc. cit.* Les prières de la recommandation de l'âme ont été insérées dans le Bréviaire, parce que tout prêtre peut être appelé pour remplir ce grand ministère.

— *Ordination. Exeat et dimissoires refusés injustement. Le Saint-Siége permet de recevoir les ordres des mains d'un évêque catholique.* (Affaire décidée par la S. Congrégation du Concile le 23 mars 1878.)

Le concile de Trente (session 23, c. 8) prescrit aux ordinands de recevoir l'ordination de leur propre évêque, ou en vertu des lettres dimissoriales et testimoniales de ce prélat ; s'il les refuse injustement, on peut porter plainte au Saint-Siége, qui, après instruction de l'affaire, remet l'ordination au métropolitain, ou à un évêque voisin, ou bien encore à tout évêque auquel l'ordinand voudra s'adresser. Le *folium* rapporte un grand nombre d'arrêts de la S. Congrégation du Concile, années 1668, 1792, 1823, 1848 etc.

Pierre N. a eu la vocation ecclésiastique dès son bas âge. Depuis plusieurs années il réside à Rome,

en suivant le cours de théologie de l'université. Ayant écrit plusieurs fois à son évêque en France pour obtenir les dimissoires, il a essuyé un refus, par la raison qu'il n'a pas rempli certaines conditions prescrites pour le grand séminaire du diocèse. Voyant s'approcher le moment où l'autorité militaire pouvait l'appeler au service, il a présenté une requête à la S. Congrégation du Concile, en demandant l'autorisation de recevoir les ordres majeurs et la prêtrise. Il a assuré qu'il aurait un titre patrimonial d'ordination conformément aux saints canons. — La S. Congrégation a écrit à Mgr l'évêque, selon l'usage, *pro informatione et voto*. Le digne prélat a répondu : « Le recourant a quitté le diocèse il y a environ cinq ans, ne voulant pas, ou, dit-il, ne pouvant pas remplir un certain règlement diocésain pour notre grand séminaire. Depuis cette époque il a demeuré dans différents diocèses, et il nous a demandé plusieurs fois les dimissoires pour recevoir les ordres. Nous avons refusé les lettres dimissoriales, parce que nous ne pouvons pas répondre de sujets peu connus de nous, impropres au saint ministère et d'ailleurs dépourvus d'un titre suffisant pour l'ordination. » Au reste, Mgr l'évêque dit qu'il n'a pas à se plaindre de la conduite morale du recourant et qu'il lui a proposé l'*exeat* pour s'agréger à un autre diocèse.

Quel est le règlement diocésain auquel Pierre n'a pas voulu se soumettre ? C'est un statut du concile provincial, ainsi conçu : « Les élèves ecclésiastiques suivront pendant deux ans et avec la plus grande application le cours de philosophie suivant la méthode scolastique. » Ce concile provincial a été légitimement examiné par le saint-siége. Or, Pierre a violé le règlement : car, après avoir fait un an de philosophie, il demanda d'entrer au cours de théologie.

Le refus de dimissoires semble injuste. Mgr l'évêque reconnaît lui-même que le recourant a de bonnes mœurs et de la piété. Le métropolitain confirme ; Pierre a laissé de bons souvenirs dans le petit séminaire de l'archidiocèse, où il fut quelque temps professeur. C'est pourquoi Mgr l'archevêque déclare que rien ne s'oppose, en ce qui le concerne, à ce qu'on autorise le recourant à recevoir les ordres de tout évêque catholique. Pierre a résidé cinq ans au séminaire de Lyon. Le supérieur rend un excellent témoignage « de sa conduite, qui a toujours été exemplaire ». Il atteste aussi « que cet ecclésiastique a étudié la théologie pendant trois ans et subi avec succès les examens que l'on fait subir à ceux qui doivent recevoir la prêtrise ». Il a quitté le diocèse parce qu'il ne peut pas supporter le climat froid et qu'il a besoin d'une nourriture particulière.

Décision. La S. Congrégation juge qu'il y a lieu d'accorder au recourant l'autorisation de s'adresser à un évêque catholique pour recevoir les saints ordres et la prêtrise. Rome, 23 mars 1878. L'affaire a été traitée *per summaria precum*. Voici la relation de Mgr le secrétaire de la S. Congrégation.

Ordinationis. Die 23 martii 1878. Petrus N. diœcesis N. in Gallico seminario nunc Romæ degens a primis adolescentiæ annis expertus fuit ad statum ecclesiasticum vocationem, atque hunc ad obtinendum optatum finem theologicis etiam studiis operam navavit, et navat in universitate Gregoriana. Pluries petiit ab antistite dimissoriales literas pro sacra recipienda ordinatione, quas tamen ille concedere renuit, eo quia præteritæ ab eo fuerunt nonnullæ conditiones pro seminario majori suæ diœcesis institutæ, queis orator satisfacere non valuit. Urgente vero tempore, ut inter militiæ delectum numeretur, ni extet ordinibus initiatus, supplici libello diei 24 decembris anni nuper elapsi summum pontificem adiit, efflagitans ut licentiam ei concedere dignetur ordines suscipiendi usque ad presbyteratum inclusive, promptus ut est sibi comparandi titulum sacri patrimonii juxta sacrorum canonum præscripta.

Has preces uti fieri solet episcopo pro informatione et voto remisi, qui acceptis mandatis obsequens respondit quod « Orator diœcesim . . . reliquit a quinque circiter annis eo quod nollet, aut ut aiebat non posset quamdam diœcesanam regulam pro seminario nostro majori . . . adimplere. Exinde non semel ex alienis diœcesibus ubi degebat . . . literas dimissoriales pro suscipiendis ordinibus postulavit quas recusavimus, ut semper talibus in circumstantiis sponsionem nempe renuentes de subjecto nobis minus noto, qui sæpe postea, ut expertisumus ministerio sacerdotali impar ac patrimonio sufficienti titulo destitutus. » Cæterum addit nihil contra mores aut agendi rationem oratoris habere, quem urget militaris lex gallica, cui alias excardinationis literas proposuit ut ad aliam diœcesim, si vellet, convolaret.

Regulam autem diœcesanam quam violasse refert episcopus prouti ex posterioribus ejusmet literis deprehendi, ea est, quæ jam in dicta diœcesi statuta reperitur, ibi : « Alumni « ecclesiastici per duos annos juxta methodum scholasticam « et summa quidem animi applicatione philosophiæ studeant. » Istam violasse dicit Petrum, qui uno tantum philosophiæ emenso anno ad sacra theologiæ studia admitti postulaverat.

Post hæc causam in hodiernis comitiis proponendam duxi rescribendo die 8 currentis mensis *Per summaria precum*.

Exploratum est in jure omnes, qui ad ordines promover desiderant, a proprio episcopo illos suscipere debere ad præscripta per Tridentinum sess. 23 cap. 8 de Reform. vel si ab alio promoveri petant, literis ordinarii sui testimonialibus eorum probitatem, ac mores commendantibus, communitos esse oportere. Quibus injuste denegatis, datur recursus ad S. Congregationem, et per hanc committitur ordinatio nedum episcopo beneficii, sed et viciniori etiam aut metropolitano. S. C. in *Fabr.* Ord. 21 aprilis 1792, § 4. Quod pari ratione de literarum dimissorialium denegatione dicendum venit, cum alia via eas expetenti superesse non possit quam adeundi summum pontificem, qui mandet episcopo vel ut ipsum ordinet seu literas dimissoriales concedat uti in *Nepesina* capellaniæ 27 maii 1713, dub. 3. *Carthag.* ordinat. 10 maii 1755; vel ex plenitudine suæ potestatis, quin ad aliam diœcesim promovendus transeat, facultatem impertiatur ordines suscipiendi sive a metropolitano sive a viciniori, vel a quocumque catholico antistite. S. C. in *Remen* 21 aprilis 1668. lib. 16 Liter. Visit. SS. LL, pag. 405 relata a Bened. XIV *de Synod. diœc.* lib. 12, cap. 8, num. 4, *Calaguritana* 24 maii 1823, § *Exploratum*, *Neapolitana* excardinationis 15 julii 1848, § *Si*, ambæ inter summaria precum relatæ.

Atqui in themate dissensus episcopi in dimissorialibus literis oratori concedendis irrationalis videtur. Quandoquidem non modo ex ipsius testimonio exurgit eumdem *bonis moribus ornatum* et *pium* esse, verum etiam ex archiepiscopi fide docemur eumdem tempore quo in parvo suæ diœcesis seminario commoratus est parvulos instruens alumnos, optimum reddidisse testimonium de religione, bonis moribus et totius

vitæ institutione; unde haud ipse ambigit asserere ex parte sua nihil obstare quominus positis ponendis sacris initietur ordinibus a quocumque catholico episcopo. Et rector Lugdunensis seminarii ubi per quinque annos tamquam auxiliaris commoratus est testatur « de la conduite, qui a toujours été exemplaire » et « qu'il a étudié la théologie pendant trois ans et « subi avec succès les examens que l'on fait subir à ceux « qui doivent recevoir la prêtrise. » Ergo oratoris preces exaudiendæ viderentur, maxime quia moræ locus non est, dum pressus ad amplectendam terrestrem militiam nonnisi quam gratia summi principis vocationem suam ad effectum traducere valet.

Neque petitæ gratiæ obesse potest deficientia sacri patrimonii. Primo quia pessimis hisce temporibus facilius super ipsius constitutione dispensatio largitur: 2. quia ipsemet asserit promptum esse sibi comparandi titulum patrimonii pro sacra ordinatione suscipienda. Multoque minus officit a propria diœcesi discessus quia tali afflictatur morbo ut nedum victu speciali necesse habet, verum etiam *ne peut pas supporter le climat froid*, prouti Lugdunensis doctor Keisser testatus est.

Cæterum animadversis quæ contra per episcopum fuerunt deducta, videant EE. VV quonam responso oratoris preces sint dimittendæ.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii rescripsit : *Pro facultate ad hoc ut orator a quovis catholico episcopo, servatis cæteris de jure servandis, ad sacros ordines usque ad presbyteratum inclusive promoveri possit, facto verbo cum Sanctissimo.* Romæ, 23 martii 1878.

— *Irrégularité. Défaut corporel. Les bossus sont-ils irréguliers?* Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 juin 1878.

Les bossus ne sont irréguliers que lorsque leur difformité est énorme et scandaleuse. Dans le décret de Gratien on a le canon *Hinc etenim*, au mot *Gibbosus*, distinction 49. Voir aussi la décrétale *Presbyter*, et l'autre décrétale *Thomas*, titre *De corpore vitiatis*. Un défaut corporel ne rend pas absolument irrégulier. C'est à la difformité, ou à l'inhabilité à remplir les fonctions du ministère que l'irrégularité est attachée. Dans l'ancien Testament Dieu écartait de l'autel et de l'offrande le prêtre aveugle, boiteux, bossu : *Si cæcus fuerit, si claudus, si parvo vel grandi, vel torto naso, si fracto pede, si manu, si gibbosus.* (Levit. c. 21).

Hyacinthe N. a fait présenter à la S. Congrégation du Concile une requête portant que, se sentant appelé par la Providence à l'état ecclésiastique, il a fait les études littéraires et philosophiques au séminaire de Liége et qu'il a même fait un an de théologie ; mais qu'il ne peut recevoir les ordres, à cause d'un défaut corporel ; il est bossu, mais cette difformité n'est pas très-ridicule, et n'inspire aucune horreur. Non seulement le révérendissime ordinaire de Liége a confirmé la vérité de l'exposé, mais il a joint ses instances à celles du recourant.

La S. Congrégation a demandé la photographie du bossu. En la transmettant, Mgr l'évêque a de nouveau demandé la dispense de l'irrégularité ; les excellentes qualités du recourant font espérer qu'il travaillera utilement au saint ministère, surtout dans une église rurale. Le maître des cérémonies atteste que le jeune homme fait sans aucune difformité toutes les cérémonies de la messe. Il a 1 mètre et 53 centimètres de haut. Sa famille est riche et très-religieuse.

Décision. La S. Congrégation du Concile a jugé qu'il y avait lieu de remettre au jugement et à la conscience de Mgr l'évêque de Liége la faculté de dispenser le recourant et de l'habiliter pour la réception des ordres jusqu'à la prêtrise inclusivement. Rome, 15 juin 1878.

Leodien. Dispensationis ab irregularitate. Die 15 junii 1878. — Hyacinthus N. Leodiensis diœcesis, sacratissimum principem adiit suppliciter exponens, se divina Providentia ad statum clericalem vocatum, studia tum humaniora, tum philosophica in seminario Leodiensi absolvisse, jamque per annum disciplinis theologicis operam navasse. Sed quamvis vehementer exoptet usque ad presbyteratus ordinem ascendere « sui voti compos fieri nequit cum quodam corporis defectu laboret, gibbo scilicet, non enormi quidem, qui nec gravem excitat risum, nec ullum inspirat horrorem. » Quapropter humiliter petebat ut (si forte irregularis existat) a qualibet irregularitate dispensetur. Superius exposita Rmus ordinarius Leodiensis nedum auctoritate sua confirmavit, verum etiam oratoris precibus proprias adjungere non dubitavit.

Requisitus episcopus ut imaginem photographicam oratoris transmitteret, illico mandatis S. hujus Ordinis obtemperavit una simul iterum rogans pro præfatæ irregularitatis dispensatione, quia, ut ipse ait, « magna datur spes spectatis præsertim bonis et ingenii et indolis ejus dotibus, ut in sacro ministerio etiam saluti animarum adlaborare possit præsertim in Ecclesia rurali. »

Post hæc rursum requisitus ille præsul ut « referat de altitudine staturæ oratoris, de prævio experimento coram cœremoniarum magistro, significet an sine ulla deformitate omnes sacrificii actiones explere queat, » ita respondit : « staturæ altitudinem oratoris attingere unum metrum cum quinquaginta tribus centimetris. » Quoad vero experimentum, omnia peregisse absque ulla deformitate.

Hisce absolutis rescriptum edidi *Per summaria precum.*

Cum in hodiernis comitiis causa hæc proponatur, præstat nonnulla ex officio animadvertere.

Quamvis juxta veterem Ecclesiæ disciplinam, magis ad animi dotes, quam ad vitia corporis in promovendis inspiciebatur can. 77 et 78 apostolorum. Thomassin, *De vet. et nov. disciplin.* part. 2, cap. 78, num. 2, ad 6; tamen processu temporis Romani pontifices ab altaris sacrificio eos arcendos existimarunt qui aliquo corporis defectu laborabant, can. 3, distinc. 55, can. *Illiteratos*, distin. 16. Hujusmodi irregularitas ex veteri testamento repetenda videtur. Sic Dominus ad Moysen loquutus est : « Loquere ad Aaron : homo de « semine tuo per familias qui habuerit maculam non offerat « panes Deo suo, nec accedat ad ministerium ejus, si cœcus « fuerit, si claudus, si parvo vel grandi vel torto naso, si « fracto pede, si manu, si gibbosus etc. » Levit. 21, v. 18, 19. Ratio autem cur in novo testamento corpore vitiati irregulares evadunt in eo reponitur quia vel scandalum fidelibus ingerere possunt, vel res sacras periculo irreverentiæ exponunt. cap. *Presbyterum*, de cleric. ægrotante. Cum igitur in supplici libello dicatur Hyacinthum ea gibbositate laborare quæ licet non gravem, tamen excitat risum, manifeste eruitur hujusmodi defectum haud excludere verum periculum res sacras irrisioni exponendi : quare gratia deneganda videtur. Fortius quia agitur de promovendo, cui juxta praxim S. Congrega-

tionis dispensatio difficilius elargiri solet. *Firmana* irregularitatis 24 maii 1823. *Comen.* irreg. 6 maii 1875.

E contra advertendum quod gibbosi tunc tantum irregulares evadunt cum sint enormiter vel deformiter tales *cap. Hinc etenim, vers. gibbosus, dist.* 49. Scitum enim est quod corpore vitiati non sunt absolute et simpliciter irregulares; sed tunc tales evadunt, vel quando defectus deformitatem aliquam contineat, vel inhabilitatem inducat ad obeundas sacri ministerii functiones. Cap *Presby.* 1 de corp. vitiat. Cap. *Thomas* eod. tit., Ferr. verbo *irregular.* art. 1 num. 1n. La Croix lib. 7, num. 500. Layman. lib. 1, tract. 5, part. 5, cap. 7. Atqui perspecta imagine photographica necnon perpensa ipsius statura unius metri et centim. 53, talis non apparet Hyacinthus. Imo et ipsemet ordinarius, cujus judicium maximi faciendum in hac præsertim materia juxta Anaclet. ad titul. de corpor. vitiat. quæst. 3 num. 20, fatetur gibbum quo prædictus juvenis deformatus est non posse dici enormem, neque gravem excitare risum, aut horrorem inspirare, atque ulterius prosequitur : « Experimento coram sacrarum cæremoniarum Magistro facto, constat oratorem sine ulla deformitate omnes sacrificii actiones explere posse.» Quæ verba consonant cum attestatione ipsius cæremoniarum magistri qui fidem facit : « Hyacinthum sine ulla deformitate omnes sacrificii actiones explete posse..... altitudinem staturæ sufficientem habere ad officia divina adimplenda.» Juvat etiam addere (sunt verba episcopi) hunc juvenem ex diviti apprimeque catholica familia ortum, optimæ esse indolis necnon insigni virtute ac pietate præditum esse.... Fundata enim spes fore ut sacerdos ordinatus in ecclesia præsertim rurali divinis ministeriis pie inserviturus, et animarum saluti cum fructu adlaboraturus sit. » Quæ animi dotes indubie corporis defectum compensare atque suadere quod si forte irregularis sit, videtur ut ipsius votis sit concedendum.

Quibus igitur perpensis, EE. VV decernere non dedignentur quonam responso hujusmodi preces dimittendæ.

S. Congregatio rescribendum censuit : *Arbitrio, et conscientiæ episcopi cum facultate dispensandi, et habilitandi oratorem ad omnes ordines usque ad presbyteratum inclusive, facto verbo cum Sanctissimo.* Romæ, 15 junii 1878.

— *Indulgences. Si elles commencent la veille, ou seulement à minuit. Les œuvres prescrites doivent être faites le jour marqué pour gagner l'indulgence. Si l'on peut gagner plusieurs indulgences le même jour. Si les conditions peuvent être observées plusieurs fois.*

Nous avons publié dans la livraison précédente un décret de la S. Congrégation des Indulgences du 14 décembre 1877, lequel décide plusieurs difficultés concernant l'acquisition des indulgences. Avant de se prononcer, la S. Congrégation a demandé, selon l'usage, l'avis de ses consulteurs. Le *votum* de ces savants hommes renferme des éclaircissements utiles.

1. Il a été décidé que l'indulgence commence à minuit, à moins que l'indult pontifical ne permette expressément de la gagner à partir des premières vêpres. Cette décision semble opposée à un décret du 3 juillet 1754, décret portant que le jour naturel commence au lever du soleil : *Diem naturalem ab ortu solis incipere.* Ce décret est compris dans la collection Prinzivalli. Or, le dossier conservé aux archives du Vatican constate que les cardinaux, en 1754, décidèrent que le jour naturel commence à minuit. Prinzivalli s'est mépris en parlant de l'aurore. Si l'on ne pouvait gagner les indulgences qu'après l'aurore, les hommes du nord, qui sont rapprochés du pôle, gagneraient fort peu d'indulgences.

2. La confession et la communion prescrites pour gagner l'indulgence plénière peuvent être accomplies la veille ; mais il en est autrement des prières et autres œuvres prescrites ; on doit les faire le jour même auquel l'indulgence est attribuée. La question avait été déjà décidée en 1841 pour une consultation venant du diocèse de S. Brieuc ; il suit de là que si l'indult pontifical accorde l'indulgence dès les premières vêpres, on peut dans le même laps de temps remplir les autres conditions. Le consulteur insinue qu'il serait bon d'accorder pour les prières et autres œuvres la latitude qui a été donnée pour la confession et la communion ; car parfois les fidèles ne peuvent se rendre deux jours de suite à une église, où d'ailleurs on ne dit pas la messe chaque jour.

3. Diverses indulgences, accordées à différents titres, peuvent être acquises par la même œuvre de piété et de charité, supposé que cette œuvre ne puisse être renouvelée. Le consulteur parle d'abord des indulgences plénières. Les théologiens étaient jadis divisés. Cependant S. Alphonse de Liguori dit que l'on peut par une communion et un seul jeûne acquérir plusieurs indulgences plénières, parce qu'il n'est pas possible de communier et de jeûner deux fois le même jour. La décision de 1841 pour S. Brieuc tranche le difficulté en ce qui concerne la communion. Le décret de 1847 pour Valence décide que l'on peut gagner l'indulgence de la Portioncule *toties quoties* le fidèle entre dans une église franciscaine ou privilégiée et fait une courte prière. Il en est de la confession et du jeûne comme de la communion. Une courte prière suffit-elle pour acquérir plusieurs indulgences plénières ? C'est probable, car les indults qui prescrivent de prier pour l'Eglise, pour la paix, et autres intentions, ne déterminent pas ces prières. Une faible aumône aux pauvres semble suffire pour acquérir plusieurs indulgences ; parce que l'aumône, si modique qu'on la suppose, peut se diviser en plusieurs parts. Il en est autrement si l'indult prescrit que chacun fasse l'aumône selon ses moyens ; en ce cas les gens riches doivent donner plus largement que les pauvres.

En ce qui concerne la visite des églises, il est nécessaire de la renouveler le même jour, suivant le nombre d'indulgences plénières qu'on désire gagner.

Le consulteur s'étend au sujet des indulgences partielles, pour lesquelles on exige moins que pour les indulgences plénières. Il établit quelques principes généraux qu'il emprunte aux théologiens.

Voici le résumé de la consultation rédigée pour la S. Congrégation des Indulgences.

Votum consultoris. Quoad primum dubium. Consultor observavit quod in decretis sive brevibus aut clausula habetur : « A primis vesperis usque ad occasum solis, » aut hæc clausula omissa est. Si clausula adest, sensus manifestus est et explicatione non indiget ; si vero illa clausula non habetur, tunc indulgentiæ non incipiunt a primis vesperis, sed a die naturali. Non inutiliter illa clausula apponitur aut omittitur, sed ex ratione propter diversitatem temporum. Aliquando pro diebus

qui non habent primas vesperas, v. g. feriæ quadragesimales, indulgentia conceditur simpliciter dicendo : « feria IV in capite jejunii. » Tunc igitur indulgentia lucranda incipit a die naturali.

Sed hic iterum quæstio est quando incipiat dies naturalis, sive an dies naturalis comprehendat totum tempus 24 horarum a media nocte usque ad mediam noctem, an vero tantum tempus quo sol illucescit. Quæstio decisa videtur decreto 3 julii 1754, quod legitur apud Prinzivalli sub num. 214. Ibi dicitur : *diem naturalem ab ortu solis incipere.*

At vero ex actibus qui in archivio S. C. Indulg. servantur, manifesto constat, Emos cardinales in Congregatione habita die præcedente declarasse, diem naturalem a media nocte incipere; cumque nullum vestigium habeatur summum pontificem a voto Eminentissimorum cardinalium recessisse, sed e contra verbis expressis dicatur : « Sanctitas Sua votum Sacræ Congregationis benigne approbavit ; » concludendum videtur, in redactione decreti errorem fuisse illapsum et restituendum esse textum, dicendo, diem naturalem a media nocte incipere.

Si dicitur : *Ab ortu solis*, tunc qui mane surgent velociter ad horam crepusculi vel auroræ, et orationi ac meditationi incumbunt, vel post solis occasum adhuc preces fundunt, plurimas indulgentias lucrari non possunt ; et qui septentrionales plagas incolunt, ubi hieme nox fere nunquam sole interrumpitur, quasi nullas indulgentias acquirunt. Unde oportet ut a decreto apud Prinzivalli publicato recedatur, et juxta votum Emorum anni 1754 dicatur : diem naturalem a media nocte incipere.

Quoad secundum dubium, quæ sequuntur innuit consultor idem ; nempe in una *Briocen.* die 29 maii 1841 quæsitum fuit : « 4. Intra quotas horas diei ipsius vel diei pridianæ recitari debeant preces a summo pontifice præscriptæ ad lucrandam indulgentiam plenariam ? » Et responsum fuit : « Intra idem tempus designatum pro indulgentiarum acquisitione » Ergo si pro tempore acquisitionis assignatum fuit tempus a primis vesperis usque ad occasum solis, eo tempore preces recitandæ et alia opera injuncta adimplenda sunt ; si vero dies naturalis designatus est a media nocte, eadem opera facienda sunt, etiam si per recentes concessiones permittatur, ut confessio et communio die festum præcedente fieri possint ; nam circa opera injuncta nihil declaratum, nihil immutatum est. Si episcopus Hebron. loco dubii supplicasset, ut qui die festum præcedente mane confessionem et communionem peragunt, etiam alia opera ad lucrandam indulgentiam præscripta peragere possent, ejus preces commendatione essent dignæ ; nam sæpe eædem rationes, quæ militabant pro confessione et communione die præcedente jam ad lucrandam indulgentiam valida, militant etiam pro aliis operibus injunctis. Sic ex. gr. in regionibus, ubi pauci sunt sacerdotes una tantum missa dicitur, cui multi intervenire non possunt, et si ecclesia longe distat, non poterunt eam visitare. Deinde confessio et communio sunt semper conditiones principaliores ; unde si partes principaliores jam pridie fieri possunt, æquum videtur, ut etiam minus principales quasi eas concomitantes simul fieri possint.

Tenendum tamen semper, absque ulteriore concessione, alia opera præter confessionem et communionem præscripta non posse anticipari.

Quoad tertium dubium. Animadvertit consultor, auctores, qui de re scripserunt, abiisse in diversas opiniones, sed recentioribus fretus decretis S. Congregationis Indulgentiarum, quamvis propositum dubium sit satis grave, censuit enodari posse. Proindeque bifariam divisit quæstionem, loquens in prima parte de indulgentiis plenariis, in secunda de partialibus.

De Indulgentiis plenariis pluries eodem die lucrandis. S. Alphonsus, innuit consultor, ad rem ait *Theol. mor.* libr. 6, n. 534, sub 15 : « Possunt uno eodemque opere plures Indulgentiæ diversis viis concessæ lucrifieri, si opus sit æque utile ad finem utriusque indulgentiæ nec sit iterabile intra idem tempus, v.g. jejunium vel communio. »

Et idem Laymann l. 5, tr. 7, c. 6, qui autumaverat opus duplicari debere ad lucrandam duplam indulgentiam, tamen subdit : « Excipe nisi tale opus sit, quod eodem die repeti non possit vel certe non soleat ; ut si tali die jejunantibus vel sacram eucharistiam accipientibus, plures indulgentiæ ob diversas causas vel occasiones ab eodem aut diversis pontificibus concessæ sint, semel in eo die jejunans vel communicans..... omnes indulgentias lucraturus est, sicut recte docent Corduba, Coninchius. »

Sententia hæc, quam probabilem dixerunt Suarez et Salmanticenses, hodie certa videtur ex decreto S. C. Indulg. in una *Briocen.* diei 29 maii 1841, ubi ad dubium : « An eodem die lucrari possint plures indulgentiæ plenariæ, quando pro unaquaque præscripta est perceptio divinæ Eucharistiæ ? » responsum est : *Affirmative, servatis tamen respective aliis appositis conditionibus.* Igitur cum communio eodem die iterari non possit, una sufficit pro diversis indulgentiis plenariis lucrandis, quæ alias S. communionem requirunt.

Cum decreto modo allato aliud concordat in una *Mechlinien.* diei 10 maii 1844. In ea quæsitum fuit : « An sacerdos qui missam celebrat ex. gr. pro defuncto, eidem applicat indulgentiam plenariam altaris privilegiati, potest eodem die vi communionis in missæ sacrificio peractæ lucrari aliam indulgentiam plenariam vel sibi vel defunctis applicabilem, si ad hanc lucrandam præscripitur S. communio ? responsum fuit : *Affirmative.*

Theodorus a Spiritu sancto quærit : An saltem pluries eodem die obtineri queat Indulgentia plenaria concessa hac clausula : quoties id egerint, vel quoties ecclesiam visitaverint, toties plenariam ? Et ipse auctor etiam in hoc casu, qui maxime die 2 augusti propter indulgentiam dictam Portiunculæ, sive « del perdono » locum habet, negativam sententiam tenet. Attamen hodie circa hanc quæstionem omne dubium remotum est decreto S. C. Indulg. diei 12 julii 1847. Nam in una *Valentinen* quæsitum est : « An visitantes ecclesias ordinis S. Francisci die 2 augusti lucrentur indulgentiam plenariam toties quoties in ea ingrediuntur et parumper ibi orent. Et an requiratur ut communio fiat in eadem ecclesia ? Et responsum est : *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.*

Ergo ex decretis S. C. Indulg. fit certum unam S. communionem sufficere ad lucrandas plures indulgentias etiam plenarias, quia communio iterari non potest.

Attamen quæritur an dici possit de confessione et jejunio quod dictum est de communione.

Confessio iterari debet eodem die, ab eo qui post confessionem in lethale decidit, nondum adimpletis præscriptis oneribus. Dempto hoc casu, iterari non debet confessio eodem die ad lucrandam indulgentiam, quia onus valde grave esset et sæpe etiam nocivum dicunt Salmanticenses. Juxta varia S. C. indulg. decreta, confessio fieri potest, vel ipso die, cui assignata est indulgentia, vel die præcedenti ; imo qui usum habeat peccata confitendi omni hebdomada, omnes lucrari potest indulgentias per hebdomadam occurrentes. Quod privilegium extensum fuit etiam pro illis qui, penuria confessorum, confitentur peccata omni altera hebdomada.

Jejunium unum ad lucrandas plures indulgentias sufficere, ait S. Alphonsus, quia eodem die iterari nequit.

Brevem orationem pariter sufficere ad plures lucrandas indulgentias ait consultor, quoniam a S. Sede præscribitur ut preces pro ecclesia, pro pace, etc. fundantur, quin dicatur quales et quot preces dicendæ sint. Quamvis nonnulli auctores

censeant brevem orationem non sufficere eo quod oratio notabiliter modica non est proportionata ad summi pontificis intentum, illos consultor refutavit, adjiciens rationem agendi Pauli III, qui visitantibus aliquam ecclesiam societatis Jesu certa die a præposito generali designanda, et ibi orationem dominicam et angelicam recitantibus indulgentiam plenariam concessit. Et ideo, si quis ex quinque titulis indulgentiam plenariam lucrari vellet, pro quibus comparandis oratio præscribitur, oneri satisfaceret si quinquies Pater et Ave diceret.

Eleemosyna parva pro pauperibus sufficere videtur ad plures lucrandas indulgentias, quia etiam modica eleemosyna dividi potest in plures minimas partes. Excipe si in brevi dictum fuerit: *quantum pro sua cuique facultate visum fuerit* seu : *eleemosynam pro posse distribuant* : tunc divites largiorem eleemosynam dare debent.

Visitatio ecclesiæ vel oratorii eodem die repeti potest, quoties conditio visitandæ ecclesiæ ad lucrandas indulgentias plenarias apposita fuit.

De indulgentiis partialibus. Præmittendum est, ait consultor, ad partiales acquirendas indulgentias, minus requiri, quam ad lucrandas plenarias. Quapropter raro præscribitur confessio, communio et jejunium; quod si etiam pro partialibus indulgentiis præscribantur, valent quæ parte præcedenti innuimus.

Pro refutandis variis sententiis quoad indulgentias plenarias usi sumus, ait consultor, variis recentioribus S. C. Indulg. resolutionibus. Quum nulla adsit authentica solutio quoad indulgentias partiales, recurrendum est ad certas regulas communiter acceptas pro interpretatione.

Regula 1. *Indulgentiæ sive indulgentiarum concessiones interpretandæ sunt juxta mentem concedentis.* Veram esse regulam haud dubitatur ; attamen in praxi parum juvat ; nam mens sive intentio cognosci nequit, nisi externis verbis aut factis manifestetur. Quod fieret si in regulis cancellariæ aliquid circa indulgentias præscribitur, aut si summus pontifex certam praxim constanter sequitur.

Regula 2. *Indulgentiæ sunt large interpretandæ cum sint gratiæ.* S. Alphonsus hanc constituit regulam, l. 6, 534, n. 3, quam non pauci sequuntur. Juxta autem Bonacina disp. 6. q. 1, punct. 7, n. 3 et 4, tam potestas indulgentiarum, quam earum quantitas et duratio large sunt interpretandæ, quia conceduntur ad bonum Ecclesiæ et salutem animarum, et nemini præjudicium inferunt. Sed verborum sensus semper est servandus juxta adagium : *Indulgentiæ tantum valent quantum sonant.*

Regula 3. *Indulgentiarum concessioni respondere debet causa rationalis sive proportionata.* Ad rem Bonacina disp. 6, q. 1, punct. 4, n. 3, ait : « In quolibet pio actu inveniri posse justam causam ad concedendam indulgentiam, consequenter validam esse indulgentiarum concessionem factam a summo pontifice per quodcumque opus etiam levissimum, ut si concedatur indulgentia plenaria recitanti orationem angelicam et dominicam. Ratio est, quia summus pontifex justam respexit causam in concedendo pro levi opere indulgentiam... tum quia experientia constat, plenarias indulgentias aliquando pro levissimo opere concedi, ut pro dominica et angelica oratione : consuetudo autem non facile damnanda videtur ; tum quia, sicut Deus per minimum contritionis actum æternam pœnam condonat, ita etiam condonare potest reatum pœnæ temporalis per quemcumque actum præscriptum ad consequendam indulgentiam : tum quia frusta concederetur indulgentia si ad ipsarum valorem et consecutionem necessarium esset opus æquivalens et æquipollens indulgentiæ, quæ conceditur. Quid enim operaretur indulgentia, si ad consecutionem indulgentiæ v. gr. 20 dierum tale pium opus requiretur quod, remissionem tantæ pœnæ mereatur, quanta per 20 dies lucrandas esset ? »

Regula 4. *Summus pontifex cum indulgentiam concedit, ex plena scientia agit et vult, ut indulgentia habeat suum effectum. Nec sua concessione prædecessorum suorum indulgentias revocasse credendus est, nisi hoc expresse dicat.* Quamvis optimæ sint regulæ, auctores plures male eas applicuerunt. Nam Theodorus a Spiritu Sancto, Suarez et Paulus, non obstantibus his regulis, censuerunt uno eodemque opere, quamvis non iterabili uti confessione, communione et jejunio, non posse acquiri plures indulgentias plenarias, quia si illa opera bona sunt proportionata ad unam indulgentiam plenariam, jam non sunt ad lucrandas plures plenarias. Sed S. Sedes usa est majori largitate declarans, ut supra dictum fuit, quod eodem die, imo eadem communione et confessione, sive eodem jejunio acquiri possint plures indulgentiæ plenariæ, cæteris impletis conditionibus ; et si dum ageretur de indulgentia plenaria benignior et largior sententia ex parte S. Sedis prævaluit, profecto dum agitur de indulgentiis partialibus larga interpretatio locum habere debet. Eo quod inter diversas indulgentias partiales numquam est magnus proportionis defectus ; quia sive sit indulgentia unius anni, sive mille annorum semper sunt indulgentiæ partiales : unde videmus quod Sixtus IV recitantibus tertiam partem rosarii 5 annos, Innocentius VIII vero 60 millia annorum toties quoties concessit.

Paulus, Suarez et Filliuccius negant eodem opere pio posse acquiri plures partiales indulgentias ; sic fidelis nequiret eodem opere lucrari indulgentiam 40 dierum si unus pontifex, 20 dierum, si alter pontifex pariter 20 dierum eidem pio operi concesserint. Quæ opinio nimis rigida est et regulæ adversatur, qua innuitur indulgentiam large esse interpretandam.

Etenim si indulgentiæ partiales non cumulantur, plurimæ indulgentiæ inutiles fiunt. Deprehenditur enim ex summario indulgentiarum confraternitatis S. Rosarii approbatum ab Innocentio XI cap. 3 : 1. Concedi indulgentia 40 dierum recitantibus tertiam rosarii partem ; 2, iisdem recitantibus tertiam rosarii indulgentiam 5 annorum ; 3, iisdem recitantibus tertiam partem toties quoties 60 millia annorum. Ast si quis recitando tertiam rosarii partem lucretur toties quoties 60000 annos indulgentiarum, quomodo rosarium recitabit cum intentione lucrandi 40 dies indulgentiarum ? Nonne aliæ inferiores inutiles videbuntur ?

Proinde probabilior videtur sententia, uno eodemque actu pio vel eadem oratione posse fideles plures indulgentias partiales ex diversis titulis concessas lucrari.

Opinio contraria gravissimorum auctorum facile explicatur cum nuperrimis decretis superallatis ; ex quibus conspici datum est hodie mitiorem evasisse praxim Ecclesiæ.

Royaume d'Italie. Mort de Victor-Emmanuel. Installation du nouveau roi. Protestation du cardinal secrétaire d'Etat du saint-père.

Après la mort de Victor-Emmanuel, son fils prit le titre de roi d'Italie, et fit une proclamation prétendant sanctionner la spoliation dont le Saint-Siége a été victime. Le saint-père ne pouvait garder le silence ; car on en aurait tiré de fausses déductions et l'on y aurait attaché une signification impropre. Il ordonna donc au cardinal secrétaire d'Etat de protester et de réclamer de nouveau, afin de maintenir intact contre l'inique spolation le droit de l'Eglise sur ses anciens domaines, que la Providence a destinés à assurer l'indépendance des papes, la pleine liberté de leur ministère apostolique, la paix et la tranquillité des catholiques répandus dans le monde entier.

Voici le texte de la lettre que le cardinal secrétaire d'Etat écrivit aux nonces, en les chargeant de faire connaître cette protestation au gouvernement auprès duquel ils sont accrédités.

Dal palazzo del Vaticano, 17 gennaio 1878. Ricordandosi il sacro dovere che gl'incombe di tutelare i diritti imprescrittibili della Santa Sede, il sommo pontefice ha sempre avuto cura di reclamare contro le imprese sagrileghe, che sono state successivamente consumate dal governo subalpino a detrimento del potere temporale di questa stessa Santa Sede.

In mezzo a reclami d'ogni genere bisogna specialmente ricordare, in vista delle circostanze che li provocarono, la nota diretta per ordine di Sua Santità al corpo diplomatico, il 24 marzo 1860, contro l'annessione delle Romagne al Piemonte, il 18 e 24 settembre dello stesso anno nell'occasione della violenta invasione delle Marche e dell'Umbria, il 15 aprile 1861 quando il fu re Vittorio Emanuele prese il titolo di re d'Italia, infine il 20 settembre 1870, data della nefasta occupazione di Roma.

Queste solenni proteste rimangono sempre in pieno vigore ed il corso degli anni lungi dall'attenuare la forza, ne ha a contrario confermata tutta la giustizia e la necessità, atteso che una triste esperienza ha manifestato quanti ostacoli il S. Padre ha incontrati nell'esercizio del suo ministero apostolico, dal momento in cui è stato spogliato dei suoi stati.

Esposto ciò, e poichè ora alla morte del nominato re, il suo figlio primogenito, assumendo il titolo di re d'Italia con un manifesto solenne e pubblico ha preteso sanzionare la spogliazione già consumata, non è possibile per la Santa Sede mantenere un silenzio, da cui alcuno potrebbe forse trarre false deduzioni ed un improprio significato.

Per questi motivi ed anche per richiamare di nuovo l'attenzione delle potenze sulle dure condizioni, nelle quali la Chiesa continua a trovarsi, Sua Santità ha ordinato al sottoscritto cardinale segretario di Stato di protestare e di reclamare nuovamente allo scopo di mantenere intatto contro l'iniqua spogliazione il diritto della Chiesa sopra i suoi antichissimi dominii, destinati dalla divina Provvidenza ad assicurare l'indipendenza dei romani pontefici, la piena libertà del loro ministero apostolico, la pace e la tranquillità dei cattolici sparsi in tutto il mondo.

Perciò il sottoscritto eseguendo gli ordini di Sua Santità emette le più alte e formali proteste contro il fatto suddetto e contro le conferme che con questo fatto s'intende dare alle usurpazioni già commesse a detrimento della S. Sede.

Pregando Vostra Eccellenza il far conoscere queste proteste al suo governo, il sottoscritto ecc. — Firmato: Giovanni card. Simeoni.

— *Tertiaires franciscains. Récitation de l'office. Fêtes propres du diocèse. Décision de la S. Congrégation des Rites.*

La S. Congrégation des Rites décida jadis qu'un prêtre séculier qui, reçu dans le tiers-ordre de S. François, n'est attaché à aucune église particulière, peut suivre le calendrier franciscain pour la récitation de l'office et la célébration de la messe. On demande s'il a la faculté de prendre le calendrier diocésain pour une fête de grande dévotion, telle par exemple que la fête de Tous les Saints du diocèse, ou celle du patron de la paroisse natale. — La S. Congrégation décide que le prêtre séculier tertiaire et se conformant ordinairement au calendrier franciscain, n'a pas le pouvoir d'adopter à son gré les fêtes diocésaines, sauf celles que les religieux franciscains sont obligés de faire, par exemple le titulaire de la cathédrale, le patron de la ville, etc. Voici le décret de la S. Congrégation des Rites :

Galliarum. Quum Sacrorum Rituum Congregationi sequens dubium pro opportuna solutione propositum fuerit, nimirum : « Sacerdos tertiarius ordinis sancti Francisci qui, nullius ecclesiæ servitio specialiter addictus, uti potest privilegio sese conformandi kalendario Franciscano pro recitatione divini officii et missæ celebratione, juxta decretum Sacrorum Rituum Congregationis die 7 augusti 1694 : potest ne, quoad officium et missam, celebrare festum kalendarii suæ diœceseos, si hoc festum est magnæ devotionis, v. g. festum omnium sanctorum diœcesis, vel patroni civitatis natalis, prouti habetur in proprio diœcesano ? » Et Sacra eadem Congregatio rescribendum censuit : *Negative*, nisi agatur de iis festis diœceseos quæ etiam religiosis præfati ordinis minorum sancti Francisci tenore ipso specialium rubricarum aut decretorum præscripta sunt.

Atque ita rescripsit die 19 junii 1877. — Aloisius episcopus Sabinen. card. Bilio S. R. C. præfectus. — Placidus Ralli S. R. C. secretarius. Loco † sigilli.

L'administrateur-gérant :

Palmé.

Paris. — Jules Le Clere et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 17.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT CINQUANTE-TROISIÈME LIVRAISON.

LE VENERABLE SIMON PHILIPPOVICH

Le vénérable serviteur de Dieu, né à Seona, en Bosnie, entre dans l'ordre des Franciscains de l'Observance. Après avoir dirigé une paroisse une vingtaine d'années, il se retire au couvent de Ripatransona en Italie, et y passe les dernières années de sa vie dans la retraite et la prière. Il meurt le 9 mai 1802. Réputation de sainteté. Enquête relative au procès de canonisation. Demandes des évêques. Décret de la S. Congrégation des Rites autorisant l'introduction de la cause.

Né en Bosnie, en 1732, le vénérable Simon Philippovich termina ses jours au couvent réformé de Ripatransona, en Italie, le 9 mai 1802, laissant une réputation de sainteté qui, loin de s'affaiblir, a grandi avec le temps. La notice biographique que nous publions plus loin relate les principaux événements de la vie du P. Simon; surtout ce qui le détermina à quitter sa paroisse pour se retirer dans un pauvre couvent d'Italie. Nous prenons cette notice dans l'*Informatio* qui a été présentée à la S. Congrégation des Rites, dans le but d'obtenir l'introduction de la cause de canonisation.

On y remarquera ce qui concerne 1. la réputation de sainteté du P. Simon pendant sa vie; 2. les guérisons miraculeuses que Dieu opérait par son intercession; 3. les circonstances de sa bienheureuse mort, le concours extraordinaire de la population; 4. la translation du corps à la cathédrale de Ripatransona, après que le couvent des Franciscains eut été supprimé par Napoléon Ier; 5. réputation de sainteté et prodiges opérés par l'intercession du P. Simon depuis l'époque de sa mort jusqu'à nos jours.

Le procès de canonisation fut entrepris par Mgr l'évêque de Ripatransona en 1852; quoique cinquante ans se fussent écoulés depuis la mort du P. Simon, on retrouva un assez grand nombre de témoins qui le connurent personnellement.

Voici la liste des trente témoins entendus dans l'enquête ordinaire. 1. Le P. Jean de Rapaneano, franciscain, 82 ans. 2. Joseph-Maria Boccabianca de Ripa, 92 ans. 3. Dominique Cardarelli, 86 ans. 4. Elisabeth de Sanctis, 78 ans. 5. Louis Mignini, 78 ans. 6. Fedeli, chanoine de la cathédrale, 62 ans. 7. Le P. Séraphin, 47 ans. 8. Marie Borromée, 60 ans. 9. Angèle Rose Sgarzoli, 86 ans. 10. Octavie Bruni, 50 ans. 11. Arthémise Cardarelli, 72 ans. 12. Thérèse Bruti, 60 ans. 13. Judith Antonelli, 45 ans. 14. Catherine Fiorani, 60 ans. 15. Pretiosa Capponi, 61 ans. 16. Louis Micchettoni, prêtre de l'Oratoire, 52 ans. 17. Antoine Marcxy, bénéficier de la cathédrale, 50 ans. 18. François Lunenti, prêtre séculier, 60 ans. 19. Louis Santini, 76 ans. 20. Cajetan Cellini, 68 ans. 21. Vincent Ignati, 63 ans. 22. Le P. Michel-Ange de Monte-Cattaneo, premier témoin *ex officio*, 61 ans. 23. Judith Bassotti, second témoin *ex officio*, 74 ans. 24. Françoise Consorti, troisième témoin *ex officio*, 34 ans. 25. Joseph Feliziani, quatrième témoin *ex officio*, 53 ans. 26. Vincent Illuminati, cinquième témoin *ex officio*, 23 ans. 27. Romuald Veccia, curé de Saint-Bénigne, sixième témoin *ex officio*, 38 ans. 28. Lucide Benvignati, septième témoin *ex officio*, 63 ans. 29. Biographie du P. Simon, rédigée peu après son décès, par le P. Pacifique de Recanati, extrait d'une biographie encore inédite des hommes illustres de l'ordre franciscain. Cette relation a été rapportée dans l'enquête ordinaire. 30. Notes recueillies sur le P. Simon par le P. Vito de Recanati; elles ont été transcrites dans le procès.

La plupart des témoins ont déposé sous la foi du serment qu'ils ont été miraculeusement guéris par l'intercession du P. Simon. Ils ont attesté à l'unanimité que la mémoire du saint bosniaque est vénérée dans toute la contrée et que sa canonisation est vivement désirée.

Une dévotion assez répandue consiste à réciter un *Pater, Ave* et *Gloria* en honneur du P. Simon.

L'acte de baptême, le certificat de confirmation et la lettre de prêtrise ont été rapportés dans le procès (p. 162 et seqq.).

Le père du saint homme se nommait Laurent, et sa mère, Pétronille. Le baptême fut conféré le 30 septembre 1732. L'enfant fut confirmé à l'âge de dix ans, le 20 juillet 1742, par Mgr Drughichievich, délégué apostolique de Bosnie. L'année où il entra dans l'ordre franciscain n'est pas indiquée. Il fut ordonné prêtre par Mgr Michel Suma, archevêque de Scopia, le 22 octobre 1758. Il partit alors pour faire ses études théologiques en Italie, au couvent d'Atri. Les statuts de l'ordre prescrivaient sept ans d'études. C'est donc vers 1765 que le P. Simon retourna en Bosnie. Il passa à Rome et fut reçu à l'audience de Clément XIII, qui lui donna une médaille que le saint homme conserva toujours. La paroisse de Bosnie, qu'il desservit pendant 17 ou 18 ans, n'est pas nommée dans l'enquête ni dans la biographie du P. Pacifique. En 1782, après une vision surnaturelle, il demanda et obtint la

permission de quitter les fonctions paroissiales et de retourner en Italie. Ces détails complémentaires nous paraissent dignes d'être relatés.

Quinze lettres ont été présentées au Saint-Siége pour l'introduction de la cause du P. Simon. 1. Le cardinal De Angelis, archevêque de Fermo, métropolitain de Ripatransona. 2. Son Éminence le cardinal Martinelli. 3. Mgr l'archevêque de Hénopolis *in partibus*. 4. Mgr l'évêque de Ripatransona. 5 et 6. Mgr l'évêque de Bovino. 7. Mgr l'évêque de Civitavecchia. 8. Mgr Antoine Fania, évêque de Marsico et Potenza. 9. Mgr l'évêque de Montalto. 10. Mgr l'évêque de Terracine, Sezze et Piperno. 11. Mgr l'évêque de Nocera. 12. Le général des Sylvestrins. 13. Le vicaire général des Dominicains. 14. Le chapitre de la cathédrale de Ripatransona. 15. Les quatre curés et plusieurs prêtres séculiers de cette ville.

Les illustres prélats constatent par leur témoignage la vénération de leurs fidèles pour le serviteur de Dieu, et la persuasion où l'on est généralement de son éminente sainteté. Nous publions à la suite de la notice biographique la lettre postulatoire de Mgr l'évêque de Bovino.

Le 3 juillet 1875, la S. Congrégation des Rites a rendu un avis favorable à l'introduction de la cause de canonisation du vénérable Simon. Nous publions plus loin ce décret.

Ripana. Beatificationis et Canonizationis servi Dei Simonis Philippovich, sacerdotis professi ordinis minorum observantium S. Francisci. Informatio super dubio : An sit signanda commissio introductionis causæ, in casu et ad effectum de quo agitur? — Quod Christus Dominus sibi proposuit in sua Ecclesia instituenda ab Apostolo per illa verba declaratur Tit. 2, 14 : *Dedit semetipsum pro nobis, ut nos redimeret ab omni iniquitate, et mundaret sibi populum acceptabilem sectatorem bonorum operum.* Nam et ad hujusmodi finem assequendum in hunc mundum veniens factus est obediens usque ad mortem, mortem autem crucis, ut scilicet illam ecclesiam sanctificaret (Ephes. v, 26,) ideoque nos essemus sancti et immaculati : ibidem 1. 4. Quapropter Ecclesia in sacris eloquiis regnum cœlorum, corpus Christi, templum sanctum, habitaculum Dei, domus Dei, civitas Dei ubique passim appellatur.

Neque aliquo tantummodo tempore, neque apud aliquas tantummodo nationes, verum semper et in omnibus mundi plagis hujusce sanctitatis radios emicare oportebat. Ut enim Ecclesia per hujus sæculi procellas usque victrix incederet, Dei spiritus intus alere et virtutem addere debebat, cum nunquam præterire possint illa verba : *Ecce ego vobiscum sum omnibus diebus usque ad consummationem sæculi.* Matt. 28. Et nullo non tempore res ita se habuit. Licet enim hæreticorum et schismaticorum communiones sanctitatem istam sibi vindicent, cum tamen ad exempla proferenda incitantur, animo statim deficiunt et ad silentium rediguntur. Nugas enim atque fabellas in medium proferunt, sed viros sanctitate conspicuos, necnon divinorum charismatum copiam, ubinam, nisi in vera Christi Ecclesia, reperiri unquam poterunt?

At vero nostris hisce temporibus Christi Ecclesiam extinctam esse teterrimi homines clamant et jam de ipsius veluti funeribus gloriantur. At non ita sane. Et facere et pati fortia Ecclesiæ Christi est. Externis et quidem cruentis persecutionibus internæ quoque accesserunt : filii perduelles contra matrem dimicarunt; juxta filios Dei filii Satanæ, agmine facto, constiterunt : iniquissimi homines, quos ipsa Ecclesia peperit, nutrivit et educavit, laxatis habenis per omne nefas ruere non dubitarunt. Quid igitur? Ecclesiam cecidisse judicabimus? Crudele vulnus ipsius pectori inflictum fuit cum nates e recto tramite deflectentes ipsa conspiceret, sed tanto dolori æternus sponsus condignum adhibuit medicamen.

Bosnia, quæ antiquitus catholicæ religioni fuit addicta, Constantinopolitano imperio deleto sub Turcarum dominationem incidit, et nunc inter provincias, quæ ipsorum in Europa regnum constituunt, recensetur. Ex hoc factum est uti illius populi moribus sensim immutatis, barbaries undique inhorreret, quæ nostris hisce temporibus nedum imminuta sed potius aucta videtur. Attamen inter istos feroces homines centumquinquaginta millia catholicorum non desunt, qui licet ab hostibus immanissimis obsessi, Christi fidem invicte servant, Dei nomem exaltant, assertoresque evangelicæ veritatis se præbere minime dubitant. Inter istos autem unum præcipue sibi Deus eligere visus est Simonem nempe Philippovich quem virtutibus omnigenis et pluribus charismatibus adornans afflictæ Ecclesiæ tamquam delicium exhiberet. Miserrima illa regio istius sanctitatis radiis splendescere visa fuit, et veluti sidus amicum, quod nautis tempestate jactatis spem atque lætitiam ingerit, sic ille catholicæ Ecclesiæ mœrorem temperavit, et fidelium virtutem per illas urbes excitavit atque erexit. Quot virtutes vir iste a Deo excitatus atque electus exercuit, quot labores exantlavit in suis muneribus obeundis quotque præclara charitatis et religionis opera tum penes illas gentes immanitate barbaras, tum intra claustri Ripani fines peregit, novum Ecclesiæ decus atque incrementum addiderunt.

Ut autem hæc nova parta victoria et hujusmodi splendidissimus triumphus, et hostibus silentium imponat, et bonis omnibus gaudium afferat, hujus tam cari capitis omnigenas virtutes, et præclara facinora brevis elogii ambitu hodie circumscribentes, habitis jam dispensationibus tum a lapsu requisiti decennii, tum a prævia revisione scriptorum, nihil aliud nisi signaturam commissionis pro introductione causæ in ordinariis vestris comitiis sine interventu et voto consultorum, gratia a pontifice benigne obtenta, postulamus.

I

VITÆ SERVI DEI COMMENTARIUM.

Seonæ, quæ ad Bosniæ Argentinæ provinciam pertinet, lucem hanc Simon aspexit die 30 septembris 1732 ex catholica ejus civitatis familia. In parœcia Bielensi sacra baptismatis unda regeneratus est, et illi Philippi nomen impositum. Parentes Laurentius Philippovich et Petronilla Rabaich adeo pietate et religione excellebant ut apud omnes non modo bene audirent, verum etiam sanctitatis opinione fruerentur. Revera nocturna lumina super ipsorum tumulis visa sunt, quasi nempe per hujusmodi prodigium Deus illorum virtutem rependeret et coram hominibus manifestaret. Divino igitur illi effato adhærentes, *hominis est præparare viam, sed Domini dirigere gressus*, Prov. 16, 9, parentes filiolum ab unguiculis ad pietatem morumque sanctitatem effingere studuerunt. Cum decimum annum ætatis ageret confirmationis sacramento munitus fuit, atque ita inter strenuos Redemptoris milites cooptatus est.

Verum adhuc tenellus jam perfectioris vitæ cupidus evangelica sectari consilia sibi mature proposuit. Omnia, quæ mundus habet ceu fluxa atque caduca despiciens, ea, quæ cœlestia, quæ æterna sunt quærere unice statuit. Nihil eum vel patriæ atque parentum charitas, nihil mundanæ illecebræ promissæque voluptates a sancto proposito dimovere potuerunt, sed Dei voluntate cognita, Franciscanæ familiæ nomen dare constituit. Itaque religiosis plaudentibus, quibus et Philippi

pietas, animi candor et sancta indoles nota erat die 25 martii Virgini ab angelo salutatæ sacro, anno vero 1762 religiosum habitum assumpsit, et Philippi in Simonis nomen commutavit. Religionis habitu indutus annum novitiatus aggressus est, et statim ob perfectam regulæ observantiam, ob assiduum virtutis amorem cæteris omnibus exemplar apparuit. Emenso summa cum laude novitiatus anno professionem emisit, et deinceps theologicis facultatibus mentem animumque intendit ut dies illa omnium auspicatissima tandem exurgeret, qua ad Christi sacerdotium, quod inflammatis animi votis desideraverat, promoveri posset. Sacerdotio itaque auctus fuit, et exinde nullum pietatis et religionis limitem agnoscere visus est. Ut vero theologiæ curriculum absolveret, in Italiam missus fuit atque hic pietatis et ingenii tale specimen dedit, ut cum, superioribus jubentibus, in Bosniam rediit magnum sui desiderium in omnibus reliquerit, Bosniam igitur repetere debuit, ubi gravia et difficilia munera eum manebant. Cum enim in illa regione animarum cura a fratribus Minoribus exerceatur, hinc una ex illis, quas ipsi gubernant, ecclesiis Simoni commissa fuit, ut ibi parochi officium obiret. Nec spes superiorum in irritum cessit. Nam Simon concreditum sibi difficile munus magno cum zelo et fidelium omnium utilitate sustinuit.

At vero post aliquot annos Deo visum fuit Simonem in solitudinem adducere quo facilius ad cor ejus loqueretur eumque ad perfectionis apicem proveheret. Extra corpus veluti raptus inferna regna sub pedibus hiantia conspexit, ibique nonnullorum animas tormentis cruciatas, quas jam cœlesti beatitate potitas credidisset. Inhorruit ex hujusmodi visu, totis artubus contremuit, et seipsum magis, magisque sanctificare proposuit. Hinc mentem animumque suum ad claustra rigidioris observantiæ convertit, ubi a rerum mundanarum strepitu sejunctus dulce cum Deo colloquium inire posset. Quamobrem animarum cura a se modeste per renunciationem dimota, etiam ut hominum plausus evitaret qui in dies augeri videbantur, patria parentibusque posthabitis, ad Italiæ claustra convolare cogitavit. In hunc finem veniam a superioribus petiit, qui licet ægre et raro permittant ut quis ex una in aliam provinciam se transferat, præsertim cum in Bosnia indigenarum sacerdotum præsentia valde sit necessaria, attamen, Deo sic volente, petitam permissionem Simoni minime denegarunt.

E Bosnia igitur discessit ibique nedum dulcem memoriam, sed sanctitatis opinionem de se excitatam penes omnes reliquit. Cum autem in Italiam pervenisset, Ripanæ civitatis cœnobium ipsi assignatum fuit ad quod ingenti animi lætitia statim perrexit. Illam domum ingressus magnam de se expectationem excitavit, eventus tamen expectationem superavit. Mense probationis expleto, qui apud claustra rigidioris observantiæ præmitti solet, omnibus consentientibus, definitivo modo receptus est, et post quatuor annos Picenæ provinciæ adscriptus fuit.

Quando res est de hominibus in cœnobiis vitam degentibus, frustra quæreres facta illa, quæ utpote omnium oculis subjecta magnam excitant admirationem. Per diversas vias ad culmen sanctitatis pervenitur : alii enim tamquam a Deo missi ut populos nationesque ad rectum tramitem adducant nullis nec laboribus nec vigiliis parcunt ut labantes confirment, devios revocent, omnes virtutum et miraculorum splendore ad Deum convertant. Aliis etiam magna aggredi datum est, præclara facinora in societate complere, proximorum saluti consulere tum imperio, tum doctrina, tum exemplo. Non ita res est de pluribus cœnobitis, qui angustorum mœnium finibus fere semper adstricti ad perfectionis culmen contendunt, sed virtus illa, quæ per assiduos labores, per voluntatis subjectionem et per ardua quæque comparatur inter angustos parietes, abscondita remanet, et licet ab hominibus aliquando ignoretur non minus tamen apud Deum pretiosa est.

Simon igitur, qui dum parochi munere fungeretur in hominum societate versatus est, nunc privatam, ut ita dicam, vitam aggreditur, ideoque ipsius acta et dicta cœnobii limites non excedunt, atque, ut olim, divo Bernardo, sic ipsi oppidum carcer, solitudo paradisus erat. Verum si aliquando cum sæcularibus agere, vel quavis ex causa in hominum conspectu præsertim in templo, apparere debuit, ejus animi candor simplicitas et perfecta virtus ita enituit, ut sanctus ad omnibus renunciaretur. Per viginti annos in eo claustro moratus est, et nemo unquam in P. Simone culpam vel levissimam reperire potuit ; imo splendidum omnigenarum virtutum exemplar suis fratribus extitit, et quamvis aliqui eximia sanctitate conspicui inibi essent, omnibus tamen velut aquila sanctitate præivit.

Licet humilitatis gratia ab omni munere abhorreret, attamen obedientia inductus sæpe novitiis præesse debuit. Et vere dignus apparuit ut tamquam lucidissimum virtutis exemplum juvenibus præponeretur. Siquidem zelo et charitate æstuans juvenes illos ad bonum perpetuo excitabat, et si quid minus rectum vel regulis contrarium in ipsis conspexisset a salutaribus monitis nullimode temperabat. Ut autem in perdifficili hujusmodi officio rectissime se gereret, novitios sibi commissos non modo verbis, sed proprio exemplo ad monasticam perfectionem impellebat, ita ut juxta apostoli verba (I Petr. cap. 5, v. 3), forma factus gregis ex animo videretur. Hinc tanta cura istorum juvenum saluti advigilabat, ut cum quadam die apricatum pergerent et aliquis ex illis per urbis vias transire vellet, Simon fortiter obstiterit inquiens in urbe dæmonium habitare.

Ita Simon suum ævum ducebat. Quod illi a communibus functionibus supererat tempus, totum orationi tribuens ab hac assidua cum Deo locutione magnam animi serenitatem, magnamque in rebus asperis fortitudinem hauriebat. Proinde nonnisi raro et ex necessitate cum hominibus loquebatur, assiduum cum Deo colloquium servans. Verum licet in eo claustro veluti in eremo clausus maneret, attamen ejus fama per Ripanam civitatem, finitimasque regiones propagata est, et hinc infirmi pueri ad Simonem pertrahebantur ut ab eo benedictionem obtinerent. Tunc autem charitate plenus, cubiculo relicto, afflictorum parentum desideriis indulgebat, et fronte serena ingenua facie et humanitate prope singulari inter illos per aliquod breve temporis intervallum versabatur. Sic etiam aliquando Eucharistiam deferre jussus ad infirmos agricolas magno gaudio iter arripiebat, tantam vultus modestiam præseferens, ut omnium admirationem sibi conciliaret.

A Deipara per revelationem admonitus se in illo claustro usque ad obitum permansurum, nihil aliud magis curavit, quam veri sanctique cœnobitæ perfectionem acquirere. Hujusmodi finem reapse adeptus est. Bellum enim assiduum passionibus indicens de singulis usque triumphavit, et nihil in eo nisi rectum sanctumque repertum fuit. Integer vitæ imo virtutibus omnibus in gradu heroico exornatus suis fratribus semper ædificationi fuit, et cum jam per 20 annos in ea domo versatus esset, et septuagesimum ætatis annum attigisset, merita meritis addens ad propositam sibi mercedem convolavit.

II

DE DONIS SUPERNATURALIBUS ET MIRACULIS IN VITA.

Evangelicæ perfectionis et christianæ sanctitatis ædificium, in eo totum constitit ut virtutes heroicæ exerceantur. Hinc ad ipsius essentiam dona supernaturalia, quæ a theologis gratiæ gratis datæ appellantur minime pertinent. Quia tamen ut tradit S. Laurentius Justinian. *de cast. connub. verb. et anim.* c. 17, « Dei amici, tamquam perfectiores, sicut uberiori replen

tur gratia, ita potioribus ornati sunt donis. » Hinc et hujusmodi cœlestia charismata Simoni non defuerunt, ut patet ex universo Summar. XV.

Revera plures testes deponunt Simonem dum in Bosnia parochiale munus obiret cœlesti visione illustratum fuisse, qua nempe æternis suppliciis cruciatos adspexit illos, quos æternam salutem jam consecutos fuisse putasset. Qua visione commotus a superioribus enixe postulavit ut ad Ripanum cœnobium contendere posset; quo cum appulisset, Virgine revelante, cognovit Dei voluntatem esse ut in civitate Ripana maneret, itemque post viginti annos se de vita migraturum ut cœlum possideret. Reapse cum in principio labentis sæculi, politicæ rerum tempestates nedum Galliæ, sed Italiæ etiam incubarent, et jam incendii faces hac illac jactarentur, ita ut religiosi omnes suppressionem ab injusto gubernio pertimescerent, Dei famulus minime perterritus dixerit: « Je suis content, parce que la Vierge m'a dit que je resterai ici, et que j'y mourrai. » Imo cum aliquis religiosus ipsi nuntiaret se expulsionis edictum perlegisse, Simon Virginis promissioni confidens statim respondit: « Frère, n'en croyez rien, car il m'a été promis que je mourrais ici. » Atque ita reapse se res habuit. Religiosorum enim expulsio locum non habuit, nisi post septem a morte Simonis annos. Hinc etiam cum exercitus Gallorum Ripanam urbem occupasset, et maximus timor religiosis omnibus et præsertim superiori ingrueret, Dei famulus solari omnes cœpit ipsorumque animis spem et virtutem addere.

Quid porro dicam de cælestibus contemplationibus et de magno illo dono orationis, quo per totum vitæ cursum gavisus est? Hoc unum tantummodo dicam, nempe Dei famulum dum ante eucharistiam oraret, sæpe in extasim raptum fuisse, ita ut protendens ad cœlum manus, et a terris aliquantisper sublevatus ante altare sacramenti conspiceretur.

Verum his omnibus omissis de mirabili prorsus prophetiæ et miraculorum dono breviter nonnulla attingemus. Et relate ad propheticum spiritum, præter ea quæ supra attulimus, plura adhuc argumenta in medium proferri possent: verum aliqua tantum seligemus. Et in primis sibi mortem instare vaticinavit testis VII: « Le jour où le P. Simon s'alita pour la dernière maladie, après diner il desendit à la cuisine, et, agité par la fièvre, dit aux convers: Priez Dieu, je vais me mettre au lit, et je mourrai. » Insuper hujusmodi insigne donum enarret mulier illa, quæ cum malesanam puellam ad Simonem attulisset deque ejus salute desperasset, consolationem hausit a Dei famulo, qui manus super caput puellæ imponens diuturnam ei vitam prædixit. Item ad hoc donum confirmandum accedat mulier illa, quæ filiolam morbo, vulgo putrido laborantem et jam pene confectam ad Simonem adduxit, qui nedum illam repente e vestigio ad sanitatem restituit, sed longum ducturam ævum prænuntiavit. Nec Dei famuli verba in irritum cesserunt, sed prædictionem eventus adamussim comprobavit.

Quid tandem quod Simon noster miraculorum etiam dono insignis extiterit? Hoc autem in genere: aliqua tamen miracula innuere in specie juvat. Ipse jussu superiorum avibus in cœnobii sylva perstrepentibus silentium indixit, quæ illius imperio obtemperantes religiosorum silentium, et orationes amplius non turbaverunt: Hoc autem factum adeo vulgatum est, ut ab omnibus fere testibus referatur.

Item dum officium recitaret passeresque ante ipsius fenestram pipilarent, Dei famulus silentium ipsis imposuit, donec horas persolveret, atque illi donec oraret, a canendo destiterunt.

Denique ne brevitatis fines prætergrediar ipse puerulum e scala prolapsum magno cum pectoris detrimento Evangelii lectione sanavit. Hinc etiam XIX testem urinæ difficultate laborantem incolumem reddidit. Ex his igitur quæ summis veluti labiis delibavimus satis superque constat Dei famulum supernaturalibus donis ditatum fuisse.

III

DE EXTREMA ÆGRITUDINE ET OBITU SERVI DEI, DE CONCURSU AD EJUS FUNUS DEQUE INHUMATIONE.

Sed jam ad extremam illius vitæ partem mea festinat oratio, ad illam nempe partem, quæ totam vitam transactam illustrat et veluti coronat. Licet enim ex his, quæ diximus insignis Simoni laus tribuenda sit, attamen quia « ante mortem, ut ait Ambrosius, nulla est perfecta laudatio, nec quisquam in hac vita potest definito præconio prædicari cum posteriora ejus incerta sint. » Hinc ut existimatio illa, quæ ex virtutibus exurgit magis magisque confirmetur de obitu servi Dei, et de maximo ad ipsius parentalia concursu pauca dicenda sunt, etiam ut sa. me. Urbani VIII decreta observentur, in quibus dicitur: « Illud maxime et præcipue observandum est, ut videatur exitus vitæ illius, qui petitur canonizari, quoniam cum, ut dici solet, exitus acta probet, si finis vitæ illustris ac sanctimonia plenus et publica præsertim testificatione sit notatus, argumentum erit, quod actiones anteactæ potuerunt esse sanctæ. » Atqui talis omnino fuit Simonis mors prout circumstantiæ antecedentes, concomitantes, et subsequentes amplissime demonstrant.

Simul ac Dei famulus, Bosnia relicta, Ripanum claustrum intravit, a Virgine, ut supra diximus, quæ futura ei pandidit, prænovit se per 20 annos ibi mansurum, et istis elapsis ad cœlestem patriam vocandum fore. Eventus prædictioni respondit. Siquidem cum septuagesimum ætatis annum ageret et adhuc sanus esset, ingruentem sibi mortem prænuntiavit, et fratrum orationibus se enixe commendans, statim ægrotare cœpit.

Die 9 maii anni 1802, pectoris morbo confectus, cum jam admissis expiatis, sacrosanctum Christi Domini corpus summa animi pietate suscepisset, sacroque oleo inunctus, ceterisque religionis nostræ præsidiis munitus fuisset inter adstantium preces et dolorem placidissime decessit. Sed jam circumstantias hujus mortis parumper examinemus.

Factum est in ejus morte, quod in sanctorum obitu fieri scripsit Scacchus (de not. et sign. sanctit. sect. 5. cap. 6.) Suavis illa tranquillitas qua spiritus e corpore migravit, ipsius forma quæ post mortem pulchrior evenit. Omnia illud important ut de hoc Dei famulo jure dicere possimus, quod de S Malachia scribebat D. Bernardus, in *Vita*, cap. 31, num. 74: « Velut assumptus ab angelis feliciter obdormivit in Domino, et vere obdormivit. Vultus placidus placidi exitus indicium fuit. »

Expendendum nunc superest an fuerit quoque *publica testificatione notatus*. Et hic quodammodo nostra exultat ac triumphat oratio. Siquidem si Dei famulus, vita manente, inter domesticos cœnobii parietes fere semper latuit cœlestium rerum meditationi addictus, post mortem ipsius fama ex angustis illis finibus erupit et late undique pervolitavit. Revera post unam horam ab illius morte totam Ripanam civitatem notitia pervaserat, et statim omnes ad cœnobii templum confluxerunt, in quo Dei famuli cadaver tribus diebus expositum fuit. Omnes illum non tantum conspicere, sed et ejus dexteram, vel tunicam deosculari quærebant, quin et aliquod devotionis objectum appropinquare illoque eum contractare, ut postea in memoriam tam cari capitis illud religiose asservarent. Hinc nemo discedere visus est, quin aliquod pietatis signum sanctis illis exuviis præberet, quin aliquod sibi mnemosinon ex tam dulci visitatione referret. Quid plura? Audaciores ex religione effecti nedum ipsius tunicam, sed et

capillos resecare et decerpere studebant, ita ut prima tunica in frusta resecta, atque ex integro absumpta, necesse fuerit nova veste Dei famuli cadaver induere.

Neque putes rudes et vulgares tantummodo homines ad ejus justa funebria adventasse, verum distinctissimi viri et ecclesiastici omnes illuc convolarunt. Hinc extraordinaria pompa et ingens concursus; hinc magna cereorum copia ad ejus parentalia conficienda allata; hinc sacerdotes ut sacra litarent occurrentes : hinc adeo ingens cujuscumque conditionis hominum multitudo ut exeubias ad ecclesiæ januas ponere necesse fuerit. Quare, etiamsi nihil factum fuerit quod vetitum cultum saperet, attamen simulacrum ex Dei famuli vultu expressum est, imaginesque inde confectæ et vulgatæ. Post hæc Simonis cadaver duplici lignea capsa inclusum quin in communi religiosorum sepulcro reconderetur, distincto et seposito in loco et præcise sub Jucuncula Jesu Infantis repositum fuit, adeo ut non sine divinæ providentiæ consilio factum sit ut sub illius umbra requiesceret, quem tantopere in terris dilexerat, cujusque bonitatem et simplicitatem imitatus fuerat. Parva interim servi Dei biographia conscripta est ne ipsius memoria unquam excideret, atque ejus tumulo inserta. Tumulo vero pauca, sed magnæ quidem virtutis verba superaddita sunt : « Ici repose le P. Simon, mort en renom de sainteté. »

Post aliquot annos cum ob rerum vicissitudines illi religiosi exinde evadere coacti sint, illudque templum in stabulum conversum fuerit, servi Dei cadaver in ecclesiam cathedralem magna pompa et civium lætitia translatum est; reliqua vero cadavera religiosorum inibi relicta sunt. In præsentiarum in eadem cathedrali ecclesia requiescit, et ad illius sepulcrum concursus adhuc perdurat.

IV

DE FAMA SANCTITATIS TUM ANTE TUM POST OBITUM.

Illius famæ, qua Simon noster redemitus fuit, testes appello illos omnes, qui eum noverunt, quique cum eo familiari consuetudine usi sunt: testes appello præsules illos omnes, virosque illustres, quorum postulatorias litteras in calce summarii hujus habemus, qui omnes unanimiter sanctitatis famam, qua gavisus est Simon toto quo vixit tempore mirum in modum testati sunt et confirmarunt.

Et hæc attulisse sufficiat ne pluribus testimoniis obruvideamur, quæ fuse jacent in summario nostro n. XVII.

Ad alteram nunc partem accedimus, quæ respicit sanctitatis famam post obitum. Hanc autem uno veluti ore prædicant generalis populi in hunc Dei famulum pietas, et fiducia, qua patrocinium ejus sive in spiritualibus sive in temporalibus necessitatibus imploratur, concursus ad ejus parentalia, translatio exuviarum e cœnobii templo ad cathedralem ecclesiam, licet alterius religiosi, qui bene audiebat, cadaver asportatum non fuerit, postulatoriæ litteræ præstantissimorum virorum, quæ hanc famam confirmant; verba ipsius tumulo superaddita. Denique religiosorum menologium, in quo specialis laus Simoni tribuitur et gratiæ ac prodigia ad eo patrata referuntur rem nostram loculentissime ostendunt.

His accedunt depositiones plurium testium sibi servi Dei, canonizationem ominantium.

Neque hujusmodi fama ullo unquam tempore imminuta est sed constans perseverat ad nostra usque tempora persistensque fiducia fidelium in intercessione Simonis nostri et frequentia ad locum ubi ejus cineres quiescunt. Tertius testis deponit : « Je me rappelle bien que, lorsque le corps du P. Simon se trouvait dans l'église de la Madeleine, des etrangers accouraient pour être guéris de maladies. Ce concours dura constamment jusqu'à la suppression du couvent sous Napoléon Ier. Après la translation du corps à la cathédrale, on continua d'aller prier sur la tombe du P. Simon. » Quartus testis : « Je suis allé plusieurs fois visiter la tombe du P. Simon ; on n'entrait pas à la Madeleine sans faire une prière sur cette tombe. »

Imo recentioribus temporibus hujusmodi fama mirum in modum aucta est, ut asserit præter cæteros septimus testis de hac fama quæ late undique apud omnes manavit, nec aliquis unquam detraxit.

Quæ cum ita sint, cum tanta tamque excellens famæ celebritas adhuc post elapsos septuaginta ab obitu servi Dei annos nedum perseveret, sed etiam in dies augeatur, cum hæc nullimode ex rumore vulgi plerumque vano atque inani, bene vero ab heroicis duntaxa ipsius virtutibus et supernaturalibus donis procedere potuisse dicendum sit ; hinc jure optimo ex eadem rursus ac validissime concludere possumus eumdem pie ac sancte vixisse et in osculo Dei obiisse.

V

DE MIRACULIS POST OBITUM.

Præter sanctitatis opinionem, quæ late undique vulgata est, ut supra ostendimus, Deus per plurima miracula quæ ad Simonis invocationem nullo unquam tempore operari non destitit, servi Dei gloriam fovere, illustrare et amplificare dignatus est : « Habent enim miracula linguam suam, » inquit S. Augustinus tract. 24 in Joan. Quare simulac mortalem vitam emensus cœlestem patriam adeptus est, statim signa quædam et prodigia ad illius sanctitatem ostendendam fieri et vulgari cœperunt.

Etenim illud in primis mirabile fuit, quod post septem ab obitu dies ab incisa corporis vena tepidus sanguis manavit, et cum pharmacopola urbis Ripanæ linteolum hujusmodi cruore madens domum retulisset, illudque uxoris pectori applicuisset, illa statim ab insanabili cancro convaluit.

Tractu temporis alia quamplurima miracula ob illius intercessionem effecta sunt, ex quibus ne infiniti simus aliqua tantummodo seligemus. Theresia Bruti ex eadem urbe Ripana cum gravissimo morbo laboraret, Simonis ope implorata, pristinam valetudinem adepta est, hujusque facti in memoriam et grati animi ergo religiosum habitum per annum assumpsit, quod etiam relatum legimus de puerulo Vincentio Ignazi, qui ad sepulcrum servi Dei a genitrice adductus visum recuperavit. Item Angela Torrioni cum gravi ossium dolore afflictaretur et lecto affixa jam ab integro anno maneret, adhibito tunicæ servi Dei fragmento, somnum per quatuor horas cepit, et inde incolumis omnino reperta est. Pariter decimus testis enarrat Archangelæ Bruti natos Simonis ope a gravibus morbis sanatos fuisse, et ipsam Archangelam magnam partus difficultatem superavisse ; imo se quoque Simonis potentiam expertam esse testatur ; siquidem cum viscerum inflammatione et urinæ difficultate maximopere premeretur, jamque medici in eo essent ut ipsius ventrem perforarent, effusis ad Simonem precibus, sanata repente extitit.

At vero testis XIII postquam retulerit suam genitricem a quodam gravissimo in ventre tumore, Simone intercedente, liberatam fuisse, narrare pergit se olim ita gravem in morbum incidisse ut vitæ expers a medicis fuerit renunciata. Quid vero dicam de sanatione Josephi Feliziani a quadam in aure insanabili fistula? Summ. XVIII, vel de sanatione testis XV a quinque pessimis tumoribus? Vis sanationes a cæcitate, a dæmonum obsessione, ab imminenti abortivæ prolis periculo, ab hydropisi, a putrido maligno, a magna crurum debilitate? Ista omnia miracula per totum Summarium nostrum fuse descripta reperies. Hæc omnia vero adeo clara et perspicua

sunt ut ne verbum quidem in contrarium admittant, sed omnia critices argumenta facile exuperent.

Ceterum quantopere hujusmodi miracula conferant ad finem nostrum, et præsertim ad roborandas reliquas probationum species, quibus in hac causa usi fuimus ex eo deducitur quod miracula ista veluti totidem linguis hujus herois merita et gloriam declarant. Unde S. Gregorius lib. 3 Dial. cap. 9, ait : « Quemadmodum enim vita animæ in corpore existentis cognoscitur per motum membrorum, ita quoque animæ de corpore egredientis ex miraculis cognoscitur. »

Quæ cum ita sint cum in hac judicii sede nonnisi de fama sanctitatis, data opera, disputandum sit, hæc autem quod ad Simonem pertinet non ex vanis rumoribus originem duxerit, sed heroicis virtutibus, donis supernaturalibus et miraculis innitatur, neque tractu temporis imminuta fuerit sed in dies magis magisque augeatur, et quidem penes exteras dissitasque provincias, ut illustrium virorum supplicationes testantur, iterum, iterumque humillime poscimus ut præsens dubium favorabili responsione absolvatis.

Aloisius Lauri. — Revisa, Augustinus adv. Cafrara S. R. C. assess. et S. Fidei subprom. coadjutor.

VI

EPISTOLA ILLMI AC RMI EPISCOPI BOVINENSIS.

Dei omnipotentis honor, christiana proximi ad virtutem impulsio, peculiaris cujusque profectus in meliorum æmulatione charismatum, deviorum etiam ævi hujus ad lucem e tenebris revocatio, aliaque complura tandem hominibus procuranda vel restituenda bona in eo potissimum hac teterrima rerum tempestate suadent enixe incumbendum, ut eminentiores quidam candore morum Altissimi servos congruis prosequamur pietatis ornamentis.

Et jure quidem optimo ac merito, Pater beatissime : quandoquidem *Deus, qui glorificatur in consilio sanctorum* (Ps. 4), id exigit a nobis, ut nostram aliorumque felicitatem æternamque beatitudinem ad ejus gloriam, prout cetera omnia et singula, intimo cordis affectu dirigere studeamus. Quod sane omni tempore ac modo sancti beatique omnes confecerunt, vel pro saltem viribus adhuc in via pergentes veri quique Dei famuli actitarunt.

Horum in electissimo numero postremum non habet locum P. Simon Philippovich, ordinis Minorum S. Francisci observantiæ regularis alumnus. Is namque ortus Seonæ, quod Bosniæ Argentinæ oppidum est in Turcico imperio, honestis admodum piisque parentibus die 30 septembris anni 1732, statim in Bielæ parochia regenerationis lavacro fuit ablutus, atque decennis ab episcopo minorita Paulo Draghichievich sacro confirmationis chrismate inunctus.

Grammaticis porro eruditus elementis, bonisque ac religiosis imbutus moribus, in propinquo S. Crucis cœnobio, apud eosdem Franciscanos Fratres; qui « se murum facientes pro domo Domini, et orthodoxæ propagatione fidei, » ut anno 1444 Eugenius IV inquit, uni ex tunc illis utique in regionibus existunt catholici operarii; die Virginis Annuntiatæ 25 martii anni 1752, ipsomet in loco seraphicum induit habitum, atque, baptismale retinens nomen, *frater Simon* appellatus est.

Ne autem vel minimum recederet a vita patriarchæ Assiensis, qui « non sibi soli vivere, sed aliis proficere Dei zelo ductus voluit, » cum in patria quidem regione scientiarum non posset dare operam studiis, primo in Hungariam missus fuit, ubi res didicit philosophicas, et die 22 octobris anno 1758 sacerdos Essekini consecratus est; postea vero Italiam venit, et in conventu Atriæ observantis almæ S. Bernardini provinciæ theologicis insudavit disciplinis, assiduisque pietatis operibus adhæsit.

Proinde, bonum ibi Christi odorem relinquens meritisque laudibus ornatus, in patriam ex obedientia rediturus, sanctam Petri Urbem invisere ipsiusque venerabilem successorem adire prius exoptavit. Id ei facile contigit. Benigne autem a Dei vicario acceptus, gratiisque spiritualibus, et apostolica benedictione, ac sacro donatus numismate; lætus ad suos in vinea Domini laboraturus remeavit, cognitionibus probe ac virtutibus et animarum in primis zelo præcellens.

Gravissimum itaque parochi munus in Bosnia sibi collatum ad quinquagesimum usque ætatis annum adeo fideliter ac strenue verbo simul et exemplo exercuit, ut ipsos quoque Musulmanos prudentibus certe monitis Christo lucrifacere, aut mitiores efficere sedulo adniteretur. Interea tamen, terribili commotus visione, Deoque illum ad majora vocante, sacram petiit obtinuitque solitudinem, in qua Dominus ad cor ejus locutus est.

Vix enim cellam sibi paratam ingrediebatur in ven. Ripæ Transonis Observantium recessu Marchiæ seu Picenæ provinciæ, quum hanc audivit vocem : *Hinc sursum.* Unde factum est, ut exinde totus omnino christianæ ac seraphicæ perfectioni acquirendæ insisteret, confratribusque sæpe illud etiam commendaret: *Sursum corda.* Quod ipsimet ita præfixum menti erat, ut omnibus excelleret religiosi hominis virtutibus, et ante SS. Eucharistiæ sacramentum in extasim raptus quoque visus fuerit; nec non quotidie Christi Domini passionem in Viæ Crucis exercitio meditaretur, divinamque Matrem (sub titulo præsertim Boni Consilii) percoleret, ejusque numismati a pontifice summo Clemente XIII dono jam accepto pia et frequentia infigeret oscula.

Quid amplius? In cunctis ipse rebus argumenta inveniebat orandi, spiritumque sursum extollendi : « Cum cœlum aspicio, aliquando scripsit, paradisum reminiscor; cum oculos in terram demitto, recordor inferni; cum vero monasterium video, purgatorium cogito. » Tot autem ditatus charismatibus, cœloque maturus, ad sempiterna evolavit præmia virtutum die 9 maii 1802. Vere siquidem, quoad ipsum, dici potest : *In memoria æterna erit justus* (Ps. 111.) cujus, anno 1805 recognitum, corpus in cathedralem ecclesiam anno 1822 translatum Ripani cives jam voluerunt; quemque, devotione in dies cum sanctitatis fama percrebrescente, ad beatificationem et canonizationem usque honoratum percupiunt.

Superest igitur, beatissime Pater, ut informationis processu in diœcesana curia jam præmisso, ejusdem causæ introductio apud apostolicam sedem peculiari ex gratia quamprimum decernatur. Hanc ego gratiam, quatenus tuæ videatur sanctitati digna et consona, instanter petens ac præstolans, demisissime ad sacros osculandos pedes provolutus, omnino ex corde venerabundus permaneo Sanctitatis tuæ humillimus in Domino servus. Fr. Alexander episcopus Bovinensis.

Bovini, ex ædibus episcopalibus, die 15 augusti 1873.

VII

Decretum. — Duodecimo kalendas martias anni vertentis, quum Sanctissimus dominus noster Pius papa IX benigne indulserit, ut de dubio signaturæ commissionis introductionis causæ servi Dei Simonis Philippovich præfati ageretur in congregatione Sacrorum Rituum ordinaria absque interventu et voto consultorum, licet non elapso decennio a die præsentationis processus ordinarii in actis Sacrorum Rituum Congregationis et scriptis ejusdem servi Dei non perquisitis et examinatis; Emus et Rmus D. cardinalis Thomas Martinelli hujus causæ ponens ad instantiam R. Patris Fr. Bernardini a

Cryptis Castri sacerdotis professi et postulatoris generalis causarum beatificationiá et canonizationis servorum Dei ordinis Minorum sancti Francisci de Observantia, attentis postulatoriis litteris plvrium virorum ecclesiastica præsertim dignitate illustrium, in ordinariis Sacrorum Rituum comitiis hodierna die ad Vaticanum coadunatis sequens dubium discutiendum proposuit, nimirum : « An sit signanda commissio introductionis hujus causæ in casu et ad effectum, de quo agitur? » Et sacra eadem Congregatio, omnibus maturo examine perpensis, auditoque voce et scripto R. P. D. Laurentio Salvati sanctæ fidei promotore, rescribendum censuit : *Affirmative*, seu *signandam esse commissionem, si Sanctissimo placuerit*. Die 3 julii 1875.

Facta postmodum de præmissis per infrascriptum secretarium sanctissimo domino nostro Pio papæ IX fideli relatione, Sanctitas Sua sententiam Sacræ Congregationis ratam habuit et confirmavit : propriaque manu signavit commissionem introductionis causæ ven. servi Dei Simonis Philipovich præfati. Die 8 iisdem mense et anno. C. Ep. Ostien. et Velitern. Card. Patrizi, S. R. C. Præf. Loco † sigilli. *Plac. Ralli S. R. C. Secret.*

ANNULATION DE MARIAGE

Empêchement *impotentiæ*. Informations du vicaire forain. Procès instruit par le consistoire épiscopal. Arrêt déclarant la nullité du mariage. Appel au Saint-Siége en seconde instance. Sentiment du canoniste romain. Décision de la S. Congrégation du Concile du 26 janvier 1878.

Les demandes en déclaration de nullité de mariage *causa impotentiæ* deviennent de plus en plus fréquentes. La S. Congrégation du Concile est souvent appelée à examiner ces demandes qui lui parviennent des diverses parties du monde catholique.

C'est de la Suisse que vient l'affaire que nous relatons aujourd'hui. Deux jeunes gens de la classe agricole, Jean, âgé de 28 ans, et Marie-Christine, qui avait vingt ans à peine, se marièrent le 24 janvier 1875. Dès le premier mois, Christine se plaignit à sa mère ; bientôt elle manifesta à son curé l'impuissance absolue du mari. Celui-ci, appelé par le curé, confirma les allégations de la femme. Deux médecins, consultés, prescrivirent les remèdes les plus énergiques ; mais la cure n'amena pas de changement.

Au mois de juin, les époux se séparèrent, et demandèrent aussitôt que leur union fût dissoute par l'autorité ecclésiastique. Le vicaire forain fit examiner les époux par des médecins ; puis, il rendit compte à l'ordinaire ; celui-ci chargea le vicaire forain de faire une enquête *ad informandum*. Le vicaire forain questionna et entendit les époux, les parents, deux médecins, et adressa l'enquête à Mgr l'évêque auxiliaire. Alors le consistoire épiscopal entreprit le procès canonique, conformément à la constitution de Benoît XIV. Enfin, au mois d'août 1876 (le jour n'est pas désigné), le consistoire épiscopal rendit un arrêt portant que e marage contracté entre Jean et Christine le 24 janvier 1875 est nul et sans valeur, à raison de l'impuissance antécédente et à jamais incurable ; que l'expérience triennale que le droit canonique accorde dans les cas douteux est inutile dans l'espèce et qu'il n'y a pas lieu de la conseiller, ni même de la permettre.

Le défenseur du mariage par-devant le tribunal épiscopal a fait appel au Saint-Siége pour la seconde instance conformément à la bulle de Benoît XIV.

Vu la pauvreté des époux, la S. Congrégation du Concile a traité l'affaire *œconomice*, puis a pris l'avis d'un théologien et d'un canoniste ; le défenseur a formulé des *animadversiones*, selon l'usage. Ces divers mémoires ont été imprimés et joints au *folium*. Nous apportons plus loin le *votum* du canoniste, lequel paraît suffire pour expliquer les faits et les raisons juridiques qui autorisent l'annulation du mariage.

Décision. La S. Congrégation du Concile juge qu'il y a lieu de confirmer l'arrêt du consistoire épiscopal. Par conséquent, le mariage étant nul, la jeune femme est libre de contracter une union.

Curien. Matrimonii. Die 26 januarii 1878. Conjugale fœdus die 24 januarii 1875 solemni ritu celebraverunt agricultores juvenes Roanensis oppidi in diœcesi Curiensi positi, Joannes annorum 28, et Maria Christina ætatis paullo amplius quadrilustris. Sed nondum mense præterlapso, conqueri incepit mulier cum matre, quod ejusdem vita haud ex ordine procederet cum conjuge. Uno exinde et altero mense effluxo, opem a proprio parocho in suis implorans augustiis, patefecit eidem, « rei maritali operam dare voluisse, sed virum nihil esse, nihil valere ».

Quo plenius infaustam rerum conditionem ad medelam af ferendam dignosceret, accivit parochus Joannem, atque ab eo deprehendit, ignorare eumdem omnino, quid esset semen humanum, neque umquam ejusmodi rei quidpiam persensisse. Suasit eidem ut medicinæ cultorem peteret, quo opportuna remedia ad sopitum semen excitandum reciperet. Obtemperavit Joannes, sed medicamentis, utcumque validissimis, ab uno atque alio medico adhibitis, nihil profuit eorumdem medicorum cura ; unde, mense junio ejusdem anni 1875 exeunte, alter ab altero sese conjuges separantes, eundem parochum deprecati sunt, ut matrimonii dissolutionem ecclesiastica auctoritate pro iisdem urgeret.

Rem parochus interea exposuit vicario foraneo, qui mox Roanum petiit ; atque ibidem de proprio consilio medicorum explorationi subjiciens utrumque conjugem (haud tamen balnei usu pro mulieris inspectione adhibito) relationem exinde sub die 1 aprilis prædicti anni 1875 ordinario transmisit ; quique deinceps de ipsius ordinarii mandato, ceu refert sententia, de qua mox loquar, « accersitis, et auditis conjugibus necnon utriusque parentibus, protocollum interrogationum et responsionum redegit, illudque ad informandum Judicem ordinarium, una cum proprio voto et duorum medicorum, qui ad nutum vicarii ipsius foranei conjugum corpora inspexerunt, attestatione medica de absoluta viri impotentia, et mulieris statu probabiliter incorrupto, Rmo episcopo Antipatren et auxiliari Curien. transmisit. » Constituto matrimonii vindice ad acta processit episcopale concistorium, tum nempe conjugum eorumdem, tum medicorum, qui inspectionem jam fecerant, tum septimæ manus depositiones curari atque excipi demandans. Hisce omnibus rite expletis, atque ex testium, præ ceteris, depositionibus de honestate conjugum constante, quum vindex matrimonii, postquam interrogationum articulos concinnaverat, atque depositionibus jam desuper enunciatis adstiterat, nihil ultra opposuisset petitioni conjugum, sententiam hujusmodi de mense augusti 1876, die verum in-

cognito, protulit consistorium « matrimonium inter Joannem « et M. Christianum die 24 januarii 1875 contractum prop- « ter viri impotentiam antecedentem, et perpetuo incurabilem « nullum et irritum; atque triennale experimentum secus du- « bie impotentibus a jure concessum, eisdem in præsenti « causa non esse necessario adhibendum; neque consulen- « dum, neque etiam permittendum esse judicat, atque de- « clarat. »

Appellatione a prædicto matrimonio vindice intercepta, delata est quæstio ad S. hunc Ordinem, exindeque voto ordinarii excepto, in quo nullitatis decretum obfirmari, sin minus dispensationem a matrimonio rato et non consummato impertiri idem postulat, quum summo pontifice (quem sospitem omnipotens tueatur) paupertatem conjugum repræsentassem, mandatum accepi proponendi causam œconomice cum voto theologi et canonistæ et cum animadversionibus defensoris matrimonii ex officio. Ab utroque consulente studui votum proferri; et primo quidem canonista in hanc devenit sententiam : « Consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati, prævia tamen actorum sanatione etc.; nec non vetito viro, nisi monasterium, ceu in votis habet, ingrediatur, transitu ad alias nuptias, inconsulta S. Congregatione. » Theologus autem hanc pandidit opinionem : « matrimonium . . . irritum esse ob impotentiam antecedentem, et verosimilius perpetuam qua Joannes laborat. Conditionate tamen et ad cautelam, propter illud quod futuro tempore evenire posset circa Joannis impotentiam, consulendum esse SSmo pro solutione matrimonii rati et non consummati; vetito viro transitu ad alias nuptias, inconsulta S. Congregatione. »

Animadversiones posthac a matrimonii vindice elici studui; iisdemque acceptis, controversiam in hodiernis comitiis discutiendam proposui; utrumque exinde votum, nec non prædictas animadversiones sapientissimo judicio vestro nunc subjiciens, atque judicii hucusque apud Curiense diœcesanum consistorium absoluti naturam observans, decisionem quam opportuniorem EE. VV. pro explorata doctrina et sapientia existimabunt, nunc reddi deprecor ad infrascripta dubia :

I. An sententia curiæ episcopalis Curiensis sit confirmanda vel infirmanda in casu, Et quatenus negative?

II. An sit consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : Ad I. *Prævia sanatione actorum, affirmative ad primam partem.* Ad II. *Provisum in primo.* Romæ, 26 januarii 1878.

Votum canonistæ. Eminentissimi ac Reverendissimi Patres.

1. Duobus vix elapsis mensibus nova lucubratione jussu Exemi ac Rmi D. hujus S. Congregationis a secretis ad vos redeo, ut matrimonialem alteram causam Curiens, qua canonista pertractem, ac aperte conscientioseque pandam quidquid, hac super re, sentiam. Ego vero in obsequium huic S. Ordini lubenti animo, per quantum tenues meæ supputabunt vires conficiam.

2. Age nunc. Die 24 januarii 1875 in ecclesia parochiali Curien. diœc. ad tramites S. Tridentini concilii sacro copulabantur fœdere duo juvenes agris colendis uterque addicti, Joannes N. qui annum 28 agebat, et Maria Christina N. quæ nondum 20 excesserat. Sacris expletis cæremoniis paternam sponsæ domum petierunt, ibique cohabitarunt. Peractis, de more, nuptialibus conviviis, nocte sequenti continuo thorum ingressi sunt. At illud statim accidit perincommodum, quod etsi mutuo prosequerentur amore, puellaque libenter corpus suum viro præstiterit, ac ipsi omnes possibiles adhibuerit conatus, ut rei uxoriæ operam navaret, in irritum semper cessere tentamina. Ex quo male ominato conjugio, Christina intus ægre, sed extrinsecus simulabat in pace. Tandem post 15 vel 20 dies non valens amplius etiam extrinsece displicentiam continere, cum matre sua lacrymabunda de infausto hoc sydere conqueri cœpit, nimirum quod vita matrimonialis cum viro suo Joanne haud normaliter procederet. Ast cum matris argumenta ad erigendum filiæ animum parum aut nihil proficerent, nec maritale connubium in melius verteretur, puella statum suum parocho aperiendum censuit, qui genuinam quærelarum Christinæ causam minime suspicatus, ejusque quæstum parvifaciens, attamen pro viribus consolatam dimisit. Paucis abhinc diebus, mulier iterum plorans adiit, consilium, auxiliumque ab eo petitura. Parochus, propitia nacta occasione, caute eam de causis tantæ mœstitiæ, et animæ dejectionis interrogavit. Non sine verecundia et naturali repugnantia, propositis sibi quæstionibus respondens Christina, inter alias : « Se quidem, ait, rei maritali operam dare voluisse, sed virum nihil esse, nihil valere. » Quibus auditis, parochus, tandem de impotentia Joannis suspicari cœpit, et dimissa, post debitas admonitiones, et consolatoria verba, muliere, virum ad se accersivit, eumque prudenter sciscitavit, undenam Christinæ uxoris suæ quæstus, et lacrymæ? suam ipsimet impotentiam candide aperuit, asseverans, se prorsus ignorare quid esset semen humanum, nec unquam se aliquid hujusmodi habuisse, vel sensisse.

3. Parochus hac depositione perpensa, virum impotentem (talem eum esse judicavit enim) ad medicum misit, ut remedia ad sopitum semen suscitandum exposceret. medicus eidem remedia, alias validissima, et efficacissima, repetitis vicibus, præscripsit; Joannes medico suo morem quidem gessit; sed frustra. Imo alium quoque medicum proprio marte consuluit Joannes, qui eidem pariter validissima medicamina præbuit; sed et horum applicatio nihil profecit. Interim Christinæ tanta animi afflictio, et consternatio, ut tum parentes, tum consanguinei merito imminentem mentis alienationem in eam pertimescerent, etenim non solum concepta adversus virum aversione, continuo protestabatur, se nunquam ad virum reversurum, sed nec somnum capere, nec cibum sumere volebat, quin immo de morte sibi inferenda cogitabat. Christinæ animus tunc solum erigi, et demum exhilarari cœpit, cum parochus eidem declarasset spem affulgere, fore ut ipsius matrimonium ab auctoritate ecclesiastica nullum et irritum declaretur.

4. Vicarius foraneus, cui parochus, pro munere suo, casum enarravit, accersitis et auditis conjugibus, nec non utriusque parentibus, protocollum interrogationum et responsionum ipsorum, redegit et ad Rmum D. episcopum transmisit. Consistorium episcopale sub præsidio præfati episcopi causam excepit, et servato juris ordine, pertractavit. Tandem mense augusti (die caret in actis) 1876 in prima sede judicii in hanc venit definitivam sententiam :

5. « Matrimonium inter Joannem, et M. Christinam, die 24 « januarii 1875 contractum, propter viri impotentiam antece- « dentem, et perpetuo incurabilem, nullum et irritum; atque « triennale experimentum secus dubie impotentibus a jure « concessum eisdem in præsenti casu non esse necessario « adhibendum, neque consulendum, neque etiam permitten- « dum esse judicat, atque declarat. »

6. A qua sententia, uti sui erat muneris, sacramenti vindex ex officio deputatus provocavit.

7. Interim M. Christina summum pontificem supplicavit, ut pro sua benignitate dignaretur indulgere pro dispensatione super matrimonio rato, et non consummato. Quibus precibus summus pontifex, quo sospite lætamur, benigne annuit, ac stante oratricis paupertate, jussit ut causa propone-

retur œconomice coram hac S. Congregatione, requisitis tamen theologi, ac canonistæ votis, cum animadversionibus matrimonii defensoris ex officio.

8. Pro munere meo dicam. Acta exarata fuerunt in lingua Rhetica et in latinam fideliter versa a curia, et ad hanc S. Congregationem transmissa. Quoad processum, animadverti confectum fuisse, saltem quoad substantiam ad tramites notissimæ constitutionis Benedicti XIV *Dei miseratione* : nonnulla vero desiderantur in actis, ex. gr. in instructione ab H. S. C. omnibus episcopis transmissa ad § 18 extat : « Judex quinque « peritos pro recognitione corporum eliget, » sed in actis duo tantum electi sunt. Ad § 19 : « Singuli ex peritis, ac seorsim « corpus viri inspicient, » in casu omnes duo simul. Ad § 22 : « Uterque ex peritis tum ante examen juramentum præstabit « de veritate dicenda, tum post examen juramento dicta con- « firmabit », qui semel tantum jurarunt. Verumtamen est quod a S. vinculi defensore instructiones articulatas habuerint, et observarunt in toto. Desunt in themate obstetrices, ac honesta matrona, atque balneum aquæ tepentis pro inspectione mulieris, quæ a duobus iisdem tantum medicis peracta est.

Hinc episcopus prudentissime in sua epistola ad Emum præfectum directa, eum exoravit « ut si forte quædam deficiant formalitates, dominationem tuam Rmam rogamus, ut ad summum pontificem recurras ».

9. Hisce præjactis, nunc veniam ad nonnulla proponenda, atque enucleanda dubia :

1° An impotentia in casu sit matrimonio antecedens, absoluta, et perpetua ; ita ut adsint signa evidentia, vel saltem verisimiliter evidentia, et moraliter certa, ex quibus tuto argui possit, matrimonium in thesi fuisse juxta canonicas sanctiones usque ab initio nulliter contractum ?

2° An adhuc inconsummatam perseveret?

3° Tandem an justæ, ac honestæ in casu adsint causæ, ita ut consulendum sit Sanctissimo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati ?

10. Matrimonium, ut tradunt S. theologiæ cultores, ac SS. canonum interpretes, in mutua consistit corporum traditione physice aptorum ad generationem, sive in traditione potestatis corporis ad copulam conjugalem. Quam potestatem absolute impotens non potest tradere, et inter cætores Angelicus D. in 4, D. 24, q. un. art. 2 : « Dicendum quamvis actus carnalis copulæ non sit de essentia matrimonii, tamen potentia ad hoc est de essentia matrimonii ; quia per matrimonium datur utrique conjugum potestas in corpore alterius respectu carnalis copulæ. » Quæ impotentia si perpetua sit, et matrimonium antecedat; ita ut copula carnalis perfecta non obtineatur, dirimit matrimonium, et ab initio illud irritum reddit. Ita quoque tenent unanimiter DD. ob claram juris dispositionem Text. h. t. Et quidem dicitur in primis *omnis impotentia perpetua*, ad indicandum nihil referre sive *intrinseca* et *naturalis*, sive *extrinseca*, sive *absoluta*, sive *respectiva* : dummodo sit *perpetua*. « Impossibilium enim nulla est obligatio » L. 185, de R. J. in 6, nec potest tradere corpus ad hunc usum, cum nemo possit dare, quod non habet arg. nemo 70 de R. J. in 6.

11. His pro thesi præmissis, discendendo ad hypothesim nostri casus, dicimus, quod concurrant omnia requisita per Mascard. *de probat.* Expendam igitur.

I

An impotentia in casu sit matrimonio antecedens, absoluta et perpetua, ita ut adsint signa evidentia vel saltem verisimiliter evidentia, et moraliter certa, ex quibus tuto argui possit, matrimonium in themate fuisse juxta canonicas sanctiones ab initio nulliter contractum?

12. Impotentia coeundi, inter cæteras probationes, tenet Mascard. *de probat.* vol. 2 concl. 887 num. 1 : « Probatur ex confessione viri, et uxoris, postquam per duos menses permanserint, dando operam carnali copulæ, et tamen non potuit vir eam carnaliter cognoscere ; ita ex communi intellectu, quem auctores sumunt ex cap. 1 de frigid. et malef. probatur, ubi etiam, imo in tot. coll. in ult. intellectu, quem videtur firmare, et cum eo residere juxta notata per Glos. in c. *Cum filium*, § *Sabinus* ff. ad Trabell., Bald. in authen. ex testamento col. 1 *vers.* quo ultimo. C. *de collection*, et idem firmat Hostien. in d. col. 1 vers. *Tu vero dicis*, dum ibi indistincte affirmat, standum esse confessioni partium, et idem tenet in sum. de frigid. et malef. sub num. 10 vers. *Et siquidem* ; et hoc idem sequitur Joan. Andreas in 1 col. vers. *Si autem muliere agente*, et ex allegatis Henrici Boin. in d. cap. 1 vers. *Aut per confessionem ambarum partium apparet*, hinc apparet communem fere esse sententiam. Atqui præsenti in controversia viri impotentia cum qualitate verisimilis evidentiæ, et quidem moraliter certæ in confessione utriusque conjugis in Positionibus a se datis cum juramento ingenue ac sine ulla tergiversatione unanimiter affirmarunt, quod etsi omni conatu et modo operam navassent matrimonii consummationi, nunquam fieri potuisse una caro, ob viri impotentiam. Sane vero vir (Act. proc.) se impotentem esse talem tam judicialiter quam extrajudicialiter sæpe sæpius fassus est. Nam (ibi) a parocho accersitus, atque interrogatus : « Unde nam Christinæ uxoris suæ quæstus, et lacrymæ? » suammet impotentiam Joannes candide innuit, « asserens se prorsus ignorare, quod esset semen humanum, nec unquam se aliquid hujusmodi habuisse, aut sensisse. » Ita pariter confessus est medicis, qui ei medicamenta, et quidem validissima, per longius tempus præscripserunt, ut ex eorum patet testimoniis in scriptis traditis.

13. Indubitatum est atque innegabile, quod, qui medicamenta pro curanda impotentia quæsivit, ac non sine impensis adhibuit, et nullum fructum reportavit, dubio caret, impotentem reputari debere, et propterea confessio his circumstantiis roborata omne aliud probationis genus superat. In formali examine sub fidei sacramento deposuit (Act. proc. ad 4 interr.) « Per quatuor circiter menses a contracto matrimonio cum uxore cohabitavi, eodem cum ipsa usus sum thoro. (Ad 7). Non sentiebam solamen, quod speraveram, causam vero non cognovi priusquam uxor mea conqueri inciperet, me esse frigidum, et rem parocho manifestaret (Ad 11). Quibus momentis (virgam) erigere poteram, usque ad certum gradum. » Indeque fit, ut colis erectio, ad summum, instantanea sit, et illico flaccescens, et in hoc cum confessione ipsius viri concordant medici, ut supra in fortioribus terminis « ex defectu habilitatis erigendi membrum virile, » ceu ipsis quoque fassus est, insufficientiam erectionis. Hæc autem signa, ab artis peritis in claris posita, nempe deposuerunt « inhabilitas erigendi virgam non aliunde oriri possit, quam ex defectu secretionis seminis prolifici : imo generatim ex defectu cujuscumque seminis, » vel sunt omnino certa, vel in omnem casum verisimili evidentia concludunt perpetuam impotentiam, ut in terminis punctualibus habentis membrum cum nulla, vel sola instantanea erectione in totum illico flaccescentem observant Præposit. in cap. fin. num. 5 de frigid., et malef., Baron, de corpor. tit. 17 de virilib. num. 83 : « Levis tanta, vel nulla erectio, atque per considerabile tempus in erectionem non perseverans. » (Ad 18.) Postquam medicamentis juxta præscriptum medicorum, usus eram ad uxorem redii (consilio enim medicorum, ut medicamina tutius operarentur per aliquod tempus ab uxore discessit, habitavitque domi matris suæ), et cum illa repetitis vicibus conatus sum matrimonium consummare, ast sine effectu et mutatione. Omnia in eodem

statu erant, sicut antea. (Ad 19.) Edoctus a parocho, nunc certus sum, atque persuasum mihi habeo, me non esse sicuti cæteri viri. (Ad 20.) Non habeo aliquid addendum, nisi, quod magna tristitia, et dolore affectus sim, tum respectu conjugis meæ tum respectu magni scandali (per vias enim et plateas res divulgabatur). Qua de causa monasterium aliquod ingredi desidero. »

14. Ex qua ingenua viri confessione, et proposito ad septas monasterii convolare, unusquisque secum cogitare potest quidquid autumandum sit de impotentia in thesi.

15. Sequitur non minus genuina depositio, et quidem juridica mulieris, quæ per omnes suas partes viri confessionem confirmat (Acta proc. ad 4 interr.). « Eadem die, qua nuptias celebravimus, in domo patris mei cohabitavimus, eodem thoro usi per 4 circiter menses (Ad 8). Interposito tempore, quo maritus medicamentis utebatur, tentavimus consummare matrimonium, semper bona fide debitum conjugale præstiti. (Ad 21.) Maritus meus nihil est, non est vir. (Ad 13). Numquam erigere potuit membrum suum, non est vir, nihil est inhabilis (Ad 14.) Nunquam semen emisit (Ad 45.) Sciebat quidem rem non recte procedere, nesciebat tamen in qua re sit defectus. Hinc cœpit tristis, et mœtus fieri, dicens, quod doleat, eo quod non sit sicuti cæteri homines, quod autem non sua sit culpa. (Ad 17.) Duos medicos adiit. . . successive medicamenta juxta præscriptum medicorum adhibuit, nullum effectum habuerunt hac in re. Omnia erant, sicut antea. (Ad 20.) Jam ab initio erga ipsum conquesta sum, quod sit nimis frigidus erga me (Ad 22.) Ipsum non posse adimplere suam obligationem. Quindecim circiter dies post nuptias coram matre mea conquesta sum de matrimonio meo. Post autem duos circiter menses rem totam parocho aperui, qui me consolantem dimisit. (Ad 24.) Semper mecum cogitabam matrimonium non esse, neque posse esse verum matrimonium. Utrum autem dissolvi posset, nesciebam. (Ad 25.) De hac mea positione, seu de meo statu tristis et consternata eram, ut nec manducare, nec bibere possem, et de morte mihi inferenda in aqua Zeliendo, cogitarem. »

16. Agitur hic de muliere, quæ nupsit virgo, et talis probatur ex confessione virimet post intentam copulam, de cujus viribus ad nostrum propositum apprime Rota loquens in terminis alicujus mulieris appellatæ Eleonoræ in decis. 6, n. 2 et 3 post Zacch. loc. cit. ibi : « Secundo ex confessione ipsiusmet etc. qui confessus fuerat, quod non poterat cognoscere D. Eleonoram. Et ulterius eadem uxor ab initio contracti matrimonii, adhuc non transacto bimestre, reclamavit, et concurrunt nedum signa dubia frigiditatis viri, quæ impotentiam præsumptive probant, sed, quod magis est, non desunt signa verisimiliter evidentia, quæ de jure sufficiunt ad dissolutionem matrimonii, quæque quodcumque aliud copulæ experimentum prorsus inutile, et omni jure illicitum demonstrant. »

17. Insuper confessio utriusque conjugis juramento vallata haud dubiam vel probabilem persuasionem impotentiæ ingerere videtur, sed omnimodam certitudinem, ait eadem Rota Romana dissolutionis matrimonii coram Ursino, relata a card. De Luca ad ornatum decis. 2 et seqq. « Signa autem sunt omnino certa, et evidenter concludunt omnimodam impotentiam, quando habeant instantaneam erectionem, aut membrum erigitur instantanee, et inuliter. » Eo magis in thesi, quod umbra erectionis prorsus appareat, ceu confessus est vir : « Quibus momentis erigere poteram usque ad certum gradum. » Fortius autem ait mulier : « Numquam erigere potuit membrum. » Haud me fugit nonnullos auctores contrarium sentire, ob collusionis periculum inter eos, quod facevenire potest, ut liberius ad alia convolent vota. At in casu præterquam quod ipsi personæ rudes, et simplices sint, saltem ex parte viri suspicio hæc exulare videtur; nam is nunquam de aliis ineundis nuptiis excogitavit, quin potius (Ad 20 interr.) monasterium aliquod ingredi cupit.

18. Accedit secundo loco jurata testium depositio, tum ex parte viri, tum ex parte mulieris, ut audiunt, *septimæ manus*, qui uno ore confirmant contrahentium depositiones, nec non indubie omnes similiter testantur de probitate, pietate, ac veridicitate utriusque.

Primus : « Audivi Joannem adire debuisse medicos, et scivi Christinam conquestam esse, dicens : *Utinam non nupsissem?* »

Secundus : « Ex fama publica mense julio audivi matrimonium non potuisse consummari ; ipsum maritum audivi esse causam inconsummationis. »

Tertius : « Per aliquod tempus in bona pace cohabitaverunt; deinde perturbata est pax propter inhabilitatem, et impotentiam viri. Separatio provocata est, quia ipse inhabilis erat. »

Quartus : » Paulo post pax perturbata fuit, et quidem, ut audivi, eo quod vir non esset habilis. »

Quintus : « Ab initio cum bona pace vivebant, postea propter inhabilitatem viri perturbata est. »

Ne longius labar idem deposuerunt sextus, et septimus.

Ex parte mulieris. Primus mater sponsæ : » Filiam post 15 dies conquesta est (de impotentia viri) medicos declarasse nullam fulgere spem remedii, ac præscripserunt, ut per unum, vel duos menses sejuncti viverent. »

Secundus : « Christinam vidi tristem et mœstam esse, audivi non potuisse consummare matrimonium ex impotentia viri. »

Tertius : « Causa est maritus propter impotentiam. »

Quartus : « Per plateas audivi ab hominibus virum nihil valere, impotentem esse, non erat vir. »

Quintus : « Ipse est causa propter impotentiam. »

At ne vos diutius demorer similiter deposuerunt sextus, et. septimus.

19. Juramentum *septimæ manus* propinquorum dubium non est, quin legitimam constituat probationem in gratioso judicio dispensationis, eo quia legitimam faciunt probationem de impotentia, etiam in ipso formali et ordinario judicio nullitatis matrimonii ex capite impotentiæ viri, ut per text. litteral. in canone *Quod autem* 29, can. 27, quæst. 2 docet Gloss. ibi in princip., altera Gloss. in cap. *Laudabilem* verb. *Uterq.* de frigid. et malef. ibi : « Hoc jurabunt, quod credunt verum esse eos jurasse. » Innoc. in eod. cap. *Laudabilem* in fin. « ibi : Hoc jurabunt principales ; purgatores autem (idest propinqui) quod credunt verum eos jurare. » Et percelebris ex nostra familia Reiff. lib. 4 Decret. tit. 15, n. 43 h. t. ibi : « Potest, et debet annullari matrimonium, si uterque conjux juret se copulam attentasse quidem, sed nunquam coire potuisse; idque jurato affirment septem ex propinquis, deponendo juramentum de credulitate, jurando se credere conjuges vera jurasse. » Sanchez lib. 7, disput. 107, num. 4. Alexander de Nevo in cap. *Laudabilem*, 5 h. t., et ibi Butrius n. 14, Engel. h. t. n. 6.

20. Nunc ad peritos a sacri vinculi defensore instructos, per interrogationes ab ipso articulatas, qui sub sacramenti fide ita in scriptis curiæ tradiderunt (Act. proc. L. E.)

« Objectivi et indubii defectus in partibus genitalibus Joannis ostendi nequeunt. Parvitas testiculorum, et glandium est signum dubium tantum defectus normalis secretionis seminis. um autem dictus Joannes, qui de cætero valida, et sana constitutione pollet, tamen cum nunquam pollutiones habuerit neque ante, neque post initium matrimonium, imo neque semel talis erectio locum habuerit, quæ copulam perfectam possibilem redderet, cum insuper eidem omnis sexualis ejiciendi appetitus desit. Infrascripti inde concludere debent,

prostare defectum elaborationis seminis, qui defectus ex vitio organico externo non perceptibili partium genitalium oritur, et judicant impotentiam insanabilem, perpetuam, matrimoniumque præcedentem. »

21. Esto quod organa generationis quoad eorum externam structuram sicuti physici observatores retulerunt (si tamen parvitas testiculorum, ac temperamentum phlegmaticum excipias) recte composita sint. Tamen si abnorme, aut monstruosum, quod manibus contrectari possent, explorassent jam actum esset de causa. Sed ad hoc, ut alicujus vitii, quod hominem ad concubitum impotentem reddat existentia probe comperiatur, non est necesse, quod in abnormitate exteriori corporis structura illud appareat, sufficit, quod illud intus existat, et in suis effectibus pateat, ex quibus evidenter conjici possit, ut in themate verificatur, et ipsi fassi sunt. Attamen testati sunt parvitatem testiculorum in scroto tamen residentium. Quod vitium a Zacch. *Quæst. medic. legal.* lib. 9, tit. 3, q. 9, n. 8, habetur tamquam evidens impotentia coeundi : « Sed si (testes) scroto excipiantur, et naturalem situm servent, magnitudine tamen, duritie, ac vigore sint nullius considerationis, tales enim habendi, tamquam si non adessent, cum ad nihilum apti videantur, et frustra procreari, quia proprio fini, qui est semen prolifici generatio, et conservatio, frustrantur... certum est curam universaliter esse difficillimam, ac plerumque frustratoriam, et si protrahatur post finem augmentationis corporis, nimirum post pubertatem, impossibilem. » Et tom. 1, lib. 3, q. 5, ibi : « Quintum signum (impotentiæ) est testium parvitas.... caloris enim naturalis pauperiem, et consequenter imbecillitatem virtutis testantur; nam testes in seminis generatione, sive perfectione principatum obtinent... quia hanc frigiditatem, ex signis concludentissime probatam, absque dubio illico separari matrimonium potest, non expectato triennio. »

22. Præterea, incontroversum est penes physicos, canonistas et juris peritos, duplicem esse impotentiæ speciem, aliam scilicet ex vitio externo, et visibili, aliam ex vitio interno, et invisibili, ceu experientia rerum magistra docet, quod ejusmodi vitio interno et non visibili, sicut frequenter afficitur quodlibet corporis membrum, cui sine ullo visibili vitio ad motum vires non suppetunt; ita et frequenter afficiuntur partes viriles, in quibus tot, tantæque, et longe majores requiruntur internæ vires, et virtutes necessariæ ad copulam, et generationem, cui quædam veluti species creationis inest, ut indubium nemo revocat, distinguendo duplicem speciem impotentiæ ex vitio externo, et visibili, et in vitio interno, et invisibili docent omnes canonistæ, et signanter Abbas in cap. 2, n. 5, de frigid. et malefic., Gonzalez in cap. *Laudabilem* h. t. n. 7 : « Signum impotentiæ proveniens ex defectu naturali vel apparens esse potest, vel non apparens. » Castropal. oper. moral. tract. 28, disput. 4, punct. 14, n. 7.

In vitio autem interno sac. canones, doctores, et tribunalia omnia perpetuo spernendum esse censuerunt, et ineptissimum reputarunt judicium medicorum, nedum ubi retulerunt judicium super potentia ab externa sanitate, et proportione virilium partium nullo visibili vitio laborantium, sed ubi retulerunt judicium ad signa plausibilia potentiæ, scilicet positivam erectionem, quia non sola erectio, sed illius consistentia, et permanentia, et internæ vires, ac alia plura requiruntur ad generationem et consummationem matrimonii, præcipue cum virgine, et incorrupta; ideoque nil concludunt signa potentiæ, quæ in genere, sive objective visa sunt oculis medicorum, si æque plausibilia non sint in arena thalami conjugalis, quod non vident periti, et in quo uxor per experientiam peritior est.

23. Sane manifestum est in facto, quod Christina non accusavit Joannem de illa impotentia ex aliquo vitio externo, et invisibili; sed de impotentia ex vitio interno, et invisibili, specificando signum, seu effectus hujusmodi impotentiæ, nempe perpetuo constanterque se virilem lanceam intra sui pudoris fores, licet in id pro viribus niteretur longa ipsius mulieris tolerantia, et experimento quatuor mensium, edocta fuerat, nimirum carentia erectionis, et emissionis seminis virilis, de quibus, et ipse vir, et periti confirmarunt, nimirum Walter (Acta proc. L. E.) : « Per decursum hujus temporis erui potui, quod inhabilitas erigendi virgam, non aliunde oriri possit, quam ex defectu secretionis seminis prolifici : imo generatim ex defectu cujuscumque seminis. » Et alter Priedi L. E. : « Inde illa apathiæ organum rei venereæ, et impossibilitas prolificæ copulæ. » Tandem uterque concludunt : « Infrascripti concludere debent, prostare defectum elaborationis seminis,... Impotentiam insanabilem, perpetuam, matrimoniumque præcedentem. »

24. Perbelle ad rem ait Emus Laurea in *Epitome canon.* verb. *Frigiditas* vers. 1, fol. 243, et verb. *Matrimonia,* ratione impotentiæ invalida vers. 4 fol. 319, maxime cum dicta frigiditas, et inhabilitas, ut asserunt periti, arte humana tolli non valeant, quo casu impotentia dicitur perpetua, cap. *Fraternit.* de frigid. et malefic. Sanchez, *De matrim.* lib. 7, disput. 93, n. 7, et disput. 94, n. 9 et seqq. Quo textu DD. communiter colligunt, etiam impotentiam censeri perpetuam, quæ nulla arte humana removeri potest, circa quod standum est peritis, secundum eorum notitiam, et practicam deponentibus, et lib. 7. cap. 115 : « Impotentiam perpetuam sufficere ad statim dissolvendum matrimonium absque triennali dilatione tenet Castropal. tract. 28, *De sponsal. et matrim.* disput. 4, punct. 14, § 9, n. 4. »

25. Demum jura canonica clamant celeriter præstandum esse remedium ad dissolvendum inutile, et pene sacrilegum vinculum, quo sub specie sacrosancti matrimonii libertas legitimarum nuptiarum injuste cohibetur, et continua præbetur occasio peccandi, sicut docent canonistæ, et signanter Abbas in cap. *Fraternitatis* n. 16, h. t. Perez *de matrim.* disput. 37, sect. 11, n. 2 et 6; Sanchez, loc. cit. lib. 7, disput. 103, n. 1. Aliique permulti.

II

An matrimonium in casu adhuc inconsummatum perseveret.

26. Quod ad inconsummationem attinet, inter cæteras probationes supra allatas, habentur quoque, ut satis abunde probavimus, juramenta utriusque conjugis, in quibus divino invocato testimonio constantissime, et sine ulla tergiversatione asseruerunt, per ipsos matrimonium nunquam fuisse consummatum ob impotentiam viri. Spectata enim pietate, religiositate, ac veridicitate utriusque, de quibus mira consonantia deposuerunt omnes testes in judicium accersiti; omnes enim uno ore affirmarunt, ipsos fallere nescios, quodque illorum juramenta præstita admittenda sunt maximoque in pretio habenda. Baldus in leg. testium n. 36. Eo insuper addito, quod præfata juramenta versantur circa factum certo scitum, certoque cognitum eisdem conjugibus, in ordine ad quod nec errare potuerunt, nec decipi; unde nisi dicamus, quod ipsi in materia gravissima involvente discrimen irreparabile eorum æternæ salutis, consulto, ac deliberata voluntate pejeraverint, quod in circumstantiis, et casibus, et personarum pietate, ac religiositate ab omnibus commendatarum suspicari non licet.

27. De facto vir omni genuitate fassus esi (Act. proc. ad 9 interr.). « Feci illud omne quod facere sciebam, et poteram... An consummassem matrimonium non audeo id asserere, » Clarius (ad 18) sese expressit: « Postquam medicamentis juxta præscriptum medicorum usus eram ad uxorem

redii, et cum illa repetitis vicibus conatus sum matrimonium consummare, ast sine effectu, aut mutatione. Omnia in eodem statu erant, sicut antea. »

28. Viro consonat uxor, quæ sanctitate pariter religionis deposuit (Ad interr. 9). Nunquam consummavimus... Fecimus quod potuimus, et omni vi et conatu tentavimus. » (Ad 11) : « Omnino certa sum matrimonium non fuisse consummatum... Nunquam potuit erigere membrum suum. »

29. Superaccedunt juramenta septimæ manus, qui constanter omnes deposuerunt se firmiter credere conjuges testimonium veritatis præbuisse in suis juramentis nunquam matrimonium consummatum fuisse. Georgius Cadelbert : « Audivi a matre ipsos non potuisse consummare matrimonium. » Ursula Cadelbert : « Audivi non potuisse consummare matrimonium. » Julius Cadelbert : « Ipse est causa matrimonii inconsummati. »

Theodorus Cadelbert : « Audivi ipsos non potuisse consummare matrimonium. »

30. Quædam hic oritur difficultas, quæ tamen, ut arbitror, unica est præsenti in controversia. Periti in inspectione mulieris assuerunt hymenen non invenisse. Affirmant tamen « ostium matricis invenisse, sine scissuris, aut incisionibus omnino, uti in statu virginali. » Ast re mature perpensa dubietas omnis penitus evanescit. Revera cum a nobis tantummodo inquirendum sit, an matrimonium, de quo inquirimus, consummatum fuerit, necne? nihil interest, si aliqua virginitas nota, et quidem dubia suapte natura, desit, quin virginitas nullimode violata sit : dummodo tamen inconsummatio matrimonii aliunde probetur, et causa deficientiæ illius incertæ notæ, alibi, quam in viri concubitu iuveniatur. Periti præcipuum virginitatis criterium in hymene fortasse tanquam in essentia virginitatis consistere vellent? quo absurdius esse nihil.

31. De facto periti ipsi idem confirmant quibusdam auctoritatibus innixi ; aiunt enim : « De cætero Henke in sua *Medic. judicial.* § 176, dicit : « Constat quod inter omnia positiva, et negativa indicia virginitatis nullum omnino infallibilem vim probandi habet. » Pari modo asserit Colleg. superius medic. Berl. « Quod tunc tantum indubia certitudine de virginitate constet, quando omnia indicia positiva (hymen, vagina etc.) adsunt, quod autem defectus unius, vel alterius horum signorum defectum virginitatis probare non valeat. » Hinc concludunt :

« His positis subsignati, partim propriæ inspectionis, et inquisitionis momentis, partim citatis auctoritatibus innixi, sententiam dicere debent, quod in persona inspecta non omnia signa virginitatis inveniuntur, quin tamen eamdem negare audeant. »

32. Ad ornatum potius quam ex necessitate thematis adnectam, ne quis ex cunctatione medicorum in affirmanda, vel deneganda Christinæ virginitate, dicat tritum illud, in dubio pronunciandum esse pro matrimonio ; nam decantata regula hæc procedit in quæstionibus nullitatis, quæ non impedit, nec impedire potest finem, et effectum matrimonii, videlicet procreationem sobolis, prout contingit, ubi agitur de probando, vel excludendo prætenso defectu consensus per vim, et metum exorti, et dependentis a facto partium, vel ubi tractatur de probandis' vel excludendis gradibus consanguinitatis. In hisce enim casibus, cum omnio extrema sint habilia reipsa, et matrimonium suum finem obtinere possit, procedit dicta regula, quod in dubio standum sit pro matrimonio, desumpta a text. ex cap. *Licet ex quadam*, de testibus, et attestationibus, qui loquitur in terminis probandæ, vel excludendæ consanguinitatis, cum cæteris in contrarium allegandis.

33. Diversimode res procedit in quæstione nullitatis ex capite impotentiæ, per quam matrimonium reipsa est nullum, et suum finem consequi non potest. Tunc enim, quia tractatur de inferendo præjudicio et injuria eidem sacramento matrimonii, directe contraria procedit regula, nimirum, quod in dubio standum sit pro matrimonii exclusione, ut optime distinguunt Abbas in cap. *Series*, n. 5 ante medium. Felin. in cap. *Licet*, sub num. 3, de sententia et re judicata ; egregie Hostien. in cap. 1 num. 1, de frigid. et malef. Rota decis. 16 n. 16, coram Pamphil. Ea viva ratione, quia in foro externo, in quo judicat Ecclesia, tolerabilius et honestius est per canonicas probationes, et juxta diciplinam Ecclesiæ, matrimonium dissolvere, quam nomine et jure matrimonii occasionem incontinentiæ præbere, et continuum peccatum confovere, ut prosequitur Abbas in dicto cap. *Series*, num. 5 de senten. et re judicata, et in cap. *Fraternitatis* num. 16 ; Perez, *De matrim.* disput. 37, sect. 11, num. 2 et 6. Gigas, in singular. de matrim. singular. 72, per tot. ibi : « In dubio pro matrimonio est sentiendum cap. *Licet ex quadam* in fin. de test. : Fallit hæc regula, ubi matrimonium suum non potest habere effectum, utputa quando tractatur de dissolutione matrimonii ob impotentiam viri. »

34. Præterea implicant cætera physicæ virginitatis signa a peritis in Christina reperta, aiunt enim (L.E) : « Ostium matricis politum (rotundum) sine scissuris, aut incisionibus, omnino ut in statu virginali. » Quæ verba concubitum cum viro prorsus excludunt. Nam eorum loquendi modus aperte demonstrat, quod etsi hymenem in puella minime reperiissent, argumenta tamen ipsis desunt, ut illam per concubitum viri destructam fuisse judicent, quin potius alia statuant argumenta aliunde deducta de ipsa inconsummatione, ac de impossibilitate coiti. Revera in supracitatis responsionibus affirmarunt indubitanter 1 : « : Attamen quia erectio (penis) statim remisit, copula perfecta impossibilis erat. » Walter : « Joannes non tantum inhabilis ad generandum, sed etiam impotens ad coeundum. » Uterque affirmarunt : « imo neque semel talis erectio locum habuerit, quæ copulam perfectam possibilem redderet. » Quæ omnia si recte perpendantur omnem excludunt concubitum.

35. Si autem contra adhuc evidenter probata, quis audacter tenere vellet per Joannis concubitum hymenem destructam fuisse, nihil tamen proficeret, opus enim et tempus frustra insumeret. Re quidem vera, norunt omnes, etiam qui nihi norunt, parum, aut nihil valere intromissionem penis in vas muliebre, pro matrimonii consummatione, nisi in eo viri seminatio sequatur, etenim sine seminis commixtione vir et mulier nunquam fiunt una caro. Optime ait Reiffenst. lib. 4 decret. tit. 15, n. 14 : « Verum adesse impedimentum impotentiæ, si vir, sive ex proprio, sive mulieris defectu, vel omnino non, vel intra vas fœminæ seminare potest, etsi cum illa congredi, et vas illius penetrare valeat. Sanchez lib. 7, disp. 92, n. 7, Abbas in cap. 2 h. t. n. 5. cum communi. Ratio est quia de ratione matrimonii est traditio corporis ad copulam conjugalem ; at non reputatur conjugalis, si semper deficit semen ; coitus enim et copula est tantum via ad actum conjugalem perficiendum. » Et Angelicus D. 4 sentent. d. 41, q. 4, art. 1, ad 2 : « Quod quantumcumque aliquis claustra pudoris invadat, vel frangat, nisi commixtio seminum sequatur, vir et mulier nunquam fiunt una caro, neque proinde matrimonii consummatio peracta est. »

36. Præsenti in controversia certo certius tenendum est commixtionem seminis virilis nunquam evenire potuisse ; nam vir (ad 12 interr.) : « Neque scio, neque unquam scivi, quid sit semen virile, nullam habeo cognitionem hujus rei. Nunquam sensi, aut animadverti, fluxisse aliquid hujusmodi. » Mulier (ad 14) : « Nunquam semen emisit. » Medici (L. E.) : « Nunquam Joannes pollutiones habuerit neque ante, neque post initum matrimonium. »

37. Jure igitur, meritoque ex allatis auctoritatibus, ex con-

fessione conjugum, ex attestatione medicorum, ex testium confirmatione, publico rumore, tempore, loco, rebus, personis, adjunctis, concludere possum matrimonium in themate non fuisse consummatum. Sic in durioribus terminis tenuit S. H. O. in Neapolitana nullitatis, seu dispensationis 29 novèmb. 1862, in Florentina nullitatis, seu dispensationis matrimonii 27 januarii 1877.

III

Adsunt ne in te themate justæ, et honestæ causa pro dispensatione matrimonii tantum rati?

38. Hactenus causam egimus, uti par erat, per viam justitiæ, et ad evidentiam probavimus de impotentia viri, qua probata manifestum jus competit Christinæ pro obtinenda formali dissolutione matrimonii ab initio nulli, et infecti. Verum, ut in principio innuimus, constantissimum ejusdem Christinæ (haud viro dissentiente) propositum fuit, et est procedendi per viam gratiæ, pro qua unica instetit apud summum pontificem, et super qua idem summus pontifex causam huic S. Congregationi pro traditione voti remisit, uti ex pontificio rescripto sub die 5 februarii cur. anni; ideo oratrix humiliter instat pro affirmativa resolutione tertii præinserti dubii: « Consulendum scilicet SSmo » pro dispensatione matrimonii rati tantum » et constanter sperat obtinere per viam gratiæ H. S. O. remissæ ex dicto pontificio rescripto, a quo unice jus metiri debet præsens disputatio ex notatis in proposito per Cravett. cons. 9, n. 21; et cons. 33, n. 17. Ruin. cons. 25, n. 16 et seqq. lib. 1. Prot. cor. Gregor. dec. 521, n. 24. Agendo igitur de causa honesta et legitima concedendæ dispensationis favore Christinæ, non una, sed multiplex concurrit, et redundat, ceu ait episcopus auxiliaris Curien. in epist. ad Emum præfectum.

39. Et prima quidem est impotentia viri perpetua, antecedens, absoluta, et insanabilis (Act. proc. L. E.) quæ justa existimatur a Sanchez loc. cit lib. 2, disp 16, n. 6; Cosci lib. 1 1, cap. 16, n. 197; ac lib. 3, cap. 2, n. 386, ibi: « Quando impotentia adstruitur pro motivo et causa gratiosæ dispensationis, non illam exigit certam et concludentem probationem (in casu tamen non deest) sed satis est, quod dicta impotentia sit adeo probabilis, ut sum. pontifex illam veram existimare possit, et ad gratiam moveri. » Cui consonant Pignatell. consult. 148, n. 14, tom. 4; Card. De Luca disc. 7, n. 7, *De matrim.* S. hæc Congregatio in *Leodien.* matrimonii, 26 julii 1858 § *Hæc quoad*; in *Romana* nullitatis, seu dispensationis matrimonii 2 martii 1861. Tandem in *Florentina* nullitatis, seu dispensationis matrimonii 27 januarii 1877.

40. Secunda est, ut testatur episcopus (epist. citat.) « in superabilis animorum aversio. » Mulier (Ad 22 interr.) sentio summo gradu tœdium et aversionem adversus eum. (Ad 25): De hac mea positione, seu de meo statu tam tristis et consternata eram, ut nec manducare, nec bibere possem, et de morte mihi inferenda in aquam (in flumen) Zaliendo, cogitarem. » Testes (Act. proc.) affirmant propter hoc ad insaniam prope pervenisse. Ipsa etiam affirmat toto, corde se potius mala quæquam subire, quam ad virum redire, et inutile contubernium reassumere, et propter hanc aversionem oriri posse maxima incommoda, et dissidia, nemo est, qui non videat. Animorum aversio, et dissociatio justam præbere causam dispensationis etiam inter personas vulgares, effuso calamo expendit Ursaya *Discept.* 21, nu. 60, 61, 62, tom. 3, part. 2, et discept. 7, n. 76, 77, tom. 3, part. 1; quia ex dissidiis et aversionibus emergere possunt gravia scandala, et neces ipsæ evitandæ in quocumque genere personarum. Corrad. in *Prax. dispensat.* lib. 8, cap. 7, n. 3, prop. fin. vers. *Sic etiam*: « Sic etiam si maximo odio se prosequuntur, intermittentes pullulent dissentiones, ex quibus neces, et gravia scandala inter ipsos, et consanguineos possint probabiliter timeri, et hæc est una ex potissimis causis quæ justam reddunt dispensationem. Sicut enim duorum in unum consensus amicitiam, ita dissensus discordias, et inimicitias perpetuas parit. » Et n. 36, ubi quod periculo scandalorum, aliorumque malorum summus pontifex summopore studet occurrere, cum propter hoc liceat a juris rigore recedere, ac valde intersit bono communi scandala vitari Et ideo, concludit, hanc esse justam causam ad dispensandum. « Ita quoque tenuit S. H. S. in *Neapolitana*, nullitatis, seu dispensationis matrimonii 29 novembris 1862, § *Sed præter*.

41. Tertia est incontinentiæ periculum (ait laudatus episcopus) ex parte mulieris in floridissima ætate constitutæ; atque inde pertimescenda gravia mala, et scandala. Sola utilitas spiritualis petentis dispensationem est attendenda, ait Perez, *De matrim.* disput. 20, sect. 7, n. 11. Rot. dec. 86, n. 7 post secundum volumen Farinac. et a pluribus relatis resolutionibus hujus S. Congregationis ac ex celebri voto card. Lancellotti præfecti H. S. O. a qua quidem praxi S. C. et tot sum. pontificum recedere non licet, ut docent Lotter. *De re beneficiar.* lib. 1, q. 11, n. 3. Rota dec. 18 num. 11 sub tit. de probat. coram Falconer.

42. Quarta est voluntas, et propositum ex parte viri claustrum ingrediendi ad reparandum scandalum, et satisfaciendi pro damno mulieri illatum, prout ipse (Ad 20 interr.) ait: « Non habeo aliquid addendum, nisi quod magna tristitia, et dolore affectus sum, tum respectu conjugis meæ, tum respectu magni scandali, quod dedi. Qua de causa monasterium aliquod ingredi desidero. »

43. Quinta tandem, et quidem gravissima concurrit causa, et est (ceu ait episcopus loc cit.) « periculum proximum, idest defectio ab Ecclesia pertimescenda, cum hisce in plagis secta grassetur acatholicorum, qui quadam æstuent invidia nullum non movent lapidem, ut catholicos ad sua perducant castra, quod certe obtinere conantur per sic dictum matrimonium civile nuper invectum, vi cujus a civili tribunali impetrandam a pluribus stimulantur. Qua in circumstantia recte sentirem cum card. Cosci loc. cit. lib. 3 cap. 2 num. 107, ibi: « Non est expectandum, ut veniant scandala ad præstandum remedium; sed cum prævidentur, sive timentur, ad paternum supremæ Ecclesiæ moderatoris officium spectat, imminentibus malis opportune providere. » Et cum card. de Luca *De matrim.* disc. num. 9, ibi: « Vere et proprie (ut in themate) non sumus in casu formalis dispensationis supra matrimonio alioquin firmo, et indissolubili, dum stantibus claris indiciis impedimenti naturalis, videtur potius quædam administratio justitiæ, ita prudentialiter sub alio titulo magis honesto, more principis administratæ, cum ita utriusque partis juribus consultum remaneret. »

44. Cum causæ hactenus expositæ urgentissimæ, ac tanti ponderis mihi videantur, in hanc sententiam me venire impellunt, ut S. hic ordo annuere possit oratricis precibus: « Consulendum Sanctissimo pro dispensatione matrimonii rati, et non consummati, prævia tamen actorum sanatione etc., nec non vetito viro, nisi monasterium, ceu in votis habet, ingrediatur, transitu ad alias nuptias inconsulta S. Congregatione.

Ita etc. Salva semper etc.

Dabam ex ædibus parochialibus SSrum Fabiani et Sebastiani MM. die 27 martii 1877. — EE. VV. humillimus a devmus servus Fr. Secundianus Perazzini a Corneto, *consultor*.

CONCOURS

Paroisse vacante. Concours intimé. Deux candidats se présentent. Les examinateurs admettent l'un et rejettent l'autre. Ce dernier fait appel à la S. Congrégation du Concile. Le concours est-il nul parce que les examinateurs n'ont apprécié que la doctrine et la science sans voter sur les qualités morales? Usage particulier de Bénévent. Plaidoirie des concurrents. Sentiment d'un théologien de Rome. La S. Congrégation ordonne d'intimer un nouveau concours.

Le concile de Trente, prescrivant le concours pour la collation des paroisses, ordonne aux examinateurs synodaux d'apprécier à la fois l'instruction scientifique et les qualités morales des candidats. La bulle de S. Pie V et celle de Benoît XIV confirment cette règle essentielle. Si les examinateurs se contentent d'envisager la science, le concours est nul, et il faut en convoquer un autre.

En 1721, la S. Congrégation publia, par l'ordre de Clément XI, une encyclique qui compléta le décret de Trente et les bulles pontificales. La transgression de ces prescriptions a pour conséquence la nullité du concours.

La paroisse de Saint-Nicolas, diocèse de Bénevent, devint vacante par décès le 13 juin 1876. Le cardinal archevêque nomma pro-curé l'abbé Cinelli, déjà vicaire de la paroisse. Puis, le prélat fit paraître l'ordonnance annonçant le concours ; il recommanda aux candidats qui se présenteraient de remettre au chancelier de l'archevêché, dans le délai indiqué par l'ordonnance les attestations relatives aux qualités, ou conditions personnelles.

Deux prêtres se firent inscrire pour le concours. Cinelli présenta ses certificats en temps utile, c'est-à-dire avant la clôture de l'inscription. Son concurrent, l'abbé Antuzzi, ne communiqua aucun document.

Le concours ayant eu lieu le 11 septembre, les examinateurs pro-synodaux appouvèrent Antuzzi et rejetèrent Cinelli. Celui-ci fit appel à la S. Congrégation contre cette relation, qu'il jugea mauvaise, contraire aux constitutions pontificales d'après lesquelles les examinateurs doivent examiner non-seulement la science, mais aussi les qualités morales et les autres conditions exigées pour les églises paroissiales.

La plainte fut renvoyée à Mgr l'archevêque *pro informatione et voto*. Au lieu d'exprimer son avis, le prélat demanda s'il pouvait malgré l'appel procéder à l'institution canonique du seul candidat que les examinateurs eussent admis.

Sur ces entrefaites la S. Congrégation reçut une plainte anonyme concernant Antuzzi, et une autre relative à Cinelli. Le cardinal archevêque prit des renseignements, mais il ne crut pas devoir communiquer les documents originaux. Antuzzi a un frère médecin, lequel est matérialiste. On l'a vu lire des journaux étrangers à la profession ecclésiastique. Son concurrent a été accusé d'avarice, de molinosisme, et de certaines tendances politiques.

Plaidoirie d'Antuzzi. Le concours est valide. On y a observé toutes les prescriptions du concile de Treste et des constitutions pontificales. L'ordonnance a été affichée, pour que tous ceux qui désiraient concourir pussent se présenter. Les candidats qui se sont fait inscrire ont subi l'examen devant le vicaire général et trois examinateurs, un synodal et deux pro-synodaux. Après avoir examiné la doctrine, la science, et les qualités morales, les examinateurs ont admis Antuzzi et rejeté Cinelli. Les réponses de celui-ci sont bien inférieures à celles de son concurrent. Le censeur de l'académie théologique dit dans son rapport : « Le travail de M. Cinelli est très-inférieur au premier. Je pense que les examinateurs ont bien jugé. Cinelli a commis beaucoup d'erreurs, et quelques-unes sont absolument graves ; par exemple, que l'homme qui emprunte par nécessité à un usurier public pèche grièvement. Le sermon est très-faible. »

Dans tout concours il y a, pour ainsi dire, un contrat entre l'évêque qui appelle à l'examen et le prêtre qui se soumet à cet examen. Le candidat que les examinateurs déclarent capable et digne, acquiert un droit dont il ne peut être privé que s'il est reconnu coupable d'un crime. Le jugement des examinateurs constate la science. En ce qui concerne les qualités morales, le *perquiratur* d'usage, avant l'approbation, n'a fait trouver aucun obstacle dans la chancellerie épiscopale. Antuzzi a servi l'Église par le ministère de la prédication et de la confession. Le vicaire forain atteste par écrit que depuis l'époque de sa promotion au sacerdoce, Antuzzi a exercé le saint ministère avec une grande édification publique. Il jouit de la considération générale. Certificats élogieux portant la signature d'hommes revêtus du caractère sacerdotal, pétition des paroissiens pour demander que la paroisse soit au plus tôt conférée à Antuzzi.

Plaidoirie de Cinelli. Le concours est nul, parce qu'on n'a pas observé les prescriptions canoniques. En effet, l'encyclique que la S. Congrégation du Concile publia par ordre de Clément XI en 1721, ordonne que, en cas d'appel, l'on adresse au tribunal de seconde instance, soit les actes originaux du concours fermés et scellés, soit une copie authentique collationnée par le chancelier du concours et un autre notaire, et reluc en présence du vicaire général ou d'un autre dignitaire ecclésiastique que l'ordinaire désigne. En outre, les réponses et les sermons doivent être signés par les candidats et paraphés par le chancelier du concours, par les examinateurs et par l'ordinaire ou le vicaire général, si c'est lui qui préside le concours. Ces formalités n'ont pas été remplies dans notre cas. Il existe un arrêt du 2 septembre 1758 pour Larino. La S. Congrégation prononça la nullité du concours, parce que l'évêque, les examinateurs et le chancelier n'avaient pas paraphé les copies des candidats.

Dans le cas actuel les examinateurs se sont bornés à la doctrine et à la science. Le procès-verbal du chancelier porte qu'on n'a pu examiner les qualités morales d'Antuzzi, parce que les pièces n'ont pas été présentées avant la clôture de l'inscription.

Cinelli, actuel pro-curé, mérite d'être approuvé et de recevoir la paroisse. Plus âgé que son concurrent,

il y a plus longtemps qu'il exerce le saint ministère. Il est directeur de l'apostolat de la prière. Il a reconstruit une chapelle publique à ses dépens. Pendant plus de dix ans il a été chargé de plusieurs paroisses en qualité de pro-curé. Il a constamment rempli ses fonctions à l'entière satisfaction de Mgr l'archevêque; le vicaire général l'atteste par écrit.

Votum pro veritate. En présence d'affirmations contradictoires, la S. Congrégation a jugé nécessaire de prendre l'avis d'un théologien. Nous publions le *votum* du théologien après le *folium* de la S. Congrégation. Voici le résumé :

1. Les actes du concours paraissent réguliers. Je remarque toutefois une contradiction. Le scrutin des examinateurs porte qu'ils ont examiné non-seulement la science et la valeur intellectuelle des candidats, mais aussi les qualités, l'âge, la conduite régulière, la prudence, les services rendus à l'Église, à l'aide d'une note concernant chaque candidat. Or il y a eu un grand nombre de candidats, attendu qu'on a fait un seul et unique concours pour plusieurs paroisses. D'autre part le chancelier affirme, dans le procès-verbal, qu'on n'a pas pris en considération les qualités et les mérites de l'abbé Antuzzi, parce que les pièces n'ont pas été présentées avant la clôture de l'inscription. Je ne vois pas le moyen de concilier ces deux assertions.

2. Il n'y a eu que deux candidats pour la paroisse dont il s'agit, l'un et l'autre ont trente-six ans. Ils présentent presque les mêmes *requisita*. Les archives de l'évêché n'ont rien produit contre leur conduite et leurs mœurs.

3. Les trois examinateurs ont proposé neuf cas de morale, qui renferment, en total, vingt-quatre questions.

4. Le sermon est déplorable. Cinelli n'a écrit que six ou sept lignes qui sont plutôt une exposition littérale du texte qu'un développement et un sermon. Antuzzi a écrit sept grandes feuilles, dont le style est assez bon; mais c'est tout à fait hors de la question. On dirait que le candidat a simplement copié une homélie qu'il savait par cœur.

5. Les examinateurs ont reçu Antuzzi et rejeté formellement Jean Cinelli.

6. Cinelli a fait appel à la S. Congrégation du Concile. Il s'agit de décider si cet appel est bon ou mauvais.

Je remarque d'abord que les deux concurrents ont fait, aux questions de morale, des réponses faibles, misérables, peu en harmonie avec les principes, et parfois en dehors des cas proposés. Cela est surtout vrai de Cinelli. Sur vingt-quatre questions, il a complétement échoué pour quatorze ou quinze. Antuzzi a mal répondu à sept ou huit, médiocrement pour d'autres et bien pour le surplus. Il s'est incontestablement montré supérieur à Cinelli. Sous ce rapport, le jugement des examinateurs est juste; ils n'ont fait aucun tort à Cinelli. Antuzzi, tout considéré, mérite l'approbation au plus bas degré.

Il s'agit de décider si Antuzzi est digne d'être institué dans la paroisse. On a au dossier une plainte très-grave contre sa foi, ses mœurs et ses opinions politiques; mais cette plainte, entièrement anonyme, n'est appuyée d'aucune preuve. D'après les informations du cardinal archevêque, quatre personnes dignes de foi repoussent l'accusation ; la cinquième, qui l'a d'abord admise, a ensuite modifié son sentiment sur plusieurs points. Cependant l'archevêque déclare qu'il n'eût pas admis Antuzzi au concours s'il eût eu connaissance de tout cela. D'autre part, Antuzzi présente onze documents ; presque tous les curés de Bénévent et le supérieur du séminaire attestent hautement sa bonne conduite et ses mœurs. — Cinelli a été accusé d'avarice, de molinosisme et d'attachement aux nouvelles opinions politiques. C'est encore une dénonciation anonyme et qui n'est corroborée d'aucune preuve; les deux concurrents sont égaux sous ce rapport.

Cinelli est depuis longtemps vicaire de la paroisse; sa famille réside dans la localité. Antuzzi est étranger; s'il est nommé curé, on peut craindre les divisions et les conflits trop fréquents dans ces pays.

C'est pourquoi le théologien est d'avis de convoquer un nouveau concours.

Décision. Au lieu de se prononcer sur l'avis des examinateurs synodaux et sur la préférence à donner à l'un ou à l'autre des candidats, la S. Congrégation du Concile ordonne de convoquer de nouveau le concours Antuzzi et Cinelli pourront se représenter à l'examen.

Voici le *folium* de la S. Congrégation et le *votum* du théologien.

Beneventana. Concursus. Die 26 januarii 1878. Post obitum reverendi domini Aloisii M. D'Alessandro die 13 junii 1876 vacavit ecclesia archipresbyteralis sub titulo S. Nicolai oppidi vulgo Macchia Valfortore diœcesis Beneventanæ. Hac de re commonefactus Emus archiepiscopus, antequam de idoneo successore prædictam ecclesiam provideret, eamdem æconomi curati titulo gubernandam commisit sacerdoti Joanni Cinelli qui jam antea per plurimos annos modo ut œconomus, modo ut vicarius, eam pluries rexerat perlaudabili zelo et plena curiæ archiepiscopalis satisfactione. Deinde vero ne prædicta ecclesia æque ac aliæ diutius suis viduatæ pastoribus, in spiritualibus aliquod detrimentum paterentur, Emus archiepiscopus publico evulgato programmate pro omnibus ecclesiis vacantibus concursum indixit, omnes et singulos concurrentes monens, ut infra tempus in edicto præfinitum nomen et cognomen et qualitatum, seu requisitorum attestationes cancellario exhiberent.

Infra tempus duo tantum ad prædictam S. Nicolai archipresbyteralem ecclesiam concurrerunt, iique fuerunt sacerdotes Joannes Cinelli, qui meritorum requisita tempore utili obtulit, et Cœlestinus Antuzzi quin aliquod exhibuerit requisitum. Statuta die, facto periculo et ad trutinam utriusque scriptis revocatis examinatores pro-synodales ad effectum deputati sequentem dederunt relationem: « Pro ecclesia archipresbyterali oppidi Macchiæ adprobavimus R. D. Cœlestinum Antuzzi, et reprobavimus R. D. Joannem Cinelli. »

Porro ab hujusmodi examinatorum relatione utpote mala atque aliena ab apostolicis constitutionibus, quæ præscribunt una cum scientia qualitates, mores et cætera concurrentium ad parochialia beneficia requisita scrutari et expendi debere, appellationem ad hanc S. Congregationem interposuit sacerdos Cinelli expostulans, ut acta concursus a curia Beneventana ad vestrum S. Ordinem avocata novo subjicerentur examini, utque prolata ab examinatoribus relatio quovis destitueretur valore.

Hujusmodi accepto libello, ex disciplina S. Ordinis Emum archiepiscopum rogavi pro informatione et voto. Hoc interea temporis ad H. S. Ordinem venit recursus anonymus oppidanorum Macchiæ contra sacerdotis Antuzzi vitæ rationem, mores et fidem, in quo exoratur S. hic Ordo ut fidem ipsis non præstet, sed informationes opportunas a personis haud suspectis sumat. Cum hic libellus ab H. S. C. serio perpenderetur, littera informatoria Eminentissimi arch. pervenit, in qua hæ enarrat : « Ex præmissis liquet quid de bono jure oratoris sit dicendum. Quod ad me attinet, unum ab Emis istis Patribus expostulo, et est, an attenta appellatione antedicta, ad canonicam institutionem adprobati procedere possim. »

Perlecta a S. C. Emi Ordinarii littera, rescriptum editum fuit : « Eidem Emo archiepiscopo qui transmittat acta concursus et quoad institutionem dandam sacerdoti adprobato in eodem concursu stet constitutioni S. M. Bened. XIV *Cum illud semper*, 14 decembris 1742, nisi præmemoratæ institutioni obstare judicaverit libellum heic adjunctum, super quo informationem ac votum edere non dedignetur. » Novis H. S. C. mandatis Emus Archiepiscopus obtemperans, retulit necessarias informationes expetiisse super anonymo libello, a quinque viris ecclesiasticis inter se dissitis locis commorantibus, quos inter adnumeratur episcopus Boianen. Omnes exposita haud veritate niti affirmasse retulit, cum nihil reprehensibile edixerint eumdem quoad mores præsetulisse, et licet non denegaverint ipsum politicis electionibus interfuisse, nunc vero mandatis S. Sedis submissum asseruerunt. Unus autem ex illis, a quibus informationes expostulavit, exposita vera esse aiebat sed novis supervenientibus informationibus, primas fuisse moderatum. Verumtamen epistolium suum concludit his verbis : « Addere vero debeo quod si hæc omnia ante concur- « sum scivissem, eumdem ad concursum non admisissem etc. » Hujusmodi accepto epistolio S. C. non acquievit atque iterum Emum archiepiscopum rogavit ut transmitteret acta concursus ac magis præcise referret, quomodo informationes reformaverit, qui antea asseruerat veras esse omnes imputationes deductas contra sacerdotem Antuzzi. Dum Emi archiepiscopi responsum expectabatur novus libellus quidem anonymus H. S. C. oblatus fuit, sed hac vice contra sac. Cinelli, qui non tam de prava vitæ ratione, quam potius de avaritia, necnon de proclividitate ad politicas opiniones, ac Molinosismi labe arguebatur. Attamen de hoc recursu, eo quod laudabili testimonio a curia archiepiscopali favore Cinelli exhibito repugnabat, nulla ratio ab H. S. C. habita fuit.

Novo præcepto ab H. S. C. transmisso, Emus Ordinarius respondit transmittens copiam authenticam actorum concursus pro ecclesia archipresbyterali curata oppidi Macchiæ hujus diœcesis. Quod vero attinet ad informationes super deductis contra sac. Antuzzi eadem repetit quæ jam dixera circa captas informationes.

Quare S. H. C. denuo mandavit eidem Emo archiepiscopo ut transmitteret originales informationes assumptas quoad ea quæ contra Sac. Antuzzi. deducta sunt. Verum eas transmittere recusavit Emus Archiep. contentus exemplum epistolii mittere illius viri, qui uti aiebat prælaudatus archiepiscopus primas moderatus fuerat informationes cujus literæ tenorem fidelibus EE. VV. oculis subjicio ut rectum valeant hac super re judicium efformare.

Rebus sic stantibus sub die 7 julii anni 1877 sequens edidi decretum : « Ponatur in folio et notificetur episcopo, qui mo- « neat partes causam disceptandam fore in plenario EE. PP. « consessu, eisque præfigat congruum terminum ad dedu- « cendum jura sua coram S. C. ac de resultantibus certioret. »

Omnibus itaque rite absolutis, ad concordationem dubiorum deventum est. Verum cum partium patroni in illis concinnandis haud convenerint, ea, quæ in calce hujus libelli prostant ex officio concinnavi, relicta de more partibus facultate disputandi super dubia in die propositionis causæ. Cum vero hodie quæstio hæc proponatur, præstat summatim referre quæ per allegationes typis editas partium patroni disserunt.

Patronus, qui sacerdotis Antuzzi partem agit, thesim suam defendendam suscipit in duo capita orationem distribuens. In primo capite edisserit hujusmodi concursum validum retinendum esse tam si extrinseca, quam si ejus intrinseca perpendantur. In secundo vero capite, concursus validitate admissa evincere nititur parœciam adjudicandam fore sacerdoti Cœlestino Antuzzi.

Primum itaque orationis caput aggrediens concursum ab extrinseco validum esse demonstrat, quia actus concursus juxta præscriptiones Tridentinas et apostolicas constitutiones initi prorsus fuere. Sane affigitur edictum ut quisque intra designatos dies sua laudis testimonia ostenderet, atque ut diligens inquisitio fiat super concurrentium ætate et moribus. Transacto constituto tempore, qui inscripti sunt examen adimplent coram vicario generali et tribus examinatoribus prosynodalibus. Hi autem idoneum renuntiarunt sacerdotem Antuzzi, postquam, ad tramitem Conc. Trid. sess. 24 cap. 18 de ref. nedum doctrinam et scientiam perpenderunt, sed etiam qualitates moresque ad trutinam revocarunt : « His omnibus simul perpensis, concludunt examinatores, pro ecclesia archipresbyterali oppidi Macchiæ adprobavimus R. D. Cœlestinum Antuzzi et reprobavimus R. D. Joannem Cinelli. »

Verum præter extrinseca, validitatem concursus facilius evinci ait, si respectus habeatur ad intrinseca, seu ad sententiam ab examinatoribus super doctrina et scientia concurrentium emissa, cum ea rationi et theologicæ scientiæ sit plenissime consentanea. Quod ut demonstret satis esse innuit ut perlegantur responsiones a concurrentibus datæ, e quibus aperte scatere ait Antuzzi doctissimum habendum esse præ æmulo Cinelli, idque probare nititur auctoritate voti extrajudicialis emissi a quodam academicæ theologicæ censore. « Lo scritto poi del R. Sig. D. Giovanni Cinelli è molto inferiore al primo, per cui stimo molto savio il giudizio degli esaminatori. Esso ha molti errori e fra questi ve ne sono alcuni assolutamente gravi, come p. e. che colui il quale astretto dalla necessità prende il denaro dall' usuraio pubblico pecca gravemente. La conciuncula poi è stata affatto omessa. » Cum igitur ex his omnibus constare propugnet examinatores prosynodales juxta canonicas sanctiones et præsertim Conc. Trid. sess. 24, cap. 18 de ref. et praxim H. S. C. a Fagnano relatam in cap. *Cum te*, de ætat. et qualit. num. 13, collectim suam edidisse sententiam, sequitur prælaudatum concursum declarandum esse validum. Quaquaversus ergo acta perpendantur, concursum sustineri neminem ambigere posse proclamat, cum omnia a sacris canonibus præscripta fuerint accurate observata.

Post hæc ad secundum caput transvolat asserens parœciam ecclesiæ archipresbyteralis Macchiæ Vallisfortoris sacerdoti Antuzzi adjudicandam esse, eo quod in quolibet concursu veluti contractus initur inter episcopum qui ad examen invitat, et sacerdotem qui sese examini subjicit. Ex hujusmodi autem veluti contractu fluere propugnat, quod qui, præviis investigationibus super doctrina aliisque qualitatibus, idoneus et dignus renuntiatur, jus acquirat ad beneficium assequendum, quo ut quis spoliari valeat, necesse esse ait ut plene et concludenter probetur crimen contra illum suppositum ex S. Rota in decis. 101, p. 23 et seqq. coram Tanario. Atqui alicujus criminis reum esse sacerdotem Antuzzi neque probari, neque asseri posse tenet; ergo suo jure ad parœciam obtinendam quæsito, nullo modo privari posse contendit.

Iis prænotatis urget defensor sacerdotem Antuzzi, utpote ab examinatoribus rite approbatum, privandum haud esse

suo jure sive de doctrin , sive de cæteris qualitatibus ratio habeatur. Porro ratione doctrinæ justam et scientiæ consentaneam fuisse examinatorum sententiam demonstrat ex voto ab academiæ theologicæ præmemorato censore evulgato, ibi : «Stimo molto savio il giudizio degli esaminatori arcidiocesani. » Sed præter scientiam, prædictam parœciam sacerdoti Antuzzi deberi astruit ratione qualitatum ; tum quia ex vulgo perquiratur a curia diœcesana ante approbationem instituto, nihil contra prædictum sacerdotem repertum fuit ; tum etiam quia constare edisserit præstitisse obsequia ecclesiæ præsertim suæ universitatis, sive docendo, sive prædicando, aut utriusque sexus confessiones excipiendo : « dai primi anni dell'ascensione al sacerdozio fin oggi... con grande edificazione pubblica » testatur vicarius foraneus S. Eliæ sub die 17 augusti 1876.

Quæ cum ita sint, nullam rationem habendam esse contendit præfati libelli anonymi adversus sac. Antuzzi studiose conquisiti et post concursum expiscati ; idque fieri debet tam ut removeantur contentiones partium et falsitates, quæ aliter obvenirent ante judicium post examinatorum approbationem, ceu mandat Benedict. XIV in constit. *Cum illud*, § *Si quem clericorum* ; quam ut consulatur dignitatis episcopalis existimationi, cui detrimentum fieret, si episcopi judicium, superioris judicis sententia, irrationabile declararetur. Quæ res sane probaret a publica indictione usque ad diem habiti concursus nullas investigationes super concurrentibus ab episcopo institutas, aut perversos fuisse ad concursum admissos : quam suspicionem profecto nocere episcopali existimationi, nemo est, qui in dubium revocare queat. Quin imo nedum de existimatione episcopis debita, sed de ipsis concursibus jam actum esset, tum ex parte examinatorum eo quod cum eorum munus fere nullius momenti evaderet, episcopis examinatorum deputatio difficilior et fere impossibilis redderetur ; tum etiam ex parte concurrentium, quorum nemo prudens et sapiens propter fraudum timorem et competitoris rejecti malignantia verba audebit periculo sese exponere.

Ex his evenire proclamat quod aut ecclesia parochialis providebitur minus idoneo rectore, aut vacabit manifesto animarum detrimento ; et quod nemo inposterum ad studia incumbet, cum ex illis nullum parochiale beneficium sibi comparare valeret : quæ omnia sunt prorsus removenda quatenus ecclesiæ utilitati perniciosa.

Post hæc, ut magis magisque thesim suam corroboret, quamplura de sacerdotis Antuzzi qualitatibus affert laudis testimonia, quæ viri charactere sacerdotali insigniti scriptis exararunt. Cum igitur sac. Antuzzi universa gaudeat existimatione, evidentissimam assurgere ait anonymi libelli falsitatem. His omnibus addit binas plurimorum concivium petitiones, quibus supplices dant preces EE. VV. ut dignentur quamprimum parœciam adjudicare sacerdoti Antuzzi.

Post hæc concludit Antuzzi defensor concursum sustineri eo quod omnia ad tramitem SS. canonum et præsertim S. concilii Tridentini expleta fuerint ; parœciam vero sacerdoti Antuzzi esse adjudicandam ab examinatoribus approbato quia tum scientia, cujus laudatum in concursu præbuit experimentum, tum eximiæ ejus qualitates ab universo oppidi Macchiæ populo commendatæ, hanc electionem absque ulla dubitationis alea suadent.

His at vero omnibus mordicus obsistit sacerdotis Cinelli patronus, ideoque in duas partes orationem suam dividit. In prima contendit concursum et relationem examinatorum nullimode substineri posse. In secunda vero posita quidem concursus validitate, substinet Cinellium esse approbandum, eique parochialem esse adjudicandam.

Præmissa itaque factorum historia primam orationis suæ partem aggrediens edicit nonnulla a jure pro forma substantiali concursus esse præscripta, quæ si omittantur, nullitatem concursus secumferre. Reclusius, quæst. 1, tit. 2 de devoluta collatione. Porro præscriptum est a literis encyclicis S. C. jussu Clementis XI anno 1721 editis, ut in causa appellationis uti in themate ad « judicem appellationis mittantur, vel acta ipsa originalia concursus clausa, et obsignata, vel certe unum aliquod authenticum eorum exemplum a cancellario concursus, atque altero notario collatum, et auscultatum coram vicario, vel alio in ecclesiastica dignitate constituto, quem eligat ordinarius. » Cautum præterea est in præfatis literis encyclicis, « ut unumquodque responsum, et unusquisque sermo, cum ab unoquoque concurrentium exhibebitur, non solum ab eo, qui scripsit, atque a cancellario concursus, verum etiam ab examinatoribus, et ab ordinario, vel ejus vicario, qui concursui interfuerint, suscribatur. » Porro hujusmodi formam in themate haud impletam fuisse edicit, siquidem exemplum actorum ad S. Congregationem missum neque a cancellario concursus atque altero notario collatum est, neque coram vicario, vel alio in ecclesiastica dignitate constituto auscultatum, ceu ex actis eruitur. At neque unumquodque responsum, neque unusquisque sermo, excepto ultimo, subscriptus ad tramites juris apparet, prouti acta perhibent, hinc de nullitate concursus ambigi haud posse concludit.

Quod autem pro forma substantiali inducta fuerint, quæ in citatis literis encyclicis continentur, id cæteris omissis probat auctoritate præfati Reclusii loc. cit. n. 89 : « Pro forma similiter substantiali habenda sunt, quæ a S. Congregatione Concilii jussu Clementis XI in citatis literis, et a Benedicto XIV illas confirmante, meliusque explanante in sua constit. 1 *Cum illud semper* fuerunt præscripta, quæque in Tridentino decreto, et Piana constit. desiderantur. Quod repetit sub num. 93. Arguit hinc concursum in themate substineri non posse, et ad rem refert auctoritatem prælaudati Reclusii loc. cit. num. 80 aientis : « Fingamus in parochiali concursu fuisse ab ordinario diligenter servatam a Tridentino concilio præscriptam formam in sess. 24 de refor. cap. 18, confirmatam a Pio V in sua constit. *In conferendis*. Sed ea fuisse prætermissa, quæ in citatis literis encyclicis, et in citat. constit. Benedictina pro forma substantiali fuerunt superaddita, nescio, an inveniri possit, qui hujusmodi concursum tanquam validum audeat substinere. » Quod confirmat auctoritate H. S. C. in *Larinen.* concursus 2 septembris 1758, § *Hæc*. Liborius Sasso nullum fuisse concursum contendit, quia cum in literis encyclicis hujus S. Congregationis datis anno 1721, et approbatis a summis pontificibus Clemente XI et Benedicto XIV cautum fuerit in § *Postremum*, ut unumquodque responsum, et unusquisque sermo cum ab unoquoque concurrentium exhibetur, non solum ab eo qui scripsit, atque a cancellario concursus, verum etiam ab examinatoribus, et ab ordinario, vel ejus vicario, qui concursui interfuerint, suscribatur. Hæc forma servata non fuerit, et desint subscriptiones cancellarii, examinatorum, et episcopi. Quare proposito dubio : « An constet de nullitate concursus in casu? responsum fuit : *Affirmative.* »

Hanc autem nullitatem concursus eo vel magis admittendam subdit, si parumper animadvertatur examinatores in casu intra solius doctrinæ, ac scientiæ limites sese continuisse ; de moribus autem, aliisque ad animarum regimen opportunis qualitatibus minime investigasse. Sane quod Antuzzi requisita haud scrutati fuerint, id patere edicit ex testimonio pro-cancellarii, qui in processu ait requisitorum sacerdotis Antuzzi nullam rationem haberi potuisse eo quod illorum documenta non fuerunt exhibita intra tempus in edicto præfinitum. Quod autem Cinelli qualitates, merita, ac præstita Ecclesiæ servitia haud expenderint, et doctrinæ arcto fœdere haud consociaverint ad tramitem Benedictinæ constitutionis, id ex eo manifestum erui contendit, quod Cinellius sacerdotem Antuzzi longe præcelluisset, ceu duo eximii theologi ab eo consulti in

votis pro veritate tradunt, si præclara ejus requisita perscrutati fuissent.

His at vero omnibus majorem lucem, et robur accedere subdit, si verba informationis Emi archiepiscopi paulisper attendantur, in qua nec vota, nec vestigium existit meritorum, et qualitatum concurrentium, en verba: « Facto periculo die 11 septembris, et peracto scrutinio resolutionum casuum et quæstionum a tribus examinatoribus propositarum, per decretum eorumdem sub die 16 antedicti mensis R. D. Cœlestinus Antuzzi fuit approbatus, et orator reprobatus. » Hac de re concludit examinatores de sola concurrentium scientia investigasse.

Tandem thesim suam evidentiæ fastigium attingere edisserit, si parumper animadvertatur in diœcesi Beneventana methodum, seu consuetudinem existere non expendendi concurrentium qualitates, et merita, nisi prius ob doctrinæ et scientiæ meritum approbationem retulerint. Idque probat verba recitans informationis Emi archiepiscopi in causa *Beneventana* concursus, quæ die 22 maii 1875 penes hanc S. Congregationem acta, ac definita fuit. Quibus positis certum exploratumque esse arguit quod examinatores in themate qualitates ac merita concurrentium haud investigaverint, sed intra solos doctrinæ ac literaturæ limites sese continuerint, ideoque elationem examinatorum uti malam traducendam esse, et concursum patenti nullitate laborare ad monitum Reclusii p. 1, tit. 6 de novo concursu, seu de appellationibus.

Nec objicere valet, prosequitur, quod examinatores *singulorum* concurrentium qualitates et merita scrutatos fuisse retulerint, ceu patet ex relatione in actis existente. Siquidem id ad eos tantum concurrentes referendum esse substinet, qui solius ob scientiæ meritum approbationem reportaverint pro aliis parœciis, (unico enim concursu multæ parochiales ecclesiæ provisæ fuerunt), minime vero ad eos referri posse, qui pro parochia Machiæ Vallis Fortoris examini se subjecerunt; secus enim quomodo conciliari posset, quod examinatores *singulorum* merita expenderint cum eo quod procancellarius in processu adstruit, nullam scilicet rationem haberi potuisse requisitorum Antuzzi eo quod extra tempus utile fuerunt exhibita? Quomodo conciliari posset, quod examinatores asserunt in relatione, cum methodo, seu consuetudine, quam in Beneventana diœcesi existere ait Emus archipræsul in supracitata causa *Beneventana* concursus anni 1875? Ad istam igitur flagrantem contradictionem declinandam necessario admittendum esse instat, quod examinatores haud expenderint requisita concurrentium ad ecclesiam Machiæ Vallis Fortoris, ideoque malam esse eorum relationem.

Nec satis. Adstruit enim examinatores indignum, atque incapacem approbantes male multo fortiori ratione retulisse. Sane tradit Reclusius p. 1 tit. 6 de novo concursu num. 25 quod: « Si examinatores illum ex concurrentibus, seu oppositoribus approbaverint, quod approbare minime poterant velut indignum, atque incapacem, dubitandum non est quod male multo fortiori ratione retulerint, atque judicaverint: propterea quia approbatus fuit, quem a parochiali consecutione canonica jura arcebant etc. » Porro quod Antuzzius hujusmodi indignitatem et incapacitatem præferat, id nedum ex populi recursu ad hunc S. Ordinem misso manifestum erumpere edisserit. sed præcipue ex illis Emi archiepiscopi verbis: « Addere vero debeo, quod si hæc omnia ante concursum scivissem, eumdem ad concursum non admisissem. » Quapropter concludit de nullitate concursus, et de mala examinatorum relatione in casu dubitari minime posse.

Ad secundum vero orationis suæ caput descendens propugnat sacerdotem Cinelli actualem œconomum curatum approbationem mereri, eique parœciam adjudicandam esse. Quod autem approbationem mereatur ex eo evincit, quod amborum concurrentium responsiones ad casus propositos adeo miseræ, atque debiles sunt ut ambo in re theologica morali vel parum, vel nullimode versati judicandi sint ideoque vel ambo approbandi, vel reprobandi erant. Idque corroborat binorum theologorum auctoritate, qui vota pro veritate exararunt. Addit autem, quod dato etiam, et non concesso, quod Antuzzius doctrinæ merito Cinellium in dato experimento aliquantulum superaverit, illud tamen certum esse subdit, quod Cinellius requisitorum præstantia Antuzzium longe præcellat. Sane præter quam quod Cinellius est ætate major, et jam inde a pluribus annis ad confessiones utriusque sexus excipiendas fuit approbatus prævio examine, præterquam quod director existit apostolatus orationis, et reædificator propriis expensis cujusdam publicæ capellæ, præterquam quod plurics et per plures annos extitit coadjutor in cura animarum, ipse ab anno 1860 usque ad annum 1867 fuit œconomus curatus ecclesiæ nunc vacantis, et iterum hoc obivit munus a mense martio 1876 usque ad mensem maium dicti anni quod ei curia archiepiscopalis committens hoc elogium tribuit: « Avendo il R. arciprete domandato a questa curia di apportarsi da cotesta residenza, a trasferirsi a Gambatesa per motivi di salute, affido a lei la cura delle anime, perchè quando ha sostenuta un simile incarico, lo ha disimpegnato con zelo, e prudenza, e con piena soddisfazione di questa curia. »

Quapropter concludit sacerdotem Cinellium eumdem ac Antuzzi, ni forte majorem approbationis gradum promereri, si jura canonica adhuc in honore sunt. Neque hic objici posse subjungit hanc methodum expendendi requisita concurrentium, et arcto fœdere doctrinæ consociandi refragari rationi, atque justitiæ. Siquidem PP. Conc. Trid., et Benedictus XIV maturo consilio id præscripserunt, ideoque incivile, atque injuriosum esset eos de injustitia redarguere. Imo S. Congregatio eo rem perduxit ut dixerit non peccare examinatores si qui minus docte responderit, inter approbatos enumerent ob eximiam pietatem et prudentiam. Cum igitur justitia duce sacerdos Cinelli inter approbatos sit recensendus, illud modo unice inquirendum superesse subjungit, cuinam parochialis sit adjudicanda.

Qua in disquisitione haud multum insudandum esse edisserit. Monet enim sancta synodus Tridentina in proœmio decreti de reformat. sess. 14, episcopos, ut clerici, et præcipue illi, quibus animarum cura, et regimen concreditum est, morum honestate præfulgeant, nam « si eos pravis et corruptis moribus esse permittant, quo pacto laicos de ipsorum vitiis redarguent, qui uno ab eis sermone convinci possent, quod clericos ipsis patiantur esse deteriores? qua etiam libertate laicos corripere poterunt sacerdotes, cum tacite sibi ipsi respondeant eadem se admisisse, quæ corripiunt? » Quæ serio perpendens Reclusius p. 1, tit. 1, n. 25 de incapacib. exquirend. paroch. concludit: « Ad animarum ergo curam assequendam indignus omnino erit, qui scandalo futurus est populo. Non enim valeo concipere quomodo iste populum suum exemplo ædificare possit atque libere ea vitia reprehendere, quibus ipse coinquinatur. »

Porro quænam fuerit sacerdotis Cinelli honestas, et morum probitas jam inde a teneris annis e testimonio sui institutoris et magistri illucescit. Quænam autem vitæ ratio, quinam mores fuerint sacerdotis Cinelli ad sacerdotii dignitatem promoti manifestum erumpere subdit ex testimonio Rmæ curiæ archiepiscopalis, quæ nedum munia gravissima ei commisit, sed arduum animarum regimen calamitosissimis hisce temporibus credidit ejus pietatem, zelum, ac prudentiam commendans. Quænam tandem vitæ ratio, quinam mores sint sacerdotis Cinelli modo œconomi curati munere fungentis ex testimonio ipsius syndici patet, qui parenthelæ vinculo cum Antuzzio jungitur.

At non modo Cinellium, præferendum esse subsumit ob morum honestatem et vitæ probitatem, sed etiam ex eo quod usu, et scientia earum rerum quibus præditum esse convenit animarum curatorem, longe se præstat, quia per plures annos in vacantis parœciæ procuratione versatus est, et servitium vacanti parœciæ diu præstitit. Porro ait Pitonius in *Disceptatione eccles.* 108, num. 17 et seq. « In hac materia si magis idoneus est ille, qui majorem habet aptitudinem ad curam exercendam, certe dubitandum non est aptiorem et digniorem esse Antonium, qui in actu practico curam exercuit comparative ad oppositorem, qui nihil aliud habet, quam miserabilem, et valde curtam theoricam ostensam in examine, et postponendam praxi, et experientiæ tamquam securiori etc. » Fortius autem quia servitium ipsum præstitum in controversa parochiali per plures annos indubitatam de jure prælationem meretur ita ut in concursu aliorum semper præferri debeat, qui in servitio ecclesiæ consumpsit operam, et laborem juxta text. *Nullus invitis,* distinct. 61, ibi : « Habeat unusquisque fructum militiæ in Ecclesia, in qua suam per omnia officia transegit ætatem, in aliena stipendia minime alter obrepat, nec aliis debitam alter sibi vindicare audeat mercedem. »

Tandem præferendum esse Cinellium concludit, quia eum populus maximopere diligit, colit, et ut animarum cura et regimen ei credatur enixe desiderat. Porro scitum in jure esse ait in seligendis pastoribus eos semper esse præferendos, qui populi affectione potiuntur. Ita post canon. *Nec emeritis,* dist. 61, Pitonius loc. cit. n. 24 et seq.

Hisce expositis dignentur EE. VV. sequentia dirimere dubia :

I. An constet de mala relatione examinatorum in casu ? Et quatenus affirmative,

II. An et cui parochialis ecclesia adjudicanda sit in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : Ad I et 2 : Indicatur novus concursus. Die 26 januarii 1878.

Votum consultoris in causa Beneventana concursus. Eminentissimi ac Reverendissimi Domini. — Mandatis R. P. D. pro-secretarii hujus S. Ordinis obtemperans præfati concursus acta omnia et singula diligenter perlegi, et post accuratum eorumdem examen ea quæ sequuntur referenda, et pro veritate exponenda censui.

1. Circa acta hujusce concursus nulla occurrit exceptio facienda cum ad tramites juris fuerint adamussim exarata. Ut nihil tamen omittatur, animadvertendum tantummodo existimo quod in scrutinio ab examinatoribus peracto habetur ipsos nedum scientiam, ac solertiam concurrentium ponderasse, verum etiam inquisivisse « super ætate, morum honestate, prudentia, præstitis Ecclesiæ obsequiis etc. mediante notula compendiaria singulorum concurrentium (qui plurimi fuerunt ob alias etiam parœcias obtinendas) meritorum per D. pro-cancellarium nobis tradita, » cum tamen ipsemet pro-cancellarius affirmet in processu verbali quod « D. Cœlestini Antuzzi nulla habetur ratio requisitorum, seu meritorum antecedentium quia documenta illorum non fuerant exhibita infra tempus in edicto pro concursu præfinitum. » Quæ duo quomodo conciliari possint non video.

2. Duo tantum fuerant concurrentes pro parœcia Machiæ, nempe D. Joannes Cinelli, qui actu est œconomus prædictæ parœciæ, et D. Cœlestinus Antuzzi; ambo in ætate 36 annorum constituti, et fere iisdem requisitis præditi, et nihil contra utriusque agendi rationem et mores in archivio detectum fuit.

3. Novem casus morales solvendi a tribus examinatoribus propositi fuere, qui insimul vigintiquatuor quæsita complexive amplectebantur.

4. Affirmari jure potest quod ambo concurrentes nullum experimentum præbuerint in conciuncula super evangelii textu iisdem proposito, quia D. Cinelli sex vel septem tantum lineas conscripsit, quæ potius litteralem textus explicationem, quam expositionem, et concionem exhibent : D. vero Antuzzi scripsit utique septem folii integras paginas, et quidem sufficienti, et bono stylo, sed omnino uti dicitur cecinit extra chorum cum aliam concionem, quam forsan optime meminerat, textui proposito applicavit quin cum ipso vel minimam relationem haberet.

5. In scrutinio ab examinatoribus facto, et debito instituto examine, sequens inter alia pro aliis parœciis prolatum fuit judicium : « pro ecclesia archipresbyterali curata sub titulo S. Nicolai episcopi oppidi Machiæ.... adprobavimus R. D. Cœlestinum Antuzzi, et reprobavimus R. D. Joannem Cinelli. »

6. Ab hujusmodi judicio, seu a mala examinatorum relatione appellavit ad H. S. Ordinem sacerdos Cinelli, de quo modo agendum nobis est, et an bene vel male appellaverit votum meum quodcumque illud sit, expostulatur.

Hisce itaque expositis ac prænotatis, et diligenter responsionibus ad singulos casus ab ambobus concurrentibus datis ad trutinam revocatis, meam sententiam sincere patefaciam. Dico itaque imprimis quod ambo concurrentes miserrimas, ac debiles in genere dederunt responsiones, ac moralis theologiæ principiis vel nullimode, vel parum confirmatas, nonnullas ex hisce responsionibus *casu* protulisse videntur, et in nonnullis sensum quæstionis haud attigisse certum est; quæ omnia præsertim pro concurrente, et appellante Cinelli locum habent. Ex viginti quatuor, uti dictum est, quæsitis, quibus novem propositi casus constant, sacerdos Cinelli quatuordecim vel quindecim nullimode satisfecit, aliis vero eo fere modo quem prænotavi. Sacerdos vero Antuzzi septem vel octo male satisfecit, aliis mediocriter, et aliis bene sed modo prædicto. Attamen indubium est quod comparative ad alium concurrentem Cinelli meliorem se exhibuit sacerdos Antuzzi, et majorem exhibuit peritiam, atque omnibus insimul spectatis sufficientiam ostendit, et sub hoc respectu examinatorum judicium quoad utrumque merito sustineri potest, indubiumque est nullam injuriam sacerdoti Cinelli eosdem examinatores irrogasse, quemadmodum attentis omnibus saltem in infimo gradu approbationem promeruisse sacerdotem Antuzzi.

Quæstio modo institui potest utrum præfatus sacerdos Antuzzi dignus revera habeatur qui parœciam obtinere valeat. Siquidem habetur in positione recursus vere gravissimus contra ipsius fidem, mores, et politicas opiniones : attamen animadverti debet quod talis recursus est omnino *anonymus* nec ullum profertur documentum quo a recurrente asserta aliquatenus confirmentur. Insuper informationibus ab Emo archiepiscopo expostulatis, et facta ab eodem debita inquisitione a quinque fide dignis personis, ad H. S. O. retulit quod juxta quatuor responsiones expositæ incriminationes expunguntur omnino, et quintus qui jam omnia confirmaverat. postea in pluribus modificavit datam relationem : attamen idem archiepiscopus concludit quod « si prius hæc scivisset, profecto ad concursum non admisisset. » Interim sacerdos Antuzzi undecim documenta ad hunc S. Ordinem exhibuit in quibus fere omnes parochi Beneventani et seminarii rector bonam ipsius vitæ et morum agendi rationem quam maxime commendant.

Porro habetur quoque in positione et alius fere consimilis recursus, sed pariter *anonymus* contra sacerdotem Cinelli in quo ipsius ambitio, avaritia, et proclivitas ad novas politicas opiniones affirmantur, atque insuper Molinosismi labe affectus asseritur; at de hisce omnibus gravissimis accusationibus nullum pariter authenticum profertur documentum, ac proinde sub hoc respectu ambo concurrentes in æquali conditione reperiri dicendi sunt.

Attamen in hujusmodi ut ita dicam reciproco certamine cum jam a multo tempore sacerdos Cinelli œconomatum præfatæ parœciæ exerceat, et tam ipse quam ipsius familia ad idem Machiæ oppidum pertineat, si modo ipsi succederet sacerdos Antuzzi, qui eidem oppido est extraneus, quot et quænam suscitari possent quæstiones, jurgia, dicteria, contentiones, atque etiam malæ plebis odium nemo est qui non videat, habito præsertim respectu ad mores et consuetudines satis superque notas illorum locorum.

Attentis itaque omnibus huc usque expositis, et ut meam primitus conceptam opinionem candide exponam, concludere mihi liceat, quod, si fieri posset, cuperem quam maxime ut concursus renovaretur, quod forsitan fieri posset ex eo quod sacerdos Antuzzi unice ab examinatoribus approbatus sua requisita elapso jam tempore præfinito exhibuerit, et prout cancellarius affirmat, « nulla eorumdem haberi potuit ratio. » Ad tramites autem strictæ, et rigorosæ justitiæ examinatorum judicium, ut jam supra fatebar, susteneri posse censeo ; salvo semper etc.

Datum etc. hac die 8 julii 1877.

IRRÉGULARITÉ

Epilepsie. Atteintes pendant le sommeil. Comme elles ne produisent pas les suites ordinaires, le médecin est d'avis que ce n'est pas l'épilepsie proprement dite. Recommandation de la part de l'évêque. Disette de prêtres en Italie. Dispense accordée par la S. Congrégation.

Les saints canons défendent de conférer les ordres aux épileptiques. Canon *Communiter*, 3, distinction 33. Il faut que plusieurs années se passent sans rechute afin que l'epileptique puisse être ordonné. En certains cas les atteintes ne se produisent que pendant le sommeil.

Pascal Ruffa, du diocèse de Tropea, âgé de 29 ans, a représenté dans une supplique à la S. Congrégation du Concile ce qui suit : « Ayant pris l'habit ecclésiastique et désirant vivement suivre la carrière ecclésiastique pour servir Dieu et l'Eglise, qui commence à manquer de prêtres, il implore la dispense pour recevoir les saints ordres. Depuis treize ans il est sujet à des atteintes d'épilepsie qui n'ont lieu que la nuit et dans le plus profond sommeil. Elles n'ont jamais laissé de trace dans les facultés mentales. »

Mgr l'évêque recommande le recourant, en ces termes : « Sa conduite est très-bonne et son instruction suffisante. Ce sera une consolation pour mon cœur de pouvoir assurer un prêtre de plus à mon diocèse, qui a commencé à sentir un besoin positif. Le manque d'ecclésiastiques et le défaut de vocations augmente de jour en jour. Ruffa a des qualités peu communes. Il a pris la soutane malgré l'opposition de sa famille. »

Un médecin a examiné Ruffa et il a délivré l'attestation qui suit : « Le soussigné, docteur en médecine et en chirurgie, certifie, par rapport à la névrose sous forme épileptique dont souffre M. Pascal Ruffa : 1. Les accès convulsifs depuis la puberté, ayant toujours été nocturnes, n'ont jamais été observés par un médecin. On ne peut donc établir scientifiquement si les convulsions prennent la forme ou le caractère épileptique. 2. Ces convulsions sont causées par la dépression du système nerveux ; elles dérivent d'abstinences excessives. 3. Les diverses phases et les suites des accidents indiquent que la maladie appartient plutôt au type épileptiforme qu'à l'épilepsie essentielle ; en effet, les attaques irrégulières se renouvellent à plusieurs mois d'intervalle, et toujours la nuit. Elles ne laissent pas les suites ordinaires, telles que l'émission involontaire de l'urine et des excréments durant le paroxysme, déchirements de la langue, trouble physique ou mental, taches de différentes dimensions sur la peau. En un mot, on ne trouve pas ici la physionomie caractéristique de l'épilepsie. Les facultés mentales demeurent dans leur intégrité normale avant et après les attaques. »

Puisque les accidents ne se produisent que la nuit, Ruffa pourra sans inconvénient monter à l'autel. Sa maladie n'est pas essentiellement l'épilepsie, c'est simplement une forme extérieure de cette infirmité. Ses excellentes qualités, son instruction, les marques de vocation qu'il donne, la disette de prêtres qui se fait sentir dans le diocèse, voilà des motifs légitimes pour accorder la dispense.

Decision. La S. Congrégation est d'avis d'accorder la dispense et l'habilitation pour les ordres mineurs et majeurs. Rome, le 26 janvier 1878.

Tropien. Dispensationis ab irregularitate. Die 26 januarii 1878. Paschalis Ruffa diœcesis Tropiensis in annorum ætate viginti et novem constitutus Sacratissimum Principem adiit, exponens : « che avendo di già indossato l'abito clericale, desiderando ardentemente d'intraprendere la carriera ecclesiastica per servire Dio, e la Chiesa, che nella sua diocesi incomincia a difettare di sacerdoti..... nella notte solamente, e proprio nel sonno profondo, da tredici anni a questa parte, ha sofferto delle scosse epilettiche, le quali mai non gli hanno lasciato alcuna traccia nelle facoltà mentali, cosi implora la necessaria dispensa » ad hoc ut ad ordines sacros promoveri possit.

Preces hujusmodi litteris commendatitiis Rmi episcopi comitatæ fuere, qui dum exposita ab oratore auctoritate sua confirmaverat retulit quod orator : « è fornito di ottima morale e di sufficiente istruzione..... che sarà una consolazione pel mio cuore il potere assicurare altro sacerdote per la mia diocesi, che ha incominciato a sentire positivo bisogno. »

Hisce acceptis sub die 23 junii episcopo scribere mandavi ut transmissa jurata medici fide magis præcise referret, « an morbus tresdecim abhinc annis incœperit, vel cessaverit, et an probabiliter reviviscere poterit vel ingravescere. »

Accepto medici, licet non jurato, testimonio inferius ex benignitate legendo, necnon urgentioribus præsulis literis gratiam a Summo Principe pro Paschale expostulantis propter « la scarsezza degli ecclesiastici ed il difetto delle vocazioni che alla giornata vanno crescendo, » necnon propter « le non volgari qualità del Ruffa che non ostante le spiccate resistenze dei suoi ha vestito l'abito clericale » rescriptum edidi : *Per summaria precum.*

Cum igitur hodiernis in comitiis causa isthæc pertractanda veniat, nonnulla de more duxi adjicere in jure.

Et primo obstat Paschalis promotioni dispositio cap. *Communiter*, 3, dist. 33, ubi præcipitur epilectico, seu caduco morbo laborantes a sacrorum ordinum susceptione, vel exercitio arcendos esse. Gloss. in dic. cap. v. *Communiter* et *De iis.* Ferraris, v. *Irregularitas*, art. 1, num. 12 : « Sicuti enim lex

mosaica non permittebat ægros tangere sacra; multo ergo minus in novo testamento demoniacis, caducis et furiosis debet hoc permitti. » Gloss. in cap. v dict. distinc. v. *Usque adeo.*

Ad hoc autem ut promoveri posset necesse esset, ut per plures annos signa dicti morbi non dedisset, juxta præscriptum S. C. in *Tudertina* 9 julii 1704 apud Monacell. tom. 2, tit. 13, formul. 3, num. 36, ibi : « Clericus...qui levi epilepsia semel affectus fuit, et deinde per plures annos amplius dicti morbi signa non dedit, promoveri poterit. Sed in facto est oratorem comitiali morbo tresdecim abhinc annis infectum reperiri, quin umquam recuperatæ valetudinis signa dederit. Ergo a promotione ad S. Ordines arcendus videretur. Nec propterea gratia donandus, quia agitur de promovendo, quo in casu canonum rigores magis a S. Ordine attenduntur, pronti inter ceteras resolutiones docent *Comen.* 6 maii 1775, et *Firmana* irregularitatis 24 maii 1823.

Neque dicendum Paschalem in themate levi epileptico morbo, perraro, tempore quo mortalia somnus habet, ac gravi somno immersum afflictatum esse. Etenim experientia teste recolendum est progressu temporis dictum morbum in dies magis magisque ingravescere, proindeque fieri potest ut eveniat in die quod nunc accidit sub silentio noctis. Cum itaque præfatus Paschalis nullo sit ordine insignitus, difficilius ex hoc periculo gratiam assequi posse putarem.

Ex adverso perpendendum est de morbo in themate agi absque culpa contracto, ex quo absoluta non oritur irregularitas; sed tamdiu facit ut quis irregularis habeatur, quamdiu ex medicorum judicio ad altare morbum passus tuto posset admitti. Schmalzgrueb. in jus can. tom. 1, part. 3, tit. 20, num. 11. Atqui si perpendatur quod orator per tresdecim annos perraro, ac solummodo nocturno tempore epileptico morbo abripitur, et numquam in die, perfacile deprehenditur quod ipse ad altare tuto possit accedere, quare in ipsius votis concedendum videretur. Eo vel magis quia ex medici attestatione manifeste apparet, hujusmodi morbum non esse essentialiter epilepticum, sed tantummodo extrinsecam quamdam dicti morbi formam præseferre. Juvat ejus verba referre, ibi : « Il sottoscritto dottore in medicina e chirurgia... certifica relativamente alla nevrosi a forma epilettica ond'è affetto il signor Pasquale Ruffa di Domenico : 1. Che essendo gli accessi convulsivi sin dall'epoca della pubertà dell'individuo sempre notturni, non vennero mai osservati da alcun medico. Non è perciò dato scientificamente stabilire, se le convulsioni abbiano la forma, o l'essenza epilettica. 2. Che dette convulsioni assalirono il paziente per cagioni deprezianti la forza nervea, essendo comparsa in seguito ad astinenze del consueto nutrimento. Sono perciò effetti di momentanea anemia. 3. Che l'intero processo nevrotico nelle sue varie fasi e conseguenze mostra con più probabilità appartenere al tipo epilettiforme, e non all' epilessia essenziale, perchè irregolarmente assale con intervalli di varii mesi sempre nelle ore notturne, senza quei postumi che sogliono tener dietro agli eccessi epilettici, come sarebbero : Emissione involontaria durante il parosismo di urina, fecce ecc., lacerazioni della lingua, turbamento fisico o mentale, chiazze di svariata dimensione simili a morsicature di pulci su la cute, e finalmente perchè manca quella fisionomia propria del morbo, e tutte le facultà mentali sono in tutti i tempi e prima e dopo degli eccessi sul medesimo stato d'integrità normale. »

Accedit eumdem optimis præditum esse moribus, sufficienti pollere scientia, sincera vocatione ductum ad ecclesiasticum statum amplectendum, ejusque operam non solum utilem, verum etiam necessariam attento sacerdotum defectu in diœcesi, quæ jam (sunt verba episcopi) « ha incominciato a sentire positivo bisogno. »

Hæc sunt quæ pro et contra breviter exponenda putavi. Videant nunc EE. VV. quonam responso dimittendæ sint preces oratoris in casu.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Pro gratia dispensationis, et habilitationis, facto verbo cum Sanctissimo.* Romæ, 26 januarii 1878.

MESSE CONVENTUELLE

Les chapelains qui célèbrent la messe conventuelle les jours fériaux doivent l'appliquer pour les bienfaiteurs. Le Saint-Siége dispense rarement. Chapelains de la cathédrale de Volterra. Revenu montant à peine à 100 fr. Impossibilité de prélever sur la masse commune la rétribution de la messe conventuelle. La S. Congrégation accorde pour dix ans la permission d'appliquer deux messes par mois. Décision du 26 janvier 1878.

Le prieur de la congrégation des chapelains de la cathédrale de Volterra a représenté ce qui suit : Une décision de la S. Congrégation du Concile, en date du 6 mai 1865, imposa aux chapelains qui ont une masse distincte et séparée de celle du révérendissime chapitre des chanoines de la cathédrale, l'obligation d'appliquer à leurs frais la messe conventuelle pour les bienfaiteurs les jours où, conformément au rite, cette messe n'est pas chantée et appliquée par le chanoine hebdomadier aux frais de la masse capitulaire. Auparavant, lorsqu'un chapelain, les jours fériaux, célébrait la messe conventuelle, on faisait une sorte d'échange : le chanoine hebdomadier appliquait à l'intention du chapelain hebdomadier, et celui-ci appliquait la messe conventuelle pour les bienfaiteurs, pour le compte de la masse capitulaire. Chacun conservait son honoraire. La congrégation des chapelains n'ayant pas de fonds spécial pour faire face aux applications de la messe conventuelle, on décida, d'après le conseil et avec le consentement de l'autorité ecclésiastique, de fixer un certain nombre de messes réduites ensuite à 240, pour remplir le but. Elles furent détachées des obligations inhérentes à la corporation, et l'on répartit entre les chapelains le petit nombre de messes qui restaient après les 240, à raison des applications que faisait le chapitre les jours de rite supérieur où la messe conventuelle était célébrée par le chanoine hebdomadier, comme il a été dit plus haut. Mgr Pangioni, d'heureuse mémoire, décédé subitement le 17 avril 1873, avait fait des observations très-justes sur l'autorisation précédemment donnée, et il avait exprimé à son vicaire général le désir que la corporation des chapelains réglât sans retard une chose aussi importante. Aujourd'hui ladite corporation, avertie de l'irrégularité du système qu'elle a suivi jusqu'ici et invitée à y obvier, s'adresse, par l'intermédiaire de son prieur, à Votre Sainteté et demande l'absolution du passé et la permission de continuer d'appliquer la messe conventuelle de la façon indiquée plus haut. Il n'y a pas d'autre moyen praticable, vu la déplorable situation économique où l'on est, situation aggravée par les contributions que le gouvernement perçoit. La corporation a contracté 7238 livres de dettes ; si cela continue, son patrimoine sera absorbé et l'existence de la congrégation sera menacée. »

Mgr l'évêque confirme la vérité de l'exposé. Le chapitre n'a pas émis d'avis, parce que la corporation possède un patrimoine distinct de celui des chanoines, dépendant uniquement de l'ordinaire qui reçoit les comptes annuels.

D'une part, l'application de la messe conventuelle incombe à tous ceux qui possèdent des bénéfices choraux, dignités, chanoines, mansionnaires des cathédrales et des collégiales. C'est la principale partie de l'office. La constitution de Benoît XIV *Cum semper oblatas* impose l'obligation d'appliquer la messe conventuelle aux chapelains comme aux chanoines. Les chapelains sont incontestablement tenus de célébrer la messe conventuelle. La décision du 6 mai 1865 est formelle, car elle ordonne de faire appliquer d'après la taxe synodale et de prendre la rétribution sur le revenu de la masse. Chaque chapelain perçoit annuellement plus de 60 écus (320 francs). Au surplus la messe conventuelle étant une charge inhérente à la chapellenie chorale, on devrait l'appliquer sans rétribution.

D'autre part, la S. Congrégation ne refuse pas la réduction de la messe conventuelle lorsque les revenus diminuent et deviennent insuffisants. Il n'est pas rare, surtout pour les collégiales, que l'application de la messe conventuelle soit limitée aux dimanches et fêtes. Voici, d'après les renseignements que Mgr l'évêque a envoyés, la position des chapelains : « Les distributions ne sont que de 10 et de 16 centimes par jour. Le revenu des chapelains est de 84 livres pour les uns et de 100 livres au plus pour les mieux favorisés. Ceux qui sont assidus à l'office reçoivent à la fin de l'année une gratification qui a été de 40 livres dans les trois dernières années. Il est parfaitement vrai que le collége des chapelains est dans l'impossibilité de prélever sur son patrimoine une rétribution particulière pour la messe conventuelle, *pro benefactoribus*. Après avoir examiné l'état du patrimoine, je trouve que l'excédant n'est que de 54 livres, lequel est incertain à cause des impôts et que l'on partage actuellement comme gratification entre les chapelains les plus assidus. »

Mgr l'évêque est d'avis qu'il faut tolérer la pratique actuelle tant que les charges publiques seront aussi grandes qu'en ce moment.

Décision. La S. Congrégation accorde l'absolution du passé, moyennant une messe chantée, à laquelle tous les chapelains devront assister. Quant à l'avenir, le collége des chapelains continuera à déposer deux cents livres par an en augmentation de leur patrimoine. L'application sera réduite à deux messes par mois pendant dix ans. Rome, 26 janvier 1878.

Voici le *folium* de la S. Congrégation. Les passages italiens qu'on y remarque sont traduits plus haut.

Volaterrana. Absolutionis et reductionis. Die 26 januarii 1878. Prior congregationis capellanorum ecclesiæ cathedralis Volaterræ sacratissimum principem supplici libello adivit exponens : Che fino da quando nel 1865 la congregazione suddetta in forza di una decisione della S. Congregazione del Concilio in data del di 6 maggio dell' anno suddetto venne obbligata, come avente massa separata e distinta da quella del revmo capitolo dei canonici della cattedrale suddetta, a soddisfare a proprio carico all' applicazione della messa conventuale pei benefattori in quei giorni nei quali per regola di rito non vien cantata ed applicata dal can. eddomadario a carico della massa dei canonici, mentre prima dell' anno surriferito, quando dal capellano nei giorni feriali si cantava la messa conventuale facevasi la commutazione dell' applicazione fra il canonico eddomadario che applicava per l'obbligo particolare del capellano eddomadario e questi che applicava per i benefattori a carico della massa capitolare, riten en dosi da ciascuno il proprio stipendio a forma di quanto fu esposto alla S. Congregazione del Concilio in occasione della vertenza su tale oggetto tra il capitolo e la congregazione. La congregazione suddetta non avendo un fondo speciale che potesse far fronte alle applicazioni della messa conventuale, dietro l'insinuazione, ed il consenso dell' autorità ecclesiastica di questa città, si determinò ad assegnare un numero di messe che furono poi ridotte a 240, affinchè servissero a detto scopo, staccandole dagl' obblighi inerenti alla congregazione medesima, spartendo quindi tra i diversi capellani quel piccolo numero di messe che potevano sopravanzare sulle 240, attese le applicazioni che durante il corso dell' anno si facevano a carico del rmo capitolo allorquando nei giorni di rito maggiore cantavasi la messa conventuale dal revmo canonico di settimana come sopra è stato accennato. Mons. Targioni di f. m. prima della sua improvvisa morte avvenuta il 17 aprile 1873 avea fatte le sue giuste osservazioni sul permesso accordato antecedentemente di tenere quel modo di applicazione ed avea esternato al suo vicario generale il desiderio che la congregazione si fosse data sollecita premura per sistemare una cosa di tanta importanza.

« Oggi pertanto la prefata congregazione fatta avvertita di questo suo irregolare procedere da essa incolpevolmente tenuto fin qui e richiamata a provvedervi, si rivolge per mezzo del suo priore alla Santità Vostra alla quale porge umili istanze, affinchè si voglia degnare di concedere benigna sanatoria su quello che da essa è stato fin qui operato e di accordarle la grazia di proseguire a fare l'applicazione della messa conventuale nel modo sopra indicato, non essendovi in pratica altro mezzo attuabile, attese le infelicissime condizioni economiche in cui si trova, rese ancor più infelici dalle ingiuste vessazioni ed esigenze del governo, che oltre a tutte le altre gravose tasse a tutto il 1870 fece debitrice la congregazione di lire 7238, 67 per arretrato della così detta tassa straordinaria del 30 per 100, qual pretesa, almeno fin qui, è rimasta sospesa, ma quando fosse nuovamente affacciata e risoluta, come è da temersi, sfavorevolmente alla suddetta congregazione, produrrebbe per necessaria ed inevitabile conseguenza la cessazione della sua esistenza, poichè cumulando l'arretrato suddetto col nuovo fino all' anno corrente verrebbe a distruggersi quasi totalmente il ristretto patrimonio della medesima. »

Precibus benigne acceptis die 13 aprilis 1877 rescribendum censui episcopo pro informatione et voto audito capitulo, referat de legitima petitionis causa. Mandatis hujusce S. Ordinis obtemperavit ordinarius referens quod capitulum « ha creduto di non emettere voto alcuno per la ragione che la congregazione dei capellani ha un patrimonio tutto a se e distinto da quello capitolare e dipendente solo d'all' ordinario diocesano, a cui ogni anno deve essere sottoposta l'amministrazione per l'analoga revisione. »

Hisce præhabitis reverendissimus præsul in informatione, de qua inferius redibit sermo, addit preces capellanorum veritati omnino inniti et EE. VV. religioni, etiam atque etiam hos miseros sacerdotes commendat, ut saltem ad tempus eorum preces benigno favore prosequi dignentur.

Quibus absolutis, rescriptum hoc editum fuit : *Per sum-*

maria precum. Cum vero hodiernis in comitiis causa proponatur, præstat aliquid, ceu moris est, animadvertere.

Et quoad absolutionem, ipsam haud concedendam esse putarem. Siquidem missæ pro benefactoribus a capitularibus applicandæ sunt ex justissimo pietatis officio quod non facile remittendum est ad tradita per Benedictum XIV in celeberrima constitutione *Cum semper oblatas*. Eo vel fortius quia, si memoria recolatur resolutio hujus S. Ordinis edita die 6 maii 1865, in qua definitum fuit capellanos ad sacri conventualis applicationem teneri, omnis bona fides capellanorum asserta in supplici libello evanescit. Cum igitur a themate bona fides capellanorum circa omissionem conventualis exulat, atque supersit reditus ex quo onus missæ conventualis impleri queat, uti inferius patebit, oratorum preces super hoc capite rejiciendæ viderentur.

Multoque minus reductionem indulgendam esse putarem. Siquidem pontificii juris censura docemur sacrum conventuale perlitandum quotidie fore ab omnibus, dignitatibus, canonicis, mansionariis ecclesiarum cathedralium et collegiatarum, cæterisque clericis beneficia choralia obtinentibus. Audi sane celeberrimum pontificem Benedictum XIV in constitutione *Cum semper oblatas*, § 12, ibi : « Quicumque in eadem « ecclesia sive dignitatis sive canonicatus sive mansionariatus « sive beneficia choralia obtinent et missam conventualem « suis respective vicibus celebrant. » Et jure optimo : est enim præcipua officii divini pars, cap. *De his*, dist. 12, Gloss. in Clement. 1 de celebrat. miss.

Atqui capellani ecclesiæ cathedralis Volaterræ beneficia choralia obtinent. Quare extra dubitationis aleam positum est ipsosmet teneri suis respective vicibus ad sacrum conventuale celebrandum. Alias enim absurdum esset, ut capellani ipsimet partem dumtaxat, minusque præcipuam divinorum officiorum, quæ unum onus diei efformant, explere deberent. Affabre igitur amplissimus vester Ordo hac in causa ventilata in comitiis habitis die 6 maii 1865 proposito dubio 11 : « An quæ et ex qua massa retribuenda sit capellanis eleemosyna pro applicatione missæ conventualis in casu? consultissimum responsum protulit : *Affirmative in taxa synodali ex massa congregationis capellanorum etc.*

Tandem capellanorum votis obicem parat constans et perpetua praxis hujus S. Ordinis. Siquidem plenariam exemptionem ab applicatione conventualis unquam concessam fuisse nullibi in Thesauro Resolutionum invenire datum est, ceu habetur in una *Civitatis Plebis* missæ conventualis 24 aprilis 1830.

Incassum obtrudunt capellani redituum tenuitatem. Nam hac etiam retenta capitulares omnes tenentur per turnum missam canere juxta doctrinam Fagnani cap. *Ut abbates* num. 82, 83, de ætate et qualit. præficiend. Imo cum sit onus beneficio adnexum debet hæc missa applicari etiam sine eleemosyna. Ita Pignatell. tom. 1, consult. 321. num. 1 et seqq. Ursaya, tom. 2, part. 1, disc. 32, num. 7 et seqq. Ferraris in Bibl. verbo *Canonicus*, art. 5, num. 76. Benedictus XIV constit. cit.

Præterea redituum tenuitas toties tenues in auras abit, quoties nummi, pactis usuris, argentariis creduntur. Porro capellani pecuniam occuparunt, uti ex eorum confessione patet, « già da due anni..... a migliorare in qualche modo le proprie condizioni col fare un qualche deposito in cassa fruttifera chenei detti due anni è stato di lire 200. » Quare redituum tenuitas haud liquet. Eo vel magis, quia ex actis, quæ producta fuerunt anno 1865 constat quemlibet ex capellanis de facto percipere annuum reditum plusquam 60 scutatorum.

Ex adverso sanationem circa missas non celebratas, quas virtute resolutionis superius citatæ pro benefactoribus capellani applicare debuissent, videtur concedenda. Quandoquidem absolutio conceditur pro præteritis omissionibus, si pia onera absque culpa non fuere impleta, neque jam superest ex quo impleri possint. Cum igitur ex enarratis scateat absque capellanorum culpa sacrum conventuale non fuisse celebratum, neque jam supersit ex quo litari possit, absolutio pro præteritis omissionibus erit concedenda, uti respondit Sac. Congr. in *Faventina* missæ conventualis 21 septemb. 1861, in *Mazzarien* 18 augusti 1821, et iterum in *Mazzarien* reductionis et absolutionis 14 decembris 1822.

Imo et petita reductio concedenda videtur. Etenim justa intercedente causa missæ conventualis suspensio aut reductio ad aliquod tempus conceditur, veluti colligendum prostat ex *Messanen*. 14 decembris 1822 in qua reductio cohibita fuit ad decennium; ex *Arimin*. 18 septemb. 1751 in qua rescriptum fuit : *Pro gratia reductionis ad dies festos tantum attenta et perdurante tenuitate redituum*, et ex *Mazzarien*. 20 decembris 1862 in qua dictum fuit : *Affirmative ad dies festos de præcepto tantum ad decennium, si tamdiu*, etc. *facto verbo cum SSmo*. Profecto inter justas causas recensetur præbendarum tenuitas, quæ demptis oneribus, 30 scutata non excedat, uti Sacra Congregatio censuit in *Amerina* 18 sept. 1751, in *Taurinen* 10 julii 1790, et *Camerinen*. 14 decembris 1793.

In præsenti autem themate hæc causa occurrit. Consule sane oratores capellanos in supplici libello : « È inutile poi fare rilevare alla Santità Vostra le meschinissime distribuzioni che vengono elargite ai capellani e sostituti che sono tra i 10 e 16 centesimi per cias cun giorno feriale, in guisa che compreso l'aumento di lire 50, 40 all'anno, ciascun capellano e sostituto va a lucrare annualmente la tenue somma che dal minimo al massimo per gli ufficiali si estende dalle lire 84 alle 100, alle quali per i soli capellani che frequentano con diligenza il coro si deve aggiungere una retribuzione a titolo di regalia che suole essere maggiore o minore a seconda dei maggiori o minori avanzi e che per l'ultimo triennio è stato di lire 40. » Nec satis : Præsul enim favore capellanorum hæc subdit in informatione : « È pur troppo vero che la detta congregazione si trovi nella impossibilità d'imporre sul proprio patrimonio l'onere di una particolare elemosina per la messa conventuale *pro benefactoribus* alla quale furono tenuti con venerato rescritto del dì 6 maggio 1865. Infatti avendo preso io in esame lo stato del patrimonio della congregazione de' capellani mi è risultato un avenzo di sole lire 54, 41, il quale è oscillante per ragione delle imposte, e che di presente è diviso come regalia fra i capellani più diligenti. » Quare missæ conventualis reductio ad tempus merito elargienda esse videretur.

Cui conclusioni subscribendum insuper suadet Revmi antistitis votum quod ita se habet : « Non mi rimane che rimettere il mio rimessivo parere, come mi comenda l'eminenza vostra rma e sarebbe che finchè non vengano diminuite l'eccessive pubbliche gravezze, oppure finchè coll' annuo risparmio delle suddette lire 200 la congregazione dei capellani non abbia constituito un capitale che sia bastante col frutto a dare la richiesta elemosina, si tolerasse che la congregazione dei capellani di questa cattedrale proseguisse a far l'applicazione della messa conventuale come è stato praticato fin qui in questi ultimi anni. »

His itaque expositis, videant EE. VV. quonam responso preces capellanorum ecclesiæ cathedralis Volaterræ sint dimittendæ.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : « Prævia « celebratione unius missæ cum cantu universa adstante capel- « lanorum congregatione, pro gratia sanationis quoad præteri- « tum; quo vero ad futurum, firmo remanente deposito, de « quo in literis episcopi, firmaque pariter remanente celebra- « tione missarum conventualium quoad præsentiam, pro gratia

« reductionis quoad communem applicationem ad duas missas « in singulis mensibus, ad decennium, si tandiu, etc. Romæ, « 26 januarii 1878. »

DISTRIBUTIONS

Résidence des chanoines. L'indigence excuse-t-elle de la résidence? Cathédrale de Léon en Espagne. Le gouvernement espagnol ayant suspendu le traitement ecclésiastique, quelque chanoines se retirent dans leur famille. Doit-on les priver des distributions et du revenu correspondant à la durée de l'absence. Décision de la S. Congrégation du Concile du 26 janvier 1878.

Les chanoines qui s'absentent de l'office perdent les distributions quotidiennes et même le revenu de leur prébende. La fabrique de l'église profite de ce revenu ; si elle n'en a pas besoin, les lieux pies ou les pauvres du pays le reçoivent.

En 1871, Joseph-Marie Vidaly Cruz fut nommé chanoine de la cathédrale de Léon. Au mois d'août 1876, il obtint un canonicat dans l'église métropolitaine de Compostelle. Pendant ces cinq années il résida rarement à Léon. Le gouvernement ne payant pas le traitement, Vidal, pour ne pas mourir de faim, fut obligé de se retirer dans son pays natal.

Le chapitre de Léon a retenu tous les revenus de la prébende et les distributions pour tout le temps où Vidal s'est absenté. Celui-ci a porté plainte à la S. Congrégation.

Mgr l'évêque, dans son information, distingue deux époques dans l'absence du chanoine Vidal. Quant à la première, qui va jusqu'au 15 janvier 1875, où le gouvernement promit de payer le traitement, sans nul doute Vidal a acquis le revenu de son canonicat, suivant le droit commun et les statuts capitulaires de Léon. La nécessité juste et raisonnable excuse de la résidence. Le concile de Trente reconnaît que la *nécessité urgente* est une cause légitime. Vidal s'est retiré dans sa maison paternelle pour avoir les moyens d'existence, que le gouvernement ne lui donnait pas. On sait de la façon la plus certaine qu'il se trouva dans la misère.

En ce qui concerne la seconde époque, du 15 janvier 1875 au 22 août 1876, Vidal perdit la moitié du revenu, suivant le droit commun. D'après les statuts capitulaires de Léon, il est privé du revenu tout entier. Le prélat ne pense pas que cette disposition des statuts soit valide, parce qu'en toute hypothèse il faut laisser une pension alimentaire.

Supposé que Vidal perde son revenu en totalité ou en partie, les chanoines doivent-ils se partager la somme ? Nul doute que les distributions appartiennent aux chanoines présents ; mais il en est autrement des gros revenus. Le concile de Trente applique ces fruits à l'église cathédrale. Une décision de la S. Congrégation porte que les fruits dont doivent être privés les chanoines qui ne résident pas, doivent être affectés à l'usage et à la fabrique de l'église, si elle a besoin, ou bien à un autre lieu pie, au gré de l'ordinaire. Cette maxime est communément adoptée par les moralistes et par les canonistes.

Les statuts capitulaires de Léon, qui autorisent les chanoines à partager le revenu des absents, ont par conséquent besoin de réforme. Ils renferment d'autres dispositions singulières que l'on pourra remarquer dans le *folium* de la S. Congrégation que nous publions plus loin.

Decision. M. le chanoine Vidal a gagné sa cause sur tous les points. La S. Congrégation a décidé qu'on devait lui tout donner, gros revenu et distributions quotidiennes. Les dernières pages du *folium* apprécient la valeur juridique des statuts capitulaires et de la pratique en usage dans la cathédrale de Léon. En fait le chanoine Vidal n'a pu résider à Léon, parce qu'il n'y trouvait pas de moyens d'existence. Le gouvernement, par ordonnance du 15 janvier 1875, promit, il est vrai, de fournir le traitement convenu dans le concordat de 1851 ; mais il ne commença de remplir ses engagements que neuf mois après.

Compostellana et Legionen. Fructuum. Die 26 januarii 1878. — Joseph Maria Vidal et Crux anno 1871 obtinuerat canonicatum in cathedrali ecclesia Legionensi, quem retinuit usque ad mensem augustum anni 1876, quo tempore ad ecclesiam Compostellanam translatus est. At toto illo tempore Legione non resedit; sed, per intervalla in patriam suam migravit ne fame periret, eo quod ii qui in Hispaniarum regno usque ad annum 1875 dominati sunt, nihil dotis in concordato adsignatæ clero solvere voluerunt, et quamquam decreto diei 15 januarii 1875, solutio in futurum fuerit a gubernio promissa, tamen haud regulariter fiebat, sed continuo differebatur, et differtur.

Quapropter capitulum cathedralis Legionensis eum privavit omnibus fructibus sive præbendæ sive distributionum pro tempore quo choro non interfuit. Hinc D. Vidal ad hunc S. Ordinem confugit, ut dignetur decernere fructuum restitutionem quos capitulum Legionense sibi vindicavit, et reliquos omnes, qui in posterum solvendi sint pro tempore quo in ea ecclesia canonicatum obtinuit.

Die 15 januarii 1877 rescripsi : « Episcopo Legionensi pro « informatione et voto, audito capitulo in scriptis, referat de « bono jure oratoris. »

Episcopus die 22 aprilis 1877 respondit : « Si de prima epoca sermo fiat, qua abfuit D. Vidal (quæ complectitur temporis spatium usque ad diem 15 januarii 1875) nullum dubium mihi superest, quin ipse lucratus fuerit præbendæ fructus juxta commune jus, et hujus almæ ecclesiæ statuta. Etenim una ex causis quas enumerat Bonifacius VIII in cap. *Consuetudinem* de clericis non resident. in 6 tamquam a residentia excusantes, est justa et rationabilis corporis necessitas. Hæc decretalis confirmata fuit a concilio Tridentino sess. 23 cap. 12. Idem concilium sess. 23 de reform. eos a residentia eximit, qui *urgente* premuntur *necessitate*. Quis vero dixerit hanc rationabilem corporis necessitatem, hanc urgentem necessitatem in eo non dari, qui egestate laborans, ut victui necessaria comparet, ad domum paternam confugit? his in adjunctis versabatur D. Vidal, ut mihi compertum est non solum quia ita publice fertur, verum etiam quia hoc testificantur privatæ inquisitiones de ipsius inopia a me diligenter adhibitæ, juxta quas eo usque pervenit ejus egestas, cum gubernium tunc temporis non persolvebat cleri pensiones, ut ipsum compelleret ad pecuniam mutuam petendam, quin aliter posset iter aggredi ad paternam domum.

« Præterea hujus ecclesiæ statuta, cap. 17, ubi agitur de causis a residentia eximentibus, inquiunt : hæ causæ impossibilitatem physicam vel moralem et Ecclesiæ benignitatem

pro fundamento habent. Jam vero nonne in morali et etiam physica necessitate versari dicendus est D. Vidal, qui rebus carebat omnino, quibus primariis necessitatibus occurrere posset? Si non hac in occasione, quando Ecclesia benignam se exhibebit erga D. Vidal?

« Si de secunda epoca sermo fiat, (computanda a die 15 januarii 1875 usque 22 augusti 1876) de jure communi amisit D. Vidal dimidiam partem fructuum pro eo tempore quo abfuit; juxta vero hujus ecclesiæ statuta omnes amisit fructus. Concilium enim Tridentinum, postquam canonicis concessit tres menses requiei, ait absens ultra tempus permissum primo anno privetur dimidia parte fructuum, et quidem rata mensium quibus ultra abfuit; secundo anno omnibus fructibus, et tertio anno privetur canonicatu. Unde intelligi datur, dimidiam tantum partem fructuum in hac secunda epoca amisisse D. Vidal juxta commune jus.

« Statuta vero hujus ecclesiæ constituunt capitularem ultra tres conciliares menses absentem amittere omnes præbendæ fructus, nisi habeat canonicam causam a residentia excusantem. Cum autem hæc causa non extiterit post prædictum regale decretum, patet D. Vidal in hac secunda epoca amisisse omnes præbendæ fructus. Non prætermittendum est quod post jam toties dictum regale decretum, clerus in hac diœcesi pensionem perceperit novem mensium retardatione.

« Sed potestne subsistere horum statutorum jus? Non adducor ut credam, cum nullus beneficiatus privari possit congrua sustentatione, et quamvis canonicam ob causam beneficio privetur, semper tamen redditus ipsi assignatur unde sustentari possit. Dato vero et non concesso, quod D. Vidal amiserit tam in hac quam in priori epoca omnes fructus, quibus capitulum eum privare vult, cui accrescere debent hi fructus? Non loquor de distributionibus, seu de tertia parte fructuum, qui juxta Tridentinum accrescunt præsentibus, amittunturque ab absentibus a choro, ago enim de reliquis duabus partibus, quæ nomine *grossæ* veniunt vel fructuum grossorum, et dico hos fructus ad fabricam ecclesiæ pertinere, ut patet : 1. Ex Tridentino, quod dum pœnas assignat episcopis non residentibus, statuit ut per sex priores menses priventur quarta parte fructuum, et per alios sex menses priventur alia quarta parte; qui omnes fructus debent applicari ecclesiæ. Et quamvis nihil dicat concilium de fructibus a canonicis amissis, ex analogia tamen idem deduci videtur. 2. Ex declaratione S. Congregationis quæ ait : Fructus quibus privandi sunt canonici non residentes, debent applicari in usum et fabricam ecclesiæ, si indiget; alias alteri pio loco, arbitrio ordinarii. 3. Ex moralistarum doctrina, qui dum modum assignant quo beneficiati restituere debent ob absentiam a loco beneficii, in eo conveniunt quod restitutio facienda sit fabricæ ecclesiæ. S. Ligorius lib. 4, cap. 2, n. 128, ait : Ob omissionem autem residentiæ, restitutio debet omnino erogari in fabricam ecclesiæ vel in pauperes illius loci, ut sancitur in Trident. sess. 23 c. 1. 4. Ex ipsa demum ratione, quæ præscribit præbendarum fructus cessuros esse in fabricæ commodum, quia stricte loquendo, præbendarum fructus ad ecclesiam pertinent, quæ beneficiato ipsorum proprietatem vel usumfructum tribuit, et si hic aliquam ob causam canonicam eos amittit, cujus futuri sunt? Num præbendatus aliquod jus habet in fructus qui ad alterius præbendam pertinent? Credo hujus ecclesiæ morem extirpari debere, juxta quem fructus a præbendatis amissi accrescunt præsentibus, et illis forsitan qui distributiones suas amittunt, quin hæc praxis, capitulo quidem proficua, innitatur statutis, in quibus sæpe fit mentio de amissione *grossæ*, numquam vero dicitur eam in distributionibus impendi debere... Quam consuetudinem eo vel fortius abrogandam esse petit a S. Congregatione cum nimis officiat residentiæ legi : « nam cum præsentes hoc emolumentum percipiunt, non curant de aliorum residentia, et cum sic accrescunt fructus præbendæ, timendum est ne capitulares curent, ut diu lateat episcopum alicujus canonici absentia. »

Omnibus rite expletis, decretum edidi : *Per summaria precum*, et præsentem diem statui pro causæ discussione. Quæ capitulum profert ad sua protuenda jura contra canonicum Vidal, perleguntur in recitata episcopi litera, ubi habetur :

« Duæ epocæ sunt distinguendæ, quibus orator residentiæ legem violavit : prima complectitur temporis spatium usque ad diem 15 januarii anni 1875, qua in lucem prodiit regale decretum spondens fideliter solvere pensiones cleri; altera vero complectitur ab hac die usque ad 22 augusti 1876, qua D. Vidal possessionem adiit novi canonicatus adepti in ecclesia metropolitana Compostellæ.

« Jam vero juxta statuta vigentia, quibus hæc regitur ecclesia, condita post concordatum inter utramque potestatem, ecclesiasticam nempe et civilem, quibusque se juramento obstrinxit D. Vidal cum primo residere incœpit, juxtaque consuetudines quæ ab immemorabili in eadem servantur, nullum jus habet D. Vidal ad postulandos fructus primæ absentiæ epocæ respondentes. Nam prædicta statuta, quæ, capituli judicio, eo propendunt, ut coarctent residentiæ legem a concilio Tridentino sancitam, constituunt ut præbendati, si adquisituri sunt præbendæ fructus, debent inchoare residentiam prima die anni naturalis, et quoadusque sic impleatur, non suos faciunt fructus. Statuunt præterea ut, sic incœpta residentia, si adquisituri sunt residentiam ordinariam, et prosecuturi perceptionem fructuum, debeant præbendati adesse uni saltem horæ canonicæ singulis ecclesiasticis diebus. Cum vero D. Vidal in hac prima epoca abfuerit per viginti sex menses, usque ad januarium scilicet anni 1875, quin nec uni canonicæ horæ adfuerit, nec processionibus et missis *rationis majoris*, ut vocant, patet quod ipse egerit contra statuta hujus ecclesiæ.

« Nec magni facit capitulum causam paupertatis quam adducit D. Vidal, qua compulsus discessit in hac prima epoca. Si enim certum est, ait capitulum, quod tunc temporis difficilia essent adjuncta, in quibus reperiebatur Hispanus clerus cum gubernium ipsi non persolveret redditum annuorum assignationem, non est minus certum quod capitulum pro sua virili parte conatus fuerit levamen afferre gravissimo capitularium casui. Petiit namque et obtinuit a Sac. Conc. Congregatione facultatem impendendi missarum celebratione depositum pecuniæ, quod in hac alma ecclesia servabatur, in cujus distributione non minimam partem accepit D. Vidal. Capitulum præterea sub conditione redintegrationis commisit arbitrio capitularium quamdam pecuniæ summam ad privata deposita attingentem, ad quam etiam D. Vidal confugit, ut suis necessitatibus subveniret, qui redintegravit quidem quantitatem acceptam. His rationibus perpensis, omnem culpam a se removet capitulum, imo potius jus suum tuetur cum denegat D. Vidal fructus huic primæ epocæ absentiæ respondentes.

« Quod vero ad secundam epocam attinet, sic prosequitur capitulum. Postquam in lucem prodiit prædictum regale decretum, promittens fideliter solvere cleri pensiones, non magis assiduus fuit in residentia D. Vidal. Quamquam enim choro adfuerit per octo menses, a die scilicet 22 aprilis anni 1875 usque ad 1 januarii sequentis anni, hac tamen die discessit utens conciliaribus gratiis, quæ die 4 aprilis ejusdem anni finierunt, et ex hac die usque ad 22 augusti, qua venit in possessionem canonicatus Compostellani, nec uni quidem canonicæ horæ adfuit. Quapropter capitulum juxta statuta et antiquissimam praxim hujus ecclesiæ privat D. Joseph Vidal

fructibus præbendæ pro tempore, quo in hac secunda epoca abfuit.

« Ad alteram precum partem quod spectat, ad querelam nempe quam orator adducit pro eo quod inter capitulares distributi sint fructus, quibus ipse privatus est, sic pro se dicit capitulum. Fructus primam epocam attingentes nondum sunt distributi, quia non fuerunt percepti, nec adhuc sunt distributi, quia pertinent ad menses junii et julii 1876, qui sub capituli custodia asservantur, donec jus dicat S. Congregatio. Fructus vero spectantes ad januarium, februarium, martium et aprilem anni 1875, et aprilem et maium anni 1876 divisi sunt inter præsentes, juxta constantem immemorialemque consuetudinem hujus ecclesiæ, contra quam etsi aliquando nonnulli reclamaverint, postea tamen acquieverunt capituli sententiæ hac eadem consuetudine innixæ, quæ in aliis etiam Hispaniæ ecclesiis servatur, et pro qua non desunt aliqua juris fundamenta. Et, re quidem vera, nova forma quam in redditibus ecclesiasticis induxit concordatum, non mutavit eorumdem naturam et essendi modum. Hoc supposito, in memoria habere oportet, quod in hac Legionensi ecclesia omnia præbendarum bona accrescebant pro mensa capitulari, et inter eos distribuebantur, qui sacram residentiæ legem adimplebant, hoc modo : tertia pars in distributiones quotidianas juxta Trident. concilium, quas lucrantur solum interessentes ; duæ vero reliquæ partes lucrantur non tantum ab interessentibus sed a præsentibus : et cum aliquis capitularium amittit grossam, distribuitur hæc juxta canonicas dispositiones inter eosdem præsentes et interessentes, habita ratione pensionis uniuscujusque capitularis, quæ praxis post concordatum servatur, consulendo strictiori residentiæ.

« Ad hæc addi debent incommoda quæ ex hujus praxis innovatione orirentur. Nemo enim capitularium est, qui sese huic praxi submittens, non amiserit fructus præbendæ, sicuti nullus est qui non perceperit fructus ab alio propter absentiam amissos. Sive igitur spectentur hujus ecclesiæ statuta, sive praxis immemorialis, sive incommoda quæ ex innovatione orirentur, patet nullum jus habere dominum Vidal ad fructus quos petit. »

Contra vero observandum venit favore canonici Vidal quod ipse non sponte sed necessitate coactus fuit residentiam deserere proindeque haud canonicatus fructibus expoliandus est. Audiatur sane Rota cor. Molines dec. 808 num. 8 seqq. ibi : « Imo urgente necessitate non residendi nec opus est dicta licentia pro lucrandis fructibus et distributionibus quotidianis, ut firmant DD. in dicto cap. unic. de cleric. non resid. in 6, ex illis verbis : *seu justa et rationabilis corporis necessitas*, quæ comprehendunt omne illud justum impedimentum propter quod quis nequit adire ecclesiam, et suo muneri satisfacere prout antea solitus erat vel fuisset, si impedimentum non extaret. Nam mens pontificis in dicto cap. unic. fuit excludere ab istis distributionibus negligentes vel contemnentes residere non autem impotentes, et impotentia dicitur quando absentia non est voluntaria sed ab aliquo facto causatur ita ut non stet per beneficiatum quominus resideat. »

Quod si etiam sponte residentiam deseruisse dicere placeat, haud tamen fructibus canonicatus privandus esset, cum nemo fructibus canonicatus privari valeat, nisi servata forma a Tridentino præscripta, et in casu nostro deficiente, ceu plures docent S. hujus Ordinis resolutiones, præsertim *Ferentina* residentiæ 20 decembris 1820, *Mexicana* residentiæ 12 julii 1712, *Alatrina* distributionum vel fructuum 11 maii 1872, *Cotronen.* participationis et perceptionis fructuum 25 augusti 1877 inter summaria precum relata.

Quin aliquid relevent constitutiones capitulares : 1. quia canonico Vidal non tantum difficilis, sed et impossibilis evaserat residentia. Atqui ipsæ constitutiones synodales inter legitimas causas eximentes a residentia sub cap. XVII numerant physicam aut moralem impossibilitatem. Ergo et ad earumdem tramites petiti fructus oratori essent concedendi. Quod si 2 dici placeat in themate constitutiones in suo pleno robore manere, secundum 2. quod quia ipsæ auctoritate Apostolica extant destitutæ, id testante episcopo, ideoque haud valent infringere quæ a jure communi statuta reperiuntur. Multoque minus ollicere consuetudinem, quæ cum Tridentinæ legi contraria videatur veluti abusus esset rejicienda. Bened. XIV *Instit. eccl.* 60, n. 7.

Post hæc perpensis etiam, quæ in supramemoratis literis antistitis perleguntur ad extirpandam consuetudinem in præfata ecclesia vigentem circa distributionem fructuum non residentium, quæ inter capitulares fit, necnon ipsa immemorabili, aliisque a capitulo adductis et supra relatis pro consuetudinis manutentione, præ sapientia qua pollent EE. VV. in juris canonici peritia, videant quid in themate sit decernendum.

Quare, etc.

S. Congregatio rescribendum censuit : *Oratori deberi fructus, et distributiones, et ad mentem.* Romæ, 26 januarii 1878.

FIANÇAILLES

Statut synodal conférant à l'ordinaire le pouvoir de dissoudre les fiançailles clandestines. Que penser de la validité de ce statut? Indemnité accordée à la fille. Appel au métropolitain. Deux sentences conformes. Un autre appel à Rome est-il légal? Décision de la S. Congrégation du Concile du 23 mars 1878.

Nous avons de fréquentes occasions de faire remarquer que presque toutes les causes de fiançailles qui sont déférées à la S. Congrégation du Concile proviennent du royaume de Naples. Celle que nous relatons aujourd'hui a la même origine.

Pantaléon N. du diocèse d'Ugento, près du golfe de Tarente, ayant fait publier les bans de son mariage avec une fille de son choix, Gabrielle, de la même ville, forma opposition devant l'évêché, en alléguant l'empêchement des fiançailles et la naissance d'un enfant : « La recourante déclare que Pantaléon ne peut se dégager de la promesse qu'il a faite et qui a été acceptée; il est obligé d'épouser la recourante, n'existant pas de différence d'âge, de condition, de naissance, de fortune, et autre. Il y est d'autant plus obligé qu'il a déshonoré la jeune fille en lui promettant le mariage. D'ailleurs, il faut nécessairement réparer l'honneur et la condition de la famille commune. Et si par malheur Pantaléon pouvait se soustraire à ses engagements, la recourante réclame de ce moment sa juste dotation et celle de sa fille. »

Le 16 novembre 1875, le tribunal épiscopal d'Ugento rendit un arrêt contraire aux prétentions de Gabrielle. Le jugement fut rendu de la manière suivante.

« Vu l'ordre intimé à la dite Gabrielle de produire l'acte des fiançailles entre elle-même et Pantaléon, conformément aux statuts synodaux, de la teneur qui suit : Quoique le droit naturel ne prescrive aucune formalité pour la validité des fiançailles, toutefois, pour les rendre licites, les contractants doivent observer les lois. C'est pourquoi, dans le but de prévenir les

graves inconvénients qui dérivent des fiançailles clandestines, nous statuons qu'il n'est permis de contracter les fiançailles dans notre diocèse que sous ces conditions : 1. On doit les faire devant deux témoins, et un notaire public, ou bien devant une personne constituée en dignité, par exemple le curé, un prêtre, le magistrat. 2. La promesse mutuelle doit être écrite, et signée par les témoins et l'officier public, comme il est dit plus haut. Les contractants qui refusent d'obtempérer à nos ordres seront soumis aux peines d'interdit *ab ingressu ecclesiæ*, et d'excommunication *ferendæ sententiæ*. En outre, si le bien commun et la paix des familles nous paraissent l'exiger, nous annulerons, en punition de la désobéissance, ces fiançailles contractées illicitement. — Considérant que ledit acte ne peut être présenté, attendu qu'il n'existe pas. Considérant qu'on ne peut prévenir d'innombrables scandales qu'en faisant observer les statuts synodaux. D'autre part, vu que l'enquête établit probablement que Pantaléon est l'auteur de la grossesse de ladite Gabrielle et de la naissance de la fille ; nous décrétons que les fiançailles entre Pantaléon et Gabrielle n'existent pas, et, supposé qu'elles aient eu lieu, nous les brisons, en vertu de notre autorité, pour le bien commun et pour éviter des scandales, vu qu'on n'a pas rempli les formalités que le synode diocésain a commandées *sub gravi*. En outre, Pantaléon, méritant une punition pour le mauvais commerce qu'il a entretenu avec Gabrielle durant plusieurs années, ce qui est attesté par tous les habitants du pays, nous le condamnons à payer dans les six mois quatre cents livres au profit de Gabrielle. »

Appel ayant été interjeté à la cour archiépiscopale d'Otrante, le juge, après débat, confirma, le 31 juillet 1876, le jugement de la première instance.

Loin de se décourager, Gabrielle a fait appel à la S. Congrégation du Concile. Les actes complémentaires ayant été remplis, la cause a été appelée dans la séance du 23 mars 1878.

Comme Gabrielle a négligé de prendre un avocat et de se défendre, on a exposé dans le *folium* les raisons qui militent en sa faveur.

Les fiançailles sont rangées parmi les contrats qui sont formés par le consentement extérieur et sensible des contractants. Le droit commun ne prescrit aucune autre formalité. (Décrétales 21 et 28 *De Sponsalibus*.)

Or l'enquête contient un grand nombre de dépositions, de preuves et de conjectures qui semblent prouver le consentement mutuel de Pantaléon et de Gabrielle.

Un témoin atteste sous serment : « Pantaléon a fréquenté Gabrielle durant plusieurs années ; finalement il l'a rendue mère. Le témoin a été chargé de négociations pour décider le mariage. » Trois autres témoins confirment que Pantaléon reconnaissait qu'il devait en conscience épouser Gabrielle. Tout le pays atteste qu'il a maintefois exprimé l'intention de procéder au mariage. La séduction et la naissance de l'enfant sont une autre preuve péremptoire. Les signes et les gestes expriment aussi bien que les paroles le consentement. Or, nul fait plus expressif que la séduction s'il conste de l'honnêteté de la femme; car on ne peut absolument pas présumer qu'une honnête fille succombe sans l'espérance et la promesse de mariage. Le tribunal de première instance a condamné Pantaléon à quatre cents livres, parce que la paternité de l'enfant doit lui être attribuée ; n'ayant pas fait appel, il en est légalement convaincu. Le père, les frères, les sœurs, les oncles, les cousins, en un mot tous les parents de Pantaléon le pressèrent d'épouser Gabrielle. A l'époque de la naissance de l'enfant, les deux sœurs de Pantaléon demandèrent qu'on l'appelât Félicie, du nom d'une sœur déjà morte.

Le statut synodal, qui est le principal fondement du jugement dont appel, est sans importance. En effet, les synodes diocésains n'ont pas le pouvoir de modifier le droit commun, ni même pour obvier aux abus.

D'autre part, Pantaléon a pris un avocat. On verra dans le *folium* le résumé de sa plaidoirie.

Deux sentences ont tranché la question: la cause est donc finie, et le second appel n'est pas recevable. Les fiançailles n'ont pas eu lieu suivant les statuts synodaux ; les deux jugements les ont d'ailleurs dissoutes pour le bien commun et pour prévenir les scandales conformément aux dits statuts.

Les fiançailles engagent la liberté naturelle de l'homme et entraînent le mariage indissoluble. Il faut des preuves péremptoires pour admettre la réalité de cet engagement. Le moindre doute suffit pour se prononcer contre l'existence des fiançailles. Or, les témoins entendus dans l'enquête n'ont pas dit mot d'une promesse réciproque de mariage entre Pantaléon et Gabrielle.

Ils attestent de simples velléités et non le consentement décidé et formel. Tous ces témoins étant *singulares*, la preuve légale fait défaut.

Décision. Attendu les jugements de la première instance et de la seconde, la S. Congrégation du Concile décide qu'il n'y a pas lieu d'intervenir. Elle fait écrire à Mgr l'évêque d'Ugento que le statut synodal qui donne à l'Ordinaire le pouvoir de dissoudre les fiançailles contractées sans les formalités, ce statut, disons-nous, n'est pas valide. Rome, 23 mars 1878.

Ugentina. Sponsalium. Die 23 martii 1878. — Cum Pantaleon Ugentinæ diœceseos publica præhabita denunciatione ad matrimonium contrahendum sese pararet cum quadam puella sibi benevisa, obstitit Gabriela ejusdem loci impedimentum sponsalium producens una cum defloratione, et subsecuta prolis succeptione.

Verumtamen Ugentina curia ad quam recursum habuerat præfata mulier, omnibus perpensis, quæ utrinque adducta fuere, sententiam Gabrielæ inimicam protulit sub die 16 novembr. 1875, quam hic referre præstat : « Viso mandato hujus nostræ curiæ, prædictæ Gabrielæ intimato, ut nobis exhibeat sponsalium documentum inter se et præfatum Pantaleonem initorum juxta præscriptiones synodales tenoris sequentis : — Præterea licet sponsalia ut sint valida jure naturæ nulla indigeant solemnitate, attamen ut licite fiant contrahentes præcepto legis conformari debent. Qua de re ad vitanda mala ex sponsalibus clandestinis provenientia, sub gravi præcipimus, non esse licitum in nostra diœcesi sponsalia contrahere nisi sub hisce conditionibus. 1. Ut fiant coram duobus testibus, et publico notario vel coram aliqua persona in dignitate constituta, puta, parocho, sacerdote, magistratu, 2. Ut promissio

et repromissio scripto tradatur, et sit subscripta a testibus et ab illo in cujus præsentia fiant. Contrahentes qui huic mandato obtemperare recusant, subjicientur pœnis interdicti ab ingressu ecclesiæ, et excommunicationis majoris ferendæ sententiæ. Imo si et quatenus ad bonum commune vel ad familiarum concordiam utile judicaverimus, hujusmodi sponsalia illicite contracta in pœnam inobedientiæ nostra auctoritate dissolvemus. Iis vero qui sponsalia clandestina jam contraxerunt præcipimus sub iisdem supradictis pœnis ut infra duos menses illa renovent in scriptis coram testibus et alia persona ut supra. Quod si alteruter sponsorum jus jam acquisitum servare velit contra nolentem ratificare debet infra prædictum duorum mensium spatium illud declarare coram nobis vel vicario nostro generali sive per se, sive per procuratorem, secus juri suo renuntiasse censebitur. — Considerantes quod mox dictum documentum exhiberi nullatenus possit quia minime existit. Considerantes quod lex synodalis in hac parte haud vulneranda sit ad vitanda majora et innumera scandala. Considerantes insuper quod ex assertis et allegatis Pantaleo probabiliter auctor fuerit prægnationis præfatæ Gabrielæ et prolis procreationis jam secutæ . . . . decernimus sponsalia inter præfatos Pantaleonem et Gabrielam minime existere, et si forte extitissent auctoritate nostra dissolvere ad bonum commune, et ad vitanda scandala; quatenus absque solemnitatibus inita fuerunt a synodo diœcesana sub gravi præceptis. Decernimus insuper Pantaleonem ob suam malam consuetudinem cum præfata Gabriela per aliquot annos, ut omnes de Aquarica Capitis tenent, retentam, aliqua poena mulctandum esse, ideoque tenore præsentium eumdem condemnamus ut in favorem Gabrielæ infra sex menses . . . libellas quadringentas solvat. »

Appellatione ex hac sententia a Gabriela interjecta ad metropolitanum judicem Hydruntinum, hic visis de jure videndis die 31 julii 1876 dictam sententiam adprobandam, et retinendam, ac confirmandam judicavit.

Animo haud fracta mulier ab utraque sibi adversa sententia ad S. V. Ordinem appellationem interposuit. Quibus acceptis precibus, atque actis de more completis, in hodierno Em. Patrum conventu causam discutiendam duxi sub dubii formula in calce hujus libelli exscripta. Verum cum nihil ex parte mulieris mihi exhibitum fuerit, nonnulla prius in ejus favorem ex officio animadvertêre putavi, ne indefensa remaneat, et dein summatim referre, quæ in allegatione distribuenda affert Pantaleonis defensor.

Sponsalia quæ natura sua mutuam futuri matrimonii promissionem unice desirant per textum in L. 1 de sponsal. et in can. 3 caus. 30 q. 5 inter eos contractus indubitanter adnumerantur, qui nudo perficiuntur consensu L. 4 ff. de sponsal. Dummodo itaque contrahentium consensus exterius ac sensibiliter quomodocumque manifestetur, nulla alia solemnitas nullaque peculiaris conceptio præscribitur cap. 21 et 28 de Sponsal. Atqui si in themate testium depositiones attente perpendantur, argumenta et conjecturæ haud leves præsto sunt, ex quibus consensus emergere videtur.

Quam conclusionem maxime admittendam existimarem, quia agitur in themate de defloratione una cum prolis susceptione. jamvero tritissimi juris est consensum in sponsalibus non solum verbis, sed etiam signis et nutibus ostendi posse. Devoti *Institut. canon.* § 105 de matrim. Nullum autem factum luculentius ipsa defloratione adduci valet ad evincenda sponsalia, si de mulieris honestate constet. Præsumi enim nullo modo valet puellam cæteroquin honestam, absque spe, et fide oblati connubii tantam pati voluisse honoris jacturam. Reifl. in jus canon. lib. 4, § 5, num. 68, Rota in *Rom.* Sponsal. 26 januarii 1738 coram Nunez, S. Congreg. in *Neritonen.* Sponsal. 26 junii 1869, § *Pro.* Atqui in themate de honestate mulieris ambigendum non est, cum testes utrinque inducti eam talem renuntient. Ergo cum constet de mulieris honestate, cum constet de protractis amoribus et accessibus viri ad domum mulieris, cum constet ex testibus pro eadem fidem facientibus, nec non ex publica voce in illo oppidulo volitante prægnantiæ, auctorem fuisse Pantaleonem haud a sententia curiæ appellasse, ipsum damnante ad solvendas libellas quadringentas, concludendum videretur, quod ipsa reapse sub spe oblati connubii decepta fuit, ideoque sententia Hidruntinæ curiæ esset omnino infirmanda.

Quin aliquid relevet dispositio diœcesanæ synodi super qua sententia potius niti videtur. Nam scitum et ipsis in jure canonico tyronibus est, diœcesanas synodos non posse communi juri derogare, quod unice in summi legislatoris potestate est, S. C. in *Ferentina* capellaniæ 1 martii 1834, § *De legis*; imo numquam permitti episcopis aliquid in suas synodales constitutiones inserere, quod juri communi refragetur, etiamsi illud necessarium reputetur ad evellendas corruptelas, et rerum sacrarum tuendam religionem. Bened. XIV *de Syn.diœc.*lib. 12, cap. 5, n. 12; nec facile Sanctam Sedem solere confirmationem in forma specifica iis statutis concedere, quæ juri communi contraria dignoscuntur. Bened. XIV loc. cit. num. 14.

Contra scribens pro Pantaleone in allegatione distribuenda exceptione rei judicatæ a limine judicii adversariam repellendam contendit. Causa enim sponsalium veluti quælibet alia quæstio duabus sententiis in diverso jurisdictionis gradu definita in rem judicatam transit ac proinde exceptionem ita parit litis finitæ, ut ad trutinam revocari nequeat nisi petita prius, atque obtenta in integrum restitutione. Eo vel magis quia sponsalia ad tramites diœcesanæ synodi celebrata non fuere.

Quidquid autem sit de hac synodi dispositione, causæ meritum aggrediens orator tritissimi juris esse dicit in materia sponsalium, quæ indissolubile matrimonii vinculum secumferunt, quæque nativam cuique adimunt libertatem, omni exceptione majores requiri probationes promissionis seriæ atque deliberatæ utriusque contrahentis, ita ut, si aliqua supersit dubitatio, contra eorumdem existentiam sit judicandum. Atqui si paulisper testium depositiones audias qui a muliere fuerunt inducti neque habetur verbum, neque vola de promissione et repromissione matrimonii. Ergo pro sponsalium inexistentia concludendum esse tenet.

Neque ex passa fornicatione, quæ in casu ex sola fama constituitur, obligationem sponsalitiam enasci posse tuetur orator, cum ipsa aliquando supponat non autem sponsalitium statuat contractum; alias mulieres virum quem sibi benevisum vellent blanditiis alliciendo ad fornicationem patrandam ad matrimonium cogerent. Quod adeo verum esse prosequitur, ut theologi et canonistæ doceant haud facile pro sponsalium existentia concludi posse ubi etiam promissio matrimonii a viro facta præ amore æstuante sponsamque ad copulam sollicitante ipsam copulam præcedat teste Coscio *De spons. filior. famil.* vot. 7, num. 79. Ea potissimum ratione, ut notat dictus auctor, « quia ob rationem seu mentem obtenebratam neque consensus neque voluntas deliberata matrimonium contrahendi ex iis potest desumi » et de facili mulier intelligere poterat eam promissionem ficto procedere et ex vi et luxuriæ impetu proficiscentem Ricc. decis. 13, p. 3, et Rest. in pract. crim. part. 2 Decret. Magnæ Curiæ cap. 1 num. 78. Ex ficta autem promissione licet fuerit sequuta defloratio obligationem sponsalitiam haud oriri tenet cum S. Antonin. part. 3 tit. 1, cap. 19 in princip. Card. de Lugo de just. et jure de restit. ob stuprum disput. 2, sect. 2, n. 19 et 20. Rota in *Majoricen.* censurarum 16 januarii 1715 § *Exulante* cor. Scotto.

Inutile autem foret quæritare præsidium ex præsumptione,

qua docemur mulierem bene moratam haud sui corporis copiam facere nisi sub spe oblati conjugii. Etenim debilem et nulli faciendam esse dicit hujusmodi præsumptionem tam quia in tali casu mulier admitteretur ad testificandum in causa propria quod vetitum est ex censura L. *Nullus* Cod. de Test. quam quia latissimus pateret aditus fraudibus et calumniis, corruptæque mulieres virum facile haberent quem vellent.

Quod si copula ac prægnantia alias habita fuit tamquam præsumptio consensus mulieris ad matrimonium, hoc tantum evenisse ait in casu quo nitide constabat de antecedenti viri promissione deque mulieris integritate et honestate et hac deficiente, licet mulier fuerit deflorata, amittit non solum jus ad matrimonium, sed jus quoque dotationis et reus est absolvendus ceu docet Cosci loc. cit. vot. 7 num. 84 et seqq. cum aliis inibi recitatis. Atqui neque de viri promissione, uti demonstravit, neque de mulieris honestate in themate liquere ait.

Ubi autem sponsalia probarentur in casu, justis ea de causis dissolvenda esse tuetur orator. Notum enim est ad coactionem deveniendum non esse cum adsint justæ causæ sponsalia dissolvendi quia matrimonia coacta infaustos plerumque exitus habere solent, maxime si juramento vallata non fuerint, quo in casu minorem causam requiri tenet. Jam vero præter inimicitias in themate ortas ex lite inter eosdem sponsos, quæ præcipuæ sunt concedendæ dissolutionis causa, habetur reluctantia viri ducendi Gabrielam in uxorem, ita ut decreta coactione ipsam perfacile contemnere posset civile contubernium cum alia sibi benevisa ineundo, necnon promitas mulieris sese viris subjiciendi, ac publicæ murmurationes de ejusmet honestate prouti testes a viro inducti fatentur. Jamvero plus deferendum esse urget testibus a viro inductis probandæ inhonestati mulieris, quam testibus mulieris licet sint numero pauciores et singulares, per simplices quoque præsumptiones mulieris inhonestatem probari, quoties non agitur ad illius punitionem sed solummodo inhonestas adducitur ad defensionem stuprantis, vel ad tollendum impedimentum status liberi per mulierem appositi.

Pro coronide demum adjicit orator haud utrinsque curiæ sententias sustinendas esse in ea parte, qua vir damnatur ad solvendum mulieri 400 libellas. Primo quia nescitur num aliquid mali passa sit a viro. Et si 2° constaret semet illi subjecisse cum antea constuprata fuisset, præmium ex propria libidine haud nancisci deberet. Neque titulo dotis eas Gabrielæ tribuendas esse sustinet quia res judicata de ipsa non loquitur, et quia non constito in themate de mulieris honestate nedum non constat actio stupri, verum etiam, licet mulier fuerit deflorata, amittit non solum jus ad matrimonium, sed jus quoque dotationis, et reus est absolvendus juxta Cosc. vot. 7 num. 86.

Hisce pro utraque parte expositis diluendum proponitur dubium :

An, et quomodo sententia curiæ metropolitanæ Hydruntinæ sit confirmanda vel infirmanda in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : « Attenta re « judicata non esse interloquendum, et ad mentem. Mens est « ut scribatur episcopo non sustineri dispositionem syno- « dalem quoad facultatem ordinario tributam dissolvendi « sponsalia sine solemnitatibus contracta. Romæ, 23 martii « 1878. »

RETRAITE

Chanoines et chapelains. Quarante ans de service. Office nocturne dans l'église métropolitaine de Florence. Usage immémorial d'après lequel les chanoines et les chapelains sont dispensés des matines. Papes qui avaient été chanoines de Florence. Chapelains faisant le service par l'entremise de substituts. Décision de la S. Congrégation du Concile du 23 mars 1878.

Un chanoine de l'église métropolitaine de Florence a fait présenter à la S. Congrégation du Concile la requête suivante : « Le recourant demande la dispense perpétuelle de l'obligation de résider et d'assister au chœur. Il sollicite un indult qui l'autorise à participer à tous les fruits, revenus, provenances, droits, émoluments, distributions quotidiennes tant ordinaires qu'extraordinaires, quelle qu'en soit la nature et la source, et lui appartenant à raison de son canonicat et de sa prébende, absolument comme s'il assistait effectivement au chœur. »

Mgr l'archevêque, consulté *pro informatione et voto*, le chapitre entendu, a répondu ceci : « La demande du chanoine Louis Roti a été favorablement accueillie par le chapitre. Seulement les formules qu'il emploie au sujet de sa pension de retraite sont trop étendues. On consent à lui donner les distributions ordinaires du jour ; quant aux distributions extraordinaires et de présence, il aura seulement celles qu'on donne aux retraités ; mais il n'aura pas les distributions nocturnes, pour lesquelles il n'a pas fait le service compétent, ni les gratifications ou distributions extraordinaires que les statuts et l'usage réservent à ceux qui sont corporellement et véritablement présents. Je joins mon avis à celui du chapitre. S'il est vrai que le chanoine Roti négligea quelque temps le service du chœur il y a quelques années sous prétexte de maladie, il est vrai aussi qu'il compensa ce défaut en servant plus de quarante ans. Les chanoines aptes sont présentement au nombre de quinze ; c'est pourquoi je ne pense pas que le chœur ait à beaucoup souffrir de la retraite d'un de ces messieurs. »

De toute antiquité le service du chœur est divisé en deux : service de nuit et service de jour. Comme l'église métropolitaine est située dans un quartier peu habité, aucun chanoine n'est obligé au service de nuit. Les distributions sont divisées en deux parts, une pour les chanoines de la nuit et la seconde pour le service de jour. Si le chanoine qui demande la retraite a été assidu au service de la nuit, il garde toutes les distributions ; sinon, on lui donne seulement celles qui se rapportent au service du jour. Le chanoine Roti n'a fait le service de la nuit que pendant treize ans ; pendant les autres vingt-sept années, il n'est allé au chœur que le jour. C'est pour cela que le chapitre lui a refusé de participer aux distributions nocturnes.

Les quarante ans de service pour la retraite font 10,880 jours, déduction faite des trois mois de vacances conciliaires. Du 21 mai 1837 au 1er juin 1877, le chanoine Roti a fait 11,135 jours de service.

Décision. La S. Congrégation du Concile juge qu'il y a lieu d'accorder la retraite à M. le chanoine Roti,

aux conditions exprimées par Mgr l'archevêque.

Une demande analogue a été examinée le même jour. Paul Tronci, chapelain de l'église métropolitaine de Florence, a représenté « qu'il commença le 11 juillet 1830 d'assister à l'office quotidien, sans aucune interruption. Parvenu à l'âge de soixante-douze ans et cinq mois, et étant un peu souffrant surtout de la poitrine, il a demandé la retraite. » Le chapitre a consenti unanimement à la retraite, vu le service prêté louablement par Tronci pendant quarante-sept ans.

Le vicaire général écrit : « L'usage immémorial qui dispense les chanoines et plusieurs des chapelains d'assister à matines, autorise en outre les chapelains à se faire remplacer par un substitut que l'ordinaire désigne de concert avec le chapitre, et qui est toujours pris parmi les prêtres étrangers au clergé de la métropole. Ces substituts sont réputés vrais titulaires pour tous effets; sauf la prébende, ils ont tous les avantages et tous les priviléges des chapelains, et par conséquent celui de la retraite, soit que, comme M. l'abbé Tronci, ils soient successivement substituts et chapelains, soit qu'ils passent les quarante ans dans la condition de simples substituts. »

Décision. Comme dans le cas précédent, la S. Congrégation du Concile accorde la retraite. Rome, 23 mars 1878.

Florentina Jubilationis. Die 23 martii 1878. Duos supplices libellos in unum complectimur quia in eadem ipsi versantur materia.

I. Primus illorum est sacerdotis Ludovici Roti metropolitanæ Florentinæ canonici qui expleto quadraginta annorum chorali servitio suppliciter petit, « che venga prosciolto a vita dall' obbligo della residenza, e parimente domanda l'indulto della giubilazione dall' intervenire al coro, e di partecipare di tutti e singoli i frutti, redditi, proventi, diritti ed emolumenti, come pure di tutte le distribuzioni corali, quotidiane, ordinarie e straordinarie in qualunque modo si appellino ed in qualunque cosa consistano e di ogni provenienza che a me si spettino per ragione del mio canonicato e la prebenda come se personalmente come uno degli interessenti canonici al coro della enunciata chiesa metropolitana. »

Requisito de more archiepiscopo pro informatione et voto, audito capitulo, etc. reverendissimus præsul hæc retulit : « L'istanza del canonico Ludovico Roti per la giubilazione è favorita dai suffragi del capitolo, si veramente che le troppo larghe formole della istanza intorno agli emolumenti della sua giubilazione si ristringano a significare le distribuzioni ordinarie diurne, e quanto alle straordinarie e di presenza quelle sole che si concedono ai giubilati, escluse affatto le distribuzioni notturne, per le quali non ha fatto il competente servizio, e quelle mance o distribuzioni straordinarie le quali o per gli statuti o la consuetudine si lucrano da coloro soltanto che sono corporalmente ed effettualmente presenti. Al voto del capitolo unisco il mio, perchè se è vero che il canonico Roti per un pò di tempo anni indietro sotto specie di malsania trascurò il servizio corale, egli è pur vero che cotesto diffetto lo compensò per servizio prestato con lode per tempo più lungo dei quarant' anni che suole essere richiesto. Il numero dei canonici abili è di presente quindici : onde non mi pare che a giubilarne uno il servizio del coro vi abbia a soffrire notevolmente. »

Hisce habitis iterum rescriptum fuit archiepiscopo : qui « magis præcise explicet quomodo hinc constet de continuo « et laudabiliter expleto servitio 40 annorum, inde vero « orator haud perfecerit competens servitium ad effectum « percipiendi distributiones nocturnas. » Ad hæc libentissime reposuit vicarius generalis quod chori servitium usque ab antiquo dividitur in nocturnum et in diurnum. Qui noctu servitium chori præstant dicuntur mattutinanti, quia eo tempore recitatur matutinum, cæteri vero qui die tantum inserviunt dicuntur non mattutinanti. Attenta difficultate accedendi ad metropolitanam ecclesiam, quæ sejuncta est a civitatis frequenti parte incolis, ad primum chori servitium nemo tenetur. Hac de ratione distributionum massæ capitularis fiunt duæ portiones, quarum unam percipiunt noctu choro inservientes, alteram vero ceteri omnes capitulares qui die tantum choro intersunt. Cum unus exinde capitularium jubilationem petat si noctu semper inserviat integras percipere solet distributiones, secus autem partem illam quæ refertur ad inservientes die tantum. Canonicus Roti per tresdecim tantum annos noctu inservivit, in reliquis vero annis usque ad quadraginta, tantum die choro adfuit. Ob hanc causam ne præfatus canonicus participaret de distributionibus nocturnis, capitulum hac in parte instantiæ noluit assentiri.

Post hæc tertio requisitus fuit reverendisssimus archiepiscopus ut referret « quonam titulo vel privilegio capitulares « integræ officiaturæ chorali adesse non teneantur, et an adsit « exemplum aliquod jubilationis concessæ in similibus adjunc- « tis . »

Mandatis hujus S. Ordinis morem gessit archiepiscopus per suum vicarium generalem referens non ex aliquo titulo aut privilegio canonicos et capellanos eximi ab integra chori adsistentia : sed ex consuetudine immemorabili, quæ est melior de mundo titulus. Quoad hanc consuetudinem usque ab anno 1682, uti patet ex memoriis in archivio capitulari adservatis, tentatum fuit penes hanc S. Congregationem quæstionem admovere, sed res ad exitum perducta haud fuit, obsistente consuetudine etiam tunc temporis Immemorabili, quæ conscientiam haud offenderat plurimorum capitularium pietate ac doctrina insignium, imo assensum retulerat saltem tacitum plurium Florentinorum antistitum, qui postea ad Petri Sedem evecti fuere, nec umquam reprobata fuit a Romanis Pontificibus qui Florentiæ commorarunt, ipso non excepto Leone X qui ejusdem metropolitanæ extiterat canonicus. De cætero fere omnes capitulares qui in eadem, qua canonicus Roti conditione, reperiebantur, fuerunt jubilationis rude donati.

Hisce expletis decretum edidi *Per summmaria precum.*

II. Alterum libellum protulit sacerdos Paulus Tronci capellanus in eadem metropolitana exponens Summo Pontifici « come nel 11 luglio 1830 cominciò senza interruzione ad « assistere alla uffiziatura quotidiana nella metropolitana « Fiorentina suddetta, e perciò essendo nella età di anni 72 « e mesi 5, e soggetto a qualche incommodo specialmente di « petto, supplica la bontà della Santità Vostra a concedergli « la giubilazione dal coro. »

Audito de more archiepiscopo pro informatione et voto, ut audito capitulo, inspectisque, etc. referret etiam an capellani munus verum beneficium chorale constituat, an demum ex petita concessione grave detrimentum chori servitio obvenire queat; retulit Rmus præsul capitulum plenis suffragiis annuisse petitioni Pauli Tronci attento laudabili et continuo servitio per quadraginta septem annos ab ipso præstito prius tanquam substituto, dein vero uti possessore capellaniæ a die 5 martii 1839 usque in præsentiarum. Capellanorum autem et substitutorum numerum in præsens esse triginta quinque. Verum cum ex hisce literis deprehenderim ex pervetusta consuetudine capellanos non teneri choro interesse, sed posse per substitutos inservire, hinc mandavi « eidem archiepiscopo qui referat quonam

titulo, vel privilegio capellani inservire queant per substitutum, an substituti valeat sacerdos extraneus et an adsit aliquod jubilationis exemplum quoad hujusmodi capellanos. » Quibus satisfecit Rmus vicarius generalis hæc exponens : « Quella stessa consuetudine immemorabile che dispensa i canonici e molti dei capellani della nostra metropolitana dall' obligo di assistere in coro al mattutino, licenzia questi ultimi a servire ove vogliano, per mezzo di sostituti non però eletti da loro, ma sì dall' ordinario insieme col capitolo, e sempre tra i sacerdoti estranei al clero della metropolitana. E questi sostituti son riguardati a tutti gli effetti come veri titolari, e salvo la prebenda, godono di tutti i vantaggi e privilegi dei capellani, e però anche della giubilazione non solo quando, come il capellano Paolo Tronci, servan' parte in nome di sostituti, e parte con titolo di capellani, ma eziandio se sostituti fossero stati sempre. »

Quibus expletis decretum datum fuit : *Per summaria precum per modum unius cum simili petitione sub num.* 2172/21. Hodiernis igitur in comitiis has duas quæstiunculas proponendas duxi coram amplissimo vestro Senatu nonnullis de more pro meo munere prius animadversis.

Quum jubilationis indulta rationem habere dicantur præmii et remunerationis retribuendæ illi beneficiario qui jugiter et laudabiliter alicui ecclesiæ per quadragenarium chorale servitium expleverit, patet profecto hujusmodi indultum mereri haud debere eum qui tale non præstitit servitium. Monet enim Benedictus XIV *De synod. diœces.* l. 13, cap. 9, n. 15, et ex constanti hujus S. Ordinis praxi docemur quod ut canonicus serviendi finem videat diuturno quadraginta annorum curriculo cum assiduitatis et diligentiæ laude chorum frequentare teneatur. Quod profecto in casu canonici Roti haud verificari videtur; ipse etenim haud integrum onus chorale persolvit, cum per tresdecim tantum annos servitium nocturnum præstiterit, et postea pertæsus per diurnas horas chori servitium expleverit : quandoquidem misit manum suam ad aratrum, et respexit retro. Hac de causa non modo jure meritoque a canonicis eidem Roti distributiones nocturnæ denegantur; verum etiam et indultum jubilationis eidem denegandum videretur. Eo vel magis quia uti testatur Vicarius Generalis, chorale servitium neglexit: « Esso tra il 1866 e il 1870 essendo, o credendosi malaticcio, prima ottenne con pontificio rescritto dispensa di un anno dal coro, poscia se la prese alquanto tempo da se, finchè venne richiamato al dovere. » Talibus autem in adjunctis S. Congregatio semper indultum denegavit, ut pluribus ex ejusdem resolutionibus pa[illegible] nuper ex *Lisuntina* jubilationis 13 maii 1876; sunt namque sua præmia laudi.

Verum ex adverso perpendendum quod si orator Roti per aliquod temporis spatium choro haud interfuit, hanc nihilominus segnitiem posteriori tempore satius reparavit, ita ut dici queat per quadraginta annorum lapsum laudabiliter in choro suum implevisse ministerium. Neque difficultatem facessit servitium partialiter præstitum, notatu enim digna est immemorabilis consuetudo, qua fruuntur canonici Florentini, ut unusquisque possit, quod ei magis libuerit, servitium vel diurnum vel nocturnum, vel partim nocturnum et partim diurnum vel utrumque simul præstare. Distinctas namque habent distributiones pro utroque servitio disjunctim recipiendas. Quod si EE. VV. dignentur oratoris preces benigno excipere favore, videant utrum etiam a residentiæ lege dispensandus sit, quæ de facili relaxari solet a S. C. quando de jubilatis sermo habeatur, prouti continua edocet S. Ordinis praxis.

Quoad alterum libellum Pauli Tronci hæc animadverti queunt : cum enim ipse tamquam substitutus per novem annos choro interfuerit, aperte patet hoc tempus neutiquam cumulari posse cum tempore quo tamquam verus capellanus inservivit. Indulto enim jubilationis donantur beneficiati, qui per semetipsos laudabile et continuum quadraginta annorum servitium explevere. Neque ecclesiæ præfatæ consuetudo eidem suffragari valet quia utpote Tridentino contraria tamquam abusus et corruptela habenda esset, ex qua nullum præsidium sibi conciliare videtur orator Tronci. Legitur enim in cap. 12 sess. XXIV : « Omnes vero divina per se, non per substitutos compellantur obire officia. » Cui conciliari decreto conformia omnino sunt Sacræ Congregationis judicia quibus contraria quælibet consuetudo veri abusus nomine compellatur, et talis declaratur teste Bened. XIV loc. cit. n. 11. Hisce igitur attentis capellanus Tronci a petita gratia arcendus esse videretur.

E contra vero animadverti debet quod capellanus Tronci ab anno 1830 uti substitutus et postea die 5 martii 1839 tamquam capellanus titularis usque in præsentiarum inservivit; quod efficit spatium plus quam septem supra quadraginta annos, quo toto tempore laudabiliter ita se gessit, ut a capitulo plenis suffragiis meruerit commendari ejus petitio. Neque obstare videtur tempus substitutionis; ipsum namque ex immemorabili consuetudine consuevit computari in spatio 40 annorum. Tales porro substituti de consensu ordinarii et approbatione capituli electi jure meritoque comparari posse videntur coadjutoribus dum, excepto præbendæ lucro, iisdem ac titulares juribus et privilegiis potiuntur. Atqui coadjutoribus semper profuisse tempus coadjutoriæ ad vade jubilationis obtinendum doctrina est H. S. Ordinis *Brixien*, 27. martii 1683, *Novarien.* 4 Augusti 1691, et in *Dubia Jubilat.* 17. decemb. 1718, dub. 2. Pari ergo ratione non videtur denegandum jubilationis beneficium taliter substitutis, proindeque oratoris precibus favendum.

Cæterum videant EE. PP. ea qua pollent prudentia et sapientia an et quomodo in oratorum votis sit concedendum.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Pro gratia jubilationis juxta votum archiepiscopi, et in reliquis cum solitis clausulis.* Romæ, 23 martii 1878.

MARIAGE EN ANGLETERRE

Validité des mariages clandestins dans les pays qui ne sont pas soumis au décret de Trente. Le mariage purement civil est-il sacrement si les parties contractantes, par ignorance et erreur, croient que le mariage religieux ne peut avoir lieu sans l'assistance du curé et des témoins? Le mariage contracté dans l'idée qu'on aura la faculté de divorcer est-il nul? Laps de temps requis pour faire validement un mariage clandestin. Exposé du fait. Plaidoirie des avocats. Décision de la S. Congrégation du Concile du 4 mai 1878.

Deux importantes questions sont engagées dans la cause matrimoniale dont nous rendons compte et qui a été jugée par la S. Congrégation du Concile le 4 mai 1878.

1. Les époux qui, dans l'intention d'éluder le concile de Trente, vont en Angleterre pour y faire un mariage clandestin, doivent-ils avoir l'intention de contracter le mariage chrétien, de façon que, si l'un est persuadé de remplir une pure formalité civile qui ne forme nullement l'engagement indissoluble, le mariage soit nul?

2. Le séjour d'un mois qui est rigoureusement exigé pour la validité du mariage doit-il être sans interruption dans le lieu où, le concile de Trente n'étant pas promulgué, l'union clandestine est valide?

Voici les faits d'après le *folium* de la S. Congréga-

tion que nous publions intégralement plus loin.

Le comte Ferdinand N. du diocèse de Malines, âgé de vingt-cinq ans, s'éprit d'une Française nommée Lucie, qui avait une vingtaine d'années. La mère de Ferdinand, voulant rompre cette relation, qui durait depuis deux ans, fit entrer le jeune homme dans une maison de banque de Londres. A peine arrivé en Angleterre, le 21 mai 1872, Ferdinand appela Lucie, et travailla activement pour se former aux opérations de banque et se rendre indépendant. L'enquête ne précise pas le jour de l'arrivée de Lucie en Angleterre.

Dès que la comtesse fut prévenue de l'arrivée de Lucie à Londres, elle envoya un télégramme à Ferdinand, pour le rappeler en Belgique « pour une affaire urgente de banque ».

Ferdinand partit de Londres, le 29 juin 1872; dès qu'il arriva en Belgique, sa mère lui notifia qu'il ne retournerait pas en Angleterre. Lucie avait suivi le jeune comte ; cette circonstance est importante; si Lucie eût demeuré à Londres, elle aurait acquis plus d'un mois de domicile avant le mariage civil qui eut lieu les premiers jours d'août, et ce mariage aurait été valide, tout au moins au for extérieur, comme je dirai plus loin.

Ferdinand résolut d'épouser Lucie. Afin d'éviter les sommations respectueuses que la loi belge exige, et « pour faire plus vite, » il convint avec Lucie d'aller se marier à Londres. Le 31 juillet 1872, sous prétexte de chercher ses effets laissés en Angleterre, il repartit pour Londres ; Lucie arriva bientôt, et, le 6 août, le mariage fut célébré devant le *Registrer* du gouvernement. La loi anglaise permet de marier les étrangers quinze jours après leur arrivée.

Le jour même du mariage, Ferdinand annonça le fait à sa mère, par l'entremise de son oncle. Les deux jeunes gens demeurèrent en Angleterre jusqu'à la fin du mois d'août. Le jour de leur départ n'est pas indiqué dans l'enquête. S'il était prouvé qu'ils demeurèrent un mois entier, ce serait une présomption pour la validité; car le droit canon déclare que la promesse de mariage *transit in matrimonium* par le seul fait de la cohabitation *affectu maritali*. On présume cet *affectus maritalis*, parce qu'il est presque impossible de constater l'opposé.

Voyant la nécessité d'éloigner Ferdinand, la comtesse le fit nommer attaché d'ambassade à Constantinople. Elle exigea que Ferdinand, passant à Bruxelles, signât, le 15 septembre, une procuration pour entreprendre la cause de nullité du mariage devant le tribunal civil.

A peine arrivé à Constantinople, il adressa à Lucie, le 4 novembre, une protestation contre tout jugement que le tribunal civil pourrait émettre; bientôt, il appela la jeune fille à Constantinople.

Le 21 novembre, le tribunal d'Anvers déclara le mariage nul, pour défaut des publications et de consentement de la mère, conformément au code civil, qui prescrit trois soumissions respectueuses.

Malgré le jugement d'Anvers, Ferdinand, attaché d'ambassade à Constantinople, vécut maritalement avec Lucie pendant neuf mois, jusqu'en septembre 1873. Si le concile de Trente n'obligeait pas les catholiques résidents à Constantinople et dans le faubourg de Péra, on aurait une forte présomption de plus pour la validité du mariage; mais il est certain que le décret de Trente comprend les catholiques de Constantinople. Voir dans les *Analecta* la liste des pays qui n'admettent pas la validité du mariage clandestin (3e série des *Analecta*, col. 1072).

En septembre 1873, Ferdinand, cédant aux instances de sa mère, s'enfuit secrètement de Constantinople. Bientôt Lucie le retrouva à Paris, et demanda une entrevue pour « traiter de la séparation à l'amiable. »

Depuis cette époque, la cohabitation paraît avoir cessé. Au mois de février 1874, le consul belge de Constantinople envoya à Ferdinand, à Bruxelles, les bagages de Lucie. Le comte entretint avec elle un échange de lettres et la vit quelquefois.

Vers le milieu de 1874, Ferdinand apprit que sa mère avait demandé à l'ordinaire de Malines une enquête canonique sur le mariage. Il exposa à Mgr l'archevêque la suite des faits qui avaient précédé et accompagné l'union, et demanda que l'autorité ecclésiastique décidât la question.

Deux jurisconsultes, consultés par l'ordinaire, se prononcèrent pour la nullité du mariage, par défaut de domicile.

L'enquête canonique entendit juridiquement les deux jeunes gens et la comtesse-mère.

Au moment où le jugement allait être rendu, Ferdinand écrivit à Mgr l'archevêque une lettre dans laquelle il exposa les anxiétés de sa conscience au sujet du mariage purement *civil* qu'il avait eu l'intention de contracter ; il exprima la crainte que cette union ne fût indissoluble devant Dieu.

Persuadé que cette lettre changeait entièrement la situation, Mgr l'archevêque, le 9 septembre 1874, prononça par arrêt « qu'il ne constait pas de la nullité du mariage... et par conséquent que le mariage, quoique contracté illicitement, devait être réputé valide. »

J'ai dit plus haut que l'enquête ou tout au moins le *folium* de la S. Congrégation ne précise pas les termes du second séjour de Ferdinand en Angleterre, au mois d'août 1872. On dit simplement qu'il arriva à Londres le 1er du mois et partit vers la fin. C'est pourtant le point capital ; car si Ferdinand arriva à Londres le 1er août, et repartit le 31, on a le mois que prescrit la bulle de Benoît XIV, et le mariage serait valide.

Ce fut seulement en juillet 1875 que Ferdinand interjeta appel à la S. Congrégation du Concile.

Au mois d'avril 1876, Lucie contracta en Belgique un autre mariage civil. Ferdinand partit pour le Brésil, en qualité d'attaché d'ambassade, y fut examiné pour la seconde fois, et, après une retraite, déplora ses erreurs de jeunesse.

Après information de l'archevêque, l'affaire a été inscrite au rôle de la S. Congrégation. Ferdinand a confié sa défense à un habile avocat de Rome. Lucie n'a pas pris d'avocat, et n'a été défendue que par le défenseur d'office. Le *folium* que nous publions plus loin résume les plaidoiries de part et d'autre, et les

allégations pour et contre la validité du mariage au point de vue du consentement et du domicile.

LE CONSENTEMENT.

Plaidoirie de Ferdinand. D'après la doctrine catholique, tout mariage entre chrétiens est en même temps sacrement. Par conséquent les contrats valides sont des sacrements. Toutefois, comme l'acte est réglé par l'intention, le mariage est nul, supposé que le contractant ait voulu séparer le contrat et le sacrement. Sanchez dit fort bien : « Si les époux ont vraiment l'intention de séparer, autant qu'il est en eux, le sacrement et le contrat et de célébrer un contrat purement naturel, il faut dire que le mariage est nul par défaut d'intention. »

Telle fut l'intention de Ferdinand. Le 18 juillet 1874, antérieurement au jugement de l'archevêque, il fit la déposition qui suit : « Je déclare avoir voulu faire un mariage purement civil, le seul que je crusse réalisable sous cette forme. Je croyais que ce mariage ne m'engagerait pas devant Dieu tant que la bénédiction sacerdotale ne viendrait pas nous unir dans la suite ; j'espérais pouvoir l'obtenir. Je croyais que jusqu'à cette bénédiction sacerdotale je pourrais briser facilement l'union par un simple arrêt du tribunal civil, lequel prononcerait la nullité, ou accorderait le divorce. » Dans le second interrogatoire Ferdinand dit : « Le motif qui me décida à contracter cette union ce fut de contrecarrer la détermination de ma mère de me séparer de Lucie ; je pensais poser un obstacle suffisant par le mariage civil selon la loi anglaise, lequel me laissait la faculté de divorcer. » Le serment déféré lors de la célébration du mariage causa des inquiétudes de conscience que Ferdinand manifesta à Mgr l'archevêque par la lettre du 16 août 1874. Après le jugement, qui sembla se baser principalement sur cette lettre, Ferdinand écrivit : « Je déclare que la lettre que j'adressai à Mgr l'archevêque au moment où il m'annonça que le mariage allait être déclaré nul, me fut inspiré par la passion que je sentais pour Lucie. » Dans une autre lettre à Mgr l'archevêque, il dit : « J'aurais refusé de contracter un mariage catholique. Je jure devant Dieu que je n'ai jamais cru prendre un engagement indissoluble. »

C'est une persuasion commune en Belgique que le mariage civil est absolument distinct du mariage religieux devant l'officier civil. « Je n'aurais jamais cru, si on me l'eût dit à cette époque, qu'un mariage entre catholiques pouvait être accompli devant un protestant, qui ne croit pas aux sacrements. »

Lucie déclara qu'elle aurait consenti quand bien même on lui eût dit qu'elle ne pourrait divorcer. En fait, son consentement n'a pas eu ce caractère. Elle dépose : « Ferdinand m'exprimait son regret de n'avoir pu faire le mariage devant l'Eglise, parce que sa mère aurait admis la validité. » En avril 1876, peu de temps avant de contracter son second mariage, elle écrit à Ferdinand : « J'ai écrit à l'archevêque que ma conscience m'obligeait de lui confesser aujourd'hui que je n'ai jamais eu l'intention de faire le mariage religieux avec vous. »

La faculté de divorcer emporte-t-elle la nullité du consentement ? L'avocat de Ferdinand soutient cette thèse. L'engagement conjugal étant perpétuel, toute condition qui en limite la durée est contraire à l'essence du sacrement. Coscius (*De separatione thori*) dit que, étant prouvé que la condition a été posée sans être rétractée avant le mariage, le contrat est nul. Or, Ferdinand dépose : « Je voulais demeurer libre de renvoyer Lucie en cas d'inconduite. Si la loi anglaise ne m'eût réservé la faculté de divorcer, j'aurais demandé à réfléchir deux fois avant de m'engager ; je donnai mon consentement d'après cette conviction. » Plusieurs témoins confirment.

Réplique. Le défenseur d'office. J'ai dit plus haut que la jeune femme a fait défaut en ce que personne n'a été chargé de soutenir sa cause. Le défenseur d'office seul a plaidé la validité de maladie.

En Angleterre comme dans tout autre pays où le concile de Trente n'a pas été encore publié, tout contrat valide est en même temps sacrement. C'est l'autorité de Dieu qui forme le lien.

Ferdinand avait depuis longtemps l'intention d'épouser Lucie. Il écrivait à sa mère son chagrin d'abandonner une femme que pendant deux ans il avait considérée comme sienne, pour en prendre de sang-froid une autre, uniquement parce que l'argent faisait défaut. Il se décida à faire à Londres le mariage civil, le seul qu'il crût réalisable. Quoiqu'il ignorât que le mariage fait en Angleterre revêtait la nature du sacrement, cette erreur ne pouvait enlever à l'union son caractère sacramentel. L'erreur de droit n'annule pas le mariage, tous les canonistes en conviennent, parce qu'elle n'affecte pas le consentement. Avec cette persuasion fausse mais innocente, Ferdinand se maria avec parfaite délibération. Il écrivit à son oncle : « Je l'ai épousée devant la loi anglaise. Je vois toutes les conséquences de mon acte, j'en ai mesuré toute la gravité, et j'accepte avec confiance la vie de privations et de sacrifices qui en sera la suite. Si je pouvais exprimer un vœu, ce serait de partir avec ma femme (elle l'est maintenant) pour un pays éloigné, où son passé ne soit pas connu ; je réponds alors de l'avenir. »

Il est constaté que les formules légales proférées durant la cérémonie du mariage devant le magistrat civil expriment le consentement *de præsenti*. Ferdinand donna sérieusement et loyalement ce consentement, non-seulement de vive voix, mais intérieurement et en réalité. Les formules expriment naturellement l'engagement pour la vie entière. Les contractants ont cru se lier à jamais.

En apprenant le jugement du tribunal d'Anvers, il déclare qu'il ne reconnaît à personne le pouvoir de briser un serment qu'il a fait. Il écrit à Mgr l'archevêque : « Je voyais et je vois encore dans un mariage deux parties distinctes : une, toute de formalités, toute humaine, et qui se présente sous l'aspect matériel, et pour les effets, par exemple pour les enfants ; l'autre partie, beaucoup plus intime, s'identifie avec le ser-

ment que l'on fait. J'ai pris Dieu à témoin. Ce témoin permet-il que je me dégage d'un serment fait en son nom? »

On objecte que le mariage est nul lorsque les contractants prétendent séparer le contrat et le sacrement. Mais cela n'a lieu que lorsqu'ils ont une intention réelle, autant que cela dépend d'eux, en voulant fermement que le contrat matrimonial ne soit pas un sacrement. Or, Ferdinand n'eut pas cette intention; car il accepta le lien conjugal pour toute sa vie, et il prit Dieu à témoin par le sermentt qu'il fit. Il était si éloigné de l'intention opposée, qu'il désirait vivement obtenir la bénédiction sacerdotale.

D'après les jurisconsultes, il y a deux intentions: l'intention légitime de contracter le mariage, comme les fidèles peuvent et font; puis, l'intention erronée de faire simplement un contrat; comme il faut présumer qu'ils veulent contracter validement, et non vivre dans le désordre; cette seconde intention est conditionnelle, et suppose que le contrat peut se séparer du sacrement; elle ne produit aucun effet, parce que l'institution du sacrement, telle que Jésus-Christ l'a faite, s'oppose à la séparation. C'est donc la première intention qui prévaut; du moment qu'elle vise au contrat, elle atteint virtuellement le sacrement.

Ferdinand prit le parti de se marier en Angleterre, pour éluder l'opposition de sa mère. « Je savais, dit-il, que ma présence matérielle en Angleterre suffisait pour rendre mon mariage valide. » Voilà la première et générale intention de contracter mariage. Il croyait fermement qu'il ne pourrait faire en Angleterre qu'un mariage civil : « J'ignorais qu'un mariage pût être considéré comme valide sans l'intervention d'un prêtre catholique. » Dans cette persuasion erronée, ne pouvant se marier sacramentellement, il se maria civilement, parce qu'il crut qu'il n'avait aucun autre moyen d'épouser Lucie. Voilà la seconde intention, erronée, mais subordonnée à la première, et incapable de la détruire. L'empêchement n'existant pas, Ferdinand se maria véritablement et sacramentellement, car il eut l'intention de contracter de la manière que les chrétiens le peuvent.

Quoique la loi britannique permette le divorce, cette circonstance n'entraîne pas la nullité du consentement. La condition n'a été exprimée ni avant ni pendant le mariage. Ferdinand dépose : « Je ne crois pas lui avoir parlé de cela; mais elle connaissait la loi anglaise, qui autorise le divorce. » Le juge d'instruction demande à Lucie : « Ferdinand croyait-il conserver la liberté dont il s'agit? » Elle répond : « Je ne crois pas; il ne m'a jamais exprimé une telle restriction. » La simple connaissance de la faculté de divorcer ne suffit pas pour déduire l'intention de faire de cette faculté la condition essentielle du mariage. Tout acte humain exige la connaissance de l'intelligence et la détermination de la volonté. Le contrat de mariage n'est pas invalidé par une condition quelconque qui s'oppose à la substance du mariage; car il faut que l'intention détermine l'acte de la volonté, de sorte que le contrat dépende essentiellement de la condition préconçue. Si la condition est la fin expresse du contrat, le consentement fait défaut : mais si elle accompagne le consentement comme un simple propos de transgresser l'obligation, le mariage est valide. L'intention de remplir l'engagement n'est pas nécessaire.

LE DOMICILE.

Plaidoirie de Ferdinand. Le débat concernant le consentement et le divorce n'aurait pas, à mon avis, fourni un fondement solide pour faire décider la nullité du mariage, surtout dans le for extérieur.

L'avocat de Ferdinand a cru rencontrer un terrain plus favorable en abordant la question de domicile.

Il est hors de doute que Ferdinand fit le second voyage d'Angleterre dans le seul et unique but de se marier. Il n'est pas moins certain que le mariage est nul si les habitants se transportent au lieu où le concile de Trente n'oblige pas, dans l'unique intention de se marier sans l'assistance du curé et des témoins, à moins qu'ils n'y transfèrent vraiment le domicile. La réponse du pape Urbain VIII à l'archevêque de Goa et la constitution de Benoît XIV *Paucis abhinc* du 19 mars 1758 s'expriment clairement. Pour contracter le domicile, il faut transférer réellement l'habitation et se proposer de demeurer dans le lieu la plus grande partie de l'année. Ferdinand et Lucie n'ayant jamais eu cette intention, le mariage est nul. Ferdinand ne savait pas le temps qu'il demeurerait à Londres, il était si éloigné de vouloir s'y fixer qu'il écrivait à un ami de lui procurer une position à Paris. Sa mère l'avait envoyé à Londres en pénitence, sans abandonner la carrière diplomatique, à l'égard de laquelle on avait demandé un congé. Il suit de là que l'*animus manendi* n'a pu avoir lieu.

L'intention d'habiter ne suffit pas pour acquérir le domicile d'habitation; car l'habitation réelle doit durer au moins un mois, sans interruption, antérieurement au mariage. C'est la règle que donne Benoît XIV, dans la constitution déjà citée : *Paucis abhinc* : « Avant que le mariage soit contracté, celui qui contracte doit avoir habité un mois tout au moins dans le lieu où il se marie. » Ces trente jours doivent être continus. Or, il est prouvé que Ferdinand, de retour à Londres le 1er août, se maria le 6.

Le défenseur du mariage et sa réplique. D'après Urbain VIII, le mariage est valide lorsque, dans la seule intention de contracter, on transfère vraiment le domicile dans un lieu où le concile de Trente n'est pas publié. Quel est le laps exigé pour acquérir le quasi-domicile? Benoît XIV parle simplement d'un mois. Ferdinand passa plus d'un mois à Londres avant son mariage. Voici ce qu'il a déposé : « J'arrivai le 21 mai (1872), je repartis le 29 juin, et j'y retournai le 1er août. J'avais un emploi lucratif et une position assez sûre. » Lorsqu'il partit de Londres, le 29 juin, il y était depuis trente-huit jours, huit de plus que Benoît XIV n'exige pour faire validement un mariage clandestin. Il n'est pas prouvé que la promesse de mariage n'ait pas existé dès cette époque; dès lors la cohabitation *affectu maritali* fait que la promesse *transit in matrimonium*. Il ne paraît pas que Ferdinand et

Lucie aient été interrogés à cet égard. En droit on présume la promesse de mariage et la cohabitation *affectu maritali*, présomption qui ne peut être renversée que par des preuves péremptoires et indéniables.

Il n'est pas certain que le départ, effectué le 29 juin, après le télégramme de la comtesse, ait légalement interrompu le domicile. Ferdinand pensait que son apprentissage de la finance durerait un ou deux ans. Rappelé à Bruxelles pour une importante opération de banque, en partant il avait l'intention de retourner à Londres sous peu de jours et d'y continuer sa résidence. Il conserva son appartement et son emploi dans la maison de banque. Lorsque, arrivé à Bruxelles, il apprit que sa mère ne lui permettait pas de retourner à Londres, il ne renonça pas à son logement ni à son emploi, mais au contraire il fut constamment décidé au retour, parce qu'il voulait se former aux opérations financières pour se mettre en état de prendre la direction d'une banque. Il désirait surtout un emploi lucratif, loin de son pays. Il conserva donc son domicile en Angleterre, quoiqu'il l'eût quitté pendant un mois, ou bien, n'ayant pas de domicile fixe, il pouvait se marier partout.

Lucie n'ayant pas de domicile permanent était *vaga*, dans toute l'acception de ce mot. Elle avait parcouru plusieurs villes de France, Douai, Lille, Wiesbaden, puis Bruxelles, où elle fut actrice, dit-on. Elle était libre de continuer ses pérégrinations, ou de prendre domicile à Londres. Elle ne quitta cette ville que pour quelques jours ; en y retournant, elle pensait continuer d'y séjourner. De deux choses l'une : ou cette femme prit domicile en Angleterre, ou bien on doit la réputer *vaga*, et sans domicile. Dans l'un et l'autre cas, le mariage fut validement contracté.

Il n'est pas certain que le second séjour de Ferdinand et de Lucie en Angleterre pendant le mois d'août, n'ait pas été d'un mois entier. Ferdinand arriva le 1er il l'a déclaré dans l'enquête. Le départ définitif eut lieu les derniers jours du mois, dit-on. Il se peut qu'il ait été effectué le 31. Dans cette hypothèse, le second séjour aurait rempli le mois complet que Benoît XIV requiert. A ce moment, la promesse de mariage est certaine ; car la formalité accomplie le 6 août devant le magistrat civil eut tout au moins la valeur d'une promesse mutuelle. Pour que cette promesse *transierit in matrimonium*, il a suffi qu'il y ait eu, aux derniers moments du séjour sur le sol britannique, la *cohabitatio cum affectu maritali*, conformément aux décrétales qui prescrivent en pareille matière la présomption *juris et de jure*, contre laquelle on ne reçoit pas de preuve contraire. Ainsi fut-il démontré que le mariage clandestin n'exista pas du 21 au 29 juin, serait-il certain que le séjour momentané en Belgique pendant le mois de juillet interrompit le domicile acquis à Londres, tout cela serait-il incontestable, il reste encore la difficulté inhérente au second séjour, durant le mois d'août.

Décision. Par arrêt du 4 mai 1878, la S. Congrégation du Concile a jugé qu'il constait de la nullité du mariage. — L'affaire devra reparaître pour le second arrêt.

Mechlinien. Matrimonii. Die 4 maii 1878. — Comes Ferdinandus N. Mechliniensis diœcesis, annorum circa 25 quadrilustrem vagam mulierem Luciam e Gallia oriundam deperiens, biennio cum ea maritalem vitam duxit Brusellis. Ut juvenem ab impudica consuetudine distraheret comitissa ejus mater, arrepta occasione, quod tirocinium diplomaticum speciminis studiorum ineundi causa interceperat, eumdem collocare sategit in nummularia mensa Lemmè Londini constituta ; in qua porro, cupidus ut erat « d'être indépendant, » acriter incubuit, ut artis argentariæ talem adipisceret peritiam, qua sibi et amasiæ necessariam compararet sustentationem. Et revera maternas curas facile deludens ubi primum in Angliam die 21 maii 1872 pervenit, mox amasiam accersivit ibidem. Quod ut comitissa cognovit, telegraphico nuntio exinde revocari studuit « pour une affaire pressante de banque. » Londino excessit Ferdinandus, Lucia comite, die 29 junii ; sed ubi domum matris pervenit, cognovit ab ea, haud amplius in Angliam fore rediturum.

Consilium tunc iniit puellam ducere in uxorem ; et ne cogeretur juxta regni legem « faire des soumissions respectueuses » (trinos nempe subjectionis actus loco consensus exhibendos), et « pour faire plus vite, » nuptias Londini, ubi jamdudum remeare cogitaverat, celebrare convenit cum Lucia. Ineunte itaque subsequenti augusti mense, sub prætextu reducendi supellectilem in Anglia relictam, iterum profectus est Londinum ; ibidemque mox perveniente Lucia, die 6 ejusdem mensis matrimonium coram civili magistratu, qui audit *Registrer*, celebratum fuit.

Notitiam conjugii per avunculum Carolum, litera eidem ipsa die nuptiarum conscripta, ad matrem pervenire sategit Ferdinandus, dum interea ad finem prædicti mensis augusti Londini commoratus fuit. Tunc longius eumdem transfretare curavit comitissa, destinatione ipsi obtenta ad regiam legationem Constantinopoli residentem. Profectus ab Anglia, atque Brusellas pertransiens, imperante matre, a qua ob propriam sustentationem omnino dependebat, mandatum die 14 septembris subsignavit pro civili judicio nullitatis matrimonii. Ubi tamen Constantinopolim pervenit, primum protestationem die 4 novembris contra judicium nullitatis matrimonii ad Luciam Brusellis commorantem transmisit, deinceps ad novum domicilium eamdem revocavit.

Die 21 prædicti mensis novembris civile tribunal Antverpiæ sedens matrimonium invalidavit ex duplici capite, defectus publicationum, et defectus consensus matris, non interposito trino submissionis actu. Nihilominus Luciam uxorio modo retinuit Constantinopoli Ferdinandus usque ad mensem septembris 1873, in quo, urgentibus maternis sollicitationibus, uxore ibidem relicta clam Lutetiam Parisiorum migravit. Ibi eumdem sequuta mulier invitavit ipsum ad colloquium « dans l'intention de procurer cette séparation avec franchise ». Sed ex eo jam tempore haud amplius cum illa cohabitasse apparet ; hoc uno constante, quod initio mensis februarii subsequentis anni 1874 supellectilis Luciæ a Belgico consule Constantinopoli Brusellas remissa est ad Ferdinandum, atque epistolare commercium cum eadem comes conservavit, et aliquando etiam invisit.

Medio interim cursu ejusdem anni 1874, Ferdinandus cognita matris prece (eminentissimo præsuli Mechliniensi pro instruenda matrimonii disquisitione porrecta) vicissim archiepiscopo exposuerat seriem factorum matrimonium suum præcedentium et concomitantium, postulans ut quæstio proposita definiretur ecclesiastica auctoritate. » Duplicem consultorem requisivit archiepiscopus, R. P. Cœlestinum Capulatorum provincialem et R. P. Piat ; qui pro nullitate matrimonii responderunt ob defectum domicilii. Examini subjecit tum conjuges, tum viri matrem. Dum sententiam erat prolaturus literam a Ferdinando accepit, in qua agitatæ conscientiæ exponebantur

dubia ex eo exorta, quod licet ipse matrimonium *civile* contrahere intendisset, ex juramenti tamen religione interposita, valde pertimescebat, ne coram Deo dissolvi posset connubium. Hac epistola accepta, existimans antistes ex ea fuisse « que la situation était entièrement changée, » sententiam protulit die 9 sept. 1874, in qua declaravit « non constare de invaliditate matrimonii... adeoque idem matrimonium quamvis illicite contractum habendum esse ut validum. »

Nonnisi quam mense julio sequentis anni 1875 ad hunc S. Ordinem reclamavit Ferdinandus a sententia archiepiscopi. Dum autem ad ejusdem petitionem, tum Lucia, tum etiam mater, necnon soror et levir Ferdinandi super novis articulis ab ipso propositis examinabantur, aliud matrimonium civile de mense aprili 1876 Lucia contraxit cum quodam Aloysio in Belgio. Ferdinandus autem ex nova gubernii destinatione ad regiam legationem in Brasiliensi imperio sedentem profectus est, ubi novum subiit examen, atque, spiritualibus peractis exercitiis, juveniles errores deploravit. Accepta exinde ab Emo archiepiscopo informatione, quæstionem EE. VV. submittere decrevi, quæ idcireo hodie mane disceptanda proponitur; et nunc pro meo officio deductiones a Ferdinandi patrono et a matrimonii vindice typis traditas per summa capita recensendas fore duco.

Ex duplici vitio nullitatem matrimonii arguit defensor comitis, ex vitio consensus et ex vitio formæ, seu ex defectu domicilii. Quoad primum animadvertit, quod utcumque in Anglia matrimonium, quod aiunt civile, naturam sacramenti induit ex doctrina a sanctissimo pont. Pio IX in allocutione 27 sept. 1852 tradita « inter fideles matrimonium dari non posse quin uno eodemque tempore sit sacramentum », ita ut propter consensus et sacramenti continentiam civilia connubia eo ipso quod sunt legitimi contractus, sunt etiam sacramenta, nihilominus, ex quo actus agentis ultra illius intentionem non operatur, si intentio contrahentis ea fuerit ut contractum a sacramento sejungeret, matrimonium nullum est ad tradita per Sanchez de matrim. l. 2, disp. 10, n. 6 : « Si ea voluntas sit vera intentio separandi quantum in ipsis est, rationem sacramenti a matrimonio, et celebrandi merum contractum naturalem, dicendum est non esse sacramentum defectu intentionis. »

Hanc fuisse Ferdinandi intentionem deducit ex depositionibus tum ante tum post sententiam archiepiscopi a Ferdinando emissis. Ante sententiam enim die 18 junii 1874 hunc actum elicuit : « Je déclare avoir eu au moment de mon mariage l'intention expresse de ne faire qu'un mariage purement civil, le seul que je croyais réalisable en cette manière; mariage qui ne liait pas devant Dieu tant que la bénédiction du prêtre ne viendrait pas nous unir dans la suite, et j'espérais pouvoir l'obtenir un jour. Je croyais enfin que jusqu'à cette bénédiction il me serait facile de briser cette union par un simple jugement civil, qui prononcerait soit la nullité, soit le divorce. » In secundo examine posthac inito : « Le motif qui me détermina à contracter cette union fut de mettre un obstacle à la volonté qu'avait ma mère de me séparer de Lucie; je croyais trouver suffisamment cet obstacle dans un mariage purement civil suivant la loi anglaise, lequel me permettait de divorcer en certains cas. »

Quum autem existimasset, ideo archiepiscopum validitatis sententiam protulisse, quia deprehenderat ex epistola 16 augusti 1874 ipsum esse stimulis conscientiæ exagitatum ob juramentum in nuptiarum celebratione præstitum, hanc aliam declarationem elicuit : « Je déclare que la lettre que j'ai écrite à l'archevêque de Malines au moment où il m'annonça que le mariage allait être déclaré nul, fut dictée par la passion que je sentais pour Lucie. » Alia deinceps epistola ad Emum præsulem transmissa ita obtestatur : « J'aurais refusé de contracter un mariage catholique si on me l'eût offert... Je jure, devant Dieu qui m'entend, que je n'ai jamais cru contracter un engagement indissoluble. »

Hisce addit defensor hanc esse opinionem in Belgio communem, aliud esse civile matrimonium, aliud ecclesiasticum; et quemadmodum civile in ecclesiastico per sæcularem legem non continetur, ita ecclesiasticum in civili per Ecclesiæ legem non contineri. Hanc autem sequutus opinionem, matrimonium civile Londini contraxit Ferdinandus, quin umquam cogitasset, catholicos ibi etiam religiose contrahere dum coram officiali civili nubunt. « Je n'aurais pas cru, si on me l'eût dit alors, qu'un mariage entre deux catholiques peut être contracté devant un protestant qui ne croit pas aux sacrements. Il y a donc ignorance et volonté contraire. » Ita in declaratione diei 12 februarii 1875. Id porro corroborat testimonio matris Ferdinandi, quæ deponit : « Nous avons à Londres dans une petite paroisse M. Riemans, qui est né à Edeghem, et auquel mon fils aurait pu facilement s'adresser s'il avait cru contracter le moindre engagement religieux. »

Declarationibus Ferdinandi adjungit etiam depositiones Luciæ; quæ a judice ecclesiastico rogata : « Si alors on vous eût dit expressément que vous n'auriez jamais le pouvoir de divorcer, croyez-vous que vous auriez consenti? » ita respondit : « J'aurais également donné mon consentement. » Atque ex hoc deducit, quod dedisset utique consensum, sed in facto non dedit; nam si dederit, hypothesim interrogationis omnino respuisset potius respondens : « Conditio, quæ fingitur, perpetuitatis, non fictio, sed veritas fuit, atque hac lege nupsi ». Idipsum obfirmat dum ita prosequitur : « Il m'exprimait le regret de n'avoir pu faire le mariage devant l'Eglise, parce qu'alors sa mère aurait admis la validité de ce mariage. » Hisce omnibus adjungit apertam declarationem ab eadem muliere tum Ferdinando tum archiepiscopo traditam mense aprilis 1876 : « J'ai écrit à l'archevêque que mon devoir m'oblige de lui avouer aujourd'hui que je n'ai jamais eu l'intention de contracter un mariage religieux avec vous. »

Aliam causam nullitatis ex vitio consensus haurit defensor Ferdinandi a conditione dissolvendi aliquando matrimonium, sub qua ille contraxit. Constat quidem in jure quod in contrahendo matrimonium conditio restringens perpetuum vitæ consortium ad certum vel incertum tempus est contra substantiam sacramenti, atque illud destruit; ita post textum in cap. 7 de condition. app. tradunt Schmalzgrueber l. 4, par. 2, t. 5, n. 6; Reiff. l. 4, t. 5, § 2, n. 48; Gury, *Compend. theol. mor.* cum annot. Ballerini t. 2 de tract. matrim. n. 752. « Quæritur 5 an sit validum matrimonium initum sub conditione turpi. Resp. Negative, si conditio hæc repugnet substantiæ matrimonii, triplici nempe ejusdem bono, 1. bono sacramenti, 2. bono fidei, 3. bono prolis; quod fieret si sponsi contrahendo matrimonium generationem prolis, fidelitatem in conjugio, aut perpetuitatem in matrimonio excludant. » Hanc autem intentionem, omissis scriptorum sententiis quoad necessitatem eamdem exprimendi in actu celebrationis, affirmat, tunc debere exprimi, si nulla præsumptio probationi conditionis faveat; si econtra hæc opituletur præsumptio, tunc conditio in actu poni non debet. Coscius, *De separat. tor.* l, 1, c. 3, n. 14 : « Hoc unum addere juvat, quod in cap. 16 cum auctoritate Rotæ etc. probatur, quod etsi hæc conditio in actu conjugii non manifestatur, probare sufficit quod conjugium præcesserit, nec ante illud fuerit retractata. At eadem Rota inter decis. impressas post Ursayam, etc. aliter sensisse videtur; nam ibi firmat, quod si contrahentes ante matrimonium manifestaverint, se velle contrahere sub hac vel illa conditione, neque deinde coram parocho et testibus in actu contrahendi matrimonium eamdem conditionem expresserint, matrimonium pro puro haberi debet. In hac decisionum varie-

tate censeo, quod hæc posterior opinio procedat quando concurrunt circumstantiæ veram absolutam perfectamque conditionem excludentes; et limitationem recipiat in casu, quo conditio talis ut, est attentis circumstantiis et concludentibus probationibus, de illa matrimonium præcedente dubitari non potest; quibus concurrentibus, non conveniat aut honestati viri, aut pudori mulieris, aut loci sanctitati coram quoque numeroso populo, qui non semel celebrationi matrimonii interesse solet, prædictam publice in eodem actu pandere conditionem, sed tunc eam præcessisse probare sufficiat. »

Ad factum exinde deveniens hanc intentionem dissolvendi aliquando conjugium ostendit in Ferdinando ex ejusdem confessione judici elicita : « Je voulais demeurer libre de la laisser en cas de mauvaise conduite. Si la loi anglaise ne m'eût laissé la faculté de divorcer, j'aurais demandé à réfléchir deux fois avant de m'engager, et je donnai mon consentement dans ce sens. » In secundo autem examine rogatus a judice : « En donnant votre consentement au moment de la cérémonie du mariage, vous êtes-vous réservé intérieurement mais positivement la liberté de rompre le mariage en cas de mauvaise conduite de la part de votre femme? » Ferdinand répond : « Oui, c'est le sens; je me considérais comme devant être libre si elle venait à se mal conduire à mon égard. »

Judiciales depositiones obfirmat Ferdinandus extrajudicialibus declarationibus; ita in epistola diei 16 februarii 1875 ad archiepiscopum : « Je regardais cette condition comme essentielle à cause des antécédents de la personne que j'épousais. J'aurais donc refusé de contracter un mariage catholique si on me l'eût présenté. » Idipsum obtestatur in examine diei 16 martii 1877 : « J'ai annoncé expressément cette intention à Lucie, je la lui ai même écrite, mais je n'ai pu l'exprimer dans le serment que j'ai du faire à Londres. Si j'avais cru ne pouvais divorcer lorsque je voudrais, j'y aurais pensé deux fois avant de faire ce mariage. J'aimais cette femme mais je ne l'estimais pas, je voulais continuer de vivre avec elle, mais seulement à condition de pouvoir divorcer si dans la suite elle me devenait infidèle. »

Depositionibus Ferdinandi adjungitur demum testimonium matris ipsius, obtestantis « que sans la liberté de divorcer il n'aurait jamais épousé une semblable femme. » Superadditur etiam aliud testimonium leviri Ferdinandi, qui percunctatus a judice : « Vous a-t-il jamais dit, ou avez-vous su d'autres personnes qu'un des motifs qui le déterminèrent à se marier civilement en Angleterre c'est que le divorce existe et non la simple séparation et que sans la liberté de divorcer il n'aurait jamais voulu se lier à Lucie? Il répondit : « Il me l'a dit lui-même. »

Ita conditione dissolvendi aliquando matrimonium, eaque sacramentum adversante, ex parte Ferdinandi demonstrata, non magis juvare consensum pure præstitum a muliere, contendit orator auctoritate Coscii innixus, qui tradit de separ. tor. l. 1, c. 16, n. 272 : « Hanc conditionem (non cohabitandi) matrimonii nullitatem inducere docet et D. Thomas etc. Atque adeo hoc etiam procedit in casu, quo alter ex contrahentibus nesciat, alterum sub prædicta conditione matrimonium contrahere; cum enim intentio sub ea conditione contrahentis sit intentio non contrahendi matrimonium verum, sed fictum, nullum proinde reddit ejusdem matrimonii valorem, altero quoque contrahente ignorante, verumque consensum absolute exhibente. » Accedit etiam Sanchez de matr. lib. 5, disp. 13, qui quatuor auctorum exponit sententias; prima est, quæ dicit non irritari matrimonium, nisi ab utroque contrahente conditio apponatur; secunda docet, per ejusmodi conditionem resultare sponsalia, non matrimonium; tertia negat utrumque; quarta admittit matrimonium si subsequatur copula. Ex hisce autem sententiis, primam et quartam tradit esse valde probabiles; tertiam vero cæteris probabiliorem.

Aliud caput post hæc defensionis aggrediens quod in vitio formæ, seu defectu domicilii consistit, præmittit in facto Ferdinandi orator, indubium esse quod hic juvenis in Angliam sese contulerit ad unum scopum contrahendi matrimonium, consentiente in hoc utriusque partis judiciali confessione; Ferdinandus ait : « Lorsque je repartis pour Londres, j'y allai uniquement pour contracter mariage. » Ac rursus in ultimo examine : « Je retournai dans l'intention de me marier à Londres. » Mulier etiam : « Deux ou trois jours après il vint me dire qu'il avait l'intention de m'épouser; que pour cela il devait retourner à Londres afin de faire toutes les démarches nécessaires. Je devais le rejoindre lorsque tout serait prêt pour le mariage. » — In jure autem recolit responsum quod Urbanus VIII archiepiscopo Goano dedit huic tertio quæsito : « Quid si incolæ tam masculi quam feminæ transferant habitationem (in locum ubi Conc. Trid. non fuit promulgatum) « illo solo animo, ut absque parocho et testibus contrahant, » et prælaudatus pontifex respondit : *Nisi domicilium vere transferatur, matrimonium non esse validum;* quod porro responsum nova quoque sanctione communivit Benedictus XIV in sua constitutione quæ incipit *Paucis ab hinc* 19 martii 1758 juxta multiplices decisiones hujus S. Ordinis. Quæstio igitur in hoc uno consistit, num domicilium Londini habuerint contrahentes.

Hoc autem contrahi contendit facto habitationis cum animo permanendi per majorem anni partem, ceu tradunt Engel. *De cland. desp.* n. 12; Barbosa, *Annot. ad conc. Trid.* sess. 24 de ref. c. 1, n. 6, Antoine, *Theol. moral.* de matrim. § 452 not.; et quoniam hunc animum nec Ferdinandus nec Lucia habuit; hinc invalidum fuit eorumdem connubium. De Ferdinando ait, ipsum in Angliam se transtulisse prima vice ab imperio matris adactum : « Ce fut la volonté de ma mère pour me séparer de Lucie... Je suis parti, contraint par ma mère. » Mater ipsius deponit : « Je l'envoyai là en pénitence, pour le détacher de Lucie et l'obliger de gagner sa vie. » Ac deinde : « C'est moi qui l'ai envoyé à Londres : comme il ne pouvait vivre sans argent, il lui était absolument impossible de se passer de moi. » Ipsius autem soror : « Il dépendait de ma mère, parce qu'il n'avait pas d'autres ressources. » Levir autem judici percontanti : « Est-il vrai qu'il avait continuellement besoin des secours de sa mère pour vivre? » respondit: « Oui. » Quum itaque coacte habitaverit Londini, haud aliter judicandus venit, quam qui vinculis ad custodiam detinentur, de quibus aiunt doctores non valere matrimonium in carcere contractum. Monacelli *Form. leg.* suppl. vol. 1, t. 8, n. 36. Ursaya, *Disc. eccl.* t. 2, p. 1, disc. 10, n. 36. Ferraris, bibl. voc. *imped. matr.* art. 2, n. 90. Giraldi, *Expos. jur. pont.* t. 2, sect. 115, n. 7, Cosci *De separ. tor.* l. 1, c. 14, n. 42 : « Matrimonium contractum coram parocho ab eo qui ibi detinebatur accidentaliter ad correctionem seu ad custodiam, est nullum; secus autem si carceratus fuerit ad carcerem in pœnam per aliquod tempus determinatum. »

Accedit quod Ferdinandus ne quidem cognoscebat quo temporis spatio fuisset Londini moraturus. « Je ne savais pas combien de temps je resterais à Londres. » Lucia autem judici roganti : « Avait-il décidé le temps qu'il demeurerait à Londres? » respondit : « Ce n'était pas décidé. » Imo etiam adeo alienus omnino erat a mora in ea civitate protrahenda, ut jam studeret alibi aliam occupationem nancisci, quemadmodum amicus quidam Parisiis commorans respondens litteræ a Ferdinando eidem conscriptæ significavit ante matrimonium : « Je m'occupe de vous trouver une position à Paris; mais la chose est extrêmement difficile en ce moment. Cependant je dois être administrateur de deux affaires qui sont en formation,

je ferai le possible pour vous y procurer une position. » Hoc autem derivabat ex hoc quod Ferdinandus abhorrebat a vita Londini producenda : « Je détestais Londres. J'aurais préféré habiter tout autre pays. » Mater vero ipsius : « Je sais que mon fils n'aimait pas du tout le séjour de Londres. »

Minus vero ab ejus voluntate dependebat habitationem Londini protelare, quia utpote addictus legationi Belgicæ, exercitium interceperat in vim temporaneæ licentiæ, speciminis studiorum dandi causa obtentæ; quemadmodum obtestatur minister belgicus ab externis rationibus : « Le 15 mai 1872 il obtint un congé pour se préparer à l'examen diplomatique et à l'examen de droit. » Numquam at vero ipse abdicavit diplomaticum tirocinium; quapropter voluntatem permanentis domicilii contrahendi haud habere potuit, quippe quod de die ad diem revocari potuisset in officio, quemadmodum reapse revocatus fuit mense septemb. 1872, ut Constantinopolim se conferret. Ex quo porro liquet, quod quum revocatus in patriam Londinum reliquisset, et statim consilium iniisset ibidem revertendi ad unum finem contrahendi matrimonium, haudquaquam habere potuit intentionem constituendi domicilium in ea civitate, quando nec mater hoc consentiebat, et ipse odio habebat eamdem civitatem.

Quod autem quis animum non habuerit constituendi habitationem in aliquo loco, ex eo vel maxime demonstratur, quando primum domicilium non cogitaverit relinquere, ceu tradit Barbosa, vot. decis. l. 2 vot. 10 art. 1 num. 8, Ursaja *Disc. eccl.* l. 2, p. 1 disc. 10 num. 11. Rota Rom. in *Neapolitana* matrimonii 22 junii 1705 § 6 coram Priolo : « Ut enim quis dicatur parochianus alicujus ecclesiæ non sufficit simplex et corporalis habitatio, et ut in jure dicitur, asinina, sed requiritur animus deserendi primum domicilium, et permanendi in secundo, cum quo statim de jure acquiritur..... et sine quo neque per mille annos acquiritur, ut præter allegatos in d. mea decis. firmat Cephal. apud Menoch. etc. » Imo etiam tunc maxime ostenditur defuisse animum novum acquirendi domicilium, quando in eo loco haud quis permansit post matrimonium per congruum temporis spatium, quia si subsecuta sit repentina discessio, contrariam adfuisse voluntatem manifeste demonstratur; id quod non obscure tradit Bened. XIV in *Notif.* 13, tom 2, num. 8 : « Il faut toutefois remarquer que dans les cas susdits les contractants avaient acquis un nouveau quasi-domicile dans le lieu où ils se marièrent, car ils y avaient demeuré quelque temps et ne l'avaient pas quitté pour retourner dans leur pays. » Utrumque autem in casu defuisse clare liquet ex eo quia ante contractum matrimonium domicilium originis numquam Ferdinandus abdicavit; post contractum matrimonium, vix octo aut decem dies permanserunt contrahentes in Anglia : « Je crois (ita mulier) que nous avons laissé Londres huit ou dix jours après. »

Hæc de Ferdinando. De muliere autem nihil aliud quoad domicilium constitui posse contendit defensor, præter hoc unum, quod illa nullum et proprium votum habuerit, nullam propriam voluntatem; quandoquidem præter intentionem sequendi comitem, nihil aliud in ejusdem mente reperiri datum est. Domicilium hujus mulieris nonnisi quam ab habitatione illius desumendum est; quæ alioquin non animo tantummodo, sed animo et facto acquiritur. Sanchez l. 3, disp. 23, num. 2. domicilium habitationis non acquiritur solo animo habitandi, sed animo et facto, nempe habitatione ipsa, ut per l. *Domicilium* ff. ad municipal. Hæc autem habitatio debet ad minus protrahi per mensem ex doctrina Bened. XIV in cit. constit. *Paucis*. « Post hæc necessarium fore censendum « nonnihil adjungere ut in propatulo sit, quidnam requiratur « ad domicilium adipiscendum. Verum hac in re non alio pacto « responderi potest, nisi quod antequam matrimonium contra- « hatur, spatio saltem unius mensis ille qui contrahit habita- « verit in loco ubi matrimonium celebravit. » Hujusmodi autem habitatio debet esse continua ad text. in l. 9 ff de agnosc. lib. « Dies autem triginta continuos accipere debemus ex die divortii, non utiles, » et § 6 instit. de excus : « Qui autem excusare se volunt, non appellant, sed intra dies quadraginta continuos ex quo cognoverunt, excusare se debent. » Quum itaque Bened. XIV constituisset habitationem habendam triginta diebus, *antequam matrimonium contrahatur*, etiam quod hoc continui esse debent dum ipsum contrahebatur.

Controversi conjugii validitatem propugnaturus matrimonii vindex sententiæ defensoris Ferdinandi ex doctrina sanctissimi pont. Pii IX deductæ, quod in Anglia civilia connubia propter consensus et sacramenti continentiam eo ipso quod sunt legitimi contractus, sunt etiam sacramenta, ultro adhæret, ob id potissimum, quod fidelium conjugia non ab auctoritate humana, sed a divina virtute, seu ut ait Tertull. contr. Marcion. l. 4 c. 78, « per figuram sacramenti ab eo præministratam, cujus erat sacramentum, » vim et vinculum recipiunt, ad textum etiam in cap. unic. de vot. 6.

Ad factum deveniens ostendit, jamdiu Ferdinandum animo concepisse Luciæ nubere; quod præ primis comitissæ matri non obscure ille innuit ex Anglia scribens, vehementer angi ex una cogitatione derelinquendi mulierem, « qu'il a considérée pendant deux ans comme sa femme, pour aller de sang froid en chercher une autre parce que l'argent fait défaut. » Quum alioquin Londino prætextu negotii gravissimi revocatus in Belgium deprehendisset a matre præpediri, ne revertens in Britanniam secum duceret puellam, tunc deliberavit matrimonium civile celebrare Londini, non ob aliud quidem, nisi « pour ne point passer par les soumissions respectueuses et pour faire plus vite, » et quia hoc modo dumtaxat eamdem potuisset sibi copulare conjugio, « le seul que je croyais réalisable de cette manière ».

Utcumque vero ignoraret matrimonium ibidem celebratum sacramenti naturam induere, hic tamen error haud efficiebat, quod ipsius conjugium a sacramento desciceretur, edocente communi doctorum sententia, quod error in jure circa impedimentum canonicum, eo quia non minuit consensum, nec etiam inficit sacramentum. Covarruv. tit. de sponsal. p. 2, c. 3, §§ num. 2, et Sanchez de matr. l. 2 disp. 32 num. 1 : « Difficultas hujus quæstionis versatur quando adest error facti, jurisque scientia, quia conjuges falso credebant esse impedimentum, et existimabant, eo stante non posse consistere matrimonium; si enim errarent etiam in jure, fatentur omnes, verum esse matrimonium, quia non defuit consensus. »

In hac erronea sed innocua opinione cum matura deliberatione matrimonium celebravit Ferdinandus certo sibi proponens difficilem conditionem exinde derivantem patienter subiturum; scripsit enim avunculo Carolo eadem die nuptiarum : « Je l'ai épousée devant la loi anglaise. Je connais toutes les conséquences de mon acte, j'en ai mesuré toute la gravité, et j'accepte avec confiance la vie de privations et de sacrifices qui en sera la conséquence. » Et cum probe intellexisset, per totam vitam se matrimonio conjunctum, quod dedecus suæ familiæ afferret, hinc vehementer exoptabat procul a patria proficisci, ne ejusdem connubium ibidem evulgaretur : Je voudrais que mon mariage ne fût pas connu pour ne pas nuire à ma famille. Si je pouvais exprimer un vœu, ce serait de partir avec ma femme (puisqu'elle l'est à présent) pour un pays lointain, pour que son passé ne soit pas public, je réponds alors de l'avenir. » Nulla denique validior probatio dari potest de ejusdem intentione contrahendi verum ac, quantum in ipso erat, legitimum matrimonium, quam ejusdem confessio in primo examine judiciali emissa. Percunctatur enim judex : « Les formules légales prononcées dans

la cérémonie du mariage devant le magistrat civil exprimaient-elles un consentement de mariage entre vous et Lucie? R. Oui, parfaitement. D. Avez-vous donné sérieusement et loyalement ce consentement, non-seulement de vive voix, mais intérieurement et en réalité? R. Oui. D. Le sens de ce consentement dans les formules légales était-il de lier et engager les époux pour toute la vie? R. De sa nature le sens de ce consentement était de lier pour toute la vie. D. Lucie a-t-elle cru que son consentement et le vôtre avaient le sens de vous lier l'un envers l'autre pour toute la vie? R. Oui, elle le croyait. D. En exprimant votre consentement, avez-vous donné à vos paroles un sens différent de celui qu'elles avaient naturellement? R. Non, 'ai donné mon consentement selon le sens des paroles. »

Validius insuper vinculum connubium Ferdinandi accepit etiam ex religione juramenti, in quo, ceu tradit Sanchez, *De matrim.* lib. 1, disp. 21, num 2, ibi : « Ea inest virtus, ut faciat valere actus alias invalidos, eo modo quo valere possunt. » Ita namque comes protestatus est in judicio nullitatis apud civile Antverpiæ tribunal. « Devant Dieu et devant les hommes, je soussigné Ferdinand-Marie comte N. déclare que je n'ai jamais reconnu à un tribunal le pouvoir d'annuler un serment que j'ai fait, ou une parole que j'ai donnée. Ayant appris par une lettre signée Victor Jacobs que le tribunal de première instance d'Anvers a déclaré nul mon mariage, je déclare que l'arrêt du tribunal est comme non-avenu à mes yeux, et par conséquent je considère toujours la dite Lucie comme ma femme et légitime épouse. En conséquence j'ai envoyé la présente déclaration à ma femme légitime devant Dieu. »

Et quoniam fortasse persensit, archiepiscopum in judicio ecclesiastico in eamdem nullitatis sententiam inclinare, tunc stimulis exagitatus conscientiæ hæc eidem conscripsit: « Permettez, Monseigneur, que je vienne vous demander si je puis avoir la conscience entièrement tranquille quant à la nullité de ce mariage. Je suis tourmenté et inquiet à ce sujet. J'ai répondu en toute franchise aux questions qui m'ont été posées dans mes interrogatoires..... Je voyais et je vois encore dans un mariage quelconque deux parties bien distinctes; l'une toute de formalités, tout humaine, et qui se présente sous l'aspect extérieur du mariage, et pour les effets, par exemple pour les enfants qui peuvent venir; l'autre beaucoup plus intime s'identifie avec le serment que l'on prête... J'ai pris Dieu à témoin. Ce témoin permet-il que je puisse me dégager d'un serment fait en son nom? admet-il la nullité, la vanité d'une promesse faite de cette manière? Pour lui et devant lui suis-je bien dégagé de ce serment, ou suis-je lié? »

Ut autem objectioni matrimonii vindex occurrat, quæ proponitur ex doctrina a Sanchez tradita de matr. l. 2. disp. 10 n. 6, quod nimirum contrahentes dum volunt sejungere contractum a sacramento, nullum reddunt utrumque, primo respondet ex eodem auctore, qui tradit, tunc id evenire, quando illi habent « veram intentionem separandi, quantum in ipsis est rationem sacramenti a matrimonio. » Sed Ferdinandus hanc veram intentionem non habuit; in primis ob duplicem antedictam rationem, quod nempe consensit conjugali vinculo subjici « pour toute la vie; » et quod hujusmodi vinculi testimonium ac vindicem per jusjurandum Deum interposuit. Præter hoc tam longe abfuit ab eo hujusmodi contraria intentio, ut potius vehementer exoptaret sacerdotalem consequi benedictionem. Scribebat enim avunculo : « Plus tard peut-être dans un pays éloigné nous pourrons faire bénir notre union par un prêtre catholique. Je le désire beaucoup. » In examine judiciali hæc expromit : « Tant que la bénédiction du prêtre ne viendrait pas dans la suite nous unir : et j'espérais pouvoir l'obtenir un jour. » Mulier autem etiam in judicio retulit : « Après le mariage M. le comte m'exprimait le regret de n'avoir pu le faire devant l'Eglise, parce qu'alors sa mère aurait admis la validité de ce mariage. »

Interpretationem sententiæ Sanchez ita juxta facti elementa enucleatam corroborat sententia Schmalzgrueber, qui utut illi auctori in genere adhæreat, intimius tamen in specie quæstione perspecta, hæc tradit in tit. de spons. et matrim. t. 4, par. 11, tit. 1, num. 304, ibi : « Eo casu duæ concurrunt intentiones in sic contrahentibus, una legitime contrahendi matrimonium, prout a fidelibus contrahi potest, et solet; altera erronea contrahendi illud in ratione solius contractus, quæ, cum merito de contrahentium mente præsumatur, quod velint contrahere valide, et non vivere in perpetua fornicatione, erit conditionata, si scilicet ratio contractus legitimi separari a ratione sacramenti possit; igitur cum separatio isthæc ex institutione Christi fieri nequeat inter fideles, intentio hæc secunda erronea operabitur nihil; consequenter prævalebit prior generalis, quæ hoc ipso virtualiter in rationem sacramenti fertur, quod feratur in rationem contractus legitimi, a quo ratio sacramenti apud fideles separari nequit. »

Ita quippe doctrinam prælaudati scriptoris ad rem applicat. Consilium ineundi in Anglia matrimonium ceperat Ferdinandus, ut evaderet obstacula matris, « parce que je savais que ma seule présence matérielle en Angleterre suffisait pour rendre mon mariage valide. » En prima ac generalis intentio contrahendi matrimonium. Erronea ferebatur opinione, quod tantum civile connubium ibidem contrahi potuisset : « J'ignorais qu'un mariage pût être réputé catholique indépendamment de la présence d'un prêtre catholique. » Ita erronee cogitans, cum non posset sacramentaliter nubere, nupsit civiliter, quia ita solum ducere potuisset Luciam, « le seul que je croyais réalisable de cette manière. » En secunda erronea intentio; quæ cum esset subordinata priori, illam destruere non poterat, utpote prævalentem, ac præ omnibus conceptam. Ast quoniam deerat impedimentum erronee excogitatum, hinc Ferdinanus intelligens contrahere eo modo, quo possunt fideles, vere et sacramentaliter nupsit.

Ex alio capite matrimonium, quo de agitur, impetitur quoad consensum; ex conditione nimirum dissolubilitatis, quæ in vim Anglicæ legis divortium permittentis conjugio inest civili; atque huic etiam exceptioni nunc occurritur. In primis vindex negat suppositum; ait enim hanc conditionem, neque antea, neque in actu nuptiarum, nec verbis expressisse, nec voluntate Ferdinandum firmasse. Non verbis expressit; interrogatus quippe quoad intentionem pro lubitu divertendi a judice : « Lucie savait-elle que vous ne vouliez consentir qu'à cette condition? » Respondit Ferdinandus : » Je ne crois pas lui avoir parlé de cela; mais elle connaissait la loi anglaise, qui permet le divorce. » Rogatus iterum, si alteri hanc pandidisset intentionem, respondit : « Je ne me souviens pas d'en avoir parlé; il est possible que j'en aie parlé à ma mère. » Mater autem ipsius refert quidem, hanc fuisse propriam opinionem, sed nullatenus affirmet hoc audivisse a filio : « Je suis persuadée qu'il n'avait pas l'intention de s'unir pour toute la vie à Lucie. » Hæc denique mulier judici percontanti : « Ferdinand croyait-il conserver la liberté en question? » ita reposuit : « Je ne crois pas : il ne m'a jamais exprimé une telle restriction. »

Nedum autem non expressit; imo nec voluntate intentionem ejusmodi divertendi Ferdinandus firmavit. Ita namque obtestatus est archiepiscopo : « Au moment même de contracter ce mariage, je n'avais pas l'intention de le rompre un jour; mais seulement je connaissais la faculté que me donnait la loi par rapport au divorce. » Haud quidem satis fuit hæc simplex cognitio ad intentionem efformandam, quæ conditionem induceret contra certam ac prædominantem voluntatem contrahendi matrimonii duraturi « pour toute la vie ». Ad actum enim

humanum eliciendum duplex concurrere debet facultas hominis; intellectus et voluntas; et pro duplici facultate in morali actione intercedere debet cognitio et electio. In matrimoni autem contractu non quælibet conditio quoquo modo concepta, utut substantiæ matrimonii contraria, illud inficit; sed ea tantummodo, in qua actus voluntatis ita innititur, si nimirum non aliter contractus fieret quam sub eadem præconcepta conditione; egregie Pontius, *de matrim.* lib. I cap. 20 num. 11, ibi : « Notanter hactenus diximus vitiare eas conditiones mente retentas contractum matrimonii, quando habentur pro fine consensus; eo enim ipso diximus deficere consensum necessarium. At si ea, quæ his conditionibus continentur contrariis bono prolis, et fidei et sacramenti, proponat quis facienda, actu comitante consensum, ita ut consensus matrimonii non nitatur illis, valet etiam matrimonium in foro interno. Quia aliud est non consentire nisi sub ea conditione intenta, et illi expresse niti; aliud vero consentire cum proposito tamen non implendi id quod debetur proli, et fidei et sacramenti; neque enim ad obligationem contractus necessarius est animus adimplendi. »

Postremæ occurrens exceptioni ex defectu domicilii desumptæ, meminit matrimonii vindex decretum Urbani VIII jam a defensore Ferdinandi recitatum, validum nempe esse matrimonium ab eo contractum qui « solo animo contrahendi matrimonii » in eum locum se transtulerit ubi Conc. Trid. non est promulgatum, dummodo ibidem vere transtulerit domicilium. Ad acquirendum vero quasi domicilium regulam recenset a Bened. XIV traditam in const. *Paucis*, quod nempe « spatio saltem unius mensis ille, qui contrahit, habitaverit in loco, ubi matrimonium celebratur. » Ad factum inde deveniens ostendit, jamdiu ultra mensem Londini ante nuptias commorasse Ferdinandum : « Je suis arrivé le 21 mai (1872) ; je partis le 29 juin, et j'y retournai le 1er août; j'avais un emploi rétribué et une position d'une certaine stabilité. »

Eo autem ibidem consistebat ut sibi compararet utilem occupationem ad vitam sustentandam; sic enim Brasiliensi judici delegato respondit : « J'aurais accepté tout poste ou tout emploi qui m'aurait donné le nécessaire pour vivre, parce que mon unique désir était d'être indépendant. » Ad hoc examussim ipse amicum Parisiis degentem rogaverat : « Votre lettre (ait amicus ille) me cause de la peine et du plaisir... Je m'occupe déjà de vous procurer une position à Paris, mais c'est difficile en ce moment. » Quo autem utile sibi officium compararet, expertum fieri haud posse agnovit nisi uno vel altero anno exercitationi argentariæ in mensa Lemmè vacaret : « Je pensais que cela pourrait durer un an ou deux, temps nécessaire pour me mettre au courant des affaires, si j'avais voulu poursuivre cette carrière. » Idipsum deponit Lucia : « Il croyait pouvoir y rester au moins un an : il avait l'intention de se mettre au courant de la Banque; et pour cela il lui fallait à peu près le temps indiqué. »

Cum tamen ejus mater eumdem revocari a directore mensæ sategerit hoc prætextu, « pour une importante et urgente affaire de banque ; » tunc ipse Brusellas, nulla mora ferreum iter arripuit, quin tamen nec officium argentarium, nec habitationem dimitteret. Judici namque eumdem percontanti : « Aviez-vous en ce moment l'intention de retourner à Londres et de continuer à y résider? R. Oui, je comptais être de retour sous peu de jours. D. N'avez-vous pas laissé alors votre appartement ou l'emploi à la Banque ? R. Non. D. Lorsqu'à votre arrivée en Belgique vous apprîtes que votre mère ne voulait pas vous laisser retourner à Londres, vous êtes-vous décidé positivement à n'y plus retourner, ou à renoncer actuellement à votre habitation et à votre emploi? R. Non; au contraire, je demeurai décidé à retourner. D. Pendant tout le temps que vous demeurâtes alors en Belgique avant votre mariage, avez-vous jamais pris une semblable décision? R. Non, je restai toujours décidé à y retourner. »

Idipsum obfirmat in tertio examine, in quo a judice requisitus : « Dans une déclaration écrite et signée par vous à Edeghem le 18 juin 1874 vous dites : Lorsque je partis pour Londres le 31 juillet, j'y allai uniquement pour contracter mariage, en me réservant de n'y reprendre séjour qu'après avoir constaté les dispositions de ma famille, lorsqu'elle aurait appris le mariage. Comment expliquez-vous cette phrase? Faut-il l'entendre en ce sens qu'après votre premier départ de Londres, le 29 juin, vous aviez pris la résolution de ne plus retourner dans cette ville? » Ita etiam respondit : « Au contraire, je demeurais toujours décidé à y retourner; mais je n'étais pas décidé à y rester définitivement, et c'est pour cela que je désirais connaître les dispositions de ma famille. » Concordat etiam depositio judicialis a Lucia elicita : D. En partant de Londres le 29 juin, avait-il l'intention d'y retourner et de continuer d'y résider? R. Il avait l'intention d'y retourner dans peu de jours; il n'avait été rappelé que sous prétexte d'une affaire de banque urgente et passagère. D. N'a-t-il pas changé d'intention pendant son séjour en Belgique? Non; il a toujours conservé la même intention, d'après tout ce qu'il me disait. »

Atque in secunda ejusdem inquisitione : « Il m'a répété plusieurs fois qu'il comptait y rester au moins un an; qu'il devait s'initier aux affaires de banque pour prendre la direction d'une nouvelle banque qu'on devait fonder ailleurs. Je suis partie de Londres avec lui jusqu'à Bruxelles, en croyant retourner dans quelques jours. Deux ou trois jours après, il vint me dire qu'il avait l'intention de m'épouser; et que pour cela il allait retourner à Londres pour y faire les démarches nécessaires. Je devais le rejoindre lorsque tout serait prêt. A ce moment nous pensions continuer de résider à Londres. Il avait l'intention de reprendre ses occupations à la banque. »

Duo argumenta ex hisce factis contra exceptionem deducit matrimonii vindex; unum ex parte viri, aliud ex parte mulieris. Ex parte viri, ita ratiocinatur : quum Ferdinandus quammaxime exoptaret lucrosum officium procul a patria nancisci; aut domicilium semper retinuit in Anglia tametsi per mensem illud interceperit juxta leg. 7 Cod. de incol. lib. 10 : « et in « eodem loco singulos habere domicilium non ambigitur, ubi « quis larem rerumque ac fortunarum suarum summam cons- « tituit, unde rursus non sit discessurus, si nihil avocet; unde « cum profectus est, peregrinari videtur; quod si rediit pere- « grinari jam destitit ; » atque hoc in casu sua sponte evanescit exceptio. Aut peregrinantem vitam duxisse censendus est juxta leg. ejus § Celsus ff. ad municipal. « Si quis, domicilio relicto, naviget, vel iter faciat, quærens quo se conferat, atque ubi consistat, tunc puto sine domicilio esse; » et tunc validum fuit ejusdem matrimonium, utpote a peregrino contractum. Pontius, *de matrim.* lib. 5. c. 9, num. 2 : « Sciendum est, quod illi qui sunt ex his regionibus oriundi, in quibus conc. Trid. vim obtinet, si alio migrent, ubi non est receptum, possunt valide contrahere clandestine, sive illæ transeant, sive domicilium ibidem collocent. »

Ex parte autem mulieris ita arguit. Utcumque Lucia semper sequeretur Ferdinandum, semper tamen libera erat, ac sui juris persona. Nullam alioquin habuerat permanentem stationem; erat enim *vaga* mulier; quamplures Galliæ urbes peragraverat. Harnes, Laurring, Planque, Douai, Lille, Wiesbaden; at quum Brusellas pervenisset, ibi, teste comitissa vel ipsa, ferebatur in vulgus « qu'elle était actrice et qu'elle circulait dans Bruxelles. » Quid obstabat quominus et ipsa vel peregrinaretur ubique locorum, vel Londini domicilium haberet? « Nihil est impedimento, quominus quis ubi velit « habeat domicilium, quod ei interdictum non sit. » leg. 31 ff.

ad municipal. Atqui constat, eam fuisse ipsius mentem, ut non abscederet ab illa civitate, nisi ad dies brevissimos : « Je revins de Londres avec lui jusqu'à Bruxelles, en croyant retourner quelques jours après. » Ea mens fuit ut redieus in Angliam permanentem habitationem ibidem constitueret : « A ce moment nous pensions continuer de résider à Londres. » Vel igitur ut vaga habenda est Lucia, vel uti in Anglia domicilium habens. Utroque autem casu, quum potuisset ipsa ibidem contrahere matrimonium, valide etiam eidem nupsit Ferdinandus; Reiffenstuel, lib. 4, tit. 3 §. 3, n. 121, ibi : « Quando quis e loco promulgati et recepti concilii Trident. se confert ad locum, ubi promulgatum aut receptum non est, ibique cum incola illius loci matrimonium contrahit, validum est sine præsentia parochi et testium. Caret controversia. Ratio est, quia cum contractus matrimonialis individuus sit, et claudicare non possit, incola vero illius loci sine præsentia parochi et testium valide contrahat, necessario validum quoque erit matrimonium contrahentis cum eodem. »

Hisce ita demonstratis prægreditur ultra defensor vinculi ad nonnulla adminicula refutanda, quæ ex multiplicibus atque non raro contradictoriis Ferdinandi declarationibus Londinense domicilium excludentibus eruuntur; sed quum in fine animadversionum expedite perlegi potest confutatio, ne longius, quam oportet, producatur synopsis, sapienti et prudenti EE. VV. judicio hinc debito cum obsequio remitto insequens dirimere dubium :

An constet de nullitate matrimonii in casu ?

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Affirmative.* Romæ, 4 maii 1878.

CONCOURS

Le canonicat du pénitencier étant vacant, le concours a lieu conformément à la bulle de Benoît XIII. Deux concurrents se présentent et sont écartés par les examinateurs pour la science. Au moment qu'ils ne sont pas admissibles sous le rapport de la doctrine, les examinateurs jugent inutile de s'enquérir des qualités morales. Appel. Le concours est-il nul ? Décision du 4 mai 1878.

Le canonicat du pénitencier étant vacant dans la cathédrale de Viterbe, l'évêché annonça le concours, conformément à la bulle *Pastoralis*, de Benoît XIII, laquelle prescrit de conférer au concours la charge de pénitencier et de théologal. Deux candidats se firent inscrire. L'examen eut lieu le 5 février 1877; les quatre examinateurs pro-synodaux donnèrent neuf questions de morale. Réunis le lendemain en présence du cardinal évêque, ils décidèrent, au scrutin secret, qu'aucun des candidats ne méritait l'approbation. Avant d'examiner les résolutions, ils convinrent que le plus haut degré de l'approbation consisterait à réunir trente-six points, quatre pour chaque question, et que le candidat qui n'obtiendrait pas dix points et demi serait refusé. C'est l'usage à Viterbe de n'examiner les qualités morales que si le candidat est approuvé pour la science. Dans le cas dont il s'agit, un candidat eut neuf points, et l'autre en obtint seize et demi. Ce dernier a fait appel à la S. Congrégation. Il a présenté la question sous l'aspect que voici : » Le 5 février courant, le concours eut lieu, la révision se fit le lendemain. Le recourant ayant demandé communication du résultat, reçut pour réponse que les deux concurrents étaient rejetés. Une communication aussi générale faisant supposer inexacte la relation des examinateurs, lesquels ont d'ailleurs négligé de statuer sur les qualités morales, le recourant prie votre Eminence d'accueillir dans les formes canoniques l'appel *a mala relatione examinatorum*, appel qu'il entend interposer par la présente. »

Mgr l'évêque de Viterbe, consulté selon l'usage, transmit les actes du concours. En ce qui concerne l'omission de l'examen des qualités morales, Son Eminence estime que, sous ce rapport, l'appel est raisonnable.

Un cas identique fut décidé pour Lucques par arrêt du 26 août 1854. C'est pourquoi, ayant entendu un consulteur, la S. Congrégation déclara que l'usage de Viterbe était insoutenable, et que les examinateurs devaient faire une nouvelle relation dans laquelle ils apprécieraient conjointement la valeur scientifique et les qualités morales.

Cette décision a déplu aux examinateurs de Viterbe. Ils ont présenté de courtes observations pour justifier leur manière d'agir et la pratique existante, en protestant que leur conscience leur défendait de changer d'opinion sur l'incapacité des deux candidats. Avertis par Mgr l'évêque que l'affaire serait traitée en pleine congrégation, les examinateurs ont fait défaut.

Ravicini a pris un avocat, lequel a rédigé et fait imprimer sa plaidoirie. On en verra le résumé dans le *folium* que nous publions plus loin. Nous lui empruntons de courtes remarques.

Le jugement des examinateurs doit embrasser *conjunctive et cumulative* la doctrine et les qualités. La constitution *Pastoralis* de Benoît XIII, qui ordonne de conférer au concours la charge de théologal et celle de pénitencier dans les diocèses d'Italie, assimile ce concours à celui que le concile de Trente a prescrit pour les paroisses. On lit dans le concile : « L'examen « étant fait, on proclamera tous ceux que les exami- « nateurs auront jugés capables et propres à gou- « verner la paroisse vacante, par la maturité de leur « âge, leurs bonnes mœurs, leur savoir, leur pru- « dence, et toutes les autres qualités nécessaires à cet « emploi. Et entre eux tous l'évêque choisira celui qu'il « jugera préférable par-dessus tous les autres. » Cette disposition a été confirmée dans la constitution de Benoît XIV, *Cum illud*. Dans le traité *de Synodo*, Benoît XIV s'exprime ainsi : « Les examinateurs doivent non-seulement éprouver la science des concurrents, mais ils doivent surtout prendre en considération la bonne conduite, la prudence, l'âge et les autres qualités nécessaires pour la cure d'âmes. »

Reclusius a fait un traité *ex professo* sur les concours : « La relation des examinateurs sera mauvaise, dit-il, si, s'arrêtant à la science, ils ne portent pas leurs investigations sur les qualités morales. »

Une foule d'arrêts de la S. Congrégation confirment la maxime. C'est, d'ailleurs, la pratique constante du cardinal vicaire pour les paroisses de Rome.

L'avocat entreprend de montrer que son client mérite que la pénitencerie lui soit conférée. Docteur *in utroque*, Ravicini fut approuvé avec les plus grands

éloges lors du concours ouvert en 1868 pour le prieuré de Saint-Luc. Il a rempli *laudabiliter* et *fideliter* (dit l'attestation épiscopale) les fonctions de prédicateur et de confesseur de religieuses. Ces qualités méritent le plus haut degré d'approbation.

Les réponses aux questions ne sont pas mauvaises au point de motiver l'exclusion. Ravicini ne s'est trompé que sur les points accessoires. A la troisième question, il a fait une distinction qui semble indiquer que les chefs suprêmes de la franc-maçonnerie encourent seuls l'excommunication; mais il a bien répondu sur le fond, qui consistait à décider si Simpronius, adepte de la maçonnerie, pouvait être absous; or le concurrent a dit qu'il pouvait être absous par le prêtre qui en aurait le pouvoir. Les examinateurs auraient dû donner sept points. — Sur la neuvième question il a justement décidé que Caia a encouru les censures; il s'est trompé en prétendant que le concile de Trente les a portées, attendu qu'elles dérivent de la constitution *Apostolicæ Sedis*. Pour une si légère méprise, les examinateurs n'ont voulu accorder que cinq points. Si l'on donne à Ravicini les points qu'il mérite pour la science, en y joignant ceux qui lui sont dus pour les qualités, nul doute que la pénitencerie ne doive lui être conférée.

D'autre part, soit que l'usage de Viterbe soit tolérable, soit que le concours soit nul, Ravicini ne peut gagner son procès.

La coutume immémoriale a la valeur d'une loi souveraine. L'homme en possession de cette coutume immémoriale est censé avoir tout ce que le souveraiu pontife peut accorder en justice ou par grâce. Or la pratique de Viterbe est basée sur un usage plus que centenaire, immémorial. D'ailleurs elle ne semble pas en opposition avec le concile de Trente. Les examinateurs doivent, il est vrai, s'enquérir de l'âge, des mœurs, de la doctrine, de la prudence; mais s'il est constaté qu'un concurrent est dépourvu d'une de ces conditions, il semble inutile de s'informer des autres. La pratique de Viterbe n'écarte pas le jugement *cumulatif* de toutes les qualités requises; elle dispense les examinateurs d'entreprendre un labeur inutile.

Si l'on veut condamner l'usage dont il s'agit, le concours a été nul, parce qu'on n'y a pas observé les formalités du concile de Trente et de la bulle *Cum illud*, qui prescrivent la double investigation relative à la doctrine et aux qualités. Reclusius, traité *de concursu*, estime essentielles les formalités indiquées dans l'encyclique de Clément XI du 10 janvier 1721 et dans la bulle de Benoît XIV. « La forme précise et intrinsèque, dit-il, doit être soigneusement gardée jusque dans les moindres dispositions; de sorte que si l'on néglige quelque point, l'acte est nul, *ipso jure*, parce qu'il n'est pas réputé formellement et essentiellement rempli lorsqu'on néglige une chose qui fait manquer le but que la loi a voulu atteindre. »

Fagnan (ad cap. *Eam te*, de ætate et qualitatibus) rapporte une décision d'après laquelle le concours est frappé de nullité lorsque l'évêque seul apprécie les qualités morales; en effet, le concile de Trente confie aux examinateurs réunis la mission de s'enquerir aussi bien des qualités que de la science.

Le concours étant nul dans cette hypothèse, il n'est pas possible de conférer le canonicat à Ravicini.

Décision. La S. Congrégation du Concile a ordonné un nouveau concours dans lequel on devra observer ponctuellement la bulle de Benoît XIV. Rome, 4 mai 1878.

Viterbien. Concursus. Die 4 maii 1878. Vacante præbenda pœnitentiaria ecclesiæ cathedralis Viterbiensis, a curia episcopali indictus fuit concursus ad tramites sacrorum canonum, atque apostolicarum constitutionum. Duo tantum sacerdotes huic periculo subeundo sese obtulerunt, qui exhibitis opportunis requisitis, die 5 februarii superioris anni 1877 operam dedere enodandis novem quæstionibus moralibus per quatuor examinatores prosynodales propositis. Insequenti die examinatores coram eminentissimo episcopo, concurrentium scriptis expensis per secreta suffragia, neminem idoneum judicarunt.

Hic duo sunt animadvertenda: 1. Examinatores antequam datas resolutiones expenderent, inter se statuisse illum e concurrentibus maximum adprobationis et idoneitatis gradum fore assecuturum qui triginta sex meritorum puncta reportaret; illum vero esse rejiciendum et penitus reprobandum qui ne puncta quidem decem et octo cum quadrante attingeret. 2. Consuetudinem vigere in illa curia, vi cujus requisita concurrentium tunc solum examinantur, cum quoad scientiam approbati sint. Quapropter in casu ambo concurrentes veluti rejecti habiti fuerunt, quia unus solummodo novem puncta, alter quatuordecim cum dimidio retulit circa scientiæ merita.

Hic secundus nomine Antonius Ravicini ægre tulit examinatorum judicium, atque ab eorum relatione appellationem interposuit ad hanc Sacram Congregationem.

Relatum libellum Emo episcopo ablegavi, ut super expositis referret, suamque aperiret sententiam. Emus quam citissime transmisit acta concursus, ac, enarrato quod nuper exposui, quoad omissum requisitorum examen, animi sui sensum aperiens, edicit: « Circa hanc partem recursus, et ego appellationem rationabilem censerem. Nihilotamensecius cum ex uno latere consuetudo seu praxis, de qua supra, centenariam excedat, cum ex alio juxta Tridentinum et constitutionem citatam (nempe constit. *Cum illud* s. m. Benedicti XIV) judicium examinatorum videtur esse debere conjunctivum et cumulativum, nempe circa doctrinam et qualitates simul, quod reipsa in casu omissum fuit et cum desideretur quam cito canonicatum conferri... acta concursus uno cum elencho requisitorum... transmitto. »

Hac habita responsione quæstio subjecta fuit examini unius ex consultoribus hujus S. Congregationis, qui votum exaravit, quod typis editum eminentiis vestris distribuitur. Voto consultoris perlecto inhærendo resolutioni hujus S. Ordinis in *Lucana* concursus diei 26 augusti 1854, in qua in casu simillimo repositum est: « Examinatores prosynodales adhibiti in « concursu referant etiam super ceteris qualitatibus sacerdotis « Ceselli ad formam constitutionis Benedicti XIV *Cum illud*, « rescriptum fuit: « Morem examinatorum in decernenda « concurrentium habilitate, prout proponitur, non sustineri, « ideoque in casu de quo agitur, ineundam esse ab examina- « toribus novam relationem, conjunctim expensis reliquis om- « nibus requisitis una cum doctrinæ ornamentis. »

Hujusmodi rescriptum haud paleuit examinatoribus Viterbiensibus, qui breves exhibuerunt deductiones ut defenderent, tum propriam agendi rationem, tum praxim illius curiæ, innix præsertim causæ *Anagnina* concursus dierum 20 julii et 14 decembris 1872, de qua inferius redibit sermo, ac ita conclu-

dunt: « Si in ipso nostri examinis limine persuasum nobis fuisset, etiam cum negativum est, conjunctim et de scientia et de reliquis esse ferendum judicium, aliis profecto criteriis usi fuissemus, non in affirmanda aut neganda idoneitate scientiæ, circa quam idem fuisset judicium, sed in determinandis punctis unicuique ex concurrentibus necessariis, ut simpliciter et absolute, inter approbatos recenserentur. Nunc autem nostra conscientia minime patitur aliquid agere, quo jam latum de idoneitate scientiæ judicium infirmetur: numquam idoneum renunciabimus, quem ex defectu scientiæ non idoneum declaravimus. Hoc, si opus est, videant alii judices. Nobis qui jurati munus nostrum sancte obivimus, ut firmiter credimus, judicium mutare non licet. »

Superius nominatus consultor, perpensis iis quæ ab examinatoribus afferebantur, in sua permansit sententia. Post hæc editum fuit rescriptum *Ponatur in folio* : ac partibus per Emum episcopum notificatum, ut quatenus vellent, sua jura deducerent coram S. Congregatione. Examinatores ab omni defensione abstinuerunt ; Ravicinius vero defensorem adlegit, qui defensionem typis editam exhibuit, cujus summam præstat eminentiis vestris subjicere.

Defensor in duas partes suam orationem dispescit; primam insumit in demonstrando, quod judicium examinatorum *conjunctive* et *cumulative* versari debet tum circa doctrinam tum circa qualitales concurrentium ; in altera sustinet, hac adhibita methodo in casu, pœnitentiariam suo clienti conferendam.

Animadvertit in primis Benedictum XIII f. r. sua constit. *Pastoralis*, pro Italia et insulis adjacentibus pœnitentiariam et theologalem præbendam, quoad modum collationis æquiparasse parochialibus, si unam excipias qualitatem synodalium in examinatoribus. Hinc legem a Tridentino sess. 24 cap. 18 de Reform. pro collatione paræciarum latam quæ judicium *cumulativum* requisitorum et scientiæ jubet, locum sibi vindicare sustinet etiam in collatione pœnitentiariæ.

Contendit orator methodum judicii cumulativi deduci apertissime ex verbis Tridentini mandantis : « Peracto examine « renuntientur quotcumque ab his idonei judicati fuerint ætate, « moribus, doctrina, prudentia et aliis rebus ad vacantem « ecclesiam gubernandam opportunis. » Hæc rursus confirmata fuerunt constitutione S. P. Benedicti XIV incip. *Cum illud*; qui eamdem doctrinam tradidit in *Synod. diœc.* lib. 4, cap. 8, num. 3, docens : « Examinatores... non solum experiri debent eorumdem scientiam, sed et præcipuam rationem habere probitatis morum, prudentiæ, ætatis et ceterarum qualitatum, quibus præditum esse oportet cui animarum regimen committitur. »

Quam sententiam tueri subdit, Reclusium dicentem : « Mala pariter erit examinatorum relatio quotiescumque intra doctrinæ limites sese continuerint, de moribus autem, aliisque ad animarum regimen opportunis qualitatibus minime investigaverint. » *De concurs.* p. 1, tit. 5, num. 16 et seq. Antonellium scribentem « si aliquem approbarent quoad solam literaturam talis approbatio non subsisteret. » *De regim. eccl. episc.* lib. 3, cap. 5, num. 1. Massobrium *Prax. hab. conc.* 4, dub. 1, num. 1. Corrad. in *Prax. benef.* lib. 3, cap. 2, num. 25 ; atque hanc S. Congregationem Concilii in *Monopolitana* concursus 28 aprilis 1759; *Salernitana* seu *Caputaquen.* parochialis 9 februarii 1760, etc. Tandem hanc praxim in Urbe observari animadvertit.

Ex his concludit, judicium ab examinatoribus ferendum esse *conjunctive* et *cumulative ;* quod cum neglexerint examinatores in casu, novam relationem inire debent.

Neque opponi posse putat, quod Ravicinium non latuerit falsa methodus Viterbii vigens, illamque acceptaverit. Namque ejus muneris non erat dictam praxim corrigere vel reprobare ; quam praxim nullo modo defendi posse subdit, cum directe opponatur § 10 *Mœrentes* percelebris constitutionis *Cum illud* et dispositioni citati capitis concilii Tridentini.

Nullum vero negotium facessere autumat resolutionem hujus S. Ordinius in *Anagnina* 20 julii et 14 decembris 1872 in qua concursus minime declaratus fuit nullus quamvis recurrens in sola scientia fuerit reprobatus, ceteris omissis requisitis; nam in ea non fuit rescriptum, concursum esse validum, sed tantum *non constare de nullitate concursus* ; quod valde diversum est; quia posito actu, standum est pro ejus validitate, donec contrarium probetur. Adnotat insuper speciem in Anagnina fuisse valde diversam, quia ex septem, duo tantum approbati fuerunt. Unum ex rejectis recursum habuisse ad S. Sedem, postulando nullitatem concursus, quia ceteri, contra prohibitionem episcopi, luminibus usi fuerant. Hinc cum approbati *jus in re* reprobati *jus tantum ad rem* haberent, primum prævaluit secundo, ac non constare de nullitate concursus decisum fuit. In casu vero *Anagnina* minime officere potest, quia duo tantum fuere concurrentes, et nemo approbatus, inspecta tantum scientia. Cum hujusmodi praxis obstet Tridentinis sanctionibus, Ravicinius, altero appellationi valedicente, recurrit a mala examinatorum relatione. Exinde deducit quod præfata resolutio veluti speciei propositæ diversa in exemplum deduci nequeat.

Hisce disputatis gradum facit orator ad secundum suæ defensionis caput, ac contendit pœnitentiariam suo clienti esse conferendam, tum ob requisita, tum ob solutiones propositis quæstionibus datas.

Inter requisita, præter expletum studiorum curriculum ac lauream in utroque jure consecutam, enumerat concursum ad prioratum S. Lucæ Viterbii peractum anno 1868 in quo honorificam retulit approbationem, munus concionatoris, ac munus confessarii etiam monialium, in quo, juxta Emi episcopi testimonium, laudabiliter et fideliter se gessit. His requisitis æqua lance perpensis, atque additis morum probitate ceterisque egregiis animi dotibus, tot puncta conflantur, juxta defensoris sententiam, ut Ravicinius maximum approbationis gradum consequi deberet.

Quod attinet ad datas responsiones quæstionibus propositis, non adeo malas existimat orator, ut suus cliens rejici merere tur. In tertio namque casu asserit Ravicinium errasse circa accidentalia tantum distinctionem inducendo quasi solum primarii sectæ massonicæ sectatores excommunicationem incurrerent ; attamen quoad substantiam bene respondisse ; substantia enim quæstionis erat, an Sempronius adscriptus sectæ massonicæ posset absolvi, et concurrens respondit, posse ab habenti potestatem specialem. Eadem dicit defensor circa conditiones quibus esset absolvendus. Ideoque concludit male examinatores septem favorabilia vota ipsi non tribuisse. In solutione pariter sexti casus, quamvis Ravicinius erraverit asserens delicti impedimentum, tamen cum dubia res videatur, defensor sustinet aliquo suffragio favorabili donari debuisse. Septimi casus solutionem, cum facta fuerit juxta doctrinam S. Alphonsi lib. 3, num. 495, dignam existimat saltem decem suffragiis, cum sex tantum tributa sint. Noni casus solutionem saltem novem puncta mereri autumat, dum Ravicinius recte respondit, dicendo Caiam incurrisse excommunicationem, quamvis erraverit addendo *juxta Tridentinum concilium* dum ex bulla *Cœnæ* et ex constitutione *Apostolicæ Sedis* derivat. Et ob hoc quinque tantum suffragia examinatores dederunt.

Propterea concludit quod si Ravicinio tribuantur omnia puncta quæ ob doctrinam meretur; si addantur quæ ob qualitates et requisita eidem debentur, nullum dubium esse potest quod ipsi pœnitentiaria sit conferenda. Quod si ab hoc beneficio sanationis esset utendum, ipsum implorat ab eminentiis vestris, cum omnino dignum sit ut, qui in servitio Ecclesiæ

vitam transegit, aliquam pii laboris mercedem referat.

Hactenus Ravinicii defensor : cum vero ex altera parte nihil exhibitum fuerit, aliquid ex officio præstat innuere.

Quidquid dicat Ravicinii defensor, proposita quæstio duplici sub respectu considerari posse videtur, nempe vel quatenus possit substineri consuetudo ecclesiæ Viterbiensis, habendi rationem de exhibitis requisitis tantummodo quando concurrens determinata scientiæ merita attigerit, vel quatenus hujusmodi methodus utpote contraria formæ concursus inductæ a lege Tridentina, nullitatem ipsius concursus secumferat; sed unum aut alterum ex his adoptetur, causæ Ravicinii nihil prodesse censerem.

Quod praxis Viterbiensis curiæ non adeo sit improbanda, ex eo præsertim deduci posse videtur, quod innixa reperitur plusquam centenariæ consuetudini quæ immemorabili æquiparatur ceu passim tradit S. Ordo præsertim in *Surentina* processionum 16 april. 1820, § *Enimvero; Asculana* jurium 28 feb. 1871, § *Ad constituendam;* quæque ex se sola habet vim supremæ legis et potestatis, ut notat Trobat. *de effect. immemor.* quæst. 13, art. ult. n. 162. Gratian. *Discept. forens.* cap. 578, n. 11. Rota decis. 29, n. 1 et seqq. part. 7 rec. adeo ut illam pro se habens dicatur habere totum id quod ex justitia vel gratia potest concedere vel imperator vel summus pontifex ad notata per Bald. in l. *De quibus* ff. De reg. jur. Gratianus loc. cit. cap. 378, n. 19. Rota decis. 393, n. 4 et 5 part. 19, recent. Hinc per centenariam et immemorabilem tolli ac moderari ecclesiasticas leges etiamsi ipsæ prohibeant simpliciter ac generaliter ejusdem introductionem tradit Reiffenstuel jur. canon. lib. I, tit. 4, n. 49 et seqq. Atqui teste Viterbiensi præsule de plusquam centenaria consuetudine in curia Viterbiensi hac super re vigente dubitari nequit. Ergo ipsa sustinenda videretur. Eo vel magis qnod sanctioni Concilii Tridentini minime opponi videatur.

Revera concilium jubet examinatores inquirere de ætate, moribus, doctrina, prudentia concurrentium, ut de ipsorum judicent idoneitate ; si igitur aliquis inidoneus reperiatur ob defectum alicujus ex his requisitis, videretur quod de aliis inquirendum non esset ; examen enim videri posset inutile cum concurrens quoad unum ex volitis a lege requisitis jam inidoneus judicatus esset. Quare praxis, de qua est sermo, non videtur rejicere judicium *cumulativum* omnium requisitorum, sed sublevare examinatores ab inutili labore, quando alicui ex concurrentibus aliquod necessarium requisitum deest.

In hoc autem simillimus videtur casus causæ *Anagnina* superius citatæ, nam secundum gravamen erat, quod examinatores prosynodales ejus (recurrentis) requisita non computaverint. Igitur si in *Anagnina* proposito dubio : « An constet de nullitate concursus ad paræciam S. Pancratii in casu » responsum fuit : *Negative*, et examinatorum judicium probatum fuit, etiam in casu præsenti nulla pretiosa ratio suppetere videretur ad reprobandum examinatorum judicium.

Licet autem concedi parumper velit Viterbiensis curiæ consuetudinem ceu corruptelam esse improbandam, non tamen ex hoc Ravicinii causa melior evadere videtur. Revera si concilium Tridentinum, et constitutio *Cum illud* s. m. Benedicti XIV formiter judicium *conjunctivum* seu *cumulativum* scientiæ et requisitorum expostulat, hac forma spreta necesse est ut corruat concursus ipse quia in substantialibus peccatum esset. Quod vero hoc *cumulativum* judicium sit substantiale, apertissime erui videtur ex sæpe citata constitutione *Cum illud*, in qua § *Postquam* jubentur examinatores arcto fœdere consociare doctrinam, honestatem morum, gravitatem, prudentiam, præstita Ecclesiæ obsequia, etc.

Doctores vero unanimiter in hanc sententiam concurrunt. Reclusius, *De concurs.* p. 2, tit. IV, n. 89, ait : « Pro forma substantiali habenda sunt quæ a S. Congregatione Concilii jussu Clementis XI in citatis literis encyclicis 10 januarii 1721 et a Benedicto XIV illas confirmante meliusque explanante in sua constitutione *Cum illud* insuper fuerunt præscripta. » Ac inferius num. 93 subdit : « Forma præcisa et intrinseca accurate in omnibus, in maximo et in minimo ita debet servari, ut si quid omissum fuerit, actus ipso jure nullus et irritus fiat, eo quod non censeatur formiter et essentialiter expletus ille actus, quando omissum quid fuit, ex cujus defectu, obtineri nequit finis propter quem lex et constitutio illud præscripsit. » Concinit Pignatell. cons. 1, n. 35 ; Rota dec. 582, n. 2, p. 3; Dec. 354, n. 12 et 13 par. 11 recent.

Eamdem porro fuisse S. Congregationis interpretationem refert Benedictus XIV qui in opere *De Synod. diœces.* lib. 4, cap. 8, num. 3, enarrat episcopo Abulensi responsum fuisse : « Examinatores teneri facere relationem etiam circa mores, ætatem, et reliqua » : atque Fagnanus etiam magis explicite in cap. *Eam te*, de æt. et qual. præf. n. 15 ubi hæc habet : « Orta dubitatione, an sicut episcopo et examinatoribus simul junctis concil. Trid. cap. 18 sess. 24 committit examen scientiæ, sic etiam committat eisdem simul examen morum et prudentiæ, ita ut si examen ætatis, morum et prudentiæ factum fuerit a solo episcopo concursus sit nullus; die 2 augusti 1607 Sacra Congregatio censuit, si examinatores non retulerint idoneos quoad omnes qualitates, prout concilium requirit, concursum esse nullum. » Nec secus judicatum fuisse videtur in *Beneventana* concursus diei 26 januarii 1878 in qua reclamante Cinellio, examinatores, eo quod ipsum reprobarunt circa scientiæ merita, nullum de ejusdem requisitis, tulisse judicium, responsum fuit ut novus indiceretur concursus.

Ex his omnibus Ravicinii defensor duplici difficultate abstrictus videtur ; nam vel admittitur curiæ Viterbiensis methodus in computandis concurrentium requisitis, et tunc integrum manet examinatorum judicium et de causa sui clientis actum est, rejectus manet : vel forma concursus a Tridentino præscripta substantialiter violata fuit, et tunc actus est nullus, et concurrens ut pœnitentiariam obtineat novum experimentum subire tenetur.

Iis igitur de more adnotatis perspectis actis concursus ab oratore Ravicinii in summario relatis, ea qua præfulgent juris canonici peritia, videant EE. VV. quonam responso dimittenda sint dubia :

I. An constet de mala examinatorum relatione in casu. Et quatenus affirmative,

II. An et quomodo providendum sit in casu.

S. Congregatio Concilii rescripsit : Ad I et II. *Intimetur novus concursus, servata in omnibus constitutione Benedicti XIV, Cum illud.* Romæ, 4 maii 1878.

PROCÈS CRIMINEL.

Croatie autrichienne. Acharnement des partis. Curé suspect de magyarisme. Dénonciation. Enquête. Arrêt de non-lieu. Démission. Nouvelles accusations. Jugement du consistoire épiscopat, condamnant à l'exil et à la réclusion dans un monastère. Appel au métropolitain. L'affaire ayant été évoquée à Rome, la S. Congrégation casse le jugement du consistoire. Décision du 4 mai 1878.

L'affaire concerne un diocèse de la Croatie autrichienne, où l'esprit de parti montre un acharnement incroyable. La nationalité croate lutte ouvertement contre la race hongroise. Cet esprit de parti se révèle dans tous les rangs de la population, ecclésiastiques ou laïques, catholiques et non-catholiques. Si un homme

est du parti magyare, les croates-hongrois le portent aux nues, au lieu que les nationaux l'exècrent comme un démon.

C'est ce qui s'est réalisé pour un curé du diocèse de Sirmich. Je relate les faits en peu de mots ; le *folium* de la S. Congrégation apprendra le reste.

En 1869, une lettre anonyme dénonça le curé au tribunal criminel comme coupable d'attentats à la pudeur sur de jeunes filles. Le concordat de 1855 soumet les ecclésiastiques de l'empire autrichien aux tribunaux séculiers dans les causes civiles et criminelles. Le tribunal croate était compétent ; mais ce qui est étrange, c'est qu'une lettre *anonyme* ait servi de point de départ à l'instruction criminelle. Des enfants de dix à douze ans comparurent. Le curé nia tout. Le tribunal, se voyant dépourvu de toute preuve légale, rendit un arrêt, le 1er mai, portant qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre le procès ; que le curé pouvait toutefois faire appel dans les 24 heures, ou bien exiger la continuation du procès pour faire constater son innocence. Le curé ne fit pas usage de cette étrange faculté.

Cependant Mgr l'évêque engagea le curé à se démettre de la paroisse. Pension de 600 florins et permission d'habiter le séminaire. Un nouveau conflit éclata peu après à propos des élèves du collége municipal. L'animosité de la population obligea Jacques (l'ancien curé) de se réfugier à Bude. Cette fois l'enquête, remise à l'évêché, fut communiquée au prévenu, qui, mis en demeure de répondre dans le laps de trois semaines aux accusations, répondit que tout était pure calomnie. Le tribunal épiscopal, ne réfléchissant pas qu'il ne pouvait condamner un absent, qui n'a pas été juridiquement et personnellement examiné, et que d'ailleurs la citation *ad sententiam* est la formalité la plus essentielle de tout jugement, le tribunal, dis-je, rendit, le 4 juillet 1872, un arrêt condamnant Jacques à la réclusion perpétuelle dans un monastère, avec exil de la cité épiscopale, et diminution du tiers de la pension. Jugement notifié à Jacques, qui continue de résider à Bude. Jacques fait appel au tribunal d'Agram.

Mgr l'évêque a demandé à la S. Congrégation d'évoquer l'affaire. La requête ayant été favorablement accueillie, le prélat a envoyé les actes authentiques du procès. Les formalités de procédure se trouvant enfin achevées, l'affaire a été appelée dans la congrégation du 4 mai 1878.

Décision. La S. Congrégation a jugé devoir casser l'arrêt du tribunal épiscopal, pour les raisons longuement déduites dans la seconde partie du *folium*, § *Non desunt tamen*, et seqq. Lorsqu'un homme a exercé d'une manière irréprochable le saint ministère pendant trente-trois ans, on ne peut présumer que ce prêtre tienne en secret une conduite abominable. En 1851, Mgr l'évêque attestait par écrit la piété, l'intégrité, la doctrine et les autres qualités morales du curé. En 1869, pendant le premier procès, le consistoire épiscopal délivra une attestation recommandant la conduite du curé dans le cours de trente-trois ans de sacerdoce, son zèle bien connu pour empêcher les suicides, et paralyser les intrigues des juifs etc. Cette présomption devient presque une certitude dès qu'on examine les enquêtes, qui renferment une foule de contradictions dans la bouche des témoins, qui d'ailleurs rétractent leurs dires. Au surplus, la plupart des inculpations étant couvertes par la prescription, le consistoire épiscopal n'avait pas le pouvoir de soulever ces questions.

Reintegrationis. Die 4 maii 1878. — Sacerdos Jacobus N. parochus in diœcesi Bosnien. et Sirmien. dum ad thermas Carolinas in Bohemia permanebat anno 1869 per anonimam delationem, turpissimi accusatus criminis ad tribunal criminale Essekinense vocatus fuit. Agebatur enim de puella Magdalena nomine in decenni ætate constituta, quam ipse capta occasione docendi christianam doctrinam pro confirmationis sacramento suscipiendo violasse dicebatur, simulque celtica lue infecisse. Cum ingens hac de re rumor esset in civitate, ac violentiæ et injuriæ in parochum timerentur, episcopus eum paræciam relinquere ac Diakovæ commorari jussit, donec causa ad exitum perducta fuisset. Inquisitio in longum ducta occasio fuit ut plura contra mores præfati sacerdotis detegerentur.

Et primo quod ipse sive in scholis sive domi catechizando puellas scholæ addictas in consuetudinem habuit propria manu denudato corpore castigare et impudicos actus exercere. Secundo quod virgis demandavit tribus pueris item respectivas puellas percutere et vicissim, quemadmodum omnes patientes una voce fatebantur, et quod pejus est præcepit ut unus ex iis in ipsius præsentia alteram vi opprimeret, quod ex mulieris reluctantia non accidit. Tertio quod jubendo in rigidiore hyeme puellas ex vicino pago ad se venire quamvis magna intercederet viarum distantia occasionem dedit ut quædam infirmaretur, et diem supremum auxiliis christianis destituta obierit ne senex veniat : et exinde orta suspicio quod et ipsamet violata fuerit. Quinto demum quod in concubinatu vixerat cum famula sua in ætate quindecim annorum constituta, quam violenter constupraverat, quæque cum dupliciter prægnans effecta fuerit, medicamina ab eodem suppeditata recepit, ut duplicem abortum faceret.

Quibus tamen in processu relatis cum parochus in interrogatoriis ea omnia denegasset, si excipias omni modestia puellas ex officio punivisse, cumque de crimine in Magdalenam patrato judicandum foret, sub die 1 maii 1869 tribunal decrevit: *Ab ulteriori causæ prosecutione propter insufficientiam rationum desistendum esse*, facta Jacobo facultate intra 24 horarum spatium aut appellandi, aut finalem causæ pertractationem ad propriam innocentiam evincendam exigendi. Qua tamen facultate usus non est. Dum causa adhuc disceptabatur, nempe die 11 aprilis 1869, consistorium diœcesanum amplissimum præfato parocho dedit testimonium de optima ejus vitæ ratione a primis annis sui sacerdotii usque ad tempus quo hujusmodi attestatio dabatur. Refert autem episcopus hoc documentum, ipso absente, a suo consistorio datum fuisse ad odium, quod in parochum ex causæ pertractatione exarserat, atque ad illius infamiam aliquo modo minuendam.

Odium hoc et infamia in causa fuit ut episcopus Jacobum induxerit ad parochiam sponte dimittendam : quod ille peregit, assignata eidem annua sexcentorum florenorum pensione, quorum quadringenti e fundo sacerdotum deficientium et ducenti e fundo diœcesano quotannis petendi essent : data ei insuper facultate in seminario commorandi ut, mitiore soluta pensione, commodius vivere posset.

Heic degens Jacobus cuidam scholarum magistro denunciat nonnullos municipalis gymnasii pueros cum puellis procaces jocos ducere atque ad turpia quam sæpissime proruere. Hujusmodi denunciatio occasio fuit ut a scholarum inspectore

inquisitio institueretur. Examinatis vero reis compertum fuit quod bini ex pueris, quorum unus Jacobi servitio erat addictus, propriam faterentur culpam, designando locum, modum, socios et personas. Cum igitur ageretur de pueris condigne puniendis, accidit ut, fama percrebrescente hac de re in civitate, puerorum parentes turmatim ad parochum accurrerent, qui insimul director erat sholarum querentes de pœna pueris inflicta, necnon de Jacobo tamquam calumniatore, simulque enarrantes quasdam puellas non a pueris sed ab ipsomet ad turpia sollicitatas fuisse. Exinde investigatione protracta detectum fuit:

Primo quod illi pueri, qui proprium flagitium fassi fuerant, ad confessionem hujusmodi mendaciter faciendam, a Jacobo minis, et quidem virgarum ictibus etiam prævie inflictis coactos fuisse declararunt. Secundo ex puellarum auditione eas omnino innocentes et ab objecta turpitudine mundas esse, imo nonnullæ ex illis a pueris designatæ, neque locum, in quo facinora patrata dicebantur, agnoscere declararunt. Tertio demum quod ipse Jacobus vocando ad suum hortum puellas, quamdam ad lasciviam permovit, nonnullamve ad suum cubiculum ducere voluit.

Tabulæ processuales ad curiam transmissæ fuerunt. At interea cum ex novo hoc processu, narrat episcopus, graves excitatæ fuissent civium indignationes, Jacobus Budam petere coactus fuit. Quod dum morabatur, accusationis capita sui defendendi causa a diœcesano consistorio ei communicata fuere, assignato eidem trium hebdomadarum termino ad jura sua deducenda. Quod ille quamvis intra præfinitum tempus præstiterit omnia tamquam putidam calumniam denegando, tamen die 4 julii 1872 adversam retulit sentetiam.

Qua sententia inspecta ejus anteacta vita necnon quod ipse destitutus erat obligatione tractandi cum parvulis puellulis, quas in suo horto conveniebat donando easdem imaginibus eum in finem ut ipse fatebatur sanandi quamdam moralem depravationem, inspectis e contra puellarum depositionibus, decretum fuit: « Dominus Jacobus qui non consideratur qua sacerdos in disponibilitate constitutus, sed qua inhabilis ad ulteriora servitia ad statum quietis collocatur sacerdos, obligatur dies vitæ suæ ubicumque velit, dummodo id sit in claustro monachorum, transigere... Diakovarinum nullo sub prætextu venire ei licebit. Usus pontificalium ei ubique locorum interdicitur, et ab ei applicata annua pensione detrahuntur 200 floreni. » Quam sententiam ei Budæ notificatam ægre tulit Jacobus, hinc die 10 ejusdem mensis ad superius tribunal Zagabriense appellationem interposuit.

Huc re perducta pro rei veritate recolere duxi episcopum appellatione minime obstante quodam decreto ex informata conscientia edito easdem pœnas ab ejus consistorio in eum irrogatas confirmavit. De hujus decreti valore jam actum fuit inter supplices libellos congregationis diei 20 decembris 1875 in qua judicatum fuit: *Decretum ex informata conscientia in casu non obstare quominus procedatur in causa appellationis prout et quatenus el coram quo de jure.* Stante igitur appellatione super causæ merito, quam parochus rigore jam pressus sententiæ inutiliter ad exitum perducere curabat ob detrectationem curiæ in transmittendis actis, atque rogante tandem episcopo ut causa penes S. Congregationem avocaretur, voti compos factus fuit in comitiis generalibus diei 4 martii 1874 præsentemque diem, completis de more actis, statui ut causa disceptaretur sub dubio in calce exscripto nonnullis prius animadversis pro utraque parte ex officio.

Et præprimis perpendendum censeo sententiam omnino esse confirmandam. Sententia enim non tantum reflexive ad novissimos patratos a Jacobo excessus, sed et reflectendo ad ejus præteritam vitam lite Essekinensi demonstratam lata fuit. Inter hæc porro crimina et illud violenti et immaturi stupri in Magdalenam numerandum est Jamvero pro tam opprobrioso crimine licet clericus ab officio deponendus esset cap. 1 de adult. tamen potest suspendi, in carcerem detrudi, mulcta pecuniaria affici, aliisque pœnis ad episcopi arbitrium mancipari. Devoti *Instit. can.* lib. 4, tit. 15 §. 4. Latini, *Elem. jur. crim.* lib. 2, part. . 3, tit. 7, num. 8. De hoc autem crimine a Jacobo patrato haud ambigendum videtur. Siquidem in facto est quod Magdalena se contulit ad parochum pro schediasmate obtinendo, ut die 28 julii 1868 sacramentum confirmationis recipere posset: in facto est quod ipsa venereo morbo implicata remansit teste modico Frank et Magdalena Ruske: in facto est, quod teste matre puella sola nullorsum pergit: in facto est quod Magdalena de hoc crimine parochum accusavit, et domum, et personam optime in responsionibus desiripsit; imo in ejus faciem haud erubuit id asseverare. Quæ omnia si conjunctim expendantur una cum excessibus ab eodem Jacobo tum in civate Essekinensi tum postea Diakovæ patratis, prouti per assumpta protocolla, et per testes, qui de facto proprio deponebant, probantur, violentam ingerunt præsumptionem, puellulæ dicta veritati esse conformia. Quanti autem hujusmodi præsumptio facienda sit in iis, quæ per testes de visu probari minime valent nemo est qui ignorat.

Hæc autem præsumptio magis atque magis augetur, ex eo quod parochus facultate appellandi ad propriam statuendam innocentiam usus non est infra spatium ab comet tribunali statutum, quod et ad decorem status ecclesiastici, et ad infamiam tollendam prorsus peragere debebat. Cum igitur ex dictis nec appareat excessus in pœnis, neque de criminibus ambigendum videtur, prono veluti alveo fluit sententiam esse confirmandam.

Neque regeras protocolla Diakovarina nulli facienda esse, utpote assumpta ab inspectore scholarum privata auctoritate et omni jurisdictione carente. Siquidem primo quia, et iis prætermissis haud factum Magdalenæ impugnari posse videtur; secundo quia illa protocolla sua fecit episcopus, ac tota rata habuit, uti talia denunciavit reo, qui nihil contra eorum formam excepisse invenitur: ideoque non uti acta scholastici consilii, sed uti acta curiæ episcopalis omnino spectari debent. Multoque minus officere testimonium a diœcesano consistorio de ejus optima vitæ ratione fidem faciente tempore Essekinensis processus, quia hoc documentum inconsulto episcopo datum fuit ad odium quod in parochum ex causæ pertractatione exarserat, et ad illius infamiam aliqualiter minuendam.

Non desunt tamen, quæ contrarium suadere posse videntur, tam si præsumptiones, quam si criminosa spectentur facta. Et ad præsumptiones quod attinet præ primis exurgit ipsius episcopi testimonium de die 17 februarii 1851 in quo habetur « præ oculis habentes Jacobi pietatem, morum integritatem, et doctrinam, aliasque animi dotes, etc. » tum alterum a consistorio episcopali datum sub die 11 aprilis 1869, fervente lite Essekinensi in quo habetur « Jacobum... decursu 33 sacerdotii sui annorum, intemeratam stricteque sacerdotalem duxisse vitam... cognitus ejusdem zelus in præpediendis suicidiis, supprimendis lupanariis, removendis exercitio religionis catholicæ per judæos oppositis impedimentis... ob quæ adsciverit sibi odium imo vindictæ studium malevolorum a quibus multa eidem impendebant pericula insidiantibus ejus honori et quieti: » tum amor et veneratio parochianorum spatio 18 annorum eidem manifestatus, uti referebat ipsemet diœcesanum consistorium: tum demum plures proliun depositiones quæ parochum adiverunt, ab eoque nil mali recepere sed tantum scholasticos libros gratis elargitos, quibus destitutæ manebant. Quibus expensis haud leve habetur indicium tam scandalosam vitam a parocho ductam non fuisse in occulto, juxta juris principium firmatum in cap. *Hinc*, 2, tit. 5 de monach. lib. Authent.

Hæ porro præsumptiones veritatem attingere videntur, si paulisper ad acta vertantur oculi. Non obstante enim judicis Essekinensis lincea inquisitione, qui ferme semper suggestivis interrogationibus contra juris præcepta usus est, uti « Innotuit parochum minorennem vestram filiam violasse ; » et exinde responsio : *filiam non habeo... non sum uxoratus...* tamen sub die 1 maii sententia prodivit ab ulteriori causæ prosequutione propter insufficientiam rationum desistendum esse. Exinde cum judicium laicale competens esset concordatorum vi, cum alia non superaccesserit probatio super dictum stupri crimen, cumque nihil super alia statuere cogitaverit ipsum criminale tribunal, post lapsum trium annorum videretur quod curia haud excitare valebat crimina de quibus Essekini actum fuit, quæque probata non fuisse videntur ut pœna in Jacobum infligeretur.

Neque subdere fas est Jacobum usum non esse facultate ei a sententia tributa ad suam innocentiam declarandam, quod præsumptionem suppeditat illa facinora ab ipso patrata fuisse. Huic enim præsumptioni obstare videtur præ primis juris principium firmatum in L. Factum 197 ff. de reg. juris edocens in dubio dilictum non esse præsumendum. Perpendendum secundo quod non reo sed accusatori peremptorius terminus præfigendus erat, quo inutiliter elapso amplius audiendus non esset, juxtà leg. Diff. cod. 5 de manumiss. Port. *Conclus. utriusq. juris, concl.* 19. Ponderandum tertio quod sententia, ut aiunt, absolutoria instantia Jacobus ceu non repertus culpabilis absolutus fuit, ideoque inutile fuisset appellationem interponere.

Verumtamen in facto adnotare est quod tot contradictiones in testibus examinatis inveniuntur, quæ omnino evincere videntur hæc delicta nil aliud esse quam fabrefactæ calumniæ. Et ut ab actis impudicis in puellas exercitis incipiam, præmisso quod plures parentes interrogati negativum dedere responsum, necnon et proles et magistræ, sciendum quod testes, qui id asseverare tentarunt vel de auditu deposuerunt, vel inimicitia ducti contra Jacobum, vel ab aliis testibus etiam ab ipsis invocatis excluduntur. Quod si alii asseverarunt de pœna inflicta propria manu in puellulas, id tanti faciendum non esse videtur attentis morum, loci, et ætatis circumstantiis. Neque aliquid pariter desumi valet ex puerorum puellarumque depositionibus affirmantibus id quod in specie secundo loco retulimus. Siquidem in pluribus contradictorii reperiuntur ; alter enim asseverat quod parochus attulit e primo conclavi virgas, alter e fenestra, alter unam tantum percussisse puellam, alter quod mares omnes puellas, et illæ mares percusserint, altera quod mares respectivas puellas virgarunt et vicissim, quæ, prætermissis aliis contradictionibus, si paulisper spectentur in aprico ponere videntur puerorum dicta haud veritati consona esse. Nihil dicam de alia imputatione quæ tertio loco proponitur, cum et in medica arte peritus et pater typho correptam puellam mortuam denunciant, quin aliquid quoad turpitudinem præsumptam dignosci valeat.

Quoad malam agendi rationem cum famula, modo nupta, atque abortuum procurationem parum adnotare censeo. Hoc siquidem crimen primo sese refert saltem ad decem annos superiores. Secundo quod ipsa a parocho depulsa, ut ipsa et mater fatentur, et ut parochus addit ob malam sui agendi rationem etiam cum parochi coquo, numquam de hac re conclamavit coram judice. Tertio quod delictum fundatur in assertione mulieris et scitum in jure est producenti propriam turpitudinem nullam adhibendam esse fidem. Rota in *Cracovien.* parochialis 10 februarii 1770 S. C. in *Cracovien.* reintegrationis 15 decembris 1877, § *Enarrata.* Nec multi faciendi testes ab ea inducti. Eliæ namque testimonium mittendum esse, quippe quia non matrimonio junctus a novem jam annis convivebat puellulæ matri, uti asseruit interroganti judici non secus ac ipsius matris fides rejicienda videtur. Nihil demun probare Michaelem, qui eo tempore parochi servitio fuit, nam fassus est « nihil mal adducere posse in Jacobum, qui tempore sui servitii suus amicus non fuit. » Quod si asserit quadam die puellam fugientem et plorantem vidisse, atque in inferiore tunicæ parte sanguinis maculam, nihil evincit cum et ipse fateatur quod tam a parocho quam a puella rescivit fuisse a domino percussam, et aliunde nihil de illo commercio asseveravit quod indubie saltem suspicari poterat.

Ad quartum demum accusationis caput deveniens de immaturo nempe stupro in Magdalenam a parocho patrato super quo curiæ sententia niti videtur, haud multum immoror ne ex tam inhonesta materiæ pertractatione piæ offendantur aures. Adnotare tantum censeo quod ipsa infecta manserat. At luculentissimis documentis Jacobus ostendit se a tali merce immunem extare. Quod probavit per aspectum sui corporis a perito medico peractum, necnon per aliud juratum medici testimonium qui ipsius curam susceperat in thermis carolinis, quarum aquæ non levandis sed exasperandis et detegendis morbis venereis aptæ sunt. Fortius autem evincitur parochum ab hoc crimine immunem extare si attendatur quod medici et pharmacopolæ omnes Essekinenses provocati fuere ut nullo habito respectu officii in secreto libere panderent an vel umquam contra syphilim eumdem curassent aut medicamenta præstitissent, tamen nihil detegi potuit.

Huc re perducta tam si spectetur sententia a tribunali laico edita, quam si juris præsumptiones et ipsa ponderentur facta quæ ad tribunal criminale producta fuere et a curia noviter in judicium revocata, videretur quod parochus ab impictis criminibus immunis existat.

Eoque fortius hæc invecta ad nostrum ministerium vituperandum evinci fortasse putarem, si duorum virorum perpendantur testimonia, quorum alter sub die 29 decembris 1872 loquens de vita Jacobi quando præerat Essekinensi parœciæ S. vestro Ordini retulit se a viris fide dignis excepisse, quod incusatus « vita exemplari et indefessa in verbi divini annunciatione, sacramentorum administratione ac explendis cunctis boni pastoris officiis zelo excelluit ; quia tamen in manutenendo ordine ac moralitate publica reprimendis item ac coercendis scandalis severitatem lenitate condire persæpe intermiserat, haud paucorum in sua parœcia odium et implacabiles inimicitias sibi pedetentim contraxit, donec tandem circa 1869 per certam puellulam, quæ suspectæ famæ parentes habuisse dicitur turpitudinis secum patratæ incusatus extitit. » Alter vero sub die 6 januarii 1873 habebat : « Questo ecclesiastico appartiene alla Croazia, il quale paese al presente in tutto l'impero è uno dei più scissi con odio accanito della lotta nazionale croata ed ungarese, dal quale spirito di parte sono attaccati tutti, uomini onesti, e non onesti, ecclesiastici e laici, cattolici e non cattolici. Io ho qualche sentore, che il paroco in questione appartenga al partito Ungarese, per la qual cosa interrogando sul conto di lui i croati-ungaresi si avranno le informazioni di un angelo, interrogando i nazionali si avranno di un demonio, e tali informazioni varian subito col variare del partito del soggetto. »

Coarctatis igitur actis ad protocolla quæ ab inspectore scholarum Diakovæ, in quibus parochus accusatur tamquam reus calumniæ et seductionis, ponderandum est : 1. quod acta illa privata directoris scholarum auctoritate suscepta fuere, et testes non jurati inducti : 2. quod tantus rumor haud elevandus erat per quamdam denunciationem familiariter a Jacobo factam : 3. quod nullus finis videtur adesse propter quem Jacobus falsum commentum excogitare valuisset etiam pueros verberando : 4. quod duo pueri, qui in prima depositione parocho scripta confirmarunt ita rem enarrarunt, ut facile deprehendi valet quod in ipsis malitia supplebat ætatem designando locum, modum et personas : 5. quod comminata pœna primæ

depositiones retractatæ fuerunt: 6. quod puellæ quæ contra Jacobum deposuerunt post odia excitata, ceteris missis quæ in contrarium adduci possent, non ea certe revelant crimina quæ tanta pœna sint punienda. Altera enim ait quod parochus volebat eam trahere ad cubile primo blanditiis, deinde vi, cui ipsa portæ inhærendo restitit. Altera quod una vice ipse collocavit eam in sinu, et posteriora manu percussit, altera autem vice eam invitavit ut dormiat cum eo: « Ego interrogavi ubinam sit Victor? cui respondit quid vis a Victore? id quod ille tibi daturus.... » — Altera demum quod in horto Jacobus manente cum socia, vi ille nos arripuit et ad se traxit... et mater et filia paratæ se declarant id ad faciem Domino Jacobo dicere velle. » Quæ porro depositiones si veritati consisterent, possent quidem sufficientes videri ad pœnam correctionalem in Jacobum animadvertendam, non vero ad statuendas illas, quæ in sententia inflictæ fuerunt.

Hinc igitur breviter utrinque animadversis rogantur EE. PP. diluere dubium: An sententia curiæ episcopalis sit confirmanda vel infirmanda in casu?

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit: *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.*

Romæ, 4 maii 1878.

MARIAGE FORCÉ.

Le mariage n'est pas valide si le consentement n'est donné librement et spontanément. Contrainte exercée par des menaces et des poursuites violentes. Si la crainte révérentielle suffit pour annuler le mariage. Si l'acquiescement tacite a le pouvoir de ratifier le mariage lorsque le défaut de consentement a été publiquement manifesté. — Requête en déclaration de nullité du mariage après six mois de cohabitation et vingt-deux ans de séparation. Arrêt de la S. Congrégation du Concile du 10 juin 1876 et du 15 juin 1878.

Le mariage doit être librement contracté. L'engagement n'existe pas, le lien n'est pas formé si l'on exerce quelque contrainte sur la volonté. Ce principe est consacré par les décrétales du titre *de his, quæ vi, metusque causa fiunt*. Voir aussi les décrétales 15 et 16 *de sponsalibus*. Les théologiens souscrivent pleinement à la conclusion. Il suit de là que le mariage contracté sous l'empire de la violence et de la crainte n'est pas valide. En effet, le droit naturel exige des actes libres pour que l'on contracte un engagement qui oblige à faire et à donner une chose quelconque ; à bien plus forte raison la liberté est-elle essentielle au mariage qui impose un engagement perpétuel et une intimité qui ne peut être forcée.

La crainte révérentielle suffit-elle pour annuler le mariage? Les jurisconsultes discutent la question; mais ils se prononcent communément pour la nullité. S'il y a eu des menaces violentes ou des coups portés par quelqu'un qui ait pouvoir sur la personne, en pareil cas la crainte révérentielle se transforme manifestement en crainte illicite et violente, sous l'empire de laquelle le mariage devient radicalement nul. Le droit romain frappe de nullité les actes extorqués par la crainte : *Quod metus causa gestum erit, ratum non habebo*. La décrétale *Ex litteris*, titre *de spons. impuberum*, déclare nulles les fiançailles d'une fille qui se détermine malgré elle et par suite des menaces que lui font ses parents. Les coups ne sont pas nécessaires pour constater la crainte, si ce n'est à l'égard des adultes ; mais s'il s'agit de jeunes filles ou de jeunes gens, les menaces et la crainte révérentielle suffisent. Sperellus dit fort bien : « Sed magis est in casu nostro, etiam verbera, quæ quidem non erant ad probandum metum necessaria, cum absque illis sufficiant minæ, una cum metu reverentiali, non modo in fœmina meticulosa, vel in puero, ut omnes fatentur, sed et in masculo adulto. »

Le laps de temps ne revalide pas un mariage qui a été nul, dès le principe, pour cause de crainte. Avant le concile de Trente, la cohabitation et la consommation du mariage pouvaient suffire pour ratifier l'union, conformément aux décrétales *Is qui fidem*, et *Eum ad id*, titre *de Sponsal*. Dans la discipline moderne, le mariage contracté par crainte n'est revalidé que s'il est célébré de nouveau en présence du curé et des témoins, lors même que la cohabitation, la consommation du mariage et la naissance des enfants auraient entièrement fait disparaître la crainte et la violence.

« Sacra Congregatio censuit matrimonium contractum a filia per metum a matre illatum esse invalidum, etiamsi mulier metum passa, per plures annos post mortem matris permanserit cum marito et filios procreaverit. »

Les principes de droit que nous venons d'exposer, ont été appliqués à une cause matrimoniale traitée par la S, Congrégation du Concile le 10 juin 1876 et le 15 juin 1878.

Le 29 décembre 1842 un mariage fut célébré dans la ville de Noto, en Sicile, entre un domestique du prince de Villadorata, du prénom de Concetto, et Vincenza N. Le mariage fut fait pendant la nuit. Vincenza avait environ vingt ans. Une fille naquit de ce mariage.

Vingt-deux ans après l'union, Vincenza comparut à l'évêché, et dit qu'elle s'attacha dès sa jeunesse à un jeune homme qu'elle voulait épouser. Mais le caractère barbare de son père, les terribles coups dont elle fut frappée fréquemment au point d'en mourir, les menaces que son père faisait de la tuer, ainsi que son fiancé, enfin les supplications de sa mère et de ses amis, la décidèrent à simuler son consentement au mariage qu'on lui proposait de contracter avec le domestique du prince de Villadorata. Six mois après, elle s'enfuit de la maison conjugale et alla vivre avec celui qu'elle aimait. C'est pourquoi Vincenza présenta requête à l'évêché de Noto pour faire déclarer nul et sans valeur le mariage contracté de la sorte sous l'influence de la violence et de la crainte.

L'évêché ouvrit une enquête. Des citations furent expédiées au mari et à la femme, au défenseur du mariage et au procureur fiscal. On entendit les témoins; le défenseur du mariage présenta ses conclusions. Enfin, le 18 décembre 1869, le tribunal épiscopal, en séance formelle, rendit un arrêt prononçant la nullité du mariage.

Le défenseur d'office fit appel à la cour métropolitaine de Syracuse, qui revit tous les actes, et, le 9 juin 1871, confirma le jugement de première instance.

Les deux sentences conformes auraient pu terminer

l'affaire. Le défenseur d'office crut devoir faire appel au Saint-Siége. L'archevêché de Syracuse a communiqué les actes authentiques du procès. Les parties n'ayant pas de fortune, la cause a été traitée économiquement. La S. Congrégation a pris l'avis d'un théologien et d'un canoniste, indépendamment des observations qui ont été présentées par le défenseur d'office.

On a remarqué d'abord certaines irrégularités qui ont été commises par l'évêché de Noto et par l'archevêché de Syracuse.

La mère de Vincenza vivait encore au moment de l'enquête ; on au ait dû l'appeler, car elle était en mesure, mieux que personne, d'attester la gravité des menaces dont sa fille avait été l'objet.

Vincenza a présenté une requête, cela est vrai ; il fallait en outre lui faire subir un interrogatoire formel en lui déférant le serment sur la gravité de la contrainte. Une requête rédigée par un jurisconsulte est toujours suspecte.

On n'a pas demandé aux témoins si le mariage fut réellement célébré pendant la nuit, comme affirme la requête. On présume la crainte et la violence lorsque le mariage a lieu d'une manière insolite. On n'a pas demandé aux témoins si la jeune fille parut consentir avec liberté.

Enfin, le défenseur d'office aurait dû rédiger les interrogatoires et les articles pour les témoins. Il eût été nécessaire de questionner d'office des témoins pour mettre en lumière les choses obscures. Telles sont les principales irrégularités de l'enquête.

Six témoins, déposant sous la foi du serment, ont attesté les faits suivants. Lorsque le père de Vincenza lui parlait d'épouser Concetto et qu'elle refusait énergiquement, il lui donnait des coups de bâton, et parfois la menaçait avec un couteau à la main.

Autre témoin : « Vincenza épousa malgré elle Concetto ; elle y fut forcée par son père et sa mère, qui la rouaient continuellement de coups de bâton, de manière qu'elle en avait le corps tout noirci et qu'elle se réfugiait dans la maison du témoin. »

Autre témoignage : « On me dit que la discorde régnait dans la maison de Vincenza, parce que la jeune fille aimait un jeune homme appelé Boscarino ; les parents voyaient cela de mauvais œil, parce qu'ils voulaient la marier avec un nommé Concetto, et la pauvre enfant recevait continuellement des coups de bâton. »

La servante qui aida la jeune fille à s'habiller au moment d'aller à l'église et l'accompagna jusqu'à l'autel, a déposé que, si elle eût refusé, son père l'aurait tuée au sortir de l'église.

Ce qui suivit le mariage démontre la contrainte qui a été exercée sur la pauvre femme. Nous avons dit plus haut que son père employa les soufflets et les coups pour la faire entrer dans la chambre nuptiale. Pendant les six mois qu'elle demeura avec son mari, ce furent des rixes continuelles. Bientôt elle prit la fuite pour se réunir à Boscarino ; elle a vécu avec lui un grand nombre d'années.

Un mariage forcé est nul et sans valeur ; non seulement le consentement est nécessaire, mais ce consentement doit être entièrement volontaire et libre. Cette liberté est empêchée par la crainte. Peu importe que la crainte soit grave en elle-même ou qu'elle ne le soit que *respective*, eu égard au caractère de la personne. L'effet est le même dans les deux cas, et le mariage est brisé tout au moins en vertu de la loi ecclésiastique. Si le dissentiment est public, la cohabitation et la confirmation même du mariage n'ont pas le pouvoir de revalider l'engagement. Zamboni rapporte dans son recueil une décision qui énonce clairement la maxime sur le point dont nous parlons : « Subsequentes actus conjugales convalidant matrimonium nullum ex defectu consensus, non tamen ex defectu consensus publico. Secundum jus antiquum matrimonii consummatio ac diuturna cohabitatio, tanquam ex novo libero consensu, satis esse ad illius revalidationem poterant ; sed post concilium Tridentinum necesse est matrimonium de integro contrahi coram parocho et testibus. » La question est discutée au long dans les Mélanges canoniques de Benoît XIV, num. 120, 317 et 445.

Quoique le défaut de consentement demeure occulte, la consommation subséquente du mariage ne suffit pas pour ratifier l'union, lorsque par exemple l'union n'est pas accompagnée de l'affection conjugale, ou bien lorsque la cause de la crainte subsiste encore, ou bien encore lorsque la femme saisit la première occasion d'abandonner son mari. Cela prouve qu'il n'y a jamais eu d'intention de ratifier le mariage.

Décision. La S. Congrégation du Concile, en 1876, ne crut pas pouvoir rendre un arrêt définitif. Elle revalida le procès, malgré les graves irrégularités signalées plus haut, et prescrivit une instruction supplémentaire dans le plus bref délai. « An sententia curiæ Netensis, et Syracusanæ confirmanda vel infirmanda sit in casu. S. Congregatio rescripsit : *Supplicandum SSmo pro sanatione actorum processus, et quam primum compleantur acta juxta instructionem.* Die 10 junii 1876.

L'instruction prescrivit d'examiner juridiquement les époux, les parents et les voisins qui jouissent de l'estime publique.

Cette enquête complémentaire a été faite par Mgr l'évêque de Noto, qui l'a adressée à la S. Congrégation du Concile vers la fin de mai 1877.

Vincenza a confirmé en général la contrainte que son père lui a fait subir ; mais elle n'a point parlé des menaces de mort avec des armes et des soufflets. Les témoins confirment que les violences et les coups furent les moyens employés pour extorquer le consentement ; mais aucun ne parle des armes. Le mari conteste la violence ; il dit que dix-huit ans après le mariage il revit sa femme à Syracuse, et qu'ils se réconcilièrent une quinzaine de jours.

L'enquête complémentaire ayant été communiquée aux consulteurs, le canoniste a confirmé l'avis qu'il avait formulé en 1876 contre la validité du mariage. Le théologien n'a pas été aussi explicite. Le défenseur d'office a rédigé de nouvelles animadversions.

Enfin, le 15 juin 1878, la S. Congrégation du Concile, confirmant l'arrêt de Noto et celui de Syracuse, a prononcé la nullité du mariage.

Netex. Matrimonii. — Die 15 junii 1878. In plenariis comitiis diei 10 junii 1876 proposita hac causa sub consueta dubii formula : « An sententia curiæ Netensis et Syracusanæ confirmanda vel infirmanda sit in casu, » placuit Sacro Consessui rescribere : *Supplicandum SSmo pro sanatione actorum, et quamprimum compleantur acta juxta instructionem*, quæ hoc sensu erat concipienda, ut per interrogationes a defensore matrimonii concinnandas examini subjicerentur tum conjuges, tum septimæ manus testes, propinqui vel vicini bona fama perfruentes. Concessa a SSmo sanatione, atque mandato, ceu supra, ad Netensem ordinarium transmisso, studuit ipse suo fungi officio; quo expleto, sub fine mensis maii insequentis anni 1877 acta detulit ad S. Ordinem.

Depositio mulieris Vincentiæ coactionem quidem a patre illatam in genere confirmat hisce verbis : « il employa les violences et les coups, il frappa sa femme elle-même; » nihil at verum vel a longe innuit de lethalibus minis cum armis et pugionibus, de quibus vivide querebatur in supplici libello contra validitatem matrimonii Netensi curiæ ecclesiasticæ oblato. Cum Vincentia concordant testes (quorum alter ætatis 30 annorum nondum natus erat nuptiarum tempore) quoad coactionem matrimonium præeuntem; respondent enim : « Les moyens étaient les violences et les coups : » affirmant nonnulli, perdurasse violentiam propemodum usque ad ecclesiam; eamdemque illatam fuisse nedum a patre, sed etiam a matre querelantis. Nullus veramtamem ex illis de vi et metu cum armis incusso etiam innuit, quemadmodum deposuerant priores testes. Violentiam econtra impugnat querelantis maritus; atque insimul edocet, post octodecim circiter annos, sibi conjugem Syracusis præsentasse, ut filiam ex ipso progenitam agnosceret; in eaque occasione, ex amicorum officio reconciliatis animis, Netum reversus cohabitavit cum uxore dies circiter quindecim, matrimonialibus officiis incumbens.

Ad consultores, qui votum in causa jam emiserant, depositionibus transmissis, alter ex illis, nimirum canonista, explicite confirmavit sententiam in voto contra validitatem matrimonii elicitam; alter autem, nempe theologus opinatus est ex novis depositionibus « nonnihil additum prioribus testificationibus; » concludit autem : « Dubitandum ne adhuc sit de tot testium fide, judicium est sapientissimorum Patrum, qui huic ordini præsunt. » Novas posthac animadversiones conscripsit matrimonii vindex; easdemque una cum novis consultorum votis EE. VV. subjiciens, iterum deprecor infrascriptum solvere dubium :

An sententia curiæ Netensis et Syracusanæ sit confirmanda vel infirmanda in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.* Romæ, 15 junii 1878.

CONCOURS.

Relation des examinateurs. Appel *in devolutivo*. Avis du consulteur de la S. Congrégation sur les trois cas de théologie morale traités par les concurrents et sur le mérite des compositions. Sermon. Explication. Qualités morales. Services antérieurs. Décision de la S. Congrégation du 15 juin 1878.

Le concile de Trente, créateur du concours, remet à l'Ordinaire le soin de choisir le candidat qu'il estime le plus digne entre tous ceux qui obtiennent l'approbation des examinateurs synodaux. On lit, en effet, dans le chap. 18 de la 24e session du concile : « Tous ceux dont « on aura pris les noms (qui se sont fait inscrire pour « le concours) seront examinés par l'évêque, ou, s'il « est occupé ailleurs, par son vicaire général, et trois « examinateurs au moins; et en cas qu'ils soient égaux « ou singuliers dans leurs avis, l'évêque ou son vi- « caire pourra se joindre à qui il jugera plus à propos... « L'examen étant ainsi fait, on déclarera tous ceux que « les examinateurs auront jugés capables et aptes à « gouverner l'Église vacante par la maturité de leur « âge, leurs bonnes mœurs, leur savoir, leur prudence, « et toutes les autres qualités nécessaires à cet emploi. « Et entre eux tous l'évêque choisira celui qu'il jugera « préférable par-dessus tous les autres; et à celui-là et « non à un autre la dite paroisse sera conférée par celui « à qui il appartiendra de la conférer..... Aucun appel « interjeté, même par devant le Saint-Siége, les légats, « vice-légats ou nonces, ni devant aucuns évêques ou « métropolitains, ne pourra empêcher l'effet des rap- « ports desdits examinateurs, ni empêcher qu'il soit « mis à exécution. » Le concile prohibe de la sorte l'appel suspensif; reste l'appel *in devolutivo*, que reconnaît expressément la constitution *In conferendis* de S. Pie V.

La paroisse Saint-Sylvestre étant vacante à Orte, cité épiscopale de l'État pontifical, Mgr l'évêque annonça le concours. Trois concurrents furent inscrits, savoir : Scarelli, pénitentier à la cathédrale; Orlandi, curé de la cathédrale, et Santori, bénéficier. Le concours se tint par devant Mgr l'évêque et trois examinateurs. Scarelli obtint l'approbation au premier degré, trente-deux votes et demi sur trente-six pour la science, et dix sur douze pour les qualités. Orlandi, pareillement approuvé au premier degré, eut trente-deux votes et demi sur la science, et douze sur les qualités. Quant à Santori, on lui accorda vingt-neuf points pour la science et neuf pour le reste.

Contre la décision des examinateurs Scarelli a fait appel à la S. Congrégation du Concile. Mgr l'évêque d'Orte a envoyé les actes du concours, sans vouloir se prononcer. Le bénéficier Santori a déclaré qu'il n'entendait pas se porter partie active dans le litige et s'en remettait entièrement au jugement de la S. Congrégation.

Avis du consulteur. La S. Congrégation a chargé un habile théologien d'examiner les actes du concours, soit pour la science, soit pour les qualités morales.

Premier cas proposé aux concurrents. — Arcade et Pétrone obéissent à l'ordre de leur maître, de peur d'être renvoyés du service; le premier achète et prend dans une pharmacie une potion pour faire avorter, l'autre donne cette potion à la fille. On demande : 1. Quand pèche-t-on, ou ne pèche-t-on pas, en coopérant aux péchés d'autrui? 2. Que penser de chacun des quatre? Ont-ils encourn les censures?

Sur la première question, les trois concurrents ont bien répondu au fond; mais la résolution doctrinale est plus ou moins remarquable. Scarelli explique clairement et comme *ex professo*, quoique succinctement, quand il y a ou non péché dans la coopération formelle, soit que l'acte soit objectivement mauvais, ou indifférent dans l'objet, mais mauvais dans le but ou les circonstances. Il remarque et explique que le coopérateur pèche ou non, en faisant un acte indifférent, et sans mauvaise intention. Il indique le rapport entre l'acte

du coopérateur et l'effet mauvais qui en résulte; il examine si un bon effet compense le mal de l'acte. Toutes ces notions sont nécessaires pour apprécier la coopération licite ou illicite, et la grièveté de la faute. — Orlandi développe la théorie générale sans entrer dans les notions spéciales. La réponse de Santori est confuse et compliquée. Évidemment Scarelli est supérieur.

Il en est de même dans la seconde question. D'après Scarelli, le principal coupable c'est le maître; coupable d'homicide si l'avortement a eu lieu : sinon, il y a eu tentative d'homicide. Il observe qu'on ne distingue plus aujourd'hui entre le fétus animé et l'inanimé : car, d'après les professeurs modernes de médecine légale, l'animation a lieu aussitôt après la conception. S. Alphonse de Liguori avait fait cette remarque. Enfin, Arcade et Pétrone sont coupables du même péché que leur maître, mais leur faute est moins grave.

Selon Orlandi, le maître a commis une faute grave, mais on n'en dit pas l'espèce. Pas d'observation sur l'ancienne distinction entre l'animation et l'inanimation. Orlandi excuse Arcade, supposé qu'il n'ait pas connu la coupable intention de son maître. C'est une erreur; la crainte d'être renvoyé écarte l'hypothèse. — Santori ne dit pas mot de cette première partie de la question.

Les trois concurrents se sont trompés en partie au sujet des censures. La constitution *Apostolicæ Sedis* atteint seulement *procurantes abortum per se, aut per interpositam personam*; elle ne parle pas des coopérateurs. Cependant Scarelli s'est moins trompé que son concurrent.

Seconde question — Titius, examinant sa vie passée, se souvient qu'il s'est quelquefois confessé en faisant un acte non de douleur, mais de charité; qu'il s'est parfois confessé avec douleur, mais sans propos; enfin, il s'est confessé plusieurs fois, recevant la pénitence que le confesseur lui imposait, mais sans l'intention de la faire. Il doute de la validité de ses confessions et demande s'il est obligé de les réitérer.

Les trois concurrents disent la même chose, au fond. Scarelli l'emporte. Il explique les cas où la réitération de la confession est nécessaire, utile, ou nuisible. L'amour de Dieu renferme la douleur des fautes. Il distingue trois dispositions dans lesquelles Titius a pu se trouver, et sur chaque hypothèse il donne la solution scientifique. Il explique clairement la raison qui fait que la volonté de satisfaire est essentiellement requise dans le sacrement de pénitence, et, faisant une distinction, il décide le cas. — Orlandi s'est trompé, ou mal exprimé.

Troisième cas. — Agnès faisant sa première communion à douze ans, a fait vœu de perpétuelle virginité, sans consulter son confesseur, ni autre. Quelques années après, ne pensant plus à son vœu, elle se marie, et ne se souvient du vœu qu'après la consommation du mariage, 1. Qu'est-ce que le vœu, et quelle en est la division. 2. Le vœu d'Agnès est-il valide? Que faire dans l'intérêt de sa conscience.

Scarelli explique scientifiquement le vœu, et en donne les principales divisions. Il distingue clairement le vœu de virginité et celui de chasteté. Si Agnès n'a voulu que conserver la virginité, son vœu a cessé par le fait de la consommation du mariage, mais si son intention a été absolument de vouer la virginité, elle est censée avoir fait vœu de chasteté perpétuelle.

Sermon. On a pris l'évangile du mardi après la Pentecôte . *Qui non intrat per ostium* etc. Orlandi est supérieur pour l'application pratique et l'action oratoire.

Explication. On a choisi le chap. 19 vers. 25 du concile de Trente, sur le duel. Il n'y a pas de différence notable entre les trois concurrents. Les examinateurs ont eu raison d'accorder trois points à chacun.

Au résumé, en ce qui concerne la science, le théologien romain décerne trente-cinq points à Scarelli, trente et un et demi à Orlandi, vingt-huit et demi à Santori.

Qualités morales. Scarelli, docteur en théologie et en droit, approuvé dans plusieurs concours, a le pas à ce point de vue sur ses concurrents. Les mœurs, âge, prudence, sont égaux de part et d'autre, nulle opposition. En ce qui concerne les services, Scarelli a été vicaire capitulaire du diocèse d'Orte; pénitentier depuis six ans, à la suite d'un concours; professeur au séminaire; aujourd'hui encore, il enseigne presque gratuitement la métaphysique, la morale, l'arithmétique, l'algèbre et la géométrie. — Orlandi est curé de la cathédrale depuis dix ans; professeur de rhétorique au séminaire pendant huit ans; vicaire-général quelque temps. Il a prêché la parole de Dieu dans plusieurs villes du diocèse.

Enfin, réunissant la science et les qualités, le consulteur pense qu'on peut donner les places de cette façon : Scarelli, quarante-six points; Orlandi, quarante-trois et demi; Santori, trente-sept points et demi.

Décision. La S. Congrégation du Concile juge que la paroisse Saint-Sylvestre doit être donnée à M. Scarelli. Rome, 15 juin 1878.

Hortana. Concursus. Die 15 junii 1878. — Per obitum reverendi domini præpositi Aloisii Zuppante parochialis ecclesia sub titulo S. Silvestri Hortana in civitate suo mansit viduata pastore. Ut regimini animarum consulere posset Hortanus antistes, sollicitudinis suæ esse duxit per concursus aleam eidem quam primum novum curatorem præficere. Tempore habili in concurrentium albo sese adscripserunt sacerdotes, nimirum Petrus Scarelli canonicus pœnitentiarius in præfatæ civitatis cathedrali ecclesia, Adeodatus canonicus Orlandi parochus ejusdem ecclesiæ cathedralis, et Marianus Santori beneficiatus in cathedrali, et œconomus parochus S. Michaelis Archangeli in territorio Hortano. Tres igitur laudati concurrentes statuta die 23 maii 1877 comparuerunt coram Exemo episcopo tribusque examinatoribus et ad præscriptam normam periculum factum est. Perpensis dein atque excussis candidatorum responsis, necnon laudum testimoniis, morumque probitate, Petrus Scarelli approbationem retulit in primo gradu cum votis 31 supra triginta sex pro scientia et cum decem votis supra duodecim pro requisitis, Adeodatus Orlandi pariter in primo gradu approbatus fuit cum iisdem votis super scientia et 12 pro requisitis, Marianus Santori in secundo gradu approbatus fuit cum votis 29 pro scientia, et novem pro requisitis.

Ægre id tulit Petrus Scarelli, qui ideo intra legitima tempora

appellationem interponens, suas conquestiones adversus examinatorum judicium apud S. V. O. detulit.

Quare audito episcopo, qui interea hac de causa a relaxandis literis commendatitiis Datariæ apostolicæ pro alterutro concurrente abstinere declaravit, acceptis actis concursus, quæ typis impressa fideliter cum originali concordantia seorsim distribuuntur una cum requisito voto consultoris, atque sapientissimum EE. VV. judicium hodie exquiritur super dubiis, quæ in calce transcripta leguntur.

Rectam ac justitiæ consonam fuisse examinatorum relationem ex eo cernitur quod data fuerit ad tramites sacrosancti concilii Tridentini, atque apostolicarum constitutionum. Non modo enim examinatores retulerunt de scientia et doctrina concurrentium, sed et de moribus et prudentia cæterisque ad vacantem ecclesiam gubernandam opportunis, quæ cum doctrinæ merito arcto fœdere consociarunt. Trid. synod. sess. 24, cap. 18. Benedictus XIV constit. *Cum illud*, § 16. Quod si in actis deficiat meritorum epitomes cujusque candidati, quæ per cancellarium scriptis tribuenda foret, haud tamen ex hoc deduci posse videtur quod mala fuit examinatorum relatio. Hoc enim non obstante defectu Sacra Congregatio provisionem sacerdotis Sciacca sustinendam esse tenuit in *Messanen.* concursus die 9 maii 1874; præterquam quod observandum jam ab ipsis concurrentibus concinnata in actis reperiri exhibita requisita, quæque cancellarii auctoritate firmata reperiuntur.

Verum si ad acta parumper vertantur oculi, omne dubium super rectitudine relationis examinatorum evanescere videtur. Non modo enim Orlandi ad quæstiones morales ab examinatoribus propositas pari gradu, quam actor Scarellius censendus videretur, verum etiam suo competitori in tertii casus solutione præcelluisse. Facile enim legenti apparet eumdem distinctionem votorum, uti in primo dicti casus quæsito percontabatur, complete adnumerasse, dum Scarellius tantum præcipuas meminit.

Nec secus de requisitis censendum esse putarem. Siquidem de Orlandio constabat curiæ non solum inter Hortanos cives adnumerari et in quinque concursibus pro cura animarum gerenda probatum extitisse et quidem dupliciter in primo gradu, verum etiam et rhetoricam in publico seminario edocuisse et in prædicatione verbi Dei sedulam operam navasse, et vicarii generalis munus obiisse, necnon parochiæ cathedralis per longum decem annorum spatium maxima cum diligentia præfuisse. Quæ porro ultima prærogativa, si temporum iniquitas spectetur, certe ipsum supra Scarellium elevat, attentis laboribus, conviciis, periculis, et aliis hujusmodi, quæ in sui muneris exercitio perpessus est. Quibus igitur consideratis, videretur, quod pro recta examinatorum relatione esset concludendum.

Contra sed vero perpendendum quod in materia concursus omnia attente ponderanda sunt, quæ tam ad scientiam, quam ad requisita concurrentium spectant. Quare non absolute sed instituta collatione puncta laudum donanda veniunt. Jamvero actis concursus attente ponderatis, et propositarum quæstionum solutione perlecta, videtur quod Scarellius clare ferme semper ac fere ex professo singulis propositis quæsitis responsum dedit, dum Orlandi plura animadvertere omisit. Et quamvis dici debet quod iste singulas votorum divisiones, quæ in tertio casu exquirebantur complete adnumeravit præ Scarellio hic autem principales voti divisiones adnotavit et vota simplicia Papæ reservata etiam animadvertit et de natura voti scientificam explicationem præbuit. Quapropter iis attentis necnon exhibitis actis concursus perfacile evinci putarem Scarellium quoad scientiam suo competitori esse præferendum.

Quoad requisita vero ni superior, saltem æqualis Orlandi dijudicandus erat. Revera ipse Orlandio in ætate præcellit, ad eamdem spectat diœcesim, et pluribus abhinc annis commoratus est, et domicilium posuit in civitate Hortana, assiduam præbet operam in fidelium confessionibus excipiendis, uti suo muneri pœnitentiarii incumbit, grammaticam et rhetoricam in suo seminario edocuit, et edocet nunc metaphysicam, mathesim et ethicam, in tribus concursibus parœciarum probatus fuit et quidem dupliciter in primo gradu, et theologiæ ac juris utriusque laurea donatus est. Quæ munera exercita et laudum testimonia si paulisper expendantur eum ni forte majorem, saltem quoad requisita æqualem Orlandio renuntiant. Maxime vero si iis adjungere placeat alia laudum testimonia penes S. O. producta, quæ neutiquam ignorare valebant examinatores, quæque consistunt 1° in concursu ut inter alumnos seminarii Pii cooptaretur in quo magis dignus reputatus fuit, ibique degens non modo integerrimam vitam duxit, verum etiam et præmia, aliasve honoris significationes assecutus est tam in theologicis, quam in utriusque juris disciplinis; 2° in electione in vicarium capitularem, ac tandem 3° in electione ad examinatoris prosynodalis munus gerendum. Hisce igitur bene ponderatis atque actis æqua lance libratis videretur quod Scarellius Orlandio superior judicandus erat.

De Mariano Santori nihil adnotare censui quia, ut initio animadverti, declaravit « di non volersi costituire parte attiva nel presente giudizio. » Perspectis igitur actis, atque adnotatis requisitis, quæ in magisterii munere in Hortano seminario exercito, in servitio ecclesiæ cathedralis præstito, in prædicatione verbi Dei, in officio œconomi curati, ac in honorifica pro aliis concursibus probatione consistunt, si aliquid, hac super re, etiam decernere velint EE. VV. id facile pro sueta sapientia præstare poterunt sequentia diluendo dubia: I. An constet de mala relatione examinatorum in casu. Et quatenus affirmative, II. An et quomodo providendum sit in casu.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit: Ad I. *Providebitur in secundo.*

Ad II. *Affirmative favore sacerdotis Petri Scarelli.*

Romæ, 15 junii 1878.

Votum consultoris. Acta concursus ad vacantem præbendam parœcialem S. Silvestri papæ in ecclesiam S. Augustini civitatis Hortæ canonice translatam a sacerdotibus Petro Scarelli canonico pœnitentiario ecclesiæ cathedralis ejusdem civitatis, Adeodato Orlandi canonico parocho præfatæ ecclesiæ cathedralis, et a Mariano Santori beneficiato cathedralis, et œconomo parocho S. Michaelis Arcangeli in territorio Hortano die 22 maii 1877 habiti, ad hunc sacrum consessum appellationis causa remittenda curavit dictus Petrus Scarelli cum minus æquum ei videretur examinatorum synodalium judicium; quia in scientia paribus votis fuit comparatus Orlandi; et in idoneitate ad onus sustinendum parœciæ approbatus fuit cum decem votis, Orlandi vero cum plenario idest duodecim votorum numero. Quapropter iis actis ab Illmo ac Rmo hujus S. Ordinis pro-secretario mihi demandatis, accurate, quidquid erat expendendum, perpendam, judiciumque meum, quod obsequentissime incomparabili sapientiæ vestræ subjiciam, hæc præviis observationibus referam.

Acta concursus. Casus primus. Arcadius et Petronius ne ejiciantur a famulatu obedientes domino alter a pharmacopola emit et accepit, alter puellæ prægnanti potionem præbuit ad abortiendum aptam.

Quæritur 1. Quando peccatur vel non cooperando peccatis alienis?

2. Quid dicendum de singulis quatuor, et utrum in censuram inciderint?

Observationes.

Ad primum quæsitum omnes tres concurrentes recte quoad substantiam responderunt. Sed in solutione doctrinali unus alio est præstantior.

Revera Scarelli clare ac fere ex professo, licet breviter, explicavit quando in cooperatione formali adest vel non peccatum tum si actio, quæ ponitur, sit objective mala; tum si indifferens quidem ratione objecti, sed mala ratione finis, vel adjunctorum. Insuper adnotavit et explicavit quando cooperator peccat vel non ponendo actionem suam indifferentem, et sine pravo fine. Tandem animadvertit nexum inter actionem, quam cooperator ponit et effectum malum qui sequitur, nec non utrum bonus effectus actionis malum compenset. Quæ omnia communiter traduntur a theologis ut rectum ferri possit judicium de licita cooperatione, aut de majori vel minori ejus culpa.

Orlandi theoriam generalem libavit, et recensitas notiones specifice non animadvertit.

Santori valde confusam ac implicatam solutionem dedit.

Quare patet Scarelli in hoc aliis præminere.

Ad secundum quæsitum quoad primam suam partem idest « *Quid dicendum de singulis quatuor.* »

Scarelli aliis duobus concurrentibus præcellit. Nam ipse dixit dominum esse præcipuum reum homicidii et ruinæ spiritualis infantis si abortus evenerit; secus reum fuisse homicidii attentati. Hæc solutio est secundum constitutionem Sixti V incip. *Effrenatam*, et secundum omnes theologos.

Orlandi solum dixit dominum patrasse peccatum grave; sed minime innuit speciem peccati.

Insuper Scarelli notionem valde opportunam inscripsit videlicet : « modo non fit distinctio inter fœtum animatum, et inanimatum; juxta enim recentiores medicinæ legalis peritos, statim a conceptione fœtus anima informatur. »

Orlandi id non notavit; et hoc in casu est valde opportuna hujusmodi notio. Ipsemet S. Ligorius lib. 6, num. 124 id animadvertit. Tandem Scarelli resolvit « Arcadium et Petronium fuisse reos ejusdem peccati ac eorum dominus, sed non fuit tam grave, quam illud. » Ita revera est.

Orlandi dixit: « Arcadium excuso a peccato, dummodo actionem peccaminosam domini sui et ipse non intenderit et voluerit, quia tunc efficeretur cooperator formalis, quod tamen in casu minime apparet. » Judicat vero Petronium reum peccati domini sui juxta mensuram concepti timoris.

Heic animadvertendum est EE. PP. quod casus præsentet Arcadium et Petronium in eadem conditione, idest ambo obediunt *ne ejiciantur a famulatu*; ideoque si qua distinctio vel excusatio haberet locum in Arcadio, deberet etiam habere locum in Petronio. Sed ex casu colligitur ambos nempe tam Arcadium, quam Petronium cognovisse actionem illicitam, et finem pravum domini proprii; obedientiam enim præstiterunt propter metum ne ejierentur a famulatu. Ergo ex verbis casus deducitur Arcadium æque ac Petronium scienter et culpabiliter egisse. Erravit itaque Orlandi excusando Arcadium.

Santori ne verbum quidem specifice fecit de hujusmodi prima parte hujus quæsiti.

Constat igitur Petrum Scarelli in hoc præstantiorem esse Adeodato Orlandi, et Mariano Santori.

Quoad secundam partem ejusdem quæsiti omnes tres concurrentes non recte ex parte responderunt. Quia constitutio *Apostolicæ Sedis moderationi* Pii PP. IX afficit tantum procurantes abortum *per se, aut per interpositas personas* ad sensum Sixtinæ constit. incip. *Effrenatam*; et ne verbum quidem facit de aliis, quos ipsa Sixtina const. clare expressit, nimirum de iis, qui consilio, favore, ope, potione, aliave ratione ad abortiendum fœtum cooperantur. Ast ex Salmanticentibus trac. X, c. 1, num. 145 post alios doctores, quos ipsi allegant, censura adversus mandantes et facientes etc. non tenet eos, qui illos recipiunt, aut illis auxilium, consilium, favorem præstant juxta regulum : *Pœnæ non excedunt proprium casum.* Ideoque hodie censura constit. *Apostolicæ Sedis* non comprehendit ope, favore, consilio cooperantes iis, qui procurant abortum.

Nemo ex recensitis tribus concurrentibus hanc censuræ limitationem advertit, ideoque prædictos cooperatores censuram incurrisse dixerunt; ac proinde non recte ex parte responderunt ut supra dixi.

Sed in hac eorum non recta solutione adhuc observandum est quod Orlandi erraverit plus quam Scarelli. Nam Orlandi sic scripsit : « Juxta mensuram igitur cooperationis singuli de quibus in casu excommunicationem incurrunt si effectus sequatur; non incurrunt si minime sequatur. Diximus juxta mensuram cooperationis eo sensu, quod illi tantum censuram incurrunt, qui peccatum formaliter admiserunt. » Hæc doctrina non est generaliter vera; quia potest dari casus, et revera frequenter datur, ut quis concurrat formaliter ad peccatum, et reus fit peccati, quin censuram incurrat: quia vel id facit ob metum gravem, vel quia ignorat ipsam censuram.

Scarelli vero animadvertit hanc distinctionem, et in casu nostro excmit a censura Arcadium et Petronium si in amissione illius famulatus grave subire damnum debuissent.

Hisce præmissis, ac perpensis observationibus censeo Scarelli mereri vota 10 1/2, Orlandi 8 1/2, Santori 7 1/2.

Casus secundus. Titius recogitans in amaritudine animæ suæ annos vitæ præteritæ, recordatur se aliquoties confessum fuisse eliciendo actum amoris non vero doloris; insuper confessus est aliquoties utique cum dolore sed sine proposito; ac tandem non semel confessus est acceptando quidem pœnitentiam sibi a confessario impositam sed sine tanta voluntate eam adimplendi: hinc dubitans nunc de valore suarum confessionum consulit confessarium suum, utrum confessiones suas reiterare teneatur.

Quid respondendum?

Observationes.

Quamvis omnes in responsione substantialiter fere idem dicant, in solutione tamen doctrinali cæteris præminet Scarelli.

Re enim vera ipse (Scarelli) adnotavit quando sit necessaria, quando utilis, quando noxia confessionis reiteratio. Deinde explicavit ad sacramentum pœnitentiæ conficiendum essentialia juxta Tridentinum. In solutione primæ hypothesis clare ac distincte notavit quomodo amor erga Deum contineat in se dolorem de peccatis, et casui adamussim applicavit. In solutione secundæ hypothesis plene eam absolvit distinctione triplicis capitis, quæ distinctio comprehendit diversos modos seu status dispositionis, in quo potuit esse Titius, et scientifice resolvit. In tertia hypothesi data brevi ac clara ratione, per quam essentialiter requiritur in sacramento pœnitentiæ voluntas satisfaciendi, ope distinctionis resolvit ipsam hypothesim.

Orlandi notionem omisit quando debeat reiterari confessio. Hæc notio hoc in casu est valde opportuna. Diversos modos dispositionis seu status in quibus potest esse pœnitens, non animadvertit ope distinctionis, quæ dum pleno ac perfecto modo dictas hypotheses solvit, demonstrat confessarium hac de re perfecta pollere cognitione. Tandem in solutione tertiæ hypothesis ait : « Si vero (sunt ejus verba) aliquam deprehendat negligentiam in confessionibus instituendis, illum hortetur ut majori se diligentia in posterum paret, et de culpis omnibus in anteactæ vitæ confessionibus admissis se se accuset ac doleat; quin illas iterare permittat, dummodo certa culpa ac negligentia illas male peregerit. » Pronomen *illas* Orlandi refert ad confessiones, ut patet. Sed non est qui non novit confessiones male peractas culpa ac negligentia esse iterandas, cum sint vel saltem nullæ. Igitur Orlandi in hoc vel male se expressit, vel erravit formaliter.

Santori sufficientem solutionem uniuscujusque hypothesis præbet: sed videtur dubius in solutione tertiæ hypothesis; ideoque concludit consulendum esse Titium, ut emittat confessionem generalem suorum peccatorum ad animi anxietem tollendam.

Attentis hisce observationibus censeo Scarelli mereri vota 6 1/2; Orlandi vota 5; Santori vota 6.

Casus tertius. Agnes cum duodecimum ætatis annum expleverit occasione suæ primæ communionis votum emisit perpetuæ virginitatis nec consulto suo confessario, alia quacumque persona. Post aliquos annos nihil prorsus cogitans de voto emisso in matrimonium venit, et non recordata fuit hujus voti nisi post matrimonii consummationem. Qua quidem de re gravissimis conscientiæ stimulis fuit perturbata.

Quæritur 1. Quid votum, et quotuplici modo dividitur?

2. Utrum votum Agnetis validum considerandum sit?

3. Quid ab Agnete sit peragendum ut propriæ suæ consulat conscientiæ?

Observationes.

Ad primum quæsitum omnes recte responderunt: et in hoc solum inter eos discrimen est, quod nempe Orlandi complete adnumeravit divisiones voti; sed non dedit explicationem.

Santori præbuit quoque explicationem.

Scarelli tantum principales voti divisiones adnotavit; sed vota simplicia papæ reservata etiam animadvertit, et de natura voti scientificam explicationem præbuit. Quamobrem aliis præstantior judicatur.

Ad secundum quæsitum tam Orlandi quam Scarelli recte responderunt; ac proinde merito pares dici possunt.

Santori distinctionibus usus est, quæ parum, vel nihil ad rem faciunt.

Ad tertium quæsitum Scarelli respondit cum distinctione, et absque ambagibus et dubio quid agendum recte docet.

Orlandi nullam distinctionem fecit, et absolute resolvit votum virginitatis Agnetis non esse reservatum.

Santori inutiles distinctiones fecit, ac confusam solutionem dedit.

Ego censeo in hoc præstantissimum judicandum esse Scarelli ratione distinctionis quam fecit, et ob exactam et claram ejus applicationem voto Agnetis. Nam idem docent Suarez tom. 3 de Relig. tract. de voto in communi, lib. 4, c. 7, n. 6; Sanchez lib. 4 Sum. cap. 40, n. 65. Et præ cæteris placet hic referre verba Salmanticensium, qui et alios doctores allegant tract. XV, cap. 4, pr. 3, n. 31: « Dicimus hoc ex intentione voventis pendere. Si namque fecit votum virginitatis, æquivalens voto continentiæ, seu illud includens, certum est, quod licet per primum venereum actum consummatum virginitatem amittat, manet nihilominus voto castitatis adstrictus, quod semper in futurum obligat quantum potest, etiamsi in præteritum fractum fuerit: si autem intentio voventis solum fuit conservare integrum claustrum virginale, seu non committere primum actum, quo virginitatem amittat, tunc post amissionem illius non manet amplius votum, quod non excedit intentionem voventis. Quæ resolutio ex doctrina D. Th. et Cajet. 2, 2, q. 88 art. 3 ad 2 colligitur; judicandum autem erit votum esse hujus posterioris modi solum, quando id constiterit ex intentione expressa voventis; alioquin vero qui absolute et simpliciter vovit virginitatem, perpetuam castitatem censetur vovere. »

Insuper S. Alphonsus lib. III, n. 201, docet: « Si quis voluerit vovere modo ordinario, quo alii vovent, tunc implicite vult obligationem contrahere. » Sed maxime attendenda est intentio voventis in emittendo voto virginitatis: quia vulgo dicitur votum virginitatis ad significandum votum castitatis. Ergo nequit absolute dici, quod votum Agnetis non sit papæ reservatum; sed necessaria est distinctio videlicet si ipsa expresse intenderit solum virgineum florem conservare; vel intenderit vovere absolute et simpliciter virginitatem, sicut distinguunt Salmanticenses, et sicut distinxit Scarelli.

Hisce omnibus perpensis, judico Scarelli mereri vota 9; Orlandi 8; Santori 6.

CONCIO.

Pro concione assignatum fuit evangelium feriæ III post Pentecosten.

« Secundum Joannem: — In illo tempore dixit Jesus Pharisæis: Amen, amen, dico vobis: qui non intrat per ostium « in ovile ovium, sed ascendit aliunde, ille fur est, et latro. « Et reliqua. »

Observationes.

Orlandi præ aliis competitoribus suis evangelicam doctrinam magis ad mores traduxit, et major zelus in exhortando ac in excitandis affectibus in ejus concione elucet: id maxime debet habere locum in concionibus parochi. Ac proinde judicio meo meretur vota 6 1/2; Scarelli 6; Santori 6.

EXPLICATIO.

Pro explicatione assignatum fuit caput XIX e conc. Trid. sess. XXV excerptum.

Monomachia pœnis gravissimis punitur etc.

Observationes.

Nullum, vel saltem notabile discrimen non adest inter unam et aliam explicationem; ac proinde remanet approbandum examinatorum judicium, idest Scarelli vota 3, Orlandi 3, Santori 3.

Resultat igitur:

Scarelli: pro 1 casu. vota 10 1/2, pro 2 casu 6 1/2, pro 3 casu 9, pro concione 6, pro explicatione 3; summa votorum 35.— Orlandi: pro 1 casu vota 8 1/2, pro 2 casu 6, pro 3 casu 7 1/2, pro concione 6 1/2, pro explicatione 3 1/2; summa votorum 31 1/2. — Santori: pro 1 casu vota 7 1/2, pro 2 casu 6, pro 3 casu 6, pro concione 6, pro explicatione 3; summa votorum 28 1/2.

ACTA CONCURSUS.

Super morales qualitates et idoneitatem eorumdem concurrentium.

Observationes.

1. Requisita a tribus candidatis exhibita quoad eam partem, quæ scientiam respiciunt: *Idonei judicati fuerint doctrina*, juxta Tridentinum sess. XXIV, cap. 18, habita ratione ad studia, quibus operam dedit Scarelli, et ad lauream doctoralem in sacra theologia et in jure: perpensis etiam concursibus ad diversas parœcias, quos sustinuit, nullum est dubium quin idem Scarelli aliis suis competitoribus præcellat.

2. Quoad eam partem, quæ qualitates morales respicit: *moribus, prudentia*, ait Tridentinum, nihil venit observandum, quatenus de iis nulla apparet exceptio; proindeque merito pares haberi debent.

3. Quoad alia opportuna *ad vacantem ecclesiam gubernandam*, ut loquitur idem Tridentinum, procedimus cum Benedicto XIV Instit. VII, n. 7, idest « quantum inserviendæ Ecclesiæ, et fidelibus præsertim imbuendis temporis impenderint; quandiu pœnitentiæ sacramentum ministraverint etc. »

Scarelli per aliquod tempus munus vicarii capitularis Hortanæ diœcesis exercuit: jam a sex annis pœnitentiarius per concursum electus hoc munus in præsens exercet: in seminario docuit, ac nunc fere gratis docet metaphysicam, ethicam, arithmeticam, algebram et geometriam.

Orlandi jam a decem annis est parochus ecclesiæ cathedralis civitatis Hortæ : in seminario docuit rhetoricam per octo annorum spatium ; fuit etiam ad breve pro-vicarius generalis : tandem verbi Dei prædicationem in diversis oppidis diœcesis habuit.

Verum omnibus patet quod quanto excellentius sit munus, quod quis in ecclesia exercet, tanto majus est servitium quod ecclesiæ ille præstat. Sed munus vicarii capitularis est excellentius munere parochi, et vicarii generalis; quia parochus habet regimen suæ parœciæ, et vicarius capitularis regimen totius diœcesis. Insuper quoad pœnitentiæ sacramenti administrationem munus pœnitentiarii est etiam magis conspicuum, quia pœnitentiarius est sicut judex casuum conscientiæ cum, juxta Benedictum XIV instit. 102 n. 5, judicio ejus subjiciantur. Insuper in canonicum pœnitentiarium eligi debet qui sit doctor, aut licentiatus in theologia vel in jure canonico: nihil vero de iis requiritur ad munus parochi obeundum.

Ergo ex recensitis requisitis colligitur Scarelli et Orlandi quoad morales qualitates et magisterium merito esse æquales : quoad qualitates scientificas et servitium ecclesiæ Scarelli altero præcedere.

Puto autem examinatores synodales supputasse labores, convicia, pericula, et alia hujusmodi quæ perpessus est Orlandi in exercitio officii parochialis ratione calamitatum temporum nostrorum, et ratione prædicationis verbi Dei ut supra : ideoque cum plenario numero votorum, idest duodecim eum approbarunt. Verum ut servetur debita æquitas, attentis supra expositis, judico Orlandi approbandum esse cum plenario, idest duodecim votorum numero; Scarelli saltem cum undecim ; Santori cum novem.

Simul itaque cumulatis votis tam pro scientia compertis, quam pro idoneitate horum trium concurrentium, salvo meliori judicio, Scarelli remanet approbatus in primo gradu cum votis 46; Orlandi in primo gradu cum votis 43 1/2; Santori in secundo gradu cum votis 37 1/2.

Hisce non obstantibus, sapientissimo judicio vestro EE. PP. si aliter sit, et ego subscribam.

N. N.

DROITS PAROISSIAUX

Chanoines et collégiale de Manduria. — Attributions paroissiales. Obsèques. Droit de porter l'étole et de faire la conduite. Usage portant que le convoi soit présidé par la première dignité du chapitre. Ordonnance épiscopale abrogeant l'usage. Plainte des chanoines. La S. Congrégation du Concile casse l'ordonnance. Décision du 15 juin 1878.

Les paroisses établies dans les églises cathédrales et collégiales donnent parfois lieu à des dissentiments entre les chanoines et les curés relativement aux attributions curiales.

Le chapitre de la collégiale de Manduria, diocèse d'Oria, en Sardaigne, a fait présenter au Saint-Siége la réclamation suivante :

« La cure habituelle réside dans le chapitre. De temps immémorial c'est l'usage que, lorsque le chapitre est invité aux convois, le droit de bénir le défunt et de porter l'étole est réservé à la première dignité ou en son absence aux autres dignitaires et chanoines ; le curé et le vicaire n'ont pas ce droit. La première dignité étant vacante, on a nommé un pro-curé. Par décret extrajudiciaire du 18 novembre 1875, Mgr l'évêque, sans entendre le chapitre, a déclaré abusif tout acte exercé par un prêtre quelconque du clergé de Manduria, et il a ordonné que l'archiprêtre seul, et actuellement le pro-curé ou son délégué, ont le droit de porter l'étole, de donner la bénédiction dans la maison du défunt, conformément au Rituel romain et à la discipline de l'Eglise . Le vicaire forain ayant notifié le décret, le chapitre se réunit et signa un mémoire réfutant les raisons de l'évêché, et concluant que les circonstances actuelles empêchaient seules les chanoines d'insister pour l'exercice de leurs droits, mais qu'ils se réservaient de faire valoir leurs raisons quand ils croiraient. Aujourd'hui le chapitre fait présenter cette humble requête à la S. Congrégation, en demandant la révocation du décret épiscopal et le maintien de l'usage. »

La S. Congregation a consulté Mgr l'évêque conformément à la procédure d'usage. La réponse du prélat est ainsi conçue : « La prétendue coutume immémoriale manque de toute base juridique. Il est entièrement faux que les chanoines de Manduria possèdent la cure habituelle. La cure actuelle a toujours appartenu à l'archiprêtre, première dignité du chapitre ; présentement, la dignité étant vacante, la cure actuelle appartient au pro-curé. Le chapitre ni aucun de ses membres n'ont jamais prêté aucun concours ni coopération personnelle pour la cure, pour l'administration des sacrements et pour toute autre attribution curiale. Le casuel n'a jamais été versé dans la main du chapitre ; il a été constamment perçu par le curé. La coutume dont on parle n'a jamais existé et n'existe pas. Il suit de là que devant la disposition du Rituel romain qui réserve au curé le droit en question, la violation de ce droit serait un abus qu'il ne serait pas possible de tolérer. La paroisse posséderait donc un grand nombre de curés contrairement aux lois de l'Eglise, au Rituel romain, à la jurisprudence de la S. Congrégation des Rites, qui déterminent le règlement des paroisses. Il est faux que le chapitre n'ait pas été entendu avant de porter le décret du 18 novembre 1875; car le contraire est prouvé par une délibération capitulaire en date du 14 octobre. »

Mgr l'évêque ayant nié la coutume et même la cure habituelle en faveur du chapitre, les chanoines se sont placés sur ce terrain.

« La coutume dont il s'agit est-elle condamnée par la raison ? Est-ce l'occasion de quelque péché ou d'un scandale pour la population de Manduria que le chapitre assiste aux obsèques et que le doyen porte l'étole, bénisse le corps et l'accompagne à la paroisse ? Est-ce un usage anormal qu'un des membres d'une église qui sont tous obligés d'enseigner le catéchisme, de diriger les consciences et de coopérer à la cure, remplisse les fonctions de curé en ce qui concerne les obsèques ? Le droit établi par l'usage peut-il être condamné comme un acte illicite, comme une dépravation et comme un abus subversif des lois ecclésiastiques ? Voici ce que vingt témoins attestent par écrit : On a constamment suivi l'usage en question, même durant la vacance de la paroisse ; car c'est la première

dignité et non le pro-curé qui a porté l'étole et béni les corps. Tel est l'usage immémorial ; les témoins attestent que la tradition provient de leurs ancêtres. Il y a un ou deux ans, la population a vu avec surprise le pro curé, qui est un des derniers du chapitre, porter l'étole et occuper la première place de la procession pendant que la première dignité se tenait au dernier rang. Le droit du chapitre se fonde soit sur une réserve qui remonte à la fondation de la paroisse, soit sur une coutume raisonnable et reconnue par le droit canonique. »

La S. Congrégation du Concile a pensé qu'elle ne pouvait en l'état rendre son jugement. Elle a demandé d'autres investigations et d'autres preuves de nature à constater l'usage : *Dilata et coadjuventur probationes.* Rome, 22 septembre 1877.

L'affaire est revenue devant la S. Congrégation du Concile le 15 juin 1878. Nouvelle plaidoirie de l'avocat des chanoines, avec pièces à l'appui. Il s'agit de prouver à la Congrégation que le chapitre possède la cure habituelle de la paroisse.

Au mois de juin 1854, en l'absence de l'archiprêtre-curé, qui était malade, le pro-curé, le même qu'aujourd'hui, demanda au chapitre son traitement. Les chanoines répondirent que cela regardait l'archiprêtre, qui continuait de percevoir, malgré son absence, la portion congrue. Mgr l'évêque décida en faveur du pro-curé. Le 12 juillet, le prélat écrivit au chapitre à ce sujet, et dit, entre autres : « La cure résidant dans le chapitre, qui fournit la portion congrue à l'archiprêtre, j'ai besoin de savoir etc. » Dans une lettre du 5 septembre, concernant la même affaire, le prélat s'exprime comme il suit : « Dans les collégiales dont la première dignité est de même nature (c'est-à-dire, ayant l'exercice actuel), la cure des âmes réside dans le chapitre. Peut-on nier que l'archiprêtre de la collégiale est la première dignité avec cure d'âmes? Il s'ensuit que la cure est habituellement placée dans le chapitre, et que l'archiprêtre en a l'exercice actuel. Conformément au concordat de 1818, la portion congrue du curé de cette collégiale est placée dans la masse commune, dont il reçoit deux parts. Il est certain que, durant la vacance de la dignité, et en cas d'empêchement, on a payé le vicaire sur la portion congrue. C'est ce que le chapitre fit durant la maladie et après la mort de l'archiprêtre Costanzo et pendant celle de l'archiprêtre Micheli. »

Mgr l'évêque nie l'habitualité, parce que, dit-il, « le clergé de la collégiale et aucun de ses membres n'a jamais prêté aucun concours ni aide dans la cure des âmes, pour l'administration des sacrements, et autre office paroissial. » Mais cela regarde le prélat; il aurait dû rappeler les chanoines à leur devoir, conformément à un décret de l'ordinaire du 28 août 1799; ce décret veut que les aspirants aux postes de la collégiale soient au préalable examinés sur leur aptitude à faire le catéchisme et à remplir les autres fonctions paroissiales. L'archiprêtre et son vicaire ont toujours pris des substituts, des auxiliaires. Or c'est le chapitre qui les nomme.

Il n'est pas vrai que l'archiprêtre ou le vicaire supporte les dépenses paroissiales. Les registres constatent, en effet, que les dépenses de la paroisse ont toujours été à la charge du chapitre; particulièrement la solution du cathédratique. Le notaire du pays a compulsé les registres de l'année 1800 jusqu'à ce moment-ci, et déclare avoir vérifié, parmi les dépenses de chaque année, celles-ci, entre autres : « Voiture pour le curé qui va prendre les saintes huiles à la cathédrale : 1 ducat. — Cierges pour toutes les fonctions de la paroisse et de la collégiale : 60 ducats. — Indemnité au vicaire pendant la vacance de l'archipréture : 36 ducats. — Rétribution des messes *pro benefactoribus* appliquées par le vicaire les dimanches et fêtes supprimées, au nombre de 65, pendant la vacance : 13 ducats. — Le registre des recettes présente 36 ducats par an, comme moyenne, pour la quarte funéraire ou droit de cierges que le chapitre reçoit des familles, de temps immémorial, à l'occasion des enterrements. »

L'évêché ne conteste pas l'usage; il en reconnaît l'existence, car il se borne à dire que la coutume est nulle, fût-elle ancienne, attendu qu'elle est en opposition avec les lois écrites. La déclaration des habitants de Manduria, présentée l'an dernier, atteste la coutume. Cette coutume dérive de l'habitualité ; cela la rend *rationabilis.* Si la S. Congrégation estime ces preuves insuffisantes, les chanoines demandent une enquête formelle par un personnage que la S. Congrégation désignera, et qui interrogera le pro-curé et ses auxiliaires, pour déclarer, sous serment, si la coutume dont il s'agit a jamais été contestée, suspendue, ou abolie.

Décision. La S. Congrégation décide que l'ordonnance épiscopale doit être infirmée. Rome, le 15 juin 1878.

Oritana. Jurium parochialium. Die 15 junii 1878. Percontanti mihi in congregatione diei 22 septembris elapsi jam anni : « An decretum curiæ Oritanæ sit confirmandum vel infirmandum in casu,» responsum fuit : *Dilata, et coadjuventur probationes præsertim super asserta cura habituali et consuetudine.*

Utrumque conficere studet orator, qui pro capitulo causam dicit, in nova allegatione cum summario typis exarata et seorsim distribuenda, cujus summam de more exponam. Et ad habitualitatem curæ confirmandam affert nonnulla actualis antistitis documenta, quibus eamdem evincere curat. Volvente sane die 12 junii anni 1854 in absentia archipresbyteri parochi, cujus vices gerebat uti œconomus actualis contradictor in causa Augustinus Guarini, hic mercedem pro suo officio a capitulo expostulavit, quod renuebat ejusdem solutionem contendens ad archipresbyterum spectare qui in absentia quoque congruam percipiebat parochialem. Res per Augustinum ad episcopum delata fuit, qui favore actoris quæstionem diremit, atque literis diei 12 julii illius anni inter alia hæc capitulo scribebat : « Essendo risposta la cura presso codesto capitolo il quale somministra la debita congrua al detto sig. Gatti archipresbytero absenti, mi giova sentire ecc. » Et melius quoque de eamet controversia disserens in altero epistolio diei 5 septembris ejusdem anni habebat — ibi — « Nelle collegiate, ove la prima dignità è di tal natura (cui nempe adnexa est animarum cura) la cura delle anime è riposta nel capitolo. E potrebbe negarsi che l'arciprete di cotesta collegiata sia prima dignità con cura di anime? Dunque è a conchiudersi che abitualmente tal cura sia riposta presso il capitolo in esercizio attualmente dell' arciprete Gatti... non può negarsi che uniformemente al concordato del 1818 la congrua del parroco di cotesta collegiata è riposta nella massa

comune, che gode il medesimo una doppia porzione: che nelle vacanze e ne' casi d' impedimento del parroco si è pagato l'economo sulla congrua. Tali fatti sono stati praticati e consumati dal capitolo nella malattia del fu arciprete Costanzo e dopo la morte dello stesso e dell'arciprete Micheli. »

Nihil autem contra curæ habitualitatem in capitulo residentem evincere pergit episcopi verba referentis : « Costa pienamente per fatto che niuna concorrenza, o personale opera si è mai prestata dal clero o da uno di essi nella cura delle anime, nell' amministrazione de' sagramenti o in alcun dovere parrocchiale. » Siquidem ipsius curæ esse deberet capitulares revocare ad officii sui implementum ad tramites decreti die 28 augusti 1799 ab ordinario lati, præcipientis ut cupientes in participantium numero admitti prævie examinarentur circa eorumdem habilitatem « ad catecheses in ecclesia faciendas aliasque functiones parochiales absolvendas pro conscientiarum directione animarumque salute. « Verumtamen adnotat quod substituti atque adjutores, quos archipresbyter vel œconomus curatus penes se habuit in antecessum et in præsens pro parochialibus officiis absolvendis, ab ipso capitulo eliguntur. Nil mirum proinde si episcopus sollicitus constantissime fuit inquirere an sacerdotes, qui in participantium numero admitti voluissent, idonei necne essent ad catechesim docendam aliasque functiones parochiales explendas pro conscientiarum directione animarumque salute. Quæ si attente perpendantur, indubie demonstrare concludit curam habitualem in capitulo residere.

Nec pariter in facto subsistere prosequitur orator quod ex adverso asseritur, idest expensas parochiales sive ab archipresbytero sive ab œconomo sustentatas fuisse. Ex codicibus quippe administrationis vulgo « di esito e di introito » in capituli tabulario servatis constat annuos pro parœcia sumptus necnon cathedraticum vel ipsum semper sustinuisse capitulum, numquam vero archipresbyterum vel œconomum. Perspectis enim præfatis codicibus a publico tabellione ab anno 1800 « fino a questi ultimi meno alcune piccole differenze, e senza tener conto degli anni precedenti tal epoca » palam fit che annualmente si sono erogati inter alias expensas : « Per carrozza al parroco che va a rilevare gli olei santi dalla cattedrale ducato 1, pari a lire 4, 25. — Per cera per tutte le funzioni sia della parrocchia che della collegiata ducati 60 pari a L. 255. Nella vacanza dell' arcipretura per compenso all' economo ducati trentasei pari a lire 153. — Per elemosina delle messe *pro benefactoribus* celebrate dall'economo curato in tutti i giorni festivi e feste abolite nella vacanza dell' arcipretura n. 65 circa ducati 13, pari a lire 55, 35. » Constat insuper a codicibus ipsis vulgo d'introito « la cifra in media di ducati 36 pari a lire 153, che annualmente di tempo immemorabile il medesimo capitolo ha ritratto dalla così detta quarta funebre o diritto di cera ricevuta dalle famiglie in occasione dei funerali. »

Ad probationes circa consuetudinem adstruendas deveniens orator præmonet ejusdem existentiam quodammodo erui ex ipsius decreti verbis a curia prolati ex quibus palam fit eamdem minime impugnari, sed tantum dici ipsam ecclesiaticæ legi adversam esse.

Verum consuetudinem, de qua quæstio et extitisse et extare ex documento a pluribus Manduriæ civibus obsignatum et in priori causæ propositione relatum probari censet, eamdemque prouti descendentem ex habitualitate curæ in capitulo residenti rationabilem dicit. Quod si in perdita hypothesi ad ipsam statuendam satis non esse quæ adducta fuere existiment EE. VV. nullum aliud sibi præsto esse remedium putat, quam exorare EE. PP. ut dignentur imperare formale examen prævio juramento tam ipsi Guarinio, qui duodecim abhinc annis œconomi officio fungitur quodque alias quoque plures per annos exercuit, quam ipsius substitutis coram persona a S. Ordine deputanda ad hoc ut in propatulo ponatur an consuetudo de qua agitur fuerit unquam controversa vel suspensa vel ablata.

Hisce igitur perpensis nec non aliis quæ in priori causæ propositione deducta fuerunt, rogantur EE. PP. enodare dubium :

An decretum curiæ Oritanæ sit confirmandum vel infirmandum in casu.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Decretum esse infirmandum*. Romæ, 15 junii 1878.

COLLÉGIALE DE SAINT-NICOLAS

Chanoines amovibles. Bref de Sixte IV défendant d'ériger formellement les canonicats et réservant aux fondateurs et à leurs descendants la faculté de révoquer les chanoines. L'église en question est-elle réellement collégiale? Caractères légaux de collégialité. Possession immémoriale. Vente des biens en vertu de la loi de 1875. Les chanoines actuels n'auront pas de successeurs. Réduction de l'office du chœur. Dispense de matines, principales fêtes exceptées. Application de la messe conventuelle pour les bienfaiteurs. Décision de la S. Congregation du Concile du 15 juin 1878.

On remarque à Regio, près Modène, une collégiale sous le vocable de S. Nicolas. Les prêtres qui composent ce collège ont présenté la requête suivante : « En vertu de brefs de Sixte IV des 14 novembre 1480 et 7 février 1481, les trois frères Zoboli instituèrent dans l'église paroissiale de S. Nicolas à Regio une collégiale composée de huit chanoines prêtres et de quatre clercs, dénommés aussi choristes, ayant pour chef le prévôt de cette église revêtue de la qualité *Nullius*. On ne procéda pas à l'érection formelle des prébendes, car les patrons entendirent se réserver la faculté de renvoyer les chanoines lorsqu'ils le jugeraient nécessaire ou utile au service de Dieu et de l'Eglise. L'acte de fondation prescrit l'office quotidien, comme les cathédrales; il permet de dire matines après vêpres, permet aux chanoines d'assister alternativement par moitié au chœur, de semaine en semaine, excepté les grandes fêtes, auxquelles tous doivent se rendre au chœur. Le revenu, qui s'élève à six mille lires d'Italie environ, est entièrement en distributions. Les chanoines prêtres ont deux vingtièmes; les clercs, un vingtième; mais l'usage leur donne en quelque sorte le droit de passer aux postes presbytéraux.

« Les patrons, se prévalant de la loi du 15 août 1867, ont vendu leur droit à une famille israélite, qui a soldé au gouvernement le prix de l'affranchisement, et a pris les biens de la collégiale. Deux membres de l'ordre clérical et deux chanoines sont décédés; un autre chanoine est tombé gravement malade, au point de ne pouvoir célébrer la messe. Ces décès permettent aux acquéreurs de réclamer six vingtièmes du revenu. Les sept chanoines survivants doivent faire le travail de douze; les cinq prêtres ont à leur charge les messes conventuelles, fêtes et vigiles. La condition des clercs n'est pas meilleure; indépendamment des charges communes, ils perdent tout espoir d'occuper un poste presbytéral. C'est pourquoi les recourants demandent

la réduction de l'office choral que la S. Congrégation croira équitable et convenable. »

Mgr l'évêque de Regio, consulté *pro informatione et voto*, a adressé le procès-verbal de l'assemblée capitulaire que les chanoines de la collégiale ont tenue. Ce procès-verbal établit les faits suivants. Les chanoines prêtres reçoivent présentement 609 livres, 35 centimes; les clercs, 304 livres, 71 centimes. Antérieurement à la vente des biens, les charges étaient de 30 messes chantées, et de 637 messes basses. L'ordinaire, en 1875, a réduit ces obligations à 16 messes chantées et à 230 messes basses.

Le prélat propose deux solutions: 1° L'obligation quotidienne du chœur, pour l'office de jour et de nuit, comme elle existe, peut être réduite aux dimanches et fêtes de précepte, doubles de première et de seconde classe, doubles majeurs, vigiles privilégiées, le carême tout entier, suivant la pratique des autres collégiales du diocèse; en toute hypothèse, une seule messe conventuelle. — Ou bien 2. conserver l'obligation de l'office quotidien de jour, dispenser de matines et de la seconde et troisième messe conventuelle. Aux grandes fêtes, tous les chanoines doivent réciter au chœur l'office tout entier. Ces fêtes sont : Pâques, Pentecôte, Noël, Epiphanie, Fête-Dieu et leurs octaves; Ascension, Assomption, Nativité et Conception de la sainte Vierge, S. Joseph, S. Pierre et S. Paul, Toussaint, titulaire et Dédicace de l'Eglise.

En ce qui concerne l'application de la messe pour les bienfaiteurs, le chapitre dit qu'on ne l'a jamais observée, parce que l'église de Saint-Nicolas n'est pas une collégiale proprement dite.

Cette question est examinée dans le *folium* de la S. Congrégation. Le second bref de Sixte IV, en effet, défendit de procéder à l'érection des prébendes, et ordonna de nommer huit prêtres amovibles au gré des patrons. Le prévôt seul obtint l'érection canonique. C'est pourquoi le procès-verbal de la visite épiscopale, en 1776, porte ceci: « La collégiale se compose de douze prêtres; huit se nomment chanoines, mais abusivement, car l'acte de fondation leur donne simplement le titre de prêtres. » D'autre part, l'église a toujours été regardée comme collégiale. C'est le nom qui se trouve *passim* dans les visites épiscopales. Dans un bref que Pie VII écrivit en 1816 à l'évêque François-Marie d'Este, ce pontife dit de mettre, sans délai, le prévôt et le collége des chanoines de S. Nicolas en possession de son église et de ses biens. Le défaut d'érection est surabondamment compensé par la possession immémoriale de la masse commune et des autres insignes de collégialité. Le *folium* relate les maximes communément reçues parmi les canonistes sur les divers caractères qui concourent à montrer qu'une église forme une corporation canoniale; statuts, stalles, offices du chœur, réunions capitulaires, etc.

Décision. La S. Congrégation du Concile a décidé d'accorder la réduction du service du chœur conformément à la seconde proposition de Mgr l'évêque. L'application de la messe conventuelle pour les bienfaiteurs est passée sous silence.

Rome, 15 juin 1878.

Regien. Servitii chori. Die 15 junii 1878. Sacerdotes ecclesiam collegiatam S. Nicolai in oppido Regii componentes, supplici dato libello sub die 13 novembris anni præterlapsi Sacratissimum Principem adiverunt, exponentes: « Nella chiesa parochiale di *S.* Nicolò di Regio nell'Emilia fu fondato sino dall'anno 1484 dalli signori Giacomo, Cristoforo, e Leonello fratelli Zoboli, in virtù dei brevi del Sommo Pontifice Sisto IV in data 29 novembre 1480 e 7 febbraio 1481 una collegiata composta di otto canonici dell'ordine presbiterale e quattro dell'ordine clericale, detti anche coristi, con a capo il prevosto della chiesa stessa insignita dalla qualità di *Nullius*. Ciò però veniva fatto senza erezione di prebende, che anzi rimaneva in facoltà dei patroni, fra i quali trovossi poi anche l'ordinario della diocesi quale erede di Leonello, il rimuovere i componenti ogni qual volta fosse loro sembrato necessario o conveniente al servizio di Dio, ed al decoro della chiesa.

« Le sue leggi di fondazione sin quì, debolmente sì, ma fedelmente eseguite, le impongono l'intera officiatura a norma delle cathedrali, con questa sola differenza, che al mattutino da recitarsi per privilegio dopo i primi vespri, è tenuta la metà soltanto dei collegiati di settimana in settimana alternativamente, meno le principali solennità, nelle quali tutti sono senza distinzione alcuna tenuti.

« La rendita annua è di circa sei mila lire Italiane tutta da percepirsi a moda di distribuzione nel rapporto di due ventesimi per ciascuno dell'ordine presbiterale e di un ventesimo per ciascuno dell'ordine clericale. Questi poi alla vacanza di una sede presbiterale godono per consuetudine di un quasi diritto di promozione alle sede stessa.

« Sopravvenuta l'infausta legge delli 15 agosto 1867 i molti che godevano del giuspatronato vendettero l'azione civile che era a loro consentita dalla citata legge ad una famiglia ebrea, certi NN. i quali s'impadronirono della dote pagandone al governo il prezzo, come suol dirsi di affrancazione.

« Frattanto vennero a morte due membri dell'ordine clericale, e due dell'ordine presbiterale, ed un terzo di questi è reso impotente al segno d'essergli impedita la celebrazione del divin sacrifizio. Questo fatto mentre ha portato i compratori al godimento di sei ventesimi della rendita, ha stremato il numero dei collegiali, che ridotti a soli sette debbono sostenere le parti di dodici, e soverchiamente è il peso dei sacerdoti, a carico esclusivo dei quali sta la celebrazione delle messe conventuali, di ferie e vigilie occorrenti; non è migliore la condizione dei chierici, che oltre all'aggravio comune, veggonsi tolta la speranza di occupare una sede presbiterale, speranza che avea sin quí compensata la tenuità del loro assegno.

« Egli è per questo che si vedono come costretti a rivolgersi alla paterna clemenza della Santità Vostra, perchè avuto riguardo alla tristizia delle circostanze, che andranno man mano aggravandosi, finchè Iddio non faccia risplendere la serenità del suo volto, voglia portare negli oneri di officiatura quella riduzione che crederà equa e conveniente. »

Requisitus de more Regiensis episcopus pro informatione et voto, et præsertim, ut audito capitulo, referat de ejusdem capituli redditibus et oneribus tum ante tum post bonorum direptionem, ac de legitima petitionis causa, illico transmisit authenticum documentum formalis conventus habiti a sacerdotibus collegiatam S. Nicolai componentibus, ex quo dignoscitur, quod redditus ante bonorum direptionem erat libellarum 810, 67 pro unoquoque canonico ordinis presbyteralis, et libellarum 405, 33 pro unoquoque ordinis clericalis; modo autem primi pro unoquoque recipiunt libellas 609, 35, secundi libellas 304, 71. Onera vero ante bonorum direptionem erant missarum 30 cum cantu, et missarum 637 lectarum; post bonorum direptionem canonici onus habent applicandi

quolibet anno missas lectas 230 et missas 16 cum cantu, ita reductas ex decretis ordinarii diœcesani diei 24 maii, et 17 aug. 1875.

De legitima autem petitionis causa episcopus edicens, ita se habet: « Attentis peculiaribus præsentibus circumstantiis collegiatæ, attentoque limitato numero sacerdotum eamdem componentium, quem processu temporis nempe ad mortem cujuslibet eorum imminuet, absque ulla spe substitutionis propter vitalitiam pensionem ipsis ab emptoribus bonorum collegiatæ assignatam, asserere non dubito reapse (causam) subsistere, et in considerationem habendam esse. »

Ad sui autem animi sensum aperiendum deveniens, duplici modo, ei videretur consuli posse precibus oratorum:

« 1. Obligationem quotidianam chori pro diurno, nocturno que officio persolvendo, prout viget, reducendo ad dies dominicales et festivos de præcepto, ad festa primæ et secundæ classis, ad duplicia majora per annum, ad vigilias privilegiatas, nec non ad totam quadragesimam, prout in aliis collegiatis hujusce diœcesis peragitur, dempto tamen onere alterius missæ conventualis in quadragesima, et illis diebus, inter nuper adnumeratos, quibus fore contigerit eam celebrandi.

« 2. Obligatione quotidiani officii diurni retenta, cum unica missa conventuali', etiamsi secunda vel tertia a rubricis imperata, ab officio nocturno exemptio concedatur, exceptis tamen festivitatibus per annum solemnioribus, nempe: Paschatis, Pentecostes, Nativitatis et Epiphaniæ D. N. J. C., ac solemnitate Corporis Christi eorumdemque octavis; Ascensionis Domini, Assumptionis, Nativitatis et Conceptionis B. M. V; solemnitate S. Josephi sponsi B. M. V., ac festivitatibus Ss. apostol. Petri et Pauli; omnium Sanctorum; Titularis, et Dedicationis propriæ ecclesiæ S. Nicolai episcopi. Ab hisce autem obligationibus nemo ex collegiatam componentibus eximi valeat, sed omnes tum ex ordine presbyterali, tum ex clericali interesse teneantur. »

At cum in suis litteris informatoriis episcopus addat, quod inter onera collegiatæ adnumerari non debeat applicatio missæ seu missarum, sicuti est onus pro capitulis cathedralium, eo quod applicatio sit libera arbitrio celebrantis; hinc ab eodem episcopo sub die 19 januarii 1877 efflagitatum fuit, ut, audito capitulo, in scriptis referret, quonam titulo missa conventuais haud applicetur *pro benefactoribus in genere*. Capitulum vero reposuit, id evenire eo quod ecclesia S. Nicolai veræ proprieque dictæ collegialitatis dotibus non gaudet; quod probare nititur ex tabulis fundationis.

Quare iterum rescriptum fuit: « Eidem episcopo, qui ins-« pectis actis sacrarum visitationum, coadjuvari curet proba-« tiones, quod ecclesia S. Nicolai tamquam vera proprieque « dicta collegiata haberi nequeat. »

Omnibus quo fieri potuit modo obtemperatum fuit, hinc jussum ut causa inter *Summaria* recenseretur. Cum vero hodiernis in comitiis quæstio hæc disceptanda proponatur, præstat aliquid de more animadvertere.

Et præprimis nonnulla quæ pro utraque militant parte dicam circa collegialitatem nunciatæ ecclesiæ, ut iis visis EE. VV. tamquam juris custodes et vindices valeant decernere num prædictis canonicis onus incumbat conventuale sacrum pro benefactoribus in genere applicandi, necne, ad tramites constitutionis *Cum semper* Benedicti XIV f. r.

Itaque pro exclusione collegialitatis perpendunt presbyteri ecclesiæ S. Nicolai addicti, quod S. M. Xistus IV in sua bulla sub die 26 novembris 1480 committebat archidiacono ecclesiæ Regii et canonico Lucæ Raymundi erectionem collegiatæ S. Nicolai, ad instar præposituræ, id est, ut primæ dignitatis; quæ collegiata constare deberet octo canonicatibus cum præbendis, et quatuor clericatibus cum beneficiis simplicibus: hæc tamen bulla exequutioni demandata numquam fuit; nam paulo post, instantibus iterum fundatoribus laudatus pontifex prædictis archidiacono et canonico in bulla diei 9 februarii 1481 rescribebat: « Nos igitur . . . pium et honestum episcopi et fratrum prædictorum (fundatorum) propositum plurimum in Domino commendantes, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni vestræ per apostolica scripta committimus et mandamus, quatenus vos ad eorumdem canonicatuum et præbendarum ac clericatuum erectionem nullatenus ulterius procedentes, quod de cætero perpetuis futuris temporibus episcopus et fratres præfati, et pro tempore existentes patroni hujusmodi, si, et postquam dicta præpositura erecta fuerit, ut præfertur, loco canonicatuum, et præbendarum prædictarum, octo presbyteros sæculares, vel regulares cujuscumque ordinis, alias tamen ad id canonice dispensatos cum prædictis quatuor clericis ad nutum patronorum amovibiles, eligere, et præposito pro tempore existenti prædicto, qui eos semper, et quoties præsentandos, et eligendos duxerit, admittere teneatur, præsentare debeant; qui in dicta ecclesia singulis diebus missas etc. » Et hoc revera servatum fuit, siquidem ad erectionem unius tantum beneficii, præposituræ scilicet, deventum fuit. Quo posito, impossibile esse tenent inveniri in themate proprie dictum collegium, cum ad hoc constituendum tres saltem personæ requirantur, quæ præbendas in titulum perpetuum possideant; nam unio quæ ad unum corpus efformandum necessaria est, inter præpositum et participantes haberi profecto non potest, cum isti pro lubito possunt a sua ecclesia recedere, vel ad patronorum nutum amoveri.

Accedit, quod prærogativa canonicalis sublata expresse fuit sacerdotibus et clericis ecclesiæ S. Nicolai addictis, quando pontifex confirmans privilegium exemptionis ab ordinarii diœcesani jurisdictione, in primis bullis concesso, affirmat: « Dictique presbyteri,... cum præfatis clericis exemptione et libertate qua et ipsi canonici et clerici gaudere debebant, dum tamen in ipsius ecclesiæ servitio permanserint, gaudeant, potiantur etc. » Et in actu visitationis episcopi Joannis M. Castelvetri diei 25 maii 1766 legitur: « La Collegiata è composta di dodici sacerdoti: otto si chiamano canonici *ma abusivamente* perchè nell'atto di fondazione si dicono sacerdoti, e gli altri quattro coristi. »

Quæ deductio, ut apparet ex quodam M. S. in archivio ecclesiæ S. Nicolai reperto, confirmatur a S. Rota Rom. in una *Messanen.* relata in rec. p. 1, dec. 226, n. 9, et in altera *Marsicen.* ibi pariter relata sub decis. 192, n. 1, p. 14, in quibus statuitur, quod cum sacerdotes qualitate canonicali indigeant, et beneficia in titulum haud possident, frustraneum est argumenta adducere ad collegialitatem demonstrandam.

Tandem prætereundum non esse dicunt, quod ex hac profecto ratione canonicatus in ecclesia S. Nicolai conferuntur ad instar capellaniarum laicalium, scilicet simplici actu notarii intercedente. Ex quibus omnibus merito concludi posse contendunt, ecclesiam S. Nicolai non esse veram, proprieque dictam collegiatam, proindeque sacerdotes ad illam pertinentes minime teneri ad missas conventuales applicandas, ceu declaravit hæc S. C. in *Montisfalisci* diei 12 februarii 1718, *Prænestina* miss. convent. 17 aprilis 1777, *Nullius Sublacen.* 7 julii 1780.

Verum altera ex parte hæc animadverti posse putarem, diœcesani episcopi tam in actu visitationis, quam data qualibet occasione, tribuere ecclesiæ S. Nicolai titulum collegiatæ et presbyteris eidem in divinis intervenientibus nomen canonicorum numquam dubitarunt. Nonnulla exempla ex acti-episcopalis cancellariæ deprompta afferam. Collegiata appellatur ecclesia S. Nicolai anno 1558 in visitatione peracta ab antistite Joanne Baptista Grossi. Item episcopus Antimus Marchesani die 30 julii 1575: « Visitavit ecclesiam *collegiatam* S. Nicolai de dicta civitate sub titulo præposituræ. » In visi-

tationibus episcopi Claudii Rangone peractis die 8 novembris 1594, et 30 decembris 1610 dicitur: « *Collegiata* habet præposituram. » Episcopus Augustinus Marliani die 20 junii 1663: « Se contulit ad « divi Nicolai collegiatam præposituram, » et alibi in relatione nempe huic S. Ordini oblata anno 1671 ita exponitur: « Tertia quoque conspicitur collegiata ecclesia sub « titulo S. Nicolai » Et eodem modo loquuntur omnes subsequentes Regienses episcopi usque ad actualem antistitem Guidonem Rocca in sua visitatione nuper peracta: ipso non excepto præsule Castelvetri qui in visitatione diei 25 maii 1766 ait « che il prevosto ha il diritto che non si possa convocare il capitolo e congregazione de' sacerdoti della collegiata. » Nil mirum inde si ipsimet præpositi constanter uti caput capituli vocari consueverunt.

Insuper ecclesia S. Nicolai appellata fuit *collegiata* in prima bulla pontificis Xisti IV anno 1480; nec non in bulla summi pontificis Pii VII data ad episcopum Franciscum Mariam d'Este sub die 23 novembris 1816, in qua hæc habet pontifex: « Quare mens nostra est ut præpositura, et collegium *Canonicorum* S. Nicolai istius civitatis in possessionem ecclesiæ suæ, omniumque rerum ad eam pertinentium sine mora restituatur. » Quæ bulla expedita fuit, instante Jacobo Giandemeria præposito collegiatæ et parochialis ecclesiæ S. Nicolai. eo quod dicta ecclesia, infaustis rebellionis Gallicæ temporibus, depredata et clausa fuerit. His adde, quod memorata ecclesia in omnibus actis sive civilibus, sive criminalibus *collegiatæ* appellatione decorata appareat.

Hæc omnia cum certissima sint, collegialitas ecclesiæ S. Nicolai satis demonstrata videtur. Nec valet dicere, quod prima bulla erectionis a Xisto IV expedita, exequutioni demandata non fuerat; siquidem in altera bulla data sub die 7 februarii 1481 in ordine ad præpositum, ita pontifex statuit: « Eam jurisdictionem quam in canonicos prædictos exercere « potuisset, in presbyteros et clericos prædictos exercere pos« sit, et debeat. Dictique presbyteri tam sæculares quam regu« lares cum præfatis clericis exemptione et libertate qua et ipsi « canonici et clerici gaudere debeant, gaudeant etc. » Præterea defectum erectionis non obstare collegialitati ecclesiæ, ubi ipsa centum annis sive ab immemorabili indicia et dotes collegiatarum exhibeat, docent doctores passim, et præcipue Piton. *Discept. eccl.* 116, num. 30. Lotter. *De re benef.* lib. 1, q. 14, num. 52; De Luca, disc. 51, num. 4 et 5 *De præmin.* Atqui ecclesia S. Nicolai non per unum, sed per plura sæcula collegialitatis dotibus et signis non quidem æquivocis sed univocis decorata apparet. Revera ab anno 1481 aderat, et adest in ea præfinitus canonicorum numerus, qui cum præposito qui caput est unum corpus efficiunt, qui mensam communem et a præpositura distinctam habent inter servientes distribuendam: ita in visitatione diei 20 julii 1575 ab episcopo Antimo peracta, ubi legitur quod octo sacerdotes et quatuor clerici ad nutum ipsius præpositi ponendi et admovendi « constituunt prædictum capitulum, habent mensam communem inter servientes distribuendam; » in visitatione 8 nov. 1594 legitur et « inter ipsos fit divisio fructuum per modum distributionis quotidianæ, » et eodem ferme modo concinunt posteriores visitationes. Qui insuper anno 1604 capitulariter congregati quemdam agrum in emphytesim cesserunt; qui propriæ constitutiones servant, qui et divina officia, non exclusa missa conventuali celebrant, qui distinctum stallum habent in choro, qui conventus capitulares agunt, qui denique canonici vocari consueverunt non ab ipsis episcopis tantum, sed ab ipsis summis pontificibus: qui insuper præcedunt omnibus aliis ecclesiis simplicibus et parochialibus propriam deferentes crucem in processionibus. Hæc autem indicia esse certissima collegialitatis etiamsi sumantur sejunctim, docent doctores. Audiatur Petra ad const. 7 Innoc. 4, sect. 2, n. 34, ubi pro tessera collegialitatis assignat: « Si ecclesia fuerit habita uti collegiata, et in actis visitationis ab ordinario talis asseratur » Barbosa, *Jus. can.* lib. 2, cap. 6: « Si in ecclesia adsit aliquis ut caput et « clerici vel canonici ut membra. De Luca, disc. 51, n. 4 et 5: « Cum constet quod usque ab anno 1292 in istis ecclesiis adessent canonici soliti provideri in titulum, quorum numerus præfinitus erat, atque ecclesiæ enuncientur collegiatæ.... hinc adesse dicitur centenaria, qua occurrente de plano resultat probatio dicti privilegii (collegialitatis), quoniam centenarius possessor allegare potest privilegium apostolicum; unde non indigent adminiculativa probatione deducta ex signis, cum ipsa sola diuturna possessio ad id sufficiat, ex dicto privilegio centenariæ possessionis. » Nullus igitur dubitandi locus relinquitur de ecclesiæ S. Nicolai collegialitate, ad quam adstruendam non centenaria solum, nec unum vel alterum indicium tantum, sed omnia fere indicia concurrere videntur. Quod si ecclesia S. Nicolai est vera proprieque dicta collegiata, prono veluti alveo fluit canonicos ad eam pertinentes applicare debere missas conventuales *pro benefactoribus in genere.*

Ad oratorum preces quod attinet nunc deveniens, ad reductionem nempe servitii choralis, gratia deneganda videretur. Profecto de oneribus agitur in fundatione impositis; et illud in jure solemne habetur, quod piorum fundatorum voluntas adamussim servari debeat. Can. ult. *Voluntas*, q. 13, Leg. 1 cod. de S. Eccl. Trid. sess. 22 cap. 6 de Reform. et S. hæc C. in *Camerinen.* 17 maii 1828, in *Comaclen.* 12 septembris 1829, § *Deneganda*, et in millenis aliis decisionibus. Facile quippe a legatis in pias causas scribendis abducerentur fideles, qui conspicerent derogari eorum voluntatibus. Clement. *Quia contingit*, de relig. domibus. Concilium Trid. cap. 5, sess. 25 de reform. S. hæc C. in *Ariminen.* 12 decembris 1829, § *Supremas*; et alibi sæpissime. Cum igitur onera quæ oratoribus incumbunt ex voluntate trium piorum fundatorum proveniant, nimirum Jacobi, Cristofori et Leonelli fratrum Zoboli, non videntur restringi atque imminui posse quin vulnus eodem tempore prædictorum fundatorum voluntati inferatur.

Hoc tamen non obstante, hæc in contrarium perpendenda sunt. Licet verum sit, et hoc neminem latere potest, quod piorum fundatorum volontas adamussim servanda sit, attamen, justa intercedente causa, sæpissime S. Sedem eamdem temperavisse sive onerum suspensione, sive reductione, sive commutatione, sive etiam extinctione, nemo est qui ignorare queat. S. hæc C. in *Vallisoletana* 17 augusti 1793, in *Januen.* 19 maii 1821, in *Romana* 2 maii 1828, *Nullius S. Martini* 24 augusti 1822, et alibi passim. Neque ex hoc piorum fundatorum voluntas violari dici potest. Siquidem ex imperiosis rerum circumstantiis ipse rerum status et conditio sensim aliquando immutari solet, ita ut illud, quod a piis fundatorum præceptum fuit, vel arduum prorsus vel etiam impossibile quoad exequutionem lapsu temporis evadat. Hoc autem in casu tum jus civile, tum præsertim Ecclesia, quæ pientissimæ matris viscera induit, contra legis severitatem æquitatis remedium inducit, ea quoque ratione innixa, quod ipsi testatores, si adhuc in vivis agerent, nedum æquum, sed et necessarium ducerent proprias dispositiones aliquo pacto juxta temporum exigentias corrigere et temperare. Barbosa, *De potest. episcop.* alleg. 87. Moneta *De commut. ult. volunt.* et S. hæc C. in *Romana* commut. volunt. 27 februarii 1734. *Senogallien.* reduct. onerum 6 junii 1827.

Quod autem justa causa in themate intercedat, ex episcopi informatione constat superius allata, ex qua depromitur valde post bonorum direptionem diminutos esse reditus ecclesiæ S. Nicolai, nec non limitatum choralium numerum. Justa porro intercedente causa servitium chori reductum fuisse probant resolutiones S. vestri Ordinis in *Auximana* 12 julii 1630, *Mon-*

tis Regalis 28 nov. 1649, *Cathacen.* servitii chori 5 sept. 1699, *Vigilien.* decanatus 23 julii 1729, *Castri Maris* servitii chori 30 jul. 1735, *Firmana* servitii chori 25 maii 1844.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit: *Pro gratia juxta votum episcopi sub N. 2. usquedum præsentes circumstantiæ perduraverint, facto verbo cum SSmo.*

Romæ, 15 junii 1878.

VICAIRE GENERAL

Le vicaire général doit être étranger. Statuts de S. Charles Borromée. Jurisprudence de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Pénitencier et curés particulièrement écartés du vicariat général. Indult récemment accordé à titre provisoire. Si le vicaire général doit être gradué dans la faculté de droit. Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 juin 1878.

Le concile tenu à Rome par Benoît XIII en 1725 a fait un statut d'après lequel il faut que le vicaire général ait le grade de docteur, ou tout au moins de licencié en droit. En effet, l'expédition des affaires ecclésiastiques exige de profondes connaissances juridiques qui ne se présument qu'en celui qui est revêtu du doctorat, comme dit fort bien Benoît XIV, dans la constitution *Quam ex sublimi*, du 8 août 1755.

Le concile de Trente exige les grades pour le vicaire capitulaire; mais il n'étend pas cette disposition au vicaire général. Le statut du concile de 1725 oblige donc les diocèses représentés audit concile et soumis à ses décrets.

Parmi les ecclésiastiques écartés des fonctions de vicaire général, il faut placer au premier rang le pénitencier de la cathédrale et les curés. Ce sont des offices incompatibles. Le pénitencier, qui traite le for intérieur de la conscience, ne peut administrer la justice extérieure et légale; les deux sphères sont distinctes, inconciliables. C'est pourquoi, lorsque, dans les cas exceptionnels, le Saint-Siége permet de conférer le vicariat général au pénitencier, il ordonne par une clause spéciale qu'un substitut le remplace au confessionnal; car il n'est pas possible de cumuler les deux juridictions. Si le vicaire général désire confesser ordinairement dans une communauté de femmes, il faut désigner un pro-vicaire général pour les affaires extérieures de cette communauté. C'est la même idée.

C'est une maxime de droit romain que nul ne doit exercer la juridiction dans son propre pays, parce qu'il est à craindre que les relations établies et les influences locales ne le fassent dévier de l'impartialité et de la justice. S. Charles Borromée, dans le cinquième concile provincial de Milan, rendit un statut prescrivant de prendre pour vicaires généraux les ecclésiastiques étrangers au diocèse, autant qu'on peut. Dans les règlements spéciaux pour le diocèse de Milan, S. Charles recommanda avec plus d'instance que le vicaire général ne fût pas du diocèse. Il n'avait qu'un vicaire général; cependant l'étendue du diocèse le contraignit de nommer un vicaire particulièrement chargé des affaires criminelles et un autre pour les communautés religieuses. S. Charles exigea que tous ces vicaires fussent étrangers au diocèse de Milan, et n'y eussent pas d'office qui les obligeât à la résidence ou au chœur. Le texte de ces statuts a été rapporté dans la troisième série des *Analecta* (col. 900).

La jurisprudence de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers concernant les vicaires généraux remonte aux origines mêmes de cet auguste tribunal. Il faut que le vicaire général soit étranger et n'occupe aucune charge résidentielle dans le diocèse. Lucius Ferraris (*Bibliotheca canonica*) et Monacelli (*Formularium legale*) ont cité un grand nombre de décisions sur ce point important. Le *folium* de la S. Congrégation du Concile que nous donnons plus loin, indique, d'après ces deux canonistes, les anciens arrêts. Les *Analecta* ont publié une infinité de résolutions identiques, depuis l'an 1700 jusqu'à 1850. On peut consulter la seconde série (col. 2893); la troisième série (col. 900); la neuvième série (col. 64).

Ce n'est donc pas le concile de Benoît XIII de 1725 qui a introduit la prohibition de prendre le vicaire général dans le clergé diocésain. Cette maxime dérive du droit romain de Justinien, qui est, à ce sujet, l'expression de la raison et de l'équité naturelle. Longtemps avant le concile de 1725, qui d'ailleurs est local et particulier, la jurisprudence de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers était formée et parfaite.

Il est rare qu'une question relative à l'indigénat du vicaire général soit déférée à la S. Congrégation du Concile. Cela rend d'autant plus précieuse la décision que nous publions.

En février 1877, Mgr l'évêque de Colle di Valdelsa, en Toscane, demanda l'autorisation de garder en qualité de vicaire général M. Nicolas Sabatini, qui n'est pas gradué, et, en outre, est curé de la cathédrale, avec canonicat. La S. Congrégation accorda l'indult *ad sex menses*. A l'expiration de l'indult, la prorogation fut concédée pour six mois. Mgr l'évêque ayant demandé une autre prorogation, le sécretaire de la S. Congrégation a cru bon de soumettre la question à l'assemblée générale.

Voici les raisons que Mgr l'évêque donne pour obtenir le renouvellement de l'indult: « M. Sabatini jouit d'une grande réputation dans tout le diocèse pour ses connaissances, la douceur de son caractère, sa conduite exemplaire, et autres belles qualités. C'est le seul prêtre du chapitre capable de remplir un emploi de si grande importance. Si je prenais un autre vicaire général, je m'attirerais d'amères critiques et l'indignation de tout le diocèse. Sabatini a été vicaire général de mon prédécesseur. Ses occupations de vicaire général se réduisent à peu de chose, car mon âge et ma bonne santé me permettent d'expédier moi-même la plus grande partie des affaires. Je ne saurais trouver dans le diocèse un prêtre doué des qualités de Sabatini. Il me serait impossible de prendre un étranger; indépendamment de la difficulté d'en trouver un, vu la pénurie qui se fait dans les rangs du clergé, je n'aurais pas le moyen de fournir le traitement qu'un prêtre distingué demanderait naturellement pour se décider à servir un autre diocèse que le sien. C'est l'usage déjà ancien que

les évêques de Toscane prennent le plus souvent pour vicaire général un des membres les plus distingués du chapitre, lequel presque toujours est diocésain. La paroisse de M. Sabatini renferme à peine cinq cents âmes. Elle reçoit tout le secours spirituel qui est nécessaire; car le vicaire et plusieurs chanoines sont journellement occupés des confessions et des autres exercices de la paroisse.

Décision. La S. Congrégation du Concile est d'avis d'accorder l'indult, à titre provisoire, jusqu'à ce que Mgr l'évêque se mette en mesure de pourvoir d'une autre manière. Rome, 15 juin 1878.

Collen. Vicarii Generalis. Die 15 junii 1878.—Supplici oblato libello diei 21 februarii elluxi mox anni reverendissimus episcopus Collensis a S. vestro Ordine petiit ut sibi facultas indulgeretur retinendi in suum vicarium generalem quemdam Nicolaum Sabatini, qui et laurea doctorali destitutus manet, simulque canonicus parochus ecclesiæ cathedralis extat.

Bina vice ad sex menses tantum episcopi preces benigno favore exceptæ fuerunt, imposito eidem onere ut interim alium idoneum ecclesiasticum virum in vicarium generalem eligere curaret. Quo tamen effluxo tempore iterum preces renovavit laudatus antistes ut ad tempus indeterminatum propter nonnulla rationum momenta inferius enucleanda hæc facultas eidem tribuenda foret. Quibus acceptis causam pertractandam duxi in hodierno EE. PP. conventu rescribendo : *Per summaria precum*.

Ad hanc denegandam gratiam maxima oriri videtur difficultas tam ex eo quod Nicolaus Sabatini laurea doctorali caret, quam ex eo quia et diœcesanus est, et parochi officio fungitur. Neminem enim latet vicarium generalem doctoratus vel saltem licentiatus gradu insignitum esse debere quemadmodum sæpius a S. Congregatione Episcop. et Regul. decisum fuisse refert Nicolius in *Flosculis*, verb. *Vicarius generalis*, nec non Monacell. in suo *formul. leg. pract.* part. 2, tit. 16, formul. 5, num. 3, qui insuper docet quod si ad prædictam Congregationem habeatur recursus contra episcopum non retinentem vicarium juris peritum, eadem solet episcopo demandare ut retineat vicarium generalem doctorem. Et jure meritoque · Vicarius enim generalis ad causas ecclesiasticas pertractandas idoneus non foret nisi esset in jure peritus. Præsumptio autem nos edocet juris scientiam in doctore reperiri non autem in alia quacumque persona, ut perbelle docet Benedictus XIV in constit. *Quam ex sublimi* 8 augusti 1755, § 4; Azor. tom 2, lib. 3, cap. 43, Schmalz. part. 4, tit. 28, n. 7. Ferraris verb. *Vic. gener.* n. 38.

Ulterius, uti innui, perpendendum quod ipse diœcesanus sit et parochus. Scitum enim in jure est diœcesanum eligi non posse in vicarium generalem, nam propter consanguinitates, affinitates, et alias attinentias posset deviare a recto tramite justitiæ vel certe se reddere partibus suspectum quemadmodum pluribus relatis decisionibus S. C. EE. et RR. præsertim in *Ostunen.* diei 28 julii 1687, *Spalaten.* 9 martii 1693, *Sutrina* 16 novembris 1640 tenet Nicolius loc. cit. Maxime vero quia parochi officio fungitur, et explorati juris est parochum ad hoc munus assumendum non esse : S. C. EE. et RR. in *Senen.* 20 martii 1576, *Oxomen.* 4 augusti 1578, *Castellana* jurisdictionis, etc. 22 junii 1708 ad 2 dub. Quibus concinunt vestri Ordinis resolutiones in *Nullius* 12 maii 1629, *Arianen.* 28 aprilis 1633 ad 3 dub.

Contra sed vero perpendendum est aliquando concessum fuisse a prædicta Congr. EE. et RR. episcopis retinendi vicarium non doctorem, alias tamen idoneum, præsertim si episcopus jurista sit, ceu docent resolutiones in *Trahu.* 25 junii 1591, et in *Oria.* 29 martii 1593. Hoc autem in casu contingere testatur antistes edicens : « Il Sabatini è tenuto in grande riputazione da tutta la diocesi per sapere, per soavità di carattere, per illibatezza di costumi, per essere elemosiniere, e per altre belle doti..... è l'unico sacerdote il quale (inter capitulares) sia capace di esercitare un ufficio di tanta importanza..... se io eleggessi un altro..... mi tirerei addosso amare critiche, e l'indignazione di quasi tutta la diocesi essendo stato vicario del mio antecessere... le occupazioni del Sabatini come vicario generale si riducono a ben poche, permettendomi la mia età e salute di sbrigare da me stesso lo massima parte degli affari. »

Minime obstante quod ipse sit diœcesanus. Extante enim rationabili causa solet a præfata Congregatione EE. et RR. super hac qualitate dispensatio elargiri dummodo absit occasio querelarum. Rationabiles autem inter causas ad hoc recenseri fructuum tenuitatem probant resolutiones mox dictæ Congregationis in *Sutrina* 7 decembris 1640, et in *Fundana* 29 septembris 1645. Hanc autem concurrere in themate prosequitur antistes qui ultra fatetur bona mensæ episcopalis a rapaci fisco adhuc detineri : « Non saprei trovare in diocesi un sacerdote rivestito delle doti del Sabatini. Nè potrei scegliere un sacerdote non diocesano, poichè oltre la difficoltà somma di trovarlo, attesa la scarsità del clero, non avrei mezzi di provvederlo di quell'onorario che naturalmente esigerebbe un prete dotto per indursi a servire un'altra diocesi. » Notandum præterea quod : « È ormai antica consuetudine che i vescovi toscani eleggono per lo più in vicario generale alcuno tra i più idonei del capitolo il quale per conseguenza è quasi sempre diocesano. »

Nec obstare videtur qualitas parochialis. Etenim ait antistes : « La sua parrocchia si estende ad una piccola parte della città noverando sottanto circa cinquecento abitanti. Di più essa non manca del necessario servizio spirituale, perchè un capellano e varii canonici si prestano giornalmente ad ascoltare le sacramentali confessioni e alle altre funzioni della Chiesa. » Age ex resolutione S. V. O. in *Asten.* 11 julii 1626 docemur Sacram Congregationem haud improbare electionem parochi in vicarium generalem quando concurrat paucitas numeri parochiæ incolarum, et vicinitas ecclesiæ parochialis cum ædibus episcopalibus.

Quibus omnibus perspectis, nec non attento quod alias consimilis facultas data fuit a S. Sede Silvestro Ceramelli de triennio in triennium usquedum supremum diem obierit licet in iisdem conditionibus ac Sabatini versaretur, uti refert laudatus præsul, videant EE. VV. quonam responso oratoris preces sint in themate dimittendæ.

Quare, etc.

S. Congregatio Concilii rescripsit : *Pro gratia donec aliter episcopus providere possit, facto verbo cum SSmo.* Romæ, 15 junii 1878.

DISPENSES DE MARIAGE

Indult permettant aux ordinaires d'accorder les dispenses aux pauvres. Trois cents francs de revenu. Décret de Benoît XIV. Pratique de la S. Pénitencerie et de la Daterie pontificale. Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 juin 1878. Voir la quatorzième série des *Analecta* (col. 311).

En 1875, Mgr l'évêque de Trapani, en Sicile, déféra à la S. Congrégation du Concile la question suivante :

« Le bref *Multis gravissimis*, du 28 janvier 1864, a

supprimé en Sicile le tribunal appelé la *légation apostolique* et *royale monarchie*. Il a accordé aux évêques de Sicile, pour le laps de dix ans, le pouvoir de dispenser au troisième et quatrième degré de consanguinité et d'affinité, simple ou double, et même mixte, à l'exclusion du premier degré. Ces dispenses doivent être entièrement gratuites; la taxe la plus légère est prohibée par ce bref pontifical, qui ordonne d'ailleurs de ne faire usage du pouvoir dont il s'agit qu'en faveur des personnes vraiment pauvres.

« En vertu de la bulle *Fideli* de Benoît XIV, la monarchie de Sicile, récemment supprimée, avait le pouvoir de donner ces dispenses, aux mêmes conditions de complète gratuité: *Gratis, nulloque recepto emolumento, et favore eorum tantum qui vere pauperes sunt et miserabiles, et labore manuum suarum vivunt.* La *monarchie* estimait véritablement pauvres les contractants qui réunis avaient moins de 24 onces siciliennes de revenu net, c'est-à-dire 306 livres. Cette règle fut prescrite dans une circulaire du juge de la monarchie du 19 janvier 1801; les évêchés s'y conformaient pour demander ou fulminer les dispenses aux degrés indiqués.

« Cette disposition (continue M l'évêque de Trapani) m'a toujours paru opposée aux expressions *vere pauperes* des bulles pontificales. Je demande donc une décision claire et précise. Les pauvres dont parle le bref *Multis gravissimis* sont-ils ceux qui sont hors d'état de payer une modique taxe, ou partie de cette taxe? Est-ce seulement parmi les gens de cette fondition que les évêques de Sicile peuvent user des cacultés que le bref leur accorde? »

Le 25 mai 1875, la S. Congrégation décida de prendre l'avis de la S. Pénitencerie et celui des employés de la Daterie apostolique.

Le cardinal grand-pénitencier répondit, en date du 16 juillet 1875:

« En vertu de pouvoirs accordés par les souverains pontifes, la S. Pénitencerie peut dispenser des empêchements de mariage les contractants dont la pauvreté est constatée par document authentique de l'ordinaire : *De quorum paupertate constet per authenticum ordinarii testimonium.* Le 26 septembre 1754, Benoît XIV fit rendre par l'entremise du Saint Office un décret prescrivant de considérer comme pauvres les gens qui possèdent tout au plus trois cents écus romains (environ 1600 francs). Pour les pays au-delà des Alpes, l'évaluation augmente; trois cents ducats *de camera*, environ 1700 francs. La S. Pénitencerie s'est toujours réglée d'après le décret de Benoît XIV. On prend toutefois une légère taxe pour la Daterie. Parfois l'expédition reste entièrement gratuite, suivant les circonstances et les renseignements de l'ordinaire. Si les contractants possèdent davantage, la S. Pénitencerie renvoie les demandes à la Daterie, ou bien elle fait usage de pouvoirs spéciaux que le Saint-Père lui accorde, selon que les cas le veulent. »

Le cardinal pro-dataire a répondu beaucoup plus tard, le 26 janvier 1878. Voici ce qu'il a dit :

« En réponse aux vénérés désirs de la S. Congrégation du Concile, le cardinal pro-dataire soussigné, ayant consulté les employés de cette Daterie apostolique, s'empresse de notifier ce qui suit. Dans l'expédition des dispenses matrimoniales de tout degré, la Daterie considère comme vraiment et absolument pauvres les recourants qui ne possèdent rien, et vivent de leur travail et de leur industrie. On leur accorde la dispense, sous la modique taxe de quinze pauls (huit francs) et avec la petite contribution des exercices. On dispense quelquefois de cette taxe. Le bref, ou bulle, contient ces expressions : *Oratores qui vere pauperes et miserabiles existunt, atque ex suis labore et industria vivunt.* On regarde aussi comme pauvres, mais non absolument (la dispense *in forma pauperum* leur est expédiée), ceux dont le capital, séparé ou réuni, n'excède pas mille écus romains (cinq mille quatre cents francs). En pareil cas, la valeur de la propriété est indiquée dans la bulle ou le bref de la dispense, et la pauvreté est mentionnée dans ces termes : *Licet orator,* ou *oratrix*, ou bien *oratores insimul bona valoris in proprietate scutatorum septingentorum vel... monetæ Romanæ tantum possideant, nihilominus in reliquis pauperes et miserabiles existunt, atque ex suis labore et industria vivunt.* Si le patrimoine ne dépasse pas mille écus, comme on vient de dire, les recourants sont assujettis à une faible aumône proportionnelle on fait grâce de cette taxe en totalité ou en partie, selon les circonstances, ou suivant l'exiguïté du capital. La taxe n'est presque jamais exigée si le patrimoine n'arrive pas à cinq cents écus (deux mille sept cents francs). Au-dessus, on peut calculer dix écus (54 francs) pour le capital de cinq cents écus; douze écus pour le capital de huit cents, quinze écus pour mille écus, et ainsi de suite. »

Décision. Après avoir reçu les renseignements, la S. Congrégation du Concile a décidé qu'on doit prendre pour règle le décret de Benoît XIV du 16 septembre 1754, lequel prescrit de réputer *pauvres* les gens qui ne possèdent pas un capital valant tout au moins seize cents francs. Rome, 15 juin 1878.

Drepanen. Interpretationis. Die 15 junii 1878. Supplices inter libellos diei 22 maii 1875 proposita fuit hæc quæstio, quam Rmus tunc episcopus Drepanen. huic S. Ordini exponere curavit his verbis :

« Il S. Padre Pio IX con lettere Apostoliche date il 28 gennaio 1864, che incominciano *Multis gravissimis,* dopo di aver soppresso in Sicilia il Tribunale detto dell'Apostolica Legazione e Regia Monarchia, accordava ai vescovi della Sicilia per un decennio le facoltà di concedere dispense matrimoniali in terzo e quarto grado di consanguinità e di affinità, sia semplice, sia doppia, ed anche mista fuori del primo, totalmente *gratis* e senza ricevere alcun emolumente anche minimo, ed in favore solamente di coloro che sono veramente poveri : « facultatem tribuimus concedendi matrimoniales dispensationes in tertio et quarto consanguinitatis et affinitatis gradu, sive simplici sive duplici ac etiam mixto dummodo primum non attingat et dummodo canonica adsit causa, et dispensatio gratis omnino concedatur, nullo prorsus vel minimo recepto emolumento, et in eorum tantum favorem, qui vere pauperes sint.

« La soppressa monarchia di Sicilia in forza della bolla *Fideli* di Benedetto XIII riteneva le dette facoltà di dispense matrimoniali colla espressa clausula pure di concederle *gratis, nulloque recepto emolumento et favore eorum tantum qui vere*

pauperes sunt et miserabiles et labore manuum suarum vivunt: ma però avea per fermo principio, che quando i contraenti uniti assieme non possedevano che lire 306 pari ad onze 24 siciliane d'annua rendita di netto o meno, li riputava nella classe di veri proveri, ai quali si accordava dispensa, e questo regolamento fu adottato con circolare emanata da quel giudice nel dì 19 gennaro 1801, e così si regolavano tutte le curie vescovili nel domandare ed eseguire le dispense nei gradi suddetti. Questa disposizione di norma mi è sembrata sempre in opposizione alle parole *vere pauperes* delle bolle apostoliche, per il che mi rivolgo all'Eminenza vostra Rma e Sacro Consesso onde darmi nell'alta sua sapienza e per serenità di mia coscienza una precisa decisione per norma e regolamento sull'oggetto, cioè, se mai per veri poveri espressati nelle lettere apostoliche *Multis gravissimis* intendonsi coloro, che sieno impotenti a pagare una tenuissima spesa o parte di questa, ai quali solamente potrebbesi dispensare dai vescovi di Sicilia in forza delle suddette speciali facoltà. »

Verumtamen Drepanen. episcopo paulo post e vivis sublato, die 8 octobris ejusdem anni vicarius capitularis tam pro se quam ceteris Siciliarum ordinariis easdem preces instauravit hujus S. Ordinis oraculum sollicitans, quod constantem juris regulam inoffenso pede sequendam constitueret.

Verum Sacer Ordo in dictis comitiis diei 25 maii 1875 resolutionem differre putavit responsum præbens: *Dilata et audiantur Sacra Pœnitentiaria ac ministri Datariæ Apostolicæ.* » Ad tramites hujus rescripti litteræ datæ sunt tum eminentissimo majori pœnitentiario, tum eminentissimo pro-datario, et uterque votis Sacræ Congregationis libentissime satisfecit.

Emus sane pœnitentiarius major sub die 16 julii 1875 hæc retulit:

« In risposta al foglio del 28 p. p. maggio 1875 debbo rassegnare a V. S. Illma e Rma, che la Sacra Penitenzieria in virtù di facoltà concesse dai Romani pontefici può dispensare sopra gl'impedimenti matrimoniali con quelle persone, *de quarum paupertate constet per authenticum ordinarii testimonium.*

« Inerendo a tale facoltà la stessa S. Penitenziera nel considerare la povertà dei ricorrenti si è costantemente attenuta al decreto emanato dalla chiara memoria di Benedetto XIV per mezzo del S. Officio il 26 settembre 1754, cioè ha spedito e spedisce le dispense in favore di coloro che o nulla possiedono, o non più di scudi 300 se sono *citra montes*, e non più di ducati 300 di amera equivalenti a scudi 325 se sono *ultra montes*: imponendo nelle dette dispense una tassa per i dritti dell'Apostolica Dataria, ovvero rilasciandole *gratis* secondo le circostanze e relazioni dei rispettivi ordinarî. Quando poi risulta che i ricorrenti possiedono oltre il valore della detta somma, la S. Penitenzieria per regola ordinaria rimette le relative dispense alla Dataria apostolica, ovvero usa di speciali facoltà del Santo Padre qualora le circostanze così richiedano. »

Hæc autem habita sunt ab eminentissimo pro-datario sub die 26 januarii volventis anni:

« In adempimento degli ossequiati cenni di cotesta S. Congregazione partecipati dall'Eminenza Vostra... il sottoscritto cardinale pro-datario dopo sentiti gli officiali di questa Dataria Apostolica, si reca a premura significarle quanto segue: Per prassi di questo S. Dicastero nelle spedizioni delle dispense matrimoniali di qualunque grado, si ritengono per veri ed assoluti poveri quegli oratori che nulla posseggono, ma traggono la vita con le loro fatiche, ed industrie; ed a questi si accorda la dispensa o con la tenue tassa di paoli 15, salvo la piccola quota degli esercizî, o talvolta ancora colla esenzione della detta tassa; e nel Breve o Bolla di siffatte dispense si usano queste espressioni: *Oratores qui vere pauperes et miserabiles existunt, atque ex suis labore et industria tantum vivunt.* Si considerano pure come poveri, ma non assolutamente tali, e si spedisce la dispensa *in forma pauperum* anche nei casi nei quali o l'uno o l'altro dei contraenti, o entrambi cumulativamente abbiano una possidenza, il cui capitale per altro non superi il valore di scudi mille romani; ed in questi casi nel breve o bolla di dispensa si enuncia il valore della possidenza, e si fa menzione della povertà colle espressioni seguenti: *Qui licet orator, o licet oratrix*, ovvero, *oratores insimul bona valoris in proprietate scutatorum* (puta) *septingentorum vel... monetæ Romanæ tantum possideant, nihilominus in reliquis pauperes et miserabiles existunt, atque ex suis labore et industria vivunt.* Ove pertanto la possidenza sussista, ma non superi, come si è detto, il capitale di scudi 1000, vengono i dispensati assoggettati ad una piccola tassa graduatoria di elemosina in rapporto al quantitativo della possidenza: qual tassa talvolta si condona in parte o in tutto in vista delle speciali circostanze degli oratori, o della esiguità del loro capitale. La enunciata tassa non ha mai luogo, o viene sempre in tutto condonata lorchè il valore della possidenza sia inferiore alla somma di scudi cinquecento; e laddove abbia luogo può calcolarsi di scudi 10 per una possidenza di scudi 500; di scudi 12 per una possidenza di scudi 800, e di scudi 15 per una possidenza di scudi 1000 ecc. »

Hisce habitis, hodie causam reproponendam duxi, interim rogans EE. VV. ut reassumpto benigne præterito folio, rationes hinc inde disputatas perlegere non dedignemini, ut ea, qua polletis prudentia, videatis quid in themate respondendum sit precibus ordinarii Drepanensis.

Quare, etc.

S. Congregatio rescribendum censuit: *Standum esse decreto Benedicti XIV sub die 16 septembris 1754, dummodo constet de prorogatione facultatum.* Romæ, 15 junii 1878.

L'administrateur-gérant :

PALMÉ.

Paris. — JULES LE CLERE et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 17.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT CINQUANTE-QUATRIÈME LIVRAISON.

TESTAMENT SPIRITUEL D'UN BENEDICTIN

Origine des testaments spirituels. Indications bibliographiques. Désastreuse influence des commendes. Réforme de l'ordre Bénédictin. Croix d'absolution. Testament spirituel rédigé vers 1622.

La coutume d'écrire un testament spirituel est à peu près complétement effacée de nos mœurs. A peine en reste-t-il quelques traces dans certaines familles religieuses, et on peut s'en étonner. Comment l'âme chrétienne qui va paraître au tribunal de Dieu, qui a conscience des grâces qu'elle a reçues, des infidélités qu'elle a commises, ne se recommanderait-elle pas aux prières de ceux qui lui ont témoigné de l'affection tandis qu'elle était sur la terre ? Comment aussi ne pas profiter de cet instant solennel pour adresser des avis qui auront d'autant plus de poids qu'ils partent d'un esprit désormais affranchi de toute préoccupation terrestre et uniquement ouvert du côté du ciel !

Aussi en voyons-nous de nombreux exemples dans l'antiquité chrétienne et dès les premiers siècles (1), et le document que nous reproduisons, ainsi que plusieurs autres qu'il nous serait facile de rapporter, prouve que cet usage se continua dans tous les temps. Dans un curieux, mais extrêmement rare opuscule publié sans nom d'auteur, à Lyon, en 1442, on trouve la théorie et toutes les règles relatives à ce genre d'ouvrage, qui ne peut se ranger que parmi les œuvres ascétiques. L'auteur distingue expressément deux sortes de testaments : le commun et le spirituel. Le testament commun est divisé en six points, savoir : la recommandation de l'âme à Dieu, le choix du lieu de la sépulture, la disposition des biens temporels, l'injonction de payer les dettes et d'opérer les restitutions, la nomination des exécuteurs testamentaires. Dans cette partie de son œuvre, l'auteur anonyme parle en jurisconsulte. Dans la seconde partie, qui est la plus considérable, il parle en théologien ascétique. Après avoir donné des règles et des conseils pour rédiger un testament en bonne forme, il expose tout ce que l'âme chrétienne doit faire pour bien se préparer à mourir (1).

Les jansénistes qui affectaient d'imiter les usages de l'Église primitive dont ils contredisaient la doctrine, écrivirent beaucoup de testaments spirituels. Comme les hommes d'État du siècle précédent qui laissaient des testaments politiques, ils léguèrent à leurs coreligionnaires l'expression souvent exagérée de leurs derniers sentiments et des encouragements à persevérer dans l'opposition à la bulle. Le recueil fort peu orthodoxe, mais très curieux, des *Nouvelles ecclésiastiques* contient un bon nombre de ces récits ; ceux qui furent publiés en petits cahiers et sur des feuilles de quatre et huit pages, sont innombrables.

Le testament spirituel que nous publions est certainement inédit, et le religieux qui l'écrivit en 1622 n'a pas laissé une mémoire retentissante. Nous ne le connaissons que par ce petit écrit, qui est plutôt un monument de sa piété que de sa science. Nous avons rencontré l'original dans une liasse de papiers appartenant à des abbayes du diocèse de Clermont. Ce document est certainement écrit de la main même du religieux dont il nous transmet les sentiments. Il porte encore la cire du cachet à moitié brisé. On n'y lit aucune date, mais en l'examinant attentivement et le comparant à l'histoire de l'abbaye de Cluny, on ne tarde pas à reconnaître d'une manière certaine qu'il n'a pu être écrit qu'en l'année 1622. Depuis longtemps cette abbaye, comme tant d'autres, gémissait sous le fléau de la commende. C'était pour toutes les âmes pieuses un sujet de douleur inconsolable, et ces sentiments se manifestent d'une manière touchante dans le document que nous publions ; mais enfin, le 12 mai 1622, Jacques de Veny d'Arbouze, grand prieur de Cluny, fut élu abbé par les suffrages de ses confrères, et cette nomination fut agréée par les deux puissances. Ce jour fut salué comme une ère de délivrance par tous les religieux,

(1) Le plus remarquable monument de l'antiquité chrétienne, au point de vue qui nous intéresse en ce moment, est le testament de S. Ephrem le Syrien, diacre de l'église d'Edesse, mort en 378. On trouva dans le testament de S. Grégoire de Nazianze, de S. Perpétue de Tours, de S. Césaire d'Arles, de S. Yricix, de Ste Radegonde, de S. Bertramm, et de S. Hardouin, évêques du Mans, de S. Ansbert d'Autun, de S. Amand de Maestrich, de Ste Iamine, de S. Léger, évêque d'Autun, et de plusieurs autres saints personnages des sept premiers siècles de l'Église, des parties que l'on peut considérer comme des testaments spirituels. Le grand testament de S. Remi, l'apôtre des Francs, contient une seconde partie qui est un vrai testament spirituel. Voir l'ouvrage récent intitulé : *Authenticité du grand testament de S. Remi* par l'abbé Dessailly, membre de l'Académie de Reims, p. 60 et suiv.

(1) Voici le titre de cet opuscule inconnu aux bibliophiles : LA MANIÈRE DE FAIRE UN TESTAMENT SALUTAIRE. — *Cy finis la manière de faire testament. Imprimé le Xiiij de apuril mil cccc Oij (à Lyon), par Olivier Arnoullet* ; in-16 de 32 feuillets ; gothique. Il ne faut pas non plus oublier le livre du chanoine régulier Pierre Lallemant intitulé : *Le Testament spirituel*, in-12.

encore fort nombreux à cette époque, de l'abbaye de Cluny et des monastères qui dépendaient de cette insigne Eglise. Ils rendirent des actions de grâces au ciel, et crurent toucher à une date de rénovation qui verrait refleurir les vertus et les travaux auxquels le nom de Cluny devait d'être devenu si illustre. Hélas ! dès le 18 décembre 1627 le cardinal de Richelieu obtenait des bulles qui le nommaient coadjuteur de l'abbé de Cluny.

Hâtons-nous d'ajouter que le régime du ministre et de l'ami de Louis XIII fut très-favorable à la congrégation de Cluny. Ce grand esprit, comme Henri IV dont il avait profondément étudié le génie, comprenait l'importance des ordres monastiques, et il voulait leur rendre leur influence première et leur splendeur. Témoin des désordres que les guerres et les commotions civiles avaient introduits dans les monastères, il ne jugeait pas du tout le mal irrémédiable, il ne voulait qu'une réforme. Ce remède n'était pas difficile à trouver, car à la même époque plusieurs religieux, poussés par l'esprit de leur fondateur, faisaient refleurir les vertus monastiques sur plusieurs points du royaume de France et dans la Lorraine. Ce fut aux religieux de cette province que s'adressa le cardinal de Richelieu, et il introduisit à Cluny la réforme de la congrégation de Saint-Vannes et de Saint-Hydulphe. (Voir *Gallia christiana*, t. IV, col. 1161 et 1162.)

Malheureusement tous les abbés commendataires n'étaient pas animés des mêmes sentiments que le cardinal de Richelieu, tous n'avaient pas la même portée d'intelligence, et d'ailleurs le principe des commendes, comme on l'entendait alors, était fatalement destiné à produire des fruits de mort pour l'ordre monastique. Nous disons le principe des commendes tel qu'on l'entendait alors, car il avait entièrement dévié de ce qu'il avait été à l'origine. Il est bien entendu que nous ne parlons pas des commendes militaires, telles qu'on les vit au VIIIe siècle et même au XVIe ; celles-là n'avaient rien de régulier, rien de légitime : c'était le triomphe de la force sur le droit. Il est assez peu de personnes qui se soient donné la peine de rechercher l'origine véritable des commendes, et par là même très-rares sont les esprits qui possèdent des idées justes à ce sujet.

Lorsqu'un monastère se trouvait opprimé par un puissant voisin ; lorsque ses droits étaient menacés, que ses propriétés étaient usurpées ; ou bien encore à la suite des guerres qui avaient dispersé les religieux, le relâchement s'était introduit, ou lorsque les habitants d'un cloître s'étaient laissé surprendre par l'esprit du siècle, par suite de la fragilité humaine, par la faiblesse d'un supérieur ou par tout autre motif, l'autorité du Saint-Siége intervenait et confiait pour quelque temps la conduite de ce monastère à un prélat capable par son caractère, par l'autorité de sa position, par la sainteté de sa vie, de défendre ces religieux opprimés injustement ou de les soumettre à la règle, s'ils s'étaient écartés des voies étroites dans lesquelles ils devaient marcher. Pour donner à ce prélat plus de facilité dans l'accomplissement de sa pénible fonction, le siége apostolique lui conférait le titre et tous les pouvoirs d'un véritable supérieur ; mais sa mission était temporaire, et dès que les choses étaient rentrées dans l'ordre, il déposait un pouvoir qui ne lui avait été confié que pour l'utilité du monastère. Des liens d'affection paternelle d'un côté, de gratitude filiale de l'autre, s'établissaient naturellement et contribuaient encore à maintenir le bon ordre.

Dans les lettres quarante et quarante et unième du premier livre, S. Grégoire explique parfaitement ce que nous venons de dire. Il s'agit des moines de Sicile qu'une invasion de barbares avait dispersés et réduits à mener une vie errante. Alarmé des suites que pouvait avoir un pareil état de choses et des dangers que couraient les âmes de ces religieux, le vigilant pontife s'adresse à Félix, évêque de Messine, et à Pierre, sous-diacre chargé de l'administration des propriétés du saint-siége dans l'île ; il veut qu'ils prennent soin de réunir ces moines dispersés, et que l'évêque veille au rétablissement prompt et complet de la discipline régulière dans le cloître, où il les réunira dans sa ville épiscopale. Il veut de plus que le vénérable Paulin, évêque de Tauriano, dans la Calabre ultérieure, qui avait été chassé de son siége par suite des malheurs publics et privé de tous ses biens, soit établi par l'évêque de Messine Félix, à la tête du monastère de Saint-Théodore, et en reçoive la conduite. Ces deux lettres sont de l'année 591. Il y a bien loin de là à la commende telle qu'elle était entendue en France depuis le XVIe siècle au plus tard. Ce vénérable abbé Paulin entrait dans le monastère et faisait partie de la communauté.

Il en fut tout autrement le jour où les prélats, les dignitaires ecclésiastiques dont nous parlions ne se contentèrent plus de rendre service aux moines qui leur étaient confiés et dont ils devaient protéger la faiblesse, soit contre des adversaires extérieurs, soit contre les défaillances intérieures. Par amour du commandement, ou désir de revenus plus considérables, plusieurs de ces dignitaires en vinrent bientôt à ne plus vouloir se dessaisir d'une autorité qu'ils n'avaient reçue que comme une commission temporaire. On en vint bientôt à considérer ces commissions comme un titre honorifique à la fois et lucratif. Le premier but de l'institution fut complétement oublié ; l'autorité civile intervint, nomma elle-même des commendataires dans presque tous les monastères. Il ne s'agissait plus alors de savoir si un cloître avait besoin d'être protégé ou si la règle devait y être remise en vigueur ; il s'agissait pour la cour de doter quelque cadet de grande maison que l'on voulait s'attacher, ou de récompenser des services tout personnels. Aussi vit-on bientôt des enfants nommés à ces dignités et nommés à vie. Pour eux, et mieux encore pour les familles, il y avait là un titre et un rang dont on était fier, il y avait surtout une source abondante de revenus.

Quoique les édits des rois eussent réglé la part que les abbés commendataires pouvaient lever sur les biens du monastère, la cupidité avait bientôt trouvé mille moyens d'éluder ces édits, et plusieurs monastères furent réduits à la misère par ceux qui devaient les protéger et les défendre. Ce fut bien pis encore lorsque ces monastères devinrent comme des

domaines que les familles se transmettaient et sur lesquels elles prétendaient avoir des droits comme sur un patrimoine. Alors le nombre des religieux diminua ; l'office divin, qui est le premier devoir et la principale jouissance de l'homme du cloître, perdit de sa beauté, de sa dignité ; les offices claustraux, ne reposant plus que sur un très-petit nombre de têtes, devinrent plus pénibles et furent remplis d'une manière nécessairement imparfaite. Les études qui sont, au jugement de tous les esprits sages et éclairés, l'un des moyens les plus efficaces de maintenir dans la vie religieuse la ferveur et la régularité ; l'un des moyens aussi d'être utile à l'Eglise, comme le prouvent les annales ecclésiastiques depuis S. Antoine jusqu'a nos jours ; les études ne purent se maintenir : trop de charges incombaient aux mêmes religieux ; les supérieurs ne pouvaient plus procurer les livres indispensables et les encouragements faisaient absolument défaut de la part de ceux qui ne s'intéressaient au monastère que pour en retirer de fortes pensions.

La commende introduisit des désordres beaucoup plus grands, s'il est possible. A tout pas dans les mémoires intimes des monastères, on rencontre des plaintes contre tel ou tel abbé qui, abusant de l'influence que sa position lui donnait, avait fait recevoir un sujet auquel il portait intérêt et qui le maintenait malgré les plaintes des supérieurs et de la communauté. Il est facile de comprendre que ce désordre était mortel pour la discipline régulière. Il en est un autre cependant qui ne lui cédait guère en effets ruineux : la présence des abbés commendataires dans un monastère, les relations qu'ils avaient nécessairement avec les moines pouvaient réveiller dans l'âme de ceux-ci des passions que le recueillement et l'éloignement du monde auraient fini par étouffer. Nous ne voulons en citer qu'un seul exemple, et nous le prenons dans un personnage qui a joué un rôle assez important et qui n'était pas un esprit médiocre, comme le prouvent les écrits qu'il a composés. Voici quelques vers que Jean Castel ou de Chastel, moine du prieuré de Saint-Martin-des-Champs à Paris, adressait vers 1470 à Charles de Gaucourt, seigneur de Châteaubrun en Berry, conseiller et chambellan du roi, capitaine des gentilshommes de l'hôtel, qui fut créé gouverneur de Paris en 1472. C'était un protecteur puissant que ce seigneur, et Jean de Chastel, qui le connaissait intimement, lui adressait la requête suivante sans aucun déguisement. Nous la tirons de sa première épître au seigneur de Châteaubrun.

A Monseigneur de Gaucourt soit donnée
De par Castel, son servant lige et homme,
Qui voudrait bien sa place être donnée
Pour être pape au Saint-Siége de Rome ;
Car nul ne voit qui le prise une pomme
Pour ce qu'il n'a ceus, rente ne héritage.
Et qui pis est, jamais on ne le nomme
Que le *petit moine* pour tout potage.
Mon cher seigneur, Monseigneur de Gaucourt,
Un petit moine à vous se recommande
Qui de Cluny, pour vous le faire court,
Vouldroit avoir l'abbaye en commende.

Et plus loin :

Celluy qui fait le soleil et la lune
Vous doint un jour deux esveschez ensemble
Desquelles deux, vous n'en aurez que l'une,
Et Castel l'autre, afin qu'il vous ressemble.

On le voit, on agissait déjà pour les évêchés comme pour les abbayes, et l'on vit bientôt, sous les Valois surtout, des prélats posséder cinq et six évêchés, sans compter un grand nombre d'abbayes ; ainsi agirent le cardinal de Lorraine, Jean du Bellay et beaucoup d'autres. Le principe était le même et un abus devait engendrer l'autre.

Jean de Chastel n'ayant pas obtenu immédiatement le bénéfice qu'il désirait, composa une seconde épître qu'il adressa au même personnage. En voici quelques vers :

A Monseigneur de Gaucourt ceste epistre
Soit présentée et baillée en sa main,
De par Castel, qui ne quiert qu'une mittre
Ou estre esleu abbé de saint Germain.
Que pleust à Dieu, que si doulx et humain
Il peust trouver Monseigneur de Narbonne
Qu'il luy laissast l'archevesché demain,
Qui est assez pour ung moyne ner bonne.

Monseigneur de Narbonne était Antoine du Bec-Crespin, administrateur perpétuel de Saint-Jean de Laon, ordre de Saint-Benoît, et abbé de Jumiéges, du même ordre, au diocèse de Rouen, qui laissa le petit moine ner (moine ner, c'est-à-dire bénédictin) faire des vers et des suppliques, et garda pour lui-même ces trois gras bénéfices jusqu'à sa mort, arrivée en 1472. (V. *Gallia christiana*, t. VI, col. 104, t. IX, col. 598, et t. XI, col. 972.)

On voit que ce moine ambitieux portait assez haut ses prétentions : les abbayes de Cluny, de Saint-Germain-des-Prés, ou au moins un évêché quelconque. Pourquoi ne pas former ces vœux, puisque les bénéfices se donnaient, non à celui qui avait le plus de mérite, mais à celui qui jouissait d'une plus grande faveur ? Jean de Chastel possédait une véritable valeur littéraire, et de plus il était bien protégé ; surtout il ne s'oubliait pas lui-même, aussi obtint-il bientôt une abbaye fort considérable, celle de Saint-Maur-des-Fossés, au diocèse de Paris, et il en jouit de 1472 à 1482, époque de sa mort. (V. *Gallia christiana*, t. VII, col. 301, et *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 1re série, t. II, p. 461 à 477.)

Les commendes ont disparu entièrement, du moins dans l'Europe occidentale ; mais en est-il de même du mal qu'elles ont produit ? Non assurément. Elles ont contribué plus qu'on ne le croit à égarer l'opinion sur la vie monastique, sur la légitimité des biens possédés par les monastères. Combien ne rencontre-t-on pas d'hommes instruits, d'esprits éclairés, de cœurs sincères et même chrétiens, qui croient de bonne foi que la régularité, la vie humble et pénitente ne peut subsister dans les cloîtres qu'à la condition d'y être protégée par une pauvreté qui aille jusqu'a la disette et à la pénurie ? Les hommes d'expérience, les saints eux-mêmes les plus autorisés assurément en ces ma-

tières, n'ont point partagé cette manière de voir. Plus que personne ils insistaient pour l'observation de la pauvreté la plus exacte ; mais ils savaient que le dénûment est un avantage pour les particuliers et peut devenir un danger pour un corps. Il ne faut pas d'ailleurs l'oublier, vouloir réduire tous les moines à la nécessité de gagner leur pain de chaque jour par le travail des mains, c'est contredire l'esprit de la règle de Saint-Benoît, et de plus c'est priver l'Église d'un secours qu'elle peut attendre d'eux et d'eux seuls. Appliqué comme il le fut trop souvent, le système des commendes avait pour résultat nécessaire de réduire les religieux à une situation de gêne qui empêche tout travail intellectuel un peu fécond.

Il y a plus, par un préjugé qui tient à l'inapplication naturelle de notre esprit, on a souvent rendu les moines responsables de la vie mondaine que menait le plus grand nombre des abbés ou des prieurs commendataires. Le nom du monastère qui se trouve irrévocablement attaché à leur personne a produit une confusion qui se rencontre dans d'excellents esprits d'ailleurs. C'est ainsi que le mal se propage et que d'un principe faussé naît une suite funeste d'erreurs.

Il est inutile de dire que nous ne prétendons nullement soutenir que tous les commendataires, abbés, prieurs ou prévôts, ont mal mérité de l'Eglise et même de l'ordre monastique. Il y eut à toutes les époques des exceptions heureuses et honorables; il suffit de parcourir les annales d'un certain nombre de monastères pour s'assurer de cette vérité ; mais ces exceptions furent rares dans tous les temps et dans tous les pays, et d'ailleurs il n'est pas nécessaire de recherches ni de longues réflexions pour constater que rien n'est plus contraire à l'esprit de la règle de saint Benoît ou de saint Norbert que le système des commendes comprises comme elles le furent depuis le quatorzième siècle. Or les simples lumières du bon sens nous disent qu'aucune institution ne peut prospérer en dehors des principes constitutifs qui lui ont donné la vie.

Comment donc la vie religieuse a-t-elle pu survivre pendant plusieurs siècles à un mal aussi profond ? C'est qu'il y a dans les règles de saint Benoît et dans les statuts de saint Norbert un principe de vitalité qui les rend impérissables : il suffit de les laisser à elles-mêmes, de ne pas gêner leur action, pour que la vie abonde dans tout le corps qu'elles ont d'abord fécondé.

Cette vitalité tire sa source du principe même de la vie religieuse ; et la vie religieuse n'est autre chose que la pratique des conseils de l'Evangile selon les règles approuvées et recommandées par l'Eglise, interprète infaillible du livre divin. Les révolutions politiques et sociales ne pourront jamais rien contre une institution qui repose sur cette base : toujours l'Evangile aura son application complète sur la terre ; les entraves que les hommes cherchent à y apporter peuvent en restreindre l'extension, elles ne parviendront jamais à l'empêcher entièrement d'exister. La vie monastique étant la manifestation la plus complète de cette pratique des conseils évangéliques, ce mode de la vie religieuse possède par là même des promesses de durée aussi longue que l'Eglise. D'autres cherchent ces assurances contre la destruction dans les instincts naturels de l'homme, porté par une partie intime de son être vers la contemplation de l'ordre surnaturel ; sans vouloir nier ce que ce point de vue a de vrai et de profond, nous préférons nous en tenir aux paroles mêmes du divin Sauveur et à l'interprétation que leur a donnée la tradition catholique.

Les ennemis les plus dangereux de la vie religieuse ne sont pas ceux qui cherchent à la détruire par la violence, mais ceux qui la défigurent par de fausses interprétations ou l'entravent dans les conditions normales de son existence. Ceux qui introduisirent les commendes perpétuelles peuvent assurément être rangés dans cette dernière classe. Ni les uns ni les autres néanmoins ne pourront l'etouffer entièrement. Elle possède des promesses qui lui garantissent la vie dans tous les temps. Et ce n'est pas seulement contre les ennemis extérieurs que ces promesses la protégent, c'est aussi contre les défaillances intérieures que la fragilité humaine introduit quelquefois jusque dans les cloîtres. Laissez ces sociétés fondées uniquement par un principe d'ordre surnaturel vivre de leur propre vie, ne cherchez point à y introduire des éléments étrangers à leur nature, et soyez sûr qu'elles trouveront toujours en elles-mêmes des ressources pour refleurir et poursuivre leur carrière de lumière et de vie.

Aux époques même les plus obscures, il s'est toujours trouvé dans leur sein des âmes d'élite, des âmes généreuses, uniquement préoccupées de sacrifice et d'expiation. Une seule de ces âmes a plus de poids dans la balance de l'éternelle justice que des milliers d'âmes faibles et défaillantes. Il fut plus grand qu'on ne le croit à toutes les époques le nombre de ces âmes fortes sur lesquelles les exemples et les maximes du monde n'eurent aucune prise. Par leurs sacrifices cachés aux yeux de la multitude, par leurs supplications du jour et de la nuit, elles détournaient des fléaux prêts à fondre sur une société qui les méconnaissait et les calomniait.

Il est juste de ranger dans cette élite des âmes religieuses l'auteur du Testament que nous publions ici même. L'auteur anonyme d'un livre fort rare intitulé l'*Anatipophile bénédictin* (1), qui écrivit à la même époque, a droit au même honneur. Il paraît juste de donner une idée de ce livre curieux et d'une grande rareté.

Le bénédictin anonyme qui a écrit ce livre était père d'un noviciat *de deçà les monts ;* c'est presque tout ce que nous savons de lui. Enflammé d'un saint zèle pour la réforme de son ordre, il adresse une supplique au roi et à la reine par l'entremise du chancelier, auquel il dédie son œuvre (2). Il déclare que le roi seul peut exécuter cette réforme, et, pour

(1) Voici le titre complet de cet ouvrage : *L'Anatipophile bénédictio aux pieds du Roy et de la Royne, pour la réformation de l'ordre de Saint Benoist*, par un père du noviciat de l'Observance bénédictine. Paris, Ch. Chastellain, 1615 ; in-12.

(2) Nicolas Brulard des Sillery, créé garde des sceaux en 1605, et chancelier en 1607 jusqu'en 1616.

l'engager à cette entreprise, il consacre le premier chapitre de son livre à démontrer que Louis XIII était parent de S. Benoît ; puis il expose que ce grand saint est le protecteur de la France, et que les trois ennemis capitaux du royaume, les Normands, les Anglais et les Juifs, ont été chassés par son assistance. Il décrit ensuite l'état de perfection des anciens bénédictins. Cet ordre, dit-il, a fourni trente et un papes, cent quatre-vingts cardinaux, mille cent soixante-quatre archevêques, trois mille cinq cent douze évêques, deux régents du royaume de France, Suger et Mathieu de Vendôme, et quarante-quatre mille saints, « qui nous servent d'avocats en la cour souveraine du paradis; » enfin il compte plus de cinquante-deux mille abbayes de bénédictins.

Dans le chapitre suivant l'auteur fait un triste tableau de la décadence de l'ordre, de l'ignorance, de la licence et des vices des moines ses contemporains. « Les monastères de Saint-Benoît sont à présent comme l'arche de Noë, où toutes sortes d'animaux sont les bien venus. Les ignorants, les contrefaits, les borgnes, les bossus, les inutiles, les estropiés de corps et d'esprit y sont admis en récompense de quelque service rendu à l'*abbé commendataire*, ou à prix d'argent. On y voit l'envieux Caïn, le querelleur Ismaël, le gourmand Esaü, le déloyal Laban, Acham le larron, le gros et replet Eglon, les lascifs enfants d'Hély, le simoniaque Giesy, le sacrilége Héliodore, le traître Judas, etc. Les jeux de paulme sont leurs récréations communes ; la chasse est leur promenade ordinaire ; l'entretien des dames leur sert de conférence spirituelle ; le caquet affilé, de psalmodie, etc. etc. » — « Cette satire des moines faite par un moine, dit M. Ap. B. dépasse tout ce que les calvinistes ont écrit sur le même sujet. » Cette remarque est parfaitement juste ; mais elle prouve que notre auteur anonyme, dans l'ardeur de son zèle pour la réforme, dépasse aussi les limites du vrai ; si le tableau eût été aussi noir, les écrivains satiriques très-nombreux que le protestantisme enfanta à la même époque ne nous l'auraient pas laissé ignorer. L'auteur lui-même faisait partie d'une congrégation réformée ; il cite trois autres congrégations dans lesquelles la vigueur de la discipline et de l'observance ne laissait rien à désirer, et il ne parle pas de toutes, de celle de Cluny spécialement, où comme nous allons le voir, les religieux faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour revenir à la stricte observance de la règle du saint patriarche des moines d'Occident.

Poursuivons notre analyse. Voici les deux expédients que l'auteur propose pour réformer l'ordre de Saint-Benoît : fonder des noviciats et des écoles de philosophie et de théologie, pratiquer l'oraison mentale après matines, incorporer tous les moines dans les congrégations des Célestins, des Feuillants et de Saint-Vannes, qui seules observent strictement la règle, et réprimer les dilapidations des *abbés commendataires*. Ce projet méritait d'être favorablement accueilli et promptement exécuté ; mais il froissait les intérêts des hommes puissants qui possédaient en commende de riches abbayes. Et néanmoins notre auteur n'ose pas proposer de supprimer la commende ; il se contente de demander qu'on en arrête les excès les plus criants. Cette simple proposition suffit pour lui attirer la haine des clercs ambitieux et de leurs familles qui s'engraissaient aux dépens de la mense conventuelle. Aussi cette requête, quoiqu'elle soit accompagnée de vers latins et français en faveur de la réforme, fut-elle mise à néant et même condamnée officiellement.

Cette censure est une singularité qui fait partie intégrante de l'histoire de l'*Anatipophile bénédictin*. Le texte est précédé d'une *approbation* de deux docteurs en théologie de la faculté de Paris, qui, le 3 janvier 1615, certifient avoir lu ce traité, « auquel n'avons trouvé rien qui ne soit digne d'être leu et veu ». Mais on a joint l'exemplaire que nous avons sous les yeux une pièce imprimée en placard et intitulée : *Censura facultatis theologiæ Parisiensis in librum qui inscribitur* L'ANATIPOPHILE BÉNÉDICTIN. » Or, la faculté de théologie de Paris, assemblée le 1er août 1615, dans la salle du collége de Sorbonne, après avoir entendu le rapport de quatre docteurs commis à cet effet, censure et condamne l'*Anatipophile*, qui renferme une foule de propositions erronées, injurieuses, scandaleuses et dangereuses. Ainsi, à quelques mois de distance, les théologiens de Paris approuvèrent, puis condamnèrent le même livre. Ceci prouve que les parties intéressées s'étaient émues de ce projet de réforme, et qu'elles réussirent à l'étouffer sous le poids d'une censure sans appel. Ainsi va le monde.

Cette censure serait capable de déshonorer la faculté de théologie de Paris ; car elle n'est basée que sur un fait absolument faux ; le livre anonyme ne contient pas une seule proposition à laquelle conviennent les notes d'erronée, injurieuse, scandaleuse, ni même dangereuse ; mais on sait à quels déchirements intérieurs cette faculté fut en proie de 1608 à 1630. Les fausses doctrines de Marc-Antoine de Dominis, renouvelées et propagées par le syndic Richer, corrompaient une foule d'esprits ; pour soutenir ces doctrines, il fallait flatter le pouvoir séculier et on ne pouvait espérer se maintenir contre les foudres de l'Église que par l'autorité des grands. Cinquante ans plus tard, lorsque Dom François Delfau publia l'*Abbé commendataire*, on n'essaya pas de le réfuter, la tâche eût été impossible ; on le condamna comme contenant des propositions dangereuses, ce qui était une injustice manifeste. Ainsi un abus qui attaquait l'accomplissement des conseils évangéliques se maintenait par l'abus le plus coupable du droit de l'enseignement ecclésiastique. Pour se maintenir paisible en la possession des dépouilles de l'Église, on trouvait des docteurs complaisants qui fermaient la bouche au nom des enseignements de l'Église qu'ils ne craignaient pas de falsifier.

Il est temps de donner le document qui nous a inspiré ces réflexions. Nous espérons qu'on voudra bien nous pardonner leur longueur, en considération de la gravité du sujet.

PAX CLUNIACENSIBUS.

Quis sapiens et custodiet hæc et intelliget misericordias Domini ?

O fideles adlhetæ Christi sacræ abbatiæ et ordinis Clunia-

censis filii, hora est jam nos de somno surgere, nunc enim propior est nostra salus quam cum credidimus; jam creatura agnoscat creatorem, jam judicia hominum subdantur judicio numinis, jam falsa prudentia politicorum et amatorum mundi cedat sapientiæ Dei, jam potentia mortalis subjiciatur omnipotentiæ Dei, ne sitis, patres reverendissimi, et fratres dilectissimi, sicut ii qui oculos habent et non videbunt, aures habent et non audient, neque enim est spiritus Dei in ore ipsorum; abjicite opera tenebrarum politicæ mundi, et induamini arma lucis veritatis; ecce pulvis increpat, ecce cinis arguit, ecce peccator annuntiat, ecce mortuus loquitur et testimonium perhibet, testimonium non suum sed Jesu Christi quæcumque vidit, nam quod audivimus, quod vidimus, quod extat ante oculos nostros, quod manus nostræ contrectaverunt hæc annuntiamus vobis. Si voluerimus gloriari non erimus insipientes; veritatem enim dicemus, pareat tamen fraternitas vestra ne aliquis nos existimet supra id quod sumus, scilicet pulvis et publicanus. Deus tamen scit quia non mentior, beatus qui legit et intelligit verba prophetiæ hujus, tempus enim prope est. Effundam, ait Dominus, de spiritu meo et prophetabunt filii vestri, cesset igitur derisus, cesset improperium quia Deus dixit et facta sunt, mandavit et creata sunt, præceptum posuit et non præteribit, beati oculi qui vident quæ vos videtis. Multi enim prophetæ et sancti Cluniacenses incolæ voluerunt videre quæ vos videtis et non viderunt, et audire quæ auditis et non audierunt, plorabitis equidem et flebitis, sed tristitia vestra vertetur in gaudium. Magnificavit enim Deus misericordiam suam cum familia Cluniacensi; etenim glorificavit almum suum et electum suum in conspectu regum, statuit illi testamentum æternum, et testamentum pacis vestræ, et dedit illi sacerdotium magnum abbatiæ nostræ, ut erudiret principes ejus sicut semetipsum et senes ejus prudentiam doceret. Hæc locutus sum vobis, dicit Dominus, ut gaudium meum in vobis sit, et gaudium vestrum impleatur, scientes quod sicut socii passionum estis, sic eritis et consolationis. Proiectus jam est accusator fratrum nostrorum, dicit almus, qui accusabat illos ante conspectum Dei die ac nocte, et celsi tonantis oraculo fracta est et contrita est eius audacia, jam non dicemini filii ancillæ sed liberæ. Isaac enim, Ismaele debellato, principatum Cluniacensem obtinebit, et filii ejus multiplicabuntur sicut stellæ cœli, et de victoria ejus orbis gaudebit universus: confregit etenim Deus in die terribili furoris sui capita inimicorum suorum perambulantium in delictis suis; scitote igitur quia Dominus ipse est Deus, ipse fecit nos et non ipsi nos; juravit Dominus et non pœnitebit eum daturum se nobis, ut sine timore de manu inimicorum nostrorum liberati serviamus illi; erexit enim in domo sua sacra Cluniacensi cornu salutis, sicut locutus est per os sanctorum qui a sæculo sunt prophetarum ejus, salutem ex inimicis nostris et de manu omnium qui oderunt nos. Quapropter in istis diebus gaudebit Cluniacum [decus?] nunc scio vere quia misit Dominus angelum suum et eripuit me de manu Herodis, et de omni expectatione plebis infatuatæ sacrilegarum commendarum, rapinæ, spiritu superbiæ irrisionis ac falsæ politicæ mundi, ad faciendam misericordiam nobis sicut et patribus nostris et memorari testamenti sui sancti.

Gaudeat jam et Cluniacense tellus tantis irradiata fulgoribus, gaudeat et sancta mater Ecclesia libertatis lumine illustrata, tuba insonet salutaris et totus Cluniacensis ordo se sentiat amisisse caliginem, ac magnis populorum vocibus Cluniacense templum resultet. O beata dies quæ expoliavit commendatarios, ditavit sanctos, sed jam columnarum tuarum marmorearum, o Cluniacensis ædes sacra præconia novimus quas in honorem Dei vivi rutilans ignis Spiritus sancti pectus beati Bozonis inflammantis construxit pietate fidelium, eleemosyna devotorum, religione sanctorum.

Confortamini igitur, charissimi, et genua debilia languore persequtionis roborate; nolite timere: Ecce Deus noster ultionem adducet retributionis; Deus ipse veniet et salvabit nos a persequentibus et inimicos nostros confundet, dixit enim: mea est ultio, et ego retribuam in tempore quod signavi in columnis tuis sacris marmoreis. O sacra domus mea, Cluniace, sicut enim fulgur exit ab oriente et paret in occidentem, sic erit adventus Dei viventis ad Cluniacense monasterium quem sentientes hostes tui, o Cluniace, dum cuncta usurpasse credent et Antichristi solium firmasse gloriabuntur, subito turbabuntur timore horribili insperatæ salutis suæ dicentes, et ejulantes: horribile est incidere in manus Dei viventis. Implebit enim Deus die illa facies inimicorum Cluniaci ignominia, et eorum qui dixerunt: hereditate possideamus sanctuarium Dei; et in furore suo persequetur eos et conturbabit. Vigilate igitur, fratres charissimi, patres reverendissimi, quia hora qua non putabitis filius Dei vivi veniet ad salutem vestram operandum, gratias agentes Deo vestro qui tantam fecit vobiscum misericordiam quæ orietur de terra, ut scriptum est: terra nostra dabit fructum suum; justitia enim de cœlo prospexit.

Reliquum est nunc ut misereamini miserrimi peccatoris qui hæc ex parte Dei viventis annuntiat vobis. Parcite mihi fratri vestro qui fui vobis odiosus per superbiam, tædiosus per invidiam, importunus per gulam, sordidus per luxuriam, onerosus per iram, inutilis per pigritiam, et si aliquid contra vos aut cogitatione, aut sermone, aut opere aliquando commisi, vestra bonitate condonare dignemini, nec meis in sacrosanctis sacrificiis vestris et sanctissimis precibus obliviscamini; nec misericordiæ denegetis subsidia fratri vestro qui pro liberatione..... toties, sanguinem suum fudit, memores quoniam si aliquando erga vos minus honeste egi, ideo feci quia pulvis, peccator, et debilis sum. Nolite igitur pugnare contra fratrem vestrum mortuum. Et in judicium eum nolite adducere, qui dum viveret omnia sua dedit ante conspectum Dei viventis pro salute vestra. Ecce auxilium vestrum imploro et quia jam lingua fratris vestri non loquitur scriptura pro eo præsens invocat. Non ignoratis quoniam eum unum iota non prætereat sine judicio æterni numinis, anima mea angustiata requiem non inveniet, nisi vestris ardentissimis precibus et bonis operibus adjuvetur. Miseremini mei, miseremini mei saltem vos, fratres mei, quia manus Domini tetigit me, certi quod si in conspectu divinitatis misericordiam invenero pro vobis precari non cessabo.

Ad vos ergo sermo meus dirigitur inter quorum brachia contigerit me mori, reddite fratri vestro vicem dilectionis qui tantum nobis testimonium relinquit amoris, et sine cruce super pectus pendente catena ad collum, et cilicio non sinatis me sepeliri, asperso prius capite meo cinere; hæc sunt enim testimonia redemptionis ordinis, et notæ fœderis nostri votorumque nostrorum præconia quorum author est Deus. Ut in conspectu divinæ tremendæque majestatis veniam consecuturus apparere possim. Valete. Erit cor meum et oculi mei die ac nocte super te, o Cluniace sacer. Discite, fratres mei, quia Deus lux est et tenebræ in eo non sunt ullæ.

COMMENDATIO ANIMÆ.

Omnipotens æterne Deus, pater misericordiarum et Deus totius consolationis, ecce anima peccatrix, ecce filius pro-

digus, ecce publicanus, ecce Georgius, peccatorum pessimus, coopertus cinere, cilicio, lachrimis, et sanguine suo, tremebundus ante pedes sacræ majestatis tuæ prostratus, miserere Domine singultorum, miserere lachrimarum, miserere gemituum, miserere peccatoris attriti, confusi, convicti multitudine iniquitatum suorum; renova Domine quidquid fragilitate violatum est, quidquid diaboli malitia destructum est, quidquid inscitia voluntaria commissum est, expelle in virtute tua satanam infensorem, ut non videam quod horret in tenebris, quod stridet in flammis, non sentiam quod cruciat in tormentis, delicta maxima juventutis meæ ne memineris Domine, sed secundum multitudinem miserationum tuarum dele iniquitatem meam. Ecce morior et commendo animam meam et corpus meum tibi Salvatori meo, ut per sacrosanctum passionis tuæ misterium vitam æternum acquirere possim. Commendo animam quam creasti, corpus quod de limo terræ formasti; noli, Domine Jesu Christe, ostendere potentiam tuam contra folium quod vento rapitur et stipulam siccam persequi, noli scribere contra me amaritudines qui scripturas continentes redemptionem ordinis nostri tua pietate firmatas nullis meis meritis mihi miserrimo peccatori ostendere dignatus es. Morior in sacrosancta Ecclesia tua catholica et quidquid ordinavit, ordinat, et ordinabit agnosco; morior, inquam, inter brachia matris meæ, ut paternitatem tuam, Domine Jesu Christe, non mihi deneges, recordare, Domine, misericordiarum tuarum, et noli me derelinquere in articulo mortis, ut discedant a me omnes tartareæ legiones, memento quæso quod sicut lutum feceris me et in pulverem reduces me, secundum misericordiam tuam memento mei, Domine, propter bonitatem tuam.

O sacra et intemerata regina, Dei genitrix et virgo, reparatrix Cluniacensis ordinis, miserere mei, miserere filii tui, servi tui, et recordare votorum meorum quæ adimpleturum me, opitulante sacra benignitate, profiteor.

O sancti angeli et archangeli, et vos præcipue sancte Michael, cui commissa est custodia Cluniacensis Ecclesiæ, tu quoque angele mi custos qui de tot periculis me liberasti, tam in ecclesia Cluniacensi quam alibi ab insidiis diaboli, miseremini mei.

O sancti patriarchæ, prophetæ, apostoli, martyres, confessores, virgines, et viduæ, honor et decus Ecclesiæ, sed vos præcipue Machabei, sanctissime pater Benedicte cum Scolastica sanctissima sorore tua, cum universis alumnis sanctissimis vestris miseremini mei; te sancte Georgi martyre, patrone mi, intercede pro me; tu Odilo, parens sanctissime a quo dilectionem mortuorum hereditavi; ô pater Hugo sanctissime, fons prophetiæ, miseremini mei, et per meritum corporis et sanguinis Domini nostri Jesu Christi, per merita beatæ Mariæ virginis Deiparæ, adjutorio sanctorum angelorum et vestris, o sacri cœlites suffragium et veniam consequi merear. Et particeps cœlestium bonorum effici merear. Et efficiar. Amen.

Requiescant in pace. Amen.
Is est Mariæ cliens et mortuorum concordia.

Reverendis admodum Patribus fratribus ac cæteris benefactoribus Cluniacensis ordinis, fautoribus, amicis pacem salutem ac plenum in Spiritu sancto charitatis affectum optat et annuntiat filius et frater vester parvulorum ultimus, in Christo Jesu Domino nostro.

Festinemus ingredi in illam civitatem et requiem: ut ne in idipsum quis incidat incredulitatis exemplum; vivus est enim sermo Dei et efficax, et penetrabilior omni gladio ancipiti.

Avant de finir ce petit travail, qu'il nous soit permis de faire remarquer la mention que fait l'auteur du Testament de la *Croix d'absolution* sous laquelle il espère reposer. Cette mention est précieuse au point de vue archéologique surtout. Notre époque a déjà exhumé un grand nombre de ces petits monuments: aucun, à notre connaissance n'était d'une époque aussi rapprochée de la nôtre. Peut-être serait-il permis de conclure de notre document que l'usage touchant des *Croix d'absolution* s'était conservé dans tout l'ordre de Cluny jusque dans le dix-septième siècle.

Dom Paul Piolin.

REMARQUES SUR GRATIEN

d'après Thomassin (1)

DE LA PÉNITENCE.

Confession sacramentelle. Etrange sentiment de Gratien. — Pénitence publique. Si on l'accordait après la rechute. — Réviviscence des anciens péchés. — Continence des gens mariés. — Empêchement de consanguinité. — Rapt. — Troisième partie du décret de Gratien, *de Consecratione*. Chapelles privées. — Communion.

PREMIÈRE DISTINCTION

Gratien demande si la contrition du cœur, la satisfaction secrète ou la confession devant Dieu suffit pour la rémission du péché, ou s'il est absolument nécessaire de se confesser au prêtre.

Il rapporte premièrement l'opinion de ceux qui croient que la seule contrition , ou confession secrète suffit ; ce qu'il prouve par divers endroits jusqu'au chapitre 37. C'est le sentiment des hérétiques de notre temps.

Chap. 1er. S. Ambroise dit : Pierre a péché, Pierre a pleuré. Voilà tout ce que nous savons de lui ; nous lisons bien quelque chose de ses pleurs, mais nous ne lisons rien de sa confession.

Comment se serait-il confessé, puisque la confession n'était point instituée? Cela est bien certain.

Gratien dit ensuite : Ne pouvons-nous pas encore appuyer cette proposition en disant que tout consiste dans la disposition du cœur, et que, comme on est coupable par la volonté rebelle à Dieu, on est absous de son péché par cette même volonté affligée. Les lois civiles reconnaissent même cela ; elles punissent les attentats commis par la seule volonté, de même que s'ils avaient été exécutés. C'est ce qui est dit dans le chap 6e tiré du code *Si quia etc.* Si quelqu'un non-seulement a fait un rapt, mais a attenté contre la pureté des vierges, on lui tranchera la tête.

Après le chap. 13, Gratien rapporte un autre endroit du code qui explique le précédent. *Cognitionis pœnam nemo patitur;* la seule pensée d'un crime qui n'est pas exécuté ne mérite pas d'être punie, et lorsqu'on dit qu'on punit la volonté, cela ne s'entend pas seulement d'un dessein formé dans le cœur, mais d'un attentat, d'une entreprise qui aura mal réussi ; d'où Gratien conclut (chap. 20) que le seul péché de pensée n'est pas

(1) Voir la 52e livraison, juin 1878.

puni. Ce n'est pas néanmoins qu'il n'y ait certains crimes qui ne consistent que dans la volonte, dont néanmoins on est punissable, par exemple (chap. 28) non-seulement les homicides, mais ceux qui le conseillent ou le favorisent sont coupables.

Chap. 29. S. Augustin dit que c'est être coupable de larcin de ne l'avoir pas commis, que dans la crainte qu'on a eue d'en être puni. Ce père entend cela de ceux qui ont formé le dessein de dérober et que la seule crainte empêche d'exécuter ; mais quand cette crainte arrête non-seulement la main, mais la volonté, et qu'on n'a aucun dessein de mal faire, la proposition de S. Augustin n'est pas vraie.

Après le chap. 30, Gratien conclut : Puisque le péché commis par la seule volonté est un crime qui mérite d'être puni devant Dieu ; le péché détesté par la seule contrition est expié et effacé devant Dieu ; ainsi tout consiste dans la préparation du cœur, non pas dans la confession.

Chap. 32. On peut prouver cela par S. Prosper, ou Julien Pomère dans le livre de la Vie contemplative. Ceux qui, après avoir péché devant Dieu, se rendent eux-mêmes leurs juges, qui par humilité se séparent de l'eucharistie, ou qui confessent leurs péchés ou se retirent secrètement des sacrements.

Ce passage serait difficile, si on s'imaginait que la confession publique fût nécessaire, car ceci, *aut nescientibus aliis quales occulti sint*, ne s'entend que de la confession publique ; mais il faut bien remarquer que la confession publique s'est quelquefois pratiquée, mais jamais elle n'a été commandée. Pour la pénitence publique elle était commandée, mais elle n'était pas toujours une marque de péché, car les innocents quelquefois l'embrassaient. Or cet auteur ne veut que louer l'humilité de ceux qni se confessaient publiquement, soit qu'ils fussent criminels, soit qu'ils fussent innocents ; ils étaient agréables aux yeux de Dieu par les exercices qu'il vient de décrire.

Gratien appuie cela dans la partie septième, par une autorité de l'Ecriture : *Quotiescumque ingemuerit peccator*. Il n'est point parlé de la confession ; cependant il faut remarquer que dans l'ancien Testament il y avait des sacrifices nécessaires pour l'expiation des crimes, et ces sacrifices étaient comme une espèce de confession.

Après le chap. 34, Gratien dit : Ne pouvons-nous pas conclure la même chose par l'exemple de Jésus-Christ? Lorsqu'il avait guéri les malades, les lépreux, il les envoyait aux prêtres pour montrer par là que c'est Dieu qui purifie l'âme, et qu'ensuite il envoie les hommes aux prêtres pour se confesser ; que c'est Dieu qui est le seul médecin de nos âmes, que les prêtres ne peuvent rien à cela, qu'il faut qu'ils soient auparavant ressusités et tirés de leur vie languissante, avant que les prêtres achèvent leur guérison.

Sur la fin de cette rubrique, il dit que celui qui, étant affligé de son péché, fait un acte de contrition, exerce une action vitale dans son âme. Il est donc déjà ressuscité. Il a donc Dieu au dedans de lui qui le justifie et qui le vivifie, car l'âme n'a que Dieu pour principe de ses actes sprituels et vitaux. Si elle est vivifiée par l'assistance de Dieu, à quoi bon se confesser ?

Après le chapitre 37 : Il semble, dit-il, que l'absolution des péchés ne vient pas de la confession, mais de la contrition. A quoi sert donc la confession ? Elle est une marque de la pénitence intérieure qui purifie l'âme : *Fit itaque confessio ad ostensionem pœnitentiæ, non ad impetrationem veniæ*. Comme la circoncision qui fut donnée à Abraham, de quoi lui servit-elle pour lui donner la justice ? non, mais pour être une marque de cette justice reçue, car il fut justifié par sa foi.

Voilà la première partie qui prouve l'opinion des hérétiques, mais que Gratien va combattre.

Seconde partie. Il y en a d'autres qui soutiennent que la confession de bouche est absolument nécessaire ; c'est ce que nous apprenons de l'Ecriture sainte par un prophète : *Dic tu iniquitates tuas, ut justificeris*.

Chapitre 44. On ne peut rien avoir de si clair ni de si fort que ce que dit ici S. Augustin pour prouver contre nos hérétiques que la confession est très-ancienne. Ils disent que ce n'est que le pape Innocent III qui a imposé l'obligation de se confesser, par la décrétale *Omnis utriusque sexus*, etc. ; qu'auparavant la confession était libre, et que ce n'était tout au plus qu'une œuvre de surérogation, si elle se pratiquait.

Tout ce que nous avons vu des canons pénitentiels prouve évidemment le contraire ; car si cette confession n'eût pas été nécessaire, pourquoi l'Eglise se fût-elle tant mise en peine de faire des règles pour les pénitences, et si les fidèles eussent eu la liberté d'expier leurs péchés, ou par ces satisfactions rigoureuses, ou par des voies plus douces, ou par la confession devant les hommes, ou par celle qui se fait devant Dieu seulement, eussent-ils embrassé toutes ces classes différentes de la pénitence. Voyez comme parle S. Augustin : *Agite pœnitentiam qualis agitur in Ecclesia, ut oret pro vobis Ecclesia. Nemo dicat sibi : Occulte ago apud Deum ; novit Deus qui omnia agnoscit, quia in corde ago*. Voilà le langage des hérétiques. Il est permis d'expier ses péchés par une pénitence secrète devant Dieu. C'est lui que nous avons offensé, c'est lui qui connaît nos péchés. Il suffit qu'il sache que nous faisons pénitence dans le cœur. *Ergo sine causa dictum est : Quæ solveritis in terra, soluta erunt et in cœlo ; ergo sine causa claves datæ sunt Ecclesiæ Dei*. Il serait donc, répond ce Père, inutile que Dieu eût laissé à son Eglise le pouvoir de lier et de délier, ce serait en vain qu'il aurait mis entre ses mains les clefs de son royaume. Il paraît donc que S. Augustin a cru que la confession devant les hommes était nécessaire.

Chap. 49. Le pape Léon écrivant à l'évêque de Fréjus en France dit : La miséricorde de Dieu a établi le baptême et ensuite la pénitence. Voyez comme il parle du baptême et de la pénitence ; autant que l'un est nécessaire pour effacer le péché originel, autant l'autre l'est pour les péchés actuels qui suivent après le baptême. Ce n'est, dira-t-on, que de conseil, quoique pour le baptême ce soit un commandement mais voyez ce qui suit : La bonté de Dieu a tellement réglé la discipline que vous ne pouvez pas obtenir le pardon de vos crimes si ce n'est par les prières du prêtre, et ces fonctions

des prêtres sont plus nécessaires pour la pénitence que pour le baptême. Après il revient au sujet de sa lettre, car ce n'était pas là son principal dessein ; il blâme et prétend abolir cette rigueur, qui faisait qu'en France on refusait l'absolution même à ceux qui la demandaient à l'heure de la mort par quelque signe. Trois ou quatre papes ont écrit pour ce sujet.

Chap. 55. S. Ambroise dit : Il y en a qui ne vont à la pénitence que pour recevoir aussitôt la communion ; il n'y a rien de si injuste. D'autres croient que la pénitence consiste à s'abstenir de l'eucharistie, rien de si extravagant. Il est vrai que la séparation des sacrements est utile pour quelque temps, mais non pas pour toujours ; et s'en priver c'est éviter le remède de tous les maux. Il y a ensuite ce passage fameux : *Facilius autem invenitur qui innocentiam servaverit quam qui congrue egerit pœnitentiam.* Mais pourquoi la pénitence était-elle si difficile ? voyez comment le décrit ce Père. *Renuntiandum sæculo est, somno ipsi minus indulgendum quam natura postulat; interpellandus est gemitibus.* Voilà les difficultés de la pénitence. Si elle eût été arbitraire et que les pénitens eussent eu la liberté de se confesser devant Dieu, pourquoi se seraient-ils servis de la confession de bouche, et qu'ils auraient embrassé tant d'exercices pénibles? Cela montre, dit Gratien, partie 4, qu'il faut des bonnes œuvres pour la satisfaction des péchés, jointe à la confession de bouche.

Chap. 81. S. Augustin nous marque trois sortes de pénitence. La première est celle du baptême; car dans les personnes adultes le baptême était précédé de la pénitence. La seconde est celle que nous devons faire toute notre vie, car le baptême nous régénère bien, mais la concupiscence demeure, et nous contractons toujours quelque souillure. La troisième est celle qu'il faut subir pour les péchés que l'on fait contre les commandements du décalogue dont la tache nous ferme la porte du ciel. Il y a une autre pénitence qui est la pénitence quotidienne pour les fautes journalières.

Chap. 84, du même saint. Ceux qui ont commis quelque péché qui les oblige de se séparer de la communion du corps de Jésus-Christ, à la vérité le peuvent effacer par une douleur du cœur, mais cette douleur étant secrète, si on ne la fait connaître par la confession à ceux qui gouvernent l'Eglise, on ne pourra pas leur imposer la pénitence nécessaire pour son expiation. Ainsi S. Augustin a cru qu'il fallait satisfaire à Dieu, non-seulement par la confession du cœur, mais à l'Eglise par la confession de bouche, qui se fait au pasteur qui doit imposer la pénitence. *Recte constituuntur ab his qui Ecclesiæ præsunt tempora pœnitentiæ ut satisfiat Ecclesiæ in qua remittuntur ipsa peccata.* Cela est remarquable, que les péchés ne sont remis que dans l'Eglise, et que par conséquent il faut satisfaire à l'Eglise. Ainsi c'est non-seulement un conseil, comme veulent les hérétiques, non-seulement un précepte du pape Innocent III, comme ils prétendent, mais un commandement divin de révéler aux pasteurs ses péchés pour en recevoir la pénitence nécessaire.

Chap. 85. Quand vous vous serez excommunié vous-même, dit S. Augustin (voilà comme S. Prosper ou Julien Pomère parlait), il faut que vous fassiez une satisfaction nécessaire pour expier vos fautes ; mais comment connaîtrez-vous la pénitence qu'il faut faire ? Il faut venir aux prêtres de l'Eglise qui l'impose. *Veniat ad antistites per quos illæ claves in Ecclesia ministrantur.* Cela vient, non pas du commandement de l'Eglise, mais de Jésus-Christ, qui, ayant donné les clefs à son Eglise, n'a pas laissé aux fidèles la liberté de s'en moquer ; et s'ils n'étaient pas obligés de s'y soumettre, elles seraient tout à fait inutiles. Si vos péchés ont scandalisé votre prochain, il faut l'édifier par votre pénitence.

Faut-il dire que S. Augustin a cru qu'il ne fallait faire la pénitence publique que lorsque le prochain était scandalisé ? Ce passage semble le vouloir ; mais il y d'autres passages de ce père par lesquels il paraît que les péchés ou occultes ou publics, lorsqu'ils sont d'une certaine espèce, demandent d'être expiés par une pénitence publique. Il est vrai que, du temps de S. Augustin, on commença de changer la pénitence publique des péchés occultes en une pénitence demi-publique, lorsque les péchés n'étaient pas si énormes ; mais quand ils étaient visibles et scandaleux, il fallait faire pénitence devant tout le peuple.

Gratien conclut, après le chap. 87, qu'il paraît que la confession de bouche est nécessaire pour l'expiation des péchés, et que ce que S. Chrysostome et d'autres Pères disent, qu'il n'est pas nécessaire de publier ses péchés, ne montre pas qu'il les faille céler aux prêtres, mais seulement qu'il n'est pas besoin de les publier devant tout le monde. Peut-être que les prêtres donneront une pénitence publique, mais la confession sera toujours secrète.

Dans la troisième partie, il dit que les péchés même secrets ne peuvent être expiés si on ne les confesse au prêtre. C'est comme il faut entendre S. Léon, qui dit que les péchés ne sont pas remis *sine supplicationibus etc.* De plus, celui qui voudrait cacher son crime paraîtrait y être trop attaché, et cette taciturnité viendrait d'un orgueil secret ; car la honte et la confusion qu'on a de l'avouer est une partie de la satisfaction.

Chap. 89. S. Léon improuve la coutume de certaines églises où les pécheurs s'accusaient publiquement. Il dit que la piété de ces fidèles est louable qui ont assez de constance pour se confesser en face de l'Eglise ; mais qu'il en peut arriver du scandale, et qu'il suffit qu'on se confesse à Dieu et aux prêtres. *Sufficit enim illa confessio quæ primum Deo offertur, tum etiam sacerdoti.*

Ce qui est de plus étrange est ce que Gratien ajoute devant le chap. 90. Avec très-peu de considération, il laisse au choix du lecteur la liberté de prendre l'opinion qu'il voudra, si la confession est nécessaire ou non : *Cui autem harum potius adhærendum sit, lectoris judicio reservatur.* Parce qu'il y a des gens savants et pieux qui soutiennent l'une et l'autre, *Utraque enim fautores habet sapientes ac religiosos viros.* Cela est dit un peu trop librement ; aussi les correcteurs ont remarqué qu'après le concile de Trente la chose était indubitable. Ils devaient dire même qu'avant le concile de Trente l'autorité des saints Pères

ne laissait pas la chose incertaine. Gratien semble vouloir appuyer son doute par un passage du Pénitentiel de Théodore de Cantorbéry ; mais les correcteurs ont remarqué qu'il se trouve dans les capitulaires, et que là il n' y a point de disjonctive, et qu'il n'y est pas dit que les fidèles aient été partagés sur ce point. Ainsi ce passage ne fait rien pour Gratien.

Le savant canoniste se montre inférieur à lui-même dans toute cette question, car la tradition entière atteste de la façon la plus formelle la nécestité de la confession sacramentelle.

DISTINCTION II

Gratien demande si la pénitence pouvait être réitérée dans l'ancienne Eglise?

Il semble qu'on ne la réitérait pas ; voilà ce qu'il prouve dans le chap. 1. Il y a beaucoup d'autres passages qui prouvent qu'on ne redonnait pas la pénitence quand on retombait une seconde fois, car on ne peut effacer le péché que par la charité ; or si la charité est véritable, elle est constante. Si l'amour est sincère, il persévère, et s'il ne dure pas, c'est une marque qu'il n'est pas véritable. Voilà une autre question dans laquelle Gratien s'embarrasse. Quand l'Eglise ne donnait pas une seconde pénitence, est-ce qu'elle croyait que le péché n'était rémissible qu'une fois? On peut croire que c'était pour cette raison. De là il semble que les docteurs aient formé une question, si celui qui est dans la véritable charité peut pécher, ou si commettant un péché ce n'est pas une marque que sa charité est fausse.

Après le chap. 12, il dit que les passages précédents doivent être expliqués de ce qui regarde la charité en elle-même. Il est vrai que l'amour de Dieu a quelque chose de victorieux ; si vous persistez et embrassez effectivement la charité, vous serez invincibles. Voilà comme l'on dit que la charité ne manque pas, et que l' amour de Dieu est victorieux de celui des créatures, parce que c'est quelque chose qui de sa nature est plus fort ; mais cela regarde la possibilité de la grâce et non pas la possibilité de notre nature ; car nous nous attachons faiblement et non pas invinciblement et insurmontablement à une chose forte et invincible. *Qui enim charitatem semel habuerit, criminaliter ulterius peccare non poterit, ut ad gratiam non ad naturam impossibilitas referatur*. La charité ne se porte jamais au péché; mais si on considère la nature de l'homme, elle s'y porte toujours. Ainsi la charité et l'homme sont impeccables ; mais l'homme hors de la charité ne peut que pécher. Cela est appuyé par quelques passages des Pères.

Dans la troisième partie il demande comment on peut concilier les Pères qui disent quelquefois que celui qui a la charité ne peut pas pécher, et d'autres fois qu'on peut perdre la charité par un péché. C'est qu'il faut distinguer deux sortes de charité, l'une parfaite, l'autre imparfaite ; la parfaite est celle qui, étant une fois dans l'âme d'un juste, ne se perd jamais, et l'imparfaite est celle qui a ses progrès, qui commence par un petit degré, qui s'avance peu à peu, mais qui enfin se perd ; et pour montrer contre ce qu'il vient de dire que ceux qui ont eu une véritable charité sont néanmoins tombés dans le péché, il apporte, après le chap. 30, l'exemple des plus grands saints, comme d'Adam, de Moïse et de David ; d'où il conclut que la charité, quoique véritable, se peut perdre.

Sur la fin de la rubrique qui est après le chap. 39, il dit : Ceux qui sont baptisés ne pèchent-ils pas après le baptême? et néanmoins n'ont-ils pas eu la charité? Ce serait tomber dans l'erreur de Jovinien, qui disait que, si l'on offensait Dieu après le baptême, c'était une marque qu'on n'avait reçu que l'eau du baptême, et non pas le Saint-Esprit. C'est ce que S. Jérôme réfute.

Après le chap. 40 : Il est certain, dit-il, qu'on peut tomber dans le péché, ayant eu la charité. Pour ce qui est des prédestinés, quelques-uns pourraient s'imaginer qu'ils ne perdent pas la charité, car, étant prédestinés, ils reviendront infailliblement, et c'est une marque que leur charité n'était pas perdue, mais qu'elle était comme dérobée, de même que S. Pierre, qui ne perdit jamais l'amour de Jésus-Christ et qui, étant tombé par une crainte humaine, avait toujours un amour secret pour lui dans le cœur.

Cette question n'est pas si difficile pour les prédestinés que pour les réprouvés ; car s'ils sont réprouvés, comment ont-ils eu la parfaite charité? Après le chap. 44, Gratien soutient que les réprouvés ont eu la véritable charité ; les démons ont été créés dans la justice et dans la grâce, et néanmoins ils sont tombés. Donc ceux qui ne sont pas prédestinés ont été dans la véritable charité. Comment donc faut-il entendre les Pères, qui disent que la charité qui se perd est feinte, *ficta*? Il faut l'expliquer comme s'ils disaient *fictilia*, qu'elle est fragile, qu'elle est comme de terre, qu'elle n'est pas assez puissante, de même que S. Jérôme dit que toutes les créatures sont sous le vice. Est-ce que toutes les créatures pèchent? non, mais c'est qu'elles peuvent toutes pécher; de même la mutabilité de toutes les créatures est comme un péché dans elles, et cette fragilité, cette faiblesse fait que, quoiqu'elles soient innocentes, on peut dire qu'elles ne sont pas tout à fait sans péché. Voilà comment Gratien se tire de cette difficulté. Sa solution est bonne, mais cela résout-il une autre difficulté qui regarde la pénitence, savoir : si, après avoir recouvré la charité par une première pénitence, on pourra derechef la recouvrer par une seconde?

Cette question est traitée dans la distinction qui suit. Il est certain que certaines églises ne donnaient la pénitence publique qu'une fois. Après la rechute, on remettait les pécheurs à la providence de Dieu.

DISTINCTION III.

Il semble, dit Gratien, que la véritable pénitence est celle après laquelle il n'y a plus de chute. C'est ce qu'il prouve par plusieurs passages des Pères ; mais après le chap. 17 il dit qu'il faut entendre cette proposition des péchés qui se commettent durant le temps ou les années de la pénitence; car si, durant les cinq ou six ans que l'on était obligé de passer dans la

pénitence, on retombait dans les mêmes fautes, ce n'était qu'une pénitence feinte ; mais si, après avoir achevé toutes ces années sans tomber, et qu'après on commettait quelques fautes, la pénitence ne laissait pas d'être véritable.

Dans la troisième partie il dit qu'il y a eu plusieurs églises, et non pas toutes, qui n'ont ordonné la pénitence qu'une fois pendant la vie ; cela s'entend, dit-il, de la pénitence solennelle ; mais il faut dire de la pénitence publique, car cette distinction de pénitence solennelle ne commença que vers le temps de Gratien, et les Pères qui ont parlé de celle qu'il ne faut donner qu'une fois, l'ont précédé de beaucoup. Comment auraient-ils pu parler de cette pénitence solennelle? Plusieurs églises, dit-il, et non pas toutes, surtout quelques églises latines (car les Grecs n'avaient pas cette rigueur), ne réitéraient pas la pénitence. S. Augustin en donne la raison : c'est qu'on croyait qu'il fallait abandonner les pécheurs à la providence de Dieu, parce que les hommes seraient trop faciles à commettre les mêmes crimes, et pour leur imprimer plus de crainte, on ne leur donnera la pénitence qu'une fois.

Partie 4. Comment donc faut-il entendre que la pénitence véritable est celle après laquelle on ne retombe plus ? Il faut l'entendre de la pénitence parfaite ; car comme la charité parfaite, qui est dans le dernier degré ne se perd jamais, la pénitence aussi, qui est dans le dernier degré de perfection, ne permet jamais de retomber, mais elle n'a cette perfection que quand elle est jointe au dernier degré de persévérance. Voilà où Gratien nous renvoie. Ainsi il y en a très-peu de parfaites, *quia non usque in finem duratura*. Au reste, dit-il dans la 5e partie, il n'y a point de péché qui ne puisse être expié plusieurs fois par la pénitence si on y retombe. Cela est clair et il n'y a rien de si vrai.

Chap. 33. S. Augustin dit qu'il faut se garder de désespérer ceux qui, après avoir fait pénitence publique, retombent dans les mêmes fautes sans pouvoir être admis une seconde fois à la pénitence ; il ne faut pas, dit-il, leur conseiller de s'abandonner à leurs plaisirs sans espérance d'aucun pardon ; au contraire il faut les porter à toutes sortes d'austérités, afin que, par leur propre pénitence, ils fléchissent la miséricorde de Dieu. Nous apprenons de là combien sont ridicules ceux qui se sont imaginé qu'après avoir donné une fois la pénitence publique, si celui qui l'avait faite retombait, on lui en enjoignait une secrète. Il n'y a rien de si absurde, car par ce moyen les rechutes, qui sont beaucoup plus criminelles, seraient traitées plus doucement que les premiers péchés, et la plus grande sévérité de l'Église aurait été un adoucissement. S. Augustin dit positivement le contraire. Il faut porter ces malheureux à faire toutes sortes de bonnes œuvres, afin qu'ils extorquent de la miséricorde de Dieu le pardon qu'ils ne peuvent espérer de l'Église ; et, pour résoudre la question proposée, il faut s'en tenir à ce que dit S. Augustin, que si l'Église usait de cette sévérité, ce n'était pas qu'elle crût ne point avoir le pouvoir de remettre les seconds péchés, mais c'est qu'elle croyait qu'il ne fallait pas exposer si souvent ses remèdes, de peur de les rendre méprisables.

Après le chap. 42, Gratien dit que les péchés qu'on a commis sont quelquefois expiés par des peines temporelles, et S. Jérôme et beaucoup d'autres l'ont dit de la sorte. La mort d'Ananie et de Saphire en est une preuve. Il y a apparence que cela est, car il y a dans l'Écriture : *Non vindicabit Deus bis in idipsum*. Néanmoins, dit Gratien, cela n'est pas général ; mais il faut entendre ce que disent les Pères de ceux qui, à la vue des peines temporelles, conçoivent un regret si violent, une douleur si forte, que la contrition de leur cœur efface leurs péchés, mais cela n'est pas universel, car il y en a, comme Pharaon, qui s'endurcissent dans leurs châtiments. Il conclut cette distinction en disant qu'il ne faut pas refuser la pénitence à celui qui, étant coupable de plusieurs crimes, n'a dessein que de se corriger d'un péché. Cela nous paraîtrait rude, à présent que la pénitence n'est pas distincte de l'absolution, mais alors on donnait une pénitence qui expiait pour un crime, et qui attirait les grâces nécessaires pour se repentir des autres péchés.

DISTINCTION IV.

Gratien, après avoir prouvé que les péchés peuvent être remis une seconde fois, examine dans cette distinction si, dans les rechutes, les premiers péchés reviennent lorsqu'ils ont été remis. Il y en a qui disent qu'ils reviennent, et, dans cette opinion, dit-il après le chap. 7, ils soutiennent que ces premiers péchés n'avaient été remis que selon la justice présente, et non pas selon la prescience divine, selon laquelle ces personnes devaient retomber et contracter les mêmes crimes ; mais parce qu'elles s'en étaient confessées, il est vrai de dire qu'elles en avaient obtenu une véritable rémission, mais c'était selon la justice présente, tout de même que, dit S. Augustin dans le chapitre suivant, ceux qui ne sont pas prédestinés dans les décrets éternels de Dieu, le sont dans cette vie selon la justice présente, parce qu'ayant reçu le baptême ils sont justifiés, ils sont en grâce, mais ayant été prévus ils doivent retomber dans leur péché et y mourir ; ainsi mourant dans le péché, ils font bien voir qu'ils n'étaient pas prédestinés selon la prescience éternelle, mais seulement selon la justice présente.

Après le chap. 11, il dit : Quand est-ce donc que le péché est remis selon la prescience éternelle? Lorsque Dieu prépare de toute éternité la grâce de la vocation pour justifier le pécheur, lorsqu'il lui donne la persévérance dans sa justice ; lorsque tout cela se trouve, on est prédestiné. Selon la justice présente on reçoit bien la vocation et la justice, mais on n'a pas la persévérance ,sans laquelle il est inutile que les péchés aient été remis.

Vous voyez que Gratien, très-savant et très-grand canoniste, était néanmoins bon théologien, quoiqu'il le fût moins que canoniste. Il ne varie point sur cette matière de prédestination, il est conforme aux sentiments de S. Augustin et il avance cela comme une chose incontestable. En effet ce n'est que depuis son

temps qu'on a tant trouvé de distinctions sur cette question.

Il en est des prédestinés, dit-il dans le chap. 12, comme des réprouvés. Quoiqu'ils soient justifiés par la grâce de Jésus-Christ et qu'ils doivent être glorifiés dans son paradis, ils sont néanmoins pour quelque temps véritables enfants du démon, mais ils ne persévéreront pas dans leurs péchés.

Dans la 5e partie, il rapporte l'opinion de ceux qui croient que les péchés ne reviennent pas, ce qu'il appuie de l'autorité de S. Grégoire et de S. Prosper; et pour répondre aux Pères qui semblent dire qu'ils reviennent, il dit avant le chap. 15, qu'ils n'ont paru être dans ce sentiment que parce que les péchés dans lesquels on retombe sont beaucoup plus griefs, et qu'ils méritent une peine beaucoup plus grande. Il ne traite, comme on voit, cette matière que superficiellement. Les nouveaux scolastiques l'épuisent et la traitent plus doctement.

DISTINCTION V.

Il traite ici une chose plus importante, savoir, dans quelles considérations et dans quelles dispositions doit entrer le pénitent?

Chap. 1. L'auteur du livre de la pénitence dans S. Augustin nous apprend de très-bonnes choses. Que les pénitents doivent quitter le siècle, ou s'ils y restent, se séparer de toutes les professions qui ne sont pas incompatibles, mais difficiles à exercer, avec la pénitence, à cause du mélange qu'il y a du péché avec les fonctions de ces états. Il parle de ce négoce qui fait acheter une marchandise, et sans la travailler la fait revendre plus cher. Les Pères l'ont cru dangereux; tout cela leur est défendu, *nisi his utatur ex obedientiæ licentia*. Ensuite il doit se soumettre à un sage confesseur. *Ponat se omnino in potestate judicis, in judicio sacerdotis, nihil sibi reservans sui, ut omnia eo jubente paratus sit facere pro reparanda animæ vita, quæcumque faceret pro vitanda corporis morte et hoc cum desiderio, quia vitam recuperat infinitam ut Deus.* Ensuite il donne la maxime de S. Grégoire. Ayant commis des choses illicites, il doit se priver des licites, de la milice, des magistratures qui ne sont pas illicites en elles-mêmes : *Abstineat a multis licitis qui per libertatem arbitrii commisit.* Un peu plus bas, *a ludis et spectaculis sæculi.*

Chap. 2. Il y a, dit S. Léon, des trafics infâmes, et il y en a d'honnêtes; mais les pénitents ne doivent rien gagner, même par des négoces honnêtes. Voilà la réconciliation des Pères qui semblent se contredire en approuvant ou défendant le négoce; les uns ont considéré la marchandise en elle-même et ne l'ont pas blâmée; les autres l'ont regardée comme un écueil environné de tant de mauvaises circonstances qu'il était presque impossible de n'y pas offenser Dieu et l'ont condamnée. Or, tous les fidèles sont obligés de fuir les occasions prochaines du péché; mais les pénitents doivent éviter même les plus éloignées à cause de la pente qu'ils ont contractée au péché; ainsi ils ne peuvent exercer le négoce qui pourrait même être honnête.

Chap. 3 du même pape. *Contrarium est omnino ecclesiasticis regulis, post pœnitentiæ actionem redire ad militiam sæcularem.* La milice séculière comprend toutes sortes de milices : celle du barreau, *togata militia*, ou toute autre opposée à la milice ecclésiastique.

Chap. 5. Les pénitents autrefois étaient une sorte de profès qui avaient certains habits et certaine manière de vivre. Nous apprenons cela du concile d'Orléans : *De his qui suscepta pœnitentia religionem suæ professionis obliti ad sæcularia relaxantur.* Cela a duré jusques au onzième siècle. Voici un passage de Grégoire VII, qui vivait à la fin de ce siècle.

Chap. 6. A peine peut-on, dit ce pape, faire une véritable pénitence sans abandonner le négoce, la milice et toutes les occasions de péché. *Recognoscat se veram pœnitentiam non posse peragere.* Ce *non* veut dire *vix*, comme il est dit dans le chapitre suivant de S. Grégoire. *Sunt enim pleraque negotia quæ sine peccato exhibere aut vix, aut nullatenus possunt.* S. Pierre alla pêcher après sa conversion, parce que cette occupation est innocente, mais S. Matthieu ne retourna plus à sa banque.

Chap. 8. Innocent II a tenu les mêmes maximes, ce qui montre qu'on ne s'est jamais relâché dans le nouveau droit, et que l'esprit de l'Eglise a toujours été le même. *Falsa etiam fit pœnitentia cum pœnitens ab officio vel curiali vel negotiali non recedit quod sine peccato agi nulla ratione prævalet, aut si odium in corde gerat, etc.*

QUESTION IV.

En quel temps les personnes mariées doivent-elles garder la continence? Nous avons éclairci ce point au commencement de ces conférences, il ne faut pas s'y arrêter, S. Jérôme, dans le chap. 1, dit qu'il faut garder continence pour vaquer à l'oraison.

Chap. 2. S. Augustin, aux jours de grandes fêtes, *quotiescumque aut dies natalis Domini aut reliquæ festivitates adveniunt.* S. Ambroise, dans le chap. 3, aux jours des jeûnes. L'auteur de l'Ambrosiaste, dans le chap. 4, nous montre que le commerce conjugal est resserré dans des bornes bien étroites, *quia et dies festi et dies professionis, et ipsa ratio conceptus ac partus juxta legem cessari temporibus his debere demonstrant.*

Chap. 7. S. Grégoire le Grand dit qu'on ne doit point entrer dans l'église sans s'être purifié au lavacre, lorsqu'on na pas gardé continence durant la nuit. Voilà l'eau bénite dont ont parlé les autres pères. On en mettait à la porte de l'église et l'on s'y baignait avant que d'entrer lorsqu'on était souillé de quelque tache. Ensuite S. Grégoire dit : Ne vous imaginez pas qu'on condamne le mariage, car il est très-saint, mais après les désordres qu'a faits le péché parmi les hommes, à peine peut-on exercer le devoir du mariage sans pécher, parce qu'on n'a pas cette unique fin de ne rechercher que des enfants, mais on y mêle toujours la volupté; que s'il y avait quelqu'un d'assez pur pour n'user du mariage, *non cupidine voluptatis captus, sed solummodo liberorum creandorum gratia*, qu'il s'approche non seulement de l'église, mais même du

corps de Jésus-Christ, car c'est un homme extraordinaire qui ne brûle pas au milieu des flammes.

Chap. 8. Les Grecs ont eu les mêmes sentiments et c'est pour cela, dit le concile de Laodicée, que les noces sont défendues en carême, car les jours d'abstinence le commerce conjugal étant défendu, pourquoi permettrait-on les noces?

Gratien ajoute, dans la partie 4, la modération que S. Augustin a apportée, après l'apôtre S. Paul : qu'il ne faut pas se priver du commerce, *nisi ex consensu*, pas même pour vaquer à l'oraison.

CAUSE XXXV

PREMIÈRE QUESTION.

Gratien demande s'il est permis de se marier avec les proches parents? Il semble que oui, car Abraham épousa Sara qui était la fille de son père; Isaac, Rebecca sa proche parente ; Jacob prit deux sœurs, Lia et Rachel, pour femmes. De plus il était commandé par la loi, que si un homme mourait sans enfants, son frère épouserait la veuve pour conserver la famille. Or ce précepte ne nous paraît abrogé par aucune loi du Nouveau Testament, ni par aucune constitution apostolique. Il répond dans la même rubrique qu'il y a bien des choses qui se font par nécessité, et qui ne seraient pas permises hors de ce cas, qui est au-dessus de toutes lois ; il prouve cela par S. Augustin.

Chap. 1. Il a bien fallu, dit ce père, que dans le commencement du genre humain, le frère et la sœur se mariassent, puisque Dieu n'avait créé qu'un homme et une femme; mais comme la nécessité fait que cela est excusable, aussi cette raison cessant, ce serait une impiété de l'entreprendre. La même fin, dit ce saint, qui autorisait ces mariages du temps de nos premiers pères, fait qu'ils sont à présent défendus, savoir la charité ; alors tout le genre humain était renfermé dans un seul, la charité ne pouvait subsister que dans cette unité, et afin qu'elle y fût conservée, elle faisait allier les proches. C'est la même charité qui a fait dans la suite qu'il était défendu de s'allier aux proches, parce que les parents étant établis dans une parfaite société, il n'a plus été nécessaire d'aucune autre liaison que de celle que la parenté fait; mais aussi, comme la charité n'a pas de bornes, ne pouvant plus se porter aux parents, elle a fait rechercher les étrangers, afin de les établir dans une même société, et ainsi, dit S. Augustin dans la fin de ce chapitre, le mariage *quoddam seminarium est charitatis*.

Il y a une autre raison, dit Gratien dans la rubrique qui suit, qui peut excuser Abraham. Il se fonde sur l'opinion de quelques rabbins, suivie de quelques interprètes qui croient qu'Ambraham fut tiré *de Ur Chaldæorum*, c'est-à-dire du feu des Chaldéens ; *ur*, qui signifie ville, veut dire aussi *ignis*; et comme les Chaldéens adoraient cette divinité, Abraham ayant refusé à ce peuple de lui rendre hommage, on le jeta dans le feu, d'où il fut retiré sans aucun mal. Ce patriarche se voyant délivré ne voulut pas s'allier avec des femmes de ce pays, qui étaient toutes idolâtres, de peur que les fidèles ne tombassent dans l'infidélité; ainsi il fut obligé de se marier dans sa propre famille. On voit d'autres exemples de la même chose dans l'Ancien Testament, mais ce qu'il y de meilleur sur cette matière est ce que dit Gratien, à la fin de cette question, que ce qui se passait dans l'Ancien Testament était, comme dit l'Apôtre, *figura*. Or, la vérité ayant succédé, les figures de l'Ancien Testament n'ont plus de lieu. D'ailleurs il n'est pas nécessaire que toutes les lois du vieux Testament soient révoquées dans le nouveau par une loi contraire. Les apôtres ont eu l'autorite d'établir des conseils de perfection qui n'étaient définis par aucun précepte divin. Après les apôtres cette autorité est demeurée dans l'Église, et elle a pu décider des choses, et les établir comme des règles de perfection, qui néanmoins n'étaient définies par aucune constitution apostolique. Or les degrés de consanguinité sont de cette nature.

Ce que Gratien dit est très-remarquable, que la consanguinité, pour être un empêchement de mariage, peut être réglée par l'Eglise, et non pas s'en tenir à ce qu'on pourrait trouver dans l'ancien Testament, car il est vrai que quelques hérétiques ont furieusement crié sur ce point, à cause que le chap. 18 du Lévitique est contraire à la pratique présente. Voilà de quoi les arrêter.

QUESTION II.

Quels sont les degrés de consanguinité qui rendent le mariage illicite ? Il y en a sept, dit Gratien. Il prouve cela par les cinq ou six chapitres suivants, et il croit que ce qui s'est pratiqué dans les VIe, VIIe et VIIIe siècles jusqu'au XIIe avait toujours été de même dans tous les siècles de l'Église. Cependant aux IIe, IIIe et peut-être Ve siècles on ne défendait point le mariage pour tous ces degrés.

Chap. 1. S. Gregoire, au concile de Meaux, dit qu'il n'est permis de se marier avec un parent qu'après le septième degré. Jamais S. Grégoire n'a été à Meaux ; les correcteurs ont bien remarqué ce qui pouvait avoir trompé Gratien.

Chap. 7. Celui-ci est du pape Jules ; il dit la même chose, mais il est moins apparent que l'autre ; car les degrés n'ont été distingués que bien longtemps après ce pape ; ce sont de ces lettres d'Isidore le marchand qui sont toutes supposées. Le chap. 16 est aussi supposé à S. Grégoire.

Chap. 18. Celui-ci est véritablement de S. Grégoire à Augustin d'Angleterre. Ce pape lui permit par dispense de tolérer les mariages qui se faisaient entre les parents après le cinquième degré; cela était en Angleterre, car pour la France elle n'était point encore tombée dans cette pratique, comme il paraît par le concile d'Agde.

Chap. 20. Le canon 61 du concile d'Agde parle des mariages incestueux, et à peine les étend-il jusqu'au 2e ou 3e degré. Cela ne passe pas le 3e degré. Gratien pouvait rapporter vingt et trente canons des conciles de ce temps qui prouveraient la même chose. Cette discipline ne s'établit que vers le temps de Charlemagne, cela paraît par le chapitre suivant.

Chap. 21. Ce canon n'est pas de Châlons, mais c'est

un capitulaire de Charlemagne qui défend le mariage des parents au 5e et au 6e degré. Pourquoi ne défend-il que le 5e et le 6e degré? est-ce qu'il permet le 7e? Gratien répond ingénieusement que l'on compte différemment les degrés de consanguinité : quelques-uns mettent le premier entre père et le fils ; d'autres ne commencent à compter qu'aux enfants, ne croyant pas que le père puisse faire un degré ; ainsi le 6e degré de ceux-ci est le même que le 7e de ceux-là.

QUESTION V.

Gratien traite de la méthode qu'il faut tenir pour connaître et composer les degrés de consanguinité.

Chap. 2. Alexandre II dit qu'on a demandé quels étaient les degrés de consanguinité, et que des ignorants ont confondu les lois avec les canons qui comptent si différemment, car les lois civiles disent que les frères et les sœurs sont parents au 2e degré, où les canons n'en reconnaissent qu'un, parce que *nullo gradu distant*. Les mêmes lois veulent que les enfants d'un frère avec les enfants de la sœur soient au 4e degré, où les canons ne reconnaissent que le 2e, parce que c'est la deuxième génération. Cette différence vient de ce que les lois comptent la consanguinité du frère et de la sœur, et de la sœur au frère, des enfants du frère à ceux de la sœur, des enfants de la sœur à ceux du frère ; ainsi là où, selon les canons, il n'y a qu'un ou deux degrés, selon les lois il y en a deux et quatre, par ce qu'ils doublent le chemin et comptent deux fois la même chose. Il en faut dire autant des autres degrés. Les neveux qui sont selon les canons au 3e, selon les lois se trouvent au 6e. Le pape se plaint fort de cette manière de compter, qui paraît injurieuse aux canons, et si elle se trouve confirmée et établie par Justinien, cet empereur, dit le pape, a eu raison de le faire ; mais il n'a ordonné la chose que pour les successions et en vue des héritages ; mais il était le maître de ces causes, et pour ce qui est des mariages, c'est à l'Église d'en juger et aux canonistes d'en régler les difficultés, et afin que la constitution qu'il voulait publier fût incontestable, il déclare qu'il l'a faite après avoir appelé les corps ecclésiastiques et séculiers. *Nos vero, Deo annuente, hanc quæstionem discutere curavimus in synodo habita in Lateranensi consistorio convocatis ad hoc opus episcopis ac clericis, atque judicibus diversarum provinciarum denique diu ventilatis legibus, ac sacris canonibus etc.* Non-seulement les évêques, mais les clercs, mais les juges et les magistrats, étaient appelés aux conciles. Voilà la pratique de ce temps, qui était établie depuis Grégoire VII. Ceci est bien remarquable pour mettre à couvert ces papes de la calomnie qu'on leur fait d'avoir, par leur droit canon, voulu usurper une absolue autorité. Vous voyez que les laïques assistaient et consentaient à tout ce qui se faisait ; ainsi il ne faut pas trouver étrange que l'autorité du droit canon ait été si grande, puisque les conciles généraux étaient comme de grands états généraux qui ordonnaient pour les séculiers comme pour les clercs ; et les constitutions, les décrets des papes ne tiraient pas leur autorité du seul siége apostolique, mais celle des princes y intervenait, qui y assistaient, ou par eux ou par leurs ambassadeurs. Le pape finit ensuite par de grandes menaces contre ceux qui ne suivront pas sa constitution. Elle n'est plus en vogue à présent, et nous n'avons plus d'empêchement, depuis Innocent III, qu'au 4e degré. Ainsi nous approchons plus de la pratique du temps de S. Ambroise et de S. Augustin, où à peine le 2e degré était défendu.

QUESTION IX.

Si l'Église a été surprise dans la sentence de séparation qu'elle a prononcée, et qu'ensuite on reconnaisse la fraude, peut-on rejoindre les séparés, si dans cet intervalle ils s'étaient pourvus? Il semble que non, dit Gratien, parce qu'il y a eu divorce, et la sentence n'a point été cassée. Or une sentence dont il n'y a eu aucun appel, *transit in rem judicatam*. Néanmoins il se peut faire, dit-il, dans la rubrique qui suit, que, quoiqu'une sentence ne soit pas cassée elle soit nulle par quelque autre défaut, comme lorsqu'elle est subreptice, ainsi elle peut toujours être cassée.

Dans la question suivante, Gratien démande si une femme qui a deux maris contracte affinité avec les parents des deux maris et ses enfants. Les papes Innocent et Hygin répondent affirmativement, mais ce sont de ces lettres supposées. La chose était bien constante du temps de Gratien, mais on n'avait pas toujours pratiqué cela.

CAUSE XXXVI.

QUESTION I.

Un homme avait prié à dîner une fille sans le consentement de son père ; après le repas il lui fit violence et en jouit. On demande si c'est là un rapt? Sans doute, dit Gratien, sur la fin, car la condition essentielle du rapt s'y trouve, qui est la violence.

QUESTION II.

Peut-il y avoir un véritable mariage entre le ravisseur et la ravie, quand même le consentement du père interviendrait? Il semble que non, dit Gratien, et il le prouve par plusieurs canons jusques au chap. 7 ; après cela il distingue. Il est vrai, dit-il, que tant que la ravie sera dans un état de ravissement, il n'y peut avoir de mariage, parce qu'il n'y a pas un véritable consentement, mais le crime du ravissement étant aboli (ce qui se fait en mettant la fille en liberté), il y peut avoir un légitime mariage. Le concile de Trente veut que la fille soit mise en sa liberté et qu'elle consente, et Gratien dit seulement : entre les mains de son père et qu'il y consente. Dans les chapitres suivants, il marque la nécessité qu'il y a d'avoir le consentement des parents.

Chap. 9. S. Ambroise dit qu'il est permis d'avoir pour femme celle qu'on a ravie, pourvu qu'on ait le consentement des parents. La discipline a changé en cela, mais il ne faut pas s'en étonner, l'Eglise a souvent changé les empêchements dirimants.

Chap. 10. Nous voyons le contraire de ce qu'a dit S. Ambroise par le concile de Meaux. Gratien tâche d'accommoder cela, mais on ne peut mieux faire qu'en avouant, comme nous avons remarqué, que l'Église a été obligée de changer souvent. Ainsi le concile de Trente l'a fait très-saintement.

TROISIÈME PARTIE

DE LA CONSÉCRATION.

DISTINCTION I.

Gratien a distingué son ouvrage en trois parties ; en cela il a imité les jurisconsultes, qui ont tenu le même ordre à l'égard du droit civil, et comme tout le droit ne traite que *de personis*, *de indiciis*, ou bien *de rebus*, Gratien aussi, dans les distinctions de la première partie, n'a parlé que des personnes, savoir : de la dignité et du devoir des évêques et des clercs. Dans les causes de la seconde partie, il traite ce qui regarde le for et les jugements ; et dans celle-ci, divisée en distinctions, il traite *de rebus*, des choses ; il lui a donné le titre : *De consecratione*, parce que sous ce mot tombe tout ce qui se fait dans l'Église, car on peut dire que tout y est saint et sacré.

Il y a beaucoup de confusion dans cette dernière partie, et presque point d'ordre. Il traite 1° de la consécration des églises et prouve qu'on ne doit célébrer le saint sacrifice de la messe que dans des lieux qui sont consacrés ; cela parait par l'ancien et le nouveau Testament.

Dans le chap. 2, du pape Félix, il est dit que les anciens canons défendent de dire la messe dans des maisons particulières. Le concile de Trente et S. Charles ont renouvelé cette défense sans pouvoir entièrement corriger cet abus.

Chap. 4. Le pape Gélase dit qu'on ne peut pas consacrer une église sans le consentement du siége apostolique. Cette constitution ferait de la peine si elle n'était écrite aux évêques de la Lucanie ; mais comme cette province est de la primatie du pape, Gélase, comme métropolitain, a pu prescrire cette pratique.

Chap. 5. Gélase dit encore que, pour consacrer une église, la permission du saint-siège doit intervenir, et il tire cela *ex antiquis canonibus*. On demande quels sont ces canons qui donnent au pape cette autorité ? Il pouvait bien y avoir quelque constitution de Rome ; mais elle ne s'étendait pas hors de l'Italie. Les correcteurs ont prétendu que non seulement dans l'Italie on devait demander la permission, mais même dans l'Orient. Il se fonde sur un passage de Socrate, qui dit dans son histoire, livre 2, chap. 8 et 17 : *Secundum antiquissimum canonem sine Romani episcopi authoritate nullam ecclesiam posse dedicari*. Nous ne voyons pas que du temps du pape Jules Antioche eût obtenu sa permission pour consacrer ce temple fameux que Constantin avait fait bâtir ; ainsi ceux qui ont traduit cet endroit de Socrate : ἐκκλησίας κανονίζειν, par le mot de *dedicari*, n'ont pas apparemment pris le vrai sens de Socrate. Il n'y a point d'apparence qu'on vînt à Rome du bout de l'Orient pour ces sortes de cérémonies. Il y en a d'autres qui, avec plus de vraisemblance ont traduit ἐκκλησίας κανονίζειν, c'est-à-dire assembler les églises pour faire des canons, et il est vrai que les églises n'ont pas ce pouvoir sans la permission du pape, non pas pour ce qui regarde les canons particuliers des conciles provinciaux, car alors il ne faut pas le consentement du pape, mais pour les canons nouveaux qui regardent une nouvelle matière, ou de la foi, ou d'une discipline universelle de l'Église. Voilà le sens de Socrate contre les prétentions de ceux d'Antioche qui, dans l'assemblée *in Encæniis*, avaient entrepris de faire des canons.

Chap. 6. Le même pape reproche aux évêques de la Lucanie le peu de soumission qu'ils portaient aux canons, et dit que les papes, quelque supérieurs qu'ils soient, ne laissent pas de les garder. Il faut pour expliquer cela que le pape soit au-dessus des canons, comme nous avons vu dans Fagnan.

Chap. 10. Il n'est pas permis de sacrer une église que quelque laïque aurait bâtie par avarice, afin d'avoir part aux offrandes. On voit par là qu'elles devaient être bien considérables, puisque non seulement les clercs, mais les laïques même y avaient quelque part.

Chap. 20. Du concile de Nicée. Il est dit qu'une église consacrée ne doit pas être de nouveau consacrée, à moins qu'elle n'ait été polluée par l'effusion du sang. Cela est inouï du temps du concile de Nicée et même deux ou trois cents ans après. On trouvera plusieurs canons vers le VIIIe ou IXe siècle qui ont fait des règlements là-dessus.

Chap. 23. Il est dit qu'Agapet reconsacra tout ce qu'Antime avait sacré. Le pape Grégoire fait allusion aux Grecs qui se servent de linge pour le sacrifice comme nous d'un autel portatif et d'une pierre sacrée.

Chap. 25. Il n'est pas permis, dit le pape Hormisdas, de consacrer deux autels dans la même église.

Chap. 26. Le concile d'Afrique défend de dresser des autels dans les maisons de campagne, si ce n'est qu'il y ait des reliques, et s'il y en a, d'exiger qu'ils soient renversés, à moins que le peuple ne s'y oppose et qu'on ne puisse le faire, crainte de quelque sédition ; alors on doit les avertir de ne fréquenter pas avec tant d'assiduité ces lieux, pour les empêcher de tomber dans quelque superstition, et pour l'avenir il faut user de grande discrétion pour l'établissement de ces églises champêtres.

Voilà sur quels fondements on doit accorder de bâtir des églises à cause des reliques ; ou si depuis longtemps on est certain que quelque martyr a souffert dans quelque endroit, mais pour les révélations, le concile dit qu'on ne s'y fie point, car ce serait s'exposer aux illusions ; *Namque per somnia et per inanes quasi revelationes quorumlibet hominum ubicumque constituuntur altaria omnino reprobantur.*

Chap. 30. Le concile de Mayence cité sous le nom de Tribur, permet de dire la messe dans les chapelles des églises qui auront été brûlées. Vous voyez que, s'il y avait des chapelles dans les églises, il n'était pas permis d'y dire la messe ; c'était l'ancienne discipline de conserver l'unité d'autel comme celle de sacrifice.

Le même concile dit que, si on se trouve à la campagne sans église, il faut célébrer, non pas dans une maison, mais *sub dio seu in tentoriis*.

Chap. 33. Il est bien permis et même conseillé à chacun d'avoir un oratoire dans sa maison, *missas autem ibi celebrare non licet;* et dans le chapitre suivant il est dit que l'évêque pourra permettre de faire dire la messe dans une maison particulière, mais que ce soit rarement et pour des causes extraordinaires.

Chap. 35. Le concile d'Agde permet d'entendre la messe dans les oratoires particuliers ou dans les annexes, mais il veut qu'aux grandes fêtes on vienne à la paroisse. Or quelles étaient les fêtes vers ce temps, c'est-à dire l'an 500? *Pascha, Natale Domini, Epiphania, Ascensio, Pentecostes, ac Natale S. Joannis Baptistæ, si qui maximi dies in festivitatibus habentur nonnisi in civitatibus aut in parochiis audiant.* Il n'y a pas une fête de la Vierge, aussi sont-elles toutes nouvelles et postérieures à ce concile. *Si qui maximi dies* s'expliquerait plutôt des fêtes d'apôtres que de la Vierge.

Chap. 44. Le concile de Tribur dit qu'il faut avouer que l'Église, dans la suite des temps, s'est perfectionnée et qu'elle a beaucoup avancé en certaines choses, comme à l'égard du culte des saints, des jeûnes qu'on a établis; il est dit aussi qu'autrefois les évêques étaient d'or et les calices de bois, mais que la chose avait changé, que les calices étaient d'or et les évêques de bois. Autrefois on se servait de calices de bois; Zéphyrin les défendit et permit ceux de verre; Urbain ne les voulut pas souffrir et ordonna qu'on ne se servirait que de ceux d'argent.

Chap. 47. Les messes de S. Jacques et de S. Basile sont reçues par le sixième concile, de sorte qu'il y a longtemps qu'elles sont avérées. Aussi parmi les liturgies de la bibliothèque des Pères, la messe de S. Jacques est à la tête.

Chap. 49. On doit célébrer à jeûn, excepté le jour de l'année consacré à l'honneur de la Cène de Notre-Seigneur. Ce jour-là, pour mieux représenter ce qui s'était fait, on ne célébrait qu'après avoir mangé.

Chap. 50. Des capitulaires de Théodulphe, évêque d'Orléans. Il y en a qui s'imaginent jeûner, et néanmoins ils mangent à l'heure de none, c'est-à-dire entre midi et la nuit; ils se trompent, et il n'est permis de manger qu'après vêpres. Ainsi assister à la messe le matin (voilà une pratique contraire aux Grecs, ils croient que les jours de jeûne il fallait s'en abstenir), assister aux vêpres, faire des aumônes, et après qu'on aille manger, voilà ce qui se pratiquait dans le IXe siècle.

Chap. 51. S. Léon fut consulté par Dioscore d'Alexandrie, pour savoir si on pouvait dire deux messes dans cette seconde ville du monde; les inconvénients de cette discipline étaient grands; comment est-ce que tant de gens pouvaient entendre une seule messe? Il est vrai que cette unité de sacrifice était infiniment belle. Le pape Léon permit d'en dire deux. Ceux qui se sont imaginé qu'il est permis à chaque prêtre de dire deux messes, sont ridicules.

Chap. 53. Alexandre II dit qu'un prêtre ne doit dire qu'une messe par jour, parce que Jésus-Christ n'a souffert qu'une fois; que s'il y a des messes de mort, il tolère qu'on en dise une et celle du jour; mais il est abominable de le faire en vue de deux salaires.

Chap. 54. Le concile de Tolède autorise les hymnes dont l'Église se sert, que les saints Pères ont composées, et se moque de ceux qui disent qu'il ne faut recevoir que ce qui est dans l'Écriture; car le *Gloria et honor Patri, et Filio et Spiritui Sancto in sæcula sæculorum, amen*, cette hymne n'est pas tirée de l'Écriture. Remarquez qu'en Espagne le *Gloria, etc.* était différent du nôtre.

DISTINCTION II.

Chap. 7. Le pape Jules (ceci n'est pas de lui, mais de quelque concile d'Espagne) dit qu'il n'est pas permis de communier sous les deux espèces, c'est-à-dire donner le pain trempé dans le sang, car il n'y a que Judas qui ait communié de cette sorte, *intincta buccella*. Les Pères ne disent ceci que dans un sens d'accommodement, car nous ne voyons rien de certain sur cela dans l'Écriture. L'Église a eu d'autres raisons pour défendre cet usage, car il arrivait de grands inconvénients pour ces deux espèces. Les Grecs trempaient le pain dans le sang et ne le donnaient que lorsqu'il était séché. Il est dit dans ce même chapitre que dans les endroits où l'on exprime un raisin dans le calice pour la consécration, on doit y mêler de l'eau.

Chap. 13. Ce chapitre est tiré de Gennadius, attribué à S. Augustin. Il est vrai que les bonnes choses que cet auteur nous a données dans cet ouvrage, ont fait qu'on s'est facilement persuadé qu'elles étaient de S. Augustin. Il est dit ici, touchant la fréquente communion, que la règle la plus sûre est d'exhorter tout le monde à communier tous les huit jours. Voici les dispositions qu'il faut avoir : *mens sine affectu peccandi sit*; mais il faut être hors de péché mortel et d'affection au véniel; si ayant ces saintes dispositions, on s'en approche, on est louable; si on s'en est éloigné par humilité, ou ne l'est pas moins, car nous voyons dans l'Évangile que Zachée témoigna une extrême joie de la réception du Sauveur et que le centurion par humilité s'en éloigna; néanmoins il n'y eut point de contention entre ces deux personnes, pour savoir lequel des deux avait mieux fait. Tous deux ont agi saintement.

Chap. 18. *Si quis intrat in ecclesiam Dei et pro luxuria sua avertit se a communione sacramenti.* Voilà de quelle manière Martin de Brague a interprété les canons grecs qui semblent dire que les fidèles communiaient tous les jours. Il met *pro luxuria* qu'on s'en éloigne pour ses péchés. Nous avons passé un canon des apôtres dans le chapitre 62 de la distinction précédente qui disait : *Qui autem non perseverant in oratione usquedum missa pergatur, nec sanctam communionem percipiant.* Il y en a qui ont cru que les fidèles communiaient tous les jours, mais il y apparence qu'il faut expliquer ces canons par le 13e du concile de Tolède qui est rapporté dans le chapitre 20. L'explication vous paraîtra plus naturelle. *Ili qui intrant*

ecclesiam et deprehendantur nunquam communicare admoneantur. Si les fidèles n'approchent jamais de l'eucharistie, qu'on les avertisse de le faire quelquefois ; si, étant avertis, ils ne le font pas, qu'ils soient mis à la pénitence ; car leur éloignement marque qu'ils sont atteints de quelque péché qui mérite la pénitence canonique. Si, au contraire, ils sont dignes d'être admis parmi les fidèles, qu'ils communient quelquefois, qu'ils ne s'éloignent pas toujours, de l'eucharistie. S'ils s'abstiennent pour toujours on les mettra à la pénitence ; *si non fecerint, abstineantur;* car *abstineri* c'est mettre quelqu'un à la pénitence. Les autres canons doivent être expliqués par celui-ci, et il faut bien quelquefois le faire de la sorte pour se retirer des difficultés.

LE VENERABLE SIMON PHILIPPOVICH

Enquête relative au culte public. Jugement de l'ordinaire établissant que l'on observe les décrets du pape Urbain VIII. Cierges allumés sur la tombe du vénérable Simon. La S. Congrégation des rites confirme le jugement de l'ordinaire.

Tout acte de culte public antérieurement à la béatification étant formellement interdit, il est nécessaire de constater juridiquement que, malgré la vénération qui entoure la mémoire d'un serviteur de Dieu, les fidèles s'abstiennent des actes qui font partie du culte religieux et public. Il appartient à l'ordinaire de faire l'enquête légale et de rendre le jugement canonique. La S. Congrégation des Rites confirme le jugement.

C'est ce qui a eu lieu pour le vénérable Simon Philippovich, vénérable franciscain de Bosnie, dont nous avons parlé dans la livraison précédente. Nous publions plus loin : 1. l'information présentée à la S. Congrégation des Rites dans le but d'établir que l'enquête de l'ordinaire de Ripatransona a été faite conformément aux règles canoniques et que le jugement mérite d'être confirmé ; 2. la réponse aux animadversions du promoteur de la foi.

Les formalités d'une enquête canonique en matière de béatification sont rigoureuses et multiples. L'information les énumère avec soin. Non-seulement des témoins sont entendus sous serment, mais les juges eux-mêmes, les promoteurs, les postulateurs et les greffiers doivent à leur tour prendre Dieu à témoin de leur fidélité dans l'accomplissement des fonctions.

Le promoteur de la foi a objecté l'omission du serment *suppletorium* que l'on doit demander au postulateur. Ce serment *suppletorium* est-il de rigueur dans les causes de béatification? L'*informatio* le nie, attendu que Benoît XIV n'en parle pas et que d'ailleurs on n'en trouve pas de trace dans différentes enquêtes qu'il cite comme exemples.

Ce sont les cierges allumés sur la tombe du vénérable Simon qui ont fourni la principale objection. Mais d'abord l'autorité ecclésiastique n'a eu aucune part à cette manifestation, qu'elle a formellement prohibée. Ensuite, il est d'usage dans le diocèse de Ripatransona de faire brûler des cierges sur les tombes non-seulement le jour de la Commémoration des défunts et à la Pentecôte, mais bien souvent dans le cours de l'année ; personne n'y voit l'expression du culte public. Cet usage est ancien et général dans le pays. Au surplus, en ce qui concerne la tombe du vénérable Simon, Mgr l'évêque a donné l'ordre formel d'enlever les cierges.

I

RIPANA. BEATIFICATIONIS ET CANONIZATIONIS VEN. SERVI DEI FR. SIMONIS PHILIPPOVICH, SACERDOTIS PROFESSI ORDINIS MINORUM S. FRANCISCI DE OBSERVANTIA. — Informatio super dubio : An sententia lata ab episcopo Ripano super cultu præfato ven. Dei servo numquam exhibito, sive super obedientia præstita decretis sa. me. Urbani papæ VIII sit confirmanda in casu et ad effectum de quo agitur?

Eminentissime ac reverendissime Domine,

1. Etsi Ripani cives advenæque summa ferantur pietate in V. D. S. Simonem Philippovich a Seona in Bosnia Argentina, cujus corpus in majori Ripætransonis templo quiescit, attamen tanta fidelitate ac diligentia in obtemperando apostolicis decretis usi sunt, ut nihil post juridicam sedulamque inquisitionem repertum fuerit, quod decretis sa. me. Urbani VIII cultum quod attinet Dei servis non exhibendum, aliquomodo adversetur. Quapropter nil mirum si ea ab episcopo Ripano lata fuerit sententia, qua declaratur atque definitur præfatis Urbanianis decretis adamussim quoad omnia obtemperatum fuisse. Utrum autem hujusmodi sententia sit confirmanda nec ne disceptandum modo proponitur. Cum vero tanta sit peractæ inquisitionis auctoritas, sive actorum forma, sive rei substantia inspiciatur, ut latæ sententiæ justitiam omnino ostendat atque vindicet, jucundissima spes me recreat atque reficit Vos EE. PP. affirmativum edituros responsum.

DE VALIDITATE PROCESSUS

2. Supplicem libellum a R. P. Francisco Maria de Macerata Ordinis Minorum Observantium legitimo causæ apud Ripanam curiam postulatore porrectum excepit atque recognovit vicarius capitularis illius diœceseos, qui duos judices sibi adjunxit ad inquirendum, utrum ulla vetiti cultus in V. D. S. Simonem Philippovich extarent indicia. Priusquam vero processus inchoaretur tum ordinarius, tum judices juramentum de more præstiterunt, ac deinceps promotorem fiscalem, subpromotorem, notarium et cursorem designarunt, qui omnes munus sibi demandatum acceptantes juramenti religione sese obstrinxerunt sive ad secretum, sive ad diligentiam et fidelitatem in omnibus servandum. Tum vero postulator dies, hora et locus pro actis processualibus conficiendis, juramentis et examinibus testium recipiendis, ac pro aliis hujusmodi peragendis designari petiit; sed promotor fiscalis et sub-promotor ut ipsemet juramentum, quod *calumniæ* vocant prius emitteret, jusserunt, quod ille statim præstitit. Posthac futuram sessionem ad diem 25 aprilis (1871), prævia citatione contra sub-promotorem expedienda, remiserunt. Quibus peractis notarius episcopalis, qui primordialia hæc acta scripserat, adjectis de more juribus, omnia tradidit actuario et absoluta est prima sessio. (*Proc. a fol.* 10 *ad* 27.)

3. In secunda sessione coram vicario capitulari, judicibus adjunctis et sub-promotore fiscali, postulator testium notulam et articulos exhibuit, simulque rogavit ut monere

tur promotor et sub-promotor ad comparendum in loco designato pro recipiendis juramentis et examinibus testium et dandis interrogatoriis. Deinde Rmi judices articulos et testes a postulatore productos admittentes, futuram sessionem destinarunt, subpromotorem monuerunt ad comparendum et citationem contra testes inductos relaxarunt. (*Proc. a fol.* 28 *ad* 32.)

4. Altera stata die adstantibus vicario capitulari et conjudicibus nec non promotore fiscali, postulator petiit ut testibus inductis, qui jam citati fuerant juramentum deferretur de veritate dicenda secretoque servando, quod reapse omnes juxta præscriptam formam præstiterunt. (*Proc. a fol.* 38 *ad* 45.)

5. Quarta sessione promotor sua exhibuit interrogatoria et iterum a primis duobus testibus juramento recepto examen incœptum est, absente tamen postulatore aliisque, quibus interesse vetitum clausaque janua.

6. Pariter ceterorum testium examen posteris diebus ad tramites juris incœptum et absolutum successive fuit. Omnes enim citati, omnes iteratum juramentum emiserunt, omnes super interrogatoriis prius a promotore exhibitis, deinde super articulis postulatoris examinati, omnes cum examen suspendi oporteret, moniti sunt de die, qua adesse deberent; denique cuique testium sua lecta depositio fuit, quam quisque subscripsit. In examinum absolutione vel suspensione clausa sigillisque munita fuerunt interrogatoria ac testium responsa, singulisque examinum sessionibus subscripsere judices, promotor, actuarius (*Proc. a fol.* 46 *ad* 66.)

7. Denique cum testes omnes a postulatore inducti examini subjecti fuissent, neque alii, quos induceret, præsto ei essent, promotor jussit, ut duo testes ex officio citarentur, quos post consuetam juramenti præstationem de more judices examinarunt. (*Proc. a fol* 67 *ad* 78.) In omnium autem excipiendis examinibus nihil a judicibus vel a subpromotoribus deprehendi unquam potuit, quod de testium fide aliquam vel levem ingerere posset suspicionem.

8. Hisce omnibus expletis, postulatore instante, judices templum Ripanum princeps adierunt, in quo condita jacent ossa V. S. D. et postquam a juratis testibus sepulcri locum noverunt, sepulcrum ipsum, templum, loca adnexa diligenter inviserunt, quin ullum vetiti cultus indicium reperirent. Alios etiam juratos testes vocarunt, a quorum pariter responsionibus cujuslibet vetiti cultus absentia et exclusio magis magisque comprobata fuit. (*Proc. a fol.* 79 *ad* 91.)

9. Hæc omnia in isto reperiebantur statu cum viduatæ Ripanæ ecclesiæ suus pastor restitutus fuit, et tunc ad instantiam postulatoris processus resumptus est; judices adjuncti, promotor fiscalis, subpromotor, notarius, actuarius et cursor confirmati sunt et juramentum iterarunt. Denique, omnibus rite, ut moris est, confectis, cum jam nihil obesset, prolata est ab episcopo sententia, quoad exclusionem cujuslibet vetiti cultus. Tum postulatore instante, ut publicarentur acta, juratis amanuensibus processus originalis transcriptio committitur, qua confecta, factaque insuper coram judicibus et subpromotore collatione, subscriptionibus, legalitatibus, sigillisque appositis, transumptum electo portitori, cui de fidelitate in munere implendo delatum fuit juramentum, traditum est Romam deferendum. (*Proc. a fol.* 102 *usque ad finem.*)

10. Singulis igitur ad stricti juris tramites gestis, commendanda se exhibet PP. EE. Ripani antistitis diligentia, qui cum inquisitionem rite recteque peregisset, eam tuto proferre potuit de obedientia Urbanianis decretis præstita sententiam, de cujus justitia nullum excitari dubium posse ex mox dicendis luculentius apparebit.

DE JUSTITIA SENTENTIÆ.

11. Satis est testium responsa, quæ in summario prostant, perlegere, ut statim innotescat devotionem erga Ven. D. S. privatis solummodo limitibus fuisse adstrictam ideoque judicum sententiam justitiæ prorsus fuisse consentaneam.

12. Revera quod attinet sepulcrum Ven. S. D. nihil prorsus invenias, quod ipsum a ceteris sepulcris distinguat. Etenim sub pavimento cadaver quiescit quin ulla inscriptio aut lapis nomen, memoriam obitusque diem denotans (licet hoc innocuum esset) reperiatur, ut patet ex testibus I, II, IV, V, VI, VII. Erectum fuit aliquando ex privata fidelium devotione rude quoddam monumentum brevissimam inscriptionem et imaginem venerabilis exhibens; verum aliquot post menses confractum illud cecidisse nullumque in præsentiarum de eo remanere vestigium apparet. Frustra etiam circa sepulcrum tabellas, donaria, anathemata atque alia hujusmodi quæreres. Ista enim semper ab eo abfuerunt; et si a quopiam aliquando parvum donarium ad instar cordis voti causa appensum fuit, statim illud, jubente vicario generali, amotum est.

13. Aliquid fortasse adnotandum invenies quoad candelas, quæ ex fidelium devotione super sepulcro Ven. S. D. accensæ fuisse perhibentur. Verum licet hac super re adnimadverti posset eam in Picena provincia inalevisse consuetudinem, ut quibusdam anni diebus revertentibus ex. gr. die Pentecostes, Commemerationis defunctorum et pluribus aliis, fideles super tumulis lumina accendant, quin sacri præsules hujusmodi antiquissimum morem submovendum putent; attamen, ut strictissima obedientia decretis Urbani VIII adamussim præbeatur, ea lata lex est aliquot abhinc mensibus ab episcopo Ripano, qua candelæ omnes de sepulcro Ven S. D. omnino amovendæ sint, et si quæ in posterum inibi forte quacumque occasione reperiantur, statim ab ecclesiæ æditiuo auferri debeant. Hujusmodi vero jussum exequutioni mandatum fuisse et in præsentia mandari episcopus ipse solemniter testatur.

14 Venerabilis imagines cusæ aliquando fuerunt. Nemo tamen in iis signum aliquod vidit, quod cultum redoleret, sive de radiis vel laureolis loquaris, sive de supposito titulo aut inscriptione. Publicæ autem venerationi nunquam istas expositas fuisse declarant Testes, I, III, IV, VIII.

15. Quod attinet reliquias, eas non modo publico fidelium cultui expositas memo unquam vidit, sed quamquam, uti fit, petentibus distribuerentur, tamen scheda non erat, quæ ipsarum authenticitatem comprobaret. Fatendum sane venerabilis memoriam in benedictione esse. Quid tamen? Neque in die anniversaria obitus, neque per annum aliquid fit ad ejus memoriam solemniter celebrandam. Denique uno ore testes affirmant nullum obsequii signum venerabili reddi, quod honores cœlitibus reddi solitos portentat, licet populus magnam de ipsius sanctitate habeat existimationem.

16. Verum ut de istarum rerum omnium veracitate suis oculis certiores fierent judices ad templum accesserunt in quo Ven. S. D. exuviæ reconditæ jacent templumque ipsum, sepulcrum et sacrarium rite diligenterque inspexere; nihil autem omnino reperierunt, quod vetitum cultum saperet.

17. Jure itaque meritoque pro tribunali sedentes sententiam hanc dixerunt: « Visis videndis, consideratis considerandis, « dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus, ac defini- « tive sententiamus nec circa sepulcrum, seu tumulum, nec « alibi circa reliquias, imagines, aliasque memorias dicti servi « Dei Patris Simonis Philippovich reperiri, quod publicum veti- « tumque cultum quoquo modo præseferat, aut quomodocum- « que non sit ad formam dictorum decretorum (Urbani VIII); « sed iisdem fuisse et esse sufficienter paritum et satisfactum,

« ac ita dicimus, declaramus, et definitive sententiamus, non « solum isto sed et omni meliori modo. »

18. Hanc igitur sententiam ut sacer Ordo confirmet, una cum R. P. Bernardino a Cryptis Castri ordinis Minorum Observantium ostulatore generali, oro ac vehementer obsecro. Neque irrita hæc vota fore confido; siquidem argumenta illa luculentissima, quibus prolata innititur sententia, quemlibet a causa Ven. Simonis vetitum cultum excludunt, et ab iis Actis desumpta fuerunt, quæ nullam quoad validitatem patiuntur exceptionem.

Quare etc. — *Dominicus Ferrara.* — Revisa Augustinus adv. Caprara, S. R. C. assessor et S. fidei subpromotor.

II

Responsio ad animadversiones R. P. D. promotoris fidei.

1. Quoniam et ipse R. P. D. fidei promotor, licet mirabili sagacitate, diligentia atque ingenio præstet, unum tantummodo in hac judicii sede quod redargueret, invenit; hinc ea spe recreor atque reficior, quod paucis verbis præsens controversia confici valeat. Eo vel magis, quod unicum istud offendiculum, quod repertum asseritur, nonnisi apparens et labili innixum fundamento primo vel obtutu conspici potest. Et requidem vera id unum carpit cl. censor, quod nempe cum causæ postulator ad repetitionem *terminorum substantialium* juxta morem fuisset admissus, « ei minime a judicibus delatum fuit juramentum, quod suppletorium vocant, et a civili prudentia exigitur. » Ut autem censura ista alicui niteretur fundamento, binas leges in medium protulit.

2. Verum plura in contrarium reponi posse videntur. Etsi enim concedere vellem quod de externa horum actorum forma ad juris communis tramites, uti adversarius contendit, judicium ferri debeat, nunquam tamen concedendum putarem, quod propositio ista *absolute* et *exclusive* intelligi possit ac debeat. Jus enim nostrum suas habere peculiares normas ac leges, is etiam noscit, qui illud vel a limine salutaverit. Revera, ut cætera omittam, ipsum caput 43 lib. II Bened. XIV, cui nempe præstantissimus fidei vindex innititur, hujusce rei peremptorium argumentum præbet, ut cuilibet legenti facillime innotescit. Quare priusquam ad externos fontes confugiamus, nostros adire necesse est : quod si peculiares atque appositas instructiones ab his haurire non possumus, tum tandem, necessitate poscente, ad illos pergere oportebit.

3. At in re, de qua nobis sermo est, necessitas ista, adeundi nempe extraneos fontes, minime verificatur. Jura enim nostra plura agnoscunt juramenta; scilicet juramentum de veritate dicenda, de secreto servando, de munere fideliter implendo, et juramentum calumniæ. Jamvero postremum hoc a causæ postulatore exquirunt, et hoc unico juramento præstito, quiquid a prudentia exigitur perfectum atque expletum fuisse judicant. Neque mirum. Etenim per juramentum *calumniæ*, uti notissimum est, declarant postulatores se ad causam non accedere odio, amore, timore, spe lucri, aut alio quovis motivo, respectu et fine humano, sed solum zelo honoris et gloriæ Dei, qui magnificatur et laudabilis est in sanctis suis; ideoque jurant se non usuros falsis probationibus, non corrupturos judices aut testes, nec quidquam facturos, quod puræ et simplici veritati quomodolibet refragetur. Jamvero hæc si postulatores præstent satis est : Quid enim amplius præter ista jurarent? Cætera quæ spectant ad probationes et argumenta non postulatores, sed testes suppeditant.

4. Hinc de isto juramento suppletorio, quod cl. censor in medium ponit, silet omnino juris nostri summus moderator Bened. XIV, licet prudentiæ leges apprime cognosceret ; de isto juramento ne verbum quidem habent instructiones pro confectione processuum in causis servorum Dei, quas causarum istarum patroni, licet prudentia præditi, huc usque exararunt; denique, quod magis magisque rem conficit, juramentum hoc nec in litteris remissorialibus umquam præscriptum, nec umquam ab hac S. Congregatione, quod ego sciam, exquisitum fuisse videtur. Revera in aliquibus processibus super non cultu, quos consulto evolvi, inveni quidem juramentum *calumniæ* a causæ postulatore exhibitum, numquam autem juramentum istud suppletorium invenire potui : item perlegenti mihi animadversiones R. P. D. promotoris fidei numquam aliqua occurrit animadversio, quæ omissionem hujusce juramenti aliquo pacto respiceret. Juverit nonnulla exempla ad rei veritatem ostendendam in medium afferre. In processu ab episcopo S. Miniatis confecto super cultu numquam exhibito Ven. Theophilo a Corte juramentum hoc suppletorium minime reperitur. Item in Amerina super non cultu ven. Generosi a Præmosello cum causæ procurator ad repetitionem terminorum substantialium fuisset admissus, delatum ei minime fuit, juramentum istud quod *suppletorium* vocant. Num idcirco causæ istæ naufragium passæ sunt? Minime rerum; imo R. P. D. fidei promotor nihil contra hujusmodi omissionem obmussitandum sibi duxit. Quod si de inquisitionibus auctoritate apostolica confectis loqui vellem, exemplum haberem in Vicentina super cultu Ven. Antonio Pagani numquam præstito; nec non in Tudertina de cultu Ven. Raynerio a Burgo S. Sepulcri numquam exhibito, atque in aliis millenis, quas adducere longum esset. Istæ enim inquisitiones, sive litteras remissoriales, quæ normas rerum agendarum præscribunt, inspicias; sive actorum descriptionem legas, de isto juramento suppletorio nullam mentionem faciunt, et tamen favorabili EE. PP. responso absolutæ sunt. Sed exempla supervacanea prorsus videntur, dum ipse amplissimus censor hujusce rei peremptorium argumentum nobis suppeditat. Ipse enim cum ad istius juramenti suppletorii necessitatem aliquo pacto astruendam nec auctoritates a jure nostro desumptas, nec praxim hujusce sacri fori adducere posset, ad antiquas Romanorum leges confugere debuit, ideoque facto suo veritatem nostræ thesis ostendit. Quare concludere merito possumus, juramentum hoc penes forum nostrum minime invaluisse, vel saltem, si amplissimo censori hoc magis arridet, juramentum istud sæpissime fuisse omissum, quin tamen S. Congregatio vel leviter hujusmodi omissionem carperet, multoque minus offendiculum aliquod in ea inveniret.

5. Et quidem sapientissime hoc factum fuisse putandum est. Revera juramentum dicitur suppletorium, ut ait Voet ad Pandectas lib. XII, tit. 2. de jurej. : « Si vel actori deferatur ad supplendas non satis sufficientes intentionis suæ probationes, vel reo ad firmandam suæ exceptionis probationem, per se non modis omnibus planam ac efficacem. » Atqui in jure nostro luce meridiana clariores desiderantur probationes, ita ut si debiles atque inefficaces forte reperiantur, despici certe, minime vero juramento aliquo coadjuvari atque fulciri possunt. Quod quidem magis magisque patet ex eo, quod jusjurandum istud suppletorium viget tantummodo penes jus civile, minime vero penes jus criminale, nisi ad pœnam pecuniariam tendat criminis persecutio. Voet cit. loco; atqui jus nostrum, ut notissimum est, procedit potius juxta criminale, quam juxta civile jus, ac proinde etiam ex hoc capite apparet, juramentum istud a nostris causis omnino alienum habendum esse.

6. Sed abundare in animo est. Sit quidem quod juramentum istud suppletorium apud forum nostrum receptum fuerit atque ad praxim pro rei opportunitate deduci debeat. Quid tamen ex hoc? Num proinde causæ postulatori deferendum foret? Minime rerum. Etenim recolamus paulisper textum

a fidei vindice adductem : in eo asseritur juramentum suppletorium necessarium esse, « tum ex parte judicis, qui tenetur illud actori imponere, tum ex parte ipsius actoris, qui tenetur jurare, nec posset referre.» At vero hisce in causis poteritne strictim ac proprie loquendo actoris titulus ac nomen postulatori tribui? Postulator apud jura nostra nullum aliud officium habet, quam vigili sedulaque diligentia causæ opitulari eamque pro viribus fovere ut ad felicem exitum perduc valeat; unde causæ ipsius veluti patronus ac procurator sæpissime appellatur. Quomodo igitur juramentum suppletorium eidem juxta allatum textum deferri poterit?

7. Idipsum suadent prima ac notissima juris principia. Etenim si quando probationes pro causa definienda non sufficerent, ipsius causæ postulatori juramentum ad eas supplendas deferri oporteret, idem esset ac si judices, dum argumenta a patrocinatore adducta neque plena, neque concludentia inveniuntur, eidem patrocinatori pro re tota conficienda juramentum istud suppletorium deferrent. Hæc autem absurdissima res est, aperteque contradicit juribus nostris, quæ profecto quamlibet probationem a causæ postulatore desumptam prorsus rejiciunt atque excludunt. In hypothesi vero non quævis, sed decisiva probatio, ea nimirum, quæ attestationum inopiam atque defectus omnes suppleret a postulatore desumeretur. Hinc dubitandum non est, quod si forte Ripani judices juramentum hoc postulatori detulissent, statim cl. censor pro ea, qua pollet juris nostri summa ac profundissima scientia, contra novitatem istam, seu potius injustum conatum totis viribus clamare non destitisset.

8. Hisce quoad primum animadversionum caput adnotatis, ruit omnino quod secundo loco opponit cl. censor; nimirum graviorem hujusce juramenti omissionem censendam esse, quia « ex actis luculentius apparebat erga hunc V. Dei famulum adhuc ecclesiastici simulque vetiti cultus aliquas significationes adhiberi. » Etenim si juramentum istud a jure nostro omnino excluditur statim apparet nedum judices redarguendos non esse, quia illud omiserunt, sed imo illud omnino omittere debuisse. Neque mirum : etenim etsi centum juramenta suppletoria detulissent causæ postulatori, attamen vetiti cultus significationes, si quæ adsunt, neque vel minimum obscurare, ipse adversarius id fateatur oportet, umquam potuissent. Alia igitur juris criteria præ oculis habenda sunt, ut difficultas ista a luminum accensione petita, dissolvi queat.

9. Et quidem post ea, quæ in informatione § 13 hac de re dixi, sperabam fore ut cl. censor ab hujusmodi villicatione abstineret. Verum, quia aliter reo accidit, nonnulla breviter addenda sunt, quibus peremptorio modo opposita difficultas exolvatur. Itaque quod aliquando, imo sæpe ad sepulcrum V. Dei famuli lumina incensa fuerint, negare neque possumus. Verum dum factum admittimus contendimus, 1° quod hujus lumina ex privata quidem fidelium cura, minime vero ecclesiastica accedente auctoritate, incensa fuerint. Unde, cæteris omissis, ipse testis III ab adversario citatus Pro. fol. 56, ait : Nella Maddalena non ho visto mai lumi e candele; nel Duomo si tante volte postici dai particolari. 2° Tamquam certum atque exploratum hoc statuimus, nimirum Ripanos fideles non unice ad Simonis, verum etiam ad aliorum defunctorum sepulcra ab antiquissimis temporibus sæpe in anno candelas in ecclesiis incendere consuevisse; ita ut non tanquam aliquod distinctionis cultusque signum erga Simonem nostrum hujusmodi luminum incensio sit habenda, sed potius tamquam generalis atque immemorabilis inibi vigens consuetudo. Revera hujusce consuetudinis existentia, quam oppugnare videtur cl. fidei vindex, probatur 1° ex privata quadam Ripani præsulis epistola Emo relatori ostendenda, in qua nimirum absque ullis ambagibus asseritur, Ripanos fideles nedum in die Commemorationis omnium defunctorum et in die Pentecostes, sed etiam *sæpe* in anno ad mortuorum tumulos lumina incendere; 2° probatur ex eo, quod ecclesiastica loci auctoritas, licet Urbaniana decreta quoad luminum incensionem ignorare non posset (ecquis enim ista ignorat?) attamen ob istam praxim generaliter inibi vigentem minime a Simonis sepulcro candelas submovendas duxit. Neque dici potest id potius negligentiæ quam prætensæ consuetudini tribuendum esse. Etenim ut inquiunt judices (Summ. pag.8). « Est etiam documentum vigilis in ecclesiastica auctoritate zeli ad hujusmodi periculum arcendum, quod cum devotus quidam Nicolaus Maccaroni, tamquam monumentum gratiæ a se post servi Dei invocationem acceptæ donarium subter prædicta ipsius effigie argenteum ad formam cordis malleatum appendisset, reverendissimus canonicus Jo : Bernardinus Mascaretti nuper defunctus, hujusce episcopi tunc temporis pro-vicarius generalis statim atque id novit, jussit ut illico donarium illud inde amoveretur. » 3° Probatur ex eo quod testes omnes, qui de hisce luminibus veluti quotidie ad Simonis tumulum incensis deponunt, ne cogitant quidem, quod ea ad publicum cultum referri possint. Unde interrogati an cultus aliquis publicus atque vetitus Simoni præstitus umquam fuerit, unanimiter negativum subjiciunt responsum, ut ex summario nostro, pag. 16 apprime eruitur. Quid plura? Judices ipsi adeo consuetudinem hanc veluti cordibus insculptam habent, ut candelas ad Simonis sepulcrum incensas ad privatam pietatis significationem revocare minime dubitaverint. Etenim in peragenda ecclesiæ visitatione postquam declaraverint nullum inibi vetiti cultus reperiri indicium, ita pergunt : « Candelæ, quæ sæpe sæpius, et tunc actu supra dictum sepulcrum ardere conspiciuntur, non habendæ videntur uti signum publici cultus, sed privatæ devotionis tantum. » Nulla igitur dubitatio circa præfata consuetudinis existentiam excitari potest.

10. Neque juvat regerere quod Ripani cives solemnioribus tantum statisque diebus ad cæterorum fidelium tumulos candelas incendere soleant, dum e contrario super V. Dei famuli sepulcro sæpe sæpius, quacumque data occasione, hujusmodi morem exerceant. Nam, uti episcopus in sua privata epistola testatur, non statutis tantum diebus, sed sæpe in anno, ides pro fidelium lubitu candelæ super quorumcumque mortuorum tumulis in Ripana civitate accendentur, quin aliquod cultus indicium exinde deducatur. Deinde admisso etiam, quod sæpius ad Simonis, quam ad cæterum defunctorum sepulcra lumina incendantur, attamen cuilibet notum est, quod major vel minor frequentia rei naturam atque speciem minime immutat. Cum igitur in iis locis legitima hæc habeatur consuetudo, antiqua nempe, generalis, numquam damnata, imo b episcoporum silentio veluti recognita, jam pronum est inferre, quod lumina ad Simonis, uti ad cœterorum fidelium tumulos incensa nullum vetiti cultus indicium portendere queant. Etenim vel dicendum foret hoc in casu vetitum cultum ceteris omnibus defunctis exhibitum fuisse; vel concedendum quod stante generali consuetudine, neque Simoni per luminum incensionem alicujus publici cultus significatio reddita fuerit. Primum dicere absurdum est, secundum igitur admittere cogimur. Restat tantummodo, ut damnetur consuetudo ista veluti Urbanianis decretis contraria. Verum difficillimum hoc futurum judico. Etenim ii etiam sciunt, qui nihil scirent, multum quidem concedendum esse loci consuetudini ; imo consuetudinem necessariis qualitatibus præditam, ut ea est de qua agimus legis naturam induere, ipsamque legem abrogare penitusque delere. Hinc factum est, ut Ripani fideles morem suum pacifice prosequuti fuerint, quin de vetito cultu exhibendo, ac de violandis in casu Urbanianis decretis umquam cogitaverint.

11. Et quoniam ad hunc locum pervenimus omittendum

non est quod luminum incensio, re intimius perspecta, neque publicus cultus *per se* dici possit neque *directe* a summis pontificibus prohibita. Revera ita deffinit Baldellius apud Benedict. XIV, lib. II, cap. X, n. 17 : « Ceterum, quamvis hæc ita sint, et dictæ significationes lætitiæ, gloriæ et vitæ per lumina ad sanctos nondum approbatos non sint ex publica institutione vel auctoritate, sed solum ex devotione privata, ex qua optamus et precamur illis lucere lucem æternam et pie credimus jam de facto lucere, et ideo non sint revera cultus publicus; quia tamen exterius hoc non constat, et qui illas vident fieri in ecclesiis, facile possunt decipi, quod fiant « auctoritate publica ; recte potuerunt prohiberi decreto pontificis, et solum permitti pro sanctis canonizatis. » Ratio igitur istius prohibitionis in periculo erroris ac deceptionis ex parte fidelium sita est, ita ut nisi error iste vel deceptio pertimescenda foret, luminum incensio minime a summis pontificibus vetita fuisset. At vero quonam pacto Ripani fideles, qui ex antiquissima consuetudine inibi invecta super defunctorum tumulis passim lumina ex privata cura incendunt, in errorem ac deceptionem istam prolabi possent? quanam ratione quod omnes privati, et quidem pro lubitu, ad quælibet sepulcra defunctorum in signum propriæ devotionis faciunt, id ecclesiasticæ auctoritati tribuendum foret? Impossibile hoc judico. Et revera, licet sæpe sæpius super V. Dei famuli sepulcro lumina incendi testes omnes conspexerint, nemo tamen auctoritate publica hoc fieri; nemo publicum cultum Simoni præstitum fuisse exinde judicavit. Cessat igitur hoc in casu legis causa : cessat quodlibet periculum erroris ac deceptionis, et proinde juxta notissimum principium, quod cessante causa legis, etiam lex ipsa cesset necesse sit arg. l. *Adigere*, § 2 ff. de jurepatr. et cap. *Cum cessante*, 60, de appellat. et l. *Cum ratio*, ff. de bonis damnatorum; dicendum est prohibitivam legem in casu nostro vires suas minime exercere posse.

12. Hisce igitur in tuto positis, ruunt ea omnia, quæ cl. adversarius ad labefactandam episcopalem sententiam in medium posuit ; etenim licet eo tempore, quo sententia illa edita est luminum incensio adhuc perseveraret, et solummodo post solidum transactum triennium episcopus Urbanianis decretis rigidius inhærere volens de istis luminibus amovendis suum ediderit decretum, attamen ex hoc minime sequitur, quod prolata sententia irrita dici queat. Etenim, ipso adversario fatente, nullum aliud indicium vetiti cultus erga Dei famulum reperiebatur præter hanc luminum incensionem, de qua sermonem habemus; atqui ista luminum incensio ob rationes superius allatas uti publicus vetitusque cultus in themate haberi non poterat; ergo optimo meritoque jure sententia illa edici potuit : « nec circa sepulcrum seu tumulum, nec alibi... reperiri, quod publicum vetitumque cultum quoquo modo præseferat etc. » proindeque utpote veritati consona sententia illa suo robore atque vigore consistit, omnesque adversarii exceptiones superat ac repellit.

13. Hæc, quæ cursim adnotavimus pro nostra defensione sufficere posse viderentur. Verum Ripanus episcopus pro eo, quo præditus est summo zelo ac diligentia, ut omnem abrumperet quæstionem causæque nostræ copiosissime consuleret, jussit, ut, qualibet despecta consuetudine, lumina omnia a Simonis sepulchro statim amoverentur, et nemo in posterum eadem inibi incendere auderet. Miror sane quod etiam diligentiam istam, quæ cuilibet abundantissima videri poterat, cl. censor insufficientem et pene inefficacem existimaverit. Verum subtilitatem ac ingenium suum ostendise potius videtur, quam causæ nostræ detrimentum aliquod afferre. Revera ex eo quod die 13 junii Ripanus antistes de amovendis luminibus suum jussum dederit, die autem 22 ejusdem mensis de præstita sibi obedientia fidem fecerit, arguit cl. fidei vindex, quod novem dierum experimentum satis esse nequeat « ad tollendam tam diuturnam atque efrænem consuetudinem » : ac proinde adhuc dubitandum sit utrum ea, qua par est diligentia Urbanianis decretis satisfactum fuerit. Verum præ primis velut obiter adnotandum est quod licet apud Ripanum populum diuturna vigeat consuetudo incendendi lumina super defunctorum sepulchris, minime tamen diuturna sit consuetudo, ut inclytus fidei vindex contendit, eadem lumina comburendi ad sepulcrum V. Dei famuli. Revera ipse testis II ab adversario citatus ait « non passa settimana, che non vedo ardere candele, e ciò avviene da quattro in cinque anni a questa parte. » Deinde perperam supponit cl. censor quod Ripanus antistes in illo novem dierum experimento vim ac remedium collocaverit ad istam consuetudinem de medio tollendam. Optime enim noverat in sua episcopali auctoritate vim totam residere, qua scilicet adactus cathedralis ecclesiæ æditnus amplius non pateretur ad Simonis tumulum lumina incendi. Voluit tamen post aliquot dies a lato decreto nedum per personas fide dignas, sed etiam per seipsum implementum illius visere atque recognoscere. Quid in hujusmodi ratione reprehendendum invenias? Nonne potius summa laude prosequaris necesse est Ripani episcopi eximiam vigilantiam atque pastoralem sollicitudinem? Cæterum si diligentia ista insufficiens dici velit, nescio prorsus quænam alia magis plena atque efficax inveniri queat. Profecto necesse foret, ut donec beatificationis solemnia celebrata non fuerint, singulis annis novi processus de non cultu conficerentur. Quis enim certiores nos faciet post editam sententiam et confirmatam, cultus signa a populo non exhiberi ?

14. Quemcumque igitur timorem expelle, Populus enim, episcopi voluntate cognita, a sua consuetudine certo certius desistet : quod si per absurdissimam hypothesim aliquis foret, qui pristinum morem adhuc sequeretur, nihil interest : episcopi et æditui vigilantiam offendet, atque ita Urbaniana decreta quacumque ratione religiose servabuntur.

15 Ex his, quæ breviter disputavimus tuto colligere possumus : 1° juramenti suppletorii omissionem nullum omnino causæ nostræ damnum afferre ; 2° luminum incensionem, attenta loci consuetudine, ad publicum cultum referri non posse ; 3° licet inter actus vetiti cultus adscribi velit, attamen cum jam episcopi cura et providentia amota fuerit, nullum exinde detrimentum in causam nostram manare posse ad obedientiam quod attinet Urbanianis decretis exhibitam.

16. Et per hæc difficultates ab inclyto fidei vindice objectas prorsus diluisse arbitramur. Restat itaque ut judicium hoc de non cultu benigno ac favorabili responso, EE. PP. absolvatis ; prout cum R. P. Bernardino a Cryptis Castri causarum Ordinis postulatore generali enixe, et humiliter adprecamur justitia et æquitate vestræ maxime confisi.

Quare etc. Dominicus Ferrata. Revisa : Augustinus adv. Caprara, R. C. assessor et S. fidei subpromotor.

Interrompu depuis plusieurs années, l'usage d'allumer des cierges ne pouvait nuire à la cause du vénérable Simon et former un obstacle insurmontable. Il arrive rarement que le culte prématuré arrête la marche de la béatification ; car le plus souvent l'ignorance des prescriptions canoniques amène ces trangressions. L'important est que les actes du culte public cessent lorsqu'on apprend qu'ils sont illicites. En ce moment où les événements de Bosnie attirent l'attention du monde, le Saint-Siége entreprend la canonisation d'un Bosniaque.

ANNULATION DE MARIAGE

Empêchement *impotentiæ*. Informations du vicaire forain. Procès instruit par le consistoire épiscopal. Arrêt déclarant la nullité du mariage. Appel au Saint-Siége en seconde instance. Sentiment du canoniste romain. Décision de la S. Congrégation du Concile du 26 janvier 1878. Seconde sentence conforme en date du 20 janvier 1878.

Nous avons rendu compte de l'affaire dans la précédente livraison des *Analecta* (col. 781). Aux termes de la constitution de Benoît XIV *Dei miseratione*, nul mariage n'est dissous au for extérieur qu'après deux sentences conformes. Il a donc été nécessaire de remettre la cause au rôle de la S. Congrégation du Concile. En effet, on l'a de nouveau traitée dans la séance du 20 juillet 1878. Rappelons brièvement les circonstances.

Deux jeunes gens du diocèse de Coïre, en Suisse, Jean, âgé de vingt-huit ans, et Marie-Christine, qui avait vingt ans à peine, se marièrent le 24 janvier 1875. Dès le premier mois, Christine se plaignit à sa mère ; bientôt elle manifesta à son curé l'impuissance absolue du mari. Celui-ci, appelé par le curé, confirma les allégations de la femme. Deux médecins, consultés, prescrivirent les remèdes les plus énergiques ; mais la curé n'amena pas de changement.

Au mois de juin, les époux se séparèrent, et demandèrent aussitôt que leur union fût dissoute par l'autorité ecclésiastique. Le consistoire épiscopal entreprit le procès canonique, conformément à la constitution de Benoît XIV. Enfin, au mois d'août 1876, le consistoire épiscopal rendit un arrêt portant que le mariage contracté entre Jean et Christine le 24 janvier 1875 est nul et sans valeur, à raison de l'impuissance antécédente et incurable ; que l'expérience triennale que le droit canonique accorde dans les cas douteux était inutile dans l'espèce et qu'il n'y avait pas lieu de la conseiller, ni même de la permettre.

Le défenseur du mariage devant le tribunal épiscopal fit appel au Saint-Siége pour la seconde instance conformément à la bulle de Benoît XIV.

Vu la pauvreté des époux, la S. Congrégation du Concile traita l'affaire *œconomice*, puis prit l'avis d'un théologien et d'un canoniste ; le défenseur formula des *animadversiones*, selon l'usage. Ces divers mémoires furent imprimés et joints au *folium*.

La S. Congrégation du Concile jugea, le 26 janvier 1878, qu'il y avait lieu de confirmer l'arrêt du consistoire épiscopal.

Un trimestre est le plus court délai pour porter en révision une affaire devant la S. Congrégation du Concile. Dans ce cas-ci, près de six mois se sont écoulés entre les deux propositions de la cause, parce que le défenseur d'office du mariage a désiré rédiger de nouvelles *animadversiones* dans le but de s'opposer de toutes ses forces à la dissolution du mariage, comme c'est son ministère et son devoir. Nous publions plus loin les *animadversiones* du défenseur.

Il s'est attaché à montrer que, dans l'affaire dont il s'agit, aucun point n'est légalement et péremptoirement prouvé : *Impotentia, virginitas, inconsummatio*. Il a fait appel aux théologiens, aux canonistes, aux jurisconsultes, au rapport des médecins.

En ce qui concerne les signes de la virginité, on cite d'abord Zacchias, ce Nestor de la médecine légale, lequel s'exprime ainsi : « Quam difficile sit virginitatis « integritatem probare, ex superioribus satis liquet ; « tamen quoquomodo per aliquas notas et conjecturas « deprehendi posse, est a nobis in hac quæstione « aperiendum ; et quia inter potiora signa recensetur, « integritas hymenis, de eo primum peculiarius verba « faciamus. » (*Quæst. medico-legales*, lib. 4, tit. 2).

Teichmeyrus, dans les *Institutiones medicinæ legalis*, donne les mêmes signes : « Dantur omnino certa « quædam signa, ex quorum præsentia ad virgini- « tatem præsentem, et ex quorum deficientia ad « virginitatis ejusdem absentiam argumentari pos- « sumus. »

Tortosa, médecin italien, se range à la doctrine des maîtres. La virginité, dit-il, étant considérée comme être matériel, il semble toujours facile de décider à l'aide de signes propres et constants, quand elle existe et quand elle est perdue. (*Istitutioni di medicina forense*, part. 3).

Mahon décrit les signes caractéristiques et les moins équivoques de la virginité. (*Trattato di medicina legale.*)

Un autre médecin italien, auteur d'un traité de médecine légale, décrit pareillement les signes caractéristiques. (Paccinotti, *Lezioni di medicina legale*). Il met au premier rang la conservation de l'hymen, que l'on retrouve dans neuf cent quatre-vingt-dix-neuf cas sur mille. Cependant, ajoute-t-il, la présence de l'hymen ne prouve pas absolument qu'il n'y a pas eu de tentative matrimoniale.

Le défenseur, appliquant ces théories au cas dont il s'agit, soutient que là non consommation est douteuse, et que par conséquent il n'est pas possible de casser le mariage.

Malgré l'habileté dont le défenseur a fait preuve dans les nouvelles *animadversiones*, la S. Congrégation du Concile a confirmé l'arrêt du 26 janvier 1878. « An sit standum vel recedendum a decisis in casu ? S. Congregatio rescripsit : *In decisis*. Die 20 julii 1878.

Curien. Matrimonii. Die 20 julii 1878. In generalibus comitiis diei 26 januarii volventis anni disceptata fuit hæc causa sub formula dubiorum : 1. « An sententia curiæ episcopalis Curiensis sit confirmanda vel infirmanda in casu ? Et quatenus negative ad primam partem, affirmative ad secundam. 2. An sit consulendum SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu ? Quibus EE. VV. respondere censuerunt : Ad I. *Prævia sanatione actorum affirmative ad primam partem, negative ad secundam*. Ad II. *Provisum in primo*.

Ut sanctissimo munéri sibi concredito satisfaceret Illmus præsul matrimonii vindex, novæ auditionis beneficio obtento novas hac super quæstione animadversiones exhibuit : quapropter rogantur EE. PP. præteritum resumere folium ac sequens enodare dubium :

An sit standum vel recedendum a decisis in casu ?

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *In decisis*. Romæ, 20 julii 1878.

Novæ animadversiones defensoris matrimonii ex officio.

1. Ex duplici capite petitio nullitatis matrimonii inter Joannem Thomam et Mariam Christinam initi, sive etiam dispensationis ejusdem, quatenus nondum consummatum fuisse prætenditur, in generalibus comitiis diei 26 januarii hujusce anni 1878 impugnanda visa est mihi ; ex defectu nimirum regularis processus, atque ex defectu concludentium probationum tam impotentiæ viri, quam inconsummationis matrimonii. Quoad primum caput eloquens exceptionis testimonium præseferebat processus vel ipse ; adeo ut plenaria actorum sanatione opus fuisse amplissimus vester consessus dijudicaverit ; quumque eapropter veniam elargiri EE. VV. placuerit, jam per se patet, infausto omine occubuisse sacramenti causam.

2. In quæstione matrimoniali, quæ arduas, ac salebrosas investigationes impotentiæ virilis, deflorationis mulieris, et inconsummationis matrimonii persequi debuit, quum substantiales defectus in forma judicii occurrentes essent vel in primis explorandi, valde timeo, ne investigationes eædem, quæ intrinsecum causæ meritum respiciunt, omne tulerint punctum, illumque apicem attigerint fulgoris, qui omnino requiritur, quando, ceu in præsens, sacrum illud abscindendum est fœdus, quod Deus conjunxit. Ardua, repetam, atque salebrosa est investigatio impotentiæ, deflorationis et inconsummationis matrimonii; nullaque proinde supervacanea diligentia, nullusque superfluus labor in eadem numeris omnibus absolvenda. Et quum novam obloquendi veniam ab hoc S. Ordine obtinuissem, nunc meo fungar officio, laborem et diligentiam præstiturus. Vestrum erit, ea qua præstatis humanitate et veritatis amore, patientiam exhibere, quo magis ex restaurato jurium et factorum ordine, ac perspicuitate, dijudicare valeatis, validum fuisse ac nullatenus in præsens esse rescindendum prænunciatum matrimonium.

3. Nemo ædepol iverit inficias, quod ad nullitatem conjugii ex capite virilis impotentiæ declarandam, certe et indubie de eadem impotentia ac consequenti inconsummatione matrimonii debeat constare. Quodcumque enim dubium in hac materia, sive præsertim quod impotentia non existat, sive quod non sit irreparabilis, validissimum a priori obstaculum opponeret declarationi nullitatis; quippe quod tum naturæ tum legis præsumptio concurreret ad ipsum dubium substentandum quominus contra matrimonium legitime contractum nihil intentetur. Concurrit præsumptio facti, seu vox naturæ, quæ in homine sano ac robusto potentiam generativam conclamat; concurrit præsumptio juris, seu vox legis, quæ connubium rite initum in sua firmitate consistere dictitat; multiplicibus rationibus id convalidat Sanchez *De matrim.* lib. 7, disp. 203, num. ibi : « Quando non versatur dubium circa antecessionem impotentiæ, sed dubitetur, an vera impotentia sit, et an matrimonium consummatum sit necne, adhibita sufficienti diligentia, id dubium vinci nequit, censeo in hoc dubio præsumi pro matrimonii valore, nec illud semel initum dissolvi posse. Ducor, quia cum quilibet naturaliter præsumatur potens, asserenti veram impotentiam, ubi ea dubia sit, incumbit onus eam probandi; et dum ea non fuerit certo probata, præsumitur pro naturali potentia, ac subinde pro matrimonii valore. Deinde quod in hoc dubio possessio stat pro matrimonii valore; cum id contractum esse constet, et solum dubitetur de ejus impedimento, quod numquam præsumitur. »

4. Hæc in jure præmittere operæ pretium existimavi, quum in casu versemur, in quo præter querimonias mulieris, utut juramento in judicio vallatas, nulla suppeditetur impotentiæ viri certitudo, neque ex judiciali peritia, neque ex ejusdem confessione; id quod procul dubio per se suapte natura satis esset ad petitionem mulieris propulsandam. Pro rei verumtamen veritate, nedum dubitationi subjacent petitionis rationes, sed contrariæ suffragantur probationes consummationis matrimonii: unde oportet inferri, quod vel nulla in Vincentio verificatur impotentia, vel si qua in præsens ipse laborat, non matrimonium antecessisse, sed illud subsequutam fuisse dijudicandum est.

5. Si profecto nec triennio quidem pro experimento carnalis copulæ juxta præscriptum sacrorum canonum expectato, nec ullo etiam apparente impotentiæ vitio ex conformatione membrorum in viro, sed uno tantummodo vel altero mense, quinimo una vel altera hebdomada ab initis nuptiis præterlapsa, edocere potuissent in hac causa periti physici, mulierem nondum a viro fuisse cognitam, atque adhuc honore virginitatis eamdem perfrui, aliqua forsan subesse videretur ratio, ob quam audienda foret hæc mulier, ut a conjugali jugo foret eximenda, si non invaliditatis connubii declaratione (quæ semper in hac rerum conditione esset eliminanda), saltem, dispensationis subsidio a matrimonio rato et non consummato. Sed hoc vere mirum et portentosum accidit in casu, quod nec de impotentia viri nec de integritate mulieris, nec perinde de inconsummatione matrimonii ex cognitorum judicialium relatione certo constat : unde prorsus intempestiva, atque omni ratione ac fundamento penitus destituta per se ipsam exhibetur petitio dissolutionis connubii. Magis autem admiratio et rei novitas excrescit ex hoc, quod dum ex una parte, utut diligentissima adhibita cura et studio, periti physici ex corporali inspectione tam viri, quam mulieris, nec de illius impotentiæ nec de istius integritate certum ferre valentes judicium, subsidium et opem a narrationibus ipsius viri invocare debuerunt; ex alia autem parte vir idem talia enarravit quæ ad consummationem matrimonii affirmandam vehementer adducunt; nihilominus, tametsi qualibet certa inductione super utraque disquisitione abstinuissent periti, hisce haud obstantibus, pro obtinenda conjugalis vincul rescissione eorumdem judicium invocatur. Quid ineptius ? Quid magis absurdum ? Audiantur primum periti; audiemus postea Joannem ; et manifestum mox erit, nedum deesse quamcumque certitudinem quoad istius impotentiam, et quoad integritatem mulieris, imo etiam vehementem subesse præsumptionem, quod matrimonium fuerit consummatum.

6. Ad hoc ut impotentiam ad actum maritalem, antecedentem absolutam atque insanabilem, quæ præsentis judicii fundamentum est, in Joanne adstruerent, duplicem viam, seu duplicem demonstrationis ordinem sequuti sunt cognitores ; *objectivum* scilicet et *inductivum*; illuc in inspectione corporis utriusque conjugis consistentem; istum in examine innitentem rerum et adjunctorum experimenta consummationis matrimonii concomitantium, seu verius in affirmationibus mariti exclusive repositum. Ex primo ordine nullum prorsus impotentiæ testimonium suppeditare valuerunt ; atque id, neque ex parte viri, de quo affirmant « objectivi et indubii defectus in partibus genitalibus Joannis ostendi nequeunt » ; neque ex parte mulieris, de qua referunt « quod ad ejusdem mulieris absolutam virginitatem attinet, ex supra allatis hæc persona virgo intacta utique dici non potest. » Ex alio autem ordine, affirmant quidem adesse in Joanne « impotentiam insanabilem, perpetuam, matrimoniumque præcedentem », sed hoc judicium ipsi efformant dumtaxat « ob relationes a patiente factas. » Perpensis verumtamen judicialibus depositionibus a Joanne post inspectionem corporalem elicitis, nedum nullatenus ejusdem impotentiam confirmatur, sed potius contrarium ferendum erit judicium, unde fundamentum dissolutionis conjugii undequaque dilabitur.

7. Ex *objectivo* corporalis inspectionis ordine nullam impotentiam cognitores deducunt ; aiunt enim, Joannem pollere robusta ac normali conformatione corporis; subjungunt

etiam quod « objectivi et indubii defectus in partibus genitalibus ostendi nequeunt » ; etsi autem aliquantulam diminutionem præ statu normali in iisdem partibus agnoscant, nihilominus haud ambigunt quod « talis defectus secretionem seminis absolute non excludit » ; ex eoque inferunt, quod « inde generatim impotentia præsumi non potest. » En itaque eorumdem relatio : « Corporis conformatio est normalis et robusta ; quoad temperamentum Joannes inter phlegmaticos adnumerari potest. Partes genitales exactissime inspeximus, et inde generatim impotentia præsumi non potest. In specie partes genitales offerunt virgam normalem cum testiculis et glandibus potius parvis ; attamen talis defectus voluminis secretionem seminis absolute non excludit. Etiam genitales, qui externe normales videntur, laborare possunt vitio, sit in obliteratione canalium seminalium, sit in abnormali morbosa structura compagum canales seminales formantium. Patet etiam quod cum genitalibus externe normaliter apparentibus, et sano temperamento adesse potest. » Hucusque, ceu per se patet, nulla exsurgit impotentia. Opinionem tantummodo ex promunt periti de impotentia possibili in normali statu genitalium ; laborare possunt vitio, sit in obliteratione canalium seminalium, sit in abnormali morbosa structura compagum canales seminales formantium. » Sed est pura ac nuda hypothesis, ex qua certe nec ipsi medici, nec quilibet cordatus homo impotentiam affirmabit.

8. Quocumque porro indicio ineptitudinis ad copulam in persona Joannis deficiente, confugiunt periti ad informationes ab hoc eodem exhibitas quoad experimentum commixtionis carnalis ad ipso pertentatum. Sed utcumque omnem fidem illius assertionibus præstantes, impossibilitatem copulæ perfectæ ex remissione genitalis hastæ in actu maritali deduxissent, numne impotentiam insanabilem exinde affirmant ? Nil minus. Quandoquidem prædescriptam hypothesim morbosæ structuræ canalium seminalium ex hac remissione genitalis membri ad conditionem et valorem thesis extollentes, quin de impotentia perpetua consectarium perinde inferant, explicatissime potius enunciant, impotentitiam ejusmodi, si qua subsit, esse indubie reparabilem, « arte medica sanari potest. » Ita prosequitur relatio : « Etiam ex supposito defectu seminis prolifici semierectio penis haberi potest. Quod ad hanc erectionem penis attinet, Joannes asserit, quod talem transeunter et ad valde breve tempus habuerit, ita ut immissio penis possibilis quidem fuit ; attamen quia erectio statim remisit, copula perfecta impossibilis erat. Minus valida et breviter perdurans erectio orta ex infirma constitutione, ex marasthicis causis, ex præcedentibus excessibus venereis, aut ex leviorribus ibi contractis defectibus organorum genitalium, arte medica sanari potest. »

9. Hæc quidem prima pars indaginis, quæ in exploratione corporis viri consistit. Ex ea porro quum nulla resultet impotentia absoluta, et matrimonium antecedens, nec idcirco de invaliditate matrimonii est a priori ex eadem indagine dijudicandum ; atque hoc eo vel magis, quia si aliqua apparens impotentiæ species ex narratione Joannis in eodem verificaretur ea certe non perpetua esset, sed talis, uti dijudicant ipsi periti, quæ « arte medica sanari potest. » Scitum enim est omnibus quod impotentia, quæ salutaris artis remediis reparari valet, impedimentum dirimens non constituit ; Sanchez de matrim. lib. 7, disp. 93, n. 24 : « Adhuc disputandum superest, an consurgente impedimento, non ex peculiari fœminæ arctitudine, præ cæteris fœminis, sed ex sola virginitate ; quia nempe virgo debilis, aut senex est, ut virgineum penetrare nequeat, cum posset corruptæ, censeatur impedimentum perpetuum respectu virginis, ita ut matrimonium cum illa initum dissolvendum sit ? Contingit enim, teste Alberto Magno, 4, d. 34 post solution. ad argumenta, quospiam debilis caloris esse, qui sufficiat ad membrum erigendum, et ad primum impetum ; at cito remittitur, et evaporatur ; quare hi possent corruptam cognoscere, in quo coitu non est resistentia aliqua ob vasi fœminei clausuram ; non autem virginem, prædicta clausura resistente ; nam antequam illa superetur, extinguitur debilis ille calor, ac membrum solvitur. Et quidem quando ope medicinæ juvari posset illa viri imbecillitas, ut virginem cognoscere posset, manifestum est, valere matrimonium : quod impedimentum sit temporale, et absque aliqua virginis læsione reparabile. »

10. Sed si nequit *a priori*, nempe ex causa organicæ imperfectionis certum de Joannis impotentia ferri judicium, quia nullum neque in physica illius constitutione, neque in pudendis ejusdem partibus notabile ineptitudinis indicium ostenditur, non quidem magis validum argumentum de eadem impotentia habetur *a posteriori*, nempe ex effectibus, idest ex consummationis matrimonii defectu, qui tunc ferme ostenderetur, si mulier adhuc suam integritatem servasset. Hoc etiam enim argumentum omnino deficit in casu ; quandoquidem utcumque periti physici diligentissimo studio mulierem investigassent, in hanc nihilominus conclusionem devenire debuerunt, quod Christina « virgo intacta utique dici non potest. » eo quia potissimum « in persona illius non omnia signa virginitatis inveniuntur ». Audiatur, quæso, medicorum relatio : « Partes genitales externæ normaliter formatæ ; plena labia majora clausa, nymphæ (labia minora) inter labia majora parum visibiles ; hymen deest ; introitus in vaginam non præcise arctus, pro digito inquirente facile penetrabilis : in vagina carunculæ et rugæ perceptibiles ; ostium matricis politum (rotundum) sine scissuris aut incisionibus, omnino uti in statu virginali. Ex repertis circa statum genitalium primo cum certitudine eruitur, dictam personam numquam genuisse. Quod autem ejusdem absolutam virginitatem attinet, ex supra allatis hæc persona virgo intacta utique dici non potest, siquidem ipsa per annum circiter in connubio vixerit » (erronee hoc affirmatur quum tribus aut quatuor mensibus condormierint conjuges), et, ut ex confessione utriusque conjugis constat, consummationem matrimonii tentarunt inde genitales aliquatenus alteratæ fuerunt ; et revera ipsarum status in inquirentes tales sensus generat. His positis, subsignati partim propriæ inspectionis et inquisitionis momentis, partim citatis auctoritatibus innixi, sententiam dicere debent, quod in persona inspecta non omnia signa virginitatis inveniuntur, quin tamen eamdem negare audeant. »

11. Si quid adhuc intelligo, ex ipsa nuda ac simplici lectione hujusce relationis manifestissime evincitur, quod nulla vel minima exsurgit certitudo virginitatis Christinæ. Non audent quidem cognitores integritatem negare, sed si in sua arte et professione peregrini et rudes existimari nolint, fateantur oportet, quod præcipuæ ac potissimæ alterationes in corpore mulieris detectæ, illæ sunt examussim, quæ non virginitatis, sed deflorationis, a medicinæ forensis scriptoribus maximæ notæ, tum antiquis tum nostræ ætatis, veluti stigmata designantur. Sunt hæc in specie, laceratio hymenis, existentia carunculorum myrtiformium, et latitudo vaginalis orificii ; quæ porro vestigia quum manifestissima fuerint corpore Christinæ, « hymen deest ; introitus in vaginam facile penetrabilis ; carunculæ et rugæ perceptibiles », valde ideo mirandum atque obstupescendum est, quod ex eorumdem conspectu potuissent judiciales cognitores enunciare « in persona inspecta non omnia signa virginitatis inveniantur, quin tamen eamdem negare audeant. »

12. Atqui hæc indicia altissime commendantur a gravissimis scriptoribus propemodum omnibus medicinæ legalis, quos inter eminet vel in primis ejusdem scientiæ magister et Nestor, Zacchias, qui inter potiora signa eadem accenset in

Quæst. medic. legal. lib. 4, tit. 2, quæst. num. 1, ibi : « Quam difficile sit virginitatis integritatem probare ex superioribus satis liquet; tamen quoquo modo per aliquas notas et conjecturas deprehendi posse, est a nobis in hac quæstione aperiendum; et quia inter potiora signa recensetur integritas hymenis, de eo primum peculiarius verba faciamus etc. » Ipsa quoque certa appellat Teichmeyrus, *Institut. medicin. legal.* cap. 4, quæst. 2, ibi : « Si dicendum quod res est, dantur omnino certa quædam signa, ex quorum præsentia ad virginitatem præsentem, et ex quorum deficientia ad virginitatis ejusdem absentiam argumentari possumus. » Ita etiam veluti « segni proprii e constanti » illa designat Tortosa, *Instituzioni di medicina forense*, part. 3, num. 2 : « Considerata la virginità come un ente tutto materiale, sembra facile il poter sempre conoscere per mezzo di segni propri e costanti quando essa esiste, e quando è perduta. » Nec dissimiliter Mahon illa recenset prouti « meno equivoci » in suo *Tract. di medicina legale*, tit. *Deflorazione* in princ. « Ecco i segni meno equivoci della integrità materiale. » Magis etiam expressim ea veluti « caratteristici » denunciat Puccinotti, *Lezioni di medicina legale*, lez. 2, num. 5 : « Quando si presentano al foro accuse di deflorazioni semplici, i segni caratteristici, ai quali deve porre mente la medicina legale a fine di riconoscere se ebbero luogo, o no, riguardano lo stato dell'imene, la presenza delle carnuncule mirtiformi, ed il cruentismo. »

13. De hymene præsertim, illum aliis omnibus præminere « per dignità ed importanza » scitissime advertit Laura in sua *Medicina forense*, part. 2, sez. 2, § 1, « per dignita'ed importanza primeggia la presenza dell' imene; il quale vario di forme e di estensione, di caratteri fisici, di sodezza ed elasticità, non e pero' mai, che nella immensa maggioranza dei casi manchi nella donna. » Atque vix in uno super mille casibus absque defloratione illum deficere posse, opportune subjungit Devergie, *Medicina legale*, cap. 3, pag. 211 : « Insomma tutto che si riferisce alla deflorazione puo ridursi a ciò, 1. se l'imene esiste la deflorazione non ebbe luogo. 2. se l'imene manca la deflorazione ebbe luogo in novecento novantanove casi sopra mille. 3. L'esistenza dell'imene non prova in modo assoluto che non sieno stati esercitati dei tentativi di stupro. » Quum idcirco præcipua ac magis conspicua isthæc corruptionis indicia in Christina examussim concurrant, opus est concludere, quod ex carnali commixtione, quam procul dubio habuit cum marito, virginitatem amisit, ac per consequens consummatio matrimonii, utut forsan cum quadam difficultate, absoluta fuit perinde.

14. Perperam autem hæc præclara jacturæ virginitatis in Christina testimonia attenuanda opinantur periti, quod deflorationis indicia non ex copula habere potuissent originem, sed quia, ut ipsi aiunt, mulier « per annum circiter in connubio vixerit; et, ut ex confessione utriusque conjugis constat, consummationem matrimonii tentarunt; inde genitales aliquatenus alteratæ fuerunt; et revera ipsarum status in inquirentes tales sensus, seu talem impressionem generant. » Haud enim juxta rei veritatem asserunt ipsi, per anni spatium in connubio conjuges vixisse, quoniam vix quatuor mensibus condormierunt continuo ; et quum cognitores nonnisi post anni effluxum inspexissent mulierem (relatio enim diem præ se fert 30 martii 1876), hinc potius integritatis, quam deflorationis testimonia præ eorumdem oculis debuissent emicare. Scitum est enim quod ex diuturnitate temporis ab inita defloratione transacti muliebria pudenda pristinam cohæsionem et arctitudinem acquirunt, et magis exinde integritatis, quam corruptionis repræsentant imaginem; Zacchias, *Qu. medic. leg.* lib. 4, tit. 2. 3, num. 4 : « Licet enim in primo congressu facta fuerit violatio, et destructio panniculorum et caruncularum simul cohærentium, et ipsorummet laterum uteri, tamen si dehinc a coitu abstinuerit mulier, adeo invicem temporis spatio denuo cohærescunt, ipso quoque sanguine, qui in primo concubitu emanavit, mediante, ut majorem interdum angustiam præseferant, quam ante amissam virginitatem facerent, quod adnotabat Sever. Pinæus, *De not. virginit.* l. 1, c. 7; ita ut hinc deducat ille, posse etiam in muliere, quæ gravida sit, conspicuas virginitatis notas apparere. Ex quo itaque hujusce alterationis pudendorum muliebrium, quam inficiari non potuerunt periti, in eo ratio ab iisdem constituitur, quod conjuges « per annum circiter in connubio vixerunt, et consummare matrimonium tentaverint », ideoque per se manifestum patet, quod hoc ipso deficiente supposito, haud quidem inutilium conatuum frequentiæ attribuenda est earumdem partium alteratio, sed effectivæ commixtioni carnali, quæ in prioribus congressibus locum habuit.

15. Pro defensionis necessitate fateri debeo, Emi Patres, inter hujusmodi haud semper gratas lucubrationes, quamplures sæpe evolvendas mihi esse scriptorum paginas, quæ hanc lubricam materiam illustrant; nullibi cæterum hucusque reperi, quod simplices conatus et tentamina ab impotente inita eo pervenisse dicantur, ut virginis claustrum naturaliter perfodiant quin ipsum virili membro penetretur. Sequi porro poterit irritatio vel etiam inflammatio aliqua pudendorum; at membranarum abscissio, destructio hymenis, myrtoidum apparitio ex illius læsione procedens, dilatatio vaginalis orificii, nullibi, repeto, in diligentissimis prædictæ disciplinæ scriptoribus occurrent; qui profecto si ejusmodi alterationes verificari tradant, virginitatem jam deperditam de unanimi sententia edocent perinde. Contingere quin imo aliquando potest, ut ex aliis causis, vel instrumentis virginalia septa etiam violentur; et in causa *Lycien.* matrimonii superiori anno discussa quoque vidimus, maritum impotentem ad rudem digitis viam sibi sternere molitum fuisse ad consummandum matrimonium; sed aliena causa tunc certa est, et non conatibus naturalibus tribuitur defloratio. Quando ex opposito istiusmodi conatus, prouti in casu, tamquam vera atque unica ratio alterationis pudendorum denunciantur; tunc si alterationes ipsæ ejusmodi naturæ sunt, ut virginalis integritatis jacturam ostendant, non quidem simplices atque inefficaces conatus judicandi sunt, sed vera ac effectiva corporum commixtio dici debent.

16. Non quidem me latet, haudquaquam satis esse ad matrimonii consummationem inducendam, ut fœmineum claustrum penetretur a viro; sed opus esse etiam ut prolificum semen intra illius recessus ipse deponat, prout ex communi theologorum et canonistarum tradit Sanchez, *De matrimonio*, lib. 7, disp. 21, n. 7; et quoniam aperte fatetur Joannes « neque scio, neque umquam scivi quid sit semen virile; nullam habeo cognitionem hujus rei; nunquam sentii aut animadverti, fluxisse aliquid hujusmodi, » hinc, et ipsum Joannem, frigiditate laborare, et nullatenus exinde consummationem matrimonii obtinuisse inferendum esse videretur. Exceptio, haud hoc inficior, est in jure gravissima. Numne talis est etiam in facto? Non ita profecto.

17. Quamplura namque hinc facta recurrunt, quæ aut nullam omnino, aut vix minimam dubitationem admittunt; et quæ si hic momento quidem temporis recolantur, atque insimul conferantur accurate, manifestum reddetur, quod matrimonii inconsummatio haud possit cum necessaria certitudine affirmari. Occurrit præ primis ex una parte, ceu nuper ostendi, corruptio mulieris; quæ violentam genitalium perforationem luculenter ostendit. Occurrunt autem ex alia conjugalis officii actus per tres integros menses exerciti, quin Joannes in hoc temporis spatio animadvertisset, vanam operam in consummando matrimonio impendere, quum nonnisi quam tribus aut quatuor mensibus post nuptias de hoc eidem exortum fuerit dubium; quandonam cognovisti (ita judex percunctatur hunc

juvenem) te non posse consummare matrimonium, et quisnam certiorem te fecit de hac re? Anno elapso (ita Joannes respondit), mense maio; tres ad quatuor menses igitur post nuptias exortum est dubium de hac re, quando uxor mea de matrimonio nostro conquerens, rem totam parocho aperuit, qui me citavit et examinavit, atque de hac re me docuit. »

18. Quin autem suspicio aliqua insurgat, quod isthic juvenis tam hebes ac stupidus fuerit, ut maritale officium in una ac simplici condormitione, tamquam cum lapidea statua consistere putaret, occurrit etiam opportune, quod Joannes carnali copulæ cum uxore pro viribus incubuit. Tentastine (iterum judex percunctatur) consummare matrimonium? Fecisti omne id quod facere potuisti ut matrimonium consummares? Poteras ne erigere membrum tuum virile, aut facere ut erigeretur? — Feci illud omne (en Joannis responsio), quod facere sciebam et poteram. Quibusdam momentis erigere poteram usque ad certum gradum. Occurrit insuper, quod si Joannes non affirmat consummasse matrimonium, neque tamen inficiatur idipsum : « Consummastine matrimonium? — Non audeo id asserere; antea non habebam cognitionem hujus rei. »

19. Hisce omnibus insimul collatis atque perpensis, quomodonam, quæso, pro certo haberi potest, matrimonium non fuisse consummatum? Quid Joannes tamdiu non sensit se non esse virum, ita ut ex aliena tantummodo instructione deprehenderit, incassum in maritali certamine defatigari? Non inficior, hanc esse frigiditatis naturam, ut vel nullatenus voluptuosi sensus excitentur, vel aliquando prolifici seminis deficiat effluxus. Ast quando, admissa erectione virilis membri, vas fœmineum ita violenter perfoditur, ut virginitatis integritas omnino dispareat; quando vir per trium et ultra mensium spatium bona fide carnali copulæ incumbens nullum concipit dubium, se vanam in hoc operam impendere; quando denique plene edoctus de effectibus commixtionis carnalis ad consummandum matrimonium obtinendis, compulsatus a judice, numne matrimonium consummasset, neque affirmat, neque negat, sed hoc unum respondet : « Non audeo id asserere », nec quispiam, ego credo, rationabiliter et cum necessaria certitudine asserere potest, matrimonium non fuisse consummatum, atque eapropter nec de impotentia viri, nec de nullitate matrimonii, et ita nec exinde de ejusdem dispensatione ferri potest judicium.

20. Hæc omnia animadversionibus in superiori causæ disceptatione distributis superaddere necessarium duxi. Neque a priori, neque a posteriori constare de impotentia hujusce juvenis evincitur. Deficit enim probatio imperfectionis physicæ in eodem; deficit in muliere probatio superstitis virginitatis. Ex hac parte præsumptio exurgit pro consummatione. Quid contra eam rem adducitur? Vir neque affirmat, neque negat : « Non audeo id asserere. » Unum opponitur testimonium mulieris, quæ quindecim circiter dies cum matre conquesta est de matrimonio; ad parochum deinceps confugiens, ac postmodum in judicio coram Curiensi consistorio consistens hanc semper querimoniam emisit : « Maritus meus nihil est; non est vir. » Poteritne hæc quærimonia cuilibet juridicæ demonstrationi ac probationi impotentiæ conjugis sufficere, ita ut super ejusdem unico fundamento dissolvendum sit conjugium?

21. Non ita ferme inconsulte ejusmodi querelis summi pontifices facilem aurem præbuerunt, ut nulla mora sacramentum pessumdari permitterent; quin potius demonstrante muliere, adhuc incorruptam esse suam virginitatem, nihilominus triennali carnalis copulæ experimento locum fieri decreverunt, prout in cap. 5 et 7 de frigid. et maleficiat., et quemadmodum constanter tenuit S. hic Ordo, ceu patet ex *Forolivien.* matrimonii 20 septembris 1817, in qua hisce dubiis propositis : « 1. An constet de nullitate matrimonii in casu »; et quatenus negative, 2. An sit consulendum SSmo pro dispensatione super matrimonio rato et non consummato in casu. » Responsum datum est. « Ad I et II : *Dilata, et esse locum triennali experimento.* » Quanto magis respuendæ sunt querelæ istiusmodi, quando de integritate non constat, dum corruptionis vestigia post anni decursum manifesto sese protulerunt in corpore mulieris? Res ædepol adeo per se clara et inelucta-bilis ostenditur, ut nulla indigeat probatione. Quid itaque inferendum? Hoc ferme in omnium insilit oculos, quod vel nulla prorsus in Joanne verificatur impotentia; vel si qua subsit, non antecessit quidem matrimonium, sed illud tantummodo subsequuta est; atque utroque in casu quum nullatenus ipsum infecisset, neque idcirco de nullitate dijudicandum neque pro dispensatione illius consulendum est.

Quare. — Flavianus Simoneschi, *adv. defensor matrimonii ex officio.*

MARIAGE EN ANGLETERRE

Validité des mariages clandestins dans les pays qui ne sont pas soumis au décret de Trente. Le mariage purement civil est-il sacrement si les parties contractantes, par ignorance et erreur, croient que le mariage religieux ne peut avoir lieu sans l'assistance du curé et des témoins ? Le mariage contracté dans l'idée qu'on aura la faculté de divorcer est-il nul ? Laps de temps requis pour faire validement un mariage clandestin. Exposé du fait. Plaidoirie des avocats. Décision de la S. Congrégation du Concile du 4 mai 1878. Nouvelle proposition de la cause devant la S. Congrégation le 20 juillet 1878. Animadversions du défenseur. Renvoi à la première séance après les vacances.

Les époux qui, dans l'intention d'éluder le concile de Trente, vont en Angleterre pour y faire un mariage clandestin, doivent-ils avoir l'intention de contracter un mariage chrétien ? si l'un est persuadé de remplir une pure formalité civile qui ne forme nullement l'engagement indissoluble, le mariage est-il nul ?

Le séjour d'un mois, qui est rigoureusement exigé pour la validité du mariage, doit-il être sans interruption dans le lieu où, le concile de Trente n'étant pas promulgué, l'union clandestine est valide ?

Le lecteur est prié de consulter la précédente livraison des *Analecta* (col. 830). Les circonstances de l'affaire y sont rapportées avec tous les détails nécessaires pour apprécier la question.

Le comte Ferdinand N., du diocèse de Malines, âgé de vingt-cinq ans, s'éprit d'une Française nommée Lucie, qui avait une vingtaine d'années. La mère de Ferdinand, voulant rompre cette relation, qui durait depuis deux ans, fit entrer le jeune homme dans une maison de banque de Londres. A peine arrivé en Angleterre, le 21 mai 1872, Ferdinand appela Lucie, et travailla activement pour se former aux opérations de banque et se rendre indépendant.

Dès que la comtesse fut avertie de l'arrivée de Lucie à Londres, elle envoya un télégramme à Ferdinand, pour le rappeler en Belgique « pour une affaire urgente de banque ».

Ferdinand quitta Londres le 29 juin 1872. D'après le décret du pape Urbain VIII, le mariage est valide lorsque, dans la seule intention de contracter, on transfère réellement le domicile dans un lieu où le concile de Trente n'est pas publié. Quel est le laps de temps exigé

pour acquérir le quasi-domicile ? Benoît XIV parle simplement d'un mois. Ferdinand passa plus d'un mois à Londres avant son mariage. Voici ce qu'il a déposé : « J'arrivai le 21 mai (1872), je repartis le 29 juin, et j'y retournai le 1er août. J'avais un emploi lucratif et une position assez sûre. » Lorsqu'il partit de Londres, le 29 juin, il y était depuis trente-huit jours, huit de plus que Benoît XIV n'exige pour faire validement un mariage clandestin. Il n'est pas prouvé que la promesse de mariage n'ait pas été faite dès cette époque ; dès lors par la cohabitation, *affectu maritali*, la promesse *transiit in matrimonium*. Il ne paraît pas que Ferdinand et Lucie aient été interrogés. En droit on présume la promesse de mariage et la cohabitation *affectu maritali*, présomption qui ne peut être renversée que par des preuves péremptoires et indéniables.

Il n'est pas certain que le départ, effectué le 29 juin, après le télégramme de la comtesse, ait légalement interrompu le domicile. Ferdinand pensait que son apprentissage de la finance durerait un ou deux ans. Rappelé à Bruxelles pour une importante opération de banque, en partant il avait l'intention de retourner à Londres sous peu de jours et d'y continuer sa résidence. Il conserva son appartement et son emploi dans la maison de banque. Lorsque, arrivé à Bruxelles, il apprit que sa mère ne lui permettait pas de retourner à Londres, il ne renonça pas à son logement ni à son emploi, mais au contraire il fut constamment décidé au retour, parce qu'il voulait se former aux opérations financières pour se mettre en état de prendre la direction d'une banque. Il désirait surtout un emploi lucratif, loin de son pays. Il conserva donc son domicile en Angleterre, quoiqu'il l'eût quitté pendant un mois, ou bien, n'ayant pas de domicile fixe, il pouvait se marier partout.

Lucie n'ayant pas de domicile permanent était *vaga*, dans toute l'acception de ce mot. Elle avait parcouru plusieurs villes de France, Douai, Lille, Wiesbaden, puis Bruxelles, où elle fut actrice, dit-on. Elle était libre de continuer ses pérégrinations, ou de prendre domicile à Londres. Elle ne quitta cette ville que pour quelques jours ; en y retournant, elle pensait continuer d'y séjourner. De deux choses l'une : ou cette femme prit domicile en Angleterre, ou bien on doit la réputer *vaga*, et sans domicile. Dans l'un et l'autre cas, le mariage fut validement contracté.

Ferdinand partit donc de Londres, le 29 juin 1872 ; dès qu'il arriva en Belgique, sa mère lui notifia qu'il ne retournerait pas en Angleterre. Lucie avait suivi le jeune comte, celui-ci résolut d'épouser Lucie. Afin d'éviter les sommations respectueuses que la loi belge exige, et « pour faire plus vite, » il convint avec Lucie d'aller se marier à Londres. Le 31 juillet 1872, sous prétexte de chercher ses effets laissés en Angleterre, il repartit pour Londres ; Lucie arriva bientôt, et, le 6 août, le mariage fut célébré devant le *Register* du gouvernement.

Le jour même du mariage, Ferdinand en prévint sa mère, par l'entremise de son oncle. Les deux jeunes gens demeurèrent en Angleterre jusqu'à la fin du mois d'août. Le jour de leur départ n'est pas indiqué dans l'enquête. S'il était prouvé qu'ils demeurèrent un mois entier, ce serait une présomption pour la validité, car le droit canon déclare que la promesse de mariage *transit in matrimonium* par le seul fait de la cohabitation *affectu maritali*. On présume cet *affectus maritalis*, parce qu'il est presque impossible de constater l'opposé.

Il n'est pas certain que le second séjour de Ferdinand et de Lucie en Angleterre pendant le mois d'août n'ait pas été d'un mois entier. Ferdinand arriva le 1er, il l'a déclaré dans l'enquête. Le départ définitif eut lieu les derniers jours du mois, dit-on. Il se peut qu'il ait été effectué le 31. Dans cette hypothèse, le second séjour aurait rempli le mois complet que Benoît XIV requiert. A ce moment, la promesse de mariage est certaine ; car la formalité accomplie le 6 août devant le magistrat civil eut tout au moins la valeur d'une promesse mutuelle. Pour que cette promesse *transierit in matrimonium*, il a suffi qu'il y ait eu, aux derniers moments du séjour sur le sol britannique, la *cohabitatio cum affectu maritali*, conformément aux décrétales qui prescrivent en pareille matière la présomption *juris et de jure*, contre laquelle on ne reçoit pas de preuve contraire. Ainsi fût-il démontré que le mariage clandestin n'exista pas du 21 au 29 juin, serait-il certain que le séjour momentané en Belgique pendant le mois de juillet interrompit le domicile acquis à Londres, tout cela serait-il incontestable, il reste encore la difficulté inhérente au second séjour, durant le mois d'août.

Voyant la nécessité d'éloigner Ferdinand, la comtesse le fit nommer attaché d'ambassade à Constantinople. Elle exigea que Ferdinand, passant à Bruxelles, signât, le 15 septembre, une procuration pour entreprendre la cause de nullité du mariage devant le tribunal civil. A peine arrivé à Constantinople, il adressa à Lucie, le 4 novembre, une protestation contre tout jugement que le tribunal civil pourrait émettre ; bientôt, il appela la jeune fille à Constantinople.

Le 21 novembre, le tribunal d'Anvers déclara le mariage nul, par défaut des publications et de consentement de la mère, conformément au code civil, qui prescrit trois soumissions respectueuses. Malgré le jugement d'Anvers, Ferdinand, attaché d'ambassade à Consiantinople, vécut maritalement avec Lucie pendant neuf mois, jusqu'en septembre 1873. Si le concile de Trente n'obligeait pas les catholiques résidant à Constantinople et dans le faubourg de Péra, on aurait une forte présomption de plus pour la validité du mariage ; mais il est certain que le décret de Trente comprend les catholiques de Constantinople.

En septembre 1873, Ferdinand, cédant aux instances de sa mère, s'enfuit secrètement de Constantinople. Bientôt Lucie le retrouva à Paris, et demanda une entrevue pour « traiter de la séparation à l'amiable. »

Vers le milieu de 1874, Ferdinand apprit que sa mère avait demandé à l'ordinaire de Malines une enquête canonique sur le mariage. Il exposa à Mgr l'archevêque la suite des faits qui avaient précédé et accompagné l'union, et demanda que l'autorité ecclésiastique décidât la question. Deux jurisconsultes, consultés par l'ordinaire, se prononcèrent pour la nullité

du mariage, par défaut de domicile. Contrairement à l'avis des canonistes, Mgr l'archevêque, le 9 septembre 1874, prononça par arrêt « qu'il ne constait pas de la nullité du mariage... et par conséquent que le mariage, quoique contracté illicitement, devait être réputé valide. »

J'ai dit plus haut que l'enquête, ou tout au moins le *folium* de la S. Congrégation ne précise pas le terme du second séjour de Ferdinand en Angleterre, au mois d'août 1875. On dit simplement qu'il arriva à Londres le 1er du mois et partit vers la fin. C'est pourtant le point capital; car si Ferdinand arriva à Londres le 1er août, et repartit le 31, on a le mois que prescrit la bulle de Benoît XIV, et le mariage serait valide.

Ce fut seulement en juillet 1875 que Ferdinand interjeta appel à la S. Congrégation du Concile.

Au mois d'avril 1876, Lucie contracta en Belgique un autre mariage civil. Ferdinand partit pour le Brésil, en qualité d'attaché d'ambassade, y fut examiné pour la seconde fois, et, après une retraite, déplora ses erreurs de jeunesse.

Après information de l'archevêque, l'affaire fut inscrite au rôle de la S. Congrégation. Ferdinand confia sa défense à un habile avocat de Rome. Lucie, n'ayant pas pris d'avocat, fut défendue par le défenseur d'office. Le *folium* que nous avons publié dans la précédente livraison des *Analecta* (col. 837 et seqq.) résume les plaidoiries de part et d'autre, et les allégations pour et contre la validité du mariage dont il s'agit.

Le 4 mai 1878, la S. Congrégation du Concile se prononça contre la validité du mariage. « An constet de nullitate matrimonii in casu? S. Congregatio rescripsit : *Affirmative.* » Elle ne reconnut donc pas la nécessité d'un supplément d'enquête.

Conformément aux attributions de sa charge, le défenseur d'office a demandé une nouvelle audience, et composé de nouvelles animadversions. Elles roulent entièrement sur le domicile, parce qu'à l'époque du premier examen de l'affaire, en mai 1878, en informant verbalement les cardinaux, le défenseur apprit que les difficultés relatives au consentement et à l'intention ne faisaient pas d'impression sur les juges. En effet, il n'est guère possible d'en tenir compte dans le for extérieur.

Nouvelles animadversions. Les étudiants et les employés acquièrent le quasi-domicile dans le lieu où ils résident, quoiqu'ils n'aient pas l'intention d'y demeurer toujours; ils peuvent donc se marier devant le curé de leur paroisse. Cette maxime, admise de tous les jurisconsultes, est ainsi formulée dans une décision rotale de 1771, pour Faenza : « Itaque qui doctrinæ causa gymnasia et academias procul a patria frequentant, qui mercaturæ dediti alio concedunt, et qui mercede conducta suas aliis locant operas, tametsi his omnibus minime constitutum sit in eisdem locis perpetuo manere, omnes tamen ibidem quasi-domicilium contrahunt, et tum cæteris in rebus, tum præsertim in contrahendis matrimoniis, subjiciuntur parocho, cujus in parochia diversantur. » Ferdinand acquit domicile à Londres. Il eut en arrivant l'intention d'y passer tout le temps qu'il faudrait pour apprendre à fond les opérations de banque. Il prit un appartement et s'y installa. De l'aveu des canonistes, le transport des bagages montre l'intention d'acquérir le domicile. Ferdinand porta à Londres, avec son linge et ses habillements, une partie de sa bibliothèque. Il se proposait de passer plusieurs années à Londres, tout au moins un an. Il ne changea pas d'intention lorsque sa mère le rappela à Bruxelles, le 29 juin 1872. Quitter un pays pour une cause passagère, *cum animo redeundi*, n'entraîne pas la perte du domicile. Une décision rotale de 1793, par Rimini, porte ceci : « Sufficit adfuisse animum ac voluntatem redeundi, ne domicilium, quod jam contraxerat, amisisse dicendum sit. Ut enim quis civilitatis et incolatus jam contracti beneficium amittat recessisse opus est cum animo non redeundi. » Il est constaté que Ferdinand a maintenu jusqu'au jour du mariage l'intention de retourner à Londres. L'enquête établit pleinement que le jeune homme, appelé à Bruxelles, conserva à Londres son appartement et son emploi et demeura décidé d'y retourner.

Puisque Ferdinand acquit le quasi-domicile à Londres, c'est le cas d'appliquer le décret du pape Urbain VIII, qui déclare le mariage valide lorsque le domicile est vraiment transféré : *Si domicilium vere transferatur, matrimonium esse validum.* La constitution de Benoît XIV, *Paucis*, du 19 mars 1758, exige que le contractant ait demeuré un mois pour le moins dans le lieu où le mariage est célébré. Arrivé à Londres le 21 mai 1872, Ferdinand y demeura jusqu'au 29 juin, c'est-à-dire 38 jours, huit jours de plus que Benoît XIV n'exige. Il y a présomption légale qu'il y eut durant ce laps de temps promesse de mariage et commerce charnel, *affectu maritali*, entre lui et la jeune fille. Cette présomption fait que le mariage n'a pas besoin d'être prouvé autrement; en outre, il faudrait pour la renverser des preuves péremptoires et irréfutables. Tout au moins le tribunal doit ordonner un supplément d'enquête : *Coadjuventur probationes*, sur la promesse mutuelle de mariage et l'*affectus maritalis*. L'Eglise ne peut pas dissoudre le mariage valide.

Décision. La S. Congrégation du Concile a renvoyé l'affaire à la seconde séance : *Ad primam post proximam.* Voici le *folium* du 20 juillet 1878.

Mechlinen. Matrimonii. — Die 20 julii 1878. Alacri studio discussa hac causa in generali conventu die 4 maii hujusce anni 1878 sub assueta dubii formula : « An constet de nullitate matrimonii in casu ? » responsum prodiit : *Affirmative.* Novam obloquendi de more veniam matrimonii vindici concessi; exindeque restauranda venit in præsens controversia; meum nunc erit officium novarum animadversionum, quas idem vindex concinnavit, compendium exponere.

Animadvertit defensor, occasione præcedentis discussionis persensisse inter informandum, quod defectus consensus, de quo a comitis Ferdinandi patrono illius matrimonium cum Lucia Londini contractum præprimis impetebatur, nullatenus ex judicio EE. PP. obsistere videretur validitati nuptiarum: graviorem vero difficultatem ingesserit exceptio a vitio formæ, idest defectus domicilii in secunda parte adversæ orationis objecta. Ad hanc idcirco objectionem confutandam in hoc periculo suum studium intendit, atque insimul obsecrat, ut si aliquis ex EE. PP., nunc primum sedet in hac causa judicatu-

rus, demonstrationem validitatis ex capite consensus in anteactis perlegat animadversionibus, quas ipse vindex exhibere eidem curabit. Hæc itaque disserit de domicilio.

Inter multiplices mansiones, quæ sub nomine domicilii designantur, præcipue distinguuntur domicilium proprie dictum quod perpetuam mansionem vel ex origine, vel ex civilitate prodeuntem designat, et quasi domicilium, quod non perpetuam sed temporaneam utut diuturnam indicat comorationem; atque de hoc, quod præsertim in præsens controvertitur, tradit ex Schmalzgrueber, *Jur. eccl.* p. 1, t. 2, § 2, 8 : « Quasi domicilium sortitur aliquis in loco illo, in quo animo, non perpetuo, sed per annum, vel majorem vel saltem notabilem anni partem commorandi habeat. » Quum autem agitur de casu, in quo quis ad matrimonium contrahendum se contulit in locum, ubi decretum Tridentinum *Tametsi* non est publicatum, suprema norma traditur a responso reddito a pont. Urbano VIII ad archiepiscopum Goanum in tertio dubio, in quo quærebatur : « Quid si iidem incolæ tam masculi quam fœminæ transferant habitationem eo solo animo ut absque parocho et testibus contrahant » ? Rescripsit enim pontifex : « *Nisi domicilium vere transferatur, matrimonium non esse validum.* » Hanc autem regulam posterius obfirmavit Bened. XIV in constitutione *Paucis abhinc hebdomadis.*

Ad quæstionem facti deveniens, ostendit defensor domicilium proprie dictum Ferdinandi esse in vico Edeghem, ubi ejusdem familia suos lares constituit anno 1855, ceu patet ex fide moderatoris illius municipii. Quamplura tamen quasi domicilia successive acquisivit, id quod admittitur in jure, teste Benedicto XIV in cit. constitutione § *Instituerunt* : « Novum non est, neque inusitatum, quod quis domicilium habeat aliquo in loco, et quasi domicilium adipiscatur in alio ; in quo rerum statu si versetur, tunc eidem liberum erit matrimonium contrahere coram illo parocho intra cujus parœciæ fines tunc inhabitat. » Habuit enim Romæ dum stipendia merebat in Legione, quæ appellabatur zouaves pontificaux. Habuit Bruxellis usque ad mensem maii 1872 dum jurisprudentiæ studiis et diplomatico tirocinio operam navabat. Habuit denique Londini dum argentariæ arti conducta vacabat mercede. Nec minus enim est in jure exploratum, quasi domicilium contrahi ab iis, qui vel studii vel alterius generis professionibus incumbunt ; omissis in percognito juris articulo gravissimis in oratione relatis scriptoribus, Rota Rom. in *Faventina* nullitatis matrimonii, 3 junii 1771, § 7 cor. Riminaldo, ibi: « Itaque qui doctrinæ causa gymnasia, et academias procul a patria frequentant, quique mercaturæ dediti alio concedunt, et qui mercede conducta suas aliis locant operas, tametsi his omnibus minime constitutum sit in iisdem locis perpetuo manere, omnes tamen ibidem quasi domicilium contrahunt, et tum cæteris in rebus, tum præsertim in contrahendis matrimoniis subjiciuntur parocho, cujus in parœcia diversantur. »

Quasi domicilium Ferdinandum habuisse Londini demonstratur ex eo quod, postquam ejus mater deliberavit ibidem eumdem transferre « pour le tenir séparé de Lucie et l'obliger de gagner sa vie, » toto animo novæ occupationi ipse se applicuit, ut ex idoneitate, quam adepturum sperabat ad suam substentationem procurandam per peritiam argentariæ artis, penitus a matre independens evaderet; id quod præ omnibus anhelabat; Brasiliensi revera judici delegato percunctanti: « Si illo temporis spatio, quo quiescebas a munere (attaché de légation) invenire potuisses alium vitæ statum, aut munus, aut officium, quo potuisses procurare tibi vitæ necessaria, nonne libenter eum fuisses amplexus? « Ita Ferdinandus reposuit: « J'aurais accepté tout poste et tout emploi qui m'aurait fourni pour vivre, car mon unique désir était d'être indépendant. »

Et reapse, ubi comes pervenit Londinum domum ad inhabitandum ad mensem conduxit cum facultate eamdem retinendi « définitivement » , absque alia conventione; declaravit enim in judiciali primo examine : « J'avais pris l'appartement au mois; je pouvais pourtant y rester définitivement sans prendre de nouveaux engagements ; » atque hoc, tametsi forenses juxta morem civitatis pro habitatione mercedem persolvunt de hebdomada in hebdomadam. In novam habitationem suam contulit supellectilem pro diuturno tempore occursuram testante ejusdem sorore Zoe; clarius autem ejus levir Æmilius; imo partem secum tulit suæ bibliothecæ, cujus quidem tantummodo obtestante matre, « le fond était resté en Belgique : » Patet igitur de domicilio a comite Londini contracto cum nemini sit impervium translatione supellectilis demonstrari translationem domicilii, tradente Rot. Rom. decis. 194, n. 3, cor. Merlino, et *Romana* juris funerandi 8 febr. 1819, § 4, cor. Odescalchi, ibi : « eo vel magis hæc valent, quia sacerdotis demortui supellex omnis erat in ædibus S. Sebastiani, quæ tametsi non multa, non lauta tamen tanta est, ut domicilium ad ædes S. Sebastiani translatum demonstrat. Etenim ibi esse alicujus domicilium, ubi manendi habet animum, et ubi res suas retinet, tradunt Innoc. etc Si enim presbyter in parœcia etiam S. Marci domicilium habuisset, ibi porro res suas servasset; quandoquidem fieri nequit, ut quisquam habeat animum domicilium aliquo in loco statuendi, quin illuc res suas deferat. »

Hæc de facto habitationis; de animo autem discurrens ostendit vindex, quod Ferdinandus non solum per notabilem anni partem, ceu requirit Schmalzgrueber, loc. cit., sed per unum aut alterum annum præstituerat in Londinensi civitate commorari quum stipendiatum officium in mensa Lemmé exerceret. Rogante namque Melchliniensi judice : « Quel emploi aviez-vous dans la banque Lemmé ? ita ipse respondit : « J'avais un emploi rétribué et une fonction d'une certaine stabilité. » Concordat etiam Lucia, quæ deponit : « Il était convenu qu'il prendrait deux cents francs par mois, mais de fait il n'a presque rien pris. Evidemment il avait exprimé l'espérance d'obtenir de l'avancement. » Hoc autem, nihil obstante, quod salarium non accepisset, nam, abscedente e Britannia die 29 junii, nondum mensem expleverat in officio; nihilominus reversus Londinum mercedem repetiit: « Il avait demandé à la banque le paiement de ce qu'il croyait lui appartenir. » Hoc autem exercitium absoluturus erat comes uno aut altero anno, prout oportuisset, ut in argentaria professione efficeretur peritus.

Neque hunc animum dimisit quando die 29 junii 1878 Londino discedens profectus est Bruxellas ubi revocabatur « pour une affaire pressante de banque. » Est enim exploratum in jure, domicilium non amitti ab eo, qui ex temporanea ac precaria causa ab eo discedit *cum animo redeundi;* post textum in l. 7, c. de incol. l. 10, in quo dicitur : « Cum profectus est peregrinari videtur; quod si redierit, peregrinari jam destitit. » In cap. 3 de sepul. 6, unanimiter tradunt DD. Gratianus, *Discept. for.* c. 494, n. 16, Fagnan. in cap. *Significavit* de paroch. Ursill. ad Afflict. dec. 324, n. 5, et constanter tenuit Rota Romana in *Nullius* seu *Senogallien.* bonorum 13 maii 1697, § 122, cor. Muto, ap. Paulut. disc. 62, dec. 2. Dec. 431, n. 1, par. 18, rec. dec. 485, n. 5 cor. Crisp. et dec. *Ariminen.* taxæ quoad secundogenituram 18 febr. 1793, § 6, coram Soderino : « Nihilque detrahit, quod postea marchio Laurentius Romam venerit, ibique mortuus sit. Sufficit namque in eo adfuisse animum ac voluntatem redeundi ne domicilium, quod jam contraxerat, amisisse dicendum sit. Ut enim

quis civilitatis et incolatus jam contracti beneficium amittat, recessisse opus est cum animo non redeundi. »

Hunc alioquin *animum redeundi* Londinum adfuisse in comite usque ad diem matrimonii, manifesto ostenditur ex repetitis tum ipsius, tum Luciæ depositionibus. Mechliniensi namque judici post hanc relationem Ferdinandi, eumdem ita percontanti: « Aviez-vous en ce moment l'intention de retourner à Londres et de continuer à y résider? » respondit Ferdinandus: « Oui, je comptais être de retour sous peu de jours. » Subsumente judice: « N'avez-vous pas quitté alors votre appartement et votre emploi? » reponit: « Non. » Insistit judex: « Lorsque, arrivant en Belgique, vous avez su que votre mère ne voulait pas vous laisser retourner à Londres, vous êtes-vous positivement décidé à n'y pas retourner, ou à quitter actuellement votre habitation et votre emploi à la banque? — Non, au contraire je demeurai décidé à y retourner. »

Plena echu etiam consonat depositio Luciæ ad quæstiones judicis reddita.

Hisce in jure et in facto quoad quasi domicilium a Ferdinando Londini contractum et ad diem usque nuptiarum retentum demonstratis, pergit defensor ad graves diluendas exceptiones. Prima quidem exurgit ex eo quod comes non de sua electione, sed de matris voluntate, atque « en pénitence, » demigravit in Angliam; unde ipse dijudicandus videtur non secus ac illi, qui ad correctionem et custodiam in carcere detinentur; de quibus ait Bened. XIV *Inst. eccl.* 33, n. 12: « Nihil magis expectant, quam, ut solutis vinculis, paternas ædes revisant, » et quorum matrimonium esse nullum tradit Coscius, *De sep. tor.* l. 1, c. 14, n. 42. Præadmonet enim vindex non concedi in jure nec patri nec matri domicilium filiofamilias invito constituere juxta l. 4 ff. ad municip. « Placet etiam filium familias domicilium habere posse, non utique ibi, ubi pater habuit, sed ubicumque ipse domicilium constituerit, » id quod confirmat constanti jurisprudentia, teste Rota Rom. in *Forolivien.* nullitatis sententiæ 20 junii 1856, §. 6, coram Alberghini: « Filium patris originem, non domicilium sequi, eo sensu traditum est, ut non teneatur ipse domicilium servare, ubi naturalem originem duxit; sed suum valeat sibi seorsim a patre ubicumque voluerit, domicilium sua voluntate constituere, aut constitutum retinere. »

Ad theoriam autem Cosci respondet, subobscure auctorem illam exposuisse. Ipsam enim formulavit scriptor ex decisione S. hujus Ordinis in *Farfen.* matrimonii 26 martii 1707, eamdemque desumpsit ab Ursaya qui in ea causa oratoris munere functus fuerat. Sed omnino diversa, imo contraria quoad casum est hujusce auctoris doctrina. In domicilio quippe vel a principe, vel a judice imposito distinctionem vere solidam, de qua etiam Bened. XIV, *Inst. eccl.* 33, num 12, auctorem Ursayam commendat, ille induxit in suis *Discep. for.* t. 2, part. 1, disc. 10, num. 34; nimirum in moram necessariam loco pœnæ; atque in moram necessariam loco custodiæ. Illa intelligitur, quando quis damnatur ad carcerem, vel ad exilium vel ad relegationem ad tempus determinatum aut « ad arbitrium principis vel judicis, et isti dicuntur habere domicilium in loco, ubi carceratus vel relegatus moram facit. » Ista intelligitur quand quis detinetur « loco custodiæ pro eo tempore quo ejus causa non est adhuc terminata sed indecisa pendet coram judice. » De prima affirmat matrimonium coram parocho illius loci contractum esse validum ob contractum domicilium, etiam quia, uti vindex subjungit ex Fagnani doctrina, detentus vel relegatus durante damnatione vel arbitrio judicis, animum accommodavit ad domicilium sibi assignatum. De secunda affirmat esse nullum, quia pendente judicio, atque in expectatione sententiæ, ipse permanet in loco custodiæ tamquam in aliena domo, et suam semper anhelat.

Isthanc distinctionem sua auctoritate obfirmavit S. Ordo in prædicta causa *Farfen.* matrimonii, nec non particularis Congregatio quæ ipsam induxit in statuto cleri urbani, prouti videre est in animadversionibus, quæ fuse Ursayæ doctrinam exponunt in § 28 ad 30. Juxta doctrinam Ursayæ definit etiam Bened. XIV nullum matrimonium in loco custodiæ celebratum: Coscius vel ipse autem validum affirmat matrimonium in loco relegationis prouti auctoritate Barbosæ innixus in casu mulieris, quæ ad submovenda scandala alibi fuerat relegata, « ad arbitrium principis; » tradit *De Separ. tor.* l. 1, c. 14, n. 42, ibi: « Validum fuisse matrimonium contractum a muliere post quartum habitationis mensem coram parocho oppidi, ad quod a civitate, in qua habitabat, jussu principis sæcularis ad submovenda scandala se conferre coacta fuerat sub præcepto non discedendi, donec aliter statutum fuisset, aliis relatis dicit Barbosa etc. » Ad casum itaque Ferdinandi deveniens, ait defensor, pro rei veritate existimare quod neutri ex prædictis casibus collimat domicilium a comite Londini constitutum; atque hoc ea ductus ratione quia comes libera ac sui juris persona erat, nullo criminali judicio impetitus, nulla muletatus damnatione; si nihilominus aliqua ex prædictis casibus norma accipienda est pro quæstione, non aliis quidem comparari posset comes quam relegato; cujus certe domicilium satis est ad validitatem matrimonii; eo potissimum quia, cum habitatio in Londinensi civitate eidem tunc proficeret ad peritiam in argentaria arte acquirendam, et ad liberius cum muliere conversandum, hinc deduci necessarium ostenditur, quod animus ab eodem panditus ibidem demorandi « pour un an, ou deux, » ob effectus ab eodem concupitos satis firmus ac validus fuit ad quasi domicilium nanciscendum.

Minus autem obsistit, quod Ferdinandus præterquam abhorrebat Londinense cœlum, atque novam terram inquirebat ad lucrosum acquirendum officium, dependens insuper a matre ob suam substentationem, et ob suum officium a guberuio potuisset postridie revocari, ac ita ejusdem resolvi domicilium. Conditio enim *si nihil avocet*, quæ per cit. l. 7 cod. de incol. l. 10, unde resolvitur domicilium, numquam deest in animo illum acquirentis; quemadmodum præsertim ostenditur in iis, qui alibi commigrant ex temporanea causa, uti studiorum, militiæ, professionis, mercaturæ, belli vel pestis effugiendæ, quin tamen de hisce negetur quasi domicilium. Imo etiam nec de illius personæ quasi domicilio in aliena parochia inficiatur, in quam concessit cum explicita conditione ibidem commorandi « jusqu'à ce qu'elle trouve à se placer, » pro uti judicavit Rot. Rom. in *Faventina* nullit. matrim. 3 junii 1771, § 8, coram Riminaldo: « Minime interest, eo animo mulierem domicilium quæsivisse quamdiu herum invenisset, quæ sane conditio postridie resolvi poterat. Ex hoc enim quasi domicilio nihil detrahitur; quia nimirum naturalis isthæc conditio, *nisi quid avocet*, numquam non deest animo domicilium acquirentis. Nam et hi, qui alias sibi sedes quærunt, ut ibi perpetue maneant, tamdiu ibidem esse volunt, nisi respublica, officium, munus, negotium, vel aliud quidpiam eos ab electis sedibus avocet; neque minusque domicilium quæsisse dicuntur.

Vindicata ex hisce omnibus in Ferdinando quasi domicilii veritate, sua sponte consequitur aptandum eidem esse in sensu affirmativo ratione contrariorum expressum decretum Urbani VIII: *Si domicilium vere transferatur, matrimonium esse validum*, quin facessat constitutio Benedicti XIV *Paucis*, 19 mart. 1758, dum in § *Post hæc* disponit « quod antequam matrimonium contrahatur, spatio saltem unius mensis ille, qui contrahit, habitaverit in loco, ubi matrimonium celebratur; » perinde nimirum ac si mensis ille *taxative* requiratur, et

immediate præcedere debeat matrimonium, ut ipsum in loco quasi domicilii dici possit contractum. Huic enim difficultati occurrit defensor auctoritati innixus gravissimorum scriptorum, Emi Tarquini, et Rndi P. Ballerini, qui hanc quæstionem funditus expenderunt; atque ex utroque demonstrat, quod Bened. XIV nec novum jus voluit constituere præscribendo ad quasi domicilium acquirendum habitationem unius mensis; ita ut de animo et voluntate nil ultra inquiri debeat; neque decernere cogitavit, ut si quis animum habeat acquirendi domicilium *non prius* valide contrahat, *quam mensis labatur*. Voluit tantummodo ille pontifex præsumptivam suppeditare probationem, quo magis in casibus dubiis voluntas contrahendi domicilium conjiciatur ex commemoratione unius mensis. Emus Tarquini in voto quod in hoc S. Ordine conscripsit in *Romana* matrim. 1866, et quod in sua responsione pro anteacta discussione distribuit Ferdinandi patronus, hoc præmisso, « Quod a non nemine aliquando audivi, Bened. XIV in const. *Paucis* ad archiep. Goanum ad mensem unum quasi domicilium reduxisse, ita ut jure quodam novo quasi domicilium uno habitationis mense perfecte acquiri ad matrimonium valide contrahendum constituerit, id omnino et a veritate, et a Bened. XIV mente, et a communi omnium opinione alienissimum esse censeo », post validas rationes ibidem enucleatas concludit circa finem : « Mensis igitur, de quo Bened. XIV nihil aliud est, quam probatio quædam præsumptiva in rebus dubiis de vera sinceraque voluntate permanendi per majorem anni partem, cujus proinde voluntatis necessitatem non abrogat sed confirmat; ita ut si non de re dubia agatur sed de re clara et manifesta ejusmodi voluntatem defuisse, certissimum omnino, habitatione unius mensis minime obstante, habendum sit, quasi domicilium nullo modo fuisse quæsitum adeoque matrimonium nullo modo validum. »

Cum itaque Benedictina constitutio ad juris communis normam intelligenda sit, concludit orator ex eadem ratione, quod quando constat de contracto domicilio, eoque retento per animum redeundi, si aliquo illud tempore interruptum est prout constat de Ferdinando; vel constat de voluntate illud contrahendi, dum in eum locum nupturi se conferunt cum animo celebrandi matrimonium, nihil obstat si contrahentes haud fuerint per mensem ibidem commorati. Hoc porro aperte tradit Ballerini in suis adnotationibus ad Gury tract. *de matrim.* num. 839, not. 6, in fin., ibi : « Cæterum tum doctrinæ ab A. traditæ, tum iis, quæ hic suppleta sunt, nihil id officit id quod Bened. XIV habet in cit. epistola ad archiep. Goanum, dum respondet, ad validitatem matrimonii in casu satis videri, quod antequam matrimonium contrahatur, spatio saltem unius mensis ille qui contrahit, habitaverit in loco, ubi matrimonium celebratur. Neque enim pontifex ibi statuere voluit, aut meram unius mensis sufficere quoad eum, qui animum non habeat acquirendi domicilium, vel quasi domicilium, aut eum, qui hunc animum habeat, prius non posse valide contrahere, quam mensis elabatur. . . sed mere judicium tradere voluit, quo satis præsumi possit, animum acquirendi saltem quasi domicilium contrahenti fuisse, atque adeo, nisi quid secus suadeat, pro validitate matrimonii judicandum esse. »

Rebus sic stantibus, EE. VV. erit juxta assuetam doctrinam et sapientiam infrascriptum dirimere dubium :

An sit standum vel recedendum a decisis in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Dilata ad primam post proximam.* Romæ, 20 julii 1878.

DROITS PAROISSIAUX

Sépulture. Tout ce qui concerne les obsèques est-il réservé au curé ? Empiètement d'une confrérie et de son chapelain. Coutume. Peut-on prescrire les droits paroissiaux ? Accompagnement d'un mort à un diocèse étranger. Restitution du casuel. Décision de la S. Congrégation du Concile du 20 juillet 1878.

La prescription peut-elle s'établir contre les droits paroissiaux ? Le chapelain d'une confrérie peut-il acquérir, en vertu de la coutume, les attributions que le droit canon réserve aux curés ?

Dans une localité du diocèse de Colle-di-Vald-Elsa, en Toscane, se trouve la confrérie de la Miséricorde, établie en 1869, ayant pour but diverses œuvres de charité et de religion envers les défunts. Elle a bientôt empiété sur la juridiction paroissiale, soit en s'opposant à ce que le curé allât avec sa croix à la maison du défunt, pour bénir le corps avant de l'emporter, soit en voulant, après le service, accompagner le corps au cimetière public, sans le curé.

En 1876 mourut un riche habitant de la paroisse de l'Assomption. Les héritiers ayant décidé de transporter le corps à Sienne, pour l'ensevelir dans le cimetière de l'archiconfrérie de la Miséricorde, le chapelain obtint de la famille d'accompagner le corps, au préjudice du curé, qui d'ailleurs protesta contre cette usurpation de son légitime droit.

Le curé a soumis à la S. Congrégation du Concile les trois questions suivantes : 1. Le chapelain a-t-il violé le droit paroissial en retenant les honoraires que la famille a donnés ? Doit-il restituer ces honoraires ? — 2. Est-ce au curé ou bien au chapelain de la Miséricorde qu'il appartient, suivant le droit, d'accompagner les défunts au cimetière d'un autre diocèse ? — 3. Que le curé soit rétabli dans tous les droits funéraires et qu'il puisse remplir les fonctions que les lois de l'Eglise lui attribuent.

Mgr l'évêque, consulté selon l'usage, atteste que dans son diocèse les curés ont d'une manière exclusive le droit de faire tout ce qui concerne les obsèques et la sépulture des défunts, conformément à la discipline générale de l'Eglise.

Plaidoirie du chapelain. La confrérie de la Miséricorde a toujours agi avec le consentement tacite des curés, lesquels n'ont jamais rien fait pour réserver leurs droits. Le consentement tacite est assimilé à l'adhésion formelle. L'usage donne au chapelain le droit d'accompagner les défunts au cimetière public. Tous les habitants attestent cet usage, lequel est notoire, et, d'ailleurs, existe dans d'autres parties de la Toscane, particulièrement dans le diocèse de Sienne et dans celui de Chiusi.

Dira-t-on que la prescription ne peut s'établir contre les droits paroissiaux ? Mais le simple accompagnement à travers la route est un acte indifférent, le curé n'y exerce aucune juridiction. Bénir le corps, le lever, désigner le parcours du cortège jusqu'à l'église, l'office et la messe, voilà l'essentiel ; la connexion de la procession au cimetière avec les actes paroissiaux

n'opère pas que cette procession soit de même nature, et de caractère paroissial.

Le Rituel romain établit une distinction entre la conduite de la maison du défunt à l'église, et celle qui prend le corps à l'église pour le porter au cimetière ; dans le premier cas, le Rituel exige la présence du curé. Mais pour la conduite au cimetière, tout prêtre peut la faire, sans délégation du curé.

Réplique. Les saints canons réservent au curé tous les actes de juridiction, soit à la maison du défunt, soit à l'église, soit pendant la procession funèbre, jusqu'à la sépulture : le curé, qui administre les sacrements pendant la vie, doit accompagner ses paroissiens à leur demeure dernière. Telle est la discipline qui s'observe dans le monde entier.

En ce qui concerne les empiètements de la confrérie, le curé a subi une pressiou morale, mais il n'a jamais renoncé à son droit. Il est faux que l'archidiacre de la collégiale ait cédé ses droits au chapelain de la confrérie, car il adressa une protestation à l'évêché. En vain le chapelain fait appel à la coutume ; cet usage n'a pas encore dix ans d'existence, attendu que la confrérie remonte à 1869. La S. Congrégation a rejeté la coutume centenaire. Le Rituel romain attribue au curé tout ce qui concerne les funérailles. S'il parle d'un prêtre pour la conduite au cimetière, c'est que les curés sont souvent empêchés par leurs occupations d'y aller en personne.

Décision. La S. Congrégation décide que le droit d'accompagner les corps à l'église et à la sépulture, même hors du diocèse, appartient exclusivement au curé. Le chapelain de la confrérie de la Miséricorde devra par conséquent restituer les émoluments. Rome, 20 juillet 1878.

Ilcinen. Funerum et emolumentorum. Die 20 julii 1878. In oppido S. Quirici diœceseos Ilcinensis in Tuscia usque ab anno 1869 in locum quarumdam confraternitatum laicalium quæ suppresioni subjectæ fuerunt, sodalitium a Misericordia nuncupatum erectum fuit, cujus præcipuum officium erat opera charitatis et religionis, præsertim erga defunctos explere. In hoc tamen obeundo munere tractu temporis parochialem jurisdictionem invadere visum est. Quandoquidem præfata sodalitas non modo prohibuit parochis ne elata cruce ad habitationem defuncti accederent ad benedicendum cadaver antequam de domo levaretur, sed expectarent ante fores parochialis ecclesiæ; verum etiam justis persolutis una cum proprio capellano in consuetudine habuit defunctorum cadavera ad commune cœmeterium efferre absque parochi præsentia. Res ita se habuerunt usque ad annum 1876, quo volvente ad plures abiit dives vir Augustinus Bandi Verdiani nomine parochianus S. Mariæ in cœlum Assumptæ. Expletis de more parentalibus in parochiali ecclesia super ipsius cadaver, cum illud ex hæredum voluntate Senas ad archiconfraternitatis a Misericordia cœmeterium evehendum esset, capellanus sodalitii a Misericordia dicti, nonnullum lapidem movit ut ad hoc munus præ parocho eligeretur, ceu revera, non obstantibus parochi protestationibus, factum est. Ex hac capellani agendi ratione sua jura violata, suamque jurisdictionem pessumdatam esse existimavit parochus Petrus Manetti unde ad hunc S. C. confugit, enixe deprecans, ut EE. PP. sequentia dubia dirimere haud dedignarentur, nempe :

« 1. An capellanus jus parochiale violaverit, usurpans emolumentum a familia datum; et quatenus affirmative, ad restitutionem teneatur?

« 2. An ad parochum vel ad capellanum Misericordiæ competat de jure comitari defunctos ad cœmeterium alterius diœcesis?

« 3. Ut redintegretur parochus in omnibus juribus funerariis, et liber reddatur in functionibus associationum, juxta ritum et præscriptionem Ecclesiæ et adigatur per episcopum capellanus ad desistendum ab injusta invasione. »

Acceptum libellum Ilcinensi episcopo ablegavi pro informatione et voto, atque ut, audito capellano Misericordiæ, referret de bono jure oratoris.

Episcopus vero hujus S. C. imperata faciens, postquam factorem historiam retexerat, quam superius exposui, animi sui sensus hac de re pandens, asseruit in sua diœcesi « ut jus commune postulat, ad unum parochum spectare jus rerum curandarum quæ alicujus cadaveris funus et sepulturam respiciunt » rationes hinc a capellano præposito Joachim Gorellio Tinellio, ad suam agendi rationem cohonestandam adductas, nullo valido juris fundamento fulciri pergit, quemadmodum in altera hujus libelli parte perlegere datum est.

Hisce omnibus itaque rite absolutis, sub die 24 februarii anni nuper effluxi decretum edidi ut causa hæc poneretur in folio atque in hodiernis comitiis eamdem disceptandam proposui sub dubiorum formula in calce hujus libelli exscripta, nonnullis prius tam in jure quam in facto animadversis quæ sive a partibus adducta fuerunt, sive ipsis favere videntur.

Capellanus venerabilis sodalitii vulgo della Misericordia, circa quæstionem delationis cadaverum ad ecclesiam observat quod ab initio fundationis suæ enunciata sodalitas hoc charitativum opus exercuit ex tacito parochorum consensus qui nullum lapidem moverunt ad propria jura protuenda, proindeque injuria queri parochum Manetti de jurium parochialium violatione cum optime noscat consensum tacitum expresso æquiparari. *Cum quid*, ff. Si cert. pet. : quinimo urget consensum ad hoc retulisse parochi ecclesiæ principalis dictæ terræ, qui in favorem confraternitatis suum jus in funeribus abdicavit. Quoad delationem vero cadaverum ad publicum cœmeterium, hoc jus ex consuetudine sibi derivare propugnat. Sane non desunt testes qui hanc observantiam adstruunt; sed in re per totum oppidum S. Quirici tam patula et evulgata, satis sit unicam depositionem adducere Arnaldi Verdiani Bandi in præsentiarum in hac confraternitate gubernatoris oficium exercentis, cujus verba hæc sunt « il capellano della confraternita suddetta fino dal 1869 epoca dell'impianto della confraternita suddetta a tutto il 31 decemb 1876 associò i cadaveri al Campo Santo senza l'intervento del paroco. »

Cæterum hoc jus a consuetudine depromptum nedum ad confraternitatem Misericordiæ oppidi S Quirici, verum etiam ad nonnullas alias confraternitates sub hoc titulo in pluribus Tusciæ locis existentes pertinet. Quæ res quantam vim in themate afferat, quisque ingenio suo facile percipit. Sane card. De Luca de hujusmodi locorum adjacentium observantia loquens in dis. 41, num. 7 *de feudis*, tradit : « Consuetudo autem locorum adjacentium et vicinorum tamquam observantia interpretativa satis attendenda venit. » Concordat Rota in *Forosempronien.* seu *Eugubina* emphyteusis 16 junii 1636 coram Coccino, num. 30 et 32.

Quod autem memorata cadavera ad cœmeterium per Misericordiæ capellanos associandi consuetudo in pluribus Tusciæ locis vigeat, inficiari nullo modo posse videtur, cum de ea relate ad diœcesim Clusinensem deponat Remigius Topini ecclesiæ collegiatæ di Sarteano addictus. Cui concinit canonicus Salvator Benocci relate ad civitatem di Pienza. Tandem Stanislaus Santini præpositus et vicarius foraneus collegiatæ d'Osciano et Bernardinus Nardoni parochus di Percenna in

archidiœcesi Senensi eadem quoad suas diœceses uno ore exhibent. Posita itaque tali consuetudine, capellanus Gorellius cadavera ad publicum cœmeterium associando, jure suo usus est ideoque nullam intulit injuriam parocho Manetti, neque ipsius jura violavit : regula enim juris est : *Quod nullus injuriam patitur cujus jus non violatur.*

Neque regerere fas est consuetudinem non sustineri, eo quod agitur de juribus parochialibus in quibus nulla admittitur præscriptio. Tradunt siquidem DD. simplicem associationem per viam esse actum indifferentem, qui non constituit essentiam funeris et in quo parochus nullam exercet jurisdictionem supra cadaver, sed illud associare dicitur una cum aliis ut probat Barbosa *De offic. et potest. paroch.* cap. 9, n. 11. Nec obesse potest, ait Rota in *Tranen.* præeminent. etc. die 23 junii 1719, cor. Revault. n. 4 et seq. quod associatio sit inseparabiliter connexa cum primis et ultimis actibus perficientibus funus, ad tradita per Pignatel. consult. 47, n. 1, t. 7. De Luca *De regular.* disc. 3, sub n. 53, qui actus dubio procul sunt parochiales, cum in illis parochus proprium munus exerceat, ut est benedicere cadaver, illudque de domo levare, designare vias, per quas processio ducenda sit, ideoque idipsum dicendum sit de associatione. Nam connexio actus processionis cum actibus parochialibus, non operatur quod processio ipsa ejusdem sit naturæ et qualitatis parochialis, quando reipsa ab illis distinguitur, licet improprie etiam pro unico actu ad alium effectum usurpetur. Pignatell. et card. De Luca locis supra cit. passim quippe celebrantur funera absque ullo solemni incessu, non tamen sine psalmis, antiphonis, ceterisque functionibus parochialibus, in quibus substantiatur funus : quo fit ut associatio sit actus simpliciter indifferens. »

Quod magis magisque obfirmari contendit, si ad rubricas in Rituali Romano contentas paulisper vertantur oculi. Rituale enim Romanum de funeribus agens distinguit cadaverum associationem quæ fit de domo ad ecclesiam, ab ea, qua cadavera de ecclesia ad cœmeterium transferuntur. Si agitur de primi ordinis associatione, tunc Rituale Romanum parochi præsentiam requirit : *Deinde cadaver effertur, parochusque de domo procedens, statimque brevi voce intonat etc.* Quod si de secunda associatione sermo fit, sufficit ut quivis sacerdos cadavera comitetur : *Sacerdos cum autem pervenerit ad sepulchrum, si non est benedictum illud benedicit.* Ex præscriptione itaque Ritualis Romani quivis sacerdos, quin ulla speciali parochi delegatione opus habeat jus habet cadavera de ecclesia ad cœmeterium deferendi, Atqui in themate id profecto evenit. Ergo capellanus utitur jure sibi a Ritualis Romani rubricis indulto; adeoque contra ipsius agendi rationem questus perperam a parocho moventur, cum per hujusmodi associationem nullius jura violata fuerint.

Hisce igitur perpensis pleno veluti alveo fluere tenet ipsi jus fuisse associandi cadaver Augustini Bandi Verdiani ad cœmeterium Senis existens. Maxime vero quia cadaveris ad cœmeterium associatio per ven. sodalitii capellanum, parocho annuente peracta fuerit, uti ex testium omni exceptione majorum depositione aperte clarescit.

Hisce positis, prosequitur quovis fundamento destitutam esse adversæ partis assertionem, qua insinuare satagit, capellanum, ad extinguendam pecuniæ sitim, qua laborare solet, in eo totum fuisse, ut ipse eligeretur ad comitandum Augustini Bandi-Verdiani cadaver ad cœmeterium confraternitatis Misericordiæ quod Senis situm est. Sed ulterius ad hujusmodi culpæ suspicione eum penitus purgant nedum quidam Clemens Sani, qui ex mandato ab agente familiæ Verdiani-Bandi accepto, capellanum Gorelli ad hoc extremum officium defuncto exhibendum invitavit, sed etiam filii superstites ipsius defuncti Augustini Bandi, ut erui datur ex declaratione ab ipsis emissa, quæ in actis prostat.

Re hucusque perducta patet quam inepte a parocho Manetti preces ad hanc S. C. promoveantur pro obtinenda restitutione emolumentorum, quæ in vim peractæ associationis idem capellanus assequutus est. Scitum siquidem in jure est, tunc tantum decerni oportere sive fructuum, sive emolumentorum restitutionem, cum evidentissima mala fides in emolumentorum perceptione interfuerit. Jamvero ex hactenus discursis nemo est qui non videat, nedum evidentissimam, verum etiam quamcumque malam fidem in themate penitus exulare. Præterea ad hujusmodi restitutionem excludendam urget præfatum emolumentum solutum fuisse pro labore et opere, quod cum ab eo impensum et præstitutum fuerit, necessario consequitur, quod conventa merces ipsi debeatur juxta vulgatum illud : *Omnis labor optat præmium.* Gloss. in cap. Christ. 12, q. 2.

Contra sed vero perpendendum quod ex sacrorum canonum dispositione omnes actus jurisdictionales qui sive in domo defuncti, sive per viam, sive intra ecclesiam parochialem explentur, ad parochum privative pertinent, ceu pluries, resolvit Sacra Rituum Congregatio præcipue in *Aversana* 15 septembris 1640, et *Novarien.* 21 septembris 1681, docentque Samuel, *De sepult.* disp. 3, controv. 7, num. 16. Monacell, *Form. legal.* tit. 10, form. 17, num. 4. Quare ad parochi officium spectat benedicere cadaver illudque de domo levare, designare vias per quas processio ducenda est, et illam dirigere ad initio usque ad finem, antiphonas et psalmos intonare, aliaque his similia peragere usque ad cadaveris tumulationem. Barbos. *De paroch.* cap. 26, num. 74; Lezzan. in *Sum. Regul.* verb. *Defunctus,* num. 4. Panimol. decis. 1, adnot. 1, num. 7. Quemadmodum enim ad parochum spectat vivos sacramentis reficere ita ad eumdem pertinet eos in funere efferre, atque humo tradere mortuos ex Clem. *Dudum* de sepult. et S. C. in *Portuen. S. Rufin. et Centumcell.* sepulturæ et emolument. 25 junii 1802, § *Ea.* Decet enim ut parochi sint juxta illud Apostoli *consolationum socii qui fuerunt passionum,* ut habet expresse textus in cap. 1 De sepulturis. Quibus igitur perpensis atque consuetudine in toto orbe vigente haud ambigendum esset circa jus quod parocho assistit peragendi cadaverum associationem a loco habitationis ad ecclesiam et ad sepulturam.

Frustra autem capellanus confugere, pergit parochus, non modo ad tacitum parochorum consensum, quem putat expresso æquiparari, verum etiam ad renuntiationem jurium in funeribus favore dictæ confraternitatis a parocho principalis ecclesiæ dictæ terræ peractam. Quoad enim tacitum consensum observat parochus jurium parochialium violationem ex quadam morali vi usque abhuc pati debuisse. Perspicuum vero in jure est principium firmatum in L. *Filius* fam. 8 ff. de procur. qui tacet, et patitur, consentire non videtur in his, quæ præjudicium afferunt. Ad renuntiationem vero quod attinet jurium in funeribus factam a parocho ecclesiæ principalis, ipsam nihil evincere tenet : 1. quia renuntiantem et non alios obligaret : 2. quia contrarium statuunt verba episcopi in literis informationis S. Ordini exhibitis ubi habet : « Præpositum Gorelli falsitate laborare cum ipse confirmare conatur parochum principalem, idest archidiaconum ecclesiæ collegiatæ S. Quirici hujus meæ diœceseos jura sua adjudicasse in favorem confraternitatis a Misericordia nuncupatæ, quod cum idem parochus videret præpositum Gorellium in initio electionis supermemoratæ confraternitatis jura parochialia invadere, solemniter ipse in curia nostra Ilcinensi contra tantum ausum protestationem emisit. » Quæ cum ita sint, corruit per se et quovis valore destituitur primum Gorelli argumentum ex jurium parochialium abjudicatione, seu ex consensu et approbatione parochorum desumptum.

Post hæc perperam capellanus, in prætensi sui juris sustentationem ad consuetudinem recurrit quæ nondum decennalis est, quæque licet centenaria parochorum jura minime perimeret. Sac. Congr. in *Baren.* jur. par. 28 august. 1786; *Nullius Sublacen.* jur. paroch. 29 jan. 1821. Minusque juvari posset consuetudine quæ in locis Terræ S. Quirici vicinioribus viget. Sane tralatitii juris est consuetudinem in præciso loco esse attendendam. Veruntamen, hoc parumper prætermisso, adsunt quamplurimæ in ipsa Tuscia regiones, in quibus consuetudo diversa ab ea quam capellanus allegavit, in usu est.

Quinam tandem sit ecclesiasticarum rubricarum sensus, qui in Rituali Romano continetur, satis superque esse putat parochus verba referre, quæ hac de re requisitus, protulit episcopus, quæque sic sonant : « Rubrica igitur de sacerdote qui cadaveris comes esse debet, loquens, hæc disponit, quod parochus, induto superpelliceo et stola nigra, ad domum defuncti procedat ; sequatur clerus sæcularis et regularis et *parochus*, præcedente clero. Parochus vero antequam cadaver efferatur, illud aspergit aqua benedicta et cætera.

« Hic igitur semper sermo fit de parocho, et si deinceps « sacerdos quicumque memoratur, id perficitur, quia paro- « chus cum nolit, vel nequeat funus deducere usque ad finem, « sacerdotem delegare debeat ad functionem prosequendam. »

Re itaque undequaque perspecta manifesto erumpit rationum momenta a Gorellio adducta quavis juris adsistentia destituta esse, delationemque cadaveris Augustini Bandi-Verdiani ad cœmeterium Senis situm a parocho Manetti peragi debuisse ; delatio enim cadaveris ad sepulturam reputatur tamquam continuatio funeris quod jam in ecclesia expletum est. S. C. in *Camerinen.* elationis cadaverum funerum et sepulturæ dici 8 julii 1876, § *Verum* ; et tunc solummodo expleta funera censentur cum in sepulchrum condita fuisse cadavera comperietur. Monacell. *Formul. legal. practic. for. eccles.* append. post decis. 15, n. 4. Passerin. *de statu homin.* tom. 2, quæst. 187, art. 4, n. 491. Quo posito indubie emolumentorum restitutio demandanda videtur. Constans enim S. Ordinis praxis est emolumentorum funeris restitutionem imperare, quoties dicta emolumenta injuste percepta fuere bona licet concurrente fide, prouti exempla prostant in *Callien.* seu *Urbinaten.* juris tumulandi 30 aug. 1817, ad 2 dub. *Ariminen.* juris tumulandi et funeris 18 dec. 1824 ad 3 dub. Quin portendat Gorellius ex consensu parochi dictam associationem peregisse, excitata enim controversia contrarium suadere videtur.

His pro utraque parte expositis, placeat EE. VV. ea qua solent sapientia et doctrina sequentia dirimere dubia;

I. An et cui competat jus associandi cadavera ad ecclesiam et sepulturam, etiam extra diœcesim in casu? Et quatenus affirmative favore parochi.

II. An sit locus restitutioni emolumentorum in casu?

S. Congregatio Concilii censuit rescribendum :

Ad I. *Affirmative favore parochi, et amplius.*

Ad II. *Affirmative et amplius.*

Romæ, 20 julii 1878.

LE CHAPITRE DE BERGAME

Juridiction ordinaire de l'évêque. Bulles pontificales accordant l'exemption. La protection apostolique exempte-t-elle de l'autorité ordinaire? Visite pastorale. Procédure contre un membre du chapitre. Adjoints. Visite du diocèse faite de concert avec les députés du chapitre. Collation des dignités, canonicats et chapellenies réservée au chapitre. Pouvoir de confesser et de prêcher sans l'autorisation de l'évêque. Confession hebdomadaire. Examinateurs synodaux. Affaire traitée par la S. Congrégation du Concile le 20 juillet 1878.

La S. Congrégation du Concile, le 20 juillet 1878, a commencé l'examen d'une cause fort importante, et qui embrasse un grand nombre de questions distinctes : exemption de l'autorité ordinaire en ce qui concerne la visite ; procédure criminelle ; participation à la visite du diocèse par la désignation de quelques chanoines qui accompagnent Mgr l'évêque ; collation des canonicats ; pouvoir de confesser ; usage de prendre six chanoines comme examinateurs des concours paroissiaux.

On verra dans le *folium* que nous publions plus loin l'histoire de la cathédrale de Bergame depuis les premiers siècles. Au moyen âge, les papes accordèrent des priviléges garantissant la *liberté* des chanoines et les prenant particulièrement sous la protection du Saint-Siége. Après le concile de Trente, Pie V confirma les anciens priviléges. Il paraît que le chapitre de Bergame, par l'usage et la prescription, s'établit en possession de conférer les dignités, canonicats, chapellenies et les autres emplois capitulaires.

En 1855, le concordat entre le Saint-Siége et le gouvernement autrichien attribua à l'empereur la nomination des chanoines et des autres bénéfices. Le chapitre de Bergame courba la tête, il ne fit aucune protestation réservant ses anciens droits. Mais en 1860 les Autrichiens ayant abandonné la Vénétie, les chanoines ont prétendu rentrer en possession de leurs anciennes prérogatives. Ils ont fait présenter à la S. Congrégation du Concile une requête composée de six articles :

« 1. Que Mgr l'évêque ne puisse pas faire la visite canonique, soit en corps soit de chacun des membres du chapitre, par sa seule autorité ordinaire, mais seulement en qualité de délégué apostolique, conformément au concile de Trente, chap. 6 de la session 25.

« 2. Que lorsqu'il y a lieu de procéder contre un membre du chapitre, Mgr l'évêque doive *inquirere cum deputatis a capitulo*, comme c'est prescrit envers les exempts.

« 3. Lorsque Mgr l'évêque veut faire personnellement ou par délégué la visite pastorale du diocèse, que le chapitre désigne deux chanoines co-visiteurs, lesquels assistent et prennent part à tous les actes de la visite.

« 4. Que le chapitre ait la nomination aux dignités, aux canonicats, aux chapellenies, aux emplois capitulaires.

« 5. Que l'on reconnaisse aux chanoines et au cha-

pitre cathédral de Bergame l'ancien privilége immémorial de confesser et de prêcher dans le diocèse en vertu d'un pouvoir habituel, comme ont fait et font encore tous les chanoines des autres cathédrales de la province de Milan, ainsi que tous les curés du diocèse de Bergame, hors de leur paroisse; sous réserve du droit pour l'ordinaire de s'assurer au besoin de l'aptitude de chacun, et de suspendre ceux qui s'en rendraient indignes. Que les chanoines soient déclarés exempts ou soient exemptés de l'obligation qui leur a été récemment imposée de présenter chaque année le certificat écrit de la confession hebdomadaire.

« 6. Enfin, que dans la désignation des examinateurs pro-synodaux on conserve au chapitre la préférence en faveur de ses membres, au nombre de six. »

Les chanoines de Bergame ont confié leur cause à un habile avocat de Rome. D'autre part, l'évêché a pris un savant jurisconsulte.

Les arguments de part et d'autre sont exprimés dans le *folium* de la S. Congrégation que nous publions plus loin. Nous nous bornons à les indiquer en abrégé.

1. *Exemption de la visite ordinaire.* Le chapitre de Bergame est exempt de la juridiction ordinaire de l'évêque. Ce privilége repose sur les diplômes pontificaux et sur la coutume.

Au douzième siècle, le pape Anastase IV prescrit à l'évêque de Bergame de laisser au chapitre son ancienne liberté : « Sancimus, ut Bergomensis episcopus nullum vobis indebitum gravamen et inusitatum imponat, sed vos et ecclesiam vestram in antiquam libertatem dimittat. » Or, la *liberté* et l'exemption, c'est tout un.

Alexandre III, suivant les traces de ses prédécesseurs Innocent II, Lucius II et Adrien IV, prit le chapitre de Bergame sous la tutelle et la protection du Saint-Siége. Ces expressions désignent l'exemption passive de la supériorité de l'évêque.

En 1561, quinze ans après le décret réformateur que le concile de Trente avait rendu dans sa sixième session, Pie IV confirma les priviléges, prérogatives, immunités, libertés, exemptions du chapitre de Bergame.

En ce qui concerne particulièrement la visite pastorale le pape Grégoire X accorda formellement l'exemption, par cet article de sa bulle : « Vos, ecclesiam, et capitulum vestrum sub protectione apostolicæ sedis recipimus, et ab episcopali visitatione eximimus et liberamus. »

Autrefois le chapitre faisait lui-même la visite, et l'évêque s'en abstenait complètement. Dans les mémoires historiques de Ronchetti sur la ville et l'église de Bergame, on lit : « En 1353, l'archidiacre entreprit la visite personnelle pour la réforme de son chapitre, en commençant par l'archipêtre et continuant jusqu'au dernier chanoine. »

Le concile de Trente autorisa les évêques à visiter les exempts, en qualité de délégués apostoliques. C'est ainsi que les évêques de Bergame firent la visite de leur chapitre. En 1624, l'évêque Cornelius ouvrit la visite *tam nostra ordinaria, quam apostolica delegata auctoritate.* Cette formule se trouve dans une infinité de procès-verbaux des visites pastorales, en 1633, 1636, 1658, 1699. Au siècle suivant, Mgr Redetti, qui combattit vivement les priviléges du chapitre, prescrivit, en 1737, la visite *jure ordinario;* mais le chapitre résista, en opposant l'usage et le diplôme de Grégoire X, de sorte que le prélat finit par reconnaître l'exemption; en 1742, il adopta l'ancienne formule : *auctoritate ordinaria, et etiam apostolica ac delegata.* En 1745, le sénat de Venise exprima le désir « que l'évêque fît la visite suivant la pratique générale de ses prédécesseurs, en insérant dans les édits l'un et l'autre pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir ordinaire et le pouvoir délégué ». Même formule en 1778.

Que répond l'avocat de l'évêché? Il nie que les diplômes des papes aient jamais accordé l'exemption au chapitre de Bergame. Ils ont défini la tutelle, en disant qu'ils défendaient d'usurper les biens des chanoines, de leur imposer des contributions et des charges. Cela n'a aucun rapport à l'exemption de la juridiction spirituelle.

Comme les chanoines observaient la vie commune, Honorius II défendit à l'archiprêtre de détourner à son propre usage les revenus capitulaires. On remarque dans tous les diplômes pontificaux une clause qui sauvegarde la soumission canonique envers l'évêque : « Salva tamen canonica catholicorum episcoporum Bergomensium reverentia. »

En 1140, à la demande de l'évêque, Innocent II déclara que les diplômes pontificaux n'exemptaient pas les chanoines de la soumission canonique envers l'évêque : «Canonici quoque S. Vincentii tam præsentes quam futuri canonicam et debitam obedientiam tibi tuisque successoribus exhibeant, nec occasione privilegii ab apostolica sede percepti eam subtrahant. » La tutelle et la protection du Saint-Siége ne furent accordées que dans le but de mettre à l'abri de toute spoliation les biens du chapitre qui, à cette époque, vivait en communauté.

Benoît XIV atteste que Vérone et Gênes étaient les seuls chapitres exempts qu'il y eût en Italie (*De Synodo,* lib. 13, c. 9, n. 2.)

Il ajoute que la tutelle et la protection du Saint-Siége n'exemptent pas toujours de la juridiction épiscopale. Il faut que l'exemption soit accordée dans des termes formels, non par la simple énonciation, mais par une disposition expresse : « Necesse omnino est ipsam exemptionem disertis verbis omnino concedi, ecclesiamque illam, seu hominum cœtum de quo agitur, non *enuntiative* aut *relative* seu *suppositive,* ut scribentes in foro loquuntur, sed *dispositive* ab ordinarii jurisdictione immunem, uni autem Ecclesiæ Romanæ subjectum et ad eam nullo medio pertinentem declarari. » La protection du Saint-Siége ne confère pas l'exemption de l'autorité épiscopale ; la décrétale *Ex parte, de privilegiis,* du pape Innocent III, consacre cette maxime. D'ailleurs les papes, en accordant leur protection au chapitre de Bergame, ont réservé la soumission canonique envers l'évêque. Les relations *ad limina* des évêques de Bergame ne parlent pas de la prétendue exemption. Si les évêques ont parfois accompli la visite pastorale *auctoritate ordinaria ac*

delegata, c'est parce que le chapitre renfermait alors certains membres exempts, comme protonotaires, prélats romains, etc. Mais on conserve un très-grand nombre d'ordonnances et de procès-verbaux concernant la visite qui s'appuient uniquement sur la juridiction ordinaire : 1593, 1617, 1658, 1666, 1680, 1688, 1710. En 1737, Mgr Redetti, voulant contenter le sénat de Venise, consentit à exprimer la délégation, pour avoir la paix. En 1835, le chapitre pria instamment Mgr l'évêque d'employer la même formule ; le prélat consentit, afin de prévenir un conflit.

II. *Procédure. Adjoints.* Si le chapitre de Bergame est exempt, comme son avocat le prétend, il y a lieu d'observer le décret du concile de Trente, chap. 6 de la session 25, lequel prescrit que deux *adjuncti* désignés par les chanoines siégent comme assesseurs de l'évêque dans toute procédure criminelle contre un membre de la corporation : « Capitulum initio cujuslibet anni eligat ex capitulo duos, de quorum consilio et assensu episcopus vel ejus vicarius tam in formando processum quam in ceteris omnibus actibus usque ad finem causæ inclusive... procedere teneatur.» En 1756, Benoît XIV, par bref du 17 mai, reconnut ce droit au chapitre de Vérone. La S. Congrégation du Concile a rendu une décision semblable pour le chapitre de Trévise le 15 juin 1858.

Voici la réponse de l'avocat épiscopal. Le décret du concile de Trente sur les *adjuncti* concerne uniquement les chapitres exempts. Or l'exemption des chanoines de Bergame n'existe pas, on vient de le prouver.

III. *Visite pastorale.* De temps immémorial deux chanoines de la cathédrale ont toujours accompagné Mgr l'évêque dans ses visites pastorales. En 1578, Mgr Ragazzoni prit deux chanoines que le chapitre désigna. Ses successeurs agirent de même pendant plus de cent quarante ans. Un conflit s'éleva en 1727, sous Mgr Redetti ; il fut convenu que le prélat demanderait au chapitre des chanoines co-visiteurs, tout en protestant qu'il entendait réserver ses droits. C'est ce qui s'est continué jusqu'à ce jour.

L'avocat de l'évêché nie que Mgr l'évêque soit obligé de se faire accompagner dans les visites pastorales par deux chanoines que le chapitre désigne. Le concile de Trente, contre lequel aucune prescription n'est admise, confie à l'évêque le droit de visiter les chapitres exempts eux-mêmes, malgré toutes exemptions et priviléges. Le quatrième concile provincial que S. Charles Borromée célébra à Milan en 1576, remit aux évêques le droit de prendre à leur gré les co-visiteurs qu'ils croiraient : « Unum vel duos canonicos, vel alios quoscumque homines ecclesiasticos, quos usui et adjumento sibi fore viderint, prout maluerint, secum in ea visitandi cura adhibeant. » Aussitôt après le concile de Trente, les registres des visites pastorales, de 1561 à 1567, ne disent pas mot des co-visiteurs capitulaires. Si quelques évêques ont toleré la nomination des deux chanoines, ce fut là une chose facultative, laquelle pouvait d'autant moins engager leurs successeurs qu'ils réservèrent expressément les droits épiscopaux. Deux jugements du sénat de Venise rejetèrent la prétention des chanoines.

IV. *Collation des canonicats.* C'est le point capital de la controverse. Le chapitre soutient qu'il est en possession depuis les temps les plus reculés du droit de conférer les dignités et les canonicats. Une bulle du pape Sixte IV reconnaît cette prérogative comme déjà ancienne et comme paisiblement exercée : « Receptio, et admissio, ipsarumque præbendarum dum vacant collatio et provisio, de antiqua et adprobata et hactenus pacifice observata consuetudine. » C'est ce qui fut toujours observé. En 1817, le gouvernement autrichien s'attribua la nomination des chanoines; mais en 1859, après la cession de la Lombardie, le chapitre rentra nécessairement en possession de ses anciennes prérogatives. Depuis, Mgr l'évêque a conféré quelques canonicats, il est vrai, et le Saint-Siége a ratifié la nomination *pro hac vice... salvis cæteroquin capituli juribus.* Mgr l'évêque actuel, nommé chanoine en 1842, demanda et obtint l'institution du chapitre ; après son installation, il a accoutumé de renvoyer tous les chanoines au chapitre, « pour qu'il ait la complaisance de conférer l'institution canonique au sujet nommé, suivant l'usage. » Quoique le concile de Trente réserve à l'évêque l'institution canonique des bénéfices, cette disposition ne comprend pas les canonicats érigés précédemment. En 1856, la S. Congrégation du Concile a sanctionné en faveur du chapitre de Trévise, non-seulement la collation, mais aussi l'institution des prébendes canoniales.

Contrairement aux prétentions des chanoines, l'avocat de l'évêché soutient que les anciennes bulles n'accordent pas le moins du monde le pouvoir de conférer les canonicats sans l'intervention et l'approbation de l'évêque. Au reste, en admettant que la coutume ait autrefois existé, elle a perdu toute valeur par suite du changement opéré dans la situation de la cathédrale, et en vertu de la prescription qui s'est formée depuis ce changement radical. A partir de 1805, le chapitre de Bergame a perdu la nomination des chanoines. En 1817, la chancellerie aulique de Vienne rendit une ordonnance qui décida que la nomination aux dignités et aux canonicats appartiendrait à l'empereur et que l'évêque nommerait les chapelains. Le concordat de 1855 confirma la nomination impériale. Le concordat est encore en vigueur, car le Saint-Siége ne l'a pas révoqué. Dix ans suffisent pour établir la prescription ; depuis 70 ans, le chapitre a perdu la nomination.

Il est vrai que la S. Congrégation du Concile, en 1858, reconnut au chapitre de Vérone le droit de conférer les canonicats ; mais le cas diffère entièrement de celui de Bergame. En effet, le chapitre de Vérone jouissait indubitablement du privilége de l'exemption ; il possédait le droit de patronage ecclésiastique sur les canonicats et les chapellenies ; enfin, à partir de 1805, l'évêque avait toujours traité de concert avec les chanoines la nomination des sujets que le prélat présentait au gouvernement.

Tels sont les principaux articles du procès. Le 20 juillet 1878, la S. Congrégation n'a pas rendu de décision ; l'affaire est donc renvoyée. Voici le *folium* de la S. Congrégation.

Bergomen. Privilegiorum et jurium. — Die 20 julii 1878. In summitate montis vulgo *Borgo Canale* illustris Bergomensis civitatis anno ab Incarnatione Dominica tercentesimo sancta mulier Grata nomine amplissimam construxit ecclesiam, quam sancto Alexandro martyri dedicavit, quæque subinde pro unica cathedrali reputata, et successive trium dignitatum unius supra quadraginta canonicorum collegio decorata fuit. Ad preces Berengarii senioris Italiæ regis anno 9[illegible]8 Adalbertus de Carimalis memoratæ civitatis episcopus aliam ecclesiam in medio civitatis extructam, quæ tunc sanctæ Agneti martyri dicata reperiebatur in honorem sancti Vincentii martyris consecravit, concathedralem declaravit inibi transferendo ab ecclesia S. Alexandri archipresbyterum ac vigintiquatuor canonicos. Exinde plures exortæ lites atque dissidia, in quibus tamen (ut verbis utar Innocentii XI fel. rec.) « pro certo semper et incontroverso habitum fuit ecclesiam cathedralem Bergomen. duabus quidem materialibus ecclesiis, sed unico tamen capitulo constare. »

Ad dictam civitatem magis magisque miniendam a reipublicæ Venetæ moderatoribus anno 1561 prædicta S. Alexandri ecclesia solo æquata venit, exinde necessitate cogente canonici ejusdem servitio addicti ecclesiam S. Vincentii contenderunt inita cum dictæ ecclesiæ canonicis conventione, ut una cum eis in eodem choro residerent ea tamen lege, ut inde discedere et sacra supellectilia secum asportare possent quoties ipsis visum fuisset, ac cum pactis et conditionibus hujusmodi, utriusque cleri impermixto censu manente, non tamen absque continuis discordiis et innumeris litibus continuarunt. Ad quas porro sedandas summo annuente principe Innocentio XI utriusque capituli unio peracta fuit. Rem ita enarrat recitatus pontifex: « Ad omnium bonorum vota, ad canonicorum quietem posita fuit pars supprimendi duas antiquas congregationes, uniendi patrimonium, mobilia omnia, jura capellarum, ac titulorum institutiones, jurapatronatus, privilegia, redditus altarium, et omnium fabricarum, jurisdictiones, et prærogativas et omnes domos canonicales. »

Dominantibus at vero Gallis in hac peninsula sub finem anteacti sæculi et decurrentis initium non modo canonicorum Bergomensium numerus coarctatus fuit, verum etiam prius civili imperante lege et dein ex conventione inter apostolicam majestatem et S. Sedem anno 1855 inita de utriusque potestatis consensu jus quod sibi addicebat capitulum conferendi dignitates, canonicatus, capellanias cæteraque capitularia officia eversum fuit, quin lapidem ullum capitulum moveret. Verum cum anno 1865, ceu quodcumque aliud capitulum, semet ab episcopo censeri persensisset, illico ad S. Ordinem suos detulit clamores, exponens semet expoliari tot juribus tantisque privilegiis, quæ sive ex dispositione Romanorum pontificum, sive ex immemorabili consuetudine jamdiu acquisiverat. Ab eo tamen tempore usque in præsens ob partium silentium siluit et causa, quam resuscitavit capitulum occasione vacationis canonicatus, cujus nominationem in vim privilegiorum sibi ipsum contendebat.

Ne autem EE. VV. graventur onere perlegendi omnia quæ in causa hodie minime deducuntur, heic tantum innuere censui ea jura eaque privilegia super quibus capitulares EE. VV. sapientissimum exquirunt judicium. Declarari enim ipsi efflagitant quod episcopus non valeat visitationem super capitulo exercere « nè in corpo nè nei singoli capitolari colla sola sua ordinaria autorità, ma con l'autorità apostolica delegata ; 2° che il vescovo occorrendo un procedimento contro qualunque capitolare debba a forma di legge per gli esenti *inquirere cum deputatis a capitulo* ; 3° che volendo il vescovo compiere per se o per suoi vicari la visita pastorale della diocesi, il capitolo deputi due canonici convisitatori, i quali assistano e intervengano a tutti gli atti della visita ; 4° quod ad capitulum spectet la nomina alle dignità, ai canonicati, alle cappellanie, agli uffici capitolari ; 5° che sia riconosciuto nei canonici, e nel capitolo cattedrale di Bergamo l'antico privilegio immemorabile di confessare e predicare nella diocesi con facoltà abituale, come si è praticato e si pratica ancora da tutti i canonici delle altre cattedrali della provincia di Milano, non che da tutti i parrochi della diocesi di Bergamo fuori della loro parocchia, salvo all'ordinario il diritto di accertarsi all'uopo della idoneità dei singoli, e di sospendere chi se ne fosse reso indegno, nec non « che lo stesso capitolo e gli stessi canonici siano dichiarati esenti, o altrimenti esentati dall'obbligo recente loro imposto di presentare annualmente il certificato scritto della confessione ottidna ; — demum — 6° che nella nomina degli esaminatori pro-sinodali sia mantenuto il capitolo nella preferenza a favore de' suoi membri, in numero di sei. »

Habitis hisce precibus, actisque de more completis hodiernis in comitiis causam pertractandam duxi sub dubiorum formula in calce hujus libelli relata, quæ ab episcopi patrono in sua allegatione proponuntur, quæque a defensore capituli, me interrogante, accepta fuere, si demas quartum dubium, in quo ipse contendit agere non modo de jure collationis, sed et institutionis circa dignitates etc. favore sui clientis. In tanta quæstionum mole illud ex officio concinnare non volui ; an partes et hanc quæstionem proponere voluissent ; ignorabam ; allegationes cum dubiis jam typis impressæ exhibitæ fuerunt, inutiliter concordiæ studui, quare illud quod in calce prostat amplexi, exorantes EE. VV. ut si etiam de institutione agere velint, etiam in hoc sensu vocabulum *conferendi* explicent, cum vestram sapientiam non lateat aliquoties verbum collatio pro institutione a canonistis usurpari. Reliquum nunc itaque est ut breviter attingam momenta rationum quæ in allegationibus distribuendis utrinque late disputantur.

Antequam ad argumenta ennucleanda quæ pro singulis militant dubiis descendat orator qui pro capitulo causam dicit, animadvertere curat injuria dici, post gallorum irruptionem de anno 1796, solutum fuisse capitulum a sæculari potestate, proptereaque omnia illius jura ac privilegia extincta fuisse, quæ haud ipsum absque specifica mentione recuperare poterat postquam anno 1805 ad vitam revocatum fuerit. Siquidem monet eum Lotterio, *De benef.* lib. 1, quæs. 14, n. 107, seqq. ibi : « Si per tyrannidem vel hostilitatem occupentur bona collegii, non tamen desinit collegium esse. » Collegium enim, quod ecclesiæ auctoritate personam et jura accepit, quidquid sæcularis potestas, aut externa vis quælibet moliatur, numquam juribus aut persona privari potest absque nativa atque legitima Ecclesiæ definitione ad tradita per Bald. in Margar. ad Innocent. loco repertor. in verbo *Civitas* et Piton. *Disc. eccl.* 8, n. 17 : « Præmittenda est distinctio communiter recepta per scribentes quod, vel collegialitas defecit in Ecclesia, et extincta remansit auctoritate superioris, causa cognita, et tunc amplius non durat... vel oppressione hostium et similibus; et tali casu collegialitas, semper durare censetur in habitu, etiamsi non fuerit in actu vel usu per quodcumque longissimum temporis spatium. » Verum in facto animadvertit a veritate alienissimum esse quod anno 1796 capitulum a sæculari potestate vere extinctum fuit. Siquidem die 16 septembris 1803 lata lex venit in conventione inter Pium VII fel. rec. et Italiæ reipublicæ moderatorem inita, in qua disertissimis verbis non restitui, sed capitula servari præceptum fuit, art. 9: « I capitoli delle cattedrali saranno conservati ; » nec unquam auditum fuisse sustinet superiore sæculo exeunte capitula

cathedralia interiisse ita ut hodie nihil ex iis juribus teneant, quibus olim potiebantur.

Quibus animadversis ad primum dubium descendens, orator contendit episcopum non pollere auctoritate visitandi capitulum auctoritate ordinaria, sed apostolica ac delegata in vim concilii Tridentini cap. 4, sess. 6 de Ref., quia capitulum Bergomense gaudet exemptione ab episcopi potestate ordinaria. Quod ut probet, distinguit cum Scarfantonio *Animadvers. ad Ceccoper.* lib. 4, tit. 14, n. 1 et seq. inter exemptionem activam et passivam. Passiva dicitur exemptio quæ subtrahit exemptos ab ordinaria jurisdictione episcopi, quin eis tribuat aliquam jurisdictionem in alios ecclesiæ ministros; activa utrumque concedit. In causa primam tantummodo vindicat, nec ab universa episcopi jurisdictione, sed in certis quibusdam actibus quos sæcularis vel immemorabilis possessio præservavit. Hoc jus, ait, vel privilegio vel consuetudine probari solet: utrumque pro capitulo conspirat.

A privilegiis instituens, recitat orator verba Anastasii IV quibus episcopum vetuit ne capituli libertatem læderet: « Ad hæc quoniam quidam sacerdotum ad exhibendas vobis supradictas fidelitates moras innectunt, et quibusdam subterfugiis eas retardare præsumunt, auctoritate apostolica statuimus et juxta veterem consuetudinem ecclesiæ vestræ incontinenti post susceptos ordines eas vobis exhibeant, et si statim exhibere contempserint, donec exhibeant, a susceptis ordinibus arceantur. Præsenti etiam decreto sancimus, ut Bergomensis episcopus nullum vobis indebitum gravamen et inusitatum imponat, sed « vos et ecclesiam vestram in antiquam libertatem dimittat. »

Libertatem autem in casu exemptionem importare probat verbis Innocentii III in capite 14 de privil. Barbosa *De off. episc.* alleg. 123, num. 10, seqq. et Schmalzgrueber lib. 5, t. 33, num. 268, seq. ibi: « Dub. 1. Quis tenor debeat esse literarum apostolicarum, ut ex iis exemptio colligi et probari possit. Respondetur plures esse ejusmodi formulas.... Talia sunt.... si dicatur in privilegio quod ecclesia talis [Ecclesiæ Romanæ annuum censum solvat in signum et indicium libertatis ab ea perceptæ; *nam libertas et exemptio idem sonant.* » Quibus allegationibus subnectit orator Alexandrum III qui ad Adelardum archidiaconum Bergomensem scribebat: « Ad exemplar prædecessorum nostrorum felicis memoriæ Innocentii, Lucii et Hadriani.... una cum vestræ congregationis collegio.... sub apostolicæ Sedis tutelam protectionemque suscipimus. » Susceptionem autem sub tutela et protectione S. Sedis importare exemptionem passivam a superioritate episcopi probat auctoritate Scarfanton. ad Ceccop. lib. 1, tit. 9, num. 23. Præterea Pius IV anno 1561 scilicet multo post decretum Trident. in cap. 4, sess. 6 de Ref. sanctionem concessit capitulo « omnium et singulorum privilegiorum, prærogativarum, immunitatum, libertatum, exemptionum, » quæ Bergomensi Ecclesiæ fuerant « tam apostolica, quam imperiali, regia, ducali et alia quavis auctoritate concessa. » Item Paschalis II rescripsit eidem capitulo: « Nec episcopo autem facultas sit vobis, aut loco vestro gravamen inferre, nec ulli hominum liceat eamdem ecclesiam perturbare, aut ejus possessiones auferre, etc. »

Quæ verba exemptionem importare tenet cum S. hac Congr. quæ in Bergomen. exemptionis 18 decemb. 1858 decrevit ecclesiam sanctæ Mariæ Majoris et sodalitium inibi existens exemptione frui a jurisdictione episcopi in vim apostolicæ bullæ a Nicolao V anno 1453 expeditæ, qua inhibebat « episcopo Bergomensi... ne de ipso consortio aut ejus ecclesiis, capellis, hospitalibus et bonis... se intromittat, aut illa directe vel indirecte... vexare, molestare seu alias quoquo modo perturbare. » Propositis sane dubiis: « 1. An et quomodo constet de exemptione ecclesiæ S. Mariæ Majoris ac sodalitii a Misericordia nuncupati a jurisdictione episcopi in casu? et quatenus affirmative 2. An et quomodo competat episcopo jus visitandi tam ecclesiam quam sodalitium in casu; rescriptum fuit: Ad primum, *Affirmative ex bulla Nicolai V, servatis tamen moderationibus a sacrosancto Concilio decretis.* Ad secundum, *Affirmative jure delegato.* Quod si hoc unum pro minori ecclesia ad plenam exemptionem profuit, a fortiori id cum aliis præsidiis conjunctum pro ecclesia cathedrali sufficere censet, maxime quia capitulum censuum solutiones Ecclesiæ Romanæ rependere consueverit in signum subjectionis et perceptæ libertatis; quod unum exemptionem importare ab ordinariorum jurisdictione probat auctoritate Barbos. *De episcop.* alleg. 123, num. 21.

Quin oggeri valeat exemptionem de qua sermonem habet Paschalis II tantum capituli bona afficere cum eo tempore concessa fuerit ad effrænandam audaciam episcopi Arnulphi qui de bonis ejusdem ecclesiæ faciebat donationes et venditiones. Factum enim quod per quatuor ferme sæcula tum pontifices cum imperatores, et Venetiarum duces Bergomense capitulum honoribus et privilegiis cumularunt haud repetendum tenet ex perbrevi unius invasoris episcopi dominatu: præterquam quod observat formulam a Paschali II adhibitam contrarium edocere per ea verba: *Nec episcopo facultas sit vobis aut loco vestro gravamen inferre.* Minusque officere prosequitur objectionem tam ex eo deductam quod si exemptum esset capitulum ostendere deberet quod caput agnosceret, quam ex plurimorum pontificum literis excerptam in quibus expresse demandatur capitulo *canonica et debita* episcopo *obedientia.* Siquidem passiva exemptio atque immunitatis privilegia solummodo præstant ut in quibusdam actibus exempti omnino liberi censeantur, quamquam in reliquis ordinariæ potestati subjiciantur juxta doctrinam Innocentii III, in cap. 16. Hinc obvio jure fit aliquem et subjectum esse episcopo et ab eodem exemptum juxta rerum adjuncta « sicque compatiuntur ista duo quod aliquis certo respectu sit ab ordinario exemptus, et alia ratione sit eidem subjectus. Rota in *Firmana* jurisdictionis 10 maii 1700, cor. Molines, §. *Non enim.* Cui concinit Rota in decis. 11, n. 15, de offic. ordin. cor. Falconerio. Schmalz. lib. 5, tit. 33, n. 252.

Huc re perducta redit ad visitationem orator a qua episcopum non prohibere declarat, immo libenter excipit, dummodo procedat ut cum exemptis procedendum est, auctoritate apostolica ac delegata.

Plena, ait, antiquitus et absoluta erat exemptio. Vetustissimum hac de re privilegium capituli tabularium exhibet, cujus auctor ignoratur, hisce verbis: « In quibus nullus episcopus Bergomensis injustum vel inhonestum gravamen imponere valeat, nec etiam prætextu episcopalis visitationis, a qua liberi et exempti esse dignoscemini. » Accessit recentior confirmatio Gregorii X qui ita disposuit: « Vestris supplicationibus clementer annuentes, vos, ecclesiam et capitulum vestrum sub protectione apostolicæ sedis recipimus, et ab episcopali visitatione eximimus et liberamus. »

Ne autem horum monumentorum auctoritas in discrimen adduci valeat, describit votum Gratiani a capitulari tabularii magistro editum, quod ita se habet: « Ulterius idem capitulum habet aliud privilegium, quo eidem concessa fuit ab episcopi jurisdictione plenaria exemptio: et illud emanavit biscentum ab hinc annis a papa Gre-

gorio X, et reperis descriptum cum caracteribus antiquis. »

Ad possessionem deinde deveniens, edicit quod initio capitulum per se, uti par erat, suam visitationem peragere solebat, omnino abstinentibus episcopis. Ita anno 1353 teste Ronchetti in suis memoriis historicis civitatem et ecclesiam Bergomensem respicientibus: « L'arcidiacono intraprese la visita personale ad emendazione del suo capitolo cominciendo dall' arciprete e proseguendo ad uno fino all' ultimo dei canonici. E probabile che lo stesso facesse il prevosto coi canonici di S. Alessandro il che praticavasi per essere gli uni e gli altri privilegiati dall' essere personalmente dal vescovo visitati. » Post editum Gregorii privilegium constat canonicos a capitulo delegari consuevisse « ad faciendum et providendum ea omnia quae fuerint necessaria, tam circa visitationem ecclesiæ cathedralis quam capellanorum. » .... Edito Tridentini decreto, unde facultas episcopis data est visitandi exemptos jure delegato, episcopus Cornelius anno 1624 visitationem indixit: « Tam nostra ordinaria, quam apostolica delegata auctoritate. » Anno 1633 episcopus Grimanus: « Auctoritate sua et apostolica. » Ita pariter, triennio post episcopus Justinianus, ita anno 1658 episcopus Barbadicus, ac anno 1699 episcopus Buzzinius. Nec secus exacto sæculo ac deinceps. Nam episcopus Redetti, qui in oppugnandis capituli privilegiis diu atque acerrime dimicavit, visitationem jure ordinario instituit anno 1737; at quia restitit capitulum, et consuetudinem opposuit quam munivit privilegio Gregorii X, tandem recognovit exemptionem capituli, et anno 1742 visitationem peregit « auctoritate ordinaria, et etiam apostolica ac delegata. » Nec aliter se gessit anno 1778 episcopus Delphinus. Quod si prosequitur orator, tercentum annorum spatio tres tantum episcopi jura capituli contempserunt, hæc raritas incredibilis demonstrat brevissimis usurpationibus redintegrationem capituli semper ac diutissime successisse.

Addit tandem uti facti testimonium documentum editum anno 1745 a laica potestate, quo dicitur: « Desiderare il senato, ch' egli (episcopus) faccia la visita suddetta secondo la pratica universale dei vescovi predecessori, inserendo negli editti della visita stessa l'una e l'altra autorità, cioè l'ordinaria e la delegata. »

Ex quibus omnibus concludit consuetudinem adeo antiquam ac tot exemplis confirmatam nativæ capituli exemptioni atque originario de visitatione privilegio respondere, ideoque attenta exemptione quidquid Tridentinum disposuit auctoritate apostolica esse servandum.

Ex hucusque demonstratis plane ad secundi dubii responsum descendere pergit orator. Statuta enim capituli exemptione a jurisdictione ordinaria episcopi ambigi nequit, quominus favore ipsiusmet applicanda sit dispositio Tridentini in cap. 6, sess. 25 de Reform. in quo dicitur licere semper episcopo visitationem et correctionem adversus canonicos, « ita tamen ut cum extra visitationem processit, capitulum initio cujuslibet anni eligat ex capitulo duos de quorum consilio et assensu episcopus vel ejus vicarius tam in formando processum quam in ceteris omnibus actibus usque ad finem causæ inclusive... procedere teneatur. » Quam porro dispositionem locum habere dumtaxat in iis capitulis qui aliqua exemptione præstant sæpe sæpius S. V. Ordo declarasse testatur Benedictus XIV *De synod. diœc.* lib. 13, cap. 9, num. 9; qui ulterius literis apostolicis diei 17 maii 1756, § 8, hoc jus recognoverat in capitulo Veronensi minoribus etiam privilegiis ditato. Quibus addit definitionem cujusdam congregationis particularis, ipso orante, data in causa *Tarvisina* jurium capitularium, die 15 junii 1858, in qua proposito dubio: « An episcopus extra visitationem in criminalibus procedens, teneatur adjunctos canonicos adhibere ad formam S. concilii Tridentini, cap. 6, sess. 25 de Reform responsum fuit: *Affirmative.*

Ad tertium dubium deveniens orator exponit, quod capitulum ante Tridentinum per se visitabat ecclesiam cathedralem; at hoc jure ab œcumenica synodo episcopis privative tributo, pro Bergomensi capitulo invaluit, ut episcopo visitanti saltem duo capituli membra adjungerentur. Sic episcopus Ragazzoni anno 1578 comites in visitatione canonicos a capitulo electos admisit, ac non secus se gesserunt per annos ultra centum quadraginta alii episcopi Bergomenses, nempe: Milani, Emi, Corneli, Augustinus Prioli, Grimani, Barbadico, Giustiniani, Ruzzini, Petrus Prioli et ita usque ad annum 1727, quo lis exarsit, ac decennio producta tandem res ita composita fuit, teste episcopo Redetti, ut episcopus a capitulo petierit canonicos convisitatores, prævia tamen protestatione quod serventur omnia jura sibi (episcopo) competentia. Deinde usque ad nos res eodem modo processerunt, ita ut episcopus Morlacchi professus sit de capitulo: « Che goda il privilegio di deputare due Canonici che assistano nella visita », et episcopus Laudensis Benaglio interrogatus anno 1858 utrum capitulum hoc privilegio polleret, responderit: *Affirmative perantiqua consuetudine.* »

Frusta objicitur, subdit orator, chori officium deperire si duo canonici comitantur episcopum, adsunt enim in cathedrali sedecim canonici et novem beneficiati. Neque obstat Tridentini decretum in cap. 4, sess. 6, de ref. quia ad causam non pertinet, ut cuique legenti videre est, et quia licet pertineret, consuetudinis derogatio respiceret visitationem ipsam, minime vero illius peragendæ modum. Ex quo concludit nihil esse in casu, quod trium sæculorum consuetudinem convisitatoribus oppugnare valeat.

In quarto dubio orator evincit jus ad capitulum spectare conferendi et instituendi non modo ad dignitates et canonicatus, sed et minora beneficia. Ac relate ad dignitates et canonicatus rejicit concessionem episcopi, qui censet hoc privilegium ab initio concessum fuisse capitulo ab episcopo B. Adalberto, ut exinde inferat electionem indigere confirmatione episcopi. De eodem privilegio hoc unum dicit certo sciri auctoritate pontificis Sixti IV, quod canonicorum « receptio, et admissio; ipsarumque præbendarum dum vacant collatio et provisio, de antiqua et adprobata et hactenus pacifice observata consuetudine, » ad capitulum pertinent. Hæc usque ad Sixtum IV; a tempore autem hujus pontificis usque ad gallicam et austriacam in hoc sæculo dominationem capitulum consuevisse collationes peragere pluribus probat documentis in summario adductis. Ex quibus firmatam censet immemorabilem consuetudinem favore capituli ipsius, quæ teste Rota in *Fanen.* canonicatuum 5 maii 1700 coram Caprara, § *At quia*, sufficit ad præscriptionem inducendam in iis quæ sunt jurisdictionis episcopalis; quin etiam seposita pontificiæ confirmationis auctoritate sufficeret centenaria ad jus constituendum. Audiatur sane, ibi: « Collatio canonicatuum et præbendarum potest esse solius capituli vel vigore immemorabilis uti favore capituli Beneventani contra archiepiscopum dictæ civitatis respondit Rota.... vel vigore centenariæ, ut pariter fuit dictum in decis. 124, n. 2, p. 3 rec. »

Neque difficultatem facessit ad confirmationem superioris statuendam quod « Nell'anno 1194 il papa Celestino III mandò a Bergamo Siccardo vescovo di Cremona e Dionisio abbate di Cerreto deputati per sostenere l'elezione del capitolo. » Super electione canonicorum Bergomensis ecclesiæ a canonicis facienda, et ab ipsis episcopo et abbate de mandato domini papæ confirmanda; « exortis enim controversiis inter capitu-

lum et episcopum pontifex dictos prælatos misit ut ipsi capituli electionem sustinerent. Confirmatio autem a Dionysio abbate de mandato pontificis præstanda fuit. Neque pariter quod Sixtus IV non loquatur de collatione *libera;* in jure enim tres solummodo species providendi agnoscuntur : electio, præsentatio et collatio, quæ semper libera est, uti cum admittit favore capituli ipse episcopus quoad cæteros canonicatus excepta theologali et pœnitentiaria, ait enim : « Negari non potest canonicatuum ecclesiæ Bergomensis collationem, exceptis duabus præbendis theologali et pœnitentiaria fuisse jam ab antiquo libere exercitam a Bergomensi capitulo. » Præterea non nocere autumat actualibus canonicis, quod eorum antiqui decessores aliquando invocaverint sæcularis potestatis definitionem, quia « delicta majorum immeritus lues, et quia regula nona cancellariæ quæ post const. Martini V in concilio Constantiæ, auctore Nicolao V certam de reservatione mensium apostolicorum legem dixit, duas pares habet : alteram de reservatione, alteram de arternativa pro episcopis residentibus. In utraque parte contra regulæ violationem pœna indicitur, sed vario discrimine : nam in alternativa pontifex : «Voluit ut si ipsi (episcopi).... in dispositione beneficiorum.... dispositioni suæ et dictæ Sedis alias quomodolibet reservatorum vel affectorum sese intromiserint... usu et beneficio prædictæ facultatis eo ipso privati existant, ac collationes, et aliæ dispositiones de beneficiis illius prætextu deinceps faciendæ, nullius sint roboris vel momenti. » In reservatione vero aliter se res habet, et nihil aliud præcipitur quam nullitas peractæ collationis. At quidquid sit de antiquis canonicis, quos antiqui episcopi imitati sunt, præsens episcopus nihil habet quod in præsenti capitulo reprehendat.

Posita collationum immemorabili consuetudine, posito privilegii testimonio quod tribus et ultra abhinc sæculis pontificiæ literæ præstiterunt, ad propriora deveniens edicit quod res ita processerunt usque ad edictum regium anni 1817 quo supremus Austriæ princeps nominationes ad canonicatus in italica imperii parte sibi addixit; sed postea in concordato cum Apostolica Sede aliter placuit, donec tandem anno 1859 Austriacus imperator omnibus suis juribus in Longobardorum provincia abdicavit, et collationum ratio jure postliminii in antiquam libertatem rediit : quin objici possint recentes episcopi collationes, quas S. Sedes lite jam pendente indulsit: *pro hac vice, salvis ceteroquin capituli juribus.*

Præter conferendi privilegium, etiam jus instituendi ad capitulum pertinere edicit orator, quod ex diuturna possessione promanat. Neque in dubium revocari potest ab episcopo qui anno 1842 ad canonicatum electus, a capitulo institutionem petiit et accepit, et ad episcopatum evectus omnes canonicos ad capitulum ablegare solebat, « affinchè si compiaccia, giusta la consuetudine, di conferire al nominato la canonica istituzione. »

Canones autem non resistunt quominus jus instituendi capitulo competat ex consuetudine. Sane institutio alia est auctorizabilis quatenus jurisdictionem delegat in cura animarum, alia quæ titulum confert vel possessionem. Prior uti alienissima a canonicatibus præbendis nonnisi jure resistente præscribitur quamvis præscribi valeat, alia etiam sola consuetudine induci potest, uti perbelle docet Fagnanus in cap. *Cum ecclesia*,3 de caus. possess. et propr. num. 28 et seqq., ubi de collativa loquens institutione tradit quod « hæc quamvis de iure spectet ad episcopum tantum ..... canones tamen non resistunt quominus competat ex consuetudine archidiacono, quin imo huic consuetudini assistunt. » Unde episcopus ad tradita in cap. 12, sess. 14 de Reform. instituere quidem valet ad præbendas post Tridentinum erectas, in cæteris vero capituli jura servanda sunt, uti censuit S. Congreg. part. in *Tarvisina* jurium capitularium 28 novemb. 1856.

Hanc consuetudinem immemorabilem everti non posse contendit per tria exempla ab episcopo adducta, quibus sustinet post capituli reintegrationem de anno 1805 institutionem concessam fuisse ab episcopo pro tempore sive ejus vicario generali; quia hæc exempla neoterica veritati minime respondent. Sane anno 1805 archipresbyter qui antea archidiaconus erat, novam institutionem a nemine accepit, et episcopus Delphinus anno 1806 coram sæculari gubernio dilucide protestatus est collationem et institutionem in omnibus præbendis *ad capitulum* pertinere. Verum quod institutio anno 1842 ab episcopo data est, sed ex peculiari conventione et pro ea vice, « per questa volta tanto, » uti episcopus significavit in literis ad capitulum datis. Cæterum actualis præsul capitulo presbyterum Bonaldi proposuit : « affinché si compiaccia giusta la consuetudine, di conferire al nominato la canonica istituzione. »

Quæ de præbendis et dignitatibus in genere disputavit orator, iisdem rationibus aptari censet archipresbytero, theologo et pœnitentiario. Ab archipresbytero incipiens præmittit ipsum habere curam actualem animarum, dum cura habitualis penes capitulum residet, quod pluribus allatis documentis probare satagit. Ex quo sequitur quod archipresbyteralis dignitas semper absque concursu collata sit a capitulo, uti reapse factum est annis 1764, 1793, 1805 et aliis una dempta vice, qua capitulum permisit episcopum ad institutionem procedere, reservatione tamen adjecta quod actus « non debba menomamente essergli di pregiudizio per le successive istituzioni dell'arciprete. » Neque dici potest quodlibet capituli jus ad institutionem evanuisse anno 1805 quando « dopo la riorganizzazione del capitolo.... (fuere) riunite alla cattedrale le parocchie di S. Eufemia, di S. Pancrazio, di S. Cassiano, di S. Michele dell'Arco, e parte di quella del SS. Salvatore, » in quas nullo privilegio præditum erat capitulum; tralatitium enim in jure est quod adjecta beneficia eamdem legem obeunt unde regitur illud cui subjecta sunt.

De theologali et pœnitentiaria meminit orator eas capitulum perpetuo contulisse, ut de prima accidit anno 1797 et 1825, de secunda anno 1770 et 1807. Juribus capituli vindicatis protestatur orator se nullimode contemnere jura S. Sedis circa mensium reservationes ex regula IX, sed revereri « le riserve apostoliche e qualunque diritto della S. Sede. » Subdit tamen Bergomi et in tota Veneta ditione hujusmodi reservationes in desuetudinem abiisse, et contra hoc factum nec apostolica Sedes nec episcopi umquam protestati sunt. Præterea post Gallicam invasionem in conventione diei 16 septembris 1803 artic. 12 legitur : « Sua « Santità accorda ai vescovi il diritto di conferire le paroc- « chie che verranno a vacare in ogni tempo, » et quod de parœciis dicitur, de præbendis in genere tenendum esse censet hac in re de reservatione. Deinceps viguit regium decretum *Præcipiens* in artic. 1 : « La nomina alle dignità e ai canonicati nei capitoli cattedrali ed insigni del nostro regno d'Italia è riservata al re sulla proposizione dei rispettivi ordinarii diocesani, » donec in conventione anni 1855, artic. 22 statutum fuit : « In omnibus metropolitanis, archiepiscopalibus suffraganeisque ecclesiis Sanctitas Sua primam dignitatem conferet, nisi patronatus laicalis privati sit, quo casu secunda substituetur; ad cæteras dignitates et præbendas canonicales majestas sua nominare perget, exceptis permanentibus iis, quæ liberæ collationis episcopalis sunt, vel juri patronatus legitime adquisito subjacent. » Porro in facto esse ait tria ex canonicalibus beneficiis recenter erecta juripatronatus capituli esse obnoxia, ideoque pro his apostolicæ reservationi locus non est ad tradita per Riganti ad reg. IX Cancel. § 2, num. 162 et seqq.; antiqua vero cum fundationum instrumenta deficiant, immunia censet

per centenariam juxta doctrinam Riganti loc. cit. num. 193 et seqq.

Ad minora beneficia descendens orator, edicit quod anno 1817 laicali decreto episcopis collatio data est; hodie vero, recedente Austriaci gubernii potestate, omnia ecclesiarum jura pristinam libertatem recuperarunt, ac propterea capitulo restituenda est eorumdem collatio. Quod ut probet plura in summario adducit documenta, ac inter cætera capitulares constitutiones quibus decernitur « quod ille vel illi ad quem vel ad quos de ipso capitulo pertinet collatio seu institutio alicujus suprascriptorum capellanorum seu mansionariorum suprascriptæ ecclesiæ Pergomensis, in institutione seu collatione per eum facienda teneatur, et debeat deferre sacramentum. » Neque regerere fas est, quod cum episcopus Delphinus, initis cum italico gubernio consiliis, ejusque successores canonicos et capellanos in restitutum capitulum elegerint, ita ut gaudeat episcopus beneficio præscriptionis. Regerere hoc fas non est, quia episcopus Delphinus nil aliud fecit quam executioni demandare quoddam decretum laicæ potestatis quo cautum fuit ut coarctato choralium numero canonici qui antiquitatis jure præstabant sedes occuparent, atque a gubernio stipendia reciperent habitis cæteris uti honorariis. Capellanos quod attinet unus antiquis fuit adjectus regia delegatione. Exinde patet quod Delphinus neque valuit electiones excogitare. Quod si in posterum episcopi capellanos nominarunt, id factum fuit laica præcipiente potestate quin nec pontifex nec Bergomense capitulum hanc facultatem gubernio concesserint. Nec præscriptio invocari potest in casu, quia deest bona fides, et quia contra non valentem agere non currit præscriptio. Impedimento igitur sublato, jure postliminii omnia redeunt ad legitimam consuetudinem capituli, quod in jure dicitur ordinarius collator, quamvis jurisdictione careat. Riganti in reg. 2, § 3 cancell. num. 54. Rebuff. ad tit. de nominat. quæs. 8, num. 2. Gonzales ad reg. 8 cancell. Glos. 21, num. 34. Rota in *Palentina* canonicatus 6 februarii 1696, § *Minus*, coram Dell'Olmo, et in *Tirasonen.* portionis 7 maii 1703, § *Idque procedit*, coram Molines.

Quintum dubium aggrediens orator invocat favore capituli consuetudinem immemorabilem, quæ, ait, originem ducit a Tridentino cap. 15 sess. 23 de Reform. Capitulum enim Bergomense habet parochiale beneficium, quia gaudet habituali cura animarum. Hinc si in causa *Aliphana curæ animarum et collationis canonicatuum* die 16 martii 1856, in qua agebatur de capitulo collegiatæ curam per vicarium gerente ad dubium: « An canonici manutenendi sint in exercitio facultatis excipiendi confessiones in districtu parœciæ in casu, » S. Congreg. respondit: *Affirmative, salvo jure episcopi, uti erga cæteros parochos ad formam sacrorum canonum, et amplius*; paritate rationis idem in themate de Bergomensi capitulo dicendum esset, cui imminet habitualis animarum cura, quæ num unum vel alterum beneficium, sed integrum afficit capitulum. Quidquid tamen de jure sit, ad immemorabilem consuetudinem appellat orator quam evincit testimonio Rmi Benaglio Laudensis episcopi jamdiu ante canonici in Bergomensi capitulo, qui ait: « Questa era una consuetudine praticata generalmente verso tutti i membri capitolari: » necnon ipsius episcopi contendentis fide, qui ipsam inficiari non audet. Verumtamen adnotat ipsum non dimicare de augenda vel conservanda dignitate, sed potius de dedecore non obeundo, cum eodem jure polleant omnia cathedralium ecclesiarum capitula in tota Insubriæ provincia: Cremonense, Mantuanum, Mediolanense, Brixiense, Pavense, Laudense, Comense, Cremense, ideoque « salvo all'ordinario il diritto di accertarsi all'uopo della idoneità dei singoli, e di sospendere chi se ne fosse reso indegno » consuetudinem immemorialem servandam esse concludit, qua statuitur facultates ad conciones habendas et ad excipiendas confessiones pro singulis canonicis quotannis renovari non debere.

Demum ad dubium sextum allegat orator avore capituli consuetudinem trium et amplius sæculorum, quam neque episcopus negat, sed eam contrariam Tridentino traducit in cap. 18, sess. 24 de reformat. deducens duo consectaria: alterum quod censorum electio in ordinarii arbitrio posita esse debet: alterum quod idcirco in aliquot canonicos huc usque semper cecidit, quia erga illos placuit episcopis suam facultatem exercere. At ad primam animadversionem reponit orator concilium in casu consuetudini non derogare, præsertim cum non agatur de præscribendo contra mentem legis, sed potius de illius pleniori exequutione. Sane antistes qui non sui senatus sed externa consilia adhibuerat, reprehenditur in cap. *Novit*, 3, De his quæ fiunt a prælatis etc. Cap. *Quanto*, 5, eod. tit. et ratio est, quia capitulum ecclesiæ cathedralis dicitur a Trident. *Ecclesiæ senatus*, qui opera et officio episcopo opem ferre debet. Hoc autem a fortiori procedit si extra synodum examinatores eligi debeant cum in iis eligendis exquiri debeat votum capituli. Absit propterea quod tercentenaria consuetudo nec moribus nec legi contraria infirmari possit. Neque ad evertendam hanc tercentenariam consuetudinem ad actus facultativos episcoporum confugiendum esse pergit, in quibus præscriptio non inducitur nisi probetur patientem quandoque restitisse, et nihilominus adquiescere debuisse. Cum enim agatur de consuetudine ter centenaria, quæ adhibetur non ad præscriptionem, sed ad interpretationem, facultativa actuum natura objici nequit teste Rota in *Privernen.* molendinorum sup. manut. 20 januarii 1802, § 12, coram Serlupi, in *Imolen.* decimarum 15 junii 1782, coram Litta, § 9. S. Rotæ auditor. in decis. 34, post Scarfant. part. 2, n. 72, ac in decis. 420, num. 2, seqq. coram Caprara: « Ex adeo longæva possessione et actuum multiplicitate, actus possessorii dici non possunt facultativi. » Tandem orator declarat nil metuendum uti timet episcopus, circa ejus liberam agendi rationem et animarum salutem, si hæc consuetudo servetur: vice versa timendum si evanesceret.

Contra sed vero qui Bergomensis episcopi jura tuetur, nonnulla in facto recolit quibus aliquid in jure adjicit, quod cum causæ meritum afficiat heic breviter adnotare censui. Constitutionis itaque capituli historiam retexens narrat initio sæculi XII cum Bergomensis ecclesia dire vexaretur ab Arnulpho intruso episcopo qui bona ejusdem ecclesiæ susque deque vertere conabatur, S. Vincentii martyris capitulum a Paschale II ad bonorum dispersionem vitandam sub protectione et tutela apostolicæ Sedis positum fuit; ita enim habetur in literis memorati pontificis archipresbytero et canonicis S. Vincentii datis anno 1101: « Congregationis vestræ collegium sub tutelam apostolicæ sedis accipimus, » ita ut nemini fas esset « ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere vel temerariis vexationibus fatigare, in proprios usus convertere, sive in beneficium aliis dare, salva canonica catholicorum episcoporum Bergomensium reverentia. » Idem summus pontifex in alia bulla anni 1109 ad canonicos S. Alexandri eadem repetiit confirmando quamdam decimarum donationem illis canonicis ab episcopo tunc temporis Adalberto factam. Ex hac factorum historia prono veluti alveo fluere tenet summum pontificem prædictis dispositionibus nil aliud voluisse quam sub tutela et protectione apostolicæ sedis præfatas ecclesias distinctis temporibus constituere, ut illas a vexationibus episcopi Arnulphi liberaret, non vero exemptionem concedere capitulo ab ordinaria episcopi jurisdictione, secus enim sequeretur absurdum quod unico manente capitulo quamvis in duas partes diviso uti declaraverat

Innocentius XI, pars ejusdem capituli jam ab anno 1101 exempta fuisset, altera vero nonnisi anno 1109 hujusmodi privilegio munita.

Quod fortius obfirmari contendit ex eo quod tam in literis Paschalis II et in posterioribus Honorii II in quibus etiam archipresbytero vetitum fuit ne canonicorum bona qui vitam adhuc communem agebant posset in proprios usus convertere vel alienare vel in beneficium aliis dare, semper habetur clausula « salva tamen canonica catholicorum episcoporum Bergomensium reverentia. » Hanc autem reverentiam quam exigebant pontifices a capitulo erga episcopum idem esse ac subjectionem ordinariæ illius potestati deducit ex facto sequenti. Anno 1129 canonici S. Alexandri sibi duos clericos aggregarunt inscio episcopo, similiter aliis duobus episcopus clericalem tonsuram contulit, eosque ad illam ecclesiam adscripsit inconsulto capitulo. Quintum quoque capitulum aggregare exigebat absque episcopi licentia. Ex hoc factum fuit quod episcopus interdicti pœna animadvertit in canonicos si quintum aggregarent. Re ad Honorium II delata per canonicos, hic postquam præceperat ut interdictum quiesceret atque probaverat concordiam inter partes initam pro duobus clericis a capitulo sine licentia episcopi, et aliis ab episcopo sine licentia capituli servitio ecclesiæ admissis subdidit : « De tertio vero... pro bono pacis ut eum pro caritate nostra ibi constitueres rogavimus. » Age si ecclesia cathedralis ab episcopi juridictione exempta fuisset, neque episcopus ausus esset contra canonicos interdictum ferre, neque pontifex illud relaxasset, neque episcopi consensus requirebatur ut canonici quosdam clericos sibi aggregarent, neque pontifex episcopum rogavisset ad quintum clericum adscribendum.

Eodem sensu loquebatur Innocentius II in suis literis anno 1132 et subsequutivis anni 1140 capitulo datis sive per adjectivam clausulam, a salva in eis diœcesani episcopi reverentia, » sive per aliam « salva catholicorum episcoporum Bergomensium reverentia. » Quod adeo verum esse propugnat ut anno 1141 idem pontifex ad preces episcopi Bergomensis exemptionis illius privilegii declarationem expostulantis respondit : « Canonici quoque sancti Vincentii tam præsentes quam futuri canonicam et debitam obedientiam tibi tuisque successoribus exhibeant, nec occasione privilegii ab Apostolica Sede percepti eam subtrahant. » Quam clausulam adhibuit et Anastasius IV anno 1153 quando Gherardo episcopo declarabat capitulo sine episcopi licentia licitum non esse bona suæ ecclesiæ alienare. Et licet anno insequenti idem pontifex sanciverit ut Bergomenis episcopus nullum « indebitum gravamen et inusitatum » canonicis imponeret, ex hoc tamen minime descendere pergit voluisse capitulum ab ordinaria jurisdictione sui præsulis subtrahere; prohibitio enim imponendi onera inusitata et indebita, haud secumfert interdictum imponendi onera usitata et debita. Nec aliter dicendum tenet tam de literis Adriani IV anno 1156 quibus capitulum suscipiebat sub « tutela et protectione S. Sedis, » quam de aliis ab Alexandro III datis anno 1169 quibus pariter « sub Apostolicæ Sedis tutelam protectionemque suscipiebat capitulum. » Hæc enim statuta fuere a laudatis summis pontificibus tantum ne canonicis vitam communem agentibus auferrentur bona quæcumque, vel quomodocumque et quolibet sub prætextu « quamdiu in canonicæ disciplinæ observantia » permansissent : firma sed vero in reliquis remanente jurisdictione episcopi in Alexandri canonicos.

Revera Benedictus XIV, *De synodo diœcesana* lib. 13, cap. 9, num. 2, postquam animadvertit duo tantum capitula in Italia exemptionis privilegio sibi contendisse, Genuense nempe et Veronense, quorum primum solemni S. C. judicio causa cecidit, sub num. 3 ait quod tutela et protectio S. Sedis non semper privilegiatos ab episcopi jurisdictione omnino subtrahant. « Sed necesse omnino est sunt verba laudati pontificis) ipsam exemptionem disertis verbis omnino concedi, ecclesiamque illam, seu hominum cœtum de quo agitur, non *enunciative* aut *relative* seu *suppositive*, ut scribentes in foro loquuntur, sed *dispositive* ab ordinarii jurisdictione immunem uni autem Ecclesiæ Romanæ subjectum et ad eam nullo medio pertinentem declarari. » Et optimo quidem jure, nam juxta regulas juris, « cum assistentia militet pro jurisdictione ordinaria, profecto si quis ab ea exemptum se esse contendat, evincere id debet argumentis et probationibus a jure canonico præscriptis, iisque minime dubiis sed omnino certis ac manifestis. Habentur etiam nunc formulæ exemptionis plenariæ, quæ conceptæ sunt his verbis sub jurisdictione Sedis Apostolicæ et nullius alterius ecclesiæ jurisdictionibus submittatur : Ita Bened. XIV in constit. 40 causar. palat. apost. qui insuper adnotat : « In duabus constitutionibus Honorii una, et Gregorii altera... Illud accipitur *sub beatri Petri et nostra*, hoc est Romanorum pontificum protectione. At vero hinc argui certe nequit exemptio ab auctoritate episcopali ut diserte respondit Innocentius III in cap. *Ex parte*, 18 de privileg. » Jam vero Bergomense capitulum privilegium in ea formula a Benedicto XIV conceptum exhibere non valet. Ergo pro subjectione ordinariæ episcopi potestati est concludendum, maxime 1° quia pontifices ponendo dictum capitulum sub tutela et protectione S. Sedis jugiter repetiere formulam, « salva canonica catholicorum episcoporum reverentia » ; 2. quia episcopi ipso non excepto S. Carolo Borromæo in triennali relatione de statu Ecclesiæ numquam declararunt capitulum suæ cathedralis exemptionis privilegio frui.

Hisce in genere adnotatis primum impetens dubium, orator tenet neque in jure neque in facto consistere quod capitulum visitari debeat ab episcopo jurisdictione apostolica delegata. Non in jure : ex doctrina enim Benedicti XIV nuper relata exemptio non præsumitur, sed necesse est titulum afferre disertis verbis ipsam concedentem, quo deficiente nequit ipsa concipi. Atqui Bergomense capitulum hoc titulo destitutum manet. Ergo prætensa exemptio in tenues auras abit, proindeque episcopus valet capitulum auctoritate ordinaria visitare. Non in facto : quia episcopi Bergomenses capitulum visitarunt auctoritate ordinaria. Ita ante Tridentinum episcopus Lanfrancus visitationem cathedralis capituli peregit « secundum juris traditam nobis formam ; » post vero Tridentinam synodum nonnulli ex episcopis vel expresse declararunt se visitare cathedrale capitulum auctoritate ordinaria, uti Gregorius Barbadicus anno 1658, Daniel Justinianus anno 1666 et 1680. Aloysius Rupinus anno 1698, Petrus Priolus anno 1710, vel saltem significarunt auctoritate apostolica non indigere, uti episcopus Milanus anno 1593, et episcopus Emus anno 1617. Quod si aliquis declaravit visitare capitulum auctoritate ordinaria et apostolica, id factum fuisse dicit quia aderant tunc temporis in capitulo quædam ipsiusmet membra personali exemptionis privilegio gaudentia. Hoc autem statui contendit ex tertia synodo ab episcopo Justiniani anno 1687 celebrata, in qua in primo capite agendo de prælatis, et canonicis cathedralis ecclesiæ, nulla mentio fit de auctoritate apostolica ex vi concilii Tridentini delegata, dum in altero ubi sermo instituitur de capellanis et ministris ejusdem ecclesiæ dictæ apostolicæ auctoritatis explicita fit mentio : hoc autem ex alio evenire non posse sustinet quam quia inter capellanos et ministros aliqui aderant qui personali exemptionis privilegio fruebantur.

Ad episcopum vero Redetti quod attinet, quem capitulum in sui favorem invocat, animadvertit orator quod hic anno 1737 indixit « visitationem ecclesiæ cathedralis auctoritate ordinaria et prout de jure. » Capitulum vero cupiens mentionem fieri etiam de auctoritate apostolica delegata recursum

habuit ad Venetum senatum qui desiderium expressit ut episcopus mentionem faceret utriusque jurisdictionis. Ex quo facto nil aliud deduci posse tuetur orator quam episcopum optime noscere capitulum exemptum a sua jurisdictione ordinaria non esse quemadmodum declararunt ejus antecessores Rufini et Priolo, senatum autem Venetum non legem imposuisse, sed pro bono pacis illud desiderium pandidisse, et voti compotem factum. Item et pro bono pacis id peractum fuisse ab episcopo Delfino anno 1778, et ab antistite Morlacchio anno 1835 ambigendam non esse tenet orator, si attendatur quod ille adjecit clausulam auctoritate « ordinaria ac etiam delegata, » hic vero ad preces capituli ut poneret « la clausola di stile che sia fatta » (visitatio nempe) auctoritate ordinaria ac etiam delegata, ad controversias avertendas ipsam habuit accepta.

Inutiliter autem ad præscriptionem confugerent capitulares: 1. quia ipsimet anno 1835 fassi sunt semet ab ordinaria episcopi potestate exemptos non esse: scribebant enim visitationem fieri « con la clausola di stile auctoritave, nempe ordinaria ac etiam delegata. 2. Quia omnibus perspectum est « episcopalia jura a subditis adversus episcopos numquam præscribi posse juxta sanctionem Innocentii III in cap. 16 de præscript. teste Bened. XIV, *De syn. diœc.* lib. 5, cap. 7, num. 63. Quia post dispositionem Tridentini in cap. 4, sess .6, præcipientis episcopos visitare posse capitula jurisdictione prorsus ordinaria, *juxta canonicas sanctiones*, ac *etiam* apostolica amplius hujusmodi præscriptioni locus esse potest.

Post hæc ad secundum dubium procedens orator contendit episcopum extra visitationem procedentem contra aliquem de canonicis non teneri adjunctos canonicos adhibere. Hanc enim juris formam observandam esse tantummodo tenet pro capitulis exemptis teste Benedicto XIV loc. cit. lib. 13, cap. 9, n. 9, ibi: « Tarraconensi capitulo contendente non posse episcopum contra canonicos agere extra visitationem, nisi duos sibi adjunctos assumeret juxta præscriptum constitutionis Benedicti XII et concilii Tridentini in cit. cap. 6, sess. 25, contra ipsum capitulum judicium fertur, propterea quod allegata quidem constitutio ad casum de quo tunc quærebatur, nequaquam pertinere visa est: Tridentinum vero decretum locum habere non potest, nisi capitulum aliunde probetur exemptum, quod de Tarraconensi capitulo tunc dici posse Rota non censuit. Et quidem ipsa etiam Congregatio Concilii Tridentini interpres in ea semper fuit opinione non esse locum decreto de adjunctis, quod legitur in cit. cap. 6, sess. 25, de reformat. nisi cum et agitur de capitulo ab episcopi jurisdictione exempto, et episcopus contra canonicum procedere intendit extra visitationem, sicuti colligitur ex iis ejusdem congregationis responsionibus ad postulata episcoporum. » Atqui ex demonstratis censet orator statim apparere Bergomense capitulum exemptum non esse. Ergo extra controversiam positum esse concludit quod episcopus extra visitationem contra canonicos procedens non teneatur binos canonicos adjunctos adhibere.

Ad tertium dubium descendens probare contendit episcopum pro diœcesis visitatione minime adstringi obligatione assumendi tamquam convisitatores duos canonicos ab eodem capitulo electos. Jure enim Tridentini episcopi in actu sacræ visitationis etiam contra capitula exempta procedere possunt, « vel per ipsos solum vel illis quibus sibi videtur adjunctis, » minime obstantibus exemptionibus, consuetudinibus, sententiis, juramentis, et concordiis, quemadmodum disertis verbis agendo de capitulis minime exemptis edocet præfata synodus in cap. 4, sess. 6: quod caput etiam observari mandat quando et de exemptis capitulis sermo sit; ita enim habetur in cap. 4, sess, 25 de reform. ubi sermonem instituens de capitulis exemptis ait: « Statuit sancta synodus ut in omnibus « ecclesiis cathedralibus et collegiatis decretum sub fel. rec. « Pauli III quod incipit *Capitula cathedralium* (cap. 4, sess. 6) « observetur non solum quando episcopus visitaverit, sed « quoties ex officio vel ad petitionem alicujus contra aliquem « ex contentis in dicto decreto procedat, ita tamen ut cum « extra visitationem processerit infrascripta omnia locum ha- « beant. »

Quin objici valeat præscriptio favore capituli: 1. Quia episcopalia jura ex subditorum parte impræscriptibilia sunt. 2. Quia vel agitur de præscriptione Tridentinum præcedente et ipsam destruxit constitutio Pii IV, cujus initium *In principis apostolorum*, quæ ad monitum Benedicti XIV In *Instit. Eccles.* 60, num. 7, singula concilii capita complectitur, quæque consuetudinem et præscriptionem quamcumque concilio Tridentino contrariam nullam et irritam declaravit: vel de præscriptione Tridentino subsequuta, et ipsi obstaret decretum irritans qua prædicta constitutio munitur. Cujus decreti vis tanta est ut obstaculum ponat ne novæ nascantur consuetudines vel præscriptiones ob defectum taciti et omnino necessarii concensus Romani pontificis, qui numquam consentire præsumitur in iis, quæ adversantur constitutionibus clausula irritanti munitis ex De luca, *De jurisdic.* disc. 95, num. 7 et 8. Pignatel. consult. 134, num. 16, tom. 1. Piton. *De controv. patron.* alleg. 5, num. 6; *Discept. eccles.* 23, n. 16, seqq. Ferraris, *Bibliot. can.* v. *Consuetudo*, n. 37.

Decretis et legibus Tridentinis accedit concilium provinciale IV Mediolanense a S. Carolo Borromæo habitum anno 1576, paulo post quam Tridentina synodus celebrata fuerat, in quo disponitur: « Quum visitationis munus ipsi (episcopi) per se obeunt, vel unum vel duos canonicos, vel alios quoscumque homines ecclesiasticos, quos usui et adjumento sibi fore viderint prout maluerint, secum in ea visitandi cura adhibeant. » Accedit quod teste Bergomensi cancellario anno 1727 « in voluminibus visitationum civitatis et diœcesis Bergomensis habitarum ab anno 1591 usque ad annum 1567 inclusive a q. Illmo et Rmo D. Friderico Cornelio Seniore episcopo Bergomen. primo executore sacri concilii Tridentini, nulla reperitur mentio visitatorum a Rmo capitulo ecclesiæ cathedralis electorum, sed nominantur variæ tum ecclesiasticæ, tum sæculares personæ cujuscumque gradus ipsi Illmo episcopo inservientes eumque associantes absque ulla expressione ingerentiæ deputationis vel electionis ab ipso capitulo factarum. » Accedunt demum tribunalium sententiæ. Una enim vel altera vice hoc jus experiri voluit capitulum, at causa semper cecidit uti videre est in sententia die 13 julii 1733 lata in summario judicio penes Venetum gubernium peractum. Quod si postea causa reproposita fuit servata juris forma et modo ordinario, numquam tamen prodiit definitiva sententia uti apparet ex actis visitationis episcopi Redetti ad S. Ordinem transmissis anno 1736.

Neque captandum præsidium ex eo quod episcopi Redetti et dein Delfini de anno 1778 canonicis nominationem et electionem adjunctorum permiserunt: 1° Quia in themate agitur de re mere facultativa. 2° Quia dictam electionem permiserunt, « cum præservatione tamen jurium episcopalium, » prouti ex iisdem actis colligitur. Minusque juvari posse capitulares pergit orator ex facto episcopi Morlacchi, qui duos canonicos convisitatores petiit a capitulo absque prædicta jurium reservatione. 1° Quia id dependebat a pleno episcopi arbitrio, qui visitationem instituere potest sibi adjunctis quos maluerit. 2° Quia in cap. 4 sess. 5 de Reform. Tridentini expresse statutum legitur quod factum vel concordia unius episcopi « tantum suos obligent auctores non etiam successores. » Nec præterit animadvertere quod hodie nimis onerosum esset episcopo duos convisitatores capitulares secumferre tam quia parochi ferme omnes egestate laborant, quam quia ex duorum canoni-

corum absentia non parum detrimenti passurum esset chori servitium in cathedrali ecclesia.

Deteriori etiam consilio pergit orator sibi adsciscere capitulum quod in quarto dubio exquiritur, jus nempe nominandi ad dignitates, canomeatus, capellanias, aliaque officia ad capitulum pertinentia. Etenim de privilegio conferendi dignitates ac præbendas disserens orator tenet hoc jus repetendum esse ab episcopo beato Adalberto qui exeunte sæculo IX illam regebat ecclesiam quique canonicis vitam communem agentibus indulsit ut communi omnium suffragio suum præpositum eligerent, et alios quos in suum collegium vellent cooptare, reservata tamen sibi confirmatione. Quod ut evincat, meminit factum jam in priori dubio expositum quod accidit anno 1129 sub pontificatu Honorii II, ex quo apparet episcopum interdicti pœna animadvertisse in canonicos qui postquam adscripserant ad præfatum collegium duos canonicos, tertium cupiebant ordinari ad titulum mensæ communis inconsulto episcopo. Canonicis at vero ad Honorium provocantibus, hic episcopum exoravit ad quæstionem finiendam ut pro sua charitate canonicum nominaret. Et revera quod confirmatio penderet ab episcopo colligi pergit ex quadam epistola in episcopali archivio adhuc servata ubi legitur, ibi : « Nell'anno 1194 il papa Celestino III mandò a Bergamo Siccardo vescovo di Cremona, e Dionisio abbate di Cerreto deputati per sostenere l'elezione del capitolo. » Quibus verbis evidenter apparere tenet quod vacante Bergomensi ecclesia eo anno summus pontifex illuc misit episcopum Cremenensem et Dionysium abbatem Cerreti facultatibus præditos ad electionem a canonicis peractam confirmandam; secus enim nulla haberetur pretiosa ratio cur pontifex eo præfatos misisset prælatos.

Exinde mirum esse non debet si anno 1462 Sixtus IV declaraverit, ibi: « Ipsa præbendarum cum vacant collatio et provisio de antiqua et probata, et hactenus observata pacifica consuetudine ad capitulum pertinet. » Subintelligendum enim esse sustinet sub dependentia et confirmatione episcopi quemadmodum Honorius II et Cœlestinus III declaraverant : cum repugnet in jure quod capitulum independenter ab episcopo in vim consuetudinis jus habeat conferendi canonicatus cathedralis ecclesiæ.

Quod si in perdita hypothesi consuetudo de qua sermo statui velit, ipsam tamen omne robur amisisse sustinet et ex mutatione status ecclesiæ et ex contraria præscriptione. Et ad mutationem status ecclesiæ quod attinet, meminit quod anno 1805 sub Gallica dominatione utraque consentiente potestate statutum fuit, ut relicta dignitate et officiis pœnitentiarii ac theologi canonicorum numerus coactaretur ad decem tantum, et cæteri tamquam honorarii habendi essent, cum jure tamen succedendi in futuris vacationibus. Ab hoc anno et futuris temporibus capitulum jus nominandi haud amplius exercuit. Gallis enim Austriaca dominatio successit et per aulicam commissionem literis anni 1817 decretum fuit « che la nomina alle dignità, ed ai canonicati si appartenesse al sovrano, e quelle delle capellanie spettasse al vescovo ; » ita tamen ut episcopus nominandos plures gubernio proponeret quod unum ex propositis nominabat. Anno dein 1855 inter sanctam Sedem et apostolicam majestatem inita conventio fuit, qua imperatori jus datum est tum canonicos tum etiam dignitates capitulares nominandi, excepta tantum prima vel secunda si prima juripatronatus laicorum obnoxia foret. Verum quidem est quod toto hoc tempore capitulum nominatos a gubernio pro forma subjiciebat capitulari scrutinio, hoc tamen erat in comœdiam traducere cum indubie nominatus erat instituendus. Cum igitur anno 1805 capitulum extinctum fuit et revixit substantialiter immutatum, cum præsentationes instituendorum gubernio ab episcopo peractæ fuerint, atque concordatum cum Apostolica Sede adhuc sit in vigore quæ ipsius rescissionem numquam approbavit, cumque capitulum neque contra gubernium neque contra concordatum reclamaverit, colligit orator consuetudinem super qua capitulum innititur ex status mutatione destructam fuisse. Maxime quia episcopus nominando per sexaginta annorum spatio indubie contra ipsam consuetudinem præscripsit cum notum in jure sit spatium decem annorum satis esse episcopo ad præscribendum contra aliam consuetudinem ut rem ad normam juris reducat. Quin æquitas valeat invocari, dum hodie canonici nec vitam communem ducunt quam ob rationem ab Adalberto ipsis permissa fuit canonicorum electio, nec episcopus amplius mediis potitur quibus valeat remunerari presbyteros, qui in Ecclesia Dei adlaborarunt.

Circa vero beneficia, capellanias aliaque capitularia officia observat orator quod si excipias ducales literas anni 1769, in quibus capitulo datur facultas eligendi et conferendi quocumque mense « gli altri benefizi ed uffizi di sua elezione e collazione, » nullum aliud ad hoc documentum exhiberi. Necesse hinc foret ut capitulum indigitaret quænam tunc temporis essent beneficia et capellaniæ aliaque officia liberæ collationis capitularis. Præterquamquod sciendum quod ab episcopo Delfini usque ad recens tempus episcopum capellanos nominasse, nisi obsistebant fundationis tabulæ; quare tam longo temporis decursu hæc omnia et præscriptioni favore episcopi subjecta esse concludit.

Resolutionem autem hujus S. Ordinis in Veronensi dierum 30 januarii 1858 et 24 aprilis 1859, ad quam appellant capitulares toto cœlo distare orator prosequitur a nostro themate. Siquidem : 1. Capitulum Veronense exemptionis fruebatur privilegio teste Bened. XIV *De syn. diœc.* lib. 13, cap. 9, num. 2; et in constit. *Regis pacifici,* quo Bergomense minime frui dicit. 2. Capitulum Veronense super canonicatus, beneficia et capellanias pollebat jure patronatus ecclesiastico, quo Bergomense destitutum est. 3. Capitulum Veronense ab anno 1805 et in posterum tenet ab episcopo admissum fuisse ad nominationem eorum quos dein episcopus gubernio præsentabat, Bergomense vero nunquam. 4. Capitulum Veronense post initam conventionem illico reclamavit, e contra capitulum Bergomi acquievit.

Procedendo ad quintum dubium propugnat orator, canonicos elapso anno habilitationis ad excipiendas fidelium confessiones teneri sicut cæteri de clero tam ad facultatum prorogationem obtinendam, quam ad exibendum testimonium octiduæ frequentatæ confessionis. Et circa facultatum prorogationem, præmonito quod si sacerdos ordinaria vel delegata jurisdictione careat, nulla et irrita esset sacramenti pœnitentiæ administratio, concipi non posse pergit quomodo canonici exigant frui prædicta jurisdictionis prorogatione invito episcopo, qui neque expresse neque tacite consentire videtur. Neque juvari possunt capitulares ex præsidio curæ animarum quam dicunt inesse capitulo. Contra enim tenendum edocent : 1. Capitularia statuta de anno 1857, ubi legitur : « Ad officium domini archipresbyteri pertinet habere curam animarum. 2. Cœremoniale anni 1564 ubi habetur : « Magni plane ponderis est munus archipresbyteri in cura gerenda animarum atque sacramentis administrandis.... neque.... canonicum decet administrare sacramenta et se pro archipresbytero gerere. 3. Synodus Cornelii I in cap. 28 ubi habetur : « Nullus presbyter sæcularis cujusvis gradus vel dignitatis existat (exceptis parochialium ecclesiarum rectoribus) quorumvis etiam sacerdotum ac prælatorum confessiones vel reconciliationes audire præsumat, nisi prius a nobis ad id fuerit admissus, et licentiam in scriptis pariter obtinuerit. « 4. Collationes factæ archipresbyteris de anno 1829 et 1842, in quibus legitur prædictam dignitatem cui annexa est cura animarum tibi conferimus. 5. Ipsa ratio, tam quia præfato tempore archipresbyteralis præ-

benda collata fuit indicto publico concursu, qui in collatione canonicatuum minime requiritur, quam quia et ipsi fatentur canonici quod pro primo anno approbatione indigent; quod secus esset si canonicalibus inesset actualis animarum curæ exercitium, habitualis enim nihil prodesset cum ipsa non penes singulos, sed penes capitulum maneret.

Multoque minus ad consuetudinem confugere valent, vigentem penes capitula vicinarum diœcesum. Hæc enim consuetudo tantum fundamentum habere posset in tacita approbatione, qua corruente tamquam corruptela habenda foret. Ulterius animadvertit ipsam invocari nullimode posse obsistente constitutione Urbani VIII *Romanus pontifex*, qua cautum fuit omnia quæcumque et qualiacumque jurisdictioni immunitati ac libertati ecclesiasticæ, quomodolibet præjudicialia non modo nulla et invalida declarari, sed et nullum præjudicium eisdem inferri posse ex quocumque temporis cursu. »

Canonicos pariter teneri ad exhibendum episcopo quotannis octiduæ frequentatæ confessionis testimonium evincit ex eo quod omnes de clero, vel per vicarium foraneum, vel per proprium parochum ad episcopalem curiam quotannis dictam attestationem mittebant, idque ut ostenderent ab ipsis observari dispositionem tum synodi provincialis tum diœcesanæ mandatis « ut sacerdotes saltem singulis hebdomadis peccata sua confiteantur. » Collapsam hanc ecclesiasticam disciplinam ut restitueret præsul decretum edidit, ut omnes de clero nulla facta exceptione præfatas scriptas attestationes quotannis exhiberent. A qua tamen lege prætextu consuetudinis haud semet eximere valent canonici. 1. Quia ipsa impedire nequit ut novum episcopus decretum condere possit. 2. Quia consuetudo quæ obviat sacris institutis ac patribus decretis et abusum introducit contra disciplinam Ecclesiæ non sustinetur. Reiff. lib. 1, tit. 4, num. 59.

Tandem ad ultimum deveniens dubium statuit consuetudinem quam invocat capitulum de sex canonicis ab episcopo proponendis inter examinatores prosynodales esse prorsus irrationabilem. Quod conficit ex eo quia Trid. synodus in sess. 24, cap. 18, jubens ut sex ad minus examinatores synodales quotannis in diœcesana synodo eligantur, voluit ut ii essent « magistri, seu doctores aut licentiati in theologia aut jure canonico vel alii clerici seu regulares qui ad id videbuntur magis idonei. » Jamvero Bened. XIV *De syn. diœc.* lib. 4, cap. 7, num. 4, perbelle docet Tridentinum desiderasse, « ut deputandi ad ejusmodi munus gradum aliquem in sacra theologia vel in jure canonico sint consecuti ; attamen arbitrio episcopi permittit etiam qui nullo gradu est condecoratus proponere : ex quo fit, ut etiamsi plures in diœcesi reperiantur doctoratus laurea insigniti, si nihilominus episcopus eos minus peritos existimet, poterit cum synodi approbatione aliis. . . examinatoris officium committere quod a sacra Congregatione decisum refert Fagnanus. » Cum igitur Tridentini patres voluerint examinatores synodales idoneos esse eligendos, et de canonicis cathedralis neque verbum neque volam habuerint, sed arbitrio episcopi reliquerint synodo proponere quos in Domino magis expedire judicaverit, inutiliter canonici ad consuetudinem confugerent, nam attenta personali idoneitate alias canonici ad hoc munus assumpti fuere ceu testantur diœcesanæ synodi Corneliæ ab anno 1564 et deinceps. Cæterum quod personalis idoneitas et non aliud requiratur ex eo colligitur quod antecessoribus demortuis examinatoris munus in successores non transit ceu definitum fuisse a S. C. in una *Toletana* anni 1594 testatur Garzia *De benef.* relata a Bened. XIV loc. cit. num. 5. Addit demum quod si prædicta consuetudo subsisteret, irrationabilis esset quia vergeret in animarum ruinam, impediret, nempe quominus episcopus ad parochos examinandos constitueret examinatores magis idoneos ; dum ob limitatum hodie capitularium numerum, haud facile est inter ipsos sex examinatores magis idoneos invenire.

Quibus utrinque perpensis sapientissimo EE. PP. judicio relinquuntur diluenda dubia :

I. An constet de jure episcopi visitandi capitulum auctoritate ordinaria, seu potius visitatio expleri debeat auctoritate apostolica atque delegata in vim concilii Tridentini in casu ?

II. An episcopus extra visitationem in criminalibus procedens contra aliquem de capitulo teneatur adjunctos canonicos adhibere in casu ?

III. An episcopus in sacra diœcesis visitatione teneatur binos convisitatores accipere nominatos e gremio ipsius capituli in casu ?

IV. An præfatum capitulum jus habeat conferendi dignitates, canonicatus, capellanias, aliaque officia ad capitulum pertinentia in casu ?

V. An canonici cathedralis, elapso anno habilitationis ad excipiendas fidelium confessiones, teneantur obtinere litteras patentes prorogationis facultatum, et exhibere quotannis episcopo testimonium octiduæ frequentatæ confessionis in casu ?

VI. An consuetudo servanda sit de sex canonicis ab episcopo proponendis inter examinatores prosynodales in casu ?

S. Congregatio censuit : *Dilata, etcoad juventur probationes tam super transitu capituli Bergomensis a forma regulari ad sæcularem, quam super authenticitate adsertæ bullæ Gregorii X.* Romæ, 20 julii 1878.

EXIL POLITIQUE.

Chanoines poursuivis pour cause politique et réfugiés dans les pays occupés par les carlistes. Rentrés en Espagne après l'amnistie, ils réclament les distributions quotidiennes pour le temps de l'absence. Décision de la S. Congrégation du Concile du 20 juillet 1878.

Deux chanoines espagnols, se voyant poursuivis par les révolutionnaires et menacés d'exil de la part du gouvernement, se réfugièrent dans les pays occupés par l'armée carliste. Après la fin de la guerre, ils entrèrent en France et y demeurèrent jusqu'à la proclamation de l'amnistie. Pendant leur absence le gouvernement retint les deux tiers de leur traitement, et alloua le surplus au chapitre pour les distributions et l'acquittement des charges affectées aux deux prébendes. Les chanoines dès leur retour, demandèrent au chapitre la somme payée par le gouvernement, en déduisant les charges. Mais le chapitre n'accueillit pas la demande, parce que la cause de l'absence ne lui fut communiquée ni officiellement ni officieusement; puis, parce que les deux chanoines sont demeurés volontairement absents plus d'un an après la fin de la guerre carliste.

La S. Congrégation a été priée de décider si les deux recourants ont droit au tiers de leur revenu pour tout le temps de leur absence; l'absence, ayant été involontaire, était légitime. Que la S. Congrégation décide que les deux chanoines ont droit aux distributions; et le chapitre s'empressera de les donner.

D'après les renseignements que Mgr l'évêque a fournis, ce n'est pas sans raison que les chanoines redoutèrent l'exil. L'un d'eux était déjà inscrit sur la liste : l'autre fut secrètement averti par un officier qu'il

serait incessamment condamné à la déportation. — Le prélat confirme que le chapitre remettra volontiers les distributions si la S. Congrégation décide que c'est permis.

Les saints canons admettent trois causes légitimes d'absence pour les chanoines : 1. La maladie. 2. Une nécessité corporelle juste et raisonnable. 3. L'utilité évidente de l'Eglise.

Les inimitiés et la crainte du gouvernement temporel sont rangées dans la seconde catégorie. La S. Congrégation a maintes fois accordé les distributions aux chanoines qui avaient pour ces motifs quitté leur résidence. La privation des distributions est une punition pour ceux qui négligent volontairement la résidence : mais il serait injuste de punir ceux qui sont dans l'impossibilité de résider.

On objecte que les deux chanoines auraient dû demander à l'évêque et au chapitre la permission de s'absenter; mais, d'après le concile de Trente, cette autorisation, nécessaire aux évêques et aux curés qui ont charge d'âmes, ne l'est pas pour des chanoines qui ont un motif légitime admis par le droit. Dans le cas actuel, le motif étant public, notoire, urgent, nul besoin d'obtenir l'autorisation ni de réserver les droits capitulaires par une protestation.

Après la proclamation de l'amnistie, les deux chanoines sont restés en France plus d'un an. C'eût été une folie de se fier à l'amnistie. Elle n'a pas empêché de déporter une foule de gens et des enfants eux-mêmes, exilés pour cause publique.

Décision. La S. Congrégation accorde les distributions aux chanoines pour tout le temps de leur absence, excepté les rétributions de messe et autres charges.

Palentina. Distributionum. Die 20 julii 1878.— Paucis ab hinc annis civili sæviente bello in Hispaniis canonici cathedralis ecclesiæ Palentinæ Cæcilius Aguado et Joseph Mate ad avertendas graves factiosorum minas qui dum effrenes tyranni sunt sese libertatis amatores esse jactitant vulgo liberali; necnon ad vitandum exilium quod jam ipsis impendebat ex parte gubernii, castra et dominia Caroli VII contenderunt. Confecto bello Gallicas petere regiones coacti sunt, ibique permansere usquedum obtento indulto in patriam remeare valuerint.

Interea gubernium dictos canonicos omnibus præbendarum suarum fructibus privavit soluta tantum tertia parte capitulo pro oneribus satisfaciendis, quotidianisque distributionibus solvendis. Portionem, quæ ex tertia fructuum parte supererat, deductis oneribus, inutili labore a capitulo dicti repetierunt canonici : quandoquidem duplici de ratione capitulum obsistebat 1. Quia absentiæ causa neque ex officio neque officiose eidem fuit patefacta; 2. Quia pro integro anno et ultra voluntarie absentes fuere cum, bello confecto, haud illico in Palentinam civitatem reversi fuerunt, sed a prima die januarii 1875 usque ad primam martii subsequentis anni extra residentiæ locum perduraverint.

Cum nimis ex capituli deliberatione semet pergravatos persensissent sub die 22 martii 1877 dicti canonici S. Ordinem adierunt declarari efflagitantes : An oratores jus habeant ad tertiam suæ præbendæ partem, oneribus sublevatis, toto suæ absentiæ, utpote invite atque proinde legitima ex causa provenientis tempore? adnotantes tamen in libello : 1. Quod capitulum libentiori animo propriam sententiam reformaret, si S. C. declaret reclamantes in præsenti casu quotidianas lucrari distributiones, 2. Si secus esset, ipsi omnem amitterent præbendam, nam partes a gubernio retentas recuperare non possent.

Remissis de more hisce precibus Palentino episcopo pro informatione et voto, hic datis litteris diei 30 aprilis 1877 retulit : « Canonici Matè et Aguado haud temere, ut mihi videtur, exilium metuebant; nam canonicus Aguado inscriptus erat inter exilio mulctatos, quod non fuit executioni demandatum, quia ipse a civitate absens erat. Canonicus Matè monitus fuit secreto a quodam præfecto militiæ ut se caveret a deportatione quæ ipsi imminebat. Ad exilium vitandum in territorium a militibus D. Caroli discesserunt... » Concludit tandem quod ipse rem ita componere studuerit, ut deducto stipendio pro missis et aliis oneribus, residuum oratoribus tribueretur; sed non omnibus capitularibus hoc placuit consilium; cæterum « Capitulum distributiones libenter illis tribueret, si id licere S. Congregatio declaraverit. »

Quibus habitis atque edito rescripto ut causa poneretur in folio, rem in hodiernis comitiis pertractandam duxi sub dubii formula in hujus libelli calce relata, nonnullis prius, uti moris est, utrinque in jure animadversis.

Præfatis canonicis quotidianarum distributionum lucrum denegandum suadet principium sæpius in jure firmatum, quo statuitur distributiones præsentibus atque interessentibus divinis officiis solum deberi. Celeberrimum hac de re est Bonifacii VIII decretum in cap. unic. de cleric. non resid. in 6 : « Statuimus ut distributiones ipsæ quotidianæ, in qui-« cumque rebus consistant, canonicis ac aliis beneficiatis « ecclesiarum ipsarum, qui eisdem adfuerint, tribuantur. » Quod Bonifacii VIII decretum in usum revocavit Tridentina synodus et observari mandavit non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus in cap. 12, sess. 24 de reform. Exinde et ex S. Ordinis constanti praxi, et ex unanimi doctorum sententia habetur distributiones clericis deberi ratione servitii, non autem respectu tituli, nec dari tamquam canonico sed tamquam inservienti divinis officiis. Bened. XIV, *Inst.* 107 n. 58, Piton. *Discept. eccles.* 1, num. 35. Rota decis. 689, n. 7, part. 3 rec. Atqui in facto est præfatos canonicos toto absentiæ tempore haud servitiam præstitisse ecclesiæ cui erant addicti. Ergo minime de quotidianis distributionibus participes fieri posse putarem.

Neque ab hac juris dispositione semet eximere valent prætextu legitimæ absentiæ causæ : 1. Quia et ipsa adstante quotidianæ distributiones haud lucrari posse videntur, quoniam pro earum lucro præcise interessentia cum actuali servitio requiritur, neque illæ causæ quæ a residentia excusant, pro distributionum lucro sufficiunt; De-Luca *Ad not. ad conc. Trid.* discept. 15, num. 3. Unde optime S. Congregatio agendo de canonico ob studiorum causa absente, decrevit eumdem quotidianas amittere distributiones, uti videre est in *Arianen.* 18 aug. 1731, *Nullius Farfen.* 20 dec. 1738 ad primum et secundum dub. *Camerinen.* 6 jul. 1726. 2. Quia adstante etiam canonica causa ad eas lucrandas, adhuc in themate deficeret licentia episcopi et capituli quæ necessario requiri videtur ad hoc ut absens ex legitima causa distributionum lucro frui valeat. Gloss. in cap. *Relatum V. Prælatorum* de cler. non. resid. Abb. in cap. *Inter quatuor*, n. 4, eod. tit. Felin. in cap. fin. lim. 6. de mag. Rot. decis. 468, n. 3. et decis. 608, n. 1, in fin. par. 1, recent. Adeo quod nec sufficiat quidem licentia tacita, sed debeat esse expressa. Add. ad Greg. decis 154, n. 8. Audiatur sane Pignatell. consult. 36, n. 2, tom. 3. « De justa vero causa est textus ad d. cap. un. de cleric. non resid. post med., ibi : « exceptis illis, quos infirmitas, seu justa et rationabilis corporis necessitas aut evidens ecclesiæ utilitas excusaret » quod in usum revocavit

Tridentinum dicta sess. 24, cap. 12, ac declaravit Sacra Congregatio Episcoporum in *Lancianem*. 4 april. 1607, inquiens, quod causa justa debet approbari non solum a capitulo, sed etiam ab ordinario. »

Inutile autem foret ad gratiam confugere ut prædicta emolumenta lucrari possent, quia princeps non rescribit in præjudicium tertii cap. *Dudum*, de privil. cap. *Quamvis* in fin. de rescript. in 6, firmantque Lambertin. *De jurepat.* lib. 2, p. 3, q. 9. Rebuff. in reg. de non toll. gloss. 6, n. 11, seqq. De præjudicio autem constat nedum respectu ecclesiæ quæ privatur quorumdam servitio, sed etiam respectu aliorum participantium quibus de jure dictæ distributiones accrescere deberent. Gloss. in Clem. 2. ut pars dimidia de ætat. et qual. S. Concil. Trid. sess 21, cap. 3, de reform. *Pignatell.* consult. 134, n. 7, tom. 1.

Verum etsi in perdita hypothesi statui velit quod tempus urgeret, nec poterat hæc dispensatio impetrari, hoc tamen valere posset pro tempore quo abfuerunt sæviente bello, non vero tempore posteriori. Cum enim jam indultum a gubernio promulgatum fuerit, optime valuissent Palentiam venire. Hoc autem cum non peregissent, dicendum saltem pro eo tempore legitima causa destitutos extra residentiam mansisse, proindeque haud pro dicto tempore de distributionibus quotidianis participes fieri posse arbitrarer.

Contra sed vero animadvertendum occurrit tres dari in jure causas, quibus extantibus non modo absentes lucrantur suæ præbendæ fructus, sed et distributiones quotidianas. Quas causas recenset ipsemet Bonifacius VIII in decreto superius citato, suntque infirmitas, justa et rationabilis corporis necessitas, et evidens Ecclesiæ utilitas. Inter porro causam rationabilis corporis necessitatis et illam recenseri de qua in themate agitur, haud in dubium revocari posse censerem exemplo ducto a S. Ordine qui in *Fundana* dici 3 julii 1734, et in *Carpen* 17 sept. 1616 tenuit canonico absenti ex causa inimicitiarum, vel propter metum principis temporalis utpote « absenti ex justa causa » deberi distributiones quotidianas et fructus ad normam absentium ex causa infirmitatis. Et optimo sane jure. Mens enim pontificis, ut optime perpendit Rota cor. Molines dec. 808, n. 8, seqq. in dicto capite unico « fuit excludere ab istis distributionibus negligentes vel contemnentes residere, non autem impotentes, et impotentia dicitur quando absentia non est voluntaria, sed ab aliquo facto causatur ita ut non stet per beneficiatum quominus resideat. »

Quin juvari valeant capitulares defectu sive licentiæ, quæ ab episcopo et capitulo petenda erat ut distributionibus frui possent, vel saltem protestationis antea faciendæ, uti tradunt. Prætermisso, quod in re multæ prudentiæ caute agendum erat, et quod, ut oratores exponunt, erat res in civitate adeo pervulgata, et omnibus nota, huic difficultati tamen occurrit Pignatell. loc. cit. n. 4 : « Verum quoad licentiam obtinendam ab episcopo et capitulo requisitam ex d. cap. *Relatum*, de cler. non resid. atque ex concilio Tridentino cap. 1. sess. 23, de reform. dicendum est solum esse necessarium in episcopis et curatis, non autem canonicis non exercentibus curam animarum, sed habentibus legitimam absentiæ causam de jure permissam ex Barthol. de S. Faust. *De hor. canon.* lib. 3, quæst. 9. Ricc. in *Collectan.* decis. 2437, par. 6, et pluribus aliis tradit Barbos. *De canon. et dignit.* cap. 4, sub n. 26... Quare, ut distributiones quotidianæ debeantur canonico absenti ex justa causa, satis est quod faciat suas protestationes, saltem si causa non est notoria, secus autem quando est notoria. Rota apud Farinac. part. 2, tom. 1, decis. 244, n. 1. »

Minusque juvari possunt capitulares altera objectione ex eo petita quod ipsi post promulgationem indulti in Gallia ultra annum remansere ad denegandum iisdem saltem pro eo tempore distributionum lucrum. Illi enim indulto illico fidem præstare stultum indubitanter fuisset. Vidimus enim quot vexationibus, quot injuriis et pœnis afflictati fuerint, qui facile tantæ clementiæ fidem habuerunt. Vidimus quod indulti promulgatione minime obstante et feminæ et ipsi pueri ob causam, ut aiunt politicam, deportationi fuerint subjecti. Quid autem expectare debuerint præfati canonici, qui Caroli VII castra petierunt si illico Palentiam advolassent facillime EE. VV. coarguere valent.

Hisce igitur æqua lance libratis rogantur EE. PP. pro sucta prudentia, et in juris canonici peritia enodare dubium :

An et quomodo jus competat absentibus canonicis participandi distributionibus in casu.

S. Congregatio respondendum censuit :

Affirmative pro toto absentiæ tempore, deductis expensis pro stipendiis missarum, aliisque oneribus. Romæ, 20 julii 1878.

IRRÉGULARITÉ

Apoplexie. Paralysie de la main droite. Nécessité de prendre un prêtre assistant pour la messe. Indult accordé à un curé du diocèse de Rovigo. Décision du 4 mai 1878.

Le curé de Gavazzano, diocèse de Rovigo, a eu une attaque d'apoplexie qui le prive de l'usage de la main droite. Il demande l'autorisation de se servir de la main gauche dans toutes les cérémonies qu'il lui est impossible de faire autrement. Il espère recouvrer avec le temps un peu de vigueur dans la partie frappée. Mgr l'évêque accompagne de ses instances personnelles la demande du recourant. Le maître des cérémonies atteste que, bien que le digne curé ne puisse faire toutes les cérémonies de la messe, il y supplée en employant la main gauche. Il a besoin d'un prêtre assistant, particulièrement pour la communion du calice, parce qu'il faut tenir la patène sous le calice.

Décision. La S. Congrégation du Concile est d'avis de donner l'indult *ad triennium*, supposé que la maladie ne s'aggrave pas. Le curé devra se faire assister d'un prêtre. Rome, 4 mai 1878.

Adrien. Dispensationis ab irregularitate. Die 4 maii 1878. Petrus Baldo, sacerdos et parochus loci Gavazzano Adriensis diœcesis, apopletico morbo correptus usu manus dexteræ ita impeditus fuit ut sacras missæ cæremonias cum ipsa peragendas diligenter explere nequeat, etsi omnes sacrificii actiones commode sinistra peragere valeat.

Hoc itaque infortunio percussus sacratissimum principem humiliter exoravit « che gli sia benignamente concesso di supplire colla sinistra a tutti quegli atti pei quali mal si apprestereble la destra ; e ciò almeno precariamente in quantoché spera che col progredire del tempo gli sia pur dato di acquistare maggior vigoria nella parte lesa ».

Adriensis episcopus in supplici libello pro parocho oblato precibus oratoris suas addere non dubitavit.

His acceptis die 30 maii 1877 rescripsi : Eidem episcopo qui prævio experimento cæremoniarum magistri referat, an sacerdos de quo in precibus missæ actiones rite explere queat, ac transmisso medici testimonio significet, an idem sacerdos in dextero brachio convalescere ulterius valeat.

Verumtatem sede episcopali vacata datis mandatis obtemperatum fuit a vicario capitulari, qui transmissis tum medici tum cæremoniarum magistri documentis (de quibus inferius) addidit in suis literis diei 17 decembris 1877 quod Petrus

Baldo « deficiente usu perfecto brachii dexteri, celebrationem quatuor jam abhinc mensibus circiter cum adsistentia sacerdotis peragit. »

Quibus acceptis rescriptum dedi *Per summaria precum*. Præstat itaque aliquid pro uci muneris ratione innuere.

Dispensatio ab irregularitatis defectu largienda non est, ubi sacræ cæremoniæ fieri non valent absque irreverentia rei sacræ et scandalo vel admiratione fidelium. Hac de re S. Ordo sæpe gratiam denegavit, aut tantum in sacello privato, vel hora qua minus frequens concursus populi foret, celebrare permisit ut in *Abellinen.* irregularit. 28 julii 1770 confirmata 4 maii 1771 et in *Geruntina* 28 maii 1788. Atqui vix legenti attestationem magistri cæremoniarum patet ex tali dispensatione et oriri populi admirationem sacrasque aspernari cæremonias. « Ex prævio experimento... testor Petrum Baldo, deficiente usu perfecto brachii dexteri omnes missæ actiones rite explere nequire: id tamen præstare posset adjuvante ipsum brachium et supplente manu sinistra, adhibito quoque ad supponendam calici patenam in sumptione sanguinis ministro, quem sacerdotem assistentem aliunde ipsa cautela poscit. » Ergo petita gratia deneganda videretur.

Verumtamen cum agatur de jam promoto, et non promovendo, et cum absque culpa irregularis evaserit facilius tunc solet hæc S. C. dispensare uti docent *Comen.* irreg. 6 maii 1775 et 11 julii 1776. *Baionen.* 20 martii 1824. *Astoricen.* dispensationis ab irregularitate 27 februarii 1869 inter *Summ. prec.* relata, aliæque quamplurimæ, præcise vero dispensationem fuisse concessam cuidam regulari, cui ob morbum manus erat impedita, ut celebrare posset cum alterius sacerdotis assistentia referunt Henriquez, lib. 14, cap. 8, num. 4, lib. 9, Leander. *Oper. Moral.* part. 5, tract. 2, de irregul. quæst. 89, qui ulterius quæst. 90 subdit posse a S. pontifice dispensari cum sacerdote utraque manu carente, ita tamen ut per manum alterius sacerdotis hostiam elevet, frangat, et sumat. In una *Consentina* agebatur de sacerdote, qui brachii dextri flexibilitatem amiserat, ita ut nec illud elevare posset, nec se signo crucis signare nisi intercedente distantia unius circiter palmi a fronte, a pectore, ab utroque humero, et ab ore, nec in celebratione missæ sacram hostiam, et sanguinem sumere poterat, nisi ope brachii, et manus sinistræ, licet cæteras missæ cæremonias rite adimpleret. Propositis tamen dubiis : I. An sacerdos sit irregularis. II An eidem sit concedenda dispensatio, ut missam celebrare possit in casu. » S. Congregratio die 13 julii 1725 respondit : « Ad I. *Affirmative.* Ad II. *Arbritrio novi archiepiscopi.* Similis quoque dispensatio in similibus fere casibus concessa fuit in *Placentina* relat. die 1 februarii 1766, et in *Lunen-Sarzanen.* 19 decembris 1769, et in cit. *Acen.* In *Goritien.* dispensationis ab irregularitate diei 17 januarii 1872 inter supplices libellos relata cum petita esset facultas a sacerdote Joanne Cerù apopletico morbo correpto sinistra manu exequendi omnes sacrificii actiones quas dextera perficere non valebat, responsum fuit : « *Pro gratia dispensationis et rehabilitationis arbitrio et conscientiæ archiepiscopi dummodo celebret cum adsistentia alterius sacerdotis ad triennium et quatenus interea morbus non ingravescat, facto verbo cum SSmo.* Quibus ponderatis perfacile dignosci valet oratori petitam gratiam non esse denegandam. Maxime vero quia teste episcopo eamdem parochus expetit « a proprio spirituale conforto e dei fedeli alle sue cure affidati » quo in casu utilitatis Ecclesiæ facilius rigor canonum remittitur, uti docet *Florent.* 19 aprilis 1823, *Hydrunt.* 21 februarii 1824, et quia impedimentum haud videtur esse perpetuum, cum spes effulgeat progressu temporis oratorem posse recuperare salutem ceu ex medici testimonio constat — ibi — « in progresso di tempo potrà ristabilirsi nel suo destro braccio. »

Quibus breviter perpensis videant EE. W. quonam responso oratoris preces sint dimittendæ.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii censuit rescribendum : « Prævia « absolutione quoad præteritum, pro gratia dispensationis et « rehabitationis, arbitrio et conscientiæ episcopi, dummodo « celebret cum adsistentia alterius sacerdotis ad triennium, « et quatenus interea morbus non ingravescat, facto verbo « cum SSmo. Romæ, 4 maii 1878. »

ANNATE

Fabrique de la cathédrale. La bulle de Benoît XIII ordonne que la moitié du revenu de l'année qui suit l'installation des chanoines appartienne à la fabrique. Les distributions sont-elles comprises? Décision de la S. Congrégation du Concile du 20 juillet 1878.

Benoît XIII, par la bulle *Pius et misericors*, a prescrit que les chanoines remettent à la fabrique de la cathédrale la mi-annate, c'est-à-dire la moitié de la première année du revenu. Les distributions quotidiennes sont-elles comprises dans cette contribution ? La question est examinée dans l'affaire suivante, que la S. Congrégation du Concile a traitée le 20 juillet 1878.

La constitution de Benoît XIII n'est pas une loi générale, car elle concerne seulement les diocèses d'Italie.

Æsina. Mediæ annatæ. Die 20 julii 1878. Controversia isthæc, cujus facti speciem habent EE. VV. in folio pro congregatione diei 2 septembris anni 1876 proposita fuit sub dubiorum formula : « I. An inter beneficii reditus computandæ sint distributiones chorales, etsi a præbenda non distinctæ in casu. II. An et quæ onera etiam de facto existentia detrahenda sint in solutione mediæ annatæ in casu, » et E E. VV. respondere censuerunt : *Dilata.* Postquam autem in causæ repropositione, quæ accidit die 3 martii elapsi jam anni ob causarum gravitatem rescripto : *Non proposita*, dimissa fuit, in insequenti congregratione diei 21 aprilis iterum comperendinata venit rescripto : *Dilata.*

Hoc accepto responso ut posset tuto incedi pede hac in definienda controversia episcopo scribere mandavi ut referret an in præteritum pro solutione mediæ annatæ super beneficiis et canonicatibus cathedralis inter beneficii aut canonicatus reditus computari consueverint distributiones chorales tametsi a præbenda non distinctæ. Qui acceptis morem gerens præceptis retulit : « In basim famigeratæ constitutionis Benedicti XIII, quæ incipit : *Pius et misericors*, media annata persolvenda a est a canonicatibus et beneficiis, cujuscumque valoris existant. Ideoque et ut non imminuatur providentia pontificis favore cathedralium, et quia raro mediæ annatæ verificetur exactio, ex eo quod raro etiam expeditiones ab episcopis fiunt ; hinc factum est, ut exactio perficiatur super integros medios fructus primi anni sine detractione distributionum, quæ penes nos a præbendis non sunt distinctæ sed tantum onera per administrationem persoluta detrahuntur, ita ut provisus eodem in statu se habeat ac si provisionem post sex menses haberet, et per antea tamquam administrator agnoscatur. Hoc cautum fuit ut providentia pontificis pro cathedrali conservetur, ut in defectu ejusdem omni dote carente prospiciatur. » Quibus habitis causam hodiernis in comitiis reproponendam duxi nonnulla addendo disputatis in folio pro

congregatione septembris 1876 distributo, et ex sucta benignitate resumendo.

Et ad primum dubium quod attinet observandum venit distributiones quotidianas nomine fructuum stricto sensu non venire, cap. *Licet*, de præb. licet de fructibus persolvantur Achil. decis. 8, num. 2 de pension. Atqui media annata ex fructibus beneficii solvenda esse videtur. Audiatur sane Rota coram Mazanedo decis. 842, num. 2 :

« Media annata debet solvi ex fructibus, seu reditibus beneficii, ut clare dicunt verba rescripti, et dispositum est etiam de jure, ut tradunt Coras, *De benef.* p. 4, c. 4, num. 14. Monet. *De distrib. quotid.* p. 3, q. 9, num. 27. Burs. cons. 126, num. 83, lib. 2. » In computatione ergo solutionis mediæ annatæ distributiones detrahendæ viderentur.

Quam conclusionem magis atque magis obtinere arbitrarer exemplo ducto ex stylo Datariæ apostolicæ, ubi in solutione annatæ distributiones quotidianæ haud computari solent. Et si universi beneficii fructus in solis distributionibus consisterent, annatæ solutio cessaret ad tradita per Pitonium in Addit. 18 ad *Discept. eccl.* n. 15 : « Si universi fructus beneficii consisterent in solis distributionibus . . . cessaret solutio annatæ, ut observant Monet. *De distrib.* quæst. 9, num, 25 et 29. Gonzal. ad reg. 8 Canc. § 7 proœm. num 166 et seqq. Paris. de resignat. lib. 10, quæst. 2, num. 63. » Exinde cum major pro ecclesia cathedrali, quam pro Sede apostolica militare non debeat ratio et favor, dicendum videretur quod inter beneficii reditus pro solutione mediæ annatæ computandæ non essent distributiones quotidianæ, etsi a præbenda non distinctæ.

Ex adverso vero perpendi potest quod tanta fuit sollicitudo Benedicti XIII consulendi ecclesiarum tam cathedralium quam collegiatarum restaurationi, ut voluerit tantum excipere a dicta solutione parochialia beneficia annuum valorem centum scutatorum non excedentia computatis incertis, quæ titulo parochiali tantum obveniant, Si igitur computanda esse edixit in beneficiis parochialibus emolumenta etiam incerta, a fortiori dici posse videretur quod laudatus pontifex in choralibus beneficiis voluerit distributiones comprehendere. Maxime quia ad ecclesiæ manutentionem de jure tenentur canonici ex distributionibus contribuere. Frances. *de eccl. cathed.* cap. 13, num. 42. Rot. in *Cadicen.* distribut. 21 octob. 1577 relat. in part. 2 rec. decis. 325. Unde optime Rota coram Mazanedo loc. cit. num. 14 : « Non obstat quod reditus hujus clericatus consistant in fructibus, qui solum debentur præsentibus et interessentibus, et sic assimilentur distributionibus quotidianis ut per Riccium cum isti reditus pro rata remanere deberent ratione mediæ annatæ penes sacristiam. » Et S. C. in *Realina* mediæ annatæ diei 12 maii 1770 ad 2 dub. tenuit canonicos, beneficiatos et clericos beneficiatos ejusdem ecclesiæ, nullam licet habentes propriam præbendam, nullosque reditus peculiares, sed quotidianas tantum lucrantes distributiones in futurum teneri ad mediæ annatæ solutionem ad formam Benedictinæ constitutionis. Proposito sane secundo dubio : « An ad solutiones ejusdem mediæ annatæ in futurum teneantur canonici, beneficiati et clerici beneficiati ejusdem ecclesiæ cathedralis in casu? responsum prodiit : Ad II. *Affirmative ad formam constitutionis Benedictinæ et amplius.* Quæ porro quæstio cum fuisset die 10 maii 1789 reagitata sub dubio : « An sit standum vel recedendum a decisis sub die 12 maii 1770 quoad secundum dubium? » consultissimo fuit dimissa responso : *In decisis et amplius.*

Nec alia hac super re deesse videntur exempla ceu legitur in cit. Reat .de anno 1770, § *Circa*, ubi ex officio præ ceteris animadvertebatur : « In *Camerinen.* et Anagnina mediæ annatæ 2 maii 1733 contendebant canonici et beneficiati collegiatæ ecclesiæ terræ Apiri sub diœcesi Camerinen. existentis, se minime in dicta constitutione comprehendi, tum quia reditus, qui ab iis percipiebantur, in distributionibus tantum consistebant, tum etiam quia reparationi ecclesiæ satis prospectum fuerat, quemadmodum episcopus et vicarius foraneus testabantur. Idipsum quoque iisdem innixi rationibus contendebant canonici et beneficiati cathedralis Anagninæ ; sed nihilominus Sacra Congregatio ad solutionem mediæ annatæ utrosque censuit adigendos, ut habetur in Thesaur. resol. tom. 6. » Quibus igitur attentis videretur quod distributiones chorales etsi a præbenda non distinctæ computandæ forent in mediæ annatæ solutione.

Neque regeras ex Reatina citata deprehendi quod olim beneficiati specialibus gaudebant præbendis, quæ in posterum in quotidianas distributiones conversæ fuerunt. Reat. cit. anno 1770, § *Neque.* Siquidem in facto est quod tempore motæ litis de distributionibus quotidianis sermo erat, et de iis sacer Ordo præcepit solutionem faciendam esse ad formam Benedictinæ constitutionis, quin aliqua fieret pro distributionibus quotidianis detractio in computatione peragendæ solutionis.

Multoque minus apostolicæ Datariæ stylus circa annatæ solutionem officere videtur. Inter annatæ enim et mediæ annatæ solutionem maxima videtur discrepantia vigere, ut observat Lotter. *De re benef.* lib. 3, quæst. 20, n. 1. Quæ porro discrepantia ictu oculi clarescere videtur, si observare placeat primo quod annata non solvitur, nisi de beneficiis annuum superantibus valorem 24 ducatorum aureorum, quos vocant de Camera. Devoti, *Instit can.* lib. 1, tit. 5, sec. 3, § 41, et contra ad solutionem mediæ annatæ tenetur beneficia cujuscumque valoris existant. Bened. XIII constit. cit. Secundo si paru per attendas quod mediæ annatæ solutio fit pro cathedralium et collegiatarum restauratione, dum e contra annata solvitur pontifici loco decimarum. Fagnan. in cap. *Præterea*, tit. Ne prælati vices suas, num. 18, et 25. Piton. in Addit. ad *Discept.* 18, n. 4. Rigant. in Reg. 5 cancell. 71 et 91 ad num. exemplum legis veteris, qua levitæ summo sacerdoti decimas decimarum solvere jubebantur. Num 18 ; idque ut consulere possit decenti tuitioni sui, et in obsequium primatus, quem habet in universa Ecclesia. Pallavic. Hist. concil. Trid. lib. 2 cap. 8, num. 4. D. Thom. 2, 2 q. 87, a. 4. Baron. ad an. 1156, num. 19, pag. 105, tom. 19. Ed. Lucæ.

Quæ porro discrepantia magis atque magis elucescit si perpendas quod talis objectio producta fuit ab episcopo in *Realina ann.* 1770 superius citata, § *Hæc*, ubi habetur : « Hac de causa (nempe quia reditus omnes beneficiatorum in quotidianas distributiones redacti fuere) capitulum exemptum fuit ab onere solvendi mediam annatam Datariæ apostolicæ in collatione beneficiorum, » et tamen S. C. tenuit ad formam Benedictinæ constitutionis ab iis beneficiatis esse solvendum.

Ad secundum dubium deveniens tantum referre duxi, quæ adnotat De Albertis *De sacris utensilibus*, cap. 12, num. 314 : « Et quoniam sermo incidit de media annata hic addere juvat quod ante solutionem illius detrahenda sunt onera omnia certa et realia, inter quæ veniunt etiam expensæ pro utensilibus quemadmodum habemus ex resolutione S. Congr. Concilii excerpta ab appendice synodi Septempedanæ episcopi Pieragostini ex prænobili Camerini familia, pag. 113, his verbis concepta :

« *Maceraten. Mediæ annatæ.* Cum hæc S. Congr. die 17 junii 1727 in *Tudertina* declaraverit mediam annatam præscriptam in Romano concilio favore fabricæ cathedralis deberi ex fructibus percipiendis post adeptam possessionem, detractis oneribus, nempe solutionibus pensionum, livellorum, collectarum cameralium et etiam missarum juxta legem fundationis beneficii celebrandarum, Bernardinus Tozzi, prior sanctæ Mariæ de Porta, supplicat pro declaratione, an inter dicta onera detrahenda comprehensæ sint expensæ, quas annuatim subire tenetur

pro manutentione ecclesiæ sacrarii, domorum prioralium; et an fructus nonnullarum capellarum cum onere missarum, dicto prioratui annexarum utpote laicalium et collectis cameralibus subjectarum, debeant comprehendi inter fructus dicti prioratus; ita ut sint computandi in media annata ? Die 28 januarii 1730 Sacra Congregatio Emorum S. R. E. cardinalium concilii Tridentini interpretum, attenta relatione episcopi Maceratensis censuit mediam annatam deberi etiam ex fructibus legatorum piorum cum onere missarum, dummodo legata sint unita prioratui, detractis tamen prius oneribus missarum et expensis pro manutentione ecclesiæ, sacrarii et domorum. » Et consonat altera resolutio ipsiusmet Sacræ Congregationis *Tiburtina* mediæ annatæ 4 maii 1754, in qua decretum fuit : Mediam annatam esse solvendam ex fructibus percipiendis, deductis oneribus fixis et realibus, non vero personalibus, ut patet in *Thesaur. resolut.* tom. 18, pag. 29 et 32. »

Hisce igitur attentis aliisque in præterito folio deductis EE. PP. enodare deprecantur dubia :

I. An inter beneficii reditus computandæ sint distributiones chorales etsi a præbenda non distinctæ in casu ?

II. An et quæ onera etiam de facto existentia detrahenda sint in solutione mediæ annatæ in casu ?

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit :

Ad I. *Affirmative, et amplius.*

Ad II. *Detrahenda esse onera fixa, et realia, non vero personalia, et amplius, et scribatur episcopo ad mentem.*

Romæ, 20 julii 1878.

DECRETS INEDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1).

(Suite.)

Chartreux. Deux ans de noviciat. — Cisterciens. Belgique. Paroisses. — Procès caméral. — Bénédictins. — Espagne. Couvents de religieuses placés sous la juridiction des ordinaires. — Bénédictins. Ordination. Consécration des calices. — Franciscains. Chapitre général. — Bénédictins de France. Erection canonique du monastère de Ligugé. — Division des provinces des réguliers. — Définiteurs généraux de l'ordre franciscain. — Créance portant intérêt. — Capucins. Fondation canonique du couvent de Périgueux. — Pensionnat. Augustins. — Bénédictins du Brésil. — Clarisses de Naples. Confesseurs. — Circulaire. Couvents de Pologne et de Russie. — Chartreux. Clôture. — Religieux allant à Rome sans permission. Censures. — Franciscains de Croatie et de Carniole. — Capucins. Couvent de Toulouse. — Bénédictins de Bavière. — Profession solennelle. Dispense refusée. — Instruction publique. Conventuels. — Belgique. Union de monastère bénédictin à la province de Subiac. — Mexique. Vente des biens des couvents. — Mercédistes de Cordova. Aliénation. — Minimes de Marseille. — Trappistes. Dispense des vœux. — Trappistes. Départ arbitraire. — Dominicains. Chapitre provincial. — Bénédictins de France. Union à la province de Subiac.

1881. Super novitiatu.

Cardinali secretario status. — Nella udienza del giorno 2 del corrente mese, fu umiliata relazione alla S. di N. S. della istanza che il P. priore della Certosa di Firenze presentava alla S. Sede, per mezzo di quella nunziatura ad effetto di poter ammettere alla solenne professione religiosa tre giovan novij, sebbene i medesimi non abbiano ancora esaurito il tempo di prova stabilito dall'ultimo capitolo generale del succennato ordine.

S. Santità per altro, inteso il voto della religione, non ha creduto espediente concedere l'implorata dispensa per il residuo di tempo di prova, che viene prescritto in una delle ordinazioni emanate dall'ultimo capitolo generale ed approvate dalla S. Sede, affine di avere maggiori e più sicure prove della vocazione de' giovani novizj.

Romæ, 5 decembris 1855.

1882. Cisterciensium belgii.

Cardinali archiepiscopo Mechlinen. — Non latet eminentiam tuam a monachis Cisterciensibus abbatiæ B. M. V. loci S. Bernardi in Bornhem dubium, quod transcribitur huic S. C. negotiis EE. et RR. propositum fuisse; scilicet : An abbatia B. M. V. loci S. Bernardi Cisterciensis ordinis jus præsentandi monachos ad parœcias Lapellen et Lænout in Mechlinensi diœcesi sitas, quod a pluribus sæculis pacifice possederat, post concordatum anni 1801, aut bullas illud concomitantes amiserit, an autem etiamnum hæc jura conservet? Ad idem dubium, uti par erat, rite dirimendum, Emi Patres Cardinales hujus S. Consilii rem sedulo diligenterque perpenderunt, audita relatione a te transmissa, et rationibus a Cisterciensibus deductis. Quibus præhabitis, in generali conventu habito in palatio apostolico Vaticano, die 14 decembris elapsi anni 1855, referente Emo Brunelli, ad propositum dubium rescripserunt : *Affirmative ad primam partem; negative ad secundam.* Et quidem hanc resolutionem ad Em. tuam communicandam voluerunt, pro certo habentes benevolentiam tuam ob motam quæstionem minime imminutam esse erga Cisterciensium ordinem, qui a priscis temporibus semper spectabilis, deque catholica religione optime meritus fuit. Hæc significanda erant E. T. cui manus humillime osculor.

Romæ, 7 januarii 1856.

1883. Super processu camerali.

Vigore specialium facultatum S. C. facultatem benigne tribuit abbati ordinariæ SSmo Trinitatis Caven conficiendi processum, ut ajunt cameralem, cum summaria descriptione criminum et sufficiente defensione, ac omissis aliis solemnitatibus, una cum quatuor senioribus monachis seligendis ex

(1) Voir la livraison cinquante-deuxième.

(1881). *Chartreux. Deux ans de noviciat.* Plusieurs années avant la publication du décret qui oblige les religieux d'émettre des vœux simples pendant trois ans, avant la profession solennelle, plusieurs instituts reconnurent la nécessité de prolonger le noviciat. Le chapitre général des Chartreux fit un statut qui prescrivit deux années de noviciat, sous peine de nullité de la profession. Le Saint-Siége confirma ce statut. Voici ce que la S. Congrégation des évêques et réguliers écrit au cardinal secrétaire d'Etat : « On a référé au Saint-Père dans l'audience du 2 courant la demande que fait le prieur de la Chartreuse de Florence par l'entremise de l'internonce, pour être autorisée à recevoir à la profession religieuse trois jeunes novices qui n'ont pas encore terminé le temps d'épreuve que le dernier chapitre général a ordonné. Le Saint-Père n'a pas cru utile d'accorder la dispense du reste du noviciat, car il importe d'avoir des preuves plus grandes et plus sûres de la vocation des novices. Rome, 5 décembre 1855. »

(1882) *Cisterciens. Belgique. Paroisses.* Les cisterciens de Bornhen avaient jadis quelques paroisses desservies par des religieux qui étaient nommés par la communauté. Le concordat de 1801 et la bulle de confirmation ayant aboli les églises de France et de Belgique, ainsi que tous leurs priviléges et prérogatives, et tout leur ancien état, on s'est demandé si le monastère conservait le droit dont elle était en possession depuis plusieurs siècles ? La S. Congrégation décide que le droit en question est perdu. Rome, 7 janvier 1856.

(1883). *Procès caméral.* Nous avons plusieurs fois eu l'occasion de faire connaître la nature de la procédure extrajudiciaire que les supérieurs réguliers emploient quelquefois contre les religieux dont l'expulsion est reconnue nécessaire. Le présent indult autorise l'abbé du monastère Bénédictin de la Cava, dans le royaume de Naples, à dresser cette enquête, en se faisant assister de quatre autres moines, pour expulser deux religieux incorrigibles. Rome, 29 janvier 1856.

abbatibus, prioribus et decanis monasterii Caven. vel monasterii S. Severini ; sive ab utroque, prout ipse abbas existimaverit procedendi ad sententiam expulsionis duorum monachorum de quibus in precibus, si ita in Domino judicaverint.

Romæ, 29 januarii 1856.

1884. Ordinis s. benedicti.

Archiepiscopo Senonensi. — Superior monasterii S. Mariæ de la *Pierre-qui-vire*, in ista diœcesi positi, ab hac S. Congregatione postulavit approbationem constitutionum peculiarium instituti nuper erecti sub titulo regularium S. Benedicti, in quo ferventius mortificationi et animarum saluti religiosi vacarent. Sacra hæc Congregatio, antequam aliquid super hoc negotio decernat, opportunum duxit amplitudini tuæ committere, ut referas de origine, et progressu enunciati instituti, de ædibus in quibus religiosi inhabitant, an etiam in aliis diœcesibus monasteria habeant, de eorum numero, vitæ ratione, qualitate votorum, de cibis quibus utuntur, de mediis subsistentiæ, nec non a quo et quando constitutiones efformatæ fuerint, an usu et experientia comprobatæ reperiantur, super quibus omnibus eadem amplitudo sententiam aperiat.

Romæ, 4 martii 1856.

1885. Super rebus hispaniæ epistola circularis.

Peculiaribus inspectis circumstantiis in quibus monasteria sanctimonialium virginum superioribus regularibus subjecta, nec non religiosi viri a claustris ejecti in Hispanica ditione in præsens reperiuntur, SSmus D. N. existimavit eis speciali apostolicæ Sedis providentia consulendum esse. Idcirco Sanctitas Sua prædicta monasteria sanctimonialium virginum, quæ præsidibus regularibus subsunt ac insuper præfatos religiosos viros extra claustra degentes in Hispaniarum regno, jurisdictioni antistitum, seu ordinariorum locorum in quibus eadem monasteria respective reperiuntur, et memorati religiosi commorantur, apostolica auctoritate ad annum a die proximi futuri mensis martii computandum, nisi interim a S. Sede aliter provideatur, subjecti et subjecta et subjectos esse decernit : quin tamen impediantur, quominus enunciati religiosi viri libere confugere possint ad suos præsides seu superiores regulares, quibus quando agitur de rebus conscientiam respicientibus quæ ad votorum observantiam et ad obligationes a religiosa professione promanantes referantur: quod vero spectat ad monasteria, de quibus agitur, S. S. declarat admodum congruum et expediens esse, ut ordinarii in deputandis eorumdem monasteriorum vicariis, confessariis, moderatoribus, deligant religiosos ejusdem ordinis, quatenus illi scientia, vitæ probitate, prudentia, cæterisque qualitatibus ad eadem respectiva officia rite obeunda necessariis præditi reperiantur. Hæc quidem ex S. S. mandato communicamus ut delegata superius jurisdictione pro ea, qua præstas prudentia in ista diœcesi utaris, facta tamen in singulis actis expressa mentione hujus specialis apostolicæ delegationis. Teque simul monitum volumus ut si in earumdem facultatum usu dubitatio, vel difficultas exoriatur, eam ad eamdem S. C. negociis etc. præpositam solvendam proponas.

Romæ, 20 februarii 1856.

1886. De usu pontificalium.

Abbati Ordinis S. Benedicti Catanlæ. — È stato riferito alla Santità di N. S. l'equivoco avvenuto nel credersi V. P. abilitata a conferire in genere gli ordini minori a' suoi chierici professi ed a consagrare i calici e le patene, mentre nel rescritto di questa S. C. la prima facoltà si limitava a due soli chierici e si escludeva la seconda. Il S. Padre penetrato dalle circostanze del fatto, mentre a cautela assolve e dispensa V. P. da qualunque censura e pena ecclesiastica che avesse potuto incorrere e contrarre, per aver Ella conferito gli ordini minori ad un terzo chierico, e per aver consagrati due calici con due patene, l'autorizza nuovamente a conferire al chierico medesimo gli ordini minori, dandole a tal effetto tutte le opportune e necessarie facoltà, ed ha concessa una benigna sanatoria sulle consecrazioni di calici e patene. A togliere per altro ogni motivo di ammirazione, è opportuno ch'Ella proceda alla ordinazione colla possibile riserva e cautela.

Romæ, martii 1856.

1887. Super capitulo generali.

Generali Observantium. — La Santita di N. S. nello speciale interesse da cui è animata pel capitolo generale di cotesto ordine, il quale deve in breve celebrarsi, ha creduto nella sua alta sapienza deputare una speciale commissione, la quale mossa da vero spirito di bene per l'ordine medesimo, si occupi senza dilazione e con tutto l'impegno sotto la presidenza di V. P. Rma degli oggetti che in appresso saranno indicati. Si è degnata pertanto nominare per la sudetta commissione gl'infrascritti religiosi. La V. P. Rma; 2. il R. P. Fulgentio da Torino, procuratore degli osservanti; 3° P. Venanzio da Celano, procuratore de' riformati; 4° P. Luigi da Lucca, definitore generale degli Osservanti; 5° il P. Giuseppe da Vallepietra provinciale della provincia romana, osservante ; 6° il P. Giuseppe da Velletri, ex-provinciale della sudetta provincia ; 7° P. Salvatore da Roma, provinciale della provincia romana riformata. Tale commissione è incaricata 1° di rivedere e proporre le modificazioni che si credono introdurre alle costituzioni ; 2° di presentare le opportune osservazioni sul piano degli studii da adottarsi definitivamente; 3° di proporre le questioni di massima che si volessero presentare al capitolo. E mente poi del S. Padre che la commissione medesima rediga una

(1884). *Bénédictins.* Le supérieur du monastère de la Pierre-qui-Vire ayant demandé l'approbation de ses constitutions, la S. Congrégation demande des renseignements à Mgr l'archevêque de Sens sur l'origine de l'institut, son état actuel, le nombre de religieux, le genre de vie, l'abstinence, les moyens d'existence, etc. Rome, 4 mars 1856.

(1885). *Espagne. Couvents de religieuses placés sous la juridiction des ordinaires.* L'Espagne renferme des couvents de femmes qui dépendaient autrefois des supérieurs réguliers. Après la suppression des religieux, les couvents de femmes ont été remis à la juridiction des ordinaires. En outre, les religieux dispersés sont également placés sous la juridiction des évêques. La S. Congrégotion recommande de choisir de préférence les religieux comme supérieurs ou confesseurs des couvents de femmes. Rome, 20 février 1856.

(1886). *Bénédictins. Ordination. Consécration des calices.* L'abbé de Catane ayant demandé l'autorisation de donner les ordres mineurs à ses religieux et de consacrer les calices et les patènes, la S. Congrégation permit d'ordonner deux religieux et refusa la permission de consacrer les calices et les patènes. L'abbé conféra les ordres mineurs à trois religieux ; il consacra deux calices et deux patènes. La S. Congrégation accorde l'absolution à l'abbé, et ordonne de conférer de nouveau les ordres mineurs au troisième religieux dans le plus grand secret. En outre, en ce qui concerne la consécration des calices et des patènes, l'acte est ratifié. Rome, mars 1856.

(1887). *Franciscains. Chapitre général.* La S. Congrégation ordonne la formation d'une commission de sept religieux en préparation du chapitre général. Revoir les constitutions et proposer les changements qui paraissent nécessaires; examiner le plan d'études qui sera définitivement adopté ; proposer les questions de principe qu'on croira utile de soumettre au chapitre général, tel est l'objet de la commission spéciale. Rome, mars 1856.

relazione di quanto avrà operato, e la trasmetta a questa S. C. affinchè si possano dare dalla S. Sede le opportune istruzioni. V. P. darà sollecita partecipazione ai religiosi soprascritti della espressa volontà del S. Padre, e nel zelo che la distingue, procurerà l'esatto adempimento di tal pontificia disposizione.

Romæ, martii 1856.

1888. Ordinis s. benedicti galliarum.

Ex audientia SSmi 28 martii 1856. Sanctitas Sua, attento voto abbatis superioris generalis congregationis Galliæ, erectionem præfati monasterii a S. Martino nuncupandi Locogiaci (Ligugé) in diœcesi Pictaviensi existentis, apostolica auctoritate confirmavit sub regula S. Benedicti et uti monasterium memoratæ Gallicæ congregationis, illudque abbatiæ titulo condecoravit, ea tamen lege ut dicti monasterii superior nomine et gradu abbatis non fruatur, donec extantibus in eodem saltem 12 monachis, episcopo Pictaviensi et abbate superiore generali in unum convenientibus, rebusque mature perpensis, mutuo consensu decernant opportunum esse ut de abbate provideatur, et tunc abbas superior generalis ad præscriptum constitutionum memoratæ Gallicæ congregationis pro prima vice monachum ad abbatis gradum promovendum designabit et instituet; ac deinceps electio ad tramites earumdem constitutionum pariter fiat. Insuper Sanctitas Sua cessionem favore ejusdem monasterii ab antistite Pictaviensi propositam, scilicet ædificiorum, horti, cæterarum ædium, fundorum et dotationis nec non presbyterii et chori ecclesiæ S. Martini quæ ad hunc finem immensis episcopi recens constructa sunt, ratam habuit, ac etiam curam parochialem animarum ecclesiæ Locogiacensis eidem monasterio unitam adnexamque esse indulsit, ita ut eamdem curam exerceat unus ex monachis S. Martini qui alium monachum in partem muneris parochialis vicarii titulo recipiat, et uterque in præsens a superiore generali, deinde vero ab abbate monasterii S. Martini episcopo præsentabuntur pro approbatione, institutione, ceterisque ad formam sacrorum canonum et constitutionis Benedicti XIV pro parochiis regularibus incipien. *Firmandis*; ac episcopus ipse enunciatam in precibus conventionem circa parochiale servitium perficiat. Tandem Sanctitas Sua præsentis decreti executionem episcopo Pictaviensi et abbati superiori generali commisit. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1889. Super divisione provinciæ.

Ex audientia SSmi die 14 martii 1856. Sanctitas Sua, accepta relatione Emi cardinalis Scitowski, visitatoris apostolici præfatæ provinciæ, divisionem ratam habuit, eidemque facultatem tribuit deputandi usque ad capitula provincialis celebrationem vicarium provincialem et definitores provinciæ ab Immaculata Virgine Deipara nuncupatæ, ac insuper suprascriptas conditiones, regulas et statuta approbavit; donec quoad eadem statuta et regulas aliter a S. Sede decernatur. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, etc.

1890. Super residentia definitorum.

Decretum. — SSmus D. N. probe noscens ad rectam inclyti ordinis Minorum Observantium et Reformatorum S. Francisci administrationem valde expedire definitores generales in Urbe commorari, ut ministro generali in ordinis regimine adjutricem operam præstent, hujus decreti tenore statuit, decernit atque constituit, ut definitores generales ejusdem ordinis Romæ permanere ibique residentiam habere teneantur, quin possit minister generalis b hujusmodi obligatione dispensare ac definitores generales alio transferre. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, 12 aprilis 1856.

1891. Super credito fructifero.

Cardinali archiepiscopo Bononien. — In seguito di quanto sua curia riferiva sulla istanza di cotesti Agostiniani diretta a potere rinvestire in crediti fruttiferi gli scudi sei mila ricevuti da Giuseppe Desideri di Offida per fondi vendutigli, mi occorre significare all'E. V. che questa S. C. non permette rinvestimento di tal sorte. Ella pertanto si compiacerà persuadere alle parti che formino un censo a norma della bolla di S. Pio V, quante volte però non si trovasse un utile rinvestimento in stabili, lo che non sembra difficile, trattandosi di una somma ben considerevole.

Romæ, 16 junii 1856.

1892. Ordinis capucinorum.

Ex audientia SSmi diei 20 junii 1856. Sanctitas Sua, audito voto P. procuratoris generalis, benigne annuit, ac propterea mandavit committi episcopo Petrocoren ut veris existentibus narratis, et accedente consensu P. ministri generalis et provincialis, ad erectionem enunciati conventus pro suo arbitrio et conscientia devenire possit ac valeat, ea tamen lege ut perfecta vita communis in ipso servetur, et sufficiens religiosorum numerus constituatur. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

(1888). *Bénédictins de France. Erection canonique du monastère de Ligugé.* La S. Congrégation confirme la fondation de cette maison, aux conditions suivantes : Le supérieur ne prendra le titre d'abbé que lorsque la communauté aura douze profès. La cession de l'église Saint-Martin, du presbytère et des biens est ratifiée. On approuve aussi l'union de la paroisse et de la cure au monastère. Rome, 28 mars 1856.

(1889). *Division des provinces des réguliers.* Le cardinal Scitowski, archevêque de Gran, visiteur apostolique des couvents de Hongrie, ayant décidé la division d'une province, la S. Congrégation ratifie la mesure et autorise le visiteur à désigner un vicaire provincial et les définiteurs intérimaires, jusqu'à la célébration du prochain chapitre provincial. La discipline traditionnelle des grands ordres veut que les supérieurs soient établis par l'élection. Rome, 14 mars 1856.

(1890). *Définiteurs généraux de l'ordre franciscain.* Les définiteurs étant les conseillers du général doivent naturellement résider à Rome. Le présent décret défend au général de les envoyer hors de la capitale. Rome, 12 avril 1856.

(1891). *Créance portant intérêt.* Le Saint-Siége ne permet pas aux communautés religieuses de placer à intérêt. Depuis 1815, la Pénitencerie romaine, sans se prononcer sur la question, tolère que les confesseurs n'inquiètent pas les fidèles qui prennent l'intérêt autorisé par la loi civile, pourvu qu'ils soient disposés à se soumettre aux futures décisions de l'Eglise. Cette tolérance ne s'étend pas aux communautés. La S. Congrégation écrit au cardinal archevêque de Bologne : « Les Augustins demandent d'employer en créances productives d'intérêt les six mille écus qu'ils ont reçus de Joseph Desideri d'Offida pour la vente de biens. Je dois notifier à votre éminence que la S. Congrégation ne permet pas un placement de ce genre. Il faudra suggérer aux Augustins de créer un cens (rente perpétuelle), conformément à la bulle de S. Pie V, supposé qu'ils ne puissent acheter des immeubles. Rome, 16 juin 1856.

(1892). *Capucins. Fondation canonique du couvent de Périgueux.* Le rescrit de la S. Congrégation donne commission à Mgr l'évêque de Périgueux pour, du consentement du général et du provincial de l'institut, procéder à l'érection du couvent de cette ville. Rome, 20 juin 1856.

1893. Super educandatu.

Ex audientia SSmi diei 27 junii 1856. Sanctitas Sua benigne tribuit P. vicario generali (Augustinianorum) oratori facultatem aperiendi ad quinquennium tantum, servatisque servandis præfatum educandatum in conventu Messanen. juxta preces, dummodo tamen habeatur locus a communibus dormitoriis et a religiosa familia separatus, nec non opportunæ cautelæ adhibeantur ut omnia recte procedant, deputato idoneo religioso maturæ ætatis, probatæ vitæ, cæterisque qualitatibus prædito in ipsius educandatus præfectum. Superiores vero prope exitum quinquennii ad hanc S. C. referre teneantur quomodo hujusmodi educandatus procedat. Contrariis etc.

Romæ, etc.

1894. Ordinis s. benedicti in brasilia.

Decretum. — Accepta relatione R. P. D. Romualdi Antonii de Peixas archiepiscopi S. Salvatoris in Brasilia circa congregationem ordinis S. Benedicti et celebrationem capituli generalis, SSmus D. N. zelum ejusdem archiepiscopi in promovenda monastica disciplina, et monachorum obedientiam ac studium ad eumdem finem assequendum summopere laudat atque commendat. Ac insuper ea, quæ sequuntur ad ejusdem congregationis Benedictinæ bonum utilitatemque apostolica auctoritate decernit. 1. Donec aliter ab apostolica Sede decernatur, tam abbates generales quam ceteri abbates, priores et officiales usque ad tertium triennium inclusive, non obstante interstitiorum lege, iterum a vocalibus, servatis aliis de jure servandis, eligi poterunt. 2. Nemo ad munus abbatis generalis eligi possit nisi annum decimum sextum suæ professionis expleverit, et ad cætera capitularia officia nisi duodecim integros professionis annos compleverit. 3. Idem R. P. D. Romualdus Antonius de Peixas ad proximum decennium etiam per ecclesiasticam personam ab eo subdelegandam uti apostolicus delegatus comitiis generalibus præsidebit, et libertati suffragiorum et capituli tranquillitati consulet. 4. Nemo ad habitum et novitiatum admittatur nisi habitis testimonialibus litteris ordinariorum ad præscriptum decreti diei 25 januarii 1848 S. C. super statu regularium incipien. *Romani Pontifices*. 5. Abstineant omnino abbas generalis aliique superiores a concedendo monachis permissu manendi extra claustra. Quod si urgens causa habeatur, abbas generalis permissum non ultra sex menses impertiri nec ulterius prorogare valeat; ita tamen ut antequam hujusmodi permissionem concedat, licentiam in scriptis ab ordinario loci in quo monasterium situm est obtinere debeat et monachi habitum minime dimittere possint, et ultra sex menses nemini jus erit hujusmodi licentiam tribuere; sed ad apostolicam Sedem recurrendum erit. Contrariis, etc.

Romæ, 28 augusti 1856.

1895. Super confessariis monialium.

Nuntio Neapolitano. — A provvedere al retto andamento de' religiosi Minori Riformati del convento presso cotesto monastero di S. Chiara di Napoli, il P. ministro generale ha presentato al S. Padre un opportuno regolamento. Essendosi Sua Santità degnata di approvarlo, se ne trasmette un duplicato a V. S. acciocchè ne prenda cognizione e lo faccia osservare nel modo indicato nel relativo decreto di approvazione. Ha inoltre ordinato S. S. di significare a V. S. che nel deputare i confessori straordinarj a quel monastero, abbia in vista quanto dispone Benedetto XIV, di S. M. nella sua costituzione *Pastoralis curæ*, circa la deputazione di un confessore del clero secolare, o di diverso ordine, per evitare quegli inconvenienti che lo stesso Pontefice accenna nella citata costituzione.

Romæ, 5 octobris 1856.

1896. Epistola circularis.

È espresso volere della S. di N. S. che i superiori generali degli ordini religiosi che hanno conventi nei paesi dell'impero russo e del regno di Polonia, debbano intimare e chiamare ai capitoli generali i provinciali e gli altri vocali di quei luoghi almeno sei mesi prima della celebrazione dei sudetti capitoli. Si partecipa da questa S. C. a V. P. R. tale pontificia disposizione, perchè dai superiori generali *pro tempore* sia esattamente eseguita.

Romæ, 2 januarii 1858.

1897. Indultum quoad clausuram.

Ex audientia SSmi die 8 januarii 1858. Sanctitas Sua benigne annuit, ac propterea mandavit remitti Emo archiepiscopo Neapolis, accedente P. superioris localis consensu, petitam facultatem pro suo arbitrio et conscientia semel tantum concedat, ita ut enunciata mulier oratrix (Lady Napier) comitantibus probatis viris P. superiore locali et duobus senioribus monachis, dictam Cartusiam ingrediatur ad sonum campanulæ, ad hoc ut ceteri monachi in chorum vel in proprias cellas se se recipiant, nullamque ibidem refectionem vel potum sumant. Ingressus autem fiat post solis ortum tempore quo exercitia communis observantiæ minime possint impediri, et egressus ante solis occasum omnino sequatur.

Romæ, etc.

(1893). *Pensionnat. Augustins.* L'éducation des jeunes gens dans l'internat ne forme pas le but des anciens instituts. Toutefois le Saint-Siége accorde facilement des indults qui permettent l'établissement des pensionnats. Nous en avons cité des exemples pour les Bénédictins, les Dominicains, etc. Le présent indult permet aux Augustins d'ouvrir un pensionnat à Messine. Rome, 27 juin 1856.

(1894). *Bénédictins du Brésil.* Les monastères de l'empire brésilien forment une congrégation spéciale, qui est gouvernée par un général. Le Saint-Siége a établi l'évêque de Saint-Sauveur visiteur apostolique de cette corporation. La perpétuité des charges étant peu en harmonie avec la discipline moderne, les abbés sont nommés pour trois ans seulement. On permet de les réélire, jusqu'au troisième triennat, malgré la loi des interstices. Le général doit avoir seize ans de profession; les autres emplois capitulaires requièrent douze ans. Le général et les autres abbés doivent s'abstenir d'accorder aux moines la permission de demeurer hors du cloître. Rome, 28 août 1856.

(1895). *Clarisses de Naples. Confesseurs.* Les religieuses du célèbre couvent de Sainte-Claire à Naples reçoivent le service spirituel des Franciscains Réformés, qui dépendent immédiatement du nonce pontifical. Le général de l'ordre ayant fait un règlement qui a mérité l'approbation du Saint-Père, la S. Congrégation communique la pièce au nonce. Elle recommande de prendre en considération, lorsqu'il désignera les confesseurs extraordinaires, ce que dit Benoît XIV dans la constitution *Pastoralis curæ*, au sujet des confesseurs pris dans le clergé séculier ou dans un autre institut, pour éviter les inconvénients que le pontife signale. Rome 5 octobre 1856.

(1896). *Circulaire. Couvents de Pologne et de Russie.* Les généraux qui ont des maisons en Pologne et dans l'empire russe, doivent convoquer et appeler aux chapitres généraux les provinciaux et les autres électeurs six mois avant l'ouverture de ces assemblées. Rome, 2 janvier 1858.

(1897). *Chartreux. Clôture.* On permet à lady Napier de visiter la Chartreuse de Naples. Lorsqu'elle entrera, on sonnera une clochette, afin que les moines se retirent à l'église ou dans leurs cellules. Lady Napier ne pourra prendre aucune réfection dans le cloître. Elle entrera après le lever du soleil et sortira avant son coucher. Rome, 8 janvier 1858.

1898. Absolutionis.

Cardinali vicario urbis. — Il sacerdote Pietro N. dell'ordine di S. Benedetto del monastero di Solesmes in Francia, si è portato in Roma senza superiore permesso per trattare alcuni affari presso questa S. C. ove dimora presso il procuratore della Società di Maria nel palazzo Valentini. Ha egli implorato dal S. Padre l'assoluzione delle pene che avesse potuto incorrere e la facoltà di rimanere fuori del chiostro presso il sudetto procuratore della Società di Maria, e di poter celebrare la S. Messa. Sua Santità, dopo aver il sudetto monaco fatti gli spirituali esercizi in S. Eusebio, ha benignamente annuito ed ha autorizzato V. E. ad assolvere il medesimo anche per mezzo di persona ecclesiastica da suddelegarsi dalle censure e pene ecclesiastiche che avesse potuto incorrere per i motivi indicati, non che dispensarlo della irregolarità che per la violazione delle censure medesime avesse contratta, non che ad abilitarlo a rimanere fuori del chiostro nella sudetta casa per un semestre e permettergli pel sudetto tempo la celebrazione della S. messa.

Romæ, 22 januarii 1858.

1899. Super appellatione.

Cardinali Zagrabien. — S. hæc Congregatio mature perpendit supplicem libellum quo minister Minorum Reformatorum provinciæ S. Crucis Croatiæ et Carniolæ bona, jura et privilegia reclamat conventui Tarsactensi usurpata, nec non relationem super eodem supplici libello datam ab eminentia tua hic Romæ die 30 martii proxime præteriti anni 1857. Cum vero pateat ex dicta præsertim relatione ipsius ministri provincialis ac religiosorum petitionem gravibus justisque inniti fundamentis, summopere cuperet S. C. ut Eminentia tua rem de bono et æquo conciliare curaret, quin ad judiciale experimentum recurrendum sit, quod religiosi etiam apud apostolicam Sedem prosequi possent, cum omnes sciant etiam omisso medio ad eam appellari posse. Faveat igitur E. T. rem perpendere, et, pro ea qua præstas prudentia, inter partes componere ; ac deinceps de resultantibus ad S. C. referre pro necessaria approbatione obtinenda. Interea, etc.

Romæ, 1 februarii 1858.

1900. Capucinorum.

Ex audientia SSmi die 29 januarii 1858. Sanctitas Sua, audita relatione P. procuratoris generalis ordinis, benigne annuit, ac propterea mandavit committi archiepiscopo Tolosano, ut veris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia devenire possit ad erectionem enunciati conventus (Tolosani) dummodo habeantur ædes ad id idoneæ, cum ecclesia et horto pro clausura, in eisque morari et ali possint saltem duodecim religiosi qui perfectam vitam communem servare omnino teneantur.

Romæ, etc.

1901. Ordinis s. benedicti in bavaria.

Ex audientia SSmi diei 5 februarii 1858 Sanctitas Sua, ea spe ducta ut superiores ac monachi præfatorum monasteriorum monasticam disciplinam et observantiam juxta spiritum S. Benedicti et ad præscriptum S. Concilii Tridentini ac decretorum apostolicæ Sedis pro viribus promoveant ac sedulo servent, congregationem Benedictinam Bavaricam apostolica auctoritate restituit, atque approbavit, quin tamen privilegia ei restituta et concessa intelligantur, siquidem privilegia ipsa huic S. Congregationi exhibenda erunt, ut iis perpensis quidquid in Domino opportunum videbitur, decernatur. Insuper S. S. indulsit ut a proximo capitulo generali antiqua statuta perpendantur, et immutationes quas opportunas pro locorum ac temporis circumstantiis capitulares existimaverint, eidem S. Congregationi, facta cum antiquis comparatione, proponant, dummodo tamen in eis aliquid non includatur quod a canonicis sanctionibus, constitutionibus apostolicis ac decretis apostolicæ Sedis, et præsertim ab iis quæ a S. C. super statu regularium edita sunt, alienum sit. Tandem S. hujus decreti executionem R. P. D. nuntio apostolico commisit. Contrariis, etc.

Romæ, etc.

1902. Super dispensatione solemnium votorum.

Archiepiscopo Toletano. — Blasius N. istius diœcesis, religiosus professus ordinis Prædicatorum in conventu S. Thomæ Matriti degens, ob consuetudinem cum quadam juvene paucis abhinc annis contractam, supplicem libellum huic S. C. nuper enixe porrexit obtinendi causa dispensationem super votis solemnibus libere uti asseritur emissis anno 1834. At cum nullum dubium de validitate professionis habeatur, nec enunciatam dispensationem apostolica Sedes concedere soleat, amplitudo tua, pro ea qua flagrat charitate et zelo, oratorem nomine hujus S. C. serio monebit, ut omnem spem illam assequendi deponat, et memor suæ conditionis vota Deo reddat, ac omnem scandali occasionem removeat.

Romæ, 19 februarii 1858.

1903. Ordinis conventualium.

Cardinali Santucci, præfecto studiorum. — Preso in considerazione il progetto di affidare la istruzione publica in

(1898). *Religieux allant à Rome sans permission. Censures.* La S. Congrégation écrit au cardinal vicaire de Rome : « Dom Pierre N., bénédictin de France, s'est rendu à Rome sans permission supérieure, pour traiter certaines affaires auprès de cette S. Congrégation. Il est logé chez le procureur de la Société de Marie, au palais Valentini. Il a demandé au saint-père l'absolution des peines qu'il a pu encourir, la permission de demeurer hors du cloître chez le dit procureur de la Société de Marie, et de célébrer la sainte messe. Le religieux ayant fait une retraite à Saint-Eusèbe, le saint-père autorise votre éminence à l'absoudre ou à le faire absoudre par une personne ecclésiastique subdéléguée des censures et des peines ecclésiastiques qu'il a pu encourir pour les motifs exprimés ci-dessus, à le dispenser de l'irrégularité qu'il a peut-être contractée par la violation de ces censures, et lui permettre de demeurer hors du cloître dans ladite maison pendant six mois, et, pendant ce semestre, lui permettre la célébration de la sainte messe. Rome, 22 janvier 1858. »

(1899). *Franciscains de Croatie et de Carniole.* Ceci concerne la restitution d'un couvent qui a été injustement enlevé aux religieux.

(1900). *Capucins. Couvent de Toulouse.* La S. Congrégation commet l'archevêque de Toulouse pour ériger canoniquement le couvent des Capucins de cette ville, à condition que le locat soit suffisant pour les douze profes qui devront résider dans cette maison. Rome, 29 janvier 1858.

(1901). *Bénédictins de Bavière.* On rétablit la congrégation monastique qui existait autrefois. Cependant les anciens priviléges ne sont pas restitués; la S. Congrégation se réserve de prescrire ce qu'elle croira. Le prochain chapitre général devra examiner les anciennes constitutions et proposer à la S. Congrégation les changements qu'il estimera nécessaires. Rome, 5 février 1858.

(1902). *Profession solennelle. Dispense refusée.* Un religieux qui a professé en 1834, demande instamment la dispense des vœux, afin de pouvoir se marier. La validité de la profession n'est pas contestée. Le saint-siége n'a pas coutume de dispenser des vœux solennels. L'archevêque de Tolède devra prévenir le recourant de renoncer à tout espoir d'obtenir la dispense. Rome, 19 février 1858.

(1903). *Instruction publique. Conventuels.* Après avoir examiné les constitutions de ces religieux, la S. Congrégation déclare qu'elle

Monte Milone ai PP. Conventuali di quel comune, questa S. C in seguito del venerato foglio di V. E. ha esaminato se la istruzione di cui si tratta potesse essere in opposizione coll' osservanza regolare in quell' istituto. Sebbene lo scopo di quell' ordine non sia propriamente la istruzione della gioventù; nondimeno, viste anche le costituzioni urbane, non vi si trova opposizione, per cui la istruzione medesima non è incompatibile con quell' istituto. Siccome peraltro quell'ordine religioso verrebbe ad assumere delle obligazioni con quel comune in seguito del relativo capitolato, così per parte dei religiosi occorre che siano abilitati da questa S. C. come si è praticato in altri casi, lo che potrà aver luogo senza difficoltà, allorquando cotesta S. C. degli studi avrà per la parte che la riguarda, approvato il progetto. Qui solo si osserva che il P. generale crede superfluo l'articolo 9, giacchè senza che sia espresso, s' intende esservi il diritto di reclamare in caso d'inadempimento o d'inabilità dei maestri come ancora crede necessario che all' articolo 12 si aggiunga la clausola da parte del municipio, che nel caso di scioglimento del contratto, vi debba accedere il consenso e l'approvazione della S. C. degli studi a prevenire l'arbitrio ed il capriccio, che suole spesse volte prevalere nei consigli communali.

Romæ, 26 martii 1858.

1904. Ordinis s. benedicti.

Nuntio Bruxellen. La santità di N. S. nell' udienza accordata al sotto monsig. segretario nel giorno 5 marzo passato, ad istanza del P. abbate Casaretto aveva concessa la unione di cotesto monastero di Termond alla provincia Sublacense dei Cassinesi, ma colla consueta clausola, *quatenus accedat consensus communitatis*. Ora lo stesso P. abbate ha esposto che non si non poteva richiedere tale consenso, e non poteva perciò avere esecuzione tale unione. Fattane relazione al S. Padre nell' udienza de' 26 dello stesso mese, ha ordinato alla S. C. di fare communicazione di tutto a V. S. acciochè prende le opportune informazioni sullo stato di quel monastero e sulla disposizione di quei monacci per tale unione con quella prudenza che l'è propria; e quindi ne facia relazione alla ripetuta S. C. esternando il suo savio parere, avendo in visto le conseguenze che potrebbero derivare da una coattiva unione.

Romæ, 5 aprilis 1858.

1905. Super alienatione.

Delegato apostolico in republica mexicana. I religios Agostiniani di Michoacan hanno trasmesso a questa S. C. una istanza tendente ad ottenere l' approvazione e ratifica di non poche vendite di beni stabili dei loro conventi. Quale istanza è stata riferita alla santità di N. S. nell' udienza benignamente accordata al sotto segretario li 23 aprile teste decorso. Il S. Padre però ha dichiarate nulle e di niun valore le vendite fatte dai sudetti religiosi senza le dovute solennità ed in relazione alla legge dei 25 giugno 1856 sulla disamortisazione delli beni della chiesa messicana, perciò inefficaci a trasferire il dominio nei compratori e che tutti quei religiosi i quali vi hanno presa parte, sono incorsi nelle censure canoniche. Farà pertanto conoscere V. S. questa pontificia dichiarazione a chi si deve. Volendo poi provedere alla coscienza dei ridetti religiosi, sua santità autorizza V. S. medesima a potere assolvere anche per mezzo di persona ecclesiastica da suddelegarsi dalle censure incorse con una salutare penitenza e coll'obligo di ricuperare i beni sotto pena di reincidenza nelle stesse censure, *injunctis aliis de jure injungendis;* non intendendosi punto sanare sotto qualunque titolo le alienazioni medesime.

Romæ, 8 maii 1858.

1906. Super venditione bonorum.

Ex audientia 14 maii 1858. Sanctitas sua benigne annuit, ac propterea mandavit, committi episcopo de Buenos-Ayres, deque intelligentia ordinarii Cordoben. In Indiis indulgeat facultatem vendendi dumtaxat bona quorum valor revera occurrat ad necessarias reparationes peragendas et quibus conventus (Mercedariorum) suis redditibus providere nequeat, proviso ut pretium retrahendum fideliter erogetur in causam expressam cum obligatione reddendi rationem eidem episcopo vel personæ ab ipso subdelegandæ. Contrariis, etc. Romæ, etc.

1907. Super minimis massiliensibus.

Episcopo Massilien. — Essendosi conosciuto dalla lettera di V. S. il pericolo che cotesta casa dei Minimi di S. Francesco di Paola vada a dissolversi, sua santità ha creduto opportuno nominare V. S. medesima in visitatore apostolico della detta casa a forma dell'annesso decreto. Ond' è che appena V. S. avrà participato tale decreto al visitatore spedito dal superior generale dell' ordine, cesserrano le di lui attribuzioni e facoltà, e dovrà il medesimo tornare in Roma. Si racomanda a V. S. che nella sua ben nota saviezza e prudenza procuri di ristabilira la pace e tranquillità in quella casa, di distogliere i

n'y remarque aucune disposition qui les empêche de prendre l'instruction publique. Rome, 26 mars 1858.

(1904). *Belgique. Union de monastère bénédictin à la province de Subiac.* La S. Congrégation écrit à l'internonce de Bruxelles : « Dans l'audience du 5 mars dernier, le saint-père, sur la demande de l'abbé Casaretto, permit l'union du monastère de Termonde à la province de Subiac, mais sous la clause d'usage, *quatenus accedat consensus communitatis.* Maintenant le P. Casaretto annonce qu'il n'est pas possible de demander ce consentement et par conséquent l'union ne peut se faire. Le saint-père a ordonné de tout communiquer à votre seigneurie, afin qu'elle prenne des renseignements sur l'état du monastère et sur les dispositions des moines au sujet de cette union, qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences si elle avait lieu par contrainte. Rome, 5 avril 1858. »

(1905). *Mexique. Vente des biens des couvents.* La S. Congrégation écrit au délégué apostolique dans la République mexicaine : « Les Augustins de Méchoacan ont fait parvenir à cette S. Congrégation une demande tendant à obtenir l'approbation et la ratification d'un assez grand nombre de ventes des fonds de leur couvent. Le saint-père a déclaré nulles et sans valeur les ventes opérées par ces religieux sans les solennités nécessaires et conformément à la loi du 25 juin 1856 sur le désamortissement des biens de l'église mexicaine. De là suit que les ventes n'ont pas le pouvoir de transférer la propriété aux acquéreurs, et que tous les religieux qui y ont pris part ont encore encouru les censures canoniques. Votre seigneurie fera connaître cette décision à qui de droit. Voulant cependant pourvoir à la conscience de ces religieux, le saint-père autorise votre seigneurie à les absoudre ou à les faire absoudre par une personne ecclésiastique subdéléguée des censures qu'ils ont encourues, en leur imposant une pénitence salutaire et l'obligation de reprendre les biens, sous peine de retomber dans les censures, *injunctis aliis de jure injungendis.* On n'entend ratifier à aucun titre les aliénations dont il s'agit. Rome, 8 mai 1858. »

(1906). *Mercédistes de Cordova. Aliénation.* Le couvent des Mercédistes de Cordova, dans les Etats de la Plata, ayant besoin de réparations urgentes pour lesquelles les revenus ne pouvaient suffire, le Saint-Siége autorise la vente de quelques biens pour la somme nécessaire. Rome, 14 mai 1858.

(1907). *Minimes de Marseille.* Un couvent de Minimes de saint François de Paule avait été récemment établi à Marseille ; bientôt certains incidents parurent mettre en péril l'existence de la communauté. Le général de l'institut envoya un visiteur. La S. Congrégation enjoignit de rappeler ce visiteur, et nomma Mgr l'évêque de Marseille visiteur apostolique. Rome, 18 juin 1858.

religiosi dall idea di secolarizarsi. Sarà pero necesario che ad impedire quacumque specie di ammirazione usi tutta la circospezione affinche il visitatore generalizio salvi la sua convenienza, e non si dia luogo a reazione. Che se stimera Ella opportuno un qualche straordinario provedimento, ne potra fare la proposta a questa S. C. per implorare istruzioni dal S. Padre etc.

Romæ. 28 junii 1858.

Decretum. Cum in domo Minimorum S. Francisci de Paula, quæ Massiliæ extat, gravia admodum dissidia exorta sint, ita ut ejusdem domus dissolutio sit pertimescenda, Ssmus D. N. quantum fieri possit, ingruentibus malis occurrere cupiens, præsentis decreti tenore R. Carolum Joseph Eugenium de Mazenod Massiliensem antistitem, in præfatæ domus, seu cœnobii Minimorum S. Francisci de Paula apostolicum visitatorem ad Sanctitatis suæ et apostolicæ Sedis beneplacitum nominat, deputat, atque constituit cum facultatibus regimen illius assumendi, idoneum ac prudentem religiosum virum hac vice in localem superiorem deputandi, domum ipsam et religiosos visitandi, decreta juri tamen conformia ad illius domus ac religiosæ familiæ utilitatem et bonum edendi. Ceterum deinde visitationis relationem, et acta ad S. Congregationem transmittere debeat, ut Ssmo D. referantur. Contrariis, etc.

Datum Romæ, ex præfatæ S. C. secretaria, die 28 junii 1858.

1908. Trappensium.

Ex audientia diei 18 junii 1858. Sanctitas sua benigne annuit ac propterea mandavit remitti archiepiscopo oratori (Friburgen) ut attentis narratis, ut dummodo enunciatus religiosus post annum 1837 professionem emiserit, prævia etiam per subdelegandum ipsius absolutione a censuris et pœnis ob præmissa quomodolibet incursis, cum pœnitentia salutari, pro suo arbitrio et conscientia indulgere possit et valeat dispensationem super votis simplicibus paupertatis et obedientiæ in dicto instituto (Trappensium) emissis, et quoad votum castitatis, illud etiam apostolica auctoritate, dispensando commutare ad effectum dumtaxat matrimonium servatis servandis contrahendi in sacramentalem confessionem quolibet semel mense, et in alia pietatis et pœnitentiæ opera tamdiu duratura quamdiu commutationi locus erit. Inter quæ sint aliqua quæ quotidie faciens enunciatus religiosus suæ religionis memor esse possit. Ipse autem sciat quod si mulieri cui jungetur supervixerit, aliud matrimonium absque nova S. Sedis licentia minime contrahere posse; et si contra sextum decalogi præceptum (quod absit) deliquerit, se contra dictum castitatis votum facturum.

Romæ, etc.

1909. Super illegitimo egressu.

P. M. Robert professus congregationis Cisterciensium supplicem libellum Ssmo D. N. remisit quo exponit se tribus annis et duobus mensibus ab ingressu in religionem vix elapsis a P. Ab. monasterii de la Melleraie facultatem petisse in aliud monasterium transeundi ad spiritualem animæ suæ utilitatem. Quum autem superior petitam translationem illi denegasset, proprio marte e suo cœnobio egressum fuisse, ea tamen intentione aliam religiosam domum ingrediendi. Et reapse statim alterius domus superiori se sistere curasse, a quo monitum de admodum periculoso animæ suæ statu, et ut illico suæ conscientiæ consuleret adhortatum per supplicem S. Suam adire ut de plenitudine potestatis medelam suis vulneribus inferre pro sua benignitate dignetur, enixe postulans : 1. facultatem transeundi in ordine Cartusianorum, 2. facultatem accedendi ad SS. sacramenta suscipienda, 3. dispensationem temporaneam a voto paupertatis ad nonnulla parvi momenti negocia absolvenda, 4. facultatem utendi alimentis carnalibus infirmæ valetudinis causa, 5. denique omnes dispensationes, facultates, venias et absolutiones quibus ei opus fuerit actuali suo statu. Sanctitas sua, antequam super re aliquid consilii capiat, ad amplitudinem tuam scribi mandavit ut S. C. Ep. et Regul. certiorem reddas, et, audito præfato abbate monasterii de La Melleraie, referas quando orator suam emiserit professionem ac denique super omnibus tuam sententiam.

Romæ, 17 julii 1858.

1910. Ordinis prædicatorum.

Decretum. Cum patres capitulares provinciæ ordinis Prædicatorum S. Laurentii martyris de Chile, die 27 januarii currentis anni convenerint in conventum B. V. Mariæ de Rosario S. Jacobi de Chili ad eligendum priorem provincialem ejusdem provinciæ, et scrutinium electionis Romam transmiserint, in eo verba hæc scripta reperiuntur : « Ego cum tribus scrutatoribus in habitu ordinis ac professione antiquioribus ad mensam coram omnibus paratam accessimus, ibique vota omnium et singulorum in schedis accepimus. » Ex quibus verbis clare patet præsidem capituli ad bandum accessisse, et scrutatoris officium exercuisse, quid quidem sub pœna nullitatis prohibitum est a legibus præfati ordinis, prout videre est in capitulo generali Mediolanensi 1622, et Romano 1650, decl. 28. Repertum pariter est eidem decreto seu scrutinio electionis subscripsisse eumdem præsidem capituli, quod pariter vetitum fuit in capitulo generali Romano anni 1694 decreto 12, hisce verbis : « Declaramus quod electionis canonicæ scrutinio subscribere tantum possunt et debent qui vere scrutatores votorum sunt, non qui aut provinciæ aut capitulo præsunt, cum revera scrutatores non sint. » Hisce igitur rationibus aliisque rationabilibus causis, perpensisque defectibus qui in scrutinio irrepserunt, electio P. M. Fr. Dominici Malvenda in priorem provincialem memoratæ provinciæ S. Laurentii martyris de Chile nulla ac irrita declarata fuit. Quam quidem declarationem SS. D. N. in audientia habita die 9 julii 1858, confirmavit ac districte inhibuit præfato religioso viro Dominico Malvenda in prioris provincialis munere ullo modo se ingerere.

Romæ, 12 julii 1858.

1911. Ordinis s. benedicti galliarum.

Abbati casaretto. — In vista della proposta unione dei religiosi del monastero di S. Maria de la Pierre-qui-Vire

(1908). *Trappistes. Dispense des vœux.* Les vœux prononcés par les Trappistes de France après l'année 1837 étant simples, la S. Congrégation ne fait pas difficulté d'en accorder dispense. Rome, 18 juin 1858.

(1909). *Trappistes. Départ arbitraire.* Cette lettre concerne un religieux qui a quitté son couvent sans permission, en disant qu'il voulait être chartreux. En même temps, il demande la permission de faire gras pour rétablir sa santé. Comment peut-il songer à l'institut des Chartreux, qui ont pour règle inviolable l'abstinence perpétuelle, même en cas de grave maladie? Parmi les Bénédictins et les Carmes, l'abstinence est moins rigoureuse. Clément XIV a rendu une bulle qui décide que les Chartreux peuvent observer en toute sûreté de conscience leur règle de l'abstinence, même au péril de leur vie.

(1910). *Dominicains. Chapitre provincial.* Les constitutions des Dominicains défendent que le président d'un chapitre remplisse les fonctions de scrutateur des suffrages. La S. Congrégation annule pour ce motif l'élection du P. Malvenda en qualité de provincial de la province S. Laurent, au Chili. Rome, 12 juillet 1858.

(1911). *Bénédictins de France. Union à la province de Subiac.* La S. Congrégation écrit au P. Casaretto, supérieur de cette province : « En prévision de l'union projetée des religieux de Sainte-Marie

alla provincia sublacense della congregatione Benedittina Cassinese, sara opportuno che la P. V. R. si rechi in acteccedenza presso ii sudetti religiosi ad effetto di visitare quel monastero, e assumere esatte notizie sull' andamento di quella comunita, sullo stato attuale della medesima, e su quanto potra' essere espediente per conoscere se l'assieme di detta comunità è tale da persuadere l'incorporazione della stessa alla medesima provincia sublacence. Si dara poi cura V. P. di presentare a questa S. C. piena relazione dei risultati esternando il suo parere.

Romæ, 28 julii 1858.

1912. Super electione abbatum.

Internuntio helvetiæ. Fattasi relazione al S. Padre della instanza umiliata dal P. abbate del monastero di Ensiedeln riguardante la conferma delle facolta per la elezione di nuovi abati della congregazione Elveto-Benedittina concesse altra volta con i rescritti del 2 ottobre 1826 e del 22 maggio 1848, non ha creduto la santita di Nostre Signore di annuire alla domanda. A provvedere per altro per quanto è possible alla congregazione medesima, sua santita per organo di questa S. C. dé W. e RR. si degna concedere per un decennio a cotesta nunziatura apostolica la facolta che non credendo essa di presiedere alla elezione dei novi abbati della nominata congregazione, possa commettere la presidenza nei singoli casi ad uno degli altri abbati Benedittini della stessa congregazione. Inoltre il S. Padre accorda che qualora non si tratti di abbazie consistoriali, possa la nunziatura stessa, se lo giudicherà opportuno, commettere al presidente da lui deputato la compilazione del processo informativo, e dopoche sara stata legitimamente approvata l'elezione, di benedire l'eletto coll'assistenza di due sacerdoti anche non mitrati, purche siano costituiti in dignita ecclesiastica, ed ordinando che in tutti questi atti si faccia espressa menzione delle speciali facolta dalla S. Sede concesse. Rimane poi V. S. incaricata di far conoscere al nominato ab. d'Ensiedeln questa pontificia disposizione.

Romæ, 27 julii 1858.

1913. Super reliquiis et suppellectibilibus.

Episcopo Tuden. in Hispania. Relata sunt Ssmo D. N. quæ ab amplitudine tua exponebantur circa sacra utensilia, vasa, suppellectiles et reliquias ad ecclesias regularium spectantes quæ a privatis religiosis retinentur. Sanctitas sua, ne conscientiæ plus aquæ illaqueantur, et ad alia evitanda pericula, haud expedire existimavit ex præcepto compellere religiosos ipsos ad præfatas res tradendas, sed tibi significandum mandavit ut, pro ea quæ necessaria est prudentia, cures persuasione hujusmodi res colligere, ut eas provisorio modo, id est donec ordo ad quem spectabant isthic restitutus non sit, attribuas ecclesiis monialium, paræciarum, seminariis, aliisque ecclesiis tibi benevisis; proviso tamen ne usurpentur vel vendantur, sed cultui divino addicta remaneant.

Romæ, augusti 1858.

1914. Super venditione.

S. Congregatio audita relatione R. P. D. negotiorum S. Sedis gestoris, benigne commisit ordinario loci in quo situm est enunciatum prædium, *S. Christina* (spectans ad canonicos regulares Montis S. Bernardi), ut attentis narratis et constito sibi prius de evidenti utilitate, pro suo arbitrio et conscientia concedat facultatem illud vendendi favore majoris oblatoris non minori pretio 3,200 *librarum* monetæ gallicæ; integrum autem pretium ex dicta venditione retrahendum in acta venditionis persolvendum fideliter investiatur juxta modum expressum sub pœnis contra alienantes bona regularium.

Romæ, 7 augusti 1858.

1915. Super nullitate professionis.

Internuntio Hollandiæ. In ordine al dubbio che V. S. ha proposto in termini espressi nell' inserto foglio riguardo la validita di una solenne professione, devo in prima significarle che la S. Sede non è solita definire la nullita delle professioni religiose senza almeno osservare *in substantialibus* la Benedittina, e per consequenza senza sentire le parti interessate, tantopiu nei casi in cui non si tratta di disposizioni occulte, ma di convenzione publica col superiore. Nel caso proposto converrebe inoltre conoscere se tale convenzione sia stata apposta come condizione *sine qua non* dal novizio che non s'intendeva di professare, oppure come riserva che egli credeva compatibile colla professione religiosa che aveva intenzione di fare assolutamente. Non si conosce infine se il professo voglia far dichiarare nulla la professione o cerchi soltanto la soluzione del dubbio per quiete di sua coscienza, giachè in quest' ultimo caso la via piu spedita sarebbe quella di chiedere a cautela una sanatoria.

Romæ, 8 augusti 1858.

1916. Super erectione novitiatus.

Archiepiscopo S. Jacobi de Chile. —Elapsis mensibus amplitudini significatum est S. C. EE. et Reg. de mandato SS. D. N.

de la Pierre-qui-Vire à la province de Subiac, il sera bon que votre paternité révérendissime se rende chez les religieux pour visiter le monastère et prendre des renseignements exacts sur cette communauté, sa situation actuelle, et voir si l'ensemble est de nature à conseiller l'incorporation de cette maison à ladite province de Subiac. Rome, 28 juillet 1858. »

(1912). *Bénédictins de Suisse. Election des supérieurs.* Voici ce qu'on écrit à l'internonce de Lucerne : « On a fait relation au Saint-Père de la requête présentée par le P. abbé du monastère d'Ensiedeln relativement au renouvellement des pouvoirs conférés en 1826 et en 1848 au sujet de l'élection des nouveaux abbés de la congrégation helvéto-bénédictine. Le saint-père n'a pas cru pouvoir accueillir la demande ; mais il accorde pour le laps de dix ans à la nonciature apostolique, lorsqu'elle ne croira pas devoir présider à l'élection des nouveaux abbés, de confier la présidence à un des autres abbés de la congrégation de Suisse. En outre, sauf les abbayes consistoriales, le saint-père autorise la nonciature à confier au président qu'elle aura désigné la rédaction des informations, et (lorsque l'élection aura été légitimement confirmée) de bénir l'élu, avec l'assistance de deux prêtres même non mitrés, pourvu qu'ils soient constitués en dignité ecclésiastique. On devra mentionner expressément dans tous les actes les pouvoirs spéciaux accordés par le Saint-Siége. Votre seigneurie est chargée de communiquer cette disposition pontificale à l'abbé-élu d'Ensiedeln. Rome, 27 juillet 1858. »

(1913). *Espagne. Couvents supprimés. Reliques et ornements.* Les réguliers chassés de leurs couvents par la Révolution prirent les reliques, ornements, vases sacrés, et les déposèrent dans les maisons privées. Ne voulant pas ordonner formellement la restitution, la S. Congrégation écrit à Mgr l'évêque de Tuy de recueillir prudemment ces objets, et de les placer provisoirement dans les églises et chapelles des religieuses, des paroisses, des séminaires, et autres. On les rendra aux communautés auxquelles ils appartiennent lorsqu'elles se rétabliront. Rome, août 1858.

(1914). *Religieux du Mont Saint-Bernard. Vente.* La S. Congrégation permet à ces religieux d'aliéner la terre de Sainte-Christine pour 3, 200 francs. Rome, 7 août 1858.

(191). *Nullité de profession.* La S. Congrégation fait savoir à l'internonce de Hollande qu'elle n'a pas coutume de se prononcer sur la nullité de la profession religieuse sans garder tout au moins *in substantialibus* la constitution *Si datam hominibus fidem* de Benoît XIV, ni par conséquent sans appeler les intéressés. Rome, 8 août 1858.

(1916). *Dominicains du Chili. Noviciat.* Après avoir annulé l'élection du Père Malvenda (voir num. 1910), la S. Congrégation

duo edidisse decreta, quorum altero Sanctitas sua electionem P. Dominici Malvenda in provincialem ordinis Prædicatorum provinciæ S. Laurentii martyris de Chile omnino abrogavit; altero vero suffecit in ejus locum P. Josephum Benitez. Quare opus est ut A. T. rem pertractet cum eodem P. provinciali Benitez pro novitiatu in dicto conventu recte instaurando. De iis autem omnibus, quæ hac super re peracta fuerint, certiorem reddat S. Congregationem ut Sanctitati suæ patefiant.

1917. Capucinorum americæ.

Ex audientia sub die 9 julii 1858. Sanctitas sua, attentis peculiaribus circumstantiis in casu occurrentibus, benigne tribuit episcopo Milvaukien facultatem procedendi de consensu P. ministri generalis ordinis ad canonicam erectionem enunciati conventus nomine S. Sedis retinendi, in quo vita communis perfecta servetur : nec non in eo constituendi novitiatum licet numerus religiosorum a jure requisitus desit; cum sanatione receptionis novitiorum jam factæ et novitiatus peracti, emissa a novitiis declaratione sese hujusmodi indulto uti velle; quæ declaratio una cum præsenti rescripto et decreto executoriali in archivo curiæ asservetur; facta adnotatione in libro professionum. In admissione vero novitiorum caute procedatur, et nonnisi qui necessariis qualitatibus præditi sint, admittantur, servatis decretis S. Sedis et præsertim iis quæ a S.Congregatione super statu regularium lata sunt.

Insuper Sanctitas Sua benigne indulsit ab biennium religioso viro oratori ut munere guardiani et novitiorum magistri fungatur. Interim vero donec a S. Congregatione aliter decernatur, dictus conventus visitationi et correctioni præfati episcopi subjectus remaneat. Tandem Sanctitas Sua mandavit ut superior ejusdem conventus quolibet triennio hanc S. Congregationem instructam reddat de numero novitiorum et professorum, de regulari observantia, præsertim circa votum paupertatis deque statu conventus. Contrariis quibuscumque non obstantibus. Romæ, etc.

1918. Super concursu.

Nuntio Matriten. — Extant in ditione Hispanica paræciæ quarum aliquæ conferebantur ad præsentationem, seu nominationem familiarum regularium; aliæ vero adnexæ erant religiosis domibus, quæ curam habitualem, uti ajunt, retinebant, cura vero actualis per religiosum virum ejusdem communitatis ad præscriptum sacrorum canonum exercebatur. Cum dolendum sit religiosas familias dispersas fuisse, Ssmus D. N. in hisce rerum adjunctis cupiens removere difficultates quæ in earumdem paræciarum provisione exoriri possent, peculiari providentia occurrendum esse statuit. Idcirco Sanctitas Sua, prævia sanatione omnium provisionum et collationum dictarum paræciarum, quæ huc usque ab ordinariis factæ sunt, tibi facultatem ad proximum quinquennium duraturam benigne impertitur indulgendi ad triennium antistibus, seu ordinariis locorum regni Hispaniarum qui ad te hac de causa preces porrexerint, præmissa, quatenus opus fuerit, a te sanatione omnium actorum quoad præteritum, ut memoratas paræcias per concursum conferant, quatenus domus religiosæ non existant, quæ superius enunciatis juribus in provisione earumdem paræciarum fruebantur.

Romæ, 6 augusti 1858.

1919. Epistola circularis.

Relatum est SSmo D. N. religiosos Hispaniarum e suis domibus a civili potestate expulsos, omnia mobilia etiam sacro cultui dicata inter se divisisse, ex quo evenit ut sacra utensilia, vasa, suppellectiles, reliquiarum capsæ et cetera hujusmodi non secus ac libri conventualium bibliothecarum vel dispersa fuerint, vel adhuc a privatis retineantur cum periculo dispersionis. Sanctitas sua itaque paternitati tuæ significandum mandavit, ut pro ea quæ necessaria est, prudentia, cures hujusmodi res colligere, et eas provisorio modo, idest, donec tuus ordo, ad quem spectabant, isthic restitutus non sit, attribuere ecclesiis monialium, paræciarum, vel aliis tibi benevisis; proviso tamen ne usurpentur vel vendantur, sed cultui divino addictæ remaneant. Hæc igitur exequi curabis et Deus te incolumem reddat.

Romæ, 24 augusti 1858.

N. B. Hæc circularis commissariis apostolicis regularium Hispaniæ Romæ commorantibus communicata fuit.

1920. Super minimis massilien.

Episcopo Massilien. — E stata fatta relazione alla S. di N. S. di quanto V. S. ha riferito sulla casa dei Minimi di cotesta citta, e con sommo dispiacere ha conosciuto lo stato deplorabile di quella religiosa famiglia, in cui non regna pace, concordia, ed osservanza. Sebbene si riconosca conveniente quanto V. S. propone, nondimeno è necessario per prendere una definitiva disposizione, conoscere quale sia il valore della casa, dovendosi, se vi siano persone che l'acquisterebbero, a che si affiderebbe la chiesa; assicurare che il P. Bœuf, prima che conseguisca l'Indulto di sua secolarizazione, ceda in forma valida la proprieta civile a lui intestata a persona di fiducia di V. S. onde poi procedere senza difficolta alla vendita, ed al pagamento dei debiti e disporre della somma che sopravan-

nomme provincial le P. Benitez. Elle écrit à l'archevêque de S. Iago de se concerter avec ledit Benitez pour l'établissement du noviciat dans le couvent de S. Iago.

(1917). *Etats-Unis d'Amérique. Capucins.* L'évêque de Milvaukee reçoit une commission apostolique pour ériger canoniquement le couvent des Capucins et y établir le noviciat. Rome, 9 juillet 1858.

(1918). *Espagne. Paroisse appartenant aux réguliers. Concours.* L'Espagne renfermait des paroisses dont quelques-unes étaient conférées à la présentation, ou nomination des familles régulières, et d'autres étaient unies aux communautés qui conservaient la cure habituelle et faisaient exercer la cure actuelle par un religieux. Après la dispersion des réguliers, les ordinaires des lieux conférèrent les paroisses dont il s'agit. La S. Congrégation fait savoir au nonce de Madrid que le saint-père a revalidé et confirmé toutes les nominations et les collations que les ordinaires ont faites jusqu'à ce jour, et qu'il autorise ledit nonce à permettre aux prélats qui en feront la demande de conférer désormais ces paroisses au concours, jusqu'au rétablissement des anciennes communautés religieuses. Rome, 6 août 1858.

(1919). *Espagne. Ornements. reliques et livres* La S. Congrégation engage les commissaires apostoliques de résidence à Rome pour les ordres religieux d'Espagne à recueillir, avec toute la prudence nécessaire, les ornements et vases sacrés, reliques, livres des bibliothèques conventuelles et autres que des particuliers détiennent, et à déposer ces différents objets dans les églises des religieuses, des paroisses, et autres, au gré desdits commissaires, jusqu'à ce que les convents soient rétablis. Rome, 1er octobre 1858.

(1920). *Minimes de Marseille.* La communauté se trouvant dans une situation déplorable, vu que la paix, la concorde et la régularité y sont perdues, on sera obligé de supprimer la maison. Cependant, avant de prendre une résolution définitive, la S. Congrégation écrit à Mgr l'évêque qu'il faut savoir la valeur de la maison, si quelqu'un est disposé à l'acheter, à qui l'on peut céder l'église ; s'assurer que le P. Beuf cède en forme légale la propriété civile à une personne qui ait la confiance du prélat, afin de procéder sans obstacle à la vente et à l'acquittement des dettes. Que faire de l'excédant? Les religieux qui désirent la sécularisation devront la demander en particulier et signer leur supplique. Rome, 1er octobre 1858.

zere come si credera opportuno; su di che alla si compiacera esternare il suo savio parere. Infine quei religiosi che desiderano la secolarizazione debbono supplicare in particolare e sottoscrivere le loro preci.

Romæ, 8 octobris 1853.

1921. Erectio duorum conventuum in america.

Ex audientia 1 octobris 1858. Sanctitas sua erectionem dictæ provinciæ in præsens haud expedire judicavit, sed P. ministro generali (conventualium) oratori benigne tribuit facultatem etiam per subdelegandum exercendam, canonice erigendi prævio consensu in scriptis respectivi ordinarii loci ad præscriptum sacrorum canonum duos conventus, quorum unus Philadelphiæ, alter vero Galveston existit, ac utrumque deputandi et constituendi in domus novitiatus, ita tamen ut locus separatus pro novitiis habeatur; cum dispensatione durante necessitate a præscripto numero religiosorum qui inibi morari deberent. Reliquæ vero domus uti hospitia habeantur et retineantur. Insuper Sanctitas sua benigne tribuit eidem P. ministro generali facultatem deputandi ad nutum religiosum virum probatæ vitæ et zelo regularis disciplinæ præditum in suum commissarium generalem, eoque illum mittendi, ac superiores ad triennium eligendi. Dictus vero commissarius quotannis referre debeat de statu ac regulari disciplina et observantia dictorum conventuum et hospitiorum et præsertim novitiatus P. ministro generali, qui hanc S. Congregationem instructam reddere teneatur. Quod autem ad parœcias spectat, cum illæ, attento præsertim parvo religiosorum numero, ab incremento distraherent religiosorum familiarum et a regulari observantia, Sanctitas Sua indulsit ut eas tantum ex jam acceptis retinere possint nomine duntaxat ordinis, quæ alicui conventui vel hospitio adnexæ sint, quasque utiliter valent administrare, et non excedant numerum religiosorum de quibus sine præjudicio conventuum disponi possit. Proviso ut sæpe sæpius de una in aliam parœciam religiosi parochi transferantur, quodque saltem quotannis spiritualibus exercitiis per decem dies vacent ad spiritum observantiæ servandum atque fovendum. Ab aliis vero parœciis acceptandis abstineant. Ceterum curent commissarius generalis aliique superiores ut vita communis perfecta vigeat ac religiosi qua exemplo qua opere populo christiano sint ædificationis et utilitatis.

Romæ, 1 octobris 1858.

1922. Capucinorun elnen.

Ex audientia 26 novembris 1858. Sanctitas Sua auditis litteris episcopi Elnen. ac voto procuratoris generalis ordinis (capucinorum) benigne annuit, ac propterea mandavit committi eidem episcopo, ut attentis etc. pro suo arbitrio et conscientia deque consensu P. M. generalis ordinis, ad canonicam erectionem enunciati conventus servatis servandis, deveniat, dummodo tamen habeantur ædes aptæ cum ecclesia aliisque omnibus a jure requisitis et in dicto erigendo conventu morari et ali possint, duodecim saltem religiosi ac ibi revera morentur; vitaque communis perfecta servetur.

Romæ, etc.

1923. Super sacra eloquentia.

Generali observantium. — Nell' approvare la Santita di N. S. con apposito decreto il regolamento degli studi da V. P. Rma presentato, ha ordinato a questa S. C. che si chiamassela di lei attenzione allo studio dell'eloquenza sagra, affinchè i giovani non imitino l'esempio di alcuni predicatori che a giorni nostri, lungi dall' annunciare come si conviene la parola di Dio ad istruzione de' popoli nelle massime della sacrosanta nostra religione, e ravedimento dei peccatori, presi da vanita, predicano piuttosto loro stessi, attingendo per lo più da fonti profane i loro argomenti, ed adoperando un eloquenza che serve a solleticare gli orecchi, ma non discende negli animi per muoverli ad abbandonare i vizii e seguire il sentiero delle cristiane virtu. V. P. ben conosce che questo nasce dallo spirito di novita, che nella predicazione di alcuni si è introdotto e dal trasandarsi le precipue fonti dell' eloquenza sagra, cioè la S. Scrittura ed i Padri. Ella per tanto userà tutti la cura, acciochè nel suo ordine non si abbia ad introdurre un tale abuso, ma siano i giovani istruiti e diretti a quella eloquenza che si addice al sagro ministero e corrisponda al fine inteso della S. Chiesa.

Romæ, 3 decembris 1858.

1924. Indultorum.

Cardinali præfecto spoliorum. — Con foglio del 16, dello scorso mese di novembre l'E. vostra si compacieva di proporre il dubbio se nei rescritti che si rilasciano da questa S. C. de' VV. e RR. nell' abilitare gli ex religiosi ad acquistare, e disporre, la clausola *post præsentis indulti exequutionem* si riferisca alle parole precedenti : *De iisdem legitime acquisitis,* ovvero alle sequenti, *disponendi.* Preso ad esame il proposto quesito questa S. C. dichiara, che le parole di cui si tratta si riferiscono alle parole precedenti, *de iisdem,* giacche quando il S. Padre in alcuni casi si degna condiscendere, che l'indulto di disporre comprenda ancora gli acquisti precedenti alla esecuzione

(1921). *Etats-Unis. Conventuels. Fondations de Philadelphie et de Galveston.* L'érection de ces deux maisons est autorisée. Les autres seront considérées comme hospices. Le général enverra un commissaire et nommera des supérieurs pour trois ans. Les Conventuels pourront desservir les paroisses annexées aux couvents et aux hospices, mais on leur défend d'en prendre de nouvelles. Les curés devront faire chaque année dix jours de retraite. Rome, 1er octobre 1858.

(1922). *Capucins. Fondation canonique du couvent de Perpignan.* La S. Congrégation commissionne Mgr l'évêque de Perpignan pour, du consentement du général de l'ordre, procéder à l'érection canonique du couvent de cette ville, à condition que le local puisse abriter tout au moins douze religieux et qu'ils trouvent des moyens d'existence dans le pays, en gardant la parfaite vie commune. Rome, 26 novembre 1858.

(1923). *Eloquence sacrée.* La S. Congrégation écrit au général des Franciscains de l'Observance : « En approuvant par décret spécial le règlement d'études que votre paternité révérendissime a présenté, le saint-père a ordonné à cette S. Congrégation d'appeler votre attention sur l'étude de l'éloquence sacrée. Les jeunes gens doivent se garder de l'exemple que donnent certains prédicateurs de notre époque, lesquels, au lieu d'annoncer la parole de Dieu, comme doit l'être pour enseigner aux peuples les maximes de notre sainte religion, et convertir les pécheurs, se prêchent eux-mêmes, empruntent leurs arguments aux sources profanes. Ce genre d'éloquence charme peut-être l'oreille, mais elle ne descend pas dans les cœurs pour les porter à quitter le vice et à suivre le sentier des vertus chrétiennes Votre paternité sait fort bien que cela provient de l'esprit de nouveauté qui s'est introduit dans la prédication de certains personnages, et de ce qu'on abandonne les principales sources de l'éloquence sacrée, c'est-à-dire l'Ecriture sainte et les pères. Ainsi votre paternité mettra tous ses soins à ne pas laisser introduire dans son ordre un si grand abus, de sorte que les jeunes gens y soient formés à l'éloquence qui est en rapport avec le saint ministère et correspond au but que la sainte Eglise se propose. Rome, 5 décembre 1858. »

(1924). *Indults de sécularisation.* Lorsque le saint-siége accorde aux religieux sécularisés la permission de disposer de leurs biens, cela s'entend des biens légitimement acquis postérieurement à l'exécution de l'indult de sécularisation. Les acquisitions antérieures ne sont pas comprises, sauf le cas où il en est fait mention expresse Rome, 6 décembre 1858.

dell' indulto, questa S. C. suole apporre nei rescritti la sanatoria degli acquisti gia fatti, ed estendere espressamente anche a questi la facolta di disporre.

Romæ, 6 decembris 1858.

1925. Ordinis s. benedicti in bohemia.

Cardinali archiepiscopo pragen. — Relata sunt ad Ssmum D. N. reclamationes monachorum monasterii Lambacensis ordinis S. Benedicti contra decreta et electiones ab E. T factas in enunciato monasterio, nec non rationum momenta quibus tu motus es ad illa emittenda. Sanctitas sua, cum in votis semper habeat ut monastica disciplina in regularibus familias non restituatur modo, sed magis magisque ad populi christiani ædificationem et ad propriam alumnorum religiosorum ordinum sanctificationem augeatur, decreta a te lata pro dicto monasterio electionesque factas, utpote quæ ad memoratum finem tendunt, executioni demandandas existimavit, hac tantum limitatione apposita, quod abbas a te electus in suo munere ad nutum S. Sedis permaneat. Confidit vero Sanctitas sua monachos pro ea quam erga apostolicam sedem profitentur obedientiam, reverentiam et obsequium prompto animo Sanctitatis suæ voluntati obsequuturos ceterisque ejusdem ordinis alumnis exemplo futuros.

Romæ, 13 decembris 1858.

1926. Ordinis prædicatorum.

Ex audientia 3 decembris 1858. Sanctitas sua benigne annuit pro dispensatione a præfatis litteris apostolicis in forma brevis S. M. Gregorii XVI, et concessione dictarum ædium et bonorum juxta preces favore ordinis Prædicatorum nec non commisit Dno episcopo Secovien.restitutionem dicti conventus (Gracensis) et bonorum. Insuper P. magistro generali facultatem tribuit constituendi in eodem conventu novitiatum, quatenus habeatur locus pro novitiis separatus, ac reliqua omnia quæ de jure requiruntur, et præsertim servetur regularis disciplina ac perfecta vita communis introducatur. Contrariis etc.

1927. Super recursu ad judicem civilem.

Generali Observantium. — La S. C. dei VV. e RR. è stata informata che il P. Guardiano di S. Francesco del convento di Lima, nulla questione insorta tra lui ed il seminario della metropolitana, ha ricorso al giudice civile del luogo, mentre pendea la decisione della questione stessa presso la S. Sede. Il giudice civile pero,a premura di Monsignore delegato apostolico sospese la decisione non ostante la insistenza del religioso. Fu scritto officiosamente al medesimo dal detto monsignor delegato, perchè desistesse dal processo, restituendo le cose nello stato in cui erano prima della questione; ma inutilmente, anzi si conosce che il guardiano stesso ha assicurato che non obbedirebbe alla S. Sede a meno che la decisione de sua Santita gli fosse annunciata per mezzo del P. Generale dell' Ordine. Riferito tuttocio al S. Padre, ha egli ordinato di renderne informata la paternita vostra acciocchè ammonica gravamente il detto P. guardiano, ordinandogli di aspettare quanto la Santita sua credera decidere e di disporre sullo vertenza di cui si tratta. Ragguagliera in seguito la P. V. la S. C. affinche se ne facia relazione a sua Santita.

Romæ, 22 decembris 1858.

1928. Ordinis s. benedicti in gallia.

Abbati Solesmens. — Quæstio valde diuturna inter te ac monachum N. ob domum in loco Acey emptam, gravem admirationem afferre potest, nisi ei aliquo modo finis imponatur. Ipse enim prout ex libello typis impresso apparet, asserit causam offensionis ex eo repetendam esse, quod partem pecuniæ pro ea domo emenda ab ipso collectæ velles impendere in solvenda ingentia debita, quibus gravaris, seque petitionibus tuis ex conscientia acquiescere non potuisse; ad probandum nonnullas tuas litteras exhibuit quæ respondent litteris typis impressis. Ipse certe male se gessit in edendo suo libello, et in hanc urbem petendo; verum ex mandato hujus S. C. spiritualibus exercitiis vacavit et a censuris ecclesiasticis absolutus fuit. Expediret profecto ut res componatur, et ut illum benigne reciperes Hæc tibi significanda erant, et Deus te sospitem servet.

Romæ, 19 aprilis 1858.

1929. Dubia secularizationis.

Il fine principale di una supplica presentata alla Sagra Congregazione de' Vescovi, e Regolari, ed esaminata da molti rispettabilissimi soggetti claustrali, si fu di ottenere una regola costante sull' ammettere, o rigettare le istanze de religiosi, che vivono nel secolo con pontificio indulto, e chieggono di rientrare nei loro ordini.

Siccome però tale materia portava seco alcune circostanze intrinseche, ed estrinseche all' esecuzione, perciò utile cosa sembrò all' estensore della supplica di proporre molti dubbi, li quali furone seriamente esaminati dai padri procuratori generali degl' ordini regolari, intese le loro consulte, e definitori generali.

La discussione, e risoluzione di alcuni dei proposti dubbi sembrarono alla Sagra Congregazione meritevoli della mag-

(1925). *Bénédictins de Bohême.* Après le concordat autrichien de 1855, le cardinal archevêque de Prague fut établi visiteur apostolique des communautés religieuses de l'empire. La S.Congrégation approuve les décrets et les nominations que le visiteur apostolique a faites dans le monastère bénédictin de Lambach, et qui tendent au rétablissement de la discipline monastique. Rome, 13 décembre 1858.

(1926). *Dominicains.* La S. Congrégation permet le rétablissement d'un couvent en Autriche, et l'ouverture d'un noviciat dans cette maison. Rome, 3 décembre 1858.

(1927). *Franciscains de Lima. Tribunal civil.* Le supérieur des Franciscains de Lima a fait un procès au séminaire devant le tribunal civil. Voici ce que l'on écrit au général de l'institut: « La S. Congrégation a été informée que le P. gardien de Lima a fait recours au juge civil pour la controverse qui s'est élevée entre lui et le séminaire de l'église métropolitaine, quoique cette même affaire fût pendante auprès du saint-siége. A la demande de Mgr le délégué apostolique, le juge a renvoyé la décision de l'affaire; mais le religieux a renouvelé son instance. Mgr le délégué lui a écrit officieusement de se désister et de remettre les choses en l'état où elles étaient avant le conflit. Tout cela n'a servi de rien. On sait que le gardien a déclaré qu'il ne se soumettrait au saint-siége que si la décision du saint-père lui était notifiée par l'entremise du général de l'ordre. Tout cela ayant été rapporté au saint-père, il a ordonné d'en informer votre paternité, afin qu'elle adresse une sévère remontrance au dit gardien, et lui ordonne d'attendre ce que Sa Sainteté croira devoir décider et prescrire. Rome, 22 décembre 1858. »

(1928). *Bénédictins.* Cette lettre se rapporte à une affaire dont il a été parlé ci-dessus, num. 898.

(1929). *Sécularisation des religieux.* Comme l'indult de sécularisation n'annulle pas la profession, les religieux qui retournent au cloître ne sont pas obligés de renouveler le noviciat et la profession. Il se peut toutefois que l'usage légitimement prescrit exige ce renouvellement. Les supérieurs peuvent demander cependant les documents attestant la bonne conduite des religieux pendant qu'ils ont vécu dans le monde, et les obliger de faire les exercices spirituels.

giore sollecitudine, e perciò quattro ne furono sottoposti al più maturo, e diligente esame del tenore seguente :

1. Se appartenga alla sola Sagra Congregazione dei Vescovi, e regolari il giudicare, e dichiarare, in caso di dubbio sulla validità, o invalidità dei rescritti apostolici di secolarizzazione, accordati ai regolari di qualunque ordine, ad esclusione di qualsivoglia altro superiore ecclesiastico inferiore.

2. Se dai superiori regolari si debbano riguardare per validi, o come invalidi i medesimi rescritti di secolarizzazione, fino a tanto che taluno di essi non sia stato dalla medesima sagra congregazione dichiarato invalido, e nullo.

3. Se nel caso, che alcun religioso secolarizzato richiedesse di rientrare nel suo ordine, et il di lui rescritto di secolarizzazione venisse dalla Sagra Congregazione riconosciuto, e giudicato valido, sia tenuto il medesimo religioso postulante fare nuovo noviziato, e nuova professione solenne, per essere legittimamente, e canonicamente incorporato al suo ordine, come vero religioso, espressamente professo; e se da un tal peso possa il suddetto secolarizato religioso dai soli superiori regolari esentarsi, o dispensarsi.

4. Se sia espediente, ed anco necessario di prescrivere che niuno dei regolari secolarizzatti possa essere riammesso, e rientrare nel suo rispettivo istituto *inaudita sacra congregatione episcoporum, et regularium*, e se prima da essa non sia stato riconosciuto il di lui rescritto, o dichiarato valido, o invalido, e nullo.

Sacra Congregatio eminentissimorum et reverendissimorum S. R. E. Cardinalium, negociis et consultationibus Episcoporum et Regularium præposita, referente Emo cardinali Bertazzoli ponente, sic respondendum censuit :

Ad primum. *Referendum SSmo tam pro rescriptis quæ a Sacra Congregatione Episcoporum et Regularium emanarunt, quam pro reliquis etc.*

Ad secundum. *Affirmative.*

Ad tertium. *Professionem religiosam non infirmari per rescripta, de quibus agitur, ac proinde non teneri indultarios professionem et novitiatum reiterare, quando petunt ad claustra redire : salva tamen consuetudine legitime introducta, atque præscripta singulorum ordinum regularium. Posse tamen per superiores religiosos exquiri congrua documenta anteactæ vitæ, et morum, dum in sæculo versabantur, et obligari ad spiritualia exercitia peragenda.*

Ad quartum : *Negative.*

Et ad Dom. secretarium cum SSmo. Romæ 30 januarii 1824.

Et facta de præmissis relatione SSmo Domino nostro per infrascriptum D. secretarium in audientia diei 15 februarii ejusdem anni ; eadem Sanctitas Sua præfatas resolutiones Sacræ Congregationis ad quatuor prædicta dubia in omnibus et per omnia benigne approbavit, et confirmavit ; voluitque relate ad primum dubium, indulta adhuc concessa, a quacumque auctoritate, vel imposterum concedenda, posse dumtaxat reformari et revocari, servatis servandis, ab hac Sacra Congregatione : in casibus vero particularibus sub præmissis dubiis non comprehensis, instantes recurrant ad eamdem Sacram Congregationem. Quibuscumque in contrarium non obstantibus. Romæ etc.

1930. Super regimine monialium.

Nuntio Parisien. — Il santo Padre venuto in cognizione di quanto hanno operato i carmelitani scalzi in Francia circa le monache Carmelitane col suscitare nelle medesime dei dubbi perche da loro non dispendono, e col procurare di prenderne la direzione, commette a V. S. di ammonire il P. Provinciale, acciochè egli ed i religiosi si astenga da simili cose.

Ha conosciuto inoltre Sua Santità la imprudente condotta del P. Herman, e percio incarica V. S. a chiamarlo, et ad ammonirlo gravemente, intimandogli che se non si emenda, si adotteranno forti misure.

Ella poi dara relazione a questa S. C. dei VV. e RR. di quanto avra operato. In atteso di chi etc. Roma 23 settembre 1857.

Vicario Generali Ordinis. — Il santo Padre ha ricevuto dei forti reclami circa il Carmelitani scalzi di Francia, che compromettono non solo il loro Ordine, ma anche gli altri collo spargere dubbi nelle Monache carmelitane perchè da loro non dispendono, e col procurare di prenderne la direzione, ed in modo particolare, si sono fatti dei rimarchi a carico del P. Herman per la sua imprudente condotta, che ha richiamato anche l'attenzione dell'autorità governativa. Ad impedirne le tristi conseguenze si sono date le conveniente istruzioni a Monsignor Nunzio.

In tanto si avverte V. P. per sua norma, ed accioche tanto V. P. quanto i suoi religiosi non s'immischino negli affari di quelle religiose, le quali debbono rimanere unicamente sotto la dipendenza degli Ordinarii. Tanto etc.

Roma, 23 settembre 1857.

(1930). *Direction des religieuses.* Les monastères des religieuses sont placés sous la juridiction ordinaire des évêques, sauf les priviléges spéciaux que le saint-siége accorde.

MÉLANGES

Irrégularité. Escabeau. — Livres chinois. Vestiges des dogmes chrétiens. — Indulgences collectives accordées par les évêques. Evêques auxiliaires. Indulgences données pour chaque mot d'une prière.

Irrégularité. Rhumatisme. Permission de s'appuyer de temps en temps sur un escabeau que les habits sacerdotaux peuvent cacher. Indult accordé par la S. Congrégation du Concile le 20 juillet 1878.

Mimaten. Dispensationis ab irregularitate. Die 20 julii 1878. — Sacerdos Joseph Petrus Poulalhou, diœcesis Mimatensis, doloribus rheumaticis identidem afflictatus per majorem anni partem in lectulo cubare coactus est. Crisi autem finita tanta nervorum debilitate premitur, ut ei impossibile sit toto celebrationis tempore suis consistere pedibus : propterea Summum Principem adiens suppliciter expostulat : « Qu'on lui accorde, non la permission de s'asseoir, mais celle de s'appuyer de temps en temps sur une chaise, ou escabeau placé derrière lui et que pourraient aussi dissimuler au besoin les vêtements sacerdotaux, » animadvertens quod ex pontificis benignitate jam privilegio gaudet oratorii privati, « et qu'un enfant qui sert de clerc assisterait seul à la messe. » Duas dein adducit causas ad gratiam obtinendam : 1. la consolation qu'il éprouverait de pouvoir dire la messe, vu que l'infirmité le prive du bonheur d'aller à l'église et d'assister même le dimanche à la messe ; 2. le secours qu'il trouverait dans l'honoraire de la messe, secours indispensable pour assurer sa subsistance. »

Acceptis hisce precibus ad episcopum Mimatensem scriptum fuit die 14 martii nuper effluxi pro informatione et voto prævio experimento coram cæremoniarum magistro referret an et quomodo orator omnes missæ actiones explere queat.

Mandatis obsequens S. Congregationis vicarius generalis pro episcopo impedito literis diei 12 decursi aprilis relationem magistri cæremoniarum mox enucleandam transmisit, subdens « quod oratoris preces dignæ sunt ut benigne excipiantur; quod orator omni re caret, et quod missarum stipendia illi omnino necessaria sunt ad vitæ tam infelicis sustentationem. »

Porro magister cæremoniarum ab episcopo deputatus postquam descripsit fulcrum cui orator in sacris peragendis incumberet, habet : « A mon avis, cette manière de célébrer est sans inconvénients; elle permet de faire facilement toutes les cérémonies prescrites. Il n'y a que deux choses qui ne pourraient être exactement accomplies : 1. les génuflexions jusqu'à terre; 2. le tour complet à l'*Orate fratres* et à la bénédiction de la fin. Les génuflexions seraient remplacées par une profonde inclination, en pliant un peu la jambe droite. Quant au demi-tour pour dire *Dominus vobiscum*, il se ferait à peu près comme prescrit la rubrique aux messes célébrées devant le Saint-Sacrement exposé. Il n'y aurait aucun danger de profanation ni scandale, car le recourant célébrerait tout seul, en présence de l'enfant qui sert la messe. »

Quibus habitis rescripsi : *Per summaria precum*, et cum hodie hic expendendus proponatur libellus, nonnulla utrinque de more adjiciam in jure.

Veram irregularitatem in casu adesse difficili probatione demonstrandum haud est, cum ex sola rerum, quæ hucusque adductæ sunt, expositione nemo non videat applicandum esse caput *Presbyt.* de cleric. ægrot. quo universim irregularis dicitur qui non secure propter debilitatem, vel non sine scandalo propter deformitatem ministrare potest. In specie autem orator non modo fulcro indiget ut missam celebrare valeat, verum etiam nequit totaliter se ad populum convertere, et genuflexionum tantummodo signum præbere valet caput demittens et dexterum parumper flectens pedem. Ex quibus defectibus manifestum erumpere putarem, ipsum ea irregularitate detineri, quæ suadet gratiæ denegationem cum in hoc lacrymabili statu sacrificium peragens indubie scandalum et admirationem excitaret in populo. Quo in casu summus pontifex, « cum corpore vitiatis ob reverentiam sacramenti, ut non facile solet dispensare : » ita Reiffenst. tit. de corpore vitiat. num. 36 ; cui concinit Pirbing, num. 15, et Schmaz. num. 16 eod. tit. S. C. in *Abellinen.* die 28 julii 1770, confirmata 4 maii 1771, in *Augustana* irregul. 19 decembris 1772.

Attamen cum agatur de jam promoto et non promovendo et cum absque culpa irregularis evaserit, facilius canonum rigores remitti solent, ne afflicto addatur afflictio, prouti docent resolutiones S. O. *Senogallien.* Dispensationis ab irregularitate 7 maii 1785. et *Portugallen.* et *Lamecen.* 14 augusti 1824; aliæque quamplurimæ. Nec desunt exempla hujus dispensationis ab hoc S. O. indultæ in simili et fere identico casu, prout videri potest, præsertim in *Januen.* dispensationis die 29 novembris 1862 inter supplices libellos relata. Ibi agebatur de parocho Joanne Augustino Raggio, qui tibiarum debilitate perculsus, scipionibus innixus cogebatur ad altare accedere, et sacrificii tempore neque ad populum perfecte se vertere valebat, neque profundam genuflexionem peragere, sed eam tantummodo indicare, pedem scilicet retrahendo et caput humerosque inclinando, et tamen hic S. O. rescripsit : « Pro gratia dispensationis dummodo celebret in oratorio « privato, vel etiam in ecclesia, hora tamen a populo minus « frequentata, et cum assistentia alterius sacerdotis vel saltem « diaconi, facto verbo cum SSmo. »

Neque casui nostro obstare viderentur resolutiones superius citatæ in *Abellinen.* et *Augustana.* In prima enim agebatur de sacerdote qui apoplectico morbo correptus talem in sinistro brachio passus fuit læsionem, ut ejus ministerio in sacro peragendo ad sustinendum calicem dum attollitur et cœlestem hostiam frangendam uti nequibat, quare periculum aderat effusionis sanguinis. In altera vero sermo erat de parocho qui facultatem expostulavit celebrandi ope digitorum argenteorum. Cessat præterea in themate ratio scandali cum orator efflagitet gratiam celebrandi in privato oratorio, ubi « un enfant qui sert de clerc assisterait seul à la messe. » Cessat profanationis periculum, quia teste cæremoniarum magistro gratiam impertiendo, « cette manière de célébrer n'offre aucun inconvénient et tout péril de profanation serait éloigné. »

Hisce breviter expositis quid consilii sit in themate amplectendum erit EE. PP. prudentiæ et sapientiæ decernere.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit : *Pro gratia dispensationis, arbitrio et conscientiæ episcopi ad effectum celebrandi in oratorio privato usquedum non ingravescat morbus, facto verbo cum SSmo.* Romæ, 20 julii 1878.

Livres chinois. Vestiges des dogmes chrétiens. Lettre de N. S. Père le pape Léon XIII.

Notre saint-père le pape a daigné adresser la lettre suivante à MM. Bonnetty et Perny à l'occasion de la publication de leur ouvrage intitulé : *Vestiges des principaux dogmes chrétiens tirés des anciens livres chinois*, par le P. de Premare :

A nos chers fils le chevalier Bonnetty, directeur des Annales de philosophie chrétienne, *et Paul Perny, prêtre, ancien missionnaire en Chine.*

LEON XIII, PAPE.

Chers fils, salut et bénédiction apostolique,

On ne doit point s'étonner, chers fils, que le peuple fier jusqu'à l'excès de son antiquité et très-conservateur de cette gloire dans ses doctrines et ses mœurs, ait en mépris les nations modernes et leur sagesse; et, comme il ignore que la vraie religion a été révélée par Dieu au premier père des hommes, qu'il ait en dédain la religion catholique, qu'il n'estime pas être une explication plus grande de la religion antique, mais une invention de la sagesse moderne. Celui donc qui s'attache, par des preuves convaincantes, à dissiper cette erreur dont les esprits sont imbus, accomplit certainement une œuvre excellente, en faisant disparaître un grand obstacle à la propagatien de l'Evangile.

C'est pourquoi nous vous félicitons, chers fils, vous qui vous aidant des doctes recherches faites au siècle passé par un des pères de la Société de Jésus, remplissant les fonctions de missionnaires dans ces régions, vous êtes attachés avec une nouvelle diligence à étudier les livres sacrés des Chinois et les ouvrages des sages antiques, et en avez extrait les vestiges très-clairs des dogmes et des traditions de notre très-sainte religion, lesquels vestiges prouvent qu'elle a été depuis longtemps annoncée dans ces régions, et que, par son antiquité, elle précède de beaucoup les écrits des sages, d'où les Chinois tirent la règle et l'enseignement de leur religion. Que Dieu favorise votre but et vos études, lesquels si, par le secours de la lumière céleste, ils pénétraient dans les esprits des sages, ouvriraient certainement une voie royale à la vérité et procureraient le salut d'âmes innombrables.

C'est ce que nous vous souhaitons de tout notre cœur, et en même temps, comme présage de la faveur divine, et gage

de notre bienveillance paternelle, nous vous donnons avec amour, chers fils, notre bénédiction apostolique.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 12 du mois d'août 1878, au 1er de notre pontificat.

LEON XIII, PAPE.

Voici le texte latin de ce document :

Dilectis filiis equiti Bonnetty, rectori Annalium philosophiæ christianæ, *ac Paulo Perny, sacerdoti jam missionnario in Sinis, Lutetiæ Parisiorum.*

LEO PP. XIII

Dilecti filii, salutem et apostolicam benedictionem. Mirum profecto videri non debet, dilecti filii, quod populus antiquitatis suæ ad miraculum ostentator, hujusque gloriæ in doctrinis moribusque retinentissimus, despectui habeat recentiores nationes earumque sapientiam. Et cum ignoret, veram religionem ipsi hominum protoparenti revelatam a Deo fuisse catholicam aversetur religionem, quam non antiquæ pleniorem explicationem arbitratur, sed recentis sapientiæ commentum. Qui igitur insitum hunc mentibus errorem perspicuis argumentis depellere studeat egregiam profecto confert operam submovendo gravissimo obstaculo Evangelii propagationi objecto.

Gratulamur idcirco vobis, dilecti filii, qui usi doctis disquisitionibus præterito sæculo institutis ab altero e Patribus Societatis Jesu missionariorum munere functis iis in regionibus, novaque diligentia versatis sacris Sinarum libris vetustorumque sapientum operibus, clara ex ipsis vestigia duxistis dogmatum et traditionum religionis nostræ sanctissimæ; quæ doceant, eam jamdiu nunciatam fuisse illis regionibus et antiquitate sua longe excedere scripta sapientum, e quibus Sinæ religionis suæ normam ducunt et documentum. Obsecundet Deus proposito studiisque vestris; quæ si, superno affulgente lumine, sapientum mentes illustraverint, regiam profecto sternent veritati viam, innumerarumque animarum saluti prospicient.

Id toto corde vobis ominamur, dum divini favoris auspicem nostræque paternæ benevolentiæ pignus bpostolicam benedictionem vobis, dilecti filii, perpamanter impertimus.

Datum Romæ, apud S. Petrum, die 12 augusti 1878, pontificatus nostri anno primo.

LEO PP. XIII.

Indulgences. Si un évêque peut accorder des indulgences aux associations qui en ont obtenu du Saint-Siége; ainsi qu'aux croix, couronnes et pieuses images. Si un évêque peut accorder des indulgences aux fidèles d'un autre diocèse, l'ordinaire du lieu consentant. — Si l'évêque peut appliquer de nouvelles indulgences à l'objet ou à l'acte de piété que son prédécesseur a indulgenciés. — Si l'évêque in partibus coadjuteur de l'ordinaire diocésain a le pouvoir d'accorder quarante jours d'indulgence comme l'évêque diocésain lui-même. S'il est permis de diviser en plusieurs parties un acte de piété, par exemple appliquer quarante jours d'indulgence à chaque mot de la Salutation angélique. — Si le délégué apostolique a le pouvoir de donner des indulgences conjointement avec les évêques des pays compris dans la délégation. — Concessions collectives. Décret de la S. Congrégation des Indulgences.

Dubiorum super accessione et accumulatione indulgentiarum. Decretum. Romani pontifices in concedendis indulgentiis moderamen semper consueverunt observare, ne per indiscretas et superfluas indulgentias et claves Ecclesiæ contemnantur et pœnitentiæ satisfactio enervetur cap. *Cum ex eo.* 14, de pœnit. et remiss. Eodemque consilio ducti haud unquam omisere indulgentias, quas moderaminis fines excessisse perspexerunt intra eosdem cohibere. Sacrosancta item Tridentina synodus sess. 25 decret. *de indulg.* veteri et probatæ Ecclesiæ consuetudini inhærens, moderationem in indulgentiarum concessione enixe inculcat, *ne nimia facilitate ecclesiastica disciplina enervetur.* Abusus vero qui in indulgentias irrepserint *emendatos et correptos cupiens* episcopis mandat, ut eas ecclesiæ suæ diligenter quisque colligat, et ad *summum Romanum pontificem* deferat, *cujus auctoritate et prudentia, quod universali Ecclesiæ expediet, statuatur.* Quæ auctoritas a Romanis pontificibus per Sacram Indulgentiarum Congregationem post ipsius institutionem solet exerceri.

Quare varii abusus, quos in nonnullis regionibus adversus adeo salutarem Ecclesiæ disciplinam inolevisse compertum est, propositi fuerunt in congregatione generali habita in palatio apostolico Vaticano die 14 decembris 1877 sub forma sequentium dubiorum:

1. Potestne episcopus vel alius quicumque prælatus eidem actui pietatis sive eidem pio sodalitio, cui a Romano pontifice jam indulgentiæ sive plenariæ sive partiales concessæ sunt, alias indulgentias adjungere? Potestne crucibus, coronis, sacris imaginibus a papa vel sacerdote legitima facultate munito benedictis, novas adnectere indulgentias?

2. Potestne episcopus fidelibus diœcesis non suæ indulgentias concedere si Ordinarius loci consentit? Potestne tolerari hujusmodi praxis si nihil aliud intenditur, nisi ut per majorem numerum prælatorum indulgentias concedentium summa dierum indulgentiarum eidem actui devoto adnexarum multiplicetur?

3. Potestne episcopus eidem rei vel eidem actui pietatis, cui jam antecessor indulgentias adnexuit, novas indulgentias applicare?

4. Potestne episcopus in partibus infidel. quamvis auxiliaris ordinarii alicujus diœcesis indulgentiam quadraginta dierum concedere sicut diœcesanus?

5. Potestne episcopus quin limites sui juris excedat ad augendas indulgentias eumdem actum pietatis in partes dividere et ex. gr. pro omni verbo salutationis angelicæ quadraginta dies indulgentiarum concedere?

6. Potestne delegatus apostolicus virtute facultatum quas a summo pontifice accepit in concedendis indulgentiis concurrere cum uno vel altero epsecopis territorii delegationis suæ ut idem objectum vel eumdem actum pietatis indulgentiis ditet?

7. Prælati, quibus privilegio apostolico data est facultas concedendi in quibusdam solemnibus festivitatibus per annum indulgentias plenarias, debetne hac facultate uti per modum actus toties quoties talis solemnitas occurrit, an vero possunt unica concessione eamdem indulgentiam extendere ad omnes solemnitates periodo annorum recurrentium aut in perpetuum?

Sacra Congregatio respondendum edixit ut infra :

Ad primum: *Negative nisi novæ conditiones adimplendæ prescribantur.*

Ad secundum : *Negative ad utrumque.*

Ad tertium : *Negative.*

Ad quartum : *Negative.*

Ad quintum : *Negative.*

Ad sextum : *Consultius se abstineat.*

Ad septimum : *Affirmative ad partem primam. Negative ad secundam.*

Facta autem per infrascriptum Sac. Congregationis secretarium sanctissimo domino nostro Pio papæ IX relatione in audientia habita die 12 januarii 1878, Sanctitas Sua prædictas responsiones probavit et publicari mandavit.

Datum Romæ ex secretaria Sac. Congregationis die 12 januarii 1878. — Al. card. Oreglia S. Stephano præf. *A. Panici*, *secretarius*.

Consultoris votum. Jam a die 8 maii 1874 proposita et resoluta fuerant dubia hæc. Quoad primam partem secundi dubii tamen S. Congregatio exquisivit votum consultoris: qui sic se habuit. Pro certo tenendum est, episcopum extra suam diœcesim nullam jurisdictionem tamquam propriam exercere posse. Attamen si episcopus alienæ diœcesis consentit, tunc videndum esset quomodo intelligendus sit consensus iste.

Non potest episcopus consentire ut alienus episcopus in diœcesi non sua jurisdictionem, tanquam sibi propriam, exerceat; nam talem jurisdictionem non habet, et esset contra bonum ordinem hierarchiæ. Si vero consentire idem est ac delegare, tunc utique dico posse episcopum in aliena diœcesi ex delegatione ordinarii, jurisdictionem exercere, indulgentias concedere. Si, exempli gratia, episcopus propter infirmitatem vel aliud impedimentum ecclesiam non potest consecrare, nec clericos ordinare, nec confirmationis sacramentum conferre vel alias functiones sacras peragere, tunc utique sive episcopum auxiliarem, sive ordinarium alterius diœcesis ad faciendas illas functiones invitare, eique facultatem publicandi indulgentias competentes et sibi benevisas delegare potest. Igitur in hoc casu delegationis fidelibus diœcesis non suæ indulgentias concedere potest intra limites juris, scilicet usque ad 40 dies.

Animadversiones ex officio. Animadversum fuit cum Bened. XIV *de Synod. diœces.* lib. 13, cap. 18, § 2 : « Periculosum nonnullis videtur hoc rerum genus (inquirere nempe an abusus invecti sint quoad alicujus loci, aut rei, vel acti pii indulgentias) nimis diligenter scrutari et excutere, propterea quod si hinc urget necessitas exposcendi opportuna remedia ne christifidelibus imponantur, inde obstat timor ne detecto per ipsos indulgentiarum insubsistentia, quæ antea eos latuerat, nec eis denuntiata fuerit ab eis, qui rerum veritatem ipsis sine fuco demonstrare debebant, turbentur illi, offendantur, indeque occasionem arripiant obloquendi in eos qui ecclesiastici regiminis veluti habenas moderantur. »

Exposito periculo ab ablatione abusuum, quoad indulgentias, derivanti, opportunum pontifex suggerit remedium, ita prosequendo: « Verum haud ita difficile et arduum est viam adinvenire, per quam ex hoc impedito, ut isti putant, labyrintho evadatur. Si enim in indulgentiarum discussione, quam in sua diœcesi instituit episcopus, aliquas repererit quæ dubiæ fidei sibi videantur, non negligat eas iem recensere in relatione status suæ ecclesiæ; quod cum præstiterit, opus erit Congregationis Concilii hujusce rei notionem remittere ad alteram Congregationem Indulgentiarum. Quoties autem examine facto hujusmodi indulgentias apocryphas declarari contigerit, si rogetur pontifex ut indulgentiis apocryphis veras canonicasque indulgentias subrogare velit et (uti sperandum est) consonum votis rescriptum obtineatur; non solum hac ratione incommodis omnibus cumulate consultum erit, sed insuper fideli populo spiritualis veræque lætitiæ occasio exhibebitur. »

Remedium hujusmodi ab ipso Benedicto XIV adhibitum fuit die 6 martii 1756 quoad indulgentias quæ vulgo dicebantur concessæ coronæ B Joannæ Valesiæ. Quod cum suggestum fuerit S. Congregationi a consultore in *Mexicana* diei 30 martii 1856, S. Congregatio post declaratas apocryphas indulgentias et privilegia de quibus agebatur, curavit ut a summo pontifice nova concederentur, ceu concessa fuerunt sub die 14 aprilis 1856.

Relate ad indulgentias, de quibus pertractatur relata etiam fuit praxis quæ viget apud Hispanos episcopos. Etenim episcopi juxta hanc praxim, quam antiquissimam autumant, vel concedere solent, indulgentias intra diœcesim suam, et metropolitani intra provinciam suam, vel concedunt indulgentias in diœcesi sua pro non diœcesanis ad ipsorum petitionem, vel concedunt indulgentias extra diœcesim pro non diœcesanis ad horum petitionem. In primo casu eas concedunt jure suo in forma Ecclesiæ consueta. In altero jure suo quoad concessionem, at vero quoad lucrationem, operumque præscriptorum approbationem juxta voluntatem proprii ordinarii his verbis: *Habito prius beneplacito ordinarii pro lucratione et executione.* In tertio cum duplici beneplacito ordinarii proprii sub iis verbis: « supposito beneplacito prælati diœcesani pro concessione et lucratione. » Petierunt, ceu relatum est, ut S. Congr. dignetur de validitate indulgentiarum concessarum vel concedendarum ab eisdem episcopis et juxta consuetudinem ejusmodi decerneret. Verumtamen nullum extat vestigium apud S. Congregationis acta tum suppositæ consultationis, quam responsionis.

Quibus aliisque prænotatis S. C. Indulgentiarum septem propositis dubiis præbuit responsa jam relata.

L'administrateur-gérant :

Palmé.

Paris. — Jules Le Clere et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 17.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CENT CINQUANTE-CINQUIÈME LIVRAISON.

LE VENERABLE JOSEPH COTTOLENGO

Biographie du vénérable serviteur de Dieu d'après le procès juridique et l'information présentée à la S. Congrégation des Rites. Petite-Maison de la divine Providence. Instituts fondés par le vénérable Cottolengo. Dons surnaturels. Supplique des princes de la maison royale de Savoie au Saint-Siége pour obtenir l'introduction de la cause.

La S. Congrégation des Rites a publié récemment un décret autorisant l'introduction de la cause de béatification et de canonisation du vénérable Joseph Cottolengo, chanoine de la collégiale du Saint-Sacrement à Turin, et fondateur de la *Petite-Maison de la divine Providence*, sous les auspices de saint Vincent de Paul.

Nous publions plus loin la biographie du vénérable Cottolengo d'après l'*Informatio* qui a été présentée à la S. Congrégation des Rites. Nous avons puisé à la même source ce qui concerne les dons surnaturels du vénérable serviteur de Dieu, les circonstances de sa mort, la réputation de sainteté qui s'attache à sa mémoire et les guérisons miraculeuses obtenues par son intercession.

Le vénérable Cottolengo prit pour modèle saint Vincent de Paul, et plaça sous la protection spéciale de cet admirable serviteur et ami des malheureux la Petite-Maison de la divine Providence, qui abrite deux mille malades et orphelins. Il commença son œuvre en 1828, n'ayant pour toute ressource que sa ferme confiance en la divine Providence. Elle ne lui fit jamais défaut; nous rapporterons plus loin des traits vraiment merveilleux des secours extraordinaires par lesquels Dieu soutint constamment cet établissement.

Pour la direction des œuvres de charité qu'il entreprit, le vénérable Cottolengo fonda huit nouveaux instituts religieux, qui encore aujourd'hui sont en pleine prospérité : 1. Les sœurs de S. Vincent de Paul (*Vincenzine*) pour le service des hôpitaux et pour garder gratuitement les malades à domicile. 2. Les Frères de la Petite-Maison, chargés de garder et élever les orphelins, sourds-muets, etc., auxquels ils enseignent divers métiers. 3. Les prêtres séculiers de la Très-Sainte Trinité, pour le ministère spirituel de l'hôpital et des œuvres annexes. 4. Les Ermites sous le vocable de saint Romuald, établis près de Gassino ; ils observent un genre de vie extrêmement austère. 5. Communauté de pénitentes sous le vocable de sainte Thaïs (*Taidine*). 6. Monastère du Suffrage, où se retirent les sœurs de S. Vincent de Paul qui désirent achever leurs jours dans la retraite et la pénitence. 7. Carmélites de Cavoretto; rigoureuse clôture, office de la nuit, adoration perpétuelle etc. 8. Sœurs des écoles pour l'instruction des pauvres filles des campagnes, sous le vocable de la *Divina Pastora*. Ainsi s'accomplit la prédiction d'un saint prêtre de l'Oratoire, que Cottolengo consulta jadis sur son dessein d'entrer dans cet institut et qui l'en détourna en lui annonçant qu'il était appelé à devenir le père de plusieurs nations, *pater multarum gentium*, comme le patriarche Abraham.

Trente et un témoins, qui ont tous connu le vénérable Cottolengo (mort en 1842), ont été entendus dans l'enquête juridique de l'archevêché de Turin. Les dépositions, extraites textuellement de l'enquête, ont été imprimées, comme c'est l'usage, pour la commodité des consulteurs et des cardinaux de la S. Congrégation des Rites. Ce *summarium* forme un volume in-4° de 534 pages.

La principale déposition est celle de M. l'abbé Anglesio, successeur du vénérable Cottolengo à la direction de la Petite-Maison et des œuvres annexes, camérier honoraire du saint-père, âgé de 67 ans lors de l'enquête.

Comme l'*Informatio* que nous publions traite très-succinctement des dons surnaturels du vénérable Cottolengo, nous croyons devoir rapporter ici quelques témoignages de l'enquête juridique.

Premier témoin : « J'ai pu constater que le serviteur de Dieu était doué d'une très-grande facilité pour expliquer la parole de Dieu sur des sujets variés qu'on lui proposait à l'improviste. Me trouvant avec lui chez les Carmélites de Cavoretto, assis devant l'autel pour prêcher, il me demanda un sujet ; je lui suggérai le texte : *In silentio et spe erit fortitudo vestra.* Je fus émerveillé de la fécondité et de la force avec laquelle il développa ce sujet. »

Cinquième témoin, médecin de la maison : « Je soignais sœur Massima, qui était épileptique. Cottolengo, l'ayant fait appeler, lui fit des reproches du trouble qu'elle jetait dans la maison, et lui ordonna au nom de la sainte obéissance de ne plus renouveler ces embarras, en recommandant la confiance en la divine Providence. Le fait est que les atteintes d'épilepsie ne reparurent jamais, j'en ai été témoin oculaire. »

« L'abbé Peretti, théologal, s'étant retiré fort âgé à la Petite-Maison, et atteint de la goutte, gardait le lit depuis un mois ; on avait besoin d'un prêtre pour dire la messe dans la maison, un dimanche. Le serviteur de

Dieu lui fit dire par sœur Rufina de se lever et de dire la messe à la communauté. Le bon vieux répondit: *Obéissons, obéissons*. Il essaya de se lever et y parvint, alla à la chapelle et célébra avec une grande joie la sainte messe. La goutte disparut. J'ai été témoin oculaire, je visitais ce malade. »

« En 1833, sœur Charles, gravement malade, reçut l'extrême-onction. Je la visitais avec le docteur Rossi; nous la croyions perdue. Le serviteur de Dieu lui dit: « Vous ne mourrez pas, vous irez sur de hautes montagnes pour faire du bien. » Peu de jours après, sœur Charles fut entièrement rétablie. L'année suivante, le serviteur de Dieu l'envoya à Utelle, dans les montagnes de Nice, pour desservir l'hôpital et faire l'école. Dans la suite elle jouit d'une excellente santé; elle n'est morte que depuis quelques années; je l'ai toujours connue et lui ai parlé bien souvent. La maladie qui la tourmentait était une affection pulmonaire lente qui passa à l'état aigu, cela la rendit extrêmement dangereuse. »

Septième témoin : « Plusieurs fois, certaines personnes exprimant leur surprise des agrandissements de la Petite-Maison, le serviteur de Dieu répondit (j'étais présent) que ce n'était rien encore ; que la Petite-Maison étendrait avec le temps ses contructions et ses possessions jusqu'au fleuve Dora et au bourg du Pallone... En effet, la maison occupe actuellement les limites annoncées par le serviteur de Dieu ; c'est une surface de près de huit hectares. »

Huitième témoin: « Un soir de l'automne, en 1839, je crois, me trouvant dans la chambre du serviteur de Dieu, je lui fis part des besoins extrêmes de la Petite-Maison ; quelques divisions manquaient des choses les plus nécessaires. Le serviteur de Dieu interrompit sa lecture, et se tournant vers une image de la Vierge accrochée au mur, dit : « Ma mère, secourez la Petite-Maison, autrement nous serons obligés de renouveler l'acte héroïque de S. Hyacinthe, c'est-à-dire de nous mettre sur la fenêtre. » Il me dit de prendre la lumière et d'aller visiter avec lui le tronc des offrandes. Je lui fis observer qu'on venait d'ouvrir le tronc et que certainement, avec cette pluie battante, personne n'était venu. Malgré cela, il voulut aller ; or le tronc se trouva rempli de pièces d'or, quatre à cinq mille francs, en pièces de trente-six francs. Quoiqu'il fût fort tard, il m'envoya, le même jour, porter de l'argent à trois créanciers. Le lendemain, il fit un grand nombre d'autres payements. »

Dixième témoin : « M. Henry, négociant de Turin, donna mille francs au serviteur de Dieu à l'époque de son départ pour Utelle où il allait établir quelques sœurs. En recevant la somme, le serviteur de Dieu dit : « Rappelez-vous, M. Henry, cinquante pour un. » La même année, M. Henry gagna le gros lot d'une extraction, lequel fut de cinquante mille francs.

Vingt-deuxième témoin : « A la fin de 1838, les provisions de la Petite-Maison s'épuisèrent. Deux jours consécutifs nous eûmes pour tout dîner une tranche de pain et quelques pommes de terre ; avec cela, nous ne fûmes pas tourmentés de la faim. Vers deux heures de l'après-midi, on vit arriver à l'improviste une grosse charrette de provisions de tout genre, des sacs de farine, de riz, de pâtes, et autres denrées. Je vis cette charrette, et je me souviens que mes compagnes disaient : « Dieu nous laisse manquer quelques moments, puis il nous envoie en abondance. Il faut toujours avoir confiance. Nous rendîmes grâces au Seigneur. »

M. l'abbé Anglesio, successeur du vénérable Cottolengo : « Me trouvant gravement atteint de fièvre typhoïde dans la Petite-Maison, l'année de la mort du serviteur de Dieu, et déjà muni du saint viatique, je lui proposai de faire le sacrifice de ma vie. Il me répondit d'un ton franc et décidé : « Non, cela ne doit pas être. » Étant sorti de ma chambre, il dit à son compagnon : « Notre chanoine ne mourra pas ; il devra servir la divine Providence dans une foule d'œuvres. » Cette seconde partie de la prédiction me fut rapportée par quelqu'un de la maison. — On était généralement persuadé que le saint homme tenait en quelque sorte dans ses mains les clés de la divine Providence. On le vit un jour, avec un panier de cerises, en distribuer à toutes les personnes de la maison. »

Vingt-cinquième témoin ; « J'ai vu plusieurs fois le serviteur de Dieu en extase, élevé à un pied au-dessus du sol, devant le crucifix, ou une image de la sainte Vierge. D'autres personnes l'ont vu dans cet état. Alors il n'entendait pas ce qu'on lui disait. »

Cottolengo était vénéré comme un saint. Le roi Charles-Albert envoya ses deux fils lui porter la décoration de Saint-Maurice. Le comte et la comtesse della Margherita visitaient fréquemment la Petite-Maison. De même, la marquise de Barolo vénérait Cottolengo et l'invitait à bénir ses établissements.

Cette grande réputation de sainteté, loin de s'affaiblir, n'a fait qu'augmenter avec les années.

L'enquête rapporte un assez grand nombre de guérisons miraculeuses qui ont été obtenues par l'intercession du vénérable Cottolengo. Voici ce que le cinquième témoin a déposé : « Je sais qu'à Nice, comme à Turin, un grand nombre de malades se sont recommandés à l'intercession du vénérable serviteur de Dieu avec succès. En 1863, la comtesse Dsyanziska, polonaise, était à Nice, atteinte d'une expectoration purulente que trois médecins déclarèrent incurable. D'après mon avis, elle fit une neuvaine, pria le serviteur de Dieu, et continua de réciter un *Pater* et *Ave* tous les jours pour sa guérison. Un mois après, elle repartit pour Paris, parfaitement guérie; le crachement de sang avait disparu ; je l'ai su par une lettre de la comtesse. »

On relate aussi des conversions extraordinaires opérées par l'invocation du vénérable Cottolengo; une juive, un protestant, etc.

A la suite du *Summarium* se lisent les lettres des évêques et autres personnages ecclésiastiques et séculiers qui ont demandé au saint-siége la canonisation du vénérable Cottolengo. Les princes de la famille royale ont signé une supplique ainsi conçue :

« Très saint-Père, parmi les personnages les mieux méritants de la société et les plus insignes par leurs vertus et surtout par la charité envers les malheureux qui ont dans les cinquante dernières années illustré

notre catholique Turin, le nom qui attire de plus en plus les sympathies, c'est celui du serviteur de Dieu le chanoine Joseph Cottolengo, fondateur de la Petite Maison de la divine Providence, sous les auspices de S. Vincent de Paul, décédé en avril 1842 en renom de sainteté.

« Ce bienheureux serviteur de Dieu, qui employa et sacrifia parmi nous presque toute sa vie sacerdotale, gagna nécessairement les cœurs de tous ceux qui le connurent, par ses éminentes vertus, par sa bonté extraordinaire, par la simplicité qui dominait en lui. Vrai père des pauvres, pour lesquels il se dévoua complétement, il parvint, par le seul mérite de sa foi en la divine Providence, à fonder ce prodigieux monument, qu'il voulut appeler « Petite Maison de la divine Providence, » vrai refuge de presque toutes les infirmités humaines, asile de toute sorte de misérables, dont le nombre dépasse actuellement deux mille. Monument perpétuel de la Providence divine et de la foi et confiance héroïque de son fidèle serviteur et ministre.

« Nous avons eu, plusieurs de nous, la consolation de le connaître et même de traiter familièrement avec lui. Nous pouvons attester par conséquent que la renommée qui de jour en jour se répand davantage, n'est pas exagérée. C'est pourquoi, ayant appris avec une consolation inexprimable que l'enquête pour la cause de sa canonisation a été commencée par S. E. révérendisime notre très-zélé archevêque Mgr Laurent Gastaldi, nous ne pouvons que joindre nos très-humbles prières aux vœux de notre très-vénéré pasteur ; nous déposons nos prières aux pieds de Votre Sainteté, et formons les vœux les plus sincères, afin qu'il plaise à la divine Providence de couronner cette entreprise du plus heureux succès ; et cela, non tant pour notre dévotion particulière envers le serviteur de Dieu que par la ferme confiance d'expérimenter dans la suite sa puissante protection sur notre patrie et sur nos familles dans les dangers présents et futurs dont sont évidemment menacés notre très sainte religion et la société civile dans leurs intérêts publics et particuliers les plus vitaux.

Signé : *Les princes royaux de Savoie.*
Amédée de Savoie.
Marie-Victoire de Savoie.
Marie-Clotilde.

. . . . . .

Dans une prochaine livraison nous ferons connaitre les animadversions du promoteur de la foi sur les faits qui lui ont paru au premier aspect ne pouvoir se concilier avec la pratique héroïque des vertus.

Voici, d'après l'*Informatio* : 1. La biographie du vénérable Cottolengo. 2. Les dons surnaturels. 3. Réputation de sainteté durant la vie. 4. Mort du saint homme. 5. Réputation de sainteté après sa mort. 6. Guérisons miraculeuses.

TAURINEN. BEATIFICATIONIS ET CANONIZATIONIS SERVI DEI JOSEPHI BENEDICTI COTTOLENGO, SACERDOTIS SÆCULARIS, FUNDATORIS INSTITUTI TAURINEN. PARVÆ DOMUS DIVINÆ PROVIDENTIÆ. — Informatio super dubio : An sit signanda commissio introductionis causæ in casu, et ad effectum de quo agitur?

Si cui unquam Italiæ fines peragrare, et Pedemontanam præsertim regionem invisere contigerit, is profecto Taurinensis instituti Parvæ Domus divinæ Providentiæ, ejusque fundatoris, Josephi Benedicti Cottolengo, non perituram admirationem et nomen secumtulit. In ea siquidem splendidum christianæ charitatis theatrum, dulce omnium humanitatis malorum levamen, certum miserorum omnium perfugium, perpetuum divinæ Providentiæ miraculum conspicere ipsi est datum. Licet duo millia et quadrigenti hospites in eadem versentur; tamen omnia pacem, jucunditatem, orationem redolent. Et si Parvæ Domus divinæ Providentiæ nomen ipsi a fundatore fuerit tributum, quia inexhausta Dei Providentia est, omniaque mundi portenta præ ea magna dici non valent, quanquam re ipsa civitatis bene constitutæ speciem præseferat ; nihilominus ex hoc uno radio multiplicem et magnificum illius solis splendorem miseris mortalibus procul spectare conceditur.

Quod si ipsa divina Sapientia de suis asseclis prædicaverit : *ex fructibus eorum cognoscetis eos*, jam Parvæ Domus divinæ Providentiæ fundator nosci valet. Ejus opera heroicæ, perfectæque virtutes fuerunt, ejus vita miraculum. In ipso fulgidissimum cœli signum apparuit, ex ortu ad occasum usque beneficum, et divinæ Providentiæ prodigium extitit. Hinc absque ulla temeritate, sed cum judicio et modo, quemadmodum testes in processu aperte ostendunt, quæ in DD. Vincentio a Paulo, Cajetano Thienæo, Philippo Nerio apparuerunt portenta, ea omnio in hoc uno servo suo mirabilem Deum hac præsertim sophistarum et libere cogitantium ætate compleri voluisse censendum est, ita ut cum Isaia dici valeat Deum dedisse hunc servum suum *in signum et in portentum Israel.*

Ne autem plus dicere videar, quam facta demonstrant, ipso sub initio Romanorum pontificum oraculis hujusmodi causam optimum omen præseferre, et Parvam Domum Deique servum suis titulis fuisse cohonestatos asserere operæ pretium est. Etenim, cum Taurini, et Romæ obitus S. D. uti publicum damnum ab omnibus judicaretur, pontifex Gregorius XVI fel. rec. episcopo Montis Regalis : « J'apprends qu'à Turin est mort un saint. » Summus autem pontifex Pius IX, quem Deus diu sospitem servet, Parvam Domum appellavit « la maison du miracle », et D. S. sanctum sæpe dixit. Hinc plurimorum episcoporum, regalium Pedemontii principum, sacerdotum sæcularium et regularium, totius præsertim Pedemontanæ regionis vota benigno vultu excepta esse in ipso causæ limine jure, meritoque dici valet. Ut autem de more procedat disquisitio, iis, quæ in hac judicii sede sunt exponenda, manus admoveam. Sit itaque.

I

VITÆ S. D. COMMENTARIUS.

Die tertia maii, anno millesimo septingentesimo octagesimo sexto Barderate, Pedemontanæ regionis urbe, ortum suum duxit D. S. Josephus Benedictus Cottolengo. Parentibus honesto loco natis, optimis, pientissimis est usus ; quorum uni Josephi Antonii Cottolengo, alteri Benedictæ Chiarotti nomen fuit. Ut statim sacro fonte levaretur, et, data occasione. confirmationis sacramento roboraretur, curarunt diligenter. Ipsi pietate præstantes filios omnes inter preces et eleemosynas educabant, peccata fugere in teneros ipsorum animos solliciti insinuabant, deque pia et christiana ipsis institutione impertienda ea cura et fructu invicem sese consulebant, ut qui ex ipsorum erant familia omnibus christianis virtutibus præfulserint, et piissimi fuerunt habiti. Mater autem præsertim Josephum Benedictum Deo obtulit, et cum lacte ejus timorem ipsi instillare cordi habuit.

Pueritiam et adolescentiam domi transegit D. S., et publicas scholas celebravit. A puero pietate bonisque moribus inclaruit, et singularis pietatis specimina exhibuit. Solitarius, pius, devotus ad sanctitatem maxime ferebatur. Matutinas et vespertinas preces sua sponte et pie fundebat; in domus angulis sæpe orabat; altariola extruere in deliciis ipsi erat, et fratribus atque sociis ante ea invitatis sacras oratiunculas omnium accurrentium admiratione habebat. Virginem Mariam tenero amore amavit, ipsamque matris nomine veluti extaticus vocabat, eumdemque amorem in alios effundere studebat. Pauperes summopere dilexit, et cum ipsis cibum dividebat; eoque divino ardore in ipsos ferebatur, ut quinque annos natus, veluti inspiratus ad quot pauperum lectos caperent experiendum cubicula metiretur.

Ab adolescentia vero summæ virtutis indicia præbuit, et omnes de ipso optime vaticinabantur. Super domus parietibus Deum ubique esse præsentem, in scholasticis libris, et scriptis sanctum Deo adjuvante effici velle scripserat. Sacro quotidie cum interesset, et in ecclesia oraret, eximiam devotionem et modestiam præseferebat. Modestus erat in vestitu, gravis in incessu, et puritatem maxime diligebat, cumque sororibus etiam caute loquebatur. Pii erant ejus sermones, hymnos atque laudes sacras sæpe canebat, matremque precabatur, ut, si bene oraret, ipsa dignosceret. Nummos, qui a parentibus ei dono dabantur, in Ecclesiæ vel pauperum utilitatem erogabat. Semel in hebdomada sacro pœnitentiæ lavacro se mundabat, et nonum agens annum decimoquinto quoque die sacra synaxi moderatorum venia se reficiebat, licet in more esset positum semel, aut bis in anno id permitti. Erga Deiparam summa devotione atque amore ferebatur, et sabbato ejusque festorum vigiliis jejunia servabat, unde sui eum sequuti sabbato cœnam domi non parabant. Qui cum aliquando jentaculum inconsiderate sumpsisset, prandium consulto reliquit. Aliis etiam pœnitentiis corpus afflictabat, et diu vino abstinuit, donec, præcipiente confessario, et medico, parce admodum sumpsit. Numquam de cibis querebatur, quæque ipsi apponebantur comedebat.

Parentes et moderatores humili obsequio, et obedientia coluit, eorumque dicta spernere gravem culpam usque reputavit. Diligentia et docilitate in schola eluebat, easque virtutes in condiscipulos effundere peramabat. Ideo summa in studiis diligentia ingenii duritiem vicit, et vel asper præceptor in ipsum nunquam animadvertit. Ex quo etiam factum est, ut in virtutes quotidie cresceret, tantumque inter scholam et ecclesiam tempus omne impenderet; cumque studio et solitudine eniteret, et pietate bonisque moribus inclaresceret, condiscipulis in exemplum subjiceretur. Ipse autem ita suas omnes actiones inter hilaritatem et dignitatem componebat, ut vel fratres ipsum venerarentur, et sucii, cum inter se eum aspicerent, sermones et actus parum castos abrumperent: quod amore et veneratione erga D. S. cum senes essent meminerant. Ita tandem a pueritia et adolescentia cœlestis gaudii voluptatem prægustavit, ut ea omnia ederet quibus illa ad sanctitatem informari solet, ista in eamdem succrescere: ideoque religiosus et optime moratus adolescens in vulgus probabatur, et Angelus totius domus dicebatur et erat.

A prima ætate ecclesiastici status capessendi voluntatem aperte demonstravit, et omnia, quæ ecclesiasticum virum decent, et prænuntiant ab adolescentia servavit. A juventute vero tanquam Aaron fuisse vocatum clare operibus ostendit. Cum autem nil grave nisi confessario duce perageret, eumdem de sua vocatione consuluit, eoque annuente sacræ militiæ nomen dare constituit. Cum esset natu major, parentes ipsius desiderio morem gerere nullimode volebant; at, eodem parocho et confessario Dei servum patrem alterius familiæ prænuntiante, ægro licet animo, tandem annuerunt.

A Deo spiritualibus exercitiis lumine impetrato, ecclesiastico habitu sese induit, quæque jam dicta sunt meliori ratione servavit, et Angeli nomen iterum est adeptus. Hinc jejunia, orationem, puritatem, studium magis magisque dilexit. Summo mane oraturus, et ecclesiam petiturus surgebat, divinas laudes persolvebat, et ad eucharistiæ sacramentum adorandum in diem etiam frequenter accedebat. Ad studium dein incumbebat, sanctorum vitas præsertim, et sacram Scripturam perlegens, quam summatim perstringebat, ut memoria retineret; et sic tota die vel studio, vel orationi vacabat. A juvenilibus ludis et spectaculis erat alienus, et solitarius nonnisi necessitate cogente domo egrediebatur. Clericos vel sacerdotes sibi tantum comites cum deambulatum iret per loca remotiora adsciscebat, et de spiritualibus et scientificis rebus, deque status ecclesiastici dignitate et muneribus cum iisdem sermones habebat. Nunquam parentibus vel moderatoribus in se animadvertendi occasionem præbuit, et fratres ipsum venerabantur, patrisque loco habebant.

Barderate philosophiæ, et duos annos theologiæ studuit. Vespertinas horas usque ad nonan in rerum theologicarum et spiritualium colloquiis cum socio insumebat. Dein dato signo suos et vicinos ad simul orandum vocabat, preces insimul fundebant, et ipse postea nescios ad christianam disciplinam instituebat. Rudiores autem domi libenti animo et alacriter catechismum edocebat, et sæpe cibis sustentabat. Anno demum millesimo octingentesimoquinto in seminarium Astæ Pompeiæ ad theologica studia explenda se contulit. Plurimum usque studiis et pietate profecit; ceteros condiscipulos præminebat, omniumque virtutum erat exemplar; ita ut futuræ sanctimoniæ signa in eo cuncti intuerentur, et sanctitatis famam fuerit adeptus, licet totus in eo esset ut opera sua hominibus absconderet. Inde ortas inter Barderatis, et Astæ Pompeiæ clericos contentiones auctoritate meritis quæsita composuit, et animos reconciliavit. Inde etiam, cum rectoribus seminarii Astæ Pompeiæ ob pietatem et studium esset carissimus, iidem ad sacros ordines ipsum promoveri curarunt, ad quos suscipiendos sanctis vitæ operibus se paravit. Tandem die festo sanctissimæ Trinitas primum intenta animi devotione summoque concivium suorum lætitia divinis est operatus. In morali autem theologia ita erat versatus, ut confessionibus excipiendis statim idoneus habitus sit.

Suscepto sacerdotio domum revisit, duosque annos inibi degit, piique sacerdotis munia summa cura et sollicitudine obivit. Quotidie altaris sacrificium summa pietate celebrabat, ni populus commoditatem ex alia hora perciperet. Post consecrationem ejus vultus rubore suffundebatur, pectus anhelabat, oculi lacrymas dabant. Divinum officium flexis genibus recitabat, et omnibus sacris solemniis civium admiratione adstabat. Animarum tantum spirituale bonum adamabat, et pueros christianæ doctrinæ rudimenta edocebat. Vespere fratres, cum in lecto decumberent, invisebat, et paternum in modum diurnos errores in ipsorum memoriam revocans Deo meliori modo inservire hortabatur. Cum omnibus suavis, et mitis sacramentales confessiones excipiebat, deque peccati tantum horrore, et virtutis pulchritudine loquebatur, tantoque fervore et bonitate, ut quidquid vellet obtineret. Ita puellam de humanarum rerum vanitate efficaciter compellavit, et ipsa S. D. verba cum se vestibus indueret usque recolebat. Portentosum suum opus jam meditans, domi, veluti qui magno negotio intendit, cogitabundus aliquando cernebatur, et fraternam in proximos charitatem acclamationibus significabat. In pauperibus Christum ipsum venerabatur, et quidquid possideret ipsorum erat, cumque e domo exiret ab ipsis circumdatus incedebat. Mendacem fratrem acriter monuit, et a paupere, cui eleemosynam denegaverat, veniam petere jussit. Domi rectus consiliarius, dulcis consolator, et in ipsis morbis

hilaris usque erat, ita ut missus a Deo jam ex hoc tempore appareret.

Percrebescente itaque ejus virtutum fama plures parochi eumdem sibi auxiliatorem expetiverunt, et tandem Corneolani parochi desideriis suorum dolore annuit. Cum eo in oppido vices parochi fungeretur, nulli labori parcebat, omnibus præsto erat, ut incolas pie et sancte institueret. Prudens et rectus confessarius continuo confessiones audiebat, et antequam pro tribunali sederet Deum devotissime exorabat. Frequentem ad pœnitentiæ et eucharistiæ sacramenta accessum fovit, provexit, utque suo ministerio vacaret insomnes etiam ducebat noctes. Genitrix filium suum ab hujusmodi sancto proposito dimovere inutiliter tentavit. Eo temporis miraculo omnibus noto morti est ereptus. Nam cum quidam ignea ballista, quam plumbeis globis expertem credebat, sed reapse ipsis erat repleta, cum jocose collineaverit, et ictum explodere usitata arte tentaverit, instrumentum ictum non dedit, quod ab omnibus uti prodigium est habitum. Ita per annum inibi moratus civium omnium benevolentiam et observantiam sibi captavit, ejusque nomen adeo erat benedictum, ut Angeli titulo, præsertim cum oraret et sacrificium faceret, iterum decoraretur. Post annum, moderatore duce, hujusmodi oppidum derelinquere decrevit, et ne nimium civibus dolorem afferret artificiose, et noctu ab ipso secessit. Senex parochus ei lacrymis valedixit, et cuncti magnum damnum in eo factum esse clamabant. Eam autem sui memoriam et desiderium reliquit, eumque civium amorem et grati animi sensus secumtulit, ut quadraginta post annos illo in loco ipsius recordatio sit in benedictione.

Peculiari postmodum Dei providentia, nam neque opportuna ipsi suppeditabant media, neque mater eum discedere unquam sivisset, ad doctoris titulum in sacra theologia consequendum Taurinum est profectus. Ibi in provinciarum collegio studio et modestia longe alios excelluit, omnibusque fuit venerationi et exemplo. Dum consodales sese recreabant, ipse genuflexus in cubiculo orabat : in studiis autem ita profecit, ut post annum doctor peculiari laudum præconio fuerit renunciatus.

Barderatem reversus, studio et sacerdotali ministerio totus se addixit. Dignitatem sibi collatam respuit : sed parochis omnibus absque ulla retributione promptum auxilium ferebat, et vices ipsorum omnium gerere dicebatur. Summam charitatem præcipue cum pedicularis morbus per civitatem grassaretur exercuit, et medicamina etiam ære suo suppeditavit. Matri ipsum a nimiis laboribus, et periculis avocanti, milites belli tempore nosci respondebat. Interea ob singularia virtutis et scientiæ merita, ob splendidum in laurea consequenda examen inter canonicos collegiatæ ecclesiæ Sanctissimæ Trinitatis, et socios congregationis theologorum Corporis Domini Taurini, adversus ejusdem statuta, eo quod Taurinensium tantum jus erat, sodalium omnium plausu, veluti gemma fuit adlectus. In ipsa autem congregatione, quæ sui muneris non erant vitans, tantum canonici atque parochi officia, collegas etiam adjuvans, magna sollicitudine et zelo explevit, summoque animarum fructu, quarum saluti sedulo prospexit. Bene mane sacrum eximia pietate faciebat, et dein usque ad meridiem pœnitentiæ tribunali adstabat, pluribusque tum ex canonicis, cum ex civibus erat a confessionibus. Oratoria arte et elegantia posthabita in propria et in externa ecclesia ex corde concionesæpissime habebat, quibus major quam sociorum concionibus numerus audientium aderat, et cœlestis regni incola, cum diceret, ferebatur. Quadragesimæ tempore catechismum rudiores filias edocebat, easque donis vel stipe ad illum discendum incitabat. Pauperes et ægros domi invisebat et juvabat, eorumque auxiliator dicebatur. Nihili se habens a piis et doctis viris consilia expetebat, et in controversiis, atque familiaribus sermonibus simplex et festivus dubia solvebat, socios delectabat. Hinc cuncti eum amabant, et venerabantur, summisque laudibus attollebant. Suavitate sua omnes alliciebat, et canonici Boni, sacerdotis vitæ integri et charitate pleni, Sancti nominibus dignus fuit qui appellaretur.

Hac autem tempestate, dum merita meritis, virtutes virtutibus superadderet, plenum earum omnium splendorem, perfectæ cumulatæque suæ sanctitatis lumen mundo ostendendi occasio D. S. se præbuit. Cum congregationi Oratorii D. Philippi Nerii nomen dare cuperet, confessarius ipsum a proposito dimovit, et patrem multarum gentium futurum prædixit. Quo factum est, ut veluti informatum, anticipatumque menti suæ tantum opus, de quo erit sermo, videretur; et rector congregationis Corporis Domini, cum hanc cogitationem Dei servum occupare conspiceret, vitam S. Vincentii à Paulo ipsi legendam traderet. Interim ut Lugdunensi mulieri gravi morbo laboranti, et ab omnibus nosocomiis rejectæ suprema religionis solamina afferret Dei servus fuit advocatus. In hoc summopere commotus statim in quoddam cubiculum, ut a piis christifidelibus curaretur, duci jussit. Inde vehemens in ipso desiderium aperiendi hospitium exarsit, in quo ægri ab omnibus derelicti exciperentur. Cum vero nulli operi manum unquam admoveret, quin cœli auxilium antea impetrasset, hinc Virginis Gratiarum intercessionem veluti inspiratus extraordinaria ratione ante ejus altare imploravit. De collata gratia certus ab illo recedens collegis canonicis suum aperit propositum, ipsique eum operi incundo præficiunt. Mane, nempe die decimaseptima januarii anno millesimo octingentesimo vigesimo octavo D. Antonio abbati sacra, collegis canonicis, plaudentibus, duo cubicula conduxit, et quatuor inibi ægros collocavit. Die principes parœciæ mulieres, nocte ipsarum ancillæ illis ministrabant. Paulo post alia addere cubicula necesse fuit, et novem reapse eodem in loco pretio utenda cepit, in iisque vigintiseptem ægrotis locum fecit, quos sponatanea fidelium stipe sustentabat. Dein, uti Vincentius a Paulo, novum sororum a charitate institutum meditans, validas et bene moratas ex agris præsertim juvenes, licet nil possiderent, collegit; sanctis vitæ regulis ditavit; et sub viduæ Mariannæ Nasi-Pullini, uti alteri Chantal, regimine posuit. Ab eadem vero ad ægrorum curationem, ad religionem a servo Dei instruebantur, qui ipsis salutaria præcepta dedit; statutas preces indixit; et sanctissimum altaris sacramentum adorare præsertim præcepit. Et has interno et externo habitu sorores a S. Vincentio dixit. Cum insuper periclitantes etiam puellas hospitio exciperet, eæque in numerosam familiam evasissent, in duas classes est dispertitus. et majores D. Ursulæ, minores D. Genuephæ nuncupavit. Antequam vero illas inter sorores admitteret, utrum se ipsas contemnere didicissent humilibus et publicis experimentis comperire cupiebat. Sorores insuper, cum in charitatis spiritu essent firmatæ, etiam per urbis cœnacula ad pauperes ægros invisendos, et cibariis juvandos parochis poscentibus mittebat. In diem divina Providentia Dei servus et sui vivebant, quæ etiam piissimum medicæ artis peritum, cujus gratuita et mirabili opera uterentur, atque optimum et pietate insignem pharmacopolam, qui ipsis medicamenta donaret, inexhausta bonitate suppeditavit.

Omnia etiam nunc prospere, feliciterque Dei servo et instituto suo cedebant. Verum, quoniam divinæ Providentiæ et Sapientiæ lege opera Dei obstacula quærunt, ut vim suam exerceant, contradictionibus obviam eunt, ut propriam lucem et innatam veritatem effundant, ideo Dei servus, ejusque institutum ærumnis probatur. Qui beneficiis parvum nosocomium complectebantur, contumeliis, injuriis et minis acerbe De servum sunt insectati; quia uni tantum Providentiæ fideret eorumque dubitationibus ipsam lædi affirmaret. Vicini adversus nosocomium querelas gubernii rectoribus detulerunt, qui etiam ob choleræ metum in aliam, et remotam urbis partem,

laudibus alioquin opus attollentes, hospitium transvehi jusserunt.

Eo nuntio Dei servus divinæ Providentiæ hilariter benedixit et novum institutum est meditatus. Hæsitantibus collegis canonicis festivis et intrepidis dictis animum addit D. S.; et tandem hujus propositum sunt sequuti, dummodo pauperibus parœciæ Corporis Domini hospitium præ ceteris daret. Interim parvi nosocomii filiæ penes dominam Nasi permanserunt, et pauperes labore manuum suarum levabant, iisque infirmis per tuguria subveniebant.

Septem post menses, die nempe vigesima septima aprilis, novum D. S. excitavit nosocomium, quod *parva domus Divinæ Providentiæ*, auspice D. Vincentio a Paulo ab eo dictum est vexilloque instructum verbis illis D. Pauli *charitas Christi urget nos*. Oratorium ad missæ sacrificium celebrandum paravit, et sanctissimum sacramentum aliquod post tempus in ipso asservare ei datum est. Novum nosocomium brevi ad exitum omnino est perductum, et in immensum excrevit, ægrisque recipiendis et curandis angustum evasit. Cum insuper novis necessitatibus novis occureret institutionibus, post mensem alteras domus ægrotis, orphanis, invalidis, contagiosis morbis affectis reserat. Addidit et alias tres, quibus Domus Dei, Fidei, Spei nomen imposuit, et in ipsis multas collegit gentes, et primam præsertim pro mulierum nosocomio assignavit.

Eo temporis Deus iterum servi sui fidem tentavit. Obii, namque domina Nasi, quæ validum erat operum suorum sustentaculum. Omnes ideo ejus desideria et cogitationes posthac in irritum cessura putarunt; sed ipse voluntati Dei benedicens in fidem mirifice crevit. Hinc juvenes, quæ penes matronam morabantur, ab eaque regebantur parva domo recepit, in qua opus suum sunt prosequutæ. Quin, cum in diem instituti hospites excrescerent, magnum nosocomium et ecclesiam extruendam curavit. Hanc mense octobri anno millesimo octingentesimo trigesimo quarto die Virgini a Rosario sacro benedixit, et D. Vincentio a Paulo dicavit; illud vero veluti ordinatam morborum omnium collectionem reddidit. Dum tamen extruebantur, ne ægri rejicerentur, vicina cubicula conduxit, prioresque inquilinos, ut recederent, abunde rependit, et in anteriori parvo nosocomio pueros et puellas perclitantes collegit. Dextra lævaque domus, cui a Spe nomen, duas alias domus deinde addidit. Tertia tandem domo alias conjunxit, et porticu ad ecclesiam aditum aperuit. Officinas quoque, ut qui valerent artem aliquam exercere possent circumstruxit, et porticum rebus lintearis exsiccandis accomodatum superaddidit. Post hæc alia est meditatus, Parvæque Domus ingentem dilatationem prædixit, uti post ejus mortem factum est.

Ægros pauperes et derelictos Parva Domo excipere primum D. S. statuit, eorumque veluti patrimonium ipsam efformare; sed postea omnibus humanis infortuniis in eadem mederi ardenter concupivit. Hinc hebetibus, fatuis, surdis et mutis, invalidis, epilepticis, puellis a parentibus derelictis locum in ipsa aperuit. His autem omnibus christianam, et civilem institutionem mirum in modum est impertitus, ægrorumque curationi sedulo studuit. Ex hoc tempore institutum a gubernio, fuit recognitum, et Dei servus eques SS. Mauritii et Lazari est renunciatus, quo titulo tunc tantum viri eximiæ virtutis decorabantur.

Spiritualem hospitum omnium curam, quorumdam sacerdotum auxilio, ita attente agebat D. S., ut nemo ex ipsis absque sacramentorum solamine obierit. De æterna ipsorum salute magis sollicitus, totus in eo erat, ut infirmi cum in nosocomia introirent, ab iisque exirent sacramentis sese reficerent. Qui possent missæ sacrificio adesse quotidie præcepit, et postquam ipse divinis esset operatus illis concionem de sancto, cujus dies festus celebrabatur, habebat, et sanctissimo sacramento benedicebat. Ad sacram synaxim quolibet die eosdem accedere peramabat, et exemplo atque hortationibus incitabat. Perpetuam Sanctissimi Sacramenti adorationem constituit, quæ ab ipso *Laus perennis* est nuncupata; et ita preces inter omnes familias distribuit, ut unoquoque temporis momento Parva in Domo laudes Deo attollerentur. Aliquibus tantum diei horis inter canonicos congregationis Corporis Domini versabatur, reliquas Parva in Domo insumebat, in qua etiam lectum posuerat, ut noctu ægris præsto esset. Congregationem postmodum omnino dereliquere statuerat; sed ejus collegæ noluerunt; ideoque quidam ex ipsis munera illi commissa sibi sumpserunt. Tandem vero, necessitate cogente, Parvam in Domum se recepit, et ex presbyteris, qui in eadem ministrabant, congregationem presbyterorum a Sanctissima Trinitate ad pauperes inserviendos constituit, qui communem mensam haberent. In ea autem ita est versatus, et animarum saluti studuit, ut quatuor supremis vitæ annis in lecto amplius non decumberet ad morientibus promptum auxilium ferendum.

Quod si corporalem ægrorum curam respicias, nil ipsis deerat, nihilque quod ad magnum et bene compositum nosocomium pertinet in valetudinariis desiderabatur. Plures, atque eximii salutaris artis periti illis erant a curatione, et necessaria quæque instrumenta Parva in Domo asservabantur. Sorores ipsorum curam agebant, et in quoque valetudinario ex ipsis aliqua jugiter adstabat. Cum ipsæ peculiares ob rationes non possent, fratres a D. Vincentio eisdem præsto erant Medicus chirurgiæ minoris rudimenta sororibus dabat, quæ illius exercendæ facultatem, rege permittente, summa cum laude obtinebant. Officinam medicamentariam instruxit, et usitata pharmaca ægris sorores apponebant. Quidquid tandem ad casus vitæ et morborum necessarios expeteretur aderat, vel statim parabatur.

Ceteris Parvæ Domus hospitibus varie pro varia conditione, ætate, sexu prospexit. Fratres et sorores a D. Vincentio Dei servus ad infirmis præsertim inserviendum formavit. Sed et uni orphanos et surdos-mutos institnebant, vel, et ipsi artem aliquam profitentes, pueris in ipsis erudiendis erant præpositi; aliæ autem pauperes puellas, quæ ipsarum erant conditionis edocebant. Ut sorores insuper in spiritu charitatis efformaret, probandas, ex quibus ipsæ desumerentur, instituit. Utrinsque sexus orphanos collegit, et fœminas nuncupavit : *Orfanelle*; masculos vero vulgo appellavit *Fratini*, qui res sacras atque profanas parvis in oppidis edocerent, ex quibus etiam aliquos pietate et ingenio claros eligebat, ut studiis vacarent, eosque a D. Thoma dixit *Tomassini*. Aliquibus ex ipsis, qui sua sponte peterent, et ad solitariam vitam maxime ferrentur, eremum sub D. Romualdi patrocinium aperuit, ut preces et duram vitam agerent, terramque colerent. Qua de re puellarum scholam, quam inibi instituerat, in urbem transtulit.

Fœminarum insuper monasteria fundavit. Ex sororibus enim a D. Vincentio quasdam juxta casus, et de ipsarum voluntate selegit, atque ex ipsis *Suffragii Monasterium* composuit ad defunctos statutis precibus levandos. Simili modo ex familiis quæ Parva in Domo versabantur *Filias Pietatis* desumpsit, ut Christi Domini passionem, et Virginis Dolores venerarentur. *Carmelitarum* etiam familiam juxta D. Theresiæ regulas composuit. Ægris pauperibus christiana doctrina instituendis quasdam filias præfecit, et in religiosam societatem coegit sub titulo *Divina Pastora*. Deviis puellis ex tempore monasterium rigidæ observantiæ patefecit, et a S. Taide ipsarum nomen desumpsit. Omnia autem monasteria educandas puellas habebant; omnesque Parvæ Domus familias et cœtus, uti peculiaribus operibus et finibus addixerat, ita proprio vestitu instruxit.

Verum hæc omnia servi Dei charitatem nullo modo extinguere valuerunt: sed stimulos magis magisque addiderunt.

Hinc alias etiam per urbes et oppida beneficos ejusdem effectus expandit, suosque juxta uniuscujusque familiæ fines ad pueros, puellasque instituendas, ad nosocomiis inserviendum immisit. Hos autem eadem quæ Parva in Domo servare præcipiebat, et alicujus religiosæ domus, vel proprii parochi curæ committebat, ipsorumque regimen sibi reservabat. Religiosis mendicantibus, externis etiam pauperibus eleemosynas elargiebatur, Parvæque Domus janitrici præceperat, ut qui ipsam subsidia petituri adirent vel in victu, vel in pecunia secumferret. Providit insuper ut externi pauperes calida diversoria hieme haberent, et ut, dum ipsis panem et jusculum daretur, fidei veritatibus et pietate perficerentur. Primum Dei servus Taurini infantiæ asyla juxta religionis dictamina pandidit. Malorum tandem erat veluti arbiter, cunctis necessitatibus succurrebat, ægros et pauperes omnes una tantum Dei Providentia levabat, ita ut nec modus, nec terminus ejus charitatis concipi valeat. Ideo humanitatis benefactor proprio jure fuit appellatus, et a Gallica societate Monthion et Franck-lin aureo numismate donatus. Ipse autem unus omnia ea prudentia regebat, omnibusque rebus prospiciebat, ut inter tot tantasque gentes perfectus esset ordo, nihilque unquam contra bonos mores fuerit admissum.

Dispersa tamen dicta ad fundationis ordinem et vicissitudines prope conspiciendas recolligens, manifestum apertumque omnibus esse tuto asseram, Dei servum hominem a Deo missum extitisse, ut sublimia manuum suarum opera mortalibus universis patefaceret. Quod divino, æternoque consilio hac nostra præsertim ætate factum esse lætamur, quo supremi Numinis, ejusque Providentiæ existentiam materialistæ atque Epicurei modo occulte sese tegentes, modo aperte sese prodentes perversarum opinionum systematibus, impiisque conatibus de medio tollere pertentant. Ut eos igitur omnipotens Deus confunderet, et Ecclesiam suam juveni atque florentissima semper vita vivere demonstraret, servum suum Josephum Benedictum selegit, qui mirabilia sua Parva in Domo divinæ Providentiæ universo terrarum orbi ineffabili charitate reseraret. In ea siquidem licet disparatas, variasque operum institutiones est cernere: tamen omnes mirabili harmonia et consonantia, supernaque significatione eo redeunt, ut Dei sapientiam, bonitatem, providentiam, eisque pro sua quemque facultate inservire posse aperte demonstrent. Dei servus enim ita apte unamquamque familiam pro varia ætate et conditione disposuit, ut Deo omni temporis momento gloriam et honorem præberent; et qui non valerent operibus et laboribus, cordis saltem holocaustis ipsi uni qua possent ratione placerent. Cuique ideo peculiarem finem, et habilitatem aliquam a Deo fuisse concreditam, et unumquumque humanæ societati juxta æternas divinæ Providentiæ leges utilem esse posse ostendit. Quamobrem a Platone illo, quem veteres ethnici summum philosophum dixere, et de quo ipse Cicero ait; « Errare mehercule malo cum Platone, quam cum aliis vera « sentire (1), » maxime diversus civitatem sanctam constituit, in qua etiam hebetes, mutili atque deformes, et ab omnibus derelicti locum suum haberent, Deique Providentiæ benedicerent; utpote unius Patris filii, eodemque divino Sanguine copiosa redemptione redempti.

Dei servus vero inter tot tantasque familias, quæ arcto inter se fœdere precibus et supremo fine copulabantur, tanquam bonus pastor versabatur; et Deus ejusdem labores sibi maxime esse acceptos continuo Providentiæ miraculo significabat. Ideirco tanta erat Parva in Domo erga divinam Providentiam fiducia, ut testis XXIII, postquam multa enarraverit portenta, et insperata subsidia, addat: « Quelques-unes de mes compagnes me disaient que de semblables secours extraordinaires arrivaient très-fréquemment dans la Petite Maison; c'est pourquoi elles ne s'en étonnaient pas, et disaient que la Providence nous fait toucher par la main que nous étions ses filles, et que Dieu récompensait ainsi la confiance de son fidèle serviteur. » Hinc ipse Dei servus quæ in Pedemontano regno, et Taurini præsertim erant eventura prænuntians, Parvam Domum spiritualem Taurini arcem dixit, ceu refert testis XX, narrans: « Je me souviens que lorsqu'on faisait des prières en Piémont pour la conservation de la foi en Espagne, il disait qu'il viendrait une époque où il serait nécessaire de prier pour la conservation de la foi dans le Piémont; il ajoutait que la Petite Maison avait été créée par la divine Providence afin d'obtenir par les prières des pauvres gens la conservation de la foi en Piémont. Il appelait la Petite Maison la forteresse spirituelle de Turin. »

Ut tandem bonum reapse pastorem sese ostenderet, Dei servus, et de ipso jure prædicari posset: *Bonus pastor animam suam ponit pro ovibus suis*, contagiosus typhi morbus Parvam Domum invasit, pluresque presbyteros et sorores de medio sustulit. Deficientibus itaque sibi in sacro ministerio adjutoribus improbos sustulit labores, ægrisque omnibus adstitit. Defatigatus ideo eumdem in morbum incidit. De sua morte certus, quippe jam et locum et tempus aperte prænuntiaverat; utque etiam atque etiam ab una divina Providentia Parvam Domum regi usque ad exitum ostenderet, gravi morbo affectus Cherium petiit. Ibi die trigesima aprilis anno millesimo octingentesimo quadragesimo secundo meritis et virtutibus, donisque supernaturalibus clarus, uti vixerat, sancte occubuit. Dei servi obitus uti publicum infortunium habitum est, et sanctum fuisse mortuum omnes clamabant. Ejus corpus Taurinum, habita venia, est translatum, ubi præsertim Parvæ Domus alumni inenarrabili dolore exceperunt; et parentalibus persolutis in ejusdem ecclesia tumulatum est. Post obitum pluribus etiam miraculis claruit, et Parvam Domum suo patrocinio mirabiliter sustentavit. Sed de hisce separatim est pertractandum.

II

DE DONIS SUPERNATURALIBUS.

Ad unamquamque ex virtutibus confirmandam dona etiam supernaturalia, seu gratiæ gratis datæ, quæ cuique cohærerent, allatæ sunt. In judicio enim beatificationis et canonizationis ipsarum ratio tunc est habenda, cum præter illas constet de virtutibus in gradu heroico, et de innocentia vitæ. « *Quia*, docent Salmanticenses, *negari non potest virtutes valde disponere et juvare ad collationem prædictarum gratiarum; et ideo ut plurimum non peccatoribus, sed justis conferuntur, et in sanctorum canonizatione habent secundum locum post virtutes* » (1). Pauca ideo referenda nunc superessent, cum in summario præsertim omnes per species tradantur. Tantum quæ conglobatim in processu testes enarrarunt, et ad parv æ domus ædificationem atque conservationem omnino erant necessaria referre juvat.

Si spiritualia alumnorum omnium negotia præ oculis habeantur D. S. spirituum discretionis, suum cuique locum tribuendi, occulta et futura revelandi doni fuisse a Deo illustratum testes conclamant. XIII reapse habet: « C'était un sentiment et une voix commune dans la Petite-Maison, que le serviteur de Dieu pénétrait dans les secrets du cœur et qu'il devinait ce qui se passait dans l'intérieur de chacun; par exemple, les souffrances qu'il endurait, les fautes commises; quand il voyait que quelqu'un était pensif, il l'appelait, et devinait aussitôt le motif de son affliction ou la faute qu'il avait commise. »

(1) Cic. 1. Tuscul. c. 17.

(1) Tom. 3. Curs. theologic. arbore prædicamentali, §17, n. 164.

Et testis XIV illico prosequitur: « On remarquait que le serviteur de Dieu avait généralement un très-particulier discernement des esprits et des inclinations; aussi savait-il parfaitement choisir les emplois qui convenaient à chacun. »

Si insuper corporalia et temporalia respiciantur divinæ Providentiæ thesauros tractare videbatur. Re enim vera testis V qui ipso sub initio summa pietate et charitate ægris per D. S. excepti a curatione jugiter fuit, postquam varia descripserit portenta : « Il m'arriva plusieurs fois d'ordonner des saignées et d'autres remèdes à quelque sœur, suivant que je le croyais nécessaire, et le serviteur de Dieu, ou en ma présene, ou plus tard, ordonnait au malade d'aller au sanctuaire de la Consolata et d'y réciter un *Salve Regina*, et de rentrer à la maison, pour reprendre son travail : or je voyais que la guérison avait lieu. » Ex ipsius insuper sermonibus ægrotantium sanationem vel mortem sorores præsertim a S. Vincentio deducebant : « Les sœurs étaient très-attentives lorsque le serviteur de Dieu visitait les malades en danger : elles observaient son maintien et les paroles qu'il proférait, et savaient par là si le malade guérirait ou non. Si le serviteur de Dieu disait, par exemple, que le malade devait encore voyager, ou faire certains travaux, ou aller cueillir des violettes, on était assuré de sa guérison; si, au contraire, il disait : Paradis! beau Paradis! c'était le signe que le malade mourrait; et généralement le résultat confirmait le sentiment du serviteur de Dieu; je ne crois pas, en ce qui me concerne, que la chose ait jamais varié. » Inde etiam veluti morborum dominator erat. C'était bien connu dans la Petite-Maison que lorsque le serviteur de Dieu disait aux sœurs malades qu'elles seraient guéries, et qu'il leur ordonnait de se lever, la guérison était complète. » Pecunia et cibi inter ejus manus multiplicabantur. « On était généralement persuadé que le serviteur de Dieu possédait pour ainsi dire les clefs de la Providence; on était convaincu que l'argent se multipliait dans le tronc ainsi que les vivres qu'il distribuait. »

III

DE PRETIOSO S. D. OBITU.

Cum mors juxta vetus adagium sit vitæ echo, jam Dei servi obitum pretiosum in conspectu Domini futurum ex ipso vitæ commentario, et virtutum omnium declaratione conjici poterat. Uti vivens operosæ charitatis fuit exemplum, ita moriens ejusdem fuit victima. In capite enim de charitate erga proximos vidimus D. S. tanquam bonum pastorem animam suam dedisse pro ovibus suis. Continuis quippe fractus laboribus, pene unus contagioso typhi morbo correptis ministrans in eumdem incidit, ex quo mortis causa enata est.

Cupiens dissolvi et esse cum Christo, paradisum tantum anhelans, obitus sui tempus præscivit et prænuntiavit. Duodecim ante ipsum annis lectum fratri suo in quo ipse erat moriturus, uti superna contigit dispositione, misit; pluries suæ mortis locum testibus ostendit; paullo ante quam Cherium peteret suis omnibus manifeste declaravit. Quod quidem inter notas et signa sanctitatis Scaccus enumerat docens : « *His animi prædictionibus subindicatur servos Dei æternorum desiderio jam multo ante teneri ac proinde Deum enixe rogasse ut hinc ipsis abire liceret, Deumque ad servorum suorum consolationem id eis revelasse. Quapropter certi de die, gaudio gestientes mortem appetunt, de morte loquuntur, mortis non solum diem sed horum prædicunt* (1).

Typho itaque pediculari morbo conjuncto laborans, ut etiam atque etiam se nil, omnia divinam Providentiam Parva in Domo peragere ostenderet, Cherium moribundum petere constituit. Medico testi V ipsi ut lecto acquiesceret suadenti, responsum dedit : « Plus tard, car je veux auparavant aller à Chieri pour changer quelques sœurs. » Il me pria de l'accompagner, mais je ne pus étant occupé aux consultations. Il me dit : « Venez m'accompagner à Chieri; après je me constituerai malade, et je suivrai toutes vos prescriptions. Mais sachez que tout est inutile. — Levant le doigt en haut, il ajouta : Je suis appelé. » Cum e Parva Domo discederet, clamabat :

« Voyez, la bête ne veut plus marcher, ne veut plus tirer, elle veut attirer la compassion. Elle ne veut plus porter le fardeau; allons. » Chierii Fratris sui, cui lectulum duodecim ante annis mutuum dederat, domo se recepit, cumque hanc adventasset, illi de ejus salute sollicito, eidemque dicenti : « Joseph, que vous êtes fatigué! Eh bien, répondit-il, que voulez-vous dire? Pensez-vous qu'une chose quiconque m'attache encore au monde? Levant les yeux et les bras au ciel, il s'écria : Mon Dieu, si vous me voulez, je suis ici et suis à vous. »

Ita ad Dei voluntatem se omnino conformans, ipsique benedicens novem ante mortem diebus lectum suum Cherii petit. Quæ sanctorum sunt omni, quo ægrotavit, tempore peregit. Jaculatorias preces, sacrarum concionum frusta ipso etiam in morboso delirio recitabat. Missæ sacrificium celebrare cum ardenter optaret, marchio, quin de hoc fuerit efflagitatus, veluti a Deo impulsus ipsi gentilitium oratorium fratris domui proximum obtulit; sed D. S. ob diri morbi effectus omnino divinis operari non valuit. Usque etiam obitum corpori sui commodis inservire recusavit, et cuncta a lecto removit, quæ ipsi commoditatem aliquam afferre possent. Nullum unquam, licet plagis onustus et excruciatus, questum edidit, sed virtutum specimina jugiter exhibuit juxta medici ipsus confessionem. Sacramentis omnibus peculiari devoti animi sensu, summaque exultatione fuit roboratus. De ejus salute omnes Cherii cives erant anxii, sanctissimum viaticum cleri atque populi multitudo est comitata, deque sancto morituro sermones habebat. Ipso suæ mortis die concionem de Dei bonitate et providentia dixit, fratrique eum quiescere jubenti obediit dicens : *Tu autem, Domine, miserere nobis.* Suprema tandem ejus verba fuerunt. Marie, ma mère : « *In te Domine speravi, non confundar in æternum. Lætatus sum in his quæ dicta sunt mihi, in domum Domini ibimus. Te Deum etc.* Paradis! ».

« Il expira avec le sourire du juste. Son visage devint blanc comme la neige, toutes les traces des souffrances disparurent. »

Neque in ejus morte portenta defuerunt. Pridie quam e vita migraret pluries igneus globus varios in iridis modum repræsentans colores super Parvæ Domus tecto, et aperte super subsellii loco, quod D. S., cum divinas horas persolveret, tenebat, apparuit. Ipso insuper temporis momento quo animam Deo reddidit, dum bona et tranquilla esset tempestas in atrio monialium a suffragio arbor radicitus evulsa fuit et excidit; sed tres post dies iterum sata uberibus eo ipso anno fructibus gravidavit. Hujusmodi prodigia servi Domini mortem clare innuisse testes dixerunt arboremque Parvæ Domui compararunt, quæ licet concuti aliquandiu posset, tamen ad magis magisque in diem florendum Deus ipse prædestinaverat.

D. S. autem mors ita a pia Pedemontana ephemeride est divulgata : « Nous annonçons avec un profond regret la mort du chanoine Cottolengo. Ce vénérable ecclésiastique, cet admirable modèle de charité, dont la vie entière fut partagée entre l'exercice incessant de cette céleste vertu et la confiance illimitée en la Providence, qui la lui rendait possible par un continuel prodige, cet homme de Dieu nous a laissés dans la soirée de samedi dernier. » Re siquidem vera D. S. obitus publicum infortunium existimatum est, omnesque sanctum esse mortuum ferebant.

(1) De not. et sign. sanct. sect. V, c. VI, pag. 369.

IV

DE FUNERE ET SEPULTURA.

Vix D. S. animam exhalavit testis V qui ei salutaris artis remedia præstiterat, Taurinum rediit, ut regi, Parvæque Domui ejus obitus nuncium afferret. Cum clerici atque canonici congregationis Corporis Domini, Parvæque Domus moderator et hospites de servi Dei corpore in propria ecclesia sepeliendo contenderent, rex ipse Carolus Albertus eumdem testem V ad suum in regno ministrum, quem gratiis elargiendis et justitiæ administrandæ præposuerat, misit, ut ab eo præstitutam cadaveris Taurinum transferendi, atque in Parva Domo tumulandi veniam referret. Statim ac Parvæ Domus alumni de S. D. morte certiores sunt facti, tot tantosque gemitus dederunt, ut longinquæ stationis milites causam cogniturí illam adierint.

Cherii interim solemni pompa, triumpho simili, mortalia spolia ad ecclesiam fuerunt perducta. Cherienses ipsi notatu dignum invenerunt pluribus ante S. D. mortem diebus aerem pluvium fuisse; sed cum funebris comitatus est progressus, solem ad vesperam usque apparuisse. Biduo S. D. corpus Cherium habuit. Sub media diei 3 maii noctem plurimis ex Cheriensibus adstantibus feretrum Taurinum versus translatum est. Quarta hora matutina diei 4 huc summa omnium exspectatione adventavit. Cuncti vehementi dolore correpti gemitus et planctus dabant. Ea ipsa hora qua D. S. ecclesiam mane deprecaturus ingrediebatur, eadem ista mortuum excepit. Parentalia demum ipsa in ecclesia ei fuerunt persoluta, et rex ipse Carolus Albertus presbyterum qui sibi erat ab eleemosynis ad sacrificium præsente cadavere celebrandum misit. Ut maxime dolentes alumnos omnes præsertim solaretur, eisque animum adderet sermonem texit Savonensis episcopus, postmodum Taurinensium archiepiscopus. Commune hospitum omnium desiderium et vota S. D. successor excipiens, ipsius corpus detegi et recognosci jussit. Is autem fuit ad manus osculandas et reliquias habendas concursus, ut iterum operiri necesse fuerit. Sub ara tandem Virginis Perdolentis, ubi sepulturam presbyterorum omnium Parvæ Domus constituerat, mortuaria tantum super tumulo inscriptione superimposita, ejus corpus reconditum est.

Cum trigesimo ab obitu die justa solemnia pro D. S. peragerentur, vix concionator eum nominavit omnes in questus et lacrimas mirandum in modum eruperunt, et nonnulli etiam animi deliquio sunt correpti. Die insuper 10 junii canonici congregationis Corporis Domini solemne S. D. funus concelebrarunt, et testis episcopus funebres laudationes persolvit. Ingens fuit cleri populique concursus, omnesque sancta commotione replebantur. Etenim non funeri adstare, sed sancti triumphum celebrare sibi persuaserant.

V

DE FAMA SANCTITATIS IN VITA ET POST OBITUM.

D. S. veram gloriam fuisse adeptum in conversatione gentium ex eo vel maxime apparet, quod nullus est in processu testis, qui illum vel dum vitam ageret, vel postquam animam factori suo reddidit sancti nomine non appellet. Ipsa siquidem ejus opera, spes præsertim et charitas, ejus sanctitatem vel ipsis catholicæ religionis hostibus luce meridiana clarius omni tempore demonstrant. Plurimi inde episcopi atque præstantes ecclesiastici viri, Carolus Albertus rex, ejusque duo filii, regni administri atque proceres, incolæque omnes erga eum summa veneratione ferebantur, uti sanctum colebant, et verbis externisque significationibus animi sui sensus aperiebant. Insuper et longe lateque ejus nominis et sanctitatis famaparvæque domus miraculum sese diffuserat, cum exterarum nationum coloni Augustam Taurinorum invisentes non poterant, quin splendidum institutum sanctumque institutorem cognoscendum adirent. Quo factum est ut Gallia præsertim per societatem Monthion-Francklin humanitatis benefactorem ipsum renunciaverit. Quid plura? Ipso sub informationis initio quid de D. S. deque Parvæ Domo senserint duo Romani pontifices, quos inter beatissimus Pater Pius nonus, quatenus illum sanctum, hanc miraculi domum nuncupavit. Quæ sanctitatis fama post mortem usque augetur et dilatatur, et inter ipsos S. R. E. cardinales sancta regnat impatientia et ardor, ut hujusmodi judicium et causa finem suum feliciter attingat, uti videre est in summario, cujus partes referre non juvat, cum omnes testes mira consonantia eadem enarrent.

Hujusmodi autem sanctitatis fama non falsis vulgi rumoribus, sed perseveranti usque ab obitum heroicarum virtutum exercitio innititur, donisque supernaturalibus, atque miraculis confirmatur, de quibus supremis loquendi sua sponte locus factus est.

VI

DE MIRACULIS POST OBITUM.

Plurima tum in processu cum in summario describuntur miracula S. D. intercessione patrata, quæ brevitatis studio sub hoc capite repetere non præstat. Innuere tantum sufficiat eam Parvæ Domus alumnos, et extraneos in S. D. intercessione fiduciam collocare, et ita efficaciter, ut ejus imaginum benedictionem fere semper vel salutis æternæ consecutio, vel morborum sanatio, vel tandem ab ipsis levamen subsequantur. Medicus testis V, postquam plura, quæ ipse viderat et probaverat miracula enarraverit, subdit : « J'ai appris qu'à Turin et jusqu'à Nice une foule de personnes malades ont invoqué avec succès l'intercession du serviteur de Dieu. Dans la Petite-Maison les malades demandent la bénédiction avec l'image du vénérable fondateur ; après l'avoir reçue, ils se sentent soulagés, et quelques-uns ont été radicalement guéris. On a vu s'opérer par cette bénédiction des conversions extraordinaires de personnes qui ne voulaient pas entendre parler des sacrements. » Quæ sane omnia veram S. D. sanctitatem demonstrant, docente Matthæuccio : « Post mortem vero nequeunt vera miracula fieri ad intercessionem et preces, vel meritum illius qui non sit Deo carus et acceptus. Deus enim cum sit summe verax, non potest miraculis confirmare falsam doctrinam, sic nec falsam sanctitatem illis contestari. »

Ideo quum D. S. virtutum et miraculorum fama clarissime appareat, certa spe confidimus, Sacrum hunc ordinem juxta complurium Pedemontanæ præsertim regionis episcoporum vota, et solertissimi causæ postulatoris R. P. Amadei ab Urbeveteri preces proposito dubio, *Affirmative* esse responsurum.

Quare etc. GUILLELMUS PANICI.

PAROISSE

Démembrement. Causes canoniques qui permettent de démembrer les paroisses. Consentement du curé. La municipalité prend l'engagement de servir le traitement du nouveau recteur. Controverse relative à l'incorporation d'un hameau de deux cents habitants. (Décision de la S. Congrégation du Concile du 14 septembre 1878.

Le droit canonique considère le démembrement des paroisses comme une sorte d'aliénation. En effet, l'église démembrée perd une partie de son territoire; et les fidèles sont arrachés du sein de leur mère. C'est

donc une mesure subsidiaire et extraordinaire à laquelle on ne doit recourir que par nécessité, et lorsqu'il est avéré que l'établissement d'une chapelle annexe desservie par un simple vicaire ne peut subvenir aux besoins des fidèles.

Cependant le concile de Trente autorise les évêques à établir de nouvelles paroisses, conformément à la décrétale *Ad audientiam* du pape Alexandre III, lorsque, soit à raison de la distance, soit à cause des mauvais chemins, les paroissiens ne peuvent sans une grave incommodité fréquenter l'église paroissiale. L'éloignement, les mauvaises routes, voilà deux causes qui permettent d'en venir au démembrement. Deux milles (trois kilomètres) sont réputés une distance légitime. On ne peut fixer de règle absolue ; le démembrement est surtout une question de fait, qui doit être décidée d'après les circonstances particulières de chaque cas.

La S. Congrégation du Concile a permis le démembrement dans les circonstances suivantes.

Le village Spessa, dans le diocèse de Pavie, dépend de la paroisse Saint-Zénon, qui est éloignée de plusieurs kilomètres. Entre les deux localités se trouve, à mi-chemin le domaine de Cascina Spéziana, qui renferme environ deux cents cultivateurs et fait partie de la commune de Spessa pour les choses civiles. En 1873, la municipalité de Spessa demanda à Mgr l'évêque de Pavie d'ériger en paroisse la chapelle publique sous le vocable de S. Augustin, laquelle est au centre du pays. Le prélat accueillit favorablement la demande ; toutefois il mit pour condition que la municipalité agrandît l'oratoire par l'adjonction de deux chapelles latérales ; qu'elle prît l'engagement de faire au nouveau curé le traitement annuel d'au moins six cents livres ; de fournir le presbytère et les ornements sacrés, et de créer un fonds pour les dépenses de la fabrique ; d'obtenir l'approbation du gouvernement et de déclarer que la paroisse serait de libre collation épiscopale.

Les paroissiens se cotisèrent et la chapelle fut agrandie. La municipalité tint deux séances dans lesquelles elle prit à sa charge le traitement du curé. Cette délibération fut ratifiée par le conseil du département. En outre, le gouvernement donna son approbation à l'érection de la nouvelle paroisse.

Le curé de Saint-Zénon étant mort à ce moment, Mgr l'évêque de Pavie obligea le successeur à consentir au démembrement. En outre le prélat établit à Spessa un vicaire entièrement indépendant de Saint-Zénon et lui donna toute la juridiction paroissiale sur les habitants et sur le hameau de Cascina.

Au moment où l'affaire paraissait terminée, Mgr l'évêque de Pavie fut transféré à l'archevêché de Bologne. Le nouvel évêque crut devoir revenir sur la question.

Quoique le curé de Saint-Zénon eût précédemment consenti au démembrement, on le consulta de nouveau : or, il ne prêta son consentement qu'à la condition de conserver dans sa paroisse le domaine de Cascina Speziana. Le prélat demanda à la municipalité si cette restriction lui plaisait. Loin d'acquiescer à la prétention, la municipalité a porté plainte à la S. Congrégation du Concile.

Elle a demandé que la prétention de détacher de la nouvelle paroisse le hameau de Cascina Speziana soit rejetée, et que le souverain pontife érige lui-même la nouvelle paroisse.

Le *folium* de la Congrégation expose les raisons et les allégations de part et d'autre. Mgr l'archevêque de Bologne, qu'on a cru devoir consulter sur une affaire à laquelle il a pris une si grande part, a opiné en faveur de la municipalité, parce que le hameau fait partie de la commune de Spessa et que les habitants doivent y aller fréquemment pour les affaires civiles. D'ailleurs il est à craindre que la municipalité révoque l'engagement qu'elle a pris relativement au traitement du curé.

Décision. La S. Congrégation décide que le hameau dont il s'agit sera compris dans la nouvelle paroisse. Rome, 14 septembre 1878.

Papien. Dismembrationis parœciæ. Die 14 septembris 1878. Oppidum Spessæ Papiensis diœcesis plusquam mille capitibus frequens, plura per chilometra distat a parœciali, cui subest, ecclesia in loco S. Zenonis de Pado exurgente. Medio ferme inter unum, alterumve oppidum itinere extat quædam villa biscentum circiter animarum Cascina Speziana nomine, similiter parocho S. Zenonis in spiritualibus subjecta, quæque in maxima parte intra fines loci Spessæ fundata reperitur, unde pro actis civilibus habitatores illuc convenire debent. Jam ab anno 1873 municipes loci Spessæ, obsecundantes incolarum votis, supplici libello antistitem Papiensem adierunt expostulantes, ut publicum oratorium D. Augustino dicatum in centro dicti oppidi manens in parœciam erigeretur.

Verumtamen Papiensis antistes, licet benigno favore ipsorum preces excepisset, attamen ut in re tanti momenti caute procederet, nonnulla a municipio requisivit, antequam dismembrationis decretum emanaret, et præcipue 1° ut dictum oratorium ad ampliorem formam redigeretur « par l'ouverture de deux chapelles latérales ; » 2° ut annua congrua saltem sexcentum libellarum pro novo parocho assignaretur, « assurée contre toutes les vicissitudes qui pourront se produire dans la commune ; » 3° ut nova parœcia tam de domo parochiali quam de sacra supellectili provisa foret constituto etiam fundo « pour la fabrique, pour les dépenses de la nouvelle paroisse; » 4° ut municipes opus proprium impenderent ad obtinendam a gubernio approbationem simulque declararent parœciam esse liberæ collationis.

Per spontaneas fidelium oblationes protinus appositis conditionibus provisum fuit, si demas congruam pro parochi substentatione, quæ in duabus sessionibus, a consilio provinciali probatis, statuta venit ab eodem municipum collegio, quod etiam gubernii approbationem pro novæ parœciæ erectione reportaret sategit. Interea tamen temporis sciendum est, quod parochus S. Zenonis inter plures abiit, hinc providus Papiensis antistes non modo sollicitus fuit ab ejus successore præsentato a legitimo patrono obtinere consensum pro dicta dismembratione, de quo tamen nullum verbum in literis institutionis, verum etiam coadjutorem a parocho prorsus independentem statuit in dicto pago cum omnibus juribus et officiis parochialibus, cui etiam regendos tradiderat fideles villæ *Cascina Speziana*.

Cum autem omnia jam ad exitum perducta viderentur, ita ut nulla interjecta mora ad dismembrationis decretum nemine reclamante devenire posset, accidit ut Papiensis antistes ad

cathedram Bononiensem evectus fuerit, hinc provisa sede de novo pastore, qui rem ad examen revocare putavit, atque obtento parochi S. Zenonis consensu de nova erigenda parœcia, sub conditione tamen ut villa *Cascina Speziana* sub ipsius jurisdictione maneret, rem detulit ad municipes loci *Spessa*, a quibus antequam ipse dismembrationis decretum ederet, expetiit « s'il consent à ce que la section de Cascina Speziana demeure incorporée à la paroisse de S. Zénon au Po. »

Talis conditio haud municipalibus arrisit, qui præterea notitia perculsi, quod si secus fieret, præsul statutum a suo prædecessore coadjutorem revocasset, sub die 22 decembris 1877 ad S. V. Ordinem confugerunt enixe postulantes: « 1. Qu'il soit notifié à Mgr l'évêque de Pavie de ne rien innover. 2. Que l'on rejette la prétention de détacher de la nouvelle paroisse la section de Cascina Speziana. 3. Que le souverain pontife, de sa pleine autorité, érige lui-même la paroisse selon le vœu des habitants. »

Hunc acceptum libellum illico episcopo remisi pro informatione et voto, auditis in scriptis interesse habentibus, utque referret de legitima dismembrationis causa, ac interim nihil innovaretur : imo ut caute hac super re procedi posset, etiam informationem et votum requisivi ab eminentissimo archiepiscopo Bononiensi. Nondum autem ad manus Papiensis antistitis pervenerat dictus libellus, cum ipse decretum edidit, vi cujus villam Cascina Speziana jurisdictioni parochi S. Zenonis restituit. Exinde novæ municipum querelæ ad hoc ut, pendente apud S. V. O. recursu, res in pristinum restituerentur.

In tali rerum statu tum Emi Bononiensis archiepiscopi, tum Papiensis præsulis pervenerunt literæ, quibus acceptis obsecundabant mandatis. Archiepiscopus itaque Bononiensis sub die 23 februarii 1878, postquam animadvertit preces municipum loci Spessæ consonas esse veritati ait : « Quoad quæstionem in se sumptam magni equidem momenti visa est ratio a municipibus adducta, videlicet quod locus Speziana nuncupatus ad communitatem Spessæ pertineat, quo loci illius incolæ ad acta civilia, ut aiunt, convenire debent. Accedit necessitas illinc transeundi, ut pietatis officia in ecclesia parochiali S. Zenonis de Pado a Spezianæ habitatoribus impleantur. Porro jure meritoque timendum est, ut utriusque loci incolæ, manibus inter se consertis, ad jurgia ruant. Quare opportunum arbitrarer, votis municipum annuere, eisque parochiam decernere sibi propriam ab unis municipii terminis circumscriptam. »

Contrarium sed vero statuere conatur Papiensis antistes literis diei 23 aprilis 1878, quas fidelibus EE. VV. oculis subjicere præstat : « Mon projet d'ériger la nouvelle paroisse sans adjoindre le quartier de Speziana, satisfait le patron du bénéfice de S. Zénon, le propriétaire du domaine Speziana et les habitants au nombre de 140.

« Speziana est presque à mi-chemin de S. Zénon et de Spessa; il y a une bonne route pour aller à S. Zénon, dont l'église est beaucoup plus grande que la chapelle de Spessa, mieux pourvue et possède un bénéfice pour le vicaire. Le curé actuel de S. Zénon consent au démembrement, pourvu que Speziana lui soit laissé. Les habitants de ce quartier désirent demeurer dans leur ancienne paroisse; de quel droit les obligera-t-on de s'en détacher? Il est vrai que les limites de la paroisse ne seraient pas les mêmes que la circonscription de la commune, tout au moins pour la plus grande partie. Mais il en est ainsi dans la plupart des pays du diocèse. »

Neque demum præterit animadvertere nullimode simultates et jurgia esse pertimescenda, quia ablata ex jam lato decreto a coadjutoris jurisdictione Cascina Speziana, publica quies minime excussa fuit.

Quibus habitis, actisque de more completis causa hodie discutienda proponitur sub dubio in hujus libelli calce relato, nonnullis tamen prius utrinque de more animadversis.

Et præprimis animadvertendum occurrit quod dismembratio parœciarum veluti alienationem sapiens odiosa in jure reputatur, card. De Luca, *De paroch.* disc. 35, num. 6. Reclus. *De re parochial.* p. 1, tit. 12, num. 38. Sacra Congregatio in *Bononien.* dismembrationis 30 maii 1835, §. *Parœciam*; *Fesulana* dismembrationis et erectionis parœciæ 30 aprilis 1836, § *Recolere ; Asculana* dismembr. 30 julii 1859, § *Admissis. Laquedionen.* dismembrationis parœciæ 16 decembr; 1876, § *Hisce*, quia ecclesia privatur territorio, et fideles e matris veluti gremio abstrahuntur, Sac. Congregatio in *Bononien.* loc. cit. Hinc parœciarum dismembratio semper habita fuit tamquam remedium subsidiarium et extraordinarium, quemadmodum docet Reclus. loc. cit. num. 66, Rota decis. 484, num. 4, p. 1, decis. 223, num. 11, part. 6 recent. decis. 24, num. 10, coram Falconer. in Miscell. Sac. Congregatio in *Cassanen.* dismembrat. 17 decemb. 1740, et *Aquilana* dismembrat. 8 februarii 1744, adeo ut ipsa denegetur, quoties parochianorum necessitatibus subveniri potest per coadjutorem seu vicarium juxta ea quæ tradit Rota in decis. 178, num. 4, et seq. part. 19, tom. 2 recent., *Leodien.* dismembrat. 1 februarii 1712, § *Nec in totum*, coram Falconerio, confirmata 3 julii 1713, § *Medio itaque*, coram Crispo, et 22 junii 1714, § *Præsens itaque*, et 25 januarii 1715, § *Ita pariter*, coram Lancetta. Imo quoties incolarum spirituali indigentiæ consultum jam fuerit per delegationem vicarii, dismembrationem parœciæ denegavit S. hic Ordo uti acciditin *Sedunen.* dismembrationis 11 junii 1718. Porro plurimis abhinc annis in loco Spessæ constitutus reperitur coadjutor, qui in ecclesia, quæ esset dismembranda, sacramenta administrat, nec incolæ queri possunt aliquid ipsis in spiritualibus deesse. Frustra igitur in themate exposci videtur ut dismembretur antiqua parœcia, et nova erigatur.

Quod si et eorum votis quodammodo indulgendum videatur propter utilitatem, quam suadent tum episcopi votum tum consensus rectoris dismembrandæ ecclesiæ et patronorum, tamen eidem unienda minime esset villa Cascina Speziana. Siquidem in dismembratione parœciæ effectuanda sedulo animadvertendum venit, quod non sufficit tantummodo, ut justa suppetat dismembrationis causa, verum etiam cavendum, ne veræ necessitatis limites trajiciantur, ut minus quam fier potest dismembrandæ ecclesiæ præjudicium afferatur. Tam enim æquitas et justitia læditur, si ecclesia dismembretur, nulla intercedente necessitate, quam etiam læditur, si ipsa dismembretur plus eo, quod vera postulat necessitas. Jamvero in facto nulla pretiosa ratio suppetere posse videtur, quæ suadeat nunciatam villam uniendam esse parœciæ erigendæ cum præjudicio matricis ecclesiæ, dum ipsa æque ferme distat tam a pago S. Zenonis, quam ab illo Spessæ. Accedit quod ecclesia S. Zenoni amplior est et duabus beneficiis provisa manet, quando illa loci Spessæ licet ad ampliorem formam redacta, tamen angusta remanet, et unico beneficio parochiali provisa, unde diebus festis plures haud valerent obligationi satisfacere sacrum audiendi.

Nec parvi momenti faciendum est ordinarii judicium, cujus prudenti arbitrio remittitur æstimatio de magno incommodo in paragenda parochiæ dismembratione, ceu tradunt De Luca, *de paroch*, disc. 34, n. 2; Lauren. *for. benef.* tom. 1, cap. 3, quæst. 159, in fin. Pignatell, tom. 4 consul. 130, num. 3. Circa hujusmodi distantiam vel difficultatem accedendi ad ecclesiam parochialem totum pendet ab ejus (nempe ordinarii) judicio atque arbitrio. » Sed judicium ordinarii hoc est, ut locus Cascina Speziana sub parœcia remaneat S. Zenonis, eo quia magnum incommodum ad ecclesiam accedendi pro ea parte gregis minime verificatur, quin imo in ejusdem votis est, ut aggregati remaneant ecclesiæ matrici. Ergo tum episcopi

voto favendum videretur, quia agitur de quæstione nudi facti, in qua standum multum judicio episcopi ut servare solet S. Congreg. Concilii interpres teste Ferraris verb. *Dismembr.* num. 42, tum populi loci Speziana qui volunt sub Ecclesiæ matris jurisdictione permanere.

Quibus omnibus addendum est, quod neque patronus ecclesiæ S. Zenonis, neque ejusdem rector assensum præbent pro dismembratione tali modo peragenda. Jamvero horum consensum in effectuanda dismembratione requiri docet Leuren. loc. cit. tom. 1, quæst. 157, num. 4 et tom. 3, sect. 2, cap. 2, q. 954, num. 5, Card. De Luca *de Parochis* disc. 35, num. 6, et *de Jurepatr.* disc. 66, num. 10, ibi : « Si enim in beneficiis etiam liberæ collationis habemus, quod in suppressionibus, vel dismembrationibus desideratur consensus rectoris vel parochianorum aut alterius interessati, multo magis desiderandus est consensus patroni in Ecclesia non libera. » Quin aliquid relevet quod dicta villa in territorio reperiatur loci Spessæ, 1° quia uti observat episcopus, hoc ea in regione novum non est ; 2° quia uti dominus villæ Speziana testatur, in animo habet plures domus adjungendi loco Speziana et quidem in territorio oppidi S. Zenonis. Omnibus igitur attentis videretur, quod dismembratio vel esset deneganda, vel saltem circumscribenda ad dictum Spessæ oppidum tantum.

Non desunt tamen plura rationum momenta, quæ contrarium statuere suadent. Ex Tridentini enim dispositione in cap. 4 sess. 21 de reform. habemus quod in illis locis, in quibus parochiani ob locorum distantiam, sive difficultatem, ad Ecclesiam sine magno incommodo accedere nequeunt, episcopi novas possunt constituere parœcias juxta formam constitutionis Alexandri III quæ incipit *Ad audientiam.* Duplici igitur ex causa ad parœciarum dismembrationem proceli potest, ob locorum distantiam, vel difficultatem viarum. Quænam autem debeat esse distantia, quæ dismembrationem alicujus parœciæ, novæque erectionem suadeat, præstat ex doctrina S. O. in *Anconitana* 30 aprilis 1803, § *Cum nullius* excerpere, ibi : « Satis reputatur distantia milliarii ut dismembratio fiat teste Fagnano in cap. *Ad audientiam*, Pirhing. in jus canon. cap. 16 num. 19, et S. Congreg. in *Ariminen.* erection. parochiæ, 18 junii 1789, et in *Placentina* dismembrationis, 28 maii 1791. » Sed in themate locus Spessa plura per chilometra distat ab oppido S. Zenonis. Nullum idcirco dubium oriri potest quod legitima subsit causa pro decernenda novæ parœciæ erectione.

Neque negotium facessere posse videtur illa doctorum sententia, quæ dismembrationem indigitat ceu subsidiarium et ultimum remedium, et potius suadet, ut in Ecclesia dismembranda constituatur vicarius. Hoc enim remedium pro regula generali habendum non esse ex disciplina S. O. manifesto eruitur, qui non modo dismembrationem indulsit, quin de distantia aut locorum difficultate nimia scrupolositate inquireret ut in Papien. *dismembrationis* 10 aprilis 1717; *Fesulana* 4 junii 1736, *Melevitana* dismembrationis 3 februarii 1843, *Gaudisien* dismembrationis parœciæ 16 septembris 1871, aliisque quamplurimis, verum etiam eam lem decrevit minime obstante oblatione facta providendi per capellanum, ceu testantur resolutiones editæ in *Comen.* 5 decembris 1750, *Nolana* 3 februarii 1758, imo licet ecclesia jam de coadjutore provisa fuerit reperta, quemadmodum colligitur ex *Puteolana* erectionis parochiæ proposita die 18 junii 1701 et resoluta die 3 septembris ejusdem anni, ex *Lunen. Sarzanen.* erectionis parochialis diei 16 junii 1712, *Frequentina* seu *Abellin.* erectionis parochialis 27 maii 1713.

Et optimo quidem jure. Parochus enim debet suas oves agnoscere, frequenter invisere earumque necessitatibus paterno succurrere amore, ac reformandis moribus curam impendere, quæ omnia per vicarium nullimode, aut saltem difficiliter præstari possunt. Unde optime concludit Leuren. *for. benef.* tom. 1, quæst. 154, num. 4, quod graviter errarent illi, « qui cum aliquibus S. Congregationis declarationibus, et Rotæ decisionibus, aut doctorum aliquorum traditionibus pro hujusmodi nova erectione facienda vel neganda in sola litera procedunt, cum sit potius quæstio facti ex singulorum casuum particulari qualitate, ac individuis circumstantiis decidenda ; quia simul stare possunt ut in uno casu, eadem populi multiplicatione, eademque distantia, vel itineris asperitate id denegandum sit, in altero concedendum ; et quod diversi mores regionis, vel minor prioris parochialis majestas et decor in uno casu permittant, in alio prohibeant. » Quibus si addere placeat in themate et sollicitudo populi et municipum in ademplendis conditionibus ab actualis Papiensis antistitis prædecessore requisitis, et rixarum timor quæ prævidentur, indubie putarem ad dismembrationem deveniendum esse, ceu ob timorem rixarum dismembrationes concessas fuisse in *Lunen-Sarzanen.* dismembrationis 12 julii 1817, et in *Ventimilien.* dismembrationis 8 augusti 1818 docet *Placentina* parœciæ 20 novembris 1859, § *Verum.*

Posita igitur parœciam dismembrandi legitima causa, videretur, quod ipsa ad integrum Spessæ territorium extendenda foret, ita ut locus Cascina Speziana novæ parœciæ esset adjudicandus. idque ut novum corpus filiale juxta decentiam constituatur, ne alias intret vilipendii ratio. Audiatur sane De Luca discurs. 27, num. 4, *de regular.* « In materia dismembrationis ecclesiarum parochialium regulariter dicitur prohibita alienatio, quæ cadit etiam sub dispositione extravagant. *Ambitiosæ*, de reb. Eccles. non alien. ; et consequenter exigit non solum solemnitates et quod verificentur hæc duo essentialia extrema seu requisita ; primo nempe ut antiquæ ecclesiæ dignitas per hujusmodi dismembrationem, seu divisionem non vilescat, secundo ut novum corpus filiale juxta debitam decentiam constitui valeat, ne alias eadem vilipendii ratio intret. » Atqui si locus controversus relinqueretur sub jurisdictione S. Zenonis vilipendii ratio intraret ob parvum numerum 900 fidelium parœciam constituentium, dum plusquam bis mille remanerent sub ecclesia S. Zenonis.

Insuper hanc adjudicationem suadet : 1° ratio congruentiæ. Cum enim locus iste intra limites territorii dicti oppidi reperiatur, congruit ut ipse etiam sub illius parochi jurisdictione subsit, tam ut parœciarum fines optime valeant determinari, quam ne inconveniens enaseatur, ut parochus unius communitatis suam extendat jurisdictionem intra fines alterius contra praxim in omnibus ferme diœcesibus vigentem ; 2° utilitatis ratio. Siquidem et populus loci Speziana Spessam contendere debet pro civilibus actis explendis, et ipsi hæc parœcia commodior est præ viarum brevitate. Nec 3° prætermitti debet ratio ex eo exurgens, quod municipes jam obtinuerunt a gubernio approbationem erigendi hanc novam parœciam et nostra præsertim ætate ob futilem etiam rationem evenire posset, ut data promissio cum animarum detrimento revocaretur vel aliquod scandalum oriatur, quod averti deberet ; præsertim quia congrua pro parocho a municipali arca rependitur, et tractu temporis fieri posset, ut incolæ loci Speziana semet ex hoc gravatos persentientes inclamarent, et hoc fremente Aquilone indubie mala præviderentur.

Neque obstat quod denegata hujusmodi conditione parochus S. Zenonis haud assentiatur parœciæ suæ dismembrationi. Siquidem municipes in sua instantia retulerunt rectorem S. Zenonis jam suum præbuisse assensum pro dicta dismembratione, antequam ad parœciæ possessionem veniret. Has autem preces consonas veritati esse retulit eminentissimus archiepiscopus Bononiensis olim Papiensis antistes, a quo fuerat parochus institutus. Quo posito videretur, quod consensus ille, licet scripto minime expressus, satis esset, neque

hodie contra factum proprium rector S. Zenonis insurgere posset. « Sufficit etiam (sunt verba Lemenii, *for. benef.* tom. I, quæst. 157, num. 4), hic consensus ex ante, vel ex post præbitus, etiamsi scripto expressus non sit. Insuper cum dissensus iste irrationabilis videatur, minime attendi deberet, ad tradita per Barbosam, *De offic. et potest. episcop.* part. 3, allegat. 67, num. 20, Garcia, *De benef.* part. 12, cap. 41, num. 9.

Minusque officeret patronorum S. Zenonis dissensus, aut populi loci Speziana. Non patronorum quia consensus patronorum in paræciarum dismembratione minime requiritur vel curatur. Lotter. *De re benef.* lib. 1, quæst. 28, num. 23. Non populi villæ Speziana, quia habitatores illi, dempto conductore, precario in dicto loco morantur, ita ut teste vicario foraneo ab actuali antistite requisito, renovantur; « les cultivateurs changent tous les ans et le fermier est renouvelé tous les neuf ans » Præterea advertendum cum Fargna *De jurepatr.* part. 1, cap. 4, cas. 4, num. 6 : « Consensus rectoris, patroni, aut aliorum interesse habentium non requiritur pro forma, neque ratione auctoritatis, seu pro auctorizanda dismembratione, quo casu non esset valida absque dicto consensu, sed solum requiritur ratione præjudicii. » Cum igitur nullum in themate exurgere videatur præjudicium adjungendo locum Casina Speziana parochiæ noviter erigendæ minime patronorum, et populi obstante dissensu, videretur, quod locus iste paræciæ loci Spessæ adjudicandus foret in decernenda dismembratione.

Hisce ex utraque parte disputatis grave ne sit EE. VV. sequens enodare dubium : An et quomodo sit locus dismembrationi veteris, et erectionis novæ paræciæ in casu.

S. Congregatio rescripsit : *Affirmative, inclusa in territorio paræciæ erigendæ terra Speziana, et ad mentem.* Romæ, 14 septembris 1878.

CONTRIBUTIONS.

Cure habituelle appartenant au chapitre de la cathédrale. — Portion congrue du curé exempte de toute charge et de tout impôt. — Contributions établies par le gouvernement italien. — Main-morte, local, richesse mobilière, personnelle. — Ces impositions sont-elles à la charge des chanoines ? — Décision de la S. Congrégation du 14 décembre 1878.

Les énormes contributions que le gouvernement piémontais lève sur les revenus ecclésiastiques donnent naissance à des complications et à des conflits. Indépendamment de l'impôt foncier, on a la taxe de main-morte, la contribution sur le local, celle sur la richesse mobilière, la taxe personnelle, etc. La taxe de main-morte est de trente pour cent.

En 1788, Léopold, grand-duc de Toscane, supprima une abbaye et donna les biens au chapitre de la cathédrale de Cortone, afin qu'une partie de ces biens servît à constituer la portion congrue de quatre cures incorporées au dit chapitre. En ce qui concerne la paroisse de Sainte-Firmine, il fut convenu que le curé recevrait 45 écus de portion congrue, nette de toute charge, dépense et imposition.

A l'heure qu'il est, presque la moitié de ce traitement est absorbée par les contributions de tout genre que le gouvernement italien a établies : main-morte, local, mobilier, personnelle. Pendant plusieurs années le curé a soldé les contributions ; puis, ne pouvant plus supporter la dépense, il a demandé au chapitre d'acquitter les impôts, conformément à la convention de 1788. Les chanoines ayant refusé, le curé a fait recours à la S. Congrégation du Concile : « Persuadé que l'obligation des chanoines de Cortone existe dans la convention comme il la comprend, et tel étant l'avis de plusieurs personnes éclairées et consciencieuses, le curé, qui se voit injustement sacrifié depuis plusieurs années, au grand profit des chanoines, demande une prompte réparation, et la restitution de tout ce qu'il a déboursé depuis l'origine des impositions jusqu'à ce moment, taxe de main-morte, richesse mobilière, local du presbytère, excepté la personnelle. »

Mgr l'évêque a proposé une transaction ; d'une part, le curé ne réclamerait pas le remboursement des contributions qu'il a soldées jusqu'à ce jour ; d'autre part, le chapitre prendrait à sa charge les impositions tant ordinaires qu'extraordinaires, conformément à la convention de 1788. Par malheur, cette conciliation n'a pas été acceptée par les intéressés.

Decision. La S. Congrégation décide que les chanoines devront supporter désormais les impositions, sauf la personnelle. En ce qui concerne le passé, elle recommande la conciliation. Rome, 14 septembre 1878.

Nous nous bornons à ces courtes indications. Le *folium* entre dans tous les détails propres à élucider la controverse.

Cortonen. Reintegrationis vectigalium. Die 14 sept. 1878. — In vim decreti a Petro Leopoldo I magno duce Etruriæ, evulgati, abbatia Farnetensi de anno 1788 suppressa, ejusdem jura, bonaque omnia capitulo ecclesiæ cathedralis Cortonæ addicebantur : « afin qu'une partie des biens servît à former la portion congrue des quatre cures unies au chapitre : ces cures, déclarées inamovibles, seraient désormais conférées suivant les règlements en vigueur, librement et exemptes de toutes les réserves romaines. »

Vertente autem anno 1788 cæsareum decretum omnibus numeris absolutum fuit quando canonicorum collegium ratam habuit dismembrationem alterius ex illis parochiis sub titulo S. Firminæ virginis et martyris in oppido vulgo *Gabbiano*, existentis. Tunc enim nonnulla prædia tum rustica tum urbana pro congrua parochi alimonia ultro Ecclesiæ cessit, insimulque spopondit se quotanis parocho Giuliarini, ejusque successoribus fore solutorum scutata florentina 45, ad ipsam congruam supplendam. Nec satis. Solemnis etiam stipulationis virtute cautum fuit, ut capitulum parocho congruam parochialem a quovis onere immunem redderet.

Invalescentibus hac nostra ætate per cunctas Italas regiones multiformibus tributis, « main-morte, constructions, richesse mobilière, taxe de famille, » eadem pluribus abhinc annis actualis parochus Petrus Cortonicchi examussim pensitavit, usquedum aliquando de inopia querens postulavit a capitulo, ut ad trimitem conventionis 1788 sublevaretur ab oneribus, ac restitutione tributorum quæ regio fisco jam persolverat, redderetur indemnis. Capitulum at vero acriter obstitit parocho, atque edixit se tantum obnoxium fore restitutioni vectigalium quibus prædia subjugata sunt. Quo responso perculsus parochus Cortonicchi aliam sibi putavit non patere viam, quam amplissimum vestrum Ordinem adire supplici libello.

Hoc habito libello rescriptum prodiit die 11 decembris 1875 : « Episcopo pro informatione et voto, audito capitulo in scriptis, ac transmissa particula instrumenti de quo in precibus, referat de legitima petitionis causa. » Reverendissimus antistes Cortonensis maxima diligentia, qua par erat, amplissimi

sacri Ordinis mandatis morem gessit, et transmissa particula instrumenti contractus nuper relata suger legitima petitionis causa hunc animi sui sensum patefecit: « Je serais d'avis de proposer une transaction. Le curé ne réclamerait pas le remboursement des taxes payées jusqu'ici ; et à l'avenir le chapitre aurait à sa charge les impositions ordinaires et extraordinaires, conformément à la convention de 1878. »

Hac relatione accepta, rescribendum duxi : *Eidem episcopo qui curet conciliationem, ac de resultantibus certioret.* Factum exinde est ut solertissimus præsul operam dederit in quæstione amico fœdere dirimenda. Oleum at vero atque operam perdidisse videtur, quandoquidem literis diei 23 maii anni 1877 S. V. O. hæc duxit referenda : « Le très-vif désir que j'ai toujours eu d'éviter par une conciliation tout conflit entre le chapitre de la cathédrale et le curé de Sainte Firmine est demeuré sans effet. Je n'ai rien à ajouter à mon information du 27 mars de l'an dernier, sinon que la taxe de famille ne saurait, en tout cas, attendre le chapitre, car elle vise uniquement le lucre personnel. »

Rebus ita perstantibus die 16 junii 1877 decretum edidi « Ponatur in folio, et notificetur episcopo qui moneat partes « causam disceptandam esse in plenario EE. PP. consessu, « eisque præfigat congruum terminum ad deducenda jura sua « coram S. Congregatione, ac de resultantibus certioret. »

Omnibus autem expletis causa in hodiernis comitiis sub formula dubii in calce exscripta disceptanda proponitur. Præstat modo summatim colligere ea, quæ capitulum, ad sua protuenda jura in medium profert, et deinde aliquid ex officio adnotare que parocho S. Firminæ favere videntur.

Inter onera, quibus capitulum subjicitur, nullatenus adnumeranda esse vectigalia vulgo « de main-morte, de local, de richesse mobilière, » ipsum contendit. Quandoquidem obligatio ex conventione anni 1788 promanans, in hisce duobus cohibetur; in solutione tributi favore parochi quod pensitandum venit « pour impositions foncières ordinaires et extraordinaires; » necnon in solutione annuæ quantitatis scutorum fiorentinorum 45 causa congruæ supplendæ. Atqui capitulum parocho haud contradicente utrumque onus semper ad unguem sustinuit ; ideoque altero vectigalium onere gravandum haudquaquam est. Nefas enim est initas pactiones ampliare ultra ea quæ expressim statuta sunt. Leg. *Quidquid adstringendæ*, ff. de verbo oblig., Leg. *Si ita stipulat.* ff. de verb. oblig.

Quæ quidem juris dispositio potiori ratione locum sibi vindicat in specie qua versamur, quia res est de materia vectigalium, quæ cum sit odiosa, in eadem pacta sunt strictissime intelligenda, et non datur extensio de casu ad casum. Opportune ad rem Rocca, cap. 77, n. 8 : « Gabella, utpote odium redolens, strictissime quantum fieri potest, intelligi debet in eo dumtaxat casu, de quo præcise tenor loquitur impositionis; Neque ulterius extendenda, etiamsi adsit identitas vel rationis majoritas. » Bartol. in S. *Si pupillus*, 21 n. 3, ff. ad Leg. Falcid., Bald. in L. *Contractus*, 16 sub num, 3, et 6 Cod. de fid. instrum.; nihil ideirco magis consonum conventioni videtur, quam quod capitulum ultra impositiones prædiales nullum aliud tributum teneatur persolvere.

Perperam autem parochus hunc invocat articulum : « Que la portion congrue allouée suivant les instructions en vigueur avec le produit des biens désignés ci-dessus et 45 écus en espèces, soit affranchie et exonérée de toute charge, dépense et imposition. » Scitissimum enim est verba non esse literaliter captanda, sed quo animo quid scriptum sit semper est attendendum. Alioquin si captiose ad litteras rem deflectere daretur, neglecto consilio eorum, qui scripserunt, nulla pacti conventi formula poterit non infirmari aut convelli. Quare in quocumque negocio inspici sedulo debet quid sit actum, ut ad text. in leg. *Semper in stipulationibus*, 34, ff. de regul. juris monet Gudelin. syntagm. reg. jur. cap. 2, n. 4 et 5. Et jure quidem : contractus enim formam et determinationem recipiunt a contrahentium voluntate.

Noto alioquin notius est voluntatem contrahentium ferri non posse ad incognita, text. in L. *Patres*, ff. de condict. et demonstrat. Leg. *Lucius*, ff. ad municip. Valasc. consultat. 179, num. 3. Rota coram Seraphin. decis. 1277, num. 4; dec. 340, num. 4, coram Cavall. et decis. 7, num. 20; et decis. 119, num. 4, coram Bich. et decis. 523, num. 12, part. 4, tom. 3 recent. Atqui vectigalia de quibus in themate, haudquaquam paciscentibus nota haud erant, ceu historica monumenta edocent, tunc cum conventionem anni 1788 stipulati sunt, ita ut tuto retineri possit de ejusmodi vectigalibus partes nunquam intellexisse ; ideoque de vectigalibus prædialibus tantum egisse prædicandum superest. Et merito : nam de iis vectigalibus contrahentes cogitasse et pepigisse dicendum est, quorum præsens erat occasio et necessitas, ad text. in leg. *Quoties* ff. de regulis juris. Porro vectigalium tantum prædialium præsens erat occasio et necessitas, quia tantum pro prædiis sub parochi nomine in censualibus tabulis descriptis vectigalia parochus perferre debebat. Capitulum autem ab onere horum vectigalium parochum exemit ; hinc prono veluti alveo fluit contrahentes ante oculos habuisse tantum tributa prædialia. Hæc item canonici pertingunt.

Præterea tralatitium in jure est quod ad dignoscendam vim cujuscumque pactionis et stipulationis integer conventionis contextus debeat attendi. Rota in *Narnien.* dotis et lucri 12 febr. 1816, § 13, cor. Piccolomini ; *Romana quoad Josephum*, 16 junii 1847, § 5, cor. Muzzarelli; *Albanen.* restitutionis in integrum 27 januarii 1826, cor. Bofondi. Profecto integer conventionis contextus comprobat, contrahentes solum fuisse contemplatos vectigalia prædialia.

Cæterum stipulatione etiam remota, omnino injusta ac exorbitans apparet parochi petitio, ex eo quod, quum congrua nedum sufficienti, sed etiam uberi ipse polleat, exoneratio, quam postulat, a vectigalibus noviter inductis, potius ad lucrum captandum, quam ad damnum evitandum ostenditur directa. Enimvero congrua parochialis juxta legem latam a Leopoldo I ad scutata octaginta pertingere debet. Porro parochus Cortonicchi ea in præsentiarum fruitur præbenda quæ summam præstitutam excedit.

Altera verum ex parte parochus Cortonicchi a capitulo jure meritoque repetere vectigalia videtur, excepta taxa « de famille, » quam vel ipse excludit, in vim recitatæ conventionis, « la congrua assegnata col prodotto dei descritti beni, e con l'aumento in contanti di scudi 45 sia netta e libera da qualunque aggravio, spesa ed imposizione ; » quæ porro verba adeo effrena atque adeo ampla sunt, ut nullum relinquant onus, quo parochialis congrua non debeat exonerari. Huic autem conclusioni concinit etiam lex a Sac. œconomica Congregatione lata de mense junii 1816 qua constitutum est ut in materia pensionum omne onus pensitandi vectigalia converti debeat in contrahentem, qui pactus est pensionis præstationem « affranchie de toute charge. »

Jam ex ipsa juris dispositione effrenata illa clausula per se suapte natura in capitulum refundit quodcumque tributum vel onus, quod ipsam congruam quandocumque valeat prægravare. Verba enim generalia, generaliter intelligenda sunt, nec ullum limitem recipiunt ; quia genus speciem continet, et quod generaliter exprimitur, id de specie et individuo dictum intelligitur. Cum impositionum liberatio ad favorem parochi fuerit concepta verbis amplissimis et prægnantibus, hinc etiam controversa vectigalia comprehendit, cum talis liberatio generalis extendatur ad incognita et minime cogitata, Leg. *Si de certa*, C. de transact. ubi Bartol. col. 2, versic. *Si vero loquimur*. Menoch. cons. 496, num. 58.

Nullum alioquin haberet sensum relata pars conventionis quod « l'aumento in constanti di scudi 45 sia netto e libero da qualunque aggravio, spesa, ed imposizione, » nec quo consilio conscripta fuerit ostenderetur, si controversa vectigalia deberent excludi ; dum econtra exploratum est, in contractibus et obligationibus nullum verbum otiosum aut effectu vacuum censendum esse. Rota in recent. decis. 337, num. 1, part. 2 coram Molines ; decis. 299, num. 4 coram Olivat. decis. 530, num. 16 et 17, in *Fanen.* immissionis 14 junii 1796, § 8, coram Acciaioli. Exoneratio alioquin, quam a capitulo adstipulatus fuit parochus de anno 1788 non prædia tantummodo rustica effecit, sed domum etiam parochialem, atque supplementum congruæ in præstatione scut. 45 comprehendit, quandoquidem liberatio extensa fuit ad integram congruam.

Et probe quidem. Nam illud pro valido habendum est, non solum quod expresse cautum fuit, verum etiam quod perspicue ac necessario ab expressis consequitur. Leg. 6, ff. de contrac. empt. Leg. 219, ff. de verbor. signif. Leg. *Prætor ait*, § 1, ff. de op. nov. nunc. Profecto recensitorum vectigalium liberatio necessario consequitur ab expressa liberatione a quibuslibet oneribus super congrua parochiali, quia tum tributa prædiorum rusticorum, tum onera urbana, prædia nec non præstationes pecuniarias prægravantia, ipsam congruam æque diminuunt.

Hoc enim secumfert causa finalis, quæ, prouti notum est unicuique lucem præbet contractui. Rota in *Romana seu Ostien.* associationis 25 januarii 1819 coram Odescalchi, *Nullius seu S. Ædisti*, super 3 dubio de divisione 11 martii 1836 cor. de Cuppis; quod nimirum posset parochus præstituta congrua perfrui absque ulla diminutione vectigalis, oneris, expensarum.

Sed præter pactum conventum in stipulatione anni 1788 quammaxime parocho suffragatur ex una parte æquitas vel ipsa, qua congruam substentationem repetit ab illis qui bona suppressæ abbatiæ obtinuerunt, ut parœciis consulerent ; ex alia autem factum ipsum notabilis diminutionis congruæ parochialis ex controversis vectigalibus proveniens, per eorumdem exonerationem incolumitati ejusdem congruæ providendum fore suadet. Nihil enim certius est, quam rectori ecclesiæ exercenti curam animarum, et administranti sacramenta populo, congruam portionem deberi quæ pro alimentis rependitur ut in Clement. 1 et in capit. *Extirpandæ*, § *Qui vero*. Talis autem esse debet congrua, ut parochus qui laborat in vinea Domini spiritualia populo ministrando, absque sollicitudine quærendi aliunde sibi victum, commode vivere queat, ut dixit Rota coram Millino decis. 84, num. 4, et in Recent. decis. 347, num. 7, part. 13, ne alias propter eorum inopiam proprium officium negligat, populoque sibi credito, quem coercere debet, sit ludibrio, ac indigna ejus gradui cogatur peragere. Lotter. *De re benefic.* lib. 2, quæst. 12, num. 25. Rota coram Dunozetto Jun. decis. 631, num. 5 ; et coram Emerix Jun. decis. 318, num. 7 et seq. Exinde DD. uno veluti ore tradunt parochum, qui diminutionem passus est redditnum parochialium agere pro ejus supplemento posse adversus possidentes bona parœciæ. Gratian. *Discept. forens.* cap. 366, num. 2. et seq. Lotter. *de re benefic.* lib. 2, quæst. 12, n. 27 et seq. Rota in *Leodien.* congruæ 27 januarii 1716, § 2 coram Cerro.

Quod vero parochus Cortonicchi passus sit notabilem congruæ diminutionem ex hisce ostenditur, quæ hac super re ipse adnotat idem parochus : « en réfléchissant que les nouvelles contributions diminuent de cent francs la portion congrue qui a été stipulée. »

Dum autem hanc gravem diminutionem scutor. 20 in sua congrua patitur Cortonicchius ex causa vectigalium, nemo alius urgentiori obligatione ad ejusdem indemnitatem adstringitur quam capitulum cathedralis, quod bona possidet parœciæ ejusdem.

Hisce expositis, videant EE. VV. ea qua pollent jurisperitia, quomodo dirimendum sit dubium :

An sit locus reintegrationi pro vectigalibus tam persolutis quam persolvendis in casu.

S. Congregatio respondit : *Affirmative quoad vectigalia persolvenda, excepta taxa mere personali vulgo di famiglia; quo vero ad vectigalia persoluta, placere de concordia.* Romæ, 14 septembris 1878. »

DROITS PAROISSIAUX

Chanoine de la cathédrale décédé accidentellement dans une paroisse rurale. Service et sépulture. Le chapitre peut-il demander la restitution du casuel, sauf la quarte canonique? Décision de la S. Congrégation du 14 septembre 1878.

La juridiction paroissiale relativement aux funérailles dérive du ministère spirituel que le curé exerce envers ses paroissiens pendant leur vie, en leur conférant les sacrements. On ne considère pas le lieu matériel où quelqu'un meurt accidentellement. Les saints canons, en ce qui concerne la sépulture, envisagent le lieu où le chrétien a accoutumé de recevoir durant sa vie l'aliment céleste. De là vient que, si l'homme qui habite accidentellement la campagne et y décède fortuitement, doit être ramené à la paroisse de la ville à laquelle il appartient.

Si les chanoines résident dans des paroisses distinctes de la cathédrale, le service a lieu néanmoins dans ladite cathédrale et non dans les églises paroissiales du domicile. Une décision de la S. Congrégation des Rites, du 13 mars 1766, porte ceci : « Canonicos etiam habentes domicilium in alia parochia sepeliendos esse in ecclesia cathedrali, solutis tamen juribus parochialibus parocho domicilii. »

Si le défunt est mort à cinq ou six lieues de son domicile ordinaire, on doit le transporter dans sa paroisse. Les décrétales ordonnent le transport lorsqu'il peut se faire commodément. (Chap. 5 *De sepulturis.*) Un jour de chemin, c'est-à-dire une vingtaine de milles, est réputé distance normale, avec laquelle le transport du corps est possible.

Ces règles du droit ont inspiré la décision que la S. Congrégation du Concile a prise dans l'affaire suivante.

Un chanoine de la cathédrale de San-Severino, faisant son testament, en 1874, choisit ladite cathédrale pour y faire ses obsèques. Depuis longtemps il résidait sur la paroisse de ladite cathédrale. Deux ans après, se sentant malade, il alla dans son pays natal, Chigiano, localité du diocèse de San-Severino, et y mourut le 16 octobre, après y avoir séjourné près de huit mois.

Le curé de Chigiano notifia le décès au président du chapitre. L'archidiacre répondit qu'en considération de la distance de douze kilomètres qui existe entre la cité épiscopale et Chigiano, on ne s'opposait pas à ce que les obsèques et la sépulture se fissent dans ce pays,

mais que le chapitre entendait cependant réserver tous ses droits.

Comme le corps commençait à se corrompre, les héritiers du défunt demandèrent instamment au curé de procéder à l'enterrement. La cérémonie eut lieu le 18 ; le procureur du chapitre envoya dès la veille une protestation formelle pour réserver les droits du chapitre et de la sacristie.

Les chanoines ont déféré la question à la S. Congrégation du Concile : 1. Le chapitre peut-il prétendre que le corps du chanoine Palladini aurait dû être transporté à la cathédrale? 2. Dans d'autres circonstances que les circonstances actuelles, aurait-il fallu exhumer le corps et le restituer à la cathédrale aux frais du curé? 3. Le curé de Chigiano doit-il restituer le casuel en totalité ou en partie? 3. Le chapitre peut-il demander tout au moins la quarte canonique?

Mgr l'évêque de San-Severino s'est prononcé en faveur du curé, qui a le droit de célébrer les obsèques et d'ensevelir tous ceux qui meurent dans les limites d'une paroisse. L'élection de la sépulture ne fait pas obstacle. Le chanoine ne voulut pas absolument être enseveli à la cathédrale. Résidant habituellement à San-Severino, il devait supposer qu'il y mourrait. Il suivit le droit commun alors en vigueur. S'il eût fait son testament après la mise à exécution de la loi relative au cimetière public, il aurait prescrit d'ensevelir son corps dans le cimetière de la ville. S'il eût formellement voulu le transport, il aurait dû le déclarer explicitement et prévoir le cas où il mourrait dans un pays lointain. Environ un an avant de faire son testament, il fit faire un grand tableau représentant la mort de S. Joseph. A cette occasion, il demanda l'autorisation de construire un sépulcre à Chigiano pour lui-même et pour la famille de son frère Joachim. Mgr l'évêque jugea que le don de ce tableau ne méritait pas une sépulture privilégiée pour toute une famille; il offrit de permettre pour la personne seule du donateur. La restriction déplut au chanoine; l'affaire en resta là. Il ne tenait donc pas absolument à être enseveli à la cathédrale.

Une exhumation est odieuse; et on ne doit l'exiger que rarement. La S. Congrégation, qui ordonne parfois la restitution du casuel, refuse l'exhumation. L'humanité prescrit de laisser en paix les ossements des morts.

Faut-il exiger la restitution du casuel? Mgr l'évêque en doute. Les statuts diocésains accordent au curé du domicile habituel le droit de percevoir la quarte funéraire ; cependant cette disposition ne paraît pas comprendre le service des défunts qui avait avant leur mort établi leur demeure dans le lieu où ils sont décédés; c'est le cas du chanoine Palladini. Toute personne doit regarder comme propre le curé du lieu où il demeure provisoirement. Cela est vrai des gens de service, des employés, des militaires, des jeunes gens élevés dans les colléges et conservatoires. Cette reconnaissance du curé local comme propre curé a lieu non-seulement pour l'accomplissement du précepte pascal et pour les sacrements à l'article de la mort, mais aussi pour contracter licitement et validement le saint mariage. A bien plus forte raison doit-on réputer propre curé du défunt celui du lieu dans lequel ce défunt a longtemps demeuré à l'époque qui a immédiatement précédé le trépas.

Le chapitre de la cathédrale peut-il réclamer tout au moins la quarte funéraire? Le curé de Chigiano le nie à son tour ; car, dit-il, les statuts du diocèse envisagent le cas de la sépulture donnée par nécessité dans la paroisse où le défunt meurt accidentellement, et ils ne font pas mention de la quarte en faveur du curé chez lequel le trépassé a eu son domicile habituel. Au surplus, la pratique généralement suivie n'est pas d'accorder aux curés le droit de quarte funéraire pour les funérailles des paroissiens qui trépassent à une distance considérable de leur paroisse. C'est ce qui s'observe dans le diocèse de Cameriero, qui est rapproché de San-Severino.

Malgré les dites allégations, la S. Congrégation décide que le droit de sépulture et de funérailles revient au chapitre de la cathédrale, et que le curé de Chigiano est tenu de restituer le casuel, excepté la quarte canonique.

En effet, le droit canonique veut que le service des chanoines se fasse à la cathédrale, quoique leur domicile se trouve dans une autre paroisse. *A fortiori* dans le cas dont il s'agit ; le chanoine Palladin conservait son domicile à San-Severino, c'est par pur accident qu'il est mort dans son pays natal. La distance étant à peine de dix milles, on pouvait commodément transporter le cadavre. En vain on présume que le chanoine a voulu être enterré à Chigiano ; il conste de la volonté opposée, le testament en est la preuve. Il ne réclame pas l'autorisation que Mgr l'évêque était disposé à lui accorder pour construire un sépulcre à Chigiano. A l'époque où il désigna par testament sa sépulture à la cathédrale, il avait l'habitude de passer plusieurs mois de l'année à Chigiano, pour soigner sa santé déjà altérée.

On ne peut admettre deux domiciles. La simple habitation n'est pas le domicile, lequel exige l'intention de demeurer dans tel lieu. Le chanoine Palladin, obligé de résider près de la cathédrale, n'a pu avoir l'intention de se fixer ailleurs.

La restitution du casuel est de droit. En effet, la décrétale du pape Alexandre III (chap. 5 *De sepulturis*) prescrit ce remboursement : *Beneficia, quæ occasione sepulturæ ipsius recepisse noscuntur... cum integritate restituant.* Les statuts diocésains de San-Severino disposent que le curé qui ensevelit un défunt mort accidentellement dans sa paroisse, a droit simplement à la quarte, lorsque le curé lui réclame les corps dans les vingt-quatre heures.

Sancti Severini. Funerum et emolumentorum. Die 14 septembris 1878. — Sacerdos Marius Palladini, canonicus ecclesiæ cathedralis S. Severini ultimo suæ voluntatis elogio, vertente octobris mense anni 1874, quoad metipsius funus ac sepulturæ optionem, hæc sancivit : « Je veux que mon corps, devenu cadavre, soit enseveli dans cette église cathédrale de S. Augustin avec les honneurs convenables pour ma qualité de chanoine ; j'en charge dès à présent mes héritiers désignés plus loin ; je m'en remets à leur piété et à leur bonne volonté. »

Porro canonicus Palladini qui jamdiu sub parœcia cathedralis domicilium constituerat, die 16 octobris anni 1876 extremum vitæ spiritum edidit in terra natali, nempe in oppido Chisiano sito in diœcesi S. Severini, quo se ab octo circiter mensibus transtulerat ægrotationis causa. Pientissimi Marii mortem parochus villæ Chisianæ pandidit capituli præsidi, ne occasione funeris falcem mitteret in capituli jura.

Archidiaconus at vero parocho Chisiano hæc patefacere autumavit : « Vu la distance (douze kilomètres de Chigiano à la cité épiscopale) on n'entend pas empêcher les obsèques et la sépulture à Chigiano, pourvu que les droits du chapitre pour un titre quelconque soient entièrement réservés. »

Interea cadaver putredine tabescere jam cœperat ; hinc hæredes defuncti adivere parochum ut parentalia festinaret. Voti compotes facti sunt, atque die 18 octobris a parocho justa persoluta fuerunt, minime obstante protestatione a canonico Crivelli procuratore capituli emissa datis literis diei 17 dicti mensis, in quibus habetur : « La décision que prend votre seigneurie relativement aux obsèques du chanoine Mario Palladini, lèse les droits du chapitre et ceux de la sacristie de la cathédrale. Le soussigné, en qualité de député permanent du chapitre et d'économe de la sacristie, est obligé de protester pour tous effets légaux, pour réserver les droits des instituts qu'il représente. »

Rebus in hoc statu permanentibus, canonicorum collegium amplissimo vestro Ordini hasce quæstiones dirimendas proposuit : « 1. Si le chapitre peut prétendre que le corps du chanoine Palladini soit transporté à la cathédrale. 2. Si à présent, faisant abstraction de la triste condition du moment, on aurait dû exhumer le corps, aux frais du curé de Chigiano, pour le restituer à la cathédrale. 3. Si le curé de Chigiano est tenu de restituer le casuel en totalité ou en partie. 4. Si tout au moins la quarte funéraire est due au chapitre. »

Supplici hoc accepto libello, die 13 julii 1877 rescriptum edidi : *Episcopo pro informatione et voto, audito parocho in scriptis, referat de bono capituli jure.* Mandatis II. S. Ordinis morem gerens antistes, informationem transmisit die 12 septembris dicti anni, in qua omni ex parte jura parochi Chisiani tueri nititur, prout inferius patebit.

Quibus rite absolutis causam in folio poni jussi, quæ hodiernis in comitiis proponitur disceptanda sub dubiorum formula in calce excripta. Sinant igitur EE. VV. ut animadversiones scriptis exaratas et mihi a partibus exhibitas, ceu moris est, brevi calamo exponam.

Et præprimis ex parte parochi animadvertendum est quod parocho competit jus funera peragendi infra suæ parœciæ fines, nec non sepeliendi quoslibet defunctos qui infra limites suæ parœciæ decesserint Amostaz. *De caus. piis*, cap. 8, n. 16; Sperell. decis. 87, num. 13 ; Rota in *Romana* juris tumulandi 20 februarii 1702, coram Priolo, num. 19. Atqui in facto est quod canonicus Palladini mortuus est infra limites parœciæ Chisianæ. Ergo ad ipsius parochum jus spectat et funus peragendi et sepeliendi cadaver. Quin objicias electionem sepulturæ ex testamento peractam ; respondet enim antistes in suis litteris informatoriis : « La raison prise de la disposition du chanoine Palladini dans son dernier testament, ne me semble pas avoir beaucoup de valeur. Lorsque l'exécution des dispositions testamentaires est rendue difficile par le changement survenu dans les circonstances, souvent ces dispositions n'obligent pas. Les lois n'obligent pas en bien des cas; il en est de même des clauses accessoires des dispositions testamentaires. Le chanoine n'eut pas une volonté absolue d'être enseveli dans la cathédrale. Il fit son testament à Sanseverino, en octobre 1874, deux ans avant sa mort ; il résidait continuellement à Sanseverino, et devait supposer qu'il y mourrait. Il s'en rapporta au droit commun alors en vigueur sur la sépulture. S'il eût fait son testament après l'exécution de la loi sur le cimetière public, il aurait dit : Je veux que mon corps soit enseveli dans le cimetière de cette ville. S'il eût voulu que ses héritiers, en toute hypothèse fissent porter son corps à la cathédrale, il aurait dû le déclarer explicitement et prévoir le cas où il mourrait dans un pays éloigné de la ville. »

Nec satis. Prosequitur enim : « Environ un an avant de faire son dernier testament, il manifesta un très grand désir d'être enseveli dans l'église paroissiale de Chigiano. Il fit faire à ses frais un grand tableau représentant la mort de S. Joseph. A cette occasion il présenta une requête à l'évêque diocésain pour être autorisé à construire une tombe devant la chapelle pour sa sépulture et celle de la famille de son frère Joachim. L'évêque ne pensa pas que le don méritât une sépulture privilégiée pour tous les parents; il répondit qu'il permettrait pour la personne seule du donateur. Cette restriction ne plut pas au donateur, et l'affaire en resta là. On peut donc supposer que le chanoine ne voulait pas absolument être enseveli à la cathédrale. » Quapropter concludit parochum Chisianum jure sepeliendi cadaver Marii præditum fore.

Post hæc in propatulo esse prosequitur, exhumationi cadaveris locum fieri non posse. Ulterius observandum quod ad humanitatem pertinet, ut, salvis juribus et emolumentis cui debentur, defunctorum ossa quanto minus fieri possit, vexentur et commoveantur. Leg. 39 de relig. et sumpt. funer. Leg. *Ne corpora.* Leg. *Divi fratres*, ff. Rota in recent. dec. 76, n. 4, et 7, part. 11. S. Congregatio in *Tudertina*, 4 julii 1722 proposito dubio : « An sit locus, exhumationi et restitutioni eadaveris de quo agitur, et quæ emolumenta sint restituenda ? respondit : *Affirmative etiam quoad emolumenta et amplius, et ad mentem.* Et mens est, *quod cadaver exhumari non debeat.*

In themate autem neque emolumentorum restitutioni, neque quartæ solutioni locum esse favore capituli videretur. Non emolumentorum restitutioni, quia ipsa parocho Chisiano, ut parocho proprio, a quo sacramenta recepit, competebant. Audiatur episcopus : « Les statuts diocésains accordent au curé du domicile habituel la quarte funéraire; mais cette disposition ne semble pas comprendre les défunts qui, avant leur mort, ont fixé leur domicile dans le lieu où ils sont décédés ; c'est le cas du chanoine Palladini. Les gens qui prennent le quasi-domicile dans une paroisse dépendent entièrement du curé local pour les obsèques. »

Non quartæ solutioni, quia præter exposita ab episcopo synodus diœcesana, part. 4, cap. 4, de sepult. et funerib. « envisage le cas de la sépulture qu'on donne par nécessité dans la paroisse où le défunt meurt fortuitement ; il n'est nullement parlé de la réserve de la quarte funéraire en faveur du curé du domicile habituel. »

Magisque vim facit observantia, vi cujus « on n'accorde pas aux curés la quarte funéraire pour les paroissiens qui meurent à une distance notable de leur paroisse ; c'est ce qui a lieu dans le diocèse de Camerino, qui est rapproché du nôtre. » Huic autem observantiæ in hac, de qua agitur, materia maxime deferendum esse docent post textum in cap. *Cum antiquos*, 10, quæst. 1 ; Laur. *Lucubrat. canon.* tom. 1, cap. 17, num. 4; Ugolin. *De officio episcopi*, cap. 17, num. 2; Barbosa, *De officio parochi*, cap. 25, num. 2.

Altera sed vero ex parte ad propria jura protuenda hæc perpendit capitulum. Juris assistentiam quam habent parochi in funeribus decedentium intra limites parochiæ, non competere ratione loci materialis, aut mansionis, vel obitus accidentalis in eadem parochia, etiam cum administratione sacramentorum in extremo vitæ, sed ratione spiritualis officii quod parochus gerit erga suum parochianum, dum vivit, præbendo spiritualia ; ideoque competit tantummodo proprio parocho

personæ defunctæ, ad litteram text. in C. 1, de sepult. in cap. 2 eodem in 6; in Clem. *Dudum*, § *Verum*, eod. tit. Ita uno ore docent omnes tum veteres, tum recentiores; Navarr. in can. *Placuit*, num. 102, de pœnit. dist. 6 : « Infertur ad eum parochum pertinere funus, qui administrat sacramenta. » Diana, part. 9, tract. 7, miscell. resol. 62 : « A quo viventes recipimus sacramenta, ab eo post mortem debemus recipere sepulturam. » Anacletus in jus canonic. lib. 3, tit. 28, num. 16, ibi : « Sacri canones in ordine ad sepulturam non attendunt locum, ubi quis in extremis reficitur, sed ubi in vivis cœlesti pabulo refici consuevit. »

Hinc est, quod qui ruri agit, ibique moritur, non in rurali parochia est sepeliendus, sed reducendus ad suam parochiam civitatis, ad cujus parochum pertinet jus funeris, ad literam text in cap. *Is qui*, de sepult. in 6, Pignatell. consult. 63, num. 4, tom. 7 ; Nicol. *Lucubrat. can.* lib. 4, tit. 15, num. 19 ; Passerin. *De statib.* quæst. 187, artic. 4, num. 347, Pirhing, lib. 3, tit. 28, num. 6. Et canonici in parochiis distinctis a cathedrali commorantes, ibique decedentes, non in eorumdem ecclesiis, sed in cathedrali sunt sepeliendi, quia in ea divina et sacra peragunt, et spiritualibus reficiuntur. Amostaz. *De caus. piis*, lib. 6, cap. 2, num. 50 ; Pirhing. lib. 3, tit. 28, num. 9 ; Vanespen. part. 2, tit. 38, cap. 3, num. 18 ; Ventriglia in *Prax.* part. 1, annot. 42, § unic. num. 24. Panimoll. decis. 5, num. 11; Piton. *Discept.* 51, num. 33. Concinit S. Congregatio Rituum diei 13 martii 1756 in S. Severini præeminentiarum num. 11, ibi : Censuit canonicos etiam habentes domicilium in alia parochia sepeliendos esse in ecclesia cathedrali, solutis tamen juribus parochialibus parocho domicilii. » Cum itaque canonicus Palladini diem clauserit extremum in parochia Chisiana, eumque in cathedrali ecclesia fuisset humo tradendus, tam ex juris dispositione, quam ex ipsius defuncti voluntate, jam quisque ingenio suo facile percipit quod ad capitulum spectabat jus funerandi, ipsiusque cadaver ad ecclesiam cathedralem erat reducendum.

Frustra vero oggeri potest distantia ; scitum enim in jure est, quod cadaver quando commode transferri potest, in proprium sepulcrum evehendum est ; cap. 5 de sepult. in 6. Commode autem cadaver transferri dicitur quando distat per dietam, idest per iter unius diei. Pro una die vero seu dieta viginti milliaria computari docet textus in Leg. 3, ff. de verb. signif. et Leg. 1, *Si quis cautionibus* ; et cap. *Nonnullis*, de rescript., S. Rot. in *Treviren.* Quartæ funerariæ 21 martii 1757, § 6, cor. De-Canillac. Sed Chisianum per novem milliaria distat ab urbe S. Severini. Ergo indubie ad proprium cathedralis sepulcrum Marii cadaver transferendum erat.

Nec ullum periculum in cadaveris translatione pertimescendum erat. Nam capitulum adnotat : « Maintenant qu'à cause du cimetière on voit chaque jour conduire les défunts sur le char funèbre à des distances parfois considérables, on pouvait employer ce procédé, qui n'aurait coûté qu'une cinquantaine de francs. Le général d'un ordre religieux étant dernièrement décédé dans une ville assez éloignée de Rome, le monastère a réclamé le corps, qui a été transporté en chemin de fer à plus de trente milles. Ne pouvait-on pas faire de même pour le chanoine Palladini, et le porter dans le char funèbre, la distance n'étant que de dix milles ?

Inutili æque conatu partem adversam confugere ad præsumptam interpretationem voluntatis defuncti capitulum inclamat ex eo exurgentem, quod cum nihil in extrema disposuerit, voluit in terra natalium sepeliri. Patula enim ubi est testatoris voluntas, voluntatis quæstio fieri nequit. Eo vel magis si adjuncta æqua judicii lance cribrentur. Ad rem capitulum : « Si l'on considère que le chanoine Palladini obtint de Mgr l'évêque la permission de construire une tombe spéciale pour lui à Chigiano, et qu'il ne voulut pas le faire ; si l'on réfléchit qu'à l'époque où il choisit sa sépulture à la cathédrale, il était déjà malade et passait plusieurs mois chaque année à Chigiano, son pays natal ; si l'on considère qu'il devait sans aucun doute être enseveli à la cathédrale, supposé qu'il mourût dans la ville, et il n'était pas nécessaire d'en faire l'objet d'une disposition testamentaire, si l'on se pénètre de toutes ces circonstances, il en résulte une présomption qui ne semble pas favoriser les prétentions du curé. »

Minusque parochus Chisianus oggerit defunctum Marium duplex habuisse domicilium, alterum in parœcia cathedrali, alterum in parœcia Chisiana. Nam in hujusmodi quæstionibus simplex habitatio a domicilio distinguenda est. Ad habitationem in aliquo loco constituendam non opus est animo, sed actu : ad acquirendum vero domicilium necessarius est omnino animus permanendi, sine quo domicilium esse non potest, ad text. in cap. *In nostra*, de sepult. Rota, decis. 388, num. 5, part. 16 Recent. Jamvero sacerdos Palladini in villa Chisiana simplicem habuit habitationem, sed animum habebat permanendi in civitate Sancti Severini in qua ratione officii adstringebatur residere. Certum enim est, eum Chisianum venisse eo animo ut, ægritudine sublata, suum Sancti Severini repeteret domicilium. Cum enim Marius Chisianum venit ut cœlum mutaret, profecto alium habuit animum a novo domicilio inibi constituendo. Nam qui aliquem locum petit, ut salubriori vescatur aere, hunc certe neque domicilium antiquum relinquere, neque novum inire, sed puram temporariam habitationem quærere certum est.

Exinde nullimode ambigi posse videtur, quominus locus fieri debeat et exhumationi cadaveris expensis parochi Chisiani, et restitutioni ejusdem favore capituli una cum omnibus emolumentis. Quoties enim constat de sepulturæ optione, enixe leges præcipiunt, ut defunctorum voluntas religiose observetur. Quod si quis defunctorum cadavera humo tradere præsumpserit in loco diverso ab eo qui electus est, cadavera exhumari ac restitui debent ecclesiis ubi sepultura electa est, una cum perceptis emolumentis.

Hæc constituta sunt in cap. 5 de sepulturis. Consonat etiam caput 6 titulo eodem, in quo Alexander III ita rescripsit : « Mandamus, quatenus... monachos compellatis, ut ossa præfatæ mulieris, et beneficia, quæ occasione sepulturæ ipsius recepisse noscuntur, memoratis fratribus (S. Martini) cum integritate restituant, et de cætero talia facere non præsumant. » Auctoritate pontificia, a Romani cleri statuto cap. 3, § 28 sancitum est pariter : « Alienum parochianum sepelire nemo potest ; et qui contrarium facere præsumpserit, ipsum cadaver, seu ossa cum omnibus emolumentis illius occasione perceptis, proprio parocho absque ulla exceptione restituere debere, explorati juris est. » Quibus dispositionibus concordat resolutio a S. V. O. edita in *Callien. seu Urbinaten.* juris tumulandi 30 augusti 1817, in qua proposito dubio secundo : An sit locus exhumationi et restitutioni cadaveris atque emolumentorum ad ecclesiam tumulantem spectantium in casu ; rescriptum prodiit ad 2 : *Affirmative in omnibus.* Et jure optimo : spolium enim committit, atque aliena jura invadit quicumque audet alienæ parœciæ hominem sepelire. Atqui spoliantem non modo ad restitutionem, sed et ad damna reficienda teneri capitulum inclamat. Ergo non modo concludit esse locum restitutioni cadaveris et emolumentorum, sed exhumationis expensas a parocho esse sustinendas.

Quibus omnibus fastigium imponit synodus diœcesana quæ sancit : « Qui ex diœcesi, ratione infirmitatis in suburbiis aut civitate decedet sibi sepultura non electa, tumuletur in ecclesia parochiali civitatis in qua mortem obiit, dummodo parochus ruralis intra spatium horarum viginti quatuor a sequuto mortis momento cadaver non postulet atque transferat in propriam ecclesiam, et tunc proprio parocho cum effectu

tradatur quarta pars funeris. Si parochus vero ruralis repetet cadaver, tunc parocho urbano detur ex more quarta pars funeris. »

Quo ex capite colligitur ; si parochus proprius repetet cadaver intra spatium horarum viginti quatuor a sequuto mortis momento, ei restituendum est, sibique funeris emolumenta vindicat, soluta quarta funeris parte paracho loci ubi mors contigit. Atqui capitulum ecclesiæ cathedralis penes quod animarum cura residet, tempore utili repetiit cadaver canonici Palladini. Ergo isti restituendum est cum omnibus emolumentis, soluta tantum parocho Chisiano ex more quarta funeris parte.

Verumtamen etsi in perdita hypothesi statui velit neque capitulo jus esse repetendi cadaver, neque omnia emolumenta repetendi, tamen negari non posse sustinet quominus ipsi quarta funerum sit adjudicanda. Revera satis notum est ab ecclesiastico jure ac disciplina quartam funerariam attribui ecclesiæ parochiali, licet cadaver alibi tumulandum sit. Clementina *Dudum*, de sepulturis, Trid. synod. sess. 25, cap. 13 de reform., Barbosa *De offic. et pot. parochi*, num. 27 ; Samuel, concl. 14 ; Silvester in summa verb. *Canonic.*, num. 15. S. Congregatio in *Pisauren.* quartæ funeralis 26 januarii 1824, in *Tiburtina* 17 martii 1827 ad 2 dub. ; *Auximana* juris tumulandi, 20 nov. 1830 ad 2 dub. Cum igitur ex dictis ecclesia parochialis canonici Palladini sit ecclesia cathedralis, prono veluti alveo fluit in damnata hypothesi capitulo dandam esse quartam partem funeris.

Hisce expositis, ea qua pollent sacri juris scientia dignentur EE. VV. sequentia dirimere dubia :

I. An et cui competat jus tumulandi et funeris in casu. Et quatenus affirmative favore capituli cathedralis.

II. An et cujus expensis sit locus exhumationi pro facienda cadaveris restitutione in casu.

III. An et quæ emolumenta restituenda sint in casu.

S. Congregatio Concilii rescribendum censuit :

Ad I. *Affirmative favore capituli.*

Ad II. *Negative in omnibus.*

Ad III. *Affirmative dempta quarta.*

Romæ, 14 septembris 1878.

CASUEL

Etats-Unis d'Amérique. Missionnaires attachés aux églises et administrant les sacrements. Le produit des offrandes que font les fidèles appartient-il exclusivement aux missionnaires ? Peut-on en affecter une partie pour l'entretien des églises? Les desservants des églises qui ne sont pas établies comme des paroisses canoniques ont-ils un droit sur le casuel? Affaire traitée par la S. Congrégation du Concile le 14 septembre 1878.

Dans les pays qui n'ont pas de paroisses canoniquement établies, les prêtres qui desservent les églises et administrent les sacrements ont-ils droit aux offrandes que font les fidèles ? Peut-on affecter une partie de ce casuel pour l'entretien des églises ?

Cette question se présente dans les diocèses des Etats-Unis d'Amérique. En 1876, Mgr l'archevêque d'Orégon adressa au Saint-Siége quelques lettres qui font savoir que la mesure dont il s'agit a été adoptée dans cette province. Il paraît que quelques prêtres ont réclamé.

Un autre archevêque ayant consulté le Saint-Siége, la Propagande a cru devoir remettre l'affaire à la S. Congrégation du Concile. Le *folium* contient le texte de la lettre adressée à la S. Congrégation. Voici la traduction :

« Mgr l'évêque de San-Francisco, en Californie, dans une lettre écrite à la S. Congrégation de la Propagande, fit savoir que les prêtres de son diocèse attachés à la cure des âmes reçoivent de grandes offrandes des fidèles à l'occasion de l'administration des sacrements, de sorte qu'en peu d'années ils amassent une fortune considérable, pendant que leurs églises sont souvent grevées de dettes. Cela posé, le prélat demanda si l'on ne pourrait pas prendre quelque mesure dans le but de régler la propriété de ces offrandes, de façon que tout au moins une partie restât à l'église. Cette question a été agitée d'autres fois dans les Etats-Unis d'Amérique. En 1876 on reçut à ce sujet plusieurs lettres de Mgr l'archevevêque d'Orégon, où l'on voit que la mesure dont parle la lettre de Mgr l'archevêque de San-Francisco a déjà été adoptée dans cette province. Il paraît toutefois qu'il y a eu des réclamations de la part de quelques prêtres... Le cardinal soussigné ne se dispense pas d'avertir qu'en Californie comme dans les autres parties des Etats-Unis d'Amérique il n'existe pas de paroisses canoniquement établies. »

L'affaire a été portée à la S. Congrégation le 14 septembre 1878. Le *folium* du secrétaire a envisagé comme d'habitude les différents aspects du cas.

Allégations pour les missionnaires. Les prêtres qui desservent les églises dont il s'agit, sont en réalité des vicaires perpétuels chargés de la cure des âmes. Le concile de Trente (session 7, chap. 7) ordonne de constituer pour eux la portion congrue sur les revenus fixes et certains. En outre, de l'aveu des canonistes, les vicaires perpétuels ont droit au casuel provenant des obsèques, des offrandes et des autres droits paroissiaux ; ce casuel est comme la rémunération du travail. Les prêtres qui exercent la cure des âmes dans les pays de mission semblent dans une position identique à celle des vicaires perpétuels. Leur amovibilité au gré de l'évêque ne fait pas obstacle ; car les canonistes et la jurisprudence placent les recteurs amovibles au même rang que les curés perpétuels en ce qui concerne la position congrue et le casuel.

Entre l'évêque et les missionnaires existe en quelque sorte un accord tacite en vertu duquel les revenus en question leur ont été cédés. Il est de fait que les prêtres attachés aux paroisses ont jusqu'ici joui de ces revenus, sans aucune réclamation. Il n'était pas possible qu'il en fût autrement, car le traitement de trois cents dollars qui leur est alloué eût été insuffisant pour vivre convenablement dans ces régions. Or les évêques peuvent-ils résilier maintenant cette convention tacite, au préjudice des missionnaires ?

Dans les pays qui n'ont pas de paroisses canoniquement établies, l'évêque retient la cure habituelle, cela est vrai ; mais il n'en suit pas que les offrandes

appartiennent au prélat. La coutume ou l'intention des donateurs peuvent faire que le curé n'ait pas droit aux offrandes. C'est le cas des vicaires américains, où l'usage ancien et légitime attribue le casuel aux missionnaires. Un évêque particulier peut-il abroger une coutume depuis longtemps établie dans toute l'Amérique septentrionale ?

D'autre part, il y a lieu de réfléchir que, les paroisses n'étant pas canoniquement établies, l'évêque est le seul curé du diocèse, et les missionnaires sont de simples coadjuteurs ou vicaires du prélat. Or le casuel appartient au curé, d'après le droit canonique et tous les jurisconsultes. Si donc les émoluments en question appartiennent à l'évêque, il peut à plus forte raison en réserver une partie à la fabrique de l'église.

Il appartient au prélat de dresser le tarif du casuel, soit en synode, soit hors du synode : on ne saurait donc lui dénier le pouvoir d'en appliquer une partie aux églises paroissiales qui sont grevées de fortes dettes. Le concile de Trente autorise les évêques à restaurer et rétablir les églises paroissiales avec tous les revenus et ressources quelconques, *ex fructibus et proventibus quibuscumque*. Ne peuvent-ils pas faire usage de cette faculté pour acquitter les dettes ?

L'ancienne discipline prescrivait de faire quatre parts des revenus et des offrandes ; la première, pour l'évêque ; la seconde, pour les clercs ; la troisième, pour la fabrique de l'église ; la quatrième, pour les pauvres. Ce partage serait dans l'esprit des canons dans un pays comme l'Amérique, où l'Egise vient de naître.

Fagnan dit avec raison que les recteurs des églises, dispensateurs des revenus et des offrandes, n'en sont pas les maîtres absolus ; car ces offrandes sont données pour les besoins des églises et pour l'entretien des ministres. Ceux-ci ne peuvent donc se les approprier entièrement.

On allègue l'intention des fidèles ; mais veulent-ils vraiment enrichir les missionnaires ? Leur intention est au contraire de donner à l'Eglise. Mgr l'archevêque atteste ceci : « C'est un scandale pour les fidèles de savoir (et ils le savent) que les prêtres deviennent riches en quelques années, et qu'ils placent de l'argent, pendant que les églises ont des dettes. »

On ne peut présumer un pacte entre l'évêque et les missionnaires. Les offrandes sont presque le seul revenu que l'on ait pour le service des églises et pour l'entretien des ministres. C'est pour gagner des âmes à Jésus-Christ et non pour faire fortune, que les missionnaires s'établissent dans ces pays. Les vrais missionnaires se contentent de la simple nourriture et du vêtement, et donnent tout le surplus à l'église et aux pauvres. D'ailleurs, supposé que ce pacte ait existé, il faut le résilier, parce qu'il nuit au bien public.

On ne présume pas la coutume dans un pays où l'Eglise est naissante. La coutume ne peut être étendue d'un lieu à un autre. Supposé que l'usage soit déjà ancien dans quelques diocèses des Etats-Unis, il n'est pas permis de l'alléguer dans les autres régions, où l'Eglise n'a que peu d'années d'existence. Au surplus, la coutume doit être *rationabilis* ; c'est là une condition essentielle, qui fait défaut à un usage préjudiciable au bien public.

Décision. La S. Congrégation du Concile n'a pas fait connaître sa décision. Elle s'est bornée à répondre : *Dilata et ad mentem*. Il se peut qu'elle ait cru nécessaire de s'entourer de renseignements plus complets et de prendre l'avis des évêques.

Romana. Emolumentorum. Die 14 septembris 1878. Literis diei 20 martii decurrentis anni Emus præfectus S. Congationis de Propaganda Fide hæc S. V. Ordini exponenda duxit : « Monsig. arcivescovo di S. Francisco nella California in una lettera diretta lo scorso anno a questa S. Congregazione ebbe a significare, che i preti della sua diocesi addetti alla cura di anime in occasione dell' amministrazione dei sagramenti ricevono dai fedeli generose offerte di guisa che dopo pochi anni ammassano considerevoli fortune, mentre le loro chiese sono spesso gravate di debiti. Ciò premesso, richiese il detto prelato se non potesse egli adottare qualche provvedimento tendente a regolare la pertinenza di tali oblazioni in modo, che almeno una parte di esse venisse rilasciata alla Chiesa. Già altre volte si agitò tale questione negli Stati Uniti di America, e nel 1876 si ebbero in proposito diverse lettere di Monsig. arcivescovo di Oregon, dalle quali si rileva che in quella provincia fu già adottata la misura di cui trattasi nel foglio di Monsig. arcivescovo di S. Francisco. Sembra però che contro la medesima abbiano avuto luogo dei reclami da parte di alcuni preti... Non tralascia poi lo scrivente cardinale di avvertire che in California come pure in altre parti degli Stati Uniti di America non esistono parrocchie canonicamente costituite. »

Hisce habitis sub die 24 martii rescriptum edidi : *Ponatur in folio*. Cum igitur hodiernis in comitiis quæstio hæc proponatur sub dubii formula in calce hujus libelli relata, sinant EE. VV. ut aliquid, ceu moris est, ex jure depromptum exponam, ut facilius quæstio dirimi valeat.

Itaque vicariorum parte hæc animadvertenda esse censerem. Ex juris dispositione vicariis, quibus cura animarum perpetuo est concredita, non modo assignanda congrua portio ex certis reditibus desumenda, uti præcipit Tridentinum in sess. 7, cap. 7; verum etiam ultra congruam prædictam competunt eisdem omnia incerta etiam majora provenientia a funeribus oblationibus, ac similibus juribus parochialibus. Rebuff. in tract. *De congrua*, num. 44; Barbos. *De jure eccles.* lib. 3, cap. 6, num. 44; et *De paroch.* cap. 2, num. 174. Rota decis. 400 num. 21, part. 18 recent. Ea præcise ratione uti notat Scarfant. ad lucubr. Ceccop. post tit. 3, lib. 3, num. 60, quia « tamquam merces illius particularis operis percipiuntur, ideoque congruum est ut spectent ad eosdem vicarios perpetuos. » Unde fit ut prædicta emolumenta in eorumdem congruam minime valeant imputari ceu docent Scarfant. loc. cit. part. 2, tit. 3, n. 61. Piton. *Discept. eccles.* 46, n. 7; Reclus. *De re parochial.* part. 1, tit. 4, num. 100 seqq. S. Congreg. in *Balneoregien.* congruæ 22 februarii 1845, § *Negant*, in fine. *Eugubina* augmenti congruæ, 12 decembris 1874, § *Licet*. Cum igitur eadem ratio, quæ pro perpetuis militat vicariis etiam pro presbyteris animarum curam in missionum locis exercentibus militare videatur, profecto concludendum, quod prædicta emolumenta ipsis exclusive competunt, nec valet episcopus quidquam etiam pro ecclesiæ bono ex iis detrahere.

Eo vel magis, quia isti presbyteri tamquam vicarii ad nutum amovibiles considerari possunt. Porro quemadmodum ea quæ

de congruæ quantitate statuta sunt, servari omnino debent tam pro vicariis perpetuis, quam pro vicariis movibilibus docet S. Congregatio in *Eugubina* augmenti congruæ 16 augusti 1783, § *Quod a S. Concilio;* ita paritate rationis dicendum videretur quoad incerta emolumenta. Quod argumentum majus robur acquirit ex eo quod inter episcopum et dictos presbyteros pactum saltem tacitum intercessisse videtur, vi cujus eisdem prædicta emolumenta cessa fuerunt. In facto enim est, quod omnes presbyteri, qui curam animarum usque in præsens exercuerunt, nemine reclamante, nunciatas oblationes sibi addicere consueverunt, nec aliter fieri poterat, cum congrua 300 dollars eisdem assignata, insufficiens fuisset iis in regionibus pro honesta vitæ sustentatione. Solemne autem in jure est principium tacite videtur convenire, quod est consuetum. Leg. *Si fundus*, 4, ff. de leg. commiss. et quod pactum tacitum expresso æquiparatur. Taciti enim et expressi idem est judicium Leg. ult. ff. de legat.2; et L. *Item quia*, ff. de pactis. Atqui nihil tam fidei congruit humanæ quam ea, quæ placuerunt custodire L. *Non minorem*, cod. de transact. Militante igitur vicariorum favore pacto etiam tacito, videretur quod episcopi hodie mutare non possent consilium in alterius detrimentum; reg. 23 jur. in 6. Præsertim si attendatur quod « sæpenumero etiam mutatio in melius, majorum malorum solet esse principium. Elianus, lib. 5, *De varia historia*.

Neque quidquam relevat objectio quæ deduci posset ex eo quod juxta communem doctorum doctrinam oblationes omnes, quæ intra parœciæ fines largiuntur, de jure communi ad parochum spectant, proindeque cum iis in locis veri parochi censeantur episcopi, hinc si dictæ oblationes ad eos spectant potiori ratione easdem valent moderare. Hæc enim doctrina licet vera sit, tamen exceptionem hanc patitur, « nisi aliud habent loci legitima consuetudo, aut aliter constet de offerentium intentione et voluntate, » ita Ferraris, verb. *Oblationes*, num. 13 Notanter autem hoc dicitur, quia si alicubi legitima consuetudo habeat ut oblationes non ipsi parocho, sed ecclesiæ, vel alteri, aut loco pio cedant, seu pro commodo alterius celebrantis seu ministri, tunc oblationes sunt applicandæ juxta talem consuetudinem. Et sic tenet communis doctorum sententia, teste Fagnano in cap. *Pastoralis*, num. 36 De his quæ fiunt a prælatis; Ferraris, loc. cit. num. 31. Cui adsit H. S. Congregatio in *Vasionem*, VV. SS. LL. 16 decembris 1679 ad 3 dub., *Veliternen.* servitii parochialis 16 juni 1802, in quibus decrevit, emolumenta funerum baptismorum et matrimoniorum deberi parocho, non autem coadjutori, nisi obstet contraria observantia: per hanc enim consuetudinem declarari videtur offerentium intentio secundum ea, quæ notat Bart. n L. *Hæredes mei*, § *Cum ita*, ff. ad Trebell. et in L. *Jurisjurandi*, § *Si liberi*, ff. de oper. libert. Præpos. in c. *Sacrosancta*, n. 3, vers. *Nec dicitur fraudare*, 22 dist. quod a fortiori dicendum est si sufficienter constat talem esse intentionem et voluntatem offerentium. Ferraris, loc. cit. n. 15; Rota part. 5, tom. 1, decis. 37, num. 8. Atqui ex consuetudine generali episcoporum in Statibus Fœderatis Americæ Septentrionalis receptum jam a longo tempore est, ut ipsæ oblationes relinquantur missionariis sacerdotibus, cui consuetudini generali non posset obstare unus aut alter episcopus; constat insuper voluntatem oblatorum esse has applicare ministris, seu vicariis, non autem episcopo parocho, ceu suadet factum ipsum quod missionarii dictas oblationes suas fecerunt nemine inclamante. Concludendum proinde est has oblationes aut earumdem partem episcopum quocumque titulo reclamare non posse.

Ex adverso vero perpendendum est quod in themate agitur de locis, in quibus parœciæ non reperiuntur canonice erectæ, proinde videretur quod episcopus considerandus foret tamquam solus parochus cui animarum cura totius diœcesis concredita fuit, quamque exercet per missionarios, qui veluti ejusdem coadjutores considerari debent. Sed emolumenta prædicta ad parochum spectare patet ex dictis, et ex Rota decis. 256, n. 1, part. 1; decis. 42, n. 6 seqq. part. 5, tom. 1 recent. Cum igitur hæc emolumenta ad episcopos spectare videantur, potiori ratione dici debet quod in ipsorum facultate sit eorumdem portionem fabricæ ecclesiæ addicere.

Quæ conclusio eo vel magis obfirmatur ex eo quia ad episcopum spectat de jure præfatorum emolumentorum taxationes in synodo vel extra edere aut saltem approbare eorumque quotas posse, prout melius judicaverit, dispe cere, alii scilicet majorem, alii vero minorem assignando, easque etiam variare rerum, temporum, locorum vel personarum adjunctis immutatis, uti perpendit S. Congreg. in *Parisien.* emolumentorum 9 septembris 1848 inter *summ. prec.* relata, § *Observandum*. Si igitur in facultate episcopi sit tam intra quam extra synodum dicta emolumenta, prout melius judicaverit, dispescere, concludendum videretur quod etiam oblationum dictarum partem valeat ecclesiæ fabricæ applicare. Maxime vero quia in themate agitur de parochialium ecclesiarum bono, quæ alieno ære gravantur. Jam vero si Tridentina synodus in cap. 7, sess. 21 de reform. tribuit facultatem episcopis parochiales ecclesias instaurandi et reficiendi *ex fructibus et proventibus quibuscumque*, nihil vetare videtur quominus et hac facultate ipsimet utantur tam pro alieno ære, quo gravantur ecclesiæ, dimittendo, quam pro earumdem manutentione, applicando iisdem portionem proventuum, qui obveniunt missionariis ex sacramentorum administratione.

Insuper adnotandum censeo quod cum iis in locis agatur de ecclesia nascenti, hinc quemadmodum antiqui canones præcipiebant episcopis ut ex reditibus, et fidelium oblationibus quatuor partes fierent, quarum una favore episcopi ipsius cederet, altera clericis, tertia fabricæ ecclesiæ, quarta autem pauperibus, can. *Vobis*, 23; can. *Vulteranæ*, 25; can. *Concesso*, 26; can. de redit. 28, caus. 12, quæst. 2; nil magis juri consonum videretur, quam ut eadem dispositio etiam modo a prædictis episcopis applicaretur. Præsertim si attendas quæ habet Fagnan. in cap. *Pastoralis* cit. n. 3 : « Ecclesiarum rectores non esse in totum dominos fructuum et oblationum, sed dispensatores, cum ad hoc illarum reditus ab initio fuerint deputati, ut in usus ecclesiarum cederent necessarios, et stipendia ministrorum ut hic dicitur. Quod facit contra eos, qui omnia sibi applicant, ut notatur in c. *Ratio* et c. *Cum secundum*, supra de præb. et per D. Thom. in 2, 2, quæst. 86, part. 2, in corpore. »

Huic autem dispositioni dici nequit refragari voluntatem oblatorum. Fidelium enim intentio in iis largiendis haud ea esse videtur missionariorum augere marsupium, sed potius ecclesiæ bono consulere; secus enim haud enasci posset scandalum illud, de quo archiepiscopus orator sermonem habet : « Reca scandalo ai fedeli di sapere (come sanno) che i preti dopo pochi anni d'amministrare, diventano ricchi, ed hanno del danaro ad interesse, mentrechè le chiese hanno dei debiti.» Cum ergo etiam fidelium voluntas eo conspirare videatur, ut decori ecclesiæ provideri debeat dictis oblationibus, optimo jure censerem valere episcopos eorumdem emolumentorum partem ecclesiæ fabricæ assignare.

Exemplum autem vicariorum, quibus perpetuo animarum cura regenda traditur, ad rem minime facere videtur, cum inter vicarios perpetuos, et amovibiles maxima vigeat discrepantia. Primi enim considerantur tamquam veri rectores et parochi, secundi vero uti mercenarii; primis debetur congrua portio sufficiens pro eorum sustentatione, aliis vero simplex salarium sive pro labore merces Tond. *De pens.* cap. 8, num. 7; Rota in *Toletana* decimarum de capella super congrua 3 julii 1702, § *Super quibus*. Sacra Congreg. in *Augustana* distributionum die 14 decembris 1844, § *In casu* : « Hujusmodi

autem vicarios non curatos, sed capellanos curatos appellari debere censuit S. Congregatio in *Assisien.* administr. curæ 16 novembris 1709. Unde ipsis non competere quæ de parochis, vel etiam vicariis perpetuis dicuntur, ut bene nota Gloss. in Clem. unic. de offic. vicarii in verb. *Perpetuis*, et potissimum disposita per S. Pium V super congrua illorum in cit. constit. 46, sed nonnisi salarium ad mensuram servitii mercenarii eos obtinere debere tenet Rota. »

Ulterius observandum venit quod dicti missionarii neque tamquam vicarii ad nutum amovibiles considerari possunt. Vix enim legenti constitutionem Benedicti XIV *Quum semper oblatas*, § 1, patet vicarios etiam ad nutum amovibiles teneri diebus festis missam parochialem pro populo applicare, dum e contra dicti missionarii haud hac obligatione devinciuntur, ceu resolvit S. Congregatio de Propaganda Fide die 23 martii 1863. Propositis enim tunc dubiis : « 1. An vicarii apostolici ac missionarii, qui quovis modo curam animarum in certo aliquo loco assumunt, omnes indistincte obligentur ex justitia ad applicandam missam pro populo in diebus festivis. 2. An vero de illis, qui ex justitia non obligantur, dici debeat decere ex charitate, aut teneri ex charitate ad applicandam missam pro populo in diebus festivis, responsum fuit : Ad 1 : Negative, dummodo non agatur de locis, in quibus sedes episcopales ac paræciæ canonice erectæ jam sint, atque ad eas vicarii apostolici et missionarii missi sint ut legitimorum pastorum vices gerant. Ad 2: Vitandam esse locutionem, teneri ex charitate; dicendum vero esse decere ex charitate, idque ita ut nulla proprie dictæ obligationis significatio appareat. »

Minusque officere videntur rationum momenta, sive ex pacto tacito, sive a consuetudine desumpta. Non ex pacto tacito, siquidem hoc pactum haud valet præsumi in iis locis, in quibus proventus ferme omnes ecclesiarum tam pro fabricæ manutentione, quam pro ministrorum alimonia ex iis oblationibus proveniunt, neque aliunde dici debet episcopos easdem missionariis saltem tacite cessisse, cum ipsis constet ecclesiasticos illuc contendere non ad lucrum captandum, sed ad animas Christo lucrifaciendas ; unde vident veros missionarios uti ministros Christi victu et vestitu contentos esse, omniaque sua tam in alendis pauperibus, quam in ecclesiarum fabricis insumere. Quod si in perdita hypothesi et hoc pactum admitti velit, illud tamen attendendum non esset uti publicæ utilitati contrarium. Rot. decis. 413, part. 12, num. 54 recent. etiamsi adjecta fuerit juramenti religio. Gratian. *Discept.* 31, n. 23 ; discept. 451, n. 23, discept. 534, n. 36 ; Bonacc. de contract. disp. 3 quæst. 1. Non ex consuetudine, quia in locis, ubi ecclesia nascitur, adhuc præsumi non valet; unde est quod fit recursus ad consuetudinem quæ in aliis Statibus Fœderatis Americæ viget. At solemne in jure est quod consuetudo de loco ad locum extendi non debet. Rota decis. 27, n. 10, part. 8, decis. 94, num. 4, part. 5, tom. 2 ; decis. 217, n. 18, part. 17 recent. Nec aliunde statui posset consuetudo ex quocumque temporis decursu, quæ bono publico refragaretur, cum ipsi deficeret necessarium rationabilitatis elementum, juxta Rotam, decis. 22, num. 47, part. 15, recent.

Hisce igitur attentis rogantur EE. VV. sequens enodare dubium :

An jus sit episcopis assignandi partem emolumentorum fabricæ ecclesiæ in casu.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Dilata, et ad mentem.* Romæ, 14 septembris 1878.

LEGS DE MESSES.

Guayoquil. Legs de messes avec des terres plantées en cacao. On demande d'employer une partie du revenu à un établissement de charité. Indult du 14 septembre 1878.

La volonté des testateurs doit être religieusement exécutée. Les fidèles s'abstiendraient de faire des fondations charitables s'ils voyaient fréquemment des changements dans les dispositions testamentaires. C'est pourquoi le Saint-Siége ne permet la commutation que pour cause juste et nécessaire, ainsi que le concile de Trente l'a prescrit (Sess. 23, c. 6). Guayoquil, ville de l'Amérique espagnole, est renommée pour ses plantations de cacao. Une pieuse femme a laissé près de trois mille arbres pour fonder une chapellenie laïque. L'administrateur aura le quart du revenu ; le surplus sera donné au chapelain, qui appliquera les messes, au prix de dix réaux chacune.

Présentement les plantes de cacao sont de plus du double : il y en a 6560. Cette augmentation est due à la sollicitude du père de la patronne actuelle, Mercédès Garcia.

Comme la ville de Guayoquil renferme un grand nombre de malheureux, de pieuses femmes ont conçu le projet d'établir une œuvre pour les pauvres, les jeunes filles, les orphelins et les veuves. Malheureusement, les ressources faisant défaut, Mercédès est prête à renoncer au patronage ; elle demande au Saint-Siége que les trois quarts du legs, ou tout au moins la moitié, soit convertie en œuvre de charité.

Le délégué apostolique de l'Équateur et Mgr l'évêque de Guayoquil ont recommandé cette supplique.

Vu la bonification opérée dans les biens qui forment le patrimoine de la chapellenie, la S. Congrégation, tout en maintenant le legs de messe suivant la disposition de la fondatrice, permet d'employer l'excédant à l'œuvre de charité qu'on se propose d'établir.

Rome, 14 septembre 1878.

Guayoquilen. Commutationis voluntatis. — Die 14 septembris 1878. Pientissima mulier Ignatia Ponce, ultimo quo decessit suæ voluntatis elogio, inter alia pium missarum legatum reliquit, « en l'établissant sur les terres et le jardin de cacao qu'elle possède dans l'arrondissement de Navanj ; au total, trois mille huit cent soixante et onze pieds de cacao ; le reste se compose de terres incultes. Ces arbres seront affermés, et le produit sera vendu chaque année. Le patron de l'œuvre recevra le quart du revenu en rémunération de son travail ; les trois autres quarts seront employés en messes, au prix de dix réaux chacune, au profit du chapelain. Celui-ci faisant défaut, on désignera un prêtre qui appliquera les messes, au taux ordinaire de huit réaux. Ces messes seront dites pour le repos de l'âme de la fondatrice, de ses parents et de son mari. La dotation de dix réaux pour chaque messe n'est accordée qu'au chapelain propriétaire. » Quem voluit suos inter descendentes sacerdotes eligendum, in quorum defectum substituit descendentes familiæ Gasparis Medina, « unique parent connu. »

Itaque Mercedes Garcia, actualis patrona hujusmodi capellaniæ laicalis hanc S. Congregationem supplici libello adiit

exponens, nunc præfatas arbores, ob patris sui assiduitatem numerum conspicuum pertingere 6560. Dein præmisso quod in civitate Guayoquilensi plures mulieres pietate insignes in animo habent fundandi pium opus in levamen pauperum, puellarum, orphanorum, ac viduarum ; et cum ad id assequendum media pecuniaria deficiant, ipsa sese paratam offert ad huic juripatronatus nuncium mittendum, facultatem expostulans : « que les trois quarts du legs, ou au moins la moitié, soit convertie en œuvre de charité, » simulque animadvertens missas in præsens celebrari a diversis sacerdotibus, attenta infirmitate capellani, qui impos est in præsens sacrum litandi, ac evenire posse ut, re in tali statu permanente, in manus fisci de facili dicta bona cederent.

Hæ preces literis commendatitiis delegati apostolici Equatoris comitatæ fuere, qui una simul mentem episcopi pandens ait : « L'ordinaire de Guayoquil recommende la demande comme très-avantageuse pour l'Eglise. »

Hisce habitis rescriptum edidi : *Per summaria precum.* Cum in hodiernis comitiis causa hæc proponatur, præstat aliquid de more animadvertere.

Petitio de qua sermo, rejicienda videretur : in utraque enim jurisprudentia cautum reperitur, postremas morientium voluntates religiose servandas esse. can. *Ultima volunt.* causa 13, quæst. 2, Clem. *Quia contingit*, 2, de relig. domib. Lex 1 cod de SS. Eccles. ; idque ne fideles exemplo deterriti frequentium voluntatum defunctorum commutationum a piis hujusmodi ac salutaribus largitionibus retrahantur. Quibus principiis hæc S. Congregatio innixa jugiter decrevit ea quæ in certum ac determinatum usum juxta fidelium mentem constituta sunt, ad illum et non ad alium esse impendenda, uti videre est in *Savonen.* commut. volunt. 22 martii 1823 ; in *Camerinen.* jurispatronatus et commut. volunt. 18 decembris 1824, § *Verum* ; in *Nullius S. Benigni* 16 junii 1792.

Neque ad ipsam concedendam movet adducta ratio necessitatis, quæ a S. Ordine perpendi solet. Quandoquidem necessitas, de qua sermo, minime attendenda videtur, cum pauperes puellæ, orphani, ac viduæ ubique terrarum inveniantur. Unde si ipsorum levamen causa necessaria esset ad postremas defunctorum voluntates commutandas, omnia pia relicta, et præsertim missarum legata evanescerent. Obicem præterea gratiæ concessioni parat jus quod læderetur capellani ab ipsa testatrice nominati, qui licet in præsens ob morbum celebrare non valeat, potest tamen convalescere et suum jus repetere. Exploratum porro in jure est quod si certum alterius jus lædatur, supremæ testatorum voluntates minime sunt immutandæ. Monet. de commut. cap. 11, num. 29 ; S. C. in *Spoletana* 2 augusti 1823, § *Testatorum*. Quapropter oratricis preces rejiciendæ viderentur.

Alia vero ex parte ponderandum venit, quod licet sacri canones generatim a voluntatum commutatione abhorreant, justa tamen et necessaria causa accedente voluntatis commutationi locum esse statuit Tridentina synodus in sess. 23 cap. 6 de reform. docetque S. Congregatio in *Taurinen.* 1 martii 1817 ; *Lucana* 14 decembris 1833 ; *Firmana* 23 aug. 1834. Inter justas porro commutationis causas numerari publicam populi ac civitatis utilitatem docet S. C. in *Ripana* commut. volunt. 30 aprilis 1836. Hanc autem in themate verificari ambigi non posse videtur, si præfatæ civitatis spectentur indigentiæ, quæ etiam in discrimen plurimarum mulierum salutem æternam adducunt. Audiatur sane oratrix : « Le cœur souffre en voyant dans Guayoquil tant de pauvres, tant d'orphelins, tant de veuves et de filles misérables, qui perdent âme et corps, n'ayant personne qui s'intéresse à leur sort avec l'intelligence et la sollicitude qu'y mettra la société qu'on veut fonder. Je suis persuadée que, si les fondateurs du legs voyaient la misère présente de Guayoquil, ils préféreraient obtenir de l'aumône leur soulagement spirituel, quoiqu'elle n'ait pas autant de valeur que la messe. » Exinde alia exsurgit concedendæ gratiæ potentissima ratio consistens in præsumpta testatricis voluntate, quæ si prævidisset vel scivisset indigentiam qua premitur civitas Guayoquilensis, de sua substantia aliter disposuisset, uti tenet Reiffens. lib. III, tit. 26, § 23, n. 804, et pluries declaravit hæc S. Congregatio, præsertim in *Sutrina* translationis 10 septembris 1803, in *Civitatis Castellanæ* unionis capellaniæ 2 maii 1818, § *Sed e contra.*

Nec deficit necessitatis ratio, exponit enim oratrix : « Il se pourrait que le fonds tombât entre les mains du fisc, si on ne lui donnait en temps utile une destination plus assurée. » Cum igitur non modo evidens utilitas, quæ necessitati æquiparatur, quemadmodum tradit Schmalz. part. 3, tit. 23, n. 221, sed periculum perditionis fundi verificetur in themate, commutationi voluntatis locum esse censerem. Quamvis autem inficiari nequeat, ex hac commutatione, haud posse admitti bonum, quod ex missæ sacrificio promanat ; tamen illorum defunctorum animæ in cujus favore legatum hoc est institutum, maximum captarent suffragium tam ex charitate quæ a morte liberat et purgat peccata, quam ex grato animo, et precibus tot fidelium in quorum levamen reditus conversi fuerunt. Neque vulnus juri infligitur actualis titularis qui chronico morbo afflictatus videtur dicente oratrice : « Il ne peut célébrer pour ses infirmités ; » præterquamquod animadverti debet quod in illis regionibus haud difficile erit eamdem missarum eleemosynam habere, et si fundus in manus incideret gubernii, et de ipsius jure actum esset.

Veruntamen si Emi Patres, pro ea qua fulgent prudentia ac sapientia in ecclesiasticis quæstionibus dirimendis, judicaverint commutationem quoad totum rejiciendam, videant utrum expediat quoad partem superius expressam elargiri : speciatim præ oculis animadversis melioramentis in fundo habitis ob curam ac assiduitatem patris oratricis quorum causa reditus hodie veluti duplicantur.

Hisce hinc inde animadversis, videant EE. VV. quomodo dimittendæ sint preces in casu.

Quare etc.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Firmo remanente onere missarum juxta dispositionem fundatricis, reliquum redituum erogetur in pium opus erigendum, facto verbo cum SSmo.*

Romæ, 14 septembris 1878.

LE CHAPITRE DE PAMPELUNE.

Ancienne organisation. Chapelains amovibles. Titre d'ordination. constitué avec une partie des revenus alloués pour la vie entière. Concordat de 1851. Réorganisation du chapitre en 1860 Deux anciens chapelains élevés depuis lors au rang de bénéficiers demandent, après quarante-neuf ans de bon service, leur retraite. Indult du 14 septembre 1878.

Le chanoine qui sert assidûment le chœur pendant quarante ans, obtient l'autorisation de prendre sa retraite. En ce qui concerne les simples bénéficiers qui dans la suite obtiennent un canonicat, les années passées dans ce premier état comptent pour la retraite. Mais le bénéficier qui a longtemps été chapelain amovible dans la cathédrale, peut-il réclamer la retraite ? Le cas s'est présenté récemment dans le chapitre de Pampelune. Il y eut jadis dans le chapitre, depuis l'époque la plus reculée, au lieu de bénéficiers canoniquement

institués, des clercs, ou prêtres, portant le titre de *chantres*, ou *psalmistes* et amovibles au gré du chapitre. Ils participaient toutefois aux distributions quotidiennes. Après quarante ans de service, le chapitre leur donnait l'indult *jubilationis*, sans s'adresser au Saint-Siége.

Jean Lorca et Antoine Astiz furent nommés chantres en 1829. Comme ils n'avaient pas de titre d'ordination, les chanoines consentirent à leur allouer pour tout le temps de leur vie une portion des revenus de leurs chapellenies, partie correspondante à la taxe que les statuts diocésains exigent pour les ordres majeurs.

L'ancienne organisation du chapitre fut changée en 1860. On établit dix-huit prébendes canonicales, et quatorze bénéfices. Deux de ces bénéfices furent conférés aux chantres susnommés. Actuellement, accablés des infirmités de l'âge, après avoir servi la cathédrale plus de quarante ans comme chantres ou comme bénéficiers, ils ont demandé au chapitre l'indult *jubilationis*, la retraite. Les chanoines ont accueilli la demande avec faveur; mais, par malheur, Mgr l'évêque de Pampelune n'a pas cru que l'on pût leur accorder la grâce, parce que durant le temps du cantorat ils ne possédaient pas un titre collatif et perpétuel.

Les deux bénéficiers se sont adressés à la S. Congrégation du Concile, avec l'agrément de leur prélat, qui a recommandé leur demande. La S. Congrégation a voulu savoir si l'usage d'accorder la retraite était immémorial, ou tout au moins centenaire: si les chapelains dont il s'agit étaient plutôt des bénéficiers choraux que de simples gagés au service du chapitre; à quel titre l'évêché et le chapitre eurent coutume d'accorder la *jubilatio* aux bénéficiers proprement dits. — Mgr l'évêque a transmis des renseignements complets. L'usage est immémorial. Les chapelains étaient amovibles *ad nutum capituli*; cependant le chapitre prenait l'engagement en forme légale de leur accorder le droit perpétuel de recevoir les revenus correspondants en titre d'ordination. L'évêché n'intervenait pas à la concession de la *jubilatio*, parce que le chapitre de Pampelune a joui de l'exemption jusqu'en 1860. Il n'existait pas d'autres bénéficiers que lesdits chapelains. Il y avait toutefois quelques dignités, ou commendes, qui ne faisaient point partie du chapitre et autrefois n'étaient pas sujettes à la résidence. Le roi d'Espagne les nommait, sauf une, qui était à la nomination du pape. On ne connaît pas d'indult *jubilationis* qui ait été donné à ces dignitaires, qui étaient fort avancés en âge lorsqu'on les nommait.

La S. Congrégation a été d'avis d'accorder l'indult de la retraite, vu les circonstances particulières de l'affaire. Il est juste de reconnaître qu'en plusieurs occasions la S. Congrégation a compris dans les quarante ans de service les années passées dans la condition inférieure de chapelain et de coadjuteur.

Rome, 14 septembre 1878.

Pampilonen. Jubilationis. Die 14 septembris 1878. — A remotissimis usque temporibus Pampilonense capitulum beneficiatis destitutum reperiebatur, quorum vices gerebant, sive clerici sive presbyteri, qui *cantores* seu *psalmistæ* titulo decorati ad nutum capituli amoveri poterant. Non secus ac veri beneficiati dicti cantores ex fructibus percipiendis lucrabantur quotidianas distributiones, quas absentes amittebant et accrescebant interessentibus: imo post quadragenarium servitium, si ipsi in ætate sexaginta annorum constituti reperiebantur, jubilationis indulto gaudebant a capitulo concedendo. Jam ab anno 1829 inter cantores numerati fuerant Joannes Lorca, et Antonius Astiz, qui cum titulo ordinationis, ut ad ordines sacros ascendere possent, deficerent, canonici annuerunt, quemadmodum in similibus casibus alias fieri consueverat, ut ex capellaniis amovibilibus ipsis assignatis pars fructuum, quæ taxæ synodali responderet, perpetuo iisdem addiceretur pro titulo ordinationis efformando; quemadmodum reipsa contigit.

Vertente anno 1860 vetus ordo sublatus est, et in præfata ecclesia octodecim præbendæ capitulares, atque quatuordecim beneficia creata sunt, quorum duo prædictis cantoribus collata fuerunt. Senectute et viribus fracti, necnon attento plusquam quadragenario et laudabili servitio ecclesiæ præstito, tum qua cantores tum qua beneficiati Joannes et Antonius a capitulo jubilationis indultum petierunt. Frustra sed vero quandoquidem favorabili capituli voto minime obstante, episcopus intercessit quia titulo collativo haud cantoratus tempore possederunt præbendas. Exinde ad S. V. Ordinem Joannes et Antonius confugerunt ab EE. VV. benignitate humillime hanc gratiam expectantes, pro qua concedenda etiam præsul suas adjicere non dedignatur preces.

Hisce habitis sub die 12 novembris 1877 rescripsi: « Episcopo qui referat an praxis seu consuetudo concedendi jubilationem capellanis fuerit immemorabilis vel saltem centenaria, an hujusmodi capellani censeri debuerint tamquam mercenarii a capitulo assumpti, potiusquam beneficiati chorales, et an et quenam titulo capitulum et curia episcopalis verum jubilationis indultum impertiri consueverit veris proprieque dictis beneficiatis choralibus ». Qui S. V. Ordinis morem gerens sub die 28 decembris 1877; retulit 1. praxim concedendæ jubilationis capellanis d'ctæ ecclesiæ esse immemorialem; 2. Hujusmodi capellanos possedisse capellaniam ad nutum capituli amovibilem « sed tamen data fide a capitulo in forma juris valida de jure perpetuo ad reditus capellaniæ quoad illam partem quæ taxæ synodali respondebat et titulum ordinationis constituebat, ac hujusmodi titulo ordinatos esse oratores de quibus agitur: unde videtur inferri hos capellanos, quamvis non essent vere beneficiati, non tamen esse mercenarios, nulla enim conventio nisi nominatio intercedebat. 3. Curiam episcopalem in his jubilationibus intercedere, capitulum enim erat regulare usque ad annum 1860, et postquam capellani per quadraginta annos ecclesiæ inservierant, per simplex decretum capituli indultum jubilationis concedebatur. » Ceterum adnotat nullos beneficiatos in dicta ecclesia extitisse præter memoratos capellanos « tantum erant quædam dignitates vel commendæ, quæ non erant de gremio capituli, et a rege, præter unum qui a pontifice, nominabantur. Antiquitus non residebant, et hisce ultimis temporibus non extat memoria alicujus jubilationis ipsis concessæ, quia jam ætatis proveetæ erant, quando nominabantur. »

Quibus habitis die 12 januarii decurrentis anni rescripsi: *Per summaria precum*. Juvat de more nonnulla hinc inde in jure adnotare.

Quoad induiti denegationem hæc perpendenda esse putarem denegari haud potest jubilationis admittendæ praxim non ex sacrorum canonum præcepto, sed ex peculiari Sedis Apostolicæ concessione manare. Quam porro praxim non tantum probandam, sed tolerandam censuit Gregorius XIII, teste Garcia, *De benef.* part. 3, cap. 2, §. 1, num. 334. Et licet sit ex parte favorabilis, ex alia tamen odiosissima est, quippe vergens

in divini cultus imminutionem, ut observat Schalmalz, lib. 1 Decret. tit. 4, § 5, num. 7; propterea que strictissime interpretanda, et ultra casus expressos minime extendenda. Jamvero praxis isthæc commonet, ut jubilationis rude digni censeantur ii tantum, qui non modo assidue et laudabiliter, quadraginta annorum spatio chorale explevertint servitium. S. Congreg. in *Constantien.* 4 maii 1757; *Brictinorien.* 12 maii 1792; *Dubia jubilationum* 24 septembris et 17 decembris 1818; *Ravennaten.* 31 januarii 1824; verum etiam idem præstiterint titulo perpetuo ab unica præbendæ possessione dimanante. Ex decreto enim S. Congregationis docemur a quadragenario servitio esse deducendum servitium præstitum tempore clericatus ante adeptam præbendam, ceu respondisse S. Congregationem in *Trid.* 13 jan. 1603 testatur Ferraris in bibl. canon. V° *Canonicus*, art. 9, num. 102. Hinc nemo non videt quonam in pretio habendus sit titulus cantoratus ab oratoribus adductus, quantique facienda consuetudo, quæ in contrarium posset allegari.

Quin dicatur ipsos senio jam esse confectos et adversa valetudine premi, quandoquidem conditionibus requisitis deficientibus ad rude jubilationis obtinendum, numquam illud concedit Sacer Ordo, sed per indultum absentiæ providet, teste *Lauretana* diei 20 decemb. 1806.

Contra sed vero perpendendum immemorabili consuetudine acquiri posse omnia ea quæ privilegio et indulto principis concedi possunt. Rota decis. 393 n. 4 et 5, part. 19, rec. Schmalz. loc. cit. num. 3. Cum igitur ex immemorabili consuetudine cantoribus jubilationis indultum concedi soleret a capitulo post expletum quadragenarium et laudabile chori servitium, nihil vetare videretur, quominus oratoribus illud posset elargiri. Maxime quia et bona fide duce, et ferme ex tacito pacto illud officium amplexati sunt, et finis ab Ecclesia intentus quadragenarii et laudabilis servitii fuerit obtentus, necnon quia veluti mercenarii haberi non potuissent, cum partem præbendæ taxæ synodali respondentem jam possedissent in titulum. Accedit favorabile tum capituli tum episcopi votum; accedit senilis ætas cum alter sexagesimum, alter septuagesimum respectivæ ætatis annum attigerit; accedit demum male firma valetudo, quæ omnia conjunctim sumpta certo suadent infelicibus oratoribus, qui tanto tempore in Christi Ecclesia laudabiliter adlaborarunt, ex Summi Principis gratia succurrendum quietemque ipsis decernendam ut in pace ac tranquillitate dies vitæ suæ transigere valeant.

Hisce expositis, quid jus postulet, quid rei circumstantiæ in themate ferant, EE. PP. sua doctrina cognoscent, sua prudentia expendent.

Quare etc.

S. Congregatio respondendum censuit: *Attentis peculiaribus circumstantiis in casu concurrentibus, pro gratia jubilationis, facto verbo cum SSmo.* Romæ, 14 septembris 1878.

La retraite après quarante ans de service n'est pas donnée aux chanoines *ipso jure;* il est nécessaire de la demander au Saint-Siége, qui se réserve de décider si le service a été vraiment assidu et louable. Le registre capitulaire des pointes donne le moyen de contrôler le service pour le passé. En Espagne, quelques chapitres tenaient de l'usage immémorial le pouvoir d'accorder la *jubilatio.* Le concordat de 1851 a-t-il révoqué ce privilége? C'est vraisemblable, car les conventions concordataires remettent en vigueur le droit commun, sur les points qui ne sont point spécialement réglés.

DECRETS INEDITS

DE LA S. CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES ET RÉGULIERS (1)

(Suite.)

Théatins. Bénéfice séculier. — Espagne. Rentrée des réguliers. — Franciscains. Laine. Maniement de l'argent. — Délai pour l'acquittement des messes. — Subvention pour les parents. — Pécule pour les besoins particuliers. — Ex-voto offerts à une église. Vente. — Tribunaux civils. Indult pontifical. — Dominicain sécularisé. Canonicat. — Ordre de S. Jean de Dieu. Chapitre provincial. — Bibliothèque des Augustins de Rome. Défense de prendre les livres. — Capucins. Procès caméral pour l'expulsion d'un religieux incorrigible. — Clôture. Défense de recevoir les jeunes gens qui ont moins de vingt ans. — Franciscains. Vente de quatre hospices. — Capucins. Rétablissement d'un couvent. — Conventuels. Biens acquis par un religieux sécularisé. Office. — Espagne. Religieux dispersés. Communication. — Mercédistes. Affaires d'Espagne. — Minimes. Sanctuaire de Paule. Restauration du sanctuaire. — Confession hors de l'institut. Indult. — Conventuels de Hongrie. Illégitime. — Provincial. Maître de novices. — Paroisse amovible. Titre d'ordination. — Affaires de famille. Bénédictins. — Capucins. Evêque. Calotte. — Conventuels. Aliénation. — Basiliens. Religieux sécularisés. Retour au couvent. — Hospice. Acquisition. — Franciscain. Maniement de l'argent. — Assistance des malades. Obsèques.

1931. Ordinis theatinorum.

Supplex libellus. Il chierico professo Teatino di S. Paolo Maggiore in Napoli Gaetano Logerot espone alla Santità Vostra essere stato nominato ad un beneficio semplice esistente nella diocesi di Gaeta che non obbliga alla residenza, ed ha solo il peso di celebrare 52 messe libere, ove parrà al beneficiato. Questo beneficio attualmente, dedotti i pesi, frutta circa ducati 54 napoletani, pari a scudi 43. 20 romani. Attesa la povertà della religione alla quale appartiene, desidera poterlo accettare e ne chiede umilmente la facoltà.

Informatio episcopi. Mi comanda V. E. che le informassi col parere sulla dimanda del chierico Teatino professo Gaetano Logerot, colla quale chiede la facoltà di potere accettare il beneficio semplice a cui è stato nominato sotto il titolo di S. Marco in Traetto, luogo di questa diocesi, e intesi gli interessati, le dia conoscenza dell'annua rendita e pesi annessi al beneficio e con ispecialità se il rettore abbia l'obbligo di risedere. In esecuzione adunque di tali autorevoli ordini sommetto a V. E. Rma che non vi sono interessati nel beneficio in parola, che la rendita è allo stato presente di ducati

(1931). *Théatins. Bénéfice séculier.* Les réguliers sont frappés d'un empêchement dirimant pour tous les emplois, charges et bénéfices séculiers. Le Saint-Siége dispense de cette loi lorsque des motifs rationnels de nécessité ou d'utilité le demandent. En 1840, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit la demande qui suit : « Gaetan Logerot, clerc profès de l'ordre des Théatins, résidant dans le couvent de S. Paul Majeur à Naples, représente à votre Sainteté qu'il a été nommé à un bénéfice simple qui est dans le diocèse de Gaëte ; le bénéfice n'oblige pas à la résidence, et a pour toute charge l'application de 52 messes, qu'on peut dire partout. Actuellement toutes charges déduites, il rend environ 54 ducats napolitains, qui équivalent à 43 écus romains et 20 sous (232 francs). Vu la pauvreté de la communauté, le recourant demande l'autorisation de prendre ce bénéfice. » La lettre d'information de Mgr l'évêque de Gaëte fait savoir que le gouvernement de Naples prenait 36 ducats, près de la moitié du revenu, à titre d'impôt foncier : le revenu total était de 90 ducats. Grégoire XVI permit d'accepter le bénéfice, au nom de l'institut.

(1) Voir la 54e livraison, col. 1018.

novanta di regno, soggetta al peso di messe piane n. 52 annue ed al regio peso della fondiaria in annui ducati 36 e grana 36; nè pel rettore v'è obbligo di residenza, per lo chè il mio avviso è che il Logerot possa accettare il beneficio sudetto.

Gaeta, 10 dicembre 1839.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 31 januarii 1840. SSmus annuit arbitrio ordinarii de consensu superioris generalis pro petita habilitatione ad enunciatum beneficium nomine religionis dummodo residentiæ onus adnexum minime habeat, ita tamen ut satisfactis oneribus adnexis, quod superest livelli titulo orator retinere possit.

1932. Super regularibus hispaniæ.

Già la Santità Vostra ha accordato alla S. Congregazione le opportune facoltà per provvedere ai religiosi Spagnuoli tanto rapporto al rimaner nel secolo *durantibus circumstantiis*, quanto rapporto ai beneficii, quanto relativamente alla facoltà di disporre.

Si potrebbero estendere tali facoltà per i religiosi Spagnuoli dimoranti nei luoghi ove sono i conventi che desiderano partirne, e scrivere ai commissari apostolici che quante volte vi siano di tali religiosi, ne rimettino le istanze alla S. Congregazione.

SSmus in audientia habita die 13 decembris 1839 benigne annuit juxta petita.

Essendo giunto a notizia della Santità di N. S., che alcuni religiosi Spagnuoli dimoranti nei conventi di Roma o di altri luoghi, richiedono il permesso di portarsi in Ispagna nelle provincie ove non sono conventi, o anche in altri luoghi ove non esistono case dei rispettivi loro ordini, il S. Padre si è degnato ordinare che sia participato ai loro commissari apostolici per la penisola di Spagna che tali istanze, se mai a loro fossero presentate, si debbano rimettere a questa S. C. de' VV. e RR. la quale a seconda delle circonstanze darà gli opportuni provvedimenti. Tanto

Al P. Commissario dell'Ordine de' Predicatori,
P. Commissario dei Carmelitani,
P. Commissario degl' Osservanti,
P. Commissario dei Cappuccini.

1933. Ordinis s. francisci.

Supplex libellus. Il ministro provinciale dei Minori Riformati della provincia di S. Bernardino nel regno di Napoli espone che si vede l'oratore nella imperiosa circostanza di destinarvi per spenditore e venditore e compratore delle lane per la suddetta provincia il laico professo fra Angelo di Pietranica; supplica perciò la Santità Vostra degnarsi di premunirlo delle necessarie ed opportune facoltà.

Votum procuratoris generalis. Ministri provincialis est, nedum spiritualibus, sed temporalibus quoque fratrum suorum quoad victum et vestitum indigentiis subvenire. Verum ob temporum nostrorum injuriam id præstare posse admodum difficile videtur absque pecuniæ contrectatione et usu. His itaque attentis circumstantiis, et aliis peculiaribus, in quibus provincialis orator reperitur, in voto sum, ipsi facultatem, durante munere, concedi posse, ut per seipsum, vel per nominatum laicum professum F. Angelum de Petranica pecuniam recipere et erogare, pront in precibus, valeat, talibus nihilominus adhibitis cautelis, ut quantum moraliter fieri potest, scandalum omnino vitetur.

Datum ex conventu S. Francisci ad Ripas Tiberis, die 3 decembris 1839. F. *J. Angelus de Noceta, procuratoris generalis*.

Votum ministri generalis. L'oratore ministro provinciale dei Minori Riformati, animato dallo zelo di mantenere a vantaggio della provincia quanto proviene alla medesima dalla libera largizione de' pii benefattori, ed a porre ad un tempo in salvo la coscienza sua e del religioso, per il quale supplica, la Santità Vostra può soddisfare ad un tale suo zelo con destinare per compagno al laico fr. Angelo di Pietranica un fido terziario, il quale porti seco le elemosine pecuniarie e sotto la vigilanza del laico suddetto spenderle nelle Puglie, od altrove per la compera delle lane e di qualunque altro oggetto, che tornasse a necessità o vantaggio della provincia medesima, che è il parere che il sotto umilia alla S. V. purchè nella sua sapienza diversamente non giudichi.

D'Aracœli, 9 gennaro 1840. *P. Giuseppe Maria d'Alessandria, ministro generale*.

Rescriptum. S. Congregatio annuit arbitrio P. ministri generalis pro facultate indulgendi oratori ad quinquennium ut ad effectum, de quo agitur, deputare possit præfatum conversum, qui per medium tertiarii dumtaxat ad hoc in ejus socium designandi enunciatos contractus perficere possit, proviso ne scandala oriantur, et ne ipse, sed tertiarius tantum ad instar syndici apostolici contractus subscribat. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romæ, 3 januarii 1840.

1934. Super missarum eleemosynis.

Il padre guardiano de' Minori Riformati del convento di S. Francesco di Fara della provincia Romana, umilmente prostrato al bacio dei piedi di Vostra Beatitudine, espone qualmente la sagrestia di detto convento abbonda di messe in certi

(1932). *Espagne. Rentrée des réguliers*. Les religieux que la révolution fit sortir de leurs cloîtres, allèrent en Italie, et autres lieux. Quelques-uns témoignant le désir de rentrer dans leur pays, la S. Congrégation présenta à Grégoire XVI cette requête : « Votre Sainteté a précédemment accordé des pouvoirs à la S. C. afin d'aviser aux religieux espagnols, soit pour leur permettre de demeurer dans le siècle *durantibus circumstantiis*, soit pour l'acceptation des bénéfices, soit pour la permission de disposer de leur avoir. On pourrait étendre ces pouvoirs pour les religieux espagnols qui demeurent dans les lieux où existent des couvents, et qui désirent partir ; et écrire aux commissaires apostoliques de remettre à la S. C. les instances que ces religieux feront. » Grégoire XVI accueillit la demande. En conséquence, la S. Congrégation écrivit au commissaire apostolique des Dominicains, des Carmes, des Franciscains de l'Observance et des Capucins la lettre qui suit : « Le Saint-Père ayant su que quelques religieux espagnols demeurant dans les couvents de Rome ou d'autres lieux, demandent la permission d'aller en Espagne où il n'y a pas de couvents, ou dans d'autres lieux qui n'ont pas de maisons de leur ordre, Sa Sainteté a bien voulu ordonner de notifier aux commissaires apostoliques pour la péninsule espagnole que ces demandes, s'il s'en présente, devront être remises à cette S. Congrégation, qui prendra les mesures réclamées par les circonstances. Rome, 2 janvier 1840. »

(1933(*Franciscains. Laine. Maniement de l'argent*. La règle franciscaine prohibe rigoureusement aux religieux de garder et manier l'argent. Le Saint-Siége dispense difficilement de cette obligation. « Le provincial des franciscains réformés de la province de S. Bernardin, dans le royaume de Naples, représente qu'il se voit dans l'impérieuse nécessité de désigner le convers profès Angelo de Pietranica, pour vendre et acheter la laine pour ladite province ; il demande l'autorisation nécessaire et opportune à cet effet. » — Le procureur est d'avis d'accorder la permission, en prescrivant toutefois les précautions propres à éviter le scandale. D'autre part, le général de l'institut suggère de faire accompagner le convers par un tertiaire, qui devra porter l'argent, et le dépenser, sous la surveillance du convers, pour acheter la laine et les autres choses nécessaires ou utiles à ladite province. — La S. Congrégation exige davantage ; car le rescrit, qui est donné pour cinq ans, prescrit que les contrats soient faits et signés par l'entremise du tertiaire, qui sera comme syndic apostolique pour ces opérations commerciales. Rome, 3 janvier 1840.

mesi dell'anno in modo tale che non possonsi dai sacerdoti ivi esistenti celebrare entro lo spazio di due mesi : in altri poi ne scarseggia grandemente, per cui supplica la Santità Vostra affinchè degnisi di concedergli la facoltà di poter differire la celebrazione di quelle entro lo spazio di quattro mesi. Che, etc.

Ex audientia SSmi die 25 januarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita facultate ad triennium, exceptis tamen missis, qui ex piorum benefactorum voluntate tempore designato celebrari debent. Contrariis etc.

1935. Super subventione propinquorum.

Fr. Emanuel Sixtos, sacerdos ordinis S. Francisci in discalceatorum provincia S. Didaci in Mexicana urbe stabilita, et hodie conventualis in divi Antonii cœnobio Queretari fundato, exorat, ut ei concedatur facultas, ut de suis bonis tam in ministerio quam in labore personali acquisitis, aliquam summam favore suorum consanguineorum, et in pios usus erogare possit. Quare etc.

Ex audientia SSmi die 31 jan. 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita facultate erogandi quolibet anno aliquam summam ab eodem P. provinciali determinandam in pios usus, et in subventionem suorum propinquorum indigentium de licentia superioris, dummodo non agatur de eleemosynis a benefactoribus pro conventu concessis, et pecunia, donec in enunciatos usus non expendatur, deponatur penes syndicum apostolicum vel amicum spiritualem.

1936. Ordinis s. francisci.

Fr. Salvatore da Ormea, sacerdote del S. Ritiro di S. Bonaventura di Roma, supplica a volersi degnare di accordargli un benigno permesso di poter ricevere, presso di se ritenere, e spendere quel poco di denaro che gli venga somministrato dai pii benefattori, o che si procaccierà colle sue religiose industrie, e fatiche, e ciò implora per poter provedere agli ricorrenti suoi religiosi bisogni, e per quiete di sua coscienza, attese le circostanze dei tempi.

Ex audientia SSmi die 31 januarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis in summa sibi benevisa, dummodo deponatur penes syndicum apostolicum vel amicum spiritualem et eleemosynæ non tradantur oratori a benefactoribus pro conventu.

1937. Super venditione.

Supplex libellus. — Il P. guardiano dei minori riformati del convento di Martina provincia di Lecce, desiderando di vendere alcuni voti offerti a quella loro chiesa dalla pieta dei fedeli del valore di circa scudi venti romani, ed impiegarli nell' acquisto di utensili, e suppellettili necessari al servizio della detta chiesa. Supplica umilmente la Santita vostra a volersi degnare accordargliene l'opportuno permesso.

Votum procuratoris generalis. — Ecclesiæ præfati conventus inopia, qua teste provinciæ ministro necessaria supellectili ad divinum cultum rite peragendum vere laborat, sufficiens mihi ratio est, ut censeam patri guardiano oratori gratiam, quam suppliciter petit concedi posse, ita tamen, ut prædictorum votorum seu oblationum alienatio, nonnisi per syndicum apostolicum, vel ejus substitutum fiat, et venditionis retractus usui prout in precibus tantum inserviat.

Rescriptum. S. Congregatio annuit arbitrio P. provincialis pro petita venditione hac vice tantum, non minori pretio a peritis taxando, dummodo ecclesiæ cultui, et populi devotioni donariorum alienatio non officiat, cum onere pretium retrahendum erogandi in causam expressam, et reddendi rationem eidem P. provinciali de fideli erogatione.

Romæ, januarii 1840.

1938. Super judicio civili.

Supplex libellus. — Fr. Emanuel Sixtos, sacerdos S. Francisci ordinis discalceatorum provinciæ S. Didaci in Mexici urbe stabilita, et hodie conventualis in D. Antonii cœnobio Queretari fundato, S. V. hum. supplicat, ut ei dignetur concedere facultatem se præsentandi in judicio civili, ante sæcularem judicem modo activo ad requirendam justitiam circa omnem rem temporalem, ad evitandam omissionem alicujus sui vice gerentis. Quare etc.

Votum ministri generalis. — Votum altissimæ paupertatis, quod emisit orator P. Emanuel Sixtos, ac decus suum et religionis haud sinunt ipsum coram judice sæculari sistere ad opus, quod in precibus; at ne in dispersionem bona temporalia cadant conventus, vel provinciæ, potest oratori facultates concedi, ut aliquam devotam designet personam sua fiducia dignam quæ omissioni occurrat sui vicegerentis, et justitiam requirat, circa omnem rem temporalem.

Datum ex Aracœli, die 14 januarii 1840. Fr. Joseph Maria ab Alexandria, minister generalis.

Rescriptum. — Ex audientia SSmi die 25 januarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita facultate ad decennium pro tuendis juribus provinciæ et conventuum in judicio civili tantum, et dummodo acta fiant per interpositam

(1934). *Délai pour l'acquittement des messes.* Le gardien des Franciscains réformés de Fara présente la demande qui suit : « La sacristie du couvent reçoit un si grand nombre de messes certains mois de l'année que les prêtres de la communauté ne les peuvent acquitter dans les deux mois. Dans d'autres moments, il y a disette. Le recourant demande donc l'autorisation de faire acquitter les messes dans le délai de quatre mois. — Grégoire XVI accorde l'indult *ad triennium*, excepté les messes dont la célébration est fixée par les bienfaiteurs à une époque déterminée. Rome, 25 janvier 1840.

(1935). *Subvention pour les parents.* Le P. Sixtos, franciscain réformé de Queretaro, au Mexique, obtient la permission de secourir ses pauvres parents avec les ressources provenant de son ministère ou de ses travaux personnels. L'argent sera provisoirement déposé chez le syndic apostolique ou dans les mains d'un ami spirituel. Rome, 20 janvier 1840.

(1936). *Pécule pour les besoins particuliers.* La parfaite vie commune n'existe pas dans la plupart des couvents italiens. Les Bonaventuriens eux-mêmes, qui forment la branche la plus rigide de l'institut franciscain, sont privés de la vie commune. Fr. Salvatore d'Ornea, prêtre de la sainte retraite de S. Bonaventure à Rome, demande l'autorisation de recevoir, garder et dépenser de petites sommes que lui donneront de pieux bienfaiteurs ou qu'il se procurera par ses industries et travaux religieux, pour satisfaire ses besoins particuliers. Il demande cette permission pour la tranquillité de sa conscience, vu les circonstances actuelles. — L'indult est accordé, à condition que l'argent sera déposé dans les mains du syndic apostolique ou dans celles d'un ami spirituel. Rome, 31 janvier 1840.

(1937). *Ex-voto offerts à une église. Vente.* Le gardien des Franciscains réformés de Martina, province de Lecce, royaume de Naples demande la permission de vendre des ex-voto offerts à l'église du couvent, valant environ cent francs, pour acheter des meubles et des ornements nécessaires au service de cette église. Le procureur général de l'ordre émet un avis favorable ; l'indult est accordé, supposé que la piété des fidèles n'en souffre pas. Le syndic apostolique est chargé d'opérer la vente. Rome, janvier 1840.

(1938). *Tribunaux civils. Indult pontifical.* Le P. Sixtos, franciscain de Queretaro, au Mexique, obtient de Grégoire XVI la permission de comparaître devant les tribunaux civils pour demander justice en matière temporelle, pourvu que les débiteurs ne soient pas des ecclésiastiques, et que le recourant se fasse représenter au tribunal, Rome, 25 janvier 1840.

personam, debitores non sint ecclesiastici, et alia media facile non suppetant ad provinciæ, vel conventuum damna reparanda, et provideatur ne scandala oriantur. Contrariis etc.

1939. Super illegitimitate.

Fr. Josephus M. Herera, religiosus presbyter Mexicanæ provinciæ de Visitatione nuncupatæ militaris ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum in America septentrionali, exponit, quod cum filius ex legitimo matrimonio non sit, sed naturalis : et documentum quod olim a S. Sede obtinuit super dispensatione hujus defecti et habilitatione ad gradus omnes et officia suæ religionis licite possidendos, perditionem patiatur. Vestræ Sanctitati suppliciter petit quod supra dictum defectum de novo dispensare, novamque habilitationem concedere dignetis.

Ex audientia SSmi, 25 januarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita dispensatione et habilitatione ad omnia munia, et officia suæ religionis ad provincialatum inclusive, dummodo sit probatæ vitæ, et cæteris requisitis præditus.

1940. Dispensatio juramenti.

Giovanni Amador sacerdote che fa religioso domenicano, e per giusti motivi secolarizzato dalla S. Sede e abilitato ad ottenere un beneficio ecclesiastico fin del 1823, ha l' onore di umiliare all' E. V. Rma il consenso pieno di tutto il capitolo dell' insigne collegiata chiesa di Osuna in Spagna a norma del rescritto apposto alla di lui supplica nell' agosto p. p. che dice : *Exhibeat prius in scriptis consensum capituli* in rapporto alla grazia chiesta dall' oratore in detta supplica di dispensare l'abbate, e canonici di detta collegiata del giuramento fatto, di non dare il possesso di nessun beneficio in essa esistente a verun sacerdote che sia secolarizzato. Che perciò essendo ora svanite, e soddisfatte pienamente tutte le difficoltà, spera con sollecitudine la sudetta grazia che fin dal principio di quest'anno tiene richiesta della quale ha tanta necessita per poter prendere l'opportuno possesso della prebenda che gli conferi fin del 23 settembre 1836 l'ecom. Sig. patrono che ne ha la nomina di tutti i benefici di detta chiesa collegiata, avendone bisogno per la sua sussistenza, particolarmente nelle attuali disgraziate circostanze di quella infelice nazione.

Ex audientia SSmi, die 25 januarii 1840. SSmus, attento consensu capituli, et dummodo orator perpetuæ secularizationis indultum obtinuerit, illudque executioni legitime dei mandatum fuerit, annuit pro dispensatione ab enunciato capitulari statuto, etsi juramento confirmato, ad hoc ut oratoservatis aliis de jure servandis institutionem canonicam habere et in ejusdem beneficii possessionem immitti, illudque titulo administrationis et nomine S. Sedis retinere possit. Contrariis quibuscumque, etc.

1941. Super capitulo provinciali.

Fra Luigi Machiarelli, vicario provinciale della provincia di S. Giovanni Battista di Napoli dell' ordine di S. Giovanni di Dio, espone che nel corrente anno 1840, dovra celebrarsi il capitolo provinciale, e siccome è abbastanza nota la scarsezza dei religiosi abili a governi, così l'oratore ricorre alla clemenza di V. S. onde voglia benignamente degnarsi di concedere le necessarie dispense per le elezioni, a seconda delle qui sotto umiliate istanze, cioè :

1° La dispensa ai priori che non hanno vacato il triennio. Vi si oppongono le bolle di Clemente VIII, dei 9 settembre 1596; di Paolo V dei 13 febraro 1617, e d'Innocenzo XI, 7 marzo 1677, non che la decisione della S. Congregazione di Vescovi, e Regolari dei 23 giugno 1713. Le prime prescrivono che l'officio di priore debba durare tre anni, ne possa confirmarsi per priore, nel medesimo convento, quegli che vi è stato per priore sei anni antecedenti, ne quei che sono stati per nove anni continui anche in piu conventi.

2° Di poter eleggere per priori anche quei religiosi, che non avessero compito gli anni sei di professione, prescritti dalla S. M. di Alessandro VII, con breve dei 20 marzo 1667.

Ex audientia SSmi, die 31 januarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. generalis pro petita facultate juxta preces hac vice tantum. Contrariis etc.

1942. Super extractione librorum.

Supplex libellus. — Fra Filippo Bartoni, sacerdote professo Agostiniano, maestro in sacra teologia, espone che trovandosi impegnato per ordine del suo superiore generale a dare lezioni dei S Scrittura nella chiesa di S. Agostino di Roma, è sprovvisto di necessari libri, ne può senza grave incommodo (ancor di salute e per l'eta sua di anni 54) reggere lungo tempo, ne scrivere colla necessaria liberta e nelle ore per lui più adatte, entro la biblioteca angelica, massimamente occorrendogli applicarsi di notte, ed in ambiente riguardato e raccolto. Prega per tanto la S. Vostra degnarsi accordargli come il suo antecessore in detto officio, la facolta di potere estrarre dalla biblioteca sunnominata i libri che gli andranno occorrendo in proposito, e ritenerli nelle camera di sua abitazione durante il suo officio.

Votum procuratoris generalis. Hic orator, ut pro fructu

(1940). *Dominicain sécularisé. Canonicat.* Les chanoines de la collégiale d'Osuna, en Espagne, font serment de ne jamais conférer de canonicat à un religieux sécularisé. On demande la dispense du serment en faveur du P. Jean Amador, dominicain sécularisé, et autorisé depuis 1823 à prendre un bénéfice ecclésiastique. Rome, 25 janvier 1840.

(1941). *Ordre de S. Jean de Dieu. Chapitre provincial.* Les constitutions des ordres religieux écartent la perpétuité des charges. Dans l'ordre de S. Jean de Dieu, les prieurs qui ont passé trois ans en charge, ne peuvent être élus. Vu la disette de sujets, le provincial de Naples présente à la S. Congrégation la supplique qui suit : « Le P. Louis Machiarelli, vicaire provincial de la paroisse de S. Jean-Baptiste de Naples, de l'ordre de S. Jean de Dieu, expose que l'on devra tenir le chapitre provincial dans le courant de cette année 1840 ; comme la disette de sujets propres au gouvernement est notoire, le recourant s'adresse à la clémence de votre Sainteté, afin qu'elle veuille bien accorder les dispenses nécessaires pour les élections, savoir : 1. La dispense pour les prieurs qui n'ont pas cessé pendant trois ans. A cela s'oppose la bulle de Clément VIII du 9 septembre 1596, de Paul V du 13 février 1617, d'Innocent XI du 7 mars 1677, et la décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers du 23 juin 1713. D'après ces bulles, les prieurs ne peuvent demeurer en charge que trois ans dans le même couvent, après quoi on ne peut pas les réélire, ni ceux qui ont gardé la supériorité neuf ans continuels dans différentes maisons. 2. La permission d'élire prieurs les religieux qui n'ont pas les six ans de profession prescrits par le bref d'Alexandre VII du 20 mars 1667. — Grégoire XVI accorde les deux dispenses. Rome, 31 janvier 1840.

(1942). *Bibliothèque des Augustins de Rome. Défense de prendre les livres.* Afin d'empêcher la perte des livres, on a été forcé d'employer l'excommunication. La S. Congrégation reçoit cette supplique : « Fr. Philippe Bartoni, prêtre profès augustin, maître en sacrée théologie, représente que, obligé par le commandement de son général de faire des leçons d'Ecriture sainte dans l'église Saint-Augustin de Rome, il est dépourvu des livres nécessaires. Ses infirmités et son âge de 54 ans ne lui permettent pas de fréquenter la bibliothèque angélique, où il ne travaille pas avec la liberté dont il a besoin et aux heures commodes pour lui, surtout la nuit, et dans un local tranquille. C'est pourquoi

spirituali fidelium, atque ad majorem Dei gloriam adimplere possit munus suum recitandi lectiones sacrarum Scripturarum, quæ festivis diebus in nostra ecclesia S. Augustini de Urbe fieri solent, indiget variis operibus, in quibus divina Scriptura explanatur juxta mentem SS. PP. et catholicæ Ecclesiæ doctrinam. Idcirco existimo ut ei liceat extrahere de bibliotheca illos libros, qui ad suum officium pie et erudite exequendum sunt necessarii. Fr. Stephanus Baldassare, procurator generalis.

Rescriptum. — S. Congregatio annuit arbitrio prioris generalis pro petita facultate ad triennium, ita tamen ut relinquat bibliothecario notulam librorum ab oratore subscriptam et quolibet semestre de acceptis et restitutis libris rationem eidem bibliothecario reddere debeat.

Romæ, januarii 1840.

1943. Expulsionis.

P. Luigi da Bagnaja, procuratore generale dei Capucini i espone che il sacerdote professo, P. Serafino gia reo di non poche criminalità : alle quali devesi aggiungere ancor quella di avere, cioè sei mesi indietro mortalmente percossa una femmina, la quale dopo pochi giorni dovette soccombervi, per cui la regia criminale giustizia ne va attualmente a compilare un giudiziario processo, onde punirlo a seconda delle leggi di quel regno. L'oratore pertanto, per evitare il disonore che ridonderebbe all' ordine se venisse condannato mentre ancora ne facesse parte, supplica vivamente V. B. a volersi degnare accordargli la facolta di dispensare il provinciale e definitori della provincia di Cosenza, a cui esso appartiene, dalle formalita del processo per l'espulsione del sudetto incorrigibile religioso.

Ex audientia SSmi, die 14 februarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis cum suo parvo definitorio prævio processu camerali, seu extrajudiciali cum descriptione delictorum et aliquali defensione cum solitis, etc.

1944. Super clausura.

Il P. Felice da Licata, guardiano capucino nel convento di Palermo in Sicilia, espone aver fatto dormire entro al chiostro un giovane di meno di anni 20, ignorando le pene comminate dei decreti.

Essendo egli pertanto incorso nella privazione di officio, supplica la S. V. a degnarsi accordargli l'assoluzione dell'operato e la riabilitazione all' officio suddetto.

Ex audientia SSmi, die 21 februarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis, prævia etiam per subdelegandum absolutione a censuris et pœnis ecclesiasticis, nec non dispensatione super irregularitate, pro petita rehabilitatione ad enunciatum officium et ad utramque vocem, imposita pœnitentia salutari, quodque a similibus imposterum abstineat.

Romæ, etc.

1945. Super venditione hospitiorum.

Il P. guardiano del sacro monte della Alverna di Arezzo espone che avendo detto S. convento quattro piccoli ospizi resi ora inutili per i bisogni dei questuanti religiosi ; supplica perciò l'oratore la S. V. per la facoltà di poterli alienare col valore di duecento scudi incirca e comprarne un altro più commodo e più adatto per il trasporto dei questuali generi.

Votum procuratoris generalis. — Cum inutilitas ex una parte quatuor hospitiorum in libello proposita et necessitas, ex alia, urgeat aliud commodius acquirendi, ut ex attestatione provincialis jam mihi exhibita et consensu, clare comprobatur, mihi videtur oratoris preces exaudiri posse, dummodo tamen omnia ab apostolico syndico, aut ejus nomine peragantur pretio biscentum scutatorum.

Rescriptum. — Ex audientia SSmi 6 martii 1840. SSmus annuit arbitrio ordinarii constito de evidenti utilitate, pro petita venditione favore majoris oblatoris non minori pretio a peritis taxato, cum onere erogandi pretium retrahendum in emptionem alterius hospitii, dummodo omnia acta fiant per syndicum apostolicum nomine S. Sedis. Contrariis etc.

1946. Ordinis capucinorum.

Essendo stato soppresso un conventino dei PP. capucini in Amalfi venne assegnato il detto locale con vigne e boschetto annesso che le apparteneva in supplemento di dotazione a quella mensa che notabilmente megliorò quel fondo. Ma in quella citta non esistendo altri conventi di religiosi, il defonto Mgr Porta bramando vedere ripristinati i capucini in quella citta lasciò una somma di denaro da impiegarsi in annua rendita per darsi in compenso alla mensa, allorche l'arcivescovo avesse ceduto il detto locale per ristabilire i capucini.

il demande la permission de porter dans sa chambre les livres de la bibliothèque. Son prédécesseur a eu cette faculté. — Le procureur général étant favorable, la S. Congrégation accorde l'indult pour trois ans. Rome, janvier 1840.

(1943), *Capucins. Procès caméral pour l'expulsion d'un religieux incorrigible.* Le procureur général des Capucins représente que le P. Séraphin s'est rendu coupable de plusieurs délits ; dernièrement il a frappé violemment une pauvre femme, qui mourut quelques jours après. Le tribunal criminel du gouvernement exerce des poursuites contre le religieux. Afin d'éviter le déshonneur qui rejaillirait sur l'ordre si le religieux en faisait encore partie lors de sa condamnation, le recourant sollicite la permission de dispenser le provincial et les définiteurs de la province de Cosenza de la formalité du procès pour l'expulsion dudit religieux incorrigible. » — Grégoire XVI permet de faire un procès *caméral*, et extrajudiciaire, pour prononcer l'expulsion. Rome, 14 février 1840.

(1944). *Clôture. Défense de recevoir les jeunes gens qui ont moins de vingt ans.* Les décrets du Saint-Siége défendent de faire coucher dans les couvents les jeunes gens au-dessous de vingt ans. Le gardien des capucins de Palerme sollicite l'absolution des censures. « Le P. Félix de Licata, gardien capucin dans le couvent de Palerme en Sicile, expose que, ignorant les peines édictées par les décrets, il a fait coucher dans l'intérieur du cloître un jeune homme de moins de vingt ans. Ayant encouru par conséquent la privation de son emploi, il demande l'absolution du méfait, et la réhabilitation dudit emploi. » L'absolution et la réhabilitation sont accordées. Rome, 21 février 1840.

(1945). *Franciscains. Vente de quatre hospices.* Les ordres mendiants doivent posséder des hospices dans différents pays pour héberger les frères quêteurs. Comme les franciscains sont radicalement incapables de posséder en propriété quoi que ce soit, les maisons appartiennent au Saint-Siége. On ne peut donc les vendre sans son agrément, indépendamment de la loi générale qui requiert le *beneplacitum* pontifical pour aliéner les biens ecclésiastiques et réguliers. « Le gardien du Saint-Mont d'Alverne à Arezzo représente que ce saint couvent a quatre petits hospices devenus aujourd'hui inutiles pour les besoins des frères quêteurs. Il demande la permission de les vendre pour deux cents écus environ (mille francs) et d'en acheter un autre plus commode et mieux approprié pour le transport des denrées quêtées. — Grégoire XVI consent. Les actes seront passés par le syndic apostolique au nom du Saint-Siége. Rome 6 mars 1840.

(1946). *Capucins. Rétablissement d'un couvent.* Amalfi avait autrefois un couvent de Capucins. La maison ayant été supprimée, le local, le jardin et un bosquet attenant furent cédés à la mense archiépiscopale, qui améliora considérablement cette propriété. Comme la ville ne possédait aucune maison religieuse, Mgr Porta laissa un capital dont le revenu devait appartenir à la mense pour l'indemniser lorsque l'archevêque disposerait du local pour le rétablissement des Capucins. Le clergé et la population ont adressé une péition au gouvernement. Le roi a favorablement accueilli la

In seguito il clero, e la popolazione fecero le più alte premure al Rè, il quale ha benignamente annuito, ordinando che fosse permesso all' arcivescovile mensa di Amalfi di cedere il convento, ricevendo dall' eredita di Mgr Porta una rendita inscritta nel gran libro del debito publico consolidato. Ciò posto l'arcivescovo implora le opportune facolta per cedere il sudetto locale, colli annessi fondi, benche migliorati al di la della doppia rendita e di potere venire alla erezione del convento stipolando l'opp. istromento col P. provinciale.

Ex audientia SSmi diei 6 martii 1840. Ssmus annuit arbitrio archiepiscopi pro facultate perficiendi enunciatam cessionem, adjiciendo conditionem ut saltem duodecim religiosi in dicto conventu permanere debeant, quorum octo ad minus sint sacerdotes.

Romæ, etc.

1947. Absolutionis.

Il sacerdote Francesco Musti de Castel-Vecchio diocesi di Valva ex religioso conventuale, umilmente espone che nel tempo della generale soppressione trovavasi di famiglia nel convento di Cittaducale. Prima di abbandonare il detto convento, ebbe in porzione pochi mobili con libri che possono in tutto valutarsi ducati 45, ed alcuni arredi sacri consistenti in un calice di argento, e patena di rame, una pisside di argento, i reliquari di oricalco, otto piccole teche di argento con reliquie, due messali, 4 pianete, due tonacella, due camici con amitti e quattro tovaglie. Tornato in patria, ove esisteva un altro convento soppresso del suo ordine, si dedicò al servizio della chiesa che vi era annessa, quale tuttora mantiene aperta ed officiata. Benchè l'oratore deponesse con dispiacere l'abito religioso nel 1809 tuttavia per supplire alla scarsezza di sacerdoti e dedicarsi al bene spirituale della sua patria, fu consigliato di implorare la perpetua secolarizzazione che ottenne nel 1821. In seguito continuò, ma senza il dovuto permesso, a far uso del breviario, e messale del suo ordine e acquistò dei libri (alcuni dei quali anche prima della sua secolarizzazione) improntò delle somme a favore delle famiglie che in tutto ascendono a ducati 449 circa. Successe nell' ottava parte all'eredita paterna, e fece altri acquisti, che uniti insieme gli danno in totale ducati seicento ventotto e grana 26 moneta di regno.

Sentendo pero qualche agitazione di coscienza per aver ritenuti come sopra gli oggetti sacri del suo convento soppresso, di aver fatto uso del breviario e messale dell'ordine, non che per essere succeduto all'eredita paterna ed aver fatto degli acquisti senza l'apostolico beneplacito, supplichevole ricorre alla S. V. affinche si degni accordargli :

1. La facolta di potere cedere gli accennati sagri oggetti e qualche altro che per difetto di memoria non avesse esposto, alla chiesa, in cui ora si trova.

2. Il permesso di far uso del breviario francescano, giache troppo molesto gli riuscirebbe di usare altro breviario e messale, attesa la sua eta avanzata e debolezza di vista.

3. La sanatoria dei sudetti mobili e libri esportati dalla religione, degli acquisti fatti, e somme erogate, non che la facoltà di disporre dei beni acquistati dopo il suo egresso di religione, ma prima dell'indulto di perpetua secolarisazione, e degli altri fin al presente giorno.

Ex audientia SSmi die 13 martii 1840. SSmus annuit arbitrio ordinarii prævia etiam per subdelegandum quatenus opus sit, absolutione a censuris et pœnis ecclesiasticis nec non dispensatione super irregularitate, pro cessione dictorum sacrorum utensilium favore dictæ ecclesiæ, pro indulto recitandi horas canonicas juxta kalendarium sui ordinis, nec non pro condonatione quoad enunciata mobilia et libros ad religionem spectantes, erogata aliqua summa favore ejusdem religionis, ac insuper pro sanatione acquisitionum et erogationum de quibus in precibus et facultate acquirendi, ac de præfatis bonis (ut supra acquisitis) et de aliis imposterum legitime acquirendis, disponendi etiam per testamentum, dummodo non de rebus ad ordinem spectantibus, salvo jure tertii, prælevata aliqua summa favore suæ religionis. Contrariis etc.

1948. Super rebus hispanis.

Il P. generale dei Dominicani nel 1836, per i suoi religiosi Spagnuoli, tra gli altri dubj propose i sequenti.

1. Che vivendo i religiosi fuori del chiostro per fatto del governo, e vincolati del voto di poverta, acquistano mobili, e denari dalla pieta di benefattori. Non essendo facile il ricorso ai loro superiori per rassegnare quanto acquistano, potranno essi *tuta conscientia* ritenerli, finchè non siano riaperti i conventi, o bastera di rassegnarti al proprio confessore da cui richeanno le opportune licenze?

demande, et ordonné d'autoriser la mense archiépiscopale d'Amalfi à céder le couvent, en recevant de la succession de Mgr Porta une rente inscrite au grand livre de la dette publique. Cela fait, l'archevêque demande l'autorisation de céder le local et les fonds attenants, quoique portés au double de la valeur, et de procéder à l'érection du couvent, en passant l'acte avec le provincial. » Grégoire XVI autorise la cession, et ajoute que le couvent devra renfermer au moins douze religieux, dont au moins huit seront prêtres. Rome, 6 mars 1840.

(1947). *Conventuels. Biens acquis par un religieux sécularisé. Office.* Lors de la suppression générale des couvents, le P. Musti, de Castel-Vecchio, diocèse de Valva, se trouvait parmi les Conventuels de Cittaducale. Avant de quitter le couvent, il eut en partage quelques meubles et des livres qu'on peut évaluer au total de 45 ducats, et quelques ornements sacrés consistant en un calice d'argent, patène en cuivre, ciboire en argent, reliquaires de chrysocal, huit petits reliquaires d'argent avec reliques, deux missels, quatre chasubles, deux chapes, deux aubes avec amicts et quatre nappes. Retourné dans son pays où était un autre couvent de l'ordre supprimé, il se consacra au service de l'église, et il continua de la desservir. Quoique le recourant eût quitté à regret l'habit religieux en 1809, cependant, pour suppléer à la disette de prêtres et se dévouer au bien spirituel de son pays, on lui conseilla de demander la sécularisation perpétuelle. Il l'obtint en 1821, et continua de suivre (sans permission) le bréviaire et le missel de son ordre. Il acheta des livres, quelques-uns avant la sécularisation. Il prêta de l'argent à plusieurs familles, environ 449 ducats. Il eut le huitième de la succession paternelle, et il fit plusieurs autres acquisitions. Tout cela fait, au total, 628 ducats, 26 grains de la monnaie de Naples. Comme il éprouve quelque anxiété de conscience de ce qu'il a conservé les objets sacrés de son couvent supprimé, et suivi le bréviaire et le missel de l'ordre; d'autre part, n'étant pas rassuré pour la succession paternelle et pour les acquisitions qu'il a faites sans indult pontifical, il demande : 1. l'autorisation de céder à l'église qu'il dessert présentement les objets sacrés énoncés plus haut, et tous autres qu'il peut avoir oubliés dans son exposé ; 2. la permission de suivre le bréviaire franciscain ; car, à raison de son âge avancé et de ses mauvais yeux, il serait incommode pour lui de prendre un autre bréviaire et un autre missel ; 3. l'absolution pour les meubles et les livres emportés du couvent, pour les acquisitions et l'emploi des capitaux ; en outre, la faculté de disposer des biens acquis après la sortie du couvent, soit antérieurement à l'indult de sécularisation perpétuelle, soit après, jusqu'à ce jour. — Le rescrit pontifical accorde tout. Il met toutefois pour condition que le religieux donnera une somme à son ordre. Rome, 13 mars 1840.

(1948). *Espagne. Religieux dispersés. Communication.* En 1836, le général des Dominicains soumit quelques questions concernant les Espagnols, les suivantes entre autres : 1. Les religieux vivant hors du cloître par le fait du gouvernement reçoivent des meubles et de l'argent de la piété des bienfaiteurs. Comme ils ne peuvent commodément s'adresser à leurs supérieurs pour consigner les sommes en question, on demande s'ils peuvent les garder en sûreté de conscience jusqu'à ce que les couvents se rétablissent ; suffit-il de recourir aux confesseurs propres qui donnent les per-

2. In caso di morte, potranno essi far testamento, e crear un erede fiduciario per conservare all' ordine i loro acquisti?

Quibus dubiis S. Congregatio rescripsit :

Ad 1. *Affirmative, de licentia confessarii, donec ob præsentes circumstantias cogantur manere extra claustra.*

Ad 2. *Permitti favore sui ordinis tantum, etiam per hæredem fiduciarium.*

Furono poi tali risposte spedite *nomine S. Congregationis :* ora il P. commissario apostolico dei Carmelitani calzati implora la communicazione di tali risposte per potersene servire pei suoi religiosi.

Ex audientia SSmi, die 6 martii 1840. SSmus annuit pro petita communicatione.

1949. Mercedariorum.

Fra Giuseppe Garcia Palomo ex-generale ultimo vivente, che eletto in capitolo *juxta ordinis constitutiones*, ha governato tutto il real ordine di N. Signora della Mercede della redenzione degli schiavi, dimorante nel convento di Cagliari nell' isola di Sardegna, come emigrato dalla Spagna per le circostanze luttuose di quella disgraziata nazione. Avendo saputo, che in questi ultimi anni vi è stata stabilita e disposta una provvidenza dalla S. C. dei VV. e RR. sul modo con cui per l'avvenire dovrà farsi il generale del detto ordine della Mercede, bramerebbe e con tutto il dovuto ossequio e rispetto chiede umilmente all' E. V. a volersi degnare di ordinare che ne venga conceduta e somministrata una copia di tutto quanto è stato disposto, e sia degno della notizia del medesimo oratore, come principal capo in oggi vivente, che è come si detto, il rinomato ordine abbia governato da generale eletto in capitolo, non parendo giusto che ne rimanga ignorante della providenza, come lo è sino al presente.

Cardinali Lambruschini. — Ricevuto appena il foglio del giorno 3 febraio con cui E. V. acompagnava le rimostranze del sig. Ramirez della Piscina sulla qualifica assunta da Mgr Bonaventura Cano di superiore generale dell'ordine di S. M. della Mercede, non ostante che la rappresentanza di vicario generale spetti nelle vacanze al priore *pro tempore* del convento di Barcellona, il sottoscritto cardinale prefetto della S. C. dei VV. e RR. non tardò ad interpellare il nominato Mgr Cano, acciochè esponesse le sue ragioni in iscritto, ed a prendere le necessarie informazioni sopra i diritti e legalita dell'attuale priore di Barcellona, a fine di potere presentare alla S. di N. S. una relazione corredata dalle opportune notizie.

Ma tale ricerca quanto da una parte necessaria, altrettanto dall' altra delicata ha impedito al Card. serivente di manifestare all E. V. la definitiva risoluzione con quella sollecitudine che avrebbe desiderata.

Esaminati pertanto i documenti dell'una e dell'altra parte, si è conosciuto che il priore di Barcellona nella impossibilità di celebrare il capitolo, si era diretto per la conferma della sua rappresentanza di vicario generale a Mgr nunzio di Madrid, come Monsignore Cano, in vista delle particolari circostanze si era rivolto alla S. Sede, e che per conseguenza si l'uno, che l'altro avevano fatto ricorso alla legittima autorita, animati dal bene dell'ordine medesimo.

Quindi Sua Santita persuasa della buona fede, con cui si è operato pel passato, e volendo togliere ogni dubbio e reclamo per l'avvenire, ha ordinato che si deputi a beneplacito della S. Sede in vicario generale dello stesso ordine il P. Tommaso Miguel priore del convento di N. signora di Barcellona, ed in procuratore generale Mgr Bonaventura Cano.

Si spedira ai medesimi nella solite forme la nomina ai rispettivi offici, ma intanto il cardinal scrivente ha creduto farne communicazione all' E. V. per suo governo e norma, rimettendole in pari tempo il foglio del sig. Ramirez.

Romæ, 1 maii 1840.

Tradatur copia simplex decreti die 29 aprilis 1838.

1950. Super facultate quæstuandi.

Il P. Michele Mandarino dei Minimi, correttore del venerabile santuario di Paola, supplica l'E. V. Rma, perchè avendo riportato l'oratore da S. M. Ferdinando II. Rr del regno delle Due Sicilie una ministeriale colla quale la M. S. si è degnata permettere, che si potesse dai frati Minimi di quel santuario questuare onde raccogliere delle elemosine dai fedeli di quel regno per impiegarle alla restaurazione del santuario suddetto, così l'E. V. Rma, qual prefetto della S. Congr. dei VV. e RR. voglia degnarsi emanare una circolare per tutti li vescovi del regno sudetto, affinche si degnassero li medesimi prestarsi, con commendare ai parochi delle rispettive loro diocesi come ai fideli delle medesime.

Epistola circularis. P. Michael Mandarino, corrector cœnobii ordinis Minimorum quod extat Paulæ apud sanctuarium S. Francisci de Paula, supplices preces ad nos porrexit, ut Sacra hæc Congregatio pietatem et studium præsulum, ac Christifidelium regni utriusque Siciliæ excitaret ad colligendas comparandasque oblationes pro restauranda ecclesia ejusdem sanctuarii, in qua reliquiæ S. Francisci religiose admodum asservantur.

Nos itaque his litteris nostra manu subscriptis, et sigillo hujus S. Congregationis munitis, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, omnibus et singulis locorum ordinariis ejusdem regni commendamus collectores eleemosynarum hujusmodi, ut has exhibentes litteras valido adjuventur patrocinio, quo suffulti, opportuna auxilia pro officio sibi commisso commode absolvendo consequantur. Cupimus enim quam maxime templum illud non solum ad pristinum restitui statum, sed illius decorem augeri ad Dei gloriam, divi Francisci decus et populi christiani ædificationem.

Datum Romæ ex S. C. EE. et RR. die 27 aprilis 1840.

1951. Super confessione extra ordinem.

Fr. Emiliano da Sezze, laico professo de' minori osservanti riformati della provincia Serafica, implora la facoltà di potersi confessare fuori dell' ordine da confessore approvato dall' ordinario nella circostanza, che si trova fuori del suo convento

missions nécessaires? 2. En cas de mort, pourront-ils faire un testament et nommer un héritier fiduciaire pour conserver leurs acquisitions à l'ordre? — La S. Congrégation répondit que la permission du confesseur suffisait, et que les religieux pourraient disposer de leur avoir en faveur de l'institut, par fidéicommis. Ces réponses furent données *nomine S. Congregationis.* Maintenant le commissaire apostolique des Carmes chaussés demande la communication de ces décisions, afin que ses religieux puissent en faire usage. — Grégoire XVI permet la communication. Rome, 6 mars 1840.

(1949). *Mercédistes. Affaires d'Espagne.* A la suite de la révolution, le général de l'ordre de Notre-Dame de la Merci se retira à Cagliari, en Sardaigne. D'après les statuts, en temps de vacance du généralat, les fonctions de vicaire général appartenaient au prieur du couvent de Barcelone. Comme le général résidait dans un lieu impropre au gouvernement de l'institut, et que d'ailleurs ses fonctions étaient expirées, la S. Congrégation établit le P. Thomas Miguel, prieur du couvent de Barcelone, vicaire général de l'institut.

(1950). *Minimes. Sanctuaire de Paule. Restauration du sanctuaire.* La maison où naquit saint François de Paule est devenue un couvent de l'institut. La S. Congrégation adresse une circulaire aux évêques, abbés et ordinaires, afin qu'ils favorisent la quête que le supérieur entreprend dans le but de restaurer le sanctuaire. Rome, 27 avril 1840.

a visitare poveri infermi contadini, esercitando l'officio di infermiere.

Rescriptum. S. Congregatio oratori benigne impertita est indultum ad biennium sibi eligendi quemcumque confessarium, sive sæcularem, sive regularem, dummodo sit ex approbatis ab ordinario loci, facta potestate eidem confessario absolvendi oratorem sacramentaliter, non tamen a censuris et casibus reservatis. Contrariis etc. Romæ, aprilis 1840.

1952. Illegitimitatis.

P. Romanus Strabo, minister provincialis minorum conventualium in Hungaria, exponit quod in sua provincia admissus fuerit ad habitum, probationem et solemnem professionem clericus Alexander Alexius, qui post professionem inventus est ex illegitimis genitoribus ortum duxisse. Petit propterea orator ut professionem ipsius clerici sanare digneris et eumdem habilitare ad sacros ordines recipiendos.

Rescriptum. Ex audientia SSmi, die 3 aprilis 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro dispensatione oratoris a præfata irregularitate, etiam ad effectum sacros ordines suscipiendi, nec non pro sanatione et revalidatione professionis, emissa a præfato clerico declaratione in forma juris valida se hujusmodi indulto uti velle. Præsens vero rescriptum una cum executoriali decreto et declaratione in provinciæ archivio conservetur. Romæ etc.

1953. Ordinis carmelitarum.

Il priore generale dei PP. Carmelitani Calzati con tutto il dovuto rispetto rassegna, che trovandosi onorato dall'Em. V. Rma con officio dei 31 gennaro 1840, col quale gli partecipava, che cotesta S. C. dei W. RR. per giusti motivi ha risoluto non venir promosso il maestro Giuseppe Persi ad alcun grado *inconsulta Sacra congregatione*, occorrendo in questa Romana provincia cui il detto Persi appartiene, la celebrazione del capitolo provinciale, che avrà luogo la terza domenica dopo la imminente Pasqua di Risurrezione, l'oratore priore generale chiede all' Em. V. Rma, se fra i gradi in discorso vi si comprendono gli uffici della religione, quali non sono che meri oneri, e fra questi ancora quali dalla S. C. vengono eccettuati.

Responsio S. Congregationis. Il sudetto P. Persi potra godere nel futuro capitolo la voce passiva oltre l'attiva se gli compete, a forma delle costituzioni, ma non potra essere eletto al provincialato e all' officio di maestro de' novizi.

Romæ, aprilis 1840.

1954. Super parœcia amovibili.

Il governatore del monasterio di S. Severo di Perugia dei monaci Camaldolesi, espone, come essendosi resa vacante la parochia di S. Donato di Castel-Leone della diocesi di Perugia, la nomina del cui rettore spetta al superiore del monastero medesimo, egli vede atto a tal officio il sacerdote D. Giuseppe Corneli della diocesi di Citta di Castello, il quale per altro dovendo a tal fine rinunziare ad una capellania che costituisce il suo titolo, non ne potrebbe assumere il disimpegno senza che fosse costituito rettore, sua vita durante della citata parocchia.

L'oratore cenoscendo la meschinita della rendita di detta parrocchia, e percio la difficolta di rinvenire persona adatta a reggerla, non che le buone qualita del sullodato sacerdote, chiede alla S. V. la facolta di poter nominare parroco di essa parrocchia il medesimo, sua vita durante.

Vigore specialium facultatum S. Congregatio annuit arbitrio ordinarii Perusini pro facultate indulgendi, ut enunciata parœcia ad vitam sacerdotis Josephi Corneli ei conferri possit.

Romæ, aprilis 1840.

1955. Super negotiatione.

Don Filippo Luciani monaco cassinese in S. Paulo espone avere una sorella per nome Lucia Luciani, nubile ed orfana come dall'acceluso attestato. La medesima non tenendo fiducia con chicchesia in rispetto a trattare e regolare i propri interessi della casa, per avere pel passato ricevuto non utile ma svantaggio, venne percio la predetta a formare replicate istanze al proprio germano per l'apposita effettuazione accennata, ma essendo religioso, supplica la S. V. per la necessaria facoltà.

Ex audientia SSmi die 10 aprilis 1840. SSmus annuit arbitrio P. Abbatis gubernii pro simplici assistentia ad quinquennium, dummodo nomen non præstet in contractibus, et nil indecorum agat caracteri sacerdotis et statui religioso

(1951). *Confession hors de l'institut. Indult.* Les frères infirmiers sont parfois dans la nécessité de s'adresser aux confesseurs étrangers. « Frère Emilien de Sezze, convers, profès des mineurs observants réformés de la province séraphique, sollicite l'autorisation de se confesser hors de l'ordre à un confesseur approuvé de l'ordinaire, lorsqu'il se trouve hors de son couvent, pour visiter de pauvres paysans malades à l'égard desquels il exerce l'office d'infirmier. » La S. Congrégation permet la confession à tout séculier ou régulier, lequel pourra donner l'absolution sacramentelle, excepté pour les censures et les cas réservés. Rome, avril 1840.

(1952). *Conventuels de Hongrie. Illégitime.* On a admis à la profession un enfant illégitime, parce qu'on ignorait sa condition. Grégoire XVI dispense de l'irrégularité, même pour la réception des saints ordres ; il revalide la profession. Rome, 3 avril 1840.

(1953). *Provincial. Maitre de novices.* Les fonctions exigent des hommes irréprochables. La S. Congrégation reçoit la supplique qui suit : « Le prieur général des frères carmes chaussés rappelle qu'il a reçu une dépêche en date du 31 janvier 1840 par laquelle on lui a notifié que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a décidé pour de justes motifs que le maitre Joseph Persi, ne doit être élevé à aucun grade *inconsulta S. Congregatione.* Comme le chapitre de la province de Rome va se tenir le troisième dimanche, après Pâques, le recourant demande si les emplois de la religion sont compris dans ces grades ; car ces emplois sont de pures charges ; la S. Congregation entend-elle en excepter quelques-uns. » — La S. Congrégation répond que le P. Persi pourra jouir de la voix passive, outre la voix active, s'il y a droit d'après la constitution, mais qu'il ne pourra être élu provincial ni maître des novices. Rome, avril 1840.

(1954). *Paroisse amovible. Titre d'ordination.* Une cure amovible ne peut servir de titre d'ordination. Il faut un indult pour la conférer à perpétuité. En voilà un exemple : « Le gouverneur du monastère de Saint-Sévère de Pérouse appartenant aux moines Camaldules, représente que la paroisse de S. Donat de Castel-Leone, qui est à la nomination du supérieur dudit monastère, étant vacante, on pourrait y appeler un bon recteur, D. Joseph Corneli, du diocèse de Citta di Castello, mais comme il devrait quitter une chapellenie qui constitue son titre, il ne peut accepter qu'à la condition d'être nommé curé pour sa vie entière. Vu la modicité du revenu et la difficulté de trouver une personne capable de bien diriger la paroisse, le recourant demande à votre Sainteté l'autorisation de confier la paroisse pour toute la vie dudit Corneli. » La S. Congrégation autorise l'ordinaire de Pérouse à conférer *ad vitam* la paroisse dont il s'agit. Rome, avril 1840.

(1955). *Affaires de famille. Bénédictins.* Les saints canons défendent qu'un religieux dirige les affaires de famille. La S. Congrégation reçoit la supplique qui suit : « Dom Philippe Luciami, moine bénédictin à Saint-Paul, représente qu'il a une sœur, nommée Lucie, nubile et orpheline. N'ayant confiance en personne pour traiter et régler ses affaires, à cause des déceptions qu'elle a éprouvées, elle sollicite son frère de l'assister à cet égard ; mais, étant religieux, il demande l'autorisation. — Grégoire XVI permet la simple assistance, avec défense de figurer en nom dans les contrats et de faire des choses inconvenantes pour le caractère sacerdotal et l'état religieux. Rome, 10 avril 1844.

Citra facultatem discedendi a proprio monasterio absque legitima licentia.

Romæ, etc.

1956. Indulti.

Il padre Lorenzo Serafini da Camerata dell'ordine dei capuccini, eletto vescovo di Corico nelle parti degl'infedeli, bramando il privilegio di far uso del zucchetto nella celebrazione della S. Messa, ed altre ecclesiastiche funzioni che egli dovrà eseguire, umilmente ne implora la grazia.

Ex audientia SSmi die 10 aprilis 1840. SSmus annuit pro petito indulto, ita tamen ut illud deferre nequeat dum legitur canon missæ.

Romæ, etc.

1957. Super illicita alienatione.

Al convento dei conventuali di Gualdo Tadino diocesi di Nocera furono estiuti nel 1825, due censi l'uno di 206 e l'altro di 15, ottennero quei PP. dalla S. C. dei vescovi, e regolari il permesso di servirsene per gli urgenti bisogni, con farne però un ripartito annuo deposito da investirsi entro 10 anni. Compì il tempo nel 1835, e non hanno fatto ne deposito ne rinvestimento. L'attuale superiore locale si è avveduto di questa mancanza, e perciò implora l'assoluzione dalle censure, e da altre pene incorse per tutti quelli che si giudicano colpevoli, trovandosi poi il convento miserabile, e perciò impossibilitato a rinvestire la somma al momento, supplica per la dilazione di altro decennio con proporzionato annuo deposito. Dovrebbero parimenti rinvestire in altrettanti bonificii 24 scudi provenienti dalla recisione furtiva di alquante quercie secondo il giudizio di quel Mgr Vescovo nella cui curia fu fatta la causa criminale. Essendo però desso convento assai bisognoso, implora il medesimo oratore la grazia di essere dispensato del rinvestimento, e di servirsene per altre urgenti occorrenze, specialmente per quelle della chiesa.

Votum procuratoris generalis. — Nullo pacto excusatione digni sunt patres, qui nec in parte depositum constituere intra tempus præscriptum nec in subsequentibus annis. Ast qui modo inibi manent, culpabiles forsan non sunt ob renovationem familiæ, et qui tales fuerint, absolutione indigent a censuris et pœnis incursis, quam ut impertiri digneris deprecor enixe. Et pariter mihi relatum conventum Gualdi Tadini miserrimum esse reapse, et ideo potest concedi ad decennium implorata dilatio, sed absque spe ulterioris gratiæ et absolutionis a pœnis. Ministro provinciali remittenda utraque facultas, eumdem admonendo, ut diligens sit in S. Visitatione ad inquirendum, utrum deposita facta fuerint, ne et ipse incidat in censuras et pœnas. Quoad vero spectat ad scutata viginti quatuor et ob. sexaginta, cum levis sit summa, crederem posse impendi in beneficium illius ecclesiæ, quæ ad divinum cultum reparandum valde indigens est. Quercus autem, de quibus in precibus, a quodam furtim recisæ fuerunt, et facta causa criminis a Nucerina episcopali curia damnatus fuit ad damna resarcienda, in dicto præfato pretio. *Fr. Joannes Ferrini, procurator generalis.*

Rescriptum. Ex audientia Sanctissimi die 10 aprilis 1840. Sanctissimus annuit arbitrio P. generalis etiam per subdelegandum pro absolutione culpabilium a censuris et pœnis ecclesiasticis, nec non dispensatione super irregularitate, injuncta pœnitentia recitandi semel septem psalmos pœnitentiales cum litaniis e precibus, et firma inhabilitate ad vocem activam ac passivam quoad guardianum qui prior omiserit peragere depositum nec non pro facultate perficiendi deposita infra proximum decennium et erogandi summam scutatorum 24, 60, de qua in precibus, favore ecclesiæ ejusdem conventus, ita tamen ut alias arbores fructiferas in fundis substituere debeant. Ceterum pro fideli depositorum executione onerata remaneat conscientia P. Provincialis qui ad hunc effectum designet fundum, cujus redditus in alios usus converti minime possint. Romæ etc.

1958. Super regressu.

L'inconveniente gravissimo di taluni religiosi, i quali dopo di essersi proveduti dell'induto di secolarizazione perpetua e dietro di essergli dimorati nel secolo quanto più loro è tornato in acconcio, credono poi avere un diritto ad essere riammessi nell' Ordine loro, buoni o tristi che siano, e senza che sian prima sperimentati, e soggetti all' adempimento di qualche condizione pare che sia degno della più seria attenzione di questa S. Congr. Meno male sarebbe per gli ordini religiosi che quest, tali indultari passino nel secolo i loro verdi anni, e tengano il chiostro come a rifugio comodo, e immancabile della loro decrepitezza, e de' loro malanni; ma per nostro peggio ci ritornano come bruttati, lordi e contaminati da mille sozzure e coi piedi immondi e non lavati, entrano nel santuario dei divini precetti; onde non è poi a maravigliare se poco fermento corrompe tutta la massa, e se pecore ammorbate come per contaggio, infettano tutto l'ovile. Il che tanto più ci viene confermato da una costante esperienza, quanto questi tali indultari sono le più volte i più mali arnesi degli ordini, la schiuma del monachismo. Molte volte di fatto, richiesto l'oratore del suo voto sulle dimande di secolarizazione perpetua, senza gran fatto intertenersi sulla verità dell'esposto o sulla legittimità delle addotte cause canoniche, si è limitato a sommettere alla S. Sua essere utile e spediente per l'or-

(1956). *Capucins. Evêque. Calotte.* Le P. Laurent Seraphin de Camerata, nommé évêque de Corico *in partibus*, demande la permission de porter la calotte à la messe et dans les autres fonctions ecclésiastiques. L'indult est accordé, excepté pendant le canon de la messe.

(1957). *Conventuels. Aliénation.* La décretale *Ambitiosæ cupiditati* et le décret publié par l'ordre du pape Urbain VIII portent les censures canoniques et d'autres peines contre les réguliers qui vendent ou engagent leurs biens. Voici un cas concernant les Conventuels. « En 1825, le convent de Gualdo Tadino, ayant été remboursé d'une créance de 206 écus et d'une autre de 15, obtint de la Sacrée Congrégation d'employer la somme à des besoins urgents, à condition de reconstituer le capital et d'en opérer le placement dans le laps de dix ans. Le terme expira en 1835, sans qu'on eût fait aucun dépôt ni placement. Le supérieur actuel s'est aperçu du manquement; il demande l'absolution des censures et des autres peines ecclésiastiques pour tous les coupables. En outre le couvent étant très pauvre et dans l'impossibilité de rembourser la somme en ce moment, le supérieur demande un nouveau délai de dix ans. On devrait placer aussi 24 écus provenant de la coupe furtive de quelques chênes, au sujet desquels l'évêché a intenté une action criminelle. Comme le couvent est très pauvre, le supérieur implore la dispense de l'obligation et l'autorisation d'employer la somme aux nécessités urgentes, particulièrement pour celles de l'église. » — Le rescrit de la S. Congrégation exprime l'absolution et l'autorisation demandée. Rome, 10 avril 1840.

(1958). *Basiliens. Religieux sécularisés. Retour au couvent.* Le procureur général des Basiliens représente vivement les graves inconvénients que produit la rentrée des moines qui ont eu l'indult de sécularisation et ont passé quelques années dans le monde. Il aurait voulu que nul religieux sécularisé ne pût rentrer au cloître sans le consentement du chapitre général. La S. Congrégation écrivit au visiteur général de l'ordre de ne recevoir désormais aucun sécularisé *insulta S. Congregatione.* Rome, 15 mai 1840. Nous avons publié plus haut (col. 221, num. 1633) la traduction presque intégrale de la lettre en question et de la réponse qu'y fit la S. Congrégation. C'est pourquoi nous nous contentons de donner ici le texte.

dire che il tale o tal altro chiedente vada via, e la S. Sua nella sua saggezza ha secondato i voti e le mire dell' oratore.

A questo espediente tanto più si era rivolto il supplicante, quanto in Sicilia a cagione della polizia di quel regno, non può farsi uso dei decreti *de ejectis*. L'appello degli espulsi a quel giudice della real monarchia, farebbe tornare in vano le decisioni e le sentenze dei giudici regolari contra gli incorregibili; onde è che per questa ed altrettante ragioni, il supplicante avea colto con avidità la occasione che a quando a quando gli porgevano alcuni colla domanda loro di secolarizzazione perpetua, ei stimava nel secondare le domande di taluni aver trovato un succedaneo ai decreti contro i discacciati, di cui indarno si tenterebbe far uso in Sicilia. E però in tali casi soleva egli pregare il S. Padre, che degnasse dare ascolto alla tale o tal altra supplica per lo meglio dell' ordine suo. Ma in nulla, anzi a danno maggiore, torneranno gli effetti del preso espediente, se a quei tali monaci sarà permesso di rientrare nell'ordine, sol che lo vogliano, buoni o cattivi che siano per essere a dispetto del corpo di cui vogliono far parte e senza che siano prima esperimentati e purificati.

Il perche sommette il supplicante poter essere utile se la S. sua ordinera che il ritorno di qualunque monaco Basiliano (poichè quest'ordine è limitato quasi alla sola Sicilia) secolarizzato o da secolarizzarsi, non possa aver luogo senza il consentimento dell' ordine intiero di cui sono usciti.

2. Che tale assenso debba quindi darsi dall'intiero capitolo generale *pro tempore* ed a voti segreti: ponendosi mente alla vita ed ai costumi di coloro che vorranno rientrare.

3. Che riammessi, sian tosto soggetti agli esercizi spirituali, e siano per un anno deputati in monasteri di piena osservanza con una qualche salutare misura: sotto pena di sospensione ai superiori locali che contraverranno alle disposizioni che saran per emettersi.

4. Che coloro i quali si saranno secolarizzati per dubbi insorti loro sulla validità della loro professione; ancorchè riammessi, siano tenuti a nuovamente fare il noviziato e la professione, secondo gli statuti dell' Ordine.

Se poi la S. C. opinera di voler maturamente esaminare la cosa che è veramente di somma importanza, onde dare una norma costante per modum regulæ a tutti gli ordini religiosi, prega l'oratore che gli sia conceduto il poter sottoporre ai lumi superiori degli Em. una sua memorietta, diretta a mostrare :

1. Non poter sostenersi in dritto la pretesa de' secolarizati della riamissione e vie meno di sola volontà loro. 2. Esser dannossissimo in pratica per tutti. Ed ove si voglia ritenerla per gli altri ordini, non poter aver luogo pei Basiliani per due ragioni.

1. Perchè quest'ordine è concentrato nella sola Sicilia, ove giovar non si possono dei decreti contro gli incorregibili.

2. Per l'avversione che in mille luoghi diversi ci mostra con fortissimi colori il santo istitutore Basilio il grande contro quest membri infetti. Frattanto, per rimediare provvisoriamente a tanto danno, sino a tanto che la S. C. avrà definitivamente risoluto intorno a questa disamina, degni per lo meno ordinare al P. visitatore generale dell' ordine di S. Basilio che si astenga dalla riammissione de' secolarizzati, sino a che la S. C. avrà dato delle norme a tenore. *Il P. Vagliasindi procuratore generale dell'ordine di S. Basilio.*

Littera S. Congregationis visitatori generali. Il P. procuratore generale di cotest' ordine ha proposti a questa S. C. dei VV. RR. i sequenti dubbi :

1. Se un monaco Basiliano perpetuamente secolarizzato possa tornare all' ordine medesimo senza il previo consenso dell' istesso ordine per esservi ricevuto.

2. Se occorrendovi questo consenso dell' ordine per esservi ricevuto, debba il medesimo prestarsi dal capitolo generale per voti segreti.

Richiedendo la risoluzione di tali dubbi un maturo esame, si rende quindi necessario a questi Em. di aver prima i schiarimenti opportuni per l'effetto sudetto, e perciò hanno comandato di scriversi alla P. V. Rma affinchè trasmetta alla stessa S. Congregazione le anzidette occorrenti notizie. Le EE. LL. inoltre le significano di non riammettere per ora alcuno de' nominati religiosi gia perpetuamente secolarizzati *inconsulta S. Congregatione.*

Romæ, maii 1840.

1959. Super hospitio.

Supplex libellus. Il sindaco apostolico del convento di S. Antonio dei Minori osservanti di S. Buono, provincia di S. Ferdinando regno di Napoli, espone che egli suol, spendere annualmente scudi 7 per conto del sudetto convento per procurare in Gissi un ricovero ai laici questuanti; di presente si è offerta una vantaggiosa occasione di comprare in detto luogo una piccola casa per uso di ospizio. Laonde prega la S. V. a concedergli benignamente la facoltà di potere acquistare a spese del convento una tal casa, che riesce utile ai religiosi e fa cessare quell' incommoda spesa annua di scudi 7. Ed essendo l'acquisto proficuo, spera la grazia.

Rescriptum. Ex audientia SSmi, die 8 maii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis de consensu sui parvi definitorii, pro facultate emendi dictam domum ad usum hospitii, dummodo emptio fiat nomine S. Sedis per syndicum apostolicum. Romæ, etc.

1960. Super pecunia.

Fr. Liberato provinciale dei Minori Alcantarini della provincia di Napoli, espone alla S. V. che non potendosi avere tutto ciò che a ciascuna communità occorre nella sua provincia in propria specie, si ricevono da cercatori gia per indulto apostolico elemosine pecuniarie; or consegnandosi queste qualora siavi un avanzo ai rispettivi sindaci apostolici dei conventi, si è osservato, o che i conventi hanno perdute quelle elemosine, od almeno non le hanno i sudetti sindaci somministrate quando la necessita imponeva di fare le opportune

(1959). *Hospice. Acquisition.* Les Franciscains ne pouvant posséder d'immeuble, les syndics font les acquisitions au nom du Saint-Siége. « Le syndic apostolique du couvent de S. Antoine des Observants de S. Bon, province de S. Ferdinand, royaume de Naples, représente qu'il dépense sept écus chaque année afin de procurer à Gissi un abri pour les frères quêteurs. Il s'offre en ce moment une bonne occasion d'acheter une petite maison qui servira d'hospice. C'est pourquoi le recourant demande l'autorisation d'acheter ladite maison aux frais de la communauté. » — Grégoire XVI remet l'affaire au jugement du provincial, du consentement de son petit définitoire. Le syndic fera l'acquisition au nom du Saint-Siége. Rome, 8 mai 1840.

(1960). *Franciscains. Maniement de l'argent.* La règle de S. François d'Assise défend particulièrement la *contrectatio pecuniæ.* Pendant cinq cents ans les Franciscains ont vécu dans le monde, sans jamais manquer du nécessaire. Dans le siècle actuel, le Saint-Siége a dû veiller à la conservation de la pauvreté. Voici la demande : « Frère Libérat, provincial des Alcantarins de Naples, représente qu'il n'est pas toujours possible de quêter les denrées naturelles pour chaque couvent de la province. En vertu d'un indult apostolique, les quêteurs reçoivent maintenant des aumônes en espèces. Cet argent est consigné aux syndics apostoliques de chaque couvent. Or, il est arrivé plus d'une fois que les couvents ont perdu leurs aumônes, ou que les syndics ne les ont pas rendues lorsqu'on en a eu besoin pour les dépenses des communautés. Afin d'obvier à un si grave inconvénient, le recourant demande que chaque gardien, ou du moins ceux qui ne peuvent

provviste per le communità. Ad ovviare a tanto inconveniente, l'oratore supplica la S. V. degnarsi di accordare la grazia che ciascuno guardiano della sudetta provincia, od almeno quei guardiani che non hanno fedele il sindaco apostolico, conservino presso di loro con le debite cautele quegli avanzi che vi potranno essere di elemosine pecuniarie, e nell' esigenza farle spendere da un terziario dichiarato sostituto dal sindaco Apostolico.

Votum ministri generalis. Tuttociò che l'oratore provinciale umilia alla S. V. affine d'impetrare la grazia di fare ritenere presso i rispettivi guardiani quei pochi residui di pecuniarie elemosine che potranno esservi, è vero, e più delle volte le communità religiose hanno perduto quel poco che avevano presso i sindaci per i di loro bisogni. Ma poichè il capitale precetto della regola serafica è che *nullo modo denarios, vel pecuniam recipiant*, a tutelare il quale con avveduteza e pari sapienza i sommi pontefici Nicolo III, *Exiit qui seminat*, e Clemente V, *Exivi de paradiso*, Martino IV, Martino V, Paolo IV, decretarono norme da tenersi in fatto di denari e che ciascuna casa religiosa avesse il suo sindaco apostolico perche i religiosi fossero alieni anche dal tatto del denaro, come lo dichiarò Innocenzo XI nel suo motu proprio, *Sollicitudo pastoralis*, che « quævis contrectatio pecuniæ quæ non sit pure naturalis cujuscumque domini sint denarii, fratribus minoribus observantibus seu de observantia, est omnino prohibita. » Lo scrivente ministro generale dell' ordine dei minori è di parere di non aderirsi affatto alla domanda dell' oratore, ma farglisi sentire che rimuova i sindaci meno fedeli, e poveri, e costituisca altro in ciascun convento di onore, e da non aver bisogno, il quale nomini un terziario per suo sostituto, che abbia presso di se quelle elemosine pecuniarie che alla giornata possono occorrere. D'Aracœli, 17 marzo 1840. *F. Giuseppe Maria di Alessandria, ministro generale.*

Responsum S. Congregationis provinciali Alcantarino. Essendo principale precetto della regola serafica che i religiosi *nullo modo denarios vel pecuniam recipiant*, e da vari sommi pontefici essendo state emanate delle bolle per la tutela del medesimo, la S. C. dei VV. RR. non ha stimato bene di aderire all' istanza della paternità vostra per la facoltà ai PP. guardiani di cotesta provincia Alcantarina, che non hanno il sindaco fedele di conservare presso di loro quegli avanzi che vi potranno essere di pecuniarie elemosine. Se vi sono in cotesta provincia dei sindaci non fedeli, la P. V. li rimuova e sostituisca altre persone in ciascun convento, di onore ed anche non bisognosa, la quale nomini un terziario per suo sostituto, che abbia presso di se quelle elemosine pecuniarie che alla giornata possono occorrere. Romæ, maii 1840

compter sur la fidélité de leur syndic, puissent conserver chez eux les modiques restes des aumônes en espèces, et les faire dépenser par un tertiaire qui sera réputé substitut du syndic. » — Le général des Observants, consulté sur l'affaire, montre que la permission demandée est dangereuse et d'ailleurs inutile; il suffira de changer les syndics infidèles, et de prendre un tertiaire qui sera nommé par le syndic et non par le gardien. Voici la lettre du général : « Tout ce que le provincial représente afin de faire accorder aux gardiens l'autorisation de garder les faibles restes des aumônes pécuniaires est vrai. La plupart du temps les couvents ont perdu le peu qui était déposé chez les syndics. D'autre part, le principal article de la règle franciscaine est que *nullo modo denarios vel pecuniam recipiant.* Afin de sauvegarder cette disposition, les souverains pontifes Nicolas III, *Exiit qui seminat*, Clément V, *Exivi de paradiso*, Martin IV, Martin V, Paul IV prescrivirent avec prudence et sagesse les règles qu'on devait suivre au sujet de l'argent; ils ordonnèrent que chaque couvent eût un syndic apostolique, de sorte que les religieux n'eussent pas même besoin de manier et de toucher l'argent. Le motu proprio *Sollicitudo pastoralis* du vénérable pape Innocent XI porte que : « Quævis contrectatio pecuniæ quæ non sit pure naturalis cujuscumque domini sint denarii, fratribus minoribus observantibus, seu de observantia, est omnino prohibita. » Le soussigné, ministre général de l'ordre des Mineurs, est d'avis de ne pas accueillir du tout la demande du provincial, mais de lui faire savoir de changer les syndics infidèles, et pauvres, et d'en nommer d'autres qui soient honorables et possèdent quelque chose : le syndic désignera un tertiaire, qui sera son substitut et retiendra dans ses mains les aumônes pécuniaires qui peuvent être nécessaires, à chaque instant. Aracœli, 7 mars 1840. Fr. Joseph-Marie d'Alexandrie, ministre général. » — La S. Congrégation se rallie complétement au sentiment du général. La traduction de la lettre au provincial des Alcantarins se trouve plus haut, col. 220

1961. Super exequiis defunctorum.

Supplex libellus. Uno dei maggiori titoli in cui risplende la carità de' fideli, è certamente quello di assistere i moribondi, come di associarti spenti che siano e seppellirli. Il vedersi alle volte trascurata non gia per malizia un opera così pia in Martina, diocesi di Taranto, provincia di Lecce, ha prodotto che molti individui di quel paese ed in specie la congregazione dei fratelli e sorelle sotto il titolo dell'Immacolata eretta nel chiostro del convento dei Minori

(1961). *Assistance des malades. Obsèques.* Une étrange demande est présentée à la S. Congrégation : « Un des plus beaux titres de la charité chrétienne c'est assurément l'assistance des moribonds et le soin de les accompagner à leur dernière demeure lorsqu'ils ne sont plus. Une œuvre aussi religieuse étant parfois, non par malice, négligée à Martina, diocèse de Tarente, province de Lecce, une foule de personnes du pays et particulièrement la société de frères et de sœurs érigée sous le vocable de l'Immaculée dans le couvent des Observants réformés près dudit pays, ont manifesté le désir de faire ensevelir leurs corps dans l'église du couvent; de là vient que les religieux ont pris l'engagement d'assister à la mort les membres de la société et de les ensevelir dans leur église. Les religieux n'entendent nullement par une opération aussi louable blesser les droits du curé. Ils se proposent uniquement d'obvier aux inconvénients qui surviennent fréquemment, lorsque le curé, occupé ailleurs, ne se rend pas, lorsqu'on l'appelle et qu'on l'attend. En pareil cas, la communauté doit demeurer dans la rue, et subir les intempéries de l'air, du vent et de la pluie. Les prêtres séculiers eux-mêmes se plaignent de ces fâcheux incidents. Les recourants demandent que le gardien des religieux soit autorisé à prendre l'étole, à bénir les corps et à diriger la procession jusqu'à l'église dans laquelle ils doivent être ensevelis, et cela sans le concours du curé; les choses se passent ainsi dans la ville de Gallipoli, qui est dans la province. » — Mgr l'archevêque de Tarente envoie les informations suivantes : « Il n'est pas du tout vrai que l'indispensable devoir d'assister les moribonds, et de leur faire les obsèques convenables soit négligé dans le pays de Martina. On ensevelit les trépassés avec toute la décence et l'empressement que comportent les lois du royaume, qui prescrivent de n'enterrer les corps que vingt-quatre heures après la mort. Le pays renferme 72 prêtres appliqués au ministère spirituel. Chaque jour, quinze sont expressément chargés de l'assistance des moribonds; trois administrent le saint viatique. Le curé, les vicaires et tous les confesseurs accourent avec le plus grand empressement pour confesser les malades. Loin d'avoir à déplorer les incenvénients que les pères mentionnent dans leur supplique, il y a lieu de louer le zèle des prêtres qui font le service spirituel. En outre, aucun des pères du couvent n'étant approuvé pour la confession des fidèles, je ne m'explique pas qu'ils puissent diriger la conscience des frères et des sœurs de l'association. Il semble donc que ce n'est pas l'idée de procurer le salut des âmes, mais plutôt quelque autre vue qui les décide à vouloir s'occuper de l'assistance des moribonds, quoique le besoin ne s'en fasse nullement sentir. Ce serait une raison pour sortir du couvent et se tenir en contact avec les séculiers des deux sexes. En ce qui concerne le convoi funèbre, il n'est pas nécessaire de stationner dans la rue, pour attendre le curé et mettre en marche la procession; les pères n'ont qu'à se concerter avec le curé, et se rendre à l'église à l'heure fixée. C'est pourquoi je ne crois pas à propos d'accorder aux religieux la permission de prendre l'étole, de lever le corps et de diriger la procession, sans l'intervention du curé ou du sous-curé; ce serait le dépouiller du premier de ses droits spéciaux. Tarente, 30 avril 1840. » — Après avoir reçu ces renseignements, la S. Congrégation rejette la demande des religieux. Rome, 15 mai 1840.

Observanti Riformati adjacente a tal luogo hanno tutti esternato il desiderio di fare seppellire i loro cadaveri nella chiesa di detto convento, ed è pertanto che i sudetti religiosi hanno contratto un obbligo con la lodata congregazione di andare ad assistere per ben morire i soggetti che la compongono, come di tumularli nella loro chiesa dopo essere passati agli eterni riposi. Nell'eseguire i religiosi supplicanti un operazione così plausibile, non intendono di pregiudicare nei suoi diritti il proprio paroco, e solo vi si presteranno per togliere quegli inconvenienti che spesso accadono verso il detto parroco, che restando impedito di accorrere in tempo alle ore, e alle chiamate o per suoi particolari assunti, o per altra causa, si trova esposta la communità al dover stare in mezzo alla strada, soggetta all'intemperie dell'aria, ai venti e all'acqua, qual cosa non fa buon senso a quei paesani che sono pur anche sacerdoti secolari. Ad vitare pertanto simili dispiacimenti, gli oratori si incorraggiano implorare dalla somma benignità dell' EE. VV. la facoltà di potere andare con stola il P. guardiano dei medesimi, di aspergere i cadaveri, ed indi ordinare lo stesso la processione fino alla chiesa ove debbasi tumulare, e ciò anche senza l'intervento del paroco essendovene l'esempio nella città di Gallipoli della sudetta provincia la quale eseguisce quanto di sopra gli oratori hanno proposto.

Informatio ordinarii. Ricevei jeri l'altro col maggior rispetto il pregatole foglio del Ema V. R. a del di 3 gennaro ultimo, con il memoriale dato a nome de l'P. Riformati di Martina, e mi onoro eseguire gli autorevoli di lei comandi informando con ingenuita cotesta S. Congregazion sopra l'esposto.

Non è mica vero che in Martina luogo di questa diocesi sia trascurato l'indispensabile dovere di assistere i moribondi, di associarli, allorchè trapassano e seppelirli con quella decenza e sollecitudine compatibile con le leggi vigenti del regno, le quali prescrivono di non tumularsi i cadaveri, se non dopo le ore 24 a contare da quello della morte. Ivi vi sono 72 sacerdoti che a gara si prestano pel bene delle anime. In ogni giorno 15 di essi sono espressamente addetti alla assistenza in parola, 5 per l'amministrazione del SSmo viatico, ed il parroco, i coadiutori e confessori tutti senza punto esitare accorrono a ricevere le confessioni degli infermi.

Da ciò chiaramente risulta che lungi dall'accadervi inconvenienti pel proposito, come si permettono di esporre quei Padri, evvi anzi tutta la ragione da lodarsi lo zelo di quei sacerdoti che servono nello spirituale il pubblico con molta accuratezza. Aggiungete di più che non essendovi alcuno fra essi padri autorizzato ad accogliere le confessioni dei fedeli, come potrebbero, io non saprei, dirigere le coscienza dei confratelli e delle consorelle sotto il titolo dell' Immacolata? Sembra quindi che non gia l'idea di promuovere la salvezza delle anime, ma forse qualche altra veduta li determini a volersi prestare, benchè non ve ne sia il bisogno, all' assistenza dei moribondi, locchè aprirebbe loro il campo ad essere isolatamente ed in tutte le ore fuori del chiostro ed in contatto perenne con laici di ambo i sessi.

Per quanto riguarda il convoglio funebre, non evvi la necessita di dover essi stare in mezzo alle strade attendendo il parroco, onde incamminare la processione, poichè mettendosi di concerto col medesimo, si recherebbero in chiesa all'ora determinata per la s. funzione, allorchè lo troverebbero sempre pronto.

Non trovo perciò espediente accordar loro la facoltà d'indossare la stola, di aspergere i cadaveri con l'acqua benedetta, ed ordinare la processione senza l'intervento del parroco e vice-parroco, locchè spoglierebbe il primo dei suoi diritti nativi.

E questo il mio avviso che sommetto alla saggezza dell'E. V. cui respingo l anzidetto memoriale.

Taranto, 30 aprile 1840. *R. arcivescovo di Taranto.*

Rescriptum. S. Congregatio Episcoporum et Regularium respondendum censuit : *Non expedire.* Die 1 maii 1840.

1962. Super erectione domus.

Il preposito generale dei Passionisti essendosi compromesso coll'assenso del suo definitorio di fare una fondazione a Tournay nel Belgio, e stimando opportuno per la buona riuscita dell'impresa di mandarvi per superiore il P. Domenico della Madre di Dio, attuale provinciale della provincia della SS. Verg. addolor. il quale per sua parte è contentissimo di andarvi, supplica umilmente la S. V. che voglia degnarsi di dispensarlo dalla pluralità degli officii, e *quatenus opus sit* dall'obbligo di residenza in provincia, e di abilitare il primo consultore provinciale che secondo la regola dovrebbe in caso di vacanza succedere nel governo della provincia, ad esercitare in tutto l'officio di provinciale durante l'assenza del provinciale medesimo.

Ex audientia Sanctissimi 22 maii 1840. SSmus annuit arbitrio P. præpositi generalis pro petita gratia juxta preces. Romæ etc.

1963. Super dispensatione ætatis.

Il marchese Fedele Raffaelli di Cingoli espone ossequiosamente che essendo desideroso di affidare per ragione dei studi il suo figlio Filippo Antonio al professore Camillo Ramelli di Fabriano, bramerebbe per quel tempo collocarlo presso i P. Silvestrini di detta città ; siccome però il nominato giovane non ha peranco compiti gli anni 20 di sua età ; non possono i detti padri ritenerlo nel loro monastero senza un permesso e senza una dispensa. Quindi è che l'oratore si fa a supplicare l' EE. V. onde degnino accordare la opportuna dispensa e licenza.

S. Congregatio annuit arbitrio abbatis generalis, de consensu capituli præfati monasterii pro petita dispensatione et facultate retinendi oratorem ad triennium, persolutis etc. Romæ, maii 1840.

1964. Facultatis manendi extra claustra.

Sono mesi circa 18 dache il sacerdote fra Benedetto Turcich di Veglia in Dalmazia, professo del terz'ordine di S. Francesco, si portò in Vienna col permesso dei suoi superiori a

(1962) *Passionistes. Fondation de Tournay.* Le général des Passionistes a promis, avec le consentement de son définitoire, de faire une fondation à Tournay en Belgique. Il se propose d'envoyer comme supérieur le P. Dominique de la Mère de Dieu, actuellement provincial de la province de Notre-Dame des Sept Douleurs, Ce religieux ira très volontiers. Il lui faut toutefois la dispense de la pluralité des charges, et, *quatenus opus sit*, celle de la résidence dans la province. En outre, il est nécessaire que le premier consulteur de la province, lequel devrait, d'après la règle, prendre la direction de la province en cas de vacance, soit autorisé à remplir entièrement l'emploi de provincial durant l'absence du provincial. — Grégoire XVI accorde ces diverses permissions. Rome, 22 mai 1840.

(1963.) *Pensionnaire. Dispense d'âge.* Les décrets généraux du Saint-Siége concernant la réforme des réguliers, défendent de recevoir dans les couvents les jeunes gens au-dessous de vingt ans, excepté les postulants et novices choristes. La S. Congrégation reçoit la supplique qui suit : « Le marquis Raffaelli, de Cingoli, expose que, désirant confier son fils pour les études au professeur Camille Ramelli de Fabriano, il voudrait pendant ce temps le placer chez les PP. Sylvestrins de cette ville. Mais le jeune homme n'ayant pas vingt ans révolus, les pères ne peuvent pas le recevoir sans indult pontifical. » La S. Congrégation accorde l'indult, au gré de l'abbé général des Sylvestrins, et avec le consentement du chapitre du monastère de Fabriano. Rome, mai 1840.

compiere i suoi studi in quella università. Prese alloggio presso i PP. carmelitani, non essendovi convento del suo ordine, e si permise di vestire da prete secolare, onde evitare qualche dissapore. A quiete di sua ora reclamante coscienza, implora l'apostolica facoltà di poter continuare la dimissione dell'abito monastico, lusingandosi che sara per essere breve la sua permanenza in quella capitale, essendi presto finito il 4 anno del suo corso scolastico.

Votum generalis. Bonum optimumque est, ut orator prædictus in Viennen. universitate sua studia perficiat, et cum ibi non sit noster Ordo, ut habitet inter PP. Carmelitas. Ast juxta constitutiones nostras non est in potestate, neque P. generalis, et eo magis provincialis tantam temporis dilationem concedere, sed recurrere fas est ad S. V. quæ petitur pro bono illius Dalmatæ provinciæ et lectorum deficientia, et eodem tempore petitur, ut ex causa ibi citata, habitu presbyterali utatur. Ex ven. conventu SS. Cosmæ et Damiani Urbis sub die 5 aprilis 1840. — *F. Salvator Guerri, proc. generalis tertii ordinis S. Francisci.*

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 8 maii 1840. SSmus annuit arbitrio P. ministri generalis pro petita facultate manendi Viennæ et in habitu presbyteri secularis durante cursu ordinario theologiæ, ita tamen ut apud P. Carmelitas moretur, prævia etiam per subdelegandum quatenus opus sit absolutione a censuris et pœnis ecclesiasticis, nec non dispensatione super irregularitate. Romæ, etc.

1965. Super noviciatu.

Supplex libellus. L'avvocato Napoletano del Prete nato in marzo 1774, desidera terminare i suoi giorni tra i monaci di Monte Vergine, e la sua volontá è stata bene accoltà dall'abbate e monaci. Egli nei suoi primi anni vesti quell'abito, alunno, poi novizio, ma pochi mesi prima della professione usci la legge che la vietava prima dei 21 anni, per cui e per circostanze di famiglia si ritirò.

Rappresenta che un nuovo noviziato sarebbe malagevole nella sua età ed implora che il suo noviziato sia di due mesi, o più meno, come V. S. crederà, e di prendere tutti gli ordini sacri fra tre feste consecutive.

Rimessa al card. Pacca protettore dell' ordine l'istanza *pro informatione et voto*, dice che il supplicante fu sempre di vita edificante, non solo quando stava in monte Vergine ma che uscito del chiostro portò seco le virtù claustrali e l'inclinazione allo stato religioso, segnalandosi in opere di pietà e beneficenza. Ascritto a confraternità mostrò zelo di promovere la devozione di Maria SSma, profondendo del suo in particolar verso il santuario di monte Vergine. Per cui conclude potersi in tutta coscienza asserire esse opportunissimo che si ritiri nel chiostro e che ottenga le grazie che implora.

Informatio cardinalis protectoris. Per ubbidire agli ordini di cotesta S. Congregazione, la quale si compiacque richiedere il mio parere e la mia informazione intorno alla supplica qui annessa del sig. avvocato Francesco del Prete di Napoli, ho l'onore di significare all EE. VV. che il predetto sig. Avvocato fu sempre di vite edificantissima, non solo nel tempo che ricevette la sua educazione nel monastero di Monte Vergine ove nei suoi primi anni vesti l'abito di alunno e poi di novizio, ma che altresi uscito del chiostro per ragioni di famiglia porto secò le virtù claustrali, e l'inclinazione allo stato religioso, rendendosi segnalato in tutte le opere di pietà e di cristiana beneficenza. Ascrito quindi alle confraternità di varie chiese, mostrò mai sempre zelo vivissimo di estendere la divozione verso Maria SSma, refondendo talora anche del suo ed in modo particolare verso il santuario di Monte Vergine, cui ha avuto una speciale divozione. Parmi quindi potersi asserire in tutta coscienza essere opportunissimo che si ritiri nel chiostro da lui bramato e meritevole di ottenere le grazie che implora umilmente dalla S. Sede nella supplica da lui presentata. Romæ 8 maii 1840. *Cardinal Pacca protettore.*

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 22 maii 1840. SSmus annuit arbitrio P. abbatis generalis pro facultate indulgendi Francisco del Prete ut novitiatum per quatuor menses tantum peragere possit, emissa tamen ab eo declaratione in forma juris valida se hujusmodi gratia uti velle; illa vero una cum præsenti rescripto et decreto executoriali asservetur in abbatiali archivio. Facta insuper eidem potestate, postquam legitime professionem emiserit, suscipiendi servatis servandis S. ordines tribus diebus festis de præcepto non continuis. Romæ etc.

1966. Ordinis capucinorum.

Fr. Bernardo de Panattiesi provinciale capucino della provincia di Cosenza, espone che avendo nella scorsa quaresima alcuni dei suoi religissi dimoranti nel convento di Corigliano estratto dalla sacristia alcune suppellettili per darle in prestito a secolari; e siccome in forza di un decreto del sommo P. Urbano VIII (*Bullarium capucinorum*, tom. 3, pag. 83) viene proibito ad ognun dei religiosi di cio fare precisamente in detto convento di Corigliano sotto pena di scommunica e privazione di voce attiva, e passiva, quindi è che l'oratore sudetto supplica V. B. affinchè voglia benignamente degnarsi autorizarlo, onde possa assolvere i suriferiti religiosi da ogni, e qualunque (per tale oggetto) incorsa scomunica, e riabilitandoli ancore alla voce attiva e passiva. Ma siccome uno di essi è sacerdote, ed ha in tal stato celebrato la S. messa, supplica di più a volerlo dispensare dalla incorsa irregolarità.

Ex audientia SSmi die 29 maii 1840. SSmus annuit arbitrio ministri generalis etiam per subdelegandum pro absolutione a censuris et pœnis ecclesiasticis et dispensatione super irregularitate, nec non rehabilitatione ad utramque vocem activam et passivam injuncta pœnitentia salutari. Romæ etc.

(1964). *Université de Vienne. Indult pour demeurer hors du cloître.* D'après les décrets réformateurs de Clément VIII, les supérieurs ne peuvent donner au delà de trois mois la permission à leurs subordonnés de vivre hors du cloître. Il y a plus de dix-huit mois que le P. Turchich, de Veglia, en Dalmatie, prêtre, profès du tiers-ordre de S. François, est allé à Vienne, avec la permission de ses supérieurs pour achever ses études à l'université, ne trouvant pas de couvent de l'institut à Vienne, il se logea chez les Carmes, et prit l'habit de prêtre séculier pour éviter des ennuis. Voulant aujourd'hui calmer la voix de sa conscience, il demande la permission de conserver l'habit de prêtre séculier; son séjour dans la capitale sera de courte durée, car il est sur le point de terminer la quatrième année du cours. » Grégoire XVI accorde l'absolution des censures et peines ecclésiastiques, *quatenus opus sit*, et la permission de porter l'habit de prêtre séculier jusqu'à la fin du cours ordinaire de théologie. Rome, 8 mai 1840.

(1965). *Profession à soixante-quatre ans. Dispense d'une partie du noviciat.* François del Prete, né en 1774, avocat à Naples, désire terminer ses jours au monastère du Mont-Vierge. Il en prit l'habit dans sa jeunesse, et ne put professer, parce que le gouvernement napolitain rendit une loi qui défendait la profession avant vingt et un ans. Un nouveau noviciat serait incommode pour son âge. Il demande la dispense de dix mois de noviciat. — Le cardinal Pacca, protecteur de l'ordre du Mont-Vierge, a donné d'excellentes informations sur les bonnes qualités du recourant. — Grégoire XVI permet de ne faire que quatre mois de noviciat. Rome, 22 mai 1840.

(1966). *Capucins. Ornements sacrés.* Un décret du pape Urbain VIII défend aux religieux du couvent de Corigliano, province de Cosenza, d'enlever les ornements sacrés de la sacristie et de les prêter. Le décret a été inséré dans le bullaire des Capucins. Quelques religieux de cette maison ayant prêté des ornements, Grégoire XVI accorde l'absolution des censures et la dispense de l'irrégularité. Rome, 29 mai 1840.

1967. Carmelitarum.

Fr. Josephus a Visitatione, ex ordine Carmelitarum Excalceatorum et Mexicanæ provinciæ S. Alberti provincialis exponit : quod SS. D. N. Pius P. VIII ex audientia habita die 16 augusti anni 1829, benigne annuit supplici libello provincialis et definitorii hujus provinciæ pro gratia et juxta petita propter religiosorum penuriam ad decennium concessit. Primo, quod provincialis, si ita expedire putaverit, possit tempus celebrationi capituli in statutis præfinitum, ad annum producere, atque etiam amplius cum consilio definitorii. Secundo, quod si capitulares ex non præviso eventu, congregari non possunt, provincialis cum definitoribus qui secum invicem conveniri queant, ea omnia constituant quæ a toto capitulo fieri solent. Tertio, quod plena concedatur facultas vocalibus ad eligendum congregatis, eumdem ipsum qui officium expleverit iterum eligendi in priorem, definitorem, atque etiam provincialem ac tandem in definitorem simul et priorem.

Cum vero tempus hujus concessionis anno proxime sequenti finiatur et religiosorum penuria major sit in dies, ad validitatem futurarum electionum necessarium duxit orator gratiæ prorogationem iterum postulare. Atque etiam cum temporum injuria omnes provinciæ una cum R. P. generali et ejus diffinitorio in Hispania extinctæ fuerint, et ex tota congregatione sola hæc subsistat S. Alberti provincia, eidem etiam precibus postulat orator, ut ex S. Sedis apostolicæ declaratione certo constet interea tantum et deficiente omnino R. P. N. generali et definitorio, idem provincialis et definitorium provinciæ, vicem utriusque gerentes, omnia exsequi valeant quæ secundum congregationis statuta illis jure concessa sunt præter præeminentiarum jura et privilegia quæ tantum respiciunt honorem.

Copia della relazione verbale fatta alla S. M. di Pio VIII da Mgr segretario di Propaganda nel giorno 16 agosto 1829, sulla provincia dei Carmelitani Scalzi detta di S. Alberto di Messico.

Per parte del provinciale e definitorio dei Carmelitani Scalzi della provincia di S. Alberto di Messico è stata presentata alla Propaganda una supplica nella quale si implorano della Santità vostra alcune grazie a favore di quella religiosa communità, consistono queste.

1. Che il provinciale e definitorio possa eseguire tuttociò che dipendeva del generale dell' ordine residente in Ispagna per essere impedita la communicazione con esso.

2. Che si possa mutare qualche statuto secondo le circostanze dei tempi, ferma però rimanendo la regola e osservando sagri canoni.

3. Che essendo impedito il provinciale ad amministrare liberamente la provincia per qualunque causa, possa esso solo delegare un altro che con pieno potere regga la provincia.

4. Che il provinciale possa col consiglio del definitorio allungare ad un anno, e più il tempo stabilito pel capitolo.

5. Che se i capitolari per un qualche evento imprevisto non possono congregarsi il provinciale con i definitori possano stabilire quanto è solito farsi dal capitolo.

6. Finalmente che venga concessa piena facoltà ai vocali congregati per la elezione di tornare ad eleggere il medesimo soggetto all' officio istesso che occupava, cioè di priore, di definitore ed anche di provinciale, ed in fine di definitore e priore insieme.

Rimessa presta supplica per informazione al P. preposito generale dei carmelitani scalzi, questi dicendo che la provincia suddetta è affatto staccata dalla sua giurisdizione e soggetta alla congregazione di Spagna, ha trasmesso sulla medesima alcune osservazioni i del procuratore generale spagnolo residente in curia, dalle quali si rileva che per i primi tre articoli non ha bisogno quella provincia di alcuna mutazione, perchè dalle costituzioni generali dell'Ordine è stato provisto in modo speciale alla provincia di S. Alberto di Messico, accordando alla medesima presso a poco ciò che al presente si richiede, riportando nelle sue osservazioni i paragrafi delle dette costituzioni. Per gli altri tre articoli poi è di sentimento che la S. V. possa accordare a tempo quanto si implora, e ciò in vista delle circostanze politiche di quelle regioni.

Il rescritto pertanto che la S. M. di Pio VIII si degnò di emanare per parte della Propaganda è il seguente :

Ex audientia 16 aug. 1829.

SSmus referente secret. rerum adjunctis mature pro sua summa sapientia perpensis, habitaque ratione constitutionum ordinis præcipue particularium provinciæ S. Alberti de Mexico, mandavit rescribi pro iis quæ continentur in n. 1, 2 et 3 hujus supplicis libelli satis provisum a constitutionibus ordinis; aliis pro quæ in memorato supplici libello numerantur sub 4, 5, 6, benigne annuit in omnibus pro gratia juxta petita ad decennium tantum valitura. Non obstantibus apostolicis ac ordinis constitionibus hac super re in contrarium facientibus, cæterisque quibuscumque. Romæ, etc.

Ex audientia SSmi die 29 maii 1840. SSmus benigne annuit pro prorogatione ad decennium indulti expediti sub die 16 augusti 1829, servata in omnibus illius forma ac tenore.

1968. S. Joannis de deo.

Fr. Benedetto Verni, prior generale dell'ordine di S. Giovanni di Dio, espone che, bramando di provvedere in qualche modo al decoro dei religiosi Toscani dell'istituto, i quali da moltissimi anni non contano più verun individuo il quale rivestito delle necessarie qualifiche possa intervenire al capitolo generale, e conoscendo a prove le più concludenti i meriti che distinguono il P. Aurelio Battagliani, che con plauso universale si trova da molto tempo priore del convento ospedale di S. Croce in Corneto, non che il P. Pietro Celoni, in quale con lodevolissima condotta sotto ogni rapporto ha riscosso sempre tanto nei conventi della Toscana quanto nel nostro stato non equivoci elogi, in oggi priore nel convento spedale

(1967). *Mexique. Carmes déchaussés.* En 1829, les Carmes du Mexique, ne pouvant avoir de rapport avec le général de leur congrégation, lequel demeurait en Espagne, demandèrent des pouvoirs extraordinaires au Saint-Siége : 1. Que le provincial et son conseil puissent prendre toutes les mesures réservées au général de l'Institut. 2. Que l'on puisse changer quelque statut, selon les circonstances, en réservant la règle et les prescriptions canoniques. 3. Supposé que le provincial ne puisse administrer librement la province, qu'il puisse désigner un délégué. 4. Que le provincial puisse, de concert avec son conseil, différer d'un an et davantage la convocation du chapitre. 5. Supposé que les membres du chapitre ne puissent se réunir pour quelque cause imprévue, que le provincial et ses conseillers puissent remplir les attributions du chapitre. 6. Enfin, que les membres du chapitre aient des pouvoirs étendus, au sujet des élections, pour réélire les prieurs, définiteurs et le provincial lui-même. — Pie VIII ne fit pas de concession sur les trois premiers points, attendu que les constitutions de l'ordre règlent suffisamment ce qui concerne la province du Mexique, en lui accordant à peu près tout ce qui est demandé dans lesdits articles. Il concéda pour dix ans les demandes 4, 5 et 6. — En 1840, Grégoire XVI confirma les autorisations pour une autre période de dix ans. L'indult de 1829 fut expédié par l'entremise de la Propagande. Celui de 1840 fut l'œuvre de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers.

(1968). *Hospitaliers de S. Jean de Dieu.* Les frères de Toscane n'ayant personne qui remplit les conditions exigées pour assister au chapitre général, on demande pour deux de ces religieux le titre d'ex-provincial.

della SSma Trinità e S. Anna in Ancona, supplica fervidemente la clemenza della S. V. a degnarsi di concedere in via di grazia il titolo di ex-provinciale dell'ordine ai sudetti religiosi, onde possano per giustizia godere di quelli onori e diritti dovuti alle loro ottime qualità fin qui trasandate. E siano così animati a sostenere con pari zelo ed impegno il geloso incarico ad essi affidato.

Vigore specialium facultatum S. Congregatio annuit arbitrio P. generalis pro facultate indulgendi præfatis religiosis ut juxta preces ex-provincialis titulo insigniri possint, cum omnibus juribus, præeminentiis et exemptionibus, quibus alii ex-provinciales hujusmodi fruuntur, et gaudent. Romæ, 1 junii 1840.

1969. Super balneis.

Generali Carmelitarum calceatorum. Non senza sorpresa è giunto a notizia di questa S. C. che il P. Patini con altri tre religiosi sacerdoti del convento dei Carmelitani di S. Martino nel Monti nel giorno del corrente circa le ore tre antimeridiane si stava bagnando sulla riva di Fiumicino in luogo esposto al publico e poco lontano dal porto, per cui erano non senza ammirazione veduti da quelli che passavano, tanto più che si trovavano presenti alcune donne. Questa S. C. non volendo che resti impunita una tale mancanza che ridonda in disonore dell' ordine, commette a V. P. di ammonire gravemente il sudetto P. Patini e gli altri religiosi a nome della S. C. e loro ingiungera di fare per giorni dieci gli spirituali esercizi colla proibizione di uscire durante i dieci giorni dal convento sotto pena di sospensione riservata alla S. Congregazione.

V. P. poi da questo fatto conoscerà la necessità d'invigilare rigorosamente nella condotta dei suoi religiosi, acciocchè non si rinnovino tali mancamenti e non siano i religiosi medesimi di scandalo e di ammirazione ai secolari, i quali non hanno omesso di rammentare altri fatti relativi ai loro portamenti. Dara in oltre relazione alla S. C. dell' operato e Dio la guardi. Romæ, 10 junii 1840.

Epistola prioris S. Martini. Quanti veneri e rispetti le superiori disposizioni di V. P. Rma mi lusingo che ella a quest' ora ne sia pienamente convinta; ma quanto m'abbiano commesso ed amareggiato l'animo quelle che ha creduto bene di prendere l'Emo Rmo sig. cardinale Patrizi, prefetto della S. C. intorno a quei religiosi che da questo convento di S. Martino ai Monti, previo il di lei assenso recaronsi a Fiumicino il dì 4 del corrente, non saprei spiegarglielo, un divertimento così innocente in quanto alla sua durazione, che fù di un sol giorno, in quanto ai soggetti che ne formarono la comitiva, che furono tutti religiosi, e in quanto alla libertà, che eglino si presero di lavarsi i piedi in parte assai remota dall'abitato e senza deposizione dell'abito religioso, sembra a me che non meritasse un castigo, il quale suppone un fatto gravissimo accompagnato da pubblico scandalo. Conoscendo pienamente quanto l'Emo prefetto sia saggio nel suo pensare e giusto nel suo risolvere, debbo per necessaria conseguenza dedurre che egli mosso dalle importune insistenze di un delatore niente amico dei frati, e che in quella occasione ha voluto dare un colore diverso alla cosa per renderla più deforme, condotto ad emettere deposizioni assai umilianti per questi miei religiosi, ma al tribunal d'Iddio tutto sara manifesto. Se monsig. Bizzarri sotto-secretario della S. C. come testimone di vista volesse dare una genuina relazione dell'accaduto, non potrebbe dirne più, ne meno di quello che io col presente foglio ho il bene di umiliare a V. P. Rma. Egli vidde alcuni di miei religiosi che si scalzarono, e lavaronsi i piedi soltanto, che il simile praticò un sacerdote di sua compagnia il quale trovatosi sulla spiaggia del mare incontrò la disgrazia di bagnarsi come i miei religiosi i piedi. Che se in quell' atto si sono trovate a passare alcune donne, non altro che uno scandalo farisaico incontrarne poterono. Dello stesso peso sono gli altri pretesi delitti che si imputano ai Carmelitani da due anni in qua, se pure non gli si vogliano imputare i peccati dei loro antecessori. Ma la P. V. Rma sa bene e lo sa pure qualunque uomo savio e imparziale, che il proporre in genere non basta, ma fa duopo provare il specie ciò che si propone. E noi, grazia a Dio, sulla nostra coscienza affidati, possiamo ben dire alla presenza dell'universo che *nemo arguet nos de peccato*.

Responsio generalis. Avendo il generale dei Carmelitani ricevuto il giorno 10 dell'corrente giugno un comando di codesta S. C. nel quale i suoi religiozi di S. Martino ai Monti vengono multati di gravissima penitenza per essersi interamente bagnati nel mare di Fiumicino con pubblico scandalo delle persone di ambi i sessi ivi presenti, il generale si fece un dovere di rimettere l'ordine fedelmente trascritto agli anzidetti suoi religiosi. Lo stesso dovere si fa pure di presentare alla S. C. la riposta qui acclusa che dal priore di quella communita ha ricevuta, il quale era con i suoi a quel divertimento acciò la S. C. ne giudichi secundo la sapienza giustizia ed equita che in lei risiede, e cio in obbedienza della risposta che dal generale attende.

Traspontina, li 12 giugno 1840.

Fr. Giuseppe Cataldi, generale dei Carmelitani.

Die 15 junii 1840. *Uniatur et P. generalis mandatis S. C. obediat.*

1970. Super suspensione custodis.

La magistratura di S. Anatolia, delegazione di Macerata, archidiocesi di Camerino, espone che avea intesa con dispiacenza la destinazione dal definitorio dei PP. Capucini del presidente in questo V. convento in persona del P. Filippo della terra de' Conti, che nell' anno 1834 come guardiano, pel suo carattere usò di tante stravaganze in quella famiglia e comunita religiosa, che scandalizò la popolazione, perfino con strepitosa fuga dal convento sudetto di un laico dal medesimo aspramente insidiato, e che perciò con tale rememorazione ossequiò il padre Provinciale dell' ordine a volersi degnare di sostituire oltro soggetto, onde si fosse mantenuta la pace e la tranquillità della famiglia, e conservato l'edificante odierno splendore della medesima beneficata meritamente dal comune ed affetta all' intera popolazione. Senza a derire a tale vivissima preghiera come portava per ogni rapporto una certa gratitudine, ed il buon senso, senza riscontrarsi almeno quel municipio, conc portava la civilta ; si è veduto giungere al luogo, e col sudetto ministro il ripetuto immeritevole soggetto, e la popolazione brondola su tale operato poco ben consigliato dalla

(1969). *Bains de mer. Carmes.* Quelques religieux de l'ordre des Carmes s'étant baignés en public sur la plage de Fiumicino, la S. Congrégation leur impose dix jours de retraite, avec défense de sortir, sous peine de suspense réservée à ladite Congrégation. Rome, 10 juin 1840.

(1970). *Capucins. Réclamations de la municipalité.* Le couvent de Sainte-Anatolie, province de Macerata et diocèse de Camérino, eut pour gardien, il y a quelques années, le P. Philippe, lequel fit des choses extravagantes et laissa des souvenirs peu favorables. Il a été replacé dans cette communauté et dans les mêmes fonctions. La municipalité a prié le provincial de placer un autre sujet, afin de conserver la paix et la tranquillité de la communauté, laquelle est bien vue de la population. Le provincial n'ayant pas accueilli la démarche, la municipalité s'adresse à la S. Congrégation. — Le général de l'institut confirme la vérité de la plainte, et pense qu'il y a lieu de révoquer le gardien et de l'envoyer dans une autre maison. La S. Congrégation prend ce parti. Rome, juin 1840.

prudenza in richiamare alla memoria fatti di discredito alla religione. Tale energente induce la oratrice magistratura di reclamare a V. E. Rma supplicandola a rimuovere l'inconveniente con quelle savie determinazioni etc.

Votum generalis. Quæ oratores in retroscripto supplici libello exposuerunt, vera omnino sunt, et ideo infrascriptus minister generalis opinatur præsidem conventus S. Anatoliæ ob officio removendum esse, et alio transferendum, salvo meliori judicio Eminentiæ Vestræ Rmæ, cujus S. purpuram humillime deosculor. Ex conventu Capucinorum urbis, die 1 julii 1840. *Fr. Eugenius, minister generalis Capucinorum.*

Rescriptum. Scribatur P. ministro generali ad mentem: mens est, che in vista di particolari circostanze, colla dovuta prudenza sospenda il P. Filippo della terra dei Conti dall' officio di presidente del convento di S. Anatolia e lo allontani dal medesimo sostituendovi altro superiore. Romæ, junii 1840.

1971. Ordinis s. francisci.

Il P. Francesco da Domodossola Minore riformato, predicatore e guardiano attuale al convento di Orta, diocesi di Novara, implora dalla S. V. la licenza di fare uso del comodo nelli viaggi tanto per liberarsi dalle intemperie dei tempi quanto per custodire la sua salute spesso soggetta.

Rescriptum. Ex audientia SSmi, die 5 junii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis, legitima concurrente causa, pro petita facultate, dummodo caute se gerat ne scandalum oriatur.

1972. Ordinis cartusianorum.

La real Certosa di S. Lorenzo presso Padula diocesi di Capacio nel regno di Napoli, trovasi ora soggetta all' allogio delle truppe militari di S. M. allorchè transitano per questi luoghi, e non puo impedire ad esse l'uso della carne ad onta che facciano conoscere ai comandanti ed officiali rispettivi la proibizione e le pene che si incorrono in tal pratico. Quindi è che il priore della Certosa, per quiete e tranquillita della propria coscienza e dei militari stessi ne chiede la permissione durante tal necessita.

Ex audientia SSmi die 19 junii 1840. Smus annuit arbitrio P. procuratoris pro petita facultate ad triennium pro militaribus, aliisque personis militaribus cohortibus addictis.

Romæ, etc.

1973. Super processu camerali.

Il ministro provinciale e definitorio della riformata provincia di S. Maria degli Angeli nella Polonia minore, espongono che un tale Enrico N. nato da parenti luterani, e convertito alla fede cattolica nel 20 giugno 1833, alli 17 di octobre 1837 dal provinciale predecessore, inconsulto il definitorio, fu ricevuto nell' ordine e chiamato fr. Giovanni Canzio. Costui simulando integrita di corpo e di animo, seppe nel noviziato ingannare la volonta de' votanti, che venne riputato idoneo a fare la solenne professione; ma come per legge del governo è proibito di farsi subito dopo il noviziato, cosi fu mandato ad un altro convento per lo studio di filosofia. Ivi solo elasso un mese, non almeno due, come vogliono gli statuti, fu esposo per ordine del provinciale ai voti della comunita che per la brevita della dimora non aveva potuto investigarne l'indole, riportò i suffragii affermativi, e venne ammesso alla professione. Vedutosi cosi professo, depose la simulazione della virtu, ed incominciò a dare non equivoci segni di una pessima conversione per la proclività, che ha di ritornare alla setta dei Luterani, ed i depravati costumi; ed inoltre si conobbe che il med. è affetto di *mal caduco.* Or gli oratori supplicanti, ponderate le umiliate ragioni e fondatamente dubitando che questa pecore ammorbita puo pervertire la religiosa gioventu, hanno di tuttocio costrutto processo che in copia si umilia alla S. V. affinchè si degni di emettere rescritto di espulsione del medesimo.

Ex audientia die 26 junii 1840. SSmus annuit arbitrio provincialis cum suo parvo definitorio, prævio processu camerali extrajudiciali, cum descriptione delictorum et aliqua probatione cum solitis, etc.

1974. Super cessione ecclesiæ.

Il generale dei Domenicani espone che l'antica chiesa di Fano dell' ordine dei Predicatori era da tanti anni custodita dal P. Raimondo Angelini fanese che ivi stava vestito da religioso. Caduto però infermo per colpo apopletico, fu trasportato al

(1971). *Franciscains. Voiture.* La règle de S. François interdit les voitures. « Le P. François de Domodossola, prédicateur, actuellement gardien au couvent de Orta, diocèse de Novare, demande l'autorisation de se servir de la voiture pour voyager, tant pour se mettre à l'abri de l'intempérie des saisons que pour conserver sa santé qui est souvent compromise. » — Grégoire XVI autorise, au gré du provincial, pour cause légitime, en prenant des précautions pour éviter le scandale. Rome, 5 juin 1840.

(1972). *Chartreux. Abstinence.* La Chartreuse de Padula, dans le royaume de Naples, doit loger les soldats à leur passage. On ne peut les empêcher de manger de la viande, quoique les commandants et les officiers soient avertis de la défense et des peines que l'on encourt. Le prieur, pour sa tranquillité et dans l'intérêt de la conscience des militaires, demande l'autorisation. — Grégoire XVI accorde l'indult pour trois ans. Rome, 19 juin 1840.

(1973). *Petite-Pologne. Expulsion extrajudiciaire.* Le provincial et le définitoire des franciscains de Notre-Dame des Anges dans la Petite-Pologne représentent que Henri N. né de parents luthériens et converti à la foi catholique en 1833, fut reçu dans l'institut par le précédent provincial en 1837, sans consulter le définitoire. Etant parvenu à tromper par son hypocrisie les membres du chapitre, il fut jugé apte à la profession, et comme une loi du gouvernement défend de professer aussitôt après le noviciat, on l'envoya dans un autre couvent pour étudier la philosophie. Un mois après, et non deux, comme les statuts prescrivent, le provincial le présenta au vote de la communauté, qui n'avait pas eu le temps de le connaître. Ainsi il fit la profession solennelle. Aussitôt il déposa le masque de la vertu, et se conduisit de façon à montrer que sa conversion n'avait pas été sincère. On s'aperçut, en outre, qu'il était sujet à l'épilepsie. Comme une brebis galeuse peut infecter le troupeaus on a fait une enquête, qui constate les faits exprimés ci-dessus. L, copie est présentée à la S. Congrégation, afin qu'elle ordonne l'expulsion. — Le Saint-Père autorise l'expulsion après un procèa caméral ou extrajudiciaire. Rome, 26 juin 1840.

(1974). *Apanage du prince Beauharnais. Dominicains.* Une partie des biens ecclésiastiques de l'Etat pontifical incorporés à l'administration des domaines pendant l'occupation napoléonienne, formèrent l'apanage du prince Beauharnais. En 1840, la S. Congrégation reçoit la demande suivante: « Le général des Dominicains représente que l'ancienne église des Dominicains de Fano était depuis longtemps gardée par le P. Raimond Angelini, lequel était de cette ville et portait l'habit religieux. Tombé malade par suite d'un coup d'apoplexie, il fut transporté au couvent de Pesaro, et ensuite à celui de S. Severino, où il est à présent. En partant pour Pesaro, il prit tous les ornements sacrés qui appartenaient à l'institut. Le couvent de Fano fait partie de l'apanage. Il n'est donc pas possible de le reprendre. Mgr l'évêque demande qu'on lui cède l'église, qui reçoit du gouvernement environ 80 écus (400 fr.) pour les frais de culte et les réparations. Le chapitre provincial récemment tenu à Faenza, considérant qu'il n'est pas bien qu'un religieux seul réside dans une ville, a été d'avis de céder l'église. Mgr l'évêque veut en outre les ornements sacrés, et soutient que l'administration des domaines les donne à l'église. Le P. Raimond assure, au contraire, que, cachés par les religieux à l'époque de la suppression, ils ne furent jamais confisqués. En conséquence, les pères du chapitre demandent la permission de céder l'église et de garder les ornements sacrés. » — Le Saint-Père autorise la cession de l'église et des ornements qui ne comportent pas de controverse; pour les autres, les intéressés feront valoir leurs raisons par écrit. Rome, 26 juin 1840.

convento di Pesaro, e rimesso alquanto, passò al suo convento di S. Severino, ove ora trovasi. Quando venne trasportato in Pesaro, prese seco tutti i sacri arredi, che erano della religione. Il convento di Fano appartiene all' apanaggio; onde non è possibile riaverlo. Monsignor vescovo di detta città fa istanza che gli sia ceduta la chiesa, la quale ha dal governo la dote di circa scudi 80 per le spesa di culto, e mantenimento della fabbrica. Il capitolo provinciale fatto ora in Faenza, considerando che un solo religioso non ista bene in una città, è stato di sentimento che la chiesa sia ceduta. Monsignor vescovo vuole di più i sacri arredi, e pretende che fossero alla chiesa ceduti dal demanio. All' incontro il P. Raimondo Angelini assicura che all'epoca della soppressione furono nascosti dai religiosi, ne mai furono demaniati. Quindi i padri capitolari implorano dal S. V. di poter cedere la chiesa, ma ritenerne i sacri arredi.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 26 junii 1840. SSmus annuit arbitrio episcopi et P. magistri generalis pro cessione ecclesiæ et sacrorum suppellectilium super quibus nulla controversia ad quos jure pertinent inter partes habetur; quo vero ad reliquas supellectiles, partes exponant proprias rationes in scriptis, et providebitur.

1975. Super subventione.

Fra Aurelio Fanucci, converso agostiniano di famiglia in S. Spirito di Firenze, espone avere una sorella povera bisognosa di ajuto. E percio che l'oratore supplica divotamente la S. V. a concedergli il permesso di sovvenirla con quel poco di danaro, che si ritrova, o potra avere in avvenire.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 26 junii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis pro petita facultate subveniendi sorori suæ pauperi aliqua annua summa ab eodem P. provinciali determinanda, dummodo non de rebus ad religionem pertinentibus, eaque asservetur in capsa communi, donec sorori suæ ab oratore non tradatur. Romæ etc.

1976. Super subsidio terræ sanctæ.

Il P. Giuseppe Arcangelo di Trattamaggiore, osservante, e commissario generale di Terra santa, della provincia di Napoli, dovendo continuamente mandare dei collettori laici per raccogliere eleemosine pecuniarie per detta Terra santa, supplica la S. V. volergli concedere la facoltà di poter ritenere, e far ritenere ai collettori le raccolte eleemosine per lo spazio di sei mesi, per quindi consegnarle al sindaco apostolico, giusta le reali disposizioni che sono quelle di andare i sudetti laici collettori in tutti li paesi del regno, raccogliendo denaro per mandarlo in Gerusalemme per il mantenimento dei santi luoghi, ed al ritorno che fanno da detti paesi in Napoli consegnano in mano del sindaco apostolico le sudette elemosine corrispondent con il libro, ove vengono notate e ritenute presso di loro per tutto il tempo della questua, finchè non le consegnarono ai sindaco di Terra santa residente in Napoli.

Votum procuratoris generalis. Vetus mos est Napolitanum in regnum usque a temporibus intromissus, quod fratres minores in toto regio dominatu eleemosynas colligant sub inspectione ac regimine principis ad levandas Terræ sanctæ necessitates, quæ stipes si deficerent, magnum certe catholicæ religioni detrimentum illic immineret cui forsan ipsamet S. C. de Propaganda fide obviare nequiret ob expensarum nimietatem. Qua ex momentosa ratione patet clarissime, præfatum mendicandi usum esse omnino necessarium, petitumque indultum ultro concedendum, et haud ambiguum alias jam fuisse concessum imo et nunc etiam extare, licet perturbatione temporum sit aut deperditum, aut occultatum. Quare satius erit illud instaurare juxta preces, si ita videbitur S. V. Datum ex Aracœli, die 6 junii 1840. F. Aloisius Flamini a Laureto, procurator generalis.

Rescriptum. Ex audientia SSmi die 26 junii 1840. SSmus annuit arbitrio P. ministri generalis pro petito indulto, in omnibus juxta preces, ad decennium, ita tamen ut suo tempore una cum eleemosynis etiam libros in quibus adnotatæ sunt collectores syndico tradere teneantur. Romæ etc.

1977. Super hospitibus.

D. Luigi Marincolo, abbate ed ordinario del monastero della SSma Trinita della Cava della congregazione Cassinese, avendo conosciuto che molte volte accade che in detto monastero o per aver inservienti, o per ospitalità, si devono tenere anche a dormire entro il monastero dei giovani di età inferiore alla prescritta dai sagri canoni, prega pertanto l'EE. VV. RR a volergli concedere la facoltà di poter tenere detti giovani purchè abbiano l'età di anni 15 compiti.

S. Congregatio annuit arbitrio oratoris pro facultate ad proximum triennium dumtaxat permittendi pueris hospitibus, qui decimum quintum eorum ætatis annum expleverint, ut in monasterio pernoctare valeant. Quo vero ad inservientes non expedire. Præfata vero facultate caute utatur et adhibitis debitis cautelis ne aliquod inconveniens oriatur.

Romæ, 1 julii 1840.

1978. Super paupertatis voto.

Il converso domenicano fr. Gaetano Santelia della provincia di Napoli, espone di avere impiegato *nomine proprio* nel gran libro ossia nel debito publico di Napoli la somma di ducati 300 pervenutagli dai suoi religiosi risparmi. Or, attesa la sua avanzata età e i suoi bisogni, dimanda dalla S. V. la grazia di poterne percepire sua vita durante il retrato a titolo di livello,

(1975). *Parents. Secours.* Le droit naturel prescrit de secourir les parents. L'état religieux ne détruit pas cette obligation. « Frère Aurèle Fanucci, convers augustin du couvent du Saint-Esprit à Florence, représente qu'il a eu une sœur pauvre et ayant besoin de secours. C'est pourquoi il demande la permission de la secourir avec le peu d'argent qu'il a ou pourra avoir. » — Grégoire XVI permet, pour la somme que le provincial prescrira; laquelle somme sera mise en dépôt dans la caisse du couvent, jusqu'à ce qu'on la remette à la sœur. Rome, 26 juin 1840.

(1976). *Quête pour la Terre-Sainte.* Le commissaire général de Terre-Sainte dans le royaume de Naples envoie continuellement des frères quêteurs pour recueillir les aumônes. Il demande la permission de garder pendant six mois cet argent et d'autoriser les quêteurs à le conserver, jusqu'à ce qu'on le remette au syndic de Terre-Sainte qui réside à Naples. Ces quêtes ont lieu sous la surveillance du gouvernement napolitain, qui veut que le produit soit remis au syndic tous les six mois. — Grégoire XVI accorde l'indult pour dix ans. Rome, 26 juin 1840.

(1977). *Monastère de la Cava. Etrangers et convers.* Les postulants choristes sont reçus à quinze ans; mais les convers et les domestiques doivent en avoir vingt. L'abbé et ordinaire du monastère bénédictin de la Cava, apprenant qu'assez souvent, ou pour avoir des domestiques, ou pour cause d'hospitalité, on fait coucher dans le couvent des jeunes gens d'un âge inférieur à celui que les saints canons prescrivent, demande l'autorisation de garder ceux qui ont quinze ans révolus. — La S. Congrégation permet pour les étrangers reçus au titre d'hospitalité; elle refuse en ce qui concerne les domestiques. Rome, juillet 1840.

(1978). *Rentes sur l'Etat. Dominicains.* Un convers de la province de Naples a acheté un titre nominal de 300 ducats (1,200 francs), qu'il a amassés par ses épargnes. A présent, vu son âge avancé et ses besoins, il demande l'autorisation de retirer le coupon *titulo livelli* : le capital fera retour au couvent de la profession. — En achetant un titre *nomine proprio*, le convers a

facendo la dichiarazione che detta somma appartiene al convento di sua affiliazione.

Votum procuratoris generalis. Due cose osservo nella supplica, cioè. di aver dato il converso Fr. Gaetano Santelia 300 ducati nel debito publico, con il nome proprio ed in secondo luogo, di volerne i frutti a titolo di livello. Quanto alla prima parte, dico di avere incorso nel reato di proprietà, perchè come religioso professo, stante il voto di povertà, non poteva far apporre il nome proprio: però essendo semplice laico, ossia converso pare di aver fatto questo ignorantemente, per cui basta che dal suo superiore, previa una salutare istruzione ne riceva la penitenza. Quanto poi all' altra parte, cioè di percepirne i frutti a titolo di livello, sembra che se gli possa concedere la grazia conforme in simili casi si, fatto per leddietro. Qualora poi la S. V. si degnera concedere tale grazia, umilmente prego che se gli apponga la condizione di dover l'oratore dichiarare che li sopradetti 300 ducati, in proprietà appartengono al suo originale convento. Giuseppe Rosario Alberti, procuratore generale dei PP. Predicatori.

Vigore specialium facultatum S. Congregatio annuit arbitrio P. magistri generalis, prævia etiam per subdelegandum absolutione a censuris et pœnis ecclesiasticis, ac emissa declaratione proprietatem præfatæ summæ ad conventum suæ filiationis spectare, pro sanatione præfati investimenti et pro facultate percipiendi fructus titulo livelli vita ejus naturali durante. Romæ, julii 1840.

1979. Super executione indulti.

Il sacerdote Pietro Fabbri nativo di Massa ducale ebbe l'onore di esporre umilmente alla S. M. di Pio VII vostro glorioso predecessore sino dall' anno 1814, chè per varie circostanze di famiglia e segnatamente per l'assistenza del padre gli si rendea quasi necessaria la grazia di rimanere al secolo (appartenendo esso oratore all' istituto dei capucini). Fu preso in benigna considerazione il suo esposto, e si degnò col mezzo della S. Congr. dei W. e RR. di rilasciare il breve di secolarizzazione perpetua quale unisce alla presente che rimesso all' ordinario di Sarzana alla di cui diocesi in allora apparteneva per l'opportuna esecuzione, più non fecesi carico di richiederlo, credendo in buona fede che fossegli stato dato lo sfogo dovuto. Variata diocesi e richiesto giorni sono dall' attuale Mgr vescovo di Massa di produrre il detto breve, ha procurato di ritirarlo dalla curia di Sarzana; ma si conobbe che questo mancava dell' opportuna esecuzione, la quale il proprio ordinario non crede di essere abilitato ad eseguire, avvegnachè non a lui diretto. Esistendo per tanto le medesime cause, anzi vieppiù urgenti per la decrepitezza del padre, e per i bisogni più pressanti di famiglia, dovendo esso di più vegliare alla tutela di cinque figli lasciati dall' unico suo fratello Luigi per essere stato a tale incarico nominato dal medesimo con suo testamento. Supplica umilmente la S. V. a volersi degnare di delegare l'attuale Mgr vescovo di Massa a dare l'opportuna esecuzione affinchè la sua perpetua secolarizzazione sia canonicamente eseguita. Implorando ancora per quiete di sua coscienza l'assoluzione da qualunque censura nella quale in buona fede fosse incorso.

Rescriptum. S. Congregatio, vigore specialium facultatum, annuit arbitrio ordinarii prævia etiam per subdelegandum absolutione a censuris et pœnis ecclesiasticis, nec non dispensatione super irregularitate et sanatione indulti diei 13 septembris 1814, pro facultate illud exequendi, cum potestate permittendi oratori, ut dictorum nepotum tutelam suscipere possit. Romæ, julii 1840.

1980. Super capitulo provinciali.

Supplex libellus. — Il priore generale dei Carmelitani calzati rassegna quanto siegue: Trovandosi questa provincia di Roma dei sudetti Carmelitani calzati nel dovere di celebrare il capitolo provinciale la domenica terza dopo la Pasqua del corrente anno, il priore generale, cui correva il bisogno di uscire da questa dominante per la santa visità, fu pregato a presiedervi personalmente per il bene della pace, e pel maggiore decoro della provincia stessa. Condiscese infatti il generale, e, la Dio mercè, furono le elezioni tutte ultimate col sentimento concorde de' vocali tutti, fra i quali lo intero consiglio dell'ordine, cui spetta il giudicare sulla validità dei provinciali comizi. Premessa ad ogni elezione la trina dimanda sulla canonicità della stessa, fu sempre da tutti e singoli affermativamente risposto. Il provinciale novello fu concordemente acclamato a definitore del capitolo generale a mente della consuetudine introdotta da più tempo in quasi tutto l'ordine, di farsi cioè la

commis le délit de la propriété; mais, simple convers, il a sans doute agi par ignorance; son supérieur lui imposera une pénitence salutaire. — La S. Congrégation accorde l'absolution des censures et des peines ecclésiastiques, ratifie le placement et permet au convers de percevoir le revenu *titulo livelli* sa vie durant. Rome, juillet 1840.

(1979). *Indult de sécularisation. Fulmination.* Le Saint-Siége accorde rarement des indults en forme gracieuse: car ils sont remis à l'ordinaire, qui vérifie l'exposé, et fulmine. L'indult de sécularisation est suspendu et non avenu, tant qu'il n'est pas fulminé. En 1814, Pierre Fabri obtint de Pie VII sa sécularisation, afin de venir en aide à ses parents. Résidant dans le diocèse de Sarzane, il présenta le document à l'evêque, et ne prit pas le soin d'obtenir la fulmination. Vingt-six ans après, il a voulu retourner dans le diocèse de Massa Ducale, dans lequel il est né. Mgr l'évêque a demandé communication de l'indult pontifical: on l'a fait venir de Sarzane et l'on a constaté que ce rescrit n'a jamais été exécuté. Les motifs de la sécularisation subsistent ils sont même devenus plus urgents; Fabri a encore son père, qui est fort âgé. Son frère, dernièrement décédé, l'a nommé par son testament tuteur de cinq enfants. Il demande que Mgr l'évêque de Massa soit commis pour la fulmination de l'indult. — La S. Congrégation remet au jugement de l'ordinaire l'absolution des censures et peines canoniques, la dispense de l'irrégularité, la revalidation de l'indult du 13 septembre 1814, le pouvoir de fulminer cet indult, et la permission d'assumer la tutelle des neveux. Rome, juillet 1840.

(1980). *Elections. Bulletins blancs. Electeur exclu.* Les saints canons n'annulent pas *ipso jure* l'election lorsqu'un électeur est injustement éloigné de l'urne; cependant cet électeur peut demander l'annulation. C'est ce que prescrit la décrétale *Quia propter* du quatrième concile de Latran. Les bulletins blancs ne sont pas pris en considération, ni les votes conditionnels, ou incertains. Dans la décrétale *De electionibus*, Boniface VIII dit: « Vota conditionata vel incerta penitus reprobamus, statuentes ut hujusmodi votis pro non adjectis habitis, ex puris consensibus celebretur electio. » Les Carmes de la province de Rome ont tenu un chapitre après Pâques. Huit jours après la clôture, après la proclamation et la prise de possession du nouveau provincial et du nouveau définitoire, on a mis en doute la validité du chapitre, pour deux raisons: d'abord, parce que le P. Barberi, définiteur délégué et prieur de S. Vite a été renvoyé du chapitre; ensuite, le provincial n'a pas été élu à la majorité, car il a eu onze voix sur vingt-trois électeurs. — Le général de l'ordre a porté la question à la S. Congrégation. Il a fait observer que le P. Barberi a été écarté par le chapitre parce qu'il n'a pas présenté les pièces prescrites pour être admis: puis, il n'avait pas acquitté les messes, comme il devait. Il s'est soumis à son sort, sans réclamer. En ce qui concerne le nombre des voix, on trouva deux bulletins blancs dans l'urne; il n'y eut en réalité que vingt et un électeurs, et onze formèrent la majorité. — La S. Congrégation déclare que les allégations présentées ne constatent pas la nullité du chapitre; cependant, pour dissiper absolument toute apparence de doute, elle ratifie et revalide les actes dudit chapitre. Rome, 3 juillet 1840. Nous donnons textuellement la supplique du général, l'avis du procureur général, la relation portée à l'audience de Grégoire XVI par le secrétaire de la S. Congrégation, enfin le rescrit pontifical.

detta elezione per acclamazione. Fu il detto provinciale processionalmente condotto in chiesa ove, dopo aver emessa nelle mani dell'oratore presidente la professione della fede, fu da tutti riconosciuto ed ossequiato col solito atto di ubbidienza. Con eguale unione e tranquillità furono in seguito ultimate dal definitorio provinciale le altre elezioni, ed alla meglio provvedute le necessità della provincia; si stesero gli atti nel papiro della provincia, ed alla presenza di tutto il corpo de' gmali, fattasene la lettura ad alta voce, vennero firmati dai PP. del Definitorio; ed impartitasi dal presidente la consueta assoluzione il dì 11 del corrente maggio, venne sciolto il summentovato capitolo con perfetta concordia e tranquillità senza l'ombra di schiamazzo, di protesta, di contradizione.

Nel dì 18 dello stesso mese, quasi otto giorni dopo la enunciata celebrazione, taluni individui dell'anzidetta romana provincia hanno fatto arrivare all'oratore una supplica anonima, nella quale con ogni umiltà e zelo lo fanno avvertito sulla totale ed assoluta nullità del fatto capitolo, e sulla necessità di una benigna sanatoria della S Sede per giustificare e legittimare gli atti tutti che in seguito emaneranno dalla giurisdizione del provinciale e degli altri superiori eletti. Due sono le ragion sulle quali poggiano i ricorrenti la pretesa nullità del capitolo, una perchè dicono il P. Elia Barberi definitore assunto a priore del convento di S. Vito non poteva essere escluso e scacciato dal capitolo ove interveniva non qual priore che non aveva la voce, ma qual definitore, cui competeva il diritto di dare il suo voto nella elezione de' nuovi definitori. L'altra, perchè il provinciale non risultò colla maggioranza de' voti richiesta dalle leggi della Chiesa, dalle costituzioni dell'ordine e dall'autorità de' dottori, dappoichè fra il numero di 23 gremiali elettori risultò provinciale con soli undici voti.

A questo si potrebbe rispondere generalmente che, essendosi ad ogni elezione premesso tutto quanto di sopra si è detto, essendosi a cadauna delle elezioni apposto il decreto di conferma dal presidente, su di cui poggia essenzialmente la validità delle stesse, trovandosi le medesime giudicate legittime dal consiglio dell'ordine, e avendo senza reclami o proteste riconosciuto il loro superiore, il ricorso fatto dopo otto giorni non ha più luogo, mentre ut habetur ex regula juris in 6, num. 21, et sumitur ex. L. Secret. C. de actionibus et obligationibus. Quod semel placuit, amplius displicere non potuit. Così il P. Lezana al tom. 1, pag. 661, n. 5, dubio primo, ed ognuno ha ceduto al diritto di reclamare.

Per rispondere alle fatte opposizioni partitamente, si dice prima, rapporto al P. Elia Barberi essendo le cariche, i vizi, le virtù inerenti alla persona, chi due cariche occupa, se per una merita venir escluso, non può per l'altra includersi; diversamente sarebbe lo stesso essere nel medesimo tempo incluso ed escluso, e trarrebbe profitto dalla propria reità, lo che ripugna. Del resto un tal giudizio non fu emesso dal solo presidente oratore, ma da tutto il capitolo, il quale ebbe luogo a conoscere che il Barberi non solo mancava nel presentare quei documenti tutti che le costituzioni dell'ordine in simile ricorrenza esiggono, ma di più trovossi non aver soddisfatto gli obblighi di messe a mente de' sacri canoni e de' sommi pontefici, e se in siffatta espulsa vi fu errore, fu questo involontario e comune, e lo stesso rigettato Barberi conosciuto il proprio reato, senza contradizione acquietatosi al suo destino, nel ritirarsi dall'aula capitolare, ha ceduto al suo diritto, se pur lo aveva, volontariamente, nè fino al giorno presente ha fatto reclamo alcuno.

Riguardo poi alla elezione del provinciale i ricorrenti non hanno fatta la necessaria riflessione, che fra li 23 voti, due ve ne furono albi ed inutili, i quali secondo la dottrina comune non contano per nulla affatto, ed è perciò che i voti legittimi eda calcolarsi furono ventuno e non ventitre; quindi il provinciale avendo riportato undici voti fra li 21, è risultato eletto colla maggioranza voluta dalle leggi che i ricorrenti adducono.

Che poi i voti albi ed inutili non debbansi computare tra i totale numero degli elettori, è questa una dottrina comune di tutti quanti *ex professo* trattano di simile materia. Per tacere molti di questi dottori, fra i quali il Reiffenstuel, il Matteucci, solo si contenta l'oratore generale citare il P. Lezzana, quale nella somma, tom. 1, cap. 15, n. 16 e n. 18, p. 102 e 103: *De obligationibus religiosorum in electionibus faciendis*, parlando delle schedole albe, inutili, incerte, condizionate, dice: » Prædicta vota non debent computari inter alia. » Appoggiando la sua dottrina alle autorità di molti dottori ivi citati; e poi al tomo 2, cap. IV, *de forma electionis faciendæ*, ai numeri 200, 201, p. 235, ripete lo stesso con maggior precisione.

Niente di meno però avendo l'oratore generale tutto il riguardo al ricorso presentatogli e la più premurosa sollecitudine pel bene spirituale de' suoi, umilia il tutto all'alta intelligenza e divina autorità della S. V. pregandola, che dove conosca legitime l'elezioni fatte nel detto capitolo, si benigni confermarle con suo venerato decreto, ed ove inferme, e mancanti le scuopra, sanarle colla misericordia della Chiesa. — *Fr. Giuseppe Cataldi, priore generale.*

Votum procuratoris generalis. — Convocato definitorio generali mei ordinis juxta venerabile mandatum B. V. et mature perpensis quæ a reverendissimo oratore in præsenti supplici libello exponuntur, unanimi consensu decisum est per suffragia secreta, legitimas et canonicas esse electiones in capitulo hujusce provinciæ Romanæ factas. Nam cum omnia, quæ ab eodem oratore enarrantur, verissima sint prout constat ex actis ejusdem capituli in provinciæ papyro relatis, cumque perspicuæ ac decretoriæ sint rationes, quas ipse adducit pro validitate electionum, jam nullum negotium facessunt rationes contrariæ in anonymo libello expositæ quas inconsiderate objectas esse crederem. Quare jure merito præfatas electiones ut canonicas et legitimas ego quoque pronuntio, enixe rogans B. V. ut eas sanctione sua benigne firmare dignetur.

Datum Romæ e conventu S. Mariæ Transpontinæ die 5 junii 1840. Fr. Joseph Raymundus Lobina, procurator generalis Carmelitarum calceatorum.

Restrictus pro audientia 3 *julii* 1840. — Si è degnato la S. V. rimettere con rescritto dei 24 maggio a Mgr segretario che ne parli una istanza del P. priore generale dei P. Carmelitani calzati nella quale parla del capitolo provinciale della provincia romana celebrato dopo la passata Pasqua. Egli espose che circa otto giorni dopo la celebrazione e la proclamazione e possesso del nuovo provinciale e definitorio, taluni hanno mosso dubbio sulla validita del sudetto capitolo per due motivi, cioè:

1. Perchè il P. Elia Barberi definitore assunto e priore del convento di S. Vito fu escluso dal capitolo.

2. Perchè il P. provinciale non fu eletto a maggiorità di voti avendo avuto undici voti, benchè fossero 23 i vocali.

L'oratore risponde alla prima difficoltà dicendo che il Barberi fu escluso dall'intero capitolo perche non aveva presentato i documenti prescritti per essere ammesso, ed inoltre non aveva soddisfatto agli obblighi di messe come dovea, e che egli stesso si acquietò al suo destino.

In quanto alla seconda difficoltà, osserva che dei 23 voti due furono in bianco, e perciò si ridussero a ventuno, e quindi gli undici formavano la pluralità.

Ciò posto implora che sia dichiarata la validità del capitolo, o almeno la sanatoria.

È stata rimessa l'istanza al procuratore generale, acciocchè inteso il definitorio generale esternasse il suo voto. Egli ha riferito che il definitorio generale ha opinato per la validità, e che desso è delle stesso parere.

In realtà non è nullo il capitolo allorchè si escluda uno de vocali anche ingiustamente ; soltanto questi avrebbe diritto di reclamare acciocchè fosse irritato. Cap. *Quia propter*, 42, de electione. Nel caso l'escluso si acquietò. L'esclusione ebbe luogo per un motivo, onde non si poteva dire ingiusta.

I voti poi in bianco non si considerano, siccome si prescrive nel cap. *de electionibus*, 2, de electione in sexto : « Vota conditionata vel incerta penitus reprobamus, statuentes ut hujusmodi votis pro non adjectis habitis, ex puris consensibus celebretur electio. »

Ciò posto si potrebbe rescrivere : Ex deductis non constare de nullitate capituli, sed ad omne omnino dubium removendum, S. C. præfatum capitulum sanat et convalidat.

Rescriptum. — S. C. respondendum censuit : Ex deductis non constare de nullitate capituli, sed ad omne omnino dubium removendum S. C. præfati capituli acta sanat et convalidat.

Romæ, 3 julii 1840.

1981. Super bonorum dispositione.

Supplex libellus. — Giuseppe Papardo de' principi del Parco Messinese, espone alla S. V. il vivo desiderio che nutre di fare a solenne professione presso i chierici regolari Teatini, ove sin dalla sua più tenera età è stato educato ed instituito ed ha già fatto il suo noviziato. Ma dovendo perciò fare rinunzia dei beni lasciategli dai suoi genitori, prevede che tra i suoi fratelli vi sarebbe qualche discordia per alcune particolari circostanze.

A non ritardare la sua professione religiosa, prega la S. V. che si degni permettere di poter dilazionare o differire la rinunzia estrinseca a tempo più opportuno.

Votum procuratoris generalis. — Il nostro chierico novizio D. Giuseppe Papardo chiede di poter fare la solenne professione ritenendo il dominio dei suoi beni per poi farne rinunzia dopo alquanti anni, e ciò per talune circostanze di famiglia, che partorirebbero dissenzioni. Richiesto io d'informare e del mio voto, sottometto esser verissime cotali circostanze, atteso che non ha genitori, ed i fratelli ciascuno ha delle pretenzioni, le quali anche possono ritardare di molto la professione. Spiacerebbe anche a noi questo dilungamento, poichè costui è un giovane di belle speranze per l'indole, per l'ingegno e per l'amore allo studio. Lasciando poi da parte l'espressione inesatta di ritenere il dominio, è certo che professando senza precedente rinunzia il dominio de' beni per diritto comune ricaderebbe nella religione, ma è certo altresì che nel regno delle due Sicilie per diritto civile la religione non potrebbe goderne ; ne godrebbono i congiunti succedendo quasi ab intestato. Ove dunque la S. V. si degnasse concedergli la facoltà che ei chiede, non farebbe nessuna lesione alla religione, disponendo dopo alquanti anni de' suoi beni. 1. Perchè potrebbe disporre prima e ne disporrebbe a favore de' suoi parenti. 2. Perchè ne disporrà poi col consenso della religione medesima che ora volontieri prestiamo. 3. Perchè dopo la professione non ne godrebbe essa religione per leggi civili di colà. Per tutte queste considerazioni, son di parere che possa dalla S. V. concedersi cotale facoltà, ed io la prego umilmente a concederla. — Domenico Lo Jacono, procuratore generale.

Ex audientia SSmi diei 3 julii 1840. SSmus annuit arbitrio præpositi generalis pro facultate emittendi renuntiationem post peractam professionem juxta preces, dummodo tamen hujusmodi renuntiationis actus fiat nomine religionis.

Romæ, etc.

1982. Super magistro novitiorum.

L'abbate procuratore generale della congregazione Cassinese espone come nel monastero di Firenze occorre eleggere un nuovo maestro di novizi, alla quale mancanza non ha potuto l'ultima Dieta celebrata in Firenze provvedere per la circostanza di non esservi monaci disoccupati ed idonei a sostenere questo geloso incarico ad eccezione del monaco D. Alessandro Belli il quale non ha potuto eleggersi a questo ufficio per la mancanza degli anni di religione voluti dalle costituzioni cassinesi, e del grado di decania. Conta egli otto anni di religione e 31 di età. Supplichevole pertanto per incarico avutone dalla stessa dieta ricorre l'oratore alla S. V. perchè voglia impartigli il grado di decano ed abilitarlo all'esercizio del magistero di novizi.

Ex audientia die 10 julii 1840. SSmus annuit arbitrio P. abbatis præsidentis generalis pro petita habilitatione ad decaniam et ad officium magistri novitiorum juxta preces.

Romæ, etc.

1983. Super horis canonicis.

Giuseppe Mametti, sacerdote professo della congregazione di Somasca e di famiglia nel collegio di S. Bartolomeo di Somasca, espone che per la sua età ottuagenaria si trova con tale offuscamento della vista da non potere più recitare come si conviene il divino officio e celebrare la messa secondo il calendario, e ciò anche dopo aver fatto prova d'ogni maniera di occhiali. Volendo per altro l'esponente provvedere alla tranquillità della sua coscienza e non restare privo delle consolazioni spirituali del S. Sacrificio. Supplica umilmente la S. V. a dispensarlo dall'obbligo del divino uffizio e concedergli di celebrare la messa votiva della B. Vergine.

S. Congregatio, vigore specialium facultatum, annuit arbitrio P. provincialis, constito de visus debilitate, pro commuta-

(1981). *Théatins. Disposition des biens patrimoniaux*. Les Théatins professaient autrefois la pauvreté en commun ; les maisons n'héritaient pas des biens patrimoniaux des sujets qui professaient sans disposer. On peut voir ce que nous avons dit dans la neuvième série des *Analecta* (col. 327) de la pauvreté *in communi* des Théatins. A l'heure qu'il est, les Théatins possèdent des immeubles et des revenus. Dans le royaume de Naples, le gouvernement ne permettait pas aux communautés de succéder aux religieux ; les biens allaient aux héritiers naturels du religieux qui ne disposait pas avant de professer. « Joseph Papardo des princes du Parc, de Messine, représente à votre sainteté l'ardent désir qu'il ressent de faire la solennelle profession dans l'institut des clercs réguliers Théatins dans lequel il a été élevé et instruit dès sa plus tendre enfance et a déjà fait son noviciat. Mais devant disposer pour cela des biens que ses parents lui ont laissés, il prévoit des dissensions qui s'élèveraient parmi ses frères à cause de quelques circonstances particulières. Afin de ne pas retarder sa profession religieuse, il prie votre sainteté de vouloir bien lui permettre de différer et renvoyer la renonciation extérieure à une epoque plus propice. » Le procureur général des Théatins envoie les informations suivantes : « Le retard mis à la profession nous déplairait, parce que c'est un jeune homme de belles espérances pour le caractère, les talents et l'amour de l'étude. S'il professait sans disposer de ses biens, la propriété, selon le droit commun, passerait à l'institut, mais il n'en pourrait pas jouir dans le royaume de Naples, où la loi civile autorise les parents à succéder comme ab intestat. L'institut ne sera pas lésé par l'indult qu'on demande. Le religieux pourrait disposer avant sa profession, et ce serait pour ses parents. 2. Il en disposera plus tard avec le consentement de l'ordre ; nous donnons volontiers ce consentement dès à present. 3. L'institut n'en jouirait pas après la profession, en vertu des lois civiles du pays. — Grégoire XVI donne pouvoir de disposer des biens après la profession, cependant l'acte devra être fait au nom de l'institut. Rome, 3 juillet 1840.

(1982). *Bénédictins. Maître des novices*. Les constitutions du Mont-Cassin prescrivent que le maitre des novices ait le grade de doyen et dix ans de profession. Les décrets généraux de Clément VIII exigent l'âge de trente-cinq ans. Faute de sujets, la S. Congrégation permet de nommer un religieux qui a seulement huit ans de profession et trente et un ans d'âge. Rome, 10 juillet 1840.

(1983). *Somasques. Dispense de l'office divin. Messe votive*. Un octogénaire obtient, à cause de l'affaiblissement de la vue, la commutation de l'office en d'autres prières, et la permission de dire la messe votive. Rome, juillet 1840.

tione horarum canonicarum in alias preces, nec non pro indulto celebrandi dominicis et diebus festis ritus duplicis missam votivam B. M. V. aliis vero diebus missam defunctorum.

Romæ, julii 1840.

1984. Sylvestrinorum.

I generale e procuratore generale della congregazione Silvestrina espongono che i PP. adunati nella dieta celebrata dai medesimi nei giorni 24 e 25 maggio 1840, per togliere alcuni dubbi che potessero insorgere nelle nuove costituzioni, e per maggiormente stabilire la disciplina regolare e il buon ordine, hanno creduto emanare alcuni decreti che qui si trascrivono. Gli oratori poi, acciò li predetti decreti abbiano maggior forza e vigore, e siano in pienissima osservanza, implorano dall'EE. LL. Rme che siano approvati e confermati.

Decreta lata a patribus Sylvestrinis in dieta congregatis.

1. Capite 1 distinctionis primæ constitutionum agitur de modo recitandi divinum officium; non statuitur vero hora qua dicendum sit in duplicibus primæ classis ibi non expressis. Hinc patres vocales definierunt, ut in his duplicibus primæ classis (exceptis feriis 2 et 3 Paschæ ac Pentecostes), matutinum in posterum dicatur æstivo tempore, a paschate nempe usque ad dominicam tertiam septembris inclusive, hora quarta cum dimidio post mediam noctem, tempore vero hyemali hora una ante solis ortum, cum cantu *Te Deum*, hymni, ac *Benedictus*. Diebus autem festivis de præcepto in honorem gloriosissimæ semper Virginis Deiparæ Mariæ, idest Conceptionis Nativitatis, Annuntiationis ac Purificationis, utpote duplicis secundæ classis recitetur matutinum æstivo tempore ora 5 cum dimidio post mediam noctem; hyeme vero ortu solis. In S. Benedicti denique cœnobio addatur prædictis dies translationis S. P. N. Sylvestri abbatis cum cantu *Te Deum* ac *Benedictus*.

2. Capite 12 distinctionis primæ agitur de novitiis et de eorum affiliatione. R. P. in unum congregati existimarunt convenientius esse expetere suffragia a monasterii filiis, ubi novitii affiliari peroptant, quam a patribus de familia. Hinc statutum fuit sequi praxim quæ prius vigebat, petendo videlicet suffragia a confiliis et non a patribus de familia. Quando autem agnoscatur irrationabiliter pro tali affiliatione suffragia denegari a vocalibus, tunc in potestate sit abbatis generalis eam concedere; et idem tenendum erit pro illis monasteriis in quibus deest numerus sufficiens filiorum.

3. Caput 3 distinctionis tertiæ loquitur de abbatibus visitatoribus; a patribus vocalibus statutum fuit ipsos immediate abbati generali esse subjectos et gaudere omnibus privilegiis quibus perfruuntur abbates superiores.

4. Capite 15 distinctionis tertiæ agitur de monachorum defunctorum suffragiis; nulla vero mentio fit de cereis circa feretrum locandis. Quocirca ne quid nimis, ne quid parum apponatur, PP. statuerunt ut infra.

In funeribus abbatis generalis adsignantur cerei 24, 3 librarum, et 24 duarum.

P. procuratoris generalis juxta morem congregationum monachorum urbis.

PP. abbatum ex generalium, cerei 24 trium librarum et 12 duarum.

PP. abbatum de gubernio et visitatorum, cerei 18 trium librarum et 12 duarum.

PP. abbatum titularium, cerei 12 trium librarum et 12 duarum.

PP. qui aliquo gradu in religione fulgent, ut priores, magister novitiorum, ac lectores, cerei 12 trium librarum et sex duarum.

PP. sacerdotum simplicium et studentium, ex tribus libris sex et ex duabus sex.

Conversorum denique, seu laicorum 8 ex duabus libris.

5. Eodem capite, eademque distinctione de spoliis defunctorum habetur sermo, et ærario generalitio adsignatur tertium ex peculio. Patribus vero visum fuit ad tollendas quæstiones, quæ insurgere possent, totum spolium derelinquere monasteriis filiationis. Pro compensando autem ærario generalitio prædicto, iidem patres decreverunt, quælibet monasteria annuatim persolvere scutata triginta penes patrem abbatem generalem, unde substinere valeat expensas, quæ occurrere possunt in suis ac totius Congregationis necessitatibus. Attributa insuper fuere eidem ærario scutata biscentum, quæ pertinebant ad defunctum P. D. Aloysium Papi, qui obiit sine filiatione, et similiter omnia spolia monachorum qui ex hac vita decedunt sine pariter filiatione, detractis semper expensis ultimæ infirmitatis ac funeris. Hac providentia cumulatum ærarium post aliquod temporis spatium possidebit bona immobilia et fructifera, et sic in posterum de maturo consilio patrum poterunt monasteria exonerari de hujusmodi solutione triginta nempe scutatorum.

6. Ut detur quoddam initium strictioris observantiæ, in sacra eremo montis Fani diœcesis Fabrianensis ubi ossa veneranda sancti patris Sylvestri abbatis coluntur, juxta consilium quoque Emi ac Rmi principis D. cardinalis Marii Mattei nostri vigilantissimi ac zelantissimi protectoris atque visitatoris apostolici, definierunt patres qualibet feria quarta in prædicta S. Eremo monachos ab hac die abstinere carnibus cum usu vero lacticiniorum; et quolibet sabbato ad cænam vesci tantum medietate obsonii ovi, vel piscis, licet tamen superiori locali rationabili ex causa, solemnitatis nempe, aut alterius hujusmodi, ab hac abstinentia dispensare pro suo arbitrio et conscientia.

7. Ut charitas et pax Christi semper dominetur in nobis, præsertim unitas conservetur in cordibus nostrorum conversorum statutum fuit, ut quælibet munera, vulgo dicta, *Incerti* provenientia ex quocumque officio, fideliter a conversis depositentur apud superiorem localem, qui statim aut in fine cujuslibet anni dividet pro æquali portione et singulis distribuet.

8. Abbas S. Eremi Fabriani juxta Sylvestrinas constitutiones tam veteres quam novas, sede generalitia vacante succedit ut vicarius generalis in gubernio totius congregationis. Ast cum in præsentiarum ob deficientiam individuorum qui sint apti ad regenda monasteria, locatus sit abbas in eodem cœnobio qui non polleat prærogativis quas habere debet abbas generalis: decreverunt patres, ut quacumque ex causa vacare possit sedes generalitia, succedat in generalatu non abbas sacræ Eremus sed primus abbas visitator, et hoc sit pro hoc tantum triennio, nempe usque ad capitulum generale, quod, opitulante Deo, celebrandum erit diebus Pentecostes anni 1843.

S. Congregatio omnia et singula enunciata decreta approbat atque confirmat, excepto octavo pro quo suis loco et tempore quatenus opus fuerit providebitur.

(1984). *Sylvestrins. Modification des constitutions.* Le général et le procureur général de la congrégation bénédictine des Sylvestrins représentent que les pères, assemblés dans la diète qu'ils ont tenue le 24 et le 25 mai 1840, désirant dissiper les doutes qui pouvaient se présenter dans les nouvelles constitutions, et affermir la discipline régulière et le bon ordre, ont décidé de porter les décrets transcrits plus bas. Afin que les décrets acquièrent plus de force et de vigueur, les recourants en demandent l'approbation et la confirmation. — Les décrets regardent l'heure de l'office, l'affiliation, les visiteurs généraux, le nombre des cierges aux obsèques des dignitaires et des simples moines, la caisse généralice, l'abstinence du mercredi, les étrennes des convers, le gouvernement de l'institut durant la vacance du siége généralice. — La S. Congrégation confirme les décrets, excepté le dernier. Rome, août 1840.

1985. Ordinis carmelitici.

Il preposito generale dei Carmelitani Scalzi della Congregazione d'Italia espone :

Che la Congregazione di Spagna e quella d'Italia, avendo tra loro convenuto che i religiosi dell'una, i quali per qualunque caso si trovassero nei confini dell'altra, fossero in tutto soggetti ai prelati superiori di quest'ultima, di maniera che potessero dai superiori della Congregazione, nei luoghi della quale si trovano, essere obbligati anche per via di precetti all'osservanza e costituzioni come se fossero figli della medesima, eccetto però alla superiorità ed offici, *non tamen quoad superioritates et officia*, ottennero di questa loro convenzione deliberata nei rispettivi definitori e capitoli generali e reciprocamente accettata da Innocenzo XII la conferma per la bolla che comincia *Exponi nobis*, data l'anno 1692, 22 novembre.

Nel definitorio generale della Congregazione d'Italia celebrato ultimamente in Roma nella casa generalizia di Monserrato il giorno 11 luglio, considerato l'attuale circostanza dei religiosi della Congregazione di Spagna accorsi in quella d'Italia, non più di passaggio, ma in essa accolti, istruiti, educati, ed in certa maniera incorporati, presi pure ad esame i bisogni della Congregazione d'Italia, si è riconosciuto che sarebbe di gran vantaggio il potere indossare ai religiosi spagnoli anche superiorità ed offici, ed interpellato il R. P. Marco di Maria SSma, generale interino della Congregazione di Spagna residente in Roma nella stessa casa generalizia, di buon grado convenne nella stessa massima. L'oratore pertanto, per incarico speciale avuto dal sopracitato definitorio generale di concerto col sullodato generale interino P. Marco di Maria SSmo, supplica V. S. a voler estendere la giurisdizione ed autorità data e confermata dalla citata bolla quanto però al solo preposito generale della Congregazione d'Italia sopra i religiosi di quella di Spagna anche alle superiorità ed offici, di maniera che possa esso preposito generale della Congregazione d'Italia abilitare alla voce passiva, suscettibili perciò di superiorità ed offici quelli tra i religiosi spagnoli dimoranti nei luoghi di sua giurisdizione, che giudicherà opportuni a tal uopo.

Votum procuratoris generalis. — Le due Congregazioni dei Carmelitani scalzi d'Italia e di Spagna sono come le varie congregazioni monastiche dei Benedettini, ciascuna delle quali professa la regola di S. Benedetto, e tutte differiscono tra loro per le diverse costituzioni che tengono.

Noi Carmelitani scalzi d'Italia abbiamo nella professione solenne il quarto voto *de non ambiendo*, che punto non si emette dai Carmelitani scalzi di Spagna. Abbiamo un regime diversissimo dei loro costumi, in molte cose contrario : ed è per questo che, dovendo un Carmelitano scalzo di Spagna passare alla nostra Congregazione, deve ottener prima il beneplacito apostolico come se venisse da un altro ordine, e deve professare di nuovo solennemente, giurando obbedienza al generale nostro, esternando il quarto voto di non ambire, e obbligandosi alle nostre costituzioni.

Per un accordo fatto e confermato dalla S. Mem. di Innocenzo XII con sua constituzione dei 22 novembre 1692, si convenne che « Professores dictæ congregationis Hispaniæ intra terminos congregationis Italiæ reperti, perinde ac si de congregatione Italiæ hujusmodi essent, e contra vero professores dictæ congregationis Italiæ, intra terminos supradictæ congregationis Hispaniæ, pariter reperti, perinde ac si de dicta congregatione Hispaniæ essent, tam in favorabilibus, quam in odiosis (non tamen quoad superioritates et officia) respective haberentur. » Ma io non tacerò come l'odierno procuratore generale e generale interino di Spagna residente in Roma si protestò chiaramente con me non sussistere più nè la concordia, nè il breve confermativo, mentre i spagnoli rinnovarono la loro costituzione sotto la S. M. di Pio VI, e nulla si esprime in esse su quel breve, su quella concordia, sulla dipendenza dei Carmelitani scalzi spagnoli dai Carmelitani scalzi italiani, ospitando nei loro conventi. Comunque vada la cosa, gli Spagnoli dimoranti ora nelle nostre case mostrano una dipendenza più o meno dai nostri superiori, e si conformano a molte delle nostre pratiche non che alla nostra vita giornaliera; non decidendo io se lo facciano alcuni per mera convenienza o piuttosto per intima persuasione di esservi astretti.

La limitazione posta nella concordia e nel breve, che esclude gli uni e gli altri fuori di casa propria dalle superiorità ed offici e in conseguenza dalla voce attiva e passiva, è di tutta ragione, siasi per legge positiva, siasi per diritto di natura.

Dico : per legge positiva, volendo i sagri canoni che gli offici, la superiorità, la voce attiva e passiva competono nelle religioni unicamente agl'individui in loro professi. Il Ferraris, verb. *Electio*, art. 4, num. 89, così scrive : « Electio facta a regularibus et de regularibus, necdum in eadem religione professis, est nulla, textu expresso in cap. *Ex eo*, 32, de election. in 6. In ecclesiis quoque regularibus vel monasteriis, hi qui non sunt tacite vel expresse professi, non debent cum professis electionibus interesse. » E nel numero 91 : « Eligendus in prælatura debet esse professus in eadem religione in qua eligitur, textu expresso in Clementina 1 *de Elect.* Cum rationi non congruat, ut homines disparis professionis, vel habitus simul in eisdem monasteriis socientur, prohibemus ne religiosus aliquis in abbatem, vel prælatum alterius religionis vel habitus de cetero eligatur. Quod si secus actum extiterit, sit eo ipso irritum et inane. »

L'istesso si vuole apertamente dal Tridentino, il quale nella sess. 25, de regularibus, cap. 21, dopo aver detto, confidar esso che il SSmo Romano Pontefice sia per procurare che siano proposti ai monasteri i quali ora si trovano in commenda, e i quali hanno i loro conventi, persone regolari espressamente professe dal medesimo ordine, soggiunge : « Quæ vero impo sterum vacabunt, nonnisi regularibus spectatæ virtutis et sanctitatis conferantur. Quoad vero monasteria, quæ capita sunt, primates ordinum, sive abbatiæ, sive prioratus, teneantur illi qui in præsenti ea in commendam obtinent, nisi sit eis de regulari successore provisum, infra sex menses religionem illorum ordinum propriam solemniter profiteri, aut iis cedere. »

Clemente VIII nei suoi decreti pro reformatione regularium ordinò : « In superiorum et officialium omnium electionibus forma præscripta a sacro concilio Tridentino et ordinis constitutionibus inviolabiliter servetur, ad officia, gradus et prælaturas illi præcipuæ eligantur, qui possint et consueverint regulas ordinis et constitutiones observare. »

Ora nelle nostre costituzioni approvate in forma specifica dalla Santa Sede si determina nella parte III, cap. I, de Capitulo generali : « Eligi poterunt a capitulo ex universa Congre-

(1985). *Carmes déchaussés. Réunion des Espagnols à la congrégation d'Italie.* Les charges sont réservées aux profès de chaque institut. Les Carmes déchaussés forment deux congrégations distinctes : celle d'Espagne, qui comprend les possessions espagnoles, et celle d'Italie, qui embrasse les autres pays. La révolution d'Espagne ayant conduit un grand nombre de religieux dans les couvents italiens, le général de la congrégation d'Italie demande la faculté d'accorder la voix passive et d'habiliter par là aux charges et aux emplois les Espagnols qu'il jugerait capables et dignes. Les inconvénients de cette proposition sont clairement indiqués dans le *votum* du procureur général. Il est difficile que les hommes élevés dans une autre esprit et formés à l'observance de constitutions diverses, dirigent convenablement les communautés. Dans une autre lettre, le procureur général est d'avis que ce sont probablement les fondations que les Espagnols veulent faire en France qui ont fait présenter la demande en question. — Loin d'accorder le pouvoir illimité que le général demande, la S. Congrégation ordonne de s'adresser à elle-même pour les cas particuliers. Rome, août 1840.

gatione quicumque sacerdotes professi a jure vel a nostris constitutionibus voce passiva non privati. »

E nel cap. 15, de capitulo provinciali : « Eligi poterunt ex tota provincia quicumque sacerdotes professi conventuales illius. » Volendo che alcune determinate cariche non si diano, se non a soggetti, i quali han già passati più anni fra noi dopo la professione solenne emessa nella nostra congregazione.

E già nella parte parte II, aveva stabilito intorno alla voce attiva e passiva le seguenti cose. Nel cap. VIII : « Qui jam sacerdotio induuntur, quousque a professione triennium expleverint, non suffragentur. » Di più : « Hi vero, qui ex aliis religionibus professi admittuntur ad nostram, nec passivam in capitulis, nisi transactis sex annis a professione. »

Dunque la legge positiva nel gius canonico nel Tridentino, nei decreti di Clemente VIII, nelle costituzioni della nostra congregazione vieta offici, superiorità, voce attiva e passiva in individui non professi ; quindi converrebbe derogare a tanti canoni rispettabilissimi e a tanti savissimi stabilimenti per annuire all'istanza che i Carmelitani scalzi di Spagna non professi nella nostra congregazione godessero di voce attiva e passiva, di offici, di superiorità nei nostri conventi.

Ma la limitazione posta nella concordia e nel breve di Innocenzo XII, è ragionevole al sommo ancora per diritto di natura. Prescrive questa sicuramente che si istallino negli offici persone abili a disimpegnarli a dovere ; e che la testa sia uniforme al rimanente del corpo, onde non abbiasi una figura mostruosa. Un carmelitano scalzo spagnolo educato con altre leggi, obbligato ad altre leggi, privo dell'intima cognizione dei nostri doveri, come nutrirà un santo zelo per dare ad altri l'esercizio della nostra vita ? Il formarsi la vera idea di un istituto religioso, il conoscere appieno gl'impegni nella corteccia, e nel midollo, non è un affare di poco tempo. Imparate le leggi nel materiale, nella lettera, fa d'uopo conoscere bene lo spirito e bisogna perciò conoscere la tradizione che le spiega, le ampia, le limita, e quanto nei vari tempi dichiarò, o fissò la religione, o a spiegazione di loro o a loro conferma. Tali cognizioni portano nel governare la tanto necessaria prudenza, figlia della scienza e della esperienza, quella esperienza e quella scienza che si acquistano con anni molti passati nella religione e che in conseguenza non possono supporsi in individui di altra professione e di altri doveri.

Si asserisce nella supplica, qualmente considerata l'attuale circostanza dei religiosi della Congregazione di Spagna, accolti, istruiti, educati ed in certa maniera incorporati, presi pure ad esame i bisogni della Congregazione d'Italia, si è riconosciuto che sarebbe di gran vantaggio di potere indossare ai religiosi spagnoli anche superiorità ed offici.

È vero che molti religiosi spagnoli sono stati accolti, istruiti, educati ; ma questi non possono mai aver assunto l'impegno d'internarsi nelle leggi da loro non professate, nè in tutti i luoghi, o si è voluto, o si è potuto dare ad essi l'educazione convenevole ai nostri giovani, nè tutti hanno corrisposto, o corrispondono al ben a loro fatto. I bisogni della Congregazione d'Italia pur troppo esistono, attese le passate vicende ancora sussistenti in tante loro conseguenze ; ma si provvederà al bisogno colle promozioni bramate ? Io non veggo pertanto il gran vantaggio, che risulterebbe da una dispensa opposta a tante leggi. E quando pure ne venisse una qualche utilità, avverrà facilmente la confusione deplorata da S. Agostino in alcune cose nuove, quantunque utili. Si vorrebbero graziati quelli giudicati opportuni a tal uopo, e graziati dal sol P. generale. Ottimamente. Ma graziandosi uno, si lamenteranno altri, credendosi uguali, o maggiori di merito. Questi graziati di voce converranno nei capitoli, e tratterranno affari da loro non conosciuti. Forse maneggieranno per un altro partito opposto alla pace domestica.

E i nostri PP. capitolari supporteranno di buon animo una tale unione con forestieri non professi ?

E i provinciali si accomoderanno a tal novità da cui immagineranno detrimento alla provincia, oppure a qualche convento ?

Io ignoro del motivo preciso, per cui il definitorio generale ha voluto si avanzasse la supplica, posso supporre un qualche caso grave particolare, meritevole di condiscendenza. Onde opinerei che si scrivesse : *Recurrat in casibus particularibus et referat in specie tum de necessitate, tum de utilitate hujusmodi dispensationis.*

La Scala, 8 agosto 1840. — Fr. Paolo di S. Giuseppe, procuratore generale dei Carmelitani scalzi.

Alterum votum procuratoris generalis. — Il motivo dell'istanza avanzata dal P. generale deve esser questo : Alcuni sacerdoti spagnoli refugiatisi in Francia vogliono fondare un qualche convento di Carmelitani scalzi, dipendente però dalla nostra Congregazione d'Italia. Essi ci vengono stimolati da molti, e si protestano di farvi osservare *ad litteram* le nostre costituzioni. Non potendo essi come appartenenti ai Carmelitani scalzi di Spagna, aver superiorità ed offici nei nostri conventi hanno dato il motivo alla supplica che poi fu concepita in generale e per tutti i casi possibili. Io opinerei che si notificasse con lettera al P. generale dimorante in Roma per altri pochi giorni, come la S. C. non crede espediente una dispensa generale ed illimitata in un punto voluto da tante leggi canoniche, ma occorrendo un qualche caso grave particolare, lo palesi con tutte le ragioni convenevoli per la grazia, e sarà presa in considerazione.

La dimanda non può essere un atto preparatorio per il futuro capitolo, mentre i vocali di lui fissati dopo i capitoli provinciali tenuti nello scorso maggio, non possono venir cambiati senza un beneplacito apostolico. — Fr. Paolo di S. Giuseppe, procuratore generale dei Carmelitani scalzi (1).

Rescriptum. S. Congregatio Episcoporum et Regularium rescribendum censuit : *Recurrat in casibus particularibus.*

Romæ, augusti 1840.

(1) Dans cette seconde lettre, le procureur général suppose que la demande relative à l'entrée des Espagnols dans la congrégation d'Italie a été motivée par le projet de restauration des Carmes en France. « Le motif de la demande présentée par le général doit avoir été celui-ci : Quelques prêtres espagnols réfugiés en France veulent fonder quelque couvent de Carmes déchaussés, lequel dépendrait de la congrégation d'Italie. Ils sont stimulés de plusieurs côtés, et ils protestent qu'ils y feront observer *ad litteram* nos constitutions. Appartenant aux Carmes déchaussés d'Espagne, ils ne peuvent avoir de supériorité et d'office dans nos couvents. Voilà ce qui a motivé la demande. On la fait en général et pour tous les cas possibles. Je serais d'avis d'écrire au général qui se trouve encore à Rome pour quelques jours que la S. Congrégation ne juge pas à propos de concéder une dispense générale et illimitée sur un point recommandé par tant de dispositions canoniques ; mais s'il se présente un cas particulier et grave, on le prendra en considération. — La S. Congrégation se conforma à l'avis du procureur général. Bientôt les Carmes espagnols ouvrirent près de Bordeaux leur première fondation de France. L'induct pontifical autorisant l'érection canonique fut obtenu le 15 avril 1842 ; nous l'avons publié plus haut, col. 264. Dans la suite un Espagnol a été général de l'ordre à Rome.

(*La suite prochainement.*)

MÉLANGES

Allocution du pape Léon XIII. — Lettre à l'évêque de Sandomir. — Musée chrétien. — Binage. — Défense de recevoir les absents dans les confréries. — Réguliers. — Scapulaire blanc. — Enfants de Marie-Immaculée.

— *Audience accordée à quelques habitants de Rome. Discours prononcé par notre saint-père le pape Léon XIII.*

Le 14 août le Saint-Père admettait en sa présence, dans la salle du consistoire, une nombreuse députation du Transtevère. Ce quartier, où le dévouement à la personne des papes est proverbial, envoyait six cents de ses habitants faire acte de soumission et de fidélité à Léon XIII. Ces fils dévoués apportaient à leur père de riches dons : une mitre, une mozette, une étole, une paire de mules, le tout enrichi de pierres précieuses et d'un magnifique travail.

Le chevalier Pierre Gentilli, président du comité catholique du Rione Borgo, lut une touchante adresse, à laquelle le Saint-Père fit la réponse, dont voici la traduction :

C'est avec une bien vive satisfaction et une émotion profonde que Nous Nous trouvons pour la première fois, aujourd'hui, au milieu d'une si belle couronne de Romains qui Nous entourent avec empressement, dans le désir de rendre hommage à notre personne et de confirmer les protestations de dévouement, d'obéissance et de soumission à l'autorité suprême dont Nous sommes revêtu. Les doux et solides liens d'affection qui unissent le peuple de Rome à son Pontife et les rattachent l'un à l'autre comme un fils au plus tendre des pères, et un sujet au plus bienfaisant des princes : ces liens, dis-je, ne se sont pas relâchés, grâce à Dieu! et ne se relâcheront jamais, si grands que soient les artifices et les séductions qu'on veuille employer dans ce but. Nous en avons une preuve splendide aujourd hui même, car vous donnez un gage de cette vérité en vous rassemblant en aussi grand nombre devant Nous; vous le donnez encore par les paroles affectueuses que vous venez de Nous adresser et par les dons très-nobles que vous Nous présentez et qui sont le fruit de vos offrandes communes.

En même temps que Nous accueillons volontiers ces témoignages de révérence et d'amour, et que Nous voulons en exprimer à vous tous, soit présents, soit absents, les sentiments de Notre gratitude, Nous sommes heureux de pouvoir vous assurer, très chers fils, que si, à cause des circonstances du temps, Nous ne pouvons pas Nous trouver souvent au milieu du peuple romain, toutefois notre cœur est toujours avec vous, et Nous engager à Nous occuper sans cesse de votre véritable bien-être. Pour vous, mes chers enfants, vous ne pourriez Nous donner une preuve plus grande de dévotion et d'affection que de vous montrer constamment dociles aux enseignements de la foi catholique et persévérants à suivre les exemples de piété que vos pères vous ont laissés, et jaloux de garder cette piété dans le sein de vos familles pour le transmettre comme un précieux héritage à vos arrière-neveux. Il nous a donc été très agréable de vous entendre protester tout à l'heure que vous êtes bien décidés à mettre tout en œuvre pour que vos enfants reçoivent une instruction religieuse telle que les temps l'exigent, et que vous avez horreur de ces écoles impies où leur foi et leur innocence courraient les risques les plus certains.

Il faut, sans aucun doute, déplorer grandement que, dans cette Rome qui est à Nous, qui est le centre du catholicisme et le siége auguste du Vicaire de Jésus-Christ, il soit impunément permis aux sectes hétérodoxes d'ériger des temples, d'ouvrir des écoles et de propager dans le peuple des publications corruptrices; et qu'il ne Nous soit pas donné d'opposer, comme Nous le voudrions, un remède à l'impiété qui Nous envahit. Mais c'est à vous, très chers fils, qu'il appartient de rendre vains les efforts des impies, en vous faisant une loi inviolable de vous tenir vous-mêmes et vos enfants entièrement éloignés de la contagion des hérésies. Hé quoi ! voudriez-vous, Romains, fréquenter les temples des novateurs en désertant les églises catholiques, pleines de sainteté, de majesté et de splendeur, ces églises qui vous ont accueillis dès vos premières années? Est-ce qu'elles font défaut à Rome, les écoles catholiques, où vos enfants peuvent recevoir l'instruction, sans craindre nulle offense à leur foi et nulle flétrissure à leurs mœurs? Grâce à la sollicitude paternelle du Pontife, à la généreuse charité des fidèles, au zèle d'ecclésiastiques et de laïques de bonne volonté, il n'y a pas un coin de Rome où ces écoles n'aient été ouvertes (et d'autres s'ouvriront encore) en nombre suffisant pour pourvoir à tous les besoins.

Nous savons bien que les ennemis de notre foi, profitant de la grande détresse qui afflige maintenant les populations, mettent en œuvre toutes les séductions et répandent même l'or à profusion pour peupler leurs écoles et leurs temples. Mais non, Nous ne voulons pas faire outrage à votre conscience et à votre religion, en vous supposant capables de la lâcheté insigne qui consisterait à sacrifier votre salut éternel et celui de vos enfants à la considération d'un intérêt matériel. Le pain acheté à ce prix est un poison qui décompose et tue les âmes et appelle sur les familles la malédiction de Dieu. Rappelez-vous avec un saint orgueil ce qu'ont fait vos pères : sommés de trahir leur foi, ils ont préféré renoncer non-seulement aux biens de la terre, mais même à la vie. Suivez les mêmes inspirations et imitez de si nobles exemples.

Que votre constance et vos saintes déterminations soient fortifiées et rendues inébranlables par la benédiction apostolique que Nous donnons du plus profond de notre cœur, en invoquant sur vous et sur vos familles l'abondance des faveurs célestes.

Benedictio Dei, etc.

— *Lettre de Mgr l'évêque de Sandomir au Saint-Père. Lettre latine de Sa Sainteté.*

Les journaux polonais ont publié une lettre de l'évêque de Sandomir au souverain pontife, et la réponse de celui-ci.

Très-saint Père,

Le cinquième mois s'écoule depuis que nous avons reçu l'heureuse nouvelle de l'élection de Votre Sainteté au poste de timonier de la barque de Pierre, de vicaire du Christ, de chef visible de l'Eglise, de père des pères.

Dieu sait quelle joie ce serait pour mon cœur de pouvoir approcher avec d'autres évêques du trône de Votre Sainteté, et, baisant vos pieds, Saint-Père, de vous présenter l'hommage de mon respect... de ma vénération... de mon amour pour ce Siège apostolique. Que me faudrait-il de plus dans ma vie, si je pouvais me prosterner près du tombeau des saints Apôtres? Je m'écrierais alors avec saint Siméon : « Maintenant, abandonne ton serviteur, ô Seigneur ! car mes yeux ont vu ta gloire; » mais c'est au-dessus de mes forces, car je suis un vieillard de 84 ans, j'ai 68 ans de sacerdoce et 20 ans d'épis-

copat. Le poids des années m'accable et cette année même, me sentant plus faible, j'ai été obligé, pour reprendre un peu de force, de passer quelque temps en dehors des limites de mon diocèse.

Déjà certainement les évêques du monde entier ont exprimé à Votre Sainteté leurs souhaits, soit verbalement, soit par écrit ; il se peut que je sois le dernier à le faire, mais, quoique je vienne tard, veuillez m'écouter gracieusement, Saint-Père, c'est un évêque qui vous le demande, votre serviteur, votre fils dans l'ordre spirituel, et en même temps un vieillard qui, sous le rapport de l'âge, tient, me dit-on, la seconde place parmi tous les évêques du monde

La nouvelle de la mort de Pie IX de sainte mémoire nous a plongés dans un profond chagrin ; mais Dieu, qui est la source des consolations vraies, nous en a envoyé deux. La première, c'est d'avoir vu toutes les églises de notre diocèse remplies de fidèles priant Dieu pour le repos de l'âme du défunt pape, et puis priant le Saint-Esprit pour qu'il inspire le choix du nouveau successeur de Pierre. La seconde, c'est que nous avons vu les mêmes fidèles rendre des actions de grâces au Seigneur pour nous avoir donné, en si peu de temps, par l'effet de sa grâce et de sa protection, vous, Saint-Père, qui êtes la lumière du ciel, prédite.

Dieu qui ne regarde pas par des yeux et qui n'écoute pas par des oreilles corporelles, mais lit au fond des cœurs, m'est témoin que je dis la vérité. Les paroles que je transmets à Votre Sainteté sont la faible expression des sentiments que je nourris dans mon cœur en commun avec mon troupeau pour le Saint-Siége apostolique et pour celui qui y est monté par la protection divine.

Je termine ma lettre par la prière qu'on entend si souvent dans nos églises s'élever au ciel pour vous, Saint-Père : « Que Dieu vous garde, vous protége et vous couvre de ses « bénédictions en ce monde. » — En retour, Saint-Père, daignez me bénir, moi, mon diocèse, le clergé et son peuple fidèle.

De Votre Sainteté le plus humble et le plus affectionné serviteur.

JOSEPH-MICHEL JUSRYNSKI,
évêque de Sandomir.

Sandomir, le 15 juillet 1878.

La réponse du Saint-Père est conçue en ces termes :

« LÉON XIII, PAPE,

« Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique.

« Ce n'est pas votre retard, vénérable frère, dans l'accomplissement de votre devoir qui nous fait de la peine, c'est la cause de ce retard, c'est-à-dire votre santé débile, et qui n'est pas encore tout à fait raffermie jusqu'à ce moment. Aussi accueillons-nous votre lettre, bien qu'arrivée tard, comme si elle était écrite le jour où vous l'avez conçue dans votre pensée et dans votre cœur. Elle nous a apporté, d'ailleurs ce que nous désirions avant tout : c'est l'assurance de votre attachement pour nous et cette chaire de Pierre. Rien ne peut nous être plus doux, car cette assurance est une preuve de l'unité constante du catholicisme et nous donne la conviction qu'un évêque animé de pareils sentiments ne peut ne pas être le gardien fidèle des droits de l'Eglise et ne pas inculquer la même fidélité à son clergé, de la piété et de la moralité duquel dépend l'éducation religieuse et morale du peuple. Recevez donc, comme marque de notre gratitude cordiale, nos vœux pour votre prospérité. Puisse la grâce du Ciel vous venir en aide, afin que vos dernières années soient illustrées de plus grands mérites encore.

« Que le gage de cette grâce divine soit la bénédiction apostolique, que je vous envoie, vénérable frère, à vous et à tout votre diocèse, en signe de notre bienveillance particulière.

« Fait à Rome, à Saint-Pierre, le 19 août 1878, l'année première de notre pontificat.

« LÉON XIII, PAPE. »

— *Musée chrétien. Nomination du directeur. Lettre du Saint-Père. Utilité des études archéologiques.*

Nous publions ci-après la lettre que Sa Sainteté Léon XIII a adressée à M. Jean-Baptiste de Rossi, en lui conférant la charge de préfet du musée chrétien du Vatican.

A notre cher fils Jean-Baptiste de Rossi, préfet du musée chrétien. Léon XIII, pape. Cher fils, salut et bénédiction apostolique.

Nous nous réjouissons vivement, à bon droit, de pouvoir vous appliquer les paroles que le très-savant pape Benoît XIV écrivait à un illustre personnage, la gloire de la bibliothèque vaticane : « La grande œuvre que vous vous êtes chargé d'accomplir avec un zèle extrême, au prix d'un incroyable travail et d'une application continue, mérite assurément d'être consacrée par la publicité de la louange apostolique, comme aussi d'être honorée et garantie par les témoignages et les aveurs de notre bienveillance et de notre autorité. » Nous n'ignorons pas, en effet, que vous avez copié avec un soin infatigable beaucoup de vieux manuscrits et que vous en avez dressé des états détaillés et des catalogues raisonnés ; nous connaissons vos remarquables ouvrages d'épigraphie chrétienne sur Rome souterraine, qui vous ont valu dans le monde entier une juste gloire et une célébrité impérissable ; nous savons aussi avec quelle ardeur vous n'avez cessé de vulgariser, soit dans les réunions des académies, soit dans les journaux, les connaissances d'archéologie sacrée que vous avez acquises par le génie et l'érudition.

Mais si l'usage de ce Saint-Siège a toujours été d'encourager et de combler d'honneurs les hommes érudits qui avaient bien mérité des lettres et des sciences, rien ne sollicite plus notre faveur et notre bienveillance que cette science qui met en lumière les origines de l'Eglise et qui fait que les pierres elles-mêmes, pour ainsi dire, et les monuments défendent la cause de la religion et attestent l'antiquité et la permanence de la foi et de l'autorité romaine. Afin donc de favoriser, autant qu'il est en notre pouvoir, ces études dans lesquelles vous avez été élevé dès votre jeunesse, sous la direction d'hommes tels que Angelo Maï et Cajetan Marini, dont vous êtes l'émule par le savoir, nous avons résolu de confier à vos soins et à votre activité, avec le titre de préfet ou curateur, le musée chrétien adjoint à la bibliothèque vaticane, sous la réserve toutefois du droit de direction et de surveillance qui compète au cardinal bibliothécaire et au sous-bibliothécaire.

En ajoutant cette charge à celles que vous remplissez déjà avec éclat, nous voulons qu'elle soit comme un témoignage particulier de notre intention envers vous, et qu'on sache qu'elle vous est conférée et attribuée à vous exclusivement, votre vie durant, et en considération seulement de votre personne, à raison de vos mérites insignes.

Enfin, avec ces lettres qui vous sont le garant de notre paternelle bienveillance, recevez notre bénédiction apostolique que nous vous accordons affectueusement, comme présage du secours céleste et des biens d'en haut.

Donné à Rome, Saint-Pierre, le 23 octobre 1878, l'an premier de notre pontificat.

LÉON XIII, PAPE.

— *Indulgences. Défense de recevoir dans les confréries les personnes absentes. Notre-Dame de Guadeloupe. Décret de Clément XIII. Renouvellement de ce décret.*

Decretum urbis et orbis quo inolita consuetudo rejicitur adscribendi absentes piis sodalitiis. Cum in nonnullis ex piis sodalitiis hisce potissimum temporibus institutis inter sodales adscribendi etiam absentes consuetudo inoleverit, quæ reprobata jamdiu fuerat ab hac Sacra Congregatione Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, præsertim in *Americana* novi regni Hispanici die 28 aprilis 1761, relatione de hoc facta sanctissimo domino nostro Leoni papæ XIII per me infrascriptum secretarium dictæ Sacræ Congregationis in audientia habita die 13 aprilis 1878; Sanctissimus prævia sanatione omnium adscriptionum hactenus haud rite factarum, mandavit, ut in posterum serventur, atque ad observantiam revocentur resolutiones præfato anno 1761 editæ, quas ad istiusmodi effectum una cum præsenti decreto evulgari jussit.

Datum Romæ ex secretaria ejusdem Sacræ Congregationis die 13 aprilis 1878. Al. card. Oreglia a S. Stephano præfectus. *A. Panici secretarius.*

Americana novi regni hispanici. Fel. record. Benedictus XIV per suas literas apostolicas in forma brevis sub datum Romæ apud S. Mariam Majorem die vigesima quinta maii 1751, cujus initium : *Non est equidem* etc. confirmavit omnes et singulas indulgentias, ac privilegia in perpetuum concessa congregationi, seu confraternitati B. M. V. Guadalupensis patronæ novi regni Hispanici in America, nonnullasque alias per dictum breve indulgentias concessit cum facultate ut eas confratres etiam absentes et ubicumque locorum commorantes lucrari possint. Ampliavitque dictum privilegium regibus, principibusque, et eorum consanguineis usque ad secundum inclusive gradum adscribendi se confratres et acquirendi omnes et singulas indulgentias prædictæ congregationis etiam absentes. Hinc exortum est dubium: *An fideles absentes possint admitti et adscribi in confratres?*

Ratio dubitandi ea potissimum videtur, quod impedimentum absentiæ non tanti habitum est a summo pontifice, ut ex eo absentes confratres, et reges ac principes ab acquisitione indulgentiarum excluderet; adeoque absentes a numero confratrum non forent rejiciendi. Attamen cum declaraverit pontifex defectum absentiæ non obesse confratribus jam adscriptis et regibus et principibus, quibus specialis adscrib confratres facultas impertita est, nullo pacto videntur admittendi absentes qui neque vi admissionis, aut gratiæ die possunt confratres.

Additur in precibus, quod si absentes nequeant admitti in confratres, dignentur EE. VV. rescribere, quod admitti valeant, et ad minus incolæ novi regni prædicti, ad quod extenditur patronatus prædictæ B. Mariæ Virginis, quemadmodum nonnullis similibus confraternitatibus Europæis clementer indultum est, et signanter confraternitati Sanctissimæ Conceptionis Liciensis. Dignabuntur itaque EE. VV. declarare.

1. An absentes admitti possint in confratres? Et quatenus negative,

2. An supplicandum sit SSmo pro eorum admissione, vel ad minus pro admissione incolarum prædicti novo regni Hispanici?

Sacra Congregatio die 28 aprilis 1761 respondit: Negative in omnibus. N. card. Antonelius præf. *J. de Comitibus secret.*

— *Mémoire des apôtres et des martyrs. Messe votive des fêtes supprimées. Dédicace des églises. Décret de la S. Congrégation des Rites.*

L'indult du cardinal Caprara du 9 avril 1802, supprimant un grand nombre de fêtes pour les diocèses alors compris dans la république française, prescrivit au clergé la commémoraison générale des apôtres le 29 juin et celle des martyrs le 26 décembre. Secondement, il ordonna que le dimanche dans l'octave de l'Epiphanie, de la Fête-Dieu, des saints apôtres Pierre et Paul et du patron local, on célébrât une messe solennelle votive de ces fêtes. Troisièmement, la Dédicace de toutes les églises de France fut prescrite sous le rite de première classe avec octave le dimanche qui suit l'octave de la Toussaint.

Les réguliers doivent-ils observer ces prescriptions, eux qui célèbrent toutes les fêtes des apôtres dans le rite du bréviaire, ainsi que la fête de l'Epiphanie, la Fête-Dieu, S. Pierre et S. Paul et le patron local; et qui font une fête spéciale de la Dédicace des églises de leur ordre sous le rite de première classe avec octave?

La S. Congrégation des Rites décide que les réguliers sont compris dans l'indult du cardinal Caprara et doivent par conséquent, comme le clergé séculier, faire la commémoraison générale des apôtres et des martyrs, célébrer la messe votive solennelle le dimanche dans l'octave des trois fêtes dont il s'agit, et observer l'octave de la Dédicace de toutes les églises.

Dubia quoad obligationes, quæ regularibus veniunt post festorum reductionem in Gallia, anno 1802 peractam.

Hodiernus kalendarista Carmelitarum excalceatorum provinciæ Aquitaniæ in Gallia, attenta opinionum varietate circa obligationes quæ regularibus veniunt ex indulto card. Caprara 9 aprilis 1802 pro reductione festorum in Gallia, a Sacrorum Rituum Congregatione humiliter insequentium dubiorum solutionem expostulavit, nimirum:

Dubium I. An regulares, qui celebrant solemniter in proprio die festum SS. Apostolorum Petri et Pauli, et festum S. Stephani protomartyris, item omnia festa apostolorum juxta ritum in breviario assignatum, debeant, sicut clerus sæcularis, facere commemorationem omnium apostolorum die 29 junii, et omnium martyrum die 26 decembris?

Dubium II. An regulares, qui celebrant cum solemnitate in proprio die festa Epiphaniæ Domini, SSmi Corporis Christi, SS. apostolorum Petri et Pauli et patroni diœcesis vel loci, debeant, sicut clerus sæcularis, cantare missam solemnem votivam eorumdem festorum in dominica infra octavam eorum occurrente?

Dubium III. Cum Carmelitani excalceati celebrent Dedicationem omnium ecclesiarum ordinis die 31 augusti, sub ritu primæ classis cum octava, an debeant etiam celebrare Dedicationem omnium ecclesiarum Galliæ in dominica post octavam omnium Sanctorum sub ritu primæ classis cum octava?

Dubium IV. Cum, ex indulto speciali, festum S. Remigii 1 octobris elevatum fuerit pro Gallia, ut aiunt, ad ritum dupl. min., quæritur utrum istud officium sic elevatum obliget regulares, et etiam illos qui, sicut Carmelitani, habent Kalendarium proprium a Sacrorum Rituum Congregatione approbatum?

Sacra porro Rituum Congregatio ad relationem infrascripti secretarii, audita sententia in scriptis alterius ex apostolicarum cæremoniarum magistris, omnibus mature perpensis ac consideratis rescribendum censuit:

Ad I. *Affirmative juxta indultum 9 aprilis 1802.*

Ad II et III. *Affirmative pariter juxta citatum Indultum.*

Ad IV. *Dilecta et exquiratur et examinetur concessio in*

dubio citata. — Atque ita rescripsit et servari mandavit. Die 4 januarii 1877.

— *Binage. Application de la seconde messe. Association pour le soulagement des prêtres défunts.* (Affaire traitée par la S. Congrégation du Concile, le 14 septembre 1878).

On a institué dans un grand nombre de diocèses des associations dont les membres doivent appliquer le saint sacrifice de la messe pour tout prêtre décédé. Le Saint-Siége a accordé l'autel privilégié pour les membres de l'association. Est-il permis d'appliquer la seconde messe des jours où l'on bine en accomplissement de l'engagement dont il s'agit ?

La question a été soumise à la S. Congrégation du Concile par Mgr l'évêque de Nancy et par Mgr l'évêque de Nîmes.

On sait que les prêtres qui binent ne peuvent recevoir de rétribution pour la seconde messe. Le Saint-Siége a toujours montré une grande rigueur sur ce point : décision pour Vintimille, 19 décembre 1835 ; Cambrai, 25 septembre 1858; Rodez, 1 avril 1876.

Or, le prêtre qui, autorisé à biner, applique la seconde messe pour les confrères défunts, semble percevoir, sinon directement, tout au moins indirectement, un profit matériel ; car il remplit par là l'obligation qu'il a contractée en se faisant inscrire dans l'association. S'il n'appliquait pas la seconde messe du binage, il devrait appliquer gratuitement, un jour de semaine, ou charger un autre prêtre de cette application, moyennant rétribution. Il retire donc un avantage indirect.

Cependant la S. Congrégation du Concile décide que le prêtre qui bine peut licitement appliquer la seconde messe pour les confrères défunts. En effet, il ne reçoit directement ou indirectement de rétribution. Aucune loi ne défend d'appliquer la seconde messe pour dévotion, ou pour les âmes du purgatoire. C'est une simple obligation de charité que les prêtres contractent en entrant dans l'association.

L'affaire a été traitée *per summaria precum.* Voici le *folium* de la S. Congrégation.

Nanceyen-Tullen. et Nemausen. Circa applicationem secundæ missæ. Die 14 septembris 1878. Episcopus Nanceyensis-Tullensis in Gallia S. V. Ordini exposuit supplici libello diei 1 dec. 1877, quod die 25 decembris 1842 a prædecessore suo DD. Alexio Basilio Menjaud, sacerdotum diœcesis suæ instituta fuerit associatio motu proprio a SS. DD. Gregorio PP. XVI, videlicet 12 junii 1843, indulgentia altaris privilegiati ditata, cujus sodales semel pro unoquoque sacerdote confratre defuncto missam celebrare debent. Hucusque a sacerdotibus hujus diœcesis, qui diebus dominicis et festivis sacrum iterant, missa binationis pro confratribus defunctis, ut supra, celebrata fuit, quod tuta conscientia facere existimarunt, siquidem neque directam, ut patet, eleemosynam accipiunt, neque indirectam; nulla enim proportio ponenda est inter numerum missarum quas vivus pro defunctis confratribus respective celebrat, ac earum, quibus ipsemet, quando defunctus fuerit, frui poterit, quia contingere potest diversis de causis, sive ut numerus confratrum decrescat, sive etiam, ut confraternitas e medio tollatur.

Quum vero circa hunc agendi modum, dubium exortum fuerit, humillime petit episcopus orator: an missa binationis offerri potest ut in casu, pro confratribus defunctis? Si vero negative, idem episcopus orator implorat gratiam apostolicam specialem, præsertim ob nimiam cleri paupertatem, quatenus talis facultas sodalibus sacerdotibus binantibus concedatur.

Hoc accepto libello die 1 decembris anni proximi elapsi rescriptum edidi : *Per summaria precum*, ipsique die 7 insequentis decembris unire mandavi preces episcopi Nemausensis, qui humiliter declarari expetebat, an sacerdotes qui facultate binandi habent, quique reperiuntur adscripti societati S. Josephi, quæ presbyteris tantum coalescti, cujusque statutum præcipit unam missam celebrandam pro quocumque socio defuncto, possint tuta conscientia perseverare in consuetudine secundam applicandi missam pro dicti oneris satisfactione.

Certum in jure est parocho aut alii sacerdoti missam iteranti vetitum esse quominus pro secundæ missæ applicatione eleemosynam percipiat. Patet id ex constitutione Benedicti XIV *Cum semper oblatas* et ex constanti disciplina hujus Sacræ Congregationis, uti videre est in *Ventimil.* 19 decembris 1835, *Cameracen.* missæ pro populo 25 septembris 1858. Cum autem hujus constantis decisionis ratio sit, ut mercimonium quodlibet a rebus sacris removeatur, hinc nedum directa eleemosynæ perceptio pro secundæ missæ applicatione, sed etiam quivis prætextus percipiendi eleemosynam, et quæcumque indirecta ejusdem eleemosynæ perceptio est arcenda, uti perpenditur in *Ruthenen.* circa eleemosynam secundæ missæ die 1 aprilis 1876 inter summ. prec. relata.

His positis in themate videtur sacerdos applicare non posse secundam missam pro confratribus defunctis, quia si non directe saltem indirecte videtur eleemosynam percipere, quia applicans missam pro confratre sacerdote satisfacit obligationi, cui si per se non satisfaceret vel alii stipendium rependere deberet, ut missam illam celebraret, ad quam ipse ex obligatione tenetur dando suum nomen pio sodalitio, vel saltem eleemosynam missæ amittere deberet. Quare secundam missam applicando saltem rebus suis parceret, et ita indirecte eleemosynam reciperet.

Verum ex altera parte perpendendum quod applicando secundam missam pro confratribus defunctis, sacerdos eleemosynam nec directe nec indirecte percipit. Non directe, nam in facto nihil recipit; non indirecte, nam ad ipsam applicandam adstringitur non justitiæ, sed charitatis vinculo. Unde cum nulla lex prohibitiva reperiatur, quæ prædictis sacerdotibus secundam missam applicare prohibeat pro sua devotione, vel pro suis defunctis aut animabus in purgatorio degentibus nihil vetare videtur, quominus pro suffraganda confratris defuncti anima secundum applicet sacrificium. Notum enim in jure est quod illud censetur permissum, quod non est a jure prohibitum.

Verumtamen si EE. VV. in negativam hac super re abeant sententiam, dignentur decernere num saltem summi Principis gratia Nanceyensis præsulis votis consulendum sit. Hanc enim suadet suorum presbyterorum nimia paupertas, vi cujus missæ eleemosyna ipsis necessaria videtur pro sustentanda vita; unde si a tali assequenda gratia repellantur, societas prædicta facillime evanescere videretur, et ita sacerdotes illi, qui tot sacrificia litarunt pro fidelium animis sublevandis, post eorum mortem neminem forsan invenirent, qui pro iisdem preces et sacrificium offerret.

Quare, etc.

S. Congregatio Concilii respondendum censuit : *Licere.* Romæ, 14 septembris 1878.

— *Acquéreurs des biens ecclésiastiques en Italie. — Obligation de restituer. Décision de la S. Pénitencerie.*

Les lettres apostoliques du 1er juin 1869 prescrivent que les acquéreurs des biens ecclésiastiques qui ont revendu ces biens, doivent remettre à l'ordinaire le lucre qu'ils ont fait. Ils ne peuvent obtenir l'absolution qu'à cette condition. Parfois ces acquéreurs ont dépensé la somme, ou ils en ont disposé de sorte qu'ils ne peuvent remplir la condition, lorsqu'ils désirent pourvoir à leur conscience, et se présentent pour obtenir l'absolution des censures. Ils proposent en ce cas de remettre à l'ordinaire ou à leur curé un engagement, sous forme de *bon*, par lequel ils se reconnaissent débiteurs de la somme et s'obligent à la payer dans un délai déterminé ou par des versements annuels. — Le *bon* peut-il être accepté comme un dépôt implicite, pour accorder l'absolution des censures?

La S. Pénitencerie, consultée par Mgr l'évêque de Policastro, a décidé, le 21 mai 1878, que l'on peut donner en pareil cas l'absolution des censures.

Voici le texte italien de la lettre de Mgr l'évêque de Policastro.

Eminenza Rev.ma. — Il Vescovo di Policastro, Oratore umilissimo dell'E. V., devotamente rassegna quanto segue :

Tro le condizioni imposte dalle Lettere Apostoliche del 1° guigno 1869 per poter assolvere i compatrori di beni ecclesiastici, i quali avessero rivenduti i fondi acquistati, la prima si è di dover depositare nelle mani dell'Ordinario il lucro ingiustamente riportato dalla rivendita.

Ora avviene non di rado in questa diocesi che tali rivenditori, avendo consumato od altrimenti investito il lucro riportato, non si trovano in grado di adempiere a siffatta condizione, allorchè, desiderando di mettersi in regola di coscienza, si presentano per ricevere l'assoluzione dall' incorse censure; ed invece propongono di rilasciare nelle mani dell'Ordinario o del Parrocho un'obbliganza scritta in forma di così detto *Bono*, costituendosi debitori della somma dovuta, ed obligandosi di pagarla dopo un determinato tempo ed altri a rata annuali.

In tale posizione di cose, volendo il Vescovo oratore provvedere nel miglior modo possibile alla spirituale salute delle anime a lui affidate, onde non rimangano prive dei sacramenti, con evidente pericolo di dannazione eterna, si fa a rassegnare all'E. V. R, il seguente dubbio :

Se il *Bono*, ossia l'obliganza anzidetta possa ritenersi come un implicito deposito del lucro riportato per potersi dare ai colpevoli il beneficio dell'assolutione?

Et quatenus negative, il Vescovo oratore s'inoltra ad implorare devotamente dall'E. V. R. la speciale facolta di lasciarla passare come tale, attesi gli speciali bisogni della diocesi.

« Sacra Pœnitentiaria Ven. in Christo Patri episcopo Policastren benigne sic annuente SSmo Dno Nro Leone PP. XIII, super proposito dubio respondet : *Affirmative.*»

A. Pellegrini S. P. *Regens.*
A. Martini S. P. *Substitutus.*

— *Indépendance du souverain pontife. Dépêche adressée par le cardinal secrétaire d'Etat aux nonces accrédités auprès des gouvernements étrangers.*

Le défaut d'espace nous a empêché jusqu'ici de rapporter cette circulaire, laquelle porte la date du 21 mars 1877. Le pape Pie IX ayant prononcé une allocution consistoriale dans laquelle il déclara de n'être pas entièrement libre dans l'exercice de son ministère apostolique, le garde des sceaux du gouvernement italien adressa une circulaire aux procureurs généraux du royaume, et leur donna pour instruction de n'intenter aucune poursuite contre les journaux qui publieraient l'allocution, sans aucun commentaire exprimant l'adhésion à l'acte pontifical.

Le cardinal Simeoni, secrétaire d'Etat, protesta contre la circulaire du gouvernement italien par la présente dépêche, qu'il adressa aux nonces apostoliques, en les autorisant à remetre copie aux gouvernements étrangers.

Illmo e Rmo Signore. Non isfuggirà certamente all'attenzione della S. V. la circolare del ministro guardasigilli ai procuratori generali delle corti di appello sull'ultima ellocuzione del S. Padre ; circolare che la stampa ministeriale pubblicava ieri qui in Roma. In essa si dispone di non sequestrare i giornali che pubblicano quel pontificio documento quando essi non l'accompagnino da commenti di adesioni, e questa decisione si rappresenta come un argomento tanto più eloquente della libertà assicurata al Sommo Pontefice nell' esercizio del suo ministero, in quanto che, al dire del signor Ministro, l'Allocuzione avrebbe ecceduto ogni limite prevedibile e dato una conferma dell' ingratitudine pontificia verso un governo che tanto largo e generoso si è mostrato verso la Chiesa.

Fatto è, che se una ulteriori prova si richiedesse a porre in chiaro il deplorevole stato di cose che si espone nella Allocuzione del Santo Padre, la Circolare di cui trattasi, la somministrerebbe nella maniera più manifesta. Dal momento infatti che la publicazione della parola pontificia è sottoposta al beneplacito di un Guardasigilli qualunque, la libertà accordata alla parola medesima non è, e non può essere che illusoria. E il ministro stesso il quale oggi dice che malgrado i motivi che avrebbe avuti di applicare il rigore delle leggi, ha voluto invece far uso di tolleranza : domani o il Ministro medesimo, o chi gli succedesse in quel posto, in luogo di cedere ai decantati sentimenti di tolleranza, potrebbe con eguale deritto mostrarsi severo esecutore di leggi facili ad invocarsi ed in mancaza di altri motivi ricorrere al consueto pretesto di cui si fa uso, senza fondamento alcuno, nulla Circolare ultima, che cioè il Romano Pontefice dal terreno spirituale trascorre in quello della politica.

Dissi che un tal pretesto s'invoca, oggi in ipascie, senza fondamento alcuno ; poichè per chiunque abbia letto l'allocuzione del 12 marzo è manifesto che l'esposizione di fatti in essa contenuta, tutta riguarda interessi, religiosi, tra questi dovendo principalmente comprendersi la rivendicazione di una piena e reale indipendenza nell'esercizio dell'apostolico ministero. Che se le ferite fatte alla Chiesa, contro le quali si reclama ora e non si mancò di reclamare in passato — checchè ne dica l'autore della circolare — sono il triste effetto di politica entrata ingiustamente in terreno non suo, non per questo può dirsi ch esca della sfera chi ha il diritto ed insieme l'obbligo di reclamare, finchè non ottenga riparazione.

Ma evvi anche di più nella circolare in discorso per addimostrare di qual fatta sia la libertà che gelosamente si accorda al Sommo Pontefice. Questa libertà consiste nel permettere alla stampa avversa alla Chiesa d'insorgere in tutte le guise contro la parola del Santo Padre, facendola oggetto d'ingiurie e di bestemmie e falsandone anche il senso, e nel vietare in pari tempo alla buona stampa qualsiasi commento che valga a confermare la verità dei fatti lamentati, e che addimostri

deferenza alla voce del capo augusto della Chiesa, a'suoi consigli, a'suo insegnamenti : del qual divieto ebbero già a sperimentare gli effetti alcuni giornali cattolici delle provincie, non per altro sequestrati che per aver espresso la propria ammirazione verso l' allocuzione pontificia.

Pel clero poi in particolare la libertà che gli si annunzia è espressa con nuove e più stringenti minaccie : di modo che se i ministri del culto, ossequenti alla voce del supremo gerarca, predichino le sue dottrine, ed inculchino al popolo di obbedirle, abbiano a trovarsi innanzi ad una legge che deciderà esser questo un abuso intollerabile, punibile con il carcere e con gravissime multe. Ed è, mentre si manifestano tali disposizioni, che vorrebbe far credere alla assoluta indipendenza del sommo pontefice e dar peso a concessioni che diconsi fatte alla Chiesa dal parlamento! Il guardasigilli si appella al buon senso pubblico ; ma sembra per verità che in questo non si affidi gran fatto, poichè permettendo solamente l'attacco e vietando la difesa, il suo appello addiviene una derisione.

Se non che, il solo fatto di un ministro che in presenza di un discorso pronunziato solennemente dall'autorità più augusta esistente sulla terra, lascia da parte i fatti enunciati come altrettante ingiurie onde essa è vittima, e chiamando in certo modo innanzi a sè questa autorità, con linguaggio cavilloso e ben diverso da quello cui vuol rispondere si diffonde solamente a tacciarla di violenza e di eccitamento a rivolta, e giunge persino a rimproverarle di aver mosso lamenti, mentre invece avrebbe dovuto secondo lui render grazie ; questo solo fatto, dico, basterebbe a dimostrare qual fiducia possa aversi alle ripetute proteste di rispetto e di ossequio verso la giurisdizione spirituale del capo supremo della Chiesa.

La coscienza dei cattolici, ben qui può dirsi per verità e non per vezzo oratorio, non potrà a meno di apprezzar come merita un tanto ardire. Essa saprà in particolar modo discernere da qual parte si trovi l'ingratitudine : se presso chi amò sempre l'Italia, ne cercò il vero bene, e ne è anche oggi il sostegno, lo splendore e il più bell'ornamento, o presso chi si adopera a svellere da questa nostra patria le sue maggiori glorie, che sono quelle del papato, e ad accumulare nell'animo dell'augusto pontefice le amarezze ed i dolori.

La S. V. dal suo canto non manchi di chiamare sopra il linguaggio del guardasigilli, come sopra le osservazioni cu esso dà luogo, l'attenzione di cotesto sig. ministro degli affari esteri ; facendogli specialmente riflettere che se hanno giusto motivo di offesa i cattolici italiani i quali, malgrado certi ben noti plebisciti di cui parla la circolare, addimostrano in mille guise, con vera spontaneità ed in tutte le occasioni la loro ferma adesione al sommo pontefice ; non minore ragione di lagnanza ne hanno i cattolici delle altre nazioni, ed è perciò interesse speciale dei rispettivi governi di preoccuparsi seriamente di tale condizione di cose, a seconda appunto delle raccomandazioni fatte dal S. Padre nella sua ultima allocuzione : tanto più che coll'invocare che si fa le relazioni diplomatiche di fatto esistenti, e delle quali si esagera a bello studio la portata, si vorrebbe in parte far ricadere eziandio la responsabilità dei mali che dal sommo pontefice si deplorano in questa Italia sopra gli stessi governi esteri, e tanto più ancora che se nel querelarsi di non potere nella situazione attuale convenientemente governare la Chiesa, il S. Padre fa appello all'azione dei fedeli presso i governanti ; quest'azione però, sebbene il guardasigilli ad arte lo taccia, si vuole consentanea alle leggi dei diversi paesi.

Nell'autorizzarla a rilasciar copia di questo dispaccio a cotesto sig. ministro degli affari esteri, se ne mostri egli desiderio, Le confermo i sensi della mia più distinta stima.

Di V. S. Illma e Rma. Roma, 21 marzo 1877.

— *Scapulaire bleu. Extension des indulgences aux Trappistes et aux Trappistines présents et futurs.*

Les moines et les religieuses ne peuvent s'affilier aux confréries particulières, ni porter d'autres insignes de piété que ceux qui font partie de leur habit. Désirant gagner les innombrables indulgences attachées par le Saint-Siége au scapulaire bleu de l'Immaculée-Conception, les Carmélites obtinrent en 1856 la participation de ces indulgences, sans porter le scapulaire et sans se faire agréger aux confréries. Le même privilége a été accordé aux Trappistes et aux Trappistines de la congrégation de la Grande-Trappe. Voici l'indult :

Religiosi Trappenses ardenter cupiunt lucrari indulgentias. — Non ignorant copiosissimas divitias spirituales annexas a sum. pontificibus scapularibus, præsertim scapulari cœruleo in honorem B. Mariæ V. immaculatæ; sed a superioribus nostris prohibetur religiosis adscribi diversis confraternitatibus et ab antiquo inusitatum est alia devotionis insignia præter ea quæ sunt ordinis propria gestare.

Ne autem in purgatorio detentæ diutius tanto levamine priventur, orator supplex enixe petit ut Sanctitas Vestra extendere dignetur ad monachos et ad moniales Trappenses congregationis de Trappa majori indultum jam concessum monialibus Carmelitanis a S. pontifice Pio IX fel. reg. die 28 oct. 1856; ità ut tam præsentes quam futuri, in monasteriis nunc existentibus et in futurum fundandis absque gestatione scapularis cœrulei et sine quavis receptione, modo tamen proprium scapulare Cisterciense deferre non omittant, omnes et singulas indulgentias perpetuo lucrari valeant perinde ac si revera memorato scapulari essent adscripti.

Ex audientia SSmi die 23 novembris 1874. Smus benigne annuit pro gratia juxta preces. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

— *Scapulaire blanc du Sacré-Cœur de Jésus et du Cœur très-pur de Marie. Bref pontifical permettant de subdéléguer le pouvoir de bénir et de donner ce scapulaire.*

Un bref daté du 16 février 1872, et un second du 15 juin 1877, ont autorisé le supérieur général et les missionnaires de l'institut de Marie Immaculée dont la maison-mère est à Chavagnes, diocèse de Luçon, à bénir et donner aux fidèles dans toute la France le scapulaire blanc du Sacré-Cœur de Jésus et du Cœur très-pur de Marie. Un autre bref, du 28 septembre 1877, permet au supérieur général de subdéléguer à cet effet les prêtres qui ne sont pas de cet institut, mais seulement en France.

Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. Exponendum nobis curavit dilectus filius presbyter Gustavus Gallot superior generalis congregationis presbyterorum qui Filii Mariæ Immaculatæ nominantur, et in oppido Chavagnes-en-Paillers diœcesis Lucionen, principem domum habent apostolicis litteris datis die XVI mensis februarii anno MDCCCLXXII et die XV junii anno MDCCCLXVII facultatem suæ congregationis presbyteris benedicendi imponendique christifidelibus in tota Gallia scapulare album SSmi Cordis Jesu et purissimi Cordis Mariæ concessam fuisse. Cum autem præfatæ congregationis presbyteri in quatuor tantum Galliæ diœcesibus domos habeant,

idem dilectus filius humiles nobis preces adhibuit ut superiori generali ejusdem congregationis pro tempore veniam facere dignaremur dictam facultatem aliis quoque presbyteris, qui non sint congregationi adscripti, subdelegandi. Nos spirituali fidelium bono et consolationi, quantum in Domino possumus, consulere volentes, dilecti filii precibus benigne annuendum esse censemus. Quamobrem superiori generali pro tempore congregationis presbyterorum, qui Filii Mariæ Immaculatæ nuncupantur, ut aliis presbyteris, quibus ipsi placuerit, eidem congregationi non adscriptis facultatem benedicendi in Gallia tantum, et de respectivorum ordinariorum consensu imponendique christifidelibus juxta formulam a S. Rituum Congregatione adprobatam, scapulare album SSmi Cordis Jesu et purissimi Cordis Mariæ subdelegare possit et valeat, ita ut christifideles ipsi qui scapulare hujusmodi ab his presbyteris sic benedictum impositumque acceperint omnes indulgentias lucrentur quæ eidem scapulari ab hac S. Sede adnexæ sunt auctoritate nostra apostolica tenore præsentium concedimus et elarginur. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Præsentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut præsentium litterarum transsumptis, seu exemplis etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur ipsis præsentibus si forent exhibitæ vel ostensæ.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XXVIII septembris MDCCCLXXVII pontificatus nostri anno trigesimo secundo. — *F. Card. Asquinius.*

Index. Décret condamnant certains livres. Jésualde de Bronte capucin. David Lazzaretti.

Outre le traité sur le sacrement de mariage dont la seconde édition publiée à Catane en Sicile en 1876 est prohibée, la S. Congrégation défend tous les opuscules de David Lazzaretti, prophète. Voici le titre de ces opuscules : 1. Réponses prophétiques ou le réveil des peuples, prières, prophéties, sentences et discours moraux et familiers adressés à mes frères italiens. Arcidosso, 1870. — 2. Règles du pieux institut des Ermites pénitenciers et pénitents. Montefiascone, 1871. — 3. Avertissements et prédictoins d'un prophète inconnu. Prato, 1871. — 4. Lettre adressée aux curés. Arcidosso, 1873. — 5. Lettre anonyme sur des événements prophétiques, adressée à tous mes frères en J.-C. Arcidosso, 1873. — 6. Lettres prophétiques de S. François de Paule sur le grand monarque et sur l'ordre des saints Crucifères, lettres aux romains et aux peuples d'Italie, avertissements aux nations et aux monarques de l'Europe. Naples, 1873. — 7. Songes et visions. Prato. — 8. Le Christ chef et juge. Rédemption complète des hommes. Ma lutte avec Dieu, ou livre des sept sceaux, description et nature des sept cités éternelles. Bourg, imprimerie Villefranche. — 9. Le livre des fleurs célestes. Lyon, imprimerie Pitrat. — 10. Manifestation aux peuples et aux princes chrétiens, suivi d'opuscules inédits du même auteur, et de quelques autres documents justificatifs relatifs à son procès. Lyon, Pitrat.

Peu de jours après la publication du décret pontifical, David Lazzaretti a été tué dans une sédition qu'il a tentée avec plusieurs milliers de ses partisans.

Decretum. Feria II die 29 julii 1878. — Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctaque Sede Apostolica Indici librorum pravæ doctrinæ, eorumdemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana republica præpositorum et delegatorum, quæ sequuntur opera damnata atque proscripta in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat.

Jesualdus (P.) a Bronte Ord. Capuccinorum. Consecrator christiani matrimonii in verum et proprium sacramentum novæ legis. Secunda editio. Catanæ 1876. Decr. S. Off. fer. IV, die 17 julii 1878. Auctor laudabiliter se subjecit et opus reprobavit.

Lazzaretti David. Opuscula omnia quocumque idiomate edita, idest :

Rescritti profetici, o il Risveglio dei popoli, preghiere, profezie, sentenze e discorsi morali e famigliari dedicati ai miei fratelli italiani. Arcidosso, 1870. Decr. S. Off. feria IV, die 24 julii 1878.

Regole del pio istituto degli eremiti penitenzieri e penitenti. Montefiascone, tip. del Seminario, 1871. Eod. decr.

Avvisi e predizioni di un incognito profeta. Prato, 1871. Eod. decr.

Lettera diretta ai parrochi. Arcidosso, tip. Gorgoni, 1873. Eod. decr.

Lettera anonima di profetici avvenimenti diretta a tutte i miei fratelli in Cristo. Arcidosso, 1873. Eod. decr.

Lettere profetiche di S. Francesco di Paola relative al gran monarca ed all'ordine dei santi Crociferi di Gesù Cristo, lettere ai Romani e popoli d'Italia, avvisi alle Nazioni, e Monarchi di Europa. Napoli, 1873. Eod. decr.

Sogni e visioni. Prato. Eod. decr.

Cristo duce e giudice. Completa redenzione degli uomini. La mia lotta con Dio, ossia libro de sette sigilli, descrizione e natura delle sette città eternali. Bourg, tip. Villefranche Eod. decr.

Le livre des fleurs célestes. Lyon. Pitrat. Eod. decr.

Manifeste aux peuples et aux princes chrétiens, suivi d'opuscules inédits du même auteur, et de quelques documents justificatifs relatifs à son procès. Lyon. Pitrat. Eod. decr.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis prædicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco, et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sed locorum ordinariis, aut hæreticæ pravitatis inquisitoribus ea tradere teneatur sub pœnis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus SANCTISSIMO DOMINO NOSTO LEONI PAPÆ XIII relatis, SANCTITAS SUA decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem, etc.

Datum Romæ die 31 julii 1878. — Fr. Thomas M. card. Martinelli præfectus. — Fr. Hieronymus Pius Saccheri ord. Præd. — S. Ind. Congreg. a secretis. — Loco + sigilli.

Die 3 augusti 1878, ego infrascriptus magister cursorum testor supradictum decretum affixum et publicatum fuisse in Urbe. — Philippus Ossani, mag. curs.

TABLE DES ARTICLES

RENFERMÉS DANS LA XVIIe SÉRIE

La dix-septième série des *Analecta* se compose de neuf livraisons, de la cent quarante-septième à la cent cinquante-cinquième. Voici les principaux articles :

CXLVII^e LIVRAISON

La sacerdoce et l'empire. — Origine du sacerdoce. La royauté chez les Hébreux. Les quatre monarchies. Royauté de Jésus-Christ. Déposition des rois. Diplômes de S. Grégoire le Grand et de S. Grégoire VII. Col. 1.

Théologie de Billuart. — Volume complémentaire contenant les actes du Saint-Siége. *Postulata* des évêques au concile du Vatican. Dispenses de mariage. Col. 26.

Décisions du Saint-Siége. — Droits paroissiaux. Office de la cathédrale. Agrégation. Mariage cassé *propter impotentiam*. Col. 51.

Décrets inédits de la S. Congrégation concernant les réguliers de 1834 à 1839. Col. 79.

Mélanges. — Scapulaire blanc. — Enquête sur la mort de S. Pierre martyr. Col. 114.

CXLVIII^e ET CXLIX^e LIVRAISON

Le sacerdoce et l'empire (Suite). — Bulle *Unam sanctam* de Boniface VIII. Vrai sens de cette constitution. Elle est écartée des codes officiels. Col. 129.

Doctorat de S. François de Sales. Information présentée à la S. Congrégatiou des Rites. Animadversions du promoteur de la foi. Col. 140.

Remarques sur le décret de Gratien d'après Thomassin. — Doctrine de S. Augustin sur le mensonge et sur la tolérance des hérétiques. Col. 160.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers (1839-1843). Col. 211.

Décisions du Saint-Siége. — Mariage cassé pour le refus de le consommer. — Résidence des chanoines. — Organisation paroissiale ; vicaires nommés à vie. — Institut d'Este. Col. 260.

Mélanges. — Mort de Pie IX. Conclave. — Consistoire du 28 mars 1878. Col. 305.

CL^e LIVRAISON

La promulgation des lois. — Nécessité de promulguer les lois. Formalités traditionnelles pour la promulgation des lois ecclésiastiques. — Les encycliques peuvent-elles être promulguées? — Allocutions ; brefs particuliers, lettres latines. — Doctrine de Grégoire XVI sur les caractères des constitutions dogmatiques. Col. 321.

Doctorat de S. François de Sales. — Réponse aux animadversions du promoteur de la foi. Col. 348.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers (1843-1845). Réguliers d'Allemagne, France, etc. Col. 435.

Mélanges. — Encyclique de Léon XIII. — Rétablissement de la hiérarchie épiscopale en Ecosse, etc. Col. 490.

CLI^e LIVRAISON

Remarques sur le décret de Gratien d'après Thomassin. — Poursuites contre les hérétiques. Sortiléges. Sabbat des sorcières. Col. 513.

Essai sur l'histoire de la Bible. — Etudes bibliques au moyen âge. Charlemagne, Alcuin, Agobard. Strabon et la glose. Ecole de Saint-Victor. Traductions. Col. 539.

Décisions du Saint-Siége. — Droits paroissiaux. — Causes matrimoniales. — Théologal. — Mariage cassé *ob impotentiam*. Col. 567.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers (1845-1846). Couvents situés dans l'Amérique. — Bénédictins du Mont-Cassin, etc. 599.

Melanges. — Si les docteurs ont droit à la préséance. — Indulgences. — Vraie image du Sacré-Cœur. — Liturgie en langue russe, etc. Col. 625.

CLII^e LIVRAISON.

Essai sur l'histoire de la Bible (Fin). — Travaux des Dominicains. Royer Bacon. Nicolas de Hanapes. Traductions. Enseignement des langues orientales. Professeurs d'hébreu. Décret du concile de Bâle. Gerson, Jean de Blois, etc. Col. 641.

Remarques sur le décret de Gratien d'après Thomassin. — Mariage. Bénédiction nuptiale. Infidèles. Conseils évangéliques. Noble et roturier. Mariage des serfs. Clandestinité. Consentement des parents. Polygamie des anciens patriarches. Tribunaux ecclésiastiques. Col. 664.

Décisions du Saint-Siége. — Mariage platonique. Fiançailles. Preuves légales constatant la promesse mutuelle. Col. 686.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers (1846-1853). — Suppression des couvents en Suisse. Sourd-muet. Procès pour le legs d'une bibliothèque. Visite apostolique de réguliers d'Amérique. Col. 691.

Mélanges. — Instruction religieuse dans les écoles. — Lettre de Sa Sainteté Léon XIII. — Le vénérable Fournet. Le vénérable Cottolengo. — Assistance des moribonds. L'obligation est-elle *sub gravi ?* — Dimissoires injustement refusés. — Bossu. — Indulgences. — Protestation du secrétaire d'Etat contre l'installation du roi Humbert. Col. 737.

CLIII^e LIVRAISON.

Le vénérable Simon Philippovich, franciscain de Bosnie. Introduction de la cause de béatification. Col. 769.

Mariage. — Empêchement *impotentiæ*. *Votum* d'un canoniste sur le cas dont il s'agit. Col. 781.

Concours. — Paroisse. Le concours est-il nul pour la raison que les examinateurs ont uniquement apprécié la doctrine et la science sans voter sur les qualités morales. Col. 795.

Mariage en Angleterre. — Validité des mariages clandestins dans les pays qui ne sont pas soumis au décret de Trente. Le mariage purement civil est-il sacrement si les parties contractantes, par ignorance et erreur, croient que le mariage religieux ne peut avoir lieu sans l'assistance du curé et des témoins ? Le mariage contracté dans l'idée qu'on aura la faculté de divorcer est-il nul ? Laps de temps requis pour faire validement un mariage clandestin. Exposé du fait. Plaidoirie des avocats. Décision de la S. Congrégation du Concile du 4 mai 1878. Col. 850.

Vicaire général. — Le vicaire général doit être étranger. Statuts de S. Charles Borromée. Jurisprudence de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Pénitencier et curés particulièrement écartés du vicariat général. Indult récemment accordé à titre provisoire. Si le vicaire général doit être gradué dans la faculté de droit. Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 juin 1878. Col. 889.

Dispenses in forma pauperum. — Indult permettant aux ordinaires d'accorder les dispenses aux pauvres. Trois cents francs de revenu. Décret de Benoît XIV. Pratique de la S. Pénitencerie et de la Daterie pontificale. Décision de la S. Congrégation du Concile du 15 juin 1878. Col. 892.

CLIV^e LIVRAISON

Testament spirituel d'un Bénédictin. Origine des testaments spirituels. Fâcheuse influence des commendes sur le monachisme. Col. 897.

Remarques de Gratien d'après Thomassin. — Etrange sentiment de Gratien sur la nécessité de la confession. Réviviscence des anciens péchés. Chapelles privées. Fréquente communion. Col. 910.

Le vénérable Simon Philippovich. — Enquête relative au culte public. Cierges allumés sur la tombe du vénérable Simon. Col. 929.

Décisions du Saint-Siége. — Mariage cassé *ob impotentiam*. — Mariage en Angleterre. Nouvelles observations. — Droits paroissiaux pour les obsèques et les sépultures. — Le chapitre de Bergame. Exemption. Collation des canonicats. Visite du diocèse. — Exil politique. Col. 939.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers (1853-1858). Fondation canonique des couvents. Créances productives d'intérêt. Pensionnat dirigé par des religieux augustins. Chartreux. Couvents supprimés en Espagne. Religieuses mises sous la juridiction des ordinaires. Col. 995.

Mélanges. — Irrégularité. — Vestiges des dogmes chrétiens dans les livres chinois. — Pouvoir des évêques pour la concession des indulgences. Col. 1018.

CLV^e LIVRAISON

Le Vénérable Joseph Cottolengo. — Biographie du vénérable serviteur de Dieu d'après le procès juridique et l'information présentée à la S. Congrégation des Rites. Petite-Maison de la divine Providence. Instituts fondés par le vénérable Cottolengo. Dons surnaturels. Col. 1025.

Paroisses. — Causes canoniques qui permettent le démembrement des paroisses. Traitement promis par le conseil municipal Décision du 14 septembre 1878. Col. 1042.

Contributions. — Paroisse unie au chapitre. Contributions de tout genre ; main-morte, local, taxe mobilière et personnelle. Décision du 14 septembre 1878. Col. 1049.

Droits paroissiaux. — Chanoine de la cathédrale décédé accidentellement dans une paroisse rurale. Service et sépulture. Le chapitre peut-il demander la restitution du casuel, sauf la quarte canonique? Décision de la S. Congrégation du 14 septembre 1878. Col. 1054.

Casuel. — Etats-Unis d'Amérique. Missionnaires attachés aux églises et administrant les sacrements. Le produit des offrandes que font les fidèles appartient-il exclusivement aux missionnaires ? Peut-on en affecter une partie pour l'entretien des églises? Affaire traitée par la S. Congrégagation du Concile le 14 septembre 1878. Col. 106.

Legs de messes. — Guayoquil. Legs de messes avec des terres plantées en cacao. On demande d'employer une partie du revenu à un établissement de charité. Indult du 14 septembre 1878. Col. 1068.

Chapitre de Pampelune. — Ancienne organisation. Chapelains amovibles. Titre d'ordination constitué avec une partie des revenus. Concordat de 1851. Réorganisation du chapitre en 1860. Deux anciens chapelains élevés depuis lors au rang de bénéficiers demandent, après quarante-neuf ans de bon service, leur retraite. Indult du 14 septembre 1878. Col. 1070.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Col. 1074.

Mélanges. — Discours et lettres de S. S. Léon XIII. — Décret de la S. C. des Indulgences sur la réception des absents dans les confréries. — Réguliers. Suppression des fêtes. — Binage. Association pour les prêtres défunts. — Biens ecclésiastiques. — Scapulaire blanc. — Trappistes. Indulgences du scapulaire bleu. — Index. David Lazzaretti, faux prophète. Col. 1119.

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LA DIX-SEPTIÈME SÉRIE DES ANALECTA

A

Adam. Sacerdoce et pouvoir domestiques. Il n'eut pas le pouvoir politique. Col. I.

Agrégation à un diocèse. Si l'évêque peut empêcher un ecclésiastique auquel il refuse l'ordination de transférer son domicile dans un autre diocèse. 62.

Alcuin. Etudes bibliques. Correction du texte de la Vulgate. 540.

Aliénation des biens des communautés religieuses. Indult pontifical. 113. 237. 269. 271. 440. 447. 463. 1005. 1006. 1010. Ex-voto. 1078. 1089.

Allocutions consistoriales. Liste des principales allocutions prononcées par les papes en consistoire depuis Benoît XIV jusqu'à nos jours. 336. Autorité de ces allocutions. Divulgation. *Ibid.*

Alphonse (S.) de Liguori. Promulgation des lois. 346. Vénération pour S. François de Sales. 351.

Amérique. Augustins aux Etats-Unis. 441. Aliénations dans la République de l'Equateur. 447. Ordre de Notre-Dame de la Merci. 463. 467. Réguliers du Chili. Visite apostolique. 720. Etablissement du noviciat des religieux Augustins dans le Mexique. 602. Convocation pour le chapitre général des Augustins à Rome. 613. Religieux de Notre-Dame de la Merci à Quito. Chapitre provincial. 724. Noviciat des Lazaristes et des sœurs de Charité au Mexique. 726. Visite apostolique des Réguliers du Pérou. 729. Bénédictins du Brésil. Elections. 1001. Vente des biens des communautés dans le Mexique. 1005. Dominicains du Chili. Election du provincial cassée. 1008. Erection du noviciat au Chili. 1050. Capucins de Milvaukee. Noviciat. 1011. Conventuels de Philadelphie et de Galveston. Paroisses. 1013. Franciscains de Lima. Tribunal civil. 1015. Paroisses non érigées canoniquement. Si les offrandes appartiennent aux missionnaires, et si les évêques peuvent en réserver une partie pour l'entretien des églises et les frais du culte? 1061. Guayoquil. Legs de messes ayant pour dotation les plantations de cacao. Changement de disposition testamentaire. 1068 Carmes déchaussés du Mexique. Pouvoirs extraordinaires conférés par Pie VIII et Grégoire XVI. Noviciat d'Aix transféré à Lyon. 1099.

André de Saint-Victor. Etudes bibliques. 550.

Angleterre. Domicile requis pour contracter validement le mariage. 830. 948. Intention de faire un mariage purement civil et de réserver la faculté de divorcer. *Ibid.*

Annate. 992.

Aost. Cathédrale et collégiale. Service funéraire et sépulture. Partage du casuel. 69.

Appel des jugements de première et de seconde instance. *Res judicata.* 820.

Articles organiques. Réclamation du cardinal Caprara. 34. 37.

Augustin (S.). Doctrine sur le mensonge. 195. Tolérance des hérétiques. 204. 519.

Autriche. Visite apostolique des ordres religieux. 727. Passions politiques dans la Croatie. Procès canonique contre un curé. 856.

B

Bacon (Roger). Etudes bibliques. 642.

Basiliens. 218. 221. 227. Parrain de confirmation. 464. Inconvénients produits par le retour des moines sécularisés. 1090.

Bavière. Visite apostolique des Franciscains. Paroisse. 225. 229. 445. Rétablissement de la congrégation bénédictine. 1004.

Belgique. Visiteur délégué apostolique des ordres religieux. 257. 266. 258. 478. 729. Indult pour disposer des biens malgré les vœux solennels. 106. 709. Mariage cassé pour refus de cohabitation conjugale. Divorce civil. 264. Clandestinité. Opposition des parents. 830. 945. Procès caméral et extrajudiciaire pour renvoyer un religieux. 439. Erection de la province des Récollets. 441. Monastère cistercien du Val-Dieu cédé à l'abbaye de Bornhem. 481. Paroisses autrefois unies aux monastères ; si le concordat de 1801 a supprimé ce privilége. 996. Bénédictins. Projet d'union à la province de Subac. 1005.

Bellarmin. Pouvoir indirect sur le temporel des rois. Arrêt de la cause de la béatification. 332.

Bénédictins. Mont-Cassin. 620. 728. Sicile. Abbé intrus. 438. 448. Autriche. Visite apostolique. 263. Bavière. 1004. Bohême. 1015. Suisse. 706. 1009. Pologne. 472. France. Rétablissement de l'ordre. 83. 96. 97. Etudes théologiques. 451. *Pontificalia.* 452. Abbé perpétuel. 697. Erection canonique du monastère de Ligugé. Union de la paroisse. 999. 1003. 1016. Bénédictins de la Pierre-qui-Vire. 997. Union à la province de Subiac. 1008 Bénédictins de Belgique. 1005. Bénédictins du Brésil. Elections. 1001. Testament spirituel d'un bénédictin de Cluny. 897. Indult pour une religieuse bénédictine de visiter le monastère du Mont-Cassin. 612. Qualités exigées pour un maître des novices. 1102.

Benoît XIV. Lettre à l'inquisiteur d'Espagne sur les œuvres du cardinal Noris. Bossuet, Bollandistes, Muratori. Modération du Saint-Siége au sujet de la condamnation des livres. 28. Encyclique *Vix pervenit* sur l'usure et le prêt à intérêt 31.

Bible. Etudes bibliques au moyen âge. Traductions en langue vulgaire. 539. 641.

Bibliothèque. Indult permettant de prendre les livres. 1080.

Billuart. Supplément à sa théologie, renfermant les actes récents du Saint-Siége. 27.

Binage. Application de la seconde messe. Association de prières pour les prêtres défunts. 1125.

Bollandistes. Le Saint-Siége a toujours refusé de censurer les passages qui lui ont été signalés comme inexacts. 28.

Boniface VIII. Bulle *Unam sanctam* Interprétation de ce document. Décrétale *Meruit* de Clément V. Si la bulle a été insérée dans un code officiel. 129.

Bossu. Irrégularité. Le bossu est-il irrégulier. 759.

Bossuet. Défense des quatre articles du clergé français déférée à l'Index. 28. Abus que les quiétistes firent de S. François de Sales. 117. 406.

Bourget (Mgr) évêque de Montréal au Canada. Thèses sur les erreurs modernes déférées au Saint-Siége et qualifiées par quelques théologiens privés. 44.

Brésil. Visite apostolique des religieux de Notre-Dame de la Merci. 240. Bénédictins; élection des supérieurs et indult permettant de les réélire pour les mêmes charges. 1001.

Bréviaire. *Postulata* présentés au concile du Vatican demandant la réforme du bréviaire romain. 50.

C

Camaldules. Noviciat porté à deux ans. 222. Camaldules de Cracovie. Visite apostolique. 267, 272. 435. Entrée des femmes dans la clôture. 439.

Canada. *Postulatum* des évêques au concile du Vatican demandant la réforme de la législation relative au mariage et la révision du bréviaire romain. 49.

Capucins. Maison de Marseille; enquête sur la validité des professions. 228. Elections. 235. Noviciat interrompu par la sortie des novices envoyés à la quête; revalidation *ad cautelam* des professions émises dans la province de Savoie. 269. Conflit avec l'évêque de Lipari. 270. Legs fait à l'infirmerie. 466. 466. Indult permettant de recevoir l'argent en espèces. 473. Expulsion d'un

religieux incorrigible. 610. Legs laissé à la sacristie. 621. Refus d'accorder un religieux à l'évêque de Patti. 623. Exemption des droits d'octroi. 700. Pharmacie publique; permission de vendre les médicaments. 713. Collège établi en Espagne pour les missions. 719. Sécularisation. 731. Fondation canonique du couvent de Périgueux. 1000. Toulouse. 1003. Etats-Unis. 1011. Perpignan. 1013. Procès caméral pour renvoyer un incorrigible. 1081. Rétablissement du couvent d'Amalfi. 1082. Défense de prêter les ornements. 1098. Réclamation d'un conseil municipal pour obtenir le changement du gardien. 1102.

Carmes. Circulaire sur la reconstruction du Mont-Carmel. 85. Chapitre général. Refus de laisser réélire le général. 103. Manteau des anachorètes. 104. Le secrétaire général ne peut être procureur général. 112. Deux couvents ne peuvent former une province. 214. 259. Commissaire apostolique pour l'Espagne; rang de préséance. 216. Fondation canonique du couvent et du noviciat de Bordeaux. 264. Bréviaire particulier. Indult pour les prêtres étrangers. 618. Préséance. 694. Elections. 701. Assistants généraux. 710. Chapeau. 714. Fondation du couvent d'Agen. 725. Carmélites de France sous la juridiction des évêques. 1018. Chapitre provincial et election aux grades et aux charges. 1087. Province du Mexique. Concessions de Pie VIII et de Grégoire XVI. 1099. Bains de mer. 1102. Elections du provincial; bulletins blancs; électeur éloigné du chapitre. 1108. Congrégation d'Espagne et congrégation d'Italie. Supériorité et charges. Fondations des Espagnols en France. 1115. Mémoire des apôtres et des martyrs. Messe votive des fêtes supprimées. Dédicace des églises. 1123.

Cellerier. Administration des communautés religieuses. 458.

Chaises dans les églises. 606.

Chanoines. Service du chœur. Dispense. 57. Si les chanoines doivent résider dans la ville où la cathédrale existe. Coutume immémoriale et motivée. 270. Pénitencier. Concours. Collation simultanée à Séville. 633. Messe conventuelle appliquée par les chapelains. Indult. 810. Résidence. Chanoine forcé de s'absenter pendant la révolution. Distributions. 815. Retraite après quarante ans de service. 826. Usage immémorial de ne pas assister à l'office de matines. 826. Chanoines amovibles. Dispense d'une partie du chœur. Ces chanoines doivent-ils appliquer la messe conventuelle pour les bienfaiteurs? 882. Chapitre de Bergame. Collation des canonicats et des autres offices. Visite du diocèse. Exemption. Adjoints. 964. Chanoines exilés pendant la guerre carliste. Distributions. 986. Sépulture d'un chanoine de la cathédrale décédé à la campagne, partage du casuel. 1054. Pension de retraite accordée à deux membres du chapitre de Pampelune. 1070.

Chartreux. Chapitre général. 93. 99. Deux ans de noviciat. 213. 609. 995. Sécularisation. Intentions de messes. 443. Testament. 446. Rétablissement du monastère de Fossanova. 456. Biens acquis dans le monde par un religieux sécularisé et ensuite rentré au couvent. 459. Abstinence. Ouvriers occupés aux restaurations de Fossanova. 479. Indult permettant aux chartreux de Fossanova la prédication et la confession des fidèles. 616. Même indult pour la confession des femmes. 714. Instructions adressées au général au sujet des chartreux supprimés en Suisse. Pouvoirs accordés par Pie VI. 715. Démission du prieur de Naples. 213. Procureur général résidant à Rome. 239. 259. Clôture. Indult pour visiter la chartreuse de Naples. 1002. Chartreuse de la Padula. Dispense de l'abstinence pour les soldats logés dans le monastère. 1103.

Chemin de la croix. 632.

Cierges allumés sur la tombe des fidèles. 929.

Clarisses de Naples. Juridiction du nonce pontifical. 1002.

Clément V. Décrétale *Meruit*. Refus de condamner la mémoire de Boniface VIII. Suppressions exécutées dans les minutes des bulles. 131.

Comestor (Pierre). Etudes bibliques. Traduction de la sainte Ecriture. 561.

Commendes. Pernicieuse influence des commendes sur les instituts monastiques. 897.

Concours. Edit de concours publié simultanément par l'archevêque et le chapitre de l'Eglise métropolitaine de Séville pour l'office de pénitencier. Règles usitées pour ce concours. 633. Affaires de concours traitées devant la S. Congrégation du Concile. Examen théologique des solutions de cas de conscience. Scrutin des qualités morales. Le concours est-il nul, si les examinateurs négligent le scrutin des qualités morales et ne votent que sur la science? 795. 849. 867.

Confession. Etrange sentiment de Gratien sur la nécessité de la confession sacramentelle. 910.

Congrégation (S.) du Saint-Office. Langue polonaise et russe dans les parties accessoires de la liturgie. 637.

Congrégation (S). du Concile. Affaires traitées en 1877 et 1878. Droits paroissiaux sur les chapelles des confréries. L'exposition du Saint-Sacrement est-elle un droit paroissial? Distinction entre les droits et les fonctions. Le curé peut-il réclamer les offrandes qui sont faites dans ces chapelles? 51. Office du chœur. Dispense partielle. 57. Agrégation à un autre diocèse et transfert de domicile. 62. Obsèques et sépulture dans une paroisse étrangère. Partage du casuel. 69. Mariage cassé *propter impedimentum impotentiæ*. 73. Fiançailles. Dispense. Indemnité pour le préjudice causé par la séduction. 260. Affaire de Belgique. Mariage cassé à cause du refus de remplir les obligations matrimoniales. Divorce civil. 264. Chanoines. Résidence dans la ville où est la cathédrale. Usage immémorial. Mauvais air. 270. Vicaires nommés à vie. Règlement fixant leurs rapports avec le curé, particulièrement pour la célébration des mariages. 281. Legs de messes. Doit-on appliquer les messes lorsque le testateur ne prescrit pas l'application? 296. Institut fondé à Modène par le grand-duc pour l'éducation religieuse, littéraire et professionnelle. 299. Présidence des convois. Usage réservant au prévôt du chapitre le droit de porter l'étole et de présider. 567. 877. Fiançailles. 573. 686. Mariage civil. Quel conseil donner aux époux dont le mariage est cassé par le tribunal ecclésiastique. 577. La bulle de Benoît XIV *Dei miseratione* concernant la procédure des causes matrimoniales est-elle sujette à la désuétude? *Ibid.* Théologal. Le cours de théologie fait au séminaire dispense-t-il le théologal de faire des leçons publiques d'Ecriture sainte à la cathédrale? 579. Chanoine absent du chœur pour remplir les attributions curiales. Participation au casuel. 583. Affaire de Pologne. Mariage cassé *propter impotentiam*. 591. Mariage platonique. Institutrice française. Refus obstiné de remplir les devoirs conjugaux. 685. Assistance des moribonds jusqu'à leur dernier soupir. Est-ce une obligation *sub gravi* des curés. Prescription du Rituel romain. Sentiment des théologiens. L'usage peut-il abroger l'obligation? Mitigation pour ce qui concerne les bons chrétiens. 750. Dimissoires refusés à l'ecclésiastique qui n'a pas fait deux ans de philosophie scolastique. La S. C. autorise l'ordination. 756. Irrégularité. Un bossu est-il irrégulier? 759. Affaire de Suisse. Mariage cassé *propter impotentiam*. 781. 939. Concours. Nécessité du scrutin sur les qualités morales. 95. Epilepsie. Dispense de l'irrégularité. 807. Application de la messe conventuelle pour les bienfaiteurs. Dispense partielle. 810. Chanoine absent pendant tout le temps que le gouvernement espagnol n'a pas donné le traitement ecclésiastique. Distributions. 815. Fiançailles clandestines. Statut synodal qui donne à l'évêque le pouvoir d'annuler ces fiançailles est nul. 820. Mise à la retraite des chanoines qui ont quarante ans de bons services. Usage de manquer l'office de matines. 826. Mariage fait en Angleterre. Domicile nécessaire. L'intention de divorcer rend-elle le mariage nul? Intention formelle de faire un mariage purement civil. La promesse de mariage avec cohabitation *affectu maritali* devient mariage indissoluble. 830. 948. Concours pour la nomination du chanoine pénitencier. 849. Croatie autrichienne. Procès canonique. Irrégularités de l'enquête. 856. Nullité du mariage effectué après les violentes menaces des parents. Le mariage est cassé après avoir existé vingt-deux ans. 863. Concours pour la nomination d'un curé. Appel *a mala relatione examinatorum*. 867. Chanoines amovibles établis en vertu d'une bulle de Sixte IV. Biens saisis par le gouvernement italien. Dispense partielle de l'office. Caractères des collégiales. 882. Vicaire général. Il faut qu'il ne soit pas du diocèse. Un curé ne peut être vicaire général. 889. Dispense *in forma pauperum*. Est-on pauvre lorsqu'on a trois cents francs de revenu? Pratique de la Daterie pontificale. Règles établies par Benoît XIV. 892. Droits paroissiaux. Convoi. Conduite au cimetière. Empiétement d'un aumônier de confrérie. 958. Chapitre de Bergame. Exemption. Nomination des *adjuncti* pour procéder contre les membres du chapitre. Désignation de deux chanoines pour accompagner l'évêque à la visite du diocèse. Collation des canonicats et des bénéfices inférieurs. Pouvoir de confesser attribué aux chanoines indépendamment de la permission épiscopale. Confession hebdomadaire. Les chanoines doivent-ils exhiber le certificat? 964. Espagne. Chanoines exilés pendant la guerre carliste. Traitement et distributions. 986. Irrégularité par suite d'une atteinte d'apoplexie. 990. Annate. 992. Rhumatismes.

irrégularité. Escabeau pour la messe. 1018. Démembrement des paroisses. 1042. Cure unie au chapitre de la cathédrale. Portion congrue exempte de toute contribution et charge. 1049. Chanoine de la cathédrale décédé à la campagne. Obsèques et sépulture. Casuel, 1051. Etats-Unis d'Amérique. Missionnaires. Offrandes. Si l'on peut affecter une partie du produit à l'entretien des églises et aux frais du culte. 1061. Guayoquil. Legs de messes doté en plantations de cacao. 1068. Chapitre de Pampelune. Retraite *jubilationis*. 1070. Binage. Application de la seconde messe pour les prêtres défunts. 1125.

Congrégation (S.) des Evêques et Réguliers. Décrets inédits sur les instituts religieux. Affaires traitées à Rome depuis 1835 jusqu'à 1858. Décrets, lettres, indults, rescrits de la S. Congrégation. 79. 212. 435. 599. 691. 995. 1074.

Congrégation (S.) des Rites. Decret concernant la béatification de la vénérable Emilie de Rodat. 635. Introduction de la cause du vénérable Fournet, fondateur des religieuses de la Croix de S. André. 742. Introduction de la cause du vénérable Joseph Cottolengo, fondateur de la Petite-Maison de la Divine Providence à Turin. 743. Le bienheureux Vullerm de Leaval, curé du diocèse d'Aost. Confirmation du culte. 744. Introduction de la cause du vénérable Simon Philippovich, franciscain de Bosnie. 769. 929. Docteurs. Préséance. 632. Tertiaire franciscain. Offices de l'institut franciscain pour les prêtres séculiers. 768. Information pour l'introduction de la cause en béatification du vénérable Joseph Cottolengo. 1025. Réguliers de France, indult du cardinal Caprara sur la réduction des fêtes. 1123.

Congrégation (S.) des Indulgences. Heure pour gagner les indulgences. Si l'on gagne plusieurs fois l'indulgence plénière en réitérant des prières et conditions prescrites. 635. 761. Image du Sacré-Cœur de Jésus. 636. Indulgences accordées par les évêques et leurs coadjuteurs. 1021. Décret général défendant d'inscrire dans les confréries les personnes absentes. 1123.

Consécration des religieuses. 185.

Constitutions pontificales sur la foi et la discipline. Nécessité de la promulgation légale. 321. Notes caractéristiques des définitions *ex cathedra*, d'après le pape Grégoire XVI. 345.

Cottolengo (le vénérable). Introduction de la cause de béatification. 743. Information. Biographie du vénérable serviteur de Dieu. Ses œuvres. Dons surnaturels. Réputation de sainteté. Lettres demandant la canonisation. 1025.

Curé. Droits paroissiaux dans les chapelles des confréries. Offrandes. 51. Tiers-ordre carme exempté de la juridiction paroissiale. 84. Vicaires nommés à vie. Attributions réservées au curé. 281. Réglement de Badajoz sur les obligations des curés et des vicaires. 505. Convoi conduit par le prévôt du chapitre, au détriment du curé. Ancien usage. 567. 877. Chanoine s'absentant pour les attributions curiales. Casuel. 585. Nocturne qu'on doit réciter pour les défunts. *Ibid.* Application de la messe *pro populo*. 678. Assistance des moribonds jusqu'au dernier soupir. Est-ce pour les curés une obligation *sub gravi?* Consultation de Mgr l'évêque de Bâle. Prescription du Rituel romain. Sentiment des théologiens. 750. Procès criminel. Appel. Suspense de conscience informée après l'appel. Affaire croate. 856. Obsèques et sépulture. Empiétements d'un aumônier. 958. Démembrement des paroisses. Engagement que prend la municipalité pour le traitement du curé. 1042. Paroisse unie au chapitre de la cathédrale. Portion congrue. 1039. Droit paroissial au sujet d'un chanoine décédé à la campagne. 1054.

D

Daniel (le prophète). Les quatre monarchies désignées sous l'image de bêtes féroces pour exprimer leurs violences et leurs cruautés. 7.

Députés. Indult donné à un religieux en 1848 pour la députation. 715.

Dispenses de mariage. *Postulatum* présenté au Concile du Vatican pour la réforme de la législation canonique. 49. Dispenses *in forma pauperum*. Faut-il ranger parmi les pauvres l'homme qui possède trois cents francs de revenu? Règles prescrites par Benoît XIV. Décision. 892.

Docteur de l'Eglise. Science éminente. Défense de la foi contre les hérétiques. Les écrivains ascétiques peuvent-ils être rangés parmi les docteurs? 169. 178. 348. Préséance des docteurs dans les chapitres. 632.

Domicile. Ordination. 62. Si les prêtres séculiers doivent obtenir l'agrément de leur évêque pour changer de domicile. 63. Mariage. Sejour requis pour faire validement un mariage clandestin en Angleterre. 830. 948.

Dominicains. Chapitre provincial au Mexique. Aliénation. Permission de recevoir les illégitimes. Novices qui ne savent pas le latin. Permission de se confesser hors de l'institut. 80. Erection d'une province. 88. Chapitre général. 102. 214. Belgique. Indult pour les actes civils de propriété. 106. 709. Dispense d'âge. 113. Rosaire vivant. Circulaire et instructions du vicaire général de l'ordre. 122. Espagnols. 212. Si l'on peut révoquer un prieur par arrêt de conscience informée. 215. Indult pour assigner un religieux au tribunal séculier. 232. Curé. 238 Indult autorisant la fondation d'un collége d'éducation en Dalmatie. 260 Même indult pour S.-Iago au Chili. 613. Création des assistants du général. 447. Mission des îles Philippines et du Tonkin. 465. 623. Rite dominicain. Indult pour un religieux sécularisé. 466. Commissaire espagnol; préséance dans la maison généralice. 600. Etudes bibliques au XIIIe siècle. 641. Professeur de la Sapience. 699. Sourd-muet demandant instamment d'entrer dans l'ordre. 703. Conseil supérieur de l'institut. 708. Caisse générale et caisse des causes de canonisation 718. Nomination du P. Jandel en qualité de vicaire général de l'ordre Dominicain. Assistants. 721. Election des provinciaux. 734. Le président du chapitre ne peut dépouiller les votes. Election cassée. 1008. Autriche. Rétablissement d'un couvent. 1015 Dominicain sécularisé canonicat. 1079. Couvent supprimé. Cession de l'église et des ornements qui n'ont jamais été incorporés à l'administration des domaines. 1104. Convers achetant sans permission des titres de la rente publique. 1106.

E

Ecclésiastiques. Pluralité des charges. 188. Changement de domicile. 189. Affaires séculières. 190. Luxe. 190. Tribunaux séculiers. 191. Armes. 520.

Ecoles. Education chrétienne. Catéchisme. Lettre de notre saint—père le pape Léon XIII au cardinal-vicaire. 737. Ecoles du dimanche à Cordoue. Réglement épiscopal. 746. Frères des écoles chrétiennes à Gênes. 90.

Ecosse. Rétablissement de la hiérarchie épiscopale. 496. 625.

Eglise comparée aux quatre grandes monarchies de l'antiquité. 11. 15. 129. Relations de l'Eglise et de l'Etat. 140. 176. 352. 410. Consécration des églises et des autels. 925.

Empire. Institué bien longtemps après le sacerdoce. 1. Empires de l'antiquité. 7. Rapports du sacerdoce et de l'empire. 15. 129. 140. 176. 352. 410.

Encycliques. 324. Origine. Elles sont adressées aux évêques. 333. Si elles peuvent être promulguées dans les formes légales. 335.

Enfants voués à l'état religieux par leurs parents. 182.

Epilepsie. Irrégularité. 807.

Espagne. Massacre des religieux à Madrid. 81. Ordination des religieux réfugiés en Italie. 84. Dispense partielle du vœu de pauvreté pour les moines expulsés des couvents. 89. 101. 114. 212. 475. Fêtes supprimées. 505. Commissaire pontifical pour l'ordre des Augustins. 711. Collége des Capucins pour les missions. 719. Ecoles du dimanche à Cordoue. 746. Prêtres habitués. 749. Chanoine absent, faute de traitement. 810. Chanoines exilés durant la guerre carliste. 986. Religieuses et religieux dispersés placés sous la juridiction des Ordinaires. 997. Reliques et ornements appartenant aux couvents supprimés. 1009. 1012. Paroisses autrefois incorporées aux communautés religieuses. Indult pour les conférer au concours. 1011. Chapitre de Pampelune. Retraite accordée à deux membres du chapitre. 1070. Réguliers qui retournent en Espagne. 1075. Instruction pour ceux qui se trouvent dans le monde. 1084. Carmes. 1115.

Evêques. Agrégation à un autre diocèse. 62. 180. Suspense de tous les confesseurs réguliers. 115. 219. Si les réguliers doivent recevoir les prêtres séculiers qui sont envoyés dans les couvents par l'ordre de leur évêque. 227. 483. Séminariste renvoyé du diocèse et reçu dans une communauté. 234. Fiefs militaires. 521. Capucin demandé pour vivre à l'évêché. 623. Fiançailles clandestines: si l'évêque a le pouvoir de rendre un statut qui les annule. 820. Dispense matrimoniale *in forma pauperum*. 892. Pouvoir des évêques pour donner des indulgences. 1021.

Excommunication après la mort. 526.

Exemption. Si la protection et la tutelle du Saint-Siége constituent l'exemption. 964.

F

Fêtes supprimées. Espagne. Réclamation de l'ordinaire de Cuba. 509.

Fiançailles. Causes jugées en appel par la S. Congrégation du Concile. Preuves des fiançailles. Indemnité pour le préjudice de la séduction. Dispense des fiançailles. Statut synodal annulant les fiançailles clandestines. 260. 575. 686. 819.

Fondation canonique des couvents. Indult pontifical. Enquête de l'ordinaire. Consentement du clergé et des réguliers du pays. 376. 467. 471. 695. 709. 725. 734. 1003. 1011. 1013.

Fournet (vénérable), fondateur des religieuses de la Croix de S. André, diocèse de Poitiers. Introduction de la cause de béatification et canonisation. 742.

France. Concordat de 1801. 33. Articles organiques. 34. 37. Rétablissement des ordres religieux. 89. 98. 105. 725. 83. 96. 97. Voyez *Capucins, Carmes, Trappistes.* Carmélites. 1018. Causes matrimoniales. Empêchements qui ne sont pas admis par la loi civile. 577. Fondations des Carmes espagnols. 1115. Suppression des fêtes. Obligation des Réguliers au sujet de l'office et de la messe. 1123. Association pour les prêtres defunts. 1125.

Franciscains. Rétablissement de l'ordre en France. 89. 98. 105. 725. Les novices doivent vivre d'aumônes, comme les profès ; défense d'exiger la pension des novices. 100. Disposition de biens postérieurement à la profession. 105. L'interdiction de tout maniement pécuniaire étant un des principaux articles de la règle franciscaine, le Saint-Siège a de fréquentes occasions de recommander ce point, ou d'accorder des indults temporaires. 420. 477. 602. 691. 701. 702. Visite apostolique des couvents de Bavière. 225. 229. 445. Franciscain élevé aux grades académiques. 441. Paroisse desservie par les religieux. 462. 733. Jardin affermé, hors du cloître. 462. Vente des denrées superflues. 602. Chemin de la Croix. 632. Commission préparatoire du chapitre général. 998. Les définiteurs généraux devant résider à Rome, on défend de les envoyer ailleurs. 1000. Maniement de l'argent. 1076. 1092. Hospices pour les frères quêteurs. 1082. 1092. Indult pour voyager en voiture. 1103. Procès caméral. 1103. Quête pour la Terre-Sainte dans le royaume de Naples. 1105.

François de Sales (Saint). Bref conférant le titre de docteur de l'Eglise. 115. Actes du doctorat. Information présentée à la S. Congrégation des Rites. 141. Animadversions du promoteur de la foi. 169. Réponse aux objections. 348. Controverse *de auxiliis.* Pouvoir du pape sur les princes. *Ibid.* Office de docteur. 505. Ecrits de S. François de Sales qui manquent à l'édition Vivès. 141.

Frères de la pénitence à Rome. Prison pour ecclésiastiques. 735.

G

Genève. Consultation sur les indulgences. Heure où l'on peut les gagner. Conditions. Si l'on gagne une indulgence plusieurs fois. 635. 761.

Gerdil. Notes sur la bulle *Auctorem fidei.* 32. Concordat français de 1801 et articles organiques. *Ibid.*

Gerson. Etudes bibliques. 660.

Gratien. Remarques sur le décret de Gratien d'après les leçons de droit canonique du savant Thomassin, de l'Oratoire. 180. 513. 664. 910.

Grégoire le Grand (saint). Diplômes menaçant les rois de déposition. La clause : *Si quis regum* etc. est-elle authentique ? 15.

Grégoire VII (saint). La collection des lettres que l'on conserve au Vatican n'est pas le registre original ; c'est une copie faite par un inconnu, copie incomplète. 17.

Grégoire XIII. Edition du *Corpus juris canonici.* 137.

Grégoire XVI. Encyclique *Mirari vos.* Liberté de conscience et de la presse. Séparation de l'Eglise et de l'Etat. 339. Autres encycliques et allocutions consistoriales. 341. Brefs promulgués dans les formes légales. 342. Condition des constitutions générales et des définitions *ex cathedra.* 345.

Guerre. Conditions des guerres légitimes. 199. 518.

Guiars des Moulins. Version de la sainte Ecriture. 648.

H

Hébreux. Ils n'eurent des rois que plusieurs siècles après l'établissement du sacerdoce. 2. Caractères de la royauté. *Ibid.*

Hugues de Saint-Cher, dominicain, cardinal. Travaux bibliques. 641.

I

Index. Modération du Saint-Siége envers les grands écrivains. Bossuet. Bollandistes. Muratori. 28. Décrets condamnant des livres. 120. 640. Décret condamnant les livres du faux prophète Lazzaretti. 1131.

Indulgences. Heure où on peut les gagner. 635. 761. Si on acquiert plusieurs fois une indulgence plénière, en réitérant les prières et les visites. *Ibid.* Pouvoir des évêques et des coadjuteurs pour accorder des indulgences. 1021. Décret général défendant d'inscrire dans les confréries les personnes absentes. 1123.

Irlande. Fondation des Augustins. 95.

Irrégularité. Bossu. 759. Epilepsie. 807. Apoplexie. 900. Douleurs rhumatismales. 1012. Naissance illégitime. 1087.

Italie. Mort du roi Victor-Emmanuel. Protestation du cardinal secrétaire d'Etat contre la déclaration d'avénement du roi Humbert. 766. Acquéreurs des biens ecclésiassiques. 1127. Protestation du cardinal secrétaire d'Etat contre les entraves apportées à l'autorité pontificale. 1127.

J

Jean XXII. La bulle *Unam sanctam* écartée du code des Clémentines. 131.

Jean de Dieu (saint). Ordre. 95. 726. 733. Elections. 1079. Titre d'ex-provincial. 1100.

Jésus-Christ. Sa royauté sur la terre. Doctrine des théologiens. 9. Image du Sacré-Cœur. 636.

Jubilatio. Chanoines mis à la retraite après quarante ans de bons services. 826. 1076.

L

Langues russe et polonaise dans les parties accessoires de la liturgie. 637.

Lazzarretti, Faux prophète et réformateur. Ouvrages mis à l'index. 1131.

Léon X. Confirmation de la décrétale *Unam sanctam* dans le cinquième concile de Latran. 135.

Léon XIII. Décès de Pie IX. Oraison funèbre. 305. Conclave. 310. Consistoire et allocution consistoriale. 313. Encyclique adressée aux patriarches, primats, archevêques et évêques en communion avec le Saint-Siége. 490. Rétablissement de la hiérarchie épiscopate en Ecosse. 496. 625. Lettres notifiant l'avénement aux princes. 503. Réponse à l'université de Louvain. 504. Lettre au cardinal-vicaire sur l'éducation religieuse et l'enseignement du catéchisme dans les écoles. 737. Lettre sur les livres chinois et les vestiges des dogmes chrétiens. 1020. Discours adressé à la population du Transtevere. 1119. Réponse à Mgr l'évêque de Sandomir. 1120. Nomination du directeur du musée chrétien au Vatican. 1122.

Lettres latines. Origine. Autorité etc. 336.

Liberté de conscience. 207. 330. Liberté de la presse. 331.

Liége. Un bossu est-il irrégulier? Dispense pontificale. 759.

M

Malte. Bras séculier. On ne peut le demander au gouvernement protestant. 217.

Mariage. *Postulatum* présenté par les évêques du Canada au concile du Vatican pour la réforme de la législation matrimoniale. 49. Mariage cassé *propter impotentiam.* 73. 377. 591. 781. Refus obstiné de rendre les devoirs conjugaur. 264. Mariage platonique. 685. Désuétude de la constitution de Benoît XIV. 577. Mariage en Angleterre. Séjour nécessaire pour la validité. 830. 948. Menaces et violences. Crainte révérentielle. 863. Dispense *in forma pauperum.* 928. — Maximes du Décret de Gratien sur le mariage. 664. Entrée en religion. 664. Infidèles. 667. Roturier. 669. Serfs. 670. Parrain. 671. Enfants adoptifs. 670. Unions clandestines. 673. Continence des premiers jours. 674. Empêchement de crime. 675. Liberté pour contracter le mariage. 676. Est-il licite d'épouser une prostituée? 677. Concubinage. 678. Consentement des parents. 679. Polygamie. 680. Divorce. 681. *Impotentia.* 683. Les pénitents ne pouvaient se marier. 684. Degrés de parenté. 921.

Maurienne. Si on peut opposer la désuétude à la constitution *Dei miseratione* de Benoît XIV sur la procédure des causes matrimoniales. Empêchement *impotentiæ* non admis par la loi civile : sort des époux dont le mariage est cassé par l'Église. 577.

Melchisédech. Les Hébreux ont cru que c'est le même personnage que Sem fils de Noé. 2.
Mensonge. Sentiment de S. Augustin. 194.
Messe. Réduction pour les Mercédistes d'Amérique dont les biens ont été pris par le gouvernement. 467. Legs de messes à un institut qui ne peut les accepter. 712. Messe *pro populo*. 638. Lieu déterminé. 696. Messe conventuelle. 810. L'application est-elle obligatoire quand le testateur ne l'a pas prescrite. 296. Indult accordant le délai de quatre mois pour l'acquittement des messes. 1077.
Metz. Traduction de la sainte Ecriture en langue vulgaire. 559.
Minimes. Naples. Erection canonique. 90. Rome. 266. Marseille. 110. 1006. 1012. Quête pour reconstruire le sanctuaire de Paule. 1086.
Ministres des infirmes de Saint-Camille de Lellis. Approbation des constitutions. 71. Indult autorisant les novices à faire quelques études. 458.
Modène. Institut d'Este pour l'éducation religieuse, littéraire et professionnelle. 299.
Moïse. Il réunit le pouvoir sacerdotal et l'autorité politique. Il remit le sacerdoce à son frère Aaron. 2.
Mont-Vierge. Dispense de huit mois de noviciat. 1097.
Moribonds. Le Rituel romain prescrit que le curé assiste les agonisants. Cette loi oblige-t-elle *sub gravi*. Sentiment des théologiens. Décision de la S. Congrégation. 750. Sollicitude pour l'assistance des moribonds. 1094.

N

Naples. Intervention intempestive du gouvernement dans les affaires religieuses. 79. 442. 444. 450. 454. 697.
Nicolas de Lyre. Etudes et commentaires de l'Ecriture sainte. 652.
Nobles et roturiers, distinction inconnue antérieurement au xe siècle. 669.
Noé. Sacerdoce. Pouvoir simplement domestique de ce patriarche. 1.
Noris. Fausse accusation de jansénisme. Lettre de Benoît XIV à l'inquisiteur d'Espagne. 28.

O

Oblat bénédictin. Officier français retiré à Subiac. 257. Ordination d'un oblat. 483.
Office. Office de la Sainte Vierge dans l'ordre des Cisterciens. 81. Office de la nuit. 99. Nocturne de l'office des morts que les curés récitent pour leurs paroissiens défunts, 586. Prêtre séculier qui est tertiaire franciscain ; peut-il suivre le calendrier de l'ordre ? 768.
Olivétains. Visite apostolique du monastère de Palerme entravée par le gouvernement napolitain. 442. 444. 450. 454. Rétablissement du monastère de Sainte-Françoise à Rome. 624.
Ordination. Espagnols réfugiés. 84. Les réguliers sont ordonnés par l'évêque du lieu où ils résident. 100. 608. *Exeat* et dimissoires injustement refusés. 756.

P

Pacca, cardinal. 107. 1097.
Passionistes. Angleterre. Dispense d'âge pour le maître des novices. 478. Fondation de Tournay. Provincial autorisé à s'absenter. 1096.
Pauvres. Dispense *in forma pauperum*. L'homme qui possède trois cents francs de revenu est-il classé parmi les pauvres pour la gratuité des dispenses ? 892.
Pénitence publique. 533. 912.
Pénitencerie. Acquéreur des biens ecclésiastiques. 1127
Philippovich (le vénérable Simon.) Introduction de la cause. 769. Enquête sur le culte. Cierges allumés sur la tombe. 929.
Pierre Martyr (S.). Enquête sur son martyre. 126.
Pologne. Emploi de la langue polonaise dans les parties accessoires de la liturgie. 637. Religieux convoqués aux chapitres généraux six mois d'avance. 1002. Procès caméral pour le renvoi d'un religieux. 1103. Lettre de l'évêque de Sandomir et réponse du saint père Léon XIII. 1120.
Pontificalia. Indult pour un abbé bénédictin, sans le pouvoir de donner la tonsure et les ordres mineurs. 106. 998.
Postulata présentés au concile du Vatican pour demander la réforme du bréviaire romain et celle de la législation matrimoniale. 49.
Prédestination. Sentiment des anciens. 205. 918.
Prédication. Eloquence sacrée. Abus modernes. 1014.
Prescience. Explication de ce mystère. 206. 918.
Prêt à intérêt. Décisions du Saint-Siége. 31. Le Saint-Siége tolère-t-il que les communautés religieuses placent l'argent à intérêt ? 1000.
Prison ecclésiastique à Rome dirigée par les frères de la Pénitence. Réglement. 735.
Procès criminel contre un curé croate. 856. Procès extrajudiciaire dans les ordres religieux. 94. 241. 444. 617. 996.
Promulgation des lois. Formalités observées dans l'Eglise. Le Saint-Siége a le pouvoir de modifier la discipline traditionnelle. Les encycliques, allocutions, brefs particuliers, lettres latines ne sont pas promulgués. 321.
Protestant converti. Entrée au noviciat trois ans après l'abjuration. 599.

R

Réguliers. Décrets inédits de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. 79. 212. 435. 599. 691. 995. 1074. — Ancienne discipline. 180. Testament. *Ibid.* Enfants voués par les parents. 181. Profession tacite. 186. Chapitre général. Liste des éligibles. 469. Les supérieurs ne peuvent être nommés à vie ni réélus. 465. Election. 86. Election du général par billets, sans réunir le chapitre. 91. 96. Contribution pour les frais généraux. 93 94. 240. Provincial intrus; revalidation des professions. 230. 233. 258. Elections supplémentaires pour la nomination des provinciaux. 235. Novice dont les parents demanden à faire contrôler la vocation. 98. S'il y a lieu de permettre que les novices soient appliqués à l'étude durant le noviciat. 458. Novice autorisé à confesser les fidèles. 481. Noviciat interrompu en passant la nuit hors du couvent. 269. 489. Les convers ne peuvent entrer au noviciat avant l'âge de vingt ans. 259. 486. 612. Dispense pour naissance illégitime. 606. Convers demandant à passer à la condition de choriste. 265. 461. 619. 691. Renonciation conditionnelle aux biens de famille. 231. 261. Secours envoyés aux parents des religieux. 102. 622. 693. 695. Clôture des sacristies. 85. Ordination des réguliers. 84. 100. 608. Retrait du pouvoir de confesser les fidèles pour tous les religieux d'une communauté. 115. 219. Obligation de porter l'habit. 257. Curé régulier. 238. Messes que chaque prêtre doit appliquer pour les défunts de la province. 615. Office des convers. 699. Indult pour pouvoir se présenter à la députation. 715. Indult pour exercer la chirurgie. 443. Testament d'un évêque régulier. 720. Succession des religieux sécularisés. 732. Dettes. 693. Si les communautés peuvent placer à intérêt. 1000. Religieux de grands vœux autorisés à établir des colléges d'éducation. Dominicains. 260. 613. Augustins. 1001. Séculier reçu comme pensionnaire. 692. Si les supérieurs doivent accueillir les ecclésiastiques séculiers envoyés en pénitence. 227. 483. Procédure juridique. Expulsion des incorrigibles. 94. 107. 617. 720. 996. Si les sujets peuvent envoyer des exploits par huissier à leur supérieur. 223. Recours aux tribunaux civils. 264. Défenseur nommé d'office. 444. Voir *Bénédictins, Capucins, Carmes, Chartreux, Dominicains, Franciscains* et *Sécularitaions*. Subvention pour les parents pauvres. 1077. 1105. Tribunaux civils. 1078. Indult concernant la réception des jeunes gens ayant moins de vingt ans. 1081. 1096. 1106. Bénédictin demandant l'autorisation de surveiller les affaires de famille. 1088. Obsèques et sépulture des séculiers. 1096. Université de Vienne. Indult permettant de demeurer hors du cloître. 1096. Procès caméral. 1103. Bulletin blanc dans les élections. Electeur renvoyé. 1108. Si les réguliers sont compris dans l'indult du cardinal Caprara. 1123.
Religieuses. Consécration. 185. Bénédictine. Indult pour visiter le Mont-Cassin. 612.
Rois. Origine de la puissance royale. 1. 3. Les quatres monarchies. 7. 11. Royauté de Jésus-Christ. 9. Déposition des rois. 15. Rapports de l'Eglise et de l'Etat. 129. 140. 176. 352.
Rosaire vivant. 122.
Russie. Abjuration. 611. Langue russe dans la liturgie. 637. Convocation des religieux aux chapitres généraux. 1002.

S

Sacerdoce et empire. Origine et relations. 1. 7. 11. 15. 129. 140. 176. 352.
Sacré-Cœur de Jésus. Image approuvée. 636.
Sardaigne. Visite apostolique des couvents. 111. 215.

Saxe. Délai de la profession religieuse. 477.
Scapulaire blanc. 122. 1130.
Sapulaire bleu. Indult. pour les Carmélites et pour les Trappistes. 1130.
Sécularisation des réguliers. 82. 108. 109. 113. 213 221. 228. 234. 437. 1014. 1016. Le convers sécularisé peut-il prendre la carrière militaire? 226. 236. Pouvoirs. 1083. Si le religieux perpétuellement sécularisé a le droit de retourner à son couvent. 1090. Nécessité de la fulmination pour tout indult de sécularisation. 1107.
Séduction. Indemnité pécuniaire. 261. 575.
Sem. Est-ce le même personnage que Melchisédech? 2.
Septimus decretalium. Vraie cause de la suppression de ce code. 137.
Sépulture. Casuel. 69. Convoi présidé par les chanoines. 567. 877.
Serment. 192. 197.
Séville. Concours pour la nomination du pénitencier. Collation simultanée. 633.
Sicile. Tribunal de la monarchie. Intervention du gouvernement dans les affaires religieuses. 442. 444. 450. 454. 457.
Simon Philippovich (le vénérable). Introduction de la cause. 769. Culte public. 929.
Somasques. Vie commune. 265. Noviciat. 438. Disposition des biens acquis par un religieux sécularisé. 476. Député. 715. Général appelé à Rome. 736. Dispense de l'office et messe votive. 1112.
Sortilèges. 531.
Sourd-muet. Instances pour entrer chez les Dominicains. 703.
Suicide. 516.
Suisse. Visite apostolique des Augustins et des Conventuels de Fribourg. 706. Election des abbés bénédictins. 1009. Chanoines réguliers du Mont Saint-Bernard. 1010.
Sibylles. 7.
Sylvestrins. Constitutions additionnelles. 1113.

T

Terre-Sainte. Quête. 1105.
Tertiaire franciscain. Bréviaire de l'ordre .768.
Testament spirituel d'un bénédictin de Cluny. 897.
Théatins. Election du général par bulletin. 110. 261. Consulteurs généraux. 734. Bénéfice séculier conféré *titulo livelli*. 704. Permission de faire la profession solennelle sans disposer des biens patrimoniaux. 1111.
Théocratie. Gouvernement théocratique dans l'antiquité. 2.
Théologal. Si le cours de théologie dogmatique au séminaire tient lieu des leçons publiques. 579.
Thèses sur les erreurs modernes censurées par des théologiens privés. 44.
Thomas (Saint). Nécessité de la promulgation des lois. 346.
Thomassin. Remarques sur le décret de Gratien d'après les leçons de droit canonique du savant oratorien. 180. 513. 664. 910.
Togni, général des ministres des infirmes. Etudes pendant le noviciat. 458.
Tolérance religieuse. 44. 199. 204. 207. 513.
Trappistes. Evêques délégués du Saint-Siége. 111. 463. Sécularisation de dom Nil. 268. Translation de l'abbaye du Gard à Sept-Fonts. 485. Obligation de l'office pour les profès de vœux simples. 512. Liturgie cistercienne. Calendrier et missel pour les prêtres séculiers. 512. Séparation des deux observances. 706. Translation d'un monastère. 710. L'abbé d'Aiguebelle dispensé du chapitre général. 717. Dispense des vœux simples. 1007. Indulgences du scapulaire bleu. 1130.
Trinitaires. Chapitre général. Liste des éligibles. 469.

V

Vaudois. Version de la Bible. 557
Version de la Bible en langue vulgaire. 554. 641.
Vicaire-général. Décrets du Saint-Siége qui prescrivent de le prendre hors du diocèse. Pénitencier et curés spécialement éloignés des fonctions de vicaire général. Nécessité des grades en Italie. 889.
Vicaires paroissiaux. Réglement sur la soumission des vicaires. 281. 505.
Vol dans les églises. 121.
Vullerm de Leaval (le bienheureux). curé du diocèse d'Aost. Approbation du culte. 744.

Z

Zacharie. Prétendue consultation des Francs sur le changement de dynastie 61.

L'administrateur-gérant :

PALMÉ.

Paris. — JULES LE CLERE et Cie, Imprimeurs de N. S. P. le Pape et de l'Archevêché, rue Cassette, 17.

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE TORONTO
LIBRARY
AUG 2 2 2008